IIe Année — N° 1. 6 Mai 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50
LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris = V^e

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Ce numéro commence la onzième année des Temps Nouveaux, *mis en réalité, avec* Le Révolté *et* La Révolte *dont ils ne sont que la suite, c'est notre vingt-sixième année d'existence qui est en cours.*

Malgré des vicissitudes de toutes sortes, voilà 26 ans que nous avons pu mener la lutte.

Avant de tenter un nouvel effort, c'est reposant de mesurer le chemin parcouru, la besogne faite, d'y puiser des forces pour une nouvelle étape.

En marche !..

J. Grave.

NOUVELLE PROPOSITION

POUR

la suppression de l'Ère chrétienne

Quelques âmes simples s'imaginent que le projet de loi pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat contient la solution des problèmes de l'avenir, relativement à la véritable émancipation de l'esprit humain.

Il n'en est rien. Ces messieurs de la Chambre et ces messieurs du Sénat peuvent discuter pendant des sessions entières et voter contre ou pour des milliers d'amendements, la situation n'en restera pas moins toujours la même; car l'Etat et l'Eglise n'ont qu'une seule et même ambition, et l'on peut dire qu'ils se confondent essentiellement par leurs principes. L'un et l'autre veulent conquérir l'autorité absolue.

L'Eglise, nous la connaissons par les Grégoire VII, les Innocent III, les Conciles de Trente et les inquisitions de toutes formes, catholiques et protestantes; il ne lui suffit pas de posséder les âmes, il faut qu'elle tienne aussi les corps; elle ne se contente pas des croyances, elle veut aussi les biens.

Quant à l'Etat, il veut sans doute façonner les sujets en autant d'esclaves, il veut les tenir par l'impôt, par les lois, la réglementation intime et tracassière; mais il a également la prétention de dicter la morale et de régner sur les consciences. Les catéchismes se valent, ornés de la Croix ou du Drapeau.

C'est donc à nous, révoltés, qu'il appartient de ruiner à la fois l'autorité conçue par les gens d'Eglise et par les larbins d'Etat; il faut nous rendre libres. Libres de toute croyance au miracle; dégagés de tout raisonnement, qui ramène nos idées à la conception d'un maître absolu, et nos actes à la pratique de l'obéissance traditionnelle; il faut entrer vraiment dans une société nouvelle, où toute force vive soit due aux individualités pensantes et actives, et à leur groupement autonome en centres d'énergie renaissants.

C'est nous-mêmes qu'il faut séparer de l'Etat et qu'il faut séparer de l'Eglise, en ne donnant aux institutions du passé qu'une valeur historique.

Ainsi, pour cette question de l'Eglise aussi bien que pour celle de l'Etat, la politique courante n'a pour nous qu'un intérêt purement extérieur; c'est en nous que se passe la véritable évolution. Jusqu'à quel point avons-nous pu nous débarrasser de toute superstition religieuse et notamment des survivances chrétiennes? Ainsi, la langue renferme une foule d'expressions qui proviennent d'une croyance primitive au miracle : faisons-nous effort pour nous en débarrasser et pour les remplacer par des formes verbales et par des phrases ayant une valeur réelle dans leur accord avec la raison? Que de fois dans nos conversations sommes-nous heurtés par les mots : « création de l'homme », « parole d'Evangile », « belle morale chrétienne » et que de fois surtout, sommes-nous ramenés par la division du temps — semaines, fêtes, mois, années, siècles, ère générale — aux absurdes conceptions chrétiennes ! Quoi de plus dénué de bon sens, que la sériation des événements en deux catégories contraires, celle des faits qui se seraient passés avant la naissance présumée de Jésus-Christ, à supposer que celui-ci ait jamais vécu, et le classement des faits qui sont arrivés postérieurement à cette même naissance? D'après cette méthode absurde, tous les points de l'histoire sont donc classés conformément à une date purement hypothétique, et suivant deux gammes contradictoires : l'une descendante jusqu'à zéro, l'autre montante de ce même zéro jusqu'à nos jours. Un double système de numération, fonctionnant en sens inverse, trouble forcément l'intelligence et produit un chaos mnémotechnique aboutissant dans la plupart des esprits à une ignorance finale : on ne cherche plus à connaître un classement que l'on sait d'avance être destiné à un prompt oubli. Et penser qu'il y a maintenant sur les bancs de l'école cent millions d'enfants qui sont tenus de force à ressasser ce fatras d'une double chronologie, qui divise le règne d'Auguste, par exemple, en deux parties, de l'an 29 à l'an zéro, et de l'an zéro à l'an 14! Il faut additionner toute une série de plus (+) avec une série de minus (—)!

Parmi les ères qui ont été successivement adoptées par les peuples, il n'en est certainement pas une qui soit à la fois aussi ridicule et aussi contraire à une étude sérieuse de l'histoire.

On comprend au moins l'ère des Juifs qui partent bravement de ce qu'ils croyaient être le commencement du monde, d'après leurs livres saints. Il est vrai que, suivant différents copistes, dont la nomenclature n'était pas la même, ils donnaient à cette création de la terre des dates différant d'un millier d'années environ, mais le principe était sauf. La plupart des autres peuples comptaient naturellement les âges à partir de la période où commençaient leurs propres annales. Les Chaldéens et les Egyptiens partaient de la fondation de Babylone ou de celle de Memphis; les Grecs avaient la série des jeux nationaux, célébrés à Olympie; et les Romains mesuraient leur existence par celle de la cité qu'on appelle encore de nos jours la « ville Eternelle ».

Evidemment, il faut revenir à une méthode qui soit d'accord avec la raison. Il ne suffit point de masquer l'origine ecclésiastique de la chronologie des écoles, en lui donnant le nom d'« ère commune » ou d'« ère vulgaire » au lieu de l'appeler l'« ère de Notre-Seigneur ». On a donc ardemment cherché dans les temps les plus anciens, encore remémorés par l'homme, un fait initial qui embrasse toute la suite des

événements constituant notre histoire. Toutefois, il faut le dire, l'obscurité des documents desquels disposent les historiens ne leur permet pas de s'entendre sur la date précise des événements relativement peu éloignés de nous; tels que ceux qui précédèrent les guerres médiques et les conflits de Rome et de Carthage; à bien plus forte raison est-on dans le doute, lorsqu'il s'agit de faits qui ont certainement eu lieu et que la tradition place plus ou moins vaguement dans les âges antérieurs à la floraison de sa culture en Egypte et en Mésopotamie. Pour ces faits, les évaluations varient de centaines et même de milliers d'années. Toute ère partant de l'un de ces faits à date incertaine, donnerait donc lieu à d'incessantes discussions, et d'avance elle doit être récusée comme ayant un caractère hypothétique.

Ce n'est donc pas dans la conjoncture des événements terrestres, mais dans celle des mouvements célestes qu'il faut chercher une ère initiale à partir de laquelle on puisse classer tous les événements de l'histoire humaine avec leurs dates, les premières plus ou moins conjecturales, les secondes déjà plus approximatives et les autres constatées et contrôlées par la comparaison des annales.

Ici nous n'avons qu'à suivre les études des savants qui déchiffrèrent les écritures cunéiformes. Il convient, désormais d'adopter l'ère scientifique à partir de laquelle l'histoire classera simplement la série des faits, sans que la mémoire des élèves soit encombrée, en l'honneur de Jésus-Christ, de deux chronologies se déroulant en sens inverse l'une de l'autre. Ainsi, en partant de la première éclipse reconnue, la construction du Parthénon daterait de l'année 11.004; la découverte de l'Amérique par les Normands répondrait à l'année 12.542, et nous serions actuellement en 13.447. D'ailleurs, il va sans dire que l'étude devant être désormais sérieuse dans nos écoles, la chronologie synoptique n'aura son emploi que pour fixer d'une manière générale la succession de tous les événements du monde, mais que chaque histoire de peuple, ayant eu son évolution particulière dans le temps et dans l'espace, devra être étudiée dans la période de sa vie spéciale, pendant la durée des siècles qui lui appartient. Chaque pays, Chine, Inde, Grèce, Rome, France, Angleterre, nous apparaîtra en son temps, dans la succession générale du cycle humain.

Je n'ignore point qu'une proposition, telle que je la soumets à nos amis, ne peut avoir de valeur qu'à la condition de répondre à un vœu populaire; si le désir du savoir et de la simplification de l'étude pénètre profondément la masse des nations dites civilisées, nul doute que cette question ne soit recueillie, discutée, résolue et qu'elle ne donne lieu à une véritable révolution intellectuelle; car la suppression d'une absurdité au profit du vrai mérite bien ce nom.

Au seizième siècle déjà, un érudit, Joseph Scaliger, avait résolu la question d'une manière analogue, mais on ne vit dans son travail qu'un jeu d'esprit; puis, en 1892, l'excellent Gabriel de Mortillet, le géologue antichrétien, proposa une réforme chronologique peu différente, mais il s'adressait à des savants, qui se bornèrent à sourire de son zèle iconoclaste.

Il va sans dire que nous n'aurons pas la simplesse de présenter notre vœu, en forme de requête, à quelque savante académie; nous savons trop bien d'avance quel accueil lui serait réservé. Les académies sont faites pour conserver pieusement les choses passées; pour honorer les vieilleries et les maintenir dans leur relent d'antiquité. Ce sont les académies qui défendent le vieux langage du grand siècle, contre tous les envahissements du langage moderne; c'est malgré eux que se sont créés tous les mots nouveaux, toutes les tournures littéraires qui répondent aux acquisitions et aux transformations de la pensée, aux passions de la vie. Je ne parle donc ici qu'à mes compagnons en révolte, qui, par leur action directe, non seulement désirent constituer une société nouvelle, mais qui veulent aussi lui donner toute une décoration artistique correspondante et un cadre scientifique débarrassé de toutes les formes surannées de religions antiques. Le temps est déjà venu des *écoles* révolutionnaires et de la science émancipée, et nous avons confiance dans les jeunes, décidés à couper enfin le câble qui nous rattachait à la religion de la servitude et du miracle.

Élisée Reclus.

Le dessin du prochain supplément sera signé

Hermann-Paul.

La Révolution en Russie

Enfin, après tant de tourmentes préalables, la Russie entre dans une période de révolution. Ce ne sont pas seulement des émeutes et des insurrections qui se produisent. Tout porte à croire que c'est une révolution qui commence, pareille à celle que l'Angleterre vécut en 1645-1655 et la France en 1788-1793. Une période de cinq, six, dix ans, pendant lesquels aucun gouvernement fort ne pourra s'établir, et dont le peuple profitera pour remodeler profondément toute la structure de la société russe et pour refaire, au moyen d'expropriations, pratiquées en grand sur les lieux, les bases mêmes des rapports économiques actuels.

Que l'autocratie ait fait son temps en Russie, tout le monde s'accorde aujourd'hui pour le reconnaître. Ses défenseurs mêmes ne la défendent qu'à demi : ils parlent de la « régénérer ». Mais il y a plus. Tout l'édifice politique tombe en pourriture, et de quelque côté que l'on porte ses regards, on voit que l'immense machine avec ses mille rouages disloqués ne peut plus fonctionner. On voit déjà ce symptôme certain des révolutions : alors même que les fonctionnaires se mettent à l'œuvre avec l'intention de réformer, ils ne peuvent arriver à rien de positif.

C'est que dans cet immense empire la vie locale a fait des progrès immenses depuis la libération des serfs. Il n'est plus possible de gouverner cette vie au moyen de fonctionnaires et de préfets. Dans chaque province, dans chaque localité des besoins nouveaux surgissent chaque jour, caractéristiques pour cette province et cette localité. Cependant l'Etat, fidèle à sa tradition, ne veut permettre à personne de s'organiser pour satisfaire ces besoins. Il défend d'organiser l'instruction, les rapports avec l'Eglise, l'agriculture moderne, les transports, les provisions, — de peur que les nouvelles organisations qui surgiraient dans ce but, n'empiètent sur le pouvoir central, sur l'autocratie. Quoi que l'on commence dans un village, on est sûr de se heurter bientôt au pouvoir central et de voir l'entreprise tuée par Pétersbourg. Tout s'arrête, se meurt, rien n'aboutit, sous ce souffle putride qui se répand des ministères de la capitale jusqu'aux confins les plus éloignés de l'empire.

Et tout le monde se dit : « Non, cela ne peut plus marcher. Des réformes partielles n'y feraient rien. A quoi bon parler de nous donner l'autonomie locale, puisque Pétersbourg dévorerait tout, comme il a déjà dévoré l'autonomie de la Pologne et de la Géorgie, et se trouve en train de démolir celle de la Finlande! Il faut porter la hache sur l'autocratie elle-même! »

Sur quoi ceux qui osent *penser*, ceux qui connaissent la vie russe et possèdent en même temps l'esprit révolutionnaire, — ceux que l'on pourrait nommer anarchistes inconscients pour le moment, — ceux-là ajoutent : « Très bien, mais ce n'est pas assez. C'est encore de l'utopie gouvernementale! Jamais la vie locale ne pourra être réveillée suffisamment sans qu'une secousse révolutionnaire n'y appose un *esprit* nouveau et des *habitudes* nouvelles d'indépendance et d'action spontanée. Jamais cette vie que vous désirez ne pourra se produire sans que les conditions économiques actuelles ne soient bouleversées de fond en comble. Tant que le paysan manquera de pain chaque année, dès janvier, et tant que la pauvreté des paysans et les famines périodiques ne cesseront de jeter dans la ville des affamés, prêts à se laisser exploiter dans n'importe quelles conditions — la masse du peuple restera asservie aux fonctionnaires et sera un jouet de l'absolutisme. — Vous ne voulez pas du gouvernement absolu? Très bien. Mais il faut vouloir aussi la condition nécessaire de sa chute : une classe de paysans qui ne meure pas périodiquement de faim! Ne mettez pas la charrue avant les bœufs. Est-ce que la France eût jamais été régénérée par la Révolution, si les paysans, malgré les édits draconiens de la Constituante et de la Législative, ne s'étaient emparés des terres? Dire « la Constitution d'abord, le pain ensuite », c'est leurrer les gens et se leurrer soi-même de mensonges conventionnels. »

* *

Les intellectuels de la bourgeoisie s'aperçoivent très bien que de nouveaux besoins ont grandi en Russie : et ils devinent que si l'on traduisait ces aspirations en termes empruntés à l'histoire moderne de la France, il faudrait dire que c'est vers *la Commune* — indépendante et populaire, comme celle de Paris, dans la ville et dans les villages. — que se dirigent les aspirations du peuple russe. Au fond, c'est tout naturel. La même idée dominait déjà en Amérique, en 1773, lors de la révolte des colonies anglaises contre le roi d'Angleterre. C'est l'idée qui donna à la commune et à la paroisse des États-Unis, cette liberté et cette indépendance qu'elles ont conservée jusqu'à nos jours — indépendance sans laquelle la République n'aurait jamais pu se maintenir.

Les intellectuels de la bourgeoisie comprennent la tendance de ce mouvement. Aussi s'empressent-ils de le limiter d'avance, de l'endiguer — par une Constitution.

Que veut en ce moment le peuple russe? Il veut, comme le peuple de Paris l'avait voulu en 1871, comme les Américains le voulaient en 1773, la commune absolument indépendante, qui « sera *tout* ou rien »; qui régera elle-même ses relations foncières, ses arrangements industriels et commerciaux, qui disposera selon sa volonté de ses possessions, de son territoire, de ses richesses dans l'intérêt de *tous*, de son éducation, de sa religion, de ses moyens de défense et se fédérera avec d'autres communes et territoires selon les besoins.

Et c'est précisément ce que la bourgeoisie russe, marchant dans les traces de la bourgeoisie française et américaine, travaille déjà à empêcher. — « Vous irez jusqu'ici », dit-elle au peuple, « jusqu'à la Constitution, mais vous n'irez pas plus loin! » — Vous pourrez élire une Chambre ou deux, vous nommerez un député par 200.000 habitants disséminés sur un territoire aussi grand que celui d'un canton suisse (un bourgeois dans neuf cas sur dix), vous nommerez aussi vos assemblées provinciales, limitées, bien entendu, dans leurs fonctions, — mais après cela vous devrez attendre de nous la solution des questions qui vous intéressent. Vous prétendez que la question de possession du sol vous passionne plus que les autres? Nous nous en occuperons. Mais vous laisserez cela aux comités, qui rapporteront au Parlement, et le Parlement verra. Vous dites que vous profes-

sez une religion différente de celles qui sont patronées par l'Etat? Très bien. Nous verrons un jour quelles religions il vous sera permis de professer. Vous dites encore qu'il est fou de dépenser des milliards pour l'armée et de refuser des millions à l'instruction? Parlez-en à votre député. Il s'entendra avec les autres, et nous verrons quelles colonies la bourgeoisie a intérêt à garder, et quelles autres nous promettent moins de richesses. Alors nous établirons le budget militaire, et après cela on verra ce qui pourra être alloué à l'instruction. Mais surtout gardez-vous de parler commune. — L'Etat, s'il vous plait! et l'Etat, ce n'est ni Louis XIV, ni le peuple: c'est moi, la bourgeoisie!

* *

Heureusement, ces messieurs, très forts en politique, sont faibles comme des enfants quand il s'agit de risquer quelque chose pour vaincre. Aussi leur action dépend exactement du degré de liberté que le gouvernement autocrate voudra bien leur accorder. C'est pourquoi, pour forcer le gouvernement à leur en accorder davantage, ils comptent surtout sur les victoires des Japonais, tout comme les Girondins qui comptaient sur les victoires de Brunswick, car, craignant le peuple plus encore que la royauté, ils refusaient de faire appel aux hommes à piques, au peuple, ainsi que le voulaient les Cordeliers et même Robespierre.

Heureusement, le peuple n'attend pas leurs ordres ni leur permission pour commencer. Les cent mille travailleurs de Pétersbourg, venus le 22 janvier pour arracher au tsar le serment révolutionnaire, ou tomber sous les balles de ses soldats, — ces premiers héros de la Révolution qui s'empare de la rue, ont plus fait pour réveiller le peuple que tous les appels des intellectuels. L'impression produite par ce massacre prendra sans doute quelque temps avant d'arriver aux villages. Mais le ferment travaille déjà, et de diverses parties de la Russie nous vient la nouvelle des soulèvements de paysans.

Ici, ils viennent prendre chez les seigneurs le blé qu'il leur faut. Là, ils s'emparent de la terre des seigneurs, et la mettent en culture, tandis que dans le Caucase la population de tout un district de plus de 150.000 habitants, la Gourie, a donné congé à toutes les autorités établies et proclamé précisément la Commune rurale de tout un territoire dont nous venons de parler, le prototype du Territoire-Commune dont l'idée est si répandue parmi les travailleurs de l'Ouest Américain.

Inutile de dire que cette action des paysans provoque déjà la terreur des bourgeois et des social-démocrates. Ceux-ci, hypnotisés par le mirage de la « conquête des pouvoirs », parlent déjà en public de la guillotine qu'ils réservent à ceux qui oseront « exproprier », — l'expropriation n'entre évidemment pas dans les plans des Feuillants ni des Girondins russes... Mais le peuple n'a-t-il pas rencontré la même opposition et les mêmes haines en Angleterre en 1648, et en France en 1793? Et n'a-t-il pas su passer outre?

D'ailleurs, les intellectuels de la bourgeoisie comprennent très bien que sans les soulèvements populaires ils sont absolument impuissants contre l'autocratie, et pendant un certain temps ils seront bien forcés de laisser faire. C'est comme cela que toutes les révolutions se sont produites, — le peuple profitant de la désorganisation de l'Etat, — et d'ici au moment où nos Girondins ou nos thermidoriens futurs pourront dresser *leurs* guillotines, le peuple russe, espérons-le, saura accomplir quelques-uns des grands changements sociaux que le dix-neuvième siècle nous a légués, — surtout si le peuple des nations occidentales se laisse aussi entraîner par le souffle révolutionnaire qui nous vient de la Russie.

PIERRE KROPOTKINE.

Aveux et Documents

L'autorité civile a retiré ses réquisitions. Les corps de la garnison reprendront, à la date du 26 avril, leur vie normale et le cours régulier de leur instruction.

Les troupes réunies à Limoges viennent de traverser la plus douloureuse des épreuves. Par la manière dont elles ont su remplir tous leurs devoirs, elles ont prouvé que, quelles que soient les circonstances, elles seraient à la hauteur de leur tâche et de leur mission.

Le présent ordre sera lu à trois appels consécutifs.

(Ordre du jour du général Tournier aux vainqueurs de Limoges.)

Nous avons toujours dit que la raison d'être de l'armée était la défense des capitalistes.

MOUVEMENT SOCIAL

Une tentative d'éducation sexuelle. — « Soumettre au jugement de la femme les idées fondamentales sur lesquelles se basent couramment les mobiles de la conduite et de la direction de la vie; faire méditer la femme sur ces idées; lui demander de dire ce que tout au fond de sa féminité, elle découvre de particulier, d'impérieusement et logiquement différent des conceptions adoptées par l'usage, mais imposées à sa nature, extraire ainsi de la pensée et des sentiments féminins ce que la nature y a déposé de spécial comme en toute force existante et manifestée; faire jaillir la lumière que serait la pensée intégrale de la femme complétant celle de l'homme en vue de la compréhension de la vie digne et normale pour tous... »

Tel est le but que s'est proposé l'*Union de pensée féminine*. Cette union adresse aujourd'hui à un certain nombre de ministres et hauts fonctionnaires, « à tous les politiciens, sociologues, pédagogues et hygiénistes » une circulaire fort bien faite, où sont résumés les devoirs sexuels de l'homme envers lui-même, envers la femme, envers l'enfant.

Toutes notions sur l'anatomie et la physiologie des organes de la reproduction, comme toutes recommandations relatives à l'hygiène et à la morale de la vie sexuelle sont, on le sait, rigoureusement bannies de l'éducation donnée aujourd'hui aux jeunes hommes et aux jeunes filles. De la sorte s'installe fortement en eux, l'idée que dans ce domaine toute licence est permise. Et l'on sait, en effet, que le hasard bête avec la stupide passion y décident à peu près en maîtres. Il n'est donc pas mauvais de rappeler aux éducateurs de profession ou d'occasion que tout reste encore à faire ici. Les quelques-uns qui s'acquittent de leur devoir en toute conscience et indépendance pourront tirer grand profit des recommandations que leur adresse l'*Union de pensée féminine*.

Mais il me semble, par contre, tout à fait superflu d'adresser le même papier aux grands chefs militaires et naïf de croire que « l'éducation de paternité » puisse être entreprise à la caserne. Aucun milieu n'est plus impropre que le militaire à une action morale aussi délicate.

D'une façon générale d'ailleurs, les membres de *l'Union de pensée féminine* ne doivent pas s'illusionner sur l'étendue de leur action. Celle-ci ne peut guère profiter qu'à une élite fort restreinte, les erreurs et tristesses de la vie sexuelle étant dues, autant et plus qu'à l'ignorance, aux conditions économiques lamentables où croupissent encore aujourd'hui, la majorité des hommes.

❖ ❖

Un journal socialiste. — En France, où tout le monde est « socialiste » on est tout étonné de lire un journal socialiste. Je veux parler de l'*Avant-Garde*, autour duquel essayent de se grouper les revenus, les *écœurés* de la maison Guesde, Jaurès et Cie.

« L'*Avant-Garde*, dit le second numéro, contiendra les points de vue du syndicalisme révolutionnaire. Elle dénoncera infatigablement les illusions étatiste et démocratique. Pas de socialisme d'Etat, pas de paternalisme patronal ou gouvernemental, pas de protectionisme, pas de catholicisme social laïque! Guerre aux Conseils du Travail, guerre aux Commissions mixtes de toute espèce, guerre à toute tentative de parlementarisation du mouvement ouvrier! La lutte, toujours la lutte, dans toute sa clarté, dans toute son ampleur, la lutte du travail contre le capital, de la liberté contre l'autorité, du producteur contre l'improductif, de l'égalité contre le privilège! Et que, comme dit Proudhon, « des entrailles du peuple, des profondeurs du Travail surgisse une autorité plus grande, un fait plus puissant qui enveloppe le capital et l'Etat et les subjugue. »

Espérons que nos camarades sauront rester fidèles à ce courageux programme et souhaitons-leur bonne chance.

CH. ALBERT.

⌘ ⌘

MONOGRAPHIES (1)

Rivesaltes (Pyrénées-Orientales).

Chef-lieu de canton et jolie petite ville de l'arrondissement de Perpignan, Rivesaltes compte 5.800 habitants d'après le dernier recensement, en diminution de 200 sur le précédent. Les travailleurs agricoles constituent les deux tiers de la population.

Avant le phylloxera, les vignerons gagnaient 5 et 6 francs par jour. Ils possédaient quelques lopins de terre produisant d'excellents vins, de 15 à 17 degrés, très recherchés pour l'exportation. Ces vins se vendaient de 60 à 80 francs la charge de 120 litres et bien que les terres possédées par le petit cultivateur fussent d'un rendement très minime, elles constituaient un revenu variant de 300 à 500 francs qui venait s'ajouter au produit du travail journalier. C'était alors le bon temps: Rivesaltes était réputé pour l'éclat de ses fêtes. On y accourait de tous les points du département.

Depuis que le phylloxera a ravagé les vignobles, tout cela a bien changé. Pendant la période de reconstitution du vignoble et depuis, les prix de la journée ont varié entre 2 et 3 francs. Les pauvres n'ont pu replanter. Et, réduits au salaire quotidien, les vignerons sont aujourd'hui parmi les plus misérables des travailleurs. Il y a, en effet, beaucoup de chômage chaque année et le vigneron qui fait 200 journées est privilégié. Cela représente un gain annuel de 500 à 600 francs.

Par contre, les vivres ont augmenté, le pain se paye 1 fr. 10 les 3 kilos et 0 fr. 40 le kilo; la viande, de bœuf ou de vache, de 1 fr. 20 à 2 francs le kilo; le porc, le mouton, le veau, l'agneau, de 1 fr. 80 à 2 francs, selon qualité. Les pommes de terre et légumes secs sont aussi assez chers. Les légumes verts le sont moins, mais il n'y en a que pendant deux ou trois mois de l'année.

La population rivesaltaise a toujours été à l'avant-garde du parti républicain, mais jusqu'à ces derniers temps la misère ne s'étant pas fait sentir, on ignorait la question sociale. Depuis l'abaissement des salaires et le chômage, le problème de la lutte pour la vie s'est nettement posé devant les cultivateurs. Un syndicat de travailleurs agricoles comprenant 400 membres s'est constitué, il y a quelques années. Les résultats obtenus jusqu'à ce jour n'ont pas été très brillants; cependant, après une grève énergiquement menée cette année, les salaires que les gros propriétaires avaient abaissés à 2 fr. 50 se sont relevés à 3 francs. Cette grève fut quasi-générale pendant quarante-huit heures. Tous les magasins et ateliers, furent contraints de fermer, sauf les boulangers, les épiciers et les bouchers. Les propriétaires n'en menaient pas large, et il ne fallut rien moins que la venue de la troupe pour les rassurer.

A côté du syndicat, il y a un groupe d'études sociales guesdiste comptant 120 ou 130 membres, dont les quatre cinquièmes appartiennent au syndicat. A ces groupements viennent s'ajouter une société générale de secours mutuels comptant 800 sociétaires, une autre société de secours mutuels dite « de la Libre Pensée », forte de 200 membres environ, un cercle dit Radical socialiste ou du Bloc, et une association des employés de commerce comptant une centaine de membres presque tous employés chez les négociants en vins

(1) Nous rappelons à nos amis et lecteurs que nous recevrons avec plaisir les monographies qu'ils voudront bien nous envoyer. Nous serions heureux d'en avoir aussi de l'étranger.

du fer et du bismuth, *mais on n'a pas trouvé celle qui correspond à l'hydrogène.*

β *Pégase* a révélé le même spectre qu'α Orion.

Les spectres de *Sirius* et de *Véga* sont très intenses et révèlent la présence du sodium, du magnésium, du fer et surtout de l'hydrogène.

Les différences fondamentales entre les spectres des étoiles sont, en général, très peu nombreuses, moins grandes que celles qui caractérisent les substances terrestres, et peuvent se subdiviser en trois classes. Ces trois catégories ou classes offrent naturellement entre elles des types intermédiaires qui, comme le spectre d'Aldébaran, participent à la fois de la 2ᵉ et de la 3ᵉ. Nous divisons donc les étoiles selon leur lumière :

1° *En étoiles blanches azurées*, du type de Sirius, Véga, α de l'Aigle, Rigel et α Centaure. Les raies fondamentales de cette classe d'étoiles sont celles de l'hydrogène à une haute température. D'après Secchi, plus de la moitié des astres se rapportent à ce type.

2° *En étoiles jaunes.* Ce type a une identité chimique presque complète avec notre Soleil et contient environ le tiers des étoiles du ciel. Ses principaux représentants sont : *Capella. Arcturus*, α *Grande Ourse*, *Pollux* et la plupart des étoiles de la 2ᵉ grandeur.

3° *En étoiles rougeâtres, rouges et rouge foncé*, comme Bételgeuse, Antarès, Algol, α Hercule, β Pégase.

Ce type d'étoiles est le moins répandu et est, en général, caractérisé par l'absence de l'hydrogène. Son spectre est formé de larges zones brillantes, au nombre de 6 à 7, séparées par des intervalles nébuleux, semi-obscurs. L'aspect de ces spectres, de celui d'α *Hercule* surtout, est bien original et se présente comme une série de colonnes éclairées de côté. Les soleils jaune foncé et rouge sang de la classe 3 b, que représente ce spectre, sont certainement les plus vieux.

Cette classification générale rencontre quelques exceptions. Nous n'en citerons qu'une l'étoile orangée γ *Cassiopée*, dont le spectre est complémentaire du spectre de la 1ʳᵉ classe.

Avant de terminer ce chapitre et de passer aux systèmes binaires, ternaires, multiples et aux étoiles variables, disons encore un mot sur le phénomène si curieux et suggestif de la scintillation des astres.

Cette scintillation, qui frappe même l'observateur le plus inattentif, est causée en partie par la lumière intrinsèque de l'étoile elle-même et en partie par l'atmosphère.

Les étoiles qui scintillent le plus sont les blanches, celles qui scintillent le moins sont les rouges, mais la couche aérienne qui enveloppe notre globe joue également un rôle prépondérant ici. Plus, en effet, une étoile est voisine de l'horizon, plus elle scintille à cause des couches saturées d'humidité que traverse le rayon lumineux. La scintillation est aussi plus grande en hiver qu'en été et se trouve considérablement réduite sur les hauteurs.

IV. — Etoiles doubles et multiples, variables et temporaires.

Nous connaissons plus de dix mille étoiles doubles et multiples et Flammarion estime que, sur cinq étoiles, une est double.

On fait une distinction parmi les étoiles doubles en couples *optiques* et en couples *physiques*, selon que la réunion des deux composantes de chaque couple, est simplement apparente ou réelle. Les quarante-sept étoiles doubles, dont les orbites sont sûrement déterminés, sont : (*Voir le tableau ci-contre*).

Le couple de l'étoile η de la *Couronne Boréale* est composé de deux soleils d'or dont le cycle est de 41,3 ans.

Le couple 70 Ophiuchus, composé d'un soleil

NOM DE L'ÉTOILE	ASCENSION DROITE 1900,0	DÉCLINAISON 1900,0	GRANDEUR des composantes	MOUVEMENT	PASSAGE au périastre	PÉRIODE	DEMI GRAND AXE
	h. m.	° ′				ans	″
κ Pégase (AC)	21 40,2	+ 23 10	4,3 — 5,2	R	1896,0	11,42	0,42
δ Petit Cheval	21 9,6	+ 9 36	4,5 — 5,0	R	1892,8	11,45	0,45
β 883	4 44,6	+ 10 52	7,8 — 8,0	D	1890,6	15,8	0,24
ζ Sagittaire	18 56,3	— 30 1	3,3 — 4,0	R	1882,9	18,69	0,53
20 Persée (AB)	7 27,4	+ 37 36	6,0 — 7,6	R	1885,0	20,77	0,25
9 Navire	2 47,2	— 13 37	6,0 — 7,0	D	1892,5	22,00	0,63
85 Pégase	23 56,9	+ 26 33	6,0 — 9,0	R	1883,8	24,00	0,89
42 Chevelure	13 3,1	+ 18 4	6,0 — 6,0	D	1885,6	25,71	0,66
β 416	17 11,9	+ 34 52	7,0 — 9,0	R	1892,2	27,66	2,04
β Dauphin	20 32,9	+ 14 15	3,5 — 4,5	D	1883,0	27,66	0,67
β 612	14 34,7	+ 11 15	6,0 — 6,0	D	1874,0	30,00	0,28
Σ 3121	9 12,0	+ 29 0	7,5 — 7,8	D	1878,2	34,00	0,67
ζ Hercule	16 37,5	+ 31 47	3,0 — 6,5	R	1864,8	35,00	1,43
τ Cygne	21 10,8	+ 37 37	5,6 — 7,9	R	1893,1	36,50	1,19
η Couronne boréale	15 19,1	+ 30 39	5,8 — 6,2	D	1891,2	41,28	0,87
μ² Hercule	17 42,5	+ 27 47	9,5 — 10,5	D	1880,4	42,09	1,36
Σ 2173 Ophiuchus	17 25,2	— 0 59	6,0 — 6,0	R	1869,5	46,00	1,14
O Σ 269	13 28,3	+ 35 25	6,8 — 7,3	D	1882,1	47,70	0,58
Sirius	6 40,7	— 16 35	>1,0 — 10,0	R	1892,5	51,97	8,31
γ Andromède (BC)	1 57,8	+ 41 51	4,5 — 6,0	R	1892,1	54,80	0,37
99 Hercule	18 3,2	+ 30 33	6,0 — 11,5	D	1887,3	57,50	1,16
ζ Cancer (AB)	8 6,5	+ 17 57	5,0 — 5,7	R	1868,1	59,12	0,86
ξ Grande Ourse	11 12,8	+ 32 6	4,0 — 5,0	R	1875,2	60,00	2,51
O Σ 234	11 25,4	+ 41 50	7,0 — 7,4	D	1881,2	63,45	0,34
O Σ 298	15 32,5	+ 40 8	7,0 — 7,3	D	1882,3	65,24	0,86
O Σ 285	14 41,7	+ 42 48	7,0 — 7,6	R	1882,5	76,67	0,40
α Centaure	14 32,9	— 60 25	1,0 — 2,0	D	1875,6	83,57	8,17
O Σ 149	6 30,2	+ 27 22	6,5 — 9,0	R	1913,1	85,00	0,56
γ Centaure	12 36,0	— 48 24	4,0 — 4,0	R	1848,0	88,00	1,02
70 Ophiuchus	18 0,4	+ 2 31	4,1 — 6,1	R	1808,1	88,40	4,60
Σ 228	2 7,6	+ 47 1	6,7 — 7,6	D	1906,0	88,73	0,98
γ Couronne boréale	15 38,5	+ 26 37	4,0 — 7,0	R	1842,1	90,39	0,66
φ Grande Ourse	9 45,3	+ 54 32	5,0 — 5,6	D	1885,4	91,92	0,29
λ Cygne	20 43,5	+ 36 7	5,0 — 6,3	R	1926,9	93,40	0,51
ϑ Sextant	9 47,6	— 7 38	5,0 — 6,0	R	1896,1	92,92	0,52
O Σ 235	11 26,7	+ 61 38	6,0 — 7,3	D	1839,1	94,41	0,98
ξ Scorpion	15 58,9	— 11 6	4,9 — 5,2	D	1859,6	95,90	1,26
O Σ 224	10 34,3	+ 9 22	7,2 — 9,2	R	1833,2	96,13	0,42
Σ 3062	0 1,0	+ 57 52	6,9 — 8,0	D	1836,3	104,61	1,37
O Σ 215	10 10,8	+ 18 14	6,7 — 7,2	R	1905,8	107,94	0,73
O Σ 387	19 43,0	+ 35 4	7,2 — 8,2	R	1916,5	110,10	0,54
ω Lion	9 23,1	+ 9 30	6,2 — 7,0	D	1842,1	116,20	0,88
ι Lion	11 18,7	+ 11 3	4,3 — 7,7	R	1919,9	116,27	1,66
37 Pégase	22 24,9	+ 3 55	5,8 — 7,2	D	1885,3	117,54	0,64
Σ 1785	13 44,5	+ 27 29	7,0 — 7,4	D	1904,8	123,52	2,18
4 Verseau	20 46,1	— 6 0	5,9 — 7,2	D	1899,9	126,65	0,70

jaune clair et d'un soleil rose gravitent l'un autour de l'autre, comme nous l'avons déjà vu, en 88,4 ans.

γ de la *Vierge*, nous l'avons également mentionné en parlant des constellations, est composé de deux soleils égaux qui tournent lentement sur eux-mêmes et ensemble autour de leur centre commun de gravité en 175 ans.

Le système ternaire de ξ *Cancer* se compose de trois soleils. Le second tourne autour du premier en 58 ans et le troisième autour des deux autres, en six siècles, en décrivant des épicycloïdes.

Les systèmes orbitaux de γ *Lion*, ξ *Lyre* et de l'*Etoile Polaire* ont un cycle qui dépasse mille ans.

Parmi les couples les plus beaux et les plus lumineux, nous citerons :

	Grandeur	Distance
Mizar	2,4-4,0	14"5
Castor	2,5-3,0	5"6
γ Vierge	3,0-3,2	5"
γ Bélier	4,2-4,5	8"9
ζ Verseau	3,3-4,4	3"5
γ Lion	2,5-4,0	3"
β Scorpion	2,5-5,5	13"
θ Serpent	4,4-6,0	21"
44 ι Bouvier	5,0 6,0	4"8
π Bouvier	4,3-6,0	6"

Il y a un grand nombre d'étoiles doubles dont les composantes sont de même couleur ; la plupart sont blanches ou jaunes. Mais nous connaissons également cent trente couples chez lesquels les deux soleils ont des couleurs différentes, et parmi ces derniers, quatre-vingt-cinq, où le contraste est absolument frappant, le soleil principal étant orangé et le second vert ou bleu. Dans ces cas, le spectre des composantes diffère sensiblement et, ce qui est à noter et semble contraire aux lois qui président à la cosmogonie, on trouve aussi des couples chez lesquels l'étoile principale est rouge et le compagnon blanc (1).

Il est encore à signaler qu'on remarque dans les étoiles doubles une grande variété de grandeurs comme de distances entre les composantes.

---

(1) *Moniteur scientifique* de mai 1904, page 327 : Le savant astronome avait observé l'apparition, au milieu de la constellation de Persée, d'une étoile qui, d'invisible qu'elle était d'abord, s'est élevée au rang de première grandeur, pour décroître ensuite, et qui finira probablement par s'éteindre tout à fait.

Voulant expliquer ces phénomènes assez fréquents dans le ciel, M Jansen en a recherché la cause dans la composition des soleils.

Le spectroscope appliqué à l'étude de notre soleil y accuse l'existence de la plupart des corps qui existent sur la terre et, parmi eux, de l'hydrogène. Mais il n'y accuse pas la présence de l'oxygène. Il est cependant inadmissible, si la terre et les autres planètes sont, ainsi que tout concourt à le faire croire, des morceaux détachés du soleil, que l'astre central soit dépourvu d'un élément aussi abondant ailleurs que l'oxygène.

Mais tout s'expliquerait avec l'hypothèse de Graham.

Dans la nébuleuse primitive, la matière serait à l'état de division dernière, d'ultimates. Puis, à mesure que les astres qui s'en dégagent se refroidiraient, les ultimates arriveraient à s'unir, à se grouper ; et successivement, selon leur stabilité, les divers atomes élémentaires prendraient naissance. C'est ainsi que se seraient formés les corps simples sur la terre. C'est ainsi encore qu'ils auraient commencé à se former dans le soleil, et que la présence de l'hydrogène pourrait y être constatée. Mais, moins stable, l'oxygène n'y existerait encore qu'en puissance, dans les ultimates appelés à le constituer un jour.

Que l'astre vienne à se refroidir, l'oxygène se produira à son tour, et pour peu que la température s'abaisse encore et atteigne le degré où la molécule d'eau peut subsister, une combinaison s'opérera entre l'hydrogène et l'oxygène. Un embrasement aura lieu et le soleil, presque obscur, se rallumera soudain pour briller d'un éclat nouveau, mais éphémère. Tel serait le cas de l'étoile rallumée dans la constellation de Persée et prête à s'éteindre une seconde fois pour retomber dans l'éternelle nuit.

Plusieurs couples sont formés de deux soleils absolument égaux, tandis qu'en d'autres le satellite est très petit et donne l'idée d'une simple planète encore lumineuse, comme cela a dû être le cas pour notre monde planétaire lorsque l'astre du jour était encore blanc azuré, et Jupiter un petit soleil rouge.

Les planètes éventuelles d'un système binaire peuvent tourner autour des deux soleils à la fois en ayant pour foyer de leurs mouvements, le centre de gravité de ces soleils jumeaux, où chacun de ces soleils peut avoir son propre système planétaire.

Etant donné le peu de distance relative qui sépare, en général, les composantes d'un système binaire, les planètes de chaque soleil doivent être très rapprochées de leur astre respectif et subir, alternativement ou simultanément, l'éclairage de deux soleils si le système est binaire, de trois ou plusieurs, s'il est ternaire ou multiple.

(*A suivre.*) F. Stackelberg.

BIBLIOGRAPHIE

M. Gustave Hervé, dans *Le Collectivisme* (1), essaie une esquisse de la théorie que ne se pressent pas de donner les têtes de colonne.

Se rappelant ses anciennes sympathies anarchistes, il parle courtoisement des objections anarchistes contre le parlementarisme, c'est un bon point à lui reconnaître; mais il n'en parle qu'en passant. Du reste, dans une petite brochure, il est bien difficile de répondre à toutes les objections, ni même à tous les arguments en faveur de la thèse que l'on soutient.

Seulement, c'est toute la brochure de M. Hervé qui est faible comme discussion. Il n'a trouvé aucun argument nouveau pour justifier son retour en arrière vers le parlementarisme. Réfuter sa brochure serait refaire le procès qui se mène depuis plus de vingt ans entre anarchistes et politiciens.

Il en est à préconiser la coopération, et, comme argument, il donne en exemple la prospérité des coopératives d'Angleterre, alors que tous ceux qui ont étudié sérieusement la question, savent pertinemment que les coopératives anglaises n'ont d'ouvrières que le nom, et que leurs conseils de direction et d'administration sont de belles sinécures à ouvriers embourgeoisés, alors que les employés y sont exploités comme partout ailleurs.

Quant à la fameuse question de l'État, comme tous les autres collectivistes, il se contente d'épiloguer sur les mots chefs et administrateurs. Ceux qui seront élus pour administrer ne seront pas des chefs. Ce ne seront pas des ordres qu'ils donneront, mais des indications, etc., etc.

Mais comme ils repoussent la solution anarchiste qui veut que n'exécutent une chose que ceux qui en sont partisans, je voudrais surtout être éclairé sur les moyens que l'on emploiera pour « convaincre » les récalcitrants, puisque le régime collectiviste a pour but de pallier à l'anarchie des volontés, en « amenant » les individus à trouver toujours excellents les « conseils » de leurs « administrateurs »!

Et devinez son argument typique pour rassurer ceux qui se défient du libéralisme d'un Etat, si socialiste soit-il.

« Une chose devrait vous rassurer sur le despotisme de l'Etat collectiviste; remarquez tous les collectivistes de votre connaissance, et dites-moi si ceux qui résistent aujourd'hui, souvent à leurs risques et périls, à l'arbitraire patronal, que leur patron soit un particulier ou l'État, dites-moi si ces mêmes hommes ou leurs pareils sont des gens à tolérer le caporalisme d'un Etat quelconque, fût-il collectiviste? »

Il nous la baille bonne, le camarade Hervé. Et les républicains qui se plaignaient tant de l'autoritarisme et de l'arbitraire de l'empire ou de la royauté et se sont si peu gênés pour les mettre bas, cela les empêche-t-il de les dépasser parfois, en arbitraire et en intolérance?

Et les royalistes, et les impérialistes, et les cléricaux qui se plaignent aujourd'hui de l'intolérance républicaine et se gêneraient fort peu de tordre le cou à la gueuse, s'ils étaient assez forts, cela les empêcherait-il de rétablir l'arbitraire d'un seul?

Camarade Hervé, je vous croyais intelligent! Mais pour oser nous servir cet argument, vous ne vous êtes donc pas rappelé toutes les excommunications et exclusions que vos diverses fractions, toujours à la recherche d'une unité — aux approches des élections (1) — ont fulminées ou prononcées les unes contre les autres?

A plusieurs reprises, les *Temps Nouveaux* ont relevé des excommunications prononcées par vos groupements contre quelques-uns de leurs membres, non pas pour cause d'hérésie, mais pour avoir osé fréquenter des groupements adverses, ou avoir voulu s'enquérir des arguments de ceux qu'on leur disait de considérer comme des ennemis. Et je ne parle pas de l'ostracisme que toutes les fractions, sans exception, ont prononcé contre les anarchistes. Ceux-là, ce sont les pelés et les galeux que tout le monde a droit de crosser du pied... lorsqu'ils veulent bien se laisser faire.

Et cet autre argument:

« Mais prenez-moi au contraire les administrations civiles, celle des chemins de fer de l'État, celle des tabacs, celle des postes et télégraphes et dites-moi si elles sont inférieures, au point de vue de leur gestion, aux grandes Compagnies privées!

« Non seulement elles ne leur sont pas inférieures, mais elles offrent pour nous, contribuables, cet avantage que les bénéfices réalisés, mis dans les caisses publiques, réduisent d'autant notre part d'impôt... ! »

Voyons! voyons! il ne faudrait cependant pas se fiche du monde. Tout le monde sait que les services de l'Etat, loin d'être régis économiquement, coûtent beaucoup plus cher qu'ils ne coûteraient s'ils étaient aux mains d'une entreprise privée. Le plus curieux serait que les administrations citées par M. Hervé ne produisissent pas de bénéfices, alors qu'érigées en monopole, elles nous font payer, comme le tabac, par exemple, 12 francs le kilo, ce qui ne vaut peut-être pas plus de 1 fr. 50. Et ainsi de chaque service à proportion.

Nous voilà bien rassurés.

Le même auteur, en collaboration avec M. Clémendot, a, à la même librairie, une *Histoire de France* (cours élémentaire et moyen), à l'usage des écoles. Evidemment, il y a progrès sur ce qui existe. Mais ce n'est pas encore ça.

J. Grave.

* *

Nous avons reçu:

L'Annonciateur de la tempête, par M. Gorki; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 26, rue de Condé.

A Sociedade futura, por Grave; typografia do Commercio, Lisbonne.

Le problème humain et la solution libertaire, par G. Armand; 1 broch., à l'*Ere nouvelle*.

Proceso oficial contra la sociedad mancomunal, de Tocopilla, Santiago (Chili).

Correspondances et Communications

★ On nous communique le projet suivant:

Habitant depuis six ans Chatelaillon et y vivant avec ma famille, dans une situation indépendante, du produit de la pêche des huîtres, j'ai pensé qu'à l'exemple des socialistes, qui ont créé ici une colonie de vacances, je pourrais avec l'aide des camarades libertaires en fonder une aussi. Je vous prie donc de faire connaître à vos lecteurs le projet suivant, auquel ont adhéré déjà quelques camarades de la Rochelle et de Rochefort.

La colonie portera le nom de *Libertaire-Plage* et sera ouverte du 1er juin au 1er octobre.

Le séjour des colons sera de 15 jours.

Des chambres et cabinets pouvant contenir, selon les besoins, 1, 2, 3 ou 4 personnes, seront mises à leur disposition.

Chaque colon devra apporter son linge: draps, serviettes, etc...

Petit déjeuner: lait, chocolat ou café.

Déjeuner: un hors-d'œuvre, un plat de viande, un plat de légume ou de poisson.

Dîner: un potage, un plat de viande, un plat de légumes ou poisson.

Dessert; vin rouge ou blanc au choix.

Prix de la journée, tout compris: 2 francs pour les grandes personnes et les enfants au-dessus de 10 ans; 1 francs jusqu'à 5 ans. De 5 à 10, arrangements spéciaux avec les parents. Le versement se fera à la fin du séjour.

Un registre indiquant les recettes et les dépenses sera ouvert et mis à la disposition des camarades.

Il en sera ouvert un autre où chacun pourra formuler ses impressions sur la colonie et donner tous conseils utiles pour l'améliorer.

Les camarades qui désirent se faire inscrire peuvent le faire dès maintenant pour une des quinzaines de juin, juillet, août ou septembre.

On ne pourra en recevoir cette année que 25 au plus par quinzaine.

Adresser toutes les demandes au camarade Brunia, pêcheur à *Libertaire-Plage*, Chatelaillon (Charente-Inférieure).

★ **L'Union ouvrière de l'Ameublement**, pour donner aux enfants, fait tirer une image en couleurs de la vie anarchiste de Louise Michel.

Cette image, artistiquement dessinée par Hénault et commentée par Malato, sera prête le 15 mai. Les groupes, syndicats, universités, etc., qui désirent la propager, doivent en faire immédiatement les commandes. Le prix est: 10 francs le mille, port en plus (colis postal), 1 fr. 25 le cent, franco.

Adresser les demandes à Cussy, secrétaire, 30, rue Durantin, Paris.

★ **Groupe de la propagande anarchiste par l'écrit.** — Mouvement du mois d'avril.

Envoyé ou distribué:

Temps Nouveaux	800 ex.
Anarchie (Girard)	100
Enseignement libertaire et Enseignement bourgeois	100
Voix du Peuple	40

R. Froment, 129, route d'Orléans, Arcueil.

★ Romans. — Un camarade nous écrit que les libraires de Romans ne demanderaient pas mieux que de faire venir le journal s'ils étaient assurés d'avoir un noyau d'acheteurs. Il y a, à Romans, nombre d'anarchistes: quelques-uns voudraient-ils s'astreindre à acheter un numéro chaque semaine, afin d'engrener la vente?

CONVOCATIONS

★ **A. I. A. du XIIIe.** — Causerie par un camarade, samedi 6 mai, salle Régneau, boulevard Arago, 17.

★ **L'Aube Sociale** 4, passage Davy (XVIIIe). — Vendredi 5 mai. Leclerc: Le chansonnier Béranger: (avec audition).

Mercredi 10 mai, à 8 h. 1/2 du soir, grande conférence publique et contradictoire par la camarade Jeanne Dubois sur le sujet suivant: Libre maternité.

Entrée: 0 fr. 25. Les contradicteurs femmes sont instamment invitées.

★ **Causeries Populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 10 mai, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par Louis Bousquet: La chimie nouvelle.

★ **Causeries Populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi 8 mai, à 8 h. 1/2 du soir, causerie: Les entretiens d'un philosophe. Réminiscences. — Jeudi, cours d'espagnol.

★ **La Coopérative Communiste**, 22, rue de la Barre (XVIIIe). — Tous les mardis, jeudis, vendredis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir, répartition des denrées.

★ **La Coopérative Communiste du XXe**, 27, rue des Maronites (20e arr.). — Samedi 6 mai, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir, répartition de denrées.

★ **Fondation Universitaire**, 19, rue de Belleville: Vendredi 5 mai, à 9 heures du soir. — Etudes littéraires: La Hollande, quelques villes et quelques livres, par Robert de Beauplan.

Lundi 8. — Cours de violon, de solfège et de modelage.

Mardi 9. — Etudes artistiques: Histoire de la peinture française: le seizième siècle, par L. Reinach.

---

(1) Une brochure, 0 fr. 40 franco, à la *Revue de l'enseignement primaire*, 15, rue de Cluny.

(1) Et qui, une fois réalisée, n'est que la préface à une nouvelle scission.

Mercredi 10. — Etudes sociales : Socialisme et économie agricole, par Gelly.

Jeudi 11. — Cours de modelage.

★ A. I. A. (Section du XXe). — Réunion le 8 mai, à 8 h. 1/2 du soir, 27, rue des Maronites, à la Coopérative Communiste du XXe.

★ Union ouvrière de l'Ameublement. — Réunion tous les mardis soir, 4, passage Davy, où sont reçues embauches, communications et cotisations.

★ La Semaille, 21, rue Boyer :

Vendredi 5 mai. — A. de Croze : Hommes et choses de l'Amérique latine (avec projections).

Mardi 9. — Devraigne, interne à la Maternité de Lariboisière : Nécessité d'une bonne direction dans l'alimentation des nouveaux-nés. — Conseils aux mères (avec figures et tableaux).

Vendredi 12. — Ant. Lanquine : Les étapes de l'éducation dans les diverses races humaines.

★ L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle. — Samedi 6 mai. — L. A. Lichy : L'Art grec (avec projections).

★ A. I. A. (Section du XIXe). — Permanence le samedi, de 8 h. 1/2 à 10 heures, 5, rue de Flandre, café de la Renaissance.

★ La Coopération des Idées, 157, faubourg Saint-Antoine :

Vendredi 5 mai. — E. Plainguier : L'usine du Métropolitain (avec projections). — Dans la 1re salle : Giovanni Vaccari, conférencier de l'Université populaire de Milan : La poésie italienne, I. (conférence en italien).

Samedi 6. — Dr Albert Charpentier : L'hypnotisme (avec expériences).

Dimanche 7. — *On ne badine pas avec l'amour*, proverbe en 3 actes, d'Alfred de Musset. — *Le Baiser*, 1 acte en vers, de Th. de Banville (représentation organisée par Lucien Mayrargue).

Lundi 8. — Obalski : Voyage dans le Nord-Amérique (avec projections).

Mardi 9. — Augé de Lassus : Le docteur Schliemann, Fouilles et découvertes à Troie et à Mycènes. La Grèce des âges héroïques (avec projections).

Mercredi 10. — Georges Rivière, ingénieur des Arts et Manufactures : Les grandes aciéries en Europe et aux Etats-Unis (avec projections).

Jeudi 11. — Salih Gourdji : Constantinople (avec projections).

★ La Camaraderie. — Jeudi 11 mai, à 8 h. 1/2 du soir, causerie : Le Syndicat (discussion générale), U. P. du XIVe, 13, rue de la Sablière.

Entrée libre.

★ Gargan-Livry. — Association internationale antimilitariste des travailleurs. — Dimanche 7 mai, à 3 heures de l'après-midi, réunion chez Corre, avenue de Rougemont, à Freinville, en face l'allée Colbert.

★ Bordeaux. — Réunion de tous les adhérents à la Section Antimilitariste, au groupe, rue Barreyre, 4.

Ordre du jour : Discussion pour le prochain Congrès.

★ Marseille. — Internationale antimilitariste. — Les sections de Marseille-Ville et Saint-Louis organisent, pour le dimanche 14 mai, une grande ballade champêtre à la Viste. Rendez-vous, à 7 h. 1/2 du matin, bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne. Départ pour Saint-Antoine à 8 h. 1/2 (Tramway : cours Belzunce).

Distribution de journaux et brochures dans toutes les campagnes des environs ; à midi, repas champêtre dans les bois, dits Château Foresta.

Le camarade J. Marestan fera une causerie sur l'utilité de la propagande antimilitariste.

★ Perpignan. — A. I. A. des Travailleurs. — Tous les samedis, au salon réservé du Bar des Variétés, réunion de la section. Causerie d'actualité.

Adresser la correspondance à Michel Vassals, 34, rue du Four Saint-François.

★ Groupe libertaire « Germinal ». — Dimanche 7 courant, au salon réservé du Bar des Variétés, réunion des camarades. Causerie : Essai de communisme.

Adresser la correspondance à Jean Simian, 33, rue Fontaine-Neuve.

★ Charleroi (Belgique). — La réunion de l'agglomération du 23 avril n'ayant pu avoir lieu, est remise au 7 mai, à 4 heures précises, à la Maison du Peuple de Gilly.

Ordre du jour : 1° Causerie par le camarade L. Delorgne sur le sujet de : Voleurs et volés ; 2° La grève des mineurs et l'action des anarchistes. Un manifeste à lancer ; 3° Une excursion à la colonie communiste d'Aiglemont ; 4° Divers.

★ Lyon. — A. I. A. — Réunion vendredi 14 mai, à 8 heures du soir, 35 *bis*, rue Grenette, au deuxième.

★ Macon. — Le Comité de propagande pour la journée de huit heures organise, pour le jeudi 11 mai, une conférence à la Bourse du Travail avec le concours du camarade E. Armand. Sujet traité : Le drame de Chicago.

Boîte aux Ordures

A propos des troubles de Limoges.

« Quant au pillage du magasin d'armes, il est dû aux quinze (?) garnements qui, sous prétexte d'action directe, compromettent par leurs violences, aux responsabilités desquelles ils se soustraient d'ailleurs très facilement, le succès de la grève. »

Gérault-Richard.

(*Petite République* du 17 avril.)

UN MOYEN DE RÉCLAME

Presque tous nos lecteurs sont des clients serieux pour libraires. Ils peuvent, s'ils insistent, obtenir que le libraire où ils se servent, affiche, en bonne place, le dessin qui se trouve à l'intérieur du journal.

Le pliage est combiné pour que le dessin se voie en ouvrant le journal.

Il faut suppléer au manque de publicité.

J. Grave.

Propagande Antimilitariste

Afin de contribuer à la propagande antimilitariste, nous mettons en vente : *Guerre-Militarisme*, *Patriotisme-Colonisation* (édition de propagande) et *Le Livre d'Or des officiers*, que l'auteur veut bien y joindre, au prix de 3 francs les trois volumes pris dans nos bureaux (3 fr. 60, colis en gare) au lieu de 9 francs ; 4 fr. 10 pour l'extérieur servi par colis postaux.

Ce sont des volumes de documentation qui devraient être dans toutes les bibliothèques. Nous demandons aux camarades de faire tous leurs efforts pour les faire pénétrer dans les bibliothèques des groupements dont ils font partie.

EN VENTE

Nous venons de faire réimprimer Patrie, Guerre, et Caserne, *de Ch. Albert, couverture d'Agard, et* Machinisme *de Grave, couverture de Luce.*

Nous avons également fait un premier tirage de : Entretien d'un philosophe avec la Maréchale de..., — *par Diderot, couverture de Grandjouan.*

Cette dernière est une fine critique de la morale révélée, et, par ces temps d'anticléricalisme à la mangeur de prêtres, une très bonne brochure à répandre pour aider aux esprits à comprendre que c'est surtout à la cause qu'il faut s'attaquer, si on veut voir disparaître les effets.

Prix : 7 francs le cent, 7 fr. 60 par colis en gare ; 8 fr. 10 pour l'extérieur, desservi par colis postaux.

Nous avons fait tirer quelques bandes-affiches pour annoncer la transformation des *Temps Nouveaux*. Nous en tenons de toutes timbrées à la disposition des camarades de province qui voudraient en apposer dans leur localité.

AVIS

Nous avons fait déposer le volume *Le Coin des enfants*, à la bibliothèque des gares où ceux qui le désirent le trouveront en vente.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier	» 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant	» 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyon, couv. de Daumont	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac	» 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy	» 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard	» 15
L'Anarchie, par Malatesta	» 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck	» 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel	» 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
Au Café, par Malatesta	» 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
L'Anarchie, par Girard	» 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin	» 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannet	» 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi	» 15

Petite Correspondance

V., à Frangy. — *L'ordre par l'anarchie*, c'est 0 fr. 60.

A. J. A., à Nantes. — Reçu timbres. C'est le compte.

D., à Bidart. — Reçu mandat. Bonjour de tous.

S., à Saint-Gall. — Reçu bande. Merci. Mais c'est au moment du payement qu'elle est nécessaire. Pourvu que, sur le mandat, vous rappeliez le numéro, c'est suffisant, du reste.

L., à Orthez. — Merci. Quand l'abonnement est assuré, nous faisons imprimer la bande.

J. L., à Montignies. — Reçu mandat. Merci. J'envoie le n° 51, c'est une erreur de l'expédition, excusez-nous.

J., à Saint-Ennemont. — Abon. sera servi. Merci.

V. G. — Nous rectifions. Excusez de l'oubli.

G. G., à Genève. — Envoyez-moi une demi-douzaine de *Société future*.

E. R., à Privas. — Commission faite.

A. R., à Lyon. — Oui, à 0 fr. 10 le numéro, port en plus.

M., à Laxou. — Colis expédié.

C., à Avignon. — L'Evolution de la morale manque.

Reçu pour la famille Chandelier : Quelques camarades de Philadelphie, 2 dollars. — Carnières, bénéfice sur vente de brochures, 1 fr. — Listes précédentes : 34 fr. 70. — En tout : 45 fr. 70 que nous faisons parvenir à destination.

Reçu pour le journal : Un isolé, 1 fr. — A. P., à New-York, 5 fr. — B., à Migennes, 0 fr. 50. — F., 5 fr. — H., à Chalon, 7 fr. 25. — G. B., à Lyon-Terraux, 5 fr. — C. W., à Ashwell, 6 fr. 60. — Merci à tous.

La Manouba. — S., à Montargis. — W., à Paris. — S. E., à New-York. — H. A., à Nancy. — V. D., à Amsterdam. — D., à Hermes. — B. et J., à Saint-Amand. — Saint-Martin-le-Beau. — K., à Liège. — C. C., à Avignon. — M. C., à Marseille. — G., à Nouzon. — Agenzia giornalista, Rome. — G. H., Paris. — A. M., Chaux-de-Fonds. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

IIe Année. — No 2. 13 Mai 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris = Ve

SOMMAIRE

La Conquête des Pouvoirs publics

Ce qui frappe d'abord, dans toutes les grèves qui se déroulent en ces derniers temps, à Limoges comme ailleurs, c'est que nombre d'entre elles sont provoquées par des questions de dignité personnelle ou de solidarité ouvrière.

Et je constate avec satisfaction cette tendance, non pas parce que je pense que la question salaire soit à mépriser, mais pour noter au passage cette tendance qu'ont les ouvriers, de faire entrer en ligne de compte, à côté de la question matérielle, économique, le sentiment de leur dignité, et compris que ce n'est qu'en se solidarisant les uns les autres qu'ils arriveront à résister à leurs maîtres.

* *

Défendre son salaire, chercher à l'augmenter, c'est la lutte de l'heure présente. Si le travailleur ne veut pas se voir réduire à des salaires de famine, il lui faut bien lutter sur ce terrain; mais cette lutte ne fait que le défendre contre une exploitation sans mesure, elle ne l'empêche pas d'être exploité, n'entame en rien le principe du patronat et du capitalisme; elle peut durer indéfiniment.

Mais lorsque les travailleurs auront compris qu'ils sont les égaux de ceux qui les paient ou les commandent, lorsqu'ils sauront que la vie doit être égale pour tous, si la question de la défense du salaire continue à être pour eux dans l'état social actuel, une question de vie, ils sauront déjà que là n'est pas l'affranchissement, que la vraie lutte doit être pour la suppression de l'exploitation et du salariat.

Les sentiments de dignité et de solidarité se développant chez eux, ils sont amenés peu à peu à réclamer à leurs maîtres de nouvelles amélioriations et, conscients de la justice de leurs réclamations, ils sont entraînés à vouloir les imposer lorsque ces derniers les leur refusent.

* *

Mais, pour celui qui veut se donner la peine de réfléchir, ce qui frappe surtout dans les événements de ces derniers temps c'est la faillite du fameux système de la conquête des pouvoirs publics.

Tous les socialistes se disant plus ou moins révolutionnaires vont partout, affirmant à leurs lecteurs, auditeurs et électeurs : La société est mal faite. Vous êtes spoliés, volés, exploités; c'est l'organisation sociale qui le permet, vous devez en réclamer la transformation.

« Cette transformation ne se fera pas sans luttes. Vos exploiteurs n'abandonneront pas de plein gré leurs privilèges. Comme ils procédèrent en 1789 à l'égard de la noblesse, pour la déposséder de ses privilèges, il faudra que vous vous révoltiez pour leur reprendre ce qu'ils vous ont volé.

« Seulement, comme cette révolution sera lente à venir, comme il faut la préparer, comme il faut une discipline et des chefs pour mener cette lutte, usons de leurs armes pour les combattre.

« Ils se sont emparé du pouvoir politique pour assurer leur exploitation. Emparons-nous de ce même pouvoir politique pour détruire leur système. Nous avons le suffrage universel qui vous permet d'envoyer vos défenseurs à la Chambre, dans les conseils municipaux, au Sénat où ils pourront faire des lois, en votre faveur, exercer l'autorité pour vous faciliter la conquère de droits nouveaux. »

* *

C'est la théorie ! Mais à la pratique il en est tout autrement.

Limoges, par exemple, possède non seulement un maire socialiste, mais une municipalité qui l'est également. Or, ces gens qui, pour être élus, affirment à leurs électeurs que la société est mal organisée, qu'elle doit disparaître, que les travailleurs ne doivent pas cesser de protester et de réclamer, loin d'user du pouvoir légal dont ils sont nantis pour appuyer les réclamations de leurs administrés, n'ont eu de force et d'énergie que pour se mettre entre le pouvoir central et la population révoltée, pour engager celle-ci au calme, à la modération, à l'inertie.

Nous avons vu le maire Labussière à genoux, les larmes aux yeux, adjurant la foule de se tenir tranquille, d'attendre béatement que la bonne volonté de ses exploiteurs se manifeste par le don gracieux de ce qu'elle demandait, alors que c'était leur refus, net, arrêté, de rien accorder qui était cause du tumulte.

Et, encore, plus récemment, à l'occasion des manifestations du 1er mai, le maire et la municipalité socialistes de Toulon nous en offrent un autre exemple. Les manifestants ayant quelque peu malmené des officiers rencontrés sur leur passage, le maire et la municipalité socialistes n'ont pas assez de termes énergiques pour flétrir d'infamie ces auteurs de désordre, ces empêcheurs « d'administrer » en rond (1).

* *

On m'objectera que leur méthode n'est pas la nôtre; qu'ils sont pour les moyens pacifiques, contre les moyens violents; que, convaincus de l'efficacité de l'action légale, ils ne peuvent que réprouver tout mouvement qui va contre l'ordre.

D'accord. Mais toute cette foule qui, à Limoges, s'est ruée sur la prison pour délivrer ceux des siens qui y étaient enfermés, n'était pas non plus entièrement anarchiste. Il devait s'y trouver pas mal d'électeurs qui avaient voté pour le maire et la municipalité. Seulement en restant la foule, ils étaient restés des réclamants, des protestataires qui n'avaient pas à s'inquiéter des responsabilités, ils se sont trouvés entraînés à l'action lorsque la situation s'est trouvée pour cela. Et c'est ce qu'auraient fait le maire et les municipalins, s'ils sont sincères, s'ils étaient restés dans la foule, au lieu de conquérir le pouvoir.

Du reste, conquérir le pouvoir n'est qu'un euphémisme pour un socialiste dont le rôle est

(1) Un autre exemple typique est donné par MM. Gérauld-Richard et Viviani qui, maintenant qu'ils sont devenus des hommes de la majorité, des hommes d'Etat par conséquent, se croient tenus de faire des déclarations d'un patriotisme si outré, que ça serait à en faire vomir un nationaliste.

de protester, toujours et quand même. Un socialiste ne conquiert pas le pouvoir, c'est le pouvoir qui le conquiert.

On ne voit pas un maire, un député, un ministre — *si socialistes* se diraient-ils — se mêlant aux mouvements de la rue, faisant partie des démonstrations contre les patrons, contre l'autorité, alors qu'ils ne manquaient pas de le faire lorsqu'il fallait se faire connaître ou dans leur période de sincérité. Devenus détenteurs de l'autorité, ils ne peuvent s'en servir que pour défendre les institutions existantes. S'ils ne veulent pas se mettre carrément contre les révoltés, ils se font enlever momentanément leur part d'autorité — comme on l'a vu à Limoges — par leur supérieur en grade, et alors ils adjurent « leurs chers administrés » de se tenir tranquille, d'oublier les paroles de révolte que la chaleur et l'entraînement d'un discours leur ont autrefois fait lâcher; mais, depuis leur nouvelle situation, ils ne peuvent plus être des adversaires résolus, intraitables, du pouvoir et de exploiteurs. Et les bourgeois ont si bien compris combien l'exercice du pouvoir était néfaste aux idées de bouleversement social qu'ils n'hésitent pas à l'exercer de concert avec les socialistes.

* *

On n'a pas encore compris qu'il y a, dans l'ordre social actuel, des réformes qui, bon gré mal gré, peuvent se réaliser sans trop de secousses, le parlement les enregistrant une fois qu'elles ont conquis la masse; mais qu'il y en a d'autres qui ne peuvent s'accomplir qu'en culbutant par la force ce qui les entrave, et qu'il faut que cette force s'affirme de temps à autre.

L'assaut de la prison ne prouvait rien en faveur des revendications ouvrières, diront les légalistes. C'était une folie, et il était humain de chercher à enrayer un mouvement qui ne pouvait que faire des victimes.

Lorsqu'un mouvement débute, on ne sait jamais comment il se terminera. Si on n'en est pas partisan, on n'a qu'à se retirer, mais c'est faire œuvre de réactionnaire que d'assayer de l'empêcher. Car, on n'empêche jamais la poussée révolutionnaire d'une foule, on ne fait que l'affaiblir en apportant le trouble et l'indécision parmi ceux veulent agir.

L'assaut de la prison de Limoges ne prouvait rien en faveur des réclamations des ouvriers contre leurs exploiteurs; mais elle affirmait leur solidarité avec leurs camarades emprisonnés, elle les habituait à exiger et non à quémander. Et si, à chaque fois que, pour intimider un mouvement, le gouvernement se permet d'arrêter à tort et à travers parmi les plus résolus, les gens se solidarisaient avec les persécutés, nous n'aurions sans doute pas encore la disparition du gouvernement, mais une notable diminution de son action. Ce qui serait déjà quelque chose en attendant mieux.

* *

Qu'en savent-ils, ceux qui au moment où un mouvement se dessine, déclarent qu'il ne produira rien?

Ce qu'ils en savent, c'est qu'en cas de défaite il y aura des responsabilités à encourir, et que ces responsabilités tomberont sur les plus en vue. Et comme ils sont des chefs, ils ne veulent pas encourir ces responsabilités.

Une fois pris dans l'engrenage gouvernemental — maire, député ou ministre — ils sont prisonniers de leur nouvel entourage. Sous peine de passer pour des fous, ou de se voir expulser de leur nouvelle situation, ils peuvent bien rester des intransigeants en théorie, mais en pratique il leur faut prendre parti dans les questions « opportunes ou inopportunes ». Et sont inopportunes, toutes celles qui mettent à nu l'antagonisme entre possédants et non-possédants, entre gouvernants et gouvernés.

Tandis que pour ceux qui font partie du pouvoir, il y a des questions d'opportunité — qui amènent par exemple l'ancien anarchiste Brousse (1), à déclarer quil ne se sentira pas gêné à serrer la main du morveux d'Espagne, dont les ministres font torturer pour délit d'idées les anciens coreligionnaires du président du conseil municipal de Paris; à voter contre la suppression des lois scélérates, comme les députés socialistes, ou à voter un ordre du jour de confiance en faveur du ministre qui couvre de son autorité les fusilleurs d'ouvriers. Il n'y a pas de questions d'opportunité ou d'inopportunité pour ceux qui souffrent de la misère et de l'exploitation.

Pour eux. Il y a des revendications à formuler à toute heure, en tous lieux, en toute occasion. Il y a à résister contre l'exploitation, contre l'oppression à tous moments, à tout essai de les faire peser plus lourdement sur leurs épaules : passivement quand ils ne peuvent davantage; activement, lorsque l'occasion s'en présente. Et c'est ce qui fait que les foules auront toujours contre elles ceux qui prétendent les diriger.

J. GRAVE.

(1) Au sujet de monarques qui n'avaient pas sur la conscience les tortures de Montjuich et de Xérès, voici ce qu'écrivait en 1878, le journal l'*Avant-Garde*, rédigé par le même Brousse :

« Nous ignorons quels procédés plus certains l'avenir tient en réserve. Mais il pourrait bien se faire que ceux qui croient fermement qu'on peut, dans une poitrine royale, ouvrir une route à la Révolution, fissent bon marché désormais du salut de l'entourage! Que pour se trouver enfin, seuls, face à face avec un porte-couronne, ils marchassent à lui, au travers de la tourbe des courtisans, secouée, dispersée, rompue au bruit et à la lueur des bombes. »

CROCS ET GRIFFES

Je n'ai rien perdu pour attendre. L'auteur de La Commune vécue par les autres, *M. Da Costa, me gratifie d'une réponse dans son journal.*

J'appartiens, dit-il, (citons, parce que c'est drôle) « à cette école d'écrivains qui, se bornant à tirer de leur littérature pseudo-anarchiste de bons écus, (on sait bien que je suis vendu aux Temps nouveaux, *Gaston!) applaudissent aux gestes des lanceurs de bombes, mais se tiennent constamment éloignés de la fabrication et de l'explosion de ces engins! »*

Il est vrai que je gagne ma vie en écrivant dans les journaux, et que Grave, notamment, me paie fort cher. C'est tout de même infiniment plus honorable que de la gagner comme substitut du procureur de la Commune. Chacun son métier et ses aptitudes.

Maintenant, je reconnais bien volontiers que j'ai été injuste et cruel envers Da Costa. Mais ce n'est pas moi qui ai commencé. Le fait d'avoir été, pas même le porte-plume, mais le tire-bouchon de Raoul Rigault, ne méritait pas la déportation. La rétrogradation tout au plus : greffier de tribunal ou porte-clefs en province.

Finissons. M. Gaston Da Costa, qui n'a pas eu, en 1871, la notion du ridicule, ne l'acquerra jamais.

J'ai peut-être eu tort, en effet, de prendre la mouche. Mais je l'ai prise où elle était.

LUCIEN DESCAVES.

* *

Les socialistes font des excuses.

« LES INCIDENTS DE TOULON. — *Le citoyen Escartefigue, maire de Toulon, ayant été appelé à Draguignan pour fournir des renseignements au préfet sur les événements du premier mai, M. Baylon, premier adjoint, s'est rendu hier auprès du vice-amiral Gigon, préfet maritime du Ve arrondissement, du général Ducrey, commandant la subdivision militaire, et du général Dumas, commandant la division des troupes coloniales; et,* au nom de la municipalité *(socialiste)* **a exprimé ses regrets et ses excuses** *pour les insultes et les injures adressées à des officiers par des manifestants, qui — nous le répétons — sont répudiés et par la municipalité socialiste et par la Bourse du travail de Toulon.* »

L'*Humanité*, 6 mai 1905.

LA FÊTE DES ESCLAVES

Dans mon étude sur le Trade-Unionisme américain, j'ai oublié de parler du « Labor Day ». Cela seul pourtant suffirait à nous montrer sous son vrai jour la mentalité qui règne dans les organisations ouvrières des Etats-Unis.

Chaque année, dans la première semaine de septembre, les capitalistes accordent à leurs exploités un jour de congé supplémentaire. Ce jour est appelé avec emphase, par les « leaders » unionistes, le « Labor Day », la fête du travail; mais que les socialistes, les anarchistes et tous les ouvriers qui ne sont pas complètement abrutis par les règlements despotiques du Trade-Unionisme appellent eux, à juste titre, « the Slave day », la fête des esclaves. Voici, en toute impartialité, le programme de cette fête célébrée invariablement et d'une façon à peu près uniforme dans tous les Etats de l'Union américaine.

La veille ou l'avant-veille de ce grand jour, tous les unionistes reçoivent un avis pour se présenter dans un magasin spécialement désigné par le secrétaire de leur Union; là, on leur remet un uniforme se composant d'une vareuse, d'un béret ou d'une casquette, d'un pantalon et d'une canne. Cet équipement est remis au titulaire de la lettre d'avis, sur la présentation de sa carte. En retour il doit payer, avec sa cotisation, une somme désignée par le comité de l'Union. Comme on le comprendra, le secrétaire chargé de cette besogne s'est arrêté au choix du commerçant qui lui a fait la meilleure remise et lui-même il fixe la somme que chaque membre devra payer. De la sorte, lui et les autres membres du comité réalisent des bénéfices relativement considérables.

Cet uniforme, qui a beaucoup de ressemblance avec un costume de clown, chaque unioniste est tenu de le revêtir sous peine d'une forte amende, laquelle n'exempte pas d'ailleurs du payement de l'uniforme et de la canne.

Le jour du « Labor Day », les unionistes, fidèles aux traditions, envahissent les bars. Pour cette circonstance, les honnêtes débitants se sont procuré du whisky à raison de 25 sous le gallon (mesure de deux litres) et qu'ils vendent 10 ou 15 sous le petit verre.

Dès 8 ou 9 heures du matin, les unionistes sont prêts pour le défilé dans les rues de la ville. Le whisky a fermenté et les a déjà mis en humeur.

Lorsque, après le défilé, ou plutôt la mascarade, à travers les rues, on voit ces bandes d'inconscients, sortant des bars en trébuchant et proférant des ordures, on se reporte aux nègres des Etats du Sud au lendemain de l'abolition de l'esclavage. Ces malheureux originaires de l'Afrique et avilis par plusieurs siècles d'oppression, avaient perdu tout instinct de liberté. Aussi, lorsqu'on leur annonça qu'ils étaient libres, ils se demandèrent ce que cela pouvait bien signifier. Ils ne surent faire autre chose que de boire à l'excès, de crier et de hurler dans les rues, et leur ivresse une fois cuvée, ils allèrent prier leurs anciens maîtres de les reprendre.

Il y a deux ans, à New-York, à l'occasion de ce grand jour, toutes les Unions de la ville défilèrent dans la cinquième Avenue où se trouvent les grands millionnaires. Les belles dames à leurs balcons applaudirent au passage de la mascarade ouvrière. Les unionistes, flattés par cette manifestation de sympathie de la part des femmes de leurs maîtres, ne surent comment montrer leur contentement. Pendant une demi-heure ils hurlèrent, en gesticulant, des hourras frénétiques. Jamais esclaves ne s'étaient autant ravalés devant leurs maîtres.

Le lendemain du « Labor Day », l'unioniste, un peu plus abruti par l'alcool, est plus que jamais docile aux volontés du patron et à celles du « leader » trade-unioniste.

LAURENT CASAS.

L'ardeur militaire des militaristes

L'époque des conseils de révision se signale par une véritable débauche de demandes de certificats médicaux en vue d'obtenir pour l'un une réforme, pour l'autre un sursis d'appel ou tout au moins le classement dans les services auxiliaires.

Ces tentatives pour se soustraire « au devoir patriotique » se remarquent rarement chez les ouvriers, les paysans et en général chez tous ceux qui en subissent le plus d'inconvénients; mais une forte proportion de fils de bourgeois cherchent, avec l'appui de leurs parents et la protection de leurs amis, à esquiver « l'honneur de porter les armes ».

Parmi les bourgeois, ce sont particulièrement les Vive-l'armée, les soutiens du sabre et du goupillon, les membres de la Ligue des Patriotes et des sociétés de gymnastique revanchardes, qui flanchent au moment précis d'entrer dans la « grande famille » dont ils ne cessent de vanter aux autres les mérites et les agréments. C'est très humain, pour qui étudie un peu l'humanité, ce n'en est pas moins amusant et digne d'être signalé; pour grossir le contingent des faits.

Voici un exemple typique entre autres. Une famille d'ouvrier devenu petit patron s'est fait remarquer depuis plusieurs années par l'ardeur du père et des deux fils à manifester en toute occasion des sentiments violemment nationalistes. « A bas les Juifs! », « La France aux Français! », « Vive l'armée!», « Mort aux Prussiens! » clamaient-ils les jours d'élections, quand leurs partisans étaient maîtres de la rue. Or, le père est juif, la mère, d'origine étrangère, ce qui ne l'empêche naturellement pas d'être une excellente femme. Quant aux fils, quand il s'est agi de troquer l'uniforme des sociétés de gymnastique pour celui de bibi de 2e classe et de cesser de jouer aux petits soldats pour faire porter armes pour de bon, ils ont invoqué des tares héréditaires soigneusement dissimulées jusque-là et des infirmités les rendant impropres à tout travail pénible, pour obtenir des certificats médicaux à l'aide desquels de puissantes influences ont fait réformer l'un et procuré à l'autre un bon petit emploi de tout repos.

Je compte fermement entendre, dans quelques années, mes deux gaillards parler d'étriper les sans patrie qui oseraient insulter notre armée nationale et couvrir de leur mépris les copains qu'un sous-off haineux aura fait envoyer à Biribi. Il est évident que, pour eux, une telle mésaventure n'aurait jamais pu se produire.

Quand est-ce que tout le monde saura différencier le mot de la chose?

Dr E. D.

DES FAITS

Le droit de grève n'est pas reconnu en Russie, non plus que la faculté pour les ouvriers de se syndiquer, ni même de se concerter au point de vue d'une entente professionnelle. Ains l'a décidé le tsar tout puissant.

Mais les intéressés en ont décidé autrement. En fait, les grèves ont été depuis 1901 tout aussi fréquentes en Russie que dans n'importe quel pays usinier, et depuis le mois de janvier dernier, on peut, sans exagération, dire que les régions industrielles de Russie sont en état de grève permanente.

Comme résultats, les grévistes ont obtenu des majorations des salaires de 10 à 25 o/o, des diminutions des heures de travail et le respect de leurs employeurs, fût-ce l'Etat, qui a dû donner satisfaction aux travailleurs des chemins de fer.

Qu'auraient-ils obtenu de plus si les lois leur eussent accordé le droit de grève, à condition de rester bien sages?

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Section Française de l'Internationale Ouvrière.

OPINIONS ET DOCTRINES

LA PETITE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE

(*Vendredi 5 mai*)

On s'est demandé déjà quelle serait l'attitude du citoyen Paul Brousse lors de la visite du roi d'Espagne à Paris, et d'aucuns pensaient peut-être que le président socialiste du conseil municipal invoquerait avec empressement le mauvais état de sa santé pour se tirer d'une situation délicate.

C'était bien mal connaître le militant loyal et courageux qui n'hésita jamais devant les responsabilités à prendre et les devoirs à accomplir.

Si Brousse avait pensé que le devoir socialiste lui commandait de ne point recevoir le jeune Alphonse à l'Hôtel-de-Ville, il l'aurait dit nettement.

Il estime, au contraire, que rien, dans les principes qui sont les nôtres, ne lui interdit une attitude courtoise vis-à-vis d'un hôte de la France. Il remplira donc avec la dignité qui convient les fonctions dont il a la charge.

Et chacun, à la réflexion, lui donnera raison.

Ou bien, en effet, il faut hautement déclarer qu'un socialiste ne doit jamais, en aucune circonstance, paraître dans les cérémonies officielles où il peut se rencontrer avec un souverain: et alors il faut, poussant jusqu'au bout la logique du système, interdire aux élus du Parti l'accession aux bureaux des Assemblées.

Et, vraiment, on fera bien de réfléchir à deux fois avant de sacrifier à de vaines préoccupations protocolaires l'autorité, l'influence, la force de propagande que donne à nos idées la présence d'un socialiste au fauteuil présidentiel.

Ou bien on continuera à penser et à dire que, membres de la grande famille républicaine, nous avons le droit et le devoir de réclamer pour les nôtres leur part très large dans la direction des affaires publiques: et alors il faut en accepter les conséquences et ne point se dérober devant les nécessités de la fonction acceptée.

Le président du conseil municipal n'est pas seulement le mandataire du Parti socialiste: il est aussi le plus haut représentant de la cité parisienne, et il doit, à ce titre, continuer les traditions de courtoisie et d'hospitalité dont notre ville s'enorgueillit.

Enfin il ne saurait oublier que la France a une politique extérieure, qu'elle veut entretenir avec tous les peuples des relations pacifiques et amicales, et qu'une attitude discourtoise prise par l'Hôtel-de-Ville à l'égard d'un chef d'Etat pourrait avoir des conséquences singulièrement fâcheuses.

Or nous n'avons jamais, nous autres socialistes, manqué d'avoir souci de la grandeur et du bon renom de la France, et précisément parce que nous avons horreur de la guerre et que nous voudrions n'être pas obligés d'aller défendre à la frontière notre territoire et nos libertés, nous devons nous montrer empressés à favoriser toutes les manifestations de nature à rapprocher et à unir les peuples. Or, tant que nos amis espagnols n'auront point fondé la République, il nous faut bien considérer le roi comme le représentant de l'Espagne.

J'entends bien qu'il est des cas où, malgré les raisons que je viens d'invoquer, un socialiste ne pourrait, sans un mouvement de dégoût, toucher la main encore tachée de sang d'un souverain qui aurait ordonné des massacres comme ceux de Varsovie, ou permis des tortures comme celles de Monjuich.

Mais qui pourrait sérieusement rendre le jouvenceau qui nous vient d'Espagne personnellement responsable de la férocité de l'infâme Canovas?

Voilà, sans doute, les diverses réflexions qui ont dicté la décision de Paul Brousse; ce sont celles, en tout cas, qui me forcent à l'approuver sans réserve.

Henri Turot.

L'HUMANITÉ
JOURNAL SOCIALISTE QUOTIDIEN

(*Jeudi 4 mai*)

... Tout le parti socialiste est hostile à la pensée émise au Tivoli-Vaux-Hall et qui tendrait à soutenir que « quel que soit l'agresseur, nous répondrions, en cas de guerre, à l'appel aux armes par la grève générale des réservistes. »... On pense bien que si la presse nationaliste relève ce discours, ce n'est pas qu'elle croie à sa portée. Elle sait bien qu'hormis celui qui le prononça, *personne* dans notre parti ne l'approuve. Seulement, elle trouve l'occasion de solidariser tout notre parti avec un homme et de lier notre doctrine à ce paradoxe, *d'ailleurs détestable*. Cent fois, notre parti a dit le contraire. Cent fois, il a dit qu'il était prêt, au cas d'une guerre, et sans considérer l'agresseur, à défendre le sol national et avec lui les droits de la patrie la plus libre et la plus douce qui soit sous le soleil, le patrimoine de la Révolution, ce legs immortel de civilisation humaine qui a coûté à nos pères assez de larmes et assez de sang pour que des fils ingrats ne la laissent pas disperser sous les coups de la force.

... De pareilles doctrines ne sont pas seulement fausses. Elles sont funestes à notre parti, et s'il se laisse conduire par elles, ou s'il ne les désavoue pas hautement, il cherchera un jour, dans l'isolement, les traces de son influence et de son autorité.

Cela est d'autant plus néfaste que le nationalisme... est prêt à se nourrir de ces paradoxes... On voudrait l'armer, le justifier, rédiger par avance des manifestes, colorer par avance des discours (contre le candidat Viviani) qu'on ne pourrait pas mieux agir. Et cela d'autant plus et d'autant mieux que notre internationalisme ignoré ou incompris ou travesti, prête aux sots et aux perfides.

Nous sommes internationalistes; nous voulons la paix entre les peuples, *la paix entre les hommes* (ceci, citoyen Viviani, est la thèse du pacifisme philanthropique), la répudiation de ce legs de barbarie sanglante attardé dans une humanité qui se vante de ses progrès. Nous voulons l'union des travailleurs et puisque l'exploitation de l'homme est universelle, que lui corresponde l'universelle résistance. Et nous comptons, avec le temps surtout, sur ces unions fraternelles, pour éviter la guerre, plus que sur des grèves générales devant les baïonnettes ennemies.

... Voilà ce que veut notre parti, ce qu'il a toujours voulu. Il n'a jamais dit ou voulu autre chose... La France, certes, est à tous, mais elle est autant et plus au prolétariat qui a fait... sa splendeur matérielle; qui a lutté pour elle, tout seul, aux époques de remplacement militaire, quand la bourgeoisie patriote procédait « à la traite des blancs »; qui en aura demain la charge glorieuse et qui la saura garder. Et sa noblesse serait de protéger demain de ses bras nus et armés, cette patrie où sa vie est si misérable, mais qui demeure pour lui l'instrument des réparations, des réformes, des révolutions et comme le levier surhumain dont Danton voulait soulever le monde.

René Viviani.

De son côté, le citoyen Gérault-Richard, député et rédacteur en chef de la *Petite République*, écrit:

De prime abord, je mettrais ma main au feu que le sens et le texte de ces paroles ont été travestis, car elles contredisent formellement et le sentiment et la doctrine socialiste...

Si l'orateur du meeting d'unité avait réellement tenu les propos que la presse nationaliste lui prête, il n'aurait obéi qu'à une préoccupation très forte de pacifisme, à moins d'un puffisme grossier et d'un cabotinage écœurant.

Et le citoyen Gabriel Bertrand écrit dans l'*Humanité* du 7 mai:

Toute la presse prend acte de l'éloquent article

De son côté, le citoyen Viviani écrit dans l'*Humanité* du 6 mai :

... Notre ami Brousse....., représentant de la Ville de Paris, *ayant l'honneur*, DONT TOUT NOTRE PARTI PROFITE, de parler au nom de Paris, sera à son poste ce jour-là. Et les socialistes, qui savent que surtout en ce moment la politique extérieure demande à être traitée avec une infinie réserve, le remercieront de trouver une attitude à la fois courtoise et ferme, témoignant que l'esprit démagogique n'a pas encore envahi le socialisme et que l'on peut, sans cesser d'être républicain et socialiste, se *montrer capable de remplir un aussi haut mandat...*, etc...

de Viviani, protestant contre les détestables paradoxes attribués à un orateur socialiste, mais nos adversaires s'efforcent de présenter comme des manifestations isolées du citoyen Gérault-Richard, dans la *Petite République*, et du citoyen Viviani dans l'*Humanité*, l'affirmation constante que notre profond sentiment *internationaliste* ne saurait s'abaisser au dénigrement de la plus libre des patries et que contre toute agression, la terre de la Révolution serait défendue par la Révolution. C'est la pensée traditionnelle et *unanime* des socialistes français. Et il n'est pas exact de dire que nous ayons marqué quelque hésitation à signifier toute notre réprobation de paroles invraisemblables, etc.

Messieurs les banquiers se déclarent satisfaits. On lit, en effet, dans le *Temps* du 6 mai :

LES SOCIATISTES ET LA PATRIE

Au meeting où l'on célébrait l'unification du parti socialiste, l'homme du *Pioupiou de l'Yonne*, celui qui veut planter dans un fumier « le drapeau de Wagram », M. Gustave Hervé enfin, a prononcé les paroles suivantes :

« Nous déclarons que *quel que soit le gouvernement qui sera agresseur*, nous nous refuserons à donner une goutte de notre sang. Nous sommes décidés *à répondre à l'ordre de mobilisation par la grève des réservistes.* »

Ces paroles sacrilèges ont été tolérées. L'homme qui les prononçait n'a pas été jeté à la porte du meeting. Quelques journaux ayant reproduit ces déclarations gênantes, M. Gérault-Richard en a contesté l'exactitude dans un article de la *Petite République*. On comprend l'intérêt des socialistes parlementaires à supprimer de tels propos. Mais M. Gustave Hervé, *qui est encore un militant, ne se laisse pas escamoter par les satisfaits de son parti.* Interrogé sur le discours qu'on lui prêtait, il en a parfaitement reconnu l'exactitude. C'est bien là ce qu'il pense, et c'est bien là ce qu'il a dit.

Puisqu'il ne suffisait plus de nier les propos de M. Gustave Hervé, les socialistes ont pris le parti de les désavouer. Un article de M. René Viviani a paru dans l'*Humanité* pour répudier de telles théories, comme étant « fausses » et « funestes » au parti socialiste. Nous donnons acte à l'*Humanité* de sa protestation.....

Tout cela est fort bien dit. Il est dommage que le parti socialiste n'ait pas toujours cette doctrine présente à l'esprit et qu'il ne la proclame pas plus souvent. Il est fâcheux qu'il ne condamne l'internationalisme genre Hervé que lorsqu'il en aperçoit, de loin en loin, les conséquences « funestes » pour le parti lui-même. Il ne suffit pas d'être patriote par intermittence et à de longs intervalles. Il ne faut pas croire que de belles phrases prononcées ou écrites de temps en temps dispensent de veiller assidûment sur « la patrie la plus libre et la plus douce qui soit sous le soleil ». C'est aux socialistes de faire la police chez eux et de se préserver eux-mêmes contre des solidarités compromettantes. M. Gustave Hervé joue un rôle important parmi eux. Il est, paraît-il, membre de leur « commission exécutive ». S'il énonçait demain quelque opinion trop indépendante contre une décision de congrès socialiste, il serait rayé du parti comme un simple Millerand. On lui permet, cependant, de répandre sur l'idée de patrie des doctrines que M. Gérault-Richard aurait bien voulu ignorer et que M. René Viviani réprouve. Il y a là une complaisance dont le parti socialiste ne se défend pas assez et qu'on lui reprochera, non sans motif.

répandit-il pas un manifeste animé de cet esprit? Et avant, bien avant l'an dernier, anarchistes et socialistes ne se querellèrent-ils pas assez violemment sur ce point? Faut-il rappeler les congrès internationaux socialistes de Bruxelles (1891) et de Zurich (1893) où Domela Nieuwenhuis proposa « d'inviter le parti ouvrier international à se tenir prêt à répondre immédiatement à la déclaration d'une guerre, de la part des gouvernements, par une grève générale, partout où les ouvriers peuvent exercer une influence sur la guerre, et dans les pays en question, par la grève militaire ». Cette proposition eut naturellement le sort d'être repoussée. On la taxa d'irréalisable, ce qu'il est permis de comprendre, et aussi d'anti-révolutionnaire, ce qui se comprend un peu moins.

La question est de nouveau posée, grâce à Hervé et à Viviani surtout. Espérons qu'elle sera discutée et que Hervé aura le sort attendu qu'il mérite, lui et la Fédération de l'Yonne. Leur crime mérite bien l'honneur qu'on les chasse du grand parti socialiste. Et je donnerais bien quelque chose pour que l'ancien parti socialiste de France et Vaillant proclament hautement hérétiques les doctrines d'Hervé et signent le décret d'excommunication.

PIERRE MONATTE.

MOUVEMENT SOCIAL

Un socialisme patriote. — Voici rouverte, au sein du parti socialiste unifié, la vieille discussion sur l'attitude des socialistes en cas de guerre.

Gustave Hervé, à la réunion publique qui clôtura le Congrès d'Unité, envisageant la tâche antimilitariste que devrait entreprendre, avec une activité nouvelle, le parti socialiste désormais uni, déclara que la Fédération de l'Yonne était fermement décidée, au cas d'une déclaration de guerre, à provoquer dans sa région la grève des réservistes.

Les journaux nationalistes ayant mis à profit les déclarations d'Hervé pour montrer que le socialisme conduit à la négation de l'idée de patrie et au refus de remplir les devoirs qui s'y attachent, Gérault-Richard, dans la *Petite République*, et Viviani, dans l'*Humanité*, se sont élevés avec indignation contre les paroles d'Hervé.

Selon l'usinier de la Chair aux Gens (on sait que c'est Gérault-Richard), Hervé « a manqué du même coup à la logique, à la doctrine socialiste et au sentiment d'humanité ». Rien que cela. A la logique, car « le socialisme étant la révolte contre l'asservissement des hommes par d'autres hommes et se proposant de mettre fin aux violences qu'exercent certains individus sur d'autres individus » un socialiste, un bon, un vrai, un sérieux doit bien se garder de se révolter contre les hommes qui lui ordonnent de se livrer à des violences sur d'autres hommes.

A la doctrine socialiste : avant d'être un producteur exploité, n'est-on pas citoyen? s'appartient-on à soi-même, ou bien à son patron et aux soudards de celui-ci?

A l'humanité, puisque pour réaliser la paix il faut se préparer, être toujours prêt à la guerre et que la vraie fraternité existe pour tous, entière, éternellement calme, à quelques pieds sous terre.

Gérault-Richard a dit bien d'autres belles choses, et d'exactes dans le tas. Entre autres que la farouche social-démocratie allemande égalait en patriotisme, en chauvinisme, en résignation au clan militaire, les socialistes français. « Au moindre danger, nous serions les premiers à mettre le fusil sur l'épaule, car, cette patrie allemande, elle est à nous plus qu'à vous... »; et que Jaurès et Guesde et Vaillant, que tous les propagandistes socialistes enfin, ont maintes fois traduit et commenté pour leur clientèle électorale cette phrase de Bebel. Toutes choses, disons-nous, qu'il serait fâcheux de laisser oublier, et que nous remercions le grand homme d'affaires de la *Petite République* d'avoir bien voulu rappeler.

Gérault-Richard n'avait pas songé à demander au parti socialiste (section française de l'Internationale ouvrière, s. v. p.) le désaveu des doctrines funestes d'Hervé, l'excommunication de ce renégat. Ça ne pouvait être qu'un oubli. On ne peut à la fois penser à tout. L'oubli est réparé. Et de quelle magistrale façon.

Dans l'évocation des affiches de la prochaine campagne électorale, Viviani a trouvé des accents auxquels il ne nous avait pas accoutumés. « Sa noblesse (au prolétariat) serait de protéger demain, de ses bras nus et armés, cette patrie où sa vie est si misérable, mais qui demeure pour lui l'instrument des réparations, des réformes, des révolutions.... Tout le parti socialiste est hostile à la pensée émise au Tivoli-Vaux-Hall... L'orateur a parlé, comme il lui a plu; il n'engage que lui et pas d'autre (et la Fédération de l'Yonne qu'il a mis en cause, donc). Notre parti tout entier a trop souvent été appelé sous le feu des calomnies, à discerner l'internationalisme de l'anti-patriotisme pour accepter ces théories qui tirent de leur allure paradoxale, plus que de leur prétendue nouveauté, une importance soulignée par tous les ennemis du socialisme... »

« Prétendue nouveauté ». Hervé aurait-il réclamé la paternité de cette conception? Bien sûr Hervé a tort, grand tort, s'il a réclamé ça. Il n'y a pas bien longtemps — si peu longtemps que je suis surpris que Viviani ne l'ait plus en mémoire. — Vaillant, au début de la guerre russo-japonaise, dans un article du *Socialiste*, ne préconisa-t-il pas l'insurrection, en réponse à une déclaration possible de guerre de la part de la France, et le parti socialiste de France ne

Soldats en révolte. — Mercredi soir, 3 mai, soixante-et-un hommes de la 10[e] compagnie du 32[e] d'infanterie, quittaient la caserne, après la soupe, et se dirigeaient vers Vonneuil. Les mutins, qui sont rentrés le lendemain matin, avaient à se plaindre d'une mauvaise nourriture, du manque de permissions et de la sévérité excessive de leur capitaine.

Le *Matin* trouve que ce n'est pas assez. Dans un article ignoble, il réclame — et au nom de tous les patriotes, s'il vous plaît — un châtiment exemplaire pour les « coupables » du 32[e]. Nous leur envoyons, nous autres toutes nos sympathies. A la caserne, pas plus qu'ailleurs, des hommes ne doivent se laisser traiter en esclaves.

C. A.

Exploits de soudards. — A Ancenis (Loire-Inférieure) quatre sous-officiers, après de nombreuses visites aux auberges, se promenaient en titubant dans les rues, quand tout à coup l'un d'eux, afin de prouver sans doute la supériorité du militaire sur le civil, se rua sur un passant et lui décocha dans la figure un formidable coup de pied, le blessant à la mâchoire et aux lèvres. Un peu plus loin, la même brute jetait un enfant à terre et le blessait à la tête. Puis nos soudards, satisfaits, rentrèrent à la caserne.

F. C.

A Biribi. — Le Conseil de Guerre d'Oran vient de juger un soldat du 1[er] bataillon d'Afrique nommé Haberer.

Cet homme souffrait de la maladie connue sous le nom de boulimie et qui est caractérisée par une faim insatiable.

La ration réglementaire étant loin de lui suffire, il avait demandé à plusieurs reprises une ration supplémentaire qu'on lui avait refusée.

Il tomba malade et, comme traitement, fut réduit à la demi-ration.

Mourant littéralement de faim, Haberer entra dans le magasin à vivres, s'empara de six « boules de son », en dévora une sur le champ et cacha les autres sous son lit.

Le Conseil de Guerre l'a condamné à un an de prison pour vol qualifié!

La Lanterne, 25 avril 1905.

Un syndicat d'instituteurs. — Un groupe d'instituteurs du Cher adressent à tous leurs collègues du département, hommes et femmes, la circulaire suivante :

« Considérant que la situation de l'instituteur laisse beaucoup à désirer, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral, qu'il est urgent de porter remède à cet état de choses, pour arriver à l'émancipation complète de l'Enseignement primaire;

« Considérant le néant des résultats obtenus jusqu'ici par suite de l'hostilité cachée sous les promesses menteuses de l'administration et des politiciens, que par suite il importe de substituer à l'action politique une action économique énergique fondée sur une solidarité absolue;

« Considérant en outre qu'il ne peut exister de distinction entre le prolétariat intellectuel et le prolétariat manuel et que, par conséquent, il est nécessaire d'apporter à la classe ouvrière le concours de toutes nos énergies pour le triomphe de ses légitimes revendications, pour obtenir en retour la solidarité de ses forces organisées.

» Pour ces raisons, nous vous convions à venir discuter avec nous un projet de statuts, pour la constitution d'un syndicat.

« La réunion aura lieu à la Bourse du Travail de Bourges, 42, rue Coursarlon, à 1 heure de l'après-midi, le jeudi 11 mai 1905. »

C'est là un bel exemple que donnent les instituteurs du Cher. Espérons qu'il sera suivi.

❖ ❖

Une « section de l'Internationale ouvrière » ? — Maintenant que nous possédons un « parti socialiste unifié »,il n'est pas sans intérêt de savoir combien il y a d'« *ouvriers* » dans cette prétendue « section française de l'Internationale ouvrière ».

Au congrès socialiste de Rouen, puis au congrès « unitaire » de Paris, il y avait de tout, voire même des millionnaires, mais si peu d'ouvriers que certains « camarades du parti » étaient eux-mêmes honteux de l'avouer.

La constitution de la « *Commission administrative permanente* »,nommée par le Congrès est à cet égard on ne peut plus significative.

Voici les noms et qualités des 22 membres qui en font partie : Jean Allemane, ancien député, patron imprimeur; Bracke, professeur; Camélinat, ancien député; René Chauvin, fusilleur d'anarchistes, ancien député; Cherechewski, docteur en médecine; René Dubreuil, employé du « Parti »; A. Groussier, ancien député; Jules Guesde, ancien député; Gustave Hervé, professeur révoqué; Paul Lafargue, millionnaire, ancien député; E. Landrin, président du Conseil général de la Seine; J.-B. Lavaud, employé d'Etat; Jean Longuet, journaliste; Jean Martin, comptable; Etienne Pedron, secrétaire de mairie; L. Revelin, ex-professeur; Lucien Roland, typographe; Albert Thomas, journaliste, fils à papa; René Viviani, avocat, ancien député; Lucien Voilin, mécanicien; Albert Wilm, avocat.

Deux ouvriers manuels — dont un n'exerce plus — c'est peu et l'on se demande ce que vient faire le mot « ouvrière » dans cette Internationale de « candidats ».

P. D.

❖ ❖

MOUVEMENT OUVRIER

Les fumisteries du syndicalisme gouvernemento-réformiste continuent. C'est d'une part, Keufer, délégué en compagnie de M. Millerand et d'autres seigneurs de moindre importance pour représenter le gouvernement à la conférence internationale de Berne pour la « protection légale des travailleurs ». Il va être question là-bas, entre autres choses de « l'interdiction du travail de nuit pour les femmes ». Ces messieurs savent très bien que l'on n'interdira pas le « travail de nuit »; que l'interdirait-on, les capitalistes trouveraient le moyen de faire travailler quand même la nuit — par exemple, en remplaçant le travail collectif à l'atelier par le travail individuel à domicile, encore plus ingrat et moins rémunéré — mais il faut sauver les apparences et faire croire au populo que l'on fait quelque chose pour lui ». Il est seulement regrettable que d'anciens ouvriers comme Keufer se prêtent à ces combinaisons destinées à tromper les malheureux qui continuent à se faire exploiter.

J'ai eu souvent l'occasion, dans cet ordre d'idées, de parler de la loi qui interdit aux patrons de faire travailler les femmes plus de 10 heures par jour. Or, les employeurs se sont remués et ils ont obtenu ce qui s'appelle *les dérogations*. De ce fait, chacun d'eux a droit à *120 jours de dérogations* par an, ce qui, ajouté aux jours de fêtes et dimanches, fait que pendant les 2/3 de l'année environ la loi n'est pas applicable.

Mais la loi existe et nos excellents démocrates peuvent parler de leur « sollicitude pour la classe ouvrière.

Keufer et M. Millerand reviendront sans doute de Berne avec un excellent projet, très « paix sociale » mais les travailleurs n'en seront par la suite ni plus ni moins durement exploités.

Car il ne peut en être autrement tant que durera le régime capitaliste. Mais Keufer aura fait un excellent voyage.

A nos frais, bien entendu.

❖ ❖

Les manifestations qui ont eu lieu le 1er mai dans certaines villes ont provoqué une agitation qui n'est pas encore calmée. A Roanne et à Saint-Etienne, certains industriels qui ont vu leurs bagnes abandonnés menacent d'attaquer la ville en dommages et intérêts.

A Toulon, un conflit s'est élevé à ce propos entre les autorités civiles et militaires — des officiers ayant été quelque peu houspillés — et la municipalité socialiste!!! Celle-ci, bien entendu, blâme les « excès regrettables » des manifestants, et a même réussi à les faire désavouer par quelques fonctionnaires de la Bourse du Travail qui craignent pour la subvention.

Une demi-douzaine d'arrestations ont eu lieu, dont celle de notre camarade Cosmao, qui portait un drapeau noir. On essaie naturellement de faire retomber sur lui toutes les responsabilités.

A Lorient, l'amiral Melchior proteste, peste, fait du tapage parce que notre camarade, Delalé lui aurait dit quelques vérités. C'est à qui, parmi les autorités civiles, fera des excuses au galonnard maritime.

❖ ❖

Les ouvriers coiffeurs poursuivent un peu partout une assez vive agitation pour obtenir un jour de repos hebdomadaire. Dans certains quartiers de Paris, ils font appel à la clientèle en lui demandant de ne plus aller se faire servir le dimanche, par exemple, à partir d'une certaine heure. Cette collaboration du public peut être très efficace, et elle le sera sûrement si celui-ci veut seconder l'effort des ouvriers coiffeurs, beaucoup plus que toutes les lois possibles et imaginables sur « le repos hebdomadaire ». A Puteaux, j'ai rencontré de petites étiquettes ainsi conçues : « Si vous allez vous faire raser le dimanche après quatre heures, vous serez écorchés. »

Avis aux intéressés.

A Marseille, les coiffeurs ont présenté à leurs patrons tout un cahier de revendications relatif aux salaires. Ils réclament également un jour de repos par semaine. Dimanche dernier une manifestation a eu lieu en ville, tous les patrons coiffeurs ont été obligés de fermer leur boutique à partir de 5 heures du soir..

❖ ❖

A Limoges l'agitation gréviste n'est pas encore calmée. A la couperie de poils Beaulieu où ouvriers et ouvrières sont en grève depuis plus de deux mois, les grévistes font le siège de l'usine; le portail a été barricadé et ils montent la garde pour empêcher le directeur et sa famille de communiquer avec l'extérieur. Une tente a été dressée en face de l'usine et jour et nuit les grévistes y montent la garde. Les fournisseurs, qui se présentent sont invités à rebrousser chemin.

Les grévistes se sont opposés, malgré les autorités, à laisser sortir un camion de l'usine et pour éviter une collision le commissaire de police a dû plier devant la volonté des grévistes.

Le patron ne peut sortir en ville qu'accompagné du commissaire de police et encore cela ne le préserve pas des injures et des quolibets de la foule. La situation, comme on le voit, est très tendue, et l'entêtement dont fait montre l'exploiteur Beaulieu fait craindre les pires conflits.

La grève des ouvriers carriers et épinceurs de pavés continue également. Si une solution n'intervient pas à bref délai, tous les chantiers de construction devront abandonner le travail. En ville, les grévistes ont renversé les tombereaux sur plusieurs points.

Enfin, de Limoges on annonce que quarante fusils, enlevés dans les armureries le 15 avril dernier par les émeutiers lors de la grève des porcelainiers, viennent d'être remis au parquet par l'intermédiaire de la mairie socialiste.

Cela était pour le moins inutile.

A Héricourt, 750 ouvriers continuent à chômer depuis deux mois, le patron-maire, radical-socialiste, se refusant à reprendre les membres du bureau du syndicat qu'il ne veut pas reconnaître.

Les grévistes sont d'un calme trop plat pourrait-on dire, ce qui n'empêche pas l'usine d'être gardée militairement.

L'endormeur Briat qui avait été à Héricourt, non pour engager les grévistes à la résistance, mais dans le but « d'arranger » le conflit, est revenu bredouille.

Les grévistes sont très montés et la situation pourrait bien changer, les ouvriers d'autres usines étant sur le point de quitter le travail.

A Saint-Bel, centre de l'exploitation des pyrites cuivreux de la Compagnie de Saint-Gobain, les mineurs qui ont fait l'automne dernier une grève de plus de trois mois ont suspendu à nouveau le travail.

Les grévistes se plaignent de passe-droits faits au profit des jaunes à qui la Compagnie réserve ses meilleurs chantiers d'extraction.

Les esprits sont très montés, tous les fils télégraphiques aboutissant à Saint-Bel ont été coupés, on a fait sauter à l'aide de dynamite la chaîne sans fin qui, du carreau de la mine à Saint-Pierre-la-Palud, descend par un plan incliné jusqu'à la gare de Bel les wagons de pyrites extraites.

La troupe est sur les lieux, ainsi que de nombreux gendarmes.

La Compagnie, pour intimider les grévistes menace de suspendre l'exploitation.

A la dernière heure, elle vient de faire des concessions.

A Toulon, grève des ouvriers jardiniers. Ils réclament la journée de huit heures au prix de 3 fr. 50 du 1er octobre au 31 mars et la journée de dix heures au prix de 4 fr. du 1er avril au 30 septembre.

A Albi, les maçons réclament une augmentation de salaires.

La grève des mouleurs-fondeurs de Paris est terminée.

P. Delesalle.

❖ ❖

Nantes. — La grève des boulangers suivait son cours sans incident quand, jeudi soir, les grévistes apprirent qu'une centaine d'entre eux les abandonnaient et reprenaient le soir même le travail. Enervés déjà par le maintien de la troupe chez les patrons, ils se rendirent, au nombre d'une cinquantaine sur la route de Rennes et lancèrent des pierres contre la boulangerie Joyeux; des carreaux furent brisés et le patron légèrement atteint.

Descendant la route, ils attaquèrent la boulangerie Lefeuvre, place Saint-Félix; la devanture fut complètement défoncée. Enfin, rue Amiral-Courbet, tous les carreaux de la boulangerie Pouvreau furent brisés.

Tout cela se passa si vite que la police ne put arrêter personne. Mais le lendemain, de nombreuses arrestations furent opérées.

Les gendarmes et les agents sont revenus, et jour et nuit, des patrouilles parcourent la ville.

On signale encore quelques rixes entre grévistes et non grévistes et quelques carreaux cassés dans les boulangeries. Le conflit en est là.

On se rappelle la grève qui a eu lieu, il y a quelques semaines, chez les manufacturières de tabac. Il y a quelques jours, un autre conflit a éclaté. Les paqueteuses de scaferlati, au nombre de cent, et les balayeuses, au nombre d'une douzaine, décidèrent de cesser le travail : elles demandaient une augmentation de salaire. Tous devaient décréter la grève générale si elles n'obtenaient rien. Les pouvoirs publics ont pris peur et elles ont été augmentées.

Les Inscrits maritimes déclarent qu'ils ne cesseront la grève que lorsqu'ils seront sûrs que l'exploiteur Bouvron ne pourra plus leur nuire.

F. Cas.

❖ ❖

BELGIQUE

Dans les charbonnages. — On se rappelle que dans une précédente correspondance (numéro du 15 avril), le camarade Th. Gh. de Cornière, nous informait du mouvement de grève en travaillant, qui aurait eu lieu dans plusieurs charbonnages du bassin de Charleroi. La semaine suivante, un autre de nos correspondants Ar., M., contestait en partie cette information. D'après lui, les mineurs du puits Saint-Hippolyte, à Courcelles, *seuls* et un seul jour, le 7 avril, auraient *essayé* de faire du *farniente*. Le camarade Gh. Théophile affirme à nouveau que ce mouvement de grève en travaillant a eu lieu à Forchier-la-Marche, puits nos 8, 10 et 17, et a duré quinze jours pendant lesquels les salaires ont varié de 1 fr. 40 à 2 francs.

Comme il nous est impossible de contrôler de quel côté se trouve la plus grande part d'exactitude, nous prions nos correspondants de clore, au moins dans le journal, leur différend. Aussi bien le fait en question, s'il s'est produit, n'a pas dû avoir une grande importance, pour qu'il puisse être ainsi contesté.

C. A.

RUSSIE

Nicolas le Dernier, qui a déjà inscrit en lettres rouges son nom dans l'Histoire, ne méritera pas moins d'elle pour la tenacité avec laquelle il s'applique à étayer le trône des Romanoff — que Dieu lui-même a confié à sa sauvegarde — trône bien vermoulu aujourd'hui et qui menace à chaque instant de s'écrouler. Avec persévérance, Nicolas fait usage de tous les moyens recommandés en pareil cas par la civilisation moderne — charges de police et de gendarmes, fusillade dans les rues et même dans les maisons (à Varsovie, une femme a été tuée à sa fenêtre par un soldat), incarcération en masse dans les prisons, exil, enfin, en guise de remède calmant, force promesses faisant miroiter devant les yeux de ses sujets récalcitrants la convocation prochaine de l'Assemblée nationale. Mais rien n'y fait...

Las des promesses platoniques, le peuple russe entend ne plus accepter, sans riposter à sa manière, les coups de knout et les balles que le tsar lui fait généreusement distribuer.

Aujourd'hui le pieux souverain ordonne à sa police de recruter, parmi les gens sans aveu, — les khoulighanes, comme on dit en Russie, — des bandes chargées d'assommer dans les rues et au besoin à domicile les *intellectuels*. Chacun de ces braves au service de l'autocratie touche à peu près 4 francs par jour. D'après les lettres reçues de Saint-Pétersbourg, on citait, ces jours-ci, dans cette ville, les maisons qui avaient été désignées à la fureur des khoulighanes. On citait également les noms de ceux qui devaient encourir la vengeance gouvernementale. Parmi ceux-ci, l'avoué Wanover avait reçu des lettres de menaces l'avertissant que « l'on saurait bien avoir raison des intellectuels se livrant à la propagande ».

La nouvelle de l'entrée en scène des *khoulighanes* est corroborée par les lettres qui arrivent de province. Là-bas, la police a déclaré qu'elle payerait à tous ceux qui lui désigneraient les personnes ayant tenu des propos malveillants à l'adresse du gouvernement, *cinq à dix roubles par tête*.

En commentant le manifeste que le tsar a lancé le premier jour de la Pâque russe, et dans lequel il a proclamé la liberté de conscience, certaines feuilles ont vu dans cet acte le commencement d'une ère de réformes. Les dissidents, vieux croyants, obtiennent le droit de prier dans leurs chapelles, fermées par l'arbitraire du gouvernement, qui ne cessait de les persécuter, pour la raison qu'ils restaient fidèles à l'ancien enseignement de la religion orthodoxe en Russie et ne voulaient pas accepter les innovations et le nouveau texte des livres saints officiellement adoptés dans la deuxième moitié du dix-septième siècle. Or, la liberté de conscience avait été proclamée en Russie par une loi de Catherine II et, depuis, inscrite dans le Code. Elle avait été la conséquence du projet, conçu par l'impératrice, de coloniser les vastes provinces, alors désertes, dans le Sud. Dans ce but, elle fit appel aux anabaptistes persécutés en Allemagne pour leurs idées religieuses et auxquels elle se vit obligée de garantir la liberté de culte.

Le récent manifeste est donc plutôt une promesse de mettre fin à l'infraction de cette loi impunément violée en Russie pendant près d'un siècle.

Il cache surtout une habile et cynique mesure financière. Par cette nouvelle consécration de la liberté de conscience, l'autocratie a trouvé le moyen de faire entrer dans la caisse vide du Trésor quelques millions de roubles qu'il n'a pu trouver chez les financiers étrangers et que de fanatiques religieux lui verseront dans un stupide élan de reconnaissance.

M. S.

ROUMANIE

La disette en Roumanie. — La dernière récolte a été désastreuse. Pour arriver à préparer leurs gaudes (galettes de maïs), des paysans ont été réduits à ajouter de la terre glaise à la farine. Le découragement et l'abêtissement sont à leur comble.

En temps normal, la situation économique des laboureurs est tellement précaire, qu'il a suffi d'une seule année de disette pour que la famine soit générale et impitoyable. Cependant le peu que les propriétaires, grands et moyens, ont récolté, suffirait à satisfaire les besoins des six millions d'habitants qui peuplent la Roumanie. Mais les détenteurs des denrées ont essayé de faire un trust et de spéculer sur la misère. Leur plan infernal a été déjoué, et on a réussi à se procurer dans la République Argentine du maïs qui sera distribué aux plus besogneux.

L'aliment quasi-exclusif du peuple est en effet la mamaliga, bouillie de farine de maïs analogue aux gaudes de la Franche-Comté et à la polenta des Italiens.

Mais comme le bétail périssait aussi d'inanition, l'Etat a dû acheter du fourrage en Russie, tandis qu'il a dû vendre aux paysans plus de 700 hectares de forêts de saules, pour suppléer tant bien que mal à la nourriture habituelle des animaux.

Vingt millions avaient été votés par la Chambre des députés, pour l'achat de céréales et de fourrages. Les concussions et exactions de toutes sortes auxquelles les fripons de l'administration se sont livrés dans la distribution des vivres aux populations éprouvées, ont été à ce point odieuses, qu'un journal monarchiste de Bucharest déclarait que « c'était invraisemblable à force d'être monstrueux ».

Ajoutons que souvent le maïs, étant avarié, causait la pellagre et des dyspepsies.

Enfin, les forêts de l'Etat ne sont pas vendues directement aux paysans, mais à des intermédiaires favoris.

Afin d'amadouer les paysans, les politiciens conservateurs et libéraux leur ont fait toutes sortes de promesses qui ne seront pas tenues. Des troubles sont à redouter pour le printemps. Une agitation vague, qu'on a déjà signalée, en est l'indice précurseur. Aussi les paysans sont-ils avertis « que les ingénieux imposteurs qui leur ont promis de la terre, ne se gêneront pas pour leur envoyer des balles, si jamais ils sortent de la légalité et touchent aux propriétés d'autrui ».

Nell d'Abby.

(*L'Européen*, 8 avril.)

ÉTATS-UNIS

L'impuissance des lois. — *Saint-Louis, 5 avril.* — Un fait qui montre combien les lois sont impuissantes, quand elles sont en désaccord avec les mœurs.

Les nouveaux gouvernants entrés ici en fonction ont voulu faire respecter la *loi du dimanche*. Cette loi ordonne la fermeture de tous les marchands de boisson. Mais les cabaretiers protestent. Au lieu de s'unir, comme autrefois, pour payer les amendes de ceux qui sont pris en faute, ils s'unissent pour fermer leurs maisons le plus strictement possible, et ils mènent campagne pour que le chômage soit général. Plus de journaux, plus de tramways, plus de barbiers, plus de victuailles, etc...

Toutes les petites villes suivent le mouvement commencé à Saint-Louis et à Kansas-City. Partout on lit des pancartes avec ces mots : « Ne me blâmez pas. Fermé le dimanche. C'est la loi. »

Les cabaretiers veulent faire abroger cette loi, et ils semblent décidés à aller jusqu'au bout.

A quoi sert-elle d'ailleurs? On vend plus de wisky, en petites bouteilles de poche, le samedi soir, qu'auparavant pendant tout un mois.

A. L.

Il se passe en ce moment, en Géorgie, un mouvement de paysans très important. Notre ami Tcherkesoff, qui est du pays, nous en a promis une relation que nous donnerons dans un prochain numéro.

VARIÉTÉ

L' A B C de l'Astronomie [1]

(Suite)

Etoiles variables et temporaires.

On peut, comme le fait Pickering, diviser les étoiles variables et temporaires en cinq classes et établir les distinctions suivantes :

1° Etoiles dont la lumière ne reste constante que pendant quelques heures, pour devenir ensuite plus ou moins claires;

2° Etoiles dont l'intensité lumineuse subit un changement régulier et périodique;

3° Etoiles dont la lumière varie d'une façon insignifiante et sans périodes ;

4° Etoiles qui varient irrégulièrement après une longue période d'intensité lumineuse;

5° Etoiles « nouvelles » qui n'ont été vues qu'une fois.

Mais ces classifications nous semblent un peu arbitraires, car tous les changements observés dans l'intensité lumineuse des étoiles variables peuvent être ramenés à deux causes principales :

1° A l'interposition temporaire de corps obscurs entre ces astres et nous, et

2° A une modification dans l'état physico-chimique de leur photosphère.

Les étoiles à variabilité très régulière et périodique appartiennent à la première catégorie, celles — dont la variabilité est irrégulière, intermittente et dont les phases présentent bien aussi, en certains cas, des retours périodiques, mais affectés le plus souvent d'oscillations considérables, à la seconde.

Nous savons que notre Soleil est affecté de semblables variations à plus ou moins longues périodes de 11, 55 et 165 années et qu'il passe par des alternatives d'activité et de repos qui se manifestent par l'abondance ou l'absence de taches. Des changements analogues et plus intenses ont lieu, sans doute, au sein des étoiles à variabilité périodique affectée d'oscillations. A mesure que de telles perturbations deviennent plus irrégulières, plus saccadées, séparées de plus en plus par de très longs intervalles de temps, ils sont les précurseurs de l'extinction définitive de l'étoile. La différence, par conséquent, n'est que quantitative et non qualificative entre les étoiles variables à périodes irrégulières et les étoiles temporaires ou nouvelles.

Les deux étoiles qui représentent le mieux ces deux grandes classifications des astres variables, en optique et en physique, sont *Algol* dans *Persée* et *Mira Ceti de la Baleine*.

Montanari a le premier, en 1667, découvert la variabilité d'Algol, dont la période est de 2 jours 20 h. 43 m. 53 s. 8. La lumière de cette étoile, qui varie de la 2,2 à la 3,7 grandeur, a été examinée aussi bien à l'époque de son maximum que de son minimum d'éclat et a toujours montré le même type, celui de Sirius et de Véga. Cela indique que ses variations ne sont pas dues à un changement réel dans la photosphère de l'astre, mais aux éclipses d'un corps opaque faisant sa révolution autour de lui en 2 jours 20 h. 48 m. 53 s. 8 dans un plan qui passe par la Terre. Il en résulte de là que la composante d'Algol doit être une grande planète qui le contourne avec une extrême rapidité.

Voici les mesures de ce curieux système binaire, qui viennent d'être faites à l'observatoire de Lick :

Diamètre d'Algol, 1.700.000 kilomètres.

Diamètre du compagnon, 1.300.000 kilomètres.

Distance des centres, 5.180.000 kilomètres.

Distance des surfaces, 3.680.000 kilomètres.

Rapidité d'Algol, 42 kilomètres à la seconde.

Rapidité du compagnon, 89 kilomètres à la seconde.

Mouvement propre de l'étoile double, 4 kilomètres à la seconde.

Mira de la Baleine, connue depuis 1596, est, par contre, un soleil du type III, dont les variations de la lumière sont dues à des mouvements photosphériques, analogues, mais seulement bien plus considérables que ceux que nous constatons dans notre Soleil. Cette étoile est à son maximum d'éclat de 1re à 2e grandeur. Après avoir atteint et conservé pendant une dizaine de jours son maximum d'éclat, sa lumière décroît ensuite pendant soixante-dix jours jusqu'à devenir complètement invisible à

(1) Voir les précédents numéros des *Temps Nouveaux*.

l'œil nu et même pour les instruments de moyenne puissance. Mira reste dans cet état pendant sept mois après lesquels elle reparait pour croître d'une manière continue pendant quarante jours jusqu'à ce qu'elle ait réatteint son maximum d'intensité. Sa période entière est de 333 jours.

L'étoile υ *Céphée*, varie entre la 7,3 et 9,2 grandeur dans une période de 2 jours et demi.

La période de l'étoile υ d'*Ophiucus*, qui varie de 6 à 6,8, est la plus courte que nous connaissons. Elle n'est que de 20 heures sur lesquelles elle reste invariable pendant 15.

La période de ζ *Cancer* est de 9 jours et demi.

L'étoile double δ *Céphée* varie de la 3,7 à 4,9 grandeur dans une période constante de 5 jours 8 heures 47 m.

La masse de cette étoile ne serait que trois fois celle de la planète Jupiter. Sa lumière augmente pendant 15 heures et diminue pendant 3 jours et 18 heures. Ce phénomène étrange ne peut s'expliquer que par la déviation de la lumière occasionnée par le flux et le reflux que les composantes très rapprochées de ce soleil double doivent produire dans leurs atmosphères respectives.

La période de la variable β de la Lyre, étoile double, a deux maxima et deux minima et est de 12 jours 22 heures. Son maximum d'éclat est de 3,4.

L'étoile rouge α *Cassiopée* varie entre 2,2 et 2,8.

Bételgeuse varie, sans période, de la 1re à 1,4 grandeur.

On connaît plus de cent trente étoiles, parmi lesquelles Mira, qui varient dans des périodes de deux mois à plusieurs années. En moyenne, la période de ces étoiles est de soixante-cinq à trois cents jours et leur couleur est presque toujours rouge, ce qui indiquerait que leur variabilité est due à des causes physiques, à des éruptions d'une photosphère en voie de refroidissement.

Plus irrégulière dans ses périodes de variations que les astres dont nous venons de parler et conséquemment plus voisine, dans son stade d'évolution, des étoiles dites nouvelles, est la très curieuse η du *Navire*.

Vers la fin du dix-septième siècle, η du Navire qui est située au milieu d'une nébuleuse, n'était qu'une étoile de 4e grandeur ; mais moins d'un siècle après, en 1751, elle atteignait la 2e. Soixante ans plus tard, elle était redescendue à sa première intensité pour croître de nouveau jusqu'à l'année 1826. Depuis cette époque, elle a passé par les phases les plus étonnantes. De 1837 à 1854 elle était de première grandeur, en 1856 elle commence à décroître et descend, en 1859, jusqu'aux étoiles de la 3e grandeur, en 1862 à celles de 4e, en 1864 à celles de 5e, en 1867 à celles de 6e, pour disparaître ensuite à l'œil nu et tomber à la 9e grandeur. De 1886 à 1889 elle était de la 7e grandeur. Depuis l'éclat de ce soleil retombé de nouveau. Sa grandeur est de 7 1/2.

De ce fait, plus que probable, que les planètes éventuelles qui gravitent autour d'Eta du Navire se ressentent terriblement des quasi-extinctions de leur soleil, plusieurs astronomes ont cru pouvoir conclure que la ou les périodes glaciaires traversées par notre Terre ont pu être produites par des perturbations analogues de l'étoile, qui nous sert d'astre du jour. Nous mentionnons simplement cette hypothèse, très invraisemblable, sans la discuter, en nous contentant de renvoyer les amateurs de ce genre de sport astronomique à celles qui attribuent la ou les périodes glaciaires, soit au passage de notre monde solaire à travers des points plus froids de l'espace, soit aux perturbations qu'auraient provoquées la ou les chutes successives de minuscules lunes, de la taille des satellites de Mars, sur notre planète. Cette dernière hypothèse n'entraînerait pas nécessairement la destruction totale de notre habitat terrestre et expliquerait — oh, trop vaguement ! — comme quoi avant la catastrophe, grâce à la position perpendiculaire de l'axe de rotation terrestre, la Sibérie a pu être peuplée de mammouths et couverte de palmiers.

De toutes les étoiles qui ont changé d'éclat, la plus mémorable est la *Pèlerine*, qui parut le 11 novembre 1572 dans Cassiopée, y brilla quelques jours d'une lumière incomparablement plus vive que celle de Vénus, et disparut après être restée visible pendant dix-sept mois. Cette étoile n'avait jamais été vue auparavant et elle ne s'est plus montrée depuis cette époque. D'après ce que nous savons de la nature des astres, il n'y aurait rien d'étonnant à ce que l'explosion formidable qui s'est produite dans le sein de la Pèlerine et que les habitants de notre planète ont enregistrée en 1572, fût son décès en tant que soleil et qu'elle soit allée depuis rejoindre les myriades de soleils noirs et obscurs qui peuplent l'univers.

Depuis deux mille ans on a enregistré l'apparition de vingt-sept étoiles nouvelles en dehors de la Pèlerine.

D'après les annales chinoises, qui sont très exactes, une étoile nouvelle se serait fait voir en l'an 134 avant Jésus-Christ entre β et ζ Scorpion, puis d'autres en 123, 173, 386, 393, 1011, 1203 et 1230 après Jésus-Christ.

De la *Nova* de 173 qui parut entre α et β du Centaure le *Ma-tuan-lin* dit :

« L'étoile disparut dans huit mois après avoir montré les cinq couleurs. »

Par les cinq couleurs les Chinois désignent le blanc, le bleu, le jaune, le rouge et le noir.

Parmi les principales étoiles nouvelles qui se sont montrées depuis trois-cents ans, il faut d'abord citer celle que Képler et Galilée ont observée, en 1604, dans le Serpentaire. Puis celle qui s'est rallumée et éteinte plusieurs fois, en 1670, dans la constellation du Renard et, de notre siècle, les nouvelles de 1866 dans la Couronne Boréale, de 1885 dans la nébuleuse d'Andromède, de 1892, 1898 et finalement celle qui fit son apparition dans Persée, le 21 février 1901.

(*A suivre.*) F. Stackelberg.

Notre prochain supplément sera consacré à **La Religion**.

Correspondances et Communications

-•- Saint-Denis. — Après une courte causerie du camarade Miguel Almereyda, une section de l'A. I. A. a été constituée à Saint-Denis.

Les antimilitaristes qui désireraient se joindre à nous sont priés de se mettre en relation avec le camarade Denmat Théophile, 10, rue des Poissonniers, Saint-Denis.

-•- Roubaix. — Le groupe rappelle aux camarades qu'il a en vente *La peste religieuse* à 2 fr. le cent. *L'homme a-t-il une âme ?* à 1 fr. 50, port en plus.

Pour 300 brochures franco, adresser les demandes à Prudent Potteau, 8, rue du Pile.

-•- Roubaix, le 8 mai 1905. — **A. I. A.** — La Section roubaisienne de l'A. I. A. a pris l'initiative de réunir en un Congrès toutes les sections de la région pour l'étude des questions posées à l'ordre du jour du prochain Congrès national de la branche française de l'A. I. A. qui aura lieu à la Pentecôte ou au 14 juillet, à Saint-Etienne ; ainsi que rechercher les meilleurs moyens de propagande inhérents à notre région. Ce Congrès aura lieu à Roubaix au Palais du Travail, 8, rue du Pile, siège de la Section de l'A. I. A. le 11 juin 1905. Que cet avis serve d'invitation aux sections de l'A. I. A. de la région du Nord qui n'en auraient pas eu connaissance. Les Sections désirant prendre part au Congrès ou qui voudraient faire paraître des questions à l'ordre du jour doivent en informer le secrétaire de la Section de Roubaix pour le 3 juin, dernière date.

CONVOCATIONS

★ **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Lundi 15 mai 1905, à 9 heures du soir, salle des Commissions, 1er étage, Bourse du travail.

Causerie par le camarade Merrheim : Le mouvement syndical dans le Nord.

★ **A. I. A.** (Section du XIIIe et Ecole Libertaire). — Jeudi 18 mai, à 8 h. 1/2, 22, rue du Rendez-Vous, au fond de la cité. Causerie sur l'*Espéranto*, par Papillon.

Un cours sera ouvert le jeudi 1er juin.

★ **A. I. A.** (XIVe). — Réunion samedi 13 mai, 21, rue de la Gaîté, salle des menuisiers.

★ **L'Aube Sociale** 4, passage Davy (XVIIIe). — Mercredi 17 mai. — Kownaki : Herbert Spencer, série II ; l'Evolution ou le connaissable (suite).

Vendredi 19. — Dr Poirrier : Exode rural et tuberculose.

★ **La Coopérative Communiste du XXe**, 27, rue des Maronites (XXe arr.). — Samedi 13 mai, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir, répartition de denrées.

★ **Fondation Universitaire**, 19, rue de Belleville : Samedi 13 mai, à 9 heures du soir. — Etudes musicales : Tannhæuser (avec audition), par Masselen.

Dimanche 14, à 10 heures du matin. — Visite au musée du Luxembourg, dirigée par Valton.

Lundi 15. — Cours de violon, de solfège et de modelage.

Mardi 16. — Etudes médicales : Les hôpitaux marins, par le Dr Armand-Delille.

Mercredi 17. — Affaires étrangères : La situation politique en Angleterre, par Maurice Alfassa.

Jeudi 18. — Cours de modelage.

★ **A. I. A.** (Section du XXe). — Réunion le 15 mai, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites. — Lecture de la correspondance. — Espéranto.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer :

Mardi 16 mai. — Leclerc de Pulligny : Le droit de nos femmes (discussion).

A l'issue de la causerie, projection de vues artistiques.

Vendredi 19. — Dr Manheimer-Gomès : Les maladies de la volonté. — Les impulsions (vols dans les grands magasins, etc.).

Avant et après la causerie, audition musicale par Mlle Marthe Barthélemy.

★ Nogent-le Perreux. — **A. I. A.** (Section de). — Mardi 16 mai, à 8 h 1/2, salle Mangin, 12, avenue Ledru-Rollin (pont de Mulhouse), cours d'*Espéranto*, par Papillon.

★ Gargan-Livry. — **A. I. A.** — Réunion le dimanche 14 mai, à 3 heures, au siège de la section.

★ Lille. — Les camarades se réunissent tous les samedis à 8 h. 1/2, chez Bernard-Leroux, 32, rue de Roubaix.

Samedi prochain causerie par un copain.

★ **Section de l'A. I. A.** — Réunion tous les 1er et 3e lundi du mois.

Lundi prochain, discussions et questions très importantes. Résolutions à prendre.

★ Marseille. — **A. I. A.** (Section Saint-Louis-Marseille). — Réunion de ceux qui désirent assister à la ballade qui aura lieu dimanche 14 mai, au café Alquier, à 7 h. 1/2 du matin, où se fera le départ pour Saint-Antoine.

Le camarade Cressard se tiendra tous les soirs de 6 heures à 8 heures au café Alquier pour recevoir les nouveaux adhérents.

★ Bordeaux. — **Le groupe anarchiste antimilitariste** venant d'être reconstitué, les adhérents invitent tous les camarades que la propagande intéresse, à venir tous les dimanches à 2 heures, 4, rue Barreyre.

Causerie par un camarade.

★ Perpignan. — **A. I. A. des Travailleurs** (Section de Perpignan). — Tous les samedis, à 8 heures du soir, réunion de la section perpignanaise de l'A. I. A. des Travailleurs au salon réservé du Bar des Variétés.

Ordre du jour : Congrès national de Saint-Etienne ; Congrès régional, entente avec les sections voisines.

Une causerie sera faite par un camarade sur « l'Armée en face du peuple à Limoges ».

Nota. — Le camarade Vassail, secrétaire, prie les sections de l'Hérault, de l'Aude et des régions voisines de lui adresser, après réunion des sections respectives, le compte rendu de leur délibération au sujet de l'entente pour un Congrès ré-

gional qui pourrait se tenir à Béziers ou à Narbonne.

Adresser les correspondances à Michel Vassail, secrétaire de la section de l'Internationale des Travailleurs, kiosque du Pont-du-Castillet.

★ **Groupe libertaire « Germinal ».** — Tous le dimanches, à 8 h. 1/2 du soir, réunion du groupe au salon réservé du Bar des Variétés.

Causerie par un camarade sur le Communisme expérimental.

★ LIMOGES. — **Groupe et Bibliothèque anarchiste.** — Dimanche 14 mai 1905, réunion des camarades chez Louis Guitard, 18, rue Chinchauvau.

Entente pour l'organisation du journal; questions diverses.

★ MÉRICOURT, HARNES, HÉNIN-LIÉTARD, BILLY-MONTIGNY, FOUQUIÈRES-LENS. — Réunion le dimanche 14 mai, à 5 heures du soir, chez A. Manina, route de Lens, à Méricourt-Corons.

Causerie par Broutchoux.

Le dessin du prochain supplément sera signé GRANDJOUAN.

Boîte aux Ordures

L'article :

La Discipline dans l'armée, anonyme.

(*Le Matin*, 7 mai.)

UN MOYEN DE RÉCLAME

Presque tous nos lecteurs sont des clients sérieux pour libraires. Ils peuvent, s'ils insistent, obtenir que le libraire où ils se servent, affiche, en bonne place, le dessin qui se trouve à l'intérieur du journal.

Le pliage est combiné pour que le dessin se voie en ouvrant le journal.

Il faut suppléer au manque de publicité.

J. GRAVE.

Propagande Antimilitariste

Afin de contribuer à la propagande antimilitariste, nous mettons en vente : *Guerre-Militarisme*, *Patriotisme-Colonisation* (édition de propagande) et *Le Livre d'Or des officiers*, que l'auteur veut bien y joindre, au prix de 3 francs les trois volumes pris dans nos bureaux (3 fr. 60, colis en gare) au lieu de 9 francs; 4 fr. 10 pour l'extérieur servi par colis postaux.

Ce sont des volumes de documentation qui devraient être dans toutes les bibliothèques. Nous demandons aux camarades de faire tous leurs efforts pour les faire pénétrer dans les bibliothèques des groupements dont ils font partie.

EN VENTE

Nous venons de faire réimprimer Patrie, Guerre, et Caserne, *de Ch. Albert, couverture d'Agard, et* Machinisme *de Grave, couverture de Luce.*

Nous avons également fait un premier tirage de : Entretien d'un philosophe avec la Maréchale de..., — *par Diderot, couverture de Grandjouan.*

Cette dernière est une fine critique de la morale révélée, et, par ces temps d'anticléricalisme à la mangeur de prêtres, une très bonne brochure à répandre pour aider aux esprits à comprendre que c'est surtout à la cause qu'il faut s'attaquer, si on veut voir disparaître les effets.

Prix : 7 francs le cent, 7 fr. 60 par colis en gare; 8 fr. 10 pour l'extérieur, desservi par colis postaux.

EN VENTE

Une série de 6 cartes postales d'après des eaux-fortes de Rysselberghe, représentant des vues marines de Hollande et d'Italie.

La série : **60** cent. franco.

AVIS

La place commençant à nous manquer, nous sommes forcés de nous débarrasser des numéros de réassortiment des quatre premières années. Ceux de nos lecteurs qui tiennent à compléter leurs collections feront donc bien de se presser.

Dans quinze jours, il ne sera plus fourni aux demandes.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Éducation libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier	» 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant	» 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault	» 15
L'Anarchie et l'Église, Reclus et Guyon, couv. de Daumont	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac	» 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy	» 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard	» 15
L'Anarchie, par Malatesta	» 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck	» 15
Les Syndicats et la Révolution, de L. Niel	» 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
Au Café, par Malatesta	» 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
L'Anarchie, par Girard	» 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin	» 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannet	» 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi	» 15
La Mano-Negra et l'opinion française, couv. de Ténault	» 10
La Mano-Negra, 8 dessins de Hermann Paul	» 40
Documents socialistes, Dal.	» 40
Chansonnier révolutionnaire	» 35
Militarisme, Fischer	» 35
Le Rôle de la femme, Fischer	» 35
Entretien d'un Philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couverture de Grandjouan	» 15
La Guerre, Mirbeau	» 35
Un Procès en Russie, Tolstoï	» 35

COLLECTIONS DE DESSINS

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — (Il n'en reste plus qu'un nombre très restreint d'exemplaires, vendus 3 fr.) — **Les Errants**, par Rysselberghe (celle-ci complètement épuisée). — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails**, par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40**; édition d'amateur : **3 fr. 50.**

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

En dehors de cette série, nous en avons une de Willette, d'après le vers connu de Racine :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture...

Prix : 1 fr. 40, franco, 2 fr. 15 et 5 fr. 20.

Nous avons aussi, à grandes marges, les illustrations de **Guerre-Militarisme**, **Patriotisme-Colonisation.** Chaque, 0 fr. 60 franco.

Nous avons fait tirer quelques bandes-affiches pour annoncer la transformation des *Temps Nouveaux*. Nous en tenons de toutes timbrées à la disposition des camarades de province qui voudraient en opposer dans leur localité.

A peine cinq ou six localités nous en ont demandé. Je réitère mon appel auprès des camarades. Il serait bon de faire connaître notre nouvelle transformation.

Petite Correspondance

P. P., Bruxelles. — Plein de bonne volonté, votre article, mais trop insuffisant. Tout cela a été dit souvent et bien mieux. — Envoyez des faits, si vous en connaissez, sans commentaires.

J. N., rue des Entrepreneurs, à Paris. — Il faut un grand savoir et beaucoup de talent pour traiter de tels sujets. Réfléchissez et étudiez la chose, puisque vous êtes *très jeune*. Appliquez-vous à des besognes de propagande plus modestes; il n'en manque pas je suis sûr, autour de vous.

O. S., qui nous à envoyé une monographie du Morvan pourrait-il la compléter par quelques détails sur le mode de fermage et sur le mouvement syndicaliste parmi les bûcherons.

E. R., à Privas. — La circulaire de l'Union de pensée féminine porte comme seule mention d'adresse celle-ci Publication de la revue l'*Educateur*, 13, rue Saint-Florentin. Paris.

B., à Bou-Cherif. — Une élection coûte de 25.000 à 100.000 fr. — Si on avait cet argent à dépenser, on peut le dépenser plus proprement qu'à faire un député.

G. B., à Lyon. — J'ai oublié d'envoyer le numéro demandé Où faut-il l'expédier. — Reçu les coupures. Merci.

T., au Boulou — La maison qui a édité la brochure du Dr Labonne « Comment on défend filles et garçons » a déménagé. Je ne sais où la trouver.

L. A., — 2 fr.

? — L'abonnement J. sera servi.

L. R., à Brest. — L'abonnement envoyé paie jusqu'à fin avril? Le précédent était terminé depuis fin janvier.

G. L., rue Charlot. — Quelques vers « Un peu de théorie » épuisées.

M., à Orléans. — Entendu, je fais le changement.

L. R., au Coteau. — 2 fr. 50, port compris. « Société au lendemain » épuisée.

C., à Vincennes. — J'ai fait la réclamation pour le kiosque de la place Saint-Gervais.

D. M. M., à Sabadell. — En effet, il y a eu erreur. C'est fin avril 1906 qui finit votre abonnement.

N. V., à San Paulo. — Remis les 25 fr. à Girard.

E. F. G., à Saint-Nazaire. — En effet, en ce moment, l'actualité nous déborde Plus tard.

Cl. A., rue Lamandé. — Vous avez oublié d'affranchir votre lettre.

B., à Genève. — Tout reçu pour les brochures, oui on vous doit.

M. C., à Paris. — Reçu. Amitiés.

Lyon. — Reçu le progrès. Merci.

Reçu pour la solidarité : De la part de Marianne 1 fr.

Reçu pour le mouvement révolutionnaire russe :

Quelques camarades d'Aubervilliers 8 fr.

Réliquat des listes précédents 227 fr. 90.

En tout 235 fr. 90, que nous avons remis à la rédaction de *La Géorgie*, pour le mouvement des paysans Georgiens.

Des camarades d'Espagne pourraient-ils nous faire parvenir quelques collections des timbres émis à l'occasion du tri-centenaire de Cervantes?

Reçu pour le journal : V. S. Rio de Janeiro, 5 fr. — H. G., Port Elisabethe, 25 fr. — Buenos-Ayres : Mme C., 8 piastres. S. G., et B., 5 piastres en tout, 33 fr. — L. B., à Saint-Louis 2 fr. — E. E., à M. Donald, 2 fr R., à Saint-Louis, 2 fr. — Ansel, 0 fr 50. — A. A., à Aix 0 fr. 40. — M. à Orléans, 2 fr. — V. à P. 0 fr. 50. — à Orléans, 0 fr. 50. — M. à Buenos-Ayres, 20 fr. — Latapie. 2 fr. — de la part d'Auguste, 2 fr.

D., à Tilh. — G. au May. — L. R., à Bou-Chériff. — Constantinople. — L. R., à Brest. — F., à Blére. — V., à Rouen. — E. B., à Genève. — E. à Pont-L'Abbé. — R., à Thizy. — C., à Tulle. — A. T., à Moulin. — C. F., au Mans. — O. K., à Genève. — E. C., à Rome. — L. B. L., — H., à Saint Junien — J. L. M., à Lorient. — A., à Grand-Croix., L. P., à Paris. — Le Plougescant. — L., à Epinal. — F. à Fouquière. — V. à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

R. à Alger. — Monographie première à passer.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie CHAPONET (JEAN CUSSAC), rue Bleue, 7, Paris.

IIe Année. — N° 3. 20 Mai 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE

Un An . . . . . . 6 »
Six Mois . . . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . . . 8 »
Six Mois . . . . . . 4 »
Trois Mois . . . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris = Ve

Voir à l'intérieur le dessin de Grandjouan

SOMMAIRE

AUX CAMARADES

Presque tous nos lecteurs sont des clients sérieux pour libraires. Ils peuvent, s'ils insistent, obtenir que le libraire où ils se servent, affiche, en bonne place, le dessin qui se trouve à l'intérieur du journal.

Le pliage est combiné pour que le dessin se voie en ouvrant le journal.

Il faut suppléer au manque de publicité.

J. Grave.

SUR LE MOT "ANARCHIE" ET L' "IDÉAL" POLITIQUE

Dans une récente « couverture » de *Pages Libres* (n° du 6 mai), Ch. Guieysse répond à un de ses lecteurs qui proteste contre l'emploi du mot *anarchie* comme synonyme de *désordre*.

Guieysse sait bien que de l'absence de gouvernement il ne faut pas déduire, *à priori*, la confusion et le désordre, puisqu'une doctrine politique, celle des anarchistes, soutient précisément, à tort ou à raison, que seule l'absence de gouvernement fera l'harmonie. Mais il ajoute :

> Comment arriver à l'anarchie qui sera liberté individuelle et harmonie? Par la lutte soutenue, disent les anarchistes d'aujourd'hui. Or, la lutte c'est forcément le désordre. Si l'ordre harmonieux est le but final, le moyen pour y atteindre, c'est le désordre. Il ne me paraît donc pas convenir beaucoup aux anarchistes de protester quand le mot anarchie a dans le langage courant le sens de désordre...

Il dit encore :

> Est-ce que les anarchistes ne sont pas des révolutionnaires et peut-il se produire un mouvement révolutionnaire sans désordre?

Les anarchistes, sans doute, la plupart du moins, sont révolutionnaires et par là fauteurs de désordres. Mais ce n'est pas ainsi, en tout cas, qu'on peut les différencier. Par là, au contraire, ils se confondent avec d'autres. C'est par ce qui sera après la révolution, après le désordre qu'on peut les définir, en d'autres termes par les moyens qu'ils croient propres à assurer l'ordre social. Ce serait donc très mal les faire connaître que de dire : « Les anarchistes sont les amis du désordre », ou encore : « Ce sont des révolutionnaires. »

Ce qui est vrai, c'est que les confusions de ce genre sont inévitables. Les mots ont un sens déterminé par un long usage, souvent très éloigné de l'étymologie, et qui ne change pas parce qu'il plaît à quelques-uns de les employer autrement. Le mot *anarchie* se trouve en réalité, aujourd'hui, avoir deux sens, l'un vulgaire, d'usage général, l'autre restreint, presque savant, d'importance toute historique.

On pourrait se servir, il est vrai, du mot *anarchisme*, d'ailleurs beaucoup plus correct pour désigner la doctrine politique des anarchistes. Encore cela n'avancerait-il pas à grand'chose, la similitude des deux mots devant ramener la même erreur.

* *

Si Guieysse, du reste, s'occupe dans son article du mot *anarchie*, c'est pour atteindre, par derrière lui, l'idéal anarchiste. Non pas en tant qu'anarchiste, mais en tant qu'idéal; autrement dit, l'idéal politique, d'une façon générale. Il est de ceux qui croient qu'il est aussi inutile de discuter sur un idéal, — c'est-à-dire sur des idées, des principes, des théories — que sur des mots.

> Il se produit, dit-il, dans certains milieux révolutionnaires, un changement des conceptions politiques qui me paraît fort intéressant.
>
> Autrefois, on donnait au but, à l'idéal, une importance extrême... Les anarchistes ont passé, eux aussi, par cette phase, alors qu'ils attachaient une influence primordiale à l'éducation et à l'enseignement de leurs idées... Peu à peu on a diminué l'importance du but final pour étudier de plus près les procédés d'action. Il s'est formé un parti révolutionnaire nouveau qui ne se définit plus par un idéal, mais par une tactique : l'action directe...

Guieysse trouve ça très bien. Moi aussi. Mais je ne crois pas qu'on puisse en tirer les déductions qu'il en tire, ni surtout que l'on puisse soutenir bien sérieusement la conception qu'il semble se faire de l'idéal d'une part, de l'action de l'autre, et des rapports qui unissent l'un à l'autre.

Il semblerait, à l'entendre, que lorsqu'on passe de l'idéal à l'action, on revienne d'une erreur. Tantôt l'un et tantôt l'autre seraient en hausse, comme par une sorte de mode. On pourrait choisir entre l'une ou l'autre méthode.

C'est là une vue des choses tout à fait superficielle, sinon tout à fait fausse. L'idéal et l'action apparaissent bien plutôt comme deux facteurs indispensables de toute évolution sociale, facteurs gardant à chaque instant une valeur propre, distincte. Si l'un prévaut parfois sur l'autre, c'est que les circonstances mêmes et non pas les individus en ont disposé ainsi.

Les anarchistes, par exemple, n'ont jamais, comme dit Guieysse, attendu leur triomphe du « triomphe de la raison ». S'ils s'en sont tenus d'abord presque uniquement à l'élaboration et à l'enseignement de leur doctrine, c'est que, nouveaux venus, ils étaient bien obligés de s'affirmer et de se faire connaître. C'est aussi que les circonstances ne comportaient alors aucune forme d'action pratique, importante, par laquelle ils puissent, comme ils le font aujourd'hui, dans l'action ouvrière, mettre, chaque jour, en menue monnaie leur idéal. Mais tout cela, on le sait, est bien changé aujourd'hui et c'est pourquoi l'attitude des anarchistes, de la plupart du moins, elle aussi a changé.

En entrant dans les syndicats, en faisant de l'action directe ouvrière, les anarchistes ne se sont pas séparés de leur idéal, mais l'ont au contraire affirmé d'une façon nouvelle. Ils ont saisi des occasions qui leur étaient offertes d'agir, dans la vie pratique, sinon en complète conformité, du moins en concordance avec cet idéal et dans le même sens.

Il est très curieux que l'on ait si mal compris, en général, ce que certains ont appelé l'évolution de l'anarchisme. Parmi les anarchistes eux-mêmes, quelques-uns, on le sait, ont cru

voir là un reniement de l'idée anarchiste et se sont violemment déclarés antisyndicalistes, pendant que des « sociologues » comme M. H. Dagan affirmaient gravement cette stupidité : L'entrée des anarchistes dans le syndicalisme, leur adhésion à l'action directe ouvrière par les réformes, ce sont leurs premiers pas vers les parlements !

Pourtant quoi de plus naturel, de plus à prévoir, de plus logique, de plus anarchiste que cette évolution ? L'action syndicaliste, la lutte de l'ouvrier, en tant qu'ouvrier et avec ses seules ressources, contre le patron ne comporte-t-elle pas cette éducation de l'initiative que les anarchistes ont toujours préconisée ? N'y a-t-il pas là un commencement d'application de la formule si anarchiste : « Fais tes affaires toi-même » ! L'action directe ne s'oppose-t-elle pas exactement à ce parlementarisme que les anarchistes ont toujours si âprement combattu comme l'antithèse vivante de leur idéal ? En réalité, l'action directe — qui peut s'appliquer en toutes choses et pas seulement dans la lutte ouvrière — a été la tactique des anarchistes depuis qu'il y a des anarchistes. Ce qui est nouveau, c'est seulement l'importance prise, récemment, par l'action directe dans le mouvement ouvrier.

Ce n'est pas assez dire d'ailleurs que les anarchistes forment, aujourd'hui, comme le dit Guieysse, « une part importante de ce nouveau parti révolutionnaire de l'action directe. En réalité, ils en sont l'âme ; c'est eux qui lui ont donné son élan. C'est grâce à eux — assez de faits et de noms le prouvent — que l'action directe a pris très vite assez d'importance pour retenir maintenant l'attention de tous les socialistes et révolutionnaires sérieux. Or, pourquoi se sont-ils donnés ainsi cœur et âme, et beaucoup plus activement que tous les autres, à cette action ouvrière ? De toute évidence, parce qu'ils n'ont pas vu là un simple moyen de lutte analogue à d'autres moyens, mais quelque chose de plus, et justement l'application, la justification d'un idéal ; parce qu'ils ont été soutenus, dans leur activité, par tout un ensemble d'idées et de principes qui manquaient aux autres ; parce qu'ils ont vu là un point de départ vers quelque chose de beaucoup plus vaste.

Voilà donc un cas où, très visiblement, l'action a augmenté d'intensité parce que ceux qui y prenaient part étaient ou avaient été fortement imbus d'un idéal très haut. Ainsi, l'exemple cité par Guieysse lui donnerait tort et aussi à cet anarchiste dont il parle et qui disait à Bourges, lors du Congrès de la *Confédération du Travail* : « La société future ça ne m'intéresse pas ; ce qui m'intéresse, c'est l'action d'aujourd'hui. » Comment s'intéresser à l'action d'aujourd'hui, c'est-à-dire, en somme, adopter une certaine façon d'agir en vue de la société de demain, si l'on ne s'intéresse pas à cette société ?

En même temps que par les circonstances notre action se détermine par l'idée du but à atteindre. Il n'est donc pas toujours vain de discuter sur la société future, sur la société idéale, sur la société de l'an 2000, comme on dit par dérision.

Si les démocrates socialistes avaient un peu plus raffiné et discuté sur « l'idéal socialiste » et s'étaient plus souvent référés à lui, au lieu de s'asseoir dessus une fois pour toutes, ils n'auraient peut-être pas abouti à cette monumentale sottise pratique, dont on voit chaque jour davantage les conséquences et qui consiste à faire une « société nouvelle » avec les déchets du parlementarisme bourgeois.

En réalité, pour être efficace, l'action doit être déjà comme une infinitésimale réalisation du but que l'on poursuit. C'est ainsi que les anarchistes l'ont toujours entendu. Je ne crois pas que ça les ait empêchés d'agir. En tout cas, c'est pour cela qu'entre tous les socialistes ils ont toujours montré ce qu'on pourrait appeler une plus haute « tenue sociale ».

CHARLES ALBERT.

Notre prochain supplément sera consacré à la **Guerre** et au **Militarisme**.

Le prochain dessin sera signé DELANNOY.

Journal d'un Assiégé

Dans la maison dynamitée de l'ancien garde-chasse Roy, on a découvert le carnet de siège sur lequel ce vieux brave notait ses impressions au jour le jour.

Nous avons pu nous procurer quelques pages de ce journal. Nous les donnons sans y rien changer. Elles ajoutent un chapitre, et non le moins émouvant, à l'histoire des sièges célèbres, laquelle commence à Troie et finissait à Port-Arthur.

Si, demain, l'un de nos confrères s'avisait d'ouvrir une souscription pour offrir à Roy le même souvenir qu'au vaillant Stœssel, je m'inscrirais pour dix francs.

L'héroïsme ne court pas assez les villes et les villages, pour qu'on ne s'empresse pas de lui rendre hommage, le cas échéant.

Usseau, vendredi.

J'ai fichu un coup de fusil dans la figure de M. Pied, conseiller municipal, qui m'a fait, sous prétexte que je gardais mal les chasses, chasser de partout.

J'ai fichu encore des coups de fusil à quelques personnes qui venaient pour m'arrêter. Puis, je me suis barricadé chez moi, et j'ai attendu. J'attends.

Samedi.

Je suis assiégé. J'ai les honneurs de l'investissement. A soixante-dix ans, vrai, je n'y comptais plus ! Roy, mon vieux, attention !...

La France, que dis-je ! l'Europe a l'œil sur toi ! Il s'agit de démontrer à toi tout seul l'utilité des armées permanentes. On avance, pour toi, l'époque des grandes manœuvres. On mobilise un corps d'armée. Tiens-toi bien ! Tu as un devoir patriotique à remplir. Que les circonstances t'inspirent ! Le Maroc s'agite, le Japon menace, l'Allemagne louche... Tu es désigné par la Providence pour fournir à ton pays l'occasion de prouver qu'il est prêt et ne craint personne.

Dimanche.

Je me félicite d'avoir pris mes précautions. J'ai des munitions et des vivres pour deux mois. Mon service d'informations est assuré. La mère Tape-Dur, la gardeuse d'oies, me tiendra au courant des opérations militaires dirigées contre moi.

Ce matin, j'ai planté un mannequin sur le toit de la maison. Les soldats ont tiré dessus. Excellent exercice. J'entendais les commandements : A 200 mètres... commencez le feu !... Feu de salve !... Feu à volonté !... Ces-sez !...

Alors, saisi d'une noble émulation, j'ai riposté...

Lundi.

Le Parquet est sur les lieux. La préfecture aussi. Je distingue le préfet, le procureur général, le juge d'instruction, le commandant de gendarmerie. Que de légumes dans mon modeste potager ! J'éprouve une certaine fierté en pensant que tout ça pousse pour moi !... Ah ! on a beau dire : un pays qui possède une pareille organisation judiciaire et répressive, n'est pas un pays en décadence ! Tous ces gens-là peuvent être fiers d'être Français en regardant la colonne... la colonne de fumée qui s'élève de mon toit !...

Car, tandis que le Parquet délibère, je mets la poule au pot, je vaque à mes occupations ordinaires... Bref, je ne m'ennuie pas une minute.

Mardi.

La mère Tape-Dur est venue, cette nuit, causer avec moi. On va renforcer la compagnie du 32e de ligne qui m'investit. Des sapeurs ont été demandés pour ouvrir des « parallèles », des tranchées, comme à Sébastopol et à Port-Arthur. Et dire que j'aurais pu mourir sans voir ça, tranquillement, de ma fenêtre, en fumant une pipe et en buvant un coup !

Il paraît que des gens de Châtellerault disaient hier, au café : — « C'est égal, si la Bretagne avait compté quelques hommes résolus comme le père Roy... le père Combes n'aurait pas pu faire exécuter les décrets !... »

Imbéciles ! Il y a bien d'autres décrets qu'on ne pourrait pas exécuter, si je faisais école... Mais je suis seul... Combien de fois faudra-t-il leur crier que je suis seul, à tous ceux qui m'assiègent ?...

Mercredi.

On délibère toujours. Ça devient monotone. Mais la mère Tape-Dur dit que je dois me résigner, pour Dieu, pour le village, pour la patrie !...

Les débitants font des affaires d'or. La mère Tape-Dur me prie, en leur nom, de prolonger la résistance. Si je puis tenir encore une semaine, c'est pour eux la fortune. On dira : l'année du siège, comme on dit : l'année de la Comète. Je n'ai plus le droit de me rendre. Les intérêts d'une population tout entière dépendent de moi. Les grandes manœuvres font vivre l'habitant. Je me doutais bien qu'elles n'avaient pas d'autre raison ; à présent, j'en suis sûr. On s'instruit à tout âge.

Jeudi.

Le procureur général est parti pour Paris. Il va demander au ministre de la justice une batterie d'artillerie pour me réduire.

On va faire venir de Poitiers tout le 32e, avec la musique, et il est question d'appeler les réserves. Plus de deux mille personnes ont bivaqué, la nuit dernière sur la route. J'ai pu le constater moi-même, en allant, après dîner, me promener, par hygiène, à la barbe des sapeurs...

C'est curieux... Je ne m'amuse plus... J'ai 70 ans... Je commence à me faire vieux, dans toutes les acceptions du mot...

Vendredi.

Diable ! Un général est arrivé à Usseau... Le général Babin. J'avais entendu Badin, mais c'est Babin. On attend le génie et des artilleurs avec un mortier ou un 120 court, la mère Tape-Dur ne sait pas exactement. Elle est excusable. Le général Babin a prononcé un mot historique. Il a dit :

— A Lang-Son, j'en ai vu bien d'autres !

Puis, s'approchant de ma maison, il s'est écrié : — « Si vous ne capitulez pas, Roy, nous allons faire sauter votre maison. Brave vieillard, rendez-vous ! »

J'ai répondu : — Merde !

C'est un mot historique aussi, mais Cambronne l'a prononcé avant moi, et il est écrit en toutes lettres dans *les Misérables*.

Samedi.

Je devais sauter aujourd'hui, mais les cartouches de dynamite ne sont pas arrivées... Il n'est arrivé que des trains bondés de voyageurs apportant des provisions et pleins de gaieté. Ne vont-ils pas assister comme qui dirait à une exécution capitale ? Braves gens !... Ils vont chanter et boire, comme on chantait et comme on buvait de mon temps : à l'indépendance du monde !

Ma foi, allons-y également de notre petit refrain :

Allons, Babin, un peu de complaisance,
Mon lait de poule et ma ronde de nuit !...

Dimanche.

Ça y est! J'ai sauté! L'assiégeant s'est couvert d'un bouclier, d'abord, et de gloire après. Sept cents hommes armés et deux mille hommes sans armes m'ont capturé vivant... Mais je l'ai échappé belle! Tous les mastroquets du pays et leur clientèle ont failli me massacrer, parce que j'arrêtais les frais... Je suis impardonnable à leurs yeux de n'avoir pas fait durer le plaisir plus longtemps. « C'est la canaille... eh! bien, j'en suis! » Encore un refrain d'autrefois. Il est stupide! C'est la canaille, oui..., mais, décidément, je n'en suis pas... Tout me dégoûte... Je suis seul, plus que jamais seul, seul!...

Roy.

Pour copie conforme :

Lucien Descaves.

MOUVEMENT SOCIAL

Sous l'uniforme. — Nous avons raconté en son temps l'histoire du soldat Henri Heitzberg, condamné par le conseil de guerre du 12ᵉ corps à un an de prison pour refus de porter les armes. Pendant sa détention, il lacéra ses effets: trente jours de cellule. Ayant terminé ces trente jours, il refusa de sortir de la cellule pour se rendre à l'atelier. D'où nouvelle comparution au conseil de guerre pour refus d'obéissance. Devant le conseil, il a déclaré qu'il sortirait seul de sa prison, à moins qu'on ne le fasse mourir au cachot, et les juges l'ont condamné à deux années d'emprisonnement.

❖ ❖

Un partisan de l'autorité. — Le jour du vernissage, au Salon des Artistes français. Parmi les tableaux, le portrait d'un général, ancien chef du cabinet d'un ministre de la guerre. Un individu s'approche. Il est armé d'un parapluie. Il s'élance et, par deux fois, crève la toile, détériorant l'œil et le nez du militaire.

Ah! ah! C'est un anarchiste? un gaillard qui n'aime pas l'armée et que les pantalons garance font voir rouge! un énergumène qui ne respecte rien, ni les lois, ni les usages, ni la politesse, ni l'art, pas même le labeur d'une infortunée jeune fille qui attendait peut-être de son œuvre quelques leçons de dessin et la pitance?

Eh bien! non, cet insulteur d'officier, cet iconoclaste, ce violent, ce révolté contre la loi et les convenances, cet irrespectueux du travail et de la propriété d'autrui, est au contraire un patriote, un militariste, un ennemi de la licence, rédacteur dans un journal qui s'intitule avec orgueil : *L'Autorité...!!*

❖ ❖

Internationalisme à l'envers. — Le gouvernement japonais s'étant plaint que le gouvernement français ait prêté un secours occulte à la flotte de l'amiral Rodjestvensky, le *Temps* y répond officieusement et déclare entre autres choses :

« Le gouvernement français a été tout aussi soucieux de remplir ses obligations de neutralité au point de vue du ravitaillement de la flotte russe, et c'est un fait notoire que cette flotte s'est constamment ravitaillée en se faisant suivre sur tout son parcours par des navires allemands portant des charbons anglais et des approvisionnements qui provenaient surtout de l'Allemagne, la France n'ayant guère fourni que du champagne, acheté d'ailleurs par les Russes dans des ports anglais ou allemands au passage de la flotte dans la Baltique ou dans la Manche. »

Qu'est-ce que vous dites de cet internationalisme de la guerre, pratiqué par des gens pour qui le mot internationaliste est une injure, et qui consiste à ravitailler la flotte russe de charbons anglais et de champagne français par des navires allemands? Soyez sûrs que les commerçants anglais qui vendent leur charbon aux Russes pour exterminer leurs alliés japonais, sont patriotes, ennemis des sans-patrie et des internationalistes. En faisant cette bonne affaire, le patriote qui est en eux gémit, et le commerçant se frotte les mains. Les affaires sont les affaires.

R. Ch.

Nos socialistes! — L'ancien directeur du *Chambard*, maintenant usinier de *La Chair aux gens*, est, comme on sait, devenu patriote.

Voici sa lettre de démission du *Groupe socialiste parlementaire* :

« Mon cher Devèze,

« Ne m'inscris pas, je te prie, parmi les adhérents au nouveau groupe socialiste du Parlement. Cette réserve me semble le seul moyen de me dégager des théories antipatriotiques que l'on se propose, après les avoir empruntées aux anarchistes, de propager au nom du parti socialiste unifié.

« Je repousse toute solidarité avec ces doctrines qui contredisent formellement les principes fondamentaux du socialisme international, et je ne m'astreindrai pas à l'obligation fastidieuse et ridicule de les désavouer chaque fois que l'ironie du roulement me désignera pour une tournée de conférences en compagnie de ceux qui veulent nous les imposer.

« De plus, Gustave Hervé, membre de la commission administrative, chargé à ce titre du contrôle de mes votes, de mes écrits et de mes paroles, aurait vraiment trop à y reprendre puisque nous ne sommes d'accord ni sur la doctrine ni sur la tactique.

« Gérault-Richard. »

Nous nous doutions déjà que le contrôle *socialiste* gênait plutôt M. Gérault-Richard.

P. D.

❖ ❖

Dans les prisons de la République. — A la maison centrale de Nimes, un prisonnier vient de mourir dans des circonstances qui en disent long sur l'humanité du régime réservé aux détenus dans les prisons d'une République presque socialiste.

« Il a fallu tout un concours de circonstances toutes particulières, dit le *Petit Méridional*, pour que les lanières d'étoffe que le détenu avait passées autour de son cou aient entraîné un dénouement fatal. Les mains et les pieds emprisonnés dans des fers, le pauvre diable dut glisser au cours de son opération, ne put se relever et fut lentement asphyxié par la pression des lanières lui entourant la gorge. On se demande même comment Taglièti, ainsi lié par des fers, avait pu parvenir à s'entourer le cou d'une bande de toile.

« L'intention probable de la victime, qui souffrait horriblement d'avoir les quatre membres enserrés par les fers, avait été, sans doute, de parvenir à un simple commencement d'asphyxie nécessitant un transfert à l'infirmerie où il se serait un peu reposé. »

La double boucle, on le voit, ne s'emploie pas seulement à l'Ile du Diable. A quand la roue et le chevalet?

❖ ❖

Le premier mai et les socialistes. — *Lorient, 14 mai.* — Lorient possède, à l'instar de Toulon, un maire socialiste. Et le socialisme du citoyen Nail, maire de Lorient, comme celui du citoyen Escartefigue, maire de Toulon, consiste à faire des excuses... aux galonnards de marque.

Comme en beaucoup d'autres villes, il s'est tenu ici, au 1ᵉʳ mai, un grand meeting.

Le camarade Delalé, de la Confédération générale du travail, fit une conférence sur la journée de 8 heures et les moyens les plus propres à réaliser cette réforme. Incidemment, et aux applaudissements d'une partie de la population ouvrière de Lorient, l'orateur s'était élevé contre l'insupportable autocratie de l'amiral Melchior.

Trois jours après, on pouvait lire sur les murs de la ville une affiche ainsi conçue :

« *Aux habitants de Lorient,*

« Un fait déplorable s'est passé dans notre ville lundi dernier, 1ᵉʳ mai. Sur la demande des membres de son bureau, la Bourse du Travail avait obtenu la salle Dousdebès pour une conférence de propagande ouvrière. Rien n'était plus juste à l'occasion de la fête des travailleurs que de faciliter l'exposé public de leurs légitimes revendications.

« Malheureusement le conférencier venu de Paris a oublié toute mesure. Au lieu de traiter l'amélioration du sort des ouvriers, il s'est livré à des excitations criminelles, prodiguant l'injure et les menaces à tous et particulièrement au *très honorable vice-amiral Melchior, commandant en chef le 3ᵉ arrondissement maritime...* »

Encore quelques lignes dans le même goût, puis la signature du maire très socialiste de Lorient, le citoyen Louis Nail.

Inutile, je pense, de commenter!

E. Poulain.

MONOGRAPHIES

Alger.

Alger, ville de 150.000 âmes environ depuis la réannexion de Mustapha, déroule, sous l'œil du voyageur arrivant par mer, un merveilleux panorama.

C'est, au nord, le faubourg Bad-el-Oued, au pied du mont Bouzaréa; ensuite Alger proprement dit, étageant ses blanches maisons mauresques jusqu'au sommet de la colline où est bâtie la Casbah et prolongeant jusqu'à Mustapha, l'agglomération de ses luxueuses maisons de rapport. Enfin, au sud et au sud-est, l'ancienne Mustapha devenue aujourd'hui un faubourg d'Alger par suite du prodigieux développement des deux villes, avance jusqu'au bord de la mer ses maisons populeuses habitées par des ouvriers, tandis que sur ses coteaux verdoyants se nichent les riches villas et les hôtels somptueux des hiverneurs et des capitalistes algérois.

Le faubourg Bab-el-Oued est principalement habité par des Espagnols et des familles algériennes originaires d'Espagne, qui y vivent surtout de l'industrie des tabacs, de la pêche et de l'exploitation des carrières de pierre du mont Bouzaréa.

Beaucoup de femmes sont occupées à la fabrication des cigarettes et cigares; elles travaillent aux pièces et le prix pour mille cigarettes varie de 0 fr. 60 à 0 fr. 90; elles en font une moyenne de 2 300 par jour. Quelques-unes font le cigare chez elles, à façon, et peuvent gagner 1 fr. 50 à 2 francs par jour.

Les hommes travaillant aux tabacs font aussi la cigarette à la main, au même tarif que les femmes, mais ils sont plus particulièrement occupés à la manutention des colis, à l'emballage des marchandises ou à la surveillance des machines. Ils gagnent alors de 2 fr. 50 à 3 francs par jour; quelques journées atteignent 4 francs, mais elles sont rares.

J'ignore le taux du salaire des pêcheurs, carriers et charretiers, mais on s'aperçoit facilement qu'il est peu élevé en constatant leur parfait état de misère.

Alger proprement dit se divise en plusieurs quartiers distincts. Dans la partie basse, avoisinant les bâtiments de l'amirauté, le quartier de la préfecture et de la marine, qui n'est habité, en grande partie, que par des pêcheurs et des marins. Dans ses rues infectes, larges de 2 à 3 mètres, grouille une nuée d'enfants pieds nus et en haillons. Quelquefois les étages supérieurs des maisons se faisant face sont réunis en voûte sur la rue, ce qui donne au visiteur l'impression d'entrer dans une sorte d'égout.

La ville haute a conservé son aspect indigène : un labyrinthe de ruelles étroites dans lequel il est très facile de s'égarer même en plein jour. Là est reléguée toute la population arabe; les familles y sont entassées les unes sur les autres et la rue y est constamment encombrée par les enfants presque tous pieds nus, vêtus des loques les plus diverses et invariablement coiffés d'une chéchia graisseuse.

Les Arabes pauvres sont tout ce que l'on veut : dockers, portefaix, garçons de café maure, coupeurs de tabac, terrassiers, manœuvres dans l'industrie du bâtiment, etc., etc... Leurs salaires atteignent quelquefois 2 fr. 50 par jour, mais la moyenne est de 2 francs. Il est de règle à Alger de payer l'ouvrier arabe dix à vingt sous par jour meilleur marché que l'ouvrier européen.

Les rues Randon, Marengo et de la Lyre, qui coupent la ville indigène d'artères plus spacieuses où l'air et le soleil circulent, sont, de même que les ruelles adjacentes, habitées surtout par des juifs. Les uns, très riches commerçants, tiennent le haut du pavé et exploitent sans vergogne leurs coreligionnaires d'autant plus facilement, que certains commerçants algérois affectent de n'avoir aucun juif parmi leurs employés — à moins qu'il ne soit converti au catholicisme ou à l'antisémitisme — ce qui fait que le prolétaire juif ne trouvant rien à faire autre part que chez les riches juifs, est obligé de subir leur volonté. De la sorte, ces gens-là gagnent, comme employés, des mois de 60 à 80 francs pour des journées de douze à quinze heures dans des magasins sans air et sans lumière.

Le prolétariat juif est d'ailleurs, peut-être, à Alger, le plus misérable.

La ville européenne, partant de la place du Gouvernement pour aller rejoindre Mustapha derrière les restes de l'ancien fort Bab-Azoun, est coupée de larges voies dont plusieurs sont plantées d'arbres. C'est le quartier où habitent les commerçants et les fonctionnaires; il est très difficile d'y trouver un logement à moins de 40 francs par mois, et quel logement!

Mustapha est la ville ouvrière avec les ateliers des chemins de fer P.-L.-M., du C. F. R. A., les nombreux ateliers de charronnage, quelques fonderies peu importantes, des ateliers de serrurerie en assez grand nombre, des fonderies et tonnelleries, etc.

Chez les ouvriers de métier : mécaniciens, peintres, maçons, plâtriers, serruriers, charrons, forgerons, etc., etc., les salaires sont de 5, 6 et même 7 fr. par jour, et cela tient à ce que ces professions ne sont pas trop *encombrées* d'étrangers.

Ces derniers abondent, au contraire, chez les hommes de peine et les ouvriers des petits métiers, où Français, Espagnols, Italiens, Arabes, Kabyles se font une concurrence acharnée. Il en résulte que le maximum des salaires, pour ces travailleurs, atteint rarement 3 fr., et il est souvent inférieur à 2 fr. 50.

Dans toute l'agglomération algéroise, les logements sont très chers, un ouvrier avec sa famille se loge difficilement à moins de 30 fr. par mois ; les légumes sont relativement bon marché lorsque les primeuristes cessent d'expédier. La viande vaut, l'hiver, de 0 fr. 80 à 1 fr. la livre dans les boucheries européennes et un peu moins cher dans les boucheries arabes, l'été ces prix baissent de 0 fr. 15 à 0 fr. 20 par kilo. Le pain vaut 0 fr. 35 et 0 fr. 40 le kilo. Les vêtements et la chaussure de confection sont à assez bas prix, en raison de la concurrence que se font les commerçants européens et juifs.

Une seule coopérative fonctionne — du moins je n'en connais qu'une — c'est celle des employés des chemins de fer P.-L.-M et E.-A. Elle est administrée en partie par les ouvriers, en partie par les hauts employés des compagnies; elle n'a qu'un but : réaliser des bénéfices.

Trente-cinq syndicats ouvriers sont adhérents à la Bourse du Travail, mais un seul groupe la majorité des membres de sa corporation. C'est celui des typos. Les autres sont plus ou moins des squelettes de syndicats. Néanmoins, sous l'influence de la propagande révolutionnaire que font quelques camarades, quelques-uns commencent à sortir de leur apathie.

Parmi ces syndicats, deux ne sont composés presque que de juifs, ce sont : le syndicat des ouvriers en chaussure indigène et le syndicat des employés de magasin. Le premier a quelques bons éléments qui se donnent un mal enragé pour grouper leurs collègues; il est à tendances révolutionnaires. Le second ne connaît, comme moyen de propagande, qu'une soirée dansante, avec concert et tombola organisée tous les ans sous le patronage du gouverneur général, du préfet et du maire.

En revanche, les patrons sont puissamment organisés en un syndicat commercial. Aussi ne se donnent-ils pas la peine de créer des syndicats jaunes, les syndicats rouges existants n'étant pas jugés par eux bien redoutables. Ici, plus qu'ailleurs, ils se croient immuables et digèrent bien tranquillement, ne pouvant pas croire que les secousses qui, en Europe, ébranlent l'ordre social, puissent avoir leur répercussion en Algérie.

Les groupes politiques sont assez nombreux, mais on n'entend parler d'eux qu'en période électorale.

La Maison du Peuple fait bien son possible pour décrasser les cerveaux, mais elle a été tellement discréditée auprès des ouvriers pendant la période antijuive, que bien peu la fréquentent. Ils n'ont pas encore compris son but éducateur.

Un groupe d'études sociales, « le Prolétaire », s'occupe surtout d'élections.

La section antimilitariste recrute pas mal de jeunes gens; sa propagande commence à donner des résultats.

Le groupe de propagande libertaire se remue aussi, mais les anarchistes, nombreux à Alger, manquent un peu trop de cohésion et d'entente.

En somme, la question sociale est très complexe en Algérie, en raison des diverses races composant sa population et en raison aussi de la façon dont les Européens y ont pénétré.

P. Richard.

MOUVEMENT OUVRIER

Les travailleurs de toutes corporations qui luttent à Limoges pour l'amélioration de leur sort ou pour leur dignité, ont maintenant toutes les autorités — y compris la municipalité dite socialiste — contre eux. Aussi est-il à craindre qu'ils ne tardent pas à être vaincus.

C'est d'une part, le patronat et les gros commerçants limousins qui envoient au ministère de l'intérieur une délégation pour demander que des mesures — énergiques naturellement — soient prises pour faire cesser, coûte que coûte, l'agitation ouvrière. La journée du 17 avril ne suffit pas à ces bons exploiteurs. Bien entendu, le très démocratique gouvernement dont Rouvier-Panama est le plus bel ornement, s'empresse d'acquiescer à la demande de MM. les patrons et capitalistes. De nouvelles brigades de gendarmerie sont aussitôt expédiées sur Limoges et un nouveau préfet « énergique » est dépêché pour « rétablir l'ordre ».

Mais cela ne suffit pas, et maire et conseil municipal « socialistes » désavouent à nouveau les « perturbateurs » et engagent au calme annonciateur des défaites prolétariennes.

Voici l'appel vraiment phénoménal qu'a fait afficher la municipalité de Limoges.

« Pour la seconde fois, le maire de Limoges ne possède plus les pouvoirs de police. Cette situation, créée par des incidents regrettables qui se multiplient tous les jours, ne peut se prolonger. Le conseil municipal est unanime à réprouver les agressions et manifestations violentes qui se sont produites cette semaine; il est unanime à blâmer les troubles et bagarres qui ne peuvent que nuire au succès de la cause prolétarienne. Une municipalité socialiste a besoin du calme et de l'ordre pour accomplir sa tâche et défendre, comme elles le méritent, toutes les revendications si justifiées de la classe ouvrière. Le conseil municipal dégage à nouveau sa responsabilité d'une façon nette et précise, déclare qu'il ne se solidarise pas avec ceux qui ne recherchent que les désordres. Il espère qu'il sera entendu et approuvé par la majorité de la population, qui comprendra que toute administration serait impossible si les actes inqualifiables qui se sont produits se renouvelaient. »

Et cette coopération de toutes les autorités aussi bien bourgeoises que socialistes, fait, qu'à l'heure actuelle, les travailleurs des différentes corporations qui n'avaient cessé de lutter contre l'arbitraire patronal, sont à peu près vaincus.

A l'usine Beaulieu — protégée et gardée par la gendarmerie — le patron a fait venir des renégats d'une autre usine qu'il possède dans les environs, et le travail a pu être, à ce qu'il paraît, « partiellement » repris. Plusieurs camions chargés de marchandises ont pu sortir de l'usine, escortés par les gendarmes. Enfin, le patron, grâce aux autorités, est parvenu à recruter quelques malheureux qui aident à donner l'illusion de la reprise du travail.

Chez les carriers également, ainsi que chez les ouvriers du bâtiment, grâce à la pression et aux multiples menaces des autorités, le travail a pu être repris, en partie tout au moins.

Le soir, à la sortie des usines, les gendarmes, dans le but d'intimider les ouvriers, ont des allures provocantes et exécutent, sans prétexte, des charges sur des ouvriers sortant de travailler.

C'est la répression « démocratique » dans toute sa splendeur.

Toutefois, le patronat n'est pas complètement rassuré, car dans diverses corporations l'on étudie et l'on prépare des cahiers de revendications qui seraient soumis aux intéressés le 25 mai prochain.

Les patrons font répondre par avance, qu'il leur est impossible de céder à de nouvelles exigences, et que si leurs ouvriers réclament encore une augmentation de salaire, ils seront obligés de déclarer le lock-out et de fermer leurs usines.

Comme on le voit, malgré le « calme » apparent, la situation entre exploiteurs et exploités reste tendue.

Nous allons voir si encore une fois la répression « socialo-démocratique » réussira à avoir raison de la volonté ouvrière.

A Héricourt, la grève des ouvriers tisseurs continue. Le patron Schwob a fait annoncer, que pour les ouvriers qui voudraient reprendre le travail, l'usine fonctionnerait sous la protection des gendarmes. Peine perdue, personne ne s'étant présenté.

A l'usine ouverte par le même exploiteur à Belfort, cinq ou six renégats au plus se sont présentés pour travailler.

Plusieurs grévistes, qui ont passé en police correctionnelle pour prétendus « outrages à la gendarmerie » ont été condamnés à des 10 et 30 jours de prison.

N'oublions pas que l'usinier Schwob a été élu maire d'Héricourt avec un « programme » radical-socialiste.

A Chambéry, grève des ouvriers du bâtiment, maçons, charpentiers, etc., qui réclament une augmentation de salaire et des indemnités de déplacement.

A la grève du bâtiment est venue s'adjoindre celle des ouvriers tanneurs qui réclament une augmentation de 5 centimes de l'heure. 600 tanneurs ont cessé le travail.

A Albi, grève d'ouvriers maçons qui réclament une augmentation de salaires.

La ville est calme, disent les dépêches.

Mauvaise affaire pour les grévistes.

A Mazamet, grève des ouvriers plâtriers.

A Moulins, grève des ouvriers galochiers de la maison Mercier. Une tentative d'arbitrage n'a pas abouti ; heureusement pour les grévistes.

A Cette, la situation, par suite de la grève des ouvriers charretiers, est très tendue entre le patronat et les travailleurs des différentes corporations employés au port. Les ouvriers se réunissent pour examiner la situation et les employeurs menacent d'un lock-out.

A Corvol-l'Orgueilleux, 280 ouvriers employés dans une fabrique de papier se sont mis en grève. Ils réclament le renvoi d'un nouveau directeur.

P. Delesalle.

❖ ❖

Firminy. — La grève des métallurgistes de l'usine Marthourey, au Chambon-Feugerolles, est terminée. Les ouvriers obtiennent satisfaction en ce qui concerne l'huile et la cisaille, mais — et c'était là le nœud de la grève — l'ouvrier congédié Fauriat est sacrifié.

La grève a duré vingt jours et a été très calme. C'est donc une grève pacifique de plus, terminée par une transaction qui, en somme, est un échec. Les points sur lesquels les ouvriers ont obtenu satisfaction n'étaient que secondaires. Le point principal — celui qui a déterminé la grève — était le renvoi du camarade Fauriat. L'appel adressé par le comité de la grève donnait à espérer que le travail ne serait repris qu'après réintégration de Fauriat. Or, celui-ci ne rentre pas à l'usine avec ses camarades. Je constate donc que l'attitude toute pacifique des grévistes n'a pas influencé le patron, et qu'en définitive c'est lui qui est le vainqueur.

❖ ❖

Les maçons de Firminy et Chambon se sont mis en grève aujourd'hui (15 mai). Ils réclament une augmentation de salaire sur les bases suivantes : 40 centimes pour les aides et 50 et 55 centimes l'heure pour les maçons. Il m'a été dit que certains maîtres maçons payaient leurs manœuvres de 25 à 30 centimes de l'heure.

Dans un prochain numéro, je donnerai de plus amples détails sur cette grève, la première, je crois, des maçons, qu'on ait vue dans notre localité. En tout cas, il n'y a que peu de temps que leur syndicat est formé.

❖ ❖

Pour s'être rendu, lundi 1er mai, à Saint-Etienne et avoir pris une part active à la manifestation du 1er mai, notre camarade Bastet, ouvrier à l'usine Verdié, a été remercié, sous le prétexte, manifestement faux, de manque de travail.

A l'assemblée générale du syndicat des métallurgistes, un camarade a proposé d'adresser une énergique protestation au directeur des usines et demandé qu'en l'absence du président du syndicat, la protestation soit signée par tous les membres du bureau. Or, à part deux ou trois, tous se sont refusés à signer.

Ce n'est pas devant ce syndicalisme-là que les patrons finiront par reculer!

Il est à remarquer que plusieurs des membres de cette chambre syndicale sont conseillers municipaux. Voilà donc des gens investis d'un mandat politique d'une certaine importance et qui n'osent pas, en tant qu'ouvriers, en tant qu'administrateurs d'un syndicat professionnel, formuler une réclamation, ni la soutenir.

On peut voir par là comment l'action politique nous libère!

Rousset Galhauban.

❖ ❖

Nantes. — La grève des boulangers est terminée. Leur principale revendication était le travail de jour. Sur ce point, échec complet. Ils n'ont obtenu qu'un jour de congé payé par mois. Après vingt-trois jours de grève pour obtenir cela, c'est maigre!

Les principales raisons de l'échec sont le manque

d'entente entre les boulangers et leur confiance en la municipalité. Des 300 boulangers en grève, plus de 200 avaient repris le travail; ceux qui restaient résistèrent énergiquement, s'attaquant aux boulangeries, mais ils étaient trop peu.

Espérons que cet échec leur servira de leçon pour plus tard.

F. Cas.

PAYS-BAS

Une fédération de communistes libertaires. — Dimanche, 23 avril, les délégués de onze groupes libertaires se sont réunis à Amsterdam pour y jeter les bases d'une fédération nationale. A une seule exception près, tous étaient d'accord sur l'utilité d'une telle fédération. Elle s'appellera : *Fédération des communistes libertaires.*

Après une ample discussion, on résolut d'élaborer le projet d'une *déclaration de principes*. Ce qui était d'autant plus nécessaire que dans les derniers mois on voyait parmi les propagandistes « anarchistes », une grande diversité d'idées. Cela venait surtout de ce que les tendances individualistes (sur le modèle de Stirner et de Mackay) avaient trouvé des partisans parmi les orateurs les plus en vue. L'un d'entre eux allait même jusqu'à proclamer publiquement ses droits sur sa propriété « fruit de ses labeurs » ! Vraiment, il était temps de protester contre des tendances tellement anti-socialistes et désorganisatrices!

En outre, malgré toutes les affirmations du contraire, le manque d'un lien national affaiblissait le mouvement libertaire; dans mainte localité où autrefois il y avait un groupe libertaire, celui-ci s'était dispersé sous la double pression de la réaction bourgeoise et des tendances individualistes.

De plus, l'ouvrier qui ne voulait pas se ranger parmi les social-démocrates hésitait aussi à entrer dans un groupe libertaire, ne sachant pas à quoi s'en tenir sur les principes qu'on y défendait ou plutôt qu'on n'y défendait pas, puisque la préoccupation principale semblait être de faire une propagande purement négative, sans rien affirmer de positif.

La déclaration de principes élaborée dans le récent congrès et qui sera, nous l'espérons bien, acceptée par les groupes fédérés, apportera quelque changement à cette situation. Il y est dit entre autres choses :

« Que la société devra subir une transformation radicale, basée sur l'abolition des classes existantes et leur remplacement par une seule communauté de producteurs, qui utilisera les moyens de production et de répartition d'une manière méthodique et fraternelle, sous le contrôle des ouvriers organisés;

« Que la tâche spéciale des communistes libertaires doit être d'exercer une pression pour que les changements qui pourront être réalisés dans les rapports sociaux, s'accomplissent dans le sens de la plus grande liberté possible pour les individus et du principe du groupement libre;

« Que pour cela les communistes libertaires combattant le socialisme d'état, expression d'un esclavage étatiste futur, s'appuyant sur l'utopie d'une transformation des relations économiques par la voie de l'Etat et sur l'idée funeste qui en découle, l'idée de la conquête des pouvoirs par les ouvriers comme classe;

« Que les ouvriers devront combattre pour leur émancipation par tous les moyens qui leur sembleront permis et utiles;

« Que dans cette lutte les ouvriers de tous les pays devront se montrer solidaires ».

Comme vous voyez, nous avons tâché de préciser ce que nous voulons autant que cela est possible, sans anticiper sur le développement futur des institutions sociales. Du côté individualiste, on nous reproche qu'il est antianarchiste de se fédérer et d'accepter une déclaration de principes, que c'est une tyrannie volontaire que nous nous imposons, etc. Nous répondons que nous ne nous soucions guère d'être « anarchiste » dans le sens d'un Stirner par exemple, qui crie déjà à la tyrannie lorsqu'on demande à quelqu'un de se tenir aux opinions qu'il a exprimées la veille. Qu'on nous conteste le nom d'anarchistes, peu nous importe. Qu'y a-t-il dans un nom? Nous sommes bien aise, tout de même, d'avoir provoqué dans une fraction assez considérable du parti anti-parlementaire un changement qui se traduira dans une lutte plus énergique et plus méthodique contre la vieille société bourgeoise.

Ce n'est pas par de vaines exclamations qu'on détruit une société, même sur son déclin, mais c'est en désignant aux masses d'une manière précise par par quoi on veut la remplacer et en travaillant en conséquence.

P.-M. Wink.

(Amersfoort).

POLOGNE

Le 1er mai en Pologne. — Cette année, la date du 1er mai avait pris, pour les Polonais, une importance particulière. Chacun sentait que, cette année ci, elle ne pouvait pas être uniquement marquée par la manifestation à travers les rues, devenue déjà traditionnelle, avec chants et drapeaux rouges, avec charges de cosaques et coups de nagaïka. Dans la période véritablement révolutionnaire que la Russie traverse, le 1er mai était une occasion pour le prolétariat, non seulement de manifester sa solidarité internationale, mais encore et surtout de montrer au gouvernement du tsar que les masses populaires sont devenues conscientes, qu'elles en ont assez de leur esclavage, qu'elles ne veulent plus de sa tyrannie.

C'est précisément en ce sens qu'agissaient les partis socialistes. Depuis un certain temps déjà on distribuait des milliers de proclamations écrites en polonais ou en jargon juif, qui se terminaient par le cri de « A bas l'autocratie! » et qui appelaient les ouvriers à manifester au 1er mai, *par la grève générale*, leur haine du tsarisme et leur désir de liberté. Il n'y avait pas certainement à Varsovie — nous écrit-on — d'homme qui n'eût dans sa poche une proclamation; cette propagande allait si loin que, dans certains quartiers ouvriers, on distribuait des proclamations dans la rue, et en plein midi.

Le 1er mai de cette année a été favorisé par toutes sortes de circonstances. Tout d'abord la guerre russo-japonaise, les mobilisations, les sacrifices particulièrement cruels pour les Polonais ont montré à tous le fossé qui séparait les intérêts du prolétariat polonais de ceux du tsar. La répercussion à Varsovie des massacres de Pétersbourg du 29 janvier, la grève générale triomphante pendant deux jours à Varsovie, la répression, les massacres ont, d'une part, rendu le peuple conscient de sa force et, d'autre part, accru et rendu irréductible son opposition au gouvernement autocratique. Les vengeances des révolutionnaires sur les policiers massacreurs durant les mois de mars et avril, les bombes dans les postes et sur la voiture du baron de Nolken, préfet de police, n'ont pas laissé s'éteindre l'ardeur du peuple au combat.

Le jour du 1er mai arriva.

Le temps était beau; dès 10 heures du matin, les rues commencèrent à s'emplir de monde. Le mot d'ordre avait été écouté au delà de toute prévision : les partis socialistes étaient débordés; le prolétariat conscient, ne trouvant sa loi qu'en lui-même, voulut faire du 1er mai vraiment son jour. La grève était générale. Quelques rares fiacres étaient sortis le matin, mais, devant les injonctions de la foule, rentraient bien vite au dépôt; les ouvriers de certaines fabriques, qui avaient commencé le travail, durent l'abandonner; le service des chemins de fer fut déserté; les employés de magasins et de bureaux se joignirent à la foule. Toute circulation de voitures avait cessé, on n'entendait aucun sifflet d'usine, toutes les boutiques étaient fermées : un silence inaccoutumé planait sur la ville.

Les ouvriers circulaient lentement à travers les rues, sans armes. Les hommes avaient arboré des cravates rouges; les femmes, les jeunes filles, des rubans ou des fichus de la même couleur : la plupart avaient revêtu leurs misérables habits de fête. Pourtant, malgré ce décor, malgré les bruits optimistes d'après lesquels le gouverneur Maximovitch avait ordonné à la troupe *de ne pas tirer* sur la foule désarmée, chacun sentait la gravité du moment. — Au milieu de la chaussée, les patrouilles des soldats se succédaient, inquiets devant cette foule impassible.

Une manifestation devait partir de la place Witkowski, en plein quartier ouvrier. Dès 11 heures, la foule s'amassait aux environs. A midi, on déploya les drapeaux rouges des partis socialistes. Les agitateurs, hissés sur les épaules de leurs camarades, firent des discours contre l'absolutisme, et pour la convocation d'une assemblée constituante. La foule électrisée répétait après eux : « A bas le tsarisme! Vive la Sociale! » Mais cela ne lui suffisait pas : elle voulut montrer sa force et descendre vers le centre de la ville. Spontanément un grand mouvement se fit et la foule se mit en marche. Cela contredisait les décisions des chefs socialistes, mais le peuple n'écoutait que lui-même et savait ce qu'il voulait. Les socialistes cédèrent et durent le suivre : leurs drapeaux furent portés en avant. Le peuple entonna le chant révolutionnaire « Le Drapeau rouge ». De temps en temps, à la fin du refrain, quelqu'un poussait un cri, que répétait à tous les échos la clameur populaire. A chaque coin de rue, des troupes d'ouvriers accueillaient la manifestation par des acclamations et s'y joignaient. La foule immense couvrit toute la largeur des trottoirs et de la chaussée : bientôt, du milieu de la manifestation, on ne put plus voir ni où elle commençait, ni où elle finissait. La rue était noire de monde et parsemée de nombreuses taches rouges : car les ouvriers avaient mis au bout de leurs bâtons des morceaux d'étoffe rouge. On jetait dans la foule une pluie de blanches proclamations. Des camarades, hommes ou femmes, de temps en temps montaient sur les épaules de leurs compagnons et, dominant la foule, la haranguaient. Le matin, devant les ordres et les menaces de la police, les concierges avaient dû fermer les portes cochères : elles s'ouvraient quand arrivait la manifestation. Des fenêtres, des balcons, des acclamations partaient. La clameur populaire devenait de plus en plus forte, l'enthousiasme était à son comble, une même pensée, un même sentiment animaient tous les cerveaux et tous les cœurs, précipitant tous les prolétaires dans le même élan.

A plusieurs reprises, on rencontra des patrouilles à pied et à cheval. La foule s'entr'ouvrit, sans proférer de menaces; les policiers passèrent, inquiets, craintifs, sans esquisser un geste. Devant une caserne, un camarade harangua en russe les soldats aux fenêtres : ils écoutèrent avec attention et il sembla qu'ils applaudissaient aux cris en russe de « A bas l'autocratie! à bas la guerre! » Au coin des rues, les patrouilles s'arrêtaient effarées : des soldats souriaient, d'autres se découvraient devant les drapeaux rouges. Le peuple marchait déjà depuis une heure et demie : la foule était d'au moins 20.000 hommes. On allait quitter les rues étroites pour atteindre la Marchalkowska, les « grands boulevards » de Varsovie. Des balcons, on jetait des fleurs...

On s'engagea dans la large allée de Jérusalem (Yerozolimska). L'armée est là, dit-on, mais on ne recule pas. La foule occupe le trottoir de droite. Des uhlans paraissent et s'engagent sur le trottoir de gauche. Cependant, au-devant des manifestants, des policiers s'avancent. Soudain le commissaire de police Zankow s'approche de celui qui porte un drapeau rouge en avant de la foule et lui tire un coup de révolver. Le porte-drapeau tombe, mort. Aussitôt un camarade relève le drapeau. Mais le coup de revolver est un signal : de tous les endroits où ils s'étaient cachés, les soldats surgissent et la fusillade, l'effroyable fusillade commence. Une clameur monte du peuple. Des hommes tombent. En même temps, les uhlans chargent, le sabre haut. La panique s'empare de la foule, elle veut fuir : mais comment? Les balles tombent en une grêle ininterrompue. La foule se précipite vers le numéro 101, elle brise la porte cochère, elle se presse pour entrer. Les soldats la prennent pour cible, des hommes tombent sans cesse, le carnage est horrible. Les balles traversent les palissades et atteignent ceux qui sont derrière. Ceux qui se sont cachés entendent s'élever de la rue les appels des mourants et des blessés abandonnés. « A boire! Camarades, secourez-moi! où êtes-vous donc? » Les soldats ne connaissent aucune mesure, ils tirent sans commandement et visent ceux qui, isolés, courent de côté et d'autre, pour trouver un abri. Enfin, *après un quart d'heure*, la pluie de balles s'arrête de tomber et cet épouvantable massacre cesse. On sort des cachettes. Des hommes gisent de tous côtés; les blessures sont effroyables; on a dit depuis que l'infanterie avait employé les balles *dum-dum*. Des jeunes filles, des enfants baignent dans leur propre sang et dans celui de leurs compagnons : la plupart ont été atteints dans le dos. Les secours n'arrivent pas. Il y a eu là 50 tués, 100 blessés grièvement.

Sur d'autres points, il y a eu aussi des manifestations et aussi des massacres. Çà et là, les révolutionnaires répondent à coups de revolver. Des patrouilles parcourent les rues. Par peur des bombes, elles se dispersent sur toute la largeur de la rue. A chaque tournant, le premier soldat de la file tire pour avertir les habitants de rester chez eux. Les passants qui restent sont massacrés à coups de sabre, de crosse, à coups de revolver et de fusil.

La réponse des révolutionnaires ne se fait pas attendre. Vers 10 heures du soir, sur la Marchalkowska, des camarades préviennent les passants de ne pas s'approcher de la gare de Vienne. Une effroyable détonation retentit : une bombe avait été lancée, en face la gare, sur une patrouille de cosaques. L'explosion fut formidable : 7 à 8 soldats furent tués, des débris de cervelle furent projetés sur les fils télégraphiques et y restèrent accrochés jusqu'au lendemain. Une tête de cheval fut trouvée sur le toit d'une maison. Le reste des soldats s'enfuit à toute vitesse. Le moment de panique passé, une compagnie vint sur la Marchalkowska, se disposa en carré et, des quatre côtés, fit feu à plusieurs reprises. On tira dans les fenêtres ouvertes : des curieux furent tués dans leur propre chambre. En d'autres endroits aussi, des bombes furent lancées : une fit explosion dans les mains de l'ouvrier qui devait la jeter.

Le lendemain, la foule vint voir aux hôpitaux. La majorité des morts et des blessés était composée de jeunes gens, de vieillards, de jeunes filles. Les morts gisaient avec une étiquette épinglée portant leur état civil : tous les cadavres étaient misérablement vêtus. Les morts ont été enterrés sans prévenir les parents. On plaça dans des cercueils les corps de ceux dont la famille avait payé. On entassa le reste des cadavres dans un autre fourgon, comme des charognes. Vers 3 heures du matin, en pleine nuit, entouré d'une forte escorte, le cortège se dirigea vers le cimetière à travers les rues désertes.

❖ ❖

Dans les autres villes de Pologne, il y a eu aussi des manifestations et des tués, — naturellement. A Lodz, 75.000 hommes ont quitté le travail. A Rakow, près Czenstochowa, au matin du 1er mai, le drapeau rouge flottait sur la plus haute cheminée. « Celui qui enlèvera le drapeau recevra une balle », avait-on affiché. Il ne l'était pas encore le 5. Une bombe a tué 20 soldats.

❖ ❖

En guise de protestation devant ces massacres, la grève générale fut décidée pour le 4 mai et eut lieu.

Les répressions « d'en bas » ont commencé. Abramowicz, un des policiers qui s'est « distingué » à la Yerozolimska, a été blessé par des balles de revolver. On tire sur les commissaires de police : un a été atteint en plein midi, un autre à la sortie du théâtre.

A Lodz, ce ne sont plus des vengeances individuelles. La foule tout entière s'est ruée sur le chef de la police secrète et, à la manière antique, dédaignant la bombe et le revolver, l'a lapidé. On n'a pu l'arracher qu'à grand'peine des mains de la foule et l'emporter mourant à l'hôpital.

❖ ❖

Cette grève générale, cette manifestation, ces massacres, tout cela n'est qu'un épisode de la lutte du prolétariat de Pologne et de Russie et du tsarisme. Ce n'est qu'une bataille de cette grande guerre.

Le 1er mai de cette année a appris au prolétariat polonais quelle arme puissante la grève générale pouvait être entre ses mains ; il lui a indiqué le moyen qui le mènera à la victoire. S'il y a eu tant de sang versé, tant de massacres atroces, du moins ce n'est pas en vain ; les morts crient vengeance. La lutte devient plus ardente, le prolétariat plus conscient. De jour en jour, le triomphe se fait plus proche.

MICHEL Z.

Au moment où M. Brousse s'apprête à féliciter le roi d'Espagne sur la façon dont ses ministres traitent les anarchistes, il serait bon de répandre les brochures traitant des hauts faits du gouvernement espagnol.

Nous rappelons que nous avons :

La Mano Negra, récit des faits, couverture de Luce, le cent, franco : 7 francs.

La Mano Negra et l'opinion française, couverture de Hénault, le cent, franco : 4 francs.

La Mano Negra, 8 dessins de Hermann-Paul, le cent : 2 fr. 50 ; franco colis postal : 3 fr. 30.

AVIS

Nous rappelons à nos lecteurs que nous avons en vente, un livre de lecture pour enfants : *Le Coin des enfants*, qui est un choix de contes que nous avons extraits de l'œuvre d'Andersen, Hawthorne, Beata et Grimm, et d'où est sévèrement exclue toute morale religieuse ou bourgeoise.

VARIÉTÉ

L' A B C de l'Astronomie (1)

(Suite)

V. — Les nébuleuses.

Contrairement aux amas stellaires, qui sont des associations d'étoiles, les nébuleuses, *nuages de feu errants*, constituent des masses gazeuses non condensées.

De tous les corps célestes, elles sont les plus répandues et les plus riches en formes diverses.

Leur éloignement de notre monde solaire est incalculable et semble varier de la distance qui nous sépare des étoiles de première grandeur jusqu'aux limites extrêmes de la visibilité télescopique qui se chiffre, pour des masses gazeuses occupant des étendues égales à la Voie Lactée, par des millions et des millions d'années de lumière.

De ces nébuleuses, les unes sont si grandes (optiquement) qu'on les distingue à l'œil nu, les autres si minuscules qu'elles n'ont, comme les étoiles, pas de diamètre apparent et n'ont pu nous être révélées, comme exclusivement gazeuses, que par le spectroscope.

Sur 5.079 nébuleuses, 4.042 ont été reconnues pour irréductibles ; les autres, soit 1.034, ont pu être résolues en amas d'étoiles.

Les amas stellaires proviennent des nébuleuses dont la condensation en continuant produit un ou plusieurs noyaux dans ces nébulosités. En attirant et en s'assimilant les matières environnantes, ces noyaux deviennent des étoiles qui se rapprochent et se groupent en amas stellaires par leur attraction mutuelle. De nombreuses formations intermédiaires, que nous connaissons, confirment cette manière de voir.

Quant aux nébuleuses proprement dites, il est difficile de se défendre de l'hypothèse d'après laquelle l'éther, qui paraît être plus dense dans certaines régions des espaces intersidéraux que dans d'autres, serait la matière première de laquelle elles se seraient dégagées.

Quoi qu'il en soit, il est bien suggestif que ce sont précisément les formations les plus extrêmes des nébuleuses, c'est-à-dire les nébuleuses irrégulières, qui se soient révélées comme de vraies nébuleuses.

Parmi ces dernières méritent d'être surtout citées : la nébuleuse *Dum-Bell* ou de la constellation du *Renard*, celles de l'*Ecu de Sobieski*, du *Taureau*, de η *du Navire* et de l'*Orion*, dont nous avons déjà parlé.

Les nébuleuses dont la forme est circulaire ou ovale et dont la lumière est condensée vers le centre, quoique non décomposée par le télescope, doivent également être des amas d'étoiles, car un grand nombre de ces dernières, qui ne présentaient d'abord aucune apparence de condensation, ont néanmoins pu être résolues plus tard en étoiles. Tel a été le cas pour les nébuleuses planétaires de la *Grande Ourse* et d'*Andromède*.

En admettant que la nébuleuse d'Andromède soit une Voie Lactée d'une grandeur égale à la nôtre, sa distance serait à 100.000 années de lumière environ. Contrairement à l'opinion de Flammarion, Seeliger de, l'Observatoire de Munich et, de bien d'autres astronomes, Struve s'inscrit en faux contre cette hypothèse. Il prétend que l'éther absorberait les rayons lumineux et que dès lors 12.000 ans représenteraient le parcours maximum de la lumière.

Les nébuleuses annulaires, à l'exception de celle de la *Lyre*, dont l'intérieur est lui-même nébuleux, sont des nébulosités tantôt circulaires, tantôt ovales, tantôt annulaires mais toujours régulières, dans l'intérieur desquelles apparaissent un ou plusieurs points lumineux se détachant distinctement de la nébulosité et qui sont sans doute des étoiles. A cette catégorie appartiennent les nébuleuses qui se trouvent dans la constellation du *Cygne*, d'*Ophiucus* et du *Scorpion*, ainsi que les étoiles nébuleuses.

Les nébuleuses en forme de spirales sont peut-être les plus répandues dans le ciel. Les plus beaux spécimens de cet ordre se rencontrent dans les constellations des *Chiens de chasse*, de la *Vierge*, de *Céphée*, de la *Grande Ourse* et du *Lion*.

Les nébuleuses des *Chiens de chasse*, la double du *Verseau* et celle double également de la *Grande Ourse* montrent les phases de condensation, de rotation et de détachement d'anneaux par lesquelles a dû passer notre propre système. Le spectre de ces trois nébuleuses indique la présence de l'azote et de l'hydrogène.

Les nébuleuses doubles sont aussi répandues dans l'espace que les étoiles, doubles et toutes les variétés de ces dernières : distances, positions, éclat relatif, etc., etc., ont leur contrepartie dans les nébuleuses dans lesquelles le nombre, jusqu'ici connu, des centres peut s'élever à sept.

Comme pour les étoiles, on a commencé à déterminer le mouvement propre des nébuleuses et Képler a pu constater, pour une dizaine d'entre elles, que la rapidité avec laquelle elles se déplacent dans l'espace était sensiblement égale à celle des étoiles et était en moyenne de 21 kilomètres par seconde. Pour deux nébuleuses, il a trouvé un mouvement propre de 47 et 58 5, kil. par seconde.

VI. — La Voie Lactée et la structure de l'Univers visible.

Dans la Voie Lactée, ce qui frappe d'abord l'observateur attentif, c'est que l'augmentation de l'intensité lumineuse va de pair avec l'élargissement de la région et que la partie la plus étroite et la moins claire de la grande nébuleuse se trouve diamétralement opposée à la partie la plus large et la plus étincelante.

La Voie Lactée se divise en deux branches principales sur près de la moitié de sa longueur entière. Sa largeur varie de 3 à 4° jusqu'à 15°.

La moitié boréale de l'immense nébuleuse stellaire s'étend depuis l'*Aigle* jusqu'à la constellation d'*Orion*. Divisée en deux branches de l'équateur jusqu'au *Cygne*, *où se trouve sa plus brillante zone et qui est voisine de notre monde solaire*, elle longe *Altaïr* et traverse, outre les constellations citées, la *Flèche* et le *Renard*.

Près du Cygne on voit un « trou », une place obscure, par lequel le regard plonge par delà les limites de notre Univers.

De cette partie du ciel, un rameau se dirige vers la *Petite Ourse*, dans Céphée, et c'est là que la Voie Lactée approche le plus du pôle Nord de la voûte céleste. Elle s'éloigne ensuite sous forme d'une branche unique et étroite, traverse *Cassiopée*, le *Cocher*, tout près de Capella, longe la partie orientale des *Gémeaux*, du *Petit Chien*, et la partie septentrionale d'*Orion*.

Un peu avant d'arriver en ce point se montre un rameau venu de Persée et qui s'avance jusqu'aux Pléiades, où il se perd. C'est dans *Persée* et près de la *Licorne* que la zone lactée boréale est la moins lumineuse.

Dans l'hémisphère austral, après avoir traversé l'équateur et longé *Sirius*, la Voie Lactée entre dans la constellation du *Navire*, où elle se divise en plusieurs branches qui s'étendent en éventail sur une grande superficie, dispa-

(1) Voir les précédents numéros des *Temps Nouveaux*.

raissent toutes à la fois pour reparaître plus loin dans la même constellation.

Ces branches se joignent dans le *Centaure* et la *Croix-du-Sud*, où la Voie Lactée est le moins large.

C'est par là que se trouve le fameux *Sac à charbon*, trou béant en forme de poire, où l'œil nu n'aperçoit qu'une seule étoile.

Non loin d'α *du Centaure*, la Voie Lactée se partage de nouveau en deux divisions principales avec nombreuses ramifications dans la direction du *Loup*, de l'*Autel*, du *Scorpion*, du *Sagittaire* et du *Serpent*. A partir de là, les deux branches retraversent l'équateur pour rejoindre la partie boréale de la Voie Lactée près de l'*Aigle*, du *Serpent* et même de la *Licorne*.

Le fait que la Voie Lactée, dans laquelle Herschel a compté dix-huit millions d'étoiles, fait le tour du ciel et contourne la Terre, prouve non seulement que notre Soleil, mais encore que toutes les étoiles visibles à l'œil nu sont profondément plongées dans ce système immense et en font partie intégrante.

Cet amas stellaire gigantesque qui s'est condensé d'une nébuleuse en forme de spirale, est un plan dans lequel les étoiles sont accumulées jusqu'à des distances inouïes et où elles ne paraissent se toucher que parce qu'elles se projettent les unes devant les autres.

D'après William Herschel, ce Copernic de la Voie Lactée qui attend encore ses Képler et Newton, la lumière mettrait à traverser cette immense agglomération d'étoiles, 12.520 années pour sa *longueur* — (optiquement) de la *Licorne* à l'*Aigle* — et 2.300 pour son *épaisseur*, dans le sens perpendiculaire, d'un pôle galactique à l'autre ou (optiquement) de la *Chevelure de Bérénice* à la *Baleine*.

Le calcul que Herschel fit en 1785 pour évaluer ces distances était basé sur l'hypothèse, qu'en moyenne, les étoiles sont séparées l'une de l'autre par des distances égales. Or il a été prouvé depuis, et Herschel l'avait reconnu lui-même dès 1818, que la Voie Lactée est encore bien plus grande que les jaugeages de 1785 ne l'avaient fait supposer, mais qu'il y avait condensation d'étoiles vers son centre.

(A suivre.) F. STACKELBERG.

BIBLIOGRAPHIE

Me voilà gêné pour parler du nouveau livre des frères Margueritte, *Le Prisme* (1), car la critique que j'ai faite de leur précédent, *La Commune*, a été mal comprise et a passé pour un éreintement, alors que je trouve le livre excellent. J'aurais voulu me rattraper sur celui-ci et le louer entièrement, mais c'est difficile.

Evidemment, il a des qualités. Ce qu'écrivent les frères Margueritte n'est pas quelconque, mais il faut convenir que, dans ce dernier, ils se sont laissé trop absorber par la thèse qu'ils voulaient y soutenir, et cela n'a pas été sans grand dommage pour leurs personnages, dont la plupart manquent de réalité, c'est-à-dire de vie.

Le *prisme*, c'est la dot à travers laquelle Pierre Utrel examine les jeunes filles de son entourage avant de choisir celle avec laquelle il doit se marier. La dot est-elle forte, il est amoureux. Mais, au cours des pourparlers matrimoniaux, arrive-t-il à se convaincre que les espérances qu'il escomptait ne sont qu'un mythe, l'amour s'envole, on rompt les pourparlers. Il casse ainsi, aidé de sa mère, — car, elle non plus n'a pas d'autre jauge pour estimer sa bru future — deux ou trois mariages pour enfin se rabattre sur celle qui, si elle offre quelques caractères plastiques en moins, apporte quelques écus de plus.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Plon et Nourrit, 8, rue Garancière.

Cela va très bien, et il est indéniable que ce ne soit là le tableau de presque tous les mariages qui se font, où l'on s'inquiète peu de savoir ce qu'est au moral celui ou celle que l'on recherche et à qui on jurera une fidélité éternelle; quels sont ses goûts, ses sentiments, ses idées. Que la jeune fille soit riche, ait de solides « espérances », cela est suffisant; que le jeune homme « représente bien », s'il est bien apparenté, ça n'en sera que mieux; le reste s'arrangera.

Seulement, ce qui enlève tout intérêt à la situation, c'est que l'on sait que Pierre Utrel a une tante, la plus forte usinière du pays, Mme Luguebay-Vaugloy, archi-millionnaire, une sorte de petit manteau bleu pour ses ouvriers et employés, veillant à leur bien-être moral et physique, fondant toutes sortes d'institutions en leur faveur, et sans se ruiner.

Cette tante voudrait que son neveu se mariât selon son cœur, sans s'inquiéter d'argent. Qu'il se marie avec la fille pauvre qu'il aimera — elle en a même une en réserve — et elle se charge d'assurer la richesse au jeune ménage. Seulement, pour être sûre que c'est l'amour qui l'aura guidé et non l'intérêt, elle ne lui en a jamais parlé; de sorte que Pierre, malgré le goût qu'il se sentait pour Jacqueline, la protégée de sa tante, s'en est éloigné, car il ne supposait pas qu'elle pût lui apporter le luxe qu'il attend du riche mariage.

Seulement faut avouer que voilà un gaillard prédestiné : s'il se marie avec une fille pauvre, sa tante l'enrichit. Il a passé à côté sans s'en douter, mais il a trouvé la fille riche qu'il lui fallait. Si cette dernière est un peu moins belle qu'il l'aurait désirée, il espère bien, avec son argent, se payer des compensations. Que pourrait il regretter?

Pierre a sa contre-partie. C'est un ingénieur, Letanneur, qui — ce sont les auteurs qui nous le racontent — est arrivé, lui, à sa situation par son seul travail, le seul effort de sa volonté. Gagnant largement sa vie, il ne cherche dans la femme qu'il veut associer à sa vie que la beauté, la bonté et l'intelligence, et trouve tout cela dans la sœur de la Jacqueline que la tante Luguebay-Vaugloy réservait à son chanceux de neveu; mais comme Letanneur est employé chez cette tante rarissime, que c'est chez elle qu'il a conquis tous ses grades, qu'elle l'a en profonde estime et que, décemment, elle ne peut pas protéger l'une des sœurs sans penser un peu à l'autre, voilà un second ménage qui n'a qu'à marcher sur des roulettes bien graissées.

Il faut avouer que, dans la vie telle que la dépeignent les frères Margueritte, la lutte pour l'existence n'est pas bien terrible, et il n'y a pas une grande somme d'efforts à dépenser pour s'assurer le bonheur et l'indépendance.

Ils ne sont pas arrivés, je crois, à prouver ce qu'ils voulaient démontrer. La vie est autrement compliquée, la lutte pour elle autrement dure et opiniâtre qu'ils ne la décrivent. Et lorsque, dans l'industrie, on part de rien pour arriver à quelque chose, en plus des efforts à dépenser, ce n'est qu'en niant ses origines, et en se rangeant du côté des maîtres. En les servant contre ceux que l'on a quittés, par conséquent.

J. GRAVE.

❖ ❖

Nous avons reçu :

Les énigmes de l'Univers, par E. Hæckel, nouvelle édition à 2 francs.

Revue générale de Bibliographie française, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

L'Extrême-Orient, par Métin, un vol., 1 fr. 80, à « Pages libres », 17, rue Séguier.

Aux travailleurs des champs, par A. Cayré, une brochure, 0 fr. 10, au groupe « *l'Ouvrier indépendant* », 86, boulevard de Strasbourg, Béziers.

Golfines, par U.-R. Quinones, un vol., 2 pesetas, tipografico de Ricardo, Madrid.

La tragédie de Tristan et Yseult, par Eddy Marie, édition des « Cahiers de la Quinzaine », 8, rue de la Sorbonne.

Appel fraternel, par Teixeira Mendes, une brochure, 0 fr. 50, 30, rue Benjamin-Constant, Brésil.

Poesias positivistas, par J. Lagarrigue, une brochure, à Santiago, Chili.

La chanson ouvrière, 0 fr. 50, Salle Jules, 6, boulevard Magenta.

❖ ❖

A voir :

La grève, dessins de Naudin et Grandjouan, *Assiette au beurre*, n° 214.

Boîte aux Ordur

Le *Radical* (M. Rane), 14 mai :

Dans ces désordres de Limoges, tous les j de la région constatent qu'on a signalé la p d'individus étrangers aussi à la porcelaine. est ainsi à chaque grève. Toujours les ra véritables ouvriers sont grossis de gens que pe ne connaît, qu'on n'a jamais vus auparavant e ne doit pas revoir. Ce sont ceux-là qui comm les délits, qui se livrent à des actes de violence les personnes et contre les propriétés, c'est ceux-là aussi qu'on trouve les orateurs qui, les réunions, jettent de l'huile sur le feu, qui, les parlottes, se posent en ennemis de la con tion. Ce sont de véritables agents provocateur compte de qui, dans l'intérêt de qui provoquent Au compte de la police? Oh! que non. La p aime la tranquillité. Elle pratique volontiers l'axi gouvernemental : « Surtout, ne me faites pas faires! »

Au compte de qui alors? Ah! cherchez! Cherc à qui en fin de compte les désordres, les violen profitent, et contre qui on les exploite.

MUSÉE DES ANERIES

L'on s'imagine parfois que tout ce qui a trait au *budget de la guerre* constitue une dépense impro ductive et que toute économie réalisée sur ce budget est souhaitable. M. Klotz, dans son rapport (page 194), fait justice de cette affirmation lorsqu'il dit :

« Le cultivateur, l'éleveur, le commerçant, le fabricant et surtout l'ouvrier retirent un profit important de l'existence même du budget de la guerre, dont la disparition, si les circonstances mondiales le permettaient jamais, déterminerait avec le chômage une crise économique des plus graves. »

(De Boury, à la Chambre des députés, 3 mars 1905.)

◉ ◉

« Notre Seigneur Dieu ne se serait jamais donné autant de peine pour notre patrie allemande et son peuple, s'il ne nous avait destinés à de grandes choses. Nous sommes le sel de la terre; mais aussi nous devons nous montrer dignes de l'être. Aussi notre jeunesse doit-elle apprendre le renoncement, se garder de tout ce qui n'est pas bon pour elle, de ce qui est importé de peuples étrangers, et rester fidèle aux mœurs, à la règle et à l'ordre, au respect et à la religion. »

(Extrait du discours de l'empereur Guillaume II à Brême.)

CONVOCATIONS

★ **A. I. A.** (XXe) — Réunion le 22 mai, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites.

★ **A. I. A.** (XIVe). — Réunion samedi 20 courant, 21, rue de la Gaîté, permanence menuisiers.

★ **La Coopérative Communiste du XXe**, 27, rue des Maronites (20e arr.). — Samedi 20 mai, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir, répartition de denrées.

★ **La Semaille**, 21, rue Berger :

Mardi 23 mai. — *Ch. Leclerc : Histoire de la Révolution française — Le 10 août et les massacres de septembre.*

Vendredi 26. — Poujol : L'Exposition de Liège (avec projections).

★ **Fondation Universitaire**, 19, rue de Belleville, à 9 heures du soir :

Vendredi 19 mai. — La Délégation ouvrière aux Etats-Unis et au Canada, par Albert Métin.

Samedi 20. — Soirée dramatique organisée par Couvelaire.

Dimanche 21, à 9 heures du matin. — Visite au Salon des Artistes français, sous la direction de L. Reinach.

Lundi 22. — Cours de violon, de solfège et de modelage.

Mardi 23. — Luther et la Réforme en Allemagne, par Krümholtz.

Mercredi 24. — Etudes sociales : La crise de l'apprentissage, par Georges Alfassa.

Jeudi 25. — Cours de modelage.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy, à 9 heures très précises :

Vendredi 19 mai. — Dr Poirrier : Exode rural et tuberculose.

Mercredi 24. — Causerie entre camarades. Paul Costel : Le Manuel individualiste de Han Ryner.

Vendredi 26. — Léon Bruneteaux : Histoire de la Peinture. II. Les primitifs italiens (avec projections).

★ Roubaix. — Salle du Palais du Travail, 8, rue du Pile, le samedi 27 mai, à 8 heures précises du soir, conférence publique et contradictoire par Liard-Courtois. Sujet : Guerre et patriotisme.

Prix d'entrée : 0 fr. 15.

★ Lille. — Les camarades libertaires se réunissent tous les samedis chez Bernard-Leroux, 52, rue de Roubaix.

Samedi 20 mai. — Organisation de la conférence Liard-Courtois, pour le 29 mai.

Section de l'A. I. A. — Les réunions ont lieu tous les premiers et troisièmes lundis du mois.

★ Lorient. — **Jeunesse Syndicaliste.** — Samedi 27 mai, à 8 h. 1/2 du soir, salle Dousdebès, grande conférence publique et contradictoire par Sébastien Faure. Sujet : La Paix ou la Guerre.

★ Le Havre. — **Jeunesse Syndicaliste.** — Réunion samedi 20 mai, au siège social, 22, rue de Turenne, à 9 heures du soir. Causerie par le camarade J. Liger.

★ **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Réunion, lundi 22 mai, à 9 heures du soir, salle des Commissions, (Bondy) Bourse du travail. Réception du roi d'Espagne.

★ **Causeries populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi 22 mai, à 8 h. 1/2, causerie : Les Dégénérés, une opinion de Reclus. — Jeudi, cours d'espagnol.

★ **Causeries populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 24 mai, à 8 h. 1/2, causerie : Chimie nouvelle, stéréochimie et dissymétrie, par Louis Bousquet.

★ Montreuil. — **A. I. A.** — Réunion tous les jeudis. Permanence tous les lundis, de 8 h. 1/2 à 10 heures.

★ Besançon. — Groupe d'études sociales **La Raison**, 9, rue Fortuné-Brançon. — Dimanche 21 courant, à 2 h. 1/2, causerie par un camarade : Vers le Bonheur.

★ Lyon. — **A. I. A.** — Dimanche 21 mai, sortie de propagande à la campagne, à Miribel. Distribution de journaux et brochures.

Pour ceux qui s'y rendront à pied, rendez-vous à 1 heure très précise, au terminus du tramway de Saint-Clair.

On se rencontrera à 3 h. 1/4 devant la gare de Miribel.

Apporter journaux et brochures.

★ Perpignan. — **Groupe libertaire « Germinal ».** — Dimanche 21 courant, à 8 heures du soir, au siège du groupe, Bar des Variétés, causerie par un camarade sur le Communisme.

A. I. A. des Travailleurs. — Samedi 20 courant, à 8 heures du soir, café des Variétés, causerie d'actualité par un camarade.

Correspondances et Communications

★ **La Scène Libre**, cercle lyrique et théâtral de Montrouge, se met à la disposition des groupes, syndicats, U. P. et coopératives pour l'organisation de leurs fêtes. Adresser la correspondance au camarade secrétaire, au siège, 34, rue du Marché, Grand Montrouge.

Cours de dictions, répétitions sous la conduite du camarade Laurent, des théâtres de Paris : tous les mercredis, à 8 heures du soir, au siège.

Nous avons fait tirer quelques bandes-affiches pour annoncer la transformation des *Temps Nouveaux*. Nous en tenons de toutes timbrées à la disposition des camarades de province qui voudraient en apposer dans leur localité.

A peine cinq ou six localités nous en ont demandé. Je réitère mon appel auprès des camarades. Il serait bon de faire connaître notre nouvelle transformation.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

Bibliographie anarchiste, par Nettlau, *franco*	1 85
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais	1 85

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, par Kropotkine, franco.	2 75
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine	1 »
Autour d'une vie, par Kropotkine	3 »
La Société future, par J. Grave	2 75
La Grande Famille, roman militaire, par J Grave	2 75
L'Individu et la Société, par J. Grave	2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave	2 75
Les Ventres, par Pourot	2 75
Galafieu, par H. Fèvre	2 75
Malfaiteurs, par J. Grave	2 75
Les Aventures de Nono, par J. Grave, avec illustrations	2 75
Mais quelqu'un troubla la fête, par Marsolleau	1 »
La Commune, par Louise Michel	2 75
Responsabilités, pièce en 4 actes, par J. Grave.	2 »
Le Socialisme en danger, D. Nieuwenhuis.	2 75
L'Amour libre, par Ch. Albert	2 75
En marche vers la société nouvelle, par C. Cornellissen	2 75
Sous la casaque, par Dubois-Desaulle	2 75
Ceux de Podlipnaïa, par Retchnikoff	2 75
Les Jugements du Président Magnaud, annotés par Leyret	2 75
La Colonne, par Descaves	2 75
La Poigne, pièce de J. Jullien	2 »
L'Ecolière, — —	2 »
L'Inévitable Révolution, par un proscrit	2 75
Œuvres, par Bakounine	2 75
Humanisme intégral, par L. Lacour	2 75
Biribi, par Darien	2 75
Bas les Cœurs, — —	2 75
Les Inquisiteurs d'Espagne, par Tarrida	2 75
Au Palais, par F. Dumas	2 75
L'Instituteur, par T. Chèze	2 75
Fabrique de pions, par Z. Raganasse	2 75
La Cage (pièce), par Descaves	1 50
Les Chapons (pièce), par Descaves et Darien	1 50
La première salve, par Rouquès	1 50
Tiers-Etat, par Descaves	1 50
Les Souliers (pièce), par Descaves et Vergught	1 »
L'Antisémitisme, par B. Lazare	2 75
L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par E. Reclus	2 75

Librairie dramatique :

La Vie publique, pièce, par Fabre	3 »

De chez Masson :

Les Colonies animales, par Perrier	18 »

De chez Dentu :

Le Primitif d'Australie, par Elie Reclus	3 »
La Commune, par Lissagaray	3 »
La Fin des bourgeois, par C. Lemonnier	2 75

De chez Dujarrie :

Les deux familles, par A. Pourot	3 »

De chez Doin :

Le Transformisme, par J.-J. de Lanessan	7 »

De chez Villerelle :

La Faiseuse de gloire, par P. Brulat	2 75

De chez Hachette :

Petite Histoire du peuple français (pour les enfants), par P. Lacombe	1 75

De chez Ollendorff :

Le Calvaire, par Mirbeau	3 »

De chez Bellais :

La Guerre et l'Homme, par P. Lacombe	2 75
Histoire de l'Inquisition au moyen âge, par Léa; 3 volumes, chaque	3 »
Opinions sociales (dont l'**Affaire Crainquebille**), par A. France, 2 brochures	1 »

De chez Plon :

Deux vies, par P. et V. Margueritte	3 »
La Commune, — —	3 »

De chez Flammarion :

Les Paroles d'un révolté, par Kropotkine	1 25
Lidoire, par Courteline	2 75
Qu'est-ce que la propriété ? de Proudhon	3 »
Idées générales sur la Révolution au XIXe siècle, par Proudhon	3 »
Les balances (pièce), par Courteline	1 »
Le gendarme est sans pitié (pièce), —	0 70

De chez Schleicher :

La Vie ouvrière en France, par Pelloutier	5 »
Les Enigmes de l'Univers, par Haeckel	10 »
Les Religions, par A. Lefèvre	6 »
Force et matière, par Buchner	7 »
L'homme selon la science, par Buchner	7 »
L'Histoire de la Création des Etres organisés, par Haeckel	12 50
Science et Matérialisme, par Letourneau	5 »
La Psychologie ethnique, par Letourneau	6 »
Les Guerres et la Paix, par Richet	1 50

Du Mercure :

Le Vagabond, de Gorki	3 »
Les petits bourgeois	3 »

Propagande Antimilitariste

Afin de contribuer à la propagande antimilitariste, nous mettons en vente : *Guerre-Militarisme, Patriotisme-Colonisation* (édition de propagande) et *Le Livre d'Or des officiers*, que l'auteur veut bien y joindre, au prix de 3 francs les trois volumes pris dans nos bureaux (3 fr. 60, colis en gare) au lieu de 9 francs; 4 fr. 10 pour l'extérieur servi par colis postaux.

Ce sont des volumes de documentation qui devraient être dans toutes les bibliothèques. Nous demandons aux camarades de faire tous leurs efforts pour les faire pénétrer dans les bibliothèques des groupements dont ils font partie.

Petite Correspondance

B., à La Seyne. — L'ouvrage de Reclus, *L'Homme et la Terre* coûtera 75 fr. complet et broché, ou bien 0 fr. 50 la livraison. Il y en a cinq de parues.

L. Dur., à Limoges. — Impossible de vous répondre, vous ne donnez pas votre adresse.

S., à Bourg-Argental. — On ne garde pas de comptes pour cela. 4 exemp. à chacun d'habitude.

Besançon. — Les couvertures sont données comme catalogue. Distribuez-les.

L. B., à Brest. — Que voulez-vous ? Les journaux bourgeois font leur métier de mouchards.

P. C., Lyon. — Oui, le prix est marqué franco. J'en ai mis une de plus

E. L., à Avignon. — Ceux-là doivent juger les autres d'après eux-mêmes.

G., à Lézignan. — Du moment que B... ne voulait plus du journal, il n'avait qu'à refuser le remboursement. Nous lui envoyons le montant en brochures.

J. D., à Masseret. — Merci de votre bonne volonté, mais le travail que nous avons à faire est sur place.

F., à Manosque. — Reçu mandat. Les éléments d'une pareille statistique nous manquent.

E., à Mustapha. — Vous redevez 0 fr. 50. Le port pour Alger est de 1 fr. 10, et non de 0 fr. 60.

A. R., à Thizy. — Pour la biographie de Kropotkine, prenez *Autour d'une vie*, franco 2 fr. 85.

L'ordre le veut et Exorcisme. — Un peu faibles comme forme.

Lyonewski. — Plein de bonne volonté ; mais insuffisant comme forme et comme fond.

L. B., à Carcassonne. — Reçu mandat. Merci. Vers insuffisants. J'envoie les affiches.

C. R., rue Pont L. P. — Le remboursement était parti, quand nous avons reçu le mandat.

H. G., à Queue-du-Bois. — Nous ferons attention.

Multatuli-Œrtel. — Nous avions déjà un article sur le même sujet.

Reçu pour le mouvement révolutionnaire russe : A. V. et P. M., à Philadelphie, 5 fr.

Reçu pour Chandelier : M. P., 1 fr.

Reçu pour le journal : G., par A., 6 fr. — A., 30 fr. — E. J., à Olneyville, Providence, 2 fr. — A. A. et T. H., à Willock, 2 fr. — P. M. et A. V., à Philadelphie, 4 fr. 50. — Vente de vieux timbres, 2 fr. 25. — S., à Bourg-Argental, 1 fr. — Adelante, 0 fr. 30 — L., 10 fr. — H., 0 fr. 85. — Saint-Claude, Fr. R. et E. R., 1 fr. 65. — C. A., 2 fr. — Merci à tous.

G., à Lézignan. — M., au Havre. — O. B., à Barcelone. — K., à Sainte-Geneviève. — J. B., à Villiers-le-Sec. — J. des E., à Charleroi. — M., à Bruxelles. — J. L., à Carnières. — C. C., à Paris. — N., à Bolentino. — T., à Pavilly. — J. F., à Auvers. — R., à Paris. — B. V., à Saint-Etienne. — C., à Lorient. — A. B., à Carnières. — L. B., à Carcassonne. — P. G., à Fontenoy. — F. B., à San-Giovanni. — L., à Hodimont. — E. S., à Blocton. — V., à Berne. — G. B., à Chuelle. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

IIe Année. — N° 4. 27 Mai 1905

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50
LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris = Ve

Voir à l'intérieur le dessin de Delannoy.

SOMMAIRE

La Révolution russe

Ses causes et son caractère.

Ce qui se passe en Russie depuis neuf mois ne peut pas s'appeler autrement que le début d'une grande révolution ; révolution qui non seulement va changer, mais a déjà changé beaucoup de choses dans l'ordre politique et social de l'empire du tsar. Depuis l'exécution de Plehve — abjecte incarnation du régime bureaucratique et policier — mais surtout depuis le 22 janvier, date où les ouvriers de Saint-Pétersbourg portèrent leurs revendications au Palais d'Hiver, et où la foule paisible fut fusillée par les cosaques et la garde impériale commandés par les grands-ducs et la haute aristocratie, à partir de ces deux dates, le système autocrate, qu'on croyait tout-puissant, a été complètement désorganisé. Toutes les classes de la nation russe se détachèrent du gouvernement. La noblesse et les intellectuels commencèrent à revendiquer à haute voix les droits et la liberté politiques ; et la bourgeoisie, énormément enrichie en ces dernières vingt années, mais ne possédant aucun droit civique, adhéra aussi au mouvement libéral des intellectuels et des nobles. Des réunions non autorisées des représentants de ces deux classes dirigeantes ont été tenues ouvertement à Moscou, Saint-Pétersbourg et autres grandes villes, pour réclamer une constitution libérale, basée sur l'abolition des distinctions de classe et sur le suffrage universel.

L'histoire nous démontre que les grandes révolutions des temps modernes se sont toujours accomplies quand les classes dirigeantes et exploitantes se querellaient avec le pouvoir. C'est alors que le peuple, exploité et opprimé, put se redresser et arracher à ses oppresseurs quelques concessions économiques et sociales. La révolution en Hollande au seizième siècle, en Angleterre au dix-septième, et la grande Révolution française ont été faites à la faveur d'une lutte de ce genre contre l'oppression espagnole, l'autocratie de Charles Ier et la corruption du gouvernement de Louis XVI.

Le tsarisme actuel a réuni en lui et l'oppression espagnole de Philippe II, et l'autocratie d'un Charles Ier, et la pourriture de l'ancien régime français.

L'intolérance religieuse, l'oppression des nationalités conquises triomphent en Russie. La misère et la famine rendent la vie des paysans russes plus misérable que celle des paysans français avant la Révolution. Les rapports des différentes commissions officielles ont démontré que l'état économique actuel des paysans russes est pire qu'au moment de l'abolition du servage (1861). La superficie de terre arable dont disposent les paysans a diminué ; la culture du blé, elle aussi, a diminué de 26 à 30 o/o ; le nombre des têtes de bétail s'est abaissé de 40 o/o. Il y a des provinces où le peuple n'a pas pu payer les impôts d'Etat depuis quatre ans, et la Russie centrale, habitée par de vrais Russes, est définitivement ruinée. Les conseils de province et les délégués des paysans, bien que choisis par la bureaucratie elle-même, ont déclaré à l'unanimité que seules des réformes fondamentales dans l'ordre politique et social peuvent remédier à ce déplorable état de choses.

Au lieu d'accorder ces réformes, le gouvernement a inauguré des persécutions à outrance. Les ouvriers des villes, d'accord avec les paysans des villages, ont commencé alors à se révolter. Les grèves et les désordres agraires ont éclaté sur un très grand nombre de points, et malgré une répression brutale et sanglante, grèves et désordres sont devenus généraux. Partout les paysans et les ouvriers réclament les terres et les forêts pour la commune, ainsi que l'autonomie de celle-ci ; l'abolition des distinctions de classes ; la liberté de conscience, de parole, de réunion et d'association.

Par cette solidarité fraternelle entre l'ouvrier de la ville et le paysan, le peuple russe, illettré en majorité, a démenti les théories du socialisme dit scientifique sur l'opposition des intérêts du prolétariat des villes et de celui des campagnes. Et, chose fort intéressante pour nous, anarchistes, au fur et à mesure que la révolution s'approchait, la tactique anarchiste s'imposait même à ceux qui, pendant ces vingt dernières années, maudissaient et calomniaient l'idée et la tactique anarchiste avec ses grèves générales, son autonomie des groupes et des organisations, son initiative individuelle et son action directe.

La manifestation sanglante du 22 janvier fut organisée par la classe ouvrière de Saint-Pétersbourg en grève générale. L'exemple de Saint-Pétersbourg fut suivi par Moscou, Riga, Varsovie, Lodz et Tiflis, et à partir de cette époque la grève générale est devenue l'arme ordinaire du prolétariat de l'empire du tsar. Même les quotidiens français, à la solde du tsar, enregistrent chaque jour des grèves générales dans toutes les parties du pays. Et sous l'impulsion de ce mouvement gréviste, l'activité révolutionnaire a pris un élan extraordinaire. Sans aucune exagération, on peut dire que même dans chaque petite ville et dans les grands villages industriels, des comités d'action révolutionnaire, tout à fait indépendants, se sont formés ; qu'ils agissent d'après leur propre initiative, en employant aussi bien la presse clandestine que les armes et la bombe.

Mais ce qui est surtout remarquable, c'est l'action directe des paysans révoltés aussi bien contre l'Etat que contre les propriétaires. Les villages tout entiers se réunissent et, après avoir prêté le serment de solidarité dans la lutte, ils obligent les propriétaires à céder leurs terres à la commune et à signer l'acte de cession. En cas de résistance, ils les invitent à prendre place dans une charrette pour les conduire à la ville et les paysans convertissent alors en possession communale tous les biens seigneuriaux. De pareils procédés sont signalés dans beaucoup de régions, en Grande-Russie, en Petite-Russie, en Pologne et ailleurs. Mais c'est au Caucase, en Géorgie que se passent les événements de ce genre les plus typiques. Là-bas, l'action directe des paysans a pris un tel développement et revêtu un tel caractère de noblesse et d'humanité, que tout le monde les admire. Même le vieux Tolstoï a adressé aux paysans géorgiens une lettre de sympathie et d'encouragement.

Nous exposerons dans un second article ce mouvement si remarquable.

W. Tcherkesoff.

L'INTERNATIONALE DE 1868

LA GUERRE ET LA GRÈVE GÉNÉRALE

Nous croyons bon de rappeler la résolution votée en 1868, au troisième congrès de l'Internationale réuni à Bruxelles. Après une discussion à laquelle prirent part entre autres de Paepe, Becker et Tolain, le texte de la résolution à prendre fut remis à une commission spéciale dont Longuet fut rapporteur.

Le 13 septembre 1868, on vota le texte suivant :

Considérant :

Que si la guerre a pour cause principale et permanente le manque d'équilibre économique et ne peut être, par conséquent, anéantie que par la réforme sociale, elle n'en a pas moins pour cause auxiliaire l'arbitraire qui résulte de la centralisation et du despotisme ;

Que les peuples peuvent dès maintenant diminuer le nombre des guerres en s'opposant à ceux qui les font ou qui les déclarent ;

Que ce droit appartient surtout aux classes ouvrières, soumises presque exclusivement au service militaire, et qu'elles seules peuvent lui donner une sanction.

Qu'elles ont pour cela un moyen pratique légal et immédiatement réalisable ;

Qu'en effet, le corps social ne saurait vivre si la production est arrêtée pendant un certain temps ; qu'il suffit donc aux producteurs de cesser de produire pour rendre impossibles les entreprises des gouvernements personnels et despotiques,

Le Congrès de l'Association internationale des travailleurs, réuni à Bruxelles, déclare protester avec la plus grande énergie contre la guerre :

Il invite toutes les sections de l'Association, chacune dans leurs pays respectifs, ainsi que toutes les sociétés ouvrières et tous les groupes d'ouvriers, quels qu'ils soient, à agir avec la plus grande activité pour empêcher une guerre de peuple à peuple qui, aujourd'hui, ne pourrait être considérée que comme une guerre civile, parce que, faite entre producteurs, elle ne serait qu'une lutte entre frères et citoyens.

Le Congrès recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs.

Le Congrès connaît assez l'esprit de solidarité qui anime les travailleurs de tous les pays pour espérer que leur appui ne fera pas défaut à cette guerre des peuples contre la guerre.

CROCS ET GRIFFES

Au sujet du nationalisme des « socialistes unifiés », le Matin *de vendredi ou samedi dernier a donné un article, signé Moulbon, qui n'est pas affirmé comme une interview récente de divers leaders socialistes, mais arrangé de manière à faire croire que les passages découpés dans de vieux discours, ou de vieux écrits, sont des déclarations récentes.*

L'article, du reste, débute par une grossière erreur. M. Moulbon attribue à Hervé la paternité du Manuel du soldat.

Or, à part que Hervé n'est pas l'auteur du Manuel *— tout le monde sait que c'est l'œuvre du groupe de la* Confédération générale du travail ;

A part que le Matin *ne travestit jamais les faits que lorsqu'il a des raisons pour cela, les lecteurs du « journal le mieux renseigné » le sont d'une façon tout à fait « Modern-Press » !*

* *

C'est cette semaine que va arriver le gosse qui donne des ordres à l'Espagne. Si la population de Paris avait le moindre respect d'elle-même, et quelques notions du républicanisme dont elle se glorifie, c'est le vide que devrait trouver sur son parcours le cortège officiel, fenêtres et boutiques fermées.

Mais à la population de Paris, il faut du « pain et des fêtes » ; à défaut de pain, elle se contente de fêtes. Quand elle n'a pas le bœuf gras, elle va voir défiler des gouvernants.

Lorsque la police leur tape sur la gueule, les Parisiens n'ont que ce qu'ils méritent.

J. Grave.

* *

Un ami, de passage à Nevers, nous écrit :

« J'ai appris ici, de source absolument sûre, *que les socialistes du cru ont sollicité et obtenu, sur les* FONDS SECRETS *du ministère de l'Intérieur, une somme de mille francs pour les aider à solder leurs dépenses électorales de 1902. »*

Notre ami en est bleu. Pas nous. Ils en ont fait et ils en feront bien d'autres...

* *

Une des personnes à qui nous adressons, à titre gracieux, un numéro du journal parce que nous les croyons susceptibles de s'y intéresser, nous a renvoyé son exemplaire, rageusement lacéré, sous enveloppe portant cette spirituelle mention :

Seul sort que méritent de telles ignominies.

Mais ce courageux protestataire a oublié de signer.

Ch. Albert.

* *

Souvenirs !

« C'est au nom de la Patrie que Rouvier fut se promener au Palais-Royal, qu'il s'égara plus tard, honteux, des jardins trop surveillés, dans l'impasse boueuse du Panama.

« C'est au nom de la Patrie que Périer retire sa vie et son luxe des mines d'Anzin, petit-fils méprisé du massacreur de 1831 et de l'agioteur qui s'opposa à l'annexion de la Belgique pour laisser un plus grand rapport aux mines d'Anzin. »

Gérault-Richard.

(Le Chambard, 12 mai 1894.)

* *

« Honneur et Patrie ! oh ! oh !

« Patrie ? Voyez les financiers cosmopolites qui spéculent sur la France au Parlement.

« Honneur ? Voyez Eiffel. »

Gérault-Richard.

(Le Chambard, 11 mai 1895.)

Notre prochain dessin sera signé Kupka.

LE CONGRÈS

CONTE POUR LES GRANDS ENFANTS

Les heureux de ce monde s'avisèrent un jour qu'il y avait danger pour eux à laisser se propager parmi les malheureux des maladies qui pouvaient les frapper à leur tour et diminuaient déjà la valeur productive de leurs salariés.

« Nous ne pouvons pas nous désintéresser, autant par *égoïsme* que par humanité, de ce qui se passe chez le voisin, car le mal perfide qui aura sévi à côté de la demeure la plus heureuse ne tardera pas à y pénétrer. » Ainsi s'exprime un des représentants les plus qualifiés de la presse bourgeoise.

On pense bien que dès le moment qu'il est fait appel à l'égoïsme du bourgeois, au souci de ses intérêts et à sa lâcheté, il n'est pas resté indifférent.

Mais comment agir ?

Le mal existe depuis longtemps, personne, parmi les puissants, ne s'en étant occupé, tant qu'ils croyaient que seuls les gens mal vêtus, mal nourris, mal logés et surmenés de travail pouvaient en être atteints. Ne suffisait-il donc pas de démolir peu à peu les masures des quartiers populeux pour y percer de larges avenues bordées de maisons pourvues de tout le confort possible, puis d'engager les misérables à ne pas quitter le fond des campagnes, ou à y retourner dès qu'ils devenaient malades ?

« Il faut rechercher les lieux suspects, les points malades et démolir la plupart de ces repaires impossibles à assainir... », conseille un des représentants de la science officielle. « Il faut empêcher par tous les moyens possibles l'immigration dans les villes du peuple des campagnes, et favoriser au contraire l'exode des travailleurs urbains dans les champs », recommande un autre.

Le Dr Calmette, de Lille, apprend aux bourgeois que l'hygiène de l'atelier n'est pas toujours parfaite, et que, dans 71 cas sur 100, c'est la misère et l'alimentation insuffisante qui ont rendu malades les malheureux : « Sans doute, dit-il, on peut voir, à côté du surmenage et de la misère, l'influence funeste des boissons alcooliques ; mais, en cherchant bien, il n'est pas difficile d'établir que ces différentes manifestations se confondent et qu'elles tiennent toutes à l'excès de travail et à l'insuffisance de nourriture. »

Moi qui croyais que la science officielle s'en tenait à l'axiome « la tuberculose est fonction d'alcoolisme » qu'on enseigne aux enfants des écoles, formule facile à retenir, grâce à laquelle il est aisé de conclure que si le malheureux tombe malade, c'est uniquement sa faute, et qu'il n'y a rien à faire que lui conseiller de mieux se conduire !

Décidément tout finit par se savoir, puisque voilà les savants qui découvrent que les malheureux... ne sont pas heureux ! et que c'est même pour ce motif qu'ils tombent souvent malades ! Un résultat aussi brillant ne pouvait laisser les pouvoirs publics indifférents.

Aussi se sont-ils hâtés de convoquer une réunion de tous les savants et philanthropes du monde entier à un grandissime congrès qui aura lieu à Paris au mois d'octobre et tiendra ses assises au Grand Palais — s'il vous plaît !

Messieurs les congressistes pourront amener leurs épouses et leurs filles — mesure de prudence pour que les maris lâchés n'aillent pas faire la noce au lieu d'assister aux séances, comme c'est assez l'habitude — et ce qui permettra aussi à ces dames quelques visites aux grands magasins.

Naturellement il y aura banquets, réceptions officielles, trains spéciaux pour visiter une grande partie de la France, avec les réductions

les plus considérables de la part des compagnies et de tous les grands commerçants.

Mais voyons un peu la liste des personnages qui ont déjà donné leur adhésion au congrès.

Naturellement, des tas de professeurs! Qu'ils sont nombreux, aussi bien en province qu'à Paris! puis de braves gens ornés du simple titre de docteurs, enfin tous ceux pour lesquels la pratique de la médecine n'a été qu'un marchepied pour entrer dans la politique, — voilà pour le corps médical. Mais il y a en outre des architectes, des ingénieurs, des propriétaires, des industriels, des professeurs de l'Université; j'avais même cru y apercevoir le nom d'un ouvrier, mais en regardant mieux, j'ai vu qu'il s'agissait de M. Keufer, vice-président du Conseil supérieur du travail (pardon de la méprise!). Il siégera à côté de M. Ballif, président du Touring-Club, de M. Paul Deschanel, député, de l'Institut, de M. le comte d'Haussonville, également de l'Institut, et de MM. Millerand et Vaillant.

Parmi les représentants d'une ville de province que je connais bien, je relève, en dehors des médecins du pays, les noms de 4 gros propriétaires ultra-réactionnaires, de 5 fonctionnaires choisis parmi les plus fermement acquis aux idées d'ordre et d'autorité, et de 6 industriels, plus le curé. Cette réunion constitue intégralement la représentation des classes possédantes et dirigeantes de la région. Il n'y manque que l'armée : on aurait bien dû au moins y mettre un officier de gendarmerie.

Que vont bien pouvoir faire tous ces gens-là réunis?

Ce n'est certes pas difficile à prévoir. Ils vont écouter une harangue du président de la République leur rappelant l'importance de leur tâche : sauvegarder des vies humaines... lutter contre les forces destructives...

Vous connaissez les formules. C'est le cliché n° 2. Par exemple, il ne faudrait pas qu'il se trompât de boîte et sortît le cliché n° 1, qui comporte la nécessité de s'armer pour défendre contre l'envahisseur le sol de la patrie... l'abnégation avec laquelle tout citoyen doit faire le sacrifice de sa vie et aussi et surtout celle de son semblable... Mais le protocole veillera à ce qu'il ne se produise pas une confusion aussi regrettable.

Ensuite l'assistance paraîtra écouter des dissertations en langage incompréhensible sur « les formes saprophytes du bacille de Koch; les bacilles acido-résistants; la tachycardie dans la prétuberculose; la prostatite tuberculeuse; etc... »

Si le curé et ces dames ne sont pas contents!... je ne sais pas ce qu'il leur faut.

Enfin j'espère que Millerand montrera la nécessité de faire des réformes, d'améliorer le sort des humbles et des laborieux, — et je suis sûr que l'assemblée, convaincue, votera à l'unanimité, dans un grand élan d'enthousiasme... la formation d'une commission permanente et peut-être même le vœu d'un ministère de la santé publique.

Après quoi, on sablera le champagne.

De retour chez eux, Messieurs les congressistes constateront une brèche sérieuse dans leur budget : Madame s'étant laissée aller à acheter des caisses entières d'objets dont elle n'avait nul besoin, Monsieur ayant joué aux courses, et le curé s'étant fait entôler.

Il va falloir combler ce trou; aussi les contremaîtres reçoivent-ils l'ordre de serrer la vis aux ouvriers; et les amendes de pleuvoir, ainsi que les menaces de renvoi si on ne travaille pas plus dur. Par ces moyens, petit à petit seront récupérées les grosses dépenses que se sont imposées Messieurs les philanthropes ne regardant ni à leur temps, ni à leur peine, ni à leur argent pour chercher en commun les moyens de lutter contre la maladie qui frappe les malheureux.

Dr E. D.

MOUVEMENT SOCIAL

La liberté de penser en régime capitaliste et républicain. — Un de nos abonnés que nous ne désignerons pas autrement, pour ne pas aggraver son cas, vient de nous avertir d'avoir à cesser de lui envoyer les *Temps Nouveaux*, son patron l'ayant menacé de le remercier s'il continuait à le recevoir.

D'autre part, un autre nous raconte que lorsqu'il était en province, il fut avisé par un des employés de la poste de sa localité, qu'il n'avait pas le droit de recevoir les *Temps Nouveaux* et, de fait, le journal ne lui parvenait presque jamais.

Si nous avions été avisés de ce fait en son temps, je me serais fait un plaisir de recommander ce zélé serviteur à la bienveillance du ministre des postes, pour lui faire donner de l'avancement.

G.

❖ ❖

Sous l'uniforme. — Un soldat du 59e de ligne, 1re compagnie, 1er bataillon, à Foix, Jean-Marie Courtège, « bon soldat » n'ayant jusqu'alors attrapé que quatre jours de consigne pendant ses seize premiers mois de caserne, s'est pendu à l'aide de ses bretelles. Il était dans une cellule, en prévention de conseil de guerre. Oh! oh! qu'avait-il commis?...

Il avait pris à l'un de ses camarades un paquet de tabac de 20 centimes.

❖ ❖

Chez les jugeurs. — C'est un plaisir — mais trop rare — que de voir le public d'un tribunal engueuler, huer, siffler les jugeurs. Le 15 dernier, le public de la cour d'assises de Rennes nous a donné ce régal. Il protestait contre la condamnation à 2 ans de prison d'une domestique, Jeanne Erhel, qui, renvoyée par son patron, l'abbé Chiloup, étant sans ressources et n'en pouvant obtenir un secours, avait tiré sur lui — sans l'atteindre — quatre coups de revolver.

On ne dit pas que l'abbé Chiloup soit venu, comme c'était son devoir de chrétien, intercéder pour sa meurtrière. C'est bon pour des Louise Michel, ces choses-là.

Les jugeurs sont féroces. Ils sont aussi jovials.

Un marchand de cartes postales illustrées était poursuivi pour outrages à la morale publique. Les cartes saisies chez lui étaient... comment dirai-je?... étaient du goût de la magistrature; car, ayant pérégriné de première instance en appel, d'appel en cassation, etc., elles plurent si fort à tous ces messieurs et s'égarèrent si bien sous leurs jupes, que, lorsqu'elles revinrent à la 9e chambre pour être définitivement jugées, il n'en restait plus une seule dans le dossier, et l'on fut obligé, le corps du délit ayant disparu, d'acquitter le marchand.

Cela n'empêche pas ces messieurs de prendre des mines très austères, à leurs comptoirs.

❖ ❖

Les grandes dames s'en mêlent. — Des dames en superbes toilettes s'en vont par les ateliers de couture distribuant aux ouvrières des feuilles de propagande, dont trois sont venues jusqu'aux *Temps Nouveaux*.

D'abord un numéro de *La Mode Nouvelle* (directeur-fondateur : baron de Noirfontaine) dont l'article de tête, intitulé *Entre nous*, débute ainsi :

« Est-il rien de plus funeste que l'influence des mauvais journaux sur les cerveaux frustes du peuple?

« Je ne parle pas, bien entendu, des grands quotidiens. Ceux-là, malgré les airs féroces de certains, ne nous apportent rien de bien méchant.

« Non, je parle seulement de la presse anarchiste, subversive et violente qui s'adresse aux humbles, qui les poursuit jusque dans leurs foyers, qui réveille leur misère, excite leur ressentiment et fait d'eux des révoltés et des criminels, parfois.

« Pour combattre ce danger — plus grand qu'on ne le croit — il fallait faire quelque *chose*. Quoi? M. Desjardins, député de l'Aisne, l'a trouvé. Il a eu une idée charmante, qui ne tardera pas à porter ses fruits. Il a créé l'œuvre de la *Propagande des Bons Journaux*, dont sa femme a vaillamment accepté la présidence.

« C'est une trouvaille. »

Ça, oui, c'est une trouvaille.

Et pour se procurer « les ressources qui lui permettront de faire pénétrer les lectures réconfortantes dans les maisons des pauvres où seules arrivaient les détestables excitations », M. Desjardins « vient de donner, en faveur de l'œuvre nouvelle, une vente de charité dont les bénéfices ont dépassé toutes les espérances. »

Ensuite, un article (extrait du *Gaulois*) de M. Jules Delafosse, député du Calvados, intitulé : *Comment se défendre?*

Quand vous entrez dans un salon, constate M. Delafosse, vous entendez les propos suivants : « Il n'y a plus d'armée! — Plus de marine! — Plus de justice! — Plus de liberté! — Plus de droit! — Demain, il n'y aura plus d'églises! » Ceux qui parlent ainsi « appartiennent à l'élite sociale. Ils ne sont pas seulement riches de bons sentiments : ils sont aussi des privilégiés de la fortune. Ce sont des propriétaires notables qui n'aiment pas seulement leur pays, *mais qui aiment aussi, et fort légitimement, la part qui leur est échue dans la distribution des biens de ce monde*. Ils sont donc au premier rang des victimes désignées de la prochaine Jacquerie, et ils le savent. Ils voient l'anarchie jacobine battre déjà de son écume le seuil de leurs maisons.

« Ils ont pu voir par le ministère de M. Combes quels pas formidables peut faire l'anarchie révolutionnaire lorsqu'elle a les pouvoirs publics pour complices. »

Que faire donc pour échapper à cette anarchie révolutionnaire qui a les pouvoirs publics pour complices, cette anarchie jacobine qui bat déjà de son écume, etc...? demande M. Delafosse (d'aisance). Préparer, dès aujourd'hui, les prochaines élections législatives, répond-il en bon député.

Malheureusement, « les gens du monde sont paresseux et égoïstes. Pour obtenir d'eux quelque chose, il faut leur mâcher la besogne. »

« Eh bien! la besogne est mâchée. Des ligues se sont fondées pour répandre, avec une profusion méthodique, les bons journaux à travers la France, et — je le dis à la honte des hommes — ce sont des femmes qui en ont pris l'initiative. Je vous signale et vous recommande notamment la *Ligue Patriotique des Françaises*. »

Mais laissons M. Delafosse à sa fosse, et voyons le troisième document, qui n'est autre que le prospectus de la *Ligue Patriotique des Françaises*. Elle est, cette ligue, vous ne le croiriez pas, « née de l'indignation générale »; elle veut « protester contre l'injustice, réagir contre l'indifférence, protéger l'âme du peuple et l'âme de l'enfant, et travailler, par tous les moyens d'action à la portée des femmes, à défendre la *Foi* et la *Liberté*! » Elle « veut une France chrétienne; mais pour cela il faut des lois chrétiennes; aussi fondée dans un but électoral, elle poursuit son œuvre :

« 1° Par une préparation immédiate qui est la *Caisse électorale;*

« 2° Par une préparation éloignée, — non moins importante et non moins efficace, — qui consiste :

« *A éclairer les esprits*, par la diffusion de la bonne presse, par les conférences et les causeries populaires...

« *A rendre service* par la création ou le développement des institutions sociales, telles que les Secrétariats du Peuple, les Mutualités, les Syndicats de femmes, la Caisse de l'enfance, les garderies d'enfants... qui ont pour but le relèvement moral et matériel des classes ouvrières » — et surtout le triomphe des bons candidats chargés de faire des lois chrétiennes, de supprimer les mauvais journaux, et de rassurer les propriétaires notables qui n'aiment pas seulement leur pays, mais qui aiment aussi la part qui leur est échue dans la distribution des biens de ce monde.

On peut être membre adhérent de la *Ligue Patriotique des Françaises* à partir de 25 centimes par an. Evidemment, ce n'est pas cher. Mais les braves petites ouvrières à qui les dames aux somptueuses toilettes distribuent ces alléchants prospectus, auraient tout de même tort de dépenser 25 centimes pour aider ces magnifiques dames à leur « rendre service ».

R. Ch.

❖ ❖

Comme aux colonies! — Deux soldats appartenant au 21e régiment colonial caserné au Château-d'Eau, se trouvaient hier matin, vers une heure, dans un bar de la rue Réaumur, quand ils se prirent de querelle avec un client.

Le patron de l'établissement mit les trois perturbateurs à la porte et ferma sa devanture. Une fois dehors, la discussion continua entre les trois hommes. Soudain, les deux « coloniaux » dégainèrent et se ruèrent sur leur adversaire, Lucien Desfossés, ouvrier peintre, âgé de trente-deux ans, demeurant 40, quai Jemmapes.

Le malheureux aurait certainement succombé sous

L'INTERNATIONALE DE 1868

LA GUERRE ET LA GRÈVE GÉNÉRALE

Nous croyons bon de rappeler la résolution votée en 1868, au troisième congrès de l'Internationale réuni à Bruxelles. Après une discussion à laquelle prirent part entre autres de Paepe, Becker et Tolain, le texte de la résolution à prendre fut remis à une commission spéciale dont Longuet fut rapporteur.

Le 13 septembre 1868, on vota le texte suivant :

Considérant :

Que si la guerre a pour cause principale et permanente le manque d'équilibre économique et ne peut être, par conséquent, anéantie que par la réforme sociale, elle n'en a pas moins pour cause auxiliaire l'arbitraire qui résulte de la centralisation et du despotisme ;

Que les peuples peuvent dès maintenant diminuer le nombre des guerres en s'opposant à ceux qui les font ou qui les déclarent ;

Que ce droit appartient surtout aux classes ouvrières, soumises presque exclusivement au service militaire, et qu'elles seules peuvent lui donner une sanction.

Qu'elles ont pour cela un moyen pratique légal et immédiatement réalisable ;

Qu'en effet, le corps social ne saurait vivre si la production est arrêtée pendant un certain temps; qu'il suffit donc aux producteurs de cesser de produire pour rendre impossibles les entreprises des gouvernements personnels et despotiques,

Le Congrès de l'Association internationale des travailleurs, réuni à Bruxelles, déclare protester avec la plus grande énergie contre la guerre :

Il invite toutes les sections de l'Association, chacune dans leurs pays respectifs, ainsi que toutes les sociétés ouvrières et tous les groupes d'ouvriers, quels qu'ils soient, à agir avec la plus grande activité pour empêcher une guerre de peuple à peuple qui, aujourd'hui, ne pourrait être considérée que comme une guerre civile, parce que, faite entre producteurs, elle ne serait qu'une lutte entre frères et citoyens.

Le Congrès recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs.

Le Congrès connaît assez l'esprit de solidarité qui anime les travailleurs de tous les pays pour espérer que leur appui ne fera pas défaut à cette guerre des peuples contre la guerre.

CROCS ET GRIFFES

Au sujet du nationalisme des « socialistes unifiés », le Matin *de vendredi ou samedi dernier a donné un article, signé Moulhon, qui n'est pas affirmé comme une interview récente de divers leaders socialistes, mais arrangé de manière à faire croire que les passages découpés dans de vieux discours, ou de vieux écrits, sont des déclarations récentes.*

L'article, du reste, débute par une grossière erreur. M. Moulhon attribue à Hervé la paternité du Manuel du soldat.

Or, à part que Hervé n'est pas l'auteur du Manuel *— tout le monde sait que c'est l'œuvre du groupe de la* Confédération générale du travail ;

A part que le Matin *ne travestit jamais les faits que lorsqu'il a des raisons pour cela, les lecteurs du « journal le mieux renseigné » le sont d'une façon tout à fait « Modern-Press » !*

* *

C'est cette semaine que va arriver le gosse qui donne des ordres à l'Espagne. Si la population de Paris avait le moindre respect d'elle-même, et quelques notions du républicanisme dont elle se glorifie, c'est le vide que devrait trouver sur son parcours le cortège officiel, fenêtres et boutiques fermées.

Mais à la population de Paris, il faut du « pain et des fêtes » ; à défaut de pain, elle se contente de fêtes. Quand elle n'a pas le bœuf gras, elle va voir défiler des gouvernants.

Lorsque la police leur tape sur la gueule, les Parisiens n'ont que ce qu'ils méritent.

J. GRAVE.

* *

Un ami, de passage à Nevers, nous écrit :

« J'ai appris ici, de source absolument sûre, *que les socialistes du cru ont sollicité et obtenu, sur les* FONDS SECRETS *du ministère de l'Intérieur, une somme de mille francs pour les aider à solder leurs dépenses électorales de 1902. »*

Notre ami en est bleu. Pas nous. Ils en ont fait et ils en feront bien d'autres...

* *

Une des personnes à qui nous adressons, à titre gracieux, un numéro du journal parce que nous les croyons susceptibles de s'y intéresser, nous a renvoyé son exemplaire, rageusement lacéré, sous enveloppe portant cette spirituelle mention :

Seul sort que méritent de telles ignominies.

Mais ce courageux protestataire a oublié de signer.

CH. ALBERT.

* *

Souvenirs !

« C'est au nom de la Patrie que Rouvier fut se promener au Palais-Royal, qu'il s'égara plus tard, honteux, des jardins trop surveillés, dans l'impasse boueuse du Panama.

« C'est au nom de la Patrie que Périer retire sa vie et son luxe des mines d'Anzin, petit-fils méprisé du massacreur de 1831 et de l'agioteur qui s'opposa à l'annexion de la Belgique pour laisser un plus grand rapport aux mines d'Anzin. »

GÉRAULT-RICHARD.

(Le Chambard, 12 mai 1894.)

* *

« Honneur et Patrie! oh! oh!

« Patrie? Voyez les financiers cosmopolites qui spéculent sur la France au Parlement.

« Honneur? Voyez Eiffel. »

GÉRAULT-RICHARD.

(Le Chambard, 11 mai 1895.)

Notre prochain dessin sera signé KUPKA.

LE CONGRÈS

CONTE POUR LES GRANDS ENFANTS

Les heureux de ce monde s'avisèrent un jour qu'il y avait danger pour eux à laisser se propager parmi les malheureux des maladies qui pouvaient les frapper à leur tour et diminuaient déjà la valeur productive de leurs salariés.

« Nous ne pouvons pas nous désintéresser, autant par *égoïsme* que par humanité, de ce qui se passe chez le voisin, car le mal perfide qui aura sévi à côté de la demeure la plus heureuse ne tardera pas à y pénétrer. » Ainsi s'exprime un des représentants les plus qualifiés de la presse bourgeoise.

On pense bien que dès le moment qu'il est fait appel à l'égoïsme du bourgeois, au souci de ses intérêts et à sa lâcheté, il n'est pas resté indifférent.

Mais comment agir?

Le mal existe depuis longtemps, personne, parmi les puissants, ne s'en étant occupé, tant qu'ils croyaient que seuls les gens mal vêtus, mal nourris, mal logés et surmenés de travail pouvaient en être atteints. Ne suffisait-il donc pas de démolir peu à peu les masures des quartiers populeux pour y percer de larges avenues bordées de maisons pourvues de tout le confort possible, puis d'engager les misérables à ne pas quitter le fond des campagnes, ou à y retourner dès qu'ils devenaient malades?

« Il faut rechercher les lieux suspects, les points malades et démolir la plupart de ces repaires impossibles à assainir... », conseille un des représentants de la science officielle. « Il faut empêcher par tous les moyens possibles l'immigration dans les villes du peuple des campagnes, et favoriser au contraire l'exode des travailleurs urbains dans les champs », recommande un autre.

Le Dr Calmette, de Lille, apprend aux bourgeois que l'hygiène de l'atelier n'est pas toujours parfaite, et que, dans 71 cas sur 100, c'est la misère et l'alimentation insuffisante qui ont rendu malades les malheureux : « Sans doute, dit-il, on peut voir, à côté du surmenage et de la misère, l'influence funeste des boissons alcooliques; mais, en cherchant bien, il n'est pas difficile d'établir que ces différentes manifestations se confondent et qu'elles tiennent toutes à l'excès de travail et à l'insuffisance de nourriture. »

Moi qui croyais que la science officielle s'en tenait à l'axiome « la tuberculose est fonction d'alcoolisme » qu'on enseigne aux enfants des écoles, formule facile à retenir, grâce à laquelle il est aisé de conclure que si le malheureux tombe malade, c'est uniquement sa faute, et qu'il n'y a rien à faire que lui conseiller de mieux se conduire!

Décidément tout finit par se savoir, puisque voilà les savants qui découvrent que les malheureux... ne sont pas heureux! et que c'est même pour ce motif qu'ils tombent souvent malades! Un résultat aussi brillant ne pouvait laisser les pouvoirs publics indifférents.

Aussi se sont-ils hâtés de convoquer une réunion de tous les savants et philanthropes du monde entier à un grandissime congrès qui aura lieu à Paris au mois d'octobre et tiendra ses assises au Grand Palais — s'il vous plaît!

Messieurs les congressistes pourront amener leurs épouses et leurs filles — mesure de prudence pour que les maris lâchés n'aillent pas faire la noce au lieu d'assister aux séances, comme c'est assez l'habitude — et ce qui permettra aussi à ces dames quelques visites aux grands magasins.

Naturellement il y aura banquets, réceptions officielles, trains spéciaux pour visiter une grande partie de la France, avec les réductions

les plus considérables de la part des compagnies et de tous les grands commerçants.

Mais voyons un peu la liste des personnages qui ont déjà donné leur adhésion au congrès.

Naturellement, des tas de professeurs! Qu'ils sont nombreux, aussi bien en province qu'à Paris! puis de braves gens ornés du simple titre de docteurs, enfin tous ceux pour lesquels la pratique de la médecine n'a été qu'un marchepied pour entrer dans la politique, — voilà pour le corps médical. Mais il y a en outre des architectes, des ingénieurs, des propriétaires, des industriels, des professeurs de l'Université; j'avais même cru y apercevoir le nom d'un ouvrier, mais en regardant mieux, j'ai vu qu'il s'agissait de M. Keufer, vice-président du Conseil supérieur du travail (pardon de la méprise!). Il siégera à côté de M. Ballif, président du Touring-Club, de M. Paul Deschanel, député, de l'Institut, de M. le comte d'Haussonville, également de l'Institut, et de MM. Millerand et Vaillant.

Parmi les représentants d'une ville de province que je connais bien, je relève, en dehors des médecins du pays, les noms de 4 gros propriétaires ultra-réactionnaires, de 5 fonctionnaires choisis parmi les plus fermement acquis aux idées d'ordre et d'autorité, et de 6 industriels, plus le curé. Cette réunion constitue intégralement la représentation des classes possédantes et dirigeantes de la région. Il n'y manque que l'armée : on aurait bien dû au moins y mettre un officier de gendarmerie.

Que vont bien pouvoir faire tous ces gens-là réunis?

Ce n'est certes pas difficile à prévoir. Ils vont écouter une harangue du président de la République leur rappelant l'importance de leur tâche : sauvegarder des vies humaines... lutter contre les forces destructives...

Vous connaissez les formules. C'est le cliché n° 2. Par exemple, il ne faudrait pas qu'il se trompât de boîte et sortît le cliché n° 1, qui comporte la nécessité de s'armer pour défendre contre l'envahisseur le sol de la patrie... l'abnégation avec laquelle tout citoyen doit faire le sacrifice de sa vie et aussi et surtout celle de son semblable... Mais le protocole veillera à ce qu'il ne se produise pas une confusion aussi regrettable.

Ensuite l'assistance paraîtra écouter des dissertations en langage incompréhensible sur « les formes saprophytes du bacille de Koch; les bacilles acido-résistants; la tachycardie dans la prétuberculose; la prostatite tuberculeuse; etc... »

Si le curé et ces dames ne sont pas contents!... je ne sais pas ce qu'il leur faut.

Enfin j'espère que Millerand montrera la nécessité de faire des réformes, d'améliorer le sort des humbles et des laborieux, — et je suis sûr que l'assemblée, convaincue, votera à l'unanimité, dans un grand élan d'enthousiasme... la formation d'une commission permanente et peut-être même le vœu d'un ministère de la santé publique.

Après quoi, on sablera le champagne.

De retour chez eux, Messieurs les congressistes constateront une brèche sérieuse dans leur budget : Madame s'étant laissée aller à acheter des caisses entières d'objets dont elle n'avait nul besoin, Monsieur ayant joué aux courses, et le curé s'étant fait entôler.

Il va falloir combler ce trou; aussi les contremaîtres reçoivent-ils l'ordre de serrer la vis aux ouvriers; et les amendes de pleuvoir, ainsi que les menaces de renvoi si on ne travaille pas plus dur. Par ces moyens, petit à petit seront récupérées les grosses dépenses que se sont imposées Messieurs les philanthropes ne regardant ni à leur temps, ni à leur peine, ni à leur argent pour chercher en commun les moyens de lutter contre la maladie qui frappe les malheureux.

Dr E. D.

MOUVEMENT SOCIAL

La liberté de penser en régime capitaliste et républicain. — Un de nos abonnés que nous ne désignerons pas autrement, pour ne pas aggraver son cas, vient de nous avertir d'avoir à cesser de lui envoyer les *Temps Nouveaux*, son patron l'ayant menacé de le remercier s'il continuait à le recevoir.

D'autre part, un autre nous raconte que lorsqu'il était en province, il fut avisé par un des employés de la poste de sa localité, qu'il n'avait pas le droit de recevoir les *Temps Nouveaux* et, de fait, le journal ne lui parvenait presque jamais.

Si nous avions été avisés de ce fait en son temps, je me serais fait un plaisir de recommander ce zélé serviteur à la bienveillance du ministre des postes, pour lui faire donner de l'avancement.

G.

❖ ❖

Sous l'uniforme. — Un soldat du 59e de ligne, 1re compagnie, 1er bataillon, à Foix, Jean-Marie Courtège, « bon soldat » n'ayant jusqu'alors attrapé que quatre jours de consigne pendant ses seize premiers mois de caserne, s'est pendu à l'aide de ses bretelles. Il était dans une cellule, en prévention de conseil de guerre. Oh! oh! qu'avait-il commis?...

Il avait pris à l'un de ses camarades un paquet de tabac de 20 centimes.

❖ ❖

Chez les jugeurs. — C'est un plaisir — mais trop rare — que de voir le public d'un tribunal engueuler, huer, siffler les jugeurs. Le 15 dernier, le public de la cour d'assises de Rennes nous a donné ce régal. Il protestait contre la condamnation à 2 ans de prison d'une domestique, Jeanne Erhel, qui, renvoyée par son patron, l'abbé Chiloup, étant sans ressources et n'en pouvant obtenir un secours, avait tiré sur lui — sans l'atteindre — quatre coups de revolver.

On ne dit pas que l'abbé Chiloup soit venu, comme c'était son devoir de chrétien, intercéder pour sa meurtrière. C'est bon pour des Louise Michel, ces choses-là.

Les jugeurs sont féroces. Ils sont aussi jovials.

Un marchand de cartes postales illustrées était poursuivi pour outrages à la morale publique. Les cartes saisies chez lui étaient... comment dirai-je ?... étaient du goût de la magistrature; car, ayant pérégriné de première instance en appel, d'appel en cassation, etc., elles plurent si fort à tous ces messieurs et s'égarèrent si bien sous leurs jupes, que, lorsqu'elles revinrent à la 9e chambre pour être définitivement jugées, il n'en restait plus une seule dans le dossier, et l'on fut obligé, le corps du délit ayant disparu, d'acquitter le marchand.

Cela n'empêche pas ces messieurs de prendre des mines très austères, à leurs comptoirs.

❖ ❖

Les grandes dames s'en mêlent. — Des dames en superbes toilettes s'en vont par les ateliers de couture distribuant aux ouvrières des feuilles de propagande, dont trois sont venues jusqu'aux *Temps Nouveaux*.

D'abord un numéro de *La Mode Nouvelle* (directeur-fondateur : baron de Noirfontaine) dont l'article de tête, intitulé *Entre nous*, débute ainsi :

« Est-il rien de plus funeste que l'influence des mauvais journaux sur les cerveaux frustes du peuple?

« Je ne parle pas, bien entendu, des grands quotidiens. Ceux-là, malgré les airs féroces de certains, ne nous apportent rien de bien méchant.

« Non, je parle seulement de la presse anarchiste, subversive et violente qui s'adresse aux humbles, qui les poursuit jusque dans leurs foyers, qui réveille leur misère, excite leur ressentiment et fait d'eux des révoltés et des criminels, parfois.

« Pour combattre ce danger — plus grand qu'on ne le croit — il fallait faire quelque chose. Quoi? M. Desjardins, député de l'Aisne, l'a trouvé. Il a eu une idée charmante, qui ne tardera pas à porter ses fruits. Il a créé l'œuvre de la *Propagande des Bons Journaux*, dont sa femme a vaillamment accepté la présidence.

« C'est une trouvaille. »

Ça, oui, c'est une trouvaille.

Et pour se procurer « les ressources qui lui permettront de faire pénétrer les lectures réconfortantes dans les maisons des pauvres où seules arrivaient les détestables excitations », M. Desjardins « vient de donner, en faveur de l'œuvre nouvelle, une vente de charité dont les bénéfices ont dépassé toutes les espérances. »

Ensuite, un article (extrait du *Gaulois*) de M. Jules Delafosse, député du Calvados, intitulé : *Comment se défendre?*

Quand vous entrez dans un salon, constate M. Delafosse, vous entendez les propos suivants : « Il n'y a plus d'armée! — Plus de marine! — Plus de justice! — Plus de liberté! — Plus de droit! — Demain, il n'y aura plus d'églises! » Ceux qui parlent ainsi « appartiennent à l'élite sociale. Ils ne sont pas seulement riches de bons sentiments : ils sont aussi des privilégiés de la fortune. Ce sont des propriétaires notables qui n'aiment pas seulement leur pays, *mais qui aiment aussi, et fort légitimement, la part qui leur est échue dans la distribution des biens de ce monde*. Ils sont donc au premier rang des victimes désignées de la prochaine Jacquerie, et ils le savent. Ils voient l'anarchie jacobine battre déjà de son écume le seuil de leurs maisons.

« Ils ont pu voir par le ministère de M. Combes quels pas formidables peut faire l'anarchie révolutionnaire lorsqu'elle a les pouvoirs publics pour complices. »

Que faire donc pour échapper à cette anarchie révolutionnaire qui a les pouvoirs publics pour complices, cette anarchie jacobine qui bat déjà de son écume, etc...? demande M. Delafosse (d'aisance). Préparer, dès aujourd'hui, les prochaines élections législatives, répond-il en bon député.

Malheureusement, « les gens du monde sont paresseux et égoïstes. Pour obtenir d'eux quelque chose, il faut leur mâcher la besogne. »

« Eh bien! la besogne est mâchée. Des ligues se sont fondées pour répandre, avec une profusion méthodique, les bons journaux à travers la France, et — je le dis à la honte des hommes — ce sont des femmes qui en ont pris l'initiative. Je vous signale et vous recommande notamment la *Ligue Patriotique des Françaises*. »

Mais laissons M. Delafosse à sa fosse, et voyons le troisième document, qui n'est autre que le prospectus de la *Ligue Patriotique des Françaises*. Elle est, cette ligue, vous ne le croiriez pas, « née de l'indignation générale »; elle veut « protester contre l'injustice, réagir contre l'indifférence, protéger l'âme du peuple et l'âme de l'enfant, et travailler, par tous les moyens d'action à la portée des femmes, à défendre la *Foi* et la *Liberté*! » Elle « veut une France chrétienne; mais pour cela il faut des lois chrétiennes; aussi fondée dans un but électoral, elle poursuit son œuvre :

« 1° Par une préparation immédiate qui est la *Caisse électorale;*

« 2° Par une préparation éloignée, — non moins importante et non moins efficace, — qui consiste :

« *A éclairer les esprits*, par la diffusion de la bonne presse, par les conférences et les causeries populaires...

« *A rendre service* par la création ou le développement des institutions sociales, telles que les Secrétariats du Peuple, les Mutualités, les Syndicats de femmes, la Caisse de l'enfance, les garderies d'enfants... qui ont pour but le relèvement moral et matériel des classes ouvrières » — et surtout le triomphe des bons candidats chargés de faire des lois chrétiennes, de supprimer les mauvais journaux, et de rassurer les propriétaires notables qui n'aiment pas seulement leur pays, mais qui aiment aussi la part qui leur est échue dans la distribution des biens de ce monde.

On peut être membre adhérent de la *Ligue Patriotique des Françaises* à partir de 25 centimes par an. Evidemment, ce n'est pas cher. Mais les braves petites ouvrières à qui les dames aux somptueuses toilettes distribuent ces alléchants prospectus, auraient tout de même tort de dépenser 25 centimes pour aider ces magnifiques dames à leur « rendre service ».

R. Ch.

❖ ❖

Comme aux colonies! — Deux soldats appartenant au 21e régiment colonial caserné au Château-d'Eau, se trouvaient hier matin, vers une heure, dans un bar de la rue Réaumur, quand ils se prirent de querelle avec un client.

Le patron de l'établissement mit les trois perturbateurs à la porte et ferma sa devanture. Une fois dehors, la discussion continua entre les trois hommes. Soudain, les deux « coloniaux » dégainèrent et se ruèrent sur leur adversaire, Lucien Desfossés, ouvrier peintre, âgé de trente-deux ans, demeurant 40, quai Jemmapes.

Le malheureux aurait certainement succombé sous

les coups des deux forcenés, si les gardiens de la paix n'étaient intervenus. Mais la vue des agents, loin de calmer la furie des deux soldats, ne fit que l'augmenter, et derechef ils se précipitèrent, le sabre-baïonnette en avant, contre les deux gardiens de la paix. Plus de quinze personnes assistaient à cette scène de sauvagerie, mais parmi elles aucune n'osa prêter main-forte aux représentants de la police.

(Des journaux bourgeois.)

❖ ❖

Hervé n'est pas le seul. — Nous signalons sans pitié les déviations journalières des socialistes. Aussi est-ce avec un vrai plaisir que nous publions aujourd'hui cet ordre du jour de la fédération socialiste « unifiée » de l'Yonne :

« Les délégués des deux fédérations de l'Yonne, réunis à Laroche le 14 mai en vue de l'unification des forces socialistes du département,

« Félicitent le camarade Hervé d'avoir exposé au Tivoli-Vauxhall les idées antipatriotiques qui sont l'expression exacte des sentiments du parti socialiste de l'Yonne ;

« Blâment énergiquement le citoyen Gérault-Richard d'avoir pris prétexte des paroles d'Hervé pour lui adresser dans la *Petite République* de grossières injures qui nécessairement atteignent tous les socialistes qui pensent comme Hervé ;

« Regrettent que le citoyen Viviani se soit arrogé le droit de présenter son opinion personnelle comme étant celle du parti socialiste tout entier ;

« Et considérant que peu importe aux prolétaires l'étiquette nationale et gouvernementale des capitalistes qui les subjuguent ;

« Que l'intérêt de classe des travailleurs est, sans diversion possible, la lutte contre le capitalisme international ;

« Répudient le patriotisme bourgeois et gouvernemental qui affirme mensongèrement l'existence d'une communauté d'intérêts entre tous les habitants d'un même pays ;

« Et, devant les faits diplomatiques qui, de divers côtés, menacent de troubler la paix européenne, invitent tous les militants à répondre à toute déclaration de guerre, de quelque côté qu'elle vienne, par la grève des réservistes et l'insurrection.

« Bénard, Boullé, Clémendot, Duporc, Flogny-Rolland, Foltz, Jalmain, Millerat, Millet. »

Nos socialos patriotes n'en sont pas encore revenus.

❖ ❖

Les gros soucis de nos élus « socialistes ». — On lit dans le compte rendu de la première réunion tenue par le « groupe socialiste unifié » de la Chambre (*Le Matin*) :

« Un certain nombre de membres de l'ancien groupe socialiste parlementaire ont fait des réserves au sujet de leur liberté d'action dans certaines circonstances.

« Notamment les trois députés du Gard, MM. Fournier, Pastre et Devèze, ont, par l'organe de ce dernier, revendiqué le droit d'assister dans leur département aux fêtes qui doivent y être données, en siégeant aux côtés des ministres qui doivent y représenter le gouvernement, quoique cette attitude puisse paraître en opposition avec les décisions de la commission administrative du parti. »

Fichtre ! Si, sous prétexte de socialisme, on allait les empêcher de faire leur petit commerce... ?

Rassurez-vous, braves gens.

« Cette déclaration n'a soulevé aucune objection de la part des socialistes révolutionnaires. L'un d'eux a même déclaré qu'elle n'était pas contraire aux statuts du parti unifié. »

C. A.

❖ ❖

MONOGRAPHIES (1)

Chapelle-lez-Herlaimont (Belgique).

Cette commune, dont *Bascoup* est un hameau, est située aux confins de la région du *Centre*, dans l'arrondissement de *Charleroi*. Au 31 décembre 1903, elle comptait 6.948 habitants.

Le village est propret; les maisons, passables. Leur loyer est, en moyenne, de 162 francs ; pour les cabaretiers, de 240 francs, avec jardin. Mais pas mal d'ouvriers sont plus ou moins propriétaires d'une petite maison. Le charbonnage, duquel nous parlerons plus loin, possède 140 maisonnettes insalubres louées 12 francs par mois.

Le Parti ouvrier belge trouve ici un assez grand nombre d'*électeurs*, mais les révolutionnaires conscients sont bien peu nombreux : la population est platement matérialiste, sans idéal, — comme dans tout le Centre, du reste. Très nombreux, les cabarets, mais leurs affaires tendent à diminuer. Les concours de pigeons voyageurs, voilà l'amusement des Chapellois.

Le Syndicat des mineurs ne compte que 165 membres, et les réunions ne sont pas suivies ; il en est de même des autres groupes, Cercle d'études, Libre-Pensée, Jeunes Gardes, etc.

Voici un aperçu du prix des vivres : viande de vache (le bœuf est inconnu), 0 fr. 90 à 1 fr. 10 la livre ; veau, 1 fr. 20 ; porc, 1 fr. ; cheval (très en vogue), 0 fr. 60 ; pain de 2 kilos, 0 fr. 45 ; pommes de terre, 9 francs les cent kilos, au détail 0 fr. 10 le kilo ; margarine, 2 francs le kilo ; beurre, 3 fr. 20 ; lait, 0 fr. 20 le litre.

Si l'on met à part une fonderie-émaillerie peu importante, dont les ouvriers habitent les communes voisines de Carnières et Morlanwelz, l'industrie unique est l'exploitation de la houille, concédée à la *Société Anonyme des Charbonnages de Bascoup.*

Cette Société emploie un personnel de 3.850 ouvriers et employés. Les six sièges d'extraction, dont deux se trouvent à Trazegnies, produisent annuellement 650.000 tonnes de charbon. A toutes les catégories d'ouvriers, le système des adjudications et des primes est appliqué.

En 1904, les salaires moyens des diverses catégories d'ouvriers du fond ont été, respectivement pour le premier et le second semestre, de :

Ouvriers à la veine	Fr.	5.70 et	5.32
Coupeurs de murs.		7.17	6.81
Sclauneurs.		5.59	5.06
Raccommodeurs		4.30	4.12
Ouvriers spéciaux.		6.20	5.46
Conducteurs de chevaux. . . .		3.37	3 16
Ouvriers à la chaîne.		3.40	3.22
Convalescents		3.43	3.32

Il faut noter que les ouvriers à la veine et les coupeurs de murs doivent payer avec ces salaires leur poudre et leurs outils : en moyenne, cela revient à 0 fr. 35 par jour pour les premiers ouvriers et à 0 fr. 95 pour les seconds. Les convalescents sont des travailleurs qui ont été malades ou blessés et qui ne peuvent plus faire que des besognes faciles.

On voit par ce tableau combien les salaires ont diminué. Et la diminution va toujours en s'accentuant.

Les chargeurs gagnent actuellement de 3 fr. 49 à 3 fr. 84 ; les meneurs ont un salaire qui varie suivant l'âge : à quatorze ans, il est de 1 fr. 37 et à dix-huit ans, de 2 fr. 95. Ceux qui parviennent à charger plus de 30 wagonnets reçoivent une prime de 4 centimes par wagonnet ; pour les meneurs, la prime est de 2 à 3 centimes.

Les ouvriers du terril gagnent 3 fr. 79. Au Triage, les salaires sont : pour les jeunes filles, de 1 fr. 35 à 1 fr. 90 ; pour les gamins, de 1 fr. 34 à 3 fr. 15 ; pour les hommes, de 3 fr. 45 à 3 fr. 72. Les ramasseurs de cailloux, âgés de douze à quatorze ans, reçoivent 0 fr. 80 en moyenne.

Une retenue de 1 5/8 0/0 plus 75 centimes est faite chaque quinzaine sur tous les salaires sans exception pour la Caisse de prévoyance, le service sanitaire et la caisse des suppléments de pension.

La journée de travail est de neuf heures pour les mineurs du trait du jour (descente et remonte comprises), quarante-huit heures pour ceux du trait de nuit, et de dix heures pour les ouvriers de la surface.

Le charbonnage est pourvu de diverses *institutions* :

Echelle mobile des salaires, chambres d'explications, conseil de conciliation et d'arbitrage (fondé en 1888), etc. Il faut reconnaître qu'elles ont amené une situation assez satisfaisante au point de vue des salaires, mais par contre, elles ont anéanti complètement l'esprit de révolte chez les travailleurs.

Les ouvriers agricoles gagnent 50 francs par mois en été et 35 francs en hiver, plus le logement et la nourriture ; ils travaillent de douze à seize heures. Les femmes du village employées pour arracher les betteraves et les pommes de terre reçoivent de 1 fr. 20 à 2 francs.

Les maçons, pour dix heures de travail, reçoivent un salaire de 5 francs à 6 francs ; les manœuvres, de 2 francs à 4 francs.

An. M. et N. C.

(1) Nous rappelons à nos lecteurs que nous continuerons à recevoir avec plaisir tout ce que l'on voudra bien nous envoyer sur la vie locale.

❖ ❖

Supplément à la monographie de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales).

J'ai omis de vous parler de la corporation des charretiers qui est très nombreuse ici. Il y a deux ans environ, ils constituèrent un syndicat de 75 membres. Dès sa formation, celui-ci revendiqua une augmentation de salaire et une diminution de la durée du travail, qui est très pénible. Les maîtres camionneurs ayant repoussé leurs demandes, il y eut une grève de deux ou trois jours. Par manque d'entente avec les ouvriers agricoles, qui sûrement auraient secondé leurs efforts, les camionneurs durent reprendre leurs bêtes sans obtenir la moindre concession. Depuis cette époque, les relations sont demeurées tendues et je crois savoir que le syndicat, qui après la grève s'était désagrégé, va se reconstituer sur des bases plus solides.

J. M.

❖ ❖

MOUVEMENT OUVRIER

Ce n'est pas que les sergots lyonnais nous soient autrement sympathiques, mais il n'en reste pas moins vrai que leur grève est un signe des temps.

Salariés pour veiller au maintien de l'ordre bourgeois et à la protection des privilèges capitalistes, les « urbains » lyonnais réclament et protestent contre l'exploitation dont ils sont victimes comme les vulgaires salariés de n'importe quelle industrie.

De ce fait, ils réclament une augmentation de salaire de 200 francs par année ainsi que divers avantages.

Ce n'est pas tout, ils ont aussi à se plaindre de leur directeur — en l'espèce, un commandant de gendarmerie — et ils demandent son renvoi. C'est même, à ce qu'assurent nos sergots grévistes, la sévérité de ce « chef » qui les a fait se révolter — car la grève c'est la révolte — et quitter leur service.

Bien entendu, les journaux bourgeois et capitalistes n'en reviennent pas et estiment qu'aucune sanction assez forte ne peut être prise contre ces « gardiens de l'ordre » qui s'insurgent contre l'ordre.

C'est, du reste, aussi l'avis de Rouvier-Panama, qui, à la Chambre, en réponse à une interpellation du maire de Lyon Augagneur, n'a pas manqué de servir à son auditoire les phrases ronflantes et traditionnelles sur « l'autorité plus nécessaire qu'à tout autre à un gouvernement démocratique ».

Malgré les menaces gouvernementales, les sergots lyonnais ont décidé de continuer la grève. Soldats et gendarmes les remplacent pour « le maintien de l'ordre ».

Les journaux font grand bruit autour d'une ou deux agressions, mais, somme toute, rien n'en va plus mal à Lyon.

Cette grève imprévue montre qu'un besoin de secouer le joug se fait sentir chez tous ceux qui, à un titre quelconque, sont obligés de vivre d'un salaire et jusque parmi ceux où on s'y attendrait le moins.

Si demain les sergots lyonnais sont appelés à sévir contre des travailleurs qui, à leur tour, exigeront de leurs employeurs un peu plus de bien-être et de respect, ils se rappelleront peut-être qu'eux aussi sont de misérables salariés, eux aussi des victimes de l'ordre actuel. Le souvenir de leur propre grève les incitera peut-être à se montrer moins brutaux et moins zélés comme chiens de garde de la bourgeoisie.

❖ ❖

A Limoges, malgré les efforts de la municipalité socialiste et du nouveau préfet « à poigne », la situation reste tendue. Une entrevue a eu lieu entre la municipalité et le préfet, où celui-ci a exposé à ces étranges socialistes les moyens qu'il comptait employer pour mater les travailleurs.

Voici, du reste, le passage le plus important du communiqué officiel de cette entrevue :

« M. Delanney, préfet, s'est entretenu ensuite avec la municipalité de la réorganisation des forces de police, dont il gardera encore la direction pendant un certain temps, concernant les effectifs de gendarmerie nécessaires pour parer à l'insuffisance numérique de la police locale, de façon à maintenir l'ordre sans provocation comme sans faiblesse (et l'on sait ce que cela veut dire).

« L'entretien a eu lieu de la manière la plus cordiale, le préfet et la municipalité faisant tous leurs

efforts pour se conformer au désir si vivement exprimé par l'opinion publique, de voir les esprits s'assagir, le calme complet et définitif renaître, et le petit commerce retrouver la prospérité un instant compromise par des événements regrettables que tout le monde déplore. »

Malgré préfet et municipalité socialiste, les ouvriers ne semblent pas vouloir se laisser mater. Mais, fort de l'appui de *toutes* les autorités, le patronat relève la tête. Dans une importante manufacture de chaussures, 250 ouvriers ont été licenciés, et les autres patrons de la corporation ont jeté les bases d'une « Union des fabricants de chaussures » qui naturellement entrerait en lutte avec les syndicats ouvriers.

Tels sont les résultats de l'attitude prise par MM. les socialistes au cours de ces grèves successives.

Si le patronat peut s'en montrer satisfait, il est peu probable qu'il en soit de même des travailleurs limousins.

A l'usine Beaulieu, la situation est sensiblement la même; seuls quelques renégats continuent à travailler.

Chez les carriers, qui ne réclament que quelques sous d'augmentation, le conflit est en voie d'arrangement.

150 jeunes gens et apprentis qui, à la sortie d'une usine, ont conspué un chef dont ils avaient à se plaindre, ont été chargés par la gendarmerie.

Les porcelainiers ont remis la présentation de leurs réclamations après le congrès de la Céramique qui se tiendra à Montereau, le 11 juin prochain.

A Villefranche-sur-Saône, grève générale des ouvriers et ouvrières employés dans les teintureries. Ils réclament une augmentation de salaire votée d'après un tarif accepté par les patrons, mais qui ne devait être applicable que l'année prochaine; de plus, pour ceux d'entre eux employés à l'usine Frans, le renvoi d'un contremaître et du directeur.

La grève s'est rapidement répandue, et les ouvriers fileurs, faisant cause commune avec leurs camarades, empêchent tout travail dans la corporation.

La grève avait tant soit peu inquiété un moment bourgeois et capitalistes, la gendarmerie locale ayant dû aller à Lyon remplacer les policiers grévistes. Mais, les autorités n'ont pas tardé à leur montrer qu'ils n'avaient rien à craindre, et, dès lundi, un escadron de cuirassiers opérait plusieurs charges.

La situation est grave. Si les grévistes n'obtiennent pas satisfaction, toutes les corporations de Villefranche cesseront le travail; l'effectif des grévistes serait ainsi porté à trois mille ouvriers.

Les grévistes fileurs et teinturiers parcourent les rues de la ville, entonnant des chants révolutionnaires et portant des drapeaux noirs et rouges.

Les ouvriers des chemins de fer de la Corrèze sont en grève. Ils se sont tous solidarisés avec leur camarade Guillemy qui, secrétaire du syndicat, a été renvoyé par la Compagnie pour ce seul fait. Un certain malaise régnait depuis longtemps parmi ces travailleurs, car l'insuffisance du personnel est notoire sur cette ligne.

La Compagnie se sait si bien dans son tort qu'elle a refusé l'arbitrage du juge de paix, et l'on sait la valeur de ces soi-disant arbitrages. Il est vrai qu'elle se sent forte, le gouvernement ayant mis à sa disposition un détachement de soldats du 5e génie pour remplacer les grévistes.

L'armée, si chère à nos socialistes patriotes, est une fois de plus mise à la disposition des capitalistes.

Les ouvriers de la manufacture d'armes parlent de se solidariser avec les grévistes.

A Ginitas (Aude), les ouvriers vinicoles de la commune viennent de se mettre en grève à la suite du renvoi de deux ouvriers syndiqués par M. Rey, propriétaire et procureur général.

M. Rey, qui s'était déjà distingué au cours des grèves précédentes par une hostilité évidente contre les syndicats ouvriers, a fait venir d'un village voisin un ouvrier non syndiqué.

A Grenoble, grève des ouvriers coiffeurs qui demandent : le repos hebdomadaire de 36 heures consécutives; la fermeture à 8 heures du soir; la fermeture à midi pendant l'heure du déjeuner. Tous les ouvriers ont cessé le travail.

A Saint-Junien, grève à l'usine du Moulin-de-l'Hôpital appartenant à la Société Générale de la Papeterie.

Les jeunes gens de treize à quinze ans, employés au graissage des machines et à la manipulation des feuilles coupées par les ciseaux mécaniques, ont quitté le travail, demandant une augmentation, puis ont parcouru les usines, débauchant leurs jeunes camarades.

P. Delesalle.

❖ ❖

Grève des jardiniers. — *Lyon, 20 mai.* — Une grève très importante au point de vue des améliorations demandées, sinon au point de vue du nombre des grévistes, vient de se déclarer à Lyon.

Les jardiniers et les maraîchers ont cessé le travail, pour forcer leurs exploiteurs à les mieux rémunérer. Le sort de ces travailleurs de la terre est des plus lamentables. Ils peinent 14 et 15 heures pour un salaire dérisoire, inférieur pour certains à celui des ouvriers agricoles du Midi.

Jusqu'à ces derniers temps, l'excès de travail avait tellement annihilé chez ces travailleurs l'esprit de révolte, que la formation d'un syndicat avait été presque impossible. Mais, l'année dernière, un de nos camarades a réussi à grouper à nouveau les jardiniers. Les réunions syndicales ont permis aux travailleurs de discuter les revendications légitimes et le résultat de ces discussions a été la grève actuelle.

Les grévistes parcourent les environs, gagnant partout à leur cause leurs camarades qui jusque-là avaient continué à travailler.

L'autre soir, la colonne, de retour de sa tournée habituelle, se trouvait sur la place d'Ecully, où un repas champêtre était servi.

La population était satisfaite de voir la franche camaraderie qui régnait entre tous, on eût dit une tribu nomade vivant en commun, le spectacle était ravissant.

Ensuite les grévistes firent le tour de la ville en chantant sur l'air des lampions : « Dix heures de travail, quatre francs. »

Quelle que soit l'issue de cette grève, il est certain qu'elle fera prendre aux jardiniers de la région lyonnaise une conscience plus forte de leurs droits.

J. Dambrun.

⌘ ⌘

ANGLETERRE

Par voie de pétition directe. — Les cordonniers grévistes dont nous signalions la marche sur Londres, sont arrivés à bon port. Sans perdre une minute, ils se mirent en devoir d'aller trouver le ministre de la guerre, M. Arnold Forster, pour le prier d'améliorer leur sort. Mais, quand la délégation se présenta à Westminster, il lui fut répondu que le ministre ne pouvait pas les recevoir.

C'était peu correct : aussi résolurent-ils sur-le-champ d'en appeler au pouvoir législatif. Leurs doléances seraient mieux accueillies sans doute par les représentants du peuple. S'étant donc procuré une carte pour la Chambre des communes, leur chef, M. Cribble, se dirigea tout droit vers la salle même des séances, où il pénétra sans façon.

Un député discutait un projet de loi. M. Cribble estima qu'il y avait plus d'urgence à faire entendre ses revendications, et, subitement, il cria d'une voix claire : « Est-ce que l'orateur va bientôt finir de parler ? Moi, j'arrive de Northampton. » C'était assurément un titre à un tour de parole privilégié. Sans attendre une réponse, profitant au contraire de la stupeur et du silence général, il se mit donc promptement à exposer qu'il avait emmené cent quinze hommes de Raunds, dans le Northampton, qu'ils avaient accompli tout ce chemin pour exposer leurs griefs devant la Chambre, mais qu'ils s'apercevaient qu'il n'y avait rien à faire.

On lui fit bien voir qu'il ne s'était pas trompé en l'expulsant sur l'heure. Chassé de la tribune, il essaya de rentrer dans la buvette, tenta même de forcer le cordon des agents, mais en vain : la force n'était pas de son côté, il dut quitter Westminster.

L'opinion en revanche est entièrement pour lui ; la population de Londres fait fête aux grévistes. Une revue les a priés à dîner : un cirque les a invités; tout le monde les choie; le ministre de la guerre a promis aussitôt aux députés libéraux d'intervenir : tout s'arrangera donc pour le mieux.

La voie de pétition directe a du bon : les grévistes de Northampton n'ont pas perdu leur voyage.

(*L'Aurore*, 16 mai 1905.)

⌘ ⌘

ESPAGNE

Nouvelle iniquité judiciaire. — Les ouvriers emprisonnés à la suite du *meeting de la Faim* qui eut lieu au Palais des Beaux-Arts, ne cessent de protester contre leur arrestation.

Leur seul crime, disent-ils dans une lettre adressée à la presse, est de professer des idées anarchistes.

Le juge qui s'occupe de leur affaire, en a fait une affaire de sédition et de rébellion contre la force armée.

Or, la plupart des prétendus coupables n'assistaient pas au meeting prétexte de leur arrestation, et n'avaient, par conséquent, pu prendre part aux bagarres qui eurent lieu à la sortie.

Ce procès, s'il a lieu, fera un digne pendant à ceux de la Mano Negra, d'Alcala del Vale, et de tant d'autres.

❖ ❖

La journée de 8 heures à Madrid. — Après une grève de deux jours aux ateliers du patron Nicoli, la société des ouvriers marbriers a obtenu, de ce patron et de tous les autres de la partie, une augmentation de 0 fr. 25 par jour, et la semaine de quarante-huit heures de travail, avec quelques autres améliorations accessoires.

Froment.

⌘ ⌘

RUSSIE

Le procès de Kalaïef. — On sait qu'Ivan Kalaïef, l'héroïque révolutionnaire qui, le 4 février, a répondu au massacre de Pétersbourg par l'exécution du grand-duc Serge, a été condamné à mort, le 5 avril, par le Sénat, et exécuté à huis clos, il y a quelques jours.

C'est un nom glorieux de plus qui vient s'ajouter à la liste déjà longue des martyrs de la révolution en Russie.

Voici d'après l'*Aurore*, qui a publié, le 14 mai, un compte rendu complet du procès, quelques-unes des fières déclarations de Kalaïef devant ses juges :

— Accusé Ivan Kalaïef, demande le président, avez-vous reçu l'acte d'accusation ?

— Je vous ferai tout de suite observer que je ne suis pas un accusé, mais votre prisonnier. Nous sommes deux partis belligérants. Vous, vous êtes les salariés du capital et du gouvernement tsariste; moi, socialiste révolutionnaire, je suis le vengeur du peuple.

. . . .

Le président demande à Kalaïef s'il se reconnaît coupable.

Kalaïef répond tranquillement : « Je reconnais que le grand-duc Serge est mort de ma main, mais je ne me reconnais pas coupable pour des raisons d'ordre moral.

— Pouvez-vous nous l'expliquer ? demande le président.

Kalaïef expose alors les motifs qui ont amené l'Organisation du Combat à condamner à mort le grand-duc. L'exécuté était un des représentants les plus autorisés, un des inspirateurs du parti réactionnaire qui règne en Russie. Ce parti rêve de ramener les temps les plus sombres d'Alexandre III, pour le nom duquel il éprouve un véritable culte. L'activité du grand-duc Serge est étroitement liée avec tout le règne de Nicolas II, et cela depuis son commencement. Son rôle dans la terrible catastrophe de Khodinskoïe-Polé a été établi par l'enquête du comte Pahlen, qui a conclu qu'on ne devait pas nommer des hommes irresponsables à un poste qui comporte des responsabilités. C'était aussi l'avis de l'Organisation du Combat du parti socialiste-révolutionnaire qui a voulu rendre responsable devant le peuple celui qui n'était pas responsable devant la loi.

Certainement, avant de subir la punition révolutionnaire, le grand-duc Serge a dû accumuler et a en effet accumulé un nombre incalculable de crimes devant le peuple.

. . . .

... Le moment où les comptes seront réglés approche. La mort de ses trois représentants, celle de Bogoliepoff, Sipiaguine et Plehve, *apparaît comme un triple avertissement donné par la révolution à l'autocratie.* La mort de Serge est le couronnement suprême de ces avertissements.

— Par conséquent, interrompt le président, vous vous comptez parmi les principaux membres de votre parti ?

— Dans cette affaire, répond Kalaïef, ma personne ne joue aucun rôle et n'a aucune importance.

— Et si vous aviez réussi à échapper, demande de nouveau le président, auriez-vous continué votre activité?

Lentement et distinctement, Kalaïef répond :

— Le 4 février, j'ai accompli un devoir, et je pense que, plus tard, je n'aurais pas agi autrement. En vous répondant de cette façon, je considère que je remplis de nouveau un devoir.

Après le réquisitoire et la plaidoirie, Kalaïef se lève et fait la déclaration suivante :

« Avant tout, je suis obligé de faire une rectification matérielle. Je ne suis pas un accusé, je suis votre prisonnier. Nous sommes deux partis en état de guerre. Vous, vous êtes les représentants du gouvernement du tsar, les serviteurs salariés du capital et de la tyrannie. Moi, je suis un justicier du peuple socialiste et révolutionnaire. Une montagne de cadavres nous sépare ; des centaines et des milliers d'existences humaines brisées, un torrent de larmes et de sang qui s'est étendu sur toute la surface du vaste empire en provoquant partout l'horreur et la révolte, a creusé un fossé entre nous.

» Vous avez déclaré au peuple la guerre : nous avons relevé le défi. M'ayant capturé comme prisonnier de la guerre civile, vous pouvez me livrer soit à la torture de la lente agonie, soit à la mort, mais il ne vous est pas permis de juger ma personne. Quels que soient vos efforts pour me dominer par votre puissance, de même qu'un verdict d'acquittement est impossible en votre faveur, de même il ne peut pas être question à mon égard d'une condamnation judiciaire. Entre nous, il ne peut y avoir d'armistice, comme il ne peut pas y en avoir entre le peuple russe et l'autocratie. Nous sommes des ennemis.

» Si, m'ayant privé de ma liberté et de tout moyen d'appel au peuple, vous avez organisé les assises solennelles de ce tribunal, il ne s'en suit nullement que je doive reconnaître en vous mes juges. Non. Ce n'est pas à la loi revêtue de la livrée de sénateurs du tsar, ce n'est pas à l'assistance servile des soi-disant représentants des ordres siégeant par ordre, ce n'est pas aux lâches gendarmes de me juger. C'est à la conscience libre et indépendante du peuple russe qu'appartient le droit de nous juger. Que la Russie du peuple ouvrier — ce grand martyr de l'histoire — se dresse pour nous juger.

» J'ai tué le grand-duc Serge, membre de la famille impériale. Oh! je comprends que je suis ici pour satisfaire à la vengeance que les membres de la maison régnante veulent exercer contre moi, comme un ennemi déclaré de la dynastie tsariste. Mais cette famille n'ose pas agir ouvertement : ce serait trop grossier et trop sauvage à l'aube du vingtième siècle! Où est-il le Pilate qui, ayant encore sur ses mains criminelles les taches toutes fraîches du sang du peuple, vous a envoyés ici pour dresser le gibet? Ou, peut-être me direz-vous dans la présomption du pouvoir qui vous a été délégué, maîtres de ce despote pusillanime, que vous vous êtes adjugé vous-mêmes le droit de me juger en sa faveur au nom de la loi hypocrite? Sachez que je ne reconnais ni vous, ni votre loi. Je ne reconnais pas vos institutions qui couvrent d'une hypocrisie politique la lâcheté morale de vos maîtres qui, sous le prétexte de venger la conscience humaine lésée, permettent d'odieuses représailles pour le triomphe de la violence pure.

» Où est-elle votre conscience? Où finit votre devoir vénal de fonctionnaires, et où commence le désintéressement de votre conviction libre, quoique hostile à la mienne? Ce n'est pas seulement pour juger mon acte que vous êtes ici, vous prétendez encore vous prononcer sur sa portée morale.

» Vous appelez l'acte du 4/17 février, non seulement du nom d'assassinat, mais vous le stigmatisez comme un crime, comme une forfaiture. Vous osez, non seulement me condamner, mais me réprouver.

» Qui vous donne ce droit, ô sénateurs pieux, de vous appuyer, non seulement sur les baïonnettes des soldats, mais sur les arguments de la morale? Ah! je sais. Comme ce savant de l'époque de Napoléon III, vous êtes prêts à proclamer qu'il existe deux morales : l'une pour les simples mortels et qui dit : « Ne tue pas », et l'autre, politique, à l'usage de nos gouvernants, et qui permet et excuse tout... Et vous êtes, en effet, profondément convaincus que tout vous est permis, qu'il n'y a pas de juges pour vous...

» Mais regardez : partout du sang et des gémissements; la guerre extérieure et la guerre intérieure. Deux mondes irréconciliables s'entre-choquent furieusement : la vie qui déborde et le marasme écrasant, la civilisation et la barbarie, la liberté et la violence, le peuple et le tsarisme. Et pour résultats : la honte de l'écrasement inouï subi par la puissance militaire, la banqueroute financière et morale de l'Etat, la décomposition politique des principes monarchiques et, à côté, la tendance naturelle et spontanée vers la liberté et vers l'indépendance, qui s'étend jusqu'aux limites de l'Empire, le mécontentement général, la croissance du parti de l'opposition, les révoltes ouvertes de la classe ouvrière, révoltes qui se transforment en révolution permanente au nom du socialisme et de la liberté, et enfin, liés à tout cela, les actes terroristes... Que signifient ces phénomènes?

» C'est le verdict que l'histoire porte contre vous. C'est la pulsation d'une vie nouvelle, c'est le réveil sous les grondements de la tempête depuis longtemps annoncée c'est le glas funèbre du régime autocratique. Et nous, les révolutionnaires de ce temps-ci, nous n'avons plus besoin des utopies politiques; notre idéal est sorti du domaine des rêves célestes, il est planté solidement dans la terre. Le révolutionnaire ne fait que résumer ce qui existe déjà dans les aspirations du peuple et en vous jetant à la face, en opposant à vos provocations son cri de haine, c'est lui qui crie courageusement aux hommes de violence : J'accuse! »

Kalaïef explique ensuite à ses juges que l'*Organisation de Combat* n'est pas à elle seule, comme on feint de le croire, toute la révolution russe et que la supprimer ne serait pas réduire la révolution.

L'action terroriste de l'*Organisation de Combat* n'est qu'une partie du vaste mouvement socialiste révolutionnaire, qui de toutes parts se dessine.

« J'en ai la ferme conviction, dit-il, je vois déjà la liberté prochaine de la Russie ouvrière et populaire, régénérée, appelée à une nouvelle vie. Et je suis heureux, je suis fier de la possibilité qui me fut offerte de mourir pour elle avec la conscience du devoir accompli. »

Voici les dernières paroles que prononce, après le verdict, le courageux révolutionnaire :

« Votre jugement me rend heureux. J'espère que vous aurez le courage de le faire exécuter aussi publiquement que je l'ai fait en exécutant la décision du parti révolutionnaire socialiste.

» Apprenez à regarder les yeux dans les yeux la Révolution qui approche. »

❖ ❖

Le procès de Borisoff. — Le 16 mars avait eu lieu à Odessa le jugement du camarade Borisoff, inculpé d'attentat à la vie du policier Jantzelowsky.

Borisoff a été condamné à quatre ans de travaux forcés.

Voici son énergique déclaration :

« J'ai tiré sur le policier pour défendre l'inviolabilité du domicile et de la personne humaine. A la violence j'ai répondu par la violence, mais je ne vous reconnais pas le droit de me juger. Vous êtes les défenseurs et les serviteurs du régime actuel. Votre place est ici, au banc de l'accusé! C'est nous, les révolutionnaires, qui luttons pour le bonheur du peuple, nous qui devons vous juger et régler votre compte. A cause de qui la Russie tout entière est-elle aujourd'hui arrosée des larmes de nos mères, de nos femmes et de nos enfants? Pourquoi le sang abreuve-t-il aujourd'hui la Mandchourie lointaine, pourquoi cette terre est-elle couverte de cadavres, sinon à cause du pouvoir, sinon dans son intérêt, dans l'intérêt de l'autocratie russe qui croit sauver son trône chancelant par le sacrifice de centaines de milliers d'hommes innocents? Est-ce que ce n'est pas dans l'intérêt d'un tas d'aventuriers-capitalistes qui se nourrissent du sang du prolétariat? Malheur à vous tous qui avez le ventre plein et qui êtes au pouvoir! Malheur à vous lorsque les affamés se soulèveront, les armes à la main, pour la conquête du pain et de la liberté! Ils détruiront alors ce vieux monde, ils vous feront disparaître vous-mêmes, ils supprimeront l'autorité et la propriété privée, en proclamant la fraternité, l'égalité et la liberté! »

On interrompt alors le prévenu pour lui faire entendre le verdict que celui-ci accueille au cri de :

« A bas l'autorité et la propriété! Vive le communisme anarchiste! Vive la fraternité, l'égalité et la liberté! »

(Paix et Liberté.)

VARIÉTÉ

L' A B C de l'Astronomie (1)

(Fin)

En se basant sur le principe photométrique de l'égalité moyenne des éclats stellaires et en admettant que les soleils de l'espace doivent être séparés les uns des autres, en moyenne, de centaines et de centaines de trillions de kilomètres à la périphérie de la Voie Lactée et de quelques centaines de millions seulement vers son centre, on trouve pour son épaisseur environ 1.000 et pour sa largeur un peu plus de 5.000 années de lumière.

D'après cette évaluation à *minima*, les autres voies lactées seraient séparées de la nôtre de cinq fois la longueur de son diamètre, soit au bas mot de 25.000 années de lumière.

Les étoiles sont, en effet, d'autant plus nombreuses que l'on s'approche davantage du plan de la Voie Lactée. Le nombre des étoiles de la 10e à la 16e grandeur augmente fabuleusement et régulièrement des deux pôles de la Voie Lactée jusqu'à cette zone même. Ainsi une lunette qui fait voir 122 étoiles dans un champ de 15' de diamètre, ne compte plus, dans un champ de même dimension, que 30 à 15° de distance de cette zone, 10 à 45°, 16 à 60° et 4 seulement aux pôles.

La Voie Lactée est essentiellement de constitution stellaire et les amas se montrent nombreux dans son plan, tandis que les nébuleuses proprement dites sont rares et se rencontrent surtout à ses pôles. Cette constatation faisait dire à Herschel, quand il observait cette partie du ciel et que les étoiles devenaient rares : « Les nébuleuses vont arriver. » On dirait, en effet, que les étoiles absorbent la matière des nébuleuses.

Les principaux amas d'étoiles de la Voie Lactée sont d'abord l'amas des *Pléiades* composé de près de six cents étoiles avec une grande nébuleuse dont nous avons déjà parlé ainsi que de l'amas des *Hyades*. Puis viennent les amas du *Cancer*, des *Gémeaux*, de *Persée*, l'amas en forme de spirale dans la constellation des *Chiens de chasse*, tout près de l'étoile μ de la Grande Ourse, à 3° au sud-ouest.

Ensuite l'amas d'*Hercule* composé de plusieurs milliers de soleils de la 12e à la 14e grandeur, autour duquel gravite, sans doute, notre Soleil avec la plupart de ses voisins de l'espace. Si, comme le prétend Maxwell Hall, la révolution complète du Soleil demndait 20 millions d'années à raison d'une rapidité moyenne de 20 kilomètres par seconde, le centre de l'amas d'Hercule doit être à environ 212 années de lumière de notre habitat céleste et notre Soleil serait à l'amas stellaire d'Hercule et cet amas à la Voie Lactée, toutes proportions gardées, ce que la Lune est à nous et nous à lui.

Citons encore les amas stellaires du *Centaure* et du *Toucan*, qui sont, tous deux, formés de plusieurs milliers de soleils et qui gravitent à plus de mille années de lumière de notre monde. L'amas stellaire du Centaure est le plus grand que nous connaissions; celui du Toucan, qui se trouve dans le voisinage de la petite Nuée de Magellan, en une région du ciel austral vide d'étoiles, ne le lui cède que de peu et tous les deux sont visibles à l'œil nu.

Citons aussi, pour conclure, l'amas de la *Croix-du-Sud*, qui est composé de 110 étoiles.

Parmi les nébuleuses qui font partie de la

---

(1) Voir les précédents numéros des *Temps Nouveaux*.

Voie Lactée, il importe de citer, avec celles des Pléiades et d'Orion, que nous avons déjà mentionnées à plusieurs reprises dans le courant de cet ouvrage, la nébuleuse de l'*Ecu de Sobieski*, dont les soleils montrent une singulière connexion avec les formes revêtues par la nébuleuse elle-même, et aussi celle de la *Grande Ourse*, qui est sphérique, très brillante et a deux étoiles variables dans son centre.

En dehors de la Voie Lactée direction Sud et lui faisant en quelque sorte vis-à-vis, se trouvent les *Nuages du Cap* ou les *Nuées de Magellan*, qu'on désigne, pour les distinguer, par le Grand et le Petit Nuage.

Le *Grand Nuage* est situé par 20° du pôle Sud et contient en lui 291 nébuleuses, 46 amas stellaires et 582 étoiles.

Le *Petit Nuage* contient 37 nébuleuses, 7 amas et 200 étoiles.

* *

On peut se représenter l'Univers visible comme une immense agglomération de forme lenticulaire, composé de plus de cent millions de soleils et dont le diamètre paraît être huit à dix fois plus grand que l'épaisseur.

Loin d'être homogène, cette agglomération de mondes est divisée en associations variées et séparées par des intervalles irréguliers.

La Voie Lactée, les deux Nuées de Magellan et les nébuleuses — voies lactées formées ou en genèse — constituent les principaux systèmes de l'Univers, révélé par le télescope.

Ces systèmes sont eux-mêmes formés d'un nombre immense d'amas stellaires, composés d'étoiles multiples, doubles, simples et de corps gazeux, tantôt réguliers, tantôt irréguliers.

L'infinité de l'Univers dans tous les sens est un fait acquis, mathématique, car s'il y avait une limite, il y aurait nécessairement un centre vers lequel tous les systèmes et toutes les étoiles finiraient par y tomber. L'éternité du temps et de l'espace s'impose donc à notre esprit, qui ne peut même pas concevoir cette absurdité spiritualiste : *la création et la fin de la matière.*

Mais il est possible qu'il existe autour de notre Univers visible, un espace immense, vide d'étoiles et au delà duquel gisent, à d'incalculables distances, d'autres univers avec leurs nébuleuses, amas stellaires, soleils multicolores, doubles, simples et entourés de comètes et de planètes avec leurs satellites et ainsi de suite jusqu'à toute éternité.

A ce sujet, il y a de Flammarion une hypothèse lumineuse, suggestive entre toutes et que nous nous faisons un plaisir de soumettre à la méditation de nos lecteurs.

Le grand astronome écrit (*Astronomie populaire*, pages 844-845) :

« Admettons qu'il y ait cent millions de « soleils dans notre Univers, qu'en moyenne « chacun d'eux soit cinq fois plus lourd que le « nôtre, et que notre Univers ait pour diamètre « la longueur du chemin parcouru par la lu- « mière en trente mille ans. Un corps tombant « de l'infini au centre de ce système stellaire « serait animé d'une vitesse de 40 kilomètres « par seconde, d'après les calculs de Newcomb. « Or nous n'avons là qu'un huitième de la « vitesse probable de l'étoile 1830 Groom- « bridge, et, pour produire huit fois cette vi- « tesse, il faudrait une masse attractive 64 fois « plus forte que celle que nous avons admise. « De cette simple considération résulte le « dilemme suivant : Ou les astres qui compo- « sent notre Univers sont plus nombreux et « plus lourds que le télescope ne semble l'in- « diquer, ou bien l'étoile 1830 Groombridge « n'appartient pas à notre Univers; elle le « traverse, et l'attraction réunie de tous ces « corps ne pourrait pas l'arrêter. Nous ne nous « permettrons pas de décider entre ces deux « vastes hypothèses... »

La conquête du ciel, commencée par les iconoclastes et les martyrs de la Renaissance, les *Copernic*, *Képler*, *Galilée*, *Giordano Bruno*, etc., etc., se poursuit imperturbablement. Demain nous révélera, sans doute, avec précision, le mouvement de translation du Soleil dans l'espace, ainsi que la direction des amas stellaires dans la Voie Lactée.

Un avenir lointain réalisera aussi — la télégraphie sans fil permet ce rêve — sinon un échange direct de pensées entre notre petit monde sublunaire et les planètes qui gravitent autour des soleils voisins, mais du moins un moyen de communication entre l'homme et les autres terres de notre République solaire.

Mais, quel que soit l'avenir que nous réservent l'astronomie et les sciences exactes, notre confiance en elles est entière.

Elle est entière, en raison des services qu'elles ont rendus à l'esprit humain :

En l'affranchissant des morbides conceptions géo- et anthropocentriques;

En chassant de l'Univers, par la grande lumière de leurs cent millions de soleils, Dieu et tous les fantômes dont l'imagination enfantine et esclave de nos ancêtres l'avait peuplé;

Et en faisant de l'homme, ancien sujet de *Dieu*, devenu le citoyen du Ciel, l'arbitre de ses propres destinées, afin qu'il puisse réaliser ici-bas, sur cette Terre, le Ciel, c'est-à-dire le bonheur et la justice qui lui sont dus.

Paris, septembre 1904.

F. Stackelberg.

BIBLIOGRAPHIE

Dans *Yves Madec* (1), Brenn nous présente un jeune homme qui vient d'être nommé professeur, va rejoindre son poste avec la ferme volonté d'accomplir son métier en véritable éducateur. Bien plus, il entend ne pas borner ses efforts aux seuls rejetons bourgeois que lui confiera l'Etat; il emploiera ses loisirs à faire l'éducation des ouvriers avec lesquels il entend se mettre en communication.

Fortement convaincu d'idées socialistes, voire libertaires, il conformera également sa vie à ses idées, et prêchera autant d'exemple que de parole.

Et, pour commencer, il veut refuser les services de la bonne où il a loué son logement, ou tout au moins lui en rendre d'équivalents, en essayant de remédier à son instruction plus que négligée. Mais il n'a qu'un demi-succès.

Vivre selon ses idées, cela semble facile, mais encore faut-il trouver des gens avec qui sympathiser, un milieu qui ne vous entrave pas à chaque acte. Or, Madec ne trouve que des indifférents. Même pour aider à la formation d'une U. P., ce qui n'est pourtant pas bien compromettant, ses collègues se dérobent. Il ne trouve guère à sympathiser qu'avec un nommé Arverne qui, sous les apparences d'un blasé et d'un sceptique, lui donne de fort bons conseils, et qui, aux moments de découragement, saura le réconforter et l'aider, tout aussi bien que s'il avait prêché l'action.

Cependant, Madec a réussi à former l'U. P. et, à côté de ceux venus de bonne foi pour étudier ou pour faire part de ce qu'ils savent à ceux qui ne savent pas, on y voit les politiciens s'y remuer pour y pêcher des candidatures et s'y désintéresser de toute œuvre vraiment sociale.

Le roman ne nous donnant qu'une année de la vie du héros, impossible de savoir s'il réussira à remplir son idéal : conformer ses actes à ses opinions. J'ai peur qu'il ne se prépare qu'une vie de sacrifices et de renoncements.

Ainsi, la femme du principal se met en tête de vouloir le marier. Mais Madec veut une femme qui pense comme lui, ce qui est raisonnable. Celle qu'on lui propose a une petite dot d'une dizaine de mille francs, elle devra promettre de la consacrer à une œuvre sociale.

Cela, certes, est beau comme désintéressement, mais n'est-ce pas un peu, à plaisir, accumuler les difficultés? Car, chose qui ne rate pas, c'est la retraite de la fiancée de Madec qui s'opère, car la situation de Madec n'est pas de celles qui rassurent sur l'avenir.

(1) *Cahiers de la Quinzaine*, n° 10 de la 6e série.

Madec a-t-il tort ou raison d'être aussi intransigeant sur cette question, c'est ce que je n'essaierai pas de résoudre. Si le geste est beau comme exemple, est-il bien, pour Madec, de se condamner à l'avance au célibat? Ce sont des questions de morale individuelle que les intéressés sont appelés à trancher eux-mêmes et qui ne se résolvent pas par la théorie.

Entre temps, nous assistons aux déconvenues que l'Etat réserve à ceux qu'il appelle à faire l'éducation des jeunes générations.

Nommé professeur d'anglais, dont il a la licence, Madec, arrivé à son poste, apprend qu'il devra aussi enseigner l'allemand dont il ne connaît que des bribes.

Ses collègues, du reste, sont aussi bien partagés. Ils sont tous chargés d'enseigner ce qu'ils ignorent plus ou moins.

Yves Madec est un livre intéressant à tous les points de vue. Ce n'est pas souvent, maintenant, que les *Cahiers de la Quinzaine* en donnent d'aussi bons.

* *

Après le bagne (1), de Liard-Courtois, est le récit de l'existence (privilégiée en son cas, il faut bien le reconnaître) qui attend, à Cayenne, le forçat libéré que la loi force à la résidence.

Courtois, grâce à son métier de peintre, eut la chance d'arriver au moment où le besoin s'en faisait sentir, et put ainsi se créer une petite situation convenable matériellement, alors que c'est le chômage, les vexations, la misère et, inévitablement, une nouvelle chute au bagne qui attendent ceux que les imbécillités de l'administration forcent à rester dans un pays où les habitants ne veulent pas d'eux, où aucun travail ne les attend.

Courtois nous fait le récit de quelques traits des vexations et de l'arbitraire administratifs, tels que nous les connaissons déjà, par des correspondances publiées, ou par d'autres volumes publiés sur le même sujet.

* *

Le *Mercure de France* (2) vient de publier un nouveau recueil de nouvelles de Gorki : *L'Annonciateur de la tempête*, qui donne son titre au volume, est un poème qui, en même temps, est une invocation à la révolution.

Il y a également une autre nouvelle, *L'écrivain infatué*, qui, certainement, enrichira un de ces jours notre supplément.

Le traducteur, M. Séménoff, a fait précéder le volume d'un résumé de la vie de Gorki, et d'un aperçu sur son œuvre qui aident à connaître l'homme.

* *

Caïn et Arthème (3), de Gorki également, est paru il y a un peu plus longtemps, mais je ne l'avais pas reçu à son heure.

Quelques-unes des nouvelles qu'il renferme valent par le style, par l'intensité de vie qui s'en dégage, et rappellent *Mon compagnon*, qui, à mon sens, est un petit chef-d'œuvre.

A signaler : *Un étrange compagnon — Sur les radeaux — Une fois en automne.*

J. Grave.

❖ ❖

Nous avons reçu :

La force allemande, par F. Delaisi ; 1 vol., 1 fr. 50, à *Pages Libres*, 17, rue Séguier.

Nieder mit den Anarchisten ! une brochure, 0 fr. 10, à *Weckruft*, Zurich.

De l'exploitation des dogmes par le clergé, par N. Simon ; 0 fr. 30, à *La Raison*, 14, rue d'Uzès.

L'Homme et la Terre, par E. Reclus (les cinq premiers fascicules); 0 fr. 50 le fascicule, un toutes les semaines, chez tous les libraires.

Les Origines de la société, par Engels ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Jacques, 14, rue Hautefeuille.

La vie et les prophéties du comte de Gobineau, par R. Dreyfus ; *Cahiers de la Quinzaine*, 8, rue de la Sorbonne.

La troupe et les grèves, 0 fr. 10, Cercle ouvrier, Saint-Imier.

Remora societaria, por A. Lorenzo ; brochure, chez José Fernandez, calle Nueva de Junqueras, 50, Sabadell.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.
(2) 26, rue de Condé.
(3) Un vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

De chez Stock :

Enlevé! par R.-L. Stevenson ; 1 vol., 3 fr. 50 ;— *Une page de la vie russe*, 1 vol., 3 fr. 50 ;— Tome XIII des *Œuvres complètes* de Tolstoï, contenant entre autres *l'Ecole de Yasnaia Poliana*, 1 vol., 3 fr. 50.

Judaïsme et Maçonnerie, une brochure, par E. I. Cohen, 0 fr. 50.

Correspondances et Communications

★ Dijon. — Le camarade Monod entreprend une tournée de conférences dans sa région et se met à la disposition des camarades.

Lui écrire, 4, rue Parmentier, Dijon

★ Le camarade Chandelier et sa compagne envoient leurs remerciements aux camarades dont la solidarité leur a permis de traverser les moments difficiles.

★ Gilly (Belgique). — Les camarades organisent, pour le 11 et le 12 juin, un congrès de mineurs qui se tiendra à Jumet.

La semaine prochaine nous donnerons l'ordre du jour.

Adresser les communications à Preumont, 20, rue Sept-Actions, Gilly.

Au moment où M. Brousse s'apprête à féliciter le roi d'Espagne sur la façon dont ses ministres traitent les anarchistes, il serait bon de répandre les brochures traitant des hauts faits du gouvernement espagnol.

Nous rappelons que nous avons :

La Mano Negra, récit des faits, couverture de Luce, le cent, franco : 3 francs.

La Mano Negra et l'opinion française, couverture de Hénault, le cent, franco : 3 francs.

La Mano Negra, 8 dessins de Hermann-Paul, le cent : 2 fr. 50 ; franco colis postal : 3 fr. 30.

CONVOCATIONS

★ **A. I. A.** (section du XXe). — Réunion le 23 mai à 8 h 1/2 du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites. Cours d'espéranto.

★ **La Coopérative Communiste du XXe**, 27, rue des Maronites (20e arr.). — Samedi 27 mai, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les mardis, jeudis et samedis de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir, répartition de denrées.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy, à 9 heures du soir :

Mercredi 31 mai. — Maurice Delcourt : Contre le végétarisme (discussion).

★ **Causeries populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi 29 mai, à 8 h. 1/2, causerie : Les retraites ouvrières.

★ **Causeries populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 31 mai, à 8 h. 1/2, causerie : L'unité socialiste.

★ **A. I. A.** (section du XIIe) **et Ecole Libertaire**. — Jeudi 1er juin, à 8 h. 1/2 du soir, 22, rue du Rendez-Vous, au fond de la cité, ouverture du cours d'espéranto, par Papillon.

★ **Groupe d'éducation libertaire du XIIe**. — Réunion mardi 30 mai, à 2 h. 1/2 du soir, salle de l'Ecole Libertaire, rue du Rendez-Vous, 22, au fond de la cour. Sujet : L'Evolution.

★ **Jeunesse Syndicaliste de Paris**. — Lundi 29 mai, à 9 heures du soir, réunion salle des Commissions (Bondy), Bourse du travail.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer. — Mardi 30 mai : Goudchaux-Brunschwicg : Le Code du Travail.

★ **Fondation Universitaire**, 19, rue de Belleville : Samedi 27 mai. — Soirée musicale, organisée par Mlle Léonie Sutton.

Lundi 29. — Cours de violon, de solfège et de modelage.

Mercredi 31. — La Mélancolie, par René Masselon, médecin des asiles.

★ Courbevoie. — **Causeries populaires**. — Samedi 27 mai, à 8 h. 3/4, salle du Gymnase, 7, avenue Marceau, près la gare, conférence. Sujet : Observations microscopiques ; explications, par le camarade Lucas.

★ Alger. — **Groupe de propagande libertaire**. — Le groupe organise pour le lundi de Pentecôte une ballade de propagande à la campagne. Les camarades désirant y participer sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 4 juin, à 6 heures du soir, à l'Université populaire, 10, rampe Magenta.

★ Bordeaux. — **Groupe anarchiste-antimilitariste**. — Le 11 juin, grande ballade champêtre. Les camarades désireux de faire partie de la ballade pourront venir dimanche 28 mai, 4, rue Barreyre, pour prendre les mesures nécessaires pour le départ.

★ Firminy. — **Université populaire**. — Samedi 27 mai, à 7 h. 1/2 du soir, conférence par le camarade F... qui traitera : Le tsarisme et la révolution russe.

★ Lille. — **Groupe libertaire**, réunion tous les samedis, chez Bernard, 57, rue de Roubaix.

★ **Section A. I. A.** — Réunion 28 mai, à 4 heures du soir, 30 *bis*, rue de Tourcoing.

★ Nantes. — **Section antimilitariste**. — Réunion le dimanche 28 mai, à 2 h. 1/2, café du Ralliement, place Sainte-Elisabeth

★ Perpignan. — **Association internationale antimilitariste des Travailleurs**. — Samedi 28 mai, à 8 heures du soir, au salon réservé du Bar des Variétés, réunion des membres de l'A. I. A.

N. B. — A cette réunion, une causerie sera faite par un camarade sur le rôle des armées aux grèves.

Adresser les correspondances au camarade M. Vassail, secrétaire, rue du Four Saint-François, 34.

★ **Germinal**, groupe libertaire d'études sociales. — Tous les dimanches, à 8 heures du soir, réunion du groupe au Bar des Variétés, salon réservé.

Samedi, causerie par un camarade : Vers le bonheur.

Adresser les correspondances au camarade J. Simian, secrétaire, 33, rue Fontaine-Neuve.

★ Roubaix. — Mercredi 31 mai, à 8 heures, salle du Palais du Travail, 8, rue du Pile, réunion du groupe libertaire. Communication de la plus grande importance ; présence indispensable ainsi que tous les antimilitaristes.

★ Tourcoing. — Dimanche 28 mai, à 4 h. 1/2, salle Volt, rue de Menin, 174, grande conférence publique avec le concours du camarade Liard-Courtois. Sujet : Souvenirs du bagne.

★ **Groupe « Germinal »**. — Mardi 30 mai, à 8 heures, réunion du groupe. Une causerie sera faite par un camarade sur le mouvement anarchiste.

★ **Section antimilitariste**. — Dimanche 4 juin, à 5 h. 1/2, salle de l'Union fraternelle, grand concert privé avec le concours du Club « Germinal » de Roubaix ; prix d'entrée : 0 fr. 15.

★ Toulon. — **La Section de l'A. I. A. et la Jeunesse Syndicale** organisent pour le jeudi, 1er juin, une ballade champêtre dans les Gorges d'Ollioules. Rendez-vous à 6 h. 1/2 du matin, à la Porte Notre-Dame. A Ollioules et sur tout le parcours, distribution de journaux, brochures et manifestes.

★ Villeurbanne. — **A. I. A.** — Dimanche 28 courant, à 8 heures du matin, salle du petit Pré-au-Clerc, réunion de la section. Il sera proposé une sortie champêtre : les camarades voulant y prendre part sont priés de venir prendre les dernières dispositions.

COLLECTIONS DE DESSINS

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — (Il n'en reste plus qu'un nombre très restreint d'exemplaires, vendus 3 fr.) — **Les Errants**, par Rysselberghe (celle-ci complètement épuisée). — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah ! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails**, par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40** ; édition d'amateur : **3 fr. 50**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

En dehors de cette série, nous en avons une de Willette, d'après le vers connu de Racine :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture...

Prix : 1 fr. 40, franco, 2 fr. 15 et 5 fr. 20.

Nous avons aussi, à grandes marges, les illustrations de **Guerre-Militarisme**, **Patriotisme-Colonisation**. Chaque, 0 fr. 60 franco.

Quelques-unes, comme les *Errants* de Rysselberghe, sont totalement épuisées, ou près de l'être comme : *L'Incendiaire*, de Luce ; *Porteuses de bois*, de Pissarro ; *L'Errant*, de X... ; *L'Aube*, par Jehannet ; *L'Aurore*, par Willaume ; *Sa Majesté la Famine*, de Luce et *Les sales corbeaux*, de Hénault, dont il ne nous reste qu'une dizaine d'exemplaires de chaque.

Le journal ayant besoin d'argent, nous vendons ces derniers exemplaires 3 francs chaque, ce qui, du reste, les laisse encore au-dessous de leur prix commercial.

Les autres : 1 fr. 40 franco.

Quant aux tirages d'amateurs, ils sont épuisés jusques y compris *La Guerre*, de Maurin.

Petite Correspondance

Réponse à M. G. Granger. — Si votre enfant crie, c'est qu'il souffre. Cherchez la cause de ses souffrances, qui tiennent probablement à des coliques, lesquelles doivent être occasionnées par une alimentation défectueuse au point de vue de la qualité ou de la quantité du lait.

Pesez une ou deux fois l'enfant, nu dans un lange, immédiatement avant et après la tétée. S'il prend 60 grammes ou davantage par tétée et surtout s'il a des hoquets et des régurgitations après avoir tété, vous n'avez qu'à recommander à la mère de lui retirer le sein avant qu'il soit gorgé et les malaises cesseront en quelques jours.

Si vous ne trouvez pas de suite la cause du malaise, appelez à votre aide votre médecin ; mais ne croyez pas qu'on puisse soulager l'enfant en le prenant dans les bras et surtout en lui donnant le sein quand il pleure, cela ne fera qu'augmenter rapidement ses souffrances.

Non, non, un enfant ne peut *jamais* se faire une hernie en criant.

Cet accident se produit, chez les enfants prédisposés, quand ils subissent des accroissements rapides de poids suivis d'amaigrissement, et à l'occasion des efforts causés par des coliques. C'est donc en veillant à la nutrition régulière de l'enfant que vous lui éviterez les risques de hernie, et, pour cela, il est indispensable que l'enfant ne prenne que la quantité de nourriture qui lui convient, aux heures qui conviennent et qu'il soit, ensuite, laissé parfaitement au repos pour bien digérer cette nourriture. — Dr E. D.

L., à Hodimont. — Il se peut que l'on se soit trompé.

L., à Noyant-la-Gravoyère. — Convocation trop tard. Pour le mardi.

V., à Frangy. — Le numéro se sera égaré à la poste.

Dr D. R., à Buenos-Ayres. — Vous avez parfaitement raison. C'est avril 1906 que se termine votre abonnement.

G. Taillandier, à Clermont-Ferrand. — Reçu monographie, passera à son tour.

L. P., à P. — Ça va. Passera à son tour

Beaudenou, à Chuelles. — Reçu renseignements complémentaires. Ça va bien.

Paris, à Morat. — Votre carte nous est arrivée à moitié rongée. Impossible de déchiffrer. Volume parti.

M. K., à Paris. — Les socialistes font, en ce moment, trop d'ordures. Impossible de les signaler toutes.

B. P., à Toulon. — Reçu extrait. Ira. Merci.

G., à Genève. — Bon, entendu. Reçu bouquins. Merci.

L. P., à Ostende. — Il faudrait donner du papier plus épais. Mais c'est une amélioration que ne nous permet pas l'état de notre caisse.

Au camarade qui nous a envoyé *La Dépêche*. — *Cas de divorce* fait trop appel à la légalité.

Aux camarades qui nous ont demandé la brochure de Signac. — L'auteur nous répond qu'il doit en rester chez Fasquelle.

Le camarade des Prés-Saint-Gervais qui a des volumes à copier, est-il mort ?

Nous avons reçu pour le mouvement russe : de José Guardiola, de Habana, la somme de 50 francs que nous faisons parvenir à destination.

Reçu pour le journal : M. L., 20 fr. — A. M., à New-York, 17 fr. 75. — A. C., 2 fr. — L. C., à Lyon, 2 fr. 25. — H., à Aniche, 0 fr. 50. — D. C., à Lynnewood, 25 fr. — Merci à tous.

F., à Anvers. — P. C., à Pont Saint-Vincent. — D. L., à Marseille. — L. P., à Liège. — E. T., à Pavilly. — C. A., à Ratenelle. — E. M., à Caudebec. — G. C., à Paris. — A. G., à Vienne. — J. L., à Spring-Valley. — M. P., à Brest. — B., à La Burbanche — L. M., à Lorient. — D., à Abbeville. — G. L., à Saint-Pierre. — D., à Rouen. — J. D., à Saint-Laurent. — G. D., à Rouen. — B. A., à Amiens. — V., à Grigny. — G. A., à Etampes — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Charpentier (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

11e ANNÉE. — N° 5. 3 JUIN 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à l'intérieur le dessin de Kupka.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Leur ayant demandé leur concours pour nous aider à la diffusion du journal, nous leur devons un aperçu des premiers résultats de notre tentative.

Le numéro contenant le premier dessin, s'est vendu à Paris (pour la province, nous ne connaîtrons les résultats que dans deux mois) à 1.450 exemplaires, au lieu d'une moyenne de 1.100. — Le deuxième, le dépôt ayant été diminué, par suite d'erreur, ne s'est vendu qu'à 1.238. — Le troisième, 1.358.

Mais, pour avoir un résultat définitif : savoir si ces chiffres resteront, progresseront ou diminueront, il nous faut attendre sept à huit semaines ; que ça ait le temps de se tasser.

Ce que je tiens à remarquer, pour le moment, c'est que ce résultat a été obtenu — par l'annonce de nouveaux collaborateurs artistiques. — Mais cette collaboration n'a été connue du public que par l'affichage que nous avons fait faire.

Or, cet affichage a été plus que modeste : 1.100 affiches à Paris, 400 en province (1) ! Il faut ajouter que nous avons fait un tirage supplémentaire (nous l'avons porté à 10.000) afin d'augmenter le chiffre des dépôts. Cela nous a coûté — y compris au moins trois suppléments dont l'état de notre caisse exigeait la suppression, mais que nous avons tenu à donner, environ 450 francs.

Sur ce, 150 francs ont été donnés par un camarade, 50 francs par un autre. Le reste par un accroissement de dettes.

Si je donne ces chiffres, c'est pour constater une chose, c'est qu'il existe un public, restreint certes, relativement aux journaux de haut bord, mais appréciable cependant, capable de s'intéresser aux idées logiquement présentées, mais auquel nous restons inconnus, faute de pouvoir l'atteindre.

Ce que nous avons fait à Paris, si nous pouvions le renouveler à deux ou trois reprises assez rapprochées ; si nous pouvions également l'étendre à la province, nous arriverions, j'en suis sûr, à doubler notre tirage. Mais, pour cela, il faudrait disposer de 4 à 5.000 francs. Ce n'est rien pour un groupement qui représente un des facteurs de l'évolution humaine ; — mais, hélas, inconnue de notre caisse.

De tout ceci, je n'en tirerai pas d'autre conclusion que cela devrait « faire réfléchir tous ceux qui affirment défendre le même ordre d'idées que nous. Chacun fait-il bien, tous les jours, en faveur de la propagande, tout ce qu'il lui serait possible de faire, sans rien déranger de sa vie courante ? » Je laisse de côté les sacrifices, puisqu'il est entendu que l'anarchie n'est ni le sacrifice, ni le renoncement.

J. GRAVE.

(1) A ajouter, cependant, et j'en profite pour en remercier les auteurs, quelques annonces faites dans des journaux de Lyon et de Marseille. Ainsi que l'*Aurore* qui a annoncé notre transformation. Ce dont je remercie la rédaction.

La Réaction en 1790 et 1791

Suite (1).

III

Le spectre du peuple armé et insurgé, demandant à la bourgeoisie sa part de la fortune nationale, ne cessait de hanter ceux du tiers-état qui étaient arrivés au pouvoir, ou qui avaient acquis par les clubs et les journaux une influence sur la marche des événements. Il faut dire aussi qu'à mesure l'éducation révolutionnaire du peuple se faisait par la révolution elle-même et qu'il s'enhardissait à réclamer des mesures imbues d'un esprit communiste, qui auraient pu contribuer à effacer plus ou moins les inégalités économiques.

On parlait, au sein du peuple, d' « égalisation des fortunes ». Les paysans qui ne possédaient que de méchants lopins de terre et les ouvriers des villes, réduits au chômage, parlaient de leur droit à la terre. On demandait dans les campagnes que personne ne pût posséder une ferme de plus de 120 arpents, et dans les villes on disait que chacun qui désirerait cultiver la terre devrait avoir droit à tant d'arpents. La taxe sur les subsistances pour empêcher l'agiotage sur les objets de première nécessité, des lois contre les accapareurs, l'achat municipal des subsistances qui seraient livrées aux habitants au prix de revient, l'impôt progressif sur les riches, l'emprunt forcé et enfin de lourdes taxes sur les héritages, — tout cela était discuté au sein du peuple et, comme on peut le voir par les quelques citations données par M. Aulard dans son *Histoire politique*, ces idées pénétraient aussi dans la presse. L'unanimité même avec laquelle elles se manifestaient chaque fois que le peuple remportait une victoire, soit à Paris, soit dans les provinces, prouve que ces idées circulaient largement au sein des déshérités alors même que les écrivains de la Révolution n'osaient pas trop les afficher. — « Vous ne vous apercevez donc pas, disaient les *Révolutions de Paris* en mai 1791, que la Révolution française, pour laquelle vous *combattez*, dites-vous, *en citoyen*, est une véritable loi agraire mise à exécution par le peuple ? Il est rentré dans ses droits. Un pas de plus, et il rentrera dans ses biens... » (Cité par Aulard, p. 91.)

* *

On devine la haine que ces idées, circulant dans les villes et les villages, provoquaient chez les bourgeois qui se proposaient maintenant de jouir à leur aise des fortunes acquises, ainsi que de leur nouvelle situation privilégiée dans l'Etat. On peut en juger par les fureurs qui furent soulevées en mars 1792, lorsque l'on apprit à Paris que le maire d'Etampes, Simonneau, venait d'être tué par les paysans. Comme tant d'autres maires bourgeois, il fusillait sans autre forme de procédure les paysans révoltés et personne ne disait rien. Mais lorsque les paysans affamés, qui demandaient que l'on défendît l'exportation des blés et que l'on taxât le pain, tuèrent enfin ce maire sous leurs piques, il fallut entendre le chorus d'indignation soulevé par cet incident au sein de la bourgeoisie parisienne.

(1) Voir le numéro 2 du 13 mai 1905.

« Le jour est arrivé où les propriétaires *de toutes les classes* doivent sentir enfin qu'ils vont tomber sous la faux de l'anarchie », gémissait Mallet du Pan dans son *Mercure de France;* et il demandait la « coalition des propriétaires » contre le peuple, contre les brigands, les prédicateurs de la loi agraire. Tous se mirent alors à pérorer contre le peuple, Robespierre comme les autres. C'est à peine si un prêtre, Dolivier, osa lever la voix en faveur des masses et affirmer que « la nation est réellement propriétaire de son terrain ». « Il n'y a pas de loi, disait-il, qui puisse, en justice, forcer le paysan à ne pas manger à sa faim, tandis que les serviteurs et même les animaux des riches ont ce qu'il leur faut. » Quant à Robespierre, par exemple, il s'empressa de déclarer que « la loi agraire n'est qu'un absurde épouvantail présenté à des hommes stupides par des hommes pervers ». Et il repoussa d'avance toute tentative que l'on essayerait de faire pour « l'égalisation des fortunes ». Toujours soucieux de ne jamais dépasser l'opinion de ceux qui représentaient la force dominante à un moment donné, il se garda bien de se mettre avec ceux qui marchaient avec le peuple et comprenaient que seules les idées égalitaires et communistes donneraient à la Révolution la force nécessaire pour achever la démolition du régime féodal.

* *

Cette peur du soulèvement populaire et de ses conséquences économiques poussait aussi la bourgeoisie à se rallier de plus en plus autour de la royauté et d'accepter telle quelle la constitution sortie des mains de l'Assemblée constituante, avec tous ses défauts et ses complaisances pour le roi. Au lieu de progresser dans la voie des idées républicaines, la bourgeoisie et les « intellectuels » évoluaient au contraire vers le maintien de la royauté. Si en 1789, dans tous les actes du tiers-état, on voit percer un esprit décidément républicain, démocratique, — maintenant, à mesure que le peuple manifestait ses tendances communistes et égalitaires, ces mêmes hommes devenaient défenseurs de la royauté, tandis que les francs républicains, comme Thomas Paine et Condorcet, représentaient une infime minorité au sein des gens éduqués de la bourgeoisie. A mesure que le peuple devenait républicain, les « intellectuels » rétrogradaient vers la royauté constitutionnelle.

Le 13 juin 1792, huit jours à peine avant l'invasion des Tuileries par le peuple, Robespierre tonnait encore contre la République. « C'est en vain, s'écriait-il à cette date, que l'on veut séduire les esprits ardents et peu éclairés par l'appât d'un gouvernement plus libre et par le nom d'une république: le renversement de la Constitution dans ce moment ne peut qu'allumer la guerre civile, qui conduira à l'anarchie et au despotisme. »

Craignait-il l'établissement d'une république aristocratique, comme Louis Blanc le fait présumer? C'est possible; mais il nous semble plus probable que, resté jusque-là défenseur décidé de la propriété, il craignait à ce moment, comme presque tous les Jacobins, les fureurs du peuple, ses tentatives de « nivellement des fortunes » (« d'expropriation », dirions-nous aujourd'hui). Il craignait de voir sombrer la révolution dans des tentatives communistes. Toujours est-il certain qu'à la veille même du 10 août, à un moment où toute la révolution, inachevée, arrêtée dans son élan et assaillie par mille conspirations, était remise en question et que rien ne pouvait la sauver, sauf le renversement de la royauté par un soulèvement populaire, — Robespierre, comme tous les Jacobins, préférait maintenir le roi et sa cour, plutôt que de risquer un nouvel appel à la fougue révolutionnaire du peuple.

Tout comme les républicains français et espagnols de nos jours, qui préfèrent un retour à la monarchie aux risques d'une révolution populaire, parce que nécessairement elle poserait des demandes communistes.

— Toujours l'histoire se répète, — et que de fois ne se répétera-t-elle pas encore, lorsque la Russie, l'Allemagne, l'Italie vont commencer leur grande révolution !

* *

Le plus frappant dans l'état d'esprit des politiciens de l'époque, c'est que précisément en ce moment, juillet 1792, la Révolution se trouvait menacée d'un formidable coup d'Etat royaliste, préparé de longue date, qui devait être soutenu par de vastes insurrections dans le Midi et l'Ouest, en même temps que par l'invasion allemande, anglaise, sarde et espagnole.

Ainsi, en juin 1792, dès que le roi eut renvoyé les trois ministres girondins (Roland, Clavière et Servan), Lafayette, chef des Feuillants et royaliste au fond, s'empressa d'écrire sa fameuse lettre à l'Assemblée Législative (datée du 18 juin), par laquelle il lui offrait de faire un coup d'Etat contre les révolutionnaires. Il demandait ouvertement que l'on épurât la France des révolutionnaires, et il ajoutait que dans l'armée, « les principes de liberté et d'égalité sont chéris, les lois respectées, et *la propriété sacrée* » — pas comme à Paris, par exemple, à la Commune et chez les Cordeliers, où l'on se permettait de l'attaquer.

Il demandait — et cela donne la mesure de la réaction — que le pouvoir royal fût intact, indépendant. Il voulait « un roi révéré », — ceci, après le 5 octobre, après la fuite de Varennes ! ceci au moment même où les Tuileries préparaient un vaste complot royaliste et où le roi entretenait une correspondance active avec l'Autriche et la Prusse, attendant d'elles sa « libération », et traitant l'Assemblée avec plus ou moins de mépris, selon la teneur des nouvelles qu'il recevait concernant l'invasion allemande.

Et dire que l'Assemblée fut sur le point d'envoyer cette lettre de Lafayette aux 83 départements, et que seulement les ruses des Girondins l'empêchèrent, — Guadet prétendant que cette lettre était un faux — et qu'elle ne pouvait venir de Lafayette ! Et tout cela à la veille même du 10 août, alors que des milliers d'hommes du peuple de Paris préparaient déjà l'assaut définitif des Tuileries.

Quant aux provinces, tout l'Ouest et le Sud-Est — jusqu'aux portes mêmes des villes révolutionnaires, telles que Marseille, — étaient travaillés par des comités secrets royalistes, qui rassemblaient des armes dans les châteaux, enrôlaient des officiers et des soldats et se préparaient à lancer vers la fin de juillet une puissante armée marchant sur Paris, sous les ordres de chefs venus de Coblentz.

Ces mouvements dans le Midi sont si caractéristiques qu'il faut en donner, au moins, une idée générale, et c'est ce qui va être fait dans le prochain article.

PIERRE KROPOTKINE.

(*A suivre.*)

CROCS ET GRIFFES

Comment on fait un ministre.

*Le ministère actuel était presque définitivement constitué; il ne restait plus à pourvoir qu'aux colonies où Rouvier désirait vivement voir rester Doumergue pour que l'*Officiel *pût enregistrer la liste du nouveau conseil.*

On dépêche auprès du récalcitrant Doumergue, un de ses meilleurs amis, M. Clémentel. Mais après six heures de fiacre, à travers tout Paris, Clémentel revient tout penaud annoncer aux futurs ministres réunis au ministère des finances que Doumergue est introuvable. Ce fut un désespoir général. Il était plus de minuit. Le président de la République attendait, prêt à signer. Un retard pouvait faire rater toute la combinaison, et où trouver à cette heure quelqu'un qui voulût bien se charger de ces malencontreuses colonies?

Rouvier prit une de ces décisions rapides qui caractérisent l'homme d'Etat.

— Clémentel, le ministre des colonies, ce sera vous!

— Moi..., non, vous n'y pensez pas... Rien ne me désigne pour ce poste... Représentant du plateau central... je n'ai jamais eu l'occasion...

— Comment? fit quelqu'un, mais n'avez-vous pas épousé une Annamite?

— Non! C'est-à-dire qu'en effet ma femme est née d'un père français et d'une mère annamite, mais étant en France depuis l'âge le plus tendre, elle ne sait même même pas la langue de là-bas...

— Ça ne fait rien, vous voyez bien que vous avez quelque chose de colonial dans votre famille... et puis, nous n'avons pas le choix. Vous vous devez à la patrie..., etc... etc...

Et voilà comment Clémentel est ministre des colonies. Il est intelligent, il s'en tire au moins aussi bien que ses devanciers. Ç'aurait été une brute, qu'il serait ministre tout de même.

X.

* *

L'Aurore *rendant compte du meeting tenu le mercredi 24 à la Bourse du Travail, à l'occasion de la venue du gosse espagnol, ajoute, la réflexion suivante :*

« Plusieurs réunions comme celle-ci suffiraient à justifier toutes les mesures policières! »

M. Clemenceau ne nous avait pas habitués à le voir transformer son journal en indicateur de la police.

J. G.

* *

Voici comment la Petite République *nationalo-socialiste apprécie la mort du grand banquier juif qui vient de mourir :*

« Avec Alphonse de Rothschild, c'est une des plus célèbres figures du dix-neuvième siècle qui disparait. »

D.

Du Rôle social des Universités populaires

A diverses reprises et à différentes époques, des articles ont paru dans des périodiques sur « la crise des U. P. ». On y recherchait les causes de la stagnation ou de la décadence de cette institution. Et cet intéressant mouvement de germination intellectuelle, qui semblait si bien en harmonie avec la renaissance scientifique et artistique qui partout s'épanouit à notre époque, on ne pouvait se résigner à le voir avorter sitôt sans avoir tout au moins donné naissance à quelque œuvre efficace d'émancipation de la pensée humaine.

Il est certain que ceux qui avaient fondé dès le début un grand espoir sur le résultat social immédiat des U. P. ont été déçus. Mais leur déception doit-elle être imputée vraiment à une « faillite » des U. P. ou simplement à l'impatience de ceux qui leur ont demandé ce qu'elles ne pouvaient sitôt donner?

C'est là ce qu'il importe de déterminer avant de se désintéresser d'un mouvement dont l'objet tout au moins et le principe ne peuvent que réunir l'unanimité des suffrages.

La fondation des U. P. — si l'on en excepte les Soirées ouvrières de Montreuil, leur aïeule à

toutes, qui existe depuis douze ou treize ans environ, — remonte à six ans au plus.

Elles naquirent, on s'en souvient, de cette secousse salutaire que l'affaire Dreyfus provoqua dans la routine des vieux respects traditionnels. L'explosion de sauvagerie qui éclata à cette époque avait montré combien il était nécessaire d'entreprendre sérieusement l'éducation du peuple par la culture d'un esprit critique et de tolérance qui le garantît de telles fureurs impulsives. Et les U. P. se fondèrent.

Dès le début, leur physionomie fut diverse. Les unes — les plus nombreuses — instituées un peu au petit bonheur, sans étude préalable du milieu, prirent tout de suite l'aspect assez fâcheux d'œuvres philanthropiques; elles semblaient, dans le domaine intellectuel, devoir faire le pendant de ce que sont, dans le domaine économique, les soupes populaires. Le « peuple », — ce peuple dont le nom prend dans la bouche du bourgeois philanthrope une inflexion si plaisante d'emphase et de dédain — le peuple était convié à venir là, sous couleur de s'y bien pénétrer de la bonne parole laïciste, servir de champ d'expérience aux premières armes oratoires de nombre de jeunes arrivistes, herbe d'avocats ou de députés, en mal de notoriété ou de mandat.

Mais le peuple, que les intellectuels s'imaginent diriger, mais qui tire tel profit qu'il lui plaît du commerce des intellectuels et ne s'en dirige pas moins à son gré, eut vite assez de ces raseurs prétentieux qui ne pérorèrent plus bientôt que devant des bancs désertés.

C'est ce qu'on appela la crise des U. P.

Mais sous cette folle avoine tôt séchée sur pied, un autre travail plus intéressant s'opérait. La classe ouvrière, dont s'était ainsi amorcé le goût pour la vie intellectuelle, prétendait organiser « à son idée » ses universités. Rejetant cette organisation philanthropique qui maintenait au sein de l'université la même démarcation en classes que dans la société : d'une part, la classe bourgeoise dispensatrice de la manne démocratique; d'autre part, le troupeau, docile et déférent, que l'on gave à merci des saints dogmes de la Déclaration et des immortels principes, certaines U. P. s'organisèrent « ouvrièrement ». Les unes fixèrent leur siège dans une bourse du travail, d'autres s'associèrent avec d'autres groupes ouvriers : syndicat, coopérative, etc., montrant par là que la classe ouvrière entendait prendre et conserver la propriété et la direction de ses U. P.

Et ce qu'il y a de remarquable, c'est que cet affranchissement de toute direction bourgeoise donna du coup aux U. P. qui en prirent l'initiative une vitalité que les autres ignorent. Celles-ci continuent de languir, réduites à l'état de simples sociétés de conférences, n'offrant, au point de vue d'une étude sociale, guère plus d'intérêt que les unions évangéliques, baptistes ou autres par quoi la philanthropie protestante, l'Armée du Salut ou la religion positiviste pensent amener la rénovation de l'humanité.

C'est un fait à constater : seules les U. P. ouvrières vivent, ce qui s'appelle vivre : non pas seulement joindre les deux bouts, mais posséder en son sein des éléments d'une activité suffisante pour être assuré de longévité.

Les autres végètent ou ne subsistent que grâce à la générosité de philanthropes, générosité que telle orientation, d'eux imprévue et désapprouvée, peut tarir tout à coup.

Et cela se conçoit. Quelle science la bourgeoisie peut-elle bien avoir à acquérir dans les universités « populaires » ? N'a-t-elle pas les siennes, où, au point de vue technique, l'enseignement est autrement distribué et outillé que le pauvre enseignement incohérent et chaotique des U. P. ? Tout ce qu'elle peut gagner à fréquenter l'U. P., c'est une connaissance plus exacte de la classe ouvrière qu'elle ignore, et, par ce coudoiement journalier, la disparition ou tout au moins un amoindrissement notable de sa foi en sa propre supériorité sociale.

Ce n'est pas un mince avantage sans doute, que cette atténuation de l'esprit hiérarchique; mais elle ne peut être atteinte que dans un milieu d'où toute hiérarchie est bannie, dans une U. P. de la direction de laquelle l'élément bourgeois est exclu.

Quand je dis exclu, je n'entends pas que soit rétablie au profit de la classe ouvrière une hiérarchie dont je veux voir retirer le privilège à la bourgeoisie. C'est parce qu'il me semble que pour qu'une université populaire reste « populaire », il importe que la direction en demeure ouvrière; et l'ouvrier est malheureusement trop enclin, quand il se trouve en face du bourgeois, à se laisser dominer par lui, à s'en remettre à lui de toute direction, de toute initiative, à s'en rapporter à une présumée supériorité que la réalité est souvent loin de justifier. C'est la sauvegarde même du caractère populaire de l'U. P. qui l'exige.

Car la direction passée aux mains de l'élément bourgeois imprimera forcément à l'U. P. ce caractère de philanthropie condescendante qui, bien que prétendant l'effacer, accentue au contraire la démarcation sociale en classes hiérarchiquement superposées. Et l'U. P. devient ainsi une nouvelle variété à ajouter aux nombreuses « bonnes œuvres » de charité par lesquelles les classes dirigeantes se targuent de s'acquitter de leurs devoirs envers la part de l'humanité qu'elles ont spoliée.

Il ne saurait être question ici d'instruction bénévolement octroyée, de science dispensée par la faveur de maîtres bienveillants. Et, entre autres choses, c'est ce qui distingue l'université populaire de la société de conférences. Dans l'U. P., l'objectif n'est pas de convier un public extérieur à venir entendre des conférences choisies par un conseil d'administration et groupées au gré de ce conseil avec ou sans plan préconçu; L'U. P. doit être considérée comme un cercle ouvrier d'études multiples où les adhérents poursuivent entre autres buts celui de s'instruire, de se renseigner et de se documenter sur nombre de questions diverses, scientifiques, artistiques, économiques, sociales, etc., qui constituent le champ de leurs études; il est naturel alors que le choix des conférences émane des adhérents eux-mêmes et que le programme en soit élaboré conformément à leurs besoins de documentation ou de renseignements.

La différence est fondamentale, car elle fait de l'U. P. non plus, comme la société de conférences, une œuvre de bienfaisance, mais une œuvre d'initiative populaire.

(A suivre.) André Girard.

DES FAITS

Chirurgie d'armée.

Les balles « humanitaires ».

On a beaucoup vanté, dans ces dernières années, les « balles humanitaires » qui abattent leur homme et le mettent hors de combat en évitant la souffrance inutile et la perte totale du sujet atteint.

Ces fameuses balles humanitaires étaient d'autant plus prisées qu'on avait reproché aux Anglais d'employer les balles Dum-Dum.

Mais l'expérience ne vient malheureusement pas justifier l'espérance des humanitaires; la destruction des hommes, dans les armées russes et japonaises, a atteint des proportions inconnues dans les campagnes précédentes.

Mais c'est en Russie même que les faits ont été démonstratifs.

Dans la journée du 22 janvier dernier, où les ouvriers russes, massés sur un pont de la Néva, demandaient à être reçus par leur souverain, on a fait, sur ces hommes désarmés, l'essai des balles humanitaires; c'était bien le cas ou jamais d'en faire l'application (!!!).

Or, la démonstration a été faite rapidement; le récit suivant, dû au Dr Marcou, témoin oculaire, est assez suggestif :

« Les plaies étaient effroyables, et ne répondaient nullement à ce que je m'imaginais de l'effet des balles à petit calibre. Un étudiant avait la cuisse dans un état si délabré, que les chirurgiens pensèrent tout d'abord à quelque éclat d'obus ou à des balles explosibles... Chez d'autres blessés, les orifices d'entrée restaient énormes, béants, les tissus brûlés, ridés, ayant perdu toute leur élasticité. Un certain nombre de victimes ont dû être amputées pour gangrène rapide des membres atteints.

« C'est que les troupes avaient reçu l'ordre formel et absolu de tirer sur le moindre attroupement. *Or, comme les balles modernes ont un pouvoir de pénétration effroyable et peuvent tuer quelqu'un à plusieurs kilomètres, il fallait agir autrement. Sans cela, comme les rues de Saint-Pétersbourg sont très longues et très droites, on aurait pu* assassiner *les habitants dans leurs maisons et les passants à trois kilomètres de l'attroupement visé. Le fait est d'ailleurs arrivé. On a tiré, au pont Troïtsky, sur la foule désarmée qui s'entêtait à vouloir le traverser. A* trois kilomètres *de là, a été tué, par une balle au cœur, le gardien du lycée impérial, qui était tranquillement assis dans sa cour. Or, pour éviter ce genre d'accident, les troupes devaient viser le sol à deux pas* des gens destinés à être assassinés. *La balle remonte* par ricochet *et a suffisamment de force encore pour tuer les récalcitrants. Mais, au moment de l'arrêt,* la chaleur développée par le choc fait éclater l'enveloppe de la balle *(le plomb de l'intérieur fond, se dilate, et fait éclater l'enveloppe), et c'est ainsi que se produisent les affreux déchirements que j'ai constatés sur un grand nombre de blessés...* »

On voit que les progrès de la balistique moderne n'ont pas évolué dans le sens qu'avaient indiqué les philanthropes et les humanitaires.

(Journal de Médecine de Paris, *n° 21 du 21 mai 1905, page 218*).

* *

A propos de la mort du baron de Rothschild.

C'était au moment où les Romains et les Carthaginois, c'est-à-dire la France et l'Angleterre, allaient en venir aux mains pour s'engloutir ensuite dans ce qu'on appelle aujourd'hui l'entente cordiale, c'est-à-dire l'uniforme passion du mercantilisme et des affaires.

Comme le corbeau qui suit les armées, prêt à se repaître des cadavres, un spéculateur devenu depuis très célèbre se trouvait à dessein en Belgique. Présumant que le succès, quel qu'il fût, de la bataille qui allait se livrer devait être décisif, il avait organisé jusqu'à Ostende d'excellents relais. Dès que la défaite de Napoléon fut connue, il partit lui-même à franc étrier. Arrivé à Ostende, une tempête rend la traversée pour l'Angleterre impossible, les plus hardis marins refusent de se mettre en mer. A force d'or, il parvient cependant à déterminer quelques hommes; il débarque sain et sauf sur la côte anglaise, part lui-même pour Londres, fait des achats considérables. Les fonds étaient à vil prix, car l'avenir de l'Angleterre était engagé dans cette lutte dernière. Vingt-quatre heures après, la défaite de l'armée française était connue à la Bourse de Londres : le spéculateur hardi avait gagné 20 millions (1).

Ce spéculateur, si je ne me trompe, s'appelait Nathan Rothschild.

Aujourd'hui, la dynastie des Rothschild est la plus illustre des dynasties.

---

(1) Nous empruntons ces détails à l'article « Agiotage » de l'Encyclopédie nouvelle. L'auteur, M. Emile Pereire, aujourd'hui directeur du chemin de fer de Versailles était à même d'être bien informé.

Les triomphateurs de Rome distribuaient des congiaria *au peuple et à l'armée; la dynastie des Rothschild en distribue aux pouvoirs de l'État, aux députés, aux pairs de France, aux journalistes.*

Pierre Leroux.

(Malthus et les économistes ou Y aura-t-il toujours des pauvres?)

Aux Acheteurs au Numéro

Beaucoup nous font savoir qu'ils ne peuvent se procurer le journal, les libraires leur répondant qu'il leur est impossible d'avoir un nombre suffisant d'exemplaires.

Que les camarades auxquels cette réponse est faite, veuillent bien insister auprès des libraires, pour leur dire que le porteur doit leur fournir le nombre d'exemplaires dont ils ont besoin, et de réclamer auprès de la maison Hachette, lorsqu'ils ne peuvent obtenir satisfaction et de nous le faire savoir.

DANS L'ARGENTINE

(Suite) (1)

Je vous ai parlé précédemment de la loi de « résidence des étrangers », donnant au pouvoir exécutif le droit d'expulsion par simple mesure administrative, sans jugement, sans recours aucun; c'est la première du genre, je dis première, car la loi « nationale du travail » déjà mentionnée, la maintient dans son application en la complétant par une série de peines diverses visant le même but.

L'année dernière, le député socialiste Palacios, déposa un projet d'abrogation de ladite « loi de résidence ». Selon la coutume, ce projet fut remis à la commission chargée de l'étudier et de présenter un rapport dans lequel elle doit indiquer les modifications, s'il y a lieu d'en apporter, le rejet ou l'admission.

Enfin, le jour de la discussion arriva, la commission proposait, non l'abrogation, mais une altération de la forme seulement, en substituant à la seule voix du président l'accord des ministres. La discussion dura cinq ou six séances. Palacios défendit son projet d'abrogation; sauf une ou deux voix, mais en se plaçant à un point de vue différent, qui le soutinrent, la majorité trouva juste cette loi et la confirma par un nouveau vote telle quelle, sans même accepter la proposition formulée par la commission. Un brave, un prévoyant, alla plus loin, en demandant qu'on généralisât son application, en ne la réservant pas exclusivement aux étrangers; car, croyez-le bien, dit-il, il y a parmi nous, les Argentins, les mêmes éléments perturbateurs de l'ordre, contre lesquels la loi est désarmée. L'ordre, c'est le grand prétexte; que peut-il bien être cet ordre dont on parle tant et qu'il faut maintenir par tous les moyens, puisque de tous côtés, du haut en bas de l'échelle sociale, il n'y a que confusion, cahos, bataille, guerre impitoyable entre les spoliateurs et les dépossédés, entre les exploiteurs et les exploités : c'est cela l'ordre, mais il est tellement factice, qu'un coup de la capricieuse fortune, peut, comme cela s'est déjà vu dans un mouvement de légitime colère, déplacer l'appareil de force qui soutient l'édifice, et ce fameux ordre n'est plus ce qu'il était, quoique la société continue d'exister.

L'ordre : c'est le silence, c'est l'acceptation sans murmurer de la misère, c'est le respect du plus fort, c'est l'ignorance de ceux qui souffrent, qui supportent les charges de l'organisation sociale, produisant tout, ne possédant rien.

Pour les amants de la loi, pour ceux qui se réclament de son équitable protection, pour les partisans de l'Etat régulateur, pour ceux qui croient que les hommes ne peuvent se mouvoir sans un règlement supérieur auquel, par conséquent, on doit se soumettre, *le projet de loi national du travail*, présenté par le gouvernement argentin, est un chef-d'œuvre et de plus, un chef-d'œuvre volumineux, car l'exposition de cette panacée ne comprend pas moins de 48 pages (format des *Temps Nouveaux*), dont 10 de considérants.

Dimanche dernier, dans une conférence, un orateur du parti socialiste en a fait la critique, faisant ressortir les monstruosités, car il y en a, regrettant qu'elles soient accolées à d'autres articles acceptables et en conformité avec le programme du parti, c'est dommage, vraiment dommage.

Ceci est, à mon avis, une conception à courte vue.

Quel est le but de la loi? Prise dans un sens général, réglementé, confirmé, consacré, ce qui déjà existe, elle ne prévoit rien et ne peut rien prévoir, moins aujourd'hui que jamais, où tant de nouveaux facteurs se produisent, où l'évolution est constante et rapide.

Et, d'un autre côté, n'est-il pas grotesque de voir un individu, fût-il ministre et doté de toutes les qualités, ce qui n'est généralement pas le cas, prétendre régler, résoudre, prévoir toutes les difficultés, tous les besoins surtout.

Ce ne peut être que par atavisme que cette croyance au sauveur de société subsiste; depuis tant de siècles on obéit; il est probablement pour beaucoup, impossible encore de penser qu'il puisse en être différemment.

Certes, dira-t-on, les hommes pris en masse sont encore dans cette condition inférieure et recherchent eux-mêmes celui ou ceux qui les conduiront, se rangeant docilement à la remorque, quand ils croient les avoir trouvés. C'est exact, mais c'est précisément la raison pour laquelle il faut sortir de cette ornière, où tous les efforts et toutes les bonnes volontés s'embourbent.

Nous n'en sommes pas encore là, répondra-t-on; c'est vrai, car alors la propagande antiétatiste n'aurait plus sa raison d'être et nous y arriverons plus rapidement en nous orientant continuellement dans cette direction.

A dose infinitésimale, l'avenir se prépare tous les jours.

L'Etat ne peut produire une bonne loi au bénéfice de tous, car son principal objet est de se protéger lui. Etat, quels que soient sa forme et son qualificatif. L'antagonisme social, l'opposition des intérêts, la base économique actuelle des sociétés, oblige, force une partie et la plus nombreuse des individus, à subir la prédominance des autres et la loi n'intervient, n'interviendra appuyée de la force, que pour maintenir l'asservissement du travailleur dans sa condition de salarié : tant qu'il y aura des salariants.

Mais il devra, comme toutes les formes oppressives disparaître, cet Etat, et faire place à l'homme affranchi. Si le grand Frédéric, pouvait dire de ses soldats : le jour où ils penseront, je n'aurai plus d'armée, nous pouvons dire avec toute certitude : quand les hommes penseront, ils se grouperont, s'organiseront, se conduiront eux-mêmes. Voilà l'idéal que devraient poursuivre ceux qui cherchent un avenir meilleur; il est le seul logique avec l'évolution humaine, puisqu'il est démontré que l'être proportionnément à son développement, s'individualise, abandonne les formules routinières.

Peut-être cette conception est-elle en contradiction avec les tendances ataviques de la généralité des hommes, dont la mentalité est maintenue à travers les générations, par l'éducation à base d'obéissance; l'individu qui, depuis son enfance, est dressé à la croyance de tout ce qu'on lui enseigne sans discernement; les coutumes, les conventions le pétrissent de telle sorte, qu'il lui devient organiquement presque impossible, de concevoir différemment; de là, la difficulté à la pénétration des idées nouvelles; le terrain n'est pas ou mal préparé.

Les moyens connus, les usages au milieu desquels il a évolué, lui semblent les seuls pratiques et il les adoptent, croyant pouvoir réaliser un changement.

Ce n'est pas à dire que tous ces efforts soient perdus, loin de là, puisqu'ils contribuent à confirmer l'inefficacité du système, car chaque expérience porte en elle la démonstration de l'insuffisance et conduit fatalement à la conception plus large de l'homme émancipé, instruit, pensant et agissant sans tutelle.

Aussi l'Etat argentin suit-il la voie tracée par ses aînés il est, et veut rester le maître.

Un mouvement nouveau se produit, s'accentue, les travailleurs cherchent à s'affranchir, ou, plutôt à alléger leur charges, se groupent, s'organisent : là est le danger et l'Etat tutélaire intervient, mettant le holà à cette marche ascendante, opposant son veto aux aspirations autres que les siennes.

Mon intention n'est pas de fatiguer le lecteur par l'exposé intégral de cette constitution du travail, où les règlements coercitifs sont enveloppés de dispositions avantageuses établissant l'hygiène des ateliers, le repos dominical, etc, etc, ce qui faisait dire à notre orateur qu'il y avait de bonnes choses dans cette loi. Mieux la pilule est dorée, plus facilement elle passe.

L'article 28 (du Contrat de travail) est plein de mansuétude quand il dit : « Est inhérent à tout contrat de travail, l'obligation pour les patrons de procurer le plus grand bien être possible aux ouvriers, ainsi que le développement de sa culture morale; ceux-ci devront aux patrons la plus grande fidélité pendant le temps qu'ils seront employés. »

Peut-on pousser plus loin la prévenance?

L'article 31 (du salaire) indique dans son premier paragraphe, qu'on devra prendre pour base « *les ressources nécessaires à la subsistance honnête* de l'ouvrier et de sa famille, jusqu'à une limite *raisonnable*.

On ne peut douter que l'intention soit louable, mais la question à définir sera ce qu'on entend par subsistance *honnête*, et limite *raisonnable;* ce ne peut être qu'un oubli de Monsieur le ministre.

D'autres articles règlent les amendes :

1° Pour travail défectueux, détérioration de l'outillage, etc.

2° Retard à l'entrée au travail, etc.

3° Pour ne pas tenir compte des prescriptions d'hygiène, propreté et autres mesures d'ordre.

4° Altérer la tranquillité de l'atelier, insulte aux patrons ou autres ouvriers.

5° Désobéissance à un ordre juste, etc.

Pas plus que la limite raisonnable, le montant de ces amendes n'est fixé; encore un oubli.

Art. 47. — « Tout ouvrier est obligé de garder le secret industriel relatif aux procédés de fabrication qui auront dû lui être révélés directement où à un compagnon d'atelier, sous peine d'une amende de 50 piastres. Celle-ci au moins n est pas omise.

L'article 76, traitant des bureaux de placement que peuvent établir les corporations ouvrières, est plus explicite. « Les associations d'ouvriers ou de patrons établies selon les lois de la République, pourront ouvrir à leurs frais des locaux pour le placement des ouvriers et informations sur les relations existantes entre les offres et les demandes.

Il est défendu dans ces locaux, sous peine de fermeture par l'autorité policiale, après avoir été avisé *verbalement* ou par écrit émanant de l'inspection du travail : la propagande de principes contraires à l'ordre public, à la liberté

(1) Voir les numéros 13 et 36 de la 10e année.

d'industrie, commerce et professions, de grèves, boycott, ou autres mouvements contre les entreprises, fabriques, ateliers, associations, ou établissements de l'Etat.

Je dois à la vérité dire que le conférencier a trouvé cet article 76 monstrueux, inquisitorial, donnant à l'autorité le pouvoir de dissoudre toutes les associations existantes.

Dans toutes les sociétés actuellement, comme cela se comprend, on parle et de quoi? sinon de ce qui intéresse la corporation directement, ainsi que de ses relations avec les autres. Dorénavant il faudra se taire.

Art. 78. — Ces mêmes sociétés, celles qui auront leur bureau de placement, devront remettre à la commission nationale du travail, leur règlement; devront avoir également un registre statistique des professions, demandes et offres de travail, *noms et résidences* des ouvriers et patrons.

Le « et patrons », ajouté partout, fait encore partie de la dorure de la pilule, car généralement, ce ne sont pas eux qui se mettent en grève; il est donc absolument illusoire de leur défendre d'en parler.

Art. 91. — Des accidents de travail : L'entrepreneur ne devra indemnité que lorsque l'accident sera causé par sa faute. Est-ce assez clair?

Art. 93. — Disparait toute obligation de responsabilité, quand l'accident aura été causé intentionnellement ou non par la victime.

Plus nous avançons, plus les choses se précisent; ici déjà, l'ouvrier blessé devra établir la faute du patron, lequel ne manquera jamais de s'en disculper par tous les moyens.

Art. 94. — Diminuera en proportion équitatives la responsabilité de l'entrepreneur, quand l'ouvrier aura négligé d'avertir des défectuosités qu'il aura pu constater dans l'installation, etc.

La pilule se dédore de plus en plus.

ORDRE PUBLIC ET PÉNALITÉS.

Art. 408. — Pourront être dissoutes par décret du pouvoir exécutif et par l'intermédiaire du ministre de l'intérieur, etc., etc. :

Les sociétés qui, par moyens de proclamations écrites ou orales, meetings, conférences, soirées ou autres formes de propagande publique, inciteront à altérer la paix et l'ordre ou à commettre des actions individuelles ou collectives qualifiées délits ou crimes, etc., etc.

Celles qui, pour soutenir leurs prétentions de conflits ou questions relativement au travail de ses membres, emploieront la force, la violence, l'intimidation ou la menace contre les autres personnes, qu'elles fassent partie ou non de la société.

Celles qui par acte collectif ou en vertu de résolution collective, attenteront à la liberté du travail, d'industrie, du commerce, soit individuellement ou avec d'autres, et contre la liberté de contracter et prêter ses services professionnels ou manuels en la forme qui convient;

Celles qui, ayant été averties par la police sur les conditions à remplir pour les réunions publiques, ne s'y conformeront pas deux fois consécutives, ayant été averties depuis la première infraction.

La forme aléatoire des premiers articles cités, fait place à une détermination bien caractérisée.

Art. 409. — L'autorité policiale pourra séquestrer et arracher les affiches, proclamations, annonces ou mutations écrites de toute nature, dans le sens de l'article antérieur, et dissoudre s'il est nécessaire, par la force, tout groupe ou réunion d'ouvriers grévistes.

Art. 410. — Les auteurs et instigateurs des faits énumérés dans les deux articles antérieurs, subiront la peine de six mois à un an de prison; les complices de un à six mois.

Art. 411. — Toutes sociétés n'ayant pas accepté l'arbitrage de la commission du travail, et qui produiront par moyens violents, proclamations incitant à la révolte ou menaces, une interruption du commerce interprovincial ou international, ou une grève, ou paralysation générale du trafic des voies ferrées, ou de l'exportation et importation des ports de la République, pour plus de dix jours consécutifs, subiront la peine de un à trois ans d'exil.

Suit encore une série d'attributions de l'autorité policiale, de délits sur la liberté du travail, où liberté! tous passibles des peines énoncées dans l'article 410.

Le tout couronné par une commission du travail, composée de cinq membres nommés par l'Etat, cinq inspecteurs pour la ville de Buenos-Ayre, qui seront les intermédiaires entre les ouvriers et la commission, laquelle relie le tout au gouvernement. C'est lui qui veille à tout, punit et récompense.

L'Etat devient chef d'un immense chantier, dont les inspecteurs et les agents de police sont les contremaîtres.

Un esprit simple aurait pu croire que les travailleurs organisés par corporations, étaient les seuls vraiment capables de s'administrer selon leurs besoins, mais il paraît qu'il n'en est rien, à moins que l'expérience ne vienne confirmer ce qu'on disait à tante Rose, que dépasser le but, c'est manquer la chose.

Le conférencier, en terminant sa critique, a protesté contre cet amas sans nom, qualifié loi du travail, engageant tous les assistants, chacun dans la mesure de ses moyens, à les combattre.

(*A suivre.*) A. Moreau.

MOUVEMENT SOCIAL

Lèse-majesté. — Loucheron, instituteur stagiaire, passait sur la place Vendôme. La vue de la colonne avec la statue du Grand Tueur tout en haut, l'horripilait sans doute et à bon droit. Vint à passer un commandant, en grand uniforme. Cette vue compléta la légitime exaspération de l'instituteur. Il n'y tint plus et cria à plusieurs reprises, sous le nez du commandant : « A bas l'armée! »

Il fut mené au poste, il fut révoqué, et le gouverneur militaire de Paris, à qui la révocation ne suffit point, le poursuit devant les tribunaux.

Cependant Loucheron n'a fait tort à personne, ni au commandant, ni au gouverneur militaire, ni à Napoléon, ni qui que ce soit. Il n'a injurié personne. Il a simplement exprimé qu'il n'aimait pas telle institution d'Etat; il n'a blâmé qu'un être collectif, c'est-à-dire une fiction. C'est comme s'il eût dit : « A bas l'université! » ou « A bas les postes et télégraphes! »

Oui, mais la fiction dont il a médit à voix haute est sacro-sainte. On n'en doit parler qu'à voix basse et en tremblant. En ce siècle soi-disant scientifique, Loucheron, quoique n'ayant fait tort à personne, a commis un sacrilège, tout au moins un crime de lèse-majesté. C'est pourquoi, si on lui épargne la guillotine, il s'estimera bien heureux.

❖ ❖

Infaillibilité judiciaire. — Après dix mois d'instruction et de prison préventive, un jeune homme, Lucien Bénard, allait être jugé. Etre jugé, c'est être condamné. D'autant mieux que Bénard avouait tout : treize vols. Seulement, il n'en avait commis aucun. Mais un jour qu'il était sans travail et sans ressources, il avait eu l'idée d'aller s'accuser d'un vol imaginaire devant un commissaire de police. Comme on lui demandait si par hasard il ne serait pas aussi l'auteur de tel autre vol, il répondit oui. Il répondit ainsi oui douze fois. Et sur ce, le juge d'instruction travailla pendant dix mois, composa un fort beau dossier, et l'avocat général prépara un fort beau réquisitoire, et le défenseur une fort belle défense, et aucun de tous ces cocos-là ne fut capable d'entrevoir, une minute, qu'il se mettait le doigt dans l'œil et s'asseyait sur la vérité.

Heureusement que Bénard, qui était édifié sur les lumières de la magistrature, et qui n'avait pas plus de confiance dans la perspicacité du jury, n'attendit pas d'être jugé. Au moment de comparaître, il fit demander le président des assises, et lui démontra en un rien de temps qu'étant au régiment à l'époque des vols, il n'était l'auteur d'aucun d'eux, — que les magistrats sont des gens bien faillibles, et la justice une chose bien incertaine.

Cinq minutes après, il était acquitté. Mais que de sujets de méditation et de retours sur soi-même, dans cette modeste histoire, pour un juge qui aurait des scrupules!

R. Ch.

❖ ❖

Depuis qu'ils ont, une fois de plus, décidé leur *Unité*, jamais les socialistes n'avaient été aussi divisés. A la Chambre, un nouveau groupe s'est formé, et à cette occasion « formule » une déclaration de principes qui ne manque pas de saveur.

Toutes les banalités sur « la lutte de tous les jours contre toutes les formes de la réaction », « l'union étroite des républicains de gauche », etc., etc., s'y rencontrent naturellement, mais nous y trouvons un souci nouveau dont nous ne pouvons que nous féliciter.

Voici en effet les principales « déclarations de principes » du nouveau groupe. Il déclare :

1° « Qu'il repousse comme contraires à l'idée socialiste et aux intérêts du prolétariat toutes les manifestations de l'anarchisme, depuis les théories antipatriotiques jusqu'à « l'action directe » et la propagande par le fait. »

Notre antipatriotisme, conforme à l'idée de tous les exploités qui ont conscience de leur situation, les effraie : nous ne pouvons que nous en réjouir, car ils creusent ainsi, plus large que jamais, le fossé entre eux et les travailleurs qui auraient pu encore se faire illusion sur l'antimilitarisme de parade dont ont parfois fait montre certains d'entre eux.

Quant à leur égale répudiation de l'action directe que jésuitiquement ils essaient de confondre avec « la propagande par le fait », elle montre également que les travailleurs ont adopté une tactique efficace, car ils se rendent compte que ceux-ci, en l'employant, apprennent aussi à se passer d'eux, ce qui ne cesse pas naturellement de les inquiéter.

Le paragraphe 2 de la susdite déclaration n'est pas moins intéressant. Le voici :

2° « Qu'en conformité avec la pensée essentielle des socialistes de tous les pays, et avec la tradition socialiste française depuis la Révolution, il entend assurer à chacun et à tous la liberté et la propriété, dont nul, d'après la Déclaration des droits de l'homme, ne devrait être privé. »

« A cet effet, il poursuit : la conquête des pouvoirs publics, la substitution progressive de la propriété sociale à la propriété capitaliste et l'entente internationale des travailleurs. »

Ce dernier paragraphe est bien tant soit peu en contradiction avec les deux précédents, mais ces Messieurs entendent malgré tout garder la façade.

Ces manifestations diverses montrent en tout cas que le socialisme politique traverse présentement une crise à laquelle nous ne sommes pas précisément étrangers.

P. D.

MONOGRAPHIES

Chuelles et ses environs (Loiret).

Toutes les communes des environs (Triguères, Douchy, Montcorbon, Saint-Hilaire-lès-Andresys, Chantecoq, Saint-Firmin des Bois, La Selle-en-Hermois) varient, comme population, entre 700 et 1.500 habitants.

Région essentiellement agricole, et très riche. On y cultive un peu de tout : blé, avoine, orge, pommes de terre, fourrage; on y fait beaucoup de cidre. On y fait aussi l'élève du bétail, et de la volaille. Les poulets, les œufs et le beurre sont vendus à Paris.

La propriété est morcelée. Il y a quelques gros propriétaires, mais très peu nombreux qui ne cultivent pas leur terre et la louent, à raison de 50 francs l'hectare en moyenne. Ce sont les bourgeois du village.

Le plus grand nombre sont de petits propriétaires qui habitent sur leurs terres et les cultivent, aidés de « domestiques ». Beaucoup ne sont propriétaires que de nom, tout ou partie de leur bien étant grevé d'hypothèques.

Patrons et domestiques travaillent le même

nombre d'heures. Comme repos, une demi-journée le dimanche.

Les domestiques se louent à l'année ou par 6 mois, dans une *fête* — *la louée* — qui se tient, à cet effet, dans le petit village de Saint-Germain. Les patrons viennent là les choisir.

Ceux qui ont la meilleure apparence physique sont le plus demandés et payés le plus cher. Les salaires varient de 45 à 55 francs par mois, et nourris, pour les hommes; de 100 à 400 francs par an, pour les jeunes gens de 12 à 18 ans, également nourris.

Dans chaque commune, la population se divise en deux. D'un côté, les cultivateurs qui sont la majorité et dont les maisons sont disséminées dans la campagne; de l'autre, les journaliers, artisans et commerçants, habitants du bourg. Dans le bourg, on vit peut-être moins chichement que dans les fermes. Mais on dépense souvent plus que l'on ne gagne. Un commerçant sur cinq fait de mauvaises affaires. On a grand'peine à lutter contre les grosses maisons de la ville.

Les petits patrons menuisiers, maréchaux, sabotiers, couvreurs, charrons, etc..., n'emploient guère qu'un ouvrier ou deux quand ils ne font pas tout eux-mêmes. Quand ils n'ont que leur métier pour vivre, ils ne sont pas plus heureux que leurs ouvriers. La journée de travail est de 12 heures et le salaire varie de 30 à 50 francs par mois, plus la nourriture. Sauf parmi les commerçants et les artisans dont la plupart sont cléricaux, il y a dans le pays une majorité anticléricale. Les enterrements et les mariages civils sont de moins en moins rares. Mais il faut bien dire qu'anticléricaux et cléricaux sont aussi bêtes les uns que les autres. Bien peu s'intéressent aux questions sociales.

Pourtant il y aurait quelque chose à faire, parmi les jeunes, surtout chez les paysans qui sont en général plus indépendants et plus réfléchis. Une propagande méthodiquement organisée pourrait amener, je crois, des résultats.

G. Beaudenon.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Pendant que nos socialistes parlementaires vont partout clamer que la République est encore pour le peuple le « meilleur gouvernement », ses dirigeants songent par quels moyens ils pourraient bien mater les travailleurs que les conflits économiques soulèvent de toutes parts.

Les quotidiens nous annoncent qu'ils ont en partie résolu la question par la création « *d'un corps de gendarmerie mobile destiné à être employé spécialement en cas de grève* ».

La bourgeoisie capitaliste comme l'on voit, entend défendre ses privilèges, et elle ne ménage rien pour cela.

Toutefois, du train où vont les choses, avec la fréquence des grèves et leur importance toujours grandissante, il est à prévoir que ces nouveaux « gardiens de l'ordre » auront fort à faire. Cela nous fait aussi espérer que les gouvernants ne se sentent plus extrêmement sûrs de l'armée, ce dont nous ne pouvons que nous réjouir.

Enfin, lorsque les grévistes se trouveront en face de ces défenseurs des coffres-forts capitalistes, il n'y aura plus d'hésitation à avoir, et ce sera la lutte dans toute sa rigueur. Avec l'armée, l'on pouvait conserver quelques scrupules, devant la « gendarmerie mobile » ceux-ci disparaîtront.

Cette innovation montre aussi à tous les endormeurs de la « paix sociale » qu'il n'y a pas d'entente possible. La bourgeoisie veut se défendre. Les travailleurs, de leur côté, ne semblent pas disposés à abdiquer leurs droits et à renoncer à poursuivre leur émancipation.

C'est donc la lutte sans merci, de part et d'autre. Les gendarmes pour grèves resteront la grande pensée de la « République » capitaliste.

⁂

Les résultats de la conférence internationale pour « la protection légale des travailleurs » que les gouvernements bourgeois ont tenue à Berne ces temps derniers, sont véritablement pleins d'enseignements. Je regrette fort que le manque de place ne nous permette pas de donner ici, en entier, le texte de ces résolutions, car, il n'y a plus à en douter, cette soi-disant « protection » n'est en réalité qu'une entente entre gouvernants pour « l'asservissement légal des travailleurs ».

Du reste, il me suffira de dire que cette conférence qui réunissait, à côté d'ex-ouvriers comme Keufer, la fine fleur des exploiteurs comme les deux industriels qui représentaient la Belgique, a été tenue dans le *huis clos* le plus absolu.

Il est certain que si les exploiteurs et leurs complices qui étaient à Berne, avaient voulu faire œuvre de simple philanthropie, ils n'auraient pas manqué de rendre publics leurs débats. Au contraire, c'est sous le boisseau que ceux-ci ont eu *lieu, et à défaut des résolutions intervenues*, ce fait seul aurait suffi à nous mettre en garde contre de telles assises.

En ce qui concerne l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc — qui du reste n'est plus employé ou que l'emploi de machines a rendu inoffensif, — la convention se résume en deux paragraphes :

Art. 1er. — L'emploi du phosphore blanc est interdit.

Art. 4. — L'application de cette mesure est remise à une date indéterminée.

Pour la deuxième question, *l'interdiction du travail de nuit aux femmes*, il ne peut y avoir de doute, c'est bien le résultat d'une entente capitaliste pour l'exploitation la plus profitable de la femme.

L'énoncé du seul article. 2 suffira amplement à le démontrer.

Art. 2. — Le repos de nuit visé à l'article précédent aura une durée minima de onze heures consécutives. Dans les onze heures, quelle que soit la législation de chaque Etat, devra être compris l'intervalle de dix heures du soir à cinq heures du matin.

Comme les contrôles de ce genre sont pratiquement impossibles, nous estimons que cet article ne constitue pas la moindre garantie pour les travailleurs. Etant donné surtout que des articles additionnels prévoient des exceptions aussi nombreuses qu'il peut être utile à MM. les exploiteurs.

Et c'est à une pareille besogne que se prêtent nos leaders du syndicalisme réformiste.

Nous espérons que dorénavant ils ne tromperont plus personne et que l'on reconnaîtra que les partisans de la « paix sociale » ne travaillent exclusivement que pour le plus grand profit du patronat.

Après la conférence de Berne, le doute n'est plus permis.

P. Delesalle.

⁂

Firminy. — La grève des maçons s'est terminée par une réussite. Ils ont obtenu une augmentation de 0,05 pour ceux payés 0,45 l'heure et de 0,03 pour ceux payés 0,50. C'est donc un minimum de 0,50 pour les maçons; les aides auront 0,35 au minimum. Un supplément de 0,50 par jour leur sera aussi alloué comme frais de déplacement lorsque le lieu du travail se trouvera en dehors des limites de l'octroi. Le succès aurait été plus complet sans la veulerie d'un certain nombre de maçons qui n'ont pas voulu cesser le travail.

Tel quel, c'est cependant un encouragement à recommencer.

⁂

Firminy n'étant pas un centre assez important pour que des syndicats de métiers tels que maçons, menuisiers, charpentiers, deviennent assez puissants pour mener une guerre sans trêve ni merci contre leurs patrons, ne pensent-ils pas qu'il serait préférable de constituer au lieu de syndicats d'industrie, un syndicat dans lequel on engloberait tout le bâtiment ?

Je sais bien que ce ne sont pas toujours les gros bataillons qui gagnent les batailles; que le nombre n'est pas un indice certain de force; que les petits syndicats sont souvent plus actifs que les autres. Cependant un syndicat qui ne compte qu'une centaine de membres dans les périodes les plus favorables pour redescendre ensuite à 50, 30, 20 cotisants ne dispose pas, à mon avis, de moyens d'action bien puissants. Avec ça que l'énergie révolutionnaire ne compense pas toujours l'infériorité numérique. J'engagerai donc les camarades appartenant à ces corporations, à Firminy, de se réunir afin de discuter cette proposition.

Rousset-Galhauban.

⁂

Nantes. — Ici, les travailleurs commencent à se remuer : les grèves se succèdent sans interruption.

La semaine dernière, deux grèves qui se sont terminées par un succès complet, ont éclaté dans des usines d'engrais.

Lundi 22 mai, 42 ouvriers de chez Le Blanc et Cie, marchands d'engrais, quittent le travail, demandant une augmentation de 0 fr. 05 par heure. Ils parcourent la ville au chant de l'*Internationale* et débauchent tous les ouvriers d'engrais au nombre de 460. Le lendemain matin, les patrons, qui sont tous de gros richards, leur donnent une bonne réponse : ils gagnent maintenant 4 francs par jour pour 10 heures.

Jeudi, à Chantenay (commune qui touche Nantes, et qui a une population exclusivement ouvrière), à l'usine d'engrais Plon, 150 ouvriers dont 40 femmes demandent aussi 0 fr. 05 de plus par heure. Samedi soir, leurs revendications ont été acceptées. Les femmes gagnent 2 francs pour 10 heures, les hommes 4 francs pour le même temps.

Il est bon de faire remarquer que le travail est très pénible dans ces usines, les matières sentant très mauvais.

Enfin, samedi, une nouvelle grève s'est déclarée à Chantenay, à la raffinerie Meuse. Ils demandent une augmentation de salaire. Tous les ouvriers de cette usine ne sont pas en grève, mais tous ont abandonné le travail par esprit de solidarité.

Aucune réponse n'a encore été donnée.

F. Cas.

⁂

ITALIE

L'échec des « ferrovieri ». — Dans la grande famille des travailleurs, les employés des services publics méritent certainement l'attention toute spéciale des militants qui entrevoient l'affranchissement économique par l'action directe et révolutionnaire des producteurs librement organisés.

Les employés des chemins de fer, par exemple, pourraient à eux seuls, en chômant, arrêter assez rapidement la production industrielle et obtenir par la grève, même limitée d'abord à leur profession, le chômage dans nombre de corporations. En tous cas, il est évident que ces employés, de même que les travailleurs des ports, des usines à gaz et à électricité, les mineurs, etc., peuvent — étant données les conséquences de leur chômage — compter sur de plus grandes chances de victoire, pour leurs revendications spéciales. A condition, bien entendu, que le mouvement soit conduit avec union et décision et surtout à l'abri de toute intervention des politiciens, des partisans d'arbitrages, de législation ouvrière et autres balançoires.

Il est vrai que les classes dirigeantes, voyant le danger, n'ont pas attendu pour se défendre. Déjà les employés des chemins de fer jouissent, dans plusieurs pays, de situations supérieures à celles d'autres travailleurs; leurs salaires dépassent la moyenne. Et bien que pour la plupart d'entre eux, la besogne quotidienne soit longue et fatigante et qu'une reponsabilité constante leur incombe, la situation de demi-fonctionnaires faite à ces travailleurs, la perspective d'une retraite minime, les rendent plus réfractaires à la pénétration des idées nouvelles, moins accessibles à l'adoption de la méthode révolutionnaire.

Enfin les gouvernants, préoccupés des conséquences qu'entraînerait, au détriment des intérêts du capitalisme dont ils sont les représentants et les défenseurs, un mouvement sérieux du personnel des transports, ont tâché de lui opposer des mesures propres à le faire échouer.

C'est ainsi qu'en Italie on a expérimenté la « militarisation » du personnel, c'est-à-dire qu'en prévision d'une grève, tous les employés, à quelque classe ou arme qu'ils appartiennent, sont rappelés et obligés de prêter service sur les trains et dans les gares, tout refus étant considéré comme insubordination militaire et puni en conséquence. Enfin les soldats du génie sont immédiatement mis à la disposition des compagnies de transport.

Ces procédés ont, il faut le dire, soulevé l'opposition assez énergique des politiciens radicaux, voire même socialistes. Mais ces derniers se montrent, par contre, favorables à l'exploitation par l'Etat des chemins de fer et à une réglementation arbitrale des différends entre le personnel et l'administration. La bourgeoisie ne peut demander mieux. Le rachat indemnisera grassement les Compagnies aux frais des contribuables et l'Etat — patron anonyme et omnipotent — saura bien réduire ses subordonnés à la docilité, surtout avec le concours des endormeurs soi-disant socialistes.

Pour que les « ferrovieri » sortissent triomphants de la lutte lorsqu'ils entreprirent récemment de s'agiter pour les améliorations depuis si longtemps réclamées, il leur aurait donc fallu une conscience

très nette de leurs droits et la volonté ferme d'aller jusqu'aux extrêmes conséquences de leur décision. Cette conscience faisant défaut le plus souvent ainsi que l'union et l'esprit de décision, l'échec n'a pas surpris ceux qui ont suivi les phases de ce mouvement et pu constater plus d'irrésolution et de tâtonnements que de hardiesse.

On eut peur de se compromettre outre mesure; les anciens ne voulaient pas risquer leur retraite prochaine; on craignait des représailles si le mouvement échouait. Et tandis que, d'un côté, surtout dans le Midi, des éléments jeunes, soutenus par la propagande des socialistes-révolutionnaires (néo-syndicalistes) et des anarchistes, s'agitaient avec enthousiasme pour la grève à outrance, en forçant la main au Comité central par leur attitude décidée, l'action pernicieuse des réformistes s'appliquait d'autre part à étouffer toute velléité d'action dans la grande masse, en se prévalant des sentiments craintifs manifestés par les plus égoïstes de la corporation, et en condamnant ouvertement — ainsi que l'a fait le député Colajanni — toute tentative de grève comme criminelle et injustifiée!

A entendre ces Messieurs, il fallait continuer à s'en remettre aux pourparlers sans fin des commissions, dont jamais aucun résultat n'était sorti. Lorsque par l'obstructionnisme, pratiqué avec assez d'accord, les « ferrovieri » eurent obligé M. Giolitti, à partir avec sa loi réglant la condition du personnel des transports et... les amputant du droit de grève, le nouveau président du conseil, Fortis, se hâte de trancher cette question en déposant un nouveau projet qui, sous une forme plus hypocrite, visait, en substance, au même but. Les employés coupables d'avoir abandonné le travail, ne seraient plus passibles de pénalités; on les considérerait tout simplement comme démissionnaires!

Aussi toutes les démarches faites par la Commission des « ferrovieri » en vue d'obtenir l'abandon de cet article du projet n'aboutirent-elles qu'à des promesses ambiguës et — rendue désormais inévitable par l'énergique propagande des éléments avancés — la grève fut proclamée.

Mais le mouvement commençait mal : l'accord ne se manifestait pas. Trop de temps s'était écoulé en pourparlers et tergiversations, et beaucoup d'enthousiasmes s'étaient refroidis. Le gouvernement, de son côté avait eu tout le temps pour prendre les dispositions nécessaires afin que la grève n'eût lieu que partiellement et avec le moindre préjudice pour les communications et les transports.

Les dispositions générales de la loi, y compris celle frappant les grévistes, furent votées d'urgence en bloc. Il en résulta qu'une bonne partie du personnel continua le travail, pendant que la troupe et des employés improvisés remplaçaient tant bien que mal ceux qui chômaient.

La classe des commerçants et des boutiquiers déversa, par le moyen de la presse quotidienne unanime, tout le fiel de son antipathie et de sa haine sur ce mouvement. Cependant que les réformistes se mettaient à quatre pour empêcher les autres travailleurs — qui avaient déjà pardonné aux « ferrovieri » leur manque de solidarité lors de la grève générale de l'an dernier — de se joindre à cette grève et de tenter peut-être encore une fois la grève générale... Ainsi, les Nofri, les Chiesa, les Turati, les Cabrini et autres honorables politiciens, que le prolétariat italien, insuffisamment éduqué à l'action syndicaliste, conserve encore dans ses organisations, où ils exercent la fonction de cheval de Troie de la bourgeoisie... s'acharnaient à obtenir une fois de plus l'humiliation des travailleurs qu'ils prétendent émanciper... à coups de bulletins de vote.

En face des défections nombreuses, de l'indécision du grand nombre, des mesures prises par le gouvernement et du manque absolu d'actes énergiques qui, pratiqués individuellement, auraient pu suppléer au manque de décision collective (dans un service comme celui des transports, il est évident que l'action individuelle aurait une portée incalculable : on le vit du reste, bien que sous une forme pacifique, lors de l'obstructionnisme), il ne restait qu'à se rendre à merci.

Le gouvernement s'est comporté avec « clémence » : seuls quelques rares grévistes furent renvoyés. Grâce à la complicité des politiciens du socialisme, le danger d'un mouvement des travailleurs des transports était désormais reculé : les classes dirigeantes pouvaient se montrer généreuses, cette attitude n'ayant pour le moment que des avantages. Mais elles se tromperaient fort en considérant comme chose négligeable les tendances révolutionnaires qui vont grandissant dans le mouvement ouvrier.

En Italie, comme ailleurs, le jour viendra où les travailleurs sauront se rendre compte des causes de leurs échecs et, jetant par-dessus bord le parlementarisme et les mauvais bergers, procéder d'accord dans la seule voie qui conduit à l'émancipation économique : l'action syndicaliste révolutionnaire.

C. E.

✻ ✻

HONGRIE

Le lock-out grève des ouvriers maçons. — *Victoire complète des ouvriers. Budapest, 20 mai 1905.* — S'il est vrai que l'augmentation du salaire et la diminution de la journée de l'ouvrier obtenues par une lutte constante et énergique et une attitude résolue et révolutionnaire de l'ouvrier devant le patron sont seules des victoires réelles, le prolétariat hongrois du bâtiment vient d'obtenir, ces jours derniers, son premier succès réel.

On avait déjà obtenu quelques résultats, mais toujours après de longues tergiversations et d'interminables marchandages entre patrons et ouvriers qui ne traitaient même pas directement, mais au moyen des intermédiaires et d'arbitrages. Cette fois le syndicat des patrons maçons a traité directement avec le syndicat des ouvriers maçons et voilà pourquoi je dis que le 28 avril 1905 est une des dates les plus importantes de l'histoire du mouvement ouvrier de Hongrie.

Grâce à l'agitation continuelle des ouvriers, le syndicat des maçons était devenu un des plus puissants de Hongrie. Par des grèves habilement faites, pendant la bonne saison, il était arrivé à imposer un certain tarif aux patrons. Mais lorsque les grands travaux furent terminés, les patrons ou du moins certains d'entre eux ne voulurent plus, sous différents prétextes, faire face à leurs promesses et maintenir le salaire minimum de 46 centimes par heure. Les ouvriers, qui s'attendaient à de pareils procédés, répondirent par de nouvelles grèves et de nombreux boycottages. Les patrons boycottés renvoyèrent leurs ouvriers et bientôt d'autres patrons, se joignant à leurs collègues boycottés, suivirent leur exemple. C'était un premier essai pour briser l'organisation ouvrière.

Préalablement ils avaient fait voter une loi qui déclarait la grève et le boycot des *vis major*, de sorte qu'ils n'étaient plus responsables si par suite de grèves ou de boycots ils ne pouvaient pas achever les travaux à la date fixée dans les contrats. Ils continuèrent donc seulement les travaux très pressants, ne gardant que quelques ouvriers. Mais ces derniers ne voulurent point recevoir cette aumône du patronat et se solidarisèrent avec leurs camarades chômeurs.

Les patrons espérèrent alors attirer des ouvriers de l'étranger et de la province et faire ainsi baisser les salaires. Or les ouvriers de la province et ceux de l'étranger, non seulement repoussèrent les offres du patronat budapestois, mais déclarèrent ouvertement qu'ils soutiendraient de leur mieux leurs camarades et au besoin s'uniraient à eux.

C'est ainsi que, le 23 avril, 11.000 ouvriers se trouvèrent sans travail. Ils lancèrent alors un manifeste aux ouvriers, où ils décrivaient leur situation misérable et la rapacité du patron, expliquant en outre que ce n'était là qu'un commencement de l'action des patrons, décidés à briser toutes les organisations ouvrières, et que, par suite, tous les ouvriers avaient un intérêt direct à ce que le lock-out-grève se terminât par le succès des travailleurs. Ce manifeste terminait en exhortant les grévistes à ne reprendre le travail que lorsque *toutes leurs exigences et revendications seraient satisfaites*.

Les patrons avaient cru que la faim aurait raison de toutes les revendications et que les ouvriers viendraient d'eux-mêmes reprendre le travail. Mais, dès le second jour, les grévistes qui se réunissaient dans le jardin de Triestino, s'étaient préoccupés des questions pratiques et, notamment, de celle des ouvriers chargés de famille.

On décida de leur procurer du travail en province et de leur avancer de l'argent sur la caisse des grèves pour qu'ils émigrent à l'étranger.

En même temps le Congrès socialiste qui se tenait à Budapest fit voter un secours par semaine et par tête pour les ouvriers maçons chômeurs.

Le 27 avril se tint une nouvelle réunion des ouvriers grévistes au cours de laquelle l'orateur *Alexandre Gardos* signale que les patrons avaient récemment augmenté de 40 0/0 les prix du bâtiment pour les entrepreneurs sans augmenter d'un centime le salaire des ouvriers.

A la suite de cette réunion on adressa à la population un manifeste dans lequel on signalait de nouveau les agissements louches et perfides des patrons de concert avec le gouvernement, et où l'on critiquait violemment la conduite du ministre du commerce, Hyeronymi qui, par sa loi de *vis major*, « n'avait fait qu'empirer les choses en privant sciemment des dizaines de milliers d'ouvriers de leurs moyens de vivre ».

Devant cette attitude énergique, les patrons, après avoir essayé, sans résultat, de corrompre quelques ouvriers, comprirent qu'il fallait céder. Voyant qu'il leur était impossible de faire venir des ouvriers de l'étranger et de la province, ceux-ci subventionnant au contraire la grève de Budapest, et pressés d'autre part par les entrepreneurs, ils firent convoquer une conférence mixte d'ouvriers et de patrons avouant ainsi d'avance leur échec.

Bien que les patrons eussent de leur côté le gouvernement qui avait envoyé à la conférence ses agents dans le but de « pacifier », ils furent forcés d'accorder toutes les revendications des ouvriers, ces derniers ayant déclaré catégoriquement qu'ils ne reprendraient pas le travail avant d'avoir reçu satisfaction sur tous les points.

Après huit jours de lutte, mais de lutte énergique et franche, le succès des ouvriers était donc complet. Pour la première fois, le syndicat patronal négociait directement avec le syndicat ouvrier et était obligé de le reconnaître comme représentant des ouvriers. Pour la première fois, le patronat traitait d'égal à égal avec le prolétariat.

Voici maintenant les conditions de l'entente :

1° La journée de travail est de 10 heures jusqu'au 31 juillet 1905 et de 9 heures et demie à partir de cette date.

2° Le travail est payé à l'heure. Les heures supplémentaires sont payées avec une augmentation de 30 0/0.

3° Le jour du payement des salaires, le travail cesse à 5 heures du soir.

4° Les patrons doivent traiter convenablement leur personnel, et ne doivent pas exiger d'eux des travaux qu'ils ne peuvent pas faire.

Les ouvriers s'obligent à exécuter convenablement et ponctuellement leur travail, et à obéir au patron pour tout ce qui regarde le travail. Ils doivent accepter la division et la distribution du travail imposées par lui. Les ouvriers chargés de percevoir les cotisations syndicales, ont le droit de se présenter à cet effet dans les ateliers et sur les chantiers, sans toutefois déranger le travail.

5° Si, par suite de circonstances inattendues et inévitables, le travail doit être suspendu, le patron peut renvoyer les ouvriers ou du moins ceux qu'il est nécessaire de renvoyer, en leur payant le salaire qui leur revient pour les journées déjà faites.

6° Pour la mise à exécution de cette entente et des conséquences ou interprétations résultant de ce contrat, il sera élu une commission mixte composée par six membres, trois ouvriers et trois patrons, les uns et les autres choisis par leurs pairs.

Jusqu'à la décision de cette commission, le travail ne doit pas être suspendu et aucun ouvrier ne peut être renvoyé.

7° Ce contrat est en vigueur jusqu'au 1er avril 1908. Pendant ce temps, les ouvriers ne doivent pas se mettre en grève ou employer le boycott. Réciproquement, les patrons ne peuvent ni renvoyer les ouvriers, ni déclarer le lock-out.

8° Le mode et système de travail est fixé par le patron. Mais le payement de ce travail ne peut se faire en n'importe quel cas que d'après le tarif suivant.

9° Règlement des salaires, qui, suivant les époques et les catégories de travailleurs (maçons, ornemanistes, décorateurs), varient de 44 hellers (46 centimes) à 72. Les ouvriers qui travaillent sur des échafaudages, reçoivent 2 hellers en plus pour chaque heure.

10° A la reprise du travail, les patrons doivent engager d'abord les ouvriers qui ont travaillé chez eux avant le lock-out.

11° Ce contrat doit être signé par les deux parties intéressées, ou du moins par les représentants des deux parties, qui doivent faire tous leurs efforts pour que les décisions en soient respectées.

12° Il doit être proposé aux parties intéressées de la province, et le ministre du commerce doit faire les démarches nécessaires pour convoquer des conférences et contrats pareils dans toute la province.

A. Manteau.

Le dessin du prochain numéro sera signé

P. Iribe.

Correspondances et Communications

★ **La Scène Libre**, cercle lyrique et théâtral de Montrouge, se met la disposition des groupes, syndicats, U. P. et coopératives pour l'organisation de leurs fêtes.

Adresser la correspondance au camarade Secrétaire, au siège, 34, rue du Marché, Grand Montrouge.

Cours de *dictions*, *répétitions* sous la conduite du camarade Laurent, des théâtres de Paris, tous les mercredis, à 8 heures du soir au siège.

★ **L'Union ouvrière de l'ameublement** est en possession des images en couleurs de la vie anarchiste de Louise Michel.

Cette image est dessinée et commentée par Hénault et Malato.

Le prix est de 10 francs le mille, le port (en colis postal) en plus; 1 fr. 25 franco le 100.

Adresser les demandes au camarade Cussy, secrétaire, 30, rue Durantin, Paris.

Permanence tous les mardis soir, 4, passage Davy.

★ **Le Comité des ouvriers coiffeurs des XIXe et Xe.** — Afin d'obtenir la fermeture des salons coiffures les dimanches et jours de fêtes à 5 heures dans le XIXe et le Xe arrondissements fait un appel au public pour ne pas se présenter dans les salons de coiffures qui ne se conforment pas à la fermeture. Comptant sur la solidarité sociale de tous les groupes, les ouvriers coiffeurs remercient sincèrement tous les prolétaires qui aideront leurs camarades ouvriers coiffeurs à obtenir le maximum de leurs réformes.

★ Montmorency. — Le compagnon A. Gorion, du syndicat des ouvriers du bâtiment, demande à entrer en relation avec les libertaires habitant Montmorency et les environs.

★ **Congrès syndical et confédéral des mineurs de Belgique.** — La *Fédération syndicale révolutionnaire des mineurs du bassin de Charleroi* organise un congrès qui se tiendra les 11 et 12 juin à Jumet-Brulôtte, Citadelle du Progrès.

Elle invite tous les syndicats révolutionnaires ou neutres à y prendre part.

Ordre du jour :

1° Vérification des mandats.
2° Organisation syndicale révolutionnaire.
3° Création de l'Union fédérale des mineurs de Belgique.
4° Entente pour la création d'une confédération générale du travail.
5° La question des huit heures.
6° Création d'un organe syndicaliste.
7° Propagande par les brochures.

Les séances du Congrès seront privées.

Des conférences par plusieurs délégués suivront le Congrès.

Chaque délégué est prié d'être muni d'un mandat en règle de son groupe.

Envoyer communications et adhésions au camarade L. Preumont, 20, rue des Sept-Actions, à Gilly.

Le secrétaire fédéral,
L. Preumont.

CONVOCATIONS

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy :

Mercredi 7 juin. — 1° A 8 h. 1/4, Conseil d'administration; 2° à 9 heures. Pozerski, de l'Institut Pasteur : l'Evolution de la Terre.

Vendredi 9. — Kownacki : Herbert Spencer (II). Le Connaissable (*suite*) ou l'Evolution.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer. Paris :

Vendredi 2 juin. — Commission d'administration.

Mardi 6. — Collinot : Hypnotisme et suggestion.

Vendredi 9. — La bureaucratie russe.

★ **A. I. A. du XIVe** — Réunion samedi 3 juin. Vu le mauvais état financier, les camarades sont instamment priés d'être exacts.

★ **Coopérative Communiste du XXe**, 27, rue des Maronites (20e arr.). — Samedi 3 juin, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir, répartition de denrées.

★ Saint-Denis. — **Association Internationale Antimilitariste.** — Réunion le 2 juin, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 35, rue de la Boulangerie.

Hameau de Belle-Vue. — Dimanche 4 juin, à 5 heures du soir, réunion organisée par les camarades de Denain afin d'étendre la propagande dans les campagnes, chez Richez Casimir, *Au Cœur humain*. Causerie contradictoire par le camarade Louis Lévêque : Vers la Révolution. Chants et récits révolutionnaires par divers camarades.

Prière d'apporter vieux journaux et brochures.

★ Limoges. — **Bibliothèque anarchiste.** — Réunion chez Guitard, 18, rue du Chinchauvau : Question du journal.

★ Lyon. — **A.I.A.** — Seconde sortie le dimanche 4 juin. Le but en sera Meyzieux. Cette *fois-ci*, des camarades partiront du matin pour passer toute la journée à Meyzieux.

Moyens de communication :

Les camarades arrivant soit par le train de 9 h. 38 ou de 2 h. 10 trouveront les premiers arrivés de 6 h. 40 devant la gare de Meyzieux (Est).

★ Reims. — **A. I. A.** — Dimanche prochain 4 juin, réunion de la section salle du Café Américain, rue du faubourg Cérès.

Ordre du jour : Organisation de conférences. — Le Congrès de Saint-Etienne. — Divers. — Causerie par A. Gigny.

★ Toulon. — **Jeunesse Syndicale.** — Lundi 5 juin, réunion générale, 100, cours Lafayette (1er étage). Discussion sur des questions diverses (urgent). Prêt de livres à toutes les réunions.

Aux Camarades de Province

Ne disposant que de 400 bandes-affiches pour la province, nous avons dû restreindre les envois bien au-dessous de ce que l'on nous demandait.

Il nous reste quelques-unes des grandes affiches de Leomin, nous en envoyons en place des bandes épuisées; mais vu le coût du timbre, et le peu dont nous disposons, nous sommes forcés d'en être chiches.

MUSÉE DES ANERIES

Cette loi, Messieurs, ouvre évidemment une ère pour l'armée, une ère que j'oserai appeler, pour emprunter l'expression d'un moine qui eut son heure de célébrité, l'ère du civilisme. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

Nous instaurons simplement un régime qui diffère simplement de l'ancien ; à cause de cela, il faut, je crois, introduire dans les cadres et parmi les hommes de troupe un esprit nouveau.

. . . .

Pour bien vous faire saisir le sens de ma pensée, j'oserai dire que la caserne devrait être l'école secondaire des travailleurs, qui y compléteraient l'instruction forcément rudimentaire acquise dans leur enfance, en même temps qu'ils s'entraîneraient à la technique du métier militaire. Cette perspective n'est pas aussi contradictoire que vous pouvez le croire avec les nécessités de la tactique moderne. Le soldat de deux ans ne ressemble en rien à son aîné des armes de métier.

Gérault-Richard.

(Discours à propos de la loi de deux ans. Séance du 16 mars 1905.)

« Le but des pacifistes est d'abord de préparer la défense nationale et ensuite d'organiser la justice internationale. »

(Extrait du discours tenu par M. Le Foyer, secrétaire de *La Paix par le Droit*, à Carpentras, le 26 février.)

AVIS

La place commençant à nous manquer, nous sommes forcés de nous débarrasser des numéros de réassortiment des quatre premières années. Ceux de nos lecteurs qui tiennent à compléter leurs collections feront donc bien de se presser.

Dans quinze jours, il ne sera plus fourni aux demandes. (*Dernier avis*).

Propagande Antimilitariste

Afin de contribuer à la propagande antimilitariste, nous mettons en vente : *Guerre-Militarisme*, *Patriotisme-Colonisation* (édition de propagande); *Le Livre d'Or des officiers*, que l'auteur veut bien y joindre, au prix de 3 francs les trois volumes pris dans nos bureaux (3 fr. 60, colis en gare) au lieu de 9 francs; 4 fr. 10 pour l'extérieur servi par colis postaux.

Ce sont des volumes de documentation qui devraient être dans toutes les bibliothèques. Nous demandons aux camarades de faire tous leurs efforts pour les faire pénétrer dans les bibliothèques des groupements dont ils font partie.

Petite Correspondance

J. L. E., Alger. — Oui, nous avions oublié de vous faire une fiche.

G. B., à D. — Je ne me rappelle pas si je vous ai accusé réception du dessin? Reçu. Merci.

Lubineau. — *Freedom*, 127, Ossulston street, Londres, N. W. L'abonnement, je ne sais pas. Je n'ai pas de numéro sous la main.

Il nous rentre assez d'invendus pour que les libraires aient de quoi satisfaire aux demandes. Que ceux qui ne peuvent l'obtenir, nous préviennent, nous ferons les réclamations nécessaires. Qu'ils insistent également auprès des inspecteurs, si les porteurs ne veulent pas en tenir compte.

L. R., à Londres. — Voyez réponse ci-dessus. Il doit exister une librairie Charlotte Street.

P. D., à Tilh. — Le prix marqué sur la couverture, plus les frais d'envoi.

A., à Lorient. — L'exemplaire de Mlle V., à Vannes, nous revient « refusé ».

P. T., à Marseille. — Les vieilles brochures, quand il en reste, sont vendues bien plus cher aux collectionneurs.

G., à B. — L'*Internationale* ne paraît plus. Merci pour les extraits; mais votre manuscrit est trop serré, ce qui le rend difficile à lire; en plus, il faudrait la désignation des ouvrages, et le chapitre d'où c'est tiré.

La Semaille. — Rectification arrivée trop tard. Pour le mardi, je le répète assez souvent.

L. M., à Mantoue. — *La Guerre* a été éditée par le groupe de Bruxelles, demandez-leur, 3, rue Lebeau. Je crois avoir reçu la vôtre, mais n'avons personne pour la lire.

L. P., à Liège. — Avons reçu mandat de 10 francs. Quel en est l'emploi?

E. R. — Un peu fadasse, l'extrait de *Télémaque*.

S., à Toulon. — Je retrouve seulement votre lettre, concernant le cas du médecin. — Du reste, s'il fallait relever tous les faits semblables, la place manquerait.

La Mutualité socialiste. — Cela peut, en effet, avoir quelque intérêt pour ceux qui essaient de s'accommoder du mieux qu'ils peuvent des ressources que leur offre l'état social actuel, mais n'a aucun intérêt pour ceux qui en poursuivent la destruction.

H. L. A. — Je ne crois pas à l'efficacité des langues fabriquées de toutes pièces.

C. L. — Cela dépend de la façon dont c'est traité. L'insertion du couplet nous vaudrait des poursuites. Le jeu n'en vaut pas la chandelle.

J. C., à Bourguirat. — Pour l'ouvrage de Reclus, certainement, il en vaut la peine. Oui, pouvons l'envoyer : 0 fr. 50 la série, une toutes les semaines.

E. Statiot, Angers. — Fait trop peu important.

E. F. G., Saint-Nazaire. — Reçu monographie.

R. G., à Firminy. — Un peu insuffisant le bout d'article.

Dubr., à Blois. — Votre monographie manque trop de faits précis.

S. X., à M. — Votre note sur la grève arrivée trop tard, mais nous avions déjà quelques lignes dans le mouvement ouvrier.

Ar. Pr. — Avions déjà un article sur le même sujet. Le vôtre passera après, s'il ne fait pas trop double emploi.

Un réprouvé. — Envoyez toujours, nous choisirons.

L. C., à Reims. — La place nous manque pour nous occuper des comptes rendus de réunion.

J. K., à Londres. — Votre abonnement ne se termine que fin juillet. Le journal est expédié régulièrement.

Dr S., à Marseille. — Il y a des choses bonnes dans la coupure, mais trop d'appels à la législation lui enlèvent tout intérêt.

Symian, à Perpignan. — Boissier de l'U. P. nous demande de vous aviser qu'il a reçu lettre et mandat de 6 francs.

Reçu pour le journal : B. A., à Amiens, 0 fr. 75. — G., à B., 0 fr. 50. — G. M., Para, 6 fr. 25. — M. D., à La Grande Balleysse, 0 fr. 55. — D. M., à Foucarmont, 3 fr. — Merci à tous.

A. B., à Favières. — M., à Brest. — A. J. A., Nantes. — Jeunesse de Toulon. — J., à Surgères. — C., à Amiens. — A. I. A., Villeurbanne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

11e ANNÉE. — N° 6. 10 JUIN 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE		POUR L'EXTÉRIEUR	
Un An	6 »	Un An	8 »
Six Mois	3 »	Six Mois	4 »
Trois Mois	1 50	Trois Mois	2 »

LE NUMERO : 10 Centimes. — LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à l'intérieur le dessin de P. Iribe.

SOMMAIRE

Et votre " Mea culpa "

Chaque fois qu'un pavé tombe dans la mare ; la mare aux grenouilles qui acclament un roi ; mais aussi la mare où se brassent les sales affaires coloniales qui doivent rapporter gros aux requins de la finance et de la politique, au détriment des peuples colonisés, et aussi des peuples colonisateurs, c'est une clameur d'indignation contre les anarchistes, un débordement de pitié (!) et de phrases attendries sur ces tristes persécutés que sont ces pauvres rois et gouvernants. Jamais, en d'autres temps, on ne voit tant fleurir de sentiments humains dans la conscience d'un journaliste !

Je ne ferai pas l'apologie des actes que réprouvent ces vertueux personnages. Non pas parce qu'il y a un article de loi qui vise ce délit (d'opinion, transformé en délit de droit commun par les admirateurs de la « Déclaration des Droits de l'homme »), mais simplement parce que je me reprocherais tout ce qui pourrait inciter quelqu'un à accomplir ce que je n'accomplis pas moi-même.

Seulement, avant de faire étalage de tant de sensibilité pour une catégorie de soi-disant victimes, et de sévérités pour d'autres, je trouve qu'il serait bon de chercher à s'expliquer les faits, d'en rechercher les causes, et de voir si les responsabilités s'arrêtent bien là où l'on veut les faire peser.

* *

Que les monarchistes gueulent. Ils sont dans leur rôle.

Mais les socialistes ! Mais les républicains !

Est-ce que toutes les précédentes générations n'ont pas été élevées dans l'idée de l'inconciliabilité de la république et de la monarchie, de la haine des rois et de leur clique ? N'ont-elles pas été façonnées à admirer et à glorifier le régicide ? Aristogiton, Harmodius, Brutus, parmi les classiques; mais aussi les modernes : Louvel, Fieschi, Orsini, plus proches de nous ; notre jeunesse a été saturée des brochures nous racontant leurs actes avec admiration, ou nous rappelant le toast à la « petite balle » de Félix Pyat.

La *Marseillaise*, votre chant national, avec lequel vous recevez vos hôtes royaux, n'est-il pas un long cri de haine et de meurtre « contre les traîtres et les rois conjurés » ?

Hier encore, au sujet des événements de Russie, ceux qui ne sont pas encore très familiarisés avec leur nouveau rôle de défenseur du pouvoir, expliquaient que la révolte et la violence sont légitimes contre l'autocratie. Que les bombes qui ont eu raison de de Plehve et du grand-duc Serge avaient leur justification dans l'outrance du régime impérial.

D'où vient donc que les républicains et les pseudo-socialistes s'indignent aujourd'hui de ce qu'ils glorifiaient étant jeunes, ou lorsque ça se passe hors de chez eux ?

Une toute petite chose : Etant jeunes, ils luttaient pour conquérir le pouvoir; aujourd'hui, ils l'exercent. En Russie, parmi les révoltés, il y en a, de leur classe, qui espèrent l'y pêcher dans la révolution qui se prépare. Ce qui est glorieux pour leur donner l'autorité est féroce et infamant lorsque c'est pour la leur enlever.

* *

Fiers de lécher une patte royale, socialistes et républicains avaient trop facilement oublié que, hier encore, ils nous avaient aidés à flétrir les atrocités que couvre de son autorité celui devant lequel ils avaient hâte de se vautrer. Leur attitude indécente était bien faite pour révolter la conscience, non pas seulement des anarchistes, mais de tous ceux des leurs que n'a pas encore pourris l'appétit du pouvoir.

Si la « Mano Negra » date de plus de vingt ans, si les atrocités de Montjuich datent de plus de dix ans, celles d'Alcala del Valle sont d'hier : en léchant les mains de celui au nom de qui elles s'accomplissent, c'était le sang des torturés que vous léchiez.

Si la violence est blâmable, elle doit l'être surtout chez ceux qui, armés de toutes les forces sociales, prétendent représenter le droit et la justice, justifier leur autorité par la protection de tous.

Comment en use le gouvernement espagnol ? (Je reviendrai tout à l'heure au nôtre.)

* *

Il y a treize ans, pour protester, ne l'oublions pas, contre les atrocités commises par la soldatesque à Cuba, par la réaction, un peu partout, en Espagne, un anarchiste, Pallas, jeta une bombe qui ne blessa que très légèrement le général Martinez de Campos qu'il visait.

Au lieu de se sauver, Pallas jeta son béret en l'air, et cria : « Vive l'anarchie ! » assumant sur lui seul toute la responsabilité de son acte.

Martinez Campos se désista de toute plainte contre Pallas, mais le gouvernement fit non seulement fusiller Pallas, mais voulut inculper dans l'affaire tous ceux dont elle avait envie de se débarrasser.

Pour obtenir des conseils de guerre auxquels on les destinait, des condamnations justifiant leur arrestation, on renouvela contre les emprisonnés les procédés employés lors de la « Mano Negra » : torsion des parties sexuelles, langues coupées, cordelettes mouillées comprimant le crâne, compression des pouces, fustigation et marche dans la cellule jusqu'à la fatigue..... des bourreaux, immersion dans la mer, nourriture à la morue salée avec privation de boisson, etc., j'en passe, et des meilleurs, furent employés à tour de rôle.

* *

Parmi les innocents ainsi torturés, il s'en trouva un qui se jura à lui-même de se venger des souffrances endurées, sur les privilégiés de l'ordre social au nom duquel on les lui avait infligées. Quelque temps après sa sortie de prison, deux bombes jetées au *Liceo*, en plein public bourgeois, faisaient frissonner de terreur toute la classe exploitrice européenne !

Nouvelles arrestations d'anarchistes. Mais les tortures, cette fois, furent employées en grand. C'était, du reste, un des juges de la « Mano Negra » qui opérait.

Mais si épaisses que fussent les murailles de

Montjuich, le cri des victimes finit par les percer. La première nouvelle, cependant, ne nous en arriva qu'en octobre 1896. Plusieurs victimes étaient mortes des souffrances subies, sept avaient été exécutées. Un seul, parmi les fusillés, était coupable selon la loi bourgeoise : Salvador, qui avait juré de se venger !

Mais si nous ignorions ces horreurs en France, elles se chuchotaient à l'oreille, en Espagne, au milieu de la terreur. Quelques-uns de ceux qui avaient été torturés avec Salvador et qui avaient survécu, avaient été remis en liberté, avec menace de les reprendre s'ils parlaient. Malgré l'épouvante qu'ils en avaient gardée, quelques-uns firent des confidences. Les murailles de Montjuich laissaient passer le cri d'appel de ceux que l'on torturait encore : une nouvelle bombe fut jetée dans une procession. Les arrestations et les supplices recommencèrent de plus belle. Et, cette fois, les victimes purent nous faire parvenir le récit détaillé de leurs souffrances.

Lorsque je reçus ces lettres qui, cependant, portaient un tel cachet de souffrances et de douleur impossible à méconnaître, je ne pouvais croire à tant de férocité. Je ne me décidai à les publier que lorsque je fus certain de leur authenticité. On peut les relire. Elles forment un dossier écrasant contre la monarchie espagnole, mais sont aussi la condamnation de l'avilissement de ceux qui, se disant républicains ou socialistes, se sont jetés à plat-ventre devant son représentant, en quête de décorations et des crachats... de tous ceux qui sont seulement des êtres humains.

* *

Il faut cependant que gouvernants et aspirants-gouvernants en prennent leur parti. S'il y a une portion considérable de la population qui ne voit dans leurs courbettes aux têtes couronnées qu'une occasion de fêtes et d'amusements carnavalesques, il y en a une autre partie, qui grossit tous les jours, travaillant à la formation d'une conscience publique qui n'accepte plus sans dégoûts que ceux qui, jadis, voulaient, « des boyaux du dernier des prêtres, pendre le dernier des rois », viennent insolemment étaler leur faste et leur courtisanerie devant leur misère et leur servitude.

Il y a des gens qui n'admettent pas que, sous prétexte d'assurer la sécurité de ceux qu'on leur proposait autrefois de guillotiner, la police soit, à l'heure actuelle, la seule maîtresse, et qu'on arrête, par simple « mesure de précaution », quiconque est connu pour ne pas porter le régime bourgeois en son cœur.

Il faut enfin que les gouvernants bourgeois, malgré leur vanité de frôler ceux qu'ils mettaient jadis au ban de l'humanité, se mettent bien dans l'idée que les causes de mécontentement n'ont pas disparu parce que, dans le trône royal, ils ont taillé un fauteuil présidentiel et quelques sièges parlementaires.

Les mêmes causes économiques de mécontentement qui leur permettaient de faire, à l'aide du peuple, des soulèvements politiques, subsistent, aggravées de la déception des promesses non réalisées. Chaque jour, les individus prennent conscience de leur misère, de leur assujettissement politique, et, à force de les avoir clamées dans le vide, ils se rappellent les leçons de leurs maîtres. Leurs plaintes prennent la forme violente pour se manifester.

* *

Cette violence, nous dit-on, nuit davantage à ceux qui l'emploient que contre ceux qu'elle vise.

Nous n'en savons rien.

En tous cas, le meilleur raisonnement de physique démontrant à la foudre qu'elle cause des ravages inutiles en se déchargeant, n'empêche nullement les nuages d'éclater lorsqu'ils sont surchargés d'électricité, et dans des conditions atmosphériques favorables pour déflagrer, et de tomber de préférence sur les éminences qui dépassent le niveau de la plaine.

Aussi, lorsque des hommes jeunes, pleins de force et de vie, n'ayant pour la plupart du temps pas trop à se plaindre pour eux-mêmes de l'état social présent, en arrivent à faire le sacrifice de leur vie pour porter en haut lieu les protestations refoulées de la partie inférieure des masses, je trouve que les déclamations sont hors de saison, que votre étalage de fausse pitié n'est que du verbiage pour vous tromper vous-mêmes qui ne voulez pas avouer la part de responsabilité qui vous incombe.

Sous prétexte d'assurer la justice parmi les hommes, vous vous êtes emparés des meilleures places. Vous devriez comprendre que l'arbitraire et l'oppression, l'alliance avec ceux qui incarnent la misère et l'esclavage, ne font que surexciter les colères que ne peuvent plus endormir de fallacieuses promesses, jamais tenues.

La conscience publique qui se forme, réclame plus de justice et de bien-être parmi les hommes. C'est pour ne pas l'entendre que vous préférez accuser ceux qui dévoilent vos mensonges.

J. Grave.

Inutile de revenir sur les détails de l'attentat dirigé contre Alphonse XIII, à la sortie de l'Opéra. Avec leur indignation de commande, tous les journaux les ont donnés copieusement.

On sait que notre ami Malato se trouve parmi les personnes arrêtées et soi-disant compromises dans la préparation de cet acte révolutionnaire. Il est impossible jusqu'ici de savoir quelles charges pèsent exactement sur lui, les journaux se bornant tous à reproduire les notes évidemment tendancieuses que leur fournissent la police et le parquet.

Ces notes, entre autres inexactitudes, représentent Malato comme un collaborateur assidu des *Temps Nouveaux* où il aurait publié « des articles excitant à la mort du jeune roi d'Espagne ». Or, il se trouve que Malato n'a jamais écrit une ligne dans notre journal. On peut juger par là de la solidité des renseignements fournis au public par la presse bourgeoise.

Ce qui est malheureusement certain, c'est que la « justice » française fera de son mieux pour impliquer l'orateur et écrivain libertaire dans une affaire où il n'est sans doute pour rien.

Ce qui est certain encore, c'est qu'à l'heure où nous écrivons, il y a sous les verrous une cinquantaine de camarades — espagnols et italiens pour la plupart — que la police sait pertinemment n'avoir joué, de près ni de loin, aucun rôle dans l'attentat, mais qu'elle arrête, comme toujours, pour se donner l'apparence de veiller avec sollicitude sur la destinée des gens de marque.

De cela, les journaux ne parlent pas, ou très peu. Fidèles valets de police, pour la plupart, ils aiment mieux demander la fermeture de la Bourse du Travail.

Charles Albert.

CROCS ET GRIFFES

M. de Pressense a une délicieuse façon d'arranger ce qui le gêne.

« On n'en doit pas conclure — écrit-il à propos du « morveux d'Espagne et de l'agenouillement socialiste « — que nous ayons oublié les vices, les tares et les « bontes du régime qui est né d'un pronunciamento *« militaire et qui a fait couler à flots le sang des meil- « leurs citoyens dans les tortures monstrueuses de Mont- « juich ou dans les exécutions de la Mano Negra. La « France ne tend la main qu'à l'Espagne, à ce grand « peuple avec qui elle veut vivre en paix et accord, « auquel elle souhaite un glorieux avenir de progrès et « en qui elle ne voit — derrière le paravent d'un trône « chancelant — qu'une généreuse nation assoiffée de « justice et de liberté. »*

Voici, en deux mots, le procédé :

A pleins poumons : « Vive le roi ! » Puis tout bas, si bas que personne n'entend plus : « Vive le peuple espagnol ! A bas les bourreaux de Montjuich et de la Mano Negra ! »

On peut aller fort loin avec ce système de restrictions mentales.

Acclamons aussi les princes du patronat, comme les représentants du travail et des travailleurs.

Acclamons les gros financiers parce qu'ils ont dans leur caisse la richesse du pays.

Acclamons le tsar Nicolas II parce qu'il a encore officiellement le droit de parler au nom des Russes qu'il fait mitrailler en Mandchourie et de ceux qu'il assassine lui-même à Pétersbourg.

Mais qui n'acclamerons-nous pas ?

Il fut un temps où M. de Pressensé n'admettait pas ces sortes de transactions. Lorsque, pendant l'affaire, on lui disait : « Les généraux dont vous dénoncez les crimes sont des gredins, sans doute ; mais ils représentent tout de même l'armée, composée, elle, d'honnêtes gens », à ce langage M. de Pressensé répondait alors avec des mots antiques : « Que m'importe, disait-il, ce que ces hommes sont censés représenter ? Pour le moment, je ne sais qu'une chose : Ils ont foulé aux pieds la loi et le droit ! Périsse l'armée, périsse la France, plutôt que la justice ! »

La loi et le droit, la vérité et la justice, avec l'humanité par-dessus le marché, furent quelque peu foulés aux pieds en Espagne, lorsqu'on mit à la torture les malheureux innocents de Montjuich, d'Alcala del Valle et de la Mano Negra.

M. de Pressensé n'en estime pas moins que pour être bon républicain, bon démocrate et bon socialiste, il faut recevoir avec des acclamations de fête le représentant d'un régime ayant à son actif, avec tant d'autres, de semblables atrocités.

Le point de vue de M. de Pressensé a tant soit peu changé depuis l'affaire. Il est vrai qu'alors il n'était pas encore socialiste.

Charles Albert.

Variations Broussistes

« Nous ignorons quels procédés plus certains l'avenir tient en réserve. Mais il pourrait bien se faire que ceux qui croient fermement qu'on peut, dans une poitrine royale, ouvrir une route à la Révolution, fissent bon marché désormais du salut de l'entourage ! Que pour se trouver enfin, seuls, face à face avec un porte-couronne, ils marchassent à lui, au travers de la tourbe des courtisans, secouée, dispersée, ROMPUE AU BRUIT ET A LA LUEUR DES BOMBES. »

Paul Brousse.

(*L'Avant-Garde*, 1878.)

Monsieur le Président de la République,

Au moment où, dans les élans d'une cordialité profonde, la population tout entière de Paris acclamait avec la colonie espagnole l'hôte respecté de la France et son Président vénéré, le bureau du Conseil municipal apprend, à l'Hôtel de Ville, qu'un lâche attentat, qu'on ne saurait trop réprouver, vient d'être commis.

L'Assemblée communale vous serait reconnaissante d'être auprès de Sa Majesté le roi Alphonse XIII l'interprète de ses sentiments de douloureuse émotion.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'hommage de mon profond respect.

Le Président du Conseil municipal,

Signé : Paul Brousse.

(*Les Journaux*, 2 mai 1905.)

La Révolution russe

(*Suite*) (1)

II

Le mouvement agraire en Géorgie.

Avant de raconter les événements du mouvement agraire chez les paysans géorgiens, il sera utile de donner aux lecteurs quelques notions sur le pays et la nation géorgienne.

La Géorgie occupe le versant sud de la grande chaine des montagnes du Caucase. Elle a, comme ports sur la mer Noire, Batoum, Poti et Soukhoum. Sa capitale, Tiflis, est située juste au milieu de l'isthme transcaucasien. Le pays est très fertile, bien boisé et riche aussi bien en végétation qu'en différents minerais. Pays montagneux et pittoresque, habité par une nation homogène comptant dans ses dix provinces deux millions d'habitants, de religion orthodoxe grecque en majorité, — le nombre des catholiques romains et des musulmans s'élevant à peu près à cent mille.

La Géorgie, un des plus anciens royaumes chrétiens, garda son indépendance nationale jusqu'au commencement du siècle passé, et fut annexée volontairement à la Russie (1801) d'après un traité international qui garantissait à la nation géorgienne l'autonomie complète dans son administration intérieure, celle-ci comprenant instruction, culte, monnaie, justice et armée nationale. Jusqu'au milieu du siècle passé, ce traité fut plus ou moins observé. Mais après la suppression de la révolution polonaise (1863-64) et l'écrasement des différentes peuplades indépendantes de Circassie, le gouvernement russe inaugura une politique de russification à outrance. Il ne s'agissait pas seulement d'autonomie, la langue nationale même était prohibée et les enfants des paysans étaient obligés d'apprendre en langue russe, c'est-à-dire de ne rien apprendre, de rester ignorants... et c'était justement ce que le gouvernement voulait.

Comme il fallait s'y attendre, cette politique à la fois perfide et brutale ne tarda pas à provoquer un mécontentement général et surtout parmi les paysans, chez qui, tout de même, l'instruction en langue nationale se répandit assez vite malgré les efforts du gouvernement. Les paysans commencèrent à lire, et dans beaucoup de provinces des bibliothèques de village avaient été créées aux frais des paysans eux-mêmes. Le gouvernement fermait ces bibliothèques. Le mécontentement grandissait. Avec cela, les paysans géorgiens, comme leurs frères russes et polonais, souffraient du manque de terres, du fardeau des impôts, du despotisme d'une administration brutale et d'une bureaucratie militaire corrompue.

Il est tout naturel que, dès le commencement du mouvement ouvrier et agraire en Russie, les paysans et les ouvriers géorgiens se soient joints à leurs frères russes. Les manifestations parfois sanglantes, les grèves partielles et générales sont devenues fréquentes, entraînant de plus en plus nombreuses les masses des villes aussi bien que des campagnes.

Ici, je tiens à constater que les paysans géorgiens ne cessent de répéter, depuis le commencement du mouvement agraire, qu'ils agissent en complète solidarité avec leurs frères russes, et que leurs revendications sont identiques. Et c'est vrai, car partout les paysans s'efforcent de convertir la terre et les forêts en biens communaux, déclarant que les biens d'Etat, de la noblesse et des autres propriétaires doivent être restitués à la nation et administrés par les communes autonomes.

Grâce à cette solidarité, le mouvement géorgien n'a donc pas de caractère séparatiste et nationaliste. La nation réclame seulement une administration et une législation autonomes, ainsi que la justice et l'instruction publique en langue géorgienne.

Ce qui donne son cachet à ce mouvement, c'est, avec son intensité, l'accord et l'unanimité des paysans. Commencé il y a deux ans, dans la province de Gourie, il se répandit sur tout le pays et parmi les habitants de toutes les nationalités. Arméniens, Grecs, Turcs, Circassiens font cause commune. La haine de religion et de nationalité, si adroitement exploitée par le gouvernement dans les autres provinces, n'existe pas en Géorgie. Une fois de plus, nous voyons ici les anciennes discordes disparaître devant l'égalité économique, la liberté individuelle et communale. L'initiative de cette égalité est prise par les Géorgiens. Dans tous les villages, les paysans, en formulant leurs vœux, n'oublient pas d'ajouter : « Nous réclamons aussi pour nos frères arméniens et musulmans, et nous agissons en pleine solidarité avec ceux de nos frères russes que le gouvernement appelle des rebelles. »

Leurs revendications sont formulées partout, à peu près, dans ces termes : « Nous voulons : 1° que la terre entière soit socialisée et administrée par la commune ou qu'au moins les paysans soient reconnus propriétaires des terres cultivées par eux comme métayers; 2° que les impôts soient votés par la population elle-même ou par ses représentants; 3° que l'administration et la justice locale soient électives et responsables devant les électeurs; 4° que la durée de la journée de travail soit de huit heures; 5° que l'instruction primaire soit laïque et obligatoire jusqu'à treize ans; 6° que la liberté de réunion, de conscience, de la presse et des bibliothèques soit reconnue; 7° que toute distinction de classe et de religion soit abolie. »

Sans attendre que le gouvernement cède à ces revendications, les paysans ont pris — il y a deux ans déjà — la décision de ne plus s'adresser ni à l'autorité administrative, ni à la justice du tsar. Aucun procès n'a plus eu lieu devant les tribunaux ni devant les juges de paix : ce sont les paysans eux-mêmes qui administrent la justice, et, chose étonnante à constater, aucun crime digne de mention n'a été commis. Même le vol, que les paysans punissent seulement par le boycottage du voleur, a tout à fait disparu.

La population, qui se compose de chrétiens et de musulmans, vivant dans un accord parfait, avait décidé à l'unanimité d'arranger elle-même les relations avec les propriétaires des terres comme avec le clergé et les marchands qui font le commerce dans leur province. Tout promettait d'aller bien, les arrangements proposés étaient déjà acceptés par beaucoup, lorsque les autorités russes, poursuivant leur politique d'oppression et de russification forcée, firent envahir les villages par les cosaques et la police à cheval. La population, admirablement unie, résista pendant des mois. Les bibliothèques furent fermées, les réunions dispersées, les meilleurs parmi les paysans arrêtés, brutalisés et déportés.

Une enquête officielle fut faite. Le commissaire général convoqua les délégués de chaque village pour entendre leurs doléances. Chose remarquable : parmi les délégués se trouvaient aussi des femmes; ce fait exceptionnel doit être attribué au degré de développement intellectuel atteint par les paysans géorgiens et au rôle que les femmes ont joué dans l'histoire de leur pays.

Les habitants de la province de Batoum, de Poti et d'Osourguetti déposèrent à l'unanimité qu'ils avaient cessé de payer les impôts à l'Etat et les redevances et annuités de rachat aux propriétaires, parce qu'ils sont complètement ruinés, que la majorité d'entre eux ne possède pas même un quart d'hectare de terre, tandis que chacun est obligé de payer à l'Etat, tant comme impôts directs que comme impôts indirects, de 75 à 100 francs par an; que les propriétaires demandent pour le fermage des terres, dans beaucoup de cas, trois quarts de la récolte et jamais moins que la moitié; que les abus de l'administration et du clergé, joints à tout cela, leur ont rendu la vie insupportable. Poussés à bout, ils ont décidé de ne plus recourir ni à l'administration, ni aux tribunaux du gouvernement.

Comme nous l'avons dit déjà, le mouvement inauguré en Gourie s'est répandu en quelques mois dans toute la Géorgie. Dans toutes les classes de la société, on adhère aux revendications des paysans. Dans beaucoup d'endroits, les nobles eux-mêmes, surtout les pauvres, dont le nombre est assez grand, se mettent du côté des paysans. Le clergé et les marchands commencent également à faire cause commune avec eux. Un fait caractéristique, raconté par un journal de Tiflis, montrera cette unanimité de sentiment du peuple géorgien :

« Cinq villages de l'arrondissement d'Osourguetti avaient décidé de réparer les chemins de leurs communes; tous les habitants furent invités à prendre part en volontaires à ce travail, et, un beau jour, on vit les nobles, les prêtres, les négociants, les maîtres d'école, tous armés de pioches, de charrettes et de brouettes, chantant et riant, aller travailler en bons camarades avec les paysans. »

TCHERKESOFF.

(1) Voir le numéro 4.

AUX CAMARADES

Le sacrifice fait ces deux derniers mois pour maintenir le supplément, il nous est impossible de le renouveler, tant que l'augmentation de vente ne se fera pas sentir d'une façon plus sensible. — C'est une affaire de 200 fr. par mois. Ceux qui pensent que le supplément fait de la bonne besogne, peuvent nous aider à le maintenir, en nous aidant en même temps à mettre dans la circulation les volumes, brochures et lithographies qui dorment, inutiles, dans nos casiers.

Et cela, pas plus tard que dès le prochain numéro.

QUELQUES MOTS

SUR LA

Protection & la Surproduction

La *Quinzaine Coloniale* vient de publier un fort intéressant rapport du général Galliéni sur la situation actuelle de Madagascar, et la crise commerciale qui sévit dans la colonie.

Nous y trouvons de curieux détails sur les beautés du régime protectionniste et sur la surabondance des produits dans cette île luxuriante.

Le général Galliéni parle de la protection, mais n'ose donner ouvertement son opinion sur la liberté commerciale. Notons qu'il paraît désapprouver les droits de douane : « les droits de douane n'ont pas pour objet de procurer des ressources à la colonie, mais de protéger l'industrie nationale. Je reconnais que si l'on n'envisage que l'intérêt de Madagascar, on est rapidement amené à les condamner : étant très élevés, ils nuisent au développement de la grande île, qu'ils privent en outre de recettes importantes qu'elle pourrait employer à des travaux d'utilité générale. »

La situation économique de Madagascar est, en effet, bizarre : tous les produits français entrent en franchise, tandis que les marchandises madécasses, pour entrer en France, doivent

acquitter des droits de douane exorbitants. Qu'arrive-t-il? C'est que les produits de Madagascar, que le renchérissement du prix de la vie ne permettent déjà d'obtenir qu'à un prix élevé, sont grevés une seconde fois, et considérablement, s'ils viennent en France.

On comprend que la production soit découragée, car elle fabrique des marchandises dont il ne lui est pas possible de se débarrasser. Et c'est là justement le point sur lequel nous voulons insister : il y a actuellement à Madagascar tout un stock de marchandises et de produits inutilisés, qui dépasse de beaucoup les besoins de la consommation locale, et qui enfin ne peut être introduit en France, car il ne pourrait s'y vendre qu'à des prix peu engageants pour les acheteurs.

Nous payons donc des impôts pour nous emparer de Madagascar, dépouiller ses habitants, y entretenir des fonctionnaires, des troupes, afin que les produits de cette île, qui ne peuvent, en vertu de notre système économique, nous être vendus que fort cher, aillent s'écouler à vil prix en Afrique, dans les colonies étrangères.

Charmant régime! On ne saurait trop rappeler toutes les beautés du protectionnisme : la métropole a des colonies parce qu'elles servent d'exutoires à ses produits, mais elle ne veut pas que les produits de ces colonies puissent venir, sur son propre marché, concurrencer librement les siens.

Ici encore nous trouvons une surabondance de produits : les bois, les cafés de Madagascar pourraient, si l'organisation économique était meilleure, faire travailler et vivre en France, ou ailleurs, des milliers et des milliers d'hommes. Les gouvernements ne le permettent pas, en entravant la production et la distribution des richesses par les moyens les plus variés.

Voilà donc un fait à ajouter à l'article de Delesalle: « Les néo-malthusianistes et le manque de produits », paru dans les *Temps Nouveaux* du 7 janvier, et ce fait vient apporter un argument de plus à sa théorie. Comment en effet dire, avec les néo-malthusiens, que la terre ne pourra bientôt plus nourrir tous ses habitants, parce que les produits manquent ?

Les produits manquent, alors que, actuellement, il y a, un peu partout, une surabondance telle de produits que les producteurs eux-mêmes limitent leur production! Ce qui est défectueux, c'est l'organisation de la distribution des richesses, de la consommation des produits.

N'est-il pas attristant de voir, dans une terre fertile comme celle de Madagascar, où le travail n'a besoin de l'aide d'aucun engrais, les produits s'accumuler, inutiles, sans écoulement possible? N'est-il pas évident aussi que, si ces produits ne peuvent apporter ici de bien-être, c'est parce que mille barrières accumulées par la société actuelle s'y opposent? Cela saute aux yeux, et il est inutile d'insister là-dessus.

Par contre, il n'est pas sans intérêt de rappeler un exemple déjà cité par Delesalle, dans le susdit article, relativement à la surabondance des produits: Aux Etats-Unis, les producteurs de coton brûlent une partie du stock de leurs magasins pour arrêter la baisse de ce produit.

En France même, on pourrait citer de nombreux exemples semblables. Parlerai-je des forêts de l'Etat, situées dans la Gironde entre l'Océan et les biens communaux? Il est interdit — sous peine d'amende, de procès-verbal, de prison — de ramasser le bois mort, et des gardes forestiers, que nous payons, veillent à ce que le bois mort pourrisse sur place. D'énormes branches de pin, des pommes de pin aussi, qui pourraient alimenter tant de feux, sont entassées sur le sol.

Paris est à 600 kilomètres des communes d'Arès, de Lège, du Porge, d'Arcachon, etc... où j'ai pu récemment constater moi-même tout cela. Est-ce être utopiste que de supposer que, avec une meilleure organisation, on pourrait empêcher à Paris beaucoup de gens de mourir de froid avec ces branches auxquelles il est défendu de toucher?

Pourquoi est-ce actuellement impossible? Parce que Paris et Lège sont reliés par deux lignes de chemin de fer, l'une, la grande ligne Paris-Bayonne, et l'autre un chemin de fer dit économique, qui va de Lacassau à Facture. Le prix du transport des bois est d'autant plus élevé que la ligne dite économique, semblable aux réseaux qui fleurissent en Algérie, a *intérêt* à ne pas faire trop de recettes, car moins elle en fera, plus la participation qu'elle touchera de l'Etat sera forte.

Comme nous payons les gardes forestiers, nous payons des employés, des obligataires, nous enrichissons des actionnaires pour que des produits d'une utilité primordiale ne puissent nous parvenir au prix le plus réduit.

C'est toujours un régime économique idéal!

Autre exemple, plus frappant encore : celui des ostréiculteurs du bassin d'Arcachon. Les pêcheurs d'huîtres, les parqueurs habitent tout autour du bassin, et sont disséminés à la Teste, à Gujon-Mestras, à Audenge, Lauton, Audernos, Arès. Ils cultivent et travaillent les huîtres, quand ces huîtres ont un certain âge, six mois, un an. Mais pour obtenir ces huîtres cultivables, ils n'ont qu'une chose à faire : déposer, sous l'eau, dans le bassin, un certain nombre de *tuiles* (presque analogues aux tuiles des couvertures de toits) sur lesquelles vient se fixer le frai. Le nombre de tuiles que peut placer un pêcheur dans son parc est énorme : quelques ostréiculteurs en comptaient 40.000 il y a deux ans, et la moyenne dépassait 15.000 tuiles.

Eh bien! un syndicat vient de se former, et la plupart des pêcheurs se sont engagés à ne mettre dans leur parc que 1.500 tuiles. On voit le résultat : le frai, qui suffisait à une production considérable, va être inutilisé : un produit naturel va se perdre totalement.

Cela ne paraît-il pas monstrueux que deux mille pêcheurs entravent la production d'un produit alimentaire et nuisent à la satisfaction des besoins de millions de consommateurs?

Il faut le reconnaître : la plupart des producteurs sont ici fort intéressants; ce sont des pêcheurs, chargés de famille, travailleurs, intelligents; ils exercent un dur métier; du matin au soir, par tous les temps, ils sont à leur parc dans le bassin; ils sont à la peine, mais ne participent pas du tout aux bénéfices.

Les bénéfices sont encaissés par des intermédiaires, les courtiers, les expéditeurs, qui pullulent; quand le syndicat n'existait pas, il y a deux ans, les huîtres étaient tombées à un si bas prix que les pêcheurs, à moins de les laisser perdre, devaient les vendre aux courtiers 2 fr. 50 le mille, je dis bien 2 fr. 50 le mille. Naturellement les pêcheurs, avec un tel prix de vente, n'avaient pas le moindre bénéfice, et tous les profits étaient encaissés par les intermédiaires.

Voilà donc un produit alimentaire qui, aujourd'hui, est presque de luxe (1), puisque les huîtres d'Arcachon valent à Paris au moins 1 franc la douzaine, et qui pourrait être livré aux Parisiens à un prix excessivement réduit, s'il y avait la moindre entente entre le producteur et le consommateur.

Ecoutant des conseils peut-être partiaux, et d'ailleurs éprouvant des besoins immédiats, qu'il importe de satisfaire, l'ostréiculteur procure à des intermédiaires peu intéressants d'énormes gains; lui, producteur, gagne à peine sa vie; quant au consommateur, il paie un produit cinq fois sa valeur.

C'est à se demander si Pangloss, revenu sur la terre, trouverait encore que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

(1) Il s'agit en effet non pas des huîtres dites portugaises, mais des huîtres d'Arcachon plates genre Marennes.

Quant à nous, nous sommes obligés de trouver extraordinairement regrettable l'organisation d'une société où, quand les produits sont abondants, et même surabondants, le producteur crève de faim, et où des intermédiaires inutiles ne permettent la consommation des produits qu'en en majorant considérablement le prix.

Combien cependant il serait facile au producteur et au consommateur de s'entendre directement, si les gouvernements n'avaient, pour le plus grand profit des bureaucrates, installé entre eux mille barrières. Travaillons à les faire disparaître.

HENRI CHAPOUTOT.

MOUVEMENT SOCIAL

Les gaietés du militarisme. — Giraud et Fargeot sont deux soldats coloniaux. L'Etat leur a mis des armes dans les mains et leur a appris à s'en servir. Il a aussi développé en eux, par la vie de caserne, le penchant à l'alcoolisme. Or, un jour qu'ils s'étaient enivrés et qu'ils allaient par les rues de Brest, très excités, en veine d'héroïsme, un jeune ouvrier maçon vint à passer avec sa femme et ses enfants, en promenade. La vue d'un travailleur, entraînant à sa suite les idées de grève et d'internationalisme, fut-elle odieuse à nos deux guerriers pleins de patriotisme et d'alcool? Je ne sais; mais ils se précipitèrent sur lui, la baïonnette à la main, le frappèrent et le blessèrent à la poitrine. Sa femme voulant le secourir, ils la blessèrent à la figure.

Nul n'ignore que des alcooliques sont toujours dangereux. Pourquoi l'Etat s'amuse-t-il à pourvoir d'armes bien affilées ceux qu'il détient dans ses casernes, puis à les lâcher sur les travailleurs qui passent? Est-ce pour mieux terroriser ceux-ci? Il serait si simple d'enfermer les militaires dans des cages, ou de ne les laisser sortir que menottes aux mains! Les gouvernants ont d'ordinaire trop de souci de l'ordre dans la rue, pour, quand ils lâchent sur nous leurs énergumènes tricolores, saouls et armés jusqu'aux dents, ne pas le faire exprès.

Ils font comme le Vieux de la Montagne, qui lâchait sur les voyageurs, pour les égorger, ses assassins grisés de haschisch.

R. CH.

❖ ❖

« Terre et Liberté ! » — C'est le nom d'un nouvel « organe régional bimensuel de propagande révolutionnaire », paru à Saint-Cyr-les-Colons, par Saint-Bris (Yonne). — La petite feuille n'est encore que polygraphiée. Mais grâce aux concours des camarades de la région, venus nombreux, elle sera bientôt imprimée. A ce que j'ai pu voir, on y fera une bonne place à la propagande parmi les ruraux. Et l'on y respire, dès le premier numéro, une bonne atmosphère de sincérité et de simplicité vaillante.

Bon courage et bonne chance à notre nouveau camarade.

❖ ❖

Vive le roi! — On a fait beaucoup de bruit, dans la presse *républicaine*, de la méchante bombe qui faillit égratigner le fils de l'Inquisition. Mais on a beaucoup moins parlé du sergent assommé net par le train royal au retour de Châlons, ni des cinq cuirassiers de l'escorte désarçonnés, dont un blessé grièvement.

Pour nos démocrates socialistes, cette canaille, sans doute, ne compte pas.

❖ ❖

La séparation commence. — Alphonse est à Saint-Cyr.

« Conduit dans la salle d'honneur, où sont réunis les professeurs de l'école, le roi se les fait présenter. De là, le souverain et le président passent dans la chapelle, où, à l'entrée, ils sont reçus par M. Lanusse, qui prononce les paroles suivantes :

« Sire,

« Monsieur le président,

« Daignez me permettre l'honneur de vous *souhaiter la bienvenue dans ce bénit sanctuaire du*

premier bataillon de France. Je suis heureux et très honoré d'avoir à y demander à Dieu pour Votre Majesté, pour M. le président, pour la noble Espagne et notre chère France, toutes les bénédictions du ciel. Cette eau si pure et sanctifiée par la prière de l'Eglise en est et en sera toujours le plus précieux, le plus gracieux symbole.

« Le président touche de la main droite le goupillon, le roi prend l'eau bénite et se signe avec dévotion. »

(*Les Journaux.*)

Dans un pays où l'on ne préparerait pas la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'ineffable Lanusse aurait peut-être été présenté au jeune Alphonse, dans la salle d'honneur, avec les autres professeurs de l'école.

C. A.

❖ ❖

Chez les socialistes. — L'Unité socialiste est décidément une chose bien amusante. Les unes après les autres, les Fédérations départementales se réunissent et jamais on n'a pu constater autant de divisions.

Le pavé antipatriotique d'Hervé continue de toutes parts à faire croasser dans la mare aux grenouilles socialistes et s'il y a quelques adhésions nettes et formelles à la thèse d'Hervé, nous avons par contre le blâme « énergique » de tous ces soi-disant comités socialistes, créés et entretenus uniquement dans des buts électoraux. On n'ignore pas que le « patriotisme est un article très électoral ». Guesde nous l'a jadis montré à Roubaix avec ses affiches, plus tricolores que celles de l'exploiteur Motte.

Parmi les fédérations qui se sont « émues » des idées d'Hervé, celle des Ardennes s'est particulièrement distinguée par l'adoption d'un ordre du jour si incohérent, si stupide et en même temps si prétentieux que je regrette fort que le manque de place ne nous permette pas de le donner tout au long.

En voici du moins quelques extraits :

« L'assemblée fédérale des Ardennes, envisageant le fait dont se sont émus ses deux élus parlementaires, les approuve pleinement d'avoir refusé de se solidariser avec le défenseur d'une thèse contraire aux sentiments avérés de la Fédération des Ardennes;

« Répudie avec eux, d'une manière générale, la méthode d'*action anarchiste comme la méthode d'action réformiste.* »

Ni anarchiste, ni réformiste. Alors quoi?

« Considérant, au surplus, que de telles difficultés, si fâcheuses soient-elles, sont inhérentes à la vie même d'un parti d'avant-garde et de révolution. »

Pas mal, le « parti d'avant-garde et de révolution ».

Voici la fin du papier :

« Décide enfin, pour dégager toute solidarité avec la déviation anarchiste, d'adresser au Conseil national une demande de contrôle tendant à la radiation du citoyen Hervé de la Commission administrative et également à des mesures de contrôle contre le journal l'*Avant-Garde.* »

On met déjà à la porte du « parti » celui qui essaye de penser librement. Que sera-ce quand ces gaillards-là seront au pouvoir!

P. D.

❖ ❖

L'éducation militaire. — Dans un café de Périgueux, une dispute s'élève entre deux consommateurs. L'un deux s'écrie : « J'ai fait 48 mois aux spahis! Si tu veux sortir, je te ferai voir que je ne suis pas un bleu! » L'autre sort, et l'ancien spahi le tue net d'un coup de couteau dans l'aîne. En voilà un qui n'a pas perdu son temps de service.

Une médaille, Monsieur le ministre!

S. X.

⌘ ⌘

MONOGRAPHIES

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

Clermont-Ferrand, chef-lieu du département, est une ville de 53.000 habitants, entourée de plusieurs villes d'eaux telles que Royat, le Mont-Dore, la Bourboule, Châtel-Guyon, Vichy, pour ne citer que les principales.

Cette proximité est cause de la cherté des vivres de mai à septembre. La belle viande et les jolis légumes sont achetés par les hôteliers de ces diverses stations. Pendant que les travailleurs en sont réduits à se nourrir de viande de qualité inférieure et de légumes de rebut à un prix cependant élevé.

La viande vaut ordinairement de 0 fr. 90 à 1 fr. 10 le demi-kilog.; le pain, 0 fr. 31 le kilog.; les pommes de terre, 8 francs les 100 kilog.; un chou pas très gros, 0 fr. 20.

Les logements sont relativement chers, surtout depuis six ou sept ans, époque où la principale industrie du pays (le caoutchouc) a pris de l'extension : deux pièces valent de 130 à 150 francs, trois pièces de 160 à 200 francs selon situation et dans le quartier ouvrier.

La principale industrie est le caoutchouc. Il y a trois usines qui, réunies, exploitent près de 4.000 malheureux et malheureuses. La journée moyenne est de 3 fr. 25 pour 10 heures de travail pour les hommes et de 1 fr. 50 pour les femmes. Quelques salaires — hommes et femmes — atteignent 4 francs et 2 francs. Mais c'est pour un travail si malsain que beaucoup ne peuvent y résister. La manipulation de la benzine occasionne, en effet, chez les femmes de véritables crises nerveuses.

Il est peu d'industries où les ouvriers soient aussi honteusement exploités.

Les patrons qui — ce sont eux qui le disent — ne possédaient rien, il y a une vingtaine d'années, sont aujourd'hui riches à millions et, toutes les années, se partagent de scandaleux bénéfices. Les ouvriers restent impuissants à se grouper malgré toutes les tentatives faites. Car ils craignent ceux qu'ils appellent « les Russes » ou « les Gaulois ». Ce sont les habitants des villages voisins qui font chaque jour, pour venir travailler, 15 et 16 kilomètres aller et retour, avec leurs vivres dans le panier. Chacun a au village un lopin de terre et une petite maison; leur journée est donc presque tout bénéfice. Très souvent une famille entière travaille dans la même manufacture : on ne laisse que les vieux à la maison pour soigner les gosses. C'est comme une cause de résignation. Car si l'on perdait sa place, tous seraient renvoyés. Les patrons profitent sans scrupules de ces conditions.

La confection occupe un certain nombre d'ouvriers et d'ouvrières, 800 personnes environ.

La journée moyenne est de 2 francs pour les femmes, de 4 francs pour les hommes, à part quelques spécialistes coupeurs qui gagnent de 6 à 7 francs. Aucune organisation n'a été tentée de ce côté. Pourtant l'exploitation sévit là comme partout et les ouvriers s'en plaignent.

Pour des motifs futiles, manger ou parler en travaillant, les amendes et mises à pied pleuvent dru comme grêle.

La confiserie tient une place importante dans l'industrie de la ville et occupe un nombreux personnel, surtout au moment des fruits. La journée des femmes est de 1 fr. 50 et celle des hommes de 3 francs à 3 fr. 50 pour 10 heures de travail. Il y a un syndicat de cette corporation qui se réorganise après un sommeil de près de quatre ans.

La métallurgie occupe également un certain nombre de travailleurs (7 à 800).

On compte : trois ou quatre maisons importantes de serrurerie où le salaire est en moyenne de 0 fr. 32 de l'heure. Ce salaire, si bas pour des ouvriers d'art, vient de ce que les membres de cette corporation ont déserté le syndicat pour une société mutuelle où se coudoient patrons et ouvriers et dont le président est un des gros bonnets de la ville.

Quatre ou cinq ateliers de constructions mécaniques où les ajusteurs gagnent de 0 fr. 50 à 0 fr. 55 de l'heure et les tourneurs de 0 fr. 45 à 0 fr. 50 de l'heure.

Un atelier de ferblanterie qui, à lui seul, occupe une centaine de personnes, travaillant aux pièces, à salaires bas.

Une fabrique de fourneaux, où les ouvriers ne vont que lorsqu'ils ne trouvent rien ailleurs.

L'organisation des métallurgistes comprend un noyau de bons militants, assez nombreux mais pas encore assez suivis. Il y a espoir cependant de voir sous peu ces travailleurs sortir de leur inertie.

Le bâtiment (maçons, menuisiers, tailleurs de pierres, plâtriers) ne chôme guère. Les salaires varient de 0 fr. 40 à 0 fr. 50 de l'heure.

Les typos sont bien organisés, mais avec tendance réformiste. Salaire de 0 fr. 50 à 0 fr. 60 de l'heure.

La Bourse du Travail, 30 syndicats adhérents, fonctionne assez bien. Elle est composée en majorité des militants des groupes socialistes. Mais ceux-ci n'étant pas parfaitement unis — il y a ici des groupes socialistes — leurs dissentiments se prolongent au sein de la Bourse au grand détriment de la lutte économique.

D'une façon générale, il y aurait tendance dans la ville au parti socialiste, mais l'éducation est loin d'être faite et *l'on vote* le plus souvent sans savoir ce que l'on fait. Aussi nous avons une municipalité tout à fait disparate.

Quoique ne fréquentant pas très régulièrement l'église, les gens continuent ici, comme presque partout ailleurs, à se soumettre et à soumettre leurs enfants aux cérémonies religieuses.

G. Taillandier.

⌘ ⌘

MOUVEMENT OUVRIER

Les ouvriers agricoles qui ont formé la déjà puissante *Fédération des travailleurs agricoles du Midi* viennent de faire paraître le premier numéro du journal *Le Paysan*, qui sera l'organe de la Fédération.

Ce nouveau journal sera — ce qui n'est pas sans intérêt — exclusivement rédigé par des ouvriers de la terre appartenant à l'organisation ouvrière.

Les deux premiers numéros parus nous sont déjà une assurance que nos camarades des champs ne resteront pas en arrière de la grande armée prolétarienne en lutte pour son émancipation.

Et cela doit nous être un puissant réconfort de voir ces terriens sur lesquels, hier encore, comptait notre bourgeoisie capitaliste pour son œuvre de réaction et de conservation, venir rejoindre leurs camarades de l'industrie, et se grouper à leur tour dans des organisations exclusivement prolétariennes.

J'aurai donné une idée de la force de l'organisation des ouvriers agricoles lorsque j'aurai dit que la Fédération possède à l'heure actuelle des syndicats dans 152 villages se répartissant dans trois départements : l'Aude, l'Hérault et les Pyrénées-Orientales, auxquels il faut ajouter les cinq syndicats de la section d'Arles.

Si, comme il y a lieu de l'espérer, l'exemple des travailleurs agricoles du Midi est bientôt suivi dans d'autres régions, aucune puissance de réaction ne pourra alors s'opposer au mouvement d'émancipation qui soulève de toute part les exploités.

Le journal *Le Paysan* sera pour le prolétariat agricole un puissant instrument d'éducation et de propagande.



A Nantes, dimanche dernier, le sieur Biétry qui, subventionné pour cela par le patronat, avait tenté de faire de la désorganisation ouvrière, a été reçu comme il le méritait. Il y a en effet des gens avec qui l'on ne discute pas. Personne ne peut croire à la sincérité d'un Biétry ex-révolutionnaire blanquiste.

Le patronat, qui n'en aura pas pour son argent, ne tardera pas à s'apercevoir que la « jaunisse » ne pourra jamais s'implanter sérieusement en France.

A Villefranche-sur-Saône, où la grève des teinturiers a entraîné celle des travailleurs de presque toutes les autres corporations, la situation est on ne peut plus grave. Les autorités ne songent qu'à la répression sur laquelle le patronat compte pour encourager les plus timides à reprendre le travail. Ce en quoi il se trompe, car rarement un mouvement d'ensemble a présenté autant de cohésion. Seuls MM. les typographes, plus ou moins réactionnaires partout, ont cru devoir reprendre le travail.

Des réunions et des manifestations ont lieu chaque jour, l'agitation en ville est continuelle.

La répression est d'une violence inouïe. Les charges de cavalerie alternent avec celles des fantassins et des arrestations ont lieu continuellement.

Les autorités, en plus de 3 à 400 gendarmes ont fait venir à Villefranche 4 bataillons d'infanterie et 2 escadrons de cuirassiers. C'est la répression démocratique et républicaine dans toute sa splendeur.

Mais les grévistes tiennent bon et sont décidés à ne rien abandonner de leurs revendications.

Au cours des charges il y a eu des blessés, dont quelques-uns grièvement.

Les ouvriers et ouvrières des bagnes que l'exploiteur Monteux possède à la fois à Limoges, Château-Thierry et Paris, continuent la grève. Le patron n'est pas encore revenu de l'entente qui s'est manifestée à cette occasion entre les travailleurs de ses

différentes usines, dont il mettait continuellement en concurrence les ouvriers dans le but de faire baisser les salaires. C'est pour éviter par la suite de tomber dans ce traquenard capitaliste que *les ouvriers réclament la substitution du travail à la journée au travail aux pièces.*

A Limoges, la police a fait lacérer les affiches ayant trait à la grève et les gendarmes sont on ne peut plus provocants.

A Paris, la grève s'étend chaque jour et actuellement l'on peut dire que les travailleurs des plus importantes fabriques de chaussures de la capitale sont en grève.

L'exploiteur Monteux est le propriétaire de la marque de chaussures *Raoul*. Avis au public.

A Cette, les camionneurs et les charretiers continuent la grève qui dure depuis plus de 15 jours. Quelques patrons ont pris le parti de conduire eux-mêmes leurs attelages et le font sous la protection de la gendarmerie. Les quais sont sillonnés constamment par des patrouilles de gendarmes.

A la grève des camionneurs est venue se joindre celle des charpentiers et scieurs de long qui réclament une augmentation de salaire de 5 centimes de l'heure.

Des incidents se produisent à chaque instant et les travailleurs des autres corporations s'agitent.

Le syndicat patronal fait appel aux autorités pour la répression.

Des forces supplémentaires ont été demandées. Que serait-ce si nous n'étions pas dans la Patrie la plus « douce et la plus clémente », — style Viviani!

P. Delesalle.

❖ ❖

Nantes. — La grève des raffineurs est terminée; par contre, 2 nouvelles grèves ont éclaté.

Les ouvriers de la savonnerie Serpette et Cie demandent la journée de 10 heures et 0 fr. 25 d'augmentation par jour. Aucune réponse n'a été donnée.

Les camionneurs et repurgateurs (ouvriers chargés de l'enlèvement des ordures) se sont mis aussi en grève au nombre de 600 à peu près. Ils demandent un salaire uniforme de 4 francs par jour (les repurgateurs gagnent 2 francs et 3 francs par jour!) et l'après-midi du dimanche comme congé.

Outre la police et la gendarmerie qui sauvegardent « la liberté du travail », la repurgation est faite par des dragons et des trainglaux.

Il faut signaler aussi la grève des 30 ouvrières de la papeterie Gouraud, à Chantenay : ces malheureuses, après avoir gagné 2 fr. 50 par jour, ne gagnent plus que 1 fr. 50! Après 3 jours de résistance, elles ont dû reprendre le travail au même salaire.

F. Cas.

⁂

BULGARIE

Bien que le gouvernement paternel du sultan fasse de son mieux pour préserver notre beau pays des idées nouvelles qui commencent à y naître avec le développement de la vie économique, ces idées y font leur chemin.

Les socialistes, après avoir soulevé quelques persécutions, calomnies, et anathèmes, n'ont pas tardé à montrer par leur intrusion dans les services de l'État et les ministères qu'ils ne constituaient pas pour le pouvoir un bien grand danger.

Mais les anarchistes se montrent ennemis irréconciliables du pouvoir et de l'ordre actuel.

Aussi, pour ceux-là pas de quartier. Secrètement, ouvertement, les persécutions se succèdent. C'est ainsi que notre camarade Trocoff, après avoir été condamné à 3 ans de prison, pour s'être défendu contre un agent provocateur, a été trouvé assassiné dans les rues de Sophia.

Il y a deux ans, après de nombreuses condamnations, la dernière à 3 ans et 2.000 fr. d'amende, le camarade Chr. Ileff était également trouvé assassiné, par la police, aux environs de Serbiero.

Dans le courant de 1902, Karitcheff, de Razgrad, et Melnicoff, de Karnobat, furent accusés de conspiration contre la vie de notre roi et emprisonnés de suite. Innocents tous les deux, ils viennent seulement d'être rendus à la liberté, après une prévention de plus de deux ans.

Mais je n'en finirais pas si je voulais entrer dans le détail de ces persécutions. Arrestations et détentions sont ici des choses courantes. C'est ainsi que Kilifarsky, de Razgrad, a *été arrêté* plus de quarante *fois* et condamné *plus* de trente, pour faits de propagande par *l'écrit*. On lui a confisqué de nombreux *exemplaires* de sa « bibliothèque anarchiste ». Pour l'instant, il purge une dernière condamnation à deux ans et demi de prison.

Mais nous doutons que cette répression vienne à triompher du mouvement anarchiste bulgare, qui est en bonne voie maintenant.

Un Anarchiste.

⁂

RUSSIE

Nous donnons cet extrait du *Temps* à titre de document *rétrospectif.*

Koursk, 17 avril.

Cependant le pillage, après s'être donné libre carrière à l'est, s'était rapproché de l'ouest de la région que nous avons indiquée, région bordée ici par la ligne de Vorojba à Zernovo. C'est une région boisée. Là se trouvent entre autres, sur une distance de 20 kilomètres, plusieurs métairies, une grande distillerie d'alcool, une briqueterie et une raffinerie considérable, d'une production annuelle de 21.000 tonnes de sucre. La raffinerie s'appelait Khinielski Khoutor et la raffinerie Mikhaïlovski Khoutor. Ces diverses exploitations appartenaient au même propriétaire, le fils de l'un des plus considérables parmi les gros millionnaires russes, M. Téreschenko. J'ai pu reconstituer sur les lieux les détails de ce grandiose pillage et demande la permission de les conter; j'ai du moins ici l'avantage de m'appuyer sur des témoignages directs, d'ailleurs contrôlés les uns par les autres, et non plus sur de simples on dit.

Le lundi 6 mars, l'intendant de la propriété de Khiniel reçut avis du pillage dont il allait le soir même être victime. Or, justement, à une dizaine de kilomètres de chez lui, se trouvait le général Belgarde, vice-gouverneur de la province d'Orel, installé avec 39 cosaques dans la propriété de M. Podlyniev, Poznychovka, qui avait été, la nuit précédente, victime d'un pillage par persuasion. L'intendant de Khiniel envoya un homme à Poznychovka pour demander des secours : le vice-gouverneur fit répondre qu'on envoyât des traineaux. Douze traineaux furent attelés et expédiés, mais ils se heurtèrent à l'avant-garde des pillards qui, devinant leur destination, leur firent tourner bride. Pendant ce temps, l'intendant avait expédié chez des amis sa femme et ses huit enfants, puis il avait attendu les secours en méditant le proverbe russe qui dit que « sa propre chemise est ce qu'on a de plus près de la peau »; en fin de compte, d'accord avec ce proverbe, il avait lui aussi pris la fuite, complètement affolé, au point d'oublier des documents importants qu'il n'eut pas le courage de venir reprendre, mais envoya chercher par un jeune homme.

On eut alors quelque répit. De toutes parts, c'était un va-et-vient d'employés s'apprêtant à s'enfuir et chargeant à la hâte leurs effets sur les traineaux disponibles. Tout le monde s'agitait sans bien savoir que faire, et nul n'organisait la réception, le seul qui eût qualité pour cela étant déjà parti. Tout à coup, une immense lueur éclaira le ciel où la nuit s'avançait : c'était une grosse meule de paille que les guides du pillage avaient incendiée en guise de signal. Un silence se fit, chacun étant saisi de stupeur à la vue de cette énorme et sinistre torche. Soudain, quelqu'un cria : « Sauve qui peut! Les voilà! »

« Alors, me raconta l'un des témoins, je fus pris d'une terreur folle et je me lançai à toutes jambes, droit devant moi... »

Cependant, au grand trot, la horde des pillards était accourue, et déjà elle envahissait la cour de la ferme, d'abord en silence, puis tumultueusement. Il y avait là des femmes, des enfants d'une douzaine d'années, des vieillards, des infirmes. Ils venaient chercher du grain. Leurs traineaux étaient vides, il les fallait charger! Bientôt les portes des granges et des magasins furent éventrées, et les réserves de blé passèrent dans les traineaux des bons moujiks.

Par malheur, outre la métairie, se trouvaient là un dépôt et une fabrique d'alcool. On dit que les meneurs du pillage, voulant éviter des scènes d'ivrognerie au cours desquelles les paysans ne leur appartiendraient plus, ouvrirent les robinets des citernes où était contenu l'alcool. Quoi qu'il en soit, l'alcool se répandit en effet, mais le feu y fut mis, et les paysans se jetèrent à plat ventre pour tâcher de sauver quelque chose de la précieuse liqueur, qui leur fit des brûlures cruelles. On découvrit cependant une autre cuve pleine d'alcool, et l'ivrognerie suivit son cours. Ce furent alors des scènes de bestialité sans nom, ces pauvres êtres devenant positivement fous à *la* suite de *l'ingestion* d'alcool presque pur. Le résultat final fut que l'on brûla les bâtiments de la métairie, les greniers, les granges, les logements du personnel, le dépôt d'alcool et une centaine de bêtes à cornes. *Il* ne resta debout que *le plexus* de bâtiments constituant la distillerie. Les paysans disparaissent alors et on ne les voit plus au travail que le lendemain soir, à vingt kilomètres de là.

Cependant, que faisait le vice-gouverneur d'Orel? Confortablement installé à Poznychovka, il ne songea que le lendemain matin à venir aux nouvelles : « Puisque tout est fini, dit-il paisiblement en voyant les ruines, je m'en vais! » Il promit cependant d'envoyer quelques soldats pour protéger contre un retour offensif prévu la raffinerie encore debout; *mais je n'étonnerai personne en disant qu'il n'en fit* rien, si bien que la distillerie fut brûlée quarante-huit heures après la métairie. La conduite du général Belgarde a soulevé une indignation générale, et je crois savoir que l'on partage en haut lieu une partie de ces sentiments.

Le lendemain mardi, la raffinerie Mikhaïlov s'attendait à l'arrivée des pillards : l'intendant, pour commencer, fit charger tout son mobilier sur deux wagons, et s'enfuit.

Les autres employés, prévenus un peu tard, ne purent suivre son exemple. Qui donc d'ailleurs eût pu croire à une destruction complète de ce village industriel? Il faut dire en effet que l'usine, avec ses bâtiments, ses dépendances, ses cours, son étang, ses garages, ses jardins et son parc, occupait une superficie de 73 hectares. Il y avait en tout environ 50 corps de bâtiments : des greniers comprenant des millions de kilogrammes de sucre, des écuries, des remises, des ateliers divers, des logements d'employés, une petite ferme, une école, un hôpital, que sais-je encore?

Vers la fin de l'après-midi, les abords de l'usine se remplirent de paysans devenus subitement hautains et provocants, ne saluant pas, se moquant des employés quand ceux-ci les croisaient. On savait aussi que les villages voisins étaient remplis de traineaux venus à vide de plusieurs lieues à la ronde. Les mille ouvriers furent congédiés à l'heure ordinaire, et peu après la curée commença.

En effet, dans la nuit qui s'était faite entre temps, on vit tout à coup briller les lueurs d'un incendie : c'était la briqueterie de Féodorovka qui flambait, c'était le fameux signal lumineux que les paysans attendaient pour se ruer à l'assaut. L'envahissement se fit par les deux extrémités de la longue avenue qui borde les bâtiments et va rejoindre la voie ferrée. Ce fut un pillage forcené.

Cependant, un peu avant l'apparition du signal, trois traineaux chargés de paysans étaient venus en éclaireurs. Ils s'étaient d'abord arrêtés devant l'hôpital, se répandant en menaces terribles. La directrice de l'hôpital sortit et les supplia d'épargner cette maison, dont tout le monde peut avoir besoin et qui se trouvait occupée par quelques malades hors d'état d'être évacués. Le chef, un petit homme trapu, armé d'un bâton, répondit : « C'est bien, passons! » et ils passèrent en criant : « Casser! Piller! Brûler! » Très peu de temps après s'alluma le signal. Comme je l'indiquerai plus bas, il est à supposer que ces éclaireurs venaient s'assurer de la complète absence de résistance organisée.

Peu après, la foule s'était ruée : de toutes parts, on sonnait dans des cornes, et ces sinistres appels, seuls, troublaient le silence relatif de ces centaines, puis de ces milliers d'hommes piétinant la neige. Bientôt, pourtant, les appels cessèrent; des cris et des vociférations éclatèrent, et en un clin d'œil, l'école, voisine de l'hôpital, puis, un à un, tous les bâtiments de l'avenue flambèrent. Il y avait là trente-cinq familles d'employés. La plupart des femmes et des enfants étaient partis, mais il restait encore beaucoup de monde : ce fut alors un déménagement horrible et grotesque à la fois, ces pauvres gens s'efforçant de sauver quelques malheureux débris de leur mobilier, et luttant contre les mains sauvages qui les leur arrachaient.

— Que veux-tu faire de cela? dit l'infirmière à une paysanne qui chargeait sur son traineau un fauteuil et une étagère qu'elle avait coiffée d'un chapeau de femme.

— J'ai, aussi bien que les riches, le droit de m'asseoir sur des meubles rembourrés et de porter des chapeaux! répondit la paysanne.

A l'autre extrémité de l'avenue, près de la gare, les paysans s'étaient amassés dans la cour de l'usine. En briser les portes fut l'affaire d'un instant; puis, tandis que la foule avide volait du sucre, les gens sensés de la bande amassaient du papier, entassaient des débris de caisses et allumaient le tout. Bientôt, l'énorme bâtiment était en feu, lançant tout droit vers le ciel des flammes à reflets changeants. De toutes parts flambaient de ces superbes torches improvisées : l'illumination était féerique et rare. L'éclairage électrique des rues et des bâtiments s'étant naturellement éteint, c'est à la lueur de ces brasiers que le pillage s'opérait avec une véritable furie. Les caves ne furent pas oubliées, ni les armoires, et l'on puisa aux bouteilles découvertes ainsi un nouveau courage. Les pianos étaient incommodes à sortir : on les brisa à coups de hache; pour les autres meubles, on les emporta comme on put, pêle-mêle avec du linge, des vêtements et des pains de sucre. On peut juger, sur ce dernier article, de l'activité déployée, si l'on songe qu'il fut volé dans cette seule nuit un million de kilogrammes de sucre!

Vers les onze heures du soir, les chefs du pillage disparurent, laissant la place aux paysans qui continuèrent à piller jusqu'au jour. Quand le soleil se leva, il ne restait plus personne, et seuls la neige piétinée, les ruines fumantes et l'immense brasier de la raffinerie toujours en feu témoignaient des événements de la nuit. Où les chefs s'en allèrent-ils? Je ne sais. D'après les indices recueillis, il semble qu'ils prirent la fuite, ne se sentant plus en sûreté après ce grandiose exploit. Le fait est que le pillage cessa à partir de ce moment : des moujiks ivres mirent bien le soir même (mercredi 8 mars) le feu à ce qui restait de Khiniel, c'est-à-dire à la distillerie d'alcool, mais cet incendie fut allumé sans aucun doute par des pillards qui retournaient chez eux, et trouvèrent bon de ne pas laisser debout ces bâtiments respectés l'avant-veille.

Telle fut la fin, en cette région, de cette intéressante ébauche de jacquerie russe. Le mouvement s'éteignit sans qu'on sache bien pourquoi ni comment, après le grand pillage de la raffinerie : on eût dit un incendie des herbes, dans le steppe, qu'une saute de vent réduit en quelques minutes. — L.

(*Le Temps*, 26 avril.)

Notre prochain dessin sera signé Naudin.

BIBLIOGRAPHIE

Elia Reval, abandonnée de son mari, à bout de ressources, ne trouvant pas de travail, s'est décidée à se livrer à la prostitution; car, jeune, belle, pleine de forces, elle trouve stupide de mourir. Elle veut vivre sa vie pleine et entière.

Seulement Elia est une personne « comme il faut », qui sait qu'il faut ménager les apparences, ne pas offusquer le sentiment moral de ses voisins; elle se rend donc au temple de Gunaïkome, où réside Phémé, déesse de l'Opinion Publique — car nous sommes en pays d'allégorie — afin de se la rendre favorable et obtenir de ne jamais déchoir dans l'estime de ses amis, connaissances et voisins, et lui demander que son nouveau genre de vie leur soit caché, qu'elle reste toujours, à leurs yeux, l'honnête femme prude qu'ils connaissent.

Et Phémé, flattée par l'ardeur de sa dévotion, lui promet sa protection.

Et, ainsi mise en règle avec sa conscience, Elia s'en va, le soir venu, à la pêche du premier michet. Elle a la main heureuse. Elle rencontre Jean Biony, qui s'éprend d'elle. Et les voilà qui se mettent en ménage. Elia n'aura plus besoin de sortir. Aussi, dans sa reconnaissance, elle élève un autel à Phémé.

Cependant ce Jean Biony est un révolté qui n'a aucun respect pour les puissances terrestres ou divines. Déjà il a été forcé de quitter la ville de Drachmée, qu'il habitait en Ploutocratie, parce qu'il n'a pas voulu sacrifier à Plutus, le dieu de la ville. Aussi, ne se pliera-t-il pas devant la déesse des portiers et des vieilles commères. Il arrive à persuader à Elia de flanquer la statuette de Phémé par la fenêtre. Ils vivront comme ils l'entendent, libres comme l'oiseau dans l'air, sans s'occuper du qu'en-dira-t-on?

Mais Phémé est une déesse vindicative. Elle se venge, tôt ou tard, de ceux qui la méprisent. Elle envoie aux trousses de Jean et d'Elia une de ses émissaires, la dame Hulotte, qui s'immisce en l'intimité d'Elia, où elle s'emploie de son mieux à brouiller les deux amants.

A force de perfidies, dame Hulotte finit par entraîner Elia à des actes inconsidérés qui finissent par la compromettre aux yeux de Jean et des voisins. Pour ces derniers, elle n'est qu'une grue, et Jean un monsieur assez malpropre qui ferme les yeux parce qu'il y trouve son intérêt. On les insulte, on les montre au doigt. Elia finit par se jeter à l'eau avec son enfant. Et Jean est forcé de fuir Gunaïkome sous les clameurs des voisins qui, devant le cadavre d'Elia et de son enfant, se retournent contre lui, lui imputant ces deux morts, et veulent le lapider.

Le roman de M. Barre (1) est plutôt pessimiste. Certes, la voie est dure pour ceux qui veulent se soustraire à l'hypocrisie des mœurs et des usages reçus. Ils sont plutôt montrés au doigt et rebutés. Il devient difficile de trouver à gagner sa vie. Cependant, si, réellement, on se fiche de l'opinion du monde, il y a moyen de lui résister et d'arriver à se faire respecter d'elle.

A moins que, par l'exemple d'Elia qui n'a pas un tempérament de lutteuse, et se laisse tromper par Hulotte, l'auteur n'ait voulu nous montrer qu'il faut se sonder les reins avant de jeter un défi à l'opinion publique. Et que lorsqu'on rompt avec elle il ne faut plus s'en occuper, sous peine d'être broyé par elle.

* *

La *Raison* a publié sous le titre : *La Libre Pensée intellectuelle, morale et sociale* (2), quelques-uns des rapports et lettres qui furent envoyés à l'occasion du Congrès de Rome de l'année dernière, parmi lesquels il y en a de fort intéressants. Une lettre de Séaille entre autres, et un rapport du même intitulé *Dogme et Science*.

* *

La maison Giard et Brière continue la série de sa *Bibliothèque pacifiste internationale*. J'ai reçu *Colonisation*, par Jacques Dumas; *Coopération et Pacification*, par J. Prudhommeau, et *Désarmons les Alpes*, par le capitaine Moch. Toutes ces brochures sont dans le même esprit : la haine ou la crainte de la guerre; un besoin de paix, soit par sentimentalité, soit parce que la guerre ne répond plus aux besoins économiques actuels. Mais, en même temps, la préoccupation de ne rien changer au système politique et économique actuel; d'où, pour la plupart, simple phraséologie sans moyens pratiques pour résoudre la question.

On voudrait bien supprimer ou atténuer les effets de la guerre, mais laisser subsister la cause : le militarisme.

J. Grave.

* *

Nous avons reçu :

Sao van di (roman), par Ajalbert; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle.

Compte rendu de l'Assemblée générale (mars 1905) *de l'Œuvre libératrice*, 1, avenue Malakoff.

Cours de Morale sociale, basé sur l'évolution, par Ch. Fulpius; 0 fr. 60, chez l'auteur, 47, boulevard du Pont d'Arc, Genève.

La lutte antialcoolique en Norvège, par Hammer et Chauvin; *Musée Social*, 5, rue Las Cases.

Les Etapes, par Zeppa; 1 broch., 1 fr., à l'*Œuvre d'art international*, 27, avenue Lowendal. (L'auteur nous en a remis 25 exemplaires pour être vendus au profit des *Temps Nouveaux*.)

Elementos de aritmetica, I, divers; 1 vol. — *Botiquin escolar*, par A. M. Vargas; 1 broch., à la Escuela Moderna, 56, calle de Bailen, Barcelone.

Paris and the social revolution, by F. Sanborn, drawings by Vaughan Trowbridge; Small Maynard and Co, Boston.

Une enquête sur les droits de l'artiste, par J. Ajalbert; 1 broch., 1 fr. 50, chez Stock.

L'Ordre, par P. Kropotkine; 1 broch., 1 fr. 25 le cent, à *Germinal*, 26, rue Saint-Roch, Amiens.

(1) *Phémé*, 1 vol., 3 fr. 50, chez Havard, 18, rue de l'Ancienne-Comédie.

(2) Une brochure, 2 francs, 14, rue d'Uzès.

Correspondances et Communications

★ **Groupe de propagande anarchiste par « l'écrit ».** — Mouvement du mois de mai.

Envoyé et distribué :

Temps Nouveaux	800
Voix du Peuple	40
Pioupiou de l'Yonne	50
Mano Negra (Illustrés)	200
L'Enseignement libertaire et l'enseignement bourgeois (Grave)	100
Anarchie (Girard)	50

Les camarades à qui ce genre de propagande convient et qui seraient désireux d'y participer peuvent envoyer leur obole au camarade Fromont, 129, route d'Orléans, à Arcueil-Cachan (Seine).

★ Misengrain-la-Forêt. — **A. I. A.** — La section désire se mettre en relation avec toutes les sections de l'Ouest afin de s'entendre pour envoyer un délégué au congrès antimilitariste de Saint-Etienne.

Ecrire à Lelièvre Eugène, à Noyant-la-Gravoyère, par Misengrain (M.-et-L.)

★ Chalons-sur-Saone. — Les camarades désireux de fonder un groupe libertaire peuvent se mettre en relations avec le camarade Vignes, rue Pasteur, 6.

CONVOCATIONS

L'imprimerie n'ayant pas travaillé jeudi dernier, nous avons dû avancer d'un jour le tirage; c'est ce qui fait que nombre de convocations n'ont pas été insérées.

Du reste, si les groupes avaient tenu compte de ce que nous leur répétons à chaque numéro, nous les envoyer pour que nous les ayons le mardi matin, l'insertion aurait été faite.

★ **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Lundi 12 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle des Commissions, 1er étage, Bourse du Travail, causerie sur la commandite.

★ **Groupe anarchiste du XIIIe**, 42, rue du Fer-à-Moulin. — Samedi 10 juin à 8 h. 1/2, causerie entre camarades.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer :

Mardi 13 juin. — Bon et Eug. Renard : Le Marxisme; origine de la propriété et plus-value (controverse).

Vendredi 16. — Ant. Lanquine : Les étapes de l'éducation dans les diverses races humaines (II).

★ **Fondation Universitaire**, 19, rue de Belleville :

Vendredi 9 juin. — L'aliment carné et la tuberculose, par Mme Moll Weiss.

Mardi 13. — Cours de solfège.

Mercredi 14. — Les formes du Syndicalisme, par Audierne.

Jeudi 15. — Cours de modelage.

★ **Coopérative Communiste du XXe**, 27, rue des Maronites. — Samedi 10 juin, à 9 heures du soir : Cuisine ménagère. Expériences. Falsifications.

Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. du soir, répartition de denrées.

★ Saint-Denis. — **A. I. A.** — Réunion le vendredi 9 juin, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, salle de l'Emancipation, 5, rue Boulangerie : Organisation d'une conférence.

★ Lorient. — **Jeunesse Syndicaliste.** — Tous les lundis, réunion à 8 heures du soir, salle du Château-d'eau. Questions diverses. Causerie par un camarade.

★ Marseille. — **Congrès Régional antimilitariste.** — Dimanche 11 juin, à 10 heures du matin, ouverture du Congrès (Salle 19, Bourse du Travail).

Ne prendront part au Congrès que les délégués des sections. Les membres des sections pourront assister aux séances sur la présentation de leurs cartes, à jour.

A 2 heures de l'après-midi, grande salle, Bourse du Travail : de concert avec le Syndicat international des huiliers, grande fête, représentation théâtrale antimilitariste.

A 3 heures, ouverture du concert; chants, poésies, pièces avec le concours des camarades du Théâtre Social et de divers artistes et amateurs, dans leur répertoire antimilitariste et révolutionnaire.

Causerie-conférence par le camarade J. Marestan.

Les camarades de Marseille sont priés d'acheter deux ou trois *Temps Nouveaux* et de les faire circuler, car la presse locale socialo-patriote, nous refuse toute communication antimilitariste.

★ PERPIGNAN. — **Internationale antimilitariste des travailleurs.** — Samedi, à 8 heures du soir, réunion de la section de Perpignan au Bar des Variétés (salon réservé). Ordre du jour : Versement des cotisations.

S'adresser tous les jours de 6 heures du matin à 6 heures du soir, au camarade Vassail, kiosque Pont du Castillet, à Perpignan.

★ **Groupe « Germinal ».** — Tous les dimanches, à 8 h. 1/2 du soir, au local habituel, réunion du groupe d'études sociales « Germinal ». Causerie par un camarade.

Dimanche 11 juin. — Vers la Révolution, par le camarade Vassail.

★ BORDEAUX. — Lundi 12 juin, à 8 heures du matin, rendez-vous des camarades au coin de la rue et au chemin de Pessac, pour le départ de la ballade champêtre, où aura lieu une conférence en plein air. Concert et musique.

Les copains sont invités à être exacts pour prendre le train : Alouette-Pessac

★ ROUBAIX. — Le Congrès antimilitariste de la région du Nord aura lieu à Roubaix, le dimanche 11 juin, à 3 heures du soir, salle du Palais du Travail, 8, rue du Pile, Roubaix (Nord).

Les groupes d'études sociales sont également invités à y venir discuter.

★ VERVIERS. — Le Groupe **les Iconoclastes** se réunit tous les dimanches à 4 heures. — Pour le local s'adresser à C., rue du Commerce, 10.

Boîte aux Ordures

L'Anarchie, anonyme ; *Petit Journal*, 4 juin.

Article signé Jouaust; *La République des Pyrénées-Orientales*, 5 juin (1).

AUX CAMARADES

Devant le débordement d'insanités de la presse bourgeoise, il serait bon de remettre sous les yeux du public, les atrocités du gouvernement espagnol.

Nous rappelons que nous avons :

La Mano Negra, recueil des faits, brochure à 0 fr. 10, franco 0 fr. 15, 4 francs le cent pour la propagande.

La Mano Negra et l'opinion française, discours de Havet, P. Reclus, G. Séaille, Yvetot, Jaurès, Sembat, de Pressensé. Anatole France; 1 brochure, 0 fr. 05, franco 0 fr. 10 ; 3 francs le cent.

La Mano Negra, 8 dessins d'Hermann-Paul avec opinions de Clemenceau, E. Pécaut, Descaves, Quillard, Guieysse, de Pressensé, etc. Le numéro 0 fr. 40, franco. Le cent 3 francs; franco 4 fr. 50, colis postal.

Nous avons 3 ou 4 collections dépareillées du *Canard Sauvage* que nous pourrions vendre au profit du journal, si nous parvenions à les compléter. Il nous manque les numéros suivants : 4, 10, 14, 15 17, 22 à 33, à 3 ou 4 exemplaires chaque.

Aux camarades qui pourraient nous les fournir, nous leur rembourserions en brochures.

EN VENTE

Une nouvelle série (3e) de cartes postales anticléricales, déposées par le camarade Hénault, 0 fr. 50 la série. Plus 4 autres : Le Tsar pacificateur, Bourse du travail, Morte la bête, mort le venin, Les jaunes, 0 fr. 25 la série.

Nous avons toujours la série de 18 d'après nos lithographies, 1 fr. 50 la série.

Patriotisme-Colonisation, 0 fr. 50 la série de 10.

6 Marines d'après des eaux-fortes de Rysselberghe, 0 fr. 50 la série.

(1) Du reste, presque toute la presse pourrait bien y entrer cette semaine.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire. D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul . . . . . » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross. » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce . . . . . » 15
Les Temps nouveaux. Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro . . . . . » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff. . . . . » 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel. . . . . » 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier . . . . . » 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy . . . . . » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier. . . . . » 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant. . . . » 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume. . . . . » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache . . . . . » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar . . . . . » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault. » 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyon, couv. de Daumont. . . . . » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille . . . . . » 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac. . . . . » 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton . . . . . » 15
La Mano-Negra, couv. de Luce. . . . . » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy » 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard . . . . . » 15
L'Anarchie, par Malatesta . . . . . » 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier. . . . . » 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck . . . . . » 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert . . . . » 20
Au Café, par Malatesta. . . . . » 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille . . . . . » 15
L'Anarchie, par Girard . . . . . » 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin. . . » 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe . . . . . » 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannet . . . . . » 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi . . » 15
La Mano-Negra et l'opinion française, couv. de Hénault . . . . . » 10
La Mano-Negra, 8 dessins de Hermann Paul. » 40
Documents socialistes, Dal. . . . . » 40
Chansonnier révolutionnaire . . . . . » 35
Militarisme, Fischer. . . . . » 35
Le Rôle de la femme, Fischer. . . . . » 35
Entretien d'un Philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couverture de Grandjouan. » 15
La Guerre, Mirbeau . . . . . » 35
Un Procès en Russie, Tolstoï. . . . . » 35

COLLECTIONS DE DESSINS

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois,** par C. Pissarro. — **L'Errant,** par X. — **Le Démolisseur,** par Signac. — **L'Aube,** par Jehannet. — **L'Aurore,** par Willaume. — (Il n'en reste plus qu'un nombre très restreint d'exemplaires, vendus 3 fr.) — **Les Errants,** par Rysselberghe (celle-ci complètement épuisée). — **L'Homme mourant,** L. Pissarro. — **Les Sans-Gite,** par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe,** par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre,** par Luce. — **Mineurs belges,** par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux,** par J. Hénault. — **La Guerre,** par Maurin. — **Epouvantails,** par Chevalier. — **Capitalisme,** par Comin'Ache. — **Education chrétienne,** par Roubille. — **Provocation,** par Lebasque. — **La Débâcle,** dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gite du Trimardeur,** par Daumont. — **L'Assassiné,** par C. L. — **Souteneurs sociaux,** par Delannoy. — **Les Défricheurs,** par Agar. — **Le Calvaire du mineur,** par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir,** par Lebasque. — **Les Bienheureux,** par Heidbrinck. — **La jeune Proie,** par Lochard. — **Le Missionnaire,** par Willaume. — **La Libératrice,** par Steinlen. — **Frontispice,** par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40**; édition d'amateur : **3 fr. 50.**

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

En dehors de cette série, nous en avons une de Willette, d'après le vers connu de Racine :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture...

Prix : 1 fr. 40, franco, 2 fr. 15 et 5 fr. 20.

Nous avons aussi, à grandes marges, les illustrations de **Guerre-Militarisme, Patriotisme-Colonisation.** Chaque, 0 fr. 60 franco.

Quelques-unes, comme les *Errants* de Rysselberghe, sont totalement épuisées, ou près de l'être comme : *L'Incendiaire*, de Luce ; *Porteuses de bois*, de Pissarro ; *L'Errant*, de X... ; *L'Aube*, par Jehannet ; *L'Aurore*, par Willaume; *Sa Majesté la Famine*, de Luce et *Les sales corbeaux*, de Hénault, dont il ne nous reste qu'une dizaine d'exemplaires de chaque.

Le journal ayant besoin d'argent, nous vendons ces derniers exemplaires 3 francs chaque, ce qui, du reste, les laisse encore au-dessous de leur prix commercial.

Les autres : 1 fr. 40 franco.

Quant aux tirages d'amateurs, ils sont épuisés jusques y compris *La Guerre*, de Maurin.

Notre prochain supplément sera consacré à l'**Administration**.

A NOS LECTEURS

Nous avons fait remettre aux gares et aux dépositaires des *Temps Nouveaux*, les trois brochures imprimées dernièrement : *Guerre, Patrie, Caserne*, de Ch. Albert ; *Le Machinisme*, de J. Grave ; *Entretien d'un philosophe*, par Diderot. Les y demander.

Petite Correspondance

Justin W., à Limoges. — Pas très importante la lettre d'Haviland et nous sommes débordés de copie.

Paclain, à Lorient. — La note sur Melchior manque un peu de faits précis et, vu le manque de place, nous ne pouvons insérer que les faits très importants.

D. C., à Paris. — Aux Pâtis, par Rambouillet.

Félix André. — Notre avis, dans la question, nous le donnons depuis 20 ans dans le journal, ainsi que dans les brochures que nous publions. Il se résume en ceci : Les travailleurs n'ont que leur peau à défendre. Ils seraient bien bêtes d'aller la faire trouer pour défendre la propriété bourgeoise, et son syndicat gouvernemental. L'ennemi est celui qui les exploite et les gouverne, et se trouve aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

R. G., Montpellier. — Que voulez-vous, la place manque pour signaler toutes les insanités. C'est bon quand on peut y mettre un nom.

J. C., à Joyeuse. — J'ai fait parvenir votre lettre à notre correspondant qui vous répondra, je pense.

P. C., à Mendoza. — Avons fait parvenir au *Libertaire* et à *Freedom*.

A. L., à Turin. — Oui, *L'Esprit de révolte* doit paraître en brochure.

S. X., à M. — Pas tout à fait suffisant, *Pédagogie et Autorité*.

J. P., à Limoges. — Nous n'avons pas d'adresse dans cette localité. Il y a une Bourse du travail, adressez-vous à elle.

A., à Lorient. — Ferons pour le mieux.

P., à Liège. — Bon.

Carcassonne. — Le dépositaire de Hachette doit fournir les *Temps Nouveaux* à ceux qui les lui demandent. Prière de nous avertir s'il les refuse.

V. V., à Frangy. — Vous redevez 0 fr. 30 sur la brochure *L'ordre par l'anarchie*, qui est de 0 fr. 60.

Reçu pour le journal : A. G., 2 fr. — B., à Nice, 0 fr. 45. — B. A., à Lourmalin, 1 fr. 20. — E. M., 5 fr. — B., 5 fr. — P., à Liège, 3 fr. — Bordeaux, Devir, 2 fr. — Merci à tous.

P. R., à Mirepoix. — G. F., rue de R. — D., à La Juncasse. — W., au Cateau. — T. G., à Vaux. — L. R., La Roche-sur-F. — J. B. R., à La Cotille. — K., à Sainte-Geneviève. — L., au Mans. — C. W., à Mons. — P., à Bollène. — P. C., à Mendoza. — G., à Néris. — J. E., à Pont-l'Abbé. — M. P., à Saint-Nazaire. — P. G., à Fontenoy. — J. B., à Alger. — G. J., à Nouzon. — A. D., à Constantine. — P. B., à Monnai. — C. V., à Nancy. — E., à Alger. — L. P., à Gilly. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie CHAPONET (JEAN CUSSAC), rue Bleue, 7, Paris.

11e Année. — N° 7. 17 Juin 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL " LA REVOLTE "

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la 8e page le dessin de B. Naudin.

SOMMAIRE

A l'Œuvre !

Camarade socialiste, en écrivant ces lignes, je songe à ta tristesse et j'ai pitié de toi... Je te connais depuis bien des années ; je te revois jeune ouvrier. Ton cœur s'ouvrait, et ton esprit, comme des plantes dans l'aurore, à tous les souffles qui passaient. O ce soir où, pour la première fois, tu franchis le seuil d'un meeting ! C'était pour le retour des communards, au lendemain de l'amnistie. Tu les vis. Ils parlèrent. Ils dirent leur volonté de justice, de liberté, de bien-être pour tous les hommes. Au-dessus de la tribune une banderole rouge portait en grosses lettres le prestigieux appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Et toi, petit et pâle, toi, tressaillant soudain d'une magnifique espérance, tu songeais, perdu dans la foule. Ce soir fut le plus beau de ta jeunesse, tu venais d'adhérer au socialisme et tu t'en sentais meilleur et grandi...

Simple soldat du parti socialiste, tu fus dès lors de toutes les batailles — électorales, s'entend. Tu donnais ton temps, tu donnais ton salaire, — tu aurais donné ta vie, s'il l'eût fallu. On disait de toi : C'est un bon... Tu marchais, tu marchais toujours — pour les autres ! Les années s'écoulèrent ; le Parti, grossi sans cesse, devenait une force, préoccupait la bourgeoisie, inquiétait les monopoles. Des avocats, des professeurs, des écrivains, un tas d'hommes habiles, très habiles, se ralliaient à lui. L'ouvrier sait ce qu'il doit à l'intelligence... Il nomma ces messieurs députés, avec mandat impératif de signifier au pouvoir la volonté du peuple. Et ce fut l'ivresse de 93 : quarante socialistes au Parlement... On répétait, dans ton comité, la parole de Guesde : « Rien que par l'arme légale du suffrage universel, l'armée collectiviste deviendra fatalement, et avant peu, maîtresse de la République ! » Tu vendis ton fusil au marchand de vieux fers, et, les bras croisés, tu regardas venir.

Rien n'est venu !

Ou plutôt si : seulement, c'est la désillusion, c'est l'amertume. Ah ! tu as appris bien des choses. Tu as appris ce que c'était que la politique et les politiciens. Tu as vu s'organiser et se poursuivre frénétiquement, la course aux mandats, dans la rumeur des appétits grondants. L'expérience t'a signifié de quel pain gâté et de quelle eau pourrie les candidats « socialistes » trempent la soupe qu'ils servent à l'électeur. Tu sais à présent que la conquête des pouvoirs publics n'est qu'un boniment d'histrions affamés à l'usage d'ilotes abrutis. Le pouvoir, est-ce que ça se conquiert ? — Ça s'achète, au prix de quelles turpitudes, de quelles vilenies sans nom !...

Les politiciens ont fait à la grande idée socialiste révolutionnaire tout le mal qui lui pouvait être fait. Tu t'en aperçois bien tard ; pourtant, ça ne date pas d'aujourd'hui. Rappelle-toi donc... Le socialisme, au temps de l'Internationale, était la protestation la plus complète et la plus grandiose que l'homme eût élevée encore contre l'autorité et l'exploitation. Eglise, Etat, Propriété, Morale, tout ce qui subjugue, tout ce qui meurtrit, était battu en brèche, menacé d'une destruction imminente et totale... Le socialisme synthétisait toute la revendication des chairs, toutes les aspirations des cerveaux. Comme le primitif christianisme, il s'adressait à tous les hommes, sans distinction d'âge ni de sexe, de race ni de nationalité. Une lumière inconnue, une nouvelle espérance se levait avec lui...

Et l'ancien socialisme était encore, et par-dessus tout de l'action. Qu'est-ce donc que l'idée et qu'est-ce que l'espérance sans l'action. Le socialisme était tout énergie, tout action ? N'annonçant pas de Messie, n'ouvrant les portes d'aucun Eden, il se contentait de dire : Vous seuls, vous rendrez libres vous seuls ; l'émancipation des esclaves sera l'œuvre des esclaves eux-mêmes... Le christianisme avait méconnu la vie, enseigné la résignation et, par elle, perpétué toutes les souffrances. Le socialisme enseigna la révolte, — révolte contre l'autorité, révolte contre la propriété, révolte contre la guerre, révolte contre les mœurs. Il arma l'individu et le jeta, tout frémissant de révolte, dans la mêlée sociale. Car, pour le socialisme, comme pour le philosophe d'Ionie, la Lutte — « mère des choses » — n'est pas le mal ; et mise au service de la raison, elle est le bien.

Tel était le socialisme. Mais les animaux de ruse et de proie, les politiciens sont venus. Qu'ont-ils fait du socialisme ?

Ce qu'ils en ont fait ? Eh bien, ils l'ont asservi et livré à la société bourgeoise, et t'ont livré avec... Le pire exploiteur, c'est l'exploiteur d'idées : c'est le politicien, c'est le prêtre... On peut partir sans capital, sans instruction, sans compétence ; on est toujours certain de parvenir : il suffit de tuer le scrupule. Un Gérault-Richard s'échappe un jour de son village, la tête et les pieds nus. Au bout de quelques années, tu le retrouves député de la Guadeloupe (1), directeur et rédacteur en chef d'un grand quotidien, propriétaire d'une usine qui s'appelle la Chair-aux-Gens et d'un commerce qui s'appelle les Cent-Mille-Paletots !

Ces Messieurs s'abattirent sur le socialisme en noires nuées et l'exploitation commença. L'exploitation, c'est-à-dire, exactement, le pillage et le trafic...

Ils ont tout défiguré, tout dénaturé, tout avili. Au concept sublime de la Révolution sociale qui devait affranchir le monde et fondre tous les peuples en une immense famille, ils ont substitué un réformisme qui sent l'arrière-boutique de l'épicier et l'officine de l'homme de loi. Un réformisme étroit, mesquin, sans pensée, sans honneur, sans courage, qui mendigote au lieu d'exiger, qui s'est vautré devant toutes les puissances, — tsars, ministres, majorités, — qu'on a vu boire à toutes les auges, émarger à tous les fonds secrets, qui a sacrifié la classe ouvrière et l'idéal à ses combinaisons d'arrivisme et qui croule aujourd'hui justement dans l'opprobre.

Ils ont détruit la joie des libres initiatives, l'allégresse des luttes audacieuses et t'ont réduit, mon camarade, au personnage muet de votard, de bête à scrutins. Inutile de penser, inutile de vouloir, inutile d'agir, autrement que par per-

(1) Ce négrier ne pouvait représenter que des nègres !

sonnes interposées... Aux urnes, citoyens!...

Ils sont aujourd'hui aux affaires, pour le bonheur du peuple et pour leur bonheur propre. Oh! Ils se tiennent très bien et ne font plus peur à personne. L'ordre dans la rue, le calme dans les esprits, tous les dogmes de l'hypocrisie bourgeoise, n'ont pas de meilleurs dévots. Ils commencèrent un jour par la défense républicaine; ils en sont à la défense sociale. Il n'est pas de raison pour qu'ils s'arrêtent : le chemin monte, fleuri de roses; ils ne s'arrêteront que tout en haut.

Les y voici, ou presque! Ils ont frappé, à l'effigie de leurs belles âmes, un socialisme officiel, un socialisme de carton doré à l'usage des majorités compactes de demain. C'est la plus belle invention de ces dernières années : un socialisme gouvernemental, étatiste et policier, un socialisme bourgeois, anti-gréviste et anti-ouvrier, un socialisme protectionniste, colonial et — pour finir — patriote!... Hélas! Il appartenait au vingtième siècle de voir se produire ce phénomène irrêvé, énorme, déconcertant, invraisemblable et pourtant vrai : un socialisme de paix sociale et de contre-révolution!

Console-toi, camarade socialiste. Les politiciens t'ont trompé, mais ils t'ont guéri pour toujours des politiciens. Autour de toi, regarde : une innombrable armée d'ouvriers et de paysans est debout; l'immense prolétariat, comme toi guéri des individus et des coteries s'organise, s'éclaire et reprend à son compte l'œuvre de libération humaine. C'est là qu'est le socialisme; la révolution est là. Nous y travaillons tous, tant que nous sommes, à coups de pics et de pioches, à coups d'idées, en anarchistes, en hommes libres. Ne veux-tu pas y travailler avec nous? Il y a encore tant à faire : un monde à détruire, un autre à créer... A l'œuvre! A l'œuvre!...

AMÉDÉE DUNOIS.

A NOS LECTEURS

J'aurais voulu pouvoir éviter la suppression du supplément; mais, malgré toutes les combinaisons, il a fallu y aboutir. Pour ne pas interrompre la série des dessins, je le transporte à la 8e page du journal.

Pendant ce temps, nous avons des milliers de brochures qui dorment inutiles sur les planches.

Pour la Ligue des Droits de l'Homme

De tout ce que l'on peut discerner, à travers tous les mensonges communiqués par le parquet et la police à la presse et que celle-ci s'empresse de publier sans contrôler, il semble ressortir que, s'il y a eu réellement un complot de préparé contre le roitelet d'Espagne, la police en a été avertie dès les débuts, mais qu'elle a couvé l'affaire afin de se donner le beau rôle en intervenant au dernier moment, pour pouvoir dire : « Voyez! si je n'étais pas là... »

Mais ceci n'est qu'un petit côté. En dehors des arrestations plus ou moins justifiées par ledit complot — si complot il y a eu — on a arrêté, avant l'arrivée du roitelet, un grand nombre de camarades étrangers, Italiens et Espagnols surtout — contre lesquels on n'a rien relevé, contre lesquels on ne pouvait rien relever, mais que la police arrêtait, afin de se donner beaucoup plus d'importance.

Seulement, comme la police ne viole les lois que lorsqu'elle ne peut pas faire autrement, afin de justifier les dites arrestations, on avait décerné contre la plupart un décret d'expulsion (complicité du ministère, par conséquent), qu'on leur a notifié en les arrêtant.

Quelques-uns de ces arrêtés d'expulsion ont été exécutés. On nous cite les noms des compagnons Bergia, Borsot, etc. On nous affirme que quelques-uns ont été reconduits à la frontière, sans argent, ne leur permettant pas même d'aller toucher leur paie, ni de liquider leur situation à Paris, forcés d'abandonner leurs hardes et leurs meubles. Puis, comme décidément le complot ne donne pas ce que l'on en attendait, on a pris quelques-uns de ceux qui devaient être expulsés, pour les y impliquer. Et aux autres, on a accordé un permis de séjour pour six mois.

Tout ceci à la diable, au petit bonheur, sans autre motif que le « tel est notre bon plaisir » d'un monsieur qui vivait, il y a quelques centaines d'années, qui se faisait appeler Louis, quatorzième de nom, et pour lequel on en a guillotiné un autre qui se faisait appeler le seizième.

D'autre part, j'ai reçu la lettre suivante de Vallina :

Prison de la Santé, 6 juin.

Cher camarade,

Après vous avoir écrit ma lettre, je viens de recevoir une carte postale d'un de mes amis me disant qu'il m'a trouvé un avocat.

Je vous prie, si vous n'avez pu m'en trouver un, ou s'il vous est difficile d'en trouver, de passer une communication à celui qu'on me désigne pour qu'il vienne me voir de suite, car le juge veut m'interroger aujourd'hui ou demain.

J'aurais préféré comme avocat un homme ayant des idées révolutionnaires.

P. VALLINA.

J'ai pu faire parvenir à temps, à un de nos amis, Me Izouard, la lettre de Vallina. Mais de la lecture de cette lettre, il ressort qu'il m'en avait écrit une première, faisant la même demande. Cette lettre, *je ne l'ai pas reçue*.

De quel droit l'administration, qui prétend assurer la défense de l'accusé, a-t-elle intercepté une lettre demandant un avocat?

Voilà des occasions pour la *Ligue des Droits de l'homme* de justifier son nom, en intervenant assez sérieusement, sinon pour réparer le mal qui est fait, tout au moins pour faire assez d'éclat afin que l'on y regarde à deux fois avant de recommencer.

La République Française étant devenue la bonne amie des rois, et la France leur maison de rendez-vous, le sans-gêne policier devient un danger public.

J. GRAVE.

Du Rôle social des Universités populaires

(*Suite*) (1)

C'est ce caractère d'initiative populaire qui rend au plus haut point l'université populaire digne d'attention.

Nous y voyons, pour notre part, l'analogue, dans le domaine intellectuel, de ce que, dans le domaine économique, est le syndicat.

En effet, le syndicat est une association ouvrière ayant pour but la défense d'intérêts économiques communs et l'accroissement, autant qu'il est possible, du bien-être économique des membres qui le composent.

En vertu de l'appropriation des moyens de production et des objets de consommation par un certain nombre d'hommes qui en refusent ou concèdent à leur gré et à leur profit l'usage aux autres hommes, le travailleur se trouve dans une incertitude à peu près constante du lendemain et dans une dépendance absolue de la classe possédante. Cette incertitude, cette précarité de sa situation le sèvrent d'une foule de jouissances de tous ordres dont la privation met obstacle à son développement intégral et le maintient nécessairement dans un état d'infériorité sociale.

Le syndicat a pour objet, par une résistance continue à l'arbitraire patronal, de relever le plus qu'il se peut ce niveau inférieur auquel il se trouve rabaissé et, tout en donnant plus de certitude à son avenir pour le présent, de contribuer au développement de la personnalité du travailleur, tant au point de vue individuel qu'au point de vue social.

Mais la sujétion qui pèse sur le prolétariat n'est pas seulement d'ordre économique ou, si l'on veut, il y a connexité entre les contraintes d'ordre économique et celles d'autres ordres. Et il y a non seulement connexité, mais solidarité entre elles; elles se corroborent mutuellement, s'engendrent même les unes les autres et se perpétuent.

Telles sont notamment les sujétions d'ordre intellectuel et moral, qui ne contribuent pas peu à affermir les sujétions économiques.

De même qu'au point de vue économique, le travailleur est maintenu, au point de vue intellectuel, dans une infériorité voulue, calculée en vue d'une domination plus aisée. Aux fils des dirigeants le savoir intégral, toutes les joies de la science et de l'art approfondis tout à loisir. Pour lui, au contraire, une instruction restreinte, rudimentaire, soigneusement expurgée et, qui plus est, imprégnée d'un odieux esprit de soumission aveugle, d'idolâtrie hiérarchique, d'un dogmatisme exclusif de toute recherche personnelle, de toute investigation critique, instruction moutonnière, avilissante, génératrice d'esclaves, de courtisans et de pieds-plats.

Là aussi donc, le travailleur est victime d'une oppression. Et la preuve que cette oppression est bien intentionnellement maintenue, c'est que le régime politique sur lequel on aurait cru pouvoir le plus faire fond pour sinon faire disparaître, du moins diminuer cette oppression, le régime républicain, qui se targue d'aspirations démocratiques égalitaires, n'a pas, une seule fois, depuis trente-cinq ans qu'il est définitivement établi en France, manifesté l'intention, même lointaine, d'abolir cette dualité d'enseignement qui constitue une iniquité sociale au premier chef.

Donc, dans l'ordre économique et dans l'ordre intellectuel, tout un monde de joies, de sentiments et de sensations est interdit à la classe ouvrière. Tout ce qui contribue à la bienheureuse expansion de l'individu, le bien-être matériel et le bien-être intellectuel, la richesse, l'opulence de la vie active sous toutes ses formes, l'intense et harmonique vibration de toutes les facultés de l'être, qui constitue l'unique attrait de la vie et la seule source du bonheur, toute cette délectation de vivre parce que tout en soi agit, s'épand et se multiplie, est l'exclusif apanage d'une classe.

Seul, le spectacle — sans toucher! — d'un si magique épanouissement de joie est permis à la classe ouvrière. Pour elle, c'est à un rudiment, à une réduction misérable et grossièrement caricaturale de la vie qu'elle est condamnée. A elle les taudis, les habitations malsaines ou incommodes inélégamment meublées, les quartiers laids, les rues tristes et sombres, une alimentation de qualité inférieure, inappropriée aux besoins particuliers de l'existence de chacun; à elle une science tronquée, sommaire, faussée même et dogmatiquement inculquée; à elle un art de rebut, vulgaire et puéril, enluminures criardes, platitudes musicales, réjouissances carnavalesques, tohu-bohu forain, bastringue, alcool et friture, à elle tout ce qui peut

(1) Voir le numéro 5.

la maintenir dans l'abjection, dans l'irréflexion et l'inconscience.

Des hommes d'initiative, des courageux se sont coalisés pour secouer l'oppression économique qui les broyait. C'est elle qu'il semblait falloir atteindre d'abord, car c'est d'elle que les effets sont le plus immédiatement perceptibles. Des syndicats se constituèrent ; d'abord groupements épars, formés en vue d'intérêts étroits, purement corporatifs et même locaux. Puis, peu à peu, au fur et à mesure de la diffusion des idées de solidarité sociale, l'action de ces groupes s'étendit, élargit son plan, découvrant d'autres oppressions à battre en brèche que celles immédiates d'abord visées, percevant des connexités d'intérêts entre groupes de localités différentes, entre corporations similaires. D'où le rapprochement de syndicats jusqu'alors sans lien et leur union en fédérations de métiers, puis en fédérations d'industrie, cependant que s'instituaient au sein des Bourses du travail des unions de syndicats. Enfin le prolétariat, parvenu à la conscience que de mêmes intérêts généraux communs à tous liaient tous les travailleurs sans distinction de métier et d'industrie, intérêts de classe économiquement opprimée par une classe possédante, étendit encore son organisation et ligua en une coalition générale de toutes les forces prolétariennes — coalition défensive jusqu'ici, offensive peut-être demain — en une fédération de toutes les fédérations : la Confédération générale du travail.

Il est maintenant permis d'envisager, pour parachever ce travail d'organisation révolutionnaire, une confédération internationale du travail englobant toutes les forces prolétariennes du monde entier.

(*A suivre.*) ANDRÉ GIRARD.

DES FAITS

La lutte de classes au Transvaal.

La nouvelle constitution octroyée le 25 avril par le gouvernement anglais au Transvaal consacre la mainmise sur ce pays par les capitalistes, propriétaires des mines.

Aussi les non-capitalistes, aussi bien anglais que boërs, unissent-ils leurs protestations.

Botha constate que la nouvelle disposition exigeant une caution de 2.500 francs de tout candidat à l'Assemblée législative, en écarte les travailleurs et que cela est odieux au Transvaal où tout le monde est pauvre, sauf un petit nombre de capitalistes exerçant un pouvoir exorbitant.

Le général Beyers dit, dans un meeting : « Maintenant, mes amis, vous connaissez tous notre ennemi commun : le capitaliste. C'est un ennemi puissant, mais nous lui ferons une guerre aussi rude que la précédente. »

Wolmarans, dans un autre meeting : « La question ne se pose plus entre Anglais et Boërs, mais entre capitalistes et non-capitalistes, entre les classes agricole et ouvrière contre la classe financière. »

On peut suivre dans l'histoire rapide du Transvaal, l'évolution en raccourci de l'humanité : après la conquête du sol faite par les Européens sur les indigènes moins bien armés, la lutte des Européens entre eux pour s'enlever les bénéfices du terrain mis en valeur, puis, et c'est à cette phase que nous assistons actuellement, la lutte entre les divers habitants se disputant les pouvoirs politiques, chacun étant persuadé qu'en les détenant, il améliorera fatalement son sort et celui des gens de sa classe. Il est probable que nous n'attendrons pas longtemps avant de voir la désillusion des électeurs qui découvriront vite la nécessité de faire leurs affaires eux-mêmes sans passer par l'intermédiaire de représentants fallacieux.

Alors, mais alors seulement, les premiers habitants du pays, les indigènes de couleur auxquels jusqu'ici personne n'a reconnu d'autre droit que celui d'une bête de somme, seront probablement appelés à la défense commune des exploités et peut-être à bénéficier des résultats acquis.

(*D'après* l'Européen, 20 mai 1905.)

❖ ❖

Les logements des malheureux.

A Paris, il y a plus de 315.000 appartements d'une seule pièce. Là-dessus, 78.431 sont occupés par 2 personnes, 28.475 par 3 personnes, 10.429 par 4 3.462 par 5, 1161 par 6, 490 par 7 à 10 personnes, 14 par 10 personnes et plus.

A Londres, 304.874 personnes vivent dans des appartements d'une seule pièce, et se répartissent :

60.421	*à raison de*	*1*	*personne par pièce.*
96.682	—	*2*	—
71.040	—	*3*	—
46.116	—	*4*	—
20.000	—	*5*	—
7.542	—	*6*	—
100	—	*10*	—
72	—	*12*	*personnes et plus par pièce.*

A Bruxelles-ville (faubourg non compris) :

6.978 familles logent dans une seule chambre,
2.180 — — dans une mansarde,
200 — — dans une cave,

1.511 familles de plus de 5 personnes logent dans une seule pièce n'ayant pas plus de 2 mètres de côté.

A Berlin, 12 0/0 des logis d'une pièce sont habités par 6 personnes et plus. Cette proportion s'élève à 14 0/0 à Breslau et à 15 0/0 à Dresde.

Maintenant, l'autre côté de la question, celui des propriétaires :

Les locaux surpeuplés rapportent jusqu'à 15, 18 et 20 0/0.

(Courrier Européen, 26 mai 1905.)

* *

Ce que coûte le militarisme.

L'Italie consacre au militarisme 21,20 pour 100 des recettes de son budget.... soit 34 francs par habitant contre 23 francs de dépenses productives.

L'ogre militariste ne s'arrêtera pas là et demandera toujours de nouveaux sacrifices au pays. Avec le ministère Fortis commence, comme il était à prévoir, le triomphe du militarisme. En pourrait-il être autrement, quand des républicains tels que M. Colajanni et des radicaux se rallient à l'idée d'une conquête de la Tripolitaine, au risque même d'une guerre avec la Turquie et des complications européennes qui s'ensuivraient fort probablement.

Le contribuable italien est pressuré sans pitié et il paie le sel, le pétrole, le sucre, le café plus cher que partout ailleurs ; il paie le blé 7 francs les 100 kilos plus cher qu'en Angleterre, 3 francs plus cher qu'en France, 4 francs plus cher qu'en Allemagne, 6 francs plus cher qu'en Autriche.

Il ne reste plus de crédits pour les œuvres non seulement d'utilité sociale, mais de première nécessité comme l'instruction publique.

Sur 10.000 conscrits, il y a en Allemagne 7 illettrés, en Angleterre 380, en France 460, en Belgique 1.010, en Italie, 3.380. Or, les chiffres ne sont au service d'aucune opinion politique.

PIETRO MAZZINI.

(Courrier Européen, 19 mars.)

Grâce à la rapacité des éleveurs, à la difficulté des communications et des transports et à l'incohérence des tarifs, l'Espagne est un des pays où la population paie le plus cher une viande assez inférieure ; aussi la consommation en est-elle limitée aux classes aisées et à une faible partie de la classe ouvrière des grandes villes. Trois millions de prolétaires espagnols ne mangent pas de pain de blé ; bien plus nombreux sont ceux pour lesquels la viande n'est qu'un mythe. La quantité moyenne de viande disponible pour chaque Espagnol est de 44 kilogrammes, soit trois fois moindre que pour un Français ou un Hollandais.

En réalité, le nombre d'Espagnols qui jouissent d'une large alimentation carnée ne dépasse pas 3 millions, soit un sixième de la nation.

L'importation des viandes frigorifiées de l'Argentine serait certainement un avantage appréciable pour une très grande partie de la population péninsulaire. Mais naturellement les grands éleveurs d'Espagne n'entendent point perdre ainsi le privilège de rançonner leurs compatriotes en leur vendant cher et mauvais et ils somment l'Etat de les protéger contre la concurrence étrangère. Il est certain que ces caciques, dont l'influence politique est énorme, pourront faire frapper les argentines de très gros droits.

DELMAR.

(Européen, 27 mai 1905.)

La Reconnaissance légale de l'Esclavage

DANS LES COLONIES FRANÇAISES

De l'*Européen* du 20 mai 1905 :

Un incident judiciaire qui mérite d'être signalé, vient de se produire au Sénégal.

En 1904, trois Sénégalais étaient arrêtés et emprisonnés à Saint-Louis pour « avoir acheté et vendu plusieurs captifs arrivés par caravane des régions limitrophes de la colonie ».

L'enquête du juge d'instruction permit d'établir nettement leur culpabilité.

Mais la chambre des mises en accusation rendit une ordonnance de non-lieu, parce que la loi n'interdit que la traite par mer, et ne punit la possession d'esclaves que par la perte de la qualité de Français.

La Cour de cassation, saisie par le procureur général du Sénégal, confirma pleinement l'arrêt rendu, qui, dit-elle, « loin de violer la loi, en a fait une saine et exacte interprétation ».

Sûrs désormais de l'impunité, les négriers vont pouvoir donner à leur trafic tout le développement qu'il comporte (à condition de le faire par voie de terre)... et il y a des lecteurs qui s'imaginent encore que les expéditions coloniales ont toujours en vue la suppression de l'esclavage et le relèvement moral de la race noire !

MAÏ-LAFIA.

* *

Autre fait

Le *Courrier Européen*, sous la signature de Goudchaux Brunschvig, relate le fait suivant dans son numéro du 2 juin 1905 :

Une captive obligée de quitter son maître, un cultivateur du Sénégal, lui laissa ses trois enfants. L'un de ces enfants fut vendu pour un bœuf, puis revendu pour un cheval. Ceci se passait en 1903.

Après avoir été soumise à diverses juridictions, cette affaire vient d'être appréciée par la Cour de cassation, de la façon suivante :

Le jeune nègre en question n'a pas été importé dans la colonie par un marchand, il y est né d'une mère qui y était esclave ; par consé-

quent, le décret de 1848 qui a aboli l'esclavage, et interdit à tout Français de posséder, d'acheter ou de vendre des esclaves, n'atteint pas le citoyen du Sénégal qui a laissé vendre un enfant qui ne lui appartenait pas.

Enfin aucune poursuite ne peut être exercée, lorsqu'il s'est écoulé une année depuis l'introduction dans la colonie du noir, objet du marché.

Les juges se gardent bien d'ailleurs d'employer le terme d'esclave à l'égard du sujet en question, ils l'appellent un « captif ».

Schœlcher n'avait pas prévu cela; mais il y a une leçon à en tirer pour tous ceux qui s'imaginent qu'une réforme est définitivement acquise dès qu'elle est promulguée sous forme de loi.

Quelque soin qu'on prenne de préciser les termes et d'envisager toutes les éventualités, il se trouvera toujours des échappatoires dont profiteront les possédants pour faire valoir leurs intérêts aux yeux des juges qui ne demandent qu'à les favoriser.

Il en sera ainsi tant qu'il y aura prédominance des possédants.

MICHEL PETIT.

MOUVEMENT SOCIAL

A la caserne. — Un réserviste du 63e d'infanterie (7e compagnie), nommé Noël, modeleur à Limoges, quittait la caserne avec plusieurs de ses camarades pour aller prendre leur repas en ville, comme ils y étaient autorisés. Un d'eux lui fit remarquer qu'il avait boutonné sa capote de droite à gauche, contrairement au règlement. Il la déboutonna donc afin de la reboutonner de gauche à droite, mais il fut surpris dans cette occupation par le capitaine Brugère qui lui dit qu'il avait une tenue débraillée, lui fit faire demi-tour et le consigna jusqu'au soir.

Empêché d'aller manger chez lui, Noël s'en fut au réfectoire, où on lui dit qu'il n'y avait rien pour lui. Il s'en fut à la cuisine; même réponse. Il alla donc trouver le capitaine, qui répondit : « Je m'en fous! et puis, débrouillez-vous. — Mais, mon capitaine, puisque je ne puis aller chez moi, la compagnie doit me nourrir. — Alors, allez à la cantine, où vous voudrez, peu m'importe! »

Noël alla à la cantine, déjeuna et paya, moins toutefois 40 centimes, c'est-à-dire ce qu'il jugeait que le repas d'un homme coûtait à la compagnie. Il dit au cantinier de se faire rembourser ces 40 centimes par le capitaine.

La fureur du capitaine quand on lui présenta cette note, vous la voyez d'ici. Justement les réservistes, en civil, étaient alignés dans la cour de la caserne, attendant la libération. Il fit appréhender Noël par deux hommes de garde qui le conduisirent en cellule, baïonnette au canon.

Les cent cinquante réservistes témoins de cette scène, ne bronchèrent pas. Mais dès qu'ils eurent franchi la grille du quartier, les choses changèrent. Ils se réunirent et attendirent. Le capitaine sortit. Alors ils l'accompagnèrent en le sifflant. Cela fait, ils se rendirent à la place pour expliquer les faits au commandant d'armes : comme quoi Noël n'avait fait qu'obliger son capitaine à le nourrir à la caserne, ce qui était bien la moindre des choses, puisqu'il l'empêchait d'aller manger dans sa famille. Et, tout invraisemblable que cela soit, le commandant d'armes ordonna la mise en liberté immédiate du réserviste. On parle aussi de mettre le capitaine aux arrêts; mais cela, c'est par trop invraisemblable!

R. CH.

❖ ❖

La lettre d'un ancien escarpe. — Je crois que nos lecteurs liront avec profit les extraits suivants d'une lettre que nous avons reçue. Ils sont intéressants à plus d'un titre et montrent, en tout cas, que dans tous les milieux, notre propagande peut porter ses fruits.

« Nantes, 21 mars.

« Lecteur assidu des *Temps Nouveaux*, depuis bientôt trois ans, c'est toujours avec plaisir que j'ai lu vos écrits et ai su en apprécier la justesse. Anarchiste de tempérament sans savoir quel but l'anarchie voulait atteindre, j'ai pu faire ainsi mon éducation sociale et maintenant je voudrais que tous les travailleurs en fassent autant, car ils en ont bien besoin....

« Il y a ici quatre à cinq mille ouvriers sans travail. A plusieurs reprises, à la Bourse du Travail, nous leur avons fait appel afin de manifester à travers les rues de la ville notre droit à la vie. Mais il va sans dire que nous avons échoué.

« Il n'y a pas longtemps que j'appartiens au monde ouvrier. Il y a trois ans à peine, je ne me faisais aucun scrupule de voler la quinzaine d'un travailleur et de brutaliser de malheureuses filles en les contraignant à me remettre les quelques sous qu'elles gagnaient à vendre leur corps. Pourtant, comme beaucoup de mes camarades les escarpes, je n'avais pas cessé d'avoir bon cœur. Un moment après avoir commis une bassesse, je me révoltais contre moi-même et j'essayais autant que possible de faire une bonne action pour me réhabiliter à mes propres yeux. Je rôdais par exemple autour des bateaux à laver et si je voyais une vieille femme rouler une brouette emplie de linge, je la lui prenais des mains et la roulais jusque chez elle. Bref, je peux dire que si, à cette époque de ma vie, j'ai commis de très vilaines actions, j'en ai fait en même temps beaucoup d'autres que des hommes se disant honnêtes n'ont jamais accomplies.

« Il me devint impossible de continuer une vie aussi dégradante.... Je me mis donc à travailler comme voilier....

« Tous les quinze jours je cause avec mes anciens camarades, escarpes et souteneurs, et je ne perds pas mon temps. Ils me comprennent très bien et j'espère faire, par la suite, de quelques-uns d'entre eux de vrais militants. Ces hommes m'ont toujours estimé et ils se montrent fiers aujourd'hui que je continue à me dire leur camarade.... »

C. M.

⁂

MONOGRAPHIES

Plougrescant (Côtes-du-Nord).

Plougrescant, à huit kilomètres au nord de Tréguier, est la commune des Côtes-du-Nord la plus avancée dans la mer. La population s'élève à plus de 2.000 habitants, complètement formée de marins, retraités ou non, et de pêcheurs.

Très pittoresque, la côte est harcelée de rochers dangereux. Des îlots, en grand nombre, parfois boisés, rendent difficile l'*abordage des bateaux*.

La pêche n'en est pas moins, avec la culture des primeurs, la principale ressource du pays. Presque chaque famille a une barque et un bout de terre. Valeur moyenne de la barque : 200 francs. Ceux qui servent comme matelots ont une part de la pêche égale à celle du patron; celui-ci a, comme supplément, ce qu'on appelle la part du bateau, part égale aux autres, et cela quel que soit le nombre des hommes de l'équipage.

La côte étant très poissonneuse, la vie des pêcheurs est assez facile. Grande vente de poissons; beaucoup de goémons. Animaux de basse-cour nourris de coquillages.

La vie est à très bon compte. Le loyer moyen de chaque famille varie de 80 à 100 francs. Ce sont de petites maisons, véritables magasins de poissons, sales pour la plupart.

Au point de vue politique, conseil réactionnaire de gens fanatiques, violents, haineux sous la domination d'un maire qui considère la commune comme sa propriété privée. Cependant ceux qui se disent républicains, sans trop savoir pourquoi, se fortifient chaque jour et ne tarderont pas à avoir le dessus.

* *

Jeumont (Nord).

Petite ville industrielle de 6.000 habitants.

Une usine, exploitée par une société anonyme, occupant 500 ouvriers, pour la construction de gros ouvrages en fer, plates-formes, plaques tournantes et chaudronnerie;

Une aciérie, 800 ouvriers, où se font de très gros travaux;

Une société d'électricité, usine moderne très bien installée, mais pourvue d'une direction autocrate et soumise à un règlement d'une minutie draconienne. On y peut lire des articles comme ceux-ci :

ART. 8. — L'ouvrier justifie sa présence par un jeton métallique numéroté qu'il prend à un tableau posé à cet effet près de l'entrée...

La perte d'un jeton sera immédiatement signalée au chef d'atelier qui le fera remplacer. S'il y a récidive, le jeton sera remplacé aux frais de l'ouvrier.

ART. 9. — Toute absence non motivée sera punie d'une amende égale à 1/5 du montant total des salaires que l'ouvrier aurait gagnés pendant les journées d'absence. S'il y a récidive, l'ouvrier peut être congédié provisoirement ou définitivement sans préavis. Les absences non motivées et qui se renouvellent 3 fois dans une période de 5 semaines entraînent le renvoi pur et simple.

ART. 11. — La Société se réserve le droit de congédier tout ouvrier sans avoir à lui donner le motif de son renvoi...

ART. 21. — Il est formellement défendu : ... 6° de jouer, de former des rassemblements, de siffler, de chanter... etc. .

Une glacerie occupant de 4 à 500 ouvriers;

Une fabrique de briquettes perforées pour le chauffage;

Une usine d'engrais chimiques, véritable mort-aux-gens;

Deux fabriques de ciments.

Il y avait, encore récemment, une grande verrerie. Elle fut fermée par les actionnaires à la suite d'une grève occasionnée par une diminution de 20 0/0 sur les salaires.

Les loyers et la viande sont aussi chers qu'à Paris. Le pain, un peu meilleur marché. La bière se paie 0 fr. 20 le litre.

Il se fait une consommation énorme de pommes de terre et de genièvre.

Population réactionnaire et cléricale, abrutie par la religion et par l'alcool. Les curés tiennent encore ici le haut du pavé.

Ignorance complète des syndicats ouvriers. Et d'une façon générale contrée peu favorable à la formation de groupements ouvriers animés d'un esprit révolutionnaire.

H. ÉTIENNE.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Une violente campagne est menée depuis quelque temps contre les organisations ouvrières. En régularisant les syndicats ouvriers par une loi, l'on espérait bien — et c'était là le but de M. Waldeck-Rousseau — mettre un frein aux révoltes ouvrières. Le régime capitaliste qui opprime chaque jour davantage les travailleurs est tel qu'il n'en a rien été. Aussi tous les organes de réaction ne cessent-ils de dénoncer chaque matin les « protagonistes de de l'action directe ». Le ministre de l'Intérieur Etienne, qui ne demande qu'à obéir à ces injonctions, annonce à son tour que le gouvernement est résolu à combattre « tous ceux qui seraient tentés de troubler l'ordre public », et M. Gérault-Richard, pour qui l'on n'a pas de secret au ministère de l'Intérieur, nous prévient le lendemain matin que c'est bien l'action révolutionnaire des organisations ouvrières qui est visée.

Il est vrai que nous n'avions pas besoin de cette confirmation. On sait la violente campagne menée actuellement contre la Bourse du Travail de Paris, campagne ayant uniquement pour but d'imposer de nouveaux règlements dans l'espérance d'entraver l'action des organisations ouvrières. Espérance vaine et qui montre bien combien les détracteurs du mouvement actuel le connaissent imparfaitement.

Comptant trouver je ne sais quoi, il paraîtrait — le fait m'a été affirmé exact — que la police a même été jusqu'à fouiller nuitamment dans certains bureaux de la Bourse du Travail, mais inutilement sans doute, puisque l'on comptait là-dessus pour avoir un prétexte à fermeture.

En province, mêmes tentatives. On perquisitionne à Cette au siège du syndicat des charretiers — situé à la Bourse du Travail — dont les adhérents sont en grève, et à défaut des livres, mis à temps en lieu sûr, la gendarmerie saisit les listes des ouvriers syndiqués.

A Villefranche, on procède de même. Perquisition au siège du syndicat des ouvriers teinturiers en grève et arrestation immédiate de deux des principaux militants, Menassier et Frimat, dont le seul tort est de s'exprimer plus facilement que leurs camarades et de prendre, de ce fait, la parole plus souvent dans les réunions des grévistes.

Telle est la besogne de réaction à laquelle se livre le gouvernement avec la complicité de prétendus socialistes qui, lorsqu'ils ne disent pas « assomme » comme M. Gérault-Richard, s'abstiennent

comme M. Jaurès et Cie, de révéler ces faits, qu'ils n'ignorent pas, à leurs lecteurs.

Mais malgré toutes ces complicités, auxquelles il ne faut pas oublier d'ajouter celle de nos bons réformistes syndicaux, l'organisation ouvrière a suffisamment conscience de sa force pour résister à tous ces assauts. Les résultats obtenus ne peuvent même que l'encourager à persévérer dans sa tactique.

C'est ce que je démontrerai la semaine prochaine en examinant la statistique et les résultats des grèves en 1904.

P. Delesalle

❖ ❖

Nantes. — Les camionneurs ont repris le travail. Leurs patrons ont promis de s'occuper d'eux. Promettre et tenir, c'est deux !

Les répurgateurs continuent la grève ; ils ne demandent que 3 fr. 50 au lieu de 2 fr. 50 et 3 francs. Les balayeuses ont, elles aussi, abandonné le travail ; elles réclament 1 fr. 50 par jour au lieu de 1 fr. 25. Le patron ne veut rien savoir, il se contente d'envoyer des surveillants chez les femmes grévistes, les menaçant de la perte de leur travail, si elles restent en grève.

Ce sont toujours les dragons et les cantonniers, escortés d'agents et de gendarmes à cheval, qui font le service de la répurgation.

F. Cas.

⌘ ⌘

ESPAGNE

Pauvre Andalousie. — On nous écrit de Malaga, le 26 mai :

« Ce qui se passe dans notre pauvre Andalousie est indigne de notre âge et d'un pays civilisé. Les populations meurent de faim au milieu d'une nature splendide et généreuse. Comment n'y a-t-il pas à manger pour tout le monde, et surtout pour de pauvres gens qui ne demandent qu'à travailler ? C'est la faute d'une administration qui est bien la plus inepte et la plus corrompue de la terre. On se demande comment finira tout ceci. Hier matin, un flot de deux mille pauvres diables hâves et dépenaillés a envahi nos rues, venant des campagnes voisines. Ce sont des cultivateurs, pour la plupart. Les propriétaires des communes environnantes les accompagnaient. Ce détail montre bien qu'il ne s'agit pas ici de vaines manifestations politiques. Les propriétaires terriens accompagnent ces malheureux pour les cautionner en quelque sorte, pour bien démontrer aux autorités qu'ils n'agissent pas sous l'aiguillon des incitations des politiciens, mais bien sous celui de la misère et de la faim, qui les chassent de leurs villages, à la recherche de pain, que ceux-ci ne peuvent leur offrir.

« Plus de deux mille miséreux envahissant nos places et nos rues et se portant sur tous les points de la cité pour apitoyer le passant, voilà le spectacle. Naturellement, les autorités se sont émues. Le gouverneur a pris peur. Il a mandé en grande hâte toutes les brigades de gendarmerie de la province en vue d'assurer l'ordre public. Et, dans la journée, un millier d'autres affamés faisait son entrée dans notre ville. La charité privée s'est largement exercée auprès d'eux. Mais que sont quelques morceaux de pain ou de lard et quelques pièces de monnaie pour apaiser un si formidable conflit ! C'est du travail qu'il faudrait.

« On se demandait avec terreur comment se passerait la nuit avec tant de misérables dans nos rues. Chacun s'est verrouillé de bonne heure chez lui, et, contrairement à leurs habitudes de noctambules, les Malaguenos sont restés chez eux.

« Le gouverneur a mis la promenade d'Hercule à la disposition des miséreux pour y passer la nuit. Les uns se sont couchés dans les massifs, les autres se sont allongés sur les bancs, chacun s'est tassé comme il a pu. Les quais étaient également encombrés de dormeurs. Dans quelques cafés, il s'est produit des rixes : plusieurs de ces travailleurs sans travail et sans pain s'y sont fait servir des consommations qu'ils n'ont pas payées. De là, des contestations avec les patrons, et, finalement, des horions.

« L'alcade et le gouverneur sont sur les dents aujourd'hui. La nuit s'est passée tant bien que mal. Grâce aux rondes et aux patrouilles, il n'y a pas eu d'incidents graves à signaler. Mais ces malheureux continuent à avoir faim. Ils ont encore plus faim aujourd'hui qu'hier. Et l'on annonce qu'ils vont être rejoints, dans la journée, par de nouveaux arrivants. Les familles riches désertent la cité. Cette décision n'est guère à leur honneur. Alcade et gouverneur se multiplient pour parer aux nécessités urgentes. Ils se sont mis en communication avec le gouvernement et il paraît décidé que des chantiers vont être ouverts pour construire une route à Archidona, de façon à embaucher quelques milliers de ces braves gens et de leur procurer les ressources indispensables. » — D.

(*Petit Marseillais*, 29 mai 1905.)

VARIÉTÉ

LES OUVRIERS ET LES RÉPUBLICAINS

Retour des travailleurs des champs. — La misère en Andalousie. — Le roi, l'Eglise, les politiciens, les fonctionnaires, les officiers. — Où se trouve la véritable force.

A Xérès, « *Jérès de la Frontéra* », dont le nom évoque le dur, obstiné combat des Castillans religieux et farouches contre les Maures amollis, par une fin de jour de dimanche, je revois le retour des ouvriers agricoles, hommes, femmes et enfants, rentrant pêle-mêle à la ville; vision intense, obsédante, macabre comme un dessin de Goya : les femmes ridées, fanées, quoique jeunes, portent, sous leurs courts jupons, des pantalons pareils à ceux des hommes; les vêtements sont sordides, souillés par la poussière et la sueur, les visages émaciés et flétris. Une bande arrive, chantant à tue-tête; deux hommes frappent sur les fers de leurs pioches et marquent le rythme de la chanson. Il y a chez cette troupe hurlante un visible désir d'être remarquée; peut-être de la joie, joie haineuse, à faire voir qu'un jour de repos, elle rentre du travail. Se sentant observée, une femme, la plus vieille, emboîte le pas d'un des hommes et se livre à une mimique effroyablement obscène.

C'est l'armée de la misère et de la faim; les ouvriers des champs ne possèdent pas un lopin de terre, pas une hutte. Dans ces campagnes si fertiles qui produisent les vins réputés, rien, absolument rien ne leur appartient. Ils n'ont que leur salaire, de deux à quatre réaux par jour (cinquante centimes à une piécette). Et lorsqu'on dit que la vie n'est pas chère, il faut sous-entendre : pour ceux qui ne mangeraient pas. Le pain coûte de huit à dix sous, la viande, deux piécettes le kilo; le lait, de douze à quinze sous le litre; les œufs, de deux à trois sous chacun; le vin, lui-même, grevé par les droits des *cousumos*, est d'un prix assez élevé. A Séville, une seule chambre, où s'entasse une famille, se paye au moins quinze piécettes par mois.

Ils ne peuvent se nourrir que de « *gaspacho* ». Le gaspacho, le mets andalou par excellence, est une sorte de soupe où entrent de la tomate, du pain, de l'huile, de l'ail; en été, les figues de Barbarie composent invariablement leur menu. De la viande, jamais. Avec un tel régime, quelle force peut avoir l'ouvrier ? M. L., un Français, entrepreneur à Cadix, qui a sous ses ordres plus de trois cents Andalous, me dit qu'ils rendent quatre fois moins d'ouvrage que les travailleurs de notre pays.

Et ainsi de Cordoue à la mer, d'un bout à l'autre de cette Andalousie jadis si prospère, la misère est la même; la vallée du Guadalquivir ne montre au voyageur que de pauvres pâturages où paissent, clairsemés, les troupeaux des « *ganadérias* ».

Mais c'est à Cadix que cette misère atteint son plus haut point. Cadix, « le plat d'argent posé sur les flots », comme disent les Espagnols, d'une blancheur si resplendissante entre l'azur de l'Océan et le bleu tendre du ciel. Ils sont bien loin, les temps heureux où l'or affluait sur ce rocher perdu à l'extrémité du continent, où les galions chargés de fabuleuses richesses s'entassaient dans ses bassins. Cadix, riche entrepôt, trait d'union entre les Amériques et les Espagnes, n'est plus que délabrement et abandon; elle se meurt d'une mort lamentable. Ses milliers d'ouvriers faméliques n'ont pas même à se mettre en grève, puisqu'ils sont presque toujours sans travail.

Cependant, sous l'effet du dénûment, s'allument les colères et les haines. Les ouvriers, conscients de leur force, cherchent à l'utiliser. Mais en cette Espagne, où rien ne se fait comme ailleurs, la lutte prolétarienne a elle aussi un caractère très original; elle n'est, à aucun degré, une lutte politique, poursuivant par des moyens violents ou légaux le changement du régime établi. En Andalousie, comme en Catalogne, les ouvriers, qu'ils se disent socialistes ou anarchistes, sont, pour la plupart, fermés à la propagande républicaine. Ils ne font rien pour hâter la venue de la République, parce qu'ils n'en attendent rien. Et c'est là chose bien intéressante. Qu'on songe à nos socialistes français, qui sont d'abord et avant tout républicains, convaincus que la République est la première chose à conquérir et à garder, que c'est sous elle que la question sociale a le plus de chances d'être abordée et résolue.

Ici, nul état d'esprit semblable. Les ouvriers ont le dégoût de la politique. Rudes et incultes (il n'y a presque pas d'écoles primaires et la moyenne des illettrés est de 80 o/o), n'ayant rien appris, comment pourraient-ils croire à une évolution lente qui pourra diminuer leur misère ? Ils n'ont d'espoir qu'en la révolution. Ils sont violents et fanatiques, d'un fanatisme un peu musulman. Les Maures n'ont pas, en vain, pendant huit siècles, été les maîtres du pays; partout, dans les campagnes et dans les villes, subsistent, innombrables, les vestiges de leur domination, il serait étrange que, seuls, les hommes et les âmes n'en eussent point gardé de traces.

Ce divorce entre républicains et ouvriers est gros de conséquences; le parti républicain est privé de ses forces les plus agissantes : il reste comme une tête sans corps. Mais le parti ouvrier est un corps sans tête, ce qui ne vaut pas mieux.

Quand on a parcouru l'Espagne, observé d'un peu près les hommes et les choses, on a partout la sensation d'un vide immense. Le sentiment dynastique n'existe pas; dans d'autres pays, en Angleterre, en Allemagne, on trouve, à un très haut degré, ce respect à l'égard de l'empereur ou du roi; en Autriche-Hongrie, même chez les peuples qui, politiquement, luttent contre leur chef, il y a toujours de l'attachement, de la fidélité pour la personne de ce chef. Ici, vous ne rencontrez rien de pareil, sauf parmi les familiers de la cour et peut-être le peuple de la capitale, toujours badaud, amoureux des beaux équipages, des parades, regardant le roi comme un ornement qui lui appartient en propre. Les faiblesses, les erreurs, les crimes de la dynastie ont tué le sentiment dynastique. Pensez à l'effroyable suite de rois que les deux derniers siècles ont donnés à ce pays ! Parmi les défenseurs de la royauté, les uns, les sincères, la défendent seulement parce qu'ils sentent qu'un autre mode de gouvernement ne serait pas meilleur et probablement serait pire; les autres politiciens ou courtisans parce qu'ils en vivent. Mais ni chez les uns, ni chez les autres, il n'y a de conviction ardente ou d'attachement passionné.

Pas plus que le sentiment dynastique n'existe le sentiment religieux; je dis le sentiment; car l'Eglise reste une grande force, la

plus grande de l'Espagne; à côté d'elle, la royauté est petite, comme elle l'a toujours été, puisque ce sont précisément les plus grands rois qui se sont le plus humiliés devant elle. Mais c'est une force matérielle, un reste du passé; ce n'est plus une force morale. Corps immense, institution puissante, avec ses légions de moines, ses innombrables couvents, ses richesses, ses prélats altiers qui feraient la leçon au roi (cette année même, dans une cérémonie, le simple évêque de Madrid prétendit signer avant le roi), mais un corps d'où l'âme s'est retirée. Le peuple, une partie de la bourgeoisie, sont sans foi.

Ainsi, religion, royauté, tout cela important, grandiose d'aspect est creux et vide en dedans. La nation se désintéresse de la politique qui est aux mains d'une poignée de rhéteurs : articles de journaux, discours, programmes, élections, débats parlementaires donnent l'impression d'une comédie dont personne n'est dupe. Chacun a bien conscience qu'aucune réforme, aucun progrès ne sont possibles, l'Espagne essaie en vain d'échapper à un passé trop grand qui l'écrase et l'oppresse. Qu'est-ce que ces alternances, régulières comme les saisons, des conservateurs et des libéraux, aussi peu libéraux que leurs vis-à-vis du quadrille? Des appétits qui se succèdent au festin, rien de plus.

L'administration est inerte, pétrifiée, surtout vénale. Dans une ville d'Andalousie que je pourrais nommer, une société se forme pour bâtir un marché public; elle traite avec la ville et construit les halles. Peu après, l'architecte municipal intente un procès à la société, sous prétexte qu'elle fraude le fisc et paye des taxes insuffisantes. Le tribunal de la ville inflige à la société une amende de 10.000 piécettes. Celle-ci fait appel, mais avant de recourir à la Cour supérieure, elle doit, d'après la loi, consigner le montant de l'amende. Le tribunal de Madrid casse le premier arrêt et ordonne que la somme versée par la société lui soit rendue. Depuis cinq ans, l'administration municipale qui détient cette somme la garde indûment, accumulant prétextes sur prétextes et délais sur délais. Un jour que le président de la société allait renouveler ses plaintes, un des hauts fonctionnaires lui dit cyniquement ceci : « Abandonnez-nous le quart de ce que vous réclamez et le restant vous sera versé tout de suite. Sinon, ce sera pour plus tard. » Et comme le président refusa cette honnête transaction, il attend encore son argent.

Reste l'armée, plutôt le corps des officiers, car ici encore la nation n'intervient que fort peu. Le service n'est pas obligatoire pour tous; quiconque dispose de mille ou quinze cents piécettes, ou, à défaut de cette somme, d'une sérieuse protection, ne va pas à la caserne. Telle qu'elle est, l'armée est pourtant une puissance, d'autant plus importante que les autres le sont moins. Les gens de la cour, de l'Eglise, de la politique le savent et comptent avec les généraux. Et c'est pourquoi il y a tant de généraux, tant d'officiers de terre, tant d'officiers de mer qui sont bien obligés de rester à terre, puisque leurs bateaux n'existent pas. Ne faut-il pas que chacun vive?

Mais la vraie, la grande force, c'est dans le peuple qu'elle se trouve, le peuple, ardent, courageux, sobre, résistant, toujours prêt à payer de sa personne, à qui il ne manque qu'une chose : être dirigé.

Raymond Recouly.

(*Le Temps*, 21 septembre 1903.)

Aux acheteurs au numéro

Reprenant les invendus, les dépositaires doivent se fournir d'assez d'exemplaires pour répondre aux demandes. Nous prions les camarades de nous signaler ceux qui feront des difficultés pour servir les exemplaires qu'on leur demande.

BIBLIOGRAPHIE

M. da Costa vient de terminer le troisième et dernier volume de sa *Commune vécue* (1).

Nos lecteurs connaissent l'incident Pindy soulevé par le deuxième volume, inutile d'y revenir. M. da Costa reproduit dans son troisième volume les lettres et protestations de Pindy; et, sans rien affirmer, il envenime un peu plus ses insinuations, et prend, à l'égard des *Temps Nouveaux*, un petit air méprisant, tout à fait régence.

Dame! lorsqu'on a touché au pouvoir, on a le droit de regarder de haut les « petits journaux » révolutionnaires. Il faut de grands journaux pour y déposer sa prose.

Mais cela n'a rien à voir avec son livre. Passons.

Le livre de M. da Costa, qui a la prétention d'être une histoire, n'est qu'un piètre essai d'apologie du parti blanquiste; mais en réalité il n'aboutit qu'à la condamnation des chefs de ce parti qui, trente ans après une défaite dont ils peuvent s'attribuer le mérite, n'ont rien appris, et viennent se glorifier des fautes dont ils devraient faire amende honorable.

L'auteur, — qui, du reste, est devenu nationaliste — à l'exemple de beaucoup d'auteurs bourgeois, prétend que la Commune ne fut qu'une protestation du patriotisme indigné de la population parisienne, que le mouvement du 18 mars n'eut rien de socialiste et ne fut qu'un mouvement politique et patriotique.

J'ai déjà eu, en parlant du livre de M. G. Weill, l'occasion de dire ce que je pensais là-dessus, je n'y reviendrai pas.

Seulement, pour appuyer son affirmation, M. da Costa énumère tous les actes révolutionnaires que les insurgés auraient dû accomplir, s'ils avaient eu la moindre notion du socialisme. Et il part de là pour affirmer que, pour faire l'éducation de la foule, il faut que les socialistes s'emparent du pouvoir, afin d'amener le peuple, par une série de mesures transitoires, à accepter le régime socialiste.

Le malheureux! il ne s'aperçoit pas que la Commune, où les blanquistes étaient en majorité, est la plus belle condamnation de son système.

S'il est faux que le mouvement de la Commune ne fut seulement qu'un soulèvement de patriotes indignés, il est bien vrai que les communalistes n'avaient que de vagues aspirations socialistes mal définies. Il est encore plus vrai qu'ils ne surent accomplir aucun des actes révolutionnaires, dans l'ordre économique, qui auraient pu caractériser — et assurer — le succès de leur révolution.

Mais est-ce bien aux blanquistes à le leur reprocher?

Ils eurent le pouvoir en 71. Sinon à eux seuls, en grand nombre tout au moins. Que surent-ils y accomplir? Au lieu d'user de leur influence pour entraîner leurs soldats à accomplir les actes révolutionnaires que M. da Costa déplore, aujourd'hui, n'avoir pas été accomplis, ils ne surent que singer ceux qu'ils avaient remplacés, ou pasticher les jacobins de 93 en leurs gestes déclamatoires et carnavalesques : Comité de salut public — qui ne sut rien faire — grandes redingotes à parements rouges, avec des galons jusqu'aux épaules, et des « pots de fleurs dans le dos », comme le leur reprochait si pittoresquement le *Père Duchesne* : discours pompeux, proclamations, papotages et parlementarisme, voilà tout ce dont ils furent capables. Et ils voudraient nous faire recommencer le cycle.

Au lieu d'enrégimenter les individus, avec le seul mot d'ordre : « attendre les ordres », commencez donc par leur expliquer ce que c'est que le socialisme, ce qu'ils doivent faire sans attendre le bon plaisir de qui que ce soit, et, à la prochaine révolution, ils sauront parer au manque d'initiative des chefs.

Il est vrai que l'on ne ferait plus, alors, de révolutions, pour renverser des gouvernants afin de permettre aux futurs da Costa de prendre leur place.

Et vraiment ce juge raté a du toupet d'écrire : « Du côté de la minorité » — la minorité était justement composée de ceux qui avaient quelques tendances socialistes, et auraient voulu les voir appliquer — « allèrent les insipides phraseurs de l'Internationale et aussi les timorés : les uns croyaient à l'opportunité de leurs harangues quotidiennes, les autres entrevoyaient déjà la défaite... et la répression, saisissaient avec empressement l'occasion qui leur était offerte de dégager leur responsabilité » (page 37). Comme si, en se déclarant pour la transformation économique, c'était atténuer les responsabilités, alors que si la bourgeoisie fut aussi apeurée, et aussi féroce envers le mouvement du 18 mars, c'est qu'elle avait cru entrevoir que, malgré son indécision, il couvrait des revendications économiques.

Mais c'est de la bonne foi blanquiste. Du reste, quand on a été chef à la préfecture de police, on n'est pas tenu à la vérité.

Il y eut des gens de la minorité qui payèrent de leur peau aussi bien que quelques-uns de la majorité, les phraseurs et les poltrons ne manquèrent pas dans cette dernière, pas plus que les hommes de courage du reste. Seulement, dans la minorité, il y eut des gens qui trouvèrent que la révolution ne devait pas se borner à faire du parlementarisme, qu'elle devait amener une transformation économique; qui le dirent, essayèrent d'y pousser la majorité, de le faire comprendre aux foules; mais qui, écoutés ni d'un côté ni de l'autre, durent assister, impuissants, au bavardage et à la politicaillerie de ceux qui prétendent que le peuple n'est jamais assez éclairé pour réaliser ce qu'ils lui promettent.

J. Grave.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Motteroz et Cie, 7, rue Saint-Benoît.

Nous avons reçu :

Psicologia etnica (2e partie), por Ch. Letourneau; 1 vol., *Escuela moderna*, calle de Bailén, 56, Barcelone.

Consideraciones al estudio tropologico del Quijote, por U. R. Quinone; 1 broch., 50 centimes Madrid.

De chez Tchertkoff à Christchurch, Hants (Angleterre) :

A la guerre (mémoire d'un réserviste). — *Au bataillon disciplinaire*, par N. Izumtchenko. — *Contre le gouvernement.* — *Que faut-il au peuple?* L. Tolstoï. — *Les Malevantzi* (histoire d'une secte), toutes brochures en russe.

Dictionnaire de Maurice Lachâtre, séries 53 à 80, 0 fr. 60 la série, 3, rue des Grands-Augustins.

La vie de Louise Michel, images par Hénault; à l'Union ouvrière de l'ameublement, 4, passage Davy.

Les idées de M. Bourru, par J. Dayot; 1 vol., 3 fr. 50, chez Colin, 5, rue de Mézières.

Les Impôts, par A. Veber; 1 broch., 0 fr. 50, Société nouvelle d'éditions, 17, rue Cujas.

L'Internationale féministe, par le père Lapurge, 0 fr. 10. — L'auteur nous en a remis un certain nombre d'exemplaires, pour être vendus au profit du journal.

A voir :

L'Assiette au beurre, n° 219 : *Misère du cheval*, par Nadar, Steinlen et Roubille.

Notre prochain dessin sera signé Jossot.

LES REVUES

Dans le numéro d'avril de la *Revue socialiste*, un compte rendu d'Albert Thomas de la comédie en 3 jours du Congrès de Rouen, où le P. S. F. décida d'entrer dans l'Unité socialiste à la condition d'y garder sa méthode d'action.

Un article de Séménoff sur « la Révolution russe » et la suite de souvenirs des relations personnelles d'Auguste Javel avec Proudhon. Enfin un document plein d'intérêt : le rapport de Vandervelde sur le *Parti ouvrier et les syndicats*, discuté au Congrès syndical belge des 23 et 24 avril; on sait que la majorité des syndicats forment en Belgique une aile du parti ouvrier.

Vandervelde constate d'abord l'insuffisance du mouvement syndical en Belgique. Les causes de cette faiblesse, il les découvre dans la prospérité des coopératives et dans le travail fourni à accroître la puissance politique du parti. « On s'était habitué à compter, dans les moments de crise, sur les « vaches à lait » du parti; on a cru que, grâce aux secours qu'elles donnent en temps de grève, il n'était pas nécessaire de créer de forts groupements professionnels, et, pour tout dire en un mot, on a trouvé plus commode de compter sur les bénéfices que

rapportent les coopératives que sur les sacrifices qu'exigent les syndicats. » Vandervelde n'insiste pas sur le tort porté à l'action syndicale par les luttes politiques ; il constate simplement—et cela nous suffit d'ailleurs — que « les militants, absorbés par l'administration des coopératives, des mutualités, des affaires communales, des organisations de toute espèce, négligent, plus ou moins, la propagande proprement dite, l'évangélisation socialiste des régions non encore conquises ». Il est permis de croire que cet abandon de la propagande doit se faire sentir même dans les régions prétendûment conquises.

Le Parti ouvrier belge voudrait remédier à cette faiblesse du mouvement syndical. Vandervelde termine son rapport par les conclusions suivantes :

1° Le parti ouvrier doit multiplier ses efforts pour mettre l'organisation syndicale du prolétariat socialiste à la hauteur de son organisation coopérative.

2° Il doit se préoccuper d'accroître le nombre de ses membres, de renforcer les cotisations et l'encaisse des syndicats ; mais surtout de développer l'esprit de combativité de la classe ouvrière en lui montrant que, sur le terrain syndical, comme sur le terrain politique, c'est la lutte seule qui peut donner des résultats aux exploités, tandis que « l'apaisement » qui maintient les situations acquises, profite toujours aux exploiteurs.

« Développer l'esprit de combativité de la classe ouvrière », voilà une excellente intention. Reste à savoir si un parti politique possède les moyens de la réaliser.

La soudaine sollicitude du parti ouvrier belge pour le mouvement syndical, assez semblable à celle que notre Parti unifié manifeste à l'égard des organisations professionnelles, provient de la même cause.

Les syndicats français sont sortis des partis socialistes, ils ont perdu toute confiance en la vertu du parlementarisme, et ils savent que l'émancipation des exploités ne peut se faire que par l'effort énergique des exploités. En Belgique, d'importantes organisations comme les tisseurs de Verviers se sont désaffiliées du parti ouvrier, et leur action, loin d'en être gênée, n'a fait que se développer. Elles ont aujourd'hui un journal tri-hebdomadaire: *Le Travail*. Au congrès national des tisseurs, l'an dernier, le syndicat des textiles de Verviers défendit la méthode de l'action directe, de la lutte des travailleurs sur leur terrain propre contre le patronat et l'État. En outre, les mineurs du Borinage commencent à montrer quelque froideur au Parti ouvrier et il n'est pas douteux que la tentative de formation d'une organisation animée d'un véritable esprit de lutte, dont Preumont nous a parlé récemment ici, aboutisse à de sérieux résultats. C'est, sans conteste, l'éveil en Belgique d'un mouvement syndicaliste, dédaigneux du parlementarisme, qui crée le souci du Parti ouvrier belge et de M. Vandervelde.

Voyons rapidement maintenant si les moyens que se proposent de mettre en œuvre les dirigeants du socialisme belge, sont susceptibles de développer l'esprit de combativité.

Depuis vingt ans, le socialisme belge utilise toutes ses forces de propagande à créer et à développer des coopératives, des mutualités et à faire la conquête des sièges politiques. Le résultat, dans la classe ouvrière belge, de toute cette propagande coopérative, a été de tuer l'esprit de révolte, de combativité — qu'on voudrait ressusciter aujourd'hui. — Au lieu d'entraîner les travailleurs à conquérir de plus hauts salaires, on s'est borné à leur apprendre le moyen d'utiliser pour le mieux leurs salaires momentanés ; au lieu d'éveiller en eux des velléités d'insatisfaction et des désirs de mieux-être immédiat, on leur a versé des calmants, on les a endormis. Par la conquête des pouvoirs publics, l'idée s'est ancrée qu'il n'y avait pas d'autre tâche pour les ouvriers socialistes que de bien voter. Que leurs députés, par ce moyen, se trouveraient un jour en possession de la machine gouvernementale, qu'ils utiliseraient pour procéder à l'expropriation économique de la bourgeoisie. Il faudrait peut-être, ce jour-là, fournir un coup de collier. Mais avant ce jour, les ouvriers n'avaient qu'à se croiser les bras et à parlotter.

Quel rôle sérieux dans un tel programme d'action pouvaient bien avoir à remplir les syndicats? Être des comités électoraux, surtout. Ils n'y ont pas manqué. Et ils en sont malades.

Pour que les syndicats vivent d'une vie réelle, d'une vie puissante, il faut leur reconnaître une autre valeur, leur marquer un autre but que ne peut le faire un parti socialiste. Le soin de faire la révolution étant laissé aux politiciens, le syndicat peut n'être qu'une impasse. Et ce sont les mêmes hommes qui faisaient jadis au mouvement syndical ce reproche terrible, qui vouent maintenant le syndicat à être cela, à n'être que cela. Ghesquière, dans une série d'articles du *Travailleur* de Lille — articles sur lesquels nous reviendrons — fait éclater l'impuissance du socialisme parlementaire révolutionnaire à concevoir le rôle du syndicat. L'idéal syndical pour nos révolutionnaires verbaux, c'est la Fédération du Livre et les Trade-Unions, c'est le syndicat instrument de la « paix sociale ».

Vandervelde, qui n'a rien dit dans son rapport des attributions du syndicat, écrivait récemment dans un article qui a fait le tour d'un certain nombre d'hebdomadaires socialistes de province (1) :

« Toutes les directions que l'on peut observer dans l'évolution de l'industrie moderne, convergent au même but : l'appropriation collective des capitaux, soit par des groupements de travailleurs libres, soit par l'État ou la commune ; et, dans chacune de ces directions, l'association professionnelle est destinée à exercer une action considérable :

1° En créant des sociétés coopératives ;

2° En organisant la conciliation et l'arbitrage ;

3° En travaillant à la conquête des pouvoirs publics. »

Le syndicat ayant la tâche d'organiser la conciliation et l'arbitrage, d'étouffer les conflits économiques, et qu'il appelle lutte contre les exploiteurs, si c'est là le moyen découvert par M. Vandervelde pour réveiller l'esprit de combativité de la classe ouvrière belge, et combattre en même temps ceux qu'il appelle dédaigneusement les syndicalistes anarchisants, je veux bien lui souhaiter : bonne chance !

Pierre Monatte.

Correspondances et Communications

★ **A. I. A.** — La Section du 12e arrondissement organise une grande fête champêtre (ballade, concerts, bal, etc.) pour le dimanche 2 juillet. Elle y convie les membres des autres sections et des groupes similaires.

Prière de faire parvenir les adhésions, offres et demandes de renseignements au trésorier Gandon, 53, rue du Rendez-vous.

★ Roubaix. — Le groupe organise, du 1er au 16 juillet, une tournée de conférences dans le Nord. Sujet : Oui ou non, les travailleurs doivent-ils être patriotes?

Les camarades qui voudraient organiser des conférences dans leurs localités, doivent se mettre en relation avec le camarade Prudent Potteau, 8, rue du Pile.

CONVOCATIONS

★ **A. I. A.** (XXe). — Réunion le 19 juin, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites. Compte rendu financier (Extrême urgence).

★ **L'Aube sociale**, 4, passage Davy :

Vendredi 16 juin. — Lichy : Les allures du cheval au point de vue artistique (projections).

Mercredi 21. — Causerie entre camarades ; Paul Costel : *Patrons et ouvriers*, de E. Fournière.

Vendredi 23. — Dr Poirrier : La planète Mars (projections).

★ **Coopérative Communiste du XXe**, 27, rue des Maronites. — Samedi 17 juin, à 9 heures du soir : Cuisine ménagère : expériences; falsifications (II).

Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. du soir, répartition de denrées.

★ **A. I. A. du XIVe**. — Réunion samedi 17 juin, 21, rue de la Gaîté.

★ **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Lundi 19 juin, à 8 h. 1/2 du soir, Bourse du Travail, causerie par le camarade Vincent : La grève du bâtiment (1898).

★ **Causeries populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 21 juin, à 8 h. 1/2, causerie sur le syndicalisme par un syndicaliste.

★ **Causeries populaires du XVIIIe**, 30, rue Müller. — Lundi 19 juin, à 8 h. 1/2, causerie sur l'arithmétique, par Paraf-Javal.

★ Saint-Denis. — **A. I. A.** — Réunion le vendredi 16 juin, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, salle de l'Emancipation, 35, rue de la Boulangerie.

★ Le Perreux. — **Coopérative communiste** (en formation). — Tous les mercredi et samedi soir, de 8 h. 1/2 à 10 heures, répartition des denrées au local provisoire, 17, allée du Square. Causerie par un camarade.

★ Nogent-le Perreux-Champigny. — **A. I. A.** — Le mercredi 21 juin, à 9 heures, réunion urgente de tous les adhérents au local de la Coopérative communiste du Perreux : Adhésions, cotisations; Le Congrès de Saint-Étienne; Sortie champêtre du 14 juillet; Manifeste contre le mensonge de la fête nationale. Bibliothèque.

N. B. — L'A. I. A. du XIIe pourrait-elle remettre sa sortie du 2 au 14 juillet, afin que nous fusionnions ainsi que d'autres groupes qui voudraient adhérer à une vaste balade avec diffusion de placards contre l'idée de fêter l'esclavage du prolétariat? Répondre au Perreux pour le mercredi 21 juin.

★ Limoges. — **Groupe anarchiste.** — Réunion dimanche 25 juin, à 10 heures du matin, chez Guitard. Formation du comité de rédaction du journal.

★ Roubaix. — Dimanche 18 juin, au Palais du Travail, 8, rue du Pile, causerie-discussion entre un camarade et un anarchiste chrétien. Sujet : La Révolution est-elle nécessaire?

AUX CAMARADES

Nous avons 3 ou 4 collections dépareillées du *Canard Sauvage* que nous pourrions vendre au profit du journal, si nous parvenions à les compléter. Il nous manque les numéros suivants : 4, 10, 14, 15 17, 22 à 33, à 3 ou 4 exemplaires chaque.

Aux camarades qui pourraient nous les fournir, nous leur rembourserions en brochures.

Petite Correspondance

H. L. A. — Vous opposez seulement une affirmation à une autre. Je considère que nous avons une autre besogne plus pressée.

E. C., Portalègre. — J'ignore absolument. Adressez-vous à ceux qui y assistaient : Domela, par exemple, à Hilversum (Hollande).

Le camarade (de Narbonne, je crois) qui nous a envoyé 2 fr. 50 en timbres pour l'*Anarchie, L'ordre par l'anarchie*, etc., est prié de donner son nom et son adresse, s'il veut recevoir.

Nantes. — Oui, jusqu'à présent la place avait manqué.

M. D., à Dorignies. — Je vous enverrai la brochure de Fulpius, sitôt reçue. Mais cela nous a coûté 0 fr. 25 pour écrire et coûtera 0 fr. 15 d'affranchissement.

A. C., à Thenany. — Je répare l'oubli.

H. G., Port-Elisabeth. — Reçu envoi de timbres. Merci.

Bourgeois. — Reçu compte rendu, passera la semaine prochaine.

E. S., à Beauvais. — « Un monument à Shakespeare » un peu hors de notre note.

J. L., Reims. — Nous vous garderons les numéros.

P. M., à Philadelphie. — L'abonnement sera servi.

F. L., à Paris. — L'abonnement C. sera servi.

D., à Limoges. — Quelle communication? En tous cas, je ne les vois pas. Faites vous-même.

Un camarade de province faisant partie d'une société musicale nous demande si la Société des auteurs compositeurs a le droit de leur faire payer des droits d'auteur?

Dugas. — Voyez ci-dessus.

Reçu pour le journal : L. M., à Levallois, 6 fr. 30. — Anonyme, 2 fr. 75. — Severin, 0 fr. 30. — Merci à tous.

Reçu pour la famille de Malato : Le groupe libertaire d'Epinal, 2 fr. — Pour Malato, et les familles des arrêtés : Un camarade de la Bourse, 1 fr.

H., au Havre. — C. F., à Hennebont. — A. B., à Favières. — P. B., à Sainte-Foy-la-Grande. — J. C., à Bouguirat. — D., à Saint-Sever. — Saint-Junien. — J. B., à Saint-Sever. — N. V., à San-Paulo. — A. L., à Saint-Louis. — S. S., à Béziers. — L., à Beaucaire. — B., rue Fontaine. — B. A., à Carnières. — P. M., à Philadelphie. — G. D., à Beauvais. — P. C., à Tassin la Demi-Lune. — V. V., à Frangy. — B., à Roubaix. — B., à Llauro. — G., à Amiens. — Reçu timbres et mandats.

(1) Je reproduis d'après l'*Eclaireur* de Châtellerault, 16 avril 1905.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Charonet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.



11e Année. — N° 8. 24 Juin 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE		POUR L'EXTÉRIEUR	
Un An	6 »	Un An	8 »
Six Mois	3 »	Six Mois	4 »
Trois Mois	1 50	Trois Mois	2 »
LE NUMERO : 10 Centimes.		LE NUMERO : 15 Centimes.	

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la 8e page le dessin de Jossot.

SOMMAIRE

Les " Cœurs-Légers "

Nous sommes dans un pays démocratique où, au moyen du suffrage universel, c'est le peuple qui gouverne, où, par conséquent, rien ne peut se faire sans son consentement. C'est entendu. Républicains et socialistes — gouvernementaux — s'évertuent à nous en convaincre pour nous démontrer que l'ère des révolutions est close depuis que les travailleurs possèdent cette arme par excellence : le bulletin de vote.

Or, durant les dernières semaines qui viennent de s'écouler, nous avons eu la menace d'un conflit avec l'Allemagne, sans que le public en ait été averti autrement que par les polémiques des journaux, et par ces bruits qui se chuchotent d'une oreille à l'autre, sans que l'on sache d'où ils sortent.

Des ordres de mobilisation ont été prêts à être lancés ; des batteries d'artillerie ont été dirigées sur la frontière, les équipages des trains, autour de Paris, ramassés dans les forts, chargés de matériel de guerre, et mis sur le pied de départ, le matériel de chemin de fer réquisitionné, et rassemblé sur les voies de garage, sans que l'on se soit avisé de demander à la population s'il lui plairait de se laisser mener à l'abattoir, sans qu'une voix se soit élevée pour l'avertir, d'une façon nette, du cataclysme qui se préparait.

⁂

Que la presse, soudoyée par le gouvernement, n'en ait pas soufflé mot, qu'au contraire elle ait inséré les notes menteuses sorties de la place Beauvau, elle était dans son rôle : un triste métier ! c'est le sien.

Que les députés qui ont comme façade la revanche, ou qui acceptent tous les moyens de gouvernement y compris la guerre, se soient employés à tromper le public, cela se comprend. Mais que dire des députés et des journalistes socialistes, qui n'ignoraient rien de la situation, et n'ont pas dévoilé le danger !

Et les fameux « pacifistes » qui se font décerner des prix pour leur zèle antiguerrier, où sont-ils passés ?

Ainsi, deux nations fortes et puissantes, qui, toutes deux, se proclament, chacune, à la tête de la civilisation, ont été sur le point de s'engager dans un conflit dont les effets désastreux pour l'évolution humaine auraient été incalculables. Et cela, il faut le dire bien haut, par la seule faute des gouvernants français qui, dans leur outrecuidance de parvenus, se croient tenus de se montrer goujats à l'égard d'un roi, parce qu'ils ont léché les bottes de quelques autres.

⁂

De par l'imbécillité de quelques bas politiciens, des millions d'hommes ont été près d'être lâchés les uns sur les autres, pour semer la ruine et le meurtre, sans que ceux qui se déclarent ennemis de la guerre aient essayé de crier casse-cou !

Bien mieux, c'est au moment où il fallait proclamer bien haut l'abomination de la guerre, la monstruosité des égorgements en masse, l'erreur des haines nationales ; démontrer que seuls les politiciens louches et les loups-cerviers de la finance ont intérêt à ces ruées de peuples les uns contre les autres, et proclamer le droit des individus à se soustraire au rôle d'assassins qu'on voudrait leur imposer au nom d'un patriotisme imbécile, c'est lorsqu'il aurait fallu faire envisager aux travailleurs que n'ayant, dans l'état social qui les écrase, que leur peau à défendre, ils seraient stupides d'aller la faire crever pour défendre les combinaisons malpropres de leurs maîtres politiques, la propriété de leurs maîtres économiques, c'est ce moment qu'ont choisi les socialistes de gouvernement pour renchérir sur les divagations nationalistes, faire des distinguo sur la guerre offensive et la guerre défensive ; proclamer que la guerre est nuisible, mais qu'il y a un patrimoine à défendre. — Tas de farceurs !... Comme si une guerre ne pouvait pas être provoquée par le parti adverse ! comme s'il y avait d'autre patrimoine que celui dont ils se partagent les rentes !

C'est au moment où il fallait intimider les politiciens imbéciles ou canailles par la menace de soulever l'opinion publique contre eux, la certitude d'avoir leurs armées désorganisées, qu'ils se sont mis platement à les assurer de leur concours.

C'est au moment où il fallait clamer bien haut le péril où l'on voulait entraîner la nation, et encourager les citoyens à résister de toutes leurs forces à la lutte criminelle où on était prêt à les lancer, qu'ils se sont mis à déblatérer contre les véritables adversaires de la guerre, ceux qui disent aux individus : Vous avez un moyen bien simple d'empêcher la guerre, c'est de refuser de vous laisser mettre un fusil dans la main.

⁂

Si les gouvernants reculent devant le pas décisif, c'est que cette campagne se mène depuis vingt ans et s'élargit tous les jours, et que les profits qu'ils escomptent d'une guerre nationale sont fortement tenus en échec par toutes sortes d'aléas qui les laissent perplexes : les socialistes gouvernementaux n'auront rien fait pour l'écarter, au contraire.

Si la guerre avait été déclarée, déchaînant à nouveau les haines nationales, soufflant le patriotisme agressif, ressuscitant le vieil esprit militariste qui se meurt, faisant éclore à nouveau les vieux instincts bestiaux de meurtre et de carnage de la brute ancestrale, la faute en aurait été, et non la plus légère, aux tripatouilleurs du socialisme qui, pour garder le peu de participation que les capitalistes leur concèdent dans les tripotages gouvernementaux, se sont faits les complices d'imbécillités qui, vu l'énormité des ravages qu'elles auraient causées, deviennent de parfaites gredineries.

J. Grave.

Fédération Socialiste de l'Yonne

Section française de l'Internationale Ouvrière.

La Fédération Socialiste unifiée de l'Yonne a tenu son Congrès fédéral, dimanche dernier, à Auxerre.

Elle a voté *à l'unanimité* les deux ordres du jour, suivants :

1er ORDRE DU JOUR :

« La Fédération Socialiste unifiée de l'Yonne :

« Félicite le camarade Hervé d'avoir exposé au Tivoli-Vaux-Hall les idées antipatriotiques qui sont l'expression exacte des sentiments du Parti socialiste de l'Yonne;

« Et considérant que peu importe aux prolétaires l'étiquette nationale et gouvernementale des capitalistes qui les subjuguent;

« Que l'intérêt de classe des travailleurs est, sans diversion possible, la lutte contre le capitalisme international,

« Répudie le patriotisme bourgeois et gouvernemental qui affirme mensongèrement l'existence d'une communauté d'intérêts entre tous les habitants d'un même pays;

« Affirme que le devoir des socialistes de tous les pays est de ne se battre que pour défendre le régime collectiviste ou communiste, lorsqu'ils auront réussi à l'établir;

« Et, en présence des incidents diplomatiques qui de divers côtés menacent de troubler la paix européenne, invite tous les citoyens à répondre à toute déclaration de guerre, de quelque côté qu'elle vienne, par la grève militaire et l'insurrection. »

2e ORDRE DU JOUR :

« La Fédération de l'Yonne invite d'une façon pressante la Commission permanente à prendre d'urgence, d'accord avec la Confédération générale du Travail, l'initiative d'une conférence avec les organisations politiques et économiques du prolétariat anglais et allemand, pour se concerter au sujet de l'attitude à prendre en cas de guerre à propos du Maroc. »

Le Secrétaire du Congrès,
L. Hinglais.

A NOS LECTEURS

Encore cette semaine, pas de supplément. Et comme le prochain numéro doit paraître avant que nous touchions la vente du mois, il y a des chances pour que nous soyons forcés de supprimer le supplément, sinon davantage.

CROCS ET GRIFFES

Dans les Annales politiques et littéraires, *journal d'ordinaire inoffensif, le Bonhomme Chrysale,* alias *M. Brisson, à propos de je ne sais quelle réforme dans les mœurs théâtrales, écrit ceci :*

« L'abus ne cessera que lorsqu'on s'y prendra de la bonne manière pour l'exterminer. La violence seule a raison de l'entêtement. *L'entêtement stupide et irréductible* justifie l'emploi de la violence. *Ce n'est qu'une chose de mince importance, cette querelle soulevée à l'occasion des entr'actes. Eh bien! elle renferme, sous son apparence bénigne, une leçon d'histoire. Vous réclamez, avec douceur, une réforme utile, basée sur le désir général; on ne vous écoute pas. Vous perdez patience et vous cognez : la réforme est accomplie. Voilà comment se font les révolutions. »*

Parfait. Et, pour une fois, les Annales *donnent d'excellents conseils à leurs lecteurs. Comment se fait-il donc que M. Brisson, directeur de journal et patron imprimeur — en même temps qu'écrivain révolutionnaire — se tienne si férocement du côté des fusilleurs quand, las de « réclamer avec douceur » des réformes utiles, « les ouvriers perdent patience » et « cognent » ?*

* *

Dans une réunion publique tenue à Pomarez (Landes) le 8 juin dernier, Guesde répondit à un interrupteur :

Si la France attaque une puissance étrangère, les socialistes retourneront leurs armes contre ceux qui les ont armés et feront la Révolution sociale. Mais si la France est attaquée, les socialistes courront à la frontière défendre la Patrie menacée !

Par malheur il est à peu près impossible de savoir, à l'heure d'une guerre, qui attaque et qui se défend. D'ordinaire, les deux gouvernements sont responsables autant l'un que l'autre de la tuerie, mais chacun fait de son mieux pour en rejeter la honte sur l'adversaire.

Tant qu'on n'a pas pu mettre le nez dans les tripotages de MM. les diplomates — et c'est long parfois! — le vulgaire ignore tout.

Guesde sait fort bien tout cela.

Mais il fallait répondre quelque chose à l'électeur inquiet.

La première ânerie fut la bonne.

Ch. Albert.

Les Profits Capitalistes

(Suite) (1)

III

Les mines de Courrières. — Comme les mines de Bruay dont j'ai parlé dans un précédent article, les mines de Courrières se trouvent situées dans le Pas-de-Calais. La concession a une superficie de 5.452 hectares et s'étend sous dix-huit communes au sud-est de Béthune. Courrières occupe la quatrième place au point de vue de l'étendue ; et sur les quinze concessions que comprend le bassin du Pas-de-Calais, elle n'est dépassée que par Nœux, Lens et Béthune.

Au point de vue de la production, elle vient immédiatement après Lens.

L'histoire financière des mines de Courrières est fort suggestive et aussi pleine d'intérêt que possible. Si jamais il fut vrai que le capital n'est que du travail accumulé, c'est bien en parlant de cette entreprise capitaliste qu'il faut le dire.

Fondée en 1852, la Société des *Mines de Courrières* fut lancée au capital de 2 millions primitivement divisés en 2.000 actions de 1.000 francs chacune. Mais le travail ouvrier fut si productif dès les débuts de l'entreprise, qu'il ne fut pas même nécessaire de faire appel au capital souscrit. Les bénéfices, résultats du taux peu élevé de la main-d'œuvre, furent si considérables que la Société se contenta d'un premier versement de 300 francs par titre et n'eut plus besoin de rien demander aux actionnaires qui furent considérés comme entièrement libérés. Dès 1857, pour un versement de 300 francs, les actionnaires commencèrent à toucher 16 francs de dividende. Puis nous voyons celui-ci monter progressivement et atteindre 600 francs, dix ans après, en 1867 ; 1.600 francs en 1873 ; 1.750 francs en 1874 ; puis redescendre un peu pour atteindre à nouveau 1.000 francs en 1882 ; 1.300 francs en 1888 ; 2.300 francs en 1891, etc., etc.

Mais en 1897 la Société de Courrières change de forme et devient anonyme. A cette occasion, chacune des actions anciennes fut divisée en 30 actions nouvelles, auxquelles il fut attribué une valeur nominale de 100 francs. Les 300 francs primitivement versés s'étaient mués en 3.000 francs.

Le capital se composa donc de 60.000 actions de 100 francs chaque et la Société le porta depuis au passif de ses bilans pour 6 millions de francs, alors qu'il n'a été versé en réalité en tout et pour tout par MM. les capitalistes que le dixième, c'est-à-dire 600.000 francs.

Depuis 1897, époque de ladite conversion, la situation — pour les capitalistes, s'entend — n'a fait que s'améliorer et pour 1/30e d'action, soit si l'on s'en rapporte au capital initial, pour 10 francs effectivement versés les possesseurs d'actions des mines de Courrières ont touché 90 francs en 1899; 125 francs en 1900; 110 francs en 1901; 100 francs en 1903, ce qui n'empêche pas les compagnies de se plaindre continuellement de la mauvaise situation où se trouve le marché minier.

Que faut-il donc à la pieuvre capitaliste?

De 1893 à 1903, le dividende a presque doublé. Cinq ans après la fondation de la Société, les actionnaires touchaient un dividende égal à 5 0/0 de l'argent versé. Ils ont touché 1.000 0/0 pour le dernier exercice et 1.250 0/0 en 1900.

Et cela ne peut aller qu'en augmentant. Actuellement trois nouvelles fosses sont en fonçage et d'ici peu une quatrième sera mise en chantier, de sorte que dans trois ou quatre ans Courrières aura quatorze fosses en exploitation.

En attendant, et c'est là un aveu de la compagnie même, bon à retenir pour les ouvriers, *« celles qui sont exploitées actuellement continuent à produire chaque année davantage, et en même temps le prix de revient du charbon diminue. »*

Cette situation plus que brillante ne s'arrêtera pas là, puisque les ouvriers, bien sages, semblent toujours disposés à se laisser voler.

On estime, dans le monde financier, que les dividendes augmenteront encore dans de larges proportions; qu'ils atteindront 200 francs lorsque l'extraction parviendra à 3 millions de tonnes et qu'alors les actions, pour lesquelles il a été versé primitivement 10 francs — l'action actuelle étant 1/30e de l'action primitive — et qui valent aujourd'hui 2.895 francs, s'élèveront jusqu'à 4.000 francs.

Ce qui, bien entendu, ne fera pas augmenter d'un centime le salaire des ouvriers mineurs.

Et ce n'est pas tout. Si l'on examine le bilan, on s'aperçoit que cette société accuse un actif de 46.278.889 fr. 20 c., somme accumulée sur le produit du travail ouvrier, ce qui fait que non seulement les actionnaires touchent de forts dividendes, mais mettent encore « de l'argent de côté », sous forme de réserves.

Ainsi le fonds de roulement qui était de 11.180.230 fr. 28 en 1901 a passé à 15.427.839 fr. 53 en 1903, soit plus de 3 millions d'augmentation en deux ans. De même pour les valeurs mobilières portées au bilan de 1903 pour 12 millions 838.541 fr. 03, alors qu'elles ne figuraient que pour 8.045.067 fr. 79 en 1901.

Ces chiffres sont tellement phénoménaux que l'on aurait peine à croire à leur exactitude s'ils n'étaient officiels et fournis par la Compagnie de Courrières elle-même.

Quant à la situation des ouvriers, elle est pareille à celle de toutes les autres compagnies minières. Mauvaises conditions de travail, hygiène déplorable, salaires réduits au strict minimum, pour un travail toujours plus intensif, puisque avec un personnel presque identique, l'extraction a augmenté dans ces huit dernières années seulement, de 40 0/0 environ, comme on peut s'en rendre compte par le tableau ci-après :

Extraction (en tonnes).

1896.	1.578.178
1897.	1.670.463
1898.	1.766.464
1899.	1.904.512
1900	1.942.233
1901.	1.944.997
1902.	1.786.490
1903.	2.188.741

Ce qui n'empêcherait pas la Compagnie de prétendre que le rendement de la mine est insuffisant, si les travailleurs s'avisaient de réclamer, à leur tour, un peu de cette richesse dont ils sont, en définitive, les seuls producteurs.

On reste vraiment confondu que les esclaves de la mine, qui, tout comme nous, peuvent con-

(1) Voir dans la 10e année.

naître ces détails, ne se soient pas déjà révoltés en apprenant de quelles richesses on les frustre chaque jour, alors qu'eux et les leurs crèvent à peu près de misère dans leurs corons.

Les ouvriers se figurent qu'en continuant à élire des Basly et des Lamendin, anciens ouvriers traîtres à leur cause, ils viendront à bout de la puissance colossale des compagnies. Or, celles-ci s'en moquent et seront bien tranquilles tant qu'on ne leur opposera pas d'autres moyens de lutte. Elles favorisent en sous main l'élection de ces socialistes sans danger qui maintiennent le calme parmi les serfs de la mine et leur donnent l'illusion de la liberté. Elles savent bien que, si les mineurs ne le savent pas encore, le suffrage universel et la conquête des pouvoirs sont encore aujourd'hui les meilleurs défenseurs de la société capitaliste.

P. Delesalle.

De-ci, de-là

Après l'attentat. — ... *Deux autres médailles vont être prochainement accordées à deux cuirassiers dont les chevaux ont reçu de nombreuses blessures provenant des éclats de la bombe.*

(Les journaux.)

Ah! non, il y a de quoi éclater de rire. Ce sont les chevaux qui reçoivent les blessures et on décore les cavaliers. Je proteste. A tout seigneur, tout honneur. Si on accorde la médaille aux cavaliers, je réclame la croix pour leurs montures. Et si elles sont mortes des suites de leurs blessures, qu'on leur élève un monument expiatoire. Elles sont tombées au champ d'honneur!...

* *

Dans l'industrie. — *Parfois, dans un intérieur, plusieurs personnes se succédant à la même mécanique peuvent produire quatorze heures de travail par jour et gagner de 2 fr. à 2 fr. 50,* pourvu qu'elles aillent vite et que le métier soit alimenté régulièrement par une entreprise.

(Petit Journal, Thomas Grimm.)

Heureuses gens! qui pouvez gagner à plusieurs personnes (combien?), en travaillant 14 heures par jour, de 2 fr. à 2 fr. 50, à peine de quoi payer un petit déjeuner de Thomas Grimm! Et encore à condition que vous alliez vite, *etc. C'est moi qui ai souligné le passage. Si après cela vous ne vous constituez pas des rentes pour vos vieux jours, c'est que vous êtes bien imprévoyants.*

Il est vrai que votre métier n'est pas toujours alimenté régulièrement par une entreprise.

Et alors?

Rousset-Galhauban.

La Peur de l' " Illégal "

Syndicats et grèves de fonctionnaires.

« Les gardiens de la paix de Lyon se sont « mis en grève et la Chambre des députés leur « a donné tort...

« Jamais on n'a encore vu en France une « grève de fonctionnaires, du moins une grève « aussi ressemblante aux grèves ouvrières, c'est-« à-dire relative aux salaires, aux amendes, aux « peines disciplinaires, à la liberté syndicale.

« Jamais non plus l'inaptitude des Français à « user de leurs droits n'a éclaté aussi large-« ment...

« Des fonctionnaires français peuvent-ils se « syndiquer pour défendre leurs intérêts profes-« sionnels? et peuvent-ils se coaliser pour ob-« tenir un résultat déterminé?

« Ils le peuvent incontestablement, mais ils « agissent comme s'ils ne le pouvaient pas.

« I. — Ils demandent la permission de s'asso-« cier. Mais ils n'ont pas à la demander. Ils ont le « droit de s'associer. Ils ne tirent pas ce droit « de la loi de 1884 sur les syndicats proprement « dits, laquelle ne vise que la défense des intérêts « économiques, industriels, commerciaux et agri-« coles et encore pourrait-on y faire rentrer les « salaires et amendes des fonctionnaires. Ils « tirent leur droit de la loi de 1901 sur la liberté « d'association.

« D'après cette loi, on peut former librement, « sans autorisation ni déclaration préalable, « des associations dans lesquelles plusieurs per-« sonnes mettent en commun d'une façon per-« manente leurs connaissances ou leur activité « dans un but autre que de partager des béné-« fices. L'administration profite de ce qu'on lui « demande une permission, pour laisser croire « qu'on ne peut pas s'en passer. Et les fonction-« naires finissent par le croire... ou bien ils « s'adressent au Parlement, ce qui donne à croire « que le Parlement seul peut leur permettre de « se syndiquer.

« II. — Mais les fonctionnaires ont-ils le droit « de faire la grève? On leur objecte les articles « 123, 126 du Code pénal. Or les fonctionnaires « peuvent faire une vraie grève sans violer ces « articles; sans donner leur démission, sans com-« ploter contre la sûreté de l'Etat, sans rien con-« certer contre l'exécution des lois.

« La loi est violée seulement par le gouverne-« ment qui s'oppose aux syndicats et aux grèves « des fonctionnaires. »

(*L'Européen*, 27 mai 1905.)

Il m'a paru intéressant de citer cet extrait pour montrer dans quel lacis de difficultés juridiques s'empêtrent les opprimés qui tiennent à ne pas s'écarter de la voie légale.

En fait, ils sont battus d'avance, d'autant mieux que le gouvernement, leur maître, qui les rappelle aux articles du code, a bien soin, pour sa part, de ne pas les appliquer.

Voilà la leçon, voilà la seule loi, en temps de guerre; la loi du plus fort. Que les opprimés deviennent forts par leur union, par l'impossibilité de les remplacer au pied levé, et ils n'auront qu'à présenter leurs justes revendications pour qu'elles soient acceptées, faute de pouvoir faire autrement et non pas en vertu de tel ou tel article qu'on interprète comme on veut.

Autre preuve: les ouvriers russes n'ont aucun droit d'association, de syndicat, de grève, reconnu par la loi; les fonctionnaires russes encore moins. Est-ce que cela empêche les grèves d'ouvriers, d'ingénieurs, et même d'agents de police qui ont précédé en Russie de plusieurs mois la timide, légale et *populaire* (!) grève des sergots de Lyon?

Enfin, pour les hommes à cheval sur les principes, il est bon de rappeler que les lois ne sont que l'expression écrite des volontés manifestées par la partie prépondérante des citoyens.

Conclusions : Si les fonctionnaires ne sont pas satisfaits de leur sort (et beaucoup d'entre eux ont lieu de ne pas l'être, notamment les instituteurs dits adjoints, parce qu'ils font toute la besogne et laissent aux directeurs l'honneur et le profit), ils n'ont qu'à s'unir sous la forme qu'ils jugent la meilleure, et à employer les moyens qui leur semblent les plus utiles, pour arriver à mettre leurs employeurs dans la nécessité d'améliorer leur situation. Quand leurs efforts auront été, en plusieurs cas, couronnés de succès, l'usine législative codifiera les procédés employés, pour que l'honneur de la loi soit sauf; de même qu'un traité succède à une bataille. Mais il faut commencer par livrer combat, les diplomates sont les premiers à le dire.

Michel Petit.

MOUVEMENT SOCIAL

Jules Simon à Lorient. — A propos de l'inauguration de la statue de Jules Simon, socialistes et nationalistes ont conclu une trêve. Notre municipalité, *composée en majeure partie d'ouvriers socialistes*, s'apprête à fêter avec une imposante solennité l'étrangleur de la Commune, celui qui de concert avec Thiers, Jules Favre, Arago et Jules Ferry, refusa énergiquement de consentir à l'échange proposé par la Commune entre Blanqui et les otages.

Il convient aujourd'hui de rappeler brièvement les faits. Sur l'initiative de Thiers, énergiquement appuyé par Favre et Jules Simon, le conseil des ministres versaillais rejeta les propositions de la Commune. En laissant exécuter les otages qu'ils pouvaient si facilement sauver, Jules Simon et ses collègues savaient que l'exécution de ces prêtres exaspérerait les cléricaux et les bourgeois. C'était là préparer sournoisement un prétexte à l'égorgement des trente-cinq mille *fédérés* dont les cadavres jonchèrent le camp de Satory.

Voilà l'homme dont la municipalité socialiste de Lorient s'apprête à célébrer la mémoire. Kermesses, bals, illuminations, retraite aux flambeaux, rien n'est trop beau pour fêter cette parfaite incarnation de la bourgeoisie hypocrite et féroce.

Plus propre que ces socialistes d'infamie et de trahison, le député Guiyesse a refusé, dans une lettre rendue publique, de prendre part à la fête.

Mais le citoyen Nail, maire et futur député socialiste, n'a pas compris la leçon. Il prépare son discours, et il nous tarde de savoir ce qu'il osera dire?

E. Poulain.

* *

MONOGRAPHIES

Verviers (Belgique) (1).

Ville de 60.000 habitants située à l'est de la Belgique, sur la frontière allemande. Ne possède rien de remarquable, mais est entourée de sites pittoresques qui attirent les excursionnistes.

Voici le prix des principales denrées :

Pain, de ménage, 0 fr. 24 le kilogramme; blanc, 0 fr. 25. Beurre, 1 fr. 50 la livre. Œufs, l'été, 2 francs les 26; l'hiver, 4 francs les 26. Viandes: bœuf, 0 fr. 80 à 0 fr. 90 la livre; vache, 0 fr. 70 à 0 fr. 80; mouton, 1 franc à 1 fr. 20; veau, 0 fr. 90 à 1 franc; cheval, 0 fr. 40 à 0 fr. 60. — Pommes de terre, de 5 à 10 francs les 100 kilogrammes en automne. — Café, prix moyen, 1 franc la livre. — Sucre, 0 fr. 35.

Le café est la boisson ordinaire, même aux repas. La consommation de l'alcool, bien que très forte encore, va en diminuant.

Les travailleurs se nourrissent plutôt mal et préfèrent dépenser leur argent en vêtements. La mise d'un ouvrier, le dimanche, est de tous points semblable à celle d'un bourgeois. Le 1er mai, beaucoup de travailleurs sont en chapeau haut de forme. Les femmes se distinguent aussi par leur goût pour la toilette. Nombre d'ouvrières portent voilette et vont au travail dans une mise assez recherchée.

Le prix des vêtements varie de 40 à 60 francs pour un costume d'homme sur mesure, et de 18 à 45 francs pour un costume tout fait. Une chemise blanche vaut de 3 à 6 francs. Une chemise de couleur de 1 fr. 75 à 3 francs.

Les loyers sont de 10 à 15 francs par mois pour deux ou trois pièces avec mansarde et cave.

Beaucoup d'employés et quelques ouvriers privilégiés se font construire des habitations valant de 4 à 7.000 francs et payables en vingt-cinq ans.

Par suite de continuelles démolitions et transformations la ville commence à s'assainir, mais il s'en faut encore de beaucoup que les quartiers ouvriers soient satisfaisants, au point de vue de l'hygiène.

L'industrie principale est la fabrication des draps et étoffes.

(1) Nous renouvelons notre appel aux camarades pour qu'ils continuent la série, chacun pour leur localité ou région.

A ce propos, un ami nous fait remarquer qu'il serait curieux d'en avoir sur les différents quartiers de Paris.

Et aussi quelle est dans une grande et petite ville, ou commune rurale, la part d'impôt payée par les capitalistes, la part payée par les salariés?

Verviers est un des centres où l'organisation syndicale fait le plus de progrès. On compte ici très peu de corporations qui ne possèdent pas leur syndicat.

La *Fédération libre des ouvriers du peignage* englobe la totalité des ouvriers de cette corporation. Ils sont 1.200. Les salaires sont en moyenne de 4 francs pour les rattacheurs et 5 francs pour les fileurs. Par leur cohésion, ils ont obtenu de nombreuses améliorations.

Fédération libre des filatures de laine cardée. De tous les métiers, celui-là est le plus difficile à organiser, car on y emploie une foule de femmes et d'enfants. Enfin, après bien des efforts, les filateurs de laine cardée sont parvenus à se grouper au nombre de 1.400. Le salaire moyen des rattacheurs est de 2 fr. 75 à 3 francs et celui des fileurs de 4 francs.

Le *Syndicat des ouvriers d'apprêts et laveurs de laine* décline. Au nombre de 700 autrefois, ils ne sont plus que 150 syndiqués. Leur salaire est de 3 francs à 3 fr. 75. Ce syndicat est affilié au Parti ouvrier belge.

Le *Syndicat des ouvriers fondeurs*, qui naguère comptait pour un des plus forts et des mieux organisés, suit, de même que celui de l'apprêt, une régression très prononcée. Le nombre des syndiqués est de 70. Le salaire moyen est de 3 fr. 50 à 4 fr. 50. La journée de travail est de dix heures. Affilié également au Parti ouvrier.

Le *Syndicat des métallurgistes* compte actuellement une centaine de membres. Leurs salaires varient entre 3 fr. 50 et 4 fr. 50. La journée normale est de dix heures. Mais lorsque le travail marche bien, ils ne se font point scrupule de travailler onze et douze heures. Affilié au Parti ouvrier.

Le *Syndicat des cordonniers* compte une centaine de membres. Par suite du travail en chambre, leurs salaires sont très variables, ainsi que la durée de la journée de travail. Ils font une coopérative de production ainsi qu'un magasin vendant, au détail, la matière première aux adhérents.

Le *Syndicat des menuisiers* compte 40 membres. Cette corporation est une de celles où l'on rencontre le plus de répugnance pour le groupement. Cela tient d'abord à ce que les menuisiers ne travaillent que pour de petits patrons qui eux-mêmes travaillent à l'atelier, et à ce que la corporation compte beaucoup d'habitants de la campagne qui, le samedi soir, regagnent leur village. Le salaire moyen est de 3 fr. 50 à 4 francs.

Le *Syndicat des voyageurs et employés socialistes* compte 50 adhérents affiliés au Parti ouvrier.

L'*Association générale des tisserands* compte 1.700 membres, et le *Syndicat des façonniers* 800.

On entend par façonnier le tisserand qui possède son métier à tisser. Une foule de fabricants d'étoffes n'ont pas de tissage. Ils livrent la matière première aux façonniers qui leur tissent leur drap. C'est à la suite de la grève des deux métiers que se développa l'idée de posséder ses instruments de travail.

Le *Syndicat des typographes*, qui est un des plus anciens de Verviers, et qui compte une soixantaine de membres.

On compte également à Verviers plusieurs coopératives :

1° La Meunerie et Boulangerie coopérative, affiliée au P. O. B.

2° La Presse Ouvrière, imprimerie coopérative constituée par tous les syndicats et très prospère.

3° Atelier de production des cordonniers.

4° Pharmacies populaires.

5° *Le Travail*, journal syndical, propriété de tous les syndicats.

Les syndicats sont plutôt réformistes que révolutionnaires.

Une grande partie de la population est indifférente en matière religieuse, et nombreux sont les mariages et enterrements civils.

Sauf en période électorale, on est plutôt indifférent en matière politique.

Un seul groupe purement politique, l'*Union socialiste*, compte au plus une centaine de membres.

Le conseil communal compte 11 libéraux, 9 cléricaux et 9 socialistes. Parmi les députés : 2 cléricaux, 2 socialistes, 1 libéral. Parmi les sénateurs : 1 clérical, 1 libéral.

La propagande anarchiste n'a pas encore produit ici de résultat appréciable. Le camarade Chapelier, de Bruxelles, devait donner une série de conférences. A la première il y eut une soixantaine d'auditeurs. Mais, à la seconde, nous n'étions plus que douze.

LOUIS KRAYET.

MOUVEMENT OUVRIER

Puisque les circonstances m'y obligent, il me faut revenir sur la campagne engagée par toutes les forces réactionnaires et réformistes contre la Bourse du Travail de Paris, en la personne des militants qui assument la charge de l'administration.

Tout d'abord il faut faire justice des calomnies. A entendre ses détracteurs, la Bourse du Travail serait devenue une nouvelle « Cour des miracles » où se passeraient les pires choses. On n'y pourrait rentrer sans être assommé ou pour le moins détroussé, etc., etc.

Rien de plus faux, archifaux. Cet hiver, une bande de pauvres diables, sans travail, sont venus chercher là un abri.

Parce que la commission administrative s'est refusée à sévir contre ces malheureux, quelques bonzes chaudement entretenus à l'aide de subventions, s'en servent aujourd'hui pour mener leur immonde campagne.

Seule l'administration préfectorale a apporté du trouble ces temps derniers dans les locaux de la Bourse. On a même été jusqu'à perquisitionner nuitamment, en l'absence des intéressés, dans les bureaux d'organisations qui, ayant eu des conflits à soutenir ces temps derniers, ont plus particulièrement attiré sur elles l'attention des autorités.

La solution serait que les organisations quittent d'elles-mêmes l'immeuble préfectoral si on ne consent pas à le leur remettre sans conditions. Je ne sais, pour ma part, ce qui les en empêche. La municipalité pourrait alors y installer Bietry et ses jaunes qui, à n'en pas douter, ont toute sa sympathie.

Mais il ne faut pas s'y tromper, la campagne menée actuellement est surtout et avant tout une campagne réformiste. C'est la revanche de Bourges qu'avec le concours de M. Gérault-Richard, de la préfecture, du radical Maujan, et de toute la presse réactionnaire, les réformistes essaient de prendre sur les syndicalistes révolutionnaires. Et cela ne peut faire un doute pour personne.

La preuve en est dans le « projet de règlement » que l'on se propose d'appliquer, qui a pour base et consiste même exclusivement dans la fameuse « représentation proportionnelle » si magistralement refoulée à Bourges.

Comme on le voit, nos réformistes ne reculent devant aucun moyen et leur connivence avec la préfecture pour évincer leurs adversaires montre ce que serait le syndicalisme de ces gens-là s'ils parvenaient à le faire prévaloir.

Je ne me faisais personnellement pas trop d'illusions, mais je n'aurais cependant jamais cru qu'ils pussent tomber aussi bas.

Quoi qu'il en soit, il se pourrait que leurs calculs fussent déjoués et que toute cette campagne de dénigrement et de calomnies se terminât par un échec encore plus retentissant que celui de Bourges. Il se pourrait bien que ceux-là même qui sont l'âme de cette campagne, fussent démasqués avant peu.

❖ ❖

Du reste, la campagne contre les syndicats révolutionnaires n'est pas spéciale à Paris. Nos camarades de province n'y échappent pas. Elle y revêt tout au plus un caractère différent, mais il semble bien qu'il y ait connexité de fait dans cette unanimité pour traquer les militants révolutionnaires.

C'est à Villefranche, où les camarades Mamessier et Frimat sont poursuivis pour faits de grève en vertu des lois scélérates.

C'est à Nice, où le camarade Morel, secrétaire de la Fédération des syndicats ouvriers des Alpes-Maritimes, est poursuivi et condamné immédiatement à trois mois de prison, pour avoir dit, en réunion publique, que l'attentat de la rue de Rohan « ne fut qu'un acte de folie en même temps qu'un acte de courage ». Si l'on a condamné Morel pour ces paroles qui sont plutôt une réprobation qu'une apologie, c'est le militant des organisations ouvrières que l'on a voulu atteindre par là. Morel, simple employé vivant de son salaire, ne trouvera plus de travail en sortant de prison. Lui parti, on espère que le mouvement s'apaisera ; ce en quoi on se trompe. Toutes les organisations niçoises ont protesté contre cette inique condamnation.

A Oran enfin, les travailleurs en conflit se sont vu fermer leur Bourse du Travail, sur la simple injonction du patronat aux autorités. Comme on le voit par l'ensemble de ces faits, c'est bien dans le but d'étrangler les organisations révolutionnaires que cette répression est organisée. Mais, quoi qu'on fasse, on n'arrêtera pas l'élan de la classe ouvrière, le courant est maintenant trop fort.

Quant à Messieurs les socialistes, leur complicité morale est indéniable dans tous ces faits. Pas un de leurs journaux n'a protesté, toutes leurs sympathies étant acquises aux syndicalistes réformistes qui applaudissent à cette répression gouvernementale.

❖ ❖

En Bretagne, l'agitation ouvrière ne cesse pas un instant. A peine les travailleurs d'une corporation ont-ils réussi à arracher quelques bribes d'améliorations à leurs exploiteurs, que d'autres corporations se mettent en branle.

A Quimper, grève des ouvriers boulangers, qui exigent une révision complète de leurs conditions de travail. La municipalité a aussitôt fait venir des soldats pour remplacer les grévistes.

Sont également en grève les tanneurs, qui se sont solidarisés avec un de leurs camarades qui refusait d'accepter une diminution de salaire.

A Morlaix, ce sont les menuisiers qui sont en grève, et réclament des conditions de travail plus en rapport avec la vie moderne.

Avec la création des syndicats d'ouvriers agricoles du Midi, et les grèves qu'ils ont soutenues, l'agitation incessante des travailleurs bretons est bien le fait économique le plus caractéristique de ces dernières années.

A Oran, où les autorités viennent, dans l'espoir de briser les organisations ouvrières, de fermer la Bourse du Travail, les ouvriers en voiture, au nombre de 280, luttent énergiquement depuis bientôt deux mois pour la journée de 8 heures.

Arrestations, menaces d'expulsion d'ouvriers espagnols, nombreux à Oran, rien n'a abattu l'énergie des travailleurs.

La Fédération des ouvriers de la voiture fait un appel en faveur de ces camarades.

A Reims, les ouvriers des différentes catégories du bâtiment, au nombre de 1.500 environ, ont quitté le travail. Ils réclament un relèvement des salaires en même temps qu'une diminution des heures de travail.

Déjà certains entrepreneurs ont consenti à augmenter les salaires, mais ils se refusent à la diminution des heures de travail.

D'imposantes manifestations ont lieu en ville chaque jour.

Le Comité de la grève fait un appel à toutes les organisations, et engage les ouvriers du bâtiment à ne pas se diriger sur Reims.

A Moulins, la grève des galochiers, qui dure depuis deux mois, continue, contrairement à ce que l'on avait dit.

A Alger, la grève des ouvrières cigarières est terminée. D'importantes améliorations leur ont été concédées.

La Fédération des coiffeurs poursuit sa campagne pour le repos hebdomadaire et la réduction des heures de travail. Actuellement les coiffeurs sont en grève à Rouen, à Cette et à Alger.

P. DELESALLE.

❖ ❖

Le Congrès des Travailleurs du Livre. — A Lyon, du 5 au 10 juin, se sont tenues les séances du Congrès des Travailleurs du Livre.

Plus de cent quarante délégués y assistaient. Etaient représentés également : le Secrétariat international typographique, la Fédération de la Suisse romande, les fédérations lithographiques et du papier.

A l'animation qui précéda l'ouverture du Congrès, on devinait que des questions d'une importance capitale allaient être agitées, et que les discussions seraient serrées.

L'intérêt était d'autant plus grand, que la tactique et la méthode de la Fédération du Livre allaient être mises en jeu et examinées scrupuleusement ; car personne n'a oublié que cette fédération représente en quelque sorte l'élément ultramodéré du mouvement ouvrier contemporain.

Aussi, après l'ouverture du Congrès et aussitôt l'examen des mandats ordonné, plusieurs délégués demandent-ils que le débat s'ouvre immédiatement sur la méthode de la Fédération.

Mais le camarade Villeval (des correcteurs) fait observer que cette question figure à la fin de l'ordre du jour, et qu'il ne s'attendait pas à ce qu'elle vint en discussion immédiatement. Il demande que le débat soit renvoyé au lendemain matin, afin de pouvoir classer ses notes et répondre aux camarades qui apporteraient des objections à la thèse qu'il veut soutenir, et qui est celle de l'action directe et révolutionnaire au sein des syndicats ouvriers. Le Congrès ne peut lui refuser le crédit qu'il demande, surtout que, selon toute probabilité, il sera le seul à soutenir la tactique de la Confédération. Il en est ainsi ordonné, et commence aussitôt la discussion des modifications aux statuts fédératifs. Comme il a été convenu que les différents rapports présentés seraient discutés au cours des modifications au règlement et à leur ordre, on en arrive à examiner celui du camarade Chapeau (de Bordeaux), qui a trait à l'unification des salaires par région. Le rapporteur appuie la thèse, qu'il défend de faits indéniables, et dit qu'il est indispensable que les salaires soient unifiés par région, pour empêcher la misérable concurrence que se font les patrons sur le dos des ouvriers. Après une intervention de Sergent (Paris-compositeurs), qui désirerait, pour la réalisation de cette importante revendication, voir le Comité Central faire montre d'une exceptionnelle énergie, le Congrès, après que le camarade Keufer eut conseillé — d'accord avec le rapporteur, d'ailleurs — une entente amiable avec les patrons, a adopté un ordre du jour de pure forme, ni chair ni poisson, renvoyant la question pour étude au C. C., qui ne devra agir qu'autant que les sections intéressées seront désireuses de se remuer. Et si elles ne bougent pas? Eh bien! le C. C. fera comme elles. Ce n'est pas plus difficile que ça.

❖ ❖

La séance de mardi est ouverte à neuf heures. C'est à cette séance que vont se discuter les tactiques et les méthodes du syndicalisme. Aussi la salle est-elle garnie aussitôt et n'a-t-on pas à déplorer de retardataires. Le débat s'établit aussitôt et le camarade Villeval fils (des correcteurs) aborde immédiatement le sujet.

Il ne se fait aucune illusion sur le sort qui sera réservé à son intervention et se rend parfaitement compte de l'atmosphère d'hostilité dans laquelle il se trouve; mais il n'en exposera pas moins sa manière de voir, sachant trop bien la façon dont on a interprété l'action révolutionnaire et le discrédit que l'on a voulu semer.

Avant toutes choses, il tient à faire connaître aux délégués du Congrès, car il en est beaucoup qui l'ignorent, ce qu'est la Confédération générale du Travail, de quels éléments elle est constituée, ce que doit être son rôle et son action propre.

L'orateur, après avoir défini le rôle particulier de chacun des organismes syndicaux : syndicat, fédération, bourse du travail ou union locale et enfin confédération, fait ressortir que la mission de cette dernière, dans une vue d'ensemble, est non pas de chercher à améliorer le sort de telle ou telle corporation, mais de faire aboutir des solutions d'ordre général. C'est pourquoi, en ce moment, elle fait une propagande si active pour la réduction de la journée de travail.

Elle a une autre mission aussi : celle de préparer les travailleurs, par une propagande de tous les instants, à pouvoir se libérer, dans un temps le moins éloigné possible, de la servitude économique qui pèse sur eux. « Il faut, dit Villeval, que nous fassions également notre révolution et que nous sachions, cette fois, en profiter. » Néanmoins, en attendant, il ne croit pas que les commissions mixtes, l'action des conseils supérieurs, l'intervention législative, ce que préconisent en somme ceux qu'il est convenu d'appeler réformistes, puissent nous faire arriver à une solution. Ce sont plutôt des stupéfiants qui ne pourront tout au plus qu'arrêter momentanément l'impulsion révolutionnaire, et c'est à ce titre que Villeval les combat.

Il examine aussi les différents moyens que l'on pourrait employer dans la lutte au jour le jour, en attendant l'heure de l'affranchissement définitif, et il conseille le boycottage et le sabotage. Il développe minutieusement cette thèse et engage le Congrès à se prononcer *définitivement* à cet égard.

Il termine enfin en définissant l'action directe — tout au moins telle qu'il la conçoit — qui n'a rien de commun avec les exagérations de la violence; qui est une action réfléchie, raisonnée, méthodique et qui puise sa source dans la force et dans la conscience ouvrière. Il n'est pas question systématiquement de briser des vitres, de soulever des pavés, de dresser des barricades, qui ne sont que des incidents de la lutte engagée; il est question d'exercer, pour le salariat, directement une pression sur son ennemi né, le patronat, en se passant de tout l'appareil législatif dont on a voulu entourer l'action ouvrière, pour la mieux paralyser. Comme il est démontré que l'intervention du législateur n'a rien pu modifier de notre situation économique, il nous appartient donc de faire nos affaires nous-mêmes.

Inutile de dire que cette thèse a été violemment combattue par plusieurs membres du Congrès et que le camarade Keufer n'a pas souscrit aux conclusions du camarade Villeval.

Il lui a répondu d'ailleurs, un peu à côté, qu'il eût été désireux que ce dernier tint le même langage aussi modéré au congrès de Bourges; qu'il y avait entre eux bien des points communs, mais cependant qu'il rejetait l'action révolutionnaire et lui préférait celle des commissions mixtes, qui ont produit en Allemagne et... ailleurs des résultats.

Il est regrettable que le camarade Keufer ne les ait pas énumérés.

Enfin cette longue, mais intéressante discussion s'est terminée par un vote unanime de confiance au Comité Central, et particulièrement au camarade Keufer, qui est engagé à continuer et à persévérer dans sa méthode d'action.

Nous devons, maintenant, à la vérité de reconnaître que cette discussion a été très courtoise, et que jamais, à aucun moment, le camarade Villeval n'a été interrompu. Il y a là un exemple de tolérance qu'il est de notre devoir de signaler. La chose est tellement rare !

❖ ❖

La séance de mardi après-midi est consacrée à la suite de la discussion sur les modifications aux statuts.

Une proposition des correcteurs, qui tendait à supprimer d'une façon définitive le travail aux pièces, sous toutes ses formes, sous sa forme collective aussi bien que sous sa forme individuelle, a été repoussée. Vient ensuite la question — question brûlante s'il en fut pour les typos — de la femme reçue dans le syndicat à salaire égal. Le camarade Hamelin soutient, sans grand succès, cette thèse devant le Congrès avec un entêtement qui lui fait honneur, mais l'esprit particulariste et borné des typos reprend le dessus et ne veut pas abandonner ses droits « acquis ». La proposition est repoussée *vigoureusement*. On n'a même pas voulu adopter celle du Comité Central qui demandait « qu'on ne combattit pas la femme quand elle travaillerait à salaire égal ». Comme on le voit, c'était loin de l'adopter dans le syndicat. Et après, ils viendront tous parler de *concurrence déloyale*... Quelle bizarre mentalité!

❖ ❖

Les séances qui suivent ont trait à de pures formalités administratives. Le congrès envisage, sur la proposition des camarades Etyll (lithographie) et Vaillot (papier), la création d'un comité interfédéral, afin de régler différentes questions intéressant les trois fédérations.

Viennent ensuite les discussions relatives aux conditions exigées pour être reconnu gréviste. Quelques sections trouvent que le Comité Central ne leur laisse pas suffisamment d'autonomie pour agir et l'une d'elles (Toulon) propose que la mise-bas puisse être déclarée sans l'avis du Comité Central.

Cette proposition est combattue par Keufer, et le Congrès adopte l'article 20 des statuts ainsi conçu : « Toute grève déclarée sans l'autorisation du Comité Central restera à la charge de la section. »

❖ ❖

La quatrième journée voit enfin la discussion du rapport Hamelin, au nom du Comité Central, sur la diminution des heures de travail.

La discussion est immédiatement abordée, car il y a beaucoup de délégués qui ne s'associent pas aux conclusions du rapporteur et qui désirent que les typographes fassent cause commune avec les autres corporations qui doivent, le 1er mai 1906, revendiquer la journée de 8 heures, alors que le Comité Central indique 9 heures.

Il est fait remarquer qu'en agissant ainsi, les typographes commettent trois fautes : de principe, de solidarité et même de tactique.

De principe, parce qu'il paraîtra étrange qu'une corporation, après vingt-cinq ans de propagande, de discussions sur la réduction de la journée de travail à 8 heures, en arrive à avoir recours à la grève pour une modification si peu sensible, comme la journée de 9 heures; de solidarité, parce que le Livre, qui a assisté, lui aussi, — et il y a été largement représenté — au Congrès corporatif de Bourges, a pour devoir de respecter les décisions prises, et ne doit pas, dans une situation comme celle qui se prépare, faire bande à part; de tactique, enfin, parce qu'il est archi-prouvé qu'il est toujours bon de demander le plus pour obtenir le moins.

Malgré toute la justesse de ces observations, à la la suite d'un vote — platonique — reconnaissant la légitimité de la journée de 8 heures, le Livre n'en a pas moins voté que l'agitation se ferait en vue de l'obtention de la journée de 9 heures (moins 52 voix).

Il est bon de faire remarquer que ces 52 voix sont celles de beaucoup de grandes sections, comme Paris, Lyon, Toulouse, etc.

Il est donc fort probable que, si l'on avait mis en application une représentation proportionnelle plus large que celle en vigueur au Congrès, ou même si l'on avait eu simplement recours au referendum, la majorité se serait prononcée pour la journée de 8 heures.

Pour des protagonistes de la R. P., c'est peu prêcher d'exemple. Ce n'est pas le bon moyen pour la faire comprendre et adopter dans les congrès ouvriers.

❖ ❖

Là s'arrête, en définitive, la besogne active du Congrès. Les séances qui ont suivi n'ont apporté que des modifications de détail concernant le viaticum, la caisse de chômage et de maladie.

Dans la partie administrative, il est cependant à noter une discussion d'une certaine importance constituant la composition du Comité Central de la Fédération du Livre. Le délégué des correcteurs demande que le mode de représentation soit changé, pour faire place à un mode plus rationnel et plus démocratique. En effet, le Comité Central est plutôt un comité national que fédéral, puisque les régions ne sont pas représentées effectivement. D'autre part, il est un droit imprescriptible dans une fédération, comme dans n'importe quel état constitutionnel, c'est la représentation des minorités.

Cette thèse, qui aurait pu donner, sous tous les rapports, les plus grands fruits si elle était appliquée, a été repoussée à la presque unanimité. « Voilà vingt-cinq ans que ça marche ainsi, dit le camarade Keufer, il n'y a donc pas de raison pour changer. »

Pour clôturer le Congrès, la question de la réglementation de l'apprentissage est abordée. L'assemblée, sans avoir pu donner à la discussion qu'un tel sujet comportait toute l'ampleur désirable, a finalement adopté les conclusions du rapporteur.

Après que l'assemblée se fut prononcée pour la tenue du prochain congrès à Bordeaux dans cinq ans, les travaux du congrès actuel sont déclarés terminés.

❖ ❖

En résumé, rien n'est sorti, à notre avis, de ce Congrès des travailleurs du livre, sinon de très violentes critiques sur la tactique que nous préconisons dans le mouvement ouvrier. Nous pouvons, cependant, espérer que les typos se ressaisiront un jour, dégagés des influences trop modérées qui les dirigent, et que dans l'avenir nous pourrons les compter parmi les champions de la lutte pour l'émancipation intégrale des travailleurs.

✠ ✠

BELGIQUE

Les ouvriers mineurs borains et leurs salaires. — En 1904, 28.942 ouvriers ont été occupés dans les charbonnages du Couchant de Mons. Ils ont touché, en salaires, la somme de 29.793.981 fr. 50 pour 8.690.598 1/2 journées de travail.

Il en résulte que le taux moyen de la journée a été de 3 fr.42 8/10 ou de 0 fr.05 de moins qu'en 1903.

Depuis 1895, le taux moyen le plus considérable fut de 4 fr. 02 6/10 en 1900.

En 1895, ce taux moyen ne dépassa pas 2 fr. 84.

(*Le Soir*, de Bruxelles, 14 juin 1905.)

✠ ✠

HOLLANDE

Un de nos camarades, déserteur, s'était réfugié à Bruxelles. Mais ayant fait une fausse déclaration d'état civil pour son permis de séjour, il fut con-

damné à quatre mois, puis expulsé. Il se réfugia en Hollande, mais signalé comme anarchiste, il fut arrêté, et quoique ayant une trentaine de francs en poche, considéré comme vagabond, et, malgré ses protestations, et qu'il se fût déclaré déserteur, demandant à être conduit en Angleterre, il fut ramené en France. Il parvint cependant à filer entre les doigts des gendarmes, et à prendre le large. Mais ce n'est pas de la faute des autorités hollandaises, s'il n'a pas été empoigné par la police française.

La Hollande, qui fut autrefois le pays des réfugiés politiques, le pays où s'imprimaient les paroles libres pourchassées dans les autres pays, la Hollande est devenue un pays dont les gouvernants se font les policiers des autres nations.

J. Grave.

⁂

RUSSIE

Nous extrayons de la Tribune Russe *les notes suivantes sur Kalaïeff.*

On y verra, entre autre choses, ce qu'il faut penser des gravures et récits attendrissants publiés par certains journaux sur l'entrevue de la grande-duchesse et du révolutionnaire.

Le père de Kalaïef était un simple paysan russe, ancien serf (d'une propriétaire nommée Mouraiof) du district de Riajsk du gouvernement de Riazan ; il devint sous-officier du régiment de Kief et plus tard officier de la paix (*okolodochny nadsiratel*) attaché à la police de Varsovie. Sa mère, d'origine polonaise, Sophie Piotrowska, était noble, et d'un caractère très distingué, âme artistique et complètement dévouée au peuple...

Ivan Kalaïef est né à Varsovie le 24 juillet 1876. En 1888, il devint élève du lycée de cette ville. En 1897, après avoir obtenu ses premiers grades, il s'inscrivit à la Faculté des lettres de l'Université de Moscou. Il devint en outre collaborateur aux journaux de Moscou : le *Rouski Listok*, le *Courrier*, le *Severny Krai*. Il n'appartenait pas encore au parti socialiste, mais il étudiait avec beaucoup de zèle les œuvres de Karl Marx dont il fut jusqu'au dernier jour un disciple enthousiaste. En 1898, il s'inscrivit à l'Ecole de droit dont il suivit les cours pendant les deux semestres de cette année académique. En 1899, il prend une part active aux troubles académiques. Il rédige des appels et des proclamations, prononce des discours aux réunions des étudiants et devient membre d'un des comités d'organisation des étudiants. Il fut arrêté. Après trois mois de détention cellulaire, il est expulsé de Moscou par ordre administratif et soumis à Ekaterinoslav à la surveillance de la police pour une durée de deux ans.

Là il fait adhésion au parti social-démocratique et devient membre actif du comité local de ce parti. Ayant terminé le délai de surveillance, il va par Varsovie à Lemberg (Autriche). Son but était d'y terminer ses études supérieures. Il s'y inscrivit comme étudiant à la Faculté des lettres et y suivit les cours de philosophie et d'histoire. Il gagnait sa vie péniblement en faisant des traductions de russe en polonais et *vice versa*, en envoyant des correspondances aux journaux russes et en donnant des leçons. Sa vie de travail fut tout d'un coup interrompue. Un jour, en janvier 1902, il alla à Berlin. Il fut arrêté à la frontière austro-prussienne, près du village de Myslovitzi. Les autorités prussiennes trouvèrent sur lui quelques numéros d'un journal socialiste russe. Cela suffit pour le maintenir en prison pendant trois semaines et pour l'extrader, le livrer à la Russie. L'affaire a fait assez de bruit à l'époque. Le gouvernement russe l'enferma dans la citadelle de Varsovie.

Cette arrestation fut le point déterminant de la carrière révolutionnaire de Kalaïef.

En 1902, il est mis en liberté et déporté à Iaroslav. Là, il entre en relations avec les socialistes révolutionnaires. Il devient surtout l'admirateur de la *Narodnaïa Volia*. En automne 1903, sous un nom d'emprunt, il quitte la Russie, et se rend à l'étranger où il fait connaissance avec les représentants du parti et se met à la disposition du Comité Central du Parti socialiste révolutionnaire.

Il accomplit son attentat contre le grand-duc Serge le 17 (4) février. Il y a un fait que nous pouvons maintenant livrer à la publicité. C'était le 15 (2) février. Le grand-duc Serge était attendu au Grand-Théâtre où un spectacle avait été organisé au profit d'une œuvre philanthropique patronnée par la grande-duchesse Elisabeth Théodorovna, femme de Serge. Kalaïef, armé d'une bombe, attendait la voiture du grand-duc à la porte Iversky, place Voskresensky, tout près du Conseil municipal (*Douma*). Il s'approcha de la voiture, leva même la main, mais la baissa instantanément sans jeter son engin terrible : c'est qu'il aperçut à côté du grand-duc Serge, sa femme et les enfants du grand-duc Paul, les jeunes Dmitri et Marie. Il faisait déjà presque nuit, la place était déserte; il y avait bien des chances pour Kalaïef, s'il avait jeté sa bombe, de disparaître, de se sauver. Il le savait, mais comme il l'a déclaré aux amis, il ne voulait pas faire de victimes innocentes et inutiles. Et il préféra accomplir son acte terrible en plein jour avec la certitude d'être pris.

A propos de la grande-duchesse Elisabeth Théodorovna, il sera intéressant d'apprendre la vérité sur la visite qu'elle a faite au prisonnier. Cette visite a eu lieu, mais tous les récits des journaux à ce sujet sont faux. L'un des motifs pour lesquels Kalaïef insistait tant sur la présence de son avocat Teslenko était le désir d'établir la vérité sur cet incident. Lorsque Kalaïef a appris que les journaux l'avaient présenté dans une attitude humiliante, il confia au procureur une lettre à l'adresse de la grande-duchesse; il la priait dans cette lettre de démentir, conformément à la vérité, le bruit faux qu'il considérait comme attentatoire à son honneur de révolutionnaire. Elisabeth n'en fit rien. Kalaïef, mis au courant de l'abstention de la grande-duchesse, lui écrivit une seconde lettre très vive.

Il y reprochait à la grande-duchesse de n'avoir pas compris les sentiments de délicatesse éprouvés pour une femme en larmes et écrasée de douleur; cette délicatesse seule lui avait dicté sa conduite lorsqu'il accepta de la main de la grande-duchesse, tout en protestant de ses véritables sentiments, une petite croix qu'elle lui avait offerte. Mais ayant appris sous quel jour faux elle avait raconté cette entrevue, il lui exprime le regret de l'avoir reçue dans sa cellule et lui déclare qu'en lui rendant la croix il la prie de s'abstenir de toute demande en sa faveur (dont parlaient les journaux). Le ton de cette lettre est très fier et hautain.

Kalaïef est mort, simplement, bravement. C'est une grande figure historique dont le nom sera inscrit en lettres d'or dans les annales de la Révolution russe.

❖ ❖

Saint-Pétersbourg, 19 juin. — Plusieurs centaines d'officiers se sont réunis dans un de leurs mess, à Krasnoie-Selo, pour discuter la situation créée par les événements de ces temps aux troupes vis-à-vis de la société.

Le général Rehbinder, adjoint au commandant en chef des troupes de la garde, survint alors et exigea la dispersion immédiate des officiers participant à la réunion, en raison de son illégalité.

Un groupe s'avança aussitôt et déclara que tous étaient de fidèles sujets de leur souverain, mais qu'ils ne pouvaient plus néanmoins rester dans la position de soldats de police où ils se trouvent déjà depuis plusieurs mois; cette situation les a complètement isolés de la société, envers laquelle ils jouent en quelque sorte le rôle de bourreaux, et ils avaient conséquemment décidé de se réunir pour discuter leur situation.

Le général Rehbinder exigea quand même qu'ils se dispersassent et promit de les convoquer prochainement en assemblée légale.

(*Havas.*)

❖ ❖

(D'une correspondance particulière.)

L'agitation révolutionnaire. — On a pu constater cette semaine encore (du 5 au 12 juin) une grande effervescence révolutionnaire par toute la Russie.

A *Bobrouïsk*, la grève générale des scieurs de bois a abouti à la diminution de la journée de travail et à l'augmentation du salaire. A *Minsk*, la grève générale des ouvriers métallurgistes a réussi à établir la journée de 9 heures. A *Elisavetgrade*, les employés ont établi la journée de 13 heures en été, et de 12 en hiver, et à *Marioupol* ils ont *directement* décrété le repos hebdomadaire, en ne venant plus travailler le dimanche. A *Verkhnédnéprovtk*, le salaire des dockers est augmenté après la grève. Il y a aussi des grèves à *Vindava*, à *Karkov*, dont nous ignorons les résultats, puis à *Kostroma*, à *Nikolaev*, où tous les ouvriers sont renvoyés et les usines en grève fermées. Près de *Bratzlav*, grèves des ouvriers agricoles et émeutes de paysans.

Nous constatons aussi quelques meetings et manifestations. A *Moscou*, le 8 juin, une petite manifestation d'étudiants, étudiantes et lycéens (au nombre de 300 environ) a été facilement dissipée par la police. Le 11 juin, à *Moscou*, ont eu lieu deux meetings d'ouvriers ayant fait résistance à la police et dissipés, enfin, de force, par cette dernière, aidée de la gendarmerie. Le même jour, le public fait une manifestation contre la police et le régime actuel à Rostov-sur-le-Don, dans une réunion du conseil municipal, qui décide de prier les pouvoirs de déplacer le commissaire central de police, pour avoir ordonné, quelques jours avant, de fouetter ceux qui assisteraient à la conférence sur le choléra.

Presque chaque jour nous apporte aussi quelques actes terroristes. Pour cette semaine, nous en constatons cinq :

Le 9 juin, à Varsovie, est tué par trois coups de revolver le patron Neimanovitch. L'auteur de l'attentat est arrêté.

Le 10 juin, à Mozir (près de Minsk), est mortellement blessé un commissaire de police. Un des auteurs de l'attentat est arrêté.

Le 10 juin, à Kiew, en plein jour, dans une rue animée, le chef de la sûreté est blessé à mort. Comme il s'enfuit après le premier coup de revolver, son agresseur le poursuit sans cesser de tirer. Le chef de la sûreté tombe seulement après le sixième coup. L'auteur de l'attentat, quoique ayant perdu son chapeau en courant après le policier, n'est pas arrêté.

Le 11 juin, à Kiew, dans la réunion de la société professionnelle des chanceliers et des intellectuels salariés en voie de formation, un commissaire de police est mortellement blessé pour avoir voulu arrêter un orateur qui avait monté sur une chaise et continué son discours malgré l'interdiction de cette réunion par la police. Le public, au nombre de six cents personnes environ, sortit ensuite presque sans incident, laissant le commissaire blessé sur le plancher. Personne ne fut arrêté. L'auteur de l'attentat est sorti avec les autres et est resté inconnu.

Le 12 juin, à Biélostok, un portier en train de remplir des fonctions *de police* est tué de trois balles de revolver.

La semaine dernière, la police a découvert deux fabriques de bombes : une à Riga, et une à Bakou. A Riga, c'était les ouvriers métallurgistes organisés qui préparaient les formes pour les bombes dans les usines mêmes. A part ces ouvriers révolutionnaires, il y en avait un à qui on donnait des commandes : il préparait les formes à raison de 0 fr. 50 la bombe.

A Bakou, on a découvert une fabrique de bombes particulière.

Svoboda.

VARIÉTÉ

Une Grève de Flotteurs à Clamecy en 1841

... Mais il est une chose sur laquelle insistent plus particulièrement les flotteurs (1). Ce qui rend la misère d'un grand nombre d'entre eux incurable, c'est que les entrepreneurs de flottage, ayant de quoi choisir, n'emploient que les plus habiles ouvriers ou ceux qui tiennent à eux par les liens de la parenté, ou ceux encore qui se soumettent le plus facilement à leurs exigences. Ils demandent encore qu'il leur soit accordé un syndic auquel les faiseurs de flottages soient obligés de s'adresser quand ils auront besoin d'ouvriers ; par ce syndic, tous les flotteurs seront envoyés par tour de numéro sur les ports. Ces travailleurs ne seront plus désignés par un nom, mais par un chiffre; et

(1) Les *flotteurs* furent, trois siècles durant, ces ouvriers des ports de Clamecy qui *mettaient en trains* les bois venus *à bûches perdues* des forêts du Morvan, et qui conduisaient ensuite, par la rivière d'Yonne, ces trains à Paris. Hommes énergiques, libres et hardis. Au lendemain du coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte, c'est eux qui devaient fournir le plus fort contingent à la « prise d'armes de Clamecy » (5-7 décembre 1851). — Am. C.

ils ne communiqueront plus que par le syndic avec les faiseurs de flottage. Ainsi la vaste confrérie de Saint-Nicolas ne ferait plus qu'une seule famille parmi laquelle le travail serait mis en commun comme le salaire au bout de l'année; le plus faible aurait travaillé autant que le plus fort, et le plus maladroit aurait reçu autant que le plus habile. Ce qu'il y a, je ne dis pas de plus étonnant, car ce désintéressement n'est pas chose rare parmi le peuple, mais ce qu'il y a de beau, ce qu'il y a d'admirable, ce qu'il y a de glorieux, non seulement pour les flotteurs, mais encore pour le peuple auquel ils appartiennent, c'est que ce sont les ouvriers les plus habiles, et par conséquent les plus occupés, qui ont les premiers signé cette réclamation et qui se donnent le plus de peine pour la faire réussir.

Ces philosophes qui ont trouvé que tous les hommes, que leurs facultés fussent plus ou moins complètes, avaient le même droit au bien-être de la vie sociale, qu'ils devraient avoir au grand festin de l'industrie un siège pareil et une coupe d'égale grandeur, et qui mettent ce principe en action, ce ne sont pas des publicistes, ce ne sont pas des professeurs d'économie politique, ce sont tout simplement des ouvriers, des hommes qui n'ont reçu d'autres enseignements que ceux de la misère, et dont une éducation orgueilleuse n'a point paré l'intelligence de ses frivoles atours; nous n'en sommes pas encore à l'égalité politique, et eux, ils en sont déjà à l'égalité sociale.

CLAUDE TILLIER.

(*Chronique de Clamecy*, dans le journal *l'Association*, Nevers, 18 avril 1841.)

Notre prochain dessin sera signé M. LUCE.

CONVOCATIONS

★ **Causeries populaires des Vᵉ et XIIIᵉ**, 42, rue du Fer-à-Moulin. — Samedi 26 juin : Le syndicalisme, par un syndicaliste.

★ **La Coopérative Communiste**, 22, rue de la Barre (18ᵉ arr.). — Samedi 24 juin, à 8 h. 1/2 du soir, répartition des denrées.

Jeudi 29 juin, à 8 h. 1/2 du soir, réunion des adhérents de la Colonie « Le Milieu Libre » : Lettre de Vaux.

Tous les mardis, à 8 h. 1/2, cours d'Espéranto.

Prière d'être exact.

★ **Groupe d'Education Libertaire du XIIᵉ arrondissement.** — Réunion mardi 27 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Ecole Libertaire, rue du Rendez-vous, 22, au fond. Sujet traité : Le magnétisme et l'hypnotisme au point de vue sociologique, avec expériences.

Vente de brochures.

★ **L'Ecole Libertaire**, Société nouvelle d'instruction et d'éducation intégrales, 22, rue du Rendez-vous, Paris (XIIᵉ). — Jeudi 29 juin, à 8 h. 1/4 du soir, causerie : Conseils pratiques d'hygiène aux mères de famille, par le docteur Ziélinski.

Les parents sont particulièrement invités à questionner le docteur quand ils le jugeront utile.

1ʳᵉ causerie : L'alimentation.

Organisation de cours de médecine pratique; premiers soins à donner aux malades et blessés.

Prochainement, ouverture d'une école libertaire de jour pour les enfants de six à huit ans.

Pour les renseignements, s'adresser ou écrire au siège de l'Ecole, à Clément ou à A. Chabridon, 22, rue du Rendez-vous (XIIᵉ).

★ **A. I. A. du XXᵉ.** — Réunion le 26 juin, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris :

Mardi 27 juin. — Docteur Manheimer Gommès : Les enfants nerveux.

Vendredi 30. — Mlle V. Coblence : Paul-Louis Courier, Pamphlets politiques.

★ **Fondation Universitaire**, 19, rue de Belleville :

Vendredi 23 juin. — Le bouillon est-il un aliment? par Mme Moll Weiss.

Samedi 24. — **Causerie sur l'Opéra** : *Les Huguenots*, avec audition de phonographe, par Grisard.

Dimanche 25. — Promenade à Montmorency.

Lundi 26. — Cours de violon et de solfège.

Mardi 27. — Etudes médicales : Syphilis et hygiène sociale, par le docteur Armand Delille.

Mercredi 28. — Représentation dramatique organisée par Couvelaire : *Don Juan*, de Molière.

Jeudi 29. — Cours de modelage.

Vendredi 30. — Etudes musicales : *Tristan et Yseult*, par Bernard Masselon.

★ **L'Art pour Tous.** — Dimanche 25, excursion à Cernay-la-Ville. — Visite de la Carrière des Maréchaux de Boullay-les-Troux, extraction, fendage et taillage, par les ouvriers des Syndicats de la Carrière, sous la direction du conducteur des travaux. Promenade aux cascades de Cernay, le Rû des Vaux, visite de l'Etablissement de pisciculture des Vaux-de-Cernay, à l'Ermitage. Déjeuner. — L'après-midi, promenade aux Vaux-de-Cernay. Visite de l'abbaye de Cernay.

Rendez-vous pour le départ à 6 h. 50 du matin, salle des Pas-Perdus, gare du Luxembourg. — Retour à Paris à 7 heures.

Prix de l'excursion, voiture, chemin de fer et déjeuner compris : 5 fr. 65.

Adresser les adhésions jusqu'au 20 juin à Massieux, 9, rue de la Fontaine, à Mulard (XIIIᵉ).

★ **Coopérative Communiste du XXᵉ**, 27, rue des Maronites. — Samedi 24 juin, à 9 heures du soir : Causerie sur la coopérative.

Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. du soir, répartition de denrées.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy :

Vendredi 23 juin. — Dʳ Poirrier : La planète Mars (projections).

Mercredi 28. — Han Ryner : La sagesse individualiste.

Samedi 1ᵉʳ juillet. — Soirée mensuelle. Dʳ Poserski, de l'Institut Pasteur : La syphilis et son microbe. — Entrée : 0 fr. 25

★ **L'Internationale Antimilitariste, section du XIXᵉ.** — Les camarades sont priés de se réunir samedi, de 8 h. 1/2 à 10 heures, 103, rue Bolivar.

★ LE PERREUX. — **La Coopérative Communiste.** — Répartition des denrées tous les mercredis et samedis soir, de 8 h. 1/2 à 10 heures, au local provisoire, 17, allée du Square (24, avenue de Rosny).

Samedi 24 juin. — Causerie sur la falsification des marchandises.

Samedi 1ᵉʳ juillet. — Compte rendu moral et financier; balade du 14.

★ SAINT-DENIS. — **A. I. A.** — Réunion jeudi 22 juin, à 8 h. 1/2 du soir, salle Connoy, 86, rue de Paris.

★ NANTERRE. — **Germinal, U. P.**, 37, rue Sadi-Carnot, organise une promenade dans les bois du Vésinet le dimanche 25 juin. Départ de l'U. P. le matin à 9 heures; les camarades se muniront de leur déjeuner.

★ AIX-EN-PROVENCE. — **Internationale Antimilitariste des Travailleurs.** — Réunion tous les samedis soir, à 9 heures, au café du Palais, salle du fond.

Les *Temps Nouveaux* y sont en vente ainsi que chez le camarade Pitrol, rue Auch, 9.

★ LYON. — **La Jeunesse Nouvelle** organise pour samedi 24 juin, à 8 h. 1/2, une fête familiale au profit des camarades arrêtés. Elle aura lieu salle Chamarande, 26, rue Paul Bert.

★ LYON. — **Jeunesse Syndicale.** — Réunion samedi 24 juin, à 8 h. 1/2, Bourse du Travail, 39, cours Morand. Questions très importantes. Causerie par un camarade sur l'utilité des Jeunesses Syndicales.

★ PERPIGNAN. — **Groupe « Germinal ».** — Tous les dimanches, à 8 h. 1/2 du soir, au local habituel, réunion du groupe.

Dimanche, compte rendu des conférences faites à Estagel, Latour de France et Perpignan, par le camarade Jean Marestan.

N. B. — Adresser les correspondances concernant le groupe « Germinal » au camarade J. Simian, secrétaire, 33, rue Fontaine-Neuve.

★ PERPIGNAN. — **Internationale Antimilitariste.** — Samedi 24 juin, à 8 heures du soir, au salon réservé du Bar des Variétés, réunion extraordinaire de la section.

Ordre du jour : Compte rendu du Congrès de Marseille; compte rendu des conférences faites par le camarade Jean Marestan à Estagel, Latour de France et Perpignan.

A NOS LECTEURS

Les dessins parus dans le journal depuis le 1ᵉʳ mai, et signés des noms les plus connus parmi les dessinateurs, commencent à former une série intéressante qui sera recherchée.

Nous offrons donc tout ce qui est paru, à condition que l'on nous enverra autant de 0 fr. 02 (pour la province) et de 0 fr. 05 (pour l'extérieur) qu'il y a de numéros parus, à tout nouvel abonné de 6 mois.

N'ayant de place que pour garder un nombre restreint de collections, ceux qui désirent profiter de l'occasion feront bien de se presser, avant que nous nous débarrassions de nos invendus.

Aux acheteurs au numéro

Reprenant les invendus, les dépositaires doivent se fournir d'assez d'exemplaires pour répondre aux demandes. Nous prions les camarades de nous signaler ceux qui feront des difficultés pour servir les exemplaires qu'on leur demande.

AUX CAMARADES

Nous avons 3 ou 4 collections dépareillées du *Canard Sauvage* que nous pourrions vendre au profit du journal, si nous parvenions à les compléter. Il nous manque les numéros suivants : 17, 22, surtout les 28 et 24 à fin.

Aux camarades qui pourraient nous les fournir, nous leur rembourserions en brochures.

Petite Correspondance

Ar. M. — Non, pas encore paru. Nous l'annoncerons lorsqu'il y sera.

E. H., à Digne. — Non, *La Rue* n'est pas parue.

A. C., à Montereau. — On remplirait le journal de faits semblables, mais la place nous manque. — C'est une étude générale sur l'hygiène à la caserne qui serait utile.

B., à Llauro. — Bon. Entendu.

J. S., à Narbonne. — *La Société Future*, J. Grave.

V. L., à Moulin-Galant. — Il semble me rappeler que j'ai été prévenu, mais comme l'argent n'a pas été versé, je n'ai rien marqué à votre compte, de là l'erreur.

G. H., à Queue-du-Bois. — *Les Primitifs*, pouvons vous les faire parvenir pour 4 fr. franco.

J. B., à Saulieu. — J'ignore à quoi peut entraîner le refus de loger le soldat envoyé par la mairie. Ça doit être dans la catégorie des contraventions.

J. B. C., à Hussigny. — L'abonnement se paie d'avance.

L., à Verviers. — Adressez-vous directement à la librairie.

T., à Marseille. — 27, rue de la Ducé. Adressez-vous à eux pour le volume.

Nous avons reçu 20 fr. d'une collecte faite au Grand Orient pour la femme et les six enfants de Palacio, victimes du magistrat Leydet.

Pour les camarades arrêtés. — Un groupe de copains à Lille, 6 fr. — Un sapeur de la ligne, 0 fr. 90.

Reçu pour le journal : Un Marseillais, 10 fr. — Un allumeur de gaz et un calicot, 2 fr. — C. L., 3 fr. — Collecte faite par le camarade Francis au faubourg du Posty à Binche, 6 fr. — E. H., à Digne, 0 fr. 55. — C. A., 2 fr. — A. R., 10 fr. — Paul, 0 fr. 60. — A., 0 fr. 30. — A. G., 1 fr. — L. R., à Saint-Louis, 5 fr. — L. G., à Pawnee, 1 fr. — C. H., à Marseille. — J. J., à Sainte-Maxime, 0 fr. 45. — J. L., à Caudebec, 1 fr. 65. — Merci à tous.

C. M., à Marseille. — P., à Arcueil. — E. V., à Nimes. — L., à Bollène. — Veuve B., à Genève. — P. J., à Limoges. — D. A., à Harnes. — L., à Noyant-la-Gravière. — P. P., à Aigues-Mortes. — L., à Dison. — P. M., à Oakland. — V. B., à Valréas. — R., à Bordeaux. — R. D., à Saint-Jean du Gard. — B. F., Saint-Laurent de la Salanque. — G. G., à Londres. — G., à Vienne. — Charleroi. — E. R., à Troyes. — P. C., à Tassin. — G. O., à Angers. — H. G., à Lyon. — V., à Nantes. — G., à Anderlecht. — L., à Mont-sur-Marchienne. — P., à Ostende. — E., à Rotterdam. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie CHAPONET (Jean CUSSAC), rue Bleue, 7, Paris.

Jossot 1905

Dessin de Jossot.

— *C'est une fille insoumise nommée Liberté !*

11e Année. — N° 9. 1er Juillet 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la 8e page le dessin de M. Luce.

SOMMAIRE

La Politique ouvrière

LETTRE A UN CAMARADE

Je comprends que tu ne sois pas satisfait de la réponse faite par le camarade Pierre Brizon, dans le *Droit du peuple*(1), à la question que tu lui avais posée sur l'« action politique ». Et je comprends aussi que tu te trouves embarrassé pour lui répondre. A cause des divers sens du mot politique, les équivoques, ici, son en effet faciles. Et l'on ne saurait, pour les déjouer, apporter dans la discussion trop de précision et de logique.

Quant à la question même qui vous sépare, il me semble, comme le remarque fort bien ton contradicteur, qu'aucune, à l'heure actuelle, n'est plus importante. Au moment où se dessine de plus en plus nettement un nouveau socialisme, socialisme ouvrier, de lutte, d'action, de conquête en opposition avec le socialisme bourgeois de verbiage, de petites réformes, de philanthropie et de marchandage électoral, n'est-il pas indispensable de préciser ce que doit être — pour être le plus efficace — l'action ouvrière?

Je vais donc t'expliquer de mon mieux ce qu'à ta place je répondrais.

* *

Le camarade Brizon commence par nous dire qu'en fin de compte tout est « politique » dans l'action socialiste:

> Quand Vaillant déclare à la Chambre, devant les bourgeois scandalisés, tous pris d'une crise de nationalisme, que si le gouvernement des capitalistes nous entrainait à la guerre, en Orient, les socialistes feraient appel à la grève générale et à l'insurrection, il fait de la politique ; quand Jules Guesde va du Nord au Midi porter la parole révolutionnaire, il fait de la politique ; en écrivant cette réponse, camarade, je fais « de la politique ».
>
> Ce n'est pas ma faute si *tout est politique*, selon l'expression d'un de mes excellents camarades de la Bourse du Travail de Grenoble. Et il a raison : le syndicalisme, l'action directe, la grève générale, mais c'est de la politique, tout ce qu'il y a de plus politique! Allez donc demander aux bourgeois comment ils appellent ça: politique! politique! Les libertaires eux-mêmes font de la politique. Oui, tout est politique.

Eh oui, parbleu ! tout est politique. A condition qu'on entende ce mot dans son sens le plus général, à savoir les affaires de la cité (*polis*, en grec), la destinée du groupe social. Dès qu'on exerce ou prétend exercer de quelque façon que ce soit une influence, dès qu'on émet une opinion sur les affaires publiques, on fait nécessairement de la politique, on a une politique. Le tout est de savoir laquelle. Car on ne fait pas nécessairement de la politique au sens restreint du mot, c'est-à-dire du gouvernement ou du parlementarisme bourgeois.

En vérité, il n'y a pas de système socialiste, de mouvement socialiste complet qui n'aient leur côté économique et leur côté politique, lesquels, dans l'action, se mêlent et se confondent. Prenons même un fait d'apparence exclusivement économique, une grève pour le salaire. Comment la lutte sera-t-elle menée? Comment les grévistes s'organiseront-ils? Y aura-t-il des chefs? Chacun sera-t-il laissé à sa propre initiative? Voici le côté politique qui montre son nez. Des travailleurs fondent une coopérative de production. Question essentiellement économique. Mais quels seront les rapports des associés entre eux, quel sera leur degré d'autonomie, de liberté dans l'association? Autorité ou liberté : question politique.

A chaque instant, dans la lutte quotidienne, questions économiques et questions politiques se mêlent et s'enchevêtrent.

Lorsqu'ils opposaient toujours *l'action économique* à *l'action politique*, les premiers syndicalistes, tout en faisant une besogne excellente, se servaient en réalité d'une terminologie défectueuse. Et les politiciens du socialisme ne se firent pas faute de l'exploiter contre eux. « Vos organisations de lutte économique, leur disaient-ils, sont des éléments indispensables au succès du prolétariat. Mais votre mouvement sera boiteux, s'il ne s'appuie pas sur un mouvement politique. Que chaque travailleur soit inscrit à son syndicat, c'est parfait, mais s'il veut accomplir jusqu'au bout son devoir socialiste, il doit aussi se faire inscrire à l'un de nos groupes. » Voilà à peu près le langage que Jaurès, pour ne citer que lui, a tenu je ne sais combien de fois.

Reposant tout entier sur une grossière équivoque entre les deux sens du mot « politique », ce langage s'effondre de lui-même dès qu'on supprime l'équivoque. A cet égard, l'adoption du terme « action directe » fut extrêmement importante. En précisant le caractère politique du syndicalisme révolutionnaire, elle eut pour effet de rendre beaucoup moins facile l'équivoque dont on abusait contre lui.

En réalité — on ne l'a pas assez dit et il est fort important de le dire — le syndicalisme révolutionnaire est un mouvement complet qui se suffit à lui-même, c'est-à-dire un mouvement à la fois politique et économique. En organisant contre le patronat capitaliste la lutte immédiate, directe et sans intermédiaire; en faisant siennes, à l'exclusion des autres, des tactiques où le travailleur conserve la responsabilité et la direction complètes de ses entreprises émancipatrices ; en reprenant en un mot, en appliquant avec rigueur et en poussant jusqu'à ses extrêmes conséquences la maxime connue de l'*Internationale*, le syndicalisme révolutionnaire a nettement pris parti sur le terrain politique. On peut dire plus, je crois : il a constitué une véritable politique, et la seule qui mérite le nom de politique ouvrière.

Les seuls socialistes qui se soient sérieusement préoccupés d'une *politique ouvrière*, se trouvent ainsi accusés de n'avoir prêté aucune attention au côté politique de la question sociale. Et par qui? Par ceux qui se faisant forts de doter les travailleurs d'une infaillible mé-

(1) *Le Droit du Peuple*, de Grenoble, 28 mai 1905.

thode d'émancipation, n'ont à leur offrir — avec le parlementarisme — que les rogatons politiques de la bourgeoisie !

N'est-ce pas risible ?

* *

Il est vrai que le camarade P. Brizon — et quelques autres avec lui — ne tiennent pas en très haute estime le socialisme parlementaire et la lutte électorale. « Plaçons-les, dit-il, comme importance, loin, bien loin derrière l'action syndicaliste, loin, bien loin derrière la propagande. » Cependant, ajoute-t-il, « n'y renonçons pas ». Bref, ce sont là, pour lui, des armes et moyens accessoires. Or il faut se servir de toutes ses armes, ne négliger aucun de ses moyens.

A condition, répondrons-nous, que nos moyens ne s'empêchent pas entre eux, que nos armes ne se paralysent pas les unes les autres. Et c'est ici exactement le cas.

Action directe d'un côté, parlementarisme de l'autre ne constituent pas des moyens simplement différents dont on puisse user tour à tour selon besoins et circonstances, mais des tactiques opposées, antagonistes, que seul peut rêver d'unir je ne sais quel éclectisme enfantin et utopique.

Chacune correspond à une conception différente de la vie et de la lutte, on pourrait presque dire à un tempérament d'homme différent. Chacune suppose un entraînement différent et chacune crée, autour d'elle, une atmosphère irrespirable aux habitués de l'autre. Ce n'est pas en les accommodant l'une et l'autre d'une même phraséologie socialiste qu'on les aura réconciliées.

Si les anarchistes et après eux certains syndicalistes révolutionnaires ont impitoyablement combattu l'action électorale et parlementaire, ce n'est pas comme on le leur a stupidement reproché, *par une terreur superstitieuse de l'homme qui a mis ou mettra le pied dans un parlement*, mais c'est précisément parce qu'ils ont jugé ce mode d'agir incompatible avec ceux qui doivent conduire la classe ouvrière à la victoire; c'est parce qu'ils ont compris que la mentalité et la moralité des milieux électoraux et parlementaires devaient fatalement détruire chez les prolétaires l'esprit d'initiative, le sentiment de la responsabilité et le goût de la lutte, sans lesquels il n'est pas d'émancipation possible.

Né d'une réaction, d'une protestation contre le socialisme électoral en faillite, il est impossible que le syndicalisme révolutionnaire ne conserve pas cette attitude. Ou alors c'est que lui aussi fera faillite.

Pratiquement, je n'arrive pas — avec la meilleure volonté du monde — à me représenter un militant aujourd'hui « action directe » et demain « action électorale »! Ton camarade Brizon nous parle beaucoup des *intérêts de la propagande*. La propagande avant tout, dit-il. C'est pour ne pas perdre une seule occasion de propagande qu'il veut rester fidèle au socialisme électoral. Voilà qui part d'un excellent naturel. Mais que devient une propagande si elle n'est pas avant tout cohérente? Que penseront ceux auprès de qui vous menez votre propagande si vous leur dites blanc aujourd'hui et noir demain?

Pour qui fait du socialisme en dilettante ou en historien, il est sans doute facile de passer d'un point de vue à l'autre, d'une tactique à l'autre. Mais, dans la pratique, dans l'action, il faut, coûte que coûte, se décider entre certaines alternatives. A chaque instant les nécessités de la lutte nous forcent à choisir. Et il faut choisir même quand on ne considère pas *comme tout à fait dénué d'intérêt le mode d'action qu'il s'agit de délaisser*.

Vouloir concilier l'action parlementaire et l'action directe, c'est, ni plus ni moins, vouloir identifier les contraires. Or, l'identification des contraires, besogne de métaphysiciens en philosophie, est, en politique, besogne d'endormeurs.

Besogne d'endormeur aussi que de prêcher, comme le camarade Brizon, l'entente quand même, l'unité quand même. Cela sous prétexte que se battre devant l'ennemi c'est trahir. Nous laissera-t-on bientôt tranquilles avec ce cliché qui a déjà fait tant de mal? Tout progrès ne fut-il pas conquis par des hommes en lutte contre l'ennemi commun, certes, mais en lutte aussi entre eux pour les meilleurs moyens de lutte? Quand les socialistes se battent entre eux, c'est bon signe au contraire, car c'est preuve qu'ils sont bien vivants. Et si les bourgeois s'en réjouissent, c'est que les bourgeois sont stupides. Voilà tout.

Mais que de choses encore à dire et me voilà au bout de ma place. Dis, en tout cas, à ton camarade que sur ce sujet je suis toujours à ses ordres.

CHARLES ALBERT.

LA POLICE REGNE

Par les quotidiens, nos lecteurs sont au courant du roman genre Gaboriau qu'édite en ce moment M. Leydet, juge d'instruction. Des bombes dont la police avertie, avant leur départ, de l'expédition, qu'elle suit à la trace, qu'elle se garde bien d'arrêter, et qu'elle ne perd que juste au moment où elles vont devenir dangereuses.

Mais là ne s'arrête pas la fantasmagorie. Il y a jeudi huit jours, j'ai été appelé chez M. Leydet qui me mit sous les yeux une lettre de Stock, à moi adressée, et deux bouts de copie destinés à être insérés dans le journal.

M. Leydet n'affirma les avoir trouvés à un endroit du bois de Clamart, dénommé le Petit Bicêtre.

Je suis absolument incapable d'expliquer comment ils se trouvaient là, ne me rappelant nullement avoir fait cette année une promenade dans ces parages, à l'époque indiquée. Sauf dans les bois de Bièvres du côté d'Igny. Mais comme je ne traîne jamais de correspondance dans ma poche!...

Mais ce qui est mieux, trois jours après, les journaux, rendant compte de ma visite à M. Leydet, disaient que lesdits papiers — larges comme la main — avaient servi à envelopper les bombes enterrées à Vélizy, et avaient été trouvés à l'endroit où lesdites bombes étaient cachées. L'intérêt du feuilleton va croissant.

Où veut-on en venir?

J. GRAVE.

L'Ordre dans la Rue

Les journaux nous informent qu'il y a eu à Angers de « regrettables bagarres » par suite de l'interdiction des processions dans la rue à l'occasion de la Fête-Dieu. Les partisans de cette solennité, au nombre de plusieurs milliers, ayant à leur tête les ministres de leur culte, ont organisé un cortège dans les rues de la ville, puis ont manifesté leur mécontentement en criant : Liberté ! démission ! sous les fenêtres de la préfecture, enfin ont eu une collision avec les agents de la force publique. Voici ce que je lis dans le *Petit Parisien* :

« Nombre d'agents furent frappés à coups de cannes et de bâtons. Des gendarmes furent appelés pour prêter main-forte aux agents et il ne fallut pas moins de trois quarts d'heure aux représentants de l'autorité pour refouler et disperser les manifestants. Six d'entre eux, dont trois prêtres, ont été arrêtés. Quelques instants plus tard, une manifestation non moins grave se produisait devant les bureaux d'un journal socialiste dont on essaya de défoncer la porte d'entrée. Un ouvrier cordonnier, du nom de Colin, qui se trouvait dans la rue, a été très vivement malmené par les manifestants qui, finalement, se sont dispersés après midi. »

En résumé, les manifestants se sont promenés dans les rues tant qu'ils ont voulu, ont rossé agents et gendarmes, et en fin de compte, c'est un ouvrier, de passage dans la rue, qui a écopé !

La police avait mis ses gants du dimanche, et tout doucement, malgré les coups reçus, a refoulé les manifestants, pendant trois quarts d'heure. Quant aux sabres, ils sont restés au fourreau, et les fusils au râtelier. Que le Dieu de ces manifestants en soit loué! Mais il y a une comparaison qui s'impose entre les diverses manières de « maintenir l'ordre dans la rue » suivant que cet ordre est troublé par des gens qui réclament une procession ou par des gens qui réclament du pain. Ces derniers, on les fusille; les autres, on les refoule doucement.

Il me semble que les uns et les autres ont droit aux mêmes procédés : je veux dire la liberté pour tous et dans aucun cas les balles, et qu'en bonne justice, s'il y avait lieu de montrer quelque sympathie, c'est bien aux malheureux qui luttent contre la misère plutôt qu'aux groupements embrigadés par les soutiens de l'autel qui sont aussi ceux du capital.

Je connais la façon d'opérer de ces gens-là. Je les ai vus à l'œuvre en Bretagne, à Tréguier, lors de l'inauguration du Calvaire de Protestation contre la statue de Renan. Tout ce qui reste de brutes dans les campagnes, à quinze lieux alentour, avait été armé de gourdins, amené en chemin de fer, en voitures, à pied par groupes ayant à leur tête des prêtres. Tout ce monde était logé, nourri et largement abreuvé par les organisateurs, qui non seulement les défrayaient de tout, mais leur versaient encore de l'argent. Les autorités durent interdire la sortie de la procession dans la rue et même le port de toute canne ou bâton. Cela n'empêcha pas toute une série de manifestations violentes dans les rues jusqu'à une heure tardive de la soirée, au cours desquelles les gendarmes furent obligés d'arrêter des prêtres qu'on trouva armés de revolvers. Dieu de douceur et de charité, voilà bien tes ministres!

Qui donc nous accuse de propager l'action directe? N'est-ce pas les nationalistes qui ont préconisé la grève des contribuables et le retrait des fonds de la Caisse d'épargne? N'est-ce pas les chrétiens militants qui se sont opposés par la force à la fermeture des couvents, et ont couvert l'armée, que pourtant ils vénèrent, de quelque chose de plus tangible que des injures? Mais voilà, contre les grévistes, les officiers marchent, avec plaisir, du moins pour la plupart; contre les calotins en révolte... ils ne marchent pas, ou font seulement semblant.

En fin de compte, jamais les grévistes ne se sont attaqués aux passants, tandis que les bons chrétiens se mettent à plusieurs centaines pour assommer un ouvrier, sans compter les attaques à la propriété privée. Et on les laisse faire, jusqu'à ce qu'ils se rappellent qu'il est temps d'aller déjeuner!

On a fait, le 18 décembre 1893, une loi qui déclare « criminelle toute association, toute entente établies en vue de préparer ou de commettre des violences contre les personnes ou les propriétés » et les peines varient des travaux forcés à la réclusion avec interdiction de séjour.

Il me semble que les gens qui, de longue date, ont embrigadé des ignorants et des imbéciles pour « taper sur les mécréants », défoncent des portes et assomment les passants, tombent assez sous le coup de cette loi.

Je serais désolé qu'on la leur appliquât, pas plus qu'à d'autres. Mais il n'y a pas lieu de le craindre. Elle n'a pas été faite pour tout le monde; elle vise seulement ceux qui défendent leur vie et la vie de leurs camarades malheureux. Les gens qui défendent « leur Dieu » et surtout ses représentants sur terre qui défen-

dont leurs appointements sont au-dessus des lois scélérates.

L'opposition est-elle assez nette? et le rôle véritable des lois assez manifeste? Il est bon de le noter et de s'en souvenir.

MICHEL PETIT.

Aveux et Documents

Comme on pouvait s'y attendre à la suite de la loi de deux ans, le nombre des jeunes gens candidats à l'Ecole militaire de Saint-Cyr a baissé cette année; cette diminution atteindrait le chiffre de deux cents.

(Le Temps.)

A la rentrée scolaire dernière, l'Ecole Supérieure pratique du Commerce et de l'Industrie a vu décroître le nombre de ses élèves dans la proportion des deux tiers.

« Nous avons bien été obligés de conclure, avoue l'un des fonctionnaires de l'école, que, si, depuis la promulgation de l'ancienne loi de 1889, les élèves s'étaient présentés chez nous si nombreux, c'était à seule fin d'échapper à une partie notable de leur service militaire. Au lieu de payer comme jadis, pour leur volontariat, certains fils de famille aisés entraient ici. Ils travaillaient pour obtenir un diplôme, dont ils comptaient ne faire aucun usage, mais qui les exonérait de deux ans de caserne. »

Cette école a été créée pour former des jeunes gens capables de devenir soit des employés supérieurs, soit des directeurs de service ou des chefs de maison et le prix de la pension y était de 2.200 francs par an.

(Petit Parisien.)

Notre prochain dessin sera signé HERMANN-PAUL.

Du Rôle social des Universités populaires

(*Suite*) (1)

Telle est l'évolution poursuivie par l'organisation émancipatrice de la classe ouvrière dans le domaine économique. Toute cette organisation de lutte est d'autant plus solidement établie qu'elle s'est constituée spontanément, de proche en proche, suivant les nécessités des lieux et des temps, et qu'elle correspond ainsi très exactement aux besoins réels et aux desiderata du prolétariat.

L'oppression intellectuelle a eu comme conséquence, elle aussi, une organisation défensive constituée suivant une marche semblable.

L'insuffisante nourriture intellectuelle dispensée aux fils des travailleurs dans les écoles primaires avait amorcé, sans le satisfaire, l'appétit de savoir de bon nombre d'entre eux. Les œuvres postscolaires instituées ne suffirent pas davantage à calmer une si louable fringale.

D'autre part, le dogmatisme exclusif et l'odieux esprit de soumission qui inspirent tout l'enseignement primaire, aussi bien scolaire que postscolaire, révoltaient les esprits indépendants, avides de certitude, enclins à l'examen et à la critique.

L'université populaire répondit à ce besoin d'affranchissement intellectuel. Là, en effet, le travailleur peut s'adonner à ce travail de réfection, déterger peu à peu son esprit, par l'acquisition de notions positives examinées, scrutées à loisir, de tous les mensonges et irréalités qu'y entassa l'enseignement officiel.

Sans doute, le nombre de ceux chez qui s'éveille ce désir d'épuration et d'expansion intellectuelle est restreint. C'est une élite. Mais cette élite constitue précisément la force vive, fondamentale, essentielle des U. P.; elle est la seule garantie de leur succès, car, loin de décliner, elle ne peut que s'accroître en constante progression.

Mais l'U. P., d'une part délaissée par le philanthrope pour qui cet épanouissement d'indépendance intellectuelle n'est point la satisfaction d'amour-propre personnel escomptée, d'autre part réduite aux seules ressources de cette élite clairsemée, l'U. P. est pauvre. Isolée, elle dispose de moyens bien restreints pour satisfaire aux recherches et aux besoins de documentation de ses adhérents. Comme il est arrivé pour les syndicats, des fédérations d'U. P. se sont fondées. Leur but était, par la coordination de leurs efforts, par la juxtaposition de leurs moyens d'étude, de s'entr'aider par l'acquisition en commun ou l'échange de livres, de matériaux divers et de renseignements relatifs à leur œuvre instructive, et aussi par des spectacles, des fêtes organisées ensemble, de contribuer, grâce à la réunion de leurs éléments épars, à embellir la vie de joies artistiques et de bienfaisantes émotions de sympathie collective.

Ainsi se fondèrent la Fédération des groupes d'éducation et d'études sociales de la région lyonnaise, la Fédération du Sud-Ouest, celle de Paris, etc.

Donc l'œuvre primordiale bien caractérisée de l'Université populaire est une œuvre d'étude, d'élaboration, de rénovation individuelle. Là, par une gymnastique pratiquée en toute liberté, chacun peut exercer, développer et équilibrer à son gré ses facultés intellectuelles, acquérir cette pondération des forces de la raison qui constitue la santé intellectuelle et morale, et ouvre à la personnalité ainsi libérée des sources insoupçonnées de jouissances supérieures.

La fédération favorise encore cette œuvre d'épanouissement par l'apport d'aliments plus nombreux. Outre les matériaux directs d'étude et de documentation qu'elle fournit en plus grand nombre, elle élargit le cercle des sentiments de chacun par une fréquentation plus étendue d'éléments intellectuels actifs, par un renouvellement plus intense des matériaux de sociabilité.

Mais cette œuvre de rénovation individuelle ne paraît plus suffisante. Les notions de solidarité sociale ont pris à notre époque une telle extension que tout organe social s'efforce d'adapter le plus efficacement possible sa constitution aux nécessités créées par cette solidarité.

Je ne parle pas de la solidarité qu'imagine un sentimentalisme vague, solidarité en vertu de laquelle tout homme doit déborder d'amour à l'endroit de tous ses semblables, se dépouiller, s'annihiler pour eux dans un ruissellement continu de tendresse et d'abnégation.

Un tel état de ferveur jaculatoire à l'égard de l'humanité procède plutôt de la charité ou de la fraternité. Du domaine du sentiment, elle est aléatoire, variable suivant les cas et les gens, instable et le plus souvent illusoire.

Il s'agit ici du fait social indéniable, sociologiquement constaté et reconnu, d'interdépendance entre tous les membres de la société, résultat de l'indéfinie répercussion des phénomènes.

C'est ainsi que l'émancipation soit économique, soit politique, soit intellectuelle de chacun est intimement liée à celle de tous. Nous subissons la tyrannie de la majorité, et cette tyrannie est d'autant plus cruelle que la majorité est composée d'un plus grand nombre d'imbéciles et d'ignorants. Cette foule attardée constitue un poids mort qui enraie la marche du progrès où les esprits d'avant-garde s'épuisent à entraîner l'humanité.

L'œuvre éducative des U. P. serait sinon inefficace, du moins infime, presque nulle en ses résultats sociaux si elle se bornait à demeurer une œuvre de simple et obscure amélioration individuelle. L'élite — fort restreinte — qu'elle élèvera ne souffrira peut-être que plus cruellement de l'aggravation de cette inégalité qui la sépare de la masse inconsciente.

Pour atteindre toute sa portée, l'œuvre des U. P. doit être plus qu'une œuvre de dilettantisme; elle doit être sociale. Elle doit non point viser à quelques sauvetages individuels, sauvetages forcément rares et perdus dans la masse, et qui ne représentent qu'un inefficace palliatif, mais s'en prendre aux causes elles-mêmes de l'oppression intellectuelle, entamer ce bloc de servitude qui écrase les cerveaux de la classe ouvrière, afin que celle-ci, libérée, puisse réaliser normalement l'éducation et poursuivre l'épanouissement intégral de ses aptitudes aujourd'hui latentes et avortées.

(*A suivre.*) ANDRÉ GIRARD.

(1) Voir les numéros des 3 et 17 juin 1905.

MOUVEMENT SOCIAL

Vous serez bien aises d'apprendre, chers lecteurs, que le docteur Ch. Thomas Caraman vient d'adresser à la Chambre des députés une pétition soumettant un projet de loi sur le vote obligatoire.

« Art. II. — L'électeur vote, selon sa conscience, pour le mandataire qu'il choisit ou par bulletin blanc si aucun candidat ne lui agrée. L'obligation consiste donc à faire son devoir de citoyen en se rendant à la salle de vote, le jour des élections, de 6 heures du matin à 6 heures du soir. (Sans boire ni manger?)

« Art. IV. — Tout électeur qui, volontairement, ne se sera pas rendu à la salle de vote de sa section, un jour d'élection, sera puni la première fois de la peine de l'affichage à la porte de la mairie, avec la mention suivante: M. X..., électeur, n'a pas rempli son devoir de citoyen le...

« Art. V. — La seconde fois, l'électeur réfractaire sera puni de l'affichage ci-dessus et d'une amende de cent francs.

« Art. VI. — Les autres fois, les peines seront: l'affichage et l'emprisonnement de six jours à quinze jours. »

Je ne comprends pas pourquoi ce bon docteur s'en tient là. Il devrait, s'il était logique, continuer sa petite progression et édicter successivement la relégation, les travaux forcés à temps, les travaux forcés à perpétuité, et enfin la mort. Tout cela, pour obliger les gens à se rendre dans une salle, de 6 heures du matin à 6 heures du soir, ce qui est bien long, et à déposer dans une tirelire.. un bulletin blanc!

R. CH.

MONOGRAPHIES

Llauro (Pyrénées-Orientales).

Petit village de 300 habitants.

Beaucoup de petits propriétaires, dont l'unique souci est de conserver leur masure, leur petit champ et leur bout de bois.

Les principales récoltes sont celles du vin et du liège.

Il y a quelques petits fabricants de bouchons occupant à eux tous une trentaine d'ouvriers. Les bouchons se tournent à la main. Le salaire des coupeurs de liège est de 3 francs à 3 fr. 50 par jour. Leur journée de travail est de dix heures et demie. Les tourneurs sont aux pièces et leur salaire varie de 1 fr. 75 à 2 fr. 50 le mille. Il n'atteint pas en général celui des coupeurs. Les ouvriers de cette industrie sont presque tous des Espagnols.

Les ouvriers agricoles gagnent 2 fr. 50 par jour. Leur journée est de huit heures.

Le pain se paye 0 fr. 35 le kilog et le vin 0 fr. 15 le litre.

La viande, n'importe laquelle, 2 francs le kilo tous les morceaux.

Le logement vaut de 5 à 7 francs par mois.

Sauf quelques anarchistes isolés qu'on regarde avec indifférence, la question sociale ne préoccupe personne. Mais, chose assez curieuse pour un pays reculé dans la montagne et où n'a pas encore pénétré le moindre souffle des idées nouvelles, quelques rares femmes seulement vont à l'église.

JEAN BARNÉDA.

MOUVEMENT OUVRIER

Il ne peut plus y avoir de doute. La campagne menée par les journaux réactionnaires contre la Bourse du Travail de Paris est bien d'inspiration réformiste. Ce sont les partisans de la « paix sociale » qui fournissent la copie aux journaux de toutes les réactions, pour qu'ils puissent taper sur les « révolutionnaires » de la Bourse du Travail.

C'est à l'aide du préfet, du journal de la grosse bourgeoisie *Le Temps* et aussi de la *Libre Parole* et du *Jaune* de M. Biétry que les adversaires du syndicalisme révolutionnaire entendent prendre leur revanche du Congrès de Bourges.

Ils se sont tout à fait découverts cette semaine, en faisant publier par la presse à leur dévotion le programme des « modifications » à apporter dans l'administration intérieure de la Bourse.

Comme à Bourges, ces « modifications » se résument en deux mots : Représentation proportionnelle, c'est leur seul dada, et ils ne peuvent l'abandonner.

Tous les battus de Bourges, et rien qu'eux, ont signé le papier.

Biétry, qui fut jadis « l'ami politique » de certains d'entre eux, n'a plus qu'un petit effort à faire. Le préfet, qui n'a plus rien à leur refuser, ni aux uns ni aux autres, pourrait servir d'arbitre dans les « petits différends » qui les séparent encore.

« La paix sociale » chère à MM. les membres du Conseil supérieur du travail qui siègent justement en ce moment, aurait tout à y gagner.

Allons, Messieurs, liguez-vous, et avec le concours de la Préfecture : « Sus aux révolutionnaires, sus aux anarchistes! »

Nous vous attendons, Messieurs du réformisme préfectoral.

❖ ❖

J'ai signalé, il n'y a pas fort longtemps, le dépôt d'une proposition de loi tendant à créer un nouveau corps de gendarmerie pour grève. Le projet est à l'étude, et nous le verrons sortir et adopter un de ces jours. Il faut bien « protéger » les coffres-forts.

En attendant cette nouvelle « réforme démocratique », l'armée et la gendarmerie font le service.

Voici, d'après un document officiel, ce qu'il en a coûté aux contribuables en moins de cinq mois.

Il résulte d'une demande de crédits supplémentaires que les allocations réglementaires qui ont été attribuées aux troupes de gendarmerie déplacées à l'occasion des grèves depuis le mois d'août jusqu'au 31 décembre 1904 ont causé une dépense supplémentaire de 623.863 francs.

D'autre part, les frais de transport des troupes déplacées à l'occasion des grèves se sont élevés à 247.000 francs.

Soit au total : 870.863 francs.

Encore, pour ce prix, n'avons-nous eu que les fusillades de Limoges.

Et le pire, c'est que ce sont les fusillés de demain qui se font assassins, et que ce sont eux qui paient.

Niez donc après cela que la Société capitaliste n'est pas parfaite.

❖ ❖

Les grèves. — A Paris, la grève des ouvriers et ouvrières de la cordonnerie continue. Le patron a réussi à embaucher quelques renégats, ce qui a occasionné des conflits à la porte de son usine. La police, qui en garde les abords, est du reste provocante à ce point que les habitants du quartier sont dans une inquiétude continuelle pour sortir ou rentrer chez eux.

Aux usines que le même patron possède à Limoges et à Château-Thierry, la grève continue également.

A Nice, les ouvriers marbriers sont en grève : ils réclament une augmentation de salaire ainsi que le paiement des heures supplémentaires et la suppression du travail à forfait, toujours préjudiciable aux intérêts des travailleurs.

A Villefranche, malgré les mesures de répression, l'emprisonnement de plusieurs militants et les menaces de poursuites, la grève continue chez les maçons et chez les fileurs.

A Cette, les ouvriers coiffeurs en grève ont installé un « salon » à la Bourse du Travail, ce contre quoi les patrons protestent.

Les grévistes, qui ont avec eux la population, sont bien décidés à ne reprendre le travail que lorsqu'ils auront obtenu satisfaction.

A Saint-Etienne, grève des ouvrières du tissage Araud.

A Issy-les-Moulineaux, grève des ouvriers de l'usine électrique qui dure depuis un mois.

A Paris, grève des ouvriers chaudronniers de l'usine Serpollet.

A Limoges, grève des ouvriers menuisiers au nombre de 300.

A Saint-Junien, grève du personnel de l'usine de sacs à papier Imbert.

P. Delesalle.

❖ ❖

ESPAGNE

A Sestao et à Baracaldo vient d'avoir lieu une grève de locataires faite pour résister à l'augmentation toujours croissante des loyers. La grève a échoué. Mais ce fut après que les deux localités eurent été mises en état de siège et que les troupes des villes voisines y furent venues rétablir l'ordre.

Beaucoup de personnes ont été arrêtées et conduites dans les prisons de Bilbao. Parmi elles on compte au moins 40 femmes. Celles-ci ne se sont pas montrées les moins énergiques dans cette grève d'un nouveau genre.

Pour empêcher la saisie de leurs meubles, les grévistes les jetaient sur la voie publique et formaient avec des barricades, obstruant le passage des trains et tramways et barrant la route aux troupes chargées de prêter main-forte aux expulsions.

Pour se rendre compte du bien fondé des réclamations des locataires et de la rapacité des propriétaires biscayens, il faut savoir que les taudis loués par les ouvriers rapportent au moins 30 0/0.

Les événements survenus au cours de cette grève ont eu une répercussion dans le monde officiel. Le gouverneur militaire de Biscaye s'est plaint que le gouverneur civil ait entravé l'action militaire et encouragé ainsi la résistance des grévistes, qui purent insulter impunément la garde civile. Le général Soler, c'est le gouverneur militaire de la Biscaye, aurait sans doute voulu, lui aussi, s'offrir une fusillade d'ouvriers.

R. Froment.

❖ ❖

RUSSIE

Voici quelques extraits de la lettre de Kalaïef à la grande-duchesse Serge, dont il a été question dans notre dernier numéro et que publie, en entier, dans son numéro du 15 juin, le service de renseignements rapides de la *Tribune Russe* :

Grande-duchesse,

. . . .

... Votre visite, si intime, du 7 (20) février a été pour moi complètement inattendue. Je ne vous ai pas appelée; c'est vous qui êtes venue vers moi. Vous avez apporté votre souffrance et vos larmes et je ne vous ai pas repoussée, vous visiteuse importune du camp ennemi. Vous étiez si abattue par le malheur qui, pour la première fois peut-être, a frappé votre cœur, en vous révélant avec un cri d'effroi l'horreur de la vie qui vous entoure. Vous étiez si faible dans l'écroulement de votre majesté détrônée, devant le châtiment de la destinée!

Pour la première fois, un membre de la dynastie impériale inclinait devant un vengeur du peuple sa tête chargée de tous les crimes de la dynastie.

Mais je ne vous ai pas repoussée pour d'autres considérations encore, d'ordre plus intime. Vous avez partagé avec moi le succès de mon œuvre. Si vous aviez été dans la voiture, vous auriez également péri. Mais votre mort n'entrait pas dans les projets de l'Organisation de combat; c'était un accident inutile contre lequel l'Organisation a délibérément pris ses précautions. C'est à ce point de vue, au point de vue de l'Organisation que, pénétré de haine contre la famille régnante, je pensai à vous, que je « priai pour vous ». Oui, c'était avec un sentiment de piété que je désirais éviter votre perte; c'était avec la même conscience réfléchie que celle que je mettais à prendre toutes mes précautions pour assurer le succès de mon attaque contre le grand-duc. Que vous ayez eu la vie sauve, c'est là, après le meurtre du grand-duc, ma seconde victoire. J'étais donc doublement heureux.

. . . .

Il est donc clair que lorsque je dis « prier », il n'y a là rien qui puisse permettre de se tromper sur la fermeté de mes convictions. Oui, je « priai » pour la réussite de l'œuvre de mon parti, représentant du peuple dans sa lutte contre l'autocratie. Je me suis dévoué tout entier à la cause de la liberté des travailleurs, j'ai mis dans ma haine contre l'autocratie toutes mes souffrances et tout mon espoir. En ce sens, l'œuvre de « l'Organisation du Combat » du 4 février était mon œuvre personnelle, œuvre que j'ai accomplie avec un dévouement vraiment religieux. En ce sens, je suis un homme qui a une « religion », mais cette religion, c'est le socialisme et la liberté, et non pas les ténèbres et la violence. Ma religion est contre vous et non pas pour vous; je l'ai prouvé par mon acte du 4 février.

Vous l'avez bien senti; vous vous taisiez, effrayée, chaque fois que je vous répondais d'une façon tranchante, chaque fois que la conversation glissait sur le terrain de mes idées, c'est pour cela qu'avec une tristesse de repentir vous avez reconnu l'existence de ce mal formidable contre lequel nous sommes obligés de lutter à l'aide des bombes. Dans cet aveu, j'ai vu l'aveu de ma victoire, le repentir de votre conscience devant les crimes du grand-duc; voilà pourquoi j'ai consenti à accepter de vous la Sainte Image (mais je ne l'ai pas embrassée, comme disent les journaux...).

J'avais de la compassion pour vous, moi l'auteur de vos souffrances humaines, je condescendais à votre superstition religieuse, comme un vainqueur au faîte du bonheur que j'étais. Oui, je vous plaignais et je ne voulais pas envenimer votre plaie en vous parlant avec franchise de votre monstre de mari. Je vous épargnais comme un vainqueur. Et je pense qu'en me quittant vous ne pouviez pas ne pas le sentir. D'une façon générale, je suis un peu romantique, en fait de sentiments, et puis j'étais si heureux. Notre conversation a pu vous faire clairement comprendre que vous aviez affaire à un homme ayant agi contre le grand-duc, en pleine conscience, d'accord avec ses sentiments et ses idées.

. . . .

Je me suis fié à votre noblesse d'âme, croyant que votre situation officielle si élevée, votre dignité personnelle étaient une garantie suffisante contre une intrigue et une calomnie à laquelle vous seriez, d'une façon quelconque, mêlée. Mais vous n'avez pas craint de vous y trouver mêlée : ma confiance en vous n'a pas été justifiée.

L'intrigue et la calomnie qui ont tenté de donner une interprétation tendancieuse à notre entrevue sont un fait. Je me demande : est-il possible qu'il ait pu se produire sans que vous y participiez, ne serait-ce que d'une manière passive, en ne protestant pas contre ce que votre honneur vous commandait de démentir? Poser cette question, c'est y répondre.

. . . .

Mais moi aussi je suis partie intéressée dans ces circonstances où vous, grande-duchesse, vous avez manqué à la règle élémentaire qui préside à toute entrevue particulière; — vous avez violé le secret d'une conversation intime. J'ai manifesté un respect, ne serait-ce que tout extérieur, pour votre sentiment religieux; pourquoi, de votre côté, avez-vous permis qu'on insulte mon sentiment de compassion à votre égard, sachant, qu'avant le jugement, je suis hors d'état de me défendre contre la calomnie?

Il peut sembler étrange que je proteste contre la publicité donnée à des faits. Mais c'est une erreur : si je proteste, c'est contre l'interprétation tendancieuse de ces faits, contre la calomnie intentionnée. Pourquoi vos agents ont-ils tu tout ce que notre conversation comprenait de désagréable pour vous? Pourquoi n'avez-vous pas fait publier mon aveu dans lequel je vous disais que le grand-duc a été tué comme un homme politique malfaisant pour le peuple, que j'ai agi contre lui en pleine connaissance de cause, que je n'ai rien à me reprocher, ma conscience étant tranquille?

Pourquoi n'avez-vous pas mentionné l'indignation avec laquelle j'ai parlé de la guerre et des atrocités gouvernementales? pourquoi n'avez-vous pas publié ma déclaration que, si j'avais eu mille vies au lieu d'une, je les aurais données toutes, que je saurais accomplir mon devoir jusqu'au bout?... Tout a été caché au public, seuls les « faits inoffensifs » ont été publiés.

J'ai reçu une offense imméritée; mais que ma vie, mon œuvre et mon attitude devant le tribunal et pendant l'instruction, témoignent de mon honneur.

Ivan Kalaïef.

Le 24 mars-6 avril 1905.

❖ ❖

Nous croyons devoir reproduire aussi, du même journal, l'admirable lettre que le révolutionnaire écrivait à sa mère et à ses sœurs, quelques heures avant de mourir.

Mes chéries bien-aimées, nos entrevues sont si courtes que nous n'avons pas le temps de causer comme il faut; nous ne faisons que souffrir de nos impressions trop rapides.

Je vous supplie, ne me parlez pas de ma condamnation. Je suis très heureux; rien ne m'afflige, au moins en tant qu'il s'agit de mon sort personnel; c'est pourquoi ne me faites pas de peine inutilement.

Je vous ai toujours aimées tendrement et je vous aime infiniment toutes; mais ni vous, ni moi, personne ne peut plus effacer ce qui est arrivé. C'est pourquoi laissez tout au temps qui s'écoule; fiez-vous à sa sagesse et au tribunal de l'éternité.

Oh! ma chère mère, joie inoubliable de mes derniers jours! Seule tu comprends le cœur de ton fils; seule tu as su le réchauffer de ton courage indomptable. Si le sentiment d'amour humain existe dans le monde, c'est toi, mère, amour de sacrifice; toi, beauté et joie de mes derniers jours! Je ne me doutais pas qu'avant ma mort l'amour me caresserait de ce sourire surhumain. De tout mon cœur, je te remercie, mère, pour m'avoir donné cette joie.

Adieu, mes chéries! Que ces lignes soient pour vous le dernier baiser d'un fils et d'un frère qui vous aime.

IVAN.

✖ ✖

SUISSE

Le « Réveil » hebdomadaire. — Nous sommes heureux de pouvoir annoncer à nos lecteurs que le *Réveil* de Genève, l'excellent et vaillant journal socialiste-anarchiste, paraîtra désormais toutes les semaines.

C'est une preuve que la propagande marche, là-bas

Voici d'ailleurs la note dans laquelle nos camarades annoncent la transformation de leur organe :

« Le *Réveil* achève avec ce numéro sa cinquième année. La conspiration du silence n'a pu être maintenue autour de nous d'un commun accord entre bourgeois et politiciens du socialisme. Plus d'une fois notre influence s'est manifestée trop ouvertement et nos maîtres se sont cru obligés de jeter le cri d'alarme, précédés ou suivis en cela par leurs compères du socialisme légalitaire. Ceux-ci, malgré leur désir de feindre nous ignorer, n'ont pas manqué dans les rapports à leurs très hauts patrons de faire ressortir que s'ils n'avaient pu entraîner les ouvriers dans les marécages de la politique, il fallait en rechercher la cause dans notre action. Et c'est précisément cette constatation de l'utilité de notre tâche qui nous encourage à la poursuivre.

« Dans cette Suisse romande, berceau de l'anarchisme, un organe comme le nôtre ne pouvait manquer de rencontrer des sympathies. Celles-ci ont été en croissant et aujourd'hui nous croyons le moment venu de rendre notre organe hebdomadaire. A partir du prochain numéro du 8 juillet, le *Réveil paraîtra régulièrement tous les samedis.* Nous pourrons ainsi faire une plus large place à la chronique du mouvement dans les différentes villes et localités et donner plus de variété à notre journal. Par-dessus tout, nous continuerons à être un organe ouvrier, séparant nettement la cause des exploités de celle des exploiteurs et n'acceptant aucune compromission.

« Nos amis et camarades ne manqueront certes pas de nous fournir les moyens nécessaires, environ trois mille francs en plus par année, pour que le *Réveil hebdomadaire* puisse vivre et prospérer. »

✖ ✖

AMÉRIQUE DU SUD

Grève de charbonniers. — Les charbonniers de Cerro et de Montevideo, ayant chômé le 1er mai, se trouvèrent, le lendemain, en se rendant à leur travail, en présence d'écriteaux cloués sur les portes des bureaux d'embauche, et ainsi conçus :

« Dorénavant, qui voudra travailler travaillera à raison de 13 centimes l'heure. »

Immédiatement deux réunions eurent lieu, l'une à Cerro, l'autre à Montevideo.

Les ouvriers qui y assistaient, en presque totalité, se mirent d'accord, non seulement pour ne pas travailler au prix dérisoire de 13 centimes l'heure, mais pour exiger 16 réaux (4 francs) pour neuf heures de travail. Ils décidèrent aussi d'exiger que patrons et contremaîtres les respectent à l'avenir.

Au bout de deux jours, les ouvriers voyaient toutes leurs réclamations admises.

Avant ce mouvement, les charbonniers touchaient 12 réaux à terre et 14 à bord, pour des journées de dix, douze, quatorze, et jusqu'à dix-huit heures par jour. Car il n'y avait pas d'horaire fixe.

* *

Une nouvelle Sibérie. — L'île de los Estados est située au sud de la Terre de Feu, au 55e degré de latitude sud et au 64e degré de longitude ouest du méridien de Greenwich, c'est-à-dire à une température de 20 à 25° au-dessous de zéro.

C'est dans cette île que depuis la dernière tentative de grève générale, la République Argentine déporte, par simple mesure administrative, les ouvriers coupables d'avoir des idées subversives.

A. FROMENT.

VARIÉTÉ

LE CHOIX DES ALIMENTS

Quand j'ai étudié l'alimentation des nouveaux-nés (dans les numéros de la 10e année des *Temps Nouveaux*), j'ai cherché à montrer que la vie même du jeune enfant dépendait immédiatement de la façon dont son alimentation était conduite.

Quand l'enfant a dépassé l'âge de deux ans, les risques immédiats découlant de fautes alimentaires deviennent moins grands. Ces fautes sont alors rarement capables d'entraîner la mort, mais retentissent sur la santé de l'enfant de façon à troubler sa nutrition, à retarder sa croissance, le développement de sa charpente osseuse, de ses muscles, de son système nerveux, le fonctionnement de son cerveau, enfin de façon à le livrer à toutes les infections, depuis la gourme, la diphtérie, la coqueluche, les oreillons, la rougeole et toutes les fièvres éruptives jusqu'à la fièvre typhoïde et la tuberculose, pour peu qu'à la mauvaise alimentation se joignent d'autres conditions défavorables plus ou moins graves.

Depuis que la terreur des microbes dirige la conduite des parents qui se croient instruits, le médecin assiste journellement aux déceptions que procure l'apparition d'une série de maladies contagieuses chez des enfants soustraits, autant qu'il est humainement possible de le faire, à tous les contacts et voisinages dangereux.

Cette période a succédé à celle de la terreur du froid ; ou plus exactement les deux terreurs se sont superposées, si bien que les malheureux enfants qu'on calfeutrait et qu'on couvrait de cache-nez autrefois, continuent à subir ces désagréments auxquels s'ajoutent ceux de ne pouvoir jouer avec des camarades, de boire de l'eau consciencieusement bouillie, de subir l'introduction d'un thermomètre dans le derrière au moindre malaise.

Ce sont évidemment les mères n'ayant rien à faire qui imposent à leurs enfants toutes ces petites tortures; mais comme les mères qui travaillent se désolent de n'avoir pas le temps de donner des soins aussi minutieux à leurs enfants, je crois être utile aux unes et aux autres, en leur disant que le sublimé et l'eau bouillie n'empêcheront pas plus que l'ouate et les cache-nez l'éclosion de maladies contre lesquelles la seule mesure préventive à prendre est de rendre les enfants résistants. Or la résistance de l'enfant réside dans le bon état de sa santé générale, et celui-ci s'obtient par la vie au grand air, l'accoutumance au froid, la propreté de la peau, l'exercice raisonnable, l'existence agréable, et par-dessus tout l'alimentation convenable.

Pour le moment, je me contente de ces indications, me proposant de revenir un jour sur ce sujet, en suivant pas à pas le développement normal de l'enfant et en montrant combien presque toutes les habitudes reçues s'opposent précisément à ce développement normal.

Je veux seulement, en ce moment, établir la chaîne qui unit la santé de l'être humain fait à celle du petit être qui vient de naître et à celle du jeune être en voie de développement rapide.

Je me suis efforcé de faire comprendre, en parlant du nourrisson, que ceux qui, mal nourris dans leur première année, avaient la chance de ne pas succomber, n'en étaient pas moins fortement touchés, et restaient débiles ou tout au moins sujets à des troubles divers pendant toute leur existence. Il en est de même des enfants frappés de tares héréditaires léguées par leurs parents.

Les infections, fréquentes dans la deuxième enfance, chez ces sujets prédisposés, viennent ajouter leurs dégâts à ces vices de constitution héréditaires ou acquis. Il faut bien savoir en effet qu'une maladie infectieuse ne laisse pas l'individu qui en guérit dans l'état de santé où cet individu se trouvait avant l'infection. Des désordres ont été causés en divers points de l'organisme, souvent imperceptibles à l'examen le plus attentif du médecin, et cependant entraînant une manière d'être différente du sujet à l'état normal comme au cas d'une nouvelle maladie. Suivant l'expression de Félix Le Dantec, « quand un malade guérit, on dit qu'il redevient bien portant, et l'on entend par là qu'il redevient le mécanisme qu'il était avant d'être malade. Cela n'est pas vrai; il est devenu un autre mécanisme qui ressemble à l'ancien par certains côtés, mais qui en diffère par certains autres ; il s'est adapté, habitué à la maladie dont il vient de triompher. »

Il n'est pas rare d'entendre des personnes reconnaître qu'après une maladie infectieuse, elles n'ont jamais été « la même chose qu'avant ».

Un sujet humain possède donc à l'âge de quinze ans un organisme absolument différent de celui de tout autre individu humain du même âge et différent aussi de celui que le sujet en question possédait à sa naissance.

Les dispositions héréditaires, qu'il possédait en naissant, à se développer dans tel ou tel sens, ont été accrues ou gênées par les actes quotidiens de sa vie, et transformées par les maladies diverses qu'il a subies.

Voilà ce que devraient avoir toujours présent à l'esprit les hommes instruits qui osent tirer d'expériences physiologiques bien faites des conclusions précises pouvant servir de règle de conduite à tous les hommes.

Malheureusement, ces chercheurs n'ont pas eu l'occasion d'observer les modalités infiniment variées du fonctionnement de chaque organisme humain; malheureusement aussi les médecins, qui sont cependant à même de faire ces observations, appliquent secrètement à tous leurs malades les résultats des recherches de laboratoire, faute de pouvoir consacrer à chaque individu le temps nécessaire à étudier ses réactions personnelles.

La solution complète de ce difficile problème n'existera que lorsque chaque individu sera capable d'étudier suffisamment lui-même l'état de ses fonctions pour faire varier dans un sens favorable les conditions extérieures qu'il reconnaîtra mauvaises; le rôle du médecin se réduisant à l'aider dans ses recherches, en cas d'insuccès, et à le suppléer en cas de maladie obnubilant son intelligence.

Cet examen de sa propre santé n'exige en rien, comme on serait tenté de le croire, la connaissance de la conformation intérieure du

corps humain, de la structure des organes, et des lois de leur fonctionnement.

Il s'agit d'apprécier seulement des résultats, de comparer des sensations, de rapporter les différences observées à leur véritable cause, qui est une faute quelconque dans la manière de vivre, et par conséquent de savoir que le seul remède est de modifier cette manière de vivre.

Que nous voilà loin de la croyance générale, avouée ou non, que la maladie est quelque chose de surnaturel dont la guérison est du domaine des magiciens, jeteux de sort, rebouteux, somnambules et prêtres de toutes religions — ou bien quelque chose de matériel pouvant et devant être supprimé à l'aide d'une drogue, comme on enlève une tache sur un habit.

Je ne crois pas exagérer en déclarant que le rôle du médecin actuel consiste, dans quatre-vingt-dix-neuf cas sur cent, à être consulté sur l'indication de la drogue qui doit guérir la maladie qu'on lui soumet.

De là à aller demander directement au pharmacien qui vend la drogue, de vous délivrer celle qui convient, il y a une tendance toute naturelle que favorise, autant qu'il le peut, cet honorable commerçant familier avec les clients et leur parlant de leur maladie dans des termes qui expriment leur commune manière de l'envisager.

Ainsi se perpétue et se propage, même dans les grands centres, même chez les gens instruits, et raisonnant bien à d'autres points de vue, une conception de la maladie qui la rend plus fréquente, l'aggrave et peut même la causer de toutes pièces quand, ce qui est fréquent, l'exemple d'un voisin ou d'un ami entraîne quelque peureux à se croire atteint du même mal et à ingurgiter les mêmes remèdes.

Je considère comme absurde de chercher à combattre une tendance naturelle; mais en cherchant l'origine de celle dont je parle, je crois pouvoir l'attribuer à l'éducation religieuse et autoritaire subie par le genre humain depuis son origine, contre laquelle il n'a commencé à réagir que depuis un petit nombre d'années.

Il me semble dès lors possible, en m'adressant à la fraction de la population la plus rebelle à toute autorité, de faire comprendre à quelques personnes l'immense intérêt qu'il y a à ce que tout le monde considère la maladie comme une simple déviation du fonctionnement normal. Claude Bernard disait : « Les maladies ne sont que des phénomènes physiologiques dans des conditions nouvelles qu'il s'agit de déterminer; les actions toxiques et médicamenteuses se ramènent à de simples modifications physiologiques dans les propriétés des éléments de nos tissus. »

(*A suivre.*) Dr E. D.

BIBLIOGRAPHIE

L. M. Compain (c'est une femme, paraît-il) vient de publier *L'Opprobre* (1). C'est l'histoire d'une jeune bourgeoise qui s'en laisse conter par un jeune politicien, qui la lâche pour faire un mariage qui assure le succès de sa candidature au Parlement, et, ce qui ne gâte rien, riche au surplus.

Thérèse, c'est la délaissée, qui donnait des leçons pour vivre, est remerciée de partout lorsqu'on sait qu'elle va avoir un enfant; car, loin de se plier au préjugé qui veut que ce soit une honte d'être mère sans permission de l'état civil, elle n'a pas voulu s'en cacher, estimant avec raison que la honte n'est pas pour elle. Parmi les plus scandalisées de sa conduite, se trouve, comme de juste, celle qui, quoique mariée et mère de famille, a un amant, et crie le plus fort à la morale.

Et l'indépendance de Thérèse lui coûterait de mourir de faim, elle et son enfant, si elle ne tombait dans un milieu composé de bourgeois et d'ouvriers qui, lancés dans le mouvement des U. P. (Pauvres U. P., elles auront surtout fourni des sujets à la littérature) et du coopératisme, débarrassés de quelques-uns des préjugés de la société bourgeoise, la prennent avec eux, lui créent un emploi, et dont l'un, finalement, adopte l'enfant, et se marie avec la mère.

Il y a, dans le roman de M., ou de Mme Compain, surtout de la bonne volonté, mais aussi, il me semble, une certaine ignorance des questions qu'il, ou qu'elle, traite.

Je demande surtout à faire mes réserves sur l'excellence de la coopération pour transformer l'état social, et surtout sur deux passages sur la religion et l'éducation « qui ne sont pas dans un sac » : nous montrant des gens « débarrassés du préjugé religieux », qui veulent continuer à l'enseigner à leurs enfants. Cela ressemble fort à la séparation de l'Eglise et de l'Etat que la Chambre est en train de nous voter : « Article premier. Les Eglises sont séparées de l'Etat. — Art. 2. L'Etat continuera à fournir gratuitement les monuments nécessaires aux cultes et à loger les curés de tous poils et à fournir à leur existence. »

* *

Le 71e Trainglaux (1) de M. Beaurepaire-Froment est un livre antimilitariste. Mais l'auteur a cru bon d'y intercaler, à tour de bras, des citations d'auteurs régionaux, anciens ou modernes, plus ou moins connus, de pousser la minutie des détails jusqu'à la fastidiosité, ce qui lui fait un style lourd et fatigant, où ce qui pourrait être intéressant est étouffé sous le fatras de ce qui est inutile.

D'autre part, pour son service de presse, en dehors des citations dans le corps du texte, il a ajouté des pages entières de patois qui coupent le récit comme des cheveux sur la soupe. Cette édition est marquée 0 fr. 60. Mais lorsqu'un acheteur la fait demander, elle est épuisée, il n'en reste qu'une à 3 fr. 50.

* *

Le Dr Gabriel Moutheux, étant administrateur des hôpitaux de Marseille, voulut prendre son rôle au sérieux, fit la guerre aux malversations qu'il rencontra dans l'administration, chose que ne lui pardonnèrent pas les collègues dont il dérangeait les petites combinaisons. Protections aidant, ils réussirent à faire proposer à cet empêcheur de « gratter » en rond, de démissionner en échange d'un poste rétribué. Comme il eut le mauvais goût de ne pas accepter, il fut purement et simplement révoqué. Ce sont ces faits qu'il raconte dans sa brochure *Aux hospices : les dessous d'une révocation* (2).

* *

Le Socialisme moderne (3), de M. J.-B. Severac, est un ramassis de grandes phrases, un pastiche prétentieux de Karl Marx, cachant mal le néant de la pensée. A en croire notre auteur, il n'y aurait qu'à laisser aller toute seule la société capitaliste, pour la voir, de par le propre jeu de ses forces, se transformer automatiquement en organisations socialistes.

Comptez là-dessus, mes frères, et buvez de l'eau!

A moins que la brochure de M. Severac ne soit que l'œuvre d'un pince-sans-rire, voulant démontrer qu'il y a si peu de différence entre la société capitaliste, et celle acceptée par les socialistes de l'heure présente, que le passage de l'une à l'autre peut se faire sans efforts et sans douleur.

J. Grave.

* *

Nous avons reçu :

Dictionnaire de Maurice Lachâtre, séries 81 à 89, 0 fr. 60 la série, 3, rue des Grands-Augustins.

De San Francisco au Canada, par J. Huret; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Introduction à la Géographie de la France, par Elisée Reclus (extrait du *Dictionnaire de la France*, par P. Joanne; Hachette, 79, boulevard Saint-Germain).

La France et la paix armée, par Ch. Guieysse; 1 vol., 1 fr. 50, *Pages Libres*, 17, rue Séguier.

L'Epaulette, par Darien; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Nociones sobre las primeras edades de la humanidad, por G. Engerrand; 1 vol., 2 pesetas, à la *Escuela Moderna*, 56, calle de Bailen, Barcelone.

Anarchistes, pièce en trois actes par Poinsot et Normandy; une brochure à *Vox*, 101, rue Saint-Denis.

L'affaire Reyp-Pomier à Aurillac, par J. Ajalbert; 1 broch., 1 fr., à l'*Action*, 30, rue Taitbout.

Le cas Bazaine, par Elie Peyron; 1 broch., 2 fr., chez Stock, 155, rue Saint-Honoré.

Leur Patrie, par G. Hervé; 1 vol., 3 fr. 50, Librairie de propagande socialiste, 14, rue Victor-Massé.

Le Triomphe du vice, par L. Marius; 1 vol., 2 fr. 50, chez Dujarric, 50, rue des Saints-Pères.

La Crosse en l'air, par E. Girault; 0 fr. 05, Palais du Travail, 8, rue du Pile, Roubaix.

Weshalb wir anarchisten sind, von X. Merlino, à *Der Anarchist*, Berlin.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Stock, rue Saint-Honoré.

(1) A la *Tradition*, 60, quai des Orfèvres.

(2) 0 fr. 30; *Association ouvrière*, 31, rue Sainte, Marseille.

(3) Une brochure, 1 franc, chez Cornély, 101, rue de Vaugirard.

Correspondances et Communications

Mon cher Grave,

Qu'elle est impressionnante, la lettre d'un ancien escarpe publiée dans l'avant-dernier numéro des *Temps Nouveaux!* En quelques mots, notre camarade nous fait assister au drame que fut son existence finalement orientée vers la lutte pour l'intérêt commun, grâce à la pénétration des idées anarchistes. Peut-il y avoir une meilleure preuve de la valeur de ces idées? Et la contre-épreuve n'est-elle pas amplement fournie par le piteux résultat des œuvres charitables et philanthropiques pour le relèvement moral qui n'arrivent à produire que des mouchards, des hypocrites et des jaunes?

Mais si l'on songe qu'il aurait suffi à notre camarade d'être coffré, au cours de sa première existence, pour qu'il lui fût désormais presque fatalement impossible d'en changer, on est forcément amené à considérer l'action de la justice humaine comme la plus néfaste qui se puisse imaginer. Elle n'a et ne peut avoir d'autre effet que de s'opposer à ces bons mouvements par lesquels tout individu encore conscient cherche à se « réhabiliter » à ses propres yeux d'un acte de bassesse ». Elle apprend, au contraire, aux prisonniers que plus ils commettront d'actes de bassesse, mieux ils seront vus par l'autorité, à condition de se mettre à son service.

Si la lâcheté n'aveuglait pas les dirigeants, cette vérité évidente leur ferait fermer les prisons, les tribunaux, les bureaux de police et tout ce qui s'ensuit. Les contribuables y gagneraient gros, et les attaques nocturnes diminueraient.

Oui, la lettre que vous avez publiée est intéressante à plus d'un titre et quand elle n'aurait servi qu'à nous faire connaître un camarade digne de toute notre admiration et de notre estime, nous devrions vous en être reconnaissants.

Dr E. D.

★ **Une Œuvre d'éducation.** — Dans une ferme de 25 hectares comprenant bois, prairies, jardins fruitier et potager, etc., située au Pâtis, commune de Rambouillet (Seine-et-Oise), Sébastien Faure va fonder une école ou mieux une œuvre d'éducation pour laquelle il fait appel au concours de ceux que son projet intéressera.

Voici les lignes essentielles de ce projet:

Il prendra entièrement à sa charge des enfants (orphelins, abandonnés, appartenant à des familles nécessiteuses) âgés de 8 à 10 ans.

Jusqu'à 12 ans ces enfants recevront une bonne instruction primaire.

De 12 à 15 ans, tout en poursuivant leurs études, ils apprendront un métier.

A partir de 15 ans, l'enfant pourra rester dans la colonie, qui aura pour nom « la Ruche », ou la quitter.

S'il reste, il travaillera dans l'atelier où il aura fait son apprentissage et recevra le produit intégral de son travail dont trois parts seront faites : la première représentera ses frais de nourriture et d'entretien; la deuxième sera versée à l'œuvre pour le fonds commun; et la troisième constituera un pécule qui sera constamment à sa disposition.

Le chiffre auquel s'élèvera la dépense annuelle occasionnée par chaque enfant est évalué à 600 francs. Sébastien Faure se charge personnellement de subvenir à l'entretien d'une vingtaine d'enfants.

Tout concours pécuniaire qui lui sera fourni servira à augmenter le nombre d'enfants admis dans la grande famille que sera « la Ruche », à raison de 600 francs par enfant.

Toute correspondance, souscription, demande de renseignements doit être adressée à Sébastien Faure, à la Ruche, Le Pâtis-Rambouillet (Seine-et-Oise).

Lorient, le 26 juin 1905.

Camarade Jean Grave,

Le Groupe socialiste de Lorient proteste contre la qualification de socialiste donnée à la majorité radicale-socialiste du Conseil municipal de Lorient dans le dernier numéro des *Temps Nouveaux*, au sujet de l'inauguration de la statue de Jules Simon. Les militants lorientais, et le camarade Poulain en particulier, savent bien à quoi s'en tenir à ce sujet, mais vos lecteurs des autres pays pourraient prendre la chose au sérieux, et faire retomber sur le Parti la responsabilité d'actes qui le déshonoreraient certainement s'ils avaient été commis par des socialistes.

Remerciements anticipés et salut fraternel.

Pour le Groupe socialiste de Lorient,

Le Bureau.

Nous insérons bien volontiers cette protestation, mais en faisant remarquer aux signataires que si les socialistes restaient toujours à l'écart des malpropretés électorales et parlementaires, de telles confusions ne se produiraient pas.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy. — Appel à la solidarité.

Nous appelons tout particulièrement l'attention de nos amis sur l'une des plus intéressantes victimes du prétendu complot, notre camarade Palaccio.

Son absence laisse au logis : quatre innocents pleurant misère et une femme à la veille d'être mère.

Mais nous savons que toute protestation n'aboutit pas à grand'chose : c'est pourquoi, comptant sur le dévouement des camarades qui ne fait jamais défaut en pareille circonstance, nous nous adressons à eux pour nous aider à sortir d'embarras cette famille, coupable seulement d'être compatriote du roi du sabre et de l'inquisition.

A la coalition des affameurs, nous devons opposer la solidarité des affamés!

L'Aube Sociale.

★ **Groupe de propagande anarchiste par l'écrit.** — Mouvement de juin.

Envoyé et distribué :

Temps Nouveaux	650
Voix du Peuple (spécial)	50
Divers	50
L'Enseignement libertaire et l'enseignement bourgeois (Grave)	100
Anarchie (Gifard)	115

Merci au camarade de Toulon qui a envoyé des brochures. Elles seront distribuées.

René Froment,

129, route d'Orléans, Arcueil-Cachan (Seine).

★ Belgique. — Un de nos lecteurs nous écrit que la police a tellement intrigué chez son patron, qu'il se voit dans l'impossibilité de continuer à recevoir les journaux anarchistes. On a tellement effrayé les marchands de journaux qu'ils refusent de vendre les organes anarchistes.

A NOS LECTEURS

Nous avons fait déposer chez les libraires et dans les gares *Guerre, Patrie, Caserne*, de Ch. Albert, *Machinisme*, de Grave, et *Entretien d'un philosophe*, de Diderot. Prière de les y demander.

Je rappelle à nos lecteurs que nous avons édité un volume de lecture à l'usage de la jeunesse, sous le titre : *Le Coin des enfants*, débarrassé de tout esprit de dogmatisme.

L'édition de souscription, tête dorée, 3 fr. 50; édition ordinaire, 3 francs.

Il est également en dépôt dans les gares.

AUX CAMARADES

Merci à ceux qui nous ont envoyé des numéros du *Canard Sauvage*; Cinq collections sont à peu près sur pied. Mais ce qui nous manque pour en compléter cinq : ce sont des numéros 24, 28 et 31.

CONVOCATIONS

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy :

Samedi 1er juillet. — *Soirée mensuelle*. Docteur Pozerski, de l'Institut Pasteur : La syphilis et son microbe. Entrée : 0 fr. 25.

Mercredi 5. — 1 heure à 8 h. 1/4, Conseil d'administration.

Vendredi 7. — Docteur Oguse : Le Droit à l'amour.

★ **Syndicat des Locataires de la Seine** (Section du 17e arrond.). — Réunion de la section le 6 juillet à 8 h. 1/2, au siège, 4, passage Davy :

1° Causerie : Le but et les moyens du syndicat ;

2° Détermination à prendre pour les camarades victimes du terme.

★ **La Coopérative Communiste**, 22, rue de la Barre (18e arr.). — Samedi 1er juillet, à 8 h. 1/2 du soir, organisation d'une grande ballade à Vaux, à la Colonie « Le Milieu Libre », pour le 14 juillet.

Jeudi 6, à 8 h. 1/2 du soir, entente avec les camarades du XIIe qui ont l'intention de fonder une Coopérative à base communiste.

Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir, répartition des denrées.

★ **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 42, rue du Fer-à-Moulin. — Samedi 1er juillet, à 8 h. 1/2, causeries entre camarades.

★ **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Lundi 3 juillet, à 9 heures du soir, salle de Commission (Bondy), Bourse du Travail, organisation d'une controverse.

★ **Causeries Populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 5 juillet, à 8 h. 1/2. Sujet : Sur les théories d'Hervé : Pour et contre.

★ **Groupe d'Education Libertaire du XIIe arrondissement.** — Réunion mardi 4 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Ecole, rue du Rendez-vous, 22, au fond. Causerie sur la coopération communiste; son but, son utilité.

Vente de brochures.

★ **Causeries Populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi 3 juillet, à 8 h. 1/2. Sujet : Arithmétique (2), par Paraf-Javal.

★ **L'Internationale Antimilitariste, section du XIXe.** — Permanence le samedi, de 8 h. 1/2 à 10 heures, 5, rue de Flandre, salle de la Renaissance.

★ **Association Internationale Antimilitariste, section du XXe.** — Réunion le 3 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites.

Ordre du jour : Discussion sur le Congrès national.

★ **Coopérative Communiste du XXe**, 27, rue des Maronites. — Samedi 1er juillet, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. du soir, répartition de denrées.

★ Nogent-Le Perreux-Bry-Champigny. — Les membres de la **Section A. I. A.** ayant décidé, d'accord avec la Section du XIIe arrond., de faire une sortie de propaganda pour le 14 juillet et pouvant compter sur l'appui de plusieurs groupes, nous invitons donc tous les camarades antimilitaristes à décider leurs amis à venir très nombreux à la sortie champêtre de Paris-Bois de Combault (Seine-et-Oise). Transport de Paris : Nogentais-Pont, de Mulhouse, 0 fr. 30 ; chemin de fer, ligne Est. Pont de Mulhouse-Villiers-sur-Marne, 0 fr. 45 aller et retour. Excursion. Déjeuner, conférence, concert, jeux divers. Dîner. Paris, retour 10 heures du soir. On emporte son repas.

N. B. — Une nouvelle note annoncera l'heure et le rendez-vous.

★ Roubaix. — Salle du Palais du Travail, 8, rue du Pile, dimanche 9 juillet, à 4 heures du soir, réunion. Causerie par un camarade ; compte rendu financier trimestriel.

★ Bordeaux. — **A. I. A.** — Dimanche 2 juillet, à 4 heures du soir, réunion, 4, rue Barreyre. Causerie par Eugène Merle sur le rôle de l'A. I. A. ; mesures à prendre en vue du congrès de St-Etienne.

★ Marseille. — **A. I. A.** — Réunion générale au bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, dimanche 2 juillet, à 6 heures du soir. Ordre du jour : Délégation d'un membre pour le Congrès national de St-Etienne, le 14 juillet.

★ Firminy. — **A. I. A.** — Dimanche 2 juillet, à 9 h. 1/2 du matin, salle de l'Université populaire, réunion du groupe antimilitariste. Ordre du jour : Circulaires du comité national ; Congrès de Saint-Etienne des 14, 15 et 16 juillet.

★ Perpignan. — **Groupe « Germinal »**. — Dimanche, à 8 h. 1/2 du soir, au local habituel, réunion du Groupe. Causerie par un camarade sur : « L'absurdité de la politique. »

★ Perpignan. — **Internationale Antimilitariste des Travailleurs.** — Samedi, à 8 heures du soir, au bar des Variétés, réunion de la section de l'A. I. A. des Travailleurs. Ordre du jour : Désignation du délégué au Congrès national qui se tiendra à St-Etienne, les 14, 15 et 16 juillet.

★ Villeurbanne. — **A. I. A.** — Dimanche matin, 2 juillet, à 9 heures, réunion de la section. Importante décision concernant le Congrès. Urgence.

★ Fléron. — Les chercheurs de vérité se réunissent tous les 15 jours à la Maison du Peuple du Hasard.

A NOS LECTEURS

Toute la bonne volonté de quelques camarades n'a réussi qu'à nous faire paraître sans trop de mal, mais cela a été insuffisant pour que nous puissions donner le supplément.

La semaine prochaine, nous aurons touché la vente du mois, il y sera sûrement.

Les dessins parus dans le journal depuis le 1er mai, et signés des noms les plus connus parmi les dessinateurs, commencent à former une série intéressante qui sera recherchée.

Nous offrons donc tout ce qui est paru, à condition que l'on nous enverra autant de 0 fr. 02 (pour la province) et de 0 fr. 05 (pour l'extérieur) qu'il y a de numéros parus, à tout nouvel abonné de 6 mois.

N'ayant de place que pour garder un nombre restreint de collections, ceux qui désirent profiter de l'occasion feront bien de se presser, avant que nous nous débarrassions de nos invendus.

Petite Correspondance

M. G., à Cremona. — Reçu timbre. Mais je vous renouvelle mon observation que nous perdons de 25 à 30 0/0 sur les timbres, d'avoir à en tenir compte, sinon nous serons forcés de déduire sur la durée de l'abonnement.

C. S., à Montpellier. — Bon. Merci.

B., à Rouen. — Reçu. Merci. Ce sont bien toujours les mêmes idioties.

H., à Bussang. — 1 fr. 20.

B., au Coteau. — Merci pour les gares. Je ne puis exiger l'envoi que lorsque quelque camarade s'engage à l'y prendre.

J. B., à M. — Oui, il y a *De Ravachol à Caserio*, que nous pouvons vous fournir franco, 2 fr. 75. — Merci pour l'adresse.

L. C., à New-York. — L'abonnement D. sera servi.

L., à Charleroi. — Oui, c'est le 23 mars que le mandat a été reçu.

E. M., à Montpellier. — Bon. Je prends note. Oui, le journal a dû être expédié à l'adresse donnée.

G. Hel. — « 14 juillet » bon comme idée, mais trop insuffisant comme forme.

E. K. B. — Non *Le Bonheur universel* n'est pas paru. — La production d'absurdités est si grande qu'une de plus ou de moins dans la circulation, ça n'a pas grande importance.

A. M., à Lyon. — Nous ne pouvons communiquer l'adresse de nos abonnés sans leur assentiment.

Reçu pour les familles des arrêtés : Chinon, 2 fr. — De la Bourse du Travail de Brest, pour la famille Palacio, 6 fr. 25. — F., pour Malato, et les camarades arrêtés, 5 fr. — Pour la famille Palacio, 15 fr. — G. L. V., à Autun, 3 fr. 50 pour les camarades arrêtés. — K., à Brest, 0 fr. 30. — En tout : 32 fr. 25. — Listes précédentes : 29 fr. 90. — Ensemble : 62 fr. 15 — que nous avons fait parvenir à la famille Palacio, et à divers arrêtés.

Reçu pour le journal : T., à Marseille, 0 fr. 50. — F. R., à Saint-Claude, 0 fr 50. — C. P., 1 fr. — Chinon, 2 fr. — D., 2 fr. — B., à Lyon, 1 fr. — A. Ch. et L. C., à New-York, 6 fr. — F., 5 fr. — G. H., à Tully, 1 fr. — T. A., à Alger, 2 fr. — G. R., à Vuneuil, 25 fr. — H., 3 fr. 60. — A. P., 5 fr. — K., à Brest, 0 fr. 35. — M., à Rognonas, 2 fr. — Merci à tous.

J., à Clichy. — L. C., à Pierreclos. — T. F., à Hennebont. — M., à Marseille. — J. S., à Saint-Imier. — C. F., à Epernay. — T., à Poitiers. — E. B., rue M. — Bourse du Travail d'Alger. — P. C., à Tassin. — Nouméa. — L. P., à Liverpool. — M. à Montner. — B., à Carnière. — O., rue D. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.



Comment on entraîne les marins Russes!

Dessin de M. Luce.

11e ANNÉE. — N° 10. 8 JUILLET 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris = Ve

Voir à l'intérieur le dessin de Hermann-Paul.

SOMMAIRE

La Réaction en 1790 et 1791

Suite (1).

IV

Lorsque l'on étudie la grande Révolution, on est tellement entraîné par les grandes luttes qui se déroulent à Paris, qu'on est porté à négliger l'état des provinces et la force qu'y possédait tout le temps la contre-révolution. Cependant cette force restait immense. Elle avait pour l'appuyer les siècles du passé et les intérêts du moment ; et il faut l'étudier pour comprendre combien minime est la puissance d'une assemblée de représentants pendant une révolution, alors même que ceux-ci seraient inspirés, par impossible, des meilleures intentions. Lorsqu'il s'agit de lutter, dans chaque ville et dans chaque petit hameau, contre les forces de l'ancien régime qui, après un premier moment de stupeur, se réorganisent pour arrêter la révolution, — il n'y a que la poussée des révolutionnaires sur place qui puisse réussir à vaincre cette résistance.

Il faudrait des années et des années d'étude dans les archives locales pour retracer tous les agissements des royalistes pendant la grande Révolution. Quelques épisodes suffiront cependant pour en donner une idée générale.

* *

On connait plus ou moins l'insurrection de la Vendée. Mais on n'est que trop enclin à croire que là, au milieu de populations demi-sauvages, inspirées par le fanatisme religieux, se trouvait le seul foyer sérieux de contre-révolution. Et cependant le Midi représentait un autre foyer du même genre, d'autant plus redoutable que les campagnes sur lesquelles s'appuyaient les royalistes pour exploiter les haines religieuses des catholiques contre les protestants, se trouvaient à côté d'autres campagnes et de grandes villes qui avaient fourni un des meilleurs contingents à la Révolution.

La direction de ces divers mouvements partait de Coblentz, petite ville allemande située dans l'Electorat de Trèves, qui était devenue le centre principal de l'émigration royaliste. Depuis l'été de 1791, lorsque le comte d'Artois, suivi de l'ex-ministre Calonne, et plus tard de son frère, le comte de Provence, vint s'établir dans cette ville, elle devint le centre principal des complots royalistes. De là partaient les émissaires qui organisaient dans toute la France les insurrections contre-révolutionnaires. Ceux-ci embauchaient partout des soldats pour Coblentz, — même à Paris, où le rédacteur de la *Gazette de Paris* offrait ouvertement 60 livres à chaque soldat embauché. Pendant quelque temps on dirigeait ces hommes tout à fait ouvertement, d'abord sur Metz, puis sur Coblentz.

« La société les suivait », dit Ernest Daudet dans une étude sur les *Conspirations royalistes dans le Midi*; « la noblesse imitait les princes, et beaucoup de bourgeois, de petites gens, imitaient la noblesse. On émigrait par ton, par misère ou par peur. Une jeune femme, rencontrée dans une diligence par un agent secret du gouvernement et interrogée par lui, répondait : — « Je suis couturière : ma clientèle est partie pour l'Allemagne; je me fais « émigrette » afin d'aller les retrouver. »

Toute une cour, avec ses ministres, ses chambellans et ses réceptions officielles, et aussi avec ses intrigues et ses misères, se créait ainsi autour des frères du roi, et les souverains de l'Europe reconnaissaient cette cour, traitaient et complotaient avec elle. Tout le temps on s'y attendait à voir Louis XVI arrivant au milieu d'eux et se mettant à la tête des troupes. On l'attendait en juin 1791, lors de sa fuite à Varennes, et plus tard, en novembre 1791, et même en janvier 1792. Enfin, on décida de préparer le grand coup pour juillet 1792, lorsque les armées royalistes de l'Ouest et du Midi, soutenues par les invasions anglaise, allemande, italienne et espagnole, marcheraient sur Paris, soulevant Lyon et d'autres grandes villes au passage, — pendant que les royalistes de Paris même feraient leur grand soulèvement, disperseraient l'Assemblée et châtieraient les enragés, les jacobins...

« Replacer le roi sur le trône », c'est-à-dire en faire de nouveau un roi absolu ; réintroduire l'ancien régime, tel qu'il avait existé au moment de la convocation des Etats généraux, c'étaient là leurs vœux. Et lorsque le roi de Prusse, plus intelligent que ces revenants de Versailles, leur demandait : — « Ne serait-il pas de la justice comme de la prudence de faire à la nation le sacrifice de certains abus de l'ancien gouvernement? — Monsieur, lui répondait-on, pas un seul changement, pas une seule grâce! » (Pièce aux Archives des affaires étrangères, citée par E. Daudet.)

Inutile d'ajouter que toutes les cabales, tous les commérages, toutes les jalousies qui caractérisaient Versailles se reproduisaient à Coblentz. Les deux frères avaient chacun sa cour, sa maîtresse attitrée, ses réceptions et son cercle, tandis que les nobles fainéants vivaient de commérages et de cancans, d'autant plus méchants que beaucoup tombaient bientôt dans la misère.

Autour de ce centre gravitaient maintenant ceux des curés fanatiques qui préféraient la guerre civile à la soumission constitutionnelle que leur offraient les nouveaux décrets, ainsi que les aventuriers nobles qui aimaient mieux risquer une conspiration que de se résigner à la perte de leur situation privilégiée. Ils venaient à Coblentz, obtenaient l'investiture royale pour leurs complots et s'en retournaient dans les régions montagneuses des Cévennes ou sur les plages de la Vendée, allumer le fanatisme religieux des paysans et organiser les soulèvements royalistes.

Les historiens de la Révolution, quand ils lui sont sympathiques, glissent rapidement sur ces résistances contre-révolutionnaires. Ils les représentent comme des événements sans importance, comme l'œuvre de quelques fanati-

(1) Voir les numéros 2 du 13 mai et 5 du 3 juin 1905.

ques dont la Révolution eut facilement raison. Mais, en réalité, les complots royalistes couvraient des régions entières, et comme ils trouvaient appui, d'une part, parmi les gros bonnets de la bourgeoisie et, d autre part, dans les haines religieuses entre protestants et catholiques — ce fut le cas dans le Midi, — les révolutionnaires eurent à lutter à corps défendant contre les royalistes, dans chaque ville et dans chaque petite commune de la localité.

* *

Ainsi, pendant que l'on fêtait à Paris, le 14 juillet 1790, la grande fête de la Fédération, à laquelle toute la France prenait part et qui semblait devoir placer la Révolution sur une base solide communale, les royalistes préparaient dans le Sud-Est la fédération des contre-révolutionnaires. Le 18 août de cette même année, près de 20.000 représentants de 185 communes du Vivarais se réunissaient dans la plaine de Jalès. Tous portaient, comme les conspirateurs de la Saint-Barthélemy, la croix blanche au chapeau. Dirigés par des nobles, ils posèrent ce jour-là les bases de la fédération royaliste du Midi, qui fut constituée solennellement au mois de février suivant et qui prépara d'abord une série d'insurrections pour l'été de 1791, et ensuite la grande insurrection qui devait éclater en juillet 1792, avec l'appui de l'invasion étrangère, et porter le coup de grâce à la Révolution.

Cette fédération fonctionna ainsi pendant deux ans, maintenant des correspondances régulières, d'une part avec les Tuileries et d'autre part avec Coblentz. Elle jurait de « rétablir le roi dans sa gloire, le clergé dans ses biens, la noblesse dans ses honneurs ». Et quand ses premières tentatives échouèrent, elle organisa, avec l'aide de Claude Allier, une vaste conspiration qui devait mettre sur pied plus de 50.000 hommes. Conduite par un grand nombre de prêtres, marchant sous les plis du drapeau blanc et soutenue par la Sardaigne, l'Espagne et l'Autriche, cette armée devait marcher sur Paris, « libérer » le roi, disperser l'Assemblée et châtier les patriotes.

Chambéry, ville du royaume de Sardaigne à cette époque, était un autre centre des émigrés. Bussy y avait même formé une légion royaliste, qu'il exerçait en plein jour. Ainsi s'organisait la contre-révolution dans le Midi, alors que dans l'Ouest les curés et les nobles préparaient le soulèvement de la Vendée avec l'aide de l'Angleterre.

Et, qu'on ne nous dise pas que ces conspirateurs et ces rassemblements étaient peu nombreux. C'est que les révolutionnaires aussi, — ceux du moins qui étaient décidés à agir, — n'étaient pas nombreux non plus. Dans chaque parti, de tout temps, les hommes d'action furent une infime minorité. Mais, grâce à l'inertie, aux préjugés, aux intérêts acquis, à l'argent et à la religion, la contre-révolution tenait des régions entières ; et c'est cette force terrible de la réaction — et non pas l'esprit sanguinaire des révolutionnaires — qui explique les fureurs de la Révolution en 1793 et 1794, lorsqu'elle dut faire un effort suprême pour se dégager des bras qui l'étouffaient.

* *

Dans le Vivarais, l'âme de la ligue contre-révolutionnaire était Claude Allier, curé-prieur de Chambonnaz. Ses adhérents, prêts à prendre les armes, se montaient-ils à 60.000 hommes, comme il l'affirmait lors de la visite qu'il fit à Coblentz en janvier 1792, il est plus que permis d'en douter. Mais ce qui est certain, c'est que dans chaque ville du Midi la lutte entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires se continuait tout le temps, faisant pencher la balance tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

A Perpignan, les militaires royalistes se préparaient à ouvrir la frontière aux armées espagnoles. A Arles :

> « Dans la lutte locale entre les monnetiers et les chiffonistes, c'est-à-dire entre les patriotes et les contre-révolutionnaires, la victoire restait à ces derniers... Avertis que les Marseillais organisaient une expédition contre eux, qu'ils avaient même pillé l'arsenal de Marseille pour se mettre en état de faire la campagne, ils se préparaient à la résistance, se fortifiaient, muraient les portes de leur ville, creusaient des fossés le long de l'enceinte, assuraient leurs communications avec la mer et réorganisaient la garde nationale de façon à réduire à l'impuissance les patriotes. »

Ces quelques lignes, empruntées à Ernest Daudet (1), sont caractéristiques. C'est le tableau de ce qui se passait un peu partout dans toute la France. Il fallut quatre années de révolution, c'est-à-dire l'absence pendant quatre années d'un gouvernement fort, et des luttes incessantes de la part des révolutionnaires, pour réduire la réaction, plus ou moins, à l'impuissance.

A Montpellier, les patriotes durent fonder une ligue pour défendre, contre les royalistes, les prêtres qui avaient prêté serment à la Constitution, ainsi que ceux qui allaient à leurs messes. Tout le temps on se battait dans les rues. A Lunel dans l'Hérault, à Yssingeaux dans la Haute-Loire, à Mende dans la Lozère, c'était la même chose. On ne désarmait pas. Au fond, on peut dire que dans chaque ville de cette région les mêmes luttes se produisaient entre les royalistes ou bien les Feuillants de l'endroit et les « patriotes », et plus tard entre les Girondins et les « anarchistes ». On pourrait même ajouter que dans l'immense majorité des villes du Centre et de l'Ouest, les réactionnaires obtenaient le dessus, et que la Révolution ne trouva un appui sérieux que dans une trentaine de départements sur quatre-vingt-trois. Plus que cela. Les révolutionnaires eux-mêmes ne s'enhardissaient pour la plupart et ne se décidaient à braver les royalistes que très lentement, à mesure que leur éducation révolutionnaire se faisait par les événements.

* *

Dans toutes ces villes, les contre-révolutionnaires se donnaient la main. Les riches avaient mille moyens, que les patriotes ne possédaient généralement pas, de se déplacer, de correspondre au moyen d'émissaires spéciaux, et se cacher eux-mêmes et leurs armes dans les châteaux. Les patriotes correspondaient, sans doute, avec les Sociétés populaires et les Fraternelles de Paris, ou la Société des Indigents, ainsi qu'avec la Société mère des Jacobins, mais ils étaient si pauvres ! Les armes et les moyens de déplacement leur manquaient.

Et puis, tout ce qui se liguait contre la révolution était soutenu du dehors. L'Angleterre a toujours suivi la politique qu'elle suit encore de nos jours : affaiblir ses rivaux en se créant parmi eux des partisans avec de l'argent. « L'argent de Pitt » n'était nullement un fantôme. Loin de là ! Catherine II de Russie faisait de même. Au fond, toutes les monarchies européennes se mirent de la partie. Si en Bretagne et à Toulon les royalistes comptaient sur l'Angleterre, en Alsace et en Lorraine sur l'Allemagne, dans le Midi ils comptaient sur les secours armés promis par la Sardaigne et sur l'armée espagnole qui devait débarquer à Aigues-Mortes, — les chevaliers de Malte devant concourir aussi à cette expédition avec deux frégates.

* *

Au commencement de 1792, le département de la Lozère et celui de l'Ardèche, devenus tous deux le rendez-vous des prêtres réfractaires, étaient couverts d'un réseau de conspirations royalistes, dont le centre était Mende, petite ville perdue dans les montagnes du Vivarais, où l'état des esprits était très arriéré et où les riches et les nobles tenaient en leurs mains la municipalité. Leurs émissaires parcouraient les villages des alentours, enjoignant aux paysans de s'armer de fusils, de faux et de fourches, et d'être prêts à accourir au premier appel. Ainsi se préparait le coup de main à l'aide duquel on espérait soulever le Gévaudan et le Velay et obliger le Vivarais à marcher à leur suite.

Il est vrai que toutes les insurrections royalistes qui eurent lieu en 1791 et en 1792, à Perpignan, à Arles, à Mende, à Issingeaux et dans le Vivarais, avortèrent. Le cri de : « A bas les patriotes ! » ne suffisait pas pour rallier un nombre suffisant d'insurgés, et les patriotes surent promptement disperser les bandes royalistes. Mais ce fut pendant deux années la lutte sans interruption. Il y eut des moments où tout le pays était en proie à la guerre civile et le tocsin sonnait sans interruption dans les villages des alentours. A un moment donné, il fallut que des bandes armées de Marseillais vinssent faire la chasse aux contre-révolutionnaires dans la région, s'emparant d'Arles et d'Aigues-Mortes, et inaugurant le règne de la terreur qui atteignit plus tard de si fortes proportions dans le Midi, à Lyon et dans l'Ardèche. Quant à l'insurrection organisée par le comte de Saillans en juillet 1792, éclatant en même temps que celle de la Vendée et au moment où les armées allemandes marchaient sur Paris, elle pouvait certainement avoir une influence funeste sur la marche de la Révolution, si le peuple n'y avait promptement mis fin. Heureusement, le peuple lui-même s'en chargea dans le Midi, tandis que Paris s'organisa de son côté pour s'emparer enfin du centre de toutes les conspirations royalistes, — les Tuileries.

(*A suivre.*) PIERRE KROPOTKINE.

(1) ***Histoire des conspirations royalistes du Midi sous la Révolution***, Paris, 1881. Daudet est un modéré, ou plutôt un réactionnaire ; mais son étude est documentée, et il a consulté les archives locales.

DES FAITS

La guerre et la folie.

« Combien de malheureux perdirent la raison dans les dernières batailles de Mandchourie !

Des bateaux, des trains entiers durent être consacrés à l'évacuation des aliénés. Trois hôpitaux de campagne, installés dans ce but, furent insuffisants après la bataille de Moukden ; et des médecins appelés à soigner « les fous de la guerre », devinrent fous à leur tour.

C'est que la guerre moderne, comme le dit le Dr Jacoby, d'Orel, n'est plus ce combat plus ou moins personnel à l'idée duquel nous sommes faits depuis des siècles. C'est actuellement une sorte de boucherie industrielle, à procédés perfectionnés... Elle donne l'impression d'une catastrophe cosmique, telle qu'un tremblement de terre, ou une éruption de volcan. Or on sait la fréquence des troubles nerveux ou mentaux occasionnés par de semblables cataclysmes. Que sont des déraillements de train auprès de l'explosion d'un cuirassé perdu corps et biens en moins de deux minutes ?

L'enseignement qui se dégage de ces faits est tiré par le Dr Marie, le savant médecin-chef de l'asile de Villejuif :

« De cette situation se dégage, pour les nations, la double nécessité d'organiser des ambulances destinées aux aliénés, et celle de former aussi un personnel de médecins militaires aptes à leur donner des soins efficaces, — de même il serait désirable de voir créer des asiles d'aliénés dans nos colonies, car les cas de folie coloniale sont fréquents et déterminent des actes de cruauté maladive. »

(**Petit Parisien**, ***19 mars 1905***.)

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la mort de notre ami et collaborateur, Élisée Reclus. C'est une des plus nobles figures de notre époque qui disparaît.

DANS L'ARGENTINE

(Suite) (1)

V

La vulgarisation du savoir est une des conditions fondamentales de l'évolution des sociétés modernes, elle s'impose et de fait s'effectue graduellement par le développement industriel qui, tous les jours, met à contribution les découvertes scientifiques, les faisant passer de la théorie à la pratique, à l'utilité. Tout en constatant cette marche ascendante, il est facile de concevoir combien plus rapide elle serait, si l'instruction pénétrait davantage dans les rangs prolétaires.

C'est dans ce but que le 8 septembre dernier, une conférence publique inaugura une université populaire dont l'objet est de propager « d'une manière pratique, élémentaire, les connaissances des diverses branches des sciences, sociales,m édicales, physiques, naturelles, etc. »

L'article 9 de ses statuts détermine à ce sujet le mode d'enseignement. « L'objet étant de populariser la science, elle sera expliquée sous sa forme la plus simple, la plus pratique, à la portée de toutes les intelligences. »

L'idée est excellente et son application ne peut donner que de bons résultats, en familiarisant le travailleur avec l'étude. Celle-ci ouvre de nouveaux horizons en éveillant la curiosité, permet à l'individu de se rendre compte de ce qui, avant, passait inaperçu pour lui, détermine plus ou moins rapidement, selon les sujets, une mentalité différente et le conduit infailliblement à un état de conscience supérieur, jusqu'au moment où il devient à son tour propagandiste de l'idée nouvelle.

L'entreprise fut tentée déjà en 1901 ; quelques camarades se réunirent et fondèrent un « Centre populaire d'enseignement mutuel ». Ils l'organisèrent sur des bases nouvelles en harmonie avec les principes libertaires, sans président, sans commission directrice, sans aucune autorité réglementant le fonctionnement.

L'entrée était libre, comme la discussion, et malgré cela le nombre des adhérents ne fut jamais assez grand pour en assurer l'existence.

Un des premiers moyens employés pour arriver à grossir les rangs, fut l'installation de cours du soir, où chacun des membres initiateurs enseignait ce qu'il savait, anglais, comptabilité, physique, hygiène, etc., etc.

Là encore, tout était libre : ce fut peut-être l'écueil? Il y eut de nombreux élèves, chacun d'eux venait prendre ce que l'on donnait, sans se préoccuper des moyens d'existence que possédait le groupe!

Des conférences furent organisées, toujours libres, contradictoires. Il y eut de belles réunions, intéressantes, instructives; tous étaient satisfaits, auditeurs et initiateurs, mais la caisse était toujours oubliée.

Enfin, comme dernière tentative, comme dernier effort, on organisa de véritables cours donnés par des professeurs ayant accepté les conditions suivantes : l'entrée était fixée à 20 centavos, une moitié de la recette pour le professeur, l'autre pour les frais de local et d'éclairage. Cette fois, ce fut la débâcle. Personne ne vint. Le bazar fut vendu pour liquider l'arriéré et la porte définitivement close après 10 mois d'existence.

Puisse cette expérience être salutaire à la nouvelle tentative en évitant les écueils où la première est venue échouer.

Mais l'expérience démontre que rien ne se perd, aucun essai, aucun échec même n'est stérile, il y a toujours un enseignement à en tirer.

La vulgarisation des connaissances est aujourd'hui un besoin social. Depuis les hauteurs scientifiques autrefois réservées aux seuls élus, jusqu'aux petits, ceux d'en bas, chacun cherche à propager, par le livre ou la parole, ses idées, ses principes, ses convictions, son idéal.

Depuis quelque temps et de plus en plus, on peut voir ici, particulièrement dans les faubourgs habités par les ouvriers, des affiches annonçant des réunions, des conférences, tenues parfois en plein air, où des orateurs exposent, discutent les conditions d'existence des travailleurs.

L'installation est simple, une petite table parfois et un drapeau rouge.

Il y a là évidemment un progrès considérable si l'on tient compte de l'espace franchi en peu de temps, quelques années seulement séparant le mouvement actuel du début dans la voie des revendications.

Il m'est arrivé bien des fois d'assister à ces conférences vraiment populaires et de chercher à pénétrer l'impression ressentie par les auditeurs. Ce n'est pas chose facile et pourtant il est élémentaire de supposer qu'elle suit toute la gamme de l'intensité, depuis celui qui entend ce langage pour la première fois, jusqu'au convaincu, sa vivante antithèse. Chacun s'assimile ce que ses prédispositions, naturelles ou acquises par l'éducation, le milieu, lui permettent, peu ou point; chez beaucoup peut-être ce n'est qu'un ébranlement inconscient du cerveau qui, plus tard, dans une autre circonstance analogue, rappellera la première impression, laquelle, par association, viendra renforcer la seconde; la mémoire intervenant, la comparaison, le jugement quoique embryonnaire s'établit et l'individu commence à penser, s'intéresse à ce qui autrefois le laissait indifférent, il évolue, il comprend et cherchera à comprendre davantage.

Le 28 août, un grand meeting fut organisé en faveur de l'établissement à Buenos-Aires d'une Bourse du travail; un nombre considérable d'associations ouvrières répondirent à l'appel, appuyant de leur présence cette idée qui, de plus en plus, prend consistance et qui, forcément, aboutira. C'est la réponse la plus éloquente à la « Loi du travail » proposée : comme partout, l'Etat, ici, veut avoir tout en main et conduire à sa guise. Les travailleurs veulent s'émanciper et s'organiser eux-mêmes. C'est le programme de l'Internationale qui se poursuit, malgré les entraves et les persécutions : « L'affranchissement du travailleur, par les travailleurs eux-mêmes. »

D'autre part, les idées rétrogrades ne manquent pas de défenseurs. Ces jours-ci, au collège des jésuites du San Salvador, fut donnée une conférence publique faisant partie des cours de l'école de médecine établie sous le haut patronage de « l'Immaculée Conception et de Saint-Louis de Gonzague ». Le thème était : « Le cerveau et l'âme. »

Cependant les faits nouveaux se succèdent. Celui-ci, déplore un grand journal, s'est produit au sein même de l'école où s'élaborent les futurs gouvernants. Les élèves de l'Ecole de droit, qui, depuis plusieurs mois déjà, s'étaient insurgés contre l'incompétence de certains de leurs professeurs, l'exagération des droits d'examen, etc., s'étaient vu fermer les portes.

Le 15 septembre, une tentative de réouverture eut lieu. On devait procéder à l'examen de première année. En prévision de troubles possibles, dès 7 heures du matin la police occupait les alentours de la Faculté, des groupes de jeunes gens circulaient de l'allure la plus tranquille, l'ordre semblait complet.

Vers les 9 heures, élèves et examinateurs réunis commencèrent; lorsque le président du jury se leva, s'apprêtant à lire le nom de l'élève désigné, il fut devancé par un élève qui déclara à haute voix « qu'aucun de ses compagnons ni lui ne subiront un examen sous le régime de la tyrannie ».

Aussitôt un premier pétard éclate, c'est le signal, la pièce s'emplit de fumée, les examinateurs sont suffoqués, le vacarme est à son comble; la police, qui gardait l'entrée, se précipite à l'intérieur : alors tous les groupes restés dehors envahissent l'établissement, se répandent dans toutes les salles; vitres brisées, fenêtres, portes arrachées jonchent les cours, les registres lancés au hasard perdent leurs feuilles. Au milieu des cris et des imprécations de toutes sortes, le cyclone accomplit son œuvre dévastatrice.

Le tapis du bureau est emporté, triomphalement juché sur un bâton, et la manifestation s'organise dans la rue, suivant cet emblème, traversant ainsi le centre de la ville, jusqu'au moment où, la détente se produisant, chacun rentra chez soi.

Quand il s'agit d'ouvriers, la répression est plus sérieuse. En 1902, au moment de la grève qui faillit devenir générale, le local de la Fédération ouvrière était occupé par ses membres, lorsque la police fit irruption à l'intérieur, saccageant, pillant, arrêtant, expulsant, en garda l'issue, interdisant l'entrée à qui que ce fût; elle ne regardait pas faire alors. Dans les quartiers habités par les grévistes, des cavaliers pénétrèrent jusque dans les maisons sabre au poing.

C'est qu'à cette époque, ceux qui manifestaient n'étaient pas de futurs gouvernants, mais bien des gouvernés en rupture d'obéissance.

Les Français, on le dit au moins, sont égaux devant la loi. Il n'en est pas de même ici, car le lendemain, à la Chambre, le ministre de l'intérieur déclara que la police avait agi selon les ordres qu'elle avait reçus.

Moreau.

28 septembre 1904.

(1) Voir les numéros de la 10e année.

CROCS ET GRIFFES

Gérault le Richard et Richard le Mouchard.

On sait que, des accusations que le Parquet de la Seine fait peser sur Ch. Malato, l'une est particulièrement grave. — au point de vue du Parquet, s'entend. Le 13 mai, à 9 heures du matin, soit quelques heures avant que les bombes fussent enterrées au bois de Vélizy par Vallina et le pseudo Farraz, Vallina aurait été vu, par l'agent Richard, entrer les mains vides chez Ch. Malato et en ressortir porteur d'un paquet, — les bombes, à n'en pas douter !

Il fut bien vite démontré que, du débit de vins où l'espion de police était aposté, à l'angle du boulevard Brune et de la rue Didot, il ne pouvait voir non seulement si Vallina entrait chez notre camarade, mais même s'il se dirigeait ou non sur le passage Noirot qu'habite ce dernier.

Le faux témoignage était flagrant et tout autre qu'un mouchard eût été, l'ayant commis, arrêté sur-le-champ.

Non seulement le mouchard n'a pas été appréhendé, mais il a trouvé, dans la presse, un avocat — digne de lui. Et ça été, ça ne pouvait être que Gérault-Richard.

Dans la Petite République *du 26 juin, le grand marchand de gros mots, de chapeaux et de paletots, de la rue Réaumur s'exprime ainsi :*

— « *Dans le cas de Ch. Malato,* les agents ont seulement péché par déduction. *D'abord ils déclaraient que Vallina s'était rendu, sous leurs yeux, chez l'écrivain révolutionnaire. Une remarque de celui-ci les fit revenir sur cette affirmation. Ils reconnurent que de leur observatoire ils n'apercevaient pas sa*

maison ; ce qui fut vérifié sur les lieux mêmes par le juge instructeur. »

(Ce qui est inexact, Richard et son compère n'ayant rien reconnu avant *l'enquête sur place. C'est l'affirmation de Malato qu'a vérifiée cette enquête, et point celle des agents. Mais passons.)*

« L'excuse des inspecteurs de police est celle-ci : Nous avons procédé par raisonnement, c'est-à-dire par déduction. »

On veut bien convenir d'ailleurs que « dans la bouche d'un auxiliaire de la justice, cette expression effraye. » Et c'est tout. Mais ce n'est rien. Jamais encore, jamais un journaliste n'avait osé présenter aussi effrontément une thèse pareillement policière. — Le mensonge du mouchard, le faux témoignage canaille au moyen duquel on se débarrasse des militants révolutionnaires, c'est bien autre chose que ce qu'un vain peuple pense. Un mouchard ne ment pas : il emploie un procédé de raisonnement appelé DÉDUCTION. *Rien de plus excusable.*

Je comprends de plus en plus que le bonhomme — le bonhomme richard — ait jugé prudent de se soustraire par la fuite au contrôle moral de Gustave Hervé !

DUNOIS.

MOUVEMENT SOCIAL

Conseils de guerre. — *Au 19e de ligne.* — Deux soldats, Baugé et Guérin, sont rentrés à la caserne au moment où cessait l'appel du soir. Ils arrivent à la chambrée comme le sergent de semaine en sortait. « Sergent, disent-ils, veuillez nous porter présents. — Il est trop tard, répond l'homme à galons, vous aurez deux jours de consigne. » Et il s'en va ricanant.

Les deux soldats décident qu'ils essaieront de fléchir le sous-off. Ils vont le trouver dans sa chambre, où il est seul ; Baugé reste dans le couloir, Guérin entre. Il demande à l'homme à galons de ne point porter la punition. L'homme à galons répond par des insolences, des injures, et la peine doublée. Guérin le gifle...

Conseil de guerre. Guérin et Baugé sont accusés d'avoir prémédité leur coup ; Baugé serait resté dans le couloir pour faire le guet. Ils le nient. Mais leur parole n'est point crue, car ils n'ont pas de galons, et ils sont condamnés, Guérin à 7 ans de travaux publics, Baugé à 5 ans.

Les travaux publics, on sait ce que c'est. Si Guérin et Baugé en réchappent, s'ils revoient jamais leur famille, leurs amis, c'est qu'ils auront de la chance.

Ainsi il y a, même en temps de paix, des conseils *de guerre*. Les châtiments qu'ils infligent — aux simples soldats — sont toujours hors de proportion avec les actes commis, et souvent révoltants de férocité. On dit : « C'est la discipline qui veut ça ! »

Rodjestvensky faisait pendre « ses » matelots aux vergues des navires, et disait aussi : « C'est la discipline qui veut ça ! » Nous venons de voir les résultats de cette discipline : Tsoushima d'abord, Odessa ensuite. Nos jugeurs des conseils de guerre se préparent des Odessa.

❖ ❖

Justice infaillible. — André Gonzalès a été condamné à 15 ans de travaux forcés pour vol à main armée commis à Sidi-Bel-Abbès, en 1867. Le hasard lui fait rencontrer au bagne le véritable auteur du vol, qui ne fit point difficulté de reconnaître sa culpabilité devant ceux qu'on est convenu d'appeler « les autorités ». On a gracié André Gonzalès, mais après qu'il eut fait, lui innocent, 10 ans de bagne !

Cette histoire se répète souvent, dans les annales judiciaires. Et le nombre d'innocents morts au bagne, dont l'innocence ne fut point reconnue, le saura-t-on jamais ? Cependant l'on trouve toujours des gens prêts à gagner leur vie en jugeant leurs semblables. C'est un métier comme un autre, paraît-il.

R. CH.

❖ ❖

De M. Faillet, conseiller municipal socialiste de Paris, au sujet de l'achat du livre de Gustave Hervé, *Histoire de la France et de l'Europe*, par le Conseil municipal :

« Je ne puis, a-t-il dit, retenir mon indignation... Messieurs, sans m'occuper des collègues de la droite ou de la gauche ou du centre de cette assemblée, je ne m'occupe que de mon pays, de ses traditions, de ses destinées... Et ce qui m'épouvante, c'est quand apparaissent des livres comme celui de M. Hervé ; c'est alors que la nation s'en va, parce que la conscience décroît, s'atténue, s'avilit ; alors de pareils livres, Messieurs, je les *qualifie de criminels*, parce qu'ils jettent le scepticisme, le dédain, le dégoût même du sacrifice à la patrie, l'horreur du sacrifice pour elle ; pour elle, Messieurs, qui a fait la République et sur laquelle, je l'espère, s'édifiera un avenir de liberté et de justice. »

Les nationalistes n'en sont pas encore revenus, ils ont trouvé leur maître.

M. E. Faillet est un ancien membre du parti socialiste révolutionnaire (allemaniste).

Après celle-là, je crois que l'on peut tirer l'échelle. — Car, point à noter, il n'y a rien d'antimilitariste dans l'*Histoire de France* d'Hervé.

❖ ❖

Sous l'uniforme. — A Vannes, dans une auberge, l'artilleur Pinot et le soldat d'infanterie Fablet se prirent de querelle ; soudain l'artilleur tira son sabre et en frappa le soldat qui tomba mort. Comme on l'emmenait au quartier, le meurtrier dit : Je l'ai tué, qu'est-ce que ça peut me faire ?

A la Rochelle, un groupe de soldats coloniaux insultaient les passants : bientôt ils se ruèrent sur eux et sur des agents ; plusieurs furent blessés par les baïonnettes que les coloniaux avaient tirées.

A Lorient, des marins de l'Etat et des artilleurs se prirent de querelle avec des garçons de café et les blessèrent de coups de couteau.

Ces faits deviennent tellement fréquents, qu'il faudra bientôt, pour se protéger de MM. les militaires, sortir armé jusqu'aux dents.

J. C.

❖ ❖

La *Presse*, l'*Eclair* (ces journaux nationalistes sont le véritable *Officiel*) nous apprennent ceci :

« M. Hervé n'a pas heureusement conquis tous les instituteurs de France. Ses adeptes, croyez-le, sont plus bruyants que nombreux, et voici la preuve du sentiment de défiance qu'il inspire à des membres, cependant fort avancés, du corps enseignant.

Jusqu'ici M. Hervé occupait à la *Revue de l'enseignement primaire* une place prépondérante. Faut-il que son dernier volume ait consterné ses meilleurs amis ? La *Revue* lui signifie son congé, et le remplace par un politicien non moins dangereux, sans doute, mais d'une habileté remarquable dans l'art d'accommoder les doctrines qui ruinent les forces essentielles de ce pays, par *M. Jaurès.* »

La vérité, la voici. La *Revue de l'enseignement primaire* était un vaillant petit organe hebdomadaire, qui, sous la direction de Chauvelon et d'Hervé, a été le principal agent d'émancipation des instituteurs. A tous ces jeunes gens qui n'ont ni facilités, ni moyens de connaître, au fond des campagnes, le mouvement social, la *Revue* apportait un écho des événements et les réflexions de gens indépendants de l'autorité. Des anarchistes ? Non pas ; Hervé s'est publiquement défendu de l'être, Chauvelon ne l'a jamais été, et à côté d'eux écrivaient des inspecteurs primaires, et même des politiciens, comme Gustave Téry. Celui-ci est resté, pour aider Jaurès, bien entendu. Mais tous les autres sont partis, tous, et non pas seulement Hervé. Et cela s'est fait sans avertir les abonnés qui, à l'heure actuelle, se demandent inquiets où ils pourront bien lire encore Chauvelon, Hervé et leurs collaborateurs. Je ne doute pas qu'ils le sachent bientôt. L'ancienne *Revue de l'enseignement primaire* restera, titre et papier désormais sans valeur, entre les mains du gouvernement ; mais il juge les instituteurs trop bêtes s'il croit leur faire avaler, sous la même rubrique, sa pâture tendancieuse. Mais que dire de Jaurès qui a accepté cette besogne ! Il avait habitué le public à plus d'élégance dans ses pirouettes. Décidément, avec l'âge, il est devenu lourd et maladroit. Cette fois, c'est la gaffe définitive irréparable. Il y aura en France 100.000 personnes, au bas mot, qui, par ce seul fait, riront de ses tonitruantes prosopopées, bâilleront à la lecture de ses filandreuses périodes et constateront le vide du ballon brillamment coloré. Cela est bon, doublement bon.

Le gouvernement a montré que la liberté de la presse était une fiction. Nous le savions. Nous l'avons toujours dit, mais personne maintenant ne peut en douter.

Nous avons toujours dit aussi quel était le vrai rôle des politiciens : le public continuait à en aimer quelques-uns, il avait ses favoris, ses enfants gâtés, en faveur desquels il aimait à faire exception. Jaurès était de ceux-là. Le voilà jugé, et par les gens de sa profession !

Et ainsi chaque tentative de répression accentue la marche en avant... comme en Russie.

MICHEL PETIT.

⁂

MONOGRAPHIES

***Verviers* (*Belgique*).**

Je relève dans la monographie de notre ville quelques inexactitudes — bien involontaires, sans aucun doute — mais que je me dois de relever.

L'organisation syndicale est bien loin de la perfection ; s'il existe ici quelques associations très prospères, cela tient beaucoup à certaines circonstances économiques tout à fait indépendantes de la tactique suivie.

C'est ainsi que la *Fédération libre des ouvriers du peignage* doit surtout sa situation à la marche florissante de cette industrie et au développement qu'elle a pris sur notre place, ces dernières années. De même l'*Association générale des tisserands* n'est puissante que parce que l'offre de bras est assez bien équilibrée par la demande et qu'elle a affaire à une foule d'industriels qui se font entre eux une lutte acharnée et vont jusqu'à soutenir, de leurs propres deniers, la grève chez leurs concurrents !

Quant aux autres syndicats (à part peut-être celui des façonniers et celui des cordonniers), leur influence est à peu près nulle. C'est ainsi que le Syndicat des métallurgistes est impuissant contre le favoritisme et contre l'application systématique du travail aux pièces, et que celui des voyageurs et employés socialistes ne doit ses cinquante adhérents qu'à la présence parmi eux de gens qui n'ont rien de commun avec ces deux professions, fonctionnaires, avocats et ouvriers manuels.

Quant à la propagande anarchiste, votre correspondant me semble insuffisamment renseigné.

Pendant ces dernières années, notre propagande, eu égard à nos moyens, a été très active.

En 1900, aux élections législatives, notre propagande abstentionniste (100 affiches, 10.000 manifestes) s'est traduite par 2.700 bulletins blancs. En 1901, nous avons organisé, pour la libération du camarade Moineau, cinq conférences qui ont laissé dans la masse la meilleure impression. Lors du pitoyable mouvement pour le suffrage universel, en 1902, nous avons répondu aux réformistes par une conférence et par la distribution de 5.000 manifestes. En 1904, élections législatives, nouvelle distribution de 5.000 manifestes abstentionnistes.

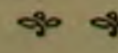
Si notre propagande ne s'est pas mieux affirmée, cela tient à ce que, dans les moments de crises, plusieurs militants ont dû s'expatrier pour trouver de la besogne et que d'autres se consacraient trop à l'organisation syndicale, où ils se sont buttés à l'hostilité sournoise des politiciens et des mastroquets ces meneurs de la plèbe docile qu'est le peuple verviétois.

Actuellement, notre propagande semble vouloir triompher de la conspiration du silence.

Notre groupe, en période de réorganisation, vient de recevoir son dix-neuvième adhérent et s'occupe de constituer une bibliothèque très complète qui sera incessamment mise à la disposition du public.

Grâce surtout à l'activité personnelle de certains camarades, nous commençons à réagir sur l'opinion ; dans une ville où, il y a quelques années à peine, le seul mot anarchiste éveillait chez beaucoup la défiance et la terreur, d'aucuns sont arrivés à pouvoir exposer librement leurs idées dans des milieux très bourgeois. Or, il ne faut pas oublier que sous le nom générique de bourgeois on comprend des catégories entières d'exploités, chez qui la souffrance morale supplée à la souffrance physique, et qui ont, en plus de l'ouvrier, une culture intellectuelle leur permettant de sentir aussi bien, quoique pour d'autres raisons, les illogismes et les monstruosités de l'état social actuel.

LAMBRETTE.



MOUVEMENT OUVRIER

La campagne contre la Bourse du Travail de Paris domine de trop haut et est un fait trop capital dans le mouvement ouvrier actuel pour que je n'y revienne pas à nouveau. Le projet de règlement présenté et défendu par les socialistes! du Conseil municipal sous l'inspiration réformiste ne satisfait pas le préfet. Le représentant du gouvernement n'est plus certain que la « représentation proportionnelle » fasse passer la commission administrative aux mains des adversaires du syndicalisme révolutionnaire et il trouve la mesure insuffisante. Ce que veut maintenant le préfet, c'est un « règlement » enlevant son autonomie à la Bourse du Travail, en la mettant sous la coupe absolue de son administration. C'est en définitive une Bourse du Travail, immeuble et organisme préfectoral, qu'il entend désormais imposer aux travailleurs. Tant que cela ne sera pas acquis, il l'a nettement déclaré, il se refusera à autoriser le paiement des subventions.

On voit maintenant combien cette question des subventions, contre lesquelles je me suis toujours élevé est dangereuse pour les organisations ouvrières. Je l'ai dit, et les faits viennent aujourd'hui me donner raison, il n'y a pas d'indépendance possible pour les organismes ouvriers qui ont recours aux subventions, de quelque côté qu'elles viennent. Un mouvement syndical de lutte, tel que nous le comprenons, doit vivre exclusivement de ses propres ressources. La théorie qui consiste à dire que les subventions ne sont que de minimes restitutions faites à la classe ouvrière, est une théorie déplorable, les organisations ouvrières sont en train d'en faire l'expérience.

Les gouvernants ou les municipalités ont donné des subventions dans l'espoir que le syndicalisme serait un frein contre la lutte entre le capital et le travail et servirait tout au moins à en amoindrir les effets.

L'Etat, municipalité ou gouvernement, ne subventionnera jamais qu'un syndicalisme de « paix sociale ». Le syndicalisme de lutte, pour sa dignité et s'il veut réellement continuer à battre en brèche les privilèges de la bourgeoisie capitaliste, doit renoncer au système des subventions.

Ce qui se passe actuellement au sujet de la Bourse du Travail de Paris, était à prévoir. C'est une des phases inévitables de la lutte que nous menons. Il est seulement regrettable que les organisations ouvrières n'y aient pas songé et ne se trouvent pas aujourd'hui mieux armées contre le coup dont les menacent les gouvernants.

Car, il n'y a pas à en douter, après Paris d'autres suivront.

MM. les réformistes pourraient bien regretter un jour la campagne qu'ils ont mise en branle, car elle pourrait bien amener des résultats contraires à ceux qu'ils avaient espérés.

❖ ❖

Cette réaction contre le syndicalisme révolutionnaire n'est pas du reste spéciale à Paris, et revêt, suivant les milieux, des formes différentes. J'ai eu l'occasion, à mesure que les faits se produisaient, de signaler la campagne énergique menée en ces derniers temps par nos camarades bretons, et en particuliers par ceux de Brest. Les principaux militants, ceux qui travaillent à l'arsenal, qui plus particulièrement ont pris une part active au mouvement, sont actuellement traqués, et les punitions pleuvent dru sur eux; et c'est indistinctement, je dois le reconnaître, sur les socialistes comme sur nos camarades que s'abattent les rigueurs de l'administration.

C'est Martin, membre du bureau du syndicat, puni de 4 jours de mise à pied — avertissement! ! précédant le renvoi définitif — pour avoir osé écrire sa pensée sur les autorités dans un journal local. C'est Pergam, blâmé parce qu'il s'était absenté sans permission. C'est Vibert lui-même, adjoint au maire socialiste, qui reçoit un « avertissement » pour s'être absenté et parce que l'administration n'ignore pas que Vibert a donné des réunions à Quimper et à Douarnenez. C'est Le Gall qui, lui aussi, se voit octroyer les « quatre jours de mise à pied » qui précèdent le renvoi définitif, « pour avoir demandé une permission sous un motif inexact », ce qui est faux. C'est Demeule qui, lui aussi, reçoit un blâme pour le simple fait de « s'être derangé de sa place », etc., etc. Tous ces reproches ne sont, bien entendu, que des prétextes; ce sont en réalité les membres du bureau syndical dont tous ces camarades font partie que l'on entend frapper.

C'est, comme l'on voit, une réaction féroce. L'on n'ignore pas en haut lieu que, mis à la porte de l'arsenal, ces militants seraient obligés de quitter Brest, et l'on escompte — bien inutilement du reste — qu'eux partis c'en serait fait du mouvement révolutionnaire dans cette partie de la Bretagne.

A Brest comme à Paris et partout où le syndicalisme revêt une allure révolutionnaire, les autorités traquent les militants, essaient par tous les moyens d'entraver la propagande.

Il serait facile de plus d'établir la corrélation qu'il y a entre ces tentatives de muselage de la classe ouvrière et la campagne entreprise en vue de la journée de huit heures dont l'échéance au 1er mai 1906 n'est pas sans inquiéter exploiteurs et gouvernements.

C'est ce que nous examinerons une autre fois.

❖ ❖

Au Pont de Giffre, près d'Annecy, les ouvriers de l'usine de carbure de calcium se sont mis en grève.

Ils réclament un minimum de 5 francs et de huit heures de travail par jour, l'engagement par l'administration de n'employer que des syndiqués et la réintégration de deux camarades, président et vice-président du syndicat.

Le directeur de l'usine n'a pas voulu accepter ces conditions; mais il a déclaré qu'il consentait à accorder 5 0/0 au personnel. Les ouvriers ont refusé.

A Bonneville, une grève occasionnée par une question de salaires vient d'éclater à l'usine Giffre. Cent quarante ouvriers ont cessé le travail. La gendarmerie s'est rendue sur les lieux.

A Paris, aucun changement notable chez les ouvriers et ouvrières de l'usine Monteux qui continuent à chômer.

A Tonnay (Charente), la Société des usines de Saint-Gobain, dont les ouvriers sont en grève, annonce la fermeture définitive de l'usine dans le but d'intimider les grévistes.

A Cette, la grève des coiffeurs est terminée. Les grévistes ont obtenu satisfaction.

A Albi, après deux mois de grève, les ouvriers maçons ont repris le travail, obtenant en partie l'augmentation de salaire demandée.

P. Delesalle.

❖ ❖

Nantes. — La Compagnie Chevillotte, de Brest, ayant été mise à l'index parce qu'elle refuse d'employer des syndiqués et qu'elle essaie de détruire les syndicats rouges, les dockers de Nantes ont refusé de décharger ses bateaux. La police et les gendarmes ont été obligés de protéger les jaunes qui les ont déchargés.

F. Cas.

❖ ❖

RUSSIE

Quelques bruits significatifs. — Il est inutile de répéter le récit, donné par tous les quotidiens, des événements d'Odessa et de ceux également caractéristiques qui les ont suivis, des révoltes de toutes sortes et de toute importance qui, depuis quelques jours, se multiplient en Russie. On lira d'ailleurs dans notre correspondance particulière un certain nombre de détails précis sur les faits survenus du 12 au 28 juin.

Ces événements, les plus graves peut-être qui aient eu lieu depuis le commencement des troubles, nous montrent que le mouvement révolutionnaire entre enfin dans une phase aiguë, où la troupe, soldats et officiers, semble devoir jouer le premier rôle en refusant de tirer sur le peuple, voire même en protégeant et en organisant, comme à Odessa, l'insurrection.

Pour peu que l'on soit au courant des bruits qui circulent, avec persistance, en Russie, parmi les personnes les mieux informées, on ne s'étonnera plus des révoltes des matelots d'Odessa et de Libau, ni de celles des réservistes de Pétersbourg.

Voici quelques-uns de ces bruits tels que nous les rapporte une amie qui arrive de là-bas.

Il résulterait de correspondances particulières que 30 sœurs de charité (on nomme ainsi là-bas les infirmières laïques) ont été exécutées sur l'ordre de Kouropatkine pour propagande révolutionnaire parmi les soldats.

D'autre part, une centaine d'officiers auraient été fusillés par ordre de Linievitch, sur le front des troupes, pour refus de servir.

Enfin, ces tout derniers jours, des réservistes de Minsk, après avoir tenté plusieurs fois de s'enfuir, se sont pendus dans le train.

Une autre personne qui revient d'Odessa nous parle, elle aussi, de 60 exécutions d'officiers pour refus de servir.

La même personne nous rapporte le fait suivant dont il est inutile de souligner la gravité. On sait que l'amiral Niebogatoff doit passer devant un conseil de guerre pour avoir rendu, sans combattre, lors de la dernière bataille de Tsoushima, cinq de ses navires. Or voici, d'après ce qui se dit à Odessa, l'explication de sa conduite devant l'ennemi. Dès le début de l'affaire, Niebogatoff et ses officiers furent garrottés par les marins et descendus à fond de cale. Après quoi, les hommes de l'équipage conduisirent les navires à l'écart et hissèrent le drapeau blanc. Les Japonais furent tellement surpris de cette attitude qu'ils crurent d'abord à une ruse et n'approchèrent pas. C'est seulement après avoir constaté que les cinq navires restaient inactifs, loin des autres, qu'ils se décidèrent à venir les capturer.

Nous avons recueilli enfin, des mêmes sources, quelques faits intéressants au sujet du mouvement agraire.

C'est ainsi qu'un peu partout les paysans refusent d'acheter la terre en répondant aux propriétaires qui la leur offrent : « Nous l'aurons bientôt pour rien. »

Dans certains gouvernements, notamment dans le sud-ouest, les paysans cultivent la terre pour leur propre compte, et avec leurs seuls moyens, évitant avec soin d'employer le matériel des propriétaires.

Ailleurs, certains possesseurs de terres, en vue de protéger l'ensemble de leurs biens, font aux paysans des dons partiels d'une certaine importance. On nous signale deux de ces dons, s'élevant l'un à 75 hectares et l'autre, dans un village voisin, à 150 hectares.

C. A.

❖ ❖

(De notre correspondant. — Du 12 au 28 juin.)

Mouvement ouvrier. — Grèves des commis et employés à Verkhnédnéprovsk, Simphéropol, Batoum, Kherson, Tiflis, Tumegne et Varsovie;

Des conducteurs de tramways à Kovno, Minsk, Kiew, Moscou, Lodz, Varsovie;

Des employés de chemin de fer à Vilna, Libava, Bakhmout, Novgorod;

Des employés de bateaux à vapeur à Kovna;

Des portefaix et dockers à Tumegne, Astrakhagne, Phéodocia, Odessa;

Des cochers à Vilna, Nijni-Novgorod;

Des charretiers à Moscou;

Des téléphonistes à Odessa;

Des mineurs à Verkhnednéprovsk et (exploitation du sel) à Slaviansk;

Des métallurgistes à Tumegne et à Ivanovo-Vosnesensk (grève formidable; grave collision avec les troupes);

Des menuisiers à Kalische;

Des tisseurs à Bogorodsk et à Oriekhovo-Zouyévo (18.000 ouvriers sont renvoyés);

Des scieurs de bois à Tumegne;

Des boulangers à Novotchersassk, Kharkov, Lodz, Varsovie;

Des typographes à Kichinev, Odessa, Lodz, Varsovie.

Il y a eu aussi des grèves à Krementchoung, Kostroma, Tomsk, Konstantinovsk et Nicolaevsk, dont nous ignorons les détails; des grèves d'ouvriers agricoles dont nous parlerons sous la rubrique de « troubles agraires », des grèves générales à Lodz, Varsovie et Odessa dont nous parlerons sous la rubrique de « mouvement révolutionnaire proprement dit », et la grève de petits boutiquiers à Tiflis, mouvement très curieux que nous ne pouvons pas analyser, faute de place (revendications : abaissement du prix des loyers de 50 0/0), mouvement qui a laissé les habitants de Tiflis sans provisions pendant quelques jours.

Les troubles agraires se sont produits surtout dans les gouvernements de Minsk, Kiew, Kharkov, Kherson (Odessa), Saratov et en Pologne. Tantôt

c'étaient les grèves d'ouvriers agricoles, qui, presque partout, réclamaient d'augmenter les salaires presque du double; tantôt c'étaient les paysans qui ont laissé paître leurs troupeaux dans les prés des propriétaires fonciers, leur ont pris les bois, ont fauché leur foin, ou bien même se sont partagé leurs biens. Dans bien de ces cas, les troupes sont intervenues. Au village Séverinovska, près d'Odessa, les soldats « ont capitulé » devant les paysans : 128 soldats ont rendu leurs armes.

Les manifestations ont eu lieu à Kiew, Vindava, Kalische, Lodz, Varsovie.

Les actes terroristes. — Le 19 juin, à Varsovie, un agent de police s'est approché de quelqu'un qui voulait coller un papier contre le mur. L'inconnu a tué l'agent de deux coups de revolver et est parti.

Le 21, à Lodz, une sentinelle est grièvement blessée d'une balle.

Le 22, à Bialostok, est tué un agent de police.

Le 23, à Tchenstokhov, une bombe est lancée dans la calèche du commissaire central. La calèche est cassée, le commissaire légèrement blessé.

Le 25, à Varsovie, un soldat est tué par une bombe et 51 sont blessés, pendant la répression de la grève.

Le 25, dans la nuit, à Varsovie, un agent de police est blessé à coups de couteau.

Le 26, à Varsovie, deux gendarmes sont blessés par une bombe (pendant la répression de l'émeute).

Le 27, à Odessa, un commissaire et deux agents de police sont tués par une bombe pendant la répression de la grève.

Le 28, à Bialostok un patron est tué par un coup de revolver dans la rue.

Le 28, à Riga, un commissaire de police est tué.

Les émeutes des prisonniers ont eu lieu à Libava, à Oufa, à Tomsk, à Kiew.

A Libava, ce sont de vraies émeutes, plusieurs cellules sont détruites, les prisonniers ont été aidés par la foule du dehors, il y a 12 blessés. A Oufa, les détenus politiques ont protesté contre la peine de cellule appliquée à quelques-uns après la visite du gouverneur général. A Tomsk et Kiew, les détenus politiques ont fait la grève de famine (refus de nourriture); à Tomsk, l'administration a cédé dès le quatrième jour de la « grève », tandis qu'à Kiew la « grève » dure depuis six jours déjà et continue sans que l'administration cède. Beaucoup sont très épuisés.

Le mouvement révolutionnaire proprement dit a éclaté ces derniers jours à Varsovie, Lodz et Odessa.

A Varsovie, le 19 juin, grève des commis et employés; le 25, grève des boulangers et de toutes les fabriques et usines de la ville et des environs. Les troupes interviennent, il y a des victimes, une bombe est lancée parmi les soldats. Le lendemain, la grève devient générale, les journaux ne paraissent plus, on ne peut plus trouver de pain, il y a des manifestations dans les différentes parties de la ville que les troupes et la police répriment encore. Les manifestants font des barricades, lancent une bombe contre la gendarmerie à cheval. Le 27, les boulangers ne travaillent pas encore, les autres travaux reprennent. On ignore encore le nombre de victimes.

A Lodz, depuis longtemps nous sommes en présence de nombreuses grèves partielles qui se généralisent facilement. Le 22 juin, en plus de quelques grèves partielles en ville, les troubles agraires se produisent dans les environs; les troupes sont envoyées pour les réprimer. Le 25, la grève devient générale, les journaux n'ont plus paru, la circulation est arrêtée, on entend les coups de feu dans la rue, les banques sont fermées, les soldats parcourent les rues, de nouvelles troupes arrivent en ville. Le 26, la ville est déclarée en état de siège. Depuis le 25 on a enterré dans les cimetières de la ville 581 victimes des représailles et on en compte 700 dans les hôpitaux. Le nombre total des victimes n'est pas encore connu. « Le calme est rétabli », dit la dépêche officielle d'aujourd'hui.

A Odessa, le 25 juin, éclatent des troubles agraires dans les environs, où les troupes sont envoyées; dans un village, comme nous l'avons déjà dit, les soldats ont rendu leurs armes aux paysans. Le 26, il y a la grève des dockers en ville. Les soldats envoyés dans les environs, il en manque à Odessa pour réprimer le mouvement gréviste. La garde de quarantaine (troupes régulières) veut bien aller « calmer » les grévistes, mais refuse de tirer sur eux. L'administration ne l'envoie pas. Il arrive un navire de guerre de Sébastopol, on débarque les matelots pour réprimer les grévistes du port. Un des matelots s'adresse au capitaine, réclamant l'amélioration de la nourriture, particulièrement de la soupe. Le capitaine réplique: « Ah ! vaurien ! on t'envoie rétablir l'ordre, et tu es émeutier, toi aussi ! » et le tue net d'un coup de revolver. Alors les matelots, furieux, se ruent sur le capitaine, sur les autres officiers; bientôt tous les officiers, excepté un, sont tués, les matelots deviennent maîtres du navire et de ses canons, et, par l'intermédiaire de pêcheurs, font dire aux ouvriers grévistes que si les troupes les attaquent, ils bombarderont la ville; le navire garde sa position, menaçant, près de la ville.

En ville, la grève se répand et devient, le 27, à peu près générale. On réclame la journée de huit heures. Il y a collision avec les cosaques arrivés en ville; il y a quelques tués et des blessés. Les manifestants lancent une bombe, qui tue un commissaire et des agents de police. On dit qu'il y a beaucoup de tués parmi les policiers. Les grévistes empêchent la circulation des tramways, les renversent, en font des barricades. Le 28, on met le feu au charbon, les docks brûlent; le mouvement va toujours croissant. La ville d'Odessa et le département sont proclamés en état de siège.

Les représailles. — Le 24 juin, à Dvinsk, 17 jeunes ouvriers (la plupart de dix-neuf ans) ont passé devant le conseil de guerre pour l'attentat commis contre le commissaire de police. Deux d'entre eux sont condamnés à mort, deux sont acquittés; les autres sont condamnés à des travaux forcés. Leurs avocats ont signé une pétition, jurant qu'ils ont des preuves que ce sont des innocents qui vont être exécutés.

Le 28 juin, à Dvinsk, est confirmé l'arrêt condamnant l'ouvrier de dix-neuf ans, Deitch, à la peine de mort, pour la même affaire.

Le 25 juin, à Varsovie, est condamné par le conseil de guerre à la peine de mort Okrjeia, qui au mois de mars avait lancé une bombe au poste de police.

Le 25 juin, à Odessa, le conseil de guerre a condamné à mort Doubinsky, garçon de dix-sept ans, pour l'attentat sur un commissaire de police.

Schtilmann, dix-neuf ans, condamné avant à la même peine pour l'attentat sur le commissaire central, est « gracié » : la peine de mort est remplacée par les travaux forcés à perpétuité.

SVOBODA.

✠ ✠

POLOGNE

Voici d'une autre source les renseignements qui nous arrivent sur les émeutes de Lodz.

C'est encore d'une révolte populaire et c'est encore d'un massacre que la nouvelle nous arrive cette semaine de Pologne. A la grève générale de janvier, à celle du 1er mai à Varsovie, il nous faut ajouter l'émeute de Lodz, la grande cité industrielle, le Roubaix polonais, les 22 et 23 juin. Le nombre des victimes du tsarisme augmente : aux centaines de morts, aux milliers de blessés que le gouvernement a déjà entassés en Pologne, cette année, il faut joindre maintenant les 2.000 victimes, tués et blessés, des journées de Lodz.

La manière dont l'émeute a commencé et dont elle s'est développée montrent bien à quel degré d'exaspération en est arrivé le peuple polonais, comment il cherche à s'emparer de tout prétexte pour s'insurger contre ses oppresseurs et quel irréductible adversaire le gouvernement du tsar a en lui.

❖ ❖

Le dimanche 18 juin, des ouvriers socialistes qui revenaient d'une excursion à la campagne, drapeau rouge déployé, furent assaillis par des cosaques dans le quartier ouvrier de Baluty. La foule se dispersa en partie. Le reste se mit à se défendre en jetant des pierres et en tirant des coups de revolver. Les cosaques tirèrent un feu de salve, couchant sur le pavé 10 morts, des dizaines de blessés très grièvement dont un enfant de 2 ans. Les blessés furent portés à l'hôpital, les morts dans les maisons.

Les ouvriers, indignés devant ce massacre odieux, décidèrent de protester par la grève générale et par les funérailles des victimes. Mardi, la majorité des usines furent fermées. Le quartier Baluty était rempli de soldats. On eut beaucoup de peine à réunir les corps des tués, car la police s'y opposait énergiquement. Enfin, on parvint à en réunir cinq. On ne sait ce qu'est devenu le reste. L'on se mit en route, avec des chants et des cris révolutionnaires, drapeaux rouges déployés. L'armée regardait passer. En certains endroits, elle se livra à de véritables provocations : ici, lorsque approchait le cortège, l'infanterie armait ses fusils ostensiblement, là un escadron de cosaques arrivait au galop, sabre au clair, et s'arrêtait à quelques pas de la foule. On cria : « Ne nous dispersons pas ! » La foule passa sans faire un geste et ainsi l'enterrement s'acheva sans effusion de sang.

Mais les ouvriers ne se satisfirent pas d'une seule journée, ils recommencèrent le jeudi 22. Le corps d'une des victimes du 18 fut de nouveau le prétexte d'une manifestation. L'armée laissait faire. Lorsque la foule immense passa devant la demeure du chef de la police, en poussant des cris de révolte, le détachement, disposé devant la maison, ne bougea pas. C'est pourquoi, lorsque la foule vit arriver au-devant d'elle un escadron de cosaques, elle était loin de se douter du véritable guet-apens organisé contre elle. Car c'était un guet-apens : sans attendre aucune provocation, aucune sommation, les cosaques firent feu; en même temps, des rues latérales, la troupe se mit à tirer. La panique s'empara de la foule, elle se précipita vers les maisons pour échapper à cette pluie de balles. Mais les cosaques tiraient sans s'arrêter dans cette foule qui se pressait. Des hommes tombaient, se relevaient pour tomber encore. On dit qu'il y a sur le trottoir qui s'étend devant ces maisons un tas de cadavres qui s'élève à une hauteur d'homme, mais les renseignements précis manquent, étant donné que cet endroit fut aussitôt entouré de toutes parts par la troupe, avec défense à quiconque de s'en approcher.

Cependant le peuple tout entier recourut aux armes. Partout des barricades s'élevèrent, faites de voitures renversées, de tonneaux, de pianos même jetés hors des maisons. Il y en eut qui s'élevèrent à la hauteur d'un étage. Et l'émeute commença sur tous les points de la ville. Les journaux français l'ont décrite. Les ouvriers tirent des coups de revolver sur l'armée qui répond par des salves répétées; un officier a été tué par une jeune fille. Ici, un coup de feu part d'une persienne fermée — parait-il : l'armée tire quatre salves. Elle envahit la maison, massacre les habitants dont bien peu parviennent à s'échapper. Des toits, on jette du pétrole enflammé. Plus d'un millier de reverbères ont été brisés : lorsque la nuit arrive, les rues sont plongées dans une profonde obscurité. On entend, durant toute la nuit, les coups de revolver des ouvriers.

Le lendemain, on se met à brûler les magasins de vente d'alcool du gouvernement : 35 sur les 54 que compte Lodz ont été détruits. De ce chef, le gouvernement a eu 85.000 roubles (un million et demi de francs) de pertes. Mais, peu à peu, partout les émeutiers doivent céder. La troupe avance lentement, en s'emparant des barricades progressivement. Elle tire sur quiconque apparaît dans la rue ou à la fenêtre d'une maison. 2.000 ouvriers, tués ou blessés grièvement en ces deux journées, voilà à quel prix le tsarisme achète son triomphe.

Le samedi 24, l'état de siège est proclamé, les arrestations en masse commencent. A partir de dimanche, on a commencé à fuir Lodz. Dès 6 heures, des voitures où des hommes, surtout des juifs, s'entassent avec leurs familles, se dirigent vers la gare ou vers les environs. Les trains sont pris d'assaut; on forme des trains supplémentaires : et pourtant des centaines de personnes restent sur le quai.

❖ ❖

La nouvelle du massacre et de l'émeute de Lodz a jeté le trouble dans les quartiers ouvriers de Varsovie. Une tentative de grève générale a été faite vendredi. En plusieurs endroits, les grévistes ont tiré sur ceux qui persistaient à travailler. Les quartiers ouvriers sont pleins de monde. Pourtant, il n'y a pas eu de collision sanglante avec la troupe, mais seulement 625 arrestations.

Le lendemain, une manifestation a eu lieu. Quelqu'un de la foule a jeté une bombe sur la police qui barrait le chemin. L'explosion a fait un bruit formidable; deux gendarmes ont été blessés grièvement, un cheval a été tué. La police a tiré une salve de coups de feu, mais la foule s'était dispersée : il n'y a eu que quelques blessés.

Ce qui a augmenté l'effervescence, c'est que, le 23 juin, a été jugé, à huis clos, Okrzeya, le jeune ouvrier de 18 ans qui jeta, il y a un mois, une bombe dans un poste de police du faubourg de Praga et qui tua à coups de revolver le policier qui le poursuivait. Okrzeya a été condamné à la pendaison. On a projeté de le délivrer en jetant une bombe, samedi, sous la voiture qui le conduisait du tribunal à la prison; mais le porteur de la bombe a été arrêté avec un camarade.

Des policiers ont été tués en plusieurs endroits : l'un d'eux a été poignardé, un autre a reçu plusieurs balles dans le corps.

❖ ❖

Lundi, le travail a repris dans les usines de Lodz. Mardi, le calme est revenu à Varsovie, mais la ville manque de pain par suite de la grève des boulangers de la veille.

Dans les rues de Lodz, on ne voit presque personne. Peu de magasins sont ouverts. La moitié des tramways ne sort pas, faute de voyageurs. A partir de 9 heures, on ne trouve dans les rues ni un tramway, ni un fiacre. Des patrouilles circulent sans cesse, le soir et la nuit. De temps en temps, elles sont accueillies par des coups de revolver.

Ainsi, le travail a repris, les barricades sont détruites, on répare les réverbères, on lave les trottoirs rougis par le sang. Les généraux télégraphient au tsar et apprennent à l'Europe que « l'ordre est rétabli ». Mais qui donc oserait assurer que c'est pour longtemps et que le tsarisme est sauvé?

MIHAL.

VARIÉTÉ

LE CHOIX DES ALIMENTS

(Suite) (1)

Il n'y a donc pas de remèdes qui guérissent d'une maladie, ni de drogues qui donnent de la force, ni d'agents préservatifs des microbes; il n'y a même pas de microbes capables de créer de toutes pièces une maladie.

Il y a des gens qui, pour être nés ou avoir vécu dans des conditions ne permettant pas au mécanisme du corps humain de fonctionner parfaitement bien, en subissent des troubles divers quelquefois ressentis douloureusement, d'autres fois sous forme de malaises auxquels on s'habitue jusqu'à ce qu'un effort trop grand demandé à ce mécanisme insuffisant amène un détraquement qui rend impossible la continuation des occupations habituelles et fait craindre même l'arrêt complet du mécanisme : c'est cela, la maladie, et nous y sommes tous exposés par le fait que chacun de nous a des tares héréditaires, des déformations acquises par une existence anormale et des dégâts subis par les maladies qui en ont résulté ou les accidents éprouvés.

Il est curieux que des gens vivant à la campagne au milieu des animaux et des plantes, se rendent un compte suffisamment exact de l'origine des maladies de leur cheval ou de leur vigne et comprennent assez aisément l'utilité des soins qu'il faut leur donner, alors que quand il s'agit d'eux-mêmes, ils ne peuvent admettre qu'il n'y ait pas un moyen rapide et infaillible de les délivrer de la maladie dont ils sont atteints.

Serait-ce qu'ils estiment encore l'homme comme d'une essence différente de l'animal et, à plus forte raison, du végétal? Il est possible que cette superstition forme encore le fond de leur conscience obscure.

Je n'ai pas besoin de la détruire dans l'esprit de mes lecteurs. Il est actuellement certain pour toute personne de bon sens que la division des êtres vivants en différents règnes est plus artificielle que réelle. Sur les confins de ces séparations existent des êtres que les observateurs les plus perspicaces ne peuvent classer dans l'un plutôt que dans l'autre; on a même découvert chez des minéraux des propriétés s'opposant à leur différenciation si absolument acceptée d'avec les êtres vivants.

Depuis une cinquantaine d'années, il est démontré que tous les êtres vivants, végétaux et animaux, sont des organismes formés des mêmes éléments, constitués par la même matière, possédant des propriétés identiques. L'arrangement seul des éléments diffère dans les divers organismes.

On pense généralement que les végétaux ne sont pas sensibles. C'est une erreur facilement démontrée par les mouvements des plantes sous l'action du soleil, des contacts et des excitations de divers ordres. On connaît depuis cent ans l'exemple d'une plante qui englobe tout insecte ayant touché la surface de ses feuilles, le tue et le digère, après quoi ses feuilles se rouvrent pour se mettre à l'affût d'une proie nouvelle; on sait que les mimosées de Ceylan et de Java se ferment pour se mettre à l'abri des contacts dangereux.

Il y a mieux : au congrès des naturalistes allemands, en septembre 1904, dont la *Revue des Sciences* a publié un compte rendu auquel j'emprunte ces détails, M. Haberlandt a pu annoncer qu'il avait localisé les organes de sensibilité de ces plantes et a démontré que, pour toutes, il se forme, au cours du développement physiologique, des organes des sens partout où le besoin s'en fait sentir, comme pour les animaux.

Par exemple, sur la partie des feuilles qui regarde le soleil, les cellules s'arrangent de manière à former une sorte de lentille qui ressemble beaucoup aux yeux rudimentaires des animaux inférieurs.

De ces constatations découle l'idée que la perception des sensations doit s'accompagner de phénomènes psychiques aussi chez les plantes.

D'autre part, M. Pierre Mazé, chef du laboratoire de chimie agricole à l'Institut Pasteur, a montré que les éléments de l'alimentation des végétaux comprennent tous ceux qui rentrent dans celle des animaux et qu'ils subissent, pour être utilisés, les mêmes transformations constituant des actes de véritable digestion. Il se pourrait même que les études faites sur l'utilisation du sucre par les végétaux éclairent la question soulevée par Duclaux de la valeur alimentaire de l'alcool pour la cellule animale.

Enfin, le rôle des microbes apparaît tout différent de celui qui leur a été attribué jusqu'ici. Quand le perfectionnement du microscope et des procédés de coloration des divers éléments des tissus eut permis de déceler la présence de ces organismes dont les caractères participent du végétal et de l'animal, les hommes de laboratoire et, à leur suite, les médecins n'hésitèrent pas à déclarer que c'était là l'ennemi du genre humain, le facteur jusque-là introuvable de toutes les maladies dites infectieuses, l'élément dangereux dont la destruction était nécessaire et suffisante pour faire disparaître ces maladies.

Il est intéressant de comparer cet état d'esprit avec celui qui se manifestait, il y a sept cents ans, quand au cours d'une épidémie s'abattant sur une population, on découvrait un juif en dehors du ghetto dans lequel il devait être parqué. On ne doutait pas que ce fût sa présence parmi les fidèles qui suscitait la colère de Dieu et l'épidémie qui punissait les désobéissants. On s'empressait donc de brûler le coupable souvent avec d'autres juifs, hommes, femmes et enfants arrachés de leurs maisons en amende honorable de l'offense commise à la Divinité.

Ce qui montre que les progrès du raisonnement humain, en ce qui concerne la vie et les rapports des êtres vivants, sont infiniment plus lents que dans l'étude des lois physiques et la fabrication des instruments.

Depuis quelques années, les microbes ayant été découverts partout, dans les organismes sains comme dans les malades et les caractères par lesquels on avait essayé de différencier les microbes inoffensifs de ceux qui étaient dangereux ne résistant pas à une étude plus sérieuse, on a bien été forcé de reconnaître que ces êtres microscopiques représentent tout simplement un chaînon auparavant insoupçonné dans la série des êtres vivants, qu'ils ne sont, pas plus qu'aucun autre être vivant, ni bons ni méchants, ni favorables ni défavorables, mais se bornent à jouer, grâce à leur organisation rudimentaire, le rôle d'intermédiaires dans les échanges qui s'accomplissent incessamment au plus profond des organismes supérieurs, comme dans la nutrition des plantes et la fermentation des liquides.

Avant la découverte des microbes, on savait qu'un coup de froid peut déterminer chez une personne fatiguée une fluxion de poitrine.

Maintenant on sait que, dans ces conditions, il y a, dans le poumon enflammé, pullulation d'un ou de plusieurs microbes. Mais est-ce à dire que le froid ni la fatigue antérieure n'ont joué aucun rôle ou un rôle très secondaire dans cette maladie qui serait due tout entière à l'envahissement du microbe? La vérité qui se fait enfin jour est que le ou les microbes existaient dans l'organisme humain avant la maladie, peuplant la bouche, le nez, les amygdales et les premières voies respiratoires et que leur multiplication et leur vitalité s'est trouvée seulement accrue par suite des troubles de circulation résultant du coup de froid sur un organisme fatigué. Dès lors ils jouent un rôle dans cette maladie; mais on ne sait encore lequel exactement et on sait encore moins quel moyen opposer à leur action qui est reconnue dans certains cas plus favorable que défavorable.

Les médicaments qu'on a voulu donner au malade pour tuer le microbe ou tout au moins diminuer sa vitalité n'ont jamais eu d'autre effet que de diminuer la vitalité du malade, tandis que les médications et les traitements dont l'efficacité avait été reconnue, avant qu'il fût question de microbe, ont conservé toute leur valeur et se sont accrus des nouveaux moyens qu'on a trouvés aptes à maintenir le bon état général du malade.

Cependant des recherches récentes sur la vie des plantes ont montré le rôle indispensable des micro-organismes dans les transformations qui permettent aux végétaux vivants de tirer parti des débris des végétaux morts.

Dans notre corps humain aussi, les microbes remplissent des actions multiples dans les phénomènes si complexes de la digestion.

Si bien qu'on ne peut plus séparer la vie de ces millions d'êtres microscopiques à peine organisés de celle des animaux les plus évolués et qu'on ne peut admettre comment nous pourrions nous passer d'eux.

Cette conception est grosse de conséquences pratiques. Du temps où florissait la superstition du microbe, créateur de tous les maux, la tuberculose était considérée comme une maladie évitable, à condition de se soustraire aux bacilles agents de la contagion. Les notions universellement enseignées sur cette maladie la représentaient comme résultant de la dissémination des crachats, frappant de préférence les alcooliques et les gens vivant dans les villes et guérissant aisément quand on se mettait au repos, au grand air, avec une bonne nourriture et l'abstention d'alcool. Comme ces conditions requises pour la guérison ne peuvent être remplies que par les malades qui ont des rentes, le bacille de la tuberculose apparaissait assez semblable aux justiciers de nos gouvernements dont les rigueurs s'appesantissent uniquement sur les malheureux. En réalité, le bacille ne mérite pas l'injure de cette assimilation. Il existe dans tous les organismes à quelque classe sociale qu'ils appartiennent, et ne fait pas plus de mal aux uns qu'aux autres. Son rôle est nul dans la tuberculose, affirment des bactériologistes compétents qui feront demain de cette opinion une vérité officiellement reconnue. En tous les cas, les médecins ont depuis longtemps cessé de

(1) Voir le numéro 9.

s'occuper du microbe dans le traitement de la maladie, pour consacrer tous leurs soins au malade lui-même. Ils ont unanimement reconnu que l'élément contagieux et l'alcool même ne jouaient qu'un rôle secondaire dans la production de la maladie due à la déchéance de tout l'organisme résultant d'une trop grande dépense de forces et d'une réparation insuffisante de ces forces par le sommeil, le repos physique et mental, l'aération et l'alimentation.

Il est évident que cette rupture de l'équilibre entre les apports et les dépenses, se produira plus rapidement chez certains organismes qui n'ont pour ainsi dire pas de réserves.

C'est en ce sens qu'on a pu dire que certains individus étaient prédisposés ou candidats à la tuberculose.

Mais, en somme, la tuberculose est la terminaison des efforts que doit faire tout travailleur pour vivre et faire vivre une famille avec des ressources qui toujours y suffisent à peine et bien souvent n'y suffisent pas.

C'est donc bien une maladie sociale, contre laquelle l'étude du bacille, des méfaits de l'alcool, et de tous les autres éléments particuliers de la maladie ont juste autant de valeur que l'administration d'un calmant contre les tiraillements d'estomac d'un malheureux qui crève de faim. C'est la conclusion à laquelle est arrivé Pierrot dans la très complète étude qu'il a faite de cette maladie (voir les numéros de la 10e année).

La diminution des cas de tuberculose qui décime la population ouvrière ne peut résulter que de l'amélioration générale des conditions de vie de cette population : elle est donc entre ses mains.

Ceque je veux lui indiquer ici, c'est que l'alimentation joue un rôle très important parmi les facteurs de la résistance individuelle, et qu'il faut donc réserver à la nécessité de se nourrir convenablement une partie des ressources et du temps libre qu'elle arrivera à gagner peu à peu sur la rapacité des employeurs. J'ai voulu surtout la mettre en garde contre l'illusion de la valeur des médicaments dans le traitement des maladies, pour lui éviter de gaspiller son budget si modique en drogues que lui vantent les réclames souvent habiles des journaux et les commerçants qui en bénéficient.

(*A suivre.*) Dr E. D.

Correspondances et Communications

★ **Association internationale antimilitariste des travailleurs :**

LE CONGRÈS NATIONAL

Le Congrès des sections françaises de l'A. I. A. s'ouvrira le 14 juillet à Saint-Etienne. Ce Congrès durera trois jours. Les frais de séjour s'élèveront pour chaque délégué à 4 francs par jour environ. Un grand meeting clôturera le Congrès.

Voici quelques-unes des questions mises à l'ordre du jour :

L'A. I. A. doit-elle être l'expression d'une doctrine (anarchiste ou socialiste) ou doit-elle conserver son caractère exclusivement antimilitariste?

Création d'un organe de l'Association. — Attitude de l'A. I. A. en cas de guerre. — Création de timbres-acquit. — L'A. I. A. et la grève générale. — La désertion et sa valeur pratique.

★ LENS. — Au cours des incidents qui ont marqué l'arrestation du secrétaire de l'*Action Syndicale*, le camarade Broutchoux, le livre des abonnés a disparu. La police a-t-elle mis la main dessus, c'est bien probable. En conséquence, les abonnés de l'*Action Syndicale* sont priés de vouloir bien redonner leur adresse et dire où en était leur abonnement, afin qu'on puisse continuer l'envoi du journal.

Ecrire à l'*Action Syndicale*, Lens (P.-de-C.).

CONVOCATIONS

★ **Causeries Populaires des Ve et XIIIe** 42, rue du Fer-à-Moulin. — Samedi 8 juillet, à 8 h. 1/2 : Le syndicat et l'anarchie, par le camarade Gayraud.

★ **L'Emancipation**, 38, rue de l'Eglise (15e arr.) : Samedi 8 juillet. — Horace Thivet : La Bastille et le 14 juillet

Lundi 10. — Mme Numietka : Les revendications féminines.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy, à 9 heures : Vendredi 7 juillet. — Docteur Oguse : Le Droit à l'amour.

Mercredi 12. — Causerie entre camarades. Duparchy : Le régime végétal et le régime animal.

Vendredi 14. — Victor Méric : De l'idée de Patrie.

★ **Coopération des Idées**, 157, faubourg Antoine : Samedi 8 juillet. — Mme le docteur Blanche Edwards-Pilliet : Ce qu'une femme ne doit pas ignorer (avec projections). — Cours de français pour les étrangers, par Silvain Ritt.

Lundi 10. — Plainguier : L'usine du Métropolitain (avec projections). — Cours de russe, par Pergamenzoff. — Cours de mandoline.

Mardi 11. — E. Caustier, professeur au lycée Condorcet : Un bon géant : l'Eléphant (avec projections). — Cours d'échecs, par E. Goldberg.

Mercredi 12. — Mas, député : Rabelais et sa philosophie.

Jeudi 13. — Sigismond Lacroix, ancien député : Les grèves ouvrières à Paris en 1791. — Cours d'italien, par E. Vaccari.

★ **Coopérative Communiste du XXe**, 27, rue des Maronites. — Samedi 8 juillet, à 9 heures du soir, causerie par un camarade.

Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. du soir, répartition de denrées.

Vente de brochures.

★ **Jeunesse Syndicaliste.** — Lundi 10 juillet, à 9 heures du soir, salle des Commissions (Bondy), Bourse du Travail, causerie : Le mouvement révolutionnaire en Russie, par un camarade venant de Russie.

★ **La Coopérative Communiste**, 22, rue de la Barre (18e arrond.). — Samedi 8 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, causerie. Inscription des camarades qui iront à la Colonie de Vaux au 14 juillet.

Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2 du soir, répartition des denrées.

★ NOGENT-LE PERREUX-BRY-CHAMPIGNY. — **A. I. A.** — Réunion le samedi 8 juillet, à 9 heures, salle Mangin, 12, avenue Ledru-Rollin (Pont de Mulhouse).

★ LE PERREUX. — **La Coopérative Communiste.** — Tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures, 17, Allée du square (avenue Rosny), causerie entre camarades.

★ LE PERREUX. — **A. I. A.** — Grande ballade de propagande antimilitariste de Paris au bois de Gaumont (Seine-et-Oise).

Transport le plus économique : Tramways Nogentais, de Paris au Pont de Mulhouse, 0 fr. 30 ; chemin de fer du Pont de Mulhouse à Villiers-sur-Marne, 0 fr. 45 aller et retour. Autre genre de transport : Ligne de l'Est, Paris-Nogent, départ 7 h. 53, 8 h. 09 ; ligne de la Bastille ; Paris-Nogent, départ 7 h. 35, 8 h. 05. Concentration vélos et gens sous la voûte du Pont de Mulhouse, à 9 heures. Départ de Nogent-le Perreux à Villiers vers 9 h. ; arrivée et départ définitif pour le bois Gaumont à 10 heures. Chacun emporte ses aliments, sauf vin et pain, achat sur place.

Excursion. Propagande par le manifeste. Déjeuner. Concert vocal et instrumental. Conférence sur l'A. I. A. en cas de guerre, par Clément. Jeux divers, coco gratuit, promenade. Dîner, bal champêtre. Retour à Paris à 10 heures du soir. Prière d'être très nombreux.

★ BREST. — **Jeunesse Syndicale.** — Tous les jeudis, réunion à la Bourse du Travail. Causeries, discussions, lectures, etc. Les jeunesses syndicales qui ne sont pas en relation avec celle de Brest, sont priées, si toutefois elles le veulent, de donner leurs adresses. But principal : Mettre les conscrits en relation avec de bons camarades.

★ LILLE. — **Internationale Antimilitariste.** — La section a décidé d'organiser, pour le dimanche 9 juillet, une grande ballade de propagande ; but de l'excursion : Saint-André. Départ du siège, brasserie Faidherbe, rue de Tournai, 30 *bis*, à 3 heures précises.

Nous invitons les camarades à venir nombreux et à apporter tous journaux, brochures, etc., qui pourraient être distribués.

★ LILLE. — Le Groupe libertaire se réunit tous les samedis soir, à 8 heures, chez Bernard Leroux, rue de Roubaix, 52.

★ MARSEILLE. — **Section de l'A. I. A.** — Réunion le samedi 8 juillet, à 9 heures du soir, au bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne.

★ VILLEURBANNE. — **Internationale Antimilitariste.** — Dimanche 9 courant, à 9 heures du matin, réunion de la section au Petit Pré-aux-Clercs, à 2 heures du soir. Départ du pont Tilsitt pour une sortie sur Francheville.

Notre prochain dessin sera signé G. BRADBERRY.

VIENT DE PARAITRE

Syndicalisme et Révolution, par M. Pierrot, recueil des articles de notre camarade parus ici même sous le titre *L'Esprit de Révolte*.

L'exemplaire, 0 fr. 15 ; le cent, 8 fr. 10, port compris.

Le Parlementarisme et la Grève générale, par le Dr Friedberg. Une forte brochure, 36 pages. Prix : 0 fr. 15 franco ; le cent, port compris, 8 fr. 10.

AUX CAMARADES

Nous leur rappelons que nous avons fait faire un service spécial dans les gares et leur demandons instamment, de bien vouloir, pendant quelques semaines, y prendre quelques exemplaires, afin d'y amorcer la vente.

A NOS LECTEURS

Nous avons fait déposer chez les libraires et dans les gares *Guerre*, *Patrie*, *Caserne*, de Ch. Albert, *Machinisme*, de Grave, et *Entretien d'un philosophe*, de Diderot. Prière de les y demander.

Petite Correspondance

C. D., à Amiens. — Ai expédié les numéros demandés, mais l'envoi avait été fait chaque semaine.

C. F. — Nous venons seulement de compléter une collection : 5 fr.

Coopération des Idées. — Envoyez-nous vos convocations chaque semaine si vous désirez qu'elles passent. Nous n'avons pas le temps de découper dans les programmes pour chaque groupe.

P. C., à Garches. — J'en prends note. J'avais oublié.

C. C., rue Cl. — Entendu.

M., à Toulon. — *Les Primitifs d'Australie*, oui, 2 fr. 75.

Autun. — Trop de faits semblables à relever.

E. C., Portalegre. — Bien reçu. Merci.

Markoff. — Reçu dessin. Merci ; passera à moment favorable.

M. M., à Troyes. — L'épithète de menteur se retourne facilement contre Guesde qui, jusqu'ici, n'a jamais eu qu'un moyen de combattre les anarchistes, c'est de mentir à leur égard. Non, il n'a pas voté les lois scélérates. Il ne devait pas être député à ce moment-là. Mais, pour soutenir le ministère Bourgeois, il a voté contre leur abrogation.

P. C., à Mendoza. — Reçu mandat et vieux timbres. Merci.

L., à Tourcoing. — La brochure de Signac est épuisée. Nous préférons les abonnements.

Reçu pour les familles des arrêtés : A. G., 2 fr. — A. C., à Croix, 1 fr. — B., 1 fr. — Un ami pour Palaccio. 1 fr. — Pour la famille Palaccio, L. P., 3 fr. — Paul Robert, 2 fr. 50 — A. C., Puyblier, 1 fr. — Pour Palaccio, L. R., à Londres, 2 fr. — En tout : 12 fr. 50.

Listes précédentes : 62 fr. 15. — Ensemble : 74 fr. 65.

Reçu pour le journal : A. G., 2 fr. — A. D., 5 fr. — N. M., 0 fr. 40. — L. C., 6 fr. 50. — S., à Berck-Plage, 14 fr. — Semur, 0 fr. 50. — P. D., à Tilh, 0 fr. 50. — J., à Saint-Imier, 0 fr. 25. — Paul Robert, 4 fr. 25. — A. D., Vincennes, 2 fr. — Le Puy, 3 fr. — B., à Annonay, 2 fr. — A. C., 2 fr. — Merci à tous.

G. J., à Nouzon. — C. et D., à Amiens. — A. D., à la Juncasse. — H. G., à Port-Elisabeth. — A. L., à Persan. — H. G., à Bussang. — C., à Geaune. — S. A., Luxembourg. — M., à Lorient. — C. A. de E., Lisbonne. — M., à Altona. — A., à Denver. — B. A., à Oullins. — G. N., à Vatan. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie CHAPONET (Jean CUSSAC), rue Bleue, 7, Paris.

11e Année. — N° 11. 15 Juillet 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50
LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris = Ve

Voir à l'intérieur le dessin de G. Bradberry.

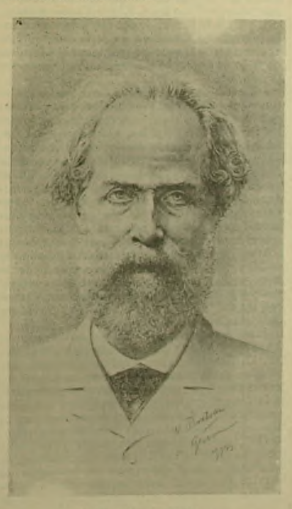
SOMMAIRE

Élisée Reclus

Mercredi passé, le télégraphe nous apprenait qu'Elisée Reclus était mort, la veille, dans un village belge, non loin d'Ostende. Depuis trois semaines environ, les crises d'angine pectorale dont il souffrait depuis longtemps et qui faillirent l'emporter au printemps passé, avaient commencé à se reproduire, de plus en plus fréquentes et pénibles. Avant cela, ses amis croyaient qu'avec des hauts et des bas il pourrait vivre encore, et travailler, quelques années. Maintenant, l'organisme qui avait bravement lutté jusqu'alors, succombait à vue d'œil.

« Son dernier instant de bonheur, nous écrit un ami, a été lundi après-midi, quelques heures avant sa mort, d'entendre la lecture d'une dépêche de Russie! — probablement concernant l'insurrection d'Odessa. — Son dernier travail fini a été la préface de *L'Homme et la Terre* pour l'édition russe, mais jusqu'à samedi il a pu dicter quelques notes pour son ouvrage. »

Son dernier effort pour parler en public a été, on le sait, à Paris, au meeting organisé par nos amis pour exprimer la sympathie des Français avec le mouvement révolutionnaire russe. Il vint exprès de Bruxelles. Mais « la vue de cette belle jeunesse révolutionnaire m'impressionna si fort que je dus me rasseoir au bout de deux minutes ».



ÉLISÉE RECLUS

Avec Elisée Reclus, le mouvement révolutionnaire ouvrier du monde entier perd une de ses plus belles figures, un de ses plus ardents, ses plus entiers défenseurs. Et la science perd en lui un de ceux qui avaient le mieux senti et vécu la liaison qui rattache l'homme à la terre entière, ainsi qu'au coin du globe où il lutte, souffre et jouit de la vie.

Elisée Reclus était né le 15 mars 1830, dans la Gironde, à Sainte-Foy-la-Grande. Son père était un pasteur protestant, un homme tout à fait remarquable, un de cette race vigoureuse qui avait soutenu bien des luttes pour maintenir son droit de croire autrement que l'ordonnait l'Eglise: un homme qui a vécu toute sa vie, aimant le paysan, l'homme penché sur la terre. Un jour, à l'âge de 70 ans, il aperçoit dans les champs un jeune paysan qui enterre un cheval, mort d'anthrax. — « Tu es jeune, lui dit le vieux pasteur, et tu risques ta vie. Moi, je suis vieux. Retourne à ta maison : je vais enterrer la bête. » Le paysan refusait, il insista. Et il travailla de la bêche toute la journée, tout seul. A la tombée de la nuit, la lourde bête était enterrée.

La mère Reclus était aussi une femme remarquable. Elle avait passé toute sa vie à enseigner à l'école. Elle approchait déjà de soixante-dix ans, lorsqu'elle comprit que dans son instruction il y avait une lacune. Elle ne connaissait pas la physique. Alors elle se mit à l'apprendre — consciencieusement, — et au bout d'un an, elle l'enseignait déjà à ses élèves.

La famille était nombreuse. Ils étaient douze enfants, dont Elie était l'aîné et Elisée le second. C'était la pauvreté et dès alors Elisée gagna et garda toute sa vie ce respect pour *le pain* qui, si souvent, dans sa jeunesse fut sa seule nourriture et auquel il retournait si volontiers. Un pain et une pomme, ou du raisin, c'était tout ce qu'il lui fallait pour vivre et travailler.

Il fit ses premières études universitaires à la faculté protestante de Montauban. Son père voulait en faire un pasteur. Mais il dut se débarrasser de bonne heure des préjugés religieux, et avec son frère Elie, il partit bientôt pour Berlin où le grand géographe Karl Ritter attirait alors une jeunesse avide de s'instruire à ses grandes et belles généralisations sur la vie de la Terre et de ses habitants. Ils firent une bonne partie de la route à pied, accompagnés d'un chien, auquel on réservait, le soir, la soupe, pendant que les deux frères se contentaient de pain sec.

Je ne sais pas où était Elisée pendant la Révolution de 1848, mais le fait est qu'après le coup d'Etat de décembre 1851, les deux frères durent quitter la France.

Elisée passa alors six années à voyager.

Il résida en Irlande, où il épousa avec toute son ardeur la cause du peuple irlandais, affamé par les Anglais qui lui avaient enlevé sa terre et tué ses industries rurales. Il parcourut les campagnes, il connut le peuple irlandais dans sa vie journalière de faim et de misère, et l'aima pour toujours.

Il se rendit ensuite aux Etats-Unis, et de là en Colombie et en Guyane, — voyage qu'il

raconta dans un petit livre d'une exquise beauté *Voyage à la Sierra Nevada de Saint-Marthe*, et qui lui inspira plus tard les plus belles généralisations de son œuvre *La Terre*. De ce voyage il rapporta la haine de l'esclavage et l'amour des races noires outragées par les blancs.

En 1857, il rentrait en France. L'Europe se réveillait à ce grand mouvement qui produisit les soulèvements de Garibaldi, la libération d'une partie de l'Italie, l'abolition du servage en Russie, et les Etats-Unis commençaient déjà la campagne qui devait abolir à jamais l'abominable esclavage. Les sciences naturelles entraient en même temps dans cette belle époque de réveil qui transforma dans les années 1854-1862, l'aspect entier de la science moderne.

Elisée Reclus répondit à ce double courant humanitaire et scientifique. Il sut intéresser les Français au grand mouvement abolitionniste qui commençait en Amérique. Il se lança dans le mouvement anti-impérialiste qui commençait à se dessiner en France dès les années soixante, et il prit part aux conspirations de l'époque contre l'Empire.

Mais un nouveau mouvement commençait déjà — les tressaillements du prolétariat français, qui devaient réveiller les prolétaires des deux mondes; et Elisée prit part aux débuts de ce mouvement. A partir de 1865, il faisait déjà partie de l'Internationale, — c'est-à-dire dès les premières réunions par lesquelles elle fut constituée en 1864; et, bien avant que l'Alliance de Bakounine fût fondée, Elisée Reclus faisait déjà partie de l'association secrète fondée aussi par Bakounine en Italie, en 1864, et qu'on appelait la Fraternité Internationale, — association dissoute en 1869. Au fait, Elisée était communiste bien avant la fondation de l'Internationale (son frère Elie, fouriériste convaincu, publiait un journal fouriériste sous l'Empire), et la grande Association des Travailleurs ne fit qu'offrir aux communistes français, du nombre desquels était Elisée, un nouveau champ d'action, international. Si je ne me trompe, forcé encore une fois de se réfugier en Angleterre, sous l'Empire, il fit même partie un moment du conseil général de l'Internationale à Londres; ou, du moins, il prit part à quelques travaux de ce conseil.

Vers la fin de l'Empire, Elisée était à Paris, et faisait paraître en 1867-68, son ouvrage monumental *La Terre*, dont le premier volume, *Les Continents*, le plaça immédiatement au premier rang des géographes de notre siècle(1).

Comme tout ce qu'Elisée a écrit, cet ouvrage est d'une beauté remarquable. Du commencement jusqu'à la fin, la manière d'exposer les aperçus généraux ou de décrire tel trait de la nature est d'une force, d'une beauté et d'un fini qui, sauf chez Alexandre Humboldt, n'ont pas d'égaux dans toute la littérature du siècle. Je lui racontais un jour comment je fus frappé, à Madrid, en jouissant de l'œuvre de Murillo, de cette idée : « Pourquoi ce qui est *beau* vit des siècles? » — Le beau? mais c'est *une idée pensée dans ses détails* », me répondit-il. Et depuis, chaque fois que je lisais une page de lui, je me ressouvenais de cette définition. La *Madone*, de Murillo, ne serait pas *belle* si chaque détail, — ses mains, ses cheveux, jusqu'aux plis de sa robe — ne s'accordait avec l'idée fondamentale du tableau : l'*Extase de l'amour pur* De même, une page d'Elisée perdrait sa *beauté* si l'idée fondamentale n'était si bien pensée dans ses détails, que chaque détail, chaque idée secondaire, viennent encadrer, renforcer l'idée mère de la page, du chapitre, de l'opuscule ou du livre.

(1) Il existe un court résumé de ce volume, écrit pour tous et publié par Hachette, au prix de 1 franc.

* *

Vint la guerre de 1870-1871, le siège de Paris, la Commune. Elisée Reclus s'inscrivit dans la compagnie des aéronautes, dirigée par son ami intime, le photographe Nadar, et il l'aida dans cette organisation, merveilleuse pour l'époque, par laquelle Paris assiégé fut mis en rapports réguliers avec les départements.

Mais les événements se précipitaient. L'énergie révolutionnaire socialiste, accumulée en France et surtout à Paris, pendant les dernières années de l'Empire, ne pouvait se dissiper en pure perte, sans essayer de s'annoncer au grand jour, sans planter du moins un jalon pour l'avenir, — et la révolution du 18 mars éclata à Paris.

Ici, Elisée, qui a toujours haï le galon et toujours s'est senti peuple, donna le vrai exemple. Alors que les chefs blanquistes et jacobins acceptaient des postes dans le gouvernement de la cité révoltée, et que même les internationalistes fédéralistes acceptaient leur nomination au conseil de la Commune, Elisée épaula le fusil et resta dans les rangs des fédérés. Son frère Elie, adorateur de l'art antique, se mettait sous les ordres de Vaillant et sauvait, dans les caves, pendant le bombardement et l'incendie, les trésors du Louvre et de la Bibliothèque Nationale, presque sous le feu et les couperets des Versaillais.

Dès le début, la Commune projetait une sortie sur Versailles, et elle eut lieu dans la première moitié d'avril. Elisée, l'arme au bras, prit part à la sortie. Il fut fait prisonnier sur le plateau de Châtillon — et il but toute la coupe des souffrances physiques et des insultes dont la bourgeoisie triomphante abreuva ses prisonniers.

« Lorsque nous entrions dans Versailles, la foule des bourgeois, avec leurs dames galantes pendues à leurs bras, nous recevait avec toutes les insultes imaginables, alors que nous, les mains liées, défilions devant eux. Un homme — je crus reconnaître en lui un membre de la Société de géographie — en criant : « Oh, le gredin! » m'asséna un coup de poing formidable sur la nuque. Sa dame me frappait de son parasol... Après toutes les fatigues de la nuit précédente, je tombai évanoui... » Puis vinrent toutes les horreurs de la plaine de Satory... les sentinelles tirant à bout portant sur quiconque se levait debout, fatigué de croupir dans la boue, et chaque jour des pelotons étant emmenés pour être fusillés... Puis vint Brest. On ne respira un moment, qu'à la prison du Mont Saint-Michel.

Mais les savants de l'Europe entière, surtout les savants anglais s'émurent. Darwin, Wallace, W. Carpenter et tant d'autres signaient une pétition pour demander la mise en liberté du grand géographe, condamné en novembre 1871, à la transportation. — En janvier 1872, cette sentence fut commuée en bannissement, et Elisée put rejoindre son frère Elie à Zurich.

Il écrivit alors son œuvre, la plus belle, peut-être, de ce qu'il a écrit l'*Histoire d'une Montagne*, où il remerciait la montagne du service qu'elle lui avait rendu pour lui permettre de rétablir une espèce d'équilibre de l'esprit, après tout ce qu'il avait vécu et souffert. Car en ceci, Elisée Reclus et Gœthe se rencontrent entièrement. Pour l'un comme pour l'autre, toute la nature vit, — la montagne, le ruisseau, la forêt sont les frères et les sœurs de l'homme.

* *

C'est à Clarens, en 1872, qu'il commença son œuvre principale, la *Géographie Universelle*, dont le premier volume parut en 1876 et le dernier, le dix-neuvième, dix-huit ans plus tard, en 1894.

On comprendra l'immensité de cette œuvre, si je dis que pour chacun des volumes, qui compte environ 800 pages, Reclus consultait environ 1.000 volumes et articles. Un article, un volume, était lu quelquefois, seulement pour changer çà et là, au texte primitif, un adjectif et en mettre un qui caractérisait mieux telle peuplade ou telle vallée, ou telle plaine. On comprend à peine comment Elisée put réussir à combiner de si superbes vues d'ensemble avec cette masse infinie de détails pittoresques, — riants, sombres ou majestueux, mais toujours poétiques — dont chaque volume est si rempli qu'on ne saurait recommander à un voyageur un meilleur compagnon de voyage. Si on pense en même temps que chaque année paraissait un nouveau volume, et que le tout parut en livraisons, sans jamais manquer une semaine, on ne se rend pas compte comment un homme a jamais pu accomplir un travail si immense. Et cependant, il n'y a pas une ligne de l'immense ouvrage qui n'ait été écrite de sa main, soit dans le manuscrit primitif qui traçait les grandes lignes de l'ouvrage, soit dans les innombrables additions qui se faisaient, après que le premier manuscrit eut été imprimé sous forme d'épreuves.

C'est surtout dans la description des grandes nations, ainsi que des mille et mille petites peuplades qu'excellait Elisée. On croirait que ces descriptions doivent se répéter — il n'en est rien! Et en parlant de la moindre peuplade, il trouvait quelques mots pour inspirer au lecteur cette idée que tous les hommes se valent, qu'il n'y a pas de race supérieure et de races inférieures.

* *

C'est à Clarens que nous avons fait sa connaissance et bientôt, nous tous, avions appris à l'aimer, en le rencontrant aux meetings, aux congrès et aux réunions familières de la Fédération jurassienne. A côté du *Bulletin*, organe de la Fédération, Reclus avait fondé, avec Lefrançais et Joukovsky, une revue mensuelle, *le Travailleur*, Puis, quand le *Révolté* fut fondé à Genève, il se joignit à nous, et bientôt il s'identifia complètement avec notre journal. Pour nous aider, il ne dédaignait aucun travail, si petit qu'il fût. Et lorsque, plus tard, le mouvement anarchiste prit des formes plus violentes, il ne s'arrêta pas à moitié chemin : il en accepta toutes les conséquences. Il savait haïr, comme il savait aimer, et il haïssait l'ordre bourgeois. Aussi, le mouvement qui s'était développé dans la région lyonnaise eut toutes ses sympathies. Lui, qui n'aurait violenté personne, comprenait que l'affranchissement du peuple travailleur ne se fera pas sans des actes de violence réveillant les masses, ni sans des luttes grandioses entre exploités et exploiteurs.

Aussi, dès que *le Révolté* fut menacé de poursuites, Elisée se mit entièrement à la disposition des amis genevois qui continuaient le journal après son arrestation. C'est alors qu'il écrivit souvent pour le *Révolté* et qu'il fit à Genève la conférence *Evolution et Révolution*, dont les conclusions anarchistes scandalisèrent ses nombreux amis et savants admirateurs.

Il restait « le Communard » qu'il était. Et plus tard, dans les années quatre-vingt-dix, lorsque tant d'autres, effrayés par les bombes de Paris et effarouchés par les théories négatives de la morale bourgeoise qui se produisaient dans nos milieux, s'empressaient de se ranger de côté — Elisée Reclus resta là où il était. Il prit sa place parmi ceux que les gouvernants et les socialistes de gouvernement mettaient hors la loi; et il le fit si bien, si franchement, si ouvertement, que les gouvernants de tout acabit qui exploitaient, en ce moment, la République, vouèrent une haine implacable à toute la famille Reclus — du moins, à toute sa branche révolutionnaire.

Paul Reclus fut impliqué dans le procès des Trente. Son vieux père, Elie, fut arrêté, mené au poste, déshabillé et mesuré à ce que ces

gredins de faux savants appellent dans leur jargon « l'anthropométrie »..... Elisée ne fut pas arrêté, seulement parce qu'il n'était pas en ce moment à Paris; mais les « amis de l'ordre » ne lui épargnèrent pas leur fiel et leurs insinuations.

La France, en ce moment, était dans une triste impasse. Ce qu'Elisée a souffert en voyant, non seulement la haute pègre, mais le peuple français et même le travailleur parisien se jeter aux pieds d'Alexandre III et se pourlécher à la vue d'un sourire d'impératrice, — ce qu'il a souffert en voyant cette dernière crise des monarchistes, Boulanger, si près de réussir et ne manquer la dictature que faute de force dans le prétendant lui-même..., ce qu'il a souffert en voyant cette belle France, qu'il aimait tant, tombée si bas, — il ne le disait à personne. Mais il nous le laissait deviner par tel mot dans une lettre ou telle phrase échappée lors de ses courtes visites à Londres.

Il quitta la France pour tout de bon, et alla s'établir à Bruxelles. Ce ne fut que lorsque la conscience du peuple français commença à se réveiller dans l'affaire Dreyfus, qu'il se décida à remettre le pied sur son sol natal.

* *

Entre temps, il fondait à Bruxelles une université vraiment *libre* — une de ces universités comme en verra un jour l'Europe régénérée par la révolution sociale. C'est dans cette université qu'Elie Reclus fit son cours remarquable (près de cent conférences) sur l'origine des idées religieuses et des religions, et qu'Elisée fit pendant plusieurs années des cours sur le développement des sociétés humaines sous l'influence des divers milieux géographiques. Ces leçons, dont se dégage, comme une nécessité scientifique, cette conclusion — l'Anarchie, font l'essence du bel ouvrage, en trois forts volumes, *La Terre et l'Homme*, dont la publication vient d'être commencée à Paris.

Au printemps de l'année passée, Elisée Reclus achevait cet ouvrage. L'énergie qu'il avait gardée jusqu'alors, malgré la maladie de cœur qui l'avait atteint une première fois en 1880, — commença à faiblir à vue d'œil. La mort de son frère Elie l'avait aussi profondément frappé.

Nous craignions à ce moment que nous allions le perdre. Les arrêts du cœur se répétaient presque chaque nuit. Et cependant, entre ces crises douloureuses, dès que quelque force se reconstituait en lui, et qu'il se trouvait en présence d'un jeune ami, il revenait toujours à la grande idée qui l'avait inspiré dans sa vie — l'Anarchie. Les premiers symptômes de réveil en Russie qui s'apercevaient dès ce moment, le comblaient de joie. Il y voyait le commencement de la Révolution sociale qui, il le savait bien, ne se bornerait pas à la Russie et finirait par embraser l'Europe.

Après les tueries de janvier passé à Pétersbourg, il eut encore le courage de venir à Paris et d'y parler pendant quelques minutes pour saluer les premières lueurs de la révolution populaire russe. Mais on voyait déjà que si son intelligence conservait toute sa lucidité et son énergie, le cœur ne suffisait déjà plus aux fonctions de l'entretien de la vie. Il cessa de battre dans la nuit du 3 au 4 juillet.

* *

L'anarchie a déjà produit une série de caractères d'une exquise beauté. Elisée en était un des plus frappants, des plus expressifs. Tout y avait contribué. On voit des hommes, très révolutionnaires dans leurs pensées, mais on est à se demander: Comment s'accommoderont-ils un jour des premiers débuts de la révolution sociale, alors qu'il faudra renoncer à bien des habitudes de la vie oisive ou de la vie d'exploiteurs d'autres métiers et professions moins lucratifs, que nous sommes tous, hommes de métiers privilégiés? Comment s'accommoderont-ils des principes d'égalité, sans lesquels point de révolution sociale possible? Où trouveront-ils, dans leurs esprits dominateurs, cette tolérance pour les conceptions d'autrui, à côté de l'amour passionné de ses propres principes — cet égalitarisme intellectuel, qui fait l'essence de l'anarchie? Où trouveront-ils enfin cette compréhension des écarts mêmes de l'esprit et des passions, qui deviennent un élément du progrès aux époques du « crépuscule des idoles », du renversement d'un régime décrépit?

Pas le moindre doute possible sous ce rapport concernant Elisée Reclus. Il était anarchiste jusqu'au plus profond de son intelligence, jusqu'à la moindre fibre de son être. Le pain sec lui aurait suffi pour traverser une crise révolutionnaire et pour travailler à édifier un avenir plein de richesses pour tous. Il sut rester pauvre, absolument pauvre, malgré les succès de ses beaux livres. L'idée de dominer qui que ce soit semble n'avoir jamais traversé son cerveau: il haïssait jusqu'aux moindres vestiges de l'esprit dominateur. Enfin, pour lui, qui a si bien connu toutes les peuplades disséminées sur le globe qui nous indiquent les étapes traversées par l'humanité, et qui pouvait d'un seul coup d'œil retracer dans sa pensée le long martyrologe de l'homme, l'anarchie n'était pas un simple rêve amoureux. C'était la conclusion, la clef de voûte de l'histoire de l'humanité, de la science: le point de mire aussi nécessairement indiqué qu'est l'étoile vers laquelle se dirige aujourd'hui notre système solaire. Et comme la Nature, la belle nature qu'il aimait comme l'aimèrent Gœthe et Shelley, était pour lui une nécessité physique, il ne se laissait jamais dévier de sa route par aucune des superstitions inspirées par la peur d'un en deçà imaginaire.

Et encore, l'idéal, pour lui, c'est aujourd'hui qu'il fallait l'appliquer. L'hypocrisie du despote et de l'ambitieux qui lui fait dire: « Ce sera bon pour demain; en attendant, je continue à régner », — cette hypocrisie, il ne l'a jamais connue. Puisque l'étude de la nature, de l'histoire, de l'homme sous toutes les latitudes et à toutes les époques l'avait amené à voir dans l'homme, — l'espèce et l'individu, — le produit du milieu; puisqu'il avait conçu l'anarchie dans son sens de force progressive à travers les âges, — ce n'était plus pour lui un vain mot, ou un desideratum lointain. Il y voyait, aujourd'hui même, la meilleure façon pour les hommes de vivre, sans chercher à s'entre-gouverner. Il pratiquait dès aujourd'hui même cette façon de vivre, et s'il s'était retrouvé de nouveau dans une Commune insurgée — sa devise eût été: l'Anarchie, franche, conséquente, audacieuse et, par cela même, triomphante.

PIERRE KROPOTKINE.

Notre ami Nadar devait nous envoyer ses souvenirs personnels sur Reclus. Le mauvais état de sa santé ne lui a pas permis de nous les envoyer à temps; force est, à notre grand regret, de renvoyer cette publication au prochain numéro.

Elisée Reclus et la Commune

Reclus faisait partie des 1.500 prisonniers fédérés traîtreusement capturés le 4 avril 1871, au plateau de Châtillon. Il fut le témoin de l'exécution de notre chef Duval et de trois autres officiers fédérés, ordonnée par Vinoy, près du petit Bicêtre, au mépris de la promesse de la vie sauve pour tous, qui nous avait été faite une heure auparavant par le général Pellé, commandant de la troupe qui nous conduisait à Versailles.

Il subit sa part des outrages sans nom qui nous furent prodigués par la population réactionnaire de Versailles et les officiers de l'escorte. Outrages accompagnés de menaces de mort qui ne cessèrent que lorsque nous fûmes enfermés dans les docks de Satory.

Deux jours plus tard on nous entassa par quarante au moins dans des wagons à bestiaux hermétiquement clos. Les sergents de ville de l'Empire, fusil en bandoulière et revolver au côté, menacèrent de faire feu sur quiconque serait tenté d'entr'ouvrir les bâches pour avoir un peu d'air.

Le voyage de Brest qui, à cette époque, durait dix-huit heures en train omnibus, ne fut accompli qu'en trente heures par le train spécial qui nous emportait.

Ce long séjour dans des wagons clos, salis par les déjections, et où la nourriture et surtout l'eau manquaient, nous rendit presque tous malades; il attaqua le moral de certains au point que, lorsque nous débarquâmes à Quélern, on constata que sur les 800 prisonniers, six ne jouissaient plus de leur raison.

Reclus était un de ceux-là, mais heureusement ce ne fut pour lui qu'un trouble passager, car au bout de quelques jours, ayant recouvré la plénitude de sa belle intelligence, il s'occupa de créer des distractions instructives pour ses camarades de détention dont plusieurs devinrent pour lui des amis avec lesquels il aimait beaucoup à se rencontrer lorsque les exigences de la vie de chacun le permettaient.

Ses conférences sur la géographie que, sans cartes, sans tableau noir, il savait rendre si intéressantes grâce à la parfaite connaissance de son sujet et surtout à la clarté de sa parole qu'il savait rendre si facilement compréhensible, lui attirèrent tous ceux d'entre nous qui avaient le désir de s'instruire.

Il créa un cours de langue anglaise qui eut de nombreux élèves, dont quelques-uns devinrent rapidement d'une certaine force. Il initia beaucoup d'entre nous à la science du jeu d'échecs qui était le seul jeu auquel il s'adonnât, sans pourtant s'y passionner.

Reclus n'aimait pas seulement à instruire les autres, mais en véritable philosophe il cherchait toutes les occasions de s'instruire lui-même davantage, en suivant avec intérêt la conversation des ouvriers auxquels il posait souvent des questions se rapportant à leur métier. Il obtenait ainsi des renseignements qu'il trouvait précieux ayant trait à la vie de famille et d'atelier de ses co-détenus.

Il y avait environ six mois que nous étions à Quélern, lorsque le jésuite Jules Simon, alors ministre du sinistre Thiers, jugea bon de visiter quelques groupes de prisonniers de la Commune.

Après avoir passé dans les chambrées, le ministre reçut au bureau du directeur ceux qui avaient des réclamations à lui présenter. Les réclamants furent peu nombreux, et la plupart demandèrent simplement qu'on statuât sur leur sort le plus tôt possible. On leur donna la satisfaction d'augmenter le nombre des conseils de guerre.

La réception s'étant terminée sans que le ministre eût vu Elisée Reclus, il demanda au directeur de le faire venir à son bureau.

Le gardien chef fut envoyé à l'infirmerie où se trouvait notre ami, pour lui faire part du désir du ministre de l'entendre.

A cette démarche Reclus répondit:

— Je n'ai rien à dire au ministre; s'il croit devoir me parler, qu'il vienne me trouver.

Il est évident qu'à ce moment, après les instances faites auprès du gouvernement par beaucoup de savants étrangers, il eût suffi que Reclus se rendît auprès du ministre pour que celui-ci fît rendre un non-lieu en sa faveur.

Le fourbe qu'était Jules Simon fit semblant

de ne pas prendre en mauvaise part la fière réponse qui lui fut faite, il parut s'intéresser à la santé du prisonnier et, quelques jours après, le fit transférer à Trébéron.

La vérité est qu'on voulut priver Reclus de la société de ses amis, et soustraire ceux-ci à une influence qu'on jugeait pernicieuse.

Au mois de novembre, je retrouvai Reclus au fort du Mont-Valérien. Il venait d'être condamné à la déportation, quand la plupart des fédérés sans grade pris à Châtillon comme lui bénéficiaient d'ordonnances de non-lieu ou étaient condamnés à des peines légères.

Son attitude ferme et digne à l'instruction et devant le conseil de guerre, jointe à sa notoriété comme savant, lui avaient valu cette dure condamnation de la part de galonnés qui avaient donné en cette occasion la mesure de leur valeur.

Pendant une quinzaine de jours que je passai avec Reclus dans une intimité plus grande qu'à Quélern, je pus juger de la force de son caractère qui supportait sans abattement la dure condamnation qui venait de le frapper.

J'éprouvai à cette époque l'impression, qui s'est convertie depuis en conviction, que je me trouvais en contact avec celui qui, abstraction faite du talent, était de tous ceux que j'ai connus l'homme qui approcha le plus de la perfection.

Avec de tels hommes on comprend combien le communisme est beau et serait facilement réalisable.

Séparé de Reclus pour aller me faire condamner par le conseil de guerre de Rueil, j'appris six mois plus tard par Chauvière, que je retrouvai à Embrun, que la peine de notre ami avait été commuée en celle du bannissement.

Cette nouvelle me causa une grande joie, car je savais que Reclus ne comptait guère sur le succès des démarches qui étaient faites pour lui et que leur réussite avait dû lui causer une surprise d'autant plus agréable.

Ce n'est qu'au commencement de 1875, après ma libération que je pus renouer, par correspondance, des relations avec mon vieux camarade.

Depuis, à des intervalles, trop espacés, à mon gré, j'ai eu l'occasion de me rencontrer avec Élisée Reclus, et j'ai toujours été heureux de constater qu'en vieillissant l'ami d'antan était resté l'homme aux idées toujours jeunes, à la main toujours largement ouverte, prenant un soin extrême de mettre toujours d'accord ses actes avec ses paroles ou ses écrits, sévère pour lui-même mais indulgent aux autres, d'une indulgence souriante, douce et souvent excessive, à mon avis, car il l'accorda à beaucoup de ses amis que l'intérêt ou l'ambition avaient fait suivre des chemins qui s'éloignaient sensiblement du sien.

L'excès d'indulgence et de bonté est le seul défaut que j'aie connu à mon très cher et très regretté ami Élisée Reclus.

A. Colleau.

Paris, 6 juillet 1905.

Comment meurt un Évolutionniste

Malgré que les amis qui ont vécu plus longtemps auprès de celui que nous venons de perdre, aient dit, plus éloquemment que moi, le grand cœur et la grande intelligence que fut Reclus, je ne veux pas laisser refermer sa tombe sans exprimer ici toute l'amitié qui m'attachait à lui, toute la reconnaissance que je dois à celui qui, en 1884, vint me tirer de l'ombre pour m'offrir de m'occuper du *Révolté*, qui avait déjà son histoire.

« Il ne s'agit que de vouloir », m'avait-il dit en réponse aux craintes que je lui exprimais de ne pas être à la hauteur de la tâche. Mais son concours et ses conseils éclairés ne me firent jamais défaut.

Pris chacun par notre travail, éloignés l'un de l'autre, nos relations furent plutôt épistolaires ; c'était toujours entre deux trains que je recevais sa visite. Mais si courts, si à bâtons rompus que fussent ces entretiens, on en ressortait réconforté par sa façon large d'envisager les choses, sa confiance inaltérable en l'avenir ; un peu meilleur par sa mansuétude à l'égard de tous ; indulgence qui, parfois, le faisait la proie d'aigrefins ; car, dans sa sincérité, il ne voulait pas soupçonner la mauvaise foi, tant qu'elle ne lui était pas démontrée par les faits.

La dernière fois que je le vis, c'était il y a deux mois. Depuis longtemps déjà, il souffrait de l'affection cardiaque qui devait l'emporter.

Nous avions parlé du mouvement, des espérances que permettait de concevoir sa floraison, et de ses diverses manifestations, la conversation glissa sur son état, sur ses souffrances : « Il faut bien s'accoutumer à sa situation », fit-il, et comme il parlait de la crise qui, à chaque instant, pouvait l'emporter, je lui exprimais combien ça serait désagréable de disparaître, alors que des réalisations possibles s'annonçaient. — « Qu'importe, lorsqu'on a la satisfaction d'avoir fait selon la mesure de ses forces ! »

Et cela n'étaient pas paroles en l'air chez lui, car il connaissait son état.

Cette philosophie sereine vaut certainement mieux que celle du croyant qui ne consent à quitter la vie terrestre que dans l'espoir de la recouvrer dans un monde hypothétique. La survivance de Reclus dans ses œuvres, vaut mieux que la résurrection.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

Bateaux. — Dans toutes les marines du monde, mais en particulier dans la marine française, les navires sont toujours conduits par des chefs « expérimentés ». Aussi, tout le long de l'année, les journaux nous apprennent-ils que tantôt l'un a donné contre des rochers, tantôt l'autre s'est ensablé, ou ces deux-ci se sont abordés, ou celui-là a coulé à pic. Quant aux chaudières qui ne fonctionnent plus au moment de l'appareillage et aux hélices qui, comme on allait lever l'ancre, refusent de tourner, nous n'en parlerons même pas.

A peine reposés de l'histoire du *Sully*, nous apprenons que le *Hoche*, cuirassé d'escadre, a touché sur un rocher, dans la grande passe des Iles d'Hyères, ce qui nous ferait croire, si nous n'étions patriotes, que « nos officiers expérimentés » ne connaissent même pas les côtes de leur propre pays, — et que le *Farfadet*, bateau sous-marin, a sombré dans le lac de Bizerte. Sous prétexte d'aller sous la mer, il a piqué tout droit jusqu'au fond où il reste pris dans la vase, contenant dans ses flancs une douzaine d'hommes dont on peut se figurer les réflexions, dans leur tombeau sous-marin.

D'autre part, voici un vaisseau d'autre sorte. C'est un cuirassé russe. Il s'appelle le *Kniaz-Potemkin*. Il n'est commandé par aucun officier, pour la bonne raison que les matelots ont cru devoir, un beau jour, jeter leurs chefs par-dessus bord. Et le *Potemkin* va et vient dans la mer Noire, se livre à toutes les évolutions imaginables, virevolte, parcourt les côtes en tous sens, et il n'échoue pas, ne s'ensable pas, n'aborde pas, ne coule pas. Qui le conduit ? Un comité de matelots révoltés, dit-on. Certains disent même : des civils, des révolutionnaires.

Je ne veux pas du tout dire, entendez-moi bien, qu'il suffirait que nos marins laissassent tomber leurs officiers au fond de la mer pour qu'aussitôt nos navires allassent tout seuls sur l'eau. Mais enfin...

❖ ❖

En baisse. — De la *France militaire :*

« Sur 321.243 jeunes gens qui avaient été convoqués individuellement devant les conseils de révision en 1904, 10.506 ne se sont présentés ni fait représenter, c'est-à-dire que trois hommes sur cent ont failli sciemment, dès leur entrée dans la vie publique, aux obligations militaires imposées à tout Français par la loi. Il a été procédé à leur égard comme s'ils étaient présents. »

Mais eux ont procédé à l'égard de la loi comme si elle était absente. Trois sur cent, ce n'est pas encore beaucoup, mais c'est déjà quelque chose. Sans aller jusqu'à dire qu'il y a 10.506 jeunes gens intelligents en France, car je n'ose pas croire qu'ils se sont tous abstenus pour des motifs intelligents, on peut tout de même inférer de ce chiffre que l'ardeur militariste n'est point en hausse. Je prie nos lecteurs de ne pas s'en désoler outre mesure.

❖ ❖

Expulsion. — Palacios, Navarro, José Prats, Castels ont été remis en liberté, mais des arrêts d'expulsion ont été rendus contre eux, et ils devront quitter la France sous huit jours. Ainsi voilà des gens qu'on reconnaît innocents, blancs comme neige, qu'on avoue n'avoir été mêlés ni de près ni de loin à l'affaire dans laquelle on cherchait à les impliquer, et on n'ouvre la porte de leur prison qu'en les expulsant, délicieuse manière de les dédommager du sort qu'on leur a fait. Et, non content de les expulser, on les oblige à déclarer dans quel pays ils se rendront, quel jour, par quel train. Vous en devinez la raison : c'est pour pouvoir prévenir la police de ces pays qui, à son tour, ne se fera pas faute de réexpulser ou de molester de toutes manières des hommes dont le crime fut d'être innocents.

Cependant le gouvernement français fait sonner bien haut sa grande bienveillance : il ne livre pas les quatre anarchistes à l'Espagne. Ah! qu'il est bon, le gouvernement français !

R. Ch.

❖ ❖

Un Congrès socialiste ?! — *Rivesaltes, 7 juillet.* — Comme tous les ans, la Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales a organisé un congrès où étaient représentées les différentes *associations politiques* adhérant au parti ouvrier socialiste français ou guesdiste. Je viens un peu tard parler de ce congrès auquel je n'ai pu assister et qui a tenu ses séances à Estagel, sous la présidence de M. Selle, député de Denain assisté de M. Lucien Deslinières, candidat perpétuel de la première circonscription de Perpignan.

Estagel, qui s'enorgueillit d'avoir vu naître les Arago, est une petite ville de 3.000 habitants environ. On y récolte des vins renommés, mais, comme tous les pays vignobles, Estagel traverse une période de disette qui a favorisé l'éclosion du parti socialiste. La municipalité d'Estagel est socialiste depuis les dernières élections. Le conseil municipal est composé de travailleurs de la terre et de quelques ouvriers, foudriers, maçons, etc. Le maire, qui est en même temps conseiller général du canton de Latour-de-France, est un travailleur de la terre. Son adjoint est un foudrier. Je donne ces renseignements, pour bien indiquer que le Congrès se tenait dans une ville depuis peu, mais absolument acquise au socialisme. Pour être sûrement renseigné sur ce qui s'était dit et fait dans ce congrès, j'ai attendu que le journal officiel de la Fédération, *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, en publiât le compte rendu.

Eh bien, malgré que je n'aie jamais eu une grande confiance dans les résultats du socialisme, tel que l'entendent Jaurès, Guesde, etc., je n'aurais jamais supposé que ce parti pût en arriver à une pareille méconnaissance de la situation actuelle. Il n'a pas été dit un mot du magnifique mouvement syndicaliste qui, un moment, a occasionné le trac dans la bourgeoisie du Midi. Il n'a pas été même fait allusion aux grèves cependant victorieuses, grâce à l'énergie des cultivateurs, qui se produisirent l'an dernier à Rivesaltes, à Elne, Alenga, Villeneuve-de-la-Raho, etc. ; pas un mot d'encouragement n'est venu réconforter ces travailleurs qui composent cependant la grosse majorité des électeurs de MM. Deslinières, Soubielle, etc., etc. Je ne me plains pas, certes, de cette indifférence voulue des politiciens pour les travailleurs, elle démontre que les libertaires ont raison de dire que seule l'ambition personnelle guide les candidats, quelle que soit leur couleur politique, et que les prolétaires n'ont rien à attendre de tous ceux, quels qu'ils soient, qui briguent leurs suffrages.

Dans ce congrès, il n'a été question que d'élections, que du moyen d'assurer l'arrivée au Parle-

ment de quelques individus qui n'ont pas hésité, croyant ainsi se rendre favorables une certaine catégorie d'électeurs, à faire profession d'un patriotisme échevelé, déroulèdesque, menaçant de leur courroux les peuples assez osés pour attenter à la grandeur, à l'intégrité, à l'honneur de la France! tout en sachant bien qu'ils resteront tranquillement chez eux, pendant que les travailleurs iront se faire tuer.

Tout cela est écœurant, et de pareilles déclarations méritaient d'être relevées comme elles l'ont été par le camarade Jean Marestan, qui, dans une réunion donnée à l'issue du congrès, exposa les idées internationalistes et libertaires.

Ses paroles furent d'ailleurs acclamées par la population estagéloise, qui compte un groupe assez nombreux de libertaires. Et nous ne croyons pas nous tromper, en prédisant aux prochaines élections l'échec complet des candidats socialistes. Les travailleurs conscients de leurs droits feront le vide autour des urnes, se contentant d'user de l'action directe, en exigeant de leurs employeurs toujours plus de bien-être, jusqu'au jour où il n'y aura plus d'employeurs.

S. M.-J.

❖ ❖

On a vu, la semaine dernière, les paroles indignées!! et nationalistes prononcées au Conseil municipal de Paris par le sieur Faillet, socialiste!! pour protester contre l'achat de l'*Histoire de France* d'Hervé qui n'a rien, quoi qu'on en dise, d'antipatriote — ce que nous regrettons.

Nos conseillers socialo-chauvinards qui refusent l'achat du livre d'Hervé se sont, depuis, rattrapés en votant :

300 francs pour un monument au panamiste de joyeuse mémoire Charles Floquet; 300 francs également pour un monument « patriotique » à élever à Epinay.

Ils ont de plus décidé l'achat de l'*Histoire de la France contemporaine* par Hanotaux et une importante souscription aux *Conférences mutualistes* de l'agent du ministère de l'intérieur Barberet.

Mais il y a mieux, si possible.

Sur la proposition du conseiller nationaliste Henri Galli, le Conseil a décidé l'achat « d'un certain nombre d'exemplaire » de *La Commune vécue* de l'ex-substitut Da Costa.

Voici, de plus, comment M. Galli a présenté les saletés de ce chef de la rue de Jérusalem à ses collègues :

« Ce combattant — dans les bureaux de la préfecture — raconte les faits tragiques avec une impartialité réelle; — ce qui est faux et inexact, nos lecteurs en savent quelque chose — il n'hésite pas à juger sévèrement bien des paroles et bien des actes.

« Il fait mieux comprendre sous l'empire de quelle exaltation quelques uns de ces actes furent commis. Il ne cesse pas d'affirmer que les républicains fidèles aux principes de la Révolution ont pour premier devoir d'aimer et de servir la France, d'être les meilleurs et plus résolus et les plus fidèles des patriotes.

« Le volume de M. Da Costa répond par avance à celui de M. Hervé. »

Et les socialistes du « Parti » à Hervé ont voté l'achat d'un volume qui essaie d'enlever au mouvement du 18 mars le peu qu'il a de socialiste.

A la place d'Hervé, combien je me sentirais vengé!

❖ ❖

Le ministre des affaires étrangères vient de présenter à la Chambre — et les socialistes ont voté, ce que *leurs journaux* s'abstiennent bien de dire — 1° 958.000 francs pour frais de réception en France du roi d'Espagne;

2° 410.000 francs pour le prochain voyage de notre *polichinelle national* en Espagne.

Soit 1.368.000 francs pour permettre au sieur Leydet de bâtir des « complots », et au « protocole » de verser 10.000 pesetas à la jeune femme mariée et blonde qu'avait réclamée et que l'on a procurée au scrofuleux Alphonse, treizième du nom.

Et Populo, pendant ce temps-là, crève de faim, vote, se laisse conduire à la boucherie et acclame ses maîtres.

P. D.

❖ ❖

Chez les infirmiers de Bicêtre. — Les infirmiers et infirmières des services généraux et soignants, las d'être mal nourris viennent de lancer un premier défi à l'ad-mi-nis-tra-tion.

Voici les faits. Mercredi 5 juillet, au déjeuner de midi, le menu se composait d'un *répugnant* et traditionnel ragoût : personne ne voulut y toucher. Les infirmiers s'emparèrent des plateaux et s'en furent les déposer devant la direction, attendant la venue du Directeur. Quand celui-ci parut et vit les infirmiers, au nombre de plus de cent, il s'écria :

« C'est assez bon!... vous le mangerez. »

Les infirmiers lui répondirent qu'ils allaient de suite, et malgré la consigne, déjeuner dehors aux frais de l'*Assistance publique* et joignant l'acte à la parole, ils sortirent malgré les simagrées du portier pour aller se commander à déjeuner dans un restaurant tout proche. Le soir, la note fut présentée à la direction et fut acquittée.

Pendant que le petit personnel et les malades crèvent de faim à Bicêtre, le seul boni de la cuisine s'élève par an à 40.000 francs.

Il est vrai que l'économe est un ancien commandant.

Erik.

❖ ❖

Lorient. — **Leur patrie.** — Comme d'habitude, cette année, à Paris, le 6 juin, s'est tenu le Congrès des travailleurs de la marine et de l'Etat. Là, comme les années précédentes, l'on a discuté les revendications des ouvriers qui figurent sur les cahiers du congrès depuis quatre ans, c'est-à-dire depuis la formation des syndicats de la marine. A noter, en passant, les principales revendications qu'attend le prolétariat des arsenaux de ses bons gouvernants : 1° Augmentation des salaires; 2° retraites proportionnelles pour les veuves et orphelins au bout de quinze ans de services; 3° augmentation des retraites.

Bien entendu, en fait de satisfaction, toujours la même rengaine : « Je verrai, j'étudierai » répondit l'aimable M. Thomson, ministre de la marine. Puis, s'adressant directement au camarade Kérihuel, secrétaire général du syndicat du port de Lorient : « Sachez tout d'abord, Messieurs les ouvriers des arsenaux, que vous vous devez tous à la défense nationale, l'intérêt de la patrie et de l'Etat l'exige. J'espère qu'en temps et en heure vous saurez tous faire votre devoir et que je ne serai pas obligé de vous rappeler à l'ordre. » Défense nationale, Patrie, Etat, c'est avec ces mots absurdes que les pantins du Luxembourg nourrissent la plèbe. Et la question du ventre, pourquoi compte-elle? Encore une fois, Messieurs les gouvernants, ce n'est pas des promesses qu'il nous faut. Qu'on nous donne notre nécessaire et après nous verrons. Nous verrons... à transformer la défense nationale en défense sociale.

E. Poulain.

MONOGRAPHIES

Le Puy.

Le Puy, ville de 20.000 habitants, dont l'arrondissement très montagneux, plutôt froid, compte 115 communes et environ 145.700 habitants.

La principale industrie féminine est le travail de la dentelle au carreau.

La moyenne du gain pour douze heures de travail est de 0 fr. 40 à 0 fr. 75. Les meilleures ouvrières arrivent à gagner 1 fr. 25 à 1 fr. 50 en faisant les travaux les plus délicats.

D'autres, les échantillonneuses, très rares, peuvent se faire des journées de 1 fr. 75 à 2 fr. 50 en travaillant à la fabrique.

Généralement, les dentellières de la campagne sont femmes de paysans, elles se mettent au carreau dès le matin et ne le quittent que le soir. On les voit, pendant la belle saison, assises par groupes à l'ombre, aux coins des rues. Dans les montagnes, lorsqu'en hiver les hommes ne peuvent s'occuper aux champs, ce sont eux qui font la cuisine, laquelle se réduit à peu près à la soupe, ces pauvres gens n'ayant bien souvent que les dix ou douze sous de la femme pour se nourrir.

C'est pendant l'hiver seulement que l'instituteur des petits villages compte quelques élèves dans sa classe, car dès les beaux jours les parents les emploient à garder vaches et cochons ou les louent pour le même travail à des paysans plus fortunés. Pour deux, trois hameaux et quelquefois plus, assez éloignés les uns des autres, il y a souvent une seule école. Les enfants doivent faire matin et soir, dans de mauvais chemins, souvent par la pluie et la neige, un long trajet avec leur repas froid, œufs, lard ou fromage dans un panier.

Aussi le Velay est-il une des régions de France les plus arriérées, où les prêtres règnent encore en maîtres dans beaucoup d'endroits.

Peu d'écoles sont saines et propres, les municipalités ayant souvent surtout à cœur de bien loger le curé.

Le Puy n'est guère mieux partagé à ce point de vue. Tandis que le séminaire est entouré d'un beau parc où se promènent à l'ombre d'arbres séculaires les futurs abrutisseurs de l'enfance, alors que les couvents et écoles congréganistes sont de grands bâtiments bien situés, ayant tous des jardins, les écoles municipales sont dans de vieilles masures où les élèves sont parfois entassés dans des salles trop étroites, mal aérées, un maître ayant souvent plus de 50 élèves à la fois.

Mais, ici, on ne tient guère à répandre l'instruction. Où trouverait-on ensuite des ouvrières consentant à faire de la dentelle pour huit ou dix sous par jour? Déjà, dans les journaux locaux, on lit les plaintes des fabricants qui, depuis que l'instruction augmente, recrutent moins facilement leur main d'œuvre. Aussi demandent-ils qu'à l'école le travail du carreau soit compris dans l'enseignement manuel.

Quoiqu'ils aient à lutter contre la dentelle à la machine, le travail se fait encore à si bas prix, que les patrons trouvent à gagner beaucoup d'argent. Certaines fortunes scandaleuses n'ont pas d'autre origine que l'exploitation éhontée d'une population misérable et tenue autant que possible dans l'ignorance.

Au Puy, les logements à peu près propres et aérés sont relativement chers. Dans la haute et vieille ville où loge une partie de la population ouvrière, ainsi que dans d'ignobles faubourgs, ils sont meilleur marché; mais quels taudis! Maisons sales, délabrées, datant de plusieurs siècles, situées sur des rues pleines d'ordures et de détritus, et si étroites, qu'à peine deux personnes peuvent y marcher de front.

Le prix du pain de ménage dans la région est en moyenne de 0 fr. 35 le kilo, 0 fr. 65 les 2 kilos.

La viande de boucherie, 1 fr. 80 le kilo; le porc frais, 0 fr. 80 la livre.

Les pommes de terre, 0 fr. 80 à 1 franc le décalitre; les lentilles du pays 3 fr. 50 le décalitre; les haricots, 3 francs le décalitre.

Les œufs valent en moyenne 0 fr. 80 dans la région, mais au Puy, en hiver, ils atteignent 1 fr. 80 la douzaine.

Les vins viennent surtout du Midi et se vendent depuis 0 fr. 20 le litre au détail.

Pas de syndicats.

Le groupement politique le plus avancé est fourni par la jeunesse républicaine, qui appelle des conférenciers tels que Sébastien Faure, Zévaès, Nelly Roussel, venus cette année. Ces jeunes gens, fils de bourgeois pour la plupart, et républicains nuancés de socialisme, ne semblent pas très désireux de travailler sérieusement à l'émancipation des travailleurs.

Quant aux ouvriers, il n'est pas rare d'en rencontrer, certains dimanches, fêtant le saint de leur corporation, drapeau tricolore, tambours et clairons en tête, les uns portant la statue du saint, les autres une corbeille de pain bénit qu'ils vont, après la messe, offrir aux patrons et autres gros bonnets, en échange de quelque pièce de monnaie leur permettant de faire la fête.

B.

MOUVEMENT OUVRIER

Les élections approchent, aussi la Chambre vient-elle à nouveau de mettre en chantier la *loi* sur les retraites ouvrières. A ce propos, il règne dans la classe ouvrière un préjugé assez tenace, qui consiste à croire — les candidats socialistes et autres le lui ont tant de fois répété! — que la *bourgeoisie*, en votant ces fameuses retraites, — ce qui, du reste, est loin d'être fait — consent en sa faveur à des sacrifices immenses.

La vérité est tout autre. Tous les projets de retraites consistent, au contraire, dans le prélèvement d'un nouvel impôt sur la classe ouvrière. On obligera les travailleurs à rogner leurs salaires déjà trop modestes pour s'assurer d'illusoires retraites que, 90 fois sur 100, ils ne toucheront jamais, pour l'excellente raison que toutes les statistiques publiées à ce sujet ont montré qu'à l'âge où ils seront appelés à « jouir » de la retraite, les 9/10 de ceux qui, leur vie durant, auront versé, seront *morts*.

Le projet actuellement en discussion est simple : il s'agit de prélever 2 0/0 net sur les salaires de

tous les exploités; les patrons, de leur côté, verseraient autant, mais bien entendu, non sans l'avoir récupéré par avance sur le dos des travailleurs qui, en réalité, se verraient ainsi frustrés de 4 0/0 de leurs salaires dans l'espoir de toucher à 60 ou à 65 ans, à peu près vingt sous par jour.

Pour une réforme, voilà une réforme ou je ne m'y connais pas!

Sait-on, et cela n'est pas, semble-t-il, indifférent, combien cette « réforme coûterait bon an mal an à la classe ouvrière?

Si l'on prend le rapport tout ce qu'il y a de plus officiel de M. A. Dubost, il y aurait environ 9.697.800 personnes en France à qui s'appliquerait le nouvel impôt, qui produirait environ 475.192.000 francs.

Comme on le voit, la somme en vaut la peine, si l'on songe aux bonnes combinaisons qu'un Rouvier peut toujours tirer d'un pareil capital.

Nous ne saurions donc trop le répéter : il ne faut pas que, par sentimentalisme, dans l'espoir de voir les « vieux » ne plus crever de faim le jour où l'usine les rejette, la classe ouvrière s'illusionne sur toutes les retraites quelles quelles soient, dont pourront, un jour ou l'autre la gratifier les gouvernants. Ces retraites, ce sont eux, et eux seuls, qui se les feront, pour ne jamais en profiter. Par contre, les capitaux soutirés ainsi aux travailleurs serviront à masquer les combinaisons financières d'une bourgeoisie aux abois, car avec le système de « capitalisation » proposé, personne ne saura s'y reconnaître.

Les intéressés moins que les autres, car il y aura *longtemps* qu'ils ne seront plus, lorsqu'il s'agira pour eux de jouir de la retraite.

❖ ❖

La condamnation à trois mois de prison, en vertu des lois scélérates, que vient d'encourir notre camarade Frimat pour faits de grève, est à nos yeux d'une importance exceptionnelle. C'est, en effet, une toute nouvelle interprétation des lois « exceptionnelles » de 1894 que d'en faire l'application en période et pour des faits se rapportant exclusivement à des incidents de grève. C'est, que l'on y réfléchisse bien, la négation même du droit de grève que cette assimilation à la « propagande anarchiste ».

Un parti, ou simplement des socialistes ayant quelques soucis de l'action ouvrière auraient protesté, se seraient élevés contre semblable théorie.

Au lieu de cela, pas un mot : la condamnation de Frimat à 3 mois de prison tout au plus relevée dans les « faits divers » des dits journaux « socialistes »!! et c'est tout.

Si la classe ouvrière elle-même ne réagit pas contre une pareille iniquité, cela peut être on ne peut plus dangereux pour l'avenir du mouvement ouvrier lui-même.

Que nos camarades, dans leurs organisations respectives, fassent entendre leur voix contre cette iniquité que nous devons, à n'en pas douter, à la lâcheté de nos socialistes repus et domestiqués. En défendant Frimat, c'est nous-mêmes que nous défendons, c'est le droit de grève nié par sa condamnation, et il ne faut pas que la classe ouvrière se laisse enlever ce « droit à la grève » qui reste encore la meilleure arme qu'ont en mains les travailleurs pour faire fléchir l'égoïsme patronal, pour arracher un peu de bien-être à la rapacité capitaliste.

❖ ❖

Grève des employés et ouvriers des Tramways sud de Paris, au nombre de 1200, qui protestent contre les renvois injustifiés dont ils sont victimes, lorsque l'augmentation des employés prévue par le cahier des charges de la Compagnie arrive à terme. C'est ainsi que, sur un personnel de 800 ouvriers et employés, plus de 250 ont été remplacés dans l'espace d'une année.

Parmi les autres revendications signalons encore celles concernant les heures de repos, les congés, le minimum de salaire de 70 francs par quinzaine, ce qui n'est vraiment pas exagéré.

Malgré la grève, quelques voitures roulent avec les concours de policiers obligeamment mis par Lépine au service de la riche Compagnie à qui il n'a rien à refuser. Des gardes municipaux escortent chaque voiture.

Malgré le caractère « municipal de cette grève, trop de politiciens prennent part aux réunions des grévistes.

A Limoges, l'agitation ouvrière continue, le patronat faisant tout dans l'espoir d'abattre les énergies ouvrières. A la grève des cordonniers de chez Monteux, il s'en est fallu de peu que vienne s'adjoindre celle des ouvriers de chez Fougeras. Chez Ch. Haviland, l'agitation est extrême par suite du renvoi de trois ouvriers métallurgistes. La grève est générale chez les menuisiers.

Le patronat limousin joue, ce me semble, un jeu bien dangereux en provoquant ainsi les travailleurs, et les résultats pourraient bien être tout autres que ceux espérés.

A Saint-Junien, la situation est également très tendue.

Les mégissiers et les gantiers sont presque partout en grève, par suite de plusieurs tentatives faites par le patronat pour diminuer les salaires.

Des gendarmes ont été envoyés sur les lieux, ce qui n'est pas pour émouvoir autrement nos camarades de Saint-Junien.

L'agitation ouvrière est si intense actuellement, que force m'est de me contenter de signaler les autres conflits.

A Pamiers (Ariège), grève de métallurgistes qui réclament un relèvement des salaires.

A Douarnenez, agitation chez les ouvrières sardinières; menace de grève.

J'en passe et non des moins importantes.

P. Delesalle.

❖ ❖

Saint-Etienne. — **Lock-out patronal.** — Depuis quelques jours, les ouvriers teinturiers chôment à Saint-Etienne. Il y a grève, mais du côté des patrons. Ceux-ci voulaient imposer un nouveau règlement, au lieu et place d'un règlement antérieur signé par les deux parties contractantes et déposé aux prud'hommes, ainsi qu'au tribunal de commerce. Les ouvriers n'ayant pas voulu accepter les modifications apportées par les patrons, ceux-ci ont simplement fermé les portes de leurs ateliers.

Endure, mon vieux, et ferme ta ceinture.

Et dire que nous fêtons cette semaine l'anniversaire de la prise de la Bastille! Quand fêterons-nous la reprise de l'atelier?

❖ ❖

Je ne sais pas s'il faut avoir servi dans l'armée française pour devenir président de la République, mais ce que tout le monde sait, c'est que pour entrer au service de l'Etat, du département et des communes, dans l'administration, quoi! il faut avoir payé l'impôt du sang. Sans cela on ne peut pas être même cantonnier, paraît-il. De plus, dans l'administration des postes, par exemple, il arrive qu'un jeune homme employé, depuis l'âge de quatorze ans, parfois, au port des dépêches, se voit renvoyé de l'administration après avoir été réformé par le conseil de révision.

L'Etat nous fait cependant un devoir de payer l'impôt comme tout le monde; nous avons les mêmes besoins que quiconque, et les gendarmes sont là pour nous arrêter, les juges pour nous condamner, au nom de la loi et de la sûreté de l'Etat, si nous vagabondons et n'avons pas de domicile. En d'autres termes, l'Etat nous fait un devoir de posséder ce qu'il nous refuse. Les administrations particulières, entreprises de transports, tels que chemins de fer, tramways, etc.; les compagnies minières, métallurgiques, prennent elles-mêmes exemple sur l'Etat et réclament, elles aussi, la production du livret militaire ou font passer une visite médicale avant l'embauche.

Ce sont toutes ces considérations qui ont décidé un camarade du Var à entreprendre une tournée. Il va de ville en ville, recueillant les signatures de protestation des groupes de libre pensée, bourses du travail, syndicats, etc. Il compte avec cela agir sur les pouvoirs publics. Je crois que le camarade s'illusionne beaucoup. Ce qui me paraît intéressant chez lui, c'est la volonté, la ténacité qu'il a apportée à cette œuvre. Voilà quatorze mois qu'il est en campagne, et il ne se décourage pas. Encore une fois, je vois là un exemple de ce que les hommes pourraient, s'ils *voulaient*.

Rousset-Galhauban.

RUSSIE

Etat d'esprit des marins russes. — *Berlin, 6 juillet.* — Le correspondant à Saint-Pétersbourg de la *National Zeitung* déclare que, lorsque les nouvelles de la mutinerie du *Potemkin* furent connues à Sébastopol, l'amiral Krieger donna l'ordre à ses officiers de faire prendre sans bruit des dispositions de départ à leurs équipages. Cependant, des agents révolutionnaires avaient eu le temps de donner à ces derniers des informations sur la mutinerie, et lorsque l'escadre approcha d'Odessa, on trouva épinglés, en divers endroits des navires de guerre, des placards annonçant que l'ordre de tirer sur le *Kniaz-Potemkin* signifierait la mort immédiate des officiers.

En conséquence, l'amiral Krieger ne pouvait faire autre chose que de retourner à Sébastopol et d'y embarquer de nouveaux équipages.

(*Matin*, 7 juillet.)

Notre prochain dessin sera signé Agard.

VARIÉTÉ

LE CHOIX DES ALIMENTS

(*Suite*) (1)

Si notre organisme obéissait aux lois relativement simples qui régissent le fonctionnement d'une machine inanimée, il serait possible de déterminer d'une façon définitive le genre, la qualité et la quantité des matériaux combustibles qu'on devrait lui fournir pour lui permettre d'exécuter, sans usure rapide ou détérioration appréciable, le travail auquel il est astreint.

La preuve que cette assimilation est erronée résulte d'une façon éclatante, d'une série d'expériences récentes qui ont fait grand bruit dans le monde scientifique et dont l'écho s'est répercuté jusque dans le public.

Une Commission de physiologistes des Etats-Unis a entrepris de résoudre le problème de l'application de la théorie mécanique aux phénomènes qui se passent dans notre organisme, et elle a procédé à ces recherches d'une façon telle que Duclaux déclarait « qu'il n'existe pas dans la science et qu'on n'y verra pas probablement de longtemps, un ensemble plus parfait d'un problème poursuivi avec une entente si parfaite des moyens et du but ».

Pendant quelques jours, un sujet en expérience mène une existence au cours de laquelle aucun aliment ne pénètre en lui sans avoir été déterminé comme quantité et qualité et il ne sort rien de lui qui n'ait été noté également comme quantité et qualité y compris la chaleur qu'il produit et qui constitue sa plus forte dépense.

Parmi les expériences répétées en laissant tantôt le sujet au repos, tantôt en lui faisant exécuter un travail dont on évaluait très exactement la valeur par sa transformation en chaleur facile à mesurer, on ne retenait comme démonstratives que celles où le sujet avait conservé, d'un bout à l'autre, un poids stationnaire, de façon à éliminer le calcul des pertes ou des gains en graisse ou en muscles.

La somme de la chaleur dégagée mesurant exactement toutes les dépenses a été trouvée sensiblement égale, dans tous les cas, à la chaleur fournie par les aliments d'après les évaluations de la bombe calorimétrique de Berthelot, qui indique quel dégagement de chaleur produit une quantité donnée de tel aliment.

Bien plus, on a, au cours de ces expériences, remplacé une certaine quantité de féculents et de beurre par une quantité d'alcool donnant

---

(1) Voir les numéros 9 et 10.

dans la bombe calorimétrique, la même quantité de chaleur. L'expérience ayant été faite, tantôt au régime du repos, tantôt au régime du travail, l'opérateur a vécu dans la même hygiène, s'est retrouvé avec son égalité de poids pendant une expérience de dix jours au repos et dix jours au travail.

Duclaux auquel j'emprunte presque textuellement ce compte rendu, en a conclu: L'alcool est un aliment; et cette conclusion était, pour lui, attendue, pour la raison que le sucre que nous absorbons se transforme en alcool au cours de sa digestion.

Cette conclusion a déchaîné une véritable tempête dans le public partagé en deux camps: celui des moralisateurs et celui des marchands de vins, eaux-de-vie et liqueurs.

Chacun des adversaires a fait appel aux savants les plus autorisés pour l'emporter dans une campagne qui n'avait rien de scientifique.

N'ayant en vue de moraliser qui que ce soit, ni de favoriser les marchands de vins, je me trouve l'esprit très libre pour apprécier les résultats des expériences américaines et les conclusions que Duclaux a cru pouvoir légitimement en tirer.

A ces expériences s'opposent immédiatement les faits si communément observés de détérioration de la machine humaine par l'usage tant soit peu abondant et prolongé de l'alcool.

Si dans un but de recherches scientifiques très précises, des physiologistes ont pu se nourrir indifféremment pendant vingt jours avec des féculents ou de l'alcool, je sais que de très nombreux travailleurs qui sont amenés, contre leur volonté, à remplacer par de l'alcool une alimentation insuffisante, manifestent on ne peut plus nettement que cette substitution n'est pas du tout indifférente à leur état de santé, non plus qu'à la valeur des enfants qu'ils procréent.

Cette opposition entre les résultats d'observations dont le nombre et la durée énormes excluent la possibilité d'errer, et ceux d'un petit nombre d'expériences très surveillées, très bien conduites, mais d'une durée très courte, m'amène forcément aux conclusions suivantes:

L'alcool est un aliment, en ce sens qu'il permet la même production de chaleur que d'autres matériaux reconnus comme des aliments, soit qu'on l'expérimente dans la bombe calorimétrique ou dans l'organisme d'un sujet en état de santé et pendant un temps très court.

Mais c'est un aliment à rejeter de la consommation courante, attendu que son usage, quelque peu prolongé, détériore la machine humaine depuis les premiers organes qui se trouvent en contact avec lui jusqu'aux moindres tissus dans lesquels il pénètre par la circulation. Cette détérioration, cette usure rapide, se manifestent d'autant plus vite que le sujet qui absorbe de l'alcool se trouve soumis à d'autres causes d'usure plus ou moins graves.

Si nous n'éprouvons pas les mêmes inconvénients de l'alcool en lequel se transforment passagèrement les aliments sucrés, c'est que cet alcool se produit et se brûle rapidement au sein de tissus moins sensibles à son action; il en est absolument de même pour certains médicaments dont les produits de décomposition sont sans inconvénients dans l'organisme, alors qu'ils sont très dangereux s'ils sont absorbés directement.

Les fameuses expériences américaines prouvent donc, à mon avis, exactement contraire à celui de Duclaux, l'impossibilité d'assimiler l'organisme humain à une machine et l'inconvénient d'appliquer mathématiquement à des êtres vivants les résultats des plus remarquables recherches de laboratoire, dans l'état actuel de la science.

Dans le champ soumis aux investigations de l'esprit humain, la portion qui échappe le plus jusqu'ici à des déterminations précises est l'homme même.

La complexité de ses fonctions, si harmonieusement unies que toute modification de l'une d'entre elles retentit sur les autres d'une façon que nous ne pouvons prévoir à coup sûr et même difficilement apprécier, empêchera encore longtemps d'étudier ces fonctions sur des appareils qui en reproduisent ingénieusement quelque partie.

Plaçons encore par la pensée cet organisme complexe dans ce milieu incessamment variable et réagissant sur lui en tant de sens différents qu'est la société où un homme lutte à la fois contre les forces contraires de la nature et celles des autres hommes, ses concurrents; et nous aurons une faible idée de la différence de conditions où se présente cet homme réel dans la vie réelle pendant des années et un sujet en expérience dans une cage en verre pendant quelques jours.

La valeur des expériences de laboratoire appliquées à l'homme a été appréciée par le plus remarquable des hommes de laboratoire, Claude Bernard, de la façon suivante:

« L'application des mathématiques aux phénomènes naturels est le but de toute science, parce que l'expression de la loi des phénomènes doit toujours être mathématique. Mais il faut que les données soumises au calcul soient des résultats de faits suffisamment analysés de manière à être sûr qu'on connaît complètement les conditions des phénomènes entre lesquels on veut établir une équation. Or, je pense que les tentatives de ce genre sont prématurées dans la plupart des phénomènes de la vie, précisément parce que ces phénomènes sont tellement complexes, qu'à côté de quelques-unes de leurs conditions que nous connaissons, nous devons non seulement supposer, mais être certains qu'il en existe une foule d'autres qui nous sont encore absolument inconnues. Je crois qu'actuellement la voie la plus utile à suivre pour la physiologie et pour la médecine est de chercher à découvrir des faits nouveaux, au lieu d'essayer de réduire en équations ceux que la science possède. Ce n'est point que je condamne l'application mathématique dans les phénomènes biologiques, car c'est par elle seule que, dans la suite, la science se constituera; seulement j'ai la conviction que l'équation générale est impossible pour le moment, l'étude qualitative des phénomènes devant nécessairement précéder leur étude quantitative..... On peut bien sans doute établir le bilan de ce que consomme un organisme vivant en aliments et de ce qu'il rend en excrétions, mais ce ne seront là que de purs résultats de statistique incapables d'apporter la lumière sur les phénomènes intimes de la nutrition chez les êtres vivants. Ce serait, suivant l'expression d'un chimiste hollandais, vouloir raconter ce qui se passe dans une maison en regardant ce qui entre par la porte et ce qui sort par la cheminée. »

Ainsi s'exprimait Claude Bernard dans l'*Introduction à l'étude de la médecine expérimentale* qui date de 1865, mais c'est tout aussi vrai aujourd'hui et cela sera tant qu'on n'aura pas décelé la longue série d'actes qui se passent dans l'intimité de l'organisme humain.

Mais puisque de l'avis même des plus conscients physiologistes, la physiologie expérimentale ne peut servir de direction certaine dans l'accomplissement de la vie journalière, sur quoi faut-il nous baser pour bien vivre, et particulièrement pour nous alimenter convenablement?

Sur les usages habituellement reçus, ou sur l'avertissement de nos sensations?

Les uns et les autres seraient des guides bien trompeurs.

(*A suivre.*) Dr E. D.

BIBLIOGRAPHIE

Sao van Di (1), qui paraît-il, veut dire Mademoiselle jour le bonheur, ou quelque chose d'approchant, est un roman d'amour où Jean Ajalbert déploie ses qualités d'écrivain et de poète.

Cela se déroule, là-bas, tout là-bas, dans l'Extrême-Orient, et a un charme d'exotisme, une naïveté de mœurs primitives qui vous berce langoureusement.

L'auteur a mis pour sous-titre: mœurs du Laos. Ajalbert a, il est vrai, fait un voyage par là: cela se sent à la description de ses paysages. Mais comme il n'est pas possible d'étudier les mœurs d'un pays dont on ne connaît pas la langue, et que l'on ne fait que traverser, je me ferais scrupule de le recommander comme documentation à un anthropologue. Du reste, je ne crois pas que ce soit l'intention de l'auteur.

Ce n'est qu'une évocation des êtres et des paysages qu'il a entrevus, évocation attachante qui vous aide à deviner d'autres pays, d'autres mœurs, et regretter l'œuvre néfaste du blanc qui entrave l'évolution humaine, en détruisant, partout où il passe, les qualités qu'il a perdues depuis longtemps.

* *

C'est sur la recommandation d'un camarade, qui m'en avait dit grand bien, que j'ai lu l'*Histoire de France et de sa civilisation* (2) que MM. Rogie et Despiques ont faite à l'usage des écoliers.

Evidemment, cette nouvelle histoire est en progrès sur beaucoup d'autres. Les auteurs en ont complètement éliminé la chronologie des rois, les récits de leurs meurtres, de leurs guerres et conquêtes, qui remplissent tellement les histoires faites jusqu'ici, qu'il ne reste plus de place pour parler du peuple, de sa vie, de son évolution.

C'est bien une vraie histoire de France, c'est-à-dire un aperçu sur la vie, les mœurs du peuple, aux différentes époques, que nous donnent MM. Rogie et Despiques. Ils ont parfaitement saisi le plan sur lequel doit être conçue une véritable histoire.

Seulement ils sont un peu trop affirmatifs sur les détails qu'ils donnent sur la vie des lacustres et de l'homme de l'âge de la pierre. Les faits recueillis permettent des suppositions, et rien de plus.

A ce propos, une autre petite remarque pour lorsqu'ils feront une autre édition. A plusieurs reprises, ils parlent de « l'âge de pierre », ce qui fait penser tout de suite à « l'âge d'or », « l'âge d'argent », tandis que « l'âge de la pierre » signifie l'âge où l'on se servait de la pierre.

Mais le vice rédhibitoire de leur histoire, c'est l'enseignement du respect de la loi, l'admiration trop peu tempérée pour les institutions qui nous régissent qui, malgré les quelques vagues phrases sur une amélioration désirable, sont de nature à inculquer des idées fausses aux gosses qui les liront.

On me dira qu'il les fallait pour trouver grâce devant la censure universitaire. Peut-être; mais si les auteurs ont écrit ce qu'ils pensent, ils pensent faux. Et si c'est une concession, c'est doublement faux.

* *

Histoires d'amour, affaires d'argent (3) de MM. L. et C. François-Fontenay, est un recueil de nouvelles où les auteurs fustigent quelques-unes des tares sociales.

C'est un livre de bonne volonté, mais sans rien de saillant. Je ne ferai qu'une réserve: dans une de leurs nouvelles, les auteurs ne mettent en scène qu'un anarchiste, et c'est un mouchard.

Certainement, plus que n'importe quel autre parti, les anarchistes, puisque plus irréconciliables avec l'ordre social actuel, sont exposés à avoir de ces sales oiseaux parmi eux. Il ne serait même pas difficile d'en nommer quelques-uns.

Mais, dans une nouvelle, accolée au seul anarchiste mis en scène, cette épithète vous prend tout de suite des proportions de généralisation qui, sans doute, n'était pas dans l'esprit des auteurs, mais incruste, dans le cerveau du lecteur, qu'anarchiste et mouchard sont synonymes.

Le volume se termine par des vers. Mon incompétence en fait de poésie m'engage à me taire là-dessus.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.
(2) Un vol., 0,90, chez Juven, 122, rue Réaumur.
(3) 1 vol., 3 fr. 50, chez Fayard, 78, boulevard Saint-Germain.

* *

M. Edouard Cohen, dans *Judaïsme et Maçonnerie* (1) fait le procès de l'antisémitisme idiot qui tend à présenter tous les juifs comme des capitalistes et des usuriers. Il démontre qu'entre les prolétaires juifs et les capitalistes de même origine, il y a la même différence qu'entre un ouvrier et un patron chrétiens, et que les exploités sont les mêmes, ont les mêmes intérêts, les mêmes ennemis, quelle que soit leur race.

Où l'auteur se trompe, c'est lorsqu'il compte sur la maçonnerie pour prendre en mains la défense des persécutés juifs.

« La Franc-Maçonnerie » française glissera sur cette pente (la discorde) habilement préparée, si au lieu de travailler en silence pour l'humanité entière, elle devient un parti politique (page 41).

Si notre auteur connaissait mieux la maçonnerie, il saurait qu'il y a longtemps qu'elle n'est qu'un tremplin politique qui n'a jamais servi qu'à faire servir les bonnes volontés des « croyants » au triomphe des « frères » plus roublards.

J. Grave.

* *

Nous avons reçu :

L'Homme et la Terre, par E. Reclus, série 2; 2 fr. 50.

La Bonté d'aimer, par G. Pioch.; 1 vol., 3 fr. 50, chez Vanier, 19, quai Saint-Michel.

Essai sur la théorie de l'impôt progressif, par Roger Hugot; broch., imp. Jacquot et Floret, 12, rue Berbisey, Dijon.

Les lois ouvrières au Luxembourg, par P. Louis; *Musée social*, 5, rue Las Cases.

Penseurs, philosophes, savants (36 portraits et biographies), préface d'Hæckel; 0 fr. 30, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Le Moulin du Frau (roman), par E. Le Roy; 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle.

Manual del soldado, 1 brochure, « Biblioteca del Obrero », Perez Castellanos, 37, Montevideo.

Nouveaux Evangiles, par Jollivet-Castelot; 1 vol., 3 fr. 50, chez Chacornac, 11, quai Saint-Michel.

La Chanson ouvrière, fascicule 2, 6, boulevard Magenta.

12 Portraits (vers) par A. Stick, 0 fr. 10, chez Alexandre, 56, rue au Lin, Amiens.

Chants Prolétariens (feuille de chansons), par la Jeunesse syndicaliste de Saint-Etienne, 0 fr. 10 la feuille, 3 fr. 50 le cent, chez Noël Julié, 22, rue du Vernay.

La Grande Grève (roman), par Ch. Malato; 1 vol., 3 fr. 50, « Bibliothèque des auteurs modernes », 16, rue des Fossés-Saint-Jacques.

Psicologia Etnica, par Ch. Letourneau (Tercera parte); *Escuela Moderna*, 16, calle de Bailen, Barcelone.

Histoire sommaire de l'arbitrage permanent, par G. Moch (en français et en espéranto), 0 fr. 30; Institut international de la Paix, Monaco.

Les deux méthodes syndicalistes, par Keufer; 0 fr. 20; Imprimerie Nouvelle, 11, rue Cadet.

De l'abus des réquisitions militaires, broch.; imprimerie Bascou, 44, rue Sales, Lyon.

La Céruse, par le Dr A. Treille; 1 broch. à la *Revue Médicale*, 21, rue Cujas.

A voir :

L'Assiette au beurre, n° 122 : « A bas l'alliance russe! »

Pour compléter notre collection, il nous manque les numéros de la 1re année des *Cahiers de la Quinzaine*. Ceux de nos amis qui en possèdent, et voudraient bien s'en défaire, nous leur échangerions contre des volumes.

VIENT DE PARAITRE

Syndicalisme et Révolution, par M. Pierrot, recueil des articles de notre camarade parus ici même sous le titre *L'Esprit de Révolte*.

L'exemplaire, 0 fr. 15; le cent, 8 fr. 10, port compris.

Le Parlementarisme et la Grève générale, par le Dr Friedberg. Une forte brochure, 36 pages. Prix : 0 fr. 15 franco; le cent, port compris, 8 fr. 10.

(1) Une brochure, 0 fr. 50.

Correspondances et Communications

★ Chantenay-sur-Loire. — Le Groupe antimilitariste prévient les autres groupes que son adresse est chez le camarade Marsac, rue de la Vierge.

★ Le groupe Luz y Vida ayant décidé de publier un périodique, demande l'échange avec toutes les publications qui voudront bien l'accepter.

Adresse : Luz y Vida, Centro Obrero, Santa Clara, 4, à Santa Cruz de Ténériffe.

CONVOCATIONS

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (XVIIIe arr.) : Vendredi 14 juillet. — Victor Méric : De l'idée de Patrie.

Mercredi 19. — Rousselet : La mortalité et les habitations ouvrières (projections).

Vendredi 21. — Oudinot : *Les Avariés*, de Brieux.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (XXe arr.). — Mardi 18 juillet, à 9 heures du soir, causerie amicale. — Vendredi 21, discussion entre camarades sur le mariage et l'union libre.

★ **L'Églantine parisienne**, 54, rue Cambronne (XVe arr.). — Le mardi et le vendredi, de 8 heures à 10 heures du soir et le dimanche de 9 heures à midi, répartition de denrées.

★ Lorient. — **Jeunesse syndicaliste**. — Tous les lundis, réunion, à 8 heures, salle du Château-d'Eau. Deux fois par mois, conférence par un membre du groupe, suivie d'une controverse, où sont écoutées toutes les opinions.

★ Roubaix. — Dimanche 16 juillet, Palais du Travail, 8, rue du Pile, conférence publique et contradictoire par Bourguer : L'ouvrier peut-il être patriote?

A NOS LECTEURS

Notre ami James Guillaume est en train de travailler à un ouvrage qui aura pour titre : *Documents et souvenirs* (contribution à l'histoire de l'Internationale). L'ouvrage aura trois volumes.

Nul plus que James Guillaume n'était qualifié pour écrire l'histoire de l'Internationale, dont il fut un des membres les plus actifs. Et ce sera une véritable révélation pour ceux de notre époque qui, venus dans le mouvement alors que la plupart des initiateurs avaient disparu, ne connaissent de l'Internationale que ce que les « historiens » réactionnaires en ont écrit.

Nous offrons l'ouvrage en souscription à nos lecteurs.

Le prix de chaque volume sera de 4 fr. 50.

Nous l'offrons à 4 francs, rendu franco, à ceux qui s'engageront, dès aujourd'hui, à le recevoir.

Pour le moment, nous ne demandons que des adhésions. Le premier volume paraîtra en octobre. Nous avertirons lorsqu'il faudra nous envoyer le montant.

Seulement, comme l'éditeur et l'auteur désireraient être fixés pour le tirage, nous prions les camarades de nous envoyer leur adhésion au plus vite.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

Bibliographie anarchiste, par Nettlau, *franco* ... 1 85
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais ... 1 85

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, par Kropotkine, franco ... 2 75
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine ... 1 »
Autour d'une vie, par Kropotkine ... 3 »
La Société future, par J. Grave ... 2 75
La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave ... 2 75
L'Individu et la Société, par J. Grave ... 2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave ... 2 75
Les Ventres, par Pourot ... 2 75
Galafieu, par H. Fèvre ... 2 75
Malfaiteurs, par J. Grave ... 2 75
Les Aventures de Nono, par J. Grave, avec illustrations ... 2 75
Mais quelqu'un troubla la fête, par Marsolleau ... 1 »
La Commune, par Louise Michel ... 2 75
Responsabilités, pièce en 4 actes, par J. Grave ... 2 »
Le Socialisme en danger, D. Nieuwenhuis ... 2 75
L'Amour libre, par Ch. Albert ... 2 75
En marche vers la société nouvelle, par C. Cornelissen ... 2 75
Sous la casaque, par Dubois-Desaulle ... 2 75
L'Inévitable Révolution, par un proscrit ... 2 75

Petite Correspondance

Monod. — Convocation arrivée trop tard. Pour le mardi.

Avignon. — Voyez ci-dessus.

A. D., à Rouen. — Le *Cours d'Histoire de France* d'Hervé, 1 fr. 30.

A. G., à Bourges. — La lettre ne contenait que deux timbres de 0 fr. 15. Vous redevez 0 fr. 10 de frais d'envoi.

A. G., à Rome. — On vous réexpédie le numéro 13. Il avait été envoyé une fois déjà.

A, à Amiens. — Bien reçu le paquet. Merci.

J. B., à Grenoble. — La brochure à distribuer est épuisée.

T., à Clermont. — Oui, j'ai vu. Ils n'ont pas voulu perdre l'occasion de dire des bêtises. Il y a des gens comme cela qui éprouvent le besoin de se lever de bonne heure pour saisir quelque ânerie au vol.

C., à Clarens. — Je vais faire demander.

A. M., à Aubignac. — Le prix de 2 fr. 50 marqué pour quelques volumes — pas tous — est pour ceux qui viennent les chercher au bureau. Par la poste, port en plus. Vous redevez 0 fr. 75.

A. M., à Saint-Vallier. — Votre lettre est partie.

F., à Barcelone. — Reçu le volume de Lorenzo. Merci.

B., à Vitry. — Faisons la réclamation chez Hachette.

A. M., à Lyon. — Utiliserons. Merci.

F. L., rue E. — Oui, les numéros expédiés à Diano ont été acceptés.

E. B., rue F. R. — Je vous marque l'abonnement. J'avais oublié. Excusez-moi.

Reçu pour les familles des arrêtés : Louvigny, 1 fr.; Fort Chabrol, 0 fr. 50; Maurice Marchal, 0 fr. 50; De tout cœur, 0 fr. 30; N. Cammaert, 0 fr. 50. — Ensemble : 2 fr. 80. — H. Ch., 20 fr.

Reçu de Liège (1re liste) : Un camarade, par J. Moineau, 3 fr. — Jean Eggermont, 1 fr. — Jules Ledoux, 1 fr. — Arnolis Jacques, 0 fr. 25. — Lemouche André, 0 fr. 25. — Jean Dupont, 0 fr. 25. — Deux camarades, 0 fr. 50. — Radoux Jos., 0 fr. 50 — Gilmane Michel, 0 fr. 25. — Herman Jos., 0 fr. 25. — Degotte Jos., 0 fr. 50. — Lejeune H., 0 fr. 50. — Pypope Jules, 0 fr. 50. — Dehayet Louis, 1 fr. — Victor Wilkin, 0 fr. 50. — Des anarchistes Saint-Nicolas-Liège, 2 fr. 50. — Defrère, 1 fr. — Delinée, 1 fr.

Liste Léon Joasin (N° 2) : Joasin Léon, 1 fr. — L. Franguerre, 0 fr. 25. — Jules Moineau, 1 fr. — Desorme, 0 fr. 50. — Piébeuf, 0 fr. 25. — Maréchal, 0 fr. 25. — Martin, 0 fr. 25. — Peters, 0 fr. 25. — Vasoviche, 0 fr. 25. — Drappier, 0 fr. 30. — Wilmote, 0 fr. 10. — Donnay, 0 fr. 10. — Piron Paul, 0 fr. 25. — Bennoit, 0 fr. 50. — Elrunce, 0 fr. 25. — Lambin, 0 fr. 25. — J. Wilmote, 0 fr. 10. — Joséphine Marguet, 0 fr. 10. — Anna, 0 fr. 10. — Ensemble : 44 fr. 55. — Listes précédentes : 74 fr. 65. — En tout : 119 fr. 20.

Reçu pour le journal : L. M., à Levallois-Perret, 3 fr. 40. — F. B., à Berne, 5 fr. — A., à Amiens, 1 fr. — V. L., à Moulin Galant, 3 fr. — A. V., 0 fr. 90. — L. S., à Alger, 0 fr. 30. — P. V., à Pittsburg, 6 fr. 30. — H. Ch., 20 fr. — Collecte par des camarades de Montereau (par le *Libertaire*), 11 fr. 25. — M., à Brest, 12 fr. et C., à Oakland, 25 fr. — S. C., à Limours, 1 fr. 05. — Merci à tous.

C., à La Cotille. — J., à Brest. — R., à Salonique. — A. C., à Rochetaillé. — H., rue de la D. — L. G., à Brest. — M., à Corbeil. — C., à Repos. — J. F., à Auvers. — S., à Lardières. — L., à Epinal. — J. S., à Fléron. — R. A., à Alençon. — N. V., à San Paulo. — L. F. — F. S., à Saint-Gall. — T. F., à Hennebont. — P. P., à Besson. — G., à Brest. — S., à Rotterdam. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

11e ANNÉE. — N° 12. 22 JUILLET 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE		POUR L'EXTÉRIEUR	
Un An	6 »	Un An	8 »
Six Mois	3 »	Six Mois	4 »
Trois Mois	1 50	Trois Mois	2 »

LE NUMERO : 10 Centimes. LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris = Ve

Voir à la page 8 le dessin de Agard.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Pas de Supplément cette semaine. Inutile d'en rappeler la raison.

L'Action directe contre la Guerre

Oui, *plutôt l'insurrection que la guerre!* C'est bien cela, camarade Hervé, et vous avez eu là un beau cri de passion révolutionnaire, un de ces cris audacieux, sonores et clairs dont s'alimentent heureusement les propagandes et qui font balle, profondément, dans la conscience des masses.

Qu'avait été, jusqu'alors, le pacifisme des socialistes? Quelle clarté nouvelle, quelle précision avait-il apportées? En quoi se différenciait-il, dans l'action, du pacifisme sentimental et solennel des philanthropes, des académiciens et des rhéteurs, ou même du pacifisme hypocrite des Etats? — Contre ces pacifismes-là qui s'accommoderaient de la guerre, si la guerre survenait, vous avez érigé le vôtre et vous l'avez braqué, comme une menace, sur les gouvernements guerriers. Vous avez proposé au parti socialiste un pacifisme de révolte, — deux mots, n'est-ce pas ? qui ne jurent pas ensemble.

Vous n'avez peut-être pas brillamment réussi. Les arrivés, les arrivistes, les effrontés industriels de « l'Idée » et les grenouilles repues de la mare politicienne, ont cru prudent de vous flétrir, car ces gens-là n'aiment guère les faiseurs d'histoire — sans jeu de mots! Puis, comme il fallait bien vous opposer quelque chose, on est allé déterrer, dans l'ombre où ils dormaient, les vieux clichés patriotiques. L'avocat Viviani, natif de Sidi-bel-Abbès, célébra « la plus douce et la plus clémente des patries » et l'on entendit de bien touchants concerts à la gloire sans tache de la France, — reine du monde, nourrice de la liberté, étoile de la mer et consolatrice des opprimés...

Puis l'on se prit sérieusement à chercher un « terrain d'entente » entre le patriotisme et l'internationalisme et M. de Pressensé — qui publiait naguère, pacifiste à musique, que « le son seul du petit mot de paix a quelque chose de délicieux », — adressa aux « militants les plus qualifiés » de l'Europe socialiste un petit bout de questionnaire.

Quelques réponses, déjà, sont parvenues à la *Vie socialiste*. Toutes de députés, hormis celle d'Hervé, et fortement caractéristiques de l'impuissance où se débat, devant l'action, le socialisme de certains.

Bernstein, Vaillant, Bebel, Vandervelde et Ferri affirment bien sans doute la fidélité théorique au vieil internationalisme, mais sont en même temps tous d'excellents patriotes. Car ils ont reconnu que le nationalisme et l'internationalisme, loin de se nier l'un l'autre comme le bien et le mal, se complètent au contraire d'admirable manière. Point d'internationalisme possible sans la solide assise du nationalisme; point de nationalisme véritable sans la garantie suprême de l'internationalisme.

Ce galimatias sophistique mène naturellement à des conclusions d'ambiguïté. Les prolétaires n'ont pas de patrie, écrivaient, en 1848, les rédacteurs du *Manifeste communiste*, qu'on put croire longtemps l'intangible charte du socialisme « scientifique ». Mais Marx n'est plus le dieu qui règne dans les cieux, et M. Bernstein, député de Breslau, peut écrire sans blasphème que « l'ouvrier devenu citoyen aux droits égaux (c'est-à-dire électeur), a une patrie à l'indépendance et au bien-être de laquelle il doit collaborer » — en allant aux frontières se faire trouer la peau! Le suffrage universel est un bien très précieux, qu'on ne saurait payer trop cher!

Si les prolétaires ont une patrie, ils ne peuvent abjurer le patriotisme comme ils n'y sont que trop tentés et, l'autre jour, dans son journal, M. Jaurès rappelait éloquemment à la pudeur « la réaction qui prétend monopoliser le patriotisme ». Le patriotisme est propriété sociale, indivise entre la réaction et la révolution!

Et si les prolétaires sont convenablement patriotes, il leur faut bien, « malgré leur horreur de la guerre, consacrer leur force à la défense du sol de la patrie — c'est-à-dire de leur nation — que menace l'asservissement ». Le vieux Bebel veut bien nous l'affirmer lui-même et M. Ferri, de toute sa fougue latine, vient à la rescousse de l'homme du Nord :

— « En cas de guerre ? s'écrie M. Ferri. Pour mon compte, si ma maison était assaillie par des brigands ou des voleurs, je me défendrais et je défendrais ma famille jusqu'à ma mort, — si ma patrie était assaillie par une armée de conquérants (brigands habillés d'une façon peu différente et plus méthodique), je la défendrais jusqu'à ma mort. »

De clarté en clarté!

Ainsi, l'internationalisme des prolétaires n'est plus qu'un grand fantôme qui ressemble comme un frère à celui des gouvernements et des capitalistes. C'est un internationalisme qui glorifie la paix et la fraternité humaine dans la chaleur communicative des banquets et des congrès, mais qui ne se refuserait pas, le cas échéant, à la guerre. Un internationalisme verbal qui se résout pratiquement en un nationalisme bon teint. Brutal, le divorce s'accuse, ici encore, entre le mot et la chose, et toute la social-démocratie, tout le fameux socialisme « scientifique » n'est-il pas là, dans ce divorce irréparable et mortel?

Que les maréchaux socialistes se reconnaissent aujourd'hui patriotes, je n'en ressens pas de surprise. Patriotes, peuvent-ils ne pas l'être? Ils professent la religion de l'Etat, ils sont des collectivistes autoritaires très convaincus de la nécessité du pouvoir, de la contrainte et de la loi et sauraient être, à l'occasion, des ministres ou des préfets à poigne.

Or, qu'est-ce donc que la Patrie?

La Patrie, c'est l'Etat. L'Etat, avec de l'idéal autour, un grand halo d'idéal, comme une couronne de pourpre. L'idéal! Le peuple aime ça, le pauvre peuple puéril, coureur éternel de chimères... Mais comme on n'osait pas, tout de même, proposer à sa ferveur de grand enfant enthousiaste, l'Etat qui le pille, qui le met en prison, qui l'assujettit dans sa misère, on a idéalisé l'Etat. On l'a revêtu d'oripeaux magni-

fiques, empruntés à l'histoire, à l'art, à la littérature. On a fait de lui la Patrie, l'Ame commune. Et le peuple est tombé à genoux. Il y est encore.

Ce n'est pas la social-démocratie étatiste et autoritaire qui le relèvera. A mesure qu'elle approche du pouvoir, elle en comprend mieux les nécessités de tout genre. Ingénieuse et pratique, sans préjugés, ayant perdu la vieille flamme révolutionnaire, elle se tourne aujourd'hui vers le patriotisme, comme vers le seul moyen possible de gouvernement. L'expérience est là qui l'enseigne : Au nom de l'Etat, on ne peut demander au peuple que son argent ; mais au nom de la Patrie, on peut lui prendre jusqu'à son sang, jusqu'à sa vie. Tel est l'effet des religions.

Heureusement la social-démocratie ne sera bientôt plus qu'un état-major sans armée. Les ouvriers révolutionnaires, de plus en plus, se dérobent à elle. Ils ne verront, dans l'enquête de la *Vie socialiste*, que des mots, toute une aride logomachie de docteurs, où rien ne germera jamais.

Que l'internationalisme socialiste et le nationalisme bourgeois s'accordent entre eux ou se gourment, ce n'est pas là ce qui les inquiète. La dialectique n'est pas leur affaire. Ce qu'ils veulent aujourd'hui, c'est un programme d'action contre une réalité déterminée du vieux monde, la plus hideuse, la plus atrocement barbare, — contre la guerre. Et ce qu'ils voient, avec leurs yeux lucides, c'est que les théories les plus savamment équilibrées « des militants les plus qualifiés » ne valent rien pour ceux qui sont désormais résolus à agir et qui fondent aujourd'hui un socialisme de révolutionnaires et de révoltés véritables, le socialisme de l'action directe, le socialisme libertaire.

Ceux-là, plus nombreux chaque jour, seront avec Hervé. Et qu'il le veuille ou non, Hervé est avec nous.

AMÉDÉE DUNOIS.

Nous n'avons pas encore reçu l'article sur Reclus, de Nadar, que nous annoncions la semaine dernière.

CROCS ET GRIFFES

Les amis de Déroulède — qui en avait assez de poser au Victor Hugo sur son rocher (dans une villa confortable) — avaient arrangé les choses de façon que l'amnistie fût votée. Mais, au dernier moment, l'incontinence de langage de l'un d'eux à la Chambre fit que le gouvernement retira sa proposition. Le «Grand Patriote» — promenades à la statue de Strasbourg ; assaut de brasseries, non adhérentes à la L. D. P. — n'a pas été amnistié, mais gracié, ainsi que ses poteaux Buffet et Lur-Saluce.

Seulement les quelques ouvriers, condamnés pour faits de grève, qui devaient profiter de l'amnistie, ne sont ni amnistiés, ni graciés. C'est du menu fretin qui ne compte pas. Qu'importe, si leurs familles, à eux, crèvent de faim pendant que leur soutien naturel est en prison !

Quant au grand dépendeur d'andouilles, il n'accepte pas — sans la refuser — la grâce qu'on lui « inflige ». Il prend le temps d'aller faire un tour en Italie avant de rentrer.

Pour ce qui est de Buffet et de Lur-Saluce, ils ne reconnaissent à personne le droit de leur faire grâce. L'un d'eux a même écrit une lettre à Loubet, pour annoncer qu'il rentrait un quart d'heure avant le moment légal, afin qu'on puisse l'appréhender à nouveau.

Tout ça, c'est du battage. Ils gueulent parce qu'ils savent que ça ne risque rien.

Ces gens-là vous font suer, lorsqu'ils parlent du pain amer de l'exil. — Les travailleurs s'en contenteraient en guise de brioche.

J. GRAVE.

LES UNIONS DE MÉTIER
AUX ÉTATS-UNIS

Nous avons reçu de deux camarades de Saint-Louis une protestation véhémente contre l'article de Laurent Casas, *La Fête des Esclaves*, paru dans les *Temps Nouveaux* du 13 mai dernier.

« Le « Labor Day » (jour des travailleurs), disent-ils, entre autres choses, fut organisé par les travailleurs eux-mêmes, au premier lundi de septembre de chaque année ; le premier « Labor Day » eut lieu le 5 septembre 1882 et devint ce que vous voudriez que fût le 1er mai en Europe. Si les exploiteurs accordent ce jour de congé supplémentaire (comme dit Casas), c'est que depuis le 28 juin 1894 — donc douze ans plus tard — sous le gouvernement démocratique de Grover Cleveland, il a été établi comme jour légalement férié, et personne (j'ai demandé à plus de cent qui ont vieilli dans le pays) n'a jamais ouï dire « Slave Day » ; le fait que les gouvernants ont accepté ce jour comme jour légal de repos, après douze années de lutte, suffit pour savoir que ce n'est pas une « Fête des Esclaves ».

« Quant à « cet uniforme, qui a beaucoup de ressemblance avec un costume de clown », nul n'est forcé de l'acheter ni de parader. Un comité est formé pour le choix de la firme unioniste qui offrira les plus grands avantages, et cela dans chaque corps de métier, puisque cet uniforme est le vêtement de travail. Peintres : sarrau blanc, pantalon gris ; charpentiers : chemise de couleur, chapeau mou ; les ouvriers du fer : chemise bleue en flanelle, béret noir, etc., etc. Les ouvriers profitent de ces quelques jours précédant le « Labor Day » pour se fournir à la maison qui représente la firme choisie par les comités parce que, grâce à l'énorme quantité, ils achètent beaucoup meilleur marché qu'en tout autre temps et n'importe où. Le bénéfice qu'en retire le comité, dont le secrétaire ne fait jamais partie, n'est qu'un embarras, puisque les offres des firmes sont lues en assemblées générales et les échantillons exposés aux locaux respectifs.

« Des femmes, employées dans les fabriques de chaussures, à la reliure, aux passementeries, etc., suivent en voiture, vêtues de leurs habits de travail, tout flambants neufs, parfois ornementés de quelques fleurs.

« Après la parade qui se termine toujours à l'un des grands cafés-jardins — couvrant deux ou trois hectares — des orateurs aux grandes réformes prennent la parole devant la masse (l'an dernier à Saint-Louis, soixante mille ; à Chicago, deux parades, cent mille l'une, soixante mille l'autre ; information prise à l'*Union Record* de Saint-Louis). Puis ont lieu des jeux de toutes sortes et un grand bal auquel des milliers d'ouvriers et ouvrières prennent part. »

Les mêmes camarades s'étaient déjà inscrits en faux contre l'étude de Casas sur le *Trade-unionisme et l'esprit du peuple américain* (Voir *Temps Nouveaux*, 10e année, nos 25, 26, 27 et 29).

Casas, de son côté, nous écrit pour maintenir ses dires et, d'une façon générale, son opinion sur l'unionisme américain.

Il faut bien avouer que si les camarades de Saint-Louis ont interprété avec plus de bienveillance les faits rapportés par Casas à propos du « Labor Day », ils ne les ont pas niés dans ce qu'ils ont de caractéristique.

Quand même notre ami Casas pourrait être convaincu d'exagération sur tel point spécial et secondaire, ses affirmations touchant l'esprit général et les tendances de l'unionisme américain n'en resteraient pas moins d'accord avec tout ce que nous savons par ailleurs sur la question.

L'union de métier, telle qu'elle fonctionne aux Etats-Unis, ne saurait être considérée comme un organisme révolutionnaire poursuivant l'abolition du patronat et l'organisation socialiste du travail. C'est une administration et une dictature ouvrières cherchant à s'assurer le monopole du travail et garantissant vis-à-vis du patronat le contrat de travail en échange de quelques avantages dont seule est ainsi appelée à jouir une sorte d'aristocratie ouvrière. Si l'union de métier lutte contre le patronat, elle s'arrange aussi avec lui et le protège. Elle relève largement du pacifisme social.

On trouvera une confirmation nouvelle de ces vues dans une étude de M. Ray Stamard Baker sur l'*Unionisme à San Francisco*, qui semble fort impartiale et dont nous publierons incessamment la traduction.

On sait de plus (1) qu'un certain nombre d'unionistes américains s'organisent — ces jours-ci même — pour tenter d'arracher l'unionisme à l'influence de ses leaders réactionnaires et l'aiguiller dans une voie nettement révolutionnaire analogue à celle suivie chez nous par la C. G. T. On se demande où serait la raison d'être de ce mouvement si l'esprit de l'unionisme américain n'était pas, dans ses grandes lignes, celui décrit dans ses articles par le camarade Casas.

CH. ALBERT.

De-ci, de-là

A quoi tient la liberté.

Les 12 bourgeois qui font office de jurés et siégeaient en cette qualité aux assises de la Loire avaient à juger une affaire de faux mandats dans laquelle se trouvaient impliqués deux hommes et une femme. Dans leur délibération, les jurés omirent de biffer certaines questions et durent de nouveau recommencer leur devoir, tels des écoliers ayant mal fait leur page d'écriture. Le résultat fut que cette femme qui, après la première délibération, bénéficiait d'un verdict négatif et par suite d'un acquittement, était, en suite de la deuxième délibération, condamnée à trois mois de prison.

* *

Autre exemple.

Tout le monde sait que les experts ont des prétentions à l'infaillibilité, tout aussi bien que le pape. Témoin M. Gagnaire, désigné comme expert dans une affaire de faux jugée également à cette session par la cour d'assises de la Loire. (Rien de l'affaire citée plus haut). Après avoir étudié les barres des t, les boucles des l, les jambes des g, les pleins, les déliés, les points, les virgules et jusqu'aux espaces en blanc, M. Gagnaire concluait dans un rapport de 106 pages (cent six pages !) que l'auteur de la quittance était l'accusé Montagne.

Voilà donc Montagne coupable. Cependant on passe à l'expert des papiers ayant appartenu à un sieur Picou, actuellement décédé (c'est fort heureux pour lui) et l'expert affirme que cette écriture est absolument pareille à celle du faux ; que ce n'est plus Montagne le coupable, mais bien le père Picou. On voit de là le tableau.

Ne pouvant poursuivre le mort, le procureur abandonne l'accusation et le jury rend un verdict d'acquittement général pour les cinq accusés.

* *

Il n'y a pas que Château-Thierry qui ait un bon juge. Ce qui ne veut pas dire que dans l'Aisne il y ait plus de justice et partant moins de misère que dans les autres départements (2). M. Fordham, président d'un

---

(1) Voir *Temps Nouveaux* du 1er avril 1905 (Mouvement social), l'article intitulé : *Une confédération américaine du travail*.

(2) *Petit Journal*, 22 juin.

tribunal à Londres, avait à juger un vagabond relégué dans une maison de travail, accusé de rébellion. Le prévenu avait refusé de casser des pierres, prétextant qu'il était trop faible pour cette besogne et surtout que le tas était trop gros.

Le juge fit apporter un semblable amas de cailloux dans la cour du Palais et se mit à les casser avec l'aide du surveillant de la maison et de son greffier. Au bout d'une demi-heure, les trois casseurs étaient à bout de souffle. La cause était entendue : le juge acquitta le vagabond.

* *

La question sociale en quelques mots.

Un qui ne fait pas partie de l'armée du Salut et des buveurs d'eau, c'est M. Forest, président de l'union des syndicats des liquides — syndicats des commerçants.

Dans son discours, le monsieur en question dit :

« Quand on ne boit pas de vins à Saint-Etienne, on « achète peu de rubans, dans le Midi; et quand on ne « produit pas de vins dans le Midi, les rubans stéphanois subissent une baisse. »

Passementiers de Saint-Etienne et de la région, si les rubans ne vont pas, c'est que vous ne buvez pas assez de vin. Buvez encore, buvez toujours plus de vin et la question sociale sera résolue, celle-ci étant réduite à une question de cempotes et de litres. Qu'en pense le citoyen Ledin, maire socialiste de la ville de Saint-Etienne qui assistait au banquet?

* *

Les frais de la prochaine guerre.

Sous ce titre, je lis dans un journal conservateur des renseignements très précis sur ce que coûterait une guerre actuelle entre la France et l'Allemagne.

Je n'entrerai pas dans tous les détails — ce serait trop long. — Je me borne à donner des chiffres globaux.

En comptant 3.800.000 hommes sur pied pour la France, dont 2.000.000 pour l'active et 1.800.000 pour la territoriale, on évalue la mobilisation de cette masse d'hommes à 6 milliards 710 millions : cela pour l'équipement et la mobilisation seulement. Maintenant, la campagne est virtuellement ouverte, les hostilités engagées, il faut subvenir aux besoins des armées. Total général par journée de guerre : 26 millions 760.000 fr.

En comptant un milliard pour la mobilisation de la marine et 5 millions par jour pour la navigation sur pied de guerre, nous avons à la fin du premier mois un total de 8 milliards et demi pour les deux armées de terre et de mer.

Suit une dissertation sur les dépenses des batailles.

Une grande bataille ne coûterait pas moins de 40 millions de francs au vainqueur.

Ce sont donc des sommes fantastiques, inouïes et on ne nous parle pas des vies humaines fauchées en pleine force. Les hommes ne comptent pas.

J'insiste sur le fait que ces chiffres ne sont pas inventés pour les besoins de notre cause, mais sont fournis par un organe conservateur qui pousse à la guerre.

C'est égal, si tout cet argent était employé à mieux vivre!...

ROUSSET-GALHAUBAN.

MOUVEMENT SOCIAL

Mœurs militaires. — A Bourgoin, près de Lyon, un dimanche, un jeune homme et un adjudant se prennent de querelle, à la terrasse d'un café. Pourquoi? Je n'en sais rien; mais, le jeune homme se nommant Allemand, il est probable que le sous-off tranche-montagne prit prétexte de ce nom pour l'injurier. Quoi qu'il en soit, ils en viennent aux coups : le civil donne du poing dans le visage de l'adjudant, qui dégaine et blesse son adversaire à l'oreille, d'un coup de sabre. La foule veut faire un mauvais parti au tranche-montagne; il se sauve, se réfugie dans un hôtel; on l'y assiège. Et c'est fort à propos que police et gendarmerie arrivent, pour le délivrer et l'escorter jusqu'à la caserne.

Peu après, autre bagarre, entre trois vaillants soldats et un civil, qui reçoit un coup de sabre-baïonnette au-dessus de l'œil gauche. Là encore, les spectateurs prennent parti contre MM. de l'armée, et ce n'est pas sans peine que la police reconduit à leur caserne les trois héros, rendus furieux.

❖ ❖

Mœurs policières. — Le commissaire de police d'Elbeuf, un nommé Locard, « qui jouissait d'une excellente réputation », s'est enfui avec une fille publique, sa maîtresse, dont il avait fait la connaissance à la suite d'un vol pour lequel il lui avait évité d'être poursuivie, et en emportant la caisse des gardiens de la paix confiée à ses soins, contenant 1.500 francs.

❖ ❖

Mœurs judiciaires. — Francisque Cartaut avait placé une bombe au bas d'une affiche contre la séparation des Eglises et de l'Etat, pour en empêcher la lacération. Une femme fut blessée. Si Francisque Cartaut eût été anarchiste, son compte eût été bon ; mais comme c'est un clérical, les juges l'ont condamné à... un mois de prison.

R. Ch.

❖ ❖

AUBIGNAN (Vaucluse). — **La crise viticole.** — Le Midi bouge et refuse le payement de l'impôt. Il exige la démission des corps élus, qui bien entendu tergiversent. Des réunions se tiennent dans toutes les communes ; des ordres du jour révolutionnaires sont votés par de paisibles bourgeois... Le Midi s'agite, verbe qu'il confond souvent avec le verbe « agir ».

Pourquoi tout ce bruit? Tout simplement parce que la Chambre des députés n'a pas pris en considération un amendement tendant à la suppression du sucrage des vins.

Les vins subissent cette année une extraordinaire mévente et, à cinq francs l'hectolitre, ne trouvent pas preneur. Les viticulteurs, devant leur cave encore pleine, s'effrayent de la bonne récolte en perspective. Aucun soin n'est donné aux vignobles ; le mildiou, sans crainte des traitements cupriques, déchiquette les feuilles et rongera bientôt les raisins; les herbes narguent la charrue au repos; les travailleurs chôment devant les champs...

Et pourquoi cette mévente, qui accumule tant de misères? Les politiciens ont persuadé aux populations méridionales que la fraude était la seule coupable et que le Parlement avait le moyen de guérir le mal en supprimant le sucrage. Tous les regards étaient donc tournés vers le Palais-Bourbon, d'où devait venir le salut. Mais les députés des autres régions viticoles, qui ont besoin de sucrer leurs vins soit pour les champagniser ou pour augmenter leur teneur en alcool, firent tant et si bien que, grâce à l'appui des agents politiques des betteraviers, la motion déposée par les députés du Midi fut repoussée. De là toute cette colère; de là toute cette agitation, au travers de laquelle percent des accusations contre le gouvernement et certains parlementaires d'avoir vendu leur influence et leur vote au syndicat des sucriers — ce qui, soit dit en passant, ne nous étonnerait pas outre mesure.

Si nous recherchons cependant la véritable cause de la crise, nous verrons que des mesures fiscales ne peuvent apporter le salut à la viticulture méridionale.

Pour qu'une industrie, dans la société actuelle, soit en équilibre commercial, il faut que l'offre, c'est-à-dire la production, soit en rapport avec la demande, c'est-à-dire avec la consommation. Si l'offre est supérieure à la demande, les prix fléchissent, puis s'effondrent, jusqu'à ce que la production ait été ramenée au niveau de la consommation.

La viticulture est justiciable de cette règle et la crise actuelle n'a d'autre cause que l'exagération de la production par rapport aux besoins de la consommation.

Cette crise est périodique et renaît toutes les années de surproduction. En 1900, la France récolta environ 68 millions d'hectolitres de vin et la situation se présenta dans des conditions aussi critiques que celle dont se plaignent les viticulteurs méridionaux. En 1904, la récolte est évaluée à 67 millions d'hectolitres — et encore faut-il ajouter près de trois millions produits en plus par l'Algérie, — alors que la moyenne des récoltes depuis la reconstitution du vignoble n'a atteint que 43.820.000 hectol.

On peut voter des lois; les députés, qui sont capables de tuer une industrie par des mesures prohibitives, peuvent enserrer les contribuables d'un réseau de règlements, empêcher les consommateurs de mettre de l'eau ou du sucre dans leur vin, décréter la soûlerie obligatoire; ils sont dans l'impossibilité de redonner son activité première à la viticulture, qui aurait tout à gagner à la liberté, car, comme l'écrit M. Leénhardt Pomier : « Toutes les lois nouvelles sont et seront toujours étudiées et tournées par les fraudeurs de profession et ne gênent finalement que l'honnête propriétaire ou négociant qui oublie ou ignore forcément quelque article de ces nombreuses lois, car il se croit moins obligé, dans sa naïve honnêteté, à les étudier dans leurs moindres détails. » (*Revue de viticulture* du 25 août 1904.)

Les mesures de salut ne peuvent venir que des intéressés eux-mêmes, qui sont d'ailleurs responsables de la crise actuelle; les viticulteurs du Midi, en effet, qui avaient devancé leurs collègues du Centre dans l'œuvre de la reconstitution, se sont spécialisés dans la culture de la vigne, qui leur donnait des bénéfices exorbitants (un hectolitre de vin, qui leur revenait à 7 francs, se vendait 30 à 40 francs). Ils ont complanté tous les terrains et se sont attachés à la quantité sans se préoccuper de la qualité; c'est donc la rapacité bourgeoise qui a provoqué toute cette misère...

On me permettra de tirer une autre conclusion de ce court exposé. N'est-ce pas la condamnation d'une société que de pouvoir dire avec des preuves: Les années où la terre est féconde ruinent le producteur et, par contre, les années de « vaches maigres » lui apportent le bien-être. C'est le cas pour la viticulture; en 1900, elle produisit 68 millions d'hectolitres ; en 1901, 57 millions d'hectolitres ; en 1904, 67 millions d'hectolitres. Beaucoup de propriétaires furent expropriés et les ouvriers réduits au chômage.

En 1902 et en 1903, où la récolte fut déficitaire, ce fut pour les uns une vente facile et rémunératrice et pour les autres un travail assuré.

A. MARTIN.

❖ ❖

Depuis deux cent vingt-sept ans, une famille normande cultive le même coin de terre. Or ce coin de terre n'appartient pas au cultivateur actuel, ni n'a jamais appartenu à ses aïeux : tous les ans, invariablement, depuis plus de deux siècles et quart, un monsieur — que souvent on voit pour la première fois — se présente à la ferme — quand il n'envoie pas quelque valet — et part en emportant allègrement des pièces d'or que d'autres ont suées pour lui. Combien de fois la valeur de la ferme a-t-elle été versée ainsi dans la poche du propriétaire? Ce serait un calcul édifiant à faire. Je ne sais quelle société de je ne sais quels agriculteurs — composée sans doute de richards aux ongles roses incapables de distinguer le blé de l'orge — a tenu à primer le dernier venu de cette sage famille, fournisseuse inépuisable et constante d'exploités : elle lui a décerné une récompense (le traditionnel *objet d'art*!) et son nom a couru dans les journaux; ce qui, sans doute, a rempli de joie son âme d'esclave.

S. X.

❖ ❖

LORIENT. — **Les agents s'amusent.** — Cinq agents en état d'ivresse ne sachant quoi faire, le 10 juillet, à 9 heures du soir, s'avisèrent d'arrêter les passants pour les mener au poste, et les y passer à tabac. Quelques-uns des molestés refusant de subir les caprices de ces brutes, il s'ensuivit une bousculade dans laquelle le camarade Davadic fut maltraité et traîné au poste, où les cinq ivrognes s'apprêtaient à lui faire payer cher son intervention, lorsque arriva le brigadier qui, voyant la foule ameutée devant le poste, et comprenant à son attitude que les choses allaient mal tourner, se décida à ordonner l'élargissement du camarade Davadic.

Comme de juste, la presse locale a raconté la chose en dénaturant les faits. Le parquet se serait saisi de l'affaire, pour l'étouffer, comme de juste.

Seulement, si l'autorité s'imagine que sa police gagne en prestige! POULAIN.

❖ ❖

ROUBAIX. — Depuis quelques mois, les camarades du Palais du Travail ont formé une équipe de vendeurs qui se dispersent en ville en criant les imprimés qu'ils possèdent; ce simple fait, si juste, si naturel, a eu le don d'exciter les fureurs sectaires

du *Journal de Roubaix*, qui déverse sur nos amis toutes sortes de propos malveillants et cherche surtout à aiguillonner dame Police, toujours à son service, pour qu'elle intervienne pour empêcher nos amis d'accomplir leur besogne. En effet, ils sont l'objet de continuelles tracasseries policières; malgré qu'ils soient tous en règle, des contraventions ne cessent de les atteindre et on vient de leur interdire la place Fosses-aux-Chênes. Ainsi, contre tout droit, pour plaire au très catholique journal, on ne pourra plus à Roubaix, comme colporteur d'imprimés, exercer un droit que nous confère pourtant la loi, sans passer, au préalable, par l'estampille dudit journal.

Remarquez, en passant, qu'il a toujours la bouche remplie de grands mots sonores : liberté, tolérance, équité, justice, et que sais-je encore!

LANNEAU.

❖ ❖

Exploit guerrier. — A Saint-Nazaire, un sergent-fourrier du 64e d'infanterie, qui se promenait dans la ville, sortit tout à coup sa baïonnette et en frappa un jeune ouvrier au visage. Puis il prit la fuite et, plus loin, bouscula une femme, la prit à la gorge et la jeta à terre.

Comme on le voit, le militarisme adoucit les mœurs!

❖ ❖

Deux poids, deux mesures. — Deux affaires sont venues, mercredi, devant le tribunal de Nantes.

Dans l'une, un nommé Dugast, ancien moine, est accusé d'avoir soulevé la population d'un village contre le commissaire de police, d'avoir injurié celui-ci et même de l'avoir frappé. (Si cet ex-moine était anarchiste, l'accusation porterait : excitation au meurtre, au pillage et à l'incendie!)

Il est condamné à 10 jours de prison, avec sursis.

Dans l'autre affaire, le camarade Martin, docker du port de Nantes, est accusé d'avoir frappé des jaunes qui déchargeaient les navires, lors de la dernière grève.

Il est condamné à 4 mois de prison, sans sursis.

Sans commentaires.

❖ ❖

L'amour du sang. — A Nimes, à Marseille et dans quelques autres villes, il y a eu des courses de taureaux. De nombreux chevaux ont été éventrés, des taureaux ont été massacrés; les journaux nous annoncent que les spectateurs ont été très satisfaits.

Quand donc disparaîtront ces spectacles répugnants, ces boucheries inutiles! et que penser des gens qui sont satisfaits de voir la mort des taureaux couverts de sang, accablés sous les blessures, et aussi les pauvres chevaux traîner leurs entrailles sur le sable?

F. C.

❖ ❖

MOUVEMENT OUVRIER

Le beau zèle déployé par MM. les députés pour doter les travailleurs de « retraites ouvrières » a duré juste trois séances, après lesquelles la question a été de nouveau renvoyée à « une autre session », lisez : aux calendes grecques.

Et cela démontre une fois de plus combien projets et contre-projets tiennent peu debout.

Les élections approchent, et les parlementeurs craignent que le nouvel impôt dont ils menaçaient les travailleurs sous prétexte de « retraites ouvrières », ne fasse trop crier.

Ils ont amorcé la discussion pour pouvoir, en période électorale, s'en servir comme argument de réunion publique, mais sachant bien par avance qu'ils n'avaient pas l'intention de pousser la plaisanterie plus loin.

Comme Sganarelle qui aimait à être battu, l'électeur aime que ses maîtres se mequent de lui.

❖ ❖

En veine de réclame électorale, la Chambre devait, la semaine dernière, voter l'amnistie qui s'appliquait à notre grand polichinelle national Déroulède ainsi qu'à deux ou trois royalistes de marque, mais en même temps aussi à un certain nombre de nos camarades condamnés pour faits de grève. Grâce à l'imbécillité d'un Lasies, la « clémence parlementaire » a été renvoyée à des jours meilleurs. Mais le gouvernement a tout de même gracié Déroulède et ses copains, mais eux seulement. Les travailleurs qui, dans un moment de légitime indignation se sont révoltés contre l'arbitraire patronal restent condamnés ou en prison.

Yvetot, Morel, Frimat et les condamnés de Brest, d'Armentières, de Limoges, etc., etc., restent dans les geôles républicaines.

❖ ❖

A Paris, menace de grève chez les cochers de fiacre de la Compagnie Parisienne, travaillant « au compteur ». Actuellement, les cochers touchent 25 0/0 sur la recette marquée. La Compagnie a fait afficher ces jours derniers qu'elle ne donnerait plus que 20 0/0, ce que les cochers trouvent insuffisant. Les cochers protestent aussi contre l'obligation où ils ont été jusqu'à ce jour de payer sur leur salaire les palefreniers et les laveurs.

Bixio, le directeur de la Compagnie, le grand maître, a commencé par refuser de recevoir une délégation du syndicat, ne voulant avoir affaire qu'à « ses cochers ». Après une entrevue, ceux-ci ont accepté de travailler aux nouvelles conditions, mais si elles sont trop onéreuses, la direction a promis de rétablir le tarif de 25 0/0 dans le courant d'août.

Ainsi la grève a été évitée.

A Saint-Junien, la grève des mégissiers continue. Les exploiteurs se refusent toujours à entendre une délégation du syndicat.

Il est bon de dire que c'est par solidarité pour les plus mal partagés d'entre eux que les mégissiers sont en grève, puisque la principale revendication porte sur le relèvement des salaires des « manœuvres ». Nombre de ceux-ci arrivent difficilement à gagner — en tenant compte du chômage — 700 francs par an pour un travail d'autant plus fatigant que les malheureux sont obligés d'avoir constamment les pieds dans l'eau.

Pour « protéger » la propriété patronale, il y a actuellement, dans la petite localité qu'est Saint-Junien, plus de 200 gendarmes qui ne cessent de provoquer les grévistes dans l'espérance de pouvoir les « mater », suivant l'expression d'un d'entre eux.

Les grévistes sont calmes. Trop calmes, même.

L'agitation est extrême dans les syndicats d'Alger. A la suite de manifestations devant certains établissements qui refusaient d'accepter les revendications des ouvriers limonadiers en grève, et pour protester contre les brutalités policières, ainsi que contre les arrestations opérées, la grève générale a été envisagée, mais cependant momentanément écartée.

La situation n'en reste pas moins très tendue et il n'y aurait rien d'étonnant à ce que le travail soit arrêté partout lorsque ces lignes paraîtront.

Les mineurs de la Compagnie des hauts fourneaux de Neuves-Maisons sont en grève depuis plusieurs jours. La Compagnie des hauts fourneaux ayant voulu hier se servir du minerai en réserve, les grévistes s'y sont opposés par la force.

Humbert, préfet de Meurthe-et-Moselle, a été bousculé par les grévistes et atteint à la tête de deux coups portés avec des manches d'outil. Plusieurs gendarmes et des soldats ont été frappés à coups de pierres et à coups de bâton. Le commandant de gendarmerie Bonnefoy et le capitaine Eyen ont été atteints par des pierres; ce dernier a une côte fracturée.

Plusieurs arrestations ont été opérées.

Des troupes ont été envoyées sur les lieux.

A Douarnenez, ainsi du reste que sur toute la côte de Bretagne, l'agitation est vive chez les ouvrières sardinières. Un referendum a eu lieu dimanche et, à une grande majorité, les ouvrières se sont prononcées contre le travail à la tâche.

Mais que diable fait par là le directeur des services d'hygiène de la Fédération des peintres?

P. DELESALLE.

❖ ❖

SAINT-ETIENNE. — **Chez les coiffeurs.** — Les garçons coiffeurs sont en grève. Ils réclament : 1° Repos hebdomadaire; 2° journée terminée à 9 heures du soir, tous les jours, sauf le samedi; 3° sortie de l'ouvrier à 5 heures les dimanches et fêtes; 4° fermeture de tous les salons de midi à 1 heure et quelques autres questions secondaires ainsi qu'un nouveau tarif pour les extras.

Quelques patrons coiffeurs ont adhéré aux revendications des ouvriers et ont pu se procurer des garçons à la Bourse du travail.

❖ ❖

Une belle démonstration de la liberté du travail est faite aux ouvriers par les bourgeois.

A l'occasion de la manifestation du 1er mai, des poursuites furent intentées, — qui aboutirent à un non-lieu — contre le camarade Boulay, du syndicat des trams, pour entraves à la liberté du travail. Il n'y avait eu ni voies de fait, ni menaces, ni injures, rien que ces paroles : « Je ne sais pas si tu pourras passer; tu ferais aussi bien de retourner au dépôt. » Pour ces paroles, rien que pour cela, le camarade risqua une condamnation; à fermer les portes des ateliers, à affamer des milliers de créatures humaines, les patrons ont l'appui des autorités.

Qu'attendent les cognes pour leur mettre la main au collet; qu'attend le procureur de la République pour ordonner des poursuites contre eux? Si, au moins, cela servait de leçon aux teinturiers!

Et pendant ce temps-là la municipalité socialiste banquette, aux frais des mêmes teinturiers, avec le ministre de l'intérieur pour l'inauguration du monument Dorian.

ROUSSET GALHAUBAN.

❖ ❖

Il y a en ce moment ici une grève qui n'est pas sans intérêt pour l'éducation des travailleurs organisés en syndicats. Voici le fait. Le syndicat des teinturiers et similaires de Saint-Etienne avait pris depuis quelque temps une tournure à laquelle n'étaient pas habitués leurs patrons; c'est-à-dire résister à tous les empiétements patronaux, et exiger de ceux-ci plus de bien-être et de liberté. Et l'on peut dire qu'ils étaient presque maîtres de la situation. Un contremaître dans un atelier quelconque se permettait-il un de ces excès de zèle dont ils sont coutumiers, immédiatement circulait un petit bout de billet indiquant que le soir, ou le lendemain, personne ne rentrerait, et souvent, pour éviter un conflit, le directeur ou le patron faisait semblant de blâmer le contremaître. D'autres fois, il y avait réellement grève, comme l'année dernière pour l'usine Fessy, où un certain Grossant, contremaître, insulta grossièrement un ouvrier nommé Vincent. Partagé entre l'idée d'étrangler le misérable ou de subir l'affront, Vincent se contint et tomba comme une masse. Les camarades tinrent conseil et il fut décidé que l'on ne travaillerait plus sous les ordres d'un tel personnage. La grève eut lieu, soutenue pécuniairement par les ouvriers des autres usines, et le contremaître fut déplacé. C'est pour vous dire que les teinturiers savent pratiquer la solidarité.

L'un des patrons, nommé Marcieux, avait depuis quelque temps introduit dans ses ateliers certaines machines à grande production, et d'autres devaient suivre l'exemple. Sans être ennemis de la machine, les ouvriers voulurent, avec raison, que celle-ci partageât un peu ses faveurs, et après discussion demandèrent que sept hommes fussent employés pour servir les cinq machines existantes, au lieu de trois qu'avait mis le patron. Celui-ci refusa, et la grève fut décidée le 13 juin dernier. Le patron fut encouragé et soutenu par les autres patrons, les ouvriers soutenus par leurs camarades qui s'engagèrent à verser 0 fr. 50 par jour; cela aurait pu durer longtemps : les patrons le comprirent et décidèrent que pour briser une pareille organisation, un seul moyen leur restait : fermer toutes les usines; c'est ce qu'ils firent le 2 juillet dernier, jetant à la rue 1.500 personnes des deux sexes, réparties en 17 usines, en comptant celle de Saint-Just-sur-Loire. Ils prirent, pour justifier leur conduite, le prétexte d'imposer un nouveau règlement, en violation complète de celui qui avait été élaboré, et signé des patrons et des ouvriers. Le coup est dur en effet, car les économies sont rares chez ceux qui gagnent à peine le nécessaire, mais les camarades sont courageux pour la plupart, et, malgré quelques timides, ils sont bien décidés à résister longtemps, car ils savent que c'est l'organisation syndicale que l'on veut détruire. Aussi il faut voir avec quel entrain ils se sont organisés pour empêcher la faim de faire trop de ravages dans leurs rangs : ils ont monté une cantine communiste, quelques camarades se sont mis à la besogne pour faire la cuisine et s'en acquittent, ma foi, fort bien, car « elle est excellente », me disaient les camarades qui en mangent. Que résultera-t-il de tant de dévouement? Il est certain que la lutte

n'est pas égale, mais il y aura tout de même de bonnes choses à retenir pour l'avenir. Souhaitons, en terminant, que la victoire couronne leurs efforts.

J. D.

❖ ❖

Saint-Nazaire. — Les débardeurs du chantier Hailaust, au nombre de 150 environ, viennent de se mettre en grève. Ils demandent le renvoi du surveillant Bauchard et quelques autres petites revendications. Le patron refuse et, comme il menaçait de faire décharger ses navires à Nantes, les dockers de cette ville ont décidé à l'unanimité qu'ils ne déchargeraient pas les navires de cette maison.

F. Cas.

ESPAGNE

L'habitation du pauvre. — On sait que les ouvriers de l'Andalousie meurent de faim. Comment sont-ils logés?

En juillet 1901, *El Imparcial*, de Madrid, dans un article cité par *El Porvenir del Obrero*, de Mahon, du 19 mai 1905, décrivait ainsi leurs habitations :

« J'ai visité différents logements d'ouvriers, ni les meilleurs, ni les pires. Jamais je n'oublierai ce que j'ai vu. Les taudis de Madrid, pour la location desquels les misérables qui les louent paient 15 réaux (3 fr. 75) par mois, ne sont nullement comparables à ces habitations.

« Figurez-vous une loge de 15 mètres carrés sur 2 m. 50 de hauteur, soit en tout un espace de 37 mètres cubes et demi.

« La lumière et l'air n'y pénètrent que par une seule ouverture : une porte de 2 mètres de haut sur 1 de large.

« L'air respirable y est encore réduit par le mobilier qui se compose : d'un lit, formé de deux bancs, de trois planches et de deux paillasses; d'une table mesurant un demi-mètre carré; de trois ou quatre chaises disjointes; d'une terrine en fer ou en terre; de quelques vases fêlés; d'un coffre — pas toujours — en bois pour mettre les vêtements; et enfin de deux ou trois gravures représentant la Vierge sous différentes appellations.

« Et c'est absolument tout.

« Dans ce trou vivent sept personnes.

« Quand vient la nuit, on dédouble le lit et, sur les deux paillasses, dans une promiscuité horrible, tout le monde se couche.

« L'odeur qui règne dans ces taudis est telle que, le soir, quand j'y pénétrais — la porte ayant été pourtant ouverte toute la journée — je craignais d'être asphyxié.

« Et bien souvent on y trouve un ou deux malades de fièvre paludéenne. »

Et l'auteur de l'article de *El Imparcial* ajoute que, d'après les réponses de personnes dignes de foi, ces habitations sont des petits Paris de France, vis-à-vis de celles de Puerto Serrano, dans la province de Cadix.

Celles-ci, aussi exiguës, sinon plus, que celle décrite ci-dessus, abritent d'ordinaire une population humaine au moins aussi nombreuse, mais, de plus, les poules, l'âne et le cochon de la famille.

Et, chose presque impossible à concevoir pour des civilisés, l'horreur de ces demeures est encore dépassée, s'il faut en croire les mêmes personnes, par celles des montagnards des environs.

Or, ces maisons, d'une valeur totale de 125 à 150 francs, ne rapportent jamais moins de 30 0/0 à leurs propriétaires.

R. Froment.

ÉTATS-UNIS

Le fouet dans l'Orégon. — Dernièrement passait une loi dans l'Etat de l'Orégon pour protéger soi-disant la femme contre les mauvais traitements de l'homme.

Cette fameuse *loi* dit que tout homme qui serait accusé par sa femme de l'avoir maltraitée serait condamné à recevoir vingt coups de fouet, sans préjudice de la peine de prison.

D'abord, nous crûmes à un canard, comme il s'en imprime tant dans les quotidiens des Etats-Unis. Mais quelques semaines après, un journal de Portland (Orégon) nous apprenait que cette loi était faite pour être appliquée. Voici le récit que donne ce journal de la première victime de cette nouvelle inquisition.

Un nommé Charles Mac Ginty, accusé d'avoir battu sa femme et ayant plaidé « coupable », a été condamné à recevoir vingt coups de fouet. L'exécution de la sentence a eu lieu au cours de l'après-midi, dans la cour de la prison, en présence de la femme et de nombreux invités.

Après avoir été attaché à un poteau, le dos nu jusqu'à la ceinture, le gardien-chef de la prison s'est approché de Mac Ginty, un gaillard taillé en hercule, et lui a administré le premier coup avec une telle force que le sang a jailli. Les autres coups se sont suivis avec une précision mathématique et un tel effet qu'après le vingtième coup l'homme s'est évanoui et a dû recevoir les soins d'un médecin qui considère son état comme très grave.

Le shérif avait offert à Mme Mac Ginty, une petite femme très frêle, d'infliger elle-même cette correction à son mari, mais elle s'y est refusée.

Voilà ce qui s'est passé le 8 juin 1905, au soi-disant pays de la liberté et du progrès.

L. Morel.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

La tentative de *pronunciamiento* ratée donnait à la gent dirigeante un prétexte d'étouffement trop commode pour qu'elle ne s'empressât d'en profiter. A tout prix, il fallait *sévir*. Contre les militaires qui, mécontents de n'avoir pas leur part de l'assiette au beurre, s'étaient soulevés contre le gouvernement? Vous ne le voudriez pas. Sévir contre les ouvriers qui ne se résignent pas tout à fait au rôle de bêtes de somme, contre ces « fauteurs de désordres » qui prétendent ne pas vivre dans le meilleur des mondes et menacent de troubler la très sainte et vénérée digestion des ventres proéminents, à la bonne heure!

Donc, nombreuses ont été les arrestations, pendant le long état de siège dont le gouvernement a gratifié le pays pour y mater toute tentative d'affranchissement du prolétariat.

Les vexations et les tracasseries de toute espèce leur ont été octroyées avec une générosité sans égale, et des centaines d'expulsions ont été faites, en vertu de la fine fleur dont a accouché la philosophie d'Etat : la « loi de résidence ».

Disons en passant que l'état de siège a été levé le 4 de ce mois, mais que les *mesures* contre les ouvriers continuent de plus belle et, vraiment, il serait dommage qu'il n'en fût pas ainsi.

Cependant, malgré toutes les *sages* prévisions des gouvernants, malgré l'état de siège, les ouvriers du port n'ont pas travaillé le 1er mai. Ce jour-là, le mouvement maritime a été nul.

Il convient de faire savoir que l'esprit de solidarité est très fortement ancré parmi lesdits ouvriers et que la « Federacion de Estivadores », qu'ils ont constituée, est le syndicat le plus foncièrement rebelle de ce pays.

D'aucuns prétendent qu'il serait désirable qu'une entente s'établisse entre cette association et les similaires des ports d'outre-mer dont les rapports sont fréquents avec Buenos-Aires, soit : Londres, Liverpool, Cardiff, Glasgow, Southampton, Brême, Hambourg, Anvers, Dunkerque, Le Havre, Bordeaux, Barcelone, Marseille, Gênes, Naples et ceux des Etats-Unis, afin d'agir de concert. Il est évident que ce serait là un fait d'une portée incalculable, surtout si les autres syndicats se maintenaient aussi fermes que celui de B. A., car ils constitueraient une force inébranlable.

❁ ❁

Afin de protester contre toutes les vilenies que dame Police avait fait subir aux ouvriers pendant l'état de siège, les trois grandes associations s'étaient mises d'accord pour organiser un « meeting » monstre qui devait avoir lieu dimanche passé, 21 courant.

La « Federacion Regional Obrera », composée des syndicats à tendances nettement anarchistes, la « Union General de Trabajadores », socialiste, et la « Confederacion Nacional de Empleados », constituée par des gens qui croient en l'efficacité des adresses au gouvernement, avaient senti le besoin de s'unir pour lutter contre l'ennemi commun. C'est vous dire si les argousins s'en étaient donné à cœur joie.

Mais, dès la veille du jour désigné, des rumeurs circulaient, qui étaient loin de rassurer les esprits timorés : la journée ne se passerait pas sans effusion de sang.

Le matin du 21, le journal *La Protesta* publiait ces lignes :

« Nous avons été surpris, en apprenant par un collègue du matin, que le chef de police, colonel Fraga, a demandé à l'Assistance Publique de préparer les ambulances, en prévision du meeting d'aujourd'hui...

« Il est des prévisions qui ressemblent à des menaces et celle-ci pourrait fructifier si les ouvriers savent la faire germer... »

La police avait, par ordre du ministre de l'intérieur, prohibé l'usage des drapeaux rouges et, en général, de tout emblème *subversif*.

Malgré le malaise qui planait sur tous les esprits, la manifestation était imposante. Après avoir parcouru son itinéraire d'environ 2 kilomètres, elle arrivait au square « Lavalle » où des orateurs devaient haranguer la foule. Celle-ci, fort judicieusement, du reste, ne voulut pas déboucher sur la place qui, entourée d'édifices publics, était un lieu trop bien aménagé pour que « l'autorité » puisse les massacrer sans défense possible de leur part.

Quelques manifestants traversèrent pourtant la rue et un jeune homme — était-ce un ouvrier qui faisait fi de la résolution policière, un « fils à papa » qui voulait faire une niche au « représentant de l'ordre » ou quelque triste sire au service des autorités, c'est ce que l'on n'a jamais su — un jeune homme sortit de sa poche un mouchoir rouge et l'éleva sur sa tête.

A la sommation du « vigilante » de lui remettre l'objet subversif, le jeune homme prit la fuite, ce qui motiva un coup de feu de l'agent.

Aussitôt les fameux « gardes de sûreté » se mirent à tirer sur les manifestants, tuant et blessant avec une volupté toute sauvage.

Le clairon, qui devait avertir d'abord les manifestants de se dissoudre et ensuite sonner la charge, ne se fit entendre que pour indiquer la fin du « combat ».

L'Assistance Publique avait donc de l'ouvrage à faire.

Afin d'expliquer la joie délirante desdits « gardes », il faut que vous sachiez que ce sont d'anciens criminels à qui l'on a imposé comme peine la caserne. Envoyés ensuite pour tuer impunément les Indiens, pour faire ce que les dirigeants appellent pompeusement la « conquête du désert », ils ont pu donner libre cours à leurs instincts sanglants. Revenus dans le but de « maintenir l'ordre » et chauffés à blanc contre les étrangers, ces *gringos* galeux qui, non contents de venir ici manger à leur détriment, ces sauvages qui, crevant de faim dans *leurs* pays, avaient encore l'outrecuidance de « troubler l'ordre » et menacer les institutions sacrées de la *Patrie*, vous pouvez vous figurer la façon dont ils se lancent sur les ouvriers qui sont pour la plupart des *gringos* et quelques *renégats* argentins.

Aussi le peuple a-t-il en horreur cet « escadron de sûreté » qu'il appelle « sotnia de cosaques ».

Le député socialiste Palacios a interpellé le gouvernement à ce sujet. Naturellement, la police est plus blanche que l'hermine. N'est-ce pas toujours le lapin qui a commencé?

❖ ❖

Les bourgeois d'outre-Plata sont affolés et il y a de quoi.

Deux ouvriers, expulsés de l'Argentine, ayant voulu débarquer à Montevideo, les autorités uruguayennes les en avaient empêchés, à tort, paraît-il, car lorsque le président Battle y Ordonez a été au courant de l'affaire, il a ordonné de les laisser entrer à Montevideo en toute franchise, et le vapeur étant parti sur ces entrefaites, il a envoyé télégraphiquement à Las Palmas l'argent nécessaire pour leur payer le passage de retour, s'ils avaient le désir de venir s'établir en Uruguay.

En plus, il a ordonné que tout passager venant de l'Argentine, expulsé ou non, devait être laissé libre de débarquer à son aise, car, disait-il, il n'est pas de loi qui puisse l'en empêcher.

Je dois vous dire que le vapeur en question n'est autre que l'*Algérie*, qui ramenait, en même temps, l'*expédition Charcot*. Le commandant avait accepté la délicate mission de transformer son navire en prison, se faire le gardien des deux ouvriers et empêcher leur débarquement avant la destination qui leur avait été indiquée.



Un événement peu ordinaire, un fait tant soit peu cocasse, c'est qu'un ministre attaque ce qui a été fait sous le gouvernement précédent, et c'est encore plus cocasse quand on songe que ledit mi-

nistre doit plaider l'inconstitutionnalité d'une loi faite particulièrement contre les anarchistes, la « loi de résidence ».

Le camarade Arturo Montesano, expulsé en 1902, est revenu au pays. Et malgré toutes les précautions prises pour empêcher un fait semblable, il a pu se faire naturaliser *citoyen argentin*.

Il a, alors, assigné la police devant les tribunaux et, de fil en aiguille, l'affaire est allée jusqu'à la Cour Suprême, qui doit *déclarer si cette fameuse* « loi de résidence » est constitutionnelle ou non. Or, l'avocat défenseur de Montesano est le Dr Carlos Rodriguez Larreta, aujourd'hui ministre des affaires étrangères, *mais qui, à cette époque, ne soupçonnait même pas qu'il le serait*. S. G.

Buenos-Aires.

Notre prochain dessin sera signé Delaw.

VARIÉTÉ

LE CHOIX DES ALIMENTS

(Suite) (1)

Il suffit de comparer entre elles les alimentations les plus en usage dans les différents peuples, pour se rendre compte qu'elles n'ont point été basées sur leur valeur nutritive, mais le plus souvent sur la facilité de se procurer à bas prix dans le pays même les denrées qui y sont consommées. Il était impossible d'agir autrement, tant que la question des transports rapides et peu onéreux n'était pas résolue. Maintenant que, grâce surtout à la navigation à vapeur, cette question a fait un grand pas vers sa solution définitive, elle ne pèse plus du même poids dans le problème de l'alimentation. Nous consommons en Europe une grande partie du blé récolté en Amérique, de la viande fournie par les immenses troupeaux qui vivent presque à l'état libre dans ses prairies; les épices ne sont plus pour nous un condiment de luxe et il n'y a pour ainsi dire pas une seule denrée alimentaire qui ne soit usitée dans le monde entier, quel que soit son pays d'origine. Les charges qui grèvent certaines de ces denrées (quelquefois de première nécessité) ne proviennent ni de leur rareté, ni des difficultés de les produire, ni du prix de la main-d'œuvre ou des frais de transport. Elles proviennent, en majeure partie, des spéculations auxquelles elles servent de prétexte de la part de quelques gros capitalistes ou réunions de capitalistes qui les ont accaparées. Elles proviennent aussi des taxes imposées par les divers gouvernements dans l'unique but, non avoué mais réel, de favoriser ces capitalistes et les gros électeurs. Les preuves de cet état de choses sont tellement nombreuses et indubitables que je crois tout à fait inutile d'en fournir à des lecteurs tout aussi documentés que moi à ce sujet. Je me contente de leur rappeler l'histoire du sucre fabriqué en France avec des betteraves françaises et vendu dans ce même pays à un prix tellement supérieur à celui que ce sucre français est vendu en Angleterre, que les gros fabricants de confitures français trouvent avantageux de fabriquer ces confitures en Angleterre avec des fruits et du sucre exportés de France, pour faire revenir ensuite ces produits en France où ils sont consommés.

On ne peut pas imaginer d'organisation aussi absurde ni trouver de meilleure preuve du peu que comptent les frais de production et de main-d'œuvre vis-à-vis des tarifs douaniers.

Ce sont eux qui, avec l'accaparement dont ils ne sont qu'un complément, s'opposent encore à ce que tous les hommes puissent consommer, en tous pays, les aliments reconnus universellement les plus favorables : si bien que par le jeu de ces influences néfastes, le public n'a presque en rien bénéficié des immenses progrès des transports dont on célèbre à l'envi les bienfaits dans toutes les publications et les cérémonies officielles.

Cependant l'attachement routinier à d'antiques usages intervient également pour fausser le choix judicieux des aliments.

Telle est l'habitude invétérée dans notre pays de consommer sous forme de pot-au-feu la plus grande partie de la viande que puissent acheter les gens peu aisés, surtout à la campagne.

Il est prouvé, depuis de longues années, que cette préparation enlève à la viande la majeure partie de ses éléments nutritifs, qu'on retrouve dans le bouillon transformés en substances peu assimilables et noyés dans des corps gras liquides dont on ne peut les séparer et qui en rendent la digestion extrêmement longue et pénible.

C'est au point que, dans ma clientèle, je compte d'avance sur une recrudescence de malades le lundi, surtout parmi les enfants, parce que l'usage est de mettre le pot-au-feu chaque dimanche pour pouvoir s'en régaler à l'aise, ce qui cause de nombreuses indigestions.

Une autre habitude aussi néfaste est celle de faire frire les pommes de terre. Les enfants et beaucoup de grandes personnes en sont aussi friands que de bouillon gras, et en subissent autant d'inconvénients. Les morceaux de pommes de terre, durcis par la friture, opposent une coque résistante à l'action des sucs digestifs, surtout quand ils sont mal mâchés, comme cela arrive souvent pour les mets appétissants chez des gens qui ont grand'faim.

De plus, la graisse de la friture intervient pour retarder la digestion, comme c'est le rôle de toutes les graisses.

Les pommes de terre frites réalisent ainsi le type du mauvais aliment : revêtu à l'extérieur d'une coque imperméable aux sucs digestifs, souvent au contraire insuffisamment cuit à l'intérieur, baigné d'une graisse indigeste, et excitant la gourmandise, ce qui fait qu'on ne prend pas le temps de le mâcher suffisamment et qu'on en mange plus qu'on n'en a besoin.

Et cependant, malgré les avis réitérés d'un grand nombre de médecins, malgré les observations probantes que chacun est à même de faire presque journellement, le pot-au-feu et les pommes de terre frites continuent, et continueront encore longtemps à compter parmi les plus fréquents aliments des travailleurs et des enfants au détriment de leur santé.

C'est que le pot-au-feu et les pommes de terre frites sont appétissants, et que l'appétit ne peut seul guider l'homme dans le choix des aliments qui lui conviennent, l'instinct primordial s'étant peu à peu vicié et changé en gourmandise.

A ceux qui admettraient difficilement le danger de suivre un penchant naturel, je rappellerai les exemples prouvant que la plupart des actions humaines obéissent moins à un besoin qu'à la satisfaction d'un plaisir.

Spencer, dans un de ses articles sur l'éducation, fait remarquer que les peuplades les plus primitives attachent plus d'importance à la parure qu'au vêtement, et cite à l'appui des faits caractéristiques. Il ajoute qu'il en est de même chez les peuples les plus civilisés de notre époque, où dans le choix des vêtements, des ornements de toutes sortes et des connaissances, le désir de briller l'emporte sur le souci de l'utilité.

Cette juste remarque s'applique également au choix des aliments; la plupart des gens mangent, autant qu'ils le peuvent, les mets qu'ils préfèrent. Quand on est à même de rechercher le motif de quelqu'une de ces préférences, on découvre qu'elle réside dans un trouble quelconque du fonctionnement digestif normal, si bien qu'on peut affirmer que toute perversion de l'appétit provient d'une perversion des actes digestifs. C'est ainsi que les mangeurs insatiables qui ingurgitent à chaque instant des quantités énormes d'aliments choisis de préférence parmi ceux qui bourrent le plus rapidement, sont atteints d'une maladie, ou plutôt d'une véritable infirmité. Leur estomac ne réagit plus par ses contractions dès qu'il renferme une quantité suffisante de nourriture; il est devenu une poche flasque presque indéfiniment extensible, et la sensation de plénitude recherchée par les gros mangeurs n'apparaît que lorsque, suivant leur expression, « la peau du ventre leur tire », c'est-à-dire qu'il faut que la paroi de l'abdomen soit tendue par la distension de l'estomac refoulant tous les intestins. Dans ces conditions, les digestions sont lentes et pénibles; le gros mangeur est pris, aussitôt après le repas, d'une invincible somnolence, il est constamment mou et fatigué sans avoir rien fait, il a la bouche pâteuse et une soif continuelle; puis, dès que son estomac a pu évacuer une partie de son contenu dans l'intestin, la sensation de plénitude disparaît pour être remplacée par un besoin de la reproduire, tellement impérieux qu'il en est parfois douloureux. Et une nouvelle ventrée va occasionner la même série de phénomènes, qui peuvent se produire pendant des années sans amener d'autres troubles qu'une nutrition ralentie rendant impropre à tout travail actif, et facilitant toutes les maladies.

Le type extrême de cette déviation est la boulimie, infirmité presque irrémédiable et heureusement assez rare.

Mais à un degré moindre, les gens qui mangent trop et qui en subissent de multiples inconvénients, sont tellement nombreux qu'ils constituent la grosse majorité. Cela provient de l'habituel gavage des nourrissons, puis de ce que les parents n'ont jamais le cœur de refuser un croûton de pain à un enfant, aussi bien une heure avant qu'après le repas, enfin de ce que tout le monde apprécie les tiraillements d'estomac comme un besoin de nourriture, et considère la faim comme « une bonne maladie », suivant l'expression populaire. Mais comme les aliments nourrissants coûtent cher et ne bourrent pas assez, les travailleurs se remplissent de légumes et de pain, surtout dans les campagnes.

Le résultat est qu'ils mangent au moins toutes les trois heures, boivent très abondamment, que tout effort leur est pénible, particulièrement l'effort intellectuel, enfin que leur mauvaise alimentation leur coûte plus cher qu'une alimentation plus nourrissante qui leur permettrait, sans fatigue, une plus forte dose de travail et les maintiendrait en bonne santé.

C'est, à mon avis, cette alimentation défectueuse, presque sans exception dans les campagnes, qui cause l'infériorité extraordinaire de la population rurale sur celle des villes, alors qu'en dehors de l'alimentation, les gens qui vivent en pleine campagne bénéficient de conditions de développement en général meilleures que dans les villes.

Mais aussi, c'est dans l'esprit des villageois qu'on rencontre le plus de résistance à sacrifier le respect des antiques coutumes, et la satisfaction du plaisir éprouvé, aux faits reconnus vrais et aux observations profitables.

Il y a là un cercle vicieux dont on ne pourra sortir que par ce moyen artificiel qui consiste à transplanter l'individu né aux champs dans les villes, d'où il reviendra dans sa campagne un peu dégrossi et éduqué.

Malheureusement ce moyen comporte tout le déchet des malheureux dont la faible résistance succombe vite à l'air vicié et au travail

---

(1) Voir les numéros 9, 10 et 11.

intensif des usines actuelles; d'autant plus qu'ayant pour but d'amasser au plus vite de quoi acheter chez eux un bout de champ, les ruraux transformés en ouvriers d'usines se contentent des plus maigres salaires et économisent encore sur leur nourriture pour grossir leur magot.

C'est l'affaire des camarades de leur montrer le tort qu'ils leur font, et qu'ils se font à eux-mêmes en dépréciant les salaires et en réduisant leurs besoins. L'éducation des travailleurs ne peut être faite que par les travailleurs eux-mêmes. Notre rôle, à nous tous qui avons pu agrandir de quelque côté le cercle de nos connaissances, se borne à donner des indications utiles dont les travailleurs les plus avisés feront bénéficier tous les autres.

Beaucoup de personnes sont portées à considérer comme devant être nécessairement des aliments sains ceux que la nature fournit et qui n'ont besoin d'aucune préparation, par exemple les fruits. C'est une grosse erreur qui provient d'un manque de réflexion aggravé par l'habitude.

En fait, tous nos aliments sont puisés dans la nature, qu'ils proviennent du règne animal, végétal ou même minéral.

Quant à supposer que la nature a pris soin de produire à notre usage un certain nombre d'aliments tout prêts à être ingurgités, c'est tout bonnement en revenir à l'antique conception de l'homme « nombril de l'univers », ou d'une divinité ayant créé, à côté de l'homme, roi de la création, tous les produits nécessaires à son existence.

La vérité est que tout être, l'homme comme le dernier des insectes, s'efforce, pour vivre, de trouver dans son entourage les matériaux susceptibles de s'adapter à sa propre substance et d'autre part transforme peu à peu son organisme pour l'adapter lui-même au milieu qui l'entoure.

Comme les éléments qui entrent dans la constitution de notre corps existent épars dans la nature entière, il n'y a pas à proprement parler de matière quelconque qui ne renferme une parcelle d'aliments. Il s'agit, pour nous, de dégager par des moyens plus ou moins compliqués, ces parcelles alimentaires de tous les matériaux se prêtant moins aisément à l'assimilation.

Le choix des aliments apparait donc, en fin de compte, non pas comme devant résulter d'une impulsion instinctive, ni de l'accomplissement d'un usage traditionnel, ni de l'obéissance aveugle aux prétendues lois de la nature, mais bien d'un raisonnement appuyé sur des connaissances précises.

(*A suivre.*) Dr E. D.

Correspondances et Communications

★ **L'Union Universelle de l'Enfance**. — Après avoir *créé ses sections enfantines*, l'*Art pour tous* a reconnu la nécessité d'une unité de vues et d'action dans le sens de la poussée laïque et il a pensé que l'union de toutes les œuvres postscolaires de Paris et de la Province, s'inspirant de cet ordre d'idées, serait indispensable pour arriver à un résultat efficace.

Ce mouvement en faveur de l'enfance demande encore une plus large application qui ne doit même pas s'arrêter aux pays voisins. D'où le titre donné à notre entreprise.

Dans la revue de l'*Art pour tous*, 74, avenue d'Italie, une place est dès aujourd'hui réservée à tout ce qui touche la question enfantine. Notre programme comprend : l'extension du mouvement laïque postscolaire; l'aide morale et pécuniaire des œuvres existant dans Paris et la Banlieue; leurs relations avec la Province et l'Etranger; l'organisation de voyages par individus (échanges) et par groupements (tournées) en France et à l'Etranger.

La propagande sera faite au moyen de *conférences suivies d'une partie artistique.*

La présente note étant un appel à toutes les initiatives et à toutes les bonnes volontés, nous prions les conférenciers, artistes, chefs d'institution, directeurs de patronage, etc., d'adresser toutes communications intéressant l'*Union Universelle de l'Enfance* à Eugène Poitevin, 25, rue Campagne-Première, Paris (XIVe).

★ A la suite du Congrès national de l'**A. I. A.** tenu à Saint-Etienne, il a été décidé d'inviter les camarades des localités où il n'existe point de sections, à se mettre en rapport avec le Comité national, 45, rue de Saintonge, où, à partir de cette semaine, sera reprise et maintenue, de 5 à 7 heures du soir, la permanence.

CONVOCATIONS

★ **Causeries Populaires des Ve et XIIIe**, 42, rue du Fer-à-Moulin. — Samedi 22 juillet : Origine des vices, par Vulgus.

★ **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge (3e arr.). — Mercredi 26 juillet, à 8 h. 1/2, conférence contradictoire par Chemel. Sujet : l'Idée de Patrie.

Entrée libre.

★ **Association Internationale Antimilitariste** (Section du XXe). — Réunion le 24 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, rue des Maronites, 27. — Compte rendu du congrès.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy :

Vendredi 21 juillet. — Oudinot : *Les Avariés*, de Brieux.

Vendredi 28. — Mme Louise Magne : Revendications féministes.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (XXe), à 9 heures du soir :

Mardi 25 juillet. — Oudinot : Le problème des contradictions religieuses, d'après Volney.

Vendredi 28. — Causerie amicale.

★ **Coopération des Idées**, 157, faubourg Saint-Antoine :

Vendredi 21 juillet. — F. Séménoff : *La Tempête*. — Vaccari : La poésie italienne, VI (conférence en italien).

Samedi 22. — A 8 h. 1/2, au Château du Peuple, 4, route du Champ-d'Entraînement (Bois de Boulogne) : Han Ryner : Un grand poète inconnu, Emile Boissier. (Les membres de l'U. P. seront admis sur présentation de leur carte.)

Lundi 24. — Emile Couvelaire : André Gill (lectures). — Cours de russe, par Pergamenzoff. — Cours de mandoline.

Mardi 25. — Sylvain Pitt : Notre cours de français pour les étrangers. Méthode et résultats (conférence suivie de discussion).

Mercredi 26. — Mme le Dr Blanche Edwards-Pilliet : Ce que la femme ne doit pas ignorer. II. (Avec projections). — Cours d'italien, par E. Vaccari.

Jeudi 27. — Château du Peuple, 4, route du Champ-d'Entraînement (Bois de Boulogne), à 8 h. 1/2 du soir : Concert organisé dans le parc par A.-M. Ghio. (Les membres de l'U. P. seront reçus sur présentation de leur carte).

★ **Jeunesse Syndicaliste de Paris**. — Lundi 24 juillet, à 9 heures du soir, à la Bourse du Travail : La propagande antimilitariste.

★ Le Perreux. — **La Coopérative Communiste**. — Tous les mercredis et samedis, de 8 à 10 heures, 17, Allée du Square, répartition des marchandises ; causerie entre camarades.

★ Lorient. — **Jeunesse Syndicaliste**. — Tous les lundis, réunion à 8 heures du soir, salle du Château d'eau. Discussions diverses, causerie par un camarade du groupe.

★ Poitiers. — **A. I. A.** — Réunion de la section le lundi 24 juillet, 32, rue de la Chaine, à 8 h. 1/2 du soir.

Les camarades qui veulent en faire partie peuvent s'adresser au camarade M. T., 32, rue de la Chaine, en ayant soin d'indiquer leur adresse afin de recevoir l'avis de réunion.

★ Perpignan. — **Groupe « Germinal »**. — Réunion de la section antimilitariste, samedi 22 juillet.

★ Perpignan. — **Internationale Antimilitariste des Travailleurs**. — Réunion de la section, samedi 22 juillet, à 8 heures du soir, au Bar des Variétés (salon réservé).

Objet : Excursion-conférence à la Foun d'en Fric, près Bouleternère.

★ Versailles. — Dimanche 30 juillet, grande fête familiale et laïque organisée par la **Libre Pensée**. — De 10 heures à midi, promenade aux Parcs de Versailles et Trianons ; à 2 heures, matinée-concert au Théâtre des Variétés, avec le concours d'artistes parisiens. — Conférence publique et contradictoire par Sébastien Faure.

AUX CAMARADES

Ceux qui nous ont demandé *Autour d'une Vie* sont priés de patienter quelques jours, le volume est en réimpression.

AUX ACHETEURS AU NUMÉRO

De divers endroits on nous écrit qu'il est impossible, parfois, de se procurer le journal, les libraires se plaignant de ne pas recevoir suffisamment d'exemplaires.

Nous demandons instamment à nos camarades, lorsqu'un libraire leur exprime cette plainte, de bien vouloir l'inciter à réclamer lui-même auprès de la direction des Messageries Hachette, pour qu'il soit tenu compte de sa réclamation, si le correspondant de la maison y met de la mauvaise volonté.

Il nous rentre assez d'invendus pour que la répartition se fasse mieux, et, de plus, n'ayant jamais refusé d'augmenter le chiffre des dépôts, lorsque la vente l'exige.

Petite Correspondance

L. A., à Rock Spring. — L'abonnement se termine fin décembre.

Groupe laïque des jeunes, Agen. — La place nous manque pour insérer les ordres du jour.

A., L. M. — *Les Réflexions.* Encore trop de rhétorique, argumentation faible. Vous êtes jeune. Travaillez.

A. D., à Roubaix. — Cela ce sont des potins de clocher qui ne regardent que les feuilles locales.

E. F. G., à Saint-Nazaire. — *Le Nadir* trop faible.

Les camarades qui nous ont commandé des volumes, et n'en ont pas eu de nouvelles, sont priés de nous rappeler leur nom, adresse, et la commande. Il nous en reste dont je ne retrouve pas les lettres de commande.

W. E., à Londres. — Les numéros sont expédiés.

H. L., à Cherbourg. — Envoyez-nous le montant des journaux que vous désirez.

C. S., à Langogne. — 7,60, colis en gare.

L., à Saint-Denis. — Oui, c'est le même — c'est le numéro de la série.

G., à Bruxelles. — Je fais le changement d'adresse; mais votre abonnement est terminé depuis fin mai?

J. B. T., à Meymac. — Le changement d'adresse est fait.

H. R., à Honfleur. — Je ne connais pas l'ouvrage.

Le camarade P. C. qui a pris un abonnement et a donné comme adresse : près du Pont de la Méditerranée, Cernay (Isère). — Le numéro nous revient avec la mention : « localité inconnue »?

M. T., à Poitiers. — Adressez-vous à la Ligue, 45, rue de Saintonge.

V., à Perpignan. — La réclamation est faite à Hachette. Pour les commandes de numéros passés, envoyez le montant.

Dijon. — Lu : « Bourgeois, qui c'est qui ne l'est pas? ». Insuffisant.

Un libertaire à Lille. — Pas reçu les numéros annoncés.

S., à Belinge. — *La Terre, Les Continents*, de Reclus, est un volume de 15 francs.

G. R. — Pas des photographies demandées.

R., à Nîmes. — Je n'ai pas encore lu votre envoi.

Reçu pour les familles des arrêtés : F. A., et P. B., à Marseille, 4 fr. — Laxou, quête faite à l'A. I. A., pour Palacio, 3 fr. — De la part de Jean Renié et de ses enfants, 1 fr. — Quelques camarades de la Jeunesse syndicaliste de Lorient, 1 fr. 50. — Un admirateur de Reclus et Spencer, 5 fr. — L. M., à Tours, 1 fr. — Ensemble : 15 fr. 50. — Listes précédentes : 119 fr. 20. — En tout : 134 fr. 70.

Reçu pour le journal : Pour la propagande antibourgeoise, B., 7 fr. — De la part de Jean Renié et de ses enfants, 0 fr. 50. — S., par D., 20 fr. — C. A., 10 fr. — G. V., à Porto-Alègre, 10 fr. — G. de C., San Paulo, 22 fr. — L. M., à Tours, 2 fr. — A. M., à Lyon, 0 fr. 50. A. G., par C. A., 2 fr. — Merci à tous.

V. B., Velforny. — J. C., à Trévoux. — M., à Torchefilon. — F., rue L. — C., à Macon. — Dr. S., à Marseille. — G., à Saint-Pierre. — J. B., à Llauro. — E. L. C., à Bordeaux. — C. S., à Langogne. — E. A., à Lorient. — P. G., Le Creusot. — L. V., à Autun. — B. G., à Plounevez. — M. L., à Corbeil. — V. A., à Conliège. — B. L., à Vincelottes. — K., à Razgrad. — V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

14 JUILLET



Dessin de Agard.

11e Année. — N° 13. 29 Juillet 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris = Ve

Voir à la page 8 le dessin de Delaw.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Cette semaine, pas de Supplément. Fort probablement il en sera de même pour le prochain numéro qui devra paraître avant que nous ayons touché la vente du mois.

La Solidarité dans la lutte ouvrière

L'autre jour, pendant la grève des tramways Sud, je regardais, sur le boulevard du Port-Royal, défiler les tramways de la Compagnie, circulant un peu moins nombreux cependant, conduits par des jaunes appuyés de gardes de Paris, l'un à l'avant, l'autre à l'arrière, et bondés de voyageurs dont la plupart, peut-être, ne s'en souciant, ignoraient qu'un certain nombre d'employés de la ligne étaient en grève. Et je me rappelais un passage du livre que j'étais en train de lire : *De San Francisco au Canada*, où Jules Huret raconte le fait qu'un restaurateur ne voulant pas payer ses employés au tarif de l'Union, celle-ci le mit à l'index en en expliquant au public les raisons; et le restaurateur récalcitrant, devant ses tables vides de consommateurs, dut mettre les pouces et payer les salaires qu'on lui réclamait.

Parmi les voyageurs des tramways, la plupart peuvent être appelés, d'un jour à l'autre, à se mettre en grève pour défendre leurs salaires ou leur dignité, et pas un ne se disait que, pour venir en aide aux grévistes, afin d'en recevoir, le cas échéant, une aide semblable, ils auraient dû, faisant la grève des voyageurs, laisser rouler les tramways montés par les deux seuls renégats de leur corporation et les deux policiers.

* *

Le camarade Nettlau, dans sa brochure *La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière*, a ébauché cette façon de voir, que les travailleurs doivent intéresser le public à leurs luttes contre les exploiteurs. Cette brochure que les syndicats devraient méditer et répandre à profusion, non seulement parmi leurs adhérents, mais dans tout le public; car il y a, en cette idée, si elle finissait par rentrer dans les mœurs, une force sociale qui finirait par leur assurer la victoire dans tous les conflits politiques et économiques. Malheureusement, cette brochure est passée inaperçue; aucun journal corporatif n'en a parlé, aucun syndicat n'a essayé d'en propager les idées : « Ce n'est que de la théorie et de l'utopie », se seront dit sans doute ceux qui l'ont lue.

Et cependant, si ceux, tous ceux qui récriminent contre un abus, contre une loi, voulaient se grouper, s'associer, pour résister à cet abus, à cette loi, cet abus, cette loi devraient bientôt disparaître, car, sont nombreux ceux que peut blesser une loi, un règlement, et ne sont que la minorité ceux qui en profitent.

Mais on aime mieux déblatérer contre ceux qui les font ou qui les appliquent. Si on peut trouver un journal qui accepte d'insérer vos doléances, à la bonne heure, c'est le journal par excellence; si un candidat vous promet de s'occuper, lorsqu'il sera nommé député, de faire abolir la loi ou le règlement, voilà le sauveur, et l'on attend que les plaintes attendrissent ceux qui profitent des abus, ou que le candidat devienne député, et que, député, il en ait trouvé trois cents autres, décidés, eux aussi, à démolir la loi ou le règlement néfaste. — A moins que le candidat, une fois député, n'ait trouvé à tirer parti de la loi ou du règlement à détruire.

C'est ainsi que, dans les corporations, il n'y a jamais qu'un petit noyau de fidèles autour du syndicat, la plupart des ouvriers se désintéressant de ce qui se passe dans leur corporation, vivant au jour le jour, ne s'apercevant pas que la lutte doit être continue, incessante, et que les périodes d'accalmie ne peuvent être que la préparation aux conflits futurs. Et devant cette indifférence des individus aux questions qui les touchent de si près, il semble très chimérique d'espérer les amener à s'intéresser aux luttes d'à côté, par le seul espoir d'une aide plus ou moins incertaine de ceux qu'ils auront soutenus.

C'est, en effet, une nouvelle mentalité à créer.

N'était-ce pas, du reste, la même objection que l'on opposait à la grève générale? Pour qu'elle fût possible, il faudrait y intéresser trop de gens des différents métiers. N'empêche que la grève générale qui, lorsque l'idée en fut lancée, semblait être un rêve d'utopiste, est devenue un courant d'opinion qui se développe et sent grossir tous les jours son noyau de partisans.

C'est un nouveau côté de la question à envisager. En attendant l'assaut final, en bloc, contre les dernières résistances, organisons le démantèlement successif et continu de la forteresse d'abus et d'injustice qui nous opprime.

* *

Plus on étudie la vie sociale, plus on est frappé des contrastes que présentent les façons de penser et d'agir, et combien, le plus souvent, elles s'accordent peu.

En France, nous nous réclamons d'idées sociales, nous prétendons n'agir qu'en vue d'intérêts communs ; non seulement en vue du bien de l'ensemble que forme notre système social et politique, mais nous nous piquons, surtout, de lutter pour l'affranchissement de toute l'humanité.

Et cependant, dans la vie de tous les jours, dans le domaine des revendications immédiates, la lutte reste individuelle, ne s'élevant jamais au delà des intéressés directs. L'aide apportée à ceux qui luttent, se bornant à quelques souscriptions plus ou moins fortes. Il s'est bien présenté quelques cas de grèves par sympathie, mais cela reste à l'état sporadique, comme explosion de sentimentalité, sans volonté consciente, sans esprit de suite.

Il ne se dessine pas encore de vue d'ensemble, ni l'indication de systématiser l'arme employée par hasard. On parle beaucoup de soli-

darité, mais, en somme, très peu est fait pour essayer de la faire entrer dans les faits.

* *

Les Anglais, les Américains, par contre, passent pour pratiquer l'individualisme le plus féroce ; tous ceux qui nous ont parlé de l'Amérique, nous la dépeignent comme un champ de lutte où chacun, sur le terrain économique, lutte âprement pour la conquête du dollar, sans s'occuper de ceux qu'il renverse et piétine.

Seulement cet individualisme a su s'élever au-dessus de l'égoïsme étroit de l'individu. Les individus ont compris que l'association était une force, leur individualisme s'est étendu au groupement, à la corporation, réunissant en un faisceau, qui leur permet de lutter avantageusement, des forces qui, éparses, seraient sans effet.

Par exemple, pour s'être étendu au groupement, l'égoïsme n'en est pas moins féroce. Les syndiqués sont impitoyables pour les non-syndiqués. Au lieu de faciliter à ces derniers l'entrée des « Unions », on a tout fait pour les en écarter ; car les unionistes, devenus une aristocratie ouvrière, croient ne pouvoir maintenir leur situation privilégiée, qu'en luttant contre leurs collègues moins favorisés. C'est une nouvelle étape qu'ils ont à franchir ; elle devrait être franchie pour ceux qui ont la prétention d'étendre leur solidarité à tout le genre humain.

Et, du reste, les Américains semblent, par certains côtés, avoir franchi ce stade, car le boycottage est souvent employé avec succès par eux, ce qui prouve qu'ils trouvent appui en dehors de la corporation. Le label en est un autre signe qui a sa valeur, puisque les exploiteurs se soumettent aux conditions des « Unions » pour pouvoir l'arborer.

* *

Intéresser le public à toute grève qui se déclare, il y a là, il me semble, une force autrement puissante que le sabottage qui n'est qu'un acte de vengeance et peut être vite réprimé.

Lorsque éclate une grève, on néglige trop le public ; il faudrait lui faire comprendre tout l'intérêt qu'il a, s'il veut être bien servi, à soutenir les réclamations des grévistes, à lui prêter son aide, en faisant le vide autour des maisons ou des compagnies à l'index. En rappelant à ceux auxquels on fait appel, que nombre d'entre eux peuvent être appelés d'un moment à l'autre à formuler les mêmes réclamations, et à demander le même appui.

Non seulement les travailleurs sont le nombre, ce qui revient à dire que, du jour où ils sauront s'entendre, ils pourront imposer leur volonté, mais, de plus, la vie sociale ne marche que grâce à leur travail, à leur coopération constante à tous les rouages qui en règlent la marche. Ils peuvent la désorganiser par leur abstention.

Qu'ils essaient d'abord la force de l'entente, de la cohésion, pour des améliorations accessoires, comme la défense des salaires, la réduction des heures de travail, pour obtenir plus de déférence de leurs gouvernants et de leurs exploiteurs. Qu'ils essaient leur puissance ; l'appétit vient en mangeant.

La solidarité sociale n'est encore qu'un mot ; ce n'est qu'une théorie qui se formule en certains lieux, mais se réalise en certains autres. C'est aux syndicats révolutionnaires à dégager du particularisme qui en rétrécit la portée les quelques essais qui en sont tentés. C'est-à-dire qu'ils s'attachent à démontrer que, tout en défendant des intérêts immédiats corporatifs — que sont bien forcés de défendre dans la société actuelle les travailleurs, s'ils ne veulent pas subir des salaires de famine — on ne doit pas séparer ces revendications de celles plus générales. Et, d'autre part, que la défense d'un programme d'affranchissement général n'est réalisable que par la mise en action de toutes les énergies individuelles pour la lutte effective contre tout ce qui gêne l'évolution.

S'ils veulent devenir une véritable force, les syndicats doivent travailler à créer cet état d'esprit qui, seul, préparera la révolution sociale, en déblayant le terrain des barrières qui l'entravent.

J. Grave.

Noémi Reclus

Un nouveau deuil vient de frapper la famille Reclus. Mme Noémi Reclus, veuve d'Elie Reclus et mère de notre camarade Paul, est morte le 14 juillet dernier.

C'était une femme d'un grand cœur et d'une grande intelligence que l'on ne pouvait approcher sans l'aimer et l'estimer.

J. G.

Reclus à Genève

Le 15 janvier 1889, la Société théologique avait à son ordre du jour une lecture de M. Choisy, pasteur, sur la *Géographie Universelle* de Reclus et les théologiens. Voici quelques détails sur cette séance, nous les puisons dans la *Semaine religieuse* (1).

Après avoir rendu justice au mérite des dix gros volumes de M. Elisée Reclus, à cette *Géographie Universelle* encore inachevée, qui est un monument admirable de savoir et de talent, qui se distingue par l'élégance du style et l'élévation des sentiments comme par la richesse et l'exactitude des informations qui y sont condensées, M. Choisy a montré que l'étude de cet ouvrage peut rendre de grands services aux théologiens et aux pasteurs en élargissant leur horizon, en dissipant leurs préjugés, en les amenant à confronter avec notre civilisation chrétienne actuelle d'autres situations politiques, sociales, morales et religieuses qui ont plus d'une leçon à nous donner.

Les philosophes ingénus qui s'imaginent que notre organisation est seule possible ou que notre morale chrétienne est un produit naturel de la conscience universelle, devront changer de vues lorsqu'ils apprendront que le régime de la communauté des terres est pratiqué, non sans succès, sur une foule de points du globe, et que les idées sur le mariage, sur l'éducation, sur le sort de la femme varient à l'infini de peuple à peuple.

Dans l'entretien qui a suivi, quelques-uns des opinants ont reproché à Reclus de se plaire à exagérer les traits remarquables qu'il rencontre chez des peuples soumis à d'autres civilisations et d'autres religions que les nôtres, et à atténuer les résultats heureux du travail des missionnaires chrétiens. Un des orateurs, un libéral, M. Balavoine (2), a signalé, en passant, la situation singulière dans laquelle M. Reclus, ce « révolté », avait placé ses filles en leur faisant contracter des unions libres au lieu de mariages réguliers. Un autre orateur — point orthodoxe non plus — renchérissant sur le premier, a déclaré qu'il se défiait un peu de ce « sectaire ». La conversation en était là quand soudain le président, qui semblait, depuis quelques minutes, un peu embarrassé sur son fauteuil, a averti la société que M. Elisée Reclus était présent dans l'assistance, et que tout le monde serait heureux d'entendre sa parole. Tableau !.....

Eh bien ! Tout « sectaire » qu'il puisse être, M. Elisée Reclus a prouvé qu'il était homme d'esprit, et tout « révolté » qu'il soit certainement, il a montré qu'il était un homme du monde, un véritable gentleman. Il a confessé, en commençant son discours, qu'il n'était plus protestant, plus chrétien, plus théiste, l'étude ayant dissous chez lui toute croyance au surnaturel, mais, a-t-il ajouté, « je conserve la religion de l'humanité, j'ai gardé l'amour des hommes, même des hommes barbares et tombés, qui sont vicieux et criminels par notre faute ». Chez les peuples dits sauvages, on est quelquefois arrivé à réaliser, mieux que chez nous, civilisés, un idéal qui était, il est vrai, moins élevé que le nôtre. Il y a des populations sauvages qui sont meilleures et plus heureuses que les nôtres, parce qu'elles ignorent la propriété privée et pratiquent la fraternité. M. Reclus déclare qu'il a confronté et pesé avec soin les récits des missionnaires de la religion comme de ceux de la science. Il croit que les chrétiens qui traitent les païens comme leurs égaux et mènent chez eux la vie des gens pauvres, exercent sur eux une réelle et bonne influence, mais que ceux des missionnaires qui veulent conserver un rang privilégié provoquent des sentiments hostiles. Quant aux critiques personnelles dont il a été l'objet, M. Reclus les a écoutées avec intérêt et plaisir ; il n'en a été nullement choqué ; ses circonstances de famille ne lui ont créé aucune difficulté sérieuse, car on ne souffre jamais sérieusement de ce qu'on a fait pour obéir à la voix du devoir.

Le président a ensuite remercié M. Reclus de ses paroles empreintes de sincérité et de cordialité.

(1) 18 janvier 1899.
(2) Pasteur propriétaire faisant expulser les locataires en retard de payement.

DES FAITS

Au cours de démêlés entre une compagnie coloniale et un de ses agents, celui-ci a fait lire par son avocat au tribunal quelques lettres adressées par la Compagnie au directeur de l'agence du Congo.

On y voit que, officiellement, la Société donnait à ses agents des instructions fort bienveillantes sur la conduite à tenir envers les nègres : « Les nègres sont de grands enfants, il faut les traiter avec douceur... avoir avec eux le mot pour rire. »

Cependant, en même temps, la Société donnait au directeur de son agence des instructions secrètes où se rencontrent des passages de ce genre : « Noubliez pas que nos agents doivent être des pirates au petit pied », et, sur les moyens de convaincre un sultan récalcitrant, il est parlé de ce « joujou qu'on appelle la mitrailleuse Maxim ».

(Petit Parisien.)

Du Rôle social des Universités populaires

(*Fin*) (1)

De par l'enchaînement normal des phénomènes, devait nécessairement apparaître un jour l'organe à qui incomberait la fonction de satisfaire un tel besoin social. Et, de même qu'il est arrivé dans le domaine économique où l'effort libérateur a relié les divers organes de lutte en un organe coordonnateur, la Confédération générale du travail, de même les éléments et unions « upéistes (2) » ont senti qu'il importait pour l'extension et le succès de leur œuvre d'établir entre eux un lien général et le deuxième Congrès des U. P. vient de décider dernièrement la fondation d'une Fédération nationale des Universités populaires.

Je me suis efforcé de préciser le rôle de l'université populaire considérée isolément, ainsi que celui de la fédération régionale d'U. P. Il est maintenant de la plus haute importance d'apprécier quelle peut être, quelle doit être l'œuvre de la Fédération nationale des U. P. Cette œuvre, qui peut avoir une portée considérable au point de vue social, se distingue, à

(1) Voir les numéros des 3, 17 juin et 1er juillet 1905.
(2) Mot en usage dans les universités populaires ; il est formé des deux initiales U. P., et son étymologie en explique suffisamment le sens.

mon avis, très nettement dans son action de l'œuvre de l'université populaire.

Le mouvement « upéiste », ai-je dit, doit son origine au besoin d'affranchissement intellectuel éprouvé dans la classe ouvrière. Mais l'oppression intellectuelle qui pèse sur le prolétariat est générale et s'exerce partout d'une manière uniforme. L'organisation n'en varie pas suivant les localités, les régions; les rouages de cette organisation sont agencés suivant un plan d'ensemble dont les ramifications à peu près identiques émanent toutes d'un même organe central oppressif : l'Etat.

Or l'action de l'université populaire, groupe isolé, disposant de moyens restreints, est forcément bornée, limitée à une influence locale pour ainsi dire insensible et perdue dans la masse générale. Elle ne dépasse guère les limites de la commune. La fédération régionale lui permet, ou mieux permet à un groupe d'U. P., par la combinaison de leurs efforts, d'embrasser un champ plus étendu, le département ou même la région.

Mais l'oppression n'est pas spécialement communale, ou départementale, ou régionale; elle est, répétons-le, nationale — on pourrait même dire internationale, car si l'Etat, en son oppression, se concrétise de manières variables suivant les nations, il émane, en tant qu'organisme social, d'une conception abstraite, générale, en dehors de toute question nationale, mais issue de la lutte des classes qui, elle, est internationale.

En tout cas, la lutte immédiate se pose dans chaque pays, en ce qui concerne l'émancipation intellectuelle, entre le prolétariat national et le bloc oppressif de la réglementation particulière à la nation.

La Fédération nationale, coalition de toutes les U. P., me parait être l'organe tout indiqué pour se dresser contre l'Etat et entreprendre ce corps à corps émancipateur. Elle seule peut disposer de moyens suffisants pour donner à son action une publicité, un retentissement efficace.

Son rôle sera considérable. Il consistera à travailler l'opinion publique, à y déterminer des courants, des poussées qui modifieront peu à peu la mentalité de la masse, en même temps qu'ils détermineront, par une pression sur les pouvoirs publics, des améliorations dans les conditions imposées au prolétariat dans le domaine intellectuel.

Si l'U. P. a pour rôle la culture particulière de l'individu pour l'épanouissement de ses facultés rationnelles et de son esprit critique, la Fédération, elle, devra s'adresser à la mentalité collective. L'influence éducatrice de l'une est individuelle, celle de l'autre sera sociale.

Cette influence s'exercera par des manifestations auxquelles la plus grande publicité sera donnée, par des interventions continuelles dans les événements de la vie sociale et de dégager des faits un enseignement profitable aux idées de progrès.

Certes, les occasions ne manqueront pas pour elle de faire œuvre salutaire d'éducation populaire. Chaque jour, il s'en présente de toutes sortes. Tout dernièrement encore, lors de l'élaboration pénible de cette loi de séparation des Eglises et de l'Etat, qui, tout en affranchissant l'Eglise de la tutelle de l'Etat, n'a diminué en rien le poids des charges de celui-ci envers elle, la Fédération nationale des U. P. n'eût-elle pas eu pour rôle, si elle avait été constituée, de tenter d'exercer sur le Parlement, en déterminant des mouvements d'opinion, une pression susceptible d'amener une séparation plus complète, plus conforme aux principes de neutralité religieuse et de liberté de conscience? Ce n'est pas là de la politique. L'abolition d'un dogme d'Etat, la séparation d'avec la vie civile de la superstition organisée en service public, n'est-ce point là une question intéressant directement l'émancipation intellectuelle du prolétariat?

De même ne rentrera-t-il pas dans le rôle de la Fédération nationale des U. P. d'intervenir dans les événements pour la diffusion des idées de paix internationale? Les guerres modernes n'ont d'autre cause que des conflits d'intérêts capitalistes que l'on appelle le prolétariat des divers pays à solutionner par les armes. Ces causes réelles, on les masque sous des mots, des abstractions destinées à aveugler les peuples conduits au massacre. N'appartient-il pas, en cas de menace de guerre, à la Fédération — comme il lui appartient de dénoncer tout ce qui entrave le développement de la raison humaine — de dénoncer ce mensonge — qui se dévoile déjà dans le cercle privé et plus restreint des U. P. — mais de le dénoncer ouvertement, soit par la large publicité des affiches, soit en prenant contact directement avec la masse du peuple, en organisant des réunions publiques avec le concours d'orateurs conscients et capables, soit enfin par tout autre moyen susceptible de substituer à l'imposture une exacte appréciation des réalités? Là encore, elle ferait œuvre d'émancipation intellectuelle.

Aujourd'hui même, une occasion lui était fournie de prendre une semblable initiative. La guerre menaçait, dit-on, entre l'Allemagne et la France. Deux hommes occupant chacun dans le parti socialiste de ces deux pays une place prépondérante avaient conçu l'idée de faire simultanément, dans le pays l'un de l'autre, une manifestation pacifique destinée à bien marquer les désirs de paix des deux peuples. Sans doute cette manifestation était bonne. Mais n'eût-elle pas eu autrement de portée si l'initiative, au lieu d'émaner de deux personnalités à qui, somme toute, pouvait être contestée la qualité de représentant autorisé du prolétariat de chaque pays, avait revêtu la forme d'une délégation envoyée de part et d'autre par le prolétariat lui-même organisé : économiquement, en Confédération générale du Travail ; intellectuellement, en Fédération nationale des U. P. — ou organisations similaires?

Mais ces exemples n'ont trait qu'au rôle occasionnel de la Fédération nationale des U. P. Son œuvre fondamentale, continue, œuvre qui lui serait propre, serait la poursuite constante de l'abolition de cette dualité d'enseignements dont il a été question plus haut : enseignement primaire, rudimentaire et oppressif pour les enfants du peuple ; enseignement secondaire et supérieur, plus étendu, plus expérimental, plus perfectif des facultés rationnelles, réservé aux fils des dirigeants. Outre la destruction de cette criante inégalité, elle aurait pour tâche de dépouiller l'enseignement en général — tant secondaire que primaire, quoique celui-ci plus atteint — de l'odieux dogmatisme qui, étreignant le cerveau de l'enfant et de l'adolescent, entrave l'épanouissement normal de la raison humaine.

Voilà donc l'œuvre magnifique qui lui incomberait : libérer la raison et assurer la préparation d'hommes intellectuellement et moralement libres.

Et enfin, il est permis de voir plus loin encore et d'embrasser pour la Fédération nationale un horizon plus vaste, plus magnifique encore. De concert avec la Confédération générale du Travail, toutes deux formant les deux piliers — économique et intellectuel — du prolétariat organisé, ne pourrait-on espérer la voir jeter les bases de relations internationales continues entre les prolétaires de tous pays, étendre, par une coordination d'efforts avec les organisations similaires des autres nations, sur le monde entier sa bienfaisante influence éducative et libératrice des consciences, et reconstituer alors sur des assises désormais inébranlables en raison de l'intégralité de leur œuvre émancipatrice, cette organisation de solidarité dissoute un jour par des lois de peur et de haine qui s'appelait l'Association Internationale des Travailleurs?

Telles furent les idées qu'avec quelques camarades nous nous efforçâmes de faire prévaloir au dernier congrès des U. P. Elles parurent effrayer la majorité. Je le regrette bien vivement et je crois encore qu'elles ont été mal comprises. Aussi ai-je cru nécessaire d'y revenir par ces articles afin de mieux les faire connaître, espérant que le Comité fédéral y portera quelque attention et élargira les attributions purement administratives dont il parait vouloir se contenter.

Car, je le répète, la Fédération nationale des U. P. ne vivra qu'à la condition de jouer un rôle actif de propagande largement répandue et de lutte énergique — non pas cette lutte tapageuse et vaine que les camarades du congrès ont, à ce qu'il m'a paru, compris que je réclamais — mais d'une lutte efficace, méthodique, lutte d'idées, éducative de l'opinion publique, destructive des préjugés et des mensonges sociaux.

Si un tel rôle l'effraie, si elle persiste à n'être qu'une doublure superflue des fédérations régionales, elle s'étiolera vite dans une atmosphère poussiéreuse de cartons verts, œuvre muette et stérile de ronds-de-cuir soporifères.

André Girard.

MOUVEMENT SOCIAL

Comment la France civilise. — On écrit d'Hanoï au *Temps* :

« L'opinion publique au Tonkin est en ce moment passionnée par une nouvelle affaire Toqué : M. Liégeot, administrateur à Tché-Kam, dans le territoire de Quang-Tchéou-Wan, s'est suicidé après avoir commis sur ses administrés chinois une série de crimes. Ce triste personnage avait mis en vigueur tout un système de tortures savantes, renouvelées de l'Inquisition. Un accusé refusait-il de parler? Il était aussitôt ligotté et mis à genoux, les mains attachées derrière le dos.

« Devant lui on plantait en terre une baïonnette dont la pointe venait lui chatouiller la gorge. Chaque question restant sans réponse valait au malheureux prisonnier une tape sur la tête... et la baïonnette entrait. S'il s'obstinait, d'un coup de barre de fer on la faisait pénétrer jusqu'au cerveau. M. Liégeot aimait aussi appliquer des fers à repasser rouges sur le corps nu du prisonnier et se réjouissait des dessins bizarres qu'il obtenait ainsi. Le misérable s'est fait justice, mais on se demande comment le résident de Quang-Tchéou-Wan, sous les ordres duquel M. Liégeot était placé, ne s'est pas aperçu plus tôt des abominables pratiques de son subordonné.

« L'*Avenir du Tonkin* ajoute que M. Groleau, chargé de l'enquête, a entendu cent trente-neuf témoins qui ont révélé des faits encore plus odieux, et ne pouvant être attribués qu'à un véritable délire de folie criminelle. M. Liégeot écrasait la tête des accusés à coups de talon, les faisait frapper à la figure avec des pelles, des bêches, des pics et des pioches. Il les enivrait, pour obtenir des aveux, avec des mélanges d'absinthe, de cognac et d'eau-de-vie indigène. Enfin il les faisait battre avec une queue de soie desséchée, couverte de piquants qui déchiraient les chairs, puis faisait enduire les blessures d'ammoniaque et de gros sel.

« L'*Avenir du Tonkin* ajoute que, d'après ses informations, la plupart des faits paraissent judiciairement prouvés. »

❖ ❖

L'*Aurore*, du 22 juillet, complète les renseignements :

« L'*Avenir du Tonkin* continue ses révélations sur les cruautés commises par M. Liégeot. Il raconte qu'il manda un jour devant lui, pour les interroger, un vieux Chinois de soixante-quinze ans et son petit-fils. Celui-ci, en attendant l'heure de l'audience, conduisit son grand-père à l'ombre, sous une véranda. Subitement furieux, M. Liégeot prit l'enfant par le bras et l'envoya rouler dans la cour. Puis il prit le vieillard par sa natte et sa barbiche blanche, le fit tournoyer, enfin le jeta sur le parquet à coups de poing dans le ventre, et remit « le reste de l'exécution » après son déjeuner.

« Son repas terminé, en effet, il fit lier les pieds et les mains à l'enfant, et devant lui écrasa à coups

de talon la poitrine et la face de l'aïeul, qui mourut moins de deux heures après.

« Un administrateur, M. Groleau, avait été chargé d'une enquête sur ces faits incroyables. Le *Temps* croit savoir de plus qu'ils n'avaient fait l'objet d'aucun rapport au ministère des colonies. Celui-ci n'a été prévenu que par les journaux. »

Ce brave Liégeot a eu tort de se suicider. Il ne lui en aurait pas plus coûté qu'à MM. Gaud et Toqué, ses émules du Congo. Toqué a été mis en liberté provisoire. Il reste accusé de deux exécutions sommaires; mais il allègue qu'elles étaient indispensables. Gaud est toujours accusé d'avoir fait sauter un nègre à la dynamite, mais il explique que c'était nécessaire pour frapper l'esprit des noirs et éviter un massacre général des blancs. Le lieutenant Proche bénéficie d'un non-lieu.

❖ ❖

L'honneur militaire. — Le lieutenant Caverois, trésorier du 5e bataillon d'artillerie à pied, à Verdun, est disparu depuis le 21 février. Par mégarde, la confondant avec sa boîte de faux-cols, il a emporté la caisse du bataillon renfermant un peu plus de 7.000 francs.

❖ ❖

Liberté d'opinion. — M. Bretin, instituteur à Chalon-sur-Saône, vient d'être frappé par le conseil départemental de l'enseignement primaire, de la peine de la censure avec inscription au bulletin des actes administratifs, pour s'être déclaré, en réunion publique, partisan de la grève des réservistes en cas de guerre.

Il avait été dénoncé au gouvernement et à la Chambre par MM. Grosjean et Lasies, députés. Trois de ses accusateurs, le préfet, l'inspecteur d'académie et le directeur de l'école normale, étaient en même temps ses juges. Les conseils départementaux n'ont à statuer que sur des cas d'indiscipline, d'indélicatesse et d'immoralité, et le citoyen Bretin ne relevait d'aucun de ces trois cas. Il faisait sa propagande hors de l'école, et sous un pseudonyme. Pendant plus d'un an, il la continua sans que l'administration y trouvât rien à redire, sans qu'elle lui donnât l'ordre de rester tranquille ou seulement l'invitât à plus de prudence. Le citoyen Bretin n'est donc même pas coupable d'indiscipline.

L'administration, qui n'avait pas bougé pendant plus d'un an, a sévi — illégalement — contre lui, le jour où il toucha à l'armée, arche sainte.

R. Ch.

❖ ❖

L'amour de l'armée. — Du 1er au 31 décembre 1904, *3.008 jeunes soldats* ou engagés volontaires ont été déclarés insoumis. Les subdivisions d'Evreux et de Chalon-sur-Saône n'ont pas un seul insoumis. Celles de Falaise, Chartres, Melun, Cholet, Vannes, Brest, Guéret n'en ont qu'un chacune; Bayonne détient le record avec le chiffre de 230. Viennent ensuite la Seine avec 171, Pau avec 125, Montpellier avec 100.

Plus de 3.000 déserteurs en une année, c'est décidément pas mal. En un temps où les chefs socialistes sont aussi patriotes que Millevoye, l'horreur du métier militaire a été assez forte pour déterminer un nombre aussi considérable de jeunes gens à s'y soustraire.

Ce qui démontre que l'antimilitarisme fait des progrès, malgré les Viviani, les Faillet, les Deville et autres socialo-patriotes.

P. D.

MOUVEMENT OUVRIER

L'expulsion brusque, par le ministre de l'intérieur Etienne, du socialiste-réformiste Cavalazzi, sur l'injonction du sieur Biétry, chef des jaunes, est un fait trop important de la lutte sociale pour que nous ne nous y arrêtions pas un peu longuement.

Il y a dans le nord-est de la France tout un centre ouvrier métallurgiste et minier, connu sous le nom de bassin de Longwy. Dans cette région, qui s'étend depuis Nancy jusqu'à Sedan, sont durement exploités une douzaine de mille d'ouvriers, au bas mot, mineurs et métallurgistes, et, fait caractéristique, la plupart de ces exploités sont des Italiens, des Belges, des Luxembourgeois; les Français y sont en minorité, à tel point que dans les principales localités où sont situés ces bagnes capitalistes, on y entend parler toutes les langues, sauf, ou à peu près, le français.

Et cette exploitation d'ouvriers étrangers par des capitalistes français est voulue, calculée, et elle a surtout pour but, de la part du patronat, d'éluder certaines obligations de la loi sur les accidents du travail, qui sont nombreux, dans la grosse industrie métallurgiste. C'est, du reste, en partie pour prendre la défense et sauvegarder vis-à-vis du patronat les intérêts de ses compatriotes, que le docteur Cavalazzi était venu s'établir depuis un certain temps dans la région.

On aura une idée de l'asservissement où sont tenus les travailleurs de cette région, lorsque l'on saura que, presque jamais, ils ne touchent en monnaie le montant de leurs salaires. Logés dans les « corons » des Compagnies, locaux où les mesures d'hygiène les plus élémentaires font la plupart du temps défaut, les exploités de cette contrée sont obligés de se fournir aux *économats* patronaux, qui leur vendent à des prix exorbitants des denrées souvent avariées. Et tout cela est si bien combiné, que certains travailleurs, toujours endettés vis-à-vis de la Compagnie, ne touchent jamais un sou. C'est le système des patrons de maisons de tolérance à l'égard de leurs esclaves blanches.

Mis au courant de cette situation, des militants des Fédérations des mouleurs et de la métallurgie réussirent, après bien des difficultés et malgré toutes sortes d'entraves, — refus d'autorisation pour organiser des réunions, menaces envers les ouvriers, etc., — à organiser plusieurs syndicats. Quelques grèves eurent lieu et le patronat obligé, de ci, de là, de mettre les pouces. Le docteur Cavalazzi encouragea ses compatriotes à se syndiquer et, petit à petit, le noyau grossissant, le patronat prit peur et, dans l'espérance d'arrêter le mouvement, fit appel à l'ex-révolutionnaire blanquiste Biétry pour organiser et opposer aux syndicats rouges des organisations!! jaunes.

Autant des entraves avaient été apportées pour empêcher les groupements rouges de se constituer, autant le patronat fit pression sur les malheureux exploités pour qu'ils s'affiliassent au troupeau de Biétry.

Cavalazzi était une entrave, Biétry demanda au ministre de l'intérieur une entrevue qui fut immédiatement accordée et c'est à l'issue de cette audience, qui a eu lieu jeudi dernier, que Cavalazzi a reçu notification qu'un arrêté d'expulsion était pris contre lui. De plus, comme l'internationalisme capitaliste n'est pas un vain mot, le gouvernement allemand, pour ce qui concerne la Lorraine annexée, et le gouvernement luxembourgeois décidaient en même temps d'interdire le séjour de leur territoire à l'expulsé du gouvernement français Cavalazzi, ainsi qu'aux ouvriers du bassin de Longwy qui tenteraient de venir travailler dans les usines de la Lorraine annexée.

Tels sont, fortement condensés, les faits qui ont amené le gouvernement à se faire l'exécuteur des basses œuvres de l'agent patronal Biétry.

Si les socialistes n'étaient pas domestiqués comme ils le sont, ils auraient pu protester et même s'opposer à l'expulsion de leur camarade socialiste, mais cela leur est impossible; ayant perdu leur indépendance dans de louches et basses combinaisons politiques, leurs protestations de pure forme dans leurs journaux n'ont servi à rien.

Et Etienne a beau faire dire par ses journaux que ce n'est pas à l'instigation de Biétry, mais du préfet qu'il a pris les mesures, personne n'en croit rien. L'indicateur Biétry était reçu dans la journée et, le soir même, Cavalazzi était expulsé.

Triste métier et triste gouvernement ainsi aux ordres d'un agent patronal.

❖ ❖

Malgré la tentative des chefs jaunes et la pression gouvernementale, le mouvement est loin d'être enrayé et, au moment où j'écris, les journaux annoncent que plusieurs escadrons de dragons viennent de quitter Sedan pour Longwy, le baron Dreux, le Schneider de ce nouveau Creusot, ne se sentant plus en sûreté.

Et la troupe, pour rassurer M. le baron, n'a pas tardé à agir.

Lundi soir, les mineurs d'Hussigny avaient organisé une manifestation qui devait se rendre à Saulnes.

« Elle se déroulait dans un calme parfait lorsque, sans provocation, les manifestants furent chargés par les gendarmes et les dragons. Des femmes et des enfants furent foulés aux pieds et de nombreux ouvriers furent blessés; plusieurs arrestations ont été opérées.

« L'indignation est à son comble, et l'effervescence, dans tout le bassin, est grande. »

Etienne, exécuteur des basses œuvres de Biétry, doit être satisfait : Limoges ne lui suffit plus.

A Choisy-le-Roi, 250 ouvriers verriers sont en grève depuis le 20 juin dernier.

Nulle part ailleurs, le travail de verrerie, si fatigant et si nuisible à la santé des ouvriers, n'est aussi mal rétribué qu'aux usines des sieurs Houdaille et Trinquet. La principale revendication des grévistes ne porte du reste que sur l'application du tarif en vigueur à la cristallerie d'Ivry, qui exécute les mêmes travaux que celle de Choisy.

Actuellement les exploiteurs font mine d'accéder aux réclamations des ouvriers, mais ils prétendent ne pas pouvoir reprendre 40 d'entre eux.

Cela n'est en réalité qu'un prétexte pour briser le syndicat; aussi les grévistes mettent-ils comme condition à leur rentrée à l'usine, la reprise de tous les ouvriers.

Les grévistes sont du reste en mesure pour attendre le bon vouloir patronal, car, grâce à la symthie qu'ils ont dans la population, les soupes communistes fonctionnent admirablement.

Les grévistes sont on ne peut plus calmes, ce qui n'empêche pas commissaire de police et gendarmes de chercher une journée. Samedi soir, comme les grévistes revenaient de reconduire un camarade à la gare, les gendarmes ont chargé et plusieurs femmes ont été blessées.

Le *lock-out* des patrons teinturiers de Saint-Etienne continue.

Toutes les usines restent fermées.

L'Union des syndicats ouvriers, devant la mauvaise volonté du patronat qui refuse de tenir ses propres engagements, vient de lancer un nouvel appel. Si les patrons ne cèdent pas, tous les ouvriers teinturiers de la région seront invités à se mettre en grève, ce qu'ils feront certainement.

Il y aurait dans ce cas plus de 15.000 teinturiers en grève, ce qui obligerait au chômage plus de 30.000 ouvriers passementiers.

La situation est de ce fait très tendue et une vive agitation règne dans toute la région.

A Douarnenez, malgré toutes les pressions, gouvernementales par l'envoi de brigades de gendarmerie, cléricales par les menaces du clergé ouvertement avec le patronat, les ouvrières sardinières ont obtenu satisfaction et le travail à l'heure a été substitué au travail aux pièces.

Il reste à espérer que les contrats soient mieux observés par les patrons que les précédents qu'ils avaient cependant signés déjà, et qu'ils prétendaient appliquer, au désavantage des ouvrières.

Grève des ouvriers boulangers de Bastia, qui réclament une augmentation de salaire.

Grève de cordonniers à Tours.

A Marennes, l'usine de Saint-Gobain vient de rouvrir ses portes.

P. Delesalle.

RUSSIE

Lettre ouverte des camarades russes aux camarades anarchistes d'autres pays.

Kiew, 10 juillet 1905.

Camarades,

Unissant l'expression de notre chagrin à la douleur commune des camarades anarchistes du monde entier à l'occasion de la mort d'Elisée Reclus, nous vous adressons de la Russie lointaine notre bonjour amical.

Que l'image pure d'Elisée Reclus reste toujours vivante dans nos cœurs, nous inspirant à la lutte inconciliable et énergique contre les oppresseurs du prolétariat : l'Etat et le capitalisme. Que l'idée au nom de laquelle il a combattu dans les rangs de l'Internationale et de la Commune devienne propre aux travailleurs russes, eux aussi; une fois l'insurrection proclamée, qu'ils portent les coups non seulement au tsarisme, mais à l'Etat sous toutes ses formes, détruisent la société bourgeoise et édifient sur ses ruines des communes libres.

Commençant à travailler en Russie, nous autres anarchistes russes nous promettons de rester fidèles à ces mêmes principes au nom desquels a vécu et travaillé l'infatigable lutteur Elisée Reclus.

Le groupe communiste-anarchiste de la Russie Méridionale
« Le Tocsin ».

Traduction du prospectus édité et répandu ces jours derniers à Kiew :

A bas les bourreaux!

« Et encore les bourreaux ! tais-toi, gémissement du cœur !
« De nouveau sur les cordes balancent les cadavres »...

(De la *Liberté du Peuple*.)

Camarades révolutionnaires !

Baigné de sang ouvrier, le gouvernement tsariste a commis de nouveaux crimes : le 23 mai *est exécuté* le terroriste Ivane Kolaeff, héros ayant frappé avec une bombe de dynamite le vaurien historique, le grand-duc Serge. Le conseil de guerre vient de condamner *à la pendaison* le révolutionnaire Schtilmann, auteur de l'attentat contre le commissaire central d'Odessa et l'ouvrier Deïtch, ayant tiré sur un commissaire de police à Dvinsk. Partout, dans toutes les provinces de l'Empire, nous voyons passer devant les conseils de guerre tantôt l'un, tantôt l'autre révolutionnaire. *L'ère des potences* arrive ! *Les assassins du peuple* acharnés pensent étrangler avec la corde l'idée révolutionnaire. Leur cynisme va jusqu'à afficher ouvertement aux yeux de tout le monde, dans les gares et dans d'autres endroits publics, qu'ils répondront par *les travaux forcés* et *la peine de mort* à toute protestation, à toute résistance à leurs violences. Le gouverneur général de Kiew l'a annoncé dans ses manifestes aux paysans en effervescence. *La corde et l'échafaud*, voilà ce qu'ils vous promettent, à vous autres combattants de l'œuvre ouvrier ! *La mort* — voilà ce qui attend les plus énergiques d'entre vous ! L'État et les capitalistes ayant accaparé toutes les richesses de l'univers, exploitent les forces des travailleurs, les envoyant en masse à *la boucherie* — à des guerres — et pensent avoir le droit de répondre par la violence à vos protestations, de *pendre* et de *fusiller* les pionniers de la lutte. Dans ce but, ils ont organisé la *vengeance* personnifiée en *Justice* et en *Lois*, la *violence* incarnée sous forme de l'*Eglise*, de la *police*, de l'*armée*, et l'*assassinat* sous forme de *prisons*, de *travaux forcés*, de *potence*.

Travailleurs !

L'*Etat*, ce monstre à têtes multiples, engloutissant votre volonté, force, énergie, peut changer, cesser d'être l'organisation de la violence, non pas lorsqu'il se revêt de formes *constitutionnelle, parlementaire, républicaine*, mais lorsqu'il sera *complètement détruit* et *aboli*. Si notre *gouvernement tsariste pend* Geliaboff et Perovsky, Balmascheff et Kolaeff, la *despotique Turquie asiatique exécute* Merdjanoff et B. Siremdjiane — *les gouvernements de pays libres* de l'Occident et de l'Amérique pratiquent absolument la même chose : l'*Espagne* constitutionnelle *garrotte et fusille* Angiolillo et les camarades ; *la République française démocratique guillotine* Ravachol et Vaillant, Henry et Caserio ; les *Etats-Unis tuent* au moyen d'une machine électrique Czogolz. Pour l'indiscipline des militaires, les conseils de guerre de tous les pays appliquent *la peine de mort*. L'Angleterre et la Perse, la Roumanie et la France, l'Autriche, la Bulgarie, la Prusse sont riches en exemples.

Potence, couperet, garrotte, fusillade — telles sont les armes de l'*Etat* actuel avec lesquelles il répond aux révoltes du prolétariat quand il ose attenter à la propriété privée, à la bourse pleine de la bourgeoisie.

Appliquez-vous donc à l'*anéantissement* de l'*Etat sous toutes ses formes*, frappez cette hydre sanguinaire sur toutes ses têtes : *détruisez les Lois et la Justice, exterminez la Police et les Prisons, luttez contre la Science vendue, l'Eglise et le Militarisme* !

En les exterminant, vous épargnerez au monde l'effroyable héritage de l'époque barbare — *Homicide organisé*.

A bas le bourreau des Travailleurs, à bas l'Etat !
Souvenir éternel aux exécutés !
Vive l'Anarchie !

Le groupe communiste-anarchiste de la Russie Méridionale.

Kiew, 28 juin 1905.

❖ ❖

Du 4 au 11 juillet. — Nous ne nous arrêterons pas cette fois-ci à des grèves ordinaires, non pas que nous ne leur attachions pas d'importance, mais parce que nous n'en avons pas aujourd'hui de renseignements plus ou moins précis. Nous parlerons donc seulement de grèves ayant amené des incidents plus ou moins graves.

Nous ne parlerons pas non plus des événements d'Odessa ni du sort du *Potemkine*, nous avons déjà décrit le commencement et le moment le plus intense de cette belle révolte ; il serait trop long de décrire tous ces événements en détail. Pour Odessa, disons seulement que le mouvement est étouffé pour le moment et que les représailles continuent, sous forme de perquisitions, arrestations, poursuites judiciaires ; meurtres des révolutionnaires dans des postes de police. La mer rejette tous les jours de nouveaux cadavres des victimes des événements. Au total, on compte 2.000 morts (des deux côtés). Quant au *Potemkine*, il aurait fallu lui consacrer tout un article. Les journaux bourgeois en ont suffisamment parlé pour qu'on n'ignore rien des faits principaux ; contentons-nous donc d'admirer sa belle allure révolutionnaire.

❖ ❖

Cette semaine, comme tout le temps du reste, il s'est produit de nombreuses grèves et des troubles agraires. Les plus graves des *troubles agraires* ont eu lieu au gouvernement d'Ekaterinoslaw, près de Brest-Litowsk, et surtout au Caucase : aux environs de *Batoum*, où les paysans se sont emparés des terres, et à *Gori*, à cause de la promesse formelle de l'administration aux propriétaires fonciers que les paysans leur paieraient des dommages-intérêts, à cause des troubles précédents. Le mouvement prend de l'extension et la lutte devient plus intense. Le 11 juillet, sont tués dans leurs domaines deux grands propriétaires fonciers.

Il y a eu *grèves* à *Verkhnédnéprovsh*, à *Ekaterinbourg* (mines de fer. Exploitation suspendue, tous les ouvriers renvoyés) ; à *Sosnovitzy* (4.000 ouvriers) ; à *Elisavethgrade* (chapeliers) ; à *Vilna* (effervescence assez sérieuse) ; à *Libava* (garçons bouchers). *A Revel*, il y a eu grève de toutes les usines, ayant duré trois jours (du 4 au 7 juillet), accompagnée de meetings de 15.000 ouvriers.

A Ivanovo-Vosnessensk, où il y a eu de graves collisions de grévistes avec les troupes dont nous avons déjà parlé (ville presque exclusivement ouvrière, 30.000 ouvriers tisserands, beaucoup d'artisans métallurgistes). Le directeur des usines a refusé une seconde fois d'examiner les revendications des ouvriers, après quoi les ouvriers ont déclaré qu'ils écartent maintenant toute responsabilité de ce qui peut en advenir quant à la sécurité de la personne et de la propriété des patrons et de l'administration. Les troupes arrivent.

A Ekaterinoslaw, grève de plusieurs usines. *Trois salves* sur les grévistes, il y a quelques tués et blessés.

A Varsovie, grève des cordonniers. De grandes foules d'ouvriers parcourent *les rues, réclamant* l'abaissement du prix des loyers. Beaucoup de propriétaires obéissent.

A Minsk, la grève est générale depuis le 11 juillet. Toute vie de la ville est suspendue. De grandes foules d'ouvriers se promènent dans les rues.

A Batoum, grève générale parfaite depuis le 9 juillet. Comme à Minsk, la vie est tout à fait suspendue.

A Bialostok, la grève est devenue à peu près générale vers le 4 juillet. Il y a eu répressions, collisions entre les grévistes et *les troupes*. Le 4 juillet, *une bombe* est lancée ; sont grièvement blessés : le commissaire central, deux commissaires, un agent de police. Après l'explosion, *on* a tiré sur la police des rues adjacentes.

A Tiflis, les grèves ont commencé vers le 28 juin : la lutte est assez intense entre les rouges et les jaunes, qui sont la quantité négligeable et sont vite terrorisés. Vers le 3 juillet, la *grève* devient *générale*. Pendant cette lutte, les jaunes sont protégés par la police et les cosaques, et ont lieu plusieurs cas de répression des rouges. *Le 5 juillet, une bombe* qui n'éclate pas est lancée aux cosaques. *Le 6 juillet, trois bombes* sont lancées ; une n'éclate pas, les deux autres tuent un cosaque et un agent de police et blessent grièvement deux commissaires de police, un cosaque et deux portiers (qui sont mi-policiers en Russie). *Le 7*, encore *une bombe* est lancée d'une calèche qui a continué son chemin et a disparu. Il y a eu trois tués, dont un agent de police et un portier. Le même jour, un commissaire de police allait arrêter un Arménien ; ce dernier *a tiré* sur lui, la balle a traversé la poitrine du commissaire, et l'Arménien a été tué net par un coup de sabre d'un cosaque qui s'est trouvé tout près. *Le 8 juillet*, est arrêtée une Géorgienne portant un panier contenant *trois bombes de dynamite*. *Le 9 juillet*, un commissaire de police *est blessé* par un coup de revolver. *La ville et l'arrondissement sont proclamés en état de siège*. *Le* 10, la police a découvert une fabrique de bombes, dans une *maison* de campagne, à 8 kilomètres de la ville. Une patrouille de cosaques conduits par un officier de gendarmerie s'y est rendue et y a trouvé une *fabrique de bombes* du même système que celles qui ont terrorisé la ville. Il y avait 4 bombes de dynamite toutes faites, 24 inachevées, et une multitude de pièces préparées, près de 100 kilogr. de dynamite, de la nitroglycérine, des mèches, etc. Trois personnes sont arrêtées sur place, en flagrant délit. Pendant la perquisition, des coups de fusil et de revolver retentissaient autour de la maison ; on tirait sur les cosaques des jardins adjacents. Les cosaques répondaient de même. Plus tard, en examinant le jardin, on a trouvé par terre un homme inconnu grièvement blessé. *Le 11 juillet* s'est pendu (ou a été pendu ?) celui qu'on supposait être l'organisateur du laboratoire.

En plus de ces *actes terroristes* liés à des grèves, en ont eu lieu au courant de la semaine quelques autres. Ainsi :

Le 8 juillet, à Varsovie, un commissaire de police est mortellement blessé par plusieurs balles de revolver.

Le 8 juillet, à Taganrog, un commissaire de police est blessé par plusieurs coups de revolver. Personne d'arrêté.

Le 8 juillet, à Grodno, un commissaire de police est grièvement blessé par plusieurs balles de revolver. Personne d'arrêté.

Le 10 juillet, près de Riga, un employé de douane a arrêté un individu porteur de beaucoup de prospectus révolutionnaires. Aidé de gendarmes, ils se rendaient au poste de police, lorsque deux individus se sont jetés sur eux et ont tiré. L'employé de douane est grièvement blessé, le gendarme — légèrement.

Le 11 juillet, à Moscou, est tué net par cinq coups de revolver le gouverneur de la ville, pendant l'audience, devant un nombreux public. L'auteur de l'attentat a été assommé de coups, il a plusieurs côtes cassées, et arrêté. C'est un homme inconnu d'une quarantaine d'années, arrêté il y a quinze jours par soupçon ; lors de son arrestation il y a quinze jours, il tira sur l'agent de police qui l'arrêtait. Depuis, s'étant évadé de la prison, il s'est rendu à l'audience du gouverneur, où il a fait ce que nous savons. On prétend que les balles dont il s'est servi ont été empoisonnées. Après avoir tué le gouverneur, il voulait se suicider, mais en a été empêché par le public et la police.

Le 8 juillet, à Libava, il a manqué à la revision de l'arsenal plusieurs milliers de fusils et 50.000 cartouches.

Représailles : Le 8 juillet est *condamné à mort* par le conseil de guerre de Varsovie, le révolutionnaire Kraouse, âgé de 22 ans, pour l'attentat contre un agent de police à l'aide d'un revolver, le 15 avril, à Lodz.

Svoboda.

Notre prochain dessin sera signé Delannoy.

VARIÉTÉ

LE CHOIX DES ALIMENTS

(*Suite*) (1)

Ces connaissances sont de plusieurs ordres : celles des propriétés alimentaires des divers produits naturels nous sont fournies par les chimistes d'une façon qui permet déjà une appréciation très suffisante ; celles des conditions que doivent remplir ces aliments et d'autre part l'organisme humain en général pour en tirer parti, résultent des expériences des physiologistes. Enfin il reste à déterminer quels aliments conviennent à chaque individu et suivant son état de santé, et ce problème-là, c'est à lui-même de le résoudre, en se faisant aider par son médecin, ce qui sera souvent nécessaire.

Les lois générales de la physiologie ont cela

(1) Voir les numéros 9, 10, 11 et 12.

de commun avec celles de la statistique que, s'appliquant au genre humain, elles ne sont applicables à aucun homme en *particulier*.

Dans tous les traités de physiologie, on trouve l'indication précise de la quantité d'aliments nécessaire chaque jour à *l'homme pour se bien porter*.

Mais les chiffres diffèrent notablement, dans chaque ouvrage.

De plus, tous les auteurs ont soin de noter que la ration alimentaire varie :

1° Suivant l'âge ; les enfants ayant besoin de plus de nourriture et les vieillards de moins de nourriture que les individus d'âge moyen.

2° Suivant le sexe ; la ration alimentaire des hommes étant supérieure à celle des femmes, sauf au moment des époques, de la grossesse et de l'allaitement.

3° Suivant la constitution du sujet ; il est évident qu'une personne de grande charpente et de musculature développée consomme forcément plus qu'une personne chétive.

4° Suivant la température du milieu ambiant ; on mange moins en été qu'en hiver, et dans les pays chauds que dans les pays froids.

5° Suivant l'habitation : l'homme des villes consomme plus que celui des campagnes, et cela, pour diverses raisons, entre autres parce qu'il est en général de taille plus élevée, contrairement à l'opinion généralement accréditée.

Pour ne pas laisser de doutes à ce sujet, je citerai textuellement ce passage de Sappey, anatomiste dont les recherches consciencieuses font autorité :

« Déjà en 1829, Villermé a réuni une longue série de faits concluants. Non seulement la stature est plus haute chez l'habitant des villes, mais elle l'est d'autant plus que la ville est plus grande et plus féconde en ressources. Paris sous ce rapport, tient le premier rang. D'après les recherches de M. de Chabrol, la stature moyenne de l'homme serait de 1 m. 683. J'ai mesuré la longueur du corps de quarante hommes bien conformés, originaires de Paris, et de tout âge : leur taille moyenne s'est élevée à 1 m. 692.

« Pour la Belgique, Quételet a constaté que la taille moyenne à Bruxelles était de 1 m. 6623 et seulement de 1 m. 6325 dans les communes rurales.

« D'ailleurs la taille de l'homme est d'autant plus haute que le pays qu'il habite est plus riche, que sa nourriture est meilleure, et qu'il a éprouvé moins de privations et de fatigues dans l'enfance et la jeunesse. Les recherches statistiques sur la ville de Paris contiennent un tableau où les douze arrondissements (ancienne division) sont classés d'après la stature moyenne de leurs habitants ; or, cette stature est en raison de la fortune, ou mieux, en raison inverse des peines, des fatigues, des privations éprouvées dans l'enfance et la jeunesse. »

Les artistes sculpteurs ont été à même de constater, d'autre part, que les armures des guerriers du moyen âge étaient trop petites et trop étroites pour être endossées par les hommes qui leur servent de modèles. J'ai assisté personnellement à une de ces expériences.

Ces faits permettent de formuler la loi générale que la stature de l'homme se développe à mesure qu'augmentent les bonnes conditions de son existence, ce qui est d'ailleurs connu et accepté de tous, pour les animaux.

Pour en revenir aux conditions qui font varier la ration alimentaire, il faut enfin tenir grand compte du travail fourni, en entendant par travail toute dépense de forces quelle qu'elle soit.

C'est ainsi qu'un individu bien portant sentira davantage le besoin de nourriture après une nuit blanche, fût-elle passée dans l'inaction, qu'après avoir bien dormi.

Notons que *l'alimentation ne sert* pas uniquement à nous permettre de produire du travail. Elle sert, avant tout, à entretenir notre température moyenne qui est d'environ 37°, c'est-à-dire notablement supérieure à la température extérieure moyenne. Elle sert encore à permettre l'accroissement du corps qui se poursuit généralement jusqu'à trente ans.

En comparant l'homme à une machine, on peut donc dire que les aliments qui représentent le combustible se transforment pour la majeure partie en chaleur, et pour une autre partie en travail mécanique, sauf chez les individus de moins de trente ans, où une partie du combustible est employée à accroître la machine elle-même.

Quand on songe aux à-coups auxquels est, presque continuellement, exposée la machine humaine, on voit facilement qu'il lui est nécessaire de disposer toujours d'un surplus d'aliments constituant, en quelque sorte, une réserve en vue des excédents de travail.

La machine humaine est en effet douée d'une telle élasticité qu'elle peut, si on l'exige, dépenser en travail jusqu'à 35 o/o de l'énergie contenue en puissance dans ses aliments, tandis que les machines inanimées les plus perfectionnées ne transforment en travail que 15 o/o de l'énergie contenue dans le combustible.

Mais ce surcroît de travail est aux dépens de la température : ou, plus exactement, pour maintenir sa température intérieure, qui est une condition de vie, l'homme qui travaille plus qu'il ne devrait, eu égard à sa ration alimentaire, emprunte des aliments à sa propre substance. Il brûle ses tissus pour avoir le combustible nécessaire ; de là l'amaigrissement.

Il est évident qu'une telle usure ne peut se produire longtemps. En raison de la corrélation entre tous les organes, la fatigue entraîne bientôt une moindre capacité digestive, et l'homme surmené cesse de pouvoir s'alimenter, au moment où il lui serait nécessaire de se suralimenter.

Voilà les renseignements généraux que nous fournit la physiologie.

Elle nous apprend, en outre, à ne pas confondre la quantité de nourriture que nous avalons avec celle qui est réellement assimilée, c'est-à-dire qui, après bien des transformations, est finalement incorporée dans notre propre substance, pour la renouveler.

Cette distinction explique pourquoi les très gros mangeurs sont loin d'être vigoureux ni bien portants.

Elle nous fait comprendre aussi la très grande importance qu'il y a à choisir nos aliments parmi les substances les plus aptes à se prêter à ces transformations, autrement dit les plus aisément assimilables.

De ce choix, beaucoup plus que de la quantité des aliments, dépendent le bon entretien et le long fonctionnement de notre machine.

D'une façon générale, les substances tirées du règne animal sont plus assimilables que celles provenant des végétaux.

Tout le monde sait que le *lait*, seul aliment assimilable au début de la vie, reste encore le plus assimilable de tous les aliments pendant la vie entière, du moins pour la plupart des personnes, car toutes les lois qui concernent la nature comportent des exceptions.

Les substances tirées du lait : beurre et fromage, ainsi que les œufs, la viande maigre, sont aisément assimilables.

Parmi les végétaux, les pommes de terre, le riz, et la croûte de pain de première qualité bien cuit tiennent le premier rang.

Les graisses s'assimilent difficilement, sauf le beurre très frais.

Cette assimilation varie d'ailleurs :

1° Avec la préparation, suivant que chaque aliment est mieux débarrassé des parties moins assimilables qu'il contient naturellement.

2° Avec la composition du repas : le mélange de certains aliments facilite l'assimilation de chacun d'entre eux.

3° Avec la disposition personnelle du sujet, car il ne faut pas oublier que nous avons affaire à une machine infiniment variable dans sa capacité à se nourrir ; et c'est ce qui rend le problème si complexe et sa solution générale impossible.

Personne ne peut se rendre compte, par ses sensations, s'il a bien ou mal assimilé une nourriture quelconque.

(*A suivre.*) Dr E. D.

BIBLIOGRAPHIE

Regeneraçao (1), par Curvêlho de Mendoça.

Loin de la ville, au milieu de la nature luxuriante des « campos » brésiliens, s'élève la vieille Jérusalem, la *Propriété*, où règnent les préjugés et l'autorité, où l'intelligence s'étiole devant l'impossibilité de l'exercice des facultés, où les habitants végètent quand ils pourraient être dans l'abondance.

Mais Antonio, imbu d'idées libertaires, est chargé, par le tuteur de l'orphelin, futur propriétaire, de rendre à la vie productive la « fazenda ». Dans ces nouvelles fonctions, il agira suivant sa philosophie, et le bien-être du personnel producteur passera avant les bénéfices : le résultat moral et matériel est magnifique et de tous côtés accourent les pauvres manœuvres qui voudraient partager la vie de l'Eden créé par Antonio. Favoriser les producteurs, c'est léser l'exploiteur, et le naïf régisseur est chassé. Les pauvres paysans, après avoir goûté à la liberté, ne peuvent se résoudre à rentrer dans l'abjection d'autrefois ; ils le suivent et vont ailleurs associer leur travail pour garder leur indépendance. — L'orphelin, qui avait goûté quelque temps à leur vie de liberté, est pris de nostalgie ; après les causeries du soir, où Antonio instruisait ses camarades, la conversation des gommeux lui semble insipide et la dure mais libre existence qui l'attend au milieu des colons lui semble préférable à la pratique de l'hypocrisie bourgeoise : il les rejoint. Les charmes de la fille du libertaire, qui s'est improvisée institutrice, le fixent complètement : à sa majorité, il réclame son héritage, la vieille Jérusalem, où il réinstalle les colons. La « fazenda » délabrée devient une colonie communiste, l'obstacle la Propriété est supprimé et la nouvelle Jérusalem s'édifie radieuse au milieu de la magnifique nature. C'est le rêve que nous avons fait au moins une fois dans notre vie, c'est « la Clairière », où l'on respire, réalisée, la ruche d'où les essaims partiront pour contaminer les éléments de la vieille société, l'exemple d'entente générateur d'autres.

Le livre de notre camarade Curvêlho de Mendoça, par le charme qui s'en dégage et les exemples d'énergie dans la lutte pour l'idéal qu'il donne, fera certainement de la bonne propagande au Brésil et dans les pays de langue portugaise.

J. Leroy.

* *

Nous avons reçu :

Quelques autres (les rageurs), par L. Gatumeau et F. Fleuret ; 1 vol., 2 fr., chez Rey, 8, boulevard des Italiens.

The King and the anarchist, by Libertas ; 1 broch. à *Freedom*, 127, Ossulston street, London, N. W.

Russie et Japon, par L. Guétant ; 1 broch., imprimerie Delaroche, 85, rue de la République, Lyon.

Cooperazione proletaria, par Pruvost ; 1 broch. au *Riscatto*, Nice.

Conversacion de actualidad, 1 broch., Groupe de Balvanera, Bartolomé Mout, 2627, Buenos-Ayres.

La Chasse au pithécanthrope, par E. Maison ; une broch. chez Abry, 3, rue de la République, Annecy.

Belluaires et Porchers, par L. Bloy ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock, 155, rue Saint-Honoré.

La Feria (roman), par H. Rainaldy ; 1 vol., 3 fr. 50, Bibliothèque des auteurs modernes, 16, rue des Fossés-Saint-Jacques.

(1) H. Garnier, éditeur, 71, Rua do Ouvidor, Rio-de-Janeiro, et 6, rue des Saint-Pères, Paris.

L'Espéranto, par E. Sacré; brochure à l'Université Nouvelle, 23, avenue de Longchamps, Uccle-Bruxelles.

Nos enfants au collège, par le Dr Maurice de Fleury; 1 vol., 3 fr. 50, chez Colin, 5, rue de Mézières.

El dogma de la libertad de consciencia, par Christian Dam; 1 brochure gratis, Imprenta Union N. 335, Lima (Pérou).

Cantos augurales, por A. Vasseur; 1 vol., chez Bertani, Montevideo.

La tirania del frac, par D. Ghiraldo, au *Martin Fierro*, Buenos Ayres.

A voir :

La République, par Geoffroy; *Assiette au beurre*, nº 224.

Correspondances et Communications

★ **Fédération des Travailleurs agricoles** (Section des Pyrénées-Orientales).

Aux syndicats de travailleurs agricoles.

Camarades,

Le IIIe Congrès des travailleurs agricoles du Midi se tiendra les 13, 14, 15 et 16 août prochain, à la Bourse du travail de Perpignan.

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE :

1º Rapport de la Commission d'organisation ;

2º Rapport du Comité fédéral, compte rendu financier ;

3º Réglementation des travaux agricoles (propositions du syndicat de Capestang, Hérault) ;

4º La crise viticole et l'attitude des syndicats fédérés (question posée par la Section des Pyrénées-Orientales) ;

5º Organisation de l'Union fédérative nationale des travailleurs de la terre, Fédération des travailleurs agricoles du Midi, Fédération nationale des bûcherons, Fédération nationale horticole.

(Toute correspondance doit être adressée au camarade Escudier, à Canohès, P. O.)

★ TOULON.— **Jeunesse Syndicale.** — La Jeunesse Syndicale, voulant travailler à dégager complètement le syndicalisme de la politique, a décidé de prendre part à la lutte électorale et de mener une ardente campagne *abstentionniste*, mais pour cela nous avons besoin du concours de toutes les bonnes volontés.

Afin de faciliter l'accès de notre groupement à un plus grand nombre de camarades, les cotisations ont été portées de 0 fr. 50 à 0 fr. 25 par mois.

Une bibliothèque de plus de 200 volumes, montée avec nos seules ressources et à force de persévérance, est à la disposition de tous; les livres sont prêtés à chaque réunion, lesquelles ont lieu le 5 et le 20 de chaque mois.

CONVOCATIONS

★ **Association Internationale Antimilitariste** (Section du 20e). — **Réunion** le 31 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites.

Ordre du jour : La guerre peut-elle être utile à la révolution ? par Nestor Bosche.

★ **Syndicat des locataires de la Seine** (Section du 17e arr.). — Réunion de la section le 3 août, à 8 h. 1/2, au siège, 4, passage Davy, salle de l'*Aube Sociale*.

Causerie : *Le but et les moyens du syndicat.*

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy :

Vendredi 28 juillet. — Louise Magne : Revendications féministes.

Mercredi 2 août : 1º à 8 h. 1/4, *Conseil d'administration* ; 2º à 9 h., Alb. Laisant : Tsarisme et conséquence.

Vendredi 4. — Soirée mensuelle. — Dr Poirrier : L'Evolution de la matière inorganique. — **Entrée** : 0 fr. 25.

★ **L'Internationale Antimilitariste** (Section du 19e). — Réunion samedi 29 juillet, salle de la Renaissance, 5, rue de Flandre.

★ **Coopérative communiste du XXe**, 27, rue des Maronites. — Vendredi 28 juillet, à 8 h. 1/2, cours de solrésol (projet de langue universelle, par Boleslas Gajewski).

★ **L'Ecole libertaire** (12e arrondissement). — Ballade le dimanche 20 août. Excursion en break à Vélizy (S-et-O.). Orchestre complet. Bal champêtre. Concert vocal. Jeux nouveaux pour les enfants. Farandole et danse espagnole par de petits camarades. On emportera ses aliments.

Pour renseignements et adhésions, s'adresser à A. Chabridon, 22, rue du Rendez-vous.

★ **Groupe d'éducation libertaire** (12e arrondissement). — Réunion le mardi 1er août, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Ecole, rue du Rendez-vous, 22 (au fond).

Sujet traité : Aspect du naturisme libertaire, par Emile Gravelle.

Vente de brochures.

★ Samedi 29 juillet, à 8 h. 1/2, 45, rue de Saintonge, conférence publique et contradictoire par Paraf-Javal sur : Elisée Reclus, le transformisme géographique et l'anarchie. Entrée : 30 centimes.

★ **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Lundi 31 juillet, à 9 heures du soir, salle des Commissions (Bondy), Bourse du Travail, discussion entre camarades.

★ **Coopération des Idées**, 157, faubourg Saint-Antoine :

Vendredi 28 juillet. — Gustave Cahen : Histoire du portrait dans la peinture française (avec projections).

Samedi 29. — *La Bonne Espérance*, pièce en 4 actes, de Hermann Heyermann, représentation organisée par les camarades du Théâtre Populaire de la Coopération des Idées.

Lundi 31. — Dr Terrier : En lisant les *Caractères* de La Bruyère. — Cours de russe, par Pergamenzoff. — Cours de mandoline.

Jeudi 3 août. — Fortuné Henri : Communisme expérimental : La Colonie d'Aiglemont, son but économique, intellectuel et philosophique ; ses résultats.

Château du Peuple (groupement social des Universités populaires), 4, route du Champ-d'Entraînement (près la Porte de Madrid), Bois de Boulogne. — Dimanche 30 juillet : l'après-midi, Fête de l'Enfance ; le soir, à 8 heures, dans le parc, conférence de Sébastien Faure : La Ruche.

★ CAEN. — **U. P.**, 100, rue Saint Pierre. — Le vendredi 28 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, conférence par le camarade Picot.

★ LYON — **Internationale antimilitariste.** — Réunion vendredi 4 août, salle Riberolle, 62, rue Garibaldi (près le cours Morand).

Une permanence se tiendra tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, chez Chamarande.

★ PERPIGNAN. — **A. I. A.** — Samedi 29 juillet, à 8 heures du soir, au local habituel, réunion de la section.

Sujet traité : Le désarmement.

★ **Germinal.** — Dimanche 30 juillet, à 8 heures du soir, Bar des Variétés, causerie par Simian : L'Alimentation.

★ TROYES. — **Réunion** le samedi 29 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, au café Cogny, 14, rue Thiers.

Ordre du jour : Formation d'un groupe international antimilitariste.

Un oubli involontaire a fait qu'il manque une partie de la légende du dessin de notre ami Agard paru dans le dernier numéro.

Au-dessous du dessin devait se trouver la légende suivante :

De quoi ! des lampions, des drapeaux, des bouquets !
Ta pioche ! eh ! Jacques ?

AVIS

L'imprimeur vient de nous livrer le frontispice du IVe volume du supplément, superbe lithographie en couleurs de notre ami Lebasque.

Elle est mise en vente au prix de 2 francs, tirage ordinaire ; 3 fr. 50, tirage d'amateur.

Afin de faciliter aux camarades l'acquisition de nos frontispices, nous offrons, — le premier de Willaume étant épuisé, — les trois qui nous restent de Pissarro, Luce et Lebasque, au prix de 4 francs les trois, et les tirages d'amateur pour 7 francs

Il n'en sera vendu qu'un très petit nombre de collections à ce prix.

A NOS LECTEURS

Notre ami James Guillaume est en train de travailler à un ouvrage qui, après entente avec l'éditeur, s'appellera : *L'Internationale* (Documents et souvenirs, 1865-1878) (contribution à l'histoire de l'Internationale). L'ouvrage aura trois volumes.

Nul plus que James Guillaume n'était qualifié pour écrire l'histoire de l'Internationale, dont il fut un des membres les plus actifs. Et ce sera une véritable révélation pour ceux de notre époque qui, venus dans le mouvement alors que la plupart des initiateurs avaient disparu, ne connaissent de l'Internationale que ce que les « historiens » réactionnaires en ont écrit.

Le prix de chaque volume sera de 4 fr. 50.

Nous offrons l'ouvrage en souscription à nos lecteurs, à 4 francs le volume, rendu franco, à ceux qui s'engageront, dès aujourd'hui, à le recevoir.

Pour le moment, nous ne demandons que des adhésions. Le premier volume paraîtra en octobre.

Nous avertirons lorsqu'il faudra nous envoyer le montant.

Seulement, comme l'éditeur et l'auteur désireraient être fixés pour le tirage, nous prions les camarades de nous envoyer leur adhésion au plus vite.

LE COIN DES ENFANTS

Un de nos camarades instituteur a obtenu de faire acheter, par la municipalité de sa localité, 12 exemplaires du *Coin des Enfants*, pour être donnés comme récompense à la distribution des prix.

Nous sommes partisans de l'abolition des récompenses, mais étant donné que ça existe, c'est bien de faire donner des livres dont la lecture ne faussera pas l'esprit des petits lecteurs.

Si quelques camarades s'étaient remués en ce sens, on aurait eu là l'occasion de faire un peu de propagande.

Petite Correspondance

J. A., à Nice. — J'ai retrouvé. Si vous nous aviez envoyé votre dernière bande, vous m'auriez évité du travail inutile, et économisé des frais de poste à tous deux.

Il Pensiero, Rome. — Reçu les numéros. Merci. — Les *T. N.* sont toujours expédiés.

P. S., Ixelles — Reçu abonnement seulement nous perdons 10 0/0 sur les timbres. Prière d'en tenir compte.

L. B., à Bâle. — *L'Homme et la Terre*, de Reclus, oui, pouvons vous le fournir. 2 fr. 75 franco la série.

G. M., à Cremona. — Voyez ci-dessus.

Une de nos camarades a besoin d'apprendre la machine à écrire. Quelque camarade de Paris pourrait-il nous indiquer où il y a des cours gratuits à Paris ?

L. F., à Montauban. — Il n'y a pas eu erreur. Lorsque nous ne sommes pas avisés de cesser l'envoi, nous prenons remboursement quinze jours après l'abon. terminé. Beaucoup d'abonnés négligent de renouveler par paresse d'aller à la poste. Nous prenons pour 6 mois à cause des frais de poste qui grèveraient trop un de 3 mois.

Droit Social, à Saint-Denis. — L'échange est fait chaque semaine.

E. P., Kremlin. — Reçu dessin. Merci. Bonne volonté, mais pas assez saillant.

Henri C. — Reçu dessin. Je vous donnerai réponse dans un prochain numéro.

J. S., Perpignan. — Nous n'insérons pas de correspondances particulières dans le journal.

J. F., à Anvers. — Nous allons nous en occuper ; mais vous auriez dû me rappeler quels ouvrages devait contenir le paquet.

C. W., Mont-sur-Marchienne. — J'expédie les numéros. C'est une erreur de l'expédition.

Reçu pour le journal : D. Roussel, 1 fr. — V. Persan, 0 fr. 50. — Aubert et Genin, 1 fr. — H. F., à Saint-Briac, 0 fr. 25. — T., à Paris, 3 fr. — C. F., *Le Mans*, 10 fr. — N. P., à Coulanges, 2 fr. — Merci à tous.

F., à Feuquières. — L. M., à Lorient. — L. E., à Noyant. — M., à Montpellier. — B., à Roubaix. — F. P., à Herlaumont. — Jeunesse syndicaliste de Lorient. — S., à Corbeil. — C. L., à Vimoutiers. — M., à Brest. — E. J., à Albi. — D., à Masseret. — C. W., à Marchiennes. — P., aux Abrets. — D., à Rouen. — R. L., à Bordeaux. — L., à Lyon. — A., à Venzolasca. — Jeanquimarche. — V., à Nîmes.— Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie CHAPONET (Jean CUSSAC), rue Bleue, 7, Paris.


LES BOUCHES INUTILES
— L'Instituteur : voyons mon enfant, vous avez déjà entendu dire, qu'en temps de guerre, on supprimait les bouches inutiles.... qu'entend t'on par ces mots : bouches inutiles ?
L'enfant — Les bouches à feu.... m'sieur !
George Delaw patriote

11e ANNÉE. — N° 14. 5 AOUT 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50
LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la page 8 le dessin de Delannoy.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Pas de Supplément !

La Débâcle

Tandis qu'il envoie de Witte s'entendre avec son banquier (la France représentée par M. Rouvier), l'autocrate russe s'en va, à un rendez-vous de nuit, prendre conseil de l'autocrate allemand.

Cependant le congrès des propriétaires réunis à Moscou est tout prêt à constituer un régime parlementaire en face du régime tsariste, les zemstvos de Moscou et de Saint-Pétersbourg fixent au tsar un ultimatum, le menaçant d'établir des constitutions locales si, à la date du 28 juillet, il n'a pas réuni une assemblée constituante; les Polonais font la chasse à la police dans les rues, rétablissent, de leur propre initiative, l'usage de leur langue dans les rapports publics; les réservistes refusent de se laisser mobiliser, les navires doivent être mis sous le feu des canons des forts pour empêcher les équipages de s'en emparer, les soldats tirent sur les cosaques, et les chefs des cosaques déclarent qu'ils ne veulent plus servir de police.

Dans les campagnes, les paysans prennent les récoltes et brûlent les bâtiments des propriétaires et ceux-ci refusent de réclamer une indemnité.

Les enfants des écoles signent des revendications que nous voudrions voir surgir de nos brillants élèves de l'enseignement universitaire et ... le régime détesté par tous les citoyens et si violemment combattu par beaucoup d'entre eux, est encore debout !

Faut-il que soit puissante l'habitude de soumission de la masse aux autorités ! mais la débâcle est inévitable, certaine, prochaine, et ce sera comme la fonte des neiges sur les hauts sommets, il y aura de terribles avalanches. Comment le gouvernement français profite-t-il de la leçon ? Essaie-t-il de créer une soupape de sûreté, en cédant à quelqu'une des justes revendications des parties malheureuses de la population, ou en ne mettant pas trop ouvertement toutes les forces dont il dispose au service du petit groupe des exploiteurs ? Ce serait sage, et prudent.

Voici ce qu'il fait : chaque fois que des ouvriers emploient, pour se défendre contre la rapacité de leurs employeurs, le seul moyen dont ils disposent : la grève, le gouvernement fournit aux employeurs, pour faire leur ouvrage, des soldats, c'est-à-dire des prolétaires obligés d'abandonner à l'Etat plusieurs années de leur existence, sous prétexte de défendre le sol natal. Les théoriciens bourgeois invoquent la nécessité de ne pas laisser perdre les denrées et d'approvisionner les consommateurs. Comment n'opposent-ils pas ces considérations aux spéculateurs capitalistes qui accaparent les marchandises de première nécessité pour en faire hausser le prix jusqu'à des sommes inabordables pour les petites bourses et qui n'hésitent même pas à détruire ces denrées, s'ils y trouvent intérêt !

Cependant ces soldats, ce sont les contribuables qui les entretiennent à grands frais, et les contribuables sont représentés surtout par la masse des travailleurs. Or le projet de budget pour 1906 prévoit 3.700 millions de dépenses ; près de quatre milliards. C'est une augmentation de 67 millions sur le budget de 1905. Le budget de la guerre, qui était de 684 millions pour 1905, passe à 716 millions (déclarés) en 1906. Le nouveau programme naval comprend la mise en chantier de 24 cuirassés et la création de deux bases navales en Indo-Chine. La visite du ministre de la marine à Bizerte pour assister à la lente asphyxie des malheureux enfermés dans le *Farfadet* lui a permis de constater la nécessité..... de pourvoir la ceinture fortifiée de ce port de nouveaux moyens de défense.

Enfin il y a les déplacements de troupes en cas de grèves, qui coûtent cher, non pas aux patrons qu'elles vont défendre, mais à ceux qu'elles menacent de fusiller. Ne va-t-il pas falloir doter richement le nouveau corps d'élite que la France va avoir l'honneur d'inaugurer : la gendarmerie mobile, les cosaques ambulants ! C'est un métier où on ne travaille pas pour rien.

Allons, camarades, comptez vos sous et numérotez vos abatis. Vous pouvez être sûrs d'écoper : si vous baissez le nez, c'est le patron qui vous affamera ; si vous regimbez, c'est l'Etat qui vous fera tirer dessus ; et il en sera ainsi, jusqu'à ce que la débâcle se fasse chez nous aussi, et il suffit d'un bout de rocher qui dégringole pour entraîner toute la masse, quand elle est près de son point de fusion.

Michel Petit.

CROCS ET GRIFFES

M. Henry Houssaye, écrivain réactionnaire, présidait et discourait l'autre jour à la distribution des prix des jeunes bourgeois du collège Stanislas.

Au cours de sa patriotique harangue, le bonhomme n'a pas craint de faire, devant ses jeunes auditeurs, l'apologie du crime de Limoges et des assassinats de malheureux Chinois.

« Il y a cinq ans, s'est écrié ce bizarre éducateur, nos soldats montraient en Chine leur vaillance accoutumée. Il y a cinq mois, ils montraient aux grèves de Limoges leur esprit de discipline. »

Demain, parmi les jeunes bourgeois devant qui M. Houssaye a fait l'apologie des assassinats de travailleurs, certains seront à leur tour des exploiteurs, ils se rappelleront l'enseignement de leur maître et feront à leur tour appel à « l'esprit de discipline » des soldats.

Et il y a des gens qui, après cela, s'étonnent que la « lutte de classe » existe.

P. D.

Le Mouvement en Italie

Quand cessera-t-il, ce dangereux venin qu'est la politique, d'empoisonner le mouvement social? C'est ce qu'on est porté à se demander lorsqu'on constate combien en est encore imbue toute initiative, toute propagande, toute action soi-disant émancipatrice des opprimés.

Voilà trente-cinq ans que le peuple italien a effectué son unité, qui devait lui donner plus de liberté et de bien-être. Aussi a-t-il attendu en vain la réalisation, ne fût-ce que partielle, des programmes mirifiques dont se paraient tour à tour les politiciens des partis démocrate, républicain et socialiste. Ce dernier, tombé, comme dans d'autres pays, aux mains d'avocats et d'autres professionnels ambitieux de popularité et avides de sinécures, constitue aujourd'hui le repaire de tous les endormeurs et des pires charlatans. C'est l'allié de la bourgeoisie pour enrayer tout mouvement ouvrier quelque peu viril, toute initiative timidement anti-autoritaire, pour renforcer l'Etat contre les opprimés. Au début, jeune encore et restreint, il se proposait de donner l'assaut à la citadelle de l'Etat bourgeois... pour la démolir; aujourd'hui, ses chefs y ont pénétré... pour y rester et la renforcer, naturellement, par la législation ouvrière, les arbitrages, etc.

Le peuple, les travailleurs, qui avaient conçu des espoirs, qui s'étaient épris d'enthousiasme aux sollicitations flatteuses, aux promesses d'un paradis terrestre surgissant de l'urne électorale, de la conquête du pouvoir politique, voient s'évanouir leurs illusions. On se retrouve au point de départ : tout est à recommencer. Que faire?

L'action des anarchistes n'a pas toujours pu se manifester, en Italie, d'une façon suivie et profonde. Trop grandes furent les persécutions qui s'acharnèrent contre ceux de nos camarades qui s'avisaient de propager par la parole et par l'écrit les idées anarchiques et la méthode révolutionnaire. C'est ainsi que les meilleurs parmi les militants, tels que Malatesta, Galleani, Gori, ont dû, quand ils n'étaient pas en prison ou au *domicilio coatto*, s'exiler à l'étranger d'où il ne leur était permis d'exercer qu'une action indirecte et insuffisante sur le mouvement de leur pays. Et comme l'action pratique faisait défaut, l'esprit critique des camarades se développait tellement, qu'ils tombèrent dans les plus absurdes exagérations. Et il arriva que, — pendant que les plus actifs propagandistes de l'Internationale en Italie avaient été des anarchistes et que des anarchistes toujours avaient largement contribué aux débuts de l'organisation ouvrière de l'Italie septentrionale, — après le congrès de Gênes de 1892, qui marqua la rupture définitive entre les socialistes parlementaires et les libertaires, ces derniers devinrent en partie ennemis des syndicats, s'éloignant de la masse et ne préconisant le salut que par l'action individuelle. D'un côté, donc, les politiciens qui leurraient le peuple en l'acheminant sur la voie des compromissions et du quiétisme, et de l'autre les anarchistes s'isolant de la masse, se chamaillant sur des mots, lorsque la réaction ne les obligeait à se sauver au dehors.

Ce ne fut que vers 1896 que la propagande reprit d'une façon plus systématique : seulement, par réaction aux théories négatives de toute organisation qui avaient faussé le mouvement en lui aliénant la sympathie des travailleurs et le réduisant en chapelles innombrables et sans influence, on voulut donner une importance capitale, une valeur absolue, à l'idée d'une organisation strictement établie du mouvement même. L'incompatibilité du tempérament anarchiste avec une idée semblable, non moins que la successive réaction de 1897-1898, fit échouer les nombreuses tentatives en ce sens. Tentatives reprises avec pas plus de succès deux ans plus tard, dans quelques localités, comme Rome, Ancône, les Romagnes, etc.

Ce qu'il fallait, ce n'était pas tant une « solide » organisation anarchiste, que la participation active et intelligente des camarades au mouvement ouvrier pour y neutraliser l'influence néfaste des quémandeurs de suffrages et y activer un courant révolutionnaire et anti-autoritaire. C'est ce que ne surent pas comprendre — et je le déplorais ici même lors de la grève générale de septembre 1904 — les camarades du *Grido della Folla* de Milan qui, disposant d'un organe soutenu par le louable effort de nombreux camarades, auraient pu faire une besogne remarquable dans cette direction, dans un centre industriel si important. Mais ils préférèrent ressusciter les éternelles discussions sur la supériorité des théories de Stirner ou de Nietzsche sur celles de Kropotkine ou Malatesta, ce qui pouvait bien intéresser une restreinte chapelle d'initiés, mais devait inévitablement éloigner la masse ouvrière, dégoûtée du socialisme parlementaire, mais tout de même encore réfractaire aux déclamations philosophiques que prétendaient lui servir les rédacteurs du *Grido della Folla*.

Et ce que les anarchistes ne surent ou ne voulurent faire, l'entreprirent les socialistes de la nouvelle tendance soi-disant révolutionnaire, qui a pour organe l'*Avanguardia Socialista* et qui correspond à peu près à la tendance des socialistes de l'*Avant-garde* et du *Mouvement Socialiste* de Paris. Ils ouvrirent les colonnes de leur journal aux questions ouvrières et c'est eux qui furent l'âme de la grève générale de Milan et qui appuyèrent le plus le mouvement des *ferrovieri*, que l'attitude indifférente, voire même hostile, des députés socialistes fit échouer.

J'appelle « soi-disant » révolutionnaire cette tendance, car la nouvelle fraction « syndicaliste » du parti socialiste italien commet, à l'instar de la même fraction française, l'inconséquence d'admettre parmi ses moyens de lutte l'action électorale et parlementaire, tout en reconnaissant l'inutilité, la nocivité même, du parlementarisme et se disant adversaires de l'Etat. Tout en admettant la bonne foi et en reconnaissant la volonté et l'intelligence de Labriola, Orano et des autres chefs intellectuels de ce mouvement, on est donc en droit de se demander pourquoi ils ne vont jusqu'aux dernières conséquences de leurs affirmations en se déclarant nettement anarchistes : leurs réserves quant à l'action parlementaire doivent être pour nous de capitale importance, puisque c'est juste là la grande cause de la dégénérescence du socialisme. Ne s'agirait-il que d'un nouveau moyen pour se procurer de la popularité et l'appui de certains anarchistes et qui aboutirait à une nouvelle mystification?

Le peuple s'est vu berné par tous les partis, à commencer par les radicaux jusqu'aux socialistes réformistes. Turati et autres sont jugés depuis longtemps : Ferri, ce charlatan du socialisme, qui condamne à la Chambre toute action révolutionnaire, pendant qu'un économiste bourgeois comme le professeur Pareto exalte publiquement la force et la violence comme conditions indispensables de victoire dans la lutte sociale; Costa, cette vieille cariatide, qui chez le peuple voudrait toujours passer pour révolutionnaire, mais qui à la Chambre ne sait que pleurnicher une invocation de grâce pour les victimes de la réaction qui attendent toujours que l'action populaire les arrache des cachots où ils gisent depuis des années : tous ces gens-là se démasquent peu à peu d'eux-mêmes par leur lâcheté et leurs calculs mal déguisés.

Débarrassons-nous donc une bonne fois des équivoques. Et surtout que les anarchistes, qui pourraient disposer d'un considérable champ d'action propice à une propagande résolument anarchiste et sincèrement révolutionnaire, ne continuent pas, d'un côté, à s'enfermer dans la tour d'ivoire des discussions stériles et, de l'autre, à s'acharner, comme le font les camarades de l'*Agitazione*, à vouloir enrégimenter les anarchistes italiens dans un « parti » qui ne pourrait se résoudre, si les efforts de ses partisans étaient couronnés de succès (et j'en doute pour mainte raison!), qu'en une expression de vaine formule et qui les entraînerait aux inévitables erreurs du passé.

A ces conditions seulement, les anarchistes pourront s'adonner à un sérieux travail de régénération et d'émancipation des travailleurs italiens.

FRAM.

DES FAITS

La prostitution en Russie.

Il n'y a pas, pour les femmes du peuple, de métier mieux rétribué que la prostitution. Une bonne couturière gagne 30 roubles par mois et une prostituée se fait facilement 50 roubles. Les lois russes encouragent la prostitution. Les jeunes juives n'obtiennent le droit de résider hors de leur zone de séjour qu'en se faisant prostituées. Des jeunes filles, venues dans les capitales pour y faire leurs études, durent prendre la carte jaune qu'on délivre aux prostituées, sans quoi elles n'eussent pas eu le droit d'habiter la ville, et par conséquent d'être admises à l'Université. Si, d'ailleurs, lors de l'inspection médicale à laquelle elles sont soumises, on constate leur virginité, on leur reprend la carte et elles doivent quitter l'Université.

(L'Européen.)

Errata. — L'article *La Crise viticole*, inséré dans le numéro 12 du 20 juillet, a été mis, par erreur, comme venant d'Aubignan, tandis qu'il nous a été envoyé de Montpellier.

MOUVEMENT SOCIAL

Une odyssée. — Evadé des geôles italiennes, cheminant sur les routes en Suisse, chassé de son travail en France comme syndiqué, arrêté arbitrairement lors de l'attentat contre Troubetzkoï, ayant eu récemment un drame interdit par la censure, un ouvrier relieur italien, Aurelio Barbi, qui vient de passer plusieurs semaines à l'Hôtel-Dieu de Beauvais, pour une opération, a été expulsé ces jours-ci de cette ville sur l'ordre de la préfecture de l'Oise.

Son grand crime était de dire franchement ce qu'il pensait, en paroles et dans ses écrits.

Si la société capitaliste a juré sa crevaison, elle n'a plus grand effort à faire.

A. PR.

❖ ❖

Jugés par eux-mêmes. — Du journal *Le Socialiste du Centre* avec lequel nous ne sommes pas toujours d'accord, mais qui n'en publie pas moins parfois d'excellents articles, nous extrayons les lignes suivantes :

« Le ministre des affaires étrangères, le Rouvier du Panama, recevait l'amiral May, un des chefs de la marine anglaise. Le *citoyen Jaurès choquait le verre dans ce monde aristocratique de la haute finance et de la haute armée.*

« Quelques jours plus tard, à Saint-Etienne, le citoyen Briand recevait le ministre de l'intérieur, et on se congratulait à plaisir. M. Etienne a comparé le député socialiste (?) à Gambetta, et le citoyen Briand a célébré le « ferme républicain » qu'est M. Etienne.

« La place d'un socialiste n'est pas au milieu de généraux, de ministres, d'amiraux, d'archevêques, de toute la clique des gouvernements capitalistes. C'est avec le prolétariat qu'il faut être, c'est avec lui qu'il faut rester.

« Que Jaurès aille à Londres s'il le veut avec Bebel. Il trouvera là-bas des Anglais qui sont nos frères.

Mais s'il est réellement avec l'Internationale ouvrière, il nous semble qu'il a autre chose à faire que de sabler le champagne avec les amiraux d'Edouard VII.

« Quant à M. Briand, son cas est plus extraordinaire encore. Il est un homme que le prolétariat a en horreur, c'est un nommé Etienne, directement responsable des fusillades de Limoges. C'est lui qui a voulu la saignée, c'est lui qui eût pu résoudre le conflit et qui ne l'a pas voulu. C'est l'homme du patronat, le valet à tout faire de la classe capitaliste. Et c'est Etienne le fusilleur, celui qui, dans sa rage contre le mouvement ouvrier, n'a pas hésité à aller jusqu'au crime, c'est lui que Briand reçoit avec pompe et qu'il qualifie de « ferme républicain ».

Notez que c'est un journal socialiste, unitaire, etc., qui dit cela et non un de ces infects anarchistes calomniateurs.

Parions tout de même que certains « sociaux » de Troyes, très pointilleux, n'afficheront pas la prose de leur confrère socialiste.

Il n'est pas utile qu'on sache que Jaurès sable le champagne avec les amiraux anglais, ni que Briand, après s'être fait congratuler par Etienne, se ballade en landau entre deux généraux.

Ce sont là des « petits profits » très socialistes que l'électeur doit ignorer.

N'est-ce pas, camarades de Troyes?

P. D.

❖ ❖

Reims. — Je trouve dans un quotidien à six pages, qui a la spécialité des campagnes de presse à grand orchestre, le texte d'une affiche signée de deux sommités médicales contenant quelques conseils pour la conservation de la santé. L'intention est bonne, et bien que ces Messieurs sachent, mieux que personne, à quoi s'en tenir sur les causes des maladies qu'ils souhaiteraient voir combattre préventivement, il faut reconnaître que cette tentative peut donner quelques résultats. Mais où l'ironie dépasse toute mesure, c'est dans la recommandation suivante, par laquelle débute le placard : « Choisir un logement aéré et, autant que possible, ensoleillé. »

Eh bien! ici, à Reims, dans cette ville d'industrie lainière où les salaires de famine sont devenus la règle, on ne saurait mieux se moquer du monde. C'est comme si on conseillait une nourriture saine et abondante à un père de famille qui « gagne » 3 francs par jour. Et il faut avoir vu, de ses yeux vu, des choses ignorées de bien des Rémois, c'est-à-dire les « logements » des cours du Barbâtre, cour Coulon, cour des Echelles, et tant d'autres cours infectes des faubourgs, pour apprécier toute la saveur du judicieux conseil des docteurs.

On rougit d'être homme, on maudit une organisation dite sociale où tout n'est que décor, façade, hypocrisie, quand on a visité ces tristes taudis : pièces basses noircies de fumée où l'air ne se renouvelle pas, souvent en contre-bas du niveau de la cour, où s'entassent des malheureux à la face terreuse, des jeunes gens décolorés par l'anémie, des enfants chétifs, dans une promiscuité lamentable et l'absence complète de l'hygiène la plus élémentaire.

Choisir un logement !... Mais comment « choisir » avec des salaires qui vous empêchent tout juste de mourir de faim et vous obligent fatalement à subir les ignobles cahutes de M. Vautour, dont on connaît les procédés humanitaires et philanthropiques. Le plus fort, c'est que nous avons, comme ailleurs, une commission d'hygiène composée de doctes et graves personnages, chargée de visiter les logements insalubres. Il faut supposer qu'elle ne trouve pas suffisamment insalubres les logements en question, puisque les rapports très scientifiques qui doivent suivre ses enquêtes, n'aboutissent pas à faire démolir purement et simplement tant de sales baraques.

Je souhaite, comme conclusion, que ce soit une des premières besognes de la prochaine Révolution. C'est le droit de tous, c'est le droit des travailleurs qui font des maisons et même des palais, d'habiter au moins un logement sain, « aéré et ensoleillé ». Nous nous garderons bien de toucher aux luxueux hôtels du boulevard Lundy et d'ailleurs, où les invalides du travail finiraient doucement leurs jours, mais nous raserons jusqu'à la dernière les infâmes bicoques qui sont de véritables foyers de maladies infectieuses. C'est par là qu'il faut commencer et les meilleurs conseils ne sont qu'amère dérision, quand ils s'adressent à des malheureux, victimes des atroces conditions économiques que nous subissons avec une patience vraiment excessive.

S.

30 juillet 1905.

MONOGRAPHIES

Le Morvan.

Le Morvan est l'un des plus vieux *pays* de France et l'un des plus originaux. Pays de montagnes, de forêts et d'eaux abondantes, où vit un peuple de laboureurs, de bûcherons et de bouviers. Il dresse son massif triangulaire au centre de la France, entre l'ancien Nivernais et l'ancienne Bourgogne, et bien qu'administrativement, les départements de l'Yonne, de la Côte-d'Or, de Saône-et-Loire et surtout de la Nièvre se le soient réparti, il garde une remarquable individualité géographique.

C'est un *pays de loups*, disaient les ancêtres. Et le Morvan était, en vérité, extrêmement arriéré et pauvre; les voyageurs s'accordaient pour décrier l'infécondité de son sol et plaindre la misère de ses habitants. Aujourd'hui, des routes l'ont transpercé de toutes parts ; le chaulage a fertilisé les champs et là où seuls venaient jadis le sarrasin et la pomme de terre, on fait croître à présent un assez beau froment. Enfin l'élevage a réalisé de gros progrès, par la substitution de la belle race bovine *charolaise-nivernaise* à l'ancienne race locale, uniquement propre aux charrois. Quant au porc, il est ce qu'il fut toujours : la vraie bête du paysan morvandiau.

Médiocre producteur de pain, le Morvan est donc devenu un bon producteur de viande.

Il est non moins bon producteur de bois. Depuis 1549, jusque vers le milieu du dernier siècle, c'est lui qui, presque exclusivement, chauffait Paris, avec son *bois de moule* qui descendait jusqu'à la grande ville par un moyen d'une étonnante simplicité : le flottage, — flottage à bûches perdues jusqu'à Clamecy, sur l'Yonne, jusqu'à Vermanton, sur la Cure, flottage en trains ensuite. Vers 1880, le flottage en trains a disparu, vaincu par la batellerie; mais le flottage à bûches perdues subsiste, quoique bien diminué, depuis que les charbons ont succédé au bois dans le chauffage moderne. Trois ou quatre mille décastères sur l'Yonne, la moitié à peine sur la Cure, composent aujourd'hui le *flot* unique du printemps. Mais l'Yonne connut jadis des flots de 25.000 décastères et plus, la Cure des flots de 9 à 10.000 décastères.

Le Morvan est donc un pays essentiellement agricole et sylvicole. L'industrie y est nulle. Des moulins cependant, assez nombreux, des huileries, des tuileries, des carrières occupant chacune trois ou quatre ouvriers, rarement plus. La population du Morvan se répartit en d'innombrables hameaux et il n'y a point de vraies villes. Autun toutefois fait exception, avec ses 15.000 habitants. Mais Château-Chinon n'en a que 2.000, Saulieu et Lormes que 3.000. Quant à Avallon, elle est personnellement plus bourguignonne que morvandelle.

Qui sait cependant si un avenir industriel n'est pas promis au Morvan ? Les chutes d'eau y sont nombreuses. Captées et utilisées comme forces motrices, peut-être doteront-elles un jour le pays d'industries vraiment prospères.

Le Morvan, surtout à cause de ses vastes forêts, est un lieu de grands propriétaires, parmi lesquels de nombreux hobereaux qui par leurs gardes règnent véritablement sur la contrée. Il est des propriétés qui s'étendent parfois sur cinq ou six communes.

Il n'y a pas en Morvan, non plus que dans le Nivernais et le Berri, de bûcherons de métier (exception faite des scieurs de long). Tout paysan sait manier la cognée et la scie et va, l'hiver, *bûcher* au bois. Il se fait ainsi de 2 fr. 50 à 2 fr. 75 par jour, depuis que les grandes grèves des dernières années (qui ont beaucoup moins affecté le Morvan que le pur Nivernais) ont relevé partout, presque de moitié, le taux des salaires. Les *coupes* qui se font pour le compte de marchands de bois, bien plus que des propriétaires forestiers, commencent après la Toussaint et se prolongent jusqu'à la fin de janvier.

Au printemps, le journalier s'emploie au flottage sur les petites rivières, mais surtout il devient ouvrier agricole et alors, pour dix heures de labeur, il obtient de 25 à 30 sous, et les chômages sont fréquents! Ce n'est qu'en juin et en juillet, pour les foins et les moissons, qu'il peut se faire entre 2 fr. et 2 fr. 50, avec des journées de 16 à 18 heures.

L'ouvrier d'état — charron, forgeron, menuisier, sabotier, gagne de 35 à 40 sous, sauf dans les petites villes où son salaire peut monter jusqu'à 3 francs, jamais plus. De rares spécialistes seuls connaissent les journées de 4 et de 5 francs.

A Saint-Honoré-les-Bains, les employés de l'établissement thermal, occupés de juin à septembre, ne reçoivent aucun salaire et n'ont pour vivre que les pourboires.

A l'abondance des châteaux correspond une nombreuse valetaille. Aussi le pays fournit-il un fort contingent de larbins qui, leur pelote faite, rentrent au village et mènent une vie de petits bourgeois.

Pas mal de Morvandiaux émigrent une partie de l'an. Les uns vont au bas pays (Nivernais) faire des charrois ou s'employer aux travaux de la ferme, mieux rémunérés là que chez eux. D'autres vont travailler aux coupes de bois à cent ou deux cents kilomètres de leurs villages. Peu se dirigent sur Paris et les centres d'industrie.

Les femmes sont de rudes ouvrières, qui triment dur. Servantes dociles de l'homme, elles l'accompagnent aux champs pour les foins et la moisson ; ce sont elles qui soignent les vaches, les poules, l'inévitable cochon, et aussi la nombreuse marmaille du paysan. Elles font le beurre et le fromage qu'elles portent ensuite au marché. Leurs qualités d'excellentes vaches laitières ont doté la contrée d'une industrie bien imprévue : l'*industrie nourricière*. Elle naquit ou plutôt se développa après 1840. En 1861, le canton de Montsauche envoyait à Paris 1.897 *nourrices sur lieu*. A Frétoy, de 1871 à 1881, sur 186 accouchées, 115 allèrent *faire une nourriture* à Paris. Bien souvent cependant, le mari se goberge sans rien faire et les enfants abandonnés meurent d'entérite.

Le Morvan, d'autre part, est une vaste garderie d'enfants assistés : ce sont les *petits Paris* qui, une fois grands, restent dans le pays, s'y marient et y font souche.

Le pain vaut 0 fr. 28 le kilo; la viande, de 1 fr. 60 à 2 fr. 10 le kilo. Les farineux composent le fond de l'alimentation paysanne et la viande n'apparaît au village que les jours de fête.

Les logements d'une chambre avec jardinet se paient de 110 à 120 francs. Ceux de deux chambres valent de 130 à 150 francs. L'hygiène et le confort font absolument défaut.

Les paysans, petits propriétaires, ont une renommée d'avarice et de ruse. Ils sont fort superstitieux, sont ignorants, vivent dans la crainte du riche; l'auberge est leur seule distraction. Les petits commerçants ont la mentalité fort basse; chez les journaliers, l'inconscience est à peu près complète, et toute l'éducation prolétarienne est encore à faire. Il est à croire pourtant que le mouvement qui entraîne les bûcherons et ouvriers agricoles du *plat pays*, c'est-à-dire du Nivernais, vers l'action économique, gagnera le Morvan et qu'alors les curés, bourgeois et politiciens radicaux auront fini de rire.

O. P. et Ax. D.

❖ ❖

MOUVEMENT OUVRIER

Le régime de terreur et d'expulsions qu'a adopté le gouvernement dans l'espoir de réduire le mouvement gréviste du bassin de Longwy ne lui a pas réussi, au contraire.

Depuis l'expulsion du socialiste italien Cavalazzi, l'agitation n'a fait qu'augmenter d'intensité et l'on peut dire, à l'heure où j'écris, que l'arrêt du travail est à peu près général, notamment à Hussigny, à Moulaine, à Saulnes, centres métallurgistes peu éloignés les uns des autres dans les environs de Longwy. La partie du bassin intéressée par la grève s'étend dans un rayon de 15 kilomètres de longueur sur environ 8 de large où, aussi bien dans les mines que dans les hauts fourneaux, la grève est générale.

Les capitalistes de la région qui, il n'y a pas bien longtemps, étaient habitués à ce que tout cédât à leurs volontés, ont été pris d'une frousse terrible devant la révolte de leurs esclaves, et ont exigé que le gouvernement les protège, eux et leurs propriétés.

De fait, il y a actuellement 4.000 hommes de troupe dans la région placée sous le commandement du général Guinot et éparpillées dans les communes de tout le bassin. Il y a des cuirassiers à Tiercelet et à Villerupt, des dragons à Mont-Saint-Martin et à Moulaine, des hussards à Saulnes, à Godbrange et à Hussigny. Le génie, venu de Verdun, campe à Mont-Saint-Martin et garde le tunnel qui relie la commune à Moulaine, où passent d'ordinaire de nombreux trains chargés de fonte.

Le ministère Rouvier-Etienne n'est pas satisfait des massacres de Limoges. Les trusteurs de Longwy exigent, eux aussi, sans doute, une saignée qui — du moins ils l'espèrent — calmerait leurs malheureux exploités.

La proportion des ouvriers étrangers est énorme ; les Italiens seuls sont dans la proportion de 65 0/0,

et, il faut bien le dire, ce sont eux qui se montrent les plus énergiques et les plus décidés dans le mouvement actuel; l'expulsion brusque de leur compatriote ne semble pas avoir eu d'autre résultat que de les exaspérer davantage. L'espoir formé par le patronat que, lui parti, le mouvement prendrait fin, a été déçu. Les militants qui apportent leur concours aux grévistes n'ont jamais été si nombreux; et, à côté de la Fédération de la Métallurgie, à laquelle les syndicats de la région sont adhérents, qui maintient continuellement un de ses propagandistes, toutes les organisations syndicales viennent en aide aux grévistes.

Je rappelle leurs principales revendications : augmentation des salaires — retour aux anciens tarifs de 1902 réduits depuis de 15 à 25 0/0; contrôle aux frais des ouvriers sur la pesée du minerai; paie à la quinzaine sans obligation de se fournir dans les économats patronaux.

Des manifestations ont lieu chaque jour, les grévistes de plusieurs communes se rendent dans une commune environnante et des réunions ont lieu. Naturellement police et gendarmerie, qui reçoivent les ordres du patronat, opèrent; des arrestations ont lieu et les condamnations pleuvent dru sur les grévistes.

Les soupes communistes, qui sont d'un grand secours, fonctionnent à la satisfaction de tous.

❖ ❖

L'expulsion de Cavalazzi, l'attitude nettement hostile des autorités, le parti pris en faveur du patronat, ont naturellement exaspéré la classe ouvrière. Ce que voyant, Jaurès et deux ou trois députés socialistes sont allés trouver le ministre Etienne pour « protester » contre l'attitude des autorités. Etienne a écouté les députés socialistes, et, une fois ceux-ci partis, il faisait un communiqué à la presse qui montre bien que l'intervention « parlementaire » n'avait servi à rien, comme l'on peut en juger.

« En prenant les mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre public, dit le communiqué le gouvernement avait entendu observer la plus scrupuleuse impartialité entre les intérêts en présence, et n'avait pas perdu de vue l'intérêt capital qui s'attachait à la solution amiable du conflit. »

Jaurès et ses compères ne se montrent pas satisfaits de ce coup droit donné à leur intervention et l'un d'eux annonce l'intention qu'ils ont d'interpeller le gouvernement... à la rentrée des Chambres, au mois de novembre prochain.

❖ ❖

Enfin, pour terminer, au moment où nos socialistes se montrent si patriotes, où un Viviani nous vante « la plus douce des patries », il est bon de faire remarquer que les capitalistes pratiquent, eux, l'internationalisme le plus large.

L'action du président du cartell des aciéries de France, du Luxembourg, d'Allemagne et de Belgique continue à s'exercer contre le citoyen docteur Cavalazzi qui, après avoir été expulsé du Luxembourg, s'était installé à Athus, en Belgique, à 2 kilomètres de Mont-Saint-Martin. Les démarches faites par le baron Dreux auprès du gouvernement belge ont abouti et Cavalazzi a reçu ordre de quitter la Belgique.

Tels sont les principaux incidents qui ont marqué, ces jours derniers, cet important et typique conflit économique où l'on voit nos capitalistes « français » n'employer presque exclusivement que de la main-d'œuvre « étrangère », dans le but de restreindre les salaires et d'éluder certaines lois qui avantagent les « nationaux ».

Enfin un gouvernement soutenant ostensiblement un capitalisme international, violant ses propres lois, contre les revendications prolétariennes.

La classe ouvrière a une fois de plus l'assurance qu'il n'y a pas, dans la lutte économique, d'intérêts supérieurs aux intérêts capitalistes. Le conflit économique actuel vient une fois de plus le démontrer surabondamment.

❖ ❖

Une grève des ouvriers en machines-outils dure depuis déjà deux semaines aux usines Serpollet. Les ouvriers, pour la plupart des tourneurs, réclament le renvoi d'un contremaître, prétendant que la présence de ce dernier, un ancien ouvrier pris parmi eux, ne leur donne pas de garanties suffisantes au point de vue de la sécurité du travail, et qu'il se montre aussi insolent que stupide dans ses nouvelles fonctions. Lundi matin, les grévistes ont tenté d'enlever le contremaître de l'atelier pour le conduire dans la rue, et ils avaient fait irruption dans les ateliers pour mettre leur dessein à exécution, mais l'intervention de la police, seule, les en empêcha.

❖ ❖

Le métier de chien de garde du capital devient décidément de plus en plus dangereux. Lundi dernier, au moment où il venait prendre son travail chez son patron, Pougeot, mécanicien, rue Sedaine, un contremaître, Désiré Waterlot, a été attaqué par un ouvrier de la maison, qu'il avait renvoyé la semaine dernière.

Cet ouvrier, Emile Sépholis, âgé de trente et un ans, a tiré sur Waterlot deux coups de revolver, et l'a atteint à la tête.

Le blessé, dont l'état est grave, est soigné à l'hôpital Saint-Antoine.

Si la race de Pivoteau fait souche, le métier de chien de garde du capital va décidément devenir dangereux.

P. Delesalle.

❖ ❖

Saint-Etienne. — Les teinturiers chôment toujours. Un syndicat jaune s'est formé qui avait élaboré, de concert avec les patrons, un nouveau règlement. Une réunion publique organisée par eux pour faire adopter ce règlement par les teinturiers, n'a pu avoir lieu par suite du manque d'auditeurs. Les rouges ont ensuite pénétré dans la salle, formé le bureau et fait voter un ordre du jour approuvant les décisions prises par la commission de la grève.

Vendredi, des teinturiers se sont rendus à Saint-Chamond et ont fait cesser le travail dans les teintureries. Le soir, un certain nombre de grévistes sont revenus à Saint-Etienne, d'autres ont couché chez des amis ou encore en plein air et dès le samedi matin se sont assuré que les portes des ateliers restaient fermées.

Les teinturiers de Lyon ont aussi tenu une réunion samedi soir. Les renseignements donnés par la presse sont quelque peu contradictoires. Cependant, il résulterait que la grève par solidarité a été repoussée, mais que les teinturiers lyonnais aideraient leurs camarades stéphanois de leur obole.

Rousset-Galhauban.

❖ ❖

SUISSE

L'ouvrier, la « Winterthur » et l'ambassadeur. — Un Suisse, Emile Meylan, était employé chez un entrepreneur du Raincy, lorsqu'il fut victime d'un accident du travail qui le laisse infirme pour le reste de ses jours et l'oblige à marcher avec des béquilles. Le patron était assuré à la « Winterthur ». Examiné par les médecins de la Compagnie, celle-ci refusa toute indemnité à Meylan. Un autre médecin commis par le juge de paix du 12e arrondissement de Paris conclut que Meylan était un simulateur. Mais Banes, le médecin de Villemonble, fit examiner Meylan par trois célébrités médicales qui reconnurent son infirmité. Alors la Compagnie prétendit que Meylan était infirme grâce aux suites d'une querelle où il fut précipité par la fenêtre! Bien mieux, la Compagnie trouva des témoins de cette scène. Mais à l'époque où ils plaçaient ce drame, Meylan n'habitait plus dans la maison où il s'était produit, et le tribunal accorda à Meylan une rente de 450 francs.

La loi du 9 avril 1898 arrête qu'au cas où un travailleur étranger jouit d'une pension accordée à la suite d'un accident, il lui est versé une fois pour toutes trois ans de rentes, s'il quitte la France. La Compagnie engagea Meylan à partir en lui proposant six au lieu de trois, mais le secrétaire de la Bourse du Travail avisa Meylan du piège qui lui était tendu et Meylan refusa.

M. Larby, l'ambassadeur de Suisse à Paris, entre alors en scène, il se constitue l'agent de la « Winterthur » et au lieu de défendre les intérêts de l'ouvrier infirme, son compatriote, il travaille pour ceux de la Compagnie en essayant de faire croire à Meylan que le rachat d'une rente viagère de 450 francs était bien payé avec les 4.000 francs offerts par la « Winterthur », tandis que ce rachat vaut en réalité 9.000 francs, c'est-à-dire 5.000 francs de plus que la somme offerte par la Compagnie.

Mais voici qui est plus grave : on aurait fait à Meylan des menaces, dit la *Lutte sociale* de Lausanne, au cas où Meylan persisterait à ne pas accepter une proposition aussi « avantageuse » pour lui, de le faire expulser de France. Sous quel prétexte? Par ce temps de complications internationales on aurait vite fait d'en trouver. Un mot seulement arraché à Meylan par un agent provocateur au sujet d'une bombe, etc. — Nous sommes prévenus. D'autre part, nous savons que la mairie du Raincy a toujours poussé Meylan à refuser la proposition-piège de la « Winterthur ». Sauf le *Peuple*, la presse suisse garde le silence sur cette affaire qui jette un singulier jour sur l'utilité de l'ambassade.

❖ ❖

TURQUIE

Nous attendions des renseignements exacts sur l'attentat qui, la semaine dernière, a eu lieu contre le tigre royal qui a sur la conscience les cadavres de plusieurs centaines de mille de ses sujets. Mais la bête ayant été manquée, elle se venge par un surcroît de meurtres, d'arrestations, de vexations: nous apprenons que quelques-uns de nos camarades ont été arrêtés.

Nous n'avons donc que les détails que les camarades ont lus dans tous les journaux, et que nous enregistrons, à titre de document.

La bombe qui a été lancée a tué 24 personnes et blessé 57. C'est loin de la fusée d'Alphonse XIII, dont la piste avait été si bien suivie par la police.

Quand on pense aux massacres des Arméniens, aux arrestations innombrables de Jeunes-Turcs, aux exécutions clandestines et continues, on n'est étonné que d'une chose, c'est que le fauve qui préside à cette immense boucherie, soit encore en état de continuer ses carnages.

J. Grave.

❖ ❖

TRANSVAAL

Comme partout ailleurs. — Dernièrement des désordres avaient lieu parmi les Chinois employés aux mines. Le président de la Chambre des mines de Johannesburg annonce que le gouvernement vient de prendre des mesures énergiques pour en empêcher le retour. A l'avenir, si des troubles surviennent, la répression sera immédiate et précédera même toute enquête sur les faits délictueux.

VARIÉTÉ

LE CHOIX DES ALIMENTS

(Suite) (1)

Si je me suis bien fait comprendre, on voit que bien assimiler n'est pas la même chose que bien digérer. La digestion se passe dans l'appareil digestif seulement : bouche, estomac, intestins; l'assimilation se fait dans l'intimité des tissus entre le produit liquide préparé dans l'intestin et transporté par le sang dans tout l'organisme et la substance même de cet organisme.

Nous pouvons, à la rigueur, nous rendre compte de la lenteur de nos digestions; non par des souffrances, car l'appareil digestif traduit très rarement ses troubles par des souffrances; mais par des malaises généraux : lourdeur de tête, somnolence, bouche pâteuse, soif continuelle, renvois, ballonnement du ventre, fatigue générale, et mille autres petits symptômes que la plupart des gens qui digèrent mal ne rattachent à leur vraie cause que sur les indications du médecin.

Mais, pour nous rendre compte de la manière dont nous assimilons, il est nécessaire de faire, de temps à autre, un bilan.

Il faut se peser, et tenir compte, dans l'appréciation de la différence de poids constaté, des modifications du genre de vie, des variations de l'alimentation, de l'état de santé et, en

(1) Voir les numéros 9, 10, 11, 12 et 13.

général, de tout ce qui peut influer sur les dépenses.

Pour établir des conclusions précises, l'aide du médecin sera pendant longtemps nécessaire.

Je ne voudrais pas produire dans l'esprit de nos lecteurs cette impression qu'en fin de compte, ils ne peuvent avoir aucune indication qui les guide dans le bon choix de leurs aliments.

Je tiens seulement à leur dire ce que je crois être la vérité, c'est qu'on ne peut, scientifiquement, leur fournir des règles générales à l'aide desquelles chacun d'eux soit sûr de ne pas commettre de fautes.

Encore une fois, chacun doit établir son régime propre qui lui convient mieux que tous les autres et le changer, si diverses circonstances viennent modifier son état de santé. Pour tout cela, l'assistance du médecin est indispensable.

Il existe, néanmoins, un certain nombre de principes prouvés par l'expérience et applicables à la généralité des cas.

Ces principes, les voici :

L'alimentation doit être mixte, c'est-à-dire comprendre, dans chaque repas, les diverses substances qui sont nécessaires à notre alimentation : soit de la viande ou des œufs ou du fromage, avec des légumes farineux, et des graisses, plus une certaine quantité de boisson.

Le *lait* seul réalise l'union de toutes ces substances. Il semble désormais prouvé qu'il vaut mieux le consommer cru que bouilli (quand il est possible de l'avoir assez récemment trait et trait proprement). Il faut toujours se garder de le boire trop froid, ni par grandes quantités à la fois. Le bon moyen d'absorber, sans inconvénients, de grandes quantités de lait, par exemple les quatre litres qui sont nécessaires chaque jour à ceux qui ne prennent aucune autre nourriture, c'est de boire un verre, au plus, toutes les heures et par petites gorgées ; enfin, de se rincer soigneusement la bouche aussitôt après, pour éviter le mauvais goût résultant des fermentations.

Avec ces précautions, presque tout le monde supportera très bien le régime lacté.

Cependant, il y a des personnes qui ne peuvent, malgré tous leurs efforts, vaincre leur dégoût pour le lait.

D'autres l'absorbent avec plaisir, mais ont presque aussitôt la diarrhée. Ceux-ci peuvent quelquefois y remédier en mélangeant le lait d'eau de Vichy. Quant au dégoût, il n'y a rien à faire, s'il est insurmontable.

Il n'est pas bon d'absorber du lait comme boisson avec un repas solide ; à moins cependant qu'on n'en ait une très ancienne habitude et que le repas soit très léger.

En aucun cas, il ne faut boire du lait peu de temps avant ou après un repas.

La digestion du lait trouble celle du repas ou est troublée par elle ; et c'est l'origine de nombreuses maladies aiguës chez les enfants : diarrhées, angines, faux croup notamment.

Il faut toujours se rappeler que le lait, aliment complet par lui-même, devrait constituer seul un repas, ou, pour certains malades, l'unique nourriture pendant un certain temps.

Enfin ne prendre jamais, à peu d'intervalle, du lait et des substances acides (oranges, citrons, limonade), qui ont la propriété de produire dans le lait des caillots volumineux qui en retardent considérablement la digestion, amenant des malaises souvent fort douloureux ou des vomissements.

Je croirais inutile de dire que la première condition que doit remplir le lait... c'est d'être du vrai lait, c'est-à-dire de n'être ni trop écrémé, ni trop mouillé, ni mélangé de produits étrangers, si je ne savais que presque personne n'est à même d'apprécier la saveur du bon lait, et si je ne voyais vendre à Paris, trente centimes le litre, du lait prétendu excellent.

Or, il est impossible, qu'à ce prix-là un industriel quelconque puisse produire, transporter à Paris, et livrer à domicile autre chose qu'un liquide n'ayant de commun avec le lait que le nom.

Il y a bien la surveillance de la police doublée par le Laboratoire municipal. J'engage beaucoup à se méfier des garanties données aux consommateurs par ces institutions, qu'au demeurant ils paient fort cher.

Tout en célébrant leur utilité, les gens riches préfèrent ne pas trop compter personnellement sur elles, et se fournissent de lait à 0 fr. 60, et même 1 franc le litre. Ils font sagement ; à ce prix-là, ils peuvent avoir du vrai lait.

Malheureusement, tout le monde n'est pas à même d'en faire autant.

Réservez donc le lait pour les petits enfants et les malades, et faites alors le sacrifice de le payer au moins 0 fr. 50 le litre à Paris et vous aurez alors des chances de l'avoir bon. Pour en avoir la certitude, il faudrait faire faire des analyses délicates et, partant, coûteuses. Vous pourrez seulement vous rendre compte grossièrement de la teneur en crème de votre lait, en en déposant une goutte sur l'ongle : si la goutte ne s'étale pas, fait la perle, et si les bords en sont blancs et opaques, c'est qu'il n'est pas trop écrémé.

Autant le lait se digère bien seul, du moins en général, autant il est indigeste quand on le mélange de café ou de chocolat.

Le café au lait et le chocolat au lait devraient être proscrits d'une façon absolue de l'alimentation des enfants, des femmes et des gens fatigués ou à l'estomac délicat.

Cependant le café noir et le chocolat à l'eau se digèrent bien, de même que le thé au lait et les potages au lait avec diverses pâtes. Certaines personnes supportent le cacao au lait, c'est un essai que chacun peut faire pour son compte.

Parmi les produits retirés du lait, la *crème fraîche* qui renferme la majeure partie du beurre contenu dans le lait avec une proportion variable de ses autres principes, est très nourrissante et s'assimile mieux que tous les autres corps gras, et que le beurre lui-même.

Cependant le bon *beurre*, très frais, et non falsifié, est un bon aliment. Il ne pourra être utilisé par toute la population qu'après une transformation complète des méthodes actuelles de production et de vente. Pour le moment, le peuple consomme surtout, en fait de beurre, de la margarine, qui heureusement n'offre d'autre inconvénient que de se digérer et s'assimiler moins rapidement ; encore faut-il qu'elle soit elle-même bien préparée.

Le *fromage* offre l'avantage d'être un aliment très nourrissant, facile à se procurer et à transporter, et relativement peu coûteux. Il a l'inconvénient de faire manger beaucoup de pain, ce qui en retarde la digestion.

Le fromage blanc, frais, est, de tous les aliments, celui qui fermente le moins dans l'intestin.

Les fromages faits sont en général plus indigestes que les fromages frais, à pâte molle et maigres.

Les *poissons* sont moins riches en substances nutritives que les animaux ; ils offrent, de plus, l'inconvénient de s'altérer rapidement.

Les poissons maigres tels que la sole, le merlan, la morue, le brochet, la perche, se digèrent mieux que les poissons gras : maquereaux, anguilles, etc.

Il faut, autant que possible, faire bouillir toujours le poisson et l'assaisonner de jus de citron ; et se méfier beaucoup du poisson frit à la graisse.

Salés ou séchés ou en conserves, les poissons se digèrent assez bien.

Tous les coquillages sont parfaitement digérés crus quand ils sortent de l'eau ; presque tous sont susceptibles de provoquer des troubles divers, dès qu'il s'est passé vingt-quatre heures depuis la pêche ; même s'ils sont cuits, à moins cependant d'avoir été bouillis aussitôt pêchés.

Il faut se méfier beaucoup des homards, langoustes, coquilles de Saint-Jacques, et escargots ; tout au moins le soir, et au cours d'un repas un peu copieux.

(*A suivre.*) Dr E. D.

A TRAVERS LES REVUES

Le *Mercure de France* est devenu bimensuel, mais demeure fidèle à ses anciens dieux. Le *Mercure* croit à je ne sais quelle aristocratie de pensée en dehors de laquelle il n'y aurait qu'imbécillité profonde. C'est pour cette aristocratie, qui nous méprise tous, que le *Mercure* écrit. Il rougirait comme d'une tare d'être une revue populaire, sans comprendre qu'on peut l'être, populaire, autrement que le sont les feuilletons du libraire Jules Rouff ou les primes du sieur Gérault-Richard. On regrette cette incompréhension qui pourrait bien, en se prolongeant, frapper le *Mercure*, à jamais, de sécheresse et d'infécondité.

Le *Mercure* ne s'est mêlé à aucun des grands courants de pensée, d'espérance et d'action qui emportent les hommes modernes, vraiment modernes, vers une révolution sociale. Plus qu'il ne l'a fait, on ne saurait se confiner dans les serres chaudes de la littérature, loin du « plein vent » de la vie. Aussi son influence est-elle à peu près nulle. Et le *Mercure* n'intéresserait personne, hormis les snobs qui se veulent à toute force « au courant », les dilettantes et ces garçons qui fabriquent encore la prose et le sonnet rares, — sans les soixante pages qui terminent chacun de ses fascicules et qui composent une revue très bien faite du « mouvement universel des idées », ou plutôt des bouquins qui les enferment. Tout l'intérêt réel du *Mercure* est là ; encore le seul « lettré » l'y pourra-t-il trouver. Et que compte aujourd'hui un lettré ?

C'est au *Mercure* que M. Remy de Gourmont interprète l'actualité, sous ce titre que seul pouvait élire cet impavide polygraphe : *Epilogues*. M. de Gourmont, qui, mieux qu'aucun, émet la note du *Mercure*, est, sans contredit, l'une des intelligences les plus vastes et les plus nourries de ce temps. M. de Gourmont a tout lu, tout, absolument tout, mais de ses lectures il n'a rapporté qu'un dédain universel — dont il a, toutefois, bien voulu s'excepter.

Je ne suis pas systématiquement, certes, pour le respect, et je n'aime pas, comme dit Nietzsche, « les diables lâches qui joignent les mains et voudraient adorer ». Nous avons trop besoin d'irrespect pour cela. Mais le propre de M. de Gourmont n'est pas simplement l'irrespect ; c'est *l'insensibilité la plus absolue*, l'insensibilité du gorille, du juge ou du soudard. Cet homme est-il fait, comme nous, de chair, d'os et de sang ? A-t-il jamais aimé, souffert, vibré ? Sait-il ce que c'est que d'avoir faim, connaît-il l'exténuation mortelle du travail ouvrier ? En vérité, cet homme qui se croit supérieur est bien tristement incomplet ; et malgré qu'il ait lu tous les livres, son ignorance est bien profonde.

Au reste, qu'est-ce que M. de Gourmont ? Un hobereau dont l'orgueil intraitable s'est réfugié dans « les deux aristocraties essentielles : l'Art et la Science », comme dit le Bourget de l'*Etape*. L'antique féodalité de la force n'est plus. La féodalité des Isidore Lechat est laide et de source impure. M. de Gourmont s'est donné ce luxe d'être un cérébral ; il a promené partout, dans les domaines de l'esprit, son dilettantisme égoïste et lassé. Il a contemplé sans s'y mêler, du haut de sa tour d'ivoire, ces animaux farouches qui sont l'humanité. Il a beaucoup de talent, de style, de distinction. J'aimerais mieux un tout petit peu de cette bonté, de cette admirable simplicité de cœur et de vie qui nous rendaient si cher et si prochain un Elisée Reclus, par exemple, — que les *Mémoires* de Kropotkine nous montrent entrant dans le bureau d'un journal anarchiste, disant au rédacteur : Qu'est-ce que je dois faire ? puis s'asseyant, comme un simple chroniqueur, pour remplir une lacune de quelques lignes dans le numéro qu'on prépare ; de ce grand mort, dont le même Kropotkine nous disait l'autre jour que l'idée de dominer qui que ce

fût semble n'avoir jamais traversé son cerveau. — Elisée Reclus, cependant, valait bien M. de Gourmont et, par-dessus le marché, tous les disciples de Gobineau et de Nietzsche.

* *

Au *Journal des Economistes* (15 avril), F. Passy a publié de curieuses pages sur ces mémoires de Kropotkine. Il avait commencé leur lecture « comme on entreprendrait une exploration dans les régions infernales ». Et ce naïf vieillard fut tout surpris « de se trouver en face d'un homme comme un autre, meilleur que beaucoup d'autres, *honnête*, désintéressé, dévoué, ennemi, jusques en face de ses persécuteurs et en présence des excès d'un régime de terreur et d'arbitraire, de tout recours aux moyens violents; d'un tempérament d'apôtre, pour tout dire..., et possédé d'un véritable et sincère amour de l'humanité ».

Mais c'est précisément parce que Kropotkine est tout cela que les gouvernements de tout poil le proscrivent, dirons-nous! Il y aurait là de quoi fixer M. Passy sur la justice de l'autorité, persécutrice des meilleurs et des plus justes.

* *

Les *Annales de la Jeunesse laïque* paraissent à présent sous la direction de M. Léon Vanoz. On déplore la place considérable que continuent à y tenir des politiciens radicaux comme L.-V. Meunier et Armand Charpentier, par exemple. Est-ce à dire que ces hommes usés par tant de candidatures se figureraient représenter la jeunesse?

A lire, dans les numéros d'avril et de mai, *le Dogme et la Sociologie* d'Hector Denis, reproduction d'un discours prononcé au congrès de la Libre Pensée (Rome, septembre 1904). C'est d'une pensée haute et solide.

* *

Dans la *Revue de l'Art pour tous*, de juin, une note de G. Geffroy sur le grand sculpteur Constantin Meunier qui vient de mourir après une longue vie pleine d'œuvres, des pages de Paul Cornu sur Berlioz, d'après le livre récent de Prod'homme, et, de L. Lumet, sur la situation de nos musées de province qui, tout le monde le sait, est déplorable. A qui la faute? Au protectionnisme artistique de l'Etat, qui, pour se donner des airs de Mécène, acquiert aux salons annuels les plus invraisemblables croûtes et en ravitaille ensuite les musées provinciaux. Je crois au reste que des articles comme celui de Lumet feront plus pour remédier au mal que « la commission extra-parlementaire » qui nous est proposée par lui et nous coûteront moins cher — comme on dirait au *Journal des Economistes!*

Au même numéro, un article de Charles Albert sur les poteries savoyardes. Comme le dit parfaitement notre ami, c'est du véritable « art populaire » que cet art à quatre sous dont les pauvres potiers de la Savoie ont conservé la noble tradition. Cette tradition que la bourgeoisie, qui a perdu en art, comme en toute chose, le goût de la simplicité, a laissée à peu près périr. Il faut que le peuple révolutionnaire l'aide à ressusciter! Nos camarades de l'*Art pour tous*, et l'ami Massieux le premier, l'ont compris et s'y efforcent, pour les poteries savoyardes. Il y a lieu de les en féliciter.

AMÉDÉE DUNOIS.

Revues Étrangères

A Buenos Aires (1), le gouvernement a enfin supprimé *La Protesta*, qui commençait à être trop incommode pour les autorités. Le journal, après avoir soutenu avec succès plusieurs grèves partielles, avait organisé, avec tous les camarades, une *grève générale* de deux jours, pour protester contre les massacres de la grève locale de Rosario. Cette grève générale ayant complètement réussi, le gouvernement a compris que *La Protesta* devenait une véritable puissance, et il a inventé de toutes pièces un complot politique dans le but de se débarrasser du journal et de ses rédacteurs. Le camarade Albert Ghiraldo, rédacteur de *La Protesta*, et de nombreux autres révolutionnaires ont été arrêtés et emmenés à bord d'un navire de guerre, en attendant qu'ils passent en jugement. Les bureaux du journal ont été fermés par « autorité » de justice, et nos amis *seront condamnés* pour crime de conspiration *fomentée par le gouvernement*. Un de nos bons amis d'Angleterre, le camarade Juan Creaghe, administrateur de *La Protesta*, est au nombre des prisonniers. Les libertaires de Norwich et de Londres ont certainement gardé le souvenir du dévoué camarade.

(1) Depuis que ceci a été écrit, il nous semble que *La Protesta* est reparue. Nous serons fixés au prochain courrier d'Argentine.

* *

A Chicago, les camarades anarchistes viennent de fonder un organe de langue anglaise, *The Liberator*, qui paraîtra toutes les semaines. Le prix de l'abonnement est d'un dollar par an, et toutes les communications doivent être adressées à Yay Fox, 176, Potomac avenue, Chicago.

La traduction anglaise de la brochure d'Arnold Roller, *La Grève générale*, vient de paraître à Chicago. Elle est précédée d'une introduction extrêmement intéressante du camarade Max Baginski, qui a quelques bonnes vérités à dire aux travailleurs « unionistes » américains.

A New-York, paraîtra très prochainement un nouvel organe anarchiste en langue ruthène.

Dans la même ville, les camarades anarchistes juifs vont publier, en jargon hébraïque, un journal quotidien.

* *

Les juges de Berlin ont condamné récemment les camarades Gladasch, comme éditeur, et Stalinsky comme distributeur de la brochure de propagande *La Grève générale* d'Arnold Roller, respectivement à six et à deux mois d'emprisonnement. Ils auraient bien voulu aussi dire deux mots à l'auteur, Roller, mais comme il avait mieux à faire ailleurs, il ne s'est pas présenté. Résultat de cette poursuite : une nouvelle édition de la brochure.

La quatrième conférence de la *Fédération anarchiste d'Allemagne* a décidé la création d'un organe spécial, *Der Revolutionær*, qui, depuis le 1er juillet, paraît tous les quinze jours à Berlin, sous la rédaction du camarade Paul Frauboese (Kopenhagerstrasse 74, IV, Berlin. N. 58). Je reviendrai une autre fois sur la constitution de cette fédération anarchiste.

* *

Les camarades suédois font une sérieuse propagande anarchiste par tout le pays. Leur organe *Brand*, que le camarade Bergegren (15, Vanadisvægen, Stockholm) rédige avec beaucoup de talent, est répandu gratuitement, à des milliers d'exemplaires, dans les campagnes. Les social-démocrates de Suède et surtout leur organe *Arbetet*, qui se publie à Malmœ, font une guerre acharnée et généralement peu loyale, pour ne pas dire plus, à nos amis du *Brand*.

La propagande antiparlementaire et antimilitariste fait de notables progrès au Danemark. L'*Union de la jeunesse socialiste* voit le nombre de ses membres augmenter constamment, et depuis quelques mois elle publie un organe anarchiste qui ne tardera pas à devenir hebdomadaire, *Ny Tid*, dont l'adresse est 31, Turesengade, à Copenhague. La même *Union* publie également des traductions de brochures de propagande de Kropotkine, de Jean Most, etc.

En Norvège aussi, l'*Alliance*, quoique subissant encore quelque peu l'influence social-démocratique, admet les anarchistes au nombre de ses membres. Les camarades de ce pays poussent jusqu'à ses dernières limites l'esprit de tolérance. C'est ainsi que la revue *Det 20th Aarhundrede*, rédigée par des social-démocrates, admet des articles anarchistes, entre autres ceux du camarade Hausteen, qui de son côté publie le journal anarchiste *Til Frihet*. Malheureusement, en ce moment et depuis longtemps déjà, le camarade Hausteen, qui s'est dévoué corps et âme pour le mouvement libertaire dans son pays, est sérieusement malade. Nous souhaitons vivement que sa santé se rétablisse bientôt.

* *

La « libre » Helvétie vient encore une fois de se distinguer. Le *Bund* de dimanche dernier a annoncé que, sur l'ordre du procureur général de la Confédération suisse, après de nombreuses perquisitions pratiquées à Zurich, treize camarades du groupe du *Weckruf*, l'excellent journal anarchiste de langue allemande, avaient été arrêtés. Depuis, on en a relâché huit; mais cinq arrestations ont été maintenues, entre autres celle du camarade Scheidegger, gérant du *Weckruf*. Peut-être qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, d'autres camarades auront été appréhendés. L'infâme besogne à laquelle se livre le *Volksrecht*, journal soi-disant socialiste de Zurich, en dénonçant dans chacun de ses numéros les camarades libertaires, porte ainsi ses fruits. La canaillerie de ces gens n'a pas de bornes.

Prière à tous les amis qui sont en relations avec le *Weckruf* de ne plus rien envoyer à l'adresse du journal. Ceux que la chose intéresse savent où ils doivent écrire.

* *

Depuis le mois de mai, deux nouveaux organes anarchistes ont vu le jour en Italie : *L'Intransigente*, que rédige le camarade Antonio Palmarine, à Lecce, et *L'Affamato*, publié par le camarade Salia S. Martino, à Taranto.

* *

L'organe de la Fédération des communistes libres, *De Vrije communist*, n'a pas réussi à se maintenir en Hollande. Il a cessé de paraître après son 5e numéro.

V. D.

BIBLIOGRAPHIE

Sous le titre, *De San Francisco au Canada* (1), Jules Huret nous donne la suite de ses impressions sur l'Amérique. Et, malgré que nombre de livres aient été écrits sur ce pays, il a trouvé le moyen de conter des choses intéressantes.

Si, au contraire de ce qu'on reproche aux voyageurs, il n'a pas exagéré ses impressions, il semble que ce pays, encore neuf malgré tout, offre encore un large champ de bataille à ceux que n'étouffent ni la sensibilité ni les scrupules, pour s'y créer une place sur le dos des concurrents évincés.

Les purs individualistes qui se plaignent d'être entravés par les « vagues humanités », en lesquelles ils ne veulent voir que le fumier qui doit fournir la sève aux « sur-hommes » qu'ils ont la prétention d'être, trouveraient là-bas de quoi développer l'activité et les dons extraordinaires que des circonstances malheureuses les ont empêchés de montrer jusqu'ici.

Malheureusement, Huret n'a entrepris son voyage que sous les auspices des gros financiers de là-bas. C'est en leur compagnie qu'il a poussé ses excursions, il n'a donc rien vu de la vie ouvrière; ce qu'il a entrevu de la misère et de la pauvreté, ce n'est qu'à travers l'atmosphère des milliardaires; c'est le côté le plus intéressant de la vie américaine qu'il n'a pas approché.

Le dernier chapitre de son livre sur les ressources du Canada, s'il est exact, et qu'il n'y soit pas entré des préoccupations d'encourager l'émigration, est une réponse excellente aux néo-malthusiens qui affirment que la mauvaise organisation sociale est due à l'impuissance de la terre à fournir assez de nourriture pour tous ses habitants.

* *

La Charité criminelle (2) est une étude sur les maisons cléricales, soi-disant de bienfaisance qui, comme le « Bon Pasteur », ont réussi à opérer ce miracle, trouver encore à piller sur ceux que l'on pourrait croire à l'abri de toute espèce d'exploitation : les enfants pauvres ou abandonnés.

L'auteur, le Dr Thulié, a ramassé les faits qui ont été dévoilés dans les divers procès que l'exploitation honteuse que ces maisons faisaient peser sur leurs « protégés » a suscités en diverses régions, et n'a eu qu'à les mettre en lumière pour démontrer jusqu'à quels excès peut aller la rapacité cléricale, et quelles bêtes féroces peut développer cette « religion d'amour », lorsqu'il s'agit de faire tomber les pièces blanches dans les coffres des congrégations.

A tous ceux qui nous vantent la charité chrétienne, le livre du Dr Thulié sera une bonne réponse. Il vaut comme documentation; car ses remèdes sont des emplâtres sur des jambes de bois.

Etendre la surveillance de l'Etat et des communes sur les maisons dites de charité, en admettant qu'elle puisse atténuer le mal — car elle ne l'empêchera jamais complètement — n'est qu'un palliatif de

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.
(2) Un vol., 3 fr. 50, chez Cornély, 105, rue de Vaugirard.

politicien. Ce sont les causes de la misère qu'il faut attaquer, et de celles-ci, il n'en parle pas.

* *

Pages Libres a publié une nouvelle série de six petits volumes sur la politique extérieure des Etats, dont voici les titres : *L'Angleterre et son empire*, E. Halévy — *L'Impérialisme américain*, par H. Hauser — *Les questions d'Orient*, par G. Gaulis. — *L'Extrême-Orient*, par A. Métin — *La force allemande*, par F. Delaisi — *La France et la paix armée*, par C. Guieysse (1).

Une publication « spéciale » comme *Pages Libres* devrait, à mon sens, laisser aux éditeurs ordinaires la publication d'ouvrages que, par leur esprit, je ne vois pas différer de ceux qu'ils publient, et ne peuvent en être qu'une réduction.

Je ne vois pas les *Temps Nouveaux*, *Pages Libres*, les *Cahiers de la Quinzaine* éditant des ouvrages pouvant être édités par n'importe quel éditeur. Les *Cahiers de la Quinzaine* commencent à tomber dans cette erreur. Est-ce que *Pages Libres* va les suivre? Ça serait regrettable. *Pages Libres* nous a habitués à plus d'allure.

Pour moi, je conçois l'édition des publications spéciales relevant strictement de leur genre, s'en tenant au cadre de leur but spécial.

Chercher le grand public c'est se condamner à une note grise qui n'atteint pas le public que l'on cherche, et qui décourage celui qui s'est groupé autour d'une note originale.

J. Grave.

* *

Nous avons reçu :

Monsieur le maire, par A. Lavergne; 1 vol., 3 fr. 50, chez Ollendorff.

La Grève générale, par. E. Buisson; 1 broch., 0 fr. 50, Société nouvelle d'éditions, 17, rue Cujas.

Le sel et les marais salants, par E. Soubeyran.

Ser o no ser, por J. Prat; 10 centimos à *El Productor*.

Lettre à M. P. Kropotkine, par J. E. Lagarrigue, à Santiago.

Admission des femmes dans la franc-maçonnerie, par Madeleine Pelletier, 44, rue Beaunier.

La famille scientifique, par S. Nicolle, à l'*Acacia*, 44, rue Beaunier.

Qu'est-ce que l'homme? par V. Lafosse; broch., 0 fr. 75, chez l'auteur, 4, rue Lebeau, Bruxelles.

A lire :

Le pacte social, Dr Toulouse; *Le Journal*, 19 juillet.

Correspondances et Communications

Monsieur,

Dans un entrefilet concernant les acheteurs au numéro, vous demandez qu'on incite le marchand à réclamer auprès des Messageries Hachette : or, vous n'ignorez pas que les bibliothèques des gares sont tenues en général par des femmes, qui sont totalement ahuries, lorsqu'on leur demande votre journal.

Ainsi, depuis trois semaines, je n'ai pu le trouver qu'à une seule gare, *Tulle*, et encore elle ne savait pas même si elle l'avait, c'est par hasard qu'elle a trouvé deux numéros anciens. A Aurillac, Arvant, Brive, ici, Argenton, etc., on ne sait pas ce que c'est. Il y a même bon nombre de socialos qui ouvrent de grands yeux et ignorent complètement son existence; c'est malheureux. J'emploie tous mes moyens pour le répandre, mais encore faut-il que je le trouve, au moins dans les gares, pour pouvoir le passer à d'autres, et les inciter à l'acheter à l'avenir, car il faut constater que peu le lisent; les uns, par ignorance, et les autres, par aversion; aussi ne ferons-nous jamais assez pour lui donner de la publicité, et il faudrait que chaque lecteur fît une propagande acharnée.

Recevez mes civilités empressées.

J.
Voyageur de commerce.

C'est parce que nous savons combien il est difficile de se procurer le journal, que nous demandons à tous ceux qui voyagent, de bien vouloir « tanner » les libraires pour les amener à le tenir.

(1) 1 fr. 50 le vol., 17, rue Séguier.

★ **Groupe de Propagande anarchiste par l'écrit.** — Mouvement du mois de juillet.

Envoyé ou distribué :

Temps Nouveaux	650
Enseignement libertaire et enseignement bourgeois	220
Anarchie (Girard)	110

Le camarade Chapoutot ayant mis une certaine quantité de son ouvrage, *Le Livre d'or des officiers*, à la disposition du groupe, il y en a déjà trois d'envoyés.

P. Froment,
129, route d'Orléans, Arcueil.

CONVOCATIONS

★ **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 42, rue du Fer-à-Moulin. — Samedi 5 août, à 8 h. 1/2, l'Origine des vices (II), par Vulgus.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy :

Mercredi 2 août. — A 8 h. 1/4, Conseil d'administration; à 9 heures, Alb. Laisant : Tsarisme et conséquence.

Vendredi 4. — Soirée mensuelle. Dr Poirrier : L'Evolution de la matière inorganique. — Entrée : 0 fr. 25.

Mercredi 9. — Causerie entre camarades. Pierre Van Costen : Le Mirage oriental.

Vendredi 11. — Mme Félix : Science et Religion.

★ **L'Ecole libertaire** et **A. I. A. du XIIe**, 22, rue du Rendez-vous (12e). — Ballade champêtre à Vélizy (S.-et-O.), le dimanche 20 août. Excursion en break. Orchestre complet. Bal champêtre. On emportera ses aliments.

Adresser adhésions et montant à A. Chabridon, 22, rue du Rendez-vous, avant le *13 août, dernier délai pour la location des voitures. On ne répondra pas des places des retardataires.*

★ **Association Internationale Antimilitariste** (Section du 20e). — Réunion le 7 août, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites. Causerie par Roger Sadrin.

★ **L'Internationale Antimilitariste** (Section du 19e). — Réunion samedi 5 août, à 9 heures, salle de la Renaissance, 5, rue de Flandre.

★ **Jeunesse Syndicaliste de Paris.** — Lundi 7 août, à 9 heures du soir, salle des Commissions (1er étage), Bourse du Travail, causerie par le camarade Vincent : La grève du bâtiment (1898).

★ **L'Emancipation**, U. P. du 15e arr., 38, rue de l'Eglise :

Jeudi 3 août. — Ibos : Bureaucratie russe.

Samedi 5. — Thé, lecture, causerie.

Lundi 7. — Tissier : Le Communisme appliqué.

Samedi 12. — Lecture. — Causerie sur un sujet d'actualité.

★ **La Semaille**, U. P. du 20e, 21, rue Boyer :

Vendredi 4 août. — Bon : Inventeurs et inventions.

Mardi 8. — Leclerc de Pulligny : Nietzsche et sa morale.

Vendredi 11. — Causerie amicale.

★ **Coopérative communiste du XXe**, 27, rue des Maronites. — Vendredi soir, à 8 h. 1/2, cours de solrésol (projet de langue universelle, par M. Boleslas Gajewski).

Jeudi 10 août, à 8 h. 1/2, 27, rue des Maronites, réunion des coopératives communistes. Entente au sujet des achats.

Tous les mardis, jeudis et samedis, répartition des denrées.

★ Lille. — **Le Groupe libertaire** se réunit tous les samedis soir à 8 heures, estaminet Bernard Leroux, rue de Roubaix, 52.

A NOS LECTEURS

Notre ami James Guillaume est en train de travailler à un ouvrage qui, après entente avec l'éditeur, s'appellera : *L'Internationale* (Documents et souvenirs, 1865-1878) (contribution à l'histoire de l'Internationale). L'ouvrage aura trois volumes.

Nul plus que James Guillaume n'était qualifié pour écrire l'histoire de l'Internationale, dont il fut un des membres les plus actifs. Et ce sera une véritable révélation pour ceux de notre époque qui, venus dans le mouvement alors que la plupart des initiateurs avaient disparu, ne connaissent de l'Internationale que ce que les « historiens » réactionnaires en ont écrit.

Le prix de chaque volume sera de 4 fr. 50.

Nous offrons l'ouvrage en souscription à nos lecteurs, à 4 francs le volume, rendu franco, à ceux qui s'engageront, dès aujourd'hui, à le recevoir.

Pour le moment, nous ne demandons que des adhésions. Le premier volume paraîtra en octobre.

Nous avertirons lorsqu'il faudra nous envoyer le montant.

Seulement, comme l'éditeur et l'auteur désireraient être fixés pour le tirage, nous prions les camarades de nous envoyer leur adhésion au plus vite.

NOS CARTES POSTALES

Patriotisme-Colonisation, la collection de 10, franco	2.60
D'après nos lithographies, gravées par Berger, la série de 18	1.50
Marines, d'après des eaux-fortes de Rysselberghe, la collection de 6	0.60

AVIS

Je me suis un peu trop avancé en annonçant que l'imprimeur nous avait livré le frontispice du IVe volume du supplément, superbe lithographie en couleurs de notre ami Lebasque.

Mais ce n'est qu'une affaire de quelques jours. Prière à ceux qui nous l'ont demandée de patienter. Elle leur sera livrée aussitôt reçue.

Elle est mise en vente au prix de 2 francs, tirage ordinaire; 3 fr. 50, tirage d'amateur.

Afin de faciliter aux camarades l'acquisition de nos frontispices, nous offrons, — le premier de Willaume étant épuisé, — les trois qui nous restent, de Pissarro, Luce et Lebasque, au prix de 4 francs les trois, et les tirages d'amateur pour 7 francs.

Il n'en sera vendu qu'un très petit nombre de collections à ce prix.

Petite Correspondance

A. P. — Merci des renseignements. Je les fais passer à la camarade.

A. I. A. de Lille. — Envoyez-nous vos convocations, nous les insérerons. Mais nous ne pouvons pas nous mettre sur le pied d'insérer toutes les petites machines d'arrangement intérieur de chaque groupe. Les huit pages du journal n'y suffiraient pas.

A. I. A. de Marseille. — Votre convocation ne portait pas de date. Inutile, par conséquent.

Franck Sutor. — Il y a des choses vraies dans votre article; mais génie et prolétariat ne sont pas deux choses opposables comme vous le faites. L'article manque de base.

G. B., du Syndicat des cochers-livreurs, est prié de donner son adresse exacte, son exemplaire d'abonnement nous revenant la plupart du temps avec la mention « *inconnu* ».

Emile P. — Reçu la monographie de Charost; mais demande à être complétée par quelques détails sur les prix des vivres, des loyers, etc. Pouvez-vous les fournir?

C. R., à Chaux-de-Fonds. — Bon.

M., à Mostaganem. — Vous redevez 0 fr. 25. — La série ne coûte que 2 fr. 50; mais il y a les frais de poste.

L. J., à Alger. — L'erreur a été réparée.

C., à Vals-les-Bains. — Une autre fois, tenez compte de l'affranchissement des brochures qui, comme dans *A mon frère*, emporte le prix de la brochure elle-même.

V. V., à Frangy. — *Pages Libres*, 17, rue Séguier, 7 fr. 80 par an.

F. G., rue des Archives. — Le IIe volume du supplément comporte trois années du journal : 18 francs.

M., à La Tour-du-Pin. — Nous tâcherons d'en tirer quelque chose pour le prochain numéro.

L. P., à Liège. — Fait bien trop fréquent pour qu'on puisse le relever.

C. M., à Flémalle. — Les 0 fr. 50 en plus je ne les marque pas, nous les perdons sur le change.

Reçu pour le journal : Jeanquimarche, 25 fr. — A. G., à Kimberley, 1 fr. — A. M., à Pont-de-Beauvoisin, 1 fr. — Mlle D., à Grigny, 5 fr. — A. P., 5 fr. — E. B., à St-Affrique, 1 fr. 65. — C. D., à Chatel-Censoir, 1 fr. 50. — Merci à tous.

E. J., à Albi. — C. C., rue C. — C., Le Thoult. — B., à Genève. — A. V., à Ligny. — J. B., à Spring-Valley. — A. M., à Chaux-de-Fonds. — A. C., à Cherchell — P. D., à Tilh. — F. C., La Baule. — M., à Nantes. — P. C., à Coueron. — Paris à Morat. — H., à Cherbourg. — B., à Rousse-Fontaine. — D., à Lyon. — B., à Merignies. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

LE GRAND ASSASSIN

Tous les souverains et chefs d'État ont envoyé des télégrammes de félicitations au Sultan.

(Les Journaux.)



Dessin de DELANNOY.

La vermine de tous les pays forme une sainte alliance, a dit Henri Heine.

11e ANNÉE. — N° 15.

12 Aout 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50
LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris = Ve

Voir à l'intérieur
le dessin de Grandjouan.

SOMMAIRE

Justice!

Je lisais, dans le Bulletin de l'*Union pour l'action morale*, le récit d'une visite au chevet d'un tisseur d'Armentières. C'était un homme de quarante-cinq ans; il avait fait les dernières grèves et la tuberculose achevait de le tuer : « L'esprit n'était plus là, et le corps ne voulait pas mourir. La femme était sans une parole, sans une larme, complètement *assotie* selon l'expression courante en ce pays. Je ne sais si de tels et si navrants spectacles comportent quelque enseignement; mais je sortis de là douloureusement impressionné d'une telle fin en un si lamentable état de misère, et sinon découragé, au moins profondément triste de notre radicale impuissance à consoler devant certaines morts. »

Que d'émotion dans ces quelques lignes, que de sincérité dans cet aveu! C'est le cri de l'homme qui voit un gouffre là où il ne soupçonnait qu'un fossé, et rien n'en égale l'angoisse. Il y a là le drame d'une conscience à laquelle la vérité sociale se découvre soudain dans son horreur de cauchemar et qui, entre la foi ancienne, la foi désormais impossible, et l'inconnu d'une foi nouvelle, cherche en tâtonnant son chemin.

Le chemin, je voudrais l'indiquer à M. P. Cahour, l'aider à résoudre la question qu'il a soulevée, si passionnante : Devant l'atrocité des misères dont la sombre vague monte et nous éclabousse, — que faire? Quel sera le devoir dicté par l'humanité?

Vous pensiez, Monsieur Cahour, que le devoir était dans la charité; vous aviez appelé les charitables à l'aide. C'était au lendemain des grandes grèves d'Armentières : en dépit de leur succès partiel, la condition des travailleurs demeurait « bien sombre, affreuse vraiment ». Vous aviez sollicité les membres de l'*Union pour l'action morale*, en vue de dons et de prêts sur l'honneur à consentir, après enquête, aux plus nécessiteux d'entre eux, et vous en aviez obtenu trois ou quatre centaines de francs, dont la répartition devait s'effectuer par vos mains.

Et alors, on voit très bien ce qui arrivait... Vous partiez avec du contentement plein le cœur, car vous étiez vraiment le « serviteur des pauvres » selon le cœur du Christ — du Christ d'avant les églises. Vous frappiez à des portes lointaines, et c'était la Misère elle-même qui vous ouvrait : c'était une femelle sans âge, sans sexe même et sans beauté, morne, cadavéreuse et traînant dans ses jupes une marmaille malsaine. Ses logis « sans air, sans lumière, sans mobilier » étaient comme d'affreuses geôles. Vous prononciez vaguement des paroles — courage! espoir! — vous laissiez une pièce d'or et vous sortiez, comme on se sauve, exténué d'horreur.

Et c'était pareil toutes les fois... toutes les fois! C'est ainsi que vous avez connu qu'il est réellement des géhennes sociales — et, ne dites pas non, car votre cri l'atteste, vous avez douté de la Charité.

Sans y penser, cependant, vous avez fait, ce jour-là, votre premier pas vers la Justice.

Charité ou Justice! Deux principes en lutte, deux principes, ou plutôt deux mondes entre lesquels il faut choisir. C'est que le temps n'est plus de la charité dominatrice unique, le misérable temps où il n'était de justice qu'en elle seulement. La voici qui chancelle sous le poids des iniquités accumulées; voici que la justice, après s'en être détachée, a pris conscience d'elle-même, de sa personnalité distincte et libre, et que l'homme, grâce à elle, peut recommencer d'espérer. Ce que la charité niait, la justice l'affirme; — et c'est la possibilité d'une vie vraiment humaine dans une société d'égaux.

Il se peut que la charité ait réalisé jadis une ébauche, bien incertaine encore, de la future justice. Oui, dans le temps où le jeune christianisme renouvelait la conscience du monde avant de l'asservir à son tour, il se peut qu'en jetant un pont sur l'abîme des inégalités criantes, l'idée charitable ait été l'initiatrice du rapprochement entre les hommes. Et comme elle tempérait un peu la terrible loi du vainqueur, peut-être suffisait-elle alors à la dignité mal éveillée du vaincu.

Mais le vice irrémédiable de la charité chrétienne, aussi bien que des sœurs laïques que lui donna la bourgeoisie sensible du siècle de Rousseau, — la bienfaisance et la philanthropie, — c'est d'impliquer un acte de foi dans la nécessité et dans l'éternité de la misère, ou mieux de l'organisation sociale qui l'engendre et qui la maintient à l'aide des procédés que l'on sait. — Il y aura toujours des pauvres parmi vous, aurait dit le Christ, et de cette prophétie borgne est issu le « service des pauvres ». Or qu'aperçoit-on aujourd'hui?

La révolte gronde contre la société injuste, et la parole du Christ, ce dogme de la misère éternelle et fatale, n'est plus aux yeux de l'homme nouveau qu'un meurtrier mensonge. Les faibles, les vaincus d'autrefois, devenus plus forts et meilleurs, disent enfin tout haut que la propriété est un vol, l'autorité une usurpation, et qu'ils en ont assez d'être écrasés par elles. Or quand le malheureux a cessé de croire au droit du riche, quand son esprit s'est haussé jusqu'à la conception de l'égalité humaine, il ne peut plus voir en l'aumône qu'outrage et dérision. Que lui font désormais les protestations d'amour et de pitié du riche? Il n'a pas besoin d'être aimé; il n'a besoin que de justice.

Si encore la charité avait atteint le but qu'elle s'était assigné! Si encore elle était parvenue à tarir le fleuve de pleurs et de sang dont le flot noir roule à travers le monde d'innombrables cadavres! Mais non. La preuve n'est plus à faire d'une stérilité démontrée par dix-huit siècles de christianisme et qui ne fut jamais plus manifeste qu'aujourd'hui. « Si l'aumône est « sœur de la prière », comme le disait Hugo majestueusement niais, c'est bien par l'impuissance et la continuité stupide. A-t-elle jamais retiré du gouffre un malheureux qui n'y soit presque aussitôt retombé? Et qu'est-ce donc après tout qu'un malheureux de plus ou de moins? Ce qui importe, c'est

qu'il n'y ait plus de malheureux du tout et que le gouffre où la civilisation de fer les précipite journellement par centaines soit enfin comblé.

Mais que faire, dites-vous? Que faire? L'aumône, il est bien vrai, n'élève pas le pauvre et si jamais la misère doit être vaincue, il est hors de doute que ce ne sera pas par elle. Nous ne voulons plus, avec les théoriciens réactionnaires, à l'impuissante charité subordonner la justice; mais nous voudrions faire à chacun sa part. Il ne dépend pas de nous que la justice soit, mais il dépend de nous de corriger par la charité l'iniquité présente. La charité, c'est au moins du pain pour un soir. Soyons des charitables en attendant d'être des justiciers.

En attendant? Ne comprenez-vous pas que c'est tout de suite, non demain, non plus tard, que l'œuvre de justice et de révolution s'impose? Ne dites pas que l'heure n'a pas encore sonné; l'heure sonnera quand nous le voudrons. La justice n'attend que des justiciers.

Qu'est-il besoin de vos aumônes, de vos consolations? Loin de corriger l'iniquité propriétaire, la charité la fortifie, parce qu'elle l'accepte implicitement. Loin d'être une solution d'attente, elle écarte par sa fonction même toute espérance de solution. Loin qu'elle soit la route qui mène à la justice enfin, elle est la muraille qui la ferme et rétrécit l'horizon humain.

Ne soyons pas des charitables; soyons des justiciers et soyons-le tout à l'heure. L'œuvre de justice n'est pas de secourir les pauvres, de consoler les affligés : elle est de les dresser en attitudes d'hommes, le poing tendu contre l'iniquité. L'œuvre de justice est une révolte sociale. N'entendez-vous pas ce craquement d'échines qui se relèvent par milliers? Hier à Armentières, à Brest, à Marseille, à Limoges; aujourd'hui à Longwy. Partout la lutte contre l'Etat, gendarme du mal, prend des formes aiguës. Mouvement ouvrier, socialismes, anarchie concourent différemment à la révolution de justice. Jamais un plus formidable travail ne s'accomplit au fond de la conscience d'un peuple. Bientôt, demain peut-être, les affamés ne tendront plus la main pour mendier, mais pour prendre; l'expropriation des riches est le terme final de l'œuvre de justice.

C'est à cette œuvre immense, pénible et longue que je vous convie, vous que la charité a déçu. Il ne s'agit plus cette fois de consoler les malheureux, de panser des blessures toujours renaissantes; il s'agit de fonder une nouvelle humanité joyeuse et libre et égalitaire parmi les ruines accumulées de l'ancienne. Pour tout homme de cœur à qui le mal répugne et que la souffrance fait souffrir, le devoir est d'être à nos côtés, dans la bataille!

AMÉDÉE DUNOIS.

CROCS ET GRIFFES

Les lecteurs de la Petite République socialiste, *comme les exploités de l'usine, non moins socialiste,* La Chair aux gens, *sont décidément de bien bonnes bêtes de rapport. Qu'on en juge d'après la note suivante donnée ces jours derniers par les journaux.*

*On mande d'Orléans à l'*Agence Fournier :

« M. Gérault-Richard, député de la Guadeloupe, vient de se rendre acquéreur du château de Courtoiseau, à Triguères (Loiret). C'est une belle demeure seigneuriale, de style Louis XIII, qui appartenait à M. Auguste de Coincy, décédé. »

La voilà bien aussi « l'expropriation capitaliste » que le citoyen Guesde attend de la « conquête des pouvoirs publics ».

Gérault-Richard a « conquis le pouvoir » : il en est maintenant à la période « d'expropriation ».

La Réaction en 1790 et 1791

(Suite et fin) (1)

V

On voit, d'après ce que nous avons raconté dans les articles précédents, en quel état déplorable se trouvait la Révolution dans les premiers mois de 1792. Si les révolutionnaires bourgeois pouvaient se sentir satisfaits d'avoir conquis une part du gouvernement et posé les fondements des fortunes qu'ils allaient acquérir avec l'aide de l'Etat, le peuple voyait qu'il n'y avait encore rien de fait pour lui. La féodalité restait debout, et dans les villes la masse des prolétaires n'avait pas gagné grand'chose. Les marchands, les accapareurs faisaient des fortunes immenses au moyen des assignats, sur la vente des biens du clergé, sur les biens communaux, comme fournisseurs de l'Etat et comme agioteurs; mais le prix du pain montait toujours, malgré les belles récoltes, et la misère s'installait en permanence dans les faubourgs.

Entre temps, l'aristocratie reprenait courage. Les nobles, les riches relevaient la tête et se vantaient de bientôt remettre les sans-culottes à la raison. De jour en jour ils attendaient la nouvelle d'une invasion allemande, marchant triomphalement sur Paris et rétablissant l'ancien régime dans toute sa splendeur. Dans les provinces, nous l'avons vu, la réaction organisait ses partisans au vu et su de tout le monde.

Quant à la Constitution, que les bourgeois et même les intellectuels révolutionnaires de la bourgeoisie parlaient de conserver à tout prix, elle n'existait que pour les mesures de moindre importance, tandis que toutes les réformes sérieuses restaient en souffrance. L'autorité du roi avait été limitée, mais d'une façon très modeste. Avec les pouvoirs que la Constitution lui laissait (la liste civile, le commandement militaire, les ministères, etc.), et surtout avec l'organisation intérieure de la France, qui laissait tout aux mains des riches, le peuple ne pouvait rien.

Personne ne soupçonnerait, sans doute, l'Assemblée législative de radicalisme, et il est évident que ses décrets concernant les redevances féodales ou les prêtres devaient être imbus de modération parfaitement bourgeoise; et cependant, même à ces décrets le roi refusait sa signature. Tout le monde sentait qu'on vivait au jour le jour, sous un système qui n'offrait rien de stable et qui pouvait être facilement renversé en faveur de l'ancien régime. Entre temps, le complot qui se tramait aux Tuileries s'étendait chaque jour davantage sur la France et enveloppait les cours de Berlin, de Vienne, de Stockholm, de Turin, de Madrid et de Pétersbourg. L'heure était proche où les contre-révolutionnaires allaient frapper le grand coup qu'ils préparaient pour l'été de 1792. Le roi et la reine pressaient les armées allemandes de marcher sur Paris; ils leur désignaient déjà le jour où elles devaient entrer dans la capitale et où les royalistes, armés, et organisés, iraient les recevoir à bras ouverts.

Le peuple, ainsi que ceux des révolutionnaires, comme Marat, qui se tenaient près du peuple — ceux que nous pourrions sans vantardise appeler les anarchistes d'alors — comprenaient les dangers dont la Révolution se trouvait entourée. Le peuple a toujours un sentiment vrai de la situation, alors même qu'il ne sait l'exprimer correctement ni appuyer ses prévisions par des arguments d'avocat; et il devinait, infiniment mieux que les politiciens, les complots qui se tramaient aux Tuileries et dans les châteaux. Mais il était désarmé, alors que la bourgeoisie s'était organisée en bataillons de la garde nationale; et ce qu'il y avait de pire, c'est que ceux des intellectuels que la Révolution avait mis en avant, — ceux qui s'étaient posés en porte-paroles de la Révolution, y compris des hommes honnêtes comme Robespierre, — n'avaient pas la confiance nécessaire dans la Révolution, encore moins dans le peuple. Tout comme les socialistes de nos jours, — gens du juste milieu, gangrenés par la métaphysique social-démocratique, — ils avaient peur du peuple descendu dans la rue, qui pourrait se rendre maître des événements, et n'osant s'avouer cette peur de la révolution égalitaire, ils expliquaient leur attitude indécise comme un souci de conserver, du moins, les quelques libertés acquises par la Constitution.

* *

Il fallut la déclaration de la guerre (24 avril 1792) et l'invasion allemande pour changer la situation. Se voyant trahi de tout côté, même par les meneurs auxquels il avait donné sa confiance, le peuple se mit alors à agir lui-même, sans consulter l'avis de ces meneurs. Paris se mit à préparer une insurrection qui permit au peuple de détrôner le roi. Les sections, les Sociétés populaires et les Fraternelles, c'est-à-dire les inconnus, la foule, secondés par les plus ardents Cordeliers, se mirent alors à préparer l'insurrection. Les historiens, payant un tribut à leur éducation bourgeoise, se sont plu à représenter le Club des Jacobins comme l'initiateur et la tête de tous les mouvements révolutionnaires à Paris et dans les provinces, et pendant deux générations nous avons tous pensé de même. Mais nous savons aujourd'hui qu'il n'en fut rien. L'initiative du 20 juin et du 10 août *ne vint pas des Jacobins*. Au contraire, pendant toute une année ils s'étaient opposés — même les plus révolutionnaires d'entre eux — à un nouvel appel au peuple. Plutôt les Allemands à Paris qu'un nouveau 14 juillet populaire! — Seulement lorsqu'ils eurent vu l'impossibilité de *résister* au mouvement populaire, ils se décidèrent — et encore, une partie seulement des Jacobins — à *le suivre*.

Mais avec quelle timidité! On aurait voulu le peuple dans la rue, pour combattre les royalistes; mais on n'osait pas en vouloir les conséquences. — « Et si le peuple ne se contentait pas de renverser le pouvoir royal? S'il marchait contre tous les riches, les puissants, les fourbes, qui n'avaient vu dans la Révolution qu'un moyen de s'enrichir? S'il balayait l'Assemblée Législative après les Tuileries? Si la Commune de Paris, les enragés, les « anarchistes » — ceux que Robespierre lui-même accablait si volontiers d'invectives — ces républicains qui prêchaient « l'égalité des fortunes », allaient prendre le dessus?... »

C'est pourquoi, dans tous les pourparlers qui eurent lieu avant le 20 juin, on voit tant d'hésitations de la part des révolutionnaires connus. C'est pourquoi les Jacobins témoignent tant de répugnance à admettre un nouveau soulèvement populaire et ne le suivent qu'après que le peuple a vaincu. Ce ne sera qu'en juillet, lorsque le peuple, passant outre aux lois constitutionnelles, proclamera la permanence des sections, ordonnera l'armement général et forcera l'Assemblée à proclamer « la patrie en danger », ce ne sera qu'alors que les Robespierre, les Danton et, au dernier moment, les Girondins se décideront à suivre le peuple et à se proclamer plus ou moins solidaires de l'insurrection du 10 août.

* *

On comprend que dans ces circonstances le mouvement du 20 juin ne pouvait avoir l'entrain ni l'unité nécessaires pour en faire une insurrection réussie contre les Tuileries. Le peuple se mit bien en mouvement, mais sans armes, et incertain quant à l'attitude de la bourgeoisie, il n'osa pas trop se compromettre. Il semblait tâter le terrain pour voir d'abord jusqu'où l'on

(1) Voir les numéros précédents.

pourrait aller aux Tuileries — et laisser le reste aux accidents des grandes manifestations populaires. S'il en sort quelque chose, tant mieux ; sinon, on aura toujours vu les Tuileries de près et jugé de leur force.

C'est ce qui arriva, en effet. La démonstration fut absolument pacifique. Des centaines de mille hommes et femmes envahirent le palais. On parla au roi, on le coiffa du bonnet de laine et on lui fit boire un verre de vin à la santé de la nation... Mais il n'y eut rien de fait. Comme attaque contre la royauté, le mouvement avait avorté.

* *

Il fallut voir alors les fureurs de toute la haute pègre contre le peuple ! Puisque le peuple n'avait pas osé attaquer et qu'il avait démontré par cela même sa faiblesse, on tombait sur ce peuple avec toute la haine que peut inspirer la peur.

Lorsqu'on lut à l'Assemblée la lettre dans laquelle Louis XVI se plaignait de l'invasion de son palais, l'Assemblée éclata en applaudissements, aussi serviles que l'étaient ceux des courtisans avant 1789. Les directoires des départements et un grand nombre de municipalités vinrent se joindre à cette manifestation servile et envoyèrent des lettres d'indignation contre « les factieux ». Au fond, 33 directoires sur 83 étaient ouvertement royalistes et contre-révolutionnaires. Louis Blanc en donne la liste, et l'on voit que c'est tout l'Ouest de la France qui s'armait contre la révolution.

Les révolutions se font toujours, ne l'oublions pas, par des minorités, et alors même que la révolution a déjà commencé, et qu'une partie de la nation en accepte les conséquences, ce n'est toujours qu'une infime minorité qui comprend ce qu'il reste à faire pour assurer le triomphe de ce qui a été fait et qui a le courage de l'action. Et c'est pourquoi chaque Assemblée, représentant toujours *la moyenne du pays*, ou, plutôt, restant au-dessous de la moyenne, fut de tout temps, et sera toujours un empêchement à la révolution.

La Législative nous en donne un exemple frappant. Ainsi, le 7 juillet 1792 (remarquez que quatre jours plus tard, vu l'invasion allemande, on allait déclarer « la patrie en danger ») — un mois à peine avant la proclamation de la République, voici ce qui se produisait dans cette Assemblée. Parlant contre la proposition d'une deuxième Chambre haute qui venait d'être faite, Lamourette, évêque de Lyon, s'écrie : — « Foudroyons, Messieurs, par une exécration commune et par un dernier et irrévocable serment, foudroyons *et la République et les deux Chambres !* » Sur quoi toute la Chambre se lève pour attester sa haine de la République.

Dans le peuple, la conviction était faite. On comprenait que le moment était venu de se débarrasser de la royauté, et que si le 20 juin n'était pas suivi de près d'une insurrection populaire, c'en était fait de la Révolution. Mais les politiciens de l'Assemblée jugeaient autrement. Qui sait quel sera le résultat d'une insurrection ? Aussi ces législateurs, sauf trois ou quatre d'entre eux, se ménageaient-ils déjà une issue en cas de contre-révolution triomphante.

La peur des hommes d'Etat, leur désir de se ménager un pardon en cas de défaite — c'est là le danger pour toutes les révolutions.

* *

Pour quiconque cherche à s'instruire par l'histoire, les sept semaines qui se passent entre la manifestation avortée du 20 juin et la prise des Tuileries le 10 août 1792, sont de la plus haute importance.

Quoique restée sans résultat immédiat, la manifestation du 20 juin avait sonné le réveil en France. « La révolte court de ville en ville », comme le dit Louis Blanc. L'étranger est aux portes de Paris, et le 11 juillet on proclame la patrie en danger. Le 17, on fête la Fédération, et le peuple en fait une formidable démonstration contre la royauté. De tous côtés des municipalités révolutionnaires envoient à l'Assemblée des adresses pour la forcer d'agir.

On sent que la révolution approche de son moment décisif.

Eh bien, que fait l'Assemblée ? que font ces républicains bourgeois — les Girondins ?

Lorsqu'on lit à l'Assemblée l'adresse virile de Marseille, demandant que l'on prenne des mesures à la hauteur des événements, — l'Assemblée presque entière *proteste !* Et lorsque, le 27 juillet, Duhem demande que l'on discute la déchéance, sa proposition est reçue par les hurlements de la Chambre.

Marie-Antoinette ne se trompait certainement pas lorsqu'elle écrivait, le 7 juillet, à ses associés à l'étranger, que les patriotes avaient peur, et voulaient négocier — et c'est ce qui arriva en effet quelques jours plus tard.

Ceux qui étaient avec le peuple, dans les sections, se sentaient bien à la veille d'un grand coup. Les sections de Paris s'étaient déclarées en permanence, ainsi que plusieurs municipalités. Ignorant la loi sur les citoyens actifs et les citoyens passifs, elles admettaient ceux-ci à leurs délibérations et les armaient tous de piques. Evidemment, une grande insurrection se préparait.

Mais le parti des « hommes d'Etat », les Girondins envoyaient en ce moment-là au roi, par l'intermédiaire de son valet de chambre Thierry, une lettre signée, par laquelle ils lui annonçaient qu'une insurrection formidable se préparait, que la déchéance et quelque chose de plus terrible encore en serait peut-être le résultat ; qu'un seul moyen restait de conjurer cette catastrophe — et que ce moyen était... de rappeler au ministère, dans huit jours au plus tard, Roland, Servan et Clavière. (Je cite d'après Louis Blanc, I, 690.)

Certainement, ce n'étaient pas les douze millions promis à Brissot qui poussaient la Gironde à faire cette démarche. Ce n'était pas non plus, comme pense Louis Blanc, l'ambition seule de reconquérir le pouvoir. Non. La cause en était plus profonde. Le pamphlet de Brissot, *A ses commettants*, trahit nettement leur idée. C'était *la peur d'une révolution populaire, qui toucherait aux propriétés*, — la peur et la haine du *peuple*, de la foule déchaînée — la même peur qui anime aujourd'hui les radicaux et les socialistes bourgeois, quand ils parlent avec haine du « prolétariat en guenilles ».

Et c'est ici, c'est sur cette même peur qu'échoueront, dans la prochaine Révolution — la Grande, la Sociale — tous les partis semi-socialistes qui, dès aujourd'hui, occupent la même position plus ou moins gouvernementale, dans les parlements bourgeois, qu'occupaient alors les Girondins.

Ce ne seront pas les théories qui décideront du caractère de leur action. Ce sera la peur du peuple, de la foule, des guenilles. La peur de voir un régime, dans lequel la propriété, et plus que cela — *l'éducation lycéenne et universitaire* — auront perdu les privilèges qu'elles confèrent jusqu'à ce jour. La peur de se voir, eux, nivelés, eux, réduits au même niveau que la grande masse des travailleurs ! Quant aux théories, elles sont faites en prévision de cette alternative dans laquelle sera placée la Révolution : le maintien des privilèges, des monopoles, ou leur abolition ; avec la masse du peuple — ou contre elle !

* *

On comprend le désespoir qui s'emparait alors des vrais patriotes, et que Marat exprimait en ces lignes :

« Depuis trois ans, disait-il, nous nous agitons pour recouvrer notre liberté, et cependant nous en sommes plus éloignés que jamais.

« La Révolution a tourné contre le peuple. Pour la Cour et ses suppôts elle est un motif éternel de captation et de corruption ; pour les législateurs — une occasion de prévarications et de fourberies... Et déjà elle n'est pour les riches et les avares qu'une occasion de gains illicites, d'accaparements, de fraude, de spoliations ; le peuple est ruiné et la classe innombrable des indigents est placée entre la crainte de périr de misère et la nécessité de se vendre... Ne craignons pas de le redire, nous sommes plus loin de la liberté que jamais ; car *non seulement nous sommes esclaves, mais nous le sommes légalement.* »

Sur le théâtre de l'Etat, les décorations seules ont changé. Ce sont toujours les mêmes acteurs, les mêmes intrigues, les mêmes ressorts.

C'était fatal, continue Marat, puisque les classes inférieures de la nation sont seules à lutter contre les classes élevées. Au moment de l'insurrection, le peuple écrase bien tout par sa masse ; mais quelque avantage qu'il ait d'abord remporté, il finit par succomber devant les conjurés des classes supérieures, pleins de finesse, d'astuce, d'artifices. Les hommes instruits, aisés et intrigants des classes supérieures ont pris d'abord parti contre le despote ; mais ce n'a été que pour se tourner contre le peuple, après s'être entourés de sa confiance et s'être servis de ses forces pour se mettre à la place des ordres privilégiés qu'ils ont proscrits.

« Ainsi, continue Marat, et ses paroles sont d'or, puisqu'on les dirait écrites aujourd'hui, au vingtième siècle — ainsi, la Révolution n'a été faite et soutenue que par les dernières classes de la société, par les ouvriers, les artisans, les détaillistes, les agriculteurs, par la plèbe, par ces infortunés que la richesse impudente appelle *canaille* et que l'insolence romaine appelait des *prolétaires*. Mais ce qu'on n'aurait jamais imaginé, c'est qu'elle s'est faite uniquement en faveur des petits propriétaires fonciers, des gens de loi, des suppôts de la chicane. »

Au lendemain de la prise de la Bastille, il était aisé aux représentants du peuple « de suspendre de toutes leurs fonctions le despote et ses agents », écrit plus loin Marat. « Mais pour cela il fallait qu'ils eussent des vues et des vertus. » Quant au peuple, au lieu de s'armer complètement, il souffrit qu'une partie seule des citoyens le fût. Et loin d'attaquer les ennemis de la Révolution sans délai, il a renoncé lui-même à ses avantages en se tenant sur la défensive.

« Aujourd'hui, dit Marat, après trois ans de discours éternels des sociétés patriotiques et un déluge d'écrits,... le peuple est plus éloigné de sentir ce qu'il lui convient de faire pour résister à ses oppresseurs, qu'il ne l'était le premier jour de la Révolution. Alors il s'abandonnait à son instinct naturel, au simple bon sens qui lui avait fait trouver le vrai moyen de mettre à la raison ses implacables ennemis... Maintenant, le voilà enchaîné au nom des lois, tyrannisé au nom de la justice ; *le voilà constitutionnellement esclave.* »

On dirait que c'est écrit d'hier, si ce n'était tiré du n° 667 de l'*Ami du Peuple*.

Un découragement profond s'empare donc de Marat à la vue de la situation et il ne voit qu'une issue, — « quelques accès de fureur civique » de la part de la plèbe, comme aux 14 et 19 juillet, aux 5 et 6 octobre 1789. Le désespoir le ronge, jusqu'au jour où l'arrivée des fédérés venus à Paris des départements, va lui inspirer une nouvelle force.

* *

Les chances de la contre-révolution étaient si grandes à ce moment (fin juillet 1792) que Louis XVI refusa net la proposition des Girondins. Les Prussiens ne marchaient-ils pas déjà sur Paris ? Lafayette, ainsi que Luckner, n'étaient-ils pas prêts à tourner leurs armées contre les jacobins, contre Paris ?

Le roi n'avait-il pas en effet toutes les raisons pour espérer ? *Les jacobins n'osaient pas agir ;* et lorsque Marat, le 18 juillet, après que la trahison de Lafayette et de Luckner devint connue (ils voulaient enlever le roi, le 16 juillet, et le mettre

au centre de leurs armées), lorsque Marat proposa de prendre le roi comme otage de la nation contre l'invasion étrangère, — tous lui tournèrent le dos, le traitèrent de fou, et il n'y eut que les sans-culottes pour l'applaudir dans leurs taudis. Parce qu'il avait osé dire à ce moment ce qu'aujourd'hui nous savons être *la vérité*, parce qu'il osa dénoncer les complots du roi avec les étrangers, Marat se vit abandonné de tout le monde, — même de ces quelques patriotes jacobins, sur lesquels lui, qu'on représente si soupçonneux, avait cependant compté. Ils lui refusèrent jusqu'à l'asile, lorsqu'on chercha à l'arrêter et qu'il frappa à leurs portes.

Quant à la Gironde, après avoir entendu le refus du roi, elle parlementait de nouveau avec lui, par l'intermédiaire du peintre Boze; le 25 juillet, elle lui envoyait encore un nouveau message.

* *

On était à quinze jours du 10 août. Toute la France révolutionnaire rongeait son frein. Elle comprenait que le moment suprême d'agir était venu. Ou bien on porterait le coup de grâce à la royauté; ou bien la révolution resterait inachevée. On laissait alors la royauté s'entourer de troupes, organiser le grand complot pour livrer Paris aux Allemands, — et qui sait pour combien d'années à venir la royauté, légèrement rajeunie, mais toujours à peu près autocrate, resterait sur le trône de France?!

Eh bien! à ce moment suprême, toute la préoccupation des politiciens est de se disputer entre eux, pour savoir aux mains de qui va échoir le pouvoir, lorsqu'il tombera des mains du roi?

La Gironde le veut pour elle, pour la Commission des Douze qui deviendrait alors le pouvoir exécutif. Robespierre, de son côté, demande de nouvelles élections — une Assemblée renouvelée, une Convention, qui donnerait à la France une nouvelle constitution républicaine.

Quant à agir, quant à préparer la déchéance, personne n'y pense, sauf le peuple — certainement pas les Jacobins. Ce sont de nouveau « les inconnus », les favoris du peuple — Santerre, Fournier l'Américain, le Polonais Lazousky, Carra, Simon, Westermann (rien qu'un greffier à ce moment), qui se réunissent au Soleil d'Or pour comploter le siège du château et l'insurrection générale — avec le drapeau rouge en tête, qui signifierait « la loi martiale pour les royalistes ». Ce sont enfin les sections — la plupart à Paris et quelques-unes un peu par-ci par-là dans le Nord, dans le département de Maine-et-Loire, à Marseille... ce sont enfin les volontaires marseillais et brestois embauchés à la cause révolutionnaire par le peuple de Paris. Le peuple, toujours le peuple!

— Là (à l'Assemblée), on eût dit *des légistes acharnés à disputailler sans cesse sous le fouet des maîtres*...

Ici (à l'Assemblée des sections, à la Maison Commune), on posait les bases de la République, dit Chaumette dans ses *Mémoires*, publiés par Aulard.

C'est de ce mouvement que nous allons parler maintenant.

PIERRE KROPOTKINE.

UN BIENFAITEUR DE L'HUMANITÉ

« Il a une faculté d'assimilation rare... son intelligence s'impose à ses auditeurs, etc., etc. Venant compléter ce merveilleux équilibre intellectuel, quelle bonté, quelle indulgence, quel désintéressement... Il est d'une conscience scrupuleuse... Partout où il a passé, il s'est distingué, etc., etc... »

Ainsi s'exprime la revue *L'Alcool*, numéro de juin 1905, sur l'un des hommes les plus occupés de la terre, nous avons nommé M. Cheysson, avec qui les *T. N.* ont eu récemment une petite polémique (1), M. Cheysson, « inspecteur général des Ponts et Chaussées, professeur à l'École des sciences politiques et à l'École des Mines, membre de l'Institut, ancien directeur des mines du Creusot et directeur au ministère des Travaux publics, membre (c'est toujours l'*Alcool* qui parle, des Conseils supérieurs de statistique, des habitations à bon marché, de l'Assistance publique, du Comité consultatif des accidents, de la Commission extraparlementaire de l'alcool, président de la Société française de tempérance, de la ligue populaire pour le repos du dimanche, de la Société des maisons ouvrières d'Auteuil, vice-président du Musée social, de la Société française des habitations à bon marché, de la Ligue nationale de la mutualité, du Comité central des œuvres d'assistance de l'Alliance d'hygiène sociale, membre et ancien président de la Société de statistique, d'économie sociale, de médecine publique, des prisons, de la Société nationale d'agriculture, etc... »

Ouf!

« Je suis persuadé », ajoute l'*Alcool*, qui n'énumère pas les ouvrages de M. Cheysson, parce que cette énumération tiendrait plusieurs pages « que tous ceux qui, ne connaissant pas M. Cheysson, me font l'honneur de lire ces lignes, se disent: Il est matériellement impossible qu'un homme puisse remplir avec conscience de si multiples fonctions. Je reconnais que cela dépasse l'imagination. Et pourtant c'est vrai. Cette existence prodigieuse n'est pas un mythe: c'est un homme en chair et en os qui suffit à cette paradoxale besogne. »

M. Cheysson n'est pas un mythe: qu'il me soit permis de le regretter sincèrement.

HENRI CHAPOUTOT.

(1) Article de Pierrot sur la tuberculose.

DES FAITS

Le Fonctionnarisme en France.

Dans un rapport récemment présenté à la Société d'économie sociale, M. Isaac montre dans quelles proportions le nombre des fonctionnaires a augmenté en France depuis cinquante ans. Tandis que, depuis 1846, celui des commerçants patentés n'a augmenté que de 15 p. 100, — il y en avait 33,3 pour mille habitants à cette date et 48,8 seulement en 1904, — le nombre des fonctionnaires, qui était de 188.000 inscrits sur les tableaux de situation des retraites de l'État en 1846, dépassait, en 1904, 450.000, soit une augmentation de 150 p. 100.

La proportion à l'ensemble de la population n'est pas moins intéressante. Pour 1.000 habitants, il y avait, en 1846, 5 fonctionnaires 1/3, et, en 1904, 11 1/2. En 1846, il y avait 16 fonctionnaires en regard de 100 patentés; en 1868, plus de 18; en 1873, plus de 21; en 1886, 25; en 1896, 28 1/2, et, en 1904, 30. Il y a donc, aujourd'hui, un fonctionnaire à nourrir par trois commerçants!

Notre prochain Supplément sera consacré à la **Guerre** *et au* **Militarisme.**

MOUVEMENT SOCIAL

BESANÇON. — **La grève dans l'armée.** — Les soldats de la 7e section d'administration à Besançon affectés au magasin central de l'habillement et du campement, étaient tenus d'arracher l'herbe qui croissait dans les cours et cela de midi à une heure, alors que la chaleur est torride et que ce laps de temps compris entre le repas et la reprise du travail devrait être consacré au repos.

Las de cet état de choses, mercredi dernier, 21 hommes dont 1 réserviste refusèrent d'exécuter cette corvée.

Le général commandant le 7e corps d'armée vient de porter à 60 jours de prison pour les anciens soldats et 30 jours pour les jeunes les punitions infligées aux coupables, et de décider leur renvoi dans des régiments, certains même en Afrique.

MONOGRAPHIES (1)

Nîmes.

Nîmes a 86.000 habitants environ et ses merveilleux monuments antiques attirent de très nombreux touristes.

Prix de la vie. — Les loyers sont de 120 francs pour deux pièces, de 150 à 160 pour trois pièces. La livre de bœuf vaut de 0 fr. 90 à 1 franc la livre, la livre de veau 1 fr. 20. La classe ouvrière commence à manger beaucoup de viande de cheval, dont la livre se vend de 0 fr. 30 à 0 fr. 50. Le pain vaut 0 fr. 35 le kilo. Quant au vin, bien que nous soyons en plein centre vinicole, il se vend encore de 0 fr. 15 à 0 fr. 20 le litre, bien souvent falsifié!

Industrie. — La fabrication de la chaussure vient en tête; après elle, la confection du vêtement.

1° La chaussure occupe de huit à neuf mille ouvriers des deux sexes. Le travail se fait presque toujours aux pièces, et à des prix fort bas. C'est ainsi que pour douze heures de travail, un cloueur ne gagne pas plus de 4 francs. Ajoutez que le chômage est de cinq mois par an et jugez si la situation du cordonnier nîmois est précaire. Aussi, quand vient la morte-saison, n'est-il pas rare de le voir se transformer en manœuvre ou bien en terrassier; aux vendanges, tous se répandent dans le vignoble environnant; là le salaire est pour l'homme de 4 francs, pour la femme de 2 francs, soit de 6 francs par ménage. De plus, l'homme étant éloigné des cabarets, on peut mettre quelque argent de côté et se sortir des dettes contractées pendant le chômage.

Une piqueuse de bottines se fait 2 francs pour douze heures de travail; le coupeur en chaussures arrive à toucher 4 fr. 50.

Un syndicat de cordonniers existe. Voici environ un an, il répondit à un lock-out patronal par une grève générale de la corporation. Seulement les esprits n'étant pas préparés, les résultats en furent minces. La lutte est à reprendre.

2° Les 3.000 ouvriers et ouvrières du vêtement ne sont pas plus heureux que leurs camarades de la chaussure. Le travail aux pièces est, chez eux, très fréquent. Pour des journées de 13 à 14 heures, les culottières et giletières ne touchent pas plus de 2 francs, et encore faut-il en déduire des frais de fournitures, chauffage et autres.

Trois grands ateliers de confection occupent chacun un personnel de 200 travailleurs. Le prix du travail des hommes varie entre 3 et 5 francs par jour; parmi les femmes, les mécaniciennes atteignent une moyenne de 2 fr. 50 à 3 francs; les ouvrières à la main n'obtiennent que 2 francs, mais la majorité d'entre elles ne se font que de 0 fr. 75 à 1 fr. 25.

La journée est de 10 heures; les amendes pleuvent comme grêle.

Un syndicat fonctionne là aussi. Mais n'est-il pas plutôt une société de secours mutuels? En effet, depuis 23 ans qu'il existe, rien n'a été tenté pour la hausse des salaires. Le droit d'entrée y varie entre 5 et 20 francs, selon l'âge de l'adhérent.

A quelques camarades, nous demandâmes que ce droit fût abaissé à un franc seulement et que la caisse de secours et la caisse d'action fussent désormais séparées. Le droit fut bien ramené à un franc, mais avec des conditions telles que nous préférâmes partir et fonder un nouveau syndicat — lequel eut mille peines à se faire admettre à la Bourse du travail.

Les ouvriers des autres corporations reçoivent des salaires d'environ 4 francs.

La Bourse du travail, détenue par des politiciens, est mal administrée. Cependant il semble qu'un mouvement se dessine peu à peu. Des camarades énergiques sont venus aux syndicats et se proposent de les aiguiller dans un sens nettement révolutionnaire. Souhaitons qu'ils réussissent pour le bien de

(1) Nous demandons instamment aux camarades de bien vouloir nous envoyer des renseignements sur leur région.

ce prolétariat nîmois que la politique occupe seule aujourd'hui. »

La Maison du Peuple est un instrument électoral, aux mains des socialistes réformistes. La Maison du Prolétariat lui ressemble trait pour trait, bien que ses administrateurs, qui sont les huit socialistes du conseil municipal, se qualifient aisément de révolutionnaires. Il est vrai qu'en période électorale, ces révolutionnaires farouches n'hésitent point à s'allier avec les républicains radicaux!

L'ouvrier nîmois est très anticlérical, ce qui ne l'empêche pas le plus souvent de faire baptiser et communier ses enfants et de se soumettre au sacrement de mariage. Cet anticléricalisme superficiel, qu'exploitent habilement les bateleurs de la politique (avons-nous dit que Nîmes a pour député le « socialiste » Fournier?), est cause sans doute qu'il se désintéresse si complètement de la lutte sur le terrain économique. Qui mange du curé se soucie peu de manger autre chose.

J. D.

MOUVEMENT OUVRIER

Dans le bassin de Longwy, la situation ne s'est pas modifiée ces jours derniers. Contrairement à ce qu'en attendaient les gros exploiteurs de la région, l'expulsion de Cavalazzi, loin d'enrayer le mouvement, n'a fait qu'en activer la vigueur. A Saulnes, le mouvement s'est même généralisé et deux hauts fourneaux ont dû être éteints par suite du manque de minerai. A Hussigny, à Godbrange et à la Côte-Rouge, aucun changement dans la situation. Les grévistes se réunissent presque chaque jour. Dans chaque village, les « soupes communistes » fonctionnent et fournissent la nourriture suffisante aux grévistes et à leurs familles.

A Villerupt, localité à cheval sur les deux frontières française et allemande, le patron, qui ne fait pas partie du trust de Longwy, a accordé immédiatement satisfaction aux réclamations ouvrières, au grand désespoir de ses concurrents.

C'est là une victoire qui aura sa répercussion dans tout le bassin.

A Hussigny également, trente-deux chargeurs de hauts fourneaux de la Société Lorraine ont obtenu une augmentation de salaire. En ce qui concerne les mineurs, le patronat qui se montrait si hautain au début, qui refusait même d'entrer en pourparlers avec les grévistes, a commencé à mettre les pouces et l'accord a pu s'établir sur les points suivants, que je crois devoir citer en entier, car ces concessions patronales montrent, mieux que tout développement, dans quel esclavage économique sont tenus les travailleurs de ces régions :

1° Les prix des chantiers seront revisés et fixés après expertises; 2° Les mineurs nommeront un contrôleur à la bascule qu'ils payeront et pourront remplacer à leur gré; 3° Il sera fait une réduction sur les prix de 42 articles vendus à l'économat; 4° La paye sera faite tous les quinze jours; 5° La rentrée des bois dans les galeries sera effectuée aux frais des sociétés; 6° Les amendes seront réduites de 3 francs à 0 fr. 50; 7° La mèche de mine sera vendue 0 fr. 25 au lieu de 0 fr. 50; 8° La poudre qui était vendue 1 fr. 50 à Godbrange, 1 fr. 25 à Hussigny, 1 fr. 50 à Côte-Rouge, sera désormais vendue dans les trois mines 1 fr. 15; 9° Il ne sera fait aucun renvoi pour faits de grève pour la mine de la Côte-Rouge. Il a été ajouté à ces dispositions que les ouvriers ne seraient plus obligés de loger et de prendre leurs repas chez les tâcherons.

Les grévistes ne reprendront le travail que si leurs camarades de Moulaines et de Saulnes obtiennent les mêmes satisfactions.

La troupe continue comme de juste à faire des patrouilles dans toute la région et pas un cortège de grévistes qui ne soit accompagné par les dragons ou les chasseurs; toutefois les graves collisions des premiers jours ne se sont pas reproduites. C'est que l'exploiteur-maire Marc Raty n'est plus là pour commander les charges.

Au point de vue international, la situation est également meilleure. Les ouvriers des mines du Luxembourg ont décidé de restreindre leur production, pour ne pas alimenter de minerai les usines situées sur le territoire français et dont leurs camarades sont en grève.

En somme, tout en étant toujours très tendue, la situation générale semble vouloir s'améliorer, et ce à l'avantage des ouvriers.

L'omnipotence patronale est définitivement attaquée dans cette région, c'est là le fait important du mouvement actuel.

Il semble que les grèves s'abattent plus particulièrement depuis quelque temps sur les centres métallurgistes. En dehors de l'important mouvement du bassin de Longwy, une grève vient d'éclater aux usines de la Ville Gozet, près de Montluçon, usines dépendant de la compagnie Châtillon-Commentry, à qui appartiennent également les usines de Neuves-Maisons dans l'Est.

Les grévistes sont au nombre d'un millier et réclament notamment une augmentation générale des salaires.

A Pamiers (Ariège) également, importante grève de métallurgistes.

A Paris, la grève des ouvriers tourneurs de la maison Serpollet continue.

Si la direction se refuse à faire droit aux revendications des ouvriers, le personnel de l'usine et les ajusteurs principalement manifestent l'intention de se solidariser avec leurs camarades grévistes.

A Trélazé, grève des ouvriers allumettiers qui réclament une augmentation de salaire et la journée de 8 heures.

A Lyon, grève des ouvriers terrassiers, qui formulent les revendications suivantes :

Journée maximum de 10 heures, 0 fr. 60 au lieu de 0 fr. 40 pour les manœuvres, 0 fr. 75 pour les boiseurs et poseurs; les heures de nuit payées double. Des réunions ont lieu chaque jour, et les grévistes traversent la ville en cortège. La situation morale est excellente, m'écrit un camarade et nul doute que les grévistes, au nombre de plus de 2.000, ne luttent jusqu'à ce qu'ils aient obtenu entière satisfaction.

A Carcassonne, les charretiers et camionneurs se sont mis en grève. Ils demandent une augmentation de salaire, la limitation des heures de travail et une plus grande quantité de vin que celle qui leur est donnée.

Des pourparlers se sont engagés entre les patrons et les ouvriers; des scènes violentes se sont produites. Quatre mandats d'amener ont été décernés contre des grévistes. Une arrestation a été opérée.

Des patrouilles de gendarmes et de dragons parcourent les boulevards de la ville et des piquets d'infanterie sont postés sur les voies principales.

Les tonneliers ont obtenu satisfaction.

P. Delesalle.

Saint-Etienne. — **Chez les teinturiers.** — Ainsi que je l'annonçais dans le dernier numéro, les teinturiers de Lyon ont refusé de soutenir par la grève leurs collègues stéphanois. A Saint-Chamond, le travail a également repris et le chômage n'a duré que deux jours. Les teinturiers stéphanois ne peuvent donc compter que sur eux-mêmes et sur l'appoint financier qui, on le sait, fait trop souvent défaut. En attendant, les soupes communistes *fonctionnent* au mieux.

Un referendum sur l'acceptation du nouveau règlement que les patrons voudraient imposer, a donné les résultats suivants : pour le règlement, 128 voix; contre, 564. Conséquemment, le règlement n'est pas accepté et la grève continue.

Une entrevue ayant été demandée par le syndicat ouvrier aux patrons, ceux-ci, par l'intermédiaire de M. Fessy, ont fait savoir par la voie de la presse que, des pourparlers ayant été engagés avec des ouvriers indépendants, ils ne pouvaient entamer séparément et simultanément des négociations avec deux groupes d'ouvriers dont les intérêts sont identiques...... et qu'il serait préférable que ces deux groupes s'entendent pour constituer une délégation unique, etc.

En deux mots, les patrons veulent bien recevoir les jaunes qui acceptent *leur règlement*, mais se refusent à discuter le dit règlement avec les rouges. M. Fessy ne doute de rien, puisqu'il a l'aplomb de proposer aux grévistes de pactiser avec les renégats. Abel embrassant Caïn.

Une réunion a eu lieu à la Bourse du Travail, où un *certain nombre* de syndicats ont examiné la situation faite aux teinturiers. D'après ce que me dit un ami, quelques syndicats auraient proposé la grève de *toutes les corporations* à Saint-Etienne. La proposition n'aurait pas été acceptée d'une exécution immédiate et les organisations ouvrières continueront seulement à aider *pécuniairement* les grévistes *malgré eux*.

Rousset-Galhauban.

ANGLETERRE

Le compte rendu des audiences du tribunal de simple police d'Halifax nous apprend qu'un certain nombre de contribuables ayant refusé de payer leurs taxes, ont comparu récemment.

L'un de ces contribuables, M. Mitchell (c'était son tour de parler) ouvre la bouche et prononce ces mots : Je voudrais dire... Aussitôt le président s'écrie : Vous n'avez rien à dire. M. Mitchell reprend : Je voudrais simplement dire quelle est ma position. Le président riposte alors : Je ne suis pas ici pour entendre un seul mot sur ce sujet. Je ne puis que vous permettre, Monsieur, d'exposer votre cas.

Le *Truth* ajoute que la justice est souvent rendue de cette façon, mais qu'il semble un peu indiscret pour un président de jeter le masque d'une façon aussi manifeste.

RUSSIE

La censure continue de veiller. Un négociant de vins de Sion (Valais) vend à un client en Russie du Johannisberg « Brûle-fer », c'est le nom du clos voisin de Sion. Le client demanda à son fournisseur de lui envoyer un certain nombre d'étiquettes portant le nom du dit clos. Ces étiquettes furent expédiées, mais la censure a noirci le nom de Brûle-fer, elle l'a estimé « subversif ». D'autres étiquettes adressées en Russie sous des enveloppes différentes ont été confisquées, une seule a passé à travers les mailles policières.

AUSTRALIE

La commission, sous la présidence de M. Roth, nommée pour enquêter sur les traitements infligés aux aborigènes d'Australie, a terminé ses travaux. Le rapport signale la façon barbare dont la police charge de chaînes, rivées au cou et aux poignets, des indigènes dont certains ont de quatorze à seize ans.

Les policiers, non contents d'une indulgence coupable pour les Européens, menacent de mort les indigènes qui ne veulent pas avouer, laissent des femmes attachées à des arbres durant la nuit, abusent fréquemment d'elles, arrêtent à tort et à travers pour toucher les primes, ne distribuent pas les secours, etc., etc.

Les scandales confirmés par l'enquête soulèvent une émotion considérable dans les milieux coloniaux anglais.

SÉNÉGAL

Il y a à Nianning tout juste sept ou huit Européens, tous commerçants, et qui font le trafic avec les noirs, c'est-à-dire qui leur achètent leurs arachides contre des produits abominablement frelatés et contre un gros bénéfice. Malgré l'abrutissement que l'on s'efforce de leur inculquer, au moyen de l'alcool et le respect brutal de l'autorité, les noirs ne se laissent pas toujours faire. Ils prennent souvent à crédit et parfois ne paient pas. On est obligé quand même d'y passer, attendu que l'on ne peut pas se passer d'eux. Ce sont les Chinois de l'Afrique.

D'après les commerçants, les noirs sont de grands enfants; c'est à mon avis ce qui fait leur mérite. Certainement ce sont de grands enfants, et c'est justement *parce* qu'ils sont comme ces derniers, qu'ils ne peuvent pas arriver à comprendre les finasseries de notre prétendue civilisation. Ils sont, eux, logiques avec la nature, pas le besoin de mentir, absolument comme l'*enfant* qui n'a pas encore eu le cerveau déprimé par l'autorité souvent exagérée des parents et ensuite par celle du *maître d'école* et qui s'étonne de ce qu'un fait simple, dont, malgré nous, nous sommes *obligés de convenir*, soit dénaturé et prenne un sens tout autre.

Les noirs sont des gens qui n'aiment obéir qu'à leur nature, ils ont *raison*. Si les Européens n'en sont pas satisfaits, ils n'ont qu'à rester chez eux. Mais notre rapacité n'a pas de bornes, on ne reconnaît même pas au noir un bout de terrain où il puisse planter sa tente, et c'est la triste vérité. Aussi, l'autre jour, j'assistais à un *fait* : le gouvernement du Sénégal veut *faire* bâtir une maison; comme on trouvait que le voisinage des noirs était gênant, on fit appeler le chef du village et on lui donna l'ordre de déguerpir. Tout le monde s'exécuta sans sourciller (ils savent parfaitement que, par le droit brutal de conquête, nous les avons tous, et eux aucun).

L'agent de l'autorité qui a donné cet ordre a été superbe de logique européenne, en ajoutant, tout en parlant au chef de village : « *Tu comprends, mon ami, vous n'êtes pas chez vous.* »

(D'une lettre particulière qu'on nous a communiquée.)

VARIÉTÉ

LE CHOIX DES ALIMENTS

(Suite) (1)

La *viande* des animaux constitue avec raison l'un des éléments principaux de la nourriture habituelle, surtout dans les villes et pour les travailleurs.

Toutes les viandes cependant ne s'équivalent pas et leur préparation culinaire importe beaucoup.

Au point de vue de leur richesse en produits alimentaires, elles se classent ainsi, par ordre de valeur décroissante :

La perdrix, le canard sauvage, le pigeon, le cheval, le bœuf maigre, le lapin, le poulet maigre, le cochon maigre, le mouton, le veau et l'oie.

Au point de vue de la facilité avec laquelle elles se digèrent, on peut classer sur la même ligne le cheval, le bœuf, le porc frais, le mouton, et le poulet fait.

Toutes les viandes d'animaux trop jeunes sont susceptibles de causer des intoxications allant depuis le simple malaise jusqu'aux grands symptômes d'empoisonnement. Il en est de même des viandes trop grasses.

Il faut donc rejeter de l'alimentation courante le canard, l'oie jeune et grasse, le poulet de grain, et le veau, surtout en province où on a l'habitude d'abattre des veaux beaucoup trop jeunes. Quand on en mange, il faut les faire cuire très longtemps et ne pas les assaisonner de sauces compliquées.

Il reste pour l'alimentation habituelle le mouton, le bœuf, le cheval et le porc frais qui sont tous d'excellents aliments à la condition d'être maigres et d'être toujours rôtis ou grillés.

Dans les produits de charcuterie, seul le jambon maigre est un bon aliment.

Les tripes, la cervelle, le ris de veau, le foie, les rognons ne doivent être consommés qu'exceptionnellement.

J'attire spécialement l'attention de mes lecteurs sur la valeur du *cheval* comme aliment substantiel, sain, digestible et peu coûteux.

C'est uniquement en vertu d'un préjugé que la majorité de la population manifeste du dégoût pour la viande de cheval, et c'est grâce à cela seul que cette viande reste encore à bas prix. Dans le sud de la Russie, elle est plus estimée et se vend plus cher qu'aucune autre viande. Il en sera de même, avant vingt ans, à Paris et dans la plupart des grandes villes, surtout quand on aura entrepris l'élevage et l'engraissement des chevaux uniquement en vue de la boucherie.

Actuellement la viande de cheval se vend en général presque moitié prix de celle de bœuf, et, à égalité de poids, elle est plus nourrissante, parce qu'elle est plus maigre. Donc, pour la même dépense, une famille d'ouvriers peut manger de la bonne viande de cheval tous les jours ou de la viande médiocre de bœuf tous les deux jours. A Paris et dans les grandes villes, l'habitude de manger du cheval s'étend rapidement, surtout dans les faubourgs et les quartiers ouvriers ; mais les pauvres gens y restent encore réfractaires, en province. Il est vrai que la corporation des bouchers lutte contre la création de boucheries de cheval : les consommateurs n'ont qu'à s'entendre par groupes pour faire venir de la boucherie de cheval la plus voisine leurs provisions, une ou deux fois par semaine ; dès qu'un débitant verra un noyau de clientèle organisé, dans un pays, il viendra y installer une boutique.

Il faut toujours mêler dans un repas, à la viande, une suffisante quantité de *légumes*. Ils viennent apporter à l'organisme des éléments nutritifs nécessaires qui n'existent pas dans la viande, ils en favorisent la digestion, et offrent en outre l'avantage d'être relativement moins coûteux.

Cependant, un travailleur dans la force de l'âge ne peut se contenter d'une alimentation purement végétale. Il serait désirable à tous les points de vue que l'homme pût vivre, sans détruire, autour de lui, tant d'êtres vivants. On y arrivera sûrement, quand on aura su extraire d'une immense quantité de végétaux, les principes utiles à l'alimentation qui y sont tous contenus ; on aura ainsi, sous une forme analogue à un morceau de fromage, l'équivalent d'un morceau de viande obtenu uniquement des végétaux.

Actuellement les humains, déployant toute leur activité à s'entre-tuer pour se dominer les uns les autres, n'ont pas le temps de songer aux moyens de bien vivre côte à côte sur cette terre qui peut aisément les nourrir tous, contrairement aux affirmations plus que hasardées des néo-malthusianistes.

Jusqu'à ce que la raison ait dominé ces instincts sauvages et édifié une société en équilibre, il faut se résoudre à tuer des animaux pour se nourrir, car aux légumes tels que nous les livre la nature, il est nécessaire d'adjoindre une certaine quantité de viande. La proportion de matériaux inutiles à la nutrition que renferment les légumes à l'état brut est telle en effet que, pour nourrir un homme vigoureux et qui travaille, il faudrait ingurgiter une quantité de légumes très difficile à digérer. C'est ce qui arrive pour la plupart des travailleurs des champs.

Il est bon de ne faire chaque jour qu'un repas de viande et de se rappeler que les œufs, le poisson et même le fromage sont des aliments de même ordre que la viande ; et qu'il ne faut par conséquent pas les ajouter à celle-ci en trop grande quantité, mais les lui substituer, pour varier l'alimentation.

Ce repas substantiel devrait toujours être fait au milieu de la journée et non le soir. Il devrait consister : 1° en un plat de viande, cuite à point, rôtie ou grillée, ou bien en œufs, ou en poisson ; 2° en pommes de terre bouillies, cuites au four, en purée, ou bien tout autre légume farineux ou en purée ; 3° en un plat de légumes verts dans la saison ; 4° la valeur d'un sou de pain, deux sous au plus, bien cuit.

Pour le repas du soir : un potage maigre, ou une bouillie, et des fruits cuits ou en confiture.

Le premier déjeuner peut consister en pain et fromage, pain et chocolat sec, avec thé léger ou café léger, ou œufs si on n'en mange pas d'autres dans la même journée, ou soupe.

Le goûter, quand on en a l'habitude et le besoin, doit comprendre les mêmes aliments que le premier déjeuner, toujours sous les mêmes conditions ; c'est-à-dire en évitant de manger plusieurs fois par jour du fromage, ou des œufs, ou du chocolat, ou de la viande.

Il n'y a aucun inconvénient à manger plusieurs fois par jour de la soupe de légumes, à condition d'y ajouter à un repas un peu de viande, ou des œufs.

Le plus précieux des légumes, comme aliment, est la *pomme de terre*. Elle mérite, mieux que le pain, d'être l'aliment le plus usité. Mais pour en tirer tout bénéfice, il faut la manger bouillie, cuite au four ou sous la cendre et jamais frite. Pour les enfants et les gens digérant difficilement, il faut la réduire en purée.

Ces recommandations sont applicables, d'ailleurs, à tous les légumes dits farineux : ils doivent être consommés bouillis, débarrassés de leurs enveloppes et de toutes les parties qui résistent à l'action des liquides digestifs, et, de préférence, écrasés.

Avec ces précautions on peut user largement des *pommes de terre*, des *carottes*, des *navets*, des *châtaignes*, des *haricots blancs* et *rouges*, des *lentilles*, des *fèves*, des *pois*, du *riz*, tous aliments nourrissants et se digérant bien pourvu qu'on n'y ajoute ni graisse, ni bouillon gras, ni jus de viande épais ; on peut, en général, sans inconvénient, les manger avec du beurre frais mélangé aux légumes sur la table et non avant de les faire cuire.

On extrait industriellement des légumes farineux, originaires de différents pays, des farines alimentaires qu'on fait ensuite cuire de diverses façons.

Le *pain* est ainsi préparé avec de la farine de froment en général, quelquefois de seigle. Il y a dans le pain deux parties très distinctes : la croûte, qui a subi une température de 200°, est beaucoup plus nourrissante et surtout beaucoup plus facile à digérer que la mie. Celle-ci, protégée par la croûte, n'a pas été portée en général à plus de 100°, et conserve une notable quantité d'eau (45 o/o environ contre 17 o/o dans la croûte).

En outre, toutes les substances alimentaires y sont en moindre proportion que dans la croûte.

On a accusé la fabrication habituelle du pain de laisser de côté une certaine quantité de produits utiles que renferme le grain de blé et qui restent dans le son. Il n'est pas prouvé jusqu'ici que nous perdions beaucoup à cette élimination, sauf au point de vue de certains sels tels que les phosphates. Nous pouvons les récupérer aisément à l'aide des œufs, des légumes verts, des poissons qui en contiennent ; il est, somme toute, préférable de manger du pain qui se digère bien que du *pain* dit *complet* qui se digère plus mal.

Le désir d'obvier aux inconvénients de la mie de pain insuffisamment cuite a fait préparer par l'industrie des biscuits et biscottes de divers genres où la farine de blé est mélangée parfois de beurre, de lait et d'œufs et qui ont subi une cuisson complète dans toutes leurs parties. Ce sont de bons aliments, qui ont le défaut d'être assez coûteux, mais qui contiennent, sous un petit volume, une grande quantité de substances nutritives. Parmi les plus recommandables, je citerai les *zwiebacks* allemands et les *craquelins* bretons et russes. C'est un des premiers aliments solides qu'on puisse donner aux enfants et aux malades.

Comme autres préparations faites avec des farines, les nouilles, le macaroni et le vermicelle sont très supérieurs au pain comme valeur nutritive et se digèrent au moins aussi bien.

Enfin, on peut préparer, dans les ménages, toutes espèces de bouillies avec des farines de blé, de maïs, d'orge, d'avoine, de riz, de manioc (qui fournit le tapioca), de sagou, d'arrow-root. Préparées seulement à l'eau, salées et sucrées, et surtout très bien cuites, ces bouillies constituent le meilleur aliment des enfants qu'on cesse d'allaiter ; il en est de même pour les personnes affaiblies ou malades ; et les gens bien portants devraient en consommer plus qu'ils ne le font généralement.

Préparées au lait, ces bouillies sont un peu

---

(1) Voir les numéros 9, 10, 11, 12, 13 et 14.

plus nourrissantes, mais un peu plus longues à digérer.

Enfin la bouillie épaisse, sous forme de pâte, cuite au four ou dans des poêlons, constitue l'aliment usuel des classes pauvres de différents pays, sous le nom de *polenta*, de *gaudes*, etc... C'est un bon aliment, mais qui ne saurait, à lui seul, suppléer à la viande dont sont presque totalement privés, en général, les pauvres gens.

Quant aux *pâtisseries* livrées par le commerce, moins on en consomme, mieux cela vaut, surtout pour les enfants.

Ceux-ci en sont très gourmands, mais c'est surtout à cause du sucre; et, en cela, ils ne font qu'obéir à un instinct naturel et à un réel besoin.

Le *sucre* est nécessaire à l'alimentation de tout être vivant, mais surtout dans sa période d'accroissement.

Il est démontré que le sucre fournit des matériaux de réserve à la machine animale, favorise l'assimilation des aliments azotés (tels que la viande, les œufs, etc.), ralentit les déperditions, enfin calme la soif.

C'est donc un aliment de tout premier ordre et de première nécessité.

Aussi l'emploie-t-on de plus en plus dans l'alimentation des animaux et particulièrement des chevaux et dans les armées en campagne; en un mot, partout où les possédants ont intérêt à faire produire le plus d'énergie possible. Quant aux travailleurs, on se contente de leur vendre le sucre très cher.

Il faudrait que tout travailleur pût consommer au moins 50 grammes de sucre par jour, ce qui représente environ six morceaux de sucre cassé à la mécanique tel qu'on nous le livre en France. Et il y a des quantités d'êtres humains qui, soumis à de rudes travaux, n'ont pas 5 grammes de sucre à leur disposition chaque jour! C'est une des principales raisons pour lesquelles le travailleur boit de l'alcool, éprouvant le besoin de trouver, dans quelque produit, la source d'énergie que son alimentation ordinaire ne suffit pas à lui donner. Il semble d'ailleurs probable, d'après Duclaux, que le sucre, dans l'économie, se transforme en alcool, mais il y a autant d'avantages à l'avaler sous forme de sucre que d'inconvénients à le prendre sous forme d'alcool.

Beaucoup de produits alimentaires renferment du sucre: le lait contient par litre environ 50 grammes de sucre sous une forme très assimilable. Cette proportion, qui est celle qu'on trouve dans le lait de vache de bonne qualité, est un peu plus forte dans le lait de femme (60 grammes environ par litre), de sorte qu'un nourrisson à l'âge d'un an absorbe par jour 60 à 75 grammes de sucre.

(*A suivre.*) Dr E. D.

Notre prochain dessin sera signé Roubille.

BIBLIOGRAPHIE

Les Idées de M. Bourru (1) sont un recueil d'articles que M. Payot a écrits sur différents sujets, en différentes publications; mais ayant tous, plus ou moins, trait à l'éducation.

Il y a, là-dedans, beaucoup de bon, encore plus de mauvais; car les idées de M. Payot semblent toujours vouloir déployer de larges ailes pour se lancer, haut, dans les airs; mais ce n'est, hélas, que de simples velléités, comme chez les volatiles ayant trop longtemps vécu en cage; après les avoir fait claquer, ces pauvres ailes, déshabituées de planer, se reploient, ne se souvenant plus qu'elles sont faites pour abandonner le sol et planer.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Colin, 5, rue de Mézières.

M. Payot connaît fort bien les défauts de l'enseignement actuel, il en fait une excellente critique, il indique même quelques modifications au système d'enseigner; malheureusement ce n'est que pour aboutir aux mêmes lieux communs, en y adaptant la phraséologie (seule) des idées nouvelles:

« L'art d'être heureux, c'est de savoir s'accommoder du mieux que l'on peut de la situation où l'on se trouve », belle maxime de résignation qui ne risque pas de faire des révoltés. « Il ne faut pas envier les riches, ils sont assez malheureux par les ennuis qu'ils se créent. » Ce qui est une idiotie: il ne s'agit pas d'envier les riches, mais tout simplement de ne pas subir leur exploitation et crever de misère de ce fait, ce qui est bien différent.

Pour ce qui est de l'éducation elle-même, il a de semblables maximes qui ne me semblent pas faites pour élargir le sens critique de ceux qui voudraient les suivre.

Ainsi, selon lui, il faut lire peu, mais bien. En cela, je suis d'accord avec lui. La lecture ne vaut que par le choix que l'on sait en faire, et que par la faculté d'assimilation que l'on possède. Inutile de lire des tas de livres, si tout cela doit danser le cake-walk dans votre caboche. Mieux vaut lire peu, et le comprendre.

Seulement, il me semble pousser son système un peu trop à l'absolu lorsqu'il fait sienne cette phrase qu'il emprunte au ratichon Gautain: « En sorte que, si en chaque partie, on possède bien un seul (livre) qui soit bon, on n'a pas besoin de doublures. »

Quelle que soit la valeur d'un livre, il ne contient que les idées et les vues personnelles de celui qui l'a écrit, et celui-là, quelle que soit sa valeur propre, possède rarement une question à fond. Si on veut bien se pénétrer d'une idée, d'une question, il faut lire, non seulement le « bon livre » qui a été écrit là-dessus, mais « tous » ceux qui sur ledit sujet ont quelque valeur, surtout lorsqu'ils se contredisent; les objections mettent en lumière les côtés que d'autres n'ont pas aperçus, ou pas voulu voir. Et ensuite y opposer ses propres objections.

M. Payot est, encore, l'adversaire des faits. Selon lui, il vaut mieux cultiver l'idée que perdre son temps à accumuler des faits! Cette fois-ci, il me semble qu'il plane trop, car l'idée ne vaut que si elle est appuyée par les faits; tant qu'elle ne reste qu'une simple spéculation du cerveau, l'idée n'est qu'un passe-temps d'eunuques. L'idée ne vaut que lorsqu'elle tend à se réaliser dans les faits.

Du reste, M. Payot me semble cultiver la douce philosophie qui consiste à contenter tout le monde ... et son père. « Lorsqu'on est catholique, dit-il, il faut considérer les non-catholiques comme les meilleurs amis du catholicisme, puisque c'est à leurs attaques que la religion doit de s'épurer, et de laisser tomber ses parties caduques; il faut, quand on est libre penseur, considérer les pratiquants comme des collaborateurs pour l'élaboration de la vérité humaine commune », page 211.

Chacun doit avoir la liberté de penser et d'exposer ses idées comme il l'entend, voilà la seule vérité. Mais lorsqu'il est convaincu que certaines théories ne font que perpétuer l'ignorance et le mensonge, chacun a le droit, et le devoir, de les combattre, en exposant aussi librement, quitte à froisser ceux qu'il combat, ce qu'il croit, lui, être la vérité.

La liberté pour tous. Mais pas de ces « collaborations » qui ne sont que des compromis, et une morale de satisfait.

* *

Engels ayant trouvé un ouvrage de l'Américain Morgan sur les clans iroquois, a, dans *Les Origines de la société* (1), essayé de se servir de ce travail pour assigner une origine commune à la famille, la propriété et l'Etat.

Mais, d'un cas particulier d'évolution essayer de le généraliser à toute l'évolution, est une preuve d'ignorance. Les étapes n'ont pas été identiques pour chaque groupement humain. Les influences de milieu, de sol, de climat, n'ont pas été les mêmes pour chaque groupe. L'abondance ou la rareté des vivres ont eu aussi leur part d'influence dans l'évolution humaine. J'aurais préféré qu'Engels nous donnât une réédition pure et simple de l'ouvrage de Morgan que ses conclusions à lui, tirées par les cheveux, d'un texte qu'il nous est impossible d'analyser.

D'autre part, il ne manque pas d'affirmer en passant la grossière erreur — car cela fait partie de sa conception économique de l'histoire, — que, pour être émancipée, la femme doit devenir serve de l'usine.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Jacques, 14, rue Hautefeuille.

« On verra alors que l'affranchissement de la femme exige, comme condition première, la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique », page 94.

Nul besoin que la femme s'industrialise pour se libérer. Ce qui est absurde, du reste, car l'industrie n'a pas libéré l'homme, mais l'a davantage courbé sous le joug du capitaliste. Il s'agit seulement d'avoir une notion plus nette des choses, et de comprendre que l'homme et la femme ayant des fonctions physiologiques différentes dans la vie et la société, ces fonctions différentes sont nécessaires à la continuation de la vie et à la bonne marche de l'organisation sociale, qu'elles sont équivalentes, par conséquent, et que tous deux ont droit à la satisfaction intégrale de leurs besoins, à la possibilité de leur entier développement sans être asservis l'un à l'autre.

Engels affirme également que: « à ce moment du développement (époque de la pierre taillée), il ne pouvait se produire d'échange que dans le milieu de la tribu, et cet échange restait un fait exceptionnel », page 255.

Il n'y a qu'à ouvrir le premier travail venu sur le préhistorique pour constater que des instruments de pierre ont été trouvés en des localités, non seulement ne fournissant pas la roche dont ils étaient fabriqués, mais que l'on ne peut trouver qu'à d'énormes distances. Ce qui laisse à supposer, par conséquent, qu'il y avait voyages et échanges, déjà, à cette époque.

Ce qui se confirme, du reste, par l'époque du bronze, des outils de ce métal se trouvant en tous lieux, le cuivre et l'étain ne se trouvant qu'en des endroits déterminés, et l'étain surtout, qu'en de rares gisements.

J. Grave.

* *

Nous avons reçu:

La Journée de 8 heures, Confédération générale du Travail, 4 fr. le cent, à la Bourse du Travail.

Le mouvement coopératif en Hongrie, par de Rocquigny; *Musée social*, 5, rue Las Cases.

La Muse rouge, avec musique par le Père Lapurge, 0 fr. 25, chez l'auteur, 22, rue de la Parcheminerie.

A voir:

Biribi, par B. Naudin; *Assiette au beurre*, n° 227.

Correspondances et Communications

★ **Groupe d'Education Libertaire et A. I. A. du XIIe.** — Ballade champêtre, le dimanche 20 août, à Velizy (Seine-et-Oise). Excursion en break. Orchestre complet. On emportera ses provisions. Envoyer adhésions et montant à A. Chabridon, 22, rue du Rendez-vous, avant le 13 août, dernier délai pour la location des voitures. Prix: 2 francs.

CONVOCATIONS

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e). — Le vendredi 18 août, discussion entre camarades sur la famille.

★ **Causeries populaires du Ve et du XIIIe**, 42, rue du Fer-à-Moulin. — Samedi 12 août, à 8 h. 1/2, conférence sur la Femme et la Famille, par A. Libertad.

★ **Association Internationale Antimilitariste** (section du 20e). — Réunion le 14 août, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites.

Les secrétaires des sections de l'Unité du 20e sont convoqués pour organiser la propagande pour le départ de la classe.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy:

Vendredi 11 août. — Dubéros: La journée de 8 heures.

Mercredi 16. — Causerie entre camarades. R. Périnet : Les Bas-fonds de Paris.

Vendredi 18. — E. Armand : Une société libertaire est-elle possible?

★ **Coopérative communiste du XX**, 27, rue des Maronites. — Vendredi 11 août, à 8 h. 1/2 du soir, cours de solrésol (projet de langue universelle).

Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir, répartition des denrées.

★ **Coopération des Idées**, faubourg Saint-Antoine, 157. — Samedi 12 août : Jules Lermina, Une question d'actualité. — Lundi 14 août : Leclerc de Pulligny, Jésus-Christ a-t-il existé? conférence suivie de discussion.

★ Nogent-le-Perreux. — **Association Internationale Antimilitariste**. — Réunion le samedi 12 août, à 9 heures du soir, au siège de la section, 12, avenue Ledru-Rollin, salle Mangin. Ordre du jour : Propagande pour le départ d'octobre ; Compte rendu du Congrès de Saint-Etienne, par Miguel Almereyda.

★ Lyon. — **Association Internationale Antimilitariste** (section de Villeurbanne). — Lundi 14 août, au café Buffin, avenue Thiers, 46, grande réunion. Ordre du jour : Le caractère de l'A. I. A., ses moyens et son but, par un camarade ; Nouvelle vitalité adoptée par le Congrès de Saint-Etienne ; Préparation d'une grande conférence pour le départ de la classe.

★ Marseille. — Dimanche 13 août, au Bar Frédéric, grande réunion contradictoire à propos d'une conférence de Jean Marestan, salle Chrétien, le jeudi 17 août ; sujet traité : La thèse d'Hervé.

Dimanche 13 août, à 6 heures du soir, réunion au Bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne. Ordre du jour : Du départ des conscrits.

A NOS LECTEURS

Notre ami James Guillaume est en train de travailler à un ouvrage qui, après entente avec l'éditeur, s'appellera : *L'Internationale* (Documents et souvenirs, 1865-1878) (contribution à l'histoire de l'Internationale). L'ouvrage aura trois volumes.

Nul plus que James Guillaume n'était qualifié pour écrire l'histoire de l'Internationale, dont il fut un des membres les plus actifs. Et ce sera une véritable révélation pour ceux de notre époque qui, venus dans le mouvement alors que la plupart des initiateurs avaient disparu, ne connaissent de l'Internationale que ce que les « historiens » réactionnaires en ont écrit.

Le prix de chaque volume sera de 4 fr. 50.

Nous offrons l'ouvrage en souscription à nos lecteurs, à 4 francs le volume, rendu franco, à ceux qui s'engageront, dès aujourd'hui, à le recevoir.

Pour le moment, nous ne demandons que des adhésions. Le premier volume paraîtra en octobre.

Nous avertirons lorsqu'il faudra nous envoyer le montant.

Seulement, comme l'éditeur et l'auteur désireraient être fixés pour le tirage, nous prions les camarades de nous envoyer leur adhésion au plus vite.

Et ce, non pas après l'apparition du volume, mais de suite, si on veut profiter de la réduction de prix.

Les souscriptions ne seront reçues que jusqu'au 1 septembre.

L'ouvrage étant compact, coûtera de 0 fr. 60 à 0 fr. 70 d'affranchissement dont profiteront les souscripteurs, en plus de la réduction de 0 fr. 50 faite sur le prix.

AVIS

C'est cette semaine que l'imprimeur nous livre le frontispice du IIe volume du supplément, superbe lithographie en couleurs de notre ami Lebasque.

Elle est mise en vente au prix de 2 francs, tirage ordinaire ; 3 fr. 50, tirage d'amateur.

Afin de faciliter aux camarades l'acquisition de nos frontispices, nous offrons, — le premier de Willaume étant épuisé, — les trois qui nous restent, de Pissarro, Luce et Lebasque, au prix de 4 francs les trois, et les tirages d'amateur pour 7 francs.

Il n'en sera vendu qu'un très petit nombre de collections à ce prix.

L'envoi sera fait cette semaine à ceux qui nous en ont demandé.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier	» 15
Marchand-Fashoda, par L. Guétant	» 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyon, couv. de Daumont	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac	» 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy	» 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard	» 15
L'Anarchie, par Malatesta	» 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck	» 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
Au Café, par Malatesta	» 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
L'Anarchie, par Girard	» 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin	» 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannet	» 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi	» 15
La Mano-Negra et l'opinion française, couv. de Hénault	» 10
La Mano-Negra, 8 dessins de Hermann Paul	» 40
Documents socialistes, Dal	» 40
Chansonnier révolutionnaire	» 35
Militarisme, Fischer	» 35
Le Rôle de la femme, Fischer	» 35
Entretien d'un Philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couverture de Grandjouan	» 15
La Guerre, Mirbeau	» 35
Un Procès en Russie, Tolstoï	» 35

NOS CARTES POSTALES

Patriotisme-Colonisation, la collection de 10, franco 2.60

D'après nos lithographies, gravées par Berger, la série de 18 . . . . . 1.50

Marines, d'après des eaux-fortes de Rysselberghe, la collection de 6 . . . . . 0.60

VIENT DE PARAITRE

Syndicalisme et Révolution, par M. Pierrot, recueil des articles de notre camarade parus ici même sous le titre *L'Esprit de Révolte*.

L'exemplaire, 0 fr. 15 ; le cent, 8 fr. 10, port compris.

Le Parlementarisme et la Grève générale, par le Dr Friedberg. Une forte brochure, 36 pages. Prix : 0 fr. 15 franco ; le cent, port compris, 8 fr. 10.

Pour compléter notre collection, il nous manque les numéros de la 1 année des *Cahiers de la Quinzaine*. Ceux de nos amis qui en possèdent, et voudraient bien s'en défaire, nous leur échangerions contre des volumes.

COLLECTIONS DE DESSINS

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — (Il n'en reste plus qu'un nombre très restreint d'exemplaires, vendus 3 fr.) — **Les Errants**, par Rysselberghe (celle-ci complètement épuisée). — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine**, par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails** (épuisée), par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40** ; édition d'amateur : **3 fr. 50.**

En dehors de cette série, nous en avons une de Willette, d'après le vers connu de Racine :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture...

Prix : 1 fr. 40, franco, 2 fr. 15 et 5 fr. 20.

Petite Correspondance

E., à Pont-Labbé. — Cela compliquerait trop l'administration. Nous continuerons l'envoi de 20 exemplaires.

L. G. F., à Kerentrech. — Votre abonnement finira fin février 1906.

M. G., à Cette. — L'A B C a commencé au n° 20 de la 10 année et finit au n° 4 de la 11. Le n° 52 de la 10 donne tous les numéros qui contenaient l'étude. Faites-moi savoir ceux qui vous manquent. Je n'ai pas le temps de relire chaque numéro.

G. D., à Watrelos. — Connais pas.

J. H., à Utrecht. — L'abrégé des *Continents* est épuisé.

Un sapeur. — La souscription était bien arrivée, mais comme elle est seule, ne l'avions pas publiée.

M. R., à Nîmes. — Votre monographie faisait double emploi avec celle de J. D. que nous avons préférée comme plus complète au point de vue de la vie ouvrière.

A. M., à New-York. — De l'avis unanime de tous les hommes du monde entier, connaissant la question, le traitement de la tuberculose est purement hygiénique. Il n'existe et ne pourra jamais exister aucun médicament susceptible de guérir le fléchissement des forces ou l'usure des tissus. Quelques drogues pour faire dormir ou diminuer la toux, momentanément, peuvent seules trouver quelque utilité dans certains cas. Quant aux injections d'eau de mer, elles ont eu, comme tous les autres procédés industriels, la vogue que comporte la manière dont elles ont été lancées. — Dr E. D.

C. B., à La Seyne. — *Force et Matière* est réimprimé. Pouvons vous le fournir quand vous voudrez. 7 francs.

H. C. — Merci de votre bonne volonté ; mais le dessin « Heureux de ses actes » pas assez saillant.

Ar. Pr. — L'article passera. Il n'est pas le seul à attendre. Pour le théâtre, nous réservons la rubrique pour les rédacteurs habituels.

P. M., à Bollène. — Bon, nous allons réparer l'erreur.

Reçu pour les familles des arrêtés : Un sapeur de la ligne, pour Malato : 0 fr. 60. — Groupe d'études sociales, *La Raison*, de Besançon, 4 fr. — En tout : 4 fr. 60. — Listes précédentes : 134 fr. 70. — Ensemble : 139 fr. 30.

Reçu pour le journal : De Paris à Morat, 4 fr. — G. D. P., à Zurich, 1 fr. — F., à Orléans, 1 fr. — J. L., 0 fr. 25. — G., par A., 4 fr. — A. G., 1 fr. — P. G., à Senones, 0 fr. 50. — B., à Migennes, 0 fr. 50. — Merci à tous.

W. C., à Mont-sur-Marchienne. — C. C., à Avignon. — S., à Cusset. — M., à Buxières. — B., à Tenay. — G., à Betonnet. — L. J., à Carrières. — M. F., à Fougères. — G. L., à Tourcoing. — J. J., à Nouzon. — C. J., à Nogent-les-Vierges. — R., rue B. — M. D., à Buzeu. — S. H., à St-Junien. — R., à St-Jean de Vaux. — M., à Dorignies. — F., à Manosque. — F. C., à Roanne. — A. F., à Beaune. — V., à Nîmes. — K., à Quinten. — G. M., à Piadena. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente à Chantenay chez Moreau et Mastar, rue de la Vierge.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

11e ANNÉE. — N° 16. 19 AOUT 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la page 8 le dessin de Roubille.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Impossible de donner le Supplément cette Semaine.

Querelle de bourgeois

Il n'est bruit, dans les périodiques où s'épanchent nos dirigeants, que des idées pacifistes et militaristes. Les uns et les autres s'accusent mutuellement, en termes très parlementaires, de manquer totalement de logique, d'avoir l'esprit faux et de dire des mensonges.

Brunetière, qui a commencé dans la *Revue des Deux-Mondes*, reçoit un paquet de Novicow dans le *Courrier Européen*, après l'avoir reçu de Ch. Richet.

Pourquoi ne dirions-nous pas notre mot dans cette dispute, puisqu'en fin de compte, aucun de ces Messieurs ne *veut sérieusement* supprimer la guerre, auxquels nous seuls, anarchistes, sommes résolument décidés à opposer les moyens capables d'y mettre fin une fois pour toutes?

N'en déplaise aux pacifistes teintés plus ou moins de socialisme, c'est Brunetière le clérical, le bourgeois avéré, qui déraisonne le moins.

Il nous faut continuer à préparer la guerre, dit-il, pour ces deux motifs principaux, qu'y renoncer serait reconnaître la légitimité de l'annexion de l'Alsace-Lorraine, et condamner à la ruine les fabricants de canons, de cuirassés et autres engins meurtriers. Ces deux raisons me paraissent excellentes, inattaquables, en me plaçant à son point de vue.

Si un gouvernement laisse s'affaiblir l'idée de patrie, quel moyen lui restera-t-il d'exciter l'enthousiasme de la foule, de recruter, sans l'ombre de résistance, autant d'hommes qu'il voudra pour aller se faire tuer là où il voudra, et pour le but qu'il voudra. Or, rien n'est préjudiciable à cette conception de la patrie, telle qu'on la suggère aux esprits incultes des enfants et des gens irréfléchis, que d'accepter la diminution du territoire résultant d'une défaite. L'idée de revanche a été très habilement exploitée depuis 1871 par des politiciens, qui n'y songeaient pas un instant, pour obtenir des soldats contre les grévistes et de l'argent pour les capitalistes.

Ces capitalistes, de quoi vivraient-ils, si on leur supprimait les conserves qui s'avarient en magasin assez rapidement pour en nécessiter le constant renouvellement, les cuirassés qui s'engloutissent assez souvent pour qu'il faille toujours en construire de nouveaux, et les entreprises coloniales qui sont toujours pour eux une mine d'or, même quand elles se passent dans le désert ou dans la brousse?

Est-ce que cela ne constitue pas essentiellement ce qu'on a toujours appelé la fortune d'un pays : un petit noyau de gens rapidement enrichis par de grosses affaires, et une masse de citoyens dociles à leurs volontés?

Celui-là au moins ne se fiche pas de nous qui reconnaît, avec une netteté faisant honneur à sa clairvoyance et à sa sincérité, que tels sont bien les fondements d'un état capitaliste.

Par exemple, il joue un mauvais tour aux gouvernants du moment, en débinant leur truc.

Je comprends que ceux-ci ne soient pas contents.

Ils emploient tous les ressorts de leur diplomatie, toutes les séductions de leur littérature à nous faire croire que, grâce à eux, nous n'avons plus rien à craindre; que le congrès de la Haye a ouvert l'ère de la paix universelle, que la guerre de Mandchourie et celle qui nous menace encore avec l'Allemagne, ne sont que de purs accidents inséparables de tout début; mais que nous n'avons qu'à continuer à payer des banquets, des fêtes et des réceptions à toutes les têtes couronnées, à tous les parlementaires étrangers, à tous les officiers de toutes les armées et de toutes les marines, de jour en jour plus nombreux, pour réduire à l'impuissance ces organisations belliqueuses! Et au moment où cela commence à prendre dans la foule des inconscients, ou ils s'endorment dans une fausse sécurité, quitte à être réveillés en sursaut par un appel de clairon; ou ils n'écoutent pas la propagande des quelques individus clairvoyants et ne veulent plus croire aux dangers constants que ceux-ci leur montrent inévitables tant qu'il y aura des soldats; au moment d'obtenir un si beau résultat, voilà que d'un coup de gueule intempestif, un gouvernant, auquel on refuse un monarque, rappelle tout le monde à la réalité des choses.

Merci, Monsieur Brunetière, vous nous avez donné un bon coup de main. Cela, vous ne l'avez peut-être pas voulu; ce qui prouve que tout en déraisonnant moins que vos confrères, vous n'avez pas su envisager toute la portée de vos paroles.

Vous êtes excusable : les bourgeois ne pensent jamais qu'à eux-mêmes.

Mais nous sommes là, pour tirer toute la moralité de l'affaire.

Nous savions, avant vous, que pacifisme, réformisme et socialisme parlementaire ne sont que des attrape-nigauds; que tant qu'il y aura des capitalistes, il y aura des guerres; et que le seul moyen d'avoir la paix, c'est de faire la grève du travail, des impôts et des soldats.

Cela se fait, tranquillisez-vous, Messieurs les pacifistes; ça n'est pas ordonné comme une administration, ça marche deci-delà, par les moyens dont on dispose, mais ça marche; et finalement nous aboutirons à ce que vous désirez en paroles, mais que vous redoutez au fond tout autant que M. Brunetière, parce que vous avez les mêmes intérêts que lui.

Michel Petit.

BOURSES

Rue du Louvre, à Paris, s'élève une bâtisse ronde, lourde et écrasée, que fréquentent chaque jour des gens affairés et cossus. L'occupation de ces gens consiste à spéculer sur le prix des choses le plus immédiatement nécessaires aux hommes, telles qu'aliments, vêtements, etc., à s'efforcer, dans un but de lucre personnel, d'altérer artificiellement, en hausse ou en baisse, l'équilibre naturel des échanges, de provoquer,

en un mot, sans souci des désastres possibles, des différences ou, au contraire, des persistances de prix pour eux le plus fructueuses qu'il se puisse. La disette, la famine peuvent à l'occasion ouvrir pour eux des sources fécondes de profits, et s'il le faut pour la réalisation de ces profits, c'est sans scrupules qu'ils déchaînent sur les peuples la disette et la famine.

Ce lieu qui apparait, quand on en sait la destination, plutôt comme une caverne de brigands, est la Bourse du commerce.

Non loin de là, d'une architecture plus compliquée et visant avec plus de prétention à l'art, un autre repaire se dresse. Quiconque a passé rue Vivienne de midi à trois heures a pu constater quels énergumènes, quels fous furieux le peuplent. Interdit, le passant non prévenu s'arrête au spectacle de cette foule en délire, hurlant, se ruant, s'écrasant avec des gesticulations d'épileptique, cohue sans nom d'où émergent des faces convulsées, des poings brandis, d'où jaillit une constante clameur d'égosillements forcenés, horrible ronde infernale d'un pandémonium déchaîné.

Ces évadés de cabanon qu'une stupeur mêlée de crainte prend à voir ainsi se convulsionner, sont encore plus dangereux qu'ils ne le paraissent. Leur malfaisance dans la société est toute-puissante. Maîtres du monde, un caprice de la tarentule qui semble les harceler, peut à l'instant faire s'entre-choquer et se massacrer des peuples entiers qui ne demandent qu'à vivre en paix. Les gouvernements sont à leurs ordres et pour éviter de leur déplaire commettront sans sourciller les crimes sociaux les plus grands. D'ailleurs, à la première hésitation, ils ont leur vengeance prête : c'est au crédit de leur patrie qu'ils s'en prennent, et, horreur!... *ils font baisser la rente!* Et les peuples, gogos éternels, aux manigances de ces modernes augures, s'affolent comme ils s'affolaient déjà aux temps antiques aux irrégularités d'appétit des poulets sacrés. Le cours de la rente et l'appétit des saintes volailles ont même importance.

Le temple où officient ces néfastes aruspices s'appelle la Bourse.... la Bourse tout court, car c'est la seule, l'unique, la Bourse par excellence, celle de la France. C'est le temple du Capital.

Il est une troisième Bourse qui, si elle est tenue en moindre considération par les gouvernants, n'en est pas moins pour eux un grave sujet de préoccupations. C'est la Bourse du Travail. Là, ce que le prolétariat compte de plus actif, de plus intelligent, de plus conscient, se rencontre, se concerte et s'organise pour la défense de ses intérêts et l'amélioration de sa condition. Là, sont groupés les organes de coordination du monde du travail constitué en classe. Là aussi s'élabore — ou devrait s'élaborer — le plan de la lutte pour l'émancipation ouvrière, se concentrer les renseignements, les indications et les documents économiques dont la classe ouvrière aura besoin lors d'un mouvement révolutionnaire décisif pour la mainmise sur les moyens de production et de consommation et l'organisation immédiate de la production sociale.

* *

Des incidents malencontreux surviennent parfois dans ces établissements. Tantôt c'est, à la Bourse de la finance, un spéculateur qui lève le pied, laissant derrière lui quelques suicides... Tantôt, à celle du commerce, un Jaluzot pose un lapin de quelques millions à ses créanciers, causant ruines et désastres.

La presse enregistre, simplement. Si, d'aventure, elle s'indigne, c'est au spéculateur, au Jaluzot qu'elle en a. Il ne lui viendrait pas à la pensée de s'en prendre au système de spéculation qui fait la raison d'être de ces établissements.

Mais qu'un acte révolutionnaire se produise. Que par une coïncidence fortuite on ait, à la Bourse du Travail, manifesté des sentiments analogues à ceux d'où semblait provenir cet acte, auquel d'ailleurs le personnel de la Bourse du Travail est totalement étranger, oh alors! quelle ruée de la presse honnête, si indulgente aux filous! Les personnalités ne comptent plus; ce sont les collectivités qu'il faut frapper, en tas. Et tandis qu'aucune mesure n'était demandée contre les Bourses bourgeoises, pour des désastres autrement graves et bien imputables à l'organisation de ces établissements, on ne réclame comme une nécessité urgente, pour rassurer la société effarouchée, rien moins que la fermeture de la Bourse du Travail et la dispersion aux quatre coins du monde de tous ses organes constitutifs.

Car, la Bourse du Travail, ce centre des forces ouvrières groupées, c'est là l'ennemi. La défiance des dirigeants — défiance fortement mélangée de haine, — plane en permanence autour de ce monument, car c'est de là, pensent-ils, que partira peut-être la tourmente qui emportera comme fétus leurs privilèges.

Mais il peut en cuire de trop taquiner le monstre. Aussi le gouvernement, protecteur à la fois de la chèvre et du chou, cherche-t-il un moyen terme et pense-t-il à surcharger hypocritement d'une nouvelle chaîne cette organisation ouvrière qu'il voudrait bien mais n'ose briser par la violence. Et un nouveau règlement vient d'être élaboré.

Ce règlement, les organisations ouvrières de la Bourse du Travail de Paris s'en moquent, elles en ont vu d'autres. Et dans une réunion des délégués de tous les syndicats de la Seine, le mépris de tous règlements gouvernementaux a été unanimement affirmé.

Sans doute, il est très bien de mépriser ces ingérences des gouvernants dans nos affaires. Mais, à mon avis, ce n'est pas suffisant. Tourner le dos à un mal n'est pas l'empêcher; c'est tout au plus un expédient d'autruche.

Dans cette circonstance, les révolutionnaires de la Confédération ont manqué une occasion de provoquer un beau mouvement révolutionnaire. Au lieu de déclarer qu'on se bornerait à traiter cette ingérence par le mépris, il fallait affirmer que non seulement on n'entendait se laisser imposer aucun règlement, mais que dans le cas d'application de ce règlement, la grève générale était aussitôt déclarée à Paris et les syndicats quittaient en masse la Bourse du Travail.

Il est étonnant en effet que des propagandistes aussi zélés de la grève générale n'aient pas une fois prononcé les mots de grève générale au cours de la soirée du 2 août.

Quant à la crainte manifestée de la dispersion des syndicats et au souci des locaux où ils pourraient se réunir, ils étaient vains. Il y avait là peut-être une occasion d'unir les syndicats et les universités populaires en les réunissant dans des locaux communs, et par la création de ces embryons de maison du peuple, d'opérer entre deux forces ouvrières malheureusement trop étrangères l'une à l'autre, un rapprochement et une cohésion au plus haut point profitables à l'émancipation intégrale du prolétariat.

Il n'est pas trop tard pour déterminer un pareil mouvement, puisque le règlement n'est pas encore en vigueur...

André Girard.

Émancipons nos U. P.

A la suite du dernier Congrès, j'ai eu le plaisir d'assister, dans une U. P. du centre de Paris, à une discussion amicale sur la question des U. P. Le camarade Klemczynski, secrétaire de la Fédération des syndicats de l'Oise, y développait une thèse originale sur l'union des U. P. et des syndicats ouvriers. En toutes circonstances possibles, disait-il, les U. P. et les syndicats devraient se prêter une aide réciproque, se rapprocher fraternellement dans un commun effort pour l'émancipation. A l'U. P. on prépare à l'action. Au syndicat, on agit. Les buts sont bien déterminés. Ils ne peuvent se confondre. Mais comme leur raison d'être est, pour tous deux, l'émancipation du prolétariat, ils doivent enfin se solidariser et s'unir dans une action parallèle.

Lorsque Klemczynski eut terminé, un camarade, membre de l'U. P., déclara que pour sa part il avait été trouver récemment un des principaux militants de la C. G. F. pour demander l'aide de la Bourse du Travail dans l'organisation d'une petite fête et il se plaignit que le camarade syndicaliste lui avait fait mauvais accueil.

Nouveau venu dans les groupes parisiens, je ne pus conclure. Mais je résolus d'avoir le cœur net sur cette question, en faisant ma petite enquête dans les U. P. elles-mêmes.

A tout seigneur tout honneur. Un soir je pris le Métro pour la Nation, et je me hasardai dans une U. P. dont le fondateur se pique d'accueillir toutes les opinions. On y donnait une pièce de terroir à grand spectacle, avec le concours d'artistes éminents. Faute de carte, je me vis catégoriquement refuser l'entrée par la pipelette. Je fis donc machine en arrière pour n'y plus revenir.

Le lendemain soir, je me présentai dans une U. P. de la Rive gauche pensant que là, au moins, dans le quartier des lumières, je pénétrerais tout de go. Je pus pénétrer, mais non sans mal. Me prenant sans doute pour un argousin en vadrouille, le gardien consulta ses camarades sur mon cas et ce n'est pas sans anxiété que j'attendis le résultat de leurs délibérations.

Quelques jours plus tard, je renouvelai ma tentative dans un quartier voisin de la Butte. On y donnait une soirée dramatique suivie de bal. Habitué à nos vulgaires U. P. de la banlieue où l'on se rend en voisin aux fêtes familiales, je ne m'étais pas imaginé qu'une tenue « select » était indispensable pour ne point détoner. Avec mes habits de tous les jours, j'avais quelque peu l'air d'y tomber de la lune. *Célimare le Bien-aimé* constituait le plat de résistance. Cela fut très amusant sans doute et cela plut fort. Mais je fus chagriné de penser que des camarades intelligents et dévoués perdaient leur temps à de telles balivernes, alors que tant de bonnes pièces populaires, d'une actualité brûlante, restent en souffrance et ne seront jamais jouées.

Désireux de me retremper dans un milieu ouvrier, j'allai me jeter étourdiment dans une soirée littéraire à l'U. P. du quai Valmy. Sous le haut patronage de la Ligue des Droits de l'Homme, un conférencier emphatique commentait l'œuvre d'Eugène Manuel. A tout instant, les « mots sublimes » d'Honneur, de Drapeau et de Patrie vibraient comme des fanfares. Et à mon grand étonnement, — à en juger par les applaudissements nourris, — les dithyrambes du monsieur trouvèrent un écho dans les cœurs.

Las de cette vie errante, je résolus de me fixer au 157 du Faubourg Antoine. J'y reçus un programme mensuel où, à côté de fort belles idées de discipline volontaire, se pressaient des sujets tels que ceux-ci : *La Poésie italienne; — L'Annam avant les Annamites; — Scarron; — L'hypnotisme*, — lesquels, il me semble, n'ont que des rapports assez lointains avec l'éducation sociale du prolétariat.

Pourquoi diable veut-on que des malheureux, sans culture préalable, des cerveaux abrutis par un labeur de bête de somme s'intéressent à des sujets qui ne les touchent ni de près ni de loin? N'existe-t-il pas pour ces sortes de thèses une École des hautes études sociales, dont on devrait bien aussi démocratiser l'accès? — ceci dit en passant. Pourquoi aussi veut-on que les camarades se pressent à des soirées où sans

doute quelques dilettantes peuvent agréablement dépenser leur temps, mais où il n'est nullement question d'éducation sociale de la classe exploitée? Je suis très partisan des U. P., mais j'approuve pleinement mes camarades des syndicats lorsqu'ils s'abstiennent de tendre la main à des œuvres pour lesquelles le qualificatif d'antagonistes ne me paraît pas trop fort.

Ajoutons que dans les toutes petites salles, dans les modestes U. P. perdues au fond des faubourgs grouillants, ou dans celles qui végètent, j'ai respiré une atmosphère de fraternité autrement touchante. Sans relations dans ces oasis de franche cordialité, je ne m'y sentis point absolument étranger, j'y fus du premier coup tout à fait à mon aise. Dans quelques conférences sans prétention où le maître ne craignait point de descendre de sa chaire pour se mêler au peuple, dans quelques fêtes familiales très réussies où nul n'avait songé à venir tiré à quatre épingles, j'eus l'illusion charmante de me trouver encore parmi ces U. P. tout à la bonne franquette de la Grande Banlieue, dont je citais un exemple typique dans cet organe, l'année dernière. Viriles, remuantes, nettement ouvrières, bien déblayées des superfluités pédagogiques, ayant violemment rejeté le contact pourrisseur des philanthropies bourgeoises, franchement ouvertes à tous, sachant où elles vont et ce qu'elles veulent, ces U. P. rurales sont, je l'affirme, d'admirables modèles de libre entente dont plus d'une à Paris devrait bien prendre de la graine. Ces groupes remarquables peuvent se présenter le front haut devant les organisations ouvrières et leur demander leur appui, sans hésitation.

Certes, nous ne verrions pas d'un mauvais œil que les travailleurs soient plus assidus aux U. P.; qu'ils prennent dans la direction des U. P. la place qui leur revient; qu'ils les animent de leur vie puissante; qu'ils leur insufflent cet esprit de fraternité, si caractéristique dans les fêtes ouvrières. Mais pour qu'une liaison durable s'établisse entre U. P. et syndicats, il est nécessaire au préalable qu'un bon noyau d'U. P. se démocratisent, non pas seulement en théorie et sur la façade, mais avant tout dans leur vie interne, dans le plus profond de leurs moelles. Avant tout, l'U. P. nouvelle s'attachera à prêcher d'exemple. Elle ne se chargera que du minimum de science utile pour connaître le monde et la vie. Elle donnera à ses programmes de fêtes une couleur attachante, compréhensive et populaire. Les bonnes œuvres ne manquent pas. Les bons ouvriers non plus. Elle éliminera impitoyablement tout ce qui peut flatter les goûts bourgeois chez les gens du peuple. Seuls, les organisateurs peuvent voir les limites dans lesquelles ils doivent se tenir, selon leur milieu. Elle se préservera comme de la peste de la contamination des patronages influents. Elle relèguera au tout dernier plan le côté boutique. L'inquisitoriale carte d'entrée ne peut-elle être remplacée par le *Tronc pour l'Œuvre d'Education Sociale* avec, comme voisins, le *Tronc pour la Propagande* et le *Tronc pour les syndicats*? Ne serait-ce pas là la meilleure amorce pour une alliance entre l'Education et l'Action sociales?

Et puisque, très courageusement, notre ami Klemczynski a lancé une idée féconde, attachons-nous de suite à lui donner l'ampleur qu'elle comporte. Certains camarades des U. P. se sont plaints amèrement de la froideur des syndicalistes à leur égard. Pourquoi donc *les éléments sains* des U. P. ne se syndiqueraient-ils pas à leur tour? La prévention très logique des militants à l'égard des U. P. tomberait d'elle-même lorsque ces syndicalistes d'un nouveau genre se présenteraient à eux. Pourquoi enfin le jeune Syndicat des artistes dramatiques ne servirait-il pas d'arbitre en organisant de belles représentations de théâtre social d'abord à la Bourse du Travail de Paris, ensuite dans les U. P. de Paris et de la Banlieue? Par une collaboration intelligente de ces divers éléments, soucieux de ne point se gêner dans leur action personnelle, ils réaliseraient sans peine *le maximum de bonne besogne* avec *un minimum des dépenses*. Ce serait peut-être une révolution dans la mise en scène. En tous cas, ce serait, selon les idées chères à Wagner, cet embryon de société harmonique où l'Art vivra par lui-même et non dans un but industriel extérieur. Mais pour que cette entreprise hardie réussisse, une ventilation préalable des U. P. est indispensable. Que les éléments des U. P. profondément pénétrés du sentiment de l'action sociale se sentent les coudes. *Qu'ils se syndiquent.* Qu'ils se séparent nettement des éléments défectueux. Je leur garantis alors un accueil fraternel de la part du prolétariat organisé.

Alors, par une solidarisation harmonieuse de forces résolument émancipatrices, les U. P. ouvrières, les syndicats et peut-être aussi les théâtres du Peuple se vivifieront les uns par les autres, et se préserveront aisément de la prostitution capitaliste et de la pourriture politicienne.

ARISTIDE PRATELLE.

Le Mouvement en Italie

A propos de mes notes critiques sur le *Mouvement en Italie*, parues dans le numéro 14, un camarade du *Grido della Folla* nous écrit pour rectifier quelques points ayant trait à l'attitude des camarades milanais pendant la grève générale de septembre 1904. Il prétend que les anarchistes n'ont pas manqué de se mêler à la foule et de contribuer, par la propagande et les manifestes, à la proclamation de la grève, malgré les commissions de la Bourse du Travail.

Que la masse des travailleurs, syndiqués ou non, ait forcé la main aux commissions officielles, entachées d'esprit réformiste et hésitantes à cause de leur « responsabilité », je le constatai dans mon article sur la *Grève générale en Italie*. Et tout en n'étant pas fixé jusqu'à quel point la proclamation de la grève était due à l'influence individuelle des anarchistes, je n'ai jamais douté que, personnellement, les camarades aient fait tout ce qu'ils pouvaient pour amener les ouvriers à une action le plus décidée possible. Ce que je déplorai, et je dois le maintenir, c'est l'indifférence que les rédacteurs du *Grido della Folla* ont toujours affectée pour la propagande syndicaliste révolutionnaire, la seule qui soit capable de détourner, sur le terrain économique, les travailleurs de l'action réformiste et autoritaire. Cela va sans dire, qu'à côté de cette action pratique et urgente, les questions théoriques, les discussions philosophiques peuvent être utilement soulevées dans des revues spéciales.

Quant aux attitudes quelquefois inconséquentes que notre contradicteur a pu constater chez des camarades français mêlés au mouvement ouvrier, elles ne dépendent que d'une insuffisante conscience libertaire dans ceux qui les adoptaient, et les anarchistes sincères n'ont pas manqué, et ne manqueront pas, de réagir contre toute tendance au fonctionnarisme dans les organisations ouvrières.

FRAM.

MOUVEMENT SOCIAL

MOUVEMENT OUVRIER

Dans le bassin de Longwy, la situation s'est tout à coup modifiée, et les journaux réactionnaires qui, hier encore, affirmaient que les « cheminées des hauts fourneaux ne s'inclineraient jamais devant celles des marmites communistes », ont dû en rabattre.

Les mineurs d'Hussigny et de Moulaine ont obtenu à peu près tout ce qu'ils réclamaient, et le travail a été repris.

A Saulnes, la compagnie accepte bien les revendications des grévistes, mais elle prétend ne pas pouvoir actuellement les reprendre tous. Les grévistes, qui ne veulent pas voir de victimes parmi eux, maintiennent la reprise de tout le monde.

Dame justice, agissant pour le compte du patronat, tente, malgré cela, des représailles.

Un certain nombre de grévistes ont été interrogés pour de prétendus dégâts commis sur la ligne de chemin de fer qui amène le minerai à Saulnes. L'un des militants les plus actifs de cette grève, le camarade Boudoux, n'a pas cru devoir se rendre à la convocation des jugeurs et a mis la frontière entre lui et eux.

A Mont-Saint-Martin et à Longwy même où la jaunisse a réussi à s'implanter — les patrons ayant eux-mêmes fait signer par leur personnel l'adhésion au syndicat jaune — la situation est calme.

Il est à souhaiter que les quelques résultats obtenus par leurs camarades dessillent leurs yeux d'esclaves.

Quoi qu'il en soit, l'important mouvement qui vient de si fortement agiter le bassin industriel de Longwy ne sera pas perdu, il faut l'espérer. Les exploités qui ont repris le travail pourront réfléchir, les groupements pourront se fortifier, et se préparer à de prochaines luttes, car il y a encore à faire dans cette région, beaucoup à faire même.

La grève des voituriers-terrassiers de Lyon continue, au grand désespoir des exploiteurs qui ne s'attendaient pas à une semblable résistance.

Agents et gardes municipaux, aux ordres du socialiste Augagneur, se montrent d'une brutalité révoltante contre ces hommes qui revendiquent un peu plus de bien-être.

Lundi dernier, à l'issue d'une réunion à la Bourse du Travail, les grévistes ont parcouru la ville avec un drapeau rouge et en chantant des refrains révolutionnaires. Ils se sont dirigés vers le Palais de Justice pour réclamer l'élargissement de leur camarade, arrêté par ordre de la préfecture.

Les ponts de la Saône étant barrés, de violentes collisions ont eu lieu entre les grévistes et la police; des coups de poing et des coups de canne ont été échangés.

Les agents et les gardes municipaux ont dégainé et chargé; il y a eu cinq blessés.

P. DELESALLE.

❖ ❖

SAINT-ETIENNE. — **Chez les teinturiers.** — On a vu par la note envoyée par le camarade J. D. insérée dans le numéro 12 des *Temps Nouveaux*, les causes de la grève des teinturiers et du lock-out patronal. Il y a aujourd'hui deux mois que les ouvriers de la maison Marcieux sont en grève et cinq semaines que les autres maisons de teinture ont fermé leurs portes. Le nombre de grévistes est d'environ 1.200. Trois ou quatre teintureries travaillent à l'ancien règlement. Pour donner la becquée à tout ce monde, on a organisé une cuisine qui fonctionne très bien. Dès le jour même de la fermeture des ateliers, le comité de la grève achetait trois énormes marmites pouvant contenir chacune 200 litres et les installait dans un local mis à sa disposition par la municipalité au 41 de la rue Michelet. Une équipe de 50 ouvriers est désignée chaque jour pour procéder à l'épluchage des légumes. On emploie environ 400 kilogrammes de pommes de terre par jour. La quantité de pain distribuée est de une livre par jour et par personne, de sorte qu'un ménage composé de quatre personnes: le père, la mère et deux enfants, reçoit *quatre* livres de pain *par jour*. A midi, viande et bouillon, dans lequel on peut mettre du vermicelle ou toute autre pâte alimentaire, et quelquefois rata; le soir, soupe aux choux.

Il paraît que la dépense par personne s'élève à 30 ou 35 centimes par jour. Les secours arrivent assez nombreux. Des grévistes désignés à cet effet se rendent aux ateliers et aux mines de Saint-Etienne et des environs et font des collectes, principalement les jours de paie. De plus, un certain nombre de corporations ont décidé de s'imposer, pendant la durée de la grève, d'un versement quotidien de 5 ou 10 centimes. Ainsi, aux trams à vapeur, on verse 10 centimes; les maçons et leurs aides, *50 centimes* par semaine, etc. Quant à l'idée de grève générale, elle a été ajournée.

Jusqu'à ce jour, les teinturiers n'ont donc pas

souffert de la faim. Reste à savoir si cela pourra durer assez pour lasser les patrons, car ceux ci non plus ne souffrent pas de la faim et la question se pose encore une fois : les gros sous des travailleurs triompheront-ils des pièces d'or des patrons coalisés?

Les soupes communistes (puisqu'on les appelle ainsi) ont certainement pour avantage de prolonger la *résistance* ouvrière le plus possible en employant au mieux les faibles ressources produites par le sou de grève, mais n'ont-elles pas pour inconvénient de châtrer l'énergie des travailleurs?

En tout cas, la grève actuelle n'a guère occasionné d'ennuis aux pouvoirs publics, car tout se passe dans le plus grand calme.

Attendons et espérons.

ROUSSET-GALHAUBAN.

ESPAGNE

Jamais la misère n'a, semble-t-il, été aussi grande dans le royaume de l'*Alphonse* cher à nos socialistes domestiqués.

Il n'est pour ainsi dire pas de jour où, dans quelque province de la péninsule, les paysans ne se soulèvent.

Une personne qui en arrive me contait ces jours-ci que dans les environs de Valence, dans les maisons où faire un repas est chose possible, l'on est dans l'obligation d'avoir un revolver chargé à côté de soi. Une vieille femme a été assassinée pour *un pain*, etc., etc.

La crise agricole prend des proportions désespérantes et l'on ne peut prévoir ce qui résultera d'une pareille situation.

Des milliers d'ouvriers manquent de pain et sont réduits à manger des racines de plantes sauvages arrachées au sol.

A Utrera, la foule a assailli les boulangeries et les magasins de comestibles.

A Ossuma, à Lebrija, à Carmona, à Ecija et dans d'autres localités, même désolation. Les autorités adressent au gouvernement de pressantes demandes de secours, et aussi de carabiniers pour maintenir tous les malheureux qu'une telle situation force à la révolte.

A Séville et à Osuna, de nombreux groupes d'ouvriers saccagent les fermes, volent le bétail pendant la nuit.

Dans d'autres villages des environs, plus de 3.000 ouvriers poussés par la famine attaquent les propriétés ; les femmes parcourent les rues des villes demandant la mise en liberté des détenus.

La situation est grave ; la gendarmerie est impuissante à empêcher les pillages et les désordres.

Dans les environs de Bilbao, la voiture de l'évêque Guandasagui, prieur des ordres militaires, a été lapidée par des mendiants auxquels le prélat avait refusé des aumônes. La police a dû intervenir.

La presse française, fortement arrosée, fait le silence complet sur ces faits. Elle ne trouve à signaler que les déplacements du royal morveux qui, il y a deux mois, faisait la joie de nos hystériques.

Mais une pareille situation, une misère aussi atroce ne peut pas durer bien longtemps. Aux révoltes jusqu'à présent localisées pourrait bien succéder une véritable Jacquerie, car les faits qui se passent actuellement en Espagne sont précurseurs de Révolution.

P. D.

RUSSIE

Du 22 juillet au 1er août. — Plusieurs manifestations avaient été projetées pour le 22 juillet, le demi-anniversaire de la date mémorable du 9 (22) janvier (événements de Saint-Pétersbourg) ; pas une n'a eu lieu. A Saint-Pétersbourg, les mesures ont été prises pour ne pas les tolérer ; les ouvriers n'ont réussi qu'à se rendre en masse à la cathédrale et à exiger une messe des morts pour les victimes du 9 janvier. Un ordre curieux avait été donné par l'administration pour ce jour-là : celui d'enlever des rues les tas de cailloux destinés à la réparation de la chaussée. Ils ont peur des barricades : tant mieux !

Un incident fâcheux, un vrai désastre a eu lieu à Nijni-Novgorod. Une manifestation socialiste était fixée pour ce jour-là. Or, quand les manifestants (des intellectuels en grande partie) se rendirent à l'endroit désigné, ils y trouvèrent une grande foule de gens suspects et d'ouvriers aux allures menaçantes. Les autorités et la police ne tardèrent pas à venir et à disperser les manifestants. Le lendemain, les manifestants s'étant rendus au même endroit, y trouvèrent la même foule, qui, aux cris de « *les voilà !* » se jeta sur eux et les assomma de coups. Quelqu'un, en se défendant, tira un coup de revolver ; la fureur de la foule grandit, et rien de ce qui ressemblait à un intellectuel ne fut épargné : de simples passants, femmes, enfants, eurent leur part. On assommait de coups, on piétinait... Au résumé, de 70 à 80 « *blessés* » — *hommes, femmes, enfants* devenus une masse informe ensanglantée, et un mort que les parents reconnurent à peine, un passant qui s'arrêta et parla à la foule, espérant arrêter le massacre.

Les communications officielles prétendent que c'étaient des ouvriers furieux contre les propagandistes militants, « cause de leur misère croissante, grâce aux grèves continuelles qu'ils organisent », qui ont fait justice des fauteurs de leur malheur. Il ne faut les croire qu'avec bien de la prudence. Que les ouvriers inconscients s'y soient mêlés, et même en grand nombre, je le crois bien : car il ne peut pas y avoir une si grande foule de mouchards et de vendus. Mais si, pour cette fois-ci, je ne jurerais pas que ce massacre n'ait été *organisé par la police*, parce que je n'en ai pas de preuves, je ne jurerais pas non plus que ce ne fût pas leur œuvre. Nous n'en avons que trop d'exemples : tout le monde se rappelle encore les massacres de juifs organisés par la police successivement à *Kischinew*, à *Gomel*, à *Jitomir*, ainsi que des massacres d'enfants (lycéens et lycéennes des petites classes) et d'intellectuels à *Koursk*, à *Pskow*, où, comme les procès l'ont démontré, en tête du mouvement et même les auteurs presque exclusifs étaient des vauriens *loués par la police*. On sait aussi que les voyous de Saratow ont refusé de marcher, ayant répondu à la police qu'ils n'étaient pas assez lâches pour une besogne pareille. L'affreuse boucherie de Bakou avait été provoquée. Enfin, il m'est arrivé il y a un mois et demi environ d'assister à Kiew à un spectacle semblable à celui de Nijni, en miniature. On faisait partir pour l'Extrême-Orient les soldats réservistes. Une foule immense de réservistes, de leurs parents et de curieux se rendit à la gare pour assister à leur départ. Les socialistes, voulant profiter de l'occasion pour faire de la propagande antimilitariste, vinrent distribuer des prospectus. Les prospectus avaient été déchirés par la foule ainsi que les propagandistes : j'ai vu de mes yeux cette foule hurlante, menaçante, qui poursuivait, frappait, piétinait, transformant en un instant les hommes en boules de viande sangiante aux cris de « mort aux juifs! » 3 juifs et 2 Russes ont été ainsi assommés, dont une jeune fille. Ce spectacle nous fit une impression immense. Nous l'avons bien vu de nos propres yeux cette fois-ci, c'était bien le peuple qui nous massacrait de son initiative... Cependant, réflexion faite, un détail nous frappa : *c'était les Grands-Russiens qui criaient et agissaient le plus. Or, il ne pouvait y avoir que des Petits-Russiens parmi les réservistes.* Nos assassins, là encore comme ailleurs, étaient les policiers déguisés, les mouchards et leurs salariés ; et non pas le vrai peuple. Certes, le peuple russe est encore bien aveugle, mais le jour se fait petit à petit. Et méfions-nous des communications officielles.

Ceci dit, passons à notre chronique hebdomadaire du mouvement révolutionnaire.

Le mouvement agraire s'est accentué à Atkarsk. Le 24 juillet, les paysans ont mis le feu aux foins des gros propriétaires et à leurs bâtiments, ont abattu et emporté leurs bois et chassé les gardes forestiers. Puis, dans la nuit du 27 au 28, ils se sont rendus avec leurs chars à la gare des marchandises de Lopoukhovka et ont emporté tout le blé qu'ils y ont trouvé.

Quant au *mouvement gréviste*, il y a eu grèves :

Des chargeurs à la gare de Tiflis (les ouvriers renvoyés et remplacés par les soldats) ;

Des employés des chemins de fer à Novorossiisk (renvoyés) ;

Aux ateliers de chemins de fer à Oufa (grève gagnée) ;

A l'usine de construction de machines à Saint-Pétersbourg (5.500 grévistes) ;

Des cochers à Tavasgousse.

A Ekaterinoslaw, à la suite des revendications des enfants grévistes, les ouvriers typographes ont décidé de fixer la journée à sept heures pour les apprentis, ainsi que de leur fournir les moyens pour l'école primaire (réclamée, comme on se rappelle, par les enfants grévistes).

A Marioupol, la grève de dockers continue toujours. Quant aux usines en grève, l'administration les ferme et renvoie les ouvriers.

A Kostroma, la grève des tissages, des fabriques de cigarettes, des imprimeries continue (plus de 15 jours).

A Tomsk, le 23 juillet sont en grève plusieurs imprimeries et les employés à l'entrepôt de vin. Le 25, toutes les imprimeries sont en grève, les journaux ne paraissent plus, la foule des grévistes se promène dans les rues. Le 27, la grève se *généralise encore* : se mettent en grève les boulangers, les plâtriers, les menuisiers, les forgerons. Une réunion immense de grévistes (autorisée par le gouverneur) a lieu hors de la ville.

A Rostow-sur-le-Don, une réunion immense d'ouvriers a lieu le 24. La police et les cosaques les assaillent et arrêtent plus de 400 personnes, laissant *plusieurs tués et blessés* ; les autres se dispersent. Le 28, la grève générale est proclamée.

A Perm (aux mines de fer de Motovilikha dont l'exploitation avait été arrêtée et les ouvriers renvoyés à la suite d'une grève), il y a eu collision entre les ouvriers et les cosaques. Les cosaques ont tiré deux salves, les ouvriers ont répondu par des coups de revolver. Il y a des tués et des blessés parmi les ouvriers.

Des actes terroristes ont été commis :

Le 27 juillet à Kischinew, un commissaire de police est blessé de trois coups de revolver. L'auteur de l'attentat n'est pas retrouvé.

Le 27 juillet à Jaroslavle, dans le district la police arrêtait un homme répandant des prospectus révolutionnaires. Il se défendit en tirant quatre coups de revolver, sans résultat.

Le 28 juillet à Tiflis, est tué un mouchard. L'auteur de l'attentat n'est pas retrouvé.

Le 28 juillet à Loubny, un commissaire de police est tué d'un coup de revolver. L'auteur de l'attentat n'est pas retrouvé.

Le 31 juillet à Bialostok, est tué un agent de police.

Dans la nuit du 1er au 2 août à Ekaterinoslaw, un commissaire de police est vitriolé à la suite d'une collision avec la foule.

Les représailles nous donnent un tableau de plus en plus sinistre. Au courant de la semaine (du 26 juillet au 1er août), nous constatons 12 *condamnations à mort*, dont 6 de militaires et 6 de civils, sans compter les assassinats sans jugement dont nous allons citer un exemple :

Le 26 juillet à Tiflis, à l'hôpital de la prison *est mort de blessures reçues après son arrestation* le prince Kherkéoulidze ; il avait été arrêté *sur soupçon*, comme l'auteur *probable* de l'attentat à la vie du commissaire central de la ville.

Le 26 juillet à Tiflis, à la suite de l'état de siège, passent devant le conseil de guerre trois accusés de *droit commun* (pour pillage). *Trois condamnations à mort* sont prononcées.

Le 27 juillet à Saint-Pétersbourg est *condamné à mort* l'ouvrier Vassilieff, âgé de 20 ans, pour avoir tué un commissaire de police. Il ne se trouble point à la lecture de l'arrêt ; mais lorsqu'à la sortie, sa sœur qui sanglote s'approche de la grille, il s'élance brusquement et se met à casser les vitres de sa cellule.

Le 31 juillet à Saint-Pétersbourg est *condamné à mort* le jeune homme dont nous avons décrit la défense à la perquisition (il tira sur la police, blessant un commissaire et tuant un portier, grimpé sur le toit, etc.). C'est un nommé Khaïm Gerichkovitch, d'Odessa. *Il doit avoir 16 ans environ*, ajoute la dépêche officielle.

Le 1er août à Jitomir est *condamné à mort* un nommé Sidortchouk, pour avoir tué un commissaire de police.

Le 1er août à Théodocia est *condamné à mort* le soldat Motchedlober pour attentat à la vie du colonel.

Le 1er août à Kherson sont passés devant le conseil de guerre, les soldats des *compagnies de discipline* pour avoir tué le chef de compagnie. 5 *sont condamnés à mort* : Rogatcheff, Parkhomenko, Ermakoff, Bourguinenko et Khartchouk ; trois aux travaux forcés de 4 à 7 ans ; les autres sont acquittés.

Polissonnerie de la censure :

Le 24 juillet à Tomsk, le censeur *a interdit* la publication *du discours du tsar* à la députation du 21 juin (4 juillet).

Pendant la semaine, sont *suspendus pour un mois trois journaux* : *Slovo*, *Novosti* et *Rousskya Védomosti*.

SVOBODA.

A NOS LECTEURS

Je leur rappelle que les souscriptions à *L'Internationale* (Documents et souvenirs, 1865-1878), seront reçues jusqu'au 1er septembre, l'éditeur voulant être fixé pour le tirage.

Ceux qui veulent profiter de la réduction n'ont qu'à se dépêcher.

VARIETÉ

LE CHOIX DES ALIMENTS

(*Suite et fin*) (1)

Cette quantité de sucre devrait être portée à 80 et 100 grammes jusque vers l'âge de 17 ans, c'est-à-dire pendant la période de rapide accroissement.

On trouve aussi du sucre dans les *fruits* et particulièrement dans le raisin : un kilog. de raisin de nos pays renferme, en moyenne, 100 à 150 grammes de sucre également très assimilable. Certains raisins du Midi et surtout d'Espagne en renferment bien davantage.

Tous les fruits en renferment plus ou moins, et il est juste d'en profiter. Mais il faut savoir que la plupart des fruits crus sont très indigestes et peuvent provoquer des diarrhées, des troubles d'estomac et de l'urticaire qui est le signe d'un véritable empoisonnement. On devrait donc consommer les fruits presque toujours cuits et, de préférence, sous forme de tartes ou de confitures faites à la maison. C'est impossible pour la plupart des travailleurs. Il faut cependant veiller à ce que les enfants mangent très modérément des fraises, des cerises, des prunes et des poires crues, et les leur faire cuire, autant que possible. La pomme et le raisin peuvent se manger crus. Quant à la pomme cuite, c'est le meilleur des desserts, à tous les points de vue. Signalons enfin les bons effets des myrtilles en compote, chez les gens à l'intestin fatigué.

Parmi les légumes assez riches en sucre, je citerai la carotte, la patate des pays chauds, le navet, la betterave, les petits pois, les melons.

Tous les *légumes verts* en renferment plus ou moins.

Les légumes verts tendres et bien cuits, tels qu'épinards, salades, oseille (en quantité modérée), poireaux, haricots verts, artichauts, asperges, etc., forment une utile ressource alimentaire, surtout au commencement de la période chaude de l'année, où il est bon de faciliter les éliminations et d'éviter les surcharges alimentaires. Mais ils présentent aussi quelques inconvénients. Toutes les parties fibreuses sont impropres à la nutrition et constituent simplement des corps étrangers qui ne font que traverser le tube digestif. C'est ce qui a valu à certains d'entre eux le nom de balai de l'estomac. Cette action mécanique n'est pas bien supportée par les organismes sensibles ou malades et donne lieu à des troubles digestifs. Ces troubles sont extrêmement plus prononcés quand on consomme les légumes verts crus. Sur le moment ou au bout de quelques jours, ils provoquent des aigreurs, des malaises généraux qui, comme toujours, ne sont pas attribués par la personne qui souffre à un aliment qu'elle croit inoffensif et à une cause qui remonte souvent à une date éloignée. Seule, la salade très tendre peut être mangée crue, à condition de n'en pas faire abus. Les choux sont suceptibles de provoquer des fermentations dangereuses dans l'intestin ; il faut surtout se méfier de l'eau dans laquelle ils ont cuit ; la prudence exige de les faire bouillir successivement dans deux eaux et de n'utiliser que la seconde.

Le meilleur procédé culinaire permettant de retirer des légumes la majeure partie de leurs substances nutritives sans en absorber les parties indigestes est d'en faire du *bouillon de légumes*, qui devrait être la base de l'alimentation des jeunes enfants, des vieillards, des débilités et des malades.

Voici comment se prépare le bouillon de légumes. On hache finement, comme pour une julienne, des pommes de terre, des carottes et des navets.

On y ajoute des poireaux, un peu d'oseille, du cresson, et toutes espèces d'autres légumes, suivant la saison, tels que petits pois, fèves, etc... Tout cela est bouilli pendant au moins trois heures dans la quantité d'eau qu'on juge nécessaire, salée d'une façon convenable. Puis on passe au tamis fin de manière à n'avoir qu'un liquide un peu épais, et avec ce liquide on trempe un potage au pain grillé, ou mieux au tapioca, au vermicelle, à la pâte ou au riz. On peut encore se servir de ce bouillon pour faire une bouillie de farine de riz, de maïs, de froment et de toutes autres espèces de céréales, seules ou mélangées ensemble. On peut enfin, quand le potage est prêt à servir, y casser des œufs qu'on y mélange soigneusement, et y ajouter un morceau de beurre frais. On a ainsi un aliment qui, à l'état de simple bouillon, est toléré par toutes les personnes, et qui est d'autant plus substantiel qu'on l'a additionné d'autres produits alimentaires, pour les gens bien portants.

L'été, il est nécessaire de préparer du bouillon frais tous les jours. En hiver, on peut en faire d'avance pour plusieurs jours.

Parmi les autres soupes usuelles, la soupe aux poireaux et aux pommes de terre, à l'oignon, au riz et au cresson, sont de bons aliments, mais moins complets que le bouillon de légumes que je viens d'indiquer.

Le *bouillon de bœuf* ne devrait être consommé qu'exceptionnellement, par les gens dont la santé est parfaite et, alors, une heure avant le repas, sans addition de pain ni d'aucune pâte. C'est, alors, un bon apéritif.

Pris, comme c'est malheureusement l'habitude, au début du repas, comme potage, le bouillon de bœuf est très dangereux.

Le bouillon de poule l'est beaucoup moins, à condition d'avoir été fait avec une vieille poule, et dégraissé soigneusement à froid. Mais celui-ci aussi ne produit son effet utile que pris à l'état de simple bouillon, un peu avant le repas. Les bouillons de viande ne renferment, en effet, que très peu de substances alimentaires, et n'ont de valeur que par certains ferments qui préparent l'appareil digestif à bien fonctionner.

On fait, sur les côtes, des bouillons de poissons qui sont en général très appétissants et nourrissent surtout à cause des légumes de toutes sortes qu'on y mélange au poisson. Les pêcheurs les relèvent avec du poivre et autres épices fortes et supportent aisément cette nourriture excitante. Ils peuvent rendre service, dans certains cas, mais je n'oserais en conseiller l'usage habituel à tout le monde et surtout quand on n'est pas sûr d'avoir du poisson très frais.

Les condiments sont nécessaires à l'alimentation, je veux dire surtout le *sel* qui forme une partie importante de notre constitution. Ce n'est pas une raison pour en absorber sans mesure. Des travaux récents ont établi que, chez les personnes dont le filtre rénal ne fonctionne pas bien, et qui ont de l'enflure des membres, il suffit de supprimer presque totalement le sel de l'alimentation pour que cette enflure disparaisse. Chez d'autres malades, en revanche, la suppression totale du sel produit de l'enflure. Ces études sur les malades permettent d'affirmer que les gens bien portants doivent absorber la quantité de sel en rapport avec celle qui est normalement contenue dans les liquides du corps.

On s'habitue rapidement à manger plus ou moins salé ; il est d'autre part impossible de fixer la ration de sel qu'on doit ajouter aux aliments, parce que ces aliments eux-mêmes en contiennent naturellement plus ou moins. Je ne puis que signaler les inconvénients des excès.

Pour le poivre, la moutarde et autres épices fortes très utilisées par les Anglais et quelques autres peuples, il faut en user le moins possible. Elles n'ont d'autre utilité que d'exciter artificiellement l'appétit ou d'aider à la digestion d'aliments indigestes ou pris en trop grande quantité. Enfin elles occasionnent l'absorption d'abondantes boissons.

Que doit-on boire ? De l'eau ; c'est la boisson naturelle de l'homme, celle qui permet la réfection de la provision des liquides du corps incessamment rejetés par la sueur, l'urine et autres déchets.

Si l'homme n'avait jamais été soumis à des efforts dépassant ses forces, s'il avait toujours pu vivre d'une façon normale, il n'aurait jamais eu la velléité d'incorporer à son eau de boisson des produits excitants.

Il est difficile de lutter actuellement contre une très ancienne habitude maintenue en outre par la continuation des causes qui lui ont donné naissance.

Mais il est nécessaire que chacun sache combien lui est préjudiciable l'usage des liquides fermentés : ils poussent à boire sans soif, ce qui retarde les digestions, diminue l'appétit, et affaiblit ; ils créent ensuite la soif ; ils troublent la circulation normale, en amenant un accroissement brusque des mouvements du cœur, suivi, ensuite, d'un ralentissement, d'où fatigue et usure plus rapide de tout l'appareil circulatoire ; enfin, ils introduisent dans le corps humain un aliment, l'alcool, qu'il n'est pas fait pour supporter en nature et qui brûle tous les tissus avec lesquels il se trouve en contact.

Comme toutes les boissons fermentées contiennent de l'alcool, toutes offrent ces dangers, à des degrés variant avec la quantité d'alcool qu'elles renferment. Quant à la variété chimique d'alcool, elle est réellement bien peu importante, par rapport à la quantité.

Ce qui est autrement grave, c'est le mélange savant, imaginé par les industriels, de diverses essences aux produits alcooliques. Ce sont alors des poisons aussi dangereux que ceux que nous ordonnons aux malades, à des doses soigneusement calculées, pendant de courts espaces de temps et en cas d'absolue nécessité ; aussi dangereux que les émanations d'un poêle à mauvais tirage ou les atmosphères d'usines où on prépare des matières toxiques. Et ce sont précisément les malheureux ouvriers déjà empoisonnés dans ces usines, qui enrichissent un capitaliste, empoisonnés encore dans leur chambre étroite dont ils paient un lourd loyer à un autre capitaliste, ce sont les mêmes qui vont s'empoisonner sur le zinc avec de l'absinthe, du bitter, du quinquina et autres produits tous semblables sous diverses étiquettes, pour enrichir une série de capitalistes !

Je ne sais comment on pourra remonter ce courant mortel pour la majeure partie et la plus intéressante de la population. Je ne puis que lui faire voir la situation telle qu'elle est : le marchand de vins (qui, en fait, n'est qu'un marchand d'alcool) complète l'œuvre de destruction, lente mais sûre, du régime social basé sur l'exploitation du travail par le capital.

C'est une question de vie et de mort, déclarent tous les hommes qui l'ont étudiée, si peu que ce soit.

Il n'y a pas à se faire d'illusions : on ne saurait fixer à l'absorption de boissons alcooliques, un degré au-dessous duquel elle n'est pas dangereuse. Ce degré est infiniment variable avec chaque personne et pour chacun, suivant son état de santé du moment. Et puis, les boissons alcooliques offrent cet immense inconvénient qu'elles donnent toujours envie d'en boire davantage, et que nul ne saurait être sûr de ne pas, insensiblement ou brusquement, augmenter la dose.

C'est comme la morphine, comme le jeu : quand on y a pris goût, on y revient et on s'y

(1) Voir les numéros 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15.

livre toujours davantage, c'est fatal. Alors, que faire ?

Il faudrait d'abord que les humains aient partout à leur disposition, sans difficulté, sans perte de temps, sans aucun frais, de l'excellente eau potable.

Les caractères extérieurs d'une eau potable sont : d'être limpide, incolore sous une faible épaisseur, ou légèrement bleuâtre ou grisâtre, sans odeur, d'une saveur agréable peu prononcée ; d'être, hiver comme été, à une température sensiblement la même (8 à 12°), de faire cuire les légumes sans les durcir et de faire mousser le savon.

Des recherches de laboratoire peuvent seules indiquer si une eau potable contient en quantité suffisante les gaz entrant dans la composition de l'air, c'est-à-dire si elle est bien aérée, et, de plus, si elle ne renferme ni œufs, ni embryons de vers, ni microbes dangereux.

Elles indiquent aussi la proportion des sels minéraux contenus.

Ces recherches sont utiles et devraient être effectuées régulièrement, dans une société bien organisée, mais pour cela il faudrait ne pas consacrer presque toutes les ressources du pays à la préparation des tueries.

Il y a un autre procédé pour sauvegarder les bonnes qualités de l'eau de boisson. C'est de ne pas empoisonner les sources qui nous fournissent naturellement une eau, en général, excellente.

L'ignorance du public, son indifférence pour les questions qui le touchent de plus près et qu'il laisse le soin de résoudre aux autorités tutélaires, sont cause que les fumiers des bestiaux et des gens s'accumulent près des sources, que les linges ayant servi aux malades sont lavés dans des ruisseaux où les riverains puisent plus bas leur eau de boisson, enfin qu'aucun soin n'est pris pour maintenir parfaitement indemne de toute souillure l'aliment le plus précieux que nous fournisse la nature.

En revanche, les contribuables sont surchargés d'impôts pour filtrer, désinfecter, ou capter à grands frais des eaux déjà salies. Comme l'a si justement indiqué Duclaux dans son ouvrage : *L'Hygiène sociale*, c'est sur le malade alité par une maladie contagieuse que doit porter toute la surveillance ; ce sont ses déjections, ses linges qu'il faut isoler, désinfecter ; ce qui est autrement simple et efficace que de distinguer dans une eau quelconque un bacille estimé dangereux de ceux qu'on suppose inoffensifs ou de déclarer bonne une eau qui renferme moins de mille microbes par centimètre cube et mauvaise celle où ils dépassent ce chiffre. Mais cela ne sera possible que quand chacun comprendra la nécessité de se préserver par lui-même, au lieu de subir des règlements stupidement appliqués, vexatoires, et dont il ne conçoit pas l'utilité.

Des journaux à grand tirage ont pensé augmenter encore leur vente, en faisant campagne pour l'eau bouillie. Comme cette opération fait évaporer les gaz contenus dans l'eau et déposer les sels, elle fournit une eau indigeste, fade et désagréable au goût. En outre, l'eau est souvent salie dans le transvasement qui succède à l'ébullition et la garantie n'est qu'illusoire. L'ébullition ne résout donc pas la question, et n'est tout au plus qu'un pis aller.

Mais il y a si peu de gens qui boivent de l'eau pure et savent apprécier la délicieuse saveur d'une de ces eaux de sources qu'on trouve encore si nombreuses dans les campagnes et surtout dans les montagnes !

Il faudrait que tous les enfants soient habitués, jusqu'à l'âge où ils commencent à gagner leur vie, à ne *goûter* d'autre boisson que de l'eau. Ensuite, ils seront fatalement amenés à boire des boissons fermentées. Il leur faut donner la préférence à la bière du pays, non alcoolisée comme les bières transportées, au cidre ordinaire et au petit vin dans les pays de vignobles. A Paris et dans les grands centres, force est bien de boire des liquides fermentés ayant subi une alcoolisation pour le transport et la conservation. Il faut alors couper le vin de moitié d'eau, et bien savoir que le vin pur ne donne pas de forces, mais tout bonnement une excitation passagère et épuisante.

Ces boissons ne doivent être bues qu'aux repas. En dehors des repas, ne pas boire est la meilleure règle ; et quand on digère bien, on n'a pas soif, sauf dans les grandes chaleurs ou au cours d'un trop rude travail. Alors la meilleure boisson est une infusion *chaude* de café, de thé léger ou même de camomille. Seules, ces boissons chaudes calment réellement la soif, ne causent aucun désordre dans l'organisme et ne coupent pas les forces.

Il faudrait réformer les habitudes reçues d'offrir ou d'accepter des verres à toute occasion. Ce sont les marchands d'alcool en gros et en détail qui ont établi ces usages, aussi fructueux pour eux que préjudiciables à la bourse et à la santé des consommateurs ; sans compter que, souvent, par l'intermédiaire des bistros, les patrons et autorités de toutes sortes mouchardent leurs administrés. Que l'économie faite sur la boisson soit reportée en achat d'une nourriture substantielle, et le travailleur n'aura plus besoin du coup de fouet de l'alcool et de l'absinthe pour résister au surmenage.

Que les groupements d'ouvriers aient partout à leur disposition une salle quelque simple qu'elle soit, où ils se retrouvent entre eux, bien chez eux, avec quelques journaux, quelques brochures ; qu'au lieu d'accepter leur misérable sort avec la soumission du désespoir et la mort comme seule perspective de délivrance, qu'ils s'encouragent mutuellement à lutter pour gagner, au prix de sacrifices encore moindres que ceux auxquels ils sont condamnés actuellement, une amélioration qui en entraînera d'autres.

Voilà les principaux moyens que je puisse envisager comme susceptibles de mettre fin aux massacres de vies humaines causés par notre état social actuel.

Dr E. D.

Notre prochain dessin sera signé Kupka.

BIBLIOGRAPHIE

Le camarade Hervé ne se laisse pas démonter par les excommunications fulminées contre lui par les socialistes-patriotes-internationalistes-pacifistes-armée de défense ! Il a réuni en volume les articles qu'il a écrits sur le patriotisme, et vient de le lancer dans la mare aux grenouilles socialo-nationalistes, sous le titre : *Leur Patrie* (1).

Ce n'est pas qu'il apporte rien de nouveau dans la question. Il ne faut pas oublier que voilà vingt-sept ans que les anarchistes se sont affirmés sur la question, démontrant, dans l'état social actuel, que les travailleurs ne possédant rien que leur cerveau et leurs bras pour travailler ils seraient bien stupides de continuer à aller se les faire casser dans des conflits où ils n'ont rien à gagner que des charges nouvelles, pour aller défendre, sous le nom de patrie, les combinaisons louches du syndicat d'exploiteurs qui les gouvernent.

Et, en littérature, vers 1887, Fèvre ouvrait, par son admirable *Au port d'armes*, la campagne antimilitariste que devaient si bien continuer *Biribi*, *Sous-offs*, etc.

Mais enfin, c'est très courageux, de la part de Hervé, de « poser la question » chez les socialistes qui, à côté de vagues déclarations internationalistes, menaient, en période électorale surtout, une campagne nationaliste à rendre jaloux le détenteur de la vraie « marque », et de ne pas s'être laissé démonter par les vitupérations des gros bonnets du socialisme qui se sont vus acculés à renoncer aux lieux communs, et à préciser. Il lui a fallu du courage, puisque son gagne-pain en dépendait, et qu'il l'y a perdu.

Mais, s'il ne dit pas des choses neuves, son volume n'en est pas moins excellent pour la propagande antipatriotique. Et il n'y aurait pas grand'chose à reprendre, s'il ne s'attardait pas à préconiser le système des milices, et à nous parler du fameux « péril jaune », ce fameux croquemitaine des gouvernants blancs, que les jaunes ont bien plus de motifs de redouter.

Puis, si, tout comme les patriotes, il ne se croyait pas tenu de répudier les actes de révolte comme ceux de Grasselin et de Delsol, et à engager les ouvriers à faire leur service militaire... pour propager, dit-il, le socialisme et l'internationalisme à la caserne.

Certes, lorsqu'on a passé l'âge d'aller à la caserne, on serait mal venu d'inciter ceux qui sont appelés à y aller à se révolter et à se faire emprisonner en refusant le service militaire.

Les actes de révolte, quels qu'ils soient, s'accomplissent et ne se prêchent pas.

Je trouve également qu'il y a certaines façons de les applaudir qui sont indécentes. Mais ce que je crois aussi, c'est que lorsqu'un acte de révolte s'accomplit, quel que soit le jugement que l'on porte, on n'a pas le droit de l'exprimer, tant que l'auteur est en prévention. Après, ils rentrent dans la catégorie des événements historiques que chacun a le droit d'apprécier à sa façon.

Mais Hervé est-il bien autorisé à dire, parlant des cas de refus de service, « que le jeu n'en vaut pas la chandelle » ? S'imagine-t-il pouvoir déplacer la discipline de l'armée militariste à l'armée révolutionnaire ? Croit-il que la révolution naîtra spontanément ? que sa force d'expansion puisse être contenue jusqu'au moment qui devra être décrété par je ne sais quelle autorité ?

Il y aura toujours des caractères qui subiront, plus péniblement, l'autorité que d'autres, et plus se perdra le respect de l'autorité, plus se multiplieront les actes de révolte. Et on aura beau dire, l'acte de dignité de l'homme seul, se dressant, fort de sa conscience et de sa volonté, pour résister à l'arbitraire de tout un état social, sera toujours un acte de haut enseignement s'il est raisonné et logique.

Et je trouve que le conseil donné aux conscrits par le camarade Hervé d'accomplir leur temps de service, est aussi osé que de leur conseiller de déserter.

A celui qui viendrait me demander ce qu'il doit faire, je ne saurais répondre que ceci : Consultez la force de résistance dont vous êtes capable. C'est à vous de savoir si vous serez plus en état de résister à la misère certaine qui vous attend en exil, pour un temps plus ou moins long, à moins que vous n'ayez une profession privilégiée, ou plus de force de caractère pour résister aux tracasseries et vexations inévitables de deux ans de caserne.

Pour moi, qui y ai passé, mon siège est fait. S'il fallait y retourner, je préférerais la désertion. Mais en la matière, chacun est seul juge de ce qu'il doit, de ce qu'il peut faire.

Si l'ennui, le chagrin de quitter le cercle de relations que l'on s'est créé, ceux que l'on aime, de recommencer sa vie au milieu de difficultés plus grandes, dans un pays où l'on est seul, isolé, dont on ne connaît pas — le plus souvent — la langue, ni les mœurs, comporte des aléas et de fortes chances de succomber dans la lutte, l'entrée à la caserne comporte des dangers aussi — sinon plus — grands.

Qui peut certifier que, dans le cours de deux années, il ne tombera pas sous la coupe de quelques brutes, et qu'il aura les nerfs assez solides pour résister à des provocations sans cesse renouvelées ?

Tel qui y résistera dix fois, vingt fois, cinquante fois, peut, un jour de découragement, d'orage ou d'énervement, se laisser aller à la réponse trop vive, au geste trop prompt. C'est alors le conseil de guerre, Biribi. C'est la chute irrémédiable, la fin, pour celui qui ne veut pas se laisser enlizer. J'aurais toujours cela qui me hanterait, si jamais je donnais le conseil à quelqu'un d'endosser l'uniforme.

Hervé fait également la part belle aux contradicteurs qui voudraient discuter à côté, en risquant des affirmations que l'on pourrait facilement réfuter. Mais cela n'est pas ma besogne.

J. Grave.

(1) Un vol., 3 fr. 50, à la Librairie de propagande socialiste, 14, rue Victor-Massé.

Nous avons reçu :

La journée de 8 heures, par L. Niel; une brochure à la *Vie Socialiste*, 3, rue de Pondichéry.

Compte rendu de la 3e Assemblée générale de l'A. I. pour la protection légale des travailleurs, une brochure chez Berger-Levrault, 5, rue des Beaux-Arts.

Deux Mémoires en vue de la convocation d'une Conférence internationale de protection ouvrière, même librairie.

* *

Les camarades de Bourges viennent de lancer le premier numéro de *Les Semailles*, qui s'annonce comme organe anarchiste qui paraîtra tous les quinze jours.

Nous ne pouvons que souhaiter la bonne venue à un nouvel organe de propagande, ayant en vue véritablement la propagande.

Adresse : 3, rue de Bouillet, Bourges (Cher).

MUSÉE DES ANERIES

Alfortville, les 7-8 août 1905.

Monsieur Jean Grave,

Où avez-vous lu dans : *la Crosse en l'air!* que j'accusais les Tolstoïens de ne pas être « sincères »? C'est parce que je sais aussi bien que vous qu'ils le sont que le danger n'en est que plus grand.

Oui, ils sont sincèrement « lâches » par résignation et sincèrement « idiots » par croyance.

Cela vous ennuie qu'on dise ces choses-là parce que les *Temps Nouveaux* sont lus par un certain nombre de « doux apôtres ». Hélas! votre feuille, avec son personnel, ne s'est pas soustraite à l'évolution journalistique. Dame!.. et les lecteurs!

Et puis *Potin* voit d'un mauvais œil Damoy. Prochainement vous aurez à vous en plaindre.

Salutations.

E. Girault.

33, rue de Charenton, Alfortville.

Correspondances et Communications

Cher camarade,

✶ Permettez-moi de rectifier l'information de D. concernant *De Vrij Communist*. Notre journal se maintiendra très bien, seulement nous avons dû surseoir à l'édition jusqu'au mois de septembre prochain. Nous avions cru ne pas avoir besoin de fonds pour commencer le journal, mais le vice que nous voulions combattre nous a terrassés presque aussitôt : *l'individualisme* ayant envahi jusqu'à nos revendeurs, ceux-ci n'ont pas jugé utile de nous payer. A présent nous sommes en train d'amasser un peu d'argent et dans quelques semaines vous recevrez de nouveau le journal. Bien à vous.

Wink.

✶ La section de l'A. I. A. de Montereau ayant, vers la fin de juin, envoyé de l'argent au secrétariat de Paris, pour recevoir des cartes et un timbre de section, ne recevant pas de réponse, et ayant, depuis, écrit trois fois pour demander des explications, sans en recevoir davantage, prend le parti de les demander par la voie de la presse.

★ Lyon. — **Jeunesse Syndicale.** — Devant le refus systématique de la presse bourgeoise radicale socialiste d'insérer nos convocations, nous informons les camarades que les réunions de la Jeunesse Syndicale sont fixées définitivement tous les lundis à 8 heures du soir, Bourse du travail, 39, cours Morand.

Pour compléter notre collection, il nous manque des numéros de la 1re et de la 2e année des *Cahiers de la Quinzaine*. Ceux de nos amis qui en possèdent, et voudraient bien s'en défaire, nous leur échangerions contre des volumes.

CONVOCATIONS

★ **Causeries populaires du Ve et du XIIIe.** — Samedi 19 août, à 8 h. 1/2 du soir : Origine des vices, par Vulgus (suite).

★ **Groupe d'éducation libertaire (XIIe).** — Dimanche 20 août, ballade champêtre à Vélisy (Seine-et-Oise); réunion place de la République (face la statue) avant 8 h. 1/2 ou rue du Rendez-vous (face l'église) avant 8 heures. Le départ des breaks aura lieu à 8 h. 1/2 de la place de la République. Emporter ses provisions et des journaux ou brochures à distribuer.

★ **Coopération des Idées,** 157, faubourg Saint-Antoine :

Jeudi 17 août. — Jean Maugue, architecte : De l'installation des services généraux dans les habitations ouvrières (à propos de la Fondation Rothschild). — Cours d'échecs, par Goldberg.

Mardi 22. — Cours de français pour les étrangers, par Mutschler.

Mercredi 23. — Cours d'italien, par Vaccari.

Jeudi 24. — Cours d'échecs, par Goldberg.

★ Aux libertaires et socialistes du 13e et de toute la rive gauche, soirée rouge organisée par le **Groupe des poètes et chansonniers révolutionnaires**, salle de la Grille, 136, boulevard de l'Hôpital, le dimanche 20 août, à 8 h. 1/2 du soir.

★ **Union Syndicale des Employés.** — Réunion le samedi 19 août 1905, à 9 heures du soir, Bourse du travail, salle des fêtes, 3, rue du Château-d'Eau.

Ordre du jour : 1° Continuation de la discussion du 20 juillet, sur l'application d'urgence de la journée de huit heures et du repos hebdomadaire dans les Sociétés coopératives de consommation et de production de Paris et de la Seine;

2° Antagonisme entre syndicalistes et coopérateurs pour la mise à exécution de ces revendications.

★ **L'Aube Sociale,** 4, passage Davy :

Vendredi 18 août. — E. Armand : Une société libertaire est-elle possible?

Mercredi 23. — Causerie entre camarades. — Paul Costel : La coopération.

Vendredi 25. — Mlle V. Coblence : E. de la Boétie : *La servitude volontaire ou le contre un.*

★ **La Semaille,** 21, rue Boyer (20e) :

Mardi 22 août. — M. Fortier-Prœschel : La colonie enfantine de Montfermeil (avec projections).

Vendredi 25. — Hugues Millière : Le socialisme et l'idée de patrie.

★ **L'Internationale Antimilitariste** (section du 19e). — Réunion samedi 5, rue de Flandre, salle de la Renaissance.

★ Saint-Denis. — **Association Internationale Antimilitariste.** — Réunion à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 35, rue de la Boulangerie. — Ordre du jour : Rentrée des cartes de la conférence Hervé.

★ Aix-en-Provence. — Jeudi 24 août, à 9 heures du soir, salle du fond du café du Palais, conférence par Jean Marestan. Sujet traité : Les miracles et les phénomènes psychiques.

Entrée : 0 fr. 25 pour couvrir les frais. Les dames sont admises.

★ Marseille. — **A. I. A.** — Réunion dimanche 20 août à 6 heures du soir, bar Frédéric, pour l'organisation d'une promenade le dimanche 27.

★ Toulon. — **Groupe abstentionniste.** — Réunion le dimanche 20 août, à 9 heures du matin, au bar de l'Industrie, 100, cours Lafayette : Le camarade Busquère parlera de l'abstention consciente.

★ Troyes. — **Section de l'A. I. A.** — Vendredi 25 août, à 8 h. 1/2, salle de l'Imprimerie ouvrière, 10 *bis*, place de l'Hôtel-de-Ville, causerie sur la désertion, par Denizot.

AVIS

L'imprimeur vient de nous livrer le frontispice du IIe volume du supplément, superbe lithographie en couleurs de notre ami Lebasque.

Elle est mise en vente au prix de 2 francs, tirage ordinaire; 3 fr. 50, tirage d'amateur.

Afin de faciliter aux camarades l'acquisition de nos frontispices, nous offrons, — le premier de Willaume étant épuisé, — les trois qui nous restent, de Pissarro, Luce et Lebasque, au prix de 4 francs les trois, et les tirages d'amateur pour 7 francs.

Il n'en sera vendu qu'un très petit nombre de collections à ce prix.

COLLECTIONS DE DESSINS

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois,** par C. Pissarro. — **L'Errant,** par X. — **Le Démolisseur,** par Signac. — **L'Aube** par Jehannet. — **L'Aurore,** par Willaume. — (Il n'en reste plus qu'un nombre très restreint d'exemplaires, vendus 3 fr.) — **Les Errants,** par Rysselberghe (celle-ci complètement épuisée). — **L'Homme mourant,** L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte,** par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine,** par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe,** par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre,** par Luce. — **Mineurs belges,** par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux,** par J. Hénault. — **La Guerre,** par Maurin. — **Epouvantails** (épuisée), par Chevalier. — **Capitalisme,** par Comin'Ache. — **Education chrétienne,** par Roubille. — **Provocation,** par Lebasque. — **La Débâcle,** dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur,** par Daumont. — **L'Assassiné,** par C. L. — **Souteneurs sociaux,** par Delannoy. — **Les Défricheurs,** par Agar. — **Le Calvaire du mineur,** par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir,** par Lebasque. — **Les Bienheureux,** par Heidbrinck. — **La jeune Proie,** par Lochard. — **Le Missionnaire,** par Willaume. — **La Libératrice,** par Steinlen. — **Frontispice,** par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1** fr. **25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1** fr. **40**; édition d'amateur : **3** fr. **50**.

En dehors de cette série, nous en avons une de Willette, d'après le vers connu de Racine :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture...

Prix : 1 fr. 40, franco, 2 fr. 15 et 5 fr. 20.

VIENT DE PARAITRE

Syndicalisme et Révolution, par M. Pierrot, recueil des articles de notre camarade parus ici même sous le titre *L'Esprit de Révolte*.

L'exemplaire, 0 fr. 15; le cent, 8 fr. 10, port compris.

Le Parlementarisme et la Grève générale, par le Dr Friedberg. Une forte brochure, 36 pages. Prix : 0 fr. 15 franco; le cent, port compris, 8 fr. 10.

Petite Correspondance

A. F., à Notre-Dame de Lourdes. — Votre abonnement finira fin février 1906.

P. G., Reggio. — La *Société future* coûte 2 fr. 75 franco.

Dr S., à Marseille. — L'assertion contenue dans la coupure n'est vraie que pour la plus petite partie des deux camps.

L. C., rue de P. — L'abonnement L. C. est terminé depuis fin juillet.

Anonyme. — Merci pour ce renseignement. Je prends note du bouquin.

S. M. — Je vous avais répondu par lettre, mais elle m'est revenue. — Merci de votre bonne volonté, mais le dessin et la légende suscitent quelques objections.

J. D., à M. — Nous ne donnons jamais les adresses de nos abonnés. Envoyez-nous votre lettre.

F. C., à La Baule. — Si ça se renouvelle, réclamez à la poste en même temps.

Roussel, Saint-Etienne. — Adressez-vous à l'*Insurgé*, 9, rue Laixheau, Herstal-Liège.

M. G., à Cette. — Envoyez 2 fr. 50, je vous enverrai les numéros qui contiennent l'étude.

H. J. — J'ai lu *La composition*. C'est faible, mais puisque c'est un début, ne vous découragez pas. Travaillez.

K., Nouméa. — Il n'y a pas besoin d'aller jusque là-bas, pour trouver des faits semblables. L'adresse : Pierrefonds, Oise.

I., à La Roche. — Nous manquons en ce moment de l'*Anarchie* de Malatesta. De plus, c'est 0 fr. 15 pièce, plus frais d'envoi, 0 fr. 50 pour les 12.

Reçu pour les arrêtés : D'un groupe de compagnons de Saint-Paul (Brésil), 30 fr. — Listes précédentes : 439 fr. 30. — Ensemble : 469 fr. 30.

Reçu pour le journal : P., 15 fr. — L. C., 7 fr. — Merci à tous.

E. M., à Malzéville. — A. M.-D. — H., au Havre. — G.F., à Saint-Pierre-des-Corps. — G. N., à Montcheny. — A. N., à Funchal. — J. M., à Charenton. — S. M., à Limoux. — J. G., à Ambert. — E. J., à Bourron. — T., à Hennebont. — S., à Marseille. — M., à Vienne. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

LES TEMPS NOUVEAUX : 0 fr. 10



Ceux-là vont se reposer à la campagne!

Dessin de Roubille.

11e ANNÉE. — N° 17. 26 AOUT 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la page 8 le dessin de Kupka.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Pas de Supplément cette Semaine.

CONTRE "l'Expulsion Administrative"

La Préfecture de police vient de signifier aux camarades Palacios, Prats, Castells d'avoir à quitter le territoire français. On se souvient que ces trois Espagnols avaient été arrêtés, avec d'autres camarades, quelques jours avant l'arrivée du roi d'Espagne, et qu'ils *furent* ensuite impliqués dans le procès de ces fameuses « pommes de pin » dont la police avait suivi les péripéties jusqu'au moment où l'une d'elles, lancée par une main inconnue, devait causer la mort... d'un cheval de l'escorte royale. Ayant bénéficié d'un non-lieu, ces camarades devaient être conduits à la frontière en vertu d'un décret d'expulsion du 29 mai, ainsi qu'on l'avait fait pour les camarades Bergia et Borsot. Mais par l'intervention de leurs avocats et de personnalités politiques, ils obtinrent un permis provisoire d'un mois, espérant, qu'en attendant, l'odieuse mesure serait rapportée.

N'importe ! Malgré toutes les démarches, l'expulsion a été maintenue. Prats a déjà quitté la France ; Palacios, qui a cinq enfants à nourrir, va peut-être obtenir, comme une faveur spéciale, de rester encore quelque temps à Paris. D'autres se trouvent déjà dans son cas.

Voici donc une dizaine de travailleurs — contre lesquels on n'a pu formuler aucune accusation ou qu'un arrêté de non-lieu a reconnus innocents du « crime » qu'on leur attribuait, soit définitivement expulsés du territoire français, soit tolérés jusqu'au moment où il plaira à l'autorité policière de provoquer l'exécution du décret sous le coup duquel ils se trouvent.

A côté de cela rappelons l'expulsion toute récente du socialiste Cavalazzi, de rien autre coupable que d'avoir contribué à l'organisation de travailleurs italiens, dont l'ignorance permettait aux capitalistes d'exercer l'exploitation la plus effrontée des ouvriers français et étrangers.

Mais combien de semblables expulsions ont déjà eu lieu ! Des socialistes, des anarchistes, même de simples républicains, n'ayant commis aucun acte contraire aux lois françaises, se sont vus, sur la seule dénonciation de la police politique internationale, arrêtés, expulsés et conduits à la frontière, — souvent à la frontière de leur propre pays, même lorsque ayant à y purger une condamnation pour délit politique, l'expulsion se transformait ainsi en une véritable extradition, en un infâme arbitraire. Des Russes, des Italiens, des Espagnols, des Suisses, coupables seulement de professer des opinions avancées, ont ainsi goûté les délices de l' « expulsion administrative ».

Le moment ne serait-il pas venu de soulever l'attention publique, du moins celle du public susceptible de s'en occuper, sur la revendication de la liberté d'opinion pour les étrangers qui devrait être naturellement comprise dans les libertés élémentaires conférées à tous les citoyens ?

Quoique appartenant au nombre des plus intéressés à la résolution de cette question, je n'hésite pas à résumer ici quelques-uns des arguments pouvant servir de base à l'agitation qui devrait être menée par tous les éléments sincèrement soucieux du progrès social, en vue d'amener la suppression de cette mesure réactionnaire qu'est l'expulsion administrative pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ».

On considère généralement l'expulsion comme une mesure d'une importance moindre, en rien comparable à une pénalité, puisqu'elle se résout à l'éloignement d'un étranger du territoire, en lui laissant toute liberté de s'établir autre part comme il lui plaira. Or, sans m'arrêter à la façon dont généralement s'opère l'exécution de cette mesure — arrestation prolongée, transport pénible d'étape en étape dans les wagons cellulaires, etc., — je puis affirmer sans crainte de contradiction que, dans la plupart des cas, l'expulsion cause à celui qui en est frappé un préjudice plus grave qu'une condamnation à plusieurs mois de prison.

Je parle naturellement de ces militants et proscrits obligés de gagner leur vie par le travail, manuel ou intellectuel, et ayant souvent à leur charge une famille. Un déplacement forcé et soudain correspond, dans ce cas, à la nécessité de s'établir à nouveau dans un pays dont on ne connait souvent ni la langue ni les coutumes, à refaire tout le calvaire des premières recherches de travail et de toutes les misères inhérentes à une telle situation. Des fois arrive-t-il qu'on doit changer de métier ou de profession, celle qu'on exerce n'étant pas recherchée dans la nouvelle résidence ; d'où nouvel apprentissage et détresse matérielle bien concevable en qui n'a d'autres ressources que son propre gagne-pain. Lorsqu'il s'agit d'un commerçant, la ruine est, on se le figure facilement, considérable, étant données les difficultés de liquider sa situation par un départ précipité et inattendu.

Ceci au point de vue des conséquences matérielles auxquelles se voient exposées les personnes frappées d'expulsion à la suite de leurs opinions politiques. Mais il y a un autre côté, un côté moral, bien plus important encore au point de vue de la liberté et du droit : c'est l'infériorité manifeste dans laquelle se trouvent, à l'égard des autres citoyens, les réfugiés étrangers, menacés comme ils le sont par cette épée de Damoclès qu'est l'expulsion, constamment suspendue sur leur tête.

En effet, la faculté d'expulser étant attribuée à l'autorité exécutive, *qui se base sur les seuls rapports de police* toujours exagérés lorsqu'ils ne sont pas absolument faux, sans l'intervention d'aucun contrôle, sans procédure préalable, *ni possibilité pour les étrangers visés de se défendre*, il en résulte que ces derniers se trouvent complètement à la merci de la police et, sans avoir commis quoi que ce soit de « contraire aux lois », se voient d'un jour à l'autre arrachés à leur travail et obligés de chercher ailleurs leur gagne-pain, avec combien de difficultés parfois, je viens de le dire.

Les étrangers se trouvent, par ce fait, dans l'alternative ou d'être tout le temps sur le qui-vive, prêts à partir, ou de se tenir cois, de renoncer publiquement à leurs opinions, de renier les idées pour lesquelles ils ont dû s'expatrier et pour lesquelles ils ont sacrifié la tranquillité et parfois le bien-être dans leur pays. Toute action progressive dans leur milieu leur est défendue et souvent ceux-là même qui depuis des années ne s'occupent d'aucun mouvement se voient soudain mis en demeure de quitter la France.

A constater aussi que, bien souvent, cette condition d'infériorité des réfugiés étrangers arrive, par répercussion, à gêner dans leur attitude les militants du pays même, dans ce sens que, lorsqu'il s'agit de manifestations ayant des rapports avec le mouvement de pays étrangers, ils n'osent, pour garantir les camarades réfugiés d'une possible expulsion, adopter le ton et l'allure qu'ils voudraient et qu'il conviendrait d'assumer.

Bien d'autres arguments on pourrait énumérer pour démontrer l'absurdité des expulsions administratives et l'urgente nécessité de les supprimer. Qu'il me suffise d'ajouter ici que pendant qu'en République les étrangers se voient ainsi nier toute liberté d'opinion et tout droit à la manifestation de leur activité de citoyens, dans la monarchique Angleterre ils sont considérés et traités à l'instar de tous les autres sujets du pays. Aucune expulsion n'a lieu et même la loi votée dernièrement et destinée à réglementer l'immigration, comporte un article additionnel selon lequel il ne sera pas exigé une somme d'argent pour l'admission des persécutés pour cause politique ou religieuse. Ce qui ne veut pas dire, bien entendu, qu'il n'y a pas, en Angleterre, de poursuites pour délits de presse ou de parole; mais ces poursuites ont lieu, même s'il s'agit d'étrangers, par la procédure ordinaire des tribunaux, c'est-à-dire avec la faculté de se défendre et quelquefois la chance d'être acquitté et, en tous les cas, la possibilité, après avoir purgé la peine, de rester ou non dans le pays.

Pour conclure, il me semble que cette question mérite d'être prise en une plus sérieuse considération par tous ceux qui voient dans la liberté individuelle la condition essentielle de tout progrès humain. Agiter l'opinion publique en vue de la suppression des expulsions politiques, c'est travailler à la réalisation d'un peu plus de cette liberté. C'est une besogne pour laquelle pourraient aisément s'entendre les syndicats, la presse avancée, la Ligue des Droits de l'homme, enfin tous ceux qui se réclament de lutter pour l'émancipation humaine.

Il ne suffit pas de protester lorsqu'une expulsion se produit, ou d'intervenir pour qu'il soit sursis à son exécution pour tel ou tel autre individu; il faut que le système lui-même soit aboli par suite de l'action directe et intense des entités et des individus. Et puisque dans quelques jours aura lieu à Paris un congrès de la Libre Pensée, on pourrait y agiter utilement cette question de la liberté de pensée et conséquemment d'action sociale pour les étrangers. Ce serait un commencement.

Un expulsé... toléré.

LES EMPLOYÉS

La plupart des enfants du peuple apprennent juste à lire, écrire et compter, plutôt mal, et c'est, avec le souvenir de pensums, de retenues et quelquefois de taloches magistrales, tout ce qui leur reste de cinq années passées à l'école.

C'est assez pour des gens destinés à faire des cultivateurs, des ouvriers, c'est-à-dire des producteurs.

Quelques-uns reçoivent une instruction un peu plus complète, grâce à l'aisance des parents, à l'appui de quelques protecteurs, ou à leur docilité qui leur fait obtenir des bourses.

Cette instruction limitée et surtout leurs ressources très modérées leur interdisent l'accès des classes dirigeantes.

Leur situation sera intermédiaire entre celle des producteurs voués au travail forcé sans issue et celle des possédants bénéficiant de toute la production. Ils seront chargés de surveiller et de faire marcher les premiers pour le compte des seconds.

Ce sont les sous-officiers dans l'armée, les employés dans la vie civile.

Tenus en haleine par l'espoir d'avancements, de gratifications, d'honneurs, flattés dans leur vanité par le droit de s'habiller comme des bourgeois, ils souffrent cruellement du mépris mal déguisé de ceux-ci, de la haine du peuple, et des difficultés matérielles résultant d'un gain insuffisant pour satisfaire leur envie de jouer au riche.

Leur existence misérable se passe à refréner des désirs, quelquefois des besoins, à dissimuler la misère et la faim sous des apparences de bien-être, à avaler des couleuvres de la part des grands, quitte à s'en venger par des insolences et des abus d'autorité vis-à-vis des petits et à rêver le gain d'un gros lot qui les sortira providentiellement de cette impasse, eux et leurs enfants.

Cette mentalité en a fait les clients de tous les partis politiques qui ont successivement fait miroiter aux yeux des naïfs la chimère de l'amélioration du sort des petits par la bonne volonté des grands : impérialisme, nationalisme, socialisme parlementaire ont compté les employés parmi leurs principaux électeurs.

Habitués à quémander, à rechercher l'appui d'un patron vis-à-vis d'un autre patron, ils devaient fatalement accepter d'enthousiasme l'idée que les députés étaient leurs soutiens naturels et l'Etat leur grand protecteur.

Par malheur, l'Etat est lui-même un patron qui a ses propres employés, qu'il ne traite pas mieux que les autres patrons, bien qu'il les ait décorés du nom de fonctionnaires, qu'il leur distribue des médailles et les habille parfois de brillantes livrées.

Voici donc des employés qui n'ont d'autre ressource, pour se plaindre de leur patron, que de s'adresser... à leur patron lui-même.

C'est la naïveté que viennent de commettre les messieurs et dames chargés du service des postes, télégraphes et téléphones.

Les griefs qu'ils exposent ne sont que trop justifiés; leurs souffrances, que trop réelles.

Mais à supposer que leurs plaintes soient assez aiguës pour traverser l'impénétrable redingote des hommes d'Etat préposés à leur service, que pensent-ils que ceux-ci puissent faire?

Augmenter leur nombre, et même leurs appointements tout en diminuant leur travail. C'est très bien. Mais qui paiera? le contribuable : c'est-à-dire le peuple, la masse des producteurs, puisqu'en fin de compte, c'est toujours là qu'aboutissent toutes les charges.

Or, ceux-ci se débattent dans une lutte âpre et constante contre la faim, l'usure du corps et de l'esprit, l'anéantissement rapide; ils ne tiennent en respect leurs bourreaux prêts à les écraser qu'en leur faisant tête, en se sentant les coudes entre eux, et en risquant de temps à autre un mouvement d'offensive qui fait rétrograder quelque peu l'ennemi et leur assure un moment de répit.

Comment les employés pensent-ils que ces lutteurs, qui n'ont pas trop de toutes leurs forces pour arriver seulement à vivre, vont accueillir un surcroît de misère, destiné à améliorer le sort des agents du patronat?

Ils vont naturellement songer aux messieurs rogues et impertinents derrière leurs guichets, exigeant, après une longue attente, des formalités inconnues pour vous permettre d'envoyer ou de toucher un mandat; ils vont penser aux employés de chemins de fer, obséquieux et empressés auprès du voyageur de 1re classe, daignant à peine renseigner le paysan désorienté ou la mère de famille encombrée de gosses et de paquets; ils vont revoir le commis du bureau de paie ricanant servilement aux bons mots avec lesquels le patron reçoit les réclamations du pauvre bougre frustré dans son salaire.

Car tous les employés sont solidaires; ils forment une caste, un mi-état, entre le capital et le travail.

Evidemment leur situation fausse et malheureuse ne peut durer. C'est à eux de choisir.

Jusqu'ici, ils n'ont eu de regards que pour le maître qui paie et jette des os à ronger. Puisqu'ils commencent à s'apercevoir que cela ne leur a pas réussi, qu'ils aient l'intelligence et le courage de changer de front.

Enfants du peuple, qu'ils songent aux paysans, aux ouvriers dont ils sont issus et qu'ils se disent : « Ceux-là sont bien réellement nos frères; l'habit dont je suis affublé, le semblant de considération dont on entoure mon titre ne sont que des stratagèmes par lesquels les dirigeants m'attachent à leurs intérêts et cherchent à me séparer de ceux du peuple qui sont en même temps les miens. Au lieu de mendier une gratification du patron, si je débinais aux producteurs tous les trucs que je connais à l'aide desquels il les roule et leur vole une part de leur juste salaire; si à l'effort des bras et du sain jugement des travailleurs manuels, j'unissais l'effort de mes connaissances spéciales un peu plus étendues en chaque matière; si je cessais de servir de mouchard au patron et que je dissimule les retards des entrées et des sorties, au lieu de les lui indiquer; si, en temps de grève, je cessais tout service, avec les ouvriers, au lieu de chercher à les remplacer; si le peuple ne faisait plus qu'un en face des capitalistes réduits à eux-mêmes, n'obtiendrais-je pas avec lui, dans la même lutte, les mêmes avantages et, dès maintenant, le bonheur de me voir bien accueilli, au lieu de n'apercevoir, de quelque côté que je me tourne, que des visages hostiles! »

Utopie! diront bien des gens, qui n'admettent pas qu'il suffise à une conception d'être logique pour être réalisable!

Eh bien! cette consécration de la pratique ne manque même pas à la révolution que je vous propose.

Elle nous vient de Russie, d'où nous viendront bien d'autres manifestations de la libération des esprits.

Je lis dans le *Courrier Européen* du 18 août : « Dans le district industriel et minier de Dombrowa Gornicza (Pologne), les employés ont adressé aux ouvriers la proclamation suivante :

« Il suffit du moindre soupçon que l'employé est de cœur et d'âme avec vous... pour qu'il soit renvoyé. Le gouvernement et les fabricants, dans un intérêt commun, se sont donné la main pour creuser un abîme entre nous et vous.

« Mais nous n'avons pas tous vendu nos âmes aux capitalistes et au gouvernement... nous nous réveillons aujourd'hui et nous voulons aller avec vous. Nous ne créons pas un nouveau parti politique, car la formation de nouveaux partis est criminelle en ce moment... nous adoptons le programme du parti socialiste polonais et nous engageons à soutenir son action! »

La question est ainsi bien posée. Les ouvriers ont le droit et le devoir de dire aux employés : « Jusqu'ici vous avez été contre nous, soyez avec nous et votre situation s'améliorera fatalement avec la nôtre; sinon, attendez-vous à être les premières victimes du conflit, et ce sera justice. Nous ne vous demandons d'ailleurs qu'une adhésion sincère, une volonté ferme de nous soutenir. Pour le reste, sauvegardez vos situa-

tions pour le moment, restez dans vos postes où, mieux qu'ailleurs, vous pouvez nous servir. Cessez de nous molester, faites de votre mieux pour nous aider dans notre tâche, soyez aussi prévenants avec le public que vous l'avez été peu jusqu'ici et surtout tâchez de ne plus faire entre vous assaut de servilité vis-à-vis des patrons, y compris l'Etat. Et puis, en cas de crise aiguë, brisez aussi vos chaînes et marchons ensemble à l'assaut de la forteresse de carton que nous avons tous construite de nos propres mains, pour nous faire peur. »

MICHEL PETIT.

MOUVEMENT SOCIAL

La répression à Limoges. — Nous recevons du groupe et bibliothèque anarchiste de Limoges l'appel suivant :

« Limoges agonise sous la botte du gendarme. Plus que jamais le patronat coalisé avec la magistrature, l'armée et les pouvoirs publics s'efforcent d'étouffer les plaintes du prolétariat exploité. Nous nous demandons où nos gouvernants veulent en arriver. Les victimes des fusillades de Limoges n'étaient pas suffisantes! Nous assistons depuis quelques mois à des spectacles ignobles. Depuis quelques mois nous vivons sous un régime d'oppression intense; les travailleurs accusés d'avoir pris part aux manifestations du mois d'avril sont jetés hors des ateliers, réduits à la misère, et obligés de quitter la ville. Ceux qui ont quelques ressources sont traqués par Dame Injustice qui veut à tout prix et par tous les moyens faire disparaître les militants syndicalistes ou anarchistes. C'est ainsi que six de nos camarades sont en butte à toutes sortes de tracasseries et menacés d'incarcération.

» Malgré que la police ait lancé ses limiers lors des événements mémorables, elle n'a pu parvenir à fournir des preuves suffisantes et qui permettent d'arrêter nos camarades.

» Mais il fallait des victimes, et ce devaient être les militants socialistes. Il fallait aux magistrats des témoins et des preuves, ces messieurs s'en sont procurés. Ils ont incarcéré à dessein des individus sans aveu, tous repris de justice relégables, et *après quatre mois de détention, sous l'influence de promesses ou d'intimidation* leur ont fait faire de fausses dépositions. C'est ainsi que le camarade Texier, secrétaire du syndicat des métallurgistes, après avoir été confronté avec quelques-uns de ces individus, misérables gamins de 15 à 16 ans, a vu lancer contre lui un mandat d'amener, et que seul un cautionnement énorme, versé par un ami, lui a permis de rester en liberté provisoire. On croirait vivre sous le régime de l'inquisition et le juge d'instruction se sert des procédés les plus infâmes pour s'emparer de nos camarades.

» Camarades, chaque fois que vous avez fait appel à la solidarité, les travailleurs limousins ont répondu et ont été à la hauteur de leur tâche. Aujourd'hui, ces mêmes ouvriers limousins font appel à votre solidarité; non pour une cessation de travail, mais pour créer dans toute la France une grande agitation, dans le but d'empêcher les gouvernants de faire disparaître les militants qui nous sont chers et qui ont fait toujours preuve de dévouement et de sincérité. Nous vous demandons d'aviser, à cet effet, toutes les organisations de France qui, par de nombreux meetings de protestation, parviendront sans doute à faire lâcher prise à nos adversaires. »

Voici, d'autre part, ce que nous lisons dans le *Réveil du Centre* du dimanche 13 août. On verra, par cet extrait du journal « d'union républicaine socialiste », que nos camarades n'ont rien exagéré :

« Jusqu'où iront-ils? On assure qu'il y a une épaisseur formidable de mandats d'amener, déjà signés, qui n'attendent plus qu'un ordre ou qu'un caprice. C'est bien possible. Et ne croyez pas qu'on y ait inscrit des noms de fonctionnaires, de magistrats, d'officiers. Les loups ne se mangent pas entre eux. Ce sont des noms de travailleurs que ces mandats portent.

« Le dernier exploit de la bande qui siège tour à tour à la Préfecture et au Palais de Justice est l'inculpation de François Texier, secrétaire du syndicat des métallurgistes. On ne lui reproche pas moins de trois ou quatre crimes. Il y a l'excitation au meurtre. Le 15, vers huit heures, François Texier a tenu à la Bourse du travail les propos les plus violents. François Texier objecte qu'il n'y était pas. Tant pis! On l'inculpe quand même. Il y a la participation au pillage, entre 11 heures et minuit. François Texier objecte qu'entre 11 heures et minuit, il était dans un débit, avec des témoins qui l'attestent. Tant pis! On l'inculpe quand même. Il y a la fabrication et le dépôt de la fameuse bombe dont l'explosion n'a même pas — fort heureusement — endommagé la porte de M. Chadal. François Texier objecte que de minuit à 4 heures il se trouvait dans telle maison, telle rue, avec tels camarades, qui l'attestent. Tant pis! On l'inculpe quand même. Si un ami n'avait donné pour lui un cautionnement de 6.000 francs, il serait en prison. D'autres semblent à peine moins menacés.

« Combien de temps va durer cette cynique et sinistre comédie? Que veut-on? On me certifie que le juge d'instruction montre depuis quelque temps une extrême répugnance à aller plus loin, qu'il s'effraie de tant d'arbitraire et de fausseté, et n'obéit que sur les réquisitoires de M. de Forcrand, acharné à punir le prolétariat du mépris dont il se sent enveloppé. C'est peut-être vrai. Il est peut-être vrai aussi que la responsabilité de l'avocat général est atténuée par celle du préfet, qui lui a promis une promotion et qui en espère une pour son compte. »

Nous espérons avec nos camarades de Limoges que tous les travailleurs répondront à l'appel de leurs frères limousins et sauront, par leur attitude, empêcher les infamies qui se préparent.

C. A.

❖ ❖

Propagande politique. — C'est fait. L'*Histoire de France* d'Hervé et Clémendot est interdite dans les écoles publiques. Il n'était pas bon que nos écoliers apprissent que la paix est supérieure à la guerre et que le peuple qui travaille et qui peine a plus fait pour « la gloire du nom français » que tant de rois, de ministres, d'évêques et de généraux. Ce scandale, que des socialistes eux-mêmes n'avaient pu tolérer, a pris fin, par l'énergie toute républicaine du ministre Bienvenu-Martin, libre penseur.

Œuvre de propagande politique, et non manuel d'histoire, c'est en ces mots que ce ministre foudroie le petit livre d'Hervé. Et c'est peut-être vrai. Mais qu'est-ce que font donc, depuis vingt ans, les instituteurs français, en donnant l'instruction morale et civique? Qu'est-ce, sinon une propagande politique des plus caractérisées? Qui donc va répétant partout que la fonction de l'instituteur primaire est « d'enseigner la République », de fabriquer des citoyens? Qui donc, sinon les ministres eux-mêmes?

Si Hervé et Clémendot ont fait une propagande politique, ce n'est certes pas eux qui ont commencé. Et, d'autre part, il faut à l'Etat une fameuse audace pour oser les en incriminer.

Seulement — et tout est là — la propagande des manuels officiels ne vise qu'à faire des esclaves trembleurs, bons ouvriers, bons électeurs, bons soldats. La propagande d'Hervé, elle, se propose de faire des hommes. C'est ce qu'aucune autorité ne saurait admettre.

❖ ❖

La Grande Famille. — Marius B., soldat au 22e de ligne, rentrait en juin d'une convalescence de trois mois. On l'expédie au camp de Valbonne, mais à peine arrivé, il se fait porter malade. L'aide-major Natalelli refuse de le reconnaître. Parole de médecin militaire! il n'a jamais vu d'homme aussi bien portant.

Marius B. sent sa vie en péril; mais il est résolu à la défendre. Il demande une contre-visite. « Tâchez d'être reconnu, lui crie son capitaine, ou c'est le conseil de guerre pour *refus d'obéissance.* » La contre-visite a lieu. Natalelli confirme son premier diagnostic et Marius B. est aussitôt emprisonné.

Mais celui-ci s'est juré qu'on n'aura pas sa peau. Il écrit au colonel, implorant une nouvelle contre-visite, non plus à la caserne, cette fois, mais à l'hôpital. On la lui accorde, et il est transporté à l'hôpital où il retrouve l'impeccable Natalelli, flanqué de son collègue Hahn. La visite a lieu sous les yeux du juge instructeur, commandant Marze. Marius B., une fois de plus, s'entend déclarer qu'il se porte à merveille.

Cependant le mal s'aggrave et force est bientôt d'envoyer le patient à l'hôpital Desgenettes où l'on découvre enfin qu'il a les deux poumons attaqués, que la tuberculose se complique du mal de Pott qui porte la carie dans la colonne vertébrale et qu'il est, dans cet état, absolument impropre à tout service.

Il n'y avait donc plus qu'à le réformer. C'est ce qu'on fit, pensez-vous? Aucunement. Un conseil de guerre ne lâche point la proie qu'il tient. Les journaux relatent que Marius B. vient d'être condamné à trois mois de prison, — pour refus d'obéissance!

Il est à l'hôpital. Dès qu'il sera mieux, on le fourrera au bloc et, sa peine accomplie, on s'empressera de le réformer, pour qu'il aille crever ailleurs.

Nous ne demanderons pas au ministre Berteaux « ce qu'il compte faire ». « Nos petits soldats » peuvent mourir. Le ministre Berteaux s'en fiche, républicainement.

AM. D.

❖ ❖

Militarisme. — Tous les jours, il faut enregistrer les effets meurtriers du militarisme.

Il y a une quinzaine de jours, au camp de Satory, de sinistre mémoire, dans une charge de dragons, un cavalier, nommé Guichard, s'empale sur la lance d'un de ses camarades : il ne tarde pas à expirer.

Dernièrement, c'est un cuirassier à Rambouillet et un caporal d'infanterie à Pantin qui se suicident parce qu'ils ne peuvent supporter le régime militaire.

F. C.

❖ ❖

LE HAVRE. — Un camarade de passage dans cette ville ayant demandé les *Temps Nouveaux* chez un libraire, celui-ci lui a répondu que le parquet leur avait interdit de les vendre!

Nous ignorons ce qu'il y a de vrai dans cette réponse du marchand.

Tout est possible.

❖ ❖

MOUVEMENT OUVRIER

La campagne contre la Bourse du Travail de Paris continue plus violente que jamais. L'on peut dire que toutes les forces réactionnaires se sont liguées contre les syndicats ouvriers qui refusent de plier devant le joug gouvernemental. C'est, après le Conseil municipal, le ministre du commerce qui a établi un règlement qui, dans son esprit, met entièrement les syndicats à la merci de l'administration préfectorale.

Mais il se trouve que les syndicats ouvriers n'ont pas l'intention de se laisser brider, et dans une réunion, qui s'est tenue il y a déjà une quinzaine de jours, ils ont décidé, à la grande fureur de leurs réacteurs, de se désintéresser complètement de la commission administrative, de faire comme si celle-ci n'existait plus en ne prenant pas part à la nomination de la dite commission.

L'ordre du jour adopté à cette réunion mérite d'être cité :

« Les Syndicats, réunis le 2 août, après examen de la situation créée par le règlement voté par le Conseil municipal, tiennent à proclamer *que l'action ouvrière devant être autonome n'a jamais été et ne saurait être contenue dans les cadres d'une réglementation extérieure quelconque; que, comme dans le passé, à l'avenir cette action se déroulera selon les circonstances, uniquement inspirée par l'intérêt ouvrier;*

« *Affirment leur ferme volonté de continuer la lutte au mépris de tout règlement;*

« Et, considérant que le règlement imposé constitue une atteinte à l'autonomie syndicale,

« Les Syndicats estiment que, dans la situation actuelle, il est de leur devoir et de leur intérêt de ne pas participer aux élections de la commission administrative. »

Et ainsi tombent d'eux-mêmes règlements et décrets. Peut-être quelques syndicats s'inclineront-ils — par l'appât de subventions ou de profits personnels pour leurs dirigeants — mais ce sera en tous cas, à n'en pas douter, l'infime minorité.

Quelques camarades auraient préféré voir les syndicats prendre une attitude plus catégorique, et les voir quitter la Bourse du Travail.

Cela, à mon avis, aurait certes été un beau geste, mais, j'en suis encore plus convaincu qu'au premier jour, ce n'aurait été que cela. Bien mieux, c'est la solution qu'espérait l'administration préfectorale et l'on a été convaincu depuis qu'elle était fort dépitée en apprenant que non seulement les syndicats n'acceptaient pas le règlement que l'on voulait leur imposer, mais qu'ils étaient bien décidés à continuer de jouir des locaux qui leur ont été concédés.

Et ce faisant, je crois bien savoir qu'ils ne s'illusionnent pas outre mesure, mais ils mettent l'administration dans l'obligation de les expulser — ce qu'en haut lieu l'on voudrait encore aujourd'hui éviter — au lieu de céder; tandis qu'en quittant la Bourse du Travail, les syndicats avaient, certes, une attitude digne, mais faisaient en quelque sorte le jeu de ceux qui ne cherchaient uniquement

qu'à expulser en douceur les syndicats dont l'action essentiellement révolutionnaire est combattue en haut lieu.

Une preuve de ce que j'avance nous en a été donnée dimanche dernier par l'installation, par la force, du syndicat des femmes typographes exclu de la Bourse, il y a trois ans, pour avoir envoyé ses adhérentes remplacer des ouvriers en grève. De l'avis de M. Keufer, le syndicat en question n'existe plus, mais ce que l'on cherchait en le réintégrant à la Bourse, c'était de provoquer des incidents.

Une fois de plus, les adversaires du syndicalisme révolutionnaire en ont été pour leur stupide provocation.

❖ ❖

Ces multiples incidents ne sont, il faut bien le dire, qu'un des aspects de la lutte entreprise contre le syndicalisme révolutionnaire. Lorsqu'en 1884, le *politique* soi-disant si habile qu'était Waldeck-Rousseau fit voter la loi sur les syndicats ouvriers, il comptait bien enrégimenter les travailleurs, détruire en eux l'esprit de lutte en les aiguillant vers un syndicalisme mutuelliste, s'adaptant au mieux à la société capitaliste, et devenant, suivant sa propre expression, un organisme de « paix sociale ». Mais il se trouve que le « profond politique » s'est trompé; les syndicats ouvriers sont devenus — pour la grande majorité tout au moins — des organismes de « lutte sociale » et c'est ce que les dirigeants actuels essaient d'enrayer. La lecture des journaux gouvernementaux et réactionnaires ne laisse aucun doute, du reste, à ce sujet.

Il est incontestable que le syndicalisme tel que nous le comprenons est en train de subir un rude assaut. Aux forces gouvernementales se joignent — dans la coulisse pour ce qui concerne les incidents de la Bourse du Travail — celles des syndicalistes dits réformistes, mais j'ai pour ma part bon espoir, le syndicalisme révolutionnaire, le syndicalisme de lutte et d'action saura résister et continuera à mener, envers et contre tous, les travailleurs à l'assaut de la société capitaliste tout entière.

Les incidents de la Bourse du Travail de Paris ne sont qu'une des phases de cette lutte et il est à prévoir que le syndicalisme révolutionnaire aura à subir d'ici peu d'autres assauts non moins rudes.

❖ ❖

Une vive agitation règne parmi le personnel des ouvriers des arsenaux de la marine. Ces travailleurs protestent contre la nouvelle circulaire ministérielle qui règle l'avancement et les augmentations de salaires d'une façon on ne peut plus arbitraire, en laissant la plus grande place au favoritisme.

A Rochefort et à Brest, des réunions ont eu lieu, et si, comme il est à prévoir, une entente se fait entre les travailleurs des différents ports, il est possible qu'une grève générale éclate.

L'Etat-patron est décidément un père pour ses ouvriers!

L'arrêt du travail continue à être complet chez les teinturiers de Saint-Etienne et de Saint-Just-sur-Loire. Après cinquante-cinq jours de chômage, les ouvriers sont aussi décidés qu'au premier jour. Les patrons, en violant leurs engagements antérieurs, ne s'attendaient pas certes à une pareille résistance.

A Roanne, les ouvriers teinturiers ont repoussé les propositions patronales devant le juge de paix.

Dans leur réunion d'hier matin, les grévistes ont voté la continuation de la grève.

Une violente bagarre a eu lieu ce matin devant l'usine Giraud, entre des ouvriers travaillant et des grévistes.

A six heures, de nouvelles bagarres ont eu lieu entre des grévistes et les ouvriers qui quittaient le travail.

Les grévistes sont décidés à lutter jusqu'à complète satisfaction.

A Combré et à Bel-Air, les ouvriers de la Compagnie des ardoisières d'Angers ont quitté le travail à la suite de renvois injustifiés. Des jaunes, introduits depuis peu par la Compagnie ayant continué à travailler, des bagarres ont eu lieu.

Les gendarmes ont fait usage de leurs revolvers et deux ouvriers ont été grièvement blessés, l'un à la cuisse, l'autre à la main.

Furieux de cette sanguinaire répression, les grévistes ont envahi les chantiers, brisé les clôtures et donné l'assaut aux bureaux de la Compagnie.

Toutes les autorités sont sur les lieux et il faut s'attendre à de graves incidents si satisfaction n'est pas immédiatement accordée aux grévistes.

A Nice, la grève des ouvriers jardiniers est terminée. Par contre, les maçons, qui demandent une révision des tarifs, ont quitté le travail.

A Plainfaing, grève des ouvriers tisseurs, qui réclament une légère augmentation de salaire.

A Etival, la grève des ouvriers papetiers continue.

P. Delesalle.

ANGLETERRE

Les gouvernants anglais s'étaient montrés jusqu'à présent peu enclins à adhérer à l'entente de répression internationale de l'anarchisme, issue de la fameuse conférence de Rome. Pourvu qu'ils ne fissent rien de contraire aux lois britanniques, les réfugiés politiques de tous les pays jouissaient de la plus ample liberté de propagande et de presse. Des journaux révolutionnaires et anarchistes en toutes langues paraissaient à Londres et des *meetings* internationaux y avaient lieu fréquemment pour protester contre la réaction en Russie, en Espagne, en Italie, etc.

Cela ne devait pas durer toujours. Car voici que des persécutions s'annoncent là-bas aussi. Déjà, il y a quelque temps, le Parlement votait, on le sait, une loi contre les étrangers semblable à celle en vigueur en Amérique sur l'immigration et la résidence. On approuvait, il est vrai, un amendement établissant que les persécutés pour cause politique ou religieuse ne seraient pas exclus. Mais ne considère-t-on pas les anarchistes comme des délinquants de droit commun?

Or, il y a quelques jours, la police anglaise a arrêté les camarades italiens Barberi et Antonelli. Ce dernier se trouvait à Southampton d'où il devait se rendre en Amérique; on l'accuse d'avoir écrit un article dans un journal italien, *l'Insurrezione*, publié à l'occasion de l'anniversaire de l'attentat de Bresci contre le roi d'Italie. Barberi, qui exerce un petit commerce de journaux dans le quartier de Soho, doit répondre de la diffusion de ce journal. Une instruction est ouverte et un procès aurait lieu avant longtemps.

Ce fait est symptomatique. Il indique que le gouvernement anglais a rompu toute hésitation, qu'il veut se mettre, lui aussi, sur la voie de la répression brutale de toute propagande libertaire. Aux camarades d'Angleterre de redoubler d'efforts, en montrant aux gouvernants que les persécutions ne peuvent pas ébranler notre foi, mais nous infusent, au contraire, une plus grande ardeur dans la lutte contre toutes les oppressions.

Fram.

ITALIE

La réaction sévit de plus belle sous le gouvernement de l'ex-farouche républicain Fortis.

La semaine dernière, des perquisitions eurent lieu dans toutes les casernes pour y rechercher des publications de propagande antimilitariste. Tous les effets des militaires furent bouleversés et de nombreuses saisies de correspondances, journaux et brochures ont été opérées, pendant que les garnisons se trouvaient consignées.

Le camarade Binazzi, rédacteur du *Libertario* de Spezia, a été arrêté sous le prétexte qu'il aurait distribué des prospectus glorifiant le régicide : en réalité, on vise la suppression du journal qu'il rédigeait. *L'Aurora* de Ravenna, *l'Agitazione* de Rome et les autres journaux anarchistes, ainsi que la *Pace*, vaillant organe antimilitariste paraissant à Gênes, sont fréquemment saisis.

A la longue série des massacres de prolétaires qui ont ensanglanté en ces dernières années les campagnes d'Italie, vient de s'en ajouter un autre. Le 16 courant, des travailleurs de Granmichele, petite ville près de Catane en Sicile, revenant d'avoir escorté hors du pays un certain nombre d'émigrants pour l'Amérique, se réunirent sur la place de la mairie, où une manifestation eut lieu. Après des discours faisant ressortir les conditions extrêmement misérables des paysans et la rapacité de l'administration municipale, les manifestants, provoqués, paraît-il, attaquèrent à coups de pierres et tentèrent d'incendier l'édifice municipal, au rez-de-chaussée duquel se trouve aussi le « Casino des Civils ». La troupe et les gendarmes, intervenus aussitôt, ont tiré sur la foule en laissant sur le sol douze morts et un nombre considérable de blessés. Plusieurs de ces derniers sont morts ensuite à l'hôpital. Le gouvernement empêche la divulgation de toute nouvelle sur cette horrible tuerie. On suppose que les morts dépassent la vingtaine. Victor-Emmanuel penserait-il faire la fin de son « magnanime » géniteur?

Fram.

❖ ❖

Un affreux massacre va faire tomber l'Italie prolétarienne en deuil.

A Granmichele, province de Catania en Sicile, l'administration communale, pour suppléer au déficit du bilan, voulut appliquer la taxe du fouage. La population, pour la plupart agraire, se réunit en meeting de protestation; après plusieurs discours, un peu surexcitée, elle se dirigea vers le Casino des aristos et y mit le feu qui se propagea au municipe voisin. Une vingtaine de soldats et de gendarmes, impuissants à calmer la foule, voulurent *rétablir l'ordre* et le commandant ordonna le feu.

Bref, jusqu'à ce moment, il y a 20 morts et plus de 200 blessés, dont une cinquantaine très gravement. Je n'ajouterai pas de commentaires; seulement il est nécessaire que les révolutionnaires crient de toutes leurs forces leur horreur et leur haine pour cette effroyable tuerie; il faudrait dire pourtant à chacun de ces soldats qui se sont couverts de gloire : « Caïn, qu'as-tu fait de tes frères? »

Vive l'Italie! On se croirait à Saint-Pétersbourg.

Negus.

RUSSIE

Du 11 au 21 juillet. — Ces jours derniers, les *troubles agraires* se sont produits dans les gouvernements de Twer, de Saratow, de Grodno, de Kharkow et de Kherson. Les derniers se sont surtout localisés dans le district de Tiraspol, et ont pris une tournure assez grave. Les troupes se sont servies de leurs armes dans plusieurs villages. Dans un village il y a deux tués et trois blessés.

Des grèves *des boulangers* ont eu lieu à Varsovie et à Saratow.

Des marchands de légumes (revendications: abaissement du prix du fermage) à Soukhoume.

Des cochers à Novorossiisk, à Yalta (Crimée), à Tchita (Sibérie).

Des charretiers à Novorossiisk.

Des charpentiers à Tchita.

Des menuisiers à Rostow-sur-le-Don.

Des dockers à Alexandrovsk et à Marioupol (où, en général, la solidarité des ouvriers du port est parfaite. Sans exposer aux patrons leurs revendications, ils régularisent *d'eux-mêmes* la question du repos, ne venant pas travailler les jours de fêtes).

Des employés de chemin de fer à Alexandrovsk.

A la fonderie à Perm.

A la verrerie à Twer.

A la fabrique de parfumerie à Moscou.

Aux usines de construction de machines à Moscou, à Bakhmouth, à Verkhnédnieprovsk.

Des détenus dans les ateliers de prison à Tomsk (pour l'amélioration de la nourriture).

A Kharkow, la grève est devenue à peu près générale vers le 11 juillet.

A Varsovie, le 11 juillet, se sont mis en grève les boulangers. Vers le 14, deux tiers des usines étaient déjà en grève, et le 15 a commencé la grève des modistes.

A Kostroma, le 15 juillet, il y a grève de deux tissages. Une collision entre les rouges et les jaunes a lieu, il y a un tué parmi les rouges et plusieurs blessés. Les troupes arrivent. Vers le 7, la grève prend de l'extension. Sont en grève cinq tissages, l'usine de construction de machines, deux fabriques de cigarettes, les imprimeries (10.000 grévistes environ). Beaucoup de marchands quittent la ville, craignant des désordres.

A Ekaterinoslaw, le 13 juillet une immense usine de construction de machines est fermée, et tous les ouvriers (qui étaient en grève) renvoyés. Sont aussi renvoyés les imprimeurs grévistes au nombre de 5.000. Le 14, deux usines métallurgistes et une fabrique d'eau-de-vie se mettent en grève. Le 17, commence la grève des apprentis, commis de tous les magasins et boutiques, garçons de 10 à 14 ans qui parcourent en foule les rues, invitant les apprentis des autres métiers à se solidariser avec eux; ils réclament entre autres choses la journée de 6 heures et l'instruction primaire obligatoire aux frais des patrons. La police a massacré des enfants. Nous en ignorons encore les détails, il est interdit aux journaux d'en parler. Deux autres grandes usines métallurgistes se mettent en grève. Le 19, le nombre des grévistes est encore augmenté par tous les apprentis imprimeurs, les forgerons et les charretiers.

Des manifestations socialistes, drapeau rouge en tête, ont eu lieu le 14 à Samara et le 18 à Kiew (plusieurs centaines de manifestants). *A Lodz*, il se produit *tous les jours* des manifestations révolutionnaires dans toutes les églises catholiques pendant l'office. L'administration menace les curés de les arrêter et de fermer les églises, s'ils ne mettent pas fin à cet état de choses.

Le 13 juillet, à Tiflis, a eu lieu l'enterrement de l'étudiante Ischkhanoff, tuée par le feu ouvert dans le jardin autour de la fabrique de bombes. La manifestation n'a pas eu lieu, la police gardant le chemin de la procession et n'ayant admis à l'enterrement que les parents les plus proches de la victime.

Le 20 juillet, à Pavlograd, un gardien de prison a assommé de coups Mlle Gorielik, ayant apporté le linge et les habits de son fiancé, détenu politique.

Le 12 juillet, à Saratow, ont eu lieu *des arrestations en masse*. Sont arrêtés de nombreux ouvriers appartenant aux divers partis révolutionnaires. Sont trouvés des milliers de prospectus révolutionnaires dans les imprimeries.

Le 14 juillet, à Rostow-sur-le-Don, sont saisies 400.000 cartouches de fusil, désignées comme un bagage quelconque.

Des actes terroristes ont été commis.

Le 11 juillet, à Vindava, dans les environs est tué un commissaire de police.

Du 11 au 12 juillet à minuit, *à Minsk, une bombe* est lancée près de la maison du gouverneur de la ville. Un agent de police et un cosaque sont grièvement blessés. L'auteur de l'attentat n'est pas trouvé, mais le gouverneur a fait arrêter et punir de trois mois de prison cent cinquante-deux personnes pour avoir pris part au rassemblement dans les rues le soir de l'attentat.

Le 13 juillet, à Saint-Pétersbourg, pendant une perquisition dans une maison, on a tiré six coups de revolver sur la police; le commissaire et le portier ont été blessés, les agents mis en déroute. Profitant du moment, celui qui a tiré était sorti sur le toit et s'y était tranquillement assis, ayant mis à côté de lui deux revolvers. Ce spectacle a attiré un nombreux public dans les rues adjacentes. Puis, descendu au second étage et voulant passer par l'appartement des voisins, il s'est vu entouré de la police, n'a plus fait résistance, et s'est laissé prendre.

Le 14 juillet, à Samara, on a tiré sur un commissaire de police, sans résultat. L'auteur de l'attentat est arrêté.

Le 14 juillet, à Kiew, un colonel de sapeurs est blessé par *une bombe* dans le local occupé par sa brigade. L'auteur de l'attentat demeura inconnu.

Le 17 juillet, à Varsovie, un gendarme est tué de deux coups de revolver à la gare. Personne n'est arrêté.

Le 18 juillet, à Varsovie, un commissaire de police est grièvement blessé par trois balles de revolver.

Le 19 juillet, à Saint-Pétersbourg, à la suite de la fermeture de la fonderie Poutilovsky (usine énorme dont les ouvriers ont joué un grand rôle aux événements du 22 (9) janvier) et le renvoi de tous les ouvriers, les logements des ouvriers ont été occupés par les cosaques. Une *bombe* a été lancée dans le local, et est tombée sur les genoux d'un cosaque, mais n'a pas éclaté.

Le 19 juillet, à Helsingfors, une bombe est lancée au gouverneur général à sa sortie du Sénat. Sa vie est en danger. L'auteur de l'attentat demeura inconnu.

Le 21 juillet, à Viborg, le chef de la gendarmerie de la ville est tué par trois balles de revolver. L'auteur de l'attentat, un nommé Prekope, est arrêté.

Le 21 juillet, à Vitebsk, un commissaire de police est grièvement blessé.

Représailles :

Le 13 juillet, à Odessa, ont été pendues sans jugement en prison et dans des postes de police vingt-quatre personnes arrêtées à cause des derniers événements. On prétend que dix-huit autres meneurs vont être exécutés publiquement.

Le 20 juillet, à Nijny-Novgorod, est *condamné à mort* par le conseil de guerre Alexandre Nikiforoff, qui, il y a deux mois environ, avait tué de cinq coups de revolver le chef de la sûreté de la ville. En se défendant, il avait encore blessé un gardien de nuit qu'il avait prévenu qu'il tirerait si on l'empêchait de partir.

Svoboda.

Manifeste édité et répandu par le « Groupe communiste-anarchiste de la Russie méridionale ».

L'Etat et le Prolétariat.

> Du passé faisons table rase,
> Foule esclave, debout, debout!
> Le monde va changer de base,
> Nous ne sommes rien, soyons tout!
> (*L'Internationale.*)

Aux ouvriers conscients,

Camarades! Notre pays traverse une période pénible... Le sang d'ouvriers et de paysans ruisselle le long des rues, des villages et des villes de l'immense Empire. Les détenteurs du pouvoir et du capital répriment les protestations de la Russie ouvrière avec la cruauté de bourreaux asiatiques. Ils organisent en même temps à l'Extrême-Orient la guerre criminelle, ayant enfoui dans les tombes communes, sous Port-Arthur, sous Moukden, dans les plaines de la Mandchourie et au fond des eaux de l'Océan, des milliers de cadavres de vos frères et de vos amis. Les gouvernants et les capitalistes, initiateurs de cette guerre, pensaient, par les mains de soldats, — ces paysans et ouvriers enlevés à leur pays et au travail paisible, — s'acquérir de nouvelles colonies, de nouveaux marchés pour leurs marchandises, de nouveaux moyens de pressurer la population ouvrière. Ils n'ont pas réussi; et voilà maintenant, quand tout le pays est en flammes, quand le spectre menaçant de la révolution populaire vient troubler le festin des araignées couronnées et d'innombrables sangsues buvant le sang du peuple, quand le mouvement gréviste, l'épidémie des actes terroristes, les insurrections de paysans roulèrent par tout le pays tel un ouragan, quand les champs de la Mandchourie et les eaux de Tsoucima devinrent pourpres du nouveau sang versé, le gouvernement tsariste allié aux capitalistes parla armistice sur les deux fronts : au Japon lointain et à la Russie démocratique en révolte. Aux Japonais on fera peut-être cadeau de la forteresse de Port-Arthur, de Moukden, du chemin de fer mandchourien, et du contrôle sur le royaume de la Corée; à la démocratie russe — de « représentants du peuple », de « l'Assemblée Nationale », de « la Constitution ». Que recevrez-vous donc, vous autres travailleurs? Quels droits et libertés?... Ce sont cependant vos frères qui mouraient à l'Extrême-Orient; ce sont eux qui, volés par le tsar, les capitalistes et les nombreux généraux, payaient le tribut de sang au nom de la « chère Patrie »! Ce sont eux qui supportèrent seuls sur leurs épaules toutes les horreurs et les malheurs de cette dernière guerre! Que vont-ils devenir?... Les familles ruinées les attendent dans leur pays natal, l'oppression, l'exploitation par les patrons et les propriétaires fonciers, les prestations et les impôts, l'esclavage sans lueur avec ses compagnons éternels : la faim, le chômage et la misère!... Pour comble de malheur, on les enverra faire une autre « guerre », réprimer les émeutes de paysans, les grèves et les manifestations ouvrières, assister aux procès et aux exécutions des révolutionnaires, les convoyer jusqu'aux prisons et travaux forcés... Voilà ce que leur réservent le gouvernement et les capitalistes!... Et les ouvriers qui versent leur sang pour leur liberté?... Vous tous, amis des martyrs militants du 9 (22) janvier morts dans les rues et sur les places de Saint-Pétersbourg, ainsi que pendant la boucherie sanglante de Pologne, à Riga, à Moscou, dans le Caucase! Que gagnerez-vous à cette paix entre la bureaucratie et les libéraux, qui vous donnera « l'Assemblée Nationale » et la « Constitution »? Comme par le passé, vous courberez vos échines sous le travail pénible, comme par le passé vous payerez les impôts, édifierez des palais et châteaux pour vos exploiteurs, remplirez d'or leurs bourses, et dès qu'ils en auront besoin ils vous feront une nouvelle « saignée », vous envoyant tuer les uns les autres au nom de la « patrie » et du « patriotisme ». Ni les Assemblées nationales, ni les « Constitutions », quelque radicales qu'elles soient, ni même la République conquise par le peuple insurgé ne vous en épargneront. L'histoire de l'Occident vous en répond; la France vous donne un merveilleux exemple avec son 48, où le gouvernement révolutionnaire temporaire fusilla les ouvriers défendant leur « droit au travail ». Ne vous laissez donc pas tromper, ne vous laissez pas séduire par les voix des sirènes démocratiques et d'autres beaux parleurs de la politique; rappelez-vous qu'ils vous trahiront dans un moment critique. N'est-il pas significatif que nos libéraux, démocrates et constitutionnalistes parlent de la « liberté politique », de la « Constitution », du « suffrage universel » et du « Parlement », alors seulement que dans votre lutte obstinée qui vous coûte déjà tant de victimes sanglantes, vous avez porté au gouvernement tsariste plusieurs coups l'un après l'autre?... Maintenant, tous ces Messieurs qu'on ne voyait et n'entendait pas avant, organisent des réunions, écrivent des « résolutions », miaulent sur tous les tons « réformes », « législation ouvrière » et même dot des paysans avec des lambeaux de terre. Pour mieux persuader que la nécessité de ces réformes s'impose, ils menacent la bureaucratie avec le spectre rouge de la révolution balayant net tout pouvoir et toute propriété privée, avec la terrible et impitoyable Jacquerie, avec l'Anarchie détruisant toute société! Voilà pourquoi ils ont besoin de réformes; voilà comment ces Messieurs se servent de la patte du chat pour tirer du feu les marrons! Voilà comment ils se collent à votre mouvement!... Eh bien, non! Que ces « bienfaiteurs organisent » la Russie, se créent des lois et « constitutions » de toute sorte, concurrencent avec la bureaucratie dans la construction réformiste à leur guise; vous, ne soyez pas avec eux!

Ne mettez jamais leurs devises sur votre drapeau baigné du sang de vos héros. Alors même que vous marchiez encore à la queue des libéraux et de la démocratie, de vos poitrines souffrantes s'échappait déjà le cri : « Du pain ou la mort! » et vous présentiez des revendications purement ouvrières. Donc :

A bas l'exploitation! A bas l'esclavage économique!

Vive le Socialisme!

Et peut-il y avoir un autre vrai socialisme qu'antiétatiste, an-archiste, quand les ouvriers et paysans du monde entier formeront une association libre des fédérations de communes productrices après avoir exproprié tous les champs et bois, toutes les usines, fabriques, mines, tous les ateliers, toutes les maisons, tous les produits du travail, toutes les richesses naturelles? Et cela ne peut venir que par voie révolutionnaire, et ce sera l'œuvre de la Révolution sociale des prolétaires. C'est pourquoi quand l'heure de la révolution sonnera, vous répondrez par l'expropriation, par la reprise par force des richesses universelles, par la destruction complète de l'Etat, et par l'organisation de la commune ouvrière sur ses ruines. Voilà où doivent être dirigés toutes vos pensées, tous vos vœux et aspirations. Voilà le but de votre lutte, de votre libération! Et quels que soient les événements, partis, théories qui viennent pour vous embrouiller, — ne vous troublez pas, allez hardiment en avant, ayant pour phare la Révolution sociale. Et lorsque vous l'aurez accomplie, ce sera la fin du royaume du pouvoir et du capital. Ni Dieux, ni maîtres! Tous les autels et trônes seront à bas. Sur la terre rafraîchie par la Révolution gigantesque arrivera votre royaume, — un monde de travailleurs — l'Anarchie.

Mais de longues années s'écouleront avant que cet idéal se réalise en entier. Beaucoup de générations se succéderont, beaucoup de travailleurs descendront avant ce temps dans la tombe, exténués par les travaux forcés dans les souterrains des mines, dans les exploitations de mercure, dans les fabriques et usines antihygiéniques. Encore plus seront victimes des guerres sanguinaires quand par ordre des capitalistes, les travailleurs d'une nation détruisent leurs frères d'une autre nation. Et votre lutte, combien de victimes emportera-t-elle aussi? Pour se représenter ces innombrables tas de cadavres, ces hécatombes, il faut retourner en arrière, suivre l'histoire de votre lutte. Notre pays avec son mouvement ouvrier naissant compte déjà des milliers de victimes. L'an dernier sait combien en emporta! Rappelez-vous le 9/22 janvier, Varsovie, la boucherie encore récente d'Ivanovo-Vosnessensk, etc. Ce nombre est encore augmenté par tous ceux qui périssent dans les prisons, aux travaux forcés, à l'échafaud. N'est-ce pas affreux, camarades? Les longs défilés infinis de martyrs de la grande armée du travail passent devant vos yeux. Après la jeune Russie viennent l'Autriche, l'Espagne, l'Angleterre, la France, berceau de la Révolution, l'Amérique. Défilent les masses ouvrières ayant pris part à la Révolution de 1848, passée sur l'Europe comme une vague puissante; viennent les colonnes compactes de héros qui ont trouvé le repos dans les tombeaux silencieux du Père-Lachaise, ces dizaines de milliers de fédérés communards fusillés à Paris. Toute grève, toute collision du travail et du capital a ses martyrs. Regardez l'Italie, l'Espagne, la France : vous y voyez tous les ans couler le sang ouvrier. Les grèves de Fourmies, de Chalon, de Barcelone, de Chicago, de Milan et de beaucoup d'autres villes fourmillent de trophées sanglants des détenteurs du pouvoir et du capital. Les martyrs de notre Révolution ne sont qu'une parcelle de ce grand martyrologe de la lutte sociale.

Partout sans distinction : dans des despoties asiatiques et en Russie tsariste, en République française et dans des monarchies constitutionnelles — les rois et empereurs, les ministres et présidents, les banquiers et capitalistes, la police et l'armée sont les bourreaux du prolétariat. L'ennemi commun des ouvriers est partout *le même*. C'est l'Etat et le capitalisme, organisant de diverses armes d'oppression : la science bourgeoise et la religion, la magistrature, la police et les prisons, les gendarmes et les mouchards. Et lorsque en Russie tsariste les opritchniks (1), fusillent la population ouvrière, exilent et envoient en prison et aux travaux forcés, — dans les républiques « libres » et les monarchies constitutionnelles, il se passa la même chose. C'est avec des baïonnettes et du plomb qu'on régla les comptes avec les grévistes à Limoges, on les fusilla dans les rues de Chicago, on tua en quantité à Alcala del Valle et à Barcelone. C'est pourquoi la réponse aux férocités des classes dirigeantes est aussi partout la même. En Russie, les terroristes supprimèrent avec des bombes de dynamite, le bourreau de Plehwe, le vaurien de grand-duc Serge, le provocateur Nakasschidze (2) ; dans le cœur même des révolution-universelles — à Paris, à Barcelone, à Madrid, les anarchistes répondirent par les attentats aux violences des dirigeants. Avec MM. de Plehwe, grand-duc Serge, ministres espagnols, le roi Alphonse et le président Loubet — les gens du peuple ne peuvent parler que ce langage, le seul que ces Messieurs entendent et comprennent. Les militants de la Révolution sociale, les anarchistes devinrent à l'Occident les pionniers du mouvement, de la lutte simultanée contre l'oppression politique (Etat) et économique (capital). Ils ne sont pas allés, comme les radicaux et les socialistes-étatistes (les social-démocrates et les socialistes révolutionnaires) dans les parlements bourgeois, dans les landtags, préfectures et autres institutions des puissances « libres ». Ils ont préféré rester dans les rangs des masses grises du peuple, se donner corps et âme au travail au nom de la révolution sociale, supportant pour elle les travaux forcés et les prisons, les potences et la guillotine. Ils ont déclaré à la société bourgeoise la lutte de classe sans merci, et ont pris pour devise « Vaincre ou mourir ». Ils ont courageusement attaqué les bourreaux du prolétariat — les vauriens couronnés, ministres, banquiers, capitalistes. Avec des bombes de dynamite, des coups de revolver et de poignard, ils supprimaient tous ces vampires sanguinaires.

N'épargnant pas les bourgeois, ils ne demandaient pas grâce ; ils savaient bien que ces derniers les salueraient en chœur par le cri méchant et furibond de « A la guillotine ! »

Montant sur l'échafaud, ils clamaient ce cri de combat : « Mort à la société bourgeoise ! Vive l'Anarchie ! »

Ainsi sont morts en 1887 les anarchistes-communistes, organisateurs de la grève générale de Chicago ; ainsi sont exécutés, en Espagne, Angiolillo et les autres ; Auguste Reinsdorf, Hœdel et les amis en Allemagne ; guillotinés en France, Ravachol, Vaillant, Henry et Casério, morts dans les prisons, aux travaux forcés à la Nouvelle-Calédonie, à Cayenne, à la Guyane, G. Etiévant, G. Bresci, C. Duval, Lorion et tant d'autres camarades.

Ils sont morts, mais l'idée qui les inspirait est immortelle. Elle ne craint ni les baïonnettes, ni travaux forcés, ni échafaud. Pénétrée dans les grandes masses de prolétaires, elle se manifeste maintenant en mouvement ouvrier puissant. En France, en Hollande, en Espagne, en Belgique, naquirent les syndicats ouvriers à tendances révolutionnaires, guidés par les anarchistes ; en Bohême, se constitua la Fédération anarchiste des mineurs, au Brésil et en Argentine se formèrent les « Associations ouvrières » ; enfin, en Andalousie, en Sicile et en Italie, les organisations du combat de paysans.

A Genève, à Barcelone, à Trieste, en Argentine et dans d'autres endroits eurent lieu les grèves générales organisées ou menées par les anarchistes.

En même temps allait en croissant l'agitation contre le militarisme, se traduisant par la désertion en masse de soldats, les actes d'indiscipline et les émeutes militaires.

L'anarchisme pénétra aussi en Russie (3). En sa qualité de théorie révolutionnaire par essence, niant toute société bourgeoise, là comme partout il ne tarda pas à *manifester* ses tendances créatrices de destruction. Le mouvement russe présente un large champ d'action pour la propagande anarchiste. Regardez autour de vous, descendez dans les rangs du prolétariat, dans le tourbillon des événements. Le mouvement agraire à Gourie (Caucase) : les paysans qui mettent le feu aux biens des propriétaires fonciers, tuent les policiers, détruisent les princes-propriétaires, vont jusqu'à la négation de toute administration, de toute loi, de toute propriété privée. Il se produit un mouvement anarchiste d'éléments que la vie elle-même avait élaboré dans son laboratoire. Il en est de même pour l'Oural, pour la secte des Jegovistes, niant tout souverain sur terre et dans les cieux, pour la bombe des mineurs ; il en est de même pour les actes de la terreur économique, contre les capitalistes et les propriétaires fonciers, de plus en plus fréquents en Russie ; pour les actes terroristes politiques, les manifestations armées, les grèves générales, refus de payer les impôts, refus du service militaire, les tentatives de reprise des terres par les paysans.

Il y a peu de la « politique pure » au nom de « l'Assemblée Nationale » ou de la « Constitution » en tout cela !

La tâche des anarchistes, c'est de descendre dans ce mouvement populaire, se fondre avec lui, l'élargir et l'approfondir, apporter la conscience dans les masses ouvrières et leur indiquer les voies à la Révolution sociale qui conduira l'humanité au socialisme anti-étatiste — à l'Anarchie.

Travailleurs !

Quoi qu'il vous arrive, quelques changements qui se produisent en haut — au gouvernement — vous devez toujours le considérer comme une organisation de violence reposant sur votre misère et vos souffrances. Par rapport à lui, vous ne pouvez avoir qu'un but : sa destruction complète. C'est pourquoi votre tactique de lutte ne peut nullement changer du fait que les capitalistes-araignées vous exploiteront sous la protection d'une monarchie constitutionnelle ou même d'une république, au lieu de le faire sous l'œil de l'absolutisme. Grève générale, révoltes, refus d'obéir aux dirigeants, expropriation de force, propagande par le fait, voilà quels doivent rester les moyens de lutte contre vos oppresseurs.

C'est en vain que les libéraux et les socialistes-étatistes vous répètent les paroles de V. Hugo : « Le suffrage universel déposant un bulletin de vote entre les mains de celui qui souffre lui enlève en même temps les armes. » Sophisme sonore ! Il ne troublera point vos cœurs. Tant que la propriété privée et l'Etat existent, vous devez vous armer. Aucune garantie sous forme de bulletin ou d'autres petits papiers ne vous épargnera cette nécessité. En effet, ne vous est-elle pas indifférente, l'étiquette que porte celui qui vous violente, boit votre sang, vous dirige ? — quand vous vous levez au nom de la Justice sociale, et vous répond toujours par les balles et les baïonnettes !

On pave les rues de vos cadavres !

Par conséquent :

A bas l'Etat sous toutes ses formes !
A bas le Capitalisme !
Mort aux bourreaux des prolétaires !
Vive l'Anarchie !

Le Groupe anarchiste-communiste de la Russie Méridionale.

L'*Européen* du 19 août reproduit un autre manifeste lancé par les anarchistes de Moscou et Saint-Pétersbourg que le manque de place nous empêche de reproduire, mais tout cela indique que l'activité des anarchistes commence à compter dans le mouvement.

✠ ✠

ÉTATS-UNIS

Le syndicalisme aux Etats-Unis. — Le Congrès syndicaliste du 27 juin, à Chicago, a jeté la base d'une propagande d'action directe. C'était le premier Congrès ouvrier franchement révolutionnaire composé d'un élément essentiellement « américain ». Il y avait 227 délégués dont seulement une douzaine d'anarchistes s'avouant tels, avec une trentaine d'*émigrés*. Les 227 camarades représentaient 249.000 ouvriers organisés ; cinquante mille de ces ouvriers avaient autorisé leurs représentants à inaugurer le mouvement « syndicaliste » au cours du Congrès à Chicago.

Les camarades de la *Western Federation of miners*, initiateurs du congrès, ont été secondés par les employés des chemins de fer (R. R. E. U.) et les métallurgistes (U. M. W.) en tant que corporations fédératives.

L'*American Labor Union* était représentée par E. V. Debs, son chef, et la *Socialist Trades and Labor Alliance*, par De Leon, chef du Socialist Labor Party.

A cette occasion E. V. Debs s'expliqua à peu près en ces termes : « Mon expérience m'a enseigné que l'organisation ouvrière à base économique et l'action directe sont, pour les producteurs, les formes les plus propres à contrôler ce qu'ils produisent. »

Daniel De Leon dit que « la question économique est la chose ou matière réelle, et la politique seulement l'ombre et le reflet de la condition du prolétaire. Il faut donc contrôler les produits de notre travail pour arriver à quelque chose de tangible. Car les politiciens arrivent au pouvoir seulement quand ils ont satisfait le bon vouloir des exploiteurs. »

J'ai expliqué, quant à moi, que « sur la question économique nous trouverions toujours les moyens de nous entendre pour l'action commune, tandis que la politique était faite pour nous diviser ».

Voilà donc notre programme initial et notre déclaration de principes acceptés à l'unanimité.

La classe ouvrière et la classe des employeurs n'ont rien en commun. Il ne peut pas y avoir de paix tant que la faim et la misère sont constantes chez les millions de travailleurs, tandis que la minorité composant la classe des employeurs accapare la jouissance de toutes les bonnes choses de la vie.

Entre ces deux classes, la lutte doit continuer jusqu'à l'entente commune de tous les ouvriers sur le plan politique et économique. Ils doivent prendre et défendre ce qu'ils produisent par leur travail au moyen d'une organisation économique de la classe ouvrière sans affiliation à *aucun parti politique*.

L'accumulation rapide de la richesse et la concentration des industries dans les mêmes mains, rendent les trades-unions d'aujourd'hui incapables de se mesurer avec la force toujours croissante de la classe des employeurs : parce que les « trades-unions » encouragent un tel « laissez-faire », que dans la même industrie, un groupe d'ouvriers se moque d'un autre groupe d'ouvriers, aidant ainsi à la défaite de l'un et de l'autre dans les guerres contre le capital.

Le « trade-unions » aide les employeurs à leurrer les ouvriers en faisant croire que les ouvriers ont avec les exploiteurs des intérêts communs.

Ces tristes conditions ne peuvent être changées et les intérêts de la classe ouvrière ne peuvent être défendus que par une organisation tellement forte que tous les membres, dans chaque industrie, ou même, s'il est nécessaire, *tous les membres dans toutes les industries* cessent de travailler en cas de grève ou de lock-out dans un département, de manière à manifester que « l'injure d'un seul s'adresse à tous ».

Nous avons pris une résolution reconnaissant le 1[er] mai pour jour de solidarité internationale.

Une autre résolution a été prise en vue de chasser des organisations les membres de la milice et tous ceux qui se font payer par les exploiteurs pour services d'espionnage.

Enfin nous avons décidé d'entrer en relation avec toutes les organisations internationales et militantes.

Il est à noter que de toute la correspondance étrangère, celle du camarade E. Pouget, de la Confédération générale du Travail, a été la seule applaudie.

La tâche principale du Congrès est accomplie. Nous avons maintenant un programme commun, pour tous ceux qui veulent lutter contre le système capitaliste dans son fondement économique.

Le prochain Congrès aura lieu au mois de mai 1906.

Adresser toutes les communications au secrétaire du Comité général, W. Trautmann, 148, W. Madison St., Chicago-Ill.

A. Klémencic.



(1) Satellites du tsar Jean le Terrible, célèbres par leur cruauté extraordinaire.

(2) Organisateur des derniers massacres d'Arméniens à Bakou.

(3) Pendant l'année 1904-1905, les groupes anarchistes ont travaillé à Bialostok, à Riga, à Saint-Pétersbourg, à Odessa et au gouvernement de Tchernigoff. A Bialostok, les anarchistes ont pris part à la grève générale et aux actes de la terreur économique de plus en plus fréquents. Un de nos camarades anarchistes a lancé, à Bialostok, une bombe qui tua quatre agents de police. A Odessa, lors de leur arrestation, quelques anarchistes ont fait résistance armée dont un commissaire de police fut victime. Ils ont aussi participé aux derniers événements d'Odessa, ayant de l'influence sur les ouvriers du port.

BIBLIOGRAPHIE

Peu de camarades du mouvement actuel connaissent les événements de Montceau-les-Mines qui amenèrent les arrestations de 1882 en la région lyonnaise; arrestations faites sous le prétexte d'excitations au meurtre, pillage, etc., mais devant l'impossibilité de trouver des bases juridiques à l'accusation, on se rabattit sur la loi de circonstances de l'époque, les arrêtés furent poursuivis pour « affiliation à l'Internationale ».

Kropotkine fut arrêté à Thonon; Emile Gautier, qui se trouvait à Lyon, en tournée de conférences, profita du coche et y resta. Quelques camarades de Paris, arrêtés également, esquivèrent de figurer au procès, grâce au juge d'instruction qui fut commis à leur affaire. Etant légitimiste, pour faire pièce au gouvernement qu'il détestait tout en le servant, il trouva bon d'ordonner leur mise en liberté. Ils y restèrent... provisoirement.

C'est de cette période de propagande, en arrangeant les faits, en les dramatisant, en y introduisant des personnages fictifs et divers incidents que Malato a tiré son roman social, *La Grande Grève*(1), qui vient de paraître.

J'ai dû, plus d'une fois, faire de notables réserves sur divers bouquins de Malato; ce qui n'a guère contribué à mettre de l'huile dans les engrenages de nos relations, tant s'en faut. Il y a fort longtemps, du reste, que l'on a constaté que la gent littéraire était fort susceptible. Je suis donc fort à mon aise aujourd'hui, pour reconnaître que la nouvelle œuvre de Malato est, je ne dirai pas une de ses meilleures, ce qui serait peu dire, étant donné ce qui précède, mais se tient bien dans son ensemble.

Et si j'écris cela, ce n'est pas par camaraderie; pour lui servir parce qu'il est entre les pattes des justiciards, mais tout simplement parce que c'est l'impression que m'en a laissée sa lecture.

Evidemment, il y a des critiques. C'est du roman-feuilleton — puisque paru comme tel. — D'autre part, en affublant ses personnages de noms comme celui de des Gourdes, par exemple, noms qui feraient bien dans un roman comique, mais détonnent dans une œuvre sérieuse: ce sont des fautes de goût qui, si elles n'enlèvent aucun intérêt à l'intrigue, n'en sont pas moins désagréables à la lecture.

Il y aurait également des réserves à faire sur un de ses personnages, un politicien qui, malgré plusieurs législatures au Parlement, n'a jamais menti à ses électeurs et se trouve toujours par sympathie du côté des révolutionnaires.

Il est vrai que le feuilleton paraissant dans l'organe du politicien de la région, il était difficile de lui faire jouer un trop mauvais rôle, et Malato peut me répondre que l'on peut trouver des gens de bonne foi, même chez les politiciens.

Je le crois également, mais je ne crois plus à leur honnêteté lorsqu'ils ont fait une étape à la Chambre et qu'ils y restent. Forcément, ils ont dû sacrifier trop de répugnances pour qu'ils soient restés ce qu'ils étaient en y entrant.

Mais, ces réserves faites, le roman de Malato est très attachant, et peut faire de la très bonne propagande chez ceux qui, pour avaler les idées, ont besoin qu'on ne les leur présente qu'à petites doses, enveloppées de récits imaginaires.

* *

Sous la fiction d'une vie de paysan, M. E. Le Roy, dans le *Moulin du Frau* (2), rappelle les anciennes coutumes provinciales qui disparaissent peu à peu, et, en même temps nous donne un aperçu de l'idée républicaine dans les campagnes du Périgord, depuis Louis-Philippe jusqu'à nos jours.

Là-bas, comme pour les insurgés de 48, comme pour les travailleurs républicains de partout, la République, en plus des changements politiques qui en découlaient, comportait certaines réformes sociales économiques, faisant corps avec elle, et devant améliorer la vie de tous. La République, jeune et belle, qu'à travers les brumes de leurs rêves entrevoyaient les républicains de jadis, n'avait rien de commun avec l'ignoble mégère du syndicat capitaliste qui nous gouverne.

(2) Un vol., 3 fr. 50, Bibliothèque des auteurs modernes, 16, rue des Fossés-Saint-Jacques.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

M. Le Roy a décrit admirablement la vie paysanne avec ses querelles politiques de clocher, se transformant en procès de voisin à voisin, les difficultés avec les représentants de l'autorité; la rapacité du paysan y est aussi représentée, ainsi que la disparition du hobereau campagnard, incapable de se transformer aux nouvelles mœurs.

C'est malheureux que cela soit gâté par la ritournelle de la patrie démembrée, de la revanche, etc. D'autant plus que, en général, le paysan est fort peu patriote, et la vente de ses récoltes le préoccupe bien plus que la perte de l'Alsace-Lorraine, s'il en a jamais entendu parler.

J. Grave.

* *

Nous avons reçu :

Repertorio del Diario del Salvador, n[os] 18 et 19, 3[e] volume.

Les Missions chrétiennes (leur œuvre néfaste dans les guerres coloniales), par W. Heaford ; 1 broch. au « comité Marnix », 34, boulevard du Midi, Bruxelles.

Gendarmes, 1 acte par Ch. Mochet ; 0 fr. 50, imprimerie Nitard, 58, rue Paradis, Marseille.

Adress of president Moyer (to the delegate of the thirteenth convention, Western Federation Miners), Miners' Magazine print, Denver (Colo.).

Le père Lapurge, chanson et musique de Constant Marie, 0 fr. 25 aux *Temps Nouveaux*.

Cette chanson, avec la *Muse rouge*, fait partie de 22 chansons qui vont être publiées par les soins des amis de l'auteur.

L'Homme et la terre, par E. Reclus, série 3, 2 fr. 50, Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

A lire :

Mise au point, Maurice Allard ; *Le Petit Provençal*, 11 août.

Vindicte publique et privée, par Marcel Collière ; *L'Européen*, 12 août.

Correspondances et Communications

C'est par un malentendu, et ensuite par négligence que la section de l'*A. I. A.*, de Montereau, n'avait pas reçu du secrétariat une partie des objets réclamés.

L'affaire est arrangée à la satisfaction de tous.

CONVOCATIONS

★ **Causeries populaires du V[e] et du XIII[e]**, 42, rue du Fer-à-Moulin. — Samedi 26 août, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade : Les fourberies politiciennes. Comment les combattre.

★ **Jeunesse Révolutionnaire du XIV[e].** — Vendredi 25 août, réunion à la Belle Polonaise, à 8 h. 1/2, salle des Menuisiers. Un camarade fera une causerie sur le Bulletin de vote, suivie d'une discussion. Tous les camarades socialistes et anarchistes sont invités.

★ **La Semaille** (20[e]), 21, rue Boyer. — Mardi, 29 août : Ibos La bureaucratie russe. — Vendredi 1[er] septembre : Commission d'administration.

★ **Association Internationale Antimilitariste** (20[e]). — Réunion le 28 août, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites. Ordre du jour : Propagande pour le départ de la classe; Espéranto.

★ Saint-Denis. — **Association Internationale Antimilitariste.** — Réunion vendredi 25 août, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 35, rue de la Boulangerie. Ordre du jour : Organisation de propagande dans les environs.

★ Bordeaux. — **Groupe Anarchiste.** — Réunion dimanche 27 août, à 2 heures de l'après-midi, chez Lachaud, 3, rue Barreyre. Causerie; communications.

★ Lyon. — **Jeunesse Syndicale.** — Dimanche 3 septembre, ballade champêtre sur Miribel. Distribution de journaux, brochures, manifestes anarchistes.

Une causerie sera faite par le camarade Pierre Bancel, suivie d'un assaut de chants et poésies libertaires.

Pour les camarades partant par le train, rendez-vous gare Saint-Clair, à 9 heures très précises du matin ; pour ceux partant l'après-midi, gare Saint-Clair, à 1 h. 1/4 précise.

★ Marseille. — **A. I. A.** — Réunion au Bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, dimanche 27 août, à 8 h. du matin, pour partir à la ballade de Saint-Antoine où l'on dînera dans les champs. Tous ceux qui ont des brochures et des journaux peuvent les apporter. Les camarades d'Aix sont de même invités à cette fête champêtre où, tout en s'amusant, on fera de la propagande.

Pour tous renseignements, s'adresser à Maurice Imbard.

★ Roubaix. — Dimanche 27 août, à 5 heures du soir, salle du Palais du Travail, 8, rue du Pile, causerie contradictoire entre un camarade et un protestant. Sujet : Christianisme et Matérialisme.

Notre prochain dessin sera signé Roubille.

AUX ACHETEURS AU NUMÉRO

De divers endroits on nous écrit qu'il est impossible, parfois, de se procurer le journal, les libraires se plaignant de ne pas recevoir suffisamment d'exemplaires.

Nous demandons instamment à nos camarades, lorsqu'un libraire leur exprime cette plainte, de bien vouloir l'inciter à réclamer lui-même auprès de la direction des Messageries Hachette, pour qu'il soit tenu compte de sa réclamation, si le correspondant de la maison y met de la mauvaise volonté.

Il nous rentre assez d'invendus pour que la répartition se fasse mieux, et, de plus, n'ayant jamais refusé d'augmenter le chiffre des dépôts, lorsque la vente l'exige.

Petite Correspondance

M. G., à Cette. — 0 fr. 10 l'exempl.

R., à Sézanne. — Merci pour l'extrait. Mais l'auteur est peu intéressant.

L'A B C de l'Astronomie paraîtra en volume en octobre, chez un éditeur. Pour le *Choix des aliments*, oui, nous voudrions en faire une brochure ; mais l'argent manque.

A. P., à Barmen. — Reçu mandat. Merci. Abonnement terminera fin octobre.

A. M., à Lyon. — Le prix que vous indiquez est bien celui par la poste.

C., à Chartres. — Des brochures nous en avons en carton une demi-douzaine que nous ne pouvons faire imprimer faute d'argent.

P., à Lorient. — Nous verrons pour la semaine prochaine. N'avons pas eu le temps cette semaine.

Ecole Libertaire. — Nous ne pouvons nous mettre sur le pied de donner le compte rendu des réunions ou promenades de chaque groupe.

La Semaille. — Rectification arrivée trop tard.

Le groupe A. I. A. de Montereau a reçu son cachet (les cartes il les avait reçues déjà) du secrétariat.

La Pace, Genova. — Oui, pouvez faire adresser au journal.

A. L., à Saint-Louis. — Reçu carte. Merci des renseignements.

A. I. A., Saint-Denis. — Convocation arrivée trop tard. Pour le mardi : je l'ai assez souvent répété.

J. R., Cosne. — Entendu.

K., à Lausanne. — 1 fr. 50.

Reçu pour les familles des arrêtés : A. G., à Lézignan, 1 fr. — Q. B., Carcassonne, 0 fr. 50. — Le groupe de Roubaix, 5 fr. — Ensemble : 6 fr. 50. — Listes précédentes : 169 fr. 30. — Total : 175 fr. 80.

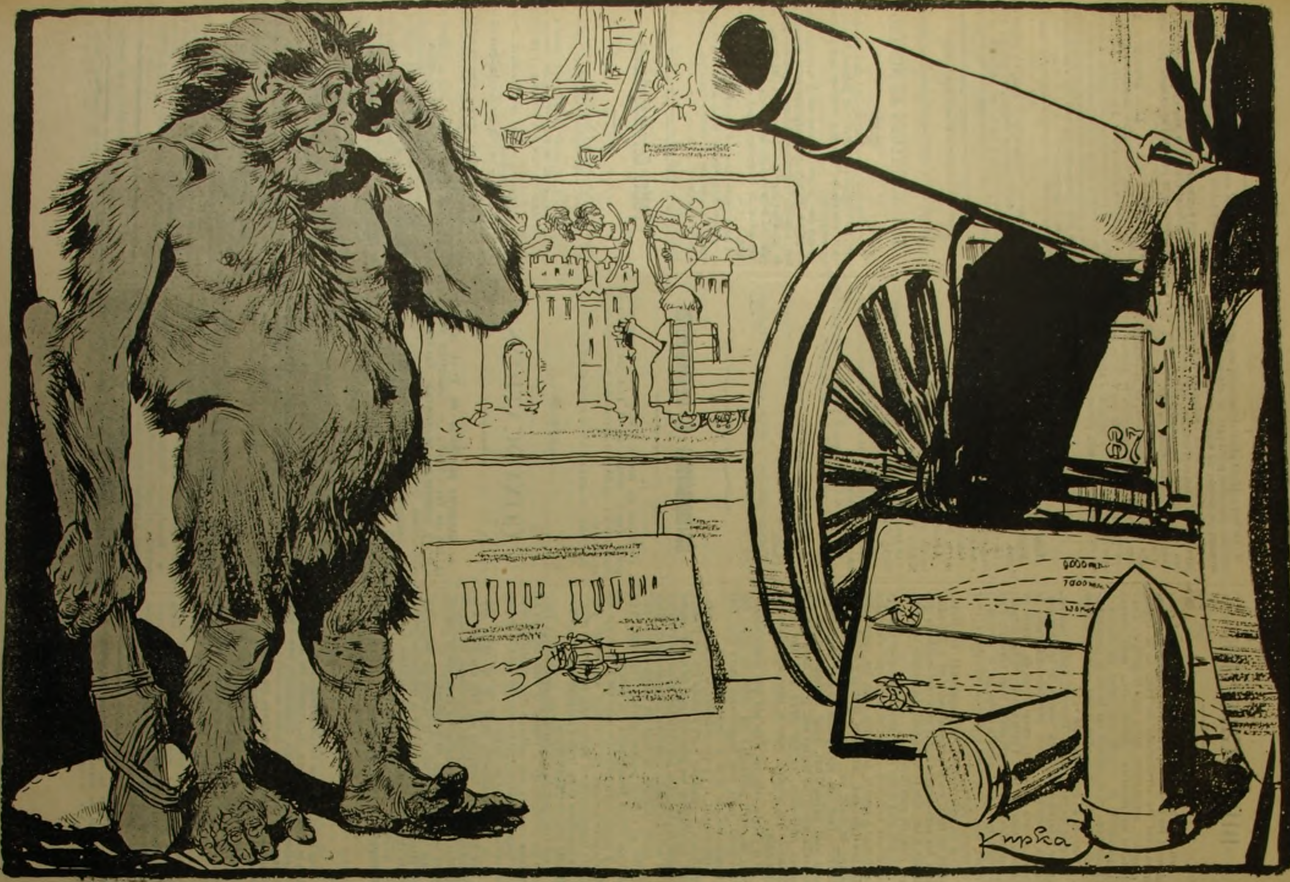
Reçu pour le journal : H., à Nancy, 1 fr. — J. C., à Mostaganem, 3 fr. — E. P., à Bourron, 2 fr. — Q. B., à Carcassonne, 0 fr. 50. — Merci à tous.

L. B. I. — M. F., à Savigné. — L., à Nogent. — J. L., à Carnières. — M. D., à Buzeu. — J. G., à Clarens. — J. L. C. — W. Buleni. — Fédération des syndicats de l'Oise. — L. R., à Bellancourt. — T., à Lille. — H. B., à Lille. — B., à Eauze. — J. M., à Oakland. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

UN - PROGRÈS



Dessin de Kupka.

Comme c'est ingénieux ces machines-là !

11e ANNÉE. — N° 18.

2 SEPTEMBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50
LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris = Ve

Voir à la page 8 le dessin de Robin.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Pas de Supplément cette Semaine. La semaine prochaine, ayant touché la vente du mois, nous pourrons le donner sûrement.

Les dessous du Patriotisme

On sait que les Jaurès, Viviani, et autres socialistes « internationalistes » (!) sont en train de se battre les flancs pour « prouver » à Hervé que les travailleurs peuvent avoir intérêt à aller défendre les propriétés de leurs maîtres, et à Clemenceau qu'ils sont pour la suppression des frontières, la paix, etc., etc.

Quand je dis prouver, c'est une façon de parler. Il suffit d'énoncer le problème, pour deviner leur « pataugeage ».

Or, quoi qu'en pense Clemenceau, qui sur la question patriotique, a arrêté sa pendule à la guerre de 1870-1871 ; quoi que disent Jaurès et autres « patriotes-internationalistes », voici deux faits qui viennent confirmer ce qu'avancent les anarchistes et Hervé : savoir que n'importe quelle guerre, quelles que soient ses apparences « patriotiques », est toujours motivée par des dessous très sales, et des tripotages financiers.

Voici ce qu'on lit dans l'*Européen* :

Les Japonais occupent Sakhaline.

D'autre part, le nouvel emprunt japonais est levé en Amérique avec l'aide de la Banque de Montréal, de Kahn, Loeb et Co. et de la *City National Bank of New-York*, c'est-à-dire, en fait, de la *Standard Oil*. Il s'agit de 750 millions de francs.

Or, le bruit courait à New-York, l'hiver dernier, que la *Standard Oil* avait offert au Japon de lui prêter 250 millions de francs, garantis sur les régions pétrolifères et houillères de Sakhaline. Le gouvernement japonais et la puissante Compagnie démentirent alors ce bruit. L'arrangement nouveau paraîtrait indiquer qu'il n'était pas sans sujet.

Et, dans le *Courrier européen* du 18 août :

Qui expliquerait bien des choses.

On a été quelque peu étonné de la mansuétude gouvernementale pour ce M. Jaluzot qui a mené contre la République et ses caisses d'épargne une campagne de mensonges et de calomnies, que l'on peut soupçonner d'une tentative d'accaparement que l'échec ne justifie pas, enfin qui s'est accusé lui-même d'abus de confiance et d'escroquerie.

On n'a pas été sans remarquer aussi l'attitude de M. Mercet, directeur du Comptoir d'Escompte, et les reproches de M. Jaluzot qui indiquent de la part des délégués des banques une certitude d'impunité pour le coupable. On lit dans un livre de notre confrère Jean Hess, *La Vérité sur l'Algérie* :

« Mais les groupes d'affaires qui se sont partagé le Maroc sont contents : vous connaissez ces groupes, c'est le groupe « des établissements Gautsch » qui comprend le comte Armand, le comte d'Agoult, le marquis de Chasseloup-Laubat, M. Jules Jaluzot, M. Schneider, le comte Robert de Vogüé, etc.

« C'est le groupe Mante Borelly, de Marseille, et la *Banque de Paris et des Pays-Bas*. Ces deux groupes sont les plus puissants et c'est entre eux que s'est jouée la grosse partie de l'emprunt, une des plus curieuses de ce temps.

« Quand les deux groupes virent qu'ils ne pouvaient rien l'un sans l'autre, après s'être fait la guerre, ils se mirent d'accord, sur le sultan et le public français.

« Les deux autres groupes sont *celui de M. le député Hubbard* et celui d'un colonial dont le journal est le *Maroc français*. On a pu y lire : « L'un (de ces groupes) fournira l'armement, les canons ; l'autre aura les mines — toutes les mines — et le troisième s'adjuge les chemins de fer. »

Donc, c'est bien ce que depuis longtemps affirment les anarchistes : ce sont les parlements et les ministres qui déclarent les guerres, mais ce sont les requins et les tripoteurs de la finance qui les préparent et les rendent inévitables.

Ce sont les radicaux en retard comme Clemenceau ; ce sont les Jaurès, Guesde, et autres assoiffés de pouvoir qui les rendent possibles, en essayant de faire croire aux travailleurs qu'ils ont des intérêts moraux, sinon matériels à défendre, en se faisant tuer pour la réussite des combinaisons louches des requins de la finance.

Heureusement que, plus nous allons, plus la guerre devient un fléau pour une plus grande majorité de gens ; s'il y a des financiers intéressés à les susciter, il y en a d'autres intéressés à les dénoncer et à les faire avorter, de sorte que l'ignorance n'est plus permise. Si les travailleurs ne finissent pas par reconnaître qu'ils jouent le rôle de dupes en acceptant de se laisser traiter en chair à mitraille, c'est que réellement ils sont incurables.

J. Grave.

CROCS ET GRIFFES

La police.

Nos lecteurs connaissent l'histoire du soldat Pélissier qui, à Avignon, aurait vendu, à un espion international, des pièces concernant la défense nationale et qui, réfugié en Belgique, a été arrêté pour chantage. C'était le fils d'un commissaire de police.

Gallay, dont s'occupe en ce moment toute la presse, et qui avait levé le pied en emportant deux millions au Comptoir d'Escompte, *est le fils d'un commissaire de police et a été commissaire de police lui-même.*

On se rappelle également, qu'il y a quelques mois, un fils de policier avait soulagé les Frères de la rue Oudinot de quelques milliers de francs.

Voici pour la moralité !

Voyons pour l'intelligence :

Du Gaulois :

« La préfecture de police recherchait, depuis longtemps, un individu accusé de vol, dont le service anthropométrique possédait six photographies, prises autrefois dans différentes positions, lorsqu'il fut déjà condamné.

« On expédia les photographies dans toutes les villes et communes de France.

« Or, il y a quelques jours, le service de la Sûreté recevait du commissaire de police d'une petite ville de province la lettre suivante :

« Monsieur,

« J'ai bien reçu les photographies des inculpés que « vous recherchez. J'ai déjà arrêté cinq d'entre eux et « le sixième m'a été signalé par des agents qui espèrent « d'ici peu le mettre en état d'arrestation. »

Cela juge le système et ceux qui l'appliquent.

Les défenseurs de la police pourront objecter que l'on trouve des filous et des imbéciles dans tous les métiers de la société. Cela est vrai. Mais ceux qui ont la prétention de faire régner la morale parmi les hommes,

doivent payer d'exemple. Et, jusqu'à présent, les scandales qui éclatent de temps à autre dans le monde judiciaire, policier, gouvernemental, etc., nous démontrent que ceux qui exercent ces fonctions ne valent pas mieux que ceux dont ils prétendent nous protéger. Leurs fonctions ne leur servant qu'à être bien plus dangereux.

* *

La justice.

M. Bulot qui, lors du procès de la Société Mourante, *se vantait, partout, au Palais, de me faire octroyer cinq ans de prison, n'a pas désarmé contre les anarchistes. Il a la dent longue, s'il ne lui en reste pas beaucoup. Dans les milieux bien informés, on affirme que si l'instruction du procès de l'attentat de la rue de Rohan n'est pas terminée, c'est que M. le procureur général veut, à toutes forces, avoir son procès d'anarchistes!*

La justice, nous dit-on, ne doit pas servir les vengeances particulières.

* *

Les agioteurs.

A peine remis de l'émotion du krach Jaluzot, voilà que les plumitifs de la grande presse ont à s'occuper du krach Cronier, de la maison Say.

Ce sont des dithyrambes sur l'énormité des sommes engagées, l'intelligence de ces manieurs d'argent, des regrets sur leur malchance, etc.

On n'oublie qu'une chose, c'est que la déconfiture de ces requins n'est occasionnée que parce qu'ils n'ont pas réussi à faire payer aux consommateurs une marchandise plus cher qu'elle ne vaut, et dont la différence aurait accru de quelques millions leur fortune personnelle.

Malheureusement, la justice des faits ne se produit que très rarement. N'oublions pas de la féliciter lorsqu'elle exécute un de ces vampires.

J. Grave.

L'INSTITUTEUR

Il est, dans la grande masse des prolétaires, une classe dont le sort est aussi pitoyable, sinon plus, que celui des ouvriers : je parle des instituteurs publics. Presque tous fils de cultivateurs ou de petits fonctionnaires, ils ont cru trouver dans le grand bagne administratif une position passable, peu de travail et de l'indépendance. Jusqu'à 20 ans, ils se sont torturé le cerveau à apprendre des choses qu'ils oublieront vite et n'enseigneront jamais. Ils ont imposé à leurs parents de lourds sacrifices. Ils se sont abrutis ou corrompus pendant trois ans dans une école.

Hélas! la désillusion vient vite, mais il est trop tard. Ils ne tardent pas à se trouver aux prises avec cet autoritarisme administratif, fait de mépris, de rigueur et d'arbitraire. Gare à qui désobéit! Malheur à qui regimbe!

Que ce malheureux débutant sache que pour 52 sous, il doit non seulement consacrer six à huit heures de sa journée à l'éducation de l'enfance, mais aussi se résigner docilement à être l'objet des fantaisies, des vexations de son directeur, de MM. les inspecteurs primaires et d'académie, de M. le maire de la commune et même de ses conseillers municipaux, qu'il doit économiser sur son modique traitement pour trouver de quoi se fournir en effets convenables afin de pouvoir assister aux banquets officiels, aux distributions de prix, et répondre aux convocations de toutes sortes.

Il doit savoir que sa charge est un sacerdoce, que, par suite, sa vie ne peut pas être celle du vulgaire. Il déplaît à ses chefs qu'il se livre à des amusements qui le rabaissent dans leur esprit, qu'il fréquente des gens mal habillés ou de mauvaise éducation, qu'il parle politique dans les cafés ou dans la rue. Il doit être rigide, compassé, hautain, de goûts sédentaires. Malheur à lui si on le voit jamais se promener, le dimanche après-midi, avec quelque jeune fille! La moindre peccadille peut être cause qu'on lui retire sa délégation ; quelquefois on daigne lui adresser comme avertissement, et par voie hiérarchique (oh! la voie hiérarchique)! une lettre de blâme qui salira à jamais son dossier, ou l'ordre de faire ses malles et d'aller rejoindre quelque poste de montagne. Qu'il n'essaye pas de se défendre, de protester, car alors on le remercie (décevante ironie!) de ses services et il est jeté sur le pavé ne possédant que ses livres, ses effets élimés et les réminiscences de ses études, plein de haine contre l'ordre de choses établi, dégoûté de la vie, n'ayant appris aucun métier, voué fatalement à la misère, peut-être au suicide ou au crime. C'est ainsi que l'an passé, devant le tribunal correctionnel de Saint-Jean de Maurienne, je crois, comparaissait un ancien instituteur révoqué, accusé de mendicité et de vagabondage. Il en était à sa trente-neuvième condamnation. Et comme on lui demandait ses moyens d'existence, il répondit : « L'été, je vis de fruits et d'aumônes, au moins je jouis de ma liberté; je fais aussi quelques journées de travail; mais, ancien fonctionnaire, je n'ai appris aucun métier, et dans le fonctionnarisme j'ai pris le dégoût du travail. A l'automne, je tâche de me faire arrêter comme vagabond, afin que le gouvernement qui m'a jeté sur le pavé me donne du pain et un abri pour les mauvais jours. » Et le tribunal de lui octroyer six mois de prison.

Parfois l'administration, soi-disant par bienveillance, ne révoque pas, mais alors elle se charge de remplacer la révocation par une de ces basses, mesquines, ordurières vengeances dont elle a le monopole. Ne fit-on pas, l'an passé, échouer par ordre, au certificat d'aptitude pédagogique, un candidat qui avait eu le malheur de se révolter contre une mesure disciplinaire arbitraire et de se faire réhabiliter? Et ce sont là des choses contre lesquelles nous ne pouvons protester, au sujet desquelles nous ne pouvons demander d'enquête : tout cela se cuisine dans les coulisses académiques. Il **faut le supporter** en courbant la tête.

Combien sont rares les cas où l'innocent peut se disculper! Le sentiment de la justice n'a jamais fait vibrer le cœur de Messieurs nos chefs. Neuf fois sur dix, il est impossible à la victime de se défendre, parce qu'on le lui interdit, parce qu'on menace, parce qu'on refuse de l'écouter. D'ailleurs la réhabilitation n'est jamais que morale, quand elle a lieu; elle n'existe pas en fait, l'administration ne revenant jamais sur la peine infligée.

Une des choses les plus tristes, c'est peut-être l'influence des hommes politiques sur la carrière de l'instituteur. Sénateurs, députés, conseillers généraux et d'arrondissement, maires, conseillers municipaux même, tous les plus ou moins participants de l'assiette au beurre, toute la séquelle des intrigants, des ambitieux, et des tyranneaux, sont les ennemis déclarés des petits fonctionnaires et surtout de l'instituteur. Ils sentent l'importance de son rôle; aussi veulent-ils le transformer en agent électoral et faire de lui le prêtre de cette odieuse et ridicule trinité : Autorité, Capital, Patrie, suivant les cas. Ils se font les défenseurs des uns et les ennemis des autres; leurs espions et leurs mouchards ; et les pauvres diables d'instituteurs courbent la tête devant eux, tandis que d'autres vont s'aplatir devant ces protecteurs d'un jour.

Il se passe chaque année, à l'époque des changements, un spectacle répugnant. On voit ces nuées de frelons gouvernementaux s'abattre autour des inspecteurs primaires et d'académie, des préfets, demander l'avancement de celui-ci, le déplacement de celui-là. Hargneux, vindicatifs, menaçants, ils ne cèdent que quand on a satisfait à leurs désirs. Alors pleuvent les changements d'office, et l'on voit, d'un bout à l'autre du département, errer ces fonctionnaires nomades en quête du « trou » qui leur a été assigné. Un exemple entre mille : un sénateur, à qui la tête de certain instituteur ne plaisait pas, le fait déplacer. Celui-ci s'adresse au député, à qui il a servi d'agent électoral, et qui est un ennemi du sénateur en question. Le dit député menace d'interpeller ; la Ligue des Droits de l'Homme, l'Amicale se mettent en branle, le ministre cède et ordonne la réintégration de l'instituteur. Ce qu'un homme politique avait fait, l'autre le défait, mais tous deux ont surtout vu le besoin de montrer leur influence, l'inspecteur d'académie s'est fait bafouer et l'instituteur reste comme auparavant placé entre l'enclume et le marteau.

La plupart de nos collègues, abrutis par cette ambiance déprimante, timorés, craignant pour leur place, incapables de se défendre eux-mêmes ou bien recherchant les faveurs des politiciens, ambitieux et avides d'arriver, se font les valets de ce monde parlementaire. Pourquoi beaucoup d'instituteurs entrent-ils dans la franc-maçonnerie, cette cuisine du gâchisme parlementaire? Dans un but d'arrivisme, uniquement. Coudoyant les rastas de la politique, membres d'une société secrète toute-puissante, ils obtiendront tout ce qu'ils voudront, aux dépens de collègues peut-être plus méritants.

Ceux-là, les ambitieux, les lâches, ont bien soin de n'afficher que des opinions ayant reçu l'estampille officielle: ils sont mangeurs de curés, ils sont patriotes, ils sont amis de l'ordre; au 14 juillet, ils se pavanent et s'empiffrent à la « table d'honneur » (?). Au dessert, ils dissertent sur les âneries de la politique officielle et leurs élèves braillent des hymnes guerriers. Ceux-là sont les premiers à blâmer, à dénoncer parfois, les révolutionnaires, les anarchistes, qui gangrènent de plus en plus le corps enseignant.

Mais l'esprit révolutionnaire commence à gagner les nouvelles générations d'instituteurs. Beaucoup sont socialistes, quelques-uns anarchistes. Ce mouvement grandit chaque jour et ébranle les bases de l'ancien autoritarisme politique et administratif. Qui, plus que nous, peut haïr l'autorité, être avide de liberté? Durant de longues années, nous avons souffert, nous souffrons encore ; tous, nous avons été témoins ou victimes d'actes d'arbitraire ; nous avons été écrasés sous le joug administratif, nous avons rongé notre frein.

Ces idées nouvelles, ce souffle d'émancipation qui passe sur nous en ce moment, font naturellement trembler les chefs. Et ils usent les derniers ressorts de la vieille machine autoritaire à les combattre. Ils poursuivent de leurs haines les instituteurs socialistes et anarchistes. Que d'exemples ne citerait-on pas? Il y a quatre ou cinq ans, un élève d'Ecole normale fut brusquement jeté à la rue, pour avoir été trouvé possesseur de brochures anarchistes. Il était pauvre et ses parents ne pouvaient payer sa pension. Beaucoup d'élèves d'Ecoles normales voulurent venir pécuniairement en aide à leur frère de misère. Que fit l'administration? Elle interdit ces quêtes et arrêta les lettres et les secours envoyés au pauvre réprouvé.

De tels faits ne peuvent qu'exciter la révolte et le dégoût.

Déjà nous avons senti que notre nombre serait notre force. Nous nous sommes constitués dans chaque département en amicales qui luttent contre l'administration, qui combattent les actes arbitraires. Elles ont fait, cette année, améliorer pécuniairement notre sort. Mais cela est trop peu. Et c'est pourquoi, nous les prolétaires de l'enseignement, nous devons marcher directement dans la voie de la Révolution, avec nos frères les ouvriers.

Owrony.

UNE SUGGESTION

Camarades,

Je voudrais pouvoir venir en aide à votre propagande, d'une façon efficace. Malheureusement, si la bonne volonté est grande, mes ressources sont limitées. Je ne dispose que de 100 francs. Je vous les envoie de grand cœur, regrettant de ne pouvoir disposer d'une somme qui vous aidât à vous tirer d'affaire, en vous mettant à même d'obvier à la suppression du supplément. Enfin, on fait ce que l'on peut.

Seulement, permettez-moi un conseil : Si vous utilisez cette somme aux besoins du journal, cela vous permettra de donner un supplément de plus, et ça sera tout.

Si vous pouviez l'employer au tirage d'une brochure d'un nombre restreint de pages, sans couverture, sans pliage, de façon à pouvoir la donner bon marché, tout en prélevant un bénéfice, cela aiderait le journal, et en même temps le bon marché pourrait inciter les camarades à reprendre la distribution des brochures que l'on me semble avoir négligée depuis pas mal d'années. Voilà les élections qui approchent, on pourrait tirer, par exemple : *Si j'avais à parler aux électeurs*. — Une autre qui est bonne partout, et à toute époque, c'est : *A mon frère le paysan*, de Reclus. Qu'en pensez-vous?

Affectueusement,

Un qui aimerait à pouvoir faire mieux.

Ce que nous en pensons, je ne saurais le dire : En tous cas, ce sont de ces idées que l'on peut essayer de réaliser. Seulement, pour avoir des imprimés à bon marché, il faut pouvoir les faire tirer à un chiffre un peu élevé. Cependant, nous pouvons l'essayer.

Nous avons en ce moment : *A mon frère le paysan — Si j'avais à parler aux électeurs — Aux femmes* et *La femme esclave* qui sont épuisées, et sont toujours demandées.

Convaincus, comme le camarade, que les brochures vendues bon marché s'enlèveraient mieux, nous avons essayé autrefois la *Brochure à distribuer*. Nous ne faisions payer que les frais d'envoi, et avions ouvert une souscription pour couvrir les frais d'impression.

Hélas! les brochures se sont bien enlevées, mais la souscription n'a jamais rendu que des sommes ridicules. Toutes les brochures à distribuer éditées n'ont été tirées que lorsque le journal, traversant quelque bonne aubaine, pouvait y consacrer une centaine de francs.

Après, nous avons essayé la brochure à 0 fr. 05, on ne nous en a pas demandé davantage.

Essayons encore, et autre chose.

Pour faire tirer, et que ça ne nous revienne pas trop cher, les quatre brochures ci-dessus, il faudrait que nous disposions de 300 francs, nous pourrions les laisser à 1 franc le cent, sans être pliées, sans couverture.

Nous avons les 100 francs du camarade. C'est 200 francs qu'il reste à trouver. Cela représente 20.000 brochures, 5.000 de chaque seulement.

Que ceux qui croient l'idée réalisable, nous fassent savoir le nombre pour lequel ils peuvent s'engager, et nous mettrons sous presse si le chiffre des souscriptions nous assure les premiers frais.

J. Grave.

LA PATRIE

L'*Européen* du 15 juillet publie un intéressant article de M. André Mater, dont voici le résumé :

Après avoir remarqué le trouble qu'a jeté Gustave Hervé dans les occupations habituelles des dirigeants du socialisme, leur embarras devant la question du devoir socialiste en temps de guerre, résolu par Hervé conformément aux principes mêmes de la lutte de classes, l'auteur fait observer que les théories d'Hervé se justifient encore par la simple déclaration des droits de l'homme qui sert de règle générale au droit public de tous les Etats civilisés.

En effet, les patriotes et chauvins français trouvent mauvais que l'Allemagne ait annexé l'Alsace-Lorraine sans en consulter les habitants; ils admettent donc qu'on ait le droit de choisir sa patrie et que toute patrie imposée mérite qu'on la répudie.

Mais en fait, toutes les patries s'imposent, donc Hervé a raison, au point de vue même nationaliste, de faire aux hommes un devoir de se soustraire à cette imposition.

Prenons par exemple la France. La nationalité française s'acquiert, non par la volonté, mais par la naissance ou le domicile.

La naturalisation est une formalité coûteuse, ou plutôt une faveur qui n'est facilement obtenue que par les riches; les ouvriers subissant des vexations supplémentaires qui la leur interdisent.

La volonté ne suffit pas non plus pour perdre une nationalité. Le Français qui se ferait Belge entre 21 et 24 ans n'arriverait qu'à se faire traiter en déserteur par la loi française; un Français, coupable d'un fait qualifié crime, qui se réfugierait à l'étranger, serait extradé; enfin il ne peut quitter sa nationalité sans en choisir une autre.

Donc on ne peut ni prendre ni quitter volontairement une nationalité quelconque. Chacun subit ainsi une violence aussi incontestable en droit que la violence infligée aux gens d'un pays annexé.

Comme la liberté individuelle figure en tête des droits de l'homme dont la Déclaration comporte le droit à l'insurrection dans les cas où les autres droits sont violentés, on voit que la règle fondamentale des législations modernes permet à tous les hommes de s'insurger contre toutes les patries.

Cette démonstration de M. Mater est juridiquement inattaquable. Il en résulte que la patrie ne s'impose ni au point de vue anarchiste, ni au point de vue socialiste, ni même au point de vue républicain. D'autre part, les catholiques n'hésitent pas entre Rome et leur patrie. Alors?

M. P.

Le camarade Desplanques, répondant dans l'*Avant-Garde* à l'article de Girard sur la Bourse du Travail, dit que Girard a vu les choses de « son observatoire du 4 de la rue Broca ».

J'ignore à quel observatoire s'est placé Girard. Et, sans entrer dans la discussion, je demanderai à Desplanques à quel point géographique exact il faut se placer pour discuter des questions économiques, pour être sûr d'orthodoxie?

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

Un policier. — Le héros du jour est un escroc. Humbert-Daurignac, Jaluzot, Gallay, il est logique que, dans une société fondée tout entière sur le vol, comme est la nôtre, le héros du jour soit toujours un filou. Qu'était celui-ci? Un ancien policier, fils de policier. M. Gallay père est commissaire spécial à Dijon. Jean Gallay, notre héros, avait été inspecteur de la sûreté générale, puis commissaire adjoint : inspecteur de police à Caen, commissaire de police à Neufchâtel (Seine-Inférieure) et à Châteaudun.

Déjà, il y a quelques semaines, nous avons noté ici la fugue d'un commissaire de police de Rouen levant le pied en compagnie d'une « fille publique », pour employer l'expression même de ces messieurs, et emportant la caisse des gardiens de la paix à lui confiée.

Les histoires de ce genre n'ont jamais manqué.

On sait, d'autre part, que la police ne se fait pas scrupule d'employer, pour ses basses œuvres d'espionnage et de délation, des individus tarés, des misérables sans conscience qu'elle va chercher dans les bas-fonds de tous les mondes sociaux, et dont les aptitudes au mensonge et à la dissimulation font de parfaits policiers.

A voir la facilité avec laquelle on passe du métier de fripon à celui de mouchard et réciproquement, on se demande si ces deux professions sont aussi distinctes qu'on le dit?

❖ ❖

Signe des temps. — Un caporal du 97e de ligne (Chambéry) a été puni de huit jours de prison pour avoir chanté l'*Internationale*.

R. Ch.

❖ ❖

Comment on devient voleur. — Léopold, dès dix ans, a dû fuir le domicile familial et mettre ses bras sans force au service des étrangers. Il ne sait pas écrire, il déchiffre à peine quelques lettres, il est chétif. Il a cependant réussi à s'occuper depuis plusieurs mois chez un propriétaire de La Pelinquette, commune de Cazeneuve, arrondissement de Condom, département du Gers. Son travail lui vaut un salaire annuel de 250 francs. Il est nourri, logé, vêtu. Sa situation lui suffit, il est content.

Mais voici le mois de juin, voici le 24, la Saint-Jean. C'est l'époque où les maîtres changent de serviteurs et, parfois, les serviteurs de maîtres. Le petit Léopold quitte sa place et va chez lui, à Londrin, pour chercher de l'ouvrage. Il n'en trouve pas.

Léopold, quand le mois de juillet est passé, se rend à la gare voisine. Il emporte tout ce qui lui reste, une pièce d'or de 20 francs, et prend le train à destination d'Agen. Là, il parcourt les routes, les propriétés, les fermes; personne ne veut l'occuper. Il est sans le sou. Il se dirige à pied vers Bordeaux.

Tout le long du chemin il se nourrit comme il peut, il marche à l'aventure, recueillant du pain dans les villages, couchant la nuit sur le bord des fossés. Il arrive à Bordeaux, dimanche, il essaie de se procurer du travail. On le trouve trop jeune. Lundi, mardi, mercredi passent sans que le petit malheureux ait la moindre nourriture à se mettre sous la dent.

N'y tenant plus, jeudi matin, il s'approche d'une voiturette chargée de pains, en vole un et s'enfuit...

Un agent l'aperçoit. Il l'arrête, lui fait restituer le pain et le conduit à la permanence où il est écroué. Arrivé à la prison municipale, on lui donne une soupe qu'il dévore, puis deux rations de pain qu'il mange avec le même appétit.

Le petit Léopold a été maintenu en état d'arrestation. Il sera poursuivi pour vol devant le tribunal correctionnel.

❖ ❖

Lorient. — On sait que l'autorité militaire traite les ouvriers de l'arsenal, c'est-à-dire des hommes mariés et pères de famille, comme des gamins encasernés et prétend ne pas leur laisser le droit de manifester — même hors des ateliers — leurs opinions.

Voici, à propos d'un fait insignifiant par lui-même, l'ordre du jour caractéristique du citoyen Melchior, vice-amiral, préfet maritime et grand patron du lieu :

« Profitant d'un attroupement qui, à la cessation du travail, s'était formé autour d'un ouvrier ivre qu'on expulsait de l'arsenal, quelques fauteurs habituels de désordre ont affirmé une fois de plus, par des cris et des insultes, leur hostilité contre tout acte de l'autorité. Aucune circonstance d'ailleurs — et on le sait de reste — n'est mieux faite pour encourager leur manie, que celle où ils estiment qu'il y a de sérieuses chances de ne pas être reconnus.

« Et, de fait, aucun surveillant ne s'est préoccupé de venir en aide à l'agent de l'autorité, ne serait-ce que pour aider au signalement des coupables; aussi ceux-ci n'ont-ils pas été découverts.

« L'enquête sur cette pitoyable affaire m'a, de plus, révélé qu'on tolérait des manifestations du même genre qui se produiraient assez fréquemment, sous les prétextes les plus futiles, sans être toutefois ni aussi nombreuses ni aussi bruyantes.

« De pareilles mœurs sont celles d'hommes sans valeur de caractère, sans dignité personnelle, n'ayant d'autre culte que celui de la violence et d'autre argument que l'injure. Je me garderai bien de les confondre avec l'immense majorité des ouvriers de l'arsenal.

« Ceux-ci n'ont qu'un tort, c'est de ne pas assez comprendre à quel degré, à maints points de vue, des camarades aussi inconscients, aussi dépourvus de jugement, nuisent aux véritables intérêts de la collectivité. »

Parlant du « caractère », de la « dignité » et des « véritables intérêts » des ouvriers, le haut galonnard Melchior nous semble tout à fait drôle.

❖ ❖

Un autre officier du cru, le capitaine Girardot, commandant la 2e batterie du 18e bataillon de forteresse, détachée à Port-Louis, entend à sa manière le respect que l'on doit aux opinions de ses concitoyens. Voici, en effet, de source authentique, le petit discours que tenait ce Monsieur à ses canonniers, le samedi 12 août, avant une retraite aux flambeaux :

« Vous n'êtes pas sans avoir entendu parler des récents désordres commis lors des dernières retraites à Lorient, par une bande de perturbateurs chantant, pendant le parcours de la retraite, des chants révolutionnaires. J'estime qu'à Port-Louis ces faits vont se renouveler. J'ai compté sur votre concours pour mettre bon ordre à cela. Les uns, en armes, vont se tenir le long des murs de la forteresse. Les autres, *les plus costauds*, suivront la retraite à pied. Si, sur le parcours, vous entendez quelqu'un chanter l'*Internationale*, faites-le sortir des rangs. S'il refuse, servez-vous *de vos pieds et de vos mains*. C'est le vrai moyen de faire taire ces pékins-là. »

Ajoutons que, comme à Lorient, les chants révolutionnaires éclatèrent sur le parcours de la retraite et qu'il n'y eut pas d'arrestations, les soldats ayant compris que la sale besogne qu'on leur avait commandée n'était pas leur affaire.

POULAIN.

MONOGRAPHIE

Manitoba (Canada).

Tous les Canadiens se laissent mener par les moines qui leur demandent la dîme, c'est-à-dire le 26e de la récolte sans pour cela faire leurs grimaces pour rien.

Voici, en outre, quelques renseignements sur la vie au Canada.

L'émigrant qui arrive ne doit pas compter sur les agents de l'émigration canadienne ; qu'il s'en serve, mais le meilleur est de se chercher un emploi soi-même, car de cette manière on arrive plus vite. Autant que possible se placer chez des Anglais qui payent mieux que les Canadiens-Français et qui sont beaucoup plus tolérants et moins fanatiques qu'eux en matière religieuse.

Les gages sont rémunérateurs pendant les semences, c'est-à-dire le printemps, et pendant l'été ; un homme connaissant un peu la culture peut facilement gagner 125 francs par mois, nourri et couché. Pendant les moissons, il aura 175 francs ou 200 francs et pendant les battages de 10 à 12 fr. 50 par jour, toujours nourri et couché. L'hiver, il n'y a que le métier de bûcheron qui marche ; tout le monde peut s'occuper, de cette façon, et gagner facilement 5 francs par jour, nourri et logé.

Dans les villes, les maçons et tous les corps de métiers gagnent facilement de 15 à 20 francs par jour. Les manœuvres ont de 10 à 12 francs par jour. La liberté religieuse est entière dans tout le Canada.

La nourriture ainsi que les vêtements ne sont guère plus chers qu'en France, sauf les liqueurs ainsi que les divertissements (théâtres, etc.), qui le sont de beaucoup. Le dimanche, les hôtels et bars sont fermés, seuls les restaurants sont ouverts.

A. FAGE.

MOUVEMENT OUVRIER

Dans le rude assaut que subit actuellement la Bourse du Travail de Paris et, par répercussion, le mouvement syndicaliste révolutionnaire en général, toutes les puissances de réaction ont trouvé un allié dans les partisans du syndicalisme dit réformiste.

Et cela est si peu douteux qu'il n'y qu'à se rappeler que l'an dernier, au Congrès corporatif de Bourges, c'est en essayant de faire adopter la « représentation proportionnelle » que les réformistes espéraient s'emparer de la direction du mouvement ouvrier. C'est également la « représentation proportionnelle » qui est la base du nouveau règlement si magistralement refoulé par les syndicats parisiens.

Qu'il y ait entente tacite entre le pouvoir et les dirigeants des principaux syndicats réformistes, cela ne fait aucun doute. C'est un des leurs, M. Copigneaux — secrétaire du syndicat des travailleurs municipaux et, de ce fait, employé et salarié du préfet de la Seine — qui a fourni aux journaux réactionnaires les principaux éléments de polémique destinés à jeter le discrédit sur les militants du syndicalisme révolutionnaire. C'est également dans les bureaux du sieur Copigneaux que se réunissaient les délégués des syndicats des typographes, des mécaniciens, en compagnie d'un rédacteur au ministère du commerce, lorsqu'il s'agissait de mener au sein de l'Union des syndicats de la Seine la lutte contre les syndicalistes révolutionnaires.

La campagne actuelle est donc bien, à n'en pas douter, une campagne réformiste, et si les leaders s'en tiennent sur une réserve prudente, s'efforçant par tous les moyens de ne pas « paraître », ce n'en est pas moins eux qui dirigent en haut lieu la campagne actuelle. Je pourrais citer tel membre influent du Conseil supérieur du travail qui, au ministère du commerce, fournit les éléments et les indications nécessaires.

Enfin, si l'on doutait de l'origine réelle de la campagne, la présence des deux positivistes notoires que sont les sieurs Finance et Fontaine, au sein de la commission qui a charge d'administrer « provisoirement » la Bourse du Travail de Paris, serait à mes yeux une indication suffisante à ce sujet.

❖ ❖

Pour arriver à leurs fins — du moins l'espèrent-ils — MM. les réformistes ne dédaignent pas de fournir à la presse réactionnaire tous les éléments de polémique dont celle-ci s'empresse, bien entendu, de faire usage.

C'est ainsi que le journal de M. Méline publiait la semaine dernière un article où l'on établissait, par des comptes fantastiques, que certains fonctionnaires « révolutionnaires » — car les autres sont de petits anges pour le journal de M. Méline — s'adjugent des appointements de 6.000 francs par an... sans compter, ajoutait ledit canard, les frais de délégations et autres. Ai-je besoin de dire que cela est absolument faux ?

La vérité est que le salaire des fonctionnaires « révolutionnaires » du syndicalisme est établi sur la base suivante : huit francs par jour pour « en principe » huit heures de travail, et comme on estime que les fonctionnaires du syndicalisme doivent manger tous les jours, le salaire de 8 francs leur est compté tous les jours, fêtes et dimanches. Quant aux frais de délégations, le journal, et ceux qui ont fourni les *tuyaux*, oublient de dire, naturellement, que ce sont presque exclusivement des frais de chemin de fer.

Tels sont les arguments de polémique où en sont réduits les adversaires du syndicalisme révolutionnaire.

Des 100 francs par semaine de M. Keufer ou des 4 à 500 francs par mois de certains gros bonzes du syndicalisme réformiste, — plus les jetons de présence des nombreuses commissions gouvernementales dont font partie ces Messieurs — le journal de M. Méline n'en parle pas, mais il crie haro sur les sinécuristes à 8 francs par jour que sont mes amis Greffuelhes et Yvetot. Tel est le degré d'acuité auquel il a plu à nos adversaires de porter le conflit.

Nous acceptons volontiers la bataille — en regrettant par-dessus tout qu'elle ne se passe pas sur le dos du patronat — bien décidés que nous sommes à ne pas nous laisser diffamer, même avec le concours de la presse réactionnaire qui leur est toute acquise pour cette belle besogne.

❖ ❖

Les travailleurs des arsenaux de la marine, grâce à l'énergie et à l'esprit de décision qu'ils ont su montrer, ont obligé le ministre, leur patron, à leur accorder satisfaction.

En deux mots, voici ce dont il s'agissait. A la suite d'une campagne faite l'an dernier par les ouvriers des arsenaux, le ministre fit voter une somme de 436.000 francs destinée à augmenter les salaires. Ces temps derniers paraissait une circulaire ministérielle, prévoyant dans quelles conditions seraient réparties à l'avancement et en même temps les augmentations de salaires.

Le favoritisme et l'arbitraire étaient en partie la base de la répartition, et les militants ou les « mauvaises têtes » auraient été impitoyablement écartés dans l'avenir. Les ouvriers des arsenaux comprirent trop bien où l'on voulait en venir en haut lieu, mais déjouèrent immédiatement le plan en organisant une agitation intense.

De tous les arsenaux de la marine ne tardait pas à arriver la menace de grève générale si la circulaire n'était pas rapportée. Pour éviter que la menace fût mise à exécution, le ministre dut, lui, s'exécuter, et accorder satisfaction à « ses » ouvriers.

Comme quoi il suffit de savoir vouloir pour être écouté.

❖ ❖

A Lyon, les ouvriers terrassiers et charretiers continuent la grève. Des réunions ont lieu chaque jour à la Bourse du Travail, à l'issue desquelles des manifestations ont parfois lieu en ville.

La semaine dernière, une forte bagarre s'est produite, au cours de laquelle les sergots d'Augagneur se sont montrés les dignes émules de ceux de notre Lépine. Une dizaine d'arrestations ont de plus été opérées. Les élections approchent et le maire socialiste tient à montrer à la bourgeoisie qu'elle peut se montrer rassurée sous le règne socialiste de M. Augagneur.

Les patrons annoncent une résistance à outrance, et les exploités ne sont pas moins décidés à la lutte.

La grève vient d'éclater aux usines d'Auboué appartenant aux fonderies de Pont-à-Mousson.

Par ordre du préfet de Meurthe-et-Moselle, deux escadrons de cuirassiers en garnison à Sainte-Menehould ont été aussitôt dirigés sur Auboué.

La grève de Saint-Michel-de-Maurienne, dans la Savoie, prend de l'extension. Les mineurs et les plâtriers se sont joints aux ouvriers de l'aluminium ; 1.200 ouvriers ont quitté le travail.

Par suite de l'abandon subit du travail, le métal en fusion est perdu, ainsi que les chaudières.

Cela donnera peut-être à réfléchir au patron dans l'avenir.

P. DELESALLE.

❖ ❖

SAINT-ETIENNE, *28 août*. — **Chez les teinturiers.** — Et la grève dure encore. Avec la mauvaise foi qui les caractérise, les patrons se moquent de leurs ouvriers. Dans une entrevue, n'avaient-ils pas dit : « Terminez le conflit avec la maison Marcieux et alors nous ouvrirons nos portes avec le règlement de 1904. » Or, dans le but de mettre fin à cette grève, les ouvriers de chez Marcieux abandonnent leurs revendications. On espère que les portes vont se rouvrir avec l'ancien règlement. Pas du tout. Elles se sont rouvertes, mais avec le nouveau, et quelques jaunes seuls les ont franchies.

Tout avait été préparé pour une rentrée en masse. Le patronat avait fait couvrir les murs de la ville de placards annonçant la réouverture des ateliers avec le texte du règlement. Les *indépendants*, comme ils s'intitulent, alors que la population ouvrière les appelle des renégats, les *indépendants* avaient annoncé par la voie de la presse qu'ils avaient plein le dos de la grève et de la dictature des rouges, qu'ils étaient décidés à reprendre le travail. Les autorités, de leur côté, les assuraient que des mesures seraient prises afin que leur précieuse peau n'eût pas trop à souffrir de la rancune des grévistes, et cela sous le fallacieux prétexte d'assurer la liberté du travail, alors qu'en réalité ce sont les patrons eux-mêmes qui, en la circonstance, portent atteinte à cette liberté en violant leurs engagements et en fermant leurs usines.

Les jaunes ont donc opéré leur rentrée. Mercredi, à 1 heure, je me trouvais devant l'usine Chambeyron et j'ai compté *cinq* entrées. Ailleurs, de même, *deux* ici, *trois* là-bas ; en tout, répartis dans toutes les boîtes de Saint-Etienne, environ 75 à 80. Sur 1.200 grévistes, on avouera que c'est peu. Le coup est donc raté.

Aujourd'hui lundi doit avoir lieu une grande réunion. Les travailleurs de toutes corporations auront à voir quelles mesures ils comptent prendre pour faire triompher les teinturiers de la résistance patronale.

En attendant, les marmites fonctionnent toujours.

❖ ❖

J'oubliais de mentionner un incident assez grave. Devant l'usine Fessy, des grévistes huaient des renégats qui rentraient à l'atelier. Un de ceux-ci sortit un revolver et en tira trois coups sans atteindre personne, heureusement. Le patron lui-même, émule des Crettiez et jaloux de leurs lauriers, tira un coup de revolver, en l'air, dit-il ; sur les grévistes, au dire des témoins. La preuve en est qu'un arbre porte les traces de l'éraflure d'une balle. Ni jaunes, ni patron n'ont été inquiétés, alors que le commissaire central donnait l'ordre d'arrêter tout gréviste qui stationnerait aux abords des ateliers muni d'un bâton.

ROUSSET-GALHAURAN.

BULGARIE

Le mouvement macédonien est en train de prendre un tournant décisif dans sa lutte pour l'indépendance macédonienne.

Le fait est que la grande majorité de l' « Organisation Intérieure » est en faveur d'une forte centralisation. Dans cette organisation sont membres plusieurs de nos camarades anarchistes, et les efforts de ces derniers tendent vers la formation d'une organisation révolutionnaire basée sur le principe de fédération autonome. De là, lutte interne dans le Comité, lutte qui ne sera décidée que dans le prochain congrès macédonien. A ce moment-là, si les centralistes prennent le dessus — chose très probable — nos camarades sortiront de l'organisation macédonienne et formeront probablement le premier noyau d'un mouvement anarchiste en Bulgarie. Déjà s'est formé, à Sofia, un petit cercle de camarades et leur premier signe de vie sera l'édition, vers les premiers jours de septembre, de la brochure de Kropotkine : *L'Anarchie, sa philosophie, son idéal*, en langue bulgare. Espérons que ce premier effort ne sera pas vain et qu'une fois le grain germé, la semence sera bonne.



Les social-démocrates bulgares, tout comme les social-démocrates des autres pays, ont pour devise : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!* et pour soi, pour que personne ne l'entende : *Socialistes de tous les pays, désunissez-vous!* C'est le produit de la fameuse propagande pour l'**Unité Socialiste** discutée tant et tant dans leurs Congrès! Donc le parti social-démocrate bulgare s'est divisé en deux sections principales : les « étroits » et les « larges », ou bien, en langage ordinaire, les guesdistes et les jaurésistes. Mais cette division leur a paru insuffisante, et une subdivision vient d'avoir lieu...

Les « étroits » ont eu, dernièrement, leur congrès annuel. Il a duré quatre jours... Or, dira-t-on, tous les détails de la future Révolution Sociale ont dû être délibérés à fond, ou, au moins, la question ouvrière bulgare a été discutée! Pas du tout... Ces questions semblent être d'un intérêt secondaire pour nos chers « socialistes ». Il y a bien des questions plus importantes et qui demandent toute leur énergie : ainsi le Congrès s'est mis à délibérer sur *la lutte des deux B*. Voici les faits :

Le parti « étroit » a sa revue mensuelle, *Novo Vrémé*, rédigée par Blagojeff. Comme tout journal social-démocrate, cette revue est remplie d'articles théoriques incompréhensibles au peuple bulgare. L'idée vint alors à Bakaloff, un des propagandistes les plus énergiques du parti social-démocrate, de fonder une revue populaire. Il va sans dire que par l'apparition de cette revue — le *Rabotnitchesko Délo* — le nombre des abonnés du *Novo Vrémé* décrut considérablement; ainsi la lutte entre ces deux courants dans le parti « étroit » même, fut le sujet des délibérations du Congrès pendant toute sa durée. On vota. Par une majorité d'environ 15, les blagojewistes, ou comme on les appelle déjà, les « vieux », furent victorieux, ce qui ne décourage nullement les bakalowistes ou « jeunes », qui déjà espèrent avoir la majorité l'année prochaine...

Les « larges », eux aussi, ont leurs subdivisions. Leurs « jeunes » sont mécontents de leur chef, etc.

Et le mouvement ouvrier, alors?

Et le socialisme, demanderez-vous?

M... alors, vous répondra-t-on!

Chers, braves socialistes du vingtième siècle!

A. S.

ALLEMAGNE

Le docteur Friedeberg écrivait l'an passé : « Si l'on veut lire aujourd'hui un article d'inspiration vraiment libre, un article qui saisisse tout l'être et fasse battre le cœur plus fort, ce n'est pas dans la presse socialiste qu'il faut le chercher, on le trouvera rarement, — mais dans la presse anarchiste. Je ne saurais assez vous le recommander : lisez la presse anarchiste, lisez les écrits de Kropotkine, de Jean Grave, d'Elisée Reclus et d'autres, vous trouverez là les éléments pour cette culture libre et personnelle que la social-démocratie aujourd'hui néglige beaucoup trop. »

Malgré ce magnifique hommage rendu à notre action, le camarade Friedeberg ne s'était jamais encore affirmé nettement anarchiste et c'est sous pavillon social-démocrate qu'il a mené depuis un an en Allemagne son énergique campagne contre le parlementarisme et pour la grève générale.

Ce n'est que l'autre jour, à Berlin, au cours d'un important meeting syndical, qu'il s'est enfin déclaré en faveur de l'*Anarcho-Sozialismus*, qui est exactement l'anarchisme socialiste que nous défendons ici. Friedeberg a compris qu'il n'est pas bon de vouloir faire dire à de vieux mots des choses nouvelles. La social-démocratie est liée irrévocablement au parlementarisme et à l'action électorale. Aussitôt donc qu'un socialiste renonce au parlementarisme et fait fi du bulletin de vote, il cesse d'être social-démocrate pour devenir anarchiste.

Quoi qu'il en soit, les socialistes parlementaires se préoccupent vivement à l'heure actuelle de la propagande de Friedeberg et l'*Humanité* rapporte que le *Vorwaerts*, journal officiel du Parti aux trois millions d'électeurs, proteste contre les idées de Friedeberg. Il nie que la cause du prolétariat ait souffert des tactiques marxistes et déclare une fois de plus que la lutte de classe ne peut être que *politique*. — comme s'il était impossible de concevoir et d'exercer une action politique résolument antiparlementaire!

Détail significatif. La résolution proposée par Friedeberg au récent meeting de Berlin fut votée à l'unanimité, moins vingt voix, des trois mille ouvriers présents.

Am. D.

ESPAGNE

La misère ne fait qu'augmenter dans le royaume du royal ami de nos républicains français. De toutes parts, fort heureusement, l'on signale des révoltes de malheureux las de crever de faim.

En Andalousie, la famine menace véritablement de devenir à l'état endémique : les ouvriers des champs, sans travail, se voient contraints, pour ne pas mourir de faim, de voler, la nuit, des moutons. Beaucoup ne se nourrissent que de fruits de cactus. La gendarmerie est impuissante à empêcher les vols de bétail, d'ailleurs les chômeurs en sont arrivés à se montrer satisfaits de leur incarcération. Ils ont au moins ainsi leur nourriture assurée.

Des environs de Séville, l'alcade de San Pejo informe le gouverneur de la province qu'une foule affamée pille les boulangeries de la localité. Plusieurs maisons aisées ont été saccagées. L'alcade demande l'envoi de gardes civiles en nombre suffisant pour rétablir l'ordre.

L'alcade de Nobrijo dit qu'il est impuissant à contenir la population qui, massée devant l'hôtel de ville, réclame du pain et du travail.

A Barcelone, un groupe de serruriers et de forgerons grévistes a lapidé la voiture d'un directeur de fonderie. La police a opéré plusieurs arrestations. Les grévistes organisent un grand meeting auquel ils ont convié tous les ouvriers du bâtiment.

Par crainte que le mouvement ne dégénère en révolution, le gouvernement a ordonné aux autorités d'Andalousie d'installer des fourneaux économiques dans les villes et dans les villages les plus éprouvés par la famine. Le ministre de l'agriculture a prié les compagnies de chemin de fer d'entreprendre des travaux de réparation sur les lignes, afin de fournir du travail au plus grand nombre possible d'ouvriers.

Les statistiques officielles évaluent à quarante millions d'hectolitres la production du blé dans toute l'Espagne, accusant un déficit sensible qui affecte spécialement l'Andalousie et l'Aragon.

Un crédit a été autorisé, mais le ministre de l'agriculture déclare que le crédit de douze millions est absolument insuffisant pour faire face aux nécessités urgentes et pour continuer les travaux entrepris.

Pendant qu'une partie de « son peuple » crève de faim, l'Alphonse cher à nos démocrates parcourt les provinces où il n'y a pas de danger pour sa carcasse, et fait annoncer qu'il chassera demain ici, après-demain plus loin.

La chasse pourrait bien se terminer un jour d'une façon tragique.

P. D.

SUISSE

Le « Weckruf » reparaît. — Nos camarades du *Réveil*, de Genève, qui, depuis le mois de juillet, paraît tous les samedis (en français et en italien), ont décidé de reprendre régulièrement chaque quinzaine la publication interrompue du *Weckruf*.

« La nécessité, écrivent-ils, d'un organe propageant dans la Suisse allemande nos idées libertaires et notre conception du mouvement ouvrier syndicaliste, est trop grande, pour en retarder davantage la réapparition et laisser triompher sans autre obstacle la police politique dans son œuvre brutale de réaction.

« Les camarades de Zurich nous ont déjà promis de reprendre leur collaboration et avec l'aide aussi de quelques camarades suisses de langue allemande à Genève, nous espérons mener à bonne fin la nouvelle tâche entreprise. »

Notre salut fraternel au *Weckruf*. Dans cette Suisse allemande inféodée aux formes les plus rétrogrades du socialisme d'Etat, quelle bonne œuvre de critique et d'agitation révolutionnaire va être la sienne!

Expulsions. — Nos camarades S. Nacht, Urban, Lübeck, Wolf et Findeisen viennent d'être expulsés du territoire de la Confédération. Comme prétexte, on invoque quelques lignes parues dans le *Weckruf*, en février dernier. Mais comme l'observe Bertoni dans le *Réveil*, pendant six mois ces quelques lignes ont semblé parfaitement innocentes et ce n'est que du jour où les camarades ont commencé une active propagande dans les milieux syndicaux que l'autorité s'est soudain aperçue qu'il convenait de sévir.

Rappelant l'odieuse accusation de mouchardise lancée naguère au *Weckruf* par l'estimable *socialbureaucrate* Grenlich, de Zurich, le camarade Bertoni constate que la bourgeoisie remercie bien mal les anarchistes de faire son jeu, alors qu'elle ne ménage pas les faveurs aux députés et secrétaires ouvriers qui s'acharnent à la démolir.

Am. D.

VARIÉTÉS

A propos du « Choix des aliments »

J'ai reçu plusieurs lettres au sujet de mes articles sur le choix des aliments. Cela prouve que la question est d'intérêt général, mais aussi que beaucoup de personnes ont une invincible tendance à croire qu'il soit possible de remédier à leur état particulier, sur l'envoi de quelques renseignements.

Je suis responsable de cette erreur.

Quand j'ai eu l'idée d'indiquer au public les notions indispensables pour tirer des aliments un meilleur parti qu'on ne le fait généralement, mon intention était de me borner aux considérations générales que comprennent mes premiers articles.

Puis j'ai senti que les lecteurs ne seraient pas satisfaits de ces conseils qui leur sembleraient vagues et qu'ils désireraient autre chose.

Cette autre chose, ce sont les recettes toutes faites grâce auxquelles chacun croit pouvoir s'éviter la peine de se faire à lui-même le régime qui lui convient.

En les donnant, même avec toutes sortes de restrictions, je faisais une concession à la faiblesse ordinaire de l'esprit humain qui m'est connue, en pareille matière.

Je vois que j'ai eu tort, et qu'il eût été plus utile aux lecteurs des *Temps Nouveaux* de leur donner seulement des *indications* de principes, sans aucun renseignement de détail, puisque, maintenant, beaucoup de lecteurs me demandent de leur donner, par correspondance, la bonne direction que je leur ai dit ne pouvoir venir que de la collaboration constante d'eux-mêmes et d'un médecin qui les suit de près.

Les indications sur la valeur relative des divers aliments m'ont valu d'autres reproches.

Quelques lecteurs opposent à mes affirmations, des affirmations contraires provenant d'autres médecins. Un médecin me reproche de n'avoir pas appuyé, par des preuves, mes dires opposés aux « idées reçues ».

Ce reproche serait mérité, si mes indications étaient le résultat de découvertes personnelles

et qu'elles fussent contraires, non pas aux « idées reçues » dans le public, mais aux faits scientifiquement établis.

Il n'en est rien ; je n'ai exposé que les notions courantes en médecine auxquelles mes observations personnelles ont donné, à mes propres yeux, une vérification nécessaire.

C'est surtout la question du bouillon de bœuf qui a soulevé des protestations. Condamner la poule au pot! C'est un crime de lèse-majesté à la fois, de lèse-patrie, et de lèse-idées reçues!

Cela, je m'en moque, si j'ai raison.

Or, je dois avoir raison, puisque je vois chaque semaine des tas d'enfants malades pour avoir mangé de la bonne soupe grasse, que quelques personnes intelligentes, mises en garde, ont observé sur elles-mêmes ses effets pernicieux ; puisque je sais que les recherches de Lucien Corvisart, de Schiff confirmées par Vulpian, par Herzen, par Kosminin, et vérifiées par Huchard et par Albert Robin au point de vue clinique, établissent que : « certaines substances alimentaires, dont le bouillon de viande est le type, agissent sur l'estomac en provoquant une sécrétion d'abord purement acide qui sert à dissoudre les éléments peptogènes, et à mesure que ceux-ci sont absorbés et, se mêlant au sang, le rendent apte à fournir de la pepsine aux glandes stomacales, on constate la sécrétion d'un suc gastrique de plus en plus apte à la digestion. »

J'extrais cette citation du *Cours de Physiologie* de Mathias Duval qui est entre les mains de tous les étudiants ; je regrette que tous les médecins n'aient pas cru devoir le conserver dans leur bibliothèque... et l'ouvrir quelquefois.

Il est établi que le bouillon de viande ne fait que préparer le travail de l'appareil digestif; c'est, comme je vous l'ai dit, le seul bon apéritif. Quand on a besoin de cet excitant, c'est trois quarts d'heure ou une heure environ avant le repas qu'il faut le prendre, et sans addition de pain ou de pâtes; mais il faut encore qu'il ne soit pas trop gras, car les graisses retardent précisément les actes digestifs que le bouillon a pour mission d'activer. Vous savez tous qu'il est impossible de dégraisser complètement le bouillon de bœuf, même à froid; on peut le faire au contraire pour le bouillon de poule dont la graisse se coagule par le refroidissement presque entièrement à la surface.

Faites donc du bouillon de poule, et me voilà d'accord avec Henri IV, d'autant que la poule bouillie est une nourriture infiniment plus substantielle que le bœuf bouilli. Prenez le bouillon pur, dégraissé et une heure avant et vous aurez réussi à concilier le respect des antiques usages, notre vieux patrimoine d'idées nationales, et le souci de ne pas avoir d'indigestion.

Dr E. D.

Je suis tout prêt à répondre, par la voie du journal, aux demandes pouvant avoir un intérêt général. Je me refuse, dans l'intérêt même de ceux qui m'écrivent, à leur donner par le journal ou par lettre, des consultations particulières.

C'est donc la première et la dernière fois que je ferai les réponses suivantes, aux lecteurs qui n'étaient pas encore assez avertis :

D., cordonnier à Saint-Quentin. — Régime excellent; mais nécessité d'exercice physique au grand air.

B. B. — Vous connaissez vous-même l'indication à remplir: aucun excès alimentaire; le travail musculaire continu serait trop dur pour vous, faites-en dans vos moments de loisir.

A., La Varenne. — Rien à craindre, cela disparaîtra avec l'âge. L'enfant est au grand air, il suffit qu'elle ait en outre une nourriture reconstituante pour éviter des accidents.

A TRAVERS LES LIVRES ET LES REVUES

Impressions de Mandchourie. — « Quand la Mandchourie ne sera plus qu'une ombre dans mon souvenir, que les détails de Kharbine seront effacés de ma mémoire, quand j'aurai oublié l'aspect des rues, les commerçants grecs, innombrables, les huit fabriques de vodka qui distillent nuit et jour des océans d'alcool (revendu, grâce à l'absence de droits, les trois quarts moins cher qu'en Russie), seule restera gravée l'impression d'une ville qui, d'un bout à l'autre, n'est que noce, fête continuelle, chocs de bouteilles et de verres, bandes d'ivrognes par les rues, coups de revolver la nuit, bouges, maisons closes, estaminets sordides. »

Ainsi s'exprime M. Georges de la Salle, dans un volume récemment paru : *Dix mois de guerre en Mandchourie.*

A quelques kilomètres de l'ennemi qui les surveille et les harcèle, les officiers russes ne songent qu'à boire et s'amuser. Kharbine est remplie de théâtres, de cirques, de cafés-concerts, de femmes surtout : « Vers cinq heures de l'après-midi... un passage incessant de corps fatigués, de visages peints, aux lèvres trop rouges. Robes de couleurs invraisemblables, aux formes extravagantes, combinaisons fantastiques de jaune, de vert, de bleu, arcs-en-ciel mouvants, quelle modiste, quelle couturière en démence vous fit éclore ?

« A l'hôtel du Commerce, dans la rue Kitaïshi (chinoise), la voie principale, je suis au centre de la noce.

« Kharbine possède un jardin public. Il est vaste, fait songer à une copie grossière du Jardin de Paris... Il renferme un théâtre qui, chaque jour, fait le maximum ; le triomphe de l'instant est une traduction russe du *Contrôleur des wagons-lits...* Je quitte le jardin. Un quart d'heure à pied, et me voici à la Nouvelle-Colchide (les ambassadeurs de Kharbine). Là également, une scène, sorte de café-concert, puis un restaurant, des tables garnies d'officiers, des promeneurs, deux, trois cents femmes... toutes des cocottes ! D'où viennent-elles ? Du monde entier... Aux premiers bruits de guerre, ces femmes se sont ruées sur la Mandchourie. »

Loin du front de l'armée, où leurs camarades se faisaient tuer, les Russes se divertissaient d'étrange façon ; ils ne dédaignaient pas de faire des mots ; c'est eux qui inventèrent l'histoire d'Oyama qui, dans une proclamation, aurait déclaré : « Je suis prêt à rendre aux Russes tout le territoire conquis, à condition que l'on me montrera chez eux : 1° trois généraux capables ; 2° trois intendants honnêtes ; 3° trois infirmières vertueuses (1). »

En wagon même, ils crient, hurlent, se saoulent, « le sol disparaît sous les bouteilles (2) ». L'orgie commence, paraît-il, à six heures du matin.

Quelle joie pour M. de la Salle de quitter « Kharbine la Prostituée, Kharbine peuplée de visages de crimes », le charnier, la guerre... Arrivé à Paris, « le souvenir me rejette aux plaines désolées, aux solitudes immenses que balaye le vent glacial, aux routes monotones où défilent, non ces voitures luxueuses, luisantes, garnies de rideaux blancs, mais les petites charrettes misérables, pauvres, lamentables, qui, par la boue, les ornières, gémissent et grincent, emplies de râles... ».

En songeant à tout cela, M. Georges de la Salle, qui s'était épanoui déjà dans le wagon-restaurant, a les jambes de coton quand il foule du pied le macadam parisien. Il gémit, il pleure, il balbutie (3)... « Ah ! patrie ! Etre mystérieux et sacré !... Mère vénérable, très vieille qui soudain, mystérieusement, vient à moi et que j'embrasse longuement, avec une dévotion religieuse, sur ses cheveux blancs... »

Il oublie que c'est la patrie russe qui envoie ses enfants aux champs de bataille de Mandchourie et que c'est sa propre mère si vénérable, aux cheveux blancs, qui si souvent a répandu le sang de ses fils...

* *

Sous Louis le Bien-Aimé. — Sous ce titre, la *Revue de Paris* (4) publie d'intéressantes lettres échangées de 1757 à 1762 entre M. de Mopissot, lieutenant-colonel aux armées du roi, et Madame de X...

Cette correspondance nous fournit de curieux détails sur la noblesse de l'époque, sur la magistrature, le clergé, et aussi sur les officiers et l'armée.

Quel général que M. de Soubise ! « M. de Soubise, par un effort de génie qui justifie bien le choix qu'on a fait de lui pour conduire les meilleures troupes et la plus haute noblesse de France, a trouvé un moyen facile et très ingénieux de connaître infailliblement tout le monde. Par cette célèbre ordonnance, les vivandiers, boulangers et marchands suivant l'armée porteront sur leurs habits une plaque de fer-blanc, où sera écrit vivandier, ou boulanger, ou marchand suivant l'armée de France. Tous les laquais ou domestiques porteront la livrée de leurs maîtres, ou au moins une aiguillette des couleurs de la livrée. Voici où l'esprit brille : les gens employés dans les fourrages porteront une cocarde verte ; ceux employés dans les boucheries, une cocarde rouge ; ceux employés dans les vivres une cocarde jaune ; ceux employés dans les hôpitaux, une cocarde noire ; les secrétaires, valets de chambre et officiers de maison, une cocarde bleue. Une pareille ordonnance et une suite de soixante-dix aides de camp, voilà assurément de quoi intimider les ennemis. »

Et cependant Soubise égara son armée ; une caricature de l'époque le représente la cherchant anxieusement :

> Soubise dit, la lanterne à la main :
> « Je me demande où diable est mon armée ?
> Elle était pourtant là hier matin.
> L'aurait-on prise ou l'aurais-je égarée ? »

Pendant qu'il perdait son armée, Madame de Soubise s'amusait fort à Paris : « On dit que M. de Laval-Montmorency s'aperçut un jour que ses plaisirs allaient être interrompus par des peines cuisantes; il fut en faire à Madame de Soubise de violents reproches. La réponse de la dame fut : « Vous avez raison ; je ne sais d'où cela peut venir ; il faut que ce soit quelques-uns de ces grands coquins (parlant de ses laquais), car ils n'ont nulle discrétion et courent partout. »

Mœurs candides et pures des bons vieux temps, où les prêtres n'étaient pas moins vertueux qu'aujourd'hui : « L'archevêque fait les préparatifs pour l'exaltation d'une croix, qui doit être plantée le 28 de ce mois (octobre 1757), au faubourg Saint-Antoine, pour clôture d'une célèbre mission faite sur la paroisse Sainte-Marguerite. Les missionnaires, selon leur coutume, ont fait beaucoup de conversions, et ont si bien instruit les jeunes filles que ceux qui les épouseront n'auront plus rien à leur apprendre ; je sais des détails de confession fort intéressants et encore plus indécents. »

« L'armée maraude à outrance », déclare M. de Mopissot qui a une bien mauvaise opinion de ses camarades, les officiers : « L'état-major est immense, mais je ne le vois jamais que dormir, jouer et manger..... Imaginez-vous que je connais plusieurs officiers de grands noms, qui ont déjà été pris trois fois par l'ennemi sans avoir la moindre blessure : il n'y a pas un de nos courtisans qui sache se défendre et ils s'en font gloire ; le moindre goujat de l'armée ennemie vous en prend deux et les fait marcher devant lui à coups de bâton..... Je tremble et je suis furieux d'être avec tant de lâches qui sont mes supérieurs de grade et de nom..... Je sais que les plus lâches dans les combats sont ordinairement les plus insolents loin des coups, et les plus vindicatifs si quelques mois de salle leur persuadent qu'ils peuvent assassiner leur homme.... Quoi que vous entendiez dire au public, criez hardiment contre les troupes, les officiers généraux et colonels compris. »

Les détails curieux abondent dans ces intéressantes lettres ; Madame de X.... y parle souvent de la grande misère du peuple de Paris, des lourds impôts, des lenteurs et abus de la justice, des malversations des fournisseurs. Tout en parlant d'amour à M. de Mopissot, en entretenant finement sa « flamme », en l'assurant des plus tendres sentiments, elle sait voir le bouleversement qui se prépare en France en 1762 et fait preuve de clairvoyance en disant « qu'une révolution générale est le seul événement qu'on attend ».

HENRI CHAPOUTOT.

(1) *Revue de Paris*, mai 1905 : De Moukden à Paris, par Georges de la Salle.
(2) *Ibid.*
(3) Il est vrai qu'il avoue « comme c'est bête ! »
(4) Numéros de juin, juillet et août 1905.

BIBLIOGRAPHIE

Dans la série des *Œuvres complètes* (1) de Tolstoï, vient de paraître *L'Ecole de Yasnaïa Poliana*, compte rendu des expériences que fit Tolstoï en l'école qu'il avait créée sur ses domaines, et où il instruisait les fils de ses paysans.

Convaincu que les systèmes sont mauvais, qu'il

(1) A 2 fr. 50 le volume, chez Stock.

n'y a que l'expérience, basée sur la liberté des élèves, qui peut mettre sur la voie d'une bonne méthode, Tolstoï, dans son école, ne voulut pas avoir de programme arrêté d'avance ; les leçons se suivaient au gré de la fantaisie des élèves.

Pas de châtiments, pas de récompenses ; chacun se plaçant comme il l'entendait, suivant les leçons qui lui plaisaient, libre de s'en aller lorsqu'elles l'ennuyaient.

Et, du désordre inévitable à toute période de tâtonnements, de ce qui serait l'abomination de la désolation pour un universitaire, il en sortait un ordre, sinon parfait, en tous cas bien préférable à l'ordre imposé des écoles officielles.

Si, parfois, un élève se sauvait au milieu d'une leçon, par contre il arrivait que certaines leçons se poursuivaient bien au delà de l'heure du départ, tant les élèves étaient intéressés aux explications qu'on leur donnait.

L'expérience de Tolstoï est très intéressante à suivre, c'est l'illustration de l'affirmation que font les anarchistes qu'il n'y a de véritable ordre que celui qui naît du libre jeu des affinités.

Et quoique ce volume contienne nombre d'âneries, comme celle, par exemple, où Tolstoï affirme qu'il n'y aurait pas d'éducation possible si la Bible n'existait pas, il reste le récit d'une expérience de liberté dans l'enseignement qui est à méditer.

Le volume contient également divers articles pédagogiques de Tolstoï, où, souvent, perce le réactionnarisme du grand seigneur, où, à côté de critiques excellentes du système officiel d'éducation, il y en a de fausses. Le volume ne vaut que par l'*Ecole de Yasnaia Poliana*.

* *

Dans *L'Epaulette* (1) Darien nous fait pénétrer dans le monde officiel (côté militaire) de la fin de l'empire, et nous mène ainsi, en nous faisant passer par la guerre de 1870-71, la Commune et l'Ordre moral, jusqu'à nos jours.

Cela fourmille de types : politiciens, brasseurs d'affaires, officiers, espions internationaux, tout cela grouille comme des vers sur la charogne, et, avec son tempérament hargneux, on peut être certain que Darien ne les a pas flattés. — Oh ! non.

Se servant habilement des scandales politiques et militaires qui ont illustré le règne des divers politiciens qui se sont succédé depuis l'empire, Darien les attribue à ses personnages, qui prennent ainsi un air de réalité historique.

C'est un virulent pamphlet contre la « Grande Muette », dont les outrances n'ont pas trop l'air de dépasser la réalité. Cependant, à voir s'agiter toute la bande d'aigrefins qu'il met en scène, on voudrait l'auteur un peu moins rosse pour l'humanité. Ils sont tous dégoûtants, là-dedans. Le héros, fils de général, officier lui-même, mais plus intelligent que le reste de son entourage, a bien compris toute l'ignominie du métier qu'il pratique, mais trop pourri pour en sortir il continue la série de ses coquineries, en méprisant... les autres.

Le personnage le plus sympathique là-dedans, c'est la jeune fille séduite par le héros principal, mais sympathique, par comparaison avec les personnages au milieu desquels elle passe.

Il n'y a pas jusqu'aux révoltés contre le militarisme qui ne soient aussi ignobles que leurs bourreaux.

Darien répondrait sans doute que ce n'est pas de sa faute s'il n'a pas rencontré davantage de gens « sympathiques » à mettre dans son étude, qu'il écrit ce qu'il voit, et comme il voit.

Evidemment, on ne peut pas demander à un auteur d'écrire autrement qu'il ne voit ; mais il faut avouer, que s'il y a des individus qui voient les choses et les gens sous un trop beau jour, il y en a, par contre, qui les aperçoivent sous un trop mauvais éclairage. Il y a des caractères qui ont cette malchance, dans tout le cours de leur existence, de ne jamais pouvoir trouver avec qui sympathiser.

Malgré tout, on retrouve le talent de l'auteur de *Biribi* et de *Bas les cœurs*. Peut-être l'ouvrage gagnerait-il à être un peu allégé.

Inutile de nous arrêter à l'idée qu'exprime l'auteur de garder l'armée pour en faire un instrument de libération. Darien a parfois de ces paradoxes qui vous laissent perplexe, si l'auteur veut se moquer de ses lecteurs, ou s'il n'est pas légèrement « marteau ».

J. Grave.

* *

Nous avons reçu :

Socialisme et anarchisme, par A. Hamon ; 1 vol., 3 fr. 50, chez E. Sansot, 53, rue St-André des Arts.

A voir :

Les grands sentiments, par Renefer ; *Assiette au beurre*, n° 221.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle.

CONVOCATIONS

★ **Causeries populaires du Ve et du XIIIe**, 12, rue du Fer-à-Moulin. — Samedi 2 septembre : Origine des vices (3), par Vulgus.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Mardi 5 septembre. — G. Oudinot : *Les Avariés*, de Brieux (auditions).

Vendredi 8. — G. Buisson : Autour des krachs.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy :

Samedi 2 septembre. — Soirée mensuelle : Malfitano, de l'Institut Pasteur : Le progrès au point de vue biologique. — Entrée : 0 fr. 25.

Mercredi 6. — 1° à 8 h. 1/4, Conseil d'administration (choix de conférences) ; — 2° à 9 h., Vulgus : Origine des vices.

Vendredi 8. — Hugues Millière : Le Socialisme et l'idée de Patrie.

★ **Syndicat des Locataires de la Seine** (Section du 17e arr.) — Réunion de la Section le 7 septembre, à 9 h. du soir, au siège, 5, passage Davy (Salle de l'Aube Sociale). Causerie : Le but et les moyens du Syndicat.

★ **Groupe d'Education Libertaire du XIIe arrondissement**. — Réunion le lundi 4 septembre, à 8 heures 1/2 du soir, salle de l'Ecole, 22, rue du Rendez-vous (au fond). Sujet traité : Cours d'espéranto, par Papillon.

Le jeudi, Coopérative Communiste du XIIe, sans répartition de bénéfices.

★ **Jeunesse révolutionnaire du XIVe**. — Réunion à la Belle Polonaise, rue de la Gaîté, syndicat des menuisiers. Discussion sur les pages révolutionnaires de Proudhon.

★ **Groupe d'Etudes Sociales**, 20, rue Charlemagne. — Causerie, le mercredi 6 septembre, au siège, à 8 h. 1/2. Ordre du jour : l'Antimilitarisme, par un orateur de l'Association Internationale antimilitariste, et étude de la formation d'une section de l'A. I. A.

★ **Association Internationale Antimilitariste** (section du 20e). — Réunion le 4 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites. Organisation du meeting pour le départ de la classe.

★ Saint-Denis. — **Association Internationale Antimilitariste**. — Réunion vendredi 1er septembre, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section.

★ Le Perreux. — **La Coopérative Communiste du Perreux**. — Tous les camarades partisans de recommencer l'action dans la localité sont priés d'être présents à l'assemblée du samedi 2 septembre, à 9 h. du soir, salle Bailly, 3, rue de Mulho ue (Pont de Mulhouse) : il sera rendu compte de l'expérience coopérative du trimestre, sans répartition de bénéfices. Les femmes sont invitées spécialement. Causerie sur la coopération communiste.

★ Firminy. — **Groupe Antimilitariste**. — Réunion du groupe dimanche 3 septembre, à 10 heures du matin, à l'Université populaire. Ordre du jour : Le départ de la classe.

★ Limoges. — Les détenteurs de listes de souscription pour le journal local sont invités à se rendre le dimanche 15 septembre, à 10 heures du matin, chez Guitard, rue de Chinchauvaud. Dispositions à prendre pour l'apparition du journal.

★ Malaunay, Le Houlme, Pavilly, Barentin et les environs. — **Jeunesse Syndicaliste**. — La Jeunesse va entreprendre pour le départ de la classe une active campagne de propagande antimilitariste. Toute nouvellement formée, elle ne possède que très peu de fonds pour mener à bien cette lutte. Elle fait appel à tous les camarades (de la Seine-Inférieure particulièrement). Envoyer au camarade Emile Taupin, **Poste restante, Pavilly, S.-Inf.**

Réunion de la Jeunesse le dimanche 3 septembre, à Pavilly, à 3 h. de l'après-midi.

★ Marseille. — **A. I. A.** — Réunion dimanche 3 septembre, au Bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, pour la lecture des divers manifestes que les camarades auront faits pour le départ de la classe et perceptions des quotités.

★ Saint-Etienne. — Les camarades possesseurs de livres de l'ancienne bibliothèque sont invités à les apporter à la réunion du lundi 4 septembre, salle de la Coopérative, rue de l'Hôpital.

MUSÉE DES ANERIES

« Le devoir militaire est le devoir de tout citoyen : la France a besoin, autant que jamais, pour la sauvegarde de son indépendance, d'une armée redoutable et d'une flotte puissante. Tous les partis le reconnaissent. Qu'une voix isolée s'élève pour nier le devoir patriotique : elle parle dans le désert et s'éteint dans la réprobation universelle. »

(Extrait du discours du *citoyen* Millerand au banquet du syndicat des pilotes ; Dunkerque, 27 août.)

Notre prochain dessin sera signé Bradberry.

EN VENTE

En fouillant nos rayons, nous avons retrouvé deux exemplaires, sur Japon, des *Errants* de Rysselberghe. Les marges sont un peu défraîchies, mais la lithographie est intacte.

Nous les offrons à 10 francs l'exemplaire. Nous ne disposons que de deux.

Nous avons retrouvé, avec, un ou deux exemplaires de chacune des lithographies suivantes, tirage d'amateur :

L'Incendiaire, Luce.
Les Porteuses de Bois, Pissarro.
L'Errant, X.
Le Démolisseur, Signac.
L'Aube, Jehannet.
L'Aurore, Willaume.
L'Homme mourant, L. Pissarro.

Celle-ci est un peu jaunie, et nous n'en possédons qu'un exemplaire.

Sa Majesté la Famine, Luce.
C'est défendu de marcher sur l'herbe, Hermann-Paul.
La Vérité au Conseil de guerre, Luce.
La Guerre, Maurin.

Nous les offrons à 5 francs l'exemplaire.

Nous avons fouillé tous les coins. Ce sont les seuls exemplaires qui restent. Ceux qui les désirent feront donc bien d'en profiter.

Petite Correspondance

N. S., à Choumla. — Chaque Amicale d'instituteurs a son bulletin mensuel ou trimestriel ; la Fédération des Amicales publie également un Bulletin général : le président de la Fédération est Murgier, instituteur à Versailles, rue Edme Frémy.

G. L., à Hodimont. — Bon. Ça va bien.

Au camarade qui nous envoie *La Protesta*. — Nous recevons déjà. Merci.

La Aurora del Marino, Buenos-Ayres. — *Le Libertaire*, 15, rue d'Orsel.

Geo. — Non. — Quant à l'entrefilet, on ne peut reprocher au gouvernement de défendre ses nationaux. Surtout que l'on peut, avec plus de raison, relever contre eux des actes journaliers de piraterie et d'arbitraire.

A. B., à Creil. — La place manque pour relever des centaines de faits aussi idiots.

A. B., Le Crotoy. — *La Société au lendemain* épuisée. Est parue, agrandie, sous le titre : *La Société future*, à 2 fr. 75.

F. G., à Nancy. — Il y a malheureusement des faits identiques à signaler tous les jours. Il faudrait intéresser un quotidien qui voudrait mener cette campagne, pour que ça ait de l'effet.

Cris de révolte. — Insuffisant.

E. W., à Morlanwels. — Reçu mandat. Votre abonnement partant du 1er juillet, il devra être renouvelé fin septembre.

M. B., à M. — Je ne connais pas de journal à Saint-Sébastien, ni personne qui puisse donner les renseignements demandés. Mais il y a d'autres journaux espagnols à Madrid, Barcelone, Cadix, etc., etc.

P. D., à Telh. — *Le Paysan*, à Cuxac (Aude).

Reçu pour les arrêtés : J. T., à New-York, 10 fr. — B. C., à La Seyne, 2 fr. — Ensemble : 12 fr. — Listes précédentes : 175 fr. 80. — En tout : 187 fr. 80.

Reçu pour le journal : J. M., Oakland, 7 fr. 45. — G. par A., 2 fr. — J. T., à New-York, 12 fr. — G. L. V., à Autun, 1 fr. — C. F., 19 fr. — Jeunesse syndicaliste, à Pavilly, 0 fr. 20. — Merci à tous.

L. B., à Brest. — C. F., à Bessan. — V., à La Roche. — D., à Verviers. — K., à Sainte-Geneviève. — C. Les Vans. — L. C. G., à Pawnee. — E. W. — S., à Corbeil. — E. M. — Reçu lettres, timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Charonet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

LA TERRE



Dessin de Robin.

Ça pourrait être un Eden !... et c'est l'Enfer !

11e ANNÉE. — N° 19. 9 SEPTEMBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca Paris = Ve

Voir à l'intérieur le dessin de Paul Iribe.

SOMMAIRE

La Bourse et la Vie

Dans l'*Avant-Garde* d'il y a quinze jours, le camarade Desplanques me prend à partie à propos de mon dernier article « Bourses », et comme tout polémiste qui veut être digne de ce titre, Desplanques cherche tout d'abord le trait qu'il pense devoir m'être le plus désagréable.

« Qu'André Girard, dit-il, me permette de lui dire qu'il voit les choses du 4 de la rue Broca et que son observatoire est un peu éloigné, etc. »

Qu'à son tour Desplanques me permette de lui apprendre que syndiqué et fervent syndicaliste, membre du comité de ce syndicat auquel j'appartiens et délégué du syndicat à la réunion du 2 août dernier, je suis encore moins souvent au 4 de la rue Broca qu'au syndicat et que l'observatoire d'où j'examine les questions ouvrières n'est pas si éloigné qu'il le suppose. Je suis et tiens à rester dans cette masse militante qui puise dans la lutte journalière contre l'oppression patronale une énergie et un désir d'émancipation quelque peu oubliés peut-être des états-majors dans le calme endormeur de ce qu'à mon tour je pourrai appeler leurs observatoires.

Mais cette petite querelle purement personnelle n'a qu'une importance infime. Ce qui importe et qui est autrement grave, c'est le dissentiment survenu dans le monde syndical au sujet de la conduite à tenir en présence de l'ingérence des pouvoirs publics dans l'administration intérieure de la Bourse du Travail.

Plus je vais, plus je persiste à croire que les camarades qui préconisent la tactique du dédain et particulièrement les militants de la Confédération et de l'Union des syndicats ne se rendent pas compte de ce qu'a de décisif le conflit survenu entre la Bourse et les pouvoirs publics.

Comment ! depuis des années tous les efforts de la grande majorité des syndicats se sont appliqués à organiser le prolétariat en dehors de toute ingérence politique, à lui donner la conscience de soi, la confiance en soi ; depuis des années, les camarades de la Confédération, ceux de l'Union des syndicats, de la Fédération des Bourses et bien d'autres se sont évertués à réaliser cette éducation des éléments prolétariens dans un souci jaloux de leur autonomie propre, dans la haine de toute direction extérieure, de toute immixtion étrangère ; de cette exclusion on avait fait un principe fondamental, essentiel, de la lutte ; il avait été reconnu indispensable à l'émancipation du prolétariat que celui-ci s'organisât lui-même en classe continuellement en guerre ouverte avec la classe bourgeoise, guerre sans merci, destinée à arracher pied à pied tous les avantages, une à une toutes les libertés qu'il serait possible. Et pour bien affirmer cette volonté de « faire ses affaires soi-même », on préconisait par-dessus tout l'action directe, c'est-à-dire la lutte face à face, sans recherche aucune d'un appui législatif quelconque, qui eût constitué une intrusion d'un élément étranger.

Cette attitude d'hostilité continuelle se complétait par la préparation, grâce à une propagande des plus actives, de la grève générale, arme redoutable destinée aux grandes circonstances et vraisemblablement à l'assaut définitif de la société capitaliste.

Et aujourd'hui, alors que ce fait d'un règlement imposé qui peut paraître et paraît même malheureusement à certains un fait de minime importance — constitue une atteinte de la plus haute gravité portée à ce principe sacré d'autonomie, tous ces efforts, tous ces préparatifs de guerre sociale aboutiraient à une platonique attitude d'impassibilité dédaigneuse ! Toutes ces professions belliqueuses, toutes ces solennelles déclarations d'intraitabilité n'étaient-elles donc que bluff ou galéjades ?

Desplanques parle de naïveté. Ce serait, d'après lui, jouer un rôle de dupe que de quitter la Bourse où s'installeraient derrière nous les syndicats jaunes.

N'en déplaise à Desplanques et à notre ami Delesalle aussi, qui, dans les *Temps Nouveaux* de la semaine dernière, répond à cette proposition d'exode, en passant sous silence — pourquoi ? — le point de vue pourtant plus important de la grève générale, ne leur en déplaise, les dupes ce seront eux.

De deux choses l'une : ou devant l'unanime abstention des syndicats à nommer une commission administrative, le gouvernement s'empressera de solutionner le conflit en fermant la Bourse, et force sera bien, à ceux pour qui la Bourse c'est la vie, de finir — à leur grand regret peut-être — par où il aurait été plus digne de commencer. Ou bien quelques syndicats, par l'appât d'une subvention en péril, faibliront. Et si peu soient-ils, on estimera leur nombre suffisant pour que soit considérée comme valable la commission qu'ils auront nommée et que son origine, on l'avouera, sera loin de recommander.

Car il ne faut pas s'illusionner. Le gouvernement *ne cédera pas*. Il eût cédé peut-être devant la menace d'un mouvement révolutionnaire. L'indifférence, quelque superbement hautaine soit-elle, ne lui fait pas peur et lui laisse carte blanche.

C'est là mon avis et je ne suis pas seul. Déjà un syndicat — et je suis fier d'*en être* — a jugé qu'il était de sa dignité de quitter la Bourse du Travail et de donner ainsi l'exemple à tous. Dimanche dernier, en assemblée générale, le syndicat des correcteurs a adopté l'ordre du jour suivant : « Après avoir entendu les délégués à l'Union des syndicats, le syndicat des correcteurs décide de quitter la Bourse du Travail tout en continuant à être représenté à l'Union des syndicats, ne voulant avoir aucune relation avec les représentants des pouvoirs publics à la commission administrative. »

Voilà. D'autres suivront-ils ? Il eût été désirable que l'acte du syndicat des correcteurs fût sinon général, du moins collectivement accompli par la plupart des syndicats. Il en aurait eu plus de portée, et cela eût permis alors de prendre vis-à-vis du pouvoir l'attitude comminatoire — vaine si elle eût émané de notre petit groupe seul — et qui eût bien plus probablement amené

la seule solution admissible pour nous : la reculade du gouvernement.

Oui, chers camarades Desplanques et Delesalle, quand un apache guigne à la fois ma bourse et ma vie, jugeant insuffisant de répondre à *son* attaque en l'assurant que son lingue n'atteindra pas à la hauteur de mon dédain, je tente, par une attitude menaçante, revolver au poing s'il y a lieu, de le faire renoncer à son projet criminel.

André Girard.

DES FAITS

L'affaire Gaud-Toqué.

On se rappelle l'indignation soulevée en France par les atrocités de Gaud et de Toqué, ces administrateurs coloniaux qui faisaient sauter les nègres à la dynamite. Gaud et Toqué furent arrêtés et le ministre envoya au Congo M. de Brazza, avec mission de faire justice de ces mœurs et de rétablir la confiance chez les indigènes.

Or, pendant que M. de Brazza est dans la brousse, le tribunal de Brazzaville a commencé de juger les accusés, ou plutôt il a commencé de les couvrir. Déjà Toqué est hors de cause. Si Gaud est condamné, tout fait prévoir que sa peine sera légère. Un seul des personnages mêlé à ce drame ne se relèvera pas, le docteur Le Maout, médecin aide-major, qui vient de mourir subitement dans des circonstances assez obscures. C'était un des principaux témoins.

La procédure n'est pas dirigée contre les inculpés, elle est dirigée contre M. de Brazza.

On raconte ici que M. de Brazza désirait voir Gaud et Toqué jugés à Libreville, tandis que Gentil voulait la sentence prononcée à Brazzaville. La raison du dissentiment est facile à percer. A Libreville, le tribunal se compose de trois juges de carrière et de deux assesseurs, choisis parmi les notables fonctionnaires ou commerçants ; à Brazzaville, le tribunal comprend, en dehors du juge président, deux fonctionnaires et deux assesseurs également fonctionnaires ou commerçants, c'est-à-dire une majorité de fonctionnaires. A Libreville, Gaud et Toqué trouvaient des juges ; à Brazzaville, ils ne trouvent que des camarades.

On consulta sur le choix du tribunal le procureur de la République, chef du service judiciaire. Celui-ci n'hésita pas :

— L'affaire doit être jugée à Libreville, répondit-il.

Et il remit un rapport dans ce sens à l'inspecteur général en mission au Gabon.

A quelque temps de là, M. Gentil, commissaire général au Congo, faisait mander à Brazzaville M. le procureur de la République. Le procureur refusa d'y aller ; puis, sur de nouvelles instances, peut-être menaçantes, il se rendit auprès du commissaire général... et, quelque temps après, revint, transformé, désormais gagné au choix de Brazzaville. On ne dit pas si, à cette occasion, il déposa dans les mains d'un autre inspecteur un autre rapport.

C'est ainsi que M. Gentil eut le dessus sur M. de Brazza. Maintenant Gaud et Toqué vont être purifiés. Le commissaire général du Congo, triomphant, dira : « Vous voyez bien que sous mon administration il n'y a jamais eu de scandales. La justice l'a déclaré. Alors qu'est donc venu faire ici M. de Brazza ? »

(*Le Matin*, 1er septembre.)

Constitution et Légalité

« Néanmoins, il faut inscrire, comme une grande date historique, le jour où cette Constitution a été proclamée ; c'est une révolution qui s'accomplit..... »

« Mais quand la Chambre aura, à une majorité formidable, même sous la forme consultative, réclamé telle solution définie, il faudra bien que le tsar, s'il résiste, brise cette solution. C'est le conflit fatal *d'où jaillira*, après des mois tragiques, *la Révolution*. Pour garder même cette Constitution débile et que le tsar, après avoir rusé avec elle, essaiera de violenter, *le peuple se lèvera* et la bourgeoisie. » (Viviani, *Humanité* du 24 août.)

Le citoyen Viviani ne conçoit la Révolution que si elle est une révolte légale contre la violation de la Constitution. Il a besoin qu'un mouvement soit revêtu de légalité pour le considérer comme légitime. Pour lui, il semble que cette légalité seule puisse donner des chances certaines de succès.

Ce n'est pas seulement Viviani, politicien et légiste, qui possède un tel état d'esprit, ce sont tous les bourgeois en général. Et cela se comprend. La Constitution représente pour eux la reconnaissance et la sauvegarde de leurs intérêts. Au congrès des zemstvos à Moscou, le révolutionnaire libéral, Petrounenkevitch, n'adjurait-il pas les paysans de cesser les troubles agraires, de ne plus s'attaquer aux propriétés et aux personnes, qu'une telle méthode d'action ne faisait que leur nuire et que leur unique salut était dans la Constitution.

Le rôle des politiciens est de faire errer le peuple, c'est de lui faire croire qu'il a besoin d'une Constitution et qu'il ne peut pas se débarrasser de l'autocratie, s'il n'est pas soutenu par la légalité et guidé par la bourgeoisie.

M. P.

Mutualisme et Mutualistes

I

Je recevais, dernièrement, la visite d'un jeune monsieur qui, me remettant les statuts d'une mutualité, me priait d'en parler dans le journal. Malgré la réponse que je lui fis : que les mutualités ne m'intéressaient pas, il insista, me disant que celle-là était tout autre, et qu'il voudrait bien que j'en prenne connaissance.

Je lui fis laisser le papier, lui promettant de lui répondre après lecture. Et, ayant lu la chose, et n'y ayant rien trouvé en mieux ou en pis que ce qu'il y a déjà dans des centaines d'associations similaires, mais ne voulant pas le désobliger, je me contentais de lui répondre dans la *petite correspondance* des *Temps Nouveaux* :

Mutualité socialiste. — Cela peut, en effet, avoir quelque intérêt pour ceux qui essaient de s'accommoder du mieux qu'ils peuvent des ressources que leur offre l'état social actuel, mais n'a aucun intérêt pour ceux qui en poursuivent la destruction.

Or, quelle ne fut pas ma stupéfaction quelque temps après, en recevant une coupure de l'*Intransigeant* où se trouvait reproduite ma réponse, ainsi qu'une « réfutation » du jeune monsieur.

Ce procédé d'entamer une discussion est bien digne du Moniteur Officiel des jésuites, car opposer une fin de non-recevoir n'a jamais passé pour une réfutation. Et c'était ainsi se ménager une réplique facile.

Mais, puisque la mode est aux « Mutualités » que l'on cherche en haut lieu à faire mousser, puisque aucun de nos collaborateurs n'a encore effleuré la question dans les *Temps Nouveaux*, il me plaît de saisir l'occasion que me fournit le jeune monsieur de l'*Intransigeant*, d'autant plus que ma réponse passera par-dessus lui, et que c'est la « Mutualité » en général que je veux examiner.

* *

Voyons d'abord sa réponse et ses affirmations qui sont celles, du reste, de tous les mutualistes.

Voici ce qu'il ajoute après avoir reproduit ma réponse :

Voilà bien la formule la plus mystique qu'on puisse imaginer dans la conception révolutionnaire.

Et c'est avec des formules de ce genre que le peuple, à part quelques fervents de la chapelle anarchiste, se désintéresse de toute entreprise résultant de sa propre initiative et attend tout de l'Etat-providence, du Parlement-providence, du Suffrage universel-providence.

N'en déplaise à nos dédaigneux contempteurs, nous prétendons, à la *Mutualité socialiste*, être plus destructeurs de l'ordre social actuel qu'eux-mêmes. Nous substituons, atome par atome, cellule par cellule, un organisme harmonique libre et juste, au vieil entassement d'iniquités et d'arbitraire qui s'appelle aujourd'hui l'Etat, le gouvernement, la société capitaliste. D'autres, avant nous, ont tenté la même œuvre, et, nous ayant devancés, voguent maintenant à pleins millions vers le nouvel ordre de choses.

A supposer que l' « anarchie » prétende libérer l'individu, elle ne peut le faire que si elle l'affranchit du servage capitaliste. C'est dans les cerveaux qu'il faut faire la révolution. Et pour les esprits sérieux qui ont écrit sur cette matière, l'anarchie n'est en aucune façon l'absence de toute organisation.

Pour Stirner, par exemple, le but de l'énergie individuelle doit être de substituer « la coopération volontaire à la coopération forcée », le régime du contrat au régime coercitif, l' « association » étendue à toutes les manifestations du Moi, suppléant l'Etat.

C'est, sans pompe et sans phrase, ce que fait timidement et tout doucement la Mutualité socialiste. Si la société est un organisme vivant, elle ne peut pas se créer par de simples éruptions volcaniques, ou par des bombes. C'est « l'entente cordiale » et spontanée entre les travailleurs, les exploités, autour d'une idée de transformation et non de substitution immédiate qui aboutira.

Alors, le « libertaire », loin d'être cosmopolite, sera patriote, « ethniote » si vous voulez, parce que la patrie ou la race sont des groupes naturels qu'il faut développer dans le sens de la justice sociale, au lieu de les laisser pulvériser ou réduire en esclavage par les internationalistes du capital.

Alfred Gabriel.

Je ne sais si M. Gabriel connaît bien les théories anarchistes qu'il a la prétention de réfuter, et celles qu'il défend, mais sa réponse démontre ou qu'il ne connaît pas les questions qu'il traite ou qu'il est de la plus insigne mauvaise foi.

* *

La base essentielle de l'anarchie étant de faire la guerre non seulement à la Providence-Etat, à la Providence-Parlement, à la Providence-Suffrage Universel, mais aussi aux Systèmes-Providence, et à n'importe quelle Providence, à démontrer aux individus qu'ils n'auront que les droits qu'ils sauront affirmer, que les libertés qu'ils sauront prendre, que le bien-être qu'ils sauront se donner. Il y a vingt ans que nous menons, tous, cette campagne au journal, et, pour mon compte, dans le volume *L'Individu et la Société*.

D'autre part, dans la *Société Future*, j'ai essayé de démontrer que la Providence-Révolution était un leurre aussi grand que les autres providences, qu'elle ne donnerait d'amélioration que celle que sauront réaliser ceux qui la feront. J'y expliquais entre autres que la révolution telle qu'elle se prépare, n'est que la période ultime d'une évolution où, les progrès réalisés étant en trop grande discordance avec les organisations sociales, elle renverse les obstacles. La révolution, ainsi envisagée, n'étant que le point de départ d'une évolution nouvelle.

Mon contradicteur me fait l'effet d'avoir découvert l'Amérique.

* *

D'autre part, loin d'être les partisans du tout ou rien, j'ai toujours affirmé, pour les travailleurs, leur droit à réaliser, immédiatement, ce

qu'ils pourraient des progrès qu'ils peuvent concevoir.

En attendant que les individus ou leurs descendants réalisent l'intégralité de leurs conceptions, il est parfaitement légitime qu'ils essayent, dans la société actuelle, de se rendre la vie plus agréable.

Je suis également de ceux qui croient que l'individu n'a de force à travailler à la préparation d'un régime nouveau, à la destruction de celui dans lequel il vit, qu'autant qu'il sait s'en rendre indépendant. Aussi, je suis d'avis qu'il doit profiter de tout ce qui peut améliorer sa situation — à condition de ne pas se ranger du côté des exploiteurs, cependant.

* *

C'est pourquoi, tout en étant partisan de l'abolition du salariat, je suis d'avis que l'ouvrier doit se syndiquer pour résister aux exigences patronales, aux diminutions qu'on voudrait lui imposer, ou prendre l'offensive pour réclamer une augmentation de salaire, une diminution des heures de travail.

Partisan de la destruction de l'échange commercial, je ne crois pas mauvais en soi que les individus fassent partie d'une coopérative de consommation qui peut leur faire avoir de meilleures marchandises à meilleur marché.

Quoique convaincu que l'état social ne sera nullement changé, même lorsque toutes les corporations seraient groupées en coopératives de production, j'estime très désirable pour l'ouvrier de se soustraire au servage du patronat, de chercher à devenir son propre maître, en associant ses efforts à ceux d'autres camarades pour produire à leur compte, en commun — à condition de ne pas employer de salariés, bien entendu.

Je trouve encore très légitime qu'un ouvrier passible, comme tous les travailleurs, de chômages et de maladies, se mette en garde contre ces fléaux en s'associant à une société de secours mutuels, voire même pour s'assurer une retraite, s'il le juge utile, pour lorsque viendra l'incapacité de travail.

Seulement, ce que je voudrais, c'est qu'en usant de tous ces moyens, les travailleurs sachent bien que l'utilisation de ces moyens n'est qu'une adaptation à l'ordre social actuel, un émollient sur le chancre d'exploitation qui les ronge, et que leur émancipation, la conquête des moyens de se développer intégralement, exige bien d'autres efforts, et d'autres moyens.

Tandis que mutualistes et réformistes cherchent à endormir les travailleurs en leur faisant croire que leur émancipation sera le fruit de ces réformes et veulent en faire un but, alors que ce ne sont que de simples incidents.

(*A suivre.*) J. Grave.

VARIA

Aveux d'économiste.

Le 5 mai dernier, les membres de la Société d'économie politique, après boire, ont discuté la question emprunt ou impôt : quel est le meilleur de ces deux moyens pour tirer de l'argent du contribuable?

Voici quelques aveux intéressants que nous croyons utile de noter; M. Stourm déclare tout d'abord : « Qui voudrait croire, par exemple, que la rente 3 0/0 amortissable dont le capital nominal atteint 4.254.000.000, et le capital effectivement reçu 3.159.000.000 seulement, aura fait sortir de la poche des contribuables, au moment de son extinction, en 1953, un total de 10.241.000.000! »

On interdirait un emprunteur qui se ferait prêter de l'argent à ce taux.

La ville de Paris ne peut moins faire que l'Etat : pendant 49 années, elle a versé à ses obligataires 2.709.060 216 fr. 03, et la Caisse municipale n'a payé sur les fonds d'emprunts pour travaux ou autres objets que 2.034.977.716 fr. 58. Il n'y a ici qu'un écart de 674.083.099 fr. 45, pour la plupart dépensés en frais de bureaux, bals, fêtes, etc...

Jacques Bonhomme, vide ton bas de laine!

❖ ❖

Fétichisme.

« Les reliques du héros : une dent, une épingle, une mèche de cheveux, des boutons, gardés par un soldat, sont exposées au pied du monument... Les honneurs sont rendus par la troupe... L'assistance est énorme... Le cortège, composé du maire, du conseil municipal, des fonctionnaires, est précédé d'un détachement du 118e de ligne. »

Ainsi s'exprime le *Temps* du mercredi 28 juin.

Il ne s'agit pas d'une fête religieuse, d'un pardon, mais bien du centenaire de la mort de La Tour-d'Auvergne, « premier grenadier de France », célébré à Carhaix. Sachons établir des nuances entre le prépuce de Notre-Seigneur et la dent de La Tour-d'Auvergne, les clous de la vraie croix et l'épingle d'un grenadier : la voilà bien la République laïque et anticléricale!

Henri Chapoutot.

PHILANTHROPIE BOURGEOISE ET MUTUALITÉ

Tout comme aux magasins du Printemps, il existait, à la raffinerie Say, une *caisse d'épargne* et une *caisse de secours*, mais destinées uniquement aux employés et aux ouvriers.

A la fin de 1896, il y avait *déjà*, à la caisse d'épargne, 69 comptes d'employés, 79 d'ouvriers en activité de service et 9 d'ouvriers retraités.

Quant à la caisse de secours, l'administration de la raffinerie *exige* que les employés et les ouvriers versent à cette caisse un tant pour cent sur leurs appointements, et proportionnellement à l'importance de ces appointements. Au dernier bilan, les sommes ainsi déposées à la caisse de secours atteignaient *quatorze millions*.

Une certaine inquiétude règne, en ce moment (suicide Cronier), parmi le personnel au sujet des sommes versées à ces deux caisses.

MOUVEMENT SOCIAL

L'attentat. — L'instruction ouverte sur l'attentat de la rue de Rohan est définitivement close après trois mois de laborieux efforts et Vallina, Harvey et Charles Malato sont, par le juge Leydet, renvoyés devant la chambre des mises en accusation sous les inculpations suivantes :

1° Tentative d'assassinat sur la personne d'Alphonse XIII, roi d'Espagne;

2° Tentative sur la personne de notre présidentiel Loubet;

3° Tentative sur les dix huit personnes blessées par les éclats de la bombe;

4° et 5° Association de malfaiteurs et détention d'explosifs.

Soit vingt tentatives d'assassinat seulement! Et comme ni Vallina, ni Harvey, arrêtés dès le 25 mai, ni Ch. Malato, dont l'innocence n'est douteuse pour personne, n'ont pu en aucune manière perpétrer l'attentat du 31 mai, on se demande avec stupeur de quelles inculpations plus formidables encore la vindicte gouvernementale eût pu en accabler l'authentique auteur, au cas où le hasard l'aurait jeté aux mains des policiers!

Quoi qu'il en soit, il est évident que le gouvernement médite de basses représailles et qu'une triple condamnation à mort obtenue contre Vallina, Harvey et Malato ne lui serait pas désagréable. Amis de la liberté, attention!

❖ ❖

Mutinerie militaire. — Un télégramme de l'*Havas*, en date du 23 août, relate sèchement qu'au retour des manœuvres de Maurienne, quatre soldats du 97e de ligne, cantonnés à Fréterine, se sont « rebellés » contre le capitaine Charpy et le lieutenant Turre, lesquels accomplissaient une ronde à la tombée du jour.

Ces quatre soldats sont actuellement en cellule, en prévention de conseil de guerre, et un caporal du 97e, qui avait chanté l'*Internationale*, a été puni de huit jours de prison.

Sans les conseils de guerre, les conseils de discipline et tous les appareils de la terreur militaire, ce ne serait plus la rébellion vite étouffée de quatre obscurs petits soldats que nous aurions à signaler ici, mais l'insurrection de tous les jeunes hommes que l'Etat, professeur de meurtre, incarcère dans ses casernes, revêt d'une casaque grotesque et livre par milliers aux brutalités de ses sergents et de ses capitaines.

Et l'on voudrait que l'Etat, qui sait cela mieux que personne, supprimât bénévolement les conseils de guerre? — Quelle utopie! — Autant lui demander de supprimer l'armée, autant lui demander de se supprimer lui-même.

Non, les conseils de guerre dureront autant que l'armée, et l'armée autant que l'Etat, et l'Etat autant que la propriété bourgeoise, l'exploitation bourgeoise, tous les privilèges bourgeois.

A. D.

* *

MONOGRAPHIES (1)

Portalegre (Portugal).

Ville de 12.000 habitants, située dans le nord de la province d'Alemtejo, près de l'Espagne. C'est le chef-lieu d'un *districto*, et par conséquent d'un *concelho* (commune). Le *concelho* de Portalegre se compose de 10 *freguezias* (paroisses), dont deux forment la ville et comptent 10.000 habitants.

Bâtie sur une colline, presque tout entourée de montagnes, c'est une petite ville, d'un aspect très riant. Mais la ville, elle-même, n'est pas belle, avec ses édifices sans goût et ses rues étroites et tortueuses. Par contre, les environs sont fort beaux.

Le *concelho* est très riche au point de vue agricole. On cultive beaucoup, surtout aux alentours de la ville, tous les produits du potager et du verger. Les montagnes sont très boisées, où abondent les marronniers dont on exporte les marrons et les châtaigniers sauvages, dont le bois est utilisé pour les constructions et les meubles. Outre cela, il y a de grands oliviers dont l'huile est très bonne et des forêts de suriers dont le liège constitue, ainsi que l'huile, une branche importante du commerce d'exportation. Du vin et du blé, il y en a, quoique en moindre quantité; on doit les importer, pour satisfaire le besoin de consommation de la ville. On y remarque aussi des forêts d'yeuses, dont les glands servent à l'engraissement des pourceaux, qui sont en très grand nombre. La propriété, sauf aux environs de la ville, n'est pas bien morcelée. On connaît ici, comme dans toute la province d'Alemtejo, le grand propriétaire, le grand fermier dont les domaines atteignent des kilomètres et parfois des lieues d'extension. Cette concentration de la propriété est due, surtout, à ce que la population d'Alemtejo est très petite, car la densité n'y est que de 17, tandis que dans tout le Portugal elle est de 56.

La vie des travailleurs se déroule dans l'exploitation la plus complète. Les paysans qui vivent le moins difficilement, sont ceux qui peuvent louer un potager, un verger, qu'ils cultivent, et des produits desquels ils disposent, exception faite de l'huile qui appartient au propriétaire. Quand le paysan a une famille, ce qui est la règle, ceux qui sont de trop pour accomplir les travaux que la terre demande, s'emploient souvent aux fabriques de la ville, tout en logeant à la campagne, d'où ils viennent tous les matins, pour y retourner le soir.

Quand le campagnard ne peut pas travailler la terre pour son compte, il s'emploie comme garçon de ferme, gagnant en moyenne, par mois, 2.500 reis (12 francs), outre le logement et la nourriture. Les femmes, dans les mêmes conditions, gagnent de 1.400 à 1.800 reis (7 à 9 francs). Les autres travailleurs gagnent en moyenne, en travaillant depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, 300 reis (1 fr. 50) par journée de travail. Si le fermier fournit la nourriture, le rabais que subit le salaire le ramène toujours à 1 fr. 50.

Cette nourriture est la plus dégoûtante qu'on puisse imaginer; c'est parfois une vraie pâtée de chien.

Les femmes, qui travaillent sans nourriture, gagnent pour toute une journée de travaux violents 120 reis en moyenne (0 fr. 60)! Il y a des fermiers qui emploient déjà les femmes comme moissonneuses, et

(1) Nous recevrons avec plaisir toutes celles que l'on voudra bien nous envoyer.

leur paient pour chaque journée de travail sous un soleil ardent, 200 et 240 reis (1 fr. et 1 fr. 20).

Mais tous ces exploités ne s'aperçoivent pas de ces injustices, car ils sont abrutis, indifférents aux misérables conditions de leur existence, à cause d'une ignorance complète. Le pourcentage de ceux qui ne savent pas lire est de 80 0/0. Et c'est dommage, car ce campagnard n'est nullement bête, bien au contraire. On le sait, parce que sous le point de vue de l'assimilation d'idées, la propagande n'est pas très difficile parmi eux. La difficulté tient à d'autres causes : au nombre trop grand des illettrés, ce qui empêche la diffusion des journaux et des brochures, et aussi au manque de liberté de parole et de réunion qui n'existe presque plus dans ce malheureux Portugal. Pourtant on y fait tout de même de la bonne besogne, surtout dans le sens de l'affranchissement religieux.

La ville proprement dite a une activité commerciale et industrielle relativement importante. L'industrie la plus développée est celle des bouchons de liège, qui compte près de deux mille ouvriers. Il y a encore l'industrie du lainage, des moulins à vapeur, des *alparjatas* (chaussures en drap, dont la semelle est faite de chanvre tressé), lesquelles, avec d'autres de moindre importance, comme la fabrication des pâtes alimentaires, la poterie, la briqueterie, etc., peuvent employer de 400 à 300 ouvriers.

Un commerce d'exportation très important, c'est celui de la charcuterie. Les commerçants font de belles affaires, car cette charcuterie se paie très cher à Lisbonne, son principal marché.

Les salaires des ouvriers sont trop petits pour les besoins réguliers de l'ouvrier, car il fait cher vivre de plus en plus.

Dans l'industrie du liège, les salaires sont : 360 reis (1 fr. 80), 420 (2 fr. 10), et 440 (2 fr. 20) selon l'espèce de travail. Les femmes sont payées selon la quantité de bouchons qu'elles peuvent faire; la moyenne, pour celles qui travaillent à la machine, est de 280 reis (1 fr. 40), et pour les autres, de 260 reis (1 fr. 30). Les garçons gagnent 140 reis (0 fr. 70); les jeunes filles, 120 reis (0 fr. 60).

Dans les autres industries, la moyenne des salaires est de 360 à 460 reis (1 fr. 80 à 2 fr. 30) pour les ouvriers adultes, 200 à 260 reis (1 fr. à 1 fr. 30) pour les femmes, 120 à 160 reis (0 fr. 60 à 0 fr. 80) pour des garçons.

La journée de travail dans toutes les industries est en général de 10 heures.

La nourriture ordinaire de l'ouvrier, c'est le pain, 0 fr. 40 le kilo; les légumes; les pommes de terre, 0 fr. 10 le kilo; les herbes potagères; la morue, 1 fr. 20 à 1 fr. 30 le kilo; et la charcuterie, surtout le boudin, 1 fr. 50 le kilo, et le lard, 1 fr. 50.

On mange beaucoup de fruits, car ils ne sont pas chers; le peuple pourrait aussi manger du gibier relativement à bon marché; mais on l'emporte pour Lisbonne et Madrid, ce qui le renchérit beaucoup.

Les ouvriers d'usine, avec les artisans et autres prolétaires — maçons, cordonniers, manouvriers, commis, tailleurs et tailleuses, etc., sont quelques milliers. Mais il n'y a pas un syndicat, aucun groupement pour l'amélioration de la vie ouvrière, à moins de compter une coopérative de consommation, qui pourra faire dans l'avenir quelque chose de bon.

Existe une *association ouvrière* qui ne compte pas moins de 400 associés, mais n'est plus qu'un club pour leur amusement : on y joue des pièces de théâtre (pas une avec des idées saines) et on y danse, notamment le 1er mai.

Il y a sept ou huit ans, l'association dans ses débuts semblait prendre une tout autre voie. Mais les endormeurs (nous en avons d'habiles) ne tardèrent pas à éliminer les associés *dangereux, qui ne font que provoquer le désordre*, comme ils disent. C'est à de telles manœuvres que l'on doit l'indifférence et le scepticisme à l'égard des questions sociales qui sont si grands dans le prolétariat.

Pourtant les idées ont pénétré à Portalegre. L'ouvrier lit un peu, sait à peu près ce qu'il convient de faire, mais soit méfiance, soit timidité, il se garde bien de le faire. En général, on peut dire qu'il est plutôt anarchiste que socialiste. Cela s'explique par le caractère populaire et aussi par ce fait que nous seuls nous occupons de propagande. Les socialistes, s'il en est ici, ne font absolument rien pour répandre des idées.

Cette propagande est d'ailleurs des plus difficiles, vu que les libertés publiques sont en Portugal à peu près nulles.

A signaler encore à Portalegre un *Monte-Pio* ouvrier ; c'est une société de secours mutuels pour les malades, aussi étrangère que possible au mouvement que provoque la question sociale.

En résumé, nous croyons que, dès qu'une propagande ouverte sera possible et qu'on pourra faire vivre une association de classe, les idées qui n'ont aujourd'hui qu'une existence latente, feront explosion, et alors on verra à Portalegre un mouvement ouvrier digne de ce nom.

Ce qui le favorisera, c'est l'indifférence qu'inspirent à tous les politiciens et la politique, et c'est aussi le scepticisme général en matière de religion. Ceux qui ne combattent pas l'Eglise, manquent totalement de la foi, cette grande endormeuse.

Quant à la bourgeoisie, il n'y a rien d'intéressant à en dire. Elle ressemble à toutes les bourgeoisies, étant elle aussi un produit logique de la constitution sociale actuelle.

E. C.

MOUVEMENT OUVRIER

L'enthousiasme des syndicats en faveur d'une réglementation préfectorale n'a pas été grand; sur plus de 300 syndicats que compte la Bourse du Travail de Paris, trente-deux seulement ont pris part à la nomination de la commission de contrôle.

Je ne vois, dans la nomenclature des syndicats ayant contresigné la réglementation préfectorale, aucune organisation sérieuse. Par contre, plus de la moitié n'existent exclusivement que sur le papier, et grâce à la subvention qui entretient un secrétaire à ne rien faire. Cela va vraiment bien à ces individus de parler des « syndicats révolutionnaires » fictifs.

Et, à propos des subventions, — sur lesquelles je reviendrai longuement — il serait temps, je crois, que nos camarades songent sérieusement à en abandonner la pratique. Les syndicats, organismes de lutte, ne doivent rien devoir à la bourgeoisie, et il est absolument nécessaire d'y renoncer, si l'on veut que le syndicalisme soit réellement indépendant.

Le subventionnisme doit, coûte que coûte, prendre fin; cela nous débarrassera des syndicats fictifs et des individus subordonnant leurs convictions à l'obtention d'une subvention.

❖ ❖

Le même jour, à la même heure où trente-deux syndicats renégats prenaient part à l'élection de la commission préfectorale, l'*Union des syndicats de la Seine* renommait sa commission exécutive. Cette fois, cent quarante-deux syndicats choisissaient dans leur sein des camarades pour la besogne de propagande. Si l'on en excepte Beaumé, qui a pris carrément position contre les révolutionnaires, la commission reste entièrement composée de camarades.

C'est la meilleure réponse que les syndicats pouvaient faire à la préfecture.

L'*Union des syndicats de la Seine* continuera donc, à n'en pas douter, l'action énergique sans laquelle elle n'aurait pas de raison d'être.

❖ ❖

Ces jours derniers, s'est tenu à Rive-de-Gier (Loire) le Congrès annuel des syndicats de toutes les spécialités du verre.

La presque unanimité des délégués représentaient la tendance syndicaliste révolutionnaire, et toutes les résolutions intervenues sont animées de cet esprit.

En ce qui concerne la journée de huit heures, et son application, les verriers sont décidés à marcher au 1er mai prochain.

J'ai pu constater combien l'esprit de solidarité, exempt de bas calculs, est développé parmi les ouvriers verriers, je ne connais même pas de corporation où la solidarité soit si effective et si désintéressée. Il serait à souhaiter que, dans nombre de corporations, l'on s'inspirât de la pratique et des moyens employés par les verriers pour vaincre le patronat.

Les verriers, grâce à cet esprit de solidarité, sont parvenus à maintenir des salaires en moyenne de beaucoup plus élevés que dans nombre de corporations et à obtenir des libertés inconnues dans la plupart d'entre elles.

Certes, il reste encore beaucoup à faire, les exploiteurs, là comme partout, sont féroces et employant tous les moyens pour asservir autant que faire se peut leurs ouvriers.

Les congressistes ont examiné en détail les moyens de résister à l'avidité de leurs employeurs. Je ne doute pas qu'ils sauront remporter de nouvelles victoires et que le Congrès de Rive-de-Gier n'ait une heureuse influence dans la grande famille verrière.

❖ ❖

Deux mille ouvriers des usines métallurgistes de Pont-à-Mousson sont en grève.

Le conflit a éclaté à la suite du renvoi d'un ouvrier qui remplissait dans le syndicat les fonctions de trésorier. Là, comme à Longwy, c'est le patronat qui prend l'offensive en frappant les meilleurs et les plus énergiques militants. Les travailleurs ont fait la seule riposte qui soit possible et n'ont pas hésité à se mettre en grève. L'usinier Cavallier, directeur des forges, croyait pouvoir frapper impunément les militants, et ne s'attendait précisément pas à la riposte.

Les ouvriers profitent de la grève de solidarité pour présenter leurs revendications qui portent notamment, outre la réintégration de leur camarade Liebig : la paye par quinzaine et une série de modifications à l'organisation du travail et aux règlements intérieurs des usines.

Le directeur des forges, Cavallier, qui a refusé de recevoir une délégation d'ouvriers, a fait poser une affiche où il déclare ne pouvoir admettre « les procédés d'intimidation » employés par les meneurs du mouvement, ne pouvoir rien changer aux conditions actuelles du travail à l'usine, mais être prêt à examiner, comme il l'a toujours fait, les réclamations individuelles.

On sait ce que le patronat entend par « réclamations individuelles », qui ne visent généralement qu'à diviser les travailleurs entre eux. Mais les grévistes, bien entendu, s'y refusent, et il est à peu près certain que l'esprit de solidarité dont ils font montre aura une puissante répercussion sur les ouvriers qui travaillent encore, ce qui ne tardera pas à déterminer un mouvement de grève générale.

Les grévistes tiennent des réunions chaque jour.

A la sortie d'un de ces meetings, ils se sont formés en cortège derrière un camarade porteur d'un drapeau rouge et, chantant l'*Internationale*, ont voulu marcher sur les usines. Il a fallu plusieurs charges de dragons pour les disperser ; au cours de la bagarre, un adjudant a été malmené.

Des renforts considérables de troupes ont été envoyés sur les lieux : on y compte un escadron du 9e dragons, de Lunéville, un du 12e, deux escadrons du 3e hussards, un détachement du 2e chasseurs à pied, un bataillon du 145e, des gendarmes de Meurthe-et-Moselle et de l'Aube.

L'armée chère à Jaurès et aux socialistes admirateurs de la *plus douce des patries* accomplit son seul et véritable rôle.

De nouveaux escadrons de dragons étant annoncés, les grévistes avaient placé des traverses sur la voie de chemin de fer pour empêcher le train, qui amenait un escadron de cavalerie rappelé des manœuvres, d'entrer en gare. Ces obstacles ont pu être enlevés à temps par la gendarmerie.

L'effervescence est considérable et de graves incidents se produiraient, que je n'en serais pas autrement surpris, les exploités de cette région étant on ne peut plus las de la triste situation dans laquelle ils se débattent depuis trop longtemps.

P. Delesalle.

ESPAGNE

Les journaux quotidiens nous apportent la nouvelle qu'une bombe, lancée en pleine foule à Barcelone, a tué deux femmes et blessé soixante personnes.

Devant des attentats, plus que discutables au point de vue de la propagande, avant de donner notre appréciation, nous avons attendu d'en connaître les origines, ne voulant pas faire chorus avec la presse bourgeoise contre un désespéré qui pouvait avoir des motifs à lui, pour accomplir son acte.

Mais dans celui-ci, nous en cherchons vainement la raison, si ce n'est d'ameuter le public contre les anarchistes.

Nous ignorons quelle explication peut nous apporter l'avenir. Pour le moment il nous semble que, s'il n'est pas l'œuvre de la police espagnole, il pourrait l'être.

J. Grave.

POLOGNE

La proclamation de l'état de siège. — Nos grands quotidiens ont vu dans le manifeste du tsar le commencement d'une ère nouvelle pour la Russie. La paix signée à Portsmouth attire vers Nicolas II les regards reconnaissants de nos bons pacifistes. Et l'honnête citoyen de France qui lit les

journaux « les mieux informés », se dit que voilà enfin finis tous les massacres et qu'on ne lui rebattra plus les oreilles avec les méfaits du tsarisme.

Or, le 25 août, six jours après la proclamation du manifeste, sur les murs de Varsovie était affichée la proclamation de l'état de siège à Varsovie, et les habitants pouvaient ainsi apprécier les bienfaits du « tournant de l'histoire » auquel est arrivée la Russie, le 19 août, aux yeux de nos journalistes.

Depuis le mois de février, règne en Pologne « l'état de défense renforcée ». Depuis plus d'une demi-année, le gouverneur général a le droit d'interdire toute espèce de réunion, de fermer tout établissement industriel ou commercial, d'expulser n'importe qui de Varsovie, de condamner à des peines allant jusqu'à trois mois de prison, et enfin — ce qui est le plus important — de soustraire une affaire politique à la juridiction civile pour la livrer aux tribunaux militaires dès que cela lui semble bien.

Malgré ces pouvoirs extraordinaires, le gouverneur général Maximovitch ne parvenait pas à « rétablir l'ordre ». Ce mois-ci encore, sans cesse des grèves éclatent sur tous les points du territoire : à Dombrowa, puis, le 16, à Varsovie, une grève générale pour protester contre les massacres de Bialystock. Les partis socialistes abusent de cette arme et changent son véritable caractère : d'instrument d'émancipation sociale, elle devient moyen de protestation politique. C'est ainsi que les manifestes des partis socialistes la proclament pour le 22, comme protestation contre le manifeste : la Pologne s'indigne en effet d'être l'objet de « mesures particulières » qui seront édictées plus tard. — La grève réussit. Les usines chôment pendant un jour. La viande manque par suite de la grève des bouchers. On ne trouve plus de gâteaux dans les pâtisseries, car on les a tous achetés pour remplacer le pain qui fait défaut. Mais il n'y a pas de sang versé.

Les attentats n'ont pas cessé. A Radom, une bombe a blessé un policier. On s'est enfin mis au pillage des caisses de l'État. Après avoir cambriolé une caisse de province, le parti socialiste envoie une quittance pour les roubles pris au gouverneur.

Maintenant qu'il a les mains à peu près libres à l'intérieur, maintenant qu'il a jeté un peu de poudre aux yeux des libéraux de Russie et d'ailleurs, le gouvernement tsariste se livre à la répression : l'état de siège est proclamé. Dès ce jour, toute l'autorité passe dans les mains de l'armée. Elle arrête tout le mouvement économique du pays, car elle a le droit d'imposer toute mesure qu'elle juge utile. Tout acte pouvant être considéré comme révolutionnaire sera jugé par des conseils de guerre. La rébellion armée aux agents de l'autorité sera punie de mort. Maximovitch édicte toute une série de mesures interdisant d'exciter à la grève par quelque moyen que ce soit.

Le 25, la circulation dans les rues de Varsovie est peu intense. Des patrouilles circulent dans les rues, surtout le soir. Il est interdit de sortir sans passeport. On arrête des passants. On les retient emprisonnés s'ils n'ont pas leur passeport. Dans les quartiers ouvriers juifs, les soldats ne se gênent pas pour frapper à coups de crosse et même pour dérober dans les magasins. A Lodz pourtant, il paraît que la conduite de l'armée n'est pas si révoltante.

On arrête en masse, les prisons sont débordées de centaines et de centaines d'hommes. Il n'y a même plus suffisamment de paillasses pour eux. Pourquoi sont-ils arrêtés ? Quand les relâchera-t-on ? Nul ne le sait.

Voilà ce qui se passe dans une partie de l'empire du tsar, moins d'une semaine après le manifeste qui établit un semblant de gouvernement constitutionnel.

M. MIBAL.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Nous avons reçu l'appel suivant :

FEDERACION OBRERA REGIONAL ARGENTINA.

Camarades,

Vous savez déjà sans doute qu'un régime de despotisme et d'oppression pèse ici sur le peuple et empêche toute manifestation de vie et d'énergies : arrestations, déportations, tourments inquisitoriaux dans les prisons, navires de guerre convertis en bagnes; système complet de délations, la vie de l'ouvrier sous la surveillance des commissaires de police; tribunaux qui jugent et condamnent suivant leur bon plaisir, sans respecter le droit de défense qu'a toute victime, tel est l'état actuel de l'ouvrier qui prétend défendre ses droits et ses intérêts dans ce pays, nommé par une sanglante ironie : République! Une loi, *la loi de résidence*, permet de chasser tout étranger suspect de socialisme.

La *Fédération Ouvrière Régionale Argentine*, pour défendre et garantir ses droits méconnus, a établi à Montevideo (République Orientale de l'Uruguay) un « Comité de Propagande Internationale contre la Loi de Résidence ». Sa mission — comme son nom l'indique — est de faire connaître la vérité aux hommes de bonne volonté de toutes les nations, en leur demandant en échange leur appui solidaire.

Ce Comité — fondé à Montevideo pour garantir son libre fonctionnement — s'adressera à vous chaque fois qu'il en sera besoin. Il vous prie aujourd'hui de communiquer cette note à tous les journaux amis et de la faire parvenir à toutes les sociétés et institutions ouvrières.

F. JAQUET, *secrétaire provisoire.*

VARIETÉ

L'Unionisme à San Francisco

Nous traversons à San Francisco une phase nouvelle, extraordinaire et significative, du problème ouvrier. Depuis deux ans, alors que les autres régions des États-Unis ont été troublées de conflits industriels, il n'y a pas eu à San Francisco une seule grève importante. Pourquoi ?

Nous connaissons déjà deux sortes de paix industrielle : la première, l'ancienne condition dans laquelle l'employeur est maître suprême, traitant ses ouvriers bien ou mal suivant sa nature, et empêchant les grèves en empêchant l'organisation du travail ; et la seconde, cette condition moderne, dont nous avons un bon exemple dans les régions charbonnières de Pennsylvanie, où les mineurs et les barons du charbon sont également bien organisés — état de neutralité armée dans laquelle aucun des deux camps n'ose engager la guerre. Mais à San Francisco nous avons une nouvelle espèce de paix industrielle, une condition peut-être sans précédent, dans laquelle l'ancien maître, l'employeur, a été vaincu sans espoir de retour, et l'unionisme règne en souverain.

« Les employeurs de San Francisco sont terrassés », me dit un éminent entrepreneur ; « lorsqu'un *leader* ouvrier fait une demande, nous l'accordons sans souffler mot. Agir autrement est impossible. »

« Ils possèdent la ville », me dit un autre employeur.

Nulle autre cité ne présente une condition plus pleine de signification pour le peuple américain que San Francisco. Elle montre le résultat extrême des étonnantes activités qui se manifestent présentement dans l'organisation du travail ; c'est ici que l'étreinte de l'union est la plus puissante, que son autorité est la plus incontestée, son monopole le plus parfait. Et la réalité d'aujourd'hui à San Francisco est la possibilité de demain à New-York, Philadelphia, Boston, et autres villes.

Il est donc d'une profonde importance pour nous de comprendre comment les unions de métiers de San Francisco ont atteint ce pouvoir dominateur et quel usage elles en ont fait.

* *

En 1901, San Francisco eut à subir la plus grande grève et le plus grand *lock-out* de son histoire. Un flot énorme d'enrichissement et de prospérité s'avançait. L'argent avait afflué à San Francisco pendant la guerre espagnole, le commerce avec l'Orient avait quadruplé, les découvertes d'huile combustible et l'utilisation des chutes d'eau de la Sierra avaient diminué le coût de la force motrice et stimulé l'industrie. Comme par magie, la cité se mit à bâtir et à croître, réclamant sans cesse un plus grand approvisionnement de bras; mais les bras, à cause de la distance et de l'isolement de San Francisco des autres centres industriels, ne répondaient pas tout de suite aux appels pressants. L'impulsion étant donnée dans ces conditions, les unions, menées par des hommes capables, et ayant affaire à une classe de travailleurs extraordinairement forte, Américains pur sang, gagnèrent rapidement pouvoir et confiance, et, comme il arrive en pareils cas, se mirent à demander une plus grande part dans la prospérité régnante.

Et ce fut une sorte d'unionisme différente de celle qui existait il y a peu d'années. Quiconque a observé les récents progrès de l'organisation ouvrière, ne peut manquer d'être frappé du changement de sa tactique et de ses méthodes. Une union n'est plus une simple foule en révolte, criant pour avoir plus à manger. C'est une *affaire* savante ; une froide proposition d'affaire, souvent menée par des hommes non seulement d'intelligence et de force, mais encore ayant une grande entente des affaires.

* *

L'objet de ce nouvel unionisme à San Francisco était singulièrement pareil à celui de nos trusts et de nos associations d'employeurs : il se proposait de *contrôler le marché*. Toute sa force fut dirigée vers la formation d'un monopole du travail, en chassant les concurrents « *scabs* », et en imposant le « *closed shop* » (1). C'est là la grande tendance sous-jacente — non toujours exprimée consciemment — du mouvement ouvrier en Amérique, aujourd'hui. Le germe qui produit le trust de monopole parmi les patrons est responsable du « closed shop » parmi les unions ouvrières. Et l'argument de l'unionisme est exactement l'argument du trust : « Si nous pouvons acquérir un monopole complet, nous pourrons avoir les salaires que nous voudrons. »

* *

La cause réelle de la grande grève de 1901, à San Francisco, fut donc le puissant mouvement d'expansion du nouvel unionisme dans ses efforts pour monopoliser le marché du travail. Dirigée d'un côté par le Conseil du Travail (*Labor Council*), renfermant les unions de toutes les industries sauf celle du bâtiment, et de l'autre côté par une puissante Association d'Employeurs, la lutte enveloppa tout le commerce maritime et beaucoup d'autres industries de San Francisco pendant des mois, entraînant d'effroyables violences, l'effusion du sang, et coûtant de grandes sommes d'argent. Les conducteurs non-unionistes furent expulsés de leurs voitures et on leur cassa les bras à coups de barres de fer, pour qu'ils ne puissent pas se remettre à conduire ; les « scabs » furent frappés, reçurent des coups de feu, dans les rues.

Les patrons se plaignaient que les unions eussent inauguré une campagne systématique pour les contraindre à n'employer que des unionistes, et dans une certaine mesure c'était l'exacte vérité, bien qu'il y eût d'autres questions en jeu. Le travail organisé, de son côté, se plaignait que l'Association des Employeurs voulût anéantir l'existence même de l'unio-

(1) Le « closed shop » est le contraire de l' « open shop » dont nous a parlé Laurent Casas dans son étude sur *le trade-unionisme et l'esprit du peuple américain*. L' « open shop », c'est *l'usine ouverte*, l'usine où travaillent pêle-mêle unionistes et non-unionistes ; le « closed shop », c'est *l'usine fermée*, l'usine où ne travaillent que les seuls unionistes. Quant aux « scabs », ils sont à ceux-ci ce que nos *jaunes* sont à nos *rouges*. (N. D. T.)

nisme, et ceci aussi, dans une certaine mesure, est la vérité.

* *

Sur le papier, les employeurs réussirent dans leurs principales contestations : ils évitaient de « reconnaître » l'union ; leurs ouvriers rentrèrent sans égard à leur affiliation avec une organisation ouvrière quelconque ; le droit du contrat libre fut établi. Mais c'était une victoire stérile. Pratiquement, l'union gagna la bataille. Il y a une façon de combattre qui rend l'ennemi plus fort : ce fut celle de l'Association des Employeurs de San Francisco. Elle montre comment *ne pas* combattre l'unionisme. On s'était servi de la police inconsidérément, et les employeurs s'étaient levés trop impétueusement contre le principe même de l'unionisme, de sorte qu'une fois la grève finie, les unions trouvèrent le sentiment public fortement porté en leur faveur. Elles présentèrent un candidat à la mairie, et il fut élu à une majorité inattendue, ce qui mit en leurs mains la machinerie politique de la cité. Alors, elles se mirent à convertir ou à expulser les non-unionistes dans presque toutes les industries de San Francisco. Elles furent aussi impitoyables dans leur poursuite des « scabs » après la grève terminée qu'avant, de sorte que dans un temps très court elles se furent assuré pratiquement le monopole du marché du travail.

* *

Quels ont été les fruits de cette victoire remarquable ? Quel usage les unions ont-elles fait de leur pouvoir souverain ?

En premier lieu, avec la loi de l'offre et de la demande travaillant fortement en leur faveur, elles ont élevé les salaires à San Francisco jusqu'à ce qu'ils dépassent ceux de toute autre ville du monde. J'hésite à dire ce que reçoivent ici certains ouvriers, par crainte de n'être pas cru. Durant les quelques semaines passées, les mouleurs furent payés huit dollars (le dollar vaut environ cinq francs) par jour, et les tourneurs dix dollars par jour pour un travail de huit heures. Le salaire minimum des maçons en briques est de six dollars par jour, celui des charpentiers de quatre dollars, des maçons en tuiles de cinq dollars, des porteurs d' « oiseau » — qui sont pratiquement de simples manœuvres — trois dollars et demi.

Les salaires dans certaines industries ont doublé depuis la grève de 1901, et dans un petit nombre d'entreprises seulement l'accroissement n'a été que de trente pour cent.

Dans peu d'autres villes les travailleurs ont réellement été capables d'accroître leurs salaires jusqu'à un pourcentage véritablement plus grand que l'accroissement du coût de l'existence. C'est ici l'une des conditions les plus surprenantes. La vie aujourd'hui à San Francisco est meilleur marché que dans toute autre ville importante des Etats-Unis. Tout d'abord, le bill sur les combustibles est ici sans conséquence, car il n'y a jamais assez de gelée pour détruire les fleurs des orangers. Les légumes et les fruits, particulièrement, sont abondants et bon marché. Le professeur Carl C. Plehn, du Département de Finance et de Statistique de l'Université de Californie, qui a fait une enquête soigneuse sur le coût comparatif de la vie dans quatorze des principales villes des Etats-Unis, pose comme conclusion (en date du 17 août 1903) : « San Francisco est indubitablement l'endroit le meilleur marché pour vivre, des quatorze villes comprises dans cette enquête. »

Ainsi nous trouvons à San Francisco les plus hauts salaires et la vie la moins chère de toutes les villes importantes d'Amérique. Il est douteux, en vérité, si les conditions des travailleurs furent jamais meilleures en aucun temps, en aucun pays, qu'elles sont aujourd'hui à San Francisco.

Mais la hausse des salaires n'est qu'un des résultats de l'unionisme triomphant à San Francisco. Comme je le montrerai mieux plus loin, les unions ici, en tant qu'organisations d'affaires, ont monté bien des entreprises extraordinaires. Elles ont formé avec les associations patronales des combinaisons de monopole beaucoup plus efficaces que celles de Chicago ; elles ont suscité dans l'industrie du bâtiment un chef ouvrier, un *boss*, près duquel Sam Parks de New-York était un petit garçon ; elles se sont mêlées à la politique, au point que l'unionisme est la force dominante dans les affaires municipales, avec son propre maire — Schmitz, membre de l'union des musiciens — nouvellement réélu, pour tenir l'Hôtel de ville ; et elles ont même entrepris des affaires pour leur propre compte comme patrons.

* *

Considérez maintenant les moyens employés par les unions de San Francisco pour se rendre maîtresses plus fortement du marché du travail. Dans la plupart des industries, comme je l'ai dit, il existe déjà un monopole ; je ne crois pas qu'il serait possible de trouver un non-unioniste dans aucune des soixante-deux entreprises de construction. Dans quelques métiers, comme celui des employés de détail, qui sont difficiles à organiser, des trous existent encore, et l'activité des unions pour obliger ces hommes « à s'unir aux autres ou à débarrasser le plancher », est, pour l'étranger, un des traits les plus frappants de la vie à San Francisco.

Je n'étais pas dans la ville depuis plus de vingt minutes, lorsque je vis deux hommes, portant chacun un insigne unioniste, arpentant le trottoir devant un café et criant : « N'entrez pas ; c'est une maison « scab » ; allez chez... ; il emploie des unionistes. »

Tous ceux qui entraient étaient ainsi accostés ; l'union avait résolu de ruiner le commerce du patron ou de le forcer à n'employer que des unionistes. Un peu plus loin dans la rue, je vis un homme-sandwich se promenant juste devant la pharmacie *Owl drug*, portant cet avis en grosses lettres :

« Boycottez la maison Owl : c'est l'ennemie du travailleur. Méfiez-vous des médicaments « scabs. »

Dans l'espace d'un pâté de maisons, il y avait trois boycotteurs semblables, attaquant le commerce de trois maisons différentes. Pendant mon séjour à San Francisco, l'une de ces maisons, celle de M. Siminoff, marchand de manteaux, dut fermer sa fabrique, jetant sur le pavé deux cent soixante travailleurs.

Ces hommes-sandwiches vont et viennent devant les magasins boycottés en différents endroits de la ville pendant des semaines entières. Ils ont été arrêtés à plusieurs reprises, mais les magistrats d'une administration qui favorise les unions les ont invariablement acquittés, et ils retournent nuire aux maisons de commerce qui emploient des non-unionistes ou qui ne veulent point se soumettre aux demandes des unions. Un lock-out sévère est exercé, et si quelque unioniste est pris à entrer dans un magasin boycotté, il est frappé d'une amende de cinq à vingt-cinq dollars. Mais la lutte contre l'Owl drug — lutte excitée et en partie soutenue, fait assez significatif, par l'Association des Pharmaciens de détail, qui combattent cette maison parce qu'elle ne veut point entrer dans leur association et accepter le tarif minimum fixé par eux — ne s'en tient pas là. Deux dames qui se tenaient sous la porte, furent une fois arrosées avec un vase rempli d'immondices, et les directeurs ainsi que leurs familles furent appelés au téléphone pour s'y entendre grossièrement insulter.

Ce boycottage est fait de la façon la plus systématique ; les hommes-sandwiches ne sont pas des travailleurs volontaires, mais des agents réguliers de l'union. Il est aussi amusant que significatif de constater que ces hommes-sandwiches ont eux-mêmes formé une union. Cela prouve combien fatalement l'instinct d'un employeur est d'avoir du travail bon marché, même lorsque cet employeur est une union. Les hommes-sandwiches eurent réellement à faire grève pour obtenir un salaire satisfaisant ; à présent, ils sont payés chacun deux dollars et demi par jour pour huit heures de travail.

D'autres innombrables exemples pourraient être donnés de cet effort méthodique pour extirper de San Francisco toute concurrence de travail. Dans la ville, tout mur vide est garni d'affiches avertissant les unionistes de ne pas acheter à Un tel ; les journaux ouvriers annoncent tout au long les maisons « mauvaises » ; la ménagère trouve parfois, le matin, ses bouteilles à lait couvertes d'étiquettes : « Boycottez Un tel ; il emploie des ouvriers scabs. »

Je puis dire en passant que je m'enquis soigneusement du résultat de ces boycottages. Parmi les boutiques, restaurants, salons, qui ont une clientèle entièrement ou partiellement ouvrière, les boycottages ont été grandement efficaces, et ont vite conduit l'employeur à se soumettre aux demandes de l'union ou à abandonner son commerce. Dans un petit nombre de cas, comme celui de la maison Owl drug, le boycottage eut un résultat exactement opposé, attirant la classe d'acheteurs opposée au boycottage et augmentant les affaires de la compagnie. Un fabricant de chemises a bâti une grande prospérité sur l'opposition unioniste ; mais peu de maisons de commerce et encore moins de travailleurs non-unionistes sont capables de résister à cette lutte écrasante et méthodique.

Dans les formes passives du boycottage, les méthodes du nouvel unionisme sont encore bien visibles. A San Francisco, celui-ci paye beaucoup de commerçants pour afficher le label de l'union ; beaucoup de magasins, de restaurants et de salons déploient à leurs fenêtres des placards avertissant qu'ils sont strictement des boutiques unionistes ; tous les nettoyeurs de chaussures ont un signe semblable, et jusqu'à la chronique du travail dans les journaux quotidiens est surmontée du label unioniste — tous recherchant les bonnes grâces du monopole. Plusieurs journaux, c'est un fait, n'osent même pas attaquer les excès de l'unionisme. Pendant la grève de 1901, tous les rédacteurs en chef de San Francisco gardèrent un silence absolu — excepté l'*Examiner* de M. Hearst qui favorisait les grévistes — jusqu'à ce que la ville eût atteint un véritable état d'anarchie dû aux conflits entre la police et les émeutiers.

* *

D'autre part, il n'est pas douteux que le journal qui entre vraiment en lutte avec ce nouvel unionisme, a à lutter pour sa vie même. Il n'y a pas de meilleure illustration du pouvoir énorme acquis par le monopole du travail, ni de l'état d'avancement des méthodes d'affaires employées, que la lutte actuellement engagée contre le *Times* de Los Angeles par l'Union Internationale Typographique. Le général Otis, propriétaire et éditeur, a non seulement refusé d'employer exclusivement des unionistes ou de traiter avec l'union, mais il a attaqué avec vigueur le travail organisé en général. Le *Times* est, avec deux notables exceptions, le seul journal important d'Amérique qui ne soit pas contrôlé, dans sa partie mécanique, par le monopole unioniste. C'est à peu près la seule maison où l'ouvrier non-unioniste puisse trouver quelque travail. Le résultat de la position prise par le général Otis

a été un boycottage pour lequel on estime que l'Union Typographique a déjà dépensé 50.000 dollars. Cet argent est procuré au moyen d'une légère taxe prélevée sur chaque membre de l'union en Amérique, qui fournit un fonds régulier de 30.000 dollars par an. Trois hommes sont constamment employés, avec de bons salaires, à diriger la lutte. Les unionistes sont partout requis d'écrire aux commerçants en les menaçant de les boycotter s'ils ne retirent pas leurs annonces au *Times*. Pendant les quelques derniers mois, les propriétaires des médicaments Lydia Pinkham, par exemple, ont reçu plus d'*un million* de lettres d'unionistes de différentes régions des Etats-Unis. Voici un spécimen d'une lettre adressée par l'Union Typographique de Memphis à un industriel de Newark (New-Jersey) :

« Messieurs,

« Je suis chargé par l'Union Typographique « de Memphis, de vous informer qu'une « amende est imposée à tout membre qui « achèterait un produit de votre maison, aussi « longtemps que vous ferez des annonces dans « le *Times* de Los Angeles, à moins que ce « journal n'accepte d'employer les membres de « notre organisation.

« Nous serions heureux d'apprendre que « vous avez retiré votre patronage à ce journal, « ou que vous avez l'intention de le faire.

« Très respectueusement,

« P.-L. Brent,
Secrétaire de la Memphis Typo. Union N° 11. »

Ray Stannard Baker.

(*A suivre.*)

(*A Corner in Labor.* — *Mc Clure's Magazine*, février 1904.)

BIBLIOGRAPHIE

Monsieur le Maire (1), de A. Lavergne, est une étude sur la situation de l'instituteur des campagnes, vis-à-vis des gros bonnets et des autorités de sa localité.

Quelles que soient ses qualités de pédadogue, son zèle à enseigner aux gosses les « vérités » universitaires; malgré toutes les bonnes notes que puissent lui mériter l'amour de son métier, et une bonne volonté inlassable; bien mieux, quelle que soit l'estime en laquelle le tiennent ses chefs directs, l'instituteur ne peut jamais se croire à l'abri d'une disgrâce; du jour au lendemain, il peut se voir changé de place, rétrogradé, envoyé au diable, dans un trou perdu, s'il n'a pas l'échine assez souple devant les politiciens locaux qui peuvent lui demander toutes sortes de besognes n'ayant aucun rapport avec ses attributions.

Ses chefs peuvent bien essayer de le défendre; mais le politicien est un autocrate devant lequel tout plie. Que pèse, en face de ce soutien de l'ordre existant, un pauvre petit instituteur de rien du tout? C'est les larmes aux yeux que sera signé son exil, mais qui n'en sera pas moins exécuté, car il ne faut pas que le groupe au pouvoir soit mis en péril d'en dégringoler, en s'aliénant des voix.

C'est ce qui arrive à Pierre Escuret qui, remplissant sa charge, non seulement d'une façon intègre, mais avec amour, mérite les éloges de ses chefs, et se voit avancer en grade, et envoyer dans une commune importante, Saint-Michel des-Vignes.

La maison d'école des garçons est contiguë à celle des filles. Certains locaux leur sont communs; forcément, la famille du nouveau maître a vite fait connaissance avec l'aimable directrice de l'école voisine. On se rend mutuellement des services, on se fait des visites, de concert on accomplit de petites promenades aux environs. On est au mieux comme relations de voisinage!

Mais, au cours des promenades, M. le maire — dont l'institutrice, du reste, ne tarit pas à faire l'éloge — ne manque jamais de se trouver sur le passage et de faire des amabilités à ses administrés. D'où nouvelle occasion pour Mme l'institutrice de réentamer le panégyrique de ce bon M. Guibal, et de faire des offres de service à Escuret, pour demander ce dont il aura besoin pour son école à M. le maire.

Puis, de fil en aiguille, Escuret ne tarde pas à apercevoir, à travers une haie, M. le maire et Mme l'institutrice en train d'étudier autre chose que la graphologie comparée. Il ne s'en scandaliserait pas plus que ça ne mérite, s'il ne se trouvait froissé d'avoir été pris comme parapluie par les deux amoureux, et de penser que les habitants de Saint-Michel puissent supposer qu'il se fait ainsi bénévolement leur complice. Ne voulant pas continuer à jouer ce rôle, il voudrait rompre avec sa voisine, mais sans en donner les raisons; il se trouve dans une fausse situation et manœuvre si bien qu'il se donne les torts de la rupture, et se fait une ennemie implacable de l'institutrice qui, pour se venger, excite son amant contre Escuret. Ce qui n'est pas bien difficile, ayant toute autorité sur lui; de plus, Guibal est l'autoritarisme incarné, gonflé de son importance, habitué à faire plier tout le monde; avec Escuret, qui « rompt mais ne plie pas », il ne faut pas longtemps pour que la crise passe vite à l'état aigu.

Le maire et l'institutrice entament une petite campagne de commérages sur Escuret afin de le disqualifier aux yeux des parents des élèves et amener ceux-ci à porter plainte contre lui. Mais Guibal, homme violent, s'entend fort peu à ces menées souterraines, la campagne ne réussit guère, lorsque l'institutrice s'avise de lancer aux chausses de l'instituteur, un politicien sûri. Ça ne rate pas, celui-ci fait habilement intervenir la politique. Par malheur pour Escuret, le journal réactionnaire prend sa défense afin de faire pièce au maire. Les passions politiques s'en mêlent, une campagne s'entame. C'est Escuret qui en paiera les frais.

Le maire met le préfet en demeure de l'envoyer en disgrâce. On essaie de faire entendre raison à l'irascible personnage, mais celui-ci ne veut rien entendre : ou Escuret sera envoyé dans un trou, ou Guibal démissionnera du conseil général!

Le préfet sait que, ordinairement, c'est une menace que l'on fait, mais que l'on n'exécute jamais. Mais il connaît son Guibal et sait que le bougre est, par entêtement, capable de faire comme il dit. Or, c'est lui qui a mis en échec les réactionnaires qui, jusque-là, étaient maîtres du canton; lui seul est capable de leur tenir tête. Escuret sera donc sacrifié — oh! avec de bonnes paroles et des promesses — à la vengeance et à la mauvaise foi constatée du puissant du jour : le politicien!

Tel est le résumé du livre de M. Lavergne, qui, sous la forme d'un roman attrayant, nous donne une étude sociologique de grand intérêt.

J. Grave.

* *

Nous avons reçu :

Psicologia etnica, par Ch. Letourneau (4e partie); 1 vol., Escuela Moderna, 56, calle de Bailen, Barcelone.

La seule chose nécessaire (en russe), par L. Tolstoï, chez Tchertkoff, Christchurch Hants (Angleterre).

Manual del soldado, libreria La Aurora, Perez Castellanos, 37, Montevideo.

Justice distributive, 1 acte, par Salzet, à l'*Art dramatique*, Nancy.

Des droits et devoirs des fonctionnaires, par Salzet, 1 broch.

Poesias positivistas, J. Lagarrigue, Santiago (Chili).

Le procès du chevalier de la Barre, 0 fr. 05, au *Progrès du Havre*.

A lire :

Les horreurs du Congo; Journal de Charleroi, 2 septembre.

AUX CAMARADES

Nous leur rappelons que nous tenons des invendus à leur disposition. Un colis de 10 *kilos* (1 *fr.* 50) *contient* 300 *exemplaires environ.*

Correspondances et Communications

★ **L'Union de l'Ameublement** va fonder un atelier communiste dans son nouveau local, 12, rue Lagille; elle invite les groupes et camarades anarchistes à y faire exécuter tous travaux concernant ameublement et agencement.

Réunion générale les premiers mardis du mois. Permanence tous les mardis, de 8 heures à 10 heures du soir. A toutes les réunions, distribution gratuite de brochures, feuillets, images.

Adresser tout ce qui concerne le travail à A. Broquet, 15, rue Fragonard.

Un de nos camarades demande à se procurer les exemplaires suivants :

Le Réveil des Travailleurs (Liège) :
IIIe année, nos 46, 47, 48, 49, 50, 51.
IVe année, nos 1, 2, 8, etc. (s'ils ont paru).
La Sociale (Paris) :
Nos 52, 53, 56, 59, 61.
Le Révolté (Genève-Paris) :
Ire année, nos 4, 5, 9, 13, 15, 22, 23, 24, 25, 26.
VIIIe année, 22, 25, 32, 37, 49.
La Révolte (Paris) :
Ire année, nos 7, 33.
IIe année, nos 11, 42, 46.
IIIe année, nos 3, 17, 21, 29, 31, 36, 37, 38, 40, 41.
Ve année, nos 32, 34, 42, 44.
Supplément de la Révolte :
Tome Ier, nos 10, 13, 15, 16, 27, 44, 64, 65, 66, 67, 87.
Tome IIe, nos 67, 69.
Adresser les propositions au journal.

CONVOCATIONS

★ **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 42, rue du Fer-à-Moulin. — Samedi 9 septembre, à 8 h. 1/2, causerie. Sujet traité : L'esprit de révolte, par un camarade.

★ **Groupe d'Education Libertaire du XIIe arrondissement.** — Réunion le jeudi 14 septembre, à 8 heures 1/2 du soir, rue du Rendez-vous, 22 (au fond) : Réunion des adhérents aux coopératives communistes (sans répartition de bénéfices). Causerie par un camarade.

★ **La Semaille** (20e arr.), 21, rue Boyer :

Mardi 12 septembre. — Dr Manheimer-Gommès : Les enfants nerveux.

Vendredi 15. — Soirée musicale et littéraire organisée par la « Esmeralda ».

★ **L'Emancipation**, 38, rue de l'Eglise (15e arr.) :

Samedi 9 septembre. — Thé, lecture, causerie.

Lundi 11. — Armand : Les Doukhobors (avec projections).

Jeudi 14. — Algel : *Les Mauvais Bergers*, de Mirbeau (avec auditions).

★ **Coopérative Communiste du XXe**, 27, rue des Maronites. — Samedi 9 septembre, causerie sur l'individualisme, par le camarade Heintze.

Tous les vendredis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir, cours de solfège; tous les mardis, jeudis, samedis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir, répartition de denrées.

★ **Association Internationale Antimilitariste** (Section du 20e arr.). — Réunion le 11 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites.

Cours d'espéranto, par Papillon.

★ **Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs** (Section du 19e). — Lundi 11 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Grandjean, 63, rue de Flandre. Causerie suivie de discussion par Miguel Almereyda sur : Insurrection et Révolution.

Les socialistes étant convoqués spécialement, nous invitons les camarades à assister à la discussion qui ne manquera pas d'intérêt. Entrée gratuite.

★ **Jeunesse révolutionnaire du XIVe.** — Dimanche 10 septembre, 13, rue des Sablières, grande fête familiale. Conférence par Almereyda, et concert.

★ **Jeunesse révolutionnaire du XIVe**, 21, rue de la Gaîté, le vendredi 8 septembre, à 8 heures, réunion. Causerie sur : Un ennemi du peuple.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Ollendorff, 6, Chaussée d'Antin.

✶ FIRMINY. — **Groupe antimilitariste A. I. A.** — A l'occasion du départ de la classe, le dimanche 10 septembre, à 2 heures du soir, grande salle de la mairie, conférence publique et contradictoire. Le camarade Delzant, de la Fédération du Verre, traitera le sujet : Patrie, Guerre et Caserne.

Entrée libre.

★ LYON. — **A. I. A.** — Mercredi 13 septembre, réunion salle Riberolle, 62, rue Garibaldi (près le cours Morand).

Objet : Le départ de la classe et la propagande nécessaire.

Notre prochain supplément sera consacré à la **Famille.**

IMPRESSION DE BROCHURES
A DISTRIBUER

Nous allons essayer de remettre sur pied la brochure à distribuer. Nous mettons à la réimpression les brochures suivantes : *A mon frère le paysan ; — Si j'avais à parler aux électeurs ; — Aux Femmes ; — et la Femme esclave.*

Le prix en sera de 1 franc le cent. Sitôt que le nombre de demandes nous aura assuré l'achat du papier, nous ferons mettre sous presse. Il faudrait que l'on nous assurât, pour commencer, la vente de 20.000.

Après celles-là, nous en étudierons une série d'autres à imprimer.

EN VENTE

En fouillant nos rayons, nous avons retrouvé deux exemplaires, sur Japon, des *Errants* de Rysselberghe. Les marges sont un peu défraîchies, mais la lithographie est intacte.

Nous les offrons à 10 francs l'exemplaire. Nous ne disposons que de deux.

Nous avons retrouvé, avec, un ou deux exemplaires de chacune des lithographies suivantes, tirage d'amateur :

L'Incendiaire, Luce.
Les Porteuses de Bois, Pissarro.
L'Errant, X.
Le Démolisseur, Signac.
L'Aube, Jehannet.
L'Aurore, Willaume.
L'Homme mourant, L. Pissarro.

Celle-ci est un peu jaunie, et nous n'en possédons qu'un exemplaire.

Sa Majesté la Famine, Luce.
C'est défendu de marcher sur l'herbe, Hermann-Paul.
La Vérité au Conseil de guerre, Luce.
La Guerre, Maurin.

Nous les offrons à 5 francs l'exemplaire.

Nous avons fouillé tous les coins. Ce sont les seuls exemplaires qui restent. Ceux qui les désirent feront donc bien d'en profiter.

Notre collaborateur Iribe nous ayant envoyé en avance son dessin qui est d'une plus grande actualité que celui annoncé, nous le donnons cette semaine, celui du camarade Bradberry passera la semaine prochaine.

AUX ACHETEURS AU NUMÉRO

De divers endroits on nous écrit qu'il est impossible, parfois, de se procurer le journal, les libraires se plaignant de ne pas recevoir suffisamment d'exemplaires.

Nous demandons instamment à nos camarades, lorsqu'un libraire leur exprime cette plainte, de bien vouloir l'inciter à réclamer lui-même auprès de la direction des Messageries Hachette, pour qu'il soit tenu compte de sa réclamation, si le correspondant de la maison y met de la mauvaise volonté.

Il nous rentre assez d'invendus pour que la répartition se fasse mieux, et, de plus, n'ayant jamais refusé d'augmenter le chiffre des dépôts, lorsque la vente l'exige.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

Bibliographie anarchiste, par Nettlau, *franco* . . . 1 85
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais . . . 1 85
Du rêve à l'action (vers), par H. E. Droz . . . 5 »
Intimités et Révoltes (vers), par La Jarlière . . . 1 50
Les Résolutions (vers), par A. Pratelle . . . 1 50
Las aventuras de Nono, par J. Grave . . . 2 »
Compendio de Historia universal, par Clemencia Jacquinet, 4 vol. *chaque* . . . 2 »
Origen del Cristianismo — . . . 2 »
Cuaderno manuscrito, — . . . 2 »
La Sociedad futura, par J. Grave, 2 vol. . . . 4 »
Cartilla, primer libro de lectura . . . 1 50
Guerre-Militarisme, édition illustrée . . . 8 »
— — édition de propagande . . . 2 75
Patriotisme-Colonisation, édition illustrée . . . 8 »
— — éd. de propagande . . . 2 75

A ceux qui s'engagent à souscrire au 3e volume en préparation, les deux volumes illustrés sont laissés au prix de souscription, 13 francs.

Le Coin des enfants . . . 3 50

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, par Kropotkine . . . 2 75
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine . . . 1 »
Autour d'une vie, par Kropotkine . . . 3 »
La Société future, par J. Grave . . . 2 75
La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave . . . 2 75
L'Individu et la Société, par J. Grave . . . 2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave . . . 2 75
Les Ventres, par Pourot . . . 2 75
Galafieu, par H. Fèvre . . . 2 75
Malfaiteurs, par J. Grave . . . 2 75
Les Aventures de Nono, par J. Grave, avec illustrations . . . 2 75
Mais quelqu'un troubla la fête, par Marsolleau . . . 1 »
La Commune, par Louise Michel . . . 2 75
Responsabilités, pièce en 4 actes, par J. Grave . . . 2 »
Le Socialisme en danger, D. Nieuwenhuis . . . 2 75
L'Amour libre, par Ch. Albert . . . 2 75
En marche vers la société nouvelle, par C. Cornelissen . . . 2 75
Sous la casaque, par Dubois-Desaulle . . . 2 75
L'Inévitable Révolution, par un proscrit . . . 2 75
Les Jugements du Président Magnaud, annotés par Leyret . . . 2 75
La Colonne, par Descaves . . . 2 75
La Poigne, pièce de J. Jullien . . . 2 »
L'Ecolière, — — . . . 2 »
Psychologie Morale, Chatterton Hell . . . 2 75
Œuvres, par Bakounine . . . 2 75
Humanisme intégral, par L. Lacour . . . 2 75
Biribi, par Darien . . . 2 75
Bas les Cœurs, — — . . . 2 75
Les Inquisiteurs d'Espagne, par Tarrida . . . 2 75
Au Palais, par F. Dumas . . . 2 75
L'Instituteur, par T. Chèze . . . 2 75
Fabrique de pions, par Z. Raganasse . . . 2 75
La Cage (pièce), par Descaves . . . 1 50
Les Chapons (pièce), par Descaves et Darien . . . 1 50
La première salve, par Rouquès . . . 1 50
Tiers-Etat, par Descaves . . . 1 50
Les Souliers (pièce), par Descaves et Vergught . . . 1 »
L'Antisémitisme, par B. Lazare . . . 2 75
L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par E. Reclus . . . 2 75

Librairie dramatique :

La Vie publique, pièce, par Fabre . . . 3 »

De chez Masson :

Les Colonies animales, par Perrier . . . 18 »

De chez Dentu :

Le Primitif d'Australie, par Elie Reclus . . . 3 »
La Commune, par Lissagaray . . . 3 »
La Fin des bourgeois, par C. Lemonnier . . . 2 75

De chez Dujarric :

Les deux familles, par A. Pourot . . . 3 »

De chez Doin :

Le Transformisme, par J.-J. de Lanessan . . . 7 »

De chez Villerelle :

La Faiseuse de gloire, par P. Brulat . . . 2 75

De chez Hachette :

Petite Histoire du peuple français (pour les enfants), par P. Lacombe . . . 1 75

De chez Ollendorff :

Le Calvaire, par Mirbeau . . . 3 »

De chez Bellais :

La Guerre et l'Homme, par P. Lacombe . . . 2 75
Histoire de l'Inquisition au moyen âge, par Léa ; 3 volumes, chaque . . . 3 »
Opinions sociales (dont l'**Affaire Crainquebille**), par A. France, 2 brochures . . . 1 »

De chez Plon :

Deux vies, par P. et V. Margueritte . . . 3 »
La Commune, — — . . . 3 »

De chez Flammarion :

Les Paroles d'un révolté, par Kropotkine . . . 1 25
Lidoire, par Courteline . . . 2 75
Qu'est-ce que la propriété ? de Proudhon . . . 3 »
Idées générales sur la Révolution au XIXe siècle, par Proudhon . . . 3 »
Les balances (pièce), par Courteline . . . 1 »
Le gendarme est sans pitié (pièce), — . . . 0 70

De chez Schleicher :

La Vie ouvrière en France, par Pelloutier . . . 5 »
Les Enigmes de l'Univers, par Haeckel . . . 2 »
Les Religions, par A. Lefèvre . . . 6 »
Force et matière, par Buchner . . . 7 »
L'homme selon la science, par Buchner . . . 7 »
L'Histoire de la Création des Etres organisés, par Haeckel . . . 12 50
Science et Matérialisme, par Letourneau . . . 5 »
La Psychologie ethnique, par Letourneau . . . 6 »
Les Guerres et la Paix, par Richet . . . 1 50

Du Mercure :

Le Vagabond, de Gorki . . . 3 »
Les petits bourgeois . . . 3 »

Petite Correspondance

R. L., à Bordeaux. — Quelques-unes des brochures étant épuisées, j'ai remplacé par d'autres.

M. F., à Savigné. — Les brochures avaient été expédiées. Je réexpédie à nouveau.

G., à Ambazac. — Le numéro avait été expédié. Nous rectifions l'adresse.

H. M., à Montpellier. — Les brochures sont expédiées, sauf une qui est épuisée. Vous redevons 2 fr. 50.

J. B., à Tourcoing. — Trop général. Ce sont des faits qu'il nous faut. Quant au journal, nous voulons auparavant voir ce qu'il sera.

P. B., à Eguille. — Je ne connais pas d'ouvrages sur le syndicalisme agraire.

R., à Saint-Servan. — Numéro 17 réexpédié.

A. P., Saint-Pourçain. — Je vous envoie les numéros 20 et 21 de l'*Homme et la Terre*. Pour les autres, je vous les enverrai en séries, lorsque la 5e sera parue. Vous nous redevrez une livraison.

P. C., à Tassin. — Voyez les convocations de chaque semaine.

D. S. — Votre lettre est expédiée.

Négus, Roma. — Recevrons communications avec plaisir. — Pour la collection, inutile, nous n'aurions pas le placement.

P. F. — *L'Agitazione*, Rome ; — *Il Grido della Folla*, casella postale, Milan ; — *Libertario*, 1, casella postale, Spezzia ; — *Pensiero*, casella postale, 42, Rome ; — *Università popolare*, Mantoue.

Un de nos camarades demande à avoir des nouvelles de son frère Antoine Jordan, parti pour l'Amérique du Sud. Lui écrire : Peter Jordan, Yohoghamy, P. O. Westmoreland Co., Pa., Etats-Unis.

J. H., à Utrecht. — Le volume de Renard, 1 fr.

E. M. — Le sujet est trop oublié, et ne sera pas compris. Le dessin n'a pas assez de qualités pour racheter cela.

J. E., à Lawrence. — Je fais passer la réclamation à la *Voix du Peuple*. — L'abonnement lui avait été transmis lors de la réception de votre lettre.

O. H., à Forest. — Je n'ai pas saisi le sens de votre carte ?

Reçu pour les familles des détenus : G., à Ampersand, 5 fr. — Listes précédentes : 187 fr. 80. — En tout : 192 fr. 80.

Reçu pour le journal : L. P., Paris, 1 fr. 75. — Triskel, 5 fr. — M., à Paris, 3 fr. — J. M., à Sorize, 2 fr. — A. P., 5 fr. — H. G., à Port-Elisabeth, 12 fr. 60. — A. N., à Allevard, 20 fr. — Merci à tous.

P. P., à Aigues-Mortes. — D. J., à Mayet. — R. L., à Bordeaux. — E. B., à Lacoste. — P. P., à Besson. — M. F., à Savigné. — J. H., à Utrecht. — P. J., à Yohoghamy. — V. G., à Norwalth. — S. de C., à Lisbonne. — A. P., Saint-Pourçain. — H. M., à Montpellier. — G., à Nieulle. — E., à Pont-l'Abbé. — L. F., à Galeata. — L., à Tourcoing. — D. M., à Cubzac. — J., à Nouzon. — G. T., à Carnières. — C. B., Chaux-de-Fonds. — A. M., à Lyon. — J. M., à Saint-Rambert. — M., à Belgrade. — C., à Tassin. — J., à Bailleul. — T. G. L., à Vaux. — V., à La Roche. — A. L., à Saleux. — R. G., à Firminy. — Reçu lettres, timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie CHAPONET (Jean CUSSAC), rue Bleue, 7, Paris.

11e ANNÉE. — N° 20. 16 SEPTEMBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE

Un An	6 »
Six Mois	3 »
Trois Mois	1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An	8 »
Six Mois	4 »
Trois Mois	2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris = Ve

Voir à la page 8 le dessin de G. Bradberry.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Pas de Supplément cette semaine, et de tout le mois, c'est tout ce que nous pourrons faire d'assurer l'apparition du journal, si les rentrées ne s'opèrent pas mieux.

Les Précurseurs

Au cours de cet admirable livre que sont les Mémoires de Pierre Kropotkine, des figures apparaissent, énergiques et pensives, devant lesquelles j'aime à m'arrêter. Ce sont celles des trois militants principaux de cette Fédération jurassienne de l'Internationale, où s'ébauchèrent, après 1871 et 1872, les premières formules de l'anarchisme, — Adhémar Schwitzguébel, graveur en montres, Auguste Spichiger, guillocheur, et James Guillaume, à la fois typographe et professeur.

De tels hommes, pionniers d'une aussi grande idée, méritaient de n'être pas oubliés. Kropotkine les a fait revivre et, avec eux, le mouvement social auquel ils furent intimement mêlés, ces luttes passionnées où se heurtèrent pour la première fois, au sein du socialisme, autoritaires et libertaires. Mais ce n'était pas encore assez; bientôt ces mêmes hommes et ces mêmes choses revivront de nouveau, et cette fois entreront dans l'histoire grâce à cette *Internationale, documents et souvenirs*, que prépare actuellement James Guillaume et que nous avons annoncée ici même.

En attendant cette œuvre considérable, je voudrais résumer en cet article la petite brochure que notre vieux camarade Guillaume publia naguère à Neuchâtel sous ce titre : *Le collectivisme de l'Internationale*. C'est un abrégé substantiel et attachant, où l'auteur a « voulu, nous dit-il, montrer comment la théorie « collectiviste » — c'est-à-dire « communiste non autoritaire » — s'est formée; montrer quels sont ceux qui, dans la Suisse française, l'ont adoptée et propagée, et quels sont ceux qui l'ont combattue ; montrer enfin, par des citations authentiques, quelles furent la largeur d'idées et la générosité de sentiments de cette Fédération jurassienne de l'Internationale, tant calomniée, qui a toujours recommandé et pratiqué la solidarité entre tous les exploités dans la lutte contre les exploiteurs, sans avoir égard aux divergences doctrinales ».

— Mais d'abord une remarque s'impose. James Guillaume, historien, est resté fidèle à la terminologie internationaliste. Ce qu'il nomme *collectivisme*, c'est pour nous le communisme libertaire tel, ou à peu près tel que nous le défendons aux *Temps Nouveaux* et que le défendent, à Genève, nos camarades du *Réveil*; ce qu'il nomme *communisme*, c'est aujourd'hui, très exactement, le collectivisme d'Etat d'un Jules Guesde ou d'un Paul Lafargue. Ce n'est pas le lieu de faire savoir comment le communisme s'est transverbé en collectivisme et réciproquement; qu'il suffise de dire qu'il y a là le résultat d'une fraude commise, voici vingt-cinq ans, par les premiers politiciens du socialisme.

L'*Association internationale des travailleurs*, fondée à Londres, le 28 septembre 1864, n'avait que quelques mois d'existence lorsque se constituèrent les premières sections de la Suisse romande. Petits bourgeois et prolétaires s'y coudoyaient, fraternisant dans un socialisme sentimental et confus. Le premier congrès général (Genève, 1866) attesta l'influence considérable que les mutuellistes, ces disciples étroits du grand Proudhon, exerçaient alors sur l'esprit de l'Association. Mais dès le second congrès (Lausanne, 1867), la question *gordienne* de la propriété ne put plus être éludée. César de Paepe, délégué belge, empruntant à Colins une de ses formules, se déclara « pour l'entrée du sol à la propriété collective ». Il fut combattu avec vigueur, au nom de la liberté, mais toutefois la question fut inscrite à l'ordre du jour du congrès suivant.

Ce congrès fut celui de Bruxelles (septembre 1868). Après d'amples débats, trente voix contre quatre et quinze abstentions votèrent la socialisation des mines, des chemins de fer et des voies de communication, du sol arable et des forêts.

Les sept délégués jurassiens, manquant d'instructions spéciales, avaient été à Bruxelles au nombre des abstentionnistes; mais dès leur retour en Suisse, l'idée de la propriété collective fut mise à l'étude dans toutes les sections; partout le débat du congrès se répéta, s'approfondit, et bientôt à Genève, à Saint-Imier, au Locle, les collectivistes convaincus abondèrent. A la Chaux-de-Fonds au contraire, le docteur Coullery, rédacteur à la *Voix de l'Avenir*, défendait désespérément la propriété individuelle; il y devait perdre peu à peu toute son influence d'orateur et d'écrivain.

On le vit bien le 3 janvier 1869, quand les sections de la Suisse française s'unirent pour former la *Fédération romande*. Le premier acte de celle-ci fut d'abolir la *Voix de l'Avenir*, que l'*Egalité* remplaça tout aussitôt. L'*Egalité*, à Genève, et le *Progrès*, que rédigeait James Guillaume au Locle, firent une ardente propagande pour le collectivisme et pour l'action de classe. C'est au cours de cette campagne que Michel Bakounine apporta à l'*Egalité* le précieux appoint de son intelligence hardie et de sa vaste culture (1). Coullery, de son côté, poursuivait dans la *Montagne* son plaidoyer pour la propriété. Les esprits s'échauffèrent. Le 30 mai de cette même année 1869, un grand meeting des sections du Locle, de la Chaux-de-Fonds et du Val de Saint-Imier fut convoqué pour traiter publiquement le passionnant problème. A la presque unanimité, ce meeting, qui se tint au Crêt du Locle, donna raison à l'*Egalité* et au *Progrès*.

Le quatrième congrès de l'Internationale s'ouvrit à Bâle trois mois plus tard. Un nouveau débat sur la propriété aboutit à cette résolution : « Que la société a le droit d'abolir la propriété individuelle du sol et de faire rentrer le sol à la collectivité. » Il y eut 54 pour, 4 contre et 13 abstentions ; sur les onze délégués romands, deux seulement s'abstinrent,

(1) C'est là qu'il donna cette série d'articles : *Les Endormeurs*, que le groupe des E. S. R. I. a depuis rééditée, en une de ses brochures les plus intéressantes (Paris, 1900).

neuf prirent rang dans la majorité collectiviste.

L'idée de la propriété sociale triomphait. Mais James Guillaume remarque fort justement que la *majorité* socialiste se partageait dès alors en deux courants distincts. D'une part, c'était le courant communiste autoritaire, composé d'Allemands et de Suisses allemands; de l'autre, le courant anti-autoritaire, de beaucoup plus fort, avec De Paepe, le relieur Varlin, Bakounine, avec tous ceux qui se déclaraient *an-archistes*, conformément à l'orthographe proudhonienne.

— « An-archie, s'écriait De Paepe, dans un éclair d'enthousiasme, An-archie, rêve des amants de la liberté intégrale, longtemps les hommes t'ont calomniée et indignement outragée; dans leur aveuglement, ils t'ont confondue avec le désordre et le chaos, tandis qu'au contraire le gouvernement, ton ennemi juré, n'est qu'un résultat du désordre social, du chaos économique, comme tu seras, toi, le résultat de l'ordre, de l'harmonie, de l'équilibre, de la justice... Que ton rêve arrive, An-archie! »

Ce sont ces an-archistes de 1869 qui, pour se distinguer des communistes d'Etat, baptisèrent leurs doctrines anti-autoritaires du nom de *collectivisme*.

Ainsi, le mutuellisme des proudhoniens, le collectivisme des an-archistes et le communisme des autoritaires se partageaient en 1869, après le congrès de Bâle, les effectifs de l'Internationale. C'est presque intégralement que la Fédération romande était collectiviste anarchiste; mais si vivement attachée qu'elle fût à ses doctrines à elle, il ne lui paraissait pas que des divergences toutes théoriques pussent diviser à jamais des hommes qui poursuivaient également tous l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

Aussi son effort propre consista-t-il, avant tout, à rechercher des bases d'entente et de coopération entre les diverses fractions socialistes, et tandis que James Guillaume, dans le *Progrès* du Locle, tendait aux mutuellistes une main fraternelle, il témoignait par ailleurs aux communistes allemands, disciples de Lassalle et de Marx, une cordiale sympathie. Il n'était pas un Jurassien qui n'accordât au Conseil général de l'Internationale la plus entière confiance et qui ne tînt en haute estime la grande intelligence théoricienne de Marx. « Le Conseil général, nous dit Guillaume, composé presque entièrement de communistes, nous semblait notre allié naturel contre les tendances bourgeoises de la « fabrique » de Genève et les ouvriers de quelques autres villes suisses; et le nom de *collectivistes* que nous nous donnions ne nous paraissait pas désigner une doctrine sensiblement différente de celle du Conseil général. »

Marx lui-même n'avait-il pas écrit que dans une société socialiste, où les classes auront disparu, il n'existera plus d'autorité politique, plus de gouvernement, plus d'Etat? Qu'est-ce qui séparait donc, au fond, collectivistes et communistes, sinon des mots, rien que des mots? L'entente n'était donc pas seulement désirable, elle était possible et les Jurassiens s'y efforçaient de toute leur énergie.

Comment se fit-il que, croyant aller à l'entente, ce fut à la scission qu'on aboutit?

La « fabrique » est, à Genève, l'industrie horlogère-bijoutière, dont les membres étaient, vers 1870, animés d'un détestable esprit petit-bourgeois. Ils blâmaient l'Internationale d'oser agiter des problèmes aussi compromettants, aussi peu électoraux que ceux de la propriété et de l'héritage, et toutes leurs espérances d'avenir se bornaient stupidement à la prise de possession du pouvoir. Aux élections genevoises de novembre 1869, ils s'allièrent au parti radical, mais en vain: les conservateurs l'emportèrent.

Leur dépit en fut des plus vifs et la lutte sourde qu'ils menaient depuis longtemps contre le collectivisme outrancier, entra dans une phase aiguë. Ils eurent à leur tête l'avocat russe Outine, « un vulgaire charlatan » qui devait, quelques années plus tard, sombrer dans la trahison. En janvier 1870, la coterie genevoise réussissait à s'emparer de l'*Egalité*, dont Outine allait modifier totalement le caractère; en même temps elle s'alliait à Coullery, dont les partisans étaient encore nombreux à la Chaux-de-Fonds.

C'est dans cette dernière ville qu'eut lieu, le 4 avril 1870, le second congrès de la Fédération romande. Outine et Coullery y furent mis en minorité et se retirèrent immédiatement. Mais leur revanche fut prompte autant que mesquinement méchante. Ils firent fermer la salle des délibérations et les collectivistes, n'en ayant pu trouver d'autre, furent obligés de se disperser. Ce fut la fin de la Fédération romande.

L'importance du conflit romand, c'est qu'il n'était pas purement régional. Il allait se répéter dans l'Internationale tout entière; c'était un conflit de principes bien plus encore que de personnalités.

Six mois ne s'étaient pas écoulés depuis la chute de la Fédération romande que la guerre franco-allemande éclatait. Outine et Coullery s'en désintéressèrent, mais les collectivistes manifestèrent très haut leurs sympathies françaises.

— « Parlerai-je, dit James Guillaume, du mouvement révolutionnaire qui fut tenté à Lyon, le 28 septembre, et dont les *Lettres à un Français* (1), imprimées à Neuchâtel, avaient développé à l'avance le programme? Dirai-je la part qui fut prise par bon nombre des nôtres à la lutte soutenue par la Commune de Paris, de mars à mai 1871? notre envoi d'un délégué à Paris, dès le lendemain du 18 mars, porteur d'une missive à Varlin? notre tentative de former une légion composée d'une partie des volontaires garibaldiens qui venaient de lutter si vaillamment contre les armées allemandes? notre concours donné à ceux qui préparèrent des soulèvements ici ou là? Et ensuite, quand le prolétariat parisien eut été vaincu et massacré, nos efforts pour aider au sauvetage des survivants? »

« On comprend, ajoute James Guillaume, que lorsque les réfugiés de la Commune de Paris et des autres villes de France arrivèrent en Suisse dans l'été de 1871, et se trouvèrent en présence des deux camps entre lesquels l'ancienne Fédération romande était partagée, leur choix fut vite fait. Ils virent immédiatement de quel côté étaient leurs amis, et ils vinrent à nous. Ils y vinrent tous, sans exception. Et ce ne fut pas une communauté de doctrine théorique qui les décida à se joindre à nous, et non aux anti-collectivistes: ce fut tout simplement le sentiment de la solidarité révolutionnaire..... Et cette fusion entre la proscription française et les socialistes du Jura devait être aussi profitable aux uns qu'aux autres, par l'occasion qu'elle leur fournit d'un fécond échange d'idées. »

On pouvait espérer que le Conseil général de l'Internationale s'abstiendrait de prendre parti dans la scission romande. Loin de là, les intrigues d'Outine trouvèrent en Marx et en Engels de véritables complices. Dès le 28 juillet 1870, le Conseil avait osé prononcer que la majorité collectiviste de la Chaux-de-Fonds était purement nominale. Une année après, en septembre 1871, il réunissait à Londres une conférence privée, laquelle ratifia la déclaration du 28 juillet 1870 et, pour renforcer la puissance du conseil, l'autorisa à remplacer dorénavant les congrès par de nouvelles conférences privées.

Cette fois, c'en était trop. C'était un coup à l'autonomie des sections et des fédérations de l'Internationale. Les *internationaux* jurassiens bondirent sous l'insulte et se préparèrent à la défense.

Schwitzguébel, secrétaire correspondant, convoqua un congrès des sections jurassiennes pour le dimanche 12 novembre 1871, à Sonvillier. Huit sections s'y firent représenter. Ce congrès mémorable, qui eut lieu sous la présidence de Spichiger, déclara dissoute l'ancienne Fédération romande, à laquelle il substitua immédiatement la FÉDÉRATION JURASSIENNE; mais surtout il écrivit une circulaire « à toutes les fédérations de l'Internationale ». Il y réclamait la convocation à bref délai d'un congrès général « pour maintenir le principe de l'autonomie des sections et faire rentrer le Conseil général dans son rôle normal, celui d'un simple bureau de correspondance et de statistique ». Au nombre des seize signataires de cette circulaire, on remarque Jules Guesde, journaliste, délégué, avec M. Joukovsky, de la Section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste de Genève. L'homme qui devait devenir le plus ardent dénonciateur des anarchistes a commencé dans l'anarchie!

A Londres, il fallut bien céder. On le fit, du reste, avec des arrière-pensées. Un congrès fut convoqué pour le 2 septembre 1872, mais on en fixa le siège à la Haye, à deux pas de Londres et de l'Allemagne marxiste et, au moyen de délégués de paille, on s'assura à l'avance d'une majorité. C'est ainsi qu'on put faire décréter l'expulsion de Bakounine et de James Guillaume. Toutefois, cet autoritarisme impudent fut loin de porter bonheur aux marxistes. La France, la Belgique, la Hollande, l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie, l'Amérique s'insurgèrent contre les décisions de la Haye; Eccarius et Jung, ces deux amis de jeunesse de Marx, l'abandonnèrent, en déplorant l'aveuglement de cette âme rancunière.

L'année suivante, à Genève, un congrès des fédérations autonomistes de l'Internationale prononça la suppression pure et simple du Conseil général et réforma les statuts dans un sens libertaire: « Nulle doctrine officielle ne fut imposée à personne; nulle tactique ne fut déclarée obligatoire à l'exclusion de toute autre. »

James Guillaume termine son intéressant opuscule en montrant comment la Fédération jurassienne sut appliquer ces principes d'autonomie et de solidarité pour lesquels elle avait tant lutté et que consacra en 1873 le congrès de Genève.

Jamais les Jurassiens, même au lendemain des plus violentes querelles, ne se laissèrent aller à la rancune. Tout leur effort, toujours, fut tendu vers l'apaisement: « Souvenez-vous, disait, après la scission de la Chaux-de-Fonds, la *Solidarité*, leur organe, que, malgré nos dissidences, nous sommes tous des internationaux; et tout en vous organisant chez vous comme vous l'entendrez, maintenez entre votre fédération et la nôtre, un lien qui nous permette d'être unis en face de l'ennemi commun, la bourgeoisie... »

Qu'est-ce qui séparait donc les Jurassiens des autres internationaux suisses, de ceux de Zurich et de Genève, par exemple? C'était la solution qu'ils avaient, pour leur compte, donnée à la question du parlementarisme. Les socialistes devaient-ils prendre part aux élections politiques, envoyer des camarades dans les corps élus et participer ainsi au gouvernement bourgeois?

A ces questions de tactique, les Jurassiens répondaient: « La participation des ouvriers au scrutin, en Suisse, n'a jamais abouti qu'à des alliances de dupes avec l'un ou l'autre des partis bourgeois.

« Qu'on nous démontre qu'il peut en être autrement; qu'on nous démontre que l'élection de candidats *réellement socialistes* est possible en Suisse sans compromis avec la bourgeoisie,

(1) Par M. Bakounine.

et que cette élection n'aurait pas pour résultat de fortifier le régime gouvernemental et autoritaire ; qu'on nous démontre que par ce moyen nous arriverons plus tôt à détacher le peuple des partis bourgeois et à le préparer à la révolution sociale, que nous ne pouvons le faire par la presse, par les meetings et par l'organisation corporative, — et dans ce cas nous sommes prêts à aller voter (1). »

❖ ❖

Aujourd'hui, la Fédération jurassienne, épuisée par ses luttes, est morte; beaucoup de ses militants sont morts. Mais son esprit s'est conservé, fortifié, précisé dans l'anarchisme, tel que l'ont peu à peu dégagé et formulé un Kropotkine, un Reclus, un Malatesta, un Grave et tant d'autres théoriciens qui furent aussi des hommes d'action. Le débat entre participationnistes et abstentionnistes se poursuit aujourd'hui avec l'acharnement d'autrefois. Mais les abstentionnistes que nous sommes possèdent, pour étayer leur certitude, mieux que des arguments de pure logique. Ils ont des faits; ils ont vingt-cinq années d'histoire socialiste.

Oui, c'est à présent l'expérience qui dénonce la participation au pouvoir comme un mal pernicieux et mortel, pour un parti qui prétend faire de l'entière destruction de l'ordre bourgeois le but de son effort. Ministérielle ou parlementaire, ou simplement municipale, quel que soit son visage ou quel que soit son masque, la participation, — qui substitue à la lutte *contre* le pouvoir, principe éminent, essentiel du socialisme, la lutte *pour* le pouvoir, toutes les malsaines compétitions électorales — fortifie ce que le problème est justement d'abattre et ne peut pas être l'instrument de la révolution sociale.

Voter n'est point agir au surplus : c'est déléguer, pour agir à sa place, quelqu'un qui n'est le plus souvent qu'un politicien professionnel perdu déjà de compromissions et de complicités, c'est aliéner ainsi son droit personnel, permanent, à l'action politique, ou, comme disent les juristes, sa part de souveraineté.

Qu'a-t-il besoin du bulletin de vote, celui qui pense et qui agit par lui-même, qui ne veut ni donner ni recevoir de règles, le militant de toutes les heures, le propagandiste de toutes les minutes, l'homme véritablement libre, — l'éternel révolté ?

Pour lui, l'abstention électorale est bien loin de constituer une abdication hautaine devant le mal, un renoncement à toute action politique. Il signifie par elle son refus de concourir au gouvernement et de sanctionner de son vote l'oppression politique et toute l'iniquité sociale. Cette abstention-là ressemble à la grève, au refus des travailleurs de concourir à la production et de sanctionner, en travaillant, tout le système d'exploitation capitaliste ; elle est révolutionnaire au même titre que la grève, — la grève des poings tendus, non celle des bras croisés.

L'abstention n'est point l'action, objectent nos adversaires. Sans doute, mais elle en forme en quelque sorte l'introduction nécessaire; elle est la porte ouverte sur l'action, l'action directe de propagande, d'organisation ou de révolte.

Voilà ce que les ouvriers révolutionnaires commencent aujourd'hui à comprendre et à vouloir réaliser, tandis qu'ils se détournent du suffrage universel et des politiciens. L'inoubliable honneur des hommes de la Fédération jurassienne sera de l'avoir compris les premiers.

AMÉDÉE DUNOIS.

Notre prochain dessin sera signé LEBASQUE.

(1) *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 28 janvier 1877.

CROCS ET GRIFFES

Lors de son ministère, Combes se félicitait hautement, un jour, à la tribune, qu'il pouvait se flatter que pas une goutte de sang n'avait été versée durant tout son « ministeria ».

Quelques jours après, Lépine faisant l'assaut de la Bourse du Travail de Paris, lui démontrait que, tout ministre qu'il était, il n'était pas le maître, et que, lorsqu'on commande à des brutes, on ne peut se vanter de les tenir inoffensives.

Ces jours-ci, M. Berteaux, ministre de la guerre, vient de lancer une circulaire, invitant les officiers à se tenir calmes dans les grèves où on les envoyait, et à tâcher de ne pas exciter les grévistes. A faire leur possible enfin pour qu'on ne les remarque pas.

Ça n'a pas manqué. A peine était-elle publiée, que le télégraphe nous apporte la nouvelle qu'un gréviste, à Longwy, vient d'être, dans une charge, tué d'un coup de lance.

Je ne veux pas discuter les « bonnes intentions » des hommes au pouvoir ; mais plus leurs intentions sont bonnes, plus elles démontrent leur impuissance devant la mécanique sociale qui est montée pour la défense capitaliste et rien autre.

Il faut toute l'infatuation d'un affamé de pouvoir pour oser se vanter que, lui au gouvernement, les choses se passeraient autrement.

J. GRAVE.

* *

L'on se rappelle qu'au moment de la visite de l'Alphonse espagnol, le socialiste unitard Paul Brousse se montra si courtisan et si plat que les militants de quelques groupes socialistes protestèrent et blâmèrent l'attitude du sieur Brousse.

Quelques groupes portèrent la question devant la Fédération socialiste (!) de la Seine.

La question est venue lundi dernier en discussion et la proposition d'exclure le sieur Brousse du parti socialiste a été repoussée par 90 voix contre 17.

Tous les Colly, les Fribourg, les Roziers défendirent leur copain et tentèrent de justifier l'attitude « socialiste » de Brousse.

Quels socialistes et quel étrange socialisme tout de même !

P. D.

Mutualisme et Mutualistes

(*Suite*) (1)

II

Mais comme tous les fabricants de systèmes, les inventeurs ou préconisateurs des systèmes mutualistes ne trouvent pas assez probants — et pour cause — les petits profits immédiats ou à terme qui peuvent sortir de leurs systèmes, il faut qu'ils les fassent mousser comme des panacées qui vont transformer, non seulement leur situation, mais l'état social du même coup.

A entendre ces marchands d'orviétan, par l'emploi de tel ou tel système, l'ouvrier va se trouver affranchi de l'exploitation patronale ; le bien-être va s'installer à son foyer ; la misère à tout jamais chassée, son sort va tellement changer, qu'il ne pourra, décemment, désirer rien de plus.

Mensonges ! mensonges ! Si, par l'intermédiaire de sa coopérative, l'acheteur trouve à réaliser un léger bénéfice sur ce qu'il achète, c'est bien autant de gagné, c'est un petit profit qu'il aurait tort de dédaigner, mais l'assiette commerciale n'en est en rien changée, les échanges opérés au moyen d'une valeur représentative continuent, cachant l'exploitation capitaliste, à perturber les rapports entre acheteur et vendeur.

Si, par l'association, le travailleur arrive à devenir son propre patron, tant mieux ! qu'il apprenne à être indépendant ; mais, encore ici, tant que subsistera le système commercial qui nous régit, l'amélioration sera des plus faibles, il restera l'exploité de la banque et de la concurrence.

Si, au moyen d'institutions de prévoyance, il arrive tant bien que mal à pallier, plutôt mal que bien, au chômage, à la maladie, à l'incapacité de travail, ce n'est qu'en rognant sur un budget insuffisant, en accumulant les privations. Quant à la fameuse retraite, non seulement elle ne lui permet même pas de vivre, mais il a huit chances contre dix d'être mort avant de pouvoir la toucher. Quant aux sociétés de secours mutuels, on sait qu'elles ne vivent que grâce à la générosité des membres honoraires, en obtenant des médecins de renoncer à la plus grande partie de leur salaire. Ce ne sont que des œuvres de mendicité déguisée.

Mensonge encore lorsque vous promettez un changement immédiat dans la situation du travailleur, car il n'arrive à se garer de privations à venir, qu'au prix de privations immédiates. Ce n'est donc qu'un déplacement de misère.

Mensonge lorsque vous affirmez un changement dans l'état social, car tous vos systèmes ne sont que des adaptations à la société capitaliste, basées sur son système financier n'ayant pour effet que d'amener le travailleur à se croire capitaliste, lui aussi, et à le rendre plus conservateur que Rothschild lorsqu'il est parvenu à contempler quelques millions dans la caisse sociale, qui ne sont qu'un trompe-l'œil puisqu'ils se réduiraient à presque rien pour chaque participant si on se les partageait.

Et je parle pour les plus honnêtes. Je ne ferai pas mention de celles où ne palpent vraiment que ceux qui les administrent, où la justice est forcée d'intervenir pour préserver les intérêts des derniers arrivés contre l'appétit des promoteurs.

* *

Et quel est l'esprit que développent ces prétendues associations de réforme sociale ?

Dans les sociétés de retraite, on dénombre combien de sociétaires sont morts dans l'année, on escompte combien il pourra en mourir dans l'année qui commence, la dite retraite ne pouvant être payée qu'à un nombre restreint de survivants. On compte sur la Providence-Grippe ou Bronchite.

Dans les coopératives de consommation, on n'envisage que le décompte à toucher au bout de l'année, à payer le moins cher possible, sans s'inquiéter de quelle façon les fournisseurs peuvent abaisser leurs prix. Providence X.

Dans les syndicats purement syndicalistes, on ne vise que l'augmentation de salaire, sans voir que l'amélioration n'est que temporaire, que l'augmentation des produits ne tarde pas à rétablir le niveau, et que la seule défense des salaires n'est qu'une impasse. On compte sur la Providence-Ignorance qui empêchera les autres corporations de suivre le mouvement.

Il y a aussi des mutuelles pour l'achat de valeurs à lots. On compte sur la Providence-Hasard, qui apportera aux adhérents un gros lot à partager, mais à aucun moment on ne leur fait entrevoir que cet intérêt qu'on leur sert, cette prime au capital qu'on leur fait miroiter ne peuvent qu'être prélevés dans la poche du contribuable, ou par l'exploitation de travailleurs.

* *

L'association défendue par l'*Intransigeant* a inscrit dans ses statuts : « Prêts au travail. » C'est par cet article, sans doute, qu'elle se croit plus socialiste que les autres.

(1) Voir le numéro 19.

En quoi cela change-t-il quelque chose à l'ordre social? Certes, il est très bon de pouvoir trouver à emprunter une somme qui, dans un moment difficile, vous tire d'embarras. Mais pour qu'elle puisse servir à changer votre situation économique, il faut l'employer pour se mettre à « son compte ». Mettre les gens à même de devenir capitalistes, n'a jamais passé pour être du socialisme.

Si tous ces fabricants de systèmes se contentaient de faire valoir la seule part de bien qui en découlerait, nous dirions aux individus: Servez-vous-en pour ce qu'ils valent. Le premier droit de chacun est de se rendre la vie la moins mauvaise possible, tout en luttant pour l'agrandir. Ce n'est qu'en augmentant sa part de liberté dans la société actuelle, que l'on rend possible la conquête de libertés nouvelles, et le meilleur moyen d'être libre, c'est de parer aux difficultés d'existence que fait peser sur nous l'état social.

Mais loin d'avoir la modestie de s'en tenir au peu de bien que peuvent rendre leurs petites machinettes, tous ces faiseurs de systèmes se croient tenus de promettre ce qu'ils ne peuvent donner, même indirectement : bien-être immédiat, émancipation présente et future, transformation de l'ordre social et capitaliste, tandis que, au contraire, leurs systèmes servilement basés sur les entreprises capitalistes ne font que développer chez leurs adhérents l'esprit de lucre, l'espoir de recevoir plus qu'ils ne donnent, et, sous prétexte d'œuvres de solidarité, le désir de voir disparaître les coassociés pour voir s'agrandir sa part.

⁂

Chaque moyen ne vaut que par l'esprit de ceux qui l'emploient : c'est pourquoi, à côté de l'esprit mercantile, bêtement égoïste, il est bon, il faut qu'il y ait des groupements à visées plus larges, pour combattre ceux qui, avec un petit levain de solidarisme, ne deviennent que des ferments d'égoïsme et d'ignorance. Car il ne peut pas y avoir d'émancipation complète de l'individu dans une société basée sur l'exploitation et l'assujettissement du plus grand nombre au profit d'une minorité de privilégiés.

C'est parce que l'indépendance dans la société actuelle ne s'acquiert pas sans préparer celle de l'avenir que nous combattons ceux qui prétendent sacrifier l'avenir au présent. Loin d'être partisans du tout ou rien, nous disons, au contraire, aux individus: Profitez de toutes les occasions pour revendiquer toutes les libertés, tout le bien-être auquel vous avez droit. Et cela, en l'affirmant, en prenant ce que vous en pouvez. Mais n'oubliez pas que le fait d'allonger sa chaîne d'un maillon n'est pas encore la liberté, et que, dans l'état social actuel, l'indépendance économique entière ne se conquiert qu'au détriment de ceux qu'on laisse en arrière.

J. GRAVE.

A PROPOS DE LA PAIX RUSSO-JAPONAISE

Hervé et d'autres se sont lamentés sur la paix russo-japonaise. A les entendre, c'est la fin et l'écrasement du mouvement révolutionnaire en Russie. L'excès de souffrance tenait le peuple en baleine, la guerre affaiblissait le tsarisme et rendait indisponibles des forces militaires importantes.

Or la guerre a bien eu pour résultat de mettre le comble aux souffrances populaires et de rendre évidentes à tous les yeux les tares d'un gouvernement ignoble entre tous. Elle a été la crise qui détermine la révolte. Mais le mouvement est lancé ; rien ne saurait plus l'arrêter. Les besoins et les aspirations ne peuvent plus être comprimés. La conviction, le dévouement et l'audace d'une multitude de plus en plus grande s'affirment par des actes sans arrêt, sans fatigue, sans découragement. Où Hervé prend-il le droit de dire que tout est perdu parce que la paix est signée?

La conception révolutionnaire d'Hervé se rapproche du fatalisme marxiste. Elle n'attribue rien, aucune vertu à l'effort humain. La Révolution devient ainsi un événement presque miraculeux produit par des forces étrangères. Dans le cas particulier, c'étaient les Japonais qui étaient désignés par le destin pour être les auteurs aveugles du bouleversement de la société russe. Si l'on veut bien y réfléchir, à quoi aurait pu aboutir une prolongation de la guerre? A une nouvelle victoire japonaise, je le veux bien ; mais la société russe n'en eût pas senti un contre-coup beaucoup plus fort qu'après Moukden et Tsou-Shima. Et à moins que les Japonais n'entreprissent de traverser toute la Sibérie, la mission à eux donnée par le destin était arrêtée. Quant à l'armée russe rendue disponible, elle est en grande partie composée de réservistes ; tous ont souffert, ils ont vu, ils ont réfléchi, ils ont parlé. Bien loin d'être pour le tsarisme un appui, cette armée semble plutôt être pour lui un embarras ou un danger. De toute façon, la paix n'arrêtera pas l'effort révolutionnaire.

M. PIERROT.

A propos de l'article d'André Girard

LA BOURSE ET LA VIE

Girard ne me semble pas avoir compris le sens de la décision prise par les syndicats, le 2 août dernier, au sujet de la réglementation de la Bourse. Il n'y a d'ailleurs qu'en un seul endroit où j'ai vu exposer les idées de Griffuelhes d'une façon claire et précise, et c'est (je ne m'y attendais guère) dans la *Revue syndicaliste*, sous la signature de Lauche.

« A la réunion du 2 août, dit Lauche, où chaque organisation était représentée par cinq délégués, tous les orateurs se sont prononcés contre le règlement ; tous ont demandé qu'il fût repoussé par l'assemblée. Et des ordres du jour en ce sens étaient déposés sur le bureau. Ce n'est que le dernier orateur, le citoyen Griffuelhes, qui a fait entendre une note un peu différente. Il a rappelé qu'avant la loi de 1884 des syndicats existaient, que cette loi ainsi que règlements et décrets avaient toujours été violés parce que l'action domine et passe au-dessus de toute réglementation gouvernementale et dirigeante. Pour lui, le règlement n'existe pas, il l'ignore. Les syndicats ne doivent point s'en préoccuper. On ne doit, d'après lui, ni voter pour, ni voter contre le règlement. Il n'y a qu'à continuer l'action, qu'à faire la propagande sans s'arrêter aux cadres étroits d'une réglementation. »

Les syndicats conservent leur autonomie, ils restent organisés en dehors de toute ingérence politique (1). Le prolétariat garde la conscience de soi, la confiance en soi, comme le désire André Girard. Et c'est une éducation aussi que de lui apprendre à attacher moins d'importance à la loi et à ne plus croire que pour vivre et s'organiser il faille la permission de l'autorité. Il vaut mieux prendre l'habitude d'agir en dehors de la légalité que se livrer à des manifestations intermittentes (et platoniques) contre la malveillance du gouvernement. Ces manifestations n'ont même pas le mérite d'une action nette et précise ; elles peuvent très bien prêter pour la masse à l'ambiguïté démocratique d'espérer en la bienveillance d'un gouvernement quelconque. Je ne dis pas pourtant qu'elles soient toujours inutiles.

M. P.

(1) Voir l'article du camarade Teschle dans la *Voix du Peuple* de vendredi dernier 8 septembre.

MOUVEMENT SOCIAL

Au cours des grandes manœuvres, durant le combat qui eut lieu dans les environs d'Avignon, deux balles Lebel ont été tirées sur le colonel du 58e d'infanterie. Un réserviste qui se trouvait dans la direction du colonel a été atteint à la main et a eu deux doigts emportés.

On a fait immédiatement cesser le feu; on a réuni les hommes et les officiers ont inspecté les fusils. Mais aucune trace de balle n'a été retrouvée, le coupable ayant sans doute pris la précaution de tirer ensuite des coups à blanc.

Il paraît que, depuis quelques jours, trois paquets de cartouches à balles avaient disparu et n'avaient pu être retrouvés. Une minutieuse enquête est ouverte. (*Les Journaux.*)

❖ ❖

Si les Jaurès, Bebel, Gérault-Richard et autres politiciens à la hauteur qui prétendent représenter le socialisme ouvrier, s'étaient trouvés hier à l'Université populaire de Firminy, ils auraient pu se rendre compte que les ouvriers socialistes, ceux qui ont les mains calleuses, ont de la patrie une autre compréhension que la leur. Une causerie a été faite par les camarades Delzant, de la Fédération du verre, et F. Faure, de Saint-Etienne. Il n'y avait là pas de politiciens de profession, pas d'avocats, pas d'intellectuels, rien que des ouvriers, mineurs, métallurgistes, etc., et tous ont compris et approuvé les conférenciers préconisant la grève générale, l'insurrection, la guerre civile, contre la guerre étrangère.

❖ ❖

Et ce qui nous encourage à continuer, c'est que nous nous apercevons que bien que l'évolution se fasse très lentement, elle se fait tout de même. On ne peut nier que la mentalité dans les casernes n'est plus celle d'il y a vingt ans. C'est ainsi que ces jours passés, des incidents tout à fait caractéristiques ont eu lieu près de Montbrison. Des *réservoirs* reconnus incapables de supporter les fatigues des grandes manœuvres, étaient restés à Montbrison. Probablement pour les distraire, le capitaine B... leur faisait exécuter des marches et contremarches assez fatigantes. Un jour même où les hommes étaient harassés plus que de coutume, il ordonna la grande halte en plein soleil, alors qu'à 100 mètres de là il y avait de l'ombrage. C'en était trop: les « réservoirs » se dirigèrent vers les arbres, et comme le capiston jurait et crachait, les hommes levèrent la crosse en l'air et entonnèrent l'*Internationale*. La rentrée à Montbrison se fit par petits groupes, au gré des troupiers. Inutile de dire que dans la presse du bloc, on a réduit à rien cet incident, tandis que dans la presse bien pensante on criait à l'abomination de la désolation. Désolant, pour toi, oui, *Echo de la Loire*; réconfortant pour nous, au contraire.

❖ ❖

Il paraît que dans le but de récompenser les maboulistes de l'entrave qu'ils apportent à la propagande antimilitariste, le camarade Berteaux, ministre de la guerre, d'accord avec Chaumié, le garde des sceaux, vont instituer un nouvel ordre de chevalerie. Les insignes en seront deux boules en or, argent ou bronze nickelé (suivant le grade) que les décorés se suspendront aux oreilles.

Les meilleurs tireurs et pointeurs pourront en outre, et par faveur, faire deux périodes de treize jours dans la territoriale au lieu d'une.

En cas de déclaration de guerre, ils appartiendront aux armées de premier rang.

Sous toutes réserves.

ROUSSET-GALHAUBAN.

❖ ❖

Sous l'uniforme. — Pendant les manœuvres de l'Ouest, tous les jours, il revenait des réservistes qui ne pouvaient continuer les manœuvres, et, un jour, il est venu loger à la caserne de Nantes deux cents hommes de Lorient et de Quimper.

Ces malheureux faisaient peine à voir. Les uns se traînaient plutôt qu'ils ne marchaient, les autres, la mine hâve, tremblaient de fièvre. La plupart sont réservistes : l'Etat qui les a arrachés à leurs foyers, bien portants, va les renvoyer malades, peut-être pour longtemps!

Certainement il a dû revenir autant de soldats malades dans les autres régiments, et cependant aucun des « grands journaux » ne parle de ça!

UN RÉSERVISTE.

Montceau-les-Mines. — Jules Saunier, membre de la Jeunesse Syndicaliste de Monceau, accomplissant actuellement une période de 28 jours au 56e de ligne à Chalon-sur-Saône, vient d'être jeté en prison. Son crime est de s'être défendu contre les brutalités dont il a été l'objet de la part des gradés. Il est également inculpé de bris de vitres. Il doit passer au conseil de guerre prochainement.

C'est une infamie qui est en train de se commettre : nous appelons l'attention de la Ligue des Droits de l'homme sur le cas de ce malheureux camarade.

J. B.

MONOGRAPHIE

Le Toulois (Meuse).

On comprend ordinairement deux régions dans le Toulois : le pays vignoble (côtes) et le pays de culture (plaine). Ces régions diffèrent par les mœurs et les ressources, tout en se touchant.

Le pays de culture du nord de Toul est appelé la Voëvre. C'est un terrain argileux, relativement pauvre, auquel il manque les engrais chimiques et le drainage. Il nourrit une population peu dense, groupée en villages de 100 à 300 habitants (exemple : Bouron, à 9 kilomètres au nord de Toul, a 256 habitants pour 10 kilomètres carrés).

Aux deux catégories d'habitants, seigneurs et serfs, qui y ont vécu autrefois, se sont substituées trois classes : les propriétaires-châtelains, les fermiers-propriétaires et les manœuvres.

Les châtelains ou « maîtres » sont peu nombreux; ils vivent, soit au pays, soit à la ville. Ils sont ordinairement très riches et louent leurs terrains aux fermiers. De plus en plus, d'ailleurs, leurs patrimoines s'émiettent : ils les vendent progressivement aux fermiers, qui deviennent fermiers-propriétaires.

Ceux-ci ont la vie assez facile. L'un dans l'autre, les récoltes les rémunèrent largement de leur travail, si toutefois leur « train de culture » n'est pas grevé par des dettes. (Ce qui arrive pour le tiers environ.)

Les céréales se vendent en général assez bien ; l'élevage des veaux, bœufs et chevaux constitue une de leurs principales ressources. Ils pourraient, s'ils savaient s'entendre, retirer un meilleur profit de leurs denrées ; mais l'esprit de jalousie et d'avarice, si puissant chez les paysans lorrains, les fait lutter les uns contre les autres, à leur détriment et au profit des exploiteurs (juifs ou chrétiens, marchands de bestiaux et de céréales).

Il existe bien à Ménil-la-Tour (16 kilomètres nord de Toul) une coopérative laitière qui comprend sept ou huit villages environnants. Mais si l'on ajoute que cette coopérative, fondée par un curé, dirigée par des cléricaux, achète le lait au prix de 6 à 8 centimes le litre, on pourra se rendre compte que ce n'est qu'une coopérative d'exploitation.

Les fermiers-propriétaires ont un souci plus grand. Autrefois, il y a environ vingt ans, ils employaient les manœuvres à des prix dérisoires de 1 franc par jour et la nourriture, les femmes à 0 fr. 75. Aujourd'hui, les manœuvres préfèrent travailler sur les chantiers : chemins de fer, travaux militaires, où ils retirent une journée de 2 fr. 50 à 4 francs. Aussi, ces fermiers se voient dans l'obligation d'acheter des machines agricoles toujours très coûteuses.

On voit, par ce qui précède, que la situation des ouvriers proprement dits s'est améliorée depuis les entreprises de travaux. Mais ce n'est pas à dire qu'elle est satisfaisante. Un salaire maximum de 4 francs pour nourrir une famille de trois à huit et même dix enfants est plus qu'insuffisant, étant donné le prix des denrées : Pain : 0 fr. 35 le kilo ; viande : 1 franc la livre ; épicerie : de mauvaise qualité ou plus chère qu'à Toul où le prix est déjà élevé, à cause de sa garnison. Il s'ensuit que la nourriture de l'ouvrier, en semaine, est presque entièrement constituée par des légumes ; et il faut qu'il fournisse un travail de dix à douze heures par jour, travail toujours très fatigant (le bétonnage, par exemple, exige la présence de l'ouvrier jour et nuit).

Les entrepreneurs s'entendent entre eux pour faire baisser les salaires. En fin juillet dernier avait lieu l'adjudication des travaux du fort de Bouron ; quatre concurrents ; l'un d'entre eux, déjà adjudicataire des forts de Brulay et Lucey, paie les trois autres (on parle de 10.000 francs) pour rester seul concurrent. Et de cette façon, il « tient » les ouvriers qui sont forcés de passer par ses mains.

Quant à la femme de l'ouvrier, elle ne gagne rien ou presque rien. En dehors des soins de son ménage, elle ne trouve comme occupation que du travail de broderie, de festonnage, de confection, fourni par des maisons qui l'exploitent honteusement. Ainsi, une maison, à Toul, donne trois sous pour faire une chemise de soldat, et une femme dont le temps serait entièrement libre dans la journée peut en faire huit au plus.

La conséquence est que bon nombre de familles se débarrassent de leurs enfants dès 11 ou 12 ans et les placent comme domestiques chez des fermiers, ce qui leur rapporte 100 francs par an au maximum.

La presque unanimité des habitants est catholique et croyante, une bonne moitié est fanatique. L'absence d'un curé et de cérémonies religieuses causerait dans la Voëvre un vide tel, qu'il s'en suivrait certainement des désordres. Le curé est un être à part, un presque dieu. Ceux même qui s'affranchissent des superstitions, conservent un fond religieux qui ne se dissipera que très lentement.

Les classes supérieures : châtelains-maîtres et propriétaires-fermiers sont foncièrement réactionnaires. Ils ont une frayeur des radicaux, des « partageux » et des anarchistes. Ils se rendent d'ailleurs très peu compte de ce que sont ceux-ci, car ils donnent ce nom aux manœuvres, aux « chemineaux », comme ils disent dédaigneusement.

Les ouvriers, qui, il y a dix ou vingt ans, avaient les opinions de leurs employeurs (les fermiers), évoluent peu à peu. Ils sont en majorité radicaux avec leur député. Très peu d'entre eux sont sincèrement socialistes, quoique ce mot revienne souvent sur leurs lèvres.

Et je ne connais aucun libertaire ou anarchiste.

Cependant, il semble que peu à peu ils comprennent que les partis bourgeois ne font que les duper ; il y a comme une sorte de levain d'un « parti purement ouvrier ».

E. J.

MOUVEMENT OUVRIER

Nous voici en pleine période de congrès. L'une après l'autre, toutes les corporations tiennent le leur. Encore qu'il se dise pas mal de choses fort inutiles dans ces sortes de réunions, les congrès — je ne parle ici, bien entendu, que des congrès ouvriers — n'en ont pas moins, je crois, une grande utilité. Ils apprennent entre autres aux militants de différentes régions à se connaître, à échanger des idées sur les différents moyens de propagande et autres. L'on y peut également s'y renseigner les uns les autres sur les prix de main-d'œuvre, comparer les modes de travail, et se fortifier souvent pour la lutte de tous les jours contre le patronat.

Et ce n'est pas les idées que peuvent ainsi échanger entre eux les travailleurs qui vont assister à un congrès, qui ont le moins d'importance.

Les organisations enfin se renforcent, prennent plus de cohésion, et en se concertant augmentent les chances de succès dans la lutte chaque jour plus ardue que les travailleurs ont à mener contre le patronat exploiteur.

❖ ❖

A la Bourse du Travail de Paris s'est tenu ces jours-ci le congrès de la Fédération des ouvriers métallurgistes. Cette organisation, l'une des plus importantes du monde syndical, compte 16.000 adhérents cotisants dans 190 syndicats environ disséminés dans toute la France. La Fédération de la métallurgie a eu à soutenir les plus importantes grèves que nous ayons eues en France et actuellement encore une partie de ses adhérents sont en lutte dans le bassin de Longwy et à Pont-à-Mousson.

120 délégués ont assisté aux travaux du congrès auquel s'étaient également fait représenter les organisations similaires d'Angleterre par deux délégués, d'Allemagne, de Suisse, d'Italie, d'Autriche et de Belgique, respectivement chacune par un délégué.

Des discussions du congrès qui ont surtout porté sur des questions d'organisation, je ne dirai pas grand'chose.

La création de secrétariats régionaux, en décentralisant la propagande, pourra donner à la Fédération un nouvel essor, à condition que les secrétaires régionaux comprennent bien leur rôle.

Non seulement ils auront pour devoir de renforcer l'organisation dans la région qui leur sera assignée, mais par une action et une agitation incessantes ils devront provoquer la création de nouveaux syndicats, et mener la lutte de tous les jours pour les améliorations immédiates.

J'ai profondément regretté que la question de la journée de huit heures, qui était à l'ordre du jour du congrès, ne donne pas lieu à un débat plus approfondi. Venant en fin de congrès, cette question n'a pas été, à mon avis, examinée avec toute l'attention qu'elle méritait ; mais j'espère bien que mes camarades de la Fédération y suppléeront en intensifiant à bref délai la propagande auprès de tous les syndicats métallurgistes. La question du travail en commandite, qui s'est trouvée greffée sur la question de la journée de huit heures, mérite une étude plus approfondie que celle qui en a été faite, d'autant plus que l'application de ce mode de travail dans la métallurgie est fort discutable et n'est, après tout, qu'une des nombreuses formes du travail à la tâche ou aux pièces, toujours condamné par les congrès antérieurs.

Dimanche, à l'issue du congrès a eu lieu une fête où notre camarade G. Hervé a prononcé une excellente allocution sur l'*Idée de Patrie*. La grande salle de la Bourse avec ses 3.000 places était trop petite pour contenir les auditeurs qui s'y pressaient, et les brutes à Lépine, venues nombreuses autour du monument municipal, en ont été pour leurs stupides provocations.

❖ ❖

A Tours s'est également tenu ces jours-ci un important congrès des travailleurs municipaux. Trente villes y ont envoyé des délégués.

A signaler l'exclusion du congrès du sieur Copigneau, qui, se faisant l'agent du préfet, fournit, par les articles d'un canard né pour la circonstance, les éléments de la campagne menée par toutes les réactions contre la Bourse du Travail de Paris.

Copigneaux va pouvoir maintenant se consacrer tout entier à sa collaboration au *Jaune*. Ce sera pour M. Biétry, avec qui il a plus d'un point de ressemblance, une excellente recrue.

❖ ❖

A Pont-à-Mousson, la grève des ouvriers métallurgistes continue. Le directeur, le sieur Cavallier, qui au début avait déclaré fermer les usines et refusé de discuter les revendications présentées par les ouvriers, est revenu de ses prétentions. M. le directeur en a rabattu et des pourparlers sont engagés pour arriver à une entente. C'est une première victoire pour les ouvriers, qui ont présenté une liste de revendications qui ne contient pas moins de quatorze points.

A l'heure où j'écris, l'orgueilleux directeur a déjà cédé sur plusieurs et nul doute que, l'énergie des travailleurs aidant, il ne cède sur tous les autres.

En attendant, les autorités ne manquent pas d'aggraver encore les mesures de répression, déjà cependant importantes.

C'est ainsi que le maire de Pont-à-Mousson, M. Bonnette, a pris un arrêté interdisant les attroupements, les cris et les chants séditieux. Plusieurs incidents se sont produits. Comme les gendarmes et la troupe s'efforçaient de disperser des rassemblements, une femme a lancé une pierre à M. Polet, commissaire de police, qui a été atteint à la tête. Un certain nombre d'arrestations ont été opérées, mais non maintenues.

Le service d'ordre est assuré par le 5e régiment de hussards, les 4es bataillons des 91e et 94e d'infanterie, le 8e régiment de dragons et une centaine de gendarmes.

Le général Robert a été expédié de Lille pour en prendre le commandement. Mais toutes ces stupides mesures de provocations n'empêchent pas les grévistes de se réunir, et de manifester drapeau rouge en tête.

❖ ❖

Il faut croire que Biétry et ses jaunes, qui se croyaient cependant maîtres de la place, n'ont pas apporté grande amélioration au sort des métallurgistes de Mont-Saint-Martin dans le bassin de Longwy, car la grève vient d'y éclater à nouveau et les autorités prennent des mesures.

La place de Verdun vient de recevoir l'ordre d'envoyer douze cents hommes d'infanterie à Mont-Saint-Martin.

L'autorité militaire va désigner soit un bataillon de chasseurs à pied et un bataillon d'infanterie de forteresse, soit le 155e d'infanterie de Commercy, campé à Verdun par mesure sanitaire, pour partir immédiatement.

Et c'est ainsi que l'on traite les travailleurs qui revendiquent leurs droits dans « la plus douce des patries » chère à l'Algérien Viviani.

P. Delesalle.

❖ ❖

SAINT-ETIENNE. — **Chez les teinturiers.** — Les syndicalistes adversaires de l'action directe peuvent ajouter une grève de plus en même temps qu'une défaite à leur catalogue. Malgré le regret que j'éprouve à le constater et bien que la grève ne soit pas encore terminée, pour moi, les teinturiers rentreront l'oreille basse. Ils ont bien essayé ces jours passés, devant les défections de plus en plus nombreuses, de passer du rêve à l'action, et quelques renégats garderont longtemps le souvenir de la correction qu'ils ont reçue, mais il n'empêche que voilà bientôt trois mois que la grève est déclarée; que pendant deux mois les grévistes ont été on ne peut plus *calmes et énergiques;* que de jour en jour, malgré la surveillance exercée par les camarades, les rentrées s'opèrent et augmentent chaque jour, et qu'on peut prévoir le moment où il n'y aura plus en grève que ceux que les patrons ont l'intention de sacrifier. Il y aura donc des victimes.

Que cette dure leçon profite au moins, non seulement aux teinturiers stéphanois, mais encore aux ouvriers des autres corporations.

❖ ❖

Pas mal d'ouvriers et nombre de socialistes dépensent beaucoup d'activité, de temps et d'argent à élire de *bons* députés, lesquels devront ensuite voter de *bonnes* lois. C'est ainsi que ces honorables nous ont gratifiés d'une loi qui limite à 10 heures la journée de travail dans les manufactures, usines, etc. Ce qui n'empêche pas un industriel de la vallée du Furan, près Saint-Etienne, d'exiger de ses nègres une journée de 10 heures et demie, tout en ne leur en payant que 10.

De plus, la loi sur les accidents du travail de 1898, supprimant les retenues sur le salaire et mettant les frais d'assurance à la charge du patron, celui cité plus haut a imaginé de prélever un tant pour cent pour usure de l'outillage. Ici une question se pose. A qui appartient le matériel? Le patron répond: « A moi. — Très bien, répondons-nous; mais alors à vous les frais d'entretien. Si nous faisons tant que d'y coopérer, nous voulons aussi en devenir co-propriétaires. Cela vous va-t-il? » Il n'y a pas à sortir de là.

C'est pourquoi les ouvriers de cette usine, au nombre d'une centaine, se sont mis en grève et réclament :

1° Journée de 10 heures avec même salaire que précédemment;

2° Suppression de la retenue.

Au dernier moment, on m'apprend que le patron aurait cédé sur la première question.

Reste la seconde.

ROUSSET-GALHAUBAN.

VARIETÉ

L'Unionisme à San Francisco

(*Suite*) (1)

Ces menaces, naturellement, ont un effet. Plusieurs très gros industriels ont rompu avec le *Times*, quoique la perte de ce chef ait été compensée, à ce qu'on m'a dit, par des gains dans les annonces locales des commerçants qui soutiennent la cause du général Otis.

Un effort général a aussi été fait pour arrêter la circulation du journal; à un jeune garçon de Needles (California) qui vendait le *Times*, on fit faire le plongeon dans la rivière Colorado; ailleurs on chassa les vendeurs; ailleurs encore, les marchands de journaux unionistes refusent de vendre cette feuille. L'union a même offert de l'argent aux non-unionistes employés dans les bureaux du *Times* pour les engager à déserter, jusqu'à 1.000 dollars dans certains cas. Et à présent l'union a un nouveau plan. Elle a prié W. R. Hearst, propriétaire du *Journal* de New-York, d'établir un journal à Los Angeles pour combattre le *Times*, et elle lui a garanti dix mille souscripteurs à l'apparition. Ce journal devait commencer sa publication en décembre 1903.

(1) Voir le numéro 19.

* *

Laissez-moi vous raconter l'expérience de R. J. Techau, grand restaurateur de San Francisco. Techau était boycotté pour ce qu'il employait des musiciens non-unionistes. Quand il fut fatigué de la lutte, il finit par essayer de faire un arrangement; l'Union des Musiciens demanda qu'il renvoyât tout à fait son chef d'orchestre. Ce chef d'orchestre avait été un fidèle employé, et Techau refusa de le renvoyer. Le boycottage continua, et devint finalement si ennuyeux que Techau liquida. Son orchestre se vit immédiatement privé de travail, et les musiciens eurent à faire la paix le mieux possible avec l'union. L'un d'eux à qui je causai me dit avoir été frappé d'une amende de 135 dollars: 10 dollars pour avoir répété avec un orchestre non-unioniste, 100 dollars pour avoir joué avec un orchestre non-unioniste, et 25 dollars pour être reçu membre de l'union. Il reçut aussi l'ordre de ne point jouer dans la taverne Techau pendant une année. Il paya son amende et agréa à toutes les exigences de l'union; il est à présent un « bon » unioniste. Le chef d'orchestre fut aussi frappé d'une amende de 100 dollars et reçut l'ordre de ne pas travailler pendant un an. Depuis lors il a été incapable de trouver le moindre travail, et sa famille a dû être assistée par des amis.

Tel est le sort de celui qui ne veut pas entrer dans l'union; une haine implacable le poursuit jusqu'à ce qu'il quitte la ville ou se fasse affilier. Comme me le disait un leader ouvrier: « S'il n'obéit pas, il n'a plus qu'à chercher une autre cité pour y vivre. »

* *

Il y a eu des cas où les unions ont sans pitié chassé de leur emploi une classe entière de travailleurs. L'Union des Tailleurs de pierre, par exemple, qui ici et dans d'autres villes, a toujours combattu l' « homme-de-fer » — c'est-à-dire la machine — demanda, un jour, que les patrons renvoyassent tous leurs raboteurs et prissent à leur place des membres de l'Union des Tailleurs de pierre. Ces raboteurs étaient des ouvriers habiles, habitués au maniement des machines, alors que les tailleurs de pierre n'entendaient rien à la machinerie. Les patrons protestèrent que ce n'était pas l'affaire des tailleurs de pierre de remplacer les raboteurs, mais les tailleurs de pierre servirent leur argument invincible: ils firent grève. Les patrons demandèrent que la question en litige fût soumise à un arbitrage.

« Nous ne voulons pas d'arbitrage », dit Burns, président de l'union; « nous avons la force et nous allons nous en servir. »

Ce qu'ils firent. Les patrons finalement proposèrent de renvoyer leurs raboteurs un par un, leur substituant les tailleurs de pierre graduellement, afin que les nouveaux ouvriers pussent apprendre le travail sans endommager le matériel, et afin que les malheureux raboteurs ne pussent pas être jetés sur le pavé tous à la fois. L'union, cependant, refusa d'accéder à cette proposition. Alors les raboteurs demandèrent à être admis dans l'union; mais les tailleurs de pierre refusèrent de les admettre, pour le motif qu'ils *n'étaient pas des tailleurs de pierre habiles*. Les patrons à la fin durent se rendre sans conditions, renvoyer toute une classe de travailleurs, et mettre à leur machinerie des hommes sans expérience avec l'immédiat résultat de nombreux accidents et d'une production moindre. Ce sont là quelques-uns des fruits du monopole.

* *

Il est probable que l'organisation de l'industrie, résultat d'une campagne d'affaires, n'avait jamais été auparavant portée à une telle hauteur. Les jeunes garçons qui vendent des épingles sur les promenades ont une organisation très étroite; les fossoyeurs ont, l'an dernier, gagné une grève pendant le cours de laquelle ils empêchèrent réellement les inhumations en remplissant d'eau les tombes non-unionistes et en éteignant le four crématoire; il y a aussi des unions d'acteurs, de journalistes, d'enfants marchands de gomme, de garçons d'ascenseur, d'ouvriers en eau de Seltz, en savon et en bougie, de poseurs de tapis, de poseurs de stores, de déménageurs de pianos, etc. Pendant mon séjour à San Francisco, les nettoyeurs de poissons demandèrent une augmentation de salaire et l'obtinrent. A New-York, il y avait seulement trente-neuf unions dans le corps central des industries du bâtiment; à San Francisco, il y en a soixante-deux.

Et ces unions sont réunies en deux puissants conseils centraux: le premier comprend tous les métiers divers, unis dans un organisme central appelé le Conseil du Travail (*Labor Council*); le second, comprenant tous les métiers se rattachant aux industries du bâtiment, est connu sous le nom de Conseil du Bâtiment (*Building Trades' Council*). Ces deux conseils, jaloux l'un de l'autre, sont des corps représentatifs, quoique tout à fait différents dans leur organisation. Le Labor Council, dirigé avec compétence par des hommes tels que Feruseth, Mac Arthur, et autres, est organisé sur le système largement conservateur de la Fédération Américaine du Travail (*American Federation of Labor*), avec laquelle il est affilié, et ses pouvoirs sont surtout consultatifs. Le Building Trades' Council est un corps hautement centralisé et absolument dominé par un « boss » — P. H. Mc Carthy.

Ici apparaît bien une autre tendance fortement marquée de l'unionisme: la tendance à produire le « Labor Boss » (chef-dictateur ouvrier); la soumission d'un corps représentatif à la domination d'un seul homme, comme je l'ai montré dans mon article sur les conditions du travail à New-York.

* *

Mc Carthy, toutefois, est une sorte de boss très différent de Sam Parks, de New-York. Parks base son règne sur l'intimidation, le terrorisme et la corruption en masse. Mc Carthy, lui, a réduit le « bossisme » à une froide proposition d'affaires; il ne s'endort jamais; sa conduite personnelle n'est pas salie de vilains scandales; il exprime toujours en public le plus haut idéal des fins de l'unionisme. Mais il n'en est pas moins le dictateur absolu de toute l'industrie du bâtiment de San Francisco; il s'est servi de ce pouvoir monopoleur pour exprimer des employeurs le dernier centime de salaires; ni employeur ni employé ne peuvent bouger un doigt sans sa permission, expresse ou implicite. Politicien-né, Mc Carthy ne se fait pas scrupule de se servir des manœuvres électorales douteuses et des méthodes politiques pour arriver à ses fins. En premier lieu, il a une forte personnalité qui renverse naturellement l'opposition. Représentant l'une des plus puissantes unions de métiers du bâtiment, il arrive au conseil avec une vaste délégation derrière lui. Si quelque délégué semble être dans le cas de s'opposer au Boss, on s'en débarrasse promptement grâce à un dispositif de la constitution, laquelle constitution est l'œuvre de Mc Carthy lui-même! Il y a trois cents membres du Building Trades' Council, mais le contrôle des affaires est en réalité dans les mains d'un comité exécutif de soixante-deux membres, que Mc Carthy domine. Nous voyons Mc Carthy, comme Parks, tenir parfois ses réunions très tard le soir, jusqu'à ce qu'un grand nombre de membres, fatigués, soient allés se coucher. Nous le voyons, à la veille de l'élection de janvier 1903, alors qu'il

sentait qu'on essayerait de le faire tomber, ouvrir la porte à six nouvelles unions, toutes très petites et plusieurs d'organisation absolument éphémère, parce qu'elles lui donnaient dix-huit votes de plus.

Voici un exemple du pouvoir du Boss, que je tiens de Harry Costen, secrétaire des ouvriers en feuilles de métal (*Sheet Metal Workers*). Comme les Sheet Metal Workers ne voulaient point se soumettre à l'ordre de nommer des délégués pour une assemblée provoquée à la demande de l'American Federation of Labor, Mc Carthy de lui-même expulsa l'union entière, composée de cent quarante-sept membres, du Building Trades' Council, sans aucune forme de procès. Et les membres des autres métiers, par ordre de Mc Carthy, refusèrent de travailler avec les hors-la-loi.

Un sheet-metal worker Ecossais, nommé Forbes, agissant d'après les ordres de son patron, insista pour rester à son travail. Le contremaître charpentier, unioniste, appela un policeman pour arrêter Forbes, qui n'avait commis d'autre crime que d'être resté à l'ouvrage, contrairement aux ordres du délégué de Mc Carthy. Le policeman le fit sortir dans la rue, mais n'osa pas le conduire au poste. Forbes, ne se laissant pas intimider, retourna à son travail, déclarant qu'il ne le cesserait que sur l'ordre de son patron. Alors le contremaître charpentier prêta serment pour faire arrêter Forbes, l'accusant *de troubler l'ordre!* — et Forbes fut mis en prison.

RAY STANNARD BAKER.

(*A suivre.*)

(*A Corner in Labor. — Mc Clure's Magazine*, février 1904.)

Correspondances et Communications

En réponse à un article de M. Sentupéry, paru dans le *Lyon Républicain*, sur le *Bloc laïque*, nous avons reçu la lettre suivante :

Monsieur.

Votre patriotisme bourgeois vous a invité à vous constituer l'avocat des instituteurs à l'occasion des accusations d'antipatriotisme lancées contre eux. D'aucuns trouveront peut-être votre geste noble; mon avis est que vous aviez une belle occasion... de vous taire.

Sous prétexte de combattre les affirmations cléricales, vous prétendez que le corps des instituteurs « dont le patriotisme est au-dessus de tout reproche » a résisté à la gangrène propagée sous la forme des idées hervéistes, « divagations criminelles si elles n'étaient absurdes, théories échevelées, décevantes folies, misérables paradoxes ». Si c'est là votre seul moyen de réfuter les idées antipatriotiques, il est plutôt piètre.

Sachez que les idées émancipatrices ont trouvé parmi nous de fervents adhérents, parce que, esclaves de l'ordre social actuel, victimes de l'autoritarisme et du favoritisme, nous avons, nous aussi, rêvé une société meilleure et voulons travailler à son édification. Et cette patrie que vous défendez, expression géographique créée à coups de canons, œuvre de la barbarie, est bien pour nous la mégère ordonnatrice des massacres guerriers; elle est surtout la patrie capitaliste, l'enfer où s'agite, au-dessous des louches combinaisons financières et politiques, la masse des parias, chair à travail, chair à canon, masse dont nous sommes. Que nous importe une patrie altérée de sang et d'or? Nous n'avons que nos bras, que nos cerveaux, et notre patrie, c'est l'Humanité.

Ces « divagations », ces « folies » vous offusquent, parce que vous, bourgeois, vous avez besoin de la patrie, de votre patrie qui vous défend et vous repaît.

Et c'est pourquoi vous affirmez qu'il n'est pas en France douze instituteurs hervéistes, que ceux-là, s'ils existent, sont des malins ou des sots.

Permettez-moi de vous dire que, dans un seul chef-lieu de canton, où je suis, il existe déjà une douzaine d'instituteurs hervéistes, affiliés au groupe révolutionnaire ou non; que dans notre département (un des moins socialistes) il en est près d'une centaine; que parmi eux un certain nombre ont embrassé avec ferveur les idées anarchistes que vous traitez de saugrenues. Sachez qu'à mesure que le corps pédagogique se rajeunit, l'internationalisme et l'antipatriotisme le gagnent.

UN INSTITUTEUR ANARCHISTE.

★ Le groupe d'édition *La Muse Rouge* tient à la disposition de ceux qui le désirent les chansons parues au prix de 1 fr. 50 la douzaine, 6 fr. les 50.

S'adresser chez l'auteur, Constant Marie, 22, rue de la Parcheminerie.

★ ALGER. — La Bourse du Travail d'Alger, où les camarades libertaires sont nombreux, ayant appris que lors des meetings du 1er mai et de protestation contre le voyage d'Alphonse XIII, plusieurs expulsions de camarades espagnols ayant pris la parole ces jours-là, avaient eu lieu; que des camarades expulsés avaient été remis aux autorités espagnoles qui les condamnèrent à plusieurs mois de prison, malgré que la France ne soit pas adhérente aux conventions scélérates prises en Suisse par plusieurs gouvernements, sur l'initiative du tsar,

La Bourse a décidé d'opposer aux crapuleries internationales des gouvernements la solidarité internationale des travailleurs.

Un grand meeting aura lieu où l'on parlera des expulsions en masse faites en Algérie et Tunisie lors des ballades royales, ministérielles ou présidentielles. On rappellera les grands crimes gouvernementaux : la Commune, Montjuich, Mano Négra, Chalons, Limoges, etc.; le brigandage qui allait s'opérer au Maroc pour faciliter les combinaisons financières des trop fameux panamistes Rouvier, Étienne, Thomson, etc.

De plus, la Bourse a décidé de s'organiser pour déjouer les menées de la police internationale et invite les autres Bourses du travail à en faire autant.

ESCALAIS.

CONVOCATIONS

★ **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 42, rue du Fer-à-Moulin. — Samedi 16 septembre, causerie par un camarade.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Mercredi 19 septembre. — Discussion entre camarades sur un sujet d'actualité.

Vendredi 22. — Coudray, chef du laboratoire du dispensaire Jouye-Taniès : L'hygiène dans la famille.

★ **Association Internationale Antimilitariste** (Section du 20e arr.). — Conférence le 16 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, à l'U. P. Zola, 44, rue Planchat. Ordre du jour : Des révolutionnaires et des modérés, lesquels sont les violents, par Delalé.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 15 septembre. — E. Armand : Les Doukhobors; leur histoire, leurs persécutions, leurs faits et gestes au Canada (avec projections).

Mercredi 20. — Mme Magne : Morale et Religion.

Vendredi 22. — Mlle G. Coblence : Les Anglais jugés par les Français et les Français jugés par les Anglais.

Mercredi 27. — Rousselet : La Mortalité et les habitations ouvrières (avec projections).

★ NOGENT-LE PERREUX. — **Association Internationale Antimilitariste.** — Réunion le lundi 18 septembre, à 9 h., salle Labbé, 71, avenue Ledru-Rollin. Objet : La propagande; Le départ de la classe; L'antipatriotisme.

★ **La Coopérative Communiste** (sans répartition de bénéfice individuel). — Répartition des denrées tous les mercredis et samedis au local provisoire, 17, allée du Square (avenue de Rosny). A 9 heures, causerie entre camarades.

★ **Jeunesse révolutionnaire du XIVe.** — Réunion vendredi 15 septembre, à 8 h. 1/2, à la Belle Polonaise, salle du Syndicat des menuisiers, 21, rue de la Gaîté.

Causerie par un camarade sur : Le communisme; discussion.

★ LIMOGES. — Samedi 16 courant, à 8 1/2 du soir, réunion des camarades s'intéressant au journal local, chez le camarade Guitard, 18, rue de Chinchauvaud.

★ MONTCEAU-LES-MINES. — **Jeunesse Syndicaliste.** — Réunion dimanche 17 septembre, à 8 h. 1/2 du matin, salle Bayet. — Urgence.

Le groupe fait appel aux Jeunesses syndicalistes et aux groupes antimilitaristes en faveur de la femme et de l'enfant du camarade Jules Saumier, qui sont sans ressources. Adresser les souscriptions à Claude Boutillon, au Pouloux, Montceau-les-Mines.

★ MARSEILLE. — *Conférences de Jean Marestan* : le samedi 16 septembre, à 9 heures du soir, salle Alquier, à Saint-Louis : *Les tentatives de communisme pratique*; le dimanche 17, à 3 heures de l'après-midi, à la Madrague de Montredon : *Les travailleurs ont-ils intérêt à défendre la patrie?* le mercredi 20, à 9 heures du soir, salle du Jeu de Boules, 24, boulevard des Chartreux : *La thèse de Hervé et celle de Jaurès*; le jeudi 21, à 9 heures du soir, salle Frédéric, 11, rue d'Aubagne, causerie-controverse sur : *La moralité et la pudeur*. Entrée gratuite.

★ TOULON. — **Jeunesse Syndicale.** — Mercredi 20 septembre, réunion, 106, cours Lafayette.

Les camarades ayant des livres en lecture depuis quelque temps sont priés de les rapporter.

Les camarades et les groupes en relation avec la J. S. sont priés d'écrire à la nouvelle adresse du secrétaire : Layet Marius, 30, rue Castillon, Toulon-Mourillon (Var).

RÉIMPRESSION DE BROCHURES
A DISTRIBUER

Le groupe de propagande par la brochure d'Arcueil, 500; — Digne, 500; — P., à Paris, 200; — B. G., 400; — B., 200; — B., 200; — L., à Alger, 500; K., à Clermont, 300; — V., à T., 500; — X., à Z., 400; V., à La Roche, 300.

A NOS LECTEURS

Nous offrons les vingt premiers numéros parus au prix de 1 franc, frais de poste en plus.

Ces numéros contenant des dessins de : Roubille; Hermann-Paul; Grandjouan; Delannoy; Kupka; P. Iribe; B. Naudin; Jossot; Luce; Bradberry; Agard; Delaw; Robin, seront recherchés plus tard.

Ceux qui les possèdent déjà pourraient faire ainsi un cadeau superbe à des amis.

A tout nouvel abonné d'au moins six mois, les vingt numéros seront expédiés contre le prix d'affranchissement, 0 fr. 40 pour la France, 0 fr. 75 pour l'extérieur.

La place nous manquant, nous n'avons pu en mettre que cent collections de côté.

Petite Correspondance

S., à Marseille. — Volume expédié. Prends note du changement.

E. P., rue C. — Vers un peu faible.

Denaurwy. — Le conte de Morris a été donné dans le supplément de la *Révolte*. Peut-être le mettrai-je dans le nouveau volume pour enfants que je prépare. Mais nous n'avons publié que celle-là; si le bouquin en contenait d'autres qui vaillent la peine d'être traduites!

P. M., à Marseille. — Nous n'avons pas les fonds pour éditer de manifestes. Comme article, demanderait à être développé.

H. G., à Bussang. — *Les Terres du Ciel*, de Flammarion. Oui, facile à lire. Pas mauvais comme vulgarisation, à condition de ne pas tout prendre à la lettre.

A. F. Z. — Reçu extraits. Merci. Je les lirai et vous répondrai. Quelques-unes de vos observations sont justes. Mais le manque d'argent limite la bonne volonté. — Oui, il faudrait pouvoir traiter tout ce que vous dites; mais il faut que ce soit avec compétence, et ça devient plus difficile.

E. L., à Avignon. — Pouvons vous envoyer les numéros; 0 fr. 10 l'exemplaire, plus frais de poste.

B., à Longages. — Le deuxième abonnement finit fin septembre.

H. B., à Lille. — Je réexpédie les brochures, mais elles avaient été expédiées.

J. B., à Montceau. — Envoyez si c'est intéressant.

L., États-Unis. — Votre lettre à L. Casas fait double emploi avec ses articles.

R. J. — Reçu *Des faits*. — Il y a trop de faits semblables à relever. Force est de se borner à ceux qui sortent de l'ordinaire.

Reçu pour les arrêtés : D. M., à Foncarmont 3 fr. — Listes précédentes : 192 fr. 80. — En tout : 195 fr. 80.

Reçu pour le journal : T. et D., à Marseille, 1 fr. — L., au Mans, 0 fr. 15. — S., à Marseille, 1 fr. — V. J., à Marseille, 0 fr. 50. — F. B., à Bezac, 12 fr. — Merci à tous.

E. L., à Avignon. — Dr J., Aïn-Draham. — C., à Barre. — R., à Lyra. — L. V., à Loos. — M. A., à Lille. — T., à Plérin. — D., rue B. — L. C., à New-York. — E., rue O. — P. T., à Marseille. — L., à Dison. — A. R., à Mirepoix. — B. C., à Mouscron. — V., à La Roche. — P. B., à Monnai. — J. F., à Anvers. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie Courcet (Jean Grave), rue Bleue, 7, Paris.



Dessin de Bradberry.

— *Ils nous ont dit qu'ils nous donneraient à travailler lorsqu'il sera baptisé !*

11e ANNÉE. — N° 21. 23 SEPTEMBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la page 8 le dessin de Lebasque.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Pas de Supplément cette semaine.

Questions de Bourses

Les syndicats devaient-ils, comme ils l'ont fait, traiter par le mépris l'immixtion du Conseil municipal dans l'administration intérieure de la Bourse du Travail, et continuer leur petite besogne, comme si ledit règlement n'eût jamais existé, ou devaient-ils, en bloc, déserter l'immeuble qu'ils doivent à la munificence du Préfet et du Conseil municipal; munificence que sont seuls à supporter les contribuables?

Les uns sont pour la première attitude, les autres pour la seconde. Delesalle, Pierrot et Girard ont donné ici d'excellentes raisons pour l'une et pour l'autre, et pourraient, sans doute, en donner encore d'autres aussi bonnes, sans que la question fût tranchée.

Par tempérament, je préférerais la solution de Girard. C'est toujours plus crâne d'envoyer promener les embêteurs et de ne rien devoir à ceux que l'on combat — quoique en bonne logique, en se carrant dans le bâtiment municipal, les syndicats sont bien chez eux, puisqu'il n'est payé que par le public. Mais la solution la plus carrée n'est pas toujours la plus habile comme tactique. — Bon ! voilà que je me découvre opportuniste ! — et, lorsqu'on sait que certaine attitude embrouille des tripotages de coulisse, il y a toujours plaisir à la tenir. C'est ce que font valoir ceux qui ont décidé de rester à la Bourse « sans se soumettre ni se démettre ».

* *

Mais si les raisons fournies par Pierrot ne me semblent pas des plus convaincantes, il me paraît que Girard s'emballe un peu beaucoup, en s'imaginant le mouvement révolutionnaire perdu parce que les syndicats anti-politiciens n'ont pas vidé les lieux, et en croyant que, rester ou ne pas rester au bâtiment de la place du Château-d'Eau, est une question de vie ou de mort pour le mouvement ouvrier, que cela peut intéresser les travailleurs au point de les entraîner à la grève générale.

Il ne faut pas se payer de mots, et — autant que je puis m'en rendre compte, du haut de l'observatoire du 4 de la rue Broca, observatoire qui a l'air d'horripiler pas mal d'individus — il faut reconnaître que les syndicalistes ne sont encore qu'une minorité dans la classe ouvrière, et que, pour passionner celle-ci, il faut des questions qui la touchent de plus près.

* *

Emportés chacun par leur point de vue, les contradicteurs ont oublié de rechercher s'il n'y avait pas une troisième solution, plus pratique, et pouvant rallier les opinions différentes, solution qui m'a été exposée par un membre d'un des syndicats qui se sont retirés de la Bourse :

Pourquoi les syndicats ne se construiraient-ils pas une Bourse du travail à eux, leur appartenant, et où ils seraient libres de s'y gérer sans intervention de l'autorité?

Les coopérateurs belges ont réussi à se faire construire des maisons du peuple luxueuses et commodes. Les syndicats français seraient-ils moins capables d'initiative, d'esprit de suite? Ne sauraient-ils s'imposer le moindre effort pour se passer de l'appui de l'autorité à laquelle ils font la guerre?

On peut compter — me disait le camarade en question — sur 50.000 syndiqués. — Il y en a beaucoup plus, mais il faut compter sur le déchet. — Or, en admettant qu'il faille un million pour construire un immeuble commode et spacieux, mettons-en même deux, cela représenterait de 20 à 40 francs par syndiqué.

Mettons pour chaque syndiqué une surcotisation de 0 fr. 50 par mois, cela produirait 25.000 francs par mois, et 300.000 francs par an. En quatre à sept ans, on aurait couvert les frais de construction.

* *

De plus, avec des cotisations assurées, tombant tous les mois, il n'y aurait pas besoin d'attendre si longtemps pour se mettre à l'œuvre. Dès la première année on aurait la somme nécessaire à l'achat du terrain. Une fois le terrain acheté, si les cotisations mensuelles n'étaient pas suffisantes pour mener activement la construction, il est facile d'emprunter. Et une organisation ouvrière solide trouverait des conditions raisonnables. Au bout de deux ou trois ans, les syndicats seraient chez eux.

Et je ne fais pas entrer en ligne de compte d'imprévus. Il se trouverait bien quelques dilettantes bourgeois qui se feraient un scrupule d'aider une grève, mais seraient désireux de paraître aider à l'émancipation ouvrière. Il se récolterait, de ce fait, quelques billets de mille en cours de route.

D'autre part, on pourrait compter, d'une façon certaine, sur le concours de nombreux artistes, sculpteurs et dessinateurs. J'en connais, pour ma part, pas mal qui seraient heureux de donner libre cours à leur talent, en travaillant à la décoration d'un monument digne de l'émancipation ouvrière.

Enfin, pour faciliter la chose, on pourrait faire appel à d'autres groupements similaires qui aimeraient avoir leur place dans un local purement ouvrier et pourraient apporter leur quote-part, sinon à l'édification, au moins en coopérant aux frais d'entretien, d'embellissement et d'agrandissement, selon les nécessités.

* *

Le grand mal, en France, c'est que par l'éducation, aidée par la période de service militaire que chaque individu est tenu de fournir, on est parvenu à étouffer tout esprit d'initiative chez lui. J'oubliais aussi la politique qui lui fait tout espérer de l'Etat.

A l'heure actuelle, lorsque les individus veulent faire quelque chose, même lorsque c'est une œuvre d'émancipation individuelle, ils ne se donnent pas la peine de rechercher ceux qui pensent comme eux, afin de s'entendre et de se

mettre à l'œuvre, en s'imposant les efforts nécessaires. Non. On demande à l'Etat, à la commune, aux particuliers, de subvenir aux frais de la tentative. Et c'est ce qui fait que, même lorsqu'elles trouvent de l'aide, la plupart des œuvres entreprises succombent plus ou moins vite, car l'on se fie sur les efforts venant du dehors, sans en faire au dedans.

Il appartient aux syndicats de donner un exemple d'initiative, de force et de volonté, de démontrer que lorsqu'on veut, l'on peut, et de rompre enfin avec l'Etat bourgeois qui ne vise qu'à une chose, les domestiquer.

J. GRAVE.

CROCS ET GRIFFES

Dans le dernier numéro du Travailleur, *de Lille, je relève la petite saleté suivante :*

Biétry est ce chef des jaunes qui, après avoir été **anarchiste**, on dirait aujourd'hui un syndicaliste révolutionnaire, s'est mis au service du patronat avec un zèle qui, pour être bien récompensé, n'en est pas moins bien inutile.

C'est là une calomnie gratuite à l'adresse des anarchistes. Le sieur Biétry, avant de passer à la jaunisse, on l'ignore au Travailleur *moins que tout autre part, était membre du parti* Blanquiste. *Après le congrès de la salle Wagram, Blanquistes et Guesdistes firent alliance et Biétry fut alors du* Parti unifié. *Il fut également rédacteur au* Petit Sou, *qui ne fut pas précisément un organe « anarchiste ».*

Gardez Biétry,-Messieurs les enrégimentés du socialisme unifié, car il fut vôtre..., et bien vôtre.

P. D.

A propos des Employés

J'ai reçu la lettre suivante, en réponse à mon article *Les Employés* :

Lyon, le 26 août 1905.

Les employés ? Ah ! oui, camarade Petit, ce sont des malheureux. Et leur mentalité fait songer à la parole de Jean-Jacques au sujet des domestiques, « les plus misérables des hommes... après leurs maîtres ! »

Je les connais, les pauvres : j'en suis. Mais, j'ai hâte de le déclarer, je ne suis pas un de ceux qui méprisent les ouvriers, étant acquis depuis longtemps aux idées émancipatrices. Nous sommes même quelques-uns comme cela. Combien ! Oh ! bien peu, les employés étant, de tous les travailleurs, les moins bien placés pour l'émancipation.

Votre article concerne les employés des télégraphes, des postes, des grandes administrations de l'Etat. Ceux-là peuvent tenter un effort : groupés, par quantités assez notables, en vue de besognes identiques, ils sont, en quelque sorte, une corporation ; il leur est facile de se constituer en syndicats et de formuler des revendications ; le préjugé de l'éducation (bien relativement supérieure !) et du costume entre pour la plus grande partie dans leur défiance envers le peuple, et les préjugés se détruisent peu à peu.

Mais comment faire pénétrer quelques idées de justice chez ces employés de commerce et d'industrie, scribes, comptables, vendeurs, peu nombreux déjà dans leurs groupements par maisons distinctes et divisés fort habilement par des rivalités d'appointements et de préséances ? Vendeurs et comptables travaillent à proximité de leurs patrons, dont ils doivent affecter de partager les craintes et les espérances ; ils disent : « notre clientèle, notre chiffre d'affaires, notre inventaire » avec le même sérieux et plus d'inconscience encore que le patriote disant « nos colonies, nos finances, notre armée ! »

Le comptable doit veiller rigoureusement aux rentrées des créances ; qu'il soit ému par la situation d'un malheureux débiteur guetté par la faillite, cela arrive ; qu'il fasse partager ses généreux scrupules à son patron, c'est autre chose : essayez d'apitoyer un requin ! Peu à peu, le doit et avoir en a fait une mécanique, un aligneur de chiffres incapable de penser. Demandez donc de la fierté individuelle, une opinion raisonnée à un vendeur qui a pour objectif de prendre, coûte que coûte, des commandes, en surfaisant la valeur de la marchandise offerte et en flattant le client sollicité dans ses manies, dans ses courtes vues sur les hommes et les choses ! Ah ! c'est une bien vilaine denrée que celle des employés de commerce ! Et l'homme libre, celui qui répugne aux besognes de larbin et que l'on suspecte pour son attitude sans bassesse, et que l'on déteste pour le relatif développement intellectuel que révèlent les paroles qu'il laisse échapper, celui-là souffre le martyre et a besoin de se rappeler quelquefois la théorie déterministe de l'ambiance et de l'éducation pour ne pas haïr ses collègues. Hâbleur, pédant, épateur, telles sont les épithètes dont il est gratifié. Et ce n'est même qu'à cette circonstance de n'être pas pris pour un homme de cœur (phénomène auquel ne peut croire cette race) qu'il doit de ne pas être jeté à la porte, mal noté pour les employeurs qu'il pourrait solliciter, et suspect aux yeux des travailleurs manuels qui, par réciprocité, regardent de travers le monsieur qui porte faux-col.

Ça n'empêche pas de dire la vérité quand même, nul effort, même le plus petit, n'étant stérile. Et puis, quand on regarde au dedans de soi-même, on se trouve tout de même plus propre que le voisin.

Cher camarade, recevez mon salut fraternel.

A. MAUCHERAT.

Il serait profitable à tous nos lecteurs que beaucoup d'entre eux nous fissent part des réflexions que leur inspirent nos articles. Quelques-unes de ces lettres nous serviraient seulement à contrôler nos propres affirmations, d'autres ajouteraient des faits nouveaux ou des points de vue différents à ceux que nous avons envisagés et les questions que nous soulevons se trouveraient ainsi discutées plus complètement et avec plus d'exactitude dans une plus complète communion d'idées entre tous les lecteurs qui devraient être autant de collaborateurs.

Il n'y a pas aux *Temps Nouveaux* de rédacteurs en titre, de journalistes professionnels, de plumitifs payés. Tous, nous cherchons à dire ce que nous savons, ce que nous voyons, ce que nous croyons intéresser tous les autres. Nous sommes tous des lecteurs, des abonnés (payant notre abonnement) et aucun de nous ne vise à obtenir, par sa collaboration au journal, une place de député, de sous-préfet, ou même les palmes. Tout au plus le gouvernement consent-il à gratifier, de temps à autre, les plus en vue d'entre nous, de quelques mois de prison.

Mais ces faveurs-là ne s'accordent pas à tout le monde, et nos correspondants n'ont rien à craindre, leurs noms et leurs adresses sont à l'abri des enquêtes indiscrètes. Ils peuvent écrire en toute sécurité.

Mon correspondant indique avec beaucoup de netteté la situation lamentable des employés de commerce.

Je ne vois, pas plus que lui, aucun moyen direct et rapide d'amélioration de leur sort ; mais il me semble que le fait même qu'ils sont crus, par leurs patrons, incapables de révolte, leur permet de mener, très discrètement, une campagne soutenue ayant pour but de s'unir, sans syndicat officiel, mais par une entente tacite. Par exemple, si le patron d'une petite maison de province, renvoie un employé injustement, il se trouverait bien pris, du jour où il ne verrait aucun autre employé se présenter pour le remplacer. Ce nouvel employé ignorant de la situation se présente-t-il ? Les autres employés, en quelques jours, le mettent au courant, lui font comprendre qu'il ne peut rester, et eux-mêmes s'arrangent, sans résister ouvertement, pour faire juste leur besogne et profitent de la première occasion pour lâcher tous ensemble le patron.

Union dans la résistance active par petits groupes d'employés vivant constamment ensemble, idées générales d'émancipation répandues discrètement parmi tous, tels sont les premiers moyens que j'envisage susceptibles d'entamer la lutte au profit d'une catégorie d'hommes jusqu'ici tout à fait soumis à l'arbitraire des employeurs.

Nous avons tout un arsenal de brochures, de gravures, de chansons qui, partout où elles pénètrent, ont suscité un mouvement actif de libération. On n'a qu'à y faire appel.

MICHEL PETIT.

DES FAITS

« Crown Reef Gold. *Un dividende de 110 0/0, ce qui porte le* **dividende annuel à 220 0/0**, *a été déclaré par le Conseil d'administration pour le semestre finissant le 30 courant.* »

(Agence Fournier, du 15/9 05.)

LA LOI D'AMOUR

— ...Si je suis au fait de la proposition de M. Paul Hervieu ?... me dit en souriant Mme V***. Mais oui, nécessairement... Si je ne l'avais lue et si je n'avais lu les commentaires qu'elle a suscités, je n'en serais pas encore à l'ignorer. Vous êtes, au moins, la dixième personne que j'en entends parler, chacune selon l'interprétation qu'elle croit devoir lui donner et, comme dit je ne sais plus où Molière, il n'y a rien d'aussi divertissant que la diversité des jugements qui se font là-dessus...

Cette Mme V*** est une très vieille dame d'esprit qui a beaucoup milité en faveur de nos idées il n'y a pas si longtemps et qui, aujourd'hui, parle encore d'un avenir que son passé rend plus lointain, d'une voix dont l'affaiblissement lui interdit d'étendre la portée, mais qu'il est profitable d'écouter de tout près, avec recueillement, quand on a le bonheur d'être de ses amis.

Comme je lui demandais son opinion :

— Oh ! vous savez, moi, j'ai toujours l'air de vouloir penser autrement qu'on ne pense ; j'ai la réputation d'être paradoxale, alors...

— Vous n'approuvez pas la tendance qu'indique l'addition de l'excellent romancier à l'article du code conjugal ?

— La tendance... si ; on ne peut nier que M. Paul Hervieu soit très aimable pour nous, mais son amabilité m'a l'air un rien malicieuse... Il ne m'étonnerait pas de sa part qu'il ait voulu un peu se moquer de nous, nous prendre, comme des alouettes, à un miroir... flatteur, en nous promettant ce qu'il sait bien qu'il ne dépend pas du mariage de nous donner. Car c'est certainement pour les femmes que M. Paul Hervieu a mis une promesse d'amour dans le mariage ; il n'y a qu'elles pour s'inquiéter de le trouver là... En tout cas, c'est un très joli vocable que celui dont l'auteur de la *Loi de l'homme* — qui nous promet une loi de la femme — préconise l'emploi, à la mairie. Mais, pour dire encore comme Molière, que diable voulez-vous qu'il aille faire dans cette galère ? Si c'est en subtil écrivain que M. Paul Hervieu entreprend de réformer le Code, j'ai bon espoir qu'il réussira... dans ce sens, son coup d'essai nous annonce d'agréables surprises. C'est une trouvaille de galanterie, d'un effet charmant, quoique trompeur, que ce mot « amour » tel que le voilà serti, dans une formule légale, bien faite pour le rechampir...

Rivarol déclarait que l'art littéraire consiste à déplacer des mots. Eh bien ! pour déplacé, je crois qu'il l'est, derrière le verbe *doit*, le subs-

tantif *amour!* La contradiction est flagrante entre la relativité de ce sentiment et le caractère précis de l'obligation à laquelle on veut soumettre ceux qui se prétendront dignes d'établir leur association sur une autre base que leur intérêt matériel et l'intérêt de leur descendance.

Je ne sais pas comment la loi s'avisera des fraudes des époux, par quels moyens elle contrôlera leurs rapports et constatera le bien ou le mal fondé des réclamations qu'ils lui soumettront... Mais il y aurait de la naïveté à croire qu'on comptera davantage de mariages d'inclination qu'aujourd'hui, quand l'article relatif aux devoirs mutuels des conjoints — pour parler le style du Code — aura été modifié selon le vœu de M. Paul Hervieu.

Les gens qui s'aimeront s'arrangeront toujours à se prouver leur tendresse et à vivre en continuant à se la prouver — légalement ou pas — aussi longtemps qu'elle durera, avec plus ou moins de facilité, en ayant à lutter contre plus ou moins d'obstacles. Par contre, on n'empêchera jamais deux complices de s'entendre, pour des motifs complètement étrangers à l'amour, et de passer pour être épris l'un de l'autre devant l'officier municipal dont la sanction leur sera nécessaire.

Comme il y a autant de diagnostics des sympathies du cœur que de tempéraments différents, M. le maire — ou son adjoint, à son défaut — à moins qu'on ne lui rédige un signalement exact de l'amour, sera dans l'impossibilité de ne pas souscrire à chacune des déclarations de toutes les déclarations d'amour qu'on lui affirmera s'être faites... Et il n'y aura qu'une hypocrisie de plus... Il est vrai que « l'hypocrisie est un hommage que le vice rend à la vertu »... J'enregistrerai donc à l'actif du progrès cette concession que le cynisme bourgeois fera à la dignité de l'union libre — contractée sans autre souci que de concourir aux fins des attractions mutuelles — quand il cachera sous des apparences sentimentales les odieuses spéculations de ses accouplements d'intérêts.

Mais cette hypocrisie sera-t-elle une nouveauté? Quel stade marqué l'évolution de la vie sexuelle aura franchi, quel avantage réel la femme aura recueilli, le jour où, pour la décider à sacrifier sa liberté, on n'ajoutera que comme une raison supplémentaire à celles qu'on lui exposera, la raison de l'amour qu'elle sera censée d'inspirer et qu'elle croira ressentir, alors que cette raison devrait prévaloir sur toutes les autres et même faire autorité à l'exclusion de toutes les autres?

Oui, quel privilège de plus aura la jeune fille quand on lui énoncera, en la mariant, des droits à la tendresse de son époux? Sera-t-elle plus éclairée? Je ne sache pas que le nombre soit grand des vierges, parmi celles que leurs parents se chargent d'établir, qui ont conscience des combinaisons de fortune auxquelles donne lieu leur alliance. La plupart, prenant leurs désirs pour des réalités, sont naïvement convaincues d'inaugurer une nouvelle existence où elles exerceront leurs facultés passionnelles.

On ne leur apprendra rien de plus que ce qu'elles croient savoir quand on leur dira *qu'il faut, indispensablement, s'aimer pour s'unir* et elles continueront d'être les dupes qu'elles ont toujours été de leurs instincts, de leurs illusions et des mensonges conventionnels.

A moins de rencontrer une demoiselle aussi pratique et avertie que lui, le monsieur qui veut épouser une dot ne laisse pas de mettre ce masque de tendresse — qu'une galanterie, en quelque sorte protocolaire, lui façonne si aisément — sur la cupidité de ses appétits. La même influence, la même sujétion familiales continueront de se faire les complices de la comédie que le fiancé joue.

On entendra seulement, dans ce qu'on est convenu d'appeler *le monde* — comme si le monde était tout entier là où il me semble précisément qu'il finit — des conversations de ce genre :

— Il paraît que les de... (un nom de très vieille noblesse) ont marié enfin leur fils?...

— Oui, avec la fille de ce comestiblard qui s'est enrichi à millions dans les jambons.

— Ah! c'est un beau mariage *d'intérêt et d'amour*.

Et M. Paul Hervieu regrettera d'avoir écrit sa satirique *Armature* avant l'application de sa loi, car il n'aurait pas manqué de railler celle-ci avec l'esprit incisif que vous savez, si elle avait existé au moment où il composait son chef-d'œuvre.

Que voulez-vous! en acceptant de faire partie d'une commission et même d'une sous-commission constituée aux fins de reviser le Code et de l'abonnir, M. Paul Hervieu a assumé une tâche semblable à la légendaire punition de Sisyphe.

Notre excellent romancier a, lui aussi, à hisser sur une montagne abrupte un rocher qui, si vigoureusement qu'il le pousse, retombera toujours dans la vallée de ténèbres... On ne gravit pas avec une charge telle que le faix écrasant des lois, la côte que franchit, au-devant du soleil, l'humanité en marche.

Les hommes les plus avancés dans cette ascension vers la lumière sont les plus allégés, les plus dégagés des entraves barbares des codes.

Il n'est, pour la femme, d'autre solution au problème d'échapper à la tyrannie conjugale de l'homme que celle de la conservation de son indépendance. Qu'elle ne se laisse pas lier par le mariage, elle n'aura pas besoin de demander qu'on desserre ses liens. Si ma liberté dépend de la générosité d'autrui, si c'est d'autrui que je l'attends, elle n'est plus ma liberté. Ce que j'appelle de ce nom, ce n'est point l'ensemble des concessions qu'on m'accorde, c'est ce dont je jouis pleinement...

A quel marché singulier se soumettent les rares amants véritables que l'officier municipal voit se présenter devant lui quand ils lui résignent tous leurs droits de s'unir et de s'aimer comme ils l'entendent, pour le solliciter de leur en rendre une infime partie? En réalité, ils dénaturent leurs intentions et ils en sacrifient le caractère sentimental supérieur pour recueillir des avantages civils auxquels ils ne songent pas ou que, plutôt, les désirs qui les rapprochent n'ont pas pour objet. La femme achète dans le mariage une sécurité matérielle relative, mais c'est au prix de la perte de cette égalité morale qu'implique l'amour. Du fait d'épouser l'homme de son choix, elle cesse d'être son semblable, elle devient son inférieure...

Je ne l'ignore pas, l'union libre est sans garantie pour elle. Celle qui la contracte court les risques de l'abandon et s'attire mille vexations humiliantes. Mais quel est l'abandon que certaines épouses malheureuses ne préféreraient au supplice d'endurer l'ignominie d'une promiscuité ou d'une servitude à laquelle la rigueur des lois les empêche de se soustraire? Une mère, véritablement digne de ce nom, n'aimera-t-elle pas mieux élever son enfant, quelque peine qu'il lui coûte, que de se le voir ravir par son mari? Aussi bien, les exemples sont-ils plus rares qu'on pourrait le croire des pauvres filles séduites et délaissées qui ne se dévouent pas à l'éducation du petit être né de l'union que la lâcheté égoïste de l'homme a rompue.

Mais un engagement légal sauvegarde-t-il tant que cela la femme de cette rupture? Si, dans le cas où la fiancée a de la fortune, les clauses du contrat qui la protège sont de nature à lui inspirer de la quiétude, il n'en est pas de même quand elle n'a que le produit de son travail journalier à apporter en dot. Il est constant que dans le peuple l'épouse vit plus misérablement que la célibataire. Les avantages, d'ordre économique, que l'ouvrière recueille du mariage sont pour ainsi dire nuls et parfois négatifs. Souvent, le mâle pour qui elle peine si durement l'exploite et abuse de son droit de ruiner sa santé à force de grossesses, car l'allégation des fatigues d'une maternité trop fréquente n'est pas de celles dont tiennent compte les juges pour prononcer le divorce. Si la société est ainsi faite que, présentement, pour la femme, la question de son bonheur par le choix d'un compagnon d'existence est inséparable de la question de son existence elle-même, je me demande l'intérêt qu'a l'humble fille à faire un mari de l'homme auquel elle se donne. Les lois conjugales, comme toutes les lois, ne sont profitables qu'aux privilégiés, parce que conservatrices de l'état de choses dont ils jouissent. Avec ou sans le mot amour que voudrait y ajouter M. Paul Hervieu, celle qui favorise les spéculations des alliances bourgeoises n'en restera pas moins, pour l'immense majorité des femmes, un des modes les plus tyranniques de son asservissement.

JOHN L. CHARPENTIER.

MOUVEMENT SOCIAL

Armée et police. — Au Havre, deux soldats ivres ont tué — d'un coup de baïonnette ou, suivant une autre version, de parapluie aiguille, dans la figure — un jeune imprimeur qui rentrait chez lui, en famille.

A Longwy, un maréchal des logis de dragons a tué un gréviste d'un coup de lance.

Trois soldats ont été arrêtés à Robions (Vaucluse), ayant tenté de violer une jeune fille.

Au Creusot, le garde particulier Bouillot a tué d'un coup de revolver — involontairement, dit-il, — un ouvrier nommé Stenberg qu'il voulait arrêter (parce qu'il prenait des pommes de terre dans un champ) et qui lui résistait. Bouillot a été mis en liberté provisoire. Stenberg laisse une femme et trois petits enfants.

A Marseille, l'agent de la sûreté Vidal a été arrêté, sur la dénonciation de sa propre femme : depuis six ans, grâce à l'intimidation qu'il faisait régner autour de lui, Vidal abusait de sa fille, âgée aujourd'hui de 14 ans. L'examen médical ne laisse aucun doute.

A Bordeaux, l'ancien inspecteur de la sûreté générale Lécolier a été arrêté pour escroquerie envers un restaurateur et tentatives de chantage envers plusieurs cercles. Il a déjà été condamné trois fois pour escroqueries.

Le lieutenant Caverois, trésorier du 5e bataillon d'artillerie, à Verdun, est disparu depuis six mois... avec la caisse. Il vient d'être condamné à vingt ans de travaux forcés et à la dégradation pour faux et abus de confiance nombreux.

* *

Colonisation. — La cour d'assises de Brazzaville a condamné Gaud et Toqué, nos vieilles connaissances, à cinq ans de réclusion.

Donc, à supposer qu'on mette la main sur Avino-Farras, il faudrait le condamner à beaucoup moins qu'à cinq ans de réclusion, puisqu'il n'a pas mis de cartouche de dynamite dans le derrière d'Alphonse XIII et qu'il n'a pas fait rôtir Loubet dans un four à briques.

Le *Matin* (11 septembre) signale un fonctionnaire colonial de Porto-Novo (Dahomey), ayant fait écarteler puis empaler un nègre, après lui avoir fait subir des supplices immondes qu'un copain photographiait. Cela se passait en 1900 et M. l'administrateur n'a jamais été inquiété. « Frère de lamentations, mon pauvre ami, écrit-il à un complice. Tu n'as rien à craindre pour tes exécutions capitales : ma tournée ne finira pas sans que j'aie entièrement étouffé ces histoires désagréables.

« Que veux-tu que l'on nous fasse? Nous serait-il par hasard difficile de mettre cela sur le dos des chefs indigènes, et de les punir en conséquence? »

Puis, en Cochinchine, c'est un haut fonctionnaire annamite, Doc Phu Su Nghiem, naturalisé Français et chevalier de la Légion d'honneur, qui aurait volé des milliers de bambous pour se construire une maison, fait des faux en écritures publiques et empoisonné des personnes se disposant à porter plainte contre lui. Jugé enfin, le président du tribunal le fit asseoir à sa droite, les témoins à charge furent malmenés, menacés, jusqu'à ce qu'ils se fussent rétractés. « Le procureur de la République, ami personnel de Doc Phu Su Nghiem, aurait même ordonné des

bastonnades pour faire taire les bavards trop sincères ou trop obstinés. »

Enfin, le fonctionnaire colonial Hubert, administrateur à Timbo (Guinée française), est déféré à une instruction judiciaire, accusé d'avoir fait exécuter sans jugement plusieurs indigènes de la région du Fouta-Djallon.

R. Ch.

❖ ❖

Nos officiers. — « *Hier, à Tonneins, un jeune sous-lieutenant en civil, récemment sorti de Saint-Cyr, avisant un soldat permissionnaire dont un bouton de la tunique était déboutonné, lui en fit publiquement l'observation et prit son matricule pour lui infliger une punition. La foule prit parti pour le soldat : l'officier, ayant prononcé quelques paroles un peu vives, fut conspué par deux mille personnes et obligé de se réfugier à la gendarmerie.*

« *Le bruit courant que le soldat serait puni de trente jours de prison, les Tonneinquais ont pris l'initiative d'une pétition au ministre de la guerre, dans laquelle est exactement relatée la part prise à l'incident par l'officier.* »

(*Le Matin*, 14 septembre.)

❖ ❖

Une nouvelle épidémie. — *Firminy, 16 septembre.* — Les lecteurs des *Temps Nouveaux* ont dû s'apercevoir qu'à différentes reprises j'ai parlé avec amertume des jeux et joueurs de boules. Il ne faudrait pas en conclure que je suis adversaire de ce genre de sport et ennemi des distractions. Pas du tout.

Mais la boulomanie existe actuellement à un état si aigu que la grande majorité des travailleurs en est atteinte et délaisse complètement le mouvement social.

Et cependant le 1er mai 1906 approche.

Tandis que les conférences, même à entrée libre, sont désertées; tandis que les rangs des cotisants syndicalistes diminuent au lieu d'augmenter; tandis que la journée de huit heures devrait être le sujet des conversations, ainsi que les moyens de l'obtenir, au café, en tramway, partout on parle de boules, de concours de tir et de pointage.

Il n'est pas un groupe de deux ou trois maisons qui n'ait son jeu de boules, pas de quartier qui n'ait sa société avec statuts, cotisations, amendes. Il n'y a pas de dimanche où ne se donne un concours et des ouvriers qui ne vont plus au syndicat ou à l'U. P. parce qu'il faut verser 0 fr. 50 de cotisation, les trouvent pour faire partie de la boule *Hé l'ami!* et versent 2 francs pour être inscrits au concours.

La presse, qui voit dans ce genre de sport un dérivatif à la propagande révolutionnaire, favorise cela. Certains journaux ont une chronique spéciale pour *la boule*, et il n'est pas rare de voir dans la presse démocrate, organe du socialisme préfectoral et ministériel, une colonne entière employée à donner le compte rendu d'un concours de 32 quadrettes.

Et il n'y a que trois ans environ que notre région est infectée de cette nouvelle maladie. Les travailleurs stéphanois auraient bien dû la laisser pour compte au département de l'Isère d'où elle nous est venue.

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* me comprendront quand, pour leur donner un aperçu de l'état aigu dont sont atteints certains boulistes, je leur aurai raconté le fait suivant :

Dimanche, 10 septembre, la Boule du Centre donnait un concours. Deux adhérents qui travaillaient la nuit du samedi au dimanche, terminaient leur journée à 5 heures du matin, prenaient à peine le temps de faire un brin de toilette et de manger un morceau, se rendaient au local du jeu et ne s'en allaient qu'à 11 heures du soir pour aller de nouveau travailler à 5 heures du matin!

Que vous en semble?

❖ ❖

Pour se faire une idée de l'importance de la propagande antimilitariste, il suffit de jeter un coup d'œil sur les quotidiens, sans distinction de nuance.

Lyon-Républicain, démocrate même, nous sert les mêmes rengaines que le *Mémorial* conservateur. Seulement, celui-ci n'ayant pas sa clientèle de lecteurs dans les ouvriers, ne garde pas les ménagements de celui-là qui y recrute la sienne.

L'un et l'autre ne décolèrent pas; rien que du 10 au 16 septembre, le *Mémorial* a consacré *cinq* articles de fond à la question et Sentupéry dans le *Lyon* y revient aussi souvent que le lui permet son tour de rédaction.

Seulement le *Mémo* dit ce que le *Lyon* pense. Lisez plutôt ceci, découpé dans le *Mémo* :

« *Un ministre de l'Instruction publique, ayant le respect de ses devoirs, aurait tôt fait de mettre un frein à ces échappés des loges antifrançaises.*

« *Un ministre de la Guerre (avec un grand G) digne de ce nom, aurait tôt fait aussi de traduire devant un conseil de guerre tous les réservistes politiciens qui prêchent la désertion.*

« *Hervé est encore, je crois, réserviste, et il prêche le mépris de l'armée à laquelle il appartient, il fait de la propagande révolutionnaire, préconise le refus à l'obéissance, la désertion ; il tombe ainsi sous le coup de la loi. Un ministre de la guerre, soucieux de la discipline, l'eût déjà fait arrêter et juger.* » Pourquoi pas fusiller?

Allons, Berteaux, décide-toi. Seulement, puisque nous sommes tous soldats jusqu'à 45 ans, ils seront nombreux les réservistes à fusiller... Te chargeras-tu de la besogne, ineffable *Mémo?*

Heureusement que j'ai été réformé!

Rousset-Galhauban.

❖ ❖

MOUVEMENT OUVRIER

Loin de s'apaiser, comme l'avaient espéré les gros usiniers du bassin de Longwy après le drame de la semaine dernière, le conflit n'a été depuis qu'en s'aggravant.

L'assassinat d'un de leurs camarades a réveillé l'apathie de tous les exploités de la région et la grève, qui n'intéressait au début que les établissements de Mont-Saint-Martin, appartenant à la Société des forges de Longwy, s'est étendue aux usines de la Chiers, de la Société des aciéries d'Ougré (Belgique), à Gouraincourt et aux usines de Senelle, à Longwy-Bas et Herserange. Elle a même gagné les deux hauts fourneaux de Longwy, qui, lors des dernières grèves, n'avaient jamais cessé de fonctionner.

Quant aux usines de Mont-Saint-Martin, 300 ouvriers au plus sur un effectif habituel de 4.000 y travaillent. Le syndicat jaune, qui groupait presque tous les ouvriers, semble donc être disloqué.

Cinq hauts fourneaux sont bouchés ; deux laminoirs seulement continuent à fonctionner. L'atelier est désert. Les machines soufflantes sont arrêtées également.

La soldatesque a pris complètement possession des usines.

Ce n'est à chaque endroit que chevaux de hussards, soldats de la ligne, cavaliers et officiers. L'usine est transformée en cantonnement et de nombreuses patrouilles circulent partout.

C'est là ce que le sieur Berteaux appelle garder une attitude « neutre ».

Toutefois, les autorités semblent comprendre qu'il y aurait peut-être danger à exaspérer par trop les grévistes et ce qu'il est convenu d'appeler « les mesures d'ordre » sont moins provocantes, les manifestations et les meetings en plein air ont pu avoir lieu sans que la soldatesque intervienne, et c'est drapeau rouge en tête qu'à la sortie des meetings et en dépit de tous les arrêtés d'interdiction, les grévistes manifestent et se forment en cortège.

A signaler que les dragons ont rengainé leurs lances.

Il est difficile de prévoir quand et comment se résoudra ce conflit, car les capitalistes, soutenus par le « comptoir de vente de Longwy », feront tout pour résister aux justes réclamations de leurs exploités.

Les nécessités de la mise en pages ne m'ont pas permis, la semaine dernière, de parler de l'assassinat de l'ouvrier Huart. Je n'y reviendrai pas, les quotidiens en ayant parlé longuement, mais d'après la lettre d'un témoin qui a assisté à toutes les péripéties du drame — lettre d'un ingénieur que j'ai eue sous les yeux — il ressort que toutes les versions données par la presse bourgeoise sont fausses, qu'il y a bien eu charge commandée et que c'est au cours d'une de ces charges que l'ouvrier Huart a trouvé la mort.

La version de l'accident auquel concluront les enquêteurs est en tout point fausse, cela va sans dire, et Huart a bien été frappé intentionnellement alors qu'il était acculé à un mur et ne pouvait par conséquent pas reculer.

Par contre et devant l'impossibilité où elles sont de le nier, les autorités sont obligées de reconnaître que *plusieurs* officiers se sont servis d'un instrument antiréglementaire — car il y a des instruments réglementaires contre les grévistes — une matraque, ou plutôt un casse-tête.

Cet instrument est formé d'un câble très solide et très souple, qui s'arrondit en casse-tête à son extrémité, il se porte attaché au poignet par une lanière en cuir donnant assez de jeu pour que son emploi par un cavalier puisse se faire utilement à quelques mètres.

Le général Dalstein a saisi un de ces engins, et, après l'avoir mis sous scellés, il l'a envoyé au ministre de la guerre, et l'on peut être tranquille, les cosaques qui à Longwy croyaient avoir devant eux des moujicks russes, s'en tireront avec quelques jours d'arrêt... et une croix et un galon de plus l'an prochain.

L'armée, objet de toutes les sollicitudes de nos socialistes parlementaires, reste la servante bien dressée des capitalistes.

Après Fourmies, Chalon, La Martinique, Limoges, Longwy vient allonger la liste du martyrologe prolétarien, et notre bourgeoisie républicaine accole à son blason déjà teint du sang des travailleurs un nouveau chevron.

A Boulogne-sur-Mer, plusieurs grèves se sont coup sur coup déclarées.

A la fabrique de plumes de la Compagnie française, quatre cents plumières réclamant le relèvement des salaires s'étaient mises en grève ; promesse de satisfaction leur ayant été faite pour vendredi, elles ont repris le travail.

Les ouvrières de la fabrique de filets ont réclamé une augmentation de 1 centime au mètre de filets. Leur demande n'a pas été accueillie et elles se sont mises en grève.

Les boueurs de la ville ont envoyé des délégués au maire pour obtenir un salaire de 4 francs par jour. Le maire ayant refusé, ils refusèrent d'atteler. Ils obtinrent alors satisfaction et ils reprirent le travail. Les femmes qui les aident toucheront 1 franc au lieu de 75 centimes.

Les cimentiers, au nombre de 5 à 600, ont cessé le travail et parcourent la ville en chantant l'*Internationale*.

A Pont-à-Mousson, la grève est terminée et le patronat, jusqu'alors si orgueilleux, a fait d'importantes concessions. C'est un gros succès pour l'organisation ouvrière toute récente dans la région et qui ne pourra qu'engager les exploités du bassin de Longwy à persévérer dans la lutte qu'ils ont entreprise.

P. Delesalle.



Ainsi que je le faisais prévoir dans ma dernière chronique sur la grève des teinturiers, on peut considérer celle-ci comme terminée. Les grévistes ont, en effet, pris la décision de se porter en masse aux portes des ateliers, aujourd'hui lundi 18, à l'effet de reprendre le travail. Il est hors de doute que les patrons opéreront un tri. Il y aura donc des victimes, sans aucune compensation, les grévistes reprenant le travail sans conditions.



Je n'ai pas de nouvelles de la grève du Bernay. Je crois que les métallurgistes en grève de chez Chorlier ont fait appeler celui-ci aux prud'hommes dans le but de se faire restituer les sommes indûment retenues sur leur salaire.

Les détails me manquent.

❖ ❖

Firminy. — **Chez les coiffeurs.** — Depuis un certain temps les garçons coiffeurs donnent signe de vie. Déjà, au printemps, ils avaient obtenu la fermeture des salons à cinq heures du soir, les dimanches et fêtes, pendant l'été.

Ces jours-ci, ils ont présenté de nouvelles réclamations aux patrons. Ce sont :

1° La fermeture, comme il est dit ci-dessus, *pendant toute l'année.*

2° Repos hebdomadaire.

3° Fermeture des salons de midi à une heure afin que les garçons aient le temps de manger.

Ils ont raison. On ne travaille que pour manger; si on ne peut pas le faire, ce n'est pas la peine de travailler; d'autant plus que les repas pris à la hâte sont la cause d'un grand nombre de maladies, surtout de l'estomac.

Un certain nombre de patrons ont fait droit à leurs réclamations. D'autres ont refusé. Il faut absolument que les coiffeurs prennent des mesures contre ceux-ci, s'ils veulent empêcher que les autres ne reviennent sur leur décision.

Des affiches et des papillons gommés ont été apposés dans tout Firminy invitant les travailleurs à ne pas aller dans ces maisons. C'est très bien, et les lecteurs des *Temps Nouveaux* donneront l'exemple, mais il appartient aux coiffeurs de rendre ce boy-

cottage réel pour qu'il soit efficace, ou de prendre d'autres mesures, si celle-ci ne suffit pas.

ROUSSET-GALHAUBAN.

PORTUGAL

L'inactivité qui se remarque parmi les travailleurs de la région portugaise, ne fait qu'augmenter. Un vent d'indifférence ou de scepticisme souffle sur tout ce qui se rapporte à l'action directe du prolétariat, sur le terrain économique de la lutte contre les exploiteurs. On « doctrine » beaucoup, mais on n'agit presque point.

Cela ne peut que satisfaire tous ceux qui dominent d'une manière ou d'autre. A peine deux ou trois banales protestations dans quelques journaux ont eu lieu, comme réponse au vol scandaleux que les corbeaux catholiques viennent d'accomplir.

Ils ont su détraquer la tête d'une vieille comtesse, qui, déshéritant sa famille, a légué sa fortune aux bons prêtres. Ces Messieurs empochent, au moyen de cette opération religieuse, 1.600 *contos de reis*; quelque chose comme huit millions de francs.

Un Monsieur qui est général et député, tapageur très connu à la Chambre, vient de menacer le gouvernement d'en parler. Et plus il en parlera, et plus le gouvernement s'en moquera. Tu parles !...

On annonce pour le mois d'octobre deux journaux anarchistes : *A Era Nova* (L'Ere Nouvelle), à Coïmbra, qui sera l'organe d'un groupe d'éducation anarchiste; et *A Barricada* (La Barricade), à Porto. Qu'ils soient les bienvenus, car la besogne à faire est formidable. De ce qu'il y en aura, nous en parlerons.

EMILIO COSTA.

ÉTATS-UNIS

Nouvelles défaites du « Trade-Unionisme américain ». — *Pittsburg, 20 août 1905.* — Les membres du Committee de l'union locale des « Bricklayers' and Stonemasons' International Association » (1) — Association des briqueteurs et maçons — ont reçu avis du Committee national, leur donnant des instructions pour que l'union locale reprenne le travail à la « United States Steel Corporation » (Compagnie de l'acier des Etats-Unis) et dans tous les chantiers dépendant de cette compagnie.

Cette décision met fin à une grève de trois années; elle est une grande surprise pour les administrateurs de la Compagnie de l'acier et pour tous les membres des unions locales. Ce conflit fut motivé par une question d'heures de travail. Les hommes demandaient la journée de huit heures et la Compagnie exigeait neuf heures de travail quotidien.

Après une grève de trois ans, les hommes ont décidé de travailler neuf heures. L'on croit que des milliers de briqueteurs unionistes commenceront sous peu à travailler dans les différents chantiers de la « United States Steel Corporation ».

(*Daily People*, journal quotidien socialiste de New-York.)

Cette grande organisation ouvrière, l'Union des briqueteurs et des maçons d'Amérique est précisément la même dont nous parle M. J. Huret dans son livre : *De San Francisco au Canada*.

« The Bricklayers'and Stonemasons' International Association » n'est pas affiliée avec « The American Federation of Labor », mais son fonctionnarisme est identique. Ainsi l'on voit des travailleurs faire grève pendant trois ans; et, un jour, sans savoir pourquoi, et sans qu'on les ait consultés, leurs « *leaders* », qui reçoivent des appointements presque équivalents à ceux d'un ministre d'Etat, leur donnent avis ou plutôt leur intiment l'ordre d'avoir à se soumettre au gré de leurs maîtres. Tous, ou du moins la plupart, obéissent passivement. Cependant, de tous les ouvriers des Etats-Unis, les maçons et les briqueteurs sont certes ceux qui ont le moins à souffrir de la crise économique qui sévit actuellement, ici comme dans tout le monde entier. Jusqu'à ces dernières années, la construction dans ce pays, ne s'était guère faite qu'en bois. Mais, aujourd'hui, les travaux de maçonnerie en briques et en pierres prennent de plus en plus d'extension. Un peu partout l'on démolit des maisons construites en bois pour en construire de nouvelles en maçonnerie, et l'on voit chaque jour s'ériger de nouveaux bâtiments en pierres ou en briques.

Dans la construction toute moderne, comme on en voit dans les grandes villes des Etats de l'Union; les bâtiments « *fire proof* », c'est-à-dire construits en fer, à l'épreuve du feu; les matériaux intermédiaires les plus employés sont la brique et la pierre; le bois n'est presque pas utilisé.

M. Huret nous raconte que dans une entrevue qu'il eut avec le président de cette grande union ouvrière, celui-ci se serait vanté que grâce à leurs millions les briqueteurs et les maçons ne tarderaient pas à obliger les capitalistes américains à se soumettre à leurs revendications qui se bornent d'ailleurs exclusivement à la journée de huit heures ou à une augmentation de salaire.

Malgré cette affirmation du « *leader* » unioniste, « The Bricklayers' and Stonemasons' International Association » étant organisée sur des bases essentiellement réactionnaires et réfractaires à toute idée d'émancipation, ne peut en aucune façon faire face aux exigences patronales. Et le jour où Messieurs les capitalistes voudront imposer aux membres de cette organisation ouvrière la journée de dix heures, ceux-ci se soumettront à cette nouvelle humiliation. Cela s'explique d'autant plus que leurs chefs, comme tous les « *leaders* » des autres unions de métiers, sont tous des agents, des lieutenants du capital, comme les appellent les travailleurs conscients de ce pays.

Désormais seuls les exploités guidés par une idée de liberté universelle, qui sauront accepter pour leur cause, celle de l'humanité opprimée et s'organiseront d'après des principes de solidarité pour se préparer à faire face aux soudards de Roosevelt, l'idole du Trade-Unionisme américain et de tout un peuple vil et ignorant, auront chance de sortir victorieux du grand conflit social dont les capitalistes escomptent déjà la victoire, certains d'avoir toujours avec eux les « leaders » des unions de métiers.

C'est pourquoi toutes les individualités conscientes et animées d'un sentiment de haine contre l'exploitation de l'homme par l'homme, qui jusqu'à ce jour ont appartenu au Trade-Unionisme américain, se préparent à s'unir aux nouvelles organisations ouvrières à bases révolutionnaires, « The Industrial Workers of the World » — Les Travailleurs Industriels du monde — qui se proposent de lutter pour l'émancipation du prolétariat du monde entier, par la suppression du capitalisme et de toute oppression sociale.

* *

La grève des « teamsters » (voituriers) a duré 105 jours et a été un fiasco complet pour l'unionisme.

Voici, d'après le *Chicago Daily News* à peu près ce qu'elle a coûté.

« La fin de la grande grève des « teamsters » (voituriers, charretiers et conducteurs d'attelages servant au transport) est considérée, dit ce journal, par les « leaders » des unions et par les représentants des capitalistes comme étant la conclusion d'un des plus grands conflits industriels dans l'histoire du monde entier. Les dépenses et les pertes exactes occasionnées par cette grève ne seront probablement jamais connues. Les pertes directement ou indirectement occasionnées, dans le commerce, au préjudice des patrons, par ce conflit sont estimées à 15.000.000 de dollars (soit 75.000.000 de francs). Différentes unions ouvrières ont payé, au bénéfice de la grève, par souscriptions 365.000 dollars (ou 1.825.000 francs) (1). Les capitalistes engagés dans cette grève ont *dépensé*, d'après un rapport officiel de l'association des patrons, 3.000.000 de dollars (15.000.000 de francs) pour les frais de chemin de fer, nourriture, logement et avancement de salaires pour les soldats et les strike-breakers (2) — les jaunes — amenés dans cette cité. La ville de Chicago a dépensé 250.000 dollars (1.250.000 fr.) et Cook County (3) a payé 150.000 dollars (750.000 francs) pour recrutement supplémentaire de « policemen » et pour des députés-shériffs dans l'exercice de leurs fonctions (4).

Vingt et une personnes ont été tuées et plus de cinq cents ont été blessées dans le cours des innombrables rixes survenues pendant cette grève.

Neuf cents arrestations furent opérées par la police, et quarante-huit représentants ou membres des unions furent poursuivis par le grand jury, sous l'accusation de complot ou de participation à des actes de violence commis durant ce conflit.

LAURENT CASAS.

MADAGASCAR

A la suite de l'article « A Madagascar » paru le 12 juin dans nos colonnes sous la signature d'Henry Maret, j'ai reçu au *Rappel* la visite d'un négociant français établi dans notre colonie de l'Océan Indien, qui m'a fait des déclarations d'une telle gravité que je me contente de les enregistrer sans y ajouter aucun commentaire.

— L'article de M. Henry Maret est le plus documenté qui ait été publié à Paris. Toutes les questions y ont été traitées dans ce style lapidaire dont il paraît avoir de nos jours le secret.

Ici de longs éloges sur Henry Maret que le lecteur m'excusera de ne pas citer.

— L'insurrection continue dans le sud de Madagascar et depuis cinq mois tout le Sud-Est est en plein soulèvement, sans que personne puisse dire quand et comment la paix sera rétablie.

Les journaux de Madagascar demandent vainement à l'administration des renseignements sur les causes du soulèvement, qui pour nous réside entièrement dans la perception des impôts trop lourds pour des populations trop malheureuses. Les indigènes sont las des vexations de toutes sortes que leur imposent les « collecteurs » grands et petits plus soucieux de plaire au « Maître » en faisant par des moyens souvent *inavouables* rentrer le plus d'argent possible dans les caisses de la colonie, que de travailler à la prospérité de notre île africaine.

Des familles entières sont jetées en prison, quand le chef absent n'a pu acquitter les taxes; les biens et les troupeaux sont saisis et vendus on ne sait au profit de qui. On comprendra facilement que les violences de toute nature aient poussé à bout ces populations en général douces et laborieuses où se recrutent les ouvriers nécessaires aux travaux publics et aux exploitations privées. C'est en effet aux Antaimora que Madagascar doit ce qui fut la route de l'Est et le chemin de fer.

La situation de la colonie. — Que reste-t-il de ces travaux qui ont absorbé tant d'argent?

La route de Tananarive à Mahatsara, dite route de Tamatave, bien qu'elle s'arrête à plus de cent kilomètres de cette ville, a été emportée en maints endroits. Il a fallu renoncer à se servir de cette voie de communication. Le journal officiel de la colonie a informé le public que les voyageurs devaient, à l'avenir, prendre à *Majunga* le paquebot rentrant en France.

Cette décision a été imposée par les circonstances à la haute administration, qui n'a jamais caché ses préférences pour la route de l'Est et pour le port de Tamatave.

Voilà donc nos colons réduits à se servir de la route de l'Ouest — route de fortune, comme l'a si pittoresquement appelée le général Galliéni — manifestement insuffisante pour les besoins du commerce local.

Pour atteindre aux hauts plateaux dont les produits sont très appréciés, il va falloir revenir à l'ancien système du « portage, » aussi lent qu'onéreux.

Inutile de compter sur le chemin de fer, qui ne pourra rendre aucun service parce qu'il n'existe plus. La voie, *entraînée* par les éboulements, a disparu dans les ravins ou les rivières qu'elle côtoyait.

Le tunnel Galliéni sert de déversoir à un bras de la rivière Vohitra. Tant d'argent et tant d'efforts paraissent n'avoir été dépensés que pour secouer la paresse et *stimuler l'activité* de ces pauvres Malgaches qui n'auraient pas mieux demandé que de continuer comme par le passé à vivre tranquilles et ignorés. On s'étonne après cela qu'ils aient des mouvements de révolte qui peuvent compromettre l'avenir de Madagascar. Pense-t-on que les indigènes de la province de Farafangana aient oublié les massacres dus à l'initiative criminelle du capitaine D..., qui, sur 125 hommes ayant fait leur soumission, en faisait fusiller par ses Sénégalais 121, sous les yeux de leurs femmes et de leurs enfants terrifiés?

Si le capitaine D..., aujourd'hui colonel, y a trouvé des galons et des décorations, je doute fort que les mères et les enfants qui assistèrent im-

---

(1) Pour le « Trade-Unionisme americain », le mot International ne comprend que les Etats de la confédération américaine : quelquefois il englobe aussi le Canada que les Yankees ultra-patriotes considèrent comme appartenant déjà aux Etats-Unis.

(1) Les pertes comme salaires, pour les grévistes, sont estimées à 750.000 dollars (3 750.000 francs).

(2) Strike (grève) ; breakers (briseurs).

(3) Nom du district de la ville de Chicago où eut lieu la grève.

(4) Les députés-shériffs font partie d'une police éventuelle qui dépend directement du shériff.

puissants à ce spectacle digne d'un autre âge, aient conservé beaucoup d'amour pour la France et les Français.

A la façon dont nos guerriers assoiffés d'avancement et de réclame ont exterminé — *oui, exterminé* — des tribus entières, on serait tenté de croire qu'ils avaient pour but, non de faire aimer la France, mais de la faire détester et haïr.

Le général Galliéni, je veux bien le croire, a ignoré tous ces hauts faits d'armes, mais ce qu'il ne peut ignorer, à l'heure actuelle, c'est la ruine de l'Est de Madagascar qui est une des plus belles, sinon la plus belle région de l'île. Les entreprises de colonisation sont réduites à néant et beaucoup de nos compatriotes ont trouvé la ruine à la place de l'opulence qu'ils avaient rêvée.

A qui la faute si le client complètement ruiné ne fait plus d'achats? A qui la faute si les maisons les plus importantes accusent des balances désastreuses qui malheureusement, d'année en année, se renouvellent?

Il est inutile de récriminer et se répandre en accusations vaines. La situation économique de Madagascar est aujourd'hui déplorable.

. . . .

A. F. Ceccaldi.

(*Le Rappel*, 27 juin 1905.)

VARIETÉ

L'Unionisme à San Francisco

(*Fin*) (1)

Il y a environ trois ans, les hommes employés dans les usines à raboter de San Francisco firent grève pour la journée de huit heures. La grève fut approuvée par le Building Trades' Council de Mc Carthy. Les usiniers complètement organisés protestaient ne pouvoir travailler huit heures à San Francisco en concurrence avec les usines du dehors travaillant neuf et dix heures, et ils s'apprêtèrent à lutter.

Ayant les travailleurs absolument à sa disposition, M. Carthy conçut un plan audacieux. Il savait qu'il en coûterait une grosse somme d'argent pour payer les indemnités de grève aux hommes sans travail. Pourquoi ne pas se servir de cet argent pour ouvrir une nouvelle usine? L'idée fut naturellement raillée, mais Mc Carthy organisa une Société, au capital de 100.000 dollars, et eut une part du capital souscrit par les diverses unions du bâtiment. Les patrons appelèrent cela un bluff, mais quand ils virent que c'était sérieux, ils tentèrent d'empêcher les fabriques locales de vendre des machines aux unions. Mc Carthy prit immédiatement ses dispositions pour acheter dans l'Est, mais il put acheter, en fin de compte, à San Francisco. Il bâtit une grande usine nouvelle, la seconde en grandeur de San Francisco, et l'aménagea complètement. « Il mettra à la tête quelque leader unioniste, dirent les patrons, et il boira un bouillon. »

* *

Il n'en fit rien; il prit un directeur d'usine expérimenté, et l'usine commença ses opérations sur la base de la journée de huit heures, avec des ouvriers unionistes, exclusivement.

Les patrons, ayant devant eux l'évidence de l'extraordinaire activité des unions en affaires, firent des ouvertures pour la paix. Les deux camps se réunirent et les patrons accordèrent toutes les demandes des unions — et encore plus; puis ils *admirent l'usine unioniste comme membre de leur association*, et le Building Trades' Council s'engagea à ne se servir d'aucunes matières premières qui ne porteraient pas la marque de l'union ou qui ne fussent pas faites dans une usine à journée de *huit heures*. La force de cet accord est mieux comprise quand on sait qu'il n'y a pratiquement *aucune* usine à journée de huit heures hors de San Francisco et de sa banlieue. En même temps, il y avait un arrangement secret signé par William Crocker et d'autres fonctionnaires de l'Association des Propriétaires d'usines d'une part, et par Mc Carthy et les chefs du Building Trades' Council d'autre part, aux termes duquel les ouvriers de San Francisco s'engageaient à ne se servir que des matériaux fabriqués dans les usines ressortissant de l'Association des Usiniers.

En d'autres mots, c'était un monopole complet de l'industrie des usines, dans lequel les unions apparaissaient réellement des deux côtés de l'accord — d'un côté comme propriétaires de la seconde usine la plus importante, et de l'autre comme dictateurs du travail employé.

Le second pas à faire était inévitable; c'est celui-là même qui a été fait par les combinaisons monopolisatrices de Chicago; les prix des produits manufacturiers s'élevèrent à un pourcentage énorme. Et les patrons, comme d'ordinaire, en profitèrent bien plus que les ouvriers. Il y avait eu un accroissement de salaire d'environ vingt-cinq pour cent, mais les prix des produits s'élevèrent de cinquante à cent pour cent. Par exemple, le collage des solives de plancher montait de un dollar à deux dollars par mille, le rabotage sur un côté de 1 dollar 25 à 2 dollars 50 le mille, et ainsi du reste. Et le public, comme d'habitude, solda la note. C'est toujours le public qui paie l'amende.

L'Association des Usiniers a à présent fixé un droit d'entrée de 500 dollars, et l'union un de 20 dollars, de sorte que les compétiteurs qui désirent devenir membres du monopole doivent, s'ils y parviennent, payer cher le privilège.

* *

De semblables combinaisons monopolisatrices existent en d'autres industries; par exemple, chez les peintres. Chaque semaine, un comité du Building Trades' Council, dont fait partie Mc Carthy, se réunit à un comité de l'Association des employeurs, et ce double comité règle en souverain les prix et tous les détails de l'industrie de la peinture à San Francisco. Cette combinaison fut semblable à toutes les autres; les ouvriers reçurent un accroissement de salaire de 16 1/2 pour cent, tandis que les employeurs élevaient le prix de la peinture de 25 pour cent, et du papier d'appartements de 50 pour cent. J'en causai avec un entrepreneur allemand nommé Postler, qui était assez hardi pour faire prix au-dessous du taux monopoleur.

« Je pouvais le faire et retirer un gros profit, me dit-il. Ils avaient mis le rouleau de papier à 30 et 40 cents. J'avais des hommes qui pouvaient coller trente rouleaux par jour. Cela faisait une dépense de 9 ou 12 dollars pour le constructeur. Les salaires des colleurs de papier étaient de 4 dollars par jour; cela faisait pour l'entrepreneur un profit de 5 à 8 dollars sur l'ouvrage d'un seul homme. Si un entrepreneur employait dix hommes, ses profits étaient de 50 à 80 dollars par jour. Je pouvais faire prix au-dessous de cela et gagner encore pas mal d'argent. »

Ils frappèrent Postler d'une amende de 25 dollars pour avoir fait des prix au-dessous du tarif, et, comme il refusait de la payer, Mc Carthy ordonna à tous ses hommes de faire grève, et il fut chassé de l'Association des employeurs. Depuis lors il a eu à lutter de son mieux, sans pouvoir obtenir de nouveaux contrats, boycotté à la fois par l'union et l'association. Oh! les employeurs ne sont nullement meilleurs que les unions!

Il apparaîtra ainsi que, le monopole étant absolu du côté ouvrier d'une industrie, la tendance est de s'entendre avec les employeurs et de former un monopole complet de l'industrie, lequel tient le public entièrement à sa merci.

* *

Nous trouvons aussi dans ces unions, outre la restriction habituelle de l'apprentissage, une tendance marquée à rendre leur accès difficile. Le droit d'entrée est souvent une barrière pour les hommes pauvres; certaines unions, comme celle des poseurs de tuiles et des électriciens, exigent jusqu'à 50 dollars; d'autres, comme celles des ingénieurs, imposent un examen difficile, qui, sous l'excellente intention d'écarter d'un métier dangereux les travailleurs incapables, a servi souvent de barrière pour empêcher d'entrer tous nouveaux travailleurs, et contribuer à former un monopole plus étroit. Les électriciens exigent 25 dollars pour faire passer leur examen, et, si le candidat n'est pas reçu, il perd son argent, qui va dans le trésor de l'union. C'est un homme audacieux, en vérité, que celui qui se risque à un tel examen! Mais il faut dire en faveur de l'unionisme à San Francisco, que les droits d'entrée y ont été sagement fixés plus bas dans beaucoup d'industries qu'ils ne le sont à New-York et à Chicago.

* *

L'espace me manque pour discuter, sinon superficiellement, l'importante influence que l'unionisme ouvrier a eue sur la politique à San Francisco. Lorsque Schmitz, le candidat des unions, fut élu maire pour la première fois, il y a deux ans, ses amis prédisaient la réalisation de quelques-uns de leurs rêves: un unioniste avait enfin obtenu le pouvoir sur une grande cité! Les adversaires, de leur côté, prophétisaient qu'il allait jeter par les fenêtres l'argent du trésor et attirer la ruine sur la cité. Mais il n'a fait ni l'un ni l'autre. Après deux ou trois essais préliminaires de sa force politique, comme font les nouveaux maires, et quelques désastreuses élévations d'unionistes à de hauts emplois, il se contenta tout uniment d'agir en boss politique. On aurait presque juré qu'il était un maire ordinaire républicain ou démocrate!

En plus de nommer quelques leaders à de bons emplois, un maire unioniste ne peut rendre que peu de services à l'unionisme, sauf en cas de grève, où il peut refuser de faire intervenir là police pour protéger les ouvriers non-unionistes. Et c'est là un très grand pouvoir; aucun employeur à San Francisco n'oserait engager une vraie lutte, sachant que s'il en arrivait à employer des non-unionistes en trop grande quantité, l'attitude du maire le mettrait en déroute.

* *

De l'influence politique à la « poussée » législative, il n'y a qu'un pas. Nous voyons le monopole ouvrier poursuivre exactement la politique du trust. Les unions ont définitivement résolu la question des huit heures en Californie, non en faisant passer une loi incertaine et révocable, mais en introduisant un amendement dans la constitution de l'Etat, et une addition à la charte municipale limitant à huit heures l'emploi de tous travailleurs occupés à un service public, et à l'intérieur de la ville fixant un salaire minimum de 2 dollars. Ils ont réussi également à assurer d'autres importantes législations.

Et si les unions accroissent le pouvoir politique qui peut leur être utile, elles s'occupent

(1) Voir les numéros 19 et 20.

aussi de réduire matériellement la force militaire qui pourrait leur être opposée en temps de trouble. Les unions sentent que dans bien des cas le pouvoir militaire est intervenu à tort durant les grèves ; que ce soit exact ou non, le fait reste que l'unionisme à San Francisco combat la milice. A San Francisco, celle-ci a réduit bon nombre de ses compagnies à la moitié de leur force normale.

Telles sont, trop brièvement exposées, les conditions de l'unionisme ouvrier qui existent aujourd'hui à San Francisco. Nous avons là une force nouvelle énorme, dirigée intelligemment, prenant fort bien conscience de sa vigueur, se développant, votant, faisant des lois, s'occupant d'affaires, se fortifiant. En vérité, nous voyons que bien des nouvelles choses étonnantes qui se sont produites récemment dans le monde industriel, sont le résultat direct de ce mouvement immensément puissant du travail organisé vers la monopolisation du marché du travail.

RAY STANNARD BAKER.

(*A Corner in Labor. — Mc Clure's Magazine*, février 1904.)

Notre prochain dessin sera signé VAN DONGEN.

Correspondances et Communications

★ **Comité de Défense Sociale.** — Le groupe de *Défense Sociale*, continuant l'œuvre qu'il s'est tracée, organise pour nos camarades Malato, Vallina, Caussanel et Harvey, une période d'agitation et de protestation pour arracher des griffes de la justice aux ordres du gouvernement espagnol, nos amis victimes du complot policier.

Pour cela, il nous faut le concours de tous les militants, de tous les groupements qui sont appelés, demain peut-être, à subir les mêmes vexations policières. Ce groupe, qui est appelé à continuer une lutte de chaque jour, doit comprendre toutes les forces révolutionnaires, que révoltent les faits dont quotidiennement nous sommes ou témoins ou victimes.

Pour cela la solidarité est nécessaire. Nous devons former un bloc, où les discussions philosophiques n'ont rien à voir, où les rivalités de personnalités seraient mesquines avec le but à atteindre. La lutte que nous voulons soutenir sera dure, et, par cela même, nous ne devons qu'être plus étroitement unis.

Nous demandons donc à tous les camarades que l'œuvre intéresse d'assister régulièrement aux réunions qui ont lieu *chaque vendredi, à 9 heures, salle Jules, 6, boulevard Magenta.*

Des listes de souscriptions sont à la disposition de ceux qui voudront les faire circuler dans leur milieu. Le camarade G. Poignant, trésorier, 57, rue des Montibœufs, Paris, en enverra à tous les militants ou groupes (Paris et Province) qui lui en feront la demande.

A NOS LECTEURS

Nous offrons les vingt premiers numéros parus au prix de 1 franc, frais de poste en plus.

Ces numéros contenant des dessins de : Roubille ; Hermann-Paul ; Grandjouan ; Delannoy ; Kupka ; P. Iribe ; B. Naudin ; Jossot ; Luce ; Bradberry ; Agard ; Delaw ; Robin, seront recherchés plus tard.

Ceux qui les possèdent déjà pourraient faire ainsi un cadeau superbe à des amis.

A tout nouvel abonné d'au moins six mois, les vingt numéros seront expédiés contre le prix d'affranchissement, 0 fr. 40 pour la France, 0 fr. 75 pour l'extérieur.

La place nous manquant, nous n'avons pu en mettre que cent collections de côté.

RÉIMPRESSION DE BROCHURES
A DISTRIBUER

M. B., à Bollène, 400 ; — T., à Saint-Remy, 600 ; — C., à Ramblars, 350 ; — J., à Villers, 500.

CONVOCATIONS

★ **Université populaire du Faubourg Saint-Antoine**, 157, faubourg Saint-Antoine :

Jeudi 21 sept. — **Mlle Azimières**, agrégée des lettres, professeur au lycée de Nice : Les idées sociales de Ruskin. — Cours d'échecs, par E. Goldberg.

Samedi 23. — **Reginald Kann** : Au Maroc ; Le prétendant marocain ; Impressions d'un témoin.

Lundi 25. — Ouverture de la série des conférences de J. Dubosc sur le Socialisme : I. Le Socialisme ; ses principes, sa méthode, son but.

Mardi 26. — **H. Chrétien** : La Lumière (avec projections. — Cours de français pour les étrangers, par Mutschler.

Mercredi 27. — **Henri Bodey** : La Sténographie ; choix d'une méthode (causerie présidée par M. Jamois, membre du Conseil de l'Association unitaire de sténographie). — Cours d'italien, par Vaccari.

Jeudi 28. — **Paul Ridou**, ébéniste : Un ouvrage curieux du dix-huitième siècle sur la Chine. — Cours d'échecs, par E. Goldberg.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 22 sept. — **Mlle G. Coblence** : Les Anglais jugés par les Français et les Français jugés par les Anglais.

Mercredi 27. — **Rousselet** : La Mortalité et les habitations ouvrières (avec projections).

Vendredi 29. — **E. Alavaill** : La Loi sociale.

★ **Jeunesse révolutionnaire du XIVe** (Groupe d'études sociales). — Réunion du vendredi 22 septembre, à la Belle Polonaise, à 8 h. 1/2, du soir, 21, rue de la Gaîté, salle du Syndicat des menuisiers. Ordre du jour : Lecture et discussion sur la brochure du docteur Friedeberg : Parlementarisme et Grève générale.

★ **Association Internationale Antimilitariste** (Section du 20e). — Réunion le dimanche 24 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites. Ordre du jour : Organisation d'un meeting pour le 30 septembre.

★ **La Semaille** (XXe arr.), 21, rue Boyer :

Mardi 26 septembre. — Mlle Numietska : La coéducation.

Vendredi 29. — Bon : L'irréligion de l'avenir.

★ **Causeries Populaires du XVIIIe**, 30, rue Muller. — Lundi 25 septembre, à 8 h. 1/2 : Penser et agir, par A. Libertad.

★ **Causeries Populaires du XIe**, 5, cité d'Angoulême. — Mercredi 27 septembre, à 8 h. 1/2 : Les organes sexuels, par le camarade Cordonnier (avec projections).

★ **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 42, rue du Fer-à-Moulin. — Samedi 23 septembre, à 8 h. 1/2 : La Vie anarchiste, par A. Libertad.

★ **A. I. A. du XIXe**. — Réunion le samedi 23 septembre, salle de la Renaissance, 5, rue de Flandre, à 9 heures.

Présence indispensable.

★ **Groupe d'Etudes Sociales**, 20, rue Charlemagne, mercredi 27 septembre. Compte rendu moral du congrès par le camarade Millard.

★ FIRMINY. — **Université populaire**. — Dimanche 24 septembre, à 8 heures du soir, grande soirée familiale qui commencera la saison d'hiver.

Au programme : *Le Bétail*, de Victor Méric, pièce antimilitariste jouée par les jeunes gens qui vont rejoindre la caserne ; La Vraie justice, par E. Rothen ; Intermèdes de chants, monologues, etc.

★ LYON. — **A. I. A.** — Réunion le samedi 23 septembre, à 8 heures, chez Chamarande, 26, rue Paul-Bert.

Sujet : Organisation de la conférence Hervé.

★ LYON. — **A. I. A.** — Samedi 30 septembre, conférence publique et contradictoire.

Le camarade Gustave Hervé traitera l'Idée de Patrie.

Salle des Folies-Bergère, 55, avenue de Noailles, à 8 heures. Prix d'entrée : 0 fr. 30.

★ MARSEILLE. — **A. I. A.** — Réunion au Bar Frédéric, 41, rue d'Aubagne, le dimanche 24 septembre, pour savoir si définitivement on veut faire quelque chose pour le départ de la classe.

★ ROUBAIX. — **A. I. A.** — Pour le départ de la classe, deux grandes conférences publiques et contradictoires, le samedi 23 septembre, salle Narcisse Leplat, 38, Sébastopol, à 8 heures précises du soir, et le dimanche 24 septembre, salle du Palais du Travail, 8, rue du Pile, à 5 heures du soir. Orateurs inscrits : P. Monatte, E. Liénart, J. Bourguer. — Prix d'entrée : 10 centimes.

EN VENTE

En fouillant nos rayons, nous avons retrouvé deux exemplaires, sur Japon, des *Errants* de Rysselberghe. Les marges sont un peu défraîchies, mais la lithographie est intacte.

Nous ne disposons plus que d'une et nous l'offrons à 10 francs.

Nous avons retrouvé, avec, un ou deux exemplaires de chacune des lithographies suivantes, tirage d'amateur :

L'Incendiaire, Luce.
Les Porteuses de Bois, Pissarro.
L'Errant, X.
Le Démolisseur, Signac.
L'Aube, Jehannet.
L'Aurore, Willaume.
L'Homme mourant, L. Pissarro.

Celle-ci est un peu jaunie, et nous n'en possédons qu'un exemplaire.

Sa Majesté la Famine, Luce.
C'est défendu de marcher sur l'herbe, Hermann-Paul.
La Vérité au Conseil de guerre, Luce.
La Guerre, Maurin.

Nous les offrons à 5 francs l'exemplaire.

Nous avons fouillé tous les coins. Ce sont les seuls exemplaires qui restent. Ceux qui les désirent feront donc bien d'en profiter.

AVIS

Les camarades qui se font expédier *La Terre et l'Homme*, de Reclus, sont priés de nous les commander par séries de 5 livraisons au lieu de les faire venir livraison par livraison. Cela nous ménage les courses, et nous pourrons leur fournir la série franco à 2 fr. 50, prix de vente.

Petite Correspondance

H. G., Port-Elisabeth. — Les deux séries de la *Terre et l'homme* expédiées.

A. B., Grigny. — Ceux que vise le dit article ayant dit autant de bêtises que la réponse en comporte, il n'y a pas à intervenir là-dedans.

B. van B., Bruxelles. — Lorsque vous voudrez être servi, veuillez nous écrire en une langue connue. C'est par pur hasard que j'ai pu faire traduire votre sélénien. — J'ai inséré la dite lettre du droit que j'ai, ou que je prends, de qualifier un imbécile.

M., à Nantes. — Je n'ai pas répondu, mais je croyais vous avoir fait réexpédier le numéro.

Le groupe des poètes-chansonniers révolutionnaires demande au camarade qui lui a adressé de Plymouth une chanson intitulée *La Guerre* et signée *Un lecteur des Temps Nouveaux* de se faire connaître.

Q. B., à Carcassonne. — Pas les portraits demandés.

A. V. Z. — Lu les extraits de Buffon, etc. Ça ira. Merci.

Le camarade Guillon se trouvant pour quinze jours au Puy, demande à faire connaissance avec un camarade de cette ville. Lui écrire poste restante avant le 28 courant.

C. C., rue M. — Je ne me rappelle pas avoir reçu auparavant de changement d'adresse. Je vais l'opérer.

G., à Menton. — Trouvez-vous le millier de francs qui nous manque pour payer les dettes les plus criardes, et nous vous donnerons le supplément toutes les semaine.

Reçu pour les arrêtés : Collecte faite à l'issue de la fête des Métallurgistes, par les camarades L. B. et J. M., 26 francs.

Reçu pour le journal : E. C., à Rouen, 5 fr. — A. D., à Hermes, 2 fr. — P. M., à Bollène, 1 fr. 40. — Merci à tous.

E. T., à Pavilly. — L., à Epinal. — P. G., à Morel. — A. C., à Tenay. — L. C., à Lorette. — L. E., à Noyant. — A. R., à Lyon. — M., à Nantes. — L. P. — A. B., Cherbourg. — C., à Concarneau. — V. P., Belgrade. — G. M., à Drizzona. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente
à Cherbourg
à la Bourse du Travail, en s'adressant soit au camarade Baron, soit au secrétaire de la *Jeunesse Syndicaliste*.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie CHAMBERT (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.



Dessin de LEBASQUE.

— ..... Vite... qu'on me chasse ce sale chemineau !

11e Année. — N° 22.

30 Septembre 1905.

Les Temps Nouveaux

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la page 8 le dessin de Van Dongen.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Pas de Supplément cette semaine.

La semaine prochaine nous pourrons le donner, ayant touché la vente du mois.

Précoce Bandit

Le fait suivant vient de se passer :

« Depuis plusieurs mois, le petit Marcel Bigeard, âgé de onze ans, était en butte à toutes sortes de vexations que lui faisaient subir ses camarades. L'un de ceux-ci avait un jour appris qu'un frère de Marcel, condamné aux travaux forcés, accomplissait sa peine au bagne, et il avait raconté à tous le secret qu'un hasard lui avait livré.

« Il n'était pas de jour où, depuis cette époque, le petit Bigeard ne se vît montrer au doigt ou n'entendît derrière lui dire tout haut : « Tu vois, celui-là, c'est le frère d'un forçat ! »

« Partout, à l'école, au jeu, à la promenade, on le tenait à l'écart ; et s'il voulait se mêler aux ébats de ses camarades, il se trouvait toujours quelqu'un pour le repousser : « Nous ne jouons pas avec le frère d'un forçat ! »

« L'autre jour, le petit Bigeard vint à traverser une prairie où jouaient ses camarades. A sa vue, les jeux s'arrêtèrent, et des huées partirent à son adresse. L'enfant n'y tint plus. Il tenait un journal à la main. D'un geste brusque, il fit craquer une allumette, mit le feu au papier et le jeta sur le sarrau d'un des joueurs. Le vêtement s'enflamma aussitôt, pendant que Bigeard s'enfuyait à toutes jambes. »

L'enfant a été arrêté et est actuellement détenu.

« Précoce bandit », formulent les journaux qui relatent le fait. Indulgents pour la cruauté des petits persécuteurs, ils gardent toute leur sévérité à l'égard du « frère du forçat », inférant de son acte une prédisposition au crime.

Il faut avoir l'âme d'un journaliste pour n'être pas profondément ému du martyre de ce gamin de onze ans tenu lâchement, bêtement en impitoyable quarantaine. A cet âge où la luxuriance de la vitalité ne demande qu'à s'épanouir en élans d'amour, où le cœur, confiant et bon, est insatiable d'échanges affectueux, aucun supplice n'est comparable à l'isolement. Et quel surcroît de souffrance quand au vertige de la solitude vient s'ajouter la morsure cruelle du mépris injuste, de l'insulte imméritée ! Ou l'âme sombre dans le désespoir stérile qui se fond en passivité veule, ou elle réagit violemment et explose en vengeance subite, terrible d'autant plus que plus comprimée, mais, somme toute, presque légitime, ou du moins en grande part justifiée.

Et lequel vaut mieux, vraiment, de l'anéantissement lâche en résignation ou de la réaction, quelque brutale, quelque sauvage soit-elle, contre l'injustice ?

Je sais bien que telle n'est pas la morale généralement professée, cette morale élaborée par des maîtres préoccupés uniquement de s'assurer la tranquillité de la part de leurs esclaves, morale chrétienne préconisant l'humilité, l'abnégation, la réponse au mal par le bien, et l'abdication devant la force.

Le petit Bigeard n'avait pas ces vertus chrétiennes, et la société l'empoigne, l'emprisonne et s'apprête à le broyer.

Rechercher les causes du fait ? Y remédier ? Qui y songe ?

Et, pourtant, quelle responsabilité n'a-t-elle pas, en l'occurrence, cette société qui se dispose à punir un acte qu'elle seule a provoqué !

C'est elle, par la morale qu'elle inculque, par les préjugés qu'elle a semés et qu'elle entretient avec un soin jaloux, oui, c'est elle qui a armé les petits bourreaux de Marcel Bigeard.

N'est-ce pas elle, en effet, qui enseigne le respect aveugle de la loi, idolâtrie *à priori*, sans examen de sa légitimité, qui l'érige en dogme absolu, intangible, auquel tout manquement est passible d'excommunication ?

Car c'est l'excommunication laïque — qui a remplacé l'autre — qui fait du condamné un paria désormais suspect aux « honnêtes gens », qui lui retire ses droits de citoyen et le marque à jamais d'infamie pour un acte souvent excusable, parfois légitime, en tout cas toujours déterminable par des causes pathologiques ou sociales.

Outre cette répulsion entretenue envers quiconque a été frappé par la vindicte publique, les petits persécuteurs de Marcel Bigeard apprennent à l'école que la première, la plus haute sanction de leurs actes, celle qui doit, en leur être moral, primer toute autre, c'est la sanction légale. L'intime sanction émanant de la conscience individuelle, d'autant mieux éclairée que la personnalité s'est mieux cultivée et plus épanouie, de celle-là il n'est point question, ou guère. S'il en est fait mention, c'est par surcroît, comme luxe accessoire d'une moralité déjà intégrale.

Je n'invente ni n'exagère rien. Il suffit de parcourir les livres scolaires. Cette conception de la morale se manifeste à chaque page.

Joignez à cela l'usage inique de réprobation sommaire qui atteint toute une famille, tout un parti, toute une classe ou un pays, pour l'acte d'un seul ou de quelques-uns. Iniquité dont la « Justice » donne souvent l'exemple par des arrestations ou des exécutions en masse, ou des « Procès des Trente ». Quand les dirigeants eux-mêmes n'observent pas le départ des responsabilités individuelles, comment des enfants de neuf ans en auraient-ils un sentiment plus exact ?

Et c'est tout cela : ces préjugés que nul ne combat, cet enseignement qui, au contraire, les corrobore, ces exemples d'injustice sommaire, qui ont fait du « frère du forçat » la cible des railleries, des insultes et des avanies de ces gamins.

La société commettrait un crime — un crime de plus — si elle frappait le petit Marcel Bigeard. Du martyre de ce petit réprouvé comme de sa vengeance bien compréhensible, elle, et elle seule, doit faire son *mea culpa.*

André Girard.

CROCS ET GRIFFES

En Italie, un terrible tremblement de terre a ravagé la Calabre en faisant de nombreuses victimes.

« Vous n'allez pas mettre cet événement au compte de la société bourgeoise? » me direz-vous. — « Non certes, la terre se transformant sans cesse, il y aura toujours des tremblements de terre; mais lisez ce que disent les correspondants des journaux : — « Dans les villes où les maisons étaient construites en bonnes pierres, pas ou peu de victimes, mais dans les campagnes où les chaumières étaient en plâtre et en torchis, presque tous les habitants ont été ensevelis sous les décombres. »

Ainsi, si nous étions dans une société fondée sur l'amour et la solidarité, combien de victimes de moins, même dans les cataclysmes terrestres !!!

* *

On sait qu'en Espagne sévit une misère atroce ; tout dernièrement le roi et son entourage se sont fendus de 600.000 francs pour acheter du pain ? — Non, pour acheter une tiare en pierreries à la vierge de Saragosse!

Ceux qui ont faim doivent être heureux !

LE GLANEUR.

Questions de Bourses

A la suite de mon article de la semaine passée, j'ai reçu les lettres suivantes :

Paris, le 22 septembre 1905.

Camarade J. Grave,

En réponse à votre article du 23 septembre courant, je ne vois rien de mieux pour les camarades que d'être chez soi, c'est le meilleur moyen d'avoir un peu d'indépendance, et pour que cela vienne vite, je souscris pour une somme de *cent francs* pour l'achat du terrain. Que tous les amis qui sont à même de le faire en fassent autant. J'espère que, avant trois mois, nous aurons un terrain et avant deux ans une bourse vraiment ouvrière. Le jour où la bourse ouvrière sera chez elle, le bourgeois capitaliste comptera avec nous.

Bonne chance et amicale poignée de mains.

V. DEMAY.

P. S. — Le terrain acheté et payé, nous trouverons de l'argent pour la construction de suite : que les camarades se hâtent.

Paris, le 23 septembre 1905.

Camarade,

J'applaudis à votre idée d'une bourse du travail, propriété et œuvre des travailleurs eux-mêmes. D'abord, pour le bel acte de volonté que cela serait; en second lieu, comme architecte, je me réjouirais de cette manifestation.

Ce serait une belle occasion de montrer ce que peut etre une œuvre bâtie d'enthousiasme par les intéressés et en toute liberté, seules conditions qui aient jamais produit des œuvres.

Je serais pour ma part jaloux d'y collaborer en tout désintéressement et je me mets à l'entière disposition des syndicats pour étudier avec eux le projet et leur donner mes idées.

Soyez convaincu que l'on trouverait pour cette œuvre, que je considérerai comme une preuve de puissance de la classe des travailleurs, tous les concours nécessaires et certainement des conditions d'entreprise particulières.

Le terrain acquis, on pourrait fort bien se tirer d'affaire avec 4 ou 500.000 francs, pour un bâtiment construit simplement et qui pourrait donner cependant une leçon de goût contre la dépravation maladive de l'art bourgeois.

Cordialement à vous.

I. NATHAN.

Evidemment, je donne ces lettres comme marque d'encouragement, car en présence des sommes à recueillir, ce n'est encore qu'une goutte d'eau.

Mais, comme je le faisais remarquer dans mon article, ce n'est pas du dehors qu'il faut attendre la solution, mais de l'effort propre des syndicats. Les secours du dehors qui arriveront, tant mieux ; s'ils sont nombreux, ils accéléreront la solution ; mais il faut que les syndicats fassent un sérieux effort pour dénouer eux-mêmes la situation.

S'ils arrivaient à réaliser le projet, ils prendraient conscience de leur force, et apprendraient l'utilité de la cohésion.

Ce que nous avons publié des « Trades Unions » américaines, nous fait voir que la lutte basée sur une simple augmentation de salaires peut dégénérer en véritable lutte entre le prolétariat s'embourgeoisant, et le prolétariat miséreux. Mais il nous indique aussi ce que peuvent la volonté et l'entente. Il ne s'agit que de leur donner une bonne direction.

Autre bon effet qu'ils en tireraient : ce serait de forcer à prendre parti ceux que, par leur position intermédiaire entre les jaunes et les rouges, on pourrait appeler les « oranges. »

D'autre part, j'ai entendu dire que si elle trouvait une dizaine de mille francs, la « Confédération générale du travail » abandonnerait l'immeuble du Château-d'Eau.

Encore une fois, si elle dispose de forces sérieuses, elle peut trouver ce qu'il lui faut. Il s'agit qu'elle le veuille fortement. Qu'elle mette la question à l'étude, que les syndicats fassent un effort par eux-mêmes, l'écho leur répondra.

J. GRAVE.

L'Exploitation d'à côté des Travailleurs

Qu'un petit groupe de gens puisse jouir de tout le bien-être connu, parce qu'ils possèdent des capitaux, tandis que tous ceux qui n'en ont pas gagnent à peine de quoi vivre, en travaillant toute leur vie et de toutes leurs forces, pour augmenter la fortune des possédants, c'est une vérité évidente, c'est le fondement bien connu de toute société capitaliste, c'est le spectacle qu'offrent, en raccourci, chaque usine, chaque industrie, chaque organisme comprenant un patron et des salariés.

A cette désorganisation sociale est justement appliqué depuis longtemps le qualificatif d'exploitation des travailleurs.

Mais, en dehors de celle-ci et s'y ajoutant, il y a une autre forme d'exploitation, moins universellement dénoncée, moins évidente, et cependant tout aussi réelle et onéreuse pour les travailleurs. Je crois donc utile d'essayer de la faire connaître. Les faits que j'indiquerai peuvent être aisément contrôlés par tout le monde : ils sont du domaine courant et se passent à chaque instant sous nos yeux.

Mais l'habitude de la soumission non réfléchie est telle que nous nous laissons exploiter sans y prendre garde.

Il suffira peut-être d'attirer l'attention de nos lecteurs de ce côté, pour que chacun d'eux découvre, en dehors des faits que je puis citer, bien d'autres faits dont ils ont été témoins.

Ils contribueront grandement à l'œuvre d'intérêt général que nous poursuivons, en nous faisant part de leurs remarques et de leurs réflexions. On pourrait ainsi constituer un dossier d'autant plus important qu'il se composerait de faits faciles à vérifier et portant, en quelque sorte, sur tous les actes de l'existence.

Je fais donc appel à tous nos lecteurs, à tous nos amis ; c'est pour eux, c'est pour nous tous que nous travaillons.

Voici un exemple de cette forme indirecte de l'exploitation des travailleurs.

Chacun de nous a sûrement trouvé dur de payer si cher un billet de chemin de fer pour n'avoir droit qu'aux trains omnibus ou semi-directs, et à un compartiment de troisième classe, souvent non rembourré, mal aéré, presque toujours complet ; tandis qu'il voit les heureux de ce monde voyager en sleeping-car, ou tout au moins en première, très confortablement, avec des couloirs, des cabinets de toilette, des wagons-restaurants, et dans des rapides qui leur permettent d'effectuer en six heures les trajets que nous ne pouvons faire qu'en une journée. La raison de ces différences est que ces heureux voyageurs paient plus cher que nous, dira-t-on?

Eh bien! ce n'est pas vrai. Tout au contraire, nous autres, voyageurs de troisième classe, nous payons tous notre place, sans l'ombre d'une réduction.

Parmi les voyageurs de première classe, il y en a sûrement plus de la moitié qui ne paient qu'une partie de leur place ou même rien du tout.

Il y a d'abord tous les officiers des armées de terre et de mer et tous les assimilés, c'est-à-dire fonctionnaires civils de la guerre et de la marine, qui ne paient que quart de place.

Il y a une foule de fonctionnaires d'autres ministères qui ont un ou plusieurs permis par an de voyager gratuitement en première classe, et des réductions de moitié ou des trois quarts pour tous les autres voyages.

Il y a tous nos représentants, députés, sénateurs, ministres, et toute l'armée des attachés de cabinet, et aides-attachés des ministres, qui non seulement voyagent tous et toujours à l'œil, eux et leurs familles, mais disposent, en outre, d'un nombre incalculable de billets gratuits, dont ils font profiter leurs amis, ou avec lesquels ils paient leurs fournisseurs.

Mais ce n'est rien encore auprès de la foule des journalistes de tout genre et de toute région — chaque grand journal de Paris dispose d'un si grand nombre de passes gratuites qu'après en avoir usé au mieux de leurs intérêts, ils en possèdent encore, à la fin de l'année, dont ils ne savent plus que faire. Après avoir proposé vainement à leur concierge d'aller à Nice et d'en revenir en première classe sans bourse délier, après avoir demandé à la Compagnie (qui ne refuse jamais) de prolonger de trois mois la durée valable de leur billet de faveur, ils finissent par le coller au garçon de restaurant qui les sert ou au perruquier qui leur fait la barbe, ce qui tient lieu de pourboire.

Tous les petits canards, toutes les feuilles de chou qui s'impriment dans les coins les plus reculés de la province ont *droit* à un certain nombre de passes gratuites, toujours en première classe. Mais en dehors de ces faveurs de droit, les rédacteurs de ces petits journaux en obtiennent encore, à titre exceptionnel, s'ils ont su mériter les bonnes grâces de la Compagnie ou, au contraire, se faire craindre d'elle.

De ces privilégiés, la pluie bienfaisante des billets gratuits se répand sur toute une foule de gens auxquels ils ont des obligations ou qu'ils veulent ménager.

Je connais plusieurs personnes (concierges ou petits commerçants) qui ne se rappellent pas avoir jamais payé leur place entière en chemin de fer.

Quand l'envie leur prend de voyager, ces personnes écrivent à leur député qui, par retour du courrier, leur envoie sa carte sur laquelle il prie la Compagnie de mettre à la disposition de M. X., auquel il s'intéresse particulièrement, un billet gratuit ou au moins à demi-place.

Et la Compagnie s'exécute immédiatement.

Certaines d'entre elles sont même très accommodantes, elles offrent une passe pour toute la famille. J'en ai eu un exemple récemment.

Si on ne veut pas s'adresser à un député, on va trouver un journaliste, et le résultat est le même, souvent plus complet.

Il est vrai que la plupart de ces billets de faveur, de seconde main, ne donnent droit qu'à

la deuxième classe; en revanche, un monsieur de province peut s'offrir gratuitement un voyage en première classe à Paris, une fois par an, en réunissant, grâce à l'obligeance de ses amis, le nombre voulu de titres d'actions de la Compagnie qui dessert sa localité. Il n'en faut pas beaucoup, et ça se fait très couramment.

Enfin, en dehors des tarifs ordinaires, les Compagnies ont établi une série de tarifs réduits (billets de bains de mer, de stations hivernales, voyages circulaires, etc.) qui ne s'appliquent qu'aux premières et aux deuxièmes classes; très rarement aux troisièmes et seulement pour de courts trajets.

En sorte que dans un compartiment de première classe supposé complet, sur huit voyageurs, un ou deux seulement ont un billet à plein tarif; ce sont généralement des étrangers. Tous les autres bénéficient d'une réduction plus ou moins grande qui va souvent jusqu'à la gratuité absolue.

Dans un compartiment de deuxième classe, près de la moitié des voyageurs ne paient pas leur place entière.

En troisième classe, tout le monde paie. Il n'y a comme exception que les abonnements ouvriers dans les trains de banlieue; encore ne donnent-ils pas droit à tous les trains.

Comprenez-vous maintenant pourquoi nous payons si cher notre mauvaise banquette de troisième classe? C'est pour permettre aux Compagnies d'accorder des parcours gratuits, en première, à tous nos dirigeants, à nos patrons, à nos exploiteurs de toutes sortes.

Supposez la situation renversée et que (fait invraisemblable) ce soit ceux qui ont les meilleures places et le plus d'argent qui paient le plus; calculez ce que rapporteraient à la Compagnie huit voyageurs de première classe pour 100 kilomètres de parcours; songez que ce sont ces gens-là qui voyagent le plus, pour leurs plaisirs, leurs affaires ou leur clientèle électorale, et voyez tout ce que perd chaque Compagnie en ne leur faisant rien payer. Non, elle ne perd rien, elle se rattrape sur ceux qui sont obligés de voyager pour chercher du travail ailleurs, aller au pays voir les parents malades ou le gosse en nourrice et qui ne peuvent se payer que des premières de zouave.

Si on appliquait le droit commun aux riches voyageurs de première, on pourrait immédiatement réduire de *plus de moitié* le prix des places de troisième classe.

Mais n'attendez pas cette révolution du bon vouloir des Compagnies, ni de l'action du gouvernement, ni de l'initiative de nos représentants. Ceux-ci ne sont pas disposés à se priver, en votre faveur, d'avantages très appréciables et contribuent, de jour en jour davantage, à vous exploiter par l'intermédiaire des compagnies de chemin de fer, comme je vous l'indiquerai dans un prochain article.

MICHEL PETIT.

MOUVEMENT SOCIAL

Conseils de guerre. — Cinq soldats coloniaux, Pincaudeau, Serpaud, Courtois, Morinière, Marion, viennent d'être jugés par le conseil de guerre de Bordeaux. Ils étaient accusés d'avoir, au cours d'une bagarre à Rochefort, frappé un gardien de la paix et blessé un gendarme. Les quatre premiers ont été condamnés respectivement à deux ans de prison, dix ans de travaux publics, sept ans de travaux publics, deux mois de prison. Le cinquième, Louis Marion, poursuivi de plus pour outrages graves à un caporal et à un adjudant, a été condamné... à la peine de mort.

Sur la prière du défenseur, l'adjudant outragé et giflé par Marion a signé un recours en grâce. Les membres du conseil ont tous refusé de le signer.

J'avoue que des soldats qui ne savent se révolter contre la police et contre leurs chefs que lorsqu'ils sont ivres et parce qu'on veut mettre un terme à leurs ébats soulographiques, mais qui n'ont jamais le moindre geste de protestation quand on les envoie marcher contre les grévistes, ne m'intéressent pas du tout. Mais l'injustice des sanctions à leur égard n'en est pas moins grande: pour avoir tué des ouvriers, félicitations (Limoges); pour avoir simplement blessé un gendarme ou giflé un adjudant, la mort.

◆ ◆

Police. — On nous communique une lettre qu'on nous assure être de Gallay, le policier-escroc. Elle fut écrite avant les combinaisons du Comptoir d'Escompte. Elle était destinée à un journal antisémite connu. Gallay propose de lui fournir des révélations — payées, cela va de soi — sur la police, dont il était peut-être encore, à cette époque, je ne sais. Voici cette lettre :

« Monsieur,

« Je lis, dans les journaux, le détail d'un petit incident qui s'est passé, le 4 courant, à l'audience de police correctionnelle de la 10e chambre, laquelle s'occupe, entre autres choses, des délits relevés sur les champs de courses.

« A l'appel habituel des témoins par l'huissier audiencier, aucun d'eux ne s'étant présenté, celui-ci répondit à haute voix au président Fournel :

« — Aucun témoin n'est dans la salle, Monsieur le président, ils sont tous de service à Saint-Sébastien.

« Ces paroles passeront sans doute inaperçues et, seuls, quelques initiés y verront une allusion au bizarre et fantasque service de police *factotum* qui fonctionne au ministère de l'intérieur (Sûreté Générale), jadis 13, rue Cambacérès, à présent 11, rue des Saussaies, sous le nom de « Contrôle du Pari-Mutuel ».

« Il ne faut voir là qu'une rubrique destinée à faciliter la désignation de ce groupe de roussins auxquels le mot « spécial », attribué à leurs collègues de province ou des gares de Paris, convient beaucoup mieux précisément en raison de son sens très vague.

« En réalité, seul un commissaire spécial adjoint, M. B... pour l'instant, s'occupe des champs de courses d'une façon à peu près régulière; il y relève quelques rares délits peu importants, mais autour desquels on fait beaucoup de bruit dans le but de donner au moins l'illusion que ce service, qui coûte horriblement cher, sert au moins à quelque chose et, en tout cas, s'intéresse un peu à ce qui se passe sur nos hippodromes.

« Effectivement le but de ce service peut se répartir en trois subdivisions, savoir :

« 1° Police politique : surveillance des anarchistes? et des individus, à quelque point de vue que ce soit (antisémites, royalistes, et, plus généralement, antigouvernementaux).

« 2° Police internationale, espionnage, et contre-espionnage, en définitive la seule branche qui semblerait susceptible de rendre quelque service; c'est aussi la plus négligée. On peut se faire du reste une idée de ce que cette catégorie de fonctionnaires est capable d'entreprendre, si l'on songe que la plupart d'entre eux ignorent toute langue vivante; en un mot, leur nullité est telle que le 2e bureau de l'état-major au ministère de la guerre a dû rompre tout rapport avec eux depuis déjà plusieurs années, et depuis lors s'abstient de leur confier la moindre mission.

« 3° Police plus « spéciale » — Tricoche et Cacolet, sorte de cabinet réservé, l'une des plus suggestives institutions que l'on puisse rêver.

« Pour en revenir au fameux cri de l'huissier, il ressort de cette sorte d'aveu naïf, que la Sûreté Générale entretient à Saint-Sébastien un groupe sans doute important de commissaires-adjoints et d'inspecteurs spéciaux dans le seul but de surveiller les faits et gestes de M. Paul Déroulède et de ses amis qui viennent le voir de France ou d'ailleurs. Chaque commissaire-adjoint coûte de 15 à 20 fr. par jour; chaque inspecteur de 12 à 15 fr. par jour également. Il faut ajouter à cela les appointements de ces Messieurs qui sont de 2.400 fr. à 4.800 fr. Pendant qu'ils sont occupés là-bas, bien entendu les espions, les anarchistes et les rastas d'hippodrome peuvent s'en donner à leur aise.

« Le grand chef de toute la bande est le fameux M. H..., de taille élevée, portant beau, très débrouillard, décoré de la Légion d'honneur et d'une foule d'autres ordres français et exotiques. On estime que son poste lui rapporte couramment de 20 à 25.000 fr. par an.

« Le sous-chef est M. A..., non moins beau, non moins élégant que son maître dont il a toute la confiance; lui aussi est pavoisé d'une multitude de décorations. C'est un garçon plutôt borné et qui, par cela même, a pu s'attirer toute la confiance de M. H..., auquel il ne conviendrait probablement guère d'avoir un collaborateur trop intelligent, cela pour une foule de raisons.

« Je conclus, Monsieur, ne voulant pas abuser de vos instants. Ne pensez-vous pas qu'il serait intéressant pour vos lecteurs, à la veille de la discussion du budget, de savoir de quelle façon est employé l'argent qu'on leur demande, soi-disant dans le but d'assurer la défense nationale? Je connais de fond en comble la belle administration dont je viens de vous entretenir très superficiellement, et je me ferais un véritable plaisir, si cela pouvait vous intéresser, de vous adresser toute une série d'articles très documentés sur ladite, et surtout très exacts.

« Veuillez donc bien me faire savoir dans quelles conditions vous seriez disposé à les accepter et à les faire paraître dans votre estimable journal?

« Recevez, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués. »

Je ne pense pas que les anarchistes se sentent très froissés d'être placés, dans l'estime de M. le baron de Gravald, ci-devant commissaire de police, entre les espions et les rastas d'hippodrome. Décidément, plus on considère ce monde de la police, plus on trouve que c'est un sale monde.

R. CH.



LONGWY. — A la suite de l'enquête sur les incidents de Longwy, le ministre de la guerre a pris les décisions suivantes :

« Des observations ont été adressées au général Michal, commandant le 20e corps, pour n'avoir pas communiqué avant leur départ, aux escadrons requis pour le service d'ordre à Longwy, les instructions ministérielles précédemment données au détachement de Pont-à-Mousson.

« Le colonel commandant le 9e dragons a été puni de quinze jours d'arrêts pour avoir, malgré des prescriptions antérieures, laissé emporter la lance par les deux escadrons envoyés à Longwy.

« Enfin, sur la proposition du général Dalstein, commandant le 6e corps d'armée, et chargé de l'enquête sur les incidents de Longwy, le ministre a présenté à la signature du président de la République un décret prononçant la mise en non-activité, par suspension d'emploi, du lieutenant de Courcel.

« Le lieutenant de Courcel est le fils du baron de Courcel, ancien ambassadeur à Londres et à Berlin, et sénateur du département de Seine-et-Oise.

« En ce qui concerne le maréchal des logis Thomassin, le général commandant le 6e corps a fait ouvrir une enquête judiciaire au sujet des faits qui lui sont reprochés. »

(*Aurore*, 25 septembre.)

MOUVEMENT OUVRIER

La situation ne s'est pas sensiblement modifiée ces jours derniers dans le bassin de Longwy. La grève continue, et toutes les manœuvres employées par la Société dont M. le baron Dreux est le grand manitou, n'ont servi à rien. Quelques centaines de jaunes — sur un effectif de 3.325 ouvriers — se promènent dans les usines pour faire croire que l'on y travaille, mais, en réalité, la production y est nulle.

Les grévistes, que le lâche assassinat de l'ouvrier Huart a exaspérés, sont bien décidés à la lutte et se sont organisés pour. Les soupes communistes fonctionnent à la satisfaction de tous. Enfin des meetings et des manifestations ont lieu chaque jour, tant à Longwy que dans les environs.

Les forces soldatesques, toujours logées dans les usines, se montrent beaucoup moins, heureusement, car la foule et les grévistes sont exaspérés contre eux.

Aux réclamations des travailleurs, la Société a fait répondre qu'il lui était absolument impossible d'augmenter les salaires. Or l'assemblée des actionnaires a eu lieu ces jours derniers et l'on y a constaté que le bilan au 30 avril dernier fait ressortir « un bénéfice net de 4.811.000 fr., en augmentation de 551.000 fr., dont 2.103.000 francs sont distribués aux actionnaires ».

Augmentation de bénéfices entièrement due à la

main-d'œuvre, comme le constate le journal financier d'où j'extrais ces chiffres :

« L'augmentation est due à une augmentation assez sensible de la production et non à une amélioration du marché, qui ne s'est guère modifié d'une année à l'autre... »

Ce sont là des chiffres et des faits officiels que la Compagnie ne contestera pas et qui montrent bien toute la rapacité des dirigeants de ces grosses sociétés industrielles.

❖ ❖

L'enquête a confirmé, et il ne pouvait y avoir de doute à ce sujet, que l'ouvrier Huart qui avait été en curieux à la gare, a bien été transpercé par la lance d'un sous-officier de dragons, alors qu'il était acculé contre un mur. Le sous-off passera au conseil de guerre et sera, bien entendu, acquitté.

Au sujet de l'enquête qu'a été faire sur place l'agent de change qui commande à nos généraux, j'extrais du *Temps* la bizarre information suivante :

« Le ministre de la guerre s'était fait précéder par M. Maxence Roldes, attaché de son cabinet.

« M. Maxence Roldes est une personnalité très connue dans le monde socialiste. C'est lui qui, notamment, a dirigé les grèves du Creusot et de Montceau-les-Mines, en 1900, et inventé l'exode des grévistes sur Paris. Il appartient au parti socialiste unifié (section française de l'Internationale ouvrière), et le *Bulletin officiel* de ce parti, inséré dans l'*Humanité*, le mentionne comme ayant « rempli une délégation » à Limoges, le 9 septembre dernier.

« A Longwy, il fut délégué par le ministre de la guerre pour préparer sa réception.

« Il arriva la veille et se mit aussitôt en relation avec les meneurs Varède et Hanosset, auxquels il offrit à dîner à l'hôtel de la Paix. Il déjeuna avec eux le lendemain matin et les quitta à deux heures pour aller recevoir le ministre à la gare. »

Les journaux « socialistes » n'ont pas dit un mot de cette réception organisée par le socialiste Maxence Roldes.

On avouera en tout cas que nous vivons à une bien drôle d'époque, puisqu'il peut se trouver un « socialiste » allant, au lendemain de charges de cavalerie et d'assassinat de travailleurs, « préparer » la réception de celui-là même qui a donné l'ordre d'envoyer la troupe sur le champ de grève.

J'ai peine à constater que les exploités de Longwy n'aient pas reçu le ministre et son barnum comme ils l'auraient cependant bien mérité.

On objectera qu'à la suite de l'enquête, les sabreurs ont été frappés, le colonel de 15 jours d'arrêts et le lieutenant à la schlague d'une « suspension » d'emploi, mais je n'en persiste pas moins à penser que ce n'est pas le rôle — à moins que cela ne soit dans le nouvel évangile Guesde-Jaurès — d'un socialiste, aussi *unifié* fût-il, d'aller présenter aux victimes et de leur faire acclamer le chef des assassins.

❖ ❖

A Boulogne-sur-Mer, les exploités de l'usine Blanzy-Poure, manquant totalement d'organisation, ont dû reprendre le travail sans avoir pu obtenir satisfaction.

Par contre, 600 métallurgistes occupés aux travaux de construction et de réparation des navires sont en grève. La situation est là toute différente ; un grand nombre d'ouvriers métallurgistes sont groupés et la Fédération de la métallurgie, à laquelle ils sont rattachés, a pris des mesures pour soutenir les grévistes par tous les moyens.

A Poitiers, grève d'ouvriers mouleurs, qui demandent de meilleures conditions de travail.

A Paris, grève d'ouvriers tourneurs en optique.

L'*Office du Travail* signale que 49 grèves se sont terminées pendant le mois d'août.

Les demandes d'augmentation de salaire restent toujours la cause du plus grand nombre de grèves ; exactement 34.

Les résultats, sans être très brillants, ne me semblent pas être à dédaigner.

Sur 49 conflits, il y a eu : 7 réussites totales, 27 transactions ou réussites partielles, et seulement 15 échecs.

Ce qui fait que, plus de deux fois sur trois, les exploités qui font grève réussissent à arracher au patronat une parcelle de ce qui leur est volé : salaire ou liberté.

Ces résultats, trop maigres certes, sont tout de même loin d'être décourageants.

P. Delesalle.

❖ ❖

Ma chronique des *Temps Nouveaux* sur la grève des teinturiers de Saint-Etienne m'a valu, de la part de quelques-uns d'entre eux et aussi d'autres camarades, des observations auxquelles je vais répondre. Comme il n'y a aucune question de personnalité, mais tout simplement de méthode, je crois ne pas abuser des colonnes du journal.

De ce que, me basant sur la manière dont la grève se faisait depuis plus de deux mois, je prévoyais un échec avant la fin de la grève, ces camarades croient que mon avis est qu'une grève, pour aboutir à des résultats, doit être *forcément* violente. C'est une erreur. Il y a des cas où la violence n'est pas indispensable, ainsi qu'en témoigne le *mastic* des télégraphistes parisiens, il y a vingt-quatre ans, et qui nous a été raconté par la *Voix du Peuple* il y a quelques jours.

Mais il n'est pas vrai que pour réussir, une grève doive *forcément* être calme.

Je sais avec quelle rigueur la magistrature française reçoit les camarades qui passent à son comptoir pour faits de grève ; c'est pourquoi, ne voulant pas pousser les autres à faire des actes qui peuvent les conduire à la prison ou au bagne, actes que je n'ai d'ailleurs pas *encore* accomplis moi-même, je ne me reconnais pas le droit de dire à des grévistes : « Vous devriez faire ceci ou cela. »

Mais parce que l'expérience m'a prouvé que l'action révolutionnaire donnait des résultats autrement tangibles que le *calme énergique* des endormeurs, je refuse à ceux-ci le droit de leurrer les grévistes en leur prêchant qu'il faut à tout prix rester dans la légalité.

La légalité, on s'assoit dessus, comme le firent nos aïeux de 1789-93, de 1830, 1848, nos pères de 1870-71. Si ceux-là n'avaient usé que de moyens légaux, ces révolutions et changements de régime ne se seraient pas produits.

Nous voulons continuer à employer ces moyens extra-légaux, même et surtout quand ils se retournent contre les bourgeois et les assiette-beurristes.

Je dis que tous les moyens, sans exception, doivent être employés par des grévistes avides de réussir, selon les circonstances et selon les nécessités.

Le rôle de ceux que la confiance de leurs camarades a placés à la commission de la grève, consiste surtout à faire connaître, aussi clairement et surtout aussi véridiquement que possible, où en est la situation, et c'est ce qui ne se fait pas toujours. C'est, après cela, aux grévistes eux-mêmes à agir selon qu'ils le jugent bon. Que les timorés se tiennent tranquilles, on ne peut les obliger à marcher ; mais qu'ils laissent agir les autres, et surtout qu'ils ne les désavouent pas. C'est tout ce que je leur demande.

Rousset-Galhauban.

P. S. — **Chez les coiffeurs.** — Le camarade Raffault, désigné comme secrétaire du comité de garçons coiffeurs, me fait passer une lettre signée : « Un groupe de libertaires ».

Le camarade Raffault a grand tort de s'émouvoir des injures... et des bêtises contenues dans ce billet anonyme, car « Un groupe » ce n'est pas une signature, cela. Qu'il sache bien qu'aucun libertaire n'aurait été assez lâche et assez vil pour lui adresser l'épître en question sous le couvert de l'anonymat.

R.-G.

ALLEMAGNE

Nos lecteurs ont vu, dans les quotidiens, l'arrestation de Domela Nieuwenhuis, en Allemagne. Notre camarade est toujours en prison, sans qu'on sache ce qu'il devient.

D'après le *Temps*, Domela serait allé plusieurs fois en Allemagne, visiter sa fille qui y a fait ses études, sans jamais être inquiété. Ce qui explique d'autant moins la mesure actuelle.

Les social-démocrates, qui sont en nombre au Reichstag et ont trois millions d'électeurs — soi-disant socialistes — derrière eux, n'ont pas même demandé une explication de cet acte arbitraire.

J. G.

ANGLETERRE

Les deux camarades italiens poursuivis pour délits de presse viennent d'être condamnés, Antonelli à 10 mois, et Barberi à 9 mois de « hard labour ».

SUISSE

Deux nouveaux refus de servir. — A Lausanne, lors de la seconde école des recrues, deux jeunes ouvriers, Blondel et Bornand, manquaient à l'appel. Blondel a simplement refusé l'ordre de marche ; quant à Henri Bornand, il écrivit à l'autorité militaire une lettre dont voici quelques lignes :

— « Pour moi, la guerre est un meurtre, une exploitation de chair à canon au profit du capitalisme international. L'armée est une institution criminelle, antisociale, elle est l'organisation de l'assassinat en masse, qui subsiste encore de nos jours grâce aux préjugés, à la routine et à l'ignorance des peuples, joints aux intérêts de quelques privilégiés.

« Pour ce qui me concerne, n'étant pas de ceux qui ont intérêt à maintenir les préjugés et les haines patriotiques, il m'est impossible d'appartenir à l'armée, institution qui peut causer la mort d'un grand nombre de travailleurs, mes frères de misère.

« D'autre part, en participant à l'armée, je trahirais les principes qui me sont chers et que je défends au sein du parti socialiste et dans les organisations ouvrières. »

Souhaitons que des actes comme ceux d'Henri Bornand, de Blondel et naguère, à Genève, de nos camarades Herzig et Bartholdi, viennent, en se répétant, attester l'horreur croissante qu'inspire aux hommes libres le militarisme assassin.

❖ ❖

Elections. — Le correspondant de la *Tribune de Genève*, à propos des dernières élections dans le canton de Vaud, écrivait à son journal : « Il est vrai qu'elles (les élections) contribuent à l'extermination de la race humaine ; je ne parle pas des honteuses beuveries dont, en un trop grand nombre de cercles, elles sont encore le prétexte ou la cause, — dans tel cercle (électoral) des environs de Lausanne, les routes étaient, dimanche soir, jonchées d'électeurs cuvant leur vin — mais de regrettables accidents dont, régulièrement, elles sont accompagnées.

Dimanche 16 juillet, le peuple de Genève était appelé aux urnes ; mais comme aucun candidat ne postulait de siège et qu'il s'agissait de modifications constitutionnelles n'ayant aucune prise sur leurs situations acquises, ils ont économisé les beuveries. Le résultat a été que sur 26.000 électeurs, il n'y a eu que 7.500 votants.

❖ ❖

Les gaîetés du prétoire. — Un des juges de Selnau (Zurich) passe ses nuits au cabaret et il lui arrive souvent d'arriver en état d'ivresse à la séance. A plusieurs il a dû être renvoyé chez lui pour cuver son vin. Lors d'un procès où il devait rapporter, il était ivre de vin blanc et dormit pendant toute la séance. On l'aurait condamné à une amende, mais que lui importe, il a été nommé par le peuple, il pourra donc se saouler encore tout à son aise et toucher son traitement. Le pasteur Pflüger a déclaré que de nombreux juges siègent dans le même état que leur collègue de Selnau.

N'allez pas dire aux Zurichois : Passez-vous de justiciers : « Un monde où le coupable souffre n'est en rien supérieur à un monde où le coupable serait impuni, il est plutôt pire puisque la douleur y est plus grande, sans que le vice y soit diminué. » Les électeurs sont encore trop nombreux sur les bords de la Limmat.

VARIETÉ

Art appliqué — Art nouveau

Depuis quelque temps, ces quinze dernières années particulièrement, un certain mouvement se produit et nous voyons « l'art industriel » se faire jour à côté de l'art... le grand, si tant est qu'il y en ait un grand et un petit ; comme si un objet usuel bien composé et bien compris ne valait pas une méchante statue ou un tableau.

Pourtant, parmi les nombreuses productions « art nouveau, modern style, etc. », très peu atteignent le but proposé, car la majeure partie des producteurs ne voient dans ces innovations qu'une façon de couper aux études classiques et d'imposer à la sottise de la mode les élucubrations grotesques de leur incapacité. Puisque plus aucune règle n'est à suivre, tout est bon, et c'est une avalanche de lignes en coup de fouet ou d'anguilles entrelacées et, somme toute, ce pseudo-style nouveau ne vaut guère mieux que les marmelades de tous les Louis ou néo-grecs qui firent florès depuis la Restauration.

Certes, le point de départ était bon: pourquoi se renfermer dans les rabâchages des classiques, pourquoi singer les formes de nos devanciers? Il était temps de réagir contre cette confination dans les styles mutilés, mais non pas pour remplacer le mauvais goût d'hier par des laideurs dénommées pompeusement « nouvelles ».

A quoi cela tient-il?

Voici : il est une chose évidente, c'est que le dessin étant la base première de toute composition industrielle, comme l'a si bien exposé Viollet-le-Duc (*Histoire d'un dessinateur*), pour arriver à une transformation des produits il faut, avant tout, une transformation dans l'enseignement du dessin et dans l'éducation artistique de ceux qui sont appelés à créer ces produits.

C'est ce qui n'eut pas lieu, ou à quelques exceptions près, car il y avait à lutter contre toute une routine administrative, contre tout un enseignement pédantesque et faux des sommités académiques, de sorte que les quelques essais d'école industrielle qui tentèrent l'évolution rationnelle, trop peu soutenus ou subsidiés, ne produisirent pas ce que l'on pouvait en espérer.

* *

Comment se pratiquait l'enseignement du dessin? En faisant copier aux jeunes gens une série de modèles graphiques, reproductions très fantaisistes des œuvres de l'antiquité ou de la Renaissance par quelques gros légumes de l'Institut ou d'ailleurs dont l'ouvrage fut couronné. Puis, ce sont différentes classes d'après plâtres, moulages d'une certaine catégorie, toujours d'après l'antique, et quand enfin, après de nombreuses années d'inculquation systématique, lorsque vous êtes admis à dessiner d'après un être vivant, lorsqu'il s'agit d'interpréter à votre tour ce que vous ressentez, vous dessinez comme on vous l'a appris, mais non comme vous devriez voir et sentir suivant votre tempérament. Ici, comme toujours, votre cerveau, qui jeune ne demandait qu'à concevoir selon votre personnalité propre, a été dévoyé, façonné par ce qu'il est convenu d'appeler des éducateurs.

Au sortir des cours supérieurs, peintres ou sculpteurs, vous irez avec beaucoup de protections et de chances décrocher peut-être un prix de Rome et pourrez dès lors dormir sur vos lauriers. Avec plus d'astuce et de diplomatie que de talent réel, vous serez favorisé de subsides et de commandes gouvernementales, tandis que d'humbles mais sincères bûcheurs, qui auront consacré toute leur fougue de production à chercher le vrai et la personnalité, pourront attendre que la misère et la mort, enfin, viennent sanctionner leur talent.

Si c'est la carrière d'architecte que vous avez choisie, après avoir de longues années pâli, un tire-ligne au doigt, sur des plans fantastiques de palais suivant les immuables lois des Vitruve ou autres Vignole, vous serez apte à faire des images étonnantes sur le papier, mais incapable de concevoir d'une façon rationnelle la construction d'un simple logis d'artisan bien éclairé, bien aéré, sain et confortable.

De même si vous vous engagez dans la voie des arts décoratifs, vous serez sursaturé de formes de tous styles, et votre conception personnelle sera morte pour faire place à quelque chose d'atrophié, ne pouvant plus concevoir qu'au travers de tempéraments étrangers au vôtre.

* *

Ne croyez-vous pas qu'il vaille infiniment mieux dès les débuts apprendre à observer, à voir tout ce qui nous entoure, dès les débuts crayonner, mais crayonner chaque jour tout ce que nous voyons, les objets simples pour commencer, les objets usuels dont nous nous servons, et par la suite tout ce qui vit, la flore, la faune, et l'homme dans ses attitudes, ses mouvements; mais dessiner scrupuleusement avec toute la patience et la volonté possibles, en tâchant de rendre ce que vos yeux voient, ce que votre cerveau conçoit et non pas comme d'autres ont vu ou conçu, fussent-ils les plus grands génies? Et si quelqu'un de plus compétent vous conseille, que cette intervention soit très judicieuse, que ces corrections ne soient jamais que celles de fautes contraires au bon sens et à la logique; encore faut-il qu'elles ne soient admises que si elles sont comprises et reconnues justes : en un mot, votre cerveau ayant failli, il reconnaît sa faute; alors, chaque fois, vous aurez fait un pas en avant. Mais si vous admettez une correction sans être logiquement et irréfutablement pénétré de sa justesse, vous ne progresserez pas et, par ce fait, elle sera sans utilité, et même nuisible, car vous laisseriez pénétrer en vous un élément étranger.

Combattre l'influence des styles dans l'enseignement, c'est parfait, mais cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas les étudier du tout: il faut savoir dans quelle mesure et comment.

Ce qu'il y a de pernicieux dans l'enseignement administratif et académique, c'est de farcir les jeunes cervelles des formes de toutes les époques, au point de vue purement esthétique, sans tenir compte de tout ce qui est relatif à chacune de ces époques et, par suite, d'étouffer toute aspiration naissante sous d'immuables règles, en posant ces modèles sacro-saints comme les limites de tout effort intellectuel que nous devons nous efforcer d'imiter sans jamais espérer de faire souche à notre tour, et même parvenir à égaler.

Cet enseignement superficiel autant que de tradition a eu les résultats les plus lamentables pendant près d'un siècle. Tel dessinateur, lauréat fraîchement émoulu des Beaux-Arts, qui daignait consacrer son talent à l'industrie, fournissait des modèles, très beaux peut-être, mais absolument inexécutables... et déclarait péremptoirement que ce n'est pas à l'art de se soumettre aux moyens de production, mais à ces derniers de se plier à l'art!

Le style est le résultat d'une époque, il est intimement lié à l'esprit, à la mode de son temps et presque toujours logique avec les produits et les moyens de production d'où, indirectement, il subit l'influence des découvertes scientifiques et industrielles de son époque. Il résulte que l'histoire des styles ou en général l'histoire de l'art, jointe à celle des savants et des grands penseurs, est l'histoire de ce que l'humanité a produit de bon au cours de toutes les étapes de sa vie, depuis l'antiquité égyptienne jusqu'à nos jours, pendant quatre mille ans de despotisme. Et ces quelques vestiges des conceptions de nos prédécesseurs échappés par miracle à la destruction des temps et surtout de la folie humaine, sont en quelque sorte le patrimoine de notre race, vestiges de génie enfantés dans quels maux! Cette histoire est la seule qu'il soit logique d'enseigner, plutôt que les pillages et les massacres des oppresseurs d'alors, comme si nous n'avions pas assez des nôtres d'aujourd'hui!

Mais s'il est presque criminel de mépriser ces souvenances anciennes, il est fou de vouloir les faire renaître, aussi fou que de vouloir faire revivre une époque. Devant cette rage de reproduction du passé où architecture, décoration, meuble, bijou, objet usuel quelconque, était en rapport direct avec les besoins du moment, fait avec les matériaux, l'outillage, les matières et les procédés de fabrication d'alors, n'est-il pas flagrant que nos mœurs modernes, notre confort, nos moyens de production, notre outillage mécanique, tout diffère et que des matières nouvelles exigent des formes nouvelles inhérentes aux procédés nouveaux? En outre, est-il logique qu'une œuvre façonnée de métal fondu, battu, forgé ait la forme d'objets de bois, terre cuite, marbre? Autant de procédés de fabrication, autant de modes de composition appropriés à ces matières, faute de quoi le résultat obtenu est monotone, choque le bon sens, offusque la raison et le goût.

« Il ne doit pas nous paraître étrange », fait remarquer Viollet-le-Duc (*Histoire d'un dessinateur*), « que le même peuple qui sait si bien « donner de la grâce à une machine en adaptant exactement les formes convenables à « chaque organe, tombe dans de telles aberrations de sens et de goût quand il s'agit de « fabriquer des meubles, des ustensiles, des « objets dont il se sert journellement, car la « machine étant d'invention récente ne se « rattache à aucune prétendue tradition. Il a « fallu la créer de toutes pièces sur des données nouvelles, le bon sens a fait adopter « immédiatement des formes qui sont absolument appropriées à l'objet... mais s'il s'agit « d'une table, d'une armoire ou d'une pendule, c'est autre chose, l'esprit est hanté par « mille exemples antérieurs, et au lieu de « songer à faire pour le mieux, et dans les conditions les plus raisonnables, une pendule, « une armoire ou une table comme on fait « une machine, c'est-à-dire en tenant compte « de la fonction de la matière mise en œuvre « et des procédés de fabrication, on pense au « mobilier de Louis XVI, de Marie-Antoinette, de Louis XIV ou de la Renaissance « et on produit un pastiche qui passera certainement de mode, destiné à être relégué « au grenier comme un objet ridicule et qu'on « n'oserait montrer. »

Dans l'étude d'une production ancienne, il ne faut pas se borner à contempler le résultat obtenu, mais aussi s'enquérir minutieusement du but que l'on avait à atteindre, de l'usage auquel l'objet était destiné, de la matière et du procédé de fabrication : alors seulement, connaissant tous les facteurs, il est possible de tirer un enseignement de cette étude. Ce n'est pas l'objet même qu'il faut s'inculquer, c'est la manière dont le façonneur est parvenu au développement de sa composition; et si vous jugez qu'il ait agi rationnellement, si votre bon sens n'est choqué par aucun défaut utilitaire, si en même temps les formes, les proportions sont gracieuses autant qu'appropriées au besoin de l'objet, dites-vous qu'il y a là réellement une œuvre à considérer et guidez-vous sur ces données pour faire, à côté de votre devancier, œuvre logique et saine également, mais que ce *soit de vous*, de vous tout seul, que ce soit bien approprié aux besoins du moment, et que l'inspiration nécessaire à l'ornementation, en quelque sorte à l'habillage de votre première conception, soit prise non pas dans les *interprétations précédentes*, mais directement dans la nature en l'étudiant dans toutes ses manifestations. Journellement, à chaque pas, nous rencontrons matière à éveiller notre imagination, et ce sont là les seules sources du goût délicat des Grecs et des gothiques, sans parler des Perses et des Extrême-Orientaux qui tirèrent si admirablement parti de la flore et de la faune.

Si les différentes phases de l'histoire des productions artistiques présente une grande diversité et des caractères très distincts, il faut remarquer que chaque période ancienne n'est pas toujours originale, qu'il y en a qui reprennent les traditions précédentes en les dénaturant jusqu'à leur ôter tout sentiment de logique et de beauté. Ce sont celles-là qui sont néfastes dans l'enseignement et ce sont celles-là fatalement que la veulerie contemporaine veut nous imposer encore. Pour nous en convaincre, jetons un très rapide coup d'œil sur ces différentes époques.

Je ferai remarquer toutefois, que si je parle davantage d'architecture dans l'étude des styles, c'est au point de vue industriel que je me place; et puis pour les raisons suivantes :

1° Les productions anciennes sont en majeure partie exclusivement architecturales; quant aux documents respectés par le temps, l'Inde, l'Egypte, l'Assyrie, la Perse, la Grèce, Rome, ne nous laissent que des monuments; meubles, étoffes, bijoux ne nous sont révélés que par quelques rares échantillons trouvés dans les tombeaux, ou par des descriptions de poètes.

2° Dans les productions plus récentes de notre civilisation d'Occident, il est à remarquer que les modèles de meubles et d'orfèvrerie, de fers forgés reproduisent les formes architecturales dans leurs décors sculptés ou ciselés.

Nous voyons dans les crédences gothiques, les bancs, les chaises, les lutrins, les éléments architecturaux de ce style en miniature : ogives, fûts de colonnes, flèches, clochetons et pinacles, chapelles minuscules avec leurs portiques et leurs tourelles reproduits à l'envi jusque dans les retables et les ostensoirs d'argent et d'or.

Et dans les bahuts de la Renaissance ne retrouvons-nous pas les corniches, les frontons avec leurs moulurages, les colonnes avec leurs chapiteaux sculptés, incrustés ou ciselés? Et les scribans plaqués d'écaille, dont l'intérieur représente le temple de l'Amour avec des marbres blancs et noirs rendus par l'incrustation de l'ivoire ou de l'ébène?

3° L'architecture n'est-elle pas le point de départ de tout ensemble industriel, n'est-ce pas la charpente que tout le reste habille : sculpture, peinture, tapisserie, meuble, fer forgé, orfèvrerie, argenterie, vitraux, faïence, grès, terre cuite, tenture et vêtement? Il faut que tout cela chante dans ces tons, charme dans ces formes, dans ces lignes, se complète l'un l'autre dans une harmonie parfaite, sans surcharge, sans heurt.

Il conviendrait certes d'étudier cela au point de vue de chaque métier, spécialement en détail, sous le double angle : de la composition décorative, forme et ton; et de la partie technique, comment la matière fut traitée dans les beaux spécimens, comment nous pouvons la traiter à notre tour.

Je compte mener à bien ce travail, mais dans la présente étude cela nous mènerait trop loin.

* *

Dès le début de la civilisation, dans la région du haut Indus, nous voyons l'homme vivant dans ces contrées de hautes montagnes glacées et de plaines brûlantes, chercher un abri dans les excavations naturelles du sol ou se creuser un asile inébranlable en fouillant le roc. Mais, grâce à la fertilité du sol et leur nombre se développant, les nouvelles générations envahissent la plaine; dès lors, ces anciens montagnards durent s'élever un abri contre l'ardeur du soleil; ils bâtirent avec des fragments de roche des murailles impénétrables, se guidant dans leurs constructions sur la forme pyramidale des entassements naturels de ces matériaux à l'entrée des cavernes.

« L'influence du climat est ici évidente, et » les débuts de l'architecture indienne décide- » ront pour l'avenir de sa physionomie.

« Les Indiens se plairont à changer d'im- » menses roches en vastes temples à ciel ou- » vert, à façonner en pleine masse des cha- » pelles, des galeries, des obélisques, à tailler « dans une montagne un éléphant colossal, » ils bâtiront avec une patience inouïe des » bâtiments d'une seule pierre, comme on en « voit un exemple dans la prodigieuse archi- « tecture de Kailaya où l'homme n'a eu que « des vides à pratiquer dans le roc, tous les « pleins étant faits par la nature. » (Charles Blanc, *Grammaire du dessin*.)

* *

Sur le plateau de l'Asie centrale, les nomades pasteurs qui n'ont d'autre richesse que leurs troupeaux, ne bâtissent pas, devant se transporter toujours plus loin dès qu'un pâturage est épuisé. Ils n'ont pour abriter leur famille que des chariots recouverts des peaux du bétail dont ils se nourrissent. Veulent-ils se fixer quelque temps dans un endroit propice, ils tendent ces peaux sur des pieux, formant des tentes, et lorsque, par la suite, ces Tartares finirent par descendre, pour s'y fixer définitivement, dans les plaines de la Chine, ils conservèrent à leurs constructions de bambou ces formes de tentes primitives, en souvenir de leur origine sans doute, et nous voyons très bien chez ce peuple que maisons, palais, tours, pagodes, tout a l'apparence d'être porté sur des piquets; même ces toits aux pointes recourbées en l'air rappellent les peaux étendues sur des cordes et fixées à des pieux.

Nous remarquons donc, dès les débuts, que le sentiment d'art est intimement lié au climat, à la matière employée, à la configuration du sol.

(*A suivre.*) Léomin.

BIBLIOGRAPHIE

Dans *La Féria* (1), Rainaldy étudie le cas d'un artiste-industriel, un imprimeur d'art. Epris de son métier, c'est avec un véritable amour qu'il soigne les travaux qui sortent de son usine. Mais l'artiste n'étant pas doublé d'un homme d'affaires, si les travaux qui sortent de ses presses sont dignes de l'approbation des gens de goût, ils sont loin de remplir la caisse. L'imprimerie périclite, et Charles Vincent, c'est notre artiste, se laisse entraîner à tous les expédients communs à tous ceux qui, dans une situation semblable, se cramponnent pour retarder la chute, mais ne font que la rendre plus lourde. C'est ce qui arrive à notre homme. Après avoir subi les récriminations des créanciers, qui veulent le faire poursuivre comme banqueroutier, la maison est vendue et Vincent prend le parti de s'expatrier, espérant pouvoir plus facilement se refaire une situation à l'étranger.

Mais, entre temps, il a fait connaissance de Judith Spingol qu'il aime éperdument, et qui l'aime également. Mais Judith a des parents fort peu recommandables qui l'exploitent. Charles Vincent a un tempérament nerveux, inquiet, jaloux, manquant d'équilibre, qui en fait plutôt un mauvais coucheur.

Plusieurs ruptures ont eu lieu déjà entre les amants, ruptures suivies de raccommodages. En un de ces bons moments, Judith promet d'aller retrouver Vincent à Barcelone où il doit se rendre.

Mais sa mère ne tarde pas à les y rejoindre. Les disputes recommencent. Nouvelle séparation. Judith repart pour Paris, et Vincent rentre en France, s'arrête à Marseille où il fait du journalisme. Il se console dans l'amour d'une vague chanteuse dont

(1) Un vol., 3 fr. 50, Bibliothèque des auteurs modernes, 15, rue des Fossés Saint-Jacques.

le gosier n'est pas le meilleur gagne-pain, et qui se prend de pitié pour lui.

Un vague accès de religiosité le prend. Mais, attiré par le désir de revoir Judith, il part pour Paris. Judith consent à reprendre la vie commune, mais elle veut le mariage, et Vincent consent à aller devant le maire. Il trouve un poste commercial en province, où ils vivent heureux, ayant abandonné toute idée d'art et de gloire.

C'est ce qui doit se produire pour une foule de gens qui prennent leur envie de parader pour du génie.

* *

Si je ne me trompe, j'ai dû lire, il y a quelques mois, un ouvrage dont je ne me rappelle plus le titre, mais tant soit peu sadique de MM. Poinsot et Normandy. C'est une branche qui ne rend sans doute plus, ces messieurs ayant pris une autre voie. Dernièrement, je recevais un communiqué que *Anarchistes* (1), la pièce de MM. Poinsot et Normandy que l'on jouait à Lille, mettait toute la presse en révolution.

Cette façon de procéder était suffisante pour me renseigner sur la valeur dudit ouvrage, mais une pièce sur les anarchistes, que ça pouvait-il bien être? Je la demandai donc, et voilà comment je suis forcé d'en rendre compte.

Les auteurs mettent en scène un bourgeois bonne poire qui croit professer quelques idées anarchistes; mais qui, en réalité, subit surtout l'influence d'un ouvrier mi-éduqué, gérant du journal qu'il subventionne, qui lui mange son argent à faire la noce dans les bouis-bouis selects, essaie de lui enlever sa fiancée, et le pousse à tirer sur les juges, dans le but de « faire un exemple »! pendant que lui, le gérant, maquille des compromissions louches avec les royalistes et la police.

Si cela était écrit avec quelque talent, que les auteurs aient su donner quelque vraisemblance aux scènes qu'ils décrivent, s'ils avaient su dessiner des caractères, on pourrait trouver leur pièce réactionnaire de tendance, mais comme des faiseurs et des mouchards peuvent très bien se couvrir de l'épithète d'anarchistes, chacun a le droit d'établir sa thèse comme il l'entend.

Oui, il y a eu des bourgeois qui ont rompu avec leur caste, mais, à part Cafiero qui put consacrer sa fortune à la propagande, tous les autres que nous avons vus, n'ont pu venir réellement à nous qu'en rompant avec leur caste, qu'en abandonnant leur situation privilégiée, ce qui les mettait dans l'impossibilité de subventionner quoi que ce soit.

Et comme cela demandait beaucoup de caractère et de décision, ceux-là, si, par confiance et franchise, ils payaient l'impôt au « tapage », ne subissaient pas l'influence d'un faiseur — aussi maladroit surtout que nous le décrivent nos auteurs, qui, en l'occasion, ont écrit sur des milieux qu'ils ignoraient totalement.

J. Grave.

* *

Nous avons reçu :

Chansons du sang, par E. Bellot; 1 franc, Librairie de propagande socialiste, 14, rue Victor-Massé.

La Libre Pensée, congrès de juillet, tome II, 2 francs, à la *Raison*, 14, rue d'Uzès.

Le Régime socialiste et l'Individu, par Th. Mauve, 0 fr. 15, 43, rue Voltaire, Agen.

Les conditions du travail rural en Andalousie, par H. Lorin; *Musée Social*, 5, rue Las-Cases.

La Reforma de la Aritmetica, par J. S. Hermandez. Libreria de la Vda de Ch. Bouret, Cinco de Mayo, 14, Mexico.

Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830, par L. Bertrand; 1er fascicule, 0 fr. 50, chez Dechenne et Cie, 20, rue du Persil, Bruxelles (l'ouvrage formera 2 volumes et coûtera 10 francs).

Wetenschap-kunst-en arbeidminnende Werkers (science, art et ouvriers d'art), door Jan Thiery; 1 vol., 3 fr. 50, Bij den Schrijver, Aanbeeldstraat, 42, Gent.

Las Sciencias naturales, por Odon de Buen (1 et 2), Escuela Moderna, calle de Bailen, 56, Barcelone.

Aux conscrits, 1 fr. 25 le cent; Jeunesse Libre, 26, rue Saint-Roch, Amiens.

Dans l'attente et le silence, Marc Saugnier; *Sillon*, 34, boulevard Raspail.

Les 4 règles permettant de reconnaître le compte à

(1) Une broch. à *Vox*, 101, rue Saint-Denis.

débiter et le compte à créditer, par P. Montus; 1 fr., chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

A voir :

Aux manœuvres, d'Ostoya; *Assiette au beurre*, n° 232.

Les bêtes féroces, par Roubille; *Assiette au beurre*.

CONVOCATIONS

★ **Comité de Défense Sociale.** — Vendredi 29 courant, à 9 h. du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta, réunion de tous les camarades. Objet : Affaire Vallina, Malato, Harwey et Caussanel. — Remise de listes de souscriptions. — Organisation des meetings.

Les camarades qui sont détenteurs de listes sont priés de les apporter à cette soirée ou de les faire parvenir soit au camarade R. Sadrin, soit à G. Poignand, trésorier, 57, rue des Montibœufs.

★ **Association Internationale Antimilitariste du XVe.** — Réunion de la section pour la répartition des brochures de propagande *Le Manuel du soldat*, samedi 30 septembre, à 8 h 1/2, salle de l'*Emancipation*, 38, rue de l'Eglise.

★ **Syndicat des Locataires de la Seine** (Section du 17e arrond.). — Réunion le 7 octobre, à 9 h., au siège, 4, passage Davy (au 50, avenue de Saint-Ouen), salle de l'*Aube Sociale*.

1° Causerie : Le But et les Moyens du Syndicat;
2° Détermination à prendre pour les camarades victimes du terme.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 29 septembre. — E. Alavail : La Loi sociale.

Samedi 30. — De concert avec la section du 17e de l'A. I. A., à l'occasion du départ des conscrits et du retour des camarades de la classe de 1904, thé familial; chants, déclamation. Les camarades sont invités à apporter leur tasse.

Mercredi 4 octobre : 1° à 8 h. 1/4, Conseil d'administration; 2° à 9 h., Leclerc de Pulligny : Morale sans Dieu.

Samedi 7. — Soirée mensuelle : Dr Malfitano, de l'Institut Pasteur : Des essais sur la nature humaine. Entrée : 0 fr. 25.

✶ **Association Internationale Antimilitariste** (Section du 20e). — Réunion publique pour le départ de la classe, le 30 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle des Tableaux, 102, rue d'Avron, avec le concours de Marcel Sembat, député, Almereyda, de l'Internationale, Deniau Morat, du *Libertaire*, Victor Méric, publiciste.

Ordre du jour : Pourquoi les casernes? — Entrée : 0 fr. 20.

★ **Association Internationale Antimilitariste** (Section du 20e arrond.). — Réunion le lundi 2 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites.

Pavilly et les environs. — A l'occasion du départ de la classe, dimanche 1er octobre, à 3 heures du soir, salle Denis, à Malaunay, conférence publique et contradictoire. Sujet traité : Patrie, Guerre et Caserne, par le camarade Georges Yvetot. Entrée : 0 fr. 15.

✶ Perpignan. — A. I. A. — Samedi 29 septembre, à 8 h. du soir, au salon réservé du Bar des Variétés, réunion mensuelle des membres de l'A. I. A. Objet : Création d'un organe; versement des cotisations; questions diverses.

N. B. — Le secrétaire se tient tous les jours de 6 h. du matin à 7 h. du soir, à la disposition des membres en retard avec la caisse, au kiosque du Pont du Castillet.

✶ Perpignan. — **Germinal**. — Tous les dimanches, à 8 h. 1/2 du soir, au salon réservé du Bar des Variétés, réunion du groupe et causerie par un camarade.

★ **Londres**. — Les camarades se réunissent tous les jeudis au club, 209, Hamstead Road. Bibliothèque, journaux, brochures.

NOS CARTES POSTALES

Patriotisme-Colonisation, la collection de 10, franco 2.60

D'après nos lithographies, gravées par Berger, la série de 18 . . . . 1.50

Marines, d'après des eaux-fortes de Rysselberghe, la collection de 6 . . . . 0.60

LIVRE POUR ENFANTS

Je viens d'envoyer à l'impression un second volume de lecture pour enfants.

Escomptant l'adhésion des souscripteurs du premier, je risque l'aventure.

Ce nouveau volume se composera de :

Le Legs du Maure — Le petit Chemin — Congrès de philanthropes — La Fourmi voyageuse, parus dans notre supplément. Une nouvelle de William Morris : *Une leçon de roi*, publiée dans celui de la *Révolte*, et une demi-douzaine d'autres que les éclipses répétées du supplément nous ont empêchés de donner.

Le volume sera illustré, relié à l'anglaise tête dorée, comme le précédent, et vendu 3 fr. 50.

Aux souscripteurs qui m'enverront leur adhésion avant le 30 novembre, il sera livré à 2 fr. 50.

La souscription donnera droit à avoir, pour le même prix de 2 fr. 50, le premier volume qui est vendu 4 francs.

Je tiens des circulaires à la disposition des camarades qui voudraient les faire circuler.

J. Grave.

Notre prochain dessin sera signé : Hermann-Paul.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross.	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier	» 15
L'Humanisphère, par Déjacques	1.20
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault.	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyon, couv. de Daumont	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac	» 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy	» 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard	» 15
L'Anarchie, par Malatesta	» 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck	» 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
Au Café, par Malatesta	» 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
L'Anarchie, par Girard	» 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin	» 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannet	» 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi	» 15
La Mano-Negra et l'opinion française, couv. de Hénault	» 10
La Mano-Negra, 8 dessins de Hermann Paul.	» 40
Documents socialistes, Dal.	» 40
Chansonnier révolutionnaire	» 35
Militarisme, Fischer.	» 35
Le Rôle de la femme, Fischer.	» 35
Entretien d'un Philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couverture de Grandjouan.	» 15
La Guerre, Mirbeau	» 35
Un Procès en Russie, Tolstoï	» 35

A NOS LECTEURS

Nous offrons les vingt premiers numéros parus au prix de 1 franc, frais de poste en plus.

Ces numéros contenant des dessins de : Roubille; Hermann-Paul; Grandjouan; Delannoy; Kupka; P. Iribe; B. Naudin; Jossot; Luce; Bradberry; Agard; Delaw; Robin, seront recherchés plus tard.

Ceux qui les possèdent déjà pourraient faire ainsi un cadeau superbe à des amis.

A tout nouvel abonné d'au moins six mois, les vingt numéros seront expédiés contre le prix d'affranchissement, 0 fr. 40 pour la France, 0 fr. 75 pour l'extérieur.

La place nous manquant, nous n'avons pu en mettre que cent collections de côté.

AVIS

Les camarades qui se font expédier *La Terre et l'Homme*, de Reclus, sont priés de nous les commander par séries de 5 livraisons au lieu de les faire venir livraison par livraison. Cela nous ménage les courses, et nous pourrons leur fournir la série franco à 2 fr. 50, prix de vente.

Petite Correspondance

B. O., à Lormont. — J'avais oublié qu'il y avait eu interruption. Nous attendrons.

Le camarade E. Fauquet, hôpital Tournénas, 136, rue Championnet, s'étant brisé la jambe et craignant de ne pouvoir reprendre son métier, voudrait savoir s'il pourrait utiliser quelques connaissances en dessin et peinture pour gagner sa vie. Il demande à entrer en relations avec un aquarelliste?

V., à Perpignan. — Nous faisons la réclamation à Hachette. Les camarades ne nous payant pas, lorsque nous faisons le service nous-mêmes, nous sommes bien forcés de passer par un intermédiaire.

P. R., à Londres. — Bien reçu le manifeste, mais n'ai pas eu encore le temps de le lire.

C. H., à Marseille. — Oui, envoyez le montant d'avance, car l'état de notre caisse ne nous permet pas de le faire nous-même.

H. M., à Montpellier. — Les brochures ont été expédiées. Je fais le nouvel envoi.

Au camarade qui a envoyé le numéro de la *Petite République*. — L'auteur de l'article est dans le vrai.

R., à Mirepoix. — Je réexpédie les numéros. L'envoi avait été fait.

H. J., à Cherbourg. — L'Hymne espagnol est en réimpression.

C. M., à Montpellier. — Les deux abonnements sont terminés fin septembre.

H. J., à Cherbourg. — Les *Paroles d'un révolté* sont à 1 fr. 25 et non 1 franc. Vous redevez 0 fr. 25. — Oui, les prix indiqués sur la couverture sont bons; la diminution n'est que pour ceux qui viennent les chercher, et non lorsque c'est à envoyer.

Paul Glatzer, Genève. — Puisque vous trouvez que nous faisons de si bonne besogne (malgré nous), aidez-nous à doubler notre tirage, nous ferons encore mieux.

B. A., à Oullins. — Le prix du colis, 0 fr. 85.

A. V. Z. — De Theuriet, il y a une nouvelle, *Bigarreau*, qui est très bien, mais je ne puis pas remettre la main dessus. — Pour le personnage en question, je n'en sais rien, je ne m'en occupe pas.

Reçu pour les arrêtés : Un groupe d'admirateurs de Malato, 1 fr. 20. — Avec les listes précédents : 223 fr.

Nous avons expédié, en diverses fois, à Prats, Bergia, Castell, Palaccio et Navarre, la somme de 148 fr. 90. — Nous avons surtout expédié à Mme Palaccio, vu sa situation. Il nous reste donc 74 fr. 10, que nous faisons remettre au Dr Elie Faure, trésorier d'un groupe d'amis de Malato, s'occupant de la défense des victimes de la police internationale.

Reçu pour le journal : T., rue F., 2 fr. — E. B., Budapest, 29 fr. — C. F., Le Mans, 5 fr. — A. V. Z., 1 fr. — Merci à tous.

R. de L., à Paris. — L. A., à Montluçon. — J. G., à Brest. — D. A., à Harnes. — B., à Tunis. — G. F., à Feuquières. — M., à Marseillan. — D., à Toulon. — R. H., à Aniche. — A. C., à Sainval. — R., à Illy. — A. de N., à Funchal. — G. A. C., Paris. — E. T., à Rouen. — R., à Nancy. — V. S., à Lausanne. — J. S., à Tunis. — H. C., à Berne. — L. P., à Saint-Raphaël. — H. V., à Persan. — A. F., à Beaune. — A. B., à Caudebec. — H. M., à Montpellier. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.



Le Peril Blanc

Dessin de Van Dongen.

11e ANNÉE. — N° 23. 7 OCTOBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à l'intérieur le dessin de Hermann-Paul.

SOMMAIRE

A NOS CORRESPONDANTS

Un certain nombre de communications ne sont pas parues dans notre dernier numéro. La cause en est que l'enveloppe mise à la poste le mardi précédant la mise en pages, est encore en voyage.

Or, l'enveloppe portant notre en-tête, ne pouvait se perdre.

Mystère et cabinet noir.

Le Congrès d'Iéna

Les congrès de la social démocratie nous intéressent médiocrement pour l'importance qu'ils peuvent avoir. Ils sont cependant intéressants par le spectacle qu'ils nous donnent.

Tout le monde sait que le parti social-démocrate allemand est le mieux organisé des partis socialistes du monde entier. On nous l'a assez dit, on nous le dit tous les jours, les congressistes eux-mêmes l'ont répété à satiété. *Bien organisé*, cela veut dire que le parti est *bien administré*. Cette bonne administration se traduit par de bonnes finances. Les socialistes allemands ont lieu d'être fiers de leur organisation, car ils peuvent se vanter de leur richesse.

La puissance de l'organisation s'est manifestée au congrès d'une façon éclatante. Le *Vorwærts* a proclamé 100.000 francs de bénéfices, la librairie en a annoncé 125.000. Les recettes du parti pour le dernier exercice se sont élevées à 723.069 marks et les dépenses à 490.118 seulement (dont 150.000 marks pour la propagande et 39.827 pour indemnités aux députés socialistes au Reichstag).

Les questions financières ont été traitées et discutées avec un soin, une minutie et surtout avec un intérêt tout particuliers. Après quoi, on a abordé diverses questions plus ou moins scondaires, puisqu'elles ne touchaient qu'indirectement à l'organisation du parti.

Il y avait cependant une question d'actualité, c'était celle de l'internationalisme. L'incident du Maroc n'est pas encore terminé. Je dois à la vérité de dire que seul, un ancien officier de cavalerie, le citoyen Michels fit la déclaration suivante : « Il faut que nous fassions comprendre au gouvernement que nous ne participerons jamais à une guerre. » Ces paroles ont été considérées comme un accès de don quichottisme et n'ont pas été prises au sérieux par les assistants. Le député Molkenbuhr a déclaré (à deux reprises) que les socialistes allemands ne s'étaient pas émus *outre mesure* de l'incident franco-allemand à propos du Maroc « parce que, comme tout le monde en Allemagne, ils savaient (!) qu'il n'était pas *sérieusement* question de déclarer la guerre à la France ». Le congrès s'est contenté de voter une motion *pacifiste*, dont Jaurès vante la *précision* (voir l'*Humanité* du 23 septembre) :

« Le prolétariat socialiste allemand considère comme sa plus noble tâche de condamner et d'empêcher la guerre » (comment? mais voici le moyen...) « et de rendre possible, surtout avec la France, la solution de tous les conflits au moyen de l'arbitrage international. »

Cette motion n'est pas destinée à faire grand mal au militarisme et au chauvinisme allemands.

Le *premier mai* a été cette année l'objet d'une discussion. Aux congrès précédents, on se contentait de voter à l'unanimité une résolution en sa faveur. Il faut dire que les syndicats, à leur récent congrès de Cologne, avaient déclaré se désintéresser de cette manifestation gênante. Le citoyen Legien (au nom des syndiqués) a demandé quelle était la nécessité de célébrer une *fête*. Finalement on a voté (toujours à l'unanimité) une *résolution* qui ménage tout le monde et qui ne signifie rien : on a *décidé* que c'est le *devoir* commun des membres du parti politique et des syndicats de célébrer le premier mai par le chômage *là où il est possible*.

Enfin il s'agissait de savoir quelle serait l'attitude du parti au cas où le gouvernement supprimerait le suffrage universel. Le suffrage universel est la meilleure arme des social-démocrates et il leur est absolument nécessaire pour la conquête des pouvoirs publics. Une résolution a été présentée par Bebel, préconisant la grève générale. Ainsi les social-démocrates, après avoir excommunié cette tactique rudimentaire, imbécile et désorganisatrice, arrivent à en envisager non seulement la possibilité, mais encore la nécessité. Il a fallu qu'ils tiennent compte de la propagande des réformistes comme Bernstein et surtout des révolutionnaires comme Friedeberg. Il est vrai qu'il ne s'agit pas de la grève générale condamnée par les congrès internationaux; les social-démocrates emploieront la grève de masse, ou, si l'on aime mieux, la cessation du travail par les masses. En dehors de cette distinction dans les termes, il y en a encore une autre quant au but. La grève générale anarchiste se confond avec la révolution ; la grève de masse social-démocratique est une manifestation pour soutenir, ou rétablir, ou instaurer le suffrage universel, qui reste l'unique moyen de salut.

Il ne faut donc pas se méprendre sur la nouvelle attitude des social-démocrates allemands. La grève de masse serait simplement employée dans le cas où le gouvernement voudrait ravir à la social-démocratie le bulletin de vote qui fait la vie et la raison d'être du parti. Quant à la Révolution elle-même, il n'y a qu'à l'attendre comme on attend le Messie. On se contente de proclamer qu'on marchera le jour où la Révolution sera venue (voir le discours de Bebel). Les plus héroïques espèrent des jours de persécution pour avoir « l'occasion de montrer aux pouvoirs publics quels gaillards nous sommes ! » — comme si le prolétariat jouissait actuellement en Allemagne d'une pleine liberté d'action.

Il ne s'agit pas, en effet, de compromettre la puissance du parti par une action inconsidérée, il ne s'agit pas d'exalter les sentiments de la masse et les velléités de révolte, de créer un courant révolutionnaire. L'unique action, la seule efficace, la véritable action social-démocrate, c'est voter. C'est pourquoi il faut tout au moins conserver le bulletin de vote.

Malgré ces réserves, un certain nombre de congressistes n'ont pas paru approuver une telle tactique. Qui sait où elle entraînerait? Ce pourrait être la ruine de l'organisation du parti.

Le citoyen Heine se plaint que Bebel n'ait pas dit de quelle façon on *organiserait* la grève victorieuse. « Il ne faut pas risquer une révolution, nous serions vaincus. Notre devoir, au contraire, est de mettre les ouvriers en garde contre des actes inconsidérés. Nous devons ménager leur sang. »

Le citoyen Frohm dit qu'il ne faut pas « chauffer à blanc les cerveaux des prolétaires ». Le réveil serait plein de désillusions et il est préférable de continuer à employer les moyens pacifiques.

Pour le citoyen Schmidt, la grève serait un suicide politique et la répression dépasserait en horreur les événements de Russie.

Le citoyen Brœmelburg demande qu'on ne maintienne pas l'obligation stricte de proclamer la grève de masse, par égard pour les syndicats dont cette disposition *troublerait le travail d'organisation* (1).

Le citoyen Legien (2) est allé plus loin. Il ne voit dans la résolution présentée qu'une concession malheureuse aux anarcho-socialistes. Et il ajoute : « Si vous avez recours à cette grève, vous donnerez le signal de la révolution. Lorsque les masses seront descendues dans la rue, elles iront de l'avant. » (Diable!) « Il y aura de la casse. Cette propagande est dangereuse parce que, ou bien vous recommandez une révolution à laquelle vous ne croyez pas, ou bien vous espérez que votre résolution restera lettre morte, ce qui est du charlatanisme. »

Cette apostrophe de Legien est la moralité du congrès. Déjà le citoyen Michels avait pu reprocher aux compagnons leur inconséquence : « ils votent la révolution, mais acclament l'empereur et assistent aux revues. »

C'est qu'il y a une différence entre voter et agir. On comprend que dans ces conditions la motion en faveur de la grève générale (en cas d'attentat contre le suffrage universel) a pu être votée à l'unanimité moins dix voix. Puis :

La cérémonie faite
Chacun s'en fut coucher.

M. Pierrot.

(1) C'est pour la même raison que les syndiqués avaient déjà protesté contre l'obligation de chômer le premier mai.

(2) Le citoyen Legien est celui qui a supprimé de sa propre autorité les deux questions proposées par la Confédération générale du travail (France) à la conférence internationale des centres syndicaux nationaux. Les deux questions étaient la grève générale et le militarisme. Grâce à Pouget, la mauvaise foi de Legien a été relevée ; et la Confédération n'a pas pris part à la conférence.

Les Profits Capitalistes

Suite (3)

IV

Société des Aciéries de Longwy. — Si l'on en croyait la presse réactionnaire, démocratique et autre, il faudrait plutôt plaindre les malheureux capitalistes et les pauvres actionnaires des puissantes usines métallurgiques dont les exploités sont actuellement en grève.

La situation, nous allons le voir, est tout autre, et les travailleurs qu'exploite la *Société des Aciéries de Longwy*, sous la haute direction de M. le baron Dreux et des capitalistes belges et allemands, qui sont les principaux actionnaires de cette puissante société, ont grandement raison de se révolter pour essayer de reprendre une partie de ce qui leur est volé.

C'est, exactement, le 24 juin 1881, en pleine période de prospérité industrielle, et au lendemain de la découverte du traitement des fontes phosphoreuses par les procédés Thomas et Gilchrist, que se constitua la *Société des Aciéries de Longwy*, si dure aux travailleurs qui ont fait la fortune de ses actionnaires.

C'est vers cette époque que la puissante Société acquit, *gratuitement*, la concession des importantes mines d'où elle tire actuellement plus de la moitié du minerai traité dans ses usines; exactement 464.765 tonnes sur un total de 795.785; l'écart provenait de concessions que la Société possède en participation avec d'autres exploitations identiques.

Mais voyons un peu comment les travailleurs qui aujourd'hui se dressent et réclament un peu plus de bien-être ont progressivement augmenté la production et parallèlement les bénéfices de leurs exploiteurs.

La production annuelle de la fonte, qui était en 1881 de 100.000 tonnes, a passé pour l'exercice clos le 30 avril 1905, à 233.810 tonnes. Soit une progression de 133 0/0 en 25 ans.

La production des lingots a suivi, dans le même laps de temps, une progression plus grande encore, et de 40.000 tonnes en 1884, la production a été de 216.152 tonnes pour l'exercice 1904-1905; soit 440 0/0 en plus.

Pour les aciers finis, la progression est encore plus accentuée, et de 20.000 tonnes qu'elle était en 1884, elle atteint en 1905 le chiffre de 126.183 tonnes.

Mais cette progression constante se traduit par des chiffres d'affaires, et des bénéfices proportionnels à la production que nous allons examiner. Les chiffres d'affaires augmentent; aussi les bénéfices; seuls, les salaires de ceux qui produisent toute cette richesse restent stationnaires.

Le chiffre de vente, qui était en 1884 de 7 millions environ, a été pour la campagne 1904-1905 (1) de 26.348.745 francs, soit une augmentation du chiffre d'affaires de près de 390 0/0.

Si l'on compare le chiffre d'affaires de la période 1904-1905 à celui de la campagne précédente 1903-1904, l'on constate qu'il lui est supérieur de 1.186.139 francs et que le bénéfice *net* a été pour cette même période, de 4 millions 811.832 francs, en augmentation de 550.200 fr. sur la campagne précédente.

Soit donc, en chiffre rond, *près de cinq millions de francs prélevés* SUR LES SALAIRES DES OUVRIERS, qui ont permis de distribuer aux actionnaires 45 francs par action, ce qui représente net 9 0/0 de leur capital.

Peu de sociétés industrielles assurent des bénéfices aussi constants et aussi élevés à leurs actionnaires, mais il faut le dire, les dirigeants de cette Société ont su élever l'exploitation à la hauteur d'un art, en important la main-d'œuvre allemande, belge, italienne destinée à favoriser la baisse des salaires par un afflux constant de main-d'œuvre disponible.

Quant aux causes de l'accroissement de ces bénéfices, c'est bien *exclusivement* l'augmentation de la production ; le rapport fourni aux actionnaires le constate comme suit :

« L'augmentation des bénéfices — 550.200 fr. 40 — pendant l'exercice écoulé, est due à un *accroissement de la production* et *non à une amélioration du marché* intérieur, dont la situation ne s'est guère modifiée. »

On ne peut pas avouer avec plus de cynisme que c'est exclusivement grâce à l'activité déployée par les ouvriers que les bénéfices ont augmenté. Et lorsque ces mêmes hommes demandent à partager un peu de ces bénéfices qu'ils ont produits, ceux-là même dont ils font chaque jour la fortune font appel à l'armée et lancent les prolétaires en culottes rouges contre leurs frères en bourgerons.

Beautés de la société capitaliste!

Mais ce n'est pas tout : ces mêmes actionnaires, pour un capital initial de 15 millions, porté à 24 millions en 1905, avaient touché, du début de la Société au 30 avril 1905, la somme formidable de 71 millions 946.561 francs de bénéfices : soit le triple du capital engagé. La Société accusait enfin à la même date un actif de 45 millions 1/2 environ.

Ces chiffres fabuleux, eu égard aux salaires de famine distribués aux ouvriers, aux véritables producteurs de toutes ces richesses, montrent mieux que toutes les dissertations possibles, combien ces puissantes sociétés capitalistes ne doivent leur admirable et constante prospérité qu'au travail accumulé des exploités.

Et lorsque ceux-ci veulent à leur tour avoir une part des richesses qu'ils ont produites, richesses faites exclusivement de leurs misères, ce sont sur les éternels spoliés que l'on attire les rigueurs de la loi. Ce sont les volés qui, devenant tout à coup des révoltés, sont traités en bandits et leurs tentatives de révolte matées par l'armée au service de leurs exploiteurs.

L'organisation capitaliste de la société a renversé tous les rôles. Il est temps que cela finisse. Les exploités partout affirment leur droit de jouir, eux aussi, des richesses qu'ils ont produites.

Les producteurs doivent avoir leur place au banquet de la vie.

P. Delesalle.

(3) Voir la 10e année ainsi que le numéro du 24 juin 1905 des *Temps Nouveaux*.

(1) Une campagne va du 1er mai au 30 avril de l'année suivante.

Nouveaux Dialogues des Morts

ARCHIMÈDE. — LE GÉNÉRAL KONDRATENKO

Archimède. — Comme à tous les hommes de guerre que la mort envoie ici, permettez à un vieillard qui doit l'être deux fois à vos yeux par les années qu'il a vécues et par celles que le temps a mis entre son trépas et le vôtre, de vous demander si ce fut par un funeste désir de faire parler de vous que vous choisîtes le métier de soldat? Quelque soixante-dix ans avant que je naquisse, un Ephésien, terriblement ironique, qui s'appelait Erostrate, incendia le temple de Diane à Ephèse pour se rendre immortel. En réduisant en cendres ce monument fameux qui passait pour une des sept merveilles du monde, Erostrate prétendait enseigner à l'ingrate humanité qu'à nul autre elle ne dispense la gloire aussi facilement qu'au destructeur. A l'exemple des conquérants, mais avec une franchise qu'ils n'ont pas dans la poursuite du but que leur orgueil se propose, il s'acquit d'un seul coup la célébrité. Tandis que nous savons, après plus de deux mille ans, qui incendia le temple de Diane, nous ignorons les noms de l'architecte et des ouvriers qui l'édifièrent. Dites-moi donc si vous fûtes un ambitieux aux apparences de héros et si, en entrant dans la carrière des armes, vous calculâtes que votre science vous rapporterait des intérêts de gloire plus considérables dans les combats que dans la paix?

Kondratenko. — N'était la haute réputation de sagesse qui s'attache à votre nom, la question que vous me posez et le parallèle que vous semblez vouloir établir entre ce fou d'Erostrate et moi, ne laisseraient pas de m'étonner et même de me paraître incongrus... Car, quand celui qui dévoue comme moi son intelligence et son courage au service de sa patrie, aspirerait à de la gloire, y aurait-il rien de plus légitime —

de plus loyal et de plus noble — que cette aspiration? Chercher à s'illustrer en illustrant son pays, c'est le servir encore, ce n'est nullement le frustrer d'un rameau des lauriers qu'on lui cueille, puisque la gloire d'un pays se constitue de toutes celles de ses enfants.

Archimède. — Mais ne pensez-vous pas que c'est entraîner sa patrie à un marché de dupe, que c'est, par conséquent, lui nuire que de lui imposer pour prix de cette gloire la perte de tant de ses enfants? Si la patrie est réellement une mère, quel souci peut-elle avoir au-dessus de celui de la conservation et de la propagation de ses fils? Or, à cause même de tous ceux dont il sacrifie l'existence, le conquérant ne doit être que son ennemi. Son ambition est incompatible avec sa prospérité et, loin de l'aimer, elle doit le haïr... L'histoire nous prouve que les nations ne connurent jamais la fortune, quand elles eurent pour chefs des triomphateurs moins préoccupés de les agrandir elles-mêmes que d'étendre le champ de leur renommée en empiétant sur les terres des pays voisins. Les avantages qu'une nation recueille des succès militaires de ses armes sont résumés dans les demandes d'Annibal à Carthage, après chacune de ses victoires: « Des hommes, de l'argent. » Il n'est pas d'exemple de peuple que l'orgueil belliqueux d'un homme fit envahisseur qui n'éprouva, à son tour, les maux de l'invasion. Tous les conquérants peuvent répéter le vers que Pétrarque, dans son *Africa* où il célèbre précisément nos guerres puniques, met dans la bouche d'Annibal: « J'étais avide du bien d'autrui, je suis attaqué dans le mien propre. »

Kondratenko. — C'est un effet des fluctuations constantes de la vie que cette invasion des envahisseurs. Rien ne saurait l'empêcher et les dispositions pacifiques d'un pays ne le sauvegardent pas des épreuves de ces maux dont vous parlez et qui, peut-être, sont nécessaires. Les hommes n'enfantent rien dans l'immobilité, et le principal résultat des invasions, c'est de fortifier le sentiment patriotique de ceux qui les subissent.

Archimède. — Vous croyez donc qu'un peuple qui ne combat pas est un peuple immobile et qu'il n'y a de mouvements nationaux que dans les bouleversements des guerres? Doit-on dire du volcan qui crache un feu dévastateur ou de la tempête qui ravage, qu'ils sont actifs, et de l'épi qui rompt le grain, qui perce le sol et qui s'élève vers le ciel, lourd de farine, qu'il ne l'est pas? Pour moi, le travail du créateur est positif, tandis que celui du destructeur est négatif. Quant à se fortifier, le sentiment patriotique le peut ailleurs et plus noblement que sur les champs de bataille. Certes! ce n'est pas dans un troupeau de gens armés que je trouve l'expression parfaite d'une communauté. L'individualité de chacun y est trop sacrifiée à l'impersonnalité de l'ensemble. Son intelligence, dépourvue de toute initiative, y est trop soumise à une volonté qu'elle sent lui être moralement inférieure en ses préoccupations, en sa poursuite du but à atteindre. Elle ne se complète ni ne s'achève, elle se diminue en se disciplinant et sa collaboration aux entreprises militaires n'est qu'une servitude. Un soldat n'est pas un homme qui emploie pour un bénéfice collectif les qualités que la nature lui a départies; au contraire, il fait abstraction de ses qualités...

Kondratenko. — Les théories orgueilleuses que vous exposez ont, en ce moment, sur la terre d'ardents adeptes. A cause que je les considérais comme dangereuses pour les destinées de ma patrie, j'étais partisan de ne pas les discuter et de leur opposer systématiquement l'autorité de l'ordre des choses établies... Maintenant que le trait rapide d'un obus japonais m'a rayé, comme on disait en France, en 93, du catalogue des humains, je puis sans scrupule philosopher avec vous sur ce que je me serais reproché d'écouter seulement quand je servais. Car cet abrutissement qu'exigeait du chrétien le Dieu de Pascal, la patrie le réclame aussi du soldat et c'est son principal mérite que de renoncer à la vanité de l'esprit...

Mais avant de poursuivre ces débats, expliquez-moi pourquoi vous désapprouvez le culte du patriotisme, alors que votre nom est uni, dans la mémoire des hommes, au souvenir d'un des sièges les plus longs et les plus héroïques que l'histoire mentionne. S'il est vrai, comme on me l'enseigna, que de 215 à 212 avant la naissance de Christ, c'est-à-dire pendant trois ans, vous aidâtes les habitants de Syracuse, votre cité, à repousser les assauts des légions du général romain Marcellus qu'on appelait « l'Epée de la République », vos discours sont en contradiction flagrante avec vos actes...

Archimède. — Cette contradiction n'est qu'apparente. Vos maîtres d'histoire ne vous ont pas menti en vous apprenant que je défendis Syracuse contre les armées de Rome, mais ils auraient dû ne pas vous en laisser conclure que j'agis en patriote. Comme je naquis en 287, j'avais soixante-douze ans quand notre ville fut assiégée. Jusqu'alors, j'avais vécu dans l'indifférence, dans l'ignorance même la plus absolue de tout ce qui ne concernait pas la physique et la géométrie et, par conséquent, de la vie politique et sociale de ma cité. Je demeurai étranger aux révolutions qui la bouleversèrent. Elle disposa d'elle comme elle l'entendit, sans me consulter et sans que je m'en inquiétasse. Pourvu que je pusse m'absorber dans mes recherches scientifiques, il ne m'importait que ma maison fit partie d'une ville libre ou d'une colonie carthaginoise ou romaine... Le tyran Hiéron avait régné sur Syracuse pendant cinquante-quatre ans quand on tua son successeur dans une émeute et quand les démagogues qui le remplacèrent au pouvoir rompirent l'accord avec Rome, pour se livrer à Carthage. Je ne m'aperçus pas que nous avions changé de mode de gouvernement et qu'au lieu de l'influence des hommes du Latium, nous subissions celle des Africains.

Du reste, depuis la première guerre punique, nous ne faisions continuellement qu'être tantôt la proie de Carthage, tantôt celle de Rome ou de ses alliés — selon le sort des combats dont la Sicile était le théâtre. Peu de pays ont connu des fortunes aussi diverses que notre île qu'on désignait du nom d'*Eolie à triple tête*, et que sa situation au milieu d'une mer sillonnée de vaisseaux, à proximité des trois grands foyers de la civilisation antique — Athènes, Rome et Carthage, sa forme de triangle même, aux faces orientées chacune vers une de ces trois villes ambitieuses, prédestinaient aux invasions.

Aussi bien, nous autres, Sicanes ou Sicules, qui fondâmes le port de Syracuse, étions-nous déjà des envahisseurs, puisque nous venions d'Ibérie... Et nous partagions avec les Pélasges insulaires, agriculteurs et pacifiques, l'occupation de la Sicile, quand les Messéniens nous assujettirent. Syracuse devint un *des comptoirs* que ces vaincus des Argiens créèrent et qui constituaient la Grande-Grèce.

Mais vous n'ignorez pas cela et que les pires crises qui bouleversèrent la Sicile furent postérieures à la date du siège fameux que j'aidai les Syracusains à soutenir. Le partage de l'empire romain, après la mort de Théodose et la conquête de l'Italie par le roi des Hérules Odoacre, marqua pour notre île le commencement de cette vie exceptionnellement agitée qui lui vaut, malgré ses dimensions restreintes et son peu d'importance politique, le triste droit de s'égaler par ses malheurs, par la quantité et la diversité du sang qui l'inonda, aux nations les plus considérables de l'Europe. Je ne sais même pas si tant de races se heurtèrent et se mêlèrent en aucun lieu du monde comme en ce point central de l'*orbis romanus*. Les Siciliens actuels, sujets du roi d'Italie, sont un mélange disparate de Sicanes, d'origine ibérienne, de Pélasges, peut-être asiatiques, d'Etrusques, de Carthaginois, de Romains, de Grecs, de Sarrasins, de Normands, d'Espagnols, de Francs... Il n'importe, sinon que, faute de tradition, leur patriotisme ne peut être qu'un régionalisme, sentiment qui, en vérité, s'explique mieux, est plus humain que cette étrange solidarité à cause de laquelle nous nous sentons humiliés de la défaite des citoyens d'une ville sans relations d'intérêts avec la nôtre, si ces citoyens sont courbés sous le joug des mêmes lois...

Mais me voilà loin, il vous semble, de ce que je voulais vous dire me concernant. Je n'ai cependant pris qu'un détour pour y arriver. En vous rappelant la multiplicité de nos sources et que, dans la suite du temps, cette multiplicité au lieu de se fondre et de s'unifier se dispersa et s'accrut, j'ai voulu, en quelque sorte, justifier mon dédain des vaines préoccupations nationales de Syracuse. J'aurais été fort empêché, et les Syracusains encore plus que moi, de définir quel patrimoine de race légué par quels ancêtres ils défendaient pour le léguer à leur tour à leurs descendants, quand ils combattaient les Romains aux côtés de leurs vieux ennemis les Carthaginois qu'ils avaient introduits dans leurs murs. Mais peut-être Syracuse, qui fut la plus turbulente des cités de l'ancienne Sicile, prétendait-elle user ses envahisseurs dans des luttes où elle les opposait les uns aux autres pour, en définitive, élever son indépendance sur les ruines de leurs ambitions? Hélas! ambitieuse elle-même, au lieu d'entrer dans une confédération des villes siciliennes et de se liguer avec elles aussi bien contre les Grecs que contre les Carthaginois et les Romains, elle rêva d'étendre sa domination sur l'île du Soleil tout entière. Pour assurer sa suprématie, elle leva à grands frais des armées de mercenaires auxquelles elle donna des chefs qui, victorieux, ne manquèrent pas de devenir ses tyrans et qui l'asservirent autant, sinon davantage, que des conquérants l'eussent pu faire... Elle chassa les Grecs. Carthage et Rome comptèrent avec elle, mais du prix de quelle sujétion misérable paya-t-elle cet honneur! Gélon, les Denys, les Hiérons — autant de rois atrocement oppresseurs — tels furent les maîtres que lui valut sa haine de la domination étrangère.

Je sais, cependant, qu'il y avait à Syracuse un parti qui rêvait d'affranchir cette ville de toute puissance aussi bien insulaire que carthaginoise ou romaine. Mais ce parti, le même qui avait appelé Icétas, tyran de Léontium, contre le roi Denys et Timoléon de Corinthe contre Icétas, voulait profiter, à l'exemple des premiers démagogues grecs, de la victoire qu'il remporterait sur l'autorité avec l'assistance commune pour satisfaire son ambition particulière. L'esprit du juste et d[illegible] sage ne pouvait trouver un emploi à son activité, animée du désir d'être utile, de produire des œuvres durables, qu'en dehors des vaines préoccupations patriotiques pour leur donner un nom — de ses concitoyens. Son idéal l'élevait au-dessus de leurs agitations stériles, du flux et du reflux des ambitions des maîtres qu'ils se donnaient ou qui usurpaient le pouvoir de les commander.

Les secrets que j'arrachais à la nature étaient destinés à s'étendre plus loin que les murs de Syracuse et que les mers mêmes qui baignent la Sicile. Les conquêtes instables de nos armées me paraissaient puériles en comparaison de celles que je faisais dans le domaine de l'inconnu et je travaillais trop pour l'humanité pour ne pas dédaigner de servir la patrie.

Mais quand Syracuse fut investie, mes concitoyens me sollicitèrent d'employer ma science à la protéger. J'y consentis, non pas tant pour leur être utile, que pour les découvertes que mon ingéniosité, tenue en éveil et stimulée par la nécessité d'improviser, me fournirait peut-être l'occasion d'accomplir...

Je tirai profit, effectivement, de l'effort énorme de cette lutte que, vieillard débile, je soutins,

quasiment seul, contre une nombreuse et vaillante armée d'hommes robustes. Je fis, des lois physiques que j'avais énoncées, maintes applications qui m'en confirmèrent l'indéniable vérité. Je me prouvai, par exemple, la puissance de portée de la lumière échauffante des miroirs concentriques en incendiant avec eux la flotte romaine qui mouillait au large de notre port.

Pour élever sur nos remparts des pierres d'un poids supérieur à celui de trois cents kilogrammes de France, j'inventai la moufle et je construisis des machines à ressort qui lançaient très loin ces pierres ou qui allaient prendre, comme avec la main, les vaisseaux de l'ennemi et les abîmaient dans la mer.

Mais je fus justement puni du mal que j'avais causé aux Romains quand Syracuse, une fois surprise par ruse pendant une fête à laquelle ses défenseurs voluptueux et négligents s'abandonnaient, le messager que Marcellus envoyait me chercher dans ma retraite, me tua comme j'étais absorbé par la solution d'un problème. Malgré l'ordre qu'il avait reçu de m'épargner, ce soldat assouvit peut-être une rancune, il vengea la peur superstitieuse que je lui avais inspirée et à ses compagnons d'armes, en me frappant de son épée. Je méritais de n'être pas respecté dans l'attitude paisible et sacrée du travail, puisque j'avais fait de ma science un instrument criminel... Mais un grand philosophe de la nation alliée du Japon, Herbert Spencer, l'a dit : « Avec la guerre viennent tous les vices, avec la paix toutes les vertus. » Les guerres sont, en effet, de grandes corruptrices. Leur pernicieuse influence gagne jusqu'à ceux dont ce n'est non seulement pas la profession de la pratiquer, mais qui devraient le plus profondément la haïr. C'est ainsi que j'ai été détourné du véritable objet de mes études par celle de Syracuse et que j'ai mis ma science au service de la destruction des hommes, alors que son but supérieur est la recherche de l'amélioration de leur sort. Mon meurtrier avait raison, dans son ignorance crédule, de me considérer comme une espèce de divinité malfaisante. Il n'y a pas de monstre pire que le produit de l'enfantement de l'intelligence par le savoir, quand, au lieu de panser, il envenime les plaies de l'humanité.

(*A suivre.*) JOHN L. CHARPENTIER.

DES FAITS

Annonce découpée dans la Calédonie :

L. BALLANDE FILS AINÉ

A CÉDER

Néo-hébridais hommes et femmes arrivés par " Pacifique "

S'adresser chez L. BALLANDE FILS AINÉ

MOUVEMENT SOCIAL

Manifestation antimilitariste. — La libération de la classe a été marquée à Limoges par une série d'incidents.

A dix heures du soir, plusieurs clairons et tambours jouaient, au moment de l'extinction des feux, divers refrains de fantaisie, tandis que les cris de « Vive la classe! Vive la sociale! Vive la liberté! étaient poussés par un grand nombre de soldats libérables en présence de plusieurs gradés.

Pendant l'après-midi, on avait pu entendre dans la caserne des groupes de militaires limousins chanter l'hymne révolutionnaire.

Le jour du départ, un grand nombre d'hommes ont refusé de serrer la main de leurs officiers qui se trouvaient dans la cour.

A trois heures, une trentaine de Limousins s'étaient rassemblés devant la grille de la caserne. Ils sont partis en chantant l'*Internationale* et sont allés, cravatés de rouge, attendre leurs camarades qui revenaient de Saint-Yrieix. Ayant rencontré en route la musique du 78e, ils l'ont saluée aux accents de l'*Internationale*.

(*Les Journaux.*)

❖ ❖

MONTLUÇON. — La section montluçonnaise de l'A. I. A. ayant lancé un manifeste des conscrits libertaires, ce manifeste, publié sans nom d'imprimeur, a eu le don de faire agir dame police. Sur une dénonciation du *Centre*, journal du trône, de l'autel et de l'armée, Louis Grandidier a été appelé par-devant le commissaire de police. Ce monsieur voulait lui faire dire qu'il était l'auteur du placard en question.

Au refus, de la part de Grandidier, de répondre sur ce point, le commissaire s'est rattrapé sur le fait d'avoir distribué le manifeste. Louis Grandidier sera donc poursuivi de ce chef.

✖ ✖

MONOGRAPHIE

Ambert (Puy-de-Dôme).

La partie est du Massif central d'Auvergne, dans laquelle est comprise la plaine du Livradois, est un pays accidenté dont le terrain est assez fertile et productif : un beau froment, l'avoine et surtout les pommes de terre y viennent très bien. L'élevage, celui du bœuf surtout, s'y pratique avec profit.

La plaine du Livradois, dans laquelle coule du sud au nord une petite rivière, la Dore, qui se jette dans l'Allier, après avoir arrosé de nombreux pâturages, comprend plusieurs petits villages, et une ville de 7.650 habitants : Ambert.

D'un aspect assez plaisant, avec ses maisons blanches et son clocher ancien, Ambert est une petite ville essentiellement campagnarde.

La vie n'y est point trop chère. Le pain vaut de 0 fr. 30 à 0 fr. 35 le kilo ; la viande, de 1 fr. 60 à 1 fr. 80 le kilo. Le laitage et les farineux — qui sont assez bon marché — composent le fond de l'alimentation de la classe pauvre.

Une cuisine, une chambre et un jardinet se paient de 130 à 150 francs par an. L'hygiène et le confort laissent beaucoup à désirer.

Le pays est très peu industriel ; il ne s'y fabrique guère que des lacets, des perles et des chapelets.

Les femmes occupées au travail des lacets gagnent de 1 fr. à 1 fr. 50 pour une journée de 12 à 14 heures. En dépit de la loi, elles travaillent quelquefois la nuit, mais les patrons, avertis de la visite de l'inspecteur, savent toujours échapper à l'amende.

Les hommes travaillant aux chapelets peuvent gagner de 2 fr. 50 à 3 francs par jour, avec 12 heures de travail, au moins. Leurs exploiteurs ont trouvé un excellent moyen de se procurer de la main-d'œuvre à bon marché : en effet, une grande quantité de chapelets sont faits par les paysannes des environs. Ils leur sont payés 0 fr. 15 la douzaine et un peu plus suivant la qualité. Ces pseudo-ouvrières ne manquant point, elles gagnent ainsi de 0 fr. 30 à 0 fr. 50 par jour.

Les idées révolutionnaires n'étant point connues par ici, la vie politique à Ambert se borne aux élections, où partisans du bloc et anti-blocards se disputent les suffrages.

Dans la campagne environnante, quelques riches propriétaires possèdent des terrains qu'ils afferment ou louent aux paysans, et dont ils tirent les meilleurs profits. Les petits propriétaires sont nombreux. Leur esprit est veule et routinier ; ils vivent, eux et leur famille, des produits de leur lopin, et du laitage de leurs bêtes. Beaucoup font, en petit, l'élevage du porc.

Quant aux journaliers agricoles, leur condition est loin d'être bonne. L'été, à l'époque des foins et de la moisson, ils sont nourris et payés à raison de 2 francs à 2 fr. 50 pour 16, 17 ou 18 heures de travail. En hiver, ils battent les gerbes de blé et gagnent environ 1 franc pour une journée de 10 heures. Certains d'entre eux émigrent vers les centres d'industrie, en hiver, et reviennent aux travaux des champs, au printemps.

Victimes de l'exploitation des propriétaires, et de la loi de l'offre et de la demande, ils ne comprennent point encore la nécessité du groupement, qui leur permettrait de résister aux propriétaires et de défendre leurs intérêts d'exploités.

Alors que dans diverses régions agricoles, les travailleurs de la glèbe commencent à comprendre leurs véritables intérêts économiques et à s'organiser en solides syndicats, il est à craindre que longtemps encore cette contrée de paysans superstitieux, avares et égoïstes ne continue à être un bon terrain d'exploitation pour les gens d'église et les politiciens.

J. G.

✖ ✖

MOUVEMENT OUVRIER

La campagne contre les organisations révolutionnaires qui ont leur siège à la Bourse du Travail continue. Administration préfectorale, syndicalistes réformistes et journaux réactionnaires se liguent pour rendre toute propagande impossible.

A une réunion organisée par l'agent Copigneaux, nous avons pu voir les principaux dirigeants des syndicats réformistes, celui des typographes en tête, venir déclarer qu'ils ne cesseraient leur campagne que le jour où ils seraient les « maîtres » et c'est fort de l'appui préfectoral qu'ils agissent dans ce sens.

D'autre part, le moindre incident fait l'objet de communications à la presse réactionnaire, qui alimente ainsi sa polémique et sa campagne.

Mais ce n'est pas tout. Chaque année, au départ de la classe, la *Voix du Peuple* édite un numéro spécial pour rappeler aux jeunes prolétaires qui partent au régiment qu'ils pourront se trouver demain en face de leurs camarades en grève et qu'exploités ils étaient, exploités ils redeviendront, qu'ils ont donc pour devoir de ne pas se faire les chiens de garde du capital.

A peine l'annonce de ce numéro a-t-elle été faite que toute la presse réactionnaire a fait chorus et a demandé l'expulsion de la Bourse de la *Voix du Peuple* et partant de la Confédération générale du travail, ce qui est absolument conforme aux desiderata de MM. les réformistes.

Deux interpellations sont de plus annoncées à ce sujet ; une au Conseil municipal par un conseiller agent des réformistes, une à la Chambre des députés sur « la propagande antimilitariste dans les Bourses du travail ».

Cette campagne systématique n'a qu'un but, but malheureusement atteint en partie : enrayer le plus possible la propagande de la journée de 8 heures.

Les réformistes ont ainsi l'espoir de prendre leur revanche du Congrès de Bourges, et aussi de se voir gratifier de places dans tous les conseils plus ou moins supérieurs du travail ! ! !

Ce sera le salaire de leur trahison envers leurs camarades d'hier.

Je le répète, toute cette campagne n'a qu'un but, qui est d'essayer d'enrayer le mouvement du 1er mai prochain, qui épouvante également exploiteurs et gouvernants.

En tout cas, il apparaît nettement aujourd'hui que les organisations révolutionnaires ne sont plus libres dans l'immeuble préfectoral.

Elles ont le devoir de reprendre leur liberté, c'est-à-dire de quitter l'immeuble où réformistes et jaunes enfin unis auront leur place tout indiquée.

Et si à Paris la lutte est le plus âpre, en province, le mouvement de réaction contre les Bourses du travail n'est pas moindre.

C'est d'abord à Lyon, où le maire socialiste Augagneur a imposé un règlement draconien auquel les organisations ouvrières font une résistance acharnée.

C'est à Marseille, où le maire également a pris un arrêté interdisant le meeting et la fête de propagande antimilitariste qui devait se tenir dimanche dernier à la Bourse du Travail.

C'est de toutes parts comme l'on voit, des tentatives de domestication du syndicalisme. Il est peu probable que cela réussisse : la classe ouvrière, économiquement organisée pour la lutte contre tous ses exploiteurs saura résister et vaincre toutes les réactions, réformistes et gouvernementales.

❖ ❖

Toute cette campagne dirigée contre les idées syndicalistes ne semble pas enrayer la sympathie des exploités pour ces idées.

La semaine dernière les sous-agents, des postes et télégraphes, malgré une opposition très vive de leurs chefs, ont décidé de transformer leur association en un syndicat.

Certes, l'unanimité ne s'est pas rencontrée tout d'abord pour décider cette transformation, l'Association subsiste encore pour quelques temps tout au

moins, mais le syndicat n'en est pas moins définitivement constitué en dépit de toutes les attaques réactionnaires.

Le syndicat formé, la masse des sous-agents suivra, car c'est pour eux le seul moyen de présenter leurs revendications, toujours étouffées jusqu'à ce jour.

La presse réactionnaire, se basant sur de prétendues consultations juridiques, tente de démontrer que ces travailleurs n'ont pas le droit de se syndiquer, et certains journaux, forts de l'appui de M. Millerand vont même jusqu'à réclamer des poursuites contre les membres du bureau du nouveau syndicat.

« Les administrateurs du nouveau syndicat, — écrit le *Temps*, — vont déposer leurs noms à la préfecture de la Seine. S'ils ne se conforment pas à l'avis qui leur sera signifié, ils devront être poursuivis devant les tribunaux.

« Tel est le devoir du gouvernement. Nous espérons qu'il n'y faillira pas. »

C'est du pur mouchardage.

Au meeting de dimanche, un des nouveaux syndiqués a répondu par avance à cette menace :

« Si le gouvernement, a-t-il déclaré, se refuse à reconnaître votre syndicat, il aura à compter non seulement avec les sous-agents, mais avec les agents qui feront cause commune avec vous pour défendre par tous les moyens, même les plus énergiques, les libertés syndicales. »

Nous allons voir si, dans « la plus douce des patries » de nos socialistes domestiqués, l'on va interdire à une catégorie de travailleurs le droit de se grouper en syndicat pour formuler leurs revendications.

Attendons que l'on se prononce en haut lieu.

❖ ❖

Dans le bassin de Longwy, la situation reste stationnaire. Par contre, l'armée française n'opère plus seule, elle a trouvé une alliée digne d'elle dans l'armée belge qui, ces jours derniers, a tiré à la carabine sur un groupe d'ouvriers qui étaient venus se poster à la frontière pour conspuer des jaunes qui devaient tenter de venir travailler dans les usines en grève. Par un hasard providentiel, personne n'a été blessé.

D'autre part, la presse réactionnaire mène une bizarre campagne pour essayer de démontrer que l'ouvrier Huart aurait été tué d'un coup de tiers-point par un gréviste.

Fortement arrosée, la « bonne presse » essaie d'accréditer cette stupide légende.

De son côté, Berteaux regrette d'avoir frappé légèrement les galonnés coupables, et il vient de proroger les pouvoirs du général Michal qu'il avait précédemment blâmé pour avoir laissé emporter la lance aux dragons envoyés sur le théâtre de la grève.

Le socialisme de M. Maxence Roldes triomphe.

A Saint-Dié, les ouvriers des établissements de filatures et tissages Géliot de Plainfaing, de Fraize et de Sauley, au nombre de plus de trois mille, viennent de se mettre en grève.

Ils réclament une augmentation de salaire de 10 0/0 pour tout le personnel.

A l'issue de la réunion où la grève a été décidée, une manifestation a eu lieu dans les rues et les vitres de quelques maisons bourgeoises ont sauté. Ils ont, de plus, coupé les fils téléphoniques reliant les usines entre elles.

60 gendarmes et 500 chasseurs de la garnison de Saint-Dié sont actuellement sur le théâtre de la grève.

Je reviendrai un peu plus longuement la semaine prochaine sur la situation et sur ce qu'ont dû endurer ces exploités depuis quelque temps.

A Rennes, cent ouvriers de la filature Porteu sont en grève depuis quelques jours. Las de gagner péniblement un salaire dérisoire d'une moyenne de 1 fr. 50 par jour pour les hommes et de 0 fr. 75 à 1 franc pour les femmes, les ouvriers présentèrent quelques revendications à M. Porteu. Ce dernier renvoyant de jour en jour sa réponse, la grève fut décidée.

C'est la deuxième grève dans le même établissement depuis un an.

A Nice, grève des employés de tramways.

A Lyon, grève des déménageurs qui réclament une augmentation de salaire.

A Boulogne-sur-Mer, la grève des métallurgistes continue.

P. Delesalle.

ALLEMAGNE

Berlin. — **Grève des électriciens.** — *Dépêche de Reuter* (1er octobre) : L'ordre règne parmi les grévistes et le comité de la grève a créé une police spéciale pour empêcher tout désordre.

Dépêche du Times (1er octobre) : Un ordre parfait est maintenu parmi les grévistes dans les rues par les employés de leurs syndicats qui portent un brassard blanc à leur manche.

❖ ❖

POLOGNE

La répression. — Depuis la proclamation de l'état de siège, la répression sévit en Pologne dans toute son horreur au milieu de l'indifférence de l'Europe. On ne fusille pas les ouvriers par centaines dans les rues comme en janvier et en mai. En revanche, chaque nuit, les gendarmes se dispersent dans toute l'étendue de Varsovie, pénètrent dans les appartements et emmènent à la citadelle 200, quelquefois même 800 personnes. On ne sait plus où mettre les prisonniers. La citadelle devient une vraie ville : les prisonniers couchent dans les cours sous des tentes, ignorant ce que demain fera d'eux la volonté toute-puissante des pouvoirs militaires.

En guise d' « arbres de la liberté », pour fêter la constitution, Varsovie voit se dresser des potences : des héros de 18 ans y périssent courageusement. Tout dernièrement a été pendu le social démocrate Kasprzak. L'histoire de cette exécution montre bien la férocité brutale de la répression. Il y a à peu près un an, comme la police faisait irruption dans une imprimerie secrète, elle fut accueillie par des coups de revolver. Kasprzak, qui s'y trouvait, tua successivement le commissaire, un officier et des gendarmes. Il fut l'un des deux arrêtés. Il fut condamné par un tribunal. On fit appel de ce jugement. Mais, de par la volonté du gouverneur général Scallon, on passa par-dessus la loi et il semble qu'il ait eu si peur de voir échapper sa proie qu'il l'a fait exécuter avant un nouveau jugement. Il paraît que les députés social-démocrates allemands ont protesté après l'exécution, sous prétexte que Kasprzak était sujet allemand. Scallon a répondu que l'exécution avait eu lieu conformément à la loi et tout a été dit.

La répression se manifeste encore par les édits des autorités qui caractérisent bien le moment présent.

L'édit du gouverneur général Scallon, paru le 21 septembre, dit textuellement que les événements qui ont eu lieu jusqu'ici ont eu pour cause *l'humanité et la mollesse de l'armée*. Il enjoint à tous la plus grande sévérité et le mépris de la vie humaine. Toute la responsabilité des troubles retombera sur les officiers qui ne les noieront pas dans le sang et sur les autorités civiles qui ne les y auront pas aidés. Après les centaines de cadavres et les milliers de blessés couchés sur les pavés de Varsovie et de Lodz par les balles de l'infanterie russe, après les charges continuelles des cosaques à coups de sabre et de nagaïka, les Polonais ont en effet appris à apprécier l'humanité et la mollesse de l'armée russe !

Le général Olchowski, chef militaire provisoire de Varsovie, fait de la délation un devoir essentiel de tout sujet russe et force chacun d'eux à remplir le rôle de policier. Tout spectateur, en effet, d'un attentat contre une personne ou contre ses biens qui ne concourra pas à l'empêcher, qui ne communiquera pas aux autorités tout ce qu'il sait de l'auteur et des circonstances de l'attentat, sera condamné *administrativement* — c'est-à-dire sans passer devant un tribunal — à trois mois de prison ou de forteresse.

D'autre part, la grève devient un délit. Les bouchers, les boulangers, les employés aux usines à gaz, à la distribution des eaux et aux tramways qui propageront la grève pour protester contre un acte du gouvernement, seront condamnés à trois mois de prison.

❖ ❖

Et pourtant, malgré ce régime de terreur constante, malgré cette interdiction de tout mouvement, les révolutionnaires ne se laissent pas vaincre. Les quotidiens nous apportent l'écho des attentats qui ne cessent pas. Rien que, les 22 et 23 septembre, l'attaque de deux soldats dans le quartier de Vola, les coups de revolver tirés sur un commissaire de police, rue Elektoralna, l'explosion d'une bombe dans le jardin de Saxe montrent amplement l'inutilité de l'état de siège et les vertus apaisantes de cette mesure vantées par Scallon. La lutte, loin de s'apaiser, ne fait que s'exaspérer. Et déjà les socialistes s'en prennent aussi aux gros capitalistes — même polonais — complices du gouvernement tsariste : la bombe qui fit explosion par hasard au jardin de Saxe était destinée au banquier Szereszewski ; en même temps le parti socialiste polonais publie un manifeste appelant à la lutte sans merci contre tous les soutiens de l'ordre tsariste, contre les policiers russes aussi bien que contre les bourgeois polonais.

Et cela est pour nous un bon signe.

M. Morel.

Dans un de nos prochains numéros nous commencerons une Monographie de Roanne qui tiendra plusieurs numéros, due à notre collaborateur M. Pierrot.

VARIETÉ

Art appliqué — Art nouveau

(Suite) (1).

En Egypte particulièrement, ces remarques sont confirmées. Sous ce ciel d'une pureté égale, sur les bords de ce Nil imposant et monotone dont les inondations sont régulières du solstice d'été à l'équinoxe d'automne, dans ce paysage toujours accablé de lumière voisin d'un désert sans fin, il ne pouvait vivre qu'un peuple devenu calme, grave, résigné comme son sol. Aussi le voyons-nous patiemment élever des colosses et manifester dans son architecture l'immuable solidité de l'assiette horizontale.

A partir de l'avènement de leur premier roi, Ménès favorisé par l'unification gouvernementale, la réglementation est poussée chez les

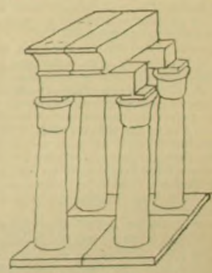


Fig. 1. — Plate-bande égyptienne.

Egyptiens jusque dans ses dernières limites. Pendant des siècles, malgré le développement progressif de la puissance et de la richesse, jusque dans la décadence les anciennes formes adoptées et logiques des bâtisses primitives faites très ingénieusement de cannes de roseau, de bambou et de limon battu et séché, restent celles des palais colossaux élevés à la gloire des conquérants fameux par des générations entières d'esclaves et d'ouvriers asservis. Et nous voyons cette singulière anomalie de reproduire au moyen de matériaux durs et élevés les uns sur les autres par assises, l'apparence qu'affectaient ces objets composés de végétaux, la forme de supports de bois et de faisceaux de roseaux (*fig. 1*).

---

(1) Voir le numéro 22

Malgré cela, l'art égyptien impressionne par sa grandeur, tout est à une échelle immense que le caractère hiératique des sculptures, la simplicité synthétique des lignes fait grandir encore, joint à une mystérieuse symbolisation religieuse.

Favorisés par un climat peu destructeur, ces hommes avec leurs règles, leurs lois établies sur tout, leur sagesse et leur respect des traditions, ce ciel toujours pur, ce fleuve fertilisant à jour fixe, ces demeures et ces jardins où tout est méthodique et calculé, cette hiérarchie sociale immuable, semblent avoir voulu se perpétuer à jamais, et les restes de leurs temples, de leurs pyramides de leurs sphinx se dressent encore devant les siècles futurs, majestueux et sereins malgré leur mutilations, après des mille ans.

* *

A côté de la civilisation égyptienne, celle de l'Assyrie présente un caractère bien particulier.

Dans les contrées qu'arrosent le Tigre et l'Euphrate se constituèrent les royaumes d'Assyrie et de Babylone conquis par l'Egypte sous Thoutmès III, roi de la 18e dynastie; ils s'affranchirent de cette domination sous Rhamsès II et III et subjuguèrent la Médie, leur berceau originaire. Il résulta de cette dernière conquête un mélange de sang arya et sémite dont le résultat fut des plus favorables à l'extension des arts plastiques : aussi prennent-ils un développement magnifique et puissant.

La domination égyptienne avait apporté en Assyrie cet esprit d'immuabilité et le goût du colossal qui lui est propre, mais comme les Pharaons, les monarques assyriens n'avaient pas à leur disposition les lits de pierre calcaire de la moyenne et de la haute Egypte; il fallut s'arranger de ce que l'on avait sous la main dans ces terres d'alluvion, c'est-à-dire du limon argileux. Dans les débuts, il fut employé en briques crues simplement séchées sous l'action d'un soleil tropical; plus tard, en briques cuites au feu, et par la suite recouvertes d'émaux fusibles qui, en solidifiant la matière, apportaient un élément décoratif des plus chatoyants sous ce ciel de turquoise.

L'Egyptien, dans son architecture, avait adopté la plate-bande, c'est-à-dire que pour former les vides de ses constructions, il lui suffisait de relier entre eux murs, pilastres, colonnes, par de grandes pierres posées horizontalement, perpendiculaires à l'axe de leur soutien. Pour former des grandes salles, il devait donc forcément employer toute une série de colonnes disposées en rangées plus ou moins nombreuses selon l'étendue de ces salles; les pierres servant d'entablement, aussi grandes qu'elles soient, étant insuffisantes à couvrir les vides entre les murs.

Que fit l'Assyrien qui ne disposait que de petites briques et qui ne pouvait mélanger de charpente à ses constructions de limon, le bois pourrissant trop facilement au contact de l'argile?

Il créa la voûte.

D'abord ce furent des voûtes en berceau obtenues sur un clayonnage longitudinal de roseaux sur lequel on appliquait des couches horizontales d'argile battue. Ces couches devaient être minces et sèches à peu près avant d'en appliquer une suivante; ce travail était très lent, et comme il était impossible de préparer le limon de même façon corroyé à une densité rigoureusement égale, les unes étant trop détrempées, les autres trop peu, fatalement elles se fendillaient et l'ouvrage s'effondrait assez rapidement. Enfin, après bien des mécomptes, on en vint à appliquer les briques sur des roseaux courbés en passant du plan vertical du mur au plan courbe de la voûte, sans laisser d'angle entre ces deux plans; en un mot, il s'agissait de tracer la voûte au moyen d'un demi-cercle complet. De telle sorte, la construction des murs latéraux se courbait de plus en plus jusqu'à se rejoindre pour n'en former plus qu'un (*fig.* 2).

Cette façon de procéder amena la suppression des colonnes, et le style assyrien nous montre de grandes salles non hypostyles, comme en Egypte, mais voûtées et éclairées par des demi-coupoles ouvertes vers l'extérieur

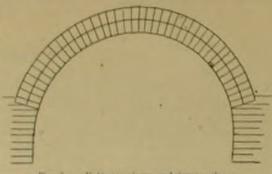


Fig. 2. — Voûte assyrienne en briques cuites.

et d'une construction encore plus facile et plus solide que la voûte en berceau.

Pour faire de tels bâtiments, il fallait une main-d'œuvre formidable, et si le résultat était grandiose, la façon de se procurer les bras était atroce. Ecoutons Viollet-le-Duc, *Histoire de l'Habitation* :

« — Voyez-vous ces pieux, ces croix en grand nombre?

« — Oui, en effet... mais il me semble même « que des corps sont attachés à ces bois.

« — Oui, ce sont huit cents révoltés des « provinces du Nord amenés ici devant le roi, « car lui seul pouvait ordonner leur supplice!

« — Et il l'a fait?

« — Certes! Distinguez-vous aussi ces nuées « d'oiseaux de proie qui planent au-dessus de « ces gibets. Ah! ce ne sont que les plus cou« pables, continua l'architecte; dix mille ont été « retenus comme esclaves et travaillent aux « canaux, aux murs, font des briques et appor« tent des matériaux. Comment pourrions-nous « avoir des ouvriers pour faire ces immenses « édifices, si on ne mettait à notre disposition « des esclaves en nombre considérable, d'autant « que ces travaux en font mourir beaucoup, « car il n'est pas sain de remuer les limons « pendant la saison chaude. Depuis que ce « palais est commencé, nous avons perdu plus « de deux mille ouvriers.

« — Mais si une paix longue enlevait à votre « souverain l'occasion de fournir ses domaines « d'esclaves ouvriers en quantité suffisante, que « feriez-vous?

« — Cela est arrivé quelquefois. Alors on « envoie des émissaires dans les provinces du « Nord, du côté de la Médie, et au delà, les« quels ont pour mission de faire soulever les « populations toujours mal soumises.

« Provoquées par ces agents, elles refusent « de payer les tributs, ou interceptent les mes« sages, ou massacrent les agents royaux.

« Le roi envoie une armée, le pays est pillé, « et on emmène la population en esclavage « tout entière : ainsi, nos chantiers sont de « nouveau garnis, et en mettant en croix quel« ques-uns d'entre eux considérés comme les « plus coupables, cela en présence des esclaves « assemblés, ceux qui sont épargnés deviennent « soumis et dociles comme des jeunes filles et « travaillent sans murmurer. »

Ceci, dit en passant, nous prouve que la politique gouvernementale n'est pas née d'hier, et que si messire populo coupait dans le pont il y a plus de deux mille ans, il y coupe encore ferme aujourd'hui.

* *

Le grand courant arya continuant à répandre ses émigrants à travers la Médie, se trouvant en présence d'une population trop dense, force lui fut de s'étendre sur les bords du Pont-Euxin, en Bithynie, traverser le Bosphore, peupler la Thrace, la Macédoine, la Thessalie, l'Epire, les îles de la mer Egée et le Péloponèse. Ainsi s'installèrent les Pélasges d'abord, les Hellènes ensuite, comprenant quatre grandes souches : Achéens, Eoliens, Doriens et Ioniens d'Europe.

Chez les Hellènes, ou Grecs, les arts, le commerce, l'agriculture prirent bientôt un prodigieux développement, témoin les nombreuses œuvres si délicates que nous pouvons encore contempler.

Etant donnés son tempérament actif, son esprit acerbe, raisonneur, aimant la discussion, la recherche, la critique des idées, il ne pouvait convenir à ce peuple de faire des entreprises longues et patientes, comme ses voisins d'Egypte et d'Assyrie. Tout est fait à l'échelle humaine, et il est tenu compte avec une logique qui ne se dément pas des deux facteurs principaux de toute composition dans n'importe quel domaine : 1° la mise en œuvre de l'objet ou sa destination; 2° la matière employée pour le fabriquer, ainsi que le mode de fabrication.

Si nous examinons le Parthénon, ce petit chef-d'œuvre d'une pureté aussi harmonieuse qu'élégante, nous ne voyons pas la voûte comme à Babylone, mais comme l'Egyptien, le Grec, employant des matériaux calcaires et des marbres, adopte dans ses bâtisses, suite logique de l'emploi de ces matériaux, la colonne et la plate-bande comme élément architectonique. Seulement il modifie les formes primitives des matériaux de bois mis en œuvre par les Pélasges, une fois les matériaux de pierre employés : ce que ne firent pas les riverains du Nil, comme nous l'avons vu précédemment. En outre, un élément nouveau apparait, c'est le fronton ou façade du toit.

Dans la vallée du Nil, la pluie étant inconnue, les bâtisses sont couvertes d'épaisses terrasses où les habitants viennent prendre le frais sous des tentes aussitôt la grande ardeur du soleil passée. En Grèce, il pleut rarement, mais les averses sont diluviennes, si elles sont courtes, d'où la pente légère donnant au toit l'écoulement des eaux.

Si l'art égyptien nous imposait par la grandeur réelle du développement de ses éléments, et nous semble d'autant plus grand qu'il rapetisse le spectateur qui se compare à ses différentes productions, l'art grec a un caractère grandiose; mais il ne le doit qu'à l'harmonie et à la délicatesse de ses proportions poussées à l'extrême et on ne peut se convaincre que ce Parthénon couronnant si majestueusement l'Acropole, ne mesure que trente-cinq mètres de façade. Cela est dû à une sagacité, à une observation toutes particulières.

Déjà les Egyptiens avaient remarqué que certaines arêtes, quoique bien droites, semblent courbées en se silhouettant dans l'espace, les arêtes des pyramides sont enflées vers l'extérieur; de même les surfaces planes très étendues semblent concaves, aussi remarquons-nous une certaine convexité des faces des obélisques.

Ces remarques ne pouvaient échapper à l'esprit scrutateur de l'architecte athénien, lui aussi avait vu que toute ligne rigoureusement horizontale prolongée semble fléchir comme une corde tendue; aussi les renfle-t-il insensiblement vers le milieu ainsi que les surfaces, pour leur rendre leur planitude apparente, et, comme application de ce même principe, le soubassement de l'édifice, les architraves, la frise, le fronton offrent une convexité inappréciable. Les entablements sur les faces latérales forment une ligne concave, les angles du temple ne sont pas exactement droits, mais légèrement aigus, les murs penchent l'un vers l'autre, au lieu d'être tirés au cordeau, ils décrivent une courbe rentrante, les colonnes s'écartent de la

perpendiculaire, s'inclinent légèrement vers un centre imaginaire du temple perdu très haut dans l'espace, ce mouvement est plus accentué dans les colonnes d'angle comme pour épauler l'édifice, elles sont elles-mêmes un peu plus grosses que les autres et moins écartées des avant-dernières, car, ayant à se profiler dans le vide, la lumière en rongeant les contours les ferait paraître plus minces.

L'architecture étant bien arrêtée dans ses lignes et dans sa structure, l'ornementation sculptée ne vient en rien démentir cette unité première; tout est d'une homogénéité parfaite et raisonnée.

Dans la sculpture extérieure du Parthénon, les métopes qui reçoivent le jour franc du plein air sont d'une saillie très vive devant marquer de loin, tandis que les frises de la Cella sont en bas-relief presque plat, étant sous le portique et destinées à être vues de plus près, n'ont pas besoin d'être si accentuées, la délicatesse du travail devant y remplacer l'énergie de l'extérieur; les sujets, au lieu d'être mouvementés, présentent des attitudes convenablement rythmées en rapport avec le sujet représenté, la procession des Panathénées.

Partout chez ce peuple foncièrement épris du beau, nous retrouvons une observation scrupuleuse de la nature, non pas reproduite textuellement en trompe-l'œil, mais interprétée rationnellement par rapport au but à atteindre, et ces statues de dieux ne sont que des types d'hommes parfaits, proportionnés avec une recherche étonnante, drapés majestueusement dans leurs peplums de marbre.

Quant à la peinture, il ne nous reste que peu d'exemples, mais il est certain qu'elle ne servait qu'à accentuer encore les lignes de la sculpture et de l'architecture; elle ne faisait pas des trous dans les murs ni dans les plafonds, comme il fut fait plus tard et comme osent encore faire par aberration incompréhensible des artistes d'aujourd'hui; tout était traité en à plat, pas de modelés, de perspectives trompeuses et pourtant quelle distinction dans ce polychromage, dans ces coupes, ces vases, ces amphores où les figures nous retracent avec tant d'expression des scènes intimes de l'existence d'alors se détachant en jaune orange sur fond noir tout uni, les détails indiqués par un léger trait de même ton que le fond.

Egalement, le Grec profitait de la coloration naturelle des matériaux employés, marbre, ivoire, bronze, argent et or, mais taillait et sculptait à même le bloc, en pleine masse, témoin la Minerve en or et ivoire que fit Phidias pour le Parthénon.

Hélas! toute la production hellénique n'est pas empreinte d'un sentiment d'art aussi élevé et après que les Ictinus, Phidias, Alcamène, etc., eurent fixé définitivement le type de l'ordre dorique dans toute sa pureté énergique et mâle la proportion exquise trouvée par l'artiste grec au siècle de Périclès devait peu à peu se rompre : « Le Parthénon avait montré tout ce que « la majesté peut avoir de grâce et de chaleur, « tout ce que la force comporte d'élégance. Au « bout d'un siècle, la mesure fut dépassée ou « commença de l'être. La grâce l'emporta. La « forme à son tour voulut être supérieure à « l'idée. L'art tendit à une sensualité qui, du « moins, se rachetait par sa délicatesse; tant « de charmes furent prodigués à la matière, « que bientôt il lui suffisait d'exprimer l'en- « chantement de sa propre beauté. » (Charles Blanc, *Grammaire du dessin*.)

A cette évolution s'attache le nom de Praxitèle, contemporain d'Alexandre le Grand. La nervosité de l'architecture dorique fait place à la grâce du type ionique et, plus tard, corinthien. Pourtant l'art se maintient encore sur les hauteurs jusqu'au second siècle avant notre ère, moment funeste, où vaincues par Rome, Sicyone, Corinthe et Ambracie sont saccagées par un soldat ignorant et barbare, Mummius. Athènes, prise par Sylla, fut le coup de grâce, la déchéance de tout sentiment d'art, fut la conséquence de l'asservissement.

(*A suivre.*) LÉOMIN.

Notre prochain Supplément sera consacré à la
PRESSE

BIBLIOGRAPHIE

Nos enfants au collège (1), du Dr de Fleury, n'est que la suite d'un premier paru sous le titre: *Le corps et l'âme de l'enfant*, mais dont je ne puis parler, ne l'ayant pas reçu. Je me bornerai donc à celui-là, où se trouvent d'excellentes critiques sur le système d'enseignement actuel, et des suggestions non moins intéressantes sur ce qu'il devrait être.

Ce qui rend ce livre intéressant, c'est que l'auteur ne me semble pas le moins du monde vouloir rénover la société. Telle qu'elle est, elle ne lui semble pas trop mal faite, et doit durer comme cela.

Ce qu'il demande à sa pédagogie, c'est qu'elle développe un peu plus la personnalité humaine. — Bien entendu, puisque c'est du collège qu'il parle, il ne s'occupe que des petits bourgeois — et on l'étonnerait fort, sans doute, si on lui disait que cet enseignement qu'il préconise doit s'étendre aux travailleurs et avoir une répercussion sociale.

Pour prouver que sa méthode n'a rien de subversif, n'écrit-il pas : « En Angleterre, une liberté singulière préside à l'éducation. Chaque petit citoyen du Royaume-Uni est dressé de bonne heure à l'admiration de ses gouvernants, au respect de la loi, au sentiment de sa dignité propre. Nulle part la liberté individuelle n'est tenue pour plus tangible, et cela fait le peuple du monde le plus facile à gouverner, le moins moqueur, le moins révolutionnaire ? » (page 266).

C'est étonnant, en effet, comment, par l'éducation, on peut arriver à fourrer dans la tête des gens les idées les plus contradictoires. — Témoin le protestantisme qui est une religion de discussion, que l'on devrait, par conséquent, supposer devoir aboutir à la négation, et qui a fait les peuples du religiosisme le plus sectaire. — Ces idées contradictoires, semble-t-il, devraient faire très mauvais ménage ensemble ; mais, par suite de l'éducation, le défaut d'analyse, et leur répétition, elles arrivent à impulser chacune leur tour l'individu, sans chercher à pénétrer dans le champ d'action l'une de l'autre. — Ce qui fait, du reste que tant de gens pensent si bien... et agissent si mal.

Heureusement que ce genre d'éducation a ses inconvénients, même pour les classes qui l'appliquent. Ceux qui, parmi elles, se sont donné la peine de réfléchir, ont fini par reconnaître que si cette méthode leur fournissait d'excellents « fonctionnaires », des « sujets » bien obéissants, de parfaits automates en tout, elle faisait aussi disparaître l'esprit d'initiative, l'énergie dans la lutte jusque dans leurs rangs, et que leur classe s'appauvrissant en hommes, finissait par aller à la decrépitude tout aussi bien que le bétail à gouverner. Et voilà que, comme nous, ils réclament pour que l'université sur fabrique un peu moins de perroquets, et un peu plus d'hommes pensant par eux-mêmes.

Et cela nous suffit, vu que, à l'heure actuelle, il est impossible de réserver tout un système d'éducation aux seuls gouvernants. Il faudra bien que ce qui sera appliqué aux uns, finisse par descendre chez les autres.

* *

Le *Cours de Morale sociale basée sur l'évolution* (2), par Ch. Fulpius, est certainement ce qui a été fait de mieux jusqu'ici ; de tout ce qui est arrivé à ma connaissance, tout au moins.

Mais une remarque lue dans le livre précédent vient mettre en question la nécessité d'un cours de morale.

Le Dr de Fleury conclut à la négation. La morale, dit-il, devrait être enseignée par l'exemple, à propos de chaque fait de la vie journalière, par tous les professeurs, sans avoir besoin de cours spéciaux.

Et cela, en effet, me semble beaucoup plus rationnel.

J. GRAVE.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Colin, 5, rue de Mézières.
(2) Une brochure, 0 fr 60, chez l'auteur, 47, boulevard du Pont d'Arve, Genève.

Nous avons reçu:

Evolucion super-organica, por Enrique Duria ; 1 vol. 2 pesetas, à l'Escuela Moderna, 56, Calle de Bailen, Barcelone.

La vaccinacion obligatoria es un funesto error, por J. Lagarrigue, Santiago.

L'absurdité des soi-disant libres penseurs. C'est nous qui sont les vrais, Paraf-Javal, *L'Anarchie*, 30, rue Muller.

Correspondances et Communications

Paris, 4 octobre 1905.

Mon cher Grave,

C'est aujourd'hui seulement que, de retour d'un voyage, je lis dans les *Temps Nouveaux* l'article d'Amédée Dunois, intitulé *Les Précurseurs* (numéro du 16 septembre).

J'aurais à faire à cet exposé historique, d'ailleurs très clair et très correct dans son ensemble, une petite rectification au sujet d'une erreur matérielle.

Au Congrès de la Chaux-de-Fonds, le 4 avril 1870, les collectivistes, raconte Amédée Dunois, ayant été expulsés de la salle des délibérations, « et n'en ayant pu trouver d'autre, furent obligés de se disperser : ainsi finit la Fédération romande ».

Les choses ne se sont pas passées ainsi. La majorité collectiviste du Congrès romand retrouva immédiatement un autre local : elle se réunit le même jour dans la grande salle du café Vonkænel, et c'est là que le Congrès tint ses séances, du 4 au 6 avril (voir le *Mémoire de la Fédération jurassienne*, pages 123-140). Elle créa un nouveau journal, *la Solidarité*, pour remplacer l'*Egalité*. Et la Fédération romande ne cessa pas d'exister : elle se trouva seulement coupée en deux moitiés. La moitié *collectiviste* prit, au Congrès de Sonvillier, le 12 novembre 1871, le nom de *Fédération jurassienne*. Quant à la moitié *anti-collectiviste*, après avoir traîné pendant trois ans encore une existence factice, elle disparut vers la fin de 1873.

Cordiale poignée de mains.

JAMES GUILLAUME.

Aux camarades secrétaires du Comité national de l'A. I. A.

Que signifie votre silence au sujet des correspondances adressées par la section à chacun de vous?

Pourquoi ne pas répondre ?

Est-ce par suite du changement du secrétaire et du trésorier de la section ?

Nous attendons une réponse.

SECTION DE VALENCE.

★ Les amis de Malato prient ceux qui s'intéressent au sort de Malato, de ses co-accusés et de leur famille, d'adresser leur obole au Dr Elie Faure, 121 *bis*, rue N.-D.-des-Champs, ou aux *Temps Nouveaux*, qui se chargent de la lui transmettre.

★ **Comité de Défense Sociale**. — Nous allons faire imprimer de grandes affiches. Pour la province, nous laisserons en blanc la date, la salle et les noms des orateurs que mettront eux-mêmes les camarades. Que les organisateurs qui en désireront nous fassent connaître la quantité pour que le tirage s'effectue complètement à la fois.

Ecrire à Roger Sadrin ou G. Poignand, 57, rue des Montibœufs, Paris.

Réunion vendredi soir à 9 heures, à la salle Jules, 6, boulevard Magenta.

★ *Je vais me remettre en campagne vers le milieu d'octobre et je ferai les départements de l'Allier, la Creuse, le Puy-de-Dôme, la Haute-Loire, le Gard, le Vaucluse, la Drôme, l'Isère, le Jura, l'Ain, le Doubs, les Vosges, la Côte-d'Or, la Loire, etc., et je prie les camarades de ces départements de vouloir bien se mettre en relation avec moi le plus tôt possible à cette adresse : Mme veuve Sandré, au Gillien Saint-Clément-des-Baleines, Ile de Ré (Charente-Inférieure).*

Les sujets que je traiterai sont les suivants: 1° La guerre est un crime; 2° La désertion, une inconséquence ; 3° Le gouvernement révolutionnaire, une stupidité.

Dans les endroits où je ne suis pas encore passée, ma première conférence sera antireligieuse.

SÉRAPHINE PAJOT.

CONVOCATIONS

★ **Coopération des Idées**, 157, faubourg Antoine : Vendredi 6 octobre. — Dr *Jean Charcot* : Mon Expédition au Pôle Sud (avec projections). — Cours de français pour les étrangers, par Mutschler. — Cours d'espagnol, par Heinrich.

Samedi 7. — G. Oudinot : Le rire de Molière. — Cours de sténographie, par Bodey. — *Cours d'échecs*, par Goldberg. — Cours de modes pratiques, par Agathe et Suzanne.

Dimanche 8. — Représentation d'*En Guerre*, pièce inédite de Ch. Malato, précédée par une causerie de Sébastien Faure.

Lundi 9. — Micouleau : *Le Système esthétique des Sociétés*. — Cours de russe, par Pergamenzoff. — Cours de mandoline.

Mardi 10. — *Docteur Quéry* : La Syphilis ou Avarie. Ses origines. Ses conséquences (avec projections). — Cours d'italien, par E. Vaccari.

Mercredi 11. — Jules Lermina : Le journal parlé. Le fait du jour.

Jeudi 12. — Georges Cain, directeur du Musée Carnavalet : Quelques anciens théâtres de Paris (avec projections). — Cours d'échecs, par E. Goldberg.

★ **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 42, rue du Fer-à-Moulin. — Samedi 7 octobre, causeries entre camarades sur le nouveau local.

★ **Jeunesse Révolutionnaire du 14e arrondissement.** — Réunion le 6 octobre, à 8 h. 1/2, à la Belle Polonaise, 21, rue de la Gaîté, salle du Syndicat des menuisiers. Lecture et discussion sur la brochure d'Emile Pouget : *Les bases du syndicalisme*. La propagande antimilitariste.

★ **Groupe d'Education libertaire du XIIe arrondissement.** — Réunion le mardi 10 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, rue du Rendez-vous, 22 (au fond). Causerie par Tissier : La Presse et l'Idée de patrie.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Samedi 7 octobre. — Soirée mensuelle : Dr Malfitano, de l'Institut Pasteur : Des essais sur la nature humaine. — Entrée : 0 fr. 25.

Mercredi 11. — Vulgus : Origines des vices (II).

Vendredi 13. — A. Laisant : Voyage circulaire de Paris à Vienne, par l'Allemagne, retour par l'Italie (projections).

★ **Coopérative communiste du XXe**, 27, rue des Maronites. — Jeudi 12 octobre, à 9 heures du soir, réunion des groupes communistes de consommation. Les camarades des coopératives de production sont invités à cette réunion.

Causerie par un camarade.

Vendredi 6 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, cours de solrésol.

Tous les mardis, jeudis et samedis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir, répartition de denrées.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Vendredi 6 octobre. — E. Briat : Le rôle des Bourses du travail et de la Fédération des Bourses.

Mardi 10. — G. Oudinot : La Fontaine et ses fables.

Vendredi 13. — Mme Séville-Mérat : Les missionnaires et la Sainte-Enfance en Indo-Chine.

★ **Syndicat indépendant des Ouvriers Tailleurs de la Seine.** — Réunion le samedi 7 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle de la Tour Eiffel, 22, rue du Pont-Neuf.

Causerie par un camarade : Le but et le moyen du groupement.

★ CHERBOURG. — **Groupe de la Jeunesse Libre.** — Réunion tous les samedis, à 8 heures du soir. Causerie par un camarade. — Adressez lettres et circulaires à la Jeunesse Libre, 13, rue Bonhomme, Cherbourg.

★ LA CIOTAT. — **A. I. A.** — Réunion le samedi 7 courant, à 8 h. 1/2, au local habituel.

Distribution de manifestes pour le départ de la classe. — Adresser tout ce qui concerne la section au camarade Roussarie Bernard, quai des Messageries-Maritimes, La Ciotat (Bouches-du-Rhône.)

★ LYON. — **Jeunesse Syndicale.** — Soirée familiale et privée à l'occasion du départ de la classe, dimanche 8 octobre, café Chamarande, 36, rue Paul-Bert. Chants et poésies révolutionnaires. Causerie par le camarade Chazeau, secrétaire de l'Union des syndicats, qui traitera : Le militarisme et ses conséquences.

★ MARSEILLE. — **La Muse Rouge** (Groupe artistique) organise pour samedi 7 octobre, à 9 heures du soir, salle Frédéric, 11, rue d'Aubagne, une grande soirée familiale antimilitariste, avec le concours assuré d'artistes et amateurs dans leurs créations et répertoire antimilitariste et révolutionnaire :

1re partie : chant et poésie ; 2e *Le gendarme*, pièce satirique du camarade Moch, et 3e Superbe tombola.

★ ROANNE. — *Sous le titre* : **Groupe Germinal**, il vient de se former un groupe d'études et d'action sociales.

Les camarades que la propagande intéresse pourront se faire inscrire tous les mercredis soir, à 8 h. 1/2, au siège, place de l'Hôtel-de-Ville, local de l'U. P.

Mercredi 11 octobre : *Patrie et Internationalisme*, de A. Hamon ; lecture et commentaires par un camarade.

Adresser correspondances et communications au secrétaire J. B. Girod, 24, rue Cotton, Roanne.

★ LONDRES. — Réunion tous les jeudis soir, au club, 209, Hampstead Road, N. W. London.

Bibliothèque, journaux, brochures.

Notre prochain dessin sera signé : JOSSOT.

A NOS LECTEURS

Le premier volume de l'ouvrage de James Guillaume : *L'Internationale (Documents et Souvenirs, 1864-1878)*, paraîtra à la fin d'octobre ou dans les premiers jours de novembre.

Ce livre n'a pas la prétention d'être une *histoire* de la grande Association internationale des travailleurs : c'est, comme le marque le sous-titre *Documents et Souvenirs*, une *contribution* à l'histoire de l'Internationale, la déposition d'un témoin.

Le premier volume va de 1864 à la fin de mars 1870. Outre une analyse détaillée de l'œuvre des quatre premiers Congrès généraux de l'Internationale, à Genève (1866), à Lausanne (1867), à Bruxelles (1868) et à Bâle (1869), il contient des indications générales sur le développement de l'Internationale, durant ces années, dans les pays de l'Europe occidentale, France, Belgique, Espagne, et d'abondants détails sur la vie des sections de l'Internationale dans la Suisse française, où habitait l'auteur. On y voit, après une première période dans laquelle l'Internationale élabore son programme et dresse ses revendications en face du vieux monde, étonné d'abord et railleur, puis effrayé, se manifester l'opposition entre deux conceptions socialistes celle du communisme d'Etat, autoritaire, centralisateur et politicien, et celle du collectivisme international, c'est-à-dire du communisme anti-autoritaire, fédéraliste et révolutionnaire, conceptions qui ont pour principaux représentants les deux personnalités de Marx et de Bakounine.

Le second volume, qui pourra paraître au printemps de 1906, ira de 1870 à 1873 : la scission dans l'Internationale en Suisse, la guerre, la Commune, la conférence de Londres (septembre 1871), la lutte entre le principe d'autorité et le principe d'autonomie dans l'Internationale, le Congrès de la Haye (septembre 1872), le Congrès de Saint-Imier et le triomphe du principe d'autonomie, tel en sera le contenu.

Le troisième et dernier volume traitera de l'Internationale après la suppression du Conseil général (1873-1878), et contiendra plus spécialement l'histoire de la Fédération jurassienne.

Nous rappelons que l'administration des *Temps Nouveaux* est en mesure d'offrir cet ouvrage à ceux de ses lecteurs qui voudront souscrire, au prix de *quatre francs* le volume (au lieu de 4 fr. 50), rendu franco à domicile.

Nous les prions instamment de nous faire parvenir le montant du volume à paraître, s'ils veulent profiter des conditions, et le recevoir sitôt son apparition.

Il ne sera pas pris de remboursement. Cela nous complique trop le travail.

Que les souscripteurs veuillent donc bien en prendre note. Le volume, à son apparition, ne sera expédié qu'à ceux qui en auront envoyé le montant : soit 4 francs.

AUX CAMARADES

Nous leur rappelons que nous tenons des invendus à leur disposition. Un colis de 10 *kilos* (1 *fr.* 50) *contient* 300 *exemplaires environ.*

RÉIMPRESSION DE BROCHURES

A DISTRIBUER

L. C., à Lyon, 3 fr. 50. — P. H. K., à Bruxelles, 20 francs.

Les brochures sont à l'impression. Nous y avons ajouté *La Grève des électeurs*. Elles seront prêtes vers la fin de la semaine prochaine.

Les camarades qui ont souscrit sont priés d'envoyer le montant de leur commande.

LIVRE POUR ENFANTS

Je viens d'envoyer à l'impression un second volume de lecture pour enfants.

Escomptant l'adhésion des souscripteurs du premier, je risque l'aventure.

Ce nouveau volume se composera de :

Le legs de Maure. — *Le petit Chemin.* — *Congrès de philanthropes.* — *La Fourmi voyageuse*, parus dans notre supplément. Une nouvelle de William Morris : *Une leçon de roi*, publiée dans celui de la *Révolte*, et une demi-douzaine d'autres que les éclipses répétées du supplément nous ont empêchés de donner.

Le volume sera illustré, relié à l'anglaise tête dorée, comme le précédent, et vendu 3 fr. 50.

Aux souscripteurs qui m'enverront leur adhésion avant le 30 novembre, il sera livré à 2 fr. 50.

La souscription donnera droit à avoir, pour le même prix de 2 fr. 50, le premier volume qui est vendu 4 francs.

Je tiens les circulaires à la disposition des camarades qui voudraient les faire circuler.

J. GRAVE.

Petite Correspondance

K., à Lausanne. — Le volume, 1 fr. 50.

Henri, à ?, Etats-Unis. — Evidemment, c'est de la propagande à y faire. Et c'est ce que font divers camarades. Mais il est bon de démontrer les abus d'une institution qui, jusqu'ici, n'a tendu qu'à créer une bourgeoisie ouvrière.

A. I. A. du XXe. — La place nous manque pour insérer les ordres du jour.

Un lecteur, Marseille. — Ce sont des renseignements plus précis qu'il nous faudrait. Et puis, se plaindre ! A quoi cela avance-t-il ?

Osward, Paris. — Bonne volonté, mais insuffisant.

H. G., à Queue-du-Bois. — Je n'ai pas mis *Les Revenants* parce que j'avais oublié de les faire prendre. Mais je puis vous les avoir quand vous voudrez.

P. R., à Londres. — Cela pourrait aller comme manifeste à distribuer ; mais dans le journal il nous faut serrer la question de plus près.

J. S., à St-Imier. — Bon. Ça va bien.

J. G. de C., à Cadima-Lewede. — Envoyez-nous le montant des numéros.

E. P. — Reçu dessin. Merci. Bonne volonté, mais insuffisant.

Reçu pour les arrêtés : La 20e section de la Chambre syndicale des peintres, 5 fr. pour Malato.

Reçu pour le journal : Un camarade, par F., 1 fr. — A. D., 2 fr. — D., à Amiens, 1 fr. — V. de B., 0 fr. 50. — P., Nouvelle-Calédonie, 40 fr. — A. D., par C., 5 fr. — C. A., 4 fr. — Merci à tous.

V., à Montmorency. — H., à Digne. — A. S., à Arsimont. — P. M., à Aigues-Mortes. — L. D., à Germantown. — M., à Oakland. — M., à Bruxelles. — T. L., à Verviers. — S., à Neuchâtel. — A. S., à Londres. — E. L. — A. B., à Cherbourg. — G. L., à Saint-Pierre. — O. K., à Genève. — F. de L., à Eeckeren. — M., à Torchefilon. — N. S., à Choumla. — J. B., à Saint-Junien. — D., à Reilhanette. — B., à Alleins. — C. F., à Epernay. — F. N., à Vatan. — F. C., à Cenou. — C., à Repas. — A. H., à Béziers. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente
à **Firminy**
chez Fayolle, libraire, rue Nationale.

On y trouve également : cartes postales, chansons et brochures de propagande.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie CHAPONET (JEAN CUSSAC), rue Bleue, 7, Paris.

11e ANNÉE. — N° 24. 14 OCTOBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . . . 6 »
Six Mois . . . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . . . 8 »
Six Mois . . . . . . 4 »
Trois Mois . . . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la page 8 le dessin de Jossot.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Pas de supplément cette semaine.

Les deux Classes

Il est « brutal », effectivement, le livre que M. Ferdinand Buisson présentait l'autre jour aux paisibles lecteurs du *Radical*. Il s'intitule *les Classes sociales*, et son auteur, le professeur Niceforo, de Bruxelles, n'a fait que consigner en lui, avec la précision mathématique et froide du statisticien, le résultat d'enquêtes d'anthropologie.

Ce livre est brutal. Il est fait pour ébranler plus d'une quiétude, troubler plus d'un optimisme. Oui, il contraindra à bien des doutes sur la valeur d'un système social qui, par les tortures combinées du travail et de la misère, livre la moitié de l'humanité à la dégradation physique, et menace de frapper à la longue toute l'espèce, en épuisant la sève humaine.

Pour ce qui est de nous, révolutionnaires et anarchistes, nous n'avions pas attendu, certes, le professeur Niceforo pour apercevoir qu'il est deux classes sociales que la propriété sépare, et que l'égalité civile célébrée par l'apologétique bourgeoise n'est qu'un mensonge officiel. Le socialisme tout entier est issu de cette observation.

Mais la réalité de classes sociales absolument distinctes, et particulièrement d'une classe ouvrière, n'avait été établie jusqu'ici que par des économistes. C'est en économistes que nos amis Pelloutier écrivirent naguère *la Vie ouvrière en France*, ce beau livre substantiel et tragique. Nul encore ne s'était inquiété de connaître si, seules, des différences économiques séparent les riches et les pauvres, ou si d'autres différences, physiques, psychiques et morales, ne s'accusent pas également entre eux. Et pourtant, de même qu'il y avait deux économies sociales, celle du riche et celle du pauvre, pourquoi n'y aurait-il pas eu deux physiologies humaines, deux psychologies, deux morales?

C'est dans cette pensée que M. Niceforo entreprit ses enquêtes. Selon les plus récentes méthodes de l'anthropométrie, il examina 3.147 enfants de sept à quatorze ans, répartis en deux groupes: *enfants d'ouvriers* (« maçons, journaliers, ouvriers des industries ou des transports, petits métiers manuels ») et *enfants de parents aisés* (« rentiers, professions libérales, employés, commerçants ») et, de constatation en constatation, il lui fallut bien à la fin conclure qu'il existe entre le riche et le pauvre des différences plus essentielles et plus profondes que celles que la richesse crée : des différences de sang, des différences de race!

— « Pour la taille, résume Buisson, l'enfant riche est *toujours* plus grand que le pauvre (à quatorze ans, l'un atteint 150 centimètres, l'autre 146).

« Pour le poids, mêmes résultats à toutes les années (garçons de quatorze ans, par exemple : 40 k. 5 chez les riches, 37,8 chez les pauvres; filles : 44,9 contre 41,7).

« Pour le périmètre du thorax : 69,6 contre 66,6. Pour la puissance de respiration : 7,1 contre 6,5. Pour la force musculaire : 24,8 contre 23,3. Je m'arrête, non sans citer pourtant l'ingénieuse mesure de la résistance à la fatigue. A la première série de dix coups, au dynamomètre, la différence entre les deux enfants est insignifiante. A la dixième série, elle est de 12 à 7 : le petit pauvre n'a pas de réserves; il est vite épuisé.

« Mêmes observations d'une accablante uniformité, qu'il s'agisse de la force du corps, de la capacité crânienne, de la sensibilité tactile ou de tout autre caractère physique dans l'un et dans l'autre sexe. *Le doute est impossible : il y a deux races!*

« Notre savant, en ajoutant à ses propres travaux les résultats des diverses grandes statistiques déjà publiées, nous met froidement en face d'un fait non pas moral et social, mais anthropologique : l'infériorité physique de cette partie de l'humanité qu'il appelle *les classes pauvres*. C'est le titre de son livre. Il avait donc raison : en pleine civilisation, en pleine démocratie, les pauvres forment, aux yeux du naturaliste, une subdivision de la race spécifiquement anémiée et déprimée. »

Comment s'explique un tel état d'affaiblissement, de dégénérescence? C'est avec des chiffres encore, empruntés à des enquêtes d'hygiénistes et d'économistes européens, qu'il nous est répondu, — des chiffres dont la voix implacable dresse contre le régime de terribles réquisitoires. Ce qu'elle accuse, c'est l'usine capitaliste, l'usine homicide où, dans la fumée, la flamme et la poussière, des hommes, des enfants, des femmes, tout un peuple de prolétaires, s'abîment de travail; les bas salaires et les longs chômages, la nourriture insuffisante et malsaine, les taudis surpeuplés, le mauvais vin des assommoirs et le mauvais amour des bouges; c'est la trinité meurtrière des pauvres, l'alcoolisme, la syphilis et la tuberculose.

Parlons franc : c'est l'organisation capitaliste, fondée sur la propriété et garantie par la loi qu'incriminent ces chiffres. Et par delà l'exploitation, ce sont les exploiteurs, la grande bourgeoisie industrielle et financière et la petite bourgeoisie accroupie dans ses boutiques, l'une vivant du travail, l'autre du travailleur.

L'ignorance du prolétariat, son infériorité devant le savoir, que compte-t-elle auprès de cette infériorité constitutionnelle, de cette inégalité des muscles, de la chair et du sang qui l'excepte de la physiologie normale et fait de lui, non seulement une classe distincte de la société, mais une race arriérée et dégénérée de l'espèce?

Voilà donc ce que dit l'anthropologie et ce qu'après elle répète Ferdinand Buisson. La force des préjugés a dû céder, chez ce démocrate philosophe, à la force de la démonstration scientifique. Combien il nous plaît de l'entendre dire :

« Nous pouvons l'oublier, cette inégalité fondamentale et contre nature. Mais quand on nous la fait apparaître à la lumière crue de documents purement scientifiques, que faire? Plus d'illusion possible. *Il faut choisir : ou décider qu'il n'y a qu'à laisser les choses ainsi, ou décider qu'il faut que cela change.* »

Mais comment? Là est le problème. Comment M. Buisson entend-il abolir l'inégalité sociale? Sera-ce par l'expropriation révolutionnaire de la bourgeoisie spoliatrice? Sera-ce par l'action législative?

L'expropriation! La révolution! Halte-là! M. Buisson est un homme d'ordre et de légalité; le haut fonctionnaire qu'il fut jadis et dont l'empreinte demeure en lui, proteste con-

tre l'anarchisme évident de ces méthodes violentes. Et c'est, uniquement, du « développement progressif et rapide de la démocratie » qu'il attend la cessation de l'iniquité; c'est de « l'organisation du prolétariat pour la conquête du pouvoir par les deux tout-puissants instruments de pression ou plutôt d'émancipation qu'il a en main : le syndicat et le bulletin de vote ».

Des mots! Certes, nous n'ignorons pas que ce sont les mots mêmes — la constatation est assez piquante — dont se sert aujourd'hui le parti socialiste. Mais il n'y a là qu'une preuve de plus que l'entente est à la fois possible et prochaine entre les démocrates bourgeois et les démocrates socialistes — contre la révolution.

La démocratie, ou, comme dit Buisson, le développement progressif et rapide de la démocratie ne peut rien, absolument rien, contre le régime des classes sociales. Les classes sont antérieures et supérieures à la fois à la démocratie; ce sont, dans la société, des formes extra-légales et c'est bien en vain qu'on invoque contre elles les foudres de la loi. Tant hardie qu'on la suppose, l'action législative est loin, en effet, de posséder la souveraine puissance que l'idéalisme des législateurs et des juristes lui prête si volontiers. Elle se meut au sein du privilège économique et dans sa dépendance, et ne saurait se retourner contre lui. La propriété bourgeoise est au-dessus de la loi, au-dessus de l'État, et jamais les oligarchies possédantes ne permettront à la loi et à l'État de sortir de leur sphère et de se montrer franchement subversifs. Il a fallu faire jadis une révolution violente pour mettre fin au privilège politique des minorités censitaires. Quelle révolution plus violente encore, parce que plus radicale et plus profonde, ne faudra-t-il pas faire pour en finir avec le privilège économique de propriété, sur quoi s'édifie l'ordre social tout entier? Mais la révolution, ce n'est pas la loi; — c'est même tout le contraire; c'est l'insurrection, c'est la force, « accoucheuse » des sociétés qui veulent naître, la force qui seule fait et peut défaire le droit!

Démocratie, République, Légalité! Des mots, des mots, des mots! Et nous ne croyons plus à leur pouvoir magique. Nous déclarons la lutte de classe, l'éternelle lutte de l'opprimé contre les tyrans, et nous ne voulons croire qu'à la nécessité de devenir forts — pour lutter et pour vaincre.

La lutte de classe est le moyen décisif de tuer le régime des classes. Sans doute, elle existe depuis toujours. Mais ce n'est que d'hier qu'elle a pris conscience d'elle-même, de la grandeur de son effort et de son idéal : l'expropriation de la bourgeoisie et l'organisation du communisme libre.

Sur notre conception de la lutte de classe, c'est un article entier qu'il faudrait écrire. J'indiquerai sobrement ici que nous la concevons à la fois comme une lutte *économique et politique*, dirigée tout ensemble contre la propriété et contre l'autorité. Nous la voulons *directe*, conformément au principe que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Et nous ne pensons pas enfin qu'elle doive n'être qu'un mouvement de masses et se restreindre aux manifestations purement collectives, comme l'entendent les socialistes révolutionnaires et les syndicalistes. Il est des actes individuels, des initiatives isolées, qui relèvent, qu'on l'accepte ou non, de la lutte de classe et qui, non moins que l'action collective du syndicat ou du comité de grève, préparent hardiment, librement, la révolution future.

— Mais comme nous voilà loin des thérapeutiques légalitaires et du pacifisme attendri de M. Ferdinand Buisson!

AMÉDÉE DUNOIS.

Notre prochain dessin sera signé : TH. VAN RYSSELBERGHE.

QUELQUES LETTRES

Mon article sur les Employés et la lettre du camarade Maucherat ont suscité un certain nombre de réponses qui prouvent qu'un mouvement tout au moins de mécontentement agite cette catégorie de travailleurs qu'on pouvait croire fermés à l'idée de révolte.

Je crois utile, à ce point de vue, de publier intégralement la lettre suivante :

Je réponds à l'appel du camarade Michel Petit, et si je ne réfute pas les arguments du camarade Maucherat, je veux lui montrer que tout n'est pas perdu.

Le camarade Maucherat a certainement raison lorsqu'il dit que c'est une bien vilaine denrée que celle des employés de commerce; cependant qu'il me permette de lui faire observer qu'il est quelque peu pessimiste, quand il dit qu'il est difficile de faire entrer quelques idées de justice chez l'employé.

Je crois, quant à moi, que le milieu étant neuf de toute propagande sérieuse, si celle-ci était faite d'une façon active, par ceux qui, comme le camarade Maucherat, sont débarrassés de préjugés, cette propagande porterait sûrement des fruits; en effet, son cerveau un peu moins fruste que celui de ses camarades ouvriers permet à l'employé de s'assimiler plus facilement les théories libertaires et de se rendre mieux compte de l'incompatibilité de l'association entre le capital et le travail.

Le camarade Maucherat touche le point capital, lorsqu'il parle de l'éducation, c'est une éducation servile que reçoit l'employé; en pourrait-il être autrement? son rapprochement constant avec le patron; sa part (bien infime) dans les bénéfices, et par-dessus tout, la défiance que lui font sentir ses camarades ouvriers, mettent obstacle à son émancipation morale; mais faut-il, pour cela, lâcher tout, laisser les choses aller leur petit bonhomme de chemin? Non, il ne le faut pas; je ne sache pas qu'on fasse la révolution en se croisant les bras : eh bien! ici, il en est de même. Que les militants convaincus, que ceux qui croient à une vie moins amère, lorsqu'on voudra s'en donner la peine, que ceux-là travaillent à ouvrir les cerveaux de leurs camarades.

Il existe des syndicats d'employés, je le sais; ils ne sont pas fameux, les discussions qui s'y engagent, sont plutôt distrayantes qu'intéressantes; il importe à nous de jeter la pierre dans la mare aux grenouilles. Oh! je sais bien que nous ne serons pas entendus dès les débuts, (j'en sais quelque chose), mais à force d'énergie nous finirons bien par nous faire entendre.

Je le répète, l'employé n'est pas réfractaire à l'association, au contraire! et si jusqu'alors il est resté indifférent à la question sociale, il n'en est plus de même aujourd'hui, sa mentalité se modifie, il commence à s'apercevoir que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes : sachons en profiter.

K. LICOT.

Un autre de nos correspondants qui signe E.C. nous adresse sur les causes premières de la condition actuelle des employés de commerce une longue lettre que le manque de place nous empêche de publier en entier. Lui aussi préconise l'union des employés aux ouvriers dans la lutte contre le capital.

« Au jour du branle-bas social, les employés se grouperont-ils sous les plis du drapeau de la Révolution?... Il n'y a qu'un chien pour garder le troupeau; il n'y a que quelques individus ayant intérêt à défendre les intérêts de la maison qui les emploie. A côté d'eux travaille le formidable bataillon des employés, des paperassiers dont les émoluments sont à peine suffisants pour qu'ils ne meurent pas de faim. Ceux-là se fichent du chiffre d'affaires, de la clientèle, et rêvent, dans leur sombre boîte, à des revanches futures. Ceux-là sont décidés à tendre une main fraternelle à leurs compagnons ouvriers. Nous, les comptables, nous sommes avec vous, ouvriers. Nous subissons les mêmes vexations que vous et, comme vous, nous ployons sous la même tyrannie du capital; nous rêvons vos rêves! »

Je ne doute pas qu'il n'y ait un certain nombre d'employés instruits, éclairés, clairvoyants et décidés à la lutte, comme nos correspondants.

Mais à côté de ceux-là, combien d'autres ressemblent à ceux dont on nous envoie les portraits?

Sous le titre d'« Un petit fonctionnaire », le camarade Leifort nous fait la monographie d'un postier dont voici quelques traits.

« Son principal acte de civisme a été de se faire recevoir franc-maçon, et il semble que par le fait de son initiation, il ait reçu la science infuse. Il connaît tout, il cause de tout et lorsqu'il émet un avis, ses auditeurs peuvent s'attendre à un jugement en dernier ressort.

« Il déclare, sans sourire, que ceux qui émettent une idée adverse, le font par simple esprit de contradiction et pour le faire mettre en colère.

« Il a un caractère irritable, emporté, et, comme sa force musculaire dépasse de beaucoup sa dialectique, ses poings viennent vous indiquer qu'il saura les utiliser, à défaut d'arguments.

« C'est un jouisseur qui fait la noce en aspirant, pour mieux jouir, après une grosse dot.

« Il a des prétentions à l'élégance et s'habille chez le bon faiseur, tout en faisant preuve du plus parfait mauvais goût. Il se donne avec orgueil l'air d'un souteneur. Mais il n'est pas brave et tremble, quand il est seul, malgré son nerf de bœuf et son couteau à virole. Il a du succès auprès des femmes de brasserie et des prostituées de bas étage et affectionne les conversations ordurières. Il fait sonner haut les menus services qu'il rend et oublie tous ceux qu'il sollicite. Il emprunte régulièrement dès le 15 du mois, n'étant pas assez grand garçon pour régler son budget avec des appointements de 220 francs par mois. Quand il lit, c'est la *Culotte Rouge* ou autres pornographies.

« Un homme de cette valeur ne peut être que soumis vis-à-vis de ses chefs; aussi le voit-on flatter leurs manies et leurs défauts. Il est malléable au dernier point et indifférent aux injustices qui ne le visent pas. »

Les fonctionnaires de cette espèce ne sont pas rares, mais sont surtout nombreux ceux qui se croient supérieurs aux ouvriers parce qu'ils ont subi un examen.

— Autre portrait tracé par H. Lavial, préparateur en pharmacie :

« Peut-on trouver un type social plus extraordinaire que l'ex-potard, être hybride se maintenant par des prodiges d'équilibre sur des milieux différents? Méconnu par la loi, accepté de la clientèle, voyez-le au fond de l'officine puante, triturant de nauséabondes mixtures, commentant doctement l'ordonnance au client timoré, décrétant ici un purgatif, ordonnant plus loin un dépuratif et passant d'une minute à l'autre aux occupations les plus opposées, car il n'est pas seulement un employé chargé de manutentionner des produits divers, il est aussi un ouvrier chargé de transformer des matières premières en produits commerciaux, et, en plus de cela, il a un petit rôle quasi-sacerdotal consistant à soulager mille petites misères de l'humanité souffrante. Je n'oublierai pas que dans les petites officines il tient la comptabilité, fait les achats et s'occupe de mille détails afin de soulager le patron et ainsi de « l'avoir moins sur le dos ». Ajoutez à tout ceci une responsabilité demandant une vigilance de chaque instant et vous aurez peine à croire combien il est mal payé en échange d'une moyenne de quatorze heures de travail, sans compter bien souvent l'assujettissement au service de nuit. Je ne parle pas des mauvaises conditions d'hygiène dans lesquelles sont les élèves couchés ou nourris à l'officine. Voilà bien le type de l'aveuli, de l'embourgeoisé parmi tous les salariés; heureusement qu'un mouvement syndical se dessine et pousse les quelques qui viennent à lui à abandonner leur sot orgueil pour revendiquer

les lois ouvrières sous le titre de « préparateurs en pharmacie », en attendant qu'une évolution plus consciente, due aux efforts individuels, les amène à œuvrer pour l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes ! »

Un instituteur nous cite des chiffre très suggestifs sur les énormes bénéfices que se font quelques gros directeurs, tandis que les adjoints chargés de toute la besogne gagnent à peine de quoi vivre.

« Certain directeur d'école primaire supérieure touche, en outre d'un traitement fixe de 4.000 francs, *22.000 francs* par an (2.200 francs par mois), gagnés sur ses pensionnaires, c'est-à-dire volés sur les pauvres bourses des parents qui font des sacrifices pour l'instruction de leurs enfants... et sur la santé des enfants. »

J'ai déjà entendu parler du directeur dont il s'agit et on m'a affirmé qu'il arrivait au chiffre de 40.000 francs de bénéfices nets par an.

Il n'en manque pas qui suivent ses traces, à une moindre allure.

« Et tous ces potentats ont la même histoire. Pleins de zèle et d'ardeur étant jeunes et pauvres, ils sont paresseux, hautains et méprisants, quand ils sont parvenus au poste envié. »

Comment ne pas voir, après de tels exemples, qu'il y a dans le corps des instituteurs deux groupes bien distincts : les gros directeurs qui, en fait, sont des patrons, des exploiteurs, et les instituteurs, dits adjoints, qui sont des employés, des exploités.

L'union doit se faire entre les seconds qui sont le nombre, contre les premiers qui ne sont que quelques rares privilégiés, et, dans les syndicats qui commencent à indiquer les velléités d'émancipation des jeunes, une des premières réformes à faire aboutir est la suppression des grosses prébendes, des internats et des directeurs d'école, d'abord dans leurs fonctions, puis, quand le public y sera préparé, dans leur titre même.

— Un camarade profite de son immobilisation forcée à l'hopital, à la suite d'un accident de travail, pour nous adresser quelques réflexions très judicieuses.

Il signale la répulsion que la presse bourgeoise a fait naître dans l'esprit des travailleurs contre tous leurs compagnons anarchistes, et la difficulté de se faire écouter et comprendre.

« J'ai eu moins de déceptions, dit-il, avec certains bourgeois qu'avec les ouvriers. »

C'est vrai ; mais les bourgeois écoutent, comprennent, se disent même volontiers anarchistes...en petit comité,mais continuent à vivre et à agir en bourgeois.

Notre camarade nous indique encore tout le tort que fait le sport au mouvement de revendications sociales. Il a tout à fait raison; mais plus que le jeu de boules ou que la bicyclette qu'il incrimine, les paris aux courses accaparent toute l'attention d'une notable portion du prolétariat manuel et intellectuel. C'est le courant qui dérive vers l'appât d'un gain immédiat une foule de gens qui pourraient assurer l'amélioration de leur sort, en unissant toutes leurs forces dans la lutte contre le capital.Qu'y faire ?

Notre correspondant nous suggère son moyen : « pénétrer dans les réunions sportives, et peu à peu, par des conversations, des conférences amicales, montrer aux jeunes gens l'inanité de leurs drapeaux, bannières et insignes et en faire des révolutionnaires militants, en imitant ainsi la conduite des religieux dans les cercles catholiques ».

Certainement, toute occasion est bonne de modifier le milieu dans lequel on peut pénétrer et se faire entendre. Nous ne demandons qu'à faciliter la tâche des propagandistes par l'envoi de brochures, qui sont à si bon marché.

Pour ma part, j'ai réussi, dans mon passage à l'hôpital et au service militaire, à éclairer quelques personnes. Chacun de nous doit et peut en faire autant.

Enfin, chaque jour viennent au journal des lettres de personnes, appartenant à toutes les classes sociales, et qui déclarent qu'aucune publication ne présente pour elles autant d'intérêt que les *Temps Nouveaux*,que là seulement on dit tout ce qu'on pense sans restriction, sans intérêt. Il faudrait seulement que beaucoup de gens puissent une fois y jeter les yeux. Pour cela,je vois un moyen simple : que tout lecteur, tout abonné qui peut se permettre cette dépense, achète plusieurs numéros chaque semaine et les oublie en chemin de fer, chez le coiffeur, dans n'importe quel lieu fréquenté du public. Il se trouvera parmi les lecteurs de rencontre, quelques gens pour lesquels ce sera une révélation, et ainsi grossira le noyau de nos lecteurs, et des propagandistes des idées anarchistes.

Michel Petit.

DE-CI, DE-LA

Puffisme.

Le Congrès de la tuberculose au gala du Châtelet. — « Ce qui fut l'honneur de ce gala, c'est que, au milieu des divertissements les plus séduisants, ceux-là même qui s'amusaient en gens bien portants n'ont pas oublié les misérables qui agonisent sur des lits de souffrance.

« Par une innovation heureuse, M. le professeur Landouzy, au moment où le rideau se relevait après la première partie du spectacle, a pris la parole et, debout au-devant de la loge de face, a prononcé une allocution toute vibrante d'affection humaine pour ceux qui souffrent et d'espoir en la science réparatrice des malheurs immérités.

« Il a adjuré tous les membres du congrès, tous les spectateurs, depuis les savants assoupis en leur rêve jusqu'aux femmes et aux jeunes filles avides de bonté, d'unir leurs dévouements en un même effort, sous lequel finira par tomber l'odieux fléau qui s'abat sur la misère. L'heure est proche, d'ailleurs, où la science et l'hygiène triompheront de la tuberculose, et c'est au concours de la presse que M. le professeur Landouzy, parlant au nom du président du congrès, a fait appel. »

(*Le Matin*, du 5 octobre.)

Nouveaux Dialogues des Morts

Suite et fin (1)

Kondratenko. — De même qu'il arrive au bien de donner naissance au mal, on a vu du mal le bien sortir. C'est sur un sol détrempé par le sang des guerres que, souvent, le progrès a fait ses plus grands pas. Je ne serais point embarrassé de vous citer des exemples d'expéditions militaires qui ont eu des résultats pacifiques que ceux-là qui les entreprirent n'attendaient, sans doute, pas d'elles. Telles les croisades et les guerres d'Italie. Les nombreuses invasions de l'histoire furent pareilles au flux et au reflux des mers. Sur les terres qu'elles avaient un moment couvertes, elles déposèrent en se retirant et elles emportèrent l'équivalent de ce qu'elles laissaient. Ainsi elles réalisèrent un échange et une combinaison de civilisations et de races. En leur aventureuse activité, elles hâtèrent de plusieurs siècles, souvent, les rapprochements et les rapports féconds des peuples les plus éloignés, car je ne nie pas que ces rapprochements n'eussent eu lieu fatalement un jour. Mais la vie humaine n'est pas moins courte que la vie de l'homme et c'est toujours un bonheur quand nous économisons du temps, quand un hasard ou un accident nous procure ce que nous demandions à de longs et patients efforts de nous donner.

Archimède. — Permettez-moi de vous déclarer que ce raisonnement est spécieux. Il interprète faussement la vérité.

Où trouvez-vous trace d'un conquérant avec une armée qui ait montré le chemin à l'extension du progrès? Des expéditions militaires ne sont pas des explorations. Elles ne prennent pas l'initiative de la découverte. Elles laissent de plus hardis qu'elles affronter le péril de sonder l'inconnu. Un Christophe Colomb s'embarque, revient dire ce qu'il a vu et, pour s'emparer des pays nouveaux qu'il décrit, un Fernand Cortez rassemble avec bruit, autour de son panache, tout ce qu'il peut trouver d'ambitions et de cupidités. Les armées suivent les voyageurs comme les corbeaux suivent les armées, pour fondre sur une proie.

Si, comme vous le dites, les guerres lointaines eurent des résultats profitables à la civilisation, est-il juste de les leur attribuer ? Elles établirent de peuple à peuple des relations, mais ce furent des relations de haines qui retardèrent dans leur développement les rapports pacifiques de ces peuples.

Kondratenko. — Soit. Mais quand ces rapports commenceraient par être ceux de la bonne intelligence, ils n'engendreraient pas moins, tôt ou tard, des discordes. C'est difficilement que d'homme à homme, des intérêts se traitent sur un pied d'égalité ; à plus forte raison, de nation à nation, faut-il, à la fin, que les uns l'emportent sur les autres. Le bien et le mal sont en nous de toute éternité. Nous ne saurions être entièrement bons ou entièrement mauvais. Tour à tour, nous agissons selon nos vertus et selon nos vices, de telle sorte qu'au demeurant un certain équilibre se maintient qui permet à notre vieux monde de continuer à fonctionner. A plus de deux mille ans de distance, nous retrouvons des empires et des républiques ; de longs sièges et de grandes tueries. J'ai subi dans Port-Arthur les assauts d'un peuple qui, par l'orgueil et l'enthousiasme belliqueux, l'abnégation et le mépris de la mort, la confiance en la victoire et la persévérance, ressemble singulièrement aux Romains contre lesquels vous défendîtes Syracuse.

Entre votre trépas et le mien, survenus dans des circonstances pareilles, les événements historiques qui se sont produits doivent-ils être enregistrés comme des succès à l'actif du bien ou du mal, alors qu'on voit aujourd'hui, avec plus de fureur encore qu'autrefois, les hommes s'entr'égorger? Nos collisions d'armées ne sont-elles pas plus énormes et plus meurtrières que ne l'étaient les vôtres ?

Archimède. — Quelque rudimentaires que vous paraissent les engins que nos militaires employaient,ils ne faisaient pas moins de ravages que ceux dont vous vous servez. Les systèmes de l'attaque et de la défense sont proportionnés ; ils se compensent. Comme jadis, à la vigueur et à la ruse des assaillants correspondaient, à valeur égale, l'énergie et l'industrie des assiégés ; actuellement, au perfectionnement des instruments de destruction de ceux qui attaquent, ceux qui sont attaqués opposent une organisation plus savante de résistance. Les tours roulantes dont mes contemporains se servaient pour incendier les abris de l'ennemi ; leurs béliers, leurs onagres, leurs pierriers ; ces longues javelines qu'ils enduisaient de filasse et de poix et qu'ils lançaient enflammées, au moyen d'arbalètes géantes ; leurs balistes et leurs catapultes — que sais-je encore ! — tout cela constituait un matériel guerrier aussi épouvantable pour nous que le vôtre, en dépit de ses perfectionnements, l'est pour vous. Il tombait autant, sinon plus, de malheureux dans nos mêlées que dans vos duels lointains d'artillerie.

(1) Voir les numéros 23.

Annibal tua 30.000 Romains à la Trébie et 70.000 à Cannes. Gélon, roi de Syracuse, fit mieux ou pire encore ; en 480 avant l'ère chrétienne, il battit l'illustre Carthaginois Hamilcar à Himère, en lui infligeant des pertes qui s'élevèrent à 150.000 hommes ! Parlerez-vous de votre combat de Moukden, après cela ? Quand, dans sa note de félicitations à cet amiral Togo qui anéantit votre flotte dans le détroit de Corée, le Mikado appelle sa victoire « un exploit sans précédent » il commet une exagération comme en peut seul provoquer l'orgueil. A la bataille navale de Lipara, en 258, 350 galères carthaginoises, à sept rangs de rames, montées par 150.000 hommes, combattirent 330 galères romaines qui portaient 40.000 hommes. 94 galères carthaginoises furent prises ou coulées, 6.000 marins tués et 9.000 prisonniers. Enfin, votre siège de Port-Arthur est-il comparable en atrocité à celui de Carthage où, de ses 700.000 citoyens, 100.000, à peine, échappèrent au massacre ?

Kondratenko. — Si les effets de nos armes ne sont pas plus meurtriers que ne l'étaient ceux des vôtres, les progrès que nous avons réalisés dans l'art de la guerre témoignent bien qu'il n'y a rien de changé dans l'esprit et le cœur des hommes. On peut dire, au contraire, que, plutôt que de s'atténuer, la sauvagerie de leurs préoccupations a augmenté en se raffinant...

Archimède. — Je ne suis pas d'accord avec vous pour conclure que les perfectionnements de vos armements témoignent d'une aggravation des instincts criminels de l'humanité. J'y vois une preuve du développement de votre intelligence et de votre ingéniosité et, seulement, un mésemploi de vos acquisitions scientifiques. En comparaison des nôtres, vos armes sont matériellement plus redoutables, mais elles ne sont pas pires, moralement parlant. Elles le sont moins, je dirai même. Le barbare qui taillait lui-même son silex, ébréchait son épée pour rendre ses blessures plus grièves, était autrement cruel que vous ; son intention était plus sauvage que la vôtre. Vous ne cherchez qu'à mettre hors de combat le plus possible de vos adversaires, il ajoutait à cette préoccupation celle de l'horreur du mal qu'il causerait à ses ennemis. Vous êtes plus habiles qu'il n'était ; vous êtes passés maîtres où il n'était encore qu'écolier, mais vous n'avez pas sa férocité. Il y a moins de vous dans vos ustensiles de guerre qu'il n'y avait de lui, dans les siens.

Comprenez-moi. Aujourd'hui, des industriels fabriquent des baïonnettes comme des couteaux à dessert ; jadis, le guerrier affûtait son glaive comme l'artiste crée une œuvre. L'homme s'armait individuellement; maintenant c'est l'Etat qui l'arme. Il combattait avec un outil dont il était, sinon toujours, l'auteur, du moins le propriétaire. Aujourd'hui, celui qui invente ou qui fabrique un fusil, celui à qui il appartient et celui qui s'en sert sont trois. L'Etat appelait des hommes équipés pour combattre, autrefois ; actuellement il les équipe, les fait combattre et quand ils ont combattu, il les rend à la vie civile en les dépouillant de leurs attributs militaires. En monopolisant l'armée, l'Etat a amoindri l'esprit guerrier. Il a retiré aux individus le droit d'être belliqueux sans son autorisation et son contrôle et ce sont des citoyens paisibles qui composent les nations les plus formidablement armées. Il y a là une anomalie criante, due à la passivité, à la paresse et à la lâcheté morales des hommes ; mais dans un temps plus ou moins éloigné il faudra bien qu'ils prennent conscience de leur personnalité et qu'ils se rendent compte de l'absurdité de la soumission de leurs intérêts pacifiques à une abstraction guerrière. Déjà, pour se justifier, vis-à-vis de leur raison, du sang qui rougit leurs mains, ils ont besoin de croire aux grands mots de Patrie, de Défense nationale, de marche en avant de la civilisation dont l'Etat les leurre. Ils admettent de donner à leurs projectiles la paradoxale qualification d'humanitaires.

Attendez un peu et bientôt ils comprendront qu'il est impossible de concevoir l'idée de patrie en dehors et en opposition avec l'idée d'humanité. Ils se convaincront qu'il n'y a pas de meilleure façon d'honorer sa patrie que de respecter celles des autres...

Kondratenko. — Sans doute, mais en attendant que les nations aient, les unes pour les autres, un respect mutuel, elles sont sages de se garantir de toute violation de leur territoire en entretenant une paix armée : *Si vis pacem, para bellum.* Les gages de cordialité des peuples ne sont pas encore assez formels pour nous rassurer. Ce n'est pas quand nos voisins postent des sentinelles, fusil au pied, sur nos frontières, que nous devons briser nos épées. Plus un pays est fort, moins il a à craindre une agression de ses voisins.

Archimède. — Et quelle nation me citerez-vous dans l'histoire que sa réputation de puissance militaire ait préservée des guerres et des invasions? Jamais la France n'a eu tant d'adversaires à combattre que quand elle dominait l'Europe, et si demain un grand conflit se déchaîne dans le vieux continent, ce seront les armements colossaux de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre qui le provoqueront.

Kondratenko. — Si jamais l'aspect menaçant des forces d'un pays ne le préserva d'une agression, sa puissance lui permit du moins d'en supporter le choc.

Archimède. — Cela est fort bien dit ; mais ne serait-il pas plus simple d'éviter de donner de l'inquiétude à ses voisins que de les pousser par son attitude provocante à se liguer, quitte à triompher ensuite de leur coalition ? Soyez, du reste, persuadé, qu'un jour ou l'autre, la nation qui dispose d'une force armée permanente, ne peut faire autrement que de l'employer dans des expéditions qu'elle croit devoir lui profiter. Les peuples qui entretiennent une puissance militaire sont dans la situation de ces enfants auxquels on laisse imprudemment des armes dans les mains. Il faut appréhender qu'ils se blessent ou blessent les autres et leur liberté court autant de risques que la tranquillité de leurs voisins.

Kondratenko. — Je ne vous contesterai point ce qu'il y a de vérité dans une telle remarque. Mais quand, encore, elle serait rigoureusement juste, quand vous démontreriez, par plus d'arguments logiques, la stupidité et l'inanité des crimes guerriers — crimes dont tout homme normal a, en dehors du raisonnement, l'instinctive horreur — vous ne sauriez proposer de moyen convenable d'anéantir le militarisme. Rien n'est plus incertain que les espérances de désarmement général de ces amis de la paix qu'on a entendus au récent Congrès de la Libre Pensée. Pour tout dire, la seule action sinon efficace, du moins rationnelle, qui soit actuellement permise aux pacifistes, est de chercher à établir des tribunaux d'arbitrage et de soumettre à des lois civiles, comme le désirait déjà Volney, le jugement des contestations internationales. Or, je ne vois pas que la solution des conflits des peuples doive absolument sortir de l'établissement de ces tribunaux, en admettant même que, dans un avenir indéterminable, ils fonctionnent avec sincérité... Je prendrai toujours, malgré moi, pour des momeries, les discussions de ces plénipotentiaires auxquels, en leur déférant l'honneur de les représenter, leurs gouvernements respectifs glisseront un ultimatum dans le dossier de leur plaidoirie...

Archimède. — Aussi bien, si je préconisais un moyen d'anéantir le militarisme, ce ne saurait en être un autre que celui de ces anarchistes que la rigueur de leurs déductions conduit à prêcher la grève des soldats et que, dans sa crainte qu'ils soient entendus par les sages, la société couvre de huées...

Tant que les citoyens des nations qui entretiennent des armées permanentes ne s'accorderont pas pour refuser ensemble de se soumettre à l'obligation du service militaire, toutes les calamités des guerres resteront à craindre.

Ce n'est pas assez, comme on a fait à ce congrès de la Libre Pensée dont vous parliez, de recommander aux jeunes gens l'insurrection en cas de conflit, il faut les amener à l'état de force morale nécessaire pour, en masse, ne pas accepter de jouer avec les fusils des gouvernements pendant la paix, avec ces fusils qu'ils déchargent trop souvent sur leurs frères — non pas, alors, seulement d'un pays voisin, — mais de leur cité même...

Soyez sûr que ces hommes combattraient, aux premiers ordres de leurs chefs, qui n'auraient attendu pour s'insurger contre eux que le signal du déchaînement d'une guerre. Disciplinés, courbés à l'obéissance extrême, ils marcheraient au canon, sous leur livrée, comme à une parade. C'est quand, au lieu de les fourbir, ils laisseront se rouiller les armes, en s'occupant à de nobles travaux, que les peuples pourront se croire vraiment à l'abri de la sinistre éventualité d'un entr'égorgement.

John L. Charpentier

MOUVEMENT SOCIAL

L'agitation antimilitariste. — Comme chaque année à pareille époque, un certain nombre de Bourses du Travail, de groupes révolutionnaires et l'Association internationale antimilitariste qui a été créée dans ce but, ont profité du départ de la classe pour rappeler leur devoir aux jeunes hommes qui partent au régiment.

Jamais peut-être plus que cette année, au lendemain des tueries de Limoges et de Longwy et des menaces de guerre que nous avons eues à propos du Maroc, jamais, dis-je, propagande ne s'est montrée plus justifiée, plus nécessaire.

C'est sans doute pour cela aussi que la répression a été si violente, grâce à la presse réactionnaire qui n'a pas cessé durant huit jours de dénoncer les antimilitaristes et les « *sans patrie* » assez osés pour recommander et rappeler à leurs camarades qu'en aucun cas ils ne doivent devenir les meurtriers de leurs frères au profit de la bourgeoisie.

C'est d'abord le journal *Le Temps* qui, le jour même où la *Voix du Peuple* paraissait, signalait à la justice les dessins et les articles qui n'avaient pas l'heur de plaire à ses rédacteurs. Dénonciations reprises du reste par toute la presse réactionnaire et libérale !!

Puis ce fut le tour de l'Association internationale antimilitariste. L'affiche qui devait être placardée à cette occasion a été saisie et toute la presse bourgeoise, voire même radicale, triomphe en annonçant que des poursuites sont engagées contre les signataires de l'affiche. De plus, plusieurs camarades ont été arrêtés pour avoir tenté de coller ces affiches.

Des mesures extraordinaires de police, renforcée par de la troupe, avaient été prises dimanche soir pour enrayer une manifestation projetée à la gare de l'Est, au départ des conscrits. Quelques camarades qui s'y étaient rendus et qui ont tenté de manifester ont également été arrêtés.

Mais ce n'est pas tout : des perquisitions et des arrestations ont été pratiquées dans un certain nombre de villes, Brest, Chartres, Toulon, Perpignan, Roubaix, Estagel, Lille, Nice, soit, paraît-il, dans plus de cinquante villes où l'Association antimilitariste possède des sections. On semble en haut lieu vouloir nous faire revivre les plus beaux jours de réaction et d'arbitraire de la période 1892-94.

A Cherbourg en particulier, une perquisition en règle a eu lieu à la *Bourse du Travail*, aussi chez un imprimeur et chez plusieurs militants. Tout l'appareil judiciaire a été mis en mouvement à propos d'une conférence donnée pour le départ de la classe.

A Paris comme à Marseille, la grande salle de la Bourse du Travail a été refusée à l'Union des syndicats, qui n'a pu y tenir la réunion annuelle qu'elle y avait donnée jusqu'à ce jour à pareille date, même sous les ministères les plus réactionnaires.

Quant à MM. les socialistes, à part quelques rares exceptions, ils se taisent et n'ont pas élevé jusqu'à

ce jour dans leurs journaux la plus timide protestation. Gérault-Richard en a même profité pour nous servir à nouveau son couplet patriotique. C'est la lâcheté dans ce qu'elle a de plus ignoble, à ce point que l'*Humanité* de dimanche cachait dans un filet de dix lignes dissimulé au milieu des faits-divers des incidents qui devraient cependant intéresser un parti prétendûment socialiste.

Mais si la presse réactionnaire a dénoncé la propagande antimilitariste, elle s'est abstenue de signaler les manifestations antimilitaristes des jeunes hommes que l'on a traînés ces jours-ci à la caserne.

Elle n'a pu cependant cacher ce fait caractéristique. Dimanche après-midi, au passage, en gare de Châlons-sur-Marne, du train spécial emmenant les conscrits, des groupes de ceux-ci ont chanté l'*Internationale*. Plusieurs conscrits ont injurié l'officier et les hommes de garde.

Le train a été arrêté en pleine marche et les conscrits qui remplissaient un compartiment ont été débarqués.

Le train ayant repris sa marche et un autre conscrit ayant proféré des injures contre l'armée, l'officier de garde a fait arrêter de nouveau le train et débarquer l'insulteur en pleine voie.

Ces conscrits ont été mis à la disposition de la place de Châlons-sur-Marne.

Ces faits, nous croyons le savoir, se sont répétés à plusieurs endroits et l'autorité n'a pas osé sévir par crainte qu'ils ne s'aggravent encore.

Cette répression, quoi qu'on fasse, ne servira à rien. Les exploités en ont assez d'être menés ainsi à la boucherie pour la défense de biens dont ils ne jouissent pas. Ce ne sont pas quelques mois de prison octroyés à quelques militants qui enrayeront la propagande antimilitariste.

Les Limoges et les Longwy se chargent au contraire de développer chaque jour plus profondément chez les travailleurs la haine du militarisme et de son cortège d'ignominies.

P. Delesalle.

❖ ❖

Imbécillité de la loi. — Dernièrement l'équipage du *Bagdad* fut frappé d'une amende pour contrebande dont on n'avait pu découvrir l'auteur. L'auteur de cette contrebande, M. Lebaut, raconte que, voyageant dans la Méditerranée sur le *Bagdad*, il avait acheté pour 20 francs de cigares, tabac, etc. De Grèce, il envoya une lettre à la douane de Marseille lui indiquant qu'à bord du *Bagdad* se trouvaient des objets de contrebande. A son arrivée à Marseille, on découvrit le tabac et l'équipage (pourquoi l'équipage plutôt que les passagers?) fut condamné à payer 373 francs d'amende. D'après la loi, le dénonciateur, M. Lebaut, avait droit à 104 francs.

Alors M. Lebaut s'est dénoncé et a dit qu'il avait fait cette expérience pour prouver qu'un fraudeur, en dénonçant la fraude, mais en se gardant bien de dire qu'il en est l'auteur, ferait un bénéfice bien plus considérable que s'il cherchait à vendre sa marchandise!

F. C.

⌘ ⌘

MONOGRAPHIE

Liège (Belgique).

Liège est une ville de 170.000 habitants, au confluent de la Meuse et de l'Ourthe.

Principales industries : l'exploitation des mines de charbon, la fonderie des métaux et la fabrication du zinc, la grosse et la petite mécanique, l'armurerie, la construction des cycles et automobiles. Près de 50.000 ouvriers sont occupés dans ces deux dernières branches.

Prix des denrées alimentaires, par kilo : le pain, 0 fr. 25, le beurre 2 fr. 70, la viande 2 fr. 40, le café 1 fr. 60; la pomme de terre vaut 10 à 15 fr. les 100 kilos. Les logements valent de 16 à 20 fr. par mois pour deux places (mais pour le moment ils se payent de 30 à 40 fr. à cause de l'Exposition).

Voici le salaire moyen des ouvriers par syndicats :

Union professionnelle des travailleurs du bois. — Menuisiers en bâtiment, 0 fr. 30 à 0 fr. 38, l'heure, douze heures par jour. Grosse ébénisterie; travail aux pièces, 25 fr. par semaine Ebénisterie de luxe, de 0 fr. 35 à 0 fr. 45 l'heure, douze heures par jour. Sculpteurs, travail en chambre comme petit patron; Tourneur en bois, 30 à 40 c. l'heure, douze heures par jour et plus. Chaisiers, travail aux pièces, 18 à 22 fr. par semaine. La fourniture de l'outillage et l'éclairage sont à la charge de l'ouvrier chaisier. Coût de l'outillage, 300 fr.; coût de l'éclairage, au pétrole, 2 à 4 fr., et au gaz, 12 fr. par an. L'Union compte 70 membres, dont 45 payants.

Le Syndicat des mouleurs a 50 membres. Les mouleurs en sable ont de 0 fr. 38 à 0 fr. 40 l'heure; les mouleurs en terre, de 0 fr. 45 à 0 fr. 50, et travaillent dix heures; les mouleurs en fonte malléable, de 0 fr. 50 à 0 fr. 60 l'heure, travaillant dix heures et plus.

Le Syndicat des mécaniciens compte 100 membres. Salaires moyens : grosse machinerie, 0 fr. 40 l'heure; machines-outils et mécanique de précision, 0 fr. 45 à 0 fr. 50 l'heure.

Le Syndicat des typographes a 250 membres. Salaire ordinaire, 0 fr. 40 l'heure, dix heures par jour; margeuses, 1 fr. 50 à 2 fr. par jour et huit jours de congé payés par an.

Le Syndicat des tailleurs de pierre et marbriers a 50 membres. Salaire moyen : ouvriers, 0 fr 40 à 0 fr. 50 l'heure; manœuvres, 0 fr. 35 l'heure, journée de dix heures, travail de nuit payé double. La fourniture de l'outillage et l'éclairage sont à leur charge.

Le Syndicat des mineurs a 250 membres: échelle des salaires ouvriers à la veine, 4 fr. 60; boiseliers, 3 fr. 90, pour neuf heures; raccommodeurs, 4 fr. 15; herscheurs, 3 fr. 50; gamins, 1 fr. 75, pour douze heures.

Le Syndicat des boulangers a 12 membres. L'ouvrier boulanger reçoit de 0 fr. 32 à 0 fr. 40 l'heure, et travaille de douze à quinze heures par jour; travaillant généralement chez de petits patrons, 60 francs par mois, nourris et logés.

Le Syndicat des bijoutiers a 12 membres; 0 fr. 40 à 0 fr. 50 l'heure, et dix heures de travail; métier très malsain à cause des acides; les ouvriers travaillent jusqu'à quinze dans des chambres très petites.

Tous ces syndicats sont formés en fédération neutre du travail.

Nous avons aussi le syndicat des colporteurs et camelots, sorte de comité de résistance aux tracasseries de la police, éditant un journal, *Le Camelot;* partage assez bien nos idées.

Les peintres en bâtiment ont 0 fr. 35 l'heure et font onze heures. Les maçons, 0 fr. 50 l'heure et leurs aides, 0 fr. 35.

Les armuriers gagnent 4 francs pour douze heures, mais travaillent généralement aux pièces à domicile; ils peuvent gagner alors de 6 à 7 francs par jour. Plusieurs maisons de serrurerie occupent 15 à 20 ouvriers à 0 fr. 32 l'heure. Nous avons aussi une fabrique de coton qui occupe 200 femmes recevant de 1 fr. 50 à 2 francs pour douze heures d'un travail exténuant.

Les logements ouvriers manquent totalement d'hygiène et de salubrité. Il n'est pas rare de voir sur un même palier deux ménages de 7 à 8 personnes chacun.

Ici l'action syndicale est à peu près nulle, malgré l'active propagande des camarades. Les syndicats sont accaparés par les politiciens qui s'en servent comme de tremplins électoraux. Ce qui règne ici, se sont les caisses de secours mutuels, de retraite, de chômage et même de réassurance. La majeure partie des ouvriers font partie de ces caisses; ils préfèrent donner là 1 fr. 50 par mois que de cotiser au syndicat.

Tout le monde se croit et se dit socialiste. En réalité, la majorité des ouvriers sont des paysans illettrés, des Flamands, pour la plupart, qui ne comprennent rien aux questions économiques, seules importantes pour les ouvriers conscients.

La Maison du Peuple et la Bourse du Travail ne fonctionnent pas; on y donne seulement des meetings en période d'élections.

Léon Plakain.

⌘ ⌘

MOUVEMENT OUVRIER

Quoi que la presse fasse le silence à peu près le plus complet, l'agitation gréviste n'en continue pas moins dans le bassin de Longwy. Ce n'est certes pas les quelques jaunes qu'à grand renfort de promesses l'on a réussi à attirer dans les usines, qui peuvent en assurer la marche.

Des réunions et des manifestations ont lieu chaque jour, et la police, pour s'entretenir la main, procède à quelques arrestations de grévistes qui sont immédiatement condamnés.

Les soupes communistes fonctionnent à la satisfaction de tous.

Les journaux socialistes ont enregistré avec fracas les quelques jours de consigne infligés par Berteaux sur la proposition de Maxence Roldes aux officiers qui ont commandé la charge où l'ouvrier Huart a trouvé la mort; mais ils ont omis de dire que le patronat a exigé des compensations. L'*Officiel* de ces jours derniers nous apprenait en effet que les gendarmes Perrier et Spouville étaient proposés pour la médaille militaire, et que les trois mouchards Ettlicher, Simonin et Saurel sont gratifiés d'une « médaille d'honneur ».

C'est le système des compensations qui doit calmer tout le monde.

La grève des ouvriers tisseurs de la vallée de la Meurthe n'a fait que s'étendre ces jours derniers.

Les ouvriers, qui sont plus de 3.000 en grève, revendiquent le droit d'assister au pesage et au métrage de la matière filée ainsi que des tissus rendus par eux ; la paye toutes les quinzaines, au lieu de tous les mois et aussi de six semaines quelquefois ; que des salaires fixes remplacent la rémunération par le système des primes à échelles.

Leur réclamation sur les salaires correspond à une augmentation générale de 10 0/0, dont le maximum est de 85 francs par mois, ce qui porterait à environ 8 francs de plus par mois leurs salaires qui seraient encore en dessous de près de 8 francs des salaires des tisseurs de coton du Nord.

Il nous faudrait des pages entières pour donner le détail des abus — on peut même dire des vols — dont se rendent coupables les exploiteurs pour rogner des salaires déjà plus qu'inférieurs, comme on peut en juger.

Les ouvriers exigent que ces pratiques honteuses prennent fin et ils ont grandement raison.

Les préparatifs d'une longue résistance se poursuivent avec activité; dix soupes communistes, nourrissant cinq mille bouches, ont été installées dans les trois communes.

Le Conseil fédéral de la Fédération nationale textile et les syndicats vosgiens font appel à la solidarité ouvrière.

Enfin, cinquante et un mécaniciens employés à l'usine ont abandonné le travail avec les tisseurs, donnant ainsi l'exemple d'une belle solidarité ouvrière. L'entretien des machines, les réparations, tout se trouve ainsi laissé en suspens. C'est une forte chance de succès pour la grève.

L'Etat est décidément l'exploiteur type, et il n'y a pour ainsi dire pas de semaine où l'on ne soit obligé de relever quelque grève dans les usines sous la dépendance de l'un ou l'autre ministère.

Cette fois ce sont les ouvriers de la Monnaie qui ont quitté le travail. Ils sont au nombre de 238; leurs revendications sont les suivantes :

Augmentation de 1 franc pour les fondeurs et recuiseurs; Minimum de salaire de 6 francs pour tous les ouvriers des ateliers; Minimum de salaire de 8 francs pour les mécaniciens et graveurs; Plus la réduction des heures de travail et quelques améliorations de détail.

Ils invoquent la diminution opérée sur le budget de 1905, qui a été de 40.000 francs, somme largement suffisante pour relever leurs salaires comme ils le demandent. Plusieurs entrevues ont eu lieu avec le ministre compétent mais n'ont pas apporté de solution.

L'Etat patron, rêve de quelques-uns de nos collectivistes, n'est décidément pas à souhaiter.

A Roanne, la grève des teinturiers continue. Les patrons avaient fait annoncer que, quoi qu'il arrive, les usines seraient à nouveau ouvertes lundi derniers et qu'ils avaient suffisamment de demandes pour que la reprise du travail s'effectue et pour assurer la marche des usines dans de bonnes conditions.

A l'heure dite, une trentaine de personnes (dont la plupart sont des surveillants) se sont présentées et le travail n'a pu être repris, naturellement.

C'est pour les patrons un grave échec qui aura certainement une heureuse influence sur l'issue de la grève.

Actuellement, les ouvriers teinturiers exigent des patrons qu'ils s'engagent à ne renvoyer aucun d'eux pour faits de grève et à les faire travailler à tour de rôle pendant le chômage.

La population de Roanne applaudit à l'attitude des grévistes et leur est on ne peut plus sympathique.

A Toulon, grève de solidarité chez les employés des tramways.

A Amiens, grève du personnel de la fabrique de bijoux Gautier et Cie, qui réclame une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail.

A Lille, grève de débardeurs.

A Toulonges, près de Perpignan, grève de travailleurs de la terre.

A Paris, grève d'ouvriers maçons stucateurs.

P. Delesalle.

FIRMINY. — Les ouvriers des usines Holtzer, près Firminy qui occupent près d'un millier d'ouvriers, vont, paraît-il, se constituer en syndicat. Parmi eux je connais de très bons éléments et je ne doute pas qu'ils ne fassent de la bonne besogne.

Là comme ailleurs, en effet, se commettent de abus et des injustices. Les patrons sont cependant des républicains, philanthropes, aux idées larges même. On assure que Ménard Dorian disait : « Je ne veux absolument pas que dans la rétribution et la répartition du travail, il soit tenu compte des idées politiques et philosophiques des ouvriers. Je veux que pour eux la liberté de penser soit entière. » Eh bien! ou cela n'était que du bluff, ou de la poudre jetée aux yeux des naïfs, ou Dorian ignore ce qui se passe dans son usine.

Entre tous les contremaîtres se signale Ber...., celui des tours. Les jaunes ont ses faveurs; par contre, ceux qui ont les côtes en long, qui ne veulent pas faire de courbettes, sont mal vus. Si par malheur il leur arrive de louper une pièce, c'est l'amende et quelquefois la porte.

Il a aussi une façon toute jésuitique de diminuer les prix du travail aux pièces. Habituellement, quand un patron veut opérer une réduction, il prévient son personnel. B... ne prévient, lui, que quand le travail est achevé. En outre, pour semer la division parmi les ouvriers, il prétend, ce qui est faux, que d'autres ouvriers ont fait le même travail au dit tarif.

De cette façon, les prix sont devenus tellement dérisoires que les journées des ouvriers payés 5 francs quand ils sont à la journée, ne sont plus que de 4 francs aux pièces.

S'ils protestent, on leur répond : « On vous paie ce que vous faites; si vous n'êtes pas contents passez à la caisse. »

Espérons que le syndicat mettra un terme aux agissements de ce monsieur. Tant va la cruche à l'eau qu'elle se casse. Le contre-coup en question pourrait bien s'en apercevoir un jour. C'est la grâce que je lui souhaite.

HOUSSET-GALHAUBAN.

❖ ❖

ROANNE. — Nos juges roannais viennent encore, une fois de plus, de prouver leur canaillerie bourgeoise.

Cinq camarades teinturiers, dont la corporation est en grève depuis plus de deux mois, comparaissaient à la barre pour voies de fait envers un fils de patron et un autre bourgeois quelconque. Jusqu'à la dernière minute, les prévenus nièrent avoir frappé, ce qui était d'autant plus vraisemblable que le médecin chargé du constat avait absolument refusé un certificat en faveur des « victimes »? — ne leur reconnaissant aucun mal. Tout au plus constatait-il une molaire cassée, à gauche, alors que l'exploiteur en herbe affirmait que la cassure était à droite.

De vagues témoins à charge étaient amplement contre-balancés par de sérieux témoins à décharge. Tout était, selon les chinoiseries judiciaires, en faveur des prévenus, qui venaient de tirer quinze jours de prévention.

Ce qui n'a pas empêché le tribunal d'octroyer à deux des camarades 40 jours de prison; à deux autres, 30 jours, et, au dernier, 20 jours de la même peine; en plus, des amendes variant de 15 à 11 francs.

A quand le saccage de pareils prétoires?

J.-B. G.

※ ※

BELGIQUE

L'industrie charbonnière du Hainaut. — Le rapport officiel sur la situation de cette industrie en 1904 vient de paraître. Nous en extrayons les renseignements suivants :

« Dans le bassin de Mons, 31.387 ouvriers ont produit 4.610.450 tonnes de charbon épierré, d'une valeur de 57.398.700 francs, dont 34.246.000 francs ont été versés en salaires aux ouvriers.

« Les 44.720 ouvriers du bassin de Charleroi ont extrait des 100 fosses en activité 8.031.700 tonnes de charbon, représentant une valeur de 98.209.300 fr. De cette somme, les ouvriers n'ont touché que 51.799.600 francs.

« Des 41 fosses du bassin du Centre, 23.235 ouvriers ont extrait 3.510.410 tonnes de charbon valant 44.379.500 francs; la part des travailleurs a été de 27.898.700 francs.

« Les houillères du Hainaut ont donc occupé 99.742 ouvriers en 1904, dont 28.000 environ à la surface.

« Ces cent mille serfs se sont contentés de recevoir pour chacun des 299 jours où ils ont peiné pour des parasites, un salaire moyen de 3 fr. 85. »

ABILLE M.

VARIÉTÉ

Art appliqué — Art nouveau

(Suite) (1).

Nous voici arrivés à la période romaine.

Peuple conquérant, dépensant toute son énergie à batailler et à asservir ses voisins, reculant toujours ses frontières pour s'approprier « l'empire du monde » il ne lui restait pas grand loisir à consacrer aux arts.

Les Grecs avaient colonisé l'Etrurie, et c'est l'architecture étrusque qui fut le début de celle des Romains.

Comme il se présente souvent un peuple asservi, fût-il même réduit en esclavage, produit à la longue une transformation profonde chez son conquérant, et nous constatons ici la manifestation de ce phénomène entre Grecs et Romains. Voilà comment il se fait que les productions du vaste empire sont dépourvues de tout sentiment propre, de toute création personnelle; la Grèce asservie, devenue province romaine, imposait son art à ses maîtres. Mais quel art! Quelle différence entre les produits de la Grèce libre et les produits malades de richesse, de somptuosité, commandés pour le plaisir des pillards du Latium!

C'est au lendemain des guerres civiles, sous Auguste, que le style romain se développe. L'amour du luxe, des habitations somptueuses inconnues sous la république, se répand dans toutes les classes, et il n'est pas d'avocat, de commerçant qui ne possède un logis plus élégant et plus vaste que ne l'étaient les demeures des patriciens du temps des Scipions.

L'empereur, habile politique, trouvant ses frontières suffisamment étendues, pensant qu'il fallait se contenter d'une administration sage des provinces conquises; pour distraire les batailleurs au chômage, fit tous ses efforts afin de répandre parmi eux un luxe propre à endormir leur ardeur.

Les éléments artistiques les plus divers vinrent s'ajouter à l'art étrusque primitif, qui se mélangea des produits de la Grande-Grèce, de la Sicile, de l'Attique et de l'Asie Mineure.

Les villes samnites, étrusques, lucaniennes, qui renfermaient tant de monuments précieux détruits par Sylla, formaient un butin immense. La recherche des œuvres athéniennes devint une vraie manie, et les matériaux pillés furent prodigués à foison dans les constructions nouvelles.

Les municipalités grecques, quoique fières des vestiges de leur grandeur passée, firent un véritable trafic de ces débris; un tremblement de terre survenait-il, on s'empressait de mettre les morceaux aux enchères, au lieu de faire des restaurations immédiates, et si le phénomène naturel ne se produisait pas assez vite, si le monument avait la vie trop dure, au gré de ces vandales, on provoquait des destructions artificielles, et il n'y avait pas de bateau revenant de l'étranger qui ne rapportât comme lest des statues ou des colonnes de marbre mises à l'encan sur les quais de débarquement : le richard en mal de construction les achetait et les confiait à son maçon, qui les utilisait.

Dès lors, on vit transporter sur les places publiques, dans les jardins, les cirques, les palais, ce qui avait eu sa raison d'être dans un temple. On vit des statues aux yeux d'émail ou d'agathe dont la cornée était d'ivoire, avec des chevelures postiches, des fausses barbes, des lèvres en marbre rouge, des ongles en argent; certaines, comme la Vénus de Médicis, eurent des boucles d'oreille. Le ton ardent des chevelures blondes fut imité par des fils d'or, des Hermès eurent des têtes de marbre jaune sur des gaines d'albâtre fleuri, et ces têtes rapportées donnèrent lieu à l'industrie des têtes de rechange. Pline mentionne un lion en marbre dont les yeux étaient incrustés d'émeraudes; on alla jusqu'à appliquer de minces lames d'argent sur le bord des paupières de marbre et aux points lacrymaux pour imiter la brillante humidité de la vie. S'en faut-il de beaucoup pour que dans cette voie on poussât l'illusion jusqu'au mécanisme des automates? Quel abîme entre ces pratiques de la décadence hellénique asservie et la mâle énergie d'un Polyclète, d'un Phidias ou la grâce d'un Praxitèle...

Mais Auguste voyait d'un œil favorable cet engouement, et si le premier parvenu érigeait des palais plus somptueux que la maison relativement simple qu'il habitait lui-même, il se disait que l'homme qui s'établit grandement ne fait pas un conspirateur, qu'il a trop souci de son bien-être pour le risquer dans des entreprises très hasardeuses, et qu'il est enclin à seconder le pouvoir dont dépend sa tranquillité. Aussi fit-il reconstruire bon nombre de temples et d'édifices publics. Les artistes grecs furent mis à contribution dans ces travaux, et c'est donc à leur art que furent empruntés les éléments architectoniques de ces constructions. Mais comme les Romains ne goûtaient pas la saveur des anciennes productions athéniennes, ils furent égarés par les écrits de Vitruve, qui dénatura d'une façon ridicule les œuvres doriques, bien qu'il vécût alors que les beaux spécimens étaient debout : depuis Pæstum et Sélinonte jusqu'au fond de la mer Egée, il n'avait qu'à choisir! Il n'a pas l'air de savoir que le Parthénon existe et soutient doctement que ce style est impropre à la construction des temples, les anciens l'ayant reconnu ainsi.

« Les anciens? qu'entend-il par là? Voilà « donc qu'il rejette Ictinus par delà les « anciens, dans les temps à demi barbares. Les « anciens, pour Vitruve, ce sont les Grecs « d'Alexandrie, les architectes des Ptolémées! Il « place l'âge d'or en pleine décadence. Or, c'est « lui, notez-le bien, c'est lui le seul qui a fait « notre éducation, les secrets du grand art de « bâtir ne nous sont venus que par lui. De là « notre tardive intelligence de l'antiquité véri- « table, de l'antiquité grecque. » (M. Vitet, « *Etudes sur les Beaux-Arts.*)

Les Romains voulurent faire plus beau, plus grand que les Grecs; ils multiplièrent toutes les dimensions par un certain chiffre, les colonnes étant deux ou trois fois plus grosses furent allongées, tout gagna en hauteur et en largeur, mais le galbe primitif avait disparu. Et le dorique romain que nos modernes héritèrent de Vitruve, quelque peu transformé encore par Vignole et les architectes de la Renaissance, devint un grossier pastiche.

La colonne grecque est sans base offrant l'inébranlable solidité d'une implantation dans le sol. Nos parvenus « des Vespasiens, ajoutent « une base à la colonne, il eût fallu au moins « la laisser ronde! Ils la firent reposer sur une « plinthe carrée, dont les angles offensent le « regard, en cela seul qu'ils menacent de blesser « le pied du passant. A l'idée d'implantation « succède l'image d'une cale qui serait mise « sous la colonne pour l'empêcher de s'effondrer « en terre, de façon qu'au lieu de surgir « comme un arbre, la colonne avec sa plinthe « ressemble à un étai qui serait placé après « coup pour soutenir un édifice ébranlé. Avec « quel mélange de grâce et d'énergie le chapi- « teau dorique représentait une ligature répétée.

(1) Voir le numéro 23.

« Comme l'échine répondait par sa courbe « brusquement terminée en ligne droite à « l'hypothèse d'une pression égale sur toute la « surface du chapiteau (*fig. 3*) ! Eh bien ! les « Romains dénaturent chacune de ces formes : « les fines rainures qui serraient le haut du fût « sont remplacées par un astragale très saillant

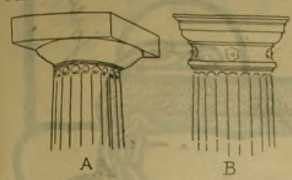


Fig. 3. — A, chapiteau dorique grec ; B, chapiteau dorique romain.

« et au profil rond qui représente un anneau « lâche. Les secondes rainures, celles qui mar- « quent la gorge du chapiteau et qu'on nomme « annelets au lieu d'être curieusement fouillées « et profilées à facettes, ne sont plus que des en- « tailles à angles droits. La courbe de l'échine, « cette courbe indéfinissable mais si élégante en « sa fermeté, fait place à une forme boudinée, à « un contour purement géométrique, sans art « et sans grâce, que l'on appelle le quart-de- « rond. Le tailloir simple du chapiteau grec, « ce tailloir qui s'annonce par une bande de « lumière et qui accuse si nettement sa fonc- « tion, le Romain y traine un filet ou une mou- « lure qui affaiblissent l'ouvrage en le divisant. « Viennent ensuite les architectes de la Renais- « sance, qui, oubliant le vrai caractère de l'ordre, « se plaisent à enjoliver leur quart-de-rond en « y taillant des oves et leurs gorgerins en y « figurant des ornements déplacés, des roses. « Et Vignole transforme en règles ces faux « exemples, et cela fait foi dans toutes nos « écoles. » (Charles Blanc, *Grammaire du dessin*).

Tout fut transformé de la sorte, les moulures simples furent détaillées et ornementées, déchiquetant l'unité primitive ; en un mot, ils ne touchèrent pas à un seul membre de l'architecture dorique sans en méconnaître la fonction ou en altérer la physionomie.

Dans l'ordre ionique, où la grâce remplace la force, à la base souvent tressée qui chaussait comme un cothurne élégant la colonne, ils ajoutent un socle carré disgracieux, inutile et gênant ; quant au chapiteau, ses deux volutes et ses deux coussinets firent place à quatre volutes semblables, sans expression, effaçant cette idée charmante d'un coussin posé délicatement sous l'architrave, comme pour en prévenir les froissements, en amortir le poids.

(*A suivre.*) LÉOMIN.

Correspondances et Communications

Le Groupe de Défense sociale qui en ce moment s'occupe des camarades arrêtés pour le soi-disant complot de la rue Rohan a pour but de faire l'agitation nécessaire autour de ce procès de tendance, par l'affichage et en organisant de grands meetings, de sorte que les ignominies du procès et celles qui se sont greffées dessus puissent s'étaler au grand jour.

C'est pour donner le plus grand développement possible à cette campagne d'agitation que nous faisons appel à toutes les organisations ou individualités capables de nous venir en aide.

Prière de remettre les listes de souscriptions à Poignand, trésorier, 57, rue des Montibœufs.

RÉIMPRESSION DE BROCHURES

A DISTRIBUER

A *Si j'avais à parler aux électeurs*, — *Aux femmes*, — *La Femme-esclave*, — et *A mon frère le paysan*, nous avons ajouté la *Grève des Electeurs*.

L'imprimeur vient de nous livrer le tout.

Les souscriptions reçues absorbent la plus grande partie du tirage ; prière aux camarades qui en désirent de se hâter.

Nous rappelons que le prix est de 1 franc le cent, port en plus.

P., à Malakoff, 100 ; L. J., à Carnières, 400 ; — J. P., à Paris, 200 ; — A. B., 100 ; — D., à Melun, 300 ; — F. C., à La Baule, 100.

CONVOCATIONS

★ **Comité de Défense Sociale**, 6, boulevard Magenta. — Vendredi 13 octobre, à 9 heures du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta, réunion publique. Objet : Affaire Vallina, Malato, Caussanel, Harwey. — Les arrestations antimilitaristes. — Compte rendu de la situation financière.

★ **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 13 octobre. — M. A. Séville : Les races d'Afrique et d'Asie, leur évolution sociale et économique (avec projections).

Lundi 16. — M. Bon : Quelques philosophes du dix-huitième siècle : Voltaire, Diderot, Rousseau, Helvétius, etc. Cours d'Espéranto.

Mercredi 18. — M. Chabasseau : *Michel Servet*.

La Fraternelle, 45, rue de Saintonge, ouvrira à partir du lundi 16 octobre un cours d'Espéranto.

★ **Causeries des Ve et XIIIe**, 37, rue Croulebarbe. — Dimanche 15 octobre, à 8 h. 1/2, soirée littéraire.

Causerie par le camarade Mournot sur : *L'action de nos causeries*.

★ **Groupe d'Education libertaire du XIIe arrondissement**. — Mardi 17 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Ecole, rue du Rendez-vous, 22, causerie par Mme Zielinski : Le Mouvement révolutionnaire en Pologne.

★ **Jeunesse Révolutionnaire du 14e arrondissement**. — Réunion du vendredi 13 octobre, à la Belle Polonaise, à 8 h. 1/2, 21, rue de la Gaîté, salle du Syndicat des menuisiers : Lecture et discussion sur la brochure de Pierrot, *Syndicalisme et Révolution*.

Entrée libre.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 13 octobre. — A. Laisant : Voyage circulaire de Paris à Vienne par l'Allemagne, retour par l'Italie (projections).

Mercredi 18. — Mlle G. Coblence : La Martinique avant et pendant la catastrophe du 8 mai 1902 (avec projections).

Vendredi 20. — Mme Céline Renooz : Evolution de l'idée divine.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Mardi 17 octobre. — Ch. Leclerc : La Convention ; Girondins et Montagnards.

Vendredi 20. — Dr Madeleine Pelletier : Individu et Société.

★ **Coopération des Idées**, 157, faubourg Antoine :

Samedi 14 octobre. — George Chepfer : La Gaîté française. Autrefois ; Aujourd'hui (avec auditions). — Cours de sténographie, par Bodey. — Cours d'échecs, par Goldberg.

Dimanche 15. — Les Chansons de Béranger. Auditions de Rachel de Ruy dans les costumes du temps. Causerie par Emile Mas.

Lundi 16. — Marie Kalff : L'œuvre de Maeterlinck (auditions). — Cours de russe, par Pergamenzoff. — Cours de mandoline.

Mardi 17. — Masson-Forestier : L'Alsace actuelle. Aspect du pays ; caractère des habitants. — Cours d'italien, par E. Vaccari.

Mercredi 18. — Han Ryner : *Le Sphinx rouge*.

Jeudi 19. — Ernest Recht : Pulmann-City et la question ouvrière aux Etats-Unis (avec projections). — Cours d'échecs, par E. Goldberg.

★ LORIENT. — **Jeunesse Syndicaliste**. — Tous les mercredis et vendredis, répétitions théâtrales salle du Château-d'Eau, à 8 heures du soir. Les camarades acteurs sont priés de faire leur possible pour assister à ces répétitions, leur présence étant indispensable.

Lundi 16 octobre, à 8 heures du soir, salle du Château-d'Eau, réunion extraordinaire.

★ MARSEILLE. — **Association internationale antimilitariste des travailleurs**. — Tous les membres des sections antimilitaristes de Marseille sont instamment priés d'assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 15 octobre, à 6 heures du soir, Bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne.

Compte rendu administratif. Perception des quotités. La tournée de conférences Hervé.

★ MARSEILLE. — Tous les camarades de Marseille sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 15 octobre, à 4 heures de l'après-midi, dans la salle du Bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, afin de s'entendre pour la création d'un journal.

LIVRE POUR ENFANTS

Je viens d'envoyer à l'impression un second volume de lecture pour enfants.

Escomptant l'adhésion des souscripteurs du premier, je risque l'aventure.

Ce nouveau volume se composera de :

Le Legs du Maure. — *Le Petit Chemin*. — *Congrès de philanthropes*. — *La Fourmi voyageuse*, parus dans notre supplément. Une nouvelle de William Morris : *Une leçon de roi*, publiée dans celui de la *Révolte*, et une demi-douzaine d'autres que les éclipses répétées du supplément nous ont empêchés de donner.

Le volume sera illustré, relié à l'anglaise tête dorée, comme le précédent, et vendu 3 fr. 50.

Aux souscripteurs qui m'enverront leur adhésion avant le 30 novembre, il sera livré à 2 fr. 50.

La souscription donnera droit à avoir, pour le même prix de 2 fr. 50, le premier volume qui est vendu 4 francs.

Je tiens les circulaires à la disposition des camarades qui voudraient les faire circuler.

J. GRAVE.

Petite Correspondance

Groupe Marseille. — Impossible d'insérer les comptes rendus de réunion, le journal n'y suffirait pas.

M., à Romans. — Que voulez-vous que je dise du *Sillon* ? Ce sont des cléricaux, et ceux qui réfléchissent un peu doivent savoir à quoi s'en tenir là-dessus.

H. V., à Persan. — Ces numéros sont complètement épuisés.

C. V. — Entendu pour le règlement de l'abonnement. Envoyons les numéros.

H. V., Persan. — Gardez les numéros.

Merci au camarade qui nous a remis le volume *Mirabeau guide du républicain* ; je vais le lire.

Reçu pour les arrêtés : F. D., à Melun, 3 francs pour Malato et ses camarades. — T., à Epernay, 2 fr.

Pour le journal : B., au Puy, 3 fr. — G. Huguet, 1 fr. — A. R., 2 fr. — L. Moreau, 5 fr. — Merci à tous.

E., à Pont-Labbé. — G. A., à Paris. — R., à Couëron. — J., à Nouzon. — R., à Londres. — W., à Sandy-Hook. — G. H., à Bethencourt. — B., à Genève. — C., à Clarens. — L., à Saint-Jean de Luz. — M., à Estagel. — W., à Mont-sur-Marchiennes. — L. A., à Atchison. — L., à Epinal. — H., à Privas. — A., à Ratenelle. — M., à Montner. — O., à Richelieu. — G., à Romagnieu. — C., au Chambon. — B., à La Haye. — R., au Vésinet. — M., à Sabadel. — R., à Carcassonne. — R., à Firminy. — C., à Brest. — S., à Lardières. — D., à Tilh. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente **à Firminy** chez Fayolle, libraire, rue Nationale.

On y trouve également : cartes postales, chansons et brochures de propagande.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

SANS-LE-SOU
SANS TRAVAIL
SANS DOMICILE

L N'A PAS
VOULU
TUER

IL A OSÉ FORMULER
SA
ENSÉE

Jossot 1905

Dessin de Jossot.

Trois fripouilles.

11e ANNÉE. — N° 25. 21 OCTOBRE 1905

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50
LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la page 8 le dessin de Rysselberghe.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Pas de supplément cette semaine.

Les Derniers Scrupules

Depuis l'habile et courageuse motion d'Hervé, l'antimilitarisme et l'internationalisme des révolutionnaires français sont entrés dans la phase pratique.

Il ne s'agit plus seulement aujourd'hui de déclamer contre les crimes de la guerre et de la caserne, il ne s'agit plus seulement de dénoncer le cynisme d'une bourgeoisie qui sait faire défendre ses richesses par ceux-là mêmes à qui elle les vole chaque jour, il s'agit d'en finir pratiquement avec cet état de choses, de se soustraire au massacre et d'organiser, pour tout dire, le refus de servir.

Il est inutile de souligner l'importance de ce fait. L'écho du discours d'Hervé dans la presse française et dans la presse mondiale nous a fait voir que personne ne s'y est trompé.

Sur la patrie et sur la guerre, sur l'attitude des socialistes allemands et français en cas de conflit, des discussions passionnées s'engagèrent aux quatre coins de l'opinion.

Contre les antimilitaristes purs, contre ceux qui veulent en finir sans phrases avec « l'impôt du sang », quels que soient les circonstances et l'adversaire, l'argument dont on s'est le plus servi à gauche a été celui qu'on pourrait appeler l'argument *du rôle de la France*.

La France est la terre de la liberté. Elle a tenu, tient et tiendra la tête dans tous les grands mouvements d'affranchissement humain. A ce titre, vous devez la défendre contre l'étranger. Vous devez éviter comme la pire des calamités qu'elle soit morcelée et diminuée. La France est la patrie de la Révolution. Vous qui vous dites révolutionnaire, vous devez être, de ce fait même, patriote. Vous devez l'être plus que quiconque, car en défendant la France contre les entreprises de l'étranger, vous défendez non pas seulement un territoire, mais l'avenir même de la révolution dans le monde.

Des ballots de papier ont été noircis sur ce thème. Les socialistes à la Jaurès l'ont emprunté aux républicains à la Clemenceau et s'en sont habilement servis. C'est grâce à lui que leur prudent opportunisme put prendre une certaine allure.

Il serait vain de nier que de tous les arguments mis en branle du côté des patriotes, celui-ci est le plus fort, le plus capable de faire hésiter. Loin des états-majors et des chefs, dans la masse des sincères, plus d'une conscience, certes, en fut troublée.

Or, j'ai beau retourner sous toutes ses faces l'argument du rôle de la France, j'y vois surtout des mots. Je ne veux pas dire par là qu'il soit indifférent que la France continue ou non de tenir son rôle de nation libérale et révolutionnaire. Je veux dire que rien aujourd'hui et pas même une guerre malheureuse avec l'Allemagne ne semble devoir empêcher la France de poursuivre le rôle glorieux qu'on lui assigne et qui dépend avant tout des Français eux-mêmes.

Mais nous allons répétant d'anciens mots sans nous apercevoir que l'inévitable marche des choses et des idées les a peu à peu vidés de sens. Nous disons l'écrasement de la France, le démembrement de la patrie. Or on n'écrase pas aussi facilement que ça la France, aujourd'hui, pas plus que l'Allemagne ou l'Angleterre. Nous ne sommes plus au temps où, selon le style de nos manuels, « on abaissait » pour un oui ou pour un non « la maison d'Autriche ».

Une guerre comme celle dont on agite devant nous l'épouvantail devient chaque jour plus impossible. Et le Maroc? Le Maroc, précisément, s'est très gentiment et très naturellement arrangé. Car il ne faudrait pas prendre tout de même pour argent comptant le bluff des hommes providentiels et les déclarations sensationnelles du monsieur bien informé.

Cette guerre, par impossible, aurait-elle lieu, qu'elle n'aurait pas en tout cas, pour la nation vaincue, les résultats qu'on redoute. Car pourquoi cette guerre amènerait-elle aujourd'hui les résultats qu'elle ne put pas amener il y a trente-cinq ans? Nous avons été vaincus, il me semble, à cette époque, autant qu'on peut l'être. Cela nous a-t-il empêchés de marcher, depuis, à notre rang parmi les grandes nations? Cela nous empêche-t-il surtout d'être aujourd'hui à l'avant-garde de l'action et de l'idée révolutionnaire?

Comme toutes choses, la guerre suit son évolution. Or les guerres modernes diffèrent essentiellement de celles d'autrefois en ceci que leurs résultats sont ridiculement disproportionnés avec leurs moyens. Voici de prime abord ce qui frappe. Qu'a rapporté aux Allemands leur énorme entreprise de 1870? Un peu d'argent avec une province déjà aux trois quarts allemande. Il y a, je sais bien, le prestige du vainqueur. Mais il est d'autres prestiges pour les nations et qui s'acquièrent autrement que par la gloire des armes. Que dire aujourd'hui de nos plus récents vainqueurs, de ces Japonais qui font des émeutes à Tokio, parce que leur guerre n'a pas assez produit? N'y a-t-il pas là un phénomène nouveau et très significatif? Or il ne dépendait de personne que cette guerre produisît davantage.

On fait à la guerre beaucoup de griefs. Le plus grave, à mon avis, c'est d'être inutile, d'être devenu une sorte de luxe, de fanfaronnade, dont le plus clair bénéfice est de coûter leur peau à un certain nombre de malheureux, sans être capable d'amener sur une carte, en Europe du moins, la moindre transformation.

Et la raison en est fort simple.

A mesure que les manifestations de la vie croissent et s'accumulent dans tous les domaines, à mesure que la production et la consommation deviennent chaque jour plus complexes, plus variées et plus délicates, il s'établit d'un pays à l'autre un réseau d'intérêts trop embrouillé et trop serré pour que la violence extérieure puisse en déchirer les mailles bien profondément.

Par son caractère et son génie même, une nation comme l'Allemagne, l'Angleterre ou la France représente un tel ensemble de forces, de pouvoirs, de sentiments et d'idées, de moyens et de secrets de vie en un mot, qu'elle est indispensable, telle qu'elle est, à la vie générale. Par là elle s'impose et dure plus que par ses baïonnettes et ses canons.

Le voilà le véritable équilibre de la vieille Europe et contre lequel ne peuvent rien les habiletés ni les gaffes de nos Delcassé.

Dès qu'on a bien compris cela, dès qu'on s'est rendu compte combien les entreprises des nations les unes sur les autres se trouvent aujourd'hui limitées par la force même des choses, l'image d'une France râlant sous la botte d'un kaiser, devient tout simplement ridicule.

Voilà, entre beaucoup d'autres, une des raisons pour lesquelles les travailleurs français peuvent sans hésitation et sans scrupules pousser leur antimilitarisme jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au refus pur et simple de servir.

Ils le peuvent sans cesser même d'être patriotes en une certaine façon, sans du moins mériter ce nom stupide de sans-patrie dont ils s'accommodent peut-être trop allègrement.

Le chantage à l'invasion allemande, la manœuvre cynique grâce à laquelle la bourgeoisie française dort tranquille sur ses richesses depuis trente-cinq ans, n'a que trop duré.

Nous crions bravo à ces quelques travailleurs français qui, les premiers, ont osé carrément s'y soustraire et nous espérons que leur nombre va maintenant grossir de jour en jour.

Charles Albert.

DES FAITS

Les vainqueurs ruinés par leurs propres victoires.

L'intérêt à payer des dettes contractées par le Japon avant et pendant la guerre, est de 1.400 millions de francs, et le Japon ne peut nullement payer cette somme.

Le Japon est un pays très pauvre ; la population s'est accrue de 15.000.000 durant les 35 dernières années, et les terres cultivables n'ont presque pas augmenté.

L'industrie est encore peu importante ; les exportations commerciales ne sont que de 765.000.000 de francs pour 48.000.000 d'habitants. De plus, la nécessité absolue d'importer toujours de plus en plus d'aliments et d'engrais a fait que, depuis 1895, les importations surpassent beaucoup les exportations et augmenteront encore très vraisemblablement.

De 1896 à 1904, les importations ont été de 885.000.000 de francs supérieures aux exportations.

Comme les mines d'or ne produisent que de 7 à 10 millions de francs, que la provision dans la Banque de l'Etat n'est que d'environ 225.000.000 de francs, et que les billets de banque ont une valeur totale de 230 millions ; comme il n'existe presque aucun bijou d'or et d'argent, comme les temples n'ont que des ornements de bois, de bronze ou de laque, on peut se demander où le Japon prendra l'argent nécessaire pour payer ses emprunts.

(Traduit de *Espero Pacifista*, organe mensuel de « Pacifisto », société internationale espérantiste pour la paix, septembre 1905, p. 130-131.)

Propagande Antimilitariste

La semaine dernière, tous les jeunes Français de vingt et un ans sont entrés au service de la patrie. Ce devoir auquel on les a préparés dès leur plus tendre enfance, et que les gendarmes viennent rappeler aux oublieux, creuse un trou dans l'existence de tous ces jeunes gens.

Soustraits à la vie de tout le monde, privés de toute liberté d'action, soumis à l'autorité absolue des chefs, ils doivent abdiquer toute personnalité pour faire de bons soldats.

Du moins c'était le but autrefois avoué de l'encasernement.

Il n'en est plus de même aujourd'hui.

Par le service militaire, l'autorité ne prétend plus seulement créer des défenseurs pour la patrie, mais encore de bons citoyens ; elle ne se borne plus à nous prendre les meilleures années de notre jeunesse, elle vise à peser sur toute notre existence ; la discipline momentanée qu'elle imposait à nos actions et à nos paroles, elle veut l'étendre à notre esprit de façon qu'elle y persiste.

Qui a eu cette pensée ?

Un politicien qui se dit socialiste, qui a pour évangile la Déclaration des droits de l'homme et dont le hasard des intrigues parlementaires a fait le chef suprême de l'armée française.

Par une circulaire officielle, il enjoint à tous les officiers d'entreprendre l'éducation morale des jeunes soldats.

Ils choisiront toutes les occasions de s'entretenir avec eux, individuellement ou collectivement. Ils devront s'enquérir de leur caractère, de leur vie antérieure et même de l'éducation reçue dans leur famille.

Le résultat de cette enquête, vous le devinez. Les gens soumis, les fils de bonne famille seront favorisés de la bienveillance des chefs, de permissions, de récompenses.

Mais malheur à celui qui sera coté mauvais esprit ! Il est facile de pousser à un geste de révolte le soldat qu'on persécute, et Biribi n'est pas fait pour les chiens.

A la suite de l'enquête, vient l'éducation. Elle se fera par des commentaires immédiats des événements quotidiens et par des conférences, que l'officier devra préparer avec grand soin et débiter aux soldats, confortablement assis, à leur aise, dans des locaux abrités et chauffés. On prendra pour modèles les manuels d'instruction civique de l'enseignement primaire.

C'est-à-dire que la mainmise par l'autorité sur le cerveau de l'enfant à l'école sera continuée à la caserne ; qu'elle rappellera à l'homme de vingt ans ce qu'on lui a dit à douze ans sur a nécessité de l'obéissance aux lois, du respect de la propriété et de la soumission aux puissants.

Et cela, de quel droit ? Qui permet aux gouvernants de transformer notre acceptation volontaire du service militaire en vue de défendre le sol de la patrie (suivant leurs propres expressions), en une obligation de plier notre esprit à leur conception de la vie sociale, variable, d'ailleurs, avec les hommes au pouvoir ?

C'est un abus de confiance et de pouvoir, une supercherie qui ne peuvent que détourner les mieux intentionnés du devoir patriotique. C'est donc un acte de propagande antimilitariste des plus qualifiés ; et je m'attends à voir le ministre de la guerre compris dans les poursuites que le gouvernement se montre décidé à intenter, avec la dernière sévérité, contre tous ceux qui tentent d'affaiblir la notion du sacrifice nécessaire à la patrie dans l'esprit de leurs concitoyens.

J'attends patiemment.

Michel Petit.

Notre prochain dessin sera signé : Maximilien Luce.

CROCS ET GRIFFES

Petits profits.

« M. Augagneur, écrit la République Française, *offre un exemple édifiant. Ce prétendu socialiste est tout prêt à aller imposer aux indigènes de Madagascar les lois de la société qu'il condamne, et cela avec tout l'appareil de la Force et du Droit ; il va s'occuper de faire fructifier autant que possible le capital, l'horrible capital qu'il dénonçait, jusqu'ici, comme le pire des maux. Il sollicite l'honneur de représenter cette forme de l'injustice sociale ; et, même, il acceptera d'en recevoir sa petite part sous les espèces des émoluments d'un gouverneur général. »*

De son côté, M. Mirman devient directeur de l'Assistance et de l'hygiène publiques au ministère de l'Intérieur, à 18.000 francs par an. M. Gérault-Richard achète un château Louis XIII et M. Briand attend un portefeuille et pense bien ne pas attendre trop longtemps.

Ce sont là les « petits profits » socialistes. Jugez un peu s'ils étaient grands !

Am. D.

MOUVEMENT SOCIAL

Liberté de la Presse. — On nous signale l'*arrestation*, à Amiens, du camarade Lemaire, poursuivi pour trois articles antimilitaristes parus dans *Germinal*. On a bien lu : l'arrestation. Lemaire est arrêté pour délit de presse ! Nos républicains, si grands défenseurs de la liberté individuelle sous l'Empire, ont rétabli, de par leur bon plaisir, le régime de l'arrestation préventive en matière de délits de presse. D'ailleurs, nous avons les articles incriminés sous les yeux, et nous constatons qu'ils sont bien loin d'être violents. Mais quoi ! au vingtième siècle, en pleine « République » et dans « la plus douce des patries », le militarisme est une institution sacro-sainte et divine que nul n'a le droit de critiquer.

◆ ◆

Extradition ? — Arrestation, à Marseille, du camarade Vittorio Jafféi, Italien. Il a été arrêté à la demande du consulat général d'Italie, et l'on annonce son expulsion, peut-être même son extradition. Pour quel crime ? Pour le crime d'avoir été l'ami de Bresci, qui tua Humbert, d'avoir été impliqué dans les poursuites et *acquitté* comme complice de l'assassinat du roi, mais condamné par contumace à 25 ans de réclusion pour attentat à la sécurité de l'Etat. Il a déjà été expulsé de Belgique, de Suisse et de Turquie, et on le qualifie de « dangereux ». Evidemment, c'est le meilleur moyen de rendre un homme dangereux que de lui rendre l'existence impossible en l'expulsant de partout.

◆ ◆

L'armée. — Le citoyen Genet est, de son métier, capitaine au 126e de ligne, en garnison à Toulouse. Un journal de Toulouse, *L'Emancipation*, ayant parlé de ce citoyen fonctionnaire et s'étant permis de ne point faire l'éloge de ses actes, le citoyen Genet fut courroucé.

J'ignore s'il avait raison ou tort d'être courroucé. Admettons, pour lui faire la part belle, qu'il avait raison. Ces journalistes sont quelquefois de drôles de cocos, qu'une affirmation mensongère n'effraie pas.

Le citoyen capitaine, escorté de deux poteaux, un médecin-major et un civil, alla au journal et demanda le nom de l'auteur de l'article. On le lui donna. Ils firent aussitôt demi-tour et allèrent sonner chez le journaliste. Le citoyen Genet, capitaine, dissimulait derrière son dos une canne plombée. Ils dirent l'objet de leur visite. Et sur la réponse du journaliste qu'il acceptait la paternité de l'article, mais refusait de faire aucune rétractation, les trois apaches s'élancèrent sur lui, non sans avoir fermé la porte, afin qu'on ne vînt point les déranger. Et, tandis que le civil et le médecin-major tenaient le journaliste, le capitaine lui frappait sur la tête à coups de canne plombée.

Je ne nie point du tout que, lorsqu'on a à se plaindre d'un journaliste calomniateur, une petite tournée ne soit quelquefois préférable à une rectification ou à des poursuites. Mais, dans ces cas-là, un honnête homme agit proprement, sans traîtrise, d'homme à homme. MM. les officiers préfèrent « travailler » à la façon des escarpes. Habitués, comme ils sont, à l'escrime, à la canne, à la boxe, ce ne serait encore pas d'une grande bravoure de leur part que de s'attaquer seuls à un civil qui a autre chose à faire que de s'exercer chaque jour dans l'art d'assommer son semblable. Non contents de cette supériorité, ils s'y mettent à trois pour ne pas manquer leur vic-

time, commencent par verrouiller toutes les portes, et n'osent lever le bras que lorsque l'adversaire, bien maintenu par les complices, est dans l'impossibilité de se défendre.

MM. les officiers parlent beaucoup d'honneur, de bravoure. Ils ont la lâcheté en mépris.

❖ ❖

Un autre officier, nommé Thomas, sous-lieutenant au 114e de ligne, en garnison à Saint-Maixent, a fait mieux. Il a tout simplement assassiné, à Niort, d'une balle de revolver dans la tempe, une jeune femme de vingt-deux ans, son ancienne amie.

❖ ❖

L'exemple de leurs chefs met en goût les soldats. A Brest, une vingtaine de marins, la nuit, après avoir injurié est menacé les passants, ont arraché la baïonnette d'un caporal d'infanterie coloniale et lui ont traversé le bras de part en part; ils ont attaqué de jeunes pêcheurs, portant des coups de couteau dans l'épaule de l'un et dans la cuisse de l'autre. On parle beaucoup des apaches; quels sont les vrais?

R. Ch.

❖ ❖

L'action antimilitariste. — Le juge Flory renverra-t-il les trente-un signataires du manifeste de l'A. I. A. devant la correctionnelle en vertu des lois scélérates ou devant le jury de la Seine, conformément au droit commun? La question se pose. Dans le premier cas, la condamnation de nos camarades serait certaine; dans le second, l'acquittement serait probable. Le gouvernement, dont le juge Flory n'est qu'un valet fidèle, n'a rien résolu encore. On peut présumer pourtant qu'il y regardera à deux et à trois fois avant que d'appliquer aux prévenus la rigueur de ses lois scélérates et de faire enfermer pour plusieurs années en ses geôles des propagandistes révolutionnaires, des hommes uniquement coupables d'avoir écrit leur pensée.

On sait que l'agitation antimilitariste, loin de se confiner à Paris, s'est étendue cette année à toute la France. Signe heureux. C'est donc un peu partout que des perquisitions ont eu lieu, que des poursuites sont engagées. On commence d'apercevoir qu'il y a désormais en France « un pouvoir exécutif » — selon le mot de Rouvier. Très bien donc. Mais si ce pouvoir exécutif a quelque intelligence, il doit apercevoir, de son côté, que la domestication, par lui accomplie en ces derniers six ans, du grand état-major socialiste, n'a pas eu sur le mouvement révolutionnaire français les bons effets qu'il en attendait. La pacification sociale, entrevue par Waldeck, le « grand homme d'Etat », l'infaillible politique de la Sociale-Trimalcion, — ce n'était qu'un songe aujourd'hui évanoui. Loin d'avoir annihilé ou même simplement affaibli le syndicalisme, l'antimilitarisme et l'anarchie, la domestication des maréchaux socialistes en a bien plutôt exalté l'énergie. Le peuple révolutionnaire, ayant vu ses grands chefs passer au gouvernement, *c'est-à-dire à l'ennemi*, et célébrer l'ordre et la démocratie, a compris qu'il ne fallait plus compter que sur lui-même, sur lui seul. Le voilà en marche, et ce ne sont pas les persécutions du pouvoir qui arrêteront son élan.

— On a connu par les feuilles la reculade lamentable de M. Laurent Tailhade. Le *geste* était digne, vraiment, de ce paillasse aux reins fatigués et à la mine fripée. Peut-être édifiera-t-il sur son compte les camarades trop enclins à s'éprendre d'une phrase bien faite et convenablement cadencée? Habiller richement des idées pauvres, c'est tout l'art des faiseurs, c'était celui de Tailhade. Nos camarades Miguel Almereyda et Georges Yvetot lui ont aussitôt répliqué, et leur lettre ironique et fière contrastait fortement avec les pitoyables excuses de ce pantin foireux.

Le parquet de Rouen a fait opérer, le 11, des perquisitions au sujet d'un manifeste placardé dans la ville et la banlieue. Signé de la Jeunesse syndicaliste de Malaunay, Maromme, le Houlme, Barentin et les environs, il contenait des affirmations maintes fois déjà faites, sans que les justiciards eussent encore songé à s'en émouvoir. — Mais nous avons maintenant un pouvoir exécutif!

A Brest, un ballot d'affiches antimilitaristes adressé au citoyen Lucas a été saisi. Une information est ouverte contre Lucas et contre Le Tréhuidic, un des militants brestois les plus énergiques.

A Marseille, un grand nombre de placards « invitant les conscrits à la désobéissance et la révolte en cas de troubles » ont été apposés. Une enquête est ouverte.

A Toulon, dès le 8 octobre, une barque fut surprise se dirigeant vers le vaisseau-amiral *Suffren*. Elle contenait un ballot de 14 kilos, rempli de brochures antimilitaristes qui devaient être distribuées à l'équipage.

L'enquête ouverte à Bourges a amené l'arrestation du camarade Eug. Martin, sculpteur sur bois.

A Epinal, notre ami V. Loquier, pour la quatrième fois depuis douze ans, nous dit-il, a reçu lui aussi la visite des policiers. On lui a saisi, avec la *Voix du Peuple*, des brochures telles que le *Militarisme* de Nieuwenhuis et *Patrie, Guerre et Caserne* de Ch. Albert. Nous ne savions pas que ces écrits fussent délictueux. Loquier sera poursuivi pour excitations aux conscrits.

La section de Perpignan de l'A. I. A., signataire elle-même d'un manifeste aux conscrits, déclare qu'elle se solidarise avec les auteurs du manifeste parisien et demande qu'on l'englobe dans les poursuites.

De même celle de Toulon.

Décidément M. Tailhade ne fait pas école.

Am. D.

❖ ❖

Manifestation antimilitariste. — A Verdun, plusieurs réservistes ayant sollicité des permissions de minuit, on les leur refusa. Alors ils prirent leurs armes, montèrent à la citadelle et là, dans la nuit, au-dessus de la ville, entonnèrent l'*Internationale*.

F. C.

❖ ❖

Le socialisme en Corse. — Inutile de vous dire que la propagande anarchiste n'a pas encore vraiment pénétré en Corse. Tout ce qu'on y trouve, ce sont quelques centaines de socialistes, se proclamant révolutionnaires, épithète qui jure absolument avec l'application qu'on en fait.

La Fédération socialiste ne compte que 120 membres, dont les neuf dixièmes appartiennent aux professions libérales (avocats, médecins, employés) ou à la petite bourgeoisie rentière, commerçante ou propriétaire.

Aux dernières élections municipales, ces socialistes ont pu former à Ajaccio une liste de 17 candidats: elle a obtenu 112 voix!

On ne peut, en vérité, contester la sincérité de leur foi socialiste. C'est ainsi qu'ils sont loin de nous traiter en ennemis. Nous sommes même bien vus dans leur milieu. Ils lisent les journaux anarchistes que nous leur faisons passer, ils souscrivent même à la propagande, le cas échéant. Enfin le pionnier de leur Fédération me disait un jour: « Moi aussi je suis libertaire et j'envisage comme vous l'Etat socialiste avec horreur, en pensant à sa tyrannie. Mais, que voulez-vous? Si nous adoptions l'étiquette anarchiste, nous resterions trois ou quatre dans toute la Corse. Ce nom d'anarchiste effraye, c'est pourquoi nous faisons de la propagande socialiste. »

Il y a quatre ans que les socialistes ont commencé leur propagande. Ils sont très mal vus dans le pays. Le paysan corse, fanatique, plein de préjugés et patriote jusqu'à la cruauté, les considère avec une méfiance instinctive. Aussi les camarades socialistes se désintéressent-ils de lui, ainsi que de l'ouvrier, pour s'adresser dans leur propagande aux intellectuels (aux jeunes gens notamment, lycéens et étudiants) et aux classes moyennes (employés, petits commerçants et autres). C'est surtout dans ces milieux que se recrutent leurs contingents.

Ils publient de temps en temps, surtout en période électorale, *le Socialiste*, où quelques vérités économiques s'enténèbrent d'une telle phraséologie qu'on a peine à en dégager le sens. Il est visible qu'on est hésitant et qu'on n'ose pas encore. Nos camarades socialistes ont préféré s'occuper de politique que d'organisation ouvrière. Aussi a-t-on vu les jaunes s'emparer du syndicat des dockers, — lequel n'avait d'ailleurs de rouge que le nom et dont le président suivait, dit-on, les processions. A vrai dire, ces pauvres gens ne savent guère du « programme jaune » que le nom de Biétry. Leur président (un employé communal) connaît si bien ce programme qu'il n'a pas cru lui être infidèle en souscrivant dernièrement, en leur nom, une petite somme à l'Union fédérale des métallurgistes et en leur distribuant la brochure de la Confédération du travail sur les huit heures!

Lors de la grève des boulangers de Bastia, le pain nécessaire à la consommation de cette ville lui fut régulièrement expédié d'Ajaccio. Les ouvriers boulangers d'ici ne songèrent pas le moins du monde à s'y opposer, faisant ainsi le jeu du patronat contre leurs camarades. N'empêche, ceux-ci triomphèrent. Mais quelle leçon encore pour nos amis socialistes!

Ajaccio compte quelques usines: celle du gaz notamment, une scierie à vapeur, des fabriques de vermicelle et de cigares (dans celles-ci, le travail se fait dans des réduits sombres, humides, sans air, nauséabonds et d'une saleté repoussante). C'est à peu près toute l'industrie locale et si j'en crois les camarades, il n'y en a pas davantage dans le reste de la Corse.

Heureusement la vie est plutôt à bon compte et le vent de mer vient purifier les égouts et les mansardes, les pièces humides, voûtées, les trous où pullulent les familles ouvrières. Dans une chambre, toute une famille s'entasse pêle-mêle. Les rues sont puantes. Les enfants y vivent, nu-pieds, à peine vêtus. Beaucoup, abandonnés des parents dorment à la belle étoile ou dans quelque barque de pêcheur. Comme la côte est riche en poisson, ces petits déshérités peuvent ainsi trouver dans la nature ce que la société leur refuse. Un camarade socialiste me disait que dès que son parti aurait conquis le pouvoir municipal, il créerait des boulangeries communales. Est-ce qu'on y donnera du pain aux petits enfants que les pères ont abandonnés?

J'allais oublier un produit propre au pays. C'est le fonctionnaire, c'est le gendarme, c'est le douanier, c'est le garde-chiourme. Oui, voilà bien la réelle exportation de la Corse, celle qui lui assure la renommée.

Si les camarades qui se disent socialistes l'étaient réellement, s'ils étaient quelque peu révolutionnaires, ils comprendraient que l'œuvre qu'il y a à faire en Corse doit viser bien plus haut que la conquête du pouvoir ou que l'embrigadement des fils à papa, des petits bourgeois ou des gens de professions libérales. Cette œuvre est d'ordre intellectuel et moral. Ce qu'il faut à la révolution socialiste, c'est le plus possible de consciences, le plus possible de cerveaux libres et larges. Il appartient aux révolutionnaires de les lui donner.

St. W. Guerdjicoff.

❖ ❖

MONOGRAPHIE

Roanne.

I. *La campagne roannaise. L'industrie roannaise* (le tissage des cotonnades). — II. *La crise industrielle.* — III. *Les conditions du travail.* — IV. *L'existence ouvrière.* — V. *La vie publique.* — VI. *La lutte ouvrière et l'organisation syndicale.*

I

La campagne roannaise. — L'industrie roannaise: *Le tissage des cotonnades.*

Convoqué pour accomplir une période de *28 jours* à Roanne, je me précipitai sur un Bottin et sur un atlas pour avoir des renseignements sur mon futur lieu de résidence. Je vis que Roanne est une ville de 34.901 habitants, sous-préfecture du département de la Loire, qu'elle est située sur la rive gauche de la Loire et qu'elle possède d'importantes fabriques de cotonnades. Je m'adressai à deux ou trois personnes qui pouvaient me donner d'autres informations; elles me répondirent qu'à Roanne il n'y avait rien à voir, rien à faire. Je partis sans enthousiasme avec un gros ballot de livres.

Roanne est, en effet, une ville sans beauté. C'est une cité industrielle, bâtie en terrain plat. Mais les environs sont pittoresques. Roanne est située au début d'une vallée allongée du sud au nord et bordée à l'est et à l'ouest par des montagnes qui atteignent jusqu'à mille mètres (monts de la Madeleine à l'ouest, monts du Lyonnais à l'est). Ces montagnes forment un panorama magnifique dont l'aspect change à chaque instant de la journée suivant l'éclairage du soleil et l'état de l'atmosphère. La Loire traverse ces montagnes immédiatement en amont de Roanne dans des gorges rocheuses et sauvages pour continuer ensuite un cours tranquille et ensablé dans la longue vallée dont j'ai parlé plus haut et qui forme la campagne roannaise.

La campagne des environs de Roanne paraît riche à première vue. La végétation y est florissante. On y voit surtout de grasses prairies et des vignobles. Les champs et les prés sont séparés par des haies vives plantées d'arbres, ce qui donne une impression de fraîcheur agréable. Il n'y a pas de grande culture. Les champs de céréales (blé, orge, avoine et seigle) sont de médiocre étendue, de même que les champs de pommes de terre ou de topinambours. Les pâturages sont arrosés par de nombreux ruisseaux qui descendent de la montagne et coupent la

vallée transversalement pour se jeter dans la Loire. Les vignes escaladent les pentes de la montagne; il y en a aussi beaucoup dans la plaine; parfois on voit de tout jeunes plants de vignes; c'est qu'on a reconstitué tous les vignobles ravagés par le phylloxera avec des plants américains.

Les vignobles forment presque toute la culture de la vallée du Sornin (où se trouve la petite ville industrielle de Charlieu), à 15 ou 18 kilomètres au nord et au nord-est de Roanne, sur la rive droite de la Loire. Certains crus ont d'ailleurs une renommée locale (1). On m'a dit que les cultivateurs de cette vallée du Sornin sont d'un abord plus bienveillant et plus aimable que dans le reste de la région roannaise. Il faut remarquer que ce sont presque tous de petits propriétaires, travaillant eux-mêmes dans leurs vignes et dans leurs champs.

Dans les environs immédiats de Roanne, on rencontre aussi des petits propriétaires, mais aussi très fréquemment des métayers. Ces métayers donnent la moitié du produit des terres au propriétaire foncier, plus un certain tribut en œufs, volailles et fruits pour la table des maîtres. Ils ont donc moins sujet de présenter un visage aimable et insouciant que le petit propriétaire indépendant. De grandes fermes, l'on n'en trouve que dans la plaine du Forez qui commence à 30 kilomètres au sud de Roanne; c'est la région de Boen et de Montbrison avec de grands étangs poissonneux. Mais nous ne sommes plus dans le voisinage de Roanne.

Dans la campagne roannaise on ne trouve guère que la petite exploitation agricole pour la production du vin et pour l'industrie laitière (lait, beurre, fromages). Les pâturages dont j'ai parlé, nourrissent surtout des vaches dont le lait sert à l'alimentation de l'agglomération roannaise. On rencontre sur les chemins, se rendant au pré, des troupeaux de quatre à six vaches avec deux ou trois chèvres. Il y a peu d'élevage; les veaux, pour une bonne part, sont vendus aux éleveurs du Charolais qui les engraissent pour le marché de Paris.

On retrouve dans la montagne à peu près les mêmes cultures que dans la vallée; mais le sol y est plus pauvre, les débouchés moins commodes, et le paysan y vit plus misérablement.

La ville de Roanne, ville sans beauté, est cependant très intéressante par sa vie industrielle. J'ai dit que la cité possède officiellement près de 35.000 habitants. En réalité, elle se continue sur la rive droite de la Loire par un faubourg de 4.462 habitants, qui constitue une commune indépendante (le Coteau). Avec cette commune, avec une autre petite localité attenante (Riorges), Roanne forme une agglomération de plus de 40.000 habitants.

La vie industrielle de cette agglomération ne se rattache pas à la campagne environnante. C'est *le tissage des cotonnades* qui caractérise l'industrie roannaise; et le problème d'avoir à bon compte les matières premières (filés de coton) commence à peser sur la situation économique de la région.

Je me suis demandé pourquoi cette industrie s'était installée à Roanne plutôt qu'ailleurs. Loin de tout port maritime, Roanne n'a même pas l'avantage d'avoir à sa portée la force motrice nécessaire au fonctionnement de ses manufactures. On a bien utilisé en amont de la ville un bras dérivé artificiellement de la Loire, pour fournir une chute d'eau à une importante papeterie, la papeterie de Villerest, à huit ou neuf kilomètres au sud de Roanne. Mais c'est le seul exemple important d'une force naturelle employée pour l'industrie (2). Les tissages fonctionnent grâce aux machines à vapeur; et le charbon dont on se sert est celui des mines de Blanzy (près de Montceau, en Saône-et-Loire) (3). On voit donc que rien ne pouvait faire supposer que Roanne devînt une cité industrielle. Située dans la haute vallée de la Loire, c'est une ville de passage entre la vallée de l'Allier et les vallées de la Saône et du Rhône, et c'est aujourd'hui un lieu important de croisement des voies ferrées; c'est enfin là où commence le canal latéral à la Loire.

On peut comprendre la situation actuelle de Roanne au point de vue économique, en considérant *l'historique de l'industrie* dans la région. Les documents anciens montrent que les paysans des montagnes du Lyonnais étaient extrêmement misérables; il a fallu qu'ils s'ingéniassent pour ne pas périr de faim. Le filage et le tissage du chanvre étaient autrefois, dans les campagnes, exécutés pour les besoins de la famille ou de la localité. Dans les montagnes du Lyonnais, dans la région de Thizy principalement, ce filage et ce tisssage du chanvre devinrent un métier pour les paysans devenus artisans et travaillant pour le dehors. Cette évolution économique fut probablement aidée par le voisinage de la grande ville de Lyon, offrant des débouchés aux produits de tissage; elle fut favorisée par l'autorité royale, toujours attentive à la perception et au rendement des impôts.

La soie vint donner un nouvel essor à l'industrie du tissage, consacrée autrefois exclusivement au chanvre et au lin. Puis le coton fit à son tour son apparition. Toute la région montagneuse entre Lyon et Roanne, c'est-à-dire Thizy, Cours et Amplepuis, Tarare et l'Arbresle (sans parler de Charlieu plus au nord) est ainsi devenue essentiellement manufacturière. Actuellement on fabrique à Thizy des cotonnades (comme à Roanne), à Cours et à Amplepuis des couvertures, à Tarare de la mousseline de coton (exemple: tarlatane pour la chirurgie) et des rideaux; enfin dans toute la montagne on tisse encore la soie (soie brochée) sur des métiers à main, quoique cette dernière industrie périclite assez rapidement (1).

Pour des raisons que je ne saurais indiquer (2), la filature du coton a disparu peu à peu de la région. Mais le tissage s'est maintenu. Il a subi une crise terrible vers 1863 et 1864, au moment de la guerre de Sécession. Cette crise a d'ailleurs été générale en Europe par suite de la suppression de la production cotonnière des Etats-Unis. C'est vers 1865 qu'est apparu le métier mécanique. Jusque-là on se servait du métier à main, et les artisans, plus ou moins indépendants, travaillaient chez eux. Je suppose que la crise, due à la guerre de Sécession, a favorisé l'industrialisation du tissage.

La guerre de 1870-1871 et la perte de Mulhouse, alors le grand centre de fabrication de cotonnades pour la France, donna à Roanne un essor inattendu (3). C'est pendant les trente années suivantes que s'enrichirent un certain nombre de petits bourgeois, autrefois modestes fabricants ou employés privilégiés.

Le développement de l'industrie prit des proportions extraordinaires. Le nombre des fabriques et des métiers se multiplia. Au 1er janvier 1884 il y avait, à Roanne même, 4.684 métiers; le 1er janvier 1904, on en comptait 12.500. Avec les environs, « l'Union de l'industrie cotonnière, de Roanne, Thizy et la région » (syndicat patronal) englobe 30 maisons avec 14.000 métiers mécaniques. Ces maisons emploient environ 17.000 ouvriers; on en compte 10.000 à peu près pour Roanne seulement.

Néanmoins la prospérité du début s'est limitée. Depuis 1896, les affaires se sont tassées, et il y a trois ans commençait une crise très forte qui dure encore.

(*A suivre.*) M. PIERROT.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Le préfet de la Seine, d'accord avec les ministres Etienne et Dubief, obéissant à la fois aux injonctions de la presse réactionnaire et de tous les adversaires du syndicalisme révolutionnaire, a pris un arrêté expulsant la Confédération générale du travail, ainsi que ses différents services — section des Bourses du travail, journal *la Voix du Peuple*, etc., — de l'immeuble préfectoral qui porte encore le nom de Bourse du Travail.

C'est le premier pas vers l'indépendance du mouvement syndical tel que nous l'avons toujours conçu. Loin de récriminer contre la mesure qui frappe la Confédération, nous ne pouvons donc que nous en réjouir.

Ainsi les positions sont nettes. Mouvement d'opposition contre la société capitaliste et contre l'Etat bourgeois, le syndicalisme révolutionnaire se trouve de ce fait avoir brisé le dernier lien qui le rattachait — bien faiblement, il est vrai — à ceux qu'il combat avec acharnement. Cela devait arriver tôt ou tard, et c'est une grande victoire que le prolétariat économiquement organisé vient de remporter en réalité.

Le prétexte invoqué est que la Confédération s'occupe de propagande antimilitariste en publiant un numéro spécial de la *Voix du Peuple* pour le départ de la classe et en mettant en vente le *Manuel du soldat*. Ce n'est que le prétexte, puisque régulièrement depuis cinq ans des numéros antimilitaristes ont paru deux fois par an et que le *Manuel* a donné lieu, il y a déjà deux ans, à un procès qui a fait en son temps quelque bruit. Ce que l'on a voulu atteindre, en réalité, c'est la propagande générale de la Confédération et, en particulier, celle de la journée de huit heures.

Quelle illusion de la part de nos gouvernants et comme cela montre combien ils sont peu au courant du mouvement syndical!

C'est plus de force et plus de vigueur que l'indépendance de la Confédération va donner à la propagande sous toutes ses formes.

Les gouvernants, du reste, ne tarderont pas à s'en apercevoir.

❖ ❖

Je crois inutile de donner des détails sur l'expulsion, qui a consisté en réalité en une entrevue entre les camarades du bureau de la Confédération et le mouchard qui fait fonction de régisseur de l'immeuble préfectoral; celui-ci s'est contenté de donner connaissance du décret expulsant la Confédération et ses services.

Il fallait voir le lendemain matin les journaux réactionnaires féliciter préfet et ministres de leur « mesure énergique »; ils ne tarderont pas, du reste, à déchanter.

Et maintenant cette mesure ne leur suffit plus: la Confédération chassée, c'est l'Union des syndicats que l'on vise; demain ce sera toutes les organisations qui voudront poursuivre la propagande par les voies qui leur conviendront. L'un après l'autre, les syndicats d'action révolutionnaire seront contraints de quitter l'immeuble préfectoral si, comme il est plus que probable, ils ne l'ont pas quitté de leur plein gré avant, laissant la place aux syndicats réformistes, qui pourront faire alors du syndicalisme de préfecture tant qu'il leur plaira.

Car, il ne faut pas en douter ni cesser de le répéter: les véritables vainqueurs — ou se croyant tels — ce sont MM. les réformistes qui ont la conviction d'avoir pris ainsi leur revanche du Congrès de Bourges. Et ce n'est pas l'interpellation annoncée au préfet de la Seine des deux compères Hepperheimer et Deslandres, qui se sont toujours montrés adversaires acharnés de la Confédération, qui donnera le change à qui que ce soit.

Du reste, les journaux réactionnaires eux-mêmes ne s'y sont pas mépris et les *Débats* le jour même de l'expulsion, le constataient en ces termes:

« Les réformistes du parti, c'est-à-dire les représentants des grandes (!?) organisations comme celles du Livre et des Mécaniciens, seront les premiers à y applaudir; car ils ne *poursuivaient pas d'autre but* dans les différents Congrès syndicalistes ».

Et les réactionaires *Débats* ont absolument raison; c'est comme complices du préfet que MM. les réformistes, qui, laissés à leurs propres forces, se sont toujours brisés devant l'action énergique des organisations révolutionnairse, triomphent aujourd'hui.

Encore quelques victoires de ce genre et ce sera pour eux la déroute complète, car la classe ouvrière verra clair dans leur jeu et se détachera tout à fait de ce syndicalisme endormeur.

❖ ❖

D'autre part, le jour même où la Confédération était exclue, le préfet faisait annoncer que 5.000 francs de subventions allaient être répartis entre les organisations qui en avaient fait la demande. C'était une façon d'allécher ou d'acheter, ce qui est plus exact, les organisations. Il sera curieux de voir combien de syndicats se laisseront prendre à cette glu.

La situation est donc maintenant bien définie. Nous aurons un syndicalisme de préfecture qui ira de plus en plus en se fondant avec le syndicalisme jaune dont il n'est en réalité que la caricature.

---

(1) Cette région, ainsi que la partie nord-est de l'arrondissement de Roanne, fait partie de l'ancien Beaujolais. Les vins du Beaujolais sont renommés, mais il s'agit plutôt, je crois, des crus de la vallée de la Saône, sur l'autre versant.

(2) On a utilisé aussi dans les environs de Roanne quelques moulins installés sur de petites rivières pour le fonctionnement de métiers de tissage mécanique; mais l'eau manque ordinairement pendant l'été, et ces entreprises sont extrêmement peu importantes.

(3) Il n'y a pas de charbon aux environs de Roanne, sauf une petite mine d'anthracite à Bully.

(1) Les manufactures fabriquant à la machine de la mousseline de soie (à Charlieu et à Bussières, par ex.) ont seules, m'a-t-on dit, quelque prospérité. Mais le principal centre de la fabrication de la mousseline de soie se trouve de l'autre côté de Lyon, dans l'Isère.

(2) Peut-être à cause du machinisme plus précoce qui a favorisé la concentration de la production dans les grandes usines du Nord.

(3) Il faut ajouter à cette cause accidentelle le développement normal du marché qui suit toujours le progrès du machinisme. Le tissage mécanique, en abaissant le prix des tissus manufacturés, a amené peu à peu l'extension de la vente et de la production.

A côté et dans une indépendance absolue, ne comptant que sur lui-même, le syndicalisme de lutte et de combat, contre le patronat et la société capitaliste. C'est le syndicalisme en faveur duquel nous n'avons cessé de lutter ici.

L'indépendance, cette première victoire, sera suivie, nous n'en doutons pas, de beaucoup d'autres.

P. DELESALLE.

⁂

Voici, à titre de document, l'ordre du jour par lequel la Confédération a accueilli, la mesure prise contre elle,

« Le comité confédéral, réuni le 14 octobre pour examiner le cas de l'exclusion de la C.G.T. de l'immeuble de la rue du Château-d'Eau, déclare qu'il n'a pas à s'indigner de cette mesure, attendu que la classe ouvrière organisée sur le terrain économique est en lutte constante avec la classe bourgeoise, et qu'il est normal que celle-ci viole les lois qu'elle a confectionnées elle-même, le jour où son intérêt l'y poussait. Il tient, en outre, à constater que si la propagande antimilitariste a été le prétexte invoqué pour motiver l'exclusion de la C. G. T., le mobile réel de cet arbitraire est de tenter d'enrayer la propagande syndicale en général, et en particulier la propagande pour la journée de 8 heures. Il constate que la persécution dont les organismes syndicaux sont l'objet n'est pas restreinte à Paris, et que dans les départements la même tendance se manifeste. Exemple : la récente fermeture par le maire et député Augagneur de la Bourse du travail de Lyon.

« Le comité confédéral affirme qu'il n'y a pas à récriminer contre ces mesures arbitraires, et qu'il y a, au contraire, pour les organisations ouvrières à en tirer enseignement et réconfort.

« Que les organismes corporatifs s'habituent à vivre d'une vie autonome, ce n'est qu'à cette condition qu'elles seront aptes à mener avec toute l'ampleur désirable, le combat pour l'émancipation, qui est leur besogne.

« En conclusion, le comité approuve complètement l'attitude du bureau confédéral au cours des incidents qui ont marqué l'exclusion de la C. G. T. de la Bourse du travail. »

Cette fière et si juste réponse n'a pas à se discuter, mais elle montre un organisme sûr de lui-même et de sa mission.

P.-S. — Le nouveau siège de la Confédération générale est fixé 10, cité Riverin.

❖ ❖

La grève des filatures Géliot, Gilotin et Cie, ainsi que celle du tissage Blûche, qui s'étend de Saulcy à Fraize et à Plainfaing, c'est-à-dire aux trois mille ouvriers tisseurs et fileurs de la vallée de la Meurthe, continue.

J'ai donné la semaine dernière les revendications des grévistes qui s'y tiennent plus que jamais, notamment en ce qui concerne le mesurage exact des pièces de toiles terminées sur le quel les ouvriers sont continuellement volés.

Les grévistes sont énergiquement décidés à la lutte et les *soupes communistes* qu'ils ont installées dans les trois principales communes où les ouvriers sont en grève, fonctionnent à l'entière satisfaction des 5.000 personnes qu'il y a à nourrir.

Des réunions et des manifestations ont lieu chaque jour.

A Saulcy, un contremaître qui avait éprouvé le besoin d'insulter les grévistes, a vu sa maison assaillie à coups de pierres et une vingtaine de volets et de fenêtres ont été démolis.

Six arrestations ont été opérées, non sans peine, les camarades des ouvriers arrêtés s'étant efforcés d'arracher ceux-ci des mains des gendarmes.

Le parquet de Saint-Dié s'est rendu sur les lieux, où une compagnie du 3e chasseurs a été également envoyée et où le 152e de ligne a remplacé le 10e chasseurs, — toutes ces forces soldatesques sans doute pour préparer quelque nouveau Longwy.

La grève des ouvriers et ouvrières de la filature Porteu, à Rennes, que j'ai signalée l'autre semaine, continue, Gagnant un salaire plus que dérisoire de 1 fr. 50 par jour pour les hommes et 0 fr. 75 à 1 franc pour les femmes, les grévistes demandent une augmentation de salaire. Une entrevue a eu lieu samedi entre les délégues ouvriers et le patron.

Les délégués demandaient la reprise de tous les ouvriers et ouvrières et un tarif minimum de 1 fr. 50 par jour pour les fileuses. M. Porteu n'a voulu accorder que 1 fr. 25.

Les délégués ont rendu compte de leur mission à la Bourse du travail.

La continuation de la grève fut décidée à l'unanimité. A une heure, tous les grévistes se rendirent en cortège à la filature Porteu, poussèrent quelques cris à l'adresse du patron, puis après avoir débauché quelques jaunes, ils s'en retournèrent à la Bourse, drapeau rouge en tête et chantant l'*Internationale*.

A Romilly-sur-Seine, les rebrousseurs de la maison Dupré ont quitté le travail; ils réclament la suppression de la retenue de 5 0/0 consentie en 1903. Les bonnetiers se sont solidarisés avec eux.

A Paris, la grève des ouvriers de la Monnaie est terminée. Je souhaite fort qu'ils n'aient pas trop de désillusions à s'être simplement contentés de promesses et de boniments ministériels.

A Paris, la grève des maçons stucateurs continue.

P. D.

⁂

ITALIE

Les gouvernements se ressemblent partout. Celui d'Italie vient de faire, à l'instar de celui de la République, la réclame désirée à la propagande antimilitariste. Préoccupés par cette propagande, qui s'était fait sentir en ces derniers temps dans les casernes où l'on avait saisi des brochures et placards antimilitaristes, les autorités ont, le 5 octobre, arrêté à Turin plusieurs membres de la section italienne de l'A. I. A. qui venait d'être constituée quelques jours auparavant. Ce sont pour la plupart des membres de la Jeunesse Socialiste Italienne, laquelle s'était jointe à nos camarades pour mener une vigoureuse campagne contre le fléau militariste. Un des arrêtés, l'étudiant Nanni, put heureusement se soustraire aux griffes des policiers et partir à l'étranger. D'autres arrestations de camarades, ainsi que de nombreuses perquisitions domiciliaires et saisies de brochures et placards révolutionnaires furent opérées. Une dizaine d'arrestations ont été maintenues et un procès aura lieu pour « excitation à la haine entre les classes sociales », etc., etc.

Pour protester contre ce commencement de réaction, des meetings, organisés par la *Fédération de la Jeunesse Socialiste*, d'accord avec les Bourses du travail, devaient avoir lieu le 12 courant dans les principales villes. La police avait cependant défendu toute manifestation et pris des mesures pour entraver la tenue de ces réunions. Ce qui n'empêcha pas que, dans nombre de réunions privées, à Rome, à Alexandrie, à Catane, etc., les procédés du gouvernement furent flétris comme il convenait et la propagande antimilitariste encouragée.

Plusieurs collisions, à Turin, à Florence, à Milan, eurent lieu entre la police et des manifestants parmi lesquels se trouvaient quelques conscrits. A Rome, à l'issue de la réunion organisée par la Jeunesse Socialiste, la police se livra aux pires brutalités, en blessant plusieurs personnes.

De partout on signale des actes de propagande antimilitariste. A Pistoïa, des manifestes incitant les soldats à la révolte ayant été jetés dans les casernes, la police a opéré plusieurs arrestations de camarades.

Dans un manifeste très énergique, la Fédération des Jeunesses Socialistes, en protestant contre les persécutions gouvernementales, excite les camarades à se solidariser avec les camarades arrêtés à Turin et autre part, et à répondre aux provocations policières par une plus intense propagande antimilitariste.

L'*Avanti!* et d'autres journaux ont été saisis pour leurs commentaires à propos des dernières arrestations.

FRAM.

❖ ❖

L'antimilitarisme est devenu la bête noire des gouvernements. Tandis qu'en France, le ministère Rouvier poursuit les trente-et-un signataires du manifeste de l'Association internationale antimilitariste, et que le préfet de la Seine expulse de la Bourse du travail de Paris la Confédération générale du travail pour sa propagande auprès des conscrits et des jeunes soldats, — en Italie, le général Pedotti, ministre de la guerre, a ordonné des perquisitions dans les casernes, à la suite de manifestes antimilitaristes qu'on y avait fait pénétrer.

Un grand nombre de soldats socialistes ont été arrêtés. La Fédération de la Jeunesse Socialiste a pris en conséquence l'initiative d'organiser à travers l'Italie entière une vaste campagne de meetings de protestation. On peut croire que l'antimilitarisme révolutionnaire s'y affirmera dans la plénitude de sa force. Mais était-ce là le but que poursuivait Pedotti ?

AM. D.

⁂

PORTUGAL

La justice et la bonté des gouvernements vient de se montrer encore une fois.

Caldeira Feio est un camarade qui, il y a cinq ans, fut envoyé en Afrique, condamné, comme tant d'autres pour ses idées anarchistes, au nom d'une loi spéciale promulguée contre nous en 1896 et qui est généralement connue sous le nom de *loi du 13 février*. Il avait réussi à s'évader et à regagner le Portugal. Comme il était à *Villa Real de Santo Antonio*, une tempête se déchaîna. Dans un petit bateau se trouvaient une femme et un enfant, qui allaient être emportés par les vagues; car l'indécision à se jeter à la mer était grande chez les marins qui se trouvaient dans la foule angoissée.

Caldeira Feio se jette à l'eau et réussit à sauver la femme et l'enfant en luttant désespérément contre les flots.

On entoure le sauveur, on lui demande son nom ; il répond : « Quelque chose »; d'où est-il : « De partout », répond-il.

On le laisse tranquille, et il quitte le village pour gagner sa ville natale, *Villa Viçosa*, où vit sa famille. Mais à peine avait-il embrassé ses parents, qu'il était arrêté par le maire, lequel avait appris son évasion.

Il est maintenant à la prison centrale de Lisbonne, où il attend qu'on le renvoie en Afrique, en de bien fâcheuses circonstances — car il est un évadé. On ne lui tiendra nul compte du fait d'avoir sauvé deux personnes au risque de sa vie, et de n'avoir jamais fait de mal à personne. Mais il est anarchiste! La presse bourgeoise, en en exceptant un ou deux journaux, s'abstient prudemment d'en parler, car ce serait attirer sur notre camarade la sympathie publique, ce qui ne lui convient pas du tout.

Un groupe d'anarchistes de Lisbonne vient d'envoyer une lettre à Nicolas Salmeron, le chef des républicains espagnols, à propos de la bombe qui a éclaté à Barcelone. Il paraît que ce monsieur, en chef d'Etat qu'il fut et qu'il redeviendra peut-être, avait protesté contre l'attentat, en l'imputant tout bonnement aux anarchistes. C'est un document plein d'énergie et de raisonnement, où est bien démontrée l'injustice de l'accusation dont on accable les anarchistes de Barcelone.

La grande crise que subit depuis longtemps l'industrie du liège, ne s'apaise pas, les ouvriers venant d'être dupés une fois de plus. Après des pourparlers entre les ouvriers, les patrons et le ministre, et après les inévitables promesses, les ouvriers rentrèrent. Mais les promesses faites n'ont pas été tenues, d'où un recommencement d'agitation parmi eux.

Les industriels avaient promis de reprendre tous les ouvriers en échange de quelques bénéfices à eux concédés par l'Etat. Mais ils ont oublié de tenir cette promesse, bien qu'ils aient obtenu les bénéfices demandés.

Cette crise se serait déjà terminée en faveur des ouvriers, s'ils ne manquaient pas de cette organisation si indispensable dans la lutte ouvrière.

Espérons pourtant que les ouvriers, après une si longue expérience, se convaincront du besoin de fortement s'unir contre les patrons et de ne plus se fier aux promesses des capitalistes et des ministres.

EMILIO COSTA.

⁂

SUISSE

Esclaves blanches. — Les conditions du travail des *sommelières* sont telles que l'esclavage antique était doux à côté. Le docteur Buomberger a publié les résultats d'une enquête sur celles du canton de Fribourg. Elle a porté sur 84 sommelières employées dans 73 brasseries ou auberges.

Deux d'entre elles travaillent 15 h. 1/2 par jour; 8 travaillent 16 heures; 20, 16 h. 1/2; 25, 17 heures; 15, 17 h. 1/2; 4, 18 heures et 2, 18 h. 1/2. La moyenne du travail serait donc de 17 heures; et l'enquêteur estime être resté en deçà de la vérité !]

Salaires et pourboires additionnés ne dépassent pas, dans les bonnes maisons, 40 et 50 francs par mois.

Sur les 84 sommelières, 2 sont *libres* un jour par semaine, 49 *ont* une demi-journée par quinzaine; *14 ne sont jamais libres* et les autres peuvent sortir de la geôle une fois tous les trois ou quatre mois.

O la « Libre Helvétie »!

AM. D.

✠ ✠

ARGENTINE

Une singulière politique. — Le gouvernement vient à nouveau de proclamer l'état de siège. Il a réédité, pour tuer le mouvement gréviste, sa tactique de 1902. L'état de siège signifie, en Argentine, la suppression absolue de toute garantie légale ou constitutionnelle et il est proclamé périodiquement, à l'instigation de la bourgeoisie, en vue d'assurer l'exécution du travail de récolte et d'exportation des produits agricoles.

Pour bien comprendre la situation, il importe de se rappeler que la République Argentine est un pays essentiellement agricole, dont les 5 millions d'habitants sont disséminés sur une superficie de près de 3 millions de kilomètres carrés; 42 0/0 habitent les villes, et 58 0/0 les campagnes. Elle produit des céréales, des laines, du bétail, qui, transportés aux ports indigènes, sont expédiés ensuite en Europe. La prédominance du travail agricole implique logiquement une activité économique et commerciale intermittente, dont le maximum est atteint en été et le minimum en hiver. Pendant cette dernière saison, la plupart des ouvriers vont habiter les grandes villes, où le contact des prolétaires incite à la pratique de la tactique gréviste pour arracher à la bourgeoisie une amélioration de condition. Pour contrecarrer le mouvement et donner toute sécurité à la classe possédante, le gouvernement a pris l'habitude de décréter l'état de siège et il triomphe ainsi très facilement du prolétariat, lequel n'est pas encore suffisamment organisé pour annihiler efficacement l'effet de la mesure dirigée contre lui.

(*L'Européen.*)

VARIÉTÉ

Art appliqué — Art nouveau

(Suite) (1).

La plus lamentable innovation introduite dans cette architecture, fut le mélange de deux principes qui n'étaient pas faits pour se combiner : l'arc et la plate-bande.

Comme les vides étaient d'autant plus grands que les pleins étaient massifs, les architraves de pierre trop courtes ou n'offrant plus assez de garanties, il fallut en revenir à l'arc ou petite voûte pour réunir entre elles les masses. Sur l'arcade soutenue par ces pieds-droits, on pose une plate-bande composée de plusieurs pièces, mais comme cette dernière semblait appeler la colonne, on l'engagea dans chaque pied-droit. D'où résulte, pour soutenir un même fardeau, l'emploi de deux supports de nature différente, chose absolument illogique, car en adossant les colonnes aux pieds-droits, on rend purement décoratif ce qui par essence est un support.

Que penser de cette association de deux choses principales pour faire de l'une l'accessoire de l'autre? L'une des deux forces serait-elle venue suppléer à l'insuffisance de l'autre, la plate-bande se serait-elle brisée et aurait-on construit après coup une arcade pour la soutenir, ou bien l'arcade trouvée trop faible pour l'entablement, l'aurait-on consolidée par une colonne en guise de contrefort?

Ce n'est pas tout. C'est aux Romains que nous devons cette infection, dans l'architecture, des pilastres déplaisants et maigres, aplatis contre le mur, couronnés pourtant d'acanthes ou de volutes devant représenter, par impossible, un coussinet engagé dans une muraille.

Ce sont eux qui placèrent sur des piédestaux des colonnes qui, juchées de la sorte, font l'effet d'être empruntées à un édifice de moindre échelle et mises ainsi à hauteur d'emploi. Ce sont eux qui gâtèrent la forme des frontons en les arrondissant, brisant ou enchevêtrant l'un dans l'autre.

C'est à eux encore que nous sommes redevables de l'image des corniches à l'intérieur des édifices, comme si l'image d'un toit n'est pas ridicule là où il ne peut pleuvoir.

C'est toujours eux qui inaugurèrent dans leurs arcs de triomphe et aux arènes de Nîmes la mode de faire soutenir par d'inutiles colonnes les ressauts d'une architrave rentrante et sortante, histoire de briser l'uniformité de la ligne droite d'entablements trop longs; il fallait ensuite surmonter chaque ressaut d'une statue placée dans la gouttière, pour justifier la colonne qui semblait ne rien supporter.

C'est eux enfin qui osèrent commettre l'hérésie de la superposition des trois ordres : dorique, ionique et corinthien. Et l'on pouvait voir un rez-de-chaussée, d'un caractère grave, surmonté d'un premier étage gracieux, et d'un second étage opulent. Outre l'anomalie qui réduisait à un même entre-colonnement trois ordre de proportions si différentes, l'on pouvait voir chaque étage séparé par une corniche, de sorte que l'on eût dit trois édifices mis l'un sur l'autre avec façade et toiture pouvant télescoper comme les allonges d'une longue-vue.

Mais les Romains n'y regardaient pas de si près, tout forts ingénieurs qu'ils furent; ayant voulu faire grand, ils ne parvinrent qu'à faire gros. Voilà le résultat d'emprunts faits à des prédécesseurs ou voisins dont on n'a plus l'esprit ni les mœurs.

* *

Après la conversion au christianisme de Constantin, lorsque, sortant des catacombes, la nouvelle religion put célébrer ses mystères au grand jour, Rome n'ayant plus rien à craindre du côté occidental de ses provinces, transporta le siège de sa puissance à Byzance. De là, le pouvoir central pouvait rayonner sur l'Asie Mineure et l'Orient, qui ne cessaient de lui donner des inquiétudes.

Après le renversement du paganisme, cette transformation de croyances jointe au transfert du siège de la souveraineté dans une ville orientale et hellénique, qui allait faire de l'empire romain un empire grec, devait avoir son écho dans les arts.

Tout dégénéré qu'il fût, le Grec de Byzance reprit une certaine vigueur, profitant de ces perturbations sociales pour reconquérir le peu de liberté nécessaire à montrer comment il pouvait développer un principe inconnu à ses aïeux, en déduire des conséquences neuves et en tirer un autre art, sinon nouveau, du moins rajeuni.

Il commença par dégager la colonne du pied-droit où l'avaient à demi murée les Latins, il lui rendit sa fonction première, reliant ses supports entre eux par des arcades.

Seulement, lorsque deux arcades se rejoignent sur un même pilier cylindrique, il résulte que leur base est un carré s'appuyant sur un support rond d'où les quatre angles de ce carré portent à faux et, lorsque ce porte-à-faux est vu de biais, il est encore plus choquant, car il dépasse le soutien de toute la différence qu'il y a entre le diamètre du cercle inscrit dans le carré et la diagonale de ce carré. Pour parer à cet inconvénient, le Byzantin ébrancha le chapiteau corinthien, qui, au lieu de ressembler à une corbeille feuillue, prit la forme d'une pyramide tronquée posée sur son sommet, reliée par de légères courbures à l'astragale de la colonne; les quatre arêtes, au lieu d'être évidées, furent renflées ainsi que les quatre faces, qui reçurent le relief très discret d'une ciselure de feuillage. Le tailloir ne fit aucune saillie sur le sommier de l'arcade, le porte-à-faux devint insensible.

Ainsi l'élégance primitive fit place à une forme plus lourde, mais belle quand même, ayant l'avantage d'être en rapport harmonique entre le support et la chose supportée.

Un des traits les plus marquants du style byzantin, c'est la coupole sur pendentifs.

Le modèle de temples qui fut admis par la religion naissante en Orient, fut polygonal ou cylindrique, couvert d'un dôme. Les premiers chrétiens voyaient dans cette forme le symbole mystique « du Christ s'élevant dans la voûte des cieux ».

Mais, le nombre des fidèles augmentant, il fallut agrandir l'édifice. La simple base circulaire ne pouvait plus suffire, car en agrandissant son rayon, il fallait agrandir la calotte du toit. Or, une coupole ne peut être agrandie indéfiniment ou elle devient matériellement impossible à ériger.

Nos constructeurs imaginèrent donc de faire de l'espace couvert par la coupole, le centre d'une croix grecque, croix à quatre branches égales. Cette croix peut être considérée comme formée de quatre angles droits ou gamma, troisième lettre de l'alphabet grec; leur réunion fut appelée gammata, signifiant trinité.

Voici donc l'édifice réunissant dans son symbole l'idée d'élévation au ciel, celle de la croix et de la trinité. Mais comment élever un dôme au milieu d'une croix en laissant libres les quatre branches de cette croix? Les bâtisses primitives se composaient d'une coupole dont le mur cylindrique se continuait verticalement jusque sur le sol, il fallut donc ouvrir quatre vastes baies dans ce mur et, pour soutenir la coupole centrale, les Byzantins ne résolurent le problème qu'en élevant un pilier sur chacun des quatre angles d'intersection de la croix. Ces piliés furent reliés entre eux par quatre grands arcs laissant libres les travées. Chaque pile montait en panache triangulaire se terminant en portion de voûte sphérique ayant pour but de boucher les quatre angles, ramenant ainsi à la forme circulaire ce qui, en bas, formait un carré. Ces panaches reçurent le nom de pendentifs.

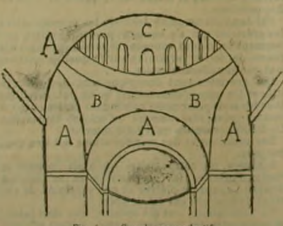


Fig. 4. — Coupole sur pendantifs.

Partis des quatre angles d'un carré, ils formaient dans le haut un cercle horizontal qui est la base de la coupole. Chaque travée fut recouverte d'une voûte, qui vint se greffer sur chacune des quatre arches du centre reliant les piliers (*fig. 4*).

Le plus beau spécimen de cette architecture c'est Sainte-Sophie, à Constantinople. La coupole qui surmonte les pendentifs n'est pas de plein cintre, mais surbaissée, offrant en courbe verticale une sorte de demi-ellipse. Au lieu d'être éclairée par un œil unique au centre, la base de cette coupole est percée d'une infinité

(1) Voir les numéros 23 et 24.

de fenêtres séparées par des trumeaux relativement étroits : il résulte de cette disposition que la calotte semble suspendue au-dessus de l'édifice, dont elle serait isolée par un anneau de lumière. Ce charmant effet d'éclairage joint au flot de lumière venant des quatre travées est vraiment féerique.

L'ornementation byzantine s'inspire des arts de l'Orient, damasquinure, orfèvrerie, tissage d'or, de soie et de tapis, on y voit des perles, des galons, des broderies des feuillages fantastiques, des entrelacs merveilleux, des incrustations de métaux, des dorures et un goût très prononcé pour la mosaïque de marbre ou de verres de couleur et dorés. Les murailles sont couvertes de grandes figures allégoriques sur mosaïque d'or dont le symbole mystique et naïf remplace l'énergie ou la grâce des païens.

* *

Pendant que les chrétiens d'Orient remaniaient leur architecture de fond en comble, ceux d'Occident s'installaient dans les édifices païens. Ils mirent leurs églises dans les basiliques, parce qu'elles sont plus spacieuses que les temples et qu'elles n'ont pas servi au culte précédent.

La basilique romaine servait à la fois de tribunal, de bourse de commerce ou de marché.

C'était une bâtisse très simple aux murs tout unis percés de fenêtres demi-circulaires, elles n'étaient pas ornées de sculptures, mais divisées à l'intérieur par deux rangs longitudinaux de colonnes ou pilastres, la travée du milieu plus spacieuse que les deux à côté. Cette travée était réservée aux plaideurs, aux avocats et aux marchands. Au fond des trois galeries était un espace peu étendu semblable au prétoire de nos tribunaux modernes, où prenaient place exclusivement les avoués, greffiers et autres officiers de justice; cet espace se terminait par un hémicycle, siège du président ou premier juge et ses assesseurs.

C'est là désormais que l'évêque, assisté de ses prêtres, viendra s'asseoir, et l'emplacement ancien du tribunal prend le nom de tribune, ou, comme il est couvert d'une voûte, on l'appelle aussi abside, du nom grec *apside*, voûte. L'endroit réservé aux officiers de justice est occupé par les chantres et s'appelle chœur; l'autel est dressé en avant de l'abside, au milieu du chœur. Les fidèles occupent les deux galeries latérales, hommes à droite, femmes à gauche: ces deux galeries, moins élevées que la nef centrale, sont appelées bas-côtés; quant à cette nef du milieu, elle est réservée aux ordres mineurs et aux catéchumènes qui viennent prendre les leçons pastorales, mais qui, ne pouvant encore assister à la célébration du mystère, doivent rester dehors : c'est pour les abriter que l'on construisit un avant-portique, sorte d'atrium, correspondant au pronaos des temples antiques et au vestibule des églises byzantines; ce porche est appelé narthex.

Plus tard, on ajouta au plan primitif deux bras latéraux, plus courts que la nef centrale, se joignant au chœur pour donner aux plans d'ensemble la forme d'une croix, non pas comme le gammata grec, mais rappelant la croix des supplices, croix latine. Ces nouvelles additions prennent le nom de transepts. Un autre élément, le triforium, fut une galerie étroite, peu éclairée, qui règne au-dessus des bas-côtés, s'ouvrant par quelques petites arcades sur la nef centrale, et consacrée à des jeunes filles vierges ayant voulu se retirer du monde et se vouer à la prière.

Voilà comment la basilique fut transformée en église, singulière origine et coïncidence qui ne devait se démentir dans la suite. Est-ce sous cette influence que nous voyons les chrétiens marchander les faveurs du ciel là où les païens marchandèrent la justice et les denrées?

(*A suivre.*) LÉOMIN.

VIENT DE PARAITRE

L'Almanach de la Révolution pour 1906. Principaux articles : *Elisée Relus* avec portrait, P. Kropotkine ; — *La Révolution Russe*, M. Lenglet ; — *Colonisation anarchiste*, J. Grave; — *Claude Tillier*, Lucien Descaves ; — *La Révolution et les paysans*, Emile Pouget ; — *Le Surmenage*, Michel Petit ; — *Syndicalisme et Révolution*, A. Girard ; — *Le Subventionnisme*, A. Villeval ; — *Patriotisme électoral*, Gustave Hervé ; — *Conscrits*, René Chaughi ; — Henri Chapoutot, etc., etc. Nombreux dessins, par Delannoy, L. Hénault, Willaume, Pivand, Joujoug, Berger. Portraits, reproductions d'affiches, éphémérides des grands faits de l'année, etc., etc. Belle série de primes aux acheteurs.

L'exemplaire : 0 fr. 30; par la poste : 0 fr. 40. Conditions spéciales aux vendeurs.

Correspondances et Communications

★ *Souscriptions reçues par Elie Faure pour Malato, ses coaccusés et leur famille, du 29 juillet au 15 octobre* 1905 :

Loge Rénovateurs de Clichy (par M. Simon). . . . . Fr.	102	60
— Le Temple de l'Honneur et de l'Union (par M. Simon).	20	»
— Le Lien des Peuples (par M. Simon)	23	»
— Unité maçonnique	50	»
— Les Travailleurs.	20	»
— L'Union de Belleville.	10	»
— La Défense.	15	»
— Les Amis bienfaisants.	10	»
— Le Dimanche maçonnique de la Varenne	11	»
— La Renaissance (par M. Simon). .	10	»
— L'Union fraternelle (par M. Simon)	10	»
Union socialiste.	10	»
Collecte d'un groupe de Maçons (par M. Mendel)	79	»
Fédération socialiste de la 3e circonscription de Saint-Denis	15	»
M. Jérôme Lévy.	10	»
M. Mendès	100	»
M. Lavezan	24	»
Miguel Almereyda.	81	»
Groupe de Maçons (par Cyvoct)	9	»
— — (par d'Eon Jobert) .	80	»
Reçu de Janvion (souscriptions) . . .	35	50
Reçu de Stackelberg (souscription et divers)	425	»
Reçu de Jean Grave (souscription) . .	79	10
M. Ferrière.	2	»
Reçu de M. Vitta (souscriptions) . . .	58	»
Reçu de M. Derégnaucourt (souscription d'une Loge)	68	85
Loge la Libre Pensée de Versailles (par S. Faure).	10	»
Souscriptions transmises par M. Willm	14	»
Loge Les Amis bienfaisants (*2e souscription*, par M. Simon)	10	»
— L'Internationale (par M. Simon) .	10	»
— L'Amitié (par M. Simon).	20	»
— L'Education coopérative (par M. Simon).	5	»
Souscriptions reçues à Londres par MM. Richard, Lormier, Bourdin, Ratillon, Matajour, Reynaud, Goetz, amis de Malato.	80	»
Total au 15 octobre 1905 . . Fr.	1.507	05

★ LORIENT. — Les camarades de la **Jeunesse Syndicaliste**, réunis salle du Château-d'Eau, à 8 heures du soir, se déclarent solidaires des camarades de Paris et d'ailleurs pour leur propagande antimilitariste.

RÉIMPRESSION DE BROCHURES
A DISTRIBUER

Prière aux camarades qui ont souscrit aux brochures à distribuer de nous en envoyer le montant pour les recevoir de suite.

Aux quatre premières, *Si j'avais à parler aux électeurs*, — *Aux femmes*, — *La Femme-esclave*, — et *A mon frère le paysan*, nous avons ajouté la *Grève des Electeurs*.

Nous rappelons que le prix est de 1 franc le cent, port en plus.

CONVOCATIONS

★ **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 20 octobre. — **M. Oudinot : La Fontaine et ses fables.**

Lundi 23. — M. Paul Rispal : Le Théâtre de George Sand.

Mardi 24. — Cours d'Espéranto, par Blangrain.

Mercredi 25. — M. J. Weisskopf : Les socialistes allemands et les théories de Hervé.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 20. — Mme Céline Renooz : Evolution de l'idée divine.

Mercredi 25. — Han Ryner : *Le Sphinx rouge* (lecture-causerie).

Vendredi 27. — Ch. Leclerc : Le chansonnier Gustave Nadaud.

Samedi 4 novembre. — Soirée mensuelle. — Leprince : Renan, ses idées philosophiques et sociales. — Entrée : 0 fr. 25.

★ **Association internationale antimilitariste des travailleurs** (**Section du XXe**). — Lundi 23 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la Section, 27, rue des Maronites : Cours d'Espéranto, par Papillon ; Questions diverses.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Mardi 24 octobre. — E. Janvion : La genèse du socialisme (Utopies et systèmes) (I).

Vendredi 27. — Mme Franc : Ce qu'une femme doit savoir.

★ MONTMORENCY. — Les libertaires de Montmorency et des environs sont invités à se mettre en rapport avec le camarade Auguste Gorion, 8, rue du Temple, Montmorency.

★ MARSEILLE. — **La Muse Rouge**, groupe artistique de la section antimilitariste, organise pour samedi 21 octobre, à 9 heures du soir, au Bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, une grande soirée familiale de propagande. 1re partie : Concert, chants et poésies ; groupe de mandolinistes italiens. — 2e partie : *Le Gendarme est sans pitié*.

MARSEILLE. — **Véritas** (Groupe d'éducation et de propagande libertaire). — Le groupe fait appel à tous les anarchistes et libertaires du quartier de la Plaine Saint-Michel et les environs, les invitant à venir assister à la réunion qui aura lieu le jeudi 26 octobre, à 9 heures du soir, salle de l'Union, Plaine Saint-Michel, 63.

Les amis de la Man-Raujo sont priés d'y venir.

Petite Correspondance

C., à Thenay. — Votre monographie de la Sologne, trop générale, manque absolument de précision. Donnez-nous plutôt une notice sur votre canton seul, avec des faits à l'appui et des chiffres au besoin.

G. Le V., à Autun. — Monographie trop *écourtée*. Nous voudrions quelques détails sur la vie économique des paysans des environs d'Autun. Vous êtes, d'autre part, un peu sobre sur les ébénistes et les tanneurs. N'y a-t-il que ces deux corporations dans votre ville ?

X., à Valréas. — Est-ce le cent de boîtes qu'on paye aux cartonnières de 25 à 35 francs? Pouvez-vous donner sur la culture, la propriété agricole et les ouvriers ruraux des renseignements plus précis?

L. V., à Lyon. — Insuffisant. N'avons pas même bien compris.

D., à Montereau. — Avons vu le filet. Merci.

C., à Saint-Etienne. — S. F. au Pâtis par Rambouillet (Seine-et-Oise).

B., à Montcherrier. — Envoyez-nous renseignements. Nous tâcherons d'utiliser.

Poinsot et Normandy. — Si vous m'aviez envoyé votre adresse, je vous aurais répondu par lettre. Je n'ai nullement la prétention de rendre des jugements sans appel, mais vous devez comprendre que le journal a d'autre besogne à faire que d'ouvrir des discussions sans fin sur le mérite ou non-mérite d'une œuvre.

J. W., à Paris. — Oui, envoyez-nous le montant et dites-nous lesquelles.

Reçu pour les arrêtés : *Albert et Mélina*, 2 *fr*. 50. — T., à Epernay, 3 fr. — Merci.

Reçu pour le journal : L. V., à Lyon, 2 fr. 25. — Albert et Mélina, 2 fr. 50. — *Moreau*, 3 *fr*. — *Verschoore*, 9 fr. 75. — D. Roussel et Leleu, 1 fr. — L. C., 3 fr. — Paul, 20 fr. — Merci à tous.

S., à St-Imier. — R., à Bonnieux. — G., à Brest. — S., à Lardières. — V., à *Porto-Alégre*. — B., à Chalon. — T., à Tunis. — H., à Digne. — J. D., à Chaux-de-Fonds. — P., à Liège. — L., à Noyant-la-Gravoyère. — R., à Amay. — B., à Montcherrier. — Cal., à *Paris*. — B., à Oomart. — L., à Evreux. — R., à Paris. — R., à Schikbar. — P., à St-Raphaël. — J., à Lima. — B., à Barcelone. — S., à Ixelles. — Ch., à Lyon. — F., au Mans. — V., à Montmorency. — G., à Montmorency. — D., à Béthune. — M., à Trélazé. — M., à Genève. — R., à Nancy. — H., à Cherbourg. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.



11e ANNÉE. — N° 26.

28 OCTOBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . . . 6 »
Six Mois . . . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . . . 8 »
Six Mois . . . . . . 4 »
Trois Mois . . . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la page 8 le dessin de Maximilien Luce.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Pas de supplément cette semaine.

Antimilitarisme et Révolution

Un incident de presse me force à parler de moi-même. Lors de mon court séjour, récemment, à Paris, nous avons eu, aux *Temps Nouveaux*, entre camarades et amis, une discussion très animée sur la propagande antimilitariste.

Inutile de dire que je considère la propagande et l'action contre le militarisme et la guerre en général *d'une absolue nécessité*. Il faut faire cette propagande et cette action internationalement autant que possible, et au sein de chaque nation séparée.

Mais, je faisais remarquer aux amis, qu'en prêchant la grève des conscrits en temps « de guerre » tout court, et en disant que, le travailleur n'ayant pas de patrie, il devait se désintéresser de la défense de la France, — on ferait fausse route, et on propagerait une idée qui n'est pas juste.

Il ne faut pas que l'on comprenne notre propagande d'une fausse manière. Si la France est envahie par quelque puissance militaire, le devoir des révolutionnaires n'est pas de se croiser les bras et de laisser carte blanche à l'envahisseur. *Il est de commencer la révolution sociale, et de défendre le territoire de la révolution, pour la continuer.* La formule « grève des conscrits » ne dit pas assez. Elle a l'inconvénient de se taire sur le but essentiel de la propagande, et elle donne lieu à de fausses interprétations. Elle ne dit rien sur la révolution et elle ne dit rien sur la nécessité, dans laquelle les révolutionnaires seront placés, — celle de défendre, l'arme au bras, contre les hordes bourgeoises et impérialistes des envahisseurs allemands, anglais et peut-être russes, chaque pouce du territoire français qui se sera mis en révolution. Ces hordes sont-elles mieux que les Versaillais?

Cette nécessité, il faut la reconnaître dès aujourd'hui même. Il ne faut pas en nier l'éventualité, comme on le faisait à la veille de 1870. Il faut y préparer l'esprit du peuple français. A ceux qui prêchent le respect de l'armée nous devons répondre : « Seul, le peuple révolté contre ses chefs et ses exploiteurs saura défendre le sol de la France. L'armée — qu'elle fasse des prodiges de valeur — sera écrasée par le nombre. La révolution, la guerre populaire, la guerre du paysan qui aura reconquis le sol, c'est la seule arme que la France puisse opposer aux bourgeoisies coalisées, prêtes à lancer leurs troupeaux obéissants — voyez les récents discours de Bebel — contre la nation qui fit 1793, 1848 et 1871, et qui prépare une nouvelle révolution, « la sociale ».

❖ ❖

L'écho de cette conversation a pénétré dans la presse parisienne. Le *Temps* insérait un article de M. Mille, dans lequel l'auteur donnait, par ouï-dire, quelques passages tronqués de notre conversation, et comme il laissait ce que j'avais dit sur la révolution, il en travestissait évidemment le sens. D'autres journaux renchérissaient dans la même direction.

C'est pourquoi j'ai envoyé au *Temps* une lettre dans laquelle j'expose mes idées sur le militarisme. Comme elle n'a pas encore paru, je me vois forcé d'attendre jusqu'au prochain numéro pour la reproduire.

PIERRE KROPOTKINE.

Le Congrès de la Tuberculose

Ce n'était pas un conte, ce récit anticipé du récent Congrès que j'écrivais il y a quelques mois. La cérémonie a eu lieu, burlesque, vide de faits et d'idées utiles, pleine de manifestations où le bluff le disputait à la réclame, en un mot foire aux vanités et aux appétits, telle que notre société actuelle transfigure toute action dont l'amélioration du sort humain est le prétexte.

Ce ne sont pas les congressistes qui manquaient. Nombreux de l'étranger, très nombreux de tous les points de la France, médecins de villes et de villages, militaires et marins, tous ceux qui le pouvaient avaient profité de cette excellente occasion pour se faire accorder par leurs clients, leurs épouses ou leurs chefs hiérarchiques la permission d'un petit séjour à Paris.

Et beaucoup d'entre eux ont fait acte de présence dans les locaux du Congrès. Ce n'était pas d'ailleurs désagréable. On y rencontre un tas de vieux copains, on évalue mutuellement l'usure qui se manifeste avec les années, on se remémore quelques bonnes histoires de la vie d'étudiant qui vous incitent à la revivre... un soir ou deux.

D'ailleurs, tout le monde est reçu à mains ouvertes. Le plus petit praticien de campagne est tout de suite présenté à nos plus éminents professeurs, à nos plus renommés spécialistes qui tiennent à honneur d'inscrire son nom sur leurs tablettes. Comment ne pas garder un souvenir durable de tant d'affable simplicité de la part de gens si haut placés et comment ne pas songer à eux quand un client vous demande, un jour, quel est le grand médecin qu'il lui serait préférable d'aller consulter ?

Les invitations pleuvent de toutes parts. On est littéralement racolé: « Dis donc, tu viens à l'Elysée? Tu assistes au lunch municipal? Viens-tu boire le champagne au *Matin*? Préfères-tu une ballade aux Vaux de Cernay, défrayé de tout par notre honorifique confrère le docteur de Rotschild ? »

Vous voyez qu'il n'y a pas moyen de s'ennuyer une minute.

Si, cependant, il y a un moyen. C'est d'entrer dans une salle de séances. Ici vous apprendrez à différencier les bacilles, à faire des bouillons de culture, et tout ce qui concerne la vie et les mœurs d'infiniment petits dont le rôle dans la tuberculose reste seul à démontrer. Là, vous entendrez exposer des vœux, réclamer énergiquement des pouvoirs publics des mesures nouvelles, telle que l'abolition de l'impôt sur les fenêtres, pour mettre fin au fléau qui décime

l'humanité en général et en particulier notre pauvre France.

De-ci, de-là, quelques mots de bon sens viennent frapper vos oreilles. « Ce qui domine la question de la lutte antituberculeuse, c'est l'habitation salubre. » — « Dans les statistiques de mon dispensaire, je trouve le *surmenage physique* dans 98,22 0/0 des cas, l'alimentation insuffisante dans 71,26 0/0 et *la contagion dans 9,19, 0/0 des cas seulement.* » (Calmette de Lille.) « La tuberculose est fonction des conditions économiques de l'individu. » (Conclusion du rapport de Romme.)

Mais ces rares paroles utiles, exprimant le résultat de travaux, d'observations et de réflexions de longue haleine, sont noyées dans une série ininterrompue de communications sans intérêt, débitées dans un jargon incompréhensible et bredouillées à toute vapeur. Le règlement stipule, en effet, qu'il ne sera accordé que dix minutes à chaque orateur ; seuls, les « Maîtres », les « Grands Pontifes », prennent tout le temps qu'ils veulent pour redire longuement les lieux communs, exprimés dans leurs cours et leurs bouquins ; tant il est vrai que, même dans les congrès, ceux qui font les règlements ont garde de les subir eux-mêmes.

Mais, à l'écart, quelle est cette salle où l'on n'entend pas d'applaudissements, de discussions ni de murmures flatteurs, où l'on ne voit ni professeurs, ni journalistes, ni physionomies connues du public, et où, devant deux douzaines d'auditeurs placides, se déroule la machine aux communications ? De quoi y parle-t-on ? Tout simplement des moyens de traitement de la tuberculose. Cela a paru de très médiocre importance aux grands esprits versés dans l'art de dresser les microbes, d'autant que les modestes praticiens qui, au cours de leurs efforts journaliers pour améliorer leurs malades, avaient fait des observations utiles, pouvaient être relégués dans cette sous-section et cela laissait ainsi aux personnages en vue le temps de pérorer à leur aise devant le grand public.

Grâce à cet escamotage, un certain nombre de faits dont on aurait pu tirer profit, tout au moins pour vérifier et consolider nos connaissances généralement acquises sur le régime et l'hygiène des malades, se sont trouvés condamnés à un impénétrable silence. Les journalistes s'étant partagés d'avance les comptes rendus des sections n'ont pas cru devoir déléguer quelqu'un d'entre eux à une sous-section, créée au dernier moment et à laquelle le président désigné ne faisait lui-même que de rares apparitions. Seuls quelques industriels, en quête de réclame pour leurs produits, ont recueilli et cité dans la grande presse les bribes de communication pouvant être utilisées au mieux de leurs intérêts.

Et voilà comment sert un congrès à la diffusion des idées nouvelles. Qu'un médecin quelconque soit frappé d'une réflexion qui lui paraisse juste et de conséquences utiles ; qu'il consacre, pendant plusieurs années, le peu de temps qu'il a de disponible, à la vérifier et à l'étayer de preuves puisées dans les livres et dans ses observations personnelles ; puis que, sûr de son fait, il veuille en faire bénéficier le public. Quel moyen pourra-t-il employer ? Se faire imprimer lui-même, c'est se condamner d'avance à n'être jamais lu, et supporter des frais que tout le monde ne peut faire. Trouver un éditeur ? autant chercher un prêteur quand on n'a pas le sou. Aller voir un grand chef, un de ses anciens professeurs ? On sera toujours bien reçu, la publication sera faite, soit dans un journal de médecine coté, soit même sous forme de communication à une société savante ; mais le nom de l'auteur disparaîtra, le Maître aura gardé pour lui tout l'honneur et le profit. Les congrès sont faits précisément, dit-on aux naïfs, pour permettre aux inconnus, aux isolés, de livrer leurs productions au public.

Eh bien ! ce n'est pas vrai. Tous les congrès l'ont déjà prouvé ; celui de la tuberculose l'a confirmé.

Les Maîtres ne veulent pas qu'on puisse se passer d'eux ; dirigeants dans leur sphère, ils ne tolèrent pas l'émancipation des dirigés. C'est l'histoire des salons de sculpture et de peinture, c'est l'histoire de la société bourgeoise tout entière, égale et toujours semblable à elle-même dans toutes ses manifestations.

En somme, bien des mots ont été dits, bien du temps perdu et de l'argent qu'on aurait pu économiser fort utilement en remplaçant le congrès par de multiples affiches portant ces trois propositions :

« 1° Chacun ne travaillera plus que dans la mesure de ses forces ;

« 2° Chacun pourra manger à sa faim ;

« 3° Les personnes habitant des logements insalubres (c'est-à-dire mal aérés, mal ensoleillés ou trop étroits, auront le droit de se loger dans les locaux inoccupés.

« Et la tuberculose disparaîtra de l'humanité. »

Il est vrai que cela ne ferait pas l'affaire de nos dirigeants pour lesquels toute misère humaine est prétexte à réclame : témoin ce politicien qui a fait publier dans les journaux qu'à la rentrée des Chambres il demanderait le vote d'un crédit de 100.000 francs pour aider à l'étude des meilleurs moyens de combattre la tuberculose.

Tous nos lecteurs ont deviné d'avance quel était le pitre capable d'imaginer une si jolie fumisterie. Le citoyen Gérault-Richard ? Lui-même !

Michel Petit.

Notre prochain dessin sera signé : Delannoy.

LA TACTIQUE ALLEMANDE

Les camarades ont pu suivre la grève des électriciens de Berlin, qui s'est terminée par le plus pitoyable échec. Compliquée d'un lock-out, elle avait englobé 35.000 à 40.000 ouvriers. Les Allemands nous ont accoutumés à des grèves colossales : Crimmitschau chez les tisseurs en 1903, celle de la Ruhr en 1904 chez les mineurs, Berlin chez les électriciens. Il est regrettable que toutes trois se soient terminées d'une façon lamentable.

Toutes trois présentent des traits communs. Elles éclatent par suite de la poussée ouvrière qui surprend plus ou moins les chefs des organisations syndicales. Ceux-ci prennent cependant la tête du mouvement qu'ils n'approuvent qu'en rechignant ; ils se chargent d'organiser la grève. Des délégués avec un brassard blanc encadrent les grévistes ; ils assurent l'ordre, le calme, la discipline, ils font respecter la légalité. Impossible aux mauvaises têtes, à ceux qu'on peut flétrir du nom d'anarchistes, de faire du scandale et de provoquer une action plus énergique, mais dangereuse, en donnant eux-mêmes l'exemple. A ce sujet, deux dépêches caractéristiques, l'une de l'agence Reuter, l'autre du *Times*, ont été reproduites dans les *Temps Nouveaux* du 7 octobre.

La Voix du Peuple (22-29 octobre 1903) donne à peu près la même information :

« Il est à remarquer, relatent avec plaisir les journaux bourgeois, que pendant tout le conflit, intéressant tant de milliers d'ouvriers, l'intervention de la force armée n'a été à aucun moment nécessaire. La police elle-même n'a jamais dû intervenir que pour faire circuler les groupes trop nombreux autour des usines, et protéger la liberté du travail. »

Après une période d'attente lassante, décourageante, pendant laquelle une discipline « admirable » empêche tout enthousiasme, tout sentiment fort, tout esprit de révolte, le comité directeur déclare qu'il n'y a rien à faire et qu'il faut rentrer à l'usine. Et réellement, il n'y a plus rien à faire.

« Ils (les syndicats) n'étaient pas prêts, dit Thomas dans *L'Humanité* du 21 octobre, et nos camarades d'Allemagne n'aiment que les luttes pour lesquelles ils sont prêts (1). »

Belle explication. Mais qui décidera du moment de l'action décisive ? Les ouvriers qui sont poussés par leurs besoins et leurs sentiments ou les autorités syndicales ?

Et cependant, lors de la grève de la Ruhr, les mineurs avaient pour eux l'opinion publique, et leurs camarades belges, à cause d'eux, venaient de déclarer la grève générale de la corporation.

Et, à Berlin, les patrons « métallurgistes auxquels l'Association avait ordonné le lock-out n'étaient pas tous disposés à subir et exécuter cet ordre. Les commandes pressaient ; beaucoup auraient consenti à payer l'amende fixée dans les statuts plutôt qu'à fermer leur usine. Que les patrons se méfient donc : le lock-out est une arme qui se retournera contre eux ». (A. Thomas.)

Mais le comité directeur, les autorités syndicales n'ont pas voulu risquer l'existence ou même la prospérité de l'organisation. A quoi servent donc les organisations si elles ne doivent pas agir, si elles ne doivent rien risquer, si toute l'action consiste à sauvegarder l'organisation ?

Ce souci de sauvegarder l'organisation a amené les syndicats allemands à rejeter la manifestation du 1er mai, devenue d'ailleurs une fête platonique, et à repousser l'idée de la grève générale.

L'organisation syndicale allemande, dont on nous rebat à chaque instant les oreilles, peut-être serait-il bon de savoir exactement ce qu'il y a dedans. Un million de syndiqués, c'est très joli, et payant leurs cotisations, c'est admirable ; mais ce qu'on ne sait pas assez en France, c'est que les syndicats ont recruté leurs adhérents parce que, *grâce au gouvernement allemand*, ils ont pu instituer des caisses de secours pour les assurances. Le gouvernement allemand, en créant les assurances *obligatoires* (maladie, accidents, etc.), a autorisé les caisses à se constituer comme elles l'entendraient. Les syndicats ont pu ainsi organiser eux-mêmes les institutions d'assurance, et ils ont groupé dans leurs mutualités un million d'adhérents payant leurs cotisations.

« Aujourd'hui, dit A. Thomas, le gouvernement allemand ne pourrait tenter de les désorganiser (les syndicats) sans détraquer du même coup ses institutions d'assurances ; il ne pourrait toucher aux groupements ouvriers sans porter un coup funeste à tous les services de placement ou d'assistance contre le chômage. »

Cela explique que le syndicalisme allemand, « par son travail d'organisation, par sa persévérante besogne quotidienne, soit parvenu à s'imposer à l'Etat féodal et bureaucratique et à une partie du patronat ».

On comprend aussi pourquoi les syndicats allemands sont si *forts* (!) et pourquoi ils n'osent pas s'engager à fond dans la lutte quotidienne, pourquoi ils craignent (au moins autant que le gouvernement allemand) de compromettre leur propre organisation et leurs puissantes mutualités.

On se souvient que Waldeck-Rousseau, Millerand et consorts avaient rêvé de transformer les syndicats français en organismes de coopération et de mutualité pour les détourner de leur rôle de combat. L'empereur Guillaume II n'avait pas caché son admiration et sa sympathie pour notre socialiste Millerand.

---

(1) Thomas allègue aussi, pour la grève des électriciens, que l'échec est dû en partie à ce que la représentation socialiste était impuissante dans l'assemblée berlinoise. Je ne sais pas si les grévistes de Limoges se sont aperçus de l'heureux avantage d'avoir un socialiste pour maire et député.

Les syndicats français ne se sont pas laissés entraîner dans la voie où se sont fourvoyés leurs camarades allemands. Aussi ne sont-ils pas traités par notre gouvernement républicain avec la même indifférence dont le gouvernement impérial use à l'égard des organisations ouvrières.

Après cela, Thomas peut conserver son admiration « pour la tactique prudente, et pour ainsi dire scientifique (*sic*), et l'admirable discipline » des syndicats germaniques. Il est à croire que la Confédération générale du travail ne lui offrira pas de sitôt de tels motifs d'allégresse.

M. Pierrot.

L'Agitation antimilitariste

Nous avons reçu confirmation que c'est bien en vertu des lois scélérates que notre camarade Loquier, d'Epinal, est poursuivi. Il devait même passer en police correctionnelle ces jours-ci, si son avocat n'avait demandé remise de l'affaire.

Loquier est poursuivi pour propagande « antimilitariste » pour avoir mis en vente des brochures éditées depuis plusieurs années et légalement déposées suivant les lois bourgeoises. Mais il paraît que cela ne fait rien, et que ce qui est légal à Paris ne l'est pas à Epinal. Comprenne qui pourra, mais il en est ainsi.

Militarisme de D. Nieuwenhuis et *Patrie, Guerre et Caserne* de Ch. Albert, deux brochures parues depuis quatre ou cinq ans, sont parmi les publications retenues par l'étrange juge qui instruit actuellement contre notre camarade. Aussi *Le Manuel du Soldat*, pour la publication duquel notre ami Yvetot fut poursuivi... et acquitté par la cour d'assises de la Seine.

Comprenne qui pourra, mais tels sont les faits. L'on a la prétention de poursuivre, à Epinal, un militant qui, pour les mêmes faits, ne serait pas inquiété à Paris, ni du reste nulle autre part en France, puisque les publications incriminées ont pu être répandues sans inconvénient pour personne, jusqu'à ce que les étranges juges d'Epinal aient bien voulu y trouver matière à poursuites.

La *Ligue des Droits de l'Homme*, qui jadis avait été fondée, à ce que l'on nous avait assuré, pour s'opposer à toutes les illégalités, pourrait peut-être intervenir dans le cas de Loquier, que nous prenons la liberté de lui signaler.

* *

A Amiens, c'est le gérant du journal *Germinal*, Lemaire, qui, comme nous le signalions la semaine dernière, a été arrêté *préventivement* et que les juges ont la prétention de poursuivre également en vertu des lois scélérates, et ce pour propagande antimilitariste.

Trois articles, ne disant pas autre chose en somme que ce qui a été dit de tous temps et par tous ceux qui, comme nous, ont la haine du militarisme et des tares qu'il engendre, sont retenus par l'accusation contre Lemaire.

Le juge préposé à l'instruction a même été incapable de relever dans les articles incriminés une phrase ou même un lambeau de phrase justifiant les poursuites, et à Lemaire qui lui demandait de préciser, il a fait cette étrange réponse qu'il le poursuivait pour la « *tendance* » des articles.

La presse locale n'a pas un mot en faveur de Lemaire, en la personne de qui la liberté de la presse se trouve cependant menacée.

Et nous vivons dans « la plus douce des patries » s'en vont partout clamant nos socialistes domestiqués.

P. D.

Notre camarade James Guillaume nous fait savoir que l'apparition de son volume *L'Internationale* est renvoyée au samedi 3 novembre.

Ce n'est donc qu'à partir de cette date que nous pourrons l'expédier à nos lecteurs.

LIVRE POUR ENFANTS

Je viens d'envoyer à l'impression un second volume de lecture pour enfants.

Escomptant l'adhésion des souscripteurs du premier, je risque l'aventure.

Ce nouveau volume se composera de :

Le Legs du Maure. — *Le Petit Chemin*. — *Congrès de philanthropes*. — *La Fourmi voyageuse*, parus dans notre supplément. Une nouvelle de William Morris : *Une leçon de roi*, publiée dans celui de la *Révolte*, et une demi-douzaine d'autres que les éclipses répétées du supplément nous ont empêchés de donner.

Le volume sera illustré, relié à l'anglaise tête dorée, comme le précédent, vendu 3 fr. 50 et paraîtra vers le 15 décembre.

Aux souscripteurs qui m'enverront leur adhésion avant le 30 novembre, il sera livré à 2 fr. 50. Ceux qui voudront bénéficier de cette réduction, sont priés de prendre note de la date.

La souscription donnera droit à avoir, pour le même prix de 2 fr. 50, le premier volume qui est vendu 4 francs.

Je tiens les circulaires à la disposition des camarades qui voudraient les faire circuler.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

Mutinerie. — La traversée de la mer Rouge par le croiseur *Dupetit-Thouars* a été marquée par de graves incidents.

D'abord les marins se plaignirent de la mauvaise qualité du pain.

Ensuite, un jour qu'un gabier était tombé à la mer, les bouées de sauvetage ni les baleinières ne purent fonctionner et c'est à grand peine qu'on put sauver le marin.

L'équipage se montra très surexcité; il cria, siffla et, s'étant formé en groupe sous la passerelle du navire, il entonna la *Carmagnole*.

Les rumeurs ne cessèrent que quand le commandant eut promis que les fours à pain seraient changés en arrivant à Saigon.

F. C.

❖ ❖

Alger. — **Contre le syndicalisme révolutionnaire**. — A Alger, comme ailleurs, la répression contre l'antimilitarisme et le syndicalisme révolutionnaire est à l'ordre du jour. Déjà, après l'affichage à Paris du manifeste de l'A. I. A., des ordres avaient été donnés aux policiers de rechercher les camarades militants en vue de perquisitions ultérieures.

Quelques-uns de ces manifestes ayant été posés dans la nuit du samedi 15 au dimanche 16, les perquisitions eurent lieu dès le matin chez plusieurs camarades et se continuèrent à la Bourse du Travail où furent découverts avec une des affiches incriminées, placardée dans la grande salle quelques autres qui n'avaient pu être posées dans la nuit et un ballot d'étiquettes gommées pour la propagande des huit heures et contre l'armée.

Le résultat de ces perquisitions ne se fit pas attendre; mardi, le maire, Altairac, prenait un arrêté ordonnant la fermeture de la Bourse du Travail jusqu'à l'élaboration d'un nouveau règlement intérieur destiné à évincer de ladite Bourse les mauvais éléments qui en ont modifié la tactique depuis environ deux ans ; car les derniers incidents antimilitaristes n'ont été que la goutte d'eau qui fit déborder le vase, la Bourse du Travail d'Alger ayant depuis longtemps indisposé les Pouvoirs publics en raison de son attitude révolutionnaire.

Il va sans dire que nos quelques élus socialistes s'opposèrent faiblement à cet arrêté, en s'efforçant surtout de dégager la responsabilité du conseil d'administration, sous le fallacieux prétexte qu'un ordre du jour voté par ledit conseil disait que l'affiche placardée dans la grande salle de la Bourse l'avait été par une main inconnue; pourtant, dans cet ordre du jour et dans un ordre adopté le même jour et à la même séance, les délégués des trente-six syndicats composant le conseil d'administration de la Bourse du Travail déclaraient se solidariser avec la Confédération générale du Travail et la Fédération des Bourses exclues de la Bourse du Travail de Paris pour propagande antimilitariste et révolutionnaire, tout en protestant contre les mesures arbitraires et vexatoires dont les organisations ouvrières étaient l'objet depuis quelque temps.

Enfin, hier, eut lieu, au local de la Maison du Peuple, une réunion de tous les syndicats algériens dans laquelle il fut décidé qu'un local serait cherché pour y installer une Bourse du travail indépendante, libre de toute entrave et de toute subvention.

Après celles d'Oran, de Paris et de Lyon, la Bourse du Travail d'Alger, à son tour, est mise en demeure ou de cesser sa propagande et de se domestiquer, ou de disparaître. Reste à savoir si les ouvriers seront assez énergiques pour poursuivre la lutte commencée, et pour la mener à bonne fin. Quant à nous, nous sommes satisfaits de ces persécutions; elles montrent bien le cas qu'il faut faire des déclarations des politiciens de tous poils et surtout à quoi servent les subventions.

P. Richard.

❖ ❖

MONOGRAPHIE

Roanne.

I. *La campagne roannaise. L'industrie roannaise* (le tissage des cotonnades). — II. *La crise industrielle*. — III. *Les conditions du travail*. — IV. *L'existence ouvrière*. — V. *La vie publique*. — VI. *La lutte ouvrière et l'organisation syndicale*.

II

LA CRISE INDUSTRIELLE.

Il ne faudrait pas croire que ce soit l'extension de la production roannaise qui ait entraîné la crise, tout au moins directement. Lorsque la saison est dans son plein, toutes les fabriques et tous leurs métiers arrivent à peine à suffire aux commandes. La crise est, en effet, une crise saisonnière. Roanne s'est spécialisée dans la fabrication de cotonnades tissées avec des fils de différentes couleurs (ex. : toile de Vichy); on arrive ainsi à obtenir des dessins plus ou moins variés. Ces tissus servent à faire des tabliers, des pantalons, des chemises, principalement des chemisettes d'été, des corsages et des robes. Ce genre de spécialité appartient en propre à la région roannaise. Ailleurs on fabrique des cotonnades écrues, des cotonnades imprimées (indiennes), etc.

Mais ailleurs on s'est mis aussi à fabriquer, sinon l'article soigné, dit de *fantaisie*, tout au moins l'article courant, dit *classique* (ex. : tissus à carreaux pour matelas, pour tabliers, etc.) Il faut tenir compte, en effet, qu'en même temps que Roanne d'autres centres de production se sont développés. Parmi ceux qui font une forte concurrence aux fabriques de la Loire, je crois qu'il faut citer Rouen, dont les manufactures existaient avant la guerre, et surtout les nombreux établissements fondés dans les Vosges depuis 1871. Toutes ces fabriques se disputent le marché national et contribuent à créer une surproduction.

Roanne s'est vue ainsi enlever l'article ordinaire (classique) qui est de vente courante et peut se fabriquer à l'avance. Elle se trouve réduite aux cotonnades de fantaisie (pour robes, corsages, chemises et chemisettes d'été), dont la mode varie chaque année (dessin, couleur). La production est, par suite, asservie à la commande. On ne peut pas fabriquer d'avance, il faut attendre les ordres qui arrivent à l'automne pour les créations nouvelles. Tout l'hiver se passe dans un travail précipité pour livrer au printemps. Puis c'est la morte-saison (mars à août).

Ainsi, l'industrie roannaise est soumise à des fluctuations périodiques : travail intensif pendant l'hiver, chômage pendant l'été. Il y a quelques années, la production n'avait pas d'arrêt; une fois l'article de fantaisie terminé, on se remettait à la fabrication de l'article classique, dont l'écoulement était assuré en toute saison.

Il s'agit donc, en fait, d'une crise un peu spéciale qui ne touche pas à la production principale, celle des cotonnades de fantaisie, toujours très florissante et pour laquelle Roanne reste maîtresse du marché. Il faudrait boucher le trou de l'été. Pour cela, les fabricants voudraient pouvoir reprendre l'article classique; ils voudraient supplanter à leur tour leurs concurrents sur le marché national, et ils ne voient d'autre moyen que de

---

(1) Voir les numéros 25.

diminuer le prix de revient pour l'article classique. (Voir le rapport patronal en réponse à l'enquête parlementaire sur l'industrie textile-1904.) Ils trouvent qu'ils payent trop cher leurs ouvriers, comparativement aux salaires accordés dans les Vosges ou dans la région de Rouen. Ils vont jusqu'à déclarer (voir le rapport patronal) que *l'élévation relative des salaires a favorisé leurs concurrents et qu'elle est la « cause directe et évidente »* de la crise (1).

Les patrons seraient donc tout disposés à faire supporter à leurs ouvriers la lutte contre les autres centres de *fabrication*, sous le fallacieux prétexte de faire disparaître le chômage de l'été. Mais il est bien évident que tout sacrifice consenti par les travailleurs sur leur salaire *retentirait sur les salaires des tisseurs* des autres localités ; la concurrence se poursuivrait à outrance entre les fabricants aux dépens des moyens de subsistance des travailleurs. Et il n'y a même pas de certitude que la victoire resterait à Roanne, et que les ouvriers auraient la *satisfaction de pouvoir travailler l'année tout entière pour un salaire de famine.*

Les patrons ont cependant essayé, et essaient journellement de faire baisser les salaires, non seulement pour l'article classique mais aussi pour *l'article de fantaisie*. Cela leur est d'autant plus facile que le travail est *payé aux pièces*. Chaque article nouveau donne lieu à une évaluation arbitraire de la part du patron, et il est souvent nécessaire que les ouvriers s'opposent aux prétentions du fabricant. Au commencement de juillet dernier, vers la fin de mon séjour à Roanne, une grève a éclaté dans une manufacture pour le relèvement d'un prix de façon.

Grâce à la résistance ouvrière, l'abaissement des salaires n'a pas été très appréciable, et il ne peut guère contribuer à la diminution du prix de revient. On ne peut donc songer qu'à intensifier le travail ou à en augmenter la productivité. Les tisseurs de Roanne conduisent deux métiers seulement ; et cela s'explique par le soin que nécessite la fabrication des cotonnades de fantaisie. Ailleurs, on peut voir des ouvriers conduire quatre métiers et davantage (jusqu'à vingt machines Northrop, par exemple, pour la fabrication des tissus écrus). Les patrons roannais voudraient amener leurs salariés à s'occuper de quatre métiers, tout au moins pour les articles comme le vichy lisse, le croisé pour robe et chemise, la cretonne tissée, etc. Là encore, ils se sont heurtés à la résistance ouvrière.

Cette résistance ouvrière se comprend parfaitement, si l'on considère les résultats de cette intensification du travail. Il y aurait, en effet, diminution des prix de façon, sinon la réforme n'aurait aucun sens au point de vue patronal. Cette diminution des prix de façon serait certainement facilitée par le renvoi (tout au moins momentané) d'un certain nombre de travailleurs, et par la concurrence des bras inoccupés.

Voici d'ailleurs comment les patrons se proposeraient de rémunérer leur personnel, d'après le rapport patronal :

Un ouvrier conduisant :	2 métiers...	4 métiers.
Production par métier :	20 mètres...	15 mètres.
Production par ouvrier :	40 mètres...	60 mètres.
Prix de façon au mètre :	0,10 cent..	0,07 centim.
Salaire journalier :	4 fr........	4 fr. 20

Ainsi, les ouvriers seraient obligés d'augmenter considérablement leur effort journalier, de faire une dépense d'attention beaucoup plus grande, d'user plus rapidement leurs forces, pour un misérable bénéfice de quatre sous par jour. Et il faut remarquer que le salaire de 4 francs est assez rarement atteint ; un tisseur pouvant gagner de 2 à 3 francs aura, en conduisant quatre métiers au lieu de deux, l'avantage de toucher 2 fr. 10 à 3 fr. 15.

(1) Il semblerait donc que les salaires journaliers soient, à Roanne, trop élevés. Nous verrons dans les articles suivants ce qu'ils sont en réalité, et que, s'il y a lieu de s'étonner, c'est plutôt de leur petitesse. J'ignore ce que sont les salaires dans les autres régions. Il est vrai que la corporation des tisseurs est une des plus exploitées ; mais si ailleurs les salaires sont réellement inférieurs, je me demande comment y peuvent subsister les ouvriers et à quel degré de misère et de résignation ils sont placés. Dans ce cas, la propagande et l'organisation peuvent faire beaucoup : tout ce qui est gagné en une localité quelconque a sa répercussion partout, grâce aux facilités de renseignements et de l'entente, grâce à l'exemple. Il est d'ailleurs à présumer que l'abandon de l'article classique a été en partie amené par les fluctuations dans les prix des filés de coton, lesquelles rendent aléatoire toute fabrication d'avance.

Autrement dit, les patrons se flattent de payer leurs ouvriers à peu près au même taux pour un travail double. Il est vrai qu'on aurait l'espérance de pouvoir reprendre la fabrication de l'article classique et de voir disparaître le chômage de l'été. « Donc, dit le rapport patronal, avantages à tous les points de vue pour l'ouvrier. » Or, il n'est pas certain que l'intensification du travail n'amènerait pas une répercussion sur les autres centres de fabrication, soit par le perfectionnement du machinisme, soit par une diminution des salaires (1).

On peut concevoir une augmentation de la productivité, sans surmenage humain, par un perfectionnement du machinisme. Jusqu'ici, rien n'a été fait. Depuis l'intallation du tissage mécanique, il y a eu seulement quelques améliorations de détail. Or « on peut prévoir la transformation du matériel dans un avenir plus ou moins rapproché » (rapport patronal), bien qu'il semble qu'une transformation soit difficile à réaliser à cause du mode compliqué de tissage qu'exige la fabrication des cotonnades de fantaisie. Malgré tout, il faut compter avec le perfectionnement du machinisme. La pression ouvrière *elle-même avec l'exigence (espérons-le)*, de salaires plus élevés, peut-être l'avènement du salaire à la journée, secoueront l'apathie patronale, et pousseront les fabricants à transformer leur outillage. Quelles en seront les conséquences ? Probablement, tout d'abord, un chômage pour un grand nombre de salariés, suivi d'une extension de la fabrication grâce à l'abaissement du prix des marchandises et à l'augmentation de la vente, jusqu'à ce que la surproduction se reproduise et qu'une nouvelle crise éclate. D'autre part, le progrès du machinisme entraîne ordinairement une égalisation de la concurrence patronale et des conditions du travail par les répercussions qu'il provoque, répercussions qui se font même sentir sur l'entente et l'organisation ouvrières.

(*A suivre.*) M. Pierrot.

Au prochain numéro, suite et fin du chapitre de « La Crise industrielle ».

MOUVEMENT OUVRIER

Comme on a pu le voir d'autre part par la correspondance de nos camarades d'Alger, les persécutions contre les Bourses du Travail pour lesquelles le réformisme n'est pas le dernier mot de l'action syndicale, continuent.

Le maire d'Alger a donc pris, après le maire socialiste de Lyon, Augagneur, un arrêté ordonnant la fermeture de la Bourse du Travail, et, tout comme le Conseil municipal socialiste de Paris, le Conseil municipal d'Alger va être appelé à voter un « règlement ».

Il n'y a plus à en douter maintenant, la liberté est bannie pour les syndicats dans les immeubles préfectoraux et municipaux. A vrai dire, nous n'en avions jamais douté, mais les incidents de ces temps derniers sont venus confirmer toutes les appréhensions que nous avions à ce sujet.

Du reste, à Alger même, le brasseur d'affaires Etienne, qui fonctionne au ministère de l'Intérieur, ne s'en est pas caché, et à une protestation qui s'est justement élevée lors de son passage à Alger, le préposé au ministère a fait cette réponse catégorique :

« Il ne faut pas, a-t-il dit, que les Bourses du Travail deviennent, comme elles le sont trop souvent, des foyers d'incendie révolutionnaire. Nous serons impitoyables sur ce point. »

Et l'on sait ce que cela veut dire. Toute opposition à l'Etat bourgeois et à la société capitaliste est naturellement envisagée par le sieur Etienne comme « foyer d'incendie révolutionnaire ».

Les organisations syndicales sont ainsi prévenues ; ou elles se plieront aux fantaisies bourgeoises et gouvernementales, et perdront ainsi, en grande partie, leur raison d'être, ou elles seront frappées.

Avec l'indépendance seule, elles sauront recouvrer toute leur liberté d'action. Je ne doute pas que c'est à ce dernier parti que la plus grande partie d'entre elles s'arrêteront.

(1) Et encore je n'ai pas tenu compte du chômage considérable qu'entraînerait une intensification du travail. On peut supposer que la diminution du prix des marchandises ferait dans la suite augmenter la consommation et déterminerait une extension de la production. Les sans-travail pourraient donc espérer retrouver leur occupation après une période de misère, à condition que la concurrence n'ait pas, en même temps, provoqué la surproduction des autres localités. Au fond l'intensification du travail amènerait certainement un relèvement des bénéfices patronaux, mais une plus grande fatigue et une usure plus rapide pour les ouvriers en échange d'avantages fallacieux.

Elles y retrouveront de nouvelles forces et de puissants moyens d'action.

❖ ❖

Vaillamment, les ouvriers des tissages Géliot, Gilotin et Cie, continuent la lutte malgré toutes les pressions patronales et gouvernementales.

La troupe garde les usines et des patrouilles sillonnent nuit et jour les rues de Fraize et de Plainfaing si calmes en temps ordinaire.

Il est vrai que, presque journellement, les grévistes manifestent, drapeaux rouges au vent, à travers les deux petites cités.

Les patrons, croyant faire un coup de maître avaient fait afficher ces jours derniers, sur les murs de Fraize et de Plainfaing, une affiche dans laquelle ils s'engageaient à accorder à leurs ouvriers une augmentation de salaires si ces derniers pouvaient leur prouver qu'il existait, dans la région, un tarif plus élevé que le leur. Megel, secrétaire du syndicat, au cours d'une réunion provoquée dans ce but, prouva à ses camarades, chiffres en main, que les ouvriers des tissages Kahn et Lang, David Trouiller, d'Epinal ; Ziegler, de Golbey, pour ne citer que ces maisons, gagnent de 15 à 20 0/0 plus que ceux de la vallée de la Haute-Meurthe.

Les exploiteurs, qui ne s'attendaient pas si promptement à la riposte, n'ont plus donné signe de vie, depuis, naturellement.

Après la réunion, les grévistes, ayant à leur tête deux femmes portant chacune un drapeau rouge, organisèrent une manifestation dans les rues de Fraize et de Plainfaing. Malgré les gendarmes qui les escortaient, quelques vitres ont été brisées.

Les soupes communistes continuent à bien fonctionner et les grévistes, hommes et femmes, sont plus que jamais décidés à la résistance.

A Paris, les ouvriers terrassiers des chantiers du 4e lot du Métropolitain, situés boulevard Barbès, viennent de cesser le travail à la suite du renvoi d'un chef de poste, lequel s'était refusé à congédier les ouvriers que lui avait désignés le représentant de l'entrepreneur.

Les ouvriers qui se sont solidarisés avec leur chef de poste sont au nombre de quatre-vingts et l'entrepreneur a refusé de recevoir une délégation des ouvriers en grève.

A Paris également, la grève des maçons stucateurs continue.

A Trélazé, les ouvriers de la manufacture nationale d'allumettes, qui avaient un moment quitté le travail, l'ont repris sur l'assurance, venue de Paris, qu'il serait fait droit à leurs revendications.

Je crains fort que les malheureux ne se soient laissé rouler.

P. Delesalle.

SUISSE

Un antimilitariste. — Le 16 octobre, à Colombier (canton de Neuchâtel), le tribunal militaire de la 2e division jugeait un ouvrier de la Chaux-de-Fonds, Juvet, poursuivi pour avoir refusé le service militaire.

Juvet déclara hautement qu'en agissant ainsi, il n'avait fait qu'obéir à l'ordre de sa conscience. Et comme le grand-juge lui demandait ce qu'il ferait si la patrie était attaquée, il n'hésita pas à répondre qu'il resterait parfaitement indifférent et ne ferait rien pour la défendre.

C'est Louis Avennier, de Genève, qui présenta la défense de l'antimilitariste. Après quoi, celui-ci voulut exposer ses idées sur la patrie, le service militaire et l'emploi de l'armée dans les grèves. Mais il fut arrêté avant la fin par le grand-juge.

Juvet fut condamné à 4 mois d'emprisonnement, sans déduction de la prison préventive, à 2 ans de privation des droits civiques « et aux frais, s'élevant à 15 francs ».

Am. D.

ÉTATS-UNIS

San Francisco. — Actuellement, on peut le dire, il n'y a plus de journaux anarchistes aux Etats-Unis. Nous avons bien le *Demonstrator* de Home, organe d'une prétendue colonie anarchiste individua-

liste, mais, en réalité, essentiellement bourgeois.

Voulez-vous quelques lignes de ce journal comme échantillon. Il s'agit d'une polémique sur ce point : *La femme est-elle supérieure à l'homme ?* Le promoteur de la discussion, se basant,dit-il, sur des faits scientifiques, nous prouve que l'homme est un vil animal, tandis que la femme est l'être le plus parfait de la création. « C'est une erreur de croire que Dieu ayant plongé Adam dans un profond sommeil, il lui retira une côte avec laquelle il créa la femme. Il faut rétablir la vérité que l'homme a toujours dénaturée. Dieu, cela est prouvé par le texte scientifique de la Genèse, plongea notre premier ancêtre dans un profond sommeil. Adam fit un rêve comme jamais l'Humanité n'en a fait d'aussi beaux depuis. L'Etre tout-puissant matérialisa ce rêve et la femme fut créée : » Tout le reste de l'article est consacré à prouver la supériorité de la femme. Il conclut que l'homme n'est rien et que la femme doit diriger le monde. Inutile de dire que l'auteur de ces lignes est une femme. Plusieurs contradicteurs hommes et femmes ont essayé de combattre la thèse de la savante féministe, mais tous ont été *scientifiquement battus*.

Cette polémique dura je ne sais combien de temps.

Free Society fut le meilleur journal anarchiste en langue anglaise. Lorsqu'il paraissait ici à San Francisco, il avait réussi à se créer un bon nombre d'abonnés, le journal allait en prospérant, sa propagande était bonne. Il se transféra à Chicago, là il eut de nouveaux collaborateurs et tout à coup sa tactique changea. Jusqu'à présent, déclarent les camarades de *Free Society*, l'anarchisme a suivi une mauvaise voie; il est temps de réagir ; nous devons être essentiellement scientifiques, philosophiques et évolutionnistes; et ils se lancent sur un terrain des plus abstraits où ils sont compris seulement d'une infime minorité. Ce fut le commencement de la décadence.

Vint l'affaire Mac Kinley. Les camarades de *Free Society* furent arrêtés et tenus en prison pendant cinq ou six jours. A sa sortie de prison, Isaac, l'éditeur du journal, écrivit un article qui fit sensation. Il surpassait tout ce que la presse salariée avait pu écrire :

« L'assassinat du président des Etats-Unis était inexplicable : seul un homme payé par les catholiques avait pu assassiner Mac Kinley.» Cependant des camarades protestèrent. *Free Society* dut se rétracter et le camarade James écrivit un article expliquant l'acte de Czolgosz.

Le journal continua à patauger dans les abstractions philosophiques et scientifiques. Les horreurs du Colorado eurent lieu, mais cela ne pouvait intéresser *Free Society*, qui plus tard parla des mineurs de la *Western Federation of Miners* comme de faits-divers.

Free Society s'embourbant de plus en plus dans les questions abstraites, le nombre de lecteurs diminua. Il s'en fut à New-York, où il cessa bientôt de paraître. Isaac a fait, il y a quelques mois, un appel pour publier un magazine. Peu de camarades y répondirent.

Enfin,l'on nous annonça la publication prochaine d'un journal anarchiste qui ferait de la propagande anarchiste. L'appel que l'on nous envoya était signé Lucy E. Parsons, Americ et Jay Fox. Le premier nom m'inspira confiance, mais les deux autres me parurent douteux ; j'avais eu occasion de les lire maintes fois dans *Free Society*. Nous envoyâmes quelque argent et promîmes notre aide dans le cas où le journal serait vraiment anarchiste.

Il y a quelques jours, Jay Fox nous écrivit, nous annonça que le *Liberator*, c'était le nom du journal annoncé, ne paraîtrait pas et nous demandait si nous étions d'avis d'envoyer l'argent au *Demonstrator*. Nous répondîmes tous : Non.

Aujourd'hui, à notre grande surprise, nous recevons le *Liberator*. C'est pour nous une joie indescriptible, nous avons enfin un journal anarchiste en langue anglaise, un journal anarchiste qui fera de la propagande anarchiste.

Nous faisons bon accueil au nouveau-né, nous espérons que chacun fera comme nous. Avec les nouvelles organisations ouvrières à bases révolutionnaires, nous espérons que le journal prospérera; l'horizon semble s'éclaircir.

Le *Liberator* combat le vieux trade-unionisme comme une chose surannée, comme une institution qui ne correspond qu'aux intérêts des capitalistes, de la classe dirigeante. Par contre, il se fait le propagateur des idées lancées par la nouvelle organisation des *Industrial Workers of the World;* il est à remarquer que trois des collaborateurs dont nous voyons les signatures dans ce nouvel organe de liberté : Lucy E. Parsons, Klemencic et Albert Ryan, ont pris part, comme délégués, au Congrès de Chicago.

❖ ❖

Voici quelques-uns des nombreux faits cités à l'actif du Trade-Unionisme américain, par les délégués du Congrès de Chicago :

Richard Cyormiack, un Autrichien, ouvrier verrier souffleur, a travaillé en Allemagne où il fut membre d'une union de son métier. Il fut ensuite en Angleterre, où il travailla, membre du Trade-Unionisme anglais. Plus tard, il fut demandé par une verrerie de Mexico : il vint dans ce pays, et n'ayant trouvé aucune organisation de son métier, il en fonda une.

Enfin, il vint aux Etats-Unis, où, avant de travailler, il dut faire sa demande pour être admis dans « the Green Bottle Blowers' Association », une Union de l' « American Federation of Labor ». Il présenta à cette organisation la preuve évidente qu'il était un « international unioniste », mais cela ne put en rien le favoriser auprès des leaders de cette union. Il lui fut répondu qu'il ne pourrait être admis dans l'Union de son métier que moyennant payement de la somme DE 500 DOLLARS (CINQ CENTS) OU 2.500 FRANCS, comme droit d'affiliation.

Dans mon étude sur le *Trade-Unionisme et l'esprit du peuple américain*, j'ai dit que certaines unions de verriers avaient exigé *1.000 dollars 5.000 francs*). Ces derniers chiffres m'avaient été rapportés par un ami anglais, établi dans le pays depuis plus de vingt ans. Je ne sais lequel des deux chiffres est exact. Mais qu'il s'agisse de 5.000 francs ou seulement de la moitié, il est évident que l'association qui exige un pareil droit d'affiliation n'est plus une association ouvrière.

Lorsque les membres de l' « American Flint-glass Workers », (l'union des travailleurs du cristal) se déclarèrent en grève à Olean (New-York), un délégué de l'American Federation of Labor fut envoyé sur les lieux. Ce monsieur s'en fut ensuite dans un pays voisin, racola une bande d'ouvriers non unionistes et les amena pour remplacer les ouvriers verriers unionistes d'Olean qui étaient en grève. Cet individu, membre du comité de l'American Federation of Labor, agissait d'après des ordres reçus des grands leaders de l'A. F. of L. et de la Fédération du Verre.

Les grévistes trahis protestèrent. On leur répondit que ce délégué avait réuni un nombre de verriers non unionistes, qu'il les avait engagés à rentrer dans leur union, et qu'il les avait ensuite amenés pour remplacer les autres verriers en grève et qu'il n'y avait là rien d'incorrect.

L. CASAS.

VARIÉTÉ

Art appliqué — Art nouveau

(Suite) (1).

Il est à remarquer que ces basiliques transformées, sont couvertes en charpente, alors qu'à Byzance, on couvre en coupole. Cela tient à ce que, dans les premiers temps du moyen âge, l'art de voûter s'est perdu : cette désuétude est due à l'anéantissement et à la barbarie de l'Italie du cinquième au dixième siècle, et au peu de développement de la civilisation en Germanie et dans les Gaules.

Toutefois durant cette période, le génie byzantin fait irruption trois fois sur le sol occidental : au sixième siècle, à la suite de Bélisaire, il marque son passage à Ravenne, où il bâtit Saint-Vital; au septième siècle, il se répand sur toute l'Italie, mais il ne fait impression que sur la sculpture et l'ornementation; au dixième siècle, après avoir élevé Saint-Marc à Venise, pénètre en France, édifie toutes les églises à coupoles du Périgord, de l'Angoumois et de la Saintonge.

Mais rien ne germe en France jusqu'à l'an mille, que le peuple épouvanté croyait être la fin du monde, grâce à l'astuce intrigante du clergé.

C'est seulement au onzième siècle que l'Occident s'éveille, tâtonne, cherche, instruit par ses bévues, crée enfin un style particulier dénommé lombard en Italie, saxon en Angleterre, roman en France.

Qu'offre de particulier ce style nouveau par rapport au byzantin ?

Dans les débuts, étant couvert de charpente, l'édifice prenait feu facilement. Mais comment faire pour employer la pierre ? N'ayant qu'une vague souvenance de la construction de la voûte romaine, ces bâtisseurs novices essayent la voûte en berceau, mais les pressions, s'exerçant obliquement de haut en bas, écartaient la tête des murs et des piliers qui s'effondraient ou menaçaient ruine rapidement (*fig. 5*). Ils

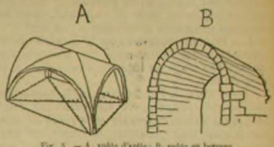


Fig. 5. — A, voûte d'arête; B, voûte en berceau.

appliquèrent la voûte d'arête, ayant l'avantage de répartir la pression sur certains points seulement. Il suffit dès lors d'élever, à ces points, des piles massives et, pour toute sécurité, d'adosser à chaque pile un contrefort extérieur, peu saillant dans les débuts, et diminuant de volume à mesure qu'il s'élève.

Nous remarquons ici la différence profonde qu'il y a déjà entre byzantin et roman. Chez le premier, le mur n'est qu'une cloison, les poussées de la couverture se contre-buttent par un système de coupole portant sur des piliers suffisamment forts; le contrefort est intérieur à la construction et latent ; chez le second, au contraire, le contre-buttage s'opère sur les murs et les piliers renforcés ; extérieurement les contreforts sont visibles.

La colonne reprend, comme en Orient, son rôle de support, ou, si on l'engage dans un pied droit, elle est un support parti du sol, et montant, sans interruption, jusqu'à la naissance de la voûte ou des arcs. Le roman n'observe aucune proportion entre la hauteur et la largeur de sa colonne, mais, dégagée ou engagée dans le mur, elle supporte toujours réellement un poids, un arc, servant d'interposition entre le sol et le vaisseau des nefs. Mieux que les Latins, au lieu de gâter les ordres grecs, le roman s'en écarte résolument, fait une colonne au fût sans renflement, aussi large en haut qu'à la base, ce qui lui permet de l'allonger à son gré pour soutenir, selon ses besoins, les arcs doubleaux de la nef des bas-côtés ou des entre-colonnements. Il la fait tour à tour trapue ou svelte, délicate ou énorme. Sert-elle de pilier, il laisse le fût uni ; est-elle petite ou simplement décorative, il la décore de cannelures, de rubans, creuse des feuillages en spirale, des striures, des gaufrures, des nattes, des chevrons, des damiers, des losanges, des zigzags, des bâtons rompus, des fleurons détachés, des rudentures vraies ou feintes, des écailles superposées, appelées imbrications. Si la plinthe de la colonne est carrée, il prend soin de couvrir chaque angle d'une griffe pour amoindrir cette saillie ; plus tard, ces bases devenues polygonales, la griffe perd sa raison d'être et disparaît.

Le chapiteau rappelle la forme scaphoïde des Byzantins, mais, dans un même monument, il varie à l'infini, historié de figures d'hommes ou de bêtes, dans une floraison fantasque, grossièrement dessinée mais sculptée d'un ciseau fier et franc.

L'accouplement des colonnes est également très caractéristique. Nous les voyons réunies sous un même tailloir mesurant la largeur de

(1) Voir les numéros 23, 24 et 25.

l'arcade supportée. Cet arrangement permet une alternance entre les supports, un simple et deux jumeaux ; ou bien une colonne et un pilier massif, posés tour à tour, forment hémicycle, ou bordent les nefs de telle sorte, que cette alternance produit, pour le spectateur qui pénètre dans le monument, un espacement permettant de distinguer, d'apprécier leur nombre, de mieux comprendre la profondeur, qui serait atténuée sans cette disposition : les soutiens, se confondant, formeraient muraille.

C'est en déduction de ce principe, que Setinus diminua la largeur des abaques de la face méridionale du Parthénon, car elle dominait un précipice et le spectateur placé sur le rocher de l'Acropole, ne pouvant la voir que très obliquement dans ce raccourci, tous les abaques se seraient confondus en un seul.

Les Romans maintiennent la corniche pour couronner les murs, mais ils n'en placent qu'une là où elle est logique, c'est-à-dire à la base du toit.

Outre cela, à l'endroit où, à Byzance, on élevait une coupole, ils élevèrent une tour indiquant au loin le temple et la place de son autel; cette tour présentait à l'intérieur une coupole, à l'extérieur une flèche conique ou pyramidale, dominant la campagne environnante et, contenant des cloches, elle servait en même temps de poste optique et de beffroi en cas de danger.

Les caractères principaux du style roman sont donc :

Plan en croix latine pour les églises.

Proéminence extérieure du contrefort apparent.

Prédominance des pleins sur les vides, conséquemment aux lourdes piles soutenant les voûtes.

Aucun rapport entre la base et la hauteur des colonnes, courtes ou longues selon les besoins.

Piliers flanqués de colonnes engagées supportant les arcades.

Accouplement des colonnes.

Bases de colonnes munies de griffes.

Emploi fréquent de l'alternance.

Variation infinie des chapiteaux et ornementation des fûts.

Arcatures décorant les murs, soutenant les corniches.

Clochers remplaçant la coupole orientale.

Moulurage robuste. Ornementation semi-byzantine, semi-héraldique, mélangée d'inscriptions en lettres romaines ou onciales dans une flore fantastique.

En résumé, le roman semble hanté par le souvenir des origines pénibles du christianisme ; on retrouve, dans ces cryptes, une souvenance des catacombes où les premiers adeptes se réunissaient et inhumaient les restes de leurs morts.

Vu à la lumière du jour ou à la lueur des veilleuses, il est calme et grave, impose et pèse sur l'esprit de tout le poids de sa voûte en plein cintre; il ne révèle pas une religion populaire, mais un dogme traditionnel, monacal et réglé.

* *

C'est du septième au dixième siècle que l'art musulman commence à se développer. En 827, au détriment de Constantinople, les Sarrasins s'emparent de la Sicile; sous les empereurs d'Orient la décadence des arts grec et romain avait atteint la dernière limite.

Les nouveaux venus, sans se soucier des œuvres antiques qui subsistaient encore sur le territoire, innovèrent une méthode nouvelle, en faveur en Egypte et sur les côtes méditerranéennes de l'Afrique, qui étaient en leur pouvoir depuis trois siècles.

Palerme, Messine, Cartame sont relevées; des palais, des mosquées s'élèvent sur les ruines laissées derrière eux par des vandales.

Chose remarquable, les musulmans, contrairement aux chrétiens, ne persécutent pas les populations soumises à cause de leurs croyances ils leur laissent leur culte, à condition de ne pas le manifester hors des temples, se contentant d'exiger d'eux une soumission absolue à l'autorité et à l'impôt.

C'est après la conquête de l'Espagne que ce style atteint son apogée, bâtit à Cordoue une mosquée pouvant rivaliser de splendeur avec Sainte-Sophie.

Le caractère dominant de cette architecture, c'est l'arc en fer à cheval, ou arc outre passé.

Ce système est commun aux musulmans d'Espagne, d'Afrique et de Sicile; il s'applique au plein cintre le plus souvent, parfois à l'ogive; il a pour avantage d'allonger le support par l'interposition d'un dé entre l'imposte et le chapiteau, nécessité provenant de ce que le fût de la colonne était d'une seule pièce, pierre ou marbre, posée verticalement, et non par assises comme dans l'antiquité.

Les arcades, au lieu de se rattacher à des voûtes, supportent un plafond en charpente. Si la coupole reparaît, elle n'a plus les dimensions imposantes qu'elle avait à Byzance, mais est soutenue par des pendentifs d'une ordonnance toute nouvelle. Partant du plan vertical, un agencement étonnant de petites niches en miniature, sections de coupoles, petits triangles sphériques, fragments de berceaux, s'élève, en encorbellement jusqu'à former le plan circulaire où doit reposer la coupole, et il est très curieux que ces prismes verticaux dont la saillie est formée de niches produit un jeu de lumière évoquant dans l'esprit l'image des stalactites d'une grotte.

A l'Alhambra de Grenade, les arcs et les voûtes sont purement décoratifs; c'est un habillage d'un très bel effet, mais sans utilité pratique. Sur les colonnes de marbre sont élevés des piliers de briques, reliés entre eux par des pièces de bois horizontales. Un arc fictif n'ayant rien à supporter s'élève dans le carré des poutres et des colonnes, formant ainsi deux tympans ajourés garnis d'ornements en stuc, cloués ou fixés à des crochets, ou bien un cloisonnage de roseaux noyés dans du plâtre.

Au dehors, les bâtisses offrent des pleins formidables d'une austérité nue.

Le musulman semble vouloir murer sa vie intime. A l'intérieur, c'est un luxe d'une sensualité prodigieuse, ce ne sont que découpures; de vraies broderies frangent l'intrados des arcades; ces tympans sculptés, polychromés et dorés, où glisse la fraîcheur des courants d'air, semblent avoir été ajourés si délicatement pour alléger la masse supportée par ces frêles colonnes; des stalactites en miniature décorent les chapiteaux de la façon la plus fantaisiste. L'eau est prodiguée à l'intérieur des édifices où elle jaillit dans des rigoles de marbre ou des vasques de porphyre.

L'ornementation arabe est exempte de toute figure animale, tout est d'une flore interprétée ne rappelant en rien la vie, selon le précepte sacré, et parmi ces entrelacs surprenants l'artiste a remplacé les êtres animés par des inscriptions en caractères coufiques, écriture du premier siècle; ne pouvant représenter l'homme il figure la pensée.

En résumé, les traits marquants du style arabe sont :

Plein cintre et ogives outrepassés et employés à titre décoratif.

Voûtes et pendentifs en stalactites.

Chapiteaux cubiques ornés d'entrelacs et de stalactites en miniature.

Arcs garnis de découpures superposées et tympans ajourés.

Application fictive de l'arc et de la voûte en carton-pierre, masquant une construction de madriers et de briques.

Rareté des ouvertures, austérité des murailles au dehors.

Ornementation prodigieuse d'entrelacs et de figures géométriques, dorure et polychromage chatoyant à l'intérieur.

Abstention de toute représentation de la vie animale.

Application des écritures saintes dans la décoration remplaçant l'impression de la vie par celle de la pensée.

(A suivre.) LÉOMIN.

BIBLIOGRAPHIE

Sous le titre, *La Journée de Huit Heures*, Niel a condensé, en une petite brochure, quelques-uns des arguments en faveur de la diminution des heures de travail, démontrant que les travailleurs doivent s'unir pour réaliser eux-mêmes cette réforme.

Après avoir constaté que c'est une assez bonne brochure de propagande, il ne resterait pas grand chose à en dire, si l'auteur, ainsi que son préfacier, F. de Pressensé, n'exagéraient pas trop l'importance de cette réforme en lui attribuant toutes les vertus curatives contre la misère sociale, ce qui est outrepasser la vérité. Travailler deux heures de moins par jour, cela vaut la peine de se remuer pour conquérir cet avantage, mais cette conquête ne peut être que le prélude d'améliorations plus importantes, sinon ce ne serait qu'un leurre.

Selon Niel, la réduction à huit heures de la journée de travail doit non seulement atténuer le chômage, mais même le supprimer ; car, dit-il, la force humaine a des limites, et, même en admettant que les travailleurs arrivent à augmenter leur puissance de production, il est impossible qu'ils arrivent à produire en huit heures autant qu'ils produisent en dix.

Impossible! cela peut l'être, ou ne l'être pas. Niel n'en sait rien, ni moi non plus. On ne sait jamais ce que l'on peut arracher à la machine humaine, après l'avoir préalablement entraînée. Mais, en admettant que Niel eût raison, d'autres éléments entrent dans le problème. Il y a l'élément-machine qui entre pour autant de part que l'élément-homme dans la production, et dont le perfectionnement a si peu dit son dernier mot que chaque jour nous apporte, non pas une perfection nouvelle, mais quantité de perfections, qui ont du mal à entrer en pratique tant que leur introduction est plus onéreuse que la production à bras, mais que les employeurs n'hésiteront plus à employer lorsque l'équilibre se sera rompu en faveur de la machine. On ne peut donc affirmer que la réduction de la journée de travail à huit heures sera la suppression du chômage. Une atténuation, tout au plus, et dans les débuts seulement. Et encore faudrait-il que les travailleurs se refusent au travail aux pièces et à faire des heures supplémentaires.

Dans l'état social actuel, toute réforme ne s'attaquant pas au principe même de l'exploitation (si elle l'attaquait, ce ne serait plus une simple réforme) ne peut amener que des améliorations très bénignes et temporaires. Certes, les travailleurs auraient tort de les repousser, mais c'est un tort bien plus grand de leur faire espérer ce qu'elles ne peuvent opérer.

Rester deux heures de moins à l'atelier est un avantage qui n'est pas à dédaigner; ces deux heures de plus pour se reposer, pour se distraire ou pour s'instruire, les travailleurs doivent les exiger, en attendant mieux. C'est ce qu'il faut leur démontrer sans avoir besoin de les berner par des avantages illusoires et grossis, qui peuvent leur faire croire qu'ils n'auront plus, après les avoir obtenues, qu'à attendre le reste, alors que, en définitive, ce n'est que le commencement de la lutte, et que le véritable intérêt de cette agitation est de leur apprendre ce qu'ils pourraient, s'ils avaient conscience de leur force.

* *

La « Confédération générale du travail » a édité, elle aussi, sous le même titre, une petite brochure de propagande (2) traitant du même sujet, mais un

(1) Une brochure, 0 fr. 15, à *La Vie Socialiste*, 2, rue de Pondichéry.

(2) 0 fr. 05 le cent.

peu plus nourrie de faits, indiquant que la journée de travail plus courte va généralement de pair avec de plus hauts salaires.

Sans en faire une panacée comme Niel, elle a cependant la même tendance à lui attribuer trop de vertus curatives de la misère.

Peut-être objectera-t-on que cela est nécessaire pour entraîner la masse. Peut-être? Mais il ne faudrait pas soi-même se prendre à ces affirmations. La journée de travail réduite à huit heures est un adoucissement à la fatigue des travailleurs, mais l'exploitation reste la même, le travailleur est toujours entravé dans son développement, et il reste toujours à la merci des fluctuations du marché.

La conquête de la journée de huit heures n'est, et ne doit être, qu'un essai de la puissance des forces réunies du prolétariat, et le prélude de réclamations plus importantes.

* *

Mme Pelletier vient de faire éditer en brochure (1), un article qu'elle avait publié dans l'*Acacia*, où elle reproche aux francs-maçons leur étroitesse d'esprit à l'égard des femmes, en persistant à leur refuser l'entrée des loges.

Pour moi, la franc-maçonnerie n'étant qu'un groupement qui emploie de grandes formules pour ne servir à autre chose qu'à préparer la fortune politique de quelques arrivistes, peu me chaut que l'on y accepte ou que l'on y refuse les femmes. Je préférerais voir les individus, hommes ou femmes, s'occuper de groupements plus sérieux, pour y préparer une besogne plus profitable à l'émancipation de tous, que de prendre au sérieux ces parlottes de politiciens.

Seulement Mme Pelletier qui, depuis qu'elle est docteur, regarde avec trop de dédain ses anciens amis anarchistes, ayant éprouvé le besoin de leur donner un coup de patte en passant, il est bon de relever la fausseté de ses affirmations.

Selon elle, les anarchistes méprisent la femme, parce qu'ils ne s'en occupent pas spécialement. Bien plus, elle connaît un des chefs qui se refuse à expliquer ses théories à ses sœurs, en prétextant que la femme n'est pas assez intelligente pour les comprendre, et que Kropotkine, en sa *Conquête du Pain*, tente de déshonorer la femme en ne la faisant pas travailler.

Voilà de quoi vous faire douter des capacités de docteur de Mme Pelletier. Si elle avait fait des études sérieuses, elle saurait qu'il y a des raisons physiologiques qui interdiront à la femme d'être un homme, que, par conséquent, dans l'association des sexes, il y aura toujours certaines occupations qui seront mieux appropriées à un sexe qu'à l'autre, que c'est une question de bonne économie sociale de savoir se distribuer les fonctions pour lesquelles on est le plus apte, et qu'il n'y a là aucune question d'infériorité ni de supériorité, mais division du travail, équivalence de fonctions.

C'est parce qu'ils sont convaincus de cette vérité que les anarchistes ne font pas de l'émancipation de la femme une question à part; c'est parce qu'ils savent que, même dans chaque sexe, les aptitudes ne sont pas absolument semblables, qu'ils veulent une société où chaque individu, mâle ou femelle, aura la facilité de choisir son terrain d'évolution, qu'ils se contentent de réclamer la liberté pour tous, et la possibilité de l'exercer.

Mais, de même qu'il y a certains révolutionnaires dont l'idéal ne va pas plus loin que de se mettre en la place du bourgeois et de faire exactement ce qu'il fait, il y a certaines féministes qui n'ont pas d'autre idéal que de suppléer l'homme dans toutes ses fonctions, surtout politiques. Être portées sur les listes électorales, ne peut être dépassé que par la volupté d'être couchées sur une liste de candidats.

J'avoue que la plupart des anarchistes ne comprennent pas le féminisme de cette façon.

J. Grave.

❖ ❖

Nous avons reçu:

Le Crime de lord Arthur Savile, par Oscar Wilde, traduction Savine; 1 vol., 3 fr. 50; — *Poèmes et poésies*, d'Elisabeth Barrett Browning; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

La Terre et l'Homme, par E. Reclus série 4, 2 fr. 50; Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

Dictionnaire Lachâtre, livr. 94, 0 fr. 50, Librairie du Progrès, 33, rue des Grands-Augustins.

Les Tendances actuelles de la Maçonnerie, par M. Pelletier, à l'*Acacia*, 44, rue Beaunier.

Songs and Hymns of Russian free Christians (en russe), compilées par Anna Tchtkoff; chez l'auteur, à Christchurch, Hants (Angleterre).

Kral a anarchista, vd Libertas, chez Selner, 74, Stagg street, Brooklyn, N. Y.

La propagande vraie, par Armand; 0 fr. 50, à l'*Ere Nouvelle*.

Eliseo Reclu, (*Homenage*), à Montevideo.

Comment et pourquoi la France doit renoncer à l'Alsace-Lorraine, par L. Bollack; 1 fr., librairie Tarride, 18, boulevard Saint-Denis.

La poésie sociale contemporaine, conférence par Normandy; Petite Bibliothèque provinciale, 1, rue des Capucins, Cahors.

Les Associations patronales pour les relations avec le travail aux Etats-Unis, par W. F. Willoughby, édition du *Musée Social*, chez A. Rousseau, éditeur, 14, rue Soufflot.

La Terre et l'Homme, par Elisée Reclus, 5e série, 2 fr. 50; Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

A lire:

Enquête sur l'idée de Patrie et la classe ouvrière; *Mouvement socialiste*, nos 160, 161, 162, 163 et suivants.

(1) *Admission des Femmes dans la Franc-Maçonnerie*, 44, rue Beaunier.

Correspondances et Communications

★ **Solidarité Internationale.** — On nous communique la lettre suivante adressée par F. Domela Nieuwenhuis à Ch. Malato et à ses co-accusés:

« Chers Camarades,

« Par mandat de la grande réunion tenue le 9 octobre à Amsterdam, j'ai à vous témoigner la sympathie des hommes de pensée de la Hollande et à exprimer notre indignation pour l'incarcération arbitraire dont vous êtes l'objet depuis plus de cinq mois. Cette détention préventive est une des choses les plus injustes qui se puissent concevoir et c'est surtout contre elle que nous avons à protester internationalement.

« Si notre exemple peut déterminer ce mouvement nous serons récompensés au centuple de nos efforts. Nous avons pris l'initiative d'une agitation internationale en faveur de votre délivrance. Nous ferons, croyez-le, tout le nécessaire pour obliger le gouvernement de la République française à vous rendre à votre famille, à votre travail et à la propagande humanitaire que vous avez entreprise.

« Chers camarades, sachez et soyez convaincus qu'il y a partout des cœurs qui partagent votre malheur et qui sont avec vous.

« Du courage; votre souffrance ne sera pas sans porter de fruits.

« Au nom de la réunion:

« F. Domela Nieuwenhuis. »

★ **Union de l'Ameublement.** — L'Union de l'Ameublement a déjà annoncé la fondation d'un atelier communiste. A l'appel qui a été fait, quelques camarades ont déjà répondu par un nombre de commandes suffisant pour que deux camarades se mettent aussitôt à l'œuvre. Notre atelier communiste fonctionne donc désormais.

S'adresser pour toutes commandes à l'*Union de l'Ameublement, 12, rue Lagille, Paris.*

★ Paris (XIXe). — Les camarades qui jugent utile la propagande anarchiste sont invités à se réunir salle Vaussanvin, 20, rue Lauzun (près la rue Bolivar), le samedi 28 octobre, à 8 h. 1/2: *Création d'un groupe*.

★ Le camarade Lemaire ayant été arrêté préventivement sous l'inculpation de propagande antimilitariste, adresser tout ce qui concerne *Germinal* à l'administrateur, 26, rue Saint-Roch, Amiens (Somme).

★ **Vient de paraître**: *Le Combat*, organe bimensuel de défense ouvrière pour la région du Nord. Bureau: 38, rue du Bus, à Tourcoing.

« Clamer nos haines de l'exploiteur, du financier, du prêtre, du magistrat et du politicien; pénétrer le travailleur de notre espoir révolutionnaire et appuyer de toutes nos forces la classe ouvrière en lutte pour son affranchissement, voilà en quoi œuvrera *le Combat*. »

Au premier numéro, les signatures de Léo Crispin, J. Bourguer et Ch. Dooghe. Bonne chance au *Combat!*

CONVOCATIONS

★ **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge:

Vendredi 27 octobre. — M. Micouleau: Le problème de l'enseignement: Monopole ou liberté.

Lundi 30. — M. Arcambeau: La vie économique et sociale au Japon (avec projections).

Mardi 31. — Cours d'Espéranto, par Blangarin.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.):

Dimanche 29 octobre. — Salle du Lac-St-Fargeau, 296, rue de Belleville, à 2 heures précises, grande matinée artistique et dansante.

Mardi 31. — Leprince: L'anarchie au regard de la raison et le socialisme libertaire.

★ Lyon. — **La Jeunesse Syndicale** organise avec l'Association Internationale Antimilitariste une soirée familiale, prose, poésie et chants révolutionnaires. Une causerie sera faite par le camarade Afrimot, sur la Désertion. Rendez-vous chez le camarade Bufin, avenue Thiers, 46.

★ Marseille. — **La Muse Rouge** (groupe artistique de la section antimilitariste) organise pour le samedi 28 octobre, à 9 heures du soir, au bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, une grande soirée familiale: 1re partie: Concert, chants et poésies; 2e partie: *Gendarmes*, un acte en vers de Charles Mochet; *Monsieur Badin*, un acte de Georges Courteline.

★ **Association internationale antimilitariste des travailleurs** (Section du XVe). — Réunion samedi 28 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'*Emancipation*, 38, rue de l'Eglise. Décision urgente.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.):

Vendredi 27 octobre. — Ch. Leclerc: Le chansonnier Gustave Nadaud.

Samedi 4 novembre. — Soirée mensuelle. — Leprince: Renan, ses idées philosophiques et sociales. — Entrée: 0 fr. 25.

VIENT DE PARAITRE

L'Almanach de la Révolution pour 1906. Principaux articles: *Elisée Reclus* avec portrait, P. Kropotkine; — *La Révolution Russe*, M. Lenglet; — *Colonisation anarchiste*, J. Grave; — *Claude Tillier*, Lucien Descaves; — *La Révolution et les paysans*, Emile Pouget; — *Le Surmenage*, Michel Petit; — *Syndicalisme et Révolution*, A. Girard; — *Le Subventionnisme*, A. Villeval; — *Patriotisme électoral*, Gustave Hervé; — *Conscrits*, René Chaughi; — Henri Chapoutot, etc., etc. Nombreux dessins, par Delannoy, L. Hénault, Willaume, Pivand, Joujoug, Berger. Portraits, reproductions d'affiches, éphémérides des grands faits de l'année, etc., etc. Belle série de primes aux acheteurs.

L'exemplaire: 0 fr. 30; par la poste: 0 fr. 40. Conditions spéciales aux vendeurs.

Petite Correspondance

E. D., à Neuves-Maisons. — *Richesse et Misère* et *Salariat* épuisées.

A. I. A., Nogent. — Convocation arrivée trop tard la semaine dernière.

L. V., à Loos. — Nous manquons d'argent pour faire imprimer toutes les brochures que nous voudrions.

C., à Clarens. — Le port de la barbe ne peut jamais être nuisible à la santé à condition de la nettoyer, avec soin, en quittant le travail, des poussières qu'elle a pu retenir.

Lob. — Ce n'est rien qu'un nom inventé par moi, par farce.

Ocrony. — Reçu lettre et mandat. *Patriotisme et Paysans*, un peu faible et vague. Dans les circonstances actuelles, la question mériterait d'être plus serrée.

P. B. — Vous êtes un tout jeune homme et vos vers le disent assez. Ne vous découragez pas de ce que nous ne les insérons pas et travaillez.

Reçu pour le journal: Neno Vasco, 2 fr. — Merci.

D., à Nancy. — L., à Sigottier. — B., à Lyon. — H., au Hâvre. — K., à Paris. — H., à Gand. — F., à Galeata. — R., à Hilversum. — B., au Bois de Raveau. — P., à Limoges. — G., à Carnières. — B., à Lyra-Palo-Pinto. — D., à Saint-Quentin. — B., à Lourmarin. — M., à Incheville. — L., à Rochefort. — R., à Eauze. — L., à Marseille. — P., à New-York. — B., à Trévoux. — Le G., à Brest. — G., à Brest. — A., à Brest. — H., à Luçon. — D., à Mauziat. — P., à Mende. — L., à Rimbert. — R., à Sainte-Claude. — S., à Orléans. — M., à Caderousse. — V., à Chaumont. — M., à Grenoble. — D., à Le Tatre. — D., à Limoges. — J., à Limoges. — C., à Limoges. — B., à Limoges. — M., à Nîmes. — L., à Carnières. — L., à Verviers. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant: J. Grave.

Paris. — Imp. Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7.

Les envois du petit père : Du pain? Non, les cosaques!

Dessin de MAXIMILIEN LUCE.

11e ANNÉE. — N° 27. 4 NOVEMBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE		POUR L'EXTÉRIEUR	
Un An	6 »	Un An	8 »
Six Mois	3 »	Six Mois	4 »
Trois Mois	1 50	Trois Mois	2 »
LE NUMERO : 10 Centimes.		LE NUMERO : 15 Centimes.	

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca Paris-Ve

Voir à la page 8 le dessin de Delannoy.

A NOS LECTEURS

Pas de supplément cette semaine.

SOMMAIRE

L'OBSTACLE

Une des déclarations les plus significatives et les plus pleines d'enseignements qui aient été faites au Congrès de Bourges, au cours de la discussion du rapport sur la journée de huit heures, est celle du camarade Pioch, rappelant l'expérience faite par les ouvriers du port de Cette en 1902; je cite textuellement :

« En 1902, à Cette, les ouvriers du port « ayant décrété la grève générale, qui dura quarante-quatre jours, je fus obligé de me rendre « à Marseille pour discuter avec le syndicat « des armateurs de la marine marchande française, pour faire terminer le conflit. Ma « grande surprise, c'est que ces Messieurs préféraient donner une augmentation de salaire « que la journée de huit heures, *parce que c'était « soi-disant une question de principe social*, et « que leur principe à eux était contre le principe des socialistes, vu que tous les congrès « socialistes et économiques ont préconisé la « journée de huit heures (1). »

Il y a de bonnes raisons de penser que beaucoup, parmi les patrons français, sont dans l'état d'esprit des armateurs de Marseille. Leur opposition à la journée de huit heures ne s'appuie aucunement sur des raisons d'intérêt matériel direct; ils savent bien que l'adoption des huit heures ne serait pas en réalité une perte pour eux, même sans diminution proportionnelle des salaires. A peu près dans toutes les catégories du commerce et de l'industrie on peut admettre, d'après les vastes et innombrables expériences déjà faites en Angleterre, en Amérique, dans la colonie britannique de Victoria, en Allemagne, etc., que :

1° La diminution des frais généraux serait déjà une notable compensation à la perte pouvant résulter de la diminution de la production, en admettant que cette diminution et la perte consécutive fussent inévitables.

2° L'accroissement de la force productive de l'ouvrier, quand il aura obtenu un temps de repos plus normal, un régime plus humain et plus satisfaisant, assurera sans doute une production égale ou même supérieure à celle qu'assure la journée de dix heures ou plus; quelque paradoxal que puisse paraître ce pronostic à première vue, il est cependant autorisé par l'expérience, pour toutes les industries, y compris celles où le machinisme est le plus développé et le plus perfectionné, et il est bien explicable si l'on songe au temps perdu, actuellement, sous le régime des longues journées, un peu par l'ouvrier, mais surtout par le patron, grâce à la mauvaise organisation du travail.

3° L'éveil et le développement de l'intelligence des travailleurs, rendus possibles par les courtes journées, seraient d'abord une cause d'amélioration de la production. « L'intelligence améliore le fil », disait au voyageur anglais D. Pidgeon le directeur d'une filature du Connecticut — et elle améliore également toute espèce de produit du travail humain; l'instruction des ouvriers, conséquence des courtes journées, est un capital industriel dont les Américains ont depuis longtemps compris la valeur, et nos grands patrons français, si traditionnalistes qu'ils puissent être, ne peuvent cependant pas la méconnaître en leur for intérieur. En outre, qui peut oublier la part énorme qu'ont eue les simples travailleurs dans les plus belles inventions, dans les plus féconds perfectionnements du machinisme? L'éveil de l'intelligence ouvrière et la culture qui doivent être les premiers et les plus certains résultats de toute amélioration du régime de l'existence pour les travailleurs ne se traduiraient-ils pas par une plus riche moisson de ces inventions et de ces perfectionnements?

En somme, il est certain que l'intérêt bien entendu du patronat, tout autant que celui des travailleurs, devrait avoir depuis longtemps déjà réalisé et consacré la journée de huit heures; la question est éclaircie, et s'il y a un seul point sur lequel la fameuse entente du capital et du travail, chère à tous les économistes, hommes d'Etat, mutualistes, réformistes, etc., puisse jamais être possible, c'est peut-être celui-là : la question est mûre.

Pourquoi cette réforme se heurte-t-elle à une opposition têtue de la part des exploiteurs? Les déclarations des armateurs de Marseille au camarade Pioch nous le font admirablement comprendre : « question de principe social ». En d'autres termes, les patrons français se cramponnent aux longues journées parce que précisément ils craignent, au lieu de le désirer, l'éveil de l'intelligence ouvrière : abêtir, c'est asservir. Et d'autre part, il suffit que la journée de huit heures soit à l'heure actuelle, le premier article du programme pratique du syndicalisme, il suffit que les travailleurs aient pris la résolution de la réaliser coûte que coûte, pour que les patrons la combattent; car il ne faut pas que la volonté ouvrière s'affirme, il ne faut pas même qu'elle existe, et si elle ose exister et paraître, il faut qu'elle soit brisée.

Ah! si la revendication des huit heures se produisait sous une autre forme, par exemple sous la forme d'un projet de loi, c'est-à-dire, en réalité, comme une pétition de Messieurs les élus socialistes à la bienveillance de leurs collègues, ce serait une autre affaire, et la Confédération générale du Travail n'aurait pas encouru le châtiment préfectoral de l'expulsion. D'abord, on aurait du temps du temps devant soi : la promenade de cet innocent projet dans le labyrinthe parlementaire ne se ferait qu'à pas comptés, et même si un jour, sortant enfin de la cohue des projets sans espoir et des propositions défaillantes, celui-là, comme la loi Millerand-Colliard, arrivait tout de même au terme du voyage, ce ne serait jamais qu'une loi de plus, et encore, comme justement la loi des dix heures, comme celle

(1) *Compte rendu des travaux du Congrès de Bourges*, page 213.

des huit heures pour les travailleurs des mines, une de celles que leur père le législateur déteste et néglige et qui ne comptent pas dans la famille.

Mais il ne s'agit plus de lois, il s'agit d'une idée ouvrière qui prétend faire son chemin toute seule, s'imposer parce qu'elle est juste, se réaliser vraiment, au lieu de se dépenser en pirouettes parlementaires : voilà ce qui est intolérable. Le patronat ne veut pas des huit heures, parce que c'est une réforme excellente pour les ouvriers en même temps que bonne pour lui; surtout il n'en veut pas parce que précisément elle est voulue par le parti des travailleurs : ce sont ces deux motifs qui rendent sa réalisation au premier mai prochain d'un prix inestimable.

M. Lenglet.

Antimilitarisme et Révolution

Voici la lettre rectificative adressée par notre ami Kropotkine au journal le *Temps*, et que le directeur du grand quotidien conserva dans ses cartons — nous nous demandons pourquoi? — plus de huit jours sans la faire paraître.

Monsieur le Directeur,

Je viens de lire dans votre numéro du 19 octobre un article de M. Pierre Mille, intitulé : *Esquisses d'après Nature : Pierre Kropotkine*. Permettez-moi d'en relever certaines inexactitudes.

M. Mille reproduit quelques propos d'une conversation sur l'antimilitarisme, à laquelle il n'a pas assisté, mais dont il a entendu parler à Paris. Il le fait, j'en suis sûr, avec la meilleure intention d'être exact; mais, en ne donnant que quelques propos de cette conversation, il en dénature complètement le sens.

Oui, j'ai dit :

— J'ai soixante-deux ans, je ne fais pas de sentimentalisme à l'égard de la France, j'y ai été condamné à la prison, je suis encore sous le coup d'un décret d'expulsion... Eh bien, si la France était envahie par les Allemands, je regretterais une chose. C'est qu'avec mes soixante ans passés, je n'aurais probablement pas la force de prendre le fusil pour la défendre... *Non pas comme soldat de la bourgeoisie, bien entendu, mais comme soldat de la Révolution*, dans les légions franches des révolutionnaires, pareilles à celles des Garibaldiens et des francs-tireurs de 1871.

Faisons la Révolution et courons aux frontières, telle est l'essence des opinions que j'exprimai dans cette conversation, et dont la phrase que je viens de citer et qui frappa M. Mille était la conclusion.

Puisque vous avez bien voulu parler de mes idées sur l'antimilitarisme, vous me permettrez, n'est-ce pas, de les préciser?

Lorsque je vois avec quelle facilité les gouvernants jettent les peuples dans des guerres affreuses, entreprises dans l'intérêt de la bourgeoisie; et puisque je sais avec quelle impardonnable légèreté les gouvernants de la France — sur une insignifiante promesse faite par un ministre impérialiste anglais — ont été tout récemment sur le point de jeter la France dans une guerre, dont elle serait sortie, peut-être, avec un écrasement pire que celui de 1871, je comprends la nécessité d'une propagande antimilitariste ardue, faite courageusement par les travailleurs. Et je comprends parfaitement que les travailleurs français, avant-garde de la classe ouvrière du monde entier, en prennent l'initiative, sans savoir au juste jusqu'à quel point ils seront suivis par les travailleurs allemands.

— Mais, ai-je dit dans la conversation dont M. Mille vous a donné un passage, la grève des conscrits, au moment où la guerre est déclarée, n'est pas le vrai moyen. La grève, c'est bon pour les nations restées neutres. Lorsque deux États entrent en guerre, les travailleurs des nations neutres devraient refuser absolument tout travail servant à alimenter la guerre. C'est la campagne qu'il fallait faire pendant la dernière guerre russo-japonaise.

Mais si les Allemands viennent envahir la France, à la tête, comme ils le feront sans doute, d'une coalition puissante, et forçant la main aux petits États limitrophes (la Belgique, la Suisse), *alors la grève des conscrits ne suffira pas*. Il faudra faire, comme faisaient les sans-culottes de 1792, lorsqu'ils constituèrent dans leurs sections la Commune révolutionnaire du 10 août, culbutèrent la royauté et l'aristocratie, levèrent l'impôt forcé sur les riches, forcèrent la Législative de faire les premiers décrets *effectifs* pour l'abolition des droits féodaux et la reprise par les paysans des terres communales *et marchèrent défendre le sol de la France tout en continuant la Révolution*. C'est aussi ce que Bakounine et ses amis essayèrent de faire à Lyon et à Marseille en 1871.

La seule digue efficace à opposer à une invasion allemande sera la guerre populaire, la Révolution. C'est ce qu'il faut prévoir et dire ouvertement dès aujourd'hui.

Oui, j'ai dit aussi que la France marchait à la tête des autres nations. Et c'est vrai. Non pas comme culture intellectuelle, artistique ou industrielle, car en cela les principales nations européennes et les Etats-Unis marchent de front, et si l'une d'elles prend les devants dans telle direction, elle est dépassée dans une autre. Mais la France marche à la tête des autres nations dans la voie de la révolution sociale. C'est qu'elle a fait 1789-93, qu'elle a eu 1848, et qu'elle a planté un jalon en 1871, tandis que l'Allemagne n'a pas encore fini d'abolir son régime féodal, l'Angleterre n'a fait sa grande révolution que pour conquérir la liberté politique et religieuse de l'individu, sans démolir la propriété féodale, et la Russie est encore en 1788-89.

Dans ces conditions, un nouvel écrasement de la France serait un malheur pour la civilisation. Le triomphe de l'Etat militaire centralisé allemand en 1871 a valu à l'Europe trente ans de réaction, et à la France il a donné le culte du militaire, le boulangisme, l'affaire Dreyfus et l'arrêt — je dirai plus : l'oubli pour trente ans de tout le développement socialiste qui se faisait vers la fin de l'Empire.

C'est parce que j'ai *vécu* la réaction sociale et intellectuelle des dernières trente années que je pense que les antimilitaristes de toute nation devraient défendre *chaque* pays, envahi par un Etat militaire et trop faible pour se défendre lui-même; mais surtout la France, quand elle sera envahie par une coalition de puissances bourgeoises qui haïssent surtout dans le peuple français son rôle d'avant-garde de la révolution sociale.

Voici, Monsieur, les idées que j'ai développées pendant la conversation dont M. Mille a entretenu vos lecteurs.

Pour terminer, permettez-moi de relever quelques inexactitudes d'un caractère personnel dans l'article de M. Mille.

Ma femme, je suis heureux de contredire en cela M. Mille, n'a pas cessé de vivre, et M. Mille, s'il venait à Bromley — seulement, de grâce, pas comme un reporter, — la trouverait à peu près telle qu'il l'a vue à Acton. Et, pour ma part, M. Mille, non seulement me fait commettre une erreur *de fait*, assez grossière (condamnés à cinq ans de prison, nous n'en fîmes que trois), mais il me prête aussi à propos de cet emprisonnement un langage que jamais je n'aurais tenu. Je passe sur les propos que M. Mille me prête concernant les *reporters* : c'est trop personnel.

En vous remerciant d'avance, agréez, Monsieur, etc.

Pierre Kropotkine.

Notre prochain dessin sera signé : Grandjouan.

En l'absence de tout renseignement direct sur le *mouvement révolutionnaire* russe, nous donnons dans notre *Mouvement social*, la traduction d'une intéressante correspondance du *Daily Telegraph*.

L'HONNEUR

M. Villanueva, ministre de la marine, a refusé les insignes de grand officier de la Légion d'honneur, que M. Loubet devait lui conférer, parce que le général Weyler (1), ministre de la guerre, a reçu la grand'croix du même ordre. M. Villanueva considère qu'accepter un grade inférieur dans la Légion d'honneur est humiliant pour la marine qui est, de ce fait, placée dans une position inférieure à l'armée.

(1) Le général Weyler est cette brute qui se distingua par une répression féroce à Cuba; naturellement, il est ministre *libéral*.

L'imprimerie étant fermée le mercredi 1er novembre, nous avons dû avancer notre mise en pages de vingt-quatre heures.

Prière aux camarades qui ne verraient pas leur accusé de réception dans ce numéro de patienter huit jours.

Congrès d'Affaires !

Messieurs les socialistes unifiés (!!) tiennent en ce moment leur Congrès à Chalon-sur-Saône.

Ce qui continue à caractériser ce parti socialiste où l'on a la prétention de parler au nom des travailleurs, c'est l'absence à peu près complète de prolétaires.

Je viens de lire les deux premières séances : il semble que les pions, les journalistes ratés et les avocats sans cause aient seuls voix au chapitre dans cette caricature de parti socialiste. Pas un prolétaire n'est appelé à donner son avis sur les questions en discussion. Du reste, je dois reconnaître que cela serait fort difficile, car ils sont à peu près absents de ce Congrès qui n'est vraiment que la caricature de ce que pourrait être un véritable Congrès socialiste.

Mais il faut bien le reconnaître, rien n'intéresse véritablement les exploités dans la tenue de ces assises où l'on a cependant la prétention de parler en leur nom et de traduire leurs aspirations.

C'est en réalité le Congrès des « *Candidats* » à étiquette socialiste qui se tient à Chalon, pas autre chose.

La *seule* question qui y sera discutée : « Le parti présentera-t-il des candidats partout et ces candidats se désisteront-ils pour les radicaux au second tour? » ne laisse aucun doute à ce sujet.

Suivant les milieux et les chances, les orateurs sont pour ou contre le désistement, l'idée — si idée il peut y avoir dans ces combinaisons — fait place au marchandage et tel futur candidat n'entrevoit dans la discussion que la somme qu'il pourra toucher en vendant au second tour de scrutin ses voix au bourgeois exploiteur et à étiquette radicale (1).

Congrès d'affaires certainement, mais Congrès socialiste? ah! mais non.

D'autres questions sont à l'ordre du jour, mais elles ne seront pas discutées; les petites combinaisons électorales soulèvent trop d'intérêts divers pour que l'on puisse s'occuper d'autre chose.

Tels sont les résultats qu'a donnés la « conquête des pouvoirs » par le socialisme, qui, comme on l'a déjà dit, s'est jusqu'à ce jour borné à la conquête des socialistes par le pouvoir.

Les exploités ne se font plus guère d'illusions à ce sujet. Par atavisme, ils iront peut-être encore au scrutin, mais, à n'en pas douter, sans conviction.

Ils se sont, par contre, groupés dans les syndicats et y mènent là la véritable lutte socialiste contre leurs exploiteurs et contre l'Etat bourgeois tout entier.

Le socialisme des pions et des avocats n'est plus fait que de bas marchandages électoraux et le Congrès de Chalon-sur-Saône vient une fois de plus en donner l'assurance aux socialistes sincères qui pourraient encore en douter.

P. Delesalle.

(1) M. Chauvin, le fusilleur des anarchistes, est le maître en ces sortes de combinaisons. J'en conterai quelques-unes un jour.

MOUVEMENT SOCIAL

L'affaire de la rue de Rohan. — Après six mois de détention préventive, Charles Malato, Caussanel, Harwey et Vallina comparaîtront devant les assises de la Seine, du 27 au 30 novembre prochain. Ils y seront respectivement assistés de Mes Wilm, Antony Aubin, Frédéric Allain et F. Izouard.

Puisque nous en sommes à Malato, mentionnons ce fait. Notre camarade, autorisé, par une décision du juge d'instruction Leydet, à publier dans la presse des articles sans caractère politique, avait aussitôt écrit pour l'*Européen* une étude sur les Canaques de la Nouvelle-Calédonie. Mais l'administration de la prison de la Santé refusa de laisser sortir cette étude sans une autorisation spéciale du ministre de l'intérieur. Malgré une requête de Quillard, cette autorisation n'est point venue, si bien que Malato, simple *inculpé*, est privé d'un droit qui fut parfois accordé à des *condamnés* (notamment à Kropotkine « en des temps de moindre République », comme dit Quillard), et se trouve ainsi empêché de subvenir à la vie de son vieux père et de sa compagne. — Douce et clémente République!

AN. D.



Après quatre ou cinq mois de vacances, Messieurs nos députés ont recommencé à siéger.

La première séance des Folies-Bourbon a été consacrée en grande partie au vote de l'amnistie.

Une proposition d'étendre l'amnistie à Malato et à ses amis a été repoussée.

Nous relevons parmi les députés socialistes (!!) qui ont voté *contre*, les noms suivants : *Gérault-Richard, Augé, Albert Poulain, Bouhey-Allex, Camuzet, Lasalle, Normand, Zévaès.*

Se sont abstenus dans le même scrutin : Aldy, Aristide Briand, Baron, Antide Boyer, Carnaud, Charpentier, Isoard, Roblin, Adrien Véber.

Dans une autre proposition d'étendre l'amnistie en faveur du manifeste *Aux Conscrits*, deux de ces prétendus socialistes se sont abstenus : ce sont les sieurs Normand et Roblin.

(*Officiel*, 31 octobre.)

❖ ❖

FIRMINY. — J'ai déjà eu l'occasion, à propos du camarade Sauvageon, de signaler le zèle qu'apporte M. Buisson, commissaire de police du Chambon, dans ses fonctions.

Sauvageon avait le droit de vendre le *Manuel du soldat* mais n'avait pas celui de faire connaître ce qu'était sa brochure.

Aujourd'hui, il s'en prend à des affiches éditées par les *Amis du Peuple Russe* et veut en interdire l'affichage.

Le camarade Reynard en avait placardé quelques-unes. Celles-ci ayant été lacérées par ordre du commissaire, Reynard alla le trouver et lui demanda des explications. « J'ai reçu des instructions. » — « En ce qui concerne la propagande antimilitariste, oui, mais pas en ce qui concerne mes affiches : *Une victoire tzarienne*, qui n'ont rien de commun avec celles de l'Association et des groupes antimilitaristes. La preuve, c'est que depuis quinze jours les murs de Firminy sont couverts de ces affiches, et je suppose que ce qui est légal à 3 kilomètres d'ici doit aussi l'être ici. »

Il n'y avait rien à répliquer devant l'exactitude de cet argument, néanmoins pour avoir le dernier mot, le commissaire ajouta : « Je respecterai le texte de vos manifestes, mais je ferai enlever le dessin qui va avec et qui constitue une obscénité. D'ailleurs j'en enverrai une au parquet. » En bonne logique, il aurait dû envoyer d'abord le dessin au parquet et n'agir ensuite qu'en vertu des instructions de celui-ci. Mais M. Buisson veut faire du zèle, il s'ennuie peut-être au Chambon et désire de l'avancement. Nous nous permettons d'intercéder auprès de son patron pour qu'il récompense comme il sied ce dévoué serviteur.

ROUSSET-GALHAUBAN.

P. S. — La presse blocarde régionale mise au courant de ces faits a refusé d'insérer la protestation du camarade Reynard.

On voit une fois de plus combien peu les ouvriers peuvent compter sur la presse pour combattre les abus surtout gouvernementaux.

MONOGRAPHIE

Roanne.

I. *La campagne roannaise. L'industrie roannaise* (le tissage des cotonnades). — II. *La crise industrielle.* — III. *Les conditions du travail.* — IV. *L'existence ouvrière.* — V. *La vie publique.* — VI. *La lutte ouvrière et l'organisation syndicale.*

II

LA CRISE INDUSTRIELLE (*suite*) (1).

Il y a un autre moyen de remédier à la crise, moyen purement artificiel et précaire, ce qui n'a pas empêché les patrons d'en réclamer le bénéfice. Tout d'abord le patronat exige le maintien de la production douanière qui jusqu'ici a mis nos fabricants *à l'abri de la concurrence étrangère*. Mais ce n'est pas suffisant, et il serait nécessaire que l'Etat consente au relèvement des *primes d'exportation* (lesquelles existent déjà), autrement dit que les contribuables français payent des impôts, et en particulier que les ouvriers soient chargés d'impôts indirects pour permettre aux patrons de vendre leurs marchandises à bon compte dans les pays étrangers, et de s'enrichir à nos dépens. Et le rapport patronal a l'audace de déclarer : « Ce sont les ouvriers en définitive qui touchent cette prime. »

Roanne exporte en effet, mais l'exportation est à peu près stationnaire depuis dix ans. Les pays du Levant, l'Amérique centrale et méridionale servent de débouché. On m'a dit que quelques maisons de Roanne, en dirigeant leur activité vers le commerce d'exportation, étaient parvenues à supprimer le chômage de l'été et à ne pas avoir de morte-saison. Mais la concurrence des Etats-Unis tend à limiter le marché, peut-être même à le restreindre. Il est tout naturel pour les fabricants de demander à l'Etat d'augmenter les primes d'exportation, afin de favoriser l'extension des affaires. N'est-il pas du devoir de l'Etat d'encourager et de protéger la richesse nationale, c'est-à-dire l'enrichissement des patrons?

Enfin, il y a encore un autre élément qui entre dans le prix de revient des cotonnades, ce sont *les matières premières*. Or, il est à remarquer que les prix des cotons n'ont fait qu'augmenter au point d'avoir plus que doublé en six ans; et il faut ajouter qu'en même temps ces prix ont subi des variations énormes et brusques par le fait de la spéculation américaine. L'élévation des prix des matières premières tend à faire augmenter les prix des marchandises manufacturées et à en diminuer la vente; d'autre part, les fluctuations entravent fâcheusement le jeu régulier de la production (1). Voici un tableau des cours, emprunté au rapport patronal :

ANNÉES	COTON BRUT (Prix par 50 kilogr.)		COTON FILÉ CHAINE DEVIDÉE 26 (Prix par kilogr.)	
	Plus haut cours	Plus bas cours	Plus haut cours	Plus bas cours
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1898	46 »	37 50	1 75	1 55
1899	54 »	40 »	2 15	1 60
1900	83 »	52 »	2 65	2 15
1901	67 »	51 »	2 65	2 05
1902	64 »	53 50	2 30	2 15
1903	89 85	62 »	2 80	2 15
1904	105 »	» »	3 15	» »

Presque tout le coton nous vient de l'Amérique du Nord (partie méridionale des Etats-Unis (2). L'arrêt de la production au moment de la guerre de Sécession a causé une crise épouvantable en Europe dans l'industrie cotonnière. Mais cette crise n'a été qu'un accident passager. Or, il est arrivé que l'industrie américaine s'est développée à son tour; elle a pris un tel essor que les Etats-Unis semblent non seulement se suffire à eux-mêmes, mais encore qu'ils se sont mis à vendre leurs cotonnades à l'extérieur (Amérique du Sud, Chine). Il en résulte qu'ils tendent de plus en plus à absorber pour leurs fabriques les matières premières. De cette façon, les prix ont monté, et la spéculation a pu s'emparer du marché et se livrer à des manœuvres d'accaparement.

(1) Voir les numéros 25 et 26.

(2) Il est, en effet, impossible de rien fabriquer d'avance. Voilà une des raisons pour lesquelles Roanne a dû abandonner l'article classique; c'est en tout cas ce qui a rendu la crise saisonnière si aiguë.

Cette spéculation est allée jusqu'à corrompre les fonctionnaires du service des statistiques pour la récolte cotonnière. Certains financiers s'étaient entendus avec l'administration pour que les documents officiels publiés fussent adultérés, tandis que les chiffres exacts leur étaient communiqués à l'avance. Le pot aux roses fut enfin découvert en juillet dernier, et ce fut la cause d'un scandale que les journaux du monde entier ont relaté.

Les efforts des pays européens pour s'affranchir de la dépendance du marché américain ont été jusqu'à présent sans succès. L'Hindoustan, d'où le cotonnier est originaire, fournit peu de coton. L'Egypte, où cette culture a pris quelque extension au moment de la guerre de Sécession, en fournit davantage, mais dans une proportion très modeste relativement à la consommation industrielle. La Russie a tenté la plantation du coton dans le Turkestan. En France, on paraît vouloir faire des essais de culture dans l'Afrique occidentale.

J'ignore ce que donneront ces essais. Actuellement, l'Amérique est maîtresse du marché, et, en présence de la tyrannie des spéculateurs, les industriels du Lancashire (Angleterre) avaient lancé le projet, en juillet dernier, d'une entente entre les fabricants européens pour les achats des matières premières. Il s'agissait d'un trust international pour arriver à traiter directement avec les planteurs de coton (1).

Le développement de l'industrie américaine laisse supposer qu'elle absorbera de plus en plus les cotons cultivés aux Etats-Unis. Ayant la matière première sur place, possédant un outillage perfectionné et sans cesse en progrès, l'Amérique arrivera peut-être un jour à fabriquer à elle seule les cotonnades pour le monde entier. Il est probable que si les fabricants français n'avaient pas les droits protecteurs, ils seraient appelés à disparaître avant que l'Afrique occidentale ait pu les fournir en matières premières, si jamais elle y parvient dans de bonnes conditions. Mais est-ce une raison pour que les consommateurs français, et en particulier les prolétaires, aient à payer leur habillement plus cher, au bénéfice des patrons tisseurs, sans que les ouvriers tisseurs en retirent autre chose que la possibilité de vivre plus ou moins bien au jour le jour?

Ont-ils donc tant à se féliciter, ces ouvriers tisseurs, des années de prospérité industrielle ! Leur seul avantage a été d'avoir du travail, c'est-à-dire de pouvoir dépenser leurs forces à l'enrichissement des patrons, moyennant quoi ils ont vécu. Et c'est à leurs dépens qu'on voudrait essayer maintenant de remédier à la crise, en diminuant les salaires ou en intensifiant le travail.

De leur côté, les patrons se plaignent. Aux revendications prolétariennes ils objectent le mauvais état de leurs affaires. Nous avons vu cependant que ces affaires ne sont pas désespérées. La fabrication des tissus de fantaisie est active pendant toute la saison, et elle ne doit pas aller sans donner aux patrons un bénéfice rémunérateur. La morte-saison vient simplement diminuer ou plutôt suspendre leurs bénéfices, tandis que tout le poids en retombe sur les ouvriers. Au fond, les patrons se plaignent de ne pas gagner assez, mais les ouvriers se plaignent de ne pas pouvoir vivre.

J'ai entendu dire : « Les ouvriers sont insatiables; ils ne seront contents que lorsqu'ils auront fait fermer les usines. Ah ! cela ne marche déjà pas si bien. » Tout d'abord je fais remarquer que les salaires journaliers n'ont pas augmenté depuis de longues années, ils ont au contraire plutôt diminué (je ne parle pas du salaire annuel qui s'est effondré depuis la crise). Mais examinons un peu le bilan des trente années grasses que l'industrie roannaise a vécues. Que s'est-il passé ? Un accroissement énorme du nombre des fabriques et des métiers (voir le premier article), ce qui indique une période de prospérité inouïe. Tous ceux qui ont pu s'établir pendant cette période ont fait fortune, à moins de

(1) Roanne, quoique subissant *fortement* le contre-coup du prix des matières premières, n'est pas directement intéressée à la *formation* d'un trust d'achat, puisqu'elle achète ses cotons tout filés; il n'y a pas en effet de filature à Roanne. Les patrons tisseurs pouvaient cependant acheter eux-mêmes le coton brut pour le donner à filer ensuite. En dehors d'une entente semblable, il n'y a rien à faire pour une association patronale : un trust pour la production n'aurait à Roanne aucune signification, puisque les fabricants arrivent à peine à suffire aux commandes pour les tissus de fantaisie, tandis que leurs concurrents n'ont aucun intérêt à s'entendre avec eux pour la fabrication de l'article classique. J'oubliais cependant qu'il y a un syndicat patronal; il a surtout pour but de s'opposer aux revendications ouvrières.

dilapidations excessives (on m'en a cité un seul cas).

Les derniers venus ont eu plus de difficultés à réussir. Malgré l'extension des affaires, il est probable que la concurrence a limité les bénéfices en contribuant à faire baisser le prix des tissus manufacturés, relativement tout au moins à la hausse des filés de coton. Si même les fabricants se sont rattrapés par l'extension de la production (si même le gain global a pu augmenter), il en est cependant résulté que le gain relatif a été plus petit par rapport au capital engagé. Enfin est venue la crise de l'article classique.

Les nouveaux venus, avides de s'enrichir, ont engagé des capitaux, ou emprunté à des commanditaires, etc., dans l'espoir de récupérer et au delà les avances faites dans l'industrie : leurs espérances ont été trompées et par la hausse des matières premières et par la crise saisonnière. D'autre part, un certain nombre des anciens fabricants ont vendu leurs établissements après fortune faite ; leurs successeurs ont acheté trop cher des maisons autrefois prospères, la plupart sont restés débiteurs vis-à-vis des anciens propriétaires devenus commanditaires et continuant à pressurer une bonne part des bénéfices.

On comprend qu'un certain nombre de patrons se plaignent de faire sinon de mauvaises, du moins de médiocres affaires. Mais pourquoi les ouvriers devraient-ils se laisser exploiter davantage pour permettre à ces personnages de satisfaire leurs commanditaires et de s'enrichir *eux-mêmes?*

(*A suivre.*) M. Pierrot.

MOUVEMENT OUVRIER

L'exclusion de la Confédération de l'immeuble préfectoral de la rue du Château-d'Eau a secoué l'apathie dans laquelle, il faut bien le reconnaître, se complaisaient par instant un trop grand nombre d'organisations ouvrières. Les Fédérations et syndicats les plus importants ont déjà envisagé leur prochain départ. Parmi ces organisations il faut citer les Fédérations de la *Métallurgie*, de la *Bijouterie*, des *Mouleurs*, de l'*Alimentation*, pour laquelle c'est déjà chose faite, et les syndicats des *diamantaires*, des *employés de commerce*, de l'*industrie du bijou*, etc.

La grande difficulté actuellement est de trouver un local assez vaste pour loger en commun toutes ces organisations, ce qui est d'une grande utilité pour la propagande et aussi à toutes sortes de points de vue. Plus on peut se concerter souvent, plus la lutte acquiert l'homogénéité nécessaire à de grands mouvements comme ceux que compte entreprendre la Confédération, plus vivace que jamais. D'autre part, le groupement dans un même local facilite souvent la besogne de tous et permet de simplifier le travail ; c'est pourquoi il y a lieu d'espérer que bientôt toutes les organisations soucieuses de leur dignité auront fondé en face de l'immeuble préfectoral la véritable *Bourse du Travail*.

Il ne restera plus rue du Château-d'Eau que les organisations jaunes ou semi-jaunes — les jaunes qui s'ignorent — et les employés du préfet.

Et la classe ouvrière économiquement organisée aura enfin conquis toute son indépendance.

En province, les persécutions naturellement continuent. On lira d'autre part l'intéressante correspondance que nous adresse à ce sujet un camarade d'Alger. Inutile d'y revenir.

A Laval sans prétexte aucun, la municipalité « démocrate » vient de retirer à la Bourse une légère subvention — ce dont personnellement je me réjouis, étant pour l'indépendance absolue des organisations ouvrières, — qui permettait aux syndicats de Laval d'assurer ses importants services de placement gratuit et de secours de route.

Le prétexte invoqué est quelconque. C'est la menace du ministre de l'intérieur Etienne que les Fontaine et autres Briat du ministère du commerce font exécuter contre les Bourses du Travail qui se refusent à entrer dans leurs vues réformistes et très « paix sociale ».

Actuellement les camarades étudient le moyen de se passer de la manne municipale. Nous ne saurions trop les y encourager.

La réaction coule à pleins bords et il est difficile de savoir où le gouvernement s'arrêtera.

A Brest, un ouvrier de l'arsenal, le camarade Pengam s'étant permis de critiquer la société dans une réunion publique, les autorités maritimes, en la personne du galonné Péphau, ont infligé à Pengam une punition de mise à pied qui peut entraîner sa mise à la porte à bref délai.

Ses camarades comprenant que s'ils laissaient frapper un des leurs, c'en était fait de la liberté de penser et d'exprimer leur opinion pour tous, ont immédiatement organisé un meeting de protestation.

Bien entendu, toute la presse républicaine et démocratique daube ferme contre ces travailleurs qui entendent avoir sur toutes choses et sur tous telles opinions qui leur semblent bonnes.

Pour 3 fr. 50 à 4 fr. par jour — salaires moyens à l'arsenal de Brest — le « régime républicain » exige que ses exploités lui fournissent non seulement leur travail, mais il voudrait encore asservir leurs cerveaux.

C'est ce à quoi les travailleurs de l'arsenal de Brest justement se refusent. L'agitation produite par cette mesure y est grande et, à l'issue d'une réunion, les ouvriers sont allés manifester et conspuer l'amiral Péphau. Dans les milieux ouvriers, l'on est disposé à tout pour défendre la liberté violée en la personne de Pengam. La situation est tendue à tel point que toutes les troupes sont consignées.

Germinal (1), « Bulletin d'action du Comité des huit heures », tel est le titre d'un petit organe que nos camarades des syndicats révolutionnaires de Reims viennent de faire paraître.

Excellente idée qui va permettre aux syndicats de Reims d'intensifier leur propagande locale et aussi de l'étendre.

Il serait à souhaiter que dans beaucoup de centres ouvriers l'on imitât l'exemple de ces camarades, l'agitation pour les huit heures ne pourrait qu'y gagner en ampleur.

A Roanne, la grève des teinturiers et blanchisseurs, qui dure depuis plusieurs semaines, vient de s'étendre aux ouvriers des petits ateliers qui n'avaient pas encore suspendu le travail. C'est une grande chance de plus pour vaincre le patronat, en faveur des ouvriers.

Cette décision a été prise à la suite d'une réunion où s'était rendue la presque totalité des ouvriers et qui s'est tenue à la Bourse du Travail.

Lundi matin, malgré la décision, trois ou quatre jaunes ayant tenté d'aller travailler, une bagarre a eu lieu et deux grévistes ont été arrêtés.

Le moral des ouvriers en grève est excellent. Tous sont plus que jamais disposés à la lutte, jusqu'à ce que le patronat cède.

Si, comme il est à prévoir, la grève persiste quelque temps, elle entraînera avec elle le chômage forcé de toute l'industrie des tissages de cotonnades de la région.

A Maisons-Alfort, grève des ouvriers vermicelliers, qui réclament de meilleures conditions du travail.

Dimanche, une manifestation composée de huit cents personnes a parcouru les rues de Maisons-Alfort et d'Alfortville en chantant l'*Internationale* et quêtant pour les grévistes, malgré l'énorme déploiement de forces de gendarmerie et de police.

Sur la place de la Mairie d'Alfortville, un meeting en plein air a eu lieu.

La manifestation a produit une très grande impression, les femmes grévistes étaient particulièrement remarquées par leur énergie.

Les ouvriers du savon minéral de la maison Lecat ont également déclaré la grève générale.

On parle de l'envoi de troupes à Maisons-Alfort. La situation est grave.

A Amiens, la grève des bijoutiers continue, et ce, malgré toutes les menaces et tentatives d'intimidation de l'exploiteur Gonthier.

Les ouvriers métallurgistes de Pamiers, qui étaient en grève depuis le 5 juillet dernier, ont obtenu l'augmentation de salaire qu'ils réclamaient.

Le travail a repris.

P. Delesalle.

(1) Rédaction 69, rue Duruy, Reims.

Alger. — Le dimanche, 22 octobre, a eu lieu, dans la salle du Petit-Athénée, une réunion privée de tous les syndicats algérois, non pour protester contre la fermeture de la Bourse du Travail, mais pour expliquer les causes qui la motivèrent.

Le secrétaire de la Bourse expliqua comment, en 1892, celle-ci fut ouverte provisoirement dans les sous-sols du palais consulaire ; ce provisoire dura jusqu'au jour où la municipalité ne s'occupa d'elle que pour la fermer.

Le fait le plus saillant de cette réunion fut l'énergie avec laquelle les travailleurs décidèrent de refuser quoi que ce soit de la municipalité : ni local, ni subvention. Un adjoint au maire a fait à plusieurs syndicats, dont quelques-uns connus comme modérés, la proposition de rester à la Bourse, la fermeture ne les visant pas. Ceux-ci ont refusé catégoriquement, déclarant se solidariser avec les syndicats révolutionnaires et à continuer la propagande avec eux, au sein de la nouvelle organisation : l'*Union des syndicats du département d'Alger*.

En fin de séance, fut adopté un ordre du jour dont voici les passages saillants :

« ... Les derniers événements feront comprendre à tous les travailleurs que les dirigeants, socialistes comme à Lyon, avancés comme à Nice, Alger, Paris et ailleurs, s'entendent pour maintenir l'état actuel qui leur octroie tous les profits, prébendes, honneurs imbéciles, etc...

« Ajoutent, en revanche, compter uniquement sur leur énergie, pour qu'à la grève générale future, à propos de la journée de huit heures, ils renversent le système commerçant et capitaliste, pour instaurer le communisme, qui seul nous donnera l'aisance et la liberté... »

Malgré la répression — ou plutôt à cause d'elle — le syndicalisme révolutionnaire fait des adeptes de plus en plus nombreux ; à Alger notamment, où la Bourse du Travail était encore, il y a un an et demi, ce qu'il y avait de plus réformiste. Tous les syndicats y adhérents, et, jusqu'à ce jour, il n'y a pas eu de défection, déclarent que l'action syndicale doit être dégagée de toute tutelle politique et qu'elle doit être dirigée contre tous les oppresseurs.

Ayant vu le secrétaire de la Bourse, le camarade Déjioanni, et lui ayant demandé des explications sur les offres de mouchardage qui lui furent faites, il me déclara qu'au lendemain de son élection à l'emploi de secrétaire, il y a un an environ, un sous-inspecteur de la sûreté alla le trouver pour lui demander si l'on pourrait compter sur lui pour avoir les renseignements nécessaires au commissariat central sur les agissements de certains syndicats, et surtout de leurs militants.

Lui ayant en outre demandé si certains syndicats persistaient dans leur attitude hostile à la municipalité, il me déclara qu'à l'unanimité ils étaient toujours décidés à ne rien accepter, et qu'ils ne réintégreraient la Bourse, au cas où la municipalité leur en ferait l'offre, que sans aucun règlement ni exclusion.

Enfin, dimanche, lors du déménagement des archives des syndicats, un de nos camarades avisant le buste de la République décorant la grande salle de la Bourse, le saisit et le lança par terre en disant : *Assez de fétiches !*

Ce geste déchaîna la colère des plumitifs de toute la presse. Il ne sied pas à ces messieurs qu'un esprit affranchi ose toucher à leurs idoles ; aussi déplorent-ils que le parquet ne puisse pas poursuivre. Par contre, l'employeur de notre camarade le mit à la porte, dès qu'il connut le fait qu'on lui reproche.

Quant à nous, inutile de dire que, tous, nous approuvons pleinement son geste.

P. Richard.

ESPAGNE

La faim en Andalousie. — L'alcade de Saucejo télégraphie au gouverneur que des groupes d'ouvriers ont assailli les moulins et les propriétés, semant l'alarme dans tout le voisinage.

L'on craint que les mêmes faits ne se renouvellent.

Les alcades de Montellano et Marchena communiquent aussi que l'état d'esprit des ouvriers de ces localités est inquiétant.

A Osuna, un groupe d'ouvriers, errant dans la campagne, rencontra un troupeau de cinquante moutons. Ils s'en emparèrent aussitôt, et se le partagèrent à raison d'une tête de bétail par quatre ouvriers.

La faim était si grande parmi ces malheureux,

qu'ils dévorèrent les animaux abattus sans avoir la patience de les faire cuire.

A Utrera, les paysans mendient sur la voie publique, menaçant de prendre là où il y a ; à Ecija, 6.000 ouvriers sont sans travail ; à Malaga, il y en a 5.000. A Séville les boulangeries sont prises d'assaut.

Mais il n'y a pas qu'en Andalousie que la faim règne en maîtresse.

En Catalogne, 10.000 misérables subissent ses étreintes ; dans les Castilles, 20.000.

Il en est de même dans les Asturies, en Estramadure, en Galice, etc.

Dans cette dernière province, des villages entiers sont désertés, les gens partant pour l'Amérique du Sud à la recherche d'une nouvelle patrie dans laquelle ils puissent subsister par leur travail.

Pour faire face à cette émigration, les compagnies de navigation annoncent le départ jusqu'à fin octobre de quinze grands transatlantiques frétés par des agents d'émigration.

A Malaga, le vapeur *Orléanais* a embarqué 300 émigrants pour le Brésil.

2.000 émigrants environ attendent le départ d'autres vapeurs pour la même destination.

Aussi, en face de cet exode qui menace de tarir la source des revenus des propriétaires de taudis à 30 0/0 de rapport, et des autres capitalistes stupéfaits de cette révolte — passive, hélas! — de leurs esclaves, la presse madrilène jette un cri d'alarme.

Elle invite le gouvernement à prendre des mesures contre cet exode ruineux pour la nation.

Que les nationaux meurent de faim, qu'importe ? pourvu qu'ils meurent chez eux et qu'ils rapportent ! Car s'ils ne rapportaient pas, comment leur absence pourrait-elle ruiner la nation ?

René Froment.

❖ ❖

On annonce d'Ecija (province de Séville) qu'un millier de travailleurs agricoles, tenaillés par la famine, ont envahi tout récemment le marché de cette ville. Ils se sont emparés des marchandises et de l'argent et ont détruit les baraques.

Les autorités urbaines ont réclamé l'appui de la garde civile.

❖ ❖

COLONIE DU CAP

A Capetown, J. Erasmus, rédacteur de *The Vanguard*, ne se trouvant plus en plein accord avec la Fédération sociale-démocrate, a fait de son journal l'organe du *Labour Party* (Parti ouvrier d'avant-garde), c'est-à-dire des Trades-Unions et autres groupements anti-capitalistes. *The Vanguard* est maintenant hebdomadaire.

Il a publié l'autre jour une traduction anglaise d'un récent article des *Temps Nouveaux* : « A l'Œuvre ! » auquel un socialiste parlementaire répondit la semaine suivante. Afin d'entretenir cette polémique, je viens d'écrire moi-même un article sur ce sujet, lequel paraîtra, je pense, dans le prochain numéro de *The Vanguard*.

H. G.

❖ ❖

RUSSIE

Saint-Pétersbourg, *mardi* 24. — Comme je le prédisais, presque tous les employés de chemin de fer de l'empire russe sont en grève aujourd'hui, les industries sont paralysées, le commerce est immobilisé, le blé attend aux stations par milliers de chargements, exposé aux pluies torrentielles, des centaines de milliers de lettres s'entassent aux bureaux de postes et aux dépôts provisoires, les fils télégraphiques sont coupés en beaucoup d'endroits, la circulation à travers le pays est suspendue, et le peuple réclame à grands cris la liberté, mais se trouve face à face avec les individus obscurs dont le nom collectif est gouvernement. La grève, que les autorités n'avaient point prévue, et que le ministre des chemins de fer n'a pu résoudre, est en train de prendre des dimensions colossales, et de produire des phénomènes insolites. Aux stations de Moscou et d'autres villes, les voyageurs qui ont des billets, mais ne peuvent continuer leur voyage, ont informé la Compagnie qu'elle devait les nourrir et les loger jusqu'à ce que les trains reprennent leur marche, et les fonctionnaires de la Compagnie, craignant de pires calamités, y consentent. Les voyageurs de première et de seconde classe reçoivent donc un rouble (deux francs cinquante) par jour pour leur nourriture, et ceux de troisième classe doivent se contenter de la moitié ; mais tous les possesseurs de billet, sans exception, prennent le thé gratis deux *fois* par jour, et sont autorisés à dormir pêle-mêle, la nuit, dans les salles d'attente malpropres.

C'est avec grande difficulté que le ministre des voies et communications, prince Khilkoff, a quitté Moscou. Non seulement il était dans le dernier train qui partit, mais il fit lui-même le mécanicien, non pas tant parce qu'il y était obligé, que dans le but de faire sur la foule l'impression qu'il avait été, lui aussi, comme eux. Causant avec les délégués des employés de chemin de fer, il fit la remarque qu'il avait travaillé seize heures par jour et en était content — oui, vraiment, il était très heureux de faire des heures supplémentaires, parce que cela lui permettait d'augmenter son salaire. Mais les représentants des grévistes lui répondirent très aigrement, en lui faisant comprendre que les Russes nouveau modèle, avides de savoir, ont besoin de temps pour lire. La réponse du prince Khilkoff ne fut pas faite pour se concilier ces hommes, car il dit qu'ils pouvaient toujours prendre une heure pour lire, ce qui faisait trois cent soixante-cinq heures par an, et il les assura que ses propres heures de travail actuellement étaient plus longues que les leurs. Mais toute cette conversation des deux parties, qui ne pouvaient se comprendre mutuellement, s'envola en fumée.

On tient des meetings partout dans les provinces, n'importe qui, n'importe où, prononce des discours, on formule des demandes que le gouvernement ne voudrait accorder s'il le pouvait, et ne pourrait s'il le voulait, et l'on prend à l'unanimité et d'enthousiasme la résolution de rester en grève jusqu'à ce que ces demandes soient accordées. Des femmes et des jeunes filles prononcent de brefs discours, pleins de phrases pittoresques à la Tyrtée qui vous saisissent, ou de mots ailés qui s'envolent à travers l'empire, vibrant dans tous les cœurs russes, et donnant de la vigueur à bien des bras russes. Une frénésie complète, une frénésie révolutionnaire semble s'être emparée du peuple entier, qui s'élance tête baissée comme un fou, et est résolu à s'anéantir soi-même ou à mettre un terme à un régime odieux qui se meurt d'une mort trop lente.

Il n'y a pas de tribunal du peuple à l'œuvre comme dans la France révolutionnaire, mais il y a suffisamment d'exécutions, accomplies dans des circonstances qui indiquent des Saintes-Vehmes locales. Chaque matin, le journal apporte des listes de fonctionnaires, de policiers, de cosaques, d'administrateurs, et même de sentinelles, qui ont été expédiés dans l'autre monde, pendant la nuit, par des hommes impunis et inconnus. Bombes, poignards, revolvers, carabines, figurent dans les récits lugubres auxquels le public s'accoutume rapidement. La loi de lynch révolutionnaire a ainsi pris la place du caprice bureaucratique, qui jusqu'à ces derniers mois disposait librement de la propriété, de la liberté, et parfois de l'existence des citoyens paisibles, souvent plus dignes de récompense que de châtiment.

Ainsi cette guerre civile va son chemin parmi les légères escarmouches ou les exécutions isolées, et les grèves ruineuses courent parallèlement avec le meurtre.

Au printemps dernier, lors de la convocation d'un congrès des employés de chemin de fer, puis d'un Congrès des congrès, qui nomma un bureau permanent, j'annonçai que *l'organisation produirait des résultats remarquables à l'automne, et les événements actuels sont les premiers symptômes de la vérité de cette prophétie.* La Ligue des Employés de Chemin de fer et la Ligue des Pharmaciens comprennent les hommes les plus *résolus*, et peut-être les politiciens les plus radicaux de l'empire, et bien que ni leur organisation, ni leurs moyens d'action ne soient comparables à ceux des grandes *ligues* dans les autres parties du monde, ils sont énormes pour la Russie, où le parti gouvernemental est complètement désorganisé. A Moscou, les aides pharmaciens se mirent en grève la nuit dernière, et visitèrent toutes les boutiques qui vendent des médicaments ou préparent des ordonnances, obligeant les aides et les commis à quitter le travail. Les patrons seuls restèrent, en quelques endroits, et furent incapables de délivrer les médicaments, tandis que dans d'autres les patrons n'osèrent même pas laisser leurs boutiques ouvertes.

Le fait est que les Social-Démocrates et les Social-Révolutionnaires, qui sont les partis les mieux organisés du pays, ayant mûri de nouveaux plans, sont en train de les exécuter délibérément et avec succès. Ils ont d'abord pris pouvoir sur les universités et hautes écoles, qui servent de lieux de réunion à tous les mécontents sans exception, tout ainsi que le couvent des Jacobins servait aux patriotes français, avec cette différence que les russes ne paient aucun loyer.

La nuit dernière, de dix heures à une heure et demie du matin, des centaines de jeunes filles, étudiantes de l'université féminine de Moscou, tinrent un meeting pour décider si elles feraient grève ou continueraient à travailler. Après de longs et chauds débats, il fut résolu par une petite majorité de permettre à l'université de rester ouverte, mais seulement comme centre pour le mouvement révolutionnaire, où l'on tiendrait des meetings publics et ferait des conférences. De toutes les parties de l'intérieur on reçoit des nouvelles de meetings publics se rassemblant spontanément dans les rues et les places publiques, approuvant la grève mais se conduisant avec un degré d'empire sur soi-même qui est peu commun en Russie et qui témoigne des progrès faits par la population. Ainsi une masse d'environ dix mille grévistes s'avançait de trois côtés vers la gare Nicolas à Moscou, hier soir, mais s'étant heurtés aux soldats, qui tiraient leurs sabres et se préparaient à charger le peuple, ils se détournèrent tranquillement et marchèrent dans différentes directions. Çà et là ils arrêtèrent des locomotives, renversèrent la vapeur, et chassèrent les hommes au travail. Une machine qu'ils arrêtèrent et firent repartir en arrière, après avoir expulsé le mécanicien, parcourut une distance considérable, entre-choqua de nombreux wagons de marchandises, et les mit en pièces. Puis les grévistes, ayant à leur tête une jeune femme, renvoyèrent l'homme de garde au bureau du téléphone, le chef femelle braquant un revolver chargé contre sa tête et menaçant de lui brûler la cervelle s'il ne s'en allait sans retard.

Hier un train de Rostoff arriva à Moscou, nul ne sait comment, mais ce fut un curieux spectacle lorsqu'il entra en gare, car non seulement les wagons étaient pleins comme des boîtes de sardines, mais hommes et femmes s'entassaient sur les plates-formes, et des paysans étaient accrochés aux toits, et même les uns après les autres, si bien qu'ils ressemblaient à des essaims d'abeilles.

Sur la ligne de Windau, un train avait été préparé en cachette, et la machine commençait à peine à se mettre en marche que les grévistes l'aperçurent et s'en emparèrent, et, ayant ouvert le régulateur, laissèrent aller la machine. La locomotive s'élança avec une grande vitesse, et les grévistes sautèrent sur le sol, au risque de se tuer, mais sans se faire de mal. La machine, cependant, s'enfonça dans un mur de pierre, y faisant une large brèche, et ressortant de l'autre côté. Puis les employés détruisirent tous les signaux et toutes les diverses autres pièces de mécanisme sur la voie.

Moscou est à présent séparé du monde extérieur. La nourriture enchérit, et l'humeur de la population devient de plus en plus excitable. Ici, à Saint-Pétersbourg, la nourriture s'élève aussi de prix par sauts et par bonds. Il nous faut douze trains par jour pour convoyer le bétail à cornes, et tous ces trains viennent du sud en passant par Moscou, mais depuis dimanche il n'en est pas arrivé un seul, et demain les prix de boucherie auront augmenté de plus de 50 pour cent. Partout on rassemble les troupes, mais c'est à peine si l'ordre est troublé. Le spectacle est à bien des égards fort encourageant, et c'est là certainement un éloquent témoignage de l'empire sur soi-même de ce patient peuple en révolution.

Par exemple, on peut dire que la population de Kharkoff est sortie en corps de ses maisons. Les rues sont pleines de monde, le vaste square appelé place des Gendarmes n'est qu'une masse d'humanité mouvante, qui agit pacifiquement, mais exige la fermeture des boutiques et la cessation de la circulation des tramways.

De la ville méridionale d'Ekaterinoslav arrivent des nouvelles semblables. Les gares sont métamorphosées en hôtels, les magasins sont fermés, on prononce des discours dans le parc et dans les rues et les places, les fils télégraphiques sont coupés, et des soldats armés stationnent autour des bâtiments publics, mais nul désordre ne s'est produit.

Dans la ville de Korloff, des milliers de gens marchèrent en manifestant à travers les voies publiques, ayant à leur tête les grévistes des chemins de fer, et demandèrent la fermeture de tous les établissements industriels, commerciaux et d'éducation. Ces demandes furent accordées sans hésitation, et toute la vie économique à Korloff est maintenant suspendue.

De Voronège arrivent des nouvelles de nature semblable, meetings passionnés, arrêt complet des affaires, la ville isolée du monde extérieur, mais aucune rupture de la paix.

Le département impérial des Postes et Télégraphes informe le public qu'il ne peut être responsable pour la remise des lettres et télégrammes. Le

ministre des finances a reçu des dépêches de très importantes maisons et de comités industriels, l'informant que si les grèves continuent une semaine de plus, la ruine s'ensuivra inévitablement. Ainsi les principales artères commerciales de l'empire sont obstruées.

Non seulement la viande est rare à Moscou et Saint-Pétersbourg, mais on ne peut distribuer le blé aux provinces frappées par la famine. Des troupes de paysans affamés, qui se hâtent de quitter la campagne et de chercher du travail dans les villes, sont dans l'impossibilité de partir, et des milliers d'hommes et de femmes, qui, n'ayant pu trouver à gagner leur vie dans les grandes cités, veulent retourner à la campagne, sont obligés de rester, demi-morts de faim et oisifs. On ne peut envoyer de combustible aux usines et aux moulins, et les établissements d'industrie ne peuvent livrer leur production à leurs acheteurs. Les lettres sont emmagasinées par les employés des postes, les télégrammes sont mis en tas dans les bureaux de province, ou, quand c'est faisable, envoyés par la poste. Les voyageurs, également, sont forcés de rester à quelque petite station, ou de demeurer tout bonnement chez eux, et le gouvernement central ne peut poursuivre ses relations habituelles avec les hauts fonctionnaires des provinces.

Et pis que tout cela est encore à craindre, c'est-à-dire pis au point de vue bureaucratique, à savoir : si les paysans ou autres ont recours à la violence, ils peuvent en bien des endroits faire ce qu'ils veulent, à raison de l'impossibilité d'envoyer la force armée à temps pour secourir les lieux ou les gens menacés. . . . .

(Traduit du *Daily Telegraph*, 25 octobre 1905.)

✠ ✠

SUISSE

Le congrès ouvrier romand. — Le 9 juillet dernier avait lieu à Lausanne une réunion à laquelle prirent part les délégués d'une dizaine d'Unions ouvrières de la Suisse romande. Diverses questions y furent traitées, notamment la journée de huit heures, les mesures de défense contre les lock-outs, la propagande antimilitariste et la publication d'un journal syndicaliste analogue à la *Voix du Peuple* de Paris. Mais surtout (et c'était là l'objet principal de ce congrès préliminaire), on vota à l'unanimité le principe d'une *Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande*, pour laquelle l'Union de la Chaux-de-Fonds reçut mandat d'écrire un projet de statuts.

Le grand intérêt du congrès de Lausanne, ce fut qu'il affirma, pour la première fois dans le mouvement ouvrier romand, la volonté des Unions de se soustraire à la tutelle des fonctionnaires et des politiciens.

« En somme, écrivit alors Bertoni dans le *Réveil* « de Genève, ce congrès nous a révélé que partout, « dans la Suisse romande, les ouvriers ont reconnu « le danger de laisser la haute main dans leurs « organisations à certains fonctionnaires salariés « par la Confédération ou aux dirigeants bourgeois « d'un parti qui n'a de socialiste que le nom. Mais « s'ils condamnent la tactique suivie jusqu'à pré- « sent, il est facile de s'apercevoir qu'ils ne sont « pas prêts à en suivre une autre...

« La plupart des délégués nous ont paru trop « craintifs. Après avoir exposé eux-mêmes les rai- « sons que nous avons développées depuis des an- « nées et des années, leur hésitation à en tirer les « conclusions logiques n'apparaît que trop évi- « dente. Il en résultera forcément, pendant un cer- « tain temps, une action insuffisante et contradic- « toire dont triompheront bruyamment les adver- « saires du syndicalisme... »

C'est à Neuchâtel, le 22 octobre, que la Fédération a été définitivement constituée. La discussion fut loin d'y être aussi calme et courtoise qu'à Lausanne. Dès le début, quelques délégués déclarèrent à brûle-pourpoint qu'ils n'entendaient pas se laisser *asservir* par les anarchistes. Comme si une grande organisation basée sur des principes d'autonomie parfaite pouvait tomber au pouvoir de quelques personnalités ! Ce fut en vain qu'on essaya de démontrer à ces anarchophobes le mal-fondé de leurs craintes : ils ne voulurent rien entendre. « S'ils mettaient, dit ironiquement le *Réveil*, autant d'énergie et de persévérance à combattre les véritables servitudes, tous nos maîtres n'en auraient pas pour longtemps. »

La déclaration de principes donna lieu à une longue discussion sur le sujet de l'action politique (ou plus exactement *parlementaire*, ne l'oublions pas) des syndicats ouvriers, et finalement 31 voix contre 28 se prononcèrent en faveur de cette action. Mais il faut remarquer que toutes les personnes présentes dans la salle, même les simples curieux, purent participer à ce vote, lequel n'exprime plus dès lors les sentiments véritables de la Fédération. Et notamment, les fortes Unions de Genève, de Nyon, de Lausanne et de Vevey sont des plus résolues à rejeter la politique pour s'en tenir à une large et vivante action sur le terrain économique.

Le congrès décida que la jeune Fédération — dont le siège fédéral fut fixé à Vevey — tiendrait deux congrès annuels.

Le rapport de l'Union de Genève sur la journée de 8 heures fut approuvé. Il conclut à une agitation énergique en sa faveur. La propagande infatigable menée depuis des mois par notre ardent ami Bertoni, va donc se poursuivre à partir d'aujourd'hui au nom et sous la responsabilité collective de la Fédération ouvrière romande.

La nécessité d'un organe d'éducation ouvrière et de combat syndical a été reconnue à l'unanimité, après rapport de l'Union de Lausanne.

Ni la question, pourtant capitale, de l'antimilitarisme ouvrier, ni celle de la résistance aux lockouts n'ont été discutées avec l'ampleur utile, les débats de théorie pure ayant gaspillé des heures précieuses et le temps pressant. Ces questions demeurent à l'ordre du jour des réunions prochaines.

Ce qu'il importait de consigner ici, c'est le fait que le syndicalisme est né en Suisse française ; les réunions de Lausanne et de Neuchâtel lui ont donné l'essor. Souhaitons que nos camarades romands qui reconnaissent avec nous la nécessité d'agir au sein des organisations ouvrières et qui ont beaucoup contribué à fonder la jeune Fédération, travaillent à lui donner la force et la fécondité.

Am. D.

VARIÉTÉ

Art appliqué — Art nouveau

(*Suite*) (1).

Le style roman avait l'austérité d'une religion pratiquée par des moines ; il est vrai qu'en dehors des couvents et des abbayes, tout était dans les ténèbres. Isolés du monde, forts de leur cohésion, c'est fatalement là que devaient se réfugier les vestiges survivants de la civilisation, parmi ces hommes soucieux de leur bien-être qui exaltaient une religion de bonté, ne laissant toutefois pas de prendre les armes contre leur semblable pour conserver ou augmenter l'asservissement des producteurs.

Mais ce n'était pas là l'ordonnance que devaient inspirer au peuple les préceptes de Jésus.

C'est à la fin du douzième siècle, en même temps que prenait corps le mouvement communaliste, qu'une évolution se produit. Les arts passent des mains monastiques à celles des fins artisans libérés.

La religion de Phidias et de Périclès faisait descendre la beauté des dieux parmi les humains ; le christianisme voulait élever l'âme vers les cieux ; c'est cette aspiration qui caractérise l'art ogival.

Les invasions normandes avaient détruit pas mal d'édifices romans, et si, dans l'ouest de la France, il y en avait encore de solidement assis, d'autres tombaient en ruines par défaut de construction ; il y avait donc beaucoup à construire ou à réédifier. En même temps se répandit l'idée d'opposer à l'abbaye, au château féodal, un temple qui n'appartînt plus à une congrégation, à une caste, mais à tous.

La cathédrale naquit, édifice religieux et civil en même temps, sorte de forum sacré.

Le sanctuaire exprima désormais une croyance sentimentale du cœur, une religion du peuple qui veut un vaste vaisseau à lui, construit de ses mains, dont l'ordonnance est majestueuse, élégante, sculptée, fouillée, s'élevant toujours plus haut, telle l'aspiration de son rêve religieux. Cette évolution demandait un principe nouveau de construction. Les Egyptiens, les Assyriens, les Indiens, les Romains avaient fait grand, immense, pour être imposants, les Grecs avaient fait petit, mais délicat tout en étant grandiose : tous avaient comme principe dominant la largeur sur la hauteur. Les gothiques veulent faire dominer la hauteur sur la largeur, tout en restant proportionnés à l'homme et, s'ils bâtissent de vastes monuments, c'est pour y réunir des foules ; les baies vitrées sont spacieuses, les vides ont la prédominance sur les pleins, mais les portes sont rigoureusement faites à l'échelle humaine, de même que les détails architecturaux de sculpture et d'ornementation.

La forme nouvelle fut l'ogive, entraînant comme moyen de construction l'arc-boutant.

L'ogive a ses origines dans les temps les plus reculés ; les artisans et manouvriers habiles du moyen-âge l'ont retrouvée, mais pas inventée, pas plus que ne le serait le cercle ou le triangle. L'arc aigu et l'arc brisé se retrouvent isolément dans les plus anciens monuments : en Egypte, dans le Rhamesseion de Thèbes, vieux de trente-quatre siècles environ ; en Grèce, dans le trésor d'Atrée, et à Mycènes datant des âges héroïques ; en Asie, dans la porte d'Assos ; en Etrurie, en Sardaigne, en Corse, dans des tombeaux contemporains des déluges ; en Amérique, dans certaines constructions mexicaines remontant à la plus haute antiquité. Seulement ces arcs aigus ne sont pas construits en claveaux comme les firent nos communiers, mais en assises horizontales posées en encorbellement, saillant l'une sur l'autre.

Chose remarquable toutefois, c'est que le bâtisseur du moyen-âge découvrit d'instinct ce que nous démontrons scientifiquement de nos jours : que l'arc aigu est celui dont la stabilité est la plus grande, dont la poussée latérale est la moindre, car : étant donnés deux arcs de même diamètre et de même épaisseur, l'un en plein cintre, l'autre en ogive, la poussée de l'ogive est à celle du plein cintre comme 3 est à 7 (Rondelet, *Théorie des constructions*), et de plus il suffit de donner à l'ogive les trois quarts de l'épaisseur et de la force qu'exigeraient les points d'appui du plein cintre correspondant.

« Si l'ogive est plus ancienne que le monde, si ses propriétés de résistance ont été devinées et reconnues bien avant notre douzième siècle, si elle a été appliquée par les Arabes à la mosquée d'Amrou en l'an 20 de l'hégire (642), ce n'est pas à dire pour cela que le style ogival ne soit pas un art nouveau sans exemple dans l'histoire et sans précédent. Autre chose est une forme employée accidentellement comme moyen facile et énergique ou dans une intention décorative ; autre chose est un système entier d'architecture où cette forme joue un rôle tout à fait expressif et constructif, un système combiné avec art et logiquement enchaîné comme celui qui, né en France dans la seconde moitié du douzième siècle, a dominé en Europe pendant trois siècles. » (Charles Blanc, *Grammaire du dessin*.)

Les romans, nous l'avons vu précédemment, employaient la voûte d'arête formée de deux cylindres se coupant à angle droit. Cette voûte rejetait les poussées sur les quatre angles de sa base, chacun de ces angles était supporté par une forte pile en maçonnerie ; les quatre arcs ou arcs doubleaux reliant les piles étaient en plein cintre, et les deux arcs ou arcs formerets formés par les arêtes d'intersection des cylindres étaient surbaissés, leur sommet étant à la hauteur de ceux des quatre premiers arcs, ayant une base plus écartée de la différence qu'il y a entre le côté du carré et sa diagonale.

---

(1) Voir les numéros 23, 24, 25 et 26.

Or, entre deux voûtes de même, l'une ogivale, l'autre plein cintre, le rapport des poussées étant comme 3 est à 7, les gothiques allégèrent beaucoup les piles; en faisant le tracé ogival des arcs-doubleaux et des arcs formerets, cela

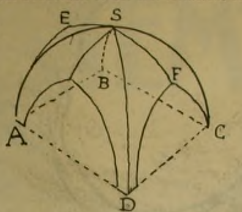


Fig. 6. — Voûte gothique.
AEB-DFC, arcs-doubleaux ; ASC-BSD, arcs formerets.

leur permettait de mettre les cinq sommets de ces arcs à la même hauteur. (*Fig. 6.*)

Cet arc formeret, simple arête formée précédemment par la rencontre de deux plans, devint une nervure composée de claveaux étroits mais profonds; il formait par lui-même contrefort courbé, il suffisait de remplir les tringles sphériques d'une maçonnerie légère.

Dès à présent, nous voyons comment, partant d'un principe lourd, massif, il fut permis d'alléger le système de voûtes et de supports dont la conséquence fut de pouvoir s'élever beaucoup plus haut.

C'est à ce moment que le mouvement communaliste s'accentue ; de beaux édifices s'élèvent à Paris, Chartres, Bourges, Beauvais, Senlis, Rouen et surtout dans les villes qui donnèrent le signal de l'affranchissement : Laon, Reims, Amiens, Soissons, Noyon.

Les architectes avaient la voûte ogivale comme élément neuf; ils se proposaient d'éclairer la bâtisse, de l'agrandir, de l'élever sur des points d'appui légers, tenant peu de place à l'intérieur et laissant de l'espace au mouvement des foules.

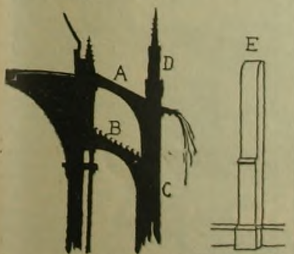


Fig. 7. — A et B, arcs-boutants ; C, contrefort dégagé ; D, clocheton-pinacle en maçonnerie massive dont le poids neutralise les poussées extérieures des arcs-boutants sur leur support ; E, contrefort Roman.

L'arc-boutant, mis à découvert extérieurement, donna la solution cherchée. (*Fig. 7.*)

Dans les débuts, on imagina de donner au contrefort roman des dimensions plus fortes; mais il devint si encombrant qu'il fut trouvé plus pratique de l'évider et d'en faire une demi-ogive, formant pilastre à sa base et dont la tête allait exercer sa pression contre les parties faibles de l'édifice. D'où l'on conclut que l'arc-boutant n'est pas une force inerte, mais agissante, qui pousse et qui est poussée ; il doit être calculé avec précision, car, trop faible, il serait rejeté au dehors trop fort, il tendrait à renverser l'édifice intérieurement au lieu de le renforcer. Il faut que les deux pressions, soutenue et soutenante, se fassent équilibre rigoureusement. Cette nouvelle application du contrefort a pour conséquence de permettre d'élever les voûtes davantage. L'édifice devient plus léger plus il s'élève, car les pilastres, simples soutiens verticaux, peuvent être allongés à volonté sans s'épaissir, les pressions étant rejetées à l'extérieur sur les arcs-boutants, et ces derniers venant s'appuyer eux-mêmes sur des contreforts terminés en clochetons ou pinacles, qui dentellent si joliment la silhouette des nefs.

Ces arcs furent utilisés, quand ils viennent se greffer au bas du comble, pour éconduire les eaux de gouttière et les projeter, par des gargouilles, loin de la base des murailles.

(*A suivre.*) LÉOMIN.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Sphinx rouge, par Han Ryner ; 1 vol., 3 fr. 50, Bibliothèque des auteurs modernes, 16, rue des Fossés Saint-Jacques, Paris.

Le Crime de Lord Arthur Savile, par Oscar Wilde, trad. Albert Savine ; 1 vol., 3 fr. 50.

Poèmes et Poésies, par E. Barrett Browning, trad. Albert Savine ; 1 vol., 3 fr. 50, chez P.-V. Stock, 155, rue Saint-Honoré, Paris.

Leçons de Morale, par A. Rey et H. Dubus ; 1 vol., 2 fr. 50, chez Henry Paulin, éditeur, 21, rue Hautefeuille, Paris.

Questions économiques, par G. de Molinari ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Guillaumin et Cie, 14, rue Richelieu, Paris.

La Réforme agraire, par Adolf Damaschke, trad. Otto Karmin ; 1 vol., 3 francs, chez V. Giard et Brière, 16, rue Soufflot, Paris.

L'Esprit Nouveau, drame par Mathias Morhardt ; 1 vol., 3 fr. 50, Librairie Molière, 17, rue Richelieu, Paris.

Dimanche et Lundi férié, pièce en un acte par Jehan Rictus ; *Revue Littéraire*, 91, rue Lecourbe, Paris.

La Dentelle à l'Exposition de Liège, par Marguerite Charles ; publication du *Musée Social*, chez A. Rousseau, éditeur, 14, rue Soufflot, Paris.

Correspondances et Communications

★ Prière aux camarades qui nous écrivent de *toujours joindre* leur adresse au bas de leur signature. Cela nous évite parfois des erreurs et souvent de longues pertes de temps.

★ **Vient de paraître** à Limoges *L'Ordre*, organe communiste-anarchiste bimensuel.

L'*Ordre* reproduit en tête de ses colonnes *Ce que nous voulons*, de S. Faure et, en feuilleton, *L'Anarchie, sa philosophie, son idéal*, de Kropotkine. Y lire l'excellent article d'Homo : *Ordre bourgeois et Anarchie*.

Bonne chance à nos camarades dont l'adresse est : 21, rue du Temple, Limoges (Haute-Vienne).

★ PARIS, XIXe. — Un groupe anarchiste vient d'être formé. Les camarades convaincus de l'utilité de la lutte contre le capitalisme et les politiciens de toutes couleurs, ses soutiens, sont invités à se réunir le jeudi 9 novembre, à 8 h. 1/2, salle Clozier, 44, boulevard de la Villette.

CONVOCATIONS

★ **Causeries Populaires des Ve et XIIIe**, 37, rue Croulebarbe. — Samedi 4 novembre, à 8 h. 1/2, causerie par Libertad, sur : Le désir de vivre.

★ **Union de l'Ameublement**. — Les camarades sont invités à assister à la réunion générale du mardi 7 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, 12, rue Lagille. Discussion sur le fonctionnement de l'atelier communiste. Adhésions, cotisations. — Permanence tous les mardis soir, de 8 h. 1/2 à 10 heures.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Vendredi 3 novembre. — E. Janvion : La Genèse du socialisme (de Saint-Simon à Kropotkine) (II).

Mardi 7. — E. Potier : Le Congrès néo-malthusien de Liège.

Mercredi 8. — Commission d'administration.

Vendredi 10. — G. Ibels : Les grands hommes quand ils étaient petits : histoire anecdotique de l'enfance de quelques grands hommes (avec projections).

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Samedi 4 novembre. — Soirée mensuelle. — Leprince : Renan, ses idées philosophiques et sociales. — Entrée : 0 fr. 25.

Mercredi 8. — Alavaill : Castes et classes.

Vendredi 10. — Dr Malfitano, de l'Institut Pasteur : La Méthode scientifique.

★ FIRMINY. — **Groupe antimilitariste** (Section A. I. A.). — Réunion du groupe dimanche 5 novembre, à 2 h. 1/2 du soir, au local habituel. Ordre du jour très important.

★ MARSEILLE. — **La Muse Rouge**. — Samedi 4 novembre, à 9 heures du soir, au bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne : Soirée familiale.

1re partie : Concert ; 2e partie : *Monsieur Badin*, de Courteline. Vestiaire, 0 fr. 10.

★ MARSEILLE. — **A. I. A.** — Tous les membres des sections de la ville sont instamment priés d'assister à la réunion qui aura lieu dimanche 5 novembre, à 6 heures du soir, bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne.

Perception des quotités. La tournée Hervé. La détention arbitraire de notre camarade Ch. Mochet.

LIVRE POUR ENFANTS

Je viens d'envoyer à l'impression un second volume de lecture pour enfants.

Escomptant l'adhésion des souscripteurs du premier, je risque l'aventure.

Ce nouveau volume se composera de :

Le Legs du Maure. — *Le Petit Chemin*. — *Congrès de philanthropes*. — *La Fourmi voyageuse*, parus dans notre supplément. Une nouvelle de William Morris : *Une leçon de roi*, publiée dans celui de la *Révolte*, et une demi-douzaine d'autres que les éclipses répétées du supplément nous ont empêchés de donner.

Le volume sera illustré, relié à l'anglaise tête dorée, comme le précédent, vendu 3 fr. 50 et paraîtra vers le 15 décembre.

Aux souscripteurs qui m'enverront leur adhésion avant le 30 novembre, il sera livré à 2 fr. 50. Ceux qui voudront bénéficier de cette réduction, sont priés de prendre note de la date.

La souscription donnera droit à avoir, pour le même prix de 2 fr. 50, le premier volume qui est vendu 4 francs.

Je tiens les circulaires à la disposition des camarades qui voudraient les faire circuler.

J. GRAVE.

Petite Correspondance

B., à Eauze. — Oui, le journal a été expédié à l'adresse indiquée. Vous avez dû recevoir les brochures.

R., à Salonique. — Reçu abonnement. Envoyons numéros.

L., à Hodimont. — *Souvenir de ma Vie*, chez Fayard, éditeur, boul. St-Michel, Paris.

Un lib. convaincu, au Mans. — Je ne vois pas d'autres moyens que d'acheter chez les libraires ou de s'abonner.

J. D. — *Le Voie* insuffisant.

Martin, à Montpellier. — Votre adresse ?

L'Ordre naturel. — Vous n'êtes pas encore assez « antiscientifique ». Quand vous nous enverrez votre journal écrit avec de la sève sur des feuilles de vigne, nous l'annoncerons.

C., rue Manin. — Le changement a cependant été fait.

Reçu pour Malato et ses amis : J. C., à Chicago, 5 fr. — Collecte à La Machine, par C. Per., 3 fr. 50. — Merci.

Reçu pour le journal : J. C., à Chicago, 12 fr. 40.

N., à Ind-Ilfor. — M., à Anvers. — M., à Alger. — C., à Mostaganem. — B., à Lyon. — P., à Ambazac. — M., à Nantes. — M., à Barcelone. — M., à Alleur-les-Ans. — H., à Cherbourg. — E., à Mersa-Matrouh. — B., à Saint-Claude. — M., à Romans. — E., à Saint-Georges. — C., à Amiens. — E., à Migennes. — L., à Saint-Raphaël. — Pal., à Roubaix. — V., à Grigny. — B., à Cholet. — R., à La Ciotat. — B., à Pantin. — R., à Auxonne. — M., à Beaujeu. — R., à La Ruche. — R., à Plombières. — R., à Micheroux. — Agence, à Roma. — L., à Hodimont. — R., à Fondouk. — M., à Oakland. — J., à Chicago. — G., à Ivry. — S., à Villeurbanne. — B., à Alligny. — T., à Saint-Denis. — T. B., à Bourg-Argental. — L. C., à New-York. — G., à Boston. — C., à Anvers. — L., à Epinal. — P., à Paris. — S., à New-York. — D., à Buzeu. — D., à Cherbourg. — B., à Limoges. — B., à Genève. — D., à La Roche-sur-Yoron. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.



— Qu'attendons-nous pour faire la grève?
— Les députés socialistes.
— Et les députés, qu'attendent-ils?
— L'ordre des Compagnies!!!

Dessin de Delannoy.

11e ANNÉE. — N° 28.

11 NOVEMBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris = Ve

Voir à l'intérieur le dessin de Grandjouan.

SOMMAIRE

Antimilitarisme et Révolution

Par la note parue dans notre avant-dernier numéro et par la lettre adressée au *Temps*, nous connaissons maintenant, d'une façon très nette, l'opinion de Kropotkine sur l'antimilitarisme et la révolution.

Or, cette opinion, quelques autres camarades la partagent et l'ont âprement soutenue au cours de discussions récentes. L'un d'eux est allé jusqu'à nous dire : « Si vous refusez de faire la guerre, si vous prêchez la grève des conscrits, c'est que vous avez peur de vous battre. » Nous ne nous attendions pas à trouver un argument de cet ordre dans la bouche d'un camarade. Nous n'avons jamais dit qu'il n'y ait aucun courage à se faire trouer la peau même pour une idée stupide. Mais il nous semble, en retour, que pour faire de l'antimilitarisme comme nous l'entendons, c'est-à-dire pour attaquer de front et sans restrictions le dernier rempart de la sécurité bourgeoise, il faut aussi et dès à présent un certain courage. Un jour pourrait ne pas être loin où il en faudra beaucoup plus.

Je n'attache pas à cette boutade plus d'importance qu'il ne faut. Si je l'ai rappelée c'est seulement pour montrer combien il est devenu nécessaire de discuter à fond, méthodiquement et minutieusement, cette question de l'antimilitarisme dans ses rapports avec la révolution.

Je veux, pour ma part, commencer aujourd'hui à exposer les réflexions que m'ont suggérées la note et la lettre de notre ami.

Kropotkine écrit :

> Si la France est envahie par quelque puissance militaire, le devoir des révolutionnaires n'est pas de se croiser les bras et de laisser carte blanche à l'envahisseur. *Il est de commencer la révolution sociale, et de défendre le territoire de la révolution, pour la continuer.* La formule « grève des conscrits » ne dit pas assez. Elle a l'inconvénient de se taire sur le but essentiel de la propagande, et elle donne lieu à de fausses interprétations. Elle ne dit rien sur la révolution et elle ne dit rien sur la nécessité, dans laquelle les révolutionnaires seront placés, — celle de défendre, l'arme au bras, contre les hordes bourgeoises et impérialistes des envahisseurs allemands, anglais et peut-être russes, chaque pouce du territoire français qui se sera mis en révolution.

Il ajoute dans sa lettre au *Temps* :

> Mais si les Allemands viennent envahir la France, à la tête, comme ils le feront sans doute, d'une coalition puissante, et forçant la main aux petits Etats limitrophes (la Belgique, la Suisse), *alors la grève des conscrits ne suffira pas.* Il faudra faire, comme faisaient les sans-culottes de 1792, lorsqu'ils constituèrent dans leurs sections la Commune révolutionnaire du 10 août, culbutèrent la royauté et l'aristocratie, levèrent l'impôt forcé sur les riches, forcèrent la Législative à faire les premiers décrets *effectifs* pour l'abolition des droits féodaux et la reprise par les paysans des terres communales *et marchèrent défendre le sol de la France tout en continuant la Révolution.* C'est aussi ce que Bakounine et ses amis essayèrent de faire à Lyon et à Marseille en 1871.
>
> La seule digue efficace à opposer à une invasion allemande sera la guerre populaire, la Révolution. C'est ce qu'il faut prévoir et dire ouvertement dès aujourd'hui.

Cette solution, disons-le tout de suite, est faite pour séduire. D'abord, parce qu'elle est une conciliation. Elle rapproche deux choses qui s'écartent de plus en plus : la révolution d'une part, la défense nationale de l'autre. Ensuite elle est généreuse, chevaleresque. Se dépensant comme toujours sans compter, le peuple suffit à tout, assume toutes les tâches, la sienne propre et celle que ses dirigeants sont incapables de mener à bien. Le peuple fait la révolution pour pouvoir défendre le sol de la patrie à la place des incapables et des traîtres. Il défend le territoire pour protéger la révolution contre les hordes réactionnaires qui veulent la détruire.

* *

Regardons de plus près. Nous verrons que tout cela ne repose sur rien de bien solide. Une double série d'hypothèses sur la guerre et la révolution, et d'hypothèses plutôt hasardeuses, voilà en réalité ce que nous propose Kropotkine. Eh bien! nous pensons que ce n'est pas assez.

Kropotkine ne semble pas douter un seul moment que la France ait bientôt à se défendre contre « les hordes bourgeoises et impérialistes des envahisseurs allemands, anglais et peut-être russes ». Ce qu'il prévoit, c'est presque une guerre de principes, c'est la réaction européenne « prête à lancer ses troupeaux obéissants contre la nation qui fit 1793, 1848 et 1871 et qui prépare une nouvelle révolution, « la sociale ». D'une telle guerre, la révolution, en effet, pourrait peut-être sortir. Mais il y a d'autres guerres, infiniment plus probables, à propos desquelles il ne serait pas aisé de déchaîner l'enthousiasme populaire. Il y a des guerres d'appétits, d'intérêts capitalistes. Et ces appétits capitalistes sont en France, comme ailleurs. Il y a les hordes bourgeoises et nationalistes françaises qui peuvent, elles aussi, jouer le rôle d'envahisseurs. Il ne serait peut-être alors pas très facile de faire coïncider la guerre et la révolution...

Nous ferons la révolution.

Mais quelle révolution pouvons-nous et devons-nous faire?

Il est toujours facile de dire « la révolution ». Il l'est beaucoup moins de mettre quelque chose de positif à la place de ces syllabes.

Nous avons tous tendance à habiller l'avenir à la mode du passé. Et c'est, il me semble, ce que fait ici Kropotkine. Il nous propose en exemple les sans-culottes de 1792. Mais nous sommes en 1905. Et, en France surtout, les choses ont marché depuis un siècle. Il est rare que l'histoire se répète à si long intervalle dans le même pays. Et il y a fort à croire que nous n'aurons pas à recommencer les exploits de nos pères.

Qu'une transformation sociale, avant tout économique, se prépare, en France plus qu'ailleurs, cela est hors de doute. Mais cette révolution voudra-t-elle entrer dans les formes consacrées par les révolutions du passé? Formera-t-elle un bloc dont la fortune sera liée au sort de la nation? Ou bien revêtira-t-elle des formes neuves, imprévues et qui seront peut-

être sa meilleure sauvegarde contre les entreprises réactionnaires, aussi bien de l'extérieur que du dedans?

C'est aux révolutionnaires d'aujourd'hui qu'il convient de demander ce que sera la révolution de demain. Or, il est visible que les hommes en qui s'est réfugiée l'énergie révolutionnaire sont tous, en France du moins, et quelle que soit leur classe d'origine, fortement imbus de ce qu'on pourrait appeler « l'esprit ouvrier » et acquis à la tactique ouvrière. Kropotkine le sait et s'en réjouit comme nous. Tous mettent leur confiance et leur énergie dans la lutte quotidienne du travailleur en tant que travailleur contre le patron en tant que patron : lutte économique et en quelque sorte professionnelle. C'est à l'atelier, à l'usine, aux champs, qu'ils comptent faire la révolution. Ce qu'ils entendent par là avant tout, c'est une libération et une organisation du travail. Leur nouveau groupement révolutionnaire, le syndicat, est un groupement de travail. Or, tout cela cadre fort mal à première vue avec le nationalisme révolutionnaire, lequel semble bien ne devoir s'accorder qu'avec la révolution traditionnelle, classique, la révolution politique en un mot, celle dont le type consacré par l'histoire nous poursuit sans que nous parvenions à nous en défaire.

* *

Kropotkine nous demande d'être en même temps des révolutionnaires antimilitaristes et des nationalistes révolutionnaires. Comment ne se rend-il pas compte qu'une telle attitude est pratiquement insoutenable?

En entrant dans la voie des concessions et des *distinguo*, la propagande antimilitariste telle qu'elle se poursuit aujourd'hui dans les milieux ouvriers français — perdrait tout élan et toute clarté. Elle ne pénétrerait plus. Prêtant le flanc aux confusions voulues des adversaires, arrêtée à chaque instant par les discussions captieuses, elle finirait par y laisser sa confiance en elle-même.

A envisager les choses comme le voudrait Kropotkine, une première difficulté surgit dont il nous est à peu près impossible de sortir. Si vous prévoyez, *dès à présent*, la nécessité de défendre la France révolutionnaire contre l'étranger — nous dit-on — pourquoi ne pas collaborer *dès à présent* à cette défense, et pourquoi risquer de l'affaiblir par votre propagande?

Kropotkine répond : Jamais l'armée régulière n'a rien sauvé, ni rien défendu. Donc, nous ne compromettons rien. Seul le peuple en armes, le peuple soulevé est capable de repousser l'étranger. La seule digue à opposer à une invasion allemande, sera la guerre populaire, la révolution.

Encore de l'hypothèse avec du sentiment autour. Car devant les terribles moyens de la guerre moderne, nous n'avons plus le droit d'affirmer que les bataillons de francs-tireurs et de garibaldiens seront toujours les plus forts. On n'improvise plus la défense nationale comme au temps où les engins de guerre les plus meurtriers consistaient en quelques mauvais canons.

En tout cas notre antimilitarisme serait à la merci d'une discussion plus ou moins heureuse sur le meilleur système de défense. Et nous ne le voulons pas.

Il faut accepter la guerre avec toutes ses conséquences, ou il faut oser regarder en face l'idée de la défaite. Car il n'y a pas, en réalité, de conciliation possible. Ou bien le militarisme, avec ses charges, ses hiérarchies, ses servitudes — c'est-à-dire ce que le véritable socialiste et le véritable anarchiste ne peuvent pas accepter — cette défense nationale admise en bloc par les Jaurès et les Clemenceau comme une *cruelle mais sainte nécessité*, ou bien l'antimilitarisme ouvrier, l'antimilitarisme net et clair, sans scrupules, restrictions ni concessions, avec une seule formule répondant à tout : grève des conscrits et advienne que pourra!

* *

Quant à nous, notre choix est fait. Oui, grève des conscrits et advienne que pourra! Voilà notre formule. Car elle est la seule claire, la seule logique et la seule conforme à notre idéal anarchiste ainsi qu'à notre méthode révolutionnaire. Elle est de plus la seule solution pratique des conflits qui se préparent. A supposer que nous soyons vainqueurs des hordes réactionnaires dont vous nous menacez, comment résisterons-nous ensuite à cette réaction européenne qui ne demandera qu'à prendre sa revanche? Il faudra de nouveau nous protéger par un militarisme aussi féroce que le nôtre ou guerroyer — combien de temps? — pour porter la révolution dans le reste du monde. Ce sera donc toujours la guerre et tout ce qui la suit!

Non, Kropotkine, non, cent fois non. Le vrai, le seul moyen de protéger la France révolutionnaire, c'est d'amener nos frères, les travailleurs étrangers, à mettre bas les armes, quand on voudra tourner leurs armes contre les poitrines françaises. Et pour cela, le vrai, le seul moyen, c'est de leur donner l'exemple, *quoi qu'il arrive!*

Laissons-nous fusiller par les bourgeois français plutôt que d'ASSASSINER AU NOM DE LA RÉVOLUTION nos frères allemands, anglais ou russes.

Ainsi nous travaillerons pour la révolution mieux qu'en jouant aux soldats, car nous travaillerons ainsi, à coup sûr, par notre exemple, pour la paix entre les hommes sans laquelle il ne saurait plus y avoir aujourd'hui de révolution profonde ni durable.

CHARLES ALBERT.

(A suivre.)

CROCS ET GRIFFES

Brid'oison-Poulain.

Brid'oison s'est fait élire député socialiste sous le nom de Poulain et c'est en cette qualité qu'il a refusé l'amnistie « aux auteurs *(? ? ?) de la bombe lancée sous la voiture du président de la République et du roi d'Espagne » — c'est-à-dire à Malato et à ses coaccusés.*

Il s'en explique en termes graves dans le Socialiste Ardennais : *« Tout d'abord, j'estime que la question était mal venue, en ce sens que l'instruction de la tentative anarchiste de la rue de Rohan n'est pas terminée et qu'il n'y a pas eu jugement. »*

Ce respect de la sacro-sainte Fo-orme n'a d'égale en Brid'oison que sa crasseuse ignorance. Nous autres, qui ne sommes rien, pas même législateurs, nous savons tout de même ce que c'est : voter l'amnistie. Apprenons-le à Poulain : l'amnistie a pour but d'effacer les faits punis ou seulement punissables *et, pour conséquence,* soit d'arrêter les poursuites, *soit d'anéantir les condamnations.*

Poulain ajoute — et dans quel style, ma concierge! — « En votant l'amnistie pour ce fait encore en suspens (sic), *j'aurais paru l'approuver. »*

Ainsi Poulain n'amnistie que ce qu'il approuve. Il vient d'amnistier Déroulède. L'approuve-t-il? On peut le penser, du Monsieur qui exhorta les conscrits ardennais à être avant tout de bons Français.

Quant aux injures à l'adresse des anarchistes qui terminent la lettre de Poulain, nous les mettrons au cabinet. Ce que les Poulains reprochent surtout aux idées anarchistes, c'est de ne pouvoir être trahies par les drôles de leur espèce à raison de vingt-cinq francs par jour.

AM. D.

La Réponse des Travailleurs

A LA BOURGEOISIE

La grève générale est impossible, dit-on. C'est une utopie enfantée, comme beaucoup d'autres, par l'imagination désordonnée des anarchistes. Comment espérer que la masse entière des travailleurs puisse arriver à une entente assez unanime pour tout à la fois, de tous points, cesser le travail et imposer, grâce au désarroi indescriptible ainsi provoqué, un programme de revendications susceptible de conduire à la Révolution? Illusion dangereuse pouvant mener aux pires déceptions.

Telle est la chanson que volontiers dégoisent les aspirants bergers de peuples qu'horripile la perspective d'un mouvement révolutionnaire spontané échappant à leur direction.

Le prolétariat russe vient de donner à ces sceptiques intéressés un éclatant démenti à leurs craintes. La révolution traînait en longueur retardée par les tergiversations formalistes des libéraux; il devenait à redouter même que les scrupules légalitaires de ces gens très prudents et, généralement et en tous lieux, beaucoup trop sages pour le bonheur des peuples, ne la fissent avorter. L'impatience populaire a jeté dans la balance l'appoint décisif de la grève générale.

Spontanément, de tous les points de l'empire, et même jusqu'en Sibérie, les moyens de transport s'arrêtent. Moscou, Pétersbourg, Varsovie, Kharkov sont isolés du reste du monde, sans communications, sans vivres. Et dès lors, le gouvernement s'affole, promet les concessions qu'il s'apprêtait jusque-là à escamoter, le tsar, pressé de déguerpir, allègue le prétexte de fatigues récentes — rien n'abat comme la colique — et parle d'aller prendre en Danemark un repos bien gagné de deux mois. Congé indéfiniment renouvelable, sans doute.

Maintenant, l'issue est certaine. Le tsarisme est mort. Quel que soit le mode d'organisation politique et sociale qui s'ensuive, l'amélioration obtenue, conquise plutôt, sera due et uniquement due à la grève générale.

Et quel est le prolétariat qui nous donne l'exemple d'une action aussi énergique en même temps qu'aussi efficace? Le prolétariat russe, celui qui, en Europe, passe pour le plus arriéré, celui que l'on dit en être encore à 1789.

Alors? Ne serions-nous pas capables, en France par exemple, nous qui passons — réputation surfaite, peut-être — pour être l'avant-garde des forces révolutionnaires du monde entier, ne serions-nous pas capables de faire ce que font les Russes, ces attardés de plus d'un siècle?

Il y a des moments où l'on en doute. L'heure présente est un de ces moments. Une propagande est entreprise depuis quelque temps en vue non d'accomplir une révolution, mais simplement de réaliser au premier mai prochain la réduction de la journée de travail à huit heures. La bourgeoisie se jugeant menacée dans ses bénéfices, a entrepris, pour briser ce mouvement, une série de persécutions à l'égard des Bourses du travail. Celles de Paris, de Lyon, d'Alger, de Laval, sont ou fermées ou sur le point de l'être. A Paris, la Confédération générale du Travail et la Fédération des Bourses sont expulsées de la Bourse. D'autres mesures vexatoires analogues suivront certainement.

Et devant ce parti pris d'arbitraire, devant cette hostilité systématique de la bourgeoisie possédante en présence d'une revendication élémentaire de la classe ouvrière : moins de fatigue, plus de loisirs, plus de joies intellectuelles, familiales ou autres, devant, dis-je, cette guerre déclarée par la classe parasite à la classe qui la fait vivre, que fait cette dernière? Qu'a fait la

Confédération du Travail, cet organe représentatif de tout le prolétariat organisé, émanation de toutes les forces conscientes de la classe ouvrière, en réponse à la mesure insultante qui la frappe et doit atteindre tous les travailleurs? Elle s'est bornée à *constater* par un manifeste que la classe bourgeoise était l'ennemie de la classe ouvrière!

De cela certes nous nous en étions doutés depuis longtemps et nous n'avions même pas attendu le manifeste de la C. G. T. pour en acquérir la certitude.

Et après? Après? La C. G. T. engage par un nouveau manifeste les travailleurs syndiqués à redoubler d'énergie et à ne pas perdre de vue leur émancipation.

Voilà certes qui est insuffisant. Répondre à une déclaration de guerre par un truisme, c'est laisser, on l'avouera, trop beau jeu à l'ennemi. Déjà, dès les premières hostilités, lors de l'imposition d'un règlement à la Bourse de Paris, nous avions pressenti cette... hésitation des mandataires ouvriers; et à la réunion plénière du 2 août dernier, nous tentâmes vainement, en présence d'une assemblée tumultueuse et d'une obstruction systématique, d'exposer un plan de résistance autrement efficace et significatif.

Aujourd'hui que les vexations menacent de s'étendre à toutes les Bourses du travail où il ne sera pas fait montre d'une docilité servile à l'égard du pouvoir bourgeois, il nous paraît de la première urgence d'agir. Ce n'est plus l'heure des phrases, fort belles peut-être et éloquentes, mais vides si rien ne vient après elles, sur l'indépendance et la dignité des travailleurs. Proclamer l'indépendance des travailleurs, exalter leur dignité, c'est très bien. Réaliser l'une et sauvegarder l'autre, c'est mieux.

Sans parler de la grève générale, puisqu'il est au delà des forces des travailleurs français — ces révolutionnaires d'avant-garde par tempérament — de réaliser, après des années de propagande, ce que les ouvriers et paysans russes, cette masse arriérée et servile, ont si bien réussi d'emblée, il est une belle réponse que peut faire dès aujourd'hui le prolétariat aux persécutions de son ennemie, la classe bourgeoise.

Ces persécutions tirent leur efficacité de ce que les organisations ouvrières syndicales résident dans des bâtiments gouvernementaux. Leur séjour dans ces bâtiments qui ne leur appartiennent pas, les met ainsi à la merci des fantaisies du pouvoir qui ne les y tolérera qu'autant que leur conduite ne portera pas ombrage aux intérêts de la classe qu'il a mission de protéger.

Eh bien, que les organisations syndicales se mettent chez elles; c'est le meilleur et le seul moyen de conquérir leur indépendance et de sauvegarder leur dignité. La chose est plus facilement réalisable qu'elle ne le paraît de prime abord.

Que dans chaque centre ouvrier les travailleurs réalisent ce qui se prépare en ce moment à Paris. Ici, un comité s'est constitué au lendemain des premières vexations dont la Bourse a été l'objet, comité qui étudie la construction d'une Bourse libre du travail, appartenant aux organisations ouvrières de la Seine. Ce comité, dont la tâche est complexe, a déjà acquis la certitude, grâce à des renseignements précis et des chiffres exacts, que la réalisation de ce magnifique projet n'exigerait qu'un effort minime de la part des travailleurs syndiqués. Après études diverses, nous sommes arrivés aux résultats suivants:

Une Bourse du Travail élevée sur un terrain de 1.500 mètres de superficie choisi de préférence dans un quartier ouvrier tel que Belleville ou Ménilmontant, quartiers avec lesquels le Métropolitain met en prompte communication, ne reviendrait pas à plus de cinq cent mille francs au grand maximum, terrain et construction compris, celle-ci à raison de quatre étages couvrant 1.000 mètres de surface.

Ce chiffre de cinq cent mille francs est, je le répète, un maximum. Quelque considérable qu'il puisse paraître, vu le nombre de syndiqués que compte le département de la Seine, nous évaluons *à un maximum de dix francs* par tête le sacrifice à consentir pour parvenir à la conquête de l'indépendance syndicale.

L'effort est insignifiant. Prochainement le comité d'initiative va provoquer une réunion pleinière des délégués de tous les syndicats de la Seine pour leur demander si leurs camarades seraient disposés à faire ce petit effort pour s'affranchir de la tutelle gouvernementale.

La réponse, nous osons l'espérer, sera affirmative. Pourquoi en France les travailleurs ne pourraient-ils réaliser ce que les Belges, les Anglais, etc., ont depuis longtemps mené à bien? Serait-ce parce qu'ils sont plus révolutionnaires?

Non, certes, un effort minime de dix francs versés par mensualités d'un franc ou de cinquante centimes, pour être chez soi, s'y organiser à sa guise, à l'abri de toute ingérence bourgeoise et gouvernementale, ne peut effrayer aucun syndiqué digne de ce nom.

Ce sera la meilleure, la plus belle et la plus digne réponse aux vexations de la clique bourgeoise.

André Girard.

P. S. — Nous donnerons la semaine prochaine l'adresse du comité d'initiative.

Qu'est-ce qu'une Nation?

Je demande des lumières.

Je m'efforce de comprendre ce que c'est qu'une nation, ce que représente pour moi le sol de la France, en quoi m'importe l'étendue de son territoire, et, je dois faire l'aveu, dépourvu de tout cynisme, comme de fausse honte, mais absolument sincère que je n'y parviens pas.

Je suis né de parents français, sur le territoire de la France, je dois donc me trouver en communauté générale de sentiments avec les habitants de la France, mes concitoyens.

J'ouvre les journaux qui plaisent à l'immense majorité des Français; j'y vois que tout ce monde se jette au cou de Déroulède, partage son bonheur et son émotion, et cela ne m'émeut que de mépris pour cette foule et ne me cause d'autre joie que par le ridicule du spectacle.

Toute mon attention se porte sur les ouvriers russes qui cependant vivent bien loin de moi, sur un autre territoire et font partie d'une nation toute différente. Cela ne m'empêche pas de me trouver parfaitement d'accord avec eux sur les besoins qu'ils expriment, de constater chez eux une mentalité très voisine de la mienne, et de me rendre compte que je suis directement intéressé au succès de leur lutte.

Cette lutte, ils sont obligés de la soutenir contre leurs concitoyens, pour obtenir de pouvoir vivre sur le sol même de leur pays. Ils n'ont pas d'ennemis plus acharnés que les hommes de leur nation et ils ne peuvent être plus malheureux qu'en persistant à y habiter.

Enfin, tous les pays d'Europe offrent le même spectacle et je vois que des millions d'Européens quittent chaque année le territoire de leur pays pour aller vivre en Amérique, sans esprit de retour.

Tous ces gens-là, il est vrai, sont des miséreux; la nécessité de chercher chaque jour comment faire pour manger les rend inaptes à se pénétrer de sentiments plus élevés et d'idées plus générales.

Ceux qui les font travailler et qui, par ce moyen, ont le temps et les moyens de lire, de causer et de penser, vont me faire voir, probablement, ce qui constitue une nation. Ce sont des industriels en rapport constant d'affaires avec ceux des autres nations, et en concurrence avec ceux de leur propre pays. Ils s'agit pour eux de savoir si une affaire paie ou ne paie pas; les autres considérations les font sourire de pitié. Alors, on voit, dans la guerre du Transvaal, les Boërs munis d'armes par des industriels anglais et beaucoup d'exemples semblables.

Quant à ce qui reste de l'aristocratie nobiliaire, elle s'effondre avec délices dans les bras des filles des marchands de cochons américains. On sait d'ailleurs que la science, la littérature, l'art ne reconnaissent pas de frontières.

Qu'est-ce que c'est donc qu'une nation?

Michel Petit.

MOUVEMENT SOCIAL

Compères. — Dans un livre intitulé *Vers l'Eglise libre*, M. Julien de Narfon révèle que le citoyen Aristide Briand, rapporteur de la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et Mgr Fuzet, archevêque de Rouen, se rencontrèrent un jour à la table d'un ami commun, et que, sur les suggestions de l'archevêque, le citoyen remania son projet de loi dans un sens favorable à l'Eglise.

Interrogés, l'un par l'*Aurore*, l'autre par le *Bulletin religieux du diocèse de Rouen*, ils répondent tous deux par des lettres longues et compliquées, qui démentent sans démentir, selon la vieille coutume. Ils reconnaissent avoir dîné ensemble chez M. de Bonnefon, côte à côte, mais qu'ils étaient loin de s'y attendre! (Comme si, lorsqu'on va dîner chez quelqu'un, on ne savait pas les noms de ses convives). « Ce fut pour moi une agréable surprise », dit Briand. « Cette rencontre fut pour moi une surprise », dit Fuzet.

« Pour l'article 4, relisez mon rapport sur ce point, et vous constaterez que le texte finalement adopté y était en germe, bien avant ma rencontre avec M. Fuzet. » (Briand.) — « Je n'ai donc pas suggéré à M. Briand la formule de l'heureuse modification apportée à l'article 4, et qui était déjà en germe dans son rapport. Je me suis borné à lui exposer très nettement ces quelques considérations. Si elles étaient inutiles, elles ont pu ne pas nuire à l'éclosion de ce germe précieux. » (Fuzet.)

Pour qui sait apprécier les nuances, celles de ces deux rectifications sont savoureuses. Mais l'archevêque a, sur le politicien, l'avantage d'une ironie charmante, même un peu cruelle.

Quoi qu'il en soit, on parla de tout, dans ce dîner: de la beauté architecturale des cathédrales, des objets d'art, etc. « Je crois même, dit le socialo, qu'il fut question d'une certaine fine champagne normande, de qualité exceptionnelle, que M. Fuzet voulut bien m'inviter à déguster lorsque les hasards de la propagande m'amèneraient à Rouen. »

Ainsi, quand un socialo s'en vient quelque part tonner contre le cléricalisme pour faire de la propagande, il va ensuite déguster des petits verres chez l'évêque de l'endroit; à défaut d'évêque, il va trinquer chez le curé. Nous ne le savions pas, mais nous sommes aises de l'apprendre.

◇ ◇

Conseils de guerre. — Enfin! les conseils de guerre s'humanisent. Qu'est-ce que nous parlions de leur férocité? Voyez comme ils sont gentils: le conseil de guerre du 6e corps, à Châlons, avait à juger un militaire (du 155e d'infanterie, à Commercy), coupable d'un grand crime, désertion à l'étranger; eh bien, les juges ont été pleins d'indulgence (comme nous les calomnions!) et n'ont condamné notre homme — revenu se constituer prisonnier — qu'à 80 jours de prison *avec sursis*.

Avec sursis! Ainsi les juges militaires se mettent à appliquer la loi Bérenger. Sont-ils assez gentils? C'est d'autant plus surprenant que le déserteur s'était enfui avec une maîtresse, abandonnant sa femme et son enfant sans ressources.

Seulement, voilà: ce militaire n'était pas un simple soldat, mais bien un adjudant. Alors tout s'explique.

Le commissaire du gouvernement, dans son réquisitoire, avait demandé (pour la forme, je veux le

croire) le même châtiment pour le sous-officier déserteur que pour les simples soldats qui désertent souvent pour des raisons beaucoup plus impérieuses. (La raison de l'adjudant était que sa femme lui rendait la vie intolérable.)

Mais le conseil lui a donné tort. Les conseils de guerre veulent bien accorder des circonstances atténuantes et appliquer des lois de sursis tant qu'on voudra, oui, mais aux gradés. Quant aux simples soldats, « on les sale ».

R. Ch.

❖ ❖

La Grande Famille. — Un camarade, en garnison dans une ville du Midi, m'écrit une longue lettre dans laquelle il me narre les débuts de sa vie à la caserne.

Le premier jour, dit-il, on nous reçut triomphalement. Le réfectoire tout enguirlandé, orné de trophées au milieu desquels se détachaient des noms de batailles : Fleurus, Wagram, les grandes, les horribles boucheries du premier empire.

La table était abondamment servie : civet, poulet, salade, lentilles, etc. Les officiers étaient riants, l'air bon enfant. Hélas ! cela ne dura guère. En même temps que se fanaient les guirlandes, disparaissait l'aménité des officiers et, deux ou trois jours après, ils étaient revenus à leur état naturel, hargneux, prêts à mordre.

Et ils mordent : en voici un exemple.

« Un des jeunes soldats ayant des parents domiciliés en ville aurait bien voulu les aller voir. Comme nous ne pouvions pas sortir sans baïonnette et que nous n'avions pas encore les nôtres (nous avions été incorporés la veille), un ancien s'offrit à nous en faire prêter deux. Par malheur, un mouchard nous entendit et le soir, au réfectoire, lieutenant et capitaine demandaient qui étaient les deux bleus à qui on devait prêter des baïonnettes. Bien entendu, nous ne répondîmes pas. Alors le lieutenant fit lever les deux anciens et leur ordonna de montrer les deux recrues auxquelles ils devaient prêter leur arme. Les deux anciens répondirent qu'ils ne les voyaient pas autour d'eux. Alors le capitaine leur infligea de la prison. Voyant cela, mon camarade et moi nous levâmes et nous dénonçâmes, pensant que la punition des anciens serait levée ; mais il n'en fut rien. Seulement on nous fit un long sermon sur le danger des mauvaises fréquentations, — l'un des anciens venait de tirer 45 jours de prison, — et l'on nous reprocha notre manque de confiance envers nos chefs, etc. »

Voilà comment on terrorise les jeunes soldats, comment on en fait des automates.

Rousset-Galhauban.

❖ ❖

Indiscipline. — Un certain nombre de chauffeurs et de mécaniciens du *Charlemagne*, en rade de Toulon, ayant été désignés pour laver des sacs de charbon, après le coucher de l'équipage, ont absolument refusé d'accomplir ce travail supplémentaire, disant qu'ils étaient exténués de fatigue d'avoir passé toute leur journée à arrimer du charbon dans les soutes. Ils ont été enfermés à la salle de police.

Ainsi, de plus en plus, les hommes, même affublés de la livrée militaire, ont conscience de leur dignité. Ils exigent être traités au moins aussi bien que les animaux, qu'on laisse reposer quand ils sont fatigués.

F. C.

❖ ❖

L'antimilitarisme. — La grande presse socialiste et autre fait le silence le plus complet sur les poursuites intentées à plusieurs de nos camarades en vertu des lois scélérates, et ce, pour propagande antimilitariste.

Les robins d'Epinal ne semblent pas vouloir abandonner les poursuites engagées contre Loquier, qui n'a fait qu'écouler des publications qui circulent librement partout autre part. Le fait peut paraître invraisemblable, mais il n'en est pas moins ainsi. Seuls les jugeurs d'Epinal ne semblent pas se rendre compte de leur stupidité.

A Amiens, Lemaire est toujours en prévention et un deuxième camarade, Bastien, vient d'être arrêté.

L'accusation est la même : propagande antimilitariste, et les faits reprochés sont de ceux pour lesquels personne n'a jamais été inquiété dans toute autre région où toutes les publications dont la propagation est reprochée à nos camarades se font librement.

A Amiens, la police en a de plus profité pour cambrioler à sa façon le logement de Bastien.

Les journaux locaux socialistes et autres font le silence le plus complet sur ces faits.

Il est vrai que la *liberté* de la presse peut difficilement intéresser une presse dont le premier souci est de se vendre au plus offrant.

C'est là le fruit de trente-cinq années de *République !*

Après les anarchistes, voici que dame police s'en prend à certains socialistes et, *ma foi*, il faut reconnaître que les journaux font le même *silence*. Il ne faut pas, que diable ! compromettre les prochaines élections.

C'est près de Lille, le commissaire de police d'Houplines, qui a procédé à une perquisition au domicile du citoyen Emile Gauquier, secrétaire de la mairie de cette ville, secrétaire de la section houplinoise du parti socialiste.

Le commissaire a saisi un appel polygraphié adressé aux conscrits de la classe 1904 par la section d'Houplines, ainsi qu'un autre appel imprimé adressé aux conscrits de 1905.

Les policiers ont trouvé également une liste des membres de la section houplinoise du parti socialiste.

Et ce parti socialiste que l'on nous chante comme si « fort », si « puissant », ne bronche pas et ne prend même pas la défense de ses militants.

Quelle faillite !... P. D.

De Marseille on nous signale le cas de Charles Mochet. Depuis le 11 octobre, Mochet est détenu à la prison Chave pour avoir rédigé et fait placarder une *Lettre ouverte aux conscrits*, laquelle, on ne peut plus modérée de langage, ne contenait ni insultes à l'armée, ni excitations à la violence et à la désertion. Ce que le Parquet poursuit en elle, c'est, semble-t-il, simplement ces trois lettres exécrées d'A. I. A. qui suffisent aujourd'hui à légitimer tous les attentats judiciaires.

Mochet n'a jamais été condamné, son livret militaire est pur de toute punition et il vit honnêtement de son travail. Cependant son avocat, réclamant sa mise en liberté provisoire, s'est heurté par deux fois au refus du juge instructeur.

Qu'attend la Ligue des Droits de l'homme pour protester vigoureusement contre la détention préventive en matière de délits de presse, — cette monstruosité ?

A Montluçon, le 7 octobre, au cours de perquisitions chez les militants les plus en vue de l'A. I. A., la police trouva au domicile de l'un d'eux, Dagois, un flacon contenant de l'acide picrique et du chlorate de potasse. Quelle aubaine ! Les policiers, par leurs menaces, affolèrent littéralement Dagois, tête un peu faible, qui, sous l'empire de la terreur, déclara que le flacon lui avait été remis le matin même par Louis Grandidier, en voyage de propagande dans le pays.

On arrêta Grandidier, et tout de suite on lui infligea, histoire de se mettre en appétit, six jours de prison pour *outrages*. Après quoi, durant trois semaines le Parquet machina le bon et tendancieux petit procès qui devait, s'il réussissait, libérer pour longtemps la contrée et de Grandidier et de l'antimilitarisme.

Vain effort ! A l'audience, tout croula. Dagois vint proclamer l'innocence de Grandidier et confesser ses propres mensonges. Il fallut abandonner l'accusation contre notre camarade. Ainsi finit, fort piteusement, un procès qui en dit long sur l'état d'esprit et les mœurs des gens de justice et de police, après trente-cinq ans de République, au pays des Droits de l'Homme.

Mentionnons, pour finir, la condamnation à trois et deux mois de prison (avec sursis, toutefois) que vient de prononcer le tribunal correctionnel de Cherbourg contre deux marins de l'arsenal, Groult et Launay, lesquels s'étaient rendus coupables d'un délit que le moyen âge lui-même a ignoré : le délit d'insultes à l'armée.

D.

❖ ❖

La multiplication des mandats. — Au congrès « électoral » de Chalon, un petit incident sans grande importance, mais cependant bien caractéristique, a montré la loyauté de certains de nos « socialistes parlementaires ».

Au dépouillement du vote sur l'élection des membres de la commission administrative du « parti » dont certains voulaient débarquer Hervé, l'on trouva 12 mandats de plus qu'il n'y avait de groupes représentés.

Nous connaissions la multiplication des pains de laquelle le nommé Jésus se servit pour « épater » jadis ses contemporains.

Nos socialistes ont la multiplication des mandats.

Décidément l'on a raison de dire que toutes les religions se ressemblent.

P. D.

❖ ❖

Firminy. — **Libre penseur et penseur libre.** — Beaucoup de libre penseurs ne sont en réalité que des anticléricaux. Parce qu'ils ne vont plus à la messe et assistent aux enterrements civils ils s'honorent du titre de libre-penseur. Ils ne voient pas ou ne veulent pas voir qu'à côté de la divinité Dieu, il y a les divinités. Or, Patrie, Etat. Affranchis des préjugés religieux, ils ne le sont pas des préjugés économiques et politiques, et s'ils combattent la *religion* catholique, protestante, juive, etc., ils soutiennent et perpétuent l'esclavage économique.

C'est ainsi qu'un de nos amis, signalé comme libertaire au commissaire de police de notre ville et ayant été embêté par celui-ci à l'occasion de la propagande antimilitariste s'est vu, de ce fait, remercié par son patron, qui se pare cependant du titre de libre penseur.

❖ ❖

MONOGRAPHIE

(*Suite*) (1)

Roanne.

I. *La campagne roannaise. L'industrie roannaise* (le tissage des cotonnades). — II. *La crise industrielle.* — III. *Les conditions du travail.* — IV. *L'existence ouvrière.* — V. *La vie publique.* — VI. *La lutte ouvrière et l'organisation syndicale.*

III. — Les conditions du travail (*les salaires*)

Il semble plus facile de se rendre compte du budget d'un ouvrier que de celui d'un patron. On ne peut pas consulter les livres du fabricant, savoir ce qu'il a pu mettre de côté ; on est obligé de s'en tenir aux signes extérieurs de la richesse, méthode malaisée, surtout quand il s'agit de l'appliquer à des gens sortis de la petite bourgeoisie et habitués à mener petite vie.

Pour les ouvriers nous avons les salaires ; tout se sait, tout se connaît. Et cependant il est difficile de donner des chiffres précis. Les salaires sont variables. C'est la conséquence du *travail aux pièces*. En dehors de l'habileté ou de l'assiduité individuelles, il faut tenir compte que certains articles sont plus ou moins avantageux à fabriquer pour les ouvriers ; chaque article nouveau donne lieu à l'élaboration d'un nouveau tarif au mètre. D'autre part, pour le même article, entrent en jeu l'état de la chaîne plus ou moins bien parée, la qualité des fils, les accidents au métier, etc.

Enfin le tissage comprend différentes catégories de travailleurs, et chaque catégorie possède une échelle de salaires particulière.

Le tissage proprement dit occupe indifféremment *hommes ou femmes*, qui sont les uns et les autres payés *à salaire égal*, c'est-à-dire aux mêmes prix de façon. L'emploi de la femme entraîne pour le budget ouvrier des conséquences intéressantes que nous examinerons plus tard. Les tisseurs et tisseuses forment la catégorie la plus importante des ouvriers employés dans les fabriques, 50 0/0 environ du chiffre total.

Comme je l'ai dit plus haut, le salaire varie suivant le travail fourni. Le rapport patronal déclare que le salaire journalier oscille entre 3 fr. 75 et 4 fr. 25, donnant un salaire annuel de 950 à 1.200 francs. Mais ces chiffres sont fortement exagérés. Il est possible qu'un tisseur puisse de temps en temps faire 4 francs dans sa journée ; mais cela arrive surtout à certains ouvriers bien vus par la direction, auxquels échoient les articles avantageux et les fils de bonne qualité. Il faut prendre le chiffre de 4 francs comme un maximum. Mais le salaire peut très bien tomber à 2 francs par jour, même en période normale. Comme moyenne, en période de

(1) Voir les numéros 25, 26 et 27.

plein travail, le rapport du syndicat ouvrier (1) donne la somme de 2 fr. 50.

Mais ces chiffres peuvent tomber encore plus bas en période de chômage. Cela peut sembler extraordinaire, mais c'est ainsi : en période de chômage, les tisseurs et tisseuses continuent à venir à l'usine et y travaillent 10 heures comme en période normale. Seulement ils conduisent un seul métier au lieu d'en conduire deux, et touchent par conséquent un salaire moitié moindre.

Le salaire peut ainsi tomber à 1 franc dans certaines journées ; on voit des quinzaines de 20 francs pendant tout l'été.

Le chômage, mot impropre par conséquent, c'est-à-dire le travail sur un seul métier, est variable avec les années, avec les fabriques et aussi avec les individus. Il peut être de 4 mois (120 jours); il peut aller jusqu'à 7 et même 10 mois, je ne dis pas pour tous les ouvriers. On voit combien le salaire annuel peut varier.

Je connais l'exemple d'un bon ouvrier qui, en 1904, a fait 740 francs dans son année. Il est vrai que l'année 1904 a été mauvaise. En comptant pour une année de 300 jours, comme dans le rapport du syndicat ouvrier, 180 journées de travail sur deux métiers au salaire moyen de 2 fr. 50 et 120 journées de travail sur un métier au salaire de 1 fr. 25, on aboutit au *salaire annuel moyen de 600 francs*. Ces chiffres sont établis pour les trois dernières années, années maigres ; et le *salaire maximum* d'un bon ouvrier a été de 750 à 800 francs.

Pendant les années grasses (avant 1896), le salaire moyen a pu être de 900 fr. et le maximum atteint a été 1.200. Ces chiffres se rapprochent de ceux du rapport patronal. Les fabricants ont eu soin, comme on le voit, de ne pas faire entrer les mauvaises années en ligne de compte ; et cependant leur rapport a été établi en 1904, c'est-à-dire en pleine crise. Les chiffres présentés sont donc sciemment erronés.

Je n'ai pas parlé du salaire minimum. On peut comprendre, en y réfléchissant, que le minimum est extrêmement variable, et qu'il peut tomber à des chiffres dérisoires ; car il y a aussi des périodes de chômage complet.

C'est ainsi que certaines maisons (une tout au moins, la plus importante) renvoient une partie de leur personnel pendant la morte-saison. Ceux qui restent à travailler continuent à conduire deux métiers, c'est-à-dire qu'ils travaillent à plein tarif. On garde naturellement les ouvriers bien vus de la direction. Les gareurs, qui dans beaucoup de fabriques jouent encore le rôle de contremaîtres et qui par suite ont droit à certains égards de la part du patron, se mettent eux aussi à faire la besogne de tisseurs. Avec eux travaillent leurs parents, leurs amis, leurs protégés, les parents et protégés de la direction, en résumé tous ceux qu'on peut appeler les jaunes. Par exemple, sur 650 ouvriers environ que compte la plus importante fabrique de Roanne, il ne reste plus en pleine morte-saison que 150 qui travaillent. Ce sont ces 150 privilégiés qu'on appelle *le cadre*. Leurs 500 camarades, eux, jouissent du chômage complet.

Certes, il est plus juste que tout le monde travaille, comme cela se pratique dans la généralité des fabriques. Mais l'obligation de rester à l'usine pendant dix heures pour un salaire moitié moindre n'en est pas moins vexatoire. On pourrait très bien, pendant la période de morte-saison, diviser le personnel en deux équipes travaillant sur deux métiers, ce qui permettrait à chaque équipe de ne venir que pendant trois jours par semaine à la fabrique. Une telle organisation du travail donnerait même résultat que maintenant, aussi bien pour la production que pour le salaire. Mais une revendication aussi simple s'est heurtée jusqu'à présent au mauvais vouloir patronal et à l'apathie de la masse.

J'ai dit plus haut que l'échelle des salaires varie encore suivant les diverses catégories de travailleurs employés au tissage. Avant de commencer à tisser, il faut préparer les fils de chaîne, puis préparer la chaîne elle-même. La préparation des fils de chaîne comprend le dévidage, le canetage, le bobinage, l'ourdissage et le tordage. Ces opérations sont faites presque exclusivement par des femmes et emploient 35 0/0 de l'effectif total du personnel féminin. *Toutes ces ouvrières sont payées aux pièces*, d'où fluctuations dans les salaires. *Les devideuses* (je crois, les plus nombreuses) ont aussi les salaires les plus bas. Le rapport patronal leur donne comme salaire journalier de 2 fr. 25 à 2 fr. 75 et, comme salaire annuel, de 500 à 750 francs ; mais ce sont là des chiffres maximum rarement atteints, même en période de prospérité industrielle. Le rapport du syndicat ouvrier déclare que le salaire moyen des devideuses est de 1 fr. 40 et que le gain annuel moyen est de 340 francs ; ces chiffres se rapportent à la période actuelle, période de crise.

La préparation de la chaîne constitue ce que l'on appelle *le parage*. Elle est faite exclusivement par des hommes adultes. Le travail, assez dur, consiste essentiellement dans l'encollage des fils de chaîne et se fait à une température de 35° environ. Les pareurs, qui forment à peu près 4 0/0 du chiffre total des ouvriers du tissage sont *payés à la journée*: leur salaire quotidien est de 5 fr. 50 et le gain annuel peut aller jusqu'à 1.500 francs (1). Mais au parage, à côté de ces ouvriers privilégiés, sont employés des manœuvres qui touchent un salaire journalier de 3 fr. 50, tout en travaillant dans les mêmes locaux.

Enfin on trouve encore dans les fabriques une catégorie spéciale d'ouvriers, *les gareurs*. Ils ont pour travail de garer les métiers, autrement dit de les réparer, de les arranger, de les régler, quand il se produit un accident quelconque. Ils ont encore pour occupation de monter la chaîne sur le métier. Ils jouent donc le rôle de mécaniciens ; mais comme les métiers ne sont pas extrêmement compliqués, le patron prend ordinairement certains tisseurs pour leur donner cette fonction. Théoriquement il semble que ce sont les ouvriers les plus débrouillards, les plus intelligents, qui devraient être choisis. En réalité, le patron recrute ceux qui lui paraissent le plus soumis et sur qui il pense pouvoir compter. C'est que le rôle principal des gareurs est de surveiller, comme contremaîtres, leurs anciens camarades de tissage ; c'est du moins ainsi qu'ils sont considérés par les patrons ; et certaines maisons leur donnent (ou leur ont donné) des primes sur le travail fourni par les tisseurs afin de pousser à la production. On a pu leur reprocher des tracasseries sans nombre, des abus d'autorité, ce qui est la conséquence de l'autorité elle-même, et des actes de servilisme. Mais sous la pression ouvrière ils tendent à s'affranchir, et ils se sont affranchis en effet dans un certain nombre de fabriques, de leur fonction avilissante de garde-chiourme, pour se tenir exclusivement à leur travail manuel.

Les gareurs sont payés à la journée et reçoivent un salaire de 5.50 à 6 francs, ce qui peut donner un gain annuel de 1.600 francs.

On a vu la variabilité extrême des salaires. Mais les chiffres que j'ai donnés se rapportent seulement aux fabriques sises à Roanne même. Il y a des fabriques dans la campagne environnante où l'on paye deux ou trois centimes de moins par mètre, ce qui diminue le salaire de 40 à 50 centimes par jour. Le rapport patronal déclare que dans toute la région les prix de façon sont sensiblement égaux (2). On voit que cette assertion n'est pas tout à fait exacte. Qu'on ne croie pas qu'il s'agisse toujours d'installations médiocres comprenant un nombre infime de métiers, comme il y en a en effet ; il faut citer comme payant des salaires inférieurs une importante fabrique établie dans la petite ville de Pouilly-sous-Charlieu et occupant 400 ouvriers ; c'est une annexe d'une grande maison de Roanne. Ainsi les tissages de la campagne viennent concurrencer les travailleurs urbains, et il faut ajouter que les ouvriers y montrent ordinairement plus de soumission à l'égard de l'autorité patronale, à cause de leur isolement.

(*A suivre.*) M. PIERROT.

MOUVEMENT OUVRIER

Le mouvement de réaction violente contre l'action syndicaliste continue. Après les fermetures de Bourses du Travail, les perquisitions, l'exclusion de la Confédération de l'immeuble municipal, l'interdiction faite aux sous-agents des postes de se former en syndicats, voici maintenant que des poursuites sont intentées contre le conseil d'administration du syndicat des instituteurs de la Seine.

Pour justifier les mesures contre les Bourses et la Confédération, le gouvernement a invoqué la propagande antimilitariste — qu'elles ont faite du reste de tout temps sans que jamais l'on se soit avisé en haut lieu d'y trouver à redire.

Pour les sous-agents des postes et les instituteurs, on se contente de leur refuser le droit de se syndiquer, parce que fonctionnaires. Comme si ces fonctionnaires n'étaient pas des salariés au même titre que tous les autres salariés !

C'est bien la campagne systématique contre l'action ouvrière que nous avons signalée il y a déjà un certain temps.

Les membres du conseil du syndicat des instituteurs de la Seine ont été interrogés par un commissaire aux délégations judiciaires et doivent comparaître en police correctionnelle le 14 courant.

Le conseil syndical ne semble pas s'être autrement ému, et d'une communication qu'il fait à cette occasion à la presse j'extrais le passage suivant :

« Poursuivra-t-on aussi les autres syndicats d'instituteurs publics déjà constitués ? Que deviennent les déclarations publiques de M. Dubief, ministre du Commerce, à propos des syndicats de fonctionnaires de gestion ? *Le gouvernement a-t-il peur que des instituteurs pénètrent dans les Bourses du travail pour fraterniser avec les ouvriers et faire avec eux œuvre commune pour l'émancipation du prolétariat ?* »

C'est très bien, mais les instituteurs sauront-ils résister comme il le faudra, car, il n'y a pas à en douter, ils seront condamnés, puisque les gouvernants l'exigent.

La parole est maintenant au corps des instituteurs en entier, qui se doit à lui-même de soutenir jusqu'au bout, et quelles qu'en soient les conséquences, les camarades qu'il a mis à la tête du nouveau syndicat.

Personnellement, j'aurais pas mal de réserves à faire au sujet des syndicats de fonctionnaires ou de salariés de l'Etat qui, dans le mouvement ouvrier, devraient, à mon avis avoir une place tout à fait à part. Il est, entre autres, incontestable que ces salariés ont parfois des intérêts contraires à ceux de l'industrie privée qui sont à la fois exploités comme salariés et comme contribuables ; mais il n'en est pas moins vrai que tous les exploités, le fussent-ils par l'Etat, doivent avoir le droit de se grouper comme bon leur semble. C'est pourquoi l'effort tenté à la fois par les postiers et par les instituteurs mérite tous nos encouragements.

◆ ◆

Décidément, les travailleurs des arsenaux de la marine ne semblent pas vouloir se laisser ravir les quelques bribes de liberté que, généreusement, la « plus douce des patries » de nos socialistes octroie aux exploités. Comme je l'ai relevé la semaine dernière, les ouvriers des arsenaux de Lorient, Cherbourg, Rochefort et Toulon se solidarisent complètement avec leurs camarades de Brest, et un délégué de cette dernière ville est allé exposer la situation exacte à ses camarades des autres ports.

Tous les syndicats des ouvriers des arsenaux de la marine ont adopté des ordres du jour énergiques — qui seront suivis, à n'en pas douter, par des actes non moins énergiques — pour protester contre la violation de la liberté de penser et d'écrire méconnue par la mesure prise contre les ouvriers frappés.

A l'heure où j'écris, des meetings doivent avoir lieu et l'opportunité d'une grève générale de tous les travailleurs de la marine doit y être envisagée, si les ouvriers n'obtiennent pas immédiatement satisfaction, autrement dit, si les punitions qui ont frappé leurs camarades ne sont pas levées.

Ces questions de dignité et de liberté et aussi, en l'espèce, de solidarité sont de celles pour qui, à son honneur, le prolétariat se passionne le plus facilement et l'on pourrait bien en haut lieu, regretter sous peu de l'avoir trop méconnu.

◆ ◆

Vendredi dernier, il y a eu interpellation du ministère au sujet des incidents de Longwy et de l'assassinat de l'ouvrier Huart, ce qui a donné au socialiste Sembat l'occasion, il faut bien le reconnaître, d'un pas mauvais discours... mais qui ne fut que cela.

Berteaux, dans sa réponse, a justifié comme il convenait le citoyen Maxence Roldes, prêcheur de calme à son service. Tout cela n'a du reste pas dépassé le cadre des interpellations précédentes sur l'attitude de tous les gouvernants en face d'ouvriers en grève.

---

(1) Rapport paru dans l'*Avant-Garde* (de Roanne) le 6 mars 1904.

(1) Les pareurs gagnaient 6 francs avant la journée de dix heures. Il y a dans le parage des chefs d'équipe, lesquels touchent un franc de plus par jour. La profession de pareur est un peu fermée ; les ouvriers répugnent à faire des apprentis, mais ils les acceptent sur l'ordre des patrons. Au bout de six mois d'apprentissage on commence à recevoir un salaire, et on touche le salaire plein au bout de 18 mois.

(2) Il a d'ailleurs fallu une grande grève vers 1895 pour l'unification des tarifs à Roanne même.

Ce qui est surtout à relever, ce sont les votes de certains « socialistes » dans cette question qui s'est terminée par l'adoption, à une grosse majorité, de l'ordre du jour « pur et simple ».

Cinq députés « socialistes » ont approuvé par leur vote les charges de cavalerie et les mesures de répression prises contre les travailleurs; ce sont les sieurs *Deville, Millerand, Normand, Gerault-Richard* et *Zevaès*. Neuf autres, parmi lesquels plusieurs anciens ouvriers, se sont abstenus, ce qui n'est qu'une forme plus jésuitique de l'approbation; ils ont nom: *Albert Poulain, Aldy, Bouhey-Allex, Antide Boyer, Camuzet, Charpentier, Colliard, Paschal-Grousset* et *Lassalle*.

Et l'on se demande où s'arrêtera la lâcheté de ces « socialistes » dont certains sont, il est bon de le souligner, on ne peut plus unifiés.

❖ ❖

Après deux mois de chômage, la situation des ouvriers des tissages de Plainfaing et environs ne s'est pas modifiée.

L'exploiteur Géliot, dont la génération et lui-même ont volé sur les salaires ouvriers l'équivalent de plusieurs fortunes, entend que les grévistes cèdent sur tous les points et se refuse aux moindres concessions. La démonstration sollicitée par lui, qui établit que les salaires sont plus bas dans son bagne que dans n'importe quel autre de la région, n'a servi à rien.

C'est la soumission complète qu'exige le négrier blanc Géliot.

Les grévistes, qui, jusqu'à ces derniers temps, s'étaient toujours conduits en bonnes bêtes résignées, se révoltent devant un tel parti pris. Des manifestations ont eu lieu, quelques vitres ont été brisées, ce qui a amené les gendarmes à charger comme des brutes.

La situation, si elle ne se dénoue à bref délai, menace de devenir très grave.

A Armentières, les ouvriers du tissage Dubois et Charvat-Colombier, au nombre d'environ 450, ont quitté le travail hier, à l'heure de la paie. N'étant pas satisfaits de l'indemnité qui leur était allouée, et estimant qu'elle n'est pas conforme à la promesse des patrons, ils ont décidé de se mettre en grève jusqu'à complète satisfaction.

Cette grève pourrait bien en entraîner d'autres, car les exploités des tissages de la région sont loin d'être satisfaits de leur sort.

A Grenoble, les linotypistes, metteurs en pages, clicheurs et conducteurs de l'imprimerie Vallier, qui édite la *Croix de l'Isère* et la *République de l'Isère*, se sont mis en grève.

Les grévistes protestent contre l'emploi des femmes.

C'est là, à n'en pas douter, l'un des points les plus épineux de la lutte ouvrière.

A Lille, les ouvriers typographes et similaires réclament l'unification des salaires et menacent de se mettre en grève.

Une commission mixte fonctionne, au profit des exploiteurs, s'entend.

P. Delesalle.

✠ ✠

ANGLETERRE

Il s'est jugé la semaine dernière, à Londres, un procès en diffamation, intenté par le sieur Parmeggiani.

J'ignore ce que peut bien être ce procès, je n'en ai pas lu le commencement, mais un numéro du *Morning Post* qui m'est tombé sous les yeux m'apprend qu'il y est question d'une lettre d'introduction, signée de moi, que j'aurais remise à Parmeggiani pour le recommander à un autre de son espèce, un nommé Bordes.

Lorsque, il y a 14 ou 15 ans, Parmeggiani fut expulsé de France, il était, à ce moment, considéré par tous comme un camarade. Je ne puis me rappeler si je lui ai remis une lettre de recommandation; mais, à ce moment, j'aurais pu le faire en toute bonne foi.

Mais, depuis, Parmeggiani s'étant révélé sous un tout autre jour, — et ici je ne parle pas des pamphlets diffamatoires qu'il publia contre moi et divers anarchistes, et qui en font un individu plus que suspect, — je me garderais bien de le recommander à qui que ce soit. Pas plus, du reste, qu'aujourd'hui je ne recommanderais quelqu'un à cet autre individu qui a nom Bordes.

J. Grave.

✠ ✠

SUISSE

Les élections fédérales. — D'une lettre privée d'un camarade genevois, je détache ces quelques lignes :

« Tous ces jours, grand branle-bas. On nomme aujourd'hui les députés au Conseil national et les élections se font sur ce tremplin : la lutte contre les antimilitaristes.

« A peine constituée, la Ligue antimilitariste fait trembler tous les partis. Le Conseil fédéral l'a officiellement signalée comme un danger public.

« La presse, obéissant à un mot d'ordre, est partie en campagne contre les sans-patrie. Les candidats sont tous patriotes, tous amis de l'armée ! Conservateurs et radicaux ont fait bloc et les socialistes paieront les pots cassés par les antimilitaristes!

« Ce sera tant mieux. L'aile gauche socialiste se dégoûtera tout à fait du parlementarisme bourgeois pour devenir plus nettement encore révolutionnaire et antimilitariste. Elle l'est déjà et elle embête terriblement nos légalitaires.

« A Genève, affiches et discours évoquent l'Anarchie et notre ami Bertoni joue dans la comédie électorale, et bien à son insu, le rôle de *spectre rouge!* »

Comme le prévoyait notre camarade, les socialistes sont restés l'autre dimanche sur le carreau électoral, succombant sous l'effort des partis bourgeois coalisés. A Zurich, à Winterthur, à Saint-Gall, ils ont perdu quatre sièges, et le fameux Greulich lui-même, l'ultra-modéré dont la brochure *Où voulons-nous aller?* a fourni des arguments aux plus acharnés ennemis du mouvement ouvrier, a mordu la poussière. A Berne, à Bâle, à Neuchâtel, à Genève, à Schaffouse et dans le canton de Vaud, leur défaite a été écrasante.

En comprendront-ils la signification ? Comprendront-ils que la bourgeoisie, maîtresse de l'or et des pouvoirs, toujours aussi, quand elle le voudra bien, restera maîtresse du suffrage universel ? A quoi bon donc les luttes électorales avec leur cortège obligé de compromissions louches et de maquignonnages obscurs ? A quoi bon le bulletin de vote, si les faits en viennent démontrer l'impuissance ? Pourquoi ne pas s'en tenir aux luttes, autrement claires, précises et vigoureuses, que les prolétaires engagent sur leur terrain propre contre le capital et contre l'autorité, et dont la grève générale sera le couronnement ?

Pour nous, la déroute des socialistes, loin de nous attrister, nous réjouit. Moins il y aura de socialistes au parlement bourgeois, plus il y aura de prolétaires — dans la rue.

Am. D.

VARIÉTÉ

Art appliqué — Art nouveau

(*Suite*) (1).

Depuis que le monument a gagné en hauteur, grâce à l'arc-boutant et à l'ogive, l'arc formeret permet de faire de vastes baies inondant les travées de lumière. C'est à ce moment que se développe l'art du vitrail, rendant à la lumière du soleil les couleurs du prisme.

« Traversés par la lumière, les vitraux resplendissent des tons exaltés du rubis, de l'émeraude et du saphir, ils remplissent de mystère et d'opulence les longues nefs du temple et les courbes du sanctuaire et les chapelles basses qui rayonnent autour du chœur et l'abside profonde. Les trésors de l'Orient que les Mages avaient apportés jadis aux pieds d'un dieu enfant et pauvre, ils étincellent encore dans les grandes roses du portail et du transept et dans les vitres immenses qui ont le chatoiement des pierres précieuses, l'éclat du diamant et de l'or. Et au milieu de cet écrin, apparaissent les hautes figures des saints et des anges qui, revêtus de leurs robes lumineuses, semblent ouvrir aux croyants les perspectives du paradis, ou bien ce sont les légendes que le peintre a distribuées dans les petits compartiments de la grande verrière et dont les innombrables épisodes à travers le réseau de plomb qui les entoure et les sépare, composant une histoire inintelligible et comme un indéchiffrable grimoire qui remplit l'âme de pensers vagues et de songes... chose étrange! dans un édifice où la prédominance des vides sur les pleins est si frappante, les artistes du treizième siècle, au moyen de la peinture sur verre qui assombrit tous les vides, ont su produire des impressions graves, préparer l'esprit au recueillement et répandre une teinte mélancolique dans une basilique ouverte de toutes parts aux sentiments qu'inspire la gaieté du jour. Aussi ne pouvons-nous entrer dans ces vastes cathédrales où la lumière est assombrie par la couleur, où l'ombre scintille sans éprouver un sentiment qui interrompt soudain le cours de nos pensées et nous conduit à une certaine rêverie. « Il n'est d'âme si « revêche, dit Montaigne, qui ne se sente tou- « chée de quelque révérence à considérer cette « vasteté sombre de nos églises et ouïr le son « dévotieux de nos orgues. Ceux mêmes qui y « entrent avec mespris sentent quelques fris- « sons dans le cœur. » (Ch. Blanc, *Grammaire du dessin*.)

Il est à remarquer que les productions ogivales comme celles de la Grèce, semblent beaucoup plus grandes qu'en réalité. Dans la belle antiquité, c'était l'étendue qui dominait; ici, c'est la hauteur et la profondeur. L'échelle humaine à laquelle tout est rapporté est le secret de ce développement; les piliers les plus élevés ont le même diamètre que les plus trapus ; chaque nervure des nefs, arc-doubleau, arc formeret, correspond à une colonne montant du sol sans interruption jusqu'à sa naissance, de sorte que ces piliers qui seraient massifs en un seul bloc, uniformes, deviennent minces et élancés parce qu'ils sont formés de la réunion des colonnes correspondant à chacune des ogives venant appuyer sa base sur le même sommier. Partout depuis Notre-Dame de Paris, Chartres, Reims, jusque dans la plus simple église de village, les marches peuvent être montées aisément, les balustrades tout en haut de l'édifice ou tout en bas, sont à hauteur d'appui, tout est à portée de l'homme d'où que l'on se place, le regard peut atteindre le fond du sanctuaire sans que les supports viennent gêner.

Le chapiteau roman historié, décoré d'une végétation fantastique est transformé et partout l'ornementation devient une interprétation puisée non pas en Orient, en Grèce ou en Italie, mais dans nos champs et nos forêts. Les chapiteaux, les archivoltes, les pinacles sont délicieusement sculptés de motifs bien appropriés, inspirés du chêne, du hêtre, de l'érable, du lierre, du fraisier, de la vigne, de la vigne vierge, de la mauve, du houx, du chardon, de la chicorée, du céleri, de tant d'autres plantes, toutes indigènes; fruits, fleurs, boutons, feuilles, tiges ou bourgeons, jusqu'aux oignons, vulves, et les racines mêmes, sont utilisés.

Architecture, vitrail, sculpture, peinture, dorure, tout est homogène, chacun fait le complément de l'autre, et rien n'est inutile. L'architecte et l'ornemaniste sont d'accord, la grandeur des pierres fournies par la carrière est connue, les sutures, les joints établis ; en laissant au ciseau toute sa fantaisie, chaque motif d'ornement ne dépasse pas les limites de la pierre elle-même, si la composition comporte plusieurs pierres, les joints tombent toujours dans un axe de l'ornementation, formant la ligne médiane; chaque morceau est en parfait accord avec l'ensemble tout en faisant un tout à lui seul.

Ce furent de rudes génies, ces Pierre de

(1) Voir les numéros 23, 24, 25, 26 et 27.

Montereau, Robert de Lusarches, Villiard de Honnecourt et tant d'autres, dont les noms ne sont pas parvenus jusqu'à nous; d'autant plus grands que, partis du peuple, ils furent artistes en faisant œuvre d'artisan. C'est en raisonnant, en cherchant, en fouillant dans leur âme, dans leur bon sens pratique, malgré les ténèbres d'alors qu'ils firent une révolution complète du style, instaurant un mode de production bien à eux, bien original, puisé dans leur propre conception, poussant l'ingéniosité et la logique jusqu'à la rigueur. — Il semble qu'une étincelle du génie antique de la Grèce soit venue en jeter la semence parmi nos fiers affranchis.

En résumé cette belle époque se caractérise par :

Un système de voûtage, se reproduisant autant de fois que l'exige l'édifice formé de quatre minces pilastres reliés entre eux par six arcades ogivales dont quatre parallèles deux à deux et deux se croisant diagonalement de façon à former la carcasse de la voûte, dont il ne reste plus qu'à remplir les triangles par une légère maçonnerie.

Quatre arcs-boutants pour contre-butter les voûtes, quatre contreforts pour recevoir les arcs-boutants.

La solidité par l'équilibre remplaçant la stabilité de l'entablement antique.

L'emploi systématique de l'ogive pour tous les arcs, sauf quelquefois pour les arcs diagonaux de la voûte, alors en plein cintre.

Suppression de grandes murailles devenues inutiles remplacées par de vastes baies vitrées, dont les vitraux colorient et tempèrent la lumière.

Prédominance des vides sur les pleins.

Légèreté des points d'appui, laissant de grands espaces libres à la circulation intérieure des foules.

Moyens de solidité rejetés à l'extérieur par les arcs boutants.

Enchaînement logique de tous les éléments, la grâce étant toujours une forme de l'utile.

Ornementation empruntée à la flore locale.

* *

Pendant trois siècles, le style ogival avait fleuri dans toute son harmonie, s'était développé sous les trois aspects de son évolution : primaire et sobre, cherchant sa formule définitive, puis rayonnant moins austère, enfin flamboyant et prodigieusement riche, tout en conservant son caractère de logique et de grandeur.

Tout à coup une transformation radicale se produit.

La féodalité est vaincue, l'unification des royaumes se constitue et les hobereaux, maîtres absolus chez eux, viennent, empressés auprès des souverains, quémander les emplois honorifiques de leur entourage.

La poudre à canon a parlé; depuis Crécy, les courtisans abandonnent leur armure pesante que trouent désormais les balles d'arquebuse, pour les somptueux vêtements de brocart et de soie; les mœurs guerrières du moyen âge font place aux mœurs plus douces des capitales et les tournoyeurs hardis, bardés d'acier, naguère, couverts de broderies et de dentelles aujourd'hui, abandonnent la lance pour la poésie comme arme courtoise.

Les auteurs *grecs* et *romains* sont remis en faveur; maints donjons et manoirs démantelés et rasés par les boulets demandent à être réédifiés, ils sont remplacés par des châteaux moins austères, tout d'agrément, entourés de parcs et de jardins, inspirés par les écrits d'Aristote, de Platon, de Pline, de Cicéron, de Frontin, qui contiennent des descriptions de monuments, de villas antiques. Cette littérature, en faveur dans les cours pontificales d'Italie d'abord, puis de François Ier, de Henri II, des Valois en France, de Charles-Quint en Autriche, en Espagne, en Allemagne, dans les Pays-Bas, fait naître une vraie rage de reproduction des Latins.

C'est l'Italie réveillée de sa torpeur pendant le moyen âge qui donne le ton aux autres nations jusque sous Louis XIV; après quoi, épuisée de nouveau, elle laisse à la France la prépondérance des modes d'art. C'est donc la littérature qui influa si funestement sur la déviation des productions artistiques. Quel fondement pouvait-on faire sur des narrations d'amateurs des arts? Les écrits de Vitruve retrouvés dénaturant l'art grec, comme nous le vîmes précédemment, contribuèrent à faire voir la perfection là où était la décadence, les monuments de Rome furent pris, rehaussés qu'ils étaient par la poésie des ruines, pour les modèles de l'art antique. C'est ce mouvement tendant à reproduire l'art ancien passant aux yeux de ces pédants, frottés de latin et de grec, pour la rénovation de la grandeur suprême, qui fit donner le nom de « Renaissance » à cette période unissant si étrangement le paganisme dans ses arts, à l'esprit si étroitement religieux, d'un fanatisme si noir, capable d'engendrer des saint Barthélemy, de faire naître l'Inquisition.

La Grèce avait été conquise par les Turcs au milieu du quinzième siècle; elle resta fermée aux artistes de la Renaissance italienne qui remirent l'antiquité en faveur sous les Médicis; de sorte que les Brunelleschi, Léon-Baptiste Alberti, Bramante, Michel-Ange, Perruzzi, Serlio, Sansovino, Vignole, Palladio, Scamozzi, n'eurent comme type antique que l'architecture abâtardie des empereurs et quelques exemples de corinthien.

Pourtant la Sicile et la Grande-Grèce étaient près d'eux, mais ils ne semblent pas en soupçonner l'existence, et certes, il eût mieux valu, vu l'influence qu'elle exerça sur leur talent, que ces génies ignorassent complètement l'antiquité, plutôt que de la mal connaître.

Ils façonnèrent les ordres tels que Vitruve l'enseigne, *mâles*, *fiers*, *précieux* ou *élégants*, ils sortirent de leurs mains défigurés, dépouillés de leur caractère.

Comme les Latins, ils donnèrent une base à l'ordre dorique, ils montèrent toutes les colonnes sur des plinthes carrées, et sur des piédestaux, superposèrent les ordres, greffèrent les colonnes sur des pieds-droits et l'entablement grec sur la voûte romaine; remirent en honneur les pilastres maigrement aplatis sur les murs, au lieu de présenter un surcroît de force.

Ils poussèrent plus loin que les Romains l'art d'ériger les voûtes et les coupoles sans pourtant égaler les Byzantins. C'est à Brunelleschi que revient l'invention des coupoles à double voûte, permettant de donner à la voûte intérieure une autre courbe qu'à celle de l'extérieur, laissant un espace vide entre la convexité de la première et de la concavité de la seconde.

Les corniches reparaissent, divisant les façades des monuments et décorant les murs intérieurs. Les frontons originairement façades du toit sont apprêtés à toute sauce; Michel-Ange, à Rome, ne peut se garer de ces aberrations et nous avons le regret de voir cet homme, supérieurement doué, pétrisseur de muscles et de chairs d'une vigueur étonnante, soit en marbre, soit en peinture, attacher l'autorité de son nom, à ces frontons brisés dont la corniche entr'ouverte fait place à une boule, ou à une figure sculptée qui semble avoir percé le toit pour montrer sa tête.

(*A suivre.*) LÉOMIN.

Nous recevons souvent, sans avis d'origine, des journaux de province. Prière aux camarades qui nous les font parvenir de bien vouloir signaler les articles sur lesquels ils veulent attirer notre attention.

BIBLIOGRAPHIE

La disettes de livres me le permettant, j'ai pu lire quelques-uns des volumes reçus il y a plus ou moins longtemps, et laissés en arrière faute de temps pour tout lire. Et voilà comment je suis amené à parler des: *Essais sur le mouvement en France* (1) de M. D. Halévy et du *Socialisme d'opposition — socialisme de gouvernement* (2) de M. J. Sarrante, dont je parlerai la semaine prochaine.

Ces deux volumes, écrits avec des sentiments différents, sont intéressants à lire, parce qu'ils nous donnent une image de l'état d'esprit de quelques-uns des bourgeois qui sont venus au socialisme et au mouvement ouvrier.

Ainsi, celui de M. Halévy, écrit avec une sincérité et une bonne foi évidentes, nous révèle un bon bourgeois, rempli de bonne volonté, certes, qui commence à concevoir même que, dans l'état social actuel, l'ouvrier a des intérêts distincts à défendre, des réclamations à produire, et qui de ce fait se croit socialiste, mais semble se méfier un peu de ceux auxquels il apporte son aide, et qu'en son for intérieur, — peut-être est-ce même sans s'en rendre compte — il ne peut s'empêcher de considérer d'une façon un peu protectrice.

Comme de juste, en fait de socialisme, il n'admet que les solutions qui n'ébranleront pas le système existant. C'est de bon cœur qu'il veut que l'ouvrier s'émancipe et s'élève ; mais à condition qu'il le demande bien pacifiquement, qu'il attendra patiemment que les exploiteurs veuillent bien céder à ce qu'il réclame, et à condition, surtout, de ne pas s'attaquer aux institutions politiques et économiques, de tout attendre de la libre évolution.

Aussi, pour lui, les anarchistes ne sont-ils que des songe-creux, des éléments de désordre, faisant plus de mal que de bien à la cause du prolétariat ; mais le peu qu'il en dit laisse à supposer qu'il en parle davantage sur leur réputation, que sur ce qu'il en a étudié, ou qu'il les a lus très superficiellement, en tout cas.

Ce qui s'en dégage encore, c'est, malgré toute la bonne volonté de l'auteur, un mépris inavoué du lettré pour l'ouvrier qui cherche à étudier, qu'il pense être incapable de jamais arriver à des notions certaines.

Et il y revient à plusieurs reprises, notamment au sujet de certains contradicteurs que rencontrent les orateurs bourgeois des U. P. Et alors, il nous fait le portrait du bonhomme qui a lu beaucoup, énormément, à tort et à travers, mais a mal digéré ses lectures, et vous sort à tout propos les âneries les plus colossales, les affirmations les plus tranchantes.

Le type se rencontre. Mais M. Halévy est-il bien certain que s'il est plus caricatural chez l'ouvrier, il lui soit particulier?

Et notre auteur a une tendance à y voir le portrait de l'anarchiste. S'il connaissait mieux le mouvement, et mieux la classe ouvrière, M. Halévy y aurait trouvé toute sorte de types, c'est évident; pour être ouvrier et anarchiste, on n'est pas en dehors de l'humanité ; mais il y aurait trouvé des gens fort sensés, ne parlant que de ce qu'ils connaissent, tâchant d'apprendre ce qui les intéresse, mais l'apprenant d'autant mieux que, de ce fait, ils ne l'apprennent pas comme des perroquets.

Quant à son tableau de « l'intellectuel » qui va dans les U. P. porter son savoir à la masse ouvrière, il a besoin de fortes retouches et ne va pas sans ombres.

Sans doute — il y a des gens bien disposés partout — quelques-uns y sont-ils allés croyant sincèrement travailler à l'éducation de l'ouvrier. Mais pour quelques-uns de ceux-là, combien y sont allés, en quête d'une candidature, ou pour y faire leur apprentissage de la tribune, et, sans le chercher, y démontrant comment on pouvait parler toute une soirée sur des choses que l'on ne connaît pas soi-même.

Il y a d'autres affirmations, comme celle où il dit que c'est le vote des lois scélérates qui a mis fin aux attentats, qui méritent d'être réfutées, et où il démontre une fois de plus que M. Halévy ignore totalement le mouvement anarchiste.

Le terrorisme n'est pas particulier à l'anarchie;

(1) Un vol., 3 fr. 50 (1901). Société Nouvelle d'Editions, 17, rue Cujas.

(2) Un vol., 2 fr. (1901). Librairie Jacques, 1, rue Casimir-Delavigne.

c'est ce que l'on oublie trop. Ce n'est pas non plus un principe, mais une tactique qui varie avec les époques, les situations.

En ce qui concerne la période des attentats anarchistes, ce fut une période d'effervescence, qui se produisit sous l'empire de certaines conditions, qui fut inévitable — puisqu'elle tenait aux circonstances — mais qui, pour tout esprit clairvoyant, ne pouvait durer, devait s'éteindre d'elle-même, et à laquelle l'ère de répression, loin de contribuer à l'éteindre, vint, au contraire, donner une nouvelle impulsion.

Voilà qui semblera un paradoxe à M. Halévy, et à ceux qui, comme lui, croient à l'efficacité des lois, mais que ceux qui ont connu le mouvement, trouveront être l'exacte vérité.

Et cette autre : que, dans la Révolution de juin, il n'y eut que de la violence, pas un homme.

Dans notre supplément, nous avons donné des extraits de la brochure de H. Castille, du livre de L. Ménard, et ceux qui connaissent ces ouvrages, peuvent dire si la violence vint des insurgés, ou du pouvoir. On est surpris, même, en les lisant, de voir combien furent pacifiques ces gens qui se battaient parce qu'ils ne voulaient pas crever de faim, et combien ils parlementèrent avec leurs ennemis, ce qui ne fut pas une des moindres causes de leur défaite.

Mais l'erreur de M. Halévy provient sans doute de ce qu'il veut dire qu'il n'y avait pas de noms retentissants parmi eux. Il y avait mieux : des dévouements. Malheureusement, le prolétariat manquait encore d'apprentissage, croyait trop aux mots, n'avait pas assez analysé les faits.

J. Grave.

Correspondances et Communications

★ **Rectification.** — Dans la lettre de Pierre Kropotkine publiée dans notre dernier numéro, une erreur d'impression a fait placer en **1871** les mouvements tentés à Lyon et à Marseille par Bakounine et ses amis, qui eurent lieu, le premier, le 28 septembre **1870**, et le second, le 1er novembre **1870**. L'histoire de ces mouvements, trop oubliés de la génération actuelle, sera racontée en détail au tome II des *Documents et Souvenirs* de notre camarade James Guillaume, qui doit paraître au printemps prochain.

★ **Rectification.** — Sur la foi du *Journal Officiel*, nous avons signalé M. Roblin comme s'étant abstenu dans les deux scrutins du 30 octobre, relatifs à l'extension de l'amnistie à Malato et aux antimilitaristes.

M. Roblin nous écrit, que nouveau venu à la Chambre, il n'a pu prendre part aux scrutins précités, n'ayant pas encore reçu de bulletins. Et M. Roblin ajoute : « Si j'avais voté, je l'aurais fait dans le sens de la justice et des intérêts des travailleurs. »

C'est très bien. Mais que pense M. Roblin, qui est un jouvenceau du parlementarisme, de ceux de ses collègues socialistes qui ont repoussé l'amnistie? Que pense-t-il de la manière cavalière dont certains parlementaires du « Parti » entendent la justice et les intérêts des travailleurs ?

Am. D.

★ **Groupe de propagande anarchiste par l'écrit.** — Mouvement d'octobre.

Envoyé et distribué :

Temps Nouveaux	450
Anarchie (Girard)	100
L'Enseignement libertaire et l'enseignement bourgeois (Grave)	100
A mon frère le paysan (E. Reclus)	100
Aux Femmes (U. Gohier)	100
La Femme esclave (R. Chaughi)	100
Si j'avais à parler aux électeurs (Grave)	100
La Grève des électeurs (O. Mirbeau)	100
Le Livre d'Or des officiers (Chapoutot)	2

Le groupe fait appel aux camarades pour élargir son cercle d'action. Adresser les fonds et communications au camarade Froment, 129, route d'Orléans, Arcueil-Cachan (Seine).

★ Montreux. — Les camarades viennent de décider la création d'un groupe d'études sociales et de propagande anarchiste.

Adresser la correspondance au camarade Perincioli, sculpteur.

CONVOCATIONS

★ **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 10 novembre. — M. Elie Faure : Velasquez (avec projections).

Dimanche 12. — Visite au Salon d'automne. Rendez-vous à 10 heures, Grand Palais.

Lundi 13. — M. Blangaris : Cours d'Espéranto.

Mercredi 15. — M. Chaboseau : Le tunnel sous la Manche.

Vendredi 17. — M. Jean Longuet : Le socialisme allemand.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Mardi 14 novembre. — Mlle Numietska : Libre pensée et morale sexuelle.

Vendredi 17. — E. Janvion : La Genèse du socialisme (Le communisme libertaire et l'individualisme anarchiste) (III).

★ **Union populaire du XIVe**, 13, rue de la Sablière :

Vendredi 10 novembre. — Félicien Challaye, membre de la mission de Brazza : La Vérité sur le Congo.

Dimanche 12. — A 2 h. 1/2 : Grande fête annuelle (voir le programme). A 9 heures : réunion amicale, sauterie.

Lundi 13. — Comité.

Mercredi 15. — Pannetier : La Savoie (projections).

Vendredi 17. — Lichy : Histoire de la peinture. La Renaissance (projections).

★ **Art et Science**, 68, rue Botzaris (19e arr.) :

Dimanche 12 novembre : Visite au musée du Louvre (l'Ecole française). — Conférence de M. Charles Saunier : De Boucher à David. Rendez-vous à 9 h. 3/4, cour du Louvre (pavillon de l'Horloge).

Mercredi 15 novembre. — Réunion du Conseil d'administration. — Programme de décembre. — Préparation de l'Assemble générale. — Propositions diverses. Rendez-vous à 9 heures du soir, 156, faubourg Saint-Martin (gare de l'Est).

★ **Groupe d'éducation libertaire du XIIe**, 22, rue du Rendez-vous, cité du Rendez-vous :

Mardi 14 novembre, à 8 h. 1/2. — Mme Zielenski : Cours de médecine pratique.

Jeudi 16 novembre, à 8 h. 1/2. — Réunion mensuelle des coopérateurs communistes de Paris et de la banlieue.

★ **Causeries Populaires des Ve et XIIIe.** — Samedi 11 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par le camarade Vulgus : Le sort de la femme depuis les temps préhistoriques.

Les camarades femmes sont priées d'assister à cette causerie.

★ **Syndicat des employés de l'Epicerie.** — Grande réunion syndicale, jeudi 16 courant, grande salle de la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Ordre du jour : Nos revendications.

★ **A. I. A.** (Section du XVe). — Réunion samedi 11 novembre, à 8 h. 1/2, salle de l'Emancipation, 38, rue de l'Eglise.

★ **Association internationale antimilitariste des Travailleurs** (Section du XXe). — Réunion le 13 novembre à 9 heures du soir, au siège de la Section, 27, rue des Maronites.

★ Bordeaux. — **Section de l'A. I. A.** — Réunion des camarades, dimanche 12 novembre, chez Lachaud, 4, rue Barreyre. Ordre du jour : Nomination d'un nouveau secrétaire ; Questions relatives à l'A. I. A. ; Affaire des affiches ; Questions diverses.

Les camarades sont instamment priés de venir.

★ Lyon. — Lundi 13, à 8 heures du soir, café des Réunions, place de l'Hôpital, réunion des camarades pour la formation d'un groupe anarchiste. Tous sont instamment priés d'y assister.

★ Lyon. — **Théâtre de l'Œuvre.** — Les camarades lyonnais sont invités à la représentation de *Un Ennemi du Peuple*, d'Henrik Ibsen, qui aura lieu le dimanche 12 novembre, à la Salle Philharmonique, 30, quai Saint-Antoine, à 8 heures du soir.

Prix d'entrée : 0 fr. 40.

★ Marseille. — **Véritas** (Groupe de propagande libertaire). — Jeudi 16 novembre, à 9 heures du soir, réunion de tous les adhérents au groupe, salle de l'Union, 63, Plaine Saint-Michel.

Samedi 18 novembre, soirée littéraire et artistique (entrée libre). Le piano sera tenu par la camarade X.

★ Montpellier. — Les libertaires de Montpellier viennent de fonder un groupe d'études sociales.

Une bibliothèque est à la disposition de tous les camarades qui pourront prendre des volumes : tous les mercredis de 8 h. 1/2 à 11 heures du soir, tous les dimanches de 9 heures à 11 heures du matin.

Samedi 10 novembre. — **Causerie sur le patriotisme et commentaires sur la lettre de Kropotkine au *Temps*.**

MUSÉE DES ANERIES

Le 9 octobre, par décret, le tsar a décidé que le *Kniaz-Potemkin*, en punition de la révolte de son équipage, ne portera plus ce noble nom. Désormais, il portera le nom de *Pantelymon*, qui veut dire *Bas paysan* (1).

L'Almanach illustré de la Révolution pour 1906 est en vente chez tous les dépositaires du journal. L'y réclamer.

Prix : 0 fr. 30 ; par la poste, 0 fr. 40.

Conditions spéciales aux vendeurs.

POUR LA PROPAGANDE

Nous venons de faire réimprimer et nous tenons à la disposition des camarades les brochures à distribuer suivantes : *A mon Frère le paysan*, par E. Reclus ; *La Grève des Electeurs*, par O. Mirbeau ; *Si j'avais à parler aux électeurs*, par J. Grave ; *La Femme esclave*, par R. Chaughi ; *Aux Femmes*, par U. Gohier.

Nous les tenons à la disposition de nos lecteurs au prix de 1 franc le cent. Port en sus.

Petite Correspondance

M., à Beaurepaire. — Prenons note du changement.

C. V. R., à Utrecht. — L'argent nous fait toujours défaut pour éditer toutes les brochures que nous voudrions.

L., à Oulay. — Je transmets votre lettre à Hervé.

T., à Marseille. — Envoyons brochures ; port 0 fr. 60.

M., à Chaux-de-Fonds. — Envoyons cependant régulièrement.

J. R., à Nantua. — Fin juillet. Envoyons numéros.

C., à Avignon. — Nous avons reçu. Merci.

F. E., à Istres. — Brochure épuisée et même introuvable.

Lyon. — Convocation arrivée trop tard la semaine dernière.

A. L., à Montargis. — Nous allons nous renseigner.

Fédération des U. P. — Il nous est impossible de rédiger les programmes hebdomadaires des U. P. Veuillez nous les établir si vous désirez les voir insérer.

Tiens bon, à Cherbourg. — Votre note un peu trop vague. Ce sont surtout des faits qu'il nous faut.

Théodap. — *Le Sang* : bonnes idées, mais insuffisamment habillées.

Ch. P., à Semur. — Bon. Publierons prochainement.

Jean Denauroy. — Votre adresse ; nous avons à vous écrire.

V. G., à Clermont-Ferrand. — Le format du journal ne nous permet pas d'insérer tous les ordres du jour qui nous parviennent.

Reçu pour Malato et ses amis : E. Rouvet, 5 fr. 10. — J. Tannier, 5 fr. 10 — H. Ruellan, 2 fr. (change compris).

Collecte faite au Syndicat des Employés de l'Epicerie pour les expulsés de l'affaire de la rue de Rohan. Ont souscrit : Duplessy, 1 fr. — Lebas, 0 fr. 50. — Le Clair, 0 fr. 60. — Chantesais, 0 fr. 50. — Sutter, 1 fr. — Bessard, 0 fr. 50. — Feuillet, 1 fr. — Boussard, 0 fr. 50. — Popoz, 0 fr. 50. — Silly, 0 fr. 50. — Laval, 1 fr. — Jonneau, 0 fr. 50. — Poursain, 0 fr. 50. — Crauzet, 0 fr. 50. — Total : 9 fr. 10.

Reçu pour le journal : Dr L. Henault, 5 fr. — Dr H. R., 2 fr. — L. C., 1 fr. 75. — Patouillard, 2 fr. — S., à Saint-Tropez, 5 fr. — F., à Choisy-le-Roi, 5 fr. — X. Y. Z., 1 fr. — Merci à tous.

C., à Cherchell. — B., à Corneilla. — P., à Epernay. — D., à Saint-Cyr-les-Colons. — R., à Morat. — V., à Nîmes. — S., à Lorient. — L., à Liège. — C., à Thenay. — R., à Hanoi. — D., à Clovendale. — D., à Alger. — L., à Epinal. — R., à St-Claude. — G., à Saint-Pierre Cherennes. — J. H., à San-José. — D., à Buzeu. — K., à Lausanne. — P., à Alger. — L., à Oulay. — L., à Poitiers. — A., St-Cezaire. — B., à Pietra di Verdre. — M., à Mostaganem. — R., à Lyon. — L., à Tourcoing. — P., à Peyrins. — B., à Cherbourg. — J., à Nouzon. — D., à Bordeaux. — J., à Clermont. — C., à Courgenay. — C., à Bourg-Argental. — D., à Montereau. — G., à Caux. — M., à Lyon. — J., à Lyon. — R., à Privas. — M., à Lyon. — Reçu timbres et mandats.

(1) *Free Russia*, 1er novembre.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7.

11e ANNÉE. — N° 29. 18 NOVEMBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMÉRO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA RÉVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à l'intérieur le dessin de Maurice Robin.

SOMMAIRE

Antimilitarisme et Révolution

(*Suite*) (1).

On apprécierait mal l'antimilitarisme des ouvriers français si l'on y voyait une simple explosion de révolte contre l'impôt du sang et si l'on attribuait à ceux qui s'efforcent de propager et d'organiser le refus de servir une simple mentalité de réfractaires.

Replaçons ce mouvement dans l'ensemble des manifestations révolutionnaires, interprétons-le du point de vue socialiste et nous lui verrons prendre toute sa véritable signification, toute son ampleur.

* *

Entre cet ouvrier, hâve et mal vêtu, sortant de l'usine pour gagner son taudis du faubourg, et ce patron qu'une reluisante automobile emporte vers son luxueux hôtel, qu'y a-t-il de commun au sein de notre démocratie? Rien ou à peu près. Pas même la loi égale pour tous, car cette fameuse égalité ne trouve pas, neuf fois sur dix, à s'appliquer. Du fait de leur inégalité sociale, patron et ouvrier, riche et pauvre n'ont pas souvent affaire aux mêmes lois. Chacune des deux classes a ses pages à elle dans le Code, comme elle a ses mœurs, ses nourritures, ses vêtements et jusqu'à ses maladies à elle.

Ceci, tout le monde commence à l'admettre, à le dire. Mais presque tout le monde continue de penser que ces deux hommes, le patron et l'ouvrier, sont tout de même et doivent rester étroitement solidaires. Pourquoi? Parce qu'ils sont l'un et l'autre des Français, parce qu'ils sont inscrits l'un et l'autre sur les registres de la même nation.

Aujourd'hui où la religion n'existe plus comme lien social, en France surtout, le sentiment national est devenu l'unique lien qui se puisse encore invoquer entre ceux que les réalités quotidiennes divisent en classes ennemies.

Il était naturel que tous les intéressés — aidés comme toujours des inconscients — travaillent à fortifier ce lien factice. Ils n'y manquèrent pas. Le patriotisme, plus exactement le nationalisme — le mot sonne moins bien, il est plus exact — est devenu pour notre démocratie une raison dernière, une véritable religion, ce qu'on ne touche ni n'explique. A la moindre alerte, toutes les forces démocratiques, c'est-à-dire en fin de compte toutes les forces bourgeoises — car il ne saurait y avoir de véritable démocratie socialiste, en donnant au mot démocratie son sens historique — toutes les forces bourgeoises, dis-je, font bloc sur ce point.

N'avons-nous pas vu l'affaire Hervé déclasser en un tour de main les partis, tels que les avait classés l'affaire Dreyfus? Ceux qui pendant l'*affaire* avaient combattu les soi-disant nationalistes parce que le *vrai nationalisme* n'était pas encore en péril, parce qu'il s'agissait d'épurer l'armée au lieu de la détruire, ceux-là ne sont-ils pas aujourd'hui de farouches, d'authentiques nationalistes? Oui, tous nationalistes, voilà ce qu'est venu démontrer la récente agitation antimilitariste. Tous, depuis le petit-socialiste Jaurès jusqu'au néo-monarchiste Maurras, en passant par le libéral et radical Clemenceau!

Et tous nationalistes, au bout du compte, parce que tous plus ou moins satisfaits de l'ordre actuel, les plus révolutionnaires souhaitant l'agrémenter à peine de quelques réformes. Tous nationalistes, parce que tous paix sociale, et que la paix sociale repose aujourd'hui sur le culte de la Nation, qu'elle ne saurait plus reposer sur autre chose.

* *

Mais en face des bourgeois plus ou moins démocrates, en face des démocrates plus ou moins socialistes se dressent aujourd'hui, en France, dans un camp nettement opposé, de l'autre côté d'un fossé profond, de vrais révolutionnaires, des socialistes et des anarchistes ouvriers. Et que poursuivent-ils ceux-là? Non plus des réformes, mais un remaniement total, une refonte complète, avec, comme base de l'ordre nouveau, l'organisation égalitaire et libre du travail.

Le *travail souverain*, telle est la devise qu'ils veulent substituer à l'ancienne devise démocratique: le *peuple souverain*. Pour eux, le pacte social n'est pas à demi, mais complètement dénoncé. Pour eux il n'y a plus de lien social. Le lien, c'est eux seuls qui l'auront rétabli solide, lorsque par leurs efforts ils auront conquis au travail la première place. Pour eux, il n'est pas d'autre révolution souhaitable que la révolution du travail.

Comment, dès lors, souscriraient-ils au culte de la déesse Nation, déesse dont l'auréole est si bien faite pour cacher au travailleur ses vrais besoins, ses vrais intérêts, ses vrais droits? Comment prendraient-ils au sérieux ce lien factice de citoyen à citoyen français, eux qui commencent à sentir fortement que les seuls liens qui les engagent sont entre eux et leurs camarades de travail?

Non, nous ne pouvons plus être aujourd'hui des révolutionnaires conscients, des socialistes et des anarchistes complets, si nous ne sommes pas en même temps des internationalistes, et avant tout — car l'internationalisme ne dépend pas seulement de nous, Français — des antinationalistes.

Je dis à dessein antinationalistes plutôt qu'antipatriotes. Non que nous ayons peur de ce mot. Mais parce que ce mot est inexact, vague, et qu'il prête à des confusions grâce auxquelles on essaye de nous accabler sous un ridicule qui n'est pas le nôtre.

Si c'est au simple amour du beau pays de France que l'on nous convie, pourquoi, en effet, résisterions-nous? Pourquoi n'aimerions-nous pas, comme les autres, toutes les belles et bonnes choses que signifie la France? Bien que nous n'en jouissions pas beaucoup, il en est cependant que nous pouvons apprécier. L'ouvrier français peut aimer et comprendre, par exemple, le goût et l'élégance de l'industrie française, tout comme l'artiste aime et comprend la façon française d'exprimer des idées et des sentiments. Tous nous aimons et comprenons les qualités de notre race comme nous aimons et comprenons les beautés et les avantages de notre sol. Plus que tous, en tant que révolutionnaires, nous devons apprécier tout

(1) Voir le numéro 28.

ce qu'il y a de logique et d'énergie révolutionnaire chez le Français.

Mais ce patriotisme-là n'a rien de commun avec l'intégrité nationale. Ce n'est pas une défaite, ce n'est pas la perte d'un département ou d'une province qui fera de nous des Allemands ou des Russes. Si forte qu'elle soit, l'armée allemande ne rasera pas ces montagnes, ne détournera pas ces fleuves, ne comblera pas ces vallées, n'effacera pas non plus cette hérédité d'où viennent en définitive notre tempérament, nos qualités et nos défauts.

Ce patriotisme-là n'est pas en cause.

Celui que nous dénonçons, que nous combattons et voulons désapprendre à nos frères de travail, c'est le patriotisme nationaliste, le patriotisme que notre camarade Lagardelle appelait si bien l'autre jour un patriotisme politique, celui qui nous vient tout droit, en un mot, de la révolution bourgeoise et jacobine de 1789 et dont la devise reste celle-ci : Tout pour la nation et par la nation.

Nous avons en effet une tout autre devise : Tout pour le travail et par le travail. Et cette formule nous devons la proclamer et la développer sans cesse. Nous devons la défendre et la fortifier. Rien, pour nous, ne doit prévaloir contre elle : pas même l'unité de la nation française.

* *

L'élite de la classe ouvrière française a compris cela aujourd'hui. A la face des gouvernants et des capitalistes terrifiés, elle affirme tranquillement son antinationalisme. Et comme il faut une sanction à cette déclaration de principes, elle affirme son antimilitarisme, un antimilitarisme de plus en plus net, de plus en plus courageux, qui cherche à s'organiser, qui veut passer dans le domaine des faits.

Voilà un événement capital dans notre vie socialiste. Il importe de bien le comprendre, de se rendre compte que l'antinationalisme ouvrier français est avant tout un progrès, progrès énorme, dans la conscience de classe, dans cette conscience de classe dont le personnel socialiste a tant parlé jusqu'ici et qu'il a si peu respectée.

En face de ce mouvement, soyons donc d'une grande prudence. Prenons garde surtout de le décourager, de lui retirer sa confiance en lui-même. Tout ce que nous pourrions dire à son encontre, ne seraient, en effet, que des hypothèses, des interprétations hasardeuses de l'avenir, tandis que ce mouvement demeure, lui, quoi qu'on puisse dire, une grande réalité socialiste, un véritable triomphe de l'esprit révolutionnaire.

CHARLES ALBERT.

CROCS ET GRIFFES

Candidatures ouvrières.

A Toulouse, le Parti socialiste (section française de l'Internationale ouvrière) *ayant à choisir un candidat aux prochaines élections législatives, a choisi M. Gabriel Ellen-Prévôt,* professeur.

A Grenoble, le Parti socialiste (section française de l'Internationale ouvrière) *ayant à choisir un candidat aux prochaines élections législatives, a choisi M. Pierre Brizon,* professeur.

A Reims, le Parti socialiste (section française de l'Internationale ouvrière) *ayant à choisir un candidat aux prochaines élections législatives, a choisi M. Louis Révelin,* professeur.

AM. D.

Nous continuons à recevoir en grand nombre des ordres du jour de protestation et de solidarité soit de groupes, soit de syndicats envers les camarades signataires de l'affiche poursuivis. Le format restreint du journal ne nous permet pas à notre grand regret de les insérer.

Procédés Bourgeois

On sait que l'arrêté d'expulsion frappant notre ami Kropotkine a été rapporté. On sait aussi que lors de son passage à Paris notre ami fut amené à émettre sur l'antimilitarisme français des opinions assez différentes des nôtres.

Cette coïncidence permettait de commettre une petite infamie. La presse bourgeoise ne l'a pas ratée.

Dans la plupart des journaux, la tardive mesure de justice dont vient de bénéficier Kropotkine a été présentée comme la réponse du gouvernement à des déclarations empreintes d'un certain patriotisme en même temps que d'une ardente passion révolutionnaire.

Dans son numéro du 3 novembre, la *Dépêche* de Rouen renchérissait sur ses confrères.

« La mesure que vient de prendre le cabinet Rouvier lui fait honneur, disait ce journal. *Elle a été motivée par le fait suivant* :

« Récemment, parlant à un journaliste français, en Angleterre, où il vit réfugié depuis tant d'années, Kropotkine se déclara énergiquement contre le mouvement antimilitariste prêché par Gustave Hervé. Il déclara considérer la France comme le plus grand foyer de lumière et de civilisation qu'il y eût au monde et ajouta que lui-même (Kropotkine), qui avait subi des condamnations en France, serait heureux de prendre un fusil pour défendre ce beau pays de progrès et de liberté, s'il était attaqué.

« Ces paroles n'avaient rien d'ironique, car Kropotkine jugeait sa condamnation en France comme une erreur qui ne changeait rien à l'esprit démocratique et libéral du pays. Elles étaient, cependant, généreuses, étant donné ce souvenir. Et le cabinet Rouvier A TENU A Y RÉPONDRE en rouvrant à leur auteur l'accès du territoire français... »

De là à suspecter l'indépendance des déclarations de Kropotkine il n'y a qu'un pas et les rédacteurs des notes tendancieuses que nous signalons n'ont pas été sans espérer que des lecteurs mal informés le franchiraient.

Si nous avions à défendre notre ami contre des insinuations aussi basses et dont auront fait immédiatement justice tous ceux qui connaissent sa droiture, il nous suffirait de dire que l'opinion de Kropotkine sur le devoir des révolutionnaires français en cas de guerre n'est pas d'aujourd'hui. On la trouverait, au moins en germe, dans nombre de ses écrits et ceux qui avaient eu l'occasion de causer avec lui de ces questions la connaissaient bien.

Mais je le répète, ce n'est pas de justifier notre ami qu'il s'agit ici, c'est de signaler, une fois de plus, après combien d'autres, le bas jésuitisme, la venimeuse perfidie de MM. les journalistes bourgeois.

C. A.

LETTRE DE RUSSIE

Un de nos camarades russes, réfugié à Paris, nous communique une longue lettre à lui adressée par son jeune frère, actuellement à Vilna (Pologne russe). C'est un témoignage direct qu'il nous paraît intéressant de reproduire.

Cette lettre, écrite sous forme de journal, est malheureusement incomplète; les huit premières pages du manuscrit, qui en comptait en tout vingt-quatre, ont été égarées et n'ont pu être retrouvées. Nous savons seulement qu'elles contenaient le récit détaillé d'un meeting des employés du chemin de fer, lors de la grande grève, meeting au sortir duquel la troupe avait tiré, faisant trente blessés et cinq morts. La lettre décrivait ensuite les obsèques des victimes.

VILNA. — *Mardi 31 octobre.* — Aujourd'hui ont lieu les obsèques de la cinquième victime de dimanche dernier; c'est aussi un israélite, Abram Kissine, membre des comités du *Bound* de Vilna et Homel. C'était un membre des plus actifs du *Bound*, il a passé ses meilleures années en Sibérie et dans les prisons. Les obsèques sont aussi grandioses qu'hier ; toujours les couronnes avec des bandes rouges et des crêpes dont les inscriptions ne devaient pas plaire beaucoup à la police; il y avait aussi un drapeau rouge ; la foule était encore plus nombreuse qu'hier. Il n'y avait ni troupes ni police sur le parcours, l'ordre le plus parfait a été gardé ces deux jours-là par la foule et par les organisateurs. Plusieurs discours ont été prononcés au cimetière, en russe, en polonais et en jargon juif. Il y eut bien quelques petits incidents provoqués par des provocateurs ; résultat : quelques blessés. On s'arrache les télégrammes avec le manifeste du tsar ; beaucoup se sont réjouis des libertés promises, mais ce n'était pas pour longtemps. Après avoir bien lu et relu le manifeste, on s'est aperçu que c'était une blague, qu'il n'y avait pas dans le manifeste même la liberté de la presse, qu'il n'y avait pas la moindre garantie sur la sincérité du manifeste, que la première demande de tous les grévistes de toute la Russie : la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, n'a pas été satisfaite. Tout de même toute cette journée s'est passée dans une tranquillité relative à cause des obsèques.

Mercredi 1er novembre. — Aujourd'hui les rues sont animées de bonne heure ; usant de la liberté de réunion qui a été donnée, l'Organisation de tous les partis politiques a tenu de nombreux meetings en la ville (dans le cirque, dans les clubs, dans les synagogues, dans plusieurs salles, dans les rues, sur les marchés, au milieu des rues, dans toutes les écoles). Beaucoup d'orateurs parlaient en toutes les langues, des orateurs juifs, polonais, lithuaniens et même russes ; naturellement, ayant la liberté de la parole, on ne s'est pas gêné de parler; on parlait surtout sur la nécessité de continuer la lutte plus ardemment que jamais, pour obtenir une république; il y avait aussi des orateurs anarchistes-communistes. En voyant cette animation extraordinaire dans les rues, barrées par une foule énorme qui écoutait les orateurs, on croyait à l'anarchie. Beaucoup d'orateurs ont très bien parlé ; la plupart sont des ouvriers et des étudiants.

Jeudi 2 novembre. — Aujourd'hui les mêmes meetings, la même animation dans toute la ville. Ces deux jours se sont passés sans incidents graves. Mais on commençait à sentir le manque de pain ; sur l'ordre du comité du *Bound* et des groupes du *Parti ouvrier social-démocrate russe*, on a fait du pain et il a été vendu par des membres de l'Organisation au prix normal, à des heures fixées. Beaucoup de marchands ont voulu augmenter les prix des denrées alimentaires : plusieurs boutiques et les boucheries ont été, avec la permission de l'Organisation, ouvertes pendant quelque temps, car c'est surtout les pauvres qui souffraient du manque d'aliments ; alors toutes les marchandises ont été vendues par les membres de l'Organisation à des prix raisonnables; c'est eux qui vendaient et donnaient l'argent aux marchands. Tout cela a été fait assez bien.

On distribuait tous les jours des secours en argent et du pain aux pauvres atteints par la grève ; on payait les cochers, car on les a forcés à se mettre en grève. Même les *dvorniks* (portiers), sur les conseils de l'Organisation, se sont mis en grève pendant quelques jours ; ils demandaient de ne plus être subordonnés à la police, et une augmentation de salaire. Beaucoup de *gorodvoïs* (agents de police) ont fait aussi une petite grève, ils ne voulaient plus faire leur service après 10 heures du soir. Il semble que ce sont des hommes sur lesquels on pourrait compter, car ils sont aussi victimes de la bureaucratie que le peuple, mais aussitôt qu'ils ont leurs chefs à côté d'eux, ce ne sont plus des hommes, mais des animaux féroces.

Les voleurs aussi ont été forcés de faire grève pendant ces huit jours ; ils sont tous connus de l'Organisation. Avant la grève, ils ne devaient pas toucher aux ouvriers; si un ouvrier avait été volé, immédiatement on recherchait les voleurs et on les forçait de rendre le butin, et on passait le voleur à tabac.

Vendredi 3 novembre. — C'est aujourd'hui jour férié, à cause de l'anniversaire de l'avènement au trône de Nicolas II. De drapeaux nulle part, excepté à côté du *Sobor* et sur quelques administrations. La plupart des dvorniks sont en grève et s'il s'en trouvait un qui accrochât un drapeau, immédiatement un gamin, monté sur une échelle, l'arrachait.

Le matin ont eu lieu plusieurs meetings où fut annoncée la fin de la grève pour midi. A midi juste, la vie normale a repris tout entière, les magasins se sont rouverts, les cochers sont sortis, c'était un

soulagement et un contentement général. Mais... il y a toujours un mais! A 2 heures, il est arrivé ce qui devait arriver, les cosaques était restés dans la ville, contre la volonté unanime. Quelqu'un, qui n'est d'aucune organisation, — peut-être même un provocateur (la lumière sera faite) — a déchargé son revolver sur un officier de police qu'il a légèrement blessé. Il a été aussitôt arrêté. La foule, croyant que c'était un membre de l'Organisation, a exigé qu'il fût relâché, mais de la manière la plus pacifique. Soudain, les soldats, qui cherchent toutes les occasions de montrer leur férocité, ont tiré quelques salves, faisant sept morts et vingt blessés.

La terrible nouvelle se répandit par toute la ville. Aussitôt les magasins se referment; les cochers s'arrêtent; l'épouvante empreint tous les visages. Et comme, sans aucune raison, les pompiers sortaient en armes, la foule voulut leur barrer la route. Alors le *brand meister* (chef des pompiers) tira plusieurs coups de revolver, ainsi que ses hommes, sans heureusement atteindre personne. La foule exaspérée répondit par des coups de revolver et par des jets de pierres arrachées à la chaussée, blessant ainsi plusieurs pompiers.

Depuis quelque temps, des télégrammes privés annonçaient que des *progromes* avaient lieu dans toute la Russie. Ce n'était pas encourageant. Ici également on s'attend à quelque chose. Les vauriens entretenus par la police augmentent en nombre, se font plus audacieux et osent sortir en plein jour. Le soir, à 9 heures, on a commencé à barricader la porte cochère; on a rassemblé toutes les armes qu'on a pu trouver, barres de fer, haches, revolvers, marteaux, etc. Tout le monde est resté dans la cour jusqu'à minuit. Mais il ne s'est rien produit. On n'a pas dormi toutefois de la nuit, — je parle des poltrons. Il n'en manque pas ici et beaucoup filent à l'étranger.

Samedi 4 novembre. — Même animation. On tient des meetings. Le bruit des *progromes* se répand de plus en plus. A Kieff surtout, ce fut horrible. On vient d'arrêter un jeune chrétien qui répandait par les rues que sa sœur avait été coupée en morceaux par les Juifs. On l'a mené au club des intellectuels, où, pressé de questions, il a fini par avouer qu'ils étaient cent de son espèce à chacun desquels le maître de police avait donné un rouble pour répandre ce mensonge. A part ça, journée tranquille. Plusieurs trains ont pu partir. L'éclairage au gaz et à l'électricité a été rétabli et, cette nuit, nous n'avons pas veillé dans la maison.

Dimanche 5 novembre. — Ce matin ont eu lieu, avec la pompe accoutumée, les obsèques d'une victime de vendredi. C'était un chrétien. Enormément de couronnes avec des bandes rouges et des crêpes et avec des *inscriptions semblables* aux précédentes. Le drapeau rouge flottait. Une foule considérable a suivi le corps, qu'on avait déposé à l'hôpital israélite. Toutes les écoles, toutes les sociétés étaient représentées par des délégations. L'ordre a été parfait. Au cimetière, on a prononcé des discours et un orateur a fait jurer à la foule, composée en grande majorité de chrétiens, de porter secours aux juifs en cas de progromes.

L'organisation a enjoint aux juifs de ne pas sortir de la ville, car on craignait pour eux l'agression des *khouliganes*.

Ainsi s'est passée la journée, sans incidents graves. Mais personne n'était rassuré. Dans la nuit, on s'était préparé pour la défense. Des patrouilles de juifs armés ont circulé dans *toute* la ville. On avait même habillé quarante ouvriers en *khouliganes* et, ainsi vêtus, ils cherchaient à se mettre en rapport avec les vrais *khouliganes*, pour en connaître les intentions.

Dans la journée on a trouvé des affiches sur lesquelles on lisait: « Camarades, mort aux juifs, mort aux social-démocrates! » Autant que possible, on les arrachait. Les rues étaient pleines de monde et chacun était armé, qui d'une hache, qui d'une canne plombée ou d'une barre de fer, qui d'un marteau. Pour ma part, j'avais un gros fer rond. Les pompiers, prêts à faire cause commune avec la révolution, étaient dans les rues avec leur outillage. L'Organisation avait enjoint de laisser les portes cochères ouvertes (au grand mécontentement de notre propriétaire), pour qu'en cas d'agression quelque part, tout le monde pût se porter au secours des attaqués. Quoi qu'il en soit, rien n'est encore survenu cette nuit.

Lundi 6 novembre. — Enfin les journaux ont reparu. On avale les nouvelles d'un trait. On apprend les horribles excès des bandes noires et des *khouliganes*.

Ce matin, obsèques de six des victimes de vendredi, tous israélites. La cérémonie a eu lieu sans nulle pompe extérieure. Mais tout le monde avait les larmes aux yeux.

On a veillé toute la nuit dans la crainte des khouliganes. Il y a eu un instant d'alarme. On arrêtait les cochers pour interroger les voyageurs. L'un d'eux (un sous-préfet en civil, dit-on) a refusé de répondre et a même tiré un coup de revolver. La patrouille israélite l'a immédiatement arrêté comme provocateur et le signal convenu, une sonnerie de trompette, a fait accourir tout le monde en armes. Et ce fut tout.

Tout cela n'était pas très grave, et l'on se serait débarrassé des khouliganes, car nous étions tout de même plus nombreux. Mais, tout le mal venait de la police et des soldats, car non seulement ils ne défendent pas les habitants, mais ils aident les pillards. Il ne faut pas essayer de se défendre, car si vous avez le malheur de tirer un coup de revolver sur les pillards, les soldats, eux, tirent plusieurs salves: témoin ce qui s'est passé à Kieff, Rostow-sur-le-Don, Minsk, Tver, etc., etc. Aussitôt après l'incident de la nuit on vit sortir une compagnie de soldats. Heureusement que tout le monde a pu se sauver et se cacher à temps. Les soldats racontèrent le lendemain qu'ils étaient tellement furieux d'avoir été réveillés qu'ils auraient fusillé tous les juifs sans en laisser échapper un seul.

Mardi 7 novembre. — Ce matin, on a enterré encore deux victimes de vendredi, mortes hier. La journée s'est passée dans les transes. On déserte la ville. On a entendu un officier de police et un pope exciter les chrétiens contre les juifs et contre les étudiants. La semaine dernière, on distribuait des proclamations dans ce sens. L'archevêque *Nicandr* a fait afficher des proclamations en russe, en polonais et en lithuanien, dans lesquelles il fait un ardent appel aux sentiments humains de tous les chrétiens, leur défend au nom de l'Evangile de toucher à qui que ce soit. Cette proclamation, fort bien rédigée, fait une bonne impression.

Mercredi 8 novembre. — Ce matin, on a enterré une jeune fille, victime du massacre du dimanche 29 octobre; elle avait été grièvement blessée par un coup de feu. Un fait qui montre toute la férocité des soldats: avant la journée du 16, toutes les baïonnettes des fusils avaient été affilées et aiguisées. Aussi un jeune homme (élève de l'Ecole de commerce) a-t-il été transpercé de part en part d'un coup de baïonnette.

Jeudi de la semaine dernière, des cosaques se sont *rués sur* quatre paisibles passants, des jeunes gens qui venaient de ramasser quelques roubles pour les victimes des massacres, et les ont grièvement blessés; l'un d'eux est mort cette semaine.

Ces crimes sont encore impunis. Vers 2 heures du soir, aujourd'hui, eut lieu une nouvelle panique, tous les magasins ont immédiatement fermé. Il s'agissait de khouliganes qui essayaient de faire du scandale. On les arrêta, et après les avoir passés à tabac, on les remit entre les mains de la police...

Les orthodoxes dissidents avaient projeté de faire une manifestation *patriotique* avec le portrait du tsar, mais pour une cause qu'on ignore elle a été remise à dimanche prochain. Tout le monde a la mort dans l'âme, car nous avons vu, dans les autres villes, ce que signifient ces sortes de manifestations. Il est fort probable qu'elle ne sera pas tolérée.

Le bruit court que Trepoff a donné sa démission: c'est une trop bonne nouvelle pour qu'elle soit vraie. On dit qu'il *arrive* beaucoup de Russes à Vilna, mais ce sont seulement des on-dit; je vais tous les jours à la gare et, pour ma part, j'ai vu beaucoup de départs et jamais d'arrivées.

Il est 1 heure du matin. Cette nuit, nous ne sommes pas de garde.

Vendredi 10 novembre. — Le maître de police a été blessé, mais grièvement. Un commissaire de police a été tué, trois autres blessés. Un civil et un cocher ont été tués. La nuit s'est passée paisiblement.

M. L.

MOUVEMENT SOCIAL

Ce que c'est que la politique. — Le dernier numéro de *Pages libres* (11 novembre) nous raconte l'histoire de la nomination du citoyen Augagneur, député socialiste, au poste de gouverneur général de Madagascar.

« M. Herriot, futur candidat aux élections législatives, menaçait M. de Lanessan dans sa circonscription. M. Augagneur représenta à M. de Lanessan l'avantage qu'il y aurait pour lui, Lanessan, à ce que, lui, Augagneur, quittât la mairie de Lyon, si M. Herriot pouvait ainsi devenir maire de Lyon, et par suite, satisfait de cette situation, renoncer à une candidature législative. D'où le marché: Faites-moi nommer gouverneur de Madagascar, j'appuie Herriot à la mairie; Herriot, nommé, reste à la mairie, — et vous à la Chambre.

« En même temps M. Augagneur, très avisé, faisait appuyer sa candidature par M. Colliard, député du Rhône, en faisant miroiter à ses yeux la perspective de la mairie centrale. M. Colliard marcha comme un seul homme, et fit marcher ses amis (Briand, Millerand), dont on sait l'influence. Lorsque la nomination fut connue, M. Colliard alla trouver Augagneur et, tout en le félicitant, laissa percer sa joie de devenir maire de Lyon. »

Augagneur lui répondit que la place était promise à Herriot, et Colliard s'en alla furieux.

Et voilà comment l'on arrive.

❖ ❖

Ceux qui jugent. — A la chambre des appels correctionnels. Une jeune femme très pâle comparaît. Elle a été condamnée, en première instance, à six mois pour avoir volé une fourrure dans un grand magasin. Si elle eût été une grande dame, une bourgeoise, on l'eût déclarée kleptomane et elle n'eût pas été condamnée. Mais elle n'est que femme de chambre: alors c'est une voleuse. Pas de kleptomanie pour les pauvres.

Elle s'est laissé condamner par défaut, et ne s'est pas non plus présentée sur opposition. Pourquoi? Parce qu'elle avait honte. Elle parle d'une voix si faible, que l'huissier est obligé de se placer près d'elle et de répéter ses paroles à la cour. Elle supplie les juges d'appel de l'acquitter.

Non, ils ne veulent pas l'acquitter, parcequ'elle a déjà à son casier une condamnation à deux mois, pour vol. Pas de kleptomanie pour les pauvres. Ils consentent seulement à abaisser la peine à quatre mois.

La jeune femme pâle a fait un geste. Elle appuie quelque chose contre sa poitrine. Un claquement retentit, et elle tombe. Elle s'est tiré un coup de revolver au cœur. On l'emporte mourante.

Je voudrais ajouter que les magistrats présents ont jeté leurs robes avec colère, qu'ils se sont injuriés, qu'ils ont pleuré, qu'ils se sont enfuis et qu'on ne les a pas revus, qu'ils sont devenus fous, ou bien qu'ils ont démissionné, ou encore ont pris la résolution d'acquitter désormais toujours, coûte que coûte, — mais je ne sais pas, personne ne sait ce qui se passe dans la conscience des juges, et il est impossible de parler d'eux par analogie avec les autres hommes. La conscience d'un juge, cela doit être quelque chose d'effroyable.

❖ ❖

Conseils de guerre. — J'ai cité, la semaine dernière, le cas d'un adjudant ayant déserté en abandonnant femme et enfant, et condamné seulement à quatre-vingts jours de prison avec sursis, afin de ne pas briser sa carrière militaire. Et je célébrais l'indulgence des juges militaires.

Voici, cette semaine, le même cas, mais appliqué à un simple soldat. Hettemer, du 6e cuirassiers, a déserté quatre mois parce qu'on lui avait refusé l'autorisation de se marier avec sa maîtresse, dont il avait eu deux enfants. A l'encontre de l'adjudant, c'était un bon père de famille. C'était, de plus, un excellent soldat; et, en raison de ses excellentes notes et de ses antécédents irréprochables, le conseil ne l'a condamné qu'à trois mois de prison. Il n'en est pas moins vrai qu'il est plus durement frappé — trois mois pleins et sans sursis — que l'adjudant plus coupable, doublement plus coupable puisque adjudant. J'en conclus que ce qui est surtout puni en Hettemer, c'est le fait d'être un simple soldat.

J'avais décidément tort, la semaine dernière, de célébrer l'indulgence nouvelle et merveilleuse des conseils de guerre. Celui de Tunis vient de condamner deux hommes — Vervier et Riquier, 4e bat. d'Af. — coupables de bien peu de chose: l'un avait jeté un balai, l'autre un pain et une gamelle, à la tête de quelque supérieur. Enfantillage! Le « supérieur » n'était pas même égratigné. Le conseil a condamné Vervier et Riquier... à la peine de mort. Mon Dieu, oui, tout simplement.

R. Ch.

❖ ❖

Le 10 novembre, la Chambre vota un ordre du jour de confiance au ministère Rouvier, amputé du

guerrier Berteaux — et du citoyen Maxence Roldes, (de l'Internationale ouvrière).

A ce sujet, le pur Gérault-Richard, mameluck ministériel, écrit dans sa feuille :

« Sur cent trente-deux députés qui votèrent « contre nous, *il y a quatre-vingt trois nationalistes,* « *ralliés, cléricaux et monarchistes, soit les deux tiers.* « Et l'on peut voir ainsi le nom de Jaurès se mor- « fondre entre ceux du général Jacquey et du comte « de La Bourdonnaye. Quant à Rouanet, il voisine « avec MM. le duc de Rohan, le marquis de Ro- « sambo, le vicomte du Roscoat,— couac! couac!— « Savary de Beauregard et Eugène Schneider (du « Creusot). »

Cependant le dit Rouanet atteste dans l'*Humanité* que l'ordre du jour de défiance a réuni cent dix-huit voix « exclusivement socialistes et radicales ». Puis il ajoute : « Et de l'autre côté, combien furent- « ils pour accorder au gouvernement leur con- « fiance ? Trois cent soixante-quatre *sur lesquels* « *deux cent treize progressistes et réactionnaires.* »

Et dire qu'ils mentent peut-être bien tous les deux ! D.

❖ ❖

La propagande antimilitariste. — M. Flory vient de clore son instruction sur le manifeste antimilitariste publié à Paris lors du départ des conscrits. Sous l'inculpation d'excitation au meurtre et de provocation à la désobéissance adressées à des militaires, il a renvoyé devant la chambre des mises en accusation les vingt-huit signataires du placard incriminé dont les noms suivent :

Amédée Bousquet, Degoulet dit Urbain Gohier, Cibot dit Sadrin, Gustave Hervé, Desplanques, Eugène Vigo dit Almereyda, Victor Camu dit Léon Clément, Amilcare Cipriani, Le Guéry, Félicia Teutscher dite Numietska, Emile Laporte, Lazare Rogeon, Georges Yvetot, Emile Pataud, Louis Perceau, Victor Bosche, Bontemps, Jules Nicolet, Le Blavec, Castagné, Louis Grandidier, Dubéros, Eugène Merle, Mouton, Frontier, Garnery, Chanvin, Emile Coulais.

Le procès amènera certainement quelques bonnes journées de propagande antimilitariste ; nous ne pouvons donc que remercier M. le juge d'instruction.

MM. Laurent Tailhade, dont on connaît la lettre stupide et lâche, Han Ryner et Lefebvre bénéficient d'un non-lieu.

❖ ❖

Chez les instituteurs. — Un de nos amis, professeur d'école normale, nous communique la circulaire adressée à leurs collègues par un groupe d'instituteurs et d'institutrices de la Mayenne. Nous y trouvons la preuve qu'un esprit de liberté souffle présentement sur les maîtres de l'enseignement primaire. Les meilleurs d'entre eux, ceux que l'abolition de l'inique pourcentage et le vote de la loi Symian (qui a relevé les salaires) ont laissés insatisfaits, se groupent un peu partout dans une association d'avant-garde, plus active et plus énergique que les Amicales — avec lesquelles au surplus elle souhaite vivre en parfait accord. Cette association nationale s'intitule : *L'Emancipation de l'Instituteur,* —et c'est bien juste si elle n'ajoute point : *par l'Instituteur lui-même !*

La circulaire que nous envoie notre ami a pour objet de convier les instituteurs et institutrices de la Mayenne à s'inscrire à la jeune section départementale de l'*Emancipation* :

Nous y lisons :

« Nous voulons lutter contre tous les abus, quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent. Nous pensons que les instituteurs sont des hommes et des citoyens, qu'ils doivent jouir, en dehors de leur classe, de tous leurs droits d'hommes et de citoyens.

« Nous pensons qu'ils ont le droit de vivre de leur métier, et qu'il est indigne d'une République de ne pas trouver l'argent nécessaire pour les payer (ainsi d'ailleurs que celui nécessaire aux réformes sociales), alors qu'elle dilapide les milliards en gros traitements, en œuvres de guerre et de mort. Nous pensons que tous les instituteurs sont *égaux*, que les épithètes de directeurs et d'adjoints sont ridicules et surannées ; que chaque instituteur doit être le directeur de sa classe et ne relever que de ses chefs hiérarchiques. Nous pensons que l'enseignement laïque a besoin d'être laïcisé, que les devoirs envers Dieu ne sont pas du domaine de la morale laïque, que trop de livres scolaires sont mauvais et doivent être exclus de l'école. Nous pensons que l'enseignement laïque doit être résolument humanitaire et pacifiste, qu'il doit préparer la cité de demain en dénonçant les iniquités de la société actuelle. Nous pensons que les instituteurs doivent être protégés contre les abus de pouvoirs, que la réorganisation du Conseil départemental et du Conseil supérieur s'impose. »

Parmi les premières revendications présentées, quelques unes veulent être signalées. Les membres de l'*Emancipation* demandent :

Que les épithètes de directeur et d'adjoint disparaissent ;

Que tous les rapports (écrits et oraux) des instituteurs dits directeurs sur les instituteurs dits adjoints soient supprimés ;

Que chaque instituteur ait la libre consultation de son dossier ;

Qu'un instituteur dit directeur ne puisse pas demander le déplacement d'un instituteur dit adjoint, ni s'opposer aux nominations des maîtres de l'école ;

Que dans toute école de plusieurs classes, le conseil des maîtres soit souverain quant aux questions *pédagogiques* ;

Que le titulaire ait la direction pédagogique de sa classe.

D'autre part, les membres de l'*Emancipation* s'engagent :

« 1° A n'accepter aucun ordre d'un instituteur, dit directeur ; à ne tolérer aucune observation devant les élèves ; à tenir compte seulement de conseils courtois qu'autorisent l'âge et l'expérience, sauf à les discuter ;

« 2° A ne faire aucun service extra-réglementaire, surveillance, conduite des rangs, etc., si l'instituteur, dit directeur, n'en fait lui-même sa part.

« 3° A réclamer énergiquement lorsqu'ils se trouveront lésés. »

On le voit, les revendications de jeunes instituteurs rendent un beau son clair de liberté et d'égalité. C'est une nouvelle organisation du travail dont elles offrent l'ébauche. Les jeunes instituteurs cherchent à s'émanciper des servitudes abrutissantes et dégradantes que leur impose l'Etat, marchand d'instruction. Ils tendent à l'autonomie du corps enseignant et de l'enseignement lui-même. Ils veulent, comme le dit leur devise, *être des hommes, parce qu'ils ont à former des hommes.*

Nous sommes avec eux, en toute fraternité, dans le combat qu'ils vont entreprendre, comme nous sommes avec tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, luttent contre l'autorité malfaitrice.

Am. D.

❖ ❖

L'on sait que les robins de Montluçon ont condamné à six mois de prison un travailleur nommé Dagois chez qui, au cours d'une perquisition, l'on aurait trouvé un flacon de picrate de potasse.

Les socialistes très unifiés de l'endroit en profitent pour dauber ferme sur les anarchistes en général et réitèrent la vieille rengaine avec laquelle leurs copains du Nord ont réussi jadis à faire envoyer au bagne notre regretté camarade Girier-Lorion.

« Agent provocateur », c'est bientôt dit ou insinué. Mais que dire d'un parti prétendument fort qui ne trouve pas d'autres arguments pour se débarrasser d'adversaires.

❖ ❖

MONOGRAPHIE

(*Suite*) (1)

Roanne.

I. *La campagne roannaise. L'industrie roannaise* (le tissage des cotonnades). — II. *La crise industrielle.* — III. *Les conditions du travail.* — IV. *L'existence ouvrière.* — V. *La vie publique.* — VI. *La lutte ouvrière et l'organisation syndicale.*

III. — Les conditions du travail (Suite) :

Le travail aux pièces.

Parmi les ouvriers et ouvrières employés dans un tissage, l'immense majorité (90 0/0) travaille aux pièces. Seuls les manœuvres, les aides et certains ouvriers spéciaux (pareurs 4 0/0 environ et gareurs 3 0/0) sont payés à la journée.

Le mode de travail aux pièces est infiniment défavorable pour les ouvriers, si l'on considère les conséquences qui en découlent. Mais il est la suite naturelle de l'ancienne forme de production. Autrefois, je veux dire avant 1865, avant l'introduction du métier mécanique, les tisseurs travaillaient chez eux sur des métiers *à main*. Installés dans des caves pour conserver une certaine humidité nécessaire à la fabrication, ils encollaient eux-mêmes la chaîne, faisaient toutes les opérations du tissage. C'étaient des artisans libres, travaillant en famille. Ils prenaient les filés de coton chez le patron, sorte de fabricant à l'entreprise, et lui livraient ensuite les pièces achevées. Ils étaient en conséquence payés aux pièces.

La crise de la guerre de Sécession et l'introduction des métiers mécaniques ont fait plus ou moins vite disparaître les artisans travaillant chez eux et l'on a continué à payer les salaires suivant l'ancien mode auquel on était habitué, bien que les ouvriers modernes en entrant à l'usine aient aliéné leur liberté et qu'ils aient en réalité vendu au patron leur temps de travail. Vendant leur temps de travail, les ouvriers de fabrique devraient être payés par rapport au temps, c'est-à-dire à la journée.

Le salaire aux pièces avait une raison d'être pour les anciens artisans qui conservaient leur indépendance. Les ouvriers de fabrique, tout en travaillant aux pièces, n'ont conservé aucune liberté. Ils rentrent au sifflet et subissent un règlement d'atelier imposé par le patron. Ce règlement est affiché à la porte et chaque ouvrier est censé l'avoir accepté. Des amendes sont infligées par le directeur ou par le visiteur de coupes pour arrivée tardive, pour arrêt trop long aux cabinets d'aisances (!), pour défauts dans le travail, etc. Il est vrai que la plupart de ces amendes ont disparu dans ces dernières années. On m'a même assuré qu'il *n'y avait* plus d'amendes ; seulement il y a des « rabais » pour malfaçons. Je doute que les ouvriers y voient quelque différence.

Enfin, il y a encore des ateliers où les tisseurs ne sont pas appelés à vérifier eux-mêmes leur travail sur le rouleau métrique.

L'indépendance des ouvriers payés aux pièces n'existe pas. Ils ont subi, et ils subissent encore en beaucoup d'endroits, l'autorité des gareurs, lesquels poussent à la production, tracassent les tisseurs pour le moindre retard, le moindre dérangement aux cabinets ou ailleurs et provoquent souvent le renvoi de ceux dont la tête ne leur plaît pas.

Théoriquement, les renvois sont faits pour infractions au règlement ou pour malfaçons répétées. Mais beaucoup de camarades ont eu à souffrir de vexations injustifiées. Et un renvoi a des conséquences d'autant plus graves que les industriels exigent pour l'embauchage un certificat indiquant le précédent atelier. C'est ce que le rapport patronal avoue lui-même sous d'autres termes : « L'habitude du livret s'est conservée. » Ainsi une « forte tête » a des chances de ne plus trouver d'occupation.

La discipline était même aggravée, il y a quelques années, par certaines servitudes religieuses. Le rapport du syndicat ouvrier déclare que dans un atelier on dit la prière matin et soir ; dans un autre, les femmes ouvrières sont « invitées » aux sermons des prêtres de passage chez l'industriel ; dans un autre, les travailleurs sont renvoyés s'ils s'absentent pour assister à un enterrement ou à un mariage civils. Encore actuellement, les prières existent dans un tissage, mais elles ne sont plus obligatoires, seulement les portes sont fermées pendant la cérémonie.

Pour assurer la soumission de ses salariés, un industriel a établi des logements ouvriers. C'est ainsi qu'à Roanne il loge, si je me souviens bien, une soixantaine de familles.

A Pouilly-sous-Charlieu où ce même industriel possède une autre fabrique, presque tout le personnel est logé, d'ailleurs, à des prix suffisamment rémunérateurs pour le fabricant philanthrope. Et, d'autre part, notre homme ne perd jamais rien, il ne connaît pas les aléas des autres propriétaires, les loyers sont établis à la quinzaine et retenus sur la paye de chaque quinzaine. De cette façon, il tient ses ouvriers, et, en cas de grève, il les ferait expulser de leurs logis.

En même temps ce philanthrope, qui possède des vignobles, a trouvé le moyen d'assurer la vente de son vin. Il l'affiche dans ses usines, et les ouvriers se feraient souci de ne pas se servir chez leur patron ; le prix leur en est retenu sur leur quinzaine.

Il y a encore deux autres fabricants de Roanne qui font la vente de leur vin à leurs ouvriers ; mais ils le vendent au litre par l'intermédiaire du concierge de l'usine qui est censé faire le commerce à son compte.

Le travail aux pièces n'a donc pas été pour les ouvriers un moyen de conserver même un semblant d'indépendance. D'ailleurs un ouvrier en entrant

(1) Voir les numéros 23, 24, 25, 26 27, et 28.

dans une usine *vend son temps de travail*. Il est volé si on ne paye pas tout son temps, et c'est ce qui arrive avec le salaire aux pièces. Que le tisseur interrompe sa besogne pour n'importe quelle raison, pour aller aux cabinets, par exemple, le temps est perdu pour lui. Mais il y a mieux; quand une pièce est achevée, il faut monter une nouvelle chaîne; tout le temps pendant lequel le gareur opère ce montage (cela peut durer deux heures) est perdu pour le tisseur. Et cependant c'est là une perte que seul le patron devrait supporter. Il y a encore le balayage, car le nettoyage des ateliers est fait pendant le temps de travail, en dépit de toutes les règles d'hygiène. L'inspiration des poussières est extrêmement nocive pour les poumons; mais qu'importe aux patrons, les ouvriers doivent balayer à 11 heures et à 5 heures, c'est-à-dire une heure avant les sorties de l'atelier. Pendant le balayage il y a forcément interruption de travail et perte sèche pour l'ouvrier.

Ce n'est pas tout. Si le fil est mauvais et se casse fréquemment, si la chaîne est mal parée, il y a des retards dans la production et c'est l'ouvrier seul qui en pâtit. Un tisseur peut ainsi, avec une mauvaise chaîne, mettre deux fois plus de temps à fabriquer une pièce: et une pièce ne se fabrique pas en un jour; avec une chaîne mal parée, un tisseur peut rester deux mois à demi-solde.

Enfin le travail aux pièces entraîne cette conséquence absurde d'obliger les ouvriers à rester pendant dix heures à l'atelier pour un salaire moitié moindre, puisqu'ils ne conduisent qu'un métier.

D'autres conséquences encore résultent du travail aux pièces : c'est d'abord d'inciter les ouvriers à précipiter leur travail, à se hâter continuellement pour ne pas voir écorner leur maigre salaire. Et cette intensification de l'effort aboutit à la diminution des salaires. Il semblerait qu'avec le salaire aux pièces, plus l'ouvrier travaille, plus il gagne. Mais si cela peut être vrai au début, c'est une vérité de courte durée. Le patron diminue bientôt les salaires « à un taux raisonnable », et la concurrence ouvrière aide cet « équilibre » à s'établir. Plus l'ouvrier se hâte pour gagner, plus il pousse le patron à réduire les prix de façon. Ainsi l'effort des salariés se retourne contre eux-mêmes.

En fait, les salaires aux pièces sont établis d'après le travail des plus zélés. Pour arriver à un salaire à peu près normal (?), il faut que les camarades suivent l'exemple des plus zélés, c'est-à-dire de ceux qui ne voient pas plus loin que leur gain immédiat. Lorsqu'un article nouveau apparaît, le patron a soin de le donner d'abord à un bûcheur auquel on fournit du coton de bonne qualité; alléché par l'appât du gain, le bûcheur précipite son travail et arrive à se faire un salaire extraordinaire. Alors le fabricant réduit le prix de façon au taux du salaire ordinaire, mais sur la base d'un travail intensif. Ainsi il se produit une espèce de concurrence ouvrière; et on s'explique en tout cas que le travail aux pièces donne des salaires si bas.

Le travail aux pièces favorise également les longues journées, surtout chez les ouvriers isolés. Je ne parle pas ici de Roanne. Mais en général on peut dire que les ouvriers répugnent davantage à la prolongation de la journée de travail qu'à l'intensivité de l'effort. Rester prisonniers une ou deux heures de plus dans une usine est une servitude pénible. Les salariés la ressentent très vivement et ils préfèrent ordinairement aller plus vite en besogne, se fatiguer davantage et avoir fini plus tôt.

Il semble même que le besoin de raccourcir la journée de travail devrait être surtout urgent dans les industries où les femmes travaillent, car c'est sur les femmes que retombent les occupations du ménage et les soins des enfants après les heures d'atelier. Mais la pression prolétarienne a été pendant longtemps trop faible, principalement là où existait l'emploi des femmes, pour arriver à raccourcir la journée de travail. On a bien pu réclamer au point de vue philanthropique et le gouvernement a pu émettre, par intérêt bien compris, des lois protectrices sur le travail; ces lois ont été plus ou moins éludées, surtout quand il n'y avait en jeu qu'une philanthropie de façade. Cependant les revendications prolétariennes, grâce à la pression des ouvriers travaillant à la journée, ont imposé une certaine limitation du temps de travail. Quand la loi du 30 mars 1900 a décrété la réduction par paliers de la journée à dix heures pour les femmes et pour les travailleurs des deux sexes dans les ateliers où les femmes sont employées, elle n'a fait qu'aider à généraliser une revendication déjà acquise en beaucoup d'endroits ou sur le point de l'être; et cependant la loi, comme les précédentes, n'est pas respectée absolument partout.

A Roanne, depuis la loi, la journée a été réduite à dix heures dans les délais légaux. On travaille de 6 heures ou 6 h. 1/2 à midi et de 2 à 6 heures ou 6 h. 1/2. Pour ne rien perdre de leurs salaires, les tisseurs ont précipité leur travail, si bien qu'après la réduction de la journée le rendement a été le même.

Naturellement les gareurs ont bénéficié de la réduction de la journée à dix heures (et sans diminution de salaire). D'ailleurs la journée de dix heures est maintenant générale dans l'industrie textile à Roanne, même dans les ateliers de parage, quoique les femmes n'y travaillent pas. Les pareurs, payés à la journée, ont obtenu de ne faire eux aussi que dix heures; mais les fabricants se sont arrangés pour intensifier le travail: en même temps ils ont voulu diminuer le salaire des pareurs de 6 fr. à 5 fr. 50. Si je me souviens bien, la diminution a eu lieu, mais dans certaines maisons on restitue les 50 centimes sous forme de gratification.

En définitive, la journée de dix heures a donné aux patrons un léger bénéfice par une petite diminution des frais généraux. Malgré cette conséquence, les patrons n'ont pas été satisfaits. Si la limitation de la journée de travail leur est indifférente pour la période de morte-saison, ils réclament contre sa stricte application pendant la période d'activité. Leur désir serait qu'il pût y avoir des dérogations quand le travail presse; ils voudraient aussi que la réglementation du travail fût faite par semaine et non par jour, ce qui serait d'ailleurs plus difficile à contrôler.

J'ai dit que la réduction de la journée à dix heures n'est traduite par l'intensification du travail. Je sais bien que les patrons ont toujours une tendance à intensifier le travail; mais ici, avec le salaire aux pièces, les ouvriers ont été eux-mêmes poussés à augmenter la production.

La réduction de la journée perd une partie, tout au moins, de ses avantages par une fatigue plus forte. Mais le souci immédiat de l'existence empêche les salariés de se préoccuper de leur santé et de leur bien-être; il faut vivre avant de penser que la prolongation de la journée ou que l'intensivité du travail aboutissent l'une et l'autre à une usure plus rapide de l'organisme.

Dans le tissage, c'est l'attention surtout qui est nécessaire. Cette attention est aussi une dépense de forces, une dépense nerveuse considérable. Cette fatigue nerveuse est moins apparente que la fatigue musculaire, quoi qu'elle se traduise par une dépression pénible contre laquelle l'ouvrier est amené trop souvent à lutter par l'usage exagéré des boissons alcoolisées. Mais cette fatigue contribue à mettre l'organisme en état de moindre résistance, elle aide à l'invasion et à l'évolution des maladies, de la tuberculose par exemple.

Contre l'intensification du travail moderne et contre la fatigue et l'usure qui en sont la conséquence, il faut en arriver à une diminution plus grande de la journée de travail. La Confédération a mis son effort actuel à imposer au patronat la journée de huit heures. La *Voix du Peuple* a rassemblé et mis en lumière tous les arguments les plus frappants pour montrer que la réduction de la journée à huit heures signifie plus de bien-être et plus de santé.

Or, si les tisseurs de Roanne ont accepté la journée de dix heures, il paraît difficile qu'ils puissent revendiquer celle de huit heures et ajouter leur effort à celui des autres corporations qui ont déjà pu imposer aux patrons le salaire à la journée. Le travail aux pièces s'oppose à la diminution du temps de travail, tout au moins au delà de certaines limites.

D'ailleurs le travail aux pièces ne favorise pas le développement de la solidarité. L'agglomération de l'usine a cependant fait disparaître le particularisme des anciens artisans. Il n'en est pas moins vrai que lorsque les ouvriers se présentent à la caisse, il n'y a pas identité de salaires, chacun touche suivant son travail individuel, et ce n'est pas en ralentissant son propre effort qu'on aidera son voisin. J'ai déjà parlé de cette espèce de concurrence qui existe dans le travail aux pièces; j'ai déjà cité ces bûcheurs qui tiennent à vanité leur rapidité dans la besogne et qui ne voient que leur gain immédiat. Les prix de façon pour un article spécial peuvent être conclus avec un ouvrier en particulier, qui est, pour une cause ou pour une autre, parsuite de conditions de vie spéciales, plus enclin à accepter les prétentions patronales.

Il en résulte un certain particularisme savamment entretenu par la direction. Il y a des ouvriers favorisés auxquels on donne les articles avantageux et le meilleur fil; ce sont les ouvriers du cadre, les jaunes, dont les intérêts sont ainsi mis en opposition avec ceux de leurs camarades.

Enfin le travail aux pièces fait supporter aux tisseurs les négligences des pareurs. Et ces conséquences viennent encore s'opposer à la solidarité des différentes catégories de travailleurs. Il n'y a pas si longtemps qu'un pareur se considérait comme un ouvrier privilégié et s'en montrait plus ou moins vaniteux.

En résumé, le travail aux pièces apporte toutes sortes d'entraves à l'amélioration du sort des ouvriers et à leur effort d'émancipation. C'est un mode de travail retardataire qui ne subsiste ordinairement que dans les industries arriérées et pour les corporations fortement exploitées. Partout où l'essor industriel s'est développé, ce mode de travail a fait place au travail à la journée et aux salaires élevés. Le travail aux pièces va de pair avec les bas salaires; et c'est ce que l'on voit à Roanne.

(*A suivre.*) M. Pierrot.

✱ ✱

MOUVEMENT OUVRIER

Le gouvernement s'étant refusé à assurer aux ouvriers des arsenaux de la marine la liberté de penser, de parler et d'écrire en dehors des heures de travail, la grève générale a été déclarée.

Les ouvriers des arsenaux se sont affirmés en ces dernières années d'une réelle énergie et l'unanimité avec laquelle le mouvement actuel a été engagé dans trois ports sur cinq, montre des travailleurs conscients, sûrs d'eux-mêmes et résolus, quoi qu'il arrive, à faire respecter leurs droits.

Il était donné à notre République bourgeoise qui inscrit sur tous ses monuments cette formule menteuse : *Liberté, Egalité, Fraternité*, de refuser et de frapper les travailleurs qu'elle exploite pour avoir osé parler selon leur conscience.

« Nul ne peut être inquiété pour ses opinions politiques et religieuses », dit un article de la Déclaration des Droits de l'homme affichée partout, et l'on sait combien tous les gouvernements qui se succèdent en tiennent compte.

Ici c'est l'Etat, comme patron, qui interdit à ses ouvriers de penser : cette servitude, nous l'avons signalée bien des fois, les ouvriers des arsenaux semblent une fois pour toute bien décidés à y mettre fin.

Mais ce n'est pas tout; les travailleurs des arsenaux ont l'intention de profiter du mouvement pour poser les revendications minimum que voici :

1° Retrait des punitions infligées aux camarades de Brest et de Lorient, et déplacement des chefs coupables de tels abus de pouvoir;

2° Unification des salaires par classe à réaliser dans une année au lieu de cinq;

3° Augmentation des retraites pour les ouvriers;

4° Retraite aux ouvrières des écoles de pyrotechnie et des hôpitaux de la marine;

5° Retraites proportionnelles pour les veuves et pour les orphelins des ouvriers décédés après quinze ans de service;

6° Suppression de la troisième visite médicale imposée après quatre ans de service aux ouvriers stagiaires devant passer permanents;

7° Suppression des travaux à la tâche;

8° Suppression de la régie directe par l'immatriculation immédiate de tous les ouvriers de cette catégorie.

Revendications qui, comme l'on peut s'en rendre compte, n'ont rien de bien révolutionnaire.

Et combien je regrette de ne pouvoir donner ici le texte des déclarations à la fois si fières, si nettes et si énergiques adressées par le comité syndical à tous les travailleurs des arsenaux! Une partie de l'affiche proclamant la cessation du travail fait appel « Aux camarades soldats » que l'on ne manquera pas d'opposer aux grévistes, et cette partie est non moins énergique.

A l'heure où j'écris, la cessation du travail vient seulement de s'effectuer. Les journaux annoncent que partout les troupes sont consignées, que des garnisons environnantes d'autres troupes sont prêtes à partir sur le théâtre de la grève, etc., etc.

De son côté, la Confédération générale du travail, que l'on avait cru abattre en lui retirant les locaux dont elle disposait dans l'immeuble préfectoral de la rue du Château-d'Eau, a envoyé ses militants porter leur appui aux grévistes. C'est la classe ouvrière tout entière qui se solidarise avec les travailleurs des arsenaux.

C'est une phase suprême de la lutte entre l'Etat-patron et ses exploités qui s'engage, et qui peut être grosse de conséquences.

Les ouvriers des arsenaux en ont conscience et sauront vaincre.

❖ ❖

Il est certain que l'exploiteur Geliot, habitué à *toujours* parler en maître, ne s'attendait pas à une pareille résistance de la part des malheureux, qu'il exploite. Et cependant il croyait bien avoir pris toutes les précautions possibles, car il fallait être du pays pour pouvoir travailler dans ses bagnes. Mais tout a une fin et à force d'abus les malheureux, hier encore ouvriers agricoles, devenus aujourd'hui serfs, se sont en fin de compte révoltés. L'orgueil du maître a été surpris et il ne veut pas céder. Misère pour misère les trois mille cinq cent exploités préfèrent continuer la grève que de retourner au travail aux anciennes conditions.

J'ai dit la semaine dernière que, malgré la preuve qu'ils avaient faite que nulle autre part les salaires étaient aussi bas, le patron s'était refusé à tenir ses engagements antérieurs. Il persiste dans son attitude.

Le patronat agricole du Midi, qui n'a pas encore pu digérer que les exploités à son service se soient formés en puissants syndicats tout comme les travailleurs de l'industrie tente tout pour briser l'organisation ouvrière.

A *Fleury d'Aude* les gros propriétaires espéraient démolir le syndicat en renvoyant ses meilleurs militants. C'est ce que n'ont pas permis leurs camarades qui s'y sont formellement opposés. Les patrons n'ayant pas voulu céder, les ouvriers ont quitté le travail.

La grève est générale pour tous les ouvriers de Fleury d'Aude. Immédiatement la soldatesque a été envoyée et il y a trois cents hommes de troupe pour deux cents grévistes. Naturellement il fallait justifier ce déploiement de force et, pour le faire, des arrestations ont eu lieu. Cela n'a pas ému les grévistes qui résisteront jusqu'à complète satisfaction.

P. Delesalle.

❖ ❖

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Le 19 septembre écoulé, le patron de la « Barraca Germania » de Rosario jugeait à propos d'augmenter les heures de travail de ses ouvriers et, comme de juste, de rabaisser les salaires, ce qui rétablissait sans doute à son avis les proportions convenues.

Or, les ouvriers n'ont pas eu tout à fait la même opinion, car aussitôt ils se sont déclarés en grève et ils ont été suivis par tous les ouvriers des débarcadères voisins et bientôt après par tous les travailleurs du port. Voilà l'origine des faits qui se sont déroulés depuis, racontée par le président de la chambre de commerce de Rosario au président de la République. Vous voyez que la source n'est guère susceptible d'être taxée de sympathie envers les prolétaires.

Les événements se succédaient sans encombre d'une façon tout à fait *pacifique*, au dire de la gent officielle. Cependant, les ouvriers avaient acquis un grand avantage par la fusion des deux syndicats du port qui désormais devaient marcher d'un commun accord contre l'ennemi commun : le Capital.

Des pourparlers avaient été entamés entre patrons et ouvriers pour la reprise du travail ; elles auraient peut-être abouti, si les patrons ne s'étaient avisés de vouloir enrégimenter les salariés dans une association qu'ils tentaient de fonder et qu'ils appelaient pompeusement : « Ligue pour la protection du travail libre ». Cette fameuse ligue, morte avant d'être née, a été la pierre de touche qui a déterminé d'abord la fusion dont j'ai parlé, ensuite la croissance de l'agitation ouvrière.

Le mouvement ainsi commencé n'ayant pas de solution, les ouvriers de Rosario ont demandé l'appui de leurs camarades de Buenos-Aires qui ont répondu comme un seul homme et depuis le 1er octobre on ne travaille pas au port de la capitale. Un autre avantage et non des moindres déterminé par ce mouvement, a été l'union au moins temporaire de la *Federacion de Estibadores* avec la *Sociedad Argentina de Obreros del Puerto*. Pour bien comprendre l'importance de cette union, il convient de faire savoir que ce dernier syndicat avait été fondé par les cléricaux justement pour enrayer la résistance soutenue du premier et détruire sa cohésion.

De l'avis de tout le monde, les bourgeois y compris, les grèves se déroulaient dans l'*ordre le plus parfait*, ce qui n'a pas empêché le gouvernement de décréter l'état de siège, parce que — a-t-il prétexté — *les intérêts du pays* étaient en jeu et on ne pouvait les livrer au *caprice* des ouvriers. Le prétexte était des plus ingénieux.

Malgré cela, l'agitation n'a fait qu'augmenter. Le journal *La Protesta a été fermé*, mais le mouvement ouvrier, loin de cesser, prend chaque jour plus d'extension. Ce que voyant Dame Police et afin de tâcher d'arriver à un arrangement entre les parties aux prises — disait-elle — sans doute aussi pour exiler les plus rebelles, *en quoi* elle aura vraiment de l'ouvrage, Dame Police a permis aux ouvriers de se réunir au théâtre Iris pour faire cesser la grève. Dans la réunion il a été décidé de ne pas recommencer le travail jusqu'à ce que l'on ait accordé tout ce que les ouvriers demandaient. La débâcle de la police a été on ne peut plus complète.

La grève bat son plein et l'issue est encore douteuse. Des troubles ont eu lieu, des faits isolés ici, très graves à Rosario, d'après des nouvelles particulières. La censure ne laisse passer aucune nouvelle ayant trait aux événements en cours, mais je sais qu'hier il y a eu des émeutes à Rosario, où les ouvriers ont résisté aux troupes. De leur part ils ont eu plus d'une centaine de victimes, morts et blessés ; les troupes ont eu de leur côté plus de quarante soldats mis hors de combat. La ville est remplie de barricades, en pleine révolution.

Par le prochain courrier je vous enverrai d'autres détails.

S. G.

❖ ❖

SOCIÉTÉ DE RÉSISTANCE DES MATELOTS ET CHAUFFEURS DE LA MARINE.

Fondée le 28 Juin 1903.

Buenos-Aires, 12 octobre 1905.

Camarades des *Temps Nouveaux*,

Voilà beau temps déjà que le gouvernement et le capital travaillent à faire disparaître toutes les sociétés de résistance, surtout celles qui intéressent l'activité du port de la capitale et de tous les ports de la République. Toutes les conventions conclues ces dernières années ont été violées, et comme il n'y a rien qui protège le travailleur en ce pays si fertile, mais si mal administré, les capitalistes font ce qu'ils veulent ; les autorités, à commencer par Quintana, leur sont vendues corps et âme. (Quintana, président de la République, et Villanueva, président du Sénat, sont d'anciens avocats défenseurs des Compagnies anglaises de chemins de fer.) Vous imaginez en quelles mains se trouvent la vie et la sécurité personnelle des prolétaires de l'Argentine.

Le 1er octobre, tous les corps de métier qui se rattachent à l'industrie des transports se sont mis en grève, matelots, employés de chemins de fer, chauffeurs, charretiers, bateliers, etc., etc., non seulement à Buenos-Aires, mais dans tous les centres du pays. Notre maître Quintana, sur l'ordre qu'il en a reçu du Syndicat des armateurs et des gros exportateurs de céréales, nous a octroyé l'état de siège depuis le 7 au soir. Les deux journaux *La Vanguardia* et *La Protesta* sont confisqués. Un grand nombre de camarades ont été arrêtés et emprisonnés — pour combien de temps ?...

Il est donc nécessaire de combattre énergiquement l'émigration à destination de l'Argentine ; il n'y a pas de terre au monde où l'exploitation des travailleurs soit plus cynique.

L'état de siège a été proclamé pour quatre-vingt-dix jours et la *Aurora del Marino* ne pourra paraître.

Salut et Anarchie.

S. Corvetto.

❖ ❖

SERBIE

Le compagnon Vitor Pavlovic nous annonce de Belgrade que l'organe des anarchistes serbes *Le Pain et la Liberté* a dû momentanément cesser sa publication.

« Messieurs les social-démocrates, écrit-il, jaloux « des progrès que faisaient nos idées à Belgrade, « n'ont rien négligé pour nous réduire à cette triste « nécessité. Eux qui dans leurs programmes se dé- « clarent pour la liberté de la pensée, se sont servis « des procédés les plus vils, les plus honteux, pour « abattre le journal anarchiste, pour étouffer notre « parole libre.

« Ils l'ont boycotté dans leurs syndicats et, dans « leur journal, ils n'ont pas craint d'écrire que « nous étions payés par la bourgeoisie pour briser « le mouvement ouvrier. Chose extraordinaire : ce « n'est pas sous les coups de la police, mais de ces « messieurs, que nous tombons ! »

Comme on le voit, les démocrates-socialistes de tous les pays se ressemblent. Leur autoritarisme et leur mauvaise foi sont vraiment chez eux des caractères internationaux.

V. Pavlovic termine sa lettre en nous assurant que ses camarades et lui ne sont nullement découragés et qu'ils font de leur mieux pour s'organiser solidement et hâter la réapparition de leur journal.

❖ ❖

PANAMA

Ouvriers massacrés. — La jeune République de Panama vient de s'offrir son premier massacre d'ouvriers.

A Colon, le 1er octobre, arriva le vapeur *Versailles*, venant de la Martinique et ayant à bord 650 manœuvres engagés par contrat pour les travaux du canal de Panama.

Ces hommes refusèrent de débarquer, en alléguant que la situation faite aux ouvriers sur le canal était intolérable. Les autorités intervinrent et réussirent à décider 500 hommes à débarquer, mais les autres persistèrent dans le refus de descendre à terre. On appela alors un détachement de police armé de fusils et de baïonnettes ; il se présenta à bord sans que les mutins changeassent d'attitude. On leur accorda deux heures pour réfléchir, et comme, ce délai écoulé, ils refusaient encore de quitter le navire, on lança sur eux la police. Ce fut une scène terrible. Les agents, armés de gourdins, se jetèrent sur les malheureux ouvriers, qu'ils frappèrent et assommèrent : bientôt le pont fut couvert de sang. 30 des ouvriers se jetèrent à la mer et furent recueillis par des embarcations.

Il n'est pas un seul des 150 hommes qui n'ait reçu quelques blessures. Ils ont été expédiés par chemin de fer à Corozel.

La maison Hachette concessionnaire des kiosques et dépôts de librairie des gares nous fait savoir que l'administration des chemins de fer l'a avisée d'avoir à suspendre immédiatement la vente dans les gares de l'*Almanach de la Révolution*. C'est au moment où en Russie le peuple conquiert la liberté de la presse que l'on essaie de l'étrangler en France.

L'article antimilitariste d'Hervé serait en partie cause de cette stupide interdiction, aussi le dessin tant d'actualité de notre camarade Joujouh.

Il est au moins surprenant que des compagnies chargées d'un service public puissent s'arroger ainsi le droit de restreindre suivant leur bon plaisir la liberté de la presse.

P. D.

VARIÉTÉ

Art appliqué — Art nouveau

(*Suite*) (1).

Que dire enfin des colonnes torses, comble de la dérision, qu'ils allèrent pêcher dans la décadence du Bas-Empire ? Laurent Bernin copia celles du baldaquin de Saint-Pierre de Rome érigée sous le pontificat d'Urbain VIII sur celles cédées par l'exarque de Ravenne au pape Grégoire III. La mode s'en répandit, et l'on put voir des supports colossaux, serpenter mollement dans les airs. Les gothiques avaient pratiqué des cannelures torses sur la surface de certains supports ronds, mais encore qu'ils fussent de petite dimension, le mouvement de spirale très allongé, produit par des rainures vives, mais peu profondes, ne décentralisait pas l'axe de la colonne ; tandis que celle du Bernin fait une spirale boudinée, fort accentuée, ce n'est plus une torsion, mais une contorsion, les axes ne correspondent plus ou semblent ne plus correspondre, et c'est suffisant pour produire l'impression qu'elles vont

---

(1) Voir les numéros 23, 24, 25, 26, 27 et 28.

s'aplatir sur le sol, ou tourner en vrilles comme celles en verroterie à la devanture des orgues de foire.

Ce mélange de décadence ancienne, à l'esprit d'une époque nouvelle, ne pouvait pas produire un ensemble rigoureusement logique, vigoureux, prime-sautier, sain dans son homogénéité. Les règles admises n'empêchèrent toutefois pas une pléiade de beaux artistes: Donatello, Botticelli, Michel-Ange, Raphaël, Benvenuto et tant d'autres, de manifester leur personnalité libre dans les détails; sculpteurs, peintres, décorateurs, ciseleurs, produisirent à l'envi une foison de chefs-d'œuvre, pris séparément, mais beaucoup ne comprirent pas le simple sentiment des proportions logiques, le discernement que fit la grandeur des Grecs, qu'ils ignorèrent, des gothiques, qu'ils traitèrent de barbares; et leurs monuments, tel Saint-Pierre de Rome, malgré leurs dimensions énormes, semblent moins grands qu'ils ne sont en réalité; la surcharge, l'enchevêtrement des motifs, des couleurs, des marbres, des bronzes, sans repos sans grande ligne, partant d'une base ayant son développement complet, auquel se rattachent tous les détails, ne nous impressionnent qu'en se comparant à ces figures colossales, à ces consoles aux volutes prodigieuses, et ce n'est qu'après plusieurs visites qu'on s'aperçoit que ces chapelles du pourtour sont grandes chacune comme une cathédrale.

La France prit ces errements de la Renaissance italienne, pour des modèles de classiques renouvelés. Mansard copia les colonnes du Bernin aux Invalides, et ces fûts, comme l'a fait remarquer Laugier, ne sont plus des supports solides et sains, mais ressemblent aux jambes estropiées d'un bancroche.

Comme en Italie, les frontons furent des plus fantaisistes. Ridicule appropriation dans nos contrées où les brumes, les ondées fines, les neiges persistantes, exigent des pentes raides, pour rendre rapide un écoulement continu de plusieurs jours, de toute une saison parfois. Les uns inscrivirent des frontons courbes dans le tympan d'un fronton triangulaire, pour enfermer sous cette courbe un nouveau triangle (comme au grand pavillon du Louvre); d'autres firent des frontons cintrés, absurdes en ceci : qu'ils supposent un toit cylindrique; d'autres les ont superposés, figurant une superposition de toits; quelques-uns enfin, comme les architectes de la grande galerie du Louvre (côté de la Seine), posèrent une suite de frontons tout le long de l'édifice : au lieu de correspondre au toit d'un comble, ils se détachent sur une longue toiture dont le faîte les surpasse, présentent une suite de faux toits, dont la façade est adossée à un vrai toit vu de profil.

L'ornementation perd son caractère d'homogénéité. Continuant les traditions romaines, on veut faire riche à outrance : le décor sculpté ou peint prend tant d'importance que le détail tue l'ensemble. La ligne primitive est étouffée, ce n'est plus les membres d'un ensemble proportionné logiquement, rigoureusement, et ornementé avec discernement; non, c'est une prodigalité d'ornements des plus disparates, un mélange d'ancien rajeuni et de fantaisie puisée dans le paganisme.

L'acanthe fournit sous forme de culot l'ornementation des rinceaux en spirale, d'où s'échappent des guirlandes de fleurs et de fruits les reliant à des cartouches aux créneaux de cuir enroulés, fixés par des rosaces. Des figures mythologiques s'y mêlent, sphinx accroupis, sirènes, centaures, chimères, s'enchevêtrent à l'envi; le tout est rehaussé d'or et polychromé dans des tons naturels, et modelé dans le but d'imiter la nature. Si ces ornementations sont peintes, soit en tons naturels, soit en camaïeu ou en grisaille, pour mieux simuler le relief, les clairs, les reflets sont prodigués jusqu'aux ombres portées sur le fond.

Les murs sont tendus de tapisseries : Gobelins, Beauvais, Flandres, Aubusson reproduisant des compositions de Rubens, ou autres, conçues pour la peinture, procédé tout opposé par essence au travail textile. Ajoutez à cela un dessin souvent massacré par l'inaptitude du tisserand, bon ouvrier mais pas artiste, et par le procédé industriel faisant dévier d'un, deux ou trois points, un contour d'une finesse presque inappréciable. Si la sculpture produisit de beaux morceaux comme ceux d'un Michel-Ange, d'un Benvenuto, d'un Goujon, d'un Puget, la peinture a fait de grands progrès. Le procédé à l'huile, innové par les artistes gothiques de l'époque de Memling, se développe; Italiens, Flamands, Hollandais, Français, Allemands, Espagnols, produisent des génies qui font école. Le mysticisme religieux du moyen âge ne satisfait plus aux allégories mythologiques, la science anatomique, pousse à une étude plus approfondie du type humain. Le gothique s'exprimait par des détails, des attributs conventionnels, des scènes mimées, par des personnages à la physionomie impassible; l'artiste de la Renaissance, possédant un procédé d'exécution se prêtant mieux au modelé des tons, lui offrant l'avantage d'une gamme plus riche en nombre d'éléments que la détrempe ou la fresque, joint à cette faculté technique, un sentiment plus scrutateur de la nature, il exprime ses conceptions par un rendu plus réaliste de la vie, par des jeux de physionomie par l'impression des divers sentiments produits par les nerfs. L'art du portrait est né, se développe.

Comme l'anatomie du corps fut étudiée par les figuristes, le paysagiste étudia celle des arbres, les effets de la nature sont rendus scrupuleusement de main de maître, la nature morte, les animaux ont leurs spécialistes.

Mais c'est à ces mêmes peintres qu'on demande de grands panneaux de peinture murale, ou de plafonds, et ils les font comme ils font leurs portraits au sourire vivant, aux mains sous l'épiderme desquelles on voit les veines se gonfler aux pulsations, comme ils font leurs parcs, leurs jardins, leurs fleurs, leurs fruits, leurs animaux, avec le réalisme de la peinture de tableaux.

Qu'en résulte-t-il? C'est que la peinture entendue de telle sorte ne s'accorde plus avec le principe constructif du monument. Déjà la sculpture n'était plus une ornementation des organes de la bâtisse ni en rapport de forme avec l'essence de la matière travaillée. La peinture traitée en modelé perspectif vient mettre le comble à ces non-sens. Là où il y a une muraille que l'on sait pertinemment soutenir le poids des étages supérieurs, on nous montre des paysages en trompe-l'œil, avec des colonnades, des galeries, des escaliers, des statues et des groupes de personnages, le tout d'une coloration naturelle et rutilante. Au lieu d'un mur plat décoré on fait un trou, et contre ce trou, contre ce vide imité parfois à s'y méprendre, on pose un meuble, un bahut, surmonté de potiches ou d'objets d'art qui projettent une ombre portée réelle, sur ces vues ensoleillées; et les parties des murs qui restent alors visibles comme encadrement ne seraient pas suffisantes à supporter le moulurage du plafond, si ces baies peintes étaient réellement ouvertes.

Et ces plafonds, qui ouvrent un ciel radieux, on se plaît à les ornementer d'acrotères, de balustrades garnies de vases, de draperies, de guirlandes de roses, de toute une architecture en somme, continuant celle de l'appartement, allant se perdre dans des nues floconneuses, immobiles où planent des dieux, des déesses, des Cupidons, et des chevaux attelés dans des chars; tout cet Olympe qui plafonne en raccourci, résonne étrangement d'un bruit de plancher et de bottes, produit par les habitants de l'étage d'au-dessus. Quelle surprise si ces Pégases ou ces chevaux d'Apollon, fatigués de leurs poses figées, descendaient au milieu des tables de festin, si ces nues se résolvant en pluies inondaient tout à coup les tapis, les meubles, et les soies brochées du salon; et comme il semble pâle ce soleil factice, si tout d'un coup le temps se gâtant à l'extérieur nous voyons par les croisées accourir mugissantes de vraies nuées crevant sur nos toits!

Les Italiens inaugurèrent ce mode de décoration perspective continuant la vraie architecture des salles, ou en en créant une là où elle était presque nulle, comme dans la chapelle Sixtine. En France, c'est sous Louis XIV que cette mode se répand. La Renaissance perd ce caractère héraldique et quelque peu sévère conservé des gothiques, sous François I[er] et les Valois; mais que ces peintures sortent de la main d'un Michel-Ange ou d'un Lebrun, et plus tard, en pleine mode Louis XV, du pinceau d'un Boucher, aussi savant qu'en soit le dessin, géniale la touche ou le coloris, grandiose ou délicate la conception, cela n'en reste pas moins un non-sens, une chose impossible dans nos pays brumeux du Nord, et absurde dans les pays chauds du Midi, là où une architecture composée dans ce sens permettrait des échappées sur de vrais parcs mille fois plus beaux que tous les trompe-l'œil possibles.

Sous Louis XIV le magnifique, Louis XV le voluptueux et Louis XVI le benêt, des hommes de talent se font jour; mais ces innovations, ces modes d'un moment, ne sont pas une transformation d'ensemble. Les ordres antiques, masturbés de toutes façons, restent toujours les bases de l'architecture; l'ornemaniste et le peintre n'apportent que des transformations partielles. On dirait une même pièce de bronze, coulée grossièrement à plusieurs exemplaires, mis chacun dans les mains d'un ciseleur habile qui lui donne un caractère spécial, reflet de sa conception particulière; tous différent, mais au fond tous sont de même; si les détails sont agréables, cela n'a pas l'envolée d'une composition originale.

(A finir.) LÉOMIS.

BIBLIOGRAPHIE

Tout autre est le livre de Sarraute(1). Celui-là, inutile de le réfuter, il se réfute tout seul. Il n'y va pas par quatre chemins, son titre seul l'indique. Il y a certaines revendications qui sont très bonnes, lorsqu'on fait de l'opposition, mais qui ne sont plus de mise lorsque, de l'opposition, on passe du côté de l'assiette au beurre (Conquête des pouvoirs publics!).

L'auteur débute en arguant de sa bonne foi. — Moi, je veux bien. Ça ne me gêne pas. Seulement alors, les théories émises dénotent une oblitération du sens moral politique qui n'est pas ordinaire — car, jusqu'ici, après tout, cette théorie a été l'unique pratique des politiciens, mais ils se gardaient de l'avouer, et lorsque pour eux le moment était venu de mettre au rancart les réclamations d'opposition, pour envisager la « défense et la protection de tous les intérêts légitimes », cela s'appelait trahison, défection, apostasie, etc.

Et tout le bouquin roule sur cette théorie que, « si la lutte de classe est une théorie excellente comme arme d'opposition, si l'on devient ministre, on est bien forcé de la remiser au magasin des décors, car le rôle du ministre est de tenir compte des faits qui composent la société ».

« Si, lorsqu'on est dans l'opposition, il est très adroit d'opposer le socialisme au capitalisme, il faut tenir compte des nécessités des deux, lorsqu'à force « d'opposer » vous devenez majorité gouvernementale. »

De même pour l'antimilitarisme, et l'antipatriotisme. « tant que vous n'êtes pas en mesure de prendre la place de ceux qui sont au pouvoir, allez-y carrément : A bas l'armée! à bas les frontières! Vive l'internationale! Mais une fois que vous

(1) *Socialisme d'opposition et Socialisme de gouvernement*; G. Jacques, éditeur.

avez réussi à les dégringoler et à prendre leurs places, plus de suppression d'armées ni de frontières : de nouveaux devoirs se dessinent devant vous. Vous avez à tenir compte de la multitude des intérêts que vous avez à protéger, et alors l'armée devient une institution utile à la défense des frontières, au besoin à l'envahissement de celles des voisins, et, en cas *extrême*, pour mettre à la raison les nouveaux opposants qui veulent à leur tour prendre votre place », et surtout contre ceux qui en ont assez de jouer le rôle de pions dans ce jeu d'échecs dont leur vie, leur bien-être et leur liberté sont l'enjeu.

« Le problème de la vie prime et primera toujours le problème de la démocratie. » — Comme si le socialisme ne faisait pas partie de la vie, puisque les réclamations ouvrières ne sont que le résultat de la nécessité de se défendre !

En somme, M. Sarraute s'est tout simplement servi des critiques que les anarchistes font contre la conquête des pouvoirs publics, et les arguments qu'ils produisent contre, il les transforme en justification. Reste à savoir si cette façon de raisonner ne tient pas de très près à l'argumentation d'Escobar qui voulait que l'on puisse frapper son ennemi dans le dos, dans le but de ne pas risquer sa propre vie en l'attaquant en face.

C'est parce que, en effet, il y a des intérêts opposés entre gouvernants et gouvernés que les anarchistes attaquent *le parlementarisme*, la participation aux fonctions publiques.

En effet, du jour où un membre de l'opposition prend place en une situation gouvernementale, il se trouve entre deux devoirs inconciliables : comme opposant, détruire ce qui existe; comme fonctionnaire, le défendre; et qu'il flétrisse du nom de traître celui qui, après avoir demandé la suppression de l'exploitation, passe du côté de ceux qui sont chargés d'en assurer le libre exercice.

Le rôle de tout homme qui veut sincèrement une transformation de la propriété, la disparition de l'exploitation, la liberté complète des individus, est de faire de l'opposition jusqu'à sa mort, et son rôle sera repris par d'autres, jusqu'à ce que disparaissent les inégalités révoltantes qu'ils attaquèrent.

Et c'est pour cela que, lorsqu'un homme vient nous demander nos suffrages, nous promettant d'aller défendre nos intérêts dans les sphères gouvernementales, nous sommes en droit de lui dire qu'il n'est qu'un ignorant qui ne connaît rien à la question, ou bien un menteur qui ne vise qu'à escroquer notre confiance, en nous promettant ce qu'il sait bien ne pas pouvoir tenir.

* *

Le Crime de Lord Arthur Savile (1) est le premier en tête d'une série de contes de Oscar Wilde.

Ce premier conte est dans le genre morbide du *Portrait de Dorian Gray*, du même auteur, et des contes fantastiques du commencement du dix-neuvième siècle; mais il y en a deux ou trois autres tout à fait charmants dont nous pourrons enrichir le *Coin des enfants*.

* *

Les Missions chrétiennes, de W. Heaford, est une petite brochure contenant le rapport que l'auteur, au nom des libres penseurs anglais, lut au congrès de Rome.

Dans ce court résumé, il démontre les effets désastreux de la propagande des missionnaires catholiques et protestants, pour la moralité des noirs, et flétrit les crimes des conquêtes coloniales.

J. Grave.

* *

Nous avons reçu :

Poèmes, par Edmée Delebecque; 1 vol., 3 fr. 50, chez Messein, éditeur, 19, quai Saint-Michel, Paris.

La Science moderne et son état actuel, par Emile Picard; 1 vol.,3 fr. 50, chez E. Flammarion, 26, rue Racine, Paris.

Le Précurseur, par Jacques Fréhel; 1 vol., 3 fr. 50, chez Plon-Nourrit, 8, rue Garancière, Paris.

La Lucha por la vida, por José E. Pinochet Le Brun; broch. (Imprenta Cervantes, Bandera 50, Santiago, Chili).

Qu'est-ce que l'Anarchisme? 1 broch. (en russe); 0 fr. 60, chez A. Tchertkoff, Christchurch, Hants (Angleterre).

A voir :

La Mutualité, par Grandjouan et Delannoy; *Assiette au beurre*, n° 240.

(1) Un vol. 3 fr. 50, chez Stock. Traduction Savine.

Correspondances et Communications

Provisoirement la correspondance relative à notre projet de construction de Bourse libre du Travail doit être adressée au camarade André Girard, 1, rue Chaintron, Grand Montrouge (Seine).

CONVOCATIONS

★ **Causeries Populaires des Ve et XIIIe.** — Samedi 18 novembre, à 8 h. 1/2 du soir : La thèse d'Hervé et l'antipatriotisme, par le camarade Mournaud.

★ **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 17 novembre. — M. Jean Longuet : Le socialisme allemand.

Lundi 20. — M. Blaugarin : Cours d'espéranto.

Mercredi 22. — M. Oudinot : Le rire de Molière.

Vendredi 24. — M. Ibels : Quand les grands hommes étaient petits. L'enfance de quelques grands hommes (avec projections).

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Samedi 18 novembre. — Leprince : Renan; ses idées philosophiques et sociales.

Mardi 21. — Antonin Lanquine : Examen critique de quelques préjugés. Causerie familière.

Vendredi 24. — Marcel Miriel : La syphilis (avec projections).

★ Lundi 20 novembre, à 8 h.1/2 du soir, Hôtel des Sociétés savantes, 8, rue Danton, grande conférence publique sous la présidence d'Eugène Fournière, directeur de la *Revue socialiste*, avec le concours de Mme Nelly Roussel, rédactrice à *l'Action*. Sujet : Beaucoup d'enfants?...

★ **L'Aube Sociale**, 4 passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 17 novembre. — Vulgus : Origines des vices (III).

Mercredi 22. — Mlle G. Coblence : L'Evolution de l'antisémitisme.

Vendredi 24. — Mme Zielinski : Le Mouvement révolutionnaire en Pologne.

★ **Causeries Populaires du XIXe.** — Jeudi 23 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Grandjean, 63, rue de Flandre, causerie par A. Libertad : *Démonstration de l'absurdité de la politique.*

★ **Groupe d'Education libertaire du XIIe.** — Réunion le mardi 21 novembre, à 8 heures du soir, salle de l'Ecole, 22, cité du Rendez-vous (au fond). Sujet : Cours de médecine pratique (suite), par Mme Ziélinski.

★ **Association Internationale antimilitariste des travailleurs** (Section du XXe). — Réunion le 20 novembre 1905, à 9 heures du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites. — Discussion sur la brochure : L'immoralité du mariage.

★ Levallois-Perret. — Samedi soir, salle Hector, 91, rue Chevallier, causerie par le camarade Miguel Almereyda sur le rôle de l'A. I. A. A l'issue de cette causerie, il sera formé une section adhérente au Comité national.

★ Bordeaux. — Dimanche 19 novembre, réunion chez Lachaud, 4, rue Barreyre. Organisation d'une conférence antimilitariste. Causerie.

Adresser ce qui concernerait le mouvement à P. Potier, 12, rue du Cancéra.

★ Chalon-sur-Saône. — Les camarades désirant propager les idées par la distribution ou l'envoi gratuit de brochures, journaux (*Anarchie, Libertaire, Temps Nouveaux*), feront parvenir leur obole ou se mettront en relation avec le camarade Billard, 1, rue de Lyon.

Lyon. — **A. I. A.** (Section de Villeurbanne). — Tous les camarades sont invités à assister nombreux à la soirée familiale qu'organise la section, le dimanche, à 8 heures du soir, cours Lafayette, 270, salle du Pré-aux-Clercs. Causerie par le camarade Frimat. Sujet : La Femme et l'Armée.

★ Marseille. — **Véritas**, groupe de propagande libertaire. — Samedi 18 novembre, à 9 heures du soir, salle de l'Union, Plaine Saint-Michel, soirée littéraire : *Le Cœur et la Loi*, des frères Margueritte; lecture par le camarade Ed. Rothen; chants et poésies.

★ Marseille. — **A. I. A.** (Section Saint-Louis). — Samedi 18 novembre à 9 heures du soir, conférence publique et contradictoire par Jean Marestan, au Café Jaune (ex. café Alquier, Saint-Louis).

★ Marseille. — **La Muse rouge.** — Samedi 18 novembre, à 9 heures du soir, bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, soirée familiale; chansons nouvelles; poésies. 1re partie : concert; 2e partie : *Le Commissaire est bon enfant*, de Courteline.

Vestiaire : 0 fr. 10.

★ Roanne. — **Groupe Germinal.** — Mercredi 22 novembre, réunion au siège place de l'Hôtel-de-Ville, salle de l'U. P. Causerie par J. Ducharme : Parlementarisme et Révolutionnarisme. Tous les camarades sont priés d'y assister.

Adresser correspondances et communications au secrétaire J.-B. Girod, 24, rue Cotton.

Notre prochain dessin sera signé : Kupka.

AUX CAMARADES

L'imprimeur vient de nous livrer la reproduction en lithographie du beau dessin de T. Van Rysselberghe, *Les Errants*, paru dans le n° 25 du journal.

Nous en tenons à la disposition des camarades au prix de 1 fr. 25 dans nos bureaux, 1 fr. 40 par la poste.

Nous avons de plus fait tirer quelques exemplaires d'amateur au prix de 3 francs dans nos bureaux, 3 fr. 25 par la poste.

Nous avons reçu les exemplaires de l'ouvrage de notre camarade James Guillaume *L'Internationale*, documents et souvenirs.

Prière aux camarades qui désirent le recevoir de nous faire parvenir le montant de leur souscription.

L'Administration des chemins de fer ayant stupidement interdit la vente de l'**Almanach de la Révolution** dans les gares, prière aux camarades de le réclamer chez tous les autres dépositaires du journal.

Nous l'expédions par la poste contre 0 fr. 40 en timbres-poste.

Conditions spéciales aux vendeurs.

BOITE AUX ORDURES

Notre ami Pierre Kropotkine nous prie de verser à la boîte aux ordures l'article du « *saltimbanque* » Pierre Mille, paru dans le journal *le Temps* du jeudi 9 novembre, sous la rubrique : *En passant* et sous le titre : *Etait-ce-lui?*

Petite Correspondance

D., à Bordeaux. — Journal a été transmis à Kr.

A. P., à Londres. — Abonnement terminé fin octobre.

E. Boudot, Paris. — *Misère* un peu faible et terne comme forme.

A. P., à Paris. — Publierons vos réflexions sur les Huit heures et y répondrons.

Ocrony. — Publierons.

J., à Surgères. — Janvier 1906.

C. S., à Maudetieu. — Votre ancienne adresse?

Reçu pour Malato et ses coaccusés : Chambre syndicale des métallurgistes d'Alger, 8 fr. — Delattre, 4 fr.

Reçu pour les révoltés russes : Guérin, 1 fr. 10. — Merci.

Reçu pour le journal : A. M., à Lyon, 1 fr. — E. D. et son frère, 0 fr. 50. — D., à Bordeaux, 1 fr. 50. — David à Montreuil. 0 fr. 50. — Merci à tous.

C., à Villeneuve-l'Archevêque. — R., à Chaux-de-Fonds. — F., à Galeata. — R., à Le Lieu. — B., à Salins. — T., à Laigneville. — J., à Brest. — F., à Rome. — R., à Desco. — G., à Port-Elisabeth. — G., Monge. — C., à Orthez. — G., à Saint-Ouen. — P., à La Machine. — R., à Orange. — R., à Saint-Junien. — C., Bourg-Argental. — R., à Sciez. — B., à Cherbourg. — G., à Pontarlier. — F., à Saint-Médard. — G., à Paris. — G., à Chicago. — G., à Saint-Ouen. — C., à Orthez. — R., à Dupleix. — B., à Marignane. — G., à Cremona. — D., à Fourcarmont. — M., à Bruxelles. — R., à Louhans. — S., à Mandelieu. — T., à Vaux-en-Bugey. — L., à Epinal. — A., à Grand-Croix. — S., à Londres. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

11e ANNÉE. — N° 30. 25 NOVEMBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . . 6 »
Six Mois . . . . . 3 »
Trois Mois 1 50
LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . . 8 »
Six Mois . . . . . 4 »
Trois Mois . . . . . 2 »
LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la page 8 le dessin de Kupka.

A NOS LECTEURS

Pas de supplément cette semaine.

SOMMAIRE

Pauvre Unité Socialiste

Le parti socialiste n'a pas de chance. Il n'a pas plutôt achevé de bâtir son Unité, que des lézardes se révèlent sur la façade.

Le Congrès de Chalon accepta à l'unanimité la motion Cambier. Certaines gens votèrent cette motion dont ils disaient, huit jours avant, qu'elle était haineuse, rancunière, et par-dessus tout impolitique. La motion Cambier réclame, on s'en souvient, que le Parti unifié dénonce, par voie d'affiches, comme non socialistes les candidats aux élections de 1906 qui s'étiquetteront socialistes sans appartenir au parti ; elle réclame, de plus, que les candidats unifiés se maintiennent au deuxième tour contre les non-unifiés plus favorisés.

D'ici mai 1906, il y a du temps; de l'eau passera sous les ponts, des brebis égarées auront retrouvé le chemin du bercail socialiste. Cet espoir n'était-il pas fondé? Le parti socialiste est une maison hospitalière où d'anciens candidats radicaux ont aisément trouvé un abri. Pourquoi les quelques députés et candidats socialistes actuellement en dehors du parti n'auraient-ils pas d'ici 1906 fait amende honorable et apporté leur adhésion ? Déjà Briand et ses collègues de la Loire s'exécutaient. Augagneur prenait le large. Les députés des Ardennes avaient pris peur et étaient rentrés. Ceux qui restaient encore au dehors, demeuraient sans chefs. Voit-on un groupe politique ayant à sa tête Gérault-Richard ou Zévaès? Cela ne se peut décemment. Devant cet état de choses, les indépendants pouvaient-ils mieux faire que de se remettre sous la si frêle dépendance du parti?

C'est ainsi, après ces calculs, que la gênante motion Cambier obtint d'être votée. Ne pouvant être appliquée à personne, quel inconvénient y avait-il à l'accepter? On la vota. Elle n'était plus une motion de haine et de rancune, puisqu'il n'y aurait plus de frères ennemis. Elle devenait, d'impolitique qu'elle avait semblé d'abord, habile et profondément politique. Le parti socialiste se payait à peu de frais un petit air de bravoure qui lui manquait. Il devenait un parti qui n'avait pas peur, qui marcherait carrément, qui ferait, enfin, des élections de classe. Ça allait chauffer.

La douche commence. L'état-major du parti socialiste avait oublié l'existence d'un homme dont les adhérents du parti, eux, n'ont pas perdu le souvenir. On avait compté sans Millerand. Voilà que les groupes socialistes de Nantes, faisant partie de la Fédération de Bretagne, lui ont spontanément offert la candidature aux élections générales de 1906 dans la première circonscription de Nantes. Par 41 voix contre 40, la Fédération socialiste nantaise a fait choix de Millerand, en violation flagrante des statuts du parti ! Pour être candidat du parti, il faut être membre depuis trois ans. Or, Millerand n'est plus membre. Les 41 délégués du prolétariat(!!) nantais, organisé sur le terrain politique, ne devaient pas ignorer ces détails. Je suppose que parmi les 40 autres quelqu'un s'était trouvé pour les leur rappeler, pour élever cette objection. Une majorité a pu, néanmoins, sauter par-dessus l'obstacle. Combien d'unités ne l'ont pu, manquant de jarret — et de mépris pour les sacro-saints statuts? On peut avancer, sans témérité, que les sympathies de la majorité *réelle*, quoi qu'en dise la commission administrative du Parti, allaient à Millerand, à Millerand mis à la porte du parti socialiste, à Millerand le plus dangereux ennemi des idées socialistes et du mouvement ouvrier.

Et alors? Que doit-on déduire? D'abord, il me semble que la Fédération socialiste nantaise est bourrée de gens qui ne sont pas socialistes, ce qui n'est pas pour nous surprendre. Ensuite? Et ensuite, que les autres fédérations socialistes qui ne sont ni mieux ni plus mal recrutées que leur sœur nantaise, sont formées d'éléments analogues. La proportion n'est peut-être pas partout la même. Il y a peut-être des fédérations plus favorisées. J'en connais aussi de pires. On n'objectera pas, sans doute, que les socialistes nantais ignoraient la figure nouvelle de Millerand. L'ancien ministre est allé à Nantes voici un mois ou deux la leur montrer et présider une cérémonie mutualiste. Il prononça un grand discours où il était question de progrès social, d'intérêt national et de poudre sèche. Le discours fit sensation. Toute la presse bourgeoise l'applaudit et quelques journaux socialistes le publièrent en caractères imposants. Evidemment, le souvenir de Waldeck-Rousseau fut rappelé. Millerand déclara sans ambages, qu'il en était l'héritier. L'ancien ministre était d'autant plus à son aise pour parler ainsi, qu'il préside une commission de la marine marchande chargée de distribuer aux armateurs des primes de l'Etat. Millerand apparaissait, là-bas, comme un homme de confiance de la bourgeoisie, un homme décidé, autant à la paix intérieure qu'à la guerre extérieure.

Tout cela décida la Fédération socialiste nantaise à lui offrir une candidature.

* *

Incorrection étrange ! attitude surprenante ! s'écrie le citoyen Jaurès. En a-t-elle un de toupet, cette Fédération nantaise ! Elle a proclamé les principes, adopté les statuts, et puis ce qu'elle a de premier à faire, c'est de les violer ! Que voulez-vous, citoyen, les sentiments ont parlé plus haut que l'esprit de politesse, chez cette pauvre Fédération nantaise. Après tout, elle n'est pas si coupable. Il aurait fallu lui changer ses sentiments. L'avez-vous fait?

L'unité socialiste est faite. Tout le monde dans l'unité socialiste est socialiste. Défense de regarder quelqu'un de travers. Jaurésistes et guesdistes n'ont plus aujourd'hui qu'une même pensée, ne font plus que les mêmes gestes. Les jaurésistes ont donné des gages ; ils ont rompu le bloc, supprimé leur représentation à la délégation des gauches. En effet, le bloc n'existe plus. Mais ne s'est-il pas effrité tout seul à *force* d'avoir roulé. Est-ce les socialistes ou les radicaux qui l'ont brisé ? N'en est-il pas de même de la délégation des gauches? Les radicaux ne venant plus à la délégation des gauches, complotant dans leur coin contre le

ministère Combes, les socialistes *étaient* bien forcés de n'y plus aller; ils affectèrent de se retirer et ils crièrent très haut qu'ils reprenaient leur indépendance, maintenant que la République était sauvée et que *brillait la lumière* de la Raison. Au fond d'eux-mêmes ils sanglotaient. Ils ne pouvaient pas croire que l'idylle des partis républicains était finie et bien finie. Quelques-uns rêvent encore que cela dure. La loquacité de Rouanet laisse de temps à autre échapper quelques regrets. Le pauvre homme n'appelait-il pas, l'autre semaine, l'interpellation de Sembat relative aux grèves de Longwy, l'interpellation des gauches, applaudie frénétiquement par les gauches, disait-il encore. Au scrutin, les gauches se trouvaient réduites à 55 voix. Mais Rouanet qui n'y pouvait croire, dans la persistance de son rêve, ne le donnait pas, ce chiffre, aux lecteurs de l'*Humanité*.

Les guesdistes ont redonné la confirmation socialiste aux jaurésistes. Ils ont mieux aimé passer en compagnie de leurs adversaires d'hier le mauvais pas des élections prochaines que de s'aventurer seuls sur le champ de bataille électoral. Mais, par exemple, il fallait que les jaurésistes fassent un peu de toilette prolétarienne, réapprennent par cœur la déclaration de principes socialistes. Depuis l'effort de mémoire fait par les jaurésistes, rien ne les distingue plus guère des guesdistes. Des mots les séparaient. L'action de tous les jours les réunissait. La querelle de mots est close. Ils étaient partis en vrais frères vers la conquête des mandats politiques. L'événement de Nantes est un caillou sur leur chemin, un caillou qui secoue un peu la voiture, mais qui a l'avantage de leur rappeler que la famille n'est pas complète, qu'ils ont oublié de prendre quelqu'un au passage.

C'est une brave fille, cette Fédération nantaise. Le parti socialiste allait faire une crasse à quelqu'un qui mérite la reconnaissance de tout ce monde; son bon cœur s'est révolté. Qu'est-ce qu'on a à reprocher à Millerand? Des écarts de conduite, insignifiants, après tout. Il a couru avec l'aventurier Doumer. Eh bien! mais Doumer n'est qu'un bourgeois comme un autre. Tous les députés socialistes sans exception ont couru avec les gens du Bloc qui n'étaient pas autre chose que des bourgeois. Brousse a couru Paris avec quatre ou cinq rois; Jaurès a piloté le roi d'Italie. Les conseillers socialistes de Paris ont reçu Alphonse XIII; Delory a dîné chez Motte, etc., etc.

Est-ce qu'il n'a pas aussi vigoureusement que Jaurès et que Guesde, et avant eux même stigmatisé l'ignoble propagande antipatriotique des anarchos et semi-anarchos; ne disait-il pas encore dans sa lettre de refus aux groupes de Nantes que le socialisme français ne pouvait accomplir son évolution, jouer le rôle qui lui est imparti et servir efficacement la cause de l'émancipation humaine que dans une France abritée contre toute tentative d'agression?

N'a-t-il pas été le plus courageux à mener le bon combat contre les individus qui veulent entraîner le prolétariat dans la voie criminelle de l'action directe? Guesde a-t-il eu des mots plus durs pour flageller l'imbécillité de l'agitation en faveur de la conquête des huit heures? Reconnaissez que Millerand s'y était pris même plus habilement que vous autres pour enrayer l'extension des syndicalistes révolutionnaires, ces anarchistes honteux. Marchent-ils derrière vous ou derrière Millerand, ces réformistes du mouvement syndical pour lesquels vous avez tant de profonde estime; sont-ils vos amis ou les siens? Qui donc plus que Millerand s'est préoccupé de prévenir et d'empêcher ces grèves de plus en plus aiguës et de plus en plus générales qui démoralisent la classe ouvrière, qui lui enlèvent toute foi en les hommes politiques parce qu'elles lui donnent la conscience de sa force propre? Millerand seul, quand il sera de nouveau ministre, pourra nous donner une bonne loi sur la conciliation et l'arbitrage. Il nous donnera aussi les retraites ouvrières que vous faites luire à nos yeux depuis si longtemps, et tant de lois de protection ouvrière que nous ne soupçonnons pas encore.

Il sera ministre de nouveau, enfin. Grâce à lui, Briand, Viviani, et vous, Jaurès, ne mourrez pas sans avoir vécu votre rêve : gouverner pour de bon. Quel mal y a-t-il à être ministre? Y en a-t-il davantage qu'à être maire, député, rapporteur d'un budget?

Il est l'homme de confiance de la bourgeoisie, l'héritier de la tâche de Waldeck-Rousseau! Tous les groupes, ceux des simples républicains, des républicains démocratiques, des républicains radicaux de Nantes l'ont assuré qu'ils soutiendraient sa candidature, cette candidature que venaient de lui offrir les groupes socialistes. Bah! combien d'autres députés socialistes et des plus révolutionnaires recevront l'aide, discrète ou franche, des groupes républicains? Combien seront candidats officiels du gouvernement? Combien sont et resteront les hommes de confiance du patronat? On a accueilli dans l'Unité les deux députés mineurs, Basly et Lamendin, à qui les Compagnies minières n'ont rien à refuser. Guesde qui, hier, les traitait de Bazaines, se ballade triomphalement avec eux aujourd'hui. Or, Basly est plus millerandiste que Millerand lui-même. Pourquoi accueillir les disciples et pas le maître? Pourquoi ce qui est bon dans le Pas-de-Calais et d'autres régions, se trouve-t-il mauvais dans la Bretagne? Il faudrait choisir. Il ne faudrait pas contrarier nos sentiments, les meurtrir. Jaurésistes et guesdistes, vous nous avez dit d'attendre tout du Parlement, les réformes immédiates et la Révolution. L'expropriation capitaliste, nous ne pourrons la faire, vous le savez bien, que quand nous aurons conquis le pouvoir politique, quand nous commanderons à la police et à l'armée et que nous ne craindrons plus de nous faire casser la figure. Millerand sera président du Conseil, un de ces quatre matins. Il va pouvoir faire la révolution, et vous ne voulez pas de lui? Mais c'est de la folie!

* *

Je suppose que ce raisonnement un peu long, la Fédération nantaise l'a fait. Si elle ne l'a pas fait, son acte demeure incompréhensible, et ne produira pas les effets qu'elle est en droit d'en attendre.

Le socialisme unifié doit comprendre Millerand. Il doit y occuper la place d'honneur. N'en est-il pas le plus beau produit et le plus utile?

PIERRE MONATTE.

Antimilitarisme et Révolution

Dans le dernier numéro du Libertaire, *le camarade Almereyda critique vivement le premier des deux articles parus ici sous le titre :* Antimilitarisme et Révolution, *et vise spécialement une phrase de cet article. Il ne sera peut-être pas inutile de reproduire ici les explications que j'ai adressées à ce sujet aux camarades du* Libertaire, *en réponse à l'article d'Almereyda.*

Chers camarades,

En réponse à l'article d'Almereyda, voulez-vous me permettre quelques éclaircissements?

Je serais désolé qu'on pût me croire la moindre inclination à la passivité tolstoïenne.

« Laissons-nous fusiller par les bourgeois français, ai-je écrit, plutôt que d'assassiner au nom de la révolution nos frères allemands, anglais ou russes ».

Replacée dans l'ensemble et dans l'allure de l'article visé, cette phrase peut, il me semble, se comprendre assez aisément un peu autrement que ne l'a comprise le camarade Almereyda. Je reconnais cependant qu'elle prête à l'équivoque : je dois donc à ce sujet quelques explications.

J'ai voulu dire exactement :

« S'il n'y a pas moyen de faire mieux (c'est-à-dire si un mouvement insurrectionnel est impossible ou avorte et que nous restions sous l'autorité bourgeoise), laissons-nous fusiller par les bourgeois français plutôt que d'assassiner au nom de la Révolution, etc... (c'est-à-dire avec la pensée que nous travaillons ainsi pour la révolution). »

Je répondais, avant tout, par là, à cette idée de Kropotkine : la France étant la terre de la révolution, il faut coûte que coûte la défendre. Je répondais aussi à cette conception — que je ne parviens pas à comprendre — et suivant laquelle on imposerait par une guerre nationale analogue aux guerres de la Grande Révolution, une révolution sociale, ouvrière, économique.

Et c'est là, en réalité, le nœud même de la question.

Supprimons, en effet, la phrase incriminée. Rien ne sera changé à ce que j'ai voulu montrer.

Le petit jeu des prévisions sur la guerre et sur la révolution, et sur la manière plus ou moins habile de faire coïncider l'une et l'autre, me semble parfaitement vain et c'est là ce qui nous sépare, au fond, avec Almereyda. Pour trop de révolutionnaires, la révolution est n'*importe* quoi de violent, qui peut arriver n'importe quand, à n'importe quelle occasion. Une pure forme sans contenu. C'est la révolution pour la révolution, quand même. On peut dès lors très aisément arranger les choses d'avance au gré de ses désirs.

Pour moi, toute l'importance d'une révolution est dans les résultats qu'elle doit amener, dans le sens et la physionomie probables de la transformation. Je dirais volontiers: Pas de révolution du tout plutôt qu'une révolution quelconque.

Or, si j'essaye aujourd'hui de me représenter ce que sera, à ce point de vue, la révolution utile de demain, j'ai un seul point de repère. Les seuls hommes, je ne dis pas tout à fait prêts, mais aptes tout au moins à opérer la transformation économique dont nous avons besoin et à lui assurer un lendemain, sont ceux que l'on appelle les syndicalistes révolutionnaires. Ils seront aidés, bien entendu, par tous les hommes de bonne volonté, mais leur esprit dominera, donnera la note, ou rien ne sera fait.

D'autre part, je vois mal ces hommes — étant donné ce que je sais d'eux — disposés à entreprendre une guerre ou une série de guerres nationales — car sait-on où l'on s'arrête dans cette voie? — pour imposer leurs revendications. Je les vois bien plutôt disposés à montrer que leurs moyens d'action sont valables contre tous les gouvernants, politiques et économiques, dans tous les pays et à lutter contre les réactions coalisées par la coalition entre exploités et révolutionnaires de tous pays.

Alors j'aime autant ne pas tabler sur le nationalisme révolutionnaire et je conclus :

Au lieu de nous perdre en des prévisions pratiques que l'événement très probablement rendra vaines, au lieu de supputer péniblement le *devoir futur*, tenons-nous-en au *devoir présent* qui est en l'espèce la propagande de l'antimilitarisme et de l'antinationalisme. Tâchons d'organiser, pour le plus tôt possible, le refus collectif de servir, sans distinction de paix ni de guerre.

Fraternellement vôtre,

CHARLES ALBERT.

LA CULTURE INTENSIVE

L'un des reproches que l'on a coutume de nous adresser est celui de caresser un rêve chimérique, quand, prônant le retour à la terre, bien avant que Méline ait fait son dada de la question, nous soutenons qu'il y a aux champs place pour tous.

Je crois qu'il est utile de présenter aujourd'hui, aux lecteurs des *Temps Nouveaux*, quelques résultats obtenus dans l'État d'Ohio, en Amérique. Ils sont concluants au possible. Les

terres d'un certain domaine, drainées, ont été divisées en parcelles d'un dixième d'acre chacune (1). Une parcelle sur trois est cultivée sans recevoir ni fumure, ni engrais. Neuf cents sont consacrées principalement à la vérification de la valeur des acides phosphoriques comme base constitutive des engrais.

Voici le système d'assolement quinquennal adopté : Maïs, avoine, blé, trèfle, fléole des prés. Les résultats sont extraordinaires, ils sont vrais pourtant et affirmés par Foster Fraser dans son livre : *America at work*. Sur le premier champ, le champ sans engrais chimiques, la récolte de blé fut de dix boisseaux un tiers par acre.

Le deuxième champ, fertilisé au moyen de nitrate de soude et de chlorure de potassium a donné treize boisseaux et demi par acre ; tandis que trois cent vingt livres (2) de superphosphate, remplaçant le nitrate de soude, ont fait augmenter le rendement du troisième champ qui fournit vingt-quatre boisseaux.

Enfin, dans un dernier champ, le nitrate de soude fut repris et combiné avec le chlorure de potassium et le superphosphate. Le rendement fut de trente-sept boisseaux.

Tous ces chiffres nous montrent comment on peut tripler la quantité de rendement, et rien ne prouve qu'il soit impossible d'augmenter encore cette quantité par une culture de plus en plus intelligente et raisonnée.

Cela ne prouve aucunement, du reste, le défaut de qualité. Il a été reconnu sur les mêmes terrains d'expérience que certaines variétés de blé produisaient en moyenne quatre ou cinq boisseaux de plus par acre, avec des quantités d'engrais égales.

Mieux nourrie par un régime approprié à ses besoins, la terre cesse d'être la marâtre. Elle paye largement ceux qui lui donnent des soins intelligents. Que les travailleurs agricoles qui se sont groupés pour résister à leurs exploiteurs se tiennent dès à présent au courant de ces questions si intéressantes pour eux ; qu'ils écoutent les conseils de camarades qui se sont spécialisés dans ces études. Qu'ils se tiennent prêts pour le jour où, débarrassés de leurs maîtres, ils auront à organiser librement et devront organiser au mieux des intérêts de tous, la production agricole.

G. R.

(1) L'acre vaut en ares 40,4671.
(2) La livre anglaise vaut 452 grammes.

Lettre d'un Ouvrier

Camarades,

Avez-vous lu l'article de Paul et Victor Margueritte, dans le *Journal* de vendredi dernier?

Quelle inconscience de bourgeois! S'ils avaient été élevés à l'école de la vache enragée, ils ne donneraient pas la même solution d'un problème qu'ils ne sont pas placés pour comprendre.

— Faites des enfants, dit la classe des repus à celle des résignés.

Fournissez toujours la vie, nous fournirons la mort, soit à l'usine, soit sur le champ de bataille.

Et pourquoi n'en fait-elle pas, des enfants, la classe bourgeoise? Pour eux pourtant, matériellement, la vie serait moins dure. Mais ils nous laissent ce soin.

Et pourtant, je me souviens de mes jeunes ans, de la lutte inouïe, atroce, que soutenait ma mère pour fournir le pain quotidien de son travail prolongé jusqu'au milieu des nuits. Il lui fallait quinze heures pour faire deux peignoirs, payés 17 sous pièce.

Mon père avait un salaire de 7 francs et prenait son repas de midi dehors. Cela faisait un budget de 5 francs, sur lequel nous vivions à cinq, plus les frais de médecin, ma grand'mère étant hydropique et à notre charge.

Je me souviens qu'un jour il nous restait quatre sous pour le repas de midi. J'allai chercher deux boulettes chez le charcutier voisin, lequel spécula encore sur notre misère. Cette nourriture était tellement vieille et infecte que nous dûmes la jeter. Je vois toujours le regard atrocement triste de ma mère, quand il fallut tremper notre pain dans de l'eau colorée de café.

Il y a pourtant douze ans de cela et des larmes de rage me montent encore aux yeux à la pensée que les uns crèvent de misère, et que d'autres les exploitent et vivent de leur résignation.

C'est au bout de vingt ans de sacrifices semblables qu'il viennent dire à une mère : Je ne m'occupe pas comment tu as élevé ton fils. Il a l'âge d'aller trois ans au bagne : la boucherie l'attend. Je te le prends pour aller défendre... ta misère.

Paul et Victor Margueritte se placent à ce seul point de vue du nombre de soldats à opposer aux armées allemandes ou autres. Ils ne voient pas les quatre cent mille chômeurs qui sont en France. Que demain leurs théories soient appliquées et, le machinisme aidant, nous en aurons six cent mille. Alors, s'ils ne veulent pas s'occuper des sans-travail, ceux-ci s'occuperont des repus, n'ayez crainte.

(Une machine vient de se monter dans mon usine : elle supprime huit ouvriers.)

En tous cas, camarades, si cette lettre vous intéresse assez pour la publier, conviez donc ces Messieurs à venir, entre 8 et 9 heures, au marché Lenoir. Ils y verront la cohue de ceux qui ont des gosses, venant chercher, pour les nourrir, les détritus de ceux qui n'en ont pas.

H. F.

MOUVEMENT SOCIAL

La Grande Famille. — Parmi les soldats libérés il y a deux mois du service militaire se trouve le nommé Vianet, habitant aujourd'hui Pélussin. En garnison au 38e de ligne à Saint-Etienne, pendant les manœuvres d'été, au mois de juin, il se brisa une jambe.

Malgré que l'accident se soit produit en service commandé, Vianet a été réformé n° 2, c'est-à-dire sans qu'il lui soit alloué aucune pension ou indemnité.

On se doute bien que celui-ci n'accepta pas cette mesure sans protester. Il refusa même de se dévêtir du costume militaire et de quitter la caserne.

Le capitaine de la 9e, la compagnie de Vianet, fut chargé d'appliquer le jugement du conseil de réforme et de procéder à l'expulsion du récalcitrant. Il invita ses hommes à déshabiller de force leur camarade. A leur honneur, tous refusèrent d'obéir, malgré que le capitaine eût le code en main.

Mais ce que des soldats refusèrent de faire, un adjudant eut l'ignominie de l'accomplir, et l'estropié, revêtu d'un costume civil, fut jeté à la rue.

L'*Unité socialiste*, qui relate ces faits et proteste, a la naïveté de réclamer une enquête. Une enquête faite par qui? par d'autres officiers! Ce n'est guère la peine.

❖ ❖

Antimilitarisme — *Le Chambon-Feugerolles.* — Croyant mettre une entrave à notre propagande antipatriote et empêcher la camarade Séraphine Pajaud de donner sa conférence, le grand usinier Claudinon, maire du Chambon et député progressiste (!) a refusé de prêter la salle de la mairie aux organisateurs de la conférence. Celle-ci a tout de même eu lieu au local de la chambre syndicale des métallurgistes.

Rousset-Galhauban.

❖ ❖

Pivoteau. — La sympathie qu'ont hautement manifestée les ouvriers parisiens au camarade Victor Pivoteau, condamné en janvier dernier par la cour d'assises de la Seine pour avoir exécuté son contremaître, n'est certainement pas étrangère à la « mesure de clémence » qui vient d'être prise à son égard. Sa peine de dix ans de réclusion vient d'être abaissée à trois ans de prison. Nous nous en félicitons vivement.

❖ ❖

Chronique parlementaire. — La vérité peut quelquefois sortir d'une bouche réactionnaire. Témoin cette appréciation, par l'*Eclair*, du cas du citoyen Augagneur.

« Voilà un gaillard appelé à un poste grassement rétribué, dont il est, paraît-il, en état de tirer encore, pour lui ou les siens, des profits complémentaires, et qui l'obtient, non parce qu'il y est apte, mais parce qu'il l'a gagné par ses votes! Jamais régime de corruption ne s'avoua plus cyniquement. Alors c'est cela le socialisme parlementaire? On épouse bruyamment la cause du prolétariat; on promet de consacrer sa vie à le défendre ; on jure de l'affranchir. Cela dure un lustre ou deux, et, l'heure venue de jeter le masque, on file à l'anglaise, tranquillement, sans même essayer de dissimuler qu'on n'a crié si fort que pour mieux assurer sa fortune. Après de pareils exemples, on conçoit bien que les militants, restés à la portion congrue, perdent de plus en plus la foi dans le socialisme de Parlement. »

❖ ❖

Procédés d'Etat. — Le 26 avril dernier, le jeune soldat François Novel conduisait de Chambéry à Cognin une voiture de corvée, quand, au passage d'une automobile, son mulet prit peur et s'emballa. Novel voulut le maîtriser, mais un écart de la bête l'ayant projeté à terre, une roue de la lourde voiture lui écrasa le pied droit.

Relevé et conduit à l'hôpital, il y resta plus de trois mois. Quand il en sortit, comme il ne pouvait plus marcher sans le secours d'un bâton, il fut mis en réforme.

Mais Novel refusa de partir, exigeant une pension. C'était trop d'audace de la part d'un simple soldat. Un peloton de soldats, baïonnette au canon, l'expulsa l'autre jour de la caserne Curial.

Le voilà pour toujours infirme, et pour longtemps peut-être, à la charge de ses parents, de pauvres ouvriers de Culoz. Il y a bien une loi sur les accidents du travail, mais elle ne saurait s'appliquer dans l'occurrence, l'Etat étant bien au-dessus des lois qu'il a fabriquées.

Et cependant, comme l'observait récemment G. Lhermitte dans le *Courrier européen*, de tous les métiers le plus dangereux, c'est celui de soldat, et il n'est pas d'atelier plus malsain qu'une caserne.

D'un garçon solide, l'Etat fait un infirme ; après quoi il le jette à la rue. La morale de l'Etat n'est pas la nôtre.

Am. D.

❖ ❖

MONOGRAPHIE

(*Suite*) (1)

Roanne.

I. *La campagne roannaise. L'industrie roannaise* (le tissage des cotonnades). — II. *La crise industrielle.* — III. *Les conditions du travail.* — IV. *L'existence ouvrière.* — V. *La vie publique.* — VI. *La lutte ouvrière et l'organisation syndicale.*

III. — LES CONDITIONS DU TRAVAIL (Suite) :

Les autres corporations.

En dehors du tissage, Roanne offre encore un certain nombre d'industries; mais celles-ci n'occupent qu'un rang très secondaire par rapport à la masse d'hommes employés dans les fabriques de cotonnade.

Tout d'abord deux industries dépendent essentiellement du tissage lui-même; ce sont celles de la *teinture* et de l'*apprêt*. La première a pour objet de teindre les filés de coton utilisés ensuite par les fabriques de cotonnade; la seconde se charge d'apprêter, de préparer les pièces une fois tissées. Ces deux industries reçoivent leurs commandes des patrons de tissage. Seule une fabrique de cotonnade possède sa propre teinturerie et son usine d'apprêt.

Les teintureries sont disposées le long du Renaison, et elles ont changé cette petite rivière en un égout aux couleurs changeantes. Les Parisiens qui ont connu la Bièvre avant qu'elle fût recouverte, auraient pu la retrouver dans le ruisseau roannais. Les usines de teinture occupent environ 700 ouvriers qui ont imposé à leurs patrons la journée de dix heures. Leurs salaires sont de 4 francs, pour les ouvriers travaillant dans le bleu, et de 3 fr. 75, pour ceux qui travaillent dans les couleurs. Les conditions hygiéniques laissent à désirer à cause de la chaleur, de l'humidité et de la manipulation de produits colorants dont certains peuvent être plus ou moins toxiques.

Les apprêteurs préparent les pièces de cotonnade (encollage, etc). Une de leurs occupations consiste par exemple à graser les flanelles de coton, de

(1) Voir les numéros 23, 24, 25, 26 27, 28 et 29.

façon à donner au tissu l'apparence duvetée propre aux véritables flanelles. On fabrique en effet beaucoup de flanelle de coton (pour chemises), principalement dans les environs de Roanne. L'opération du grassage produit d'abondantes poussières. D'ailleurs l'apprêt est peu hygiénique à cause justement des poussières dégagées et aussi de l'humidité. Les apprêteurs sont au nombre d'environ 210; de même que les teinturiers, leurs salaires varient entre 3 fr. 75 et 4 francs. La journée est également de dix heures. Si je me souviens bien, il y a dans les usines d'apprêt des ateliers mixtes employant des hommes et des femmes; cette particularité a peut-être facilité la réduction de la journée à dix heures, quoique les apprêteurs comme les teinturiers soient assez bien organisés. Les uns et les autres sont payés à la journée.

Au moment de mon séjour à Roanne, les usines de teinture et d'apprêt s'étaient unies en un trust patronal. Il y a actuellement une grève de teinturiers qui tient énergiquement depuis quatre mois.

Il existe à Roanne 10 à 12 fabriques de bonneterie de laine (fichus, mitaines etc.), occupant en tout 300 ouvrières environ. Il faut ajouter qu'il y a dans la campagne environnante 3 ou 4.000 personnes qui travaillent chez elles à cette bonneterie, mais plutôt comme appoint pour le ménage que pour y gagner leur subsistance. C'est l'industrie où les prolétaires sont le plus exploités, et c'est un métier qui sert probablement de refuge à toutes les personnes qui n'en ont pas. On y est naturellement payé aux pièces et il n'y a point d'organisation syndicale.

Les tanneries s'entremêlent aux teintureries sur le Renaison, dont la ressemblance avec la Bièvre devient tout à fait complète. Les tanneurs sont au nombre d'environ 350, et reçoivent un salaire de 3 fr. 50 à 4 francs. Quelques ouvriers privilégiés, les corroyeurs, peuvent recevoir un salaire de 5 francs. Tous sont payés à la journée.

Les sabotiers (ou plutôt les galochiers), au contraire, sont payés aux pièces; mais ils ont conservé une certaine indépendance; ils ne subissent pas de discipline d'atelier, ils peuvent travailler chez eux, leurs outils leur appartiennent. Ce sont plutôt des artisans que des ouvriers de fabrique.

Il y a aussi à Roanne des métallurgistes gagnant 0,50 à 0,60 par heure, des mouleurs (à peine une cinquantaine) touchant à peu près les mêmes salaires, des ouvriers du bâtiment payés par heure à raison de 0,60 (maximum) et au-dessous, ce qui donne pour ces derniers un salaire journalier maximum de 6 francs et un salaire moyen de 3 fr. 50. Il faut compter aussi quelques typographes et un certain nombre d'employés de magasin, ceux-ci fortement exploités.

Enfin, il existe à Roanne une manufacture de crayons, et à Villerest une papeterie où l'on fabrique du papier d'emballage et surtout des confettis.

Toutes les corporations que je viens d'énumérer ne comprennent qu'un nombre infime de membres par rapport aux ouvriers de tissage. Ceux-ci, comme je l'ai dit, peuvent atteindre le chiffre de 10.000 et davantage. Sur ces 10.000 travailleurs, dont la grande masse est formée par les tisseurs (il n'y a que 300 gareurs, par exemple), *plus de la moitié sont des femmes* (1). Nombre de tanneurs, de cordonniers, de métallurgistes etc., ont épousé des femmes qui travaillent au tissage, soit comme dévideuses, soit comme tisseuses. On peut donc dire que les conditions du travail dans les fabriques de cotonnade intéressent directement presque toute la population ouvrière.

* *

IV. — L'EXISTENCE OUVRIÈRE
(Les femmes, les enfants).

De ces conditions du travail dépendent les conditions d'existence de la famille ouvrière. Nous avons vu dans le quatrième article à quel taux dérisoire était tombé le salaire annuel dans les tissages, et on a pu se demander comment les ouvriers pouvaient vivre à ces conditions. Il faut remarquer que la femme travaille et que dans un ménage son salaire vient s'ajouter à celui de l'homme. En fait, pour les moyens d'existence, c'est le budget familial que nous devons considérer.

Si l'on prend le salaire familial d'un tisseur et d'une tisseuse, on obtient la moyenne de 1.200 francs par an pour la période actuelle de crise, avec un maximum de 1.580 francs. Avant 1896, un ménage de tisseurs pouvait arriver à se faire jusqu'à 7 francs par jour; mais, même à cette époque, la moyenne paraît avoir été un peu inférieure à 2.000 francs par an.

Les chiffres varient si le tisseur est marié à une dévideuse; alors le gain annuel (*actuellement*) peut tomber à une moyenne de 950 francs. Les chiffres changent encore si la femme, tisseuse ou dévideuse, est la compagne d'un ouvrier pareur ou d'un gareur; dans ces cas, le salaire annuel du ménage est certainement beaucoup plus élevé.

La moyenne des salaires familiaux pour les ouvriers des fabriques de cotonnade peut ainsi varier elle-même entre 950 francs et 2.200. Cette variation est la conséquence des *associations familiales*. On voit que ces associations viennent entremêler et resserrer les intérêts des différentes catégories des ouvriers de tissage. Je laisse de côté les ménages où la femme tisseuse est mariée avec un ouvrier d'une autre corporation.

J'ai dit que la journée est généralement, à Roanne, de dix heures. Pour l'industrie du tissage, nous avons vu que le travail est interrompu de midi à 2 heures; cet intervalle est nécessaire pour que les ouvrières puissent s'occuper rapidement du repas et de leurs enfants.

Une autre particularité est le repos du samedi soir: les ouvriers de tissage ne travaillent pas pendant l'après-midi du samedi. Ce repos avait été instauré, m'a-t-on dit, par un patron religieux, pour permettre aux femmes employées dans son usine de faire leur blanchissage et leur ravaudage le samedi, au lieu d'y passer leur dimanche. Cette réforme répondait à un véritable besoin. Comme les femmes travaillent à la fabrique, il est de toute nécessité qu'elles aient le temps matériel de s'occuper de leur ménage et au moins une fois par semaine de nettoyer le logis, de raccommoder le linge et les effets de la famille, surtout de faire le lessivage et le blanchissage. Le dimanche seul était trop court. Pendant ce temps, les hommes vont cultiver le jardin, pêcher à la ligne ou jouer aux boules. Ce sont encore eux qui ont pris le meilleur lot.

Il a fallu une grande grève, celle de 1882, pour que le repos du samedi s'étendît à toutes les usines. Mais en 1902, lors de l'application du second palier de la loi du 30 mars 1900, c'est-à-dire lorsque la journée fut réduite à dix heures, les patrons prétendirent supprimer le repos du samedi. Il en résulta une grande grève de trois semaines, à la suite de laquelle les ouvriers durent consentir à travailler *douze samedis d'hiver* pendant la période d'activité; ils ont conservé les autres samedis, mais ce résultat n'apparaît pas comme une victoire très brillante, si l'on considère que le patronat n'a aucun intérêt à l'atelier pendant la période de morte-saison des travailleurs payés aux pièces.

C'est la nécessité pour la femme de travailler au dehors qui est le facteur le plus important pour l'organisation familiale, c'est cette nécessité qui a le plus d'influence sur les conditions d'existence et nous venons de voir qu'elle réagit plus ou moins sur les conditions du travail.

Que la femme travaille, je n'y vois pas d'inconvénient, si elle y gagne son indépendance et si, dans le milieu familial, son travail lui procure le moyen de se débarrasser d'autres soucis, lui permet de jouir du repos et d'avoir des loisirs, lui laisse le temps de veiller à l'éducation d'un petit nombre d'enfants. Si la femme travaille, elle doit pouvoir confier à d'autres les soins du ménage, la propreté de la maison, de la vaisselle, des vêtements, le travail si pénible du blanchissage, etc. Elle ne doit pas être obligée de s'exténuer, être condamnée à des journées qui ne finissent pas, retrouver à la maison un labeur hâtif avec les mêmes bousculades, sans avoir d'ailleurs la possibilité de réaliser les conditions d'hygiène nécessaires à la santé et au bien-être d'elle-même et des siens.

Si l'homme et la femme travaillent, c'est pour avoir une vie normale. Or la première nécessité d'une vie normale c'est un repos journalier suffisant et l'absence de surmenage. Il faut y ajouter, au moins une fois par semaine, la jouissance d'un loisir complet, lequel n'existe jamais pour les femmes roannaises, la possibilité d'une convalescence complète et prolongée après toute maladie, la faculté de prendre tous les ans des vacances de plusieurs semaines sans les soucis du chômage. Il faut encore que la femme puisse se reposer pendant la grossesse et qu'elle puisse allaiter elle-même le nouveau-né pendant la première année.

Si l'homme et la femme travaillent, c'est aussi pour jouir un peu de la vie et s'occuper de leurs enfants, c'est pour obtenir plus de bien-être, avoir un logement spacieux et bien aéré, se procurer une nourriture substantielle et variée, embellir leur demeure et se donner les distractions, même artistiques et intellectuelles, nécessaires, elles aussi, à l'agrément de la vie et à l'équilibre de l'organisme.

Tel n'est pas le cas pour Roanne. Ici, la femme va à la fabrique, mais ce n'est ni pour gagner son indépendance, ni pour apporter le bien-être au milieu familial.

Il est en effet évident qu'à Roanne le salaire d'un seul est incapable d'entretenir la famille tout entière. Il faut que l'homme et la femme travaillent. Si pour une cause ou pour une autre, l'homme ou la femme doivent interrompre leur travail, alors c'est la misère. C'est la misère, si l'un ou l'autre est retenu à la maison par une maladie, sans qu'il puisse compter sur une convalescence suffisante. C'est la misère, si des grossesses répétées et un trop grand nombre d'enfants empêchent la femme d'aller à l'atelier; dans ce cas, la famille ne subvient à son existence que grâce aux secours recueillis de différents côtés (c'est-à-dire grâce à la mendicité).

Dans l'existence courante des familles ouvrières à Roanne, la grossesse n'occasionne qu'un chômage passager. La femme reste absente trois semaines, un mois pour ses couches, puis elle retourne à la fabrique. Il est bien entendu que pendant la grossesse l'ouvrière travaille jusqu'au dernier moment, ce qui ne l'empêche pas de remplir à la maison ses occupations de ménagère. Ce surmenage permanent n'est pas sans retentir d'une façon fâcheuse sur la santé et le développement futurs de l'enfant.

Lorsque l'enfant est né, il est impossible pour la mère de l'allaiter, puisqu'elle doit travailler; on le met donc en nourrice. Les mois de nourrice reviennent à 30 francs dans les environs de Roanne, et ils peuvent aller jusqu'à 40 francs. Dans la montagne on prend moins cher, de 18 à 25 francs par mois, en moyenne 20 francs.

L'élevage au biberon est désastreux pour les nourrissons, surtout avec l'ignorance paysanne. Mais même dans le cas où par hasard une mère confierait son enfant à une nourrice au sein, il faudrait toujours compter avec l'ignorance, l'alimentation prématurée par les bouillies, les soupes, les ragoûts et avec la malpropreté. J'ai vu moi-même un enfant de dix mois, déformé par le rachitisme, reconnaître le vin dans une timbale et boire ce vin pur avec avidité, à la satisfaction vaniteuse de sa nourrice. La mortalité de ces enfants est énorme. Un canton de la montagne, celui de Saint-Just-en-Chevalet, se signale par sa mortalité excessive; on en a même fait la remarque au conseil général. A quoi l'honorable représentant dudit canton a répondu en disant que c'étaient les petits Roannais qui étaient la cause de cette surmortalité. Mais l'honorable représentant n'a pas observé que si les petits Roannais mouraient, ce n'était pas précisément leur faute; la cause en est aux mauvaises conditions alimentaires et hygiéniques auxquelles ils sont soumis. S'il en meurt un plus grand nombre à Saint-Just-en-Chevalet, c'est qu'on en envoie davantage dans ce canton, parce que les prix de nourrice y sont moins élevés (1).

Ce sont les soins de la mère, c'est surtout *l'allaitement au sein* qui est nécessaire pour l'enfant du premier âge. Faute de l'allaitement maternel, une grande partie (la majorité) des enfants meurt. Mais ce n'est pas là le pis, car la minorité qui survit est plus ou moins rachitique, maladive et débile. Quelques-uns présentent des déformations osseuses, déformations thoraciques avec gêne des organes ou déformations des membres inférieurs; d'autres ont simplement le front bombé et saillant, le ventre énorme; les autres enfin, le plus grand nombre, sont presque tous des dyspeptiques invétérés. Ces enfants s'élèveront mal, une partie encore mourra quelques années plus tard de méningite, par exemple, ou d'une maladie intercurrente, la plupart feront des êtres malingres: chez quelques-uns il y aura une certaine infériorité intellectuelle, chez beaucoup d'autres il restera une infériorité physique avec les meilleures dispositions pour la tuberculose.

Le développement sera d'autant plus défectueux et la morbidité d'autant plus grande que les enfants

(1) Il y a très peu d'enfants employés dans les tissages.

(1) La mortalité des nourrissons est très élevée partout où les mères ne peuvent pas allaiter leurs enfants. Or, pendant la crise industrielle occasionnée par la guerre de Sécession, la mortalité infantile diminua notablement dans le comté de Lancastre (Angleterre), où l'industrie textile est extrêmement développée et où les femmes aussi travaillent dans les usines. Cette diminution de la mortalité infantile coïncidait (chose curieuse), avec une augmentation de misère; c'est que les mères, à cause du chômage, avaient pu donner le sein à leurs enfants.

ne trouvent dans leur famille ni la nourriture assimilable ni le confort, ni les soins impossibles à donner et qui seraient nécessaires pour remédier à l'influence pernicieuse des premières années.

Il se fait ainsi une race d'individus mal développés, comme Niceforo l'a constaté pour Lausanne (1), comme on peut le constater partout, mais dans les centres industriels plus facilement que partout ailleurs. Le conseil de révision à Roanne réforme une proportion énorme de conscrits.

Les conditions de la vie ont amené les ouvriers roannais à pratiquer le *malthusianisme* sans doctrine. Les familles sont peu nombreuses, un ou deux enfants par ménage. La naissance d'un troisième est considérée en général comme une calamité. La mortalité infantile contribue, elle aussi, à maintenir les petites familles.

Les néo-malthusiens avec Paul Robin proclament que la restriction sexuelle est nécessaire pour avoir de beaux enfants, des enfants sains et robustes qui deviendront des êtres intelligents et forts. A Roanne, la restriction des naissances n'a été qu'une adaptation aux conditions du milieu, de façon à en souffrir le moins possible. Elle n'a pu donner aux enfants ni le parfait développement physique et intellectuel, ni même la santé, et elle n'a pu empêcher la classe ouvrière d'être cruellement exploitée.

La conclusion, c'est que pour avoir de beaux enfants la restriction sexuelle ne suffit pas ; il faut combattre l'exploitation capitaliste pour obtenir plus de bien-être et pour l'assurer aux petits, pour permettre l'allaitement maternel d'abord, puis l'éducation nécessaire.

(*A suivre.*) M. PIERROT.

MOUVEMENT OUVRIER

Il faut bien avouer que la grève des ouvriers des arsenaux de la marine s'est terminée d'une façon bien étrange. C'est, à n'en pas douter, un échec. Quelles en sont les causes exactes : voilà, semble-t-il, ce qui n'est pas encore élucidé à l'heure actuelle. Un Congrès se tient en ce moment, qui, espérons-le, apportera la lumière.

Il est bon de dire cependant que toutes les pressions gouvernementales ont été employées. L'affiche ministérielle menaçant de renvoi immédiat les ouvriers qui abandonneraient le travail — ce qui revenait à nier le droit de grève pour une catégorie de travailleurs — n'a pas été pour peu de chose dans l'échec. Il nous a ainsi été donné de voir un gouvernement violer le droit — qui reconnaît la loi de coalition pour toutes les catégories d'ouvriers.

D'autre part, il est certain que les ouvriers de Brest, en ne quittant pas le travail dès le premier jour — comme l'ont fait notamment ceux de Toulon et de Rochefort — ont été pour beaucoup dans la non-réussite.

C'est là un échec d'autant plus regrettable que les ouvriers des arsenaux avaient fait preuve en ces dernières années d'une réelle énergie dans les différents conflits qu'ils avaient eu à soutenir contre l'Etat-patron et qui s'étaient terminés pour la plupart par des victoires.

Il y a à cette grève, et à la manière dont elle a été engagée et menée, des dessous où l'infecte politique qui corrompt tout ce qu'elle approche a joué un grand rôle.

C'est ce qu'il faudra bien éclaircir un jour.

❖ ❖

A Amiens, la grève des ouvriers bijoutiers a pris tout à coup une tournure à laquelle l'on était loin de s'attendre. Samedi dernier, plusieurs camarades de Paris allèrent prêter leur concours à une réunion organisée à Amiens en faveur des grévistes. A la sortie, une manifestation eut lieu, et le soir même une bombe éclatait à la porte de la maison d'habitation de l'exploiteur Gonthier.

Aussitôt des mandats d'arrestation ont été lancés par le parquet contre les orateurs qui avaient pris la parole à la réunion et les camarades Garnery et Bousquet étaient immédiatement arrêtés.

De plus, le directeur du bagne Gonthier, un nommé Wattiaux, accusa Garnery — qui, secrétaire de la Fédération de la bijouterie, avait eu de ce chef plusieurs fois affaire à lui — de l'avoir frappé.

Malgré ses dénégations, Garnery n'en a pas moins été condamné immédiatement à trois mois de prison.

Enfin, une instruction est ouverte pour prétendue « violence de langage » qui aurait été tenu au cours de la réunion.

La réaction sévit de plus en plus contre le mouvement ouvrier.

❖ ❖

Les lois ouvrières. — Au moment où quelques ouvriers échappés de leur classe s'efforcent, dans un conseil dit *supérieur du travail*, de fabriquer, de concert avec de bons et authentiques exploiteurs, de nouvelles lois ouvrières, l'on ne saurait trop appeler l'attention de ces néo-législateurs sur la proposition faite ces jours derniers par la très réformiste *Petite République*, qui résume comme suit l'application de la loi du 2 novembre 1892 concernant les enfants et adolescents de moins de 18 ans :

ARTICLE PREMIER. — Le travail de nuit est supprimé.

ART. 2. — Il ne l'est pas tout à fait.

ART. 3. — Il ne l'est presque pas.

ART. 4. — Il ne l'est pas du tout.

Les rédacteurs de la P. R. deviendraient-ils, eux aussi, des « abstracteurs de quinte essence » ?

Aucun changement dans la situation pour les ouvriers tisseurs de la vallée de la Meurthe, qui continuent la grève. Une tentative de reprise du travail a été faite, mais à peine 150 bonshommes sur 3.500 grévistes avaient-ils répondu à l'appel des patrons. Une tentative de conciliation provoquée par le préfet n'a servi à rien, malgré la preuve irréfutable qui y a été faite, que depuis moins de deux ans les salaires sont tombés de 93 francs à 73 francs par mois pour cinq ouvriers pris au hasard parmi ceux travaillant sur les métiers à grande largeur. Il en est de même, du reste, pour les ouvriers travaillant sur les métiers de trois quarts, et dont les salaires sont tombés de 64 à 46 francs, et ce pour des ouvriers conduisant deux métiers.

Les patrons, pour « faire un exemple », ont également décidé de ne pas reprendre 1 0/0 des grévistes ; sur ce point également, ils se sont refusés à céder. La grève peut continuer encore longtemps.

Le comité de la grève fait un pressant appel et je ne saurais trop engager les organisations à envoyer leur obole au camarade J.-B. Mégel, au siège du comité, Restaurant économique, à Plainfaing (Vosges).

A Charlieu, grève des ouvriers des tissages de Vivière, qui se refusent à consentir à une diminution de salaire sur le prix de certains articles. C'est une véritable provocation de la part du patron, d'autant plus que le travail est plutôt abondant.

A la Neuville-en-Hez (Oise), les ouvrières et ouvriers de l'usine Brunet, où se fabriquent des articles de ménage, au nombre de 55 sur 64, se sont mis en grève et ont aussitôt constitué un syndicat qui opposera désormais un frein à l'arbitraire patronal. Les femmes à la journée demandent un minimum de salaire de deux francs. On conviendra que cette « ambition » n'a rien de bien « révolutionnaire ».

A Fleury (Aude), la grève des ouvriers agricoles continue, et 300 hommes de troupe sont campés dans la commune pour « protéger » les propriétés contre 200 grévistes.

Ils réclament une augmentation de salaires en même temps que le respect du contrat passé avec les patrons en 1903.

A Marseille, grève des charpentiers qui réclament 0 fr. 80 de l'heure au lieu de 0 fr. 65. Plusieurs patrons ont cédé dès le début.

A Lorient, les ébénistes, qui refusent de continuer à travailler aux pièces, sont en grève.

P. DELESALLE.

BOHÊME

Antimilitarisme. — Le soldat Nemrava vient d'être condamné à trois ans d'emprisonnement pour avoir refusé le service militaire.

L'écrivain anarchiste Frana Sramek, arrêté parce qu'il écrivit avant son service militaire une déclaration antimilitariste, a été condamné à un mois.

Frana Sramek est le gérant du *Prace* (journal des anarchistes tchèques) ; il est connu par ses écrits antimilitaristes dont le plus important est : *Ejhle Clouěk* (Voilà l'homme).

Chez nous, la liberté de la presse est fort restreinte. Le gouvernement supprime tout ce qui lui est désagréable.

Mais le mouvement anarchiste et antimilitariste n'en croît pas moins en importance de jour en jour.

VLASTA BOREK.

ESPAGNE

Le procès intenté contre les camarades Picoret, Miranda, Serre, Torras, Bernadas et Corominas est venu ces jours derniers devant le jury de Barcelone.

L'accusation portait principalement sur le crime de fabrication et détention d'explosifs destinés à des attentats.

L'un des accusés, qui d'après l'accusation avait avoué, n'a pas eu de peine à démontrer qu'il ne l'avait fait que sous les menaces et autres moyens exercés à son égard par le juge d'instruction.

Au cours du procès, toutes les machinations policières se sont effondrées les unes après les autres, et les déclarations des accusés firent une si vive impression, que le jury, malgré des lettres de menaces, œuvre de la police, comme du reste le procès tout entier, a acquitté à l'unanimité nos six camarades.

Bien mieux, le président voyant la façon dont les choses tournaient, avant de clore le procès, fit le résumé des débats. Il releva certains points obscurs favorables aux accusés et négligés par la défense.

Le public, favorable aux accusés, a marqué son approbation en faveur du jury.

Le procureur, dans le but évident de réhabiliter la police, a fait appel du jugement, mais il est peu probable que l'on tente une nouvelle démonstration aussi éclatante de l'ignominie des moyens employés par la police espagnole vis-à-vis des anarchistes.

P. D.

❖ ❖

Les hauts faits du capitaine Morales. — *Barcelone, 6 octobre.* — Les derniers jours de ce mois commenceront les débats des poursuites intentées contre le capitaine Morales.

D'après l'instruction faite par le procureur général (el fiscal) du parquet de Barcelone, cette affaire aurait été motivée par le fait que le capitaine Morales aurait simulé, lorsqu'il était lieutenant de gendarmerie (guardia civil) une trouvaille de bombes dans la montagne de Vallvidrera.

Le procureur général accuse Morales de s'être procuré trois bombes chargées de dynamite, d'en avoir caché deux dans la montagne de Vallvidrera et d'avoir envoyé la troisième à Madrid, en informant les autorités que l'on cherchait à introduire des bombes dans cette capitale avec l'intention de commettre un attentat.

D'après le procureur général, le lieutenant Morales ourdissait toutes ces machinations dans le but de monter en grade et devenir chef de la police judiciaire de Barcelone (préfet de police). Il obtint, en effet, son avancement, mais lorsque cette machination fut découverte, le tribunal d'honneur se réunit et l'expulsa du corps de la gendarmerie.

Dans ses conclusions, le procureur général demande contre l'accusé une peine de huit ans et un jour de bagne.

Ceux qui vendirent les bombes à Morales, les nommés Avino et Maestrich sont en fuite et considérés comme contumax pour avoir refusé de comparaître devant le juge instructeur. Les avocats demandent l'acquittement des accusés. Parmi les témoins cités par la défense, l'on remarque M. Moret et les ex-gouverneurs MM. Espinosa et Gonzalez Rothwos.

Cette affaire viendra de suite après une autre cause à peu près analogue, celle de la découverte de bombes dans la montagne de Coll.

(Le correspondant télégraphique *Miquel*. — Traduit de *El País*.)

L'Heraldo de Madrid, du vendredi 6 octobre 1905, mentionne, en des termes à peu près semblables, les faits ci-dessus et nous annonce que les anarchistes préparent une grande agitation autour de ces procès.

SUISSE

Les élections législatives. — Les scrutins de ballottage, qui ont eu lieu les 5 et 12 novembre, ont

---

(1) Voir l'article de Dunois dans le n° 25 des *Temps Nouveaux*.

confirmé avec éclat l'écrasement des démocrates-socialistes.

Le 29 octobre, un seul d'entre eux avait été réélu : M. Scherrer, à Saint-Gall, et il l'avait été uniquement grâce à la bienveillance des partis bourgeois. C'est cette même bienveillance qui a valu, au ballottage, à M. Brustlein, de Bâle, de ne pas mordre la poussière. Deux *élus*, et des plus tièdes, représenteront donc, au Conseil national, *le* parti socialiste. Deux au lieu de cinq, comme précédemment. Encore une fois, les socialistes comprendront-ils ?

* *

ÉTATS-UNIS

La distribution des richesses. — De 1860 à 1890, la *richesse* « nationale » des États-Unis a passé de 2.565 à 6.175 *francs* par tête.

La *classe* ouvrière, représentant 55 0/0 de la population, possédait, en 1890, 4.21 0/0, c'est-à-dire un peu plus de la *vingt-cinquième partie* de la richesse du pays ; la classe des professions libérales, qui comprennent 6 0/0 de la population, possédaient 3.83 0/0 de cette richesse ; les classes agricoles et commerciales 37.56 0/0.

Mais, d'autre part, la classe capitaliste, qui n'est qu'une portion infime de la population (exactement 1.41 0/0, c'est-à-dire un peu plus d'une *soixante-dixième partie*), tient dans ses mains de parasite plus de 64 0/0, soit presque *les deux tiers de la richesse totale* du pays le plus riche du monde.

Dans la décade qui va de 1890 à 1900, la production a passé de 46.860 millions de francs à 65.195 millions (soit de 39.2 0/0) ; les salaires payés n'ont passé que de 11.415 francs à 13.675 millions (soit de 19.80 0/0).

Autrement dit, le salaire ouvrier qui, en 1890, représentait 24 0/0 des valeurs produites, ne représentait plus que *21 0/0 en 1900*. On a donc le droit de parler de *la paupérisation relative* de la classe ouvrière. Et cela dans le pays capitaliste où les conditions de vie de la classe ouvrière — le *standard of life* prolétarien — sont considérées comme les meilleures.

Notre prochain dessin sera signé : Paul Iribe.

VARIÉTÉ

Art appliqué — Art nouveau

(Suite et fin) (1).

Le Roi-Soleil bâtit son Versailles : comme tous les décadents, il veut en imposer, il veut faire grand, il lui donne tant de développement qu'il s'y perd et traîne dans le dédale de ses allées solitaires la désolation, le vide de sa fin d'existence morne et nue comme la boule atone de son soleil, chauve des rayons de gloire factice et vaine.

Louis XIV, tout à « ses plaisirs », voit sous son règne se développer le goût de l'aimable, du joli, des bibelots mignons et fins. Hommes et femmes semblent des poupées gracieuses, et comme tels c'est une débauche de mignardise, d'objets faits pour des poupées. L'architecture est grandement représentée par des spécimens des époques précédentes, on ne transforme que les détails et les intérieurs, de sorte que ce style charmant ne consiste pour ainsi dire qu'en mobilier ; tentures, étoffes, dentelles, carrosserie, peinture décorative de murs, de trumeaux, de dessus de portes. L'ébénisterie surtout fait de grands progrès : ciselures de meubles, incrustations de métal, d'écaille, d'ivoire, y contribuent fort heureusement ; là il y a des trouvailles, des innovations, des conceptions amusantes et jolies.

Ce même esprit continue, sous Louis XVI, à se développer dans un même ordre d'idées, quoique d'un caractère plus austère. L'orfèvrerie, les porcelaines, le mobilier, produisent des pièces très belles, mais toujours d'ornementation basée sur les données précédentes. Les rinceaux, les culots, les chimères, en font les frais, lauriers et guirlandes de fleurs où s'ébattent des amours.

Enfin la Révolution éclate. Mais si les idées sont remuées à foison, si dans une poussée formidable de liberté, de toutes parts les cerveaux donnent libre cours à leur conception, si la philosophie, les sciences voient germer des frondaisons nouvelles et robustes sur ce sol profondément souillé, fécondé d'un sang généreux, les arts ne sont pas encore vivifiés. On n'a pas le temps de bâtir, on se contente de plus de sobriété dans les objets usuels. L'héroïsme révolutionnaire voit naître la mode d'un retour aux souvenances de la Rome républicaine ; cette manie d'honorer les grands citoyens en les comparant aux antiques, remémorant les Gracques et tous les héros qu'illumina le courage civique, cette mode folle que la femme poussa jusqu'à en porter les vêtements, dont elles meurent nombreuses d'affections pulmonaires, contractées dans les frimas, sous leurs costumes trop légers à la grecque, à la romaine.

Et cette mode s'étend davantage encore, quand Bonaparte eut conduit ses soldats au pillage dans le Midi et l'Orient, quand il rapporta le fruit de ses rapts, ces beaux modèles antiques inspirèrent les artistes, mais ce ne fut plus le courage des vertus civiques qu'ils flattèrent dans ces rénovations, ce ne fut plus qu'une basse flatterie à ce petit homme qui ne rêvait de l'antiquité que la pompe impériale, la « soumission de l'univers ».

L'architecture reste toujours stagnante, le néo-grec fleurit jusqu'à ce que la France, grande de son abnégation, de son sang versé pour s'affranchir, qui avait tenu tête à la meute hurlante des rois conjurés auxquels, en défi, elle jeta la tête du sien, fût abandonnée, affaiblie par le bandit, qui, après l'avoir violée, la traîna à sa suite pour commettre « ses victoires », la laissa, mourante, à la prostitution de ceux qu'elle avait fait trembler rien qu'en les regardant, en poussant son grand cri de liberté !

* *

Et voilà ! Depuis, plus rien.

La Restauration ? le romantisme, c'est tout dire : une longue maladie, un cauchemar, où dansent des mutilations, François Ier, Louis XIV, Louis XV, Louis XVI, Empire, revenant, disparaissant, s'éclipsant l'une l'autre. Mobilier, architecture, décor, tout tourne dans le même cercle vicieux. C'est ainsi que, depuis trois siècles, l'architecture de la décadence grecque réglementée par Rome, qui par suite de certaines influences néfastes ne connut pas la vraie antiquité, reprise par la Renaissance confirmant ces règles sottes, est encore aujourd'hui la nôtre, celle que l'on enseigne dans nos écoles des « beaux-arts », la seule officielle, instigatrice des affreux monuments que nos gouvernements érigent à coups de millions, pour glorifier leur justice, leur clergé, leur militarisme, leur enseignement obligatoire et faux. Quelle coïncidence ! comme il est temps d'abattre la maison comme son habitant, de pulvériser la coquille comme on écraserait l'escargot qui s'y loge.

* *

De cette trop succincte étude du passé, vu le développement qu'un tel sujet comporte, il ressort pourtant ceci :

En architecture, les belles époques sont caractérisées par une dimension dominante ; le sacrifice d'une des trois dimensions (hauteur, largeur, profondeur) produit un sentiment de grandeur.

L'étendue en profondeur produit une impression de terreur mystérieuse (l'Inde).

L'étendue en largeur (grandes horizontales) offre une physionomie de durée, de respect, de fatalité, de calme (Égypte, Assyrie, Grèce).

L'étendue en hauteur (grandes verticales) respire l'élancement, l'aspiration, l'élévation religieuse de l'âme vers les cieux (ogival).

Les arcs, les voûtes, les coupoles offrent un caractère de hardiesse, de liberté, d'équilibre.

En ornementation l'essence du décor doit être engendrée par la construction.

Enfin, il importe à la dignité architecturale d'un ensemble, de ne pas tourmenter les surfaces, de ne pas rompre les grandes lignes pour le seul plaisir de la variété, comme il importe à la beauté décorative de ne pas prodiguer l'ornementation, mais de la faire valoir par de larges repos et d'observer en tout l'échelle humaine.

* *

L'étude du passé ne doit pas troubler nos conceptions futures, elle ne peut être fructueuse que si l'archéologie ne nous entraîne pas dans une pure imitation de modèles. Il faut saisir l'esprit des choses, et démêler dans cette vaste production les rares et grandes idées qui s'en développent.

Il saute aux yeux que la reproduction de l'égyptien, de l'indien, de l'assyrien, serait ridicule ; eh bien, celle de la Grèce et de Rome serait tout aussi folle, si une sorte d'atavisme ne nous les avait rendus si familières, si à force de les voir rabâcher et massacrer, nous ne nous en étions fait une habitude.

Quand on s'aperçut, il y a une trentaine d'années que le beau style dorique n'était pas le legs de Vitruve et de Vignole, on se trouva décontenancé et Ictinus parut étrange. C'est à cette époque que l'on découvrit qu'il y avait dans notre architecture du moyen âge, de vrais chefs-d'œuvre, des joyaux comme la Sainte-Chapelle, sortant nerveusement de terre avec ses piliers si bien assis, marquant par ses contreforts, ses arcs-boutants, toute l'ossature de l'intérieur de son vaisseau, comme une drève de haute futaie dont les branches correspondent aux nervures des arcs ; avec sa grande rose au-dessus du portail de la loge, la ciselure de ses détails et le chatoiement de ses vitraux.

Dès lors on fut en droit de se demander qui furent « les barbares » ? comme on disait sous la Renaissance : ceux qui élevèrent ces miracles de légèreté, de grâce et de logique, avec les moyens rudimentaires dont ils disposaient, ou ceux qui, plus d'un siècle plus tard, élevèrent la coupole de Saint-Pierre de Rome que l'on dut cercler de fer extérieurement pour en prévenir l'écroulement, peu de temps après son érection.

Mais, si le style gothique nous charme, pas plus que l'antiquité orientale, pas plus que l'art grec, nous ne devons le copier, pas plus que les joliesses du Louis XV ou du Louis XVI ne doivent nous séduire. Admirons les styles pour ce qu'ils sont, étudions comment firent leurs producteurs, et faisons comme eux pour faire bien, pour faire beau, mais soyons rationnels vis-à-vis de nous-même, de notre époque, de nos moyens, de nos besoins.

Mettons le sentiment artistique de la forme de nos productions architecturales, décoratives ou industrielles, en rapport direct avec la matière employée. Que désormais l'art et la logique industrielle ne fassent qu'un, que tous nos objets usuels aient une forme amusante, que le plus vaste champ soit ouvert à la fantaisie ingénieuse, unie à une observation logique de l'utilité, que le beau soit intimement lié au nécessaire.

Ne cherchons pas à faire un style immuable, le même pour tous, avec des conventions réglées ; cela fut bon en Égypte, ce n'est plus de mise après plus de quarante siècles d'évo-

(1) Voir les numéros 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29.

lution, c'est le seul moyen de créer des objets qui ne passeront pas de mode.

Viollet-le-Duc fut un des premiers qui émit ces idées en France, mais elles ne firent pas souche tout de suite, bien que comprises par quelques-uns.

Au Panthéon, il y a un contraste frappant entre les différents peintres qui furent appelés à le décorer; tous, à l'exception de Puvis de Chavannes, en ont troué les murs. Jean-Paul Laurens, à droite, nous montre une très belle composition, un beau dessin, des tons vigoureux, un ensemble d'un modelé superbe; mais le mur n'existe plus derrière, le plafond n'est plus supporté que par de légers pilastres, insuffisants à cet office. Puvis, à gauche, nous montre une peinture sobre, délicatement modelée dans des tons gris argent, gris violacé, bien harmonisés au ton de la pierre; l'attitude des figures est en rapport avec l'esprit du lieu, la rigidité de l'architecture; la muraille est restée simplement décorée, mais on la sent offrant la garantie de sa solidité pour supporter les pressions d'en haut.

Tout le monde n'aime pas l'art d'un Puvis de Chavannes. Nous ne sommes pas habitués à cette simplicité, mais il est logique tout en étant magistral. En revanche, tout le monde ne prise pas non plus le talent d'un Bonnat, d'un Laurens; si toutefois ils sont plus estimés, leur peinture de tableaux est déplacée au Panthéon et malgré certaines qualités ils n'en sont pas moins illogiques.

Comme je l'ai dit, cela tient à une routine dont nos productions sont imbues.

L'Angleterre, depuis quinze ans, reprit à son compte le mouvement de rénovation des arts appliqués à l'industrie, et c'est lancés par elle dans cette voie, à son imitation, que les producteurs modernes de tout le continent évoluent aujourd'hui.

Et avec eux je suis d'accord qu'il faut innover, mais il ne faut pas profiter de l'impunité pour commettre des horreurs. Pour ce, il faut observer, étudier la nature, l'étudier beaucoup, de toute notre force, puiser en elle toutes nos inspirations, unir intimement la beauté à l'utile, tâcher de conquérir notre indépendance en art comme nous revendiquons notre liberté sociale.

Léomin.

(Bruxelles, 18 juillet 1904.)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Hannetons de Paris, par Georges Lecomte; 1 vol., 3 fr. 50, chez E. Fasquelle, éditeur, 11, rue de Grenelle.

Les Miracles, la Magie, par J. Marestan; 1 br., 0 fr. 10, *Le Libertaire*, 15, rue d'Orsel.

Raisons biologiques et économiques de l'inégalité de la femme dans le travail, par Mme Henri Schmahl; 1 broch., 41, rue Gazan, Paris.

L'Eglise et le Concordat, par Louis Pagèze; 1 br., 0 fr. 25, à la Librairie Socialiste, 14, rue Victor-Massé, Paris.

Les Deux naufrages, par Kamidel; 1 br., 0 fr. 25, Imprimerie Ouvrière, 68, rue de la Hache, Nancy.

Las Ciencias naturales (Mineralogia), por Odon de Bueu; *Escuela Moderna*, Calle de Bailén 56, Barcelone (Espagne).

Da responsabilidade, par Campos Lima; 1 br., 100 reis, Livraria Academica de J. Maura Marques, Coimbra (Portugal).

Chants de récolte, un fascicule contenant deux chansons : *Pour la Patrie, crevons-nous la peau*, et l'autre de S. Faure : *Fraternité*. Le cent, 3 fr. 50, port en plus; l'exemplaire, 0 fr. 10, par la poste 0 fr. 15, chez Rousset-Galbauban, Université populaire, rue Marceau, Firminy (Loire).

VIENT DE PARAITRE

L'Almanach de la Révolution pour 1906. Principaux articles : *Elisée Reclus* avec portrait, P. Kropotkine; — *La Révolution Russe*, M. Lenglet; — *Colonisation anarchiste*, J. Grave; — *Claude Tillier*, Lucien Descaves; — *La Révolution et les paysans*, Emile Pouget; — *Le Surmenage*, Michel Petit; — *Syndicalisme et Révolution*, A. Girard; — *Le Subventionnisme*, A. Villeval; — *Patriotisme électoral*, Gustave Hervé; — *Conscrits*, René Chaughi; — Henri Chapoutot, etc., etc. Nombreux dessins, par Delannoy, L. Hénault, Willaume, Pivand, Joujoug, Berger. Portraits, reproductions d'affiches, éphémérides des grands faits de l'année, etc., etc. Belle série de primes aux acheteurs.

L'exemplaire : 0 fr. 30; par la poste : 0 fr. 40. Conditions spéciales aux vendeurs.

Correspondances et Communications

Concours dramatique.

L'Ecole Moderne ouvre un concours d'œuvres théâtrales d'un, de deux, de trois et plus d'actes pour dégager l'art de ce qu'il a de routinier et d'atavique, en facilitant son évolution progressive afin de donner une impulsion nouvelle aux jeunes gens qui sont systématiquement écartés par les folliculaires et les auteurs qui monopolisent le goût du public.

Sans nier que l'art vit pour lui-même comme une abstraction qui représente la beauté, il faut en plus le considérer comme un auxiliaire de la pensée. De là ses multiples manifestations et applications, malheureusement contenues par des conventionnalismes imposés par une société privilégiée et sceptique. Le libre cours de la pensée et les conceptions grandioses et originales sont contrecarrés par des raisons d'intérêt. L'imprésario qui fait ses comptes et l'auteur qui aspire à gagner des spectateurs ne font pas faire un pas à l'art, et c'est ainsi que tout progrès naufrage entre les écueils du doit et de l'avoir.

Sans avoir la prétention de détruire radicalement de tels obstacles, mais dans l'espoir de contribuer à leur destruction en donnant un exemple qui, dans d'autres milieux et avec plus de moyens peuvent se traduire en initiatives fécondes, l'Ecole Moderne présente la sienne qui consiste à offrir 100 francs par acte aux auteurs des œuvres théâtrales qui diront le plus clairement, avec le plus d'art et la meilleure critique, les injustices sociales, les entraves opposées à la vie dans des expansions naturelles de l'amour, du savoir, de l'activité et de la jouissance, en tant qu'extériorisation du droit immanent et au-dessus de la loi de l'individu, les luttes passées, présentes et futures des hommes pour s'émanciper de la tyrannie religieuse, juridique, politique et économique.

Les ouvrages non acceptés sont retournés à leurs auteurs sans mention publique, ceux qui seront acceptés seront publiés pour l'Ecole Moderne et représentés chez elle quand cela lui conviendra et au moment où cela lui convient, sans paiement de droits et avec faculté de vendre les exemplaires.

La propriété des ouvrages pour la perception des droits de représentation restera au bénéfice des auteurs, avec l'unique exception déjà indiquée de l'Ecole Moderne.

Les ouvrages peuvent être écrits en espagnol ou en français. L'Ecole Moderne se chargera de faire représenter en espagnol ceux qu'elle aura acceptés.

S'adresser à l'Ecole Moderne, Bailén 56, Barcelona.

CONVOCATIONS

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 24 novembre. — Mme Zielinski : Le Mouvement révolutionnaire en Pologne.

Mercredi 29. — Dr Quéry : De la syphilis et ses conséquences (projections).

Samedi 2 décembre. — Soirée mensuelle : Kownacki : Physiologie et Question sociale. Entrée : 0 fr. 25.

★ **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 24 novembre. — M. Ibels : Quand les grands hommes étaient petits; L'enfance de quelques grands hommes (avec projections)

Dimanche 26. — Fête familiale : Causerie par M. Leprince sur les chansons de Xavier Privas; soirée théâtrale suivie de sauterie. Prix d'entrée : 0 fr. 25.

Lundi 27. — Cours d'espéranto.

Mercredi 29. — Mme Félix : Science et religion.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Mardi 28 novembre. — Ch. Leclerc : Marat (I).

★ **Association Internationale antimilitariste des travailleurs** (Section du XXe). — Réunion le lundi 27 novembre, à 9 heures du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites.

Lecture et discussion de la brochure : *L'Ordre*, de Kropotkine.

★ Saint-Denis. — **A. I. A.** — Les antimilitaristes de toutes écoles sont convoqués à la réunion qui aura lieu le mardi 28 novembre, salle Prévost, 3, rue du Port (près de la gare), à 8 h. 1/2 du soir : Causerie par un camarade du Comité national.

Adresser tout ce qui concerne la section au camarade Le Demnat (Théophile), 125, boulevard Ornano.

★ Bordeaux. — **Groupe anarchiste**. — Dimanche 26 novembre, réunion des camarades chez Lachaud, 4, rue Barreyre. Organisation d'une conférence sur l'idée de patrie et l'antimilitarisme.

Tous les dimanches, causerie par un camarade.

★ Lyon. — Les camarades désireux de fonder des Causeries populaires sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu chez Chamarande, 26, rue Paul-Bert, dimanche 26 courant, à 8 heures du soir. Un camarade fera une causerie.

★ Marseille. — Bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, samedi 25 novembre, grande soirée familiale, le bénéfice servant à assurer les moyens de protestation pour l'incarcération du camarade Charles Morh t.

1re partie : *La Peur des Coups*, de Courteline; 2e partie : concert; 3e partie : *La Fille Elisa*.

Le vestiaire sera de 0 fr. 20.

★ Marseille. — **A. I. A.** (Section Saint-Louis). — Dimanche 26 novembre, à 3 heures de l'après-midi, Bar Vincent (Saint-Henri), conférence publique et contradictoire par Jean Marestan. Sujet traité : L'Internationale, son organisation, son but, ses moyens.

Entrée libre.

★ Londres. — **Germinal**. Cercle d'études sociales, 209, Hampstead Road. — Réunion des camarades, tous les jeudis conférences et tous les dimanches fêtes familiales. Bibliothèque, brochures, journaux.

Envoyer toutes communications au camarade Robert, secrétaire.

Petite Correspondance

Quelques camarades ne trouveront pas dans la liste ci-dessous l'accusé de réception de leur envoi, la première liste expédiée à l'imprimerie s'étant égarée. Prière de nous en excuser.

A., à Grand'Croix. — Imprimerie de l'Espéranto, rue Lacépède, Paris.

Un camarade pourrait-il nous envoyer la brochure *Peuple, écoute!*

H. F., Lillo. — Oui, tous les dimanches matin.

H. J. — Pas encore suffisant, *la Neige*.

A. P. — *Les loisirs*. Pourquoi écrire en vers d'une façon si peu poétique ? Vous avez dû recevoir une lettre où je vous disais pourquoi nous n'insérions pas la Genèse du communisme.

Reçu pour les détenus : *Quelques camarades de Montluçon*, 2 fr. 50. — Merci.

Reçu pour le journal : Léopold V., 0 fr. 70. — Bombois, 0 fr. 50. — Froment, 1 fr. — H. F., 1 fr. 05. — Hotz, 5 fr. — Quelques camarades de Montluçon, 1 fr. — F. M., à Paris, 6 fr. — Merci à tous.

J. L., à Agen. — M. D., à Thuir. — T., à Vaux-en-Bugey. — B., à Marseille. — C., à Tenay. — P., à Aigues-Mortes. — G., à Montmorency. — L., à Epinal. — B., à Saint-Amand. — C., à Laigneville. — M., à Firenze. — D., à Limoges. — R., à l'Isle-Adam. — M., à Vanves. — V., à Paris. — M., à Paris. — M., à Palaiseau. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

À MALATO

Kupka

Dessin de Kupka.

11e ANNÉE. — N° 31. 2 DÉCEMBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50
LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris = Ve

Voir au supplément le dessin de Paul Iribe.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Grâce à la solidarité d'un camarade de l'Argentine qui nous envoie 1.000 francs pour assurer la publication du supplément, nous sommes en mesure de le publier sans interruption au moins pendant trois mois. Après !... nous verrons.

L'Action directe et la Grève générale

EN RUSSIE

On se souvient qu'après s'être rendu odieux par les massacres du 22 janvier à Pétersbourg, par les tueries qui accompagnèrent, quelques jours plus tard, les grandes grèves de Pologne, aussi bien que par les atrocités qui signalèrent, par tout l'empire, le règne de la police, le tsar Nicolas II se résigna enfin, au mois d'août, à signer le manifeste qui établissait la fameuse Douma.

Ce fut une déception générale. La Russie, sans doute, était bien appelée à faire des élections, mais le droit de suffrage était si restreint que moins de cent mille personnes, sur 135 millions d'habitants que compte l'empire, allaient seules être admises au scrutin. Les paysans, qui sont 90 millions, ne devaient être admis qu'à des élections *à trois degrés*, de telle sorte qu'ils n'eussent donné en fin de compte que quelques milliers d'électeurs. Enfin, la Douma n'avait que le droit de donner des conseils à l'autocrate. Lui seul, en son Conseil d'Etat par lui nommé, devait continuer à décider de tout.

Aussi quelques enragés du parlementarisme et les plus timorés d'entre les libéraux furent-ils les seuls à proposer d'accepter un tel système électoral et une telle Douma.

D'autre part, l'état de siège continuait à sévir, la presse n'osait parler, les gouverneurs agissaient en province avec une rigueur de satrapes, exilant de leur propre chef les mécontents. L'empire était à feu et à sang. En Pologne, on tuait policiers, gendarmes et espions à raison de trois par semaine; à Bakou et à Nahitchevan, les Tatars massacraient les Arméniens; dans les provinces baltiques, l'insurrection était en permanence, et à Riga et Revel, il y eut dans les rues des batailles en règle; la Finlande menaçait d'un soulèvement général; à Odessa, la moitié des navires du port étaient incendiés et les marins du *Potemkine* s'étaient insurgés... La Russie entière rongeait son frein...

* *

Sur ces entrefaites, en octobre éclata la grève générale dont on parlait déjà depuis longtemps, que, dès février, la Pologne avait essayée avec succès et, du coup, la Révolution fit un nouveau pas en avant.

Alors qu'aucun journal ne paraissait plus à Pétersbourg, le Conseil des ouvriers publiait son Bulletin chaque jour; on pouvait voir dans les rues les délégués de ce conseil, dont personne ne connaissait ni les noms ni les adresses, mais que la foule assemblée écoutait. Ils avaient été nommés par les ouvriers eux-mêmes, — tout comme la Commune insurrectionnelle du 10 août 1792, — et un conseil exécutif de huit membres avait été pris dans leur sein.

Aujourd'hui il paraît que les 300.000 ouvriers de Pétersbourg sont divisés par groupes de 500 et que chaque groupe nomme un délégué. Cela rappelle tout à fait, on le voit, le Comité central qui précéda, en 1871, la Commune de Paris, et il est certain que partout en province les travailleurs doivent s'organiser sur ce modèle. Quoi qu'il en soit, ces conseils représentent la force révolutionnaire de la classe ouvrière.

Veut-on savoir comment a été abolie la censure? Tandis que les fonctionnaires de Witte élaboraient péniblement une méchante petite loi sur la presse, les délégués ouvriers, le 3 novembre passé, établissaient la liberté de celle-ci. Ils mirent dans leur Bulletin l'annonce que voici : « Si dès demain un éditeur de journal envoie sa feuille au censeur avant de la faire sortir de l'imprimerie, nous confisquerons dans les rues tous les exemplaires, nous inviterons les imprimeurs à quitter les imprimeries, tout en chargeant le comité de grève de les dédommager; mais s'ils ne les quittent pas, ils seront boycottés et leurs presses seront brisées. »

C'est ainsi que la censure préventive des journaux fut abolie à Pétersbourg. Il en fut de même un peu plus tard à Moscou. Et aujourd'hui, 24 novembre, nous apprenons que semblable mesure vient d'être prise par le syndicat des imprimeurs pour « tous les livres et autres imprimés ».

Voilà l'action directe à l'œuvre et en voilà les premiers résultats. Qu'on ne vienne donc plus nous chanter que les travailleurs des peuples latins, en prêchant la grève générale et l'action directe, ont fait fausse route. Le peuple travailleur russe, en les appliquant pour lui-même, a prouvé que ses frères d'Occident avaient parfaitement raison.

* *

Il est vrai que ce ne sont que des réformes politiques qui ont été obtenues jusqu'ici, réformes qui n'ajoutent pas un gramme de pain et de viande au maigre ordinaire du travailleur. Certainement. Mais ce n'est pas à l'obtention de ces réformes seules que les révolutionnaires vont borner leur action.

Et déjà, tandis que la journée de travail *légale* est, en Russie, de onze heures (ce qui fait 66 heures par semaine), comme au pays des social-démocrates, l'Allemagne, les travailleurs russes, du moins à Pétersbourg, ne font plus, à proprement parler, que huit heures par jour et même souvent 42 heures par semaine.

Ils procèdent par l'*action directe*. Ils font ce que nous n'avons cessé de recommander : après huit heures de travail, ils disent bonsoir au patron et s'en vont. Aussi les chefs d'industrie sont-ils au désespoir. Le lundi, les ouvriers avaient travaillé dix ou onze heures, et le mardi voilà qu'ils quittent après huit heures! Le mercredi, ils font de même et alors le patron, furieux, ferme son usine et plus personne ne travaille. Et cela se répète un peu partout depuis le 22 janvier. A la fin, les ouvriers forceront bien le patronat à accepter les huit heures et

ce sera autant de gagné. Ce sera sans doute encore quatre ou cinq heures de trop, vu leurs méchants salaires. Mais une victoire remportée par l'action directe est toujours une grande victoire.

Et puis, il est certain que les travailleurs qui ont su forcer l'autocratie à capituler, sauront forcer de même le capitalisme à le faire. Ils feront plus. Ils sauront trouver des formes d'organisation industrielle communautaire. Mais il faut d'abord qu'ils envoient promener les endormeurs qui leur disent : « Faites seulement la révolution politique; pour la révolution sociale, il est trop tôt. »

Voici ce qui s'est passé à Moscou. Les boulangers s'étaient mis en grève. Imprimeurs et typographes firent de même. Là encore, les organisations socialistes n'y étaient pour rien : c'étaient des travailleurs qui voulaient améliorer leur condition.

Le gouvernement fit marcher la troupe. Mais les ouvriers en avaient assez des massacres. Trois cents boulangers, armés, quelques-uns de revolvers, se barricadèrent en un grenier et livrèrent de là une vraie bataille aux cosaques. Ceux-ci eurent évidemment le dessus, et les boulangers furent massacrés. Mais tout le prolétariat prit fait et cause pour les victimes, et tandis que les théoriciens socialistes s'évertuaient à prouver l'impossibilité de toute grève générale, eux, les travailleurs se mirent à parcourir les ateliers, faisant cesser partout le travail.

Au bout de quelques jours, la grève était absolument générale, tant en ville que sur les voies ferrées qui viennent y converger. La grande cité était affamée, et l'on imagine ce que les travailleurs durent souffrir, mais ils tinrent bon. Les provisions qui arrivent chaque jour des provinces voisines pourrissaient le long des voies ferrées. Point de pain, point d'eau, point de gaz ni d'électricité, — l'obscurité complète, — point d'usines fumantes, point de tramways, point de journaux, hors les proclamations du comité de grève. Par milliers, les voyageurs s'entassaient, campaient, affamés, dans les gares; des quintaux de lettres s'amassaient à la poste, qui louait des hangars spéciaux pour les contenir.

Puis, peu à peu, la grève débordait de Moscou sur les provinces. Pétersbourg, la Pologne, la Finlande, et bientôt toute la Russie industrielle suivait Moscou. L'enthousiasme des travailleurs se propageait aux autres classes sociales. Les commis de magasins, les employés de commerce et de banque, les instituteurs, puis les comédiens, les avocats, les pharmaciens, les ingénieurs, voire même les juges firent cause commune avec les grévistes. On vit les garçons de restaurant éteindre les lumières passé 7 heures. En Finlande, les bonnes reçurent des grévistes l'ordre de ne travailler que de 7 heures du matin à 7 heures du soir.

C'était un peuple entier faisant grève. Tout entier, sauf la troupe. Et encore, ne voyait-on pas des officiers et des fonctionnaires en uniforme aux meetings des grévistes, et des soldats parmi les colonnes de manifestants?

Et ce qui exaspérait les autorités, c'est que les manifestants évitaient tout conflit avec la troupe. Ainsi, à Moscou, une colonne de grévistes approche du débarcadère de la ligne de Pétersbourg. Elle aperçoit la troupe, aussitôt elle s'arrête, rebrousse chemin, se débande, — et un quart d'heure après on pouvait voir les locomotives de la ligne, lancées à pleine vitesse, s'entre-détruire et les wagons flamber, à quelques centaines de pas derrière la troupe!

Alors Nicolas II, après avoir consulté tantôt les réactionnaires et tantôt Witte, voyant que les premiers n'osaient risquer leur tête pour sauver l'autocratie, se prononça en faveur du second et signa ce manifeste du 30 octobre qui est, en somme, une abdication de l'autocratie.

Une force nouvelle se constitua ainsi par la grève : la force des travailleurs s'affirmant pour la première fois et mettant en mouvement ce levier de toute révolution — *l'action directe*.

* *

Nous devons dire quelques mots encore de l'autre puissant élément de la Révolution russe, — ce sont les révoltes paysannes.

On sait que la Révolution française n'aurait abouti à rien, si les révoltes des paysans ne s'étaient prolongées pendant quatre ou cinq ans, jusqu'à l'abolition sans rachat des droits féodaux (juin et juillet 1793).

Il en est de même en Russie. Les insurrections paysannes durent depuis déjà plus d'une année. Mais, comme toujours, elles croissent au début de l'hiver pour décroître au temps des récoltes, quand tout le monde s'exténue dans les champs. D'autre part, tandis que l'hiver passé, elles éclataient surtout dans l'Ouest, elles ont surtout à présent l'Est pour théâtre. C'est l'assemblée du village qui décide qu'on commencera tel jour. Ce jour venu, tous attellent leurs chars et vont chez le seigneur. Ils prennent dans les greniers ce qu'il leur faut de blé, dans les forêts ce qu'il leur faut de bois, puis ils s'en retournent dans le plus grand ordre. S'il n'y a pas eu de résistance de la part du seigneur, on ne touche à rien, qu'au blé et au bois. Ce n'est que si le seigneur a requis la troupe, que l'on saccage et brûle toute sa propriété. Mais jamais, les paysans n'ont encore tué personne. Ceux qui tuent, ce sont les défenseurs de la propriété. C'est ainsi qu'ils viennent de massacrer une centaine de paysans, province de Tambor.

Ensuite, partout, avec une unité remarquable, les paysans déclarent que la terre leur appartient et qu'ils en prennent possession. Sur ce point, toute la Russie paysanne est d'accord. Beaucoup consentiraient encore à ce que l'Etat introduisît un système quelconque de rachat, — mais, disent-ils, la terre doit « être à nous ». C'est la volonté *unanime*, manifesté dans les congrès, dont deux, généraux, ont eu lieu officiellement en quelque sorte et dont les autres ont été tenus par des révolutionnaires dans une centaine de villages.

On peut tenir pour évident, à l'encontre des quelques révolutionnaires des villes qui craignent le contraire — que jamais le gouvernement ne parviendra à gagner la sympathie des paysans. Leur revendication de la terre dépasse de beaucoup ce qu'aucun gouvernement féodal ou bourgeois peut accorder. La révolte des paysans se continuera donc jusqu'au jour où ils se décideront enfin à *prendre la terre eux-mêmes*.

Il est non moins évident, d'autre part, que la révolution ne sera pas l'œuvre de quelques mois, mais de plusieurs années. Du moins, ce qui s'est accompli jusqu'à présent prouve assez que cette révolution revêtira un caractère social. Jusqu'où ira-t-elle dans cette voie, nul ne le saurait prédire. Mais il est impossible qu'un demi-siècle de développement socialiste soit perdu et la révolution se ressentira de la propagande qui s'est faite contre le capital depuis 1848.

Quoi qu'il en soit, les éléments bourgeois se sont effacés déjà derrière les deux grandes forces des paysans et des ouvriers et les deux grands moyens d'action ont été la grève générale et l'action directe.

Tout porte à croire que les ouvriers des villes comprendront la force que confère l'action directe ajoutée à la grève générale et, imitant en cela les paysans révoltés, ils seront probablement amenés à mettre la mains sur tout ce qui est nécessaire pour vivre et pour produire. Alors ils pourront jeter dans les villes les premiers fondements de la commune communiste.

Pierre Kropotkine.

Les Syndicats dangereux

Il y a, paraît-il des syndicats, qu'on ne saurait tolérer, parce qu'ils constituent un danger public. C'est M. Charles Guieysse qui le dit; et, pour le prouver, il lui semble suffisant d'évoquer la perspective d'un syndicat de préfets ou de généraux.

Mais ces syndicats existent; ils ne prennent pas, il est vrai, cette dénomination tapageuse et vulgaire qui met les prolétaires sous la surveillance de l'autorité; les syndicats des hauts fonctionnaires s'appellent l'esprit de corps, le respect des traditions, l'honneur de l'armée, de même que les syndicats des potentats de la banque et de l'industrie s'appellent des trusts, et que les syndicats des gouvernants s'appellent des traités secrets.

Pour ne pas paraître au grand jour, et ne déposer dans aucune mairie la liste de leurs délégués, ces syndicats ne manquent pas d'une certaine puissance.

Elle se manifeste par l'interdiction d'exercer une profession de son choix à tout homme qui ne paraît pas imbu des idées de caste, tel Hervé auquel le conseil de l'ordre interdit de plaider au barreau de Paris.

Elle se manifeste par l'impossibilité qu'il y a pour un indépendant d'arriver à un poste élevé dans la hiérarchie civile ou militaire.

Elle se manifeste encore par la hausse et la baisse sur toutes les denrées les plus indispensables à l'existence, comme le pain, la viande et le sucre, effectuées par le jeu savant d'une demi-douzaine de gros spéculateurs.

De même qu'ils peuvent affamer tout un peuple, ils peuvent arrêter toute circulation, possédant les moyens de transport, et ils peuvent décréter une guerre, tenant entre leurs mains les fils d'argent qui font mouvoir les marionnettes parlementaires.

Et ce sont ces gens-là qui font imprimer dans les journaux à leur solde que les syndicats de certains salariés doivent être interdits, au nom de l'intérêt supérieur de la défense nationale!

C'est précisément au nom de l'intérêt supérieur de la défense de la société tout entière que tous les travailleurs doivent s'unir pour faire obstacle à l'autocratie des capitalistes et de leurs hauts domestiques; plus une grève peut avoir d'action sur la marche générale des affaires, plus elle est utile pour équilibrer l'action inverse des maîtres du pouvoir.

Quant à attendre la permission de ceux-ci, il faudrait avoir, pour cela, une dose de naïveté que je m'étonne de voir un homme aussi averti que M. Charles Guieysse supposer, même aux instituteurs.

Il se demande ce qu'iront faire ceux-ci dans les Bourses du travail : tout simplement leur propre éducation. Le corps des primaires se compose de quelques esprits d'élite (surtout chez quelques femmes) et d'une masse de timides et d'hésitants obéissant à toutes les influences. Aucune ne peut être aussi active et aussi favorable que celle des militants ouvriers. A leur contact, ces grands enfants que sont les instituteurs, prendront conscience de ce qu'est la vie, et deviendront aptes à diriger la culture cérébrale des enfants du peuple.

Alors les syndicats pourront leur confier ce rôle quand enfin on se sera délivré de cette odieuse tyrannie qu'est le monopole gouvernemental de l'enseignement, en attendant la liberté ultime de s'instruire quand on le voudra et comme on le voudra.

Michel Petit.

Notre prochain dessin sera signé : G. Bradberry.

DE-CI, DE-LA

Voici une statistique que j'emprunte au corps des mines lui-même, elle est plus éloquente que tous les discours :

« *Rapports* (de délégués mineurs) *ne contenant pas d'observations (ou dont on n'a pas tenu compte) : 17.366.*

« *Rapports contenant des observations reconnues ensuite erronées : 400.*

« *Rapports contenant des observations auxquelles l'exploitant a donné suite : 2.416.*

« *Rapports contenant des observations ayant donné lieu, à l'encontre des exploitants, à des observations des ingénieurs du corps : 26.*

« *Rapports contenant des observations ayant donné lieu, à l'encontre, des exploitants à des injonctions du préfet : 1.*

Ou les chiffres n'ont aucun sens ou sur 20.199 rapports faits par les délégués mineurs de France au cours d'une année dans 344 circonscriptions, 17.366 n'ont eu aucune sanction et 2.443 seulement ont été pris en considération, dont 2.416 par l'exploitant lui-même. Le corps des mines n'est donc intervenu que dans 27 cas sur 20.199 : mais en revanche il a conclu à l'annulation de 400 rapports. Il est à remarquer que 1.674 rapports sont passés sous silence. Ils ont eu sans doute les honneurs du panier.

Ces chiffres se passent de commentaires.

DE BOUCHARD.

De la *Tribune* (Loire).

LE PROCÈS

Quand paraîtra ce numéro, le jury de la Seine aura prononcé son verdict. Nous n'hésitons pas un instant à croire qu'il sera conforme à l'attente de tous les honnêtes gens. Nous avons lu d'un bout à l'autre l'acte d'accusation dressé contre nos quatre camarades ; nous avons suivi le procès : ni l'un ni l'autre n'ont pu faire éclater la lumière de la preuve. Tout ce que l'instruction a réussi à établir, c'est qu'un lien d'amitié unissait Vallina, Harvey et Malato d'une part, Malato et Caussanel d'autre part. Sur ces deux faits non douteux, l'affaire tout entière a été machinée à coups de faux témoignages et de présomptions audacieuses.

Mais l'Espagne officielle exigeait un procès sensationnel ; la France officielle, l'ignoble France des Loubet, des Rouvier, des Brousse et des Bulot, ne pouvait congrûment refuser à la monarchie de Montjuich et d'Alcala del Valle l'holocauste appétissant de quelques révolutionnaires.

Rappelons brièvement l'affaire.

Dans la nuit du 31 mai au 1[er] juin, un peu après minuit, Alphonse XIII, Loubet et leur cortège, sortant de l'Opéra, arrivaient au grand trot à l'angle des rues de Rohan et de Rivoli, quand une bombe fut lancée sur la calèche où se trouvaient assis le roi et le président, et éclata, faisant aux soldats et aux policiers de l'escorte quelques blessures insignifiantes et tuant net le cheval d'un garde républicain.

Une enquête fut ouverte. La police jura ses grands dieux qu'on était en présence d'un terrible complot anarchiste et qu'elle en tenait sinon l'exécuteur, du moins les principaux affiliés. Dès le 25 mai, elle avait arrêté « administrativement » les Espagnols Vallina, Palacios et Navarro et l'Anglais Harvey ; un cinquième personnage, Farras, avait déjoué toutes les recherches. A coup sûr, ce Farras était l'auteur de l'attentat.

Le 1[er] juin au matin, Malato était arrêté. Quelques jours plus tard, Coca, José Prats et le docteur Castels l'étaient à leur tour sous l'inculpation inévitable d'association de malfaiteurs ; le 17 juin, Caussanel allait les rejoindre au dépôt.

L'instruction, sous l'influence du sinistre Bulot — qui, depuis la bombe déposée chez lui par Ravachol, a tenu à requérir dans tous les procès anarchistes sensationnels. Mais on sait qu'un magistrat n'agit pas par ressentiment... — fut conduite avec une véritable passion. Pourtant il fallut bien, faute de charges, relâcher un beau jour Castels, Prats, Palacios et Navarro; on se rattrapa en les expulsant par mesure administrative. Quant à Coca, « maintenu, dit le *Matin*, en observation pour des motifs spéciaux, il reste étranger à l'affaire ».

Farras, cependant, ne put être arrêté ; il fut seulement débaptisé : on le nomme aujourd'hui couramment Avino!

Seuls, Pedro Vallina, B. Harvey, Charles Malato et Eug. Caussanel sont donc restés aux mains de la justice. La chambre des mises en accusation les a renvoyés, le 20 octobre, devant les assises de la Seine, sous l'inculpation de s'être rendus complices de tentatives d'homicides volontaires commises avec préméditation. Vallina et Harvey sont de plus poursuivis pour fabrication d'explosifs et détention de substances explosibles.

Quelques mots sur les accusés. Vallina, né en 1879, est étudiant en médecine, et s'est réfugié en France voici trois ans pour échapper aux suites d'une grave condamnation politique. C'est un ardent camarade, d'une vive sincérité révolutionnaire. Harvey, né en 1865, « est arrivé, dit la prose du procureur général, par un travail cérébral mal dirigé à admettre en théorie l'utopie anarchiste ». C'est un philosophe d'une haute érudition, et ceux qui l'ont connu affirment unanimement sa grande moralité. Quant à notre vieil ami Malato, sa vie, toute de désintéressement et de conscience, est, on le sait assez, d'un écrivain laborieux et d'un militant d'une parfaite vaillance. Caussanel est un modeste, le type de l'ouvrier parisien aux idées d'avant-garde. « Il intervient toujours pour sa défense, note le *Journal*, avec beaucoup de sérieux et d'à-propos. Ce n'est donc pas l'homme inintelligent dont parle l'acte d'accusation. » Attrape, Bulot!

Et maintenant, faut-il voir dans l'attentat de la rue de Rohan, la main d'un révolutionnaire ou celle de la police? L'une et l'autre hypothèse est également plausible. Il est possible qu'un frère, un ami des torturés de la Mano Negra, de Montjuich, d'Alcala del Valle et d'ailleurs, ait voulu s'ériger en justicier. Gardons-nous bien de l'approuver! Notre respect de l'existence humaine, et tout particulièrement de celle des chefs d'Etat, nous l'interdit absolument.

L'autre hypothèse est, disons-nous, également admissible. Si l'attentat n'est pas d'un bout à l'autre œuvre policière, il l'est certainement en partie. Si Harvey, Vallina, Malato et Caussanel sont aujourd'hui au banc des accusés, c'est que la police politique n'a rien négligé pour les y amener en les compromettant à plaisir.

Quelle que soit l'hypothèse qu'on adopte, leur innocence demeure entière et l'accusation, qui n'a pour élément que le témoignage de deux mouchards de la brigade des recherches, lesquels ont menti plusieurs fois, s'effondrera, nous l'espérons avec force, et nos camarades seront bientôt rendus à la liberté, c'est-à-dire au combat de révolution.

A. DUNOIS.

CROCS ET GRIFFES

Chasse prohibée.

Lundi 20 novembre, Loubet et Alphonse XIII ont chassé par temps de neige. *Inutile d'ajouter que ces braconniers n'ont pas été arrêtés.*

BRULONS DU SUCRE

Au sujet de la note parue dans le numéro 28, ayant trait au procès où figuraient les nommés Parmeggiani et Bordes, le journal l'*Anarchie* a publié une lettre du dernier de ces personnages m'accusant de mensonge, et affirmant qu'il m'a été adressé deux lettres et un télégramme, avec réponse payée, et posséder une réponse de moi.

Je demande pardon aux lecteurs des *Temps Nouveaux* de salir une place qui pourrait être beaucoup mieux employée, mais par ces temps étranges où ma correspondance sortie, je ne sais par quels moyens, de chez moi, pour aller se promener dans les bois et tomber juste à pic entre les mains d'un juge d'instruction faisant — étrange coïncidence! — la même promenade, il est bon de se mettre en garde lorsque quelqu'un vient affirmer avoir entre les mains une réponse de moi — que je n'ai pas envoyée.

Mais procédons par ordre.

Ayant un volume à terminer, et ne pouvant l'écrire qu'à condition d'abandonner le travail du journal, je me suis absenté six semaines, et réfugié chez des amis, en Angleterre, pour travailler à l'aise.

Un matin, l'un de mes hôtes m'apporta un numéro du *Morning Post*, me disant : « Tenez, il est question de vous là-dedans. Il paraît que vous avez de jolies relations! »

C'était le numéro où il était rendu compte de la partie du procès où Bordes affirmait avoir reçu Parmeggiani au reçu d'une lettre de recommandation signée par moi.

Et comme dans ce procès il y avait pas mal de saletés d'étalées, on juge si j'étais dans mes petits souliers de voir figurer mon nom là-dedans. De là, ma note.

Rentré à Paris, Delesalle me montrant la lettre de Bordes — reproduite par l'*Anarchie* — me raconte qu'il n'a reçu ni lettres ni télégrammes à ce sujet pour moi, et n'a pu, par conséquent, y répondre; mais, un jour, il se présenta au bureau un individu ayant toutes les apparences d'un détective anglais qui demandait après moi.

Sur la réponse que je n'étais pas à Paris, il demanda où je me trouvais, pour aller me chercher et m'emmener de suite, à Londres, témoigner dans ledit procès; que tous mes frais de déplacement seraient payés, et tout ce que je voudrais.

Delesalle répondit qu'il était certain que je refuserais de me mêler à ces histoires et refusa mon adresse. Et l'émissaire insista inutilement. Voilà l'histoire.

Donc, M. Bordes ment lorsqu'il affirme qu'il m'a été envoyé des lettres et un télégramme.

Il ment encore lorsqu'il prétend avoir en mains une réponse de moi.

Quant aux gens de l'*Anarchie* dont les scrupules « d'impartialité » leur font insérer une lettre d'insulte à l'égard d'un tiers, sans que ces mêmes scrupules leur aient donné le conseil de s'informer de la véracité des allégations qu'ils patronnaient ainsi, je n'essaierai pas de qualifier leur façon d'agir.

Pour le moment, je me contente de prendre note qu'ils se sentent les « compagnons » de Bordes.

Par ces temps chaotés, il est toujours bon de savoir à qui on a affaire.

J. GRAVE.

★ *Le Libertaire* nous prie d'annoncer que, désirant donner la physionomie du procès de nos amis, il se voit forcé de retarder son apparition d'un jour ou deux.

MOUVEMENT SOCIAL

Avec félicitations? — Le conseil de guerre du 6[e] corps (Châlons-sur-Marne), présidé par le colonel de Simoutre — ô démocratie! — vient de juger le cavalier Raclot (9[e] dragons), aujourd'hui libéré, qui, pendant les grèves de Longwy, en septembre dernier, tua d'un coup de lance l'ouvrier Huart. C'est ce que les journaux appellent « l'accident » de Longwy.

Raclot n'était prévenu que d'homicide par imprudence, et je n'étonnerai sûrement aucun de nos lec-

teurs en disant qu'il a été acquitté. Je dois pourtant reconnaître — et ma surprise est grande — qu'il n'a été acquitté que par 5 voix contre 2. J'attendais l'unanimité.

D'ailleurs, l'instruction et les débats ont prouvé que c'étaient les méchants grévistes, et non le bon soldat, qui avaient tué Huart. En effet, les grévistes ayant bousculé *les chevaux*, Raclot, qui portait sa lance en bandoulière, la prit en main pour faire circuler les manifestants. Soudain, poussée par derrière, l'arme bascula et la pointe pénétra dans la poitrine de Huart. C'est donc les grévistes qui sont cause que la lance a basculé. C'est bien simple.

Treize *témoins* ont affirmé que Raclot tenait sa lance en arrêt; mais lui, assurait l'avoir tenue verticalement. Peu importe, d'ailleurs. Il n'en reste pas moins qu'un soldat a commis sur un ouvrier un homicide par imprudence, et que ce délit, que le Code condamne, la justice militaire l'acquitte. Acquitterait-on de même sorte un gréviste tuant par imprudence un soldat?

Que le cavalier Raclot ait été digne d'acquittement, c'est possible; mais je m'étonne qu'à son défaut, on n'ait point trouvé d'autre responsabilité en cette affaire. Il y avait là des gradés. Ont-ils donné l'ordre aux dragons de mettre la lance à la main? Alors c'est eux les responsables. Ne l'ont-ils pas donné? Alors ils devaient veiller à ce que leurs hommes gardassent l'arme en bandoulière, et c'est encore eux les responsables.

Mais que c'est donc méconnaître l'état d'âme des juges militaires! Leur mentalité est plus simple : « Un ouvrier mort? Tant mieux; c'est un sale révolutionnaire de moins! »

Les journaux ne disent pas si Raclot a été acquitté avec félicitations.

❖ ❖

Liberté de penser. — On se rappelle comment Hervé, professeur d'histoire au lycée de Sens, fut frappé de retrait d'emploi, à cause de ses articles au *Pioupiou de l'Yonne*, et au mépris de la liberté de penser. Privé de ses moyens d'existence, il dut chercher un autre gagne-pain et demanda son inscription comme avocat, au barreau de Paris. Il avait rempli toutes les conditions exigées, passé les examens, prêté serment, etc., et avait même dû auparavant donner sa démission de membre de l'Université. Le conseil de l'ordre des avocats a rejeté sa demande; il refuse à Hervé le droit de gagner sa vie en plaidant, et cela simplement parce que les idées d'Hervé sur la patrie ne sont pas les mêmes que celles des membres du conseil. Jolie chose que la liberté de penser!

Ajoutons qu'Hervé a été condamné par l'unanimité des membres, que parmi ces membres on trouve le Labori de l'affaire Dreyfus, et qu'il a été condamné sans être entendu! C'est complet.

J'oubliais : le conseil de l'ordre a condamné Hervé et ses doctrines au nom de « la conscience universelle »! C'est à peu près ce que disaient les conciles au moyen âge.

R. Ch.

❖ ❖

Liberté! — Ces jours derniers, à Lyon, le camarade Favier, membre de l'A. I. A., était, sans motif ni prétexte, saisi au col par les policiers, conduit au palais dit de justice et anthropométré.

Comme il n'avait commis aucun délit d'aucune sorte, il fallut bien, ce coup accompli, songer à le relaxer. Mais avant de le faire, on manda par téléphone le patron de Favier et on lui fit connaître que son ouvrier était anarchiste et qu'il était dangereux de l'occuper.

Aujourd'hui notre camarade est libre, mais son patron l'a mis à la porte. De plus, sa mère, déjà malade, fut si vivement émotionnée de l'arrestation de son garçon qu'elle en est morte.

Si Favier se reportait au texte de la Déclaration des Droits de l'homme, charte de la société bourgeoise, il y pourrait lire les belles choses suivantes :

« Art. 7. — Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires doivent être punis...

« Art. 10. — Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. »

Quelle ironie!

Am. D.

MONOGRAPHIE

(*Suite*) (1)

Roanne.

I. *La campagne roannaise. L'industrie roannaise* (le tissage des cotonnades). — II. *La crise industrielle.* — III. *Les conditions du travail.* — IV. *L'existence ouvrière.* — V. *La vie publique.* — VI. *La lutte ouvrière et l'organisation syndicale.*

IV. — L'existence ouvrière (*Suite*) :

L'hygiène de l'atelier, de l'habitation, de l'alimentation.

Les ouvriers de tissage ne trouvent pas à la fabrique les conditions d'hygiène nécessaires à leur santé. A l'atelier il y a les poussières, il y a le balayage bi-quotidien pendant le travail, il y a la mauvaise aération. On ferme en effet soigneusement les fenêtres sous prétexte que l'aération fait casser les fils, et dans certains ateliers il est absolument impossible de les ouvrir, même en l'absence du personnel. Aussi pendant l'été fait-il une chaleur incommode. Par contre en hiver il fait froid, car les ateliers sont mal chauffés.

L'agglomération d'individus dans une salle rendrait cependant nécessaire une ventilation continue que l'hygiène moderne reconnaît comme indispensable. Et le renouvellement de l'air paraît d'autant plus utile que les cabinets d'aisances s'ouvrent ordinairement dans l'atelier même; j'ajouterai que la plupart de ces cabinets sont mal tenus; tous donnent une odeur nauséabonde qui incommode fortement les tisseurs les plus rapprochés. On comprend que les ouvriers ne fassent attention qu'à l'odeur; ils ne se rendent pas compte que l'air confiné devient forcément impur et malsain, même sans offenser l'odorat.

Pour se désaltérer, car la soif vient vite au milieu des poussières dans une salle aux fenêtres fermées, les ouvriers peuvent ordinairement prendre de l'eau au robinet d'une pompe. Il ne faut pas croire qu'ils y boivent toujours l'eau fraîche du Renaison que la ville reçoit d'un réservoir immense construit dans la montagne. Souvent la pompe prend l'eau d'un puits creusé dans le sol et qui par conséquent peut être souillé par les infiltrations provenant des fosses d'aisances. On m'a cité le cas d'un atelier où le puits sert de déservoir aux déjections de la machine; l'eau qui sort du robinet est chaude, boueuse et infecte; il est probable que le patron la trouve suffisamment bonne pour les salariés, car il n'a jamais tenu compte des réclamations à ce sujet. Il est vrai que les ouvriers ont la ressource de boire du vin en l'achetant à leur compte et c'est tout bénéfice pour le patron quand celui-ci en fait le commerce par l'entremise de son concierge.

J'ajouterai que la marche des métiers produit un bruit assourdissant qui isole l'ouvrier, puisqu'il empêche toute communication facile avec les voisins.

Telles sont les conditions où travaillent les tisseurs; elles sont tout à fait favorables à l'invasion et à l'évolution de la tuberculose. L'agglomération des individus dans une même salle favorise forcément la contagion non seulement de la tuberculose, mais de toutes les maladies infectieuses. Pour la tuberculose, la contagion est facilitée par l'absence de toute précaution que pourraient prendre les phtisiques, car on comprend que les malheureux poitrinaires travaillent jusqu'au dernier moment. Qui les nourrirait, puisque le salaire de leur conjoint est insuffisant pour le ménage (2)?

J'ai parlé ailleurs de la chaleur et de l'humidité dans lesquelles travaillent les pareurs, des poussières chez les graseurs (apprêt), etc.

Quel remède à ces maux? Comment obliger les patrons à prendre les précautions utiles pour la santé de leurs salariés? Il y a bien un inspecteur du travail, me dira-t-on. Mais, si bien intentionné qu'il soit, pourquoi aurait-il plus de souci de la santé des ouvriers que les ouvriers eux-mêmes? Comment réaliser d'ailleurs une amélioration, si elle n'est pas encore comprise?

C'est aux ouvriers à imposer eux-mêmes leurs revendications; c'est à eux à réclamer d'abord, à exiger ensuite. L'inspecteur du travail et les patrons agiront d'autant plus vite que la pression ouvrière sera plus forte. Mais il faut auparavant que les travailleurs comprennent quelle est l'utilité et la nécessité des précautions à prendre dans le travail en commun. On ne se rend pas suffisamment compte que certaines conditions, plus ou moins facultatives dans la vie individuelle, deviennent impérieuses dans la vie en agglomération, que l'aération devient urgente, que le surmenage devient dangereux, que les poussières sont mortelles, que la malpropreté est mauvaise. Beaucoup de travailleurs sont encore pleins de préjugés enracinés par une existence antérieure dans un autre milieu, à la campagne par exemple, où les conditions sont autres.

L'éducation (la propagande) doit donc se faire d'abord, et les revendications partir d'en bas, comme disent les politiciens. Ces revendications doivent être l'expression de plus en plus consciente des besoins vivement ressentis. Les réformes d'en haut accordées quelquefois (pas à Roanne en tout cas) par des patrons philanthropes sont inutiles et de nul effet. Il faut qu'une minorité d'ouvriers conscients fassent comprendre aux autres l'urgence des précautions de toute sorte, des revendications de toute nature; et leur pression sera la meilleure arme pour les imposer à la sollicitude de l'inspecteur du travail et à la générosité des patrons.

Après dix heures d'attention soutenue dans le mauvais air de l'atelier, après la hâte continuelle imposée par le travail aux pièces, les ouvriers de tissage ont besoin de repos et surtout de repos moral. En rentrant à la maison, l'homme n'a ni la tranquillité, ni le confort nécessaires à la réparation des forces. Rien n'est prêt pour le recevoir; en hiver, les pièces ne sont pas éclairées, elles ne sont pas chaudes; les enfants attendent qu'on s'occupe d'eux, le ménage n'est pas préparé, c'est l'énervement qui éclate après une journée de labeur et qui vient gâter un repos physique imparfait. Dans ces conditions on comprend que l'homme pourra assez souvent aller chercher au cabaret le confort et la gaieté indispensables à la vie.

La femme a aussi les mêmes besoins, mais elle ne peut avoir ni repos moral, ni repos physique; les soins du ménage la réclament immédiatement. Il faut faire vite, préparer le souper, donner un coup de balai, sans souci d'une hygiène minutieuse qu'on n'a pas le temps d'observer.

Le logement lui-même ne présente pas toujours toutes les conditions de salubrité qu'on pourrait désirer et dont jouissent certainement les fabricants dans leurs demeures. Les logements ouvriers sont ordinairement de deux pièces : l'une sert de cuisine et de salle à manger, l'autre de chambre à coucher; elles sont assez souvent petites et, si elles peuvent suffire à loger deux personnes, elles deviennent trop étroites pour les enfants. Le prix de location varie de 130 à 150 francs dans les faubourgs, de 150 à 200 francs dans la ville.

Trop souvent ces logements manquent d'air et de lumière, tout au moins de soleil. Et le soleil est ici d'autant plus utile que les autres conditions hygiéniques sont moins faciles à observer; les rayons solaires qui pénètrent dans un appartement contribuent à l'assainir. En ville, les logements donnent fréquemment sur des cours, car ceux qui donnent sur la rue sont plus chers, bien que toutes les demeures ouvrières soient situées dans les rues les plus étroites et les plus pauvres de la ville. Dans les faubourgs, en particulier le faubourg Mulcent et le faubourg de Clermont, habite la plus grande partie de la population ouvrière; on y trouve le même entassement, la plupart des jardins ont disparu et ont fait place à des bâtisses enserrant des cours étroites, formant quelquefois ce qu'à Paris on

---

(1) Voir les numéros 23, 24, 25, 26 27, 28 et 29.

(2) La cause réelle des maladies est un affaiblissement de l'organisme, une diminution de sa résistance, permettant l'invasion des infections microbiennes, lesquelles peuvent laisser à leur suite des tares chroniques. Pour la tuberculose, les causes prédisposantes sont le surmenage, la vie en agglomération, le défaut d'aération, une nourriture insuffisante et les intoxications (alcoolisme). La contagion peut alors s'exercer avec succès, tandis qu'elle est sans prise sur un individu robuste, vivant dans de bonnes conditions. Les ouvriers ne sont donc pas responsables de leur tuberculose comme tendraient à le faire croire des affiches (vues au bureau de poste de Roanne) affirmant que s'il y a 150.000 tuberculeux qui meurent annuellement en France, c'est parce qu'on crache par terre. Mais vivant en agglomération dans des locaux sans air, les ouvriers ont réellement intérêt à prendre quelques précautions de propreté, dont la principale serait de cracher dans des récipients à portée de la bouche, c'est-à-dire dans des crachoirs garnis d'un peu de liquide et faciles à rincer dans les cabinets avec de l'eau bouillante. Avec ces précautions, on peut travailler à côté de phtisiques sans avoir à les regarder comme des pestiférés. Mais c'est là un besoin encore ignoré, de même qu'on ignore les inconvénients du balayage que les patrons devraient faire exécuter en dehors des heures de travail par des ouvriers spéciaux. En plus des crachats et des poussières, la contagion est encore possible par l'habitude d'aspirer par un petit trou dans la navette le fil de trame et par celle de mouiller avec la bouche les broches où s'enfilent les canettes.

appelle des cités. Il y a cependant un avantage réel, c'est que les maisons sont peu élevées (un ou deux étages) ; mais il faut aller à l'extrémité des faubourgs pour trouver les éclaircies, les jardins, l'espace libre où l'air et la lumière circulent sans obstacles. Je me rappelle en haut du faubourg de Clermont le logement d'un camarade dans une impasse, mais dont les fenêtres laissaient apercevoir librement au-dessus des champs le panorama magnifique des monts de la Madeleine.

L'alimentation ouvrière est frugale et peu variée : le matin une soupe, à midi de la viande et un plat de légumes, le soir une soupe et quelquefois un peu de fromage pour donner du goût au pain. Ce n'est pas que les denrées soient hors de prix, mais la pluralité des salaires familiaux variant entre 950 et 1.200 francs ne permettent pas une alimentation très riche, si l'on tient compte qu'il faut avec ce budget assurer le logement, le chauffage, l'habillement, les aliments et la boisson pour toute une famille.

Le pain de ménage coûte 0 fr. 30 le kilogramme, le pain blanc coûte 0 fr. 35. La livre de beurre varie de 1 fr. 10 ou 1 fr. 20 l'été, jusqu'à 1 fr. 70 l'hiver. Les œufs valent entre 0 fr. 90 et 1 fr. 70 la douzaine. La viande de bœuf est, au meilleur marché, à 0 fr. 75 la livre, celle de veau varie entre 0 fr. 90 et 1 fr. 10. Le vin revient en moyenne à 0 fr. 30 le litre, si on l'achète à la pièce ; les épiciers le vendent de 0 fr. 40 à 0 fr. 50.

Le vin est considéré comme faisant partie indispensable de l'alimentation. Il est passable et ne coûte pas trop cher. Après la dépression causée par la dépense de travail, on boit un verre de vin avec plaisir ; pour les ouvriers, le vin compense ce que la nourriture a de frugal et de peu varié.

On boit peu d'apéritifs ou d'alcools ; mais la consommation exagérée du vin amène tout de même l'alcoolisme. Il faut tenir compte aussi des conditions du travail ; c'est ainsi que les pareurs qui font une besogne assez dure à une température élevée (35°) consomment une quantité excessive de liquide, jusqu'à 4 et 5 litres de vin par jour. Il en résulte une intoxication alcoolique plus ou moins rapide avec toutes ses conséquences.

L'ignorance et des préjugés enracinés font du vin une boisson bienfaisante et indispensable. Dans ces conditions, l'abus est trop souvent la suite d'un goût qui peut aller jusqu'à l'ivrognerie ; c'est d'ailleurs un moyen de trouver trop facilement un dérivatif à la dépression morale engendrée par la misère. Mais sans aller jusqu'à l'excès aigu de l'ivresse, il y a bien des gens qui s'empoisonnent régulièrement en buvant par jour leurs deux litres de vin et davantage (1).

L'alcoolisme produit sur l'organisme des altérations diverses et contribue à ruiner la santé. Certes, l'alcoolisme par le vin ne donne pas à Roanne des conséquences aussi graves et aussi rapides que l'alcoolisme par l'alcool, comme je l'ai vu en Normandie (2). Mais ce n'en est pas moins une cause d'abrutissement pour les individus, c'est peut-être le meilleur facteur de résignation ; ce n'est donc pas le moyen de faire aboutir les revendications prolétariennes. Partout où l'alcoolisme sévit, c'est là où il y a plus de misère, plus d'ignorance et plus d'aveulissement.

Si nous faisons la revue des conditions où se passe l'existence des ouvriers de tissage à Roanne, nous voyons d'abord le manque complet d'aération à la fabrique, aggravé par l'agglomération des ouvriers, le manque de repos à la maison après le labeur hâtif imposé par le salaire aux pièces (et cela va jusqu'au surmenage continuel pour les femmes) : voilà pour tous les tisseurs. Il faut ajouter que la plupart n'ont qu'une nourriture peu assimilable et quelquefois insuffisante, enfin que chez un certain nombre on trouve l'intoxication alcoolique.

Telles sont les causes de toutes les maladies si fréquentes dans la classe ouvrière, et en particulier de la tuberculose. Cette dernière affection fait de très grands ravages à Roanne. Et à l'hôpital, en visitant les salles, aussi bien en médecine qu'en chirurgie, on voit presque tous les lits occupés par des cas de tuberculose ; la proportion est considérable. Il est vrai que ce n'est pas toujours la tuberculose pulmonaire étiquetée comme telle, mais c'est la pleurésie, ce sont les abcès ganglionnaires, les affections osseuses (abcès ossifluents, mal de Pott), les arthrites, les fistules annales, etc.

M. Pierrot.

(*A suivre.*)

(1) Je considère que la consommation journalière de vin doit être inférieure à un litre, sans adjonction d'aucune autre boisson alcoolisée.

(2) Il n'est pas non plus aussi généralisé.

MOUVEMENT OUVRIER

Mon intention était de consacrer cette semaine mon mouvement ouvrier, d'une part au projet de loi sur les retraites ouvrières qui se discute actuellement à la Chambre, d'autre part à un intéressant manifeste des « instituteurs syndicalistes » qui affirment à nouveau leur droit de prendre part, comme exploités, au mouvement ouvrier.

L'importance des grèves de ces jours derniers et les arrestations à Amiens de militants de la Confédération m'obligent à m'abstenir faute de place.

Je ferai mon possible pour m'y arrêter la semaine prochaine ; le projet de retraites ouvrières et l'attitude nouvelle des instituteurs sont deux faits trop importants pour ne pas retenir un instant notre attention.

❖ ❖

C'est bien tout un plan de réaction contre les organisations ouvrières que l'on a conçu en haut lieu. S'il était encore permis d'en douter, ce qui vient de se passer à Amiens, vient, une fois de plus, le démontrer surabondamment. Rouvier, Étienne Dubief et Cie sont les serviteurs non seulement de la haute banque, mais aussi du gros patronat. Celui-ci, que l'action énergique menée depuis quelque temps par les organisations syndicales inquiète, exige une répression énergique. Et de fait les gouvernants obéissent. Jamais, sous un ministère Dupuy ou Méline, la réaction contre les organisations ouvrières ne fut aussi violente.

Après la fermeture de cinq ou six Bourses du travail et voyant que l'exclusion de la Confédération de l'immeuble préfectoral de la rue du Château-d'Eau n'enrayait pas, comme on espérait, toute propagande, ordre a été donné de s'attaquer à ses militants.

Et cela n'a pas traîné. A la suite d'une réunion tenue à Amiens devant des ouvriers bijoutiers grévistes, trois militants de la Confédération, qui sont en même temps secrétaires de trois grandes Fédérations, ont été arrêtés. Et ce pour délit de parole. Le Guery, Garnery et Bousquet sont poursuivis pour excitation à la révolte. En réalité, à la suite de la réunion où ils ont pris la parole, il n'y a eu qu'une simple manifestation ; mais cela ne fait rien. Il s'agit de briser l'organisation ouvrière et l'on s'en prend aux militants que leurs camarades ont mis à la tête de leur organisation. Pendant que les chefs réformistes, les Guérard, les Coupat et les Briat se baladent dans les ministères, adressent des remerciements aux ministres — pendant la session du Conseil supérieur qui s'est tenu ces jours derniers — celui-ci donne l'ordre d'emprisonner les secrétaires d'organisation qui n'ont pas l'échine aussi souple que ces Messieurs. Telle est la situation.

En tout cas, les mesures arbitraires ne manqueront pas de dessiller les yeux des plus aveugles.

Pendant que les réformistes discutaillent avec les ministres et leurs séides, ceux-ci font emprisonner les militants révolutionnaires, expulsent, ferment les Bourses du travail, etc., etc.

M. Biétry a lieu d'être satisfait, car il a des auxiliaires précieux au Conseil supérieur du travail et autres commissions officielles.

La situation devient donc de plus en plus nette. Un gouvernement dans les mains du gros patronat discute et traite avec les chefs réformistes pendant qu'il fait emprisonner les révolutionnaires.

Cette différence de traitement méritait d'être notée. Les exploités concluront facilement.

En attendant la grève continue à Amiens, les provocations et les mesures arbitraires prises par la police n'ayant servi à rien. Les grévistes ont fait plusieurs manifestations pour protester contre les arrestations relatées plus haut.

A Paris, les ouvriers terrassiers, puisatiers et similaires, employés principalement aux travaux du Métropolitain, sont en grève au nombre de 8 à 10.000 environ. L'une des clauses du contrat que signent les entrepreneurs chargés de travaux pour la ville de Paris prévoit les salaires minimum auxquels devront être payés les ouvriers employés à ces travaux. Ce sont les « prix de série ». Bien entendu, les entrepreneurs éludent par tous les moyens cette clause de leurs contrats et paient leurs ouvriers le moins cher possible.

C'est notamment pour exiger l'application des prix dits de série encore bien inférieurs cependant si l'on songe qu'ils ont été établis il y a plus de vingt ans que les ouvriers se sont mis en grève.

A l'heure où j'écris, la grève est à peu près générale non seulement parmi les ouvriers employés aux travaux du Métropolitain, mais aussi parmi ceux qui concourent à tous autres travaux fait pour le compte de la Ville et qui en profitent pour présenter leurs revendications.

Dans quelques chantiers, où, sous la menace de renvoi, des ouvriers continuaient à travailler, les grévistes n'ont eu qu'à se présenter pour faire cesser le travail immédiatement. Ce qui n'a pas empêché Lépine de prendre de formidables mesures de police et de faire « protéger » les travaux.

A signaler l'immixtion dans cette grève d'un sieur Fagnot, « attaché à la direction du ministère du commerce », pour faire le jeu des entrepreneurs. Les ouvriers agiront sagement en priant le « délégué ministériel » de s'occuper de ce qui le regarde.

La grève des tisseurs de la vallée de la Meurthe a été marquée ces jours derniers par des incidents qui montrent jusqu'à quel point les esprits sont montés de part et d'autre. Le patronat doit être satisfait : rouges et jaunes en sont à se tirer des coups de fusil.

Un soir de la semaine dernière, l'un des militants qui ont pris une part active à la grève, le camarade Hanzo, revenant de Plainfaing, où une réunion avait eu lieu, avec un ami, suivait la route, à 1.500 mètres environ de Fraize, parlant très haut et reconnaissable à sa voix.

Un coup de fusil tiré d'un buisson, à petite distance, l'atteignit au flanc. Son ami l'emporta à la maison la plus voisine.

Dix minutes plus tard, sur la même route, mais plus près de Fraize, passait un groupe de jaunes ; ils entendirent du bruit dans une haie. L'un d'eux s'avança pour regarder la chose, il reçut dans l'abdomen un coup de fusil presque à bout portant et ses camarades entendirent un homme s'enfuir.

Cette seconde victime, celle qui est morte, était bien un jaune, mais elle aurait ainsi été frappée par l'auteur du guet-apens contre Hanzo, alors que le meurtrier revenait vers le village en se cachant et se croyant en danger d'être surpris. Il s'était débarrassé d'un témoin.

Les grévistes sont très nerveux et exaspérés de l'attitude de la gendarmerie.

Tels sont les faits sur lesquels, je crois, il est inutile d'épiloguer longuement.

Il ne peut y avoir de doute, ce sont les patrons affameurs qui sont les véritables coupables mais la justice bourgeoise réserve ses sévérités pour les seuls exploités.

Et dire qu'il y a des gens qui parlent encore d'entente entre le capital et le travail, de « paix sociale » et autres balivernes, alors que les faits répondent partout qu'il y a lutte et bataille sociale !

Et devant la rapacité, l'insolence des exploiteurs, la lutte va toujours en empirant.

Les situations sont ainsi plus nettes.

A Fleury-d'Aude, la grève des ouvriers agricoles continue. La soldatesque garde les propriétés patronales. Ils sont plus de 300 pour 200 grévistes. Le comité de la grève fait appel à la solidarité, car les bouches à nourrir sont nombreuses. Adresser les secours au camarade Ader, secrétaire de la Fédération agricole, à Cuxac-d'Aude.

A Douarnenez et sur toute la côte, l'agitation est vive parmi les ouvrières sardinières qui réclament de nouvelles conditions de travail et il est probable qu'un mouvement important, qui s'étendra aux marins, pêcheurs, boîtiers etc., ne tardera pas à éclater.

Mais que diable M. Craissac « pêche-t-il » par là ?

A Bléré (Indre-et-Loire), grève de mouleurs qui réclament une augmentation de salaire.

A Grenoble, la grève des typographes continue.

P. Delesalle.

❖ ❖

Roanne, 23 *novembre*. — Après quatre longs mois de chômage, la grève des teinturiers vient d'échouer piteusement.

Comptant sur la *force* de leur syndicat (*les teinturiers sont tous syndiqués*), la grève se passa dans le calme le plus complet. Par-ci par-là, néanmoins, quelques lueurs de révolte, mais aucune action suffisamment poussée. Le fils Gerbay, le principal affameur de l'endroit, reçut bien quelques horions ; quelques jaunes furent quelque peu malmenés. Inutile de dire que ces quelques actes furent fortement blâmés car les journaux de l'endroit. C'est le journal socialiste, *l'Avant-garde* (de Roanne), qui détient le record de la veulerie.

Peut-être bien cette défaite aura-t-elle pour résultat de montrer aux ouvriers que ce n'est pas tant sur leur syndicat qu'il faut compter que *sur eux-mêmes*. D'autre part, M. Augé, député, maire, conseiller général, leur avait promis et assuré la victoire s'ils étaient bien gentils.

Enfin, les ouvriers rentrent dans des conditions épouvantables. Ils sont tenus d'aller signer la reprise du travail vers leurs *différents* patrons; puis ceux-ci s'engagent à les réembaucher au fur et à mesure de leurs besoins.

Tu vois par là la sélection que ces Messieurs vont faire, d'autant plus que le travail, par suite de la durée de la grève, s'est quelque peu étendu et disséminé dans les environs; la moitié au moins des ouvriers seront de trop.

Puis, comme ils rentrent la tête basse, acceptant les conditions du patron (observation du règlement de l'usine, ce qui est le vrai motif de la grève), celui-là ne se gênera plus pour leur faire produire davantage.

Auparavant le patron ne se trouvait pas suffisamment maître chez lui. L'ouvrier portait à boire à l'usine; naturellement il ne voulait pas teindre plus que le tarif portait dans certaines parties; dans les bleus et les chinés, l'ouvrier partait quand sa tâche était terminée; quelquefois à midi, mais généralement à 3 ou 4 heures. Tous ces petits avantages vont cesser.

Beaucoup de camarades sachant le sort qui les attend ne prennent pas la peine de se déranger pour aller signer. C'est le résultat le plus net de cinq mois de calme et de résignation.

Ici il me semble voir un tout petit réveil des camarades; le groupe *Germinal* s'agite en vue des élections prochaines, ce n'est pas la besogne qui lui manquera.

C.

⁂

PORTUGAL

Le camarade Caldeira Feio, dont j'ai raconté dernièrement les aventures, vient d'être envoyé en Afrique. Les protestations qui se sont soulevées en sa faveur, n'ont servi à rien. On a eu beau invoquer sa conduite irréprochable, le fait d'avoir sauvé deux personnes au risque de sa vie; rien n'a prévalu contre ces deux faits : il est anarchiste, ce qui lui avait valu la déportation, et il est un évadé.

Caldeira Feio est envoyé en Afrique dans de piètres conditions, non seulement au point de vue judiciaire, mais aussi et surtout au point de vue de sa santé. Notre camarade souffre d'une maladie de foie si développée, qu'on croit qu'il ne pourra pas résister longtemps au climat et aux privations du bagne.

Comme le bruit se répandait qu'on allait l'envoyer en dépit de son état, deux médecins ont voulu l'examiner, mais le directeur de la prison s'y est opposé. On a donc soustrait Caldeira Feio à un examen médical, fait par des médecins étrangers à la prison. Ce fait est d'autant plus significatif, que les deux médecins sont fort connus par leurs opinions plus ou moins radicales et par leurs sentiments altruistes souvent manifestés.

L'infamie a été commise avec la pleine conscience que notre camarade supportera difficilement le long voyage de Lisbonne à Angola, et que plus difficilement encore il résistera aux peines de là-bas. Mais il n'avait pas cessé de se déclarer anarchiste; par conséquent, rien ne pouvait le sauver.

La frousse est parfois un bon symptôme. A l'entrée des conscrits à la caserne, les officiers d'un régiment de la garnison de Lisbonne ont donné l'exemple de recevoir les nouveaux soldats par une fête, où n'ont pas manqué les illuminations, le banquet et le discours de bienvenue.

Ce fait, tout à fait nouveau, ne peut avoir été suscité que par le retentissement des derniers événements de l'action antimilitariste en France, cette action n'ayant pas eu, ces derniers temps, un plus grand développement en Portugal.

Mais il n'y a plus de frontières pour les idées, tout se lit, tout se raconte; la contagion ne connaît plus les distances.

Et comme les mêmes causes produisent les mêmes effets, les frousses se manifestent sous la même forme, avec les mêmes moyens pour arrêter les effets de la propagande. Le langage même en est identique. Comme échantillon, voici un petit passage du discours d'un officier, qui montre que l'uniformité de langage des exploiteurs ne fait que compléter l'uniformité dans la forme de l'exploitation : « Le régiment est une grande famille, où tous ceux qui ont l'honneur d'en faire partie, sont unis par un lien commun, celui de l'accomplissement du devoir militaire, lien si noble et si élevé, de tant d'honneur et de gloire, qu'il a pu transformer d'obscurs soldats en héros et martyrs de la Patrie! » Et tout le discours suit dans le même ton, entremêlé de pensées sentimentales sur la patrie et de grandes tirades descriptives sur les douceurs de la vie de caserne.

Ce qui vient d'arriver à Lisbonne, nous prouve que la propagande s'impose de plus en plus, que son internationalisme est la conséquence logique de l'internationalisme de l'exploitation et que sa portée est souvent bien plus grande qu'on le croit.

EMILIO COSTA.

⁂

RUSSIE

Les massacres d'Odessa. — *Une camarade russe nous communique la lettre suivante, datée d'Odessa. On y trouvera un récit des abominables massacres qui ont ensanglanté cette grande ville durant plusieurs jours (fin octobre et début de novembre).*

Le début fut une manifestation des lycéens, lycéennes, étudiants et étudiantes qui allaient d'un gymnase à l'autre, pour prendre avec eux les écoliers et leur faire cesser les études. Les initiateurs en avaient été les élèves d'un gymnase de garçons : ils demandaient la liberté de parole. Nulle part il n'y eut de difficultés; mais un massacre eut lieu devant une école de jeunes filles, celle de Mme Bérésine, qui appela la police. Celle-ci tira, faisant beaucoup de blessés, dont un mortellement, un étudiant.

On résolut de boycotter cette bonne dame. Le Conseil de l'Université invita les étudiants à se réunir à l'Université même. Il y vint un grand nombre de personnes, à peu près 15.000, et ce fut un véritable meeting. Beaucoup d'orateurs de tous les partis révolutionnaires, non seulement des étudiants et collégiens, mais aussi des travailleurs, prononcèrent des discours. On parla de la nécessité de s'armer pour lutter contre le tsarisme à qui on doit tant de tueries. Les discours produisirent beaucoup d'effet; il y en avait de fort beaux.

Après ce meeting, beaucoup se rendirent au conseil de la Douma locale, convoqué extraordinairement au sujet de l'affaire Bérésine. A l'ordre du jour était la formation du comité de la milice. C'était très intéressant, mais malheureusement on ne l'exécuta pas à cause du grand nombre d'interpellations. On résolut seulement d'éloigner le préfet Netkart et aussi de cesser de payer la police : ceci fut cause de la fureur des agents de police, les jours suivants.

Les deux jours suivants, il y eut de nombreux meetings. Au dernier, on résolut de se rendre dans les rues pour forcer les magasins à fermer, la circulation des tramways à cesser, etc., pour faire la grève politique comme dans toutes les autres villes. Bien plus, toutes les banques et même toutes les pharmacies étaient en grève (celles-ci étaient transformées en ambulances).

Le troisième jour, tout le monde se rendit à l'Université comme on l'avait décidé la veille. Mais la troupe entourait les bâtiments.

Vers 1 heure de l'après-midi, beaucoup de gens se ramassèrent dans les rues voisines de l'Université.

C'était dimanche, 29 octobre, tous les magasins étaient fermés. Les uhlans et les cosaques circulaient parmi le public. Tout à coup, sans aucun motif, les cosaques se mirent à frapper les étudiants d'abord, et ensuite tout le monde. Il y eut un grand émoi dont la première conséquence fut l'assaut d'un magasin d'armes par la foule, qui prit toutes les armes. Puis on éleva des barricades en renversant des tramways, dans les rues Richelieuskaya, Préobragenskaya et l'avenue Alexandre. En deux heures, les barricades furent debout. Mais malheureusement il n'y avait auprès que des curieux, personne ne s'attendant immédiatement à des rencontres sanglantes.

Soudain, sans avertissement, les soldats firent feu sur eux. On a remarqué qu'on tirait même des fenêtres de la gendarmerie.

Quelques dizaines d'hommes, de femmes, d'enfants même furent tués, un grand nombre blessés. Les étudiants en médecine, les ambulanciers volontaires et les docteurs se mirent à ramasser tous les blessés, mais la police donna l'ordre de tirer sur eux, pensant qu'ils étaient tous révolutionnaires.

La ville en devint comme morte, mais chacun pressentait que de graves troubles allaient avoir lieu.

Le lundi se passa tout à fait tranquillement.

Le mardi fut proclamé le manifeste impérial du 17/30 octobre. L'humeur populaire changea immédiatement. On demandait des drapeaux nationaux chez les portiers, on déchirait les étoffes rouges pour en faire les drapeaux que portaient des cortèges se rendant aux usines avertir les ouvriers du manifeste.

Une foule énorme, plus de 10.000 personnes, se ramassa devant l'Université; ce fut un grand meeting, beaucoup d'orateurs parlèrent, hommes ou femmes, ouvriers ou étudiants. La foule, qui se composait d'ouvriers et d'ouvrières, d'étudiantes et d'étudiants, de collégiens et de collégiennes avec des rosettes rouges, applaudissait vigoureusement. Les uns demandaient aux bourgeois qui passaient en fiacre, de l'argent pour acheter des armes, d'autres chantaient des chants révolutionnaires, d'autres encore lisaient à haute voix le manifeste, etc.

Ainsi se réjouissait Odessa, ayant presque oublié tous les malheurs passés.

Pourtant, la police avait volé dans la nuit, à l'hôpital juif, les morts qui devaient être enterrés ce jour-là.

Vers le soir, le massacre des juifs, le *pogrome* commença dans les banlieues et au bout de quelque temps des personnes blessées à la tête arrivèrent, racontant que des policiers déguisés étaient à la tête de la bande noire.

De suite, un groupe d'étudiants se rendit avec des drapeaux rouges sur le lieu du massacre. Quelques ouvriers s'étaient joints à eux. Tous n'étaient armés que de bâtons; mais les troupes ne les laissèrent même pas approcher de la bande noire.

Les rues devinrent désertes (même les agents de police avaient disparu) et c'étaient les étudiants qui les gardaient. La nuit ne fut pas tranquille.

Le lendemain, on résolut d'enterrer ceux qui avaient été tués sur les barricades, mais on ne mit pas ce projet à exécution à cause d'une manifestation réactionnaire patriotique, avec qui une rencontre eût pu être sanglante. Tout le monde disparut, car les manifestants patriotes tuaient tous les juifs et tous les étudiants qu'ils rencontraient. Ce n'était pourtant que le commencement. Les pogromes durèrent encore le lendemain et le surlendemain et on pressentait qu'ils dureraient encore longtemps.

La *self-défense* organisée depuis Pâques était partout dans les rues. La « troupe de lutte » des étudiants et l'école de la marine ont beaucoup aidé la self-défense. On espéra quelque temps que les défenseurs pourraient faire cesser les massacres, mais les soldats passèrent alors du côté de la bande noire et se mirent à tirer sur les self-défenseurs.

Beaucoup de braves jeunes gens de grand cœur tombèrent. Les meurtriers étaient comme des bêtes féroces, ils jetaient par les fenêtres les enfants, violaient les filles, coupaient les ventres et les langues, étranglaient les vieillards, etc.

Personne n'osait sortir. Pendant trois nuits, personne ne dormit, attendant à chaque instant l'arrivée des assassins.

Dans notre maison, où demeurent trois familles, en tout vingt-cinq hommes, c'était un silence de cimetière, nous n'entendions que le bruit de la fusillade, c'étaient les soldats qui tuaient les défenseurs. Il faisait nuit, mais dans la journée nous avions vu passer les canons et les mitrailleuses qu'on déchargeait sur les maisons d'où étaient partis des coups de feu.

La bande noire pillait entièrement les magasins sous les yeux des soldats et même des officiers. Les défenseurs arrêtaient les voleurs quand ils le pouvaient. J'ai pris à une fille un manteau de plus de 400 roubles et à un homme un sac de bijoux. Tous ces objets étaient envoyés à l'Université où se trouvaient aussi beaucoup de meurtriers arrêtés. Il y avait parmi eux quelques officiers et agents de police déguisés pour leur « travail ». Presque tous les magasins israélites sont en ruines.

Vers le quatrième jour seulement, le pogrome cessa. Seulement, à ce moment-là, le commandant donna l'ordre de tuer les pillards. Les obsèques des victimes, au nombre de plus de 400, durèrent deux jours. Les blessés, au nombre d'environ 30.000, furent placés dans le restaurant des étudiants, dans les écoles privées et dans quelques établissements donnés par la municipalité.

⁂

TURQUIE

Le procès intenté aux personnes inculpées d'avoir préparé et exécuté un attentat à la dynamite contre le sultan Abdul Hamid le 8 juillet dernier, à la

sortie de la cérémonie du selamlik, a commencé hier.

Il semble bien que les auteurs mêmes de l'attentat aient échappé à toutes les recherches. C'est un simple complice, le Belge Joris, qui comparait comme principal inculpé.

Les autres inculpés sont des Arméniens et des personnes d'autres nationalités.

La première audience a été consacrée à la lecture de l'acte d'accusation, au discours de l'avocat général et à l'interrogatoire de Joris. Ce dernier a déclaré être anarchiste et il a admis avoir aidé les conspirateurs. Il a ajouté approuver l'attentat comme le meilleur moyen de provoquer la disparition du régime actuel en Turquie et l'amélioration du sort des Arméniens.

⁂

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

LUJAN (province de Buenos-Ayres), 28 *octobre* 1905.

Mon cher camarade,

Je vous envoie mille francs pour le journal, voyant la lutte que vous faites toujours pour faire paraître le supplément littéraire.

Dans cette République libre, il y a beaucoup de mouvement ouvrier, et nous sommes actuellement en état de siège déclaré pour étouffer une grève des travailleurs des ports. (Cela durera peut-être six mois.)

Notre gazette *La Protesta*, qui se publiait tous les jours depuis le mois d'avril de l'an passé, a été obligée de suspendre sa publication, tous les journaux ayant reçu l'ordre de ne rien publier sur le mouvement ouvrier ni sur les progrès de la grève.

Nous sommes ici comme en Russie auparavant, mais les choses changeront ici aussi comme là-bas.

Votre ami.

J. C.

VARIÉTÉ

Le premier Congrès général des Paysans DE RUSSIE

Les événements actuels de Russie aboutiront-ils seulement à des réformes politiques profondes, ou à un remaniement social plus important encore? Particulièrement, les paysans de Russie ne profiteront-ils pas du mouvement actuel pour exiger le partage des terres appartenant aux nobles, aux monastères, au tsar même? Et si ce partage a lieu, accordera-t-on une indemnité aux anciens propriétaires?

Le congrès général des paysans de Russie, qui s'est tenu à Moscou au mois de juillet dernier, et dont l'*Osvobojdénié* a publié les procès-verbaux, a donné sur ce sujet des lumières assez frappantes. Les représailles que pouvait encore exercer l'autocratie furent cause que ce journal ne donne pas les noms des orateurs qui prirent la parole. Il indique seulement les provinces qu'ils représentent. Mais au ton même des délégués, il est facile de distinguer ceux qui étaient de purs paysans.

Le délégué du gouvernement d'Orel déclare qu'en se mettant carrément à la tâche, on pouvait arriver à ses fins. « Si le gouvernement ne fait pas ce que nous voulons, dit-il, eh bien, nous le renverserons. Il nous faut deux choses : la liberté et le partage des terres. Si l'autocratie se met à la traverse, il faut la supprimer et mettre à la place des représentants élus par nous. »

Le délégué du gouvernement de Kazan fut moins catégorique : « Je ne saurais affirmer qu'il existe chez nous une entente paysanne; elle n'est qu'en voie de formation. »

Le représentant de Kharkof fit une déclaration curieuse : « Il n'y a rien de bon aujourd'hui en Russie, dit-il. Il faut des représentants au peuple, mais pourtant le peuple ne veut pas de république. Il tient à conserver son tsar. »

La question agraire donna lieu à de longs débats. Le président fit appel à l'expérience des paysans présents; trente orateurs étaient inscrits.

Le délégué du gouvernement de Wladimir dit :

« Ce dont nous souffrons le plus, ce n'est pas de l'arbitraire, c'est du manque de champs à cultiver. Il faut que la terre appartienne à ceux qui la travaillent de leurs mains. »

Le délégué du gouvernement de Koursk — un vrai paysan sans doute — s'éleva contre la proposition faite de racheter les terres aux propriétaires : « Si on rachète les terres, dit-il, on prendra beaucoup d'argent dans la Banque et on le donnera aux seigneurs. Au contraire, ce sont eux qui devraient donner de l'argent aux paysans pour le temps si long durant lequel ils ont possédé injustement ces biens! »

Un autre délégué du même gouvernement fit cette observation qu'il n'y avait pas que des propriétaires héréditaires, mais aussi des paysans qui avaient acheté des parcelles avec l'argent honnêtement gagné par eux. Ils peuvent avoir trop de terre, et il est juste de la leur reprendre. Mais, à ceux-là, ne doit-on pas une juste indemnité?

Un délégué du gouvernement de Tchernigof insista sur ce point avec plus de force :

« Il n'est pas possible, dit-il, de ne pas donner d'indemnité pour la propriété privée. »

Les terres ne sont pas la seule forme de propriété immobilière. Il y a les maisons, les fabriques. Pouvons-nous songer pour le moment à les exproprier? Seuls devraient ne pas donner lieu à indemnité les biens d'église et de monastère, les biens impériaux, les apanages. En agissant autrement, nous commettrions une injustice criante et ruinerions beaucoup de gens, parmi lesquels même des paysans, qui ont acheté des terres en empruntant à la Banque. Beaucoup d'entre eux, du reste, sont déjà ruinés. Ils doivent vendre tout ce qu'ils produisent pour payer des intérêts et meurent de faim, ne se nourrissant que de pommes de terre crues. Nationalisation, socialisation, ce ne sont pas là les doctrines qu'il nous faut. Nous ne ferions qu'effrayer la masse du peuple. Cela n'est pas pratique. Je connais bien la campagne. Partout le peuple désire la terre avec passion. Mais il veut en même temps, aussi fermement, ne faire tort à personne. »

Celui-ci n'était pas un paysan. Mais ce fut sûrement un paysan qui lui succéda, et dit :

« La terre, dans la conscience populaire, est un don de Dieu, comme l'air et l'eau. Doivent la posséder ceux qui en ont besoin, et en la quantité dont ils ont besoin. Les paysans sur leurs fonds, les nobles à la cour! Pour ceux-ci, la terre n'est que l'accessoire, et on ne leur doit aucune indemnité. Mais ce n'est pas la même chose pour les moines.

« Il faut indemniser les moines et même leur laisser une partie de leurs biens. Nous avons plus confiance dans les monastères que dans les nobles. Les monastères sont des institutions sociales, on y prie pour le peuple ! »

Il ajouta :

« Si un paysan a trop de terre, il faut aussi lui en reprendre ! »

Un paysan du gouvernement de Kharkof soutint à ce sujet cette idée curieuse que la terre n'ayant pas été faite de main d'homme, étant *une création du Saint-Esprit*, elle ne peut être un objet de vente. « Si j'ai fait une maison, c'est une autre affaire : elle est l'œuvre de mes mains. Tandis que la terre n'a rien coûté à personne. Si du temps des ancêtres elle a été prise par le tsar et les nobles, cela ne nous regarde pas. »

Un représentant du gouvernement de Smolensk ajouta : « Les tsars ont pris la terre du peuple, et l'ont distribuée à leurs familiers pour récompenser des services personnels : qui a reçu gratis, doit rendre gratis. »

« Partageons sans indemnité, crie le représentant du gouvernement de Moscou, les terres données autrefois à ses favoris par la grande Catherine. On vient de nous parler de justice? La justice est de reprendre ces biens des Chérémetief et des Tcherbatof ! »

Un autre délégué dit qu'il fallait aussi reprendre sans indemnité les biens des *haulaki*, les usuriers des campagnes.

Le délégué du gouvernement de Tchernomor proposa de donner aux propriétaires une pension.

Un délégué du gouvernement de Moscou, paysan, ne fut pas du même avis qu'un des précédents orateurs sur le rôle bienfaisant joué par les monastères.

« Les paysans, dit-il, sont les abeilles, et les moines les frelons. Ils vivent dans la débauche et l'ivrognerie. Il ne faut laisser aux monastères que la partie des terres qui est entourée de murs. Il nous faut aussi les apanages. On n'y fauche même pas l'herbe des prairies. »

Alors l'orateur de Wladimir qui avait parlé d'indemniser les monastères, s'écria :

« Vous ne m'avez pas bien compris tout à l'heure. Si on peut ne pas donner d'argent aux moines non plus, cela vaut bien mieux, naturellement ! »

Le troisième délégué du gouvernement de Moscou s'écria :

« Toutes ces discussions sur le rachat me mettent hors de moi. On propose de payer de l'argent aux propriétaires qui, comme *zemstvi* ou *tchinovniks* ont fait de la vie du peuple une course à la mort, avec obstacles! Nous avons déjà payé, et combien! pour cette même terre, et nos grand'mères ont nourri de leur lait les petits des chiens courants de nos maîtres! Parler de rachat, c'est déjà entrer en accommodement. Pas de négociations diplomatiques : la Révolution! Autrement, nous serons encore trompés. Alexandre II nous a mis dedans. S'il a donné un peu, c'est pour que le peuple ne prenne pas tout. Je ne puis faire le compte des tonneaux de sang dont nous avons déjà arrosé la terre. Debout, laboureur, réveille-toi! Redresse ton échine, sus à l'ennemi, prends ton bâton ! »

Le délégué d'Orel dit ingénument : « Nous ne leur avons pas vendu la terre. Pourquoi donc la leur racheter ? »

Le quatrième délégué de Moscou parla à son tour :

« Je vais vous donner une idée de la propriété noble.

« Je connais, par exemple, la propriété du comte Orlof-Davidof, Montplaisir (son plaisir à lui, bien sûr). Sa terre a empiété jusqu'aux maisons des paysans, et l'eau même d'après les plans lui appartient. Est-ce que l'eau peut appartenir à quelqu'un? Deux popes, et deux églises : une pour le comte, une pour le peuple. Une statue de la grande Catherine dont le visage et les mamelles regardent le château, le derrière l'église; tellement qu'on a honte d'aller à l'église! Dans l'église du comte, on ne fait de service que les jours de *fête de famille*. Autrement, le comte s'enferme chez lui; et la messe ne commence qu'à dix heures! »

Les résolutions suivantes furent votées :

1° La propriété privée de la terre doit être supprimée (à l'unanimité);

2° Les terres des monastères, des églises, des apanages, du cabinet de l'empereur doivent être reprises sans rachat;

3° Les terres des propriétaires doivent être reprises pour partie avec indemnité, pour partie sans indemnité (à la majorité, contre 6 voix);

4° Les conditions dans lesquelles les propriétés privées seront reprises seront fixées par l'Assemblée constituante qui réglera la question par une loi. Dans la mesure du possible, l'as-

sociation paysanne étudiera la question en vue d'un prochain congrès (à l'unanimité).

Quant à la question de savoir à qui doit appartenir la terre, le congrès décide à l'unanimité moins une voix que la terre doit être la propriété commune du peuple dans son entier.

Le congrès décide que cette question sera étudiée dans le détail par des assemblées locales de paysans.

Le Temps, (1er novembre 1905.)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Légendes sociales (vers), par S. Pocachard; 1 plaquette, 1 fr. 50, imprimerie Legendre, Lyon.

Le Droit de l'enfant, par Larchevesque ; 1 broch., 0 fr. 10, à la Coopération pédagogique, à Armissan, Aude.

Solution du problème social, par J. Thiolain ; 1 broch., 0 fr. 20, imprimerie Sirodot-Carré, Dijon.

Les Sapins des Vosges (vers), par M. Deligny ; brochure, 0 fr. 60, à la Pensée, 28, rue Berthollet.

Lettere ad una donna sull'anarchia, par L. Fabbri ; à *El Pensiero*, Roma.

Image sur la patrie, 5 fr. le mille chez le camarade Billard, 1, rue de Lyon, à Chalon-sur-Saône.

L'Homme et la Terre, par E. Reclus, VIe série, 2 fr. 50, Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

Œuvres posthumes (tome Ier), Louise Michel; 0 fr. 75, Librairie Internationale, rue de Charenton, Alfortville.

Correspondances et Communications

★ **Le Comité parisien de la Self-Défense juive** rappelle aux camarades anarchistes que les révolutionnaires russes ne possèdent aucune arme pour se défendre contre les bandes noires. Il a déjà réussi à leur en envoyer et il fait appel à la solidarité des opprimés de tous les pays, pour lui permettre de leur en faire parvenir d'autres.

Deux sous c'est une balle et c'est peut-être un défenseur du tsarisme de moins. On reçoit aux *Temps Nouveaux*.

★ Montmorency et environs. — Les abstentionnistes de Montmorency et des environs sont invités à se mettre en rapport avec le camarade Auguste Gorion, 8, rue du Temple, Montmorency, pour organiser la propagande abstentionniste.

CONVOCATIONS

★ **Union ouvrière de l'Ameublement.** — Les camarades sont invités à la réunion du mardi 5 décembre, à 8 h. 1/2. Il est nécessaire que tous soient là. Des choses très sérieuses y seront discutées.

Distribution brochures, images. Adhésions. Cotisations.

★ **Causeries Populaires des Ve et XIIIe.** — Samedi 2 décembre, à 8 h. 1/2, causerie : L'Art, ce qu'il est, par Sophia; ce qu'il devrait être, par Marcel.

★ **Groupe d'Education Libertaire du XIIe arrondissement.** — Réunion le mardi 4 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Ecole. Sujet traité : Cours de Médecine pratique (*suite*), par Mme Zielinsky.

★ **Syndicat des Locataires de la Seine** (Section du 17e arrond.). — Réunion de la section le 7 décembre, à 8 h 1/2, au siège, 1, passage Davy (salle de l'*Aube Sociale*). Causerie : Le but et les moyens du syndicat.

★ **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 1er décembre. — M. James Guillaume : Causerie sur la Révolution française. I. Préliminaires. Le déficit et les Etats généraux. Le serment du Jeu de paume (20 juin 1789).

Lundi 4. — M. J. Lermina : La Révolution en Russie.

Mardi 5. — M. Blangarin : Cours d'espéranto.

Mercredi 6. — M. Frantz Jourdain : L'esthétique et l'hygiène des villes.

Vendredi 8. — M. Morize : I. Les débuts littéraires de la France.

A partir de décembre, la Fraternelle organise des séries de conférences, savoir :

M. Micouleau : Philosophie.

Dr Poirrier : Anatomie, physiologie, hygiène.

M. Elie Faure : Histoire de l'art.

M. James Guillaume : Causeries sur la Révolution française.

M. Arbos : Découverte et conquêtes de la Terre.

MM. Morize et Morel : La littérature française.

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arrond.) :

Samedi 2 décembre. — Soirée mensuelle. Kownacki : Physiologie et Question sociale. Entrée : 0 fr. 25.

Mercredi 6. — Staebling : Les grands krachs financiers en France et à l'étranger.

Vendredi 8. — Dr Malfitano, de l'Institut Pasteur : La méthode scientifique.

★ **Causeries Populaires du XIXe arrondissement.** — Jeudi 7 décembre, salle Grandjean, 63, rue de Flandre, discussion générale sur « les anarchistes et la guerre ».

Il n'y a ni cotisation, ni consommation obligatoire.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Vendredi 1er décembre. — Commission d'administration.

Mardi 5. — F. Challaye, membre de la mission de Brazza : La vérité sur le Congo.

Vendredi 8. — Leclerc de Pulligny : Jésus-Christ a-t-il existé ?

★ **Coopérative Communiste du 20e arrondissement**, 27, rue des Maronites. — Nouveaux cours gratuits de langue *Solrésol*, tous les vendredis soir, à 9 heures très précises.

★ Bordeaux. — **Groupe anarchiste et section de l'A. I. A.** — Conférence gratuite et contradictoire, le samedi 2 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, Brasserie moderne, 10, cours Balguerie-Stuttenberg. L'entrée aura lieu rue Barreyre, 86.

Le camarade Benoît traitera : L'Idée de Patrie et le Militarisme.

★ Marseille. — **Le Théâtre libre.** — Grande soirée familiale samedi 2 décembre, à 9 heures, bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne. Concert, et 1° *La Peur des coups* ; 2° *Le gendarme est sans pitié*, de Courteline.

★ Lyon. — **Causeries Populaires.** — Soirée familiale dimanche 3 décembre, à 8 heures du soir, chez Chamarande, 26, rue Paul Bert. Un camarade fera une causerie.

★ Montpellier. — **Groupe d'Etudes Sociales.** — Samedi 2 décembre, à 8 h. 1/2 précises, au siège du groupe, 7, rue Rambaud, causerie : L'Art et la Société.

★ Nantes-Chantenay. — **A. I. A.** — Réunion le dimanche à 2 heures, chez les camarades Masac et Moreau, rue de la Vierge, maison Bodin, Chantenay.

★ Saint-Claude. — **Association internationale antimilitariste des Travailleurs.** — Réunion permanente tous les vendredis, à 8 heures du soir, au local habituel.

Causeries et discussions diverses.

★ Liège. — **Cercle libre d'Etudes Sociales** : local, au Casino de l'Est, 21, rue Méan. — Séance chaque samedi. Le samedi 2 décembre, conférence par L. Pirard, député, sujet : La Sociologie ; le 9, Cosmogonie, par M. Vertongen ; le 16, Syndicats et syndicalisme, par A. Binet ; le 23, Cosmogonie, par M. Vertongen ; le 30, Notions de géographie, par Gérard.

On commence à 8 h. 1/4 très précises. Les conférences sont contradictoires et l'entrée est libre.

BOITE AUX ORDURES

Les Propos du lundi, d'un sieur Guize-Rix, dans le *Lyon Républicain* du 13 novembre 1905.

VIENT DE PARAITRE

Syndicalisme et Révolution, par M. Pierrot, recueil des articles de notre camarade parus ici même sous le titre *L'Esprit de Révolte*.

L'exemplaire, 0 fr. 15 ; le cent, 8 fr. 10, port compris.

Le Parlementarisme et la Grève générale, par le Dr Friedberg. Une forte brochure, 36 pages. Prix : 0 fr. 15 franco ; le cent, port compris, 8 fr. 10.

AUX SOUSCRIPTEURS DES VOLUMES

Vu mon absence, tout le travail matériel étant retombé sur Delesalle, alors que nous deux avons peine à y suffire, beaucoup de choses sont forcément restées en retard.

Ceux des souscripteurs du volume de Guillaume qui ont payé et n'ont pas encore reçu sont priés de nous excuser. Ils recevront sans faute.

Quant à ceux qui ne nous ont pas encore envoyé le montant, ils sont priés de le faire au plus vite, s'ils veulent profiter de la réduction, la librairie nous ayant déjà réclamé le paiement.

Ceux qui ne se seront pas libérés dans la quinzaine, auront à le payer ensuite le prix fort.

Pour le volume des enfants, il a subi quelques retards, mais il sera prêt pour le 25 décembre.

AUX CAMARADES

L'imprimeur vient de nous livrer la reproduction en lithographie du beau dessin de T. Van Rysselberghe, *Les Errants*, paru dans le no 25 du journal.

Nous en tenons à la disposition des camarades au prix de 1 fr. 25 dans nos bureaux, 1 fr. 40 par la poste.

Nous avons de plus fait tirer quelques exemplaires d'amateur au prix de 3 francs dans nos bureaux, 3 fr. 25 par la poste.

POUR LA PROPAGANDE

Nous venons de faire réimprimer et nous tenons à la disposition des camarades les brochures à distribuer suivantes : *A mon Frère le paysan*, par E. Reclus ; *La Grève des Electeurs*, par O. Mirbeau ; *Si j'avais à parler aux électeurs*, par J. Grave ; *La Femme esclave*, par R. Chaughi ; *Aux Femmes*, par U. Gohier.

Nous les tenons à la disposition de nos lecteurs au prix de 1 franc le cent. Port en sus.

Petite Correspondance

J. G. Causeries du XIXe. — Personne parmi nous ne peut faire de conférence.

C., à Côme. — Le journal a été régulièrement expédié. — Reexpédions les numéros manquants.

B., à Lyon. — Non, nous n'avons pas de dépôts de brochures.

A. S., à Arsimont. — Masson, 120, boul. St-Germain. Je n'ai pas lu les volumes, mais puis vous les procurer.

Amikoj kaj mi dezirus krei rilotoj kun abonoj aŭ legantoj de la jurnalo les *Temps Nouveaux* Angloj, Germanoj aŭ Italoj kiu konus la lingvo Esperanto. Skribi al mi al la adreso : Rousset-Galhauban, Hospice civil, Firminy (Loire).

Reçu pour Malato et ses amis : Collecte L. C., 16 dollars, 81 fr. 60. — Aury, 2 fr.

Reçu pour le journal : C. V. R., à Hilversum, 10 fr. — Jolivet, 0 fr. 60. — B., à Paris, 4 fr. — J. B., au Lunage, 0 fr. 50. — A. P., à Londres, 1 fr. — C., à Côme, 2 fr. — W. E., à Londres, 2 fr. — C. J., à Lujan, 1.000 fr. — Merci à tous.

S., à Bruxelles. — V., à Nîmes. — F., à Firenze. — G. P., à Rome. — N., à Noyant-la-Gravoyère. — O., à Richelieu. — A., à Willock. — H., à Willock. — J., à St-Amand. — H., à Utrecht. — A. B., à Mansourah. — A., à Grand'Croix. — P., à La Selle. — J. P., à St-Paul-en-Jarret. — S. R., à Vierzon. — G., à Bruxelles. — B., à Genève. — J. B. J. — N. M., à Bollène. — R., à Chèvremont. — R., à Limoges. — F., au Mans. — B., à Pamiers. — L., à Epinal. — B., à Champigny. — G., à Montmorency. — S. H., à Bordeaux. — B., à Lens. — A. S., à Urzy. — V., à St-Jean. — R., à Firminy. — J. L., à Londres. — J. L., à Carnières. — B. à Prague. — M., à Toulon. — T., à Tours-sur-Marne. — E. V., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente à Ermont, à la bibliothèque de la gare, et à **Montmorency**, chez M. Hérodier, marchand de journaux, place du Marché.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

11e ANNÉE. — N° 32. 9 DÉCEMBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE		POUR L'EXTÉRIEUR	
Un An	6 »	Un An	8 »
Six Mois	3 »	Six Mois	4 »
Trois Mois	1 50	Trois Mois	2 »

LE NUMERO : 10 Centimes. LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris = Ve

Voir au supplément le dessin de Hermann-Paul.

SOMMAIRE

A l'Homme Rouge

Monsieur, dans le réquisitoire que vous avez prononcé à la Cour d'assises, le jeudi 30 novembre, contre des camarades que vous vouliez englober dans un de vos complots policiers, vous avez éprouvé le besoin de m'insulter et, au mépris de la chose jugée, vous, un magistrat, il vous a plu de rééditer des accusations dont le jury avait fait justice.

Ce sont là de graves incorrections déjà qui pourraient amener un simple particulier en correctionnelle. Mais tout le monde sait que la loi n'est pas faite contre celui qui l'applique et, du reste, vos injures me laissent absolument froid, et je n'y répondrais pas, si vous n'aviez cru bon d'y glisser une petite calomnie que je tiens à relever avant qu'elle ne fasse son chemin. Il y a toujours de « bonnes âmes » pour leur faire un sort.

Vous avez dit que, non content de fuir la responsabilité de mes actes, j'avais réclamé la condamnation d'Ortiz et de ses amis (1).

Monsieur le procureur général, vous en avez menti.

Ni moi, ni aucun de ceux du procès des Trente, n'avons prononcé une seule parole contre Ortiz et ses compagnons. Malgré que vous ne les ayez mis avec nous que pour peser sur le jury et entraîner notre condamnation avec la leur ; nous nous sommes contentés de nous défendre chacun pour notre compte.

Si leurs façons de procéder nous répugnaient, nous n'avions pas à défendre la société bourgeoise, c'était affaire à liquider entre eux et vous.

C'est donc pour pouvoir calomnier plus à votre aise que, avant que nous eussions pu ouvrir la bouche, vous eûtes le soin de réclamer — contre moi et Faure seuls — le huis clos pour notre interrogatoire?

Si vous nous aviez crus capables d'une lâcheté, si nous avions montré la moindre faiblesse, vous auriez eu soin de le lever, afin que la plus grande publicité y fût donnée. Vous vous en gardâtes bien.

Je doute fort que votre façon de procéder ajoute au prestige de la magistrature.

Vous dites que je pousse les autres à la révolte sans rien risquer.

Pardon, Monsieur, il y a une nuance :

Je ne pousse pas à la révolte. J'essaie seulement de démontrer que, tant que les gens supporteront l'exploitation et l'injustice, ce ne sont pas leurs maîtres et exploiteurs qui les leur adouciront.

Oui, votre société, la société que vous défendez, je l'abomine, et les injustices qu'elle consacre me révoltent et je crie bien haut mon dégoût et mon indignation. Et la loi que vous devez appliquer me reconnaît ce droit, mais la façon dont on l'applique — quoi que vous en disiez — rend l'exercice de ce droit assez dangereux.

Exemple :

1° En 1891 ; — notre connaissance date de loin — pour un article que je n'avais pas écrit, vous me fîtes condamner, comme gérant de la *Révolte*, à six mois de prison (le maximum). Je déclinais si peu ma responsabilité, que je me contentais; pour toute défense, de vous déclarer que, ne reconnaissant à personne le droit de m'empêcher d'écrire ou de dire ce que je pensais, je n'avais pas à me défendre et vous laissais libre de vaquer à votre petite comédie.

2° En 1894, pour mon livre *la Société mourante*, je reparaissais devant vous. Entre temps, la loi avait été modifiée. La nouvelle vous permettait de me faire octroyer cinq ans. Vous ne vous fîtes pas faute de les réclamer. Et, paraît-il, vous vous étiez vanté de les obtenir. Votre espérance fut trompée, le jury n'accorda que deux ans. Là encore, je vous déclarais que je n'avais rien à renier de ce que j'avais écrit et que j'étais prêt à l'écrire encore.

3° En 1894 encore, pour prendre votre revanche sans doute, alors qu'aucun fait n'était relevé contre moi, que d'être le directeur de la *Révolte*, je reparaissais encore devant le jury, sous l'inculpation « d'association de malfaiteurs ».

Cette fois, vous vous contentiez de réclamer contre moi vingt ans de travaux forcés. Et comme, malgré l'élasticité de la loi, vous ne pûtes appuyer votre accusation d'aucune preuve, que d'injures, le jury, cette fois, refusa de vous suivre.

Et notez que je vous fais grâce des arrestations arbitraires, sous les accusations les plus variées, ou les machinations comme celle qui m'a obligé à venir témoigner dans ce dernier procès, n'ayant pu aboutir.

Vous voyez, Monsieur, qu'avec des juges comme vous, même dans un pays dit de liberté, il y a quelque danger à exprimer ses opinions, lorsqu'on n'a pour tout appui que le secours moral des quelques rares qui pensent. Et on sait qu'aux périodes de trouble, il est facile de les réduire au silence.

Notre condamnation, en 1894, ne devait-elle pas être le signal de l'arrestation de tous ceux qui ont le malheur d'attaquer l'ordre social que vous défendez, sinon avec talent, avec une véritable férocité tout au moins; et aussi de tous ceux qui avaient osé prendre notre défense? Et le lieu de déportation — la partie la plus malsaine du Gabon — n'était-il pas déjà choisi pour les y expédier?

Tandis que vous, vous avez une organisation formidable à votre service : l'armée, la police, la magistrature sont à vos ordres. C'est à l'abri de tout cela que vous vous permettez d'insulter et de calomnier vos adversaires, lorsque vous ne pouvez les envoyer au bagne ou à la mort, avec des lois toutes prêtes à leur appliquer, s'ils étaient assez malavisés de vous répondre sur le même ton.

Il se peut, Monsieur, que, lorsqu'un acte de révolte se produit, nous y ayons, moi et mes

(1) Je dois dire cependant que cette accusation, que vous croyiez nécessaire pour peser sur le jury, ne paraît que sous forme atténuée dans le compte rendu de la *Gazette des Tribunaux*, mais les camarades qui assistaient au procès l'ont entendue.

amis, une part de responsabilité. C'est pour cela que, lorsqu'il s'en produit un, lorsque vous et les autres en poursuivez les auteurs avec tant de sauvagerie, nous, qui ne sommes pas des juges, nous nous croyons tenus de rechercher les causes qui les firent agir, et ces causes sont multiples.

Si ceux qui dévoilent l'injustice peuvent avoir une part de responsabilités dans la révolte de ceux qui ne veulent plus la subir, il y en a d'autres qui en ont une plus grande.

Ceux qui accomplissent l'injustice ou la défendent; ceux qui, par leur rapacité et leurs agissements, engendrent la misère et la famine, ceux-là, Monsieur, y ont, eux aussi, une part très large.

Et puisque vous citez Ravachol, si, au cours de ses procès, il ne fut pas même question qu'il ait subi l'influence de qui que ce soit, il fut prouvé et archi-prouvé, par contre, que ce fut l'acharnement et la férocité que vous aviez déployés contre nos amis Dardare, Decamps et Léveillé, et la condamnation féroce que vous arrachâtes au jury, qui l'avaient exaspéré et poussé à l'acte que vous n'avez pu digérer et qui fut le point de départ de tous les autres.

Vous, l'homme des responsabilités, commencez donc par reconnaître la vôtre.

J. Grave.

LE VERDICT

... Quand la sonnette électrique, annonçant la rentrée du jury, eut retenti dans le prétoire, chacun reprit sa place et un lourd silence s'établit. Une terrible angoisse étreignait nos poitrines et plus d'un cœur, en cette minute, se glaça.

Un à un, lentement, et comme gênés par l'insistance de nos regards, les jurés rentrèrent; le président et ses assesseurs gagnèrent leurs sièges; Bulot parut le dernier, plus sinistre que jamais.

Puis soudain, au banc des jurés, une voix singulièrement éclatante et singulièrement rapide, proféra les paroles sacramentelles :

— « Sur mon honneur et ma conscience, devant Dieu et devant les hommes, la déclaration du jury est NON sur toutes les questions... »

L'accueil qui fut fait à ce *non* libérateur, essaierai-je seulement de le décrire? Ce fut une scène qu'aucun de ceux qui l'ont vue n'oubliera jamais. D'un bond, tout le monde fut debout sur les banquettes et un applaudissement immense, avec la force du tonnerre qui roule dans la nue, éclata. — Bravo! bravo! bravo! Vive le jury! bravo! bravo!

On se serrait les mains, on s'étreignait sans se connaître, quelques-uns pleuraient. Puis l'acclamation formidable renaissait, avec un fracas de rafale, pour s'éteindre et renaître encore. Les gardes, débordés, laissaient faire. Le président regardait, un peu surpris, souriant à demi, content peut-être... Cependant que Bulot, anéanti sur son pupitre, était horrible à voir.

C'était la bête carnassière maîtrisée, terrassée, vaincue par le belluaire. De temps en temps, quand le cri de : A bas Bulot! se faisait plus véhément, il tournait du côté de la tempête ses mâchoires édentées de vieux félin cruel. Sur cette face livide, rien ne vivait plus, que la rage de la défaite, et peut-être aussi l'anxiété de la peur.

* *

Ce qu'il faut qu'on sache, et ce sera l'explication de cette scène, — c'est que le procès avait été voulu et machiné par Bulot seul. Il y a quelques semaines, après la clôture de l'impuissante instruction, comme la presse avancée tout entière parlait de complot policier et de procès de tendances, le ministre de la soi-disant justice fit venir Bulot et lui dit : J'ai là sur ma table le dossier de l'affaire Malato. C'est un nouveau procès des Trente que vous nous mettez sur les bras. Je n'en veux pas.

Bulot jura ses grands dieux qu'il avait des preuves, que la condamnation était certaine, qu'il la voulait et qu'il l'aurait (1).

— Très bien! répliqua le bonhomme Chaumié. Mais tout procureur général que vous soyez, Monsieur Bulot, vous soutiendrez l'accusation vous-même, — ou le procès n'aura pas lieu!

Bulot mentait donc, quand au début de son réquisitoire, il déclarait que « le procureur général *avait tenu* à requérir lui-même dans cette épouvantable affaire ». C'est contraint et forcé par le ministre, son *maître*, que le macabre personnage a revêtu sa robe rouge de pourvoyeur de bagne et d'échafaud. Et c'est pourquoi le verdict, derrière l'accusation, frappa l'accusateur.

Et pourtant tout avait été par lui mis en œuvre pour vaincre. Le réquisitoire fut un long chef-d'œuvre de haine, de perfidie, de mauvaise foi, de mensonge; et quand Fortuné Henry partit en criant : Oh! je ne veux pas entendre la hyène, le chacal! il exprimait le sentiment unanime, et non seulement le sien. Bulot s'y mit tout entier, dans ce réquisitoire, sautant de la violence bestiale à la plus triviale bonhomie, mais restant cynique toujours, dans son impuissance à cacher que ce procès était bien SON procès. Nous eûmes l'étrange audition d'un réquisitoire qui, sans cesse, tournait au plaidoyer. Oui, nous vîmes l'accusateur réduit à se défendre contre la défense!

Le jury a vu clair et il a acquitté. Qu'il en soit loué. Nous sommes les adversaires, incontestablement, de toute espèce de vindicte, qu'elle émane du peuple ou des justiciards de carrière. Mais du moins n'est-il point niable que la première sait quelquefois n'être pas inique, et elle l'a montré dans le procès Vallina, en souffletant Bulot du verdict que l'on sait.

Le jury de la Seine a su échapper au traquenard criminel dissimulé dans la première question qui lui était posée. — Je ne demande pas la tête de M. Malato, avait déclaré Bulot, je ne demande la tête de personne! Le bon apôtre! Seulement, il avait libellé sa question au jury de telle sorte qu'une triple condamnation capitale eût pu s'en suivre, *sans même que le jury l'eût voulu*. Celui-ci a vu la traîtrise et, résolu à acquitter, à la question insidieuse : « Est-il constant qu'un attentat a été commis rue de Rohan, etc... » il a répondu : « *Non, il n'y a pas eu d'attentat.* »

Nos quatre amis sont libres — et Farras introuvable! Que M. Bulot le cherche; il le lui faut pour sa revanche... Quand paraîtront ces lignes, Harvey et Vallina, contre lesquels un arrêté d'expulsion a été pris au mépris de toute justice, auront gagné Londres, le seul coin de la terre où des hommes libres puissent aujourd'hui aller reposer leur tête; Malato aura repris la parole dans une réunion publique contre le tsarisme meurtrier, et Caussanel, l'obscur, aura recommencé à peiner et à lutter parmi les humbles, ses frères. L'anarchie, grandie au milieu des procès, l'anarchie qui doit tant à tous les Bulots de la terre, sort de cette affaire, où derrière quatre militants, c'est elle, — l'Idée, — qu'on voulut atteindre, sans avoir à déplorer de nouvelles victimes.

Nous ne demandons rien de plus.

Amédée Dunois.

(1) M. Bulot a essayé de faire de l'équivoque au sujet du provocateur. Quoique le nom de celui-ci n'ait pas été prononcé une seule fois au procès, ce nom que M. Bulot n'est pas sans connaître, était sur les lèvres de beaucoup, et s'il n'a pas été prononcé, c'est que l'on n'a jamais de preuves certaines contre un mouchard.

RÉSULTATS D'UNE LOI SOCIALE

La mutualité et les lois sociales sont les meilleurs moyens d'action de nos dirigeants.

C'est grâce à elles que le candidat séduit et emballe les masses électorales, que les élus augmentent constamment les charges des contribuables et que l'autorité maintient ceux qui se lassent d'attendre quelque amélioration de leur sort.

Ce que Grave a écrit récemment sur la mutualité est d'une précision et d'une vérité qui ne peuvent laisser place au doute sur l'inanité de son action sociale.

Nous avons eu l'occasion d'attirer l'attention, à plusieurs reprises, sur les méfaits de la loi sur les accidents du travail.

Voici que le gouvernement semble tenir à nous fournir les meilleurs arguments contre cette loi, comme pour en dégoûter les associations et syndicats plus ou moins réformistes qui en réclament l'extension.

Jusqu'ici, les résultats de la loi sur les accidents du travail avaient été les suivants :

Le patron était obligé, par cette loi, de payer à tout ouvrier d'industrie blessé au cours de son travail une indemnité de demi-salaire pendant la période d'incapacité de travail, les frais médicaux et pharmaceutiques, plus une rente en cas d'infirmité permanente ou une pension aux ayants droit, en cas de mort.

Un premier résultat de ces obligations a été que les patrons embauchaient de préférence des célibataires plutôt que des hommes mariés et chargés de famille, des ouvriers étrangers vis-à-vis desquels ils n'étaient tenus à rien plutôt que des Français; puis que, parmi ceux-ci, ils faisaient un choix.

Qu'un ouvrier borgne se présentât dans un chantier, on lui refusait du travail, parce qu'en cas de perte accidentelle de l'autre œil, le patron aurait été obligé de faire une très grosse pension à l'ouvrier devenu aveugle. M. Brouardel, auquel j'emprunte cet exemple, cite également le cas d'un ouvrier qui ne peut se faire embaucher nulle part, parce qu'il lui manque un doigt!

Voilà un des premiers bienfaits de la loi.

Ces précautions n'ont pas suffi aux patrons. Ils se sont mis à couvert des risques d'accidents par des assurances; et les primes versées aux compagnies d'assurances, ils les ont, généralement, récupérées sur le salaire de leurs ouvriers.

Ceux-ci sont devenus, par ce fait, malgré eux, leurs propres assureurs et couvrent, de leurs deniers, tous les frais de leurs accidents.

Cependant le patron qui, désormais, n'a plus à craindre que les accidents fassent un trou dans son budget, n'hésite plus à embaucher au plus bas prix possible de tout jeunes gens, des manœuvres, des incapables pour manier des machines-outils ou faire un travail dangereux; il surmène ses ouvriers, sans se soucier des augmentations de risques que l'excès de travail leur fait courir, comme cela est prouvé. Que lui importe? Ce sont les ouvriers qui paient leurs bras cassés.

Mais la compagnie d'assurances, société d'actionnaires qui ne visent qu'à un bon placement de père de famille pour leurs capitaux, tient essentiellement à ce que chaque assuré lui rapporte plus qu'il ne lui coûte. C'est quelquefois difficile.

Au moment de la promulgation de la loi, les courtiers et agents des compagnies d'assurances se sont disputé les clients et naturellement ceux-ci se sont assurés à la compagnie qui leur demandait les prix les moins élevés.

Au bout de quelques années, beaucoup de compagnies ont reconnu que la concurrence les avait entraînées à établir des primes trop faibles; quelques gros accidents survenus à court intervalle dans le même chantier les ont amenées à

résilier l'assurance du patron, en vertu de cette clause du contrat qui oblige l'assuré à toujours verser sa prime, mais laisse l'assurance libre de ne plus payer, quand elle cesse d'être en bénéfice. A partir de ce moment, il y a eu des difficultés et, pour y faire face, on a tiré sur toutes les ficelles.

Par exemple, on a diminué les frais médicaux, en profitant de la concurrence éhontée que se font entre eux les médecins, pour faire signer à des praticiens de dernier ordre l'engagement de soigner à forfait tout accident de travail, moyennant la somme de *dix* francs, tout compris.

Or, le prix des certificats est légalement établi à dix francs; les soins au blessé étaient donc fournis pour rien, même quand il y avait dix, quinze pansements à faire et un blessé à visiter à plusieurs kilomètres de distance!

Vous vous doutez de ce que pouvaient être les soins donnés dans de telles conditions.

Et c'est à ces médecins de rebut que les compagnies obligeaient les ouvriers blessés de s'adresser. La loi dit bien que l'ouvrier est libre du choix de son médecin. Mais le patron a le droit de répondre à l'ouvrier : Parfaitement, vous êtes libre... comme moi, je le suis de ne plus vous employer! Argument sans réplique.

Les compagnies ont encore essayé de faire soigner gratuitement dans les hôpitaux réservés aux indigents les blessés qui les payaient cependant. C'était tout bénéfice. Mais les hôpitaux ont réclamé des honoraires.

Alors on a vu surgir, dans les grands centres, des hôpitaux spéciaux fondés et entretenus par les compagnies d'assurances ou d'importantes associations d'industriels et où tous les ouvriers victimes d'accidents de travail devaient se rendre. Là, sous la direction nominale de quelques médecins mal payés, les pansements sont faits par des infirmiers ou bien on délivre au blessé les objets de pansement avec lesquels il se soigne lui-même le moins mal qu'il peut.

Ces lésineries sont dangereuses pour la santé des blessés, et onéreuses pour eux, puisque l'insuffisance des soins prolonge leur incapacité de travail et les expose à une infirmité permanente.

Elles paraissent également opposées aux intérêts bien compris des compagnies qu'elles entraînent à payer de plus grosses indemnités pour incapacité de travail et des rentes plus fréquentes pour infirmité.

En réalité, les calculs auxquels se sont livrés les directeurs d'assurances leur ont montré qu'ils gagnaient, somme toute, à mal soigner les ouvriers blessés.

Ce résultat invraisemblable provient de ce que les ouvriers restés infirmes touchent rarement la rente à laquelle ils auraient légalement droit.

Beaucoup d'entre eux, poussés par la misère et mal renseignés, acceptent de signer à l'agent de la compagnie un papier qui supprime tous leurs droits moyennant le versement immédiat d'une somme infime.

Ceux qui veulent tenir bon contre les pressions réunies du patron, de l'agent d'assurance, des contremaîtres et de camarades auxquels on a fait la leçon, se voient traînés un temps infini du tribunal aux cabinets des hommes de loi, pour n'obtenir, en fin de compte, qu'une rente inférieure à celle qui leur devrait revenir, pour peu que les certificats médicaux ne soient pas d'une netteté décisive et que les tribunaux soient bien disposés envers les compagnies, ce qui ne se voit que trop souvent.

Seuls, les syndicats ouvriers bien organisés peuvent défendre leurs membres contre cette coalition d'intérêts capitalistes; mais ils n'existent que dans les centres industriels et n'y comprennent encore qu'une minorité des travailleurs.

Partout ailleurs, c'est-à-dire dans la plupart des cas, l'ouvrier blessé n'a d'aide et de secours à attendre que d'une seule personne : du médecin.

Sans faire acte d'héroïsme, ni d'abnégation, celui-ci est tout naturellement porté à sauvegarder les intérêts de son blessé, parce qu'ils sont conformes aux siens.

Plus il prodiguera les meilleurs soins au blessé, plus vite celui-ci sera rétabli, plus il aura de chances d'éviter une infirmité permanente et, en revanche, plus élevée sera la note d'honoraires du médecin.

Si celui-ci est susceptible de sympathie pour un individu livré sans défense à tous ses exploiteurs, ce qui est le cas le plus fréquent, il lui indique volontiers la marche à suivre pour sauvegarder ses droits et s'emploie de son mieux à les faire valoir.

Mais cela ne fait pas l'affaire des compagnies. C'est pourquoi elles refusent très souvent de payer la note du médecin choisi librement par l'ouvrier blessé. Elle l'oblige à la poursuivre devant le juge de paix, sachant bien que celui-ci réduit presque toujours, dans une notable proportion, la note réclamée par le médecin, sans se soucier de son bien fondé et des dérangements et frais multiples occasionnés au praticien par une action judiciaire.

Le résultat de la loi sur les accidents du travail était donc jusqu'ici une lutte constante entre deux partis : d'une part le blessé et le médecin de son choix; d'autre part, la compagnie d'assurances, le patron et les autorités judiciaires.

Ce n'est qu'au prix d'efforts incessants que les premiers pouvaient arracher aux seconds une faible partie de ce à quoi ils avaient droit; et il fallait, pour y réussir, de la part de l'ouvrier, suivre avec une absolue confiance les conseils du médecin; de la part de celui-ci, libeller des certificats inattaquables, fournir des notes minutieusement détaillées, écrire mainte lettre et passer des après-midi entières dans les justices de paix.

Les tentatives récentes d'union entre les syndicats médicaux et les syndicats ouvriers pour la défense de leurs intérêts communs dans les accidents du travail, faisaient présager des jours meilleurs.

Le parti adverse l'a bien senti et il vient de briser toute tentative de résistance par une révision de la loi sur les accidents du travail dont je montrerai les conséquences dans un prochain article.

(*A suivre.*) MICHEL PETIT.

L'article que notre ami Nadar devait consacrer à la mémoire de Reclus passera dans le prochain supplément avec le cliché d'une photographie prise par Nadar, en les dernières années de Reclus.

MOUVEMENT SOCIAL

Refus de servir. — Millanvoy, soldat au 154e d'infanterie, inculpé de désertion à l'intérieur, vient d'être condamné (par six voix contre une) à un an de prison, par le conseil de guerre du 6e corps.

C'est le même conseil qui vient d'acquitter le dragon Baclot, meurtrier du gréviste Huard, et qui, précédemment, avait condamné un adjudant déserteur à 80 jours de prison seulement et avec sursis.

Pourquoi cette différence excessive de jugement? — Ah! pourquoi? D'abord parce que Millanvoy n'est pas adjudant, mais simple soldat; puis parce qu'il n'a tué aucun gréviste et se refuse même par avance à en tuer un seul; surtout parce qu'il est un homme, un homme qui réfléchit, qui juge dans sa conscience le métier qu'on lui fait faire, un homme qui ne se courbe point devant ses juges et ses chefs et leur répond fièrement.

Il leur dit qu'il était soldat de 2e classe par la force des choses et ne reconnaissait pas les lois humaines, faites par une classe contre une classe. Il leur dit qu'on cherchait à créer un délit d'opinion et qu'il demandait le maximum. Il leur dit la phrase de Renan : « Si j'avais été soldat, j'aurais déserté ou je me serais suicidé. »

Pour les Millanvoy, il n'y a ni acquittements, ni lois de sursis, ni indulgences.

Mais il y a la sympathie de tous les hommes qui réfléchissent.

R. CH.

❖ ❖

Antimilitarisme. — Louis Hamelin, colporteur à Saint-Nazaire, va passer prochainement en cour d'assises à Nantes.

Son crime est d'avoir reçu des affiches antimilitaristes et d'avoir distribué des brochures aux conscrits.

FÉLISCIO.

❖ ❖

Les habitants de la place du Franc-Marché ont le regret d'annoncer à M. le maire de Beauvais le décès de l'ermite qui depuis six mois habitait les cabinets publics de ladite place. Des enfants l'ont trouvé sans vie ce matin, hideux, boursouflé, étendu de tout son long sur les dalles malpropres et glacées. Ce malheureux était mort comme un chien galeux qui crève au coin d'une borne.

Ce pauvre hère, victime du froid et de la misère, serait, d'après la rumeur publique, tuberculeux au dernier degré.

Le malheureux qui, dans une ville de vingt mille habitants, vient de finir aussi misérablement ses jours, se nomme Valéry Levieille, âgé de trente-deux ans. Il avait fait tout récemment un séjour d'un mois à la maison d'arrêt, où il avait été interné pour vagabondage. Il était sorti le 1er novembre de prison.

(*République de l'Oise* du 28 novembre 1905.)

❖ ❖

Provocations policières. — A Saint-Etienne existe une coopérative de consommation à base communiste. Cette coopérative, qui prend une part très active dans le mouvement social de cette ville, possède aussi un restaurant servant de lieu de rendez-vous aux camarades, en même temps que, par la modicité de ses prix, elle est d'une grande utilité à ceux qui se trouvent dans la gêne.

Tout cela ne pouvait manquer de lui attirer les haines de dame police.

C'est sans doute pour cela que ces jours passés, ayant une ou plutôt deux arrestations à opérer parmi les personnes mangeant au restaurant, les agents se comportèrent dans cette circonstance comme des goujats ou des agents provocateurs.

Il est certain que si l'opération avait dû être faite dans tout autre restaurant, la police aurait procédé d'une façon plus correcte. On en jugera par cette note du Conseil d'administration de la Coopérative, insérée dans la *Loire républicaine* :

« Dimanche, à 2 h. 1/2, nous fûmes très surpris « de voir entrer dans notre établissement trois « agents de la sûreté, lesquels, sans exposer le « motif de leur visite, se mirent en devoir de dé- « visager toutes les personnes qui prenaient leur « repas : ils s'arrêtèrent devant une table où man- « geaient deux personnes et les questionnèrent. « Le gérant, frappé du sans-gêne de ces trois indi- « vidus, leur en fit l'observation dans un langage « très courtois. A ce moment, l'un d'eux se déta- « chant de ses camarades alla, sans explications, « faire appel à quelques agents restés au dehors, « lesquels s'empressèrent d'entrer et d'envahir « notre salle, avec des airs conquérants, etc. »

Bref, il y eut quelque peu d'effervescence parmi les consommateurs, d'autant plus qu'il y avait eu la veille une conférence antimilitariste, et que quelques camarades attribuaient l'irruption de la police à cette cause, mais contrairement à ce qu'ont raconté les journaux locaux, les consommateurs ne se portèrent à aucune voie de fait contre les agents.

Ce qui n'empêcha pas que, le lendemain lundi, quatre camarades étaient arrêtés et, menottes aux mains, conduits à la geôle, puis relâchés le mardi soir. L'instruction se poursuit.

ROUSSET-GALHAUBAN.

MONOGRAPHIE

(*Suite*) (1)

Roanne.

I. La campagne roannaise. L'industrie roannaise (le tissage des cotonnades). — II. La crise industrielle. — III. Les conditions du travail. — IV. L'existence ouvrière. — V. La vie publique. — VI. La lutte ouvrière et l'organisation syndicale.

IV. — L'existence ouvrière (*Suite*) :

La loi d'airain.

Morbidité, invalidité et mortalité *en excès* sont les conséquences des mauvaises conditions de vie; elles sont la règle dans la population ouvrière à Paris où les statistiques le prouvent surabondamment, à Roanne et partout ailleurs.

Quand donc on veut faire une enquête à la façon de Le Play et de ses disciples pour établir le budget nécessaire aux moyens de subsistance d'une famille ouvrière, on commet une grossière erreur. En apparence, un salaire moyen quelconque peut sembler suffisant à l'entretien d'une famille; celle-ci s'en accommode, elle est obligée de s'en accommoder, de se tenir dans les limites du budget. Mais de ce que cette famille, prise comme type de l'ensemble des familles vivant dans les mêmes conditions, paraisse s'accommoder, elle et les autres, à son existence sans même émettre des revendications trop vives, de ce qu'elle ne mendie jamais et ne reçoit ni indemnités, ni secours, il ne s'ensuit pas que son budget est suffisant.

Car il n'y a pas de vie normale, quand on constate une surmortalité, que ce soit par tuberculose ou par toute autre maladie. Les maux ne nous sont point envoyés par une divinité en courroux, comme le croyaient les Hébreux; ils sont simplement la conséquence des mauvaises conditions de vie.

Ces maux sont la preuve de l'insuffisance des moyens d'existence, quoique cette insuffisance n'apparaisse pas clairement aux intéressés eux-mêmes. Ceux-ci vivent dans une misère atténuée chronique et beaucoup considèrent leur sort comme tout à fait acceptable. Ils sont cependant privés des conditions hygiéniques nécessaires à entretenir la santé physique. Mais l'ignorance des besoins, de ces besoins qui aux patrons paraissent élémentaires et indispensables pour eux-mêmes et les leurs, fait que les ouvriers acceptent des conditions de vie qui les mènent à l'usure rapide, aux maladies multiples et à une mort prématurée.

Si un besoin est vivement senti, on cherche à le satisfaire de toute façon, et la souffrance pousse directement à la révolte, tandis que la routine, la longue adaptation, l'accoutumance au milieu, l'ignorance amènent la résignation.

A Roanne, par exemple, on est habitué à mettre les enfants en nourrice, et les conditions du travail obligent la mère à se séparer du nouveau-né. Mais les parents ne se sont pas encore rendu compte qu'ils vouent leurs enfants à la mort ou, ce qui est pis, à une dégénérescence qui pèsera sur toute la nouvelle génération.

Puisque les salaires ne permettent pas l'allaitement maternel, c'est qu'ils sont insuffisants, car ce n'est pas de gaieté de cœur que les mères se séparent de leurs petits, ce n'est pas pour se goberger à leur aise, pour jouir égoïstement de la vie, ou pour faire des économies, comme un certain nombre de petits bourgeois, que les ouvriers envoient au loin leur progéniture.

Le budget est encore insuffisant, puisqu'il ne permet pas le repos nécessaire : repos journalier, repos hebdomadaire, vacances annuelles, convalescence prolongée en cas de maladie, etc. Or tout ce que je viens d'énumérer est non article de luxe, mais nécessité vitale.

Je dirai plus, je dirai que les salaires ne sont jamais suffisants s'ils ne permettent pas le libre développement des individualités, la satisfaction de toutes les jouissances morales, artistiques et intellectuelles. Voilà de bien grandes ambitions. Depuis quand des esclaves émettent-ils de semblables prétentions? Il est certain que pour imposer de telles revendications, il faudra de grands changements.

En réalité, dans la société actuelle, les salaires sont maintenus dans des limites étroites. Ils ne peuvent pas s'élever au point où disparaîtrait le bénéfice du patron. Cela est leur limite supérieure, et la pression ouvrière tend simplement dans la vie courante à se rapprocher le plus possible de cette limite.

D'autre part, le patron cherche à avoir le plus grand bénéfice possible, il comprime au maximum le salaire de ses ouvriers, et on est accoutumé de dire que *l'exploitation patronale tend à réduire les salaires à ce qui est rigoureusement nécessaire à l'ouvrier pour assurer ses moyens de subsistance.*

Cette dernière proposition n'est autre que la fameuse *loi d'airain* énoncée par Turgot et reprise par Lassalle.

Mais quelle est la limite minimale exprimée par la loi d'airain? En fait, il n'y a pas de formule mathématique qui donne la limite inférieure d'un budget ouvrier. On peut dire simplement ceci : les salaires sont réduits par les patrons au plus bas possible, et la résistance ouvrière les maintient à peu près à ce qui est accepté comme suffisant et nécessaire à l'entretien de la vie, par la majorité craintive et routinière des prolétaires exploités.

La limite sera donc plus ou moins basse suivant l'ignorance ouvrière, la restriction des besoins et l'aveulissement des énergies (dans des conditions économiques données).

Mais si, dans cet état d'équilibre instable provenant de l'antagonisme entre l'exploitation patronale et la résistance ouvrière, il se produit quelque oscillation qui fasse descendre les salaires, il n'en résulte pas, malgré l'insuffisance réelle encore plus grande des salaires, que la famille ouvrière doive disparaître.

Par exemple, si les conditions économiques changent (1), si une crise industrielle éclate comme à Roanne, les familles ouvrières ne disparaissent pas, elles vivent plus mal, voilà tout, et il y aura naturellement augmentation de la morbidité et de la mortalité. Au lieu d'avoir un plat de viande et de légumes à midi, on se contentera d'une soupe. L'alimentation se réduira à trois soupes par jour et on mangera plus de pommes de terre pour ne pas avoir faim. On tâchera de s'adapter comme on pourra, on restreindra ses besoins. C'est pourquoi il est impossible de dire à quelle limite on peut vivre et quel est le budget minimum pour faire vivre une famille ouvrière; c'est pourquoi la limite inférieure exprimée par la loi d'airain est sans valeur.

Si les circonstances deviennent meilleures, on mange mieux, on s'habille mieux, on se permet plus d'aises et de bien-être; et le budget tout entier est dépensé. Est-ce à dire que le budget atteigne un taux normal, autrement dit permette une vie normale? Il tend simplement à s'en rapprocher, car la morbidité et la mortalité ouvrières restent toujours supérieures à la moyenne.

Dans l'état actuel des choses, si les travailleurs veulent vivre dans des conditions moins défavorables, s'ils veulent assurer leur santé et celle de leurs enfants, leur budget est déjà insuffisant; et on leur reproche de ne pas faire d'économies.

Certes il y a eu autrefois chez les anciens artisans de Roanne, et aussi chez les ouvriers privilégiés (c'est-à-dire touchant de hauts salaires) pendant la période de prospérité industrielle, il y a eu quelques familles qui se sont efforcées de faire des économies, qui ont acquis la maisonnette où elles habitaient et quelquefois un bout de champ. Mais même à cette époque de prospérité où l'existence était plus facile, les économies n'ont pu être faites qu'*en se privant*. Un certain nombre de ménages ont mis de l'argent de côté au risque de leur santé et de celle de leurs petits; ils se sont privés des joies de la vie, ils ont eu d'abord très peu d'enfants, non pour avoir de beaux enfants (car ils les ont envoyés en nourrice et ne leur ont jamais donné ensuite de soins spéciaux), mais pour moins dépenser; ils ont restreint des besoins essentiels pour eux-mêmes et pour les leurs; ils ont travaillé, mari et femme, avec acharnement; ils ont rogné sur leur repos, sur leur nourriture, sur la moindre distraction; ils se sont enfermés dans l'indifférence la plus complète vis-à-vis des autres et du monde; en somme, ils ont mené une vie immorale, si j'ose m'exprimer ainsi, et fort peu ont réussi. Leur conduite a surtout eu pour résultat de faire baisser les salaires ou d'en empêcher le relèvement.

Actuellement, à Roanne, les individus qui pourraient être encore animés d'une mentalité semblable et qui s'imaginent pouvoir s'émanciper tout seuls, sont dans l'impossibilité de le faire. Les salaires sont si peu suffisants que les saisies-arrêts sont très fréquentes. Je dois ajouter que chaque saisie-arrêt entraîne des frais de procédure considérables qui viennent encore grever la dette primitive.

Ce n'est pas en restreignant les besoins que les ouvriers souffriront moins. Il faut vivre et le mieux possible. L'amélioration des conditions d'existence dépend de l'effort des travailleurs. La propagande, la conscience des besoins matériels, moraux et intellectuels exaltent l'énergie et la solidarité des prolétaires et renforcent leurs revendications. On doit arriver à imposer le respect plus grand des libertés individuelles, une moindre journée de travail, une augmentation de salaire. Mais la pression ouvrière ne permet pas d'arriver progressivement, comme le croient les réformistes, à une émancipation complète : car, au fur et à mesure que les salaires s'élèvent, les patrons s'entendent pour augmenter le prix de leurs marchandises, c'est-à-dire le prix des objets de consommation. Les loyers s'élèvent également. En somme, tous les moyens de subsistance deviennent plus chers. Les revendications ouvrières doivent donc arriver à envisager l'expropriation définitive et complète du patronat.

(*A suivre.*) M. Pierrot.

(1) Voir les numéros 23, 24, 25, 26 27, 28, 29, 30 et 31.

(1) Par surproduction ou par diminution de la production, par restriction des débouchés, par surpopulation réelle ou relative des travailleurs.

MOUVEMENT OUVRIER

De temps à autre, la Chambre consacre l'une de ses séances à la discussion d'une loi sur les retraites ouvrières. M. Millerand déploie tout son zèle pour la faire voter avant la fin de la législature. Héritier des doctrines de paix sociale de feu Waldeck-Rousseau, le candidat des socialistes nantais fonde beaucoup d'espoir, paraît-il, sur l'application des retraites ouvrières pour enrayer le puissant mouvement d'agitation qui effraie la bourgeoisie capitaliste.

La classe ouvrière, elle, n'est pas dupe des sentiments qui animent les parlementaires en votant cette loi. Elle est depuis longtemps fixée et n'y voit autre chose qu'une excellente combinaison financière faite, une fois de plus, sur son dos.

J'ai à plusieurs reprises donné l'économie du projet. C'est toujours le même. Il y a environ dix ans qu'il est « à l'étude ».

Moyennant une retenue de 2 0/0 sur les salaires, plus un versement égal des patrons, auxquels l'Etat ajoutera, s'il y a lieu, les ouvriers qui auront versé pendant trente ans, auront droit, à l'âge de 60 ans, à une retraite de 360 francs pour les ouvriers de l'industrie et de 240 francs pour les ouvriers agricoles.

En réalité, les retraites ouvrières cachent une excellente combinaison financière sur laquelle la bourgeoisie compte expressément pour remettre à flot ses finances alourdies. Et pour cela, la classe travailleuse qui, avec ses salaires de famine, ne parvient pas à vivre, va se voir frapper d'un impôt qui se fera vivement sentir sur nombre de budgets ouvriers. Car personne ne se fait d'illusion à ce sujet : les 2 0/0 qui semblent frapper le patronat seront récupérés sur les salaires ouvriers. Ce sera comme pour ce qui concerne les accidents du travail. La loi dit bien que ce sont les employeurs qui doivent s'assurer; en fait, ce sont presque partout les ouvriers qui paient l'assurance. Il en sera de même pour la contribution dite patronale des retraites ouvrières.

Les financiers qui ont mis sur pied ce projet de loi destiné surtout, je le répète, à améliorer les finances de la bourgeoisie, estiment que lorsque la loi aura son plein effet, la caisse dite des retraites ouvrières devra contenir environ 20 milliards de francs. Ce que les hommes d'argent pourront tenter d'entreprises avec un pareil capital, je le laisse à penser.

Non, il faut bien le dire, le souci d'assurer une retraite aux exploités usés par le travail n'est absolument pour rien dans les combinaisons financières actuellement en discussion sous le nom de retraites ouvrières.

Du reste, le versement pendant trente années, dans l'espérance de toucher vingt sous par jour à 60 ans, en est la meilleure preuve.

Sans parler des métiers où, dès l'âge de 45 ans, il devient impossible de trouver du travail, le régime de surproduction qu'entraîne l'organisation capitaliste de la société fait que très, très peu d'ouvriers seront amenés à jouir de ces retraites illusoires pour lesquelles ils n'en auront pas moins versé pendant toute leur existence. Inutile de dire que les travailleurs — dont les parlements se prétendent cependant l'émanation — sont contre des retraites ouvrières établies dans ces conditions. Les syndicats, les Bourses du travail consultés se sont prononcés à la presque unanimité contre le projet. C'est la meilleure preuve que ce n'est pas le souci de doter les travailleurs de retraites qui fait agir les politiciens.

C'est pourquoi tous les arguments que peuvent fournir les exploités contre ces prétendues retraites ouvrières ne serviront à rien. C'est un nouvel impôt déguisé qui va s'abattre sur la classe ouvrière, impôt dont elle ne tardera pas à sentir tout le poids puisqu'il s'attaquera à des salaires déjà plus qu'insuffisants.

Reste à savoir s'il n'y aurait pas lieu pour la classe ouvrière d'organiser la grève de l'impôt en se refusant par tous les moyens à le laisser prélever sur ses salaires.

C'est le seul point que les politiciens qui espèrent, sous prétexte de retraites, rétablir les finances embarrassées de la bourgeoisie, ont justement omis de prévoir.

Aux travailleurs de s'organiser dès maintenant pour préparer la grève de l'impôt.

❖ ❖

A Paris, la grève des terrassiers et similaires occupés à des travaux exécutés pour le compte de la Ville continue. Ces travailleurs ont eu beau démontrer que les entrepreneurs ne leur donnent pas les salaires qu'ils s'étaient engagés par contrat à leur verser, cela n'a servi à rien.

Entrevue avec le préfet, chargé de par sa fonction d'exiger des entrepreneurs l'application stricte de leurs cahiers des charges ; entrevue avec la commission municipale du travail ; entrevue avec les patrons eux-mêmes ; comédie que tout cela ! les uns et les autres promettent d'examiner et n'ont qu'un but, gagner du temps dans l'espérance que, poussés par le besoin, les grévistes reprendront le travail.

Et le malheur, c'est que plus le conflit dure, plus cette espérance a chance de se réaliser.

A signaler que les grévistes ont démontré que les entrepreneurs pratiquent admirablement le *sabottage* si honni lorsque ce sont les ouvriers qui l'emploient. Des affiches placardées à profusion ont appris au public que des murs n'ont pas l'épaisseur prévue ou que la matière première employée n'est pas de qualité suffisante. Qu'y a-t-il de vrai dans ces allégations, nous l'ignorons, mais toujours est-il que les auteurs de ces affiches n'ont pas été inquiétés. Le *sabottage* patronal serait-il seul permis, Messieurs du *Temps* et des *Débats ?*

En attendant, m'est avis que si les grévistes le pratiquaient tant soit peu, leurs exploiteurs leur donneraient peut-être un peu plus vite satisfaction.

A Saint-Denis, aux portes de Paris, les ouvriers peaussiers et teinturiers de la maison Combes sont en grève au nombre d'un millier environ. Il est probable même que cette grève ne s'arrêtera pas là ; déjà le personnel d'une autre usine de Saint-Denis a cessé le travail par solidarité, et l'effervescence est grande dans un certain nombre d'autres, où les exploités ne cherchent qu'une occasion pour présenter à leurs employeurs leurs revendications.

En attendant, la gendarmerie et la police — renforcées par les brigades centrales — font merveille. Dimanche dernier, au cours d'une manifestation, la police a tapé tant et plus ; des femmes et des enfants ont été piétinés par ces brutes. Cette répression est, paraît-il, exigée par les employeurs, qui sont au mieux avec le commissaire de police de l'endroit.

Si après cela les grévistes usaient de représailles, MM. les patrons seraient mal venus de se plaindre.

Depuis une cinquantaine de jours, les apiculteurs de Neuvy-Pailloux, près d'Issoudun, sont en grève, au nombre de 30. Le directeur, profitant de ce que le secrétaire du syndicat accomplissait une période de 28 jours, lui fit parvenir une lettre dans laquelle il lui signifiait qu'il ne faisait plus partie du personnel de l'usine ; un autre militant a été également remercié dans des circonstances presque identiques.

Les exploiteurs ne s'attendaient pas à une résistance telle de la part de paysans qu'ils croyaient à tout jamais taillables et corvéables à merci et incapables d'un mouvement de dignité.

Ces camarades luttent héroïquement, mais, comme partout, le besoin se fait sentir et ils font appel à la solidarité des travailleurs.

Adresser les fonds à Goubard, trésorier du syndicat des apiculteurs de Neuvy-Pailloux (Indre).

Les dockers de Lorient se sont presque tous mis en grève. Ils réclament une augmentation de salaire, soit 50 centimes par heure de jour et 75 centimes par heure de nuit.

Peu de dockers continuent le travail, la plupart d'entre eux ayant adhéré au mouvement.

Quelques incidents se sont produits entre les grévistes et les jaunes.

P. Delesalle.

MOUVEMENT AGRICOLE

Nous détachons de la *Voix du Peuple*, le manifeste suivant :

Manifeste du Syndicat des cultivateurs de Bourbon-l'Archambault.

Le Syndicat agricole de Bourbon-l'Archambault (Allier) adresse aux travailleurs de la terre le vibrant manifeste suivant qui démontre combien est profond et conscient l'éveil de la paysannerie :

Aux travailleurs de la terre !

Camarades, depuis des années et des années, depuis des siècles et des siècles, nous sommes courbés du matin au soir vers la terre, sans réfléchir à notre sort, sans regarder autour de nous, persuadés d'ailleurs qu'on ne peut faire autrement que de se donner une peine immense pour manger un morceau de pain !

Si, au lieu de nous éreinter de la sorte, nous avions parfois levé la tête, si nous nous étions demandé qui profitait de notre travail et s'il était juste de se donner tant de mal pour d'autres, il y a longtemps que nous aurions trouvé le remède à notre malheureuse situation.

Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire : posons-nous donc ensemble cette question et répondons-y franchement.

Qui produit le blé, c'est-à-dire le pain pour tous ? Le paysan !

Qui fait venir l'avoine, l'orge, toutes les céréales ? Le paysan !

Qui élève le bétail pour procurer la viande ? Le paysan !

Qui élève le mouton pour procurer la laine ? Le paysan !

Qui produit le vin, le cidre, etc. ? Le paysan !

Qui nourrit le gibier ? Le paysan !

En un mot, c'est au paysan que la société est redevable de la nourriture, de la boisson, des habits. Vous produisez tout... Que produit votre fermier général ou votre propriétaire ? Rien...

Et pourtant qui mange le meilleur pain, la meilleure viande ? Qui porte les plus beaux habits ? Qui boit le bordeaux et le champagne ? Qui profite du gibier ?

Le bourgeois !

Qui s'amuse et se repose à volonté ? Qui prend tous ses plaisirs ? Qui fait des voyages d'agrément ? Qui se met à l'ombre l'été, à côté d'un bon feu l'hiver ?

Le bourgeois !

Qui se nourrit mal ? Qui boit rarement du vin ? Qui travaille sans discontinuer ? Qui se brûle l'été et se gèle l'hiver ? Qui a bien des misères et bien des peines ?

Le paysan !

Bien plus : les travailleurs des champs sont souvent raillés, insultés, tournés en ridicule par ceux-là même qui vivent dans l'oisiveté et font la noce à leurs dépens. Les bourgeois, en effet, jugent les paysans sur les apparences extérieures et se moquent d'eux parce qu'ils ont de grosses mains contrefaites par le travail, gercées et crevassées par l'hiver, parce qu'ils ont souvent le dos voûté et qu'ils regardent constamment la terre, et surtout parce que, n'ayant pas l'habitude de la société, ils sont timides et s'expriment mal.

Camarades des campagnes, nous sommes petits parce que nous nous courbons devant les riches : redressons-nous une bonne fois et nous nous apercevrons que nous sommes plus grands qu'eux ! Ayons conscience de notre force et de notre utilité ! Nos camarades des mines, des usines et des ateliers nous ont montré le chemin : ils n'attendent que notre organisation, qui sera une force immense, pour marcher de l'avant ; ne les faisons pas attendre davantage ! Eux aussi souffrent, eux aussi ont des misères et des peines injustifiées, du fait des capitalistes exploiteurs. Le jour n'est peut-être pas éloigné où nous pourrons nous unir tous pour conquérir notre part de bien-être, notre part de bonheur.

Camarades des campagnes, réfléchissons bien à ceci :

Si demain tous les cultivateurs disparaissaient, qu'arriverait-il infailliblement ? Une famine générale, une misère atroce, la mort probable en peu d'années d'une bonne partie des restants.

Et si demain tous les Messieurs disparaissaient... Il est bien permis de supposer que rien n'en irait plus mal, et qu'au contraire l'humanité pousserait un immense soupir de soulagement. Et nous, cultivateurs, nous n'aurions plus à entretenir des oisifs menant la vie large, nous n'aurions plus d'oppresseurs pour nous tenir sous un joug de fer, plus de tyrans grossiers nous insultant sans motif. Conséquence : beaucoup plus de liberté, plus de bien-être, beaucoup moins de travail.

Et pourtant, nous ne désirons la disparition de personne, mais nous désirons ardemment voir arriver le jour où tout le monde sera obligé de travailler pour vivre, où il n'y aura plus d'exploiteurs ni d'exploités, où l'on ne verra plus le luxe de quelques-uns échafaudé sur la misère de tous.

Cela viendra sûrement : ce sera le couronnement de notre œuvre.

En route pour le grand but, camarades, et ne nous laissons pas abattre par les difficultés qui viendront entraver notre marche.

Vive l'émancipation des travailleurs !

Le Syndicat.

❖ ❖

ANGLETERRE

J'ai reçu le petit papier ci-dessous :

L'an mil neuf cent cinq, le vingt-neuf novembre,

A la requête de Monsieur L. G. F. Parmeggiani, demeurant à Paris, 25, rue de Londres,

Elisant domicile en sa demeure,

J'ai Fernand Lacour, huissier près le Tribunal Civil de la Seine.

Fait sommation à Monsieur le gérant du journal *Les Temps Nouveaux*, ex-journal *La Révolte*, demeurant à Paris, 4, rue Broca, où étant et parlant à un homme à son service ainsi déclaré :

D'avoir dans le plus prochain numéro de son journal, en réponse à un article paru dans le journal *Les Temps Nouveaux* du onze novembre mil neuf cent cinq, sixième page, première colonne en bas, sous la signature J. Grave :

A publier la lettre suivante qu'il s'est refusé à insérer, offrant, M. Parmeggiani, de payer au taux des annonces légales l'excédent du double de l'article sus-énoncé.

Paris, le 21 novembre 1905.

Monsieur Jean Grave, gérant du journal *Les Temps Nouveaux*, 4, rue Broca, Paris.

« Monsieur,

« Dans votre numéro du onze novembre dernier et au sujet d'un procès en diffamation que j'avais intenté à un détective de Scotland-Yard, se trouve sous votre signature, une note me concernant pour laquelle je tiens formellement à user de mon droit de réponse.

« Le nommé Bordes déposant pour le compte et en faveur du dit policier, a déclaré à la barre que, à la suite de mon expulsion de France, j'étais venu le trouver à Londres muni d'une lettre de recommandation émanant de vous. Cette lettre, il ne la possède pas, mais, à dix-neuf ans de distance, elle lui est restée si profondément gravée dans la mémoire qu'il en a pu citer à l'audience tous les termes, dans leur plus minutieuse intégrité.

« Votre mémoire, pour être moins affirmative que celle de Bordes, n'en laisse pas moins planer une équivoque que j'ai le droit et le désir bien arrêté de ne pas laisser subsister.

« *Je ne vous ai jamais demandé aucun service, et encore moins de lettres de recommandation pour votre « cher camarade Bordes »*, — et cela, vous le savez très bien d'ailleurs, je n'étais ni alors, ni à aucune autre époque en communauté d'idées avec vous ou avec votre parti ;

« Quant au pamphlet diffamatoire à votre adresse dont vous parlez « tout en n'en parlant pas », et dont vous me décernez la paternité, je suppose, n'en ayant aucune connaissance, qu'ils sortent de la même fabrique que vos lettres patentes m'accréditant auprès de votre ami Bordes ;

« Dans tous les cas, même en celui d'antagonisme avec vous et vos amis anarchistes, la délation n'est jamais entrée ni dans mes habitudes, ni dans mes goûts, et je me demande comment et en quoi vous pouvez qualifier de suspect un homme qui, comme moi, n'a et n'aspire à avoir aucun rapport direct ou indirect avec vous et vos amis, y compris Bordes, à qui vous me faites la grossièreté gratuite de m'assimiler.

« Je vous ai demandé, je vous requiers encore et, au besoin, vous somme d'insérer ma présente lettre de rectification dans votre plus prochain numéro.

« Salutations, L. G. F. Parmeggiani. »

Déclarant à Monsieur le gérant du journal *Les Temps Nouveaux* que, faute par lui d'insérer la susdite lettre, mon requérant se pourvoira comme de droit pour l'y contraindre,

Sous les plus expresses réserves à fin de dommages-intérêts.

Dont acte.

Et je lui ai, étant et parlant comme dessus est dit, laissé cette copie.

Tout ce que je tenais à affirmer, c'est que je n'ai aucune relation avec M. Parmeggiani. Ce petit papier en est une preuve.

J. G.

⁂

RUSSIE

Le martyre de l'institutrice Prascovie Dougentzova. — J'ai pu obtenir hier d'un témoin oculaire, M. Nikolev, venu sur la Côte d'Azur pour se remettre des suites d'un choc nerveux, le récit détaillé d'un tragique épisode des terribles massacres que les « bandes noires » perpètrent un peu partout, sur toute l'étendue du vaste empire russe.

M. Nikolev est un jeune étudiant qui s'était rendu de Saint-Pétersbourg à Stavropol, station du chemin de fer de Vladikavkaz, auprès de son père malade, et était arrivé précisément la veille de la publication du manifeste de Nicolas II, octroyant la Constitution.

Stavropol est un trou; les révolutionnaires y sont rares, et l'élément « intellectuel » n'y est guère représenté que par les instituteurs et institutrices de l'école primaire. Quand, le 19 octobre, les autorités policières apprirent que M. Witte l'emportait et que la Constitution était octroyée, ils décidèrent de faire expier aux instituteurs cette victoire des intellectuels.

« Ils sont cause de tout le mal... C'est eux qui apprennent au peuple à lire et à écrire! » dirent-ils. Le clergé se montra encore plus irrité. Les popes, à la tête d'une foule de gens sans aveu, marchèrent sur l'école, en arrachèrent l'institutrice, Mlle Prascovie Dougentzova, qu'ils poussèrent au milieu de la rue en la bousculant et en la frappant.

M. Nikolev arriva sur ces entrefaites, et scandalisé, fit des remontrances au pope. Celui-ci répondit en le menaçant de lui faire subir le même sort...

— Ah! si vous le prenez sur ce ton, j'irai quérir les cosaques! cria le jeune homme.

— Va, va... C'est ce qui peut nous arriver de mieux.

L'étudiant n'eut pas la peine d'aller à la recherche des cosaques; ils arrivaient spontanément : deux sotnias, en tout deux cents hommes, commandés par l'ataman Bratkov.

L'institutrice s'élança au-devant d'eux. C'était le salut! Elle échappait à ses bourreaux; des soldats en nombre ne maltraiteraient pas une femme sans défense...

— Frères, cria-t-elle aux cosaques, sauvez-moi... Voyez dans quel état ces sauvages m'ont mise!...

Elle était très pâle, toute tremblante, ses beaux yeux bleus agrandis par l'épouvante; sa jupe noire pendait en lambeaux, et du sang coulait d'une de ses joues.

— Livrez-nous l'institutrice, dit l'ataman à la foule... Nous allons lui faire passer un petit examen sur la politique...

— Très bien dit, très bien! s'exclama joyeusement le pope...

— Vive l'ataman! Il a toujours de bonnes idées! crièrent les policiers.

Ils poussèrent rudement la jeune fille dans les rangs des cosaques.

Mlle Prascovie Dougentsova se sentait pourtant un peu rassurée; elle pensait que pour la soustraire à ses persécuteurs, l'ataman la ferait escorter jusqu'à la prison et qu'au moins elle aurait la vie sauve.

Elle fut vite détrompée. Brutalement, l'ataman la saisit par les deux mains et la contraignit de s'agenouiller.

— Maintenant, dit-il en la maintenant dans cette attitude humiliée, tu vas répondre à mes questions. Quelle est ta religion?

Comme l'institutrice gardait le silence, il lui asséna sur la tête un formidable coup de nagaïka...

— Laissez-moi, laissez-moi! cria la malheureuse jeune fille. Vous savez bien que j'appartiens à la religion orthodoxe, le pope peut vous le dire...

— Eh! oui, nous savons que tu vas à l'église... Mais tu es contre le tsar, comme les juifs...

— Ce n'est pas vrai, cria Mlle Dougentzova, je ne suis pas contre le tsar. Mais je souhaite la liberté pour ma patrie!

— Ah! tu veux la liberté!... Nous nous en doutions! cria l'ataman en cinglant les épaules de l'institutrice d'un nouveau coup de nagaïka... C'est pour cela que tu t'*es réjouie* en lisant ce faux manifeste que les juifs ont inventé et qu'ils attribuent au tsar!

— Mais vous vous trompez! protesta Mlle Dougentzova. C'est le tsar qui donne enfin la liberté à son malheureux peuple...

— Ah! tu veux faire de la propagande révolutionnaire? rugit l'ataman... Allez, petits frères...

Il y eut alors une scène horrible. Les cosaques et les meneurs se ruèrent sur la jeune fille, la renversèrent, la piétinèrent; c'était à qui lui allongerait un coup de botte.

Meurtrie, sanglante, elle réussit à se relever, et cria d'une voix déchirante :

— Seigneur, je vais mourir; permets que mon sang serve au salut de ma patrie!

Craignant sans doute que ces paroles touchassent l'un de ses bourreaux, l'ataman jeta de nouveau la jeune fille sur le sol. La foule, grisée de sang, se précipita sur elle et des forcenés l'achevèrent à coups de marteau.

Leur rage n'était pas encore assouvie; avec des hurlements, des hallali, les apaches de la réaction russe saisirent le frêle corps inerte — la mort avait délivré la victime — et le jetèrent en l'air, le recevant dans leurs bras et le paumant de plus en plus haut. Les lambeaux des vêtements de la malheureuse martyre s'éparpillaient et volaient en tous sens. Bientôt il ne resta que le corps encore souple dont le sang, jaillissant par toutes les plaies béantes, pleuvait sur la tête des assassins.

Ils s'acharnaient de plus en plus, se relançant le cadavre avec la pointe de leurs bottes et criant : « A mort les étudiants! A mort les juifs! »

— Mais, objectai-je à M. Nikolev, Mlle Dougentzova n'était pas juive?

— Non, certainement pas... Elle était orthodoxe, mais tolstoïsante, et c'est pour cela que le pope l'a désignée en premier comme victime!... Car, remarquez-le bien, ajouta-t-il, le mouvement actuel n'est nullement antisémite... Il est formé par la police et toutes les forces réactionnaires conjurées en vue de faire avorter l'œuvre de M. Witte.

— Et comment a fini cette bacchanale sanglante?

— Je ne me rappelle plus rien... Je suis devenu fou... J'ai hurlé des mots dénués de sens... J'ai couru devant moi donnant des coups de droite et de gauche, sans savoir ce que je faisais, où j'allais...

La police n'avait pas le temps de s'occuper de moi... Les assassins et les cosaques étaient tout à leur sadique divertissement, ils suivaient dans les airs les évolutions du corps de la malheureuse Dougentzova, qui se disloquait...

Je suis rentré chez moi, je me suis jeté sur mon lit, et j'ai pleuré de honte pour la Russie... Puis, je ne sais plus rien... Le médecin est venu; il a déclaré que je devais partir tout de suite, quitter la Russie, changer de scène, aller dans un pays de soleil et de fleurs, pour oublier ce que j'avais vu; sans quoi il craignait pour mon équilibre mental.

Je me repentais d'avoir entraîné l'étudiant russe à me faire ce récit. Pendant qu'il me parlait, ses traits s'étaient tirés, un éclat fiévreux allumait ses prunelles, une indicible angoisse bouleversait son jeune visage. Il continua :

— Voici quinze jours que je suis dans ce pays enchanteur, où rien ne me rappelle ces horribles scènes; mais je ne dors plus, je ne peux pas oublier. Dès que je ferme les yeux, je vois cette pâle jeune fille, couverte de sang, à genoux et tremblante, levant vers le ciel ses yeux bleus pleins de terreur, et je l'entends prier : « Seigneur, je vais mourir; permets que mon sang serve au salut de ma patrie! »

Je m'efforçai de consoler le jeune Russe, de détourner son attention sur d'autres objets; mais tout le ramenait aux réminiscences qui le hantaient, il avait besoin d'épancher son indignation :

— Je ne pourrai me tranquilliser, me dit-il, que lorsque je saurai que Bratkov, l'ataman qui a perpétré ce crime lâche, recevra le châtiment qu'il mérite!

— Vous croyez qu'il peut y échapper?

— Longtemps encore, répondit sourdement M. Nikolev. Mon père vient de m'écrire à ce sujet.

Il sortit de sa poche une lettre volumineuse, et me lut ces lignes :

« Hier, les citoyens de Stavropol ont télégraphié « au comte Witte pour lui demander de révoquer « l'ataman Bratkov et de prendre des mesures énergiques, afin de faire arrêter les assassins de « Mlle Prascovie Dougentzova. Le soir, un meeting « a eu lieu où l'on a pris la résolution d'adresser « une pétition à la presse honnête, pour qu'elle « oblige le gouvernement à ne pas laisser impuni « un crime aussi monstrueux. A ce meeting, une « seconde résolution a été votée : Il faut que le « gouvernement se déclare solidaire des brigands « qui ont *assassiné Mlle Dougentzova*, ou qu'il donne « satisfaction au sentiment de dégoût et de colère « de la majorité des citoyens, en faisant immédiatement châtier sévèrement les coupables. »

Je vois que mon jeune interlocuteur a peu de confiance dans l'efficacité du meeting de Stavropol. Il prend congé de moi, le regard trouble et absent, puis revient précipitamment sur ses pas :

— Dites-moi, vous ne la voyez pas?... Vous n'entendez pas sa voix?... La voilà, à genoux, les mains jointes, résignée à la mort, sa voix résonne : « Seigneur, je vais mourir; permets que mon sang serve au salut de ma patrie!... »

(*Le Temps.*) M. Pravdine.

⁂

Les journaux russes paraissent maintenant sans censure — non que la censure soit abolie, mais parce que les journaux ont, par une application du principe de l'« action directe », décidé de s'en passer. A Saint-Pétersbourg, seul le *Novoïé Vremia* — organe plus méprisable que n'importe quel journal franchement réactionnaire, véritable journal-reptile, pour employer le terme usité en Allemagne, — s'est opposé à cette façon d'agir. Il faut dire, d'ailleurs, que nos journaux n'étaient pas tous poussés uniquement par leur zèle libéral : la pression des ouvriers était certainement pour beaucoup dans leur décision. Dès le lendemain du manifeste, le « conseil des délégués ouvriers » s'est réuni pour décider de la question des journaux et voici ce qu'il a déclaré : Puisque les ouvriers ont supporté jusqu'à présent toutes les charges du mouvement, c'est à eux également qu'incombe le devoir d'assurer la liberté de la presse. Le Conseil décide, par conséquent, que seuls les journaux résolus à se passer de la censure pourront paraître; quant aux autres, ils seront confisqués chez les porteurs et les marchands, leurs presses et leurs caractères détruits, et les ouvriers qui y auront travaillé, boycottés. » Dans ces conditions, le plus sage était, pour les directeurs des journaux, de se soumettre.

Mais les ouvriers ont fait plus. Quelques jours après, la rédaction du journal *Slovo* ayant envoyé à l'impression deux articles de tendances réactionnaires, les typographes se sont refusés à les composer, et le journal n'a pas paru ce jour-là. C'est là un exemple de participation des ouvriers à la rédaction des journaux qui n'est pas sans intérêt pour nous. Comme le fait bien remarquer dans sa brochure le camarade Nettlau, les ouvriers ne se considèrent généralement pas comme solidaires de l'œuvre à laquelle ils collaborent; que cette œuvre soit utile ou nuisible, ils n'y voient aucune part de responsabilité personnelle.

Il est absolument indifférent aux typographes de composer tel ou tel écrit, et, jusqu'à présent, il en a été toujours ainsi en Russie comme ailleurs. Mais nous, qui rêvons d'un régime social où chaque œuvre serait le résultat du travail solidaire d'un groupe de travailleurs qui s'y intéressent et qui y apportent leur concours, chacun dans la mesure de son savoir et de son art, nous devons attacher une grande importance à chaque pas fait en avant dans cette direction. Auteurs, typographes, vendeurs, collaborant à la diffusion des mêmes idées — cela ne s'est jamais vu jusqu'à présent que dans la presse révolutionnaire, mais c'est peut-être l'image de ce que sera la presse de l'avenir.

Donc, nos journaux paraissent sans censure. Cela leur permet de donner tous les comptes rendus des réunions, de reproduire tous les manifestes, de citer tous les cas — aussi fréquents que jamais — des violences policières et gouvernementales. Les meetings, nombreux pendant tous les jours de la grève générale, sont devenus encore plus nombreux dans les premiers jours qui ont suivi le manifeste. Le 18/31 octobre il y eut des dizaines de réunions, sans parler des processions, des manifestations dans la rue qui constituaient autant de meetings en plein air. Il y eut des réunions d'étudiants, d'ouvriers, de militaires, d'avocats, de gens de toutes classes et de toutes professions. Quelques ordres du jour sont à citer. Ainsi, les ouvriers et employés des chemins de fer disent d'une façon très catégorique que « le manifeste gouvernemental n'est qu'une nouvelle tentative de tromper le peuple russe ». Les autres réunions ouvrières émet-

tent la même opinion; toutes constatent que ce n'est pas, de la part du gouvernement, un acte de libéralisme, mais uniquement une concession arrachée par force. Les ouvriers ne sont d'ailleurs pas seuls à le penser : aucun ordre du jour, quelle que soit la réunion dont il émane, n'exprime la moindre confiance dans Witte et le gouvernement. Tous parlent de l'insuffisance de ce qui est accordé et réclament : 1° Amnistie complète pour tous les crimes politiques; 2° suppression de la peine de mort et de l'état de siège; 3° organisation d'une milice commandée par le *Conseil des délégués ouvriers*; 4° révocation de Trepoff; 5° éloignement des troupes de la capitale. Citons l'ordre du jour d'une réunion de militaires, soldats, officiers et matelots, tenue le 18 octobre dans une des salles de cours de l'Université de Pétersbourg : « Nous, groupe de militaires, soldats et officiers de l'armée et de la flotte, reconnaissant que la lutte révolutionnaire actuelle entreprise par les ouvriers et les paysans est l'acte final de la sanglante révolution russe, qui donnera à notre pays la république démocratique, déclarons que partout où le peuple se lèvera comme une masse révolutionnaire active et où il versera son sang, nos baïonnettes et toutes nos armes seront dirigées contre ceux qui nous auront envoyés à la répression. »

En ce moment, beaucoup de journaux nouveaux se fondent; une partie de la presse révolutionnaire — celle des social-démocrates — se transporte en Russie, leur propagande devenant, ainsi, légale et permise. La « Russie souterraine » est en voie de disparition — pas complètement cependant, car il est à prévoir que l'existence souterraine sera encore pendant longtemps l'apanage des anarchistes et de tous ceux qui ne voudront pas renoncer, pour de belles promesses, aux moyens d'action révolutionnaires. Symptôme intéressant : réactionnaires du *Slovo* et social-démocrates de *Novaia Jizn* d'un commun accord attaquent les anarchistes. « Voleurs, incendiaires, assassins », « parti dont aucune loi ne peut autoriser l'existence » — toutes les épithètes naguère encore appliquées par la presse conservatrice à tous les révolutionnaires russes sans distinction de partis, deviennent maintenant notre privilège. C'est naturel. Tomber sur les anarchistes a toujours été le moyen le plus pratique de se sauvegarder soi-même.

P. K.

✠ ✠

BOHÊME

Prague, 27 novembre. — Tous ces temps derniers, les partis politiques ont trompé les gens avec le suffrage universel.

Le 10 octobre ont commencé les démonstrations devant le Parlement tchèque.

Tous les partis politiques se sont lancés dans la lutte.

Les 4, 5 et 6 novembre de nombreux meetings ont été tenus dans les rues. Conflits avec la police et les milices. La police tira quelques salves qui firent un mort et plusieurs blessés. Le mort est un élève de l'Ecole Industrielle, du nom de J. Hubac.

La foule répondit par l'envoi de pierres qui blessèrent quelques soldats et policiers. Il y eut trois cents blessés et trois cents arrêtés.

Les social-démocrates, adversaires de la grève générale, veulent l'employer maintenant pour des vues politiques. Mais les anarchistes tchèques veulent qu'elle soit employée pour des réalisations économiques.

La grève sera promulguée le 28 novembre. Et si le gouvernement se refuse à accorder le suffrage à tous les citoyens, la grève deviendra générale.

Vlasta Borek.

✠ ✠

SUISSE

Un joli monde. — La Société typographique de Genève, dans une assemblée très nombreuse, a voté une résolution contre la situation faite aux ouvriers typographes par l'« Imprimerie ouvrière ».

L'« Imprimerie ouvrière », où s'imprime le *Peuple*, organe socialiste légalitaire, appartient à un groupe de fonctionnaires socialistes, dont font partie le secrétaire ouvrier, le directeur de la chambre de travail, un conseiller administratif, le directeur de l'enfance abandonnée, *etc.*, tous salariés par le budget.

Des communiqués à la presse de MM. F. Larchevêque et Medved, du comité du syndicat des typographes à Genève, il ressort que la direction de l'« Imprimerie ouvrière » fait infraction au tarif et viole les prescriptions édictées en faveur des ouvriers. Dans l'espace de deux années, deux membres du comité du syndicat des typographes ont été congédiés, l'un d'eux parce qu'il était accusé de fournir des renseignements à la presse, l'autre pour un motif analogue.

Bref, on conclut du débat dont se régalent le *Journal de Genève*, la *Presse* et la *Tribune*, ce qu'auraient à attendre les ouvriers, le jour où la société serait livrée aux meneurs socialistes.

❖ ❖

Nid de mouchards. — Une émigrante russe arrivée récemment à Genève avait besoin de renseignements concernant l'état civil de son enfant. Pour les obtenir, elle va au consulat russe; là, après une longue attente, le consul, sans préambule aucun, lui tend brusquement une enveloppe de lettre et lui dit : « C'est là l'écriture de votre mari ? » La jeune femme se tut, mais frémissante d'indignation elle sortit du nid de mouchards et vint au consulat de la Grande-Bretagne qui occupe, rue Bonivard, le même immeuble que le consulat russe. Sur sa demande, le consul anglais fit chercher chez son voisin les renseignements nécessaires et, quelques minutes après, la jeune dame russe les avait en sa possession.

❖ ❖

Protégés par la police! — Une famille bernoise habitant Albisrieden (Zurich) a huit enfants, et le gain du père étant insuffisant pour subvenir aux besoins de tous, l'assistance publique a dû venir en aide aux parents, en se promettant bien que cela ne durerait pas longtemps.

Un beau jour, la police zurichoise fit irruption chez ces malheureuses gens et voulut s'emparer des enfants les plus âgés pour les expédier dans leur commune d'origine; les parents firent une résistance énergique et la police employa la force brutale pour les maîtriser ; pendant ce temps, le plus âgé des enfants, un garçon de treize ans, affolé par la vue des mauvais traitements infligés à ses parents, et par la pensée d'être éloigné des siens, s'élança vers la fenêtre, l'ouvrit, et se précipita dans le vide, depuis le quatrième étage. Le pauvre enfant a été relevé dans la rue, on désespère de le sauver.

❖ ❖

Lendemain de défaite. — Nous avions exprimé l'espérance, au lendemain des élections, que le socialisme suisse, éclairé par la défaite, pourrait enfin comprendre que son rôle n'est pas de pactiser, dans les parlements, avec les pires ennemis du peuple, mais, par un incessant labeur d'agitation, d'organisation et d'éducation révolutionnaire accompli au sein même des masses, de créer une mentalité et un mouvement franchement socialiste.

C'était fort mal connaître les fourbes qui président aux destinées du socialisme suisse, ou mieux du parti qui s'obstine à s'en réclamer indûment.

Leur presse retentit d'appels à la sagesse et à la bonne conduite. Un de ces maîtres endormeurs, M. Karl Moor, dans la *Tagwacht*, n'a su tirer de la déconfiture de son parti qu'une morale de petit garçon qui, privé de dessert pour un méfait quelconque, se jure, mais un peu tard, de ne plus s'y faire repincer!

La leçon de la défaite, c'est, selon M. Moor, que le parti « doit rompre définitivement avec les procédés anarchistes qui s'appellent l'action directe, la grève générale pour le renversement de la société capitaliste, la Ligue antimilitariste et autres plaisanteries de ce genre ».

« Rompre définitivement », Monsieur Moor? On croirait que vos compères et vous-même ne vous êtes jamais laissés aller à les admettre en théorie, ces procédés anarchistes, et que le vieux Greulich ne les a pas spécialement combattus, et avec quelle violence, « dans une brochure tirée, dit le *Réveil*, à un nombre invraisemblable d'exemplaires *et qui fut payée par la subvention fédérale* ».

Réellement, les bourgeois helvètes, parmi leurs sacs d'écus, peuvent dormir tranquilles. Les social-démocrates sont « définitivement » résolus à ne plus jamais les y venir troubler!

❖ ❖

Les anarchistes en cas de guerre. — Il n'y a pas que la France où les déclarations de Kropotkine relatives à l'attitude des anarchistes en cas de guerre aient provoqué d'utiles débats. A Genève, le *Réveil* ayant reproduit les dites *déclarations*, un de ses rédacteurs, le camarade J. W., vient d'y répondre par une lettre dont voici la substance.

« Le patriotisme, quel qu'il soit, est absolument incompatible avec la nécessité de la lutte de classe. Quand donc Kropotkine écrit qu'il faudrait défendre la France envahie, parce qu'elle marche à l'avant-garde des nations, il se mêle à sa pensée, pourtant si pleine d'élan révolutionnaire, un vieux reste de ce patriotisme suranné. Est-ce que cette « entité politique » qu'on appelle la France intéresse les producteurs? Point du tout, car ce qui les intéresse uniquement, c'est leur classe, c'est la lutte de leur classe contre la bourgeoisie internationale. « *Toute autre attitude*, qui n'a pas pour objectif cette lutte de classes, *ne peut que faire le jeu de la bourgeoisie*, — et nous ne saurions nous dépenser pour elle, même si elle est anticléricale, même si elle a un passé révolutionnaire. »

J. W. ajoute cependant : « Kropotkine, qui dit qu'en cas de guerre, les anarchistes doivent faire la révolution et défendre le terrain de la révolution, a raison si ces mots s'appliquent à n'importe quel lieu de la terre. Ses paroles reflètent bien alors cette lutte des producteurs contre les gouvernants quels qu'ils soient — indigènes ou exotiques, républicains ou monarchistes. »

Et plus loin, s'étant posé cette question : « Que ferez-vous si l'armée allemande envahit la République française, cette terre glorieuse de la liberté? » le camarade J. W. y répond ainsi : « Eh bien! comme en 1871 nous nous efforcerons de faire la *Commune* et nous la défendrons jusqu'au bout, aussi bien contre les autorités allemandes que contre les autorités françaises. Mais cette attitude n'est point nécessairement spéciale à la France; elle n'en aura pas nécessairement la priorité, malgré son histoire. »

Nous avons voulu enregistrer simplement l'opinion publiée par le *Réveil*. Ce n'est ici le lieu ni de la défendre ni de la combattre.

Am. D.

✠ ✠

TURQUIE

Un curieux incident a marqué la première audience du tribunal jugeant l'affaire de l'explosion, à Yildiz, le 21 juillet dernier. Le Belge Joris a exprimé ses regrets de ce que l'attentat n'ait pas atteint son but. Il a dit que le sultan ayant fait tuer des milliers d'Arméniens, il s'était cru autorisé à le faire disparaître. Le président lui fit observer que l'attentat avait causé la mort de nombre d'innocents. Joris répondit que le sultan avait aussi fait périr des innocents.

Nedjib pacha Melhamé, qui avait été le président de la commission d'enquête et qui se trouvait présent à l'audience, voulut empêcher que l'on traduisit ces paroles de Joris; mais le drogman de la légation de Belgique, qui assiste, selon l'usage, au procès de son compatriote, ayant été d'un avis opposé, Nedjib pacha quitta la salle, et les déclarations de Joris furent traduites en turc.

Les individus arrêtés et conduits à la barre sont au nombre de 17. Les inculpés en fuite sont au nombre de 19. A l'exception de Joris et de sa femme et d'un ou deux Grecs, tous sont des Arméniens.

Dans le dossier de l'enquête, il est question de Pierre Quillard, qui est qualifié d'écrivain anarchiste français, ayant assisté l'année dernière à une grande réunion des comités révolutionnaires arméniens et bulgares réunis, tenue à Sofia. Le *Pro Armenia*, organe du comité arménien, avait publié un compte rendu de cette réunion en ajoutant que les agitateurs arméniens auraient cette fois recours à des mesures extrêmes.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Avarie, par le Dr Mireur; 1 vol., 2 fr. 50, chez Stock.

Sur l'instruction du peuple, par Tolstoï; tome XIV des *Œuvres complètes*, chez Stock.

L'Antimilitarisme et le mal militaire, par G. Hermitte; 1 broch. à la Clairière, 7, rue André Gill.

L'actualité du dessin de notre collaborateur Hermann-Paul nous le fait donner en place de celui de Bradberry, qui passera dans quinze jours. La semaine prochaine, dessin de Van Dongen.

Correspondances et Communications

Souscriptions reçues par Elie Faure pour Malato, ses coaccusés et leur famille, du 29 juillet au 30 novembre 1905 :

2e liste (15 octobre-25 novembre) :

Anonyme de Nancy	20 »
Ligue des Droits de l'Homme (section Combat-Belleville)	10 »
1re représentation d'*En guerre* (par Vitta)	205.30
Versé par l'*Européen*	32 50
Souscriptions versées par Pétrus Henc	84.50
Léon Millot	5 »
Souscriptions versées par Stackelberg	110 »
— — par Luce	258 »
Mme de Brouckère	20 »
A. Ferdinand Hérold	10 »
M. Micouleau	5 5
Souscriptions versées par Lucien Descaves	31 »
Total	791.30
Total de la 1re liste	1.507.05
Soit	2.298.35

★ **Groupe de propagande anarchiste par l'écrit.** — Mouvement de Novembre. Envoyé ou distribué :

Temps Nouveaux	900
Anarchie (Girard)	70
L'Enseignement libertaire et l'Enseignement bourgeois (Grave)	70
Livre d'Or des officiers (Chapoutot)	1

CONVOCATIONS

★ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arrond.) : Vendredi 8 décembre. — Docteur Malfilano, de l'Institut Pasteur : La méthode scientifique.

Mercredi 13. — M. Poitevin : Les U. P. et la journée de huit heures. — Causerie, lecture, chant. — Audition de Mme Follet.

Vendredi 15. — Georges Etienne : Les différentes crises économiques traversées par les classes ouvrières.

★ **Association internationale antimilitariste** (Section du 4e arr.) — Réunion le lundi 11 décembre, à 9 heures du soir, au siège de la section, 7, rue du Fauconnier. Ordre du jour : Organisation de la propagande.

★ **Causeries Populaires des Ve et XIIIe**, 37, rue Croulebarde. — Samedi 9 décembre, à 8h. 1/2 du soir, causerie par le camarade Waler : Ce que doit être la camaraderie.

Jeudi 14, à 8 h. 1/2 : La recherche des causes, par Vulgus.

★ **Groupe d'Education libertaire du XIIe arrondissement.** — Réunion le mardi 12 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Ecole, 22, rue du Rendez-vous, au fond. Sujet traité : Cours de médecine pratique (*suite*), à l'usage de toutes les familles ; soins à donner avant l'arrivée du médecin ; symptômes des maladies, etc.

★ **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 8 décembre. — M. A. Morize : Les débuts littéraires de la France : La vie intellectuelle au moyen âge. — Epopée et satire. — Théâtre. — Lyrisme. — La fin du moyen âge.

Mercredi 13. — Docteur J. Turquet, du Muséum. L'expédition du *Français* au pôle Sud (mission Charcot). — Projections par Bozacchi : icebergs, banquises, phoques, pingouins, etc.

Vendredi 15. — M. Arbos : Découverte et conquête de la terre : Les premiers grands voyages : Vasco de Gama, Colomb, Magellan (avec projections par Bozacchi).

Tous les lundis, à 8 h. 1/2, cours d'Esperanto, par M. Blangarin.

Tous les jeudis, de 10 h. 1/2 à midi, cours de piano, solfège et mandoline, par Mme Lebrun-Legravier.

★ **Causeries Populaires du XIXe arrondissement.** — Jeudi 14 décembre, 63, rue de Flandre, causerie par le camarade C. Tiercin sur : L'individu et le milieu.

★ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) : Mardi 12 décembre. — Ch. Leclerc : Marat (II).

Vendredi 15. — Mme Céline Renoot : Le rôle de la France dans la rénovation sociale.

★ **Association internationale antimilitariste** (Section du 20e arr.). — Réunion le lundi 11 décembre, à 9 heures du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites. Ordre du jour : Discussion sur l'A. I. A. — Le camarade Merle est invité.

★ Boulogne-Billancourt. — Les camarades qui désireraient constituer un groupe libertaire (Causeries populaires) sont invités à assister à la réunion préparatoire, le samedi 9 courant, à 9 heures du soir, salle Courtiol, 19, rue de la Plaine, à Boulogne (Seine).

★ Lyon. — **Causeries Populaires.** — Dimanche 10 décembre, salle Chamarande, rue Paul Bert, 26, à 8 heures du soir, causerie et discussion contradictoire. Sujet : la lettre de Kropotkine.

★ Marseille. — **Théâtre Libre.** — Samedi 9 décembre, soirée familiale au bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne. Le concert sera suivi de la *Recommandation*, de Max Maurey.

— **Section antimilitariste.** — Réunion le dimanche soir à 6 heures, chez Frédéric, 11, rue d'Aubagne.

★ Montpellier. — **Groupe d'Etudes sociales.** — Samedi, à 8 h. 1/2, au siège du groupe, 7, rue Rambaud, causerie sur le syndicalisme.

★ Londres. — **Germinal**, cercle d'études sociales (209, Hampstead Road). — Réunion des camarades tous les jeudis. Bibliothèque. Journaux. Brochures.

LE LIVRE POUR ENFANTS

Les clichés et épreuves corrigées viennent d'être envoyés à l'imprimerie. Le livre sera prêt vers le 20 décembre.

Je vais avoir besoin d'argent pour solder différents achats, je demande instamment aux souscripteurs d'envoyer le montant de leur souscription, le temps nous manquant pour prendre les remboursements.

Le volume sera illustré par Hermann-Paul, Delaw, P. Iribe, Delannoy, Willaume, Kupka, M. H. T., J. Hénault.

A NOS LECTEURS

Voici les étrennes qui approchent. Nous leur rappelons que nous avons en vente, pour enfants :

Le Coin des enfants, recueil de contes, franco 3 francs.

Moissons (à l'impression), 3 fr. Les deux, 5 fr.

Les Aventures de Nono, J. Grave, 3 fr.

Oh! les jolis animaux! album en couleur, 3 fr.

Et aussi, pour les grands, notre collection de lithos.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire. D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul . . . » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross. » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce . . . » 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro . . . » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff . . . » 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel . . . » 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier . . . » 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy . . . » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier . . . » 15
L'Humanisphère, par Dejacques . . . 1.20
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume . . . » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache . . . » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar . . . » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault. » 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyon, couv. de Daumont . . . » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille . . . » 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac . . . » 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton . . . » 15
La Mano-Negra, couv. de Luce . . . » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy » 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard . . . » 15
L'Anarchie, par Malatesta . . . » 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier . . . » 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck . . . » 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert . . . » 20
Au Café, par Malatesta . . . » 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille . . . » 15
L'Anarchie, par Girard . . . » 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin . . . » 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe . . . » 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannel . . . » 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi . . . » 15
La Mano-Negra et l'opinion française, couv. de Hénault . . . » 10
La Mano-Negra, 8 dessins de Hermann Paul. » 40
Documents socialistes, Dal. . . . » 40
Chansonnier révolutionnaire . . . » 35
Militarisme, Fischer . . . » 35
Le Rôle de la femme, Fischer . . . » 35
Entretien d'un Philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couverture de Grandjouan. » 15
La Guerre, Mirbeau . . . » 35
Un Procès en Russie, Tolstoï . . . » 35

AUX CAMARADES

Nous leur rappelons que nous avons fait faire un service spécial dans les gares et leur demandons instamment, de bien vouloir, pendant quelques semaines, y prendre quelques exemplaires, afin d'y amorcer la vente.

Petite Correspondance

A. M., à Marseille. — Les deux abonn. seront servis. Merci.

R. S., à Desio. — La brochure de Kropotkine, *L'Anarchie, son idéal*, 1 fr.

E. N., à Mennel-sur-Vatan. — Oui, pouvons vous procurer les deux volumes : Guyau, 5 fr. ; *L'Armée contre la nation*, 3 fr., franco.

L. V., à Rennes. — Réparons l'erreur.

Collonges. — Ai retrouvé. Il faudrait réduire ?

R. V. Chatte. — Envoyez-nous votre adresse ?

F. C., à Nantes. — Nous n'avons pas le numéro de *la Revue*. Pouvez-vous nous recopier lesdits passages ?

L. M., à San Francisco. — Reçu les cartes postales. Merci.

M., boulevard Montparnasse, 79. — Votre exemp. revient avec la mention « inconnu » ?

M., à Paris. — La place nous manque pour relever ces faits, et Alpha n'est lui-même qu'un auxiliaire des exploiteurs. Il y a tant d'atrocités commises plus fortes !

Un convaincu, Le Mans, P. D. — La place nous manque pour les ordres du jour.

T., à Plancoët. — Nous allons rectifier.

M. C. Albert, à Marseille — Au-dessus de 100, il y a évidemment avantage à recevoir par colis.

Acratia. — Des groupes pour l'envoi de journaux ont déjà essayé de se former à Lyon, Marseille, etc., et n'ont pas réussi, faute d'aide. Voyez aux C. et C., il en existe encore un ici, qui ne subsiste que grâce à quelques dévoués camarades. Pour un roman, notre format hebdomadaire s'y oppose. — Quant aux auteurs, c'est eux qu'il faudrait consulter. Je ne les connais pas.

Reçu pour les victimes du complot policier : Liste Ernest, de Bordeaux, 2 fr. 25, moins 0 fr. 15 d'affranchissement.

Reçu pour les Russes : B., 0 fr. 50.

Reçu pour le journal : P. G., à Bruxelles, 2 fr. — T., à Paris, 1 fr. — B., à Joncel, 0 fr. 50. — B., par Saint-Claude, 1 fr. — A. L., Aubervilliers, 0 fr. 75. — L., rue S., 2 fr. — L., 1 fr. 75. — G. L., à Lodi, 4 fr. — L. G., à Rive-de-Gier, 0 fr. 50. — Mme P. M., 100 fr. — G. A., 12 fr. — M., à Orléans, 2 fr. — Nono, 2 fr. 50. — Acrata, 1 fr. — Merci à tous.

C., au Havre. — B., Le Sap. — G. L., à Lodi. — V., à La Roche-sur-Foron. — L. P., à Saint-Raphaël. — M., à Nantes. — M., La Selle. — C., à Saint-Quentin. — J. F., à Dison, 1 fr. — E., à Pont-Labbé. — J. D., à Bordeaux. — S., à Cusset. — H., Cherbourg. — T., au Chambon. — V., à Toul. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

11e ANNÉE. — N° 33. 16 DÉCEMBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE
Un An . . . . . 6 »
Six Mois . . . . . 3 »
Trois Mois 1 50
LE NUMERO : 10 Centimes.

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . . 8 »
Six Mois . . . . . 4 »
Trois Mois . . . . . 2 »
LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir au supplément le dessin de Van Dongen.

SOMMAIRE

La Guerre et la Réaction

Comme je feuilletais une collection du *Réveil*, l'excellent journal socialiste-anarchiste qui paraît à Genève, un long article de Kropotkine m'arrêta. C'était une préface pour l'édition italienne des *Paroles d'un Révolté*. Ce livre, dont les premières pages datent de 1879, est traversé, d'un bout à l'autre, d'un grand souffle d'enthousiasme et d'espérance : on y parle de la révolution sociale comme d'un acte imminent et fatal. Or aujourd'hui, après vingt-cinq années, l'impure bourgeoisie, comme un bloc inébranlable est demeurée débout, et nous attendons toujours l'orage qui la jettera bas. Kropotkine et les anarchistes de 1879 s'étaient-ils donc trompés ? C'est l'interrogation que, dans le *Réveil*, notre compagnon se posait et voici comment il y répondait :

Non, nous ne nous sommes pas trompés lorsque, il y a vingt-cinq ans, nous voyions venir la révolution sociale... Seulement, nous devons reconnaître que nous n'avions pas sondé alors toute la profondeur de la réaction que nous amènerait la défaite de la France en 1870 et 1871, et le triomphe de l'empire militaire allemand...

Si la guerre de 1870-71 avait simplement déplacé la puissance militaire de la France à l'Allemagne, c'eût été sans conséquence pour le développement du mouvement socialiste révolutionnaire. Mais la guerre avait porté infiniment plus loin : pour trente ans, elle allait paralyser la France. Avec Metz à deux ou trois jours de Paris — non pas une simple forteresse, mais un camp retranché, d'où un demi-million d'hommes, parfaitement équipés jusqu'au dernier attelage de l'artillerie, pouvaient être lancés sur la capitale, vingt-quatre heures après, ou plutôt avant la déclaration de guerre; avec la triple ou plutôt la quadruple alliance, prête à mettre la France en lambeaux, — et ce danger n'a cessé de peser sur la France jusqu'à ces toutes dernières années; avec la fine fleur de la jeunesse française décimée, soit sur les champs de bataille, soit sur les pavés de Paris, — dans ces conditions, comment la France pouvait-elle ne pas traverser un quart de siècle de militarisme, ne pas se soumettre à Rome, de peur d'une guerre intestine, ne pas s'engouer pour l'alliance franco-russe ? C'était inévitable, c'était fatal...

Ces lignes qui sont l'explication historique du « nationalisme révolutionnaire » de Kropotkine, ont été écrites en mai 1904, et c'est là une preuve de plus que ce nationalisme, ainsi que Charles Albert l'a dit naguère ici, ne date pas d'hier et que les familiers de la pensée de notre vieux camarade en étaient informés, bien avant que les articles de M. Pierre Mille dans le *Temps* et de M. Longuet, dans l'*Humanité*, celui-là inexact, celui-ci insidieux, en eussent fait l'annonce à tous les échos.

Au demeurant, il n'importe guère, et je n'ai pas ici à faire justice d'insinuations perfides. Je veux seulement opiner à mon tour — il en est temps encore — sur la question passionnante de l'antimilitarisme révolutionnaire, et, tout particulièrement, de l'attitude des anarchistes, je ne dirai pas en cas de guerre, mais plus généralement devant la guerre.

* * *

On peut ne point penser tout d'abord que la réaction sociale qui s'abattit sur l'Europe après 1870 et dont, au dire de Kropotkine, nous sortirions à peine, ait été causée par Sedan.

Leipzig et Waterloo avaient été de véritables événements politiques : le monde y avait vu l'écrasement de la Révolution qui avait proclamé les Droits de l'homme et tranché une tête royale. Au contraire, la signification de Sedan est purement militaire : c'est une armée vaincue qui capitule, mais nulle idée n'habite aux plis de ses drapeaux. Et Kropotkine qui dénonce dans la victoire allemande un « malheur pour la civilisation » pourrait-il identifier la France et la Révolution d'une part et de l'autre l'Allemagne et la Réaction, au point d'estimer que la civilisation générale aurait eu en 1870 à se féliciter vivement de la victoire des Français — c'est-à-dire, ne l'oublions pas, des Mac-Mahon et des Bazaine, soldats de Badinguet ?

On peut ne point penser ensuite que la réaction qui suivit le traité de Francfort ait eu l'ampleur et l'acuité de celle qui se manifesta, après 1815, par la restauration des Bourbons de France, la Sainte-Alliance et le règne insolent de M. de Metternich. Je suis loin de la nier cependant; mais j'en attribue la cause beaucoup moins à la défaite française qu'à la guerre elle-même, à cette guerre à jamais néfaste qui jeta l'un contre l'autre non pas seulement comme elle eût fait jadis, deux armées, mais deux peuples tout entiers.

Oui, c'est la guerre qui est réactionnaire et de plus en plus, avec l'écoulement du temps, ce caractère de réaction sauvage s'accusera en elle. Quel qu'en soit l'enjeu, quelle qu'en soit l'issue, la guerre est une régression aveugle et forcenée et ne peut engendrer que d'autres régressions. Des milliers d'existences humaines fauchées dans leur matin, le labeur d'une génération englouti en quelques journées, la ruine et la désolation semées sur les nations, ce sont là les effets de la guerre. Mais il y a pis. Il y a cette traînée de nuit et de cauchemar qui la suit inévitablement toujours. Quand la guerre a passé sur un peuple, c'en est fini pour longtemps des grands rêves, des sublimes pensées, des nobles espoirs où s'exaltait son idéalisme; une stérilité frappe la science, la philosophie, l'art et le sentiment révolutionnaire, le sentiment de justice et de liberté lui-même, s'efface dans les esprits.

L'heure est toute au soldat, à l'ivresse de la force brutale. Le vainqueur s'abandonne à l'orgueil barbare du triomphe; le vaincu essuie ses plaies et médite des revanches. On se hait des deux côtés de la ligne frontière. Cette haine a un nom : c'est le patriotisme, et l'on sait avec quel soin les gouvernants l'entretiennent et quel usage liberticide ils en savent faire à l'occasion. Il n'est pas de mesure réactionnaire qui ne se couvre d'un prétexte patriotique. Au nom de la défense nationale, on peut, sans qu'il résiste, courber un pays sous le joug d'un militarisme oppressif et l'accabler d'impôts. Quoi de plus patriotique, d'autre part, que le système protectionniste ou qu'une expédition coloniale? Et quand, tout récemment, le gouvernement refusait à toute une catégorie de travailleurs

le droit à la grève, il invoquait l'intérêt supérieur de la défense nationale, qui légitime tous les méfaits d'en haut.

C'est parce que nous savons cela que nous ne voulons plus de la guerre et que nous sommes bien résolus à l'empêcher désormais, fût-ce au prix de l'insurrection. Nul préjugé patriotique, nulle préférence nationale, ne saurait nous retenir dans la voie où nous nous engageons et où nous suivent déjà tous les travailleurs conscients de leurs intérêts de classe et plus généralement tous les hommes épris de vraie justice et de vraie liberté. La guerre est une arme terrible aux mains des Etats qui la brandissent, en perpétuelle menace, sur la tête des peuples. Voilà plus d'un quart de siècle que nous vivons dans l'épouvante de la « prochaine guerre » et c'est cette épouvante qui nous ankylose et qui entrave la marche de la révolution.

Or, l'unique moyen de prévenir la guerre, est de s'y refuser. C'est bien ce que nous avons fait et les gouvernements sont avertis. Il y a dès aujourd'hui une minorité d'hommes absolument résolus, quoi qu'il arrive, à ne plus prendre les armes contre ce qu'on appelle l'Etranger; il y a dès aujourd'hui une minorité de révolutionnaires en état d'insurrection contre la guerre.

Apprenons aux peuples, qui croient encore à la fatalité des batailles, comme le matelot à celle de la tempête, que la possibilité de la guerre s'évanouira dès qu'ils le voudront avec force. Apprenons-leur à le vouloir. Il n'est pas d'enseignement plus urgent que celui-là.

Là se limite notre devoir, puisque notre pouvoir s'arrête là. Nous devons empêcher la guerre en imposant la paix. Certains nous tracent un différent devoir qui consisterait non point à prévenir la guerre, mais à la prévoir, avec accompagnement d'insurrection! Kropotkine est celui qui pousse le plus loin dans cette voie hasardeuse : il va jusqu'à prévoir l'envahissement de la France « par une coalition de bourgeoisies qui haïssent surtout dans le peuple français son rôle d'avant-garde ».

Pour ma part, je me refuse aux horoscopes. Depuis près de trente ans que les révolutionnaires lisent dans l'avenir des choses très belles que l'avenir dément.... ne sont-ils donc point las du jeu de prophétie? On peut toutefois conjecturer que ceux qui n'auront pas su empêcher la guerre, ne sauront pas davantage, quand elle aura surgi, la paralyser par l'insurrection.

C'est au présent qu'il faut réserver nos hardiesses. Nous n'avons que des devoirs présents. — La lutte contre la guerre, génératrice de réaction sociale, est de ceux-là. Nous ne saurions nous y dérober sans faillir.

AMÉDÉE DUNOIS.

RÉSULTATS D'UNE LOI SOCIALE

(Suite et fin) (1).

Quelles seront, pour les intérêts des médecins, les conséquences immédiates et éloignées du tarif édicté par la loi? Nous verrons cela une autre fois.

Je ne m'occupe ici que des intérêts du public. Ces intérêts vont se trouver lésés par ce premier résultat de la loi que les médecins de campagne deviendront de moins en moins nombreux.

Comment pourraient-ils vivre, avec une réduction de salaires de 30 0/0, alors que, dans les conditions actuelles, ils éprouvent en général de la difficulté à équilibrer leur budget?

Devenant moins nombreux, ils auront de plus grandes distances à parcourir pour voir tous leurs clients et ceux-ci paieront plus cher, tout en attendant plus longtemps les soins qu'ils réclament.

Tous les habitants des campagnes, c'est-à-dire la grande majorité de la population, supporteront donc la charge de la réduction de frais accordée par la loi aux industriels.

Les ouvriers blessés la supporteront encore bien davantage.

Astreints à ne pas dépasser le tarif minutieux et rigide de la loi, les médecins seront tout naturellement portés à tricher, pour regagner quelques bribes du salaire dont ils se trouvent frustrés et l'une des tricheries consistera à multiplier les visites ou consultations au blessé. Celui-ci se verra donc gratifié, par certificat médical, d'une incapacité de travail de longue durée pour le moindre bobo, et ce seront autant de journées de demi-salaire substituées aux journées de plein salaire qu'il pourrait faire.

Ces visites ou consultations médicales deviendront, pour la plupart, ce qu'elles sont actuellement de la part des médecins attitrés des industriels ou des assurances : de pures formalités servant uniquement à grossir la note.

En vertu de l'inéluctable principe que tout travail mal rémunéré est mal fait, les blessés seront mal soignés. Ils le seront certainement moins bien qu'ils ne le sont actuellement par des médecins n'ayant pas le souci d'assurer à toute force leur gagne-pain.

Le médecin ne sera plus l'allié, le conseiller de son blessé. Il n'aura plus devant lui qu'un mauvais client, auquel la loi l'oblige d'appliquer un tarif d'indigent, alors que ce sont des patrons, une association d'industriels ou une grosse compagnie d'assurances qui bénéficient de cette aumône.

En un mot, les ouvriers blessés se trouveront mis, vis-à-vis du médecin, sur le même pied que les mutualistes, ce qui est tout dire!

Jetons maintenant un coup d'œil d'ensemble sur les résultats réels de la loi sociale sur les accidents du travail :

Les ouvriers sont obligés de payer, par une retenue sur leurs salaires, tous les frais des accidents pouvant leur survenir.

En plus des frais nécessaires : médecin, médicaments et indemnités d'incapacité de travail, la mise en œuvre de la loi les charge de frais tout à fait inutiles : certificats de médecin, et dividendes aux actionnaires des compagnies d'assurances.

Mais comme ces actionnaires ne trouvent pas leurs bénéfices suffisants, ils limitent maintenant le droit des ouvriers à se faire aussi bien soigner que possible et leur font imposer des soins au rabais, par des médecins entre lesquels ils n'auront plus guère de choix possible, tellement ils seront peu nombreux, et qui leur seront devenus hostiles; tout cela, sans que la retenue exercée par le patron sur les salaires ouvriers en vue de l'assurance diminue d'un centime.

En un mot, par le récent tarif, l'Etat fait l'aumône aux compagnies d'assurances sur le dos des médecins et des ouvriers.

Il paraît que le but final de l'Etat serait de devenir lui-même l'unique assureur. En ce cas, nous verrons bientôt les députés socialistes préconiser ce nouveau monopole qui fera rentrer dans les coffres à double fond du gouvernement un peu plus de l'argent des ouvriers.

Contre cela, que faire?

Ce que feront les médecins, je puis le dire tout de suite. Ils parleront beaucoup, écriront davantage, et tricheront le plus possible.

N'attendez rien d'eux. Mais vous, camarades ouvriers, moins soumis, plus virils, plus conscients de la force de votre solidarité, employez contre ce nouvel abus de pouvoir qui s'en prend à votre santé, à votre vie, les moyens dont vous avez su déjà éprouver la valeur dans vos diverses revendications.

Ajoutez ce nouvel article à la liste déjà longue des exploitations contre lesquelles doit porter directement votre action.

Je sais que quand vous avez vu clair, vous êtes capables d'agir. Voyez et agissez.

MICHEL PETIT.

(1) Voir le numéro 32.

DES FAITS

La réfection du cadastre

En 1891, quelqu'un s'avisa que le cadastre avait vieilli. L'arpentage des communes, l'évaluation des propriétés imposables avaient eu lieu de 1807 à 1850. Depuis lors tout s'était modifié, la configuration et la valeur des biens fonciers avaient varié. Il fallait reviser le cadastre.

On nomma une commission qu'on dota d'un beau million tout rond.

La commission se réunit, délibéra, fit des rapports, écrivit des brochures, puis fit venir des géomètres qu'elle chargea de dresser les plans de trois communes prises pour l'essai. Quand les géomètres terminèrent leur travail, le petit million y avait passé.

On était en 1898. Une loi fut alors votée pour « rendre plus rapide et plus économique la réfection du cadastre ». Après quoi, un décret créa un « service du renouvellement de la revision et de la conservation (textuel) *du cadastre ».*

Eh bien, aujourd'hui, après sept *ans, le nouveau cadastre est complètement achevé — dans* sept *communes! Une commune par an!*

Et comme la France, notre chère patrie, ne compte pas moins de 36.000 communes, il faudra 36.000 ans pour que le service de la revision et de la conservation du cadastre ait parachevé son œuvre.

Comme, d'autre part, l'établissement du cadastre dans les trois premières communes d'essai a coûté un million, on peut prévoir que son établissement dans les 35.997 communes qui restent coûtera la modeste somme de 11 milliards 998 millions 999.998 francs 1 millime.

Belle chose, économique et rapide, que l'Administration!

A quoi servent les monopoles

Un camarade nous communique la liste des personnes auxquelles le gouvernement a concédé des bureaux de tabac en 1905.

On y trouve deux filles d'anciens députés, une fille d'ancien préfet, quatre veuves de députés ou sénateurs, deux veuves de consul général et ministre plénipotentiaire, la veuve d'un conseiller à la Cour de cassation, trois veuves de généraux de brigade, et la fille d'un général de division.

Evidemment il serait déplorable que des personnes ayant occupé une situation aussi élevée dans la hiérarchie sociale, ne puissent continuer, après la mort du chef de famille, à tenir « leur rang ».

Le gouvernement y pourvoit grâce à des pensions, à l'éducation donnée gratuitement à Saint-Denis, à des situations dans les postes et télégraphes, etc... Les contribuables paient cela avec les impôts directs.

Mais ils sont encore « tapés » sans le savoir en faveur de ces personnes si dignes d'intérêt auxquelles il revient quelques centimes sur chaque paquet de tabac que nous achetons.

Quelle joie ce doit être pour un « bon citoyen » de voir dans la fumée de son cigare l'image d'un débris de gloire nationale qu'il contribue à conserver.

Quant à apercevoir la vénérable titulaire en

personne, il n'y faut pas songer. Non, vous ne supposez pas que Madame la générale va vous servir « quatre sous à fumer » de ces doigts qu'ont baisés des générations de lieutenants! Elle consent seulement à toucher la recette sur laquelle elle abandonne quelques francs (un salaire de misère) à de malheureuses jeunes filles qui s'usent la santé dans un labeur exténuant.

M. P.

MOUVEMENT SOCIAL

Chez les instituteurs. — Nous avons récemment entretenu nos lecteurs de l'*Emancipation*, cette société où les instituteurs d'avant-garde se groupent pour arracher à l'Etat-patron les concessions les plus nécessaires.

A ce sujet, un de nos amis, instituteur à Marseille, nous écrit qu'à la nouvelle des poursuites engagées contre le syndicat des instituteurs publics de la Seine, la section des Bouches-du-Rhône de l'*Emancipation* s'est immédiatement constituée elle-même en syndicat. C'est là une action courageuse digne d'être mentionnée.

❖ ❖

S'il faut en croire M. Jean Longuet, du *Socialiste*, l'élection qui vient d'avoir lieu à Reims a été le triomphe de l'*Unité*. Les anarchistes eux-mêmes, baptisés pour la circonstance de syndicalistes antiparlementaires, auraient non seulement voté, mais encore fait campagne pour le candidat Révelin.

Nous ignorons ce qu'il y a d'exact dans l'affirmation de M. Jean Longuet, mais si cela est vrai, l'on avouera que les antiparlementaires de Reims qui votent et qui engagent leurs amis à faire de même, sont d'une race exceptionnelle.

D'autant plus que le candidat Révelin est le type du politicien de métier, le bonhomme qui, dans les congrès d'affaires socialistes, s'efforce de toujours rédiger l'ordre du jour « ni chair ni poisson » qui contentera tout le monde et en définitive personne.

Nous ne pouvons croire que des camarades de Reims se soient prêtés à une pareille comédie.

Les électeurs ont, eux, renvoyé le pion unifié Révelin à ses élèves.

Les antiparlementaires votards de Reims devront se contenter du socialo non unifié Lenoir.

Et il n'y aura rien de changé; qu'ils en soient bien persuadés.

P. D.

❖ ❖

Agen, au temps des lois scélérates, compta quelques camarades dévoués et fut en butte aux persécutions policières. Depuis, soit apathie, soit inconscience, ils ont disparu, attendant l'an 3000.

Aujourd'hui règnent les endormeurs. Les anciens libertaires votent et se font élire. Les syndicalistes n'ont pu que suivre la pente : le secrétaire de la Bourse est conseiller municipal; un autre *camarade* se prépare aux Folies-Bourbon.

Mais voici qui marque un état d'esprit plus lamentable. Dernièrement eut lieu à l'Université populaire (dépendante de la Bourse du travail) une conférence de l'inspecteur du travail Maury. Un camarade y répondit, exposant la conception anarchiste, et pendant qu'il parlait, deux jeunes amis distribuaient « sans autorisation » des brochures et journaux.

C'est ce que la *Dépêche de Toulouse* appelle un incident regrettable. Et elle ajoute :

« Le conseil d'administration de l'Université populaire proteste contre cette violation de la liberté des autres, et il va soumettre, dès demain, aux délégués de la Bourse du travail un projet de règlement intérieur. Nos auditeurs peuvent donc être assurés que pareil incident ne se reproduira pas. La contradiction ne sera tolérée que lorsque le conférencier y consentira. Aucune brochure ne sera distribuée en dehors de celles qui auront été choisies par les délégués des syndicats et par le conseil d'administration de l'U. P. »

Inutile d'ajouter que le règlement demandé était affiché dès le lendemain.

Autre fait : une conférence du très gouvernemental Guérard sur l'action syndicale, eut lieu peu après à la Bourse. Comme la fois précédente, le même camarade voulut y répondre et signaler les contradictions où était tombé Guérard dans son désir de ménager la chèvre et le chou. Mais après divers incidents, l'administration de la Bourse ne trouva rien de mieux, pour fermer la bouche du gêneur, que d'éteindre les becs de gaz. C'est ainsi qu'à la Bourse et à l'U. P. d'Agen, on entend la liberté.

JEAN-LOUIS.

MONOGRAPHIE

(*Suite*) (1)

Roanne.

I. *La campagne roannaise. L'industrie roannaise* (le tissage des cotonnades). — II. *La crise industrielle.* — III. *Les conditions du travail.* — IV. *L'existence ouvrière.* — V. *La vie publique.* — VI. *La lutte ouvrière et l'organisation syndicale.*

V. — LA VIE PUBLIQUE.

Pour avoir des conditions de vie moins défavorables, les ouvriers ont eu recours à la coopération et au mutualisme.

La *Coopérative* ouvrière existe depuis assez longtemps; je ne saurais dire si elle a été fondée avant la guerre; en tout cas, elle a certainement plus de trente ans d'existence. C'est une société de consommation; elle achète en gros les denrées alimentaires, à peu près ce que l'on trouve dans une boutique d'épicier, elle achète aussi le vin et, je crois, le charbon.

J'ai prêté peu d'attention à son histoire que pourtant on m'a racontée. Je me souviens seulement qu'à un moment donné, il y eut deux coopératives; un peu plus tard, les socialistes, je pense que c'était les guesdistes, songèrent à mettre à profit les fonds de la coopérative pour la lutte électorale, mais cette prétention fut repoussée par l'assemblée.

Actuellement, la société comprend 2.000 membres environ. Elle a essentiellement pour but de fournir à ses adhérents des moyens de subsistance à meilleur marché. Elle distribue des bénéfices (bonis) à la fin de l'année, après avoir prélevé un tant pour cent pour les nécessiteux, les vieillards, les colonies de vacances. Depuis deux ou trois ans, elle a fondé une bibliothèque et elle alloue annuellement 400 francs pour achat de livres.

Les *sociétés de secours mutuels* sont nombreuses, il y en a quinze. La plus forte, l'*Union roannaise*, comprend 1.200 membres, hommes ou femmes; vient ensuite, par ordre d'importance, celle des *anciens militaires*. L'ensemble des sociétés peut englober 3.000 familles.

Toutes se sont entendues pour créer une pharmacie commune leur appartenant. De cette façon, elles ont pu réaliser des économies importantes sur la dépense des médicaments. La pharmacie mutualiste est gérée par un pharmacien appointé.

Les sociétés de secours mutuels ont essentiellement pour but de fournir à leurs membres un secours en cas de maladie avec les soins médicaux gratuits et aussi les médicaments. L'indemnité journalière de secours est de 1 fr. 50 pour les hommes exclusivement; je crois que l'*Union roannaise* accorde 0 fr. 50 aux femmes. La durée du secours est de trois mois, elle peut être prolongée pendant trois mois à demi-tarif (si je me souviens bien). Enfin les membres décédés ont droit à une couronne mortuaire (*sic*) et sont accompagnés au cimetière par leurs camarades.

Les sociétés ont essayé d'instituer des secours pour le chômage involontaire. On m'a parlé également d'un projet de cotisations supplémentaires pour des retraites (à un taux dérisoire).

Les sociétés vivent grâce aux cotisations et aux amendes des membres participants et grâce aux cotisations et dons des membres honoraires. On se rend en effet à domicile, faire la quête auprès des gens charitables; pour amorcer leur aumône, on offre des gâteaux, à peu près de la même façon qu'on va offrir le pain bénit. On m'a raconté que l'*Union roannaise* recevait 3.000 francs par an de ses membres honoraires, tous patrons ou bourgeois.

La municipalité fournit le local pour les réunions et une petite subvention pour la paperasserie. Enfin il faut ajouter qu'un certain nombre de sociétaires négligent de toucher leur dû, quand ils sont malades.

(1) Voir les numéros 23, 24, 25, 26 27, 28, 29, 30, 31 et 32.

D'autres moyens encore ont été employés par les travailleurs roannais pour remédier à leurs maigres salaires. Ainsi on voit des ouvriers qui louent un bout de terrain; ils payent un sou à deux sous et demi le mètre carré; ils y cultivent des légumes et y font venir aussi quelques fleurs. Ils consacrent à la culture leur après-midi du samedi et le dimanche. Mais après avoir loué un terrain sans valeur, après l'avoir travaillé, fumé, après l'avoir rendu propre en deux ou trois ans à la culture maraîchère, il est parfois arrivé qu'ils se soient vu enlever leur jardin par le propriétaire qui refuse de continuer la location et qui s'empare ainsi, à son profit, de la plus-value accumulée par le labeur du locataire.

Coopérative, sociétés de secours mutuels sont une aide à vivre moins péniblement. Je ne suis pas du tout opposé à ce désir de mieux-être; mais peut-on voir dans le mutualisme, même dans le mutualisme socialiste, une solution de la question sociale, comme paraissent le croire ceux qui prônent la coopération et l'aide mutuelle?

Il est à remarquer que les patrons, les bourgeois vantent et soutiennent le mutualisme. D'abord les sociétés (surtout celles de secours mutuels) sont encore pour la plupart soumises à la protection et à l'influence des gros bourgeois qui leur font la charité (1).

Ensuite les patrons ont tout intérêt à ce que les charges de leurs exploités diminuent; cela leur permet de payer de moindres salaires et le bénéfice patronal augmente. L'ouvrier est plus compressible, il a plus de tendances à accepter des réductions de salaire, puisqu'il calcule qu'il pourra joindre les deux bouts; en tout cas, il n'est pas du tout poussé à réclamer une plus haute paye. Il se considère comme un privilégié, puisque autour de lui il voit ceux qui ne sont pas sociétaires, « les imprévoyants », pâtir plus durement, et il est presque tenté d'être satisfait de son sort.

Pour que ces institutions aient quelque utilité, il est bien entendu d'abord qu'elles doivent être libres et vivre par elles-mêmes, mais il faut surtout qu'elles puissent s'appuyer sur une forte action syndicale (2), il faut que les travailleurs, comme salariés et comme syndiqués, exercent une forte pression sur le patronat, non seulement pour soutenir le taux des salaires, mais aussi pour tâcher de les relever. De cette façon, les petits avantages offerts par la mutualité pourront servir, par surcroît, à améliorer le bien-être familial.

Mais jamais le mutualisme n'a développé l'esprit de révolte. La Coopérative ne place pas les salariés en face des employeurs dans un antagonisme d'intérêts. Les adhérents s'intéressent à la bonne marche de la société et à l'augmentation des bénéfices. Cependant la Coopérative peut être un lieu de réunion pour les causeries et la propagande.

Dans les sociétés de secours mutuels, l'esprit est assez souvent rétrograde; il l'est forcément dans toutes celles qui vont solliciter la générosité de la bourgeoisie. A Roanne, presque toutes ces sociétés possèdent, avant tout, un drapeau tricolore qui porte le titre du groupement. Naturellement, sort ce drapeau dans toutes les occasions possibles. Lors d'un décès, les membres se réunissent au son du tambour sur la place de l'Hôtel-de-Ville; les absents sont frappés d'une amende qui vient grossir les fonds de la caisse. On se met ensuite en cortège derrière le corbillard, drapeau en tête, tambour et clairon avec le crêpe, sans oublier la couronne mutualiste. J'avoue avoir été complètement interloqué, lorsqu'un dimanche matin, en sortant de la caserne, j'ai croisé une de ces processions qui se rendait au cimetière. On m'a assuré que c'était là un fait courant et général. Voilà donc l'esprit que l'on trouve chez les mutualistes roannais.

Au fond, tous ces moyens, coopération, secours mutuels, malthusianisme, jardins, sont des moyens d'adaptation plus ou moins passive à un sort qui reste toujours misérable à cause de la pression patronale. Il ne faut pas y voir des efforts d'émancipation.

En dehors des associations destinées à donner à leurs membres un peu plus de bien-être matériel, il en est d'autres qui ont en vue de procurer des distractions à leurs adhérents.

Il y a une *Université populaire*. Cette association

(1) Cela se voit à Roanne pour les Sociétés de secours mutuels. La *Coopérative*, elle, est tout à fait indépendante; elle excite plutôt la jalousie des petits commerçants.

(2) Voir Griffuelhes dans l'*Avant-Garde* (de Paris), du 29 octobre 1905.

n'a certainement pas pour but de faire naître et de développer l'esprit de révolte; il ne faut d'ailleurs pas s'attendre à voir dans les U. P., si ce n'est par exception, un foyer quelconque de propagande révolutionnaire. Ce sont des groupements libres (ou qui devraient l'être), ayant en vue de fournir à leurs adhérents, aux ouvriers principalement, des distractions intellectuelles et artistiques; elles ont donc une certaine utilité vis-à-vis d'un grand nombre de jeunes gens que des études trop courtes laissent sans occupation intellectuelle, sans aspirations, et qui ne savent dépenser leur activité ou remplir leur désœuvrement que par des farces ou des parties de plaisir sans aucun profit pour eux. Ce rôle est déjà suffisamment vaste pour une U. P., sans qu'elle veuille prétendre à l'éducation des masses et diriger les revendications prolétariennes (que la plupart des intellectuels ignorent profondément).

L'U. P. de Roanne est composée, comme presque toutes les autres, d'intellectuels, de petits bourgeois, d'employés et d'ouvriers, tous remplis de bonnes intentions. Mais de ce mélange il résulte naturellement que l'U. P. est imprégnée des préjugés démocratiques, et que l'on y donne essentiellement une éducation civique. Son action consiste à combattre l'alcoolisme, la tuberculose; mais, par exemple dans ce dernier cas, elle se borne à mettre en garde contre la contagion par les crachats et sa propagande est simplement une propagande de propreté.

Cette propagande s'exerce aussi en faveur du mutualisme et de tous les palliatifs sociaux. Enfin l'U.P. prend part, le 14 juillet, au défilé des sociétés de la ville devant les autorités constituées; il est vrai qu'elle reçoit une petite subvention de la municipalité socialiste.

L'U.P. vivote. En dehors d'elle, je n'aurais à citer que les sociétés musicales qui comptent un nombre d'adhérents forcément restreint. Les jeunes gens de Roanne semblent préférer les distractions sportives; on peut y satisfaire plus facilement sa vanité et prendre un passe-temps plus commode. Il faut citer la société de sauvetage: président, insignes, drapeau, etc., la société de gymnastique: président, insignes, drapeau, etc., toutes subventionnées par la municipalité.

Mais, en dehors de la pêche qui compte des partisans fanatiques, la très grande, l'immense majorité des Roannais est possédée par la passion du jeu de boules.

Le jeu de boules est venu de Lyon, il y a quelques années. Il a pris tout de suite une très grande extension; la crise industrielle, en restreignant les dépenses somptuaires des ménages, l'a modéré, très légèrement. Il m'est impossible de dire quel est le nombre des adhérents au « boulisme », car ce jeu a ses groupes, sa fédération. On m'a cité des chiffres qui varient entre 2.000 et 4.000 pour le nombre des joueurs organisés en sociétés, et il faudrait compter aussi les simples amateurs.

Les boulistes n'ont en tête que leur jeu; ils délaissent toute préoccupation étrangère au plaisir de la partie. Ils ne pensent guère à s'émanciper, à émanciper leur cerveau; toute leur volonté n'est tendue que pour le jeu, et la lutte contre l'exploitation patronale est tout à fait délaissée. Ils tiennent au repos du samedi soir, mais c'est pour pouvoir jouer aux boules.

Le « boulisme » est une excellente occasion de [illegible] en plein air. Chaque marchand de vins a aménagé dans son jardin un endroit pour le jeu où une société vient faire ses parties. Une fois par an il y a un concours général de boulisme et c'est une grande fête avec de grandes beuveries. Le concours est subventionné par la municipalité, car les boulistes sont des électeurs et ils méritent de l'être.

Une dernière distraction pour le « peuple », c'est la période électorale; mais cette distraction est courte et intermittente.

(*A suivre.*) M. Pierrot.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Malgré les multiples tracasseries que les gouvernants aux ordres du capitalisme ont fait subir ces temps derniers à la Confédération, celle-ci n'en continue pas moins l'agitation qu'elle a charge de mener en faveur de la journée de huit heures.

Ces jours-ci, une douzaine de camarades sont partis en tournée, et chaque soir pendant un mois ils donneront des réunions dans une localité différente. Plus de 300 conférences vont être ainsi faites.

Et ce n'est là qu'un début, car l'agitation sera soutenue et ira en s'intensifiant jusqu'au 1er mai 1906.

Toutes les Bourses du travail, tous les centres ouvriers un peu importants seront visités, et cela ne s'arrêtera plus jusqu'à la date indiquée par le Congrès de Bourges.

Quand le premier groupe de conférenciers sera de retour, un autre partira à son tour, et ainsi pendant des mois, cette propagande intensive sera soutenue.

C'est ainsi que les organisations ouvrières répondent aux tracasseries gouvernementales.

Je ne saurais trop engager nos camarades à se rendre nombreux à ces réunions, à y entraîner les indifférents.

Dans ces réunions, des milliers et des milliers de brochures seront distribuées; il faut que tous les lisent, en emportent dans les ateliers et obligent les indifférents à les lire à leur tour; rien ne doit être négligé pour secouer l'apathie des timorés.

Exploiteurs et gouvernants redoutent la date du 1er mai 1906; c'est de l'intensification de la propagande que dépend en partie la réussite du mouvement.

Aux exploités conscients de faire tout le nécessaire pour qu'il réussisse.

La grève des terrassiers et similaires de la Seine se poursuit sans incidents. Grève vraiment idéale pour le patronat. Les grévistes se croisent les bras, envoient des délégations aux « pouvoirs publics » qui promettent tout, et ne font rien naturellement. Gouvernants et exploiteurs ne se sont jamais mangés entre eux.

Le conseil municipal, au lieu d'exiger *immédiatement* des entrepreneurs l'application stricte des cahiers des charges qui prévoient un salaire minimum pour chaque catégorie d'ouvriers, a nommé une « commission », et l'on sait ce que cela veut dire.

Je crains fort, la semaine prochaine, d'avoir à enregistrer un échec.

A Grenoble, un conflit qui entraînerait le chômage de plus de 20.000 travailleurs est sur le point d'éclater.

Les ouvriers palissonneurs de la ganterie ont réclamé une augmentation du prix de façon; les patrons teinturiers se sont retournés du côté des patrons gantiers, auxquels ils ont demandé d'augmenter les prix du façonnage. Jusqu'ici, les patrons gantiers ont refusé, et les patrons teinturiers se trouvant seuls en face de leurs ouvriers ont refusé à leur tour l'augmentation qui leur était demandée.

Déjà un millier d'ouvriers sont en chômage.

La solution du conflit est entre les mains des patrons gantiers. S'ils n'accordent pas l'augmentation qui leur est demandée, ce sera soit la grève générale, soit le lock-out, qui atteindra toute l'industrie gantière de Grenoble.

Enfin, il est possible que la grève gagne d'autres centres où les ouvriers gantiers ont fort à se plaindre de leur situation.

A la Combrée (Maine-et-Loire), les ouvriers ardoisiers, las de voir qu'un directeur non seulement ne voulait pas faire droit à leurs réclamations, mais encore se moquait d'eux, ont, dans un moment d'exaspération, pillé sa maison et menacé d'y mettre le feu.

Voici comment les faits se seraient passés:

Les ouvriers, à la suite d'une réunion, avaient demandé la réintégration sur les chantiers de deux de leurs camarades; le directeur ayant refusé d'entrer en pourparlers avec leurs délégués, les ouvriers décidèrent de faire une réunion; mais étant obligés de se réunir au dehors, faute de salle, ils envoyèrent demander à l'administrateur l'autorisation de remonter à 4 heures au lieu de 5. On ne reçut pas davantage les délégués, et le directeur fit savoir que si le travail cessait à 4 heures, il considérerait cet acte comme une grave infraction à la discipline.

Exaspérés de ce double refus, les ouvriers quittèrent quand même le travail et allèrent manifester devant la maison du directeur.

Bien mieux, après avoir renversé le portail et l'avoir brisé en morceaux ainsi que les fenêtres du rez-de-chaussée, les ouvriers ont envahi la maison. Les meubles de la salle à manger ont été brisés et la vaisselle pulvérisée. La cuisine a été également saccagée, les casseroles de cuivre percées, etc.

Ils ont de plus mis le feu au dépôt de pétrole et à une immense meule de foin de 120.000 kilos. Les pompiers de Combrée ont pu empêcher l'incendie de s'étendre à la maison du directeur. Enfin les fils télégraphiques et téléphoniques ont été coupés.

Le sous-préfet de Segré a fait appel à la garnison d'Angers, et des détachements du 6e génie et du 25e dragons sont sur les lieux.

La situation est grave et l'agitation grandit parmi les ardoisiers de la région qui sont nombreux et d'ordinaire très solidaires entre eux.

A Lorient, grève des manœuvres du bâtiment.

A Paris, grève générale des ouvriers diamantaires.

P. Delesalle.

⁂

ESPAGNE

La misère. — Les 1.140 habitants du village de Boada, province de Salamanque, en proie à une terrible misère, viennent de s'entendre avec le gouvernement argentin pour aller s'implanter, municipalité, médecin et pharmacien en tête, sur le territoire de la République sud-américaine. Bientôt il ne restera plus âme qui vive au village de Boada.

⁂

ITALIE

Le *Giornale d'Italia* annonce des troubles sérieux à Ancône causés par le renchérissement des denrées alimentaires. Les manifestants ont jeté au vent les marchandises des maraîchers, et ont parcouru les rues, arrêtant les tramways, forçant les boutiquiers à fermer leurs établissements, et obligeant les ouvriers des raffineries à cesser le travail. L'intervention du syndic a prévenu le conflit avec les troupes. Le syndic a reçu les demandes des manifestants, et les a transmises au ministre. La garnison a été renforcée par un détachement de cavalerie.

A Taurisano (province de Lecce), une centaine de paysans sont allés devant la mairie gardée par quelques carabiniers. Les manifestants, poussant des cris subversifs, ont lancé des pierres contre les carabiniers. Ceux-ci essayèrent d'apaiser les manifestants, mais ces derniers continuant à lancer des pierres, et quelques carabiniers ayant été blessés, ceux-ci firent usage de leurs armes.

Dans le conflit, un paysan a été tué et trois ont été blessés.

⁂

RUSSIE

Voici quelques détails sur le meurtre du général Sakharof.

Le général travaillait dans le cabinet du gouverneur de Saratof, quand un courrier lui annonça qu'une dame venant de la province désirait l'entretenir.

Le général fit introduire l'inconnue, qui était élégamment vêtue et paraissait âgée d'une trentaine d'années.

Elle s'assit en face de lui et déclara qu'elle était propriétaire foncière et qu'elle sollicitait du secours, ses domaines ayant été saccagés. Elle présenta ensuite une supplique au général.

Pendant que ce dernier la lisait, elle lui tira trois coups de revolver. Le général Sakharof se leva et saisit le bras de l'inconnue, mais celle-ci réussit à tirer un quatrième coup.

Le général s'enfuit dans la chambre voisine où il tomba, s'évanouit et succomba rapidement.

Il avait été atteint au cœur, au poumon, au bras et dans le dos. Extérieurement, les blessures occasionnées par les balles avaient la forme d'étoiles.

Arrêtée et désarmée, la dame, pendant qu'on l'emmenait à la prison, s'écria: « On ne torturera plus les paysans maintenant! »

A son arrivée à la prison, les détenus protestèrent et réclamèrent la libération de la justicière. Les troupes durent intervenir.

⁂

ÉTATS-UNIS

Le « Labor Day » et l'Unionisme à San Francisco. — *San Francisco, 5 septembre 1905.* — Cette année, comme les années précédentes, le Labor Day — la fête du travail — a été célébré à peu près avec la même animation, un peu partout, dans les trente-six Etats de l'Union et dans le dis-

trict de Colombie où il a été reconnu comme fête légale (1).

Comme de coutume, les leaders qui conduisent les unionistes comme des moutons de Panurge, n'ont rien négligé pour donner à ce jour l'éclat qui lui convient, afin de pouvoir montrer aux capitalistes, leurs amis, comment ils savent conduire et diriger à leur gré la masse des travailleurs avilis sous leur dictature.

Ici, à San Francisco, il avait été décrété dans presque toutes les unions, que tout membre qui refuserait de prendre part à la mascarade dans les rues serait rigoureusement puni d'une amende de cinq dollars (vingt-cinq francs); la plupart des cas d'excuses, admis les années précédentes, furent repoussés.

A Saint-Louis du Missouri, d'après ce que nous apprend le *Saint-Louis Republic*, le principal leader des unions de cette ville, chargé de l'organisation de la fête du Travail et qui se fait appeler pompeusement le Grand Maréchal, a demandé au chef de police de bien vouloir honorer la fête des travailleurs en ordonnant à un détachement de policemen à cheval, de conduire la procession des unionistes. Ce grand maître des cérémonies a déclaré que *dix-sept mille* (17.000) ouvriers défileraient dans les rues de Saint-Louis.

Seules quelques unions et quelques individualités conscientes appartenant à diverses organisations ouvrières se sont abstenues de prendre part à cette manifestation du travail fraternisant avec le capital.

Mon ami et camarade Florencio Basora, de l'Union des mouleurs en fer de Saint-Louis, qui fut délégué aux Congrès des « Industrial Workers of the World » — les Travailleurs industriels du monde — m'a écrit que son union, ainsi qu'il a été convenu au Congrès de Chicago, ne participerait pas à la fête des esclaves, mais se préparerait à célébrer le 1er mai comme un jour de revendications sociales et comme un jour de fête révolutionnaire.

Un camarade, nommé depuis peu président d'une union de charpentiers de San Francisco, a usé de l'estime et de la confiance qu'il a su inspirer à ces frères unionistes, pour leur faire comprendre que dignité d'hommes ne pouvait leur permettre de leur parader dans les rues sous les ordres des leaders unionistes réactionnaires. Aussi cette union s'abstint de participer à la mascarade politico-capitaliste.

Quoique ayant déjà assisté maintes fois comme spectateur, dans différents Etats de l'Union américaine, au « Labor Day », j'ai voulu cette année voir point par point tous les détails de cette fête officielle, afin de bien me convaincre si je n'avais pas commis quelque exagération en appelant cette prétendue célébration du Travail, la fête des esclaves.

Donc, le 4 septembre (2), je me trouvai de bonne heure dans Market-street, la plus grande artère de San Francisco, où devaient défiler toutes les unions ouvrières. Toute la cité californienne a l'aspect d'un grand jour de fête; sur tous les édifices publics flotte triomphalement le drapeau national, l'emblème de la prospérité américaine. Des hôtels, des restaurants, des magasins sont aussi pavoisés. Je remarque surtout un grand magasin de meubles qui n'a rien trouvé de plus ingénieux que de mettre sur ses réclames, qu'ayant manifesté trop de sympathie pour les unions ouvrières, il se voyait boycotté par les « trusts », qui avaient résolu de le réduire à une faillite désastreuse. Le peuple ignorant et crédule accourt dans ce magasin et la maison fait de très bonnes affaires grâce à son « bluff » ingénieux. Aussi, ce jour-là, les quatre étages du bâtiment sont-ils recouverts de drapeaux en forme de trophées.

Par les soins de la municipalité, Market-street a été décorée comme pour un jour de fête nationale. La circulation des tramways et des voitures est interrompue pendant tout le temps que durera la procession des unions dans les rues.

Dès 9 heures du matin, de nombreux curieux sont rangés le long des trottoirs; aux fenêtres et aux balcons, de nombreux spectateurs appartenant aux diverses classes sociales se préparent à crier « hurrah » au passage des unionistes.

Les policemen sont en habit de gala, gants blancs et tiennent à la main la traditionnelle matraque ornée pour la circonstance d'un superbe gland; ils sont prêts à honorer de leur mieux le « Labor Day ».

Des hommes parcourent la foule en distribuant à profusion des cartes électorales portant le portrait de M. Schmitz, le maire sortant de San Francisco et candidat pour les prochaines élections. Des gamins crient : « Votez pour Schmitz! »

Enfin il est 10 heures, le défilé commence; la marche est ouverte par deux rangées de front de maréchaux (1) à cheval.

Certaines organisations ouvrières suivant leur importance défilent, par union ou par corporation (2). Chaque groupe est conduit par un ou plusieurs maréchaux, ceints d'une large écharpe blanche, verte ou jaune, et qui font caracoler leurs chevaux en tête de leur union; d'autres maréchaux à pied font marcher les unionistes en rang comme des soldats. Un maréchal de l'Union des décrotteurs de souliers a passablement à faire avec ses hommes qu'il s'efforce de faire marcher militairement.

De nombreuses sociétés musicales appartenant aussi au Trade-Unionisme défilent en habit militaire; les chefs de musique marchent d'un air ridicule en tête de leurs hommes, coiffés d'un bonnet de grenadier du temps de Napoléon Ier. Plusieurs chars font aussi partie de la procession ouvrière; parmi lesquels je remarque celui des peintres décorateurs, représentant un relief de paysage au milieu duquel se trouve assise, comme sur un trône, une jeune reine.

Un autre char attire particulièrement mon attention, c'est celui de l'Union des « scavengers », des boueurs, des balayeurs de la voirie. Ce char, c'est tout simplement un des tombereaux qui servent quotidiennement à ramasser les ordures des rues; pour une telle solennité il a été recouvert d'un immense linceul aux couleurs nationales. Je ne pus m'empêcher de faire cette réflexion que jamais, assurément jamais, l'emblème cher aux « trustmen », aux belles Américaines et à tout un peuple stupide et ignorant n'a été mieux honoré.

Les uniformes dont font parade les membres de cette procession varient suivant les unions; certains sont habillés tout en noir, d'autres tout en blanc, d'autres de couleurs variées. Cependant plusieurs unions ne portent que l'insigne de leur métier à la boutonnière. Les ouvriers des brasseries sont tout simplement endimanchés, ils portent autour de leurs chapeaux et à la boutonnière des fleurs de houblon; l'insigne de leur union est suspendu sur leur poitrine.

Les travailleurs du fer: forgerons, maréchaux ferrants, serruriers, etc., défilent en habits de travail. Ils portent leur tablier de cuir. Leur démarche est fière et sévère, sans trop de crânerie; on est peiné que de tels hommes qui représentent bien, ceux-là, le travail dans toute sa noblesse, prennent part à une telle mascarade.

Chaque union ou chaque corporation porte en tête sa bannière, une vraie bannière, comme on en voit dans les églises, souvent accompagnée d'un grand drapeau national orné de franges d'or. Je remarque des unions entières où chaque membre porte crânement sur l'épaule le drapeau étoilé, l'étendard du juge Gary, du sanguinaire Gary qui fit pendre cinq innocents parce qu'ils avaient eu l'audace de lancer cette grande idée: le 1er mai comme fête des travailleurs du monde entier, et comme jour de revendications sociales; l'étendard qui fut ignominieusement traîné dans les régions minières du Colorado; l'étendard enfin qui abrite sous ses plis la sainte-trinité Roosevelt, cardinal Gibbon et John Mitchel (3) et que l'on voit flotter partout où il y a une infamie à commettre.

De nombreux landaus se trouvent aussi dans le défilé; ce sont pour la plupart les grands leaders des unions et des membres de la municipalité qui se font traîner comme des rois fainéants dans leurs chars.

Je remarque aussi parmi la procession, trois unionistes habillés en vrais clowns; l'un représente un arlequin avec un masque hideux, l'autre est un pierrot, et le troisième est un paillasse quelconque. Tous les unionistes, hommes et femmes, portent à la main une petite canne autour de laquelle se trouvent enroulées les couleurs nationales. Cette canne est mince et ressemble quelque peu à un manche de fouet; une lanière de cuir au bout, et l'emblème serait complet: le régime du fouet, n'est-ce pas ce que nous prépare le capitalisme de ce pays avec son complice le trade-unionisme américain?

Enfin j'arrive au clou de la fête.

Dans des unions entières, et elles sont nombreuses, je vois le portrait de M. Schmitz, le maire sortant de San Francisco et candidat aux prochaines élections, orner les chapeaux et les boutonnières des unionistes. Ce portrait est ou une carte-prospectus ou un bouton en émail; je remarque de nombreux ouvriers qui ont presque totalement recouvert leurs chapeaux de ces portraits. Des femmes, des unionistes aussi, portent sur la poitrine, avec une sorte d'orgueil, l'image de M. Schmitz. Certaines d'entre elles qui sont en landaus jettent aux hommes des cartes électorales et semblent engager les hommes à crier: « Vive le Maire! Vive notre candidat! »

En haut de Market-street, vers la septième rue, en face de l'hôtel de ville se trouve le landau de M. Schmitz; à quelques pas de lui se trouvent les deux grands maréchaux de la procession qui sont là pour aviser les unionistes qu'ils doivent en passant saluer et acclamer M. le Maire.

Toutes les unions défilent devant le premier magistrat de la ville et presque tous les unionistes l'acclament par des hurrah! et des cris frénétiques de: Vive Schmitz! La procession a duré deux heures et demie, 55.000 unionistes ont défilé devant le landau du maire de la ville.

Ici une explication devient nécessaire: M. Schmitz, le maire actuel de San Francisco, a été élu par le Labor Party et tout récemment il a été candidat, acclamé dans un congrès des unions de cette ville, pour les prochaines élections.

Le Labor Party — le parti ouvrier — protège les unions, mais il est aussi réactionnaire que son parti d'opposition, la Citizen's Alliance — l'Alliance des citoyens — qui combat les unions; l'un et l'autre défendent le régime capitaliste. Je dois aussi dire que les capitalistes qui combattent les anciennes unions de métiers ne savent pas reconnaître, heureusement pour nous, qu'en agissant ainsi ils nuisent à leurs propres intérêts; le Trade-unionisme est la meilleure organisation pour perpétuer à jamais l'exploitation de l'homme par l'homme.

Dans l'Est où le Trade-unionisme est en décadence, il nous est facile d'amener les travailleurs dans les nouvelles organisations ouvrières à base révolutionnaire. Nous voyons des unions entières qui adhèrent à l' « Industrial Unionism ».

Par contre, ici à San Francisco où le Trade-unionisme est encore en force grâce à l'appui qu'il trouve auprès des capitalistes comme M. Hearst, le démocrate archi-millionnaire et auprès de saltimbanques de l'espèce Schmitz, il nous est beaucoup plus difficile de faire de la propagande pour les idées d'émancipation, car, si un ouvrier appartenant aux Trade-unions osait s'affilier aux unions des « Travailleurs industriels du monde », il serait aussitôt mis à l'index par les leaders des unions, qui l'empêcheraient de travailler.

C'est pourquoi nous avons commencé la formation d'un club pour faire de la propagande révolutionnaire, mais cette propagande ne peut encore se faire ouvertement par ceux d'entre nous qui appartiennent aux Trade-unions. Nous avons à combattre contre un ennemi encore trop puissant: la dictature du Trade-unionisme.

Les chiffres suivants prouvent la force des Trade-Unions à San Francisco par rapport aux villes de l'Est: New-York, 3.437.202 habitants, centre très industriel; *47.000* unionistes ont été organisés pour prendre part au Labor Day. St-Louis, 570.238 habitants, centre très industriel; *17 000* unionistes ont pris part à la fête du Labor Day. San Francisco, 342.782 habitants, ville peu industrielle, presque pas de grandes industries; à l'occasion du Labor Day, *55 000* unionistes ont défilé dans les rues. Les statistiques de la population de ces trois villes sont extraites du recensement de 1900.

LAURENT CASAS.

(1) La première loi établissant le « Labor Day » comme fête légale fut votée le 15 mars 1887 dans le Colorado. La dernière fut votée par l'Etat de la Caroline du Nord, le 6 mars 1899 — 14 Etats n'ont pas encore admis le Labor Day comme fête légale.

(Extrait du *Bulletin of the Department of Labor* (l'Office du travail des Etats-Unis).

(2) Le premier lundi de septembre est désigné comme la fête légale du travail.

(1) C'est le nom que se donnent les leaders organisateurs de cette fête.

(2) Des corporations de métiers, comme par exemple les charpentiers, menuisiers et ébénistes, dans une ville importante comme San Francisco se composent de plusieurs unions.

(3) Le président de la Fédération des ouvriers des mines d'Amérique (ne pas confondre avec la Fédération des mineurs de l'Ouest qui est essentiellement révolutionnaire).

Notre prochain dessin sera signé: G. BRADBERRY.

VARIÉTÉ

L'ART DE VIVRE

Les distributions de prix ont solennellement clos l'année scolaire. Des hommes distingués par leurs fonctions sociales ont été partout délégués par le gouvernement pour parler des bienfaits de l'instruction et des devoirs qu'elle impose. Les orateurs ont développé des thèses connues et plus ou moins rajeunies à leur souffle. La supériorité des littératures anciennes, la vertu éducatrice des sciences, la formation du caractère par l'étude, ont de divers côtés été examinées et quelquefois avec un accent de pédagogie supérieure.

Je n'ai pas remarqué, à Paris tout au moins, que des discours aient été prononcés par des médecins ou inspirés par l'idée médicale. Et cependant l'éducation est bien — par divers côtés — leur justiciable. Elle sera un jour une simple branche de l'hygiène quand celle-ci se sera développée dans le sens de la psychologie. Mais dès maintenant elle lui est soumise. Car c'est l'hygiène seule — physique et morale — qui peut indiquer la règle d'une activité normale. Il y a un art de vivre, conférant des manières sélectionnées de penser, d'agir, de réagir aux excitations du dehors et du dedans, qui font la supériorité sociale de l'individu parce qu'elles font sa force de résistance et de conduite.

Celui qui sait être sobre évitera certaines maladies. Il y a une technique pour manger, pour respirer, pour dormir, qui servira grandement à celui qui la possède. Il n'est pas indifférent même de se moucher sans une attention suffisante; une certaine violence habituelle peut dilater la trompe d'Eustache et ouvrir la porte à des maladies de l'oreille incurables qui créent la surdité. Sur ces matières, il ne suffit pas de savoir ce qui est bien, il faut avoir été habitué à le pratiquer. Il en est de cela comme de tout exercice, de l'équitation ou de la bicyclette, dont les connaissances théoriques ne sauraient en aucune manière remplacer la pratique.

Il y a donc là toute une éducation physiologique qui n'est pas donnée aux enfants, et qui — je le répète — ne peut se résoudre en des conférences *ex cathedra*, mais doit se poursuivre par des exercices.

Vivre physiologiquement, se tenir en bonne forme, se développer harmonieusemnt, être fort, résister aux maladies et surtout les éviter, tout cela s'apprend, tout cela est un art; et celui qui le possède bien est supérieur aux autres et les battra aisément dans la mêlée sociale.

Cet art s'applique à la vie mentale et n'est pas moins du ressort de la médecine, ainsi que je vais essayer de le montrer en n'abordant que quelques points de cette vaste étude, sur laquelle j'ai l'intention de revenir.

La mesure de la force morale d'un individu est dans la manière dont il réagit aux émotions. A toute heure, nous sommes assaillis par des sentiments dont chacun tient à nous entraîner hors d'une activité modérée et équilibrée. Notre vie est en ce sens une lutte continuelle contre nos impulsions émotionnelles. L'instinct sexuel et l'instinct de la conservation, sous des formes primitives ou dérivées, nous sollicitent plus ou moins fortement. Il faut s'entraîner à les dominer, car personne n'est réellement supérieur qu'à ce prix.

Les poètes ont généralement exalté les sentiments, et, d'après leur éthique, les grandes passions élèveraient l'individu. Roméo se tuant sur le tombeau de Juliette, c'est le modèle qui a été tiré par les écrivains à de multiples exemplaires plus ou moins corrigés. Ce sont là des conceptions fausses de nos devoirs réels dont ne sont pas dupes ceux qui les parent d'un si bel éclat littéraire. Souvent le descripteur complaisant d'une folle passion est un bon bourgeois qui n'aurait jamais poursuivi la plus petite amourette de peur d'enchaîner sa liberté.

Le sentiment amoureux a été surchauffé par la littérature moderne. Les anciens et même nos classiques étaient plus froids sur ce chapitre. Est-ce que les hommes sont devenus plus passionnés — ce qui est possible? Mais il est sûr que, en retour, la littérature a développé ce sentiment.

La passion poussée à cette extrémité est une maladie mentale. Aucun sentiment ne doit déséquilibrer à ce point l'individu normal. Je recevais dernièrement la visite d'un ami qui me racontait la douleur où l'avait plongé la disparition d'une femme aimée. Dès qu'il commença la narration des incidents de ce drame intime, il se mit à pleurer. Des sanglots entrecoupaient son récit et l'empêchaient par instants de poursuivre. Des jours se passèrent, je le revis, il n'avait pas changé. Les larmes coulaient aussi abondamment. Dans la fonction qu'il occupait, les crises de larmes qui survenaient par moments gênaient son travail et le plaçaient dans une attitude ridicule. Durant des mois, il pleura de la sorte. Il n'y avait pas d'autres signes de dérangement mental que cette douleur morale suraiguë et persistante qui était bien un véritable délire émotionnel et réclamait légitimement le secours de notre art. Ce cas d'ailleurs pouvait illustrer l'influence d'une éducation vicieuse où tous les sentiments avaient pu librement se manifester et étaient exacerbés par une culture littéraire intempérante.

Le danger que fait courir une grande passion à l'individu est qu'il le rend plus soumis à toutes les autres. Et de fait on les trouve généralement associées.

Les grands amoureux sont à la merci de toutes les excitations passionnelles. J'en ai connu plusieurs qui étaient des joueurs impulsifs ou des buveurs incorrigibles ou des morphinomanes.

Ce n'est point que je pense qu'il faille supprimer le sentiment de notre vie mentale. Il a son rôle et est l'assise solide de notre activité morale. Mais il faut canaliser le flot et le diriger vers les territoires qu'il doit féconder, et à proportion de son utilité.

L'instinct de la conservation vicieusement développé conduit à une existence pénible. Celui qui est pusillanime et s'habitue à craindre exagérément la douleur, n'est pas capable d'une vie normale. La plupart des maladies qui nous assaillent se compliquent de représentations mentales qui en exagèrent les symptômes subjectifs. Il suffit de porter une attention inquiète sur le pouls ou la respiration pour qu'ils changent de rythme et se précipitent.

La toux dans les affections chroniques du poumon peut être plus ou moins intense, non parce que l'irritation est réellement plus ou moins vive, mais parce que le patient est dans l'appréhension qu'il va avoir une crise ou au contraire n'y pense pas. J'observai ces temps-ci un vieux bronchitique, qui était convaincu que tous les soirs après le dîner il devait avoir sa quinte, une toux pénible qui le secouait et le laissait comme assommé. Je lui conseillai d'avoir le soir un ami pour causer et jouer. Et la quinte dramatique que le malade oubliait ne se produisit plus.

Un individu a une hémorragie cérébrale et tombe en apoplexie. Quand il revient à la lucidité, il reste paralysé d'un côté du corps. Certains signes montrent que cette paralysie n'est pas en rapport avec une lésion organique; et de fait elle disparaît quand le malade est convaincu qu'il avait simplement édifié sur des sensations morbides réelles un symptôme tout à fait imaginaire.

Si l'on supprimait dans toutes les maladies réelles la part de construction apportée par le travail psychique du malade, on les allégerait singulièrement; et ce qui serait enlevé serait souvent les signes les plus pénibles, les douleurs, les anesthésies, les impotences.

L'imagination, entretenue par la crainte, aggrave des maladies réelles; elle peut aussi en créer de toutes pièces. On m'amena il y a quelque temps une jeune fille qui depuis des mois ne se nourrissait que de quelques gorgées de lait. Elle était dans un état gastrique et général lamentable et ne pouvait, disait-on, rien supporter que de très petites quantités de lait et pas même de l'eau. L'examen me convainquit que la cause du mal était purement psychique. Je m'en assurai en faisant absorber, en ma présence, une solution, qui était, disais-je, un anesthésique gastrique puissant; or ce liquide n'était que de l'eau ordinaire. Je convainquis ensuite la jeune malade et l'entourage qu'elle n'avait aucune affection organique et qu'elle *devait* s'alimenter et digérer parfaitement. En quelques jours la jeune fille put reprendre son régime alimentaire passé; et maintenant elle tolère n'importe quel aliment.

Dans ce cas encore, l'éducation était le coupable. On avait laissé cette enfant suivre sans la contrarier toutes ses inclinations les plus opposées à une vie harmonique et heureuse. Et elle avait failli mourir d'être l'esclave de ses émotions.

Les femmes sont sujettes à ce qu'on appelle des attaques de nerfs, que le médecin nomme des crises d'hystérie et qui ne sont — ainsi que l'a bien montré Bernheim — que des réactions émotionnelles violentes, entretenues par l'imagination. Dès qu'un incident douloureux la frappe, ou si elle craint seulement de tomber en crise, la patiente entre dans une série de convulsions, qui traduisent en l'amplifiant une grande douleur imaginaire. Cette maladie singulière s'imite facilement et est ainsi très contagieuse; elle est plus fréquente dans les services hospitaliers où on l'étudie avec trop de soin. La cause réelle est dans une mauvaise éducation du sujet, — le plus souvent une jeune femme qui a pris l'habitude de traduire ses sentiments de cette manière désordonnée. Cette affection disparaît quand le médecin a convaincu la malade qu'elle peut se retenir de tomber.

On appelle hystéro-traumatisme un ensemble de désordres nerveux qui affectent les blessés et où l'imagination joue le rôle prédominant. Souvent la terminaison du procès, enlevant la préoccupation et la crainte du mal, le fait disparaître du coup.

Une éducation émotionnelle vicieuse conduit aux troubles nerveux, à la folie, à une vie physiologique malheureuse en somme. Elle est aussi la cause d'une existence sociale misérable.

Chacun a pu observer des individus bien doués comme intelligence et d'une instruction supérieure qui végétaient dans des situations subalternes. Il m'a été donné de suivre et même d'examiner plusieurs de ceux-là. Le plus souvent j'ai constaté chez eux des tares profondes, acquises dans la famille ou dans certains milieux sociaux. Ils ne savaient pas se retenir dans leur désir de jouir des petits avantages immédiats, au risque de compromettre des bénéfices éloignés plus grands et durables.

Ces gens n'ont pas ce que j'appelle le *frein*, le pouvoir de maîtriser leurs instincts et leurs désirs, et tombent dans le vice et le délit. Certains, parmi eux, croient que l'intelligence peut suppléer à la morale. Or, si l'on excepte les rares cas où un véritable génie est servi par des circonstances exceptionnelles, l'amoralité est au contraire une source de malheurs pour l'individu.

Je crois — et je l'ai souvent dit — que l'éducation morale est souveraine, sauf les cas exceptionnels où une organisation mentale trop défectueuse empêche l'action de l'exemple et du raisonnement.

On a abusé, dans ces derniers temps, de la notion de l'hérédité et de la semi-fatalité de l'organisation première. Le tempérament peut être modifié, encore plus le tempérament moral que le physique, parce que l'intelligence est plus instable et moins profondément établie que les autres fonctions.

La maladie et le vice sont souvent le produit d'une mauvaise éducation. De mauvaises habitudes de pensée conduisent à des troubles mentaux. Il est des esprits qui, à force de discuter, se créent un esprit paradoxal et faux qui devient une véritable infirmité. Un voyou, une prostituée, un voleur sont en grande partie les produits d'une éducation vicieuse.

Il faut commencer de bonne heure à donner les habitudes émotionnelles utiles ; et la littérature peut avoir en ce sens une action bonne ou néfaste.

Quand le pli est fait, la tâche de l'éducateur est plus difficile. Mais elle est toujours possible.

Je sais bien que, pour le public et même pour certains médecins, la folie est un état maladif que l'on ne peut ni prévenir ni guérir. Ce dogme, désespérant à l'égard d'un dogme religieux, est faux. Beaucoup de maladies mentales sont l'aboutissant d'une hygiène psychique vicieuse. Elles ne sont que de mauvaises habitudes de pensée, que l'on peut éviter — au moment de la formation du jeune être, — et dans une certaine mesure modifier plus tard. Mais il faut alors, chez le médecin, l'instruction réelle et les aptitudes d'un psychologue et la conviction sans laquelle il est impossible de rien faire dans le domaine moral.

Une mauvaise éducation émotionnelle peut conduire à des désordres mentaux. En retour, la maîtrise de soi peut souvent retenir les individus sur la pente qui y conduit. Je recevais hier des nouvelles d'un homme que j'ai connu à l'asile Sainte-Anne, il y a plusieurs années, alors que j'y étais chef de clinique.

Je l'avais aidé dans son effort à récupérer sa lucidité. Il occupe maintenant en Allemagne une situation d'ingénieur-chimiste et il me rappelait l'influence qu'avait eue sur lui une affirmation que je répétais souvent aux malades : « Il suffit de vouloir pour se guérir. »

Pour faire un homme, l'instruction ne suffit pas, sans l'éducation émotionnelle.

J'ai devant les yeux un jeune homme mal élevé dans une famille de névropathes et dont les connaissances littéraires et scientifiques sont très développées. Il disserte avec une grande érudition l'histoire des doctrines philosophiques et est capable d'écrire dans une très belle langue. Il est un musicien distingué et peint avec beaucoup de goût. Et il traîne une vie misérable, dominée par des peurs morbides — qu'il sait être absurdes et dont il ne peut s'affranchir — telles que de s'empoisonner en touchant les objets les plus usuels ou de ne pas pouvoir résister à la tentation de se jeter sous les roues d'une voiture s'il sort, et par dix autres chimères qui forcent de le surveiller comme un enfant. Une éducation morale appropriée aurait trempé autrement cet esprit supérieur par le raisonnement et qui est incapable d'une direction autonome. Il y a quelque chose d'offensant pour la dignité de l'instruction que le spectacle d'une intelligence cultivée comme celle d'un homme supérieur et qui est à la disposition d'une volonté puérile.

Ce ne sont là que quelques aperçus de la culture de l'individu qui, tant au point de vue physiologique que sous le rapport moral, lui apprendra cet art difficile de la vie qu'il me semble plus important de connaître que la chronologie de la guerre de Trente ans ou la pyrogravure.

C'est une de mes convictions et une de mes préoccupations constantes dans mes études que l'influence prépondérante de l'éducation telle que je la conçois. Entre un pâle vaurien des fortifications et l'homme honnête occupant une situation honorée, et même entre un individu en bonne santé et un malheureux valétudinaire, il n'y a souvent guère plus que la différence d'une éducation.

L'homme moyen est un plant très souple. Le bon jardinier en tirera les fleurs qu'il voudra s'il y met l'application et l'intelligence nécessaires.

Dr Toulouse.

(*Le Journal*, 8 août 1904.)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

El hombre y la tierra, traduction espagnole de l'ouvrage de Reclus, avec les illustrations de l'édition française, liv. 1 à 4; 2 reales, chez Alberto Martin, calle Consejo des Ciento 140, Barcelone.

Songs and Hymns of Russian free christians (en russe), chez Tchertkoff, Christchurch Hants, Angleterre. Même librairie : *La seule chose nécessaire.* — *Une grande iniquité* (en russe), par L. Tolstoï.

Le parti du travail, par E. Pouget; 0 fr. 10, cité Riverin, 29 *bis*.

La journée de 8 heures dans le bâtiment; 0 fr. 05, Confédération générale du travail, 29 *bis*, cité Riverin.

Acht Jahre in Zuchthause, von Seph Oerter; fascicules 1 et 2, 10 pfennig, à *Anarchist*, Frankfurterstrasse 14, Berlin. — Même librairie : *Evolution und revolution*, von E. Reclus; 10 pfennig.

Le règne de l'humanité s'approche, J. Lagarrigue; Santiago, Chili.

Le vagabond, chanson) 2 fr. 50 le cent à « l'Ordre », 21, rue du Temple, Limoges.

Veillées d'Auvergne, par J. Ajalbert; 1 vol., 3 fr. 50, Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

La maison Flammarion vient de commencer la publication d'une bibliothèque de classiques qui, tout en étant des volumes de bibliothèque, format ordinaire et bon papier, est d'un prix — 0 fr. 95 le volume — qui les met à la portée des bourses les plus modestes. Nous la recommandons à nos lecteurs désireux de faire connaissance avec les auteurs anciens.

Déjà parus :

Pensées de Pascal, 1 vol. — *Caractères* de La Bruyère, 1 vol. — *Théâtre* de Racine, 2 vol.

A voir :

Les Eteignoirs de la pensée, dessins de Kupka, Delannoy, Naudin, Grandjouan, Steinlen; *Assiette au beurre*, n° 244.

La Mutualité, dessin de Grandjouan et Delannoy; *Assiette au beurre*, n° 240.

Correspondances et Communications

Montluçon, le 12 décembre 1905.

Camarades des *Temps Nouveaux*,

Avec intérêt et passion, nous avons suivi l'affaire Malato-Harvey-Caussanel-Vallina. Avec joie, nous avons enregistré l'acquittement de ces quatre victimes de l'odieuse police franco-espagnole. Avec plaisir, nous avons vu les esprits libres se réunir pour fêter, au *Rocher Suisse*, la victoire de l'Idée sur les forces mauvaises. Mais, une chose nous chiffonne. Parmi les organisateurs du banquet de dimanche, figure un certain Constans, député guesdiste.

Or, ledit Constans est le même qui, avec le député non moins guesdiste Thivrier, fait par un nommé Montusès, dans un journal titré *le Combat*, vilipender les libertaires. Il est aussi le même qui usa de son influence auprès du ministre compétent pour que soient changés les commissaires de police de Montluçon, trop mous, selon lui, contre les anarchistes. C'est grâce à lui si les fameux Bellocq et Chalmel ont été amenés, l'un des frontières espagnoles, l'autre de Boulogne-sur-Mer, pour faire à Montluçon la jolie besogne qui incombe à ces messieurs, et ce particulièrement contre les militants libertaires.

Qu'il nous suffise de vous signaler cela en appelant votre attention sur le *frégolisme* du député Constans, glorificateur des anarchistes à Paris et leur calomniateur à Montluçon.

Des camarades montluçonnais.

CONVOCATIONS

× **Causeries Populaires des Ve et XIIIe**, 37, rue Croulebarde. — Samedi 16 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, causeries sur Ibsen par une camarade russe.

Jeudi 21 décembre, à 8 h. 1/2 : La recherche des causes, par Vulgus.

× **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Samedi 16 décembre. — Soirée musicale et littéraire. Causerie par Bon.

Mardi 19. — E. Tarbouriech : Le mariage et l'union libre.

Vendredi 22. — Dr Ph. Poirier : Communications avec la planète Mars.

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arrond.) :

Vendredi 15 décembre. — Georges Etienne : Les différentes crises économiques traversées par les classes ouvrières.

Mercredi 20. — P. Robès : L'internationalisme des nationalistes.

Vendredi 22. — M. Duparchy : Les revenants et un ennemi du peuple (avec auditions).

× **Causeries Populaires du XIXe arrondissement.** — Par suite de l'ingérence policière dans notre travail, nos deux dernières réunions n'ont pu avoir lieu, la salle retenue à l'avance nous ayant été refusée au dernier moment. L'utilité d'avoir un local se fait plus que jamais sentir et nous faisons appel à tous les camarades pour nous aider.

La causerie du camarade Tiercin sur : L'individu et le milieu, aura lieu le jeudi 21 décembre, à 8 h. 1/2, salle Bourgeois, 174, boulevard de la Villette.

× **Association internationale antimilitariste** (Section du 20e arr.) — Réunion le 18 décembre, à 9 heures du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites. Ordre du jour : Compte rendu de la première séance de l'affaire de l'affiche aux conscrits par le camarade Bosche.

× **Syndicat des employés de l'épicerie du département de la Seine.** — Réunions le vendredi 15 décembre, à 9 heures, salle de l'Etoile d'Or, 4, avenue d'Italie; le lundi 18 décembre, à 9 heures, salle Charles, 2, boulevard Barbès (Métro); le mardi 19 décembre, à 9 heures, salle Issaly, 133, rue Saint-Antoine (Métro Saint-Paul); le mercredi 20 décembre, à 9 heures, salle du Contrat social, 12, rue Herrant (Passy), près la place Victor-Hugo.

Vendredi 22, grande salle de la Bourse du Travail. Ordre du jour : Repos hebdomadaire; Suppression de la nourriture; Suppression du couchage.

× Boulogne-Billancourt. — Vendredi 15 décembre, à 9 heures du soir, salle Courtiol, 19, rue de la Plaine, réunion. Causerie par un camarade sur l'utilité des causeries populaires.

× Bordeaux. — **Groupe anarchiste et section de l'A. I. A.** — Dimanche 17 décembre, réunion, 4, rue Barreyre.

Ordre du jour : Désignation d'un nouveau local; Organisation d'une prochaine conférence; Causerie par un camarade sur : L'autorité et la liberté.

Un groupe espérantiste, 98, cours Victor-Hugo, commencera ses cours le 14 décembre.

× Chantenay. — **Section de l'A. I. A.** — Réunion le dimanche 17 décembre, à 2 heures de l'après-midi, rue de la Vierge, chez Marsac.

Les camarades de Nantes sont invités à y assister. Objet : Mesures à prendre en vue de la propagande antimilitariste.

× Lyon. — **Causeries Populaires.** — Dimanche 17 décembre, à 8 heures du soir, salle du Pré-aux-

Clercs, cours Lafayette, 270, causerie par un camarade.

Groupe féministe libertaire. — Dimanche 17 décembre, à 3 heures, réunion des camarades, salle Chamarande, rue Paul Bert, 26.

MARSEILLE. — **Théâtre Libre.** — Soirée organisée pour le dimanche soir, 17 décembre, au bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne.

Les camarades du Théâtre Libre interpréteront : *Scrupule*, pièce d'Octave Mirbeau.

La soirée commencera à 8 h. 1/2 précises.

PERPIGNAN. — **A. I. A.** — Dimanche, à 2 heures, réunion au Bar des Variétés.

ROUBAIX. — Lundi 25 décembre, à 7 heures, salle Dominique Rousseau, 61, rue de l'Alouette, 7e grand bal annuel au profit de la Bibliothèque d'études sociales.

Prix d'entrée : 25 centimes :

La Bibliothèque, installée 8, rue du Pile, Palais du Travail, est ouverte tous les jours de 7 heures du matin à 9 heures du soir. Les livres sont prêtés gratuitement.

A 10 heures, tombola gratuite.

AUX SOUSCRIPTEURS
du livre de James Guillaume.

Le volume a été expédié à tous ceux qui nous en ont envoyé le montant. Il en reste une centaine qui avaient écrit de les considérer comme souscripteurs, mais qui n'ont pas donné signe de vie.

A ceux-là nous ne pouvons que leur répéter ce que nous avons dit souvent : Nous sommes forcés de payer aux éditeurs les volumes en les prenant. Nous ne sommes pas assez riches pour faire des avances.

COLLECTIONS DE DESSINS

Ont déjà paru :

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume. — **Les Errants**, par Rysselberghe (les sept premières sont épuisées). — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans-Gite**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin. — **Epouvantails**, par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1** fr. **25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1** fr. **40**; édition d'amateur : **3** fr. **50**.

Nous avons, en dehors de la série :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture..., lithographie de Willette, **1** fr. **40**, **2** fr. **25** et **5** francs. — Réduction des **Errants**, de Rysselberghe, **1** fr. **40** et **3** fr. **25**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

A NOS LECTEURS

Voici les étrennes qui approchent. Nous leur rappelons que nous avons en vente, pour enfants :

Le Coin des enfants, recueil de contes, franco 3 francs.

Le Coin des Enfants (2e série), 3 fr. Les deux, 5 fr.

Les Aventures de Nono, J. Grave, 3 fr.

Oh! les jolis animaux! album en couleur, 3 fr.

Et aussi, pour les grands, notre collection de lithos.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

Bibliographie anarchiste, par Nettlau. *franco*	1 85
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais	1 85
Du rêve à l'action (vers), par H. E. Droz	5 »
Intimités et Révoltes (vers), par La Jarlière	1 50
Les Résolutions (vers), par A. Pratelle	1 50
Las aventuras de Nono, par J. Grave	2 »
Compendio de Historia universal, par Clemencia Jacquinet, 1 vol. chaque	2 »
Origen del Cristianismo —	2 »
Cuaderno manuscrito, —	2 »
La Sociedad futura, par J. Grave, 2 vol.	4 »
Cartilla, primer libro de lectura	1 50
Guerre-Militarisme, édition illustrée	8 »
— — édition de propagande	2 75
Patriotisme-Colonisation, édition illustrée	8 »
— — éd. de propagande	2 75

A ceux qui s'engagent à souscrire au 3e volume en préparation, les deux volumes illustrés sont laissés au prix de souscription, 13 francs.

Le Coin des enfants	3 50

Volumes de chez Stock :

La Conquête du pain, par Kropotkine	2 75
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine	1 »
Autour d'une vie, par Kropotkine	3 »
La Société future, par J. Grave	2 75
La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave	2 75
L'Individu et la Société, par J. Grave	2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave	2 75
Les Ventres, par Pourot	2 75
Galafieu, par H. Fèvre	2 75
Malfaiteurs, par J. Grave	2 75
Les Aventures de Nono, par J. Grave, avec illustrations	2 75
Mais quelqu'un troubla la fête, par Marsolleau	1 »
La Commune, par Louise Michel	2 75
Responsabilités, pièce en 4 actes, par J. Grave	2 »
Le Socialisme en danger, D. Nieuwenhuis	2 75
L'Amour libre, par Ch. Albert	2 75
En marche vers la société nouvelle, par C. Cornelissen	2 75
Sous la casaque, par Dubois-Desaulle	2 75
L'Inévitable Révolution, par un proscrit	2 75
Les Jugements du Président Magnaud, annotés par Leyret	2 75
La Colonne, par Descaves	2 75
La Poigne, pièce de J. Jullien	2 »
L'Ecolière, — —	2 »
Psychologie Morale, Chatterton Hill	2 75
Œuvres, par Bakounine	2 75
Humanisme intégral, par L. Lacour	2 75
Biribi, par Darien	2 75
Bas les Cœurs, — —	2 75
Les Inquisiteurs d'Espagne, par Tarrida	2 75
Au Palais, par F. Dumas	2 75
L'Instituteur, par T. Chèze	2 75
Fabrique de pions, par Z. Raganasse	2 75
La Cage (pièce), par Descaves	1 50
Les Chapons (pièce), par Descaves et Darien	1 50
La première salve, par Rouquès	1 50
Tiers-Etat, par Descaves	1 50
Les Souliers (pièce), par Descaves et Vergught	1 »
L'Antisémitisme, par B. Lazare	2 75
L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par E. Reclus	2 75

De chez Guillaumin :

Justice, par H. Spencer	7 »
Interprétation économique de l'histoire, par Thorold Roger	7 »
Travail et salaires en Angleterre depuis le treizième siècle, par Thorold Roger	7 »

De chez Colin :

Paysans et ouvriers depuis sept cents ans, par G. d'Avenel	3 75
Le Conflit, par Le Dantec	3 »
Les Porteurs de torches, par L. Lazare	3 »
Les affirmations de la conscience moderne, par G. Séailles	3 »
La Guerre et ses prétendus bienfaits, par Novicow	2 50

De chez Lemerre :

L'Immortel, par A. Daudet	2 75

VIENT DE PARAITRE

L'Almanach de la Révolution pour 1906. Principaux articles : *Elisée Relus* avec portrait, P. Kropotkine ; — *La Révolution Russe*, M. Lenglet ; — *Colonisation anarchiste*, J. Grave ; — *Claude Tillier*, Lucien Descaves ; — *La Révolution et les paysans*, Emile Pouget ; — *Le Surmenage*, Michel Petit ; — *Syndicalisme et Révolution*, A. Girard ; — *Le Subventionnisme*, A. Villeval ; — *Patriotisme électoral*, Gustave Hervé ; — *Conscrits*, René Chaughi ; — Henri Chapoutot, etc., etc. Nombreux dessins, par Delannoy, L. Hénault, Willaume, Pivand, Joujoug, Berger. Portraits, reproductions d'affiches, éphémérides des grands faits de l'année, etc., etc. Belle série de primes aux acheteurs.

L'exemplaire : 0 fr. 30; par la poste : 0 fr. 40. Conditions spéciales aux vendeurs.

LE LIVRE POUR ENFANTS

Comme je l'ai annoncé la semaine dernière, l'impression du volume suit son cours. Je pourrai commencer l'envoi vers Noël.

Mais je vais avoir besoin d'argent pour solder différents achats, je demande instamment aux souscripteurs d'envoyer de suite le montant de leur souscription.

A ceux qui n'auront pas répondu, il sera pris remboursement vers le 20, mais ils ne s'en prendront qu'à eux s'ils éprouvent du retard dans la réception du volume.

Le volume sera illustré par Hermann-Paul, Delaw, P. Iribe, Delannoy, Willaume, Kupka, M. H. T., J. Hénault, et sera vendu 3 francs en librairie.

MUSÉE DES ANERIES

L'article : *Le dogme antipatriotique*, de Victor Méric ; *Le Libertaire*, 10 décembre.

Petite Correspondance

F. T., à Paris. — Il nous faudrait l'adresse de la librairie pour pouvoir réclamer. Qu'elle-même fasse une réclamation directement à la maison Hachette, 111, rue Réaumur.

H., à Nancy. — Non. Je ne connais pas.

P. T., à Marseille. — En effet, le dernier numéro nous était revenu avec la mention « parti sans adresse ».

L. C., à New-York. — D. a renouvelé. A. R. termine fin décembre.

M., à Madrid. — *M. M., à Sabadelle.* — Excusez-nous. Deux feuilles d'abonnés ont été oubliées du service. Ceux des abonnés auxquels il manque des numéros, sont priés de nous faire savoir lesquels.

P. M., à Bollène. — Je ne sais où l'on peut trouver les « Microbes humains ».

L. G., à La Guillotière. — La brochure coûtant 0 fr. 10 d'envoi, vous redevez 0 fr. 05.

R., à Marseille. — N'avons qu'un mode de pliage pour tous les abonnés.

Libre Pensée, à Cusset. — La place nous manque pour insérer les comptes rendus de réunion.

Reçu pour les familles des acquittés : New-York, par L. C., 25 fr.

Nous faisons remettre le reliquat des sommes reçues au Dr Elie Faure, trésorier du groupe qui s'est occupé de nos amis.

Reçu pour les grévistes terrassiers : Collecte faite à la *Coopération des idées* : 11 fr.

Reçu pour le journal : G., par A., 2 fr. — A., 250 fr. — X., 1 fr. 50. — Mme A. de S., 5 fr. — *Vente de vieux timbres*, 16 fr. 25. — T. et D., à Marseille, 1 fr. — R., à Marseille, 4 fr. 50. — Merci à tous.

L., à Tarnier. — U., à Calmphont. — N., à Varna. — G. M., à Costa-Rica. — S., à St-Pourçain. — D., à Limoges. — J., à Nouzon. — H. B., à Couëron. — C., à Montreux. — G., à Lézignan. — L. C., Montbard. — D., à New-York. — J. J., à Ville-d'Avray. — J. P., à Liège. — F., à Genève. — T. L., à Verviers. — J. P., St-Paul-en-Jarret. — M. C., à Bois-Ramier. — C. J., à Jarnac. — M. M., à Istres. — C., à Avignon. — M., à Meumet. — De M., à Genève. — M., à Dison. — C., à Verviers. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

[illegible] CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

11e ANNÉE. — N° 34. 23 DÉCEMBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE		POUR L'EXTÉRIEUR	
Un An	6 »	Un An	8 »
Six Mois	3 »	Six Mois	4 »
Trois Mois	1 50	Trois Mois	2 »

LE NUMERO : 10 Centimes. LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir au supplément le dessin de G. Bradberry.

SOMMAIRE

Les Instituteurs & les Syndicats

Les menaces de poursuites contre les instituteurs de la Seine qui se sont groupés en syndicats n'arrêtent pas les plus résolus d'entre eux. Ces jours derniers, un groupe important d'instituteurs et d'institutrices ont publié, dans une revue pédagogique, un manifeste où ils revendiquent le droit au syndicat au même titre que tous les salariés (1).

Le manifeste, s'il n'était si long, serait à citer en entier :

« Ce n'est pas — y lit-on — au nom du gouvernement, même républicain, ni au nom de l'Etat, ni même au nom du peuple français que l'instituteur confère son enseignement : c'est au nom de la vérité. Les rapports mathématiques, les règles de la grammaire, non plus que les faits d'ordre scientifique, historique, moral, qui le constituent, ne sauraient dès lors être soumis aux fluctuations d'une majorité. »

Ce sont là, en effet, les seules règles qui conviennent, c'est ce que nous nous étions proposé jadis d'enseigner à nos enfants, en fondant l'*Ecole libertaire*. Ce nous est une réelle satisfaction aujourd'hui de voir les éducateurs du peuple animés de cet esprit ; aussi comprenons-nous pourquoi la presse démocratique et réactionnaire pousse les gouvernants à refuser aux instituteurs le droit de se syndiquer.

Mais, les instituteurs doivent savoir que ce n'est pas la seule entrée dans les Bourses qui animera leurs groupements du véritable esprit syndicaliste.

Les syndicats ne valent que par l'esprit qui les anime et si le mouvement syndical a acquis dans ces dernières années toutes nos sympathies, c'est que, brisant les cadres exclusivement corporatifs dans lesquels on avait tenté de les enserrer avec la loi de 1884, ils se sont montrés les véritables instruments de lutte contre la tyrannie capitaliste. Non seulement les travailleurs s'en servent aujourd'hui pour résister aux exigences du patronat, mais ils en ont su faire aussi des instruments d'attaque destinés à arracher au patronat les prérogatives qu'il tient de la société capitaliste.

Au syndicalisme purement professionnel et corporatif, les travailleurs ont substitué le syndicalisme de lutte de classe. C'est ce que les instituteurs qui s'intitulent « syndicalistes » ne semblent pas justement avoir très bien compris.

Je n'en veux pour preuve que ce passage de leur manifeste qui jure tant soit peu avec l'ensemble :

« Les instituteurs réclament la capacité syndicale pleine et entière. Toutefois, il est profondément injuste d'affirmer que leur préoccupation soit de *conquérir le droit de grève*. »

Est-ce simple habileté de leur part, ou bien les instituteurs pensent-ils réellement à s'interdire le droit de grève ? Si oui, je me demande par quel moyen ils feront pression sur les pouvoirs pour qu'il soit fait droit à leurs revendications et pour quel motif ils s'interdisent par avance ce moyen.

Le syndicat servira-t-il à envoyer des délégations auprès des députés, des préfets, à courir les antichambres ministérielles ? Mais l'on m'a affirmé que les *Amicales* font très bien — trop bien même — cette besogne et je ne vois pas bien l'utilité de former des syndicats pour cela.

Qui dit syndicalisme dit lutte, et prévenir par avance ses adversaires que l'on renonce à ce suprême moyen de lutte qu'est la grève, c'est faire preuve d'une abnégation que je ne parviens pas à comprendre.

* *

D'autant plus que, quelques lignes plus bas, les instituteurs ajoutent que, se considérant comme faisant partie du peuple, « ils veulent entrer dans les Bourses du travail. Ils veulent appartenir à la *Confédération générale du travail* ».

Je m'empresse de dire que l'idée est excellente ; mais les instituteurs savent-ils que la Confédération poursuit « la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme et la suppression du salariat ».

Ce sont là des fins révolutionnaires qui jurent incontestablement avec l'affirmation de ne pas rechercher de « conquérir le droit de grève ». De plus, l'entrée dans les Bourses et dans la Confédération implique des devoirs de solidarité que les syndicats d'instituteurs ne pourraient pas et ne voudraient certainement pas méconnaître, et je ne vois pas bien pourquoi ils semblent vouloir s'interdire par avance certains de ces devoirs. Je préfère ma première supposition et croire que ce n'est là qu'une simple habileté, et que les instituteurs, une fois dans les Bourses, sauraient, à l'égal de tous les autres prolétaires, assumer toutes les responsabilités sans en excepter aucune.

* *

Mais ceci admis, qu'il me soit permis, à mon tour, de présenter quelques observations sur l'entrée des syndicats d'instituteurs dans les Bourses du travail.

Tout d'abord je dois déclarer que rien ne peut s'opposer à l'entrée de syndicats d'instituteurs dans les Bourses et d'une fédération dans la Confédération. Mais, ceci bien acquis, je voudrais examiner si, dans les Bourses du travail surtout, les instituteurs ne devraient pas avoir et s'assigner eux-mêmes une place un peu à part.

Je crains, en effet, que l'instituteur, semi-intellectuel au milieu des manuels, n'acquière assez vivement sur ceux-ci un ascendant qui pourrait, en certains cas, être préjudiciable à la marche du mouvement. A la Bourse du travail, les travailleurs manuels se familiarisent — du moins quelques-uns — avec des besognes d'administration, souvent pénibles au début, mais qui n'en sont pas moins fort utiles au point de vue de leur éducation. Et alors, si les instituteurs ne savaient pas y renoncer

(1) Il a paru dans *Pages libres* un certain nombre de lettres sur ce sujet et des notes de Ch. Guieysse fort intéressantes. On trouvera plus loin la réponse à une question qui m'a été posée incidemment.

par avance, je crains que ces besognes ne retombent sur eux, car ils y seraient incontestablement les plus aptes la plupart du temps, et ce serait autant de perdu pour l'éducation administrative des manuels.

Ce n'est pas tout. A la Bourse du travail, les instituteurs retrouveraient leurs anciens élèves, sur lesquels ils auraient gardé un ascendant incontestable, ils y trouveraient également les pères de leurs élèves qui auraient eu souvent vis-à-vis d'eux des obligations tout au moins morales, et je me demande si réellement les instituteurs ne seraient pas portés malgré eux à bénéficier de cette autorité morale et à devenir les dirigeants d'un mouvement qui doit avant tout rester d'essence exclusivement ouvrière.

D'autant plus que l'instituteur, habitué tant soit peu à parler en public — les bavards, il est vrai, ne manquent pas non plus parmi les manuels — ayant souvent aussi plus de facilités pour rédiger un manifeste ou un procès-verbal, verrait souvent ces besognes lui incomber, au détriment, je le répète, des manuels, qui ont à faire dans les Bourses du travail leur éducation administrative.

Et aussi l'on sait le rôle important rempli par un secrétaire de Bourses du travail en cas de grève — soit d'une corporation, soit d'une autre — et je me demande si la situation d'un instituteur — nommé par le préfet du département et relevant de lui, il ne faut pas l'oublier — ne serait pas un tant soit peu fausse, pris qu'il serait entre son devoir de syndicaliste et, sinon la perte de son gagne-pain, tout au moins l'assurance de déplaire à l'administration qui tient en mains son avancement.

Je reconnais, et m'empresse de déclarer que ce sont peut-être là les petits côtés de la question. A dessein du reste, je n'ai fait que les effleurer.

Si cependant quelque instituteur syndicaliste pense que la question mérite d'être examinée plus à fond, nous pourrons reprendre une autre fois la conversation.

P. Delesalle.

DES FAITS

Un journal de Hanoï, l'Avenir du Tonkin, *publie, dans son numéro du 14 novembre dernier, l'entrefilet suivant :*

« *Le* Journal Officiel *de l'Indo-Chine nous a appris, il y a quelques jours, que les grandes manœuvres auraient lieu cette année entre Hanoï et Haïphong.*

« *On nous dit (oh ! Monsieur, ce que vous savez de choses !* « *que le tramway à vapeur de Phu-ninh-Giang à Késat servirait à effectuer les transports des marchandises nécessaires aux troupes. Pourquoi emploierait-on ce mode de transport de préférence à d'autres sans doute plus économiques.*

« *Ah ! voilà le côté intéressant de la question. Eh bien, le voici. L'ordre vient de Paris : parfaitement, de Paris. Vous vous demandez peut-être comment.*

« *C'est très simple. M. Clémentel, encore lui, toujours lui, bien qu'ancien notaire à Riom, est président du conseil d'administration du tramway à vapeur Phu-ninh-Giang-Késat, et en sa double qualité de ministre et de président de cette société, il a demandé que les manœuvres se fassent cette année dans la région précitée et que les transports soient effectués par son matériel.*

« *Résultat : 40 à 45.000 francs à ajouter dans la caisse de la société et dividendes à distribuer aux actionnaires.*

« *Comme on le voit, notre ministre connaît non seulement la politique d'association, mais encore la politique d'intérêt personnel.* »

Et l'Avenir du Tonkin *n'est pas un sale journal anarchiste, internationaliste et antipatriote, mais il est au contraire l'organe des « Missions Catholiques ». On ne peut donc pas l'accuser de parti pris.*

(Un colonial.)

LE BILAN D'INFAMIE

DU

TRADE-UNIONISME AMÉRICAIN

Il y a quelque temps, un de mes amis et camarades, un ouvrier mécanicien, membre du « Trade-Unionisme », mais un de ceux, nombreux dans ce pays, qui se voient consciemment obligés par l'oppression sociale que nous subissons tous, à se soumettre aux volontés du capitaliste et à la dictature du « Trade-Unionisme » me disait :

« Il serait urgent de démontrer aux camarades et à tous les ouvriers conscients d'Europe combien l'idée du « Trade-Unionisme » est basse et mesquine » et, plein d'indignation, cet anarchiste partisan de l'action syndicale ajoutait : *C'est ignoble de voir des ouvriers faire chorus avec des capitalistes pour demander au gouvernement des lois contre l'émigration européenne ou de tous autres pays.* » Tous ceux qui ont un tant soit peu étudié l'histoire des Etats-Unis d'Amérique, ou Amérique du Nord, savent que ce pays, devenu le plus riche du monde, fut pour ainsi dire tiré du néant par la main-d'œuvre et l'intelligence européennes.

L'on se rappelle encore lorsque des agents, des courtiers du capital, parcouraient l'Europe à la recherche d'ouvriers qui étaient engagés dans des conditions des plus alléchantes. Ces ouvriers trouvaient alors une entrée libre, dans la libre Amérique. Ces salaires privilégiés furent ceux qui fondèrent le « Trade-Unionisme » d'après des bases à peu près semblables à celles des organisations ouvrières d'Angleterre.

A cette époque de prospérité relative pour l'ouvrier américain, la main-d'œuvre était rare, l'esclavage venait d'être aboli après une lutte sanglante et désastreuse, tant pour les antiesclavagistes que pour les négriers.

Donc, le capital avait tout intérêt à protéger le travailleur ; le gouvernement lui-même, se faisant toujours le défenseur de la classe privilégiée, devait aussi défendre l'outil, le travailleur qui faisait la prospérité du pays et devait bientôt l'élever au-dessus de toutes les autres nations du monde.

Aussi Lincoln, le président qui fut tué par le fils d'un esclavagiste que la suppression de l'esclavage avait ruiné, prononçait devant une assemblée populaire, en 1864, ces paroles admirables :

« Le travail est au-dessus de tout et doit être indépendant du capital.

« Le capital n'est que le fruit du travail.

« Le capital n'aurait jamais existé si le travail n'avait pas existé avant lui.

« Le travail est supérieur au capital et mérite les plus grandes considérations et je ne saurais trop aviser les travailleurs contre la réaction qui va naître dans notre pays. »

Aujourd'hui tout est changé. Le machinisme, plus que dans tout autre pays de la vieille Europe, a fait des progrès prodigieux, merveilleux même, et capables d'ahurir plus d'un de nos grands économistes européens. La population s'est accrue et, chose non moins surprenante, dans des proportions presque en rapport au développement du machinisme et des moyens de production. Si l'on ajoute à cela l'émigration d'Europe tendant à s'accroître de plus en plus, l'on comprendra la crise qui sévit actuellement sur le pays le plus riche du monde.

Aujourd'hui, l'on ne peut plus le nier, le paupérisme est aussi évident dans la libre Amérique que dans la vieille Europe. Toute la presse capitaliste le reconnaît.

Cet état de choses nié jusqu'à ce jour devient un péril pour le capitalisme, pour l'Etat. Il faut donc remédier au mal.

Aussi, sans hésiter un seul instant, et au mépris de la Constitution américaine considérée cependant comme une chose des plus sacrées par ceux qui veulent nous apprendre le respect des institutions existantes, nos gouvernants, les membres du congrès de Washington font des lois contre les émigrants.

La *Revue Blanche*, il y a quelques années, dans des articles de Zo d'Axa, a parlé des procédés iniques et barbares employés envers les pauvres diables venant d'Europe et débarquant à New-York.

Mais ces lois, si honteuses soient-elles, ne suffisent plus, suivant l'expression de la grande presse américaine, à maintenir le flot de l'émigration du vieux monde.

De nouvelles lois plus arbitraires et plus immondes encore s'imposent pour la conservation des intérêts du capitalisme. Et nous voyons tout le « Trade-Unionisme » américain faire chorus avec ses maîtres pour demander l'urgence de telles lois. Tous les journaux et revues appartenant aux « Trade-Unions » s'unissent à la presse capitaliste pour combattre l'ennemi commun : l'émigrant.

Les grands leaders des vieilles organisations ouvrières les Samuel Gompers, John Mitchell, et consorts, se réunissent avec les représentants des grands capitalistes pour enrayer le mal par des lois énergiques capables d'endiguer le paupérisme européen venant jeter la perturbation dans la riche et paisible Amérique.

Ces Messieurs ont aussi décidé que, dans le cas où de nouvelles lois ne pourraient enrayer complètement le mal, l'on ferait appel à la philanthropie du capitalisme, toujours prêt à sacrifier des millions de dollars lorsqu'il s'agit d'une œuvre charitable.

Avec cet argent sacrifié si utilement l'on achèterait des terres dans des contrées désertes et l'on y expédierait tous les émigrants prisonniers dans les cages de fer de l'Ile de l'émigration à New-York (1). Ce serait en un mot, pour parler un langage plus compréhensible et plus en rapport avec la vérité, la traite des noirs remplacée par la traite des blancs ; et cela sous les auspices du « Trade-Unionisme américain ».

Voilà ce qui excitait et excite encore l'indignation de mon ami et de tous les travailleurs conscients de ce pays. Pour moi, qui suis point par point tout le mouvement ouvrier, à travers tous les Etats de l'Union, je considérai cette nouvelle évidence d'abjection contre les vieilles organisations ouvrières comme une peccadille comparativement aux infamies incalculables et sans nom sous lesquelles croule le « Trade-Unionisme » américain devant le prolétariat conscient, et je crus inutile de signaler ce fait aux lecteurs des *Temps Nouveaux*.

Mais l'article du camarade Charles Albert : « Les Unions de métiers aux Etats-Unis », paru dans les *Temps Nouveaux* du 22 juillet, m'oblige, dans l'intérêt de la vérité et dans l'intérêt de la cause que je défends : l'émancipation du prolétariat, de faire un exposé du « bilan d'infamie du Trade-Unionisme américain. D'abord je dois déclarer que j'affirme tout ce que j'ai déjà dit contre les vieilles organisations ouvrières d'Amérique ; je dirai même que j'ai été un peu trop indulgent pour n'avoir pas suffisamment flétri et stigmatisé les Unions de métiers des Etats-Unis.

Donc, bien haut je maintiens que le Trade-Unionisme est entièrement réfractaire à toute idée nouvelle, que l'esprit qui l'anime n'a rien de commun avec les revendications du prolétariat, qu'il ne fait que créer une aristocratie ouvrière aussi vile et abjecte que l'aristocratie du capital.

(1) Cette île s'appelle Ellis Island.

Et je le déclare en toute sincérité : le « Trade-Unionisme » reconnaît comme une chose naturelle l'exploitation de l'homme par l'homme.

A présent, pour confirmer mes affirmations, je vais laisser parler le prolétariat conscient de ce pays et ceux qui sont les plus autorisés à parler en son nom. Tous, d'une voix unanime, viennent de stigmatiser le Trade-Unionisme américain et ont fondé une organisation ouvrière forte, aux idées larges : « The Industrial Workers of the World » — Les Travailleurs industriels du monde — ayant pour but d'unir les exploités pour combattre l'ennemi commun : le capital, et supprimer l'esclavage moderne : l'exploitation de l'homme par l'homme.

* *

Le 22 mai dernier, les délégués de la « Western Federation of Miners » (1), — Fédération des mineurs de l'Ouest — se réunissaient à Salt Lake City, dans l'Utah, pour célébrer leur treizième congrès annuel. Le président, Charles Moyer, suivant l'usage prononça un long et très intéressant discours, à l'ouverture de la première séance.

Charles Moyer est très connu et très estimé par tous les socialistes avancés et par tous les travailleurs qui, dans ce pays, s'occupent consciencieusement de questions sociales. Durant les dernières grèves du Colorado, il fut arrêté pour outrage au drapeau ; pendant de longs mois les « cow-boys », les highwaymen à la solde du bandit Peabody, gouverneur du Colorado, lui firent subir des tortures des plus barbares et des vexations inqualifiables. On l'accusa de crimes innombrables, cherchant à l'intimider par les moyens les plus raffinés ; mais il resta toujours digne et défendit sans faiblesse la cause du prolétariat. On dut cependant un jour le remettre en liberté : on l'expulsa dans les plaines désertes du Nouveau-Mexique.

De la *Miners Magazine*, qui reproduisit *in extenso* le discours de Charles Moyer, j'extrais les passages les plus saillants contre le « Trade-Unionisme Américain » :

« Nous avons compris, dit le vaillant président de la « Western Federation of Miners », que notre force se trouve dans l'unité, et que si nous sommes divisés, nous devons fatalement succomber. Y a-t-il quelqu'un qui pourrait de bonne foi affirmer que le prolétariat organisé de nos jours, travaille à l'unisson ? Voudraient-ils, les défenseurs de l'autonomie des métiers, nous expliquer l'unité d'action dans la grève des malheureux machinistes de la Compagnie du Santa-Fé luttant pendant de longs mois pour la question d'existence, pendant que les unions des constructeurs mécaniciens, des chauffeurs et tous les ouvriers unionistes de la même Compagnie continuaient à travailler ?

« Où trouve-t-on une action de solidarité entre « The United Mine Workers — l'Union des travailleurs des mines ou Fédération des mineurs — et « The Brotherhood of railway employés » — l'*Union fraternelle des employés de chemin de fer*, qui transporta le charbon extrait des mines du Colorado par les « scabs » — jaunes — et qui conduisit les trains qui déportèrent par centaines les mineurs grévistes arrachés à leur foyer et à ceux qui leur étaient chers et qui furent abandonnés dans les plaines désertes du Nouveau-Mexique ? » Ce fait seul, prouvé et irréfutable, du Trade-Unionisme consentant à conduire des trains de charbon extrait par des « jaunes » et — comble de l'ignominie ! — consentant à conduire des trains chargés de malheureux grévistes exténués de soif et de faim, roués à coups de crosse de fusil par les soudards de la milice qui les dirigeaient vers des lieux déserts, pour les abandonner à une mort affreuse, ce fait seul suffirait, je crois, à prouver tout ce qu'il y a d'odieux dans les vieilles organisations ouvrières d'Amérique. Mais il y a mieux, beaucoup mieux, ou plutôt, pour parler un langage plus approprié, il y a encore des choses beaucoup plus abjectes dans le bilan d'infamie des Unions américaines.

Je laisse parler Charles Moyer.

« Y avait-il acte de solidarité, lorsque les mineurs grévistes des mines de charbon du nord du Colorado reçurent de la part de Samuel Gompers et John Mitchell l'ordre de reprendre le travail, sous prétexte que le stock de charbon allait être épuisé et qu'il ne fallait pas laisser le pays manquer de combustible ? Pendant que des milliers d'ouvriers des mines du Sud étaient réduits à l'extrême misère par le chômage dû à la surproduction du charbon.

« Etait-ce dans l'intérêt des barons de la finance ou des pauvres mineurs, de leurs femmes et des leurs chassés de leurs foyers et n'ayant pour tout abri qu'une tente, que l'on demanda la fin de la grève des ouvriers des mines du Nord... ?

« Pour démontrer l'incapacité du « Trade Unionisme » à défendre l'intérêt du prolétariat, il suffit de revenir quelques mois en arrière, de citer les grèves du métropolitain de la ville de New-York, des ouvriers textiles de Lowell, de Philadelphie et de Fall River ; des bouchers de Chicago, de Kansas City et d'Omaha, des mineurs des mines de charbon du Colorado, de l'Utah et du Nouveau-Mexique, ou des machinistes de la Compagnie de chemin de fer du Santa-Fé, qui furent toutes des défaites pour les unionistes américains...

« Comment expliquer que les Unions ouvrières de New York envoyèrent leurs représentants auprès de M. Belmont, président de la « Civic Federation », pour qu'il plaidât en leur faveur afin que les grévistes pussent reprendre leur place comme esclaves du capital ? »

Ici, une parenthèse est nécessaire. La « Civic Federation » est une association de capitalistes ayant pour but de préparer l'avènement de l'impérialisme et de réduire le prolétariat à un servage digne des temps du moyen âge.

Le président de cette association de bandits est M. Belmont, un archimillionnaire ; et le vice-président est — devinez qui ? — M. Samuel Gompers, président de l' « American Federation of Labor » — Fédération américaine du Travail — le plus grand *leader* du « Trade-Unionisme américain ».

« Que dire, poursuit l'intègre représentant du prolétariat américain, de ces centaines de membres affiliés avec l' « American Federation of Labor », l'Union fraternelle des mécaniciens et des chauffeurs de locomotives qui se virent obligés, après avoir fait grève, de quémander pour un emploi et qui reçurent de leurs maîtres cette réponse : « Nous sommes satisfaits des « scabs » » — jaunes — et nous vous occuperons quand nous ne pourrons plus trouver d'autres ouvriers ?

« Que dire des travailleurs employés dans les manufactures de coton de la Nouvelle-Angleterre, qui, après des mois de souffrances, furent obligés d'accepter 12 1/2 0/0 de réduction de leur salaire antérieur ?

« Que dire des mineurs de l'Utah (1), une section de la puissante « United Mine Workers » — Les travailleurs unis de la Mine — qui furent expulsés de leurs foyers, se composant de nos jours de huttes construites en pierre, en boue ? « Tout ce qui leur appartenait fut confisqué par leurs patrons et ceux qui voulurent leur venir en aide furent avisés par les membres du comité de la « United Mine Workers » d'avoir à s'abstenir de faire une telle chose, sous peine d'expulsion.

« M. Gompers, président de l' « American Federation of Labor », nous dit que dans les offres pour la réduction des salaires, il est préférable de résister et perdre, c'est-à-dire faire grève pacifiquement et pour la forme, que de ne pas résister du tout ; que la résistance au moins démontre que le travail est un facteur qui ne doit pas être déprécié. »

Si Samuel Gompers prêche la résistance contre la réduction de salaire, je suis avec lui. Mais il est à remarquer qu'en permettant à une partie des Unions de faire grève pour résister contre les réductions de salaire et obtenir, si possible, une amélioration dans les conditions du travail actuel, il fait le jeu du capitalisme en obligeant les autres Unions à travailler (1). Ceci nous démontre que non seulement le Trade-Unionisme est incapable de soutenir les revendications du prolétariat, mais il doit être considéré comme une iniquité par ceux qui sont appelés à prendre part dans le conflit.

Charles Moyer continue en établissant un parallèle entre Sherman Bell, le sheriff de Cripple Creek et chef de la milice qui ordonna que les grévistes du Colorado ne pourraient pas recevoir de secours sans son avis préalable, et une circulaire envoyée par Gompers à toutes les Unions ouvrières, leur interdisant tout envoi d'argent pour venir en aide à la « Western Federation of Miners ».

« Que pensez-vous, Messieurs, poursuit le président, de la première organisation ouvrière des Etats-Unis, de ces représentants des Trades-Unions se ralliant pour soutenir les intérêts de l'association des propriétaires des mines et faisant appel à tous les membres du Trade-Unionisme pour abandonner les victimes de Peabody, le sinistre gouverneur du Colorado, qui ont lutté pendant deux longues années pour avoir le droit de s'organiser ?...

« Votre constitution admet dans son sein tous les hommes travaillant dans les mines, dans les aciéries et dans les fonderies. Les signataires du « Manifeste » pour la convocation d'un congrès ouvrier à Chicago, le 27 juin, désirent que les ouvriers de toutes les industries soient organisés sur le même plan, pour pouvoir ensuite unir toutes ces industries ensemble dans une organisation générale qui reconnaîtra la lutte entre le capitaliste (2) et le prolétariat, et présentera ainsi une force invincible sur le champ de bataille industriel. »

La suite du discours du principal « leader » de la « Western Federation of Miners » est un résumé des luttes soutenues par cette organisation durant l'année écoulée, un exposé des tendances des travailleurs conscients abandonnant le Trade-Unionisme réactionnaire pour se rallier au grand mouvement révolutionnaire commencé par ceux qui eurent à subir toute sorte de vexations et de tortures de la part de soudards de la milice, les cosaques américains. Ces hommes aujourd'hui représentent le prolétariat qui pense et qui est avide de lutter pour son émancipation.

(*A suivre.*) LAURENT CASAS.

MOUVEMENT SOCIAL

C'est mercredi 13 courant qu'ont comparu devant la cour d'assises de Montbrison les jeunes camarades Juliet et Aymard. L'accusation leur reprochait d'avoir distribué aux jeunes soldats des brochures antimilitaristes.

C'est le front haut, mais sans forfanterie qu'ils

(1) Cette Fédération se compose des ouvriers mineurs du quartz, mines d'or et d'argent et d'autres corps de métiers, tels que fondeurs, lamineurs, etc. Son siége social est à Denver (Colorado).

(1) Les Unions des mineurs des mines de charbons de l'Utah, contrairement à ce que j'ai dit par erreur dans mon étude sur « le Trade-Unionisme et l'esprit du peuple américain », n'appartiennent pas à la « Western Federation of Miners », mais depuis elles ont demandé à être affiliées à cette Fédération.

(1) Toujours sous le prétexte qu'il ne faut pas nuire au commerce et à l'industrie.

(2) Ce que ne fait pas le Trade-Unionisme. — L. C.

se présentent à la barre, le procureur de la République qui a tenu à remplir lui-même le rôle de ministère public, s'efforce de démontrer aux jurés que le socialisme n'a rien de commun avec les doctrines contenues dans les *brochures* objet de l'accusation. Il lit des articles de journaux de Jaurès, Briand, etc. Le défenseur, Me Lafont, lui prouve par des citations que Briand n'a pas toujours tenu des propos aussi patriotes que de nos jours.

Il est vraiment dommage qu'une quarantaine d'auditeurs seulement aient assisté à cette controverse.

Enfin, les jurés ont répondu par un verdict négatif, acquittant nos deux camarades.

Le soir, à la salle des conférences, à Saint-Etienne, un meeting a eu lieu, où divers orateurs, entre autres Me Lafont, se sont fait entendre.

Il est vraiment dommage que, là aussi, trois cents personnes seulement aient cru bon de répondre à l'appel des organisateurs. Pour une ville de 130.000 habitants, c'est plutôt maigre.

En somme cependant, la journée n'a pas été perdue pour notre propagande. L'acquittement de nos amis suffit pour l'instant et nous donne tout lieu d'espérer qu'il en sera de même pour les 28 de l'A. I. A.

❖ ❖

Le soir du même jour, le jury a également acquitté un commerçant, pour faux en écriture.

Quoique le faux eût été avoué, le jury a bien agi et ce n'est *certes* pas moi qui aurai réclamé une condamnation. Mais, des commentaires d'un journal conservateur sur les deux affaires, se dégage un état d'âme qu'il est bon de souligner. Alors que le jury est félicité d'avoir acquitté le faussaire, il est passé au char parce qu'il a acquitté nos camarades. Le fait de propager des idées antimilitaristes est un bien plus grand crime que celui de porter atteinte à la sainte propriété.

Toujours l'histoire de Jésus et de Barrabas.

ROUSSET-GALHAUBAN.

❖ ❖

C'est mardi prochain 26 que commencera devant la cour d'assises, de la Seine le procès des antimilitaristes.

Vingt-huit des signataires de l'affiche de l'A. I. A. restent inculpés. Ce ne sera certainement pas un procès banal, nos camarades étant tous bien décidés à ne rien retrancher des termes de l'affiche qui a mis le comble aux fureurs nationalistes de tous les patriotes professionnels.

Nos camarades ont l'intention de donner le plus de retentissement possible au procès et ont fait, dans ce but, citer un très grand nombre de témoins.

De plus nous savons que des incidents sensationnels se produiront.

Mais ne déflorons rien.

Sur la foi d'un correspondant, nous avons annoncé dans notre n° 32 que le camarade *Louis* Hamelin allait passer en cour d'assises à Mantes pour avoir reçu des *affiches* antimilitaristes.

C'est une erreur, nous écrit notre camarade *Emile* Hamelin. C'est moi qui suis poursuivi par le parquet de Saint-Nazaire, et non pour avoir reçu des affiches, mais bien pour avoir vendu — comme c'est mon métier (je suis colporteur) — des journaux et des brochures, dont quelques-unes intitulées : « *Aux Conscrits*. »

Notre camarade s'étonne de ces poursuites et demande avec juste raison si les libraires et marchands de journaux vont être obligés dorénavant de lire tout ce qu'ils mettent en vente.

C'est, remarque justement Hamelin, au moment où le peuple russe conquiert la liberté d'écrire que l'on tente ici de l'étrangler.

La Ligue des Droits de l'homme ne pourrait-elle pas prendre en main le cas du colporteur Emile Hamelin?

❖ ❖

C'est à regret et toujours contraint que dame Justice lâche généralement sa proie.

Nous avons enregistré en leur temps la condamnation du camarade Dacois, de Montluçon, et l'acquittement de Grandidier pour prétendue détention de matières explosives.

A la suite de ce verdict, le parquet fit appel, et le procès est revenu ces jours derniers devant la cour d'appel de Riom.

Cette fois Grandidier a été condamné à un an de prison et Dacois à six mois.

C'est une nouvelle *iniquité* dont doivent se réjouir MM. les socialistes de Montluçon qui n'ont cessé de dénoncer Grandidier dont la propagande gêne leurs sales combinaisons.

Mais l'affaire n'en restera pas là. Les mouchards en seront pour leurs frais.

☞ ❖ ❖

La semaine dernière, l'on a trouvé dans une voiture de deuxième classe d'un train auquel devait être attaché le wagon de Loubet-Panama retour de la chasse, une boîte simulant un engin.

Une preuve de plus que les mouchards de Fouquet la Gaffe n'ont jamais servi à « protéger » qui que ce soit.

P. D.

❖ ❖

EPINAL, *le 13 décembre 1905*. — La cour d'appel de Nancy, Chambre des mises en accusation, vient d'annuler le réquisitoire introductif et la procédure, « parce qu'ils n'articulent pas la provocation à raison de laquelle la poursuite est intentée, ainsi que le prescrit la loi de 1881. »

Cette nouvelle m'était communiquée dans l'après-midi d'hier, et aujourd'hui même, 13 décembre, à 8 heures du matin, je subissais *une nouvelle perquisition*.

Le commissaire a saisi dans mon magasin la *Vache à lait* d'Yvetot et dans ma chambre à coucher, c'est-à-dire dans ma bibliothèque, la *Crosse en l'air* de Girault, le numéro spécial d'octobre de la *Voix du Peuple*, un numéro du *Conscrit*, et un manifeste « Aux conscrits » fait par nous il y a deux ans, et déposé suivant la loi.

Mais je ne vois pas dans tout cela le *fait nouveau* pouvant motiver une nouvelle procédure.

❖ ❖

AMIENS. — On sait que nos camarades Bastien et Lemaire, rédacteurs au journal anarchiste *Germinal*, sont poursuivis pour propagande antimilitariste en vertu des lois scélérates — qui ne devaient jamais être appliquées à la propagande d'idées.

Tout en reconnaissant les faits incriminés, Bastien et Lemaire allèguent qu'ils ne sont pas justiciables de la correctionnelle, mais de la cour d'assises, conformément à la loi de 1881 sur la presse.

Le tribunal correctionnel s'étant cependant déclaré compétent, nos amis sont allés en appel.

Par arrêt du 30 novembre, la cour d'appel a confirmé purement et simplement le jugement de la correctionnelle.

Il n'est pas inutile de reproduire ici certains considérants de cet arrêt. Il y a là la « preuve la plus évidente qu'en dépit des protestations des auteurs de la loi de juillet 1894, — la dernière des lois scélérates — c'est bien la propagande intellectuelle que les parquets ont prétendu atteindre, et non pas seulement la propagande par le fait.

Voici ces considérants :

« Considérant qu'il convient de tenir compte des antécédents des prévenus et du but qu'ils poursuivent ouvertement; que les premiers juges ont à bon droit déclaré que Lemaire et Bastien étaient notoirement affiliés au groupe anarchiste et travaillaient à son expansion;

« Qu'ils collaborent tous deux au journal anarchiste *Germinal*, dans lequel ont paru les écrits relevés comme délictueux!

« Qu'ils déclarent poursuivre la révolution sociale non par la réforme parlementaire, mais par la méthode révolutionnaire; que l'un des moyens recommandés est la désorganisation de la Patrie par la désorganisation de l'armée;

« Que pour atteindre ce but, ils provoquent les soldats à la désertion et à la révolte; qu'ils les incitent à répondre à la déclaration de guerre extérieure par la déclaration de guerre sociale, à ne pas combattre l'ennemi, mais à tourner leurs armes contre leurs chefs.

« Qu'ils conseillent aux soldats en temps de grève de « saboter les usines », ce qui constitue une excitation au pillage, à la destruction de la propriétés;

« Qu'ils recommandent aux conscrits de travailler à répandre des idées antimilitaristes, antipatriotiques, antisociales par la propagande et l'exemple.

« Considérant que la glorification de telles théories, contraires à tout principe d'autorité, à l'ordre sociale établi, constituent manifestement des actes de propagande anarchiste d'autant plus répréhensibles qu'ils s'adressent aux jeunes conscrits;

« Que Lemaire et Bastien qui en sont les auteurs sont dès lors justiciables de la police correctionnelle.... »

MONOGRAPHIE

(*Suite*) (1)

Roanne.

I. *La campagne roannaise. L'industrie roannaise* (le tissage des cotonnades). — II. *La crise industrielle.* — III. *Les conditions du travail.* — IV. *L'existence ouvrière.* — V. *La vie publique.* — VI. *La lutte ouvrière et l'organisation syndicale.*

V. — LA VIE PUBLIQUE (*suite*).

Les ouvriers roannais ont fait la conquête des pouvoirs publics, ils peuvent être heureux et satisfaits de leur sort. Ils ont une municipalité socialiste et un député socialiste.

Les socialistes sont à l'hôtel de ville depuis trois élections déjà, c'est-à-dire depuis près de dix ans; ils ont donc eu le temps de réaliser des réformes et de faire de Roanne une cité collectiviste vivant libre et heureuse au milieu de la France républicaine, de la plus douce des patrie (Applaudissements).

Voici la liste des municipalités qui se sont succédé à Roanne depuis 1888 :

De 1888 à 1892, conseil radical-socialiste.

De 1892 à 1896, conseil opportuniste, c'est-à-dire réactionnaire.

De 1896 à 1900, premier conseil socialiste.

De 1900 à 1904, second conseil socialiste.

De 1904 à 1908, troisième conseil socialiste.

Tous ces conseils se sont occupés des œuvres d'assistance et des œuvres sociales. Il n'y a rien qui distingue absolument les socialistes de leurs devanciers.

Par exemple, l'effort le plus important fait par les socialistes a été de donner une subvention pour l'entretien de la Bourse du travail. Or cette subvention avait été créée par le conseil radical, elle était alors de 2.500 francs par an. Elle fut supprimée par les réactionnaires; les socialistes l'ont rétablie et portée à 4.000 francs.

Il faut remarquer que les municipalités sont les gardiennes de l'ordre public et de la paix sociale et qu'elles sont amenées au bout d'un temps plus ou moins long à entrer en lutte contre les Bourses du travail révolutionnaires. A Paris (1905), les conseillers municipaux socialistes votent un règlement hostile, à la Bourse du travail; à Lyon (1905), le maire socialiste a fermé la Bourse; le maire socialiste de Brest vient de déclarer que la Bourse ne devait pas être un foyer révolutionnaire (*Voix du Peuple*, 5-12 novembre 1905); le maire socialiste de Toulon et le maire socialiste de Limoges se sont élevés contre les prétentions syndicales (1905); le maire socialiste de Dijon réprouve la tactique « anarchiste » de la Confédération (1905); enfin, à Roanne, le maire et député, citoyen Augé, a critiqué l'attitude des syndiqués lors de la manifestation du 1er mai dernier (1905) (2).

En résumé, subventions et appui ne sont accordés que tant que les syndicats sont sages et respectent la tranquillité sociale. La *Voix du Peuple* a averti les syndicats qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes et que les Bourses devraient s'efforcer de vivre sans les subsides officiels et de se rendre indépendantes des fluctuations politiques. La vie syndicale doit être libre et pouvoir se développer sans la protection et la tutelle des municipalités même socialistes.

La subvention donnée à la Bourse ne prouve pas l'absolue nécessité d'un conseil municipal socialiste. Jusqu'à présent les syndicats roannais, encore faibles, ont profité de cet appui; jusqu'à présent, les rapports sont bons entre la municipalité et la Bourse : la Bourse est tranquille et elle n'a pas encore donné aux élus de trop grands désagréments.

Le reste de l'œuvre municipale consiste essentiellement dans l'organisation de l'assistance. Je ne parle pas du bureau de bienfaisance qui existait depuis longtemps avec ses consultations médicales gratuites et ses secours; mais l'arrivée au pouvoir des socialistes n'a pas enlevé à ces secours leur caractère humiliant de charité faite à des indigents. Dans la société actuelle, c'est un avilissement que d'avoir recours à la solidarité collective, et on vous le fait bien sentir.

Même critique pour l'assistance aux vieillards. C'est cependant l'œuvre dont la municipalité actuelle est le plus fière. Il faut encore dire que cette œuvre a été créée par les opportunistes, mais alors les secours étaient moindres. Actuellement, on donne

(1) Voir les numéros 23, 24, 25, 26 27, 28, 29, 30, 31, 32 et 33.

(2) Il leur a reproché de troubler l'ordre et de désorganiser un service public, celui des tramways. Je dois dire que son intervention n'a eu aucun succès et que le citoyen Augé a été fortement rabroué.

15 francs par mois aux vieillards indigents âgés de plus de 70 ans et incapables de travailler. Dites-moi si cette réforme n'est pas merveilleuse. C'est exactement la loi votée récemment par le Parlement pour l'assistance aux vieillards et contre laquelle le député radical socialiste Mirman s'est élevé, en la déclarant tout à fait insuffisante.

A Roanne, il y a 700 à 800 demandes pour ce secours de 15 francs qui soulage cependant les familles nécessiteuses, puisque les vieillards restent dans leurs familles. Mais le secours n'est accordé qu'à 370; les autres, tout vieux ou infirmes qu'ils soient, ne sont pas assez pauvres. On fait donc une enquête pour classer l'indigence et déterminer le degré de misère auquel un vieux peut-être réduit pour avoir droit au secours. J'ajoute que j'ai vu à Roanne un certain nombre de vieillards tendre la main discrètement au coin des rues.

La municipalité donne aussi des secours aux grévistes. Ces secours consistent à employer les chômeurs sur les chantiers de voirie (pavage, nettoyage, etc.), sous la conduite d'ouvriers de la ville. On organise les équipes à tour de rôle, de sorte que les grévistes travaillent un jour sur deux; l'embauchage commence ordinairement quelques jours après le début de la grève, car les chômages de courte durée n'ont pas besoin d'assistance. Les travailleurs employés de cette façon touchent 3 fr. 50 par journée fournie.

La ville a installé un fourneau économique, ouvert à tout venant, dans le même immeuble que celui de la Bourse. On y sert des repas à 30 et 40 centimes. On y envoie les trimardeurs de passage (ils n'ont pas droit au vin). Je fais remarquer que le fourneau fait ses frais; son exploitation donne même un léger excédent de recettes au budget de la ville.

La grande pensée de la municipalité socialiste serait d'avoir à Roanne un régiment entier. Jusqu'alors il n'y a qu'un bataillon d'infanterie. Ce n'est pas assez pour nos socialistes. Pensez donc, quelle gloire d'avoir le drapeau! et la musique avec ses concerts gratuits! sans compter le profit pour le commerce! Je me suis demandé quel pouvait être le profit pour le commerce, et je ne vois que les cabarets et les maisons de tolérance qui auraient un intérêt réel et direct à l'augmentation de la garnison (1). Ce sont pourtant des socialistes qui m'ont assuré du grand avantage que la ville en retirerait.

Mais il ne suffit pas de désirer et de demander une telle faveur, il faut payer. Il faut que la ville s'engage à bâtir une nouvelle caserne plus vaste et à fournir les terrains de manœuvre. La municipalité est toute prête à débourser le million nécessaire : je dis un million, c'est le chiffre qui m'a été donné. La gloire coûte cher; mais on ne saurait trop dépenser pour la prospérité des marchands de vin et des maisons de prostitution. La ville attend le bon plaisir du gouvernement.

Je tiens à faire remarquer que je ne crois pas du tout que les élus socialistes se soient montrés insuffisants; je ne doute pas qu'ils n'aient fait tout ce qu'ils pouvaient faire; et je suis sûr que d'autres socialistes, fussent-ils plus purs et plus avancés, n'auraient pas fait mieux. Je suis persuadé pour ma part que les guesdistes les plus intransigeants (il y en a à Roanne) auraient pris les mêmes résolutions et qu'ils auraient voté le million pour la caserne : ils ont donné leurs preuves ailleurs.

Les conseillers municipaux sont tous d'excellents démocrates, imbus d'idées humanitaires et pleins de bonnes intentions. Ce sont pour la plupart de petits commerçants, dont un assez grand nombre de marchands de vins; il y a aussi quelques artisans et extrêmement peu d'ouvriers. Comme je le disais à Allemane lors de son passage à Roanne, qu'est-ce que les ouvriers iraient faire dans cette galère?

Il me reste à parler de deux œuvres d'assistance plus ou moins indépendantes : la crèche et l'œuvre des enfants à la montagne. Toutes deux reçoivent des dons privés et une subvention de la municipalité. La coopérative consacre quelques subsides aux colonies de vacances. Pendant mon séjour à Roanne, une kermesse avait été organisée sur l'unique promenade de la ville, avec le concours des enfants des écoles, au profit de ces deux œuvres d'assistance.

Mon expérience m'oblige à dire que les crèches n'ont jamais donné de bons résultats; j'ai toujours vu que la mortalité infantile y était énorme. Mon enquête auprès des ouvriers et de quelques médecins m'a montré que la crèche roannaise ne faisait pas exception; c'est une institution détestable.

Les colonies de vacances donnent de meilleurs résultats. On envoie les écoliers passer quelques semaines de congé au grand air dans la montagne. Des camarades se sont plaints que les paysans chez qui on met les enfants, mènent leurs pensionnaires à la messe.

❖ ❖

VI. — La lutte ouvrière et l'organisation syndicale.

Le seul monument de Roanne c'est la chambre de commerce; et ce monument vaste, riche, d'une architecture correcte, ce sont les fabricants eux-mêmes qui l'ont construit tout récemment de leurs deniers; ils sont chez eux.

La *Bourse du travail* est installée au premier étage d'une vieille halle. Le local est prêté gracieusement par la municipalité, qui laisse les ouvriers libres d'administrer la Bourse à leur guise; il n'en est pas moins vrai que les syndicats ne sont pas chez eux.

J'ai déjà dit que la ville donne 4.000 francs pour l'entretien du local, l'éclairage, les cours professionnels (1.000 sur les 4.000 francs) et le traitement du secrétaire permanent.

Les syndicats qui forment la Bourse sont au nombre de 23 et englobent un total de 4.000 ouvriers organisés. En 1900, ils n'en groupaient que 1.000 environ.

Les principaux sont : celui des teinturiers (600 syndiqués sur 700 travailleurs de la corporation; la grève actuelle a dû modifier ces chiffres); celui des apprêteurs (180 syndiqués sur 210); celui des tisseurs (900 syndiqués sur près de 10.000); en dehors du syndicat des tisseurs, il existe aussi un syndicat de pareurs.

Tous ces syndicats, y compris les pareurs, sont rattachés à la fédération du textile et à la Confédération, puisque la Bourse de Roanne fait partie de la fédération des bourses.

Il y a aussi un syndicat des gareurs groupant 70 membres sur 300 gareurs. Ce syndicat vient à la Bourse, mais n'adhère pas à la fédération du textile.

A ces divers groupements il faut ajouter le syndicat des tanneurs, le syndicat des métallurgistes, le syndicat des mouleurs et similaires comprenant tous les travailleurs de la corporation (soit 48), le syndicat des plâtriers (40 sur 80), etc.

Les grèves qui ont eu le plus de retentissement sont naturellement celles des tisseurs. Je ne parle pas des petites grèves isolées qui éclatent çà et là dans les tissages et qui durent quelques heures, un jour, deux jours. Il y en eut par exemple un certain nombre en 1889, au sujet de la réglementation du travail dans les ateliers.

Le tissage compte trois grandes grèves : celle de 1882, à la suite de laquelle fut généralisé le repos du samedi soir, celle de décembre 1894 à janvier 1895 qui dura soixante jours, pour l'unification des tarifs; celle de 1902 (trois semaines) pour s'opposer aux prétentions des patrons qui voulaient reprendre le repos du samedi et qui, en effet, obligèrent leurs ouvriers à consentir à travailler pendant les après-midi de douze samedis en hiver.

Au moment de la grève de 1895, le syndicat des tisseurs groupait 3,000 ouvriers; la grève ne fut pas heureuse et le syndicat tomba à un nombre d'à peu près 300. Le conseil réactionnaire d'alors prit prétexte de cette grève pour fermer la Bourse du travail. Depuis cette époque, le syndicat s'est relevé peu à peu.

Les travailleurs prennent de plus en plus conscience de leur solidarité. Les années grasses avaient amené certains tisseurs à travailler comme des bûcheurs par suite de l'appât du gain, fût-ce au détriment de leur santé, en tout cas au détriment de leurs camarades. Les années maigres ont montré que tout effort particulier et isolé est vain et impuissant. Lors de la grève partielle qui éclata en juillet dernier, on vit les gareurs faire cause commune avec les tisseurs; n'ayant pas à réclamer une augmentation du prix de façon, ils demandèrent qu'on leur donnât des aides qui seraient chargés du montage des chaînes, tandis qu'ils s'occuperaient exclusivement du garage des métiers. La fabrique touchée par la grève donnait de l'ouvrage à faire à une fabrique voisine; les ouvriers de cette dernière refusèrent de travailler à ces articles.

La solidarité semble être la plus forte dans les syndicats des apprêteurs et chez les teinturiers. Ces deux syndicats ont à lutter contre le trust des patrons apprêteurs et celui des patrons teinturiers. Ce conflit est arrivé à l'état aigu pour la teinturerie; la grève a duré cinq mois (mi-juillet, mi-novembre) et a été vaincue. Les ouvriers ont eu tort de se reposer sur la force (numérique) de leur syndicat, au lieu de compter sur eux-mêmes; leur persévérance pacifique et légale ne pouvait avoir la prétention de l'emporter sur la ténacité patronale. Abusés par les promesses, les conseils et les exhortations du citoyen Augé, découragés par le journal socialiste l'*Avant-Garde* de Roanne, ils n'ont pas su intimider le patronat, ni entraîner dans un conflit général la corporation entière des ouvriers du textile.

Chez les tanneurs, il y eut aussi une grève, au moment de mon séjour à Roanne. Cette grève limitée à une maison fut causée par le renvoi d'un travailleur. Les ouvriers laissèrent continuer le travail dans une maison voisine, quoique associée avec la première et ayant communauté de force motrice; ils se firent rouler par le patron de la seconde usine, lequel se déclara socialiste, fit parade de ses sentiments humanitaires, affirma son indépendance absolue vis-à-vis de son confrère et fit échouer la grève. Il y eut quatre victimes.

Sauf la grève des teinturiers, tout est calme actuellement dans le tissage; mais jusqu'à quand les ouvriers se lasseront-ils de souffrir, de mener une vie étroite et précaire? C'est ce qu'il est impossible de dire maintenant. On voit parfois les gens les plus calmes se révolter tout à coup. Les tisseurs d'Armentières, ceux de Neuvilly se sont réveillés brusquement il y a un an, leurs grèves furent violentes. Voici maintenant les tisseurs de la vallée de la Meurthe dans les Vosges qui commencent à relever la tête; les ouvriers de Plainfaing, en grève pendant de longues semaines, ont tenté en vain d'obtenir le relèvement de salaires dérisoires; il s'agissait aussi pour eux de s'affranchir des économats, d'avoir deux heures pour le repas de midi et de ne pas conduire plus de deux métiers (1).

Les revendications prolétariennes sont partout les mêmes; elles portent sur la satisfaction des besoins matériels et moraux; et elles deviennent de plus en plus fortes, au fur et à mesure que ces besoins sont mieux compris et plus vivement ressentis.

(*A suivre.*) M. Pierrot.

✠ ✠

MOUVEMENT OUVRIER

Le mouvement de réaction contre les Bourses du travail qui n'hésitent pas à faire tout leur devoir de propagande continue.

Cette fois, ce sont les « républicains démocrates » de La Rochelle qui viennent de supprimer la subvention accordée chaque année à la Bourse du travail pour subvenir aux différents services créés par les syndicats. Ce sont les patrons auxquels les conseillers municipaux de La Rochelle n'ont rien à refuser qui ont exigé cette canaillerie; Ils espèrent ainsi enrayer la propagande. Ils ne s'en sont du reste pas cachés puisqu'ils ont motivé comme suit leur coup de force, *en raison des théories antimilitaristes et révolutionnaires préconisées par les dirigeants de cette institution!!*

Il se pourrait toutefois, et nous l'espérons bien, que l'avenir trompât la meute réactionnaire qui applaudit à la mesure prise contre les travailleurs que l'on avait cru acheter avec cette subvention.

Il y a à La Rochelle des camarades énergiques qui vont tenter et qui réussiront à créer un organisme vraiment indépendant. Et la canaillerie n'aura eu pour résultat que de donner plus de force aux travailleurs qui ne craindront plus dorénavant de froisser les suceptibilités de personne.

La formation d'un mouvement ouvrier vraiment indépendant, n'ayant plus d'attaches d'aucune sorte avec les organismes bourgeois ou étatiques, est en marche. Nous ne pouvons que nous en réjouir, car il est en tous points conforme à notre manière de voir.

P. S. — Dans la même séance où la subvention ouvrière était supprimée, le conseil municipal, démocrate et anticlérical de La Rochelle votait

(1) Peut-être aussi, dans une certaine mesure, les marchands de denrées alimentaires et les propriétaires; mais la classe ouvrière ne peut s'attendre qu'à voir augmenter le prix des vivres et celui des loyers.

(1) Un certain malaise règne d'ailleurs dans toute l'industrie du textile. Il y a eu une grève presque généralisée en Angleterre cet été, et une grève générale à Gand (Belgique) vers la même époque. Au Danemark, les tisseurs sont en grève depuis le début de juillet, c'est-à-dire depuis quatre mois, parce que les patrons avaient voulu leur imposer de conduire quatre métiers. En Allemagne, il semble qu'un conflit soit prochain.

1.500 fr. à une maison de religieuses et 400 fr. à un ancien frère ignorantin.

Sans commentaires.

❖ ❖

Les sous-agents des postes ont tenu, dimanche dernier une importante réunion au cours de laquelle de nombreux militants du syndicat — non reconnu — sont venus protester contre la façon dont on se moque de leurs réclamations et revendications dans les hautes sphères administratives.

Les sous-agents que l'administration s'obstine à traiter en quantité négligeable en ont assez aussi de gagner les plus petits salaires pour les plus durs travaux.

Au cours de la réunion, on a crié : « Vive la grève! » et effectivement des bruits de grève circulent avec persistance dans les milieux intéressés.

Nous serons fixés sous peu à ce sujet, à ce qu'il paraît.

Toutes nos sympathies sont acquises aux parias des postes.

❖ ❖

Une vive agitation se manifeste depuis un certain temps chez les employés de l'épicerie, parias entre les parias parmi les exploités.

Ces malheureux, des jeunes gens pour la plupart, sont encore soumis à un véritable régime d'esclavage. Non seulement les journées de quinze et seize heures sont la règle générale, mais de plus, bien rare sont les maisons qui accordent plus d'une journée de « liberté » par mois à leurs salariés. Ceux-ci sont de plus couchés et nourris par leurs employeurs. Et quelle nourriture! la majeure partie du temps les marchandises avariées et invendables en font le fond; encore cette nourriture(!!) est-parcimonieusement mesurée... Quant au couchage, c'est pire encore, si possible. Parfois c'est dans un réduit de l'arrière-boutique, d'autres fois dans des greniers qualifiés de chambres pour la circonstance, locaux situés sous les combles, toujours dans des conditions d'hygiène déplorables, les lits étant parfois formés de vieilles caisses d'emballage, etc.

C'est pour essayer de mettre fin à cet état de choses que les employés de l'épicerie se sont groupés. Leur syndicat est puissant, car les parias de l'épicerie y sont nombreux.

Une grande réunion aura lieu ces jours-ci au *Tivoli Vaux-Hall* et j'extrais de l'appel les passages suivants :

« Le moment est donc grave : après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, il nous faut choisir entre deux méthodes.

« Ou bien, continuer de supporter passivement notre triste existence.

« Ou bien, par une action directe et décisive, imposer à nos exploiteurs des conditions de vie plus humaines. »

Une grève générale sortirait de cette réunion que nous n'en serions pas autrement surpris, les employés de l'épicerie étant décidés à mettre fin à leur pénible situation.

❖ ❖

Les rentes des travailleurs. — Un terrible accident dû en partie à la rapacité patronale s'est produit dimanche dernier à l'usine des aciéries de la marine à Homecourt (Meurthe-et-Moselle).

A la suite d'irrégularité de fonctionnement, les hauts fourneaux avaient été arrêtés pour permettre à une équipe d'ouvriers de pénétrer dans des conduites qu'il était nécessaire de nettoyer.

Vingt-trois ouvriers étaient occupés à ce nettoyage, lorsqu'un brusque dégagement d'oxyde de carbone se produisit. A demi suffoqués, les malheureux se mirent à crier. Leurs appels furent entendus par deux chefs d'équipe, MM. Willaume et Denis, qui se portèrent à leur secours; mais comme ils ne reparaissaient point et que quelques-uns des ouvriers occupés au nettoyage sortaient précipitamment des conduites, les vêtements en désordre, les yeux hagards, et tombaient évanouis, on comprit qu'une catastrophe venait de se produire, et en toute hâte des secours s'improvisèrent.

On dégagea tous les ouvriers, *mais quatorze d'entre eux*, et parmi eux les deux chefs d'équipe, ne purent être rappelés à la vie.

La plupart des victimes sont de nationalité italienne.

Les « grands quotidiens » consacrent dix lignes à cette terrible catastrophe qui aurait pu être facilement évitée, n'était la rapacité patronale.

❖ ❖

Une grève qui me fait plus particulièrement plaisir à enregistrer est celle des employés de chez Dufayel.

Les travailleurs dans la dure nécessité d'avoir recours aux maisons dites *d'abonnement* se réjouiront avec moi, j'en suis certain. Je connais en effet peu de combinaisons aussi démoralisantes pour les travailleurs que ces ventes à la « petite semaine » qui, en les obligeant à payer beaucoup plus cher, les épuisent et augmentent toujours leur misère.

Et c'est justement de cette misère qu'est faite la fortune scandaleuse de l'ami cher au cœur de feu Waldeck-Rousseau.

La grève qui vient d'éclater montre qu'à l'exploitation du client l'on joint celle des employés, ce dont nous n'avions du reste jamais douté.

Depuis déjà un certain temps nous avions appris qu'une vive effervescence agitait le personnel de chez Dufayel. Deux sections syndicales importantes réunissant plus des neuf dixièmes du personnel avaient été créés. Aussi la grève est-elle à peu près générale. Sur plus de 1.800 employés, 150 à peine étaient à leur poste lundi matin. C'est à la suite d'une demande de renvoi de deux « chefs de service », véritables gardes-chiourmes, que la grève a éclaté. Depuis, les grévistes ont formulé et présenté un cahier complet de revendications. L'unanimité du mouvement a été tel que le grand exploiteur n'en est pas encore revenu.

Le sieur Lépine, aussi petit devant les puissants qu'il est lâche devant les travailleurs sur lesquels il lance ses meutes policières a transformé le quartier où se trouve la boîte à Dufayel en un véritable camp retranché. Des bataillons entiers de municipaux et de sergots stationnent au coin des rues.

Les employés ont établi une permanence et ne reprendront le travail que le jour où ils auront obtenu satisfaction.

❖ ❖

A Paris, la grève des terrassiers et similaires continue et j'avoue que l'énergie déployée par ces travailleurs ne laisse pas de me surprendre.

Voici bientôt quatre semaines que plus de 20.000 hommes ont cessé le travail. C'est grâce à la complicité des autorités municipales que les entrepreneurs de travaux n'ont pas encore été obligés de payer à leurs ouvriers les prix convenus par les cahiers de charges qu'ils ont dûment signés.

Il a été de plus amplement démontré que les dits entrepreneurs ne se contentaient pas de ne pas payer les salaires convenus, mais encore pratiquaient le « sabotage » d'une belle façon. De nombreux travaux devront être recommencés. Pour beaucoup moins, les simples mortels encourent les rigueurs de dame Justice, mais les entrepreneurs sont gens trop considérables pour que l'on ose s'attaquer à eux. Et puis l'on serait obligé de leur adjoindre quelques gros bonnets de l'administration et, comme il faut éviter le scandale, les entrepreneurs pourront continuer à pratiquer le « sabotage », tant honni lorsque ce sont des exploités qui le pratiquent.

La patience des grévistes commence à se lasser, et plusieurs collisions ont eu lieu entre eux et les brutes à Lépine.

Le sieur Fontaine, chef du service des fiches au ministère du commerce, a tout fait ces jours-ci pour s'immiscer dans la grève.

Les grévistes agiront sagement en renvoyant le sieur Fontaine à ses œuvres de basse police.

A Paris, les ouvriers diamantaires ont obtenu satisfaction. Leurs camarades de Saint-Claude (Jura) viennent de présenter à leurs employeurs la même revendication qui porte sur un relèvement des salaires de 10 0/0.

A Raon-l'Etape, grève d'ouvriers carriers. A la suite du renvoi injustifié de plusieurs camarades syndiqués, les ouvriers ont acquis la certitude que c'est dans le but de briser leur organisation que leurs camarades ont été renvoyés. D'où la grève. Des soupes communistes fonctionnent.

A Romans (Drôme), grève des ouvriers de la chaussures qui réclament une augmentation de salaire.

A Cornil (Corrèze) grève d'ouvriers d'une usine de produits chimiques. Pour douze heures de travail les salaires varient entre 2 fr 75 et 3 fr. 60. C'est dans l'espoir de briser le syndicat en formation que les exploiteurs ont acculé les ouvriers à la grève.

P. Delesalle.

Chantenay-sur-Loire. — Une grève vient de se déclarer à Chantenay, à la raffinerie de sucre Meuse.

Déjà, en mai dernier, les ouvriers avaient abandonné le travail en réclamant une augmentation de salaire, mais la grève avait échoué.

Aujourd'hui la grève des 180 femmes employées à la raffinerie est due à ce qu'on a augmenté considérablement leur travail sans augmenter leur salaire.

Autrefois il y avait des manœuvres qui transportaient les paquets de sucre de 10 kilogr. le patron les a renvoyés et veut faire faire ce travail par les femmes.

Les 180 grévistes veulent bien faire ce travail supplémentaire, mais elles réclament : une heure et demie pour déjeuner, 2 fr. 25 au lieu 2 francs pour les metteuses en lingots, les scieuses, etc.

M. Meuse ne veut rien entendre. Il espère, sans doute, que la misère forcera les grévistes, presque toutes mères ou soutiens de famille, à réintégrer l'usine!

Cependant les grévistes ont l'intention de lutter le plus longtemps possible.

Félixio.

❖ ❖

ESPAGNE

Lundi dernier a commencé, devant la cour d'assises de Barcelone, le procès du camarade Hull, accusé d'être l'auteur de l'attentat du Palais dit de Justice de cette ville.

❖ ❖

ITALIE

« Tout est grand en Italie », disait ironiquement, dans son beau volume sur l'*Italie telle qu'elle est*, Xavier Merlino, en parlant des institutions du royaume unifié. Oui, tout y est « grand », mais surtout grande y est la patience du peuple vis-à-vis des massacres quotidiens des travailleurs, auxquels tous les gouvernements qui se sont succédé ont répondu par le plomb ou la prison lorsqu'ils osaient réclamer du pain. Et « grande » aussi y est, hélas! encore, mais, espérons-le, pas pour longtemps, l'influence des politiciens socialistes consistant, comme partout ailleurs, à endormir les masses, à étouffer chez elles toute velléité révolutionnaire. De temps en temps cependant quelques-uns parmi ces farceurs qui, malgré tout, voudraient passer pour « révolutionnaires », assument une attitude farouche, élèvent la voix pour « protester contre les arbitraires du gouvernement » : c'est aux moments où leurs intérêts électoraux leur conseillent de sauvegarder une popularité sérieusement menacée par la conscience révolutionnaire s'affirmant toujours plus nettement en dépit des exhortations soporifiques. Tout comme ici, en France, certains politiciens de la Sociale, soi-disant adversaires de « toutes les calottes », n'hésitent pas, lorsque les élections sont proches, à fraterniser avec des libertaires, à prendre « hautement » la défense des victimes des machinations policières, puisqu'il y a toujours, même parmi les libertaires, des naïfs prêts à leur refaire, en récompense, une auréole de révolutionnarisme.

La dernière tuerie de Taurisano n'est qu'un anneau de plus ajouté à la chaîne bien longue des massacres d'ouvriers et de paysans dont s'ensanglante la féroce monarchie italienne. Aussi, d'autrement graves soucis préoccupent-ils les esprits des socialistes italiens : il s'agit de marcher à la conquête du suffrage universel! Et d'où vient semblable initiative? Des socialistes soi-disant révolutionnaires et syndicalistes, qui, afin de se différencier des réformistes, se sont tant évertués jusqu'à ce jour à dénigrer les résultats du parlementarisme. Proclamer l'inutilité de la machine législative et, en même temps, demander à grands cris l'institution du suffrage universel, voilà vraiment trop vouloir se moquer du populo. Lequel, s'il possède encore le moindre grain de bon sens, ne se laissera pas donner le change par ces pseudo-révolutionnaires, en réalité rien autre que politiciens en puissance.

Et, pour finir, voici, d'après l'organe hebdomadaire *Il Grido della Folla* de Milan, quelques chiffres qui indiquent comment on entend en Italie la liberté de la presse. En quatre années d'existence, ledit organe a été saisi cinquante fois. Il a dû changer douze fois de gérants, ces derniers ayant été condamnés ensemble à une trentaine d'années de réclusion. Malgré cet acharnement des autorités, le *Grido* continue, après une courte interruption, ses publications.

Fram.

SUISSE

A Genève, le bruit a couru dernièrement que l'infortuné Luccheni, ce révolté qui, en septembre 1898, tua l'impératrice d'Autriche, aurait assassiné son geôlier et se serait aussitôt suicidé.

Ce bruit a été démenti. Luccheni ne s'est pas suicidé. Il meurt lentement, dans le cachot où la libre Helvétie, la Genève « humanitaire », le tient enfermé jour et nuit, comme dans un in-pace.

TURQUIE

Le procès intenté à notre camarade Joris et à ses co-accusés impliqués dans l'attentat commis, le 21 juillet dernier, contre la vie du sultan et qui durait depuis trois semaines devant la cour d'assises de Stamboul, vient de se terminer.

Le président du tribunal a vainement essayé de confondre Joris, qui a finalement refusé de répondre à des questions qui lui avaient déjà été posées plusieurs fois, et qui a flétri le massacre des Arméniens que le président voulait lui faire approuver.

Joris a déclaré en outre que les espions de la police turque extorquaient de l'argent aux Arméniens résidant à Constantinople, en les menaçant de les accuser auprès des autorités.

La plupart des autres accusés, encouragés par l'exemple de Joris et par la présence d'un nombreux public étranger, ont déclaré que leurs aveux leur avaient été arrachés par des menaces et même par la violence.

Un des prisonniers a dit qu'on pouvait encore voir à ses pieds les marques des coups qu'il avait reçus. Un autre a accusé le procureur de lui avoir imposé par la menace les déclarations qu'il devait faire.

Pour se venger de l'attitude énergique des accusés, la cour d'assises a prononcé quatorze condamnations à mort, savoir : celles de Joris et de trois Arméniens, auxquels il faut ajouter dix contumaces, y compris la femme de Joris.

La cour a condamné aux travaux forcés les autres inculpés, à l'exception de sept, qui ont été acquittés.

Le sultan rouge doit se réjouir à l'espoir de voir couler le sang de quatorze nouvelles victimes.

JAPON

Lettre d'un camarade japonais. — De la population japonaise, de la vie économique et de la situation des travailleurs, voici un aperçu.

Déjà depuis plusieurs années, le Japon était un des pays du monde les plus peuplés en comparaison de son étendue. Depuis dix ans, la population grossit chaque année d'environ 500.000 à 600.000 unités. Au contraire, dans le même temps, le nombre des petits propriétaires fonciers ou des paysans ayant la terre à cultiver pour eux-mêmes, allait décroissant chaque année, éliminés par de grands propriétaires. Aussi le paupérisme croissait dans les régions rurales et les travailleurs augmentaient dans les cités. Par conséquent, les gages y devenaient plus bas de jour en jour et le prix des provisions y devenait plus haut.

Aussi, depuis des années, le peuple était incliné à s'expatrier. L'émigration était pour lui la route unique pour sortir de sa condition misérable de vie. Mais les Etats-Unis et l'Australie, les seuls pays où l'émigration lui était opportune, lui ont fermé leurs portes et le gouvernement japonais ne sait faire autrement que d'empêcher le peuple d'y aller.

Les portes étant ainsi fermées tant au dehors qu'au dedans, les paysans sont obligés de rester dans leurs provinces, les uns à cultiver sous des fermages plus hauts, les autres à travailler sous des gages plus bas, et tous à payer plus cher les provisions.

D'ailleurs, la guerre russo-japonaise n'a pas diminué, au contraire, le fardeau chargeant les épaules fatiguées du peuple.

De plus, le gouvernement japonais est très patronal (1) et la bureaucratie augmente de beaucoup le nombre de ses officiers. C'est la cause aussi qui accable le peuple sous les charges et qui met sa liberté sous le joug.

Par quelles dispositions le mal économique et politique du Japon peut-il en être arraché? La réponse est claire, et c'est la même que pour tous les autres pays dans le monde : la substitution, à la nationalité, de l'entente des peuples ; l'établissement de la jouissance égale de la terre pour le peuple, par la destruction des monopoles fonciers; la réalisation du *self-government* par l'exclusion de la bureaucratie, et de la démocratie par l'exclusion de l'aristocratie ; c'est-à-dire, en un mot, l'établissement de l'humanité par la destruction de l'autoritarisme. Mais le principal moyen pour arriver à ces buts, je crois, est, avant tout, la juste restauration du droit humain à la jouissance égale de la terre pour tout le peuple.

— J'ai lu l'information que M. Elisée Reclus était mort. Je regrette très fort que nous ayons perdu le grand ami de l'humanité.

15 octobre 1905.

M. J.

(1) Nous pensons que notre correspondant veut dire que le gouvernement est très protectionniste, — *paternaliste*, — d'où l'abondance du nombre des *officiers* (fonctionnaires) de toute sorte.

VARIÉTÉ

CE QUE DISENT LES CHIFFRES

Les chiffres ont, eux aussi, leur langage. Ce n'est pas celui des fleurs : il est plus rébarbatif. Lorsque le lecteur aperçoit, dans un journal ou dans un livre, les lignes sombres de zéros, il éprouve la même impression désagréable que s'il voyait à l'horizon des colonnes ennemies rangées en bataille. Cela l'ennuie comme tout ce qui rappelle la matérialité de la vie, et, vite, il tourne la page, pour laisser errer son regard sur un bout de dialogue ou sur un coin de dessin.

Ils ont pourtant leur éloquence ces dix chiffres, dont l'alphabet nous pourvut, une éloquence mâle et profonde, à laquelle ne résiste aucune argutie, qui balaie devant elle tous les sophismes, qui fait s'écrouler toutes les illusions, qui souvent est tranchante comme le couperet d'une guillotine et qui parfois donne le frisson...

Je viens de l'éprouver, ce frisson, en lisant le travail auquel s'est adonné un haut fonctionnaire américain, M. F. Austin, chef du bureau officiel de statistique des Etats-Unis — une façon de Bertillon transatlantique !

La Dette du monde, était-il écrit en tête de l'ouvrage. Et c'est bien, en effet, des dettes de tous les Etats du monde que s'occupe M. Austin. Il le fait avec délices, car, dans le temple où il assemble les budgets de l'univers, les Etats-Unis ont quelque peu le droit d'occuper la place du Pharisien de l'Evangile et, contemplant bien en face la Divinité de la Faillite, de s'écrier :

— Seigneur, je vous remercie de ne m'avoir pas fait comme ces publicains d'Europe qui ne savent pas mettre un sou de côté, qui s'adonnent aux gaspillages les plus honteux et les plus effrénés et qui s'avancent à grandes enjambées vers la banqueroute et la ruine !...

Et les publicains — surtout nous autres, pauvres publicains de France — ne peuvent, en effet, que gémir, se frapper la poitrine et prosterner leur front contre le sol.

* *

Ecoutez plutôt : en 1801, au commencement du siècle dernier, la dette du monde était, en chiffres ronds, de 15 milliards ; en 1848, après les guerres napoléoniennes, elle devenait de 42 milliards ; en 1901 — aujourd'hui — elle est exactement de 159 milliards, chiffre qui comprend les trois derniers emprunts anglais, russe et allemand, du commencement de cette année. La dette du monde s'est donc accrue, dans l'espace d'un siècle, de 144 milliards ; mais tandis que, dans la première partie de ce siècle, malgré les guerres gigantesques qui bouleversaient alors toute une partie du globe, elle n'augmentait que dans la proportion de 1 à 3, dans la seconde partie, grâce à la vapeur, à l'électricité, au développement des moyens de communication, elle augmentait dans la proportion de 1 à 10.

Ecoutez encore : A cette augmentation, chacun a travaillé de toutes ses forces. Cela a été comme une compétition où tous les Etats du Vieux Monde rivalisaient à qui dépenserait le plus d'argent, à qui aurait le fardeau de dette le plus écrasant.

Au milieu du vent de folie qui secouait l'univers, deux peuples seuls gardaient leur sang-froid : c'était l'Angleterre qui, en quarante ans, réduisait sa dette de cinq milliards, et c'étaient les Etats-Unis qui réduisaient la leur de plus de sept milliards. Mais tous les autres s'abandonnaient au tourbillon et se laissaient emporter par lui...

La dette autrichienne, qui, en 1850, n'était que de 3 milliards, est aujourd'hui de 8 milliards et demi. La dette de l'Allemagne, qui n'était que de 580 millions est aujourd'hui de 2.795 millions. Celle de l'Italie, qui, en 1869, était de 7 milliards est aujourd'hui de 12.915 millions. Celle de la Russie, qui, en 1853, était de 3 milliards est, en 1900, de plus de 15 milliards. Quant à la France, elle, elle sort incontestablement victorieuse de la lutte et elle peut avec fierté regarder combien loin derrière elle, dans cette course à la dépense, elle laisse ses concurrentes : sa dette, qui était d'un peu plus de 5 milliards en 1852, est aujourd'hui de 29 milliards. Elle a sextuplé et elle constitue, à elle seule, presque la cinquième partie de la dette du monde entier.

La conséquence, c'est que chaque citoyen français qui vient au monde, actuellement, doit 750 francs ; il les doit par le fait seul de sa naissance : c'est la dette originelle. Il n'y a, dans tout le globe, que deux citoyens qui doivent plus que lui : c'est le citoyen australien, qui doit 1.315 francs, et le citoyen de la République de Honduras, qui doit 1.095 francs ! Tous les autres, sans exception, doivent moins. Les Anglais et les Américains, dont la force contributive est au moins égale à la nôtre, ne doivent respectivement que 370 francs et 70 francs par tête.

Mais ce n'est pas tout. Ecoutez toujours : si on analyse les dettes de ce qu'on pourrait appeler les nations germaniques, on s'aperçoit que ces dettes, depuis un quart de siècle, sont dues presque exclusivement à des acquisitions et à des constructions de chemins de fer. En d'autres termes, ces nations qui, en vingt-cinq ans, n'ont augmenté leur dette que de trois milliards et demi, sont propriétaires de leurs voies ferrées ; elles ont un capital en nature à peu près égal au montant de leur dette, et les revenus de ce capital suffisent presque à assurer le service de cette dette.

Il en est à peu près de même de ce que l'on peut appeler les nations slaves ; celles-là ont augmenté leur dette dans des proportions plus considérables que les nations germaniques ; elles ont, en vingt-cinq ans, dépensé dix milliards et non plus trois ; mais elles ont, elles aussi, accumulé en échange un matériel qui équivaut partiellement au montant de leur dette.

Il n'en est au contraire plus de même des nations latines. Celles-là, en vingt-cinq ans, ont augmenté leurs dettes de vingt-cinq milliards — un milliard par an — l'Espagne et l'Italie doublant très exactement la leur, la France triplant presque la sienne. En échange, elles n'ont pas de capital matériel nettement défini. La France notamment, qui, plus qu'aucune autre peut-être, a dépensé pour ses chemins de fer, devra attendre jusqu'en 1954 pour que lesdits chemins de fer lui appartiennent. En attendant, non seulement ils ne lui rapportent rien mais même ils lui coûtent chaque année de l'argent.

Et maintenant, si vous regardez tous ces chiffres qui viennent de s'aligner sous vos yeux, vous n'aurez pas à attendre longtemps pour les entendre parler et pour savoir ce qu'ils disent...

Ils disent qu'un pays, si prospère et si grand qu'il soit, ne peut pas impunément augmenter sa dette publique de vingt-quatre milliards en cinquante ans, quand d'autres pays aussi riches que lui diminuent leur dette du même chiffre, dans le même espace de temps.

Ils disent que lorsqu'une nation comme la France augmente sa dette d'un demi-milliard en moyenne par an, fatalement ses impôts s'accroissent et, lorsque ses impôts s'accroissent, son épargne diminue.

Ils disent qu'il y a un moment où un peuple, quelle que soit sa richesse, ne peut plus supporter de nouvelles charges, de même qu'un être humain, quelle que soit son énergie, ne peut pas dépasser un certain effort.

Ils disent que la France est arrivée à ce moment extrême et que si, pendant le demi-siècle qui vient de s'ouvrir, elle devait continuer à descendre la pente de la prodigalité et des folles dépenses avec la même rapidité vertigineuse qu'elle l'a fait pendant le demi-siècle qui vient de se clore, elle ploierait sous le faix, elle buterait, elle tomberait...

Oui, ils disent tout cela ces chiffres énigmatiques que les statisticiens alignent implacablement : ils le disent, ils le crient... Puissent-ils être entendus, car il y va de la vie!...

STÉPHANE LAUZANNE.

(*Le Matin*, 28 septembre 1901.)

Correspondances et Communications

L'Association Théâtrale Communiste rappelle aux syndicats, coopératives, groupes politiques, etc., qu'elle se tient à leur disposition pour l'organisation complète ou partielle de leurs fêtes et soirées de propagande. Pianiste et orchestre à volonté.

Pour tous renseignements, s'adresser au camarade H. Florent, 146, rue du Château (XIVe).

PONT-DE-METZ. — Les camarades désireux de s'instruire sur la question sociale, sont priés de s'adresser chez les camarades Gosselin, Barbier et Petit, route de Rouen, à Pont-de-Metz.

BAGES (Pyrénées-Orientales). — **A. I. A. des Travailleurs.** — Une nouvelle section de l'A. I. A. des travailleurs vient d'être formée à Bages.

Tous les antimilitaristes désireux de se faire inscrire à la section sont priés de s'adresser au camarade Joseph Baudières, secrétaire.

Il Pensiero, revue bimensuelle de sociologie, art et littérature, rédacteurs : P. Gori et L. Fabbri, a transféré son administration à Rome, à cette adresse : *Casa Editrice il Pensiero, Via Giovanni Lanza, 90, Rome.*

Pour ce qui concerne la rédaction, reste toujours à l'ancienne adresse : *Luigi Fabbri, Casella Postale, 142, Rome.*

Notre prochain dessin sera signé : LEBASQUE.

CONVOCATIONS

Syndicat des employés de l'épicerie du département de la Seine. — Réunion vendredi 22 décembre, grande salle de la Bourse du Travail. Ordre du jour : Repos hebdomadaire; Suppression de la nourriture; Suppression du couchage.

Coopération des idées, 157, faubourg Saint-Antoine :

Vendredi 22 décembre. — Ch. Batilliot : La Poésie moderne : Gustave Kahn et Vielé-Griffin (avec le concours de Marcelle Génial, de la Comédie-Française, Marthe Mellot, De Max, Henry Krauss, Bourny, etc.). — Cours de français pour les étrangers. — Cours de métrés.

Samedi 23. — Julien Vinson, professeur à l'Ecole des Sciences orientales : L'idée religieuse dans l'Inde antique. — Cours de sténographie. — Cours d'échecs.

Dimanche 24. — L'après-midi, à 4 heures, au Château du Peuple, Matruchot, professeur à l'Ecole normale supérieure : Les Orchidées (avec projections). — Le soir, à 8 heures, à l'Université Populaire : 1° *Asile de nuit*, 1 acte de Max Maurey; 2° *La Main de singe*, drame en 2 actes, de J. Parker; 3° *L'anglais tel qu'on le parle*, 1 acte de Tristan Bernard.

Lundi 25. — L'après-midi, au Château du Peuple, Fête de l'Enfance. — Le soir, à l'Université Populaire, Fête de la Ruche : Représentation organisée par Madeleine Roch, de la Comédie-Française. — Causerie de Sébastien Faure.

Mardi 26. — Camille Le Senne, président de l'Association de la Critique : Versailles, le parc et château (avec projections). — Cours de gravure à l'eau-forte, par Paul Guignebault.

Mercredi 27. — Emile Mas : Histoire de la Comédie Française. La Comédie-Française pendant la Révolution. — Cours de chant et de solfège. — Cours de métrés.

Jeudi 28. — Raymond Recouly, correspondant du *Temps* : Les grandes questions actuelles de politique extérieure. Impressions et réflexions d'un voyageur. La question de Macédoine ou l'aspect actuel de la question d'Orient.

Causeries populaires des Ve et XIIIe, 37, rue Croulebarde :

Samedi 23 décembre, à 8 h. 1/2 du soir : Les différentes thèses de l'antimilitarisme, par Mournand.

Jeudi 21 décembre, à 8 h. 1/2 : La recherche des causes, par Vulgus.

Causeries Populaires du XIXe arrondissement. — Jeudi 28 décembre, à 8 h. 1/2, salle Bourgeois, 174, boulevard de la Villette, causerie par un camarade sur : La propagande abstentionniste.

La Fraternelle, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 22 décembre. — M. Micouleau : Considérations générales sur la métaphysique.

Mercredi 27. — M. Dunois : Claude Tillier.

Vendredi 29. — M. C. Grollet : Internationalisme.

Tous les lundis, à 8 h. 1/2, cours d'Espéranto, par M. Blangarin.

Tous les jeudis matin, de 10 h. 1/2 à midi, cours de piano, solfège, mandoline, dirigé par Mme Lebrun-Lagravier.

La Semaille, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Mardi 26 décembre. — A. Chaboseau : Le tunnel sous la Manche.

Vendredi 29. — André Lévi : La vie de l'ouvrier avant la Révolution et sa vie actuelle.

Les vendredis 22 et 29 décembre 1905, 5 et 12 janvier 1906, à 9 heures du soir, à la Maison du Peuple de Montmartre, rue de Clignancourt, 92, cours par Hubert Lagardelle. Sujet : Le socialisme en France.

A. I. A. du 20e arrond. — Réunion le jeudi 28, à 9 heures du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites. Urgence.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — **Causeries Populaires.** — Réunion vendredi 22 courant, salle Hugel, 82, rue Thiers, à 9 heures du soir. Conférence sur l'utilité du groupement par un camarade.

SAINT-DENIS. — Ceux qui veulent étudier impartialement par la libre discussion, et rechercher eux-même leur règle de vie, en dehors de toute préoccupation électorale, se réuniront le mardi 26 décembre, salle Pivot, rue du Port, 3. Sujet : Organisation d'une conférence à Saint-Denis.

LYON. — **Causeries Populaires.** — Fête familiale, samedi 23 décembre, à 8 heures du soir, chez Chamarande, 26, rue Paul Bert.

Une causerie sera faite par un camarade sur : Les œuvres de Dubois-Desaulle.

MARSEILLE. — **Théâtre Libre.** — Samedi 23 décembre, à 8 h. 1/2 soir, bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, grande soirée familiale avec le concours de nombreux amateurs.

Première partie : concert; deuxième partie : Théâtre : *Interviews*, d'Octave Mirbeau.

A. I. A. — Dimanche soir, à 6 heures, bar Frédéric, réunion de tous les adhérents. Questions : correspondance pour la conférence Hervé; payement des cotisations.

PERPIGNAN. — **A. I. A. des Travailleurs.** — Samedi 23 décembre, à 8 heures du soir, réunion de l'A. I. A. des Travailleurs, au salon réservé du bar des Variétés.

LONDRES — **Germinal**, cercle d'études sociales, 209, Hampstead Road. — Réunion des camarades tous les jeudis, à 9 heures.

Bibliothèque, brochures, journaux.

Adresser communications au camarade Robert, secrétaire.

LE COIN DES ENFANTS

(2e SÉRIE)

Comme je l'ai annoncé la semaine dernière, le volume est en ce moment chez le relieur. On pourra en commencer l'envoi, je l'espère, vers le 26 ou 27.

Il sera pris remboursement, vers cette époque, sur ceux qui, ayant souscrit, n'ont pas encore envoyé le montant ni donné d'avis contraire.

Voici la table des matières du volume :

Une leçon de roi, de W. Morris; illustrations de M. H. T.

Un Congrès de Philanthropes, de Beata; illustrations de Willaume.

Le Petit Chemin, de M. Petit; illustrations de Delannoy.

Le Roi et l'Astrologue, de Irving; illustrations de P. Iribe.

Simon le critique, illustrations de Delaw.

La Grenouille fainéante, illustrations de Hermann-Paul.

La Fourmi voyageuse, de Aikin et Barbault; illustrations de Hénault.

Les Trois belles princesses maures, de Irving; illustrations de P. Iribe.

Le Chien de garde, de M. Petit; illustrations de Kupka.

Le Legs du Maure, de Irving; illustrations de P. Iribe.

Le petit Victor, les poires et le tremblement de terre, illustrations de Naudin.

L'Epouvantail, illustrations de Willaume.

Notre prochain Supplément sera consacré à la **GUERRE** et au **MILITARISME**

Petite Correspondance

L. M., à Mantoue. — Adressez-vous à la librairie Stock.

C., à Château-Gontier. — L'édition à 1 fr. des *Phénomènes de la nature*, de Reclus, est épuisée.

L., à Spring Valley. — Il y a eu quelques oublis ces dernières semaines. Votre nouvel abonnement finira fin avril.

E. V., à Berck. — Tous les jours, sauf le mercredi, de 9 heures à midi, le matin, et de 2 à 5 heures l'après-midi. Le dimanche jusqu'à midi.

H. G., à Liège. — Oui, pouvons toujours fournir le Guillaume, à 4 francs, franco.

J. G., à Narbonne. — Nous n'avons nulle connaissance de ce fait. Et cela serait, cela ne prouverait qu'une chose, c'est qu'il ne suffit pas de se dire anarchiste pour l'être.

Souvenier, à Arsimont. — Le volume était de 6 francs. Vous redevez 1 franc.

C., rue Molitor. — J'envoie le Guillaume. Excusez de l'oubli.

V. P. ou V. K., à Anvers. — A quoi sont destinés les 3 fr. 25 expédiés le 1er décembre. Votre adresse ?

J.-J. B. — *Le Vaincu*, assez bien écrit, mais déclamatoire. Les réflexions sur l'art sont de plus inexactes.

B. A., à Alleins. — 2 fr. 60 franco.

V. H. — Tous les jours, il y a du monde aux heures indiquées.

F. N. — Reçu dessin. Merci. L'utiliserons au moment des élections.

C., à Nantes. — Reçu copie. Merci.

P. B., Le Sap. — Je réexpédie les numéros. Je veillerai à l'expédition.

L. M., Chicago. — Reçu les deux envois de cartes postales. Merci.

Un camarade peut-il prêter l'article *Le criminel*, de S. Faure? L'article sera restitué après copie. Adresser à l'*Ordre*, 21, rue du Temple, Limoges.

Reçu pour le comité de self-défense : collecte par W., Paris, 3 fr. 50.

Reçu pour le journal : D., à Paris, 6 fr. 50. — Froment, 2 fr. 75. — J. M., à Madrid, 36 fr. 70. — M., 6 fr. 50. — G., A., et T., 1 fr. 50. — M. L., 0 fr. 75. — Latapie, 2 fr. — Merci à tous.

La dernière liste contenait : A., 250 fr. C'est 50 fr. qu'il faut lire.

A., à Lorient. — F., à Feuquières. — A. D., à Estagel. — S., à Etampes. — T. B., à La Chapelle-Herlaumont. — P., à Bruxelles. — H., au Havre. — L., à Ste-Savine. — M., à Marseille. — A. D., à Harnes. — G., au Puy. — L., à Epinal. — B., à Lyon. — V. A., à Conliège. — P. G., à St-Ouen. — B., à St-Junien. — G., à Antony. — S., à Nogent-les-Vierges. — L., à Persan. — M., à Tours. — B., à Genève. — H. A., aux Echelets. — E. T., à Pavilly. — V., à Autun. — B. A., à La Seyne. — C. M., à Nantes. — C., à La Cotille. — H. B., à Montchevrier. — L. D., à Limoges. — D., à St-Etienne. — G., à Montmorency. — S., rue D. — P., à Chaux-de-Fonds. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie CHAPONET (Jean CUSSAC), rue Bleue, 7, Paris.

11e ANNÉE. — N° 35.

30 DÉCEMBRE 1905.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir au supplément

le dessin de Jossot.

SOMMAIRE

La Poussée sociale

L'autre jour, à la Chambre, Jaurès citait la phrase célèbre de Mirabeau : « Prenez garde d'irriter ce peuple qui produit tout, ce peuple qui, pour être formidable, n'aurait qu'à être immobile. » Et cet avertissement qui, au temps de Mirabeau, pouvait passer comme la perspective d'une éventualité assez lointaine pour être dédaignée, Jaurès le rappelait comme la menace d'un danger prochain, presque immédiat, pour la classe aujourd'hui possédante.

Comme il semblait à Mirabeau que les classes alors au pouvoir, jouissant dans l'oisiveté des bienfaits du labeur humain, avaient tout à redouter d'une brusque suspension de ce labeur, Jaurès renouvelait à la bourgeoisie régnante le même appel pressant, évoquant à ses yeux le tableau de la même catastrophe imminente.

La bourgeoisie n'y prend pas garde.

Comme ses devancières, par elle dépossédées, elle a confiance dans la longue durée de son règne ; si parfois elle s'effraie, si même de jour en jour ses accès d'effroi se rapprochent, de plus en plus fréquents, la pensée la rassure de toute la force armée, de tout l'organisme d'oppression grâce auquel elle pense écraser ce qu'elle considère être la rébellion. « La révolution, nous saurons l'arrêter », me disait un jour un des représentants de l'autorité entre les pattes de qui j'étais tombé. Ainsi était-il l'interprète de la confiance en soi dont font parade les maîtres qu'il sert.

Si une telle assurance est sincère, elle est l'indice manifeste d'une ignorance ou d'une incompréhension complète de l'histoire.

L'histoire n'est, dans ses grandes lignes, qu'une superposition de classes en lutte, s'éliminant l'une l'autre, s'arrachant successivement la direction de la société.

Comme, aux temps mérovingiens, les maires du palais avaient substitué leur pouvoir administratif à la royauté conquérante des chefs francs, ils furent à leur tour dépossédés par une classe nouvelle, née et crue sous leur règne : la féodalité. Celle-ci, instituée et épanouie sous les Capétiens, ouvrit l'ère qui vit occuper par la noblesse et son allié le clergé, les sommets de la hiérarchie sociale.

Mais dès sa prise de possession, dans la foule dépossédée peinant au-dessous d'elle, se forma, s'organisa une nouvelle couche, le tiers Etat, la bourgeoisie. Cette classe nouvelle, réclamant sa part de direction sociale, tenta dès le quatorzième siècle, en pleine guerre de Cent ans — et en présence de l'ennemi, ô bourgeois patriotes d'aujourd'hui ! — avec Etienne Marcel, une révolution qui échoua. Cette révolution ne devait aboutir que sept siècles plus tard, en 1789, retardée par des circonstances multiples parmi lesquelles il faut compter sans doute la contraction sociale qui suivit la guerre de Cent ans et la centralisation intense que le régime de la monarchie absolue fit subir à la France, du seizième au dix-huitième siècle. A chaque réunion des Etats généraux se peuvent constater cependant les progrès réalisés par l'organisation de la classe en instance d'égalité sociale, quand, enfin, après un long silence de près de deux siècles imposé à ces assemblées, elle se révéla tout à coup puissamment organisée, douée d'une invincible et irrésistible force.

Elle a dépossédé les classes anciennes, à son tour elle a ouvert une ère nouvelle, donnant aux précédentes l'appellation générale d'ancien régime.

Mais elle n'a pas pris garde qu'alors qu'elle luttait, qu'alors qu'elle arrachait lambeau par lambeau aux classes possédantes des bribes de possession, des parts de richesse, elle laissait derrière elle une foule ne participant en rien à ses conquêtes quoique la soutenant dans sa lutte, et qui, au jour de la conquête définitive, constitua un déchet, un résidu qui devait être l'obstacle constant à la limpidité parfaite du nouveau composé social.

La bourgeoisie victorieuse déclara sacré le droit de propriété. Elle eût mieux fait de proclamer le droit à la possession. L'inviolabilité du droit de propriété pouvait être un bienfait pour le possédant, pour le propriétaire. Mais il ne donnait rien au non-possédant, qui demeurait comme par le passé à la merci du possédant. Et comme le litige qui jusqu'alors s'élevait entre la bourgeoisie et les classes possédantes était, somme toute, un litige possessoire, le même litige, après l'entrée en possession de la bourgeoisie, subsistait, en se déplaçant seulement, et créait dans la société une subdivision nécessairement génératrice, par la suite, de scission entre classes antagonistes. La révolution de 1789 eut pour conséquence d'adjoindre à la féodalité terrienne la féodalité capitaliste qui s'amalgame, s'identifie même souvent avec elle ; elle transforma le droit féodal, le rajeunit, renouvela ses bases, mais sans en abolir le privilège. Elle ne fit qu'élargir le cadre des classes privilégiées au lieu de le briser définitivement.

Deux masses se trouvaient désormais en présence : l'une détentrice de la terre, de l'argent, des instrument de production et des produits grâce à eux fabriqués, l'autre ne possédant rien que sa force de production qu'elle offrait de louer, moyennant salaire, à la première. L'une placée dans une situation essentiellement privilégiée de par ce droit, déclaré intangible, de possession de tout ce capital social : foncier, monétaire et industriel, dont naturellement elle dirigeait et ne permettait même la mise en œuvre que conformément à ses propres profits ; l'autre, sans atténuation livrée à l'entier bon plaisir de la première, de qui il dépendait qu'elle pût subsister, selon l'autorisation donnée ou non d'utiliser sa force de production.

Ce qui devait se produire arriva. Comme la noblesse contre la royauté, comme la bourgeoisie sous l'ancien régime, la masse non-possédante chercha dans le groupement, dans l'association de ses efforts une action plus intense de ses forces dispersées, et de proche en proche, par des groupements, des agglomérations de groupements, selon les conditions diverses et au gré des adaptations successives imposées par les circonstances, elle s'organisa pour tenter d'arracher à son tour des parcelles de plus en plus nombreuses de bien-être. Syndicats, unions de syndicats, fédérations, etc.

d'une part, coopératives de production et coopératives de consommation d'autre part, tels furent les organismes qui se créèrent pour lutter contre l'accaparement à son profit de la classe possédante.

Après des vicissitudes multiples, après des tactiques diverses, l'ensemble des forces salariées, le prolétariat, a de plus en plus pris l'habitude de compter sur soi-même pour acquérir certains avantages. Revenu peu à peu de l'illusion, propagée par la bourgeoisie, de l'abolition de toute classe sociale, parce que sur le papier, dans la loi, il est ainsi affirmé, il a cessé de compter sur les forces adverses pour l'aider à s'affranchir. Il a compris que la situation de salarié, c'est-à-dire de non-possédant, forcé pour vivre de se vendre au possédant, établit entre tous ceux qui y sont astreints et contre ceux de qui leur subsistance dépend, une solidarité d'intérêts économiques qui est une vraie solidarité de classe, et formant dans la société un bloc à part, il s'est constitué en classe, tout comme jadis la bourgeoisie vis-à-vis de la noblesse et du clergé.

C'est à ce phénomène d'une importance extrême au point de vue sociologique que l'on a donné le nom de syndicalisme.

Le syndicalisme est la constitution en classe du prolétariat. Comme l'ont fait dans les siècles précédents la féodalité et la bourgeoisie, le prolétariat a pour objectif l'expropriation des classes possédantes. C'est le but que poursuit toute son organisation dont la forme particulière est adaptée aux conditions sociologiques de notre époque.

L'histoire se recommence une fois de plus, sous l'inévitable et incoercible poussée sociale et en dépit des mesures vexatoires, des persécutions et des violences; comme précédemment, les privilèges devront disparaître par l'expropriation des classes spoliatrices.

Il y aura cependant à veiller à ce que le cadre des privilèges, au lieu d'être seulement élargi comme il le fut jusqu'ici, soit, à la fois prochaine, définitivement brisé et sa reconstitution rendue à jamais impossible.

André Girard.

CROCS ET GRIFFES

Il y avait une fois un monsieur du nom de Gustave Téry qui, exerçant la profession propre de professeur, éprouva le besoin de la changer pour celle de reporter au Matin. *Tous les goûts sont dans la nature; mais il y en a de normaux et d'anormaux.*

Ce monsieur s'était d'abord fait connaître dans les milieux révolutionnaires; il était bien juste qu'il tapât sur ses anciens amis. Aussi, sous le titre : l'envers d'une affiche, *il a déposé, dans le* Matin *du* 22 *décembre, une petite saleté où, sur la foi de l'un d'eux — c'est lui qui l'affirme du moins — il accuse les signataires de l'affiche antimilitariste de cabotinage.*

Evidemment, l'accusation ne serait pas bien méchante si, arrivant avant le procès, elle ne risquait d'influencer les jurés contre les accusés, influence se traduisant par une condamnation.

M. Téry a fait là, tout simplement, œuvre de mouchard. Car on peut donner ce nom à quiconque — dans un délit d'idées surtout — se fait l'auxiliaire du parquet.

Peut-être s'en est-il rendu compte. Mais quelque confrère pouvait obtenir le tuyau avant lui. Et, dans l'information; il faut arriver bon premier, qu'importe si des révélations — plus ou moins vraies — que l'on publie, il en ressortira du dommage pour d'autres.

Cela confirme, une fois de plus, l'opinion que j'ai depuis longtemps, que policier et journaliste, c'est identique.

J. Grave.

Les Profits Capitalistes

(Suite) (1).

IV

La guerre avec toutes ses calamités pour les travailleurs est faite, disons-nous, au profit des capitalistes et des banquiers. Les bruits de guerre, et la guerre elle-même, ne sont que source d'agio pour ces deux catégories — qui, en somme, n'en font qu'une — de parasites.

En temps de guerre c'est une spéculation effrénée sur les diverses fournitures à procurer aux armées en campagne. En temps ordinaire, c'est la fièvre des armements toujours renouvelés pour le plus grand profit des mêmes exploiteurs. Lorsque n'importe quel bourgeois prévoit que ses capitaux pourront être plus productifs à l'étranger que dans son propre pays, tout sentiment patriotique s'efface devant son intérêt.

C'est ce qui s'est passé en France lors de l'émission du dernier emprunt italien. Les bourgeois français, certes, n'ignoraient pas que cet emprunt devait servir à renouveler une partie du matériel de guerre de la nation « amie et alliée » de Guillaume le bavard. N'importe! les capitalistes français ont fourni leur argent, car, s'ils sont patriotes, ils sont avant tout capitalistes.

Plus j'avance dans l'étude des *Profits capitalistes*, plus je me convainc de cette vérité. Les bourgeois ont une patrie, mais seulement pour les profits qu'ils en tirent. En matière financière, l'idée de sacrifice est inconnue. Motte, le grand patriote exploiteur, député-maire de Roubaix, possède des usines, notamment en Pologne, parce que les salaires étant moins élevés, les bénéfices sont plus grands. C'est, naturellement, au détriment des ouvriers français qui travaillaient jadis pour l'exportation, que fonctionnent les usines que le patriote Motte possède un peu partout, mais l'argent pour lui n'a qu'une patrie... celle où il produit le plus de bénéfices, naturellement.

Schneider, du Creusot, le grand fournisseur de canons, de plaques de blindage, d'obus, et autres instruments du même genre, est non moins patriote, et ce n'est pas lui certainement qui niera jamais l'idée de Patrie. Il pousse même cet amour de la Patrie jusqu'à en avoir plusieurs, et fournit dans ce but des canons et autres instruments à la Patrie, quelle qu'elle soit, qui lui assure les plus gros bénéfices.

Par ce temps de bruits de guerre, le commerce marche même très bien, et l'on n'en est plus au temps où Schneider, l'aïeul, arrivait au Creusot en sabots. Malheureusement, les administrateurs des usines du Creusot continuent « selon leur habitude », disent les rapports officiels, à être très sobres de renseignements. Il semble qu'ils ont conscience de l'infect métier qu'ils font. Les patrons de maisons closes ne publient pas de bilan — c'est leur pudeur à eux — le conseil d'administration des usines Schneider et Cie, du Creusot, se contente d'être sobre, et de ne laisser publier que quelques chiffres globaux.

Et cela est vraiment regrettable, car les exploités pourraient voir ainsi par le détail que les boucheries auxquelles on les convie ne sont pas perdues pour tout le monde.

N'importe: contentons-nous pour aujourd'hui des chiffres que la pudeur des administrateurs du Creusot veut bien nous livrer.

Comme je l'ai dit plus haut, l'année a été excellente, bien meilleure même qu'aucune de celles qui l'ont précédée.

Les appels à la « poudre sèche » et au « fer aiguisé » de l'arlequin cher à certains social-démocrates allemands n'ont pas été perdus pour tout le monde.

(1) Voir la 10e année ainsi que le numéro du 24 juin 1905 des *Temps Nouveaux*.

A lui seul Schneider — car Schneider est à peu près l'unique actionnaire du Creusot — y a ramassé la somme de 6 millions 699 667 francs — soyons précis — 97 centimes. C'est là, on l'avouera un joli pécule à prélever sur des salaires ouvriers.

L'exercice précédent n'avait produit que 5 millions 812.599 francs et les exercices (1) antérieurs quelques centaines de mille francs en moins, mais de l'exercice 1903-1904 à celui de 1904-1905, l'augmentation de bénéfice n'a pas été moindre de 887.068 francs, tout près de 1 million de francs, et ce, sans augmentation sensible du personnel ouvrier.

Le dividende par action, qui avait été précédemment de 70 francs, a été de ce fait porté à 80 francs, en remarquant que l'action actuelle est peut-être le millième de l'action primitive.

Les sabots de l'aïeul Schneider se sont remplis de foin et vraiment l'on comprend malgré la « sobriété » de ces chiffres, que M. Schneider exploiteur soit patriote et que le même Schneider député — ô beauté du suffrage universel! — vote religieusement le budget de la guerre tout comme un vulgaire Millerand.

Que l'on s'étonne après cela qu'il y ait des partisans de la guerre! D'autant plus que ce ne sont pas justement ceux qui en retirent d'aussi scandaleux bénéfices qui iront se faire tuer, mais bien ceux-là qui les ont produits.

* *

Mais je m'en voudrais d'être accusé de faire de l'antipatriotisme, car je me contente d'être a-patriote et je vais en profiter pour montrer que les collègues allemands de M. Schneider s'entendent non moins bien que lui — beaucoup mieux même, son patriotisme dût-il en souffrir — à exploiter à la fois l'idée de Patrie et les travailleurs de qui ils tirent de non moins scandaleux bénéfices.

La société Krupp est en Allemagne ce que la société Schneider est en France et, ces jours derniers encore, l'on pouvait lire que « la situation tendue » dans laquelle se débat actuellement l'Europe, mettait la maison Krupp dans l'obligation d'augmenter son personnel et même de créer des équipes de nuit. Comme quoi une fois de plus la publication de livres *jaune* et *blanc* n'est pas perdue pour tout le monde.

La Maison Krupp, non moins que sa consœur française, est « sobre de renseignements ». Seuls les chiffres globaux sont donc publiés.

C'est sur un capital de 160 millions de marks — 190 millions de francs — bien inférieur à la réalité, que sont basés les calculs. Les bénéfices bruts ont été de 20 millions 160.000 marks, disent les bilans publiés, sur lesquels une partie est affectée, à ce qu'il paraît, à des contributions diverses et qui n'ont laissé qu'un bénéfice net de 11 millions 562.762 marks, soit environ le double — pends-toi! Schneider, — des usines du Creusot.

Il est vraiment regrettable, pour l'éducation des masses, que ces usines à fabriquer la mort ne fournissent pas plus de renseignements. Tels quels et malgré leur brièveté voulue, ils gardent encore une grande valeur éducative, car par eux l'on apprend à mieux saisir le double intérêt qu'ont les capitalistes à vouloir le maintien des patries et à pousser à la guerre.

Les exploités, fort heureusement, commencent à le comprendre.

P. Delesalle.

Notre prochain dessin sera signé : Lebasque.

(1) L'exercice va du 1er mai au 30 avril de l'année suivante.

LE BILAN D'INFAMIE

DU

TRADE-UNIONISME AMÉRICAIN

(*Suite*) (1)

Il n'y a guère plus d'un an, le bandit de grands chemins — the highwayman — Shermann Bell, devenu le sicaire du gouverneur du Colorado, le monstre Peabody, le protégé de Roosevelt le président de la grande République américaine, disait : Ce que je veux exterminer avec la « Western Federation of Miners » ce n'est pas le Trade-Unionisme, mais le socialisme.

Le 27 juin dernier, 200 délégués représentant 142.991 travailleurs, se réunissaient au Brandt's Hall, à Chicago, pour réaliser une œuvre grande qui comptera parmi une des plus belles pages dans l'histoire du prolétariat international.

Le premier travail de ces représentants des revendications des travailleurs conscients, luttant pour leur émancipation, fut de vouer à l'infamie tout le Trade-Unionisme. Tous ces délégués répondaient à l'appel lancé par la « Western Federation of Miners ».

Cet appel s'adressait à tous les travailleurs pour la constitution d'une organisation ouvrière ayant pour but de combattre le capitalisme sur le terrain économique, en dehors de toute question politique. Lorsque le président Moyer apparaît à la tribune, il est salué par une acclamation unanime des délégués et des déléguées, car des femmes prirent part aussi à la réalisation de cette œuvre révolutionnaire. Chacune de ces acclamations était une protestation contre le Trade-Unionisme se faisant, par sa lâcheté et son alliance avec le capital, le complice des bandits du Colorado à la solde de la République américaine.

Parmi les délégués l'on remarque surtout « Mother » Jones (2) — la mère Jeanne, surnommée l'Ange des mineurs, une socialiste révolutionnaire très populaire parmi les travailleurs conscients des Etats-Unis.

L'apparition à la tribune de Lucy Parson fit sensation; ce nom est connu dans tout le prolétariat international, et ici, dans le pays, cette vaillante camarade est connue comme une propagandiste de l'anarchie révolutionnaire. Elle fut la compagne d'Albert Parson, un des anarchistes assassinés à Chicago, le 11 novembre 1887, par la bourgeoisie américaine. Depuis, elle n'a cessé de protester contre les assassins de son mari et de nos camarades. Aussi les chiens de garde du capital, les policemen, usèrent contre elle de persécutions aussi lâches qu'immondes. Jugez quel peut être le sentiment qui peut l'animer à l'égard du Trade-Unionisme, qui aujourd'hui se fait le suppôt d'un système qui, comme infamie, ne peut être comparé qu'à l'Espagne jésuitique ou à la Russie autocrate.

Le camarade Klemencic, délégué de Pueblo (Colorado), évoque le souvenir des martyrs de Chicago et déclare que l'on va continuer l'œuvre commencée il y a vingt ans. Mon camarade et ami Florencio Basoro, délégué des mouleurs en fer de Saint-Louis, prenait aussi part au congrès. D'autres de nos amis étaient également présents comme mandataires du prolétariat.

La politique fut combattue et repoussée, le Trade-Unionisme fut flétri et le congrès se déclara révolutionnaire. Dès l'ouverture de cette assemblée ouvrière, la grande presse bourgeoise répandit son venin contre ces travailleurs cherchant à se soustraire à l'autocratie du Trade-Unionisme et à s'émanciper du capital. De nombreux délégués ont affirmés qu'à Chicago les lieutenants salariés de l'« American Federation of Labor » — la Fédération Américaine du Travail — avaient usé de tous les moyens en leur pouvoir pour insinuer aux journalistes de la presse capitaliste des calomnies contre les défenseurs du prolétariat conscient.

L'opinion publique étant de plus en plus en faveur des grévistes, il fallait arrêter la grève. Théodore Roosevelt intervint et lui, avec John Mitchel, ordonnèrent que la grève cesserait aussitôt, qu'une commission d'arbitrage serait nommée et qu'elle ne pourrait moins faire que d'accorder entière satisfaction aux mineurs.

La commission, composée de représentants du capitalisme et de soi-disant ouvriers, parcourut les régions minières ; auprès d'elle se trouvaient deux avocats des plus éminents des Etats-Unis : un plaidait pour les propriétaires des mines et l'autre pour la Fédération des mineurs.

Les revendications des grévistes furent reconnues fondées et légitimes. Quoi ! ces pauvres déshérités qui exposaient à chaque instant leur vie pour extraire le précieux combustible n'étaient vraiment pas exigeants, ce qu'ils demandaient était réellement bien peu. Aussi il faudrait bien que les barons du charbon cèdent et se soumettent à la volonté de la grande nation américaine, qui, par la personne de son très honorable président, voulait que justice fût rendue aux mineurs.

La popularité de Théodore Roosevelt s'accrut à un tel point que sa réélection — il serait mieux de dire son élection car il n'était président que par intérim : étant vice-président à la mort subite de Mac Kinley, il devenait de droit le résident de la Maison-Blanche — à la présidence était désormais assurée. Quant à John Mitchel, le président de la Fédération des mineurs des mines de charbon d'Amérique, il fut presque déifié par les mineurs naïfs et crédules.

Conclusion : depuis cette grande grève, les mineurs ont été obligés d'accepter, d'après les ordres de leur président, trois réductions de salaires à trois reprises différentes, et en ce moment les propriétaires des mines de charbon se préparent pour une grande grève générale qui aura lieu au mois d'avril prochain. C'est à cette époque qu'expire le contrat annuel de la « Federation of the United Mine Workers of America » et des barons du charbon. Et désormais les Compagnies minières ne voudront plus traiter avec les mineurs ; elles veulent imposer leur volonté.

L'on fera grève, le trust du charbon spéculera sur ces « stocks » qu'il emmagasine actuellement, réalisera des bénéfices énormes et, plus dociles que jamais, les mineurs reprendront le travail, aux conditions des capitalistes. Tout cela se réalisera grâce à la complicité du Trade-Unionisme.

J'ai parlé en son temps, ici même, de la grève des grands abattoirs de Chicago, de Kansas City et d'Omaha, qui eut lieu il y a environ un an. C'était la lutte contre le « beef trust ».

Les barons de la viande élevèrent le prix de la viande à des prix plus qu'exorbitants et encore de nos jours ils persistent à maintenir des prix très élevés.

Pendant cette grève, les « leaders » des Unions de Chicago, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, firent du zèle avec la police pour maintenir les grévistes dans la passivité la plus absolue, et, sur leur commandement, tous reprirent le travail dans des conditions des plus humiliantes : ce fut la soumission à la volonté suprême du « trust de la viande ». Il en fut de même à Kansas City et à Omaha.

* *

La grève des teamsters (conducteurs d'attelages, charretiers et camionneurs) de Chicago vient de se terminer par un désastre complet pour les trades-unionistes ; cependant elle fut une des plus remarquables. Le *Chicago Daily News* nous dit que, d'après les « leaders » du Trade-Unionisme et les représentants des capitalistes, elle serait considérée comme étant le conflit industriel le plus important dans l'histoire du monde, ce qui me semble un peu exagéré.

Dès le début de la grève, la population de la grande cité industrielle manifesta sa sympathie en faveur des grévistes et souvent elle prit fait et cause dans des bagarres entre policiers et charretiers unionistes.

Mais la chose la plus admirable ce fut l'attitude des enfants des écoles qui se déclarèrent en grève, en disant qu'ils ne voulaient plus aller dans des écoles où le charbon et le bois de chauffage étaient transportés par des « scabs » (jaunes).

C'est surtout à ces grandes manifestations populaires en faveur des grévistes que les autorités n'osèrent pas mettre leurs menaces à exécution en envoyant contre les charretiers en grève les soldats de l'armée fédérale (1).

Les patrons furent des plus rebelles à toute réconciliation, ils ne voulurent même pas discuter avec les délégués de la grève et aujourd'hui ils ne veulent même plus permettre aux unionistes de porter à la boutonnière l'emblème de leurs unions et veulent sans discuter imposer leur volonté à leurs esclaves blancs ou nègres (2).

Cependant le point le plus caractéristique de ce grand conflit industriel fut celui-ci, qui suffirait à lui seul à prouver l'incapacité ou plutôt le mauvais vouloir du Trade-Unionisme à combattre le capital.

Les unions des « teamsters » de Chicago comprennent un total de 12.000 membres, et seuls se déclarèrent en grève 4.000 hommes travaillant pour des grandes compagnies de *transports*; les autres 8.000 appartenant à l'association des camionneurs continuèrent à travailler.

Un autre fait non moins important est aussi à signaler.

Un individu apte à toutes les plus viles besognes aurait servi d'intermédiaire entre les capitalistes et les « leaders » des Unions de Chicago pour des questions de « pots-de-vin ». Ce sinistre personnage ayant été congédié d'une grande Compagnie où il était employé comme comptable, se mit à « casser du sucre » et dévoila tous les tripotages entre patrons et « leaders » unionistes. L'affaire vint devant le grand jury et, d'après enquête, il fut établi que pendant la grève des abattoirs de Chicago et pendant celle des camionneurs, des sommes considérables d'argent auraient été payées par les patrons aux « leaders » des Unions dans le but de faire cesser les grèves ; des talons de chèques reçus par les représentants du Trade Unionisme furent présentés devant la cour. Mais comme il aurait fallu, d'après les lois américaines, poursuivre corrupteurs et corrompus, le grand jury déclara que l'affaire n'aurait pas de suites.

A ce sujet, un camarade m'écrit de Chicago : « Après avoir reçu de l'argent des patrons, les « leaders » de la grève se battirent entre eux à coups de revolver : ils n'étaient pas d'accord sur le partage du « gâteau ». Hier ils n'avaient pas le sou et aujourd'hui ils sont propriétaires de grands bars. »

Ces affaires de corruption sont très fréquentes ; on pourrait citer des faits semblables dans presque toutes les grèves, mais pour la généralité des trade-unionistes, cela s'appelle *faire son « business »*, (faire ses affaires); en France, dans un langage plus populaire, l'on dirait « faire son beurre ».

(*A suivre.*) LAURENT CASAS.

---

(1) Voir le numéro 34.

(2) « Mother » veut dire « mère », et Jones, Jeanne.

(1) L'armée permanente aux Etats-Unis, à la charge du gouvernement fédéral dont le siège est à Washington.

(2) Pour enrayer la grève des capitalistes, des patrons des grandes compagnies de transport firent venir des trains entiers de nègres des Etats du Sud. Et, inutile de l'ajouter, ces trains étaient conduits par des membres du Trade-Unionisme.

MOUVEMENT SOCIAL

Beautés unitaires. — Un groupe socialiste révolutionnaire de Lens (Pas-de-Calais) avait organisé pour samedi dernier une conférence de G. Hervé, sur le socialisme et les patries bourgeoises.

Lens est le centre d'un bassin houiller qui a vu de nombreuses grèves; c'est une ville depuis longtemps aux mains d'une municipalité socialiste. On aurait pu croire que parler d'antipatriotisme dans cette ville, ne constituait pas un scandale. La Fédération socialiste du Pas-de-Calais en a jugé autrement. Et pour éviter cette honte à la bonne ville de Lens, elle a d'abord menacé le groupe organisateur de l'exclure de son sein, dès le prochain congrès régional. Le groupe, fort d'un *droit de faire des réunions de propagande* que lui reconnaissent les statuts de la Fédération, dédaigna la menace qui lui était faite et maintint sa résolution. La Fédération du Pas-de-Calais alors s'en prit à Hervé. Elle lui interdit de se rendre à Lens, disant qu'elle seule, Fédération, avait le droit de l'y inviter. S'il osait quand même essayer de tenir sa conférence, elle l'empêcherait de parler. Cette mise en demeure, elle la faisait transmettre à Hervé par le Conseil National du parti, trop heureux de contrecarrer la propagande révolutionnaire, et d'être agréable au député des compagnies houillères, Basly.

Le groupe révolutionnaire de Lens, à qui Hervé avait demandé de le relever de sa promesse, jugea que cette conférence était d'autant plus nécessaire que les pitres du socialisme y mettaient d'obstacles. Et la conférence eut lieu. Mais la Fédération socialiste du Pas-de-Calais faisait apposer, le matin de la conférence, une affiche annonçant que la conférence Hervé n'aurait pas lieu et que les gens qui faisaient courir le bruit que la conférence aurait lieu quand même, n'avaient d'autre but que de faire une fructueuse recette! « Répondez par une dédaigneuse abstention à l'appel de ces méprisables individus. »

Hervé fit sa conférence devant un public relativement nombreux. Il exposa les idées antipatriotiques. Aucun contradicteur ne se présenta. La section socialiste de Lens, qui avait employé tous les moyens pour empêcher cette conférence, ne trouva pas un argument pour y répondre.

Que l'on vienne dire, après cela, que le parti socialiste n'est pas un parti de libre et large discussion.

P. M.

❖ ❖

Mardi dernier a commencé devant la cour d'assises de la Seine le procès intenté aux vingt-huit camarades qui ont signé l'affiche de l'*Association antimilitariste*.

Peu de choses à dire de la première audience sinon que tous les « inculpés » interrogés individuellement ont tous affirmé devant le jury leur haine du militarisme et le vide de l'idée de Patrie.

A signaler un incident. Nos amis Garnery et Bousquet détenus pour délit de parole à la requête du parquet d'Amiens, ont été amenés à l'audience flanqués de gardes municipaux. Leurs camarades ont protesté et ont exigé, sous menace de faire défaut, que nos amis se missent à côté d'eux au banc des prévenus libres.

Force a bien été de leur accorder satisfaction. La cour d'assises de la Seine devient décidément l'une des meilleures salles de réunion de Paris. Cette réunion durera vraisemblablement jusqu'à vendredi ou samedi, car il y a près de cent orateurs inscrits.

N. B. — La patrie, le militarisme et l'armée seront défendus par le juif-allemand Seligmann.

P. D.

❖ ❖

Au camarade Jean-Louis

Agen. — Les anarchistes votent où se font élire, dites-vous. Je ne connais que deux camarades dans ce cas, dont l'un est conseiller municipal, c'est vrai, et l'autre secrétaire de l'U. P. et non de la Bourse; et puis, qu'est-ce que cela prouve? Ce n'est pas un fait particulier à Agen. Des socialistes sont venus à l'Anarchie, il y a compensation.

Vous dites encore : Les syndicalistes ont suivi la pente. Si vous voulez dire par là que le syndicalisme agenais a abandonné la voie révolutionnaire, vous nous trompez et donnez la preuve que vous parlez de notre mouvement syndical sans le connaître, ce qui n'a rien d'étonnant d'ailleurs, n'étant parmi nous que depuis un mois ou deux.

J'ai adressé il y a environ un an et demi au camarade Delesalle, le compte rendu d'une réception à la B. du T. d'Agen de ministres et d'autorités locales (notamment de magistrats et même d'un général.)

Cette réception fut suivie de déclarations à certains délégués de la Bourse. C'est assez de dire qu'à cette époque les partis bourgeois exerçaient une influence prédominante à la Bourse.

Or, vous conviendrez que la pente suivie depuis lors a été tout autre; car tous les délégués actuels sans exception sont révolutionnaires et considèrent que le but à atteindre est la suppression du salariat et la substitution d'une société communiste à la société capitaliste.

Ce camarade se plaint aussi de ce qu'il considère comme des procédés arbitraires, employés à son endroit par les délégués à la Bourse et le conseil de l'U. P., à propos de divers incidents qui se produisirent à l'issue des deux dernières réunions de l'U. P. Au sujet de ces incidents, je le trouve bien sobre de détails et d'une modestie qu'il lui siérait d'observer par ailleurs.

Ce camarade oublie en effet de dire que ces incidents furent provoqués, voulus par lui.

Sans aucune difficulté, il avait obtenu la parole (cela, il ne peut le nier). Mais comme il était coiffé, il fut invité à se décoiffer par égard pour les dames. Que ce soit un préjugé comme il le dit, je veux bien. Mais si nous n'avions à faire qu'à des conscients, des affranchis, ce genre de réunions serait inutile. Bref, le camarade refusa, prétextant n'avoir pas à tenir compte des injonctions d'un tas d'abrutis.

Après ce coup de maître, vous jugez du tableau. Malgré l'hostilité de la salle, il s'obstine à vouloir parler. L'agitation est extrême. On crie même au camarade qu'il est inutile de parler à des abrutis, puisqu'il ne serait pas compris. Entre temps, il traite le syndicalisme d'absurdité, les syndicalistes d'imbéciles. Les syndiqués, il ne veut pas les connaître; il s'adresse aux seuls « individus », etc. etc.

Cela dura bien vingt minutes. C'est alors que certains délégués, trouvant que la comédie avait assez duré éteignirent le gaz.

Voilà ce que Jean-Louis considère comme une atteinte à la liberté de parole.

Ainsi, sous prétexte de liberté, ce camarade se croira le droit à l'inconvenance, n'aura d'égard pour personne, et fera tant que nos réunions ne seront plus fréquentées : il n'y aura alors plus de contradiction à faire; ce sera un magnifique résultat.

Et cependant, quoi qu'il en dise, si les conférences faites à l'U. P. ne sont pas toutes exclusivement anarchistes; (certaines sont même très discutables) nombre d'elles sont à tendances libertaires, très variées, et propres à meubler le cerveau des travailleurs, qui en ont bien besoin.

Discuter, c'est notre droit, c'est même notre devoir. Mais pourquoi se présenter en capitaine Fracasse, en ennemi, et ne pas discuter courtoisement sur les idées émises, et non sur les personnes; ces réunions seraient alors profitables à tous.

Mais vous niez tout.

Vous répudiez le syndicalisme, qui ne saurait avoir d'autre résultat, à vos yeux, que d'endormir la masse.

La solidarité : sentimentalisme bête.

Il ne faut s'intéresser à aucun mouvement.

Nous sommes broyés dans les engrenages de la société, exploités, spoliés, ça n'y fait rien. S'en inquiéter, exiger un écrasement moindre, c'est perpétuer une société qui doit disparaître telle qu'elle est; il ne faut pas vous la détériorer.

Il n'y a de beau, de vrai, de juste, d'efficace que l'individualisme, selon Jean-Louis.

Mais alors, où feriez-vous votre propagande? et à qui?

Je sais bien : il y a le cénacle! le fameux cénacle où l'on pontifie devant quelques petits jeunes gens sur les beautés de l'égoïsme, où l'on s'élève bien au-dessus des misérables questions qui préoccupent les syndicats. Seulement ce genre de propagande a eu à Agen, des conséquences sur lesquelles je ne veux pas insister et où vous pourriez trouver les raisons de la disparition de certains anarchistes, et ce que vous appelez l'apathie de certains autres.

Quant à moi, mon choix est fait : le syndicalisme offre un vaste champ d'action, je continuerai de m'y consacrer.

Je regrette que par votre fait, un autre camarade n'ait pu parler; on m'assure qu'il aurait dit des choses très intéressantes.

A. Luquet.

Toulouse, *20 décembre*. — Un conflit qui menace de passer à l'état aigu vient de s'élever entre la municipalité de Toulouse et les propriétaires de la ville, qui refusent d'accepter les nouveaux tarifs et le règlement relatifs aux concessions d'eau particulières. La ville prétend percevoir, à partir du 1er janvier 1906, les taxes en question, qui sont une sorte d'impôt progressif basé sur le revenu des immeubles.

Le syndicat des Propriétaires de la Haute-Garonne vient d'organiser un meeting de protestation, qui s'est tenu à l'ancienne faculté des lettres, et où il a été décidé d'engager, s'il le faut, un procès contre la ville. Les intéressés ont adressé ce matin une requête au préfet en vue d'obtenir l'annulation des délibérations municipales dont il s'agit. L'affaire, si besoin est, sera portée devant le Conseil d'Etat. Enfin, un huissier a signifié, au nom des intéressés, un acte de protestation à M. Tranier, adjoint faisant fonctions de maire.

Le syndicat est décidé à entamer une lutte sans merci; les propriétaires ont même envisagé l'hypothèse de supprimer l'eau à leurs locataires, s'ils sont obligés de se soumettre aux taxes nouvelles avant l'issue du procès. Perspective réjouissante!

(*Le Matin.*)

Gageons que l'entente finira par se faire sur le dos des locataires.

❖ ❖

MONOGRAPHIE

(*Fin*) (1)

Roanne.

I. *La campagne roannaise. L'industrie roannaise* (le tissage des cotonnades). — II. *La crise industrielle.* — III. *Les conditions du travail.* — IV. *L'existence ouvrière.* — V. *La vie publique.* — VI. *La lutte ouvrière et l'organisation syndicale.*

V. — La vie publique (*suite*).

Nous avons déjà vu quelles étaient les revendications spécialement propres à Roanne. D'autres encore peuvent surgir par suite du perfectionnement du machinisme. On cherche, par exemple, à faire faire le travail des pareurs par des machines à encoller; il est vrai qu'on n'est pas arrivé jusqu'à présent à obtenir un résultat suffisant pour les tissus de fabrication soignée, comme les articles roannais de fantaisie. Mais à Armentières, j'ai lu (début de novembre) que les ouvriers de tissage s'étaient mis en grève pour s'opposer à l'introduction des encolleuses; et les tisseurs faisaient cause commune avec les pareurs, parce que les machines donnent une chaîne mal parée qui rend plus difficile et plus long le tissage proprement dit.

A Roanne, on a aussi essayé de simplifier certaines opérations préliminaires au tissage, en employant des bobines nouvelles; cette modification aurait fait mettre à pied un assez grand nombre de dévideuses. Jusqu'à présent cette innovation n'a pas réussi.

Mais, dans toutes les revendications à soutenir, ce qui fait l'infériorité des ouvriers du textile, c'est la persistance du salaire aux pièces. Ce mode de paiement s'oppose aux revendications les plus élémentaires, même à celle d'aérer l'atelier, puisque l'aération fait, dit-on, casser les fils et retarde le travail.

C'est d'ailleurs là une connaissance depuis longtemps acquise par l'expérience ouvrière. Dans le congrès de la fédération du textile, tenu à Rouen au mois d'août dernier, on a voté comme première résolution la suppression du travail aux pièces. On vota aussi la suppression du travail rémunéré par le système des primes, la fixation du minimum de salaires, une résolution contre le projet Waddington sur le régime hebdomadaire des soixante heures, une autre contre les dérogations, une autre contre le décret-loi de 1848 sur le travail des adultes, une autre enfin en faveur de la nomination d'inspecteurs ouvriers (ou des inspecteurs du travail par les ouvriers).

Tous ces vœux n'ont d'utilité que pour déterminer le sens des revendications et pour servir à l'éducation et à la propagande; ils n'ont pas d'autre vertu; quant à être réalisés, c'est une autre affaire. Cependant le congrès semble avoir donné une indication pour la tactique à suivre. Il a en effet voté une nouvelle résolution (?), conforme à la décision du congrès international tenu cet été à Milan : il s'agit de

(1) Voir les numéros 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 34.

demander aux pouvoirs publics la diminution de la journée de travail (1).

Ainsi la fédération fait des vœux et semble charger le gouvernement de les réaliser. C'est avoir une foi robuste dans l'efficacité de la légalité bourgeoise. La conséquence d'une telle conviction conduit naturellement à entreprendre la conquête des pouvoirs publics. Les ouvriers roannais l'ont fait; ils ont municipalité socialiste et député socialiste et ils n'ont ni plus fort salaire, ni moindre labeur. Certains de leurs patrons ont des idées politiques libérales; un fils d'un des plus gros fabricants se targue d'être radical-socialiste; il est probablement un des électeurs du citoyen Augé, car il paraît être inattaquable pour l'*Avant garde* de Roanne, journal officiel et socialiste, mais il est aussi tyrannique que son père pour les conditions du travail.

La conquête des pouvoirs publics peut donner l'avantage d'avoir, comme en Suisse, des fonctionnaires socialistes. Nous pouvons espérer avoir des préfets socialistes, des officiers socialistes, des juges socialistes et des gendarmes socialistes, lesquels feront respecter la paix sociale, l'ordre public et la liberté du travail. Les ouvriers n'auront qu'à bien se tenir.

Pour imposer leurs revendications c'est, non sur les autres, mais sur eux-mêmes que les ouvriers doivent compter; et *l'action directe* reste le meilleur moyen pour obtenir une transformation du travail et des conditions de vie, et même l'émancipation complète.

Mais il est plus difficile de faire de l'action directe que de déposer un bulletin de vote dans une urne électorale. Pour faire de l'action directe, il faut d'abord faire une propagande sérieuse: renforcer et préciser les besoins matériels et moraux des individus et exalter le sentiment de solidarité entre travailleurs. Plus l'éducation sera forte, et plus l'esprit de révolte grandira. C'est la besogne du syndicat, qui est à la fois un organe de propagande et de combat, et qui doit par conséquent tendre à développer le plus possible la force morale des individus et leur esprit critique, au lieu de les asservir à une bureaucratie autoritaire.

L'organisation qui semble devoir être le centre de la propagande dans une localité, c'est la Bourse du travail. Elle doit pouvoir offrir aux syndicats un local où les travailleurs puissent être chez eux et à l'abri de toute intervention étrangère, où ils puissent discuter de leurs besoins, de leurs revendications et de la tactique à suivre. Il faut une salle pour les réunions publiques en vue de la propagande générale, pour les causeries, pour les lectures, pour les manifestations. Il faut un journal qui appartienne aux ouvriers, sans qu'ils aient besoin de recourir à la bienveillance incertaine et suspecte des politiciens, et où ils puissent exposer leurs propres affaires et leurs intérêts économiques.

En dehors de l'œuvre d'éducation et de propagande, il y a l'action. Les revendications devenant plus fortes aboutissent à la grève avec toutes ses conséquences. Alors il faut pouvoir soutenir la grève, organiser par exemple les soupes communistes, tandis que les militants encouragent les timides et annihilent l'action des jaunes.

C'est de cette façon, c'est par la propagande et l'action (qui souvent se confondent) que les travailleurs peuvent le mieux améliorer leur sort, c'est-à-dire relever leurs salaires, diminuer leur labeur, se débarrasser du contrôle de gareurs trop zélés, etc. Grâce à cette amélioration, ils peuvent d'autant mieux donner les cotisations nécessaires pour la propagande en général, pour les locaux des syndicats et de la Bourse, pour le journal, pour les grèves elles-mêmes (2). L'argent dépensé de cette façon n'est jamais perdu, puisqu'il sert à l'effort vers de meilleures conditions de vie; tandis que l'argent qu'on thésaurise dans des caisses de prévoyance n'a aucune vertu contre l'exploitation patronale (3).

(1) J'ai déjà dit que la diminution du travail n'était possible qu'avec le travail à la journée. Exiger le salaire à la journée et réclamer, en même temps, la réduction à 8 heures du labeur quotidien est l'effort auquel sont conviés les tisseurs par leurs camarades de classe, sans d'ailleurs s'en tenir à la date du 1er mai 1906 indiquée par le congrès de Bourges, puisque cette date tombe en morte saison et que tout effort n'est jamais perdu.

(2) Pour les grèves de durée limitée. Il est parfaitement fou de vouloir lutter avec des cotisations ouvrières contre les fortunes patronales (exemple des mécaniciens anglais), mais il est bon que les fonds de réserve puissent soutenir l'élan des grévistes pendant au moins quelques semaines.

(3) Les patrons auraient tout avantage à ce que les syndicats se mettent à thésauriser. Ce serait d'abord une probabilité plus grande de paix sociale; ensuite il y aurait par là moyen d'exercer un recours contre les syndicats en cas de torts envers les patrons (par exemple, entraves à la liberté du travail, rupture de contrat, excitation à la grève, propagande de toute *sorte*). Aussi ne s'étonnera-t-on pas que l'union patronale de Roanne déclare qu'elle n'acceptera d'avoir des rapports avec le syndicat ouvrier qu'aux conditions suivantes:

« Qu'il comprenne la presque totalité des ouvriers,

Qu'il s'abstienne de politique (?),

Qu'il n'admette pas dans *son sein* d'agitateur professionnel (?),

Enfin qu'il offre des responsabilités et des garanties *effectives*. »

Et l'Union des syndicats patronaux des industries textiles de France a présenté à M. Rouvier, président du conseil, la revendication suivante (10 novembre 1905):

« Que si à l'occasion de la révision de la loi de 1884, les syndicats professionnels obtenaient des droits et des avantages nouveaux, ils fussent également astreints à des devoirs nouveaux et que par exemple leur responsabilité *effective* fut engagée, au cas où *leurs adhérents* viendraient à violer la liberté du travail. »

Les syndicats, en s'occupant de mutualisme, perdent leur force combative. Ils augmentent de nombre en attirant la foule par les avantages que peuvent offrir les caisses de chômage, les services de placement, les œuvres d'assurance, etc. On cherche à enrégimenter tout le monde, les lâches et les résignés comme les autres; mais de ce que les gens adhèrent aux mutualités organisées par le syndicat, cela ne signifie pas que ces recrues aient les idées syndicalistes et l'esprit de révolte; c'est à peu près comme si un banquier considérait les fonds de dépôt de ses clients comme faisant partie de sa fortune personnelle. On ne peut, en réalité, compter que sur les adhérents qui ont été convaincus par la propagande.

La crainte de la désorganisation, la peur de compromettre les effectifs groupés autour des services de mutualité amène le syndicat, ou plutôt le bureau syndical, à répudier toute violence, à s'éloigner de plus en plus de l'action directe, de la grève, de tout moyen efficace. Le syndicat finit par perdre tout caractère révolutionnaire et toute influence sur l'évolution sociale.

Il existe à la Bourse de Roanne une tendance à recruter des adhérents par des œuvres de prévoyance. Le syndicat des apprêteurs possède, je crois, un service de mutualité pour les malades et pour les chômeurs. Le syndicat des mouleurs possède une caisse de chômage.

A la Bourse même on a essayé d'instituer un secours de chômage où tous les syndicats doivent participer. Il apparaît d'ailleurs comme évident que ce secours est illusoire pour les tisseurs en particulier, puisque leur chômage est si grand qu'il est impossible d'y remédier. C'est de plus un chômage général; or, si l'on conçoit la possibilité de remédier à quelques infortunes particulières grâce à la contribution de la masse indemne et sauve de tout accident, il est difficile d'imaginer que les ouvriers souffrant tous du chomage puissent remédier eux-mêmes à leur sort avec un salaire déjà insuffisant à la vie quotidienne. C'est là une opération chimérique; elle ne peut aboutir qu'à un résultat dérisoire et insuffisant; c'est un trompe l'œil pour réunions publiques.

Pour avoir un résultat quelconque, il faudrait d'abord que les salaires soient plus élevés. On en revient donc toujours à la lutte contre le patron. On comprend que l'ambition de créer une caisse générale de chômage n'a pas été réalisée en fait.

Le seul service qui fonctionne à la Bourse est celui du placement, depuis que la loi a décrété la suppression des bureaux. Ce service n'existe que parce que le secrétaire s'en occupe. Les petits patrons des localités environnantes, plombiers-zingueurs, serruriers, etc. ont pris l'habitude de s'adresser à la Bourse pour les ouvriers dont ils ont besoin. Le service du placement fonctionne aussi pour les domestiques. L'embauchage des ouvriers du bâtiment se fait indépendamment et n'a aucun rapport avec la Bourse. Quant à celui des employés, des tisseurs, il est l'œuvre des intéressés eux-mêmes qui vont se présenter chez les patrons pour chercher de l'ouvrage (1).

(1) Les ouvriers ont besoin de s'affranchir dans certaines corporations de la servitude du placement par les intermédiaires (tenanciers de bureaux) ou par les patrons. Mais le placement est pour le syndical plutôt une charge qu'un avantage; il devrait être l'objet d'un service à part, et au besoin dans un local différent, sous la surveillance des syndiqués. Le bureau de placement organisé par le syndicat lui-même retient trop l'attention des militants, je ne parle pas ici de Roanne; il subit forcément la quarantaine patronale, enfin il peut être une cause de récriminations et de discorde de la part de travailleurs inhabiles ou intempérants.

Le secrétaire de la Bourse s'occupe aussi de fournir aux ouvriers les renseignements dont ils ont besoin, touchant les accidents de travail. Je remarque, en passant, que les ouvriers n'ont pas à se louer beaucoup des largesses que la loi leur octroie (1).

La première année où la loi sur les accidents fut appliquée, les sentences arbitrales furent à peu près équitables. Mais, soit par esprit de classe, soit sous l'influence des compagnies d'assurance, le tribunal se montre maintenant féroce pour les blessés; les indemnités sont réduites bien au-dessous de toute évaluation médicale la plus modérée (2). Voilà encore une illustration de l'inanité des lois et des réformes (3), quand les ouvriers ne sont pas assez forts pour se faire respecter (4).

La Bourse du travail fait à Roanne l'office d'un bureau d'informations; c'est l'ébauche d'un service de statistiques qui pourrait peut-être, dans l'évolution ultérieure de l'organisation ouvrière, offrir une certaine utilité pour la propagande. Mais cette besogne ne remplace pas l'œuvre d'éducation indispensable. Ce n'est pas parce que l'on a rendu service avec dévouement aux individus qui viennent demander assistance ou renseignements qu'on a fait œuvre émancipatrice.

Et cependant, à la Bourse, il y aurait possibilité d'une propagande plus intense. On objecte souvent le peu de moyens et de vie qu'il y a au fond de la province, on m'avait dit que je ne verrais rien d'intéressant à Roanne. C'est une erreur, j'y ai vu un assez grand nombre de camarades; c'est à leur observation, à leur esprit critique, à leurs réflexions que je dois toutes les notes que j'ai rapportées. Que leur manque-t-il donc pour faire profiter leurs compatriotes ouvriers de l'éducation qu'ils se sont faite eux-mêmes?

Quant à moi j'ai passé avec eux vingt-huit jours d'excellentes vacances aux frais du gouvernement, je veux dire à ceux des contribuables. Lorsqu'on occupe un grade dans la société actuelle, les « devoirs » les plus désagréables ne donnent aux privilégiés que distractions, loisirs et agrément. L'égalité devant la loi est une fumisterie démocratique.

M. PIERROT.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Et le mouvement de réaction contre les Bourses continuait toujours! Cette semaine, c'est la Bourse du travail de Bourges qui vient de se voir supprimer sa modeste subvention de 500 francs par an. Certes, cela n'empêchera pas les travailleurs de Bourges de continuer leur propagande, mais le fait n'en est pas moins significatif. Toutes les Bourses du travail qui, conscientes de leurs devoirs, mènent la lutte sur le terrain révolutionnaire, se voient l'une après l'autre retirer les quelques subsides chichement concédés par la bourgeoisie.

La municipalité « radicale » de Bourges reproche à la Bourse d'avoir protesté contre la venue à Paris

(1) Le *conseil judiciaire* rend d'importants services aux victimes des accidents de *travail*. *Les blessés* sont en effet exposés d'une part à la mauvaise foi des compagnies d'assurances, d'autre part à la rapacité des hommes d'affaires, lesquels prennent ordinairement 20 à 25 0/0 (minimum) sur l'indemnité touchée par l'ouvrier. Un conseil judiciaire, outre les renseignements qu'il fournit aux intéressés, pourrait peut-être soutenir judiciairement les intérêts de ses clients pour un prix modique; ce pourrait être une source de revenus pour les Bourses.

(2) Les patrons ont fait subir une réduction aux salaires des manœuvres du parage, sous prétexte d'assurance.

(3) Dans le cadre même de la société capitaliste, la seule efficacité des lois (Eug. Guérard l'a dit quelque part) ce serait de faire participer l'ensemble des individus aux avantages acquis grâce à la pression des plus *forts*; les lois faciliteraient aux isolés l'obtention des droits conquis par la masse; elles empêcheraient que les mêmes revendications, les plus simples et les plus nécessaires, soient à chaque instant remises en question. Mais, outre que les lois comportent toujours un certain nombre de dérogations, elles restent inappliquées ou bien elles sont facilement tournées grâce à la complicité de la magistrature, partout et toujours quand l'action ouvrière est faible ou relâchée, et elles n'ont qu'un effet purement moral contre les retours à la réaction et contre les violations cyniques des droits conquis. Pour ce mince avantage la loi présente l'immense inconvénient de s'opposer au progrès, à l'évolution, au changement, de conserver l'ordre social et d'être un des meilleurs facteurs de résignation et de soumission civique.

(4) Il y a enfin à Roanne un tribunal de Prud'hommes, lequel ne fonctionne guère que pour les litiges intéressant les ouvriers du bâtiment.

du roi d'Espagne; sa propagande antimilitariste et surtout sa lutte contre le patronat.

Les travailleurs de Bourges, fortement organisés résisteront facilement à cette petite canaillerie. *Libres de toute attache à leur tour*, ils répondront en intensifiant plus que jamais leur propagande.

Ces maudites subventions étaient encore un lien entre le régime bourgeois et les travailleurs. En brisant ce lien et en rendant aux organisations ouvrières leur indépendance, *la bourgeoisie active et précipite sa désagrégation*.

Nous ne pouvons que nous en réjouir.

❖ ❖

A Paris, quelques larbins du préfet, ont formé une liste de candidats à la commission administrative de la Bourse de la rue du Château-d'Eau. A peine un cinquième des syndicats ont répondu aux appels de ces néo-jaunes, malgré les promesses de subventions et autres petits profits qu'ils avaient soin de faire miroiter.

Ces amis honteux du sieur Biétry en seront donc pour leur petite saleté (1).

❖ ❖

Comme je le laissais prévoir la semaine dernière, nous avons eu une grève des garçons épiciers. Grève effective, ayant porté un rude coup aux grandes boites de la partie qui ont fermé boutique pendant ces deux derniers jours de fêtes qui sont parmi les meilleurs jours de vente de l'année.

L'asservissement de ces travailleurs est tel qu'il est à peu près impossible qu'un mouvement se prolonge bien longtemps.

Toujours couchés et nourris, les garçons épiciers en grève se trouvent subitement sans domicile, et cela vient naturellement augmenter et compliquer la situation des grévistes.

N'importe, le mouvement qu'ils viennent de tenter aura une salutaire répercussion dans toute la corporation. Dans plusieurs grandes maisons — les plus particulièrement visées — les employés obtiennent la promesse formelle de notables améliorations, tant sur la durée du travail et sur le repos hebdomadaire que sur le couchage et la nourriture.

Faire connaître à toute une ville comme Paris, la situation de travailleurs en relations continuelles et directes avec la population, comme cela a été fait ces jours derniers, c'est déjà moralement obliger les employeurs à l'améliorer. C'est ce qui aura lieu.

Lépine qui, à l'inverse des préfets russes, n'a même pas besoin d'un décret spécial pour mettre Paris en état de siège, avais mis toutes ses brigades de policiers et de mouchards au service des patrons.

Les grandes épiceries de la capitale ont été transformées pendant ces quelques jours en véritables corps de garde.

Dans de nombreux endroits, des grévistes qui étaient venus engager leurs camarades qui continuaient à travailler, à faire cause commune avec eux ont été sauvagement chargés. Quelques étalages ont aussi un peu souffert.

Une cinquantaine d'arrestations qui, du reste n'ont pas été maintenues, ont été faites pendant ces quelques jours de grève.

Le jeune syndicat des garçons épiciers qui possède à sa tête quelques bons et énergiques camarades sort de cette lutte plus puissant, et va pouvoir, par un travail méthodique d'organisation préparer le terrain pour faire aboutir les revendications corporatives.

❖ ❖

Chez Dufayel, aucun changement dans la situation. La grève continue et l'unanimité des grévistes est aussi résolue qu'aux premiers jours. Des réunions les tiennent en haleine, et ont lieu journellement. La menace faite par Dufayel, que les grévistes qui n'auraient pas repris le travail mardi matin seraient renvoyés n'a servi à rien, au grand dépit de l'insolent millionnaire qui n'est pas encore revenu de cette résistance.

Voici, à l'heure actuelle, les principales revendications des grévistes :

1° Maintien des précédents avantages obtenus par le personnel.

2° Aucun renvoi pour faits de grève ;

3° Déplacement ou changement du chef du personnel et du chef de légion ;

4° Réintégration dans leurs sections primitives des trois receveuses déplacées arbitrairement ;

5° Fixation immédiate et pour tout le personnel d'un minimum de salaire, etc.

A signaler une protestation des grévistes contre la mise à la disposition du grand exploiteur, de gardes municipaux pour le service des écuries.

La grève se poursuivra à n'en pas douter jusqu'à complète satisfaction.

Mais que diable viennent faire dans cette grève un M. Sellier, employé au ministère du commerce, un M. Lucas, employé au ministère des colonies, sans parler de plusieurs autres ?... Les employés de l'exploiteur Dufayel, qui sont capables de faire leurs affaires eux-mêmes, agiraient sagement en renvoyant ces excellents Messieurs à leurs cartons verts.

❖ ❖

A La Rochelle, les ouvriers des usines à briquettes Delmas frères et Décout, qui se sont mis en en grève, réclament une augmentation de salaire. Les soldats gardent les abords des usines.

Les polisseurs sur métaux des établissements de la rue des Combes, à Paris, sont toujours en grève. Ils maintiennent leur demande d'augmentation de salaires et sont soutenus par la chambre syndicale des ouvriers polisseurs.

P. Delesalle.

❖ ❖

Chantenay-sur-Loire. — La grève des 180 ouvrières de la raffinerie Meuse est terminée avec succès.

Le directeur de la raffinerie se refusait à entamer des pourparlers avec les grévistes et en outre menaçait de renvoyer les parents des grévistes qui travaillent dans son usine ! C'est alors que 200 raffineurs quittèrent le travail.

Grâce à cette solidarité, le directeur fut obligé de céder. Les scieuses, metteuses en lingots et les preneuses gagnent 2 fr. 25 pour 10 heures au lieu de 2 francs.

Les preneuses de lingots 2 francs au lieu de 1 fr. 75 pour 10 heures.

Félixio.

⁂

TURQUIE

Le procès de Constantinople. — *Pro Armenia* et l'*Européen* ont justement flétri la criminelle défaillance du gouvernement belge qui n'a rien fait pour arracher, lorsqu'il en était temps encore, Edouard Joris à la « justice » du Sultan Rouge. Il le pouvait cependant, le traité turco-belge de 1838 lui en donnait formellement le droit, et, aux termes de la loi de 1851, la cour d'assises du Brabant était seule compétente pour juger Ed. Joris, citoyen belge établi à Constantinople. Mais un gouvernement est bien au dessus des lois qu'il édicte et des traités qu'il passe !

Aujourd'hui Edouard Joris, condamné à mort pour un attentat auquel il n'a pas effectivement pris part, mais dont il a simplement connu les préparatifs et approuvé l'esprit attend l'exécution de l'odieuse sentence. Et c'est le moment que choisit le gouvernement belge pour intervenir. Il est bien temps ! — Un télégramme du 19 décembre nous apprend qu'il demande « que l'on remette aux autorités consulaires belges, *pour être jugé*, le sujet belge Joris, actuellement condamné à mort, etc ».

La Porte a refusé, comme de juste, et tout naturellement aussi, le gouverment belge semble vouloir s'en tenir là, se croyant quitte, peut-être, vis-à-vis de la conscience publique. Il est vrai que l'on donne pour improbable l'exécution de Joris et de ses trois compagnons. Ce sont là les dernières nouvelles reçues. Mais si ces nobles victimes sont comme on le dit, soustraites au bourreau, ce n'est ni au bandit d'Yildiz, ni au gouvernement belge qu'il conviendra d'en savoir gré, mais aux quelques hommes dévoués qui, à Bruxelles et à Paris, auront travaillé à émouvoir l'opinion.

❖ ❖

Pro Armenia a reproduit l'acte d'accusation du procès de Joris. On y voit que sur trente-trois accusés, dix-sept seulement sont tombés entre les griffes du Grand Assassin les autres ayant pu se réfugier à l'étranger. Le principal accusé présent était notre camarade Joris, né à Anvers en 1876 et résidant depuis quatre ans à Constantinople où il fut employé à la Compagnie allemande de navigation, avant d'entrer à la maison Singer.

Selon la prose hamidienne, le complot contre la vie du Sultan Rouge aurait été ourdi dans une réunion extraordinaire tenue en 1904 à Sofia et où assistait Pierre Quillard. Quelques temps après, en octobre, le révolutionnaire arménien Christofor Mikaélian, de Bakou, arrivait à Constantinople, où il descendit chez Joris, avec sa nièce Roupinia Faen. Peu après vinrent les y rejoindre Zipa Rips et sa femme qui aidés par Vramchabouk Khentirian, constituèrent alors un sous-comité chargé de mettre à exécution la décision de Sofia.

L'attentat fut longuement, minutieusement préparé. Mikaélian, Rips, Roupinia Faen et Sophie Rips assistèrent quatorze fois au Sélamlik. Ils constatèrent ainsi que le cortège impérial, sortant de la mosquée Hamidié, mettait 102 secondes pour rentrer au palais d'Yildiz. Il fut décidé qu'une voiture contenant une machine infernale dont l'explosion devait être déterminée par un mouvement d'horlogerie à l'instant précis du passage du cortège, serait amenée sur le Champ de Mars en face de la Mosquée Hamidié. Mais bientôt Mikaélian pensa qu'il valait mieux lancer une bombe du haut de l'estrade sise à l'entrée du palais d'Yildiz, et cet avis prévalut.

Mikaélian partit alors pour la Bulgarie afin de s'y exercer au jet des bombes. Mais au cours de ses expériences, il trouva la mort, ainsi que Vramchabouk Khentirian, et l'on revint au projet de la machine infernale. Rips et sa femme allèrent donc à Vienne pour y acquérir la voiture destinée à contenir cette machine, sorte de caisson de fer chargé à la mélinite.

Le 21 juillet 1905, le voiture fut conduite au Champ de Mars par le cocher Varmachoff et le palefrenier Yervant. Rips et R. Faen se trouvaient dedans pour faire fonctionner la machine. Tous quatre purent fuir avant l'explosion.

On connaît le reste. L'explosion tua vingt-six personnes et, plus ou moins grièvement, en blessa cinquante-huit. Le Grand Assassin, plus fortuné, s'en tira — pour cette fois.

On sait aussi que tous les auteurs de l'attentat parvinrent à se réfugier à l'étranger et que la Turquie en sollicita bien vainement l'extradition, nulle nation au monde ne se souciant de fournir des victimes au carnassier du palais d'Yildiz. Seuls, les moins compromis sont tombés aux mains de la police hamidienne.

On sait enfin la fière attitude observée par notre camarade Joris, au cours de la lente instruction et de l'interminable procès. Il a proclamé très haut ses convictions anarchistes et déclaré qu'il approuvait l'attentat, les massacres d'Arménie rendant légitimes toutes les représailles arméniennes contre l'auteur responsable de ces abominables carnages. C'en est assez pour qu'à Constantinople, ce juste mérite le gibet. L'Europe, une fois de plus, laissera-t-elle faire ?

Am. D.

A la dernière heure, le bruit a couru que les trois camarades de Joris qui ont été condamnés à mort en même temps que lui, auraient été exécutés. Le Sultan aurait-il donc oublié que le sang des martyrs appelle le sang des bourreaux ?

VARIÉTÉ

RÉPONSE A DES CORRESPONDANTS

De divers côtés j'ai reçu des lettres écrites sur un ton gémissant et hystérique, l'angoisse d'un effroi obscur émane de leurs pages. On sent nettement que ces correspondants vivent des jours pénibles, on voit que des pensées torturantes leur déchirent le cœur et troublent leur sommeil.

« Qu'est-il arrivé à ce bon peuple russe, pourquoi s'est-il soudain transformé en une brute sanguinaire? » demande une dame qui m'a envoyé une épître sur du magnifique papier parfumé.

« Christ et son Evangile sont oubliés, la doctrine de l'amour est foulée aux pieds, il n'y a plus de respect pour le prochain! » annonce tristement M. F..., « membre de la noblesse de

(1) La nouvelle commission, devant l'attitude prise par les syndicats, a dû donner sa démission.

Soum ». Et il s'informe : « Etes-vous satisfait? »

« Où sont donc les fruits de l'Evangile d'amour du prochain, où se manifeste l'influence de l'école et de l'Eglise? » interroge M. de Brootzin de Fambof.

Tandis que les uns n'ont que des paroles d'injures et de menaces aux lèvres, les autres se lamentent, mais tous sont agités, tous sont oppressés par des sentiments douloureux, tous trouvent l'existence intolérable en ces grandes journées tragiques. Je ne puis répondre à chacun en détail; je vais le faire d'une seule fois.

Les jours de représailles sont venus, Messieurs, les jours où vous êtes obligés de payer pour votre criminelle indifférence envers la vie du peuple. Tout ce qui vous inquiète, tout ce que vous pensez, vous l'avez mérité. Je ne puis vous dire et vous souhaiter qu'une seule chose, c'est que vous compreniez, que vous viviez encore plus profondément, avec plus de force encore, toute l'horreur de ces circonstances créées par vous. Que vos cœurs soient glacés par l'effroi, que les cauchemars oppressent votre sommeil, que toutes les cruautés, les folies qui se commettent dans notre pays vous brûlent comme du feu, vous en êtes dignes. Vous en périrez, ou peut-être la boue et la banalité qui remplissent votre âme de mensonge, d'orgueil, d'avidité, seront-elles balayées et ne restera-t-il plus en vous que les parties saines et propres.

Et vous, Madame, vous voulez savoir ce qui est arrivé au peuple? Il a perdu patience, simplement. Pendant longtemps il était soumis à la violence, il avait soutenu vos existences par son labeur d'esclave résigné; mais il est à bout de forces. Cependant il est encore loin d'être débarrassé du lourd fardeau dont on l'a accablé. Vous vous êtes effrayée trop vite, madame!

Et, — puisque nous parlons en toute sincérité — pourquoi ne serait-il pas une brute? Qu'avez-vous fait pour qu'il ne le soit pas? Lui avez-vous appris des choses raisonnables, avez-vous semé le bon grain en son âme?

Continuellement vous lui avez pris son travail, son dernier morceau de pain, vous l'avez dépouillé ingénument, sans souci, sans vous rendre compte de vos actes; vous avez vécu sans vous demander qui vous faisait vivre. Vous avez aigri le pauvre et l'affamé par la richesse de vos parures; à la campagne, vous regardiez les moujiks comme des êtres de race inférieure. Et ils l'ont compris. Ils sont assez sensitifs et pas trop méchants; pourtant, vous êtes parvenue à les irriter. Et c'est bien simple : quand on se gorge sous les yeux des miséreux, on ne doit pas s'attendre à ce qu'ils soient reconnaissants; ni vos chants, ni votre musique ne pouvaient rassasier celui qui avait faim; vos manières dédaigneuses, votre condescendance ne pouvaient pas faire naître d'estime pour vous dans l'âme du paysan. Qu'avez-vous fait pour lui? Vous êtes-vous occupée de lui inculquer des sentiments plus doux? Au contraire, vous l'avez endurci. Vous voudriez qu'il fût plus intelligent? Vous n'avez jamais songé aux moyens de le développer. Pour vous, le moujik était une bête de somme; parfois, vous vous en amusiez comme d'un fauve; jamais vous ne l'avez considéré comme un homme. Est-il donc étonnant qu'il agisse en brute envers vous?

Madame! Non seulement votre question montre que vous ignorez la vie, mais elle renferme aussi l'hypocrisie du coupable, qui sent qu'il a péché, mais qui ne veut pas encore l'avouer franchement. Vous saviez, vous ne pouviez pas ne pas savoir comment vit le moujik. Celui qui est battu se vengera tôt ou tard, celui dont on n'a pas eu pitié n'aura pas pitié non plus, c'est naturel, ou, ce qui est pire, c'est juste. Ecoutez-moi, ce qui est terrible, ce n'est pas que le paysan frappe impitoyablement, c'est qu'il est impossible qu'il en soit autrement.

Comment pouvez-vous espérer trouver la compassion dans un cœur où vous avez semé la haine? A Kief, le bon peuple russe a jeté une institutrice par les fenêtres de la maison Brodsky et a soigneusement épargné un canari dans sa cage. Pensez à cela! Un petit oiselet jaune a excité quelque chose comme de la compassion, tandis qu'on lançait à la rue une créature humaine. Il y a donc de l'humanité dans le peuple, mais l'homme n'en paraît pas digne! Voilà où sont l'horreur et la tragédie! Etes-vous certaine, Madame, d'être en droit d'exiger qu'on vous traite en créature humaine, puisque pendant toute votre vie, vous avez été sans compassion, sans pitié pour d'autres, que vous ne considériez pas comme vos égaux.

Vous êtes instruite, vous écrivez des lettres, sans doute vous avez lu des livres qui décrivent la vie du moujik. Qu'exigez-vous donc de lui, puisque connaissant sa manière de vivre, vous n'avez pas cherché à l'améliorer? Et maintenant, c'est lui qui a transformé votre vie, en plus mal, c'est lui qui vous oblige à écrire d'une main tremblante des lettres désespérées à un homme qui — vous devriez le savoir — ne fera rien pour dissiper vos terreurs, qui ne veut pas vous calmer, au contraire!

Les représailles sont naturelles. Nous vivons dans un pays où, à l'heure actuelle encore, on bat les gens ou on les fouette avec des verges, où on les roue de coups jusqu'à ce que mort s'ensuive, où on les mutile, où on les frappe au visage par pure distraction, où la violence n'a pas de limites, où les formes de supplice sont révoltantes et honteuses dans leur diversité. Le peuple, instruit dans une école qui ressemble à une mauvaise reproduction des tortures de l'enfer, le peuple, éduqué à coups de poings, de fouet et de verges, ne peut être doux. L'homme qui a été foulé aux pieds dans un commissariat de police devient, par cela même, capable de piétiner son semblable. Dans une contrée où l'arbitraire a régné si longtemps, il est difficile au peuple de comprendre d'un coup la grandeur de la justice, il est impossible de lui demander de l'équité, puisqu'il ne l'a jamais vue mise en pratique. C'est ce qu'il faut admettre, c'est si simple et si terrible. Tout est normal sous un régime où la société et vous, Madame, avez toléré sans protestation, toutes les horreurs de l'asservissement d'autrui. Les gens comprennent mieux de nos jours; et le regard oblique que vous avez lancé ce matin à votre femme de chambre équivaut à la gifle donnée à son laquais par votre père, il y a cinquante ans. Les gens se développent et le sentiment de la dignité s'accroît en eux; et, cependant, on continue à les traiter en esclaves, et ce qu'il y a de bestial en eux ne disparaît pas.

N'exigez pas de ces hommes ce que vous ne leur avez pas donné, Madame. Vous n'avez pas droit à la pitié, car vous ne la connaissez pas non plus. Tous ceux qui ont eu et ont encore la moindre parcelle de pouvoir sur le peuple, le tourmentent ou l'ont tourmenté. Et maintenant qu'un gouvernement incapable a mené le pays à l'anarchie, toutes les forces obscures de la nation ont senti combien le pouvoir qui les oppressait était illusoire; elles se sont levées, et se vengent de tout ce qu'elles ont enduré dans la longue nuit de l'injustice.

Cependant, il y a encore une autre force dans le pays, une force lumineuse, guidée par une haute pensée, par le rêve sublime du règne de la justice, de la liberté, de la beauté... Mais madame, il m'est impossible de faire concevoir la beauté et la majesté de la mer à un aveugle-né!...

Ceux qui parlent et écrivent sur l'amour du prochain m'ont toujours profondément dégoûté; ce sont des hypocrites et des menteurs; je connais trop bien la vie pour les croire. Ah! messieurs! Ayez donc le courage d'être véridiques! Car tout cela est si simple, si compréhensible!

Quand vous parlez d'amour, c'est uniquement pour apaiser votre prochain qui a faim et qui souffre; il vous semble qu'en touchant ainsi le cœur des irrités et des opprimés, vous pouvez éviter leur juste vengeance. Vous mentez en appelant frères ceux que vous avez asservis; vous mentez en prêchant l'Evangile d'amour à des hommes dans l'âme desquels vous avez semé vous-même l'envie, la haine et la fureur.

Vous êtes évidemment sincères quand vous conseillez à votre prochain de vous aimer. Mais vous cachez derrière ces paroles d'autres paroles plus franches : « Supportez patiemment, sans révolte, sans murmure, le lourd fardeau de travail, d'abaissement, de misère que nous avons chargé sur vos épaules. » Mais vous mentez impudemment quand vous dites à vos esclaves que vous les aimez. Il est impossible d'aimer des esclaves. On ne peut que les mépriser ou les craindre. Et vous enseignez l'amour à vos esclaves, parce que vous avez peur d'eux.

L'Evangile? Depuis longtemps, les oppresseurs l'ont saisi de leurs mains malpropres; ses vérités ont été effacées par les hypocrites; et pourtant, vous vous en emparez comme d'un instrument pour vous défendre contre l'instauration de la justice, qui a pris des formes si terribles, grâce à votre fausseté, votre hypocrisie.

Il n'y a pas d'amour dans vos cœurs; il y a seulement trois crapauds qui gardent jalousement votre tranquillité somnolente et l'équilibre de votre âme contre toute intrusion de la cruelle vérité de la vie ou du sentiment créateur; il y a en vos cœurs trois Cerbères : la Cupidité, la Banalité, le Mensonge.

Et vous n'avez pas non plus de respect envers autrui : comment pourriez-vous en avoir puisque vous ne vous respectez pas vous-mêmes?

Je ne justifie pas la cruauté, dont vous avez fait une loi de la vie, je dis seulement que dans un pays où l'on a *toléré l'injustice* et l'arbitraire comme vous l'avez fait — que dans notre malheureux pays il n'y a parmi vous aucun juste, personne qui soit digne de pitié!...

MAXIME GORKI.

(Traduit par S. P. — *L'Aurore*, 24 décembre.)

THÉATRE

Les Déblayeurs de Mme Chélyga que, l'autre jour, donnait l'*Œuvre*, est plutôt une indication de pièce qu'une pièce véritable, et son audition nous laisse le regret que l'auteur ne l'ait pas mieux travaillée. Compliment que l'on ne ferait pas à toutes les tentatives.

Les déblayeurs, ce sont des jeunes gens, des étudiants, des jeunes filles, partis de leurs familles pour aller dans le peuple y porter, en même temps que leurs connaissances, leur soif de liberté et d'égalité.

Mais sous un gouvernement autocratique (cela se passe en Russie) essayer de combattre l'ignorance est un crime. La police traque nos humanitaires et leur tient en réserve la prison et la déportation.

Il y a surtout, un colonel Stoianoff, directeur de la police, qui se distingue par son acharnement. Ses limiers sont sur la piste d'un de ces groupes, plusieurs des membres déjà sont arrêtés. Puisque la propagande pacifique lui est interdite, le groupe répondra à la force par la terreur. Il se transforme en comité exécutif et condamne le policier à mort.

On tire au sort celui qui exécutera la sentence. Et le sort tombe sur Vasili, un poète, un humanitaire, qui réprouve le meurtre et la violence, mais qui, par solidarité avec ses camarades, a voulu que son nom fût soumis à la chance.

L'un des conjurés, Boris, est le neveu du policier;

un mot de lui fera accepter le justicier comme précepteur des enfants de Stoianoff. Une fois dans la place, il sera facile à Vasili d'exécuter la sentence.

Mais, du groupe, fait aussi partie Viera. Elle aime Vasili. Elle demande à Boris de lui faciliter également l'entrée de la maison du policier, afin de pouvoir assister celui qu'elle aime. Et Boris lui dit qu'il lui sera facile de se faire agréer comme domestique, la maison en changeant souvent.

Nos deux conjurés sont dans la place, et nous faisons connaissance avec la famille. Mme Stoianoff, une évaporée, ne rêvant que bals, toilettes, flirts; froidement cruelle envers les subalternes qu'elle considère moins que des chiens. Puis Lydia, la sœur de Boris, recueillie par le colonel et élevée par lui, mais que ses lectures ont rendue tolstoïenne.

C'est ici que les invraisemblances commencent. D'après ce que j'ai pu comprendre, lorsque Vasili est entré chez Stoianoff, celui-ci était absent pour trois ou quatre jours. Or, en si peu de temps, Madame, à qui les occupations policières de son mari laissent du temps à disposer, donne déjà des rendez-vous à Vasili, et celui-ci au moment où il s'apprête à exécuter le policier, dans une explication avec Lydia, lui laisse deviner qu'il n'est venu que pour exécuter son oncle. Ils se disent qu'ils s'aiment, et Vasili tiraillé entre la mission qu'il a acceptée et les supplications de Lydia, est prêt à se brûler la cervelle, pour ne pas avoir à choisir, lorsque Viera qui a assisté à l'explication, lui enlève le revolver. C'est elle qui accomplira l'œuvre de justice; que Vasili emmène Lydia, nouvelle recrue, près de leurs amis.

Cela n'a rien d'invraisemblable par soi-même, et ne le devient que par l'action trop resserrée et trop précipitée du drame. C'est le défaut de toute la pièce du reste. De même dans cet acte, Mme Chélyga a cru devoir faire intervenir les pressentiments. Il faudrait laisser cela aux œuvres de 1830.

Au dernier acte, les révolutionnaires sont au fond d'un souterrain où ils travaillent à la confection de leur journal et à des préparations d'explosifs. Vasili arrive avec Lydia qui retrouve son frère, et reconnait aussi un mouchard qui fréquentait chez son oncle. Les révolutionnaires l'exécutent, mais avant de tomber, il a le temps de donner un coup de sifflet qui doit amener les policiers qui surveillent la maison. Ils sont tous arrêtés. Qu'importe! déblayeurs, ils ont préparé la voie à ceux qui continueront l'œuvre.

* *

En même temps que les *Déblayeurs*, l'*Œuvre* donnant un acte de Rictus, *Dimanche et lundi férié!* C'est un artiste famélique qui, n'ayant pas mangé depuis deux jours, se découvre avoir gagné le gros lot de la loterie des « chirurgiens calamiteux ». Mais, dimanche et lundi de Pâques, toutes les banques sont fermées, il sera mort de faim, si son gargotier, auquel il doit déjà 50 francs, refuse de lui faire crédit pendant ces deux jours.

L'idée est baroque, mais il y avait là, de quoi tirer une bonne grosse farce. Et l'acte débute par un tableau très réussi de ce qu'est l'âme de deux honnêtes commerçants. Malheureusement, il se termine en eau de boudin.

J. Grave.

Correspondances et Communications

Au sujet d'une note parue dans les *Correspondances et communications* du n° 33, j'ai reçu une lettre du député Constans, qui retourne contre les auteurs de la note, les accusations dont il est l'objet.

Qu'y a-t-il de vrai dans les accusations des uns et des autres? Je l'ignore, et cela importe peu.

La vérité est que, malgré la défense faite de composer n'importe quel bout de copie arrivant directement à l'imprimerie, sans passer par les bureaux du journal, cette note a été composée, et comme cette semaine-là je n'ai pu aller moi-même revoir les épreuves, elle a pu ainsi passer à travers.

Je renouvelle l'avis que tout ce qui sera envoyé directement à l'imprimerie sera mis au panier, et que j'y veillerai.

J. Grave.

× **L'Union ouvrière de l'ameublement du XVIII° arrondissement** tient toujours à la disposition des camarades les images de Louise Michel : y compris les frais d'expéditions pour Paris, 1 fr. 50 le cent, franco domicile; pour la province, 2 francs, franco domicile; le mille, 12 francs, franco domicile.

S'adresser P. Cussy, 30, rue Durantin (18°), Paris.

CONVOCATIONS

× **Causeries populaires du V° arrondissement.** — Samedi 30 décembre, à 8 h. 1/2, causerie sur Proudhon, par Maurelli.

Jeudi 4 janvier, à 8 h. 1/2 : La recherche des causes, par Vulgus.

Même soir, représentation de *Mais quelqu'un troubla la fête*, au Casino du XIII°, avenue de Choisy, 190.

× **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 29 décembre. — M. Grollet : Internationalisme.

Vendredi 5 janvier. — M. James Guillaume : Causerie sur la Révolution française. — I. Préliminaires. — Le déficit et les Etats-Généraux. — Le serment du Jeu de paume (20 juin 1789).

Tous les lundis, à 8 h. 1/2, cours d'Espéranto, par M. Blangarin.

Tous les jeudis matin, de 10 h. 1/2 à midi, cours de Piano, Solfège, Mandoline, dirigé par Mme Lebrun-Lagravier.

× **Syndicat des Locataires de la Seine** (Section du 17° arrond.). — Réunion de la Section le 4 janvier, à 9 heures, au siège, 4, passage Davy (salle de l'*Aube Sociale*).

1° Causerie : Le but et les moyens du Syndicat ;

2° Détermination à prendre pour les camarades victimes du terme.

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18° arr.) :

Vendredi 29 décembre. — Vulgus : La recherche des causes.

Mercredi 3 janvier. — Alavail : Le communisme.

Samedi 6. — Soirée mensuelle : Dr Pozerski : L'évolution de la matière.

Entrée : 0 fr. 25.

× **Maison du Peuple de Montmartre**, rue de Clignancourt, 92 (18° arr.). — Vendredi 29 décembre, à 9 heures du soir, cours par Hubert Lagardelle. Sujet : Le socialisme en France ; les origines du mouvement socialiste et la formation des partis (1879 à 1893).

Cours de français pour les étrangers le lundi et le jeudi à 9 heures.

× Samedi 30, à 8 h. 1/2, salle Griffoul, 70, rue de Ménilmontant, réunion en vue de former un groupe pour l'agitation des 8 heures.

× Boulogne-Billancourt. — **Causeries Populaires.** — Réunion vendredi 29 décembre, salle Hugel, 82, rue Thiers, à 9 heures du soir.

Conférence sur l'idée de Patrie par le camarade X...

× Lyon. — **Groupe féministe libertaire.** — Soirée familiale dimanche 31 décembre, à 8 heures du soir, salle Chamarande, rue Paul Bert, 26. — Causerie par un camarade.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 15.

× Marseille. — **Théâtre Libre.** — Samedi 30 décembre, à 8 h. 1/2 précises, grand concert avec le concours de nombreux amateurs.

1re partie : concert, chansons nouvelles. — 2e partie : on jouera *Gendarme*, du camarade Charles Mochet.

A NOS LECTEURS

C'est le moment des étrennes. Nous rappelons à nos lecteurs que nous avons en vente, pour enfants :

Le Coin des enfants, recueil de contes, franco 3 francs.

Le Coin des Enfants (2° série), 3 fr. Les deux, 5 fr.

Les Aventures de Nono, J. Grave, 3 fr.

Oh! les jolis animaux! album en couleurs, 3 fr.

Et aussi, pour les grands, notre collection de lithos.

Notre collaborateur Jossot, nous ayant envoyé un dessin d'actualité, nous le faisons passer avant celui de l'ami Lebasque, qui passera la semaine prochaine.

Il a été pris, cette semaine, remboursement sur les souscripteurs du *Coin des enfants*. Nous avons dû surcharger le prix de souscription des frais de poste.

LE COIN DES ENFANTS

(2° série)

Voici la table des matières du volume :

Le volume 3 fr. franco.

L'envoi aux souscripteurs a été commencé jeudi. Tous doivent l'avoir reçu à l'heure actuelle.

EN VENTE AU JOURNAL

Dernières lithos parues.

La Libératrice, de Steinlen;
Le Missionnaire, Willaume ;
Aux petits des oiseaux, Willette ;
Les Errants (réimpression), de Rysselberghe.

Par la poste. . . . . 1 fr. 40
Edition d'amateur. . . . . 3 » 50

Demander le catalogue.

Petite Correspondance

L. M., à Dison. — Oui, c'était bien l'envoi à votre nom.

P. T., aux Brettes. — Nous ferons attention au changement d'adresse.

J. D., à Chantenay. — *La Terre et l'Homme*, de Reclus, au prix marqué. Frais d'envoi à notre charge.

D. L., à Nice. — Reçu mandat. Je ne retrouve pas trace de la lettre précédente. — Il peut se produire parfois des erreurs dans nos envois; mais d'habitude, cependant, le service est régulier.

C. F., à Genève. — Bien reçu les deux mandats.

M., à Bruxelles. — Votre demande a été servie.

Dr S., à Bruxelles. — Bon; ça va bien.

P. G., à Reggio. — Les trois quarts du temps, la poésie traduite perd de son charme.

H. S., à Amiens. — Le service vous est fait, cependant. Votre abonnement est terminé de fin novembre?

B., à Flers. — Le livre de Nicolaï est épuisé. Ses vers ne sont pas en musique.

Reçu pour le comité de self-defence : E. D., à Melun, 0 fr. 60.

Reçu pour les Russes : J., 0 fr 50.

Reçu pour le journal : F., au Mans, 5 fr. — A. P., 0 fr. 50. — J. S., 2 fr. 85. — A. G., 4 fr. — H. R., à Neuchâtel, 2 fr. 60. — A., à Etampes, 3 fr. — F. V. de V., à Mons-en-Bareul, 6 fr. — Merci à tous.

H., à Nancy. — R. V., à La Chapelle-Vercors. — E., à Mersa. — C., à Amiens. — D., à Fresnes. — A. P., à Vesoul-Penican. — B., à Pavilly. — M. C., à Béthune. — V. L., à Moulin-Galant. — C., à Vincennes. — B., à Brest. — J., à Saint-Paul-en-Jarey. — G. H., à Bruxelles. — C., à Reignac. — B., à Tunis. — R. P., à St-Etienne. — E. L., à Orthez. — L., à Epinal. — B., à Gluiras. — P., à La Chapelle-lez-Herlaumont. — G., à Paris. — C. P., à Paris. — P., à Limoges. — H., à La Queue-du-Bois. — De R., à Tournai. — L., à Liège. — D., à Gilly. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7.

11e ANNÉE. — N° 36.

6 JANVIER 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir au supplément
le dessin de Lebasque.

SOMMAIRE

Verdict de classe

.... « La France, le pays de la Révolution !... La France !... le seul pays où l'on soit libre !... La France, le seul pays où l'on puisse dire tout ce que l'on veut...,s'écriait, dans un bel accent de lyrisme, M. Seligmann, avocat-général, requérant contre vingt-huit personnes, coupables... d'avoir exprimé leur pensée. Et, continuant sa logique « magistratienne », il terminait son réquisitoire, en réclamant une condamnation.

Et, comme illustration de cette affirmation de liberté, douze citoyens « libres » d'un pays libre, rendaient un verdict qui livrait vingt-six — sur les vingt-huit — des accusés à la discrétion du tribunal, qui s'empressait de distribuer une série de condamnations variant de six mois à quatre ans ! Que serait-ce, si nous étions dans un pays où l'on ne serait pas libre ?

Je ne sais si j'ai perdu la faculté de m'indigner, mais ces condamnations exorbitantes ne me surprennent même pas.

Lorsque, il y a cent ans, la bourgeoisie en s'installant au pouvoir, déclarait que, « devant la tyrannie, l'insurrection était le plus sacré des droits, le plus saint des devoirs ». elle était encore sous l'emballement de la lutte, et entendait ainsi justifier sa conduite du moment, et non les réclamations futures ; car elle croyait bien close l'ère des révolutions.

D'autant plus que, en superposant à l'autorité du droit divin, l'autorité de la nation et de la loi, elle avait cru asseoir son autorité sur des bases inattaquables. Et voilà que moins de cent ans après, ces denx idoles lui font faillite. Philosophiquement, elles sont ruinées ; il ne lui reste plus que la force matérielle qu'elles représentent : les baïonnettes. Que resterait-il à la bourgeoisie pour sa défense, si ceux qui sont appelés à fournir cette force se refusent plus longtemps à être leurs propres gardes chiourmes ?

Oui, lorsque les travailleurs auront compris que la patrie n'est qu'un mot creux, vide de sens, pour ceux qui n'ont que leurs bras pour vivre, et qu'il est idiot d'aller se les faire briser sur un champ de bataille, pour la défense d'intérêts qui, non seulement ne sont pas les leurs, mais dont la victoire aussi bien que la défaite, se solderont en charges nouvelles pour eux, ils comprendront également que la guerre ne peut se faire que s'ils sont assez stupides pour se laisser enrôler, et ils refuseront d'aller se faire tuer, même lorsqu'on viendra leur parler de libertés, — qui ne sont pas pour eux, car n'est pas libre celui qui est forcé de se vendre pour vivre.

Et lorsqu'ils auront compris cela, ils auront compris également que c'est eux-mêmes qui assurent leur exploitation, en fournissant à leurs exploiteurs, en temps de paix, les soldats qui, en temps de grève, sont mis au service des exploiteurs pour leur permettre de résister aux réclamations des exploités ; qu'en acceptant d'endosser l'uniforme, c'est comme s'ils se prenaient eux-mêmes au collet pour se livrer sans résistance à toutes les exigences du patronat et du capitalisme. Et alors, non seulement, ils ne se laisseront plus envoyer aux boucheries internationales, ils refuseront également d'endosser la livrée d'esclavage en n'importe quel moment ; alors la bourgeoisie débordée de toutes parts, réduite à ses seules forces, verrait ses privilèges crouler sous la révolte de ses esclaves. Et voilà pourquoi, au pays de France, pays des libertés ! on voit des hommes être condamnés à quatre ans de prison pour avoir osé affirmer leur façon de penser.

J. Grave

AU PUBLIC

Le capital et le travail possèdent chacun, dès maintenant, leur organisation.

Le capital a accaparé la vieille machine gouvernementale ; c'est lui qui fait les lois et qui dispose de la force armée. Par ces moyens, il maintient à grand'peine un semblant d'ordre dans une société où ceux qui possèdent tout se disputent entre eux une meilleure part de butin, où ceux qui ne possèdent rien réclament au moins leur droit à la vie, d'où résulte un état permanent d'anarchie, dans le sens détourné que les bourgeois tiennent à donner à ce mot, c'est-à-dire de manque d'équilibre, de gâchis.

Le travail, cependant, poursuit activement son organisation en syndicats comprenant tous les producteurs conscients de la nécessité de s'unir entre eux et de ne compter que sur eux-mêmes pour défendre leurs droits. Ils aspirent à établir un ordre social nouveau, basé sur les besoins naturels de chacun, sans intervention d'aucune autorité, au service d'aucun spoliateur, tendant par conséquent vers l'harmonie, vers l'équilibre, vers l'anarchie, dans le sens propre de ce mot.

Entre ces deux organisations, fonctionnant côte à côte dans chaque contrée, dans chaque ville, l'état de guerre est permanent, mais ne se manifeste aux yeux du public que par ces batailles qui s'appellent des grèves, dans lesquelles le capital met en œuvre toutes ses forces pour réduire les travailleurs par la faim.

Dans ces batailles, tous les patrons et toutes les assemblées patronales que sont les gouvernements, se prêtent entre eux un appui efficace. N'a-t-on pas vu, entre maint exemple, lors des grèves de Longwy, les gendarmes belges, allemands et français, coopérer à la répression ?

La masse des prolétaires qui compose le public, le peuple de toutes les nations, comprend moins bien ses intérêts.

N'êtes-vous pas cependant des exploités à tous les degrés, vous, les sans-travail, les manœuvres ne gagnant même pas votre pain, et aussi vous tous employés, lettrés, travailleurs aux mains blanches dont la redingote luisante cache un estomac creux ?

La lutte qui se livre autour de vous touche cependant directement tout le monde : une grève de boulangers, d'épiciers, atteint tous les consommateurs ; ne sommes-nous pas tous intéressés à ne pas voir retarder le moment où nous pourrons nous servir du métropolitain ? et nous est-il indifférent d'apprendre que nous risquons d'y être engloutis par suite des fraudes des entrepreneurs couvertes par les fonctionnaires chargés de les surveiller ?

On le croirait, à voir que, tandis que les ouvriers subissent toutes les privations pour défendre nos intérêts avec les leurs, la foule grouille dans les rues boueuses de Paris, affairée, enfiévrée par l'approche des jours de

fête. Elle se heurte à des palissades qui ne lui laissent qu'un étroit passage où se glissent piétons, omnibus, cyclistes, camions, automobiles et fiacres dans un enchevêtrement où chacun risque de se rompre les membres. Personne ne se demande pourquoi cette palissade, puisqu'elle n'entoure qu'un chantier désert où l'on ne voit rien autre chose qu'une grue au repos abritant un cipal et un flic, monstrueusement accouplés, qui regardent de l'œil morne des vaches au pâturage, le spectacle de la foule se débattant autour d'eux.

Oui, c'est un peuple facile à conduire que celui qui n'a pas un geste de révolte, quand il subit toutes les gênes, contre son droit, contre ses intérêts.

Il est sensible aux grands mots, les syndicats commencent à être à la mode et on parle beaucoup de solidarité.

Mais il ne changera pas grand'chose à sa situation présente dont il se plaint si fort, tant qu'il n'aura pas mis cette solidarité en action.

Il n'est pas besoin pour le public de faire acte d'héroïsme, de se mettre en grève pour soutenir le groupe qui est en lutte ouverte.

Il suffit de mettre en œuvre les moyens d'action dont tout le monde dispose.

Que deviendrait le patron d'une grande maison d'exploitation si cette maison était boycottée par la masse des clients tant qu'il n'aurait pas accordé satisfaction aux justes revendications de ses employés?

Ne serait-ce pas la légitime récompense des précieuses indications que leur ont fournies ceux-ci sur les moyens d'exploitation qu'emploie ce même patron vis-à-vis de ses clients?

Dès lors l'union se ferait permanente entre les exploités que nous sommes tous, travailleurs et consommateurs.

Les premiers défendraient les seconds contre la rapacité commerciale des capitalistes et les seconds soutiendraient les premiers dans leurs luttes pour améliorer leurs conditions de travail.

Une telle union aurait vite raison de tous les moyens de coercition du capitalisme aux abois, et la levée en masse de l'armée des exploités éviterait aux plus énergiques d'entre eux de se faire écraser successivement par petits groupes.

Il suffit pour cela que le public réfléchisse, se rende compte de quel côté sont ses intérêts, et comprenne que l'avenir dépend de son attitude.

Qu'on le veuille ou non, personne ne peut rester neutre, spectateur impassible.

La lutte sociale nous englobe tous; il faut prendre parti.

Plus rapide sera la décision prise par chacun et plus vite se réalisera la transformation qui est fatale, et plus elle sera exempte de heurts, de dégâts et de violences.

MICHEL PETIT.

LE PROCÈS

DES

ANTIMILITARISTES

Après 35 années de République, après que des socialistes ont été l'un ministre, l'autre vice-président de la Chambre, la liberté d'opinion que les travailleurs russes sont à l'heure actuelle en train de conquérir, est encore un mythe en France.

Pour avoir osé dire toute leur pensée, les vingt-six camarades qui avaient signé l'affiche antimilitariste, viennent de se voir octroyer collectivement 36 années, 3 mois de prison et plusieurs milliers de francs d'amendes.

Tel est le résultat brutal du verdict rendu par les douze bourgeois qui avaient mission en cette circonstance, de défendre la société.

Nos camarades, qui l'avaient annoncé, ont tenu parole : ces cinq journées de cour d'assises ont vraiment été cinq journées de propagande antimilitariste. L'attitude ferme et énergique des accusés en a imposé à tous et force a bien été, même aux journaux les plus réactionnaires, de reconnaître qu'il y avait à compter avec de tels hommes si pénétrés et si convaincus de leurs idées.

Pas un d'entre eux n'a faibli. C'est forts d'avoir la vérité pour eux, qu'ils ont, les uns après les autres, affirmé leur haine, commune à tous les exploités, de la guerre et de l'infect militarisme.

Leurs camarades des grandes organisations ouvrières sont venus à la barre témoigner que les idées reprochées aux accusés sont bien l'expression de celles des travailleurs organisés. La grande presse a plutôt fait le silence sur ces dépositions des secrétaires des Fédérations et des Bourses du travail qui sont venus appuyer leurs camarades. Ces dépositions, à *mon* avis, ont été décisives et n'ont pas peu contribué à dicter leur verdict aux douze bourgeois qui avaient charge de défendre la société, car ils n'ont pas été sans comprendre que derrière les 28 accusés, il y a l'élite des travailleurs.

Et c'est parce qu'ils ont compris cela qu'ils ont rendu tout à la fois un verdict de haine et un verdict de classe.

❖ ❖

Les journaux quotidiens ont suffisamment rendu compte des débats pour que je n'aie pas — la place au reste m'étant mesurée — besoin de le faire. Les deux chefs d'accusation reprochés aux accusés étaient d'avoir :

1° Provoqué directement au crime de meurtre;

2° Adressé une provocation à des militaires des armées de terre et de mer dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans tout ce qu'ils commandent pour l'exécution des lois et règlements militaires.

La parquet avait trouvé les éléments de la prévention dans deux passages de l'affiche adressée aux conscrits par l'Association internationale antimilitariste et signée par les camarades inculpés.

Le premier passage était le suivant :

Quand on vous commandera de décharger vos fusils sur vos frères de misère, comme cela s'est produit à Chalon, à la Martinique, à Limoges, travailleurs, soldats de demain, vous n'hésiterez pas, vous obéirez. Vous tirerez, mais non sur vos camarades, vous tirerez sur les soudards galonnés qui oseront vous donner de pareils ordres.

Le second :

Quand on vous enverra à la frontière, défendre le coffre-fort des capitalistes contre d'autres travailleurs, abusés comme vous l'êtes vous-mêmes, vous ne marcherez pas. Toute guerre est criminelle. A l'ordre de mobilisation vous répondrez par la grève immédiate et par l'insurrection.

Au 1er mai 1906, ceux d'entre vos camarades qui luttent contre l'oppression patronale affirmeront leur volonté de ne travailler que huit heures par jour. En cette circonstance, on vous demandera de noyer dans le sang cet élan d'indépendance et de dignité ouvrières. Mais là encore, conscrits, vous refuserez d'assumer ce rôle de basse police, en proclamant l'étroite solidarité qui vous unit aux manifestants.

Ce qu'ont été les débats, chacun le sait. Tous les accusés ont tenu, chacun à leur point de vue particulier, à expliquer aux jurés pourquoi il avait signé l'affiche, et je crois que l'on ne peut mieux résumer leurs explications que dans les quelques paroles prononcées à la fin des débats par chacun des accusés, alors que le juré avait rendu son verdict et que nos camarades étaient sûrs d'être condamnés.

Voici tout au long ces réponses, dans l'ordre où elles ont été prononcées :

BOUSQUET. — Il n'existe plus de liberté sous la République.

SAURIN. — Je ne dis rien parce que j'ai vingt-six camarades derrière moi.

NICOLET. — Il y a longtemps que, dans ma conscience, je me suis acquitté.

GUSTAVE HERVÉ. — J'ai à remercier le jury de la bonne besogne qu'il vient de faire et de ce qu'il a illustré d'une façon remarquable la thèse que j'ai soutenue ici. Vous avez, Messieurs les jurés, juré de nous juger sans haine et sans crainte...

LE PRÉSIDENT. — C'est à la cour et non à MM. les jurés qu'il faut vous adresser.

HERVÉ. — MM. les jurés ont fait le serment de nous juger sans haine et sans crainte et ils nous ont jugés avec leur haine de classe, avec la crainte de l'opinion publique, des journaux capitalistes et du qu'en dira-t-on des gens de leur classe. Ils ont bien travaillé pour creuser entre leur classe et nous l'abîme où nous les jetterons!

ALMEREYDA. — Je remercie le jury des très républicaines étrennes qu'il nous donne. Ce qui me touche, c'est la protestation de ceux qui ont été acquittés!

LÉON CLÉMENT. — Les jurés viennent de travailler pour la révolution sociale...

LE GUÉRY. — S'il y a une peine à subir, je la subirai de bon cœur.

ROGEON. — Je remercie le jury.

YVETOT. — Je tiens le record des condamnations pour antimilitarisme... Je vous promets bien de recommencer. Soyez persuadés que je tiendrai ma promesse...

PATAUD. — Je ne m'étais pas fait illusion sur la justice d'adversaires de ma classe.

PERCEAUX. — Je remercie le jury non des circonstances atténuantes qu'il m'a accordées, mais de son verdict de condamnation. Ce n'est pas ça qui empêchera les militants de continuer leur propagande!

LE BLAVEC. — Je remercie le jury d'avoir fait de la bonne propagande antimilitariste...

CASTAGNÉ. — Je préfère avoir été condamné qu'acquitté.

DUBÉROS. — Le jury a montré, en nous condamnant, qu'il était l'ennemi de notre classe. Il ne faut pas raisonner avec les bourgeois. Il faut taper, puisqu'ils tapent...

MERLE. — Votre condamnation me laisse indifférent... Ma mère m'a écrit, ce matin : Quel que soit le verdict, mon fils, tu sortiras de ce procès grandi à mes yeux.

MOUTON. — Le jury nous condamne, mais un million de travailleurs nous acquittent.

FRONTIER. — Mon père a une pension de 80 francs comme ancien militaire. Il vient de m'écrire que, à la suite de ce procès, il craint de la perdre, mais qu'il est fier de son fils.

GARNERY. — Je n'aurai plus de doute sur la conduite à tenir.

CHANVIN. — Ça n'empêchera pas qu'il y ait encore des enfants qui crèvent de faim dans les faubourgs. Cette condamnation, c'est la révolution qui viendra demain. Le sang rejaillira sur vous.

COULAIS. — Je remercie le jury. Il nous jette un gant. Nous allons lui jeter le *Manuel du soldat* à la face, ça vaudra mieux!

Précédemment, en entendant prononcer leur acquittement, la camarade F. Numiestka et A. Cipriani avaient, eux, protesté en termes indignés contre leur acquittement :

FÉLICIE NUMIESTKA. — Je proteste contre le jugement imbécile du jury en ce qui me concerne. Je proteste et j'ai le droit de protester. C'est un jugement d'idiots. Ce sont des imbéciles...

M. LE PRÉSIDENT. — N'insultez pas le jury. Nous allons sans cela prononcer une condamnation d'un autre genre.

Mlle NUMIESTKA. — Je m'en moque!

ET CIPRIANI : — Je demande à dire deux mots. J'ai à protester contre cette injuste décision... J'assume les responsabilités... Je veux partager le sort de mes camarades... Ce que l'on vient de faire est une indignité, une honte!...

Après ces courageuses réponses, le président et ses deux assesseurs se sont retirés pour se prononcer sur l'application de la peine à chacun des accusés. Après une délibération qui dure jusqu'à 10 heures du soir, les juges rentrent en

séance et prononcent les condamnations suivantes :

Gustave Hervé, 4 ans de prison et 100 fr. d'amende ; Almereyda, Sadrin et Yvetot, 3 ans et 100 francs ; Grandidier, 2 ans et 100 francs ; Garnery, Bousquet et Coulais, 15 mois et 100 francs ; Urbain Gohier, Clément, Desplanques, Le Guéry, Laporte, Rogeon, Pataud, Bosche, Bontemps, Nicolet, Le Blavec, Castagné, Dubéros, Merle, Mouton, Frontier et Chanvin, 1 an et 100 francs ; Perceau, le seul qui ait bénéficié des circonstances atténuantes, 6 mois de prison.

Dire l'impression produite dans la salle par ces iniques condamnations est chose à peu près impossible. Ce fut chez tous ceux qui, comme moi, ont vécu cette inoubliable minute, un frémissement de stupeur et de colère.

Mais immédiatement, tout le monde se reprit, et après avoir accueilli le verdict aux cris mille fois répétés de : « Mort aux bourgeois !... A bas la Patrie !... Vive la Révolution sociale !... Nous nous retrouverons !... » les condamnés, leurs témoins et amis entonnèrent en chœur l'*Internationale*.

❖ ❖

Grave apprécie d'autre part ce verdict — naturel, puisque ce sont des bourgeois qui étaient appelés à se prononcer sur les actes de leurs ennemis de classe, — mais quand même stupide et cruel, quand l'on songe qu'au vingtième siècle il peut encore se trouver des hommes pour en condamner d'autres qui ne pensent pas comme eux.

Flétrir, condamner, abominer le meurtre est un crime aux yeux des bourgeois. L'avenir qui est avec les condamnés, et avec nous, se chargera bien de démontrer le contraire.

En attendant, stupides qu'ils sont, les douze jurés bourgeois ont-ils cru que leur verdict de haine et de vengeance apporterait une solution aux questions qui étaient posées et que l'affiche n'avait pour but que de faire discuter ? Cela, je n'irais pas jusqu'à leur faire l'injure de le supposer.

Ils ne tarderont pas à s'en apercevoir.

P. Delesalle.

Loin d'enrayer la propagande antimilitariste et antiguerrière, l'imbécile verdict des jurés de la Seine ne va que lui donner plus d'intensité.

Au lendemain même de la condamnation de nos camarades, des affiches de protestation affirmant la solidarité entière des travailleurs avec les condamnés étaient apposées sur les murs de Roubaix. A Auxerre, également, des affiches de protestation, immédiatement lacérées par la police, disent les dépêches, ont été placardées.

A Tarbes, l'un des condamnés, le camarade Desplanques, a fait une conférence le lendemain du verdict, et a fait acclamer les idées antimilitaristes. Des groupes, des cercles, des loges ont également protesté, etc., etc.

Et ce n'est là qu'un faible commencement.

L'on ne tardera pas à s'apercevoir, je le répète, que ce n'est pas en emprisonnant quelques militants que l'on empêche une idée de se manifester.

P. D.

LE BILAN D'INFAMIE

DU

TRADE-UNIONISME AMÉRICAIN

(*Suite*) (1)

La calomnie, arme de la bourgeoisie et des jésuites, est certes digne du Trade-Unionisme américain, voyant sa puissance menacée par ceux qui ont pris à tâche d'instruire les malheureux exploités enrôlés de force sous la domination des Gompers, des Mitchel.

Après discussion, le congrès établit les bases d'une nouvelle organisation ouvrière, et pour prouver son esprit international, il adopta le nom de « The Industrial Workers of the World » (les Travailleurs industriels du monde).

La constitution de cette force consciente du prolétariat révolutionnaire a beaucoup de rapport avec la Confédération générale du travail de France. Un préambule ou déclaration de principes adopté par le congrès, montre toute la valeur de cette nouvelle organisation. Je crois devoir le traduire *in extenso* :

« Le prolétariat n'a rien de commun avec la classe des exploiteurs. La paix ne pourra exister tant qu'il y aura des affamés et des nécessiteux parmi les millions d'individus qui composent la classe laborieuse, et que la minorité compose la caste des exploiteurs possédant toutes les bonnes choses de la vie.

« Entre ces deux classes, une lutte incessante doit continuer jusqu'à ce que les travailleurs, unis ensemble sur le terrain industriel aussi bien que sur le terrain politique, puissent s'emparer de tout ce qu'ils produisent par leur travail d'après une organisation économique du prolétariat *sans aucune affiliation avec n'importe quel parti politique*. Le rapide accroissement de la richesse et la centralisation de toutes les industries entre une minorité de plus en plus réduite d'accapareurs rendent les *Trades-Unions* incapables de combattre la puissance de plus en plus croissante des exploiteurs, car les « Trades-Unions » entretiennent un état de choses qui permet à une catégorie de travailleurs d'être battus par une autre catégorie d'une même industrie, de la sorte elles contribuent à la défaite de l'une par l'autre dans la lutte des salaires. Les « Trades-Unions » permettent aux exploiteurs d'induire en erreur les travailleurs en leur faisant croire *qu'il existe un intérêt commun entre le capital et le travail*.

« Ces tristes conditions ne peuvent être changées, et les intérêts du prolétariat ne peuvent être soutenus que par une organisation formée de telle sorte que tous ses membres de n'importe quelle industrie, ou de toutes les industries entières, si cela est nécessaire cessent le travail lorsqu'il y aura une grève de déclarée ou un « lock-out » de décrété dans n'importe quelle section de l'industrie. Ainsi, en portant atteinte à un, on porte atteinte à tous.

« En conséquence, nous, le prolétariat, nous nous unissons d'après la constitution suivante : (suit la formation de « The Industrial Workers of the World »).

Cette déclaration de principes est tellement simple qu'elle pourrait passer pour un ensemble de vérités de LaPalisse. Cependant elle est d'une importance capitale lorsque l'on sait que la solidarité est chose totalement inconnue dans les unions de métiers d'Amérique. A l'appui de ce que j'ai déjà avancé dans mes articles précédents, l'on verra plus loin, lorsque je parlerai de la dernière grève de Chicago, un nouvel exemple récent prouvant l'absence dans le Trade-Unionisme de cette force qui doit être la base de toute organisation ouvrière.

* *

Le comité d'organisation du congrès de Chicago proposa que le 1er mai fût adopté comme l' « International Labor Day » (la Fête internationale du travail). Cette motion fut adoptée.

Donc, désormais, le Trade-Unionisme américain continuera à célébrer son « Labor Day » (Fête des travailleurs américains ou fête des esclaves à la remorque des Gompers, des John Mitchell et autres suppôts du capitalisme yankee le premier lundi de septembre. Pendant que le prolétariat conscient célébrera le 1er Mai comme une fête internationale des travailleurs, qui sera en même temps un jour de revendication sociale. Et cela, sans en demander l'autorisation à aucun parti politique ni même au gouvernement de M. Roosevelt, le patron des bandits du Colorado qui massacrèrent et torturèrent les vaillants mineurs de la « Western Federation of Miners » et qui honore le Trade-Unionisme en acceptant à sa table les présidents de l' « American Federation of Labor », de la « Federation of the united mine workers of America » et autres fripons du même acabit.

J'expliquerai plus tard dans un autre article l'importance de la différence que l'on doit faire entre la Fête des travailleurs, qui se célèbre le 1er lundi de septembre et le 1er Mai.

Une résolution refusant l'entrée dans les « Industrial Unions of the Workers of the World » (Les Unions des travailleurs industriels du monde) aux individus appartenant à la milice ou remplissant les fonctions de policiers ou de députés sheriffs en temps de grève, fut adoptée à l'unanimité. Sur ce point, une explication est indispensable. La milice américaine se compose d'hommes qui s'enrôlent volontairement et promettent d'accourir sous les armes dès qu'il y aura urgence à « rétablir l'ordre ». L'expression « rétablir l'ordre » est internationale et tout le monde sait ce que cela veut dire !

Cependant, supposons en France, à Paris, si vous voulez, des ouvriers syndiqués se déclarant en grève et, au même moment, comme l'ordre va être compromis, M. Lépine fait appel à la milice. Les grévistes qui volontairement se sont enrôlés dans cette force armée comme d'honnêtes citoyens, accourent à la voix de celui qui est leur chef hiérarchique, s'arment, et pour prouver qu'ils sont aussi aptes au maniement des armes que les soldats de l'armée permanente, fondent sur les grévistes rebelles et les massacrent sans merci. Cette image, j'en suis certain, fera frémir d'horreur et de dégoût les lecteurs des *Temps Nouveaux*. Mais, dans le Trade-Unionisme américain, cela est considéré comme une chose naturelle et surtout très honnête. Dans la dernière grève des charretiers et camionneurs de Chicago, la milice se distingua. Je cite au hasard un fait que je prends dans le *Chicago Daily News* :

Un groupe de personnes, hommes, femmes et enfants, est assailli par un « policeman », un nègre. Les gens inoffensifs protestent : alors le sbire de l'autorité tire des coups de revolver et tue une jeune fille de seize ou dix-sept ans.

Comme on le comprendra facilement, cet acte de sauvagerie excite l'indignation des témoins des provocations du policier, une foule se forme et veut lyncher l'ignoble assassin. Celui-ci allait bientôt être mis en pièces, lorsqu'un détachement de la milice accourt, sauve le policeman sanguinaire et, comme des cosaques, se rue sur la foule désarmée. Je ne dirai pas que tous les membres de la milice sont des ouvriers trade-unionistes, mais il est à remarquer que dans ce pays, comme un peu partout les bourgeois ne tiennent guère à s'exposer au danger en descendant dans la rue pour réprimer les ouvriers un peu récalcitrants, ils préfèrent laisser cette besogne à leurs esclaves salariés. D'ailleurs, dans l'esprit général du « Trade-Unionisme », il est très honorable d'être membre de la milice, l'on a des chances d'y devenir officier et il est si beau de parader en habit militaire !

Le *Chicago Daily News*, à la date du 29 mai dernier, nous donne avis de la dépêche suivante :

« Springfield, Illinois, 29 mai. — Agissant d'après des avis reçus de Chicago, les comités des Unions locales ont aujourd'hui donné communication aux membres de la milice appartenant aux Trade-Unions qu'ils avaient à *choisir*, ou démissionner de leur fonction, ou se ranger du côté de l'opposition ouvrière. Celui qui devait être le plus atteint par cette mesure était le capitaine de la milice, un nommé Charles Walz, du 1er régiment de cavalerie. Walz est

(1) Voir le numéro 34.

plombier de son métier il arriva ici, venant de Chicago, il y a six ans; il entra dans la milice : il fit preuve de tels prodiges de valeur (1) qu'il fut élevé au grade de capitaine. Il travaille pour une maison de Springfield qui occupe un nombre très considérable d'ouvriers. Cette maison est aujourd'hui menacée d'être mise à l'index, car Walz refuse de se démettre de ses fonctions de capitaine. Les Unions de Chicago menacent de le reléguer aux rangs des renégats. »

Ce commencement de réhabilitation du prolétariat avili par le Trade-Unionisme est dû à l'action des *Unions* à tendances révolutionnaires. Ce furent des Unions de Chicago qui répondirent avec le plus d'enthousiasme au manifeste de la « Western Federation of Miners ».

Dans chaque ville d'une certaine importance, il y a un sheriff; ce Monsieur remplit à la fois les fonctions de policier, de geôlier et de bourreau. Cet emploi est très estimé dans ce pays; ainsi, Cleveland, l'ex-président démocrate des Etats-Unis, fut sheriff dans l'Ohio, avant d'arriver à la présidence; et il exécuta lui-même plusieurs condamnés. Il possédait une dextérité toute particulière à passer la corde autour du cou de ceux que la loi avait voués à la mort.

Le sheriff possède sous ses ordres une police, les députés sheriffs, qui dépend du service judiciaire.

Les député Sheriffs sont des sortes de policiers honoraires, ils sont pour la plupart des ouvriers appartenant au « Trade-Unionisme » et ils accourent lorsque leur chef les appelle pour remplir quelque dégoûtante besogne.

Tout récemment, à San Francisco, les gamins qui vendent des journaux dans les rues, et qui forment une « Union », boycottèrent un quotidien : *The Bulletin*, qui ne voulait pas leur accorder une remise semblable à celle adoptée par les autres journaux. Il y eut certaines manifestations de la part des boycotteurs, qui voulaient empêcher la vente du *Bulletin*, et l'on crut que l'ordre allait être compromis. Aussi le chef du service judiciaire avisa le sheriff d'avoir à convoquer ses policiers pour être prêt à rétablir l'ordre. Mais heureusement les gamins restèrent tranquilles; sans cela, l'on aurait vu des policiers, des aides-bourreaux appartenant au *Trade-Unionisme*, se jeter comme des fauves sur des enfants sans défense et les massacrer à coups de gourdins.

Durant la dernière grève de Chicago, les députés-shériffs firent du zèle et se conduisirent comme de vrais cosaques.

Le *Chicago Daily News* cite le fait suivant : « Un gréviste est reconnu coupable et condamné à un an de réclusion à Bridewell et 500 dollars d'amende pour avoir frappé un « scab » un (jaune) pendant la dernière grève. Parmi les douze jurés composant le grand jury qui le reconnut coupable se trouvaient *sept membres du Trade-Unionisme.*

(*A suivre.*) LAURENT CASAS.

MOUVEMENT SOCIAL

Militarisme. — Le superbe guerrier représenté par Jossot dans son dessin de la semaine dernière, est le sous-lieutenant Thomas, assassin de Rose de Noël. Je n'avais pas parlé de cette affaire, me disant qu'après tout ces choses-là arrivent aussi bien dans le civil que dans le militaire, et que cela ne prouve pas grand'chose contre l'armée. Eh bien! si; j'avais tort. Toutes proportions gardées, les actes de violence et de lâcheté sont plus nombreux chez ces messieurs galonnés que chez ceux qu'ils appellent « les voyous ». Et nous avons d'autant plus le droit de leur jeter ces actes à la face, qu'ils ont moins d'excuses que les autres, ayant d'abord leur existence assurée, jouissant ensuite d'une certaine instruction, menant une vie hygiénique et fortifiante, ayant la prétention d'être les éducateurs de « leurs hommes » et d'être des gens d'honneur, de devoir, d'abnégation, de discipline, que sais-je encore?

Ce n'est pas le moment, après le verdict « imbécile et idiot » de la cour d'assises à l'égard des signataires de « *l'affiche rouge* », de ménager les militaires et les militaristes. Allons-y!

Qu'était-ce donc que ce superbe guerrier de Jossot, le sous lieutenant Thomas? Un grand patriote, un héros selon le cœur de Déroulède, car il disait : « Je n'ai jamais pu voir un drapeau sans avoir les larmes aux yeux! » Coups de poings, coups de pieds, gifles, duels, tels étaient les exercices coutumiers de ce héros. Un jour, il provoque un de ses collègues et dit : « S'il refuse, je l'abattrai comme un chien enragé! » Oh! mœurs paisibles des casernes! Doux propros de militaires!

Il disait encore — c'est du moins un témoin qui l'affirma — — : « On dresse une femme comme on dresse un chien, en la fouettant! »

Sa maîtresse — une pauvre fille qui gagnait 100 francs par mois à chanter dans des beuglants (100 francs sur lesquels il lui fallait prélever 50 francs de chambre et trois consommations obligatoires par jour!) et qui, terrorisée par ses menaces continuelles et ses brutalités, s'était enfuie — il fit mieux que de la dresser en la fouettant, il « l'abattit comme un chien enragé ». Il l'abattit d'une balle de revolver, à bout portant, au moment où, sa chanson finie, la malheureuse fille venait faire sa quête parmi les consommateurs, — ainsi qu'on abat l'esclave rebelle qui ose se soustraire par la fuite au fouet du maître. Puis, menaçant de son arme ceux qui l'entouraient, il exigea qu'on fit venir un prêtre... Car ce patriote, qui ne peut voir un drapeau sans pleurer, est en même temps, cela va de soi, un bon catholique.

Eu égard à ses galons, vous pensez bien que le jury a écarté la préméditation (il avait juré qu'il la tuerait!) et lui a accordé les circonstances atténuantes. Aussi l'officier assassin s'en tire-t-il avec sept ans de réclusion. Comme, toujours patriote, il gémissait : « Aujourd'hui où l'armée est attaquée, je donne des armes contre elle », le président se hâta de le consoler en lui assurant que l'armée était respectée et le serait encore, malgré son acte. Allons, tant mieux!

La pauvre Rose de Noël, qui vivait dans la terreur continuelle d'être assassinée, avait porté au commissaire de police les lettres de menaces du sous-lieutenant et lui avait demandé protection. Elle ignorait que la police est faite pour protéger les coffres-forts, non les misérables chanteuses à 100 francs par mois, pour molester les travailleurs mécontents, non les officiers incarnation de la patrie, hommes sacrés. Encore une qui aurait mieux fait de ne pas être militariste!

Nous aussi, nous ne pouvons pas voir un drapeau sans pleurer... sans pleurer sur la bêtise humaine agenouillée devant tous les fétiches sanguinaires ou grotesques.

R. CH.

⁂

MONOGRAPHIE

Le groupe anarchiste de Roubaix.

I

On connaît mal les anarchistes de province.

Ceux de Roubaix ressemblent aussi peu que possible aux héros de Zola.

Les manifestes qu'ils ont publiés ont tantôt la bonne tenue des *Temps Nouveaux*, tantôt la violence d'autres journaux libertaires. Leurs orateurs sont très violents, mais on ne doit pas les juger d'après leurs orateurs, car ils ont chacun leurs idées, leurs manières de parler et d'agir. Les plus anciens ont surtout fait de l'obstruction dans les réunions des collectivistes. Les plus jeunes, qui lisent et discutent beaucoup plus, ont substitué peu à peu à ce genre de propagande la propagande par les brochures. Quelques-uns d'entre eux, comme on le verra, consacrent à « la cause » une bonne part de leur temps et de leur argent. Pourtant leur nombre n'augmente guère, et ils ont peu d'influence sur les masses ouvrières roubaisiennes. Cela tient à ce qu'ils sont des intellectuels plutôt que des hommes d'action. — Ce ne sont pas des philosophes méconnus : leur travail leur prend trop de temps, leurs griefs contre la société sont trop réels et trop nombreux pour qu'ils puissent jouir d'une grande liberté d'esprit; mais ils ont un fort penchant pour les idées générales, et seraient les auditeurs passionnés d'une U. P. — s'il s'en fondait une à Roubaix. En tous cas, les idées abstraites ont sur eux une véritable influence morale.

II

D'après les anciens, il n'y avait pas, à Roubaix, d'anarchistes avant 1882, sauf quelques Belges qui vivaient à l'écart et lisaient des journaux libertaires flamands. Cette année-là, un jeune apprenti cordonnier, Pierre L..., vit chez un marchand de journaux le *Droit Social*, journal anarchiste de Lyon. Il le lut, le relut pendant toute une semaine en s'aidant d'un dictionnaire pour comprendre un peu ces phrases qui l'enfiévraient. Il acheta régulièrement le journal, puis d'autres brochures, et les répandit. Lui et ses camarades passèrent souvent leur dimanche en discussions violentes et folles avec des collectivistes qu'ils rencontraient au cabaret de H. Carrette. En 1884, la veille du congrès national du P. O. F. à Roubaix, ils allèrent trouver P. Lafargue à l'auberge où il était descendu, et passèrent la moitié de la nuit à le contredire. Pendant les réunions « publiques et contradictoires », ils prirent plusieurs fois la parole, recueillirent quelques nouveaux camarades et beaucoup de malédictions. La même année, ils adoptèrent un individu bizarre, suspect, qui pendant six mois se promena dans les rues en sabots, avec un chapeau haut de forme, vendant des pamphlets polygraphiés — puis disparut avec 60 francs empruntés aux camarades. Ceux-ci étaient déjà assez nombreux pour supporter les 100 francs de dettes que leur rapporta une conférence manquée pour laquelle ils avaient fait venir de Paris un orateur (Tortelier). Ils payaient aussi de leur personne, introduisaient de Belgique en France, chaque semaine, un ballot de cinq cents exemplaires du *Révolté* (les *Temps Nouveaux*), alors interdit. Surtout ils s'appliquaient à contredire les socialistes dans leurs réunions, et souvent à les empêcher de parler, puisque ceux-ci refusaient de les entendre. La lutte avec les « votards » ne s'apaisa guère que vers 1898-1900. Les bourgeois affectaient de confondre les collectivistes avec les propagandistes par le fait; et l'on comprend pourquoi Guesde et Lafargue écrivaient au lendemain des élections de mai 1892 : « Travailleurs... Pour ne rien dire de la pression patronale portée à son maximum, c'est en pleine dynamitade anarchico-policière (??) c'est-à-dire en pleine terreur gouvernementale, entretenue et exploitée, que le Parti ouvrier a dû aller au scrutin. »

Les collectivistes et les socialistes se rencontrèrent pourtant à l'enterrement de Van Hamen. Au départ du cortège, il y avait plusieurs centaines de manifestants. Les brigades de gendarmerie de Roubaix, Tourcoing, Lannoy, Lille, réunies pour la circonstance, chargèrent deux fois les manifestants, qui, près du cimetière, étaient au nombre de deux à trois mille, d'après tous les journaux locaux. On ne laissa pénétrer dans le cimetière que quelques groupes qui déposèrent des couronnes avec des inscriptions comme : « Les anarchistes ouvriers au justicier Van Hamen » ou « Les tisseurs de chez Réquillart à leur camarade ».

Il y eut aussi à Roubaix quelques actes de révolte individuelle. Un ouvrier âgé de 25 ans, D..., hanté, dit-on, par un monologue qu'il avait souvent entendu réciter au groupe anarchiste, et légèrement pris de boisson, brisa la glace de la devanture d'un bijoutier, M. Duceux, dans la Grand'Rue, jeta à pleines mains les bijoux au milieu d'un groupe d'une centaine de personnes, en criant : « Vive l'anarchie! »

« Il est pénible de constater, dit la *Dépêche* du 22 mars 1894, qu'aucun des bijoux jetés à la foule par l'anarchiste n'est rentré en possession de M. Duceux. » Il y eût 4.000 francs de dégâts. Dès le lendemain, devant le juge d'instruction, le camarade s'excusait sur le compte de l'ivresse. On le condamna à un an de prison. Depuis il a repris le travail et se tient loin de tous les milieux politiques. On dit que, deux ans plus tard, un acte analogue à celui qu'il avait accompli fut commis par un autre camarade de Roubaix.

En 1890, un journal réactionnaire de Lille, *La Dépêche*, avait accusé un des pamphlétaires du *Père Peinard*, Girier-Lorion, d'être de mèche avec la police. Girier accompagné de six camarades roubaisiens, se présenta une nuit à la salle de rédaction de la *Dépêche*, demandant une rétractation et cassant du matériel. Arrêtés, ils furent condamnés à 5 et 6 mois de prison avec sursis. Girier fut condamné par défaut à treize mois. Poursuivi, il tira,

---

(1) Certainement pour s'être distingué comme vaillant cosaque dans la répression des grèves.

sans les atteindre, sur ceux qui venaient l'arrêter. Le « revolver bijou » dont il se servit pouvait à peine faire une blessure légère. Il fut condamné à cinq ans de travaux forcés (1).

Depuis, les camarades se dépensèrent en manifestations anticléricales qu'ils trouvent aujourd'hui ridicules. Pendant que des dévotes leur cinglaient le visage de vigoureux coups de chapelet, ils réussirent plusieurs fois à atteindre l'ostensoir avec du crottin, des parapluies hors d'usage, etc...

En 96 et 97 parurent les 26 numéros de la *Cravache*, du *Batailleur*, journaux rédigés par les libertaires roubaisiens. Chaque numéro leur coûtait plusieurs louis et était tiré à 2.000 exemplaires. En 1900, ils firent éditer la *Peste religieuse* de J. Most, ce qui leur coûta 60 francs. Puis, ils recueillirent entre eux 500 francs en un an et demi, et purent enfin acheter une presse à bras et un matériel d'imprimerie. Depuis ils ont édité eux-mêmes plus de 80.000 exemplaires de la *Peste religieuse* et 50.000 de la *Petite feuille* (24 numéros), qui valut à ses gérants dix mois de prison avec sursis, pour propagande antimilitariste. La feuille était imprimée et distribuée à domicile gratuitement. Elle reproduisait presque toujours des articles parus dans les journaux libertaires de Paris.

III

Depuis septembre 1902, les camarades louent, rue du Pile, un estaminet où se trouve leur presse, leur bibliothèque, la salle pour les samedis du groupe, un hangar et une cour pour les réunions publiques. Ils ne vendent pas d'alcool. Les bénéfices ont été suffisants pour payer une gérante à 21 francs par semaine. Mais, récemment, on dut réunir une certaine somme pour couvrir les frais généraux.

Quant au nombre des camarades, il est difficile de le déterminer. M. Delpon de Vissec, dans un article de la *Revue Bleue*, mai 1904, sur les grèves d'avril à Roubaix, estime qu'ils sont 350. Mais veut-il parler des ouvriers qui, par principe, s'abstiennent de voter et n'espèrent qu'en l'action révolutionnaire? Le chiffre paraît alors trop faible. Veut-il dire les ouvriers qui lisent et propagent les *Temps Nouveaux*, le *Libertaire*, la *Voix du Peuple?* Ils sont 60, exactement ou à peu près, qui achètent régulièrement ces trois journaux à la fois. Enfin, chaque samedi, le groupe réunit une vingtaine des plus ardents.

Très connus dans les milieux syndicaux, plusieurs d'entre eux firent partie de ce Comité d'entente qui, lors des grèves d'avril 1904, tenait lieu de Bourse du travail. Aux réunions privées du syndicat textile, leurs orateurs prenaient la parole avec les orateurs guesdistes, et d'eux émanèrent des discours et articles très violents. Ce sont les anarchistes qui organisèrent les premiers des soupes populaires, et leur exemple était, dès le lendemain, suivi par les guesdistes. Mais ils n'ont pas réussi à s'organiser pour l'action directe et *continue*. Avant ou pendant les grèves d'avril 1904, les anarchistes roubaisiens ont cherché à lancer deux syndicats : celui des teinturiers appréteurs, et un syndicat général du textile : l'Union ouvrière. De ces deux syndicats, le second a disparu et le premier n'a plus l'importance qu'il avait prise en avril.

Pour donner une idée exacte de leur état d'esprit, voici ce que j'ai relevé sur le cahier de prêt de leur bibliothèque, qui, *relativement*, est mieux composée, plus fréquentée que celle du textile et du P. O. F.

Elle existe depuis quatre ans et contient environ 200 volumes. Il y a eu 260 sorties en 1901, 650 en 1902, 621 en 1903.

Les livres les plus lus sont les livres de théorie de J. Grave et Kropotkine, puis viennent les romans antimilitaristes publiés chez Stock, puis les romans de Zola, et des livres comme *la Clairière*, *M. Bergeret*, *Résurrection*, enfin les publications anticléricales, qui sont assez mauvaises.

(1) Après la révolte de l'île du Salut, à laquelle il prit part, il fut condamné à mort, puis, après appel, à cinq ans de cellule. Il y mourut d'épuisement en 1891.

De 1890 à 1896, la police montra un très grand zèle. Beaucoup de camarades se rappellent avoir été perquisitionnés dix fois.

Pour d'autres, les agents venaient de mois en mois demander des renseignements au bureau de l'usine où ils travaillaient.

ROUSSET-GALHAUBAN.

MOUVEMENT OUVRIER

Les violents incidents qui se sont passés, la semaine dernière, à la Bourse du travail de la rue du Château-d'Eau montrent que décidément les syndicats n'ont plus rien à faire dans l'immeuble préfectoral.

Pour protester contre l'arrestation préventive pour faits de grève, à Amiens, des camarades Bousquet et Garnery, la Fédération de la bijouterie, dont Garnery est le secrétaire, avait organisé une réunion dans la grande salle de la Bourse.

Sans empêchement, la salle avait pu être retenue huit jours à l'avance et la réunion avait été annoncée par voie d'affiches. Mais à l'heure de l'ouverture de la réunion, alors que des centaines de camarades avaient répondu à l'appel des organisateurs, le préfet donnait l'ordre d'interdire l'accès de la grande salle.

Les assistants protestèrent et réussirent à pénétrer dans la salle retenue à cet effet et à ouvrir quand même la séance.

Les employés du préfet, le sieur Jaquelin, régisseur, en tête, ayant voulu dissoudre la réunion, reçurent force horions et durent se réfugier dans leurs bureaux.

Mais à la sortie, Lépine qu'on avait prévenu, avait organisé une souricière, et avec leur brutalité coutumière, ses sbires procédèrent à un certain nombre d'arrestations. De plus, il paraît que la police recherche plusieurs camarades.

Ainsi se vérifie ce que nous avons dit, dès qu'il a été question de l'application d'un nouveau règlement. Les organisations ouvrières ne sont plus libres dans l'immeuble préfectoral. Elles doivent sans plus tarder prendre les mesures nécessaires pour en sortir.

Quant aux quelques cocos atteints de jaunisme qui avaient tenté de faire le jeu du préfet en faisant nommer une commission administrative à eux, et qui en ont du reste été pour leurs frais, leurs appels intéressés ne pourront plus tromper personne.

L'immeuble de la rue du Château-d'Eau est définitivement sous la dépendance du préfet. Personne n'en peut plus douter. Les organisations ouvrières n'ont plus rien à y faire.

P. DELESALLE.

❖ ❖

Chez les mineurs. — Voici qu'après une période de chômage, semble vouloir succéder une période d'activité chez les mineurs. Quoique ceux-ci fassent toutes les journées, le charbon ne s'entasse cependant pas sur les plâtres, au contraire

Et l'on regrette d'autant plus de ne pas voir l'union se faire plus vite chez eux, car le moment semble propice à réclamer les primes supprimées dans ces dernières années. Quelques militants font bien leur possible pour ramener au syndicat les éléments qui l'ont quitté après la dernière grève. Mais cela ne va que très lentement. Les mineurs voudraient ne jamais connaître la défaite, et si une grève ne donne pas tous les résultats qu'ils en attendent, ils n'envisagent pas que la plus grande part de la responsabilité leur incombe, et rejettent celle-ci tout entière sur les militants.

Je veux présenter quelques observations au sujet de ces primes Pourquoi pour une augmentation de salaire, réclamer ou accepter un tant pour cent?

J'estime cette gradation injuste, car ce sont justement ceux qui gagnent le plus qui ont la plus forte augmentation, alors que ce devrait être tout le contraire. C'est ce qui explique que les ouvriers de l'extérieur, qui gagnent le moins, et les manœuvres de l'intérieur, toucheurs, embrancheurs, remblayeurs, etc. sont animés d'un mauvais esprit envers les piqueurs.

Je veux encore appeler l'attention des mineurs sur la méthode employée par les employés de chemins de fer italiens et autrichiens : l'obstruction.

Pourquoi, au lieu de faire grève, ne tenteraient-ils pas d'employer l'obstruction?

Lors de son embauchage, on remet à chaque ouvrier différents carnets contenant les règlements imposés par la Compagnie (1) à ses ouvriers. La plupart ne les lisent même pas; les autres les lisent et n'en tiennent aucun compte. Le voudraient-ils qu'ils ne pourraient pas les observer. Il n'est pas un vieux mineur qui ne vous dise que l'observation des règlements est impossible, et je maintiens qu'un lampiste, qui voudrait faire son travail consciencieusement, réglementairement, tel que l'exige la sécurité des ouvriers mineurs, ferait un bon tiers de travail en moins. Là, où il y a 6 lampistes, il en faudrait au moins 8. Il en est de même pour tous les autres travaux de la mine.

Supposons que les mineurs, au lieu de se mettre en grève, décident d'appliquer intégralement les règlements. Qu'en résultera-t-il? C'est que tel puits qui fournit 1.200 bennes par jour, n'en donnerait plus que 700 ou 800. Pas de suppression de salaire, donc, pas de misère. Et aux observations, aux menaces des agents de la compagnie, on répond : c'est le règlement.

Les *ferrovieri* italiens ont échoué parce que le public encore trop ignorant, au lieu de les soutenir, s'est tourné contre eux. Peut-être en serait-il autrement en France.

(1) Il y a aussi les règlements du corps des mines, décrets ministériels, etc.

ALLEMAGNE

Au-dessous des bêtes d'abattoir. — Extrait d'un article paru, sous ce titre, dans la *Münchener Post* (journal socialiste de Munich) du 15 juillet dernier, et signé R. K. (un ancien officier).

Cité, par Clemenceau, dans l'*Aurore* du 7 novembre.

« Que le Reichstag doive accorder les milliards nécessaires pour une guerre éventuelle, mais qu'il n'ait pas un mot à dire au moment de la décision de faire la guerre, n'est-ce pas se jouer effrontément du peuple? Seule une majorité du Reichstag profondément réactionnaire — elle se compose naturellement de nationaux-libéraux et de conservateurs — pouvait accepter une pareille disposition de la Constitution. Un vrai parti populaire aurait fait des pieds et des mains pour l'empêcher. S'agit-il d'augmenter de 60 pfennig par mois la solde des sous-officiers, on consulte le Reichstag ; mais si des millions d'Allemands, et même tout l'empire sont précipités dans le pire malheur, il n'a qu'à fermer la gueule.

« Et c'est ça qu'on nomme Constitution !

« C'est ainsi qu'on réduit au rang de bêtes d'abattoir la partie du peuple appelée sous les armes. Dans une certaine mesure, son sort est pire. Le porc n'a pas non plus le droit d'intervenir quand le menace le couteau, mais il a l'avantage de ne pas connaître d'avance son sort, au rebours des hommes qui, partant pour la guerre, savent ce qui les attend. Il leur faut s'arracher à tout ce qu'ils aiment, sans parler de la douleur de leurs femmes, de leurs mères et de leurs enfants. Et si de tels sacrifices leur sont imposés pour une cause qui leur est complètement indifférente — et le Maroc rentre dans cette catégorie — ce j'm'enfichisme des cercles dirigeants, en face du malheur de millions d'hommes, est fait pour donner la nausée. Si le Reichstag avait un droit de décision sur la guerre et la paix, une guerre franco-allemande pour la souveraineté du sultan serait absolument impossible.

« Mais revenons à notre cochon. On l'abat et son sort est d'une manière générale beaucoup plus supportable que celui du soldat, auquel la destinée réserve une balle. C'est en grognant et en cherchant à terre un fin morceau qu'il quitte l'étable. Et le coup de hache qu'il reçoit inopinément l'assomme. Encore un coup, et l'animal n'a même plus de sensation. Il attend la mort sans souffrir. L'être le plus brutal ne songerait pas à blesser grièvement un cochon, pour ensuite le laisser agoniser sous le soleil ou dans la neige. Mais le plus grand crime inventé par la bête capitaliste, la guerre, entraîne pour des milliers d'hommes ces souffrances. Ils gisent durant des heures et souvent des jours, sans secours, avec leurs plaies épouvantables, dans des mares, des sillons, exposés au soleil brûlant ou au froid glacial, et mourant enfin misérablement. Si un cochon pouvait se livrer à des considérations sur sa mort, elles seraient plus consolantes que celles du soldat allemand qui tomberait — la chose paraît si folle qu'on a presque honte d'écrire le mot — pour le Maroc. Un cochon pourrait se dire qu'il naît pour être mangé, que sa mort procurera à des affamés une heure agréable et les dotera de forces nouvelles. Au contraire, le soldat allemand verrait clairement qu'il lui faut mourir pour une politique d'aventures, ne pouvant jamais produire aucun bien, mais seulement un enchaînement de nouveaux périls et de nouveaux conflits. Il aurait le sentiment lamentable qu'il ne succombe pas pour le peuple, mais — exactement comme les soldats russes en Mandchourie — pour une guerre de cabinet (kabinetskrieg) fomentée au profit de quelques capitalistes et de gens voulant à tout prix de « grandes choses ».

« Nous aimerions voir celui qui oserait contester, en nous opposant des arguments raisonnables — les grandes phrases n'ont pas cours chez nous — qu'un porc qu'on va saigner a un sort meilleur qu'un soldat allemand obligé de donner sa vie pour un acte de charlatanisme aussi caractérisé que l'affaire du Maroc. »

ÉTATS-UNIS

La colonie anarchiste de Home (Etat de Washington). — Je suis arrivé à Tacoma, venant de Chicago, au mois de juillet 1893.

Il n'y avait pas alors aux Etats-Unis de périodique anarchiste de langue anglaise; je propageais donc le *Twentieth Century*, la meilleure publication socialiste, et le jour où j'y lus le récit du mouvement des sans-travail organisé à Massillon (Ohio) par Cotey pour marcher sur la capitale, je me convertis avec mes amis Funk et Cantwell pour en faire autant à Tacoma. Et, ma foi, en très peu de temps, nous parvînmes à organiser plus d'un millier de crève-la-faim.

Notre attitude, franchement anarchiste et révolutionnaire, fit que les grosses maisons de commerce n'osaient jamais refuser à nos délégations les produits qui leur étaient demandés; on chargeait donc sur des charrettes les marchandises pour les répartir dans la suite selon les besoins de chacun.

En mars 1894, je fis la connaissance d'Oliver Verity qui, ayant entendu parler de moi, vint me voir dans ma boutique de tailleur. Il fit sur moi une très bonne impression, grâce à son énergie, et je remarquai son enthousiasme pour la colonie qu'il venait de fonder à cinq lieues de là, avec George Allen, A Krüger et Frank Devore. Il m'expliqua que la colonie était socialiste, selon le type de la colonie Ruskin dans le Tennessee. Je m'abstins ce jour-là de toute objection.

Vers la fin d'avril éclata la grève des ouvriers des chemins de fer ouest de Chicago. Le jour même, je proposai, dans un grand meeting, la prise de possession de la ligne entre les sans-travail et les grévistes. Mais je m'aperçus vite que ni les meneurs, ni la masse n'étaient prêts à profiter de la faiblesse des capitalistes ruinés par leurs effrénées spéculations.

C'est alors que je m'unis aux camarades Davis, Clark, Funk et Rothsheck pour publier un organe anarchiste. J'écrivis à New-York, au groupe *Radikaler Arbeiter Bund* et le camarade Mazur me donna l'adresse de Spahn à Portland (Oregon). Celui-ci, avec lequel je me mis en relations, m'apprit qu'on méditait à Portland le même projet que nous à Tacoma, et que le camarade Morris avait déjà une petite imprimerie à sa disposition. Nous nous solidarisâmes donc avec eux pour assurer l'existence du *Firebrand*.

Au mois de juin, je fis ma première visite à la colonie de Glennis et aussitôt j'y attaquai le socialisme autoritaire et despotique des colons assemblés dans une grande chambre pour m'écouter. On ne put nier la justesse de mes attaques, mais on fut plutôt mécontent de mon attitude!

Je dormis chez Vérity et le lendemain au déjeuner recommencèrent les discussions. Allen me demanda ce que je proposais en place de leurs règlements. — Rien, répondis-je. — Mais, me dit-il, cela n'est pas du socialisme. — Peut-être bien que non, fis-je; mais, pour sûr, c'est de l'anarchisme... Pauvre camarade! Il finit par me tourner le dos de colère, en disant qu'en Amérique, où l'on avait la liberté du vote, on n'avait pas besoin des anarchistes européens pour y venir troubler les affaires!

En septembre, je fis venir à Glennis, H. Addis, de Portland, qui, bien qu'il ne fut pas encore anarchiste, y fit de la bonne propagande. Une vraie camaraderie était née entre la plupart des colons et moi et ils insistèrent tant que, en décembre, je me fis recevoir membre de la colonie, mais à condition que je n'y serais pas soumis à leurs réglementations.

En janvier 1894, par les soins de la société littéraire *Habel*, fut organisé un débat entre H. Addis et le socialiste Laurent Grondlund, où nos idées firent éprouver la force de leur logique.

En juin, les nouveaux camarades anarchistes firent paraître *The New Era*, imprimé sur une presse de bois.

En septembre, autre débat contradictoire entre H. Addis et G. Fiez, toujours à l'avantage de nos idées.

En octobre, j'organisai une démonstration populaire contre le gouvernement espagnol, pour son attitude inquisitoriale envers les détenus de Montjuich et autres bagnes. Je brûlai devant la foule le drapeau espagnol. Prirent aussi la parole Clark et Davis. Une protestation avec plus de cent signatures fut envoyée à Canovas.

En juin 1895, premières dissensions dans la colonie entre socialistes et anarchistes. Ces derniers se décidèrent au départ, mais avec le désir de fonder ailleurs une nouvelle colonie.

Je revins à Tacoma où j'organisai l'échange des produits et une coopérative. En septembre, nous proclamons la faillite de la colonie socialiste et, en décembre, nous construisons une barque pour explorer les îles et la côte de Puget Sound.

La barque partit le 13 janvier et le 27, Oliver Verity, G. Allen et Frank Adell débarquèrent à Joës Bay, à 25 kilomètres de Tacoma. Ils achetèrent sur la rive 60 acres de terre à 10 dollars par acre et donnèrent en acompte 20 dollars, leurs derniers sous.

Le 10 février, débarquèrent les familles de ces camarades, sans argent ni vivres, dans la forêt vierge. Il fallait couper du bois pour l'échanger contre des aliments, à Lakebay, la ville voisine.

Ainsi naquit la colonie anarchiste de Home.

Dans la suite, pour satisfaire à la loi, il fallut l'*incorporer* comme une société de bienfaisance; nous avons échappé ainsi au contrôle de l'Etat.

Le conseil d'administration se réunit une fois par mois pour payer les taxes et régler les incidents qui ont pu surgir.

Toutes les entreprises sont dues à l'initiative privée; le colon est complètement libre.

En mars 1898 arriva de San Francisco Ch. Govan, avec le matériel nécessaire pour publier le *Discontent*, qui parut quelques semaines plus tard. Govan fut arrêté après l'assassinat de Mac Kinley (septembre 1901). En mai 1902, il fut condamné à 500 francs d'amende et le service de la poste nous fut supprimé.

Fin mars 1903, nous commençames la publication du *Demonstrator* hebdomadaire, puis bimensuel.

C'est l'individualisme qui règne encore actuellement à la colonie. Mais le communisme s'y ébauche peu à peu; nous ne l'avons pas imposé dès l'origine, pensant qu'il doit apparaître spontanément. Les 150 colons habitent dans 40 maisons, dont une demi-douzaine sont fort bien construites; ils possèdent 40 vaches, quelques cochons et une nombreuse volaille. La superficie coloniale est aujourd'hui de 225 acres, dont 40 cultivés.

Il existe une musique qui donne de petits concerts et une école que 20 enfants fréquentent.

On devient colon en achetant un ou deux acres de sol et en versant un dollar d'entrée.

Le climat du pays est tempéré pendant toute l'année; l'été, parce que les brises de la mer et de la montagne apportent leur fraîcheur, et l'hiver le courant japonais, la tiédeur. La magnificence des montagnes, l'éternelle verdure d'une végétation majestueuse de pins, de sapins et de cèdres, les îles qui se baignent dans le paisible Puget Sound forment à la colonie de Home, un cadre d'une merveilleuse beauté.

A. Klémencic.

❖ ❖

La Colonie de Home. — Comme le dit plus haut Klémencic, la colonie de Home a bientôt onze années d'existence, mais personne, à part ceux qui l'ont visitée, ne s'est réllement rendu compte de son fonctionnement.

J'avais pour ma part souvent entendu parler de Home et bien des camarades m'avaient affirmé que cette colonie était loin d'être basée sur un principe libertaire, mais plutôt de tendance bourgeoise et de plus que la majorité des colons étaient des tolstoïens.

D'entendre parler si diversement de cette colonie, j'éprouvais un vif désir d'aller la visiter.

Je partis donc le 1er novembre dernier de San-Francisco sur un des vapeurs qui font le service de la côte du Pacifique, et j'arrivai le 4 à Home ayant passé par Seattle et Tacoma.

A la colonie, j'eus la chance de rencontrer Klémencic, de passage, lui aussi à Home.

Je crus d'abord, que, comme moi, Klémencic était venu là par curiosité. Mais il m'expliqua qu'il y avait déjà une douzaine d'années qu'il connaissait ce pays magnifique, et que la colonie était un peu son œuvre. Je fus surpris.

— Comment, lui dis-je, un révolutionnaire comme vous a-t-il pu instituer une colonie tolstoïenne? »

— Elle n'est pas tolstoïenne, me répondit-il, vous aller en juger par vous même pendant votre séjour ici.

Klémencic disait vrai. C'est ce je compris au cours des deux semaines que je passai à Home.

Sur les 150 habitants de la colonie, près des deux tiers sont agés de plus de cinquante ans. Ajoutez-y une vingtaine d'enfants et une dizaine de jeunes gens. Les autres atteignent tout au plus la quarantaine.

La majorité, sans avoir, comme beaucoup d'anarchistes américains, une connaissance approfondie de nos idées, leur est pourtant acquise et se montre franchement révolutionnaire. C'est ainsi que je pus assister, le 12 novembre, à un meeting commémoratif des martyrs de Chicago (11 novembre 1887). Des discours assez violents furent prononcés et à la fin de la réunion où assistaient plus de 130 personnes, les colons envoyèrent *leur sympathie aux révolutionnaires russes* et une collecte rapporta 9 dollars. Des Tolstoïens n'eussent pas agi ainsi! Chaque colon a deux acres (80 ares) de terrain, que la colonie met à sa disposition à son arrivée moyennant quatre dollars. Le colon est libre de faire ce que bon lui semble. La plupart cultivent des légumes pour leur nourriture et des fraises qu'ils vendent à Tacoma, ce qui leur procure l'argent nécessaire à l'achat de farine, vêtements, etc. Chacun vit individuellement, mais une grande sociabilité existe et rarement les colons s'achètent entre eux ce dont ils ont besoin. Ils préfèrent l'échange en produits ou l'équivalence en petits services. Beaucoup de colons comprennent le communisme et tendent à le mettre en pratique. On verra certainement d'ici peu, éclore une vie communiste à Home.

Ce que les colons ont bien compris, c'est l'éducation libertaire des enfants. Nous avons été agréablement surpris d'entendre des enfants de 8 à 10 ans raisonner comme de grandes personnes avec assurance et sang froid.

A l'école, les élèves sont entièrement libres, et l'instituteur, payé par l'Etat de Washington, ne fait pas ce qu'il veut avec de pareils pupilles.

Ainsi, pendant notre séjour à Home, les enfants refusèrent d'apprendre un chant patriotique et comme le maître insistait, ils menacèrent de déserter la classe. L'instituteur dut s'incliner.

L'on aperçoit vite les avantages de cette éducation. Les enfants sont très développés pour leur âge et n'ont pas cet air hypocrite et soumis des autres enfants.

L'amour est libre à Home. Chacun aime comme il lui plaît, et les unions comme les séparations se font le plus naturellement du monde, sans provoquer de froissements ni de malentendus. Les enfants nés d'une alliance actuellement rompue (le cas est assez fréquent), sont entièrement libres d'aller où bon leur semble, c'est-à-dire, tantôt chez leur père, tantôt chez leur mère, selon leur désir. Ils ne subissent en ce sens aucune contrainte.

D'ailleurs, il n'existe pas d'animosité entre les parents séparés qui restent bons camarades.

Beaucoup de femmes âgées portent le vêtement masculin et ont les cheveux coupés. Elles trouvent cela plus commode pour le travail des champs. Tous, malgré leur âge avancé produisent assez pour leur consommation. Quelques-uns ont des enfants en ville qui leur viennent en aide, mais ils sont en minorité.

Ils se nourrissent principalement de végétaux et de fruits, faisant de la viande un usage restreint.

La chasse et la pêche sont pratiquées par les jeunes gens, car gibier et poisson abondent dans ces parages enchanteurs.

A la saison des pluies (de décembre à mars) plusieurs colons vont travailler à la ville.

Depuis quelques années existe un journal *The Demonstrator* l'organe de la colonie. Il y a environ quatre ans, le camarade Morton, vint s'établir à Home pour s'occuper de ce journal. Malheureusement, il était trop scientifique et trop technique dans ses écrits comme dans ses conférences pour le public auquel il s'adressait. Sa philosophie brillamment développée risquait fort d'être incomprise. Naturellement le journal ne prospéra pas et de mille exemplaires, le tirage tomba à huit cents.

Après un séjour de trois ans à Home, le camarade Morton repartit conférencier à travers les Etats-Unis. Le journal tomba aux mains du camarade Cauvain, typographe, qui comme Morton n'avait pas les aptitudes nécessaires pour faire un journal.

Souvent à court de copie, Cauvain insérait des articles peu intéressants. Aussi bien, des camarades aux Etats-Unis émirent des critiques acerbes contre le pauvre journal qui n'en pouvait mais!

Il eût mieux valu, comme me le disait Cauvain, envoyer quelques bons articles, le journal ayant besoin de collaborateurs bien plus que de critiques.

Ici à Home, l'on peut faire un journal à peu de frais. Le papier et le timbrage coûtent 4 dollars, le camarade dépense environ 2 dollars par semaine, ce qui fait que chaque numéro revient à 6 dollars pour 800 exemplaires chaque quinzaine.

A Chicago paraît *The Liberator* qui coûte 50 dollars pour 1.000 exemplaires. C'est trop cher et malgré la bonne volonté des camarades *Le Liberator* cessera certainement de paraître faute de fonds. Or, comme il est urgent d'avoir aux Etats-Unis au moins un organe anarchiste en langue anglaise, je

pense que le *Demonstrator* est tout indiqué pour l'être.

Justement Klémencic depuis son retour à Home en a repris la direction et il lui a donné un caractère tout à fait intéressant.

Quelques numéros ont déjà paru et montrent bien ce que le journal peut devenir. Que les camarades l'aident à prospérer et lui envoient de bonne copie, et l'on verra le *Demonstrator* être un excellent journal anarchiste, dans ce pays où le besoin d'une énergique propagande se fait grandement sentir.

L. MOREL.

VARIÉTÉ

La Tuberculose dans l'Armée

Médecins civils, médecins militaires.

Nous recevons d'un docteur de nos amis la très intéressante lettre suivante sur laquelle nous prenons la permission d'appeler la sérieuse attention de M. le ministre de la guerre :

L... 24 février 1895.

Mon cher ami,

A propos de la santé de nos soldats et de la façon dont les médecins militaires comprennent leur devoir, je vous envoie ces quelques notes dont je vous garantis l'absolue véracité. Depuis vingt ans que j'exerce la médecine, il m'est certainement arrivé plus de vingt fois de délivrer des certificats à de jeunes conscrits, certificats constatant qu'ils étaient atteints de tuberculose. Je veux bien que cette maladie n'était pas toujours facile à diagnostiquer pour un médecin examinant le sujet pour la première fois. Les signes n'étaient pas toujours bien caractérisés ou l'affection était encore à l'état latent; mais des examens répétés et attentifs, la connaissance que j'avais du malade (l'ayant quelquefois vu depuis sa naissance) ses antécédents, etc., tout en un mot, faisait que je pouvais donner un certificat de non-aptitude physique en pleine connaissance de cause.

Or, il suffit qu'un conscrit se présente avec un certificat de médecin civil pour qu'aussitôt le médecin militaire se figure qu'on lui tire une carotte. Il reconnait alors le jeune homme bon pour le service. On l'incorpore et sous l'influence de premières fatigues dues à l'entraînement militaire, la tuberculose éclate et notre conscrit meurt à l'hôpital ou chez ses parents.

Tel est le cas d'un jeune homme de N... que j'avais soigné d'une pleurésie au mois de juin et juillet dernier. Cette pleurésie était manifestement causée par l'évolution de tubercules dans les plèvres. Je lui donnai un certificat très explicite et nul doute que s'il eut été examiné avec le soin désirable, on ne l'eut pas incorporé. Résultat : ce jeune homme, soldat au mois de novembre 1894 mourait à l'hôpital au mois de février 1895.

Un peu différent est le cas du jeune homme de M... qui revenait en juillet 1893 chez ses parents, après six mois de service, avec un congé de convalescence de pleurésie. Il y avait non seulement pleurésie, mais des signes très nets de tuberculose pulmonaire. Après deux mois de convalescence, je lui fis un certificat constatant son état et concluant à l'impossibilité absolue du service militaire. On le fit rentrer quand même à Bourges; passa-t-il devant un conseil de réforme, je l'ignore. Toujours est-il qu'il fut incorporé à nouveau, reprit son service tant bien que mal, rentra à l'hôpital au bout de six semaines ou deux mois. Après un mois de séjour, on pria ses parents de venir le chercher et quelque temps après, il mourait dans le marasme tuberculeux. Je vous cite ces deux exemples parce qu'ils sont récents et typiques. J'en pourrais citer beaucoup d'autres analogues.

Pourquoi nous est-il donné d'assister à un tel état de choses? D'abord à cause du superbe dédain que montrent les médecins militaires pour leurs confrères civils; puis de l'examen rapide et beaucoup trop superficiel qu'ils font des jeunes gens qu'ils devraient considérer au moins comme supects de tuberculose, lorsqu'on leur affirme cette maladie. Il en résulte donc un double inconvénient. En incorporant des jeunes gens dans cet état, on les voue à une mort prochaine; au surplus, on introduit dans l'armée, à jet continu, des foyers de contagion.

Étonnez-vous après cela des nombreux cas de tuberculose constatés dans notre armée! Alors que dans les armées étrangères on s'efforce minutieusement de diminuer les cas de phtisie, soit par examen attentif des jeunes recrues, soit par leur isolement aussitôt que la maladie est constatée; chez nous on conserve les tuberculeux qui, se balladent dans les chambrées, dans les couloirs, à l'infirmerie, crachant partout le bacille de Koch et le semant à tous les vents.

Alors qu'on a fait beaucoup d'efforts pour arrêter dans les casernes la propagation de la fièvre typhoïde, je ne vois pas que l'on ait fait la moindre chose pour la tuberculose.

Aujourd'hui surtout que tous les hommes valides passent par la caserne, il faudrait prendre des mesures sévères que l'on ne prend pas. Aussi bien cette effrayante maladie est-elle terriblement répandue dans l'armée française.

Excusez, mon cher ami, la longueur de ce bavardage, mais le dernier décès dont je vous parle au début et qui pouvait si bien être évité, m'a réellement indigné et m'a poussé à vous soumettre ces réflexions.

Je vous serre la main bien cordialement.

Dr C...

(*La Justice*, 27 février 1895.)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Le Rêve et la Vie (vers), par Hubert Frillay; une plaquette, à *La Vie Blésoise*, Blois.

El Hombre y la Tierra, de E. Reclus; livr. 5 et 6, 2 reales chaque, chez Alberto Martin, Apartado de Correos 266, Barcelone.

La jornado de Ocho Horas, brochure à *El Trabajo*, de Sabadell.

Rebeldias cantadas, de J. Blazquez de Pedro; tip. Silverio Sanchez, Bejar.

Le Parti du travail, par E. Pouget; 0 fr. 10, cité Riverin, 29 *bis*.

Le 22 janvier, nouveau style, par E. Avenard; *Cahiers de la Quinzaine*, 8, rue de la Sorbonne.

A propos de la séparation des Eglises et de l'Etat, par P. Sabatier, plaquette; librairie Fischbacher, 29, rue de Seine.

Les Deux naufrages, par Kaundel; broch., 0 fr. 20, Imprimerie ouvrière, 68, rue de la Hache, Nancy.

Memorias para la historia de la revolucion de Centro américa, par Manuel Montufar, chez Dutriz Hermanos, San Salvador.

Christmas cruelties, by E. Belle; Humanitarian League, 53, Chancery Lane London.

L'Almanach du peuple, 0 fr. 75, chez Descombes, 43, rue Linné.

La Fin du siècle (en russe), par L. Tolstoï; chez Tchertkoff, Christchurch, Hants (Angleterre).

Correspondances et Communications

Antimilitarisme et Internationalisme pratiques

D'une lettre d'un camarade, ancien déserteur, nous détachons les quelques passages suivants qui nous semblent mériter considération.

Mais la logique et le moindre effort réclament purement et simplement le refus individuel de servir, en s'en allant tout bonnement à l'étranger lors de la conscription.

Les organisations syndicales pourraient de leur côté, si elles avaient le souci des résolutions pratiques, aider effectivement les insoumis en établissant entre elles des relations internationales à cet effet :

Voici, à mon avis, comme il serait profitable de procéder. La confédération générale du travail recueillerait la liste des conscrits qui veulent s'expatrier, et les ayant classés par professions, adresserait aux organisations syndicales belges, allemandes, italiennes, américaines — surtout à ces dernières, les Amériques étant des pays d'immigration au premier chef; — un appel demandant combien de cordonniers, de menuisiers, de boulangers et de mécaniciens, chacune de ces organisations peut se charger de placer. Ces organisations ouvrières seraient de plus puissamment aidées par les nationaux résidant à l'étranger, qui se feraient un devoir d'aider leurs camarades nouveaux venus, et de leur créer un milieu peu différent de celui qu'ils auraient délaissé. Dans ces conditions l'exil volontaire serait considérablement adouci, et l'établissement à l'étranger, si pénible pour l'isolé, se trouverait réduit au minimum de risques et de difficultés.

Il serait ainsi loisible à nombre de jeunes gens désireux de mettre leurs actes en harmonie avec leurs théories, de le faire sans encourir aucun risque, et c'est là, de l'internationalisme pratique au premier chef.

J'ai, dans maints articles publiés dans *La Protesta*, quotidien libertaire de Buenos-Ayres, préconisé ce moyen. Dans son congrès de 1901, la Fédération ouvrière argentine a même pris une *virile* résolution en ce sens. Malheureusement elle a été aussi vite oubliée que votée.

Pourtant je suis bien convaincu, et les nombreuses correspondances que j'ai reçues à ce sujet renforcent cette croyance, qu'il y a de bonne et excellente besogne à faire par ce moyen. Soyons soucieux des réalités; délaissons les vaines discussions de métaphysique sociale; il est aussi futile de discourir sur l'attitude des révolutionnaires *en cas de guerre* que sur ce qu'ils feront *après la révolution*.

Soucions-nous du présent. Voilà le meilleur moyen de ne pas divaguer en de nébuleuses conceptions; le meilleur moyen surtout de préparer l'avenir.

En l'espèce, que les Bourses du travail s'entendent; qu'elles s'efforcent de *dissoudre* les armées; qu'elles *se passent* leurs insoumis, leurs déserteurs, c'est d'une bonne besogne qui rapprochera le moment où l'homme ne déshonorera plus l'homme, et fera vrai le mot de J.-J. Rousseau.

J.-C. COLLONGES.

Groupe de propagande anarchiste par l'écrit.

Envoyé :

Les Temps Nouveaux 30
L'Enseignement libertaire et l'Enseignement bourgeois (Grave). 120
Anarchie (A. Girard). 50

Adresser fonds et correspondance au camarade Froment, 129, route d'Orléans, Arcueil-Cachan (Seine).

Jeunesse Syndicale de Toulon.

Aux camarades,

Un stock d'invendus de la chanson *l'Hymne à l'anarchie* nous reste; étant obligés de nous en débarrasser faute de place, et pour nous permettre d'éditer d'autre travail, nous faisons appel pour les écouler aux Groupes, Causeries populaires, Jeunesses syndicalistes, Syndicats et individualités.

La chanson : *paroles et musique* est laissée à raison de 1 franc le cent, port en plus.

S'adresser au camarade Fessolle Léonce, 12, rue Etienne Pelabon, Toulon.

Notre prochain Supplément sera consacré à la

MAGISTRATURE

CONVOCATIONS

Maison du Peuple de Montmartre. — Cours par H. Lagardelle, le vendredi 5 janvier, à 9 heures: La désagrégation des partis socialistes et la formation du syndicalisme révolutionnaire.

Cours de français pour les étrangers le lundi et le jeudi à 9 heures.

La Fraternelle, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 5 janvier. — M. James Guillaume: Causerie sur la Révolution française. — I. Préliminaires. — Le déficit et les Etats-Généraux. — Le serment du Jeu de paume (20 juin 1789).

Lundi 8. — Soirée musicale et littéraire espérantiste: Saynète-conférence sur l'Espéranto; *La Musoj*, historiette comique en espéranto (programme ultérieur).

Mercredi 10. — M. Robes : De l'attitude à prendre en cas de guerre.

Vendredi 12. — M. Morel: Principaux moments de la littérature française: *II*. Les grandes idées de la Renaissance; la Transition, l'Humanisme; la Pléiade; Rabelais et Montaigne.

Tous les lundis, à 8 h. 1/2, cours d'Espéranto, par M. Blangarin.

Tous les jeudis matin, de 10 h. 1/2 à midi, cours de piano, solfège, mandoline, dirigé par Mme Lebrun-Lagravier.

Causeries populaires du 19e arrondissement. — Jeudi 11 janvier, à 8 h. 1/2, salle Fassot, 5, rue du Rhin, causerie par le camarade Cignori sur: Naissance et évolution de l'idée de patrie.

Firminy. — **Université populaire**. — Un certain nombre de camarades se sont constitués en groupement et ont organisé des cours d'Espéranto qui auront lieu momentanément les dimanches de 9 heures à midi, et dans la suite deux fois par semaine.

La Seyne. — **A. I. A.** — Dimanche soir, 7 janvier, à 8 heures, au siège social des « Anticrates », grand meeting antimilitariste de protestation. Ch. André, Pons et divers camarades parleront sur le procès de tendance.

Erratum. — Une faute d'impression s'est glissée dans la légende du dessin de notre collaborateur Jossot. Il faut lire: Oui, Messieurs, j'ai *tué*, au lieu de: j'ai *tiré*.

Notre prochain dessin sera signé : Agard.

A NOS LECTEURS

Tous ceux qui ont des enfants savent combien il est difficile de leur trouver des livres de lecture ne contenant pas d'idées fausses, préconçues, des axiomes de morale stupide ou asservissante.

C'est pour répondre à ce besoin que j'ai essayé de lancer le Coin des enfants, *où nous avons rassemblé ce que nous avons pu trouver de mieux dans la littérature de divers pays, pouvant amuser, instruire et faire réfléchir les petits lecteurs.*

Le volume de l'année dernière (1re série) contient entre autres parmi les meilleurs contes d'Andersen: L'Ombre, Les nouveaux habits de l'empereur, Le Vilain canard; Les Cygnes, *de Beata;* Frédéric et Catherine, *de Grimm;* La Touche d'or, Le Paradis des enfants, *de Hawthorne, avec nombreuses illustrations de M. H. T.*

Le volume de cette année (2e série) contient: Leçon de roi, *de W. Morris;* Le petit chemin, *de notre collaborateur Michel Petit; trois contes tirés des* Légendes de l'Alhambra, *de Irving, et l'humoristique* Congrès de philanthropes, *de Beata, avec illustrations de Delannoy, Delaw, Hermann-Paul, Hénault, Iribe, Kupka, M. H. T., Naudin et Willaume.*

Ce sont des lectures amusantes pour des enfants de 9 à 15 ans, et dans lesquels les grands peuvent trouver également avantage et distraction.

J'insiste auprès de nos lecteurs pour leur recommander ces volumes dont la publication sera continuée si on nous aide à placer ceux déjà parus. Chaque volume 3 francs; 2 fr. 50, chacun pour ceux qui prendront les deux.

MUSÉE DES ANERIES

A l'école primaire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ
VILLE DE PARIS
BON POINT

On trouve au verso de quelques-uns de ces bons points les sentences suivantes :

« La propreté est à la portée de tous; elle est *le luxe du pauvre*, et la dignité du plus humble. »

« Faites-vous un intérieur agréable et vous éviterez les dangers des mauvaises fréquentations. »

« L'alcoolisme est la cause directe et immédiate de la plus grande partie des accidents sur les chantiers des travailleurs. »

« La consommation habituelle de l'alcool, le plus souvent d'origine étrangère, fait diminuer la consommation du vin, produit essentiellement français et sans inconvénient pour la santé quand on n'en *abuse pas*. »

Etc., etc...

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross.	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier	» 15
L'Humanisphère, par Dejacques	1.20
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agar	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault.	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyon, couv. de Daumont	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac	» 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy	» 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard	» 15
L'Anarchie, par Malatesta	» 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck	» 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
Au Café, par Malatesta	» 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
L'Anarchie, par Girard	» 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin	» 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannet	» 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi	» 15
La Mano-Negra et l'opinion française, couv. de Hénault	» 10
La Mano-Negra, 8 dessins de Hermann Paul.	» 40
Documents socialistes, Dal	» 40
Chansonnier révolutionnaire	» 35
Militarisme, Fischer	» 35
Le Rôle de la femme, Fischer	» 35
Entretien d'un Philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couverture de Grandjouan	» 15
La Guerre, Mirbeau	» 35
Un Procès en Russie, Tolstoï	» 35

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans les listes d'ouvrages que nous publions, nous ne donnons que les titres de ceux que nous croyons pouvoir recommander aux camarades. Mais nous nous mettons à leur disposition pour exécuter n'importe quelle commande en librairie.

Comme on peut le voir par les prix marqués, nous faisons profiter les camarades qui s'adressent à nous d'une partie de la remise qui nous est faite.

Bibliographie anarchiste, par Nettlau, *franco*	1 85
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Le-français	1 85
Du rêve à l'action (vers), par H. E. Droz	5 »
Intimités et Révoltes (vers), par La Jarlière	1 50
Les Résolutions (vers), par A. Pratelle	1 50
Las aventuras de Nono, par J. Grave	2 »
Compendio de Historia universal, par Clemencia Jacquinet, 4 vol. chaque	2 »
Origen del Cristianismo —	2 »
Cuaderno manuscrito, —	2 »
La Sociedad futura, par J. Grave, 2 vol.	4 »
Cartilla, primer libro de lectura	1 50
Guerre-Militarisme, édition illustrée	8 »
— — édition de propagande	2 75
Patriotisme-Colonisation, édition illustrée	8 »
— — éd. de propagande	2 75

A ceux qui s'engagent à souscrire au 3e volume en préparation, les deux volumes illustrés sont laissés au prix de souscription, 15 francs.

Le Coin des enfants	3 50

Avec le prochain numéro, nous commencerons, en variété, la publication d'une étude d'Amédée Dubois sur le *pamphlétaire et romancier populaire* **Claude Tillier** (1801-1844).

EN VENTE AU JOURNAL

Dernières lithos parues.

La Libératrice, de Steinlen;
Le Missionnaire, Willaume;
Aux petits des oiseaux, Willette;
Les Errants (réimpression), de Rysselberghe.

Par la poste. . . . . 1 fr. 40
Edition d'amateur. . . . . 3 » 50

Demander le catalogue.

Petite Correspondance

A. R., Tour St-Gelin. — J'expédie le numéro. Le service a toujours été fait régulièrement.

N., à Vatan. — Vous trouverez des livres de lecture Esperanto chez Hachette.

Montpellier. — Convocation arrivée trop tard semaine passée. Pour le mardi.

Reçu pour le journal: C. L., 5 fr. — B., à Blénry, 0 fr. 20. — A. F., à La Celle-Dunoise, 1 fr. — A. C., 5 fr. — B., à Berne, 6 fr. — Merci à tous.

L. M., à Ezy. — E. M., à Flémalle. — B., à Carnières. — S., à Arsimont. — P. M. C., à Lisbonne. — C., à Clarens. — W., à Mont-sur-Marchienne. — G. A., à Angy. — P. T., à Marseille. — V. C., à Recanate. — D., à Tilh. — P., à Moulins. — D., à Dorignies. — D., à La Haye-Descartes. — W. J., à Le Cateau. — B. C., à La Montagne. — E. V., à Morlanvelz. — H. R., à Fribourg. — N., à Vatan. — R., à St-Claude. — C. P., à Daigny. — S., à Etampes. — V., à Nîmes. — P. F., à Precuimore. — C., à Cette. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

11e ANNÉE. — N° 37. 13 JANVIER 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50
LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir au supplément le dessin de Agard.

SOMMAIRE

MEMENTO MORI !

Après les massacres du 22 janvier, le carnage d'une foule inoffensive sur les perspectives de Saint-Pétersbourg, j'écrivais :

« L'armée russe, battue par les Japonais, vient de se couvrir de gloire sur la Newsky, comme nos généraux de 70, humiliés par les Allemands, prirent leur revanche contre la population parisienne, en mai 1871. Le militaire vexé est plus redoutable encore que le militaire triomphant. Le sang non répandu par celui-là crie vengeance plus fort que le sang versé par l'autre. »

Une seconde fois, à moins d'un an d'intervalle, l'évènement vient de vérifier l'exactitude de cette observation. Après Saint-Pétersbourg, Moscou. Après la journée sanglante du 22 janvier, la semaine sanglante de décembre.

Il faudrait avoir le cœur placé bien bas, tombé dans le ventre, pour ne pas juger cette péripétie de la révolution russe plus émouvante que le fait, pour nous, de savoir lequel l'emporte, aux élections sénatoriales du 7 janvier, du rép. prog., du rad. soc., du dép. lib. sort., ou du cons., comme disent les comptes rendus de ce sport triennal.

Donc, la réaction, là-bas, provisoirement, triomphe. Elle triomphe, comme toutes les réactions, dans le sang. Elle a eu sa belle opération de police, accomplie par les troupes fidèles au tsar. L'ordre règne à Moscou, rétabli par les vaillants soldats du brave colonel Minn, aide de camp de l'Empereur. Quand on a vu le gibier aux abois, on a fait donner la meute, la garde. Absente des champs de Mandchourie, elle inscrit tout de même une curée sur son glorieux drapeau. Elle a enlevé d'assaut, brillamment, après l'avoir canonné, le faubourg de Presnia. Elle a fusillé des femmes et des enfants désarmés; elle a détruit des maisons; elle a balayé des avenues; elle a bien mérité du tsar et de ses capitaines, du maître et de ses grands veneurs.

Et cette chasse ardente nous reporte à trente cinq ans en arrière. La Russie nous renvoie les nouvelles effroyables qu'elle recevait de nous à la fin de mai 1871. L'alliance dont on nous rebat les oreilles depuis si longtemps, c'est enfin le prolétariat qui la réalise, au mur des insurgés. Les ouvriers de Moscou et les ouvriers de Paris se donnent la main, par dessus les barricades. Les barricades! Le seul emprunt russe qui réveille en nous la fierté d'être français.

Car celui-là, quoi qu'on puisse dire sur des apparences, ne profitera pas au tsar, à sa famille et à leurs soutiens. Entre eux et la classe ouvrière, il y a désormais ces barricades, ce mur éclaboussé. Il y a le souvenir des morts, le culte des martyrs. Il y a l'admirable abnégation de cette jeunesse révolutionnaire, donnant sa vie pour effacer l'impression produite par l'échec de la troisième grève générale.

Cet échec marquait un arrêt dans le mouvement vers la liberté. Le régime tremblant se rassurait. L'organisation révolutionnaire avait démontré son impuissance ou tout au moins sa préparation insuffisante. Tant de peine pour accoucher d'un fœtus! Déjà la bureaucratie narquoise le mettait en bocal pour le montrer aux souscripteurs bénévoles des emprunts médités, et dire à ces nigauds : « Vous voyez bien que vous aviez tort de vous alarmer... Le commerce reprend, les promesses reprennent, tout reprend... Envoyez-nous l'or dont nous avons un besoin pressant pour raffermir notre prestige ébranlé... »

La jeunesse moscovite s'est offerte en holocauste pour parer le coup. Rien n'est fini. Tout recommence. L'avortement de la grève était une victoire pour le gouvernement; l'égorgement des insurgés n'en est pas une. Est-ce que les têtes de tous ceux que l'autocratie fit pendre, n'ont pas repoussé, vivantes, sur d'autres épaules? Ainsi le sang frais dont les rues de Moscou furent arrosées, ramènera la fertilité où sont aujourd'hui les décombres. Les déboires de la grève avaient relâché les ressorts de la révolution; un bain de sang va les retendre. Gloire à toi, jeunesse écarlate, qui t'es fait ouvrir les veines pour remplir la baignoire!

Ce que la réaction allait dire au lendemain des massacres, parbleu! nous le savions bien! C'est ce qu'on a dit chez nous après la commune. La répression répète partout les mêmes grimaces. Elle reproche d'abord aux révoltés de ne pas s'être fait tuer en assez grand nombre Les chefs ont échappé...

A l'heure du danger, ils se sont prudemment tenus à l'écart. Ils ont poussé la lâcheté jusqu'à ne pas s'ensevelir sous les ruines des maisons mitraillées. Ils ont fait faux bond au colonel Minn, à sa troupe et aux cosaques. On n'a pas idée d'une conduite pareille! Si tous les loups ne sont pas morts, de nouvelles battues deviendront nécessaires. N'eût-il pas été préférable d'en finir tout de suite, pendant qu'on y était? La garde et son illustre chef ont hâte de reprendre leur paisible service auprès du tsar. Ils n'aiment pas qu'on les dérange trop souvent.

Nous connaissons l'antienne. Elle résonna aux oreilles des combattants de la Commune mêmes, qui furent pris et déportés. On ne leur pardonnait pas d'avoir déçu le peloton d'exécution.

Quels étaient les chefs, à Moscou? On n'en sait rien. Peut-être n'y avait-il pas de chefs et cette foule anonyme était-elle mue simplement par l'obscur instinct du sacrifice, du sacrifice indispensable. Peu importe; à toutes les armées victorieuses, il faut des cadavres — trophées. Moscou a frustré des siens la garde impériale. Que va-t-elle rapporter à Saint-Pétersbourg? Des *têtes* étaient mises à prix. Pas de *têtes*, pas de salaire ou un salaire réduit. Les déplacements de la garde ne sont plus payés!

Une seule chose, aussi bien, justifierait la remarque des organes du pouvoir et de l'ordre: l'extraordinaire aberration du pope Gapone assis aux tables de roulette à Monte-Carlo, tandis qu'on se fusillait à Moscou; du pope Gapone gémissant: « Ils vont trop vite, là-bas!... Je me suis, nous nous sommes trompés... Assez de sang! Rien ne va plus! » tandis que la noire passait.

Car c'était la noire; la rouge passait ailleurs. Vous avez beau dire, Gapone, que la révolution est pauvre et que vous lui avez gagné la forte somme. La révolution a plus besoin

d'hommes que d'argent. C'est à Saint-Pétersbourg, le 22 janvier, que vous avez gagné une popularité; c'est à Monte Carlo que vous l'avez perdue.

Moi, quand j'appris que vous partiez pour la Côte d'azur, ce n'est point à la roulette que je pensai : c'est aux grands-ducs... Je vous demande pardon, moi aussi, de mon erreur.

Autre chose que cette inconscience du pope errant m'a rappelé la commune. Ce n'est pas l'épisode de l'homme fusillé dans le clocher d'une église dédiée à la Vierge, comme furent fusillés, en mai 71, dans le clocher de Saint-Pierre de Montrouge, les fédérés qu'on y trouva.

En lisant dans les journaux qui se renseignent à Saint-Pétersbourg, qu'on avait beaucoup exagéré les pertes de l'insurrection, il m'a semblé entendre Maxime du Camp réfuter les allégations des historiens évaluant à trente mille, au bas mot, le nombre des morts pendant la Semaine de Mai.

« Trente mille! s'écriait l'auteur des *Convulsions de Paris*, quelle sinistre plaisanterie! 6667, voilà le chiffre exact. J'ai déterré moi-même les cadavres pour les compter »

Ainsi, bientôt, Docbassof, Mischenko, Staukelberg, Minn et leurs acolytes, jureront sur les icônes, qu'ils n'ont pas tué ou blessé, en huit jours, plus de vingt personnes.

Enfin, beaucoup d'esprits favorables en principe au soulèvement du peuple russe contre ses oppresseurs, qualifient « d'héroïque folie », la convulsion de Moscou.

Héroïque, oui. Folie, non. Pourquoi pas, plutôt : exemple?

Les morts ne demandent ni qu'on les juge, ni qu'on pleure sur eux. Ils ne demandent qu'un souvenir, mais un souvenir allant jusqu'à l'obsession, un souvenir tel que Gapone lui-même, la prochaine fois que le rateau du croupier poussera vers lui un tas d'or, ait la vision d'un autre rateau énorme poussant vers l'empereur, comme un gain monstrueux et passager, l'enjeu sanglant de la révolution, laquelle ne perdra pas toujours.

LUCIEN DESCAVES.

Aveux et Documents

Médecins légistes et experts.

Dans L'Université de Paris, *revue mensuelle de l'Association générale des étudiants, (décembre 1905), M. Georges Lévêque rapporte les suggestifs conseils que le médecin légiste Thoinot donnait récemment à ses auditeurs au cours d'une conférence de médecine légale. Il s'agissait de l'attitude à prendre en cour d'assises, en face de questions quelquefois embarrassantes de l'avocat.*

— *« Messieurs, pour ne jamais être embar-« rassés, ne répondez jamais, autant que pos-« sible, aux questions de la défense, et tenez-« vous en strictement aux termes de votre rap-« port; en tout cas, pour avoir le temps de la « réflexion, faites-vous toujours répéter la ques-« tion par le président des assises, et alors, « quand vous répondrez, employez les termes les « plus techniques et les plus ardus, de façon « qu'ils soient incompréhensibles pour l'avocat. « De cette façon vous n'aurez pas d'ennuis. »*

Tout commentaire ne pourrait qu'affaiblir l'éloquence de ce texte.

* *

Un chauffeur était poursuivi pour excès de vitesse devant la onzième chambre du tribunal de la Seine, présidée par M. Morise.

Le délinquant plaidait que la preuve de la contravention n'était pas fournie Alors, le président eut ce mot où il y a un aveu terrible.

« Si l'on ne jugeait que lorsqu'on est certain de ne pas se tromper, il faudrait supprimer la justice humaine! »

Et M. Morise continue à juger.

Colère de Froussards

Je lis dans les journaux que la cour d'assises de la Seine vient de condamner à mort un apache présumé coupable d'avoir tué, dans une rixe, un agent de police.

Du coup m'apparaissent les véritables motifs qui ont poussé douze personnes à retrancher de la vie, pendant plusieurs années, vingt-six de leurs concitoyens, qui n'envisageaient pas de la même façon qu'eux leurs devoirs envers la société.

Dans les deux cas, les hommes qui s'étaient attribué le droit de juger ont obéi au même sentiment : la frousse!

Ces hommes appartiennent tous à la même classe sociale : ce sont des possédants, ou ils aspirent à le devenir, ou ils sont à leur service.

Voyez la liste des jurés dans le procès du 28 : deux rentiers, un propriétaire, un patron d'usine, un cultivateur propriétaire, trois commerçants, un clerc d'avoué, un architecte, un pharmacien et un agent de la Compagnie des chemins de fer P.-L.-M., tous gens bénéficiant de l'organisation capitaliste et parmi lesquels un bien petit nombre serait apte à gagner sa vie, dans une société organisée normalement.

Si peu clairvoyants qu'ils soient, ces hommes comprennent que leur situation privilégiée ne peut se maintenir que par la force, contre la poussée incessante de tous les hommes dépouillés du fruit de leur travail.

Ils vivent en tsars au petit pied, obligés de se faire sans cesse protéger par des domestiques armés, faute de quoi ils ne peuvent rentrer du théâtre ou du cercle sans se faire estourbir, ni se livrer aux douceurs de l'amour sans être entôlés. Il leur faut en outre des chiens de garde, bien dressés par un long séjour à l'armée, pour veiller dans leurs banques, et des troupes, pour mâter les ouvriers qui ne veulent plus travailler dans leurs usines sans être payés.

Il leur est surtout indispensable que la vile populace les considère, eux, leurs richesses et leurs propriétés, comme des choses intangibles, sacrées, et même nécessaires au bonheur de tout le monde; que les règlements qui assurent la conservation des capitaux entre leurs mains soient observés, comme autrefois les préceptes de l'évangile; que les miséreux regardent comme un honneur de sacrifier leur vie, à ceux qui leur volent leur pain. C'est énorme, mais cela était, cela est encore possible avec la masse de la population, tant elle est asservie.

Malgré tout, ces malheureux bourgeois ne dormaient pas tranquilles. Pas plus que le tsar ou le sultan, ils ne se sentaient assez sûrs de leurs gardes du corps.

Et voilà qu'ils se voient menacés de n'en plus avoir. Les apaches tuent les sergots, et les émancipés montrent aux militaires quel sale métier on leur fait faire!

Une sueur froide a mouillé le dos du pauvre capitaliste. D'un coup d'œil, il a vu son coffre-fort éventré, livrant en partage aux déguenillés, les écus péniblement amassés à leurs dépens; son usine déserte, sans fusils pour la défendre; ses enfants obligés de travailler eux-mêmes pour gagner leur pain, et par-dessus tout l'impossibilité de bluffer auprès des concurrents étrangers pour leur enlever, sous menace de guerre, de bons clients à plumer au Maroc ou ailleurs.

C'était la ruine finale, irrémédiable, la fin d'un règne, la disparition d'une carte.

Tout beau! les révoltés n'étaient pas encore les maîtres. Ils étaient quelques-uns seulement à lever la tête et à hausser la voix. La foule attendait les résultats de cette première tentative, pour se ranger du côté des vainqueurs. Il fallait lui montrer que la vieille masure capitaliste n'est pas encore si vermoulue qu'un coup de gueule suffise pour la mettre à bas.

Et pâles de colère, de la colère des lâches, des gens qui ont la colique aux entrailles, nos bourgeois, magistrats et jurés, ont bouclé les gueulards pour longtemps, ne regrettant qu'une chose, de ne pouvoir leur couper le cou, comme à l'apache!

MICHEL PETIT.

DES FAITS

La quatrième chambre du Tribunal civil, présidée par M. Duchauffour, vient de juger qu'un jeune ouvrier imprimeur, émasculé par suite d'un accident de travail, n'avait droit à aucune des indemnités prévues par la loi.

« Attendu, dit le jugement, que les seules incapacités qui, d'après la loi, peuvent donner droit à une rente, sont celles qui entraînent une diminution de salaire; que les lésions subies par le jeune V... laissent à ce jeune homme une capacité entière pour les travaux de sa profession... »

Telle est l'opinion du professeur Berger, consulté comme expert par le tribunal, et qui a prévalu.

(Le *Temps* et la *Gazette des Hôpitaux*, 16 novembre 1905.)

* *

Les dernières nouvelles nous apprennent qu'une famine épouvantable sévit au Japon.

Des milliers d'habitants de la province du Nord-Est se trouvent, à l'approche de l'hiver, sur le point de mourir de faim.

Voilà ce que la guerre rapporte au peuple vainqueur!

FÉLIXIOS.

LE BILAN D'INFAMIE

DU

TRADE-UNIONISME AMÉRICAIN

(*Fin*) (1)

Il y a environ deux ans, John Turner, membre du Trade-Unionisme anglais, était invité par plusieurs groupes ouvriers de New-York, de Boston, de Philadelphie, et d'autres centres des Etats-Unis, à venir faire des conférences parmi les membres des « Trades-Unions ». Le conférencier anglais était plusieurs fois déjà venu dans la libre Amérique, où il s'était acquis une grande estime dans tous les cercles radicaux; certains journaux appartenant à la grande presse rendirent un tel hommage à sa droiture et à la valeur de ses idées qu'ils allèrent jusqu'à défendre les théories qu'il propageait.

De retour à New-York, venant d'Angleterre, John Turner fit une conférence qui eut un grand succès; mais la police, qui le guettait, attendit qu'il eût fini de parler pour l'arrêter lâchement et l'emmener avant que ses amis et ses camarades eussent eu le temps de se rendre compte de ce qui venait de se passer.

(1) Voir les numéros 34, 35 et 36.

La « Free speech League » (1) — La Ligue pour la libre parole — prit de suite la défense du trade-unioniste anglais. Elle fit appel à tout ce qui, dans ce pays, n'est pas entièrement corrompu. Quelques grands journaux bourgeois se joignirent à elle pour protester contre l'arrestation de notre ami qui fut de suite condamné, en vertu des lois scélérates, a être expulsé.

L'on fit appel à la Cour suprême et pendant plusieurs mois l'on fit campagne contre les lois infâmes que l'on qualifia d'anticonstitutionnelles, d'anti-américaines, puisqu'elles portent atteinte à la base même de la constitution de la grande Amérique.

Le Trade-Unionisme étant une force considérable, composée de plus de deux millions de membres, pouvait faire beaucoup en manifestant un esprit de solidarité en faveur du trade-unioniste anglais; il pouvait entraîner le prolétariat et une grande partie du peuple américain vers un mouvement en faveur du progrès, en protestant contre les lois scélérates. Aussi le comité formé pour la défense de John Turner fit de suite appel au « Trades-Unions » américaines, qui d'abord ne daignèrent même pas répondre. Cependant, sur les instances de la « Free speech League », le Trade-Unionisme américain finit par parler et par la voix de Samuel Gompers il déclara : « Nous ne pouvons rien faire pour Mr. John Turner. » Seuls, comme j'ai eu l'occasion de le dire dans mon étude sur le *Trade-Unionisme et l'esprit du peuple américain*, quelques individualités appartenant aux « Trades-Unions » protestèrent en faveur du conférencier anglais.

La Cour suprême confirma le jugement du juge de New-York. Ainsi la grande République américaine put consommer le crime d'attentat contre la constitution, grâce à la complicité du Trade-Unionisme.

De même que, plus tard, elle put sans avoir à craindre les protestations des grandes organisations ouvrières, commettre toute sorte d'outrages et de tortures dans le Colorado, plaçant ainsi la libre Amérique au niveau de la Russie autocrate.

Et le capitalisme peut continuer à préparer l'avènement de l'impérialisme, certain de trouver un allié fidèle dans le Trade-Unionisme.

* *

L'année dernière, après sa réélection à la présidence, M. Théodore Roosevelt voulut se faire accorder les honneurs du triomphe, tout comme un dictateur de la vieille Rome. Pour cela il prit pour prétexte que, comme un simple citoyen, il devait jurer fidélité à la constitution, et cela, ô comble du cynisme ! après les horreurs du Colorado.

La grande presse capitaliste, dans un mouvement unanime, se prépara pour célébrer ce grand jour que l'on appela le « Celebration Day » (le Jour de la célébration); dans un pays monarchique l'on aurait dit : « le Jour du couronnement ».

Enfin ce grand jour arriva et le gouvernement dut prendre des mesures énergiques pour éviter que les murs de la ville de Washington ne fussent ébranlés ; car les sociétés musicales de tous les Etats de l'Union ne parlaient de rien moins que de jouer toutes ensemble, dans les rues de la capitale de la République américaine, pour la gloire du grand Roosevelt.

Dès que le landau du président — le char du dictateur — apparut, le peuple en délire ne sut comment gesticuler, crier, hurler, pour manifester sa veulerie, son aplatissement devant l'autocrate américain.

Après les membres du corps diplomatique de toutes les puissances venaient les grands capitalistes américains, les rois des « trusts », les membres de la « Civic Federation » et parmi eux, en habits de gala, se trouvaient Samuel Gompers (1), John Mitchel et autres « leaders » du Trade-Unionisme américain.

Plus en arrière, en habits de travail suivaient des délégations d'ouvriers de l' « American Federation of Labor » et de la « Federation of the United Mine Workers of America. » Tous ces ouvriers, tous ces esclaves, sur les visages desquels brillait un contentement de bête satisfaite faisaient entendre de leurs bouches puant le wisky des cris frénétiques de « Vive Roosevelt » et des « hurrahs » pour le grand président, qui couvraient ceux de toute la meute policière.

Le lendemain, toute la presse capitaliste, sans distinction, parla avec emphase de ce grand jour qui serait le plus beau dans l'histoire de l'Amérique.

« En ce jour magnanime, disait-elle, tous les partis politiques ont oublié leurs haines, le capital et le travail ont oublié leurs rancunes pour célébrer à l'unisson la gloire de l'homme qui fait l'admiration du monde entier. »

La presse socialiste cracha son dégoût sur le Trade-Unionisme. La « Western Federation of Miners » accusa dans une véhémente protestation les Unions à Gompers et à Mitchel de se faire les complices de l'homme qui prit sous sa protection le sinistre Peabody, le gouverneur du Colorado.

Théodore Roosevelt ne tarda pas à prouver une fois de plus combien il est digne de l'estime du Trade-Unionisme. Dans le courant du mois de mai dernier, dans un banquet il prononça ces paroles que mentionna un quotidien de Chicago, la *Tribune* : « Le capital est supérieur au travail, et si la populace, les grévistes ne veulent pas obéir aux lois des capitalistes, nous leur enverrons des soldats pour les soumettre. »

En novembre 1904, une grève se déclare dans la région minière du sud de l'Illinois, à Zielger, un pays minier appartenant à un capitaliste nommé Joseph Leiter. Cet exploiteur des plus arrogants déclara qu'il n'avait pas peur des grévistes et aussitôt il fit appeler la milice d'un pays voisin.

Les soldats de cette milice accoururent à l'appel du capitaliste et, chemin faisant, ils se réjouissaient déjà des hauts faits d'armes qu'ils allaient accomplir. Les bandits du Colorado seraient certainement surpassés. Lorsque, passant à la lisière d'un bois, une chaude fusillade se fait entendre et sentir en même temps, — même à plusieurs si l'on en croit la grande presse, — et sur le sol râlent de nombreux soldats. C'étaient les mineurs grévistes qui, pour une fois avaient pris l'offensive.

Dès que cette nouvelle fut connue, les agents de l' « American Federation of Labor » se joignirent à leurs amis les limiers du capital pour se mettre à la recherche des coupables qui avaient si lâchement assassiné des défenseurs de l'ordre, des ouvriers comme eux. Certes, ce ne pouvait être que de sales socialistes ou de damnés anarchistes.

* *

Lorsque la presse trade-unioniste aborde la question sociale, ce n'est que pour insulter et calomnier les socialistes et les anarchistes.

« Le socialisme et l'anarchie, dit-elle, ne sont propres que pour un pays dégénéré et où prédomine le paupérisme comme dans la vieille Europe, d'où ils sont importés. Mais ces idées contraires à tout progrès ne peuvent que nuire dans un pays où règne la prospérité. Seule l'union du capital avec le travail par des contrats loyaux pourra maintenir la paix dans ce pays. »

Ceci est d'ailleurs le cliché exact de la presse capitaliste.

Gompers, l'âme ou, pour mieux dire, l'autocrate du Trade-Unionisme, puisqu'il maintient sous une domination absolue plus de 2.000.000 (deux millions) d'unionistes, s'est exprimé ainsi en parlant du socialisme (il ne fait guère de différence entre les socialistes et les anarchistes, puisque les uns et les autres combattent le capital) : « Je connais les socialistes, je sais quel est leur but, mais quand ce jour arrivera, ils me trouveront avec un fusil pour les combattre. »

Daniel de Léon, dans le *Daily People* de New-York, lui répondit : « Oui, Gompers nous le savons que nous vous trouverons démasqué, mais ce jour-là, vous ne trouverez pas les socialistes en petit nombre, mais vous trouverez le prolétariat américain qui s'élèvera contre vous, contre vous et tout le reste de la classe capitaliste dont vous êtes de fait le représentant. »

Quant à moi, je souligne ces paroles du socialiste comme si elles étaient miennes.

* *

L'on a souvent reproché aux leaders du Trade-Unionisme de se faire les complices des capitalistes pour « décréter » une grève lorsque les « trusts » ont un « stock » de marchandise à écouler ou qu'ils ont l'intention de vouloir augmenter le prix des denrées ou des produits manufacturés, ou encore lorsqu'ils veulent diminuer les salaires et augmenter du même coup les heures de travail. Ces accusations sont l'opinion générale de tous ceux qui pensent un tant soit peu dans tous les Etats-Unis.

La presse trade-unioniste, cela se comprend, se défend et crie : « Nous mettons au défi qui que ce soit de prouver ce qu'il y a de fondé dans ces accusations mensongères. »

Pour prouver la véracité de tous les faits faisant partie du « Bilan d'infamies du Trade-Unionisme » américain, il n'y aurait qu'à accumuler fait sur fait et revenir vingt ans en arrière, mais pour cela il nous faudrait écrire des volumes semblables à ceux des grandes encyclopédies.

Je ne me bornerai donc qu'à citer quelques faits des plus récents, et qui ne sont pas les plus infamants à l'égard du Trade-Unionisme américain. Pour citer les autres, il faudrait entrer dans trop de détails.

En 1893, les mineurs de la « Federation of the United Mine Workers of America » (la Fédération des travailleurs des mines de charbon d'Amérique) se mettent en grève sur les ordres de leur grand chef, John Mitchel. Les Compagnies minières qui avaient préparé la grève, avaient emmagasiné dans les dépôts d'énormes stocks de charbon et dès que les mineurs eurent abandonné le travail, elle éleva le prix du charbon à des prix plus qu'exorbitants.

Mais la grève, si elle eût été générale, aurait pu se terminer à l'avantage des mineurs, d'autant plus qu'une grande partie de l'opinion publique manifestait une certaine sympathie envers les grévistes. Aussi le grand leader des mineurs ordonna que les mineurs de la région bitumineuse (charbon tendre) s'abstiendraient de faire grève et que seuls les travailleurs des mines d'anthracite (charbon dur) feraient grève. De la sorte, le prix du charbon pouvait être élevé au gré des « trusts ».

Les « barons » du charbon, comme on appelle ici les grands seigneurs des mines, spéculèrent de telle sorte que la houille devint inabordable pour les gens pauvres, même pour les petits bourgeois.

Le maire d'un pays voisin de New-York, qui ne pouvait être suspect de socialisme, *fut tellement indigné des spéculations honteuses des* « trusts » qu'il sonna lui-même le tocsin pour inviter les gens pauvres de sa ville à dévaliser les trains de charbon. Des juges refusèrent de condamner de pauvres diables qui avaient volé du combustible.

L'opinion publique étant de plus en plus en faveur des grévistes, il fallait arrêter la grève. Théodore Roosevelt intervint, et lui avec John Mitchel ordonnèrent que la grève cesserait aussitôt, qu'une commission d'arbitrage serait nom-

(1) Cette ligue est composée d'hommes et de femmes ayant une tendance vers les idées radicales ou plutôt de tout ce qui est un tant soit peu honnête.

(1) Président de l' « American Federation of Labor » et vice-président de la « Civic Federation ».

mée et qu'elle ne pourrait moins faire que d'accorder entière *satisfaction aux mineurs*.

La commission, composée de représentants du capitalisme et de soi-disant ouvriers, parcourut les régions minières; auprès d'elle se trouvaient deux avocats des plus éminents des Etats-Unis; un plaidait pour les propriétaires des mines et l'autre pour la Fédération des mineurs.

Les revendications des grévistes furent reconnues fondées et légitimes. Quoi! ces pauvres déshérités *qui exposaient à chaque instant* leur vie pour extraire le précieux combustible n'étaient vraiment pas exigeants, ce qu'ils demandaient *étaient réellement bien peu*. Aussi il faudrait bien que les barons du charbon cèdent et se soumettent à la volonté de la grande nation Américaine qui, par la personne de son très honorable *président voulait que justice fut* rendue aux mineurs.

La popularité de Théodore Roosevelt s'accrut à un tel point que sa réélection (il serait mieux de dire son élection, car il n'était président que par intérim. Etant vice-président à la mort subite de Mac Kinley, il devenait de droit le résident de la Maison Blanche) à la présidence était désormais assurée. Quant à John Mitchel, le président de la Fédération des mineurs des mines de charbons d'Amérique, il fut presque déifié par les mineurs naïfs et crédules.

Conclusion: depuis cette grande grève les mineurs ont été obligés d'accepter, d'après les ordres de leur président, trois réductions de salaires à trois reprises différentes. Et en ce moment, les propriétaires des mines de charbon se préparent pour une grande grève générale qui aura lieu au mois d'avril prochain. C'est à cette époque qu'expire le contrat annuel de la « Federation of the United Mine Workers of America » et des barons du charbon. Et désormais les Compagnies minières ne voudront plus traiter avec les mineurs; elles veulent imposer leur volonté.

L'on fera grève, le trust du charbon spéculera sur les « stocks » qu'il emmagasine actuellement, réalisera des bénéfices énormes et, plus dociles que jamais, les mineurs reprendront le travail aux conditions des capitalistes. Tout cela se réalisera grâce à la complicité du Trade Unionisme.

J'ai parlé en son temps, ici même, de la grève des grands abattoirs de Chicago, de Kansas City et d'Omaha qui eut lieu il y a environ un an. C'était la lutte contre le « beef trust ».

Les barons de la viande élevèrent le prix de la viande à des prix plus qu'exhorbitants, et encore de nos jours, ils persistent à maintenir des prix très élevés.

Pendant cette grève, les « leaders » des unions de Chicago, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, firent du zèle avec la police pour maintenir les grévistes dans la passiveté la plus absolue, et sur leur commandement tous reprirent le travail dans des conditions des plus humiliantes: ce fut la soumission à la volonté suprême du « trust de la viande ». Il en fut de même à Kansas City et à Omaha.

* *

La grève des teamsters (conducteurs d'attelages, charretiers et camionneurs) de Chicago, vient de se terminer par un désastre complet pour les « trade-unionistes »; cependant elle fut une des plus remarquables. Le *Chicago Daily News* nous dit que, d'après les « leaders » du Trade Unionisme et les représentants des capitalistes, elle serait considérée comme étant le conflit industriel le plus important dans l'histoire du monde, ce qui me semble un peu exagéré.

Dès le début de la grève, la population de la grande cité industrielle manifesta sa sympathie en faveur des grévistes et souvent elle prit fait et cause dans des bagarres entre policiers et charretiers unionistes.

Mais la chose la plus admirable, ce fut l'attitude des enfants des écoles qui se déclarèrent en grève, en disant qu'ils ne voulaient plus aller dans des écoles où le charbon et le bois de chauffage étaient transportés par des « scabs » jaunes.

C'est grâce surtout à ces grandes manifestations populaires en faveur des grévistes, que les autorités n'osèrent pas mettre leurs menaces à exécution en envoyant contre les charretiers en grève les soldats de l'armée fédérale (1).

Les patrons furent des plus rebelles à toute réconciliation: *ils ne voulurent même pas discuter* avec les délégués de la grève et, aujourd'hui, ils ne veulent même plus permettre aux unionistes de porter à la boutonnière l'emblème de leurs unions, et veulent sans discuter imposer leur volonté à leurs esclaves blancs ou nègres (2).

Cependant le point le plus caractéristique de ce grand conflit industriel fut *celui-ci qui suffirait à lui seul* à prouver l'incapacité ou plutôt le mauvais vouloir du Trade-Unionisme à combattre le capital.

Les Unions des « teamsters » de Chicago comprennent un total de 12.000 membres et seuls se déclarèrent en grève 4.000 hommes travaillant pour les grandes Compagnies de transports; les autres 8.000 appartenant à l'association des camionneurs continuèrent à travailler.

Un autre fait, non moins important est aussi à signaler.

Un individu, apte à toutes les plus viles besognes aurait servi d'intermédiaire entre les capitalistes et les « leaders » des unions de Chicago, pour des questions de « pots de vin ». Ce sinistre personnage ayant été congédié d'une grande Compagnie, où il était employé comme comptable, se mit à « casser du sucre » et dévoila tous les tripotages entre patrons et « leaders » unionistes. L'affaire vint devant le grand Jury, et après enquête, il fut établi que pendant la grève des abattoirs de Chicago et pendant la grève des camionneurs, des sommes considérables d'argent auraient été payées par les patrons aux « leaders » des unions, dans le but de faire cesser les grèves; des talons de chèques reçus par les représentants du Trade Unionisme furent présentés devant la Cour. Mais comme il aurait fallu, d'après les lois américaines, poursuivre corrupteurs et corrompus le grand Jury déclara que l'affaire n'aurait pas de suites.

A ce sujet, un camarade m'écrit de Chicago: « Après avoir reçu de l'argent des patrons, les leaders de la grève se battirent entre eux à coup de revolver; ils n'étaient pas d'accord sur le partage du « gâteau ». Hier ils n'avaient pas le sou et aujourd'hui ils sont propriétaires de grands bars. »

Ces affaires de corruptions sont très fréquentes; on pourrait citer des faits semblables dans presque toutes les grèves. Mais pour la généralité des trade-unionistes, cela s'appelle faire son business — faire ses affaires; en France, dans un langage plus populaire, l'on dirait « faire son beurre ».

* *

L'on m'a objecté, comme j'ai déjà eu l'occasion de le faire remarquer, que le Trade-Unionisme maintenait et élevait même le taux des salaires; cela fut vrai pendant une certaine période, comme je l'ai démontré dans mon étude sur le *Trade-Unionisme et l'esprit du peuple américain*. Mais, depuis quelques années, presque toutes les grèves, pour ne pas dire toutes, des Unions ouvrières des Etats-Unis se sont terminées par des *défaites*. La réaction capitaliste progresse, elle se prépare à soumettre le prolétariat américain à un servage des plus honteux.

Les prix des produits alimentaires et des produits manufacturés s'élèvent chaque jour de plus en plus. D'après le *Commissioner of Labor* de Kansas, le prix des produits alimentaires se serait élevé de 30 0/0 durant une période de cinq années. Aux réductions de salaires, les « trusts » tout-puissants font correspondre la hausse dans le prix de toutes les denrées et des produits de toutes sortes.

La réaction religieuse fait des progrès prodigieux, elle va de pair avec celle du capital. La multitude de sectes religieuses qui, pendant plus d'un siècle, ont maintenu dans le pays, grâce à leur diversité de croyances, une sorte de libéralisme, se voient aujourd'hui surpassées par une des leurs, qui bientôt les prédominera toutes et imposera sa volonté à toute la nation. Je veux parler de la religion catholique qui devient de plus en plus puissante, en attirant à elle un nombre considérable de fervents des autres Eglises. C'est par milliers que l'on compte chaque année les conversions au catholicisme: plus tard, dans une étude sur la Grande Amérique, j'exposerai pourquoi la religion de Torquemada tend à devenir si prospère dans un pays où la constitution défend l'établissement d'une loi en faveur d'aucune religion.

Si rien ne vient enrayer ce grand mouvement de rétrogradation vers le passé, nous verrons bientôt le prolétariat réduit aux conditions de l'esclavage antique et dégradant, tandis que les penseurs exhaleront leur dernier souffle sous les tortures de l'inquisition nouvelle qui transformera la riche et opulente Amérique en un vaste Montjuich. Déjà nous avons le fouet dans l'Orégon.

C'est pourquoi ceux qui, comme moi, ont compris qu'il était temps de s'élever contre tout ce qui est contre l'émancipation du prolétariat et contre la liberté humaine, se sont unis pour instruire la masse des travailleurs et préparer le peuple à combattre contre toute réaction, pour anéantir tout ce qui est un obstacle au progrès et au libre développement de la pensée et à l'évolution de l'homme. C'est pourquoi j'affirme, avec les « *Industrial Workers of the world* », — les nouvelles organisations ouvrières à bases révolutionnaires — que le Trade-Unionisme n'a rien de commun avec le progrès ni avec les revendications du prolétariat; que le Trade-Unionisme américain est le suppôt du capital et que combattre l'un, c'est combattre l'autre.

* *

Tout cet exposé n'est qu'un extrait du bilan d'infamies du Trade-Unionisme américain; le bilan complet serait impossible à publier.

Cependant, lorsque j'aurai fait éclater la vérité dans toute son évidence et que j'aurai tué et anéanti les Trades-Unions sous leurs propres ignominies, devant l'esprit du prolétariat international, il me restera encore une tâche à remplir. Il me faudra démontrer quel fut, lors des pendaisons de Chicago, le rôle que jouèrent les organisations ouvrières, la masse du prolétariat américain consentant, par l'appât d'un salaire toujours dérisoire, à renoncer à toute volonté, à toute dignité et à se soumettre à la dictature réactionnaire du sinistre bandit, du vice-président de la grande association des capitalistes américains la « Civic Federation », Samuel Gompers.

Je parlerai des « Knights of Labor » — les chevaliers du Travail, — les premières organisations ouvrières qui se formèrent aux Etats-Unis. Je mentionnerai la scission qui se produisit lors de l'assassinat de nos vaillants camarades de Chicago, ces grands défenseurs du prolétariat, qui les premiers lancèrent l'idée du 1er mai, comme une fête internationale du Travail et de revendications sociales; et qui proclamèrent aussi la grève générale révolutionnaire

(1) L'armée permanente aux Etats-Unis, à la charge du gouvernement fédéral dont le siège est à Washington.

(2) Pour enrayer la grève des capitalistes, des patrons de grandes Compagnies de transports firent venir des trains entiers de nègres des Etats du Sud, et inutile d'ajouter que ces trains étaient conduits par des membres du Trade-Unionisme.

comme moyen d'émancipation et la journée de huit heures comme le premier pas vers l'affranchissement des travailleurs.

Je ferai l'historique du « Labor Day », la fête légale et obligatoire (1) des Trades-Unions américaines et je le montrerai comme une déviation au grand mouvement lancé le 1er mai 1886, effraya toute la bourgeoisie américaine. Celle-ci pour se défendre, commit un des plus grands forfaits dans l'histoire du monde en condamnant sept innocents, dont quatre (1) furent livrés aux bourreaux et les trois autres envoyés au bagne.

Le lecteur qui m'aura suivi dans tout cet exposé de faits, jugera s'il doit avec moi ramasser ces quatre cordes de pendus et ces trois chaînes de forçats pour les jeter comme un opprobre à la face du Trade-Unionisme américain.

LAURENT CASAS.

P.S. — Les camarades qui, au sujet de l'Unionisme américain, voudraient entrer en correspondance avec moi, sont priés de m'écrire soit aux *Temps Nouveaux*, soit à mon adresse : 1092, Stanford Avenue, Oakland, Cal., U.S.A.

MOUVEMENT SOCIAL

Propriétaire. — Dans une commune de l'Aveyron, deux femmes pêchaient des écrevisses dans un ruisseau au bord d'un pré. Survint le propriétaire de ce pré, un nommé Louis Grailhe. Il n'eut pas plus tôt vu les deux pêcheuses, qu'il entra dans une grande fureur et, au nom de sa propriété attentée, les injuria et menaça de les frapper. Les deux femmes, prises de frayeur, se sauvèrent, laissant là leurs engins de pêche, en criant au secours. Puis, quelques minutes plus tard, pensant que la colère de l'homme au pré était un peu calmée, elles revinrent pour emporter leurs engins de pêche, qui étaient aussi leur propriété, après tout. Mais le propriétaire farouche était encore là, gonflé de vengeance, et, à la vue des deux femmes, sa colère se ralluma. Il se jeta sur l'une d'elle, la femme Pagès, le couteau à la main, et la frappa en plein cœur. Elle tomba morte. Aux cris de l'autre femme, un paysan qui travaillait près de là accourut. Grailhe se jeta sur lui également et le frappa d'au moins vingt-et-un coups de couteau, tous mortels. Le père Cayzac — c'est le nom du malheureux paysan — tomba mort à son tour. La propriété était vengée.

Louis Grailhe, propriétaire, a été condamné à quinze ans de travaux forcés. Un anarchiste, dont la bombe n'eût fait que des blessures insignifiantes, eût été condamné à mort.

❖ ❖

Etrennes patriotiques. — Vu, dans un grand journal du matin, l'annonce suivante :

« *Etrennes patriotiques.* LUTTEZ CONTRE L'ANTIMILITARISME *en abonnant les jeunes gens à* PATRIA, *le plus grand illustré militaire moderne.* »

Si je reproduis cette annonce, ce n'est pas pour faire de la réclame à *Patria* et lui recruter des abonnements. Non. C'est parce que cela montre les progrès de l'antimilitarisme, progrès tels qu'on cherche à les combattre par des revues spéciales adressées aux jeunes gens. Malheureusement, au sortir de ces lectures patriotiques, les jeunes gens vont à la caserne. Et alors, sans même que nous nous en mêlions, ils deviennent antimilitaristes. Le meilleur remède serait encore de supprimer les casernes.

L'annonce dont je parle est agrémentée d'un dessin où l'on voit des dragons s'élançant à la poursuite de uhlans, qui fuient. Sur les images, ce sont toujours les uhlans qui fuient et sont exterminés. Comment ne serait-on pas patriote, à ce prix? Mais dans la réalité, ô bons jeunes gens lecteurs de *Patria*, c'est souvent tout le contraire.

R. CH.

La propagande antimilitariste. — Si les jurés de la Seine ont pensé enrayer la propagande antimilitariste, en prononçant le stupide et ignoble verdict que l'on sait, m'est avis qu'ils se sont étrangement trompés.

C'est, au contraire, par un regain de propagande que répondent les groupes et les militants ; non seulement les anarchistes, mais aussi tous ceux pour qui le socialisme n'est pas uniquement la stupide action électorale. Dans des localités où il n'existait pas de groupes antimilitaristes, des camarades en ont formés.

Egalement dans de nombreux syndicats et Bourses du travail, l'indignation est grande, et il est probable que l'on ne se contentera pas de protester.

Du reste, chacun sent bien que protester ne suffit plus, et qu'il est nécessaire de répondre énergiquement à l'attaque des jurés bourgeois.

A Montceau-les-Mines, à St-Claude, à Vienne, etc., etc., dans maints endroits, des comités sont déjà formés et ne tarderont pas à répondre comme il convient, au verdict de classe rendu contre nos camarades.

Ce n'est plus une affiche, mais des centaines d'affiches qu'il va falloir déférer à votre justice !! Messieurs les bourgeois.

Déjà, Cipriani, pour protester contre son acquittement, a réédité et fait réafficher le placard qui a fait condamner ses co-accusés, en le faisant suivre des considérants suivants ;

« J'avais, dit-il, avec 27 camarades signé cette affiche.

« En m'acquittant le 30 décembre, le jury de la Seine a proclamé que je n'avais commis aucun délit.

« Il a reconnu mon droit à la propagande.

« J'en use. »

Jusqu'à présent, les policiers se sont contentés de faire déchirer les affiches et nous ne sachons pas que de nouvelles poursuites soient intentées à Cipriani.

La Bourse du travail d'Auxerre propose de soumettre, par l'intermédiaire de la Confédération générale du travail, un projet de *manifeste*, et une affiche, conforme à celle pour laquelle nos camarades ont été condamnés, serait apposée partout. De plus, un traité antimilitariste, tiré à des milliers d'exemplaires, serait également répandu partout et notamment dans les casernes.

L'indignation soulevée par ces féroces condamnations a littéralement stimulé le zèle de tous ceux qui ont la haine de la guerre et du militarisme, si bien que la propagande antimilitariste et antiguerrière, que l'on avait cru étouffer par des années de prison, va revêtir une ampleur qu'elle n'avait jamais atteinte jusqu'à présent.

Gouvernants et exploiteurs ne vont pas tarder à s'en apercevoir.

P. D.

N. B. — Nous avons reçu de nombreuses lettres de camarades déclarant se solidariser complètement avec les condamnés et offrant leur signature pour rééditer l'affiche. Aussi des ordres du jour motivés de groupes, syndicats, etc., etc., qu'il nous est impossible, vu notre format, d'insérer. Nous prions nos correspondants de nous en excuser.

❖ ❖

LA ROCHE-SUR-FORON (Haute-Savoie). — Depuis que la sainte cité rochoise est devenue un repaire d'anarchistes, sa dévote population vit dans une sorte de terreur.

Déjà, au mois de juin passé, une bande de vandales (sûrement des anarchistes) avait renversé les croix et saccagé les oratoires d'alentour, et c'est avec une indignation mêlée d'épouvante, que nos bigots avaient pu voir un matin, toutes leurs idoles gésir, les membres brisés, au bord des chemins.

Cette bande grossit cependant peu à peu ; elle fit de l'agitation et de la propagande dans les milieux ouvriers ; elle inonda le pays de ses brochures et de ses journaux immondes ; fit du boucan dans les conférences socialistes et républicaines ; en organisa elle-même où l'on put entendre prêcher la révolte, l'action directe, la conquête des huit heures...

Du bout du doigt l'on se montrait ces anarchos : ouvriers italiens et français, commerçants, intellectuels, fonctionnaires même, préparant la destruction totale de la sacro-sainte société, et dont le nombre augmentait malgré la réprobation publique.

Alors vinrent à eux deux camarades italiens, dont l'un avait été expulsé de Genève, à la suite d'une conférence socialiste faite à La Roche et où son intervention avait amené un beau tapage.

C'est sur eux, que devaient chercher à s'exercer les rancunes bourgeoises et policières. Déjà à la suite d'une conférence faite par un camarade de Genève, une enquête avait été ouverte en vain. Cependant il fallait des victimes ; il fallait disloquer ce groupe de subversifs toujours plus audacieux.

Un de nos camarades italiens préparant un jour des boîtes en fer-blanc pour y mettre de la peinture et de l'huile, fut aperçu en train d'exécuter ce travail, par quelqu'un qui prit ces boîtes pour des bombes et courut avertir Pandore. Celui-ci pénétra chez nos camarades. Un agent de la sûreté fut également mandé. Mais ils ne trouvèrent en fait d'explosifs que..... de la peinture et de l'huile et se retirèrent honteux et confus.

Cependant, la nouvelle, grossie et bien assaisonnée de détails terrifiants, avait fait traînée de poudre dans la petite ville : « Vous avez entendu parler des bombes ? — Oui, mais que diable voulaient-ils faire sauter, l'Eglise, l'Hôtel-de-Ville, le Séminaire ? — Ah ! nous les tenons cette fois et quelques années de bagne les corrigeront. »

Bien plus, dans certains magasins, on refusait déjà des marchandises à la compagne d'un de nos camarades. La basse fureur des inconscients, abêtis par des siècles de domination cléricale, trouvait insuffisante la sanction de la justice ; elle y voulait ajouter la faim.

Ce fut une amère déception quand on apprit que toute cette affaire n'était qu'un échafaudage de mensonges.

Quant à nous, malgré ces mesquines et lâches persécutions, nous continuerons notre œuvre d'émancipation et d'éducation des masses, heureux de voir qu'elle suscite tant de colères chez la bourgeoisie agonisante, tremblant au spectre anarchiste.

OWANYT.

❖ ❖

MONOGRAPHIE

La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie).

Environ 3.500 habitants. Datant du moyen âge, la ville est encore à peu près ce qu'elle était alors, ville de couvents et de châteaux.

Centre d'excursions et lieu de villégiature, ce qui rend la vie très chère. Les logements ouvriers de deux pièces valent de 120 à 150 francs par an ; ce sont le plus souvent d'affreux taudis, malpropres, borgnes, entassés en des maisons vieilles de trois siècles, prêtes à s'écrouler, dans des rues étroites et mal entretenues (les bourgeois, eux, ont leurs rues et leurs maisons spacieuses). La classe ouvrière vit surtout de légumes, achetés très chers ou cultivés dans des jardins de quelques mètres carrés étagés au-dessus du torrent le Foron. La viande de boucherie vaut de 1 fr. 50 à 2 fr. le kilo ; le vin de 0 fr. 20 à 0 fr. 50 ; le pain, 0 fr. 25. Les habitants de la banlieue, petits propriétaires ou fermiers, sont plus heureux, vivant dans une riche région agricole. Leur nourriture se compose surtout de légumes et de porc, leurs boissons sont le cidre et le vin : presque tous réalisent des économies ; ils sont d'ailleurs madrés et prévoyants. Aussi, peu s'en vont vers les villes.

L'industrie est peu développée : quelques tanneries occupant 60 à 80 ouvriers gagnant 1 fr. 25 à 4 francs pour onze et douze heures de travail ; des fabriques de chaussures (salaires de 2 fr. 25 à 3 fr. par jour) fabriques de parapluies, ateliers de charpente, menuiserie, ébénisterie (salaires ne dépassant jamais 4 fr. 50 ou 5 francs pour dix ou onze heures de travail). Au moment des moissons, les ouvriers des campagnes gagnent 4 francs par jour et travaillent seize heures. Puis le salaire diminue avec le nombre d'heures pour tomber à 1 fr. 25 ou 1 fr. 50 en hiver.

Beaucoup d'ouvriers semblent abêtis par l'oppression patronale (ainsi les tanneurs ont à peine de quoi vivre, quand leurs patrons sont devenus millionnaires en trente ou quarante ans). La grève leur est inconnue, ainsi que l'action syndicale. Cependant, un syndicat agricole fondé récemment semble assez bien marcher.

La Roche est surtout une localité de petit commerce, épiciers, merciers, quincailliers, cafés (1 par 60 ou 70 habitants). C'est un lieu de transit pour les marchandises venant des régions montagneuses (volailles, œufs, beurre, fromage) et de Genève. Le jeudi, marché très important.

C'est la capitale du cléricalisme dans la Haute-Savoie. C'est le pays des églises, des oratoires, des croix. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la réaction règne ici en maîtresse. Et si l'an passé, l'an-

(1) Légale parce qu'elle est reconnue par l'Etat et obligatoire parce que dans des Unions comme à San Francisco, le trade-unioniste qui ne participe pas à cette fête est rigoureusement condamné par son Union à une amende de 10 (dix) dollars.

(1) Un des quatre condamnés à mort se fit sauter à la dynamite dans sa cellule.

cienne municipalité cléricale a été remplacée par des radicaux, ce fut un coup de surprise.

Mais comme partout, on est plus pratiquant que religieux. Il ne faut donc pas désespérer de la propagande révolutionnaire. L'hiver dernier s'est fondé un cercle socialiste avec une quinzaine d'adhérents, tous plus ou moins libertaires. Les anarchistes connus sont une dizaine. Anarchistes et socialistes mènent une active propagande au café, dans la rue, un peu partout et malgré l'hostilité cléricale, ils ont obtenu quelques résultats.

Owront.

MOUVEMENT OUVRIER

Pour protester contre l'arrestation des camarades Bousquet et Garnery, pour délit de parole au cours de la grève d'Amiens, la Fédération de la Bijouterie organisa une réunion dans la grande salle de la Bourse du Travail.

Sur l'ordre du préfet, la réunion fut interdite comme n'ayant pas un caractère corporatif.

Or, huit jours après, un M. Mirabaud, d'une famille de banquiers parisiens, protestant et philanthrope, s'assurait le concours de quelques gros bonnets du réformisme et organisait lui, une réunion dans la salle refusée aux bijoutiers.

Le bourgeois, il est vrai, cache sa propagande de paix sociale sous le couvert de l'anti-alcoolisme: mais le fait de refuser la grande salle de la Bourse à des travailleurs et de l'accorder à un bourgeois philanthrope et désœuvré, n'en est pas moins caractéristique. Car, il ne faut pas s'y tromper : l'anti-alcoolisme de M. Mirabaud n'a pas d'autre but que de détourner l'attention des travailleurs de la lutte contre le patronat.

L'alcoolisme est un des résultats de l'organisation capitaliste de la société, et les petites combinaisons de philanthropes en mal de réclame ne peuvent rien contre ce fait. Aussi ledit philanthrope se cacha-t-il sous un comité ouvrier!!

M. Mirabaud s'est plaint que la réunion de dimanche dernier lui ait coûté 2.500 francs; c'est, j'en conviens, de l'argent gâché et qu'il aurait pu employer beaucoup mieux.

Telle est, sans doute, la nouvelle destination que le préfet assigne à l'immeuble de la rue du Château-d'Eau.

Dans ces conditions, M. Biétry a bien tort de continuer à faire grise mine et de ne pas demander l'entrée de ses nombreux syndicats dans l'immeuble préfectoral. Il y serait presque en famille.

En attendant, les travailleurs feront bien de se méfier des banquiers anti-alcoolistes.

La philanthropie cache toujours une bonne affaire.

Travailleurs, prenez-y garde, et surtout faites vos affaires vous-mêmes sans le secours de bourgeois, fussent-ils tout ce qu'il y a de plus antialcoolistes.

P.-S. — Comme buveur d'eau impénitent, ledit M. Mirabaud était venu me trouver il y a quelque temps, pour faire partie de son comité. Je lui avais répondu que les travailleurs savent ce qu'ils ont à faire et qu'il me semblait se mêler de ce qui ne le regardait pas.

Ce bon bourgeois a trouvé que je l'avais mal reçu. Du moins c'est ce qu'il a été dire à certain de mes amis.

Je ne regrette vraiment pas ma réception.

❖ ❖

Une tentative dont je regrette bien de ne pas connaître encore le résultat, mais que je m'empresse de signaler, est celle que tentent actuellement les ouvriers mineurs de Rochebelle, près d'Alais (Gard).

Les ouvriers, par le canal de leur syndicat, demandent la suppression du repos réglementaire d'une demi-heure, afin de pouvoir diminuer d'autant, le séjour des ouvriers dans la mine.

La Compagnie cherche naturellement toutes sortes de moyens dillatoires pour ne pas accorder satisfaction à ses ouvriers.

Ceux-ci ont décidé de descendre dans la mine tout de même, mais de remonter aussitôt leur temps de travail accompli et sans tenir compte de la demi-heure qui leur est imposée en plus.

C'est là de la véritable *action directe*, et j'espère bien enregistrer la semaine prochaine le succès de ces camarades.

❖ ❖

Les ouvriers des aciéries et fonderies de la Meuse, près Stenay, au nombre de 180, sont en grève.

Les burineurs, au nombre de 18, avaient demandé une augmentation de salaire.

Le directeur ayant répondu par un refus catégorique et déclaré qu'il fermerait l'usine si les ouvriers persistaient dans leurs revendications, ceux-ci décidèrent de se solidariser avec les burineurs et quittèrent le travail. Ils réclament une augmentation de salaire et la modification des tarifs pour le travail aux pièces.

A Romans (Drôme), la grève est générale chez les ouvriers de la chaussure, sauf dans quelques maisons où les revendications des grévistes ont été acceptées.

A Esperaza (Aude), les ouvriers d'une usine de chapellerie, au nombre de 80, se sont mis en grève à la suite d'une réduction de salaires que l'on voulait leur imposer.

A Raon-l'Etape (Vosges), la grève des carriers continue.

A la suite du renvoi de 150 ardoisiers de la carrière de la Forêt, près d'Angers, de graves conflits sont à prévoir, car les ardoisiers militants pour la plupart, ne se laissent pas mâter facilement.

Malheureusement les renseignements précis font défaut.

P. Delesalle.

ESPAGNE

L'attentat de Barcelone. — N'ayant rien reçu de nos correspondants d'Espagne sur l'attentat qui a fait récemment l'objet des bavardages de la presse bourgeoise, nous ne pouvons que reproduire la version plus ou moins officieuse qu'en a donnée celle-ci.

Le dimanche 24 décembre, comme le cardinal Casanas, évêque de Barcelone, sortait de la cathédrale, un homme vêtu en ouvrier se précipita sur lui et tenta de le percer de son poignard. Mais il fut immédiatement saisi aux épaules et terrassé par un garde municipal.

Il déclara se nommer José Sala Comas, âgé de 49 ans et être venu de Vich (Haute-Catalogne) pour tuer le cardinal, ennemi déterminé du peuple et forcené réacteur. Il reconnut professer l'anarchisme et affirma avoir agi de son propre mouvement.

On le conduisit à la « prison modèle. » Il y passa la nuit et y déjeuna le lendemain matin de la tasse de café réglementaire.

A midi, le surveillant entendit des gémissements qui sortaient de sa cellule. Il accourut. Sala Comas, la figure marbrée de tâches verdâtres, se roulait convulsivement sur le plancher. Il s'était empoisonné et expira une heure après, sans avoir rien dit d'intelligible.

Evidemment, Sala, qui savait quelles tortures infernales attendent les anarchistes tombés entre les griffes de l'inquisition espagnole, a préféré en finir tout de suite. Nous est avis qu'il a bien fait.

SUISSE

Une terrible affaire. — Le 3 décembre dernier, dans une maison de la rue Blanche, à Genève-Plainpalais, quelques réfugiés russes furent blessés par l'explosion accidentelle d'un tube de verre, tandis qu'ils se livraient à des préparations de chimie industrielle — ou politique... La police avisée par quelque bon citoyen, comme il s'en trouve toujours là où il en est besoin, accourait aussitôt et procédait à l'arrestation d'une jeune Russe, Anna Markin qui, plus grièvement blessée, n'avait pu s'échapper.

Le lendemain, un jeune Russe nommé Billitt se présentait à la consultation de l'hôpital. Le médecin de service, au vu de sa main mutilée, le soupçonna de complicité dans la terrible affaire de la rue Blanche qui avait mis en émoi toute la pègre gouvernementale et judiciaire, et s'empressa de prévenir la police. Billitt alla rejoindre Anna Markin en prison. Ce monticole qui se fait spontanément l'auxiliaire des mouchards, est en dessous même du mépris et ne relève que de la justice sommaire du gourdin ou du fouet.

Depuis trois semaines le Parquet marche, marche, marche, et rien ne saurait l'arrêter. Le dossier s'enfle, s'enfle, s'enfle si bien qu'il en crèvera peut-être. Cependant Billitt et Mlle Markin, qui ont au reste refusé de dire quoi que ce soit, croupissent oubliés au fond de leur prison. C'est le procès de toute la proscription russe qu'on semble être en train d'instruire. Les journaux de réaction se livrent aux excitations mauvaises : « Nul n'ignore, disait le *Journal de Genève* du 23 décembre, que les locataires de la rue Blanche n'étaient pas les seuls à fabriquer des explosifs ; des réfugiés russes qui demandent asile à Genève, la plupart se rattachent au parti terroriste et nombreux sont les logis qui abritent ou une imprimerie ou un laboratoire clandestin. » Le Parquet génevois l'ignore moins que personne et perquisitionne en conséquence.

Comme on voit que la Suisse est la terre la plus « libérale » du monde, la plus « hospitalière! »

❖ ❖

Presse ouvrière. — Pour faire suite à une décision du congrès de Neuchâtel, l'Union ouvrière de Lausanne vient de décider que la *Voix du Peuple*, organe hebdomadaire de la Fédération des Unions romandes, paraîtrait pour la première fois le 13 janvier. Une commission spéciale a été chargée d'en assurer l'existence. Le typographe Henri Baud est secrétaire de rédaction (16, Pontaise, à Lausanne).

Am. D.

PORTUGAL

Une crise se manifeste chez les ouvriers du bâtiment de Lisbonne. Le chômage, qui règne toujours dans cette saison, se voit augmenté par la mauvaise volonté des propriétaires et entrepreneurs qui réservent les travaux pour les longues journées du printemps et de l'été. *L'Union des classes de Construction Civile*, a distribué un manifeste appelant l'énergie des ouvriers, pour mener à bonne fin leurs revendications. Sa lecture nous donne l'impression que les chômeurs ne comptent pas beaucoup sur l'Etat, pour l'amélioration de leur sort. Cette méfiance envers l'Etat et en général envers tous les professionnels de la politique, s'accentue de plus en plus en Portugal.

C'est que ce pays est assurément celui où le peuple a été le plus trompé par les politiciens. En ce moment même se produit une grande agitation — purement verbale, cela va sans dire — contre les mesures politiques et financières du gouvernement. Et comme toujours, ce sont les républicains qui se trouvent au plus chaud de la mêlée ; mais ceux-ci ne font que reproduire les tirades d'il y a trente ans. Le peuple accourt aux meetings, mais son enthousiasme ne dépasse jamais l'applaudissement des amateurs, car il reste au fond sceptique.

Du reste, les diverses manifestations de la question sociale en Portugal, seraient dignes d'une appréciation plus développée, car elles peuvent donner des renseignements intéressants aux camarades qui étudient le mouvement social dans son ensemble mondial. Si des loisirs me le permettent j'en ferai une petite étude.

On vient de reconstituer la *Fédération Socialiste Libre*, composée de socialistes libertaires ayant pour but l'émancipation intégrale du peuple et comme moyens, tous les moyens directs : l'agitation purement politique et parlementaire est, par conséquent, mise de côté. La Fédération renaît après trois ans de disparition. Elle peut devenir une réelle force révolutionnaire si le gouvernement laisse tranquilles les camarades qui en font partie et notamment Bartolomeu Constantino, qui doit être son principal soutien. Notre camarade est doué d'une grande ténacité et d'un remarquable esprit de propagandiste et d'organisateur. C'est une des bêtes noires du gouvernement et un des plus persécutés d'entre nous. Si la police le laisse à son aise pendant quelque temps, il saura imprimer à la Fédération un mouvement qui ne pourra être arrêté que difficilement.

Les bons prêtres continuent. A Guarda, on découvre qu'un prêtre au séminaire, initiait aux plus sales débauches, trois fillettes. Le peuple de Guarda fortement ému, a manifesté. Mais la chose n'aura pas de fâcheuses conséquences pour le lévite. La cléricaille peut tout se permettre, encouragée et soutenue qu'elle est par la noblesse et la grosse bourgeoisie et surtout la reine, laquelle est à la tête du mouvement clérical en Portugal. Un autre fait plus symptômatique, est l'influence des religieux dans les hôpitaux de Lisbonne qui, jusqu'à maintenant en avaient été préservés. On crie, on proteste, mais ils font tranquillement leur besogne, car ils ont de

leur côté la protection de ceux qui dans ce pays ont seuls la force : la famille royale et ses courtisans.

EMILIO COSTA.

✠ ✠

TURQUIE

L'affaire Joris. — Rien n'est venu confirmer la nouvelle de l'exécution des trois Arméniens condamnés à mort, en même temps que Joris, pour participation à l'attentat contre la vie du sultan Rouge. Quant à Joris, il attend toujours, du fond de sa prison, qu'il soit, en dernière instance, décidé sur son sort. La Porte n'a pas répondu encore à la réclamation du gouvernement belge, mais il appert, des notes parues dans la presse à sa dévotion, qu'elle essaiera de représenter le traité de 1838 comme désuet et l'intervention belge comme tardive.

En Belgique, l'opinion publique manifeste véhémentement en faveur de Joris et ne permettra pas au ministère de se contenter des faibles arguments de la Porte ottomane. Des meetings énormes ont eu lieu à Anvers, dont Joris est originaire, à Bruxelles et à Gand, et des discours énergiques y ont retenti, invitant le gouvernement à agir et à solliciter au besoin l'appui de la France. On annonce enfin que la campagne populaire trouvera un écho à la Chambre des Représentants.

D'autre part, *Le Ralliement*, organe des démocrates de Bruxelles, appelle l'attention sur la manière dont aurait été conduite l'instruction de l'affaire par la justice turque. On sait que Joris n'a été condamné que sur ses aveux de *complicité morale* dans l'attentat. Que valent les aveux de Joris ? Ont-ils été faits librement ? Ne les aurait-on pas obtenus par des procédés inquisitoriaux tels que la torture ?

On sait qu'au cours du procès de Constantinople, l'un des accusés affirma avoir été cruellement torturé. On apprend aujourd'hui que le seul des accusés qui n'ait jamais avoué, Hadji Nichan, s'est suicidé durant l'instruction en s'ouvrant le ventre *avec un broc de water-closet* ? Et l'on se demande si c'est la crainte du gibet ou celle, plus immédiate, de la torture, qui a conduit Nichan à se suicider d'une aussi horrible manière.

Que valent, après de tels faits, les aveux qu'a pu faire Joris ?

AM. D.

VARIÉTÉ

Claude Tillier

Le 21 germinal an IX de la République, 10 avril 1801, Claude Tillier naquit à Clamecy, département de la Nièvre, ancien duché de Nivernais.

Clamecy était alors, à la jonction de deux vallées, en un décor de claires collines, de bois, d'eaux vives, de chaumes et de vignes, une vieille petite ville de 5.000 âmes que la Constituante, dix années plus tôt, avait haussée à la dignité de sous-préfecture et qui vivait, depuis environ trois siècles, d'une unique industrie, le flottage des bois « pour la provision de Paris »; alors, comme aujourd'hui, Clamecy était une petite ville au charme provincial, immobile et doux — irrégulière, inélégante même, avec des rues grimpantes et tordues, bordées de maisons grises coiffées de tuiles brunes, avec des ruelles et des escaliers, avec deux faubourgs qui s'allongent, l'un au-delà de l'Yonne, l'autre au-delà du Beuvron, avec enfin, dominatrice, la noble tour sculptée de son antique église...

Cette petite ville si paisible, si parfaitement résignée, et sourde — on le jurerait — aux tempêtes du monde, n'a qu'une page en son histoire — or, c'est une page de révolte, écrite avec des pleurs et du sang d'insurgés; elle n'offre qu'un nom digne de ne pas mourir — or, c'est un nom d'opposition !

Claude Tillier naquit « faible et souffreteux dans le camp des pauvres ». Dans un de ses pamphlets, si pleins d'intimes confidences, il écrira :

« Nous autres, les Tillier, nous sommes de ce bois dur et noueux dont sont faits les pauvres. Mes deux grands-pères étaient pauvres, mon père était pauvre, moi je suis pauvre : il ne faut pas que mes enfants dérogent. Avec trois mille francs on peut vivre. Mon fils gagnera probablement moins, mais s'il se permettait de gagner davantage, je reviendrais, ombre irritée, épancher ses sacs d'écus par les fenêtres » (1).

Et reprenant ce thème où se complaît son plébéien orgueil :

« Mes parents ne m'ont rien donné, à moi, et je leur en suis reconnaissant ; s'ils m'avaient donné beaucoup, je n'oserais peut-être pas mettre leur nom au bas de mes pamphlets... Je suis tombé dans ce monde comme une feuille secouée d'un arbre et que les vents orageux roulent le long des chemins » (2).

Mais pauvreté n'est pas misère. Chez les Tillier surtout, c'était, on le peut croire, l'aisance modique des artisans d'autrefois. Cette classe, que le capitalisme a aujourd'hui frappée à mort, attenait d'un côté à la menue bourgeoisie, de l'autre au prolétariat en haillons. Sans doute, les Tillier possédaient leur maison, sans doute aussi, dans le faubourg, un enclos et quelques ceps de vigne. Sobres, patients, contents de peu, ils peinaient à l'ouvrage d'un bout à l'autre de l'année. Au moins le travail quotidien apportait-il le pain quotidien, et l'ouvrier, gardant toute sa dignité d'homme, n'était-il pas alors broyé vivant par la société.

Des deux aïeuls du pamphlétaire, l'un était porteur de contraintes (c'est l'honnête et bon Machecourt de *Mon oncle Benjamin*), l'autre tailleur d'habits. Gaspard Tillier, son père, esprit alerte et franc, était un serrurier de la rue des Moulins; il avait pris pour femme sa cousine germaine et le petit Claude fut son premier-né. L'enfant poussa, au bruit des marteaux sur l'enclume, dans une atmosphère de labeur, de probité sereine et de vaillante gaîté. Sa vive sensibilité s'éveilla sous les baisers de sa tendre mère; ses idées se formèrent par ce qu'il voyait et entendait dire autour de lui, dans le peuple.

C'est alors un moment décisif de l'histoire. La Révolution avait passé sur la France comme un immense orage, et, parmi les gravats et la cendre de l'ancienne monarchie, un général heureux venait, au 18 brumaire, de fonder l'autorité nouvelle. La Révolution n'était plus, mais les souvenirs de la grande époque revivaient, avec un éclat de légende, dans la piété du peuple, et l'enfance de Tillier dut en être bercée comme d'un chant héroïque. Jean-Jacques, cet ancêtre direct de Tillier, rapporte que ce fut Plutarque qui lui forma cet « esprit libre et républicain, ce caractère indomptable et fier, impatient de joug et de servitude »; ce fut l'épopée révolutionnaire de 93 qui marqua d'une empreinte ineffaçable, les jeunes années de Claude Tillier.

Ce fut ensuite l'épopée napoléonienne, si propre à enflammer un cœur puéril. En cet âge singulier, au front duquel la mort grondait comme un tonnerre, les enfants, tôt mûris, vibraient de toutes les émotions des hommes. Claude Tillier, à dix ans, eut l'âme d'un grenadier de la garde et s'enivra, avec toute sa génération, de cette gloire ensanglantée que l'empereur, couronné de victoires, irradiait comme un soleil.

« L'Empire, écrira-t-il trente ans plus tard, rayonnait comme une comète à l'horizon de l'Europe... Je crois voir encore resplendir Napoléon entouré de ses lieutenants, tous célèbres par des triomphes, tous rebaptisés par une victoire ; de rois plus fiers de leur épée que de leur sceptre; de ces rudes soldats basanés par tous les soleils, hommes de fer et de cuivre, qu'il semblait avoir fondus tous dans le même moule.

« Quand il revenait de ses victoires, un immense applaudissement éclatait sur son passage; il rayonnait de cet homme, je ne sais quoi qui troublait l'âme et enivrait la raison; il fallait battre des mains à son aspect; il y avait du *nous* dans cette existence; nous croyions avoir remporté ses victoires, nous étions enthousiaste de lui, comme s'il eut été de notre famille... »

Les Tillier mirent leur fils au collège. Un brave homme qui fut alors son condisciple (1) nous a conservé sur sa vie d'écolier quelques détails qu'il faut reproduire :

« Doué d'une grande force musculaire (2), d'un caractère irascible, hardi et turbulent, ennemi de toute entrave, il préludait déjà dans son enfance, par des rixes fréquentes, aux luttes du pamphlétaire. Combien de fois rentra-t-il chez son père avec des pans d'habit de moins, des déchirures à la figure ou des contusions sur le corps ! Une fois entre autres, on l'emporta du collège avec le bras fracturé. »

Ce fut pourtant un brillant élève et lorsque, en 1813, une des bourses d'internat que la ville de Clamecy entretenait au lycée de Bourges, devint vacante, ce fut lui qui l'obtint à la suite d'un concours.

Le voici donc à Bourges. Il a douze ans. Son caractère apparaît déjà dans ses traits essentiels. Il ne se courbe pas devant l'autorité des maîtres ; il se pose parmi ses camarades en ardent justicier ; dur à ceux qui sont forts et qui abusent de leur force, il est doux aux faibles, à ceux qu'on persécute et qu'on bat. C'est déjà le Tillier qui s'écriera plus tard : « Pouvoir se dire : « L'oppresseur me craint et l'opprimé espère en moi » voilà la plus belle des richesses, la richesse pour laquelle je donnerais toutes les autres. »

Cependant le grand drame de 1814 allait se jouer sur la nation brisée. L'Empire s'écroula dans la défaite et tandis que Bonaparte s'acheminait vers l'île d'Elbe, ses vainqueurs restauraient le trône bourbonien. Le vieux Louis XVIII rentrait en France à la queue des armées étrangères, n'ayant rien appris, rien oublié et lui-même suivi d'un fanatique cortège de princes et d'émigrés. Tout ce monde revenait la haine au cœur et la menace aux dents. En cet instant, la France presque tout entière trembla ; elle songeait avec angoisse à la nuit de réaction et de représailles qui allait l'envelopper en expiation du régicide.

AMÉDÉE DUNOIS.

(*A suivre.*)

(1-2) *Comme quoi j'aurais voulu me vendre à M. Dupin.*

(1) Bayle Parent, pharmacien à Clamecy.

(2) Ceci, certes, jure bien un peu avec le dire de Tillier : « Je suis né faible et souffreteux dans le camp des pauvres. » Faut-il ne voir là qu'une réminiscence complaisante du Rousseau des *Confessions* : « Je naquis infirme et malade » ?

Le dessin de notre camarade Agard aurait été davantage d'actualité la semaine passée, mais nous l'avons eu trop tard pour le donner en temps utile au clicheur, ayant oublié que l'on ne travaillait pas les lendemains de fête.

Celui de la semaine prochaine sera signé Hénault.

La semaine prochaine nous donnerons la suite de l'étude sur la *Révolution de 1789*, par notre ami Kropotkine.

Correspondances et Communications

Nous avons reçu de divers côtés : Saint-Claude, Béziers, U. P. Zola, au camarade Pierre Martin, etc., divers ordres du jour de solidarité avec les condamnés de l'affiche. La place nous manque pour insérer.

CONVOCATIONS

× **Causeries populaires des Vᵉ et XIIIᵉ**, 37, rue Croulebarbe. — Samedi 13 janvier, causerie par le camarade Gayraud : L'Anarchie ; *les anarchistes*.— Jeudi 18 janvier : La recherche des causes (*suite*), par Vulgus.

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18ᵉ arr.) :

Vendredi 12 janvier. — Dr Pozerski : Episodes véridiques de la Révolution en Russie.

Mercredi 17. — A. Rouquès : Les morts qu'il faut qu'on tue.

Vendredi 19. — Tarbouriech : Le mariage et l'union libre.

× **Maison du Peuple de Montmartre**, rue Clignancourt, 92. — Vendredi 12 janvier, à 9 heures, cours par Hubert Lagardelle. — Sujet : Le Socialisme en France. II. Le Syndicalisme révolutionnaire.

Cours de français pour les étrangers le lundi et le jeudi à 9 heures.

× **Causeries populaires du 19ᵉ arrondissement.** — Jeudi 18 janvier, à 8 h. 1/2, salle Fassot, 5, rue du Rhin, causerie par un camarade.

× **Comité de Défense sociale.** — Dimanche, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Progrès, 92, rue Clignancourt, grand meeting de protestation en faveur des camarades Lemaire et Bastien, *rédacteurs à Germinal* d'Amiens, arrêtés depuis deux mois pour propagande antimilitariste et que les policiers de cette ville veulent traduire devant la correctionnelle pour étouffer leur défense et les envoyer au bagne. Orateurs : Sébastien Faure, Félicia Numiestka, Miguel Almereyda.

Entrée : 0 fr. 30 pour les frais.

× **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 12 janvier. — M. Morel : Principaux moments de la Littérature française. — II. Les Grandes Idées de la Renaissance ; La Transition, l'Humanisme ; La Pléïade ; Rabelais et Montaigne.

Lundi 15. — M. Arcambeau : La Femme au Japon.

Mercredi 17. — M. Oudinot : Le rire de Molière (avec auditions).

Jeudi 18. — Conseil d'Administration.

Vendredi 19. — M. Miconleau : Philosophie ; Les diverses conceptions sur la matière ; Les théories les plus récentes.

Tous les lundis à 8 h. 1/2, cours d'Espéranto par M. Blangarin.

Tous les jeudis matin de 10 h. 1/2 à midi, cours de piano, solfège et mandoline dirigé par Mme Lebrun-Lagravier.

× AGEN. — Dimanche 14 courant, réunion à 9 heures du matin, sur le Gravier. Ordre du jour : Propagande à faire.

En cas de mauvais temps, réunion au kiosque.

× BÉZIERS. — Les libertaires se rencontrent au café Jaume, allées Paul Riquet, le dimanche soir, aux environs de 5 heures.

× LILLE. — Groupe **Le Combat**. — Réunion le lundi 15 courant, à 8 heures, au Sans-Souci, 52 *bis*, rue de Tournai.

La soirée familiale pour notre camarade victime de la magistrature aura lieu même salle, vers le dernier dimanche du mois.

× LYON. — **Groupe Féministe libertaire**. — Réunion le dimanche 14 janvier, salle Chamarande, rue Paul Bert, 26, à 3 heures. Causerie par une camarade.

× EVREUX. — Les camarades qui veulent étendre la propagande à Evreux, peuvent s'adresser à Richard, 9, rue Vilaine.

× MARSEILLE. — **Théâtre libre**. — Dimanche 14 janvier, à 9 heures du soir, chez Frédéric, 11, rue d'Aubagne, soirée familiale. Première partie, concert ; deuxième partie, théâtre : *Le commissaire est bon enfant*, de Courteline ; troisième partie, sauterie intime. Pour les frais : vestiaire, 0 fr. 10.

× MONTPELLIER. — **Groupe d'Etudes Sociales.** — Samedi 13 janvier, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade : La philosophie stoïcienne et ses dérivés.

BORDEAUX. — **Théâtre libre**. — Représentation de début, dimanche, 14, à 8 h. 1/2 du soir, salle Barthé, rue Baireyre, 84. *La Cage* de Descaves. Concert, *Hortense couche-toi* de Courteline.

BOITE AUX ORDURES

Les coulisses de l'hervéisme, par Gustave Téry. *La raison*, 7 janvier.

NOS LITHOS

Voici ce qui nous reste au prix d'édition :

Epouvantails, par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne** par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40** ; édition d'amateur : **3 fr. 50**.

Nous avons, en dehors de la série :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture..., lithographie de Willette, **1 fr. 40**, **2 fr. 25** et **5 francs**. — Réduction des **Errants**, de Rysselberghe, **1 fr. 40** et **3 fr. 25**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75 francs** l'édition ordinaire, **150 francs** celle d'amateur.

Il nous reste un petit nombre :

L'Homme mourant, L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah ! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin.

Nous les mettons à **2 francs**.

L'édition d'amateur des deux premières est épuisée. Les autres **5 fr. 50** franco.

Et, en nombre tout à fait restreint, 4 ou 5 de chaque, au plus :

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume.

Elles sont en vente au prix de **3 francs**.

L'édition d'amateur sur chine, **5 fr 50** franco.

Nous avons également en lithographie de couleurs : pour frontispice au supplément celui du 1ᵉʳ volume par Willaume (épuisé), **5 francs** ; celui du 2ᵉ volume par Pissarro, **2 francs** ; celui du 3ᵉ volume par Luce, **2 francs** ; celui du 4ᵉ volume par Lebasque, **2 francs**.

Edition d'amateur, sur chine, **3 fr. 50** (peuvent s'encadrer).

A NOS LECTEURS

Tous ceux qui ont des enfants savent combien il est difficile de leur trouver des livres de lecture ne contenant pas d'idées fausses, préconçues, des axiomes de morale stupide ou asservissante.

C'est pour répondre à ce besoin que j'ai essayé de lancer le Coin des enfants, *où nous avons rassemblé ce que nous avons pu trouver de mieux dans la littérature de divers pays, pouvant amuser, instruire et faire réfléchir les petits lecteurs.*

Le volume de l'année dernière (1ʳᵉ série) contient entre autres parmi les meilleurs contes d'Andersen : L'Ombre, Les nouveaux habits de l'empereur, Le Vilain canard ; Les Cygnes, *de Beata ;* Frédéric et Catherine, *de Grimm ;* La Touche d'or, Le Paradis des enfants, *de Hawthorne, avec nombreuses illustrations de M. H. T.*

Le volume de cette année (2ᵉ série) contient : Leçon de roi, *de W. Morris ;* Le petit chemin, *de notre collaborateur Michel Petit ; trois contes tirés des* Légendes de l'Alhambra, *de Irving, et l'humoristique* Congrès de philanthropes, *de Beata, avec illustrations de Delannoy, Delaw, Hermann-Paul, Hénault, Iribe, Kupka, M. H. T., Naudin et Willaume.*

Ce sont des lectures amusantes pour des enfants de 9 à 15 ans, et dans lesquels les grands peuvent trouver également avantage et distraction.

J'insiste auprès de nos lecteurs pour leur recommander ces volumes dont la publication sera continuée si on nous aide à placer ceux déjà parus. Chaque volume 3 francs ; 2 fr. 50, chacun pour ceux qui prendront les deux.

Cette année, j'avais baissé le prix, espérant retrouver l'équivalent dans l'augmentation de souscripteurs. J'en ai trouvé 300 de moins, et je vais avoir l'imprimeur à payer.

Que ceux qui croient qu'il y a de la besogne à faire en ce sens, nous aident à les faire connaître.

MUSÉE DES ANERIES

« Le repos du corps s'obtient dans le travail de l'esprit, et le repos de l'esprit dans le travail du corps ».

DOUMER.

(*Le livre de mes fils*).

* *

Pourtant, il est nécessaire qu'une force au service du gouvernement assure le maintien de l'ordre. Car, malheureusement, l'éducation ouvrière n'est pas achevée. Elle se complètera par les Syndicats, dont la vraie mission est d'éviter les conflits et de maintenir les revendication ouvrières dans les bornes légales.

JACQUES DHUR.

(*Journal, 3 janvier.*)

Petite Correspondance

C. F., à Genève. — Reçu les 2 fr. 50. Merci. Faites connaître, nous en avons besoin.

A. F., rue B. — Bon. Veuillez nous excusez.

C., à Tulle. — Oui, l'observation a déjà été faite, mais la place manque déjà au journal pour le texte.

Vidi. — Reçu une des lettres, mais pas les autres.

A. I A., Marseille. — Causeries populaires Lyon. — Convocations arrivées trop tard. Il les faut pour le mardi (mille et onzième fois).

C., à Nîmes. — Connais pas cette adrese.

X. — L'envoi du *Coin* est fait.

Max Simon, à Tunis. — Je n'ai pas pu déchiffrer votre nom ? Je ne puis expédier que ce que demande le libraire ?

Libertaire. — Reçu, pour vous 1 fr. 50 ab. Mortreux, Amiens.

N., à Valan. — Je vous envoie les numéros demandés : seulement, une autre fois, c'est 0 fr. 10 chaque.

Ocrony. — Oui, tout passera. Expédié les brochures ; mais à 1 fr. le cent, c'est sans le port qui coûte à lui seul 0 fr. 60.

T. S., à Aumontey. — Ne me rappelant plus quel numéro il vous manquait, j'ai expédié 34 et 35.

R. F., à Bruxelles. — Ai expédié le volume manquant. Veuillez nous excuser.

L. H., Bordeaux. — Certainement ce manifeste était faux. Voyez nos « Variétés » du nᵒ 33.

B., à Bordeaux. — J'ai perdu la coupure envoyée.

P. M., à Lisbonne. — Bien reçu mandat.

P. G., à Saint-Jean le Phigy. — Les faits signalés se répètent tous les jours. La place manque pour insérer les protestations, contre la condamnation de nos camarades. La meilleure à faire sera de continuer la propagande.

Un instituteur de nos amis pourrait-il nous indiquer une publication où nous pourrions trouver les noms et adresses des instituteurs de France.

Jean-Louis. — Nous ne pouvons pas éterniser une polémique qui n'intéresse pas les lecteurs.

A. B., Bois de Raveau. — Bon. Entendu.

F. C., Nantes. — 1 franc.

Pour continuer la propagande antimilitariste : G., 3 fr. — F. P., à St-Claude, 20 fr.

P. H. K. Bruxelles. — Oui pouvez payer en timbres, mais en tenant compte que nous perdons 15 0/0 sur le change.

L., B., à Bâle. — Volumes expédiés, 3.15.

Un camarade français pour apprendre l'espagnol désirerait entrer en relation avec un camarade espagnol désireux de se perfectionner dans la langue française.

Reçu pour le journal : G. H., à Tully, 1 fr. — A. D., 2 fr. — X. 1 fr. — V. H., 2 fr. — R., à Chèvremont 0, fr. 50. — R. par M. Chicago. 7 fr. 50. — Merci à tous.

W., rue de R. — L. G., à Lyon. — C. B., à Montceau. — M., à Amiens. — F. B., à San Giovanni. — B., rue de M. — C. U., à Camptout. — L. B., à Lambezellec. — Dr V., à Lille. — C. F., à Epernay. — A. P., à Rouen — A. L., à Bécon. — A. M., à Nonancourt. — A. S., à Londres. — J., à Nouzon. — B., à Marseille. — F. P. — H. D., à Cherbourg. — D., à Mons. — L. C., à New-York. — M., à Nîmes. — E. J., à Lille. — A. F., à St-Quentin. — S., à Lardière. — P. P., à Brest. — G., à Brest. — C., à Biarritz. — P. M., à Bollène. — A. B., à Jouzac. — V. L., à Epinal. — R. A., à Givonne. — E., à Pont-Labbé. — D., à Port à l'Anglais. — G. P., à Apt. — R., à Evreux. — Reçus timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

11e ANNÉE. — N° 38.

20 JANVIER 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir au supplément

le dessin de Hénault.

SOMMAIRE

LE 10 AOUT

ET

SES CONSÉQUENCES

I

Nous avons vu, dans l'article précédent (1), en quel état se trouvait la France pendant l'été de 1792.

Depuis trois ans le pays était en pleine révolution, et la révolution avait rendu le retour à l'ancien régime absolument impossible. Légalement, de par la loi, le régime féodal restait encore debout; mais en réalité, dans les faits de la vie, il n'existait plus. Les paysans ne reconnaissaient plus les anciennes obligations envers les seigneurs; ils ne payaient plus les redevances, s'emparaient des terres du clergé et des émigrés, reprenaient en maint endroit les terres qui avaient appartenu autrefois aux communes de village, et, dans leurs municipalités villageoises, ils se considéraient les maîtres de leurs propres destinées.

(1) Voir les numéros antérieurs.

Même chose pour les institutions de l'Etat. Tout l'échafaudage administratif qui semblait si formidable sous l'ancien régime, s'était écroulé sous le souffle de la révolution populaire. Qui songeait aujourd'hui à l'intendant, à la maréchaussée, aux juges du parlement!... La municipalité, surveillée par les sans-culottes, la Société populaire de l'endroit, l'assemblée primaire, les hommes à piques représentaient maintenant la force nouvelle qui gouvernait la France.

Tout l'aspect du pays, tout l'esprit des populations — le langage, les mœurs, les idées, avaient été changés par la révolution. *Une nouvelle nation était née* — tout comme nous le voyons en ce moment (décembre 1905) en Russie, où la révolution a aussi créé en un an une nouvelle nation, dont l'ensemble des conceptions politiques et sociales diffère déjà du tout au tout de ce qu'il était, il y a à peine douze mois!

* *

Et cependant la royauté existait encore, et elle représentait une force immense, autour de laquelle la contre-révolution ne demandait qu'à se rallier. On vivait toujours sous le provisoire. Rendre à la royauté sa puissance d'autrefois, c'était évidemment un rêve insensé, auquel ne croyaient plus que les fanatiques de la Cour. Mais la force de la royauté pour le mal restait toujours immense. S'il lui était impossible de rétablir le régime féodal, — que de mal pouvait-elle faire tout de même aux paysans affranchis, si, regagnant de la force, elle allait, dans chaque petit village, disputer aux paysans les terres et les libertés qu'ils avaient prises! C'est d'ailleurs ce que le roi et bon nombre de Feuillants (monarchistes constitutionnels) se promettaient de faire dès que le parti de la Cour aurait pris le dessus sur les Jacobins.

Quant à l'administration, nous avons vu que dans les deux tiers des départements, et même dans Paris, l'administration départementale et celle des districts était contre le peuple, contre la révolution; elle se serait accommodée de n'importe quel simulacre de constitution, pourvu que celle-ci permît aux bourgeois de partager le pouvoir avec la royauté et la Cour.

Enfin l'armée, commandée par des hommes comme Lafayette et Luckner, pouvait être entraînée à chaque instant contre le peuple. Après le 20 juin, on vit en effet Lafayette quitter son camp et accourir à Paris, pour y offrir au roi l'appui de « son » armée contre le peuple, pour dissoudre les sociétés patriotiques, et faire un coup d'Etat en faveur de la Cour (1).

* *

Il était évident que ce provisoire ne pouvait être toléré plus longtemps. On ne vit pas indéfiniment avec une épée suspendue sur sa tête. Et puis, le peuple, avec son instinct toujours si juste, comprenait parfaitement que le roi était de connivence avec les Allemands qui marchaient sur Paris. A cette époque, on ne possédait pas encore la preuve évidente de sa trahison. La correspondance du roi et de Marie-Antoinette avec les Autrichiens n'était pas encore saisie, et on ne savait pas encore comment ces traîtres pressaient les Autrichiens et les Prussiens de marcher sur Paris, les tenaient au courant de tous les mouvements des troupes françaises, et livraient la France à l'invasion. On n'apprit tout cela qu'après la prise des Tuileries, lorsqu'on saisit, dans une armoire secrète faite pour le roi par le serrurier Gamain, toute la correspondance du roi et de la reine avec les Allemands. Mais on ne cache pas facilement une trahison, et par mille indices que les hommes et les femmes du peuple savent si bien saisir, on comprenait que la Cour faisait un pacte avec les Allemands, qu'elle les appelait dans Paris et relevait la tête à chacun de leurs succès.

L'idée se fit donc dans quelques provinces et dans Paris qu'il fallait frapper le grand coup contre les Tuileries: que l'ancien régime resterait toujours une menace pour la France, tant que la déchéance du roi ne serait pas prononcée.

Mais pour cela, il fallait faire, — comme on avait fait aux approches du 14 juillet 1789, — un appel au peuple de Paris, aux « hommes à piques »... Or, c'est précisément ce que la bourgeoisie ne voulait pas — ce qu'elle craignait le plus. On trouve, en effet, dans les écrits de cette époque une sorte de terreur des hommes à piques, que l'on avait entrevus dans la rue au 14 juillet, et que la bourgeoisie avait fait rentrer dans leurs sombres faubourgs en armant la garde nationale bourgeoise. Allait-on les revoir de nouveau, ces hommes si terribles pour les riches!

(1) Il demandait très nettement : le retrait des décrets contre les émigrés et les prêtres insermentés; le libre exercice du veto royal; des poursuites rigoureuses contre les attroupements; la dissolution des clubs, surtout de ceux des Jacobins, et la mise en accusation du ministre de la guerre girondin.

Si cette peur du peuple n'était partagée que par les rentiers! Mais les hommes politiques avaient les mêmes frayeurs, et Robespierre, jusqu'en juin 1792, s'opposa aussi à l'appel au peuple. « Le renversement de la Constitution en ce moment, disait-il, ne peut qu'allumer la guerre civile, qui conduira à l'anarchie et au despotisme. » Si le roi est renversé, il ne croit pas à la possibilité d'une république. « Quoi! s'écrie-t-il, c'est au milieu de tant de divisions fatales, que l'on veut nous laisser tout à coup sans constitution, sans loi! » La République serait à son avis « la volonté arbitraire du petit nombre » (lisez, des girondins); « voilà, dit-il, le but de toutes ces intrigues qui nous agitent depuis longtemps »; et, pour les déjouer, il préfère retenir le roi et toutes les intrigues de la Cour! C'est ainsi qu'il parlait en juin, deux mois à peine avant le 10 août!...

* *

Il fallut l'échec de la démonstration pacifique du 20 juin et la réaction qui la suivit; il fallut le coup de tête de Lafayette arrivant à Paris et s'offrant, avec son armée, pour un coup d'Etat royaliste, il fallut les succès des Allemands marchant sur Paris « pour délivrer le roi et punir les jacobins », — il fallut tout cela pour décider les « chefs d'opinion » révolutionnaires à faire appel au peuple, afin de tenter un coup final sur les Tuileries.

Mais une fois ceci décidé, le reste fut fait par le peuple lui-même.

Il est certain qu'il y eut une entente préalable entre Danton, Robespierre, Marat, Robert et d'autres. Robespierre haïssait tout dans Marat, sa fougue révolutionnaire, qu'il appelait exagération, sa haine des riches, sa méfiance absolue des politiciens, — tout, jusqu'à son costume pauvre et sale. Et cependant l'élégant et correct Robespierre, ainsi que Danton, vinrent vers Marat et les siens — vers les hommes des sections, pour s'entendre avec eux sur les moyens de soulever encore une fois le peuple, comme au 14 juillet — cette fois-ci pour donner l'assaut définitif à la royauté. Ils étaient trop perspicaces pour ne pas comprendre que si le provisoire durait encore, la Révolution allait s'arrêter, avant d'avoir rien achevé de définitif.

Ou bien on ferait appel au peuple, et alors on lui laisserait pleine liberté de frapper ses ennemis comme il l'entendait, et d'imposer ce qu'il pourrait imposer aux riches en frappant leurs propriétés. Ou bien la royauté l'emportait dans la lutte, et c'était, dès lors déjà, le triomphe de la contre-révolution, la destruction du peu qui avait été achevé dans le sens de l'égalité, le commencement, dès 1792, de la terreur blanche.

Ainsi il y eut entente entre un certain nombre de Jacobins avancés (ils siégèrent même dans un local séparé) et ceux qui, dans le peuple, voulaient frapper le grand coup contre les Tuileries. Mais du moment où cette entente fut faite, du moment où les « chefs d'opinion » — les Robespierre et les Danton — promirent de ne plus s'opposer au mouvement populaire, mais de le soutenir, le reste fut laissé au peuple.

* *

Le peuple, le Grand Inconnu, se mit alors en mouvement pour préparer le soulèvement, et il créa spontanément, pour les besoins du moment, l'espèce d'organisation sectionnaire qui fut jugée utile pour donner au mouvement la cohésion nécessaire. Pour les détails on s'en remit à l'esprit organisateur du peuple des faubourgs; et lorsque le soleil se levait sur Paris le 10 août, personne n'aurait encore pu prédire comment finirait cette grande journée. Les bataillons de fédérés venus de Marseille et de Brest, bien organisés et armés, ne comptaient que de 5.000 à 6.000 hommes, et personne, excepté ceux qui avaient travaillé les jours et les nuits précédents dans la fournaise ardente des faubourgs, ne pouvait dire si les faubourgs se lèveraient en masse, ou non.

— « Et les meneurs habituels, où étaient-ils? que faisaient-ils? » demande Louis Blanc. — Et il répond: « Rien n'indique quelle fut dans cette nuit suprême l'action de Robespierre, ni s'il en exerça une quelconque. » Danton, non plus, ne semble pas avoir pris une part active, ni aux préparatifs du soulèvement, ni au combat même du 10 août.

Il est évident que lorsque le mouvement fut décidé, le peuple n'avait plus besoin des hommes politiques. Ce qu'il fallait, c'était — *préparer* les armes, les distribuer à ceux qui sauraient s'en servir, organiser le noyau de chaque bataillon, former la colonne dans chaque rue des faubourgs. Pour cela, les meneurs politiques n'auraient été qu'un encombrement — et on leur dit d'aller se coucher, pendant que le mouvement s'organisait définitivement dans la nuit du 9 au 10 août.

Des hommes nouveaux, « des inconnus », tout comme au mouvement du 18 mars 1871, surgirent ces jours-là, lorsqu'une nouvelle Commune, la Commune révolutionnaire du 10 août fut nommée par les sections. Chaque section nomma trois commissaires, « pour sauver la patrie », et le choix du peuple ne tomba, nous disent les historiens, que sur des hommes obscurs. L' « enragé » Hébert en était — cela va sans dire; mais on n'y trouve d'abord ni Marat, ni Danton.

C'est ainsi qu'une nouvelle « Commune » — la Commune insurrectionnelle — surgit du sein du peuple et s'empara de la direction du soulèvement. Et nous allons la voir exercer une influence puissante sur toute la marche des événements suivants, dominer la Convention, et pousser la Montagne à l'action révolutionnaire, afin d'assurer du moins les conquêtes déjà faites par la Révolution.

PIERRE KROPOTKINE.

(*A suivre.*)

Sur le Rôle des Partis politiques en Russie

Les événements de Russie sont une excellente leçon pour les révolutionnaires de tous les pays. On a mis là-bas en pratique la grève générale, et il est remarquable d'observer que cette grève générale a réussi admirablement lorsqu'elle a été un mouvement spontané, gagnant rapidement de proche en proche par la contagion de l'exemple. Au contraire, elle a à peu près échoué ou n'a pas donné les résultats qu'on en espérait, lorsqu'elle a été *décrétée* par les partis, ou plutôt par un comité directeur (1).

Les partis ont voulu s'attribuer tout le rôle dans le mouvement révolutionnaire en Russie, tandis qu'ils n'ont pas sur la masse l'influence autoritaire qu'ils s'imaginent posséder. A l'heure actuelle, chacun contribue pour sa part à empêcher le fonctionnement de la machine gouvernementale: ouvriers, paysans, bourgeois, intellectuels. Une partie de ces individus adhèrent au socialisme, voire au libéralisme, d'autres sont anarchistes; encore la plupart agissent-ils sans avoir une pleine et exacte notion des idées dont ils se réclament. Quant à la grande masse, elle n'est rien; elle veut la satisfaction de ses besoins et naturellement des plus immédiats; elle veut la liberté de ses mouvements. Les paysans reprennent la terre, et, le cas échéant, brûlent les maisons des propriétaires; les ouvriers se mettent en grève pour exiger de meilleures conditions de vie, et, çà et là, pillent les magasins, en attendant, pour pouvoir vivre. C'est cette masse qui, s'organisant presque partout en mouvements autonomes, paralyse la répression gouvernementale, et rendra difficile le rétablissement d'un autoritarisme étatiste.

(1) L'insurrection de Moscou paraît avoir été un mouvement autonome auquel il n'a manqué pour réussir qu'une défection même partielle des troupes gouvernementales. Espérons que cette révolte quoique vaincue sera le meilleur exemple pour d'autres révoltes semblables; mais la grève générale et l'insurrection armée doivent marcher ensemble pour réussir.

Reconnaissons que c'est la propagande des partis, ou plutôt la propagande de socialistes, de libéraux, de révolutionnaires agissant d'eux-mêmes, aussi bien que le dévouement des révoltés isolés, qui ont précipité l'évolution et préparé le mouvement général. Mais ce mouvement général donne lieu actuellement à des manifestations nombreuses et multiples qui, elles, dépassent l'action et l'influence des partis et que très souvent ceux-ci paraissent embarrassés ou contrariés par les revendications spontanées et les actes de la masse.

Les libéraux, par exemple, réprouvent les violences. Ils veulent bien se servir de la révolution pour l'obtention de droits politiques dont profiterait surtout la bourgeoisie, mais ils condamnent hautement les attentats contre la propriété. Pour eux, le mouvement sera constitutionnaliste ou bien il ne sera pas. Si le gouvernement lui-même acceptait franchement la constitution, une partie des libéraux n'hésiterait pas à le soutenir et lui prêterait son appui pour le rétablissement de l'*ordre social*. Déjà beaucoup d'entre eux déplorent les grèves multiples de ces derniers temps, lesquelles désorganisent la vie économique et industrielle du pays et compromettent le crédit national (1).

Pour eux, la solution de la question agraire est dans le rachat. Le gouvernement libéral donnerait aux paysans les terres achetées aux propriétaires qui y consentiraient; ceux-ci recevraient une redevance garantie par l'Etat, mais que payeraient les paysans sous forme d'un impôt spécial. D'autres réformateurs proposent que ce soient les propriétaires eux-mêmes qui vendent leurs terres aux paysans, naturellement *à un juste prix*. Les payements seraient facilités par des banques de crédit fonctionnant à cet effet (2). Voici à ce sujet un extrait des *Nouvelles d'Odessa:*

(1) La conduite de certains libéraux, considérés très souvent comme les chefs de l'opposition (le *Temps* n'affectait-il pas, il n'y a pas si longtemps, de prendre M. Struve comme un socialiste et un révolutionnaire?), fait mieux comprendre l'histoire de la révolution française. Je me souviens qu'étant enfant, j'étais étonné par l'évolution de ces constituants devenus par la suite réactionnaires, maudissant à leur tour la Révolution et ses excès, d'autant qu'à l'école on était loin de m'expliquer l'antagonisme flagrant entre les projets de ces bourgeois notables et les revendications du peuple.

(2) Les paysans réclament la terre sans indemnité, en donnant comme argument que la terre n'est à personne et qu'elle doit appartenir à tous ceux qui la cultivent eux-mêmes. Ils se souviennent d'ailleurs que les terres du seigneur ont été autrefois leur propriété à eux moujiks, avant que le manifeste impérial de 1861 décrétant l'abolition du servage ne les dépossédât en grande partie au profit des nobles. Il s'est passé en Russie, à cette époque, ce qui s'est produit en Irlande, au Cambodge, sous le protectorat de M. Doumer, et en beaucoup d'autres pays. Je veux parler du passage de la propriété féodale à la propriété moderne. M. Visconti Venosta, ancien ministre italien des affaires étrangères, et aujourd'hui délégué de son pays à la conférence d'Algésiras, a su s'emparer, de cette façon, de domaines immenses en Calabre: percevant à titre de redevance féodale un tribut minime des paysans de ces régions, il prétexta cette redevance comme la preuve que les paysans étaient fermiers sur ses propres terres, et le tribunal, jugeant d'après le droit romain (et probablement aussi d'après la haute influence du marquis), reconnut à M. Visconti le droit de propriété absolu. Comme les paysans, entêtés dans leur conviction d'être chez eux, se refusaient à céder, M. le marquis mobilisa les carabiniers qui expulsèrent les paysans en mettant le feu à leurs cabanes. Et les riches propriétaires en Italie, en Angleterre, en Russie, etc., riches de leurs vols et de leur impudence, s'indignent des revendications des paysans et des prolétaires, quand il n'y a qu'à s'étonner de la patience et de la résignation des exploités.

« Les propriétaires fonciers ont pris la décision d'aller au-devant des vœux de la population paysanne et de lui vendre une partie de leurs terres. Les paysans se moquent ouvertement de cette prétendue libéralité. Ils disent qu'on a toujours eu le droit d'acheter la terre, et ce n'est pas parce que les propriétaires consentent à mettre leurs terres en vente que la situation sera changée. Qui donnera aux paysans le pouvoir d'acheter au « juste prix », c'est-à-dire au prix du marché, que la spéculation foncière a fait monter pendant les quinze à vingt dernières années jusqu'à 300 roubles par déciatine? On insiste beaucoup sur ce que l'aide de la Banque des paysans permettra d'échelonner les payements sur une longue série d'années. Cette perspective ne convainc nullement les paysans, parce qu'ils comprennent très bien qu'au prix de 250 à 300 roubles par déciatine, ils ne pourront même pas toujours arriver à payer les intérêts. »

Les moujiks ne se laissent donc pas amuser par les promesses des messieurs. Et voici, par exemple, l'histoire qui se serait passée dernièrement dans le gouvernement de Stavropol :

Aux réclamations des paysans, une brave dame, grosse propriétaire, répondit qu'elle n'en pouvait mais. Compatissant aux malheurs de ses compatriotes, elle leur conseilla de s'adresser au gouvernement pour émigrer tous ensemble en Sibérie. Certes, on leur allouerait facilement 3.000 déciatines de terre, là-bas, dans ce pays neuf. Mais les moujiks lui firent observer que le déplacement de toute une communauté était chose extrêmement difficile, et que la dame aurait beaucoup moins d'embarras à émigrer toute seule, quitte à demander pour elle-même, si elle voulait, 6.000 déciatines de terre en Sibérie.

Les paysans ont pris, en beaucoup d'endroits, le parti de faire leurs affaires eux-mêmes. Ces pratiques n'ont pas la pleine approbation des libéraux, spécialement des libéraux propriétaires. Mais elles ne rencontrent pas toujours l'assentiment des social-démocrates eux-mêmes (1). Ceux-ci sont aussi très souvent désorientés par une action qui ne concorde pas exactement avec leur doctrine.

Les social-démocrates ont d'ailleurs profité d'événements qu'ils n'avaient pas su prévoir et qui sont même en contradiction flagrante avec leurs idées doctrinaires. Pour eux la Russie n'était pas prête : il fallait que le pays fût industrialisé, que le mir eût disparu, que le régime capitaliste se fût complètement développé, avant qu'on pût entreprendre une révolution sociale. Or la révolution éclate, et elle paraît être tout à la fois une révolution politique et une révolution sociale. En tant que social-démocrates orthodoxes, ils avaient condamné la grève générale comme une aberration anarchiste, et voici que la grève générale s'impose d'elle-même. Ils avaient condamné l'insurrection armée (Plekhanoff), et c'est l'insurrection armée qu'ils sont obligés d'accepter, mais sans l'enthousiasme nécessaire, ce qui fait que le calme de Pétersbourg cause la ruine de Moscou.

Ils ont su s'introduire en majorité au Comité des unions ouvrières de Saint-Pétersbourg; et là ils font œuvre de parti, non œuvre révolutionnaire. A la demande des anarchistes d'entrer dans le comité, ils ont répondu par un refus, sous prétexte que les anarchistes n'étaient pas admis dans les congrès socialistes internationaux : raison médiocre de sectaires intransigeants.

Il est vrai que le journaliste qui s'occupe à l'*Humanité* de faire aux socialistes unifiés de France le récit des événements de Russie, ajoute une autre raison, une raison de son cru : Il n'y a pas d'anarchistes en Russie! Or, nos camarades ont fondé dans un très grand nombre de villes, des groupes très actifs qui propagent avec ardeur et avec grand succès les idées anarchistes, mettent d'ailleurs leurs actes en accord avec la théorie, en donnant l'exemple de la résistance active à main armée (1). Ces groupes, très nombreux dans les villes des gouvernements de l'ouest (Pologne et Lithuanie), s'étendent en Grande Russie, en Petite Russie, dans les provinces baltiques et sont composés presque exclusivement d'ouvriers. D'autres groupes à Kieff, à Moscou, à Saint-Pétersbourg se sont plutôt recrutés parmi les intellectuels. Parmi ces groupes, ceux d'Odessa et de Varsovie ont fait tout récemment parler d'eux (en dépit d'un nouveau démenti de Longuet le Véridique).

En réalité, dans l'action commune, les différences de parti tendent à se fondre, les nécessités de la lutte imposent les mêmes tactiques. Il n'en est pas moins vrai que dans cette lutte terrible, ce sont les individus énergiques et audacieux qui donnent l'élan nécessaire, ce sont eux qui emporteront le succès, et on peut être sûr que les anarchistes iront jusqu'au bout des revendications.

M. Pierrot.

(1) En dehors des social-démocrates, il y a d'autres partis socialistes : je citerai d'abord leurs rivaux, les socialistes révolutionnaires; il y a encore des partis socialistes nationaux (exemple : le parti socialiste polonais); il y a surtout le Bund des ouvriers juifs dont l'action est prédominante dans toutes les provinces de l'Ouest.

(1) Notre journaliste est bien loin de se douter de ces faits, mais il parle tout de même des événements en jugeant sans vergogne des hommes et des choses. S'il se produit un événement qui le gêne, il l'arrange à sa façon; il ne comprend pas les pillages et les incendies, il se récrie qu'on ait osé les mettre sur le compte des soi-disant socialistes; ce n'est certainement là le fait que de malheureux *inconscients*. Il rachète la pauvreté de ses informations en donnant le nom et le pseudonyme de militants retournés là-bas, singulière façon d'aider les mouchards.

Faites donner la Garde!

Il faut, en général, se méfier des articles de journaux, davantage des articles signés : Trois-Etoiles.

L'anonymat, qui serait si nécessaire à l'œuvre d'art (créée pour soi et pour les services qu'elle doit rendre, hors le souci de la galerie), répugne, dès qu'il s'applique à l'œuvre tendancieuse ayant une responsabilité morale.

Qu'un pamphlétaire généreux, s'attaquant logiquement aux vices des plus forts, pour cela poursuivi par la vindicte officielle ou bourgeoise, se cache sous un pseudonyme symbolique ou prudent, il faut l'admettre : le suicide est inutile.

Mais lorsque *Trois-Etoiles* dissimule la peur d'un haineux de ce qui est meilleur, la peur d'un homme en place mis au service de la force oppressive ou de la police imbécile, cela dégoûte même si ce Trois-Etoiles est général d'armée.

Un général a pris le sabre comme d'autres prennent la croix, ou le code ; il s'engage à respecter lui-même la loi qu'il est chargé de faire respecter, au besoin dans le sang des autres. Or, la loi oblige au silence ceux qui portent la livrée sans gloire du plus fort. Encore qu'il n'y ait guère d'exemple certain de militaire se sachant puissant soumis à la loi déplaisante, je répète que c'est un traître, celui qui sort de cette loi devenue, de sa propre volonté, foi jurée.

* *

Le premier article d'un grand journal — le *Matin* du 10 janvier, puisqu'il faut l'appeler par son nom ! — était signé : Trois-Etoiles. La mauvaise typographie me fit d'abord lire : « Pourquoi l'Armée Française n'a-t-elle pas de *Barbe* », sous-titre bizarre de « Un Grand Projet ». Cela me rappelait Boulanger qui, lui, *imposa* la barbe dans l'armée française! En réalité, la manchette portait le mot *Garde* au lieu du mot *Barbe* par trop entaché de lassitude.

Cet article demandait, au nom sacré de la Défense Nationale (ah! la barbe!), la reconstitution d'une Garde dans les armées de la République.

O souvenirs aimables des journées de juin et de décembre ; Saint-Merri et les Boulevards! Ce serait, écrit Trois-Etoiles, une Garde analogue à celle de l'Empereur allemand, dont seuls les hobereaux forment les cadres, et sur laquelle le *Vorwærtz*, après le lieutenant Bilse, pourrait nous instruire. Ce serait enfin une Garde dans le goût de celle du Tsar qui, silencieuse et inutile pendant la périlleuse guerre mandchoue, fait maintenant, en face de révolutionnaires pour la plupart armés de lances et d'épées, au bruit de ses canons, de la besogne. On sait quelle est cette besogne, que Trois-Etoiles souhaite fructueuse, à Moscou, à Pétersbourg, à Riga — et qui le sera!

Quoi? — Une bonne petite garde prétorienne chargée d'élever des Césars, au besoin de les descendre. D'excellents strélitz qu'un bras fort — enfin! — décapiterait honnêtement entre la poire et le bon café. D'exquis janissaires qu'une main blanche allumerait le soir, enduits de poix, dans la douce paix des jardins d'un Saint-Cloud restauré. De lourds Suisses, d'agiles Corses, remparts faciles de tyrans entêtés. Des grognards qui foutraient le camp comme à Waterloo, malgré Cambronne!

Certes, ne pleurons point sur les malheurs de ces Suisses hachés, de ces strélitz et janissaires suppliciés, de ces grenadiers émus d'être, une fois, les moins forts; c'est la carrière librement choisie qui leur impose le talion.

La garde de Trois-Etoiles, c'est seulement celle pour les besognes indispensables dans les faubourgs français comme sur les perspectives russes : nettoiement d'ouvriers et de penseurs ; saignée salutaire du prolétariat.

* *

Le Paris de 1906 est plus redoutable encore que celui de 1871. Les communeux égorgés pendant la Semaine Sanglante sont remplacés par ces syndicalistes bien vivants et qui veulent vivre, *en combattant* s'il est utile.

Il n'est mystère pour personne que, le jour d'une déclaration de guerre étrangère, un corps d'armée tout entier, bien choisi, de l'Ouest par exemple, occuperait militairement Paris. Même cela ne rassure plus notre anonyme du *Matin*.

La garde du Tsar reste massée autour des champs amers de Tsarskoïé-Sélo. *Son Immobilité* Nicolas II donne le bon exemple. Il faut une Garde spéciale aux prévoyants de l'avenir réactionnaire.

En France, Trois-Etoiles pense que ce sera la troupe coloniale, habituée bravement au massacre de gens moins armés, « composée d'engagés, de rengagés et d'hommes d'élite bien choisis ». La voilà, la voilà bien! la bonne Garde : coloniaux de toute peau, bien ignares, bien abrutis, bien nourris, bien dressés, bien serviles; alcoolisme et religions.

Faites donner les Bretons illettrés, tandis qu'encore ils jouissent de leurs derniers recteurs et de leurs premières superstitions. Lancez les fantassins que leurs épaulettes symboliques (jaunes) firent, au surplus, juger « tas de serins! » par Mac-Mahon qui s'y connaissait. Amenez les musulmans (derniers Sarrasins) haineux — avec quelle raison! — du roumi ; les tirailleurs noirs habitués des recettes financières congolaises; les Annamites malingres de M. Doumer, coiffés à souhait de l'éteignoir idoine aux ennemis de la lumière!

* *

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! » Le *pays* des discoureurs politiciens, notre pays, la belle France (je le dis sans ironie, car j'aime

la beauté infinie de ses sites délicieux), la Patrie y songe, ne songe qu'à cela.

Même, la Chambre étudie un projet de « gendarmerie à l'intérieur » (ainsi que Galliffet parlait de la grande Muette), pour remplacer la troupe, douteuse en temps de grève ou d'émeute. Par esprit vraiment démocratique anti-césarien le Parlement refuse aux ministres de la guerre un corps de rengagés dans l'armée nationale elle-même;... mais il va voter d'acclamation cette gendarmerie mobile.

Tout de suite après on s'occupera de la Garde: Défense nationale!

* *

Quel ami du Bloc est-il, ce Trois-Etoiles? Je dis du Bloc; n'allez pas le croire méliniste, ribotier ou séide de Baudry-d'Asson. N'est-ce pas un ministère radical, celui de M. Bourgeois, qui osa appeler *ici* le premier contingent d'infanterie de marine? N'est-ce pas le général André, radical, qui, à *la suite de quelque grève*, comprit que les *culs-rouges* ne sont plus sûrs et compléta à Paris une brigade de *culs-bleus* fusiliers marsouins? Ah! le bon Bloc contre les raisonneurs idéalistes et rebelles.

Dans l'hypocrisie, l'article de Trois-Etoiles manque d'habileté. Bah! En est-il tant besoin avec les lecteurs à un sou? Pas un socialiste ne l'a *signalé*! *mais* il est clair que ce brave général anonyme n'a point fait d'humanités chez les Pères; c'est un général blocard, vous dis-je, cela perce.

Un jésuite en culotte de peau aurait-il osé avouer tout de go: « L'armée coloniale est certaine des sentiments de ses soldats... voilà « donc une des forces les plus redoutables *de* la « nation »; (*pour* la nation était plus exact). « On n'a pas à craindre qu'un séjour prolongé « dans une même ville l'attache par des liens « trop nombreux et trop étroits », ainsi que cela est pour *sergots* et *cipaux*, devenus voisins, amis, pères, presque citoyens!

* *

Général Trois-Etoiles du *Matin*, comment s'appellera-t-elle, cette garde chargée de coloniser la métropole? Garde Pauline, répondez, Monsieur Doumer.

DERVAUX.

MOUVEMENT SOCIAL

Les militaires pacifient. — Sous prétexte de protéger « nos sujets indigènes » du Sénégal contre les incursions des Maures, le gouverneur général de l'Afrique occidentale avait envoyé contre ceux-ci une expédition commandée par M. Coppolani, secrétaire général des colonies. Les Maures commencèrent par s'enfuir et l'on s'empara, sans plus de cérémonie, d'une partie de leurs territoires. Mais ils revinrent et M. Coppolani fut tué par l'un d'eux. On donna au commandant Frèrejean la mission de rechercher et de punir les meurtriers — disons les patriotes.

Le commandant Frèrejean n'y alla pas par quatre chemins. Il fit arrêter, au hasard, un nombre considérable de Maures, hommes, femmes, enfants, n'importe. Il les somma de dénoncer les meurtriers — peut-être faudrait-il dire les justiciers. Personne ne répondit. Alors il les fit mettre *à la torture*. Et, malgré la torture, personne ne dénonça.

« Le commandant Frèrejean n'obtenant donc pas de résultats par les tortures qu'il faisait subir aux Maures, décida de faire un exemple et, sans jugement, il fit saisir par ses tirailleurs un certain nombre de ses prisonniers et les fit assommer sous ses yeux.

« Détails effroyables: des tirailleurs, après avoir à moitié tué des Maures à coups de crosse de fusil, les achevaient à coups de revolver, à coups de fusil, à coups de bottes; même, il se trouva que quelques-uns de ces malheureux ne mouraient pas assez vite, et on les pendit, pendant qu'ils agonisaient, sanglants et pantelants; et, comme leur pauvre corps gigotait encore, à coups de bâton on les tortura, jusqu'à ce qu'ils eussent cessé de respirer.

« Pendant que ces scènes horribles se déroulaient, d'autres tirailleurs en prenaient des clichés photographiques!

« Le commandant Frèrejean, inconscient de ses *actes*, s'en serait vanté, au retour de sa mission, et c'est ainsi que M. Roume en eut connaissance. »

(*Le Journal*, 25 décembre 1905.)

M. Roume, gouverneur général de l'Afrique occidentale, adressa un rapport au ministre des colonies, qui lui demanda de déférer le chef de bataillon Frèrejean devant un conseil de guerre.

« Le commandant Frèrejean, pour sa défense, dit qu'il avait pour mission de tirer vengeance de l'assassinat de M. Coppolani, qu'il était désigné non pour une œuvre de justice régulière, mais pour une expédition militaire. « S'il était tombé entre les mains des Maures, dit-il, il n'en serait pas sorti vivant; il ne pouvait pacifier la Mauritanie qu'en usant de la force et qu'en montrant, par des actes, que la France ne supporte pas qu'on assassine un de ses enfants. »

« Les Maures, dit-il encore, ne sont pas nos sujets, mais nos ennemis; on n'obtiendra leur soumission que par des actes d'énergie. »

Eh bien! et les Maures, donc? N'ont-ils pas aussi le droit « de montrer, par des actes, que la Mauritanie ne supporte pas qu'on assassine ses enfants? » C'était probablement là la raison du meurtre de M. Coppolani. Ce simple meurtre, commis par des étrangers, des ennemis, des « barbares », des « païens », fut étiqueté forfait atroce appelant les plus terribles vengeances. Tandis que le bel exploit du héros Frèrejean, civilisé, chrétien, officier supérieur français, décoré sûrement de la Légion « d'honneur », homme de devoir et d'abnégation, — c'est un acte *d'énergie* (ça, oui!) et de PACIFICATION!

Le même *Journal*, tout en racontant ces faits, cherche déjà des excuses. Il trouve l'affaire « délicate ».

« Il ne s'agit pas ici, en effet, d'un officier général qui a outrepassé ses pouvoirs, mais qui se trouvait dans un pays dont les habitants sont soulevés contre nous; son cas, de toutes façons, est très différent de celui des Gaud, des Toqué, ou des Lurin qui opérèrent leurs exactions en pays français, soumis et en temps de paix. »

Cette « affaire délicate » devant être jugée par un conseil de guerre, militairement, rondement, le bon commandant Frèrejean (nom plein de bonhomie!) peut être tranquille et dormir sur les deux oreilles. Il sera acquitté.

◆ ◆

Pour écraser la révolution russe. — Découpé dans l'*Aurore* du 12 janvier:

« Le *Temps* annonce que les conditions des avances à faire au gouvernement russe par les capitalistes et financiers français ont été définitivement arrêtées hier matin. Ainsi qu'on l'a dit, ces avances se feront sous la forme déjà existante des engagements ou effets à court terme du Trésor autorisés, jusqu'à concurrence de 100 millions de roubles, par l'oukase du mois de décembre dernier.

« En conformité de cet arrêté, les banques françaises ont accepté de se charger de placer jusqu'à concurrence de 266 millions 2/3 de francs, ces effets productifs d'un intérêt de 5 1/2 0/0 avec commission de 1 0/0 qui sera abandonnée par les banques dans la mesure nécessaire pour constituer aux acheteurs des effets un revenu global de 6 0/0 l'an.

Après ce qui s'est passé en Russie depuis un an, nous pensions que le gouvernement russe actuel n'oserait plus faire d'emprunt en France, ou que, s'il l'osait, les financiers lui répondraient par des prétextes polis, et le public par des huées. Nous nous trompions. Le gouvernement du Tsar et les financiers français se sont entendus, comme ils s'entendront toujours. Ils se sont entendus pour lancer par voie détournée et avec la promesse alléchante d'un intérêt de 6 0/0, un nouvel emprunt de près de 300 millions. Ces effets du Trésor tsariste, dégouttants du sang du malheureux peuple russe, le public français va-t-il oser les acheter et fournir ainsi, par son or, au gouvernement du Tsar et des grands-ducs, les moyens d'écraser la Révolution russe, sœur de la nôtre?

R. CH.

Samedi, 13 janvier, la « Ligue des Droits de l'homme » commémorait, par une soirée au *Nouveau Théâtre*, l'anniversaire de la publication de *J'accuse*, de Zola.

De fort bonnes choses y ont été dites par MM. Anatole France, Havet, Séailles et Painlevé. Mais pourquoi faut-il qu'il y ait toujours une petite restriction à la fin!

Ainsi, M. Painlevé a nettement formulé les revendications de la révolution sociale, mais je ne vois pas pourquoi il a ajouté qu'il se fallait méfier des « esprits généreux, mais simplistes, que leur amour de la société future aveugle sur les périls de demain »!

Ça, j'en ai peur, c'est pour nous autres, anarchistes.

Seulement, il reste à savoir s'il n'y a pas d'autres esprits simplistes, pour lesquels les dangers de l'heure présente masquent un peu trop la société future?

Malgré cela, c'était très amusant de voir applaudir les affirmations les plus révolutionnaires par un public des plus select. Nous voilà revenus au dix-huitième siècle, où la noblesse s'engouait des idées des encyclopédistes.

J. G.

◆ ◆

MARSEILLE. — Les camarades Charles Mochet et Gaétant ont comparu lundi devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône.

On se souvient que le premier avait, à l'occasion du départ de la classe, affiché dans Marseille une *Lettre ouverte à un conscrit*, où celui-ci était invité à réfléchir sur l'indignité de l'obéissance passive. Cette affiche que terminait le cri: « A bas les patries! » étant signée, Mochet avait été aussitôt arrêté et l'on se rappelle qu'il fut maintenu en état de détention préventive pendant deux grands mois.

Mochet, à l'audience, a reconnu être anarchiste et a protesté contre l'accusation de provocation à la désobéissance dont il est l'objet. A quoi le président a répliqué que si la provocation n'est pas *expresse*, dans la *Lettre ouverte à un conscrit*, elle y est *implicite*.

C'est grâce à cette distinction jésuitique que Charles Mochet a été condamné à trois mois de prison. On le voit, l'ère des procès de tendance est rouverte, si l'on peut dire qu'elle ait jamais été close.

Quant à Gaétant, auteur, lui aussi, d'une affiche antimilitariste, il a été acquitté.

X.

MONOGRAPHIE

Brest et ses environs.

Ville de 90.000 habitants. Du cours d'Ajot, on a une admirable vue de la rade, unique en Europe, entourée de sites merveilleux qui attirent chaque année de nombreux touristes. Au sud de la rade, se trouve Plougastel-Daoulas. On s'y rend par bateau à vapeur de Brest, une demi-heure de traversée. Du quai, pour atteindre la ville, il faut escalader une terrible côte, hérissée de tous côtés de rochers énormes.

Plougastel est une ville à demi barbare. Le paysan est réfractaire à toute propagande, ne connaissant que son bas de laine, avec cela, enclin à l'ivrognerie, superstitieux et fanatique. Est très réputée par ses envois de fraises en Angleterre, d'où chaque semaine deux vapeurs viennent faire leurs chargements. Les premières primeurs se paient 1 franc le demi-kilo (vers mai), et 0 fr. 10 à 0 fr. 20 (vers juin). On récolte aussi des poires, pommes, cassis, groseilles.

Vers l'ouest de la rade, se trouve l'île Ronde (inhabitée), le Fret, Crozon-Rosianvel, ces trois petites villes visitées par de nombreux Brestois le dimanche.

A Brest, les loyers dans les quartiers ouvriers, notamment à Saint-Martin, Harteloire, Kéravel et Recouvrance, sont chers. Une chambre seule, de 120 à 130 francs; chambre et cuisine: de 170 à 190 francs. Le quartier Kéravel est remarquable par son état de malpropreté. Dans certaines ruelles, véritables coupe-gorges, s'entassent des familles de 5 à 6 personnes, couchant sur des grabats infects, se nourrissant à peine, mais, par contre, buvant sec.

C'est dans ce quartier que les soldats du 2e et 6e coloniaux se livrent à leurs exploits habituels: scènes d'ivrogneries, rixes sanglantes et agressions contre les passants paisibles.

La majorité ouvrière est composée d'ouvriers du port de guerre. L'arsenal comprend deux catégories de personnel : les immatriculés ou permanents qui sont toujours stables, et la régie. Pour les premiers, la moyenne du salaire est de 3 fr. 60, pour les seconds de 2 fr. 30. Ces derniers sont de véritables parias. Congédiés généralement après une période de six mois, ils n'ont, de cette manière, aucun droit à la retraite. Ils n'ont pas droit non plus à l'hôpital, sauf le cas d'accident survenu sur les chantiers.

Les ouvriers du port forment un syndicat adhérent à la Bourse du travail et comptant environ 3.000 membres. Sauf une minorité consciente qui lutte sans grands résultats, la plupart, formant une sorte d'aristocratie égoïste et considérant l'arsenal comme leur domaine, sont partisans de l'action politique.

La Bourse du travail — dont, soit dit en passant, les bâtiments tombent en ruines et qu'on ne réinstalle pas malgré les promesses formelles de la municipalité — comprend outre les *Ouvriers du port*, les syndicats suivants :

Le bâtiment, divisé en plusieurs sections : maçons, salaire moyen : 4 fr. 50; manœuvres : 3 fr. ; menuisiers et charpentiers : 4 fr.; ébénistes et sculpteurs : 5 fr. A soutenu cette année une grève de toute la corporation, qui a donné de piètres résultats. Les camarades du bureau, mis à l'index par les patrons, ont créé un atelier communiste qui fonctionne petitement — manque de fonds. Ce syndicat fait une propagande acharnée pour la journée de huit heures par de petits placards apposés partout en ville. Quelques réunions, actuellement, auraient peut-être un salutaire effet.

La métallurgie : Gain journalier de 3 fr. 50 à 4 fr. Moyenne de la journée de travail : hiver, neuf heures; été, dix heures. Peu de syndiqués.

L'alimentation : Végète.

Les conserves alimentaires. Depuis une récente grève, syndicat composé en majeure partie de femmes et de fillettes. Peu d'hommes. Gain journalier, femmes : 1 fr. 50; hommes : 3 fr., pour une durée de dix heures de travail.

Les dockers. A soutenu diverses grèves et pratiqué chaque fois l'action directe ; on se rappelle les condamnations exorbitantes et injustes des membres du bureau, dont quelques-uns ont profité de la dernière amnistie. A remarquer une tendance à l'alcoolisme.

Les tramways. Végète, par suite des renvois successifs d'employés. Exploitation honteuse. La durée du travail est de treize à quatorze heures par jour, pour un salaire de 90 à 110 francs par mois, réduit d'un tiers par les amendes infligées au personnel et qui tombent dru.

Syndicat des cuirs et peaux. Peu de syndiqués.

Syndicat cheval et voitures. Peu de syndiqués.

Les employés de la Compagnie du gaz forment eux aussi un Syndicat. Les allumeurs ont soutenu une grève et obtenu une augmentation de salaire de 10 francs par mois, ce qui porte leur gain mensuel à 90 francs.

Pain de ménage : 0 fr. 20 le 1/2 kil.

Viande : veau et vache, 1 fr. 40 à 1 fr. 80 le 1/2 kil. ; mouton, 2 fr. et porc, 1 fr. 10.

Boucherie hippique : le 1/2 kil., 0 fr. 50 et 0 fr. 80 dans le filet ou les meilleurs morceaux.

Pommes de terre : 3 fr. 50 à 4 fr. les 100 kilos; 0 fr. 10 le 1/2 kil. au détail.

Légumes, tels que choux, carottes, navets, poireaux, salades sont fournis par les maraîchers des communes environnantes et de Roscoff à des prix assez élevés. Le beurre et les œufs proviennent en grande partie de Lesneven, Saint-Renan, environs de Kérinou, St-Pierre Quilbignon, St-Marc, Georzon, voire même de Quimper (à 25 lieues de distance). Beurre, le 1/2 kil. : 1 fr. 50 à 1 fr. 60; œufs : 1 fr. 20 à 1 fr. 50 la douzaine ; lait écrémé : 0 fr. 15 à 0 fr. 20; non écrémé : 0 fr. 25 à 0 fr. 30.

Le café, prix moyen de 4 fr. à 4 fr. 50 le kil. Sucre 0 fr. 65 à 0 fr. 70 suivant les cours.

Le vin est fourni par des négociants de la ville après falsification. Celui que consomme l'ouvrier se paye de 0 fr. 40 à 0 fr. 70 le litre. Une qualité inférieure dite « loufoque » à 0 fr. 25 le litre, est très estimée des portefaix qui s'en abreuvent.

D'une façon générale, l'ivrognerie sévit parmi la classe ouvrière. La plupart des travailleurs vont chaque quinzaine dépenser une partie de leur salaire dans les cabarets tenus, le plus souvent, par des ouvriers de l'arsenal. Il y a des familles où la femme et l'homme se saoûlent ensemble. Cela se voit surtout parmi les marins et les sous-officiers de l'infanterie coloniale.

La population brestoise se dit socialiste. La municipalité est radicale-socialiste. Mais à l'approche des élections, elle se divise déjà en radicaux et en socialistes.

Les anarchistes, de leur côté, font une propagande active qui, pour les raisons exposées plus haut, amène plus de résultats parmi les ouvriers de l'industrie ordinaire que parmi ceux de l'arsenal.

Une Jeunesse syndicaliste, autrefois dépendante des ouvriers du port, aujourd'hui autonome et composée d'éléments plutôt libertaires.

Une section de l'A. I. A. fonctionne à la Bourse du travail, mais compte peu d'adhérents.

A signaler encore un cercle d'action républicaine et sociale, composé en majeure partie d'ouvriers de l'arsenal, d'instituteurs et de professeurs du lycée.

Les sociétés de secours mutuels, tant cléricales que socialistes, pullulent. C'est à qui rivalisera d'entrain.

❖ ❖

Saint-Marc.

Petite commune sise aux portes de Brest. Population de 4.000 habitants, composée en majorité d'ouvriers de l'arsenal et de retraités. Les employés, officiers, mariniers et quelques ouvriers sont parfois possesseurs de maisons valant de 6 à 10.000 fr.

La plupart ont un lopin de terre où ils cultivent des légumes pour leur consommation personnelle. Beaucoup de petits cultivateurs, propriétaires, dont la principale ressource est la vente des légumes et du lait qu'ils transportent journellement à Brest. Ceux-ci, en général, emploient un garçon de ferme auquel ils allouent un salaire de 200 à 250 francs par an, avec nourriture et logement.

Les loyers sont à des prix très abordables pour l'instant; un logement d'une pièce varie de 60 à 80 francs par an; deux pièces de 100 à 120 fr. et trois pièces de 150 à 180 francs.

Le pain se paie à raison de 0 fr. 15 le 1/2 kil.; la viande de 1 fr. 40 à 1 fr. 80 le 1/2 kil.; le porc, de 1 fr. 20 à 1 fr. 40. Il n'existe pas de boucherie hippique. Les œufs, 0 fr. 80 la douzaine l'été; l'hiver, 1 fr. 10 à 1 fr. 20; le beurre, l'été 1 fr. 20 le 1/2 kil., l'hiver, 1 fr. 60; le lait écrémé, 0 fr. 10 le litre, été comme hiver; non écrémé, 0 fr. 20.

Possède un syndicat ; celui de la Poudrerie du Moulin-Blanc, qui comprend 600 ouvriers à peu près, suivant le travail, dont 350 syndiqués, assez peu conscients, car l'alcoolisme sévit ici comme dans toute la Bretagne en général. Gain journalier : 4 fr., y compris les dixièmes supplémentaires.

Il existe un cercle d'études sociales, composé en grande partie de réactionnaires, et qui végète en attendant sa complète disparition. Quelques révolutionnaires.

Le curé, comme dans les petites bourgades, est encore ici le premier fonctionnaire de la commune et la population est d'esprit plutôt religieux. Le conseil municipal, soi-disant radical-socialiste, a pris dernièrement un arrêté interdisant les processions.

❖ ❖

On peut en dire autant de Saint-Pierre-Quilbignon et de Lambezellec, deux autres communes proches de Brest, comptant l'une 10.000 et l'autre 19.000 habitants. Ici aussi l'ivrognerie et le fanatisme religieux dominent encore.

L. Le Borgne et L. Madec.

✱ ✱

MOUVEMENT OUVRIER

La *Voix du peuple* de la semaine dernière dit tenir de bonne source que le gouvernement a pris, dès à présent, des mesures pour fermer la Bourse du travail de Paris, le 15 avril prochain, dans la crainte du mouvement qui doit se produire le 1er mai.

Et il est plus que probable qu'un pareil coup de force ne se produira pas qu'à Paris seulement. Partout où l'agitation aura été suffisamment forte, le gouvernement prendra des mesures pour empêcher les travailleurs de se réunir, et essayera par ce moyen d'enrayer le mouvement.

Le retrait des subventions — ce dont je me réjouis, car la constitution d'un mouvement ouvrier vraiment indépendant en est activée, de nombreuses Bourses du travail a été le premier pas en ce sens.

Il serait toutefois utile que les organisations envisagent, dès maintenant, la fermeture des locaux officiels au 1er mai et se préparent à parer le coup Il ne faut pas se laisser prendre au dépourvu, et partout où les syndicats ne sont pas absolument sûrs de l'entière liberté dans la jouissance de leurs locaux, ils doivent, sans plus tarder, faire le nécessaire, pour se prémunir des lieux de réunions, indispensables en période d'agitation.

Il est sans doute très démocratique et très républicain de supprimer, par des moyens détournés, le droit de réunion, mais il ne faudrait pas que nous tombions dans le piège.

Il faut s'attendre à une réaction terrible. Les gouvernants aux ordres des capitalistes et du patronat tenteront tout pour étouffer le mouvement. Or la brusque fermeture des locaux où les syndicats ont l'habitude de tenir leurs réunions est une des mesures de réaction à prévoir.

Les organisations ouvrières agiront sagement en ne se laissant pas prendre au dépourvu.

Le 1er mai approche.

Que les travailleurs redoublent d'efforts et surtout qu'ils se prémunissent contre les entraves à la liberté de réunion que l'on semble décidé, en haut lieu, à leur enlever par des moyens hypocrites et détournés.

❖ ❖

Car il ne faut pas s'y tromper, le retrait des subventions aux Bourses du travail est bien une chose voulue, concertée, combinée dans les bureaux de l'Office dit du travail.

Cette semaine, la Bourse du travail d'Oran a vu son tour arrivé.

Un M. de Malherbe — un nom bien démocratique — préfet de son état a écrit ces jours-ci au délégué de la Bourse qu'aucune subvention ne serait plus mandatée par lui.

Le motif invoqué est que les délégués, dans la séance du 3 janvier ont protesté contre le verdict du jury de la Seine qui a condamné 26 camarades pour propagande antimilitariste. C'est là une expression de solidarité qu'un M. de Malherbe est, en effet, inapte à comprendre ; aussi s'en est-il vengé.

Il y a heureusement à Oran assez de militants pour que le mouvement ouvrier ne se ressente pas de cette stupide mesure.

Seuls quelques sans-travail se verront privés d'un secours leur permettant d'attendre parfois des jours meilleurs.

L'acte bien démocratique de M. de Malherbe n'arrêtera en rien l'action émancipatrice entreprise par nos camarades oranais.

❖ ❖

Après plus de deux mois de détention, le jury de la Somme moins féroce et moins stupide que celui de la Seine a déclaré non coupables nos camarades Bousquet et Garnery.

Rappelons les faits en quelques mots :

Une grève de bijoutiers battait son plein, à Amiens; nos camarades furent appelés par le comité de la grève pour prendre la parole dans une réunion.

Un commissaire de police présent à cette réunion truqua si bien — cela a été démontré au cours du procès — les paroles des orateurs, que dame Justice y vit matière à poursuites, et immédiatement nos camarades furent arrêtés.

Une caution de 2.000 francs chacun leur fut réclamée pour leur mise en liberté, caution que les simples travailleurs qu'ils sont ne purent naturellement fournir.

Au jour du procès, le commissaire de police fut convaincu de mensonge par les témoins et force fut au jury d'acquitter, mais nos camarades n'en ont pas moins fait deux longs mois de prison.

Tel est le cas que l'on fait de la liberté des militants dans la « plus douce des patries » du socialiste Viviani.

Un simple mensonge d'un commissaire de police, ami d'un patron dont les ouvriers sont en grève, permet de vous faire incarcérer deux mois ; après quoi le jury décide votre liberté.

M'est avis que si Garnery et Bousquet allaient frotter un peu fortement les oreilles du commissaire et du juge d'instruction, les deux bonshommes ne l'auraient pas volé.

Le Guery qui, poursuivi avec Bousquet et Garnery avait été laissé en liberté provisoire, ne s'est pas présenté à l'audience et a été condamné à un an de prison.

P. Delesalle.

BELGIQUE

« L'homme qui pense est malsain pour l'autorité. »
Victor Hugo.

Le gouvernement clérical de « Cléopold II » continue à traquer ceux qui professent des idées que réprouve « la conscience universelle ».

C'est ainsi que notre camarade Albert Henry qui habitait Bruxelles avec sa compagne et un enfant en bas âge, vient d'être brutalement expulsé, dans les vingt-quatre heures, après un séjour de quinze mois en cette ville.

Rien, absolument rien, ne justifiait cette mesure d'exception, mais messieurs les policiers tiennent à sauver la société de temps à autre, se souciant peu des conséquences de leurs ignobles procédés.

Qu'un homme se trouve privé de son gagne-pain et de celui de sa famille, on ne s'en inquiète pas ; que la misère arrive, cela n'est rien.

Soit. Ne nous étonnons pas.

Mais que penser de ces gens, à l'allure libérale, qui affirment doctement que la liberté d'opinion existe à notre époque.

Une preuve de plus à donner.

⁂

RUSSIE

La poste a recommencé à fonctionner en Russie et quelques journaux — parmi ceux, peu nombreux d'ailleurs, qui n'ont pas été supprimés — nous apportent des renseignements sur ce qui s'est passé à Moscou pendant les journées mémorables que, dès maintenant, on appelle en Russie « journées de décembre ». Actuellement, après avoir écrasé la révolte de Moscou avec une férocité rappelant les horreurs de la Semaine sanglante, la réaction bat son plein. A Moscou, on fusille les révolutionnaires arrêtés ; à Pétersbourg, les arrestations en masse continuent ; en province, arrestations, fusillades de manifestants ; partout, suppression des journaux et arrestations de journalistes. D'autre part, les révoltes partielles, les actes terroristes, les attaques de bandes révolutionnaires, après une accalmie de quelque temps, se multiplient de nouveau. Ce qui est remarquable, c'est que la défaite du mouvement à Moscou, ne semble pas avoir produit cet état d'abattement auquel il était naturel de s'attendre. Nous en avions même pris notre parti à l'avance, nous réconciliant avec l'inévitable, et voilà que le mouvement continue dans toute la Russie, changeant seulement de forme. Pour le moment, il y a peu de grèves à allure de grève générale, et beaucoup d'actes de révolte.

Pour l'insurrection de Moscou, voici quelques renseignements, puisés dans un journal libéral de Moscou qui fut supprimé depuis, précisément pour avoir publié le récit trop impartial des événements. Il faut dire que les journaux russes insistent beaucoup sur les férocités des troupes et de la police, et ne parlent que peu des actes des révolutionnaires eux-mêmes ; pour connaître ceux-ci, il faut donc attendre le témoignage direct de nos camarades.

On connaît les causes immédiates du mouvement. A la suite de toute une série de provocations gouvernementales, une grève générale commença le 7/20 décembre ; les diverses organisations révolutionnaires firent paraître à cette occasion un manifeste faisant appel à l'insurrection armée dans le but de chasser le gouvernement, et de proclamer une république démocratique. A Moscou, l'appel fut entendu. Dès le premier jour, d'ailleurs, les cosaques et les dragons commencèrent à disperser avec rage les foules de grévistes qui allaient manifestant par les rues de Moscou. Le soir du même jour, des meetings monstres (10.000 personnes) furent tenus dans les salles du théâtre de l' « Aquarium ». Le bâtiment fut cerné par les troupes ; la majorité des assistants parvint à sortir par la cour d'un bâtiment voisin, et il n'y eut que relativement peu d'arrestations. D'autres arrestations, surtout parmi les délégués du conseil ouvrier, furent opérées dans la même nuit. Le lendemain, le gouverneur général fit placarder une affiche annonçant l'état de « protection renforcée » pour la ville et la province. C'est le 9/22 décembre que les premiers conflits sérieux éclatèrent. Voici le bilan de cette journée : plusieurs attaques dirigées par les révolutionnaires contre les patrouilles des dragons et des cosaques ; le soir, depuis 10 heures jusqu'à 11 heures et demie, bataille acharnée, sur l'ancienne place du Triomphe, entre les révolutionnaires et les troupes, infanterie et cavalerie, avec un nombre de tués et de blessés tel, qu'une large traînée de sang allait de la place vers le théâtre de l'Aquarium.

Près de l'ancien Arc de Triomphe — une tentative de délivrer des prisonniers, en attaquant à main armée une voiture cellulaire. Le soir — meeting révolutionnaire dans la maison Fidler ; la maison fut cernée par les troupes, quelques coups de fusil et de revolver tirés de l'intérieur provoquèrent des salves de l'infanterie. Alors deux bombes furent jetées de la maison, tuant un officier et blessant quelques soldats. Les troupes répondirent par des coups de *canon* : c'est alors que pour la première fois, le canon tonna à Moscou. Des brèches furent faites dans la maison, qui finit par se rendre. On y trouva 5 tués et 16 blessés, plus de 100 révolutionnaires y furent arrêtés, les autres assistants étant parvenus à se sauver par les bâtiments voisins. Les arrestations furent d'ailleurs nombreuses ce jour-là, surtout à l'occasion des manifestations grévistes devant les établissements qui continuaient à travailler. — La nuit du 9 au 10, furent construites les premières barricades ; elles furent prêtes pour le matin et derrière elles prirent place de nombreux révolutionnaires. Le 10, toute la journée et toute la nuit suivante, la construction des barricades continua sur les points les plus divers de la ville. Des milliers de personnes de tout âge, hommes et femmes, prirent part à ce travail ; on abattait des poteaux télégraphiques, on enlevait des clôtures, des portes cochères, des enseignes, des volets de fenêtres ; on détruisait les kiosques de journaux, on prenait où l'on pouvait des voitures, des traîneaux, des poutres, des tonneaux, etc. Tout cela amoncelé en travers des rues et consolidé à l'aide des fils téléphoniques finissait par former des barricades assez résistantes. Une des barricades les plus importantes a été faite avec 30 wagons de chemin de fer. Sur presque toutes, des drapeaux rouges flottaient. Le 10, des canons furent placés dans une des rues du centre de la ville, tirant dans diverses directions et tuant un grand nombre de passants absolument inoffensifs. La canonnade dura depuis dix heures du matin jusque vers cinq heures du soir, emportant les barricades construites dans ce quartier. De leur côté, les révolutionnaires continuaient à s'armer comme ils pouvaient : des magasins d'armes furent pillés, des officiers désarmés (sans d'ailleurs qu'il leur fût fait de mal, à moins de résistance de leur part). Deux bombes furent jetées ce jour dans les bureaux de la police secrète, détruisant un pan de mur et tuant un policier.

Le 11 décembre, la canonnade fut acharnée et le nombre de victimes très considérable ; les blessés remplirent les hôpitaux, les cliniques privées, les ambulances ; il n'y avait plus de place pour les morts, qu'on entassait dans les hangars des casernes des pompiers. Une bande de révolutionnaires de 300 personnes attaqua un détachement de gendarmes, dans le but, surtout, de les désarmer ; deux gendarmes furent tués et 15 désarmés. Des coups de revolver furent tirés sur un autre détachement de gendarmes, des fenêtres d'une maison, ce qui donna prétexte à la canonnade de cette maison et des rues voisines.

Comme il était impossible de vérifier si, véritablement, des coups de revolver étaient partis de telle ou telle maison, il était trop facile aux troupes de diriger, sous ce prétexte, leurs canons de n'importe quel côté et de détruire ainsi un grand nombre d'habitations, dont les locataires se sauvaient comme ils pouvaient ou se réfugiaient dans les sous-sols. Les mêmes faits se répétèrent dans les quartiers les plus différents de la ville ; beaucoup de femmes et d'enfants furent ainsi tués. Les gendarmes tiraient même sur les ambulanciers de la Croix-Rouge et sur les médecins ; à l'hôpital Ekaterininsky, rempli de blessés, les médecins et les ambulanciers furent obligés de rester toute la journée enfermés, de peur d'être fusillés. Un jeune garçon, passant devant un gendarme, lui dit quelque chose de désagréable ; le gendarme courut à sa poursuite et, après l'avoir atteint près d'une porte derrière laquelle il s'était réfugié, le tua d'un coup de revolver.

Autre exemple. Des dragons voient un homme fuir à leur approche et se cacher dans l'escalier d'un hôtel ; ils le poursuivent, l'un d'eux descend de son cheval, entre dans la maison et tue l'homme d'un coup de baïonnette. Les exemples de personnes, tout à fait inoffensives, tuées dans leurs logements pendant la canonnade de leurs maisons, sont si nombreux, qu'il est impossible de les citer. Un grand nombre de barricades furent démolies dans cette journée, ce qui n'empêcha pas la population d'en édifier de nouvelles dans la nuit suivante. De nouveau, des hommes, des femmes, des élèves des écoles y travaillèrent, sous la protection d'une bande armée de révolutionnaires.

C'est le même jour que se produisit la défection incompréhensible du comité social-démocrate, qui déclara abandonner la direction de la lutte (si tant est qu'elle eût été dirigée par lui). Il abandonnait sa tâche au comité socialiste révolutionnaire.

Dans la nuit du 11 au 12, les dragons incendièrent, entre autres bâtiments, la grande imprimerie Sytine, dans laquelle un grand nombre de livres et de manuscrits furent brûlés. Gageons que cela n'empêchera pas les réactionnaires et même certains libéraux modérés de parler du vandalisme révolutionnaire !

A partir du 12, la bataille se concentra presque entièrement dans ce quartier de Presnia, qui a vu tant d'horreurs dans ces derniers jours, et où des coups de fusil se faisaient encore entendre lorsque, dans le reste de la ville, l' « ordre » régnait déjà. Là, presque toutes les rues et toutes les places furent hérissées de barricades. A l'usine Prokhorov, les ouvriers, qui en firent une véritable forteresse, opposèrent aux troupes une résistance acharnée. Raconter ce qui se passa dans ce quartier, le 12 et les jours suivants — les barricades prises et reconstruites, les maisons canonnées, les patrouilles attaquées, les bombes jetées — est impossible. C'est durant ces jours que le mouvement montra le plus de puissance, malgré son rayon plus circonscrit. C'est le 12 qu'eut lieu ce combat près de la gare Nicolas et la gare de Kajan, que les journaux français ont décrit avec un assez grand nombre de détails. Le 13, les révolutionnaires changèrent de tactique : dans un manifeste affiché, ils conseillèrent de ne pas s'acharner à la défense des barricades, mais d'occuper les maisons et les cours voisines, pour tirer de là ; on recommandait en même temps de désarmer autant que possible les troupes, de ne pas ménager, en particulier, les officiers, les dragons, les cosaques et les policiers. Depuis deux ou trois jours, en effet, les attaques individuelles contre des officiers et des policiers étaient devenues plus fréquentes qu'au commencement, ce qui s'explique sans peine par la férocité croissante de la répression. Voici un exemple entre beaucoup d'autres. Le 13 décembre, un ambulancier transporte en fiacre un blessé à l'hôpital Ekaterininsky. La voiture est arrêtée par un groupe composé d'un gendarme, d'un soldat et d'un policier en civil ; on fouille l'ambulancier et le blessé. L'ambulancier portait, sous son pardessus, un uniforme d'étudiant ; il fut fusillé sur-le-champ. Quant au blessé, le cocher réussit à le conduire jusqu'à l'hôpital.

(A suivre.)

⁂

ÉTATS-UNIS

Frank Steuneberg, l'inventeur des camps de concentration pour les mineurs en grève, a été dynamité dans sa résidence de Caldwell (Idaho), hier 30 décembre, dans l'après-midi et n'a survécu à l'attentat que d'une vingtaine de minutes.

En 1897, quand il fut élu comme démocrate, gouverneur de l'Etat de Idaho, il était membre de l'Union des typographes, mais il ne tarda pas à réaliser son ambition de devenir un homme d'Etat comme il en faut !

Les conditions du travail dans les mines de l'Idaho étaient très mauvaises et les mineurs, avec l'appui de la *Western Federation of Miners*, s'étaient mis en grève pour remédier quelque peu aux abus dont ils sont les victimes. Les mineurs se rappelant que le gouverneur appartenait au « prolétariat du travail organisé », lui demandèrent sa protection, mais il fit la sourde oreille. Bien mieux, voulant gouverner « comme il faut », il n'imagina rien de mieux que d'arrêter les grévistes et ceux qui sympathisaient avec eux, et de les bloquer dans le champ de foire où ils furent traités comme un troupeau de vaches et de cochons. Pour accomplir cela, notre homme d'Etat, ne se fiant pas à la milice, mit l'Idaho en état de siège et demanda la troupe régulière au président Mac-Kinley, lequel ne tarda pas à envoyer le général Meriam avec quelques centaines de soldats dans le district du Cœur-d'Alène, où ils s'employèrent aussitôt à sauver la bourgeoisie menacée et à mater le mouvement pour la journée de huit heures.

L'affaire eut un écho à la commission parlementaire des Etats-Unis, et la majorité républicaine félicita le triste sire pour « son courage et son dévoûment aux intérêts de la paix et de la prospérité nationale ».

En 1899, Steuneberg fut réélu gouverneur, mais comme républicain cette fois. Il occupa son poste jusqu'en 1901. Il était un ennemi acharné de l'é-

mancipation des prolétaires, un bourgeois « pur sang ». Voilà pourquoi le présent gouverneur a promis 5.000 dollars du trésor d'Etat au mouchard qui saura découvrir l'auteur de l'attentat.

Maintenant toute la meute des *détectives* réguliers et amateurs est à la chasse à l'homme pour gagner l'ARGENT.

A. KLÉMENCIC.

VARIÉTÉ

Claude Tillier

Suite (1)

Alors elle voulut oublier sous quel césarisme implacable et sans phrases le Corse l'avait courbée quinze ans et, par un étrange retour, elle ne vit plus en lui que ce qu'il avait commencé par être : l'homme de la Révolution.

Ce mouvement des âmes libérales eut son écho au lycée de Bourges. Soumis tant qu'avait duré César, à un régime de corps de garde, marchant au bruit du tambour, ornés de la cocarde tricolore, les élèves s'insurgèrent quand au nom du Bourbon, leur fut imposée la cocarde blanche et que la sonnerie catholique de la cloche succéda au roulement du tambour républicain. Ils traînèrent dans la boue la cocarde nouvelle et la déchiquetèrent au cri de : Vive l'Empereur !

Claude Tillier, on le devine, prit à la révolte une part impétueuse; et le soir, dans l'émotion chaude encore, il en fit le récit dans une lettre à sa mère. Cette lettre d'enfant tomba aux mains d'un sycophante et c'est elle qui, huit ans après, devait fermer à son auteur la carrière du professorat.

Plusieurs années s'écoulent. Claude achève ses études. En 1820, il est reçu bachelier ès-lettres. Sa capacité est attestée à l'encre officielle; mais la capacité, dira-t-il, c'est pour l'enfant du pauvre comme un malheur de plus, car elle lui fait le sort « de l'oiseau cloué par les ailes à une porte cochère et qui respire en regardant le vaste ciel (2). »

Dans la nécessité de gagner sa vie, il chercha une place de maître d'études. On le trouve quelque temps, en cette qualité, au collège de Soissons, puis à Paris, dans des institutions privées. Là, s'accomplira pour lui l'apprentissage de la souffrance. Félix Pyat qui fut l'un de ses premiers biographes, a détaché d'un manuscrit *encore* aujourd'hui inédit, un récit de ce temps de larmes, d'humiliation, de famine. Et cela vous remet en mémoire l'apostrophe farouche et rauque du Vingtras de Jules Vallès : « Pauvre diable qu'on nomme bachelier, entends-tu bien ? Si tes parents n'ont pas travaillé ou volé assez pour pouvoir te nourrir jusqu'à trente ans comme un cochon à l'engrais, si tu n'as pas pour vingt ans de son dans l'auge, tu es destiné à une vie de misère et de honte ! »

Mais qu'on écoute Tillier :

... De tous les valets, le plus malheureux c'est sans contredit, le maître d'études. J'ai marché, moi, quelque temps dans ce rude chemin et, pour beaucoup, je ne voudrais pas y repasser. Je me rappelle encore avec effroi, combien je me trouvais à plaindre quand, mon bouquet de rhétorique au côté, comme un domestique à la Saint-Jean, j'allais offrir mes services aux revendeurs de grec et de latin de la capitale; combien j'en voulais à mon père de ne pas m'avoir fait une place à son établi !...

J'avais dix-neuf ans : vous voyez que c'est commencer de bonne heure à souffrir. Et encore, ce morceau de pain que trouve un mendiant, ce n'était pas sans peine que j'étais parvenu à me le procurer. Depuis un mois, je battais le pavé de Paris avec ma grand'mère; nous avions exploré les faubourgs jusqu'à leur extrémité la plus reculée ; nous avions heurté à toutes les portes des institutions connues de l'*Almanach royal*; mais ma grand'mère avait beau dire que j'avais fait toutes mes classes et même que j'avais eu un accessit en philosophie, mes malencontreux dix-neuf ans étaient pour tous, un vice rédhibitoire : partout on nous congédiait avec cette terrible phrase: « Nous n'avons besoin de personne » . Il y eut même un facétieux chef d'institution qui eut l'air de me prendre pour un élève qu'on lui amenait.

Enfin ma grand'mère me trouva un coin dans une institution, avenue de Lamotte-Piquet, entre les Invalides et l'Ecole militaire...

J'avais, dans cette maison, le blanchissage, la nourriture et un lit au dortoir entre ceux des élèves; mon extrême jeunesse ne permettait pas qu'il me fût alloué des appointements. Je faisais l'étude, les répétitions, je surveillais les récréations, j'accompagnais les élèves à la promenade. C'était un morceau de pain chèrement acheté...

Les premiers jours que je passai dans la maison, je fus horriblement malheureux. La perte de la liberté était pour moi une privation insupportable. J'enviais en secret le sort du décrotteur qui passait en chantant sous les fenêtres. J'aurais volontiers donné tout mon petit trésor de science pour sa sellette et ses mains noires. Quelquefois les larmes m'étouffaient, mais je n'osais pleurer : il fallait attendre la nuit pour me donner ce plaisir.

Je me disais souvent : Pourquoi mon père ne m'a-t-il pas fait apprendre son état? C'était tout ce qu'il fallait pour mes besoins : du pain et de la liberté, voilà tout ce que je demandais à Dieu, et je n'ai ni pain, ni liberté! Le bon homme a cru que je ferais mon chemin, comme tant d'autres, avec l'éducation qu'il me donnait; mais au lieu de pièces d'or, ce sont des jetons qu'il a mis dans ma bourse. Je suis trop lourd, trop maladroit, pas assez intrigant pour réussir dans l'Université. La fortune est comme les grands arbres : il n'y a que l'insecte qui rampe ou que l'oiseau qui vole, qui puissent y établir leur nid.

Toutefois, je n'étais encore qu'au pied de mon petit calvaire. Au bout de deux ou trois jours, mes administrés avaient perdu toute espèce de respect pour ma personne... Mon habit gris, un habit gris fait par le meilleur tailleur de mon pays, et avec lequel ma grand'mère me trouvait superbe, était devenu le but de leurs projectiles. J'avais beau punir, petits et grands se moquaient de mes punitions; ils aimaient autant la retenue que la récréation, car la retenue c'était moi qui la faisais.

Je fus tenté vingt fois de tirer une vengeance immédiate et sommaire de cette insolente marmaille si cruelle par espièglerie. Mais si j'étais renvoyé, que faire? De quel front me présenter à mes parents qui me croyaient sur le chemin de la fortune? Et quand bien même je prendrais ce parti, comment payer ma place à la diligence?

J'étais sans le sou, littéralement sans le sou. Ma famille me faisait une subvention de 5 francs par mois, que je touchais par les mains de ma grand'mère; mais ces 5 francs, je les avais gloutonnement dissipés en brioches et en petits pains que je mangeais dans les rues quand je sortais, car j'étais toujours tourmenté par la faim... »

Claude quitta la pension de l'avenue de La Motte-Piquet, ajoute Pyat, « vers le mois d'octobre 1820 », à la suite d'une correction qu'il avait infligée à un petit drôle de ses élèves. Bientôt après, il entrait dans une autre boîte, qui doit être celle de M. Petit, rue Geoffroy-Lasnier, mais de là encore il déguerpit assez vite. Il ne pouvait se plier à la vague domesticité de son état, et dans les dix-huit mois qu'il séjourna à Paris, il connut toutes les misères du sans-travail, battant le pavé de l'aube à la nuit et « pauvre entre les plus pauvres ». Alors, trop désintéressé, nous dit Parent, pour solliciter de son père le plus mince sacrifice d'argent, trop fier pour s'endetter, il partageait avec un ami une humble cellule, buvant de l'eau pour toute nourriture et restant alité des journées entières dans l'espoir de se tuer l'appétit. Du moins avait-il l'indépendance, avec les bons loisirs d'aller bouquiner sur les quais.

Cependant ses vingt ans avaient sonné. Appelé par la conscription, il rentrait à Clamecy au commencement de 1822, tirait au sort un mauvais numéro et, n'éprouvant sans doute aucune inclination militaire, il sollicitait aussitôt un emploi dans l'instruction publique.

Qu'arriva-t-il alors ? J'ai dit plus haut qu'à la suite des troubles scolaires de Bourges, Claude qui y avait pris part avec le feu de ses treize ans, avait écrit à sa mère une lettre où il lui contait l'affaire tout au long. Cette pauvre femme, craignant que son fils n'encourût une punition excessive, était allée demander assistance à un influent bourgeois de la ville. Celui-ci l'accueillit avec obligeance, se fit remettre la lettre qu'il garda soigneusement et quand, huit ans plus tard, le bruit se répandit dans le pays que Claude cherchait à entrer dans l'Université, traîtreusement, il envoya la lettre au recteur. Ce coup de jésuite ne pouvait manquer de porter : la demande de Claude fut rejetée.

Il fallait donc partir. Le 11 novembre suivant, Claude fut « mis en route isolément » et le 19, il était incorporé à Périgueux dans un escadron du train d'artillerie.

L'année suivante, étant fourrier, il faisait d'assez vilaine humeur sans doute, cette triste croisade d'Espagne où l'on put voir, vingt ans après l'exécution de Louis XVI, la France mettre son épée au service de l'absolutisme d'un roi.

Il y montra la trempe des braves cependant. Ce bachelier de vingt-deux ans, cet homme de rêve et d'étude, conscrit de la veille, allait au péril avec la dure philosophie d'un vétéran. Mais il fut dans la paix un médiocre soldat, sans enthousiasme et regimbant à la discipline. Il souffrait dans sa sensibilité des brutalités des chefs ; il souffrait dans son esprit des exigences imbéciles du métier. Puis sa santé, déjà, se délabrait. Le mal de poitrine qui devait l'emporter jeune encore, était apparu, lui valant des congés répétés, interminables, qui le ramenaient chaque fois au pays.

Le 31 décembre 1827, par une anticipation probable, il était enfin libéré, et tout de suite il regagna Clamecy où il avait résolu de s'établir. Quelques mois plus tard, le 28 juillet 1828, « Claude Tillier, instituteur » épousait une jeune fille du pays, dont le père, mort depuis vingt ans, avait été marchand d'étoffes, Mlle Col. Ce mariage n'alla pas sans tiraillements. La mère de la fiancée refusait son consentement et ne céda que devant ce que l'hypocrisie du code dénomme un acte respectueux. Mlle Col était de menue bourgeoisie et tenait de son père une petite fortune, une vingtaine de mille francs qui allaient permettre à Tillier de créer dans Clamecy une école primaire.

Mais là encore, il lui fallut vaincre des hostilités. Il avait demandé au recteur l'autorisation d'ouvrir une école et un pensionnat. Mais le recteur ne pouvait agir sans prendre l'avis du comité d'instruction publique, du maire et du sous-préfet de Clamecy, qui, tous, envoyèrent un avis défavorable.

On peut croire toutefois que ces hostilités n'empêchèrent point Tillier d'ouvrir son école, car moins d'un semestre après, on le voit établi rue du Grenier-à-Sel. C'est là, dans cette rue grise et mélancolique, qu'un premier enfant lui naquit, un *petit* Claude-Charles, qui mourut au bout de quelques jours *(1)*.

(1) Voir le numéro 37.

(2) « Mais qu'est-ce qu'un bachelier ès-lettres ? dira-t-il encore dans le pamphlet *Des Jésuites*. Un grand niais qui rapporte fièrement du marché, dans une belle besace neuve, des pois qui ne veulent pas cuire. Après dix ans d'études, votre bachelier n'est pas seulement capable d'être instituteur primaire. S'il n'a de bons parents qui ont l'honneur de posséder quelques mille écus de rente, il faut, pour gagner sa vie du jour, le pain de tout de suite, qu'il se fasse maître d'études. »

(1) Tillier eut encore trois enfants, une fille qui mourut en bas-âge, un fils, Georges, qui fut candidat socialiste aux élections législatives de 1885 dans la Nièvre, avec Félix Pyat, Protot et Gambon (il est mort à Alger en 1893), et une fille, morte à dix-neuf ans, en 1853.

Cependant la révolution de 1830 éclata comme la foudre, dans le ciel brûlant de juillet. Le 1er août, le drapeau tricolore flottait sur Clamecy. Fils de la première République et *patriote* dans les moelles, Tillier avait subi avec dégoût le joug des odieux Bourbons. Juillet fut pour lui comme une résurrection; il tressaillit d'allégresse et d'espérance, et c'est avec ivresse qu'il se sentit citoyen. Heureux, les lendemains de révolutions populaires! Il semble que l'air soit devenu plus frais, plus délicieusement léger et respirable, comme après l'orage; il semble que la vie soit devenue meilleure, comme après un danger et que, le cœur battant avec plus d'énergie, on ressente vraiment la beauté et la fierté d'être un homme!...

Tillier prit sa plume de poète et, d'un lyrisme inhabile et fougueux, célébra la France libre :

Un jour libre et serein sur nos fronts a brillé!...

Il chanta dans une *Ode* la mémoire des « citoyens » morts dans l'insurrection. Il applaudit à la monarchie *populaire* — cette « meilleure des républiques » selon un mot qui courait; — il eut toute confiance dans le *roi-citoyen*, dans le serment du 9 août, dans la charte.

Cette foi sera de brève durée.

Amédée Dunois.

(*A suivre.*)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

El hombre y la tierra, liv. 7 et 8 ; 2 real., calle Cousyo de Ciento, 140, Barcelone.

Le Dernier Jour du tsar de sang (en russe), par Marie Goriatchkovskaïa ; 1 broch., rue du Four, 3.

Le mécanisme de la vie moderne (5e série), par G. d'Avenel ; 1 vol., 4 fr., chez Colin.

Le Barbier de Séville, le Mariage de Figaro, L'Ingénu, par Beaumarchais ; 1 vol., 0 fr. 95, chez Flammarion, 26, rue Racine.

Les Déblayeurs, 4 actes, par Mariel ; 2 fr., à l'*Humanité nouvelle*, 16, rue de Condé.

Il Teatro popolare, contenant : *La Via d'uscita*, Starkoff ; — *Il Maestro Bozzetto*, Rousselle ; — *Responsabilità*, J. Grave ; — *Una comedia sociale*, Malato ; — *Triste carnavale*, Levue ; — *Azione dramatica*, Rapisardi.

Come gli operai di Pietroburgo andarono dallo tzar, par Voïnoff ; — *Scienze e famiglia*, par Zavattero ; — *Il Pudore*, 3 brochures à l'*Iniziativà Editrice*, Ravenne.

Dimanche et lundi fériés, 1 acte, par Rictus ; 1 plaquette chez Rey, 8, boulevard des Italiens.

A lire :

Le Sophisme de la guerre, par G. Séailles ; *Courrier Européen*, 5 janvier 1906.

La peur des mots, par Collières ; *L'Européen*, 13 janvier.

A voir :

Les Martyrs, par P. Doucet ; *Assiette au beurre*, n° 245 ;

Petites baraques et cris de l'année, dessins de Grandjouan, n° 248 ;

Noël, par L. la Camara, n° 257.

Notre prochain dessin sera signé : Naudin.

Correspondances et Communications

✕ Les compagnons qui veulent des renseignements sur l'Amérique peuvent s'adresser au compagnon L. Morel, 446, Randolph Street, Chicago (Ill.).

VIENT DE PARAITRE

L'Internationale (Documents et souvenirs, 1864-1878), par James Guillaume ; 1 vol., 4 fr., franco.

CONVOCATIONS

✕ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Vendredi 19 janvier. — Jean Carrel : A travers l'Allemagne impériale.

Samedi 20. — Soirée organisée par l'*Action Théâtrale*. Causerie par le Dr Bertrand sur l'Hygiène sociale.

Mardi 23. — Antonin Lanquine : La graphologie (avec projections).

✕ **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 37, rue Croulebarbe. — Samedi 20 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par le camarade Flandin sur l'idée de patrie.

Jeudi 25 janvier : La recherche des causes (*suite*), par Vulgus.

✕ **Causeries populaires du 19e arrondissement.** — Salle Fassot, 5, rue du Rhin, jeudi 25 janvier, à 8 h. 1/2, discussion sur la brochure de Nettlau : *La solidarité et la responsabilité dans la lutte ouvrière.*

✕ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 19. — Tarbouriech : Le mariage et l'union libre.

Dimanche 21. — Soirée littéraire à l'occasion de l'anniversaire de Louise Michel. — Conférence par Gourdault : Louise Michel et son œuvre (avec audition : chants, récitation).

Mercredi 24. — Dr Quéry : La prophylaxie de la syphilis.

Vendredi 26. — G. Etienne : La situation faite aux enfants des travailleurs.

✕ **Comité de Défense sociale.** — Vendredi soir, à 9 heures, salle Jules, 6, boulevard Magenta. Réunion de tous les camarades qui veulent s'occuper de l'agitation à faire pour nos camarades Lemaire et Bastien.

Lancement des listes de souscription. — Le mouvement à Amiens — Situation financière. — Tous les militants se feront un devoir d'être présents.

✕ Boulogne-Billancourt. — **Causeries populaires**, salle Huet, 82, rue Thiers. — Vendredi 19 janvier, à 8 h. 1/2, grande conférence publique et contradictoire sur : La vie anarchiste. — Entrée libre.

✕ Lyon. — **Causeries populaires.** — Soirée familiale dimanche 21 janvier, à 8 heures du soir, salle du Pré-aux-Clercs, cours Lafayette, 270. Un camarade fera une causerie.

✕ Montpellier. — **Groupe d'Etudes Sociales.** — Samedi 20 janvier, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade : Les théories de Stirner.

✕ Perpignan. — **A. I. A. des Travailleurs.** — Samedi à 8 heures du soir, au local habituel. Causerie par le camarade Castany, secrétaire de la section.

Sujet traité : Patriotisme et antimilitarisme.

N. B. — Adresser tout de qui concerne la Section de l'A. I. A. des Travailleurs à la camarade Marguerite Castany, secrétaire, 45, rue de la Fusterie.

✕ Londres. — **Germinal**, 209, Hampstead Road, W. — Réunion des camarades tous les jeudis. Bibliothèque. Brochures. Journaux.

BROCHURES A DISTRIBUER

La femme esclave est épuisée. Il ne nous reste que : *La Grève des électeurs*, de Mirbeau. — *Si j'avais à parler aux électeurs*, de J. Grave. — *A mon frère le paysan*, de Reclus. — *Aux femmes*, de Gohier. 1 franc le cent, port en plus (0 fr. 60 par la poste).

A NOS LECTEURS

Tous ceux qui ont des enfants savent combien il est difficile de leur trouver des livres de lecture ne contenant pas d'idées fausses, préconçues, des axiomes de morale stupide ou asservissante.

C'est pour répondre à ce besoin que j'ai essayé de lancer le Coin des enfants, *où nous avons rassemblé ce que nous avons pu trouver de mieux dans la littérature de divers pays, pouvant amuser, instruire et faire réfléchir les petits lecteurs.*

Le volume de l'année dernière (1re série) contient entre autres parmi les meilleurs contes d'Andersen : L'Ombre, Les nouveaux habits de l'empereur, Le Vilain canard ; Les Cygnes, *de Beata ;* Frédéric et Catherine, *de Grimm ;* La Touche d'or, Le Paradis des enfants, *de Hawthorne, avec nombreuses illustrations de M. H. T.*

Le volume de cette année (2e série) contient : Leçon de roi, *de W. Morris ;* Le petit chemin, *de notre collaborateur Michel Petit ; trois contes tirés des* Légendes de l'Alhambra, *de Irving, et l'humoristique* Congrès de philanthropes, *de Beata, avec illustrations de Delannoy, Delaw, Hermann-Paul, Hénault, Iribe, Kupka, M. H. T., Naudin et Willaume.*

Ce sont des lectures amusantes pour des enfants de 9 à 15 ans, et dans lesquels les grands peuvent trouver également avantage et distraction.

J'insiste auprès de nos lecteurs pour leur recommander ces volumes dont la publication sera continuée si on nous aide à placer ceux déjà parus. Chaque volume 3 francs ; 2 fr. 50, chacun pour ceux qui prendront les deux.

Cette année, j'avais baissé le prix, espérant retrouver l'équivalent dans l'augmentation de souscripteurs. J'en ai trouvé 300 de moins, et je vais avoir l'imprimeur à payer.

Que ceux qui croient qu'il y a de la besogne à faire en ce sens, nous aident à les faire connaître.

EN VENTE AU JOURNAL

Dernières lithos parues.

La Libératrice, de Steinlen ;
Le Missionnaire, Willaume ;
Aux petits des oiseaux, Willette ;
Les Errants (réimpression), de Rysselberghe.

Par la poste. . . . . 1 fr. 40
Edition d'amateur. . . . . 3 » 50

Demander le catalogue.

Petite Correspondance

J. L. C. — Reçu article. Passera prochain numéro.

P., à Liverpool. — A. C., à Palerme, a refusé son numéro ?

G. B., à Marseille. — « Comment se forme une opinion religieuse » : Il y a de ce que vous dites, mais beaucoup d'autre chose. Incomplet.

Un instituteur français demande à entrer en relations avec un camarade italien, dans l'enseignement si possible.

W. C., à Mt-s.-Marchienne. — Pas de portrait de Reclus. Je ne connais pas de biographie de Cafiero. Nous avons un portrait de lui, je vous l'envoie.

A. M., à Marseille. — L'abonnement est servi à César I.

L. D., à Mons. — J'avais vu l'erreur avant d'expédier.

L. A., à Rock Spring. — Le double envoi est une erreur. Ça ne fait rien.

L. M., à Chicago. — L'*Astronomie* de Flammarion, 10 fr. ; *Origine des Espèces*, 8 fr.

A., à Chatou. — Merci. Je vais essayer de me le procurer.

P. V., à Pittsburg. — J'expédie le *Coin des enfants*.

B., au Cateau. — L'erreur devait provenir de ce que la bande a été en réimpression. Employez à la propagande.

E. V. Civitta-Vecchia. — Je ne connais pas de brochure de Reclus ayant pour titre l'*Origine de la famille*.

C. M., à Alleur. — Bon. Je rectifie.

Reçu pour la propagande antimilitariste : S., à Marseille, 2 fr.

Reçu pour la propagande russe : Un groupe de camarades de Lyra, E. U., par R. J. — 5 dollars dont 1 pour C. M. ; reste 20 francs pour la propagande russe.

N. Roumanie. — Voilà 6 semaines que nous attendons des brochures de Genève.

B., à Bâle. — N'ayant pas gardé votre lettre, rappelez-moi votre commande.

A. L. Higham, 1.50.

Le camarade Maillet, 20, place Marulaz, à Besançon, demande à acheter les 18 premiers numéros de l'*Internationale* parus en 1904 ?

Reçu pour le journal : S., à Marseille 2 fr. — L. A., à Springs 2 fr. 60. — P. M., à Philadelphie 2 fr. — A., à Chatou 1 fr 30. — D. G., à Kimberley 4 fr. 50. — P. Q., à Remiremont 2 fr. — P. V., à Pittsburg 6 fr. — B. O., à Marseille 1 fr. 50. — F. J., à Maubeuge. — B., à Charleroi. — L. P., à St-Raphaël. — F., à Bruxelles. — Cologne. — F. C., à Orléans. — C. C., à Paris. — F. N., à Vatan. — G., à Arcq. — D., à Marousson. — D., à Béziers. — B., à Bâle. — Reçu timbres et mandats.

F., à Firminy. — M., à Nancy. — L., à Mustapha. — D., à Foucarmont. — K., à Herme. — N. P., à Versailles. — C., à Arcis. — J. Q., à Denain. — G. F., à Nice. — Q., à Saleux. — « L'Eglantine ». — D., au Bourg-Argental. — F. J., à Gargenville. — Merci à tous.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7.

11e ANNÉE. — N° 39.

27 JANVIER 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . . . 6 »
Six Mois . . . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . . . 8 »
Six Mois . . . . . . 4 »
Trois Mois . . . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir au supplément

le dessin de Bernard Naudin.

SOMMAIRE

Simplistes

I

Parce qu'ils refusent de se prêter aux petites combinaisons politiciennes quotidiennes, seules capables — assurent leurs défenseurs — de ménager la transition de l'état social actuel à un état social meilleur, les anarchistes se voient souvent traités de simplistes, par ceux qui veulent rester polis.

Et, en économie sociale, être traité de simpliste, c'est le coup du lapin. Notre société est si complexe, que ceux qui ne se sont jamais demandé si les relations sociales ne gagneraient pas à être simplifiées, ne peuvent s'imaginer une société privée de tous les rouages qui la compliquent.

Et ces réflexions me revenaient à la pensée, l'autre jour, à la soirée que la « Ligue des droits de l'homme » donnait en commémoration de l'anniversaire de la publication de la lettre *J'accuse*, de Zola, en entendant M. Painlevé qui, après avoir constaté avec force l'antagonisme entre le travail et le capital, après avoir démontré la légitimité des réclamations des travailleurs, et reconnu que la solution de la question sociale devait se faire de gré ou de force, se croyait tenu de conclure par cette restriction :

> Ceux qui participent à cet effort ne doivent se faire aucune illusion sur les obstacles qu'ils rencontreront ; ils savent qu'ils se heurteront à la résistance des privilèges et des intérêts menacés, à la coalition de l'égoïsme, de l'ignorance et de la peur.
> Ils savent qu'ils devront se garder des intrigants astucieux qui ne cherchent, dans les revendications sociales, qu'une occasion de surenchère et de profit personnel ; et qu'il leur faudra lutter aussi contre les esprits généreux mais simplistes, que leur amour impatient de la société future aveugle sur les périls de demain. Mais l'exemple de Zola nous a appris que les partisans de la justice ne doivent jamais compter le nombre de leurs ennemis : fidèles à cet exemple, demain comme hier, contre toutes les forces d'oppression, de mensonge et de violence, nous acceptons la bataille pour la justice.

Cela n'a l'air de rien, mais c'est tout bonnement la négation des constatations précédentes, c'est le renvoi aux calendes grecques de la solution du problème, la camisole de force jetée sur les épaules de ceux qui veulent agir.

* *

Je ne veux pas dire, par là, que l'anarchie, — qui, cependant, offre peu de débouchés aux arrivistes — n'ait pas ses intrigants astucieux, qui ne cherchent dans les revendications sociales qu'une occasion de surenchère et de profits personnels, ses simplistes, qui sous prétexte de logique, se laissent entraîner à l'absurde, parce qu'ils négligent dans leurs raisonnements, différents éléments essentiels du problème. Mais, j'en ai peur, en l'esprit de M. Painlevé, cette épithète de simpliste s'applique à tous les anarchistes et à l'anarchie, qui, pour lui, est évidemment une théorie simpliste.

Et, en effet, refuser dans la mesure de ses forces de coopérer à une organisation sociale que l'on a reconnue mauvaise, surtout en sachant que les efforts que l'on va faire ne peuvent avoir qu'une minime influence sur votre milieu, alors qu'ils en auront d'immédiates et néfastes pour vous, cela doit sembler passablement absurde ou simpliste aux gens qui ont catégorisé leur idéal en plusieurs lots : celui — le plus minime, le plus anodin — dont on peut demander la réalisation immédiate ; — celui dont la réalisation pourra avoir lieu à... Pâques ou à la Trinité ; — et enfin, l'autre, le beau, le lumineux, l'intégral qui sera réalisable en quelques générations, ou à votre choix, en quelques siècles.

* *

Je ne suspecte nullement la bonne foi et la sincérité des privilégiés de l'ordre social actuel qui viennent spontanément offrir leur concours aux travailleurs, dans la lutte entreprise contre l'injustice sociale, mais il est à remarquer qu'ils ont bien soin, tous, d'écarter la lutte immédiate, et de ne nous apporter surtout que des conseils de calme et de patience.

« Parce que, peuvent-ils répondre, ayant moins d'intérêts immédiats dans la lutte, plus de savoir, plus de science, ils voient davantage les dangers d'une lutte immédiate, l'idéal ne leur masque pas les dangers de l'heure présente. »

« Parce que, pouvons-nous répondre, ayant davantage à perdre dans la société actuelle, ils sont moins pressés de jouir de la société future, et que les dangers de l'heure présente leur font redouter de se mêler à une lutte où ils savent bien ce qu'ils ont à perdre, mais ne sont pas encore très renseignés sur ce qu'ils y gagneront. »

Non pas que je veuille insinuer que la crainte de perdre leur situation les incite à temporiser, et qu'ils se soient franchement tenus ce raisonnement. En ce cas, ils se tiendraient cois et laisseraient aller les choses. Mais il est dans la nature humaine de ne considérer les choses que sous l'angle sous lequel on se trouve placé, et lorsque vous avez trouvé un raisonnement qui met d'accord les divers côtés d'un problème, il est si bon de s'y reposer !

* *

Maintenant, je n'ignore pas que retourner l'objection n'est pas y répondre, mais ce que je voulais prouver, c'est que traiter quelqu'un de simpliste ne prouve rien, vu que l'on n'est jamais sûr d'avoir soi-même tenu compte de toute la complexité du problème.

Il se peut que l'impatience de ceux qui n'ont rien à perdre et tout à gagner dans une transformation sociale, les aveugle sur certains dangers, mais en tous cas, si cela peut les mettre en garde contre une action prématurée, cela ne prouve nullement qu'ils aient intérêt à ménager l'ordre actuel.

D'autant plus que si nous examinons les réformes proposées et réalisables dans la so-

ciété présente, nous reconnaissons qu'elles ont juste l'efficacité d'un cautère sur une jambe de bois, et que si elles sont capables de préparer l'état social futur, elles ont, en revanche, l'inconvénient d'endormir ceux que, nous autres, pourrions, avec beaucoup plus de raison, traiter de simplistes et de les détourner des réalisations intégrales, en leur faisant espérer des avantages immédiats, mais illusoires, car toute réforme qui ne supprime pas le salariat laissera toujours le travailleur misérable et exploité.

* *

Je sais l'objection que l'on peut nous faire : « La transformation complète de la société que vous poursuivez, vous le savez bien, n'est pas réalisable immédiatement, même par une révolution; celle-ci, même, n'est possible que lorsque les esprits auront évolué. Les générations actuelles ne sont pas certaines de voir poindre ce paradis terrestre que vous leur promettez. C'est la renonciation à toute amélioration pour elles que vous leur demandez, pour la réalisation d'un idéal qu'elle ne connaîtront pas! »

Et à cela, nous répondons : « Tout ce que nous savons, c'est que tant que durera l'ignorance des exploités, tant qu'ils useront leurs efforts à améliorer ce qui n'est pas améliorable, la société restera ce qu'elle est, avec ses jouisseurs en haut, et ses crève-de-faim en bas. Tant que les travailleurs seront assez bêtes pour demander un peu plus de pitié à leurs exploiteurs, ils subiront les effets de l'exploitation. Il n'y a qu'un moyen d'en sortir, c'est de ne pas se laisser exploiter et de travailler à la réalisation d'un état social où, les moyens de production étant à la libre disposition de celui qui les met en œuvre, chacun puisse être assuré de pouvoir exercer ses facultés pour son propre compte. »

Nous ignorons ce que demandera de temps cette propagande pour amener une transformation sociale. Nous n'avons pas la prétention d'apporter, dans nos poches, la solution de problèmes qui dépendent de tant d'éléments différents; mais en tous cas, le meilleur moyen de faire connaître une idée, c'est de la propager, à chaque instant, à tous venants. Le meilleur moyen de réaliser son idéal, c'est de saper les obstacles qui entravent cette réalisation. Quittes à être traités de simplistes, nous travaillons à faire connaître le nôtre, en même temps que nous cherchons à faire connaître tout le mal qu'engendre l'état social que nous voulons renverser.

Cet état social ne croulera que lorsque ceux qui le subissent auront pris conscience qu'il ne se maintient que grâce à leur passivité à le supporter; c'est cet état de conscience que nous voulons créer, parce que plus vite il se créera, plus vite la solution se fera.

Et travailler à la réalisation d'un idéal, si éloigné soit-il, n'empêche nullement d'améliorer l'état présent, en cours de route, si on en trouve l'occasion. Seulement, pas plus d'un côté que de l'autre, il ne faut lâcher la proie pour l'ombre.

J. Grave.

(A suivre.)

Exécution d'Anarchistes à Varsovie

Le télégraphe nous apporte la nouvelle de l'exécution, à Varsovie, de dix de nos camarades, appartenant au groupe anarchiste-communiste de cette ville. Le 18 janvier ont été fusillés, pour avoir soi-disant participé à plusieurs attentats, les camarades : Rosenzweig, Holschein, Riwcind, Scheier et Pfeffer; le lendemain, 19 janvier, cinq autres dont nous n'avons pas encore les noms.

Nous ne connaissons presqu'aucun détail encore. Ce que nous savons, c'est que cette exécution était inattendue même pour nos camarades russes qui, cependant, ont l'habitude de s'attendre à tout de la part de leur gouvernement. Voici un fait qui indique la façon dont les choses ont dû se passer. Le camarade Riwcind avait été arrêté bien avant les autres, à un moment où la réaction ne battait pas encore son plein. On l'arrêta dans la rue; à son domicile on ne trouva rien de particulièrement compromettant — pas de bombes dans tous les cas. On espérait qu'il serait bientôt remis en liberté. Mais il se déclara franchement anarchiste, eut une attitude très fière. Cela lui valut d'être rattaché aux autres (peut être étaient-ils aussi gravement compromis que lui? Nous ne le savons pas encore) et d'être condamné comme eux, pour avoir organisé des attentats.

Le mouvement anarchiste en Russie subit là une grande perte. Il aura à en subir encore. Mais là, — comme dans tous les pays, — les anarchistes savent à quoi ils s'exposent et ce n'est pas cela qui les arrêtera.

Les propos du Camelot

Je connais un brave homme d'anarchiste — intellectuel déclassé — qui vend sur la voie publique des marchandises de pacotille, depuis de la pâte à noircir les souliers jaunes, jusqu'à des androïdes.

Grâce à un bagout assez spirituel, il parvient à faire un peu plus que ne pas mourir de son métier, et comme il est optimiste — nonobstant son jugement contempteur du système social — il trouve encore quelquefois le moyen de plaisanter sur ses infortunes, que bien des gens, à sa place, qualifieraient de calamités.

Tous les ans, depuis un lustre, la semaine fériée qui se tient en équilibre sur la fin de décembre et le commencement de janvier, il installe un petit éventaire parmi les baraques des boulevards, et fait se dérouler et se convulser des boudins sous le derrière du « père la colique ».

Je l'avisai dernièrement comme il rangeait, sa journée finie, ses figurines de plomb, dont l'attitude rappelle celle du portrait de Renan, par Bonnat.

— Etes-vous content? lui demandai-je.

— Peuh! ce joujou est bien vieux, me répondit-il d'une voix que les boniments avaient éraillée; mais je réalise tout de même ma pièce de quarante ou de cinquante sous quand arrivent dix heures du soir. Les grosses plaisanteries que peut suggérer cette image d'un homme en train de se vider les boyaux ont toujours un certain succès... Le « père la colique » n'a pas encore épuisé sa vogue. Les gens qui réveillonnent et, le 1er janvier, rassemblent leur famille autour d'une table copieusement dressée, aiment assez surprendre leurs convives, au dessert, par l'exhibition réjouissante de cette saleté. Ce ne sont pas, du reste, les innovations les plus ingénieuses que le public accueille le mieux. Je l'ai constaté, les cochonneries dont j'ai le moins de mal à me débarrasser sont les suivantes : les confetti, les serpentins et les insignes — militaires ou pieux... — toutes choses, en vérité, qui ne datent pas d'hier.

— S'il en est ainsi, la loi de séparation des Eglises et de l'Etat et la suppression du tirage au sort ne manqueront pas d'influencer défavorablement sur votre commerce?...

Le camelot sourit :

— Je ne crains pas cela; me rassura-t-il. Récemment, à Saint-Etienne-du-Mont, la fête de Sainte-Geneviève, patronne et libératrice de Paris, ou plutôt, de Lutèce, a donné d'excellents résultats. Ma fille qui me supplée, car je ne puis être partout, et qui occupe une petite baraque devant le parvis de l'église a débité, à la commémoration du souvenir de notre sainte, plus de bondieuseries cette année que les précédentes... On ne lui a pas acheté cette fois que des souvenirs pieux, mais des croix de protestation...

— Contre la loi impie, j'imagine?..

— Oui. Ces croix que nous montons en épingles et en broches sont quasi des bijoux, et les dames du monde bien pensant les portent en signe de ralliement, pour se témoigner du premier regard leur communion d'idées. Ce sera une sorte de chic d'avoir de ces broches ou de ces épingles, et nous verrons des femmes en porter, pour se distinguer du commun, qui ne seront pourtant pas de ferventes croyantes... Allez! le vote de quelques députés, ratifié par celui de quelques sénateurs n'a rien changé à la mentalité française. Les Eglises ont beau être séparées de l'Etat, comme elles ne le sont pas de l'esprit des classes privilégiées, on les fréquentera encore... La séparation qui, seule, importe, c'est celle que l'intérêt a commencé et continue depuis longtemps d'établir entre les serviteurs et les non-serviteurs du culte, c'est-à-dire entre les riches et les pauvres...

Quant à votre inquiétude que le commerce des insignes guerriers se ressente de la suppression du tirage au sort, j'ai de bonnes raisons pour ne pas la partager. Le verdict, prononcé au mois de décembre dernier par les jurés de la Seine, et condamnant les signataires de l'affiche antimilitariste à des peines dosées selon le degré de peur que leur courage inspirait, ne prouve que trop que les partisans avoués de la paix — coûte que coûte — sont loin d'être la majorité.

S'il en est de la question de patrie comme de la question de religion, et s'il n'y a pas davantage d'élans spontanés des cœurs pour la défense de l'une que pour la pratique de l'autre, l'une et l'autre n'en continuent pas moins de subsister. La croix et le drapeau ont, dans la bourgeoisie, des soutiens que les bras des travailleurs ne font qu'ébranler à peine. Trop de nécessités contraignent ou trop d'ignorance induit encore les victimes de l'abstraction nationale à se comporter en nationalistes pour que, du jour au lendemain, du fait qu'il n'y aura plus de tirage au sort, les jeunes gens cessent, au moins, de paraître considérer comme un jour de réjouissance, celui où il leur faut se laisser enrégimenter.

Les vendeurs de cocardes géantes et de choux de rubans tricolores ne perdront pas leur clientèle de conscrits parce que l'épuisement de l'urne, pleine de petits papiers numérotés, ne s'effectuera plus. Il leur restera, pour débiter leurs insignes, le moment tumultueux de la sortie du conseil de révision. Après l'humiliation de s'être dépouillés de leurs plus intimes vêtements, les « espoirs de la France » éprouveront toujours, par besoin de contraste, le désir de se charger d'ornements saugrenus, comme des bœufs de carnaval.

Pour se donner et pour donner aux témoins du spectacle ridicule qu'ils offriront, l'illusion d'avoir accompli autre chose qu'un acte de servitude en passant sous la toise, ils affecteront, comme toujours, la même outrance de gaieté martiale.

Parmi ceux qui paraîtront les plus enchantés et gueuleront des refrains patriotiques avec l'entrain le plus forcené, beaucoup seront fort marris d'avoir été reconnus « bons pour le service » et verseront, une fois seuls chez eux, des larmes amères sur leur infortune. Car, sachez-le, une fierté dérisoire pousse à l'exhubérance la majorité de ces jeunes gens qui vous font hausser de dédain ou de pitié les épaules, quand vous les croisez dans la rue. Un sentiment de

dignité humaine, plutôt louable à tout prendre, les incite à essayer de se trouver de la ressemblance avec leurs ancêtres, les enrôlés volontaires de 93. Pour n'avoir pas à se mépriser de répondre, en masse obéissante et passive, aux appels des affiches officielles, ils se persuadent qu'on leur a assigné un rendez-vous, auquel ils se seraient rendus d'eux-mêmes...

Ils veulent ce qu'ils ne peuvent ou n'osent empêcher, et ils sont chauvins avec autant de sincérité et de la même façon que maints petits folliculaires épousent l'opinion du journal qui leur procure de quoi vivre...

Dans l'obligation où ils sont de maintenir l'institution des armées permanentes — obligation que leur impose leur qualité de serviteurs de l'État — vous voyez aussi des députés socialistes s'excuser d'être patriotes, sous le captieux prétexte de nous conserver des libertés dont nous ne jouissons pas, alors que le respect rigoureux de leurs doctrines les devrait poser en adversaires irréductibles de toute forme de gouvernement militaire.

J'ai cette croyance, qui me réconcilie avec les hommes, que la plupart de ceux d'entre eux qui nous mentent le plus effrontément, ont commencé par se mentir à eux-mêmes. Ils éprouvent sur leur esprit — en se leurrant d'abord — le pouvoir des arguments au moyen desquels ils nous duperont. Ils substituent, à l'individu qu'ils étaient à l'origine et dont la sincérité les gênait, la personnalité factice qu'ils ont besoin d'être, et certains finissent par acquérir l'orgueil de jouer avec bonne foi leur rôle...

Je me souviens d'avoir assisté — un jour de tirage au sort, précisément — à une petite scène qui pourrait servir d'exemple à l'appui de ce que j'avance... C'était dans la boutique d'un cafetier marchand de tabac où faisaient irruption une douzaine d'hurluberlus de la classe besogneuse, enrubannés et légèrement avinés comme des garçons d'honneur de noce de village. Ils braillaient des couplets guerriers et l'un d'eux, la face congestionnée, s'entêtait à tirer des sonneries de caserne d'un vieux clairon bosselé et mal fourbi qui sentait la brocante.

Non sans force bourrades, ils parvinrent à s'asseoir autour d'une table et commandèrent des absinthes d'une voix unanime.

A travers la fumée des cigarettes et le tintement des verres, ils s'exhortaient à l'héroïsme et souhaitaient le déchaînement d'une guerre avec l'Allemagne, qui leur permettrait de reprendre l'Alsace et la Lorraine.

Le plus farouche de ces *revanchistes*, celui dont les vociférations dominaient était un gros gaillard sanguin, bas de front, large d'épaules, que je pris volontiers pour une brute, et envers qui j'aurais cru être injuste en ne lui attribuant pas des instincts sauvages.

Je n'avais pas de peine à me le figurer sous l'uniforme et je m'imaginais qu'il gagnerait vite ses galons de sous-officier quand il se leva pour choisir un cigare dans les casiers du comptoir tout proche.

Je vous laisse à penser mon étonnement en m'apercevant qu'il était pied-bot. Ce ne fut point sans ironie que je reconnus qu'une infirmité rendait inoffensif ce jeune homme si redoutable en paroles et que, de tous les conscrits présents, celui-là qui semblait trépigner avec le plus d'impatience, en attendant l'ordre de marcher à la frontière, se verrait priver de la gloire de chausser les godillots à clous du gouvernement, faute d'en trouver un pourvu d'une semelle assez épaisse pour caler sa jambe trop courte...

Le cas de ce faux héros n'a rien d'exceptionnel, conclut le camelot tandis que je souriais de son anecdote. Méfions-nous de la sincérité de ceux qui traitent avec le moins d'obligeance nos théories antimilitaristes et nous accusent de lâcheté, quand nous parlons de soustraire nos existences à une vaine boucherie en refusant de répondre à l'ordre de mobilisation.

Maints pieds bots se dissimulent sous la tribune des orateurs véhéments qui emploient leur éloquence à exalter le patriotisme. Quant à ces malheureux auditeurs, dont ils obtiennent encore des applaudissements, ils se cachent à eux-mêmes, comme une tare, la réprobation sourde qu'ils sentent s'élever dans leur esprit contre le sacrifice qu'on leur prêche...

Sachons leur donner conscience de la dignité de la protestation qu'ils étouffent avec honte. Prouvons-leur qu'elle émane de ce qui est bon et raisonnable en eux, et ils riront des exhortations à affronter les périls de la guerre de celui-là qui fournira l'excuse de son infirmité pour n'y point aller...

JOHN-L. CHARPENTIER.

L'Agitation antimilitariste

Après les jurés d'Amiens acquittant Garnery et Bousquet, les jurés du Finistère viennent de répondre au verdict de haine des jurés parisiens en acquittant à leur tour le camarade Victor Pengam, ouvrier de l'arsenal de Brest, poursuivi lui aussi pour propagande antimilitariste.

Pengam, non plus que les camarades de Paris, ne reniait rien de ses idées et pour toute défense, il se contenta de répondre « qu'en agissant comme il l'avait fait, il croyait avoir fait son devoir, et que ce devoir, il le remplirait toute sa vie ».

Le procès de Quimper a été en quelque sorte une répétition de celui de Paris. Un grand nombre de militants sont venus à la barre dire qu'ils pensaient absolument comme Pengam, et que les paroles que l'accusation lui reprochait d'avoir prononcées n'étaient en réalité que le reflet de leur pensée à tous. Une femme, la camarade Guégan, est venue dire qu'elle ne comprenait son rôle de mère qu'en inspirant à ses enfants la haine de la guerre.

Et les jurés, moins stupides que ceux de la Seine, ont compris. Ils ont rapporté un verdict d'acquittement, aux applaudissements des camarades de Pengam venus nombreux au procès.

* *

Les journaux réactionnaires qui ont poussé des cris de joie au lendemain de la condamnation de nos 26 camarades, enregistrent cette fois sans commentaires ce nouvel acquittement.

Peut-être se rendent-ils compte, après tout, que notre propagande antimilitariste gagnant de plus en plus les masses, les attaques ne servent à rien, sinon à lui donner un peu plus de publicité, et il se disent sans doute qu'après tout, la meilleure façon de rassurer le bourgeois est encore de s'abstenir d'en parler.

Mais il leur faudra bien y revenir et tout n'est pas fini, car il y a encore un certain nombre de procès que le gouvernement en mal de réaction, après son double insuccès de ces jours derniers, regrette peut-être d'avoir engagés à l'heure actuelle.

C'est d'abord Ch. Dooghe, à Reims, dont le procès doit venir justement ces jours-ci. C'est ensuite Hamelin, poursuivi à la requête du parquet de Saint-Nazaire, pour la vente de brochures qui peuvent s'écouler sans inconvénients dans d'autres régions. C'est Torton et plusieurs autres camarades de Rouen, qui doivent passer aux assises le mois prochain, et à qui l'on reproche d'avoir reproduit l'affiche « Aux conscrits ».

A Epinal, une instruction qui dure depuis bientôt trois mois est engagée contre notre camarade Loquier, également pour vente de brochures.

Enfin à Amiens, Lemaire et Bastien, à qui l'on a cru devoir appliquer une procédure spéciale en les traduisant devant la police correctionnelle, en vertu des lois scélérates, alors que partout ailleurs les accusés relèvent de la cour d'assises, attendent que ces Messieurs de la cour de cassation aient statué sur leur cas.

Lemaire et Bastien veulent, eux aussi, le débat public de la cour d'assises que l'on s'acharne à ne pas vouloir leur accorder, parce qu'anarchistes militants, ce sont les fameuses *lois scélérates* que l'on entend leur appliquer.

Et dans l'ancienne presse « dreyfusarde » il ne s'est trouvé personne pour protester contre l'application de ces lois, malgré toutes les promesses formulées jadis — alors que l'on était bien content de faire appel au concours de ces maudits anarchistes — d'en poursuivre l'abrogation envers et contre tous.

Notre camarade Quillard qui, lui, s'en rappelle bien, pourrait peut être tenter quelque chose en ce sens à la *Ligue des Droits de l'homme*.

Lemaire et Bastien, poursuivis pour propagande antimilitariste ne demandent pas un traitement de faveur, mais la cour d'assises comme les autres camarades.

Serait-ce qu'en la leur accordant l'on craindrait leur acquittement? C'est probable, mais cela ne ne justifie aucunement, bien au contraire, les mesures spéciales prises à leur endroit.

* *

En attendant, la propagande antimilitariste se poursuit plus activement que jamais.

A Toulon, les camarades de la section de l'A. I. A. ont placardé une nouvelle affiche engageant, disent les journaux « les jeunes conscrits à ne pas se rendre sous les drapeaux, et excitant les soldats au meurtre et à la désertion ». Cette affiche est signée de trente et un noms, et des poursuites, paraît-il, seront intentées contre les signataires. Une grande réunion suivie d'une manifestation a de plus eu lieu à Toulon, dimanche dernier.

A Bordeaux, les camarades ont placardé en grand nombre l'affiche rééditée par Cipriani.

Au Hâvre, les antimilitaristes préparent eux aussi une manifestation à leur façon.

A Montceau-les-Mines, plus de 2.000 travailleurs ont assisté, samedi dernier, à une réunion d'Hervé et ce, malgré la police qui avait lacéré les affiches annonçant cette réunion.

Et ce n'est pas fini : bien d'autres manifestations se préparent. Les travailleurs ne veulent plus de la guerre, ils ne veulent plus se faire fusiller par leurs camarades en culotte rouge lorsqu'ils sont en grève. Et de toutes parts, ils le signifient expressément aux maîtres du jour.

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

Fanatisme religieux. — Dans une commune de la Loire-Inférieure, à Drefféac, il y avait une institutrice laïque qui avait l'audace de ne pas aller à l'église. Il y a quelque temps, elle fit enlever les Christs pendus aux murs de l'école : c'était vraiment trop scandaleux. A partir de ce moment, elle fut injuriée, calomniée d'une façon ignoble, on lança des pierres contre les vitres de son logis; et comme elle ne cédait pas, on résolut d'employer les grands moyens. « On va la faire crever de faim » dirent ces braves paysans, abrutis par la religion et encouragés par l'autorité, maire et conseillers, et ils lui refusèrent toute nourriture. Depuis plusieurs mois, pour manger, elle est obligée d'aller tous les jours chercher son pain à un bourg éloigné, sous les huées des gens pieux.

ciété présente, nous reconnaissons qu'elles ont juste l'efficacité d'un cautère sur une *jambe de bois*, et que si elles sont capables de préparer l'*état social futur*, elles ont, en revanche, l'inconvénient d'endormir ceux que, nous autres, pourrions, avec beaucoup plus de raison, traiter de simplistes et de les détourner des réalisations intégrales, en leur faisant espérer des avantages immédiats, mais illusoires, car toute réforme qui ne supprime pas le salariat laissera toujours le travailleur misérable et exploité.

* *

Je sais l'objection que l'on peut nous faire : « La transformation complète de la société que vous poursuivez, vous le savez bien, n'est pas réalisable immédiatement, même par une révolution; celle-ci, même, n'est possible que lorsque les esprits auront évolué. Les générations actuelles ne sont pas certaines de voir poindre ce paradis terrestre que vous leur promettez. C'est la renonciation à toute amélioration pour elles que vous leur demandez, pour la réalisation d'un idéal qu'elle ne connaîtront pas! »

Et à cela, nous répondons : « Tout ce que nous savons, c'est que tant que durera l'ignorance des exploités, tant qu'ils useront leurs efforts à améliorer ce qui n'est pas améliorable, la société restera ce qu'elle est, avec ses jouisseurs en haut, et ses crève-de-faim en bas. Tant que les travailleurs seront assez bêtes pour demander un peu plus de pitié à leurs exploiteurs, ils subiront les effets de l'exploitation. Il n'y a qu'un moyen d'en sortir, c'est de ne pas se laisser exploiter et de travailler à la réalisation d'un état social où, les moyens de production étant à la libre disposition de celui qui les met en œuvre, chacun puisse être assuré de pouvoir exercer ses facultés pour son propre compte. »

Nous ignorons ce que demandera de temps cette propagande pour amener une transformation sociale. Nous n'avons pas la prétention d'apporter, dans nos poches, la solution de problèmes qui dépendent de tant d'éléments différents; mais en tous cas, le meilleur moyen de faire connaître une idée, c'est de la propager, à chaque instant, à tous venants. Le meilleur moyen de réaliser son idéal, c'est de saper les obstacles qui entravent cette réalisation. Quittes à être traités de simplistes, nous travaillons à faire connaître le nôtre, en même temps que nous cherchons à faire connaître tout le mal qu'engendre l'état social que nous voulons renverser.

Cet état social ne croulera que lorsque ceux qui le subissent auront pris conscience qu'il ne se maintient que grâce à leur passivité à le supporter; c'est cet état de conscience que nous voulons créer, parce que plus vite il se créera, plus vite la solution se fera.

Et travailler à la réalisation d'un idéal, si éloigné soit-il, n'empêche nullement d'améliorer l'état présent, en cours de route, si on en trouve l'occasion. Seulement, pas plus d'un côté que de l'autre, il ne faut lâcher la proie pour l'ombre.

J. Grave.

(*A suivre.*)

Exécution d'Anarchistes à Varsovie

Le télégraphe nous apporte la nouvelle de l'exécution, à Varsovie, de dix de nos camarades, appartenant au groupe anarchiste-communiste de cette ville. Le 18 janvier ont été fusillés, pour avoir soi-disant participé à plusieurs attentats, les camarades : Rosenzweig, Holschein, Riwcind, Scheier et Pfeffer; le lendemain, 19 janvier, cinq autres dont nous n'avons pas encore les noms.

Nous ne connaissons presqu'aucun détail encore. Ce que nous savons, c'est que cette exécution était inattendue même pour nos camarades russes qui, cependant, ont l'habitude de s'attendre à tout de la part de leur gouvernement. Voici un fait qui indique la façon dont les choses ont dû se passer. Le camarade Riwcind avait été arrêté bien avant les autres, à un moment où la réaction ne battait pas encore son plein. On l'arrêta dans la rue; à son domicile on ne trouva rien de particulièrement compromettant — pas de bombes dans tous les cas. On espérait qu'il serait bientôt remis en liberté. Mais il se déclara franchement anarchiste, eut une attitude très fière. Cela lui valut d'être rattaché aux autres (peut être étaient-ils aussi gravement compromis que lui? Nous ne le savons pas encore) et d'être condamné comme eux, pour avoir organisé des attentats.

Le mouvement anarchiste en Russie subit là une grande perte. Il aura à en subir encore. Mais là, — comme dans tous les pays, — les anarchistes savent à quoi ils s'exposent et ce n'est pas cela qui les arrêtera.

Les propos du Camelot

Je connais un brave homme d'anarchiste — intellectuel déclassé — qui vend sur la voie publique des marchandises de pacotille, depuis de la pâte à noircir les souliers jaunes, jusqu'à des androïdes.

Grâce à un bagout assez spirituel, il parvient à faire un peu plus que ne pas mourir de son métier, et comme il est optimiste — nonobstant son jugement contempteur du système social — il trouve encore quelquefois le moyen de plaisanter sur ses infortunes, que bien des gens, à sa place, qualifieraient de calamités.

Tous les ans, depuis un lustre, la semaine fériée qui se tient en équilibre sur la fin de décembre et le commencement de janvier, il installe un petit éventaire parmi les baraques des boulevards, et fait se dérouler et se convulser des boudins sous le derrière du « père la colique ».

Je l'avisai dernièrement comme il rangeait, sa journée finie, ses figurines de plomb, dont l'attitude rappelle celle du portrait de Renan, par Bonnat.

— Etes-vous content? lui demandai-je.

— Peuh! ce joujou est bien vieux, me répondit-il d'une voix que les boniments avaient éraillée; mais je réalise tout de même ma pièce de quarante ou de cinquante sous quand arrivent dix heures du soir. Les grosses plaisanteries que peut suggérer cette image d'un homme en train de se vider les boyaux ont toujours un certain succès... Le « père la colique » n'a pas encore épuisé sa vogue. Les gens qui réveillonnent et, le 1er janvier, rassemblent leur famille autour d'une table copieusement dressée, aiment assez surprendre leurs convives, au dessert, par l'exhibition réjouissante de cette saleté. Ce ne sont pas, du reste, les innovations les plus ingénieuses que le public accueille le mieux. Je l'ai constaté, les cochonneries dont j'ai le moins de mal à me débarrasser sont les suivantes : les confetti, les serpentins et les insignes — militaires ou pieux... — toutes choses, en vérité, qui ne datent pas d'hier.

— S'il en est ainsi, la loi de séparation des Eglises et de l'Etat et la suppression du tirage au sort ne manqueront pas d'influencer défavorablement sur votre commerce?...

Le camelot sourit :

— Je ne crains pas cela; me rassura-t-il. Récemment, à Saint-Etienne-du-Mont, la fête de Sainte-Geneviève, patronne et libératrice de Paris, ou plutôt, de Lutèce, a donné d'excellents résultats. Ma fille qui me supplée, car je ne puis être partout, et qui occupe une petite baraque devant le parvis de l'église a débité, à la commémoration du souvenir de notre sainte, plus de bondieuseries cette année que les précédentes... On ne lui a pas acheté cette fois que des souvenirs pieux, mais des croix de protestation...

— Contre la loi impie, j'imagine?..

— Oui. Ces croix que nous montons en épingles et en broches sont quasi des bijoux, et les dames du monde bien pensant les portent en signe de ralliement, pour se témoigner du premier regard leur communion d'idées. Ce sera une sorte de chic d'avoir de ces broches ou de ces épingles, et nous verrons des femmes en porter, pour se distinguer du commun, qui ne seront pourtant pas de ferventes croyantes... Allez! le vote de quelques députés, ratifié par celui de quelques sénateurs n'a rien changé à la mentalité française. Les Eglises ont beau être séparées de l'Etat, comme elles ne le sont pas de l'esprit des classes privilégiées, on les fréquentera encore... La séparation qui, seule, importe, c'est celle que l'intérêt a commencé et continue depuis longtemps d'établir entre les serviteurs et les non-serviteurs du culte, c'est-à-dire entre les riches et les pauvres...

Quant à votre inquiétude que le commerce des insignes guerriers se ressente de la suppression du tirage au sort, j'ai de bonnes raisons pour ne pas la partager. Le verdict, prononcé au mois de décembre dernier par les jurés de la Seine, et condamnant les signataires de l'affiche antimilitariste à des peines dosées selon le degré de peur que leur courage inspirait, ne prouve que trop que les partisans avoués de la paix — coûte que coûte — sont loin d'être la majorité.

S'il en est de la question de patrie comme de la question de religion, et s'il n'y a pas davantage d'élans spontanés des cœurs pour la défense de l'une que pour la pratique de l'autre, l'une et l'autre n'en continuent pas moins de subsister. La croix et le drapeau ont, dans la bourgeoisie, des soutiens que les bras des travailleurs ne font qu'ébranler à peine. Trop de nécessités contraignent ou trop d'ignorance induit encore les victimes de l'abstraction nationale à se comporter en nationalistes pour que, du jour au lendemain, du fait qu'il n'y aura plus de tirage au sort, les jeunes gens cessent, au moins, de paraître considérer comme un jour de réjouissance, celui où il leur faut se laisser enrégimenter.

Les vendeurs de cocardes géantes et de choux de rubans tricolores ne perdront pas leur clientèle de conscrits parce que l'épuisement de l'urne, pleine de petits papiers numérotés, ne s'effectuera plus. Il leur restera, pour débiter leurs insignes, le moment tumultueux de la sortie du conseil de révision. Après l'humiliation de s'être dépouillés de leurs plus intimes vêtements, les « espoirs de la France » éprouveront toujours, par besoin de contraste, le désir de se charger d'ornements saugrenus, comme des bœufs de carnaval.

Pour se donner et pour donner aux témoins du spectacle ridicule qu'ils offriront, l'illusion d'avoir accompli autre chose qu'un acte de servitude en passant sous la toise, ils affecteront, comme toujours, la même outrance de gaieté martiale.

Parmi ceux qui paraîtront les plus enchantés et gueuleront des refrains patriotiques avec l'entrain le plus forcené, beaucoup seront fort marris d'avoir été reconnus « bons pour le service » et verseront, une fois seuls chez eux, des larmes amères sur leur infortune. Car, sachez-le, une fierté dérisoire pousse à l'exhubérance la majorité de ces jeunes gens qui vous font hausser de dédain ou de pitié les épaules, quand vous les croisez dans la rue. Un sentiment de

dignité humaine, plutôt louable à tout prendre, les incite à essayer de se trouver de la ressemblance avec leurs ancêtres, les enrôlés volontaires de 93. Pour n'avoir pas à se mépriser de répondre, en masse obéissante et passive, aux appels des affiches officielles, ils se persuadent qu'on leur a assigné un rendez-vous, auquel ils se seraient rendus d'eux-mêmes...

Ils veulent ce qu'ils ne peuvent ou n'osent empêcher, et ils sont chauvins avec autant de sincérité et de la même façon que maints petits folliculaires épousent l'opinion du journal qui leur procure de quoi vivre...

Dans l'obligation où ils sont de maintenir l'institution des armées permanentes — obligation que leur impose leur qualité de serviteurs de l'Etat — vous voyez aussi des députés socialistes s'excuser d'être patriotes, sous le captieux prétexte de nous conserver des libertés dont nous ne jouissons pas, alors que le respect rigoureux de leurs doctrines les devrait poser en adversaires irréductibles de toute forme de gouvernement militaire.

J'ai cette croyance, qui me réconcilie avec les hommes, que la plupart de ceux d'entre eux qui nous mentent le plus effrontément, ont commencé par se mentir à eux-mêmes. Ils éprouvent sur leur esprit — en se leurrant d'abord — le pouvoir des arguments au moyen desquels ils nous duperont. Ils substituent, à l'individu qu'ils étaient à l'origine et dont la sincérité les gênait, la personnalité factice qu'ils ont besoin d'être, et certains finissent par acquérir l'orgueil de jouer avec bonne foi leur rôle...

Je me souviens d'avoir assisté — un jour de tirage au sort, précisément — à une petite scène qui pourrait servir d'exemple à l'appui de ce que j'avance... C'était dans la boutique d'un cafetier marchand de tabac où faisaient irruption une douzaine d'hurluberlus de la classe besogneuse, enrubannés et légèrement avinés comme des garçons d'honneur de noce de village. Ils braillaient des couplets guerriers et l'un d'eux, la face congestionnée, s'entêtait à tirer des sonneries de caserne d'un vieux clairon bosselé et mal fourbi qui sentait la brocante.

Non sans force bourrades, ils parvinrent à s'asseoir autour d'une table et commandèrent des absinthes d'une voix unanime.

A travers la fumée des cigarettes et le tintement des verres, ils s'exhortaient à l'héroïsme et souhaitaient le déchaînement d'une guerre avec l'Allemagne, qui leur permettrait de reprendre l'Alsace et la Lorraine.

Le plus farouche de ces *revanchistes*, celui dont les vociférations dominaient était un gros gaillard sanguin, bas de front, large d'épaules, que je pris volontiers pour une brute, et envers qui j'aurais cru être injuste en ne lui attribuant pas des instincts sauvages.

Je n'avais pas de peine à me le figurer sous l'uniforme et je m'imaginais qu'il gagnerait vite ses galons de sous-officier quand il se leva pour choisir un cigare dans les casiers du comptoir tout proche.

Je vous laisse à penser mon étonnement en m'apercevant qu'il était pied-bot. Ce ne fut point sans ironie que je reconnus qu'une infirmité rendait inoffensif ce jeune homme si redoutable en paroles et que, de tous les conscrits présents, celui-là qui semblait trépigner avec le plus d'impatience, en attendant l'ordre de marcher *à la frontière*, se verrait priver de la gloire de chausser les godillots à clous du gouvernement, faute d'en trouver un pourvu d'une semelle assez épaisse pour caler sa jambe trop courte...

Le cas de ce faux héros n'a rien d'exceptionnel, conclut le camelot tandis que je souriais de son anecdote. Méfions-nous de la sincérité de ceux qui traitent avec le moins d'obligeance nos théories antimilitaristes et nous accusent de lâcheté, quand nous parlons de soustraire nos existences à une vaine boucherie en refusant de répondre à l'ordre de mobilisation.

Maints pieds bots se dissimulent sous la tribune des orateurs véhéments qui emploient leur éloquence à exalter le patriotisme. Quant à ces malheureux auditeurs, dont ils obtiennent encore des applaudissements, ils se cachent à eux-mêmes, comme une tare, la réprobation sourde qu'ils sentent s'élever dans leur esprit contre le sacrifice qu'on leur prêche...

Sachons leur donner conscience de la dignité de la protestation qu'ils étouffent avec honte. Prouvons-leur qu'elle émane de ce qui est bon et raisonnable en eux, et ils riront des exhortations à affronter les périls de la guerre de celui-là qui fournira l'excuse de son infirmité pour n'y point aller...

JOHN-L. CHARPENTIER.

L'Agitation antimilitariste

Après les jurés d'Amiens acquittant Garnery et Bousquet, les jurés du Finistère viennent de répondre au verdict de haine des jurés parisiens en acquittant à leur tour le camarade Victor Pengam, ouvrier de l'arsenal de Brest, poursuivi lui aussi pour propagande antimilitariste.

Pengam, non plus que les camarades de Paris, ne reniait rien de ses idées et pour toute défense, il se contenta de répondre « qu'en agissant comme il l'avait fait, il croyait avoir fait son devoir, et que ce devoir, il le remplirait toute sa vie ».

Le procès de Quimper a été en quelque sorte une répétition de celui de Paris. Un grand nombre de militants sont venus à la barre dire qu'ils pensaient absolument comme Pengam, et que les paroles que l'accusation lui reprochait d'avoir prononcées n'étaient en réalité que le reflet de leur pensée à tous. Une femme, la camarade Guégan, est venue dire qu'elle ne comprenait son rôle de mère qu'en inspirant à ses enfants la haine de la guerre.

Et les jurés, moins stupides que ceux de la Seine, ont compris. Ils ont rapporté un verdict d'acquittement, aux applaudissements des camarades de Pengam venus nombreux au procès.

* *

Les journaux réactionnaires qui ont poussé des cris de joie au lendemain de la condamnation de nos 26 camarades, enregistrent cette fois sans commentaires ce nouvel acquittement.

Peut-être se rendent-ils compte, après tout, que notre propagande antimilitariste gagnant de plus en plus les masses, les attaques ne servent à rien, sinon à lui donner un peu plus de publicité, et il se disent sans doute qu'après tout, la meilleure façon de rassurer le bourgeois est encore de s'abstenir d'en parler.

Mais il leur faudra bien y revenir et tout n'est pas fini, car il y a encore un certain nombre de procès que le gouvernement en mal de réaction, après son double insuccès de ces jours derniers, regrette peut-être d'avoir engagés à l'heure actuelle.

C'est d'abord Ch. Dooghe, à Reims, dont le procès doit venir justement ces jours-ci. C'est ensuite Hamelin, poursuivi à la requête du parquet de Saint-Nazaire, pour la vente de brochures qui peuvent s'écouler sans inconvénients dans d'autres régions. C'est Torton et plusieurs autres camarades de Rouen, qui doivent passer aux assises le mois prochain, et à qui l'on reproche d'avoir reproduit l'affiche « Aux conscrits ».

A Epinal, une instruction qui dure depuis bientôt trois mois est engagée contre notre camarade Loquier, également pour vente de brochures.

Enfin à Amiens, Lemaire et Bastien, à qui l'on a cru devoir appliquer une procédure spéciale en les traduisant devant la police correctionnelle, en vertu des lois scélérates, alors que partout ailleurs les accusés relèvent de la cour d'assises, attendent que ces Messieurs de la cour de cassation aient statué sur leur cas.

Lemaire et Bastien veulent, eux aussi, le débat public de la cour d'assises que l'on s'acharne à ne pas vouloir leur accorder, parce qu'anarchistes militants, ce sont les fameuses *lois scélérates* que l'on entend leur appliquer.

Et dans l'ancienne presse « dreyfusarde » il ne s'est trouvé personne pour protester contre l'application de ces lois, malgré toutes les promesses formulées jadis — alors que l'on était bien content de faire appel au concours de ces maudits anarchistes — d'en poursuivre l'abrogation envers et contre tous.

Notre camarade Quillard qui, lui, s'en rappelle bien, pourrait peut être tenter quelque chose en ce sens à la *Ligue des Droits de l'homme*.

Lemaire et Bastien, poursuivis pour propagande antimilitariste ne demandent pas un traitement de faveur, mais la cour d'assises comme les autres camarades.

Serait-ce qu'en la leur accordant l'on craindrait leur acquittement ? C'est probable, mais cela ne ne justifie aucunement, bien au contraire, les mesures spéciales prises à leur endroit.

* *

En attendant, la propagande antimilitariste se poursuit plus activement que jamais.

A Toulon, les camarades de la section de l'A. I. A. ont placardé une nouvelle affiche engageant, disent les journaux « les jeunes conscrits à ne pas se rendre sous les drapeaux, et excitant les soldats au meurtre et à la désertion ». Cette affiche est signée de trente et un noms, et des poursuites, paraît-il, seront intentées contre les signataires. Une grande réunion suivie d'une manifestation a de plus eu lieu à Toulon, dimanche dernier.

A Bordeaux, les camarades ont placardé en grand nombre l'affiche rééditée par Cipriani.

Au Hâvre, les antimilitaristes préparent eux aussi une manifestation à leur façon.

A Montceau-les-Mines, plus de 2.000 travailleurs ont assisté, samedi dernier, à une réunion d'Hervé et ce, malgré la police qui avait lacéré les affiches annonçant cette réunion.

Et ce n'est pas fini : bien d'autres manifestations se préparent. Les travailleurs ne veulent plus de la guerre, ils ne veulent plus se faire fusiller par leurs camarades en culotte rouge lorsqu'ils sont en grève. Et de toutes parts, ils le signifient expressément aux maîtres du jour.

P. DELESALLE.

MOUVEMENT SOCIAL

Fanatisme religieux. — Dans une commune de la Loire-Inférieure, à Drefféac, il y avait une institutrice laïque qui avait l'audace de ne pas aller à l'église. Il y a quelque temps, elle fit enlever les Christs pendus aux murs de l'école : c'était vraiment trop scandaleux. A partir de ce moment, elle fut injuriée, calomniée d'une façon ignoble, on lança des pierres contre les vitres de son logis; et comme elle ne cédait pas, on résolut d'employer les grands moyens. « On va la faire crever de faim » dirent ces braves paysans, abrutis par la religion et encouragés par l'autorité, maire et conseillers, et ils lui refusèrent toute nourriture. Depuis plusieurs mois, pour manger, elle est obligée d'aller tous les jours chercher son pain à un bourg éloigné, sous les huées des gens pieux.

Maintenant ces faits sont connus et des groupements à Saint-Nazaire s'occupent de cette victime de la religion.

F. C.

* *

La maladie dans l'armée. — J'ai sous les yeux les *Temps Nouveaux* du 6 janvier 1906, et je suis enchanté d'y lire l'article du Dr C. sur *la Tuberculose dans l'armée.*

Mais les faits signalés dans cet article ne sont rien. Je reviens cette année du régiment, et j'ai vu des choses beaucoup plus énormes à la caserne de Mayenne. Un homme, atteint de tuberculose à un degré extrême, crachait toute la nuit au pied de son lit : le matin, *une mare verdâtre* était à terre, les couvertures du malade, celles de ses voisins, tombaient dans ce liquide mortel; on les ramassait pour les remettre sur les lits — et on nettoyait le plancher souillé en balayant à sec — comme le reste de la chambre. Cet état de choses a duré un mois.

J'ai vu presque les mêmes faits se reproduire à Paris, à l'*hôpital militaire* Saint-Martin : un tuberculeux à une période aiguë soigné (ou plutôt pas soigné) dans une chambre d'épileptiques, d'entériteux, de fiévreux, de blessés; le malheureux était laissé dans une saleté repoussante, et les quelques soins qu'on lui donnait de temps en temps étaient ridicules et insuffisants. On n'a rien dit sur les hôpitaux militaires, et cependant le régime en est plus odieux, plus monstrueux, que celui des casernes. Les malades n'y sont pas soignés, ou alors, avec quels remèdes, avec quels instruments rouillés, hors d'usage (il n'y a pas une seringue de Pravaz dans tout le corps de bâtiment de droite de Saint-Martin); la discipline militaire y est appliquée plus scrupuleusement, je vous l'assure, que l'hygiène et l'antiseptie, la nourriture est distribuée militairement, c'est tout dire, et la nuit, les sergents de garde (retirés la veille de l'enseignement de l'école du soldat) ne se lèvent jamais, leur service est effectué par un caporal qui n'en sait pas plus qu'eux, du reste.

La routine, le manque de propreté, de soins intelligents, y sont plus odieux qu'à la caserne, parce qu'ils sont plus désastreux dans leurs effets.

Pourquoi ne feriez-vous pas une suite d'articles sur : *la Maladie au régiment?*

L'exposé exact de ce qui se passe dans la Grande Famille, où les enfants sont si légèrement envoyés à la mort dès la paix, en dirait plus long que bien de longs articles, et vraiment je crois que les renseignements déjà donnés sur l'hygiène et les hôpitaux militaires, l'ont été avec une généralisation, un manque de petits faits à l'appui certains et précis, peu propres à frapper l'esprit des foules.

Les journaux ont déjà parlé des réformes à effectuer dans l'enseignement de la médecine militaire, dans l'administration des hôpitaux et des infirmeries. Il y a autre chose à dire, il y a à mettre en lumière la suite des petits faits ayant trait à la maladie, qui se passent à la caserne et à l'hôpital, et qui renseigneraient encore un peu plus sur l'incurie, le manque d'intelligence des militaires professionnels, et le danger constant qu'ils sont pour nous tous.

L. Ch.

* *

MONOGRAPHIE

Semur.

Semur-en-Auxois est une coquette petite ville moyenâgeuse de 3.800 habitants, sous-préfecture de la Côte-d'Or, située sur les confins du Morvan et reliée à la grande ligne P.-L.-M. par l'embranchement Les Laumes-Avallon. L'origine de la ville est assez obscure : cependant on croit généralement qu'elle fut fondée par les Mandubiens échappés au désastre d'Alise après la destruction de cette place par les Romains. Sa position géographique facilement défendable fut sans doute la cause de sa fondation; c'est un roc de granit aux pentes abruptes, presque entièrement entouré par l'Armançon, cours d'eau très encaissé. Ce fut tout d'abord un camp dont la fortification naturelle fut encore accrue par une enceinte de murailles.

De l'histoire de Semur, peu de faits sont à retenir. La vie religieuse dut y tenir beaucoup de place, si l'on en juge par les nombreux vestiges des congrégations disparues. Ainsi l'ancien couvent des Jacobines est aujourd'hui occupé par l'école laïque, celui des Ursulines par la sous-préfecture, celui des Capucines par le collège; quant à la mairie, elle est dans l'ancienne demeure du prieur de Notre-Dame.

En 1811, Semur comptait plus de 5.000 habitants, maintenant elle en a à peine 3.800 et tend encore à *diminuer*. La population se compose de petits bourgeois, petits commerçants, fonctionnaires et de vignerons, maraîchers, cultivateurs.

Commerce. — Le commerce est très calme; il est surtout alimenté par les habitants des campagnes environnantes qui viennent aux foires (une par mois) et aux marchés (trois par semaine), mais les commerçants sont trop nombreux et ne peuvent lutter contre la concurrence des grands magasins de Paris, qui expédient à meilleur compte. Le gros capital tue les petits, ce que ceux-ci ne voient pas; le remède qu'ils ont trouvé ici a été un syndicat commercial formé en vue d'attirer les badauds des campagnes en donnant des fêtes; il existe aussi un syndicat d'initiative pour attirer les étrangers et leur faciliter les excursions dans le pays.

Industrie. — Peu d'industrie, certainement moins qu'autrefois; du quinzième au dix-septième siècle, les laines des environs de Semur furent employées sur place à la confection des draps. Il y avait dans la ville plus de quarante métiers dont le produit servait à l'habillement des troupes, des paysans et des bourgeois. Vers la fin du dix-septième siècle, les nobles et les bourgeois abandonnèrent peu à peu les gros draps du pays et vers 1700 il n'y eut plus que sept ou huit métiers; la disparition du dernier manufacturier date du commencement du siècle dernier (1). Aujourd'hui l'industrie consiste en deux scieries mécaniques occupant ensemble une quinzaine d'ouvriers, et dont l'une fait aussi la charpente. Deux tanneries appartenant à la même société occupent ensemble une cinquantaine d'ouvriers, qui touchent pour une journée de onze heures de 2 fr. 50 à 3 fr. 50 et quelques spécialistes 4 francs. Il y a bien aussi une tuilerie exploitée par le maire, qui occupe une quinzaine d'ouvriers et qui chôme deux ou trois mois par an, entreprise sans avenir, étant donné l'éloignement de la matière première.

L'usine à gaz, eau et électricité occupe sept à huit ouvriers; elle donne le gaz à 0 fr. 40 le mètre cube. A noter aussi comme employant les chutes d'eau de l'Armançon, deux petites huileries (huile de navette et colza) et deux moulins à farine. Trois chutes d'eau (anciennes scieries et moulin) sont abandonnées : force perdue pour tout le monde.

Les journaliers, travaillant un peu partout, gagnent 3 fr. l'hiver et 3 fr. 50 l'été pour des journées de dix et onze heures.

Quelques-uns font le travail de la vigne par marchandage, au prix de 18 à 20 fr. l'*ouvrée* de 4 ares 28 centiares, non compris le traitement des maladies, s'il y a lieu. Les lavandières gagnent par jour 2 fr. 25 et un litre; les femmes de ménage, 0 fr. 25 de l'heure. Aucune organisation syndicale ni coopérative. Un logement (deux pièces et un cellier) se paye de 150 à 200 fr. par an; il y a aussi des logements d'une seule pièce avec cave et grenier, pour 7 fr. par mois.

Prix des vivres. — Le lait, excellent, coûte 0 fr. 20 le litre, livré à domicile; le pain, 0 fr. 35 le kilog.; le vin du pays 60 fr. les 228 litres, au litre 0 fr. 40; le bœuf 1 fr. 70 à 2 fr. le kilog., le veau 1 fr. 60 à 2 fr., le porc 1 fr. 40 à 1 fr. 60. Quant aux légumes, ils sont assez chers, mais il est facile de louer un lopin de terre.

Enseignement. — Le collège compte une centaine d'élèves, tant internes qu'externes, et dispense une bonne instruction. Il a comme concurrent sérieux les « chers frères » (on peut toujours les appeler ainsi, quoiqu'ils soient maintenant vêtus comme tout le monde), lesquels ont plus d'élèves encore que le collège; cela tient sans doute au prix inférieur de la pension et aussi à ce qu'ils sont patronnés par les gros bourgeois réactionnaires de la région; leurs fermiers et fournisseurs sont un peu forcés de leur confier leurs enfants. Il faut dire aussi que les Frères ont bien compris les besoins du pays : ils ont donné beaucoup d'importance à l'enseignement agricole; dans ce but, ils ont loué une ferme à proximité de la ville, et y conduisent souvent leurs élèves. Nous avons aussi les écoles laïques, une école maternelle depuis l'année dernière, et un couvent de filles que l'on pense voir bientôt disparaître, ou plutôt changer de nom.

Les journaux locaux sont au nombre de deux, paraissant trois fois par semaine : l'un est l'*Indépendant*, ainsi nommé parce qu'il ne l'est point, et est en réalité l'organe officiel et municipal; il y a quelques années, il fut l'adversaire acharné du député actuel, qui maintenant en est l'inspirateur; l'autre journal qui s'intitule *l'Avenir*, organe républicain libéral, est en réalité clérico-réactionnaire.

La municipalité est radicale, on pourrait presque dire qu'elle a son siège au café du Commerce, établissement qui est le centre politique de l'arrondissement.

Il n'y a qu'une église catholique; les protestants et les juifs étant en très petit nombre. Beaucoup de femmes pratiquent leur religion, mais parmi les hommes, trente en moyenne vont à la messe le dimanche.

Quoiqu'il y ait de farouches anticléricaux, tous les mariages sont religieux, tous les enfants sont baptisés et font leur première communion, — les exceptions sont très rares. On voit cependant quelques enterrements civils dont le nombre tend certainement à augmenter. Ce reste de religion se maintient surtout par le manque d'indépendance et la peur de l'opinion publique. Les commerçants surtout évitent avec soin de montrer leurs opinions politiques ou religieuses; il y a de nombreux châtelains aux environs de Semur et, dame! c'est une clientèle à considérer.

La campagne environnante est riche, on y fait tous les genres de culture, mais plus spécialement l'élevage. A cause de la raréfaction de la main-d'œuvre, les gros cultivateurs ont tendance à créer le plus possible des prairies naturelles qui en demandent moins. La cause de cette raréfaction est dans l'émigration vers la ville, après le service militaire, laquelle cause tient elle-même à l'insuffisance du salaire du travailleur agricole et à l'excès de travail exigé. Un bon domestique se paie de 400 à 500 francs, nourri et logé, le plus souvent à l'écurie dans des lits infects. Le fond de la nourriture est le porc salé. L'ambition d'un jeune paysan non propriétaire est de devenir facteur ou gendarme. Quel rêve!

La propriété est très morcelée, mais cependant il y a beaucoup de grosses fermes appartenant à de riches bourgeois et à la *noblesse* : les fermiers eux-mêmes sont plutôt des commerçants agricoles; ils sont presque continuellement en route pour visiter les marchés et acheter aux petits cultivateurs pour revendre ensuite. Ceux-là ne travaillent pas personnellement et l'un d'eux me disait qu'il gagnait ainsi davantage et pouvait exiger plus d'activité de ses ouvriers, que s'il prenait part à leurs travaux, car alors il lui faudrait faire l'entraîneur, ce dont il était incapable.

Les petits cultivateurs se plaignent beaucoup des impôts, du manque de main-d'œuvre. Beaucoup emploient des enfants d'ouvriers pour garder leur bétail : du 1er avril au 1er novembre, un de huit ans gagne ainsi de 40 à 50 francs. Je laisse à penser ce qu'est l'instruction *obligatoire* pour ces enfants, quand à douze ans ils quittent tout à fait l'école.

Les plus riches cultivateurs achètent des machines. Tous sont tellement défiants et privés de l'esprit d'association, qu'ils considèrent comme impossible de s'unir pour les achats, les assurances, etc. Ils peinent beaucoup et n'attendent d'adoucissement que des pouvoirs publics. Beaucoup sont aussi petits vignerons et seraient très atteints par la suppression du sucrage et du privilège des bouilleurs de cru. Presque tous font du vin de seconde cuvée ou vin de sucre, les uns parce qu'ils ont peu de vigne et veulent tirer tout le parti possible de leur raisin, pour ne pas acheter de vin; les autres, pour consommer eux-mêmes le vin de seconde cuvée et se faire quelques sous en vendant le bon. La consommation du vin est ici tout à fait excessive, tous croient que sans vin, ils ne pourraient pas travailler. Pendant les gros travaux, il n'est pas rare qu'un homme boive ses quatre litres par jour, les vignerons vont même quelquefois bien au-dessus. J'en connais ici qui rentrent souvent, le soir, absolument ivres, sans pourtant s'être arrêtés chez le mastroquet. Pour bien juger le moral des travailleurs d'ici, il faut malheureusement tenir compte de cette phrase qui a sa place dans presque toutes les conversations : « Payes-tu un verre? »

Ch. P.

(1) *Histoire générale de Semur*, par A. de Vaulabelle.

* *

MOUVEMENT OUVRIER

L'Etat est l'exploiteur-type, chacun sait cela, et si, dans certains bureaux, il y a des « embusqués » qui ne fichent pas grand chose, la grande masse de ceux qui peinent est généralement très peu payée, souvent pour un travail accablant.

Naturellement ces travailleurs ont songé à se grouper pour essayer de relever leur situation. Mais l'Etat, juge et partie, veille et prétend interdire à certaines catégories de ses salariés de se grouper comme bon leur semble.

Pour essayer de résister à cette prétention, pendant qu'il en est temps encore et avant qu'une nouvelle loi en préparation intervienne, les salariés de l'Etat se préparent à la résistance, au cas où cela serait nécessaire.

C'est du moins dans cet esprit que les délégués de seize associations ou syndicats de travailleurs de l'Etat se sont réunis dimanche dernier, à la Bourse du travail de Paris; 42 délégués, parmi lesquels je signalerai particulièrement ceux de la *Fédération nationale des instituteurs*, ont pris part à cette réunion préparatoire d'un plus vaste Congrès, et ont discuté l'ordre du jour suivant :

Extension du droit syndical à tous les travailleurs de l'Etat; le rapport Barthou; modifications demandées à la loi de 1884; concentration des organisations de tous les travailleurs de l'Etat; manifestation et meeting de protestation contre l'arbitraire gouvernemental et administratif; éventualité d'un mouvement général.

Le Congrès s'est unanimement rallié à l'application et à l'extension, à tous les salariés de l'Etat, fonctionnaires, employés et agents des divers services, de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels.

Dans un but d'agitation et pour forcer la main aux pouvoirs publics, 80 réunions auxquelles sont invités à participer tous les intéressés seront tenues aux quatre coins de la France.

Il faut croire qu'en haut lieu on redoute cette agitation, car dès lundi la question était discutée au Conseil des ministres.

J'aurai l'occasion de revenir sur cette question qui ne manque pas d'être compliquée et de soulever de nombreux problèmes, car quoi qu'en pensent certains, entre l'ouvrier libre de l'industrie privée et le fonctionnaire d'Etat, il ne manque pas de divergences d'intérêts qui méritent d'être envisagées, — ce qui n'exclue en rien, bien entendu, le droit pour les salariés de l'Etat de se grouper en syndicats, si bon leur semble.

❖ ❖

A signaler, pour bien montrer combien les travailleurs sont libres dans l'immeuble préfectoral de la rue du Château-d'Eau, que lorsque le mouchard qui fait fonction de régisseur apprit dimanche dernier qu'une salle abritait les congressistes, il fit prier les délégués de se retirer. Ce à quoi ceux-ci bien entendu se refusèrent.

Le lendemain, le Congrès dut continuer ses séances dans une salle de café des environs.

A signaler également l'exclusion du sieur Copigneaux qui devait assister à ce congrès comme délégué d'un groupe de travailleurs municipaux.

L'ex-collaborateur des journaux réactionnaires et du préfet de la Seine dans la campagne contre la Bourse du travail, complètement disqualifié est maintenant rejeté de partout.

Cette épuration était plus que nécessaire.

❖ ❖

Les 1.100 ouvriers des aciéries de Sambre-et-Meuse, à Jeumont, continuent la grève.

Une entrevue des délégués a eu lieu avec l'administration. Les grévistes demandaient une augmentation de 10 0/0.

La direction et le conseil d'administration acceptaient, en échelonnant sur quatre mois par portion d'un quart des ouvriers.

Les ouvriers ont refusé la proposition qui aurait créé entre eux différentes situations, et ils maintiennent leurs revendications.

J'ajoute que la grève s'étend à l'usine que cette société possède à Marchiennes, en Belgique, les ouvriers des deux usines se sentant solidaires les uns des autres.

A Paris, la grève des camionneurs est terminée. Les grévistes obtiennent quelques avantages non sans importance.

Toutefois, c'est une bien drôle d'idée d'avoir accepté comme arbitre dans ce différend le sieur Fontaine préposé aux fiches de l'Office dit du travail, et disqualifié depuis longtemps de ce fait dans les milieux ouvriers.

A Maromme, grève d'ouvriers métallurgistes. Ils réclament, entre autres choses, la substitution du travail à la journée au travail aux pièces; également le paiement double des heures supplémentaires.

Les ouvriers de la fabrique de papiers Matussière, à Modane (Haute-Savoie), se sont mis en grève à la suite du renvoi de deux ouvriers.

Ils ont parcouru, drapeau rouge en tête, les rues de la ville.

A Roizonne (Isère), les terrassiers en grève ayant obtenu l'augmentation de salaire réclamée ont repris le travail.

❖ ❖

Quelques camarades typographes, disposés à battre en brèche la dictature du Comité central du Livre, viennent de faire paraître dans ce but un petit organe qui a nom : *le Feuillet*.

Dévoiler les petites intrigues et les grosses combinaisons des dirigeants, « s'opposer aux doctrines des prêcheurs de calme, aux exhortations des satisfaits de la paix sociale », tel est le but que poursuivront les camarades qui se groupent autour du *Feuillet*.

M'est avis que les deux premiers numéros sont on ne peut plus intéressants. C'est ainsi que l'on peut y apprendre que si le tarif syndical pour les simples « bibis » du *Livre* est de 0 fr. 65 l'heure, soit 6 fr. 50 par jour, 39 francs par semaine, le *Colonel*, notre vieil ami Keufer, touche, lui, 105 francs par semaine. On n'est pas, mais pas du tout, pour « l'égalité » des salaires à la rue de Savoie. Un nouvel « employé » ne touchera, lui, que 65 francs par semaine.

Les camarades du *Feuillet*, qui prônent le système du travail en « commandite », pourraient peut-être entreprendre une campagne pour faire appliquer cette excellente commandite aux fonctionnaires de leur organisation centrale.

Je leur donne l'idée pour ce qu'elle vaut.

La tentative de ces camarades mérite d'être encouragée. Il n'en coûte du reste pas cher, car l'abonnement n'est que de 0 fr. 50 pour six mois.

Adresse : *Le Feuillet*, 15, rue Camille-Desmoulins, Paris.

Pendant que j'y suis, et quoique cela sorte un peu de mon cadre ordinaire, je signalerai aussi un nouveau journal syndicaliste : *la Voix du Peuple*, organe de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande. Comme son camarade de Paris, ce nouvel organe de défense prolétarienne combattra en faveur d'un mouvement ouvrier autonome, libre de toute attache politicienne. Les deux premiers numéros parus sont fort intéressants et nul doute que *la Voix du Peuple* de nos camarades de Suisse ne conquière bien vite une place importante dans la presse ouvrière.

Adresse : Pontaise, 16, Lausanne (Suisse).

Enfin, en Belgique, nos camarades font également paraître, à Gilly, un organe syndicaliste dont le titre, *l'Action directe*, est tout un programme, ce qui me dispense de l'annoncer plus longuement. Je demanderai seulement à nos camarades de *l'Action directe* qui en sont déjà à leur douzième numéro, ce qui permet plus facilement la critique, de restreindre un peu la publication de longs articles et de donner plus de *faits* sur la vie ouvrière en Belgique; le journal y gagnerait énormément, à mon humble avis.

L'Action directe paraît tous les quinze jours. Adresse : rue des Sept Actions, à Gilly (Hainaut), Belgique.

P. Delesalle.

❖ ❖

Couëron (Loire-Inférieure). — Les 700 ouvriers de la fonderie de plomb de Couëron se sont mis en grève le 17 janvier.

Ayant appris que le personnel dirigeant de la société avait reçu des étrennes plus élevées que les années précédentes (ce qui prouvait que la situation financière était florissante), ils décidèrent de soumettre à la direction, les revendications suivantes :

Augmentation de 0 fr. 50 par jour pour tous les ouvriers.

Augmentation du personnel dans tous les services.

Suppression du travail à la tâche.

Renvoi des retraités encore employés dans l'usine.

La société refuse d'accorder les augmentations réclamées, prétextant que cela lui est impossible (!) et elle a même fait afficher, pour les effrayer, qu'elle licencierait les ouvriers.

Mais les grévistes, encouragés par les camarades Blanchart et Gautier, des Bourses du travail de Nantes et Saint-Nazaire, sont bien décidés à soutenir la lutte.

Félixio.

ITALIE

Inquisition moderne. — Quatre camarades, quatre ouvriers de Rome, viennent d'assigner devant les tribunaux, des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire et autres personnes, pour fausses dénonciations, faux témoignages, machinations, etc., leur ayant causé des préjudices matériels et moraux pour lesquels ils réclament une indemnité qu'ils verseront au bénéfice de la presse libertaire.

C'est l'épilogue d'un drame qui s'est déroulé il y a quelques années et qui sert bien à caractériser la férocité des institutions sous lesquelles gémit encore le peuple italien. En 1897, on s'en souvient peut-être, un jeune ouvrier révolutionnaire, Acciarito, essayait de poignarder le roi Humbert, que les balles de Bresci ne devaient, plus tard, point manquer. Arrêté sur le fait, il fut condamné aux travaux forcés. De nombreuses arrestations d'anarchistes et même de socialistes furent opérées; mais Acciarito niait énergiquement avoir des complices et les autorités durent se borner, pour le moment, à sa seule condamnation.

Le régime pénitencier d'Italie est un des plus rigoureux; lorsque toutefois il s'agit d'un régicide, des ordres partent d'en haut, de la famille royale, et les geôliers savent trouver des raffinements tels dans son application, que le prisonnier devient bientôt un supplicié. On connaît le traitement infligé à Passanante, enfermé à l'île d'Elbe dans un étroit cachot situé au-dessous du niveau de la mer et dont l'exiguë fenêtre donnait sur un sombre couloir. De lourdes chaînes meurtrissaient ses membres en lui interdisant tout mouvement, et défense était faite à ses gardiens de lui adresser un seul mot. L'humidité infecte, l'immobilité et l'isolement absolu ne tardèrent pas à lui faire perdre la raison, et le malheureux, physiquement et moralement dégradé, traîne aujourd'hui encore sa misérable loque dans une maison de fous, en attendant que la mort vienne le délivrer de sa bestiale existence. Et le mystère ne plane-t-il pas toujours autour de la mort de Bresci, qui, quelque temps après sa condamnation, se serait « suicidé », en dépit de toutes les précautions dont sont entourés les condamnés de son genre? Il y a tout lieu de croire que ce « suicide » ressemble à ceux de Frezzi et Forno, tous deux assassinés en prison par les gardiens, et à celui encore récent de l'ouvrier républicain Consolini, arrêté arbitrairement pendant une manifestation pacifique, et trouvé mort le lendemain dans un cachot de la préfecture de police, trop évidemment à la suite des coups qu'il avait reçus des policiers.

Bref, quelque temps après la condamnation d'Acciarito, et conformément aux ordres venant de la cour royale, de hauts fonctionnaires furent chargés de monter de toutes pièces un procès pour instigation et complicité dans l'attentat contre nombre de ses meilleurs camarades. Ce qu'il fallait donc à tout prix, c'était d'obtenir une dénonciation de la part d'Acciarito. On confia la besogne au directeur d'une prison de Calabre, Angelelli, qui fut déplacé et envoyé tout exprès à la tête du pénitencier de Santo-Stefano où était enfermé le régicide. Il se mit aussitôt à l'œuvre en faisant placer dans une cellule à côté de celle de ce dernier, un condamné de droit commun, Petito, lequel, moyennant compensation, sut pénétrer dans la confiance d'Acciarito. Puis on remit à celui-ci des lettres de sa compagne, dans lesquelles, après lui avoir annoncé d'abord qu'elle était enceinte de lui, puis qu'elle était mère et se trouvait dans la misère la plus extrême, ne sachant ce qu'elle deviendrait avec son enfant, les camarades l'ayant tous abandonnée, elle terminait chaque fois par le supplier de renoncer à ses idées, de demander grâce, de dénoncer ses camarades afin d'obtenir la liberté et de pouvoir embrasser leur fils. Toutes ces lettres étaient fausses et la compagne d'Acciarito n'avait pas eu d'enfant de lui! Cependant, Petito procédait à façonner l'état d'âme d'Acciarito, à exaspérer chez lui le sentiment paternel dont il se sentait irrésistiblement emparé, à lui faire entrevoir la probabilité d'une grâce s'il dénonçait ses instigateurs ou ses complices. Le directeur Angelelli lui-même promenait des bébés devant la cellule d'Acciarito, afin que celui-ci pût les contempler, et Petito lui disait : « Tu vois! le tien doit avoir le même âge, il doit être comme lui... » et autres propos qui jetaient le désespoir dans l'âme du malheureux.

Tant fit, qu'Acciarito, fou d'angoisse, finit, dans une des fréquentes conversations échangées avec Petito, par prononcer les noms de quelques camarades, lesquels furent immédiatement arrêtés et

poursuivis pour complicité avec Acciarito. Mais lorsque les débats allaient commencer devant les assises de Rome, la façon par laquelle on avait obtenu la pseudo-dénonciation apparut tellement scandaleuse qu'on n'osa pas l'avouer et le procès fut ajourné à plus tard.

En 1905, les quatre camarades *détenus depuis un an* déjà, furent finalement traduits devant les jurés de Teramo. Là, Acciarito, qui paraissait comme témoin, s'éleva avec indignation contre ses tourmenteurs, en émouvant le public par le récit des souffrances morales qu'on lui avait fait si lâchement endurer pour l'amener à accuser des innocents! L'infamie de tous ces procédés a été si évidente qu'un verdict d'acquittement fut prononcé.

Des années se sont écoulées. Acciarito, dit-on, est devenu fou. Et voici qu'on apprend qu'Angelelli, l'ex-directeur de la prison de Santo-Stefano, est, lui aussi, interné comme fou, pendant que sa famille réclame pour lui la prime que le gouvernement lui avait promise pour l'exécution de cette abominable machination et qui ne lui a pas encore été versée! Et, pour établir publiquement ses droits, ses parents publient des lettres de Petito, ainsi que des hauts fonctionnaires pour le compte desquels Angelelli avait agi, lettres qui établissent d'une façon certaine ce monstrueux forfait et qui permettent à nos camarades Ceccarelli, Collabona, Diotallevi et Gudini de traîner devant *leurs* juges, pour les faire condamner par l'opinion publique, ceux qui n'ont point hésité à faire revivre, plus raffinés encore que jadis, les iniques procédés de l'Inquisition!

FRAM.

RUSSIE

Les journées de Moscou (*Suite*). — Ce jour-là, le 13/26 décembre, plusieurs maisons encore furent bombardées. A citer ce qui s'est produit dans une maison de la ruelle Spassky, maison où, en plus des appartements occupés par des particuliers, se trouvent une école dentaire et un atelier de couture. Le contremaître de l'atelier et quelques petites apprenties voulurent se sauver aussitôt la canonnade dans le quartier commencée. Dès qu'on les aperçut sortant de la maison, des coups de fusil et de revolver partirent dans leur direction; le contremaître et trois petites filles furent blessées, les autres eurent le temps de rentrer en courant dans la maison. La fusillade n'était pas exclusivement concentrée dans le quartier de Presnia, mais c'est là qu'elle fut la plus violente. Quelquefois on prenait la peine de prévenir les locataires que leurs maisons allaient être bombardées et qu'ils avaient à déménager; mais souvent cela ne les sauvegardait nullement, car une fois sortis, ils couraient le même risque d'être tués dehors par des coups de fusil. C'est le 13 décembre que fut bombardée la fabrique de meubles de Schmidt, de ce Schmidt qui fut arrêté trois jours après et, une fois l'insurrection écrasée, fusillé sans aucun jugement. Des rencontres entre la police et des groupes d'ouvriers eurent lieu dans différents points de la ville, des postes de police furent attaqués, plusieurs ouvriers et étudiants tués. Le lendemain, 14/27 décembre, mêmes scènes à peu près : des maisons bombardées et incendiées, des gens inoffensifs tués (ainsi 9 tailleurs, travaillant dans un atelier furent tués pendant le bombardement de la maison). La lutte semblait cependant aller en s'exaspérant des deux côtés : le nombre de tués et de blessés, révolutionnaires comme policiers, fut plus grand que les jours précédents. La liste des maisons attaquées et des rencontres sanglantes que nous donnent, pour ce jour, les journaux russes est longue; il est inutile de la reproduire. Le meurtre du chef de la police secrète, dont les journaux français ont parlé, date de ce jour également.

Le lendemain encore, bataille acharnée, mais les forces des révolutionnaires semblent s'épuiser. De nombreux camarades sont arrachés de leurs rangs — tués, blessés ou arrêtés (ce jour-là eurent lieu de nombreuses arrestations). Le comité révolutionnaire décide de cesser la défense des barricades. Des émissaires révolutionnaires vont trouver les concierges des maisons et leur disent de démolir les barricades; cet ordre est exécuté : les concierges reprennent ce qui, dans ces constructions, appartenait à leurs maisons respectives, le reste devient l'apanage des pauvres du quartier. Dans la plus grande partie de la ville, la vie semble rentrer dans son ornière habituelle, et seul le quartier de Presnia est encore un champ de bataille.

Là, ni ce jour, ni le lendemain, 17 décembre, l'insurrection ne put être écrasée. Dès le matin du 17, une forte canonnade y commença. Le régiment Semenovsky, qui venait d'arriver de Pétersbourg et le régiment Ladojski, de Varsovie, firent leur œuvre. On les accueillit par des coups de fusil et de revolver; quelques officiers et quelques soldats furent tués. Mais les troupes cernaient le quartier de tous les côtés, les canons envoyaient leurs boulets de partout.

Beaucoup de bâtiments furent ainsi incendiés, des usines, des maisons particulières, l'aquarium du Jardin zoologique. La panique s'empara des habitants, et pour cause : se sauvant de leurs maisons, ils étaient poursuivis et atteints par les balles dans les rues; les troupes tiraient sur tout groupe qui ne se dispersait pas assez rapidement. Ce fut, d'ailleurs, le dernier jour de combat. Le lendemain on ne se fusillait plus... Cependant, le quartier de Presnia restait cerné, et de tous les côtés on voyait des processions funèbres : on enterrait les victimes qu'on avait réussi à arracher aux mains de la police, qui volait et enlevait les cadavres avec la plus grande rapidité.

L'écrasement de l'insurrection de Moscou fut le signal d'une réaction générale. Arrestations par centaines et par milliers, état de siège dans presque toutes les provinces de la Russie, jugements sommaires, fusillades... Ceci, d'un côté; de l'autre, on fait semblant de s'occuper des élections et de préparer la réunion de la Douma — pour le mois d'avril ou le mois de juin, ou le mois d'octobre, ou un mois quelconque d'une des années quelconques à venir.

Et cependant ces élections, restreintes au possible, à trois et quatre degrés, en vue d'un semblant de parlement qui peut-être ne se réunira jamais, tentent nos social-démocrates qui, dans un congrès récent, viennent de décider d'y participer. Tant il est vrai qu'il est dans la nature même de la social-démocratie de prendre part à tout ce qui, de près ou de loin, ressemble à la conquête du pouvoir.

VARIÉTÉ

Claude Tillier

Suite (1)

Le 2 juin 1831, les élections étant prochaines, parait à Clamecy un petit journal libéral que Tillier rédige avec plusieurs amis. *L'Indépendant* ne vécut que treize semaines, mais dès le premier numéro, le virement des cœurs à l'égard de la monarchie nouvelle s'accusait. La pourpre du « brillant soleil de juillet » s'était, en moins d'un an, voilée d'une nuée qui allait s'obscurcir un peu plus chaque jour. L'illusion même n'était plus permise. Entre ce monarque trompeur et ce peuple déçu s'était creusé un abîme. Et au libéralisme des gens de gouvernement et de propriété s'opposait avec force un libéralisme radical, populaire, antiministériel, antibourgeois. La rupture de deux classes s'annonçait dans toute sa future violence. Claude Tillier resta au peuple.

C'est là, à l'*Indépendant*, que Tillier, modestement, fit ses débuts d'écrivain et de pamphlétaire. Déjà se dessinaient ses qualités essentielles : l'entrain, la belle humeur, le don de l'image colorée et, quand il fallait, les irritations brusques de la loyauté trahie. On ne s'affirme pas avec cette franchise, en province, sans s'attirer de grandes haines.

Aussi, les dix ans qui suivirent furent-ils pour lui pleins de déboires et de combats. L'*Indépendant* disparu, un autre eut désarmé; lui point. Il se posa hautement en adversaire déterminé de la bourgeoisie locale, leva contre Dupin, député de l'arrondissement, « l'étendard de la révolte ». Autour de lui, l'inimitié montait, montait sans trêve. Pauvre maître d'école de sous-préfecture, il eut à souffrir de « ces lâches et ignobles oppressions qui foulent toute position subalterne ». Il eut à se plaindre de « ce tas de supériorités factices qui sont jalouses des supériorités naturelles ». Ses pamphlets abondent en retours émouvants sur cette phase de son histoire, soit qu'il y défende, hardiment progressiste, l'enseignement simultané contre l'enseignement mutuel cher aux programmes du temps; soit qu'il y conte qu'il eut jusqu'à cent-vingt-un élèves « lesquels n'allaient pas trop mal, sauf qu'ils avaient les mains un peu crottées, ce que les docteurs du comité local me reprochaient toujours, M. Paillet surtout, qui aurait voulu que leur fisse porter le ventre en avant comme il le porte lui-même, et qui m'en voulait fort, parce que je ne partageais pas sa manière de voir à ce sujet »; soit qu'il y relate enfin, en une bonne page alerte, comme quoi ayant été nommé instituteur public par le conseil municipal, il fut contraint à se démettre de cette charge officielle, parce qu'il avait osé, lui chétif, s'attaquer au « roi de Clamecy », le député Dupin.

Entre la bourgeoisie et lui, les choses s'envenimèrent si bien que, le 21 mai 1835, il s'entendait condamner à huit jours de prison par la correctionnelle, pour outrages à un magistrat dans l'exercice de ses fonctions. Il avait été cité en conciliation devant le juge de paix du canton. L'affaire comptait à peine : une menue difficulté à résoudre. Mais le magistrat était ce M. Pailllet qui avait conduit, contre l'instituteur primaire, l'assaut des persécuteurs. Il est probable qu'il ne dissimula pas son animosité; il ne l'est pas moins que Tillier chez qui la langue était proche du cœur et qui détestait ledit Paillet, ne sut dire quatre mots sans lâcher d'insolence. Une chaude altercation s'ensuivit en plein prétoire, — d'où le délit d'outrages qui valut à son auteur d'être poursuivi et condamné.

Ce fut le dernier coup. Tillier fut désormais dans sa ville l'homme marqué de la prison, une manière de lépreux, d'excommunié. Certes la bourgeoisie était bien vengée. Tillier retomba à la pénible vie des instituteurs de son temps, à cet impur combat contre la famine où chez tant d'autres, toute fierté succombait : lui se raidit dans la sienne, humblement héroïque. Les rétributions scolaires étaient misérables et point toujours payées, et quand, vers 1840, « Jean Coste » se faisait trente-six sous par jour, il pouvait remercier le destin.

Ce qu'il faut retenir, c'est que Tillier n'abandonna point son école : il en fut abandonné. Il fallait vivre cependant, faire vivre la femme et les deux petits. Ces loisirs forcés, dus à la méchanceté des adversaires, il fallait les mettre à profit — contre les adversaires. Alors il s'improvisa pamphlétaire et journaliste, mais pamphlétaire de clocher, journaliste de terroir. Il ne voulut voir plus loin que son coin de terre : mais assez d'égoïsmes et d'hypocrisies, de ridicules et de mensonges s'y agitaient, pour que la besogne ne lui fût pas parcimonieusement mesurée. Nous sommes exactement en 1840. Justement vient de paraître, à Nevers, le premier numéro de l'*Association*, organe du « comité réformiste », c'est-à-dire d'une opposition avant tout légale et modérée. Presque aussitôt, en septembre et octobre, elle reproduit les deux premiers pamphlets de Tillier, fraîchement imprimés à Auxerre : *Un flotteur à la majorité du conseil municipal* et *Le flotteur Brèchedent à ses abonnés et à la garde nationale*. Puis le 19 octobre, on y lit pour la première fois cette annonce, en quatrième page :

« *Les Cousins*, par Claude Tillier, instituteur. Six pamphlets traitant de choses et de

(1) Voir les numéros 37 et 38.

personnes appartenant à l'arrondissement de Clamecy (1). »

C'est avec une vive attention qu'on avait accueilli, à Nevers, les premiers pamphlets de Tillier et, tout de suite, les chefs réformistes songèrent à s'attacher, pour une collaboration continue, l'homme qui parlait une telle langue. Il lui fut écrit dans ce sens et Tillier, qui était en train de composer une série de lettres sur le suffrage universel, consentit à les envoyer à l'*Association*.

Cette année 1840 est celle où les républicains posent franchement la question de la réforme électorale. Des banquets — les réunions publiques du temps — s'organisaient partout, suivis d'interminables discours; des pétitions circulaient, toutes noires de signatures. C'était toute une intense agitation populaire. Tillier, naturellement, avait pris feu. Le 10 janvier 1841, l'*Association* commença la publication de ses *Lettres au Système sur la réforme électorale*. La fortune en fut immédiate et considérable, et Tillier, un instant, put se croire célèbre. Son nom retentit jusque dans Paris, où le *National* reproduisit les quatre *Lettres* qui allaient encore se vendre en brochure, avec une préface de Timon, qui était alors un homme illustre.

Les *Lettres sur la réforme*, c'est une grande date dans la vie de Tillier. Il habite encore à Clamecy; peut-être même n'a-t-il pas tout à fait cessé d'enseigner, car il continue de signer: C. Tillier, instituteur. Mais son labeur d'homme de lettres, que seule arrêtera la mort, a commencé. Après les *Lettres*, loin de s'interrompre, sa collaboration à l'organe radical se fait plus assidue. Coup sur coup, il envoie à Nevers une chronique nivernaise (*Comment le capitaine eut peur*), des chroniques clamecycoises, un post-scriptum aux *Lettres sur la réforme*, un pamphlet aux pointes acérées: *A M. Dupin sur sa lettre concernant la communauté des Jault*, et les premiers articles d'une étude sur l'éducation publique.

Aussi, dans le courant de l'année 1841, les actionnaires de l'*Association* l'appelèrent-ils à Nevers pour en faire leur rédacteur en chef. Il occupa ce poste deux années durant (7 juin 1841-14 mai 1843), suffisant à toute la tâche d'une plume inépuisable, tour à tour polémiste — de quelle ardeur et de quelle crânerie! — poète, conteur et romancier, chroniqueur dramatique et littéraire, se donnant tout entier et, bien qu'il fût le soldat d'un parti, sachant se garder libre, incorruptiblement libre, et têtu, comme il avait été toujours:

> Ce que je vends, Monsieur, puisque vendre il y a, écrivit-il un jour, c'est ce qui appartient le plus légitimement à l'homme, c'est mon travail, ce sont mes veilles, et j'en fais bon poids, bonne mesure. Si je suis aux appointements de quelqu'un, je vous prie de croire que je ne suis sous la dépendance de personne...

Et c'était vrai. « Un article à ajourner, à modifier, témoigne B. Parent, quelques lignes, quelques phrases, un mot même à supprimer, il était intraitable. *Le mot concession n'était pas français pour lui*. Avec un auxiliaire aussi peu maniable, une entreprise de journal par actions... ne pouvait avoir de longue durée. Aussi les actionnaires se lassèrent de faire des concessions et de n'en obtenir aucune. *L'Association* tomba. »

Une fois de plus Claude Tillier vit donc son gagne-pain lui manquer. Il essaya de refaire un journal avec l'aide pécuniaire de ses amis, mais il ne put y réussir. Il comprit qu'il ne devait plus compter désormais sur les autres et malgré que la phtisie commençante lui défendît les longs espoirs, il se remit à faire du pamphlet.

Je pense que ce fut un bonheur pour Tillier que la chute de l'*Association*. Mieux que le journal, en effet, le pamphlet convenait à ce tempérament impétueux, âprement indisciplinable et si personnel! Le pamphlétaire ne relève que de lui-même, ne reçoit de mots d'ordre que de sa conscience; il n'est pas tenu aux contraintes ni aux gênes qui pèsent si lourdement sur le journaliste. Il est le franc-tireur du combat politique et se bat en volontaire, joyeusement, par besoin de se battre, et comme pour apaiser la fièvre de son sang.

Tillier entreprit donc, sous le titre: *De choses et d'autres*, une première série de 24 pamphlets, dont la publication se poursuivit sans interruption, du 7 juillet 1843 à la fin de juin de l'année suivante. Puis, tout aussitôt, le libraire en annonça une seconde série, de douze celle-là: *Pamphlets de C. Tillier*. Mais le pauvre écrivain, à bout de vie, ne put finir son œuvre. Le mal qui le minait s'était aggravé au cours de cette année 1844. Mais jusqu'à la fin, il travailla sans se plaindre, l'esprit clair et le cœur chaleureux, accueillant ses amis et leur disant adieu. C'était une âme romaine, un stoïcien des belles époques et l'on peut dire qu'il mourut à la tâche et debout.

Il s'éteignit le 12 octobre 1844, à Nevers. Saisi de délire à son heure dernière, il voyait des prêtres partout. Un peuple énorme et recueilli se pressa le lendemain à ses obsèques et au cimetière son ami Frebault prononça son apologie: « Il est mort pauvre, dit-il; son désintéressement, qui tenait du détachement raisonné du philosophe et de l'insouciance désordonnée de l'artiste, ne lui a jamais laissé trouver dans les admirables facultés dont l'avait doué la nature, une source de fortune ou même d'aisance. »

Telle fut donc cette vie dans sa forte simplicité. Vie de travail quotidien, de pain chèrement acheté et de joie, somme toute, assez rare... Vie tissée du lin des réalités médiocres, écoulée dans l'ombre lourde de froides petites villes, sans éclairs, sans mouvement, sans gloire. — Mais tout cela, c'est le fond même de la robuste originalité de Tillier...

Peu d'hommes ont pareillement connu l'inimitié, — de ces inimitiés de province, qui rampent implacables et sournoises, contre l'osé qui sort du rang, qui vit en marge, sans se courber sous la férule des mauvais préjugés, des mensonges promus vérités, des petites hypocrisies courantes, reconnues, admises, — contre celui dont la conscience droite ignore toutes défaillances et ne sait point capituler.

« J'aime mieux être en paix avec moi-même qu'avec autrui. » Elle est de lui, cette parole; mais le sentiment admirable qu'elle exprime devait dresser, contre son repos d'homme, la conspiration de la bourgeoisie et des autorités et lui tirer à la fin ce douloureux aveu: « Jamais je ne dirai de la société autant de mal qu'elle m'en a fait. »

Ce fut sans doute une âme noueuse, rugueuse et peu policée que ce Claude Tillier. Mais qu'on lui fasse justice: il eut des vertus sans tache, et les plus hautes. Son dévouement aux causes qu'il aimait ne le quitta pas une heure et confère à sa vie un éclat d'idéalisme exemplaire. Il avait des principes et les servit avec la plus entière abnégation de soi. Sa droiture, son désintéressement, sa probité ont été inflexibles. Jamais l'avidité de l'argent, l'appétit déshonorant des honneurs, la basse flagornerie aux puissances ne salirent ce cœur né pour la pauvreté obscure. C'est une des plus parfaites figures d'*honnête homme* qu'on sache que le fils et le frère des serruriers de Clamecy.

AMÉDÉE DUNOIS.

(*A suivre.*)

(1) Les deux pamphlets mentionnés furent tout ce que Tillier écrivit des *Cousins*, dont les *Guêpes*, de Karr, durent inspirer le titre. Il en abandonna le projet — faute d'abonnés, peut-on croire — pour écrire ses *Lettres sur la réforme* que publia l'*Association*.

BIBLIOGRAPHIE

As Victimas (traduction de *Catherine s'en va!*), de F. Boutel, à « Novos Horizontes », 15, rua da Vinha, Lisboa.

A Vindication of natural society, de Ed. Burke; brochure, 6 pence, chez A.-C. Fifield, 44, Fleet street, Londres, S. C.

Memoiren von J. Most, à « Freiheit », New-York.

L'Homme et la Terre, par E. Reclus, séries 7 et 8, 2 fr. 50 la série. Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

Qualcuno guasto la festa, Marsolleau, Biblioteca del « Grido della Folla », Milano.

Et vous riez, par André Spire; « Cahiers de la Quinzaine » 8, rue de la Sorbonne.

Histoire de l'affaire Dreyfus (Rennes), tome V, par J. Reinach; 1 vol., 7 fr., Librairie Fasquelle.

Historia de mi vida, por Luisa Michel, nº 1, broch. tip., « La Union », F. Fontecha, 4, Cadiz.

Correspondances et Communications

SAINT-JUNIEN. — Les camarades de la **Jeunesse Syndicale** qui sont détenteurs de livres, sont priés de les rapporter à la prochaine réunion qui aura lieu jeudi.

CONVOCATIONS

Syndicat des Locataires de la Seine. — Réunion de la section au siège, 4, passage Davy (18e arr.), salle de l'*Aube Sociale*, le jeudi 1er février, à 8 h. 1/2.

Causerie: Le but et les moyens du Syndicat.

Causeries populaires des Ve et XIIIe, 37, rue Croulebarbe. — Samedi 30 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par le camarade Libertad sur le travail anti-social.

Jeudi 4 février: L'hypnotisme-magnétisme et la suggestion, par le camarade Lagorce.

Un groupe est en formation dans le VIe, que les camarades que cette propagande intéresse viennent discuter le samedi 27 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, café Brunier, 16, rue des Grands-Augustins.

L'Aube Sociale, 4, passage Davy (18e arr.):

Mercredi 24 janvier. — Dr Quéry: La prophylaxie de la syphilis.

Vendredi 26. — G. Etienne: La situation faite aux enfants des travailleurs.

Mercredi 31. — Rousselet: Des recettes pratiques et usuelles.

Samedi 3 février. — Soirée mensuelle. Dr Poirrier: La recherche de la paternité. Entrée, 0 fr. 25.

Association internationale antimilitariste (section du 20e). — Réunion le lundi 29 janvier, à 9 heures du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites.

Ordre du jour: Lecture du procès-verbal; Lecture de la correspondance; Cotisations et adhésions; Organisation de réunions.

La Fraternelle, 45, rue de Saintonge:

Vendredi 26 janvier. — M. Arbos: Découverte et conquête de la Terre: la découverte de l'Asie (avec projections, par un camarade).

Dimanche 28. — Soirée artistique et littéraire suivie de sauterie (il y aura un programme spécial). Vestiaire obligatoire: 0 fr. 25.

Mercredi 31. — M. le Dr Poirrier: Anatomie, physiologie et hygiène. — *La Vie*, en 5 actes et 1 prologue. Prologue: *L'Antichambre de la Vie* (avec projections).

Tous les lundis, à 8 h. 1/2, cours d'Espéranto, par M. Blangarin.

Tous les jeudis matin, de 10 h. 1/2 à midi, Cours de piano, solfège, mandoline, dirigé par Mme Lebrun-Lagravier.

La Semaille, 21, rue Boyer (20e arr.):

Vendredi 26 janvier. — Mme Madeleine Vernet: L'éducation rationnelle de l'enfant du peuple.

Mardi 30. — Dr Ph. Poirrier: Les frontières de la maladie, d'après le Dr Héricourt.

× Plaine Saint-Denis. — Dimanche 28, à 2 h. 1/2 précises, conférence à la salle Tabart, 228, avenue de Paris (angle de la rue du Landy), par Girault. Sujet traité : Vers la Cité future.

× Lyon. — **Causeries populaires.** — Soirée familiale dimanche 28 janvier, à 8 heures du soir, salle Chamarande, rue Paul Bert, 26. Causerie par un camarade : Qu'est-ce que l'individualisme ?

× Marseille. — **A. I. A.** (St-Louis). — Samedi 27 janvier, à 9 heures du soir, grande conférence publique et contradictoire au café Sault (salle du 1er étage). Sujet traité : Guerre à la guerre. Orateurs inscrits : Jean Marestan, A. Berrier, Charpentier et Charles Mochet, condamné par la cour d'assises d'Aix.

Entrée libre.

Avis. — Les camarades de la section sont prévenus qu'ils pourront se voir tous les dimanches, à partir de 4 heures, au café Sault.

× **Les Précurseurs**, groupe d'action et d'éducation sociales, par la parole, par l'écrit, la brochure et le théâtre. — Dimanche, 28 janvier, à 3 heures de l'après-midi, réunion d'organisation au bar de l'Union, Plaine Saint-Michel, n° 63. Les camarades sont priés de s'y rendre.

× Montpellier. — **Groupe d'Etudes Sociales.** — Samedi 27 janvier, à 8 h. 1/2, au siège du groupe, 7, rue Rambaud, causerie par un camarade : « La Philosophie de Guyau et l'idéal anarchiste ».

× Roubaix. — Dimanche 28 janvier, à 6 heures précises du soir, salle du Palais du Travail, réunion de tous les antimilitaristes pour le lancement d'un manifeste, et lecture des copies.

Nous estimons que, vu la condamnation des 26 camarades, il faut répondre à cette injustice en disant bien haut, que nous aussi nous approuvons l'affiche et que nous réclamons notre part.

A bas les armées ! A bas les patries !

Pour le groupe :
Prudent Potteau, 8, rue du Pile, Roubaix.

Notre prochain dessin sera signé : Delannoy.

BROCHURES A DISTRIBUER

La femme esclave est épuisée. Il ne nous reste que : *La Grève des électeurs*, de Mirbeau. — *Si j'avais à parler aux électeurs*, de J. Grave. — *A mon frère le paysan*, de Reclus. — *Aux femmes*, de Gohier. 1 franc le cent, port en plus (0 fr. 60 par la poste).

A NOS LECTEURS

Tous ceux qui ont des enfants savent combien il est difficile de leur trouver des livres de lecture ne contenant pas d'idées fausses, préconçues, des axiomes de morale stupide ou asservissante.

C'est pour répondre à ce besoin que j'ai essayé de lancer le Coin des enfants, *où nous avons rassemblé ce que nous avons pu trouver de mieux dans la littérature de divers pays, pouvant amuser, instruire et faire réfléchir les petits lecteurs.*

Le volume de l'année dernière (1re série) contient entre autres parmi les meilleurs contes d'Andersen : L'Ombre, Les nouveaux habits de l'empereur, Le Vilain canard ; Les Cygnes, *de Beata ;* Frédéric et Catherine, *de Grimm ;* La Touche d'or, Le Paradis des enfants, *de Hawthorne, avec nombreuses illustrations de M. H. T.*

Le volume de cette année (2e série) contient : Leçon de roi, *de W. Morris ;* Le petit chemin, *de notre collaborateur Michel Petit ; trois contes tirés des* Légendes de l'Alhambra, *de Irving, et l'humoristique* Congrès de philanthropes, *de Beata, avec illustrations de Delannoy, Delaw, Hermann-Paul, Hénault, Iribe, Kupka, M. H. T., Naudin et Willaume.*

Ce sont des lectures amusantes pour des enfants de 9 à 15 ans, et dans lesquels les grands peuvent trouver également avantage et distraction.

J'insiste auprès de nos lecteurs pour leur recommander ces volumes dont la publication sera continuée si on nous aide à placer ceux déjà parus. Chaque volume 3 francs ; 2 fr. 50, chacun pour ceux qui prendront les deux.

Cette année, j'avais baissé le prix, espérant retrouver l'équivalent dans l'augmentation de souscripteurs. J'en ai trouvé 300 de moins, et je vais avoir l'imprimeur à payer.

Que ceux qui croient qu'il y a de la besogne à faire en ce sens, nous aident à les faire connaître.

EN VENTE AU JOURNAL

Dernières lithos parues.

La Libératrice, de Steinlen ;
Le Missionnaire, Willaume ;
Aux petits des oiseaux, Willette ;
Les Errants (réimpression), de Rysselberghe.

Par la poste. . . . . 1 fr. 40
Edition d'amateur. . . . . 3 » 50

Demander le catalogue.

Notre prochain Supplément sera consacré à

l'ÉDUCATION

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross.	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff.	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel.	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier.	» 15
L'Humanisphère, par Dejacque	1.20
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume.	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agard.	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault.	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyon, couv. de Daumont.	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac.	» 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce.	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy	» 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard	» 15
L'Anarchie, par Malatesta	» 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier.	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck	» 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
Au Café, par Malatesta.	» 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
L'Anarchie, par Girard	» 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin.	» 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannet	» 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi	» 15
La Mano-Negra et l'opinion française, couv. de Hénault	» 10
La Mano-Negra, 8 dessins de Hermann Paul.	» 40
Documents socialistes, Dal.	» 40
Chansonnier révolutionnaire.	» 35
Militarisme, Fischer.	» 35
Le Rôle de la femme, Fischer.	» 35
Entretien d'un Philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couverture de Grandjouan.	» 15
La Guerre, Mirbeau	» 35
Un Procès en Russie, Tolstoï.	» 35

NOS LITHOS

Voici ce qui nous reste au prix d'édition :

Epouvantails, par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne** par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1** fr. **25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1** fr. **40** ; édition d'amateur : **3** fr. **50**.

Nous avons, en dehors de la série :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture..., lithographie de Willette, **1** fr. **40**, **2** fr. **25** et **5** francs. — Réduction des **Errants**, de Rysselberghe, **1** fr. **40** et **3** fr. **25**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

Il nous reste un petit nombre :

L'Homme mourant, L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah ! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin.

Nous les mettons à **2** francs.

L'édition d'amateur des deux premières est épuisée. Les autres **5** fr. **50** franco.

Et, en nombre tout à fait restreint, 4 ou 5 de chaque, au plus :

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore**, par Willaume.

Elles sont en vente au prix de **3** francs.

L'édition d'amateur sur chine, **5** fr. **50** franco.

Nous avons également en lithographie de couleurs : pour frontispice au supplément celui du 1er volume par Willaume (épuisé), **5** francs ; celui du 2e volume par Pissarro, **2** francs ; celui du 3e volume par Luce, **2** francs ; celui du 4e volume par Lebasque. **2** francs.

Edition d'amateur, sur chine, **3** fr. **50** (peuvent s'encadrer).

Petite Correspondance

G. F., à Bléré. — Je ne connais aucun livre pouvant procurer des connaissances pratiques sur l'hygiène et la médecine aux personnes qui ignorent l'anatomie et la physiologie, et je crois qu'un tel livre n'existe pas et n'existera jamais.

Les brochures de Drysdale ont uniquement pour but d'apprendre aux gens qui les ignorent les procédés à employer pour ne pas procréer — moyen suffisant pour résoudre la question sociale, d'après les adeptes de la « régénération ». — Dr . D.

J. P., à St-Paul. — Tout a été reçu.

L'Insurgé, Liège. — Pouvez-vous me réexpédier les numéros 44 et 49 à 51 qui me manquent ?

R. G., du Groupe de propagande par écrit. — C'est certainement vrai, mais bien spécial. La place nous manque.

A. G. — 7 fr. 05.

A. P. — Je vous rendrai réponse la semaine prochaine pour le dessin.

T. S., à Aumontzey. — Oui, le numéro avait été expédié. Je l'envoie à nouveau.

Reçu pour les familles des détenus : A. et P. Atchison, 8 fr.

Reçu pour le journal : F., au Mans, 5 fr. — A. et P. Atchison, 1 fr. — Anonyme, 0 fr. 60. — A. R., à St-Supicien, 2 fr. — T., à Paris, 2 fr. — Merci à tous.

P., à Arcueil. — T., à Paris. — J. C., à St-Junien. — M., à Longefoy. — L., à Noyant. — C., à St-Davids. — B., à Budapest. — J. P., à St-Paul. — F., à Peroujarnac. — T., à Foudenouille. — M., à Nîmes. — G., à Melun. — R., à St-Junien. — M., à Dorignies. — B., à Roanne. — T. L., à Verviers. — S. J., à Budapest. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7.

11e Année. — N° 40. 3 Février 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50
LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca Paris-Ve

Voir au supplément le dessin de Delannoy.

SOMMAIRE

A NOS CAMARADES

Avec ce numéro, disparait le dernier billet de cent francs des mille francs du camarade de l'Argentine. Nous avons pu assurer le supplément pendant dix numéros, c'est donc 100 francs de déficit par numéro que nous avons. C'est 2.000 exemplaires de vente en plus qu'il faudrait trouver.

Nous livrons encore une fois ces chiffres à la méditation des camarades qui pensent que la propagande des Temps Nouveaux *est utile.*

Le 22 Janvier (nouveau style)

En vérité, c'est un excellent « cahier » que *le 22 janvier nouveau style*, d'Etienne Avenard. C'est un cahier tel que nous voudrions que Péguy en produisît plus souvent. Je ne désire pas désobliger Péguy, mais je puis bien constater en passant combien ses anciens cahiers étaient préférables aux nouveaux. *Ce 22 janvier (nouveau style)* s'égale aux meilleurs cahiers d'autrefois, de ce bon temps où Péguy n'était pas un important éditeur, un notable commerçant, et moins encore, hélas ! un enflammé patriote.

Le 22 janvier... En historien véritable, soucieux des faits et de la psychologie des faits, Avenard la ressuscite, cette horrible et tragique journée, à laquelle le nom de Gapone s'attache indissolublement. Avenard était arrivé à Pétersbourg dès le mois de décembre. Il était venu suivre, pour un journal de France, les événements qui depuis que la bombe de Sazonoff avait éventré l'abominable Plehve, se précipitaient en Russie. Le débonnaire Sviatopolk-Mirski était au ministère et le pays des tsars, pour la première fois depuis un quart de siècle, respirait, écrivait et parlait. Ce moment avait quelque chose de trouble et de délicieux. — « C'est le printemps », répétait-on partout, et beaucoup de gens, grisés, se prenaient à rêver tout haut d'une révolution russe se déroulant pacifiquement comme une idylle, avec le tsar pour berger.

Le mouvement libéral constitutionnel semblait vouloir ouvrir le branle. La première assemblée des présidents et représentants de zemstvos, à Pétersbourg, venait de publier ses résolutions mémorables. Une campagne de banquets, comme nous en avons vu une en France à la veille de Quarante-huit, se poursuivait par tout l'Empire : banquets d'écrivains, d'avocats, d'ingénieurs, où l'on discourait certes bien plus que l'on n'y mangeait.

On vivait à Pétersbourg et à Moscou dans une émotion continue, et l'on oubliait tout, hormis la politique. L'attente de la Constitution que le tsar, averti par l'honnête Mirski, ne pouvait manquer d'octroyer à son peuple comme gage de réconciliation et de nouvelle alliance, surexcitait les esprits.

Le tsar pourtant, invisible à Tsarkoïe-Sélo, où il vivait entouré de ses grands-ducs, le tsar se taisait, énigmatiquement. Que d'interprétations, presque toujours joyeuses, ne donnait-on pas de ce silence ! Un jour enfin, le maître parla : ce fut pour déclarer « impertinente et sans tact » une démarche du zemstvo de Tchernigov. Puis quelques jours après, il édicta l'oukase tant attendu. L'oukase ne contenait que des mots creux et vides, les banales promesses dont le tsarisme berçait depuis des années son peuple-enfant.

On en fut stupéfait, consterné, irrité. Puis, dans les cercles du libéralisme, on se reprit à attendre et à espérer. L'âme russe a de merveilleuses, d'inépuisables réserves de patience et d'espoir. La nouvelle de la chute de Port-Arthur, en ramenant l'attention sur la guerre, ne produisit pas, au gouvernement, la démoralisation et le désarroi qu'on avait dès longtemps escomptés dans le parti constitutionnel.

Les jours coulaient, ternes et flasques. Des bruits optimistes couraient sans cesse, inévitablement démentis par l'événement. Cela eût pu durer longtemps, cela eût pu durer toujours — lorsque dans le courant de janvier, aux fonderies d'acier de Poutilov, une grève de douze mille ouvriers éclata soudainement. Le lendemain une autre grève, puis une autre, puis une autre encore. Le 21 janvier 1905, cent mille hommes étaient debout dans Pétersbourg.

Alors la face des choses changea, et du coup la Constitution fut oubliée. Le mouvement libéral constitutionnel, le pâle et prudent réformisme de la bourgeoisie « cultivée » fut emporté comme un fétu par la tourmente.

Que réclamaient les ouvriers ? Le suffrage universel « égal, direct et secret » ? La liberté de la conscience, de la parole et de la presse ? L'égalité devant la loi ?... On ne savait. Mais ce qu'il n'était pas possible de ne pas reconnaître, c'est qu'avec le soulèvement ouvrier, une force nouvelle, une force magnifique et puissante, venait d'apparaître en Russie et que les destinées de la révolution allaient relever désormais, non plus de la bourgeoisie « éclairée », non plus même d'une *intelligentsia* clairsemée chez qui le talent ne pouvait suppléer au nombre, — mais du peuple lui-même, du *prolétariat en haillons* auquel jusqu'ici presque personne n'avait pensé.

On sait ce qui se passa le 22 janvier. Ce jour-là, qui était un dimanche, à l'exhortation du pope Gapone, ancien aumonier des prisons gagné à la cause du peuple, des milliers d'hommes et de femmes, ayant avec eux « leurs enfants et leurs vieux parents invalides » quittèrent dès le matin les faubourgs pour se rendre sous les fenêtres du palais d'hiver. Le peuple avait en tête un grand projet. Il voulait remettre à son tsar une pétition, à côté de laquelle les résolutions « impertinentes et sans tact » des banquets constitutionnalistes et des zemstvos eux-mêmes, n'étaient que balbutiements d'enfants.

« Nous sommes venus vers toi, Sire, disait le peuple, chercher la justice et la protection. Nous sommes tombés dans la misère : on nous opprime, on nous charge d'un travail écrasant, on nous insulte, on ne reconnaît pas en nous des hommes, on nous traite comme des esclaves qui doivent supporter patiemment leur amer et triste sort et se taire !

« Et nous l'avons supporté. Mais on nous

pousse de plus en plus dans l'abîme de la misère, de l'absence du droit, de l'ignorance; le despotisme et l'arbitraire nous écrasent et nous étouffons. Nous sommes à bout de forces, Sire! La limite de la patience est dépassée. Nous sommes arrivés à ce moment terrible, où mieux vaut la mort que la prolongation de souffrances insupportables... »

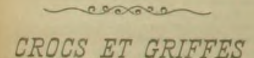
Le tsar, auquel Gapone avait écrit la veille, se garda bien de paraître au Palais d'Hiver, mais il envoya des régiments fidèles et, dans Pétersbourg mué en abattoir, ce fut jusqu'à la nuit une boucherie épouvantable de prolétaires. Les cosaques à cheval se ruèrent au galop sur la foule confiante et désarmée, cependant que de braves fantassins la fusillaient à bout portant. On trouvera dans Avenard le récit de ce crime inexpiable, dont l'impression d'horreur et de colère, demeure aussi profonde en nous qu'au premier lendemain.

Une année s'est écoulée depuis l'assassinat. Le tsar et le tsarisme sont toujours debout, mais leur existence est précaire et quoi qu'ils fassent, leurs jours sont comptés. La bombe d'Ivan Kalaieff qui mit le grand duc Serge en capilotade, a signifié aux bourreaux qu'ils n'eussent à attendre aucune pitié!

En ouvrant à la révolution les portes de la Russie, le 22 janvier a inauguré une nouvelle ère. Depuis un an, le peuple russe travaille, souffre et meurt « pour la liberté du monde ». Oui, contre les peuples ignorants et asservis, les gouvernements sont étroitement unis et les coups que reçoit l'un d'entre eux sont profondément ressentis par tous les autres. C'est dans ce sens que l'on peut dire que la révolution russe, comme autrefois la révolution française, est un phénomène européen.

Mais il ne faudrait pas croire la révolution russe appelée miraculeusement à transformer le monde. Eh bien non! Il n'y a plus que la lourde social-démocratie allemande pour s'imaginer qu'une révolution peut s'accomplir toute seule, sans révolutionnaires. Rien ne se fait par la fatalité, rien ne se fait sans personnel effort. Notre libération à nous, peuples de l'Occident, sera notre œuvre, ou nous ne serons jamais libres. Ne comptons pas surtout sur la force d'expansion de la révolte russe pour ruiner définitivement en Europe le principe d'autorité. Comptons sur nous, rien que sur nous. Et la seule aide efficace que nous puissions apporter à ceux qui ont allumé l'incendie où sombrera l'empire des tsars, c'est de nous efforcer à propager chez nous l'incendie. Nous travaillerons ainsi à la fois pour eux et pour nous.

AMÉDÉE DUNOIS.



CROCS ET GRIFFES

La relégation " humanitaire ".

J'extrais du « Bulletin des Lois et Décrets » (année 1894) — je m'égare parfois, comme on voit, en de bien étranges lectures — le passage suivant dont la brutalité cynique est singulièrement suggestive. C'est un « honorable » magistrat qui parle :

« La relégation, *dit-il* n'est pas l'exclusion pure et simple. *Elle implique privation de la liberté*, et, souvent, la destruction lente par l'action du milieu où elle est subie. » (*page 272, note.*)

Ainsi, l'avertissement est clair pour nous tous qui, en notre qualité de citoyens (par force) de la République troisième, sommes condamnables et relégables à merci.

On pourrait croire que dans l'esprit du législateur, la relégation doit simplement consister dans le fait d'éliminer d'un milieu donné un individu jugé dangereux, et de le transporter dans un autre milieu où il pourra se refaire une autre vie, mener tout au moins une existence acceptable. Ainsi comprise, c'est une sorte d'ostracisme modernisé.

Eh bien non! La relégation, c'est la suppression lâche et sournoise du condamné, destiné à mourir lentement de privations et de fièvre dans les marais pestilentiels de la Guyane. C'est le dépérissement progressif, l'agonie lente dans les affres du désespoir et de la douleur. C'est la « guillotine sèche » dans toute son horreur.

L'aveu de notre jugeur est précieux aussi, en ce qu'il jette une lumière crue sur la mentalité des magistrats professionnels.

« Je ne sais, disait à peu près Joseph de Maistre, ce qui se passe dans le cerveau d'un scélérat, mais je sais ce qui se passe dans le cerveau d'un honnête homme : et c'est tout simplement affreux ! »

Je paraphraserai la parole célèbre du fougueux pamphlétaire et à mon tour je dirai : « Je ne sais point, moi, quelles sont les pensées, les désirs, les visions qui assiègent l'âme de ceux que l'hérédité, la misère, l'influence du milieu poussent au crime, mais la lecture du commentaire cité plus haut, de ces lignes d'où paraît sortir l'odeur du sang que versa sans doute celui qui les écrivit, me donne comme l'intuition de ce qu'une âme de magistrat peut renfermer de basse lâcheté, de cynisme monstrueux et inconscient. »

Et l'on ne sait si elle est encore plus répugnante que révoltante la mentalité sournoise de ces pourvoyeurs de bagne, qui, semblables à la hyène mangeuse de cadavres, vont en rampant laper le sang encore chaud des victimes égorgées.

❖ ❖

Le capitaine avoue...

Ce n'est point sans quelque étonnement que je trouve les lignes suivantes d'un de nos brav'capitaines, d'une de nos gloires de demain, qui écrit sans sourciller (Revue *du 15 déc. 1905*) :

« Ces réfractaires — *il s'agit des gas qui, lors des boucheries napoléoniennes, s'insoumettaient, peu soucieux de se faire casser les os pour le compte du Petit Caporal* — ces réfractaires, par haine du service militaire, par horreur de la servitude... »

Ne sommes-nous pas en droit de conclure, en bonne logique, que ces deux termes : armée et servitude s'équivalent, que par conséquent l'armée est bien l'école de la servitude, le mauvais lieu où se continue l'apprentissage de l'esclavage et de la bassesse, et que cet uniforme que l'on qualifie de glorieux n'est que l'infâme livrée de la domesticité.

Et, à ce sujet, nous pouvons invoquer une fois de plus l'aveu d'un de nos adversaires, citer le témoignage de quelqu'un qui s'y connaît, qui est payé pour le savoir, lui, le capitaine, le triple galonné!

MARIUS RIQUIER.

Notre prochain dessin sera signé : HERMANN-PAUL.

Simplistes

(*Suite*) (1).

Il y a des gens qui, possédant le capital, seule force dans l'état social actuel, sont, de ce fait, les maîtres de tout. Le pouvoir politique n'est que l'humble serviteur du pouvoir économique; c'est ce dernier qui, tampon entre les spoliateurs et les spoliés, a résolu ce problème d'amener les spoliés à se faire les défenseurs de leurs propres spoliateurs.

Ces maîtres se croient au-dessus de la multitude : il sont fermement convaincus que leurs privilèges ne sont qu'une faible récompense de leurs mérites; loin de vouloir se les laisser rogner par leurs serfs, ils veulent encore les étendre, ne voyant dans les réclamations des spoliés que la manifestation de l'envie, de la paresse, qu'un vol à leur préjudice.

Il y a, d'autre part, des spoliés qui, eux, ne veulent plus l'être; qui se demandent pourquoi ils crèvent de faim au milieu de l'abondance qu'ils ont produite, pourquoi ils n'ont aucune part à cette richesse intellectuelle, si précieuse qu'on les engage à modérer leurs réclamations, de peur de la compromettre, et qui en ont assez de souffrir.

Et au lieu, ce qui serait juste, de demander aux premiers de bien vouloir accorder quelques concessions afin de ne pas tout perdre, de renoncer, de bon gré, à une faible part de leur superflu en faveur de ceux qui sont dénués de tout, c'est à ceux qui sont privés de tout que l'on vient demander de renoncer à la totalité de leurs réclamations, c'est à ceux qui crèvent de l'état présent que l'on demande de ne pas le bouleverser de peur de déranger ceux qui en vivent.

N'est-ce pas là le comble du simplisme? Et le pis, c'est que ce raisonnement est encore pris au sérieux par les exploités.

* *

L'émancipation du prolétariat, un changement notable dans sa situation économique, ne seront réalisés que du jour où le salariat étant aboli, il pourra se soustraire à l'exploitation du capital.

C'est cela qu'il faut faire comprendre aux travailleurs, on ne saurait trop le répéter. Et on ne fait que masquer cette vérité, en leur faisant espérer des changements notables sans s'attaquer au régime de la propriété, sans toucher au salariat.

Toutes les réformes parlementaires ne sont que des amusettes pour les dévoyer du vrai chemin. Aucun parlement n'osera réaliser la seule, la vraie réforme qui puisse créer un ordre social nouveau : la remise des moyens de production entre les mains des travailleurs; car un parlement, n'est que l'expression très atténuée de la pensée moyenne de la population, et on sait que les changements sociaux ne peuvent être le fait que de minorités agissantes, en avance sur la moyenne.

C'est simplifier le travail, abréger la période transitoire, que d'amener les individus à ne plus poser leur confiance en un Parlement-Providence, d'attendre de la bonne volonté, de ceux qui seront les derniers à accepter un changement social. Faire comprendre aux intéressés qu'ils n'obtiendront que les réformes qu'ils sauront imposer par leur action, est la seule voie ouverte à ceux qui veulent franchement voir disparaître l'exploitation de l'homme par l'homme. Tandis que le raisonnement tenu par les conciliateurs ne contribue qu'à jeter la confusion dans les esprits.

(1) Voir le numéro 39.

Ils reconnaissent que la situation des travailleurs est intolérable, que ceux-ci ont droit aux richesses qu'ils créent, mais, ajoutent-ils aussitôt, « qu'ils se gardent d'aller trop vite et de demander trop. Il y a trop d'intérêts qu'il ne faut pas effrayer : Que l'on se contente d'améliorations successives ».

C'est tourner toujours dans le même cercle vicieux. Ceux que l'on a tant crainte d'effrayer ne sont pas plus bêtes que d'autres. Ils savent que ce sont leurs privilèges qui sont visés. S'ils laissent passer une réforme, c'est qu'elle ne les atteint qu'en apparence; celles qui auraient pour effet d'amoindrir réellement leur capacité d'exploitation seront étranglées au passage.

* *

On a déjà voté des lois ouvrières. Et malgré qu'aucune ne se soit réellement attaquée au capital, cela n'empêche pas de les éluder à cause des petits désagréments qu'elles apportent aux capitalistes; et lorsqu'elles sont appliquées, c'est que les travailleurs ont dû l'imposer par la grève, sans que leur situation en soit en rien changée.

Par le fait de l'existence du salariat et d'une valeur d'échange, le coût de la vie doit hausser avec la hausse des salaires, et l'ouvrier rester toujours dans l'impossibilité de trouver à satisfaire ses besoins de développement intégral. Il doit rester la bête à produire, à laquelle on rationne même ce qui doit servir à satisfaire les besoins primordiaux : manger, se reposer et se reproduire. Et nous retombons toujours à cette conclusion : Pour que le travailleur puisse arriver à réaliser une amélioration notable à son existence, il faut abolir l'exploitation de l'homme par l'homme; il faut que chacun puisse, en la société, trouver à sa libre disposition les moyens de production qu'il peut, par son propre travail, mettre en œuvre. C'est cet idéal qu'il ne doit jamais perdre de vue, c'est l'étalon social qui doit l'éclairer sur la valeur des réformes immédiates. Et voilà comment un but, même éloigné, est indispensable même pour les réalisations immédiates.

* *

Seulement, cette façon de concevoir les choses, évidemment, entraîne une façon d'agir qui vous met en antagonisme avec tout ce qui existe, avec ceux qui ont la prétention d'aménager les choses et de diriger l'évolution sociale, et cela vous rend la vie plutôt incommode.

Comment accepter une fonction de l'Etat, lorsqu'on est convaincu que le meilleur n'est qu'un obstacle à l'évolution ?

Impossible d'aspirer à une fonction élue, lorsqu'on est certain que tout le parlementarisme n'est qu'une comédie destinée à faire croire aux exploités qu'ils trouveront là, un remède à leur exploitation, alors que son seul but est de protéger leurs exploiteurs contre leurs légitimes revendications.

Etre anarchiste, c'est être négateur, non seulement de toute l'organisation sociale existante, mais aussi de tous les replâtrages qui ont la prétention de ménager un passage à la société future, car ce passage n'existe pas, ou, tout au moins, jusqu'à présent, personne n'a pu le trouver.

Ce passage, c'est l'effort continuel de quitter l'état social présent pour atteindre l'idéal entrevu, et le pas accompli en avant n'est pas pour stationner, mais pour prendre seulement un point d'appui pour avancer l'autre pied. Tandis que pour faire accepter, par la masse, quelque réforme que ce soit, il faut la présenter comme un but.

* *

S'il est vrai que la société présente soit grosse de la société de demain, il n'en est pas moins vrai que la société de demain ne se réalisera qu'en rompant avec la société d'aujourd'hui. Et c'est cette rupture qu'il faut préparer.

Et c'est ce qui fait que M. Sarraute dans son livre, *Socialisme d'opposition, socialisme de gouvernement*, pouvait écrire qu'il y avait des revendications très légitimes lorsqu'on fait de l'opposition, alors qu'elles ne sont plus de mise lorsqu'on est au pouvoir. Celui qui veut diriger est forcé de tenir compte des éléments disparates qui composent l'état social qu'il est appelé à gouverner, et à les « concilier ». Or, il ne peut y avoir conciliation entre celui qui a tout, et ne veut rien céder, et celui qui n'a rien et veut tout ce à quoi son travail lui donne droit.

Si le premier consent à faire quelques concessions, ce ne peut être qu'à condition que le second, à son tour, renonce à la meilleure partie de ce qu'il réclame. C'est l'éternelle histoire du plat de lentilles.

Notre rôle est, justement, d'empêcher ces sortes de transactions. Nous sommes condamnés à être les éternels gêneurs qui, en rendant aux autres la vie impossible, ne se la font pas meilleure pour eux, ceux dont on s'écarte, mais dont le rôle cependant est utile.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

Aveux et Documents

La vérité est qu'un mécontentement général anime tous les fonctionnaires. Et nous n'hésitons pas à le reconnaître, ce mécontentement est légitime. Les fonctionnaires vivent dans l'insécurité et dans l'avilissement. Autrefois, des règles les protégeaient contre l'arbitraire. Aujourd'hui, il n'est pas de barrières qui puissent résister à l'envahissement du parlementarisme. Le fonctionnaire n'est plus au service de l'Etat, il est au service du député de la circonscription. Ce n'est plus un subordonné du ministre, c'est un agent électoral. Les parlementaires ont « socialisé » à leur profit les services publics. Depuis le cantonnier jusqu'au préfet, chacun doit travailler à leur réélection, et l'avancement appartient au plus zélé propagandiste.

Les fonctionnaires sont fatigués de cette vie dégradante. On ne saurait les en blâmer. Ils veulent secouer le joug parlementaire.

(*Le Temps*, 30 janvier.)

MOUVEMENT SOCIAL

Du rôle de la République dans le monde. — Dans *La république escamotée en Norvège*, par U. Gohier, on lit, p. 31, note 1 :

« Au cours de la guerre russo-japonaise, les Japonais traitèrent avec beaucoup d'humanité leurs innombrables prisonniers russes; ils leur procurèrent des livres, des brochures, des journaux. Le consul de la République française intervint, pour empêcher que les sujets du tsar n'eussent l'esprit gâté par de mauvaises lectures : la République française insista pour que les « bibliothèques circulantes » des prisonniers russes au Japon fussent soumises à la censure russe !

« Cet incident, peu connu, mérite pourtant de passer à l'histoire. »

Je n'ignore pas ce qu'on peut répondre : que le consulat français était chargé, pendant la durée de la guerre, des intérêts russes; qu'il devait par conséquent transmettre au Japon les demandes du gouvernement du tsar; qu'il n'était là qu'un simple intermédiaire. Il n'empêche que ce fut un rôle étrange, et je demande si un gouvernement qui accepte un pareil rôle peut s'appeler « républicain »?

Mais les autocraties, même aidées des « républiques », auront beau faire : les mauvaises lectures finissent tôt ou tard par gâter l'esprit de leurs sujets, et un jour elles font tout éclater.

R. Ch.

❖ ❖

L'antimilitarisme aux assises. — Décidément nous vivons dans une bien drôle de République, où la Justice est une bien étrange chose.

Ce qui est un crime à Paris cesse de l'être à Amiens et à Brest, pour le redevenir à Marseille et à Reims, si bien que la Justice n'apparaît plus à nos yeux étonnés que comme une affaire de longitude ou de latitude.

Ce sont les réflexions que je me suis faites, en apprenant la condamnation de Ch. Dhooghe à trois mois de prison, par la cour d'assises de la Marne.

Dhooghe, comme les camarades du procès des 28, était accusé :

1° d'avoir par l'affichage de placards antimilitaristes provoqué directement au crime de meurtre;

2° d'avoir adressé une provocation à des militaires des armées de terre et de mer, dans le but de les détourner de leurs devoirs militaire.

Et ce double délit ne coûte à Reims que trois mois de prison, alors qu'il coûte jusqu'à quatre ans, lorsqu'il se commet dans la capitale de la France.

Comprenne qui pourra. Quant à moi, je préfère ne pas essayer.

Du procès en lui-même, pas grand chose à dire, sinon qu'il a été à peu près la répétition de ceux de Paris et de Brest.

Un réquisitoire — « énergique » naturellement — d'un procureur chargé moyennant finances de « défendre la Société et de sauver la Patrie ». La Société et la Patrie en ont-elles eu pour leur argent, il est pour le moins permis d'en douter.

Au pourvoyeur du bagne, grassement rémunéré, Dhooghe s'est contenté de répondre :

— Je hais l'armée, parce qu'elle garde le capital; tout ouvrier doit la haïr, et si vous me condamnez, j'irai en prison la tête haute, le cœur content, l'esprit satisfait.

Les exploités présents dans la salle ont souligné d'applaudissements nourris ces fières paroles. Dooghe a été condamné à trois mois de prison. Mais cette nouvelle condamnation obtenue contre l'antimitarisme ne convaincra personne que c'est lui qui a tort. Au contraire.

P. S. — M'est avis que notre camarade Dhooghe a été bien mal inspiré, en acceptant comme défenseur le blackboulé Révelin.

Se faire condamner à trois mois de prison pour servir la popularité d'un candidat socialiste, on avouera que c'est un peu ingénu, surtout lorsque, comme Dhooghe, on se déclare antiparlementaire !

❖ ❖

A Lyon, le procureur de la République vient d'ouvrir une information contre les 83 signataires, hommes ou femmes, de l'affiche antimilitariste apposée à un grand nombre d'exemplaires sur les murs de la ville. Les poursuites sont motivées pour excitation au meurtre.

C'est à peu de choses près la reproduction de l'affiche *Aux Conscrits.*

P. D.

* *

MONOGRAPHIE

Ganges

Ganges, chef-lieu de canton du département de l'Hérault, est une charmante petite ville de 4.700 habitants, au pied d'une montagne et au bord de la rivière l'Hérault.

L'industrie principale de Ganges est la bonneterie de soie, où les ouvriers gagnent en moyenne de 2 fr. 50 à 3 fr. 50 pour 10 heures par jour ; les fileuses en soie, pour 10 heures de travail, gagnent 1 fr. 50. Ensuite il y a beaucoup de brodeuses à domicile, elles brodent les bas de soie ; la moyenne d'entre elles gagnent de 1 fr. à 1 fr. 50 ; les couturières en bas se font à domicile de 0 fr. 50 à 0 fr. 60 par jour.

Les jardiniers potagers sont en assez grand nombre, ils travaillent 12 heures par jour, pour 3 francs ; dernièrement, ils se mirent en grève pour ne plus faire que 10 heures, mais les patrons n'ont pas voulu céder, et force leur est restée dans cette première escarmouche.

Les misérables travailleurs de terre ne gagnent que 3 fr. par jour, et encore chôment-ils les trois quarts de l'année; il y a encore les tanneurs et corroyeurs, qui gagnent de 2 fr. 75 à 3 fr. pour une rude journée de 10 heures; à 6 kilomètres, aux mines de Saint-Laurent, il y a en moyenne 200 ouvriers de Ganges, employés dans les mines; ils gagnent des journées de 3 fr. 25 à 4 fr. pour un travail très pénible.

On cultive la vigne, les oliviers, les mûriers; il se fait beaucoup de vers à soie.

L'ouvrier achète le pain 0 fr. 35 le kilo, la pomme de terre 0 fr. 15 le kilo; les légumes sont assez bon marché, vu le grand nombre de jardiniers.

Le mouton vaut 1 fr. 80, le veau 1 fr. 70, le cochon 1 fr. 70, les raisins sont à 0 fr. 20 le kilo.

Il y a un syndicat de bonnetiers qui ne donne guère signe de vie; l'utilité du groupement est méconnue par les ouvriers, dénués d'éducation économique, et cependant le patronat se dispute actuellement la main-d'œuvre. Si donc les ouvriers bonnetiers étaient unis, ils obtiendraient de meilleures conditions d'existence; mais leur ignorance et leurs divisions religieuses font qu'ils ne savent pas s'entendre; la majorité électorale est nettement républicaine; il n'existe comme groupement politique qu'un comité socialiste révolutionnaire. Il y a enfin quelques anarchistes.

B. A.

❖ ❖

Charost (Cher).

Petite ville de 1.500 habitants, et arrosée par un affluent du Cher, l'Arnon.

Son industrie se compose exclusivement de la culture de la vigne et des champs, ainsi que de deux manufactures, l'une de balais de sorgho, l'autre de biscuits.

Les salaires sont très minimes par rapport au coût de la nourriture. Les ouvriers de la manufacture de sorgho gagnent en moyenne 3 francs par jour les hommes, et les ouvrières 1 fr. 25. Les hommes, à la fabrique de biscuits, ont 2 fr. 25 par jour, et 1 franc les femmes.

Enfin la journée du vigneron est de 3 francs l'été et de 1 fr. 50 l'hiver.

Le pain vaut 0 fr. 30 le kilo, la viande 1 fr. 40 la livre en moyenne, et le beurre se paie 1 fr. 20 la livre.

Le loyer d'une chambre est d'environ 100 francs, sans jardinet, et de 120 francs avec jardinet.

Aucun frein ne vient entraver l'exploitation patronale; l'ouvrier ignore le groupement sur le terrain économique et si un camarade conscient de ses droits ose élever la voix contre les exploiteurs, de suite il est dénoncé à l'autorité patronale et mis à l'index.

Au point de vue politique, la plus grande partie de la population professe un républicanisme anticlérical légèrement nuancé de socialisme.

Il y a quelques camarades libertaires qui, malheureusement, sont forcés de restreindre leur propagande en raison de la campagne menée contre eux.

Emile P.

⌘ ⌘

MOUVEMENT OUVRIER

Les salariés de l'Etat-patron ont décidé de secouer le joug. Comme leurs camarades de l'industrie privée, ils entendent se grouper en syndicats pour formuler d'un commun accord leurs revendications.

Au moyen d'arguments plus que subtils, le droit de se syndiquer a été refusé à certaines catégories d'entre eux, notamment aux instituteurs, aux sous-agents des postes, et aux cantonniers. Le dépôt des statuts de syndicats qu'avaient, conformément à la loi, effectué quelques syndicats a été refusé par les autorités compétentes, ce qui équivaut pour eux à l'interdiction.

La question a été portée devant le Parlement qui, naturellement, n'a rien résolu, et pour gagner du temps, a chargé une commission spéciale d'examiner dans quelles conditions l'Etat peut permettre à certaines catégories de ses salariés de se syndiquer.

De ces discussions parlementaires, un projet bâtard risque de sortir, mais les intéressés n'entendent pas qu'on les berne. Ce qu'ils réclament, c'est d'être placés sur un pied de parfaite égalité avec leurs camarades de l'industrie privée.

Pour faire pression sur les pouvoirs publics, ils n'ont pas reculé devant l'agitation nécessaire et ces jours-ci plus de 40 meetings se sont tenus aux quatre coins de la France.

A Paris, le meeting a eu lieu dimanche, au manège Saint-Paul — on sait que la grande salle de la Bourse, dite du travail, leur à été refusée — et à ce meeting plus de 3.000 intéressés sont accourus.

Notre camarade Griffuelhes, qui apportait son concours à ces camarades, à admirablement résumé, à la grande colère des journaux démocrates et réactionnaires, l'action entreprise par les travailleurs.

« Au lieu d'aller, soumis et dociles, leur a-t-il dit quêter l'appui des hommes politiques et la bienveillance des dirigeants, vous vous êtes écriés : « Assez de platitude! Le moment est venu de demander des comptes. » Au lieu de solliciter le droit au syndicat, vous l'avez pris.

« Laissez-moi vous dire que puisque vous l'avez pris, on vous l'accordera. Sinon, on vous l'aurait refusé.

« La preuve de ce que j'avance, vous la trouvez dans ce fait que ni le gouvernement ni la Chambre n'ont osé vous dissoudre ni vous poursuivre. Si vous n'aviez pas existé, ah! vous auriez lu l'ordre du jour qu'on vous aurait voté!

« La loi — exemple celle de 1884 — régularise toujours les questions de fait, et d'ailleurs, si par mégarde nos dirigeants vous refusaient le droit au syndicat, sachez que ce droit naturel, aucun pouvoir ne peut vous l'enlever. Au reste, si les ministres sentent que vous êtes résolus à le conquérir de vos propres forces, ils vous le céderont. »

En province, le langage des orateurs n'a pas été moins énergique, et un ordre du jour identique à été partout adopté.

Les journaux bourgeois, le *Temps* en tête, n'en reviennent pas et ils excitent naturellement les dirigeants à la résistance, mais ce sera, à n'en pas douter, en pure perte.

Les salariés de l'Etat-patron entendent jouir des mêmes libertés que les salariés de l'industrie privée, et si l'Etat les leur refuse, ils semblent bien décidés à les conquérir de haute lutte. L'agitation actuelle le démontre péremptoirement.

* *

La bourgeoisie récompense ses serviteurs, petits et grands, comme elle le peut.

Pour leur campagne contre les travailleurs et la Bourse du Travail, les sieurs Lépine, préfet de police, et de Selves, préfet de la Seine, se sont vu accrocher au cou la cravate de commandeur de la légion d'honneur. Fichu honneur, qui consiste à donner à des brutes l'ordre d'assommer leurs semblables, comme le fait Lépine, ou de les moucharder, comme le fait de Selves!

Un Mouquin de la bande a été, lui, promu officier dans la même légion.

Le nommé Jacquelin, régisseur-adjoint de la Bourse, est nommé régisseur pour services rendus, et qui consistent en la condamnation successive de sept camarades.

Quant à Copigneaux, il n'a dû recevoir qu'un pourboire (c'est pourquoi l'*Officiel* n'en fait pas mention) et quant aux cocos qui ont essayé de faire triompher dans les syndicats les vues réactionnaires préfet, une promesse de subvention.

C'est dire que chacun en a pour son grade, quoi!

❖ ❖

Les grèves. — Il semble que jamais les grèves n'ont été aussi nombreuses qu'à présent et force m'est de simplement les signaler.

C'est d'abord à Maromme, dans les environs de Rouen, où 200 ouvriers des aciéries réclament la suppression du travail aux pièces. La direction répond par une menace de renvoi général.

Au Salin-de Giraud, près de Marseille, la direction, pour influencer les grévistes, menace aussi de suspendre l'exploitation. Les 1.500 personnes qui forment l'agglomération de Salin-de-Giraud vivent toutes de l'usine. Les grévistes n'en persistent pas moins dans leurs revendications : le renvoi du directeur et la reprise d'un vieil ouvrier.

La grève des coupeurs de Lille est terminée. Par contre à Roubaix, 200 ouvrières des usines de confection qui se sont solidarisées avec les coupeurs sont en grève.

A Fives-Lille, à la suite du renvoi injustifié d'un ouvrier, 85 fileuses de l'usine Hendrick ont quitté le travail, entraînant le chômage de 60 autres ouvrières.

A Panissières, près de Montbrison, grève d'ouvriers tisseurs. Des manifestations ont eu lieu. Les vitres de l'usine ont été brisées. L'agitation est grande.

La grève des travailleurs agricoles de Fleury d'Aude est terminée. Les propriétaires ont fait d'importantes concessions.

Les ouvriers des aciéries de Sambre-et-Meuse obtiennent satisfaction. L'augmentation de 10 0/0 réclamée est accordée et sera échelonnée sur quatre mois. Le travail a repris.

A Saint-Loup-sur Limouse (Meuse), les ébénistes sont en grève depuis le 22 décembre dernier. Ils font appel à la solidarité. Envois au secrétaire Jacquez, 3, place de l'Eglise.

P. Delesalle.

* *

Couëron (Loire-Inférieure). — La grève des fondeurs continue. Samedi, 27 janvier, la compagnie a rouvert son usine. Depuis quelques jours déjà, les contre-maîtres faisaient des tournées chez les grévistes pour les engager à reprendre le travail. Samedi, il y eut environ 80 ouvriers (sur 780), protégés par des gendarmes, qui se dirigèrent vers l'usine. Mais les grévistes, indignés, essayèrent de les empêcher de rentrer. Les gendarmes chargèrent : un gréviste fut blessé et des procès-verbaux furent dressés; mais devant l'attitude décidée des grévistes, aucun ouvrier n'osa entrer.

Félixio.

⌘ ⌘

ITALIE

La manifestation du 22 janvier à Rome. — Rome, *mardi 23 janvier*. Pour la commémoration du 22 janvier, les partis révolutionnaires italiens avaient décidé de faire un imposant cortège qui, partant du « Marché aux fleurs », se rendrait au Colisée près duquel aurait lieu une réunion publique. Le gouvernement « par mesure d'ordre », a interdit aussi bien la seconde manifestation que la première.

« Que le veuille ou ne le veuille pas gouvernement et police, disait cependant l'*Avanti* d'hier matin, un meeting sera tenu au Jardin Botanique. » Et de fait il a eu lieu.

Suivant la décision prise par la Bourse du travail, les ouvriers de tous les métiers devaient se trouver à la manifestation projetée. En effet, en nous rendant au Colisée, les rues avaient un autre aspect que de coutume. A la place de Venise, qui est le point central de jonction des tramways de Rome, un seul se trouvait au garage et encore était-ce celui qui sert de salle d'attente! Plus on approche du Colisée, plus deviennent nombreux les groupes d'ouvriers qui se rendent au meeting; deux compagnies d'infanterie placées tout proche, dans la petite rue par laquelle nous arrivons, nous laissent cependant passer sans difficulté. Mais on dirait une souricière; massés sur six rangs, les soldats ont laissé entre eux un passage qui tout à l'heure se refermera pour cerner la foule. Sur le terre-plein qui domine le Colisée, des curieux sont penchés sur les palissades et regardent de l'autre côté du monument l'énorme multitude qui est venue au Jardin Botanique faire une démonstration de solidarité en faveur des camarades russes. Dans le Colisée même, il y a deux escadrons, un de carabiniers, l'autre de cavalerie légère. A 3 heures 1/2, le meeting fini, la foule se précipite au bas de la colline du Jardin Botanique et défile devant le Colisée. Aussitôt la cavalerie massée dans l'arène sort vivement et fait piaffer ses chevaux; quelques-uns s'emportent; les femmes s'effraient. La foule accueille ce déploiement de forces en chantant et en sifflant, avec ces mêmes sifflets qui naguère ont causé une telle terreur à la police du tsar, et empêché l'aussi timide que cruel Nicolas de venir en Italie. Sur des piques on hisse des morceaux d'étoffes rouges. Plusieurs jeunes gens ont de longues baguettes d'osier. Quelques autres essaient d'attraper la bride des chevaux; les soldats les poursuivent. Puis sans raison de rentrer comme sans raison de sortir, ils reviennent dans leur retranchement! Les manifestants n'ont d'ailleurs pas l'air effrayés; ils sont déjà sur les terre-pleins. Les fantassins qu'on y a postés essaient d'arrêter le mouvement; des pierres commencent à voler. En vérité, la Révolution pourrait avoir ici de belles journées : des rues étroites et tortueuses et des matériaux de ruines à n'en plus finir!

Nous restons là plus d'une heure et c'est toujours la même chose : la foule que les soldats arrivent parfois à couper, se reforme toujours. Les pierres continuent de pleuvoir; l'une vient atteindre devant

nous un policier qui se trouve isolé; il n'a pas vu celui qui la lui a jetée; il est hésitant et a l'air relativement bonasse; il prend le parti de baigner son mouchoir à une fontaine, puis de l'appliquer sur sa joue qui saigne et de rejoindre ses camarades. Pour mon compte, je n'ai pas vu un seul ouvrier jeter une pierre; ceux qui les lancent sont des gamins de dix à quinze ans, pour qui cette journée semble une vraie fête; leur coup fait, ils détalent. En revanche, ce sont des ouvriers qui sont arrêtés par les carabiniers et menés au commissariat. Un ouvrier nous explique que cette journée devait être pacifique. « Ce sont les forces déployées qui sont cause du désordre! Le cortège et la réunion finis, nous serions rentrés tranquillement chez nous; maintenant nous restons ici à protester. »

Les chemins qui mènent vers la ville sont barrés; impossible de revenir par où nous sommes venus. Nous faisons un détour, puis nous rejoignons les manifestants un peu plus loin, à la rue Cavour. Nous sommes proches d'un commissariat où on conduit une dizaine d'ouvriers. Mais la foule n'est pas surexcitée et ne prend pas les arrestations au sérieux. De tous côtés on dit que tous seront relâchés avant la fin de la soirée. Nous causons avec un de nos voisins. Sous son bras il porte une poule. Comme cela nous étonne, il nous explique qu'il vient de l'acheter pour un hôpital; il nous dit qu'il est infirmier; que lui aussi aurait bien voulu manifester mais que, dans son métier, on n'en a pas le droit parce que l'on ne peut pas abandonner les malades. Il ajoute que pour nous autres étrangers, évidemment, « ce doit être ennuyeux que les tramways ne marchent pas et qu'on ne puisse pas circuler, mais qu'il ne faut pas croire que c'est seulement en Italie que cela se passe ainsi, mais qu'en *France*, *en Allemagne*, partout, les ouvriers manifestent aujourd'hui; que c'est en faveur des ouvriers russes, que dans les pays du tsar, c'est une vraie barbarie! » D'une part, il ne veut pas que rentrés chez nous, nous racontions qu'on se bat dans les rues en Italie, et d'autre part, il veut que nous sachions qu'il est pour les ouvriers, et que c'est de leur côté qu'est le droit. Nous l'assurons que nous ne sommes pas nécessairement des amis du tsar, parce que nous sommes de passage à Rome, et que ce n'est pas le manque de tramways dans les rues, qui peut nous faire trouver mauvaise la manifestation; et nous ajoutons en riant que nous nous sentons vraiment le courage de manifester à notre façon en ne montant pas dans l'un des rares trains qui passent toutes les demi-heures, conduits et surveillés par quatre gardes municipaux, jugulaire au menton et sur qui, du reste, les pierres pleuvent encore plus que sur les soldats.

Le jour commence à tomber; nous revenons vers le centre de la ville; dans les moindres rues il y a des ouvriers en foule; dans les groupes, on discute des kroumirs, de la solidarité. On regarde la caserne des bersaglieri pleine de troupes, la préfecture entourée de carabiniers. Quand un tramway passe, on s'arrête.

A un endroit, nous voyons un pauvre bougre d'aiguilleur, mal vêtu, qui tient son levier à la main, et en attendant un tram se blottit dans l'angle d'une *maison*; il est accosté par un gréviste qui, sans violence et sans injure, lui explique comme nous le faisait tout à l'heure l'infirmier, ce qu'est la manifestation d'aujourd'hui. Le pauvre squelette d'aiguilleur ne répond rien, il regarde l'autre d'un air peureux, mais il n'a pas l'air d'avoir compris de quoi il s'agissait.

Vers 6 heures, place Venise, où la circulation des tramways a repris à l'aide des municipaux, des employés grévistes parlent sur les refuges avec animation. Près d'eux, deux policiers en civil. Le mouchard italien, à le voir dans *la rue*, paraît plus acteur que le nôtre. Malgré cela, ou bien à cause de cela, on lève vite son masque. Près du groupe où nous étions, un dandy, avec un complet clair à carreaux, un chapeau mou de feutre clair, une cravate rouge, élégante épingle d'or, gants gris, badine à la main, a *échangé* avec nous des œillades terribles; il se sentait flairé, il comprenait ou devinait nos ricanements. Pas très loin de lui, un autre à grande barbe brune porte aussi des gants gris. (Ces gants doivent être d'*uniforme*! car c'est le troisième que nous avons vu en porter aujourd'hui, sans que nous ayons couru risque de nous abuser sur la profession des titulaires).

Les journaux de ce matin complètent ce que nous avons vu. Ils jugent à des points de vue différents. Le *Giornale d'Italia* dit que les désordres ne se seraient pas produits si le préfet de police avait disposé de plus grandes forces autour du Colisée. Il parle de la foule des énergumènes hurlant et sifflant, du sang-froid et de l'énergie des officiers..., des actes de vandalisme des grévistes qui ont brisé les vitres des tramways, démoli les trolleys, jeté des pierres dans une vitrine, injurié l'armée, blessé des officiers, des soldats..., raillé un cavalier désarçonné!.. Le *Messaggero* écrit que les désordres sont dus à ce que des « éléments turbulents se sont infiltrés parmi les manifestants », mais que « la faute revient aussi au gouvernement qui a d'abord empêché la réunion sans qu'on sache pourquoi, pour l'autoriser en dernière heure sous la pression des organes socialistes. La démonstration du Jardin botanique fut vraiment grande et empreinte d'un profond sentiment d'humanité, et elle serait restée telle ensuite si l'autorité n'avait fait sortir quelques trams, en réquisitionnant les gardes municipaux connaissant leur fonctionnement. » Il donne ensuite la liste des blessés: 30, sur lesquels 28 officiers, policiers ou soldats. Les blessures du plus grand nombre ont été occasionnées par des pierres; quelques-uns ont été roués de coups de bâton. La blessure la plus grave est guérissable en seize jours. Le nombre des arrestations s'élève à 63; les motifs se ramènent à trois: refus d'obéissance, injures à l'armée et pierres lancées contre l'armée ou contre les tramways. A l'exception de six, tous les arrêtés ont été relâchés dans la nuit.

Parmi les discours tenus au Jardin botanique, voici quelques paroles prononcées par l'anarchiste Forbicini et rapportées par le *Messaggero*:

«... Aujourd'hui le peuple a triomphé (allusion à la levée de l'interdiction de la réunion à la dernière heure) et il triomphera toujours quand il le voudra. Quand l'autorité dit non, nous devons dire si. Nous ne devons pas prier, nous devons vouloir. Sous le Colisée construit par des esclaves, il y a aujourd'hui des centaines d'esclaves chargés de protéger l'ordre. Nous demandons quelquefois que les portes soient ouvertes; si on nous les ouvre, ça va bien; autrement nous les défoncerons, car si nous le voulons, vous l'avez vu, nous le pouvons... »

❖ ❖

Quand on pense à ce qui s'est passé et à ce qui se passe en Russie, la manifestation de Rome paraît bien platonique. En réalité, il n'y a eu hier rien de grave. Mais tout de même, c'était une fois de plus — et pour une cause où les intérêts directs du prolétariat italien n'étaient pas en jeu — la rencontre de deux adversaires qui se retrouveront encore.

M. A.

SUISSE

L'Ecole libre de Lausanne. — *Le Réveil* du 30 décembre contenait sur l'*Ecole libre* que la Société de la Libre Pensée de Lausanne a fondée dans cette ville, un long et très intéressant article qu'il nous plaît de résumer ici.

L'Ecole libre, dont nous avons publié en son temps le manifeste-programme inspiré d'un pur esprit d'anarchie, a donné sa leçon initiale le 19 février 1905 et elle n'a cessé depuis lors de réunir chaque dimanche un public de 20 à 40 enfants, âgés de 5 à 15 ans, sans distinction de sexe.

L'hygiène, les sciences naturelles et l'histoire du travail ont fourni la matière des quarante leçons qui ont été données en 1905.

En *hygiène*, on s'est attaché à montrer l'influence de la propreté sur la santé humaine; on a examiné ensuite l'acte continuellement renouvelé de la nutrition et les principes d'une alimentation rationnelle. Les maîtres ont beaucoup insisté, pendant l'été, sur les précautions à prendre pour se baigner, sur les soins à donner aux noyés et aux blessés, sur le traitement des insolations et des piqûres d'insectes, etc., et « ces sujets qui prêtaient en passant, à de bons développements sur l'aide mutuelle, ont véritablement charmé les enfants. »

Les sciences naturelles ont fait jusqu'à présent l'objet de huit leçons. — Infiniment grands et infiniment petits (avec examen au microscope). Moyens de défense de l'homme. Cohésion, affinité et solidarité dans les trois règnes de la nature, en appuyant particulièrement « sur l'importance de l'association pour la lutte chez les animaux, chez les sauvages, dans les sociétés médiévales et dans les sociétés civilisées — en opposition à la lutte pour l'existence tant prônée par les darwinistes incomplets. » — Divergences et analogies entre les modes d'existence des matières inorganiques et des mondes organisés. Commentaires à la fable de Tolstoï, *Les Eléphants et les Abeilles*. Mœurs des peuples sibériens. Animaux utiles et animaux nuisibles (les bêtes calomniées et mal jugées, comme disait Carl Vogt).

L'histoire du travail et des travailleurs, c'est-à-dire du peuple, donna lieu à neuf leçons très réussies et infiniment goûtées: 1° le travail chez les préhistoriques: peuples chasseurs, pasteurs et agriculteurs; 2° les premiers outils, marteau, moulin, charrue; le vêtement, l'habitation, la nourriture; 3° la vie des peuples lacustres; 4° visite au musée préhistorique de Lausanne; 5° les grands fleuves historiques et les premières civilisations; 6° le travail et le peuple en Egypte; 7° le travail et le peuple en Assyrie et en Chaldée; 8° le langage, l'écriture et l'imprimerie chez les préhistoriques et chez les premiers civilisés; 9° le travail des aveugles (visite à une exposition de travaux d'aveugles et causerie par un ouvrier aveugle).

Cette excellente série va se poursuivre assidûment cette année. Nulle étude n'est mieux appropriée que l'histoire du travail, ainsi que le constate si justement dans le *Réveil* le Dr J. Wintsch, pour inculquer à l'enfant, avec la bonne croyance au progrès, cette notion fondamentale du socialisme anarchique que LE TRAVAIL EST TOUT, que la production, ou comme disaient nos pères, *les arts et métiers*, sont seuls utiles, nécessaires et vénérables et que la fonction du prêtre, du soldat et de l'homme d'Etat est honteusement parasitaire.

— Voilà donc ce qu'ont fait à Lausanne en 1905 les camarades groupés en Société de Libre Pensée, et ils ont agi en véritables libres-penseurs, autrement dit en anarchistes, ennemis non seulement des servitudes de l'Eglise, mais encore des servitudes de l'Etat plus dangereuses encore. Après Tolstoï à Yasnaïa-Poliana, après Robin à Cempuis, nos bons camarades de Lausanne ont voulu montrer que la liberté est possible dans l'ordre de l'enseignement et de l'éducation, comme elle est désirable et possible partout où deux êtres humains se rencontrent et s'associent pour vivre et travailler ensemble.

— « On m'a demandé parfois, disait naguère Paul Robin aux éducateurs de Lausanne, si après toute ma vie de pédagogue et de propagandiste, j'avais jamais entrevu la possibilité d'une organisation anarchiste. Oui ai-je répondu, à trois ou quatre reprises. C'était pendant les courses de l'école de Cempuis; nous laissions les enfants s'arranger tout à fait seuls, sans intervenir aucunement; eh bien, j'ai vu en ces moments-là comment tout pouvait marcher sans contrainte, sans sanction, dans l'harmonie et dans la joie; les grands faisaient la besogne difficile, d'autres préparaient la soupe, les petites aidaient, les fillettes dirigeaient les plus faibles; la société sans Dieu ni maître était vécue par ce petit monde d'enfants. »

Puissent les éducateurs de Lausanne nous faire de nouveau entrevoir de telles possibilités!

❖ ❖

Encore la "Libre Helvétie". — On ne les compte plus, les attentats contre le droit d'asile dont les autorités helvétiques se rendent incessamment coupables. Dans cette république qu'on se figure volontiers accueillante et douce aux étrangers, il n'est pas de vexations ni de tracasseries dont on ne les abreuve — quand ils sont ouvriers et révolutionnaires bien entendu.

Voici un fait de plus à joindre à la liste des faits anciens. Nous l'extrayons d'une lettre que nous adresse de Montreux (Vaud) un camarade italien dont nous tairons le nom:

« Dans le courant de l'année passée, j'étais en correspondance suivie entre le camarade Adolfo Antonelli qui, réfugié à Londres, y faisait le journal l'*Insurrezione*. Ensemble et malgré la distance, nous travaillions assidûment à la préparation du mouvement ouvrier du prochain 1er mai, quand avec la marchande de journaux Barberi, A. Antonelli fut arrêté et condamné à dix mois de travaux forcés (Barberi à neuf mois).

« Dans la perquisition opérée chez Antonelli, ma correspondance fut saisie et depuis ce jour, la police suisse ne m'a plus laissée un jour de tranquillité.

« Deux agents de la sûreté sont constamment à mes trousses. Dans les ateliers où je travaille, ils vont trouver le patron et lui révèlent que je suis un très dangereux anarchiste, signalé par les polices italienne et anglaise, que j'ai pris part aux complots d'Antonelli pour la préparation d'un soulèvement armé.

« Depuis trois mois, j'ai dû changer bien des fois de ville, mais partout on m'a poursuivi est tracassé. Maintenant je crains plus que jamais d'être arrêté et renvoyé en Italie, où j'ai à subir une peine

de plusieurs mois de prison pour des délits politiques. J'ai donc décidé de quitter la Suisse à *bref délai*. »

La police politique suisse n'a absolument rien à envier aux polices politiques de France, d'Allemagne et de Russie. Où l'homme libre pourra-t-il désormais reposer sa tête ?

AM. D.

TURQUIE

L'affaire Jooris. — Sous la pression de l'opinion déchaînée, le gouvernement belge s'est enfin décidé à réclamer de la Porte ottomane, la remise de Jooris aux autorités belges — ce à quoi ladite Porte se refuse avec obstination, — et à solliciter le concours effectif des « puissances libérales » pour appuyer à Constantinople sa proposition de régler l'affaire par un arbitrage.

Il y aura bientôt trois semaines que l'intervention de la France a été demandée. Mais il ne s'agit pas en l'espèce de poursuivre à coups de canon le recouvrement de véreuses créances; il s'agit d'une existence humaine à sauver. Le gouvernement français a demandé à réfléchir.

Cependant, nous apprenons que la cour de cassation a confirmé la sentence du tribunal de Constantinople contre Jooris et ses soi-disant complices.

AM. D.

VARIÉTÉ

Claude Tillier

Suite (1)

Quand Claude Tillier commença d'écrire, il avait presque quarante ans. Il avait passé par trois professions, ayant été tour à tour maître d'études, soldat et instituteur; il avait fondé une famille, il avait aimé, lutté, souffert. C'était un homme fait, ayant mûri lentement, dans le silence et dans l'étude, toutes les idées sur lesquelles son œuvre d'écrivain allait s'élever.

Précisément, c'est là le secret d'une fécondité qui lui fera produire, en trois ans et demi, tout d'une haleine, une bonne trentaine de pamphlets, deux romans étendus, les deux aimables « chroniques » qui s'intitulent *Comment le chanoine eut peur* et *Comment le capitaine eut peur*, et les innombrables articles de l'*Association*, — sans parler de ces mémoires qui restent inexplicablement inédits, mais qui ne peuvent être perdus et dont un avenir assez proche, on doit l'espérer, verra la publication.

Ajoutons à ce relevé quelques poésies insérées çà et là, dans l'*Indépendant* et dans l'*Association*. Tillier, en maint endroit, nous a dit qu'il était poète et qu'écrire dans la langue des dieux avait été l'un de ses grands bonheurs (2).

Poète, oui certes, Tillier l'a été, mais il ne l'a été qu'en prose. En prose seulement, il a possédé, en plus du rythme, de la cadence et de la mesure, cette abondance de sensations, d'images, de colorations, de sonorités personnelles et neuves qui fait le poète. Ses vers, que gonfle une rhétorique assez vaine sentent l'école et la plus médiocre, celle des derniers et faux classiques, d'un Lebrun, d'un Delavigne, d'un Soumet. Les odes de Tillier ne crépitent ni ne flamboient, et ses élégies se traînent sans grâce, sans émotion, sans vie. Sans doute, la renommée du pamphlétaire se fût-elle bien passée de l'exhumation qu'on en crut récemment devoir faire, car jamais cet écrivain si personnel en prose, ne fut, dans ses poèmes, plus éloigné de lui-même.

Le journaliste, polygraphe un peu, de l'*Association*, pour intéressant qu'il soit en vérité, ne nous retiendra pas, lui non plus. Non certes qu'on les lise en pure perte, ces articles sans nombre où Tillier dépensa, deux années entières, le meilleur de son intelligence et de son cœur. C'était alors l'âge héroïque de notre presse française, l'âge où de hautes polémiques d'idées heurtaient incessamment les organes adverses. La presse d'opposition, spécialement, était jeune, indépendante et courageuse; elle croyait encore à elle-même, à la mission militante du verbe; elle avait un zèle égal de la pensée et de la langue, et n'en était pas qui voulait. Tillier est bien le journaliste de ces temps lointains, c'est-à-dire l'ouvrier d'une cause, et, nous dit-il lui-même, de la plus sainte des causes, « l'éternelle raison, l'éternelle vérité, l'éternelle justice. » Et il disait encore (vraiment, ce temps est loin du nôtre!) : « Que notre seule arme soit la vérité! »

Mais le journaliste est beaucoup trop l'homme de son époque et de son parti pour leur survivre et, si grands qu'aient été ses triomphes, rien ne reste de lui au bout d'un petit nombre d'années que le souvenir de son nom. Qui donc voudrait relire ses plus beaux articles? Ils dorment dans la collection complète de son journal, fleurs séchées qui n'ont plus ni parfum, ni couleur. Laissons-les dormir. Nous ne sommes pas des érudits. Nous voulons vivre et nous devons éviter d'alourdir notre vie du poids de tant de choses mortes. Or, Tillier est mort pour nous en tant que journaliste. — Mais le pamphlétaire et le romancier nous appartiennent tous les deux — *parce qu'ils vivent*.

Le pamphlétaire d'abord. Légitimement, il doit venir avant le romancier. C'est par un pamphlet, on l'a vu, que Tillier a débuté dans les lettres ; c'est au pamphlet que, malade et sans ressources, il a demandé le pain de ses derniers jours. Il était pamphlétaire de métier, peut-on dire, et loin de s'en cacher, il s'en faisait « un titre de gloire »; mais il l'était aussi de tempérament et d'instinct, et le romancier qu'il fut à deux reprises, n'était au fond qu'un pamphlétaire, — un pamphlétaire un peu apaisé, un peu déridé, et qui se délassait en contant des histoires.

La politique, la religion et la morale ont été de tout temps les domaines de la satire et du pamphlet, qui est une satire en prose. En s'attaquant au gouvernement constitutionnel et à sa valetaille, à l'Eglise et à ses ministres, aux classes dirigeantes et à l'utilitarisme bourgeois, Tillier n'innove rien; il suit la tradition, et le résultat, c'est qu'il apporte à l'histoire un témoignage où la véhémence de l'expression ne détruit pas la vérité. A côté de ces pamphlets cependant, il en est d'autres, plaidoyers, professions de foi, où l'auteur, hardiment, se met lui-même en scène et avec lui ses adversaires : ce sont les pamphlets personnels, les plus passionnants peut-être, parce que les plus passionnés. Tous enfin, pamphlets personnels et pamphlets politiques, sauf un nombre minime, nés des circonstances de la vie provinciale, sont exclusivement, curieusement, œuvres d'inspiration nivernaise.

Leur intérêt n'en est pas amoindri : je l'en croirais plutôt avivé. Car c'est la comédie humaine observée, dénoncée, flétrie dans les limites d'un département. — Un évêque ambitieux et remuant, une Eglise autoritaire, intolérante et sans amour, un député censitaire imposteur et rapace, une bourgeoisie riche d'hier, qui va à la messe, se gave de titres et de grasses fonctions et qui méprise le peuple dont elle est sortie, des marchands avides, — c'est assez de ridicules, assez de vilenies pour qu'un pamphlétaire se lève dans la foule obéissante et courbée et clame utilement les saines invectives!

Ce pamphlétaire au surplus est bien plus qu'un politicien. C'est un moraliste. Il croit profondément au sacerdoce de la plume, à la magistrature indépendante du pamphlet. Il fait « gratuitement » — c'est lui qui parle — « la police morale de la ville » et les délits que les lois ne peuvent atteindre, il les cite à son tribunal, pamphlétaire justicier. Mais c'est un jacobin de la vertu et dans l'époque même où le sec Guizot, par le fameux : *Enrichissez-vous!* montre dans le négoce et l'industrie — dans l'exploitation de l'homme par l'homme — les voies du nouveau privilège, plus implacable que l'ancien, lui, le petit pamphlétaire de Nevers, proteste avec hauteur : « Cette vie est une vie de sacrifices et il y a quelque chose qui passe avant le commerce, c'est la vertu. » Et vous l'entendrez crier encore, fils évident de Jean-Jacques : « Une nation se passe plus aisément de commerce que de probité. »

On ne perd point à les relire, ces pamphlets peu connus d'un provincial. Ils n'ennuient pas, malgré qu'ils lambinent quelquefois et oublient de finir à temps; ils ne font pas non plus sourire, malgré certains atours fanés. C'est qu'il n'en est pas un qui ne renferme quelque éclair, quelque beauté soudaine qui vous saisit et vous entraîne. C'est aussi que l'intérêt n'en est pas uniquement littéraire. Tillier, dans les *Pamphlets*, instruit le procès de la société où il a vécu. Qu'était donc celle-ci?

C'était une société de banquiers, de marchands et d'industriels, une société essentiellement bourgeoise. Le roi régnait, mais la bourgeoisie gouvernait et jamais dictature de classe ne fut plus absolue, plus écrasante, n'accumula plus de souffrances et plus d'iniquités. Quand parurent les pamphlets, le régime était à son apogée. Qu'il était loin alors, le clair matin de juillet, témoin de tant d'espérances! La classe moyenne avait seule profité de la révolution : elle détenait tout : l'argent, les hommes, les places, se ruant à la curée et à l'orgie comme une meute de chiens affamés et crottés. « Timide par tempérament, modérée en toute chose excepté dans le goût du bien-être, et médiocre.. » a dit d'elle quelqu'un qui la connaissait bien (1). Médiocre surtout : n'était-ce pas en son nom que parlait un Guizot, un Thiers, un Dupin? Un Scribe n'était-il pas son amuseur patenté, un Cousin son philosophe officiel?

Le vieux libéralisme n'avait pu supporter l'épreuve du pouvoir. D'obstinés préjugés de classe, le plus bas idéal de lucre et de jouissance, avaient pris cyniquement la place des principes qui avaient fait jadis l'honneur du nom bourgeois, et une société de maquignons repus et d'usuriers gorgés — voilà tout ce qu'avait produit la victoire de juillet.

Cependant la classe ouvrière s'agitait dans les faubourgs des villes, où les usines se dressaient avec des airs de bagne. Le prolétariat industriel, hâve, décharné, famélique, s'exerçait à la pensée, posait la question sociale : la bourgeoisie lui avait volé sa révolution, mais il en préparait une autre, plus grande et plus terrible, la révolution intégrale qui, de la propriété et du salariat abolis, ferait surgir un ordre nouveau. La lutte des classes commençait.

De sa petite ville, Tillier vit cela : l'égoïsme sans scrupules des riches, l'oppression des pauvres, et il en souffrit comme d'un double

(1) Voir les numéros 37, 38 et 39.

(2) « Au collège, je faisais des vers ; depuis ce temps, jusqu'à 35 ans, j'ai toujours eu une pièce de vers sur le métier, vers perdus, foulés aux pieds par mes enfants, balayés par ma femme de ménage, transformés souvent par ma femme, en notes de blanchisseuse, et dont aucuns n'ont eu l'honneur d'être inhumés sous une couverture... » — *De la Poésie*, fragment.

(1) Tocqueville, légitimiste et catholique.

ulcère. Il eût pu, comme tant d'autres, s'accommoder du mal et pactiser avec lui. Il ne voulut pas et suivit sa conscience insurgée contre « cette société égoïste et voleuse, qui enfonce sa griffe dans tout ce qui est tendre. » Il s'arma du pamphlet et se jetant en pleine mêlée, frappa de toute sa force, sans hypocrite pitié, en homme qui sait que la violence a son prix.

« Entre ces gens et nous, s'exclamait-il, il y a guerre, guerre acharnée : ils veulent ne nous rien rendre de ce qu'ils nous ont pris, et nous, nous voulons tout avoir. De notre part, c'est la guerre que faisait Spartacus aux légions de Rome... »

« J'obéis, disait-il ailleurs, à un instinct puissant pareil à celui qui pousse le chien contre la bête carnassière des forêts ; je suis né faible et souffreteux dans le camp des pauvres, et aussitôt que mon cerveau a pu produire quelques pensées, aussitôt que ma plume a su écrire quelques lignes, j'ai protesté contre la domination triviale du riche... »

Jamais encore, le pamphlet n'avait parlé un tel langage. Courier l'avait naturellement formé à son image, bourgeois, libéral et lettré, sachant le grec comme un *renaissant* et les lèvres toutes parfumées du miel de l'Hymette. Dans les écrits du vigneron tourangeau, tout était mesure, grâce légère, souple harmonie. Avec Claude Tillier, fils et frère d'artisans, le pamphlet modifie son visage, ses manières, son accent. Sa voix se fait plus rude, se hausse parfois jusqu'à un ton de franche passion ; il y a en lui l'âpreté du justicier, l'emportement du révolutionnaire. C'est que si Courier descend de Voltaire et de 89, Tillier est de cette lignée qui, par les sans-culottes de 93, remonte jusqu'à Jean-Jacques.

AMÉDÉE DUNOIS.

(*A suivre.*)

BIBLIOGRAPHIE

Paris and the Social Revolution, by ALVAN F. SANBORN.

C'est de Boston que nous parvient ce beau livre, véritable volume de luxe, avec maintes illustrations, si pleines de mouvement et d'actualité de Vaughan Trowbridge.

Et cela nous plaît, que cette étude du Paris révolutionnaire, si bien étudiée, si documentée, et écrite d'un style clair, intéressant et convaincant vienne de la « Ville Lumière » des Etats-Unis, patrie de Franklin, d'Emerson, de Poe et de Walt Whitman, de Boston dont l'activité mentale lui valut le nom de *Hub of the Universe* (moyeu de l'Univers), de Boston où on a jeté à la mer le thé venu d'Angleterre, en 1773, début de la Révolution américaine, où, deux ans plus tard, fut versé le premier sang pour la cause de l'indépendance.

Ce n'est pas le Paris aristocratique, les rues Saint-Honoré ou le faubourg Saint-Germain dont ces pages se préoccupent, ni cet autre Paris, vulgaire paradis des richards vicieux ou des bourgeois ordinaires de tous les pays ; vous n'y trouverez pas mention du Casino de Paris.

C'est bien notre Paris à nous, cité du Grand Ferment, où la révolution sociale couve et se prépare. Et pour ces Anglais et ces Américains qui ne connaissent pas ce Paris et n'en soupçonnent pas l'existence, pour ceux qui associent Paris avec tout ce qu'il y a de frivole, de luxueux ou de vicieux, pour eux le livre sera, espérons-le, une révolution.

J'ai déjà remarqué avec plaisir l'effet que cela a fait en ceux de mes compatriotes qui l'ont lu.

Comment ! les anarchistes ne sont pas tous des coupe-jarrets, des dynamitards, des ignorants ou des violents ? Ce sont de braves ouvriers, travaillant dur pendant qu'ils bercent leur rêve — des écrivains tels que Anatole France, Mirbeau, Descaves ; des artistes tels que Signac, Luce, Willette, Steinlen, Hermann Paul ; des musiciens tels que Gustave Charpentier !

On a beau s'exténuer à expliquer tout cela, maintes fois, à nos amis de là-bas, on les voit toujours incrédules, pleins de pitié pour votre propre crédulité à vous — les paroles ont été glacées sur la langue.

Aussi c'est un plaisir de les introduire pour cet écrivain américain qui a fait une étude de l'anarchie si sympathique et si désintéressée à la fois ; car il n'est pas anarchiste lui, quoiqu'il ait écrit avec une compréhension parfaite le rêve de l'anarchie ; il se défend même d'être considéré comme révolutionnaire, quoiqu'il sache aimer et admirer ceux qui le sont.

Nous souhaitons à son livre tout le succès qu'il mérite.

❖ ❖

A Vindication of Natural Society, par EDOUARD BURKE.

Ce gentil petit volume à bas prix, 0 fr. 60, est une réédition du fameux essai, classique en Angleterre, qui parut, anonyme, en 1756. On y trouvera des pages pour le Supplément ; c'est presque de l'anarchie pure ; c'est l'anti-militarisme plein. Ce n'est pas étonnant que Burke, devenu orateur célèbre de la « House of Commons », celui dont les écrits aidèrent tant à entraver la contagion de la Révolution française en Angleterre, ne se soit jamais vanté d'en être l'auteur — s'en soit défendu même, le malheureux, en expliquant que ç'avait été écrit *ironiquement*, en parodiant les raisonnements de Bolingbroke.

Ce volume fait partie d'une série intitulé : *The Simple Life* — La Vie simplifiée — dont le titre indique le but et l'évangile. C'est édité à Londres, chez A.-C. Fritfeld, 44, Fleet Street, E. C.

❖ ❖

Christmas Cruelties, par ERNEST BELL.

Cette petite brochure, dont les frais sont payés par Visanji Khimjé de Bombay, est éditée par la *Humanitarian League* de Londres, et extraite de la revue de cette société dont le but est de lutter contre toutes les souffrances infligées sur des êtres vivants, soient-ils hommes ou bêtes. Elle raconte les procédés barbares par lesquels sont torturés les animaux innocents, des tortues, des oies, des dindons, des bœufs, afin que nous puissions fêter le Noël en des pays chrétiens et civilisés !

Ces pages sont capables d'ôter l'appétit au plus endurci des gourmands.

M. B. T.

Nous avons reçu :

Mémoires de Mme de La Fayette (Collection des auteurs classiques, 0 fr. 95 le volume, chez Flammarion, 26, rue Racine).

L'antipatriotisme (discours en cour d'assises), de Hervé, 0 fr. 10, Bibliographie sociale, 19, rue Servandom.

Origen del Cristianismo, Escuela Moderna, calle de Bailén, nº 56, Barcelone.

L'A. B. C. du libertaire, par J. Lermina, 1 broch., 0 fr. 10, Colonie d'Aiglemont, Ardennes.

Parabole du réservoir d'eau, par E. Bellamy, broch. 0 fr. 05 au *Réveil*, Genève.

La Terre et l'homme, par E. Reclus, séries 7 et 8, 2 fr. 50 chaque, Librairie universelle, 33, rue de Provence.

El Hombre y la Tierra, livraisons 9 et 10, 2 reales chaque, chez A. Martin, calle Consejo de Cienta, 240, Barcelone.

Almanach de la coopération (1906), édité par C. Gide, 0 fr. 40, rue Christine 1.

L'Autorité, par Ed. Bartez, nº 1 de la série des *Petits feuillets* à distribuer, 0 fr. 30 le cent, imprimerie Fraiqueux, 74, rue des Six-Jetons, Bruxelles.

Plaidoirie de F. Izouard, dans l'affaire Vallina.

A voir :

Prédictions pour l'année 1906, par Roubille ; *Assiette au Beurre*, nº 251.

A travers les Revues

Après les retentissantes paroles prononcées par Hervé au meeting tenu à l'issue du Congrès d'unification socialiste, la presse bourgeoise, s'emparant de ces paroles, essaya de mettre en demeure le « parti socialiste » de se prononcer aussi nettement que l'avait fait Hervé. Les chefs socialistes français, comme le font aujourd'hui les dirigeants de la social-démocratie allemande, éludèrent la question ou bien s'en tirèrent en citant Marx ou des résolutions de Congrès.

C'est à peu près tout ce que produisit une enquête ouverte alors par la revue la *Vie socialiste*, aujourd'hui défunte.

Devant le néant de cette première enquête — où l'on doit cependant mettre à part deux ou trois réponses faites par des travailleurs, celles-là — le *Mouvement socialiste*, que son directeur, Hubert Lagardelle, a courageusement orienté vers la défense et l'exposé du syndicalisme révolutionnaire, reprit l'enquête, mais en s'adressant cette fois non plus à des hommes politiques, mais à des ouvriers, secrétaires de syndicats, de Bourses du travail ou de Fédérations professionnelles.

Les questions auxquelles le *Mouvement socialiste* demandait de répondre étaient nettes. On peut les résumer dans les suivantes :

Première question. — Les ouvriers ont-ils une *patrie* et peuvent-ils être *patriotes* ? A quoi correspond *l'idée de patrie* ?

Quatrième question. — Que pensez-vous de la grève générale militaire ?

Cinquième question. — Que pensez-vous des *socialistes* qui se disent *à la fois* patriotes et internationalistes ?

Ces questions avaient l'avantage d'être claires et de se poser sur un terrain où il n'y avait guère moyen de biaiser. Les quarante-deux réponses publiées dans quatre numéros doubles du *Mouvement socialiste* (1) — moins une, celle du citoyen Keufer, positiviste et patriote — montrent que chez les travailleurs conscients les notions de patrie et de patriotisme ont complètement disparu. Exploités pour exploités, ils se préoccupent peu de l'être par des capitalistes belges, français ou allemands ; c'est à ne plus être exploités du tout qu'ils entendent travailler, le reste ne leur importe guère.

En ces temps quelque peu troublés, où les vieilles notions de patrie et de patriotisme subissent de si violents assauts, cette enquête est à lire. Elle a, du reste, un tant soit peu ému le monde des politiciens et notre Deschanel national a cru s'en faire un argument contre ces messieurs du socialisme parlementaire, cependant peu épargnés dans l'enquête, lesquels n'en peuvent mais.

De son côté, la presse bourgeoise, qui ne manque jamais d'alimenter ses chroniques avec la dernière enquête sur les cravates d'un comédien en vogue ou les maîtresses d'un littérateur disparu, a fait le silence le plus absolu — et le plus significatif — sur l'enquête du *Mouvement socialiste*.

Les questions soulevées par cette enquête font aujourd'hui l'objet de toutes les conversations. Je crois donc que tous ceux qui veulent se documenter liront l'enquête avec profit ; les militants y trouveront des arguments et messieurs les patriotes professionnels pourront s'y convaincre que les travailleurs sont moins que jamais disposés à s'aller faire trouer la peau, pour les beaux yeux de leur idole. Quant à nos socialistes *internationalistes et patriotes*, ils s'y font cruellement dire leurs quatre vérités.

P. D.

VIENT DE PARAITRE

L'Internationale (Documents et souvenirs, 1864-1878), par James Guillaume ; 1 vol., 4 fr., franco.

Correspondances et Communications

ALGER. — **A. I. A.** (section d'Alger). — Les membres de la *section* sont prévenus qu'une importante réunion aura lieu dans le courant du mois, réunion à laquelle ils seront convoqués individuellement.

Prière d'être exact.

TOULON. — **Jeunesse Syndicale.** — Les camarades sont informés que le groupe ouvre des abonnements à la lecture à raison de 0 fr. 25 par mois ; les livres sont délivrés aux réunions qui ont lieu le 5 et le 20 de chaque mois.

Pour la vente de l'*Hymne à l'Anarchie* (1 fr. le cent, port en plus), s'adresser à Léonce Feissolle, 12, rue Étienne-Pelabon.

(1) Quatre numéros doubles de 125 pages chaque, 3 francs, chez Cornély, éditeur, 101, rue de Vaugirard, Paris.

CONVOCATIONS

× **Comité de défense sociale.** — Vendredi 2 février, réunion de tous les camarades que la question Lemaire et Bastien intéresse, salle Jules, 6, boulevard Magenta, à 9 heures du soir. Objet : Agitation à faire à Amiens; lancement de listes de souscription. Prière aux camarades qui en désirent de s'adresser au camarade Poignand, 57, rue des Montibœufs à Paris, seul chargé de recevoir des fonds pour le Comité.

× **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 37, rue Croulebarbe. — Samedi 3 février, à 8 h. 1/2 : Les Socialistes en 1789, par un camarade.

Jeudi 8 février. — Force et matière, par un camarade.

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Samedi 3 février. — Soirée mensuelle. Dr Poirrier : Recherche de la paternité. Entrée, 0 fr. 25.

Mercredi 7. — Poitevin : Les Sections enfantines de l'Art pour *tous* et l'Union universelle. Audition par Mme Follet.

Vendredi 9. — Vulgus : La recherche des causes, II.

× **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Vendredi 2 février. — Commission d'administration.

Mardi 6. — Mme Céline Renooz : Comment on écrit l'histoire.

Vendredi 9. — Edmond Potier : La conception actuelle de l'atome.

× **L'Ère nouvelle**, groupe de libres entretiens, 12, rue de l'Ancienne-Comédie (U. P. du Livre). — Mercredi 7 février, à 8 h. 1/2, causerie ; discussion sur le sujet : l'Avenir des patries.

× **L'Aurore du VIe.** — Salle Brunier, 16, rue des Grands-Augustins. — Vendredi 2 février, à 8 h. 1/2 : Action et éducation, par le camarade Mournaud.

× **Maison du Peuple de Montmartre**, rue de Clignancourt, 92. — Quatre conférences par le Dr Pierrot sur l'hygiène sociale, les 9, 16, 23 février et 2 mars.

Vendredi 9 février. — I. L'hygiène et les maladies.

Cours de français pour les étrangers, le lundi et le jeudi à 9 heures.

× **Les Précurseurs**, groupe d'action et d'éducation sociales, 63, plaine Saint-Michel (1er étage). — Samedi 3 février, à 9 heures du soir, conférence publique par Marestan-Charpentier. Sujet traité : Université populaire ; éducation mutuelle.

La soirée sera clôturée par *Scrupule*, pièce sociale en un acte.

Entrée gratuite.

× Boulogne-Billancourt. — **Causeries Populaires**. — Vendredi 2 février, salle Hugel, réunion des camarades.

× Lyon. — **Causeries populaires.** — Dimanche 4 février, à 1 h. 1/2 précise, salle du Chapeau-Rouge, 47, Grande rue de la Guillotière, grande fête familiale privée, comprenant un concert où de nombreux artistes nous dégoiseront les meilleurs morceaux de leur répertoire ; une conférence où sera traité le sujet suivant : Des élections prochaines. Quelques camarades interpréteront : *Le Permissionnaire*, drame antimilitariste, en un acte, d'Hanriot.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 25.

× Lyon. — **Groupe d'Emancipation.** — Réunion lundi 5 février, à 8 heures du soir, salle de la rue Cuvier, 150 (au 2e). Création d'un groupe d'action et de propagande anarchistes à l'occasion de la période électorale.

× Montpellier. — **Groupe d'Etudes Sociales.** — Samedi 3 février, à 8 h. 1/2, au siège du groupe, 7, rue Rambaud, causerie par un camarade : L'existence ou la non-existence de Dieu.

× Roubaix. — Dimanche 11 février, salle du Palais du Travail, 8, rue du Pile, à 6 heures du soir, grande soirée familiale au profit de la propagande antimilitariste.

× Toulon. — **Jeunesse syndicaliste.** — Réunion générale le lundi 5 février, 100, cours Lafayette.

× Alger. — **Groupe de propagande libertaire.** — Se réunit dorénavant tous les dimanches, de 5 à 7 heures, au bar des Troubadours (entresol), rue Bab-el-Oued.

AVIS

Nous avons fait déposer le volume **Le Coin des enfants**, 2e série, à la bibliothèque des gares où ceux qui le désirent le trouveront en vente.

A NOS LECTEURS

Tous ceux qui ont des enfants savent combien il est difficile de leur trouver des livres de lecture ne contenant pas d'idées fausses, préconçues, des axiomes de morale stupide ou asservissante.

C'est pour répondre à ce besoin que j'ai essayé de lancer le Coin des enfants, *où nous avons rassemblé ce que nous avons pu trouver de mieux dans la littérature de divers pays, pouvant amuser, instruire et faire réfléchir les petits lecteurs.*

Deux volumes sont parus, contenant des lectures amusantes pour des enfants de 9 à 15 ans, et dans lesquels les grands peuvent trouver également avantage et distraction, avec un grand nombre d'illustrations de Delannoy, Delaw, Hermann-Paul Hénault, Iribe, Kupka, M. H. T., Naudin et Willaume.

J'insiste auprès de nos lecteurs pour leur recommander ces volumes dont la publication sera continuée si on nous aide à placer ceux déjà parus. Chaque volume 3 francs; ***2 fr. 50*** *chacun, pour ceux qui prendront les deux.*

Que ceux qui croient qu'il y a de la besogne à faire en ce sens, nous aident à les faire connaître.

ANTIMILITARISME

Puisque cette question est à l'ordre du jour, je rappelle que nous avons : *Guerre-Militarisme, Patriotisme-Colonisation*, deux volumes de plus de 400 pages chaque, contenant des extraits de plus de 300 auteurs anciens et modernes ayant écrit sur ces sujets :

Chaque volume, sur beau papier illustré, **7 fr. 50**, frais de poste en plus.

Edition sur papier ordinaire, sans illustration, franco **2 fr. 50**

EN VENTE

En fouillant nos rayons, nous avons retrouvé deux exemplaires, sur Japon, des *Errants* de Rysselberghe. Les marges sont un peu défraîchies, mais la lithographie est intacte.

Nous ne disposons plus que d'une et nous l'offrons à 10 francs.

Nous avons retrouvé, avec, un ou deux exemplaires de chacune des lithographies suivantes, tirage d'amateur :

L'Incendiaire, Luce.
Les Porteuses de Bois, Pissarro.
L'Errant, X.
Le Démolisseur, Signac.
L'Aube, Jehannet.
L'Aurore, Willaume.
L'Homme mourant, L. Pissarro.

Celle-ci est un peu jaunie, et nous n'en possédons qu'un exemplaire.

Sa Majesté la Famine, Luce.
C'est défendu de marcher sur l'herbe, Hermann-Paul.
La Vérité au Conseil de guerre, Luce.
La Guerre, Maurin.

Nous les offrons à 5 francs l'exemplaire.

Nous avons fouillé tous les coins. Ce sont les seuls exemplaires qui restent. Ceux qui les désirent feront donc bien d'en profiter.

EN VENTE AU JOURNAL

Dernières lithos parues.

La Libératrice, de Steinlen ;
Le Missionnaire, Willaume ;
Aux petits des oiseaux, Willette ;
Les Errants (réimpression), de Rysselberghe.

Par la poste. . . . . 1 fr. 40
Edition d'amateur. . . . . 3 » 50

Demander le catalogue.

NOS LITHOS

Voici ce qui nous reste au prix d'édition :

Epouvantails, par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40** ; édition d'amateur : **3 fr. 50.**

Petite Correspondance

T., à Bayeux. — En quoi voulez-vous que nous intéresse la lettre de Tailhade ? Qui a jamais pu le prendre au sérieux ? Voilà vingt ans qu'il pose. Il fallait bien qu'il trouvât quelque nouveau pétard pour attirer l'attention sur lui.

L., à Saint-Quentin. — De l'étude de Kropotkine, certains numéros sont épuisés. Il faut que vous preniez la 10e et la 11e année.

Un certain nombre de camarades m'ont répondu au sujet d'une publication contenant les adresses d'instituteurs, je les prie de m'excuser de ne pas leur avoir accusé réception plus tôt.

Merci des renseignements.

R., à Saint-Maurice. — Bien reçu le mandat ; mais j'ai perdu la carte où était désigné l'emploi ?

A. B., à Jonzac. — Je réexpédie les numéros qui avaient été envoyés à leur heure.

Théâtre libre d'Aubagne. — Convocation arrivée trop tard.

E. C., à Senlis. — L'abon. sera servi.

C., à Saumanes. — Reçu le mandat.

B., rue Damrémont. — Je fais passer votre réclamation à Hachette.

Denauroy. — Voyez plus haut ma réponse à ce sujet. Ce serait accorder trop d'importance à ce pitre. Ne pourriez-vous pas refaire votre article au point de vue général et impersonnel ?

A. M. — Le numéro du camarade C. J. 24, rue du Bosquet, nous revient avec la mention « inconnu » ; son adresse exacte ?

Peyralant. — Pas assez saillant, ni comme dessin, ni comme sujet.

B., à La Seyne. — Expliquez-nous mieux quels numéros du supplément vous désirez, et envoyez le montant.

T. R., à Bologne. — Voyez le n° 39, où nous avons publié les faits dont parle votre correspondance. J'envoie le n° 26.

Molinari, à Mantoue. — Oui, il est idiot qu'un journal internationaliste n'ait pas une rédaction mieux organisée au point de vue des publications de langues diverses ; mais les camarades qui doivent nous faire ce travail, ont été, jusqu'ici, à part quelques rares exceptions, d'une très grande paresse.

G., à Orléans. — 1.15 port compris. Quelques-uns nous manquent.

H. D., à Argenton-Château. — Je crois que le rembours. était parti lorsque votre lettre est arrivée. Vous n'avez qu'à refuser, s'il vous est présenté. Nous attendrons.

E. P., Kremlin. — Dessin trop spécial.

Reçu pour la propagande russe :

Produit de la conférence donnée par les camarades Berrier, Feller et du « Théâtre social » de Marseille, en commémoration du 22 janvier, 18.75 ; frais déduits, reste 16 fr. Le Théâtre social y rajoute 10 fr. En tout : 26 fr., somme que nous remettrons pour la propagande révolutionnaire russe, avec la somme précédemment reçue.

Reçu pour le journal : E. S., à Coléanor, 5 fr. — E. M. à Malakoff, 4 fr. — Merci à tous.

E. L., à Martainville. — E. B., à Liverpool. — S., à Arsimont. — R. — L. P., à Liverpool. — C. à Rosporden. — R. à St-Maurice. — D., à Verviers. — B., à Chinon. — M., à Montner. — B., à Vincelottes. — R., à St-Claude. — T., à Nemours. — C., à Turin. — H., à Digne. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente **à Nimes**

chez le camarade Mondon, 17, rue Saint-Castor.

Le Gérant : J. Grave.

Paris. — Imp. Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7.

11e ANNÉE. — N° 41.

10 FÉVRIER 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir au supplément
le dessin d'Hermann-Paul.

SOMMAIRE

Eveiller l'initiative

Il s'est déroulé l'autre jour, à la Chambre, une discussion intéressante — ça arrive quelquefois. On parlait de l'agriculture et des coopératives agricoles. Naturellement, comme il arrive toujours quand il s'agit de la production des champs, les demandes de subventions, de primes, de mesures protectrices battaient leur plein.

Mais dans ce concert d'appels à la manne gouvernementale, une note moins banale a été jetée par MM. Plissonnier et Gabriel Baron. Bien que, dans une mesure plus ou moins grande, protectionnistes, ils ont soutenu que le remède ne consistait pas à tendre la main en mendiant vers la caisse de l'Etat, ce sauveur illusoire selon nous, mais qu'il importe que les agriculteurs cherchent dans leur initiative propre l'énergie suffisante pour modifier les déplorables conditions de leur existence. Après un réquisitoire très juste de M. Gabriel Baron contre les spéculateurs et les intermédiaires qui provoquent des hausses factices dont les producteurs ne profitent nullement, ils ont préconisé, pour obvier à ce parasitisme néfaste, l'association des cultivateurs, leur groupement en coopératives d'où résulterait une simplification des rouages intermédiaires existant entre producteurs et consommateurs, un amoindrissement, par conséquent, de l'exploitation dont les uns et les autres sont l'objet.

Evidemment — et nous disons cela depuis plus de vingt ans — la solution de nombre de souffrances sociales réside dans l'initiative, dans le groupement spontané, l'action directe. Le recours à l'Etat, qui n'est, somme toute, qu'un organisme parasitaire, de tous le plus épuisant, parce qu'il est constitué de lourds prélèvements sur le fruit de nos efforts, le recours à l'Etat est un leurre, car c'est de nous et de nous seuls que nous vient la protection qu'il prétend nous accorder, et dans le trajet qu'elle parcourt ainsi de nous à nous, une majeure partie s'en égare en profits aux intermédiaires et à la bureaucratie.

Mais autre chose est indiquer la solution et autre chose fournir les moyens de l'amener à réalisation.

D'accord : il est inouï que la France, avec la situation climatérique dont elle jouit, soit, au point de vue agricole, en un tel état d'infériorité eu égard à d'autres pays moins favorisés naturellement ; et elle ne pourra marcher de pair avec ces pays que si s'éveille l'esprit d'initiative des agriculteurs français.

Mais comment éveiller cet esprit d'initiative qui paraît si assoupi et que les demandes réitérées de subventions gouvernementales ne sont point faites pour tirer de sa léthargie ? M. Baron — et c'est là une des parties les plus intéressantes de son discours — dit qu'en cette matière, comme en beaucoup d'autres, c'est par l'enfant qu'il faut commencer, et que l'éducation est le grand élément réformateur. Il demande que l'instituteur reçoive une instruction agricole plus développée et soit, par cela, mis à même d'enseigner, non seulement par la théorie, mais par des exercices pratiques fréquents, aux enfants des campagnes les méthodes nouvelles et plus productives, et que leurs parents méconnaissent.

Sans doute, l'ignorance entre comme facteur important dans l'état retardataire de l'agriculture en France. Mais en est-il réellement le facteur principal ? N'y a-t-il qu'en matière agricole que la France se soit laissé distancer par d'autres nations jadis ses inférieures ? Il semblerait au contraire que cet esprit de routine, ce manque d'initiative dont on se plaint en ce qui concerne l'agriculture se soit étendu à toute matière. L'autre jour encore, on constatait à la Chambre l'infériorité de la marine marchande française par rapport à l'Angleterre, l'Allemagne et la plupart des pays du Nord. Et notez que la France regarde trois mers et que la moitié de ses côtes sont maritimes. Elle devrait être un pays marin au premier chef.

De tous côtés également on se plaint de ne pouvoir soutenir la lutte contre la « concurrence étrangère ». Il y a donc là, sinon un arrêt, tout au moins un ralentissement ou une progression moins rapide comparativement à d'autres pays.

Sans s'en chagriner au point de vue national, qui n'a pour nous aucun intérêt, nous pouvons regretter qu'une portion de l'humanité se trouve au point de vue économique au-dessous de ce qu'elle pourrait être, et que par suite son bien-être en souffre.

Il importe d'examiner ce problème et d'y chercher, si possible, une solution.

Il est à constater que cet état d'infériorité n'est pas spécial à la France mais qu'il s'étend à toutes les races gréco-latines. Elles qui, il y a quelques siècles, tinrent la tête de la civilisation européenne sont aujourd'hui de beaucoup dépassées par les races septentrionales.

Tel est, il est vrai, le sort de toute civilisation qui, après une période plus ou moins longue, est supplantée par une autre. C'est ainsi que se succédèrent, allant de l'Orient à l'Occident, les civilisations hindoue, assyrienne, babylonienne, égyptienne, grecque, latine, ibérique et française. Aujourd'hui, la suprématie appartient aux races anglo-saxonnes et germaines.

Faut-il en conclure que toute civilisation est fatalement condamnée à une même évolution : suivant, un temps, une marche ascendante, au bout de laquelle est une apogée nécessairement suivie d'une régression irrémédiable ? Peut-être n'en est-il pas ainsi, et cette régression, constatée partout, n'est-elle peut-être qu'apparente et relative ; peut-être cette civilisation comparée à elle-même à deux époques différentes, continue-t-elle à progresser, et sa régression apparente n'est-elle due qu'à une accélération plus rapide des civilisations avoisinantes par qui elle se trouve, à un moment donné, rattrapée et, par la suite, dépassée.

La France du vingtième siècle est, à coup sûr, en progrès sur la France du dix septième siècle. Cependant elle le cède aujourd'hui à l'Angleterre, par exemple, et à l'Allemagne qu'elle primait jadis.

Les races latines ont eu leur époque de suprématie. Ont-elles décliné depuis ? Non. Mais les autres, leurs inférieures d'autrefois, ont progressé plus vite et les ont dépassées. Placées à l'origine sous des climats plus défavorables,

les débuts de celles-ci furent plus difficiles, plus lents, et tandis que la barbarie les tenait encore, les races latines plus favorisées s'épanouissaient plus tôt. Mais en raison même des difficultés rencontrées, des obstacles nombreux à surmonter, ces races moins heureuses virent se développer leur combativité, leur esprit d'initiative; à tel point qu'à la longue, progressant à pas de géant, elles atteignirent et finirent par devancer leurs rivales du Sud, donnant ainsi l'apparence d'une décadence de celles-ci.

Cela est si vrai, à mon avis, que par contre, les races extrêmement favorisées comme les races tropicales et équatoriales, vivant en des contrées où en raison de l'exubérante surabondance de la nature, rien ne vient stimuler l'effort et provoquer l'initiative, ces races, dis-je, ont suivi une évolution d'une lenteur telle qu'il existe actuellement entre elles et nous une distance considérable.

Donc la France et les races latines n'ont, à proprement parler, subi aucune décadence comparativement à elles-mêmes. Elles ont été distancées par les races septentrionales en raison de conditions mésologiques différentes. La cause fondamentale, essentielle de leur inégalité réside actuellement en une différence de degré dans l'esprit d'initiative.

Il y aurait donc lieu, pour remédier aux maux spéciaux que cette inégalité engendre, d'éveiller et de développer parmi les Latins l'esprit d'initiative à un degré tel qu'il puisse leur procurer le bien-être dont ils devraient pouvoir jouir.

La chose est-elle possible? Et en tout cas, dans quel sens agir, quels moyens et quelle méthode employer pour y parvenir?

La tare dont est atteinte la mentalité latine, c'est l'esprit de subordination. Il ne faut pas se laisser tromper à certaines apparences frondeuses. Sous leur turbulence toute de surface, ces races cachent un respect profond de la routine, une haine du nouveau et une crainte des responsabilités qui les maintiennent forcément en un plan secondaire. La peur des risques de la vie, la crainte de l'action et de l'inconnu qu'elle comporte, la sécurité cherchée dans le fonctionnariat, dans le « fromage » tranquillisateur pour l'avenir, telle est leur caractéristique et notamment celle du Français.

Mais rien dans l'éducation que reçoivent les Latins, ne tend à détruire cet état d'esprit. Je dirais même que tout, au contraire, tend à le faire naître et à le développer. Nos méthodes d'éducation sont profondément imprégnées de l'esprit de soumission, d'abandon de soi-même et d'abnégation; elles ont pour objectif capital le nivellement des personnalités, l'effacement des originalités. Le respect, le respect continu, universel et hiérarchique, telle est la base de l'éducation latine, meurtrière de l'esprit critique, seule garantie de l'essor des initiatives fécondes.

L'esprit césarien prédomine encore chez l'éducateur comme il persiste dans la législation. L'éducateur a pour mission de façonner dans l'enfant le futur sujet docile et respectueux des dogmes politiques ou métaphysiques sur lesquels repose la société. Tout écart, toute saillie de sa personnalité hors du moule commun est soigneusement réprimé comme de nature à compromettre le bel alignement qu'on imagine être l'idéal de la perfection sociale

C'est cette conception atroce qu'il faut détruire si l'on veut obtenir un relèvement de la mentalité.

Chez nous, on sature l'individu du respect de l'autorité et l'on tue son énergie; chez les septentrionaux, l'autorité respecte l'individu, et son énergie croît et s'épanouit pour le mieux de la société.

André Girard.

CROCS ET GRIFFES

Voilà les ratichons en train de se battre avec les sbires à Lépine. A la bonne heure, au moins n'importe où ça tombe, on est sûr que ces coups ne sont pas perdus.

Si les catholiques réclamaient la liberté intégrale pour tous, sans nous occuper de ce qu'ils pensent, nous serions avec eux. Mais leur révolte provenant tout simplement de ce qu'ils ne sont pas satisfaits qu'on leur retire quelques-uns des nombreux millions qu'on vole au public, leur révolte n'est que du battage. Ils savent bien que si on leur tape dessus, ce sera encore avec des égards.

Souteneurs des régimes les plus infâmes, du moment qu'on leur laissait la plus grande part dans l'exploitation, non seulement des imbéciles qui voulaient les subir, mais aussi de ceux qui les repoussaient, ils sont mal venus de crier à l'arbitraire.

Deux filous qui se cognent, cela ne peut que nous faire plaisir.

Quant à la façon dont l'Etat entend le respect de la propriété, nous tâcherons de nous en souvenir, lors de l'expropriation générale, quand il s'agira de répartir les moyens de production entre ceux qui doivent les mettre en œuvre.

J. Grave.

Simplistes

(*Suite*) (1).

III

Oh! Je connais le cliché qui vient se placer ici : « Il y a les libertés acquises, les partis réactionnaires qui voudraient nous ramener en arrière. Il y a la république qui, certes, n'est pas l'idéal, mais qui, cependant a permis certaines conquêtes que les réclamations prématurées peuvent compromettre, et que l'on doit défendre contre l'ennemi commun. » Que sais-je! la liste est longue.

Mensonges que tout cela.

« Votre justice n'est pas la nôtre », disait Ravary à un civil qu'il interrogeait. « Votre idéal social n'est pas le nôtre » peuvent dire les travailleurs aux réformistes, et même ajouter : « Il est l'ennemi du nôtre, car vous voulez concilier ce qui est inconciliable, tandis que nous voulons rompre avec ce mensonge qui veut nous faire accepter le mal dont nous souffrons, sous prétexte de compromettre la réalisation du changement que nous voulons ».

* *

C'est le même cliché que pour l'internationalisme et l'idée de patriotisme.

« Quelle belle chose que l'internationalisme! Toutes les nations sœurs! y a-t-il rêve plus beau?

« Mais il y a des pays dont la victoire serait le triomphe de l'obscurantisme! Il y a des pays, comme la France, ayant un bagage de libertés et d'idées à défendre.

« La guerre est une chose monstrueuse, le militarisme est une plaie mais de peur d'un mal « qui pourrait venir », il faut garder le mal présent. »

Et voilà comment les choses reconnues mauvaises persistent et résistent, même lorsqu'on est d'accord sur leur malfaisance.

Eh! bien, non, les travailleurs peinant de 12 à 14 heures par jour, pour un salaire de famine, n'ont pas à défendre un bagage d'idées qui, toute leur vie, doivent leur rester inconnues; il n'y a pas de libertés réelles pour ceux qui n'ont pas les moyens de les exercer.

Qu'importe la liberté de conscience à celui qui doit afficher des opinions qu'il n'a pas, s'il veut trouver du travail, et dont le cerveau est tellement annihilé par un travail exténuant qu'il n'éprouve même pas le besoin de lire?

Qu'importe la liberté de réunion à celui qui, au sortir de l'usine, n'aspire qu'à manger et dormir?

Qu'importe la liberté de la presse à celui qui n'aura jamais les moyens de publier, même une brochure de quatre pages?

Je dis qu'importe? Que devrait importer? serait plus vrai. Car on a tellement pourri de politique le cerveau des travailleurs, que l'on est arrivé à les faire se passionner pour des libertés qu'une petite minorité se trouve être seule en état d'exercer.

* *

Pour le travailleur, le grand problème est de défendre le morceau de pain de tous les jours, de défendre sa dignité à l'usine, afin de ne pas être traité tout à fait comme une bête de somme. Voilà la lutte journalière, et celle-ci est à mener contre l'exploiteur compatriote, aussi bien que contre l'exploiteur étranger.

Si la guerre est atroce, si les guerres sont suscitées par les combinaisons louches des ruffians de la politique ou de la banque, si les travailleurs n'ont rien à y gagner que les frais à payer, que leurs maîtres soient vainqueurs ou vaincus, — alors guerre à la guerre; que les travailleurs ne s'y laissent traîner sous aucun prétexte, pour n'importe quel motif; qu'ils refusent de se laisser armer, et laissent leurs maîtres soutenir seuls leurs combinaisons.

La guerre ne pourra plus avoir lieu du jour où ceux qui sont les seuls à fournir la chair à canon refuseront de s'y laisser mener; et du jour où les exploités refuseront de servir plus longtemps de gardes-chiourmes à leurs exploiteurs, le règne de leurs maîtres sera bien près de sa fin.

* *

Il en est de même dans l'ordre économique, car tout se tient.

Si les travailleurs sont arrivés à plus de bien-être, s'ils ont conquis quelques petites libertés, ils ne le doivent pas plus à la République qu'à n'importe quel régime. C'est qu'ils l'ont conquis de haute lutte, indépendamment de tout régime politique. On peut même dire que c'est parce que les travailleurs ont lutté pour améliorer leur situation que la République a été rendue possible.

Si les ouvriers ont obtenu une diminution de la durée de la journée de travail, s'ils ont réussi à faire augmenter leurs salaires, s'ils ont aujourd'hui le droit de se syndiquer, s'ils ont le droit de parler et d'écrire, c'est parce qu'ils ont lutté toujours et sans cesse, soit individuellement, soit corporativement par les grèves, soit en masse par la révolution.

Aujourd'hui, nous en sommes arrivés à reconnaître que toutes ces améliorations ne sont que temporaires, insignifiantes, que ces fameuses libertés ne sont que des auxiliaires qui doivent servir à en obtenir de plus grandes, mais qu'elles sont impuissantes à amener la véritable solution, et ne font au contraire que la retarder, en faisant prendre l'accessoire pour le principal.

* *

Tant que les aspirations des travailleurs se bornaient à un peu plus de liberté, un

(1) Voir les N°s 39 et 40.

peu plus de bien-être, l'existence des privilèges des maîtres n'était pas mise en cause, la temporisation pouvait avoir sa raison d'être.

Aujourd'hui la situation n'est plus la même. Ce n'est pas seulement un peu plus de bien-être que réclament les travailleurs conscients, mais tout le bien-être qu'ils aident à produire. Ils ne veulent plus être une classe à part, n'ayant droit qu'à une situation inférieure. Si les exploiteurs veulent continuer à exploiter, les travailleurs ne veulent plus continuer à l'être.

Que la netteté de ces réclamations effraie ceux qui ne veulent pas laisser diminuer leurs privilèges, cela ne fait aucun doute, et nous avons vu qu'en effet ils croyaient trouver leur refuge dans les mesures de répression; mais du jour où le prolétariat commencera à prendre conscience de sa force, ce ne sont pas les mesures de réaction qui pourront l'arrêter. Quels que soient ceux qui détiennent le pouvoir, ils ne peuvent jamais que ce que leur permet la conscience publique. Et c'est cette conscience publique qu'il s'agit d'éveiller. La solution ne peut être amenée que par la lutte. Ce n'est pas en cherchant à se tromper sur le danger qu'on l'écartera, ni en laissant aux générations à venir le soin de tout résoudre, qu'on changera quelque chose.

La question est posée, et simplistes eux-mêmes sont ceux qui pensent l'éluder en élevant une question d'opportunité. Aujourd'hui, demain, dans cent ans, le problème est le même. Il faut bien se décider à l'envisager tel qu'il est. Une orientation nouvelle s'en dégage. Et c'est ce qui désoriente ceux qui ne l'ont pas compris.

J. Grave.

L'IDÉE DE PATRIE

En ce temps où chaque jour voit surgir un groupement nouveau, où, sur les murs, les affiches annoncent l'éclosion de « ligues pour la liberté », où toutes les troupes réactionnaires gagnent le champ de bataille pour soutenir leur dernier combat, l'apparition de *ligues* « pour la Patrie russe » et pour « l'idée de Patrie » est des plus significative. Elle constitue pour nous une preuve évidente que l'idée de Patrie n'est, au fond, qu'un de ces pantins dont les puissants se servent pour retenir et amuser autour d'eux les travailleurs. Ils sentent en ce moment s'effondrer l'édifice et de toutes parts essaient de maintenir au moins le statu-quo, tirant plus fort les ficelles des marionnettes, et cherchant à ranimer dans la conscience du peuple des sentiments qui s'y meurent, parce que le peuple commence à pressentir la vérité!

Certes, elle existe, l'idée de patrie, au cœur des simples, et je me refuse à croire que ceux des travailleurs, et il y en a malheureusement beaucoup encore, qui suivent, les yeux fermés, les bandes réactionnaires, voient dans leur enthousiasme chauvin et dans leurs cris de revanche, les moyens de recueillir des avantages nouveaux ou de se créer une situation meilleure. Non, ils sont convaincus, sinon tous, du moins une bonne partie d'entre eux. Mais descendons au fond de leur conscience, parfois obscure, et qui n'a pas coutume de s'analyser et nous verrons que là même, l'idée réelle de Patrie n'existe pas. Pourquoi ce simple est-il patriote? Oh pour une cause bien banale; par habitude. Habitude héréditaire d'abord. Son père était patriote... il l'est aussi; il n'a point, comme le travailleur qui cherche à s'émanciper, pris part aux causeries des universités populaires et des groupements. Les seules brochures qui soient passées par ses mains furent celles que le vicaire prêtait à sa femme *l'Almanach du pèlerin*, *les Veillées des chaumières*, *l'Image du fidèle*. Où voulez-vous, je vous prie, qu'il ait appris à penser autrement qu'il n'avait entendu penser son père?

Habitude prise ensuite dans les intérêts communs. L'homme simple, toujours parce qu'il n'a pas lu, parce qu'il ne sait pas, se figure que, passé les frontières de France, tout est désordre et sauvagerie. On ne l'étonnerait pas trop en lui affirmant que les Autrichiens sont un tant soit peu cannibales; et vous serez cru sur parole si vous lui dites que les Allemands s'habillent de peaux de bêtes retournées. Il a donc une peur instinctive de ces voisins; il redoute leur fréquentation et voici encore pour lui une raison d'aimer à se savoir entouré de la barrière idéale des frontières.

Habitude enfin, et ce n'est pas la moindre, de nos uniformes, de nos traditionnelles gloires; habitude du souvenir. L'homme simple laissé à lui-même ne ferait pas de mal à une mouche, mais il s'exalte jusqu'au délire en songeant aux hécatombes napoléoniennes; il est heureux de compter le monstre parmi ses concitoyens, et pour tout dire, en un mot avec la chanson, se sent fier d'être Français quand il regarde la colonne.

Si elle pouvait exister normalement, l'idée complète de Patrie formerait un ensemble grandiose; et, dans cette idée, le patriote ferait entrer non seulement l'amour de son sol, mais aussi l'amour de tout ce qu'il supporte, de ses habitants, de ses mœurs et de ses lois. Or, il n'en est rien, et chaque patriote n'a en soi qu'un lambeau de cette idée complète de Patrie.

Qu'est-ce pour le paysan, sinon l'affection un peu augmentée qu'il porte à sa terre, à sa terre qui le nourrit, qui l'enrichit quelquefois.

Qu'est-ce pour le commerçant, sinon la joie que lui apportent les marchés avantageux, les produits du sol, les grains de France, et les toisons recherchées des moutons de nos landes.

Qu'est-ce pour le soldat, sinon le drapeau, la poudre, et la fumée.

Et de quel mépris chacune de ces trois individualités n'est-elle pas remplie pour l'idéal des deux autres! Demandez au paysan ce qu'il pense des grandes manœuvres, destinées pourtant, parait-il, à maintenir sa Patrie au premier rang des puissances militaires? Demandez au soldat de profession, de quel dédain profond il regarde les champs ravagés et les récoltes perdues, sans lesquelles pourtant il ne saurait manger du pain. Les uns et les autres vous exalteront leur profession, dauberont sur celle du voisin, et s'essaieront à vous persuader qu'ils sont les seuls vraiment utiles à leur pays, les seuls qui vraiment portent au cœur l'amour de la patrie.

Au fond de tous ces discours, nous trouvons un mobile puissant : l'intérêt. Soldat, industriel, paysan, patriotes, entendent servir leur patrie, c'est vrai; mais ils entendent implicitement se servir eux-mêmes.

Et cette notion d'intérêt, nous la retrouvons à la base même de la formation de l'idée de Patrie... c'est l'instinct de propriété qui en forme le véritable fond; plus tard seulement, les souvenirs, les habitudes et les convenances sont venus s'y ajouter, la cimenter en quelque sorte.

Pour l'homme primitif, la patrie n'est autre que le chez-soi; c'est la caverne. C'est là qu'il dort, un quartier de rocher roulé dans l'ouverture, à l'abri des fauves qui le guettent de l'autre côté; c'est là, qu'au retour de ses chasses, harassé, tombant de fatigue, il vient s'étendre et se trouve enfin en sûreté. C'est là que, plus tard, après avoir volé à quelque homme errant une de ses filles ou sa propre compagne, il la fait sienne de par la loi du plus fort; c'est là qu'il la tient prisonnière et qu'il nourrit ses petits jusqu'à ce qu'ils soient assez grands pour se suffire et qu'ils s'en aillent à leur tour, au milieu de mille dangers, chercher une autre caverne, une autre patrie.

Pour les barbares poussés par le courant fatal des immigrations vers l'ouest, vers la mer, la patrie, ce sont les vallées fertiles où l'eau coule, où la chasse est abondante, où ils établissent leur race, unis déjà par l'obscur instinct de société, ou frustes encore, mais élevés d'un degré dans l'échelle des êtres humains, ils trouvent du bois pour faire cuire leurs aliments et forger des armes grossières. Leur patrie, c'est ce coin de terre, grand à peine, pour certaines tribus, comme une de nos villes d'aujourd'hui; ce morceau de sol où deux générations à peine écoulées, l'habitude prise et la communauté d'intérêts les auront enracinés à tout jamais. Déjà, chacun y a sa place marquée, et la notion de patrie pourrait s'y traduire par cette phrase : ceci est à moi. A une lieue de là, ce n'est plus la patrie. C'est la terre étrangère; c'est le peuple ennemi, contre les incursions de qui on luttera jusqu'à la mort, fourmis noires contre fourmis rousses, ceux d'un village contre ceux du village voisin.

Plus tard encore, en cette période de sommeil et d'apparent recul qu'est le moyen âge, la patrie, c'est pour le seigneur et le moine, le petit domaine où ils règnent en maîtres absolus. Pour le serf écrasé d'impôts et de corvées, c'est le droit de souffrir sous la domination du noble sur les terres de qui il est né; c'est le monastère ou le château-fort qui lui assurent une misère stable et le gardent esclave pour l'empêcher de devenir esclave d'un autre, triste certitude qu'il préfère encore à l'inconnu d'une autre tyrannie.

Dr L. Bresselle.

(*A suivre.*)

Au dernier moment, nous apprenons l'arrestation de divers camarades du procès de l'affiche antimilitariste (tous sans doute).

D'habitude on reçoit l'avis de se constituer prisonnier, mais le gouvernement, pour complaire aux nationalistes qui gueulaient tous les jours, et pour faire bascule, a préféré agir brutalement.

Comme cela tout le monde a son compte.

J. G.

MOUVEMENT SOCIAL

L'agitation antimilitariste. — Comme tout le faisait prévoir, la cour de cassation a rejeté le pourvoi des vingt-six condamnés du procès antimilitariste. Le verdict de classe et de haine des jurés de la Seine devient donc définitif et nos camarades, à bref délai sans doute, devront se constituer prisonniers.

Mais cela n'entravera en rien la propagande antimilitariste; nos gouvernants ne tarderont pas à s'en apercevoir.

A Rouen, ce n'est pas un, comme je l'ai écrit par erreur, mais trois camarades qui sont poursuivis pour l'affiche placardée par les soins de la *Jeunesse syndicaliste de Malaunay* et ayant pour titre : « *Paroles à ceux qui vont souffrir.* »

C'est le 22 février que les camarades Torton, Taupin et Harel passeront devant la cour d'assises de la Seine-Inférieure.

Les réunions antimilitaristes sont plus nombreuses que jamais et il n'y a pour ainsi dire pas de jour qu'il n'y en ait.

Sous peu doit paraître le numéro annuel du *Conscrit*, organe antimilitariste, et la *Voix du Peuple* annonce un numéro spécial à l'occasion du conseil de révision.

A l'annonce de nouvelles poursuites, aux condamnations déjà prononcées, les militants répondent en intensifiant la propagande. C'est la meilleure protestation.

A signaler une importante manifestation antimilitariste organisée à Bruxelles à l'occcasion du tirage au sort.

Un cortège de mille cinq cents manifestants est parti de la Maison du Peuple précédé d'une musique et de drapeaux portant des inscriptions antimilitaristes, et a parcouru les principales rues de la ville au chant de la *Carmagnole*.

Au retour, à la Maison du Peuple, a eu lieu une réunion au cours de laquelle les orateurs se sont élevés contre le tirage au sort et les armements.

P. D.

MONOGRAPHIE

La Foa (Nouvelle-Calédonie).

La Foa, le deuxième village de la Calédonie après Nouméa, se fait remarquer par sa coquetterie, ses rues larges et bien entretenues, ses maisons basses entourées de jardinets menus. Elle est située au centre de l'île, non très loin de la mer. Le village comme tout village qui se respecte, à son école, son église, sa mairie, sa gendarmerie, son douanier. Il y a un internat tenu par des sœurs, où l'on élève des filles de concessionnaires. Il y a aussi un pénitencier avec tout son personnel. Si vous ne faites que passer dans ce gracieux pays, vous en serez enchanté : les hommes y sont affables, les femmes aimables, tous les marcantis vous feront crédit ; il y a un nombre incalculable d'ivrognes : tout le monde paraît heureux, et la cloche de l'église appelant les fidèles à la prière, vous donnera l'idée d'un bon petit village de France, un peu arriéré.

Mais si au lieu de passer, vous demeurez, l'impression changera parce que vous connaîtrez alors ce qui se cache sous ces dehors bienveillants et ces mœurs paisibles. La population se divise en deux catégories bien tranchées, comme un peu partout du reste, les exploiteurs et les exploités. Les premiers : gros propriétaires, colons, marcantis et fonctionnaires et agents de tous grades, les seconds : libérés, concessionnaires, indigènes de toutes provenances et de toutes couleurs, et enfin les condamnés.

La culture est à peu près la seule industrie du pays, qui fournit en abondance café et maïs ; puis vient l'élevage, chez les gros propriétaires. La journée moyenne d'un libéré est de douze heures, pour un salaire qui varie de 10 à 15 francs par mois, avec la nourriture. L'indigène est payé de 10 à 25 francs et nourri ; les popines de 10 à 15 francs et les enfants de 6 à 10 francs. Les trois quarts des patrons ne payent pas, et d'ailleurs, chez ceux qui paient, les amendes arrivent à réduire le salaire à rien. Je connais des indigènes qui depuis trois ans n'ont pas vu un sou. Enfin le peu d'argent que touche l'exploité est dévoré de suite par le marcanti. C'est incroyable ce qui se consomme de liquide dans une si petite localité ; on vend à boire partout, clandestinement ou *légalement*, et dans la concurrence qui est féroce, la gendarmerie et les patrons jouent un rôle prépondérant. Chaque marcanti tâche toujours d'avoir un certain nombre de patrons avec lui, ainsi qu'un gendarme ; puis avec de la ruse, de la coquinerie, on joue son jeu, lançant à tout propos l'autorité aux trousses des malheureux, intriguant auprès des employeurs : tout est mis en œuvre, calomnie, dénonciation, fausse accusation etc... Tout le monde est vénal ici, et l'autorité plus que tout le monde. Or, comme le libéré et le concessionnaire sont désarmés, marcantis, patrons et gendarmes ont beau jeu.

Les mœurs ? oh alors, il faudrait ici le scalpel d'un Zola : tous Lesbiens ou Flamidiens, selon qu'ils sortent de l'internat de Fouwary ou de la ferme de Bourail. On vend des caresses partout, chaque maison est une maison de plaisir, mais c'est aussi un coupe-gorge ou tout au moins un coupe-bourse. On vous vole, on vous frappe, on vous tue, et si vous n'êtes pas mort, on vous fait emprisonner. Pas une maison qui n'ait eu sa petite affaire, son petit crime ; les femmes dont un gouverneur a dit qu'elles sont le meilleur produit du concessionnaire sont absolument féroces. J'en connais une qui, le soir même de son mariage avec un concessionnaire, couchait avec le major, et tuait son mari le lendemain, d'un coup de couteau (élevées par une telle mère, ses jeunes filles ne sont pas absolument des rosières) ; une autre a fait tuer son mari pour vivre avec son amant ; une autre se fait surprendre dansant nue avec sa fille, etc, etc.

On égorge, on empoisonne, on vous jette au bagne, soit pour vous voler, soit pour se débarrasser de vous. Les surveillants vivent de la veulerie des concessionnaires, les gendarmes se vautrent dans tous les lits, et se sont eux qui, par leur enquêtes, distribuent la justice. L'école se débauche avec la gendarmerie, l'église avec ses ouailles. Rien n'est respectable, et si par hasard une famille est honnête elle fait tache et la calomnie l'abreuve.

Tel maire et commerçant honoré dans ce pays commet des gueuseries pour s'approprier des mines. Tel gros propriétaire, agrandit encore son territoire par des moyens inavouables. Tel autre encore, au su de toute la colonie, doit sa fortune à l'achat de bestiaux volés par les indigènes lors de l'insurrection de 1878, et qu'il paie en fausse monnaie. Ce sont les gens respectables, jugez des autres !

Quant aux petits, aux besogneux, aux concessionnaires enfin, une famille choisie parmi les plus respectées, les plus morales, nous servira d'exemple.

On va à la messe régulièrement, on communie. La mère est connue sous le nom de *la mère Tafia*, par exemple. On est toujours le bienvenu chez elle si l'on apporte à *boire*. Mais si vous êtes sans le sou, ayez le bon goût de ne pas vous présenter à la maison sinon vous risquez fort qu'on se débarrasse de vous à l'aide de l'autorité. Êtes-vous gai ? tant mieux, seulement ne chantez pas de chansons « malhonnêtes ». La mère vous prévient charitablement : « A moi ça m'est égal, vous comprenez, mais ne parlez pas de bêtises à ma fille », vous comprenez si bien que vous faites aussitôt des offres à la mère qui ne recule devant aucune culbute dès qu'elle a bu un verre, et se retranche derrière sa respectabilité quant elle est à jeun. Il est vrai qu'elle y est rarement.

Sa première fille a pris la fuite de dégoût, la seconde, qui avait des idées sur l'amour libre, était heureuse de devenir mère. Mais la morale, sous les espèces de sa bonne mère tenta de la faire avorter ; elle s'y prit mal, fourgonna dans la matrice de la malheureuse avec un manche à balai et la tua ; la troisième qui n'était qu'une enfant à cette époque croit être l'auteur de la mort de sa sœur cadette, si bien que le père et la mère la tiennent par la peur. Tout est chaste dans la maison ; selon la matrone, il n'y a que des coquins dans le pays, elle et les siens seuls ont droit au respect public. Puis quand père et mère sont ivres, une fois dans leur chambre ils se jettent crûment leurs vérités à la face, devant cette charmante jeune fille qui en est écœurée.

J'ai pris les meilleurs, jugez du reste.

La Foa ignore absolument toute espèce de revendications sociales, et cela se comprend : les exploités sont frappés par la loi ou vivent sous les règlements de l'indigénat, et les exploiteurs jouissent de trop de liberté, pour demander la moindre transformation. Royauté ou république, socialisme ou anarchie, on se moque bien de toutes ces billevesées. On ne se passionne que pour l'élection municipale à cause des profits qu'on en tire, le reste est indifférent. Tous se connaissent ; on se juge tout bas les uns les autres, et tout haut on s'entreloue, cependant que les déshérités se sentent abandonnés de tous.

X.

La Foa, le 5 août 1905.

MOUVEMENT OUVRIER

Le voyage à Berlin de Griffuelhes ayant été rapporté diversement et surtout inexactement, notre camarade a dû rétablir la vérité des faits.

Sous le titre : *Sur une délégation*, il le fait dans le dernier numéro de la *Voix du Peuple*, avec une évidente modération et de façon à ne froisser les susceptibilités de personne, voire même de ceux qui, à Berlin, l'ont si mal accueilli. Griffuelhes, souhaitons-le, nous donnera par la suite ses impressions morales, autrement pénibles que l'exposé des faits auxquels il a cru devoir s'en tenir pour l'instant.

Ce qui ressort clairement de cet exposé, c'est que MM. les chefs de la social-démocratie allemande ou ne veulent pas tenter quelque chose pour éviter un conflit dont les exploités des deux pays feraient les frais, ou bien se sentent absolument impuissants à le tenter.

Le mandat de Griffuelhes était simple et net ; les propositions des syndicats français aux organisations similaires allemandes étaient : *Organisation d'une démonstration à Paris et à Berlin et tenue d'une conférence extraordinaire des Confédérations de chaque pays.*

C'est aux syndicats et aux syndicats seuls que Griffuelhes avait mandat de faire ces propositions.

Berlin est le siège de la Fédération internationale des syndicats dont fait partie la Confédération française et c'est à elle qu'il devait soumettre la seconde partie de son mandat : la tenue, dans le plus bref délai possible, d'une conférence extraordinaire des Confédérations de chaque pays.

Il faut le dire clairement et sans détour : les Allemands ont répondu par une fin de non-recevoir aux propositions des travailleurs français.

« Les propositions que vous nous faites, répondirent tout d'abord les Allemands, n'entrent pas dans le cadre de nos moyens d'action. »

Tout comme nos bourgeois réactionnaires, les dirigeants des syndicats allemands considèrent que s'opposer à la guerre entre deux grands peuples ne fait pas partie de l'action ouvrière. Nous pensons heureusement autrement en France.

« Et puis la guerre est impossible entre les deux peuples, prétextèrent encore les bonzes de la social-démocratie, la preuve c'est que Marx n'a pas prévu qu'un conflit européen puisse découler des incidents actuels du Maroc ». On avouera que l'argument était pour le moins spécieux.

Non moins l'était celui qui consistait à en référer avant réponse à « leurs camarades » du parti socialiste français, puisqu'à l'heure actuelle encore il n'en a rien été fait.

Il est bon de faire remarquer que les principaux chefs de syndicats sont en même temps de gros personnages de la social-démocratie. Legien, secrétaire de la Commission générale des syndicats allemands, est en même temps député social-démocrate et presque tous les secrétaires d'organisations sont des autorités dans le « parti ».

C'est donc à la social-démocratie, et à elle seule, qu'il faut imputer l'échec subi par le délégué des organisations ouvrières françaises.

Et ainsi nous sommes renseignés sur le cas qu'il faut faire des gros effectifs « socialistes » (!!) d'Outre-Rhin.

Ces trois millions d'électeurs, ce million et demi de syndiqués sont incapables, à ce qu'il paraît, de résister aux coups de force que pourraient tenter contre eux leurs gouvernants.

C'est là un aveu d'impuissance vraiment pénible à constater.

L'on a souvent reproché aux syndicats français la faiblesse de leurs effectifs ; on conviendra qu'ils remplacent efficacement cette faiblesse numérique par la puissance de leur activité, puisque avec leurs gros effectifs, les Allemands s'avouent incapables de tenter ce que n'hésitent pas à accomplir les travailleurs français.

Cependant, en dehors de la social-démocratie peureuse et conservatrice, nous savons qu'il y a en Allemagne des travailleurs peut-être moins disciplinés, mais plus osés et plus courageux. Ceux-ci sont à présent au courant de la démarche faite au nom des travailleurs de France. Qu'ils agissent donc et montrent une fois pour toutes que la social-démocratie et ses chefs sont loin de représenter tout le mouvement ouvrier d'Outre-Rhin.

Après un majestueux silence, M. Barthou, ancien ministre de l'Intérieur et rapporteur de la loi sur les syndicats, vient de se prononcer. Il conclut nettement à l'interdiction du droit syndical pour les postiers, les instituteurs et tous autres salariés de l'Etat-patron.

Voici le principal passage du discours qu'il a prononcé à ce sujet dimanche dernier, devant des bourgeois bordelais qui demandaient à être rassurés :

« Voici qu'après les postiers et les instituteurs, les préposés des douanes et des contributions indirectes émettent la prétention de se syndiquer. Il n'y a qu'un mot pour caractériser un semblable état de choses : c'est anarchie, et il n'est que temps de remettre chacun à sa vraie place et de donner aux lois leur sens véritable et leur portée. Les syndicats de fonctionnaires violent la loi, ils heurtent le bon sens, ils défient l'ordre public. S'ils ont pour unique objet l'étude et la défense des intérêts communs, la loi de 1901 suffit, et les associations amicales constituées sous son égide le rempliront amplement. »

Conçoit-on, en effet, des fonctionnaires conscients de leur condition de travailleurs et d'exploités et faisant valoir des revendications ? Un ancien ministre de l'Intérieur ne pouvait que leur refuser la liberté de se grouper de la façon la plus conforme à leurs intérêts.

Voici donc instituteurs, postiers et autres salariés de l'Etat-patron prévenus, car le gouvernement étant du même avis que le rapporteur, la Chambre ne manquera pas d'en ratifier les conclusions, et le droit de se syndiquer leur sera refusé.

A moins cependant qu'ils ne sachent *vouloir avec*

énergie ce qu'ils veulent, et que par une agitation qui doit commencer dès à présent et ne se terminer qu'au jour où ils auront obtenu entière satisfaction, ils ne forcent la main à ceux qui s'apprêtent à disposer si allègrement de leur liberté.

Les intéressés feront bien de ne compter que sur eux-mêmes.

❖ ❖

Ce ne sont pas en tous cas les instituteurs du Var qui, quoique groupés en syndicat, apporteront à la cause syndicale un bien grand appui. C'est ce qu'atteste l'ordre du jour suivant qui montre un étrange état d'esprit, et une conception bien enfantine et bien timide du mouvement dont ils se réclament :

« Les membres du syndicat des instituteurs du Var considèrent l'éventualité d'une grève des instituteurs comme de nature à porter atteinte à la considération et à l'influence morale de l'instituteur dans les communes rurales et dans les villes industrielles.

« Ils reconnaissent l'illégalité d'une grève de fonctionnaires qui serait l'interruption d'un service public organisé par la nation et qui tomberait sous l'application de l'article 216 du Code pénal, interdisant tout arrêt de service public par le fait des fonctionnaires.

« Ils estiment d'ailleurs que, même en cas de grève générale des syndicats ouvriers, le devoir des instituteurs serait de ne pas suspendre leur service, dans l'intérêt et pour la sécurité des enfants.

« En conséquence, ils déclarent que, par respect de la loi et par sentiment du devoir, ils ne recourront à la grève en aucun cas et resteront toujours dans la légalité. »

J'ai tenu à donner cet ordre du jour en entier, car il montre que les appréhensions que je formulais, il y a quelque temps, dans un article sur les instituteurs et les syndicats, étaient loin d'être dénuées de fondement.

Quoiqu'il en soit, on conviendra qu'au moment où les instituteurs syndicalistes vont avoir besoin de tous leurs moyens et de toute leur énergie pour vaincre la résistance des pouvoirs publics, la manifestation des instituteurs du Var est pour le moins intempestive.

❖ ❖

Les grèves. — A Neuves-Maisons (Meurthe et Moselle) les ouvriers mineurs se sont mis en grève pour protester contre le renvoi d'un de leurs camarades, chargé du pesage du minerai et en même temps secrétaire du syndicat. Pour quelques centaines de grévistes il y a, indépendamment des gendarmes, une compagnie du 146e de ligne, deux escadrons du 5e hussards et l'on annonce au moment où j'écris que de nouvelles troupes viennent de quitter Nancy.

Aussi n'a-t-il pas tardé à y avoir du grabuge. Des collisions ont eu lieu et au cours de l'une d'elle un capitaine de gendarmerie qui se montrait particulièrement féroce a reçu un coup... de couteau, dit-on!

Ce qu'il y a de certain, c'est que la présence de la force armée a fort monté les esprits.

A Voiron, grève d'ouvriers tisseurs qui ont présenté à leurs employeurs toute une série de revendications. Il est fort possible que la grève s'étende aux vallées de la Fure et de la Morge, où se trouvent des usines employant au total plus de vingt mille ouvrières ou ouvriers.

A Cette, grève de pêcheurs qui réclament une répartition plus équitable des produits de la pêche, notamment en ce qui concerne la part devant revenir aux patrons qu'ils trouvent trop élevée.

Des manifestations ont eu lieu et un patron n'a dû son salut qu'à la fuite, les matelots menaçant de lui faire un mauvais parti.

A Marseille, grève d'ouvriers peintres qui réclament une augmentation de salaire.

A Saint-Loup-sur-Semouse, les ouvriers de l'ameublement ont repris le travail après avoir obtenu satisfaction dans toutes leurs revendications.

❖ ❖

Au sujet de la grève des camionneurs dont j'ai parlé dans un précédent numéro, nous avons reçu du secrétaire de la *Chambre syndicale des camionneurs* une lettre nous indiquant que les résultats ont été :

1° Une augmentation de salaire par tête et par jour de 2 francs en moyenne.

2° La semaine de 90 heures comprend les repas et une moyenne de trois à quatre heures par jour de descentes de caves, travail absolument étranger au service patronal et rapportant aux camionneurs 4 francs de pourboires par jour et souvent plus, en sorte que la semaine de travail effectif ressort à 56 heures.

3° Le repos hebdomadaire et autres satisfactions.

Nota. — M. Millerand est absolument resté étranger à notre conflit.

Sauf en ce qui concerne le « *nota* » il n'y a rien là que je n'ai dit puisque j'avais constaté : 1° Que les camionneurs obtenaient une augmentation de salaire.

2° Que ce soit à un travail ou à un autre, peu importe car c'est bien, comme le constate notre correspondant, à la semaine de 90 heures qu'a conclu l'arbitre.

En ce qui concerne le repos hebdomadaire, la note publiée par les journaux d'après le communiqué du syndicat porte bien que les camionneurs devront un dimanche sur deux, consacrer quelques heures à leurs employeurs; je me réjouis pour eux si comme l'affirme notre correspondant ils ont obtenu le repos hebdomadaire complet.

Je ne me réjouis pas moins que Millerand, l'ex-associé de Gallifet et l'homme de Chalon soit absolument resté étranger au conflit. Je regrette seulement que le citoyen Jacquot n'ait pas fait cette rectification à *La Petite République* qui avait donné l'information bien avant moi.

Reste le choix de l'arbitre auquel se garde bien de faire allusion notre correspondant.

J'estime en effet que c'est non à l'intervention du sieur Fontaine, mais à leur énergie dans la lutte, aux cassages de gueules même, que les camionneurs doivent les quelques améliorations qu'ils ont réussi à arracher à leurs exploiteurs. Il est regrettable que l'organisateur des fiches au ministère du commerce; que l'agent du préfet à la commission policière qui fait fonction de commission administrative à la Bourse de la rue du Château d'Eau, puisse obtenir même un semblant de réhabilitation en se faisant accepter comme arbitre par des travailleurs.

Et vraiment si l'on commence par Fontaine, il n'y a pas de raison de ne pas accepter Biétry une autre fois.

Je n'avais pas voulu dire autre chose.

P. Delesalle.

❖ ❖

RUSSIE

Les nouvelles qui nous arrivent parlent toutes d'une réaction féroce, comme on n'en avait pas vu même dans la période la plus noire du règne d'Alexandre III. A Varsovie un de nos camarades encore est fusillé (1); et combien d'autres sont menacés du même sort? Ceux qui périrent à Moscou après l'écrasement de l'insurrection, on n'en connaît encore ni le nombre, ni les noms. Un tribunal fut improvisé, composé de gendarmes et d'officiers qui, sur la simple dénonciation d'un « dvornik » ou d'un sergent de ville, faisaient amener l'accusé devant eux et après avoir jeté sur lui un coup d'œil, disaient simplement : « Il faut le fusiller » (en français). La sentence était exécutée immédiatement. Révolutionnaires et innocents périrent ainsi indistinctement.

Voici un cas parmi beaucoup d'autres que le public a appris grâce à une lettre que le père de la malheureuse victime a adressée aux journaux. Il s'agit d'un jeune homme, élève d'une école spéciale technique de Moscou, qui n'avait jamais participé au mouvement révolutionnaire, n'était jamais allé aux réunions, sauf à une conférence faite, il y a quelque deux mois, par un professeur d'université sur la réunion de la Douma. Pendant la semaine révolutionnaire, il était prudemment resté à la maison. Le 19 décembre, la fusillade finie, lui et son père sortent pour se promener un peu, et vont, en curieux, voir les dégâts occasionnés par la bataille dans le faubourg de Presnia. En chemin, des patrouilles les arrêtent à chaque instant et les fouillent, cherchant des armes. Ils parviennent cependant à poursuivre leur promenade lorsque, au retour, une nouvelle patrouille les ayant arrêtés, un soldat trop zélé que l'uniforme du jeune homme a eu le don de mettre en fureur s'avise d'examiner le carnet de l'étudiant et y trouve, horreur!... une chanson révolutionnaire imprimée. On arrête le jeune homme, on brutalise le père. Des journées se passent sans que la famille parvienne à avoir le moindre renseignement sur l'arrêté. On cherche partout, et le 24 décembre le père trouve son cadavre dans un hangar du commissariat de Presnia; on lui montre un certificat de médecin disant que son fils a été fusillé le 21!

Autre cas. Le 18 décembre, le régiment Semenovsky arrive à la station Goloutvino du chemin de fer Moscou-Kazan. On cherche le comité de grève. Or, il n'y a aucun comité de grève ici. On perquisitionne dans différentes maisons, on arrête sans se soucier de savoir si l'on trouve quelque chose de suspect, en se guidant simplement sur une mystérieuse liste. Dans un wagon de chemin de fer, on enferme vingt-trois personnes; trois heures après, elles sont fusillées près du talus de chemin de fer...

On pourrait citer des exemples sans nombre. Gens inoffensifs tués, révolutionnaires fusillés sans jugement, villages brûlés par les troupes... Mais c'est assez. Le martyrologe est loin d'être fini, et nous apprendrons sans doute la perte de beaucoup de militants encore; mais la haine contre l'oppression n'en fera que croître. Un camarade de Russie écrit avec raison : « Plus la réaction lève la tête, plus elle tend le cou »!

P. K.

(1) Tandis que les journaux indifférents reproduisaient telle quelle la note des agences relative à l'exécution de l'anarchiste Igelson, l'*Humanité* seule a remplacé le mot « anarchiste » par « socialiste ». Puisqu'on a dit qu'il n'y a point d'anarchistes en Russie!

❖ ❖

POLOGNE

Varsovie. — Vous avez sans doute appris par les journaux de ces jours derniers, le début tragique du mouvement anarchiste en Pologne. Onze camarades ont été fusillés d'abord; quelques jours après on en exécutait sommairement à Varsovie 16, puis 12.

Pour les envoyer à la mort on ne chercha même pas à leur prouver qu'ils avaient commis un acte quelconque; il a suffi qu'ils se soient fièrement réclamés des idées anarchistes.

Pas une seule voix dans toute la presse avancée ni même dans la presse soi-disant révolutionnaire et socialiste, ne s'est élevée en faveur de nos jeunes camarades. Bien au contraire, les journaux les plus radicaux répandirent sur eux, — et cela encore avant le jugement — des flots de calomnies, les dénonçant comme de simples bandits et voleurs, et firent ainsi savoir aux bourreaux que rien ne les arrêterait dans leur besogne, que l'opinion publique même ne les désavouerait pas.

Ainsi la presse qui se prétend socialiste s'est faite la pourvoyeuse des échafauds tzaristes, les anarchistes qui étaient presque tous des travailleurs manuels, périrent sans qu'aucune voix de protestation se fît entendre.

VARIÉTÉ

Claude Tillier

Suite (1)

Et voilà qui est bien nouveau. Ce que, vers 1840, signifie un Claude Tillier, c'est l'apparition du peuple dans l'histoire, déterminant dans la littérature la formation d'un courant populaire. Au nom du peuple, Claude Tillier a pris la plume; en homme du peuple, il l'a tenue, comme un insurgé son arme ou la hampe du drapeau!

Il est avec le grand Proudhon (1), auquel

(1) Voir les numéros 37, 38, 39 et 40.

(2) Au fait, Proudhon avait lu Tillier.

C'est par le grand anarchiste que Ludwig Pfau, à qui un exemplaire de *Mon oncle Benjamin* était tombé sous la main vers 1850 à Paris, « apprit que l'auteur s'appelait Claude Tillier, qu'il avait vécu en province, était mort en province et, pour cette raison, était ignoré de Paris ».

Ce Pfau qui était un proscrit de la révolution allemande, devait donner quinze ans plus tard, la première version allemande de *Mon oncle Benjamin* (Stuttgard, 1866).

d'ailleurs il ressemble *littérairement* par tant de traits, le premier écrivain d'un tempérament véritable qui ait élevé contre le privilège social de la bourgeoisie, la protestation et la plainte des spoliés.

Bien plus que démocrate donc, et bien plus que républicain, Tillier est peuple. Peuple dans les moëlles, peuple avec orgueil, avec rudesse! Sa haine ne va pas qu'aux prêtres et aux rois; il a le sentiment instinctif et inébranlable des antagonismes de classes : d'une part, il y a le peuple dont il est, le peuple qu'on écrase, qu'on vole et que par dessus le marché on bafoue; et d'autre part, la bourgeoisie, les oligarchies censitaires, pires que l'aristocratie militaire et féodale; — les riches qui veulent l'ordre et les pauvres qui exigent l'égalité et qui finiront bien un jour par l'arracher. Développez cette idée et vous aurez le socialisme tel qu'il surgira quelques années plus tard sur les barricades du Paris de juin, le socialisme fondé sur la lutte de classe.

Gardons-nous toutefois d'embrigader le pamphlétaire et de le travestir en un politicien de parti. Il est bien au dessus de tous les partis politiques, même socialistes, et de leurs compétitions brutales. Il n'était d'aucun en son temps, il ne serait aujourd'hui d'aucun encore. Son évidente grandeur a été de demeurer lui-même, affranchi de toutes les tutelles, réfractaire à toute autorité sociale et, comme l'a très bien vu M. Ernest Seillière, anarchiste d'instinct (1). Tillier n'est pas aux politiciens qui s'en réclament sans l'avoir jamais lu : il n'appartient qu'au peuple et à la liberté.

Libre, il l'était dans ses idées autant certes que dans sa vie. Nul ne fut plus éloigné des systèmes et des dogmes où l'esprit comme en une maison de force, s'étiole et dépérit. Nul n'a moins sacrifié au sec doctrinarisme des écoles et des sectes.

Ferons-nous de lui un penseur? Penseur serait trop dire peut-être; remueur d'idées convient. Le cas n'est pas rare, au dix-neuvième siècle surtout, de pamphlétaires sans idées; ce n'est pas le sien. Il a fait « des personnalités » et s'est attaqué à des hommes, sans doute, mais il estvisible que c'est le plus souvent à des idées qu'il en a. Son pamplet raisonne comme un pamphlet de Voltaire; le pamphlétaire qu'il est et qu'il consent à être, se double toujours d'un philosophe et d'un propagandiste. A tout instant, il s'arrête de frapper pour s'efforcer de convaincre, et alors quelle ardeur, quelle animation est la sienne! Les arguments sous sa plume jaillissent et se succèdent comme sans effort, enveloppants et chaleureux. Mais on s'aperçoit vite que cette souple dialectique est essentiellement négative et ne vise qu'à détruire. Ne requérez point d'elle, dialectique de combat, des solutions positives et précises. Son affaire n'est pas d'édifier, mais d'écarter les sophismes, de déraciner les mensonges, de dénoncer les usurpations, au nom de la claire raison, au nom de la sainte justice!

Une fois pourtant, une seule, Tillier se serait posé en théoricien politique, aurait désigné à « ses amis du peuple » un idéal accessible et prochain. C'est lorsqu'il écrivit ses *Lettres au Système sur la réforme électorale* où il préconisait la destruction du monopole politique de la ploutocratie et l'établissement du suffrage universel.

— Je n'ai pas à faire ici la critique de ce qu'un clairvoyant esprit appela un jour la *plus grande mystification du siècle*. Je dirai simplement que ce qu'un démocrate « avancé » de 1841 demandait au suffrage universel, à l'expropriation politique de la bourgeoisie, c'est ce que nous demandons, nous, à l'expropriation économique, à la révolution sociale : l'affranchissement de tous les hommes, le règne de l'égalité. Tillier avec tous les hommes d'avant-garde de son temps, s'est bercé du beau rêve démocratique; mais il n'a pas assez vécu pour connaître qu'il avait rêvé.

Est-il sûr cependant que les *Lettres sur la Réforme* nous révèlent un Tillier insoupçonné, nouveau : un théoricien du suffrage universel et du régime démocratique? Qu'il ait cru au mirage du suffrage universel, c'est ce qu'on ne peut qu'admettre. Il n'en est pas moins vrai que les quatre *Lettres*, y compris même leur post-scriptum, sont des pamphlets, rien que des pamphlets et que le suffrage universel n'a été pour Tillier qu'un prétexte pour diriger contre la monarchie bourgeoise et contre la bourgeoisie elle-même, le feu de son impitoyable satire. Ce *Système* auquel il s'attaque en effet, comme à une personne vivante (ou, ainsi qu'il disait lui-même, comme à une *bête*), ce *Système* qui possède « des châteaux grands comme des villages, des usines qui flamboient, des magasins qui resplendissent », qu'est-il, sinon l'oligarchie bourgeoise, la classe haie du privilège et de l'exploitation, — bien plus encore que le système électoral censitaire?

Et voici l'avertissement qu'il jetait à la face du Système : « Prenez-y garde, un homme viendra, soit César, soit Spartacus! »

Et il ajoutait, tout de suite :

Mais... n'êtes-vous pas frappé de ce grand mouvement des esprits vers l'égalité? C'est un fleuve comprimé par des digues, qui va lentement mais qui va toujours. Une guerre sourde existe dans toutes les nations, entre le droit et le fait. Prêtez l'oreille, vous entendrez partout un bruit de chaines qu'on lime, de trônes qu'on scie par le pied. Les pauvres, ces forçats de la société, se demandent les uns aux autres s'ils sont moins hommes que ceux dont ils subissent la domination; si cette terre qu'ils cultivent depuis l'aube jusqu'au soir ne doit produire pour eux que du pain noir, et un pur froment pour vous, vos valets et vos chiens; s'ils ne sont, enfin, qu'un vil engrais qui n'est propre qu'à la rendre féconde. *Cette guerre commencée au moyen-âge, nul ne sait quand elle finira; mais assurément les nations ne jouiront d'une paix complète que quand le droit aura triomphé du fait.*

Il continuait ainsi, menaçant et rude :

Avez-vous jamais assisté en idée à un jour comme celui-ci? La générale bat dans les rues; des hommes courent çà et là en criant : aux armes! le tocsin jette, du haut des clochers, ses tintements lugubres et précipités, des lueurs sinistres éclatent à divers points de l'horizon; les canons tonnent, ils tonnent d'abord par intervalles, puis ils tonnent sans cesse comme un orage descendu à la surface de la terre; un silence se fait, *puis on entend craquer dans toutes ses parties le vieil édifice de la société...*

Les pamphlets, c'est Tillier tout entier. C'est là qu'il faut le chercher dans ses sentiments essentiels d'homme privé et de citoyen.

Il est patriote, c'est vrai, du patriotisme des sans-culottes, insurrectionnel et républicain (1). Mais ce patriotisme-là, à l'égal du spectre rouge, faisait trembler sous Louis-Philippe les néo-privilégiés. Il ne hait point la guerre, il l'appelle au contraire comme une revanche de la France humiliée par les empereurs et les rois (2).

Il est religieux aussi, d'une religion non commune, sans autels, sans prêtres, violemment hostile aux prêtres. C'est le déisme, un peu enfantin, des républicains et des socialistes de son temps. Aux prêtres qu'il combat, il aime à opposer l'Evangile, le primitif christianisme et Jésus-Christ lui-même, réformateur social, « premier martyr de la société (1) ».

Déisme et patriotisme sont chez Tillier des empreintes d'époque et par eux les *Pamphlets* sont fortement dotés. Mais il y a en eux autre chose que des idées religieuses, politiques et sociales, et plus digne de subsister. Il y a une âme humaine qui tressaille à travers les lignes et qui les fait quelquefois trembler, l'âme même du pamphlétaire dans son attirante vérité. Il s'y est offert tel qu'il était : honnête homme, homme de conscience et de pauvreté fière, homme de travail, de volonté et aussi de rêverie. Tillier est un romantique en son genre. Il a fait du pamphlet quelque chose d'inattendu, de nouveau, un instrument de lyrisme intime. Chaque page nous apporte quelque confidence, nous découvre un coin de son être intérieur. Et ces révélations naïves, ces abandons mélancoliques, jettent une note exquise de tendresse, d'émotion, d'élégie, sur le fond sombre de ces œuvres de combat.

On y trouve des morceaux tels que le suivant. Lamartine et Rousseau peut-être — « le sublime Rousseau » — n'en écrivirent point de plus mélancoliquement belles. Ecoutez les regrets d'un homme à qui la vie fut dure et qui n'a pas vécu son rêve :

— « En ce moment je suis là, acoudé sur la fenêtre de mon atelier, contemplant cette belle vallée de la Nièvre qui s'emplit d'ombre et ressemble, avec sa forêt de peupliers, à un champ garni de gigantesques épis verts. Le soleil se couche derrière moi : ses derniers rayons allument, comme un brasier, les ardoises du moulin; ils illuminent la cime vacillante des peupliers et bordent de franges roses les petits nuages qui passent à l'horizon...

... A cette heure si belle et si douce, je sens à ma vieille lyre de poète une corde qui se réveille. J'aimerais à décrire ces riants tableaux, et, peut-être, du fond de cette encre immonde, amènerais-je quelque paillette d'or au bec de ma plume. Mais, hélas! quand je voudrais peindre et chanter, il faut que j'écrive, que je martèle des phrases agressives contre mes adversaires... Quand mon âme s'emplit, comme ce vallon, de paix et de silence, il faut que j'y tienne la colère éveillée; quand je voudrais pleurer peut-être, il faut que je rie!...

Derrière cette verdure étrangère et cette trainée bleuâtre de collines que je ne connais pas, sont les premiers arbres qui m'ont abrité, les premières collines que j'ai foulées; c'est de ce côté que s'envolent mes pensées semblables à des pigeons qui, lâchés sur une terre lointaine, s'enfuient à tire-d'aile vers le colombier natal. C'est là qu'est ma mère, mon frère, mes amis, tous ceux que j'aime et dont je suis aimé. Quelle destinée m'a donc éloigné de ces lieux? Pourquoi ne suis-je point là avec ma femme et mes enfants? Pourquoi ma vie ne s'y écoule-t-elle pas doucement et sans bruit, comme l'eau claire d'un ruisseau? Hélas! ce même soleil qui s'est levé sur mon berceau, il ne se couchera donc point sur ma tombe?... Cruel pamphlet, laisse-moi un instant avec mes rêves!...

O mes amis, que faites-vous en ce moment? Tandis que je suis là, pensant à vous et entouré de mes chères images, vous entretenez-vous de moi sous vos tonnelles? Voici l'heure où ma mère se repose à l'ombre de son petit jardin; je suis bien sûr qu'elle rêve de moi en arrosant ses fleurs; peut-être dit-elle mon nom à sa petite fille! O ma mère, si je vous écris moins souvent, c'est ce dur métier de pamphlétaire qui en est la causo.... Quand le ciel commencera à blanchir, que les arbres se teindront de jaune, qu'un plus pâle sourire sera venu aux lèvres de l'automne, j'irai m'asseoir à votre foyer et rajeunir ma poitrine à l'air que vous respirez. Ces beaux chemins où j'ai tant rêvé, tant fait de vers perdus comme le chant de l'oiseau dans l'espace, je veux me promener encore entre leurs grandes haies pleines déjà de pourpre et d'or et toutes brodées de clochettes blanches! Et ce sera pour la dernière fois peut-être...

... Ces images de deuil plaisent à mon âme : elles

(1) Dans le *Journal des Debats*, 16 décembre 1906. — Nos camarades savent que c'est également l'opinion du « tilliériste » qu'est Lucien Descaves qui a consacré au pamphlétaire un article suivi d'extraits dans l'*Almanach de la Revolution pour 1906*.

(1) Patriote, mot qui dans la langue des catholiques signifie républicain, dit quelque part Balzac.

(2) On sait que la monarchie de 1830 fut le régime de la paix à tout prix, « même au prix de la honte » et que la guerre (pour la délivrance de la Pologne) était devenue le mot d'ordre de l'opposition tout entière.

(1) Il est vrai que son déisme ne l'empêchera pas d'écrire dans *Mon oncle Benjamin*, par exemple : « En définitive, il n'y a qu'un homme qui ne soit pas superstitieux, c'est celui qui ne croit qu'à ce qui lui est démontré. » Tillier était d'une génération qui n'avait pas eu le temps de mettre de l'ordre en ses idées.

la remplissent d'une tristesse douce et presque souriante... Mais adieu ma mère! adieu mon vieux Clamecy, on m'appelle; je me suis fait l'exécuteur des colères de la société, et il faut que ma tâche s'accomplisse!

Je pourrais citer encore, citer longtemps. Je ne m'arrête qu'à regret. Il y a dans les *Pamphlets* beaucoup de pages telles que celle-ci, contenant ce que l'homme qui lit cherchera toujours dans les livres : la révélation émouvante d'un cœur qui s'abandonne, des images véridiques de la vie et de l'humanité.

AMÉDÉE DUNOIS.

(*A suivre*).

Notre prochain dessin sera signé : ROUBILLE.

BIBLIOGRAPHIE

Dans le *Sphinx Rouge* (1). M. Han Ryner pose sa conception de l'individualisme.

Sébastien de Ribès est un juge qui, un beau jour, s'aperçut qu'il faisait un métier passablement dégoûtant et le lâcha en publiant les causes de son dégoût, ce qui est très bien, et que jusqu'ici, personne n'a eu le courage de faire.

Seulement il faut ajouter que sa situation de fortune lui permettait ce beau geste; geste qu n'est pas compris de sa femme qui le lâche emmenant ses quatre enfants avec elle.

Complètement pris par les idées nouvelles qui le promeuvent, Sébastien laisse partir sa famille; lui se fixe dans une propriété sienne, où il cultivera lui-même ses champs, et comme il ne veut rien avoir à faire avec l'argent, c'est en nature qu'il paiera ses fournisseurs, l'aide qu'il réclamera à ses voisins. La propriété fournissant fort au-dessus de ses besoins, il n'a même pas besoin de s'occuper s'il reçoit l'équivalent de ce qu'il donne.

Et ainsi libéré du milieu, Ribès vit comme il l'entend, prêchant que l'individu doit vivre sa vie, sans s'occuper des autres.

Mais Ribès est propriétaire, et cela facilite bien des choses, d'autant plus que ne voulant pas avoir affaire à l'Etat, et, comme propriétaire, ayant des impôts à payer, il a déposé chez le percepteur un titre de rente représentant la valeur de ses impôts. Solution qui n'est pas à la portée de tout le monde, et au surplus, n'est qu'une subtilité, mais non une solution.

Mais Mme Ribès vient à mourir, et voilà ses enfants, deux fils et deux filles qui retombent sur les bras de leur père.

Il les emmène chez lui. Un des fils et une des filles ont la mentalité bourgeoise de la mère; avec ceux-là rien à faire, Ribès se contente de leur donner la pâtée, sans chercher à leur faire comprendre sa façon de vivre; eux autres essaient de tirer de lui ce qu'ils peuvent, le traitant de fou entre eux, et s'en moquant.

Mais l'autre fils et l'autre fille sont vite en communion d'idées avec leur père. Ils le comprennent et sont bientôt à son unisson.

Cependant ce dernier fils, Gustave, va plus loin — ou moins loin que son père, selon le point de vue auquel on se place — il ne veut pas se contenter de vivre pour lui seul. Il veut propager ses idées, agir, non seulement pour lui, mais pour les autres. Il prend part à un mouvement révolutionnaire qui, en avortant, ne fait que pousser à une réaction rendue féroce par la peur qu'en a éprouvée la bourgeoisie.

Je laisse de côté les divers autres incidents de l'autre fils et des filles, cela me mènerait trop loin.

Evidemment, M. Ryner a voulu démontrer, par la fin de Gustave, la faillite de la partie socialiste du mouvement anarchiste, et nous donner à entendre que la meilleure propagande était encore celle qui se faisait sans but d'en finir, le seul exemple de celui qui vit sa vie, sans chercher à influencer les autres.

Mais je ne crois pas que M. Ryner y ait davantage réussi, qu'il n'a réussi à démontrer la synthèse de l'individualisme en Ribès.

(1) Un vol. 3 fr. 50, « Bibliothèque des auteurs modernes », 16, rue des Fossés-Saint-Jacques.

Ce dernier n'arrive à se libérer de l'état social actuel, que parce qu'il en est un des privilégiés. Il n'a pas besoin de lutter, il peut agir seul. Sa fortune le lui permet. Et s'il parle beaucoup en individualiste, il agit le plus souvent en communiste. Et, par contre, nous avons en Gustave un communiste qui raisonne comme tel, et agit le plus souvent en individualiste.

C'est que la question ne se divise pas, comme semblent le croire ceux qui ont cru faire une découverte en l'individualisme, et que l'homme en société, tout en réservant sa liberté d'agir au mieux de son propre bonheur, de ses propres conceptions, est bien forcé de tenir compte des individualités avec lesquelles il est en rapport.

Et puis, aussi, si on voulait pousser jusque dans ses conséquences logiques la théorie dite individualiste, on créerait des personnages fort peu sympathiques.

* *

Mme Jacques Fréhel a voulu, dans *Le Précurseur* (1), elle aussi, nous donner le tableau d'un idéal social, mais au point de vue féministe.

Jacquemine de Solminihac — une propriétaire, encore. C'est étonnant comme, lorsqu'on veut écarter la solution par la révolution, il nous faut chercher l'appui des propriétaires! — s'est mise en tête d'appeler à elle toutes les désabusées, les meurtries de la vie, et de former une colonie agricole où — je ne peux cependant pas dire les « colones » pour le féminin de colon, à moins de créer un néologisme? Essayons-le: — les « colones » alterneront la culture de la terre, et celle de l'esprit, du beau et du vrai.

Leur nombre s'augmentant, Jacquemine s'adresse à un sien cousin dont le domaine — que d'eau! que d'eau! — non, que de propriétaires! — ferait bien l'affaire pour la colonie, et cela va sans dire, l'obtient immédiatement.

Et cela — c'est moi qui l'ajoute — ira sans doute ainsi, trouvant toujours quelque bon propriétaire veuillant faire l'abandon de son domaine, jusqu'à ce que la société soit entièrement renouvelée.

Tout cela, c'est très joli, mais n'a aucun rapport avec la réalité. Quand dix, vingt, cinquante, cent propriétaires, etc., abandonneraient leurs domaines à des essais de culture en commun, il en resterait des centaines de mille qui ne s'aggriperaient que davantage aux leurs, et resteraient une entrave à l'émancipation générale.

Ce n'est pas vrai que, dans la société actuelle, on puisse s'émanciper autrement qu'en jetant bas, à chaque liberté que l'on veut conquérir, un de ses rouages.

Mme Fréhel a su se débarrasser de l'anti-masculinisme qui fait le fond de beaucoup de féministes, mais il lui reste le préjugé de croire que la femme ne sera l'égale de l'homme que lorsqu'elle pourra en accomplir tous les travaux. Elle a aussi cette fausse compréhension de l'égalité qui veut que chaque individu ne soit qu'un duplicata de l'autre, et que les individus ne seront égaux que lorsqu'ils accompliront les mêmes actes, rempliront les mêmes fonctions.

Une société composée d'individus si semblables entre eux, serait joliment rasante.

Pour être l'égale de l'homme, la femme n'a pas besoin de se déféminiser. Ce que nous avons à demander c'est l'équivalence des fonctions: que chacun puisse, dans l'état social bien équilibré, trouver les moyens de se développer selon les virtualités qu'il comporte, voilà la seule égalité possible, et la seule rationnelle.

J. GRAVE.

Nous avons reçu :

El Hombre y la Tierra, por E. Reclus, maderno 11 et 12, 2 reales chaque, chez A. Martin, calle Consejo de Ciento 140, Barcelone.

La philosophie de la colonisation, par P. Vibert, tome I et II. 8 francs chaque, chez Cornély, 101, rue de Vaugirard.

Le privilège catholique des pompes funèbres, par P. Vibert, 1 brochure, chez Gardrat, rue de la Bistour, à Foix.

L'évolution de l'idée de patrie, une brochure, même auteur et même libraire.

Pour lire en bateau-mouche (nouvelles) par P.-T. Vibert; un vol. 3 fr. 50, chez Berger-Levrault, 5, rue des Beaux-Arts.

Patriotismus und Ethik, par Robert Michels; une broch. 50 pfennig, chez Dietrich, à Leipzig.

Lo sobrenatural anti el positivisme, par J.-J. Lagarrigue, à Santiago.

La Crise de l'état moderne, l'organisation du travail (tome I), par Ch. Benoist; un vol. 10 francs, chez Plon et Nourrit, 8, rue Garancière.

La loi de la séparation (texte complet), une broch., 0 fr. 05, au Progrès, Le Havre.

Le *Procès du chevalier de la Barre*, 0 fr. 05, même librairie.

(1) Un vol. 3 fr. 50, chez Plon et Nourrit, 8, rue Garancière.

A travers les Revues

Freedom nous apprend que le gouvernement anglais a expulsé de Londres, deux Russes : l'un, Hertz Tankewitz, soldat russe, avait refusé de tirer sur les grévistes; il fut arrêté, mais réussit à s'échapper et à gagner Londres, terre de liberté!; il vient d'en être expulsé parce qu'il ne possède rien. L'autre, Chaim Winigrod, est un gréviste russe qui refusa de reprendre le travail; il échappa des mains des policiers et se rendit en Angleterre. Il vient d'en être expulsé. Voilà les hauts faits du gouvernement anglais.

Après un article sur le socialisme et la science, il y a, de H. Glasse, un bon article sur le communisme.

FÉLIXIO.

L'adresse de *Freedom* est : 127, Ossulston street, Londres N. W. (abonnement pour la France, 1 fr. 80.

Correspondances et Communications

MOUVEMENT DE JANVIER

× Le Groupe de propagande anarchiste par l'écrit a expédié :

Temps Nouveaux.	100
Anarchie (Girard)	75
L'Enseignement libertaire et l'enseignement bourgeois (Grave).	75
La Journée de huit heures.	50

Adresser fonds et communications au camarade Froment, 129, route d'Orléans, à Arcueil-Cachan (Seine).

CONVOCATIONS

× **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 37, rue Croulebarbe. — Samedi 10 février, à 8 h. 1/2 du soir : La lutte contre les maladies et le régime capitaliste, par le docteur Pierrot. Les mutualistes sont priés de venir à cette causerie.

Jeudi 15. — La recherche des causes, par Vulgus (suite).

× **A. I. A.** (Section du XVe). — Réunion le samedi 10 février, à 8 h. 1/2 du soir, 38, rue de l'Eglise. Ordre du jour : Choix d'un autre lieu de réunion permettant une plus libre propagande.

Quelques camarades ont projeté la création d'un groupe d'études économiques et sociales et d'action antiparlementaire : ceux que ces questions intéressent sont priés de se trouver le mardi 13, à 8 h. 1/2 du soir, 38, rue de l'Eglise (XVe).

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 9 février. — Vulgus : La recherche des causes, II.

Mercredi 14. — Kownacki : L'individu contre l'Etat.

Vendredi 16. — André Lévy : Les corporations.

× **Maison du Peuple de Montmartre**, 92, rue de Clignancourt. — Vendredi 16 février, Dr Pierrot : Les causes morbides : le surmenage.

× **L'Aurore du VIe**. — Vendredi 9 février, à 8 h. 1/2, 12, rue de l'Ancienne-Comédie, conférence par Dikran Elmassian. Sujet traité : la Révolution russe.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 30.

× **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 9 février. — M. Morel : Principaux moments de la Littérature française : II. L'Ecole clas-

sique; naissance d'un idéal nouveau; les grands artistes; la fin du « grand siècle ».

Mercredi 14. — M. Bon : La Panacée mutualiste.

Jeudi 15. — Conseil d'administration.

Vendredi 16. — M. Micouleau : *Philosophie* : III. Principaux systèmes philosophiques : scepticisme, matérialisme, panthéisme, idéalisme.

Tous les lundis, à 8 h. 1/2, cours d'espéranto, par M. Blangarin.

Tous les jeudis matin, de 10 h. 1/2 à midi, cours de piano, solfège, mandoline, dirigé par Mme Lebrun-Lagravier.

Le soir, de 3 à 5 heures, cours d'allemand, élémentaire, moyen, supérieur, dirigé par M. Silberstein.

× **Association Internationale Antimilitariste** (section du XXe). — Réunion le lundi 12 février, à 9 heures du soir, au siège de la section, 27, rue des Maronites.

Les camarades détenteurs de listes de souscription sont priés de les rapporter à la section.

× **Comité de défense sociale.** — Vendredi 9 février, à 9 heures du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta, réunion de tous les camarades : L'agitation pour Lemaire et Bastien. — Organisation d'un meeting pour nos camarades de l'A. I. A. condamnés par le Jury de la Seine.

× **Chansons révolutionnaires.** — Mercredi 14 février, à 8 h. 1/2, Taverne Henri IV, 21, rue du Pont-Neuf, soirée amicale privée au bénéfice d'un camarade : Xavier Privas, Francine Lorée, E. Lemercier, De Bercy, Dominus, Mouret, Doublier, etc.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 60.

× Agen. — Causerie du camarade Jean-Louis, le vendredi 9 courant, sur l'éducation libre et l'évolution.

Vendredi 16. — Origines de la morale et de la religion.

Les camarades désireux d'intensifier la propagande dans le Midi, sont priés d'écrire au camarade Jean-Louis, rue du Général-Resseyre, Agen.

Réunion des camarades tous les samedis, à 8 h. 1/2, Bourse du Travail.

× Amiens. — **Groupe Libertaire féminin.** — Réunion tous les jeudis, à 8 h. 1/2, à *Germinal*, 26, rue Saint-Roch. Etude, commentaires et discussion sur le sujet.

× Lille. — **Groupe d'Education.** — Dimanche 18 février, salle des Sans-Soucis, rue de Tournai, 58, soirée familiale au profit d'un de nos camarades victime de la magistrature.

Programme de la soirée : Causerie sur la magistrature, par J. Bourguer; *Le Permissionnaire* et *Les Boulingrins*, par le Club dramatique « Germinal » de Roubaix; chants et poésies révolutionnaires; tombola gratuite avec lots de livres et brochures.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 30.

Le Groupe Le Combat se réunit aux Sans-Soucis tous les lundis à 8 heures du soir.

× Lyon. — **Causeries populaires.** — Soirée familiale, dimanche 11 courant, à 8 heures du soir, salle Chamarande, rue Paul-Bert, 26, causeries entre camarades.

× Marseille. — **A. I. A.** (Section Saint-Louis). — Dimanche 11 février, à 3 heures de l'après-midi, bar Boyer (Estaque-gare), conférence publique et contradictoire. Sujet traité : Patrie; guerre et militarisme. Orateurs : Jean Marestan, Charpentier, Berrier et Charles Mochet. Entrée libre.

Nous rappelons aux camarades qu'ils peuvent toujours se voir au café Sault (Saint-Louis), tous les dimanches à partir de 4 heures.

× Marseille. — **Les Précurseurs**, groupe d'action et d'éducation sociales, 63, place Saint-Michel (1er étage). — Samedi 10 février, à 9 heures du soir, conférence-controverse par les camarades sur : Les moralités. On jouera *les Balances*, de Courteline, avec le concours des artistes du Théâtre-Libre.

Entrée gratuite.

N.-B. — En cas d'une conférence Hervé, cette soirée serait renvoyée au samedi suivant.

× Marseille. — Bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, dimanche 11 février, conférence publique et contradictoire. Sujet traité : Pour ou contre l'anarchie. Orateurs : Oliviers, Berrier et Marestan. Entrée libre.

× La Seyne. — **A. I. A. des Travailleurs.** — Chez le camarade Fraschetti, bar de l'Aurore, place Martel-Esprit, dimanche soir, grande réunion, concert avec le concours du camarade italien Gaëtan Paolo : chants, répertoire antipatriotique et divers morceaux de Pottier.

× Versailles. — **Coopération des Idées**, 15, rue Colbert. — Mardi 13 février : Dr Poitou-Duplessis : Un péril national, l'alcoolisme.

COLLECTION DE DESSINS

Ayant fait un tri des exemplaires de tirages d'amateurs qui restent en nos cartons, en voici la liste.

Le Dernier gîte du Trimardeur, par Daumont. — **Souteneurs sociaux,** par Delannoy. — **La jeune Proie,** par Lochard. — **Frontispice,** par Roubille.

Pour le moment, nous continuons à les laisser franco, l'exemplaire 3 fr. 50.

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture..., lithographie de Willette, à **2** fr. **25** et **5** francs. — Réduction des **Errants,** de Rysselberghe, deux tirages **3** fr. **25**.

Des suivantes, il ne nous reste que de 1 à 5 exemplaires. Ecrire avant d'envoyer l'argent.

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois,** par G. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aube**, par Jehannet. — **L'Aurore,** par Willaume. — **L'Homme mourant**, L. Pissaro. — **Sa Majesté la Famine** (épuisée), par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe,** par Hermann Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre,** par Luce. — **Ah! les sales Corbeaux,** par J. Hénault. — **La Guerre,** par Maurin. — **Epouvantails**, par Chevalier. — **Capitalisme,** par Comin'Ache. — **Education chrétienne,** par Roubille. — **Provocation,** par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **L'Assassiné,** par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs,** par Agar. — **Le Calvaire du mineur,** par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice,** par Steinlen.

Pour celles-là, vu leur petit nombre, et les besoins du journal, elles sont vendues **5** francs l'exemplaire. Franco **5** fr. **50**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

Nous avons également en lithographie de couleurs : pour frontispice au supplément celui du 1er volume par Willaume (épuisé), **5** francs; celui du 2e volume par Pissaro, **2** francs; celui du 3e volume par Luce, **2** francs; celui du 4e volume par Lebasque, **2** francs.

Edition d'amateur, sur chine, **3** fr. **50** (peuvent s'encadrer).

Notre prochain Supplément sera consacré à

la RELIGION

AUX CAMARADES

Un ami de Melun que je viens de voir m'apprend, et c'est la deuxième fois que cela se produit, que l'on est allé le « taper » de ma part. Cela sans doute, a dû se produire ailleurs.

Jamais je ne donne à qui que ce soit, *l'adresse d'un ami ou d'un abonné sans y être autorisé. Et même en ce cas je donnerais une lettre de recommandation.*

Donc, les amis peuvent mettre à la porte, avec tous les égards dus, quiconque irait chez eux, en mon nom, sans preuve.

J. Grave.

BROCHURES A DISTRIBUER

Nous rappelons que nous avons un tirage spécial de : *A mon frère le Paysan*, de Reclus; *La Grève des électeurs*, de Mirbeau; *Aux femmes*, de Gohier, et *Si j'avais à parler aux électeurs*, de J. Grave : 1 franc le cent, port en plus (0 fr. 60 en gare ou par la poste).

VIENT DE PARAITRE

Plaidoirie prononcée par Izouard, pour Vallina, au procès des bombes de la rue de Rohan. 0 fr. 30 l'exemplaire; franco 0 fr. 40.

AUX ABONNÉS

Cette semaine encore nous avons reçu des réclamations de plusieurs abonnés se plaignant de ne pas avoir reçu leur numéro.

L'expédition est faite régulièrement. Nous réexpédions les numéros perdus, mais nous prions les amis de réclamer à la poste pour qu'il soit mis ordre à ces disparitions.

A NOS LECTEURS

Tous ceux qui ont des enfants savent combien il est difficile de leur trouver des livres de lecture ne contenant pas d'idées fausses, préconçues, des axiomes de morale stupide ou asservissante.

C'est pour répondre à ce besoin que j'ai essayé de lancer le **Coin des enfants**, *où nous avons rassemblé ce que nous avons pu trouver de mieux dans la littérature de divers pays, pouvant amuser, instruire et faire réfléchir les petits lecteurs.*

Deux volumes sont parus, contenant des lectures amusantes pour des enfants de 9 à 15 ans, et dans lesquels les grands peuvent trouver également avantage et distraction, avec un grand nombre d'illustrations de Delannoy, Delaw, Hermann-Paul Hénault, Iribe, Kupka, M. H. T., Naudin et Willaume.

J'insiste auprès de nos lecteurs pour leur recommander ces volumes dont la publication sera continuée si on nous aide à placer ceux déjà parus. Chaque volume 3 francs; **2** *fr.* **50** *chacun, pour ceux qui prendront les deux.*

Que ceux qui croient qu'il y a de la besogne à faire en ce sens, nous aident à les faire connaître.

ANTIMILITARISME

Puisque cette question est à l'ordre du jour, je rappelle que nous avons : *Guerre-Militarisme, Patriotisme-Colonisation*, deux volumes de plus de 400 pages chaque, contenant des extraits de plus de 300 auteurs anciens et modernes ayant écrit sur ces sujets :

Chaque volume, sur beau papier illustré, **7 fr. 50**, frais de poste en plus.

Edition sur papier ordinaire, sans illustration, franco **2 fr. 50**

Petite Correspondance

Binche. — Le bulletin de vote ne peut renverser quelque chose qu'en mettant à la place autre chose qui ne vaut pas mieux.

A. D., à Amiens. — S'il nous fallait tenir registre des convocations, cela nous compliquerait trop ce travail. Veuillez nous le rappeler à chaque fois, en mettant simplement le libellé de la convocation. Vous pouvez mettre sous enveloppe ouverte à 5 centimes.

B., au Cateau. — C'est une erreur, excusez-nous. Employez les numéros en plus à la propagande. Nous supprimons le numéro en double.

V., à Genève. — *L'Anarchie*, de Kropotkine, 1 fr. et non 0 fr. 50.

O. R., à Grigny. — Vous auriez dû nous prévenir afin d'éviter des frais de poste inutiles.

A. C., à Tulle. — Je réexpédie les numéros et fais une réclamation à la poste.

E. V., à Ste-Cécile. — De quelles collections s'agit-il?

H. B. — Reçu votre correspondance, mais cela aurait de la valeur si le soldat avait rendu les coups à son lieutenant. La monographie, je ne me rappelle pas.

C., rue Molitor. — Le service est régulièrement fait.

Perpignan. — Quand vous voudrez vous décider à envoyer vos convocations à temps, elles passeront.

M. G. — Bon, nous attendrons.

Reçu pour les familles des détenus : P. et A. Atchinson, 7 fr. 35.

Reçu pour les révolutionnaires russes : Un paysan gascon, Buenos-Aires, 5 fr.

Reçu pour le journal : H. G., au Cap, 12 fr. 30. — G., à Pontarlier, 1 fr. — Jeanquimarche, 25 fr. — M. J., cultivateur à Montauban, 5 fr. — R., à Dupleix, 0 fr. 50. — Un paysan gascon, 1 fr. 60. — B., da C. Blumeneau, 12 fr. 80. — Merci à tous.

R., à Chaux-de-Fonds. — L., à Montignies. — L. P. — G., rue Boulainvilliers. — E. M., à Askhabad. — R.P. — D., à Cherbourg. — T., à Pontorson. — V. D., à Roanne. — S., à Lorient. — B., à Levallois. — A. F., à Ganges. — M., à Nîmes. — M., à Harnes. — H., au Havre. — K., à Lausanne. — S., à Desir. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie Chaponet (Jean Cussac), rue Bleue, 7, Paris.

11e ANNÉE. — N° 42. 17 FÉVRIER 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMÉRO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris = Ve

Voir au supplément le dessin de Roubille.

SOMMAIRE

La Victoire des Antimilitaristes

La réponse des antimilitaristes est splendide.

Le manifeste qui donna lieu au magnifique procès de décembre et valut à nos courageux camarades de l'*Association* les condamnations que l'on sait, portait, en effet, TRENTE ET UN NOMS. Celui qui vient d'être affiché sur les murs de Paris, et où se retrouvent mot pour mot les passages incriminés, en porte DEUX MILLE TROIS CENTS.

Et l'on peut dire sans forfanterie qu'un nombre double, peut-être triple, de signataires se trouverait demain, si on en avait besoin demain.

Les journaux les moins tendres aux antimilitaristes, ceux qui ne demanderaient pas mieux que de faire passer le mouvement actuel pour la vaine agitation de quelques énergumènes, ne sont-ils pas les premiers à le constater, en même temps qu'ils constatent l'embarras des pouvoirs publics?

C'est ainsi que le *Journal* écrit :

« Le Parquet n'a pas encore pris de décision au sujet des suites que comportait l'apposition de ce placard. D'une part, il semblerait inconséquent de ne pas poursuivre les signataires nouveaux d'un manifeste qui a valu à ses premiers signataires des condamnations en cour d'assises; d'autre part, le nombre des accusés et l'ampleur prodigieuse que prendraient les débats ne constituent pas une difficulté médiocre. On ne saurait où tenir l'audience et quels jurés pourraient, sans épuisement, suivre le procès jusqu'au bout?

« D'ailleurs, si les signataires d'aujourd'hui étaient condamnés, d'autres viendraient qui publieraient avec de nouveaux noms le même manifeste. Poursuivrait-on encore? Ce serait sans terme. »

Par la bouche de ses meilleurs représentants, la bourgeoisie capitaliste, et pour cela même patriote et militariste, s'avoue vaincue. Elle se déclare impuissante à faire taire désormais ce cri impérieux qui partout sort de la conscience ouvrière : Plus de guerres fratricides, et s'il faut à tout prix décharger nos armes, que ce soit sur nos chefs plutôt que sur nos frères!

Le moment vient toujours, où toute idée, toute aspiration légitime rompt ses entraves et se fait jour en dépit de tous les obstacles. Il n'y a plus alors de loi, plus de coercitions capables de l'arrêter. Ce qui semblait, il y a quelques jours à peine, l'aventure dangereuse où personne n'osait se risquer, paraît aujourd'hui le devoir simple auquel il est impossible de se soustraire. Les paroles délictueuses s'échappent alors toutes seules des cœurs en révolte.

Ce moment semble bien venu pour les affirmations de l'antimilitarisme. Et voilà un fait dont il n'est pas besoin de souligner l'importance, un fait que nous ne saurions saluer avec trop de joie.

Les amis qu'effrayait récemment encore, comme prématurée, notre propagande intégrale et sans concession, comprendront maintenant qu'il n'était pas imprudent de faire fond sur l'attitude nouvelle de l'élite socialiste en France. Devant une manifestation de cette ampleur, comment nier qu'une force nouvelle est en jeu contre la vieille société, qu'un de ces grands courants d'idées et de sentiments est en marche, dont le pouvoir d'entraînement et de contagion croîtra sans cesse, et dont l'influence peut être énorme sur les complications internationales tant redoutées?

Notre tactique était donc la bonne. Tenons-nous-y ferme. Sans nous préoccuper du cynisme avec lequel la haute clique bourgeoise internationale cuisine ses futures boucheries, sans nous laisser prendre aux épouvantails dont on voudrait nous effrayer, propageons et fortifions cet antimilitarisme et cet antinationalisme dont les progrès sont si rapides parmi les travailleurs français. Pour parer aux mauvais coups que la bourgeoisie nous prépare, dressons-les, à notre tour, comme des épouvantails.

Quoi qu'il advienne d'ailleurs du mouvement actuel, ceux qui considèrent cette propagande comme une part indispensable de l'action révolutionnaire n'ont pas lieu d'être mécontents.

Il n'y a pas très longtemps qu'en dehors des sensibleries humanitaires et des inutiles déclamations, seule une petite poignée d'anarchistes menait la propagande de révolte contre la guerre et la caserne. Aujourd'hui, des foules entières de travailleurs répètent les formules de cette propagande, au nez des juges confondus, devant les codes impuissants.

Voilà de quoi prendre confiance et du cœur à la besogne.

CHARLES ALBERT.

CROCS ET GRIFFES

*A propos de la nouvelle affiche antimilitariste, l'*Aurore* de mardi contient une petite note ambiguë où l'auteur anonyme met en doute l'existence des signataires — « parce qu'il n'y a pas de noms illustres là-dedans ».*

Accuser quelqu'un de faux, sans savoir! On pourrait répondre à l'auteur qu'il juge des autres par lui-même.

Clemenceau nous a habitués à plus de correction. Il ne ferait pas mal de surveiller sa rédaction.

Il n'y a pas de noms « illustres » dedans! Mais comme ce sont les « obscurs » qui fournissent la chair à canon, il est évident que ce n'est que parmi ces derniers que l'on trouvera les protestataires.

C'est comme le gouvernement qui espère arrêter le mouvement en menaçant d'appliquer les lois scélérates! — Pauvres choses!

Une troisième affiche, signée de 3.000 noms, est prête pour lui répondre. Et on ramasse les signataires d'une quatrième, où ils seront en plus grand nombre encore.

Oui, la masse obscure en a assez de donner ses corps pour former l'humus où s'engraissent les fortunes scandaleuses de ceux qui spéculent sur les conflits des peuples. Et, cette fois, elle entend crier assez haut sa résolution de ne plus se laisser entraîner à la boucherie, pour qu'on finisse par l'entendre.

J. GRAVE.

A COUPS DE GOUPILLON

Les catholiques qui résistent par la force aux inventaires, conséquences de la loi de séparation, ont-ils tort, ont-ils raison? Humainement, ils ont raison; chrétiennement, ils ont tort.

Humainement, ils ont raison de s'insurger contre des mesures qu'ils estiment — fût-ce à tort — injustes, et de résister aux représentants du gouvernement qui pénètrent en intrus dans leurs églises. Je dis « leurs » églises, bien que l'Etat déclare qu'elles sont à lui. Car à qui appartiendront-elles en bonne logique, sinon à ceux qui s'en servent, qui en ont besoin? Nous n'avons, nous, nul besoin d'églises; c'est pourquoi à la formule :

La terre aux paysans, l'usine aux ouvriers,

il me paraît juste d'ajouter :

L'église aux croyants.

C'est du reste ce que la loi de séparation reconnaît, puisqu'elle laisse aux « fidèles », mieux traités que les ouvriers et les paysans, le libre usage, sans aucun loyer, des édifices cultuels, propriétés d'Etat. Que les législateurs ne mettent-ils aussi la terre et les usines, propriétés d'Etat, à la libre disposition des paysans et des ouvriers?

Cette loi de séparation, si bienveillante pour eux, c'est contre elle-même que les catholiques protestent, plus que contre les inventaires qui ne furent que l'occasion de s'insurger. Ils l'appellent une loi de persécution, parce qu'ils ne peuvent se faire à cette idée que les non-croyants ne contribuent plus désormais aux dépenses du culte. Dans le cours de l'histoire, les catholiques se sont toujours déclarés persécutés quand ils n'avaient plus la liberté de persécuter les autres. Ce que signifie le cri de « Liberté! » dans leur bouche, nous le savons trop. C'est la liberté d'allumer des bûchers et de contraindre les corps avec les âmes. Nous ne pousserons pas ce cri avec eux.

Mais auraient-ils cent fois raison, comme hommes, de protester contre la loi de séparation et d'y résister par la force, qu'ils n'en ont point du tout le droit comme chrétiens. L'emploi de la violence leur est formellement interdit par leur Dieu même. Les évangiles, faisant parler Jésus-Christ, sont très nets là-dessus : « Ne résistez point au méchant, mais si quelqu'un vous frappe sur la joue droite, présentez-lui encore l'autre joue. Et à celui qui veut vous appeler en justice pour vous enlever votre tunique, abandonnez encore votre manteau. Et si quelqu'un veut vous contraindre de faire mille pas, faites-en deux autres mille avec lui. » (*Matthieu*, V, 39-41.) « Aimez vos ennemis, faites du bien à ceux qui vous haïssent et priez pour ceux qui vous persécutent et vous calomnient. » (*Matthieu*, V, 44.) « Aimez vos ennemis, faites du bien à ceux qui vous haïssent. Bénissez ceux qui vous maudissent et priez pour ceux qui vous calomnient. A celui qui vous frappe sur une joue, présentez encore l'autre. Celui qui vous prend votre manteau, ne l'empêchez pas de prendre aussi votre tunique. Donnez à quiconque vous demande; et à qui vous ravit votre bien ne le réclamez point. » (*Luc*, VI, 27-30.)

Les catholiques font juste le contraire de ce que leur Dieu leur commande. Ils résistent au méchant; ils ne veulent point qu'on prenne leur manteau, ni seulement qu'on en fasse l'inventaire; ils frappent leurs ennemis sur les deux joues. Ce faisant, ils compromettent leur salut, perdent leur âme. Evidemment, c'est leur affaire et non la nôtre. Mais nous sommes en droit d'en conclure qu'ils se moquent de leur Dieu comme de l'an quarante. S'il pouvait revenir et parler, le roi sans couronne, il ne manquerait pas de leur dire encore : « Pourquoi m'appelez-vous Seigneur, Seigneur, et ne faites-vous point ce que je dis? » (*Luc*, VI, 46.)

Ils ne le font point parce que leur croyance n'est que de surface, et parce que ces manifestants sont mus par des sentiments bien plutôt politiques que *religieux*. Qui sont-ils? Des monarchistes, des antisémites, des nationalistes, tous les vieux ennemis du peuple et de la vraie liberté, tous les tenants de réaction ardents à réclamer des mesures « énergiques » contre les révoltes ouvrières, prompts à s'insurger contre les réformes les plus anodines dès qu'ils croient menacées leurs habitudes de privilèges traditionnels.

C'est plaisir pour nous de voir ces doux chrétiens piétiner leurs évangiles, et ces partisans de l'autorité absolue donner l'exemple de la rébellion au cri de « Liberté! » condamné par leur *Syllabus*. Mais notre plaisir est limité. Instruits par l'expérience, nous savons qu'eux et leurs adversaires se réconcilieront toujours — sur notre dos.

R. Ch.

LE 10 AOUT

ET

SES CONSÉQUENCES

(*Suite et fin*) (1).

Il serait inutile de raconter ici la journée du 10 août. Le côté dramatique de la Révolution est ce qu'il y a de mieux chez les historiens, et l'on trouvera, par exemple chez Louis Blanc, une bonne description des événements. Aussi bornons-nous à en rappeler les principaux.

Depuis que Marseille s'était nettement prononcée pour la déchéance du roi, les pétitions et les adresses pour la déchéance venaient en nombre à l'Assemblée. A Paris, quarante-deux sections s'étaient nettement prononcées dans ce sens. Pétion vint même exposer ce vœu des sections à la barre de l'Assemblée (4 août).

Paris, — le Paris du peuple — se préparait, depuis plusieurs semaines, à une bataille décisive contre la royauté. Mais les préparatifs, mal secondés par les « chefs d'opinion » politiques, auraient, peut-être, traîné en longueur, si les complots de la cour n'avaient précipité les événements. Avec l'aide des courtisans qui juraient de mourir pour le roi, avec quelques bataillons de la garde nationale restés fidèles à la cour et les Suisses, les royalistes se croyaient sûrs de la victoire. Ils avaient fixé le 10 août pour leur coup d'Etat : « c'était le jour fixé pour la contre-révolution », lit-on dans des lettres de l'époque. « le lendemain devait voir tous les jacobins du royaume noyés dans leur sang. »

Cependant les politiciens de l'Assemblée nationale ne se rendaient nullement compte de la gravité de la situation; et alors que dans des lettres, écrites de Paris (par Mme Jullien) le 7 et le 8 août, on lit ceci : « il se prépare un orage terrible sur l'horizon », « dans ce moment, l'horizon se charge de vapeurs qui doivent produire une explosion terrible ». — l'Assemblée, dans sa séance du 8, prononçait l'absolution de Lafayette, comme si aucun mouvement de haine contre la royauté ne s'était produit à Paris et en France en général. Mais ceux qui étaient en dehors de la politique officielle voyaient venir le terrible conflit (2).

(1) Voir le numéro du 20 janvier.

(2) « L'Assemblée nationale me semble trop faible pour seconder le vœu du peuple », écrivait Mme Jullien le 8 août, « et le peuple me semble trop fort pour se laisser dompter par elle. De ce conflit, de cette lutte, doit résulter un événement : la liberté ou l'esclavage de vingt-cinq millions d'hommes. » Et plus loin : « Et tout cela [l'acquittement de Lafayette] nous achemine vers une catastrophe qui fait frémir les amis de l'humanité; car *il pleuvra du sang, je n'exagère point.* » (*Journal d'une bourgeoise pendant la Révolution*, publié par Edouard Lockroy; Paris, C. Lévy, 1881.)

Les préparatifs faits aux Tuileries semblent avoir accéléré l'heure du soulèvement. A minuit, dans la nuit du 9 au 10, le tocsin sonna enfin dans Paris. Cependant, d'abord, il ne « rendait pas », et il fut même question à la Commune de contremander l'insurrection. A 7 heures du matin, certains quartiers étaient encore tout à fait tranquilles.

Mais la Commune insurrectionnelle avait pris, dans la nuit, possession de l'Hôtel de Ville, et la Commune légale s'était éclipsée devant la nouvelle force révolutionnaire qui, immédiatement, donna un nouvel élan au mouvement populaire.

Vers 7 heures, des hommes à piques, guidés par des fédérés marseillais, furent les premiers à déboucher sur la place du Carrousel.

Une heure plus tard, on vit la masse du peuple s'ébranler, et on vint dire au palais que « tout Paris » marchait sur les Tuileries.

C'était en effet tout Paris, mais surtout le tout Paris des pauvres, soutenu par les gardes nationaux des quartiers ouvriers et artisans.

C'est alors, vers les 8 h. 1/2, que le roi, hanté par le frais souvenir du 20 juin, et craignant d'être tué par le peuple, quitta les Tuileries. Il alla se réfugier à l'Assemblée, tout en laissant ses fidèles défendre le château et massacrer les assaillants. Le roi parti, des bataillons entiers de la garde nationale bourgeoise des quartiers riches se dispersèrent, sans perdre de temps, pour ne pas se trouver en face du peuple révolté.

Des centaines de mille hommes du peuple envahirent alors les abords des Tuileries, et leur avant-garde, encouragée par les Suisses qui jetaient leurs cartouches par les fenêtres, était entrée dans une des cours du palais. Mais alors d'autres Suisses, commandés par des officiers de la cour et postés sur un escalier intérieur, firent feu sur le peuple, entassant plus de quatre cents cadavres au bas de l'escalier.

Ceci décida de l'issue de la journée. Aux cris de : *Trahison! Mort au roi! Mort à l'Autrichienne!* le peuple de Paris courut de tous côtés aux Tuileries, les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau s'y rendirent en masse, et bientôt les Suisses, assaillis furieusement par le peuple, furent désarmés ou massacrés.

Faut-il rappeler que même à ce moment suprême l'Assemblée resta indécise, ne sachant que faire? Elle n'agit que lorsque le peuple armé fit irruption dans la salle des séances, menaçant de massacrer là le roi et sa famille, ainsi que les députés qui n'osaient pas prononcer la déchéance. Même après que les Tuileries furent prises et lorsque la royauté n'existait déjà plus de fait, les Girondins qui, auparavant, aimaient tant causer république, n'osèrent encore rien entreprendre de décisif. Vergniaud n'osa demander que *la suspension provisoire du chef du pouvoir exécutif*, qui serait désormais installé au Luxembourg.

Ce ne fut que deux ou trois jours après que la Commune révolutionnaire transféra Louis XVI et sa famille dans la tour du Temple, et se chargea de le tenir là, prisonnier du peuple.

La royauté était ainsi abolie de fait. La révolution pouvait désormais se développer, sans craindre d'être arrêtée soudain dans sa marche par un coup d'Etat royaliste, par le massacre des révolutionnaires connus et par l'établissement de la terreur blanche.

* *

Pour les politiciens, l'intérêt principal du 10 août est dans le coup qu'il porta à la royauté. Pour le peuple, il fut surtout dans l'abolition de cette force qui s'opposait, d'une part à l'exécution des décrets contre les droits féodaux, contre les émigrés et contre les prêtres, et d'autre part, favorisait l'invasion allemande. Aussi, au lendemain même du 10 août, l'Assemblée législative, si pusillanime et si réactionnaire, lançait déjà, sous la pression du dehors, quelques décrets qui faisaient faire un pas en avant à la Révolution.

Tout prêtre non assermenté — disaient ces décrets, qui, dans un délai de 15 jours, n'aura pas juré d'obéir à la Constitution et sera pris après cela sur le territoire français, sera transporté à Cayenne.

Tous les biens des émigrés, en France et dans les colonies, sont séquestrés. Tous seront mis en vente, par petits lots.

Toute distinction entre citoyens passifs (les pauvres) et citoyens actifs (ceux qui possèdent) est abolie. Tous deviennent électeurs dès 21 ans, et éligibles dès 25 ans.

* *

Quant aux droits féodaux, nous avons vu que la Constituante avait fait, le 15 mars 1790, un décret abominable par lequel *toutes* les redevances féodales étaient présumées représenter le prix d'une certaine concession de terrain, faite un jour par le propriétaire à son tenancier (ce qui était faux), et, comme telles, *toutes* devaient être payées tant qu'elles ne seraient pas rachetées par le paysan. Ce décret, en confondant ainsi les redevances *personnelles* (issues du servage) avec les redevances *foncières* (issues du bail), abolissait de fait le décret du 4 août 1789 qui avait declaré les redevances *personnelles* abolies. Par le décret du 15 mars 1790, ces redevances renaissaient sous la fiction qui les représentait comme attachées à la terre. C'est ce que le montagnard Couthon fit bien ressortir dans son rapport, lu à l'Assemblée le 29 février 1792.

Maintenant, le 14 juin 1792, — c'est-à-dire aux approches du 20 juin, lorsqu'il fallait se concilier le peuple, — les gauches, profitant de l'absence accidentelle d'un nombre suffisant des droites, *abolirent sans indemnité* quelques droits féodaux personnels, notamment les droits *casuels* (ce que le seigneur prélevait en cas de legs, de mariage, sur le pressoir, le moulin, etc.).

Après trois ans de révolution, il fallut ainsi un coup de jarnac pour obtenir de l'Assemblée l'abolition de ces droits odieux !...

* *

Au fond, même ce décret n'abolissait pas encore entièrement les redevances casuelles. Dans certains cas il fallait encore les racheter... mais, passons outre.

Quant aux droits *annuels*, — tels que le cens, la censive, le champart, que les paysans avaient à payer en plus des rentes foncières et qui représentaient aussi un reste de l'ancienne servitude, ceux-ci restaient en plein !

Mais voici que le peuple a marché sur les Tuileries ; voici le roi détrôné et emprisonné par la Commune révolutionnaire. Et dès que cette nouvelle se répand dans les villages, les pétitions des paysans affluent à l'Assemblée, pour lui demander l'abolition entière des droits féodaux.

Alors, l'Assemblée — on était à la veille du 2 septembre, et on sait que l'attitude du peuple de Paris n'était nullement rassurante à l'égard des législateurs bourgeois — alors l'Assemblée se décide à faire encore quelques pas en avant (décrets du 16 et du 25 août).

Toute poursuite pour les droits féodaux non payés est suspendue — c'est quelque chose !

Les droits féodaux et seigneuriaux de toute espèce, qui ne sont pas le prix d'une concession foncière primitive, sont supprimés sans indemnité.

Et (décret du 20 août) il est *permis* de racheter séparément, soit les droits casuels, soit les droits annuels qui seront justifiés par la présentation du titre primitif de la concession de fonds.

Mais tout cela — seulement en cas d'un *nouvel* achat par un nouvel acquéreur !...

L'abolition des poursuites représentait, sans doute, un grand pas en avant. Mais les droits féodaux restaient toujours. Toujours il fallait les racheter. Seulement la nouvelle loi ajoutait à la confusion et on pouvait désormais ne rien payer et ne rien racheter. C'est ce que les paysans ne manquèrent pas de faire, en attendant quelque nouvelle victoire du peuple et quelque nouvelle concession de la part des gouvernants. C'est précisément ce que font en ce moment les paysans russes.

En même temps toutes les dîmes et prestations (travail gratuit) qui provenaient du servage — de la mainmorte — étaient supprimées sans indemnité. C'était encore quelque chose de gagné : si l'Assemblée protégeait les seigneurs et les acquéreurs bourgeois, elle livrait, du moins, les prêtres, depuis que le roi n'était plus là pour les protéger.

* *

Mais, du coup, cette même Assemblée prenait une mesure qui, si elle avait été appliquée, aurait soulevé toute la France paysanne contre la République. L'Assemblée abolissait la solidarité pour les paiements qui existait dans les communes paysannes (1), et en même temps elle ordonnait la *division des biens communaux entre les citoyens* (proposition de François de Neufchateau). Il paraît cependant que ce décret ne fut jamais pris au sérieux. Son application se heurta à de telles difficultés qu'il resta lettre morte ; et quand la question fut soulevée de nouveau, la Législative, qui arrivait déjà à son terme, se sépara sans rien décider.

En ce qui concerne les biens des émigrés, il fut ordonné de les mettre en vente *en petits lots*, de deux, trois, ou au plus de quatre arpents. Et cette vente devait être faite « par bail, à rente en argent », toujours rachetable. C'est-à-dire que celui qui n'avait pas l'argent pouvait acheter tout de même, à condition de payer un bail perpétuel, qu'il pourrait racheter un jour. Mais il est évident que sur place toutes sortes de difficultés furent faites aux petits acheteurs. Les gros bourgeois préféraient acheter les biens des émigrés en gros, pour les revendre plus tard au détail.

Enfin — et c'est encore très typique — Mailhe profita de l'état des esprits pour proposer une mesure vraiment révolutionnaire, qui reviendra plus tard, après la chute des Girondins. Il demanda que l'on cassât les effets de l'ordonnance de 1669, et que l'on forçât les seigneurs à rendre aux communes villageoises les terres qui leur avaient été enlevées à la suite de cet édit. Sa proposition, cela va sans dire, ne fut pas votée : il fallait pour cela une nouvelle révolution.

* *

Ainsi donc, voici les résultats du 10 août :

La royauté est par terre, et avec cela il est possible à la révolution d'ouvrir une nouvelle page dans le sens égalitaire.

Le roi et sa famille sont en prison ; une nouvelle Assemblée, la Convention, est convoquée.

On prend quelques mesures contre les prêtres qui refusent de reconnaître la Constitution, et contre les émigrés.

La guerre contre les envahisseurs va être poussée avec vigueur par les volontaires sans-culottes.

Mais la grande question — celle qui agite quinze millions de paysans — la question des droits féodaux, alors même qu'elle a fait un pas en avant, reste toujours en suspens. Il faut toujours les racheter pour s'en défaire. Et la nouvelle loi concernant le partage des terres communales jette l'effroi dans les villages.

C'est sur cela que la Législative se sépare, après avoir tout fait pour empêcher la Révolution de se développer normalement et d'aboutir à l'abolition de ces deux héritages du passé : la royauté autocrate et les droits féodaux.

PIERRE KROPOTKINE.

(1) Il s'agissait probablement de ce qui existe en Russie sous le nom de *krougovaia porouka*, « responsabilité en rond ».

L'agitation antimilitariste

Décidément il y a progrès, et plus le démocratisme sévit, plus la bourgeoisie se montre intraitable avec les hommes de progrès. Sous l'empire et même sous les gouvernements réactionnaires qui lui ont succédé, les condamnés considérés comme « politiques » étaient avisés d'avoir à se constituer prisonniers. Maintenant que radicaux et radicaux-socialistes sont aux affaires, ce traitement n'est plus de mise, et c'est ainsi que les condamnés de l'affiche antimilitariste ont été brutalement arrêtés mercredi dernier, entre 5 et 6 heures du matin.

L'on cherchera vainement la moindre protestation dans les journaux socialistes du lendemain, qui se sont contentés pour la plupart d'insérer le communiqué officiel du parquet, sans trouver à y ajouter le moindre commentaire.

Cette piteuse attitude était à signaler.

Vingt-quatre de nos camarades sur vingt-six ont pu être appréhendés par dame police, les deux autres, chargés de famille, ayant cru devoir mettre la frontière entre eux et la plus douce des patries.

Les condamnés ont été divisés en deux groupes ; ceux condamnés à plus d'un an : Gustave Hervé, Almeyreda, Yvetot, Coulais, Grandidier, Roger Sadrin, Bousquet et Garnery, ont été dirigés dès le lendemain sur la maison centrale de Clairvaux (Aube), où ils jouiront, à ce que l'on assure, du régime des détenus politiques. Les autres sont à la prison de la Santé, en attendant leur transfert à Fresnes, où un quartier spécial leur sera réservé.

L'on a dit, et cela paraît assez vraisemblable, que le gouvernement n'avait procédé avec une pareille rapidité — trois jours après le rejet du pourvoi en cassation formé par nos camarades — que dans le but de faire contrepoids aux condamnations et arrestations des représentants du noble faubourg qui ont manifesté dans les églises. Ce système de bascule est en effet d'un usage assez courant chez les gouvernants et il ne faut pas en être autrement surpris.

* *

Mais le gouvernement ne semble pas vouloir s'arrêter en si beau chemin et samedi matin nous apprenions que le camarade Albert Monneret, l'ex-gérant du *Pioupiou de l'Yonne*, quatre fois acquitté par le jury, venait d'être à son tour arrêté et qu'une perquisition avait été opérée à son domicile à Choisy-le-Roi, où il habitait depuis quelque temps.

Monneret serait inculpé, à ce qu'il paraît, d'avoir fait distribuer aux soldats du 4e régiment d'infanterie, en garnison à Auxerre, des prospectus incitant à la désobéissance et à la désertion.

Une perquisition a été opérée, rue Grégoire-de-Tours, chez un typographe également poursuivi pour propagande antimilitariste. Une troisième perquisition se rapportant à la même affaire a été opérée à Auxerre, au siège du groupe d'études sociales.

A Toulon enfin, le procureur de la République a décidé que quatre ouvriers coiffeurs accusés d'avoir tenu des propos antimilitaristes devant les soldats du 111e de ligne qui manœuvraient sur le terrain militaire, seront poursuivis sous l'inculpation d'excitation à la désobéissance et d'injures à des officiers en service.

C'est, l'on peut s'en rendre compte, la réaction dans toute son ampleur.

Sur tous ces faits plus graves les uns que les autres, la presse socialiste, sauf l'*Humanité*, fait le silence.

Les élections approchent et l'antimilitarisme est, paraît-il, une mauvaise denrée pour les candidats, et comme il s'agit avant tout de se faire réélire, la consigne est de se taire.

Cependant le mouvement est maintenant trop profondément ancré et le gouvernement se trompe étrangement s'il croit pouvoir l'enrayer par des mesures de répression judiciaire.

La première réponse à l'incarcération de nos camarades ne s'est pas fait attendre, et dans la nuit de dimanche à lundi, de nouvelles affiches reproduisant le texte de celle qui fut l'objet de poursuites de la part du parquet de la Seine, étaient placardées à Paris.

La seule différence qu'il y ait avec la première qui était adressée *Aux conscrits*, c'est que celle-ci s'adresse *Aux soldats* et que, au lieu d'être signée par 28 camarades, plus de 2.300 noms s'étalent au bas de l'affiche en texte serré.

De plus, elle porte en post-scriptum la mention suivante :

« Le format de cette affiche ne nous permettant pas de mettre les adresses de tous les signataires, l'Association internationale antimilitariste des travailleurs les tient à la disposition du parquet. »

A l'heure actuelle, ces Messieurs du Parquet de la Seine n'ont pas encore pris de décision et ils en sont à discuter si, oui ou non, et dans quelles conditions il sera possible de poursuivre les signataires de la nouvelle affiche, en tous points conforme à la première, y compris le passage poursuivi. De plus, l'affiche n'est pas seule : l'Association antimilitariste a fait également distribuer un placard identique et portant de même les noms de tous les signataires.

Que va faire le gouvernement ? Va-t-il avouer son impuissance en ne poursuivant pas ? Dans ce cas, il n'y a plus de raison pour que Hervé et les autres restent en prison.

S'il y a procès, m'est avis que l'on ne s'y embêtera pas et que le dogme patriotique passera un mauvais quart d'heure.

Et ce n'est pas tout. Dimanche dernier a paru le numéro annuel du journal *Le Conscrit* avec un premier tirage de 100.000 exemplaires. Illustré par notre camarade Grandjouan, *Le Conscrit* sera sous peu de jours dans toutes les mains.

Enfin, la *Confédération générale du travail*, à l'occasion du conseil de révision, consacre le numéro de la *Voix du Peuple* de cette semaine à la propagande antimilitariste et antiguerrière.

Et par ces différentes manifestations, les travailleurs signifient à leurs maîtres qu'ils sont peu disposés à aller se faire trouer la peau pour la défense des privilèges dont leur misère est la conséquence.

Au moment où banquiers et capitalistes pêchent en eau trouble dans l'espoir de déchaîner un conflit entre deux grands peuples, il est salutaire que le prolétariat fasse entendre sa voix. Ses maîtres hésiteront peut-être et la propagande antimilitariste activement poursuivie fera un jour pencher la balance en faveur de la paix.

L'antimilitarisme est l'action directe du pacifisme ; lui seul peut assurer la paix en jetant le doute chez les gouvernants et en leur donnant la crainte de faire la guerre.

P. Delesalle.

P. S. — Les journaux de mercredi matin annoncent que, sur la proposition du ministre *radical socialiste* Dubief, le conseil des ministres a examiné s'il n'y aurait pas possibilité de poursuivre les *seuls initiateurs!?* de l'affiche *antimilitariste*, en vertu des lois scélérates.

Nous sommes curieux de savoir comment et de quelle façon s'opérera la sélection des 2.317 signataires de l'affiche.

En tous cas, cette seule nouvelle montre bien l'affolement des gouvernants.

Le manque de place nous force à renvoyer à la semaine prochaine la fin de l'article du Dr Bresselle.

MOUVEMENT SOCIAL

Le peuple fait l'inventaire. — C'est à Saint-Claude que les faits se sont passés, le 6 février.

A 9 heures du matin, l'agent des domaines se présenta au portail de la cathédrale ; il le trouva barricadé et se retira sans mot dire. La nouvelle s'ébruita, et à 3 heures de l'après-midi une foule de plus de 2000 hommes, femmes et enfants, stationnait devant la cathédrale. Le portail en fut incontinent enfoncé et 300 personnes envahirent les nefs, brisant pour commencer les stalles du chœur. Un baptistère en marbre fut mis également en morceaux, cependant que les bancs et les chaises voltigeaient. Une madone haute de deux mètres fut transportée sur le pont suspendu et précipitée dans le torrent qui gronde à 150 pieds au-dessous. J'ai vu deux gamins en train de taper sur l'orgue à grands coups de marteau.

Deux prêtres qui mettaient le nez aux fenêtres de l'évêché furent couverts de boules de neige. La rumeur était formidable ; l'*Internationale* et l'*Hymne à l'anarchie* la dominaient cependant, repris au refrain par le peuple entier.

Enfin, la gendarmerie arriva. Le procureur donna l'ordre de faire évacuer le saint lieu, ce qui fut fait parmi les lazzis et les chants. Puis les gendarmes, impassibles et stupides, gardèrent les portes.

Des employés de la grande maison de pipes Delacour, reconnus dans la rue, furent pourchassés à coups de boules de neige. Il faut dire que la veille le très clérical Delacour avait réuni ses ouvriers et leur avait fait toute une conférence sur la nécessité d'aller soutenir l'archiprêtre et d'empêcher à tout prix l'inventaire, préface de la spoliation.

Il était alors 6 heures, mais tout n'était pas fini. Une colossale madone perchée au haut d'un rocher, sur le mont Chaboud, domine la ville. Elle fut abattue dans la nuit et précipitée dans le ravin où les cléricaux atterrés pourront aller la contempler gisant en mille morceaux.

Le spectacle qu'offraient le lendemain les nefs était de tous points lamentable. Les lustres de cuivre doré et de cristal avaient été brisés à coups de perche. Les ornements sacerdotaux et les bonnets carrés, arrachés de la sacristie, couvraient le sol. Les stalles sculptées et les quelques tableaux que possède l'église avaient infiniment souffert. Les statuettes en plâtre et le chemin de croix étaient réduits en poussière.

Tel fut l'inventaire à Saint-Claude. Le parquet poursuivra-t-il les quelques camarades dont les gendarmes ont pris les noms ? C'est douteux, car il semble qu'on s'attache à faire le silence sur les événements qui se sont produits ici et qui en disent long sur les sentiments qu'inspirent aux travailleurs le catholicisme et l'Eglise.

F. P.

❖ ❖

Choses d'Alger. — Voici déjà deux mois que l'*Union des syndicats d'Alger*, constituée en réponse à la fermeture de la Bourse du Travail, a ouvert un nouveau local, 31, rue des Consuls. Sur 35 syndicats que groupait l'ancienne Bourse, 21 adhèrent à l'Union.

La propagande, un moment arrêtée faute d'un local, a repris de plus belle ; chaque jour se tiennent à la nouvelle Bourse une ou plusieurs réunions ouvrières ; la section antimilitariste y a trouvé asile et a donné deux réunions, l'une le 6 janvier pour se solidariser avec les condamnés du procès de Paris, l'autre pour discuter, avec quelques élus socialistes de l'espèce de Viviani, des théories soutenues en cour d'assises par les camarades du procès.

Enfin un journal révolutionnaire bimensuel *Le Travailleur*, fondé par un groupe de camarades, et rédigé exclusivement par des syndiqués, a son siège à la nouvelle Bourse et contribue dans la mesure de ses moyens à semer la graine révolutionnaire.

Depuis cette date, la municipalité, qui jusqu'à ce jour se souciait des chômeurs comme de Colin Tampon pour entraver notre action, a réouvert le bureau de placement fonctionnant à l'ancienne Bourse en y casant, comme gérant, l'ancien secrétaire de l'annexe de Mustapha. Puis elle mit à l'étude un nouveau règlement dont l'ensemble vient d'être voté par le conseil municipal.

Il va sans dire que ce règlement n'est pas fait pour l'aider l'action syndicale. Le conseil d'administration se compose de vingt-quatre membres élus pour quatre ans et renouvelables par moitié. Tous les salariés de l'industrie et du commerce — *syndiqués ou non syndiqués* — sont électeurs et éligibles à condition d'être inscrits sur la liste des électeurs municipaux.

Tout le personnel de la Bourse, depuis le secrétaire jusqu'au concierge est nommé par le maire qui a, en outre, le droit de dissoudre le conseil d'administration.

C'est donc la domestication la plus complète, et le conseiller municipal Tedeschi a donné la note juste en disant que si les ouvriers demandent des subsides et un local à la municipalité, ils doivent accepter et son contrôle et sa surveillance. « Si les syndicats veulent être libres, a-t-il dit, qu'ils ne demandent rien à la municipalité. »

Et c'est bien ce que veulent les dirigeants ; quoi qu'en disent certains amateurs de prébendes, les subventions ne servent qu'à acheter les hommes et à faire taire les consciences, et ceux qui les reçoivent, malgré qu'ils crient bien fort qu'ils ne sont pas à vendre, sont bel et bien achetés.

Nous nous apprêtons à enregistrer les syndicats et les hommes qui ne craindront pas de se cataloguer parmi le bétail, tels des moutons sur un champ de foire.

❖ ❖

Pendant ces deux dernières années, les anarchistes avaient l'habitude de se réunir à la Maison du Peuple dont quelques-uns même faisaient partie. En novembre dernier beaucoup de camarades décidèrent de se faire inscrire pour aider, par leurs cotisations, à payer les frais d'une salle qui leur avait servi bien souvent de lieu de réunion, et qui devait leur servir encore. A cet effet, deux listes de camarades comprenant ensemble une quinzaine de noms, furent présentées par deux amis et moi.

Après quelques semaines d'attente, il nous fut répondu que quelques adresses des camarades proposés étant inexactes, le conseil d'administration de la Maison du Peuple repoussait en bloc toutes les demandes d'admission.

Cela nous surprit assez : aussi avons-nous cherché pourquoi étaient rejetés ceux que nous proposions et nous-mêmes par répercussion, car le fallacieux prétexte d'adresses inexactes invoqué pour justifier cette mesure n'était qu'une duperie, et nous avons trouvé *la subvention*.

En effet, lors de sa dernière session, le conseil général portait de 500 à 1000 francs la subvention accordée à la Maison du Peuple ; pour mériter cette augmentation, il fallait bien lui donner des gages : la non-acceptation de nos amis en fut la compensation.

Puisque aujourd'hui au programme gouvernemental est inscrite la répression à outrance des idées révolutionnaires et de ceux qui les propagent, n'est-ce pas un gage de fidélité à donner aux dispensateurs de la bonne galette, que de refuser d'admettre dans un groupement soi-disant libre, les individus connus comme anarchistes et par ce fait entraver leur propagande?

Ah ! si les postulants avaient été des électeurs probables, il est certain qu'on se serait montré coulant ; mais il n'en était pas ainsi, et les élus qui font partie du conseil d'administration de la Maison du Peuple n'auraient pas continué à user de leur influence pour maintenir le taux de la subvention.

Ainsi, le seul endroit où nous pouvions nous réunir sans être mis à contribution par un bistro, nous est fermé pour mériter la subvention !

Après ça, qu'on nous dise que ces dernières ne servent pas à acheter les hommes et les consciences !

Philippe Richard.

MOUVEMENT OUVRIER

La grève des usines Solvay, à Salin-de-Giraud, qui dure depuis un grand mois, a pris un caractère des plus graves à la suite des provocations du conseil d'administration de la Compagnie.

Il y a une quinzaine de jours, la direction signifia aux ouvriers, au nombre d'environ 400, qu'ils étaient licenciés purement et simplement, et que l'usine fermait ses portes. Ceux qui voudraient être réintégrés devraient adresser une nouvelle demande.

C'est toujours, comme on voit, le même procédé : aux revendications ouvrières, l'insolence capitaliste répond par l'arbitraire, ce qui n'a fait, bien entendu, qu'exciter les malheureux exploités.

A deux reprises, ils ont tenté l'assaut des usines, et les directeurs et autres chiens de garde des capitalistes n'ont dû leur salut qu'à la présence des gendarmes chargés de « protéger » l'usine. Bien

mieux, les ingénieurs, les employés de l'administration et les contremaîtres ont dû quitter le pays et se sont réfugiés à Arles avec leurs femmes et leurs enfants. Ils ont abandonné leurs domiciles dans l'après-midi et, chargés de leurs malles et de leurs valises, ils se sont rendus à la gare de Salin-de-Giraud, escortés par la gendarmerie et suivis par les grévistes qui les conspuaient.

Ces derniers sont les maîtres du pays.

Le sous-préfet d'Arles a demandé l'envoi de 300 hommes de troupe qui occuperaient les usines, dont l'outillage industriel est évalué à plusieurs millions.

Enfin, comme il y a parmi les exploités de ce bagne un certain nombre d'Italiens, dont les actionnaires de la Compagnie ne regardent pas la nationalité pour en tirer de scandaleux bénéfices, le gouvernement les menace d'expulsions en masse.

Il faut s'attendre à des incidents graves ; les travailleurs forment un bloc compact, et semblent bien disposés à s'opposer à de pareilles représailles vis-à-vis de certains des leurs.

❖ ❖

La grève des fondeurs de Couëron, qui a duré un peu plus d'un mois, est terminée, mais non sans incidents des plus graves.

Jeudi 8 février, après une réunion dans laquelle a pris la parole le camarade Merrheim, secrétaire de l'Union des métallurgistes de France, les grévistes, au nombre de 600, ont parcouru le bourg. En passant devant les demeures de quelques jaunes, ils lancèrent des pierres. C'est alors que les gendarmes chargèrent ; les grévistes, refoulés au fond d'un cul-de-sac, lancèrent des pierres. Les gendarmes tirèrent leurs sabres et ce fut une véritable boucherie. Le sang coula et rougit la terre.

Dix-sept personnes, hommes, femmes, enfants, furent blessées. Les grévistes Roussel, Cormerais, Videment, etc., ont reçu des coups de sabre, portés avec une violence inouïe, a déclaré le médecin qui les soigne. Plusieurs autres grévistes, ainsi que des femmes et des enfants qui regardaient, ont été foulés aux pieds des chevaux et, à l'heure actuelle, la vie de plusieurs d'entre eux est encore en danger. Le capitaine de gendarmerie Bocher et le garde champêtre Hérin se sont plus particulièrement montrés d'une violence inouïe.

Devant la surexcitation de la population, le directeur, après une entrevue avec une délégation de grévistes, a pris le parti par lequel il aurait dû commencer : il a accordé satisfaction aux grévistes, et les salaires ont été augmentés de 0 fr. 20 à 0 fr. 50 par jour.

Mais il a fallu pour cela que le sang coulât.

A Nantes, un conflit d'un genre particulier vient d'éclater à la biscuiterie Lefèvre-Utile. Ces jours derniers, les ouvriers biscuitiers nantais avaient décidé de former un syndicat, afin de pouvoir obtenir la journée de neuf heures. Lorsque les directeurs de la maison apprirent le fait, ils congédièrent 60 de leurs ouvriers qui avaient pris part au mouvement.

La situation des exploités de ce bagne — notamment des femmes — est déplorable. Il n'y a guère de salaires supérieurs à 3 fr., et ce, pour 10 heures de travail.

Quant aux soi-disant lois de « protection ouvrière », l'on voit par ce simple fait quel cas les exploiteurs en font.

Je l'ai fait remarquer tant de fois qu'insister devient pour le moins inutile.

A Lyon, l'agitation qui couvait depuis déjà quelque temps chez les ouvriers tullistes, lesquels sont près de 20.000, vient de se manifester publiquement par une déclaration de grève mûrement réfléchie. Un syndicat s'était récemment formé et, dimanche dernier, une réunion générale eut lieu.

Quelques ouvriers proposèrent la grève partielle, mais l'assemblée se montra hostile à cette proposition et préconisa, soit la reprise du travail, soit la grève générale.

Au cours du débat, plusieurs orateurs demandèrent qu'en cas de grève générale une surveillance fût établie pour éviter les défections. Cette proposition fut adoptée à l'unanimité. On passa ensuite au vote, qui fut secret, et la grève générale fut décidée.

Les ouvriers réclament : 1° la revision des tarifs ; 2° la suppression du travail de nuit ; 3° la journée de dix heures.

De leur côté, les patrons, qui s'étaient réunis, ont décidé de repousser en bloc les réclamations de leurs ouvriers.

A l'heure actuelle, la plupart des usines sont fermées et il est difficile de prévoir comment se résoudra cet important conflit.

La grève des mineurs de Neuves-Maisons continue, la Compagnie se refusant toujours à appliquer les conventions signées lors du dernier conflit. Cela nous montre une fois de plus la valeur des résultats des commissions mixtes ouvrières et patronales et le cas que font Messieurs les exploiteurs des conventions dûment signées par eux lorsque celles-ci ne leur conviennent pas. C'est un démenti de plus à la méthode réformo-réactionnaire chère à Keufer et aux gens du Ministère du commerce.

En attendant, les grévistes de Neuves-Maisons sont exaspérés de tant de mauvaise foi, d'autant plus que toutes les autorités, préfet en tête, se montrent d'une partialité révoltante.

Des réunions et des manifestations ayant eu lieu, ces dernières avec succès, le préfet fit aussitôt prendre par le maire un arrêt d'interdiction.

Au cours d'une de ces manifestations, des bagarres ont eu lieu et huit arrestations ont été opérées. Les grévistes ne se sont pas tout à fait laissé faire et quelques gendarmes ont écopé au cours de la bagarre qu'ils avaient provoquée.

Les grévistes sont plus que jamais disposés à la lutte jusqu'à complète satisfaction.

P. Delesalle.

⌘ ⌘

BELGIQUE

Dans les *Temps Nouveaux* du 20 janvier, vous dites que notre camarade Albert Henri vient d'être expulsé brutalement de Belgique. Cela ne m'étonne pas, car moi-même, quoique né en Belgique ainsi que mes père et mère, j'en ai été aussi expulsé.

En juin 1903, je quittai la France pour aller travailler en Belgique. Je me fixai au village d'Herbeumont et trouvai du travail sur une ligne de chemin de fer en construction. Je n'étais pas arrivé depuis huit jours que j'étais déjà visé.

J'allai faire ma déclaration à la mairie, et en même temps présenter mes deux fils à l'instituteur. Deux ou trois jours après, l'un d'eux me dit :

« M. le curé est venu nous faire la classe, il m'a interrogé presque tout le temps ainsi que mon frère et nous a dit : « Vous n'êtes pas en France ici, il faut prier et lire l'Ecriture sainte ; je vois que vous n'êtes que de sales païens. »

Comme je savais que je pouvais dispenser mes enfants des cours de religion et de morale, c'est ce que je fis ; mais l'instituteur me dit : « M. le curé et les braves gens d'ici ne vous regarderont pas d'un bel œil. » — « Qu'importe ! lui dis-je, c'est une instruction scientifique que je veux faire donner à mes enfants. »

Inutile de vous dire les vexations que mes enfants recevaient ; le curé les faisait battre par leurs petits camarades ; au bout de dix jours, on les renvoya de l'école, avec un billet de l'instituteur, portant ces mots : « Vos enfants sont renvoyés de l'école parce qu'ils sont nés en France. »

J'adressai aussitôt une plainte au ministre : quatre jours après, mes enfants purent rentrer à l'école, mais au bout de huit jours on les renvoyait de nouveau. Je fis plainte sur plainte, mais tout fut inutile.

Je commençais à faire de la propagande, voire même des causeries, et le soir, ainsi que le dimanche, je distribuais des brochures, et j'en faisais la lecture en rassemblant les ouvriers par petits groupes ; aussi les journaux réactionnaires commencèrent-ils à me diffamer. Un médecin et le curé allèrent trouver l'entrepreneur chez qui je travaillais pour me faire renvoyer, ce qui fut fait ; on essaya par tous les moyens de m'affamer, mais comme je suis maçon de mon métier, je trouvais de l'ouvrage chez les petits propriétaires qui avaient des réparations à faire ; je triomphais donc, et je continuai ma propagande. L'automne arrivé, j'allais aux veillées chez les paysans et les ouvriers, je leur faisais la lecture des brochures socialistes et libertaires. Le dimanche, j'allais dans d'autres villages : les gendarmes me suivaient, disant aux ouvriers que j'étais un anarchiste et me menaçant à chaque instant. Je ne m'en souciais pas.

Au mois de janvier 1904, le bourgmestre d'Herbeumont me fit appeler, pour me faire savoir que je n'étais pas Belge, et que si je l'étais, je devais, dans les quarante-huit heures, lui remettre des pièces justificatives. J'ai subi le sort en Belgique et j'ai été soldat, lui dis-je, cela suffit ; mon père a subi le sort en Belgique et la mère de mon père était Belge ainsi que ma mère ; je me suis marié en France et ma femme est Belge.

Le 14 janvier 1904, on me faisait de nouveau appeler à la mairie, mais cette fois c'était pour m'expulser. Je ne signai rien, et le même jour, partis pour Bruxelles. J'allai trouver le sénateur socialiste Edmond Picard, et ce ne fut pas sans peine que j'obtins une audience de ce haut personnage. Il me déclara tout net qu'il blâmait ma propagande ; il me reprocha d'avoir dispensé, seul de tout le pays, mes enfants des cours religieux. Il les avait bien suivis, lui, les cours religieux, et n'en était pas mort ; il me dit de retourner chez moi, et *qu'il ne fallait plus surtout faire cette vilaine propagande révolutionnaire.*

Le lendemain, je recevais un télégramme de lui : « Votre cas sera examiné avec bienveillance. Vous pouvez provisoirement rester. »

On envoya à Herbeumont un inspecteur de la sûreté pour me surveiller.

Je ne pouvais plus faire un pas sans avoir derrière moi ce mouchard, accompagné de deux pandores, mais rien n'arrêtait ma propagande auprès des travailleurs, lesquels venaient me trouver chez moi. Les journaux réactionnaires recommencèrent à me tomber sur le dos ; le curé, dans des manifestes, recommandait à ses fidèles de me fuir : cela dura jusqu'au 4 mars 1905, où, cette fois, je fus irrémédiablement expulsé. J'allai de nouveau trouver M. Picard le sénateur *socialiste*. Voici sa réponse : « Vous n'avez qu'une chose à faire, retourner dans votre pays faire cette vilaine besogne ; puisque vous êtes Français, je ne veux plus m'occuper de vous. Du reste, vous n'êtes pas Belge. »

Que pensez-vous d'un gouvernement qu'un simple ouvrier gêne ? Pour moi, malgré tout, en France comme en Belgique, je continuerai à répandre les idées révolutionnaires. La résignation, c'est la mort ; la lutte, c'est la vie.

Nicolas Fays.

⌘ ⌘

ESPAGNE

La famine. — La question de la famine en Andalousie revêt un caractère d'extrême gravité. Les autorités municipales demandent d'urgence des secours à l'Etat.

Dans de nombreuses localités, les boulangeries et les magasins de comestibles sont pris d'assaut par la foule.

Le ministre de l'agriculture ira à Séville activer l'ouverture des travaux publics projetés, mais il est en somme peu probable que cela mette fin en quoi que ce soit à cette terrible crise qui n'a fait que s'étendre ces temps derniers. Seule une transformation générale de la production et de la répartition y pourrait mettre fin.

⌘ ⌘

RUSSIE

On nous communique la lettre suivante, d'autant plus intéressante, que son auteur, comme on pourra s'en convaincre par divers passages, est loin d'être révolutionnaire.

Tcheryonnoe, *le 27 novembre-10 décembre 1905.* — Je viens de recevoir la lettre qui a mis dix-sept jours à me parvenir. Il n'y a pas à se plaindre : c'est par hasard que je l'ai reçue. Depuis trois semaines il n'y a pas un seul journal de France qui me soit parvenu. Je profite de ce que, dit-on, la grève a cessé sur la ligne Odessa-Varsovie-Berlin, pour vous écrire pendant cette courte trêve.

Je vais tâcher, en quelques pages, de vous expliquer ce qui se passe ici et les atrocités qui s'y commettent au nom de la liberté.

Comme lecteur de journal français, je suis abonné du *Journal*. C'est un des mieux renseignés, et pourtant dans les derniers numéros que j'ai eu l'occasion de lire à propos des massacres d'Odessa, par exemple, les renseignements fournis sont bien pâles auprès de la réalité.

Sur Kiew il y a eu à peine quelques lignes, et pourtant quelles tragédies nous avons traversées les 17, 18 et 19 octobre (style russe) !

Voici brièvement ce qui s'est passé :

Le comité socialiste révolutionnaire russe, nettement opposé au régime autocratique — soumis seulement à la toute-puissance d'un seul homme, l'empereur — composé pour la majeure partie d'étudiants, de professeurs de l'Université, et on peut dire de la plus grande partie des *classes intelligentes*, depuis longtemps réclamait des réformes qui eussent pu donner à la Russie un bien-être général

par la cessation d'abus de pouvoir et de la vénalité sans exemple parmi le reste des Etats européens, des fonctionnaires en général, et surtout des grosses légumes dont le cynisme et la cupidité dépassent l'imagination. En un mot, c'était une association, une ligue d'individus plus éclairés dans le genre du parti des « Jeunes Turcs » qui revendiquaient une constitution et une assemblée nationale choisie par les électeurs, sans distinction de religions et de nationalités, pour mettre fin au régime tout-puissant de la bureaucratie autocrate. L'empereur devait abdiquer le pouvoir autocratique et devenir quelque chose comme l'empereur d'Allemagne et son Reichstag (Parlement). En outre, les étudiants, les professeurs, les avocats, presque toutes les professions libérales et beaucoup d'autres, revendiquaient le droit d'association, de réunion et beaucoup d'autres réformes universitaires qui les auraient rendus plus libres,plus indépendants, sans être notamment au premier rassemblement sur la voie publique, malmenés par le fouet des cosaques.

Sur ce parti progressiste se greffaient beaucoup d'autres éléments; beaucoup de jeunes officiers aussi, des soldats qu'on avait formés à ces idées, ce qui devenait un danger effrayant pour le gouvernement, ainsi que l'avait prouvé l'émeute du cuirassé le *Potemkin* à Odessa; puis, plus récemment et plus tragiquement encore, les révoltes des marins et soldats de Cronstadt, et enfin de Sébastopol tout dernièrement. (Ce mouvement n'est pas d'ailleurs sur le point de s'arrêter!)

Il fallait, pour aboutir donc à des réformes, ou une révolution plus sanglante que toutes celles qu'il y a jamais eu ou un procédé plus pacifique, plus moderne, mais qui devint par ses conséquences, un véritable danger pour l'Etat. Et d'ailleurs, le parti révolutionnaire ne se sentait pas assez fort pour lutter armé,puisque l'armée était encore disciplinée suffisamment pour obéir aux ordres brutaux et étouffer par les armes la répression. C'était donc un programme terriblement bien compris que de semer le plus possible la révolte dans l'armée, pour l'amener au refus d'obéissance et la mettre de son côté. En attendant la réalisation complète de ce programme (qui fait son œuvre), la grève générale des chemins de fer fut décidée. Comme sous la baguette d'un chef d'orchestre,dans la première quinzaine d'octobre, en moins de vingt-quatre heures, nous restâmes isolés par toute la Russie du reste du monde. Cela se prolongea un, deux, puis trois jours. Il fallait en finir, les grands centres étaient menacés de la famine dans un délai rapproché. Dans les grandes villes,la panique était à son comble. Les particuliers manquaient presque de pain. Ce fut alors que Witte reçut les délégués des ouvriers des chemins de fer qui, pour reprendre le travail, mirent au premier plan les réformes politiques. Il promit d'augmenter leur salaire d'améliorer leur situation, ils ne voulaient pas en entendre parler avant d'avoir reçu entière satisfaction sur les réformes politiques. On tergiversa encore quelques jours, on parlementa. Mais la situation devenait intenable, toute la vie économique de la Russie était suspendue. Il fallait s'attendre aux pires catastrophes ; c'est alors que fut lancé, le 17 octobre, le célèbre manifeste de l'empereur qui accordait à la Russie,à son peuple, une constitution (l'ébauche d'une constitution), l'assemblée législative, droit d'élection pour toutes les classes, liberté de parole, de presse, de conscience, de religion, inviolabilité de la personne. Et presque immédiatement les chemins de fer circulèrent comme auparavant.

Quand parut le manifeste impérial, ce fut une allégresse générale qui se manifesta dans toutes les grandes villes par des réunions imposantes, des processions gigantesques auxquelles prirent part, drapeaux rouges déployés, des milliers et des dizaines de mille de citoyens de toutes classes. On criait « Vive la liberté » et on mêlait à ces cris d'autres paroles plus ou moins séditieuses contre l'empereur et surtout le régime autocratique.

Peu ou prou les troupes mobilisées partout en grand nombre, mais par petits paquets, laissaient faire ou à peu près. Le manifeste impérial n'accordait-il pas liberté de parole et inviolabilité de la personne? Ce fut alors que s'alluma comme une traînée de poudre, la contre-révolution des mécontents.

Au premier rang de ceux-ci, mal disposés pour un nouveau régime, il fallait évidemment placer : les représentants de l'ancien pouvoir et de la répression brutale; la police de tout ordre et de tout rang du haut en bas et qui ne vit en Russie que de pots-de-vin et d'abus de pouvoir, des gouverneurs, des préfets de police, tous ceux qui dans chaque ville jouaient jusqu'alors le rôle de dictateurs.

Les prêtres, le clergé orthodoxe aussi ignorant qu'il est fanatique de la religion qu'il représente, les popes (curés) dont certains grands manitous qui sont quelque chose comme nos évêques et même nos archevêques, ne craignent pas, dans des brochures qu'ils impriment dans leurs monastères, d'appeler la malédiction même sur les catholiques (tous les Polonais sont catholiques), qu'ils traitent d'hérétiques. Tous ces gens-là étaient prêts à étouffer la constitution dans son germe.

Il ne fallait plus que l'instrument qui allait frapper. Ce fut vite trouvé. On rassembla dans les grandes villes toute la racaille des rues, les Alphonses en rupture de ban, sous la direction de la police la plus vile qui soit au monde.

Par les gouverneurs qui ont pouvoir absolu sur les troupes de leur circonscription, on s'assura le concours de la force armée, des cosaques surtout; pour le moins on fut garanti qu'elle laisserait faire.

Il fallait donc essayer de démontrer que le manifeste qui accordait une constitution n'apaisait pas les esprits, mais au contraire augmentait le mécontentement et aggravait le désordre. A Kiew, par exemple, cela se passa de la façon suivante : quand le 18 octobre, en grande pompe, se répandirent en une procession grandiose et pacifique de 10 ou 15.000 personnes au bas mot, tous partisans du nouveau régime, les troupes, les cosaques placés un peu partout laissèrent faire. On arriva ainsi en bon ordre devant la mairie, au centre de la plus belle rue de la ville. Puis des orateurs de différentes catégories se présentèrent au balcon de l'édifice et haranguèrent la foule. Des juifs parmi ceux-ci, prétendit-on (il a été démontré depuis que ce furent des agents provocateurs à la solde du parti contre-révolutionnaire qui devaient troubler la manifestation) lancèrent des injures au nom de l'empereur et brisèrent son image.

Un remous se produisit dans la foule, quelqu'un cria : « Les cosaques, voilà les cosaques! » En même temps quelques coups de feu furent tirés sur la troupe (toujours par des juifs, prétendit-on). Immédiatement des feux de salve furent ordonnés de chaque côté de la place sur ces milliers de personnes sans défense, venues là pour manifester pacifiquement.

Ce fut un sauve-qui-peut atroce, les morts et les blessés jonchèrent le sol. En un moment, il n'y eut plus personne.

En même temps, toujours par les soins de la même propagande, on fit répandre en ville le bruit que les juifs étaient les auteurs de tout le drame, « il fallait dévorer ce maudit animal, ce pelé, ce galeux, d'où venait tout le mal ».

C'était peu, disait-on. Le monastère de X... venait d'être pillé par des juifs, les moines massacrés. La police avait les renseignements, disait-on, par télégramme reçu à l'instant.

Et bravement, pour la cause sainte, se répandirent dans les rues de Kiew, dont le pavé venait d'être fraîchement ensanglanté, sous des déguisements divers, les membres de la police qui avaient monté le coup, traînant à leur suite les gens sans aveu et sans nom, toute la crapule de la rue prête à tout et prévenue. Les magasins s'étaient fermés, la plupart des devantures étaient enclouées par des planches. Mais les magasins juifs sont tous connus, ils furent marqués à la craie. Les bandes se séparèrent pour agir par petits groupes, puisqu'ils savaient qu'ils n'allaient pas être dérangés. Au quartier juif, où sont parqués les juifs par milliers, où les boutiques et les magasins se comptent par centaines, la tâche était encore plus facile. Il n'y avait pas d'erreur à commettre, mais qu'à piller et à brûler... en bloc. Et l'ouvrage commença sur bien des points à la fois. Les devantures furent brisées, les marchandises, les meubles, les bijouteries furent dévalisés méthodiquement de sang-froid par cette racaille. Les logements particuliers ne furent pas épargnés, on n'y laissa rien. On en chassa les juifs brutalement et on les jeta à la rue sans linge, sans rien, sauf la guenille ou les vêtements qu'ils portaient. La troupe, les cosaques avaient reçu le mot d'ordre. Quand on pillait sur un point, ils se déplaçaient pour aller d'un autre côté; mieux encore, ils partageaient avec les pillards. Les feux de salve continuaient cependant, mais seulement sur les malheureux qui tentaient de se défendre ou de défendre leurs biens.

La troupe protégeait ouvertement les « bandes noires ». La résistance était impossible, et d'ailleurs personne ne résistait. De temps en temps des coups de feu partaient de quelque maison, tirés au hasard, par quelques personnes dégoûtées de ce spectacle, sur les « bandes noires » qui pillaient. Immédiatement la maison était criblée de balles par les cosaques et l'infanterie, qui l'envahissaient ensuite et en tuaient les locataires. Aussi ces cas de défense pour son bien ou simplement pour l'idée de justice furent-ils rares. On sut qu'il y avait danger de mort à se mêler d'intercéder pour les juifs. On comprit qu'il n'y avait rien à faire, puisque la force armée protégeait les pillards et partageait avec eux. On se tint coi, on ne mit plus les pieds dehors et tout ce qui n'était pas ou pillé ou pillard resta chez soi.

Le pillage dura trois jours, trois jours entiers sans trêve ni repos! De ce qui fut les magasins juifs au bout de ces trois jours il ne restait rien, que des plâtras et des décombres devant des trous béants! Le 18 au soir, jour du massacre par feux de salve et début du pillage, les représentants les plus autorisés du parti progressiste, professeurs, médecins, allèrent trouver le gouverneur en le priant de mettre ses troupes au service du droit, de la justice et de l'humanité. Kiew avait 20.000 hommes de troupe, des centaines de cosaques. En une demi-heure on pouvait enrayer le mouvement, arrêter les « bandes noires ». Ils ne furent pas reçus. Ce fut alors qu'ils envoyèrent le télégramme suivant à Witte : « Les pavés de Kiew sont rouges du sang des victimes innocentes tombées sous les balles de la troupe. Le pillage des magasins juifs, leur massacre par des gens sans aveu se perpètre sous les yeux de la police et de la troupe qui laissent faire. Nous avons voulu intercéder auprès du gouverneur, qui ne nous a pas reçus. Nous vous supplions au nom de l'humanité de donner les ordres nécessaires pour qu'ils prennent immédiatement fin. »

La réponse au gouverneur ne se fit pas attendre, mais les ordres qui lui furent donnés par Witte restèrent lettre morte. Le pillage continua le 19 et le 20, aussi acharné, et comme dans le Cid « le combat cessa faute de combattants ». On s'arrêta lorsqu'il n'y eut plus rien à piller chez les juifs. (Le gouverneur a été révoqué depuis, lui et bien d'autres.)

Si je vous donne tant de détails sur ce qui s'est passé à Kiew, c'est pour que vous ayez un aperçu de ce qui s'est passé simultanément (ce qui dénote bien le coup monté) dans toute la Russie, les jours qui suivirent le manifeste, dans toutes les villes grandes ou petites où les juifs forment une partie importante de la population.

A Odessa où il y a 134.000 juifs sur 450.000 habitants, il y eut de la résistance et c'est ce qui explique le caractère atroce des massacres qui s'y sont perpétrés pendant 8 jours! Là, les morts se comptent pour les plus optimistes à 3000, les blessés dans une proportion double. Des familles entières ont été hachées menu, des enfants sous les yeux de leurs parents et des parents sous les yeux de leurs enfants.

Il y a des épisodes « vus » qui sont effrayants et difficiles à comprendre pour notre mentalité occidentale où les haines de race et de religion sont presque inconnues.

On a mutilé des garçons juifs en les émasculant. Il y a eu des effrénés qui ont bu du sang juif sous les yeux de ces derniers. Ceux qui résistaient étaient massacrés avec des raffinements de cruauté inouïs : on y a éventré des femmes enceintes.

Les cosaques,dans leur nature de brutes,n'étaient pas les derniers naturellement. Dans la conduite de la troupe il y a eu aussi des faits caractéristiques dont on peut juger par les deux épisodes suivants : Une femme passe dans la rue et, pressée, se hâte de rentrer sans doute, cela se comprend. Une « bande noire » s'avance : « Allons ouvre la bouche, montre nous si tu as de belles dents ». Se sauver? Rien à faire. Elle ouvre la bouche. Pan! un coup de revolver dans la bouche. Elle tombe pour ne plus se relever! Une autre « bande noire » interpelle un cosaque de faction. « Eh! dis donc mon petit frère, tu vois cet étudiant là-bas à cinquante pas? — Oui! Eh bien quoi? Je te parie que tu tires à côté? — Allons donc vieux farceur. Tiens regarde si je sais tirer. » Il vise... et l'abat naturellement!

Mais enfin tout a une fin en ce bas monde. Quand on eut bien malmené les juifs, quand on eut mis à feu et à sang presque toute la Russie pendant une semaine pour prouver que la nouvelle forme du gouvernement ne valait pas l'ancienne, il y eut la réaction. Les progressistes se ressaisirent. Witte, d'abord effrayé, révoqua et brisa un peu partout. La presse s'indigna sauf les organes soudoyés par le parti de l'ancien régime. Dans la troupe beaucoup d'officiers furent écœurés de ces répressions sans but. Il y eut des refus d'obéissance, des révoltes, d'autant plus qu'on ne mettait pas vite en vigueur les réformes promises. La censure continuait et continue de frapper les journaux. Le droit de réunion, d'asso-

ciation était un leurre. Maintenant on est un peu plus rentré dans l'ordre.

Les « bandes noires » n'ont plus rien à piller pour le moment, jusqu'à ce qu'elles aient encore un moment favorable pour l'action.

(*A suivre.*)

VARIÉTÉ

Claude Tillier

Suite et fin (1)

C'était un moraliste et un philosophe que le Tillier des pamphlets. C'est un moraliste et un philosophe encore, ayant mêmes soucis de propagande et de combat, que le Tillier des romans. Ainsi, sous son apparente dualité, l'œuvre est réellement une, et pamphlets et romans rendent un même son.

Les romans de Tillier sont un fort mince bagage; il n'y en a que deux : *Mon oncle Benjamin* et *Belle-Plante et Cornélius*. Ce sont deux clairs récits d'une saveur spéciale, sans pareille, d'un art instinctif, rustique et quasi-spontané, deux alertes chroniques provinciales où la sève du terroir circule abondamment.

Pour n'avoir pas retrouvé de libraire, *Belle-Plante* est une œuvre presque absolument oubliée. Par contre, *Mon oncle Benjamin* est, pour beaucoup aujourd'hui, un franc chef-d'œuvre dans ce genre libre et tempéré du conte que le roman moderne a détrôné. C'est tout au moins l'appréciation de l'Allemagne; dans ce pays où l'on nous lit beaucoup plus que nous ne nous lisons nous-mêmes, *Mon oncle Benjamin* a fait l'objet de traductions multiples depuis celle de Pfau (2). Les Belges l'ont jadis réimprimé à Bruxelles (3), les Suisses à la Chaux-de-Fonds et, tout dernièrement encore, en une édition bon marché, à Lausanne. A Paris, les libraires s'en sont à diverses reprises emparés, mais nos critiques à la mode, qui n'ont pas le temps de lire, n'ont jamais paru s'en apercevoir.

Claude Tillier a le don natif, le don tout français du conte; il aime à conter et, dans les pamphlets, ne s'en fait pas faute. Fin diseur de jolies aventures, il a l'entrain, la grâce primesautière, la moquerie légère. Nous l'appelons romancier, mais il faut entendre conteur. Il n'est pas l'esclave de l'action : il la dirige, au contraire, au gré de sa fantaisie, l'interrompant et la reprenant quand il lui plaît. On sent bien que l'action n'est pour lui qu'un honnête prétexte pour encadrer ses idées et ses sentiments personnels, en un mot pour s'encadrer lui-même, car Claude Tillier ne nous permet jamais de l'oublier. Ses bonshommes dissertent, font des gestes, boivent et chantent tout le long du livre, mais derrière eux, c'est lui, Tillier, qui tire les ficelles et qui ne se gêne pas pour s'adresser directement à nous. Et il lui faut vraiment un art infini, non seulement pour ne pas nous ennuyer, mais encore pour nous imposer la sensation réelle du vécu.

Benjamin n'est, à vrai dire, qu'une longue suite de contes. L'auteur y montre la naïveté populaire, la fraîcheur de ton d'un fabliau, avec, en outre, cette candeur d'innocence parfaite! C'est le roman du bon temps, des bonnes gens. Mais c'est aussi quelque chose de plus. Ils sont là cinq ou six hardis camarades, que la crainte de Dieu et des gendarmes ne tourmente qu'assez peu, cinq ou six gais compagnons épris des chères plantureuses, des vins sonores, et par-dessus tout de raison. Les voici :

« Il y avait d'abord l'avocat Page, qui ne plaidait jamais qu'entre deux vins; le greffier du tribunal qui s'était habitué à écrire en dormant; le procureur Rapin, qui, ayant reçu en présent, d'un plaideur, une feuillette de vin piqué, le fit assigner pour qu'il eût à lui en faire tenir une meilleure; le notaire Arthus, qui avait mangé un saumon à son dessert; Millot-Ratant, poète et tailleur, auteur du *Grand Noël*; un vieil architecte qui depuis vingt ans ne s'était pas dégrisé; M. Minxit, médecin des environs qui consultait les urines... »

Ceux-là ne sont encore que des comparses. Voici venir le premier rôle. C'est Benjamin Rathery, l'oncle Benjamin, un grand homme! Fort mangeur, étonnant buveur, un peu tapageur, coureur et polisson, résolument discuteur, le geste vif et le verbe audacieux, pétri de paradoxe, de malice et d'esprit, il incarne dans sa libre philosophie, son terrible rire révolutionnaire, cette petite bourgeoisie française du dix-huitième siècle qui portait dans ses flancs 89 et 93.

Mon oncle Benjamin est un livre presque unique dans la littérature du dernier siècle. Le comique sans cesse s'y mêle à l'émotion, les saillies de la franche gaîté aux abandons de la mélancolie, et ce mélange est un charme de plus. On ne le ressent nulle part aussi vivement qu'aux dernières pages, qui nous content la mort de M. Minxit. Celui-ci est un vieux médecin de village, l'adorateur de Benjamin, l'adorateur de sa jeunesse aventureuse, de son grand rire éclatant, de ses discours, de ses chansons, de tout ce qu'il porte en lui d'avenir, de force et d'espérance. Sa fille, qu'il a fiancée de force à son ami, a fui au bras d'un gentilhomme et est allée mourir dans une lointaine auberge. C'en est fait désormais du bonhomme. Vieux et seul, mangé de remords, il sent ses forces décroître peu à peu. Mais il veut trépasser en sage. Un dimanche qu'il est plus bas, il rassemble dans sa maison ses amis pour un suprême festin. Ils mangent, boivent et dissertent ainsi qu'aux plus beaux jours. Au dessert, M. Minxit veut entendre de la bouche de Benjamin, le discours funèbre qu'il prononcera le lendemain sur sa tombe. Benjamin parle, M. Minxit écoute. Très calme, il rectifie l'oraison, en reprend les erreurs usuelles, les petits mensonges, les emphases téméraires et quand Benjamin s'est tu, tous ayant bu « le coup de l'étrier » et souhaité au mourant bon voyage, M. Minxit se couche sur son lit pour attendre la mort.

Ce que M. Minxit évoque ici dans les mémoires, c'est Socrate dans sa prison, à l'heure de la ciguë, entretenant ses disciples des plus graves questions humaines. La mort de M. Minxit est d'un pénétrant pathétique, sans éclat, voilé comme un murmure; Tillier s'est élevé là, au jugement de Ch. Monselet, à « la plus haute émotion dans la simplicité ».

A la différence de *Mon oncle Benjamin*, que l'auteur a soigneusement revu et corrigé, *Belle-Plante* est vraisemblablement une œuvre inachevée; des chapitres, toutefois, sont d'une excellente venue et l'ensemble, tel qu'il est, est d'agréable lecture. Il y a là Cornélius, un savant un peu maniaque, un raisonneur un peu déraisonnant, ivre de science, de calcul, d'utopies, adorable d'innocence et de simplicité. Il y a ensuite Belle-Plante, l'aîné de Cornélius, un rural finaud, madré, cynique, avaricieux jusqu'à l'usure. Et il y a Louise enfin, délicieusement femme : elle aime depuis l'enfance le pauvre grand Cornélius et, sans rire, se plie à ses fantaisies divagantes de savant chimérique; elle en est aussi le bon génie et c'est elle qui le protège contre les obliques manœuvres du sournois Belle-Plante.

. . . .

Claude Tillier est un écrivain. Il aime la langue dont il se sert et sait choisir ses mots; il n'en dédaigne aucun et puise largement au fonds commun du peuple. Il atteint à la mâle vigueur, mais il atteint également à la grâce exquise : il est tour à tour Romain et Français. Surtout ce qu'il possède en propre, c'est une incroyable ressource d'images, — images neuves, vivantes, naturalistes, familières. Il dira du *Journal des Débats* : « Ses colonnes sont flasques et vides comme de vieux bas de soie qui gigotent au vent sur une ficelle. » Il montrera ces conspirateurs qui rentrent dans l'ombre « comme un poignard dans le fourreau ». Ou bien, il nous peindra deux ivrognes qui rentrent chez eux « s'entre-choquant comme deux gourdes qu'on porte au bout d'un bâton ». Sa phrase a le mouvement, la couleur et le relief de la vie qu'elle cherche à traduire.

Dans la haute et réelle acception du terme, je dirai de Tillier qu'il est un authentique *écrivain du peuple*; et, à ce titre encore, il méritait, je pense, de figurer ici.

AMÉDÉE DUNOIS.

(1) Voir les numéros 37, 38, 39, 40 et 41.

(2) Des journaux l'ont donné en feuilleton, telle la *Gazette Populaire*, organe social-démocrate de Leipzig.

Au Congrès social-démocrate de Gotha (1896), le docteur Schœnlank disait : « La *Gazette Populaire* de Leipzig a jadis publié le chef-d'œuvre de Claude Tillier. *Mon oncle Benjamin*. Dans ce roman humoristique, l'auteur mène avec autant de décision que d'éclat le combat de la bourgeoisie grandissante contre le féodalisme pourri. »

Et M. Ernest Seillière, qui rapporte ces faits, ajoute : « D'autres orateurs revinrent encore dans la suite du débat sur le roman nivernais; ils en parlaient sans cesse comme d'une œuvre classique pour leur auditoire, et se contentaient d'en indiquer par allusion les passages bien connus de tous. »

(3) Mais en l'expurgeant de toutes ses audaces!

Correspondances et Communications

On nous demande l'insertion suivante :

Appel aux antimilitaristes de tous les pays.

Camarades !

Depuis quelques années, la langue internationale Espéranto s'est répandue à travers le monde aussi largement que rapidement et de nombreux groupes se sont fondés.

Le commerce l'utilise déjà pour ses relations internationales et nous devons aussi l'utiliser dans la plus large mesure pour toutes les affaires intéressant l'humanité entière.

Parmi les différents groupements existants, nous en remarquons qui sont catholiques, anarchistes, pacifiques, de savants, etc. Ces groupements ont traduit des ouvrages et éditent des journaux et revues périodiques.

Nous devons donc être aussi pratiques, et c'est pourquoi nous avons entrepris, à quelques camarades, la traduction de brochures antimilitaristes et antipatriotiques. Cette publication sera intitulée :

Kolekto « Paco-Libereco ».

Nous faisons donc appel à tous ceux qui trouveront notre idée bonne, pour nous aider en souscrivant à notre première brochure à paraître qui sera :

Le Manuel du soldat, l'exemplaire : 0 fr. 10 (port en plus), le cent : 7 francs (port en plus).

Paraîtront ensuite :

Patrie, Guerre, Caserne, par Charles Albert; *Aux Femmes*, par U. Gohier; *L'Antipatriotisme*, par G. Hervé; *Le Militarisme*, par D. Nieuwenhuis.

Nous demandons aux camarades étrangers de vouloir bien reproduire cet appel.

Adresser la correspondance et les fonds à Louis, 45, rue de Saintonge, Paris (3e arr.).

* *

Anselme Bellegarrigue.

Le supplément de la *Révolte* a réimprimé autrefois *L'Anarchie, journal de l'Ordre*, par A. Bellegarrigue (2 numéros, Paris, 1850).

De cet auteur il y a encore les brochures : *Au fait, au fait!! Interprétation de l'idée démocratique* (Paris et Toulouse, 1848), *Jean Mouton et le Percepteur* (avec P. Dugers, c'est-à-dire Ulysse Pic, Paris, 1850), — les articles : *Les Femmes d'Amérique* (*Liberté de Penser*, 1851; en livre, Paris, 1853), *Le Baron de Camebrac en tournée sur le Mississipi* (dans la même revue, juin 1851); — il a écrit en 1848 dans la *Civilisation*, de Toulouse, articles pas en-

core retrouvés; enfin il contribua à, et peut-être rédigea, l'un des deux *Almanachs de la vile multitude* (pour 1850-51).

Quelques extraits de ses écrits et des dates biographiques se trouvent dans l'*Anti-Conseiller*, de P. Dugers (U. Pic) (Paris, 1849-50), et dans l'introduction aux *Lettres Gauloises*, par Ulysse Pic (1865). Nous lisons au sujet de l' « Association des Libres Penseurs » de Meulan : ... « et Anselme Bellegarrigue, qui fut depuis maître d'école à *Honduras*. » Celui-ci a eu une infinité d'aventures bizarres, et » l'on assure qu'il est aujourd'hui l'un des ministres de la république de *San Salvador*. C'était » un des esprits les plus originaux que l'on pût » voir..... »

Où trouver de plus amples renseignements sur Bellegarrigue, cet anarchiste indépendant de 1848 ? Il est originaire du côté de Toulouse et se rendit très jeune aux Etats-Unis, dans la Louisiane probablement, d'où il revint après février 1848. Après être resté à Toulouse et Paris et avec l'éphémère groupe de Meulan, il repartit probablement bientôt pour l'Amérique du Nord. C'est donc de *Toulouse*, de la *Nouvelle-Orléans*, de *Honduras* et du *San Salvador* que des camarades sur les lieux pourraient peut-être encore fournir des renseignements.

J'aimerais bien, en outre, acquérir pour ma collection le numéro 2 de l'*Anarchie*, la brochure *Au fait, au fait !!* (Toulouse, 1848) et les deux *Almanachs*.

Les renseignements me parviendraient aux soins des *Temps Nouveaux*; je les utiliserai plus tard pour un travail sur les anarchistes isolés et précurseurs.

8 février 1906. M. NETTLAU.

✕ **Aux Jeunesses syndicalistes.** — Des relations existent très peu entre les différents groupes. La Jeunesse syndicaliste de Montceau propose une fédération de tous les groupements.

Ceux qui en seraient partisans ou qui désirent de plus amples renseignements, peuvent s'adresser au camarade J. Blanchon, rue Saint-Eloi, Montceau-les-Mines.

✕ BESANÇON. — Le camarade Maillet, 20, place Marulaz, à Besançon, voudrait acheter les numéros 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 18 de l'*Internationale* parus en 1904.

CONVOCATIONS

✕ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 16 février. — André Lévy : Les corporations.

Mercredi 21. — Han Ryner : L'individualisme épicurien.

Vendredi 23. — Duparchy : *Leur Patrie*, de Gustave Hervé.

✕ **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 37, rue Croulebarbe. — Samedi 17 février, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par le camarade Ruff sur : Théorie et Pratique.

Jeudi 22 février : Force et matière, par un camarade.

✕ **A. I. A.** (XIIIe Section). — Samedi, à 8 h. 1/2 du soir, à la Grille, 136, boulevard de l'Hôpital, causerie sur la propagande antimilitariste par le camarade Dedieu.

✕ **Palais du Travail**, 13, rue de Belleville, (XXe arr.). — Mercredi 21 février à 8 h. 1/2 du soir. — Conférence par Robert Mitchels, membre du Parti socialiste allemand. Les socialistes allemands et la situation présente. — Entrée : 30 centimes.

✕ **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 16 février. — M. Micouleau : Philosophie : III. Principaux systèmes philosophiques : Scepticisme, matérialisme, panthéisme, idéalisme.

Dimanche 18. — Soirée théâtrale et musicale, suivie de sauterie : 1° *La Cage*, de Lucien Descaves ; 2° *Théodore cherche des allumettes*, de Courteline.

Vestiaire obligatoire : 0 fr. 25.

Mercredi 21. — M. Elie Faure : Histoire de l'Art : II. Les origines de l'Art; La préhistoire.

Vendredi 23. — M. Arbos : Découverte et conquête de la Terre : III. L'Expansion européenne en Asie.

Tous les lundis, à 8 h. 1/2, cours d'espéranto, par M. Blangarin.

Tous les jeudis matin, de 10 h. 1/2 à midi, cours de piano, solfège, mandoline, dirigé par Mme Lebrun-Lagravier.

Le soir, de 3 à 5 heures, cours d'allemand, élémentaire, moyen, supérieur, dirigé par M. Silberstein.

✕ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Mardi 20 février. — André Lévi : La vie de l'ouvrier avant la Révolution et sa vie actuelle (suite).

Vendredi 23. — Armand Séville : L'esclavage aux colonies (avec projections).

Vendredi 2 mars. — Commission d'administration.

✕ **Aurore du VIe**. — Vendredi 16 février, à 8 h. 1/2, salle de l'Université du Livre, 12, rue de l'Ancienne-Comédie, causerie par André Lorulot, sur : la Patrie, l'Armée et l'Anarchie.

✕ Vendredi 23 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, grande réunion publique et contradictoire. Sujet traité : Par la guerre, où prendront la parole les camarades Victor Kosteman, Albert Libertad, Jean Goldsky, etc.

Entrée : 0 fr. 30 pour les frais.

✕ **Colonie Communiste « Le Milieu Libre »**. — Réunion des adhérents, dimanche 18 février, à 2 h. 1/2, salle Jules, 6, boulevard Magenta. — Exposé de la situation par les colons.

✕ **Comité de défense sociale**. — Vendredi 16 février, à 9 heures du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta, réunion de tous les adhérents. — *Affaire Lemaire-Bastien* ; *Correspondance* ; *Organisation d'un meeting en faveur de tous les condamnés antimilitaristes.*

Pour le groupe, s'adresser au camarade Poignand, 57, rue des Montibœufs, Paris.

✕ BOULOGNE-BILLANCOURT. — **Causeries Populaires**. — Vendredi 16 février, à 9 heures, réunion salle de l'Avenir, 71, boulevard de Strasbourg.

✕ AMIENS. — **Groupe Libertaire féminin.** — Réunion tous les jeudis, à 8 h. 1/2, à *Germinal*, 26, rue Saint-Roch. Etude, commentaires et discussion sur le sujet.

✕ BORDEAUX. — La période électorale approche, les politiciens de tout acabit vont se lancer à la conquête des suffrages.

Les libertaires bordelais ont décidé de ne pas assister impassibles à cette campagne. Ils organisent une série de conférences dans tous les quartiers.

La première aura lieu dimanche 18 février, salle Cuvier, cours Saint-Jean, 1, à 3 heures de l'après-midi. Sujets traités : L'action anti-parlementaire ; L'Agitation dans le Sud-Ouest ; Préparation d'un congrès anarchiste à Bordeaux.

N. B. — Pour la bonne organisation du congrès anarchiste, les groupes des villes de France sont priés d'aviser le camarade Boala, 4, rue de Cérons.

✕ LYON. — **Groupe d'Emancipation**. — Samedi 17 février, à 8 heures du soir, salle de la rue Cuvier, 150, au 2e (rentrée par le passage), réunion très importante. — Objet : Distribution de listes de souscription ; Organisation de réunions de quartier ; Achat de brochures, etc.

✕ LYON. — **Causeries Populaires**. — Soirée familiale, dimanche 18 février, salle Chamarande, rue Paul-Bert, 26. Une causerie sera faite par un camarade.

✕ MARSEILLE. — **Les Précurseurs**, 63, place Saint-Michel. — Samedi 17 février, à 9 heures du soir, causeries-controverses sur le communisme libertaire; pour terminer, *Gendarme*, de Mochet.

N. B. — On se réunit le mercredi soir au bar de l'Union.

✕ MONTPELLIER. — **Groupe d'études sociales**. — Samedi 17 février, à 8 h. 1/2, au siège du groupe, 7, rue Rambaud, causerie par un camarade : Histoire de l'Art.

✕ TOULON. — **Groupe abstentionniste.** — Mercredi 21 février, à 8 h. 1/2 du soir, 100, cours Lafayette (1er étage), réunion pour la création d'un *groupe abstentionniste*. On discutera sur la rédaction d'un manifeste et sur l'organisation des réunions.

Notre prochain dessin sera signé : KUPKA.

NOS LITHOS

Voici ce qui nous reste au prix d'édition :

Epouvantails, par Chevalier. — **Capitalisme**, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La Jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **La Libératrice**, par Steinlen. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1** *fr.* **25** l'exemplaire sur papier de Hollande, *franco* **1** *fr.* **40**.

Nous avons, en dehors de la série :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture..., lithographie de Willette, **1** *fr.* **40**, **2** *fr.* **25** et **5** *francs*. — Réduction des **Errants**, de Rysselberghe, **1 fr. 40** et **3** *fr.* **25**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

Il nous reste un petit nombre :

L'Homme mourant, L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah ! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin.

Nous les mettons à **2** francs.

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aurore**, par Willaume.

Elles sont en vente au prix de **3** francs.

Pour le tirage d'amateurs, voir les annonces du numéro 41.

Nous avons également, comme frontispice à nos volumes du supplément, 4 superbes lithographies en couleurs qui peuvent très bien s'encadrer également : Celle du 1er volume est de Willaume (épuisée), reste quelques exemplaires à **5** francs.

Pour le 2e volume de Pissaro, **2** francs.
— 3e — de Luce, **2** francs.
— 4e — de Lebasque, **2** francs.
Tirage d'amateurs, **3** fr. **50**.

Repaire de Malfaiteurs, par Willaume, tirage ordinaire, **1** fr. **50**; tirage d'amateur, **3** fr **50**.

Il en reste très peu des deux.

A NOS ABONNÉS

Un grand nombre d'abonnés se plaignent de ne pas avoir reçu le numéro cette semaine encore. Nous le tenons à leur disposition; mais qu'ils réclament quand même à la poste, seule responsable en l'occurrence.

Petite Correspondance

D., à Limoges. — Le journal a toujours été expédié. — Nous non plus n'avons pas reçu *Terre et Liberté*. Elle paraît toujours, à ce qu'il paraît.

G. L., à Lodi. — Almanach expédié.

A., à Amiens. — Votre abon. était terminé de fin novembre. Et comme vous avez 2 exemplaires, le dernier remboursement ne donne que pour 3 mois. Le prochain se terminera donc fin février ?

R. C., à Griffeuille. — Je réexpédie les 2 numéros. Mais le journal a toujours été expédié.

Z. Z., à Versailles. — Bon, ne craignez rien. Les brochures sont expédiées.

M., à Montluçon. — Nous pouvons vous fournir le volume d'Hervé, et tous ceux que vous voudrez.

C. M., au Havre. — Je communique votre lettre aux mécaniciens.

C. J., à Marseille. — Votre abon. finit fin mars. — Je vous ai expédié le dernier numéro avec la bande revenue. Si cela se reproduit, réclamez à la poste.

T. G. L., à Vaux. — Bon. Ça va bien.

A., à Grand-Croix. — L'abon. Florent est terminé de fin janvier.

M. R., à Montargis. — *L'Agonie d'une société* débute par des appréciations historiques erronées. — Trop de phraséologie.

Lapt. — Reçu le dessin. Oui, intéressant. J'avais oublié de répondre la semaine dernière.

Reçu pour la propagande révolutionnaire russe : Jules Faucon, 2 fr. 50. — Vital Lamendin, 2 fr. 50.

Nous avons remis 40 fr. pour l'évasion d'un camarade.

Reçu pour le journal : E. M., à Harnes, 0 fr. 60. — A. M., à Pont-de-Beauvoisin, 1 fr. — C. J., à Marseille, 0 fr. 20. — P., 2 fr. — G. V., à Porto Alegre, 20 fr. — S. C., à Limoux, 0 fr. 50. — J. F., à Auburn, 3 fr. 75. — Merci à tous.

J. J., à Brest. — B., à Levallois-Perret. — M., à Laval. — P., à Barmen. — J., à Surgères. — M., à Charenton. — M., au Havre. — E. S., à Etampes. — T., à Droiturier. — C. B., à Montceau. — T., à Paris. — G. M., à Cremona. — T., à Bisseuil. — M., à Aigues-Mortes. — D., à Clermont-Ferrand. — E. L. F., à Agen. — A. L., à Saleux. — D. W., à Barlin. — L., à Noyant-la-Gravoyère. — F. J., à Boussois — Syndicat Lorient. — C. W., à Marchiennes. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

11e ANNÉE. — N° 43. 24 FÉVRIER 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la page 8 le dessin de Kupka.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Nous regrettons, étant données les circonstances, de ne pouvoir donner le supplément, mais nous ne pourrions le donner sans grever la situation.

Laisserons-nous faire?

Lorsqu'il fut confirmé qu'une irrégularité avait été commise dans le procès qui condamnait un officier, une rumeur d'indignation s'éleva, bien chétive d'abord, il est vrai, mais qui alla grossissant et grossissant jusqu'à la clameur, au fur et à mesure que les preuves s'accumulaient évidentes, indiscutables.

Juifs, protestants, millionnaires, professeurs, savants, sortirent les uns après les autres de leurs temples, de leurs salles d'études, de leur cabinet de travail, pour protester contre l'illégalité commise, défendre les droits méconnus de la défense, les droits imprescriptibles de la liberté!

Et s'il y eut les requins qui vont là où la besogne, quelle qu'elle soit, est rémunératrice, il y eut aussi de véritables dévouements, allant jusqu'au sacrifice de soi.

Nous entendons vibrer encore à nos oreilles les promesses qui ne coûtaient pas cher à ce moment-là : ce n'était pas l'officier millionnaire, ni le coreligionnaire que l'on défendait, mais, en sa personne, la liberté de tous les opprimés, avec la promesse formelle que chaque iniquité à venir trouverait, devant elle, le même faisceau de protestations.

Et comme gage naquit la *Ligue de la défense des Droits de l'homme et du citoyen*. Et ce fut de cette lutte acharnée qui, durant trois ans, bouleversa certaines classes de la société française, que sortit l'élection du président Loubet, et du ministère qui s'ensuivit.

Ce sont les défenseurs de Dreyfus qui sont au pouvoir ; ce sont ceux qui combattaient les lois scélérates, exigeant la promesse qu'elles ne seraient pas appliquées aux délits d'opinion, mais aux actes de terreur. Et ce sont eux qui, aujourd'hui, les ressuscitent.

C'est que, depuis, ils se sont créé des intérêts dans les tripotages financiers qui, à l'heure actuelle, à Algésiras, au risque de lancer deux peuples dans une guerre épouvantable, tendent à faire triompher les intérêts de quelques loups-cerviers de la finance française sur les intérêts de loups-cerviers allemands défendus par le Kaiser.

Montés au pouvoir pour défendre la justice, en moins de cinq années, ils sont redescendus au-dessous des Mercier, Boisdeffre et Cie.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas d'un seul individu, mais de toute une classe d'individus.

La *Confédération générale du travail* est en train de mener une campagne pour que, au 1er mai, les travailleurs s'organisent pour imposer à leurs exploiteurs la journée de huit heures.

Et alors, pour rassurer les capitalistes affolés, pour faire taire les mouchards nationalistes qui, tous les jours, réclament des poursuites contre ceux des travailleurs qui ne veulent plus se faire crever la peau pour la réussite de louches combinaisons politico-financières, nos gouvernants, défenseurs de la liberté pour tous, défenseurs de la justice — ce sont eux qui l'affirment — pour donner des gages afin de se faire pardonner la comédie de cette piteuse séparation de l'Eglise et de l'Etat, ont décidé de poursuivre, en vertu des lois scélérates, les signataires de l'affiche de protestation, et y ont englobé nos camarades de la Confédération.

Avant que le numéro fût sorti des presses, un ordre était lancé à l'administration des postes ordonnant la saisie de la *Voix du Peuple*. Et comme la mesure était illégale — le délit ne pouvant être commis puisque le numéro n'était pas encore publié — cet ordre fut signé par Lépine, qui a dû collectionner un assez grand nombre de saletés contre nos gouvernants pour, en dépit de toutes ses gaffes et de ses abus de pouvoir, se maintenir à la tête de cette sentine qui a nom préfecture de police. Et le samedi, des perquisitions étaient faites au domicile de plusieurs membres de la Confédération, de notre camarade Delesalle entre autres.

Mais si on n'avait trouvé aucun magistrat pour endosser l'illégalité, on en a trouvé pour la légaliser; depuis, ces camarades ont été appelés chez un juge d'instruction pour s'entendre dire qu'ils sont poursuivis pour ce numéro de la *Voix du Peuple* qui, par hasard, se trouve être bien pâle si on le compare à d'autres articles parus un peu partout.

Et, de plus, on nous apprend qu'un tri va être fait parmi les signataires de l'affiche, et qu'on les poursuivra, par petits paquets, en vertu des lois scélérates également.

Contempteurs de la loi, nous n'avons pas, nous anarchistes, pour habitude de récriminer lorsqu'on nous l'applique. Attaquant la société bourgeoise dans les infamies qu'elle a pour mission de faire respecter, nous pensons bien qu'elle ne se laissera pas démolir sans se défendre. Mais, ce que nous n'accepterons pas, c'est de nous laisser mettre à un régime d'exception, alors que la loi prétend être semblable pour tous.

Nos gouvernants prétendent garantir un régime de liberté ; ils prétendent être les dispensateurs impartiaux du droit de chacun à exprimer ses idées. Eh bien ! tant que nous n'aurons fait qu'exprimer notre façon de penser, vous nous jugerez d'après les lois appliquées à tout le monde, ou bien nous finirons par vous arracher votre masque d'hypocrisie libérale.

Nous sommes le parti du travail qui ne veut plus être exploité, ni se laisser mener à l'abattoir par des politiciens véreux ; nous sommes le parti de la pensée humaine qui veut briser les ligatures dans lesquelles l'obscurantisme et le privilège veulent la maintenir ; nous réclamons notre place dans l'état social, et nous voulons nous la faire malgré vous ; nous voulons avoir le droit d'exprimer notre pensée, toute notre pensée, malgré les repus dont vous avez la défense. Nous ne sommes pas plus des malfaiteurs que vous ne l'étiez lorsque, faméliques, vous tentiez l'assaut du pouvoir, et ne voulons pas nous laisser traiter comme tels.

Et comme les pires gredins du gouvernementalisme n'osent que ce que l'opinion leur tolère, il s'agit de savoir si elle est aussi veule qu'on la suppose.

Si les socialistes, jusqu'à présent, par sectarisme, ont refusé de joindre leurs protestations aux nôtres, la saisie du *Conscrit*, leur journal, en application des lois scélérates, est là pour leur apprendre que l'on a tort de rester indifférents aux injustices qui ne frappent que le voisin.

Si la Ligue des Droits de l'homme (1) oublie son rôle, si les Clémenceau, les Pelletan, les Bourgeois, les Brisson, qui se prétendent les derniers représentants de l'esprit républicain, ne se trouvent pas gênés d'assister impassibles et muets aux dénis de justice qu'accomplissent les tripoteurs d'affaires qui nous gouvernent, il reste la conscience populaire.

Vous, femmes et mères, vous qui êtes intéressées à ce que l'on ne vous prenne pas vos hommes ni vos fils pour les envoyer à la mort, n'est-ce pas à vous à élever la voix et à faire comprendre que la guerre n'est plus de notre temps?

Vous autres travailleurs, auxquels on veut bien concéder quelques droits, mais à condition que vous reconnaissiez à vos maîtres le droit de vous tondre à leur guise; vous auxquels on veut bien accorder la possibilité de vous grouper en vue de défendre des droits illusoires, mais à condition que vous ne mettiez pas en contestation le droit d'exploitation qui pèse sur vous, c'est aux vôtres que l'on s'attaque, ce sont vos organisations de défense que l'on veut détruire, c'est à vous de montrer que vous entendez défendre vos droits, que si l'on touche à quelqu'un de vous, c'est à tous que l'on s'attaque et que vous en avez assez de ce régime policier qui va empirant tous les jours.

J. Grave, Charles Albert, Kropotkine, Delesalle, Dubois, Girard, Chacghi, Monatte, Michel Petit.

L'arbitraire policier, mettant des femmes et des enfants en danger de crever de faim, il s'est formé un groupe de défense sous le nom :

LA LIBERTÉ D'OPINION

GROUPE DE PROPAGANDE D'AIDE ET DE SECOURS AUX FAMILLES DES DÉTENUS

Siège : salle Jules, 6, boulevard Magenta, 6.

Camarades,

La liberté d'opinion n'est qu'un leurre ou une hypocrisie dès l'instant où l'on prétend lui imposer des limites.

A l'heure actuelle, la justice bourgeoise poursuit, condamne et jette en prison les militants du prolétariat, coupables d'avoir exprimé leur pensée.

Vingt-deux signataires de la première affiche antimilitariste sont déjà incarcérés dans les geôles républicaines et des poursuites sont engagées contre un grand nombre de citoyens et toujours pour le même délit d'opinion. Des journaux sont saisis avant d'avoir paru et des perquisitions ont lieu de tous les côtés.

L'arbitraire bat son plein.

La classe bourgeoise refuse au prolétariat le droit d'exprimer sa pensée.

Contre de telles et multiples iniquités, il nous apparaît indispensable de réagir énergiquement. C'est dans ce but que s'est fondé le groupe de la Liberté d'Opinion.

Pour mener à bien sa tâche, une double action lui est nécessaire : saisir de ces faits l'opinion publique par tous les moyens possibles (réunions, meetings, affiches, etc.) — venir en aide aux camarades prisonniers ou condamnés et à leurs familles.

Nous faisons ici appel à tous ceux qui, avec nous, sont décidés à maintenir et à défendre la liberté de l'opinion.

Pour le groupe,

Le bureau constitué :

Delesalle, de Marmande, Allibert, Dormoy, Bled, Latapie, Numieska, Leguet.

Nous ferons parvenir au comité les souscriptions qui nous parviendront.

---

(1) Depuis, M. de Pressensé a adressé une lettre de protestation au ministre. Mais nous espérons que la Ligue n'en restera pas à cette manifestation toute platonique.

L'Agitation antimilitariste

Le gouvernement doit s'apercevoir, mais un peu tard, que ce n'est pas par des mesures répressives que l'on enraye la marche des idées. Aux trente-six années de prison octroyées aux premiers signataires de l'affiche antimilitariste, il a été répondu par une affiche absolument identique, couverte cette fois de 2.317 signatures.

Les gouvernants, surpris par cette brusque riposte, se sont demandé pendant plusieurs jours ce qu'ils allaient faire. Poursuivraient-ils, ne poursuivraient-ils pas? C'est la question que tout le monde s'est posée pendant une semaine.

Finalement, pour obéir aux aboiements des chacals de la presse réactionnaire et aussi parce qu'il était difficile de faire autrement, le gouvernement a décidé de poursuivre.

Mais comme poursuivre 2.317 personnes est chose assez malaisée à moins d'employer le système de petits paquets, comme le recommandait ingénieusement l'autre jour le *Journal des Débats*, il a été décidé, paraît-il, d'opérer une sélection parmi elles, et de ne poursuivre que ceux des signataires « connus ». C'est là peut-être une « élégante » solution, mais, hâtons-nous de le dire elle a peu de chance de réussir. En tout cas, ce qu'il y a de certain, c'est qu'à l'heure où j'écris aucun des signataires n'a encore été inquiété et, comme il est fort probable que si des poursuites partielles étaient engagées, la plupart des signataires « inconnus » se feraient connaître, force serait bien de les poursuivre aussi et, conséquemment, de poursuivre tout le monde.

L'affiche, qui à l'origine, n'avait été placardée qu'à Paris, fait son apparition chaque jour dans quelque nouvelle ville de province, et cela malgré les soi-disant « précautions » et la surveillance ! de Dame Police.

Ce qui est certain c'est que des affiches ont été apposées un peu partout : à Bordeaux et à Lille ; à Marseille et au Havre ; à Rouen et à Auxerre ; à Saint-Etienne et à Toulon ; dans la Haute-Loire et dans l'Yonne, à Aix et à Cherbourg où des perquisitions ont eu lieu, et dans vingt autres départements au moins.

Et cela indépendamment d'autres affiches rédigées et placardées par les soins de groupements locaux, comme à Lyon où une affiche a été signée de 83 noms dont les signataires viennent d'être, après quinze jours de réflexion, déférés au parquet. Dans l'Yonne, une autre affiche porte de mille à douze cents noms. Et vraisemblablement tout n'est pas encore fini.

* *

Affolé, se sentant impuissant devant un pareil mouvement, le gouvernement essaie de s'en sortir par des moyens que je laisse à Grave le soin d'apprécier et de commenter d'autre part.

C'est d'abord Monneret, ex-gérant du fameux *Pioupiou de l'Yonne*, quatre fois acquitté, qui s'est vu appréhendé à son domicile à Choisy-le-Roi et transféré à Auxerre sous l'inculpation, qui fait l'effet en l'occurence de n'être qu'un prétexte, d'avoir poussé à la désertion plusieurs soldats du 4e régiment de ligne en garnison à Auxerre. Ce qui semble bien démontrer que ce n'est là qu'un prétexte, c'est que justement Monneret a quitté Auxerre depuis plusieurs mois. Sont également impliqués dans cette affaire deux militants de la même ville : un typographe, Hella, et un autre camarade qui tient un débit, Rossignol.

Que ce ne soit là que des mesures inspirées par la peur, cela ne fait aucun doute, mais Monneret n'en est pas moins à l'heure actuelle en prison.

A été également arrêtée à Alais, sur mandat d'amener émanant du parquet de Montluçon, la conférencière anarchiste Séraphine Pajaud, sous la double inculpation d'insultes à l'armée et d'apologie du crime de meurtre. C'est une manière de se débarrasser de la vaillante propagandiste.

* *

Mais il s'en faut que ce soit tout. Où l'arbitraire a, je le crois, le plus outrepassé ses limites, c'est dans l'interdiction « préventive » de l'organe de la Confédération générale du travail, *La Voix du Peuple*.

En effet, dès le mercredi 14, c'est-à-dire plus de vingt-quatre heures avant l'apparition de la *Voix du Peuple*, et sans qu'une instruction ait été ouverte, Lépine, qui est décidément notre maître absolu et tout-puissant, décernait le mandat de saisie suivant, que je crois d'un intérêt documentaire de reproduire en entier :

> J'ai décerné, à la date du 14 du courant, un mandat de saisie en vertu de l'article 10 du Code d'instruction criminelle, dont copie vous est adressée, contre le numéro paraissant aujourd'hui du journal la *Voix du Peuple* contenant un appel aux conscrits, deux dessins et des articles antimilitaristes.
>
> Veuillez saisir lesdits numéros partout où vous les trouverez et dresser procès-verbal, conformément à l'article 25 de la loi de 1881, modifiée par la loi du 12 décembre 1893, pour provocation à la désobéissance adressée à des militaires des armées de terre et de mer. Lépine.

Comme l'on voit, c'est Lépine seul, grand maître de la police, notre Plehve français, qui décide et ordonne dans la plus douce des patries.

Fort heureusement, l'on avait eu vent de la chose à la *Confédération*, et mis en lieux sûrs la plus grande partie des exemplaires de la *Voix du Peuple*. Seules les expéditions individuelles et d'abonnés ne purent être faites, des instructions ayant été données d'arrêter les numéros à la poste.

Malgré toutes ces précautions, un certain nombre de numéros n'en parvinrent pas moins à leurs destinataires.

C'est au juge d'instruction André, déjà chargé de l'affaire de l'affiche, qu'a été confiée l'instruction de cette nouvelle affaire, et dès le samedi un certain nombre de perquisitions étaient ordonnées.

D'abord au domicile de Pouget, secrétaire de rédaction du journal, puis au bureau de la Confédération, 10, cité Riverin, dans différents locaux de la Bourse du travail, notamment à l'*Union des syndicats* et au *Conseil judiciaire*, enfin chez Levy, chez Griffuelhes, chez notre ami le dessinateur Grandjouan et chez moi-même, auteur d'un des articles poursuivis.

A la Confédération, notre ami le Docteur M. Pierrot, qui se trouvait là, ne put retenir sa légitime indignation, en répondant au haut policier qui l'obligeait un peu brusquement à se retirer : « Vous faites là, Monsieur, une bien sale besogne. » Arrêté immédiatement, Pierrot, sans même qu'on lui ait permis de prévenir sa famille ou ses amis, qui tous étaient convaincus qu'il avait été relâché, fut, quelques heures plus tard, condamné à quinze jours de prison pour prétendus outrages à un magistrat.

La plus douce des patries n'aura bientôt plus rien à envier à l'empire du petit père.

Dès lundi, M. André nous fit savoir à Pouget, à Griffuelhes, à Grandjouan et à moi, que nous étions poursuivis pour « excitation au crime, au meurtre, au vol et à la désobéissance à des militaires » et ce non pas en vertu des lois ordinaires sur la presse, mais en vertu des lois dites « scélérates ».

Inculpation stupide et lâche d'un gouvernement aux abois, la *Voix du Peuple* étant rédigée et administrée par une commission de quinze membres nommés par les organisations ouvrières.

Il faudra donc que M. André nous démontre que des syndicats ouvriers légalement reconnus

par les lois qu'il prétend appliquer, sont sortis de leurs attributions. Nous nous chargeons, mes coaccusés et moi, de lui démontrer le contraire.

* *

Mais il paraît que cela n'était pas encore suffisant, et après maintes réflexions, Lépine décernait contre le *Conscrit*, organe antimilitariste des socialistes unifiés, un mandat de saisie identique à celui de la *Voix du Peuple*. Cette fois, c'est le parti socialiste qui, par son silence et peut-on dire, par sa lâcheté, a permis les poursuites précédentes, qui se trouve compromis. Ce sont les propres amis de Jaurès et de Guesde (lequel jadis se refusait à voter l'abrogation des lois scélérates (1) « pour ne pas mettre les scélérats au pouvoir » suivant le jeu de mots par lequel il essayait de légitimer sa répugnante abdication, ce sont, dis-je, des membres du parti socialiste lui-même, à qui l'on menace d'appliquer des lois infâmes que leurs chefs, par couardise, ont approuvées.

Je ne doute pas que, comme pour la *Voix du Peuple*, les socialistes qui seront inculpés dans le procès du *Conscrit* ne parviennent à démontrer l'absurdité de l'accusation, mais il n'en reste pas moins que ce sera pour eux une rude leçon dont il est à souhaiter qu'ils sauront profiter, si toutefois la crainte suprême de l'électeur ne prévaut pas chez les chefs de notre social-démocratie.

* *

Mais je m'en voudrais de terminer cette revue succincte du mouvement antimilitariste sans signaler une fois de plus le cas des camarades Bastien et Lemaire, d'Amiens, détenus depuis quatre mois et demi, en vertu des lois scélérates. Il y a là une iniquité qui dépasse toutes limites.

Bastien et Lemaire, poursuivis pour propagande par l'écrit, ont droit comme tous les autres antimilitaristes, à être jugés en vertu des lois ordinaires sur la presse. C'est ce qu'ils réclament et ce que l'on se refuse obstinément à leur accorder.

Voici quatre longs mois que ces deux camarades attendent; il est temps que cela finisse.

Jusqu'à présent la fameuse *Ligue des Droits de l'homme* n'a pu être mise en branle, mais dimanche soir, sur la proposition de Séverine, la section du IIIe arrondissement a adopté un ordre du jour d'où j'extrais les passages suivants :

Considérant que le délit d'opinion a été inventé et poursuivi par les gouvernements monarchiques, émettent le vœu que la République ne retombe point dans les errements des régimes déchus et que, conformément à la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, « nul ne soit plus inquiété pour ses opinions. »

Ils signalent tout particulièrement à l'opinion publique le cas de Bastien et de Lemaire renvoyés devant les juges d'Amiens en vertu de la loi de 1894 contre les menées anarchistes et ils émettent en cette circonstance le vœu que ces lois soient enfin abrogées.

Il y a lieu d'espérer cette fois que les grands pontifes de la Ligue daigneront prendre en considération ce vœu émis par une de leurs sections.

En attendant et toujours sur la proposition de Séverine, il a été décidé d'entreprendre une campagne ardente dans tout le pays, d'attirer l'attention de l'opinion publique et d'éclairer la population sur l'affaire Bastien et Lemaire, détenus arbitrairement.

* *

Toute cette agitation, nous l'espérons, ne restera pas vaine. Discutées et passées au crible de la critique, les idées antimilitaristes ne pourront que gagner à ces persécutions. Ce qui est en tout cas définitivement certain, c'est que les travailleurs ne veulent plus se laisser mener à la boucherie sans en discuter tout au moins la légitimité.

C'est là, quoi qu'on en dise chez les gouvernants, une application nouvelle de la liberté de penser.

P. Delesalle.

(1) Sous un ministère Léon Bourgeois (novembre 1895).

Les Anarchistes russes

Après un silence de trente ans, les voix anarchistes s'élèvent à nouveau en Russie, « et même, dit un journal russe, *Pain et Liberté*, dans les endroits sur lesquels on ne comptait d'abord que pour la propagande social-démocratique ».

Dans les derniers temps, le mouvement anarchiste s'est élargi beaucoup : de nouveaux groupes se sont formés, possédant un grand nombre de journaux.

Ainsi, à la fin de 1905, il y avait les groupes suivants :

L'Internationale, à Riga et à Varsovie ; *La Commune*, au Caucase ; *Le Tocsin*, dans le département de Tchernigoff ; *La Lutte*, à Biélostock ; *L'Irréconciliable*, à Odessa ; et une foule de groupes sans nom dans les grands centres prolétariens comme Pétersbourg, Moscou, Ekaterinoslaw, Kiew, Vilna, Grodno, Lomgea, Berditschew, Jitomir et dans la région des monts Oural.

Dans quelques endroits, l'anarchisme a déjà poussé des racines profondes au cœur de la masse ouvrière, tandis qu'en d'autres, il n'y a que de petits groupes, jeunes mais énergiques, qui distribuent des brochures et lancent des proclamations.

Partout les masses écoutent avec intérêt les anarchistes et la propagande de ceux-ci laisse des traces.

Les ouvriers anarchistes prennent part aux grèves générales (à Biélostock, à Ekaterinoslaw, à Lomgea), au mouvement agraire, à la propagande parmi les paysans, au terrorisme économique et antibourgeois.

Nous voulons consacrer cet article au mouvement anarchiste, pour faire connaître à nos camarades d'Occident le caractère qu'il revêt en Russie.

A Biélostock, à Moscou, à Kiew, à Ekaterinoslaw, les anarchistes organisaient de grands meetings ouvriers, pour faire pénétrer leurs idées dans la masse du peuple. En même temps, ils soutenaient des discussions avec les orateurs social-démocrates et socialistes-révolutionnaires. Ces socialistes ont cru insulter les anarchistes en les appelant « désorganisateurs du mouvement ouvrier, agents provocateurs », etc. Vous connaissez cette antienne !

Malgré les calomnies des socialistes autoritaires, malgré les répressions furieuses du gouvernement tzariste, l'anarchisme peu à peu a conquis sa place dans la Révolution russe.

A titre de document et pour montrer comment se fait la propagande en Russie, je vais citer les proclamations éditées à Kiew et à Ekaterinoslaw.

Ainsi, à Kiew on a imprimé :

A bas les bourreaux !

Le gouvernement et le prolétariat (*de la tactique anarchiste*).

Souvenirs de N. Tarber.

A tous les ouvriers.

(Ces deux dernières rééditées à Ekaterinoslaw.)

Des rapports de nos honnêtes social-démocrates avec la propriété.

A tous les sans-travail.

Que faut-il faire ? Aux prolétaires de Kiew !

A Ekaterinoslaw, ont été imprimées les proclamations suivantes :

Aux armes ! (contenant des conseils pour la fabrication des bombes, etc. ; trois éditions).

Aux ouvriers (à propos de massacres à Biélostock).

Bon souvenir de N. Tarber.

Révolution politique ou sociale ?

Le gouvernement révolutionnaire.

Pour la terre et pour la liberté (aux paysans).

A tous les ouvriers.

Aux ouvriers mécaniciens.

Que faut-il faire pendant la grève générale ?

On peut ainsi juger du travail accompli dans ces derniers mois à Kiew et à Ekaterinoslaw, mais on peut dire qu'il n'a pas été moindre dans les autres villes.

Tous les groupes anarchistes qui travaillent en Russie se réclament du communisme, mais il y a entre eux des diversités de nuances.

Ils exposent leurs idées dans les journaux suivants :

La Conquête du pain ; Le Drapeau noir ; Le Monde nouveau ; Sans autorité.

Ces derniers sont partisans des idées de Netschaiew.

Nous allons maintenant énumérer les faits caractéristiques de la lutte terroriste.

Le 29 août 1904, à Biélostock, le fabricant Abraham Ban fut blessé.

Il était l'organisateur de bandes noires; il exploitait durement les ouvriers et, après la grève, il les avait tous chassés.

Le 6 octobre 1904, à Biélostock, une bombe fut jetée dans le bureau de police : elle tua des agents, le secrétaire et deux bourgeois. L'auteur de ces deux attentats était un ouvrier anarchiste Nissan Tarber, qui périt dans le second attentat.

Le 30 septembre 1904, à Odessa, le secrétaire du commissaire, Jantselovsty, fut blessé pendant l'arrestation des anarchistes.

Le 13 mai 1905, à Odessa, au moment de l'arrestation de camarades, on fit une perquisition qui amena la découverte de bombes et de dynamite. Le camarade français Champenois fut arrêté.

Le camarade Mauritz Aleschker (A. Dal, auteur de la brochure française : *Documents socialistes*) tira contre les mouchards au moment de son arrestation.

Le 30 juin, un ouvrier fut tué par des soldats : pour venger sa mort, les anarchistes lancèrent une bombe qui blessa un officier et plusieurs soldats. Les cosaques ont alors tiré sur la foule; il y eut 60 victimes. Les anarchistes organisèrent une manifestation à l'occasion des obsèques de ces victimes, et de violents discours furent prononcés devant une foule de 20.000 personnes.

Le 12 juillet 1905, à Biélostock, la grève éclate à cause des massacres de Lodz. A 9 heures du soir, un ouvrier jette une bombe en criant : « Mort aux bourgeois! Vive l'anarchie! » il réussit à s'échapper. Le substitut du préfet, deux policiers, trois soldats, un officier et un passant avaient été tués ou blessés. Pendant cette grève, les anarchistes tuèrent quelques policiers qui avaient tiré sur les ouvriers. En même temps ils organisaient la grève à Corotcha, où les ouvriers triomphèrent, grâce au terrorisme économique. Ils avaient aussi organisé plusieurs meetings à Soupral, à Grodno, à Tresten et à Tecossinsk, près de Lomgea.

Le 12 août, dans un village du département de Tchernigov, Kourilevka, la police saisit l'imprimerie du *Tocsin*. Le camarade E. Gueletzkyi réussit à blesser quelques agents de police.

Au commencement du mois de septembre, la grève éclate à l'usine de Vechorek. Le directeur fait jeter sur le pavé 108 ouvriers, qu'il prétend être les « initiateurs » du mouvement gréviste. Les anarchistes répondent par deux bombes lancées dans les fenêtres de sa maison : son fils et sa fille sont blessés, mais lui n'est pas atteint.

Le 12 septembre, à Niégine, cinq anarchistes tirent sur les policiers au moment de leur arrestation : le chef de la police Kreschanovsky fut blessé, ainsi que plusieurs policiers et cosaques; un de nos camarades fut tué. Les quatre autres, blessés, furent emprisonnés et condamnés à mort par les juges militaires.

Le 15, les juges militaires d'Odessa ont condamné à mort notre camarade Aleschker (A. Dal), qui répondit à la sentence par les cris de : « Mort aux bourreaux ! Vive l'anarchie ! »

Le 22, les anarchistes de Niégine, pour venger la mort de leurs cinq camarades, jetèrent une bombe dans le bureau de la police en criant : « Mort aux bourreaux ! » Un policier fut tué ; quelques autres blessés, ainsi que le secrétaire de la police.

Le même soir, les cosaques ayant voulu arrêter un camarade, celui-ci tira son revolver, tua un cosaque, et s'enfuit.

Le 23, l'imprimerie anarchiste *L'Anarchie* fut envahie : on arrêta trois camarades, dont l'un voulut lancer deux bombes, mais il en fut empêché par les policiers.

Le 4 octobre, grève d'Ezaou et à l'usine métallurgique d'Ekaterinoslaw. L'administration des fabriques renvoya 1000 ouvriers. Toutes les fabriques étaient gardées par les soldats. Les anarchistes lancèrent une bombe dans la maison de Guermann qui fut tué ; cet attentat, dont les auteurs se sont échappés, jeta la panique parmi les bourgeois ; et un grand nombre de ceux-ci se hâtèrent de fuir à l'étranger.

Dans le mois d'octobre, nous avons perdu beaucoup de camarades : Vladimir, à Ekaterinoslaw ; Yascha (ouvrier bien connu de nos camarades de Londres) qui, après avoir jeté une bombe, ayant voulu en lancer une seconde, glissa et fut tué par l'explosion. — Dors en paix, cher camarade, ton souvenir vivra toujours dans nos cœurs et ta vie de brave lutteur nous servira d'exemple !

Le 12 octobre, à Kiew, le camarade Krassovsky (Tschouprina), qui s'était évadé deux fois de Sibérie, tira sur la police au moment de son arrestation à l'Hôtel de Pétersbourg, et blessa grièvement le secrétaire du commissaire de police ; il fut tué par les policiers.

Pendant les derniers mois de 1905, les journaux rapportent quelques actes terroristes : 4 bombes sont jetées à Odessa, dont une dans la confiserie Sibmann, faisant plusieurs victimes, et une autre dans le bureau de police, blessant six personnes. A Lodz, « le roi de la bourgeoisie », Konnitzer, a été tué par un ouvrier anarchiste. A Varsovie, les anarchistes lancèrent des bombes dans les bureaux de la société par actions Tcherchevsky et dans le café Bristol ; il y eut plusieurs victimes. A Moscou, des camarades, au moment de leur arrestation, tirèrent sur les policiers, en blessant plusieurs.

Le 14 décembre, à Kiew, on saisit une imprimerie et une fabrique de bombes ; on trouva une quinzaine d'engins. Deux ouvriers, Rakovetz et Pastouschenko furent arrêtés.

En Russie, l'anarchisme a aussi beaucoup de martyrs, enfermés dans les prisons, ou envoyés en Sibérie.

Notre camarade S. Borissoff a été condamné aux travaux forcés pour avoir tiré sur la police, lors de son arrestation à Odessa. Le même sort attend nos camarades de Niégine et de Moscou (W. Zabrieineff) arrêtés porteurs de bombes.

Enfin le télégraphe de Varsovie nous a apporté une terrible nouvelle : 11 anarchistes, membres du groupe *L'Internationale*, ont été exécutés dans la forteresse de Varsovie ; ils étaient inculpés de propagande anarchiste, d'actes terroristes, de préparation de matières explosives, de complicité dans les attentats contre le café Bristol et la société Tcherchevsky, et de vols d'argent au profit de la propagande anarchiste.

Mais ni les arrestations, ni les travaux forcés, ni l'inquisition, ni les exécutions ne peuvent arrêter le mouvement anarchiste.

L'anarchisme pénètre au plus profond des masses prolétariennes et finira par triompher des deux bourreaux du peuple l'ÉTAT et le CAPITAL. Il conduira le peuple à la révolution sociale.

3 février 1906.

N. ROGDAEFF.

MOUVEMENT SOCIAL

Prisonniers militaires. — « Depuis quelque temps, les mutineries se succèdent parmi les soldats d'infanterie coloniale détenus sous prévention de conseil de guerre.

« Dans les casernements du 8e colonial, à Missiessy, étaient enfermés de nombreux prisonniers, dont les uns vont être poursuivis pour désertion et les autres pour désordres causés au cours des récentes manœuvres accomplies au camp de Saint-Cyr. Les cloisons qui séparent les cellules ne sont pas très épaisses, et il a été possible aux détenus, tous ces jours-ci, de combiner une action commune. Une révolte générale fut ainsi décidée.

« A 3 heures du matin, la nuit dernière, les prévenus commencèrent par percer les toits de la prison régimentaire, enlevèrent les tuiles avec précaution et évitèrent si bien tout bruit que ce n'est qu'au jour que les sentinelles s'aperçurent du travail accompli et purent donner l'alarme. Pendant toute la matinée, les officiers parlementèrent avec les mutins ; ceux-ci répondaient en demandant leur liberté et en chantant l'*Internationale*.

« Le commandant Chofflet, devant l'obstination des prisonniers, décida de les cerner, et plusieurs piquets de compagnie furent placés autour de la prison, dont on enfonça les portes. Le colonel, informé de ce qui se passait, arriva en toute hâte.

« Comme les assiégés ne se rendaient pas, on fit venir plusieurs pompes à incendie et on aspergea à jets continus les révoltés. A midi, calmés par cette douche prolongée, ils cédèrent enfin.

« Sept meneurs furent dirigés, sous bonne escorte, au fort Lamalgue, où se produisit un autre incident.

« Les cellules du fort sont occupées par des soldats qui se sont précédemment mutinés aussi. L'amiral Marquis, préfet maritime, mis au courant de cette situation, a autorisé la place à interner les sept instigateurs de la révolte dans la prison principale de la marine, où ils ont été conduits à 2 heures de l'après-midi.

« A plusieurs reprises, les mutins ont crié : « Vive la Révolution ! Vive l'internationale ! »

« Une conférence va avoir lieu entre les autorités militaires pour arrêter les mesures à prendre en présence d'un état d'esprit dangereux et qui se manifeste avec une fréquence inquiétante ».

(*Le Matin*, 17 février.)

❖ ❖

Mutineries. — Les élèves de l'école des Arts et Métiers de Châlons-sur-Marne, se plaignant de l'abaissement des points de conduite ainsi que de l'insuffisance de l'hygiène et de la nourriture, s'enfermèrent dans un dortoir, au nombre de 300, et lancèrent par les fenêtres des objets de ferraille. Le préfet vint parlementer, sans succès. La troupe fut requise et les portes enfoncées, cependant que les élèves chantaient une chanson composée par eux sur l'air de l'*Internationale*. L'école fut licenciée, les élèves conduits à la gare sous escorte.

Ces jeunes gens auront plus tard des ouvriers sous leurs ordres. Ces ouvriers feront des grèves, se révolteront eux aussi. Ils pousseront peut-être l'audace jusqu'à chanter l'*Internationale*. Quel parti prendront nos anciens révoltés ? Celui des ouvriers ou celui des maîtres ? Ce sera curieux à voir.

❖ ❖

M. Piot. — Un père de famille était poursuivi pour le paiement d'une somme de 5.000 francs prêtée à son père et dont il s'était porté caution. Ce père de famille, bon repopulateur, ayant cinq enfants à élever et des ressources modestes, demandait du temps pour s'acquitter. Et le tribunal lui accorda un délai d'un an, « attendu qu'il a cinq enfants à sa charge ».

Mais quel était donc ce prêteur inexorable ennemi des nombreuses familles, ce mauvais patriote adversaire des théories de M. Piot ?

... Hélas ! c'était M. Piot lui-même.

R. CH.

⌘ ⌘

BELGIQUE

L'industrie charbonnière belge est depuis quelque temps dans une situation très florissante ; les patrons ont augmenté le prix de la tonne de 2 à 3 francs, et les charbons s'enlèvent rapidement.

Les patrons, naturellement, empochaient tout, et il fallut que de nombreuses grèves, naturellement désapprouvées par les « socialistes », éclatassent pour qu'ils se soient décidés à augmenter les salaires de 5 à 8 et même 10 0/0. Mais comme tous les ouvriers n'ont pas profité de cette augmentation, et comme celle-ci est très insuffisante, le mécontentement ouvrier est tel qu'une grève générale éclatera prochainement, si une augmentation de 10 0/0 au moins *sur tous les salaires* n'est pas accordée.

Les chefs ouvriers agissent comme s'ils étaient vendus au patronat. Depuis plusieurs mois, les syndicats envoient réclamation sur réclamation aux patrons, les comités des fédérations tiennent réunion sur réunion où ils décident de « continuer à réclamer ». Perdant patience, les ouvriers un peu partout recourent à la grève, mais ils sont blâmés par leurs mauvais bergers ; enfin les mineurs n'étant pas satisfaits de la légère augmentation accordée, les bonzes décident de convoquer « d'urgence » pour le 25 mars (!) un congrès national où la grève générale sera envisagée...

Que signifient ces retardements ? Il y a longtemps qu'on aurait dû recourir à la grève générale, et celle-ci aurait certainement éclaté sans les manœuvres des chefs ouvriers. Si au 25 mars une légère diminution du prix de vente survient, les salaires ne seront pas augmentés et tout le profit de la prospérité présente aura passé dans les poches des actionnaires et sans doute de quelques autres individus plus répugnants encore.

AR. M.

⌘ ⌘

RUSSIE

Nous donnons la suite de la lettre dont le commencement est paru dans le dernier numéro.

C'est le parti progressiste qui veut à grands cris les réformes et qui travaille ferme par sa propagande. C'est par lui, par les nouvelles idées qu'il a semées que se sont produites les révoltes des matelots et des soldats à Cronstadt, Sébastopol, etc. Witte hésite, cela se comprend. On ne sait plus si nous allons à la constitution promise ou si une répression plus terrible que jamais nous attend, une dictature autocrate absolue. Il faudrait mettre toute la Russie en état de siège et le danger apparaît, devient plus grand. Il n'y a plus de cohésion dans l'armée, il y a des révoltes, des refus de tirer. Cela peut aboutir à une guerre civile terrible. Les cosaques seuls sont restés fidèles au principe absolu du fouet et de la brutalité.

On perd confiance en Witte chaque jour parce qu'il hésite. Il se demande évidemment que faire pour sortir de là, et en attendant, la répression continue. Kiew est de nouveau en état de siège. Il y a quelques jours, les mitrailleuses ont fait de nouveau des centaines de victimes pour la répression de troubles auxquels ont pris part des soldats du génie. On n'en avait pas pour la guerre de Mandchourie, des mitrailleuses, mais il faut croire qu'on en a fait depuis, sapristi, et on s'en sert ! Tu peux croire si ça vous balaye bien une rue encombrée ! Un joli jouet !

Pour terminer sur ce chapitre, j'en arriverai donc à vous dire qu'il y a quelque temps, les employés des postes et télégraphes de toute la Russie qui avaient revendiqué le droit de réunion et d'association qu'on ne leur a pas accordé, avaient envoyé à Witte des délégués choisis parmi eux, que celui-ci a... fait arrêter !

Et en quelque heures à peine, toute la Russie a été, comme par un coup de foudre, isolée à nouveau du reste du monde. Ah ! on peut dire qu'elles sont bien organisées les grèves en Russie. C'est prompt et c'est net. Et cela dure depuis deux semaines et plus. Grève des chemins de fer, constitution... sur le papier et grève des postes et télégraphes, etc.

Kiew a repris le travail paraît-il, mais Varsovie et toute la Pologne continuent à ne pas communiquer. Il y a trois semaines que je n'ai reçu aucun journal de France.

Nous avons ici depuis un long mois terminé notre fabrication qui n'a duré que 50 jours, récolte passable.

Naturellement nous avons eu notre grève pendant deux jours. Notre administration s'en est tirée en consentant à une augmentation de 20 0/0 sur le salaire des ouvriers. Heureusement ! car 90 0/0 d'entre eux sont des paysans illettrés et cela a failli bien mal tourner. Nous n'en avons pas mené large pendant quelques heures. Avec cela notre directeur qui est juif, ce n'était pas pour arranger les choses, ils nous auraient tous mis dans le même sac ! Et

puis, le télégraphe fonctionnait mal, c'était pendant la grève des chemins de fer ; il avait été coupé en maints endroits. Alors on avait envoyé télégrammes sur télégrammes au bureau de notre administration à Kiew, et on avait promis la réponse pour le lendemain à midi aux ouvriers (à ces paysans pour mieux dire, car ce sont tous des paysans en temps ordinaire, pendant le reste de l'année). Le lendemain on n'a pas pu leur donner de réponse, et même le surlendemain. Les télégrammes ont mis un jour et demi pour faire les 120 kilomètres qui nous séparent de Kiew, et autant pour revenir. Voyez télégraphe !

Bref, on s'en est bien tiré et cela a bien marché jusqu'à la fin.

Seulement et j'arrive à la dernière partie de ma lettre, il y a quelque chose pour nous de bien plus menaçant (et pour la Russie) que la question de constitution, les révoltes en ville et les massacres de juifs. C'est la question agraire ! Nous vivons sur un volcan et un volcan en activité.

La Russie a 100 millions de paysans et 20 de citadins. Sur ces 100 millions de paysans, 80 millions sont illettrés et n'entendent que confusément les bruits de troubles et de révoltes des grandes villes. Seulement, ils savent, et des proclamations révolutionnaires, anarchistes des bandes noires (toute la lie lettrée) leur font savoir, qu'en ce moment il n'y plus d'ordre nulle part, qu'on peut prendre et voler sans être puni. C'est l'Empereur qui le permet, la terre doit être aux paysans ! Il faut anéantir les grands propriétaires et les grandes propriétés. Tout cela est à eux, c'est leur bien, on leur doit et on leur partagera.

Il y a bien un cheveu, c'est que tous les grands propriétaires sont russes chrétiens ou polonais catholiques comme eux (puisque les juifs en Russie n'ont pas le droit de posséder de la terre), mais ce n'est pas pour les arrêter.

La question de patriotisme et de nationalité n'est pas très claire pour eux. Et en ce moment, un peu partout dans toute la Russie (surtout dans les gouvernements où la misère à la campagne est plus grande et où la récolte a été mauvaise), on assiste à des pillages complets de domaines magnifiques par des bandes armées de pioches, pelles et piques, qui sont tout à fait ce que devait être la Jacquerie en France au moyen âge.

Je ne sais pas si nous serons épargnés ici. Malheureusement nous avons des craintes fondées. Les proclamations se suivent dans les villages campés sur nos propriétés et se ressemblent toutes par leur caractère agressif. Nous avons quelque espoir en ce sens que les paysans de nos campagnes, tout en étant très pauvres (il faut bien l'avouer) sont relativement plus aisés et vivent mieux surtout que dans la Russie orientale ; mais c'est le seul. La proie est en effet bien tentante. Terestchenko, notre propriétaire, et sa famille possèdent (pour ce seul coin de la Russie et ce n'est pas tout), Tchervonne, sa fabrique de sucre, sa distillerie et 18 fermes d'une étendue totale (seul tenant) de 16.000 hectares. Elle englobe donc dans ses terres beaucoup de villages. Puis, à 30 kilomètres d'ici, se touchant presque, Korovintse, fabrique de sucre et 13.000 hectares, 16 fermes, 5.000 hectares de bois ; puis, de l'autre côté, Androuchowka, à 10 verstes, qui nous continue, fabrique de sucre, distillerie et 20.000 hectares. Evidemment, c'est prodigué ! Il y a des départements français qui sont moins grands que cela. C'est plusieurs fois Paris comme étendue.

Sur la troupe nous ne pouvons pas absolument compter complètement. Les propriétaires demandant des troupes pour la garde de leurs propriétés sont si nombreux, qu'on ne peut y faire droit. Tout récemment, loin d'ici il est vrai, on a pillé et incendié complètement les vastes propriétés de la duchesse d'Oldenbourg. Rien n'est resté, ni un bâtiment, ni un grain, ni une tête de bétail. Or, je me dis que si la duchesse d'Oldenbourg n'a pu avoir à temps voulu un régiment ou un demi, ce n'est pas Terestchenko même avec tout son argent qui l'aura.

D'un autre côté, si cela se produisait il serait possible que mon logement fût épargné — le mien et celui de bien d'autres, je suppose. Les paysans connaissent surtout le régisseur général du domaine. C'est à lui qu'ils ont affaire. Moi, j'ai affaire pendant la fabrication à 400 ouvriers qui sont maintenant retournés chez eux à 300 kilomètres d'ici et davantage dans le gouvernement de Tchernigow. Des meubles, je m'en fiche, ils ne sont pas à moi, ils sont à la fabrique et ils ne valent pas grand'chose. Mais rien qu'en linge, vêtements et livres, j'en ai pour plusieurs milliers de francs, au prix où est le beurre en Russie. Généralement et pour ne pas dire toujours, ces pillages par le paysan ne s'accompagnent pas de meurtre. Il faut naturellement ne pas résister et laisser faire. Il faut du sang-froid, n'est-ce pas?

Pourtant l'année dernière quand la propriété de notre propriétaire Terestchenko a été pillée dans le gouvernement de Tchernigow, avec toutes ses fermes, distillerie, raffinerie, et magasins à sucre, rien n'a été épargné. Ils ont détruit 42 logements sur le territoire de la fabrique et brûlé la plupart. Les employés sont partis à Kiew avec le vêtement qu'ils avaient. Beaucoup d'entre eux ont même été reconduits à la gare par les paysans eux-mêmes sur leurs chariots. Ils sont facétieux, n'est-ce pas?

Les troupes sont arrivées le troisième jour, quand il ne restait plus rien.

Total : 3.000.000 de roubles, que l'assurance ne rend pas pour ces cas-là. Absolument rien à faire qu'à vider les lieux.

Alors voilà, nous espérons tous que cela se passera plus tranquillement ici. Mais nous ne savons pas ce que demain nous réserve. Relativement, je ne me fais pas trop de bile ; Marine encore moins, sauf pour ses bébés. Mais il n'y a pas de danger, j'en suis persuadé, pour l'existence de l'un de nous. Ils prendront ce qu'ils voudront; s'ils fichent le feu, on aura toujours le temps de s'en aller. Notre maison est commode sous ce rapport-là.

On avait parlé du 15 novembre pour cet intéressant ouvrage : ce sont les paysans eux-mêmes qui le disent. Ils ne se gênent pas. Maintenant anarchie complète, impuissance absolue, impunité idem. Puis tout a été calme. Ces jours-ci, on avait eu des révélations qui nous intéressaient pour le 30 novembre.

Nous avons réussi à avoir de Jitomir une compagnie de cosaques pour cette époque. Ils sont arrivés hier et vont rester quelques jours. On est en pourparlers pour les garder pendant plusieurs mois à nos frais. Il est probable que nous en aurons l'autorisation. Ce n'est pas grand'chose et pourtant c'est beaucoup. Les paysans ne sont armés que d'instruments de destruction : 50 cosaques et leurs 50 fusils, c'est assez pour en tenir un mille en respect.

Le directeur qui est juif et qui écoperait le premier a pris un congé de plusieurs mois. Il part avec toute sa famille en Suisse, ou en France après-demain.

Kiew est en état de siège, il faut être prudent et fuir les rassemblements pour ne pas recevoir un pruneau. On enterre aujourd'hui à Kiew un lycéen de 16 ans, mort à la suite de blessures reçues dans une bagarre pendant les derniers troubles. 16 ans! C'est triste !

X...

⁂

Les arrestations de nos camarades continuent ; aucun parti n'aura peut-être autant souffert de la réaction actuelle que les anarchistes. A Odessa, un des nôtres vient d'être fusillé encore ; d'autre part nous apprenons que de nombreuses bombes et des armes ont été trouvées chez des anarchistes d'Odessa, Vilna, Minsk et, tout dernièrement, à Pétersbourg. Pourtant nos camarades ont une attitude très courageuse et proclament hautement leurs convictions ; nous avons entre les mains quelques lettres très intéressantes à cet égard que nous nous réservons de publier, le moment venu. Plusieurs procès sont en perspective. A Moscou devait avoir lieu, il y a cinq ou six jours, le procès du camarade Fedoroff-Zabrejneff qui, en juillet, a opposé une résistance armée aux gendarmes venus pour l'arrêter ; le procès a été remis, notre camarade étant sérieusement malade par suite des conditions épouvantables de son séjour en prison.

Voici, d'autre part, une bonne nouvelle. A Vilna, le camarade Levine (Tchiginoff) très gravement compromis par suite de la découverte chez lui de plusieurs bombes, et déféré au tribunal militaire, a réussi dernièrement à s'évader de la prison centrale de cette ville, prison construite avec tous les « perfectionnements » modernes et réputée pour ses murs infranchissables. En ce moment, notre camarade se trouve en lieu sûr, et les autorités se creusent vainement la tête pour savoir comment une telle évasion miraculeuse a pu se produire.

Corn.

SUISSE

La défense bourgeoise. — Le noir laurier de nos lois scélérates empêchait sans doute la bourgeoisie suisse de bien dormir. On annonce en effet que, par six voix contre une, une commission parlementaire vient de proposer l'introduction dans le code pénal fédéral d'un article 52 *bis* punissant de l'emprisonnement « celui qui provoque à l'exécution de crimes anarchistes ou qui fournit l'occasion de les commettre ou *qui fait publiquement l'apologie de tels crimes* de façon à inciter à en commettre de semblables ».

C'est, on le voit, la liberté de la presse que menace ouvertement le futur article 52 *bis*. Mais qu'importe aujourd'hui aux maîtres du jour, cette faribole qu'on appelle la liberté de la presse ! Il y a beau temps que le libéralisme des classes dirigeantes est mort ; ce que veulent les bourgeois de 1906, c'est se défendre contre l'infiltration des idées subversives et contre les actes de révolte qu'engendrent ces idées maudites ! Gageons que l'article 52 *bis* ne les défendra en aucune façon.

⁂

L'affaire de la rue Blanche. — Après deux mois de détention et de tortures morales, Mlle Anna Markin, cette jeune Russe arrêtée à la suite de l'explosion de la rue Blanche, à Genève-Plainpalais, vient de bénéficier d'un arrêt de non-lieu. Il a fallu deux mois à la justice fédérale pour apercevoir que Mlle Markin était complètement innocente des faits qu'on lui imputait.

Par contre, son compagnon, Boris Billitt, est renvoyé devant la cour pénale fédérale, en vertu de la loi contre les anarchistes. Or Billitt n'était point anarchiste. Il est vrai qu'après deux mois de détention arbitraire, il l'est peut-être bien devenu !

On peut s'attendre à la condamnation de Billitt, au cas duquel la presse radicale et socialiste se montre parfaitement indifférente.

⁂

Mouvement ouvrier. — Le 28 janvier, la jeune Fédération des Unions ouvrières romandes a tenu à Vevey son troisième congrès.

Elle a voté la résolution suivante relative à la journée de huit heures :

« La troisième réunion des Unions ouvrières de la Suisse romande, émet le vœu qu'une active propagande soit poursuivie pour la journée de huit heures et que la manifestation du 1ᵉʳ mai ne soit plus une vaine fête, mais représente un effort toujours renouvelé pour la diminution des heures de travail.

« Les Unions ouvrières devront tendre à généraliser tout mouvement pour la diminution des heures de travail. »

En ce qui touche l'antimilitarisme, le congrès a voté le vœu que voici :

« La troisième réunion des Unions ouvrières romandes engage tous les ouvriers syndiqués ou non à refuser le service militaire en cas de levée de troupes pour réprimer une grève ou une manifestation populaire.

« Elle émet le vœu que les syndicats considèrent comme grévistes, et les soutiennent comme tels, tous les réfractaires, de même que les soldats « victimes de leur propagande antimilitariste. »

La prochaine assemblée se tiendra à Fribourg.

⁂

Grèves. — Quoique le droit d'association soit garanti par la constitution, des ouvriers sont obligés d'en imposer par la grève le respect au patronat.

Témoin les métallurgistes de la fabrique d'automobiles Wyss à Olten. Depuis quelques semaines, Wyss, en vue de briser le syndicat, congédiait systématiquement les ouvriers syndiqués. Le 17 janvier, l'un d'eux fut, en recevant congé, insulté par le directeur Egg. Il porta plainte et Egg fut condamné à l'amende. Mais celui-ci, de dépit, déclara en pleine audience qu'il se vengerait sur les syndiqués en en mettant 25 à la porte. Et comme il voulut exécuter sa menace, les ouvriers, se solidarisant avec les syndiqués, déclarèrent la grève.

D'autres grèves ont eu lieu à Genève et à Lausanne, de typographes, de serruriers et de menuisiers. Il s'agissait d'imposer aux patrons l'observance d'une nouvelle « loi de protection ouvrière » fixant à 5 heures la sortie du samedi soir, et ceci sans diminution de salaire (ce que la nouvelle loi avait oublié de dire).

Am. D.

Au dernier moment, une dépêche d'Amiens nous apprend que Lemaire est condamné à 18 mois de prison, Bastien à 15 mois, et 100 francs d'amende chacun, en vertu des lois scélérates.

La parole est à la Ligue pour la défense des Droits de l'Homme et du Citoyen.

NOTES INTERNATIONALES

Allemagne. — Le mouvement anarchiste fait des progrès remarquables dans le pays de Bebel et de Singer. Il ne se passe pas de semaine sans que de nouveaux groupements ne se forment; les camarades de Berlin, de Leipzig, de Francfort, de Mannheim, d'Augsbourg, de Nüremberg, de Hambourg, *etc.*, donnent du fil à retordre aux social-démocrates. Les journaux de nos amis — *der Freie Arbeiter, der Revolutionar, der Anarchist,* — se répandent partout à des milliers d'exemplaires. Ils font campagne surtout en faveur de l'antimilitarisme, de la grève générale et de l'action directe. Les journaux sont souvent saisis, mais ils reparaissent quand même. Les trois premiers numéros de cette année du *Revolutionar* ont été confisqués et le camarade W. Moller, rédacteur, a été arrêté, ce qui n'a pas empêché les numéros suivants de paraître à date et à heure fixes.

De nombreux social-démocrates, dégoûtés et désabusés de la politiquaillerie, viennent grossir les rangs des anarchistes.

Suisse. — L'antimilitarisme fait rage dans la bourgeoise république helvétique. De nouvelles sections de l'Association internationale antimilitariste ont été formées, ces temps derniers, à Bâle, à Lucerne, à Lausanne. A Zurich, les antimilitaristes ont créé un nouvel organe, *der Vorposten*, dont la rédaction est aux mains des anarchistes. Berne et Saint-Gall auront bientôt leur section. Dans le Tessin, il y a huit sections avec un millier de membres. Les socialistes de la Chaux-de-Fonds ont adhéré en bloc au mouvement antimilitariste.

Le camarade Scheidegger, du *Weckruf*, qui avait été condamné à cinq mois de prison pour refus de service militaire, a été remis en liberté, il y a une huitaine de jours, et il a déjà recommencé la propagande.

L'appel suivant vient d'être adressé aux groupes antimilitaristes de tous les pays :

« Camarades,

« Le groupe antimilitariste de Genève, d'accord avec le secrétariat de l'Association internationale antimilitariste, vous fait savoir que dans le courant du mois de juin se tiendra dans cette ville un congrès international antimilitariste.

« Pour faciliter toujours plus le sentiment de solidarité internationale parmi les travailleurs, et considérant le rôle néfaste pour ces derniers des armées et des guerres, nous avons pensé qu'un congrès international antimilitariste ne pourrait qu'être utile à notre propagande.

« Dans cette pensée, nous prions les groupes de tous les pays de nous venir en aide pour assurer la réussite de ce congrès, soit en faisant une active propagande dans les journaux de leur région, soit en nous envoyant des fonds pour mener à bien l'œuvre commencée.

« Voici quelques-unes des questions que les camarades de Genève aimeraient voir à l'ordre du jour de ce congrès :

« 1° Rôle de l'Association internationale antimilitariste (rapport du comité central);

« 2° *a*) Ce que nous devons faire pour empêcher la guerre.

« *b*) Ce que nous devons faire si une guerre éclate.

« *c*) Que doivent faire les antimilitaristes si, au cours d'une guerre, les travailleurs d'un pays refusent de porter les armes alors que ceux du pays adverse envahissent le leur à main armée.

« *d*) Attitude des travailleurs des pays neutres en cas de guerre;

« 3° L'antimilitarisme, les grèves partielles et la grève générale expropriatrice en vue d'une société communiste.

« Nous aimerions que les groupes des divers pays nous envoient au plus vite les propositions qu'ils jugent utiles de mettre à l'ordre du jour. Nous enverrons alors une seconde circulaire à tous les groupes, dans laquelle nous annoncerons l'ordre du jour définitif et la date choisie.

« Pour le Groupe antimilitariste de Genève :

F. Domela Nieuwenhuis,
Secrétaire général
de l'Association Internationale Antimilitariste,
Leidsche Kade, 89, Amsterdam.

« *N. B.* — Envoyer correspondance et fonds au camarade E. Herzig, rue Dassier, 18, Genève. »

Italie. — Après une interruption forcée de quelques mois, *Il Grido della Folla* a de nouveau repris sa publication, mais une nouvelle confiscation ne s'est pas fait attendre. Pendant ses quatre années d'existence, ce vaillant journal n'a pas eu moins de cinquante-un de ses numéros confisqués, et douze de ses rédacteurs ont été condamnés à plus de trente années de prison! La campagne antimilitariste et anarchiste est menée de front en Italie par *Il Demolitore*, dont les quatre premiers numéros ont été saisis; par *Il Libertario* (qui vient d'être acquitté), *Il Reveglio, la Libera parola, l'Agitazione, Il Lavoratore del mare, la Lotta proletaria, la Gioventa socialista* et plusieurs autres.

Bulgarie. — Jusqu'ici, les anarchistes de ce pays étaient mêlés aux autres éléments radicaux, ce qui fait que, pour nous, ils passaient pour ainsi dire inaperçus. Depuis quelque temps, il s'est formé à Sofia un groupement autonome qui a commencé à publier des brochures de propagande libertaire, telles que *la Philosophie et l'idéal anarchiste*, de Kropotkine. Les social-démocrates sont là, comme ailleurs, divisés en orthodoxes et en réformistes; les premiers ont pour chef Blagojeff, qui rédige une revue marxiste, et les seconds sont conduits par Bakaloff, un agitateur énergique, qui a fondé un organe spécial destiné à combattre les orthodoxes. La lutte est très âpre entre le *Rabotnitchesko* et le *Novo Vreme* et les anarchistes profitent de cette situation pour faire de la propagande et du prosélytisme pour nos idées.

Bohême. — Le vaillant organe libertaire *Omladina*, fondé par le camarade Vohryzek, paraît maintenant deux fois par semaine et semble grandir sous les coups que lui porte « l'autorité ». Il fait une propagande acharnée dans les districts miniers du pays et est naturellement la bête noire des social-démocrates qui le dénoncent à qui mieux mieux.

Le camarade Vohryzek vient d'être arrêté. Il y a quelques semaines, il avait été expulsé du centre minier où il avait fait, depuis quelque temps, une excellente propagande parmi les ouvriers des charbonnages.

Hollande. — Deux nouveaux journaux à signaler. La Fédération des communistes libertaires a créé à La Haye un organe hebdomadaire : *Groud en Vryheid* (Terre et Liberté), dont l'adresse est 170, Kepplerstraat, et la Fédération nationale des ouvriers textiles a fondé à Enschedé un journal syndicaliste : *De vrye Textielarbeider* (Le travailleur textile libre), qui a pour rédacteur le camarade Lansink.

Afrique du Sud. — Le camarade Henry Glasse, qui collaborait autrefois à *la Freiheit* de Most, vient de fonder à Capetown, dans la colonie du Cap, un journal rédigé moitié en anglais, moitié en hollandais, *The Cape Socialist*. Le nouvel organe n'est pas anarchiste, mais avec un homme aussi bien informé que l'ami Glasse, il me semble qu'il ne tardera pas à le devenir.

D.

BIBLIOGRAPHIE

Je suis un peu en retard pour parler du volume de Guillaume (1); c'est que l'auteur, qui a voulu faire de la documentation, a hérissé chaque page d'une multiplicité de notes qui, si elles apportent de la précision, ne facilitent pas la lecture.

Comme le titre l'indique, comme il l'explique dans sa préface, J. Guillaume n'a pas eu l'intention de faire un historique complet de l'Internationale, mais seulement raconter ce qu'il a vu, parler des hommes qu'il a côtoyés, et des faits auxquels il a été mêlé.

Seulement, comme il fut un des premiers adhérents, et un des plus actifs dans la Fédération jurassienne, qu'il mena pendant dix ans le combat, qu'il assista aux événements les plus importants, ou connut les hommes qui y eurent le plus de part, il s'ensuit que si son volume n'est pas une histoire de toute l'Internationale, il nous ouvre un assez large horizon pour la connaître beaucoup mieux que les histoires qui, jusqu'ici, n'ont été écrites que par ses détracteurs.

Guillaume nous fait revivre l'enthousiasme et l'activité des premiers temps de l'Internationale. On voit comment le petit nombre suppléait, par l'initiative et l'activité, au manque d'effectif. Et on est surtout réconforté par l'enthousiasme de ces ouvriers de la première heure.

Et cela me reportait à vingt-cinq ans en arrière de nous, au moment où le mouvement socialiste révolutionnaire, essayant de resurgir à Paris des ruines accumulées par la réaction triomphante en 71, le demi-quarteron commençait à Paris la propagande anarchiste.

« Le demi-quarteron », c'était une épithète trouvée par l'illustre Massard qui, à cette époque, était un guesdiste fervent, et croyait nous écraser avec; nous étions bien un quarteron entier, mais pas plus. Et cependant, il se faisait autant de besogne que si l'on avait été plusieurs quarterons de quarterons.

Et je crois que c'est l'histoire de tous les mouvements qui se dessinent. D'abord, il faut avoir beaucoup d'enthousiasme, beaucoup d'activité pour se dresser en si petit nombre contre toutes les forces sociales coalisées. Par le fait que l'on est peu, on se connaît tous, on se sent davantage les coudes, la cohésion est plus grande ; si les forces sont petites elles ne sont pas divisées, elles frappent toutes au même point, aucun effort n'est perdu.

Plus tard, lorsqu'on gagne en surface, on perd en profondeur, toutes les recrues n'ont pas le même besoin d'activité, le même esprit de prosélytisme, l'élément « désagréable » commence à s'infiltrer, les différences de caractères, de conceptions, séparent les individus; la propagande se scinde, prend plusieurs formes, les efforts se divisent, ne présentent plus le même caractère d'homogénéité.

Est-ce un bien? Est-ce un mal? — C'est un fait, et un fait inévitable.

Ce que l'on constate également dans le livre de Guillaume, c'est que, tout en commençant déjà à se poser en dehors des partis bourgeois, les réclamations ouvrières, malgré certains points nettement posés, flottaient encore vagues et imprécises.

L'idée anarchiste a fait du chemin depuis, s'est précisée; des façons de procéder qui, par les propagandistes d'alors, n'étaient envisagées que comme des procédés de tactique transitoire, sont devenues des actes dérivant de la nouvelle façon d'envisager les choses, et faisant corps avec elle.

Ceux qui s'intéressent au mouvement, tiennent à connaître ses origines, aiment à revoir le chemin parcouru, liront le livre de Guillaume avec fruit.

J. Grave.

(1) *L'Internationale, documents et souvenirs*, 1[er] vol. 4 fr. 50, au journal.

Nous avons reçu :

A B C de l'Astronomie, par F. Stackelberg ; 1 vol., 2 fr. — C'est l'étude parue dans les « Variétés » des *Temps Nouveaux*, que notre ami a mise en volume, en y joignant la *Mesure du Temps*, une brochure, épuisée, de notre catalogue.

Nous pouvons faire parvenir ce volume franco à nos camarades.

Les députés contre les électeurs, par Gayvallet ; 1 broch., 0 fr. 05, imprimerie Demeaux, 33, rue Puyguérand, Marmande.

Éloges d'Elisée Reclus et de Kellès-Krauz, discours d'ouverture de Greef à l'Université Nouvelle, Bruxelles.

La Cité des Idoles, par H. Chateau ; 1 vol., 3 f. 50, chez Michaud, 168, boulevard Saint-Germain.

De chez Stock :

Derniers Contes, par Edgard Poë ; 1 vol., 3 fr. 50. — *Anna Karénine*, par Tolstoï ; tome I[er], 2 fr. 50. — *La Russie et l'Eglise universelle*, par V. Solovieff ; 1 vol., 3 fr. 50. — *Calvinopolis*, par W. Vogt ; 1 vol., 3 fr. 50.

Primaire et secondaire, par Aimé Berthod ; 1 broch., 0 fr. 50, à la Jeunesse Laïque, 85, Grande-Rue, Poligny (Jura).

Gargantua, de Rabelais ; 2 vol., à 0 fr. 95 chaque, de la Collection des meilleurs auteurs classiques de chez Flammarion.

Cette collection est du format des volumes à 3 fr. 50, peut se conserver en bibliothèque, et son bas prix la met à la portée de ceux qui, quoique peu chargés d'argent, tiennent à connaître la littérature de leur « patrie ».

Du *Mercure*, 26, rue de Condé :

Pamphlets du dernier jour, T. Carlyle ; 1 vol., 3 fr. 50. — *Quand le dormeur s'éveillera*, par H. G. Wells ; 1 vol., 3 fr. 50.

El Hombre y la Tierra, par E. Reclus, cuaderno, 13, 2 reales chaque; chez Alb. Martin, calle Consejo de Ciento, 14°, Barcelone.

A lire :

Le Souhait exaucé, E. Haraucourt ; *Le Journal*, 13 février.

A voir :

Vive la Russie ! par Galantara; *Assiette au beurre*, n° 254.

A travers les Revues

L'Educateur, « journal mensuel de propagande édité par les libertaires verviétois » (1), tels sont le titre et le sous-titre d'un nouveau journal que viennent de faire paraître un groupe de camarades.

En tête un appel, court, mais net, qui dit bien ce qu'il veut dire et qui promet.

Malheureusement, la promesse n'est pas tenue, car le reste du journal n'est fait que d'articles parus dans d'autres journaux et de coupures dont quelques-unes pour le moins inutiles.

Sur la vie ouvrière, sociale, à Hodimont et à Verviers, pas un mot, à croire que les esclaves des bagnes capitalistes de ces contrées sont satisfaits de leur sort.

Il aura suffi, espérons-le, de signaler cette lacune à ces camarades, pour qu'ils y remédient ultérieurement. P. D.

CONVOCATIONS

× **Causeries populaires des V**

× **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 37, rue Croulebarbe. — Samedi 24 février, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par le camarade Vulgus : La Liberté.

Jeudi 1er mars, à 8 h. 1/2, Force et matière, par un camarade.

× **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 23 février. — M. Arbos : Découverte et conquête de la Terre : III. L'Expansion européenne en Asie.

Dimanche 25. — Soirée musicale et littéraire (programme ultérieur). — Vestiaire obligatoire : 0 fr. 25.

Lundi 26. — Mme Madeleine Pelletier : Le Spiritisme; une Religion expérimentale.

Mercredi 28. — M. le Dr Poirrier : Anatomie, Physiologie et Hygiène. *La Vie*, 5 actes et 1 prologue : II. Les débuts dans le monde.

Tous les lundis, à 8 h. 1/2, cours d'espéranto, par M. Blangarin.

Tous les jeudis matin, de 10 h. 1/2 à midi, cours de piano, solfège, mandoline, dirigé par Mme Lebrun-Lagravier.

Le soir, de 3 à 5 heures, cours d'allemand, élémentaire, moyen, supérieur, dirigé par M. Silberstein.

× **A. I. A.** (XVe). — Réunion de la section, le samedi 24 février, à 8 h. 1/2, 38, rue de l'Eglise (15e arr.).

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 23 février. — Duparchy : *Leur Patrie*, de Gustave Hervé.

Mercredi 28. — Jeannine Champol : *Le Cœur et la Loi*, de Paul et Victor Margueritte.

Samedi 3 mars. Soirée mensuelle : 1° à 8 h. 1/2, conférence du Dr Pozerski de l'Institut Pasteur : Questions scientifiques; — 2° Concert instrumental organisé par des camarades. — Le Père Lapurge dans ses œuvres. — Entrée : 0 fr. 25.

× **Comité de défense sociale.** — rue des Montibœufs, 57, (20e arr.). Le vendredi 23 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Progrès social, 92, rue Clignancourt (18e arr.), grand meeting de protestation et de solidarité en faveur de tous les condamnés antimilitaristes (Paris, Lyon, Amiens, Toulon, Auxerre, Reims, Marseille, etc.). Prendront la parole : Charles Malato, Marcel Sembat, Liard Courtois, Dr Meslier, G. Lhermitte, Félicie Numietska, A. Wilm, Chauvelon.

× **Fête de confraternité intellectuelle** — Pour Théophile Braga, le savant et philosophe portugais. — Samedi 24 février, à 8 h. 1/2 soir, salle de la société de géographie, 184, boulevard Saint-Germain. Orateurs : Anatole France, Corra, Gabriel Séailles, Painlevé, Maxime Formont, Xavier de Carvalho, etc.

× Vendredi 2 mars, à 8 h. 1/2 du soir, avenue de Choisy, 190, Conférence sur la Russie et soirée artistique.

Première partie : Représentation de *Mais quelqu'un troubla la fête*, de Louis Marsolleau; trio de Mendelssohn; déclamations en langue russe.

Seconde partie : Récitation en langue polonaise; chœur arménien; solo de violon : *La Légende de Wienawski*; orchestre de mandolinistes de l'Opéra-Comique.

Entrée : 1 franc. On trouve des billets chez Mlle Skakoswka, rue du Cardinal-Lemoine, 75 et chez Platter (restaurant), rue des Ecouffes.

× Exposition de peintures, dessins, etc., de Florès, Robin et Nandol, du 15 février au 1er mars, chez P. Rosier, 26, rue de Richelieu, dimanches exceptés.

× Galeries Druet, 114, faubourg Saint-Honoré. Exposition de 60 études de Francis Jourdain.

× AMIENS. — **Groupe libertaire féminin.** — Réunion tous les jeudis, à 8 h. 1/2, à *Germinal*, 26, rue Saint-Roch. Etude, commentaires et discussion sur le sujet.

× BORDEAUX. — Réunion publique et contradictoire le samedi 24 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Quillet de Pau, 9, place Meriadeck. Sujet traité : L'Idée de Patrie et l'Antimilitarisme, par les camarades Benoit, Antignac, Marcel, etc.

N. B. — Prière aux camarades qui ont envoyé leur adhésion au congrès de Bordeaux d'attendre; d'autres vont se produire : nous répondrons à tous.

× LILLE. — Le Groupe libertaire de Lille, en se reconstituant sous le nom de Groupe d'Etudes Sociales se réunira mercredi 28 février, à 8 heures du soir, 319, rue Léon Gambetta. Ordre du jour : Causerie par un camarade sur la camaraderie; bibliothèque; achat de brochures; questions diverses.

Les camarades détenteurs de livres ou brochures appartenant au groupe « Le Forçat » sont priés de les rapporter à la réunion.

× LYON. — **Internationale Antimilitariste** (section de Lyon.) Tous les antimilitaristes sont convoqués à une réunion qui aura lieu mercredi 28 février, 150, rue Cuvier. Sujet : Poursuites contre 83 de nos camarades à la suite de l'affiche apposée ces derniers jours.

× LYON. — **Causeries Populaires.** — Soirée le dimanche 25 février, à 8 heures du soir, salle du petit Pré-aux-Clercs, 270, cours Lafayette. Causerie par un camarade.

Les Causeries Populaires organisent pour le 18 mars une grande fête. Les camarades chanteurs et musiciens qui voudraient prêter leur concours sont invités à cette soirée.

× MARSEILLE. — **Les Précurseurs**, 63, place Saint-Michel, 1er étage. Le samedi 24 février, à 9 heures du soir, soirée. Première partie éducative, par un camarade; deuxième partie récréative, par nos camarade du *Théâtre Libre*. Entrée gratuite.

× ROUBAIX. — Salle du Palais du Travail, 8, rue du Pile, dimanche 25 février, à 10 heures du matin, conférence publique et contradictoire. Sujet : Nous voulons tuer la guerre et le militarisme et libérer le travail.

Prix d'entrée : 0 fr. 15 par personne.

(1) Rédaction : 12, rue du Temple (cour Defechereux), Hodimont-Verviers (Belgique).

A NOS LECTEURS

Tous ceux qui ont des enfants savent combien il est difficile de leur trouver des livres de lecture ne contenant pas d'idées fausses, préconçues, des axiomes de morale stupide ou asservissante.

C'est pour répondre à ce besoin que j'ai essayé de lancer le Coin des enfants, *où nous avons rassemblé ce que nous avons pu trouver de mieux dans la littérature de divers pays, pouvant amuser, instruire et faire réfléchir les petits lecteurs.*

Deux volumes sont parus, contenant des lectures amusantes pour des enfants de 9 à 15 ans, et dans lesquels les grands peuvent trouver également avantage et distraction, avec un grand nombre d'illustrations de Delannoy, Delaw, Hermann-Paul, Hénault, Iribe, Kupka, M. H. T., Naudin et Willaume.

J'insiste auprès de nos lecteurs pour leur recommander ces volumes dont la publication sera continuée si on nous aide à placer ceux déjà parus. Chaque volume 3 francs; 2 fr. 50 chacun, pour ceux qui prendront les deux.

Que ceux qui croient qu'il y a de la besogne à faire en ce sens, nous aident à les faire connaître.

Notre prochain dessin sera signé : WILLAUME.

Une enveloppe contenant divers bouts de copie, entre autres les souscriptions reçues pour les familles des détenus, n'étant pas encore parvenue à l'imprimerie, au bout de 36 heures, c'est la raison pourquoi ils ne figurent pas dans ce numéro. De peur de perte complète, les souscripteurs sont priés de nous rappeler leurs noms.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier	» 15
L'Humanisphère, par Dejacque	1.20
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agard	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyon, couv. de Daumont	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac	» 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy	» 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard	» 15
L'Anarchie, par Malatesta	» 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck	» 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
Au Café, par Malatesta	» 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
L'Anarchie, par Girard	» 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin	» 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannet	» 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi	» 15
La Mano-Negra et l'opinion française, couv. de Hénault	» 10
La Mano-Negra, 8 dessins de Hermann Paul	» 40
Documents socialistes, Dal.	» 40
Chansonnier révolutionnaire	» 35
Militarisme, Fischer	» 35
Le Rôle de la femme, Fischer	» 35
Entretien d'un Philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couverture de Grandjouan	» 15
Un Procès en Russie, Tolstoï	» 35

Petite Correspondance

H. L., à Rochefort. — Votre abonn. prendra fin fin mars.

J. F., à Dison. — *La Mésange* a été publiée dans le supplément du n° 49 de la 10e année.

D., à Lille. — La *Bibliographie* de Nettlau, 1 fr. 25 le volume. Plus 0 fr. 60 colis en gare, ou 0 fr. 60 par volume, par la poste.

D. D., à Saulieu. — *G. B., à Paris.* — *M. V. à Paris.* — Reçu lettres. Entendu.

L. C., à Montbard. — « Le Socialisme » annoncé par l'almanach, est épuisé. Que faut-il envoyer en place?

W. A., à Belgique. — Le prix des volumes, en mandat. Plus 1 fr. 10, prix d'un colis.

Librairie polyglotte, Bruxelles. — Impossible de retrouver le numéro que vous désirez.

Reçu pour le journal : Z. Z., à Versailles, 6 fr. — A., 20 fr. — B., au Puy, 3 fr. 25. — L. C., 6 fr. 50. — Dison, 0 fr. 50. — L. M. E. Piraby, 40 fr. — A. R., à Londres, 3 fr. — Merci à tous.

E. V., à Morlanwelz. — M., à Castello. — V., à Moulin-Galant. — C., à Caen. — B. K., à Hermes. — C. et G., à Caudran. — H. R., à Rosario. — Bureau de poste Cologne. — R. L., à Saint-Junien. — N. S., à Chounila. — M. N., à Belgrade. — B., à Neuchatel. — J. P., à Saint-Paul-en-Jarey. — R., à Londres. — B., à Amiens. — Bourse du travail, Rive-de-Gier. — P., à Courneuve. — L., à Carnières. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

[illegible] JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.



..... *A quand le lotissement de l'espace?*

Dessin de Kupka.

11e ANNÉE. — N° 44. 3 MARS 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la page 8 le dessin de Willaume.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Toujours, pour manque de fonds, nous ne donnons pas de supplément cette semaine.

Au prochain numéro, ayant touché la vente du mois, nous pourrons le donner sûrement.

Où sont les malfaiteurs?

Les journaux nous annoncent qu'un colis de brochures expédiées à Cherbourg a été saisi par la police ; d'autre part, diverses lettres nous avisent que des colis expédiés la semaine dernière ne sont pas arrivés à destination.

Ces colis ne contenant que des numéros de notre journal, nullement poursuivi, et des brochures publiées depuis des années, n'ayant été l'objet d'aucune poursuite, c'est un abus de pouvoir des parquets ou commissaires de police qui les ont fait saisir.

N'ayant pas, en la justice de mon pays, la foi naïve de ce camarade qui va poursuivre le commissaire qui lui a saisi un colis de brochures, et la compagnie de chemin de fer, pour l'avoir délivré à un tiers, je ne perdrai pas mon temps à intenter un procès dont j'aurais, au surplus, à payer les frais. La loi, il y a longtemps que je le sais, n'est pas faite pour ceux qui l'appliquent.

Seulement je tiens à constater ceci : 1° On nous traque comme contempteurs de la propriété, et ceux qui ont charge de la faire respecter, attentent à la nôtre, en nous volant nos publications éditées légalement.

2° On nous poursuit comme contempteurs de la loi, et on la viole à notre égard, même lorsque nous la respectons.

Non, il n'y a pas de lois, ni de propriété pour les pauvres ni pour les désarmés.

La loi n'est qu'une hypocrisie pour cacher l'arbitraire des forts. Ce sont les gouvernants et les magistrats eux-mêmes qui nous enseignent à la violer lorsqu'elle les gêne.

J. GRAVE.

CROCS ET GRIFFES

Pour faire de la propagande contre la guerre et les maux du militarisme, F. Passy, Sully-Prudhomme et la baronne de Suttner ont obtenu d'un comité patronné par l'Académie royale de Norvège des prix de cent mille francs légués par Nobel, l'inventeur de la dynamite.

Parce qu'ils n'y ont pas vu seulement des prétextes à belles phrases, et à rimes chatoyantes, mais bien une vérité qu'il fallait essayer de faire comprendre à ceux sur qui retombe tout le poids de la guerre, nos camarades antimilitaristes sont traités en malfaiteurs par le gouvernement français, qui s'apprête à leur appliquer des lois d'exception.

Ce qui prouve que l'on a bien la liberté de tout dire, mais à condition que cela ne soit qu'un ronflement de phrases sonores, et que ceux qui les font ronfler, n'essayent jamais d'en faire des choses réalisables.

* *

Trois officiers français viennent de refuser d'obéir en service commandé, parce que les ordres commandés étaient contraires à leur conscience.

Si je pouvais croire que ces hommes ont vraiment risqué quelque chose, je dirais qu'ils ont fait preuve d'un courage moral bien rare à notre époque.

Cependant ma sympathie est atténuée à la pensée que ces hommes n'auraient pas hésité à envoyer au conseil de guerre le simple pioupiou qui aurait refusé de charger des grévistes, et que, quel que soit le châtiment qui les atteigne, il sera toujours moins dur que celui qui aurait frappé de simples soldats.

La meilleure preuve, c'est qu'on poursuit la Voix du Peuple *et les signataires de l'affiche pour excitation des militaires à la désobéissance, bien que, jusqu'à présent, aucun fait ne soit venu montrer que les dites provocations aient été suivies d'effet; alors que la* Libre Parole *et l'*Echo de Paris *profèrent, tous les jours, les mêmes provocations aux galonnés, et que ces provocations, comme on le voit, ont été suivies d'effet.*

*Mais la désobéissance des galonnés ne met pas la puissance capitaliste en péril, et l'*Echo de Paris, *par ses dénonciations journalières, contre les antimilitaristes ouvriers, faisant le rôle peu propre d'indicateur, est un auxiliaire à ménager.*

Ce n'est pas que je réclame des poursuites contre la Libre Parole *ni l'*Echo de Paris, *mais pour bien démontrer que le gouvernement ne poursuit que les ouvriers, parce que, défenseur de l'exploitation capitaliste, il est bien forcé de donner des gages à ceux qui le mettraient aussitôt par terre s'il montrait quelque faiblesse.*

Et c'est parce que Clemenceau veut être ministre que l'application des lois scélérates le laisse indifférent.

Et cela prouve également que la loi qui est soi-disant pour tous, n'est, dans la réalité, applicable qu'à ceux qui ne sont pas assez forts pour y résister.

J. GRAVE.

Nous voulons davantage

Les réclamations ouvrières s'imposent tellement à notre époque, qu'elles ne sont plus guère contestées que par quelques fossiles encroûtés d'autoritarisme ou d'économie politique; journée de huit heures, amélioration des conditions d'existence, droit de se syndiquer, tout cela est admis en principe, on n'y oppose plus guère que des questions d'opportunité : la dernière raison de ceux qui n'en ont plus de bonnes à opposer.

« Le syndicat! Mais comment donc, le travailleur doit se syndiquer, afin de « traiter sur le pied d'égalité » avec ses employeurs. Ces derniers, même, ont tout avantage à avoir en face d'eux une organisation, avec laquelle ils puissent traiter, et qui puisse garantir l'exécution des clauses acceptées.

« La journée de huit heures ! mais certainement ! l'ouvrier n'est pas une bête de somme. Il ne doit pas être forcé de tendre ses nerfs jusqu'à l'usure prématurée. Il a droit à un repos qui lui permette de donner la plus grande somme de travail avec le moins de fatigue possible. Il faut qu'il ait le temps de s'instruire et de se récréer.

« Oui, il est honteux pour la société que, lorsqu'il ne peut plus travailler, l'ouvrier soit réduit à la mendicité. Des lois de prévoyance doivent lui assurer l'existence (vingt sous par jour) lorsque ses membres épuisés, ne voudront plus le servir. »

Et ainsi de suite, pour le reste ; c'est édifiant de voir combien — depuis que la situation malheureuse des travailleurs a été découverte — se sont apitoyés des gens qui *se font les* défenseurs de leurs réclamations et que — poussant l'esprit de dévouement jusqu'au bout — ils s'empressent de formuler en place de leurs protégés.

* *

Oui, c'est curieux à remarquer, presque toutes les réclamations ouvrières ont été formulées par des politiciens qui s'en sont d'abord fait une plate-forme.

Car le travailleur est resté si longtemps dans l'ignorance, pendant tant de siècles il a accepté, comme normal, son rôle à part dans la société de bête à produire, ne demandant qu'un peu moins de misère, un peu moins d'oppression, et un peu plus d'égards, que de tout temps il a apitoyé des gens qui ont pris sa défense, et qu'il existe des sociétés « protectrices des travailleurs », comme il en existe pour la protection des animaux, avant qu'il songeât à formuler des revendications claires et précises.

Si certains politiciens ont entrepris de formuler les réclamations des travailleurs, en vue de les limiter, il y a cependant nombre de gens bien intentionnés qui s'en font les promoteurs, s'imaginant, de la meilleure foi du monde, que si les travailleurs ont droit à la réalisation de ces revendications, ils ne doivent pas exiger au delà, et surtout les mériter par une plus grande soumission à l'ordre de choses existant, tout attendre de la bonne volonté de leurs exploiteurs, et de la providence parlementaire.

* *

Ces réflexions me revenaient à la mémoire à la suite de la lecture que je faisais de l'étude sur *La journée de huit heures et le salariat industriel* (1) que vient de publier M. de Morsier.

M. de Morsier, j'en suis convaincu, est aussi bien intentionné à l'égard du prolétariat que de bonne foi ; mais il est difficile d'échapper entièrement à son milieu et à son éducation. Et, comme situation et éducation, M. de Morsier est un bourgeois, c'est pourquoi, après avoir admis le bien fondé des réclamations ouvrières, il ne les croit réalisables qu'avec beaucoup de temporisation.

Après avoir constaté que la situation du travailleur n'est pas ce que doit être la situation d'un homme dans la société ; que certains capitalistes se refusent systématiquement à toute concession ; que l'application de diverses réformes, telle que la journée de huit heures par exemple — il en cite de nombreux cas — loin d'être une charge pour les capitalistes, a été, en plus d'un cas, une amélioration à leur profit, autant qu'à celui des travailleurs, M. de Morsier stigmatise bien comme il convient ceux des capitalistes qui se refusent à toute concession ; mais ce n'est que pour demander une plus grande sagesse aux travailleurs, plus de patience, et plus de modération dans leurs demandes et leur façon de demander.

Il reconnaît que certaines améliorations n'ont été acquises que par le droit de grève, mais, respectueux de la légalité, il recommande aux travailleurs de ne rien demander que par le respect de la loi, de ne rien attendre que du parlementarisme et des lois sociales. Et il va de sa petite charge à fond de train contre la révolution qui, en bouleversant les conditions sociales, risquerait fort de n'apporter que le désordre et la misère pour tous.

* *

Dans un de mes précédents articles, je faisais remarquer l'illogisme qu'il y a à demander, à ceux qui crèvent de la mauvaise organisation sociale, de modérer leurs réclamations, sous prétexte de ne pas troubler un ordre de choses admirable dont ils sont les seuls à ne pas profiter.

Il y en a un autre, non moins remarquable, c'est de vouloir, à toute force, faire intervenir, entre le patron et l'ouvrier, pour discuter de leurs affaires, un tiers, le parlementaire, qui ne connaît rien à leurs désirs, à leurs besoins, n'a rien à y voir ; mais dont, pour mieux brouiller les cartes, on veut faire le dispensateur de ce qui doit être, et du moment où cela doit être.

Quoi qu'en dise M. de Morsier, jamais la loi n'a imposé une réforme. Ou bien, cette réforme est assez passée dans la pratique pour que la loi ne fasse que consacrer un état de choses existant, ou bien, si elle est en avance, ceux qui voudront en bénéficier, seront forcés de lutter pour en obtenir l'application. Et toutes les grèves que, ces derniers temps, en France, nous avons vues se dérouler à la suite de la loi Colliard-Millerand, nous indiquent ce que, dans la pratique patronale, vaut une loi, lorsqu'elle s'avise de vouloir limiter leur arbitraire, si les travailleurs ne sont pas en état d'y résister eux-mêmes.

Quelle que soit la réforme que l'on veuille obtenir, qu'elle soit d'ordre politique ou économique, jamais une réforme n'est inscrite dans le code que lorsque l'opinion publique est assez puissante pour l'exiger, et, même passée à l'état de loi, elle n'est appliquée que tant que ceux qui sont intéressés à son application savent la faire respecter.

Une liberté n'est entière que tant qu'elle n'a pas passé par le Parlement. Une liberté ne se définit que par les limites qu'on lui pose. Codifier la liberté, c'est la rogner.

Pour réaliser leurs aspirations, les travailleurs n'ont pas à rechercher les majorités électorales si compliquées d'intérêts différents contradictoires, et antagoniques, puisque la loi ne vaudra que par l'énergie soutenue qu'ils sauront déployer à la faire respecter. S'ils ne veulent pas voir leurs réclamations continuellement amoindries ou écartées au profit des combinaisons politiques, la seule besogne qu'ils ont à faire, c'est de créer autour d'eux, dans leur milieu, un état d'esprit qui fasse que tous ceux qui sont intéressés à la réalisation d'une réforme donnée la veuillent assez fortement, pour qu'ils sachent la réaliser eux-mêmes, en l'imposant par leur propre action, en brisant toute résistance de ceux qui veulent éterniser la société exploitrice et oppressive d'aujourd'hui.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

(1) Forte brochure, chez Kundig, rue de la Corraterie, Genève.

DES FAITS

Charmante société. — *De la pointe bretonne de Saint-Mathieu au port militaire de Lorient, s'étendent environ 300 kilomètres de côtes.*

Le long de ces soixante-quinze lieues vit une misérable population de pêcheurs qui meurt de faim.

Oui, quelque paradoxale que puisse paraître cette affirmation, il est vrai, il est officiel, qu'en France, au vingtième siècle, des milliers de travailleurs sont en proie perpétuellement à la faim.

Voici quelques renseignements puisés au hasard dans le **Bulletin officiel des pêches maritimes** :

La pauvreté des pêcheurs s'accentue. Ils s'endettent tous les ans davantage, et, aujourd'hui, leur crédit semble épuisé.

Camaret (1883). En général, la situation des pêcheurs laisse à désirer, par suite de plusieurs mauvaises années successives, et de nombreuses pertes de matériel de pêche. — (1884). La campagne de 1884 a été plus mauvaise que celle des années précédentes. — (1889). La campagne de 1889 a été désastreuse. En résumé, la situation est déplorable et la misère extrême. — (1890). Les pêcheurs sont malheureux à cause des mauvais résultats de la pêche.

Douarnenez (1873). La pêche de la sardine a été plus productive que l'année précédente ; mais les pêcheurs n'ont pas profité de cette abondance, parce que la rogue s'est vendue plus cher. — (1874). La pêche de la sardine a été moins productive que l'année précédente, et les pêcheurs n'ont pas, pour la majeure partie, couvert leurs frais d'armement, à cause de l'augmentation du prix de la rogue. (1875). Le nombre des sardines pêchées en 1875 a été de beaucoup supérieur aux produits similaires de 1874, mais les prix de vente n'ont pas atteint ceux de l'année précédente. Les pêcheurs n'ont pas, pour le plus grand nombre, couvert leurs frais d'armement. — (1878). Résultats des plus satisfaisants en tant que quantités, mais très malheureux au point de vue des prix de vente. Les pêcheurs opérant dans les parages d'Audierne se sont vus souvent obligés, faute d'acheteurs, de jeter à la mer le produit de leur pêche.

Ces notes brèves montrent clairement que les pêcheurs bretons connaissent deux manières de mourir de faim :

Ou bien la sardine manque, et alors ils ne gagnent pas leur vie ;

Ou bien la sardine abonde, et ils ne peuvent pas vendre le produit de leur pêche.

(*Revue de l'enseignement primaire.*)

L'Agitation antimilitariste

Nous avons pu annoncer, dans notre dernier numéro, les condamnations à 18 et 15 mois de prison et à 100 francs d'amende dont les camarades Jules Lemaire et Georges Bastien ont été frappés par le tribunal correctionnel d'Amiens. Une fois de plus dans cette troisième République où toutes les opinions sont théoriquement libres, le *poing* séculier s'est abattu sur l'hérésie, qui ne veut pas mourir. Et la grande presse s'est tue, indifférente ou muselée. Jaurès prépare, d'une gueule retentissante, des élections de classe, et Clemenceau, qu'on aurait cru plus ferme, l'intrépide Clemenceau de l'Affaire, prenant au sérieux sa dignité sénatoriale, devient sans rire chef de groupe au Luxembourg. L'autorité aurait bien tort de lésiner sur l'arbitraire.

Après le procès d'Amiens, nous avons eu le procès de Rouen. Celui-ci toutefois, selon le droit commun, s'est déroulé devant les assises. Il est vrai que l'accusation était d'une maigreur extrême.

« Comme délit d'opinion, on ne peut rien imaginer, dit la *Dépêche de Rouen*, de plus anodin que celui qui est reproché aux trois accusés. Le ministère public proclame lui-même que les passages de l'affiche poursuivis sont d'une extrême modération dans la forme. » On conçoit en conséquence que les justiciards rouennais aient reculé devant l'application des lois scélérates.

Au surplus, aucun des accusés — Léon Torton, secrétaire-adjoint de la Bourse du travail de Rouen, Harel, gérant de la coopérative de Malaunay, et Emile Taupin, employé à Pavilly, — n'était poursuivi comme auteur principal du délit d'opinion ; ils n'étaient là tous les trois qu'en tant que complices. Les deux premiers étaient accusés d'avoir apposé ou fait apposer des placards antimilitaristes et d'avoir ainsi

commis le délit de provocation aux militaires; le troisième se voyait inculpé d'avoir fait une copie de l'appel aux conscrits et de l'avoir remise « à une personne qu'il refuse de désigner et qui était chargée de le faire imprimer ».

L'affiche avait pour titre : *Paroles à ceux qui vont souffrir*, et pour signature : La Jeunesse syndicaliste de Malaunay, Le Houlme, Barentin et les environs.

Nous n'avons rien à dire des débats et du réquisitoire de l'avocat général Brunet, nous ne retiendrons que les déclarations pacifistes. Le pacifisme est aujourd'hui un mol oreiller pour les têtes bien faites et il n'est pas jusqu'aux avocats généraux en robes rouges qui ne se réclament des académiques doctrines de l'antique Passy. Seul le pacifisme ouvrier, le pacifisme de révolte (si je puis dire) ne saurait trouver grâce devant eux : il est irrémédiablement lépreux et ne relève que du garde-chiourme.

Après les plaidoiries de M. Poisson et de notre ami Lafont, le jury ayant rapporté un verdict affirmatif et mitigé de circonstances atténuantes pour Torton et Harel, et négatif pour Taupin, la cour acquitta ce dernier et condamna les deux premiers à 8 mois de prison avec sursis et à 100 francs d'amende.

* *

Le 23 février, ont comparu devant les assises de l'Hérault, à Montpellier, l'afficheur municipal Nicoulet et le cordonnier Fournier, celui-ci accusé d'avoir remis à celui-là *l'Appel aux conscrits* et celui-là de l'avoir placardé.

Le camarade Fournier a revendiqué la responsabilité de son action et s'est proclamé hautement antipatriote. Il a été condamné à six mois de prison et aux dépens. Nicoulet a été acquitté.

* *

Le camarade Emile Hamelin nous écrit qu'il est traduit devant la cour d'assises de la Loire-Inférieure, siégeant à Nantes, audience du 7 mars. Marchand de journaux et colporteur, il est accusé d'avoir *vendu* des brochures antimilitaristes.

« Ces brochures disent la vérité, nous écrit le camarade ; quant à l'inculpation qu'on fait peser sur moi, elle n'est qu'un prétexte. C'est la propagande que je fais par le colportage des journaux, brochures et chansons révolutionnaires qu'on veut arrêter. Et l'on dit que la France est la plus *douce* et la plus *libre* des patries. On ne s'en douterait guère, à voir les poursuites intentées aux citoyens d'opinion contraire à celle des gouvernants du jour. »

D'autre part, notre ami Victor Loquier, d'Epinal, passera devant les assises des Vosges dans le courant de mars. Son crime est exactement le même que celui d'Emile Hamelin.

Enfin, le camarade Léon Prouvost, de Raphaël (Var), nous fait savoir qu'un colis de brochures à lui adressé a été saisi en gare le 19 février, en vertu d'une ordonnance du parquet de Draguignan. Procès-verbal a été dressé contre Prouvost, qui va être traduit en correctionnelle par application de la loi scélérate du 28 juillet 1894 sur les menées anarchistes. « Il faut sans doute, écrit-il, que le gouvernement soit aux abois pour traquer des militants paisibles qui, comme moi, ne travaillent qu'à répandre l'instruction parmi le peuple, et auxquels on ne peut rien reprocher que de ne pas partager les idées gouvernementales. L'Empire, je crois, n'a jamais été aussi loin dans ses persécutions contre les républicains. »

C'est vrai. Mais si nous laissons faire, nous en verrons bien d'autres.

* *

Il nous faut renoncer à mentionner les saisies et perquisitions sans nombre opérées depuis huit jours. On se peut croire revenu aux temps bénis où MM. Casimir Périer et Antonin Dubost d'une part, Dupuy et Guérin d'autre part, présidaient au gouvernement de la France et à la confection des lois scélérates. Les partis et les hommes peuvent se succéder au pouvoir: les procédés d'autorité, eux, demeurent identiques en tout temps.

Perquisitions et saisies à Cherbourg ; perquisitions au *Cri populaire*, à l'Imprimerie ouvrière et chez les citoyens Collongy et Mariatte à Nancy; perquisitions à la Bourse du travail d'Auxerre et chez son secrétaire Jean Lorris ; perquisitions à la Bourse de Sens, chez son secrétaire Duparc et chez plusieurs militants sénonais ; perquisitions à Joigny, à Tonnerre, à St-Florentin ; perquisitions à Combrée ; perquisitions enfin (car il faut bien nous arrêter) à Toulon, où six commissaires de police avaient été chargés de la besogne.

A Paris, Griffuelhes, l'ami Pouget, nos camarades et collaborateurs Delesalle et Grandjouan demeurent inculpés dans l'affaire de la *Voix du Peuple*. Mais l'instruction est stationnaire. Il semble que le Parquet, conscient des périls qu'il affronte, hésite à s'engager plus avant. Selon qu'il agira, nous agirons nous-mêmes. Il reste en ce pays assez d'hommes passionnément attachés à la liberté et au droit, assez de dreyfusards impénitents, pour soulever contre l'application qu'on médite des lois de honte et de terreur votées en décembre 93 et en juillet 94, la révolte de l'opinion publique.

Rien de nouveau non plus dans l'affaire de l'affiche antimilitariste. Le Parquet annonce qu'il opère une sélection parmi les signataires ; ceux-ci attendent avec sérénité qu'on les convoque, ou du moins qu'on convoque un certain nombre d'entre eux pour jeter leurs 2.317 adresses à la face des magistrats.

Et le bruit se précise, dans les milieux révolutionnaires, qu'une troisième affiche, signée de milliers et de milliers de noms, s'élabore mystérieusement quelque part. Que le gouvernement s'obstine dans ses desseins de répression et cette troisième affiche verrait instantanément le jour.

AM. D.

Au dernier moment, une lettre du Chambon-Feugerolles nous annonce qu'une vingtaine de camarades de Firminy ont été appelés chez le juge d'instruction comme signataires de l'affiche antimilitariste placardée à Saint-Etienne. C'est toujours en vertu des lois scélérates que ces camarades sont poursuivis.

Un des camarades poursuivis a bien voulu discuter avec le juge, et lui a répondu que s'il voulait savoir le nombre des antimilitaristes, il n'avait qu'à aller à une caserne quelconque et dire aux soldats qu'ils étaient libres de lâcher l'uniforme, il verrait ce qu'il en *resterait*.

Le juge convint que le service militaire n'était pas toujours agréable, mais qu'il y avait des devoirs!...

— Il n'y a pas de devoir sans droits, rétorqua le camarade. Personnellement, j'ai rempli tous ces devoirs, j'ai contribué, au détriment de ma santé, à agrandir le territoire français, sans que je possède une parcelle de terrain, alors que ceux qui le détiennent n'ont jamais rien risqué!...

L'IDÉE DE PATRIE

(*Fin*) (1)

Lorsqu'enfin l'un de ces tyrans, plus fort ou plus rusé que les autres, s'est donné le titre de roi de France, la patrie s'est étendue à la limite de ses domaines. Longtemps réduite au tiers de ce qu'est la France d'aujourd'hui, elle comprit par instants des provinces entières, telles les Flandres et les provinces rhénanes qui ne figurent plus aujourd'hui sur nos cartes; et, pour ne parler que des deux départements dont la perte fait encore saigner après trente ans, le cœur de tout ce qui se dit patriote français, combien de fois, sous le nom de duché de Lorraine, ne passèrent-ils pas dans le cours de notre histoire, de la couronne de France à des maisons étrangères. La Savoie nous offre un exemple analogue. Si le sort des guerres, que le peuple conscient ne veut plus, amenait sous d'autres drapeaux cette province, il semblerait aux patriotes qu'un nouveau morceau de la France s'en va; et pourtant, depuis combien peu de temps la Savoie est-elle française !

La caverne au début, le village fortifié ensuite, le domaine féodal et monacal plus tard, la surface d'un royaume ou d'un empire enfin, telles ont été en abrégé, les patries successives de l'homme. Donc, rien d'aussi peu stable dans la durée et dans l'espace, que cette formule tant adorée. A mesure que les territoires prennent de l'extension, l'idée se déforme par ce fait même et tend à se détruire. Peut-elle être, cette idée, aussi intime, aussi forte chez un Français d'aujourd'hui, qu'elle l'était chez un Bourguignon au temps de la lutte entre les duchés et l'Ile de France? N'était-elle pas plus intime, plus précise encore dans l'esprit du primitif Gaulois qui ne connaissait rien hors les limites de sa forêt natale?

Le jour où quelque Napoléon nouveau aurait mené à bien sa tentative et conquis le monde entier; s'il pouvait pendant un temps nécessaire et certes prolongé, conserver les terres vaincues sous le joug de sa domination; s'il lui plaisait d'appeler « France », par exemple, le sol ravi aux peuples, on ne verrait sur toute la surface du globe que des Français. Le nom de « français » serait alors devenu synonyme « d'habitant de la terre »; il n'y aurait plus bientôt après l'inévitable et rapide fusion des anciens ennemis, qu'un même peuple en plusieurs races, sous la domination d'un seul maître, — il n'y aurait plus qu'une patrie et les nationalistes d'alors se verraient réduits, pour exercer leur belliqueuse ardeur, à construire des canons dont les obus pussent atteindre une autre planète, à dresser des chevaux capables de franchir les espaces intersidéraux.

Oui, l'idée de patrie est une idée bornée, essentiellement modifiable et qui, en fait, se modifie de jour en jour. En un mot, c'est une idée fausse, justifiée peut-être en partie jadis, alors que les seules raisons des hommes étaient en tout et pour tout la force et la violence, inutile, caduque, complètement stérile aujourd'hui que les masses pensantes, que les peuples conçoivent dans la paix leurs intérêts véritables et la réalisation du progrès.

Nous voulons qu'elle disparaisse, non pas de la façon odieuse que nous supposions tout à l'heure pour mieux faire comprendre la faiblesse de ses fondements, mais par la destruction des trois puissances qui forment aujourd'hui ses seuls piliers: j'ai nommé le capitalisme, les armées, les gouvernements.

Seuls, capitalistes, militaires, gouvernants, les uns soutenant les autres, sont intéressés à la pérennité de l'idée de patrie; elle est leur seule raison d'être; le jour où tombent les frontières, ce jour-là aussi s'effondrent les agiotages sur les marchés, les accaparements grâce auxquels les financiers d'une nation décuplent leur fortune en affamant toute une nation voisine, les impôts iniques qui limitent les échanges entre les *peuples*. Ce jour-là, l'homme qui tue devient un fantoche débile, puisqu'il n'a plus personne à frapper, puisque le spectre des revanches disparaît à jamais, puisque la paix universelle prend possession du domaine terrestre. Ce jour-là, le gouvernant redevient simple citoyen puisqu'il n'a plus à diriger la barque na-

(1) Voir le numéro du 16 février.

tionale au milieu des navires étrangers, puisqu'il n'y a plus de patrie ou que si vous voulez quand même garder le mot, il n'y a plus qu'une patrie, la grande patrie définitive : l'Humanité.

Dr L. BRESSELLE.

MOUVEMENT SOCIAL

Du rôle de la République dans le monde (*suite*). — Nous avons déjà vu le représentant de la République française au Japon insistant pour que les lectures des prisonniers russes fussent soumises à la censure russe.

Nous avons vu ensuite les établissements financiers de la République française avançant 300 millions au tsar pour lui permettre d'en finir avec la révolution.

Nous voyons encore ceci :

« *Des chaînes provenant de la France*. — Les agents de la Sûreté et le corps de gendarmes seront désormais munis — comme nous en informe le journal *Nasra Zycié* — de menottes d'après des modèles parisiens. Sur la demande de la Sûreté de Saint-Pétersbourg, le préfet de police de Paris lui a envoyé quelques modèles de ces menottes. »

(*Nasra Zycié*, journal de Varsovie, 15 février 1906.)

Quand les autocrates veulent empêcher leurs sujets de faire de « mauvaises lectures », ils s'adressent pour cela à la République française. Quand les autocrates ont besoin d'argent pour mater leurs sujets qui réclament une constitution, ils s'adressent à la République française. Quand les autocrates ont besoin de bonnes menottes pour enchaîner leurs sujets qui demandent la liberté, ils s'adressent à la République française.

Nous savons à présent ce que c'est qu'une république.

❖ ❖

L'exemple. — Les officiers donnent aux soldats l'exemple de l'indiscipline. Ça va bien. A Paramé, le chef de bataillon Deblay, réquisitionné pour coopérer à l'inventaire de l'église, refusa d'obéir. A Saint-Servan, le chef de bataillon Hesry, réquisitionné pour le même motif, refusa d'obéir; le capitaine de Langavan, désigné pour remplacer celui-ci, refusa d'obéir.

Ah ! si seulement les officiers avaient autant de scrupules à défoncer les poitrines de grévistes qu'ils en ont à enfoncer les portes d'églises !

R. CH.

❖ ❖

Soldats en grève. — On nous télégraphie de Toulon qu'une vingtaine de soldats coloniaux du 8e régiment, employés à la construction d'un stand de tir à Missiessy, près de la caserne du 8e, ont refusé de continuer les travaux parce qu'une indemnité journalière [de 1 franc, qui leur avait été accordée, ne leur aurait pas été payée. Ces soldats ont déclaré qu'ils se mettaient en grève. Ils ont été mis en prévention de conseil de guerre.

(*L'Aurore*, 26 février 1906.)

⌘ ⌘

MOUVEMENT OUVRIER

Il est incontestable que ce que vise surtout le gouvernement, par-dessus l'antimilitarisme, c'est la campagne en faveur de la journée de 8 heures. Cela ne fait plus aucun doute pour personne à l'heure actuelle. L'on cherche en haut lieu à frapper les militants, et en frappant les militants, c'est le mouvement tout entier que l'on espère bien enrayer.

Bien que ce soit là un calcul aussi lâche que stupide, il ne faut pas que les camarades des syndicats en soient dupes, et pour cela il est nécessaire que plus l'on approche de l'échéance, plus la propagande redouble.

Que le gouvernement s'enferme sous prétexte de répression de la propagande antimilitariste, cela ne doit pas empêcher les camarades de redoubler d'efforts et d'énergie, en vue de donner à la journée du 1er mai prochain un caractère décisif.

Que les perquisitions dans telle Bourse du travail ou chez tel militant n'enrayent en rien la propagande des 8 heures. Que les camarades, au contraire, redoublent d'activité, que partout des réunions s'organisent, que les nombreux imprimés, placards, brochures, affiches, étiquettes, etc., etc., édités à cette intention par la Confédération pénètrent plus que jamais dans tous les ateliers, dans toutes les usines et dans tous les chantiers, c'est encore le meilleur moyen de répondre aux mesures de répression qui ne sont en fin de compte qu'un épisode de la lutte que nous avons entreprise contre la société capitaliste toute entière.

Déjà trop de camarades se sont laissés, sans s'en rendre compte, détourner de la lutte véritable et il n'est que temps de se reprendre.

Deux grands mois nous séparent encore de l'échéance du 1er mai 1906; pendant ces deux mois il est incontestable que l'on peut encore beaucoup. Je ne saurais donc trop recommander à tous les camarades de reporter tous leurs efforts sur la propagande de la journée de 8 heures.

Il est indispensable que dans le plus bref délai possible, tous les syndicats, toutes les organisations aient pris une décision ferme à ce sujet et que, sortant de la période théorique et de propagande, ils aient définitivement arrêté, chacun dans leur sphère propre et suivant les moyens dont ils disposent, les conditions dans lesquelles ils engageront la lutte au 1er mai prochain.

Il faut notamment qu'il y ait entente unanime, à savoir s'il y aura chômage complet le 1er mai ou si l'on se contentera de mettre en application dès ce jour la décision du Congrès de Bourges, c'est-à-dire que les 8 heures de travail accomplies, l'on quittera d'un commun accord usines, chantiers et ateliers.

C'est sur ces points d'action décisifs que l'entente doit s'opérer dans le plus bref délai possible.

Ce sera encore le meilleur moyen de répondre aux stupides et inutiles mesures de répression gouvernementales qui ne semblent même pas émouvoir la presse prétendûment socialiste.

❖ ❖

Les grévistes des usines Solvay à Salin-de-Giraud continuent la lutte ; le gouvernement vient de prendre des mesures qui montrent bien quel respect l'on a en haut lieu pour le « droit des gens ».

L'usinier belge Solvay exploite indistinctement à Salin-de-Giraud des Français, des Italiens et des Espagnols et c'est pour complaire à cet exploiteur à la fois international et internationaliste que notre gouvernement « français » a fait prendre les mesures suivantes sans que l'un de nos excellents nationalistes daigne même élever la voix, ce qui prouve une fois de plus que les intérêts capitalistes « priment » tout.

Vendredi dernier dans la nuit, donc, le sous-préfet a fait cerner le village avec 150 gendarmes et 300 hussards ce qui portait à plus de 600 hommes l'effectif des forces présentes à Salin-de-Giraud.

Le sous-préfet a fait cerner en outre les maisons et a ordonné la fermeture de la cantine où les grévistes se réunissaient. Les membres du comité de la grève ont été mis en état d'arrestation. En tout 23 arrestations. Les papiers et les correspondances du syndicat ont été saisis, ainsi que les armes dont des grévistes ont été trouvés porteurs.

Des mesures vont être prises pour l'expulsion des Espagnols et Italiens et l'évacuation des locaux de la société Solvay. Tout le monde sera rapatrié jusqu'à Arles, et il ne restera plus personne à Salin-de-Giraud.

Comme l'on voit ce n'est pas compliqué, tout le monde est arrêté et transféré à Arles où un tri sera opéré ; les uns seront poursuivis et l'on expulsera les autres pour s'en débarrasser. Cela se passe dans le pays des Droits de l'homme et du citoyen et personne ne proteste, puisqu'il s'agit des intérêts d'un capitaliste Belge.

L'on annonce même déjà que l'usinier, qui se gardera bien d'aller lui-même sur les lieux va, avec l'aide du gouvernement qui tient à sa disposition ses gendarmes et ses soldats, repeupler sous peu ses usines de nouveaux exploités plus dociles.

Et l'on se demande où cela s'arrêtera.

P. DELESALLE.

⌘ ⌘

ANGLETERRE

La police secrète de Londres. — Sous ce titre, le *Reynold's Newspaper* a publié l'article suivant que le compagnon J. Liger nous fait passer.

« Peu de gens savent que les contribuables de Londres paient 500.000 francs par an pour l'entretien d'une police secrète qui n'a guère d'autre utilité que de surveiller les mouvements de quelques réfugiés politiques et de rendre leur vie malaisée par toute sortes de menues vexations et leur emploiement incertain par leurs dénonciations. Qui donc constitue plutôt un danger public, le travailleur qui, quelles que soient ses opinions politiques ou philosophiques, essaie de gagner le pain quotidien par un honnête travail, ou l'homme qui, pour créer un semblant d'utilité à son métier provoque et exagère des délits dans le but de faire montre de son habileté en les découvrant ensuite? C'est l'essence même du système de police secrète d'employer les gens de caractère pervers, et disposés à trahir, à espionner leurs compagnons.

« Voici des exemples typiques: Un jeune Français (*c'est le compagnon Liger*) était employé en qualité de cuisinier dans un restaurant de Londres. Trois policiers se présentent à l'administration de la Compagnie propriétaire du restaurant et le dénoncent comme anarchiste, ce qui aurait dû paraître suspect. Son supérieur immédiat se déclare absolument satisfait de son travail et de sa conduite générale, ainsi que de ses rapports avec ses camarades. Mais l'excellent témoignage du « Chef » ne prévaut pas contre la dénonciation des *Chasseurs d'hommes* et notre cuisinier est renvoyé.

« Un autre cas: un jeune Français est employé dans une importante maison de la Cité. Des détectives le font demander à son bureau ; ils le questionnent sur ses opinions, ses amis, et les opinions de ses amis de Londres; ils veulent lui faire déclarer que l'un d'eux, soupçonné de professer des idées peu orthodoxes, a l'esprit dérangé, et finalement ils lui rappellent qu'il a une bonne position, comme pour donner plus de poids à leur menace d'une dénonciation à ses patrons.

« Ces exemples, parmi tant d'autres que l'on pourrait citer, de l'ingérence policière dans la vie privée des individus sont suffisants pour faire voir que, à Londres tout au moins, nous nous acheminons bien vite vers le gouvernement par la police. Si les gouvernements étrangers sont intéressés à surveiller leurs sujets, qu'ils chargent leurs nationaux de faire cette sale besogne et qu'ils les paient pour cela. »

⌘ ⌘

BELGIQUE

L'antimilitarisme ouvrier. — A l'occasion du tirage au sort, le journal *L'Action Directe*, de Gilly (Hainaut), a publié un numéro spécial de propagande antimilitariste. Le parquet de Charleroi a commencé des poursuites ; il reproche au camarade Henri Fuss-Amoré d'avoir, dans un article paru dans le numéro en question : « Paroles de révolte et d'espoir », critiqué méchamment les lois et fait l'apologie d'actes criminels.

Le camarade Henri Fuss avait écrit son article dans le sens de l'affiche des 28 et de toutes celles que publient actuellement les vaillants et généreux révolutionnaires de France. Il ne s'y agissait donc pas de créations de milices et autres projets chers à certains socialistes ; mais on y enseignait le refus de participer au parricide et au fratricide et la révolte contre les chefs.

« Si tes frères se révoltent, Wallon, disait H. Fuss, on t'enverra dans le pays flamand, pendant que ceux des Flandres iront en Wallonie. Et alors, songes-y, au moment où l'on te commandera de tirer, songe à ceux de chez toi, à tes parents, à tes amis, songe qu'au même instant peut-être, on commande contre eux, là-bas dans ton village, le même assassinat qu'on te commande ici ; et le devoir et le droit s'imposeront à toi de défendre les tiens ; tu seras en état de défense légitime et tu tireras ainsi qu'on te le commande, mais sur ceux mêmes, les soudards galonnés, qui, criminels, te donneront cet ordre. »

Et plus loin :

« Aux jours des révoltes prochaines, en vain les capitaines hurleront à la mort leurs ordres assassins ; c'est contre eux-mêmes que ceux-ci se retourneront. Ceux qui jusqu'ici ont régné par le fer et le feu, périront, s'ils n'abdiquent, par le fer et le feu. Le jour viendra, où les prolétaires useront des armes que vous avez, nos maîtres, l'imprudence peut-être de leur confier encore, en useront, dis-je, contre vous-mêmes pour que justice leur soit rendue. »

Le journal *L'Action Directe* préconise le syndicalisme révolutionnaire comme le comprend la Confédération Générale du Travail en France. Il a été fondé l'été passé par différents syndicats et groupements du pays houiller de Charleroi. Mais le mouvement du syndicalisme « neutre », c'est-à-dire libre

de toute attache parlementaire et préconisant la pression directe sur les pouvoirs, est surtout étendu en Belgique.

Le pays de Liège, principalement du côté de Verviers, a vu et voit chaque jour naître des syndicats et des groupements révolutionnaires; il y existe une Fédération neutre du Travail dont l'organe est *Le Travail*. Bruxelles possède également, depuis trois mois, son *Union syndicaliste des travailleurs Bruxellois*, dont l'esprit tend nettement à l'action directe dans un but réformiste et révolutionnaire à la fois. L'exemple, l'énergie et les sacrifices des camarades de France est fécond; ce n'est pas en vain qu'ils se dépensent, puisque non seulement leur propagande remue la masse de leurs compatriotes, mais qu'elle traverse les frontières, trouve un écho dans le cœur des exploités des pays voisins et retentit dans l'évolution sociale de ces pays. Ainsi la solidarité prolétarienne s'affirme de par le monde et ceci est bien fait pour relever, pour vivifier le courage et l'endurance de ceux qui montrent le chemin.

Inutile de dire que les camarades belges vont faire tous leurs efforts pour donner du retentissement au procès antimilitariste que le parquet de Charleroi va sans aucun doute intenter au camarade Fuss.

Des révolutionnaires belges.

❖ ❖

Le Peuple, de Bruxelles, à la date du 20 février, proteste contre « le langage odieux prêté au sénateur belge Edmond Picard par le camarade Nicolas Fays dans l'avant-dernier numéro des *Temps Nouveaux*. « Notre collaborateur, écrit-il, s'empresse de donner à ce langage un démenti net et formel. »

Notre bonne foi nous faisait une obligation de mentionner ce démenti.

❖ ❖

ESPAGNE

La faim. — De Campillos (Malaga) l'on signale chez les ouvriers plusieurs cas de mortalité dus à la faim. Dans cette localité, sur 500 ouvriers il y en a à peine 40 ou 50 qui travaillent.

A Osuna, les ouvriers affamés ont pris d'assaut les boulangeries et les magasins de comestibles. Ces boutiques restent fermées.

A Moron, quantité de journaliers, réduits à la dernière extrémité, parcourent les routes et envahissent les marchés, en quête de provisions dont ils puissent s'emparer.

L'on écrit de Saucejo que des légions d'ouvriers faméliques parcourent les rues. Leur attitude est très inquiétante.

Les travailleurs de Campillo de Ronda, et des autres localités des alentours de Malaga, font des manifestations pour réclamer du pain et du travail.

Dans les environs de Grenade, la misère est épouvantable. Aussi, depuis cinq ans, l'émigration s'est-elle élevée à un septième de la population.

❖ ❖

Exploit militariste. — A la suite d'un article de la *Humanidad*, journal anarchiste de Alcoy, les officiers de cette garnison envahirent l'imprimerie de ce journal, s'emparèrent de vive force des numéros qui restaient, les sortirent dans la rue et y mirent le feu. Réminiscence des autodafés du bon temps jadis.

Ensuite, ils se saisirent du directeur du journal et le firent prisonnier.

Comme la foule, qui s'était ramassée, voulait les empêcher de commettre cet acte d'arbitraire, les officiers s'ouvrirent un passage revolver et sabre au poing, emmenant leur prise à la caserne.

Une manifestation s'organisa aussitôt. Deux camarades furent délégués auprès des autorités pour réclamer la mise en liberté de Martinez — c'est le nom du directeur de la *Humanidad*.

Les autorités répondirent qu'elles allaient le faire sortir de la caserne. En effet, elles le firent bien sortir de la caserne, mais pour le faire conduire en prison.

Et comme la foule protestait à nouveau, ces mêmes autorités la firent charger par la garde civile à cheval. Plusieurs personnes ont été renversées et piétinées par les chevaux.

P. Froment.

❖ ❖

RUSSIE

La Réaction sévit durement en Russie et la « chronique des représailles » de la *Correspondance russe* est toujours abondamment garnie.

A Pétersbourg, poursuites contre les rédacteurs en chef de trois grands journaux quotidiens; arrestation d'un journaliste letton.

A Péterhof, à Rybinsk, à Voronéji, on arrête de nombreux instituteurs. A Moscou, c'est l'écrivain Semionof qui peignait la vie paysanne.

A Kief, le *Messager* est suspendu et à Mohilev, « les arrestations ne discontinuent pas. » A Gadiatch 62 paysans détenus ont déclaré la « grève de famine ». A Kertch (Crimée) un journal a été saisi et à Tiflis, on a condamné à un an de prison toute la rédaction d'un journal socialiste.

A Vladimir, arrestations en masse, ainsi qu'à Dvinsk où les prisons sont combles.

A Odessa, on a déporté le médecin Bogoutski, et dans un village, près d'Alexandrisk, un étudiant a été *frappé des verges*.

On a arrêté à Tomsk le président des *Amis de l'Instruction* et un grand nombre d'autres personnes; à Nikolaev et à Ekatérinoslav, les représentants de ces villes au dernier congrès des zemstvos sont actuellement en prison.

On a arrêté à Tzaritzin un journaliste local; à Askhabad, un grand nombre d'ingénieurs; à Novotchokask, l'avocat Koriatine, *venu pour défendre les accusés politiques*; à Minsk, 38 ouvriers, suspects d'appartenir au *Bund*.

Vladimir Korolenko est poursuivi, mais reste conditionnellement libre. La revue *la Richesse russe* est supprimée et Dournovo a interdit aux imprimeurs de Pétersbourg d'imprimer la revue qui devait lui succéder.

Dans les provinces baltiques, l'armée du général Orlof opère à coups de fusil et de nagaïkas la « pacification ». On incendie des maisons et des domaines entiers.

Rous a publié l'ordre donné par le colonel Min aux détachements envoyés contre les insurgés de la région du chemin de fer de Vazan, lors de la grande révolte de Moscou. On y lit ceci :

« Ne pas opérer d'arrestations et agir impitoyablement. Toute maison d'où partent des coups de feu sera détruite par le feu ou bombardée avec de l'artillerie. »

Cependant, à Pétersbourg, les deux fractions social-démocratiques débattent académiquement la question de savoir si le parti prendra part aux élections pour la fameuse Douma d'Empire ou les boycottera. Il va sans dire que la minorité à laquelle appartient notre insulteur Plekhanov est pour la participation.

Am. D.

❖ ❖

Le " pogrome " de Gomel. — Le comité étranger, siégeant à Genève, du *Bund* (1), nous fait parvenir une longue note relative au pogrome qui, le 27 janvier dernier, ensanglanta Gomel (gouv. de Mohilev). Les renseignements qu'elle contient ont été obtenus au cours d'une enquête faite sur place par le correspondant du *Weker*.

« Les données de cette enquête, y lit-on, établissent d'une façon irréfutable, que ce massacre non seulement a été organisé par les autorités, mais qu'il a même été exécuté par la soldatesque et la police. Parmi les nombreux témoignages qui nous sont parvenus, nous en recueillons ici quelques-uns pour caractériser la terrible nuit de Saint-Barthélemy, dont les juifs eux-mêmes disent que jamais encore ils n'avaient éprouvé une telle terreur. Ce qui se passa à Gomel dépassa toutes les persécutions que les juifs eussent jamais souffertes en Russie. »

Voici quelques-uns des faits recueillis par le *Weker*.

Il est faux tout d'abord que l'assassinat du commissaire de police Ossianoff ait été la cause de « la colère populaire ». Deux faits donnent un démenti à cette insinuation. Premièrement le *peuple* n'a pas participé à la boucherie, ensuite les massacres ne sont nullement reliés à l'exécution de ce commissaire, laquelle fut l'œuvre des révolutionnaires.

Bien avant cette exécution, les notabilités de la communauté juive de Gomel recevaient des lettres, signées par la Ligue patriotique pan-russe, leur annonçant qu'on en finirait bientôt avec les juifs. Ces menaces ne furent pas vaines. A la veille du pogrome tout le monde savait que quelque chose de terrible se passerait le lendemain.

Un confiseur allemand Helfrecht, entre autres, dit au professeur juif Friedman qu'il chômerait, le 27, parce qu'il avait entendu dire qu'un pogrome aurait lieu ce jour-là. Le professeur lui conseilla d'aviser le commissaire de police de ce qu'il avait entendu. L'autre suivit le conseil. Le commissaire lui répondit : « Nous n'avons pas encore d'ordre officiel, mais puisque le peuple le veut, nous ne pouvons rien empêcher. »

La nuit du 27, le signal fut donné par un son de cloche. Immédiatement un individu tira un coup de revolver devant une maison juive. Aussitôt les Tcherkesses (sorte de cosaques) arrivèrent, et peu après, la police, qui, *réunie dans un restaurant du voisinage attendait l'événement*, et tous ensemble se mirent à piller la maison. Après l'avoir pillée, ils l'incendièrent.

Une des premières victimes du pogrome fut le Dr Zacharin. Voici ce qu'il raconte dans la plainte qu'il adressa au procureur. Un officier à la tête de 30 à 40 soldats se présenta chez lui. N'ayant trouvé que la bonne, ils la saisirent à la gorge et, la menaçant de mort, la forcèrent d'avouer où se trouvait le docteur. Celui-ci était justement chez un voisin. L'officier et quelques soldats allèrent le chercher; les autres restèrent dans la maison, où ils s'emparèrent de tout ce qu'ils trouvèrent de précieux. L'officier arrêta le docteur. A ce moment, un individu sortant de la maison de Zacharin s'adressa à l'officier, lui disant : « Où est notre commandant Dawiloff? » L'officier gêné garda le silence. L'individu lui montra alors un chèque de 60.000 roubles trouvé chez le Dr Zacharin, — trésor du comité de secours aux juifs victimes des pogromes. Ce fait est rapporté par Zacharin, qui fut relâché le lendemain.

Pendant qu'on pillait la maison de Zacharin, d'autres Tcherkesses faisaient irruption dans la synagogue. Ils passèrent à tabac le surveillant, un garçon de 14 ans, pillèrent la synagogue et l'incendièrent.

Le garçon échappa avec peine aux flammes. L'œuvre ignoble continua partout de la même façon. D'abord pillage, ensuite incendie. Et tout fut exécuté par les cosaques et les policiers. *Le peuple n'y participa point.* A peine 10 khouliganes aidèrent à cette besogne, *dirigée par le chef de police*. Au contraire, *les ouvriers russes qui tâchèrent de sauver les juifs furent fusillés par les cosaques*. Quelques personnes qui intervinrent furent maltraitées. Le colonel Archaroff et ses deux domestiques l'attestent.

Un boulanger turc fut blessé par une balle, uniquement pour avoir prié les cosaques d'épargner la synagogue qui se trouvait près de son magasin. Au matin, tout le centre de la ville était la proie des flammes. L'armée poursuivit systématiquement son œuvre de destruction. Elle se partagea même la besogne. La boutique pillée, les cosaques tiraient un coup de fusil et aussitôt les incendiaires arrivaient pour consommer l'œuvre commencée. *Les pompiers attestent qu'on les empêcha d'éteindre l'incendie.*

Des personnes égarées dans la rue furent l'objet d'agressions. On les dépouillait de leurs montres et de leur argent, et si les cosaques étaient de bonne humeur on les relâchait. Le nombre des tués et des blessés est inconnu. Les hôpitaux sont combles. Le docteur de l'hôpital *affirme que tout indique que les blessures sont dues à des balles de fusil*.

Ayant accompli cette besogne, le chef de police télégraphia au gouvernement : « Des gens suspects ont incendié la ville, jeté des bombes et tiré des fenêtres sur les cosaques ». Rien de vrai dans cela. Ce sont les soldats et les policiers qui ont incendié et tiré. *Dans un cas, le chef de police a en personne malmené un boutiquier qui essayait d'enlever sa marchandise aux pillards.*

❖ ❖

SUISSE

L'autocratie tsariste défendue par les républicains suisses. — Il est des légendes qu'il est bon de détruire, surtout lorsque certains en peuvent souffrir. La légende de la « liberté helvétique » est une de celles-là. Notre histoire nationale nous dit bien que du quinzième au dix-huitième siècle, la Suisse fut une terre classique de servitude, car.

(1) On sait ce qu'est le *Bund*, ou Union (*Bund*) générale des ouvriers israélites de Lithuanie, de Pologne et de Russie. Fondé en septembre 1897, le *Bund* adhéra d'abord au parti social-démocrate, mais il fut contraint d'en sortir, chassé par l'intolérance acerbe des chefs de ce parti. Il a déployé depuis sa fondation une grande activité économique et sociale. C'est un de ses membres, Leckert, qui, en 1902, tira plusieurs coups de revolver contre le gouverneur Von Wahl qui, à Vilna, avait fait fouetter dix-huit manifestants socialistes; le *Bund* salua l'acte du justicier qui « avait vengé l'honneur de la classe ouvrière juive et la dignité humaine outragée et bafouée par un satrape du tsar. » (V. Elie Eberlin, les Partis juifs en Russie, *Cahiers de la Quinzaine*, décembre 1904).

nonobstant la science officielle, peu de despotes firent sentir à leurs sujets un joug plus dur que les puissants baillis de Berne et de Zurich, par exemple; puis, n'est-ce pas la Suisse qui fournissait aux souverains étrangers les mercenaires au moyen desquels on opprimait les peuples? Le fameux 10 août fut-il un mythe? mais la France elle-même fut obligée, à trois reprises, en 1793, en 1830, en 1848 de secouer notre pays de sa torpeur pour qu'on abolît enfin le régime féodal. Tout cela est vrai, ce qui n'empêche pourtant pas la Suisse de passer pour un pays de liberté; bien malgré elle, croyez-m'en, puisque les procédés monarchiques de nos dirigeants républicains continuent à y fleurir.

En voici quelques preuves :

Il y a un mois environ, la *Revue* (journal radical) insérait les lignes suivantes :

« Quelques-uns de nos compatriotes, établis en Russie, et qui ont ouvertement pris parti pour la défense des vrais intérêts du peuple, luttant avec activité et succès contre les menées révolutionnaires, ont reçu des lettres de menaces.

« Ces épîtres comminatoires émanent du haut comité exécutif (*sic*) et les avertissent qu'ils sont condamnés à mort dans des délais variant de trois mois à une année, s'ils ne cessent de s'immiscer « dans les affaires de la patrie ».

« L'influence de plusieurs de nos concitoyens est en effet énorme dans les plus grandes villes de l'empire : cette force morale émousse et déjoue les efforts des révolutionnaires pour exciter les mauvaises passions dans les milieux ouvriers et dans les populations de la campagne. »

Cet entrefilet du moniteur gouvernemental fut repris par presque toute la presse, par la *Feuille d'avis de Lausanne*, par la *Tribune de Genève*, et par d'autres, sans hésitation aucune. Ainsi, c'est là le spectacle auquel nous assistons : des républicains suisses en train de faire, en Russie, le jeu de l'« ordre » tsariste, et aidant à la répression l'anachronique empire moscovite; et d'autres républicains empressés, en Suisse, de les appuyer moralement!

Ce n'est pas tout, et il semble, vraiment, que l'amour du tsarisme rentre ici dans la mentalité courante. La *Feuille d'avis de Lausanne* (journal populaire le plus répandu dans le canton de Vaud) en de nombreuses lettres de Russie, qu'avec enthousiasme elle a faites siennes, revient constamment et d'une façon absolument grotesque sur « les fatigues de ces vaillants cosaques » qui parfois ont tant à tuer qu'ils ne peuvent, les pauvres, « descendre de cheval pendant trois jours ».

Peut-on imaginer un sentimentalisme aussi déplacé? Non. Les étranges rédacteurs vaudois se plaisent ainsi à larmoyer sur les fatigues des plus grandes brutes de la terre, et systématiquement ils se refusent à comprendre les révoltes magnifiques d'un peuple opprimé et exploité pendant des siècles, d'une façon insigne. L'esprit conservateur des républicains suisses irait-il jusqu'à craindre l'établissement de la république en Russie? Il y paraît.

Le 22 janvier 1906, l'« Union ouvrière » de Lausanne commémora l'anniversaire du terrifiant massacre de Pétersbourg. Aussitôt, et pour bien montrer son respect pour le gouvernement du tsar et son horreur des sympathisants à la révolution russe, la municipalité de Lausanne se mit, préventivement, à interdire tout cortège aux manifestants. C'était on ne peut plus significatif, car l'admiration des républicains helvétiques pour l'autocratie est devenue officielle. Mais au moins nos municipaux radicaux-tsaristes n'ont-ils pas cherché à excuser leur attitude. Ceci était l'affaire de la *Gazette de Lausanne*, organe des nobles, des aristocrates et des libéraux du pays : puisque la Suisse était un pays neutre il fallait rester neutre, et ne point permettre de froisser la population étrangère encore respectueuse de son gouvernement, etc., etc. Argument merveilleux, assurément, car la meilleure partie des Russes habitant la Suisse est, on le sait, acquise à la révolution; argument merveilleux encore, car sous un prétexte de délicatesse bien tendancieux, les républicains suisses devraient taire leurs sentiments dès qu'apparaîtrait sur le territoire un hobereau quelconque; argument merveilleux enfin, pour nous qui connaissons les individus de près, car ce que la *municipalité* et la *Gazette* et *tutti quanti* veulent sauver coûte que coûte, c'est l'industrie (!) hôtelière : sympathiser avec les prolétaires russes révoltés, ce serait faire partir de nos pensions et de nos sites les rastaquouères cosmopolites, les fonctionnaires et les généraux moscovites, en quête de plaisirs ou de sécurité. Et cela, on ne le veut pas. Oserait-on affirmer, après cela, que nos « principes » républicains vont plus loin que le porte-monnaie?...

La peur de la révolution russe et l'admiration des procédés tsaristes, je l'ai dit, sont devenues officielles. En voici une dernière démonstration, et comme la municipalité de Lausanne qui va nous la fournir n'est pas particulièrement rétrograde en nos frontières, il sera facile de se faire une idée de l'opinion publique qu'on y rencontre :

Il y a quelques jours, tous les journaux vaudois nous apprenaient, sans un mot de protestation, — à part quelques feuilles socialistes — qu'à Lausanne (50.000 habitants) se trouvaient 1.228 Russes, dont :

817 femmes ;
182 hommes ;
229 enfants ;
263 mariés en justes noces ;
736 célibataires ;
1.067 dans une bonne situation de fortune ;
77 rentiers ;
56 ayant une fortune passable ;
28 dans une fortune mauvaise ;
539 étudiants ;
25 domestiques ;
10 commerçants ;
2 artisans ;
261 ayant fui la Révolution ou le tsar, etc.

Et comment ces renseignements exacts pouvaient-ils être fournis? C'était bien simple : par la police. Notre municipalité, toujours prompte à s'assurer de la qualité de ses administrés, — comme la 4ᵉ section de Pétersbourg, d'illustre mémoire — avait fait faire une enquête serrée. Des agents, sabre au côté, s'introduisirent chez tous les Russes de la ville et, avec un tact de manant, les forcèrent bon gré, mal gré, à répondre à toute une série de questions arrogantes, vexatoires, ridicules, comme celles-ci :

— D'où venez-vous? — De qui recevez-vous de l'argent? — Combien d'argent recevez-vous? — Pourquoi êtes-vous venu à Lausanne plutôt que dans une autre ville? etc., etc.

C'est donc décidément vrai : tandis que nous, Suisses, servions, dans le temps, l'étranger riche, la hallebarde au côté, c'est maintenant le tsarisme que nous servons :

1° Par l'attitude générale de notre presse ;

2° Par les mesures de notre gouvernement aidé de notre police ;

3° Par la serviette sous le bras.

Si navrante que soit cette constatation, il m'a semblé bon de la faire, afin de ne point illusionner nos amis les révolutionnaires russes qui chercheraient, une fois, un appui en Suisse.

Puis, une légende qui s'en va, n'est-ce pas un obstacle de moins?

J. W.-M.

TURQUIE

On nous écrit de Constantinople que la campagne menée en faveur de notre ami Joris a chance d'aboutir, à condition que l'on redouble d'efforts afin de contre-balancer l'influence de la police hamidienne qui, de cette affaire, tire tout ce qu'elle peut : argent, grades et décorations.

Mais il faut se hâter, Joris est atteint d'une maladie de cœur que la réclusion ne peut que faire empirer.

Evidemment, les efforts de la petite Belgique auraient besoin d'être appuyés par une puissance en état d'en imposer au sultan.

Et c'aurait été le rôle de la France, si nos gouvernants ne réservaient toute leur tendresse que pour appuyer les réclamations de capitalistes.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Force et matière, de Buchner, 2 fr. (même édition, sauf le papier, que celle à 7 fr.), chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

L'Homme et la Terre, par E. Reclus, série 9, 2 fr. 50, Librairie universelle, 33, rue de Provence.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

L'A. B. C. de l'Astronomie, par Stackelberg, 2 fr.

L'Internationale (souvenirs et documents), par J. Guillaume, franco 4 fr. 50.

Plaidoirie de M. Yzouard dans le procès Vallina.

Correspondances et Communications

× **Les Cours d'adultes.** — Beaucoup d'instituteurs, socialistes ou anarchistes convaincus, se plaignent volontiers de ne pouvoir donner à la propagande des idées qu'un trop faible secours. Ont-ils réfléchi au merveilleux instrument que pourrait être entre leurs mains le cours d'adultes. A ce sujet un camarade du sud-est nous écrit :

Il est un moyen d'action à la portée des instituteurs dont ils devraient user : *c'est le cours d'adultes. Au lieu d'ennuyer les jeunes hommes* avec des dictées, des problèmes et des rédactions, qu'ils leur inculquent les idées nouvelles sur la propriété, sur le capitalisme, sur l'Etat et sur le patriotisme, qu'ils leur inspirent l'horreur vivante de la guerre et leur en montrent les causes et les conséquences.

Au lieu de meubler leurs bibliothèques de romans d'un sentimentalisme niais ou de récits guerriers, lesquels tendent à réveiller chez le lecteur la brute ancestrale, plutôt qu'à l'assoupir, qu'ils lui fassent lire des livres qui prêtent à penser, et lui indiquent parmi les œuvres distrayantes, celles qui peuvent le mieux l'habituer aux idées nouvelles; il ne manque pas d'ouvrages de nos grands écrivains socialistes ou libertaires pouvant remplir ce rôle.

Je sais bien que l'administration fera son possible pour que l'inoffensif enseignement des cours d'adultes ne se transforme pas en un enseignement révolutionnaire. Mais force lui sera bien de céder devant l'obstination des maîtres et même, s'il le faut, devant leur refus de participer plus longtemps à l'œuvre des cours d'adultes.

OWRONY.

× GENÈVE. — **Groupe Antimilitariste.**

Chers camarades,

Une circulaire parue dans le *Réveil* du 17 février et que vous avez insérée ici même annonçait la réunion à Genève d'un congrès général de l'A. I. A. en juin prochain.

Or, ces jours derniers, les journaux suisses reproduisaient l'arrêté suivant prononcé par le Haut Conseil Fédéral et dont la teneur ne nous laisse aucun doute sur l'attitude que prendra certainement vis-à-vis du congrès antimilitariste, l'autorité fédérale.

Voici textuellement reproduit l'arrêté du Conseil fédéral :

Berne, 21. — Le Conseil fédéral a pris aujourd'hui l'arrêté suivant relatif aux mesures contre la propagande antimilitariste : Le Conseil fédéral, considérant que la propagande antimilitariste qui va croissant, met en danger la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur de la Confédération; en application des articles 70 et 102, chiffres 9 et 10 de la Constitution fédérale, décide :

1° Les étrangers qui se livrent à la propagande antimilitariste en incitant au refus du service militaire prescrit par la Constitution et au refus de l'obéissance militaire, seront expulsés du territoire de la Confédération, conformément à l'article 70 de la Constitution fédérale.

2° Le ministère public de la confédération est invité à faire arrêter les étrangers qui se livrent en Suisse à la propagande antimilitariste, et à présenter des rapports et propositions pour leur expulsion.

Le Conseil fédéral fait suivre ce décret d'une circulaire adressée aux gouvernements cantonaux et disant :

Chers et fidèles confédérés, en suite de l'extension que prend la propagande antimilitariste, nous nous voyons obligés de prendre l'arrêté suivant. Nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de prendre de nouvelles mesures contre la propagande anarchiste d'étrangers. Nous nous contentons de vous rappeler l'arrêté du Conseil fédéral du 23 septembre 1898, concernant les mesures contre les anarchistes, qui est aujourd'hui encore en vigueur.

L'interdiction contenue dans l'arrêté ci-joint est dirigée spécialement contre la propagande antimilitariste d'étrangers. Ainsi qu'il est dit dans cet arrêté, il faut entendre sous le nom de propagande antimilitariste l'incitation au mépris du devoir militaire prescrit par la constitution, ainsi que l'incitation au refus de la discipline militaire, mais non pas la simple discussion théorique sur la suppression de l'armée par la voie régulière de la revision constitutionnelle ou législative.

Nous vous invitons à faire immédiatement rapport au procureur général de la Confédération dans le cas où des étrangers se livreraient à la propagande antimilitariste, par des conférences, publi-

cations, etc., ou lorsque vous apprendrez qu'ils viennent de l'étranger dans ce but.

Nous saisissons cette occasion, chers confédérés, pour nous recommander avec vous à la protection divine.

Au nom du Conseil fédéral :
Le Président de la Confédération,
FORRER.

Le gouvernement helvétique prend donc ses mesures de réaction à l'avance; cela n'est pas pour nous surprendre et nous confirme une fois de plus que le simulacre de liberté accordée au peuple par l'oligarchie bourgeoise dans les pays en apparence les plus démocratiques, cache en réalité la plus hypocrite forme de domination d'une classe sur une autre.

Libertés de réunion, de discussion, de penser sont retirées par la bourgeoisie dès que celle-ci s'aperçoit que les travailleurs vont en user à leur seul profit et dans le but de leur émancipation intégrale.

Groupe antimilitariste de Genève.

× **A. I. A.** (15e arr.). — Le groupe antimilitariste du XVe a décidé que, lors des prochaines élections, ses membres iront dans les réunions électorales poser la question aux candidats et les forcer à s'expliquer sur l'abolition des armées permanentes et tout ce qui s'y rattache.

× **L'Européen**. — L'administration du journal l'*Européen* (24, rue Dauphine, 6e arr.) a l'honneur d'informer ses lecteurs que pour des raisons imputables non pas à la rédaction, mais à la Société anonyme de l'*Européen*, ce journal va interrompre sa publication.

La liquidation s'effectue à l'heure présente, et ceux des abonnés qui ont versé d'avance le montant de leur abonnement, en seront incessamment remboursés, en raison de la durée où le service est encore à leur faire.

× Séraphine Pajaud nous prie d'annoncer que, sitôt son « instruction » terminée, elle reprendra sa série de conférences par le chemin d'Alais et jusque dans le Vaucluse, traitant de « Dieu n'est pas », « la guerre est un crime », « les méfaits du sabre et du goupillon », etc.

× Un camarade nous communique l'idée suivante :

J'ai fait venir, par mon libraire, le *Coin des enfants*, et lui ai demandé de le mettre en montre pendant un mois, de façon à tenter les acheteurs.

S'il le vend, j'en ferai venir un autre. S'il ne le vend pas au bout de ce temps, je le prendrai définitivement. Cela m'aura fait attendre un peu pour le lire; voilà tout.

R. (ORANGE.)

Le camarade Comont nous fait part de la perte qu'il vient de faire de sa compagne Eugénie Lascade et qui a été incinérée le jeudi 1er mars.

Toutes nos sympathies à notre camarade.

CONVOCATIONS

× **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 37, rue Croulebarbe. — Samedi 3 mars, à 8 h. 1/2 : Critique de la polémique Lorulot-Mauricius, par Gayraud. — Jeudi 8 mars : Force et matière, par un camarade.

× **A. I. A.** (3e arr.). — Réunion de la section, samedi 3 mars, 136, boulevard de l'Hôpital : Causerie par un camarade sur la propagande antimilitariste; Organisation d'un meeting de protestation.

× **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 2 mars. — James Guillaume : Causerie sur la Révolution Française. III. Les journées d'octobre; travaux de la Constituante; fête de la Fédération (14 juillet 1790).

Lundi 4. — Poinsot : La Poésie sociale (avec auditions).

Mercredi 7. — Robès : Histoire du parlementarisme.

Vendredi 9. — Morel : Principaux moments de la littérature française. IV : La vie des idées au dix-huitième siècle; les précurseurs; la lutte philosophique; Voltaire et Rousseau.

Tous les lundis, à 8 h. 1/2, cours d'esperanto, par M. Blangarin.

Tous les jeudis matin, de 10 h. 1/2 à midi, cours de piano, solfège, mandoline, dirigé par Mme Lebrun-Lagravier.

Le soir, de 3 à 5 heures, cours d'allemand, élémentaire, moyen, supérieur, dirigé par M. Silberstein.

× **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Vendredi 2 mars. — Commission d'administration.

Mardi 6. — Dr Bertrand : Hygiène sociale.

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Samedi 3 mars. — Soirée mensuelle : 1° à 8 h. 1/2, causerie par le camarade Libertad : Le travail antisocial; — 2° Concert instrumental organisé par des camarades. Le Père Lapurge dans ses œuvres. — Entrée : 0 fr. 25.

Mercredi 7. — Mlle G. Coblence : Les Français jugés par les Anglais, et les Anglais jugés par les Français.

Vendredi 9. — Vulgus : Questions astronomiques.

× **Comité de défense sociale**. — Vendredi 2 mars, à 9 heures du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta, réunion de tous les camarades. Objet : Lancement des listes de souscriptions en faveur de tous les condamnés antimilitaristes. — Résultat financier. — Organisation du nouveau meeting. — Lettres des condamnés. — Répartition des sommes.

Présence nécessaire de tous, ainsi que des secrétaires de l'A. I. A.

× **A. I. A.** (Section du XVe). — Réunion samedi, à 8 heures du soir, au local habituel, 122, rue Saint-Charles.

× **Aurore du VIe**. — Causerie sur l'esprit de vindicte, par Libertad, au local du Livre, 12, rue de l'Ancienne-Comédie.

× **A. I. A.** (Section du XXe). — Lundi 5 mars, réunion à 8 h. 1/2 du soir, 27, rue des Maronites.

× BORDEAUX. — Samedi 3 mars, réunion publique et contradictoire à 8 h. 1/2 du soir, salle du Cheval-Blanc, rue Lebrun. Sujet traité : L'idée de patrie; L'antimilitarisme.

Le dimanche première réunion en banlieue à Bègle.

× AMIENS. — **Groupe libertaire féminin**. — Réunion tous les jeudis, à 8 h. 1/2, à *Germinal*, 26, rue Saint-Roch. Étude, commentaires et discussion sur le sujet.

× LILLE. — **Groupe d'Études sociales**. — Réunion le mercredi 7 mars, à 8 heures du soir au siège, 319, rue Léon Gambetta. Ordre du jour : Causerie par un camarade sur l'antimilitarisme; questions diverses. Une souscription est ouverte pour venir en aide aux camarades prisonniers ou condamnés et à leurs familles.

× LYON. — **Causeries Populaires**. — Soirée familiale, dimanche 4 mars, à 8 heures, salle Charamande, 26, rue Paul Bert, causerie. Sujet traité : De la patrie et l'Internationalisme.

× MARSEILLE. — Dimanche 4 mars, salle Frédéric, 11, rue d'Aubagne. A 2 heures, suite de la conférence contradictoire entre Ollivier, Marestan, Berrier et Charpentier sur le sujet : *Pour et contre l'anarchie*.

A 9 heures, grande soirée familiale au bénéfice des détenus antimilitaristes.

× MARSEILLE. — Dimanche 4 mars, à 9 heures du soir, au Bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne : Concert et théâtre.

× **A. I. A.** — Réunion à 6 h. 1/2 du soir, Bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne.

× Section de SAINT-NAZAIRE. — Samedi 3 mars, à 8 heures précises du soir, au lieu habituel de la section, réunion générale : 1° Paiement des cotisations, remise de cartes; 2° compte rendu des deux conférences Moreau à Méan et à Prignac. Organisation d'une conférence qui aura lieu le lundi 5 mars, à 8 heures du soir, salle de la Jeunesse, rue Villes-Martin. Entrée : 0 fr. 30; gratuite aux dames. Prière à tous les camarades d'être exacts pour le bon fonctionnement de notre propagande.

× SAINT-NAZAIRE. — **Groupe Libertaire « Ni Dieu ni Maître »**. — Le Groupe entièrement reconstitué fait appel à tous les révolutionnaires, à tous les abstentionistes qui ont reconnu l'absurdité du bulletin de vote pour venir combattre la pourriture parlementaire.

× SAINT-JUNIEN. — Les camarades de la **Jeunesse Syndicaliste** sont priés d'assister aux *réunions* qui se tiendront *désormais tous les jeudis, dès 8 heures du soir*, heure précise. Il sera fait une causerie par un camarade à chaque réunion, les sujets traités sont :

Pour les deux premières réunions, le 8 mars : Antimilitarisme, par Ursur; et, le 15 suivant : De l'utilité des Jeunesses Syndicalistes, par J. Bourgoin.

AUX CAMARADES

Nous leur rappelons que nous avons pour quelques milliers de francs de brochures, volumes, lithographies qui, s'ils étaient dehors, feraient de la bonne propagande, et dont la vente nous permettrait d'assurer la régularité du supplément.

A NOS LECTEURS

Quelques-uns de nos camarades dessinateurs, dans le but de procurer quelques fonds au journal, et désireux également de voir leurs œuvres entre les mains d'amis que cela intéresse et dont la situation ne permet pas d'affronter les prix de marchands, nous ont autorisés à mettre en vente quelques-uns des originaux des dessins parus dans le journal :

Ce sont :

Viva Alfonso XIII, paru dans le n° 2 de l'année en cours;

Les Marins d'Odessa, n° 10;

L'idée marche, n° 23, de Hermann-Paul;

Comment on entraîne les marins russes, n° 9;

La famine en Russie, n° 26, de Luce;

Vite qu'on me chasse ce chemineau, n° 21;

Patrie, n° 36, de Lebasque;

Qu'est-ce qu'un soldat, n° 38, de Hénault.

Comme ces dessins ne peuvent être mis en vente à leur prix commercial, nous les laisserons à ceux de nos lecteurs qui nous en offriront le plus.

POUR LES FAMILLES DES DÉTENUS

Duchemin, 5 fr. — Dunois, 2 fr. — Mme Duchemin, 5 fr. — Un groupe d'ouvriers mécaniciens, par Sabrié : 21 fr. 50. — F. C., à Nantes, 1 fr. — Un groupe d'antimilitaristes d'Aubervilliers, 5 fr. 75. — E. D., à Nouzon, 1 fr. — Collecte faite à la sortie d'une réunion publique, par un groupe antimilitariste du XVe, 7 fr. 35. — Ch. H., de Marseille, 20 fr. — F., au Mans, 5 fr. — J. V., à Nogent-sur-Marne, 5 fr. — Collecte à la solidarité de Roanne, le 25 février, 8 fr. — Marius et Félicie, 2 fr. 50. — Total : 89 fr. 10, que nous transmettons à la *Liberté d'opinion*.

Reçu pour l'agitation : collecte entre ouvriers porcelainiers de Mehun, 2 fr.

Notre prochain dessin sera signé : GELNER.

Petite Correspondance

J. H., à Rotterdam. — Votre abonnement ne paie que jusqu'à fin février?

S., à Saint-Gall. — Votre abonnement est expiré depuis fin novembre. Le continuez-vous?

L. F. — Je voudrais vous causer au sujet de « Jours de gloire ».

A. B., à Londres. — Je prolonge votre abonnement jusqu'à fin décembre, et le reste à la souscription.

Ar. Pr. — J'ai lu les deux articles; les vers aussi, mais décidément, c'est trop faible.

H., à Millau. — Je fais faire d'office l'envoi à la gare. Veuillez le réclamer.

D. M., à Lille. — J'attends tous les jours les « Bibliographies » de Bruxelles. Sitôt que j'aurai reçu, je vous expédierai.

S., à Montpellier. — Faisons le changement.

B., au Chambon. — Reçu lettre, mais pas le mandat?

Jean-Louis, Agen. — N'insérons pas de correspondance particulière.

Reçu pour la maison des fédérations : E. D., à Nouzon, 1 fr.

Reçu pour le journal : E. D., à Nouzon, 1 fr. — Paris, à Morat, 4 fr. — F., au Mans, 5 fr. — Marius et Félicie, 2 fr. 50. — M., à Toulon, 0 fr. 50. — Merci à tous.

M., à Nîmes. — G., à Lézignan. — P. G., à Noyelles. — H., à Rotterdam. — D., à Paris. — A. H., à Fresnoy. — E. B., à Thiers. — M., à Saint-Rambert. — F., à Tananarive. — R., à Saint-Claude. — L., à Saint-Louis. — N., à Varna. — L., à Jeancourt. — H. M., à Paris. — A., à Ratenelle. — C., à Privas. — G., à Brest. — M., à Bois-Ramier. — N. P., à Nouzon. — B., Les Abrets. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

PROTESTATION

A Gustave HERVÉ.



Dessin de WILLAUME.

— Qui c'est qui a foutu ces ordures-là sur not' fumier ?

11e ANNÉE. — N° 45.

10 MARS 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir au supplément le dessin de Gelner.

SOMMAIRE

AUX CAMARADES

Nous leur rappelons que le journal doit se trouver en vente dans tous les centres principaux.

Nous prions instamment ceux qui éprouveraient de la difficulté à se le procurer, de nous signaler où il manque, afin que nous puissions obvier à toute lacune.

Par les Huit heures

Au Premier Mai 1906, nous ne travaillerons plus que huit heures !

C'est en ces termes de force et de fermeté sereine que les délégués du prolétariat français au congrès de Bourges énoncèrent leur volonté d'affirmer par un acte décisif l'existence nouvelle d'un syndicalisme de combat. Il y aura tantôt dix-huit mois de cela et voici que le Premier Mai n'est plus devant nous qu'à une distance de six ou sept semaines. Jour par jour depuis dix-huit mois, nous avons pu suivre la magnifique campagne de propagande et d'agitation qui, à la voix du congrès de Bourges, n'a point cessé d'accélérer son rythme, faisant pénétrer peu à peu dans toutes les consciences ouvrières la claire notion des huit heures.

Rien n'a été négligé par les Fédérations et les Bourses. Les meetings ont été tenus par centaines; des milliers et des milliers de brochures et de feuilles volantes ont été répandues; des millions d'affiches et d'étiquettes ont été collées aux murailles. Il n'est point possible qu'un aussi vaste effort demeure absolument stérile et qu'au Premier Mai, les masses profondes du prolétariat urbain ne tressaillent pas aux tocsins de révolte et de conquête qui, de toutes parts, sonneront.

Quoi qu'il advienne, au surplus, du mouvement des huit heures et quoi que nous réserve le prochain Premier Mai, l'enseignement de ces dix-huit mois de propagande et d'agitation prolétarienne ne peut être perdu.

Le prolétariat apparaît dès aujourd'hui à tout le monde comme une force sociale indépendante, consciente d'elle-même, de ses besoins, de sa destinée. Il se dresse devant le Goliath bourgeois, décidé à la grande bataille moins onéreuse cent fois que la servitude, et lui jette à la face ses revendications. Et du coup, voici que la fiction des partis politiques, issue du régime représentatif, s'évanouit devant la seule réalité de deux grandes classes distinctes et antagoniques, que les partis eux-mêmes ne sauraient plus nier.

Et quelles sont les revendications initiales du prolétariat ? La journée de huit heures, le repos hebdomadaire... Et ceci offre un enseignement plus précieux encore. Le prolétaire, c'est l'homme qui n'a pour vivre que son travail; le prolétariat, c'est la classe des travailleurs. Toute l'existence prolétarienne s'écoule entre les murs noircis d'une usine ou d'un atelier, au fond d'une mine ou à la surface d'un champ; toute cette humble existence ouvrière est faite et comme pétrie du travail quotidien, avec lequel elle en vient à la fin à s'identifier tout entière.

Aussi lorsque le travailleur, las de porter le poids de tant d'iniquités accumulées, rêve d'un meilleur avenir social, que lui demande-t-il avant tout ? Est-ce de l'affranchir individuellement du travail ? Tout au contraire, c'est d'affranchir son travail des contraintes et des oppressions du capital. Il accepte le travail comme une obligation éternelle et d'ailleurs salutaire, mais il veut l'accomplir en homme libre, et non plus en forçat. Aussi, quand dans sa pauvre tête lente et fatiguée s'esquisse le plan d'une société « bien organisée », ce n'est pas sous la forme d'un paradis d'oisifs qu'elle se présente à lui, comme le lui ont si éloquemment reproché tant de sociologues et de moralistes réactionnaires aux yeux desquels tout travail est souffrance ; — c'est sous la forme d'une immense association d'ouvriers et de paysans solidaires et pourtant libres, d'une coopérative universelle de production, d'échange et de consommation. Là est le but grandiose de la révolution sociale, dont la conquête des huit heures et du repos hebdomadaire, arrachés de haute lutte à la bourgeoisie capitaliste, n'est que le prélude.

Ce sera l'honneur de la Confédération générale du travail d'avoir, parmi le prolétariat démoralisé tour à tour par le guesdisme pseudo-révolutionnaire et le millerandisme soi-disant réformateur, relevé ces notions essentielles et vitales. Son œuvre est déjà considérable. Elle a définitivement fondé en France un mouvement ouvrier autonome, contre lequel les attaques du gouvernement et les manœuvres des partis se briseront sans l'entamer; et surtout elle a contribué plus qu'aucun théoricien, à restituer au socialisme défiguré par les professeurs, les avocats et les journalistes, son caractère de *mouvement de classe*, son caractère profondément, invinciblement *ouvrier*.

Je sais que l'activité confédérale n'a point suscité parmi les anarchistes d'unanimes applaudissements et que ceux de nos camarades qui, comme à Paris Pouget, Delesalle et l'infortuné Pelloutier, ont été des syndicalistes de la première heure, ont essuyé de la part des derniers tenants de l'anarchisme « pur », les plus vifs reproches sur leur méthode d'action. Je n'ai pas à faire voir ici toute l'injustice de ces reproches : je crois fermement, pour ma part, qu'un anarchiste peut entrer dans le mouvement ouvrier et même qu'il le doit, s'il appartient à la classe ouvrière. Mais je voudrais répondre à ce correspondant qui nous écrivit dernièrement qu'en nous montrant favorables au mouvement des huit heures, nous donnions des gages au réformisme.

Notre correspondant se donnait beaucoup de peine pour nous démontrer que ce mouvement où tant de forces se sont dépensées sans compter, ne peut aboutir qu'à un renchérissement des produits ou à une baisse des salaires; il ajoutait, en manière de refrain, à chacun de ses calculs : Où est le bénéfice ? — et concluait enfin par les propositions que voici : « 1° La réforme en général est mauvaise en elle-même et ne réforme rien la plus grande partie du temps, que cette réforme soit faite

par l'action légale ou par l'action directe; 3° Ce qu'il faut supprimer, ce n'est pas des heures de travail, mais la société actuelle, les privilèges du capital. En dehors de cela, tout n'est que du vent. »

Il ne me gêne en aucune manière d'admettre l'exactitude des calculs de notre correspondant. Je veux bien croire que la journée de huit heures aura pour corollaires obligés la hausse des produits et l'avilissement des salaires, encore que je sois très loin d'en être sûr. Ne triomphez pas cependant, camarade. Car, quand bien même le pessimisme de vos prévisions se vérifierait, il n'en demeurerait pas moins que le prolétariat aurait obtenu de ne plus faire que huit heures, et ce bénéfice-là, pour maigre qu'il vous semble, vaut bien tout de même qu'on le poursuive.

Mais du mouvement des huit heures, il est permis d'espérer autre chose que des bénéfices matériels. Il y a un bénéfice qu'on ne voit pas, impalpable parce que moral, et qu'il est important de faire apparaître, lui aussi.

Autant les huit heures imposées d'en haut à la féodalité industrielle par l'excellent gouvernement et la bonne bureaucratie que nous donnerait demain M. Jules Guesde si nous voulions seulement en faire un député, me sembleraient absolument négligeables et vaines, autant je me féliciterai comme d'une grande victoire ouvrière, des huit heures imposées d'en bas, par le prolétariat lui-même.

C'est qu'à la différence des huit heures *octroyées* par M. Jules Guesde comme don de joyeux avènement, les huit heures *conquises* par le peuple, arrachées par lui à ses exploiteurs, ont une signification révolutionnaire certaine.

Le salariat, expression moderne de l'esclavage, ne sera pas aboli parce que les salariés ne feront plus que huit heures. Mais si le patronat sent constamment devant lui un prolétariat toujours en éveil, toujours en action, conscient de son droit et confiant dans sa force et ne redoutant point la bataille, alors il se sentira menacé dans son existence, et réellement il le sera.

Il faut donc donner au prolétariat cette conscience et cette confiance qui lui manquent trop souvent encore et qui lui assureront ses futures victoires. Il faut faire l'éducation du prolétariat. Education toute pratique, au reste, éducation pour l'action, laquelle ne peut venir que de l'action.

Eh bien, le mouvement syndicaliste des huit heures, c'est de l'action, et voilà bien sa meilleure vertu. A l'école des huit heures le prolétariat aura fait son apprentissage de la révolution sociale. Il y aura appris quelques vérités essentielles, à savoir que dans la lutte pour la liberté, il ne doit compter que sur lui-même, qu'il n'obtiendra jamais que ce qu'il sera assez fort pour imposer directement et qu'en fin de compte puisque le droit appartient à la force, il lui faut s'efforcer de devenir de jour en jour plus fort, plus entreprenant, plus hardi.

Puisque la révolution ne peut être accomplie que par des révolutionnaires, il faut faire des révolutionnaires pour la révolution. Le mouvement des huit heures, consécutif à vingt-cinq années de propagande théorique intégrale, est l'école primaire de la lutte de classes et de la révolution. A ceux donc qui se lèveront au Premier Mai, notre fraternité anarchiste est acquise. Nous serons ce jour-là avec eux.

AMÉDÉE DUNOIS.

CROCS ET GRIFFES

Devant la résistance de la prêtraille, le gouvernement vient de renoncer à poursuivre les inventaires dans les départements où la résistance est trop accentuée.

Il a trouvé ce biais que, les inventaires ayant été fait il y a quelques années, ses agents se contenteront à l'avenir d'en prendre les doubles qui doivent se trouver dans les mairies.

Cette levée de goupillons est l'illustration de ce que nous avons toujours avancé : que l'on n'a que les libertés que l'on prend — ou que l'on sait défendre — que les gouvernants n'osent que ce que les individus sont assez lâches de supporter. — Et que lorsque les ouvriers auront compris ce que vaut la volonté de quelques milliers d'hommes seulement, lorsqu'ils sont bien déterminés, leurs réclamations auront un tout autre sort.

J. GRAVE.

Nous voulons davantage

(*Suite*) (1).

II

Mais si M. de Morsier fait erreur sur les moyens, il en fait une bien plus grande quant au but.

Lorsque les ouvriers ne travailleront plus que huit heures par jour, lorsqu'ils auront obtenu quinze jours de vacance chaque année, un salaire leur permettant de vivre un peu moins chichement, et que, comble de magnificence, la Providence-Parlement aura assuré leurs vieux jours, par le vote d'une pension quotidienne de vingt sous, cela ne fait aucun doute pour M. de Morsier, les travailleurs seront au comble de leurs vœux, et n'auront plus rien à réclamer. Ah! si: on leur reconnaît également le droit — s'ils le peuvent exercer — de se faire exploiteurs à leur tour, et de s'enrichir en faisant travailler les autres.

Et, il faut bien l'avouer, beaucoup d'ouvriers ne demandent pas davantage.

* *

Par contre, cependant, il s'en trouve qui demandent mieux. Il y en a qui veulent jouir de la vie sans exploiter les autres. Et comme la société est faite de telle sorte qu'il faut être exploiteur ou exploité, ils veulent changer cet ordre de choses.

Le travailleur n'est pas une bête à part dans l'humanité. Il n'est pas vrai qu'il en faille qui œuvrent dans la misère, pour permettre aux favorisés de l'intelligence d'exercer leurs facultés au profit de cette entité : l'Humanité.

Le travailleur a droit à son développement intégral, physique, moral et intellectuel.

Tous doivent coopérer à la production, puisque nous ne pouvons subsister qu'en consommant les produits du travail. Et si une répartition meilleure des forces exige la division du travail, cette division n'exige pas que les uns aient le droit d'enlever la meilleure part des autres.

Ainsi, il ne doit plus y avoir de gens « produisant » et des gens « faisant produire ». Il ne doit plus y avoir des gens « dirigés » et des gens « dirigeant » ; des gens qui « pensent » et des gens qui ne « doivent pas penser ».

Et alors, les réformes que M. de Morsier trouve si considérables, qu'elles ne doivent pas être appliquées prématurément de peur de troubler la bonne marche de la société capitaliste, deviennent bien anodines pour nous, et seraient quantité négligeable, si nous ne savions qu'en effet la société ne se transforme pas d'un coup, et qu'en attendant d'avoir tout, les travailleurs ne doivent pas négliger d'arracher, en cours de route, tout ce qu'ils pourront à leurs exploiteurs.

* *

Seulement, ce que M. de Morsier, et beaucoup d'autres, montrent comme but final aux travailleurs, nous tâchons de leur démontrer que ce ne peut être qu'une mesure transitoire pour demander davantage. Et c'est pour cela aussi que nous voudrions qu'ils demandent cela comme un droit, et non comme une grâce, et qu'en exerçant leurs forces, ils apprennent ce qu'ils pourraient obtenir, s'ils savaient vouloir.

Oui, le travailleur doit apprendre à se passer des protecteurs, bénévoles ou malévoles, qui s'intéressent à lui. Il faut qu'il apprenne à vouloir par lui-même, et à savoir qu'il n'améliorera son sort qu'en détruisant l'ordre de choses qui, jusqu'ici, a fait de lui un animal à part dans l'état social.

* *

Eh ! oui, c'est la révolution.

Que ceux qui détiennent le pouvoir et la richesse nous laissent organiser notre vie comme nous l'entendons ; que ceux qui se sont emparés des moyens de production, nous rendent la part qui nous permettra d'évoluer librement, et nous ne demanderons pas mieux que l'évolution s'accomplisse sans commotion ni à-coups. Ce n'est pas pour le plaisir de faire partir des coups de fusil que nous sommes révolutionnaires.

Mais tant qu'il y aura des gens pour exercer le pouvoir au nom de majorités (fictives) imbéciles ;

Tant qu'il y aura des gens pour repousser nos réclamations, en défense d'un ordre de choses qui assure notre exploitation et notre misère ;

Tant qu'il y aura des gens pour défendre un état social où le produit du travail des uns est confisqué par une minorité d'oisifs ;

Tant que l'état social sera divisé en gens qui ont tous les moyens de développement à leur disposition, et en gens qui doivent se contenter des bribes que l'inertie ou la condescendance des premiers leur permet d'espérer ;

Tant que nous n'aurons pas réalisé notre rêve de justice et de liberté, où chacun, en retour de sa part de travail, aura droit à tout ce qui peut servir à l'intégralité de son développement, nous ferons entendre nos réclamations. Non pas, en les demandant comme une grâce, mais comme un droit que nous imposerons lorsque ceux qui doivent être avec nous, auront la pleine conscience de leur rôle dans l'état social.

* *

Nous n'avons pas à discuter même sur le pied d'égalité avec les privilégiés de l'ordre actuel, car leur demander un échange de concessions, ce serait reconnaître leur droit d'exploitation que nous nions.

Nous voulons leur disparition. Leur disparition en tant que capitalistes, car leurs personnes nous préoccupent peu. Nous serions même prêts, dans notre société, à leur faire un petit coin où nous leur donnerions la pâtée (vingt sous par jour), s'ils étaient assez sages pour faire droit à nos revendications.

Et c'est parce que cette solution a contre elle, non seulement tous les satisfaits de l'ordre social actuel, mais même ceux qui, de bonne foi, voudraient y apporter quelques adoucissements, que nous ne voulons plus demander au parlementarisme la suppression de ce qu'il a charge de faire respecter.

Nous voulons travailler nous-mêmes à cette disparition. Tant pis si la résistance des privilégiés nous force à des bouleversements.. Car la richesse et la civilisation tant vantées de votre état social ne sont que le produit de la misère et de l'exploitation des travailleurs, et ceux-ci n'ont pas à avoir peur de le troubler.

J. GRAVE.

(1) Voir le n° 44.

Notes et Documents

A qui appartient Londres ? — En France où c'est la petite propriété qui est la règle, nous connaisons peu les *latifundia* (la très grande propriété) qui, selon le mot célèbre de Pline l'Ancien, *perdi-*

rent l'Italie. Il n'en va pas de même en Angleterre, où 7.000 propriétaires possèdent 11.000 domaines de plus de 400 hectares, soit les 4/5 du sol cultivé.

Un quart de l'Angleterre appartient aux *landlords*. En Ecosse, cinq pairs détiennent à eux seuls le quart du sol. La moitié de l'Angleterre est la propriété de 150, la moitié de l'Ecosse de 75, et la moitié de l'Irlande de 35 personnes.

A Londres, la situation est la même, avec cette différence pourtant que les cinquante hectares que le duc de Bedford y possède valent davantage que les cent milles carrés que le duc de Lutherland fait exploiter en Ecosse.

La capitale du Royaume-Uni est, en réalité, la propriété presque exclusive d'un quadrumvirat de gros propriétaires qui ont nom : duc de Westminster, duc de Portland, duc de Bedford et viscount Portman.

Lord Portman possède deux mille maisons, réparties sur environ cent hectares du West-End, le quartier richissime de Londres. En 1888, les baux de ses deux mille maisons étant venus tous à expiration, il lui fut permis, le prix des maisons s'étant considérablement accru, de sextupler le prix de ses loyers.

Presque à côté de la propriété de lord Portman, se trouve celle du duc de Portland. Les loyers de celui-ci représentent la modeste somme de douze millions de francs par an.

Les domaines du duc de Bedford comprennent les quartiers qui entourent le British Museum : Covent-Garden, Bloomsbury, etc... C'est sur sa propriété que se trouvent également les halles de Londres, et ce sont celles-là qui rapportent le plus au duc. Sur chaque panier de cerises qui se vend aux halles, le duc prélève indirectement un penny. Ce n'est pas beaucoup, mais, répété pour tous les fruits, ce penny représente, au bout de l'année, 250.000 francs.

Mais le plus riche de tous est le duc de Westminster. Son duché ne comprend pas moins de 12.000 hectares, et ses propriétés londoniennes représentent 250 hectares. Aussi a-t-on calculé que le jeune enfant du noble duc qui vient de naître aura à dépenser un jour vingt-cinq francs *par minute!*

Et pendant ce temps, le prolétariat anglais, dévoré par le chômage, crève de misère dans les faubourgs. Quand donc les meurt-de-faim en auront-ils enfin assez?

❖ ❖

L'attentat de Tambov. — Il y a quelques semaines, une belle jeune fille, Mlle Spiridonava, déchargeait un revolver sur le vice-gouverneur de Tambov, une brute nommé Loujenovsky, qui succombait à ses blessures le 22 février dernier. L'attentat avait été accompli pour venger les paysans de la province, dont le vice-gouverneur avait réprimé la révolte avec une incroyable cruauté.

Mlle Spiridonava a pu, de sa prison, écrire à ses amis. Le correspondant à Pétersbourg du *Petit Parisien* a eu connaissance de sa lettre et l'a adressée à son journal « en en supprimant quelques passages contenant des détails par trop révoltants. » Voici cette lettre, témoignage irrécusable d'une martyre contre ses bourreaux.

« C'est du cachot où je suis victime des pires brutalités, où je subis un véritable martyre, que j'écris ces lignes. J'attends la mort tranquillement, ayant conscience d'avoir rempli un devoir sacré. Je devais tuer Loujenovsky pour venger les paysans, tâche très difficile, car il ne se déplaçait qu'entouré de gendarmes. Je me suis déguisée en lycéenne. Mon extrême jeunesse, mes joues fraîches et roses désarmèrent les soupçons, si bien que j'ai pu prendre place dans un train qui emmenait Loujenovsky et dans lequel il devait faire son dernier voyage. Pendant les haltes, j'ai essayé vainement de m'approcher de lui. Enfin, à une gare, je me suis postée sur la plate-forme du wagon voisin du sien. Subitement, j'ai vu paraître Loujenovski toujours accompagné de soldats. Alors, sortant mon revolver, j'ai tiré par-dessus l'épaule d'un des gendarmes. Loujenovski tomba. Il y eut un grand tumulte dont je profitai pour m'approcher davantage et vider le restant de mes cartouches. J'ai entendu une voix : « Tuez-la ». Des soldats m'abattirent à coups de crosses, d'autres me labourèrent à coups de pied; finalement, on me traîna par les cheveux et on me jeta dans une voiture.

« En reprenant connaissance, je me trouvai dans une chambre avec un officier de gendarmerie et le commissaire Abramof.

« Avoue les noms de tes complices » me disaient-ils. Ne recevant pas de réponse, ils commencèrent à me lancer à coups de pied d'un bout de la chambre à l'autre. Je ne proférais pas un son : « Comment, tu ne cries pas, mais sache que des villages entiers beuglèrent comme des veaux lorsque nous les battions. Nous parviendrons quand même à entendre ta voix. » Ils m'arrachèrent les cheveux, me battirent à coups de poing : « Tu ne veux pas parler, nous allons te livrer aux cosaques » — « Non, objecta Abramof, nous d'abord. »

« La nuit, Abramof vint me trouver et essaya à coup de pied et à coups de poing de me violenter. Finalement, il m'arracha mes vêtements, se mit à genoux, m'implora de l'aimer, puis finalement m'assomma jusqu'à ce que je perdisse connaissance.

« Depuis que je suis en prison, j'ai fait tout le possible pour garder mon secret, mais dans le délire j'ai parlé, j'ai dit avoir assassiné par ordre du comité révolutionnaire, toutefois sans révéler les noms de mes complices. On me martyrise pour les trahir; on m'a couchée toute nue sur les dalles d'un cachot glacial où j'ai grelotté des nuits entières. »

❖ ❖

Chantenay-sur-Loire. — La police a perquisitionné dernièrement au siège de la section antimilitariste. N'ayant rien trouvé de compromettant, elle emporta une cinquantaine de brochures et s'en alla opérer ensuite chez plusieurs militants et chez moi.

Pour moi, je commence à me faire à ces descentes de police : c'est la cinquième que je subis depuis un an. J'ajouterai que mon patron a reçu fréquemment la visite d'argousins qui venaient lui représenter que j'étais un anarchiste dangereux; mais ils n'ont pu parvenir à m'acculer à la famine.

Dernièrement, j'eus l'occasion de prendre la parole à Nantes, au cours d'une réunion organisée par la section de Chantenay, sur *l'ouvrier et la patrie*. Mes propos furent relevés par le commissaire de police qui, hier, me convoquait à son cabinet. J'attends la suite de l'affaire.

La police m'en veut beaucoup de lui avoir enlevé quelques-uns de ses clients, car vous connaissez le but de ma propagande qui est de transformer en travailleurs réfléchis, en anarchistes conscients, les malheureux jeunes hommes que j'ai connus autrefois, quand j'étais moi-même ce que l'on appelle un « repris de justice ». Je vous ai d'ailleurs écrit cela naguère et les *Temps Nouveaux* ont publié ma lettre.

C'est ce qui fait que la section antimilitariste de Chantenay se compose en majeure partie de *repris de justice*, — en qui d'ailleurs des militants éprouvés tels que Marsac et Dessouches, par exemple, lesquels, eux, ont toujours travaillé, n'hésitent pas à reconnaître des frères de combat.

Depuis que ces « repris de justice » sont devenus anarchistes, ils ont totalement modifié leur manière de vivre au point qu'on ne les reconnaîtrait plus. Le commissaire de police, lors de sa dernière perquisition chez moi, avouait que j'étais devenu un travailleur sérieux. Je lui ai répondu que ce n'était pas la prison qui avait produit en moi cette révolution morale, mais la lecture des écrits anarchistes de Kropotkine, de Reclus et de Grave. Or, ce qui est vrai pour moi l'est aussi pour mes camarades, les repris de justice.

En attendant, quatre d'entre eux vont, avec le camarade Marsac, passer en correctionnelle en vertu des lois scélérates, pour avoir signé l'appel aux soldats.

C. M.

DE-CI, DE-LA

Pendant que les grands quotidiens consacrent leurs colonnes à nous dépeindre la physionomie du nouveau président de la République Française, et nous rasent avec sa cravate; pendant que des prolétaires s'intéressent de savoir si le dit président fera ou non de l'automobilisme, d'autres prolétaires, à l'aube du vingtième siècle, avec le machinisme moderne et la surproduction qui en résulte, meurent cependant de faim et de froid.

Et tout horrible que cela soit, c'est en quelques lignes, comme à regret, que les journaux mentionnent le fait. La foire électorale, d'ores et déjà ouverte, les intéresse bien davantage.

Dans l'arrondissement de Montbrison (Loire), à Saint-Maurice-en-Gourgois, des voisins d'un sieur Boutbéon, ne l'ayant pas aperçu de quelques jours, prévinrent la police qui pénétra dans son logement. Le médecin requis déclara que le malheureux était mort de faim et de froid.

S'imagine-t-on ce que cet homme a dû souffrir; et combien d'autres dans son cas, mais n'attendant pas que la camarde les prenne, et se donnant la mort pour échapper plus vite aux affres de la souffrance! Tel, par exemple, ce vieillard de soixante et un ans, qui depuis dix-huit mois frappait de porte en porte à tous les établissements hospitaliers, et ne recevait partout qu'une réponse négative.

— Il n'y a pas de place!

— Vous êtes trop jeune, et, quoique impotent, nous ne pouvons pas vous hospitaliser.

— Patientez quelques jours, on s'occupera de vous.

Les jours passèrent, la bonne nouvelle n'arrivait pas, la patience du bonhomme s'épuisa. Tout a des bornes, même la patience des prolétaires, et le vieillard rebuté de tous les honnêtes gens, *marchands de philanthropie officielle ou privée, prit une corde et se mit sécher.*

Un billet trouvé dans sa mansarde se terminait par ces mots :... convaincu qu'on ne me secourra jamais!

On a cependant voté une loi d'assistance, il n'y a pas longtemps; mais ces deux-là n'en profiteront pas.

ROUSSET-GALHAUBAN.

DISCUSSION

D'une lettre reçue en réponse à mon article « A coups de goupillon », je détache le passage suivant :

Le sectarisme *métaphysique* (j'emploie ce vocable à bon escient) vous emprisonne et vous ne pouvez admettre que d'autres gens que vous se révoltent quand on attente à leurs croyances et à leurs propriétés. Oui! à leurs propriétés — propriété collective même — notre idéal socialiste. Il faut vraiment que tu ignores la façon dont se constitue cette propriété pour l'attribuer à l'Etat. Celui-ci n'y participe que pour une somme dérisoire, quand il y participe, et cela pour le gros œuvre seulement. Il ne donne pas un sou ni pour le mobilier ni pour la décoration intérieure. Les églises de M...... et d'O....., que tu as vues, et qui ont coûté 300.000 et 500.000 francs au bas mot, n'ont obtenu qu'un secours de 30.000 et de 20.000 francs de l'Etat et de la commune, qui s'en déclarent les maîtres aujourd'hui, par la vertu de la loi. Que dirais-tu d'une Bourse du travail, construite avec nos deniers sur un terrain cédé par la ville de Paris, saisie par l'Etat ou par la ville qui nous dénierait tout droit de possession sur elle? Tu crierais à la spoliation, je présume. Je n'insiste pas. La justice eût été, lors de l'établissement de la loi, de permettre aux associations cultuelles de se rédimer, en remboursant à l'Etat et à la commune leurs parts contributives. Les législateurs machiavéliques ne l'ont pas voulu, à l'instigation d'Aristide Briand, qui a osé avancer ce paradoxe monumental que les non-croyants ont coopéré tout autant que les autres à l'œuvre créée par souscription publique. Vous vous moquez, vraiment, Aristide! Je dis que c'est du vol, que les volés ont raison de protester violemment contre les marchands entrés dans leurs temples pour inventorier les objets qui ne leur appartiennent pas, et je trouve que des anarchistes devraient réprouver les arguments spécieux dont se servent maintenant certains aimables succédanés des gens qu'enrichirent les biens d'Eglise, pendant la prétendue Révolution. Pour en finir, ton argument tant ressassé des non-croyants qui contribuaient aux dépenses du culte, est indigne de ton jugement. Les catholiques, eux aussi, contribuent à l'entretien des écoles laïques dont les tendances leur sont hostiles, et

nous, anti-militaristes, contribuons également de notre argent et de notre *corps* (ce qui est plus grave) aux nécessités de la guerre, sous peine de perdre un avantage précieux : la possibilité de vivre où bon nous semble. Le plus clair bénéfice social de cette loi de circonstance est la privation de leur gagne-pain pour à peu près 200.000 artisans et ouvriers d'art.

Et quand je songe que l'un des auteurs de la loi — Bienvenu-Martin — vient de publier un rapport, suivi d'un décret présidentiel qui institue le conseil supérieur des Beaux-Arts décoratifs pour multiplier, en les encourageant, les vocations artistiques ouvrières, je me demande si je dois m'indigner de cette tartuferie ou en rire. C'est à l'instant où ils viennent de vouer 200.000 ferronniers, menuisiers, sculpteurs, verriers, mosaïstes, organistes, doreurs et ciseleurs sur métaux, décorateurs, fleuristes, etc., sans compter les brodeuses et dentellières, à la gêne et même à la misère, que ces bourgeois ignorants ou fourbes parlent de faire naître une nouvelle masse de fruits-secs et de déclassés ! Qu'ils lisent donc les lignes éloquentes du livre de Proudhon : *La Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, écrites à propos de son départ en 1830 de Paris pour Toulon. Le changement de dynastie avait amené un arrêt général de toutes les imprimeries, fort nombreuses, qui s'occupaient exclusivement, ou à peu près, d'impressions religieuses ; il est probable que la crise atteignit de même les autres spécialités d'art religieux ; mais Proudhon n'*en dit rien*. Typographe ou correcteur d'épreuves, il parle de son métier. Il dut quitter Paris et trimarder parce qu'il n'y avait plus d'occupation, et il déclare que le gouvernement de juillet, si vraiment l'intérêt des classes laborieuses l'avait guidé, aurait dû remplacer par des écrits de liberté et de révolution les écrits cléricaux supprimés, en fait, par son arrivée au pouvoir.

Les travailleurs, alors comme aujourd'hui payaient la satisfaction des vengeances bourgeoises.

— Ineffables pharisiens, vous vous dites dévoués à la classe ouvrière, vous parlez de son relèvement artistique atrophié par le camelotage moderne et vous voulez augmenter le nombre des ouvriers d'art ! Ne fermez donc pas d'abord leurs débouchés à ceux qui pullulent déjà, ou créez-en d'autres si votre omnipotence en est capable.

Je serais marri que des anarchistes éclairés triomphassent des conséquences d'une loi mal bâtie, inspirée plutôt par la haine que par l'esprit de liberté, et dont le résultat certain, indubitable, sera de laisser sans moyens d'existences bien des gens qui comme moi ont étudié durant 25 ans les détails d'une profession difficile, des gens trop vieux aujourd'hui pour se lancer dans une nouvelle carrière.

Un de mes camarades à qui j'avais confié mes pensées moroses sur l'avenir douloureux que je prévoyais pour ma femme et mes deux enfants, obtint cette réponse d'un député radical-socialiste à qui il les soumettait et dont je veux bien taire le nom : *On ne fait pas d'omelettes sans casser les œufs* !

Cet homme là n'aurait probablement pas voulu d'omelette s'il avait dû casser ses œufs et non ceux de quelques milliers de prolétaires. — Sa réflexion éclaire les profondeurs d'une âme bourgeoise et légiférante. Qu'en dis-tu ?

ETIENNE DECREPT.

J'avais cacheté ma lettre je l'ouvre, après lecture de l'odieux filet signé F. P. relatif à l'inventaire de Saint-Claude. Les anarchistes se faisant les auxiliaires de la force publique ! c'est ainsi que les libertaires entendent la liberté ?

Voilà qui est fait. J'ai cru bon de publier la lettre de notre camarade, afin que nos lecteurs se fassent eux-mêmes leur opinion. Je dois dire que sur les événements de Saint-Claude, je suis entièrement d'accord avec mon correspondant.

La question soulevée par Decrept me semble importante, puisque c'est l'idée de liberté qui en fait le fond, aussi crois-je devoir y répondre.

Nous ne pouvons admettre, écrit mon contradicteur, que d'autres que nous se révoltent quand on attente à leurs croyances, et à leurs propriétés. Il y a peut-être une part de vrai dans ce reproche, et il est bien difficile d'échapper complètement à l'esprit de parti; si j'ai donné dans ce travers, j'ai eu tort. *Mea culpa!*

Mais je proteste pour ce qui serait d'avoir attribué la propriété des églises à l'Etat. J'ai d'abord dit tout le contraire : « La terre aux paysans, l'usine aux ouvriers, l'église aux croyants. » J'ai ensuite constaté que la loi de séparation était bienveillante aux catholiques, puisqu'elle leur concédait la jouissance gratuite des édifices cultuels déclarés par *elle* (non par moi) propriétés d'Etat. J'aurais pu ajouter, comme autre marque de bienveillance, les traitements continués aux ecclésiastiques pendant plusieurs années. Je reconnais toutefois que clergé et fidèles ont trop lieu d'être mécontents d'un état de choses qui permet au go vernement de confisquer leurs temples quand il lui plaira.

Les renseignements précis, appuyés de chiffres, que Decrept nous donne sur la participation de l'Etat, des communes et des fidèles à l'édification de certaines églises (toutes sont-elles dans le même cas?) sont fort intéressants et probants, et je me réjouis de les *avoir provoqués*. Nous ne demandons qu'à être documentés de la sorte. L'Etat s'arrogeant, dans ces conditions, la propriété des églises, c'est, en effet, du vol tout pur.

Decrept s'en indigne, et il a raison. Par contre, il lui est indifférent que les adversaires du catholicisme contribuent *aux dépenses du culte. Moi* pas; et je suis heureux, je l'avoue, que cet état de choses scandaleux ait enfin cessé. Il est vrai que les catholiques contribuent à l'entretien des écoles *laïques*, mais il s'en faut de beaucoup que l'enseignement y soit aussi hostile à leurs convictions que l'enseignement religieux est hostile aux convictions des libres-penseurs : pour s'en rendre compte, il suffit de jeter un coup d'œil sur les manuels d'instruction primaire, le mot *Dieu* y revient à chaque ligne. Il va sans dire, d'ailleurs, que je reconnais aux croyants le droit de protester contre cet état de choses, s'il les choque, et de faire tout leur possible pour le modifier. Pour le service militaire, nous nous y soumettons afin de conserver la possibilité de vivre où bon nous semble, mais je ne vois pas que ce *soit* de bonne grâce; et si nous échappons un jour à cette obligation, nous nous en réjouirons comme nous nous réjouissons aujourd'hui de ne plus subvenir à l'entretien d'évêques et de curés dont les idées sont la négation des nôtres. Cette partie de l'argumentation de mon contradicteur m'échappe.

200.000 travailleurs plongés dans la gêne, sinon dans la misère, par le changement de régime, voilà qui est plus sérieux, qui est tout à fait sérieux. Mais d'où ce phénomène provient-il, puisque, après la séparation comme avant, il n'y a pas un catholique de moins en France? Decrept s'en explique dans une seconde lettre : « Les catholiques auront besoin d'églises comme avant, c'est vrai ; mais celles que l'Etat leur laisse peuvent leur être enlevées pour la moindre infraction à la loi de police des cultes. Comment, dans ces conditions, songeraient-ils à décorer des murs qui demain peuvent ne plus être leur jouissance? Je ne crois pas que l'argent manque, et l'on pourra remplacer aisément le budget des cultes; mais on ne fera plus de dépenses somptuaires à cause de la précarité du bail, révocable à la fantaisie du législateur. » Si donc la loi de séparation eût attribué la propriété des églises aux fidèles, on n'eût pas vu, suivant notre camarade, près de 200.000 travailleurs privés de tout ou partie de leur gagne-pain. Oui, à la condition que le parti catholique voulût bien, en plus de ce qu'il dépensait jusqu'alors pour l'ornementation de ses églises, sacrifier la somme nécessaire à remplacer le budget des cultes; et cela me paraît rien moins que certain. Obligé désormais d'entretenir son clergé, il eût été à craindre qu'il n'économisât sur le reste, même si les églises lui appartenaient en toute propriété. S'il est capable de mener de front les deux dépenses, il était donc bien inutile de faire donner par les athées aux croyants des cadeaux qu'ils peuvent s'offrir seuls. Et s'il en est incapable, il faut en conclure que, pendant cent ans, le Concordat a permis au catholicisme de mener un train de vie hors de proportion avec ses besoins réels.

Au reste, je maintiens ce que j'avais écrit : en tant qu'hommes, les catholiques ont raison de résister par la force ; en tant que chrétiens, ils ont tort. Sur ce point là encore, mon correspondant me contredit; il assure que les évangiles fournissent l'apologie de la violence comme celle de la résignation. Je n'ai pas cru devoir reproduire cette partie de notre discussion, parce qu'elle me semble d'un intérêt assez médiocre pour le public des non-croyants qui nous lit.

RENÉ CHAUGHI.

L'Agitation antimilitariste

M. le juge d'instruction André, chargé d'instruire les différents procès antimilitaristes, n'est pas pressé. Voici bientôt un mois que l'affiche, reproduction de la première, a été apposée et nous ne savons pas que personne ait encore été interrogé ! Cependant M. André avait fait annoncer par la presse que la police avait retrouvé un certain nombre de signataires et qu'on s'apprêtait à les inculper.

Il nous est bien revenu que, de-ci de-là, les policiers avaient été aux renseignements chez des concierges, voire même chez quelques patrons, dans l'espérance de faire perdre leur travail à des camarades, mais, somme toute, aucune instruction n'est encore commencée.

La presse nationaliste elle-même, qui menait la campagne policière que l'on sait, s'est également tue, sans que l'on puisse discerner bien exactement les causes de ce silence subit.

Seule l'*Association internationale antimilitariste*, dont cette même presse annonçait la dissolution, a de nouveau fait parler d'elle, et le Comité, dans une de ses dernières séances, a voté l'ordre du jour suivant :

« Le nouveau Conseil national, d'accord avec l'ancien Conseil actuellement détenu à la Santé ou à Clairvaux, a décidé de charger son secrétaire, la citoyenne Numietska (adresser la correspondance 103, quai Valmy), de tenir à la disposition de la justice la liste des signataires de la deuxième affiche rouge, conformément à la promesse faite au bas de ladite affiche. »

Voici qui répond aux bruits stupides et tendancieux qui ont couru de droite et de gauche à ce sujet. Les noms et les adresses existent, mais l'*Association antimilitariste* se réserve le droit de ne donner ces noms et adresses que lorsqu'elle jugera que le moment en est venu. C'est là une mesure que l'on ne peut qu'approuver.

* *

En ce qui concerne les poursuites contre la *Voix du Peuple* et l'organe socialiste *le Conscrit*, même silence.

Aucun nouvel interrogatoire n'a eu lieu, et tout fait prévoir que les poursuites seront abandonnées. Lépine aura commis une illégalité de plus, et tout sera dit.

* *

En province, on semble vouloir continuer, mais plus faiblement, il faut le reconnaître, à jouer de l'arbitraire.

A Cherbourg, où la police a cru devoir saisir à la gare un paquet de brochures, toutes en vente depuis des années et légalement déposées, le juge d'instruction a fait comparaître devant lui les camarades Hubert et Drouet et les a informés qu'ils seraient poursuivis en vertu des « lois scélérates » pour propagande par la brochure et comme auteurs présumés de l'affichage de placards antimilitaristes.

Reste à savoir si l'on osera pousser l'arbitraire jusqu'à poursuivre des camarades pour la vente de publications dont les auteurs et éditeurs n'ont jamais été inquiétés.

A Saint-Etienne, des perquisitions ont eu lieu chez dix-huit antimilitaristes, disent les journaux, perquisitions n'ayant naturellement amené aucun résultat.

A Nancy, notre camarade Mariatte a été appelé devant un juge d'instruction pour avoir reproduit dans le *Cri Populaire* l'affiche antimilitariste. Tous les journaux, *le Temps* en tête, ont reproduit l'affiche en question. Seul jusqu'à présent, Mariatte est inquiété pour cette reproduction.

Enfin, pour la bonne bouche, mais sous tous réserves, le bruit court, sortant on ne sait d'où, qu'à l'heure actuelle on prépare une affiche contre la guerre, signée rien que par des femmes, et ayant déjà plus de deux mille signatures.

Telle est présentement la situation. Tout reste subordonné au bon vouloir des gouvernants. Attendons.

P. D.

MOUVEMENT SOCIAL

SALIN-DE-GIRAUD. — **Lettre ouverte à M. le Ministre de l'Intérieur.**

Monsieur le Ministre,

Par votre ordre, la cité de Salin-de-Giraud a failli voir se renouveler l'effroyable tragédie de Fourmies, Chalon, La Martinique.

Vous aviez promis de ramener la paix et la tranquillité dans ce malheureux pays, vous n'avez fait qu'y implanter la terreur et l'arbitraire.

Aux 1.200 Français qui réclamaient du pain et le respect de leurs conditions de travail, à ces familles qui réclamaient un peu plus de bien-être, vous leur avez envoyé les balles françaises. Tout comme à Limoges, vous avez placé au dessus de l'intérêt de vos nationaux, l'intérêt d'un affameur étranger. Pour lui complaire, vous lui avez fait abandon de la vie d'un millier de compatriotes.

La patrie s'est encore une fois montrée bonne mère; et nul doute que le jour où elle réclamera notre concours, nous le lui accorderons de grand cœur.

Comment! Monsieur le Ministre, nos pères, vos ancêtres, ont en 89 décrété l'abolition des privilèges et élaboré les Droits de l'homme et du citoyen. Sur ces bases, s'est fondée la République, et vous, son ministre, vous ne pouvez trouver un moyen pour empêcher le retour des choses passées.

L'affameur belge n'est non seulement un patron, non seulement un exploiteur qui a ramassé des milliards à la sueur de ses ouvriers, mais c'est encore, et vous le savez, *un seigneur moderne* qui s'est rendu possesseur de tout ce qui nécessite la vie sociale à Salin-de-Giraud et qui prétendait encore limiter la liberté de pensée de ses ouvriers.

C'est pour protester contre cela, que la grève s'est déclarée, c'est pour cela que depuis trente-cinq jours les travailleurs luttent sur ce coin de la Camargue.

C'est pour vous faire connaître l'exacte vérité, que la Compagnie cachait intentionnellement, que nous vous envoyâmes un délégué.

Vous aviez en main le pouvoir de mettre fin à ce conflit dans des conditions honorables pour les deux parties. Vous avez préféré défendre l'autorité, vous lui avez donné la force armée, vous avez sacrifié la vie, le travail, la liberté des travailleurs français, au stupide désir de vengeance d'un esclavagiste étranger.

Demain nous réserve encore des crimes nouveaux, demain peut-être, par votre ordre, Salin-de-Giraud sera un cimetière.

Mais tout le peuple français saura que si les grévistes sont vaincus, si la Camargue voit encore rayonner l'autorité d'un seigneur étranger, si dans ce coin isolé on voit encore des esclaves, c'est à l'armée défenseur des libertés de la République qu'on le doit. Tout le prolétariat saura également que si les grévistes évitèrent de nouveaux massacres, c'est grâce à leur sang-froid, car les provocations policières furent nombreuses.

Tout le monde saura que le grand philanthrope milliardaire Solvay, que le roi de la soude belge n'a eu raison de ses esclaves révoltés, qu'avec la complicité du gouvernement de la République.

Tous les esprits libres sauront apprécier, en voyant la gendarmerie et l'armée nationale opérer les déménagements pour expulser les travailleurs usant de leur droit de grève, à quel régime s'est rabattue la République.

Pour quant à nous nous conserverons dans notre cœur la haine de cette société qui semble nous donner sur le terrain politique de très grands avantages et nous les reprend, les viole même sur le terrain économique.

Enfin, cet exemple nous montre une fois de plus que pour obtenir un peu de bien-être, nous ne devons compter que sur nous-mêmes, c'est-à-dire user des moyens qu'employèrent nos pères en 92.

Avec nos regrets, recevez, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Pour les grévistes :

BAYLE, BENOIT, BOUDET, BOUTIÈRE, CHEF, CLAUZIER, DUFOUR, FILLIOL, THÉRON.

MOUVEMENT OUVRIER

Moins de deux mois nous séparent à présent de la date que s'est assignée la classe ouvrière pour livrer au patronat l'assaut que l'on sait. Je l'ai dit la semaine dernière et je ne saurais trop y insister; il faut qu'une propagande allant toujours s'intensifiant soit menée d'ici là. Il faut que dans les syndicats où des décisions n'ont pas été prises, l'on se réunisse à bref délai et que l'on examine le plus minutieusement possible les conditions dans lesquelles l'on engagera la lutte et la façon dont on fera part au patronat de la ferme volonté de ne plus travailler que huit heures à dater du 1er mai prochain.

Ce sera également pour nombre de corporations l'occasion de présenter leurs cahiers complets de revendications. C'est pour ces raisons que je ne saurais trop engager nos camarades à provoquer partout dans leurs organisations des réunions où la question sera retournée et examinée sous tous ses aspects, y compris et surtout la manière dont sera engagée la bataille.

Aller à l'atelier, et une fois les huit heures de travail accomplies, poser la blouse ou le bourgeron, cela ne semble pas une œuvre de Titan, mais il n'en est pas moins vrai que les exploités doivent être préparés dès maintenant aux conséquences possibles de cette action à laquelle le patronat ne manquera certainement pas de s'opposer par tous les moyens.

Il y a donc urgence et nécessité tout en se préparant à la lutte d'accumuler, chacun dans sa sphère les arguments susceptibles de favoriser la discussion et de décider de la victoire.

❖ ❖

A la Confédération, je puis dire d'ores et déjà et sans indiscrétion, que l'effort de propagande va être porté immédiatement à son maximum d'intensité.

De nouvelles brochures dans lesquelles sera examinée la tactique à suivre vont être lancées incessamment. De nouvelles affiches placardées partout; et de nouvelles et importantes tournées de conférences entreprises. De plus, dans les tout premiers jours du mois prochain, aura lieu une importante conférence où assisteront des délégués de toutes les fédérations et dans laquelle seront discutées d'importantes dispositions.

Mais ce serait se faire illusion que d'attendre. Il faut dès maintenant que les syndicats qui sont à la base de l'organisation se préparent à agir.

Je ne saurais trop recommander à nos nombreux camarades qui militent au sein des organisations syndicales, d'appuyer et de provoquer au besoin toute initiative en ce sens.

Certes, et personne d'entre nous ne s'illusionne à ce sujet, ce ne sera pas encore l'émancipation intégrale au 1er mai prochain, mais si les travailleurs savent être énergiques et surtout s'ils savent vouloir, ils peuvent faire un grand pas en avant et surtout montrer à leurs maîtres qu'étant le nombre ils sont en même temps la force, et qu'il leur suffit de vouloir pour imposer leur volonté.

Camarades, redoublez d'efforts.

Camarades, préparez-vous.

❖ ❖

Quoique ayant décidé de faire bande à part, les travailleurs du Livre n'en tentent pas moins un mouvement, mais en faveur de la journée de 9 heures seulement. Fidèles à la grande pensée des « commissions mixtes » le comité central de la Fédération du Livre avait demandé au syndicat patronal une réunion pour discuter la diminution des heures de travail. Les patrons ont répondu qu'ils se refusaient à entrer en pourparlers sur cette question avec l'organisation ouvrière.

L'organe de la Fédération, *La Typographie française*, dans un article de tête intitulé *Vers la bataille* annonce ce résultat à ses adhérents et les engage à se préparer à la lutte.

La situation se présente admirablement pour les camarades typographes et s'ils savent vouloir un peu énergiquement, nul doute qu'ils n'obtiennent des résultats appréciables. La campagne électorale qui va s'ouvrir va leur apporter un afflux de travail qui ne saurait attendre; la situation sera donc pour eux exceptionnelle. Il leur suffira de vouloir un peu fortement pour vaincre. Il est seulement regrettable que malgré les avantages incontestables dont jouit cette corporation, elle n'ait pas cru devoir marcher à la bataille avec les autres. N'importe! L'heure n'est pas aux regrets, mais à l'action et j'ai personnellement trop le souci de l'autonomie des organisations ouvrières pour récriminer actuellement.

Il est encourageant de voir que les résolutions du Congrès de Bourges entraînent dans la lutte les corporations qui passaient pour les plus timorées. C'est pour les partisans de l'action toujours et quand même une réelle satisfaction.

❖ ❖

Chez les métallurgistes, l'on ne se prépare pas moins à l'action et l'organe de la Fédération *L'Ouvrier métallurgiste* de ce mois publie, avec un excellent appel, plusieurs articles où sont vigoureusement mis en lumière les principaux arguments qui militent en faveur de la diminution immédiate des heures de travail dans les différentes branches de l'industrie métallurgique.

Les autres corporations chacune dans leur sphère se préparent également. A Paris *L'Union des Syndicats de la Seine* n'a pas tenu moins de sept meetings dans la seule journée de dimanche dernier.

Il faut que partout, malgré les entraves que les pouvoirs publics essaient d'apporter au mouvement — menaces et fermetures de Bourses du travail, retraits de subvention, interdictions de réunions, etc., etc. — il faut, dis-je, que l'on redouble d'efforts et d'activité.

La classe ouvrière économiquement organisée se doit à elle-même d'aller à la bataille pour l'obtention d'un peu plus de « Bien-être et de Liberté. »

❖ ❖

Les grèves. — La grève des mineurs de Neuves-Maisons et Chavigny, qui vient de donner lieu aux graves incidents signalés dans notre dernier numéro, s'étend et a gagné la mine du Grand-Fond, appartenant à MM. de Wendel et Cie, située à l'extrême frontière, entre Jœuf et Moyeuvre-Grande (Lorraine annexée).

L'armée a été mobilisée *des deux côtés de la frontière. Un peloton de chasseurs à cheval et une compagnie d'infanterie occupent les abords de la mine, tandis qu'un bataillon et quelques escadrons de l'armée allemande sont arrivés de Thionville.*

Niez donc après cela l'internationalisme capitaliste!

Les poteaux supportant les câbles électriques du chemin de fer de l'usine sont coupés. Le bruit court que la maison d'un mineur continuant à travailler aurait été menacée et à la compagnie du chemin de fer on déclare qu'une lettre anonyme est parvenue prévenant la direction que l'on ferait sauter la voie ferrée si l'on continuait le transport du minerai.

Le maire de Jœuf a pris un arrêté interdisant les attroupements et les cortèges sur la voie publique. Néanmoins, les grévistes se promènent dans les rues, par trois ou quatre cents. Ils chantent l'*Internationale* et portent le drapeau rouge.

Le camarade Boudoux a été arrêté et l'on annonce qu'il va être poursuivi pour excitation à la violence.

L'on a lu plus haut l'intéressante correspondance que nous avons reçue relative aux incidents qui ont marqué la grève de Salin-de-Giraud.

Je dois y ajouter l'envahissement, par la police, de la Bourse du travail d'Arles où les camarades se proposaient de tenir une réunion de solidarité en faveur des grévistes. Sur l'ordre du maire, les gendarmes ont envahi la Bourse et interdit la réunion, malgré les protestations réitérées des administrateurs.

Nous vivons décidément dans une bien belle république!

P. DELESALLE.

ANGLETERRE

Au tribunal. — On lit dans le *Truth :* « Ce qui suit est emprunté à l'audience du tribunal de simple police de Halifax, devant qui comparaissaient un certain nombre de contribuables ayant refusé de payer la taxe de l'enseignement.

« M. Michell (un des défendeurs) : Je voudrais dire... — Le président : Vous n'avez rien à dire. — M. Michell : Je voudrais simplement dire quelle est ma position... — Le président : Je ne suis pas ici pour entendre un seul mot sur ce sujet. Nous sommes ici au tribunal. Je ne puis pas vous permettre, Monsieur, d'exposer votre cas. »

« Il est certain, déclare le *Truth*, que souvent la justice est rendue de cette façon. »

* *

BELGIQUE

Nous avons fait connaître le démenti de M. Edmond *Picard*, sénateur *socialiste*, littérateur antijuif et grand avocat d'affaires à Bruxelles, aux propos que lui prêtait le camarade Nicolas Fays, de Nouzon. Celui-ci nous écrit qu'il maintient énergiquement son affirmation : à savoir que Picard lui a vivement reproché la propagande anarchiste qu'il faisait à Herbeumont et jusqu'à la dispense des cours religieux donnée par lui à ses enfants.

L'incident est clos.

* *

PORTUGAL

La Fédération Socialiste Libre, dont j'annonçais l'autre jour la réorganisation, continue son œuvre de propagande et d'agitation. Les conférences succèdent aux conférences, ce qui fait augmenter le nombre des adhésions. Dernièrement, elle a résolu de commencer une campagne contre les impôts qui pèsent odieusement sur l'alimentation et qui constituent une des principales causes de la misère qui décime les travailleurs. Cette campagne avait été annoncée par les républicains; mais ceux-ci bientôt se détournèrent pour concentrer toute leur activité dans les luttes de la politique parlementaire et exploiter à leur profit les scandales quotidiens du monde politique. Ceci leur donnera quelques voix de plus aux prochaines élections, l'unique but qu'ils poursuivent. La *Fédération*, en abordant cette utile campagne, nous permettra de mesurer son énergie et de connaître l'état d'esprit de la population ouvrière, qui paraît commencer à en avoir assez de tant d'exploitation et de misère.

* *

Les camarades de *A Humanidade* (l'Humanité) nous annoncent la suspension de leur journal, à cause des mauvaises conditions économiques où il se trouvait. Dès que celles-ci se seront améliorées, le journal reparaîtra. Cette disparition est à regretter, car *A Humanidade*, quoique peu répandu parmi les travailleurs pour lesquels il était d'une lecture difficile, rendait de bons services tout de même, en s'adressant à un public lettré.

En guise de compensation vient de paraître *A Era Nova* (l'Ere Nouvelle) à Coïmbra. C'est l'organe d'un groupe d'éducation anarchiste. Comme je le disais il y a quelque temps, ce groupe se propose de répandre la doctrine par tous les moyens et notamment par la brochure et la conférence. Notre camarade Campos Lima, qui en a été l'organisateur, met toute son activité à ce que le groupe s'étende de plus en plus. Quoique constitué à Coïmbra, le groupe compte sur l'adhésion de nombre de camarades d'autres villes. La constitution de ce groupe nous a fait constater que l'anarchisme est en progrès en Portugal. Parmi les camarades qui le composent, on voit des médecins et des professeurs officiels, se disant carrément anarchistes.

A remarquer aussi l'entrée de l'élément féminin, représenté dans le groupe par la camarade Rosalina Ferreira, élève de l'Académie des Beaux-Arts. Dans ce pays de préjugés, son acte ne manque pas de hardiesse et encouragera d'autres femmes qui n'osaient pas être *la première*.

EMILIO COSTA.

* *

RUSSIE

Les représailles. — A Pétersbourg, le tsarisme supprime deux journaux satiriques, en saisit un troisième, poursuit en justice des journalistes, parmi lesquels M. Pierre Struve qui rédigeait naguère en France l'organe constitutionnel démocrate *Osvobojdénie*. La police a perquisitionné dans les rédactions des journaux supprimés *Novia Jiza* et *Molodaia Rassio* et dans celles du satyrique *Gwozd* et du *Boureviestnik*. « Pendant plusieurs jours, rapporte la *Correspondance russe*, toutes les personnes qui se présentèrent dans ces rédactions furent fouillées et arrêtées. Un grand nombre d'autres perquisitions, suivies d'arrestations en masse, ont eu lieu. »

A Moscou, le *Wiek* est poursuivi; le président du syndicat des ouvriers municipaux est déporté.

A Nijni-Novgorod, deux médecins, deux hommes de lettres et un avocat sont également déportés.

A Kherson, à Sébastopol, à Simferopol parmi les instituteurs, à Vilna, à Jaroslav, on arrête en masse.

A Viazma (gouvernement de Smolensk), treize employés de chemin de fer sont déportés pour avoir pris part aux dernières grèves.

On annonce que les cinq derniers *emmurés* de la sinistre forteresse de Schlüsselbourg, Guerchovni, Karpovitch Melnikov et les deux meurtriers de Plehve, Sagonov et Sikorsky sont déportés en Sibérie, région d'Iakoutsk.

A Pétersbourg, deux rabbins juifs ont été déportés pour avoir recueilli des souscriptions en faveur des victimes des pogromes.

Le gouverneur des districts Gori et Douchet (Caucase), général Bauer, a annoncé à la population qu'il ferait raser par la troupe tout village où serait trouvé un fusil, un revolver ou un poignard.

Quand tout cela finira-t-il? Quand la Russie échappera-t-elle aux griffes du tsarisme assassin?

* *

Enfin, de source certaine, Dournovo s'est vanté qu'il pratiquera une telle terreur, que les petits-fils de la génération actuelle en parleront.

De Plehve aussi s'était vanté de museler la révolution. Il en est mort.

* *

CHILI

SANTIAGO, 25 novembre. — J'ai le plaisir de vous raconter une vraie journée révolutionnaire, arrivée les 22 et 23 octobre. Il s'agissait de rapporter un impôt scandaleux qui grève les bestiaux argentins et qui a renchéri le prix de la viande d'une façon extraordinaire. On avait, dans ce but, convoqué un meeting monstre, qui réunissait plus de 30.000 hommes. Ça a fini par une émeute qui dura deux jours, et où, comme cela arrive toujours, le peuple a eu le dessous; mais on a obtenu d'effrayer le gouvernement qui commence à se préoccuper des affaires sociales. Les gens de police eurent plusieurs morts et blessés (environ 50) et le peuple eut 300 morts et 600 blessés plus ou moins grièvement. Ce fut une mêlée brutale et sanglante où il manquait un but précis. Les pauvres diables n'avaient d'autres armes que les pavés arrachés à la chaussée contre des sabres et des fusils.

La garnison militaire ayant quitté la ville pour aller aux manœuvres à quelque 300 kilomètres par chemin de fer, il se forma une garde bourgeoise qui combla la mesure des crimes commis, aucun d'eux n'ayant été blessé. Les dégâts faits par ce que les journaux bien pensants appellent la foule, la populace, se réduisent à très peu de chose, des petits magasins pillés, des réverbères renversés.

A la chute du deuxième jour, quand la police était tout à fait épuisée, sont arrivés les lanciers qui s'étaient attardés, parce que quelques mécaniciens du service des locomotives du chemin de fer eurent le bon esprit de faire sauter les rails sur quelques endroits. Le reste de l'armée les suivit, bien que deux compagnies d'un bataillon d'infanterie se montrassent peu disposées à obéir aux ordres supérieurs. Depuis, les bourgeois se sont cotisés et ont ramassé une somme assez considérable pour leurs défenseurs, dont la solde a été presque doublée.

LUIS MAX-TURNER.

NOTES INTERNATIONALES

Angleterre. — Pendant que les cinquante députés du parti ouvrier — dont pas un n'est même socialiste — s'initient aux chinoiseries du régime parlementaire, les vrais révolutionnaires, les anarchistes continuent à miner le terrain lentement, tranquillement, mais sûrement. *Freedom* en est à la vingtième année de sa publication, et a fait une propagande considérable par son journal, ses meetings et ses pamphlets.

Depuis trois mois, le comité russo-juif de la presse anarchiste publie un journal qui a presque aussitôt trouvé un nombre important d'abonnés et de lecteurs : *Die freie Arbeiterwelt* (Le monde libre du travail), dont l'adresse est 4, Dunstan House, Stepney Green, Londres. Le camarade Malatesta publiera prochainement, dans ce journal, une étude sur *les Anarchistes et le Mouvement syndicaliste*.

Allemagne. — Les perquisitions continuent de plus belle chez les camarades libertaires à Halle, Dresde, Düsseldorf, Stuttgart, Berlin, Francfort, Offenbach, Carlsruhe, Leipzig, Magdebourg, etc. On recherche principalement ceux qui répandent les journaux anarchistes et les petites feuilles volantes antimilitaristes. Il y a quelques jours, les camarades Rossweg, Fritz Müller et Paul Fraubôse, rédacteurs du *Revolutionär*, ont été condamnés, les deux premiers à six mois de prison et à cinq cents marks d'amende, le troisième à deux cents marks seulement. Le camarade Hans Loos, coupable d'un délit de lèse-religion commis au cours d'une conférence du Dr Friedeberg, en est quitte avec trois mois de prison.

On continue à signaler de nombreuses défections dans les rangs des social-démocrates. Les grands chefs Bebel, Singer, Auer et les autres bonzes ne veulent pas qu'on fasse de la propagande antimilitariste; de là des mécontentements et des désertions. On s'en apercevra bien aux prochaines élections générales.

Autriche. — Les camarades de Vienne se préparent à fonder un organe socialiste anti-autoritaire. Ils en ont assez de la feuille nauséeuse du Dr Victor Adler, *Die Arbeiter Zeitung*. Le rédacteur est, paraît-il, plus souvent à Monte-Carlo qu'à Vienne, à la table de jeu que dans son bureau.

Hongrie. — A Nandorhegy, à l'occasion d'une grève de forgerons, les gendarmes ont tout à coup fait irruption dans une salle de meeting et, sans avoir été le moins du monde provoqués par les ouvriers, ont fait usage de leurs armes. Ils tuèrent sept grévistes et en blessèrent quarante. Il en sera toujours ainsi, tant qu'on enverra sur les champs de grève, où ils n'ont que faire, des soldats commandés par des brutes d'officiers.

Danemark. — Le gouvernement danois fait bon ménage avec les social-démocrates, mais, en revanche, il traque et poursuit les anarchistes partout où il les rencontre. Dernièrement, le camarade Rasmussen, rédacteur du *Skorpion*, un excellent journal libertaire, paraissant à Copenhague, a été arrêté pour avoir écrit quelques articles irrévérencieux à l'endroit de la couronne. Espérons que malgré la sévérité ordinaire des magistrats de ce pays, notre ami se tirera d'affaire à bon compte et pourra continuer à faire de la bonne propagande au moyen de son vaillant journal.

Suède. — Le journal *Brand*, de Stockholm, annonce que les camarades viennent de publier une traduction suédoise de la brochure d'Arnold Roller, sous le titre de *Den sociala Generalstrejken* (La grève générale sociale). La brochure de l'ami Roller est aujourd'hui traduite en une douzaine de langues et a déjà été tirée à près de *cent mille* exemplaires.

Hollande. — Les antimilitaristes répandent partout en ce moment le *Soldaten-Almanak* l'Almanach des soldats, au moyen duquel ils font une excellente propagande antipatriotique. L'organe de l'Association Internationale antimilitariste, *De Wapens neder* (A bas les armes), rédigé par le camarade J. Hofman, à Enschedé, fait aussi une très utile besogne. Le Comité régional hollandais de l'Association, composé des camarades Hildebrand, De Boer, Ten Wolde, De Kleyn et Smit publiera sous peu un manifeste contre la guerre.

De Vrije Socialist, de Domela Nieuwenhuis, annonce la mort du camarade C. Moot. Il est décédé à Alkmaer, à peine âgé de 46 ans. Ceux qui l'ont connu conserveront le souvenir de ce brave propagandiste qui a beaucoup lutté et beaucoup souffert.

Je me suis trompé en disant dernièrement que *Grondhen Vrijeid* (Terre et Liberté) le nouveau, journal des communistes hollandais, paraîtrait hebdomadairement. Ce journal, qui constitue une réduction du *Vrije Communist*, ne paraîtra qu'une fois par mois. C'est un organe néo-malthusien.

Suisse. — Cela n'a pas traîné dans la libre Helvétie. L'Association internationale antimilitariste n'avait pas plutôt rédigé sa circulaire, annonçant un congrès pour le mois de juin, que le Conseil fédéral

prenait un arrêté contre la propagande antimilitariste *faite par des étrangers*. C'était interdire le congrès.

Puis, ce même Conseil fédéral a voté un crédit de 12.915.000 francs pour amélioration du matériel de guerre!

Et à Zurich, la bourgeoisie a fondé une société, *der Züricher Burgerverein*, qui compte déjà 2.000 membres et dont le seul but est de combattre les anarchistes!

En attendant, nos amis continuent leur propagande. L'ami Bertoni publie : *Abbasso l'esercito* (A bas l'armée), brochure de propagande antipatriotique ; à Zurich, le journal *Der Vorposten* (L'Avant-garde) gagne de nombreux adhérents; il lance une brochure antimilitariste : *Der Hofhund des Kapitals* (le Chien de garde du capital), qui fait rager l'oligarchie bourgeoise.

Espagne. — L'Espagne commence, elle aussi, à être *infestée du virus antimilitariste*. C'est ainsi qu'on désigne notre propagande *tra los montes*. La *Correspondance militaire*, faite avec les fonds du ministère de la guerre, demande « que les attaques contre la patrie et contre l'armée soient soumises aux conseils de guerre. Elle demande *la peine de mort* contre tous ceux qui insulteraient les autorités militaires *en temps de guerre*. Elle demande la même *peine de mort* contre tous ceux qui prêteraient appui aux auteurs de ces délits. *En temps de paix*, la peine serait *la réclusion militaire*.

« Le fait de *mettre des obstacles* (sic) aux autorités militaires, non seulement par des actes, mais simplement par la propagation d'idées contraires à l'armée — propagande par la parole, par la presse ou *autrement* (sic) constitue un délit contre l'armée, et ce délit serait passible d'une à cinq années de service militaire dans les corps de discipline, *quels que soient l'âge et la condition du coupable*. »

Bien n'y fera, Messieurs les soudards, l'*institution* des armées est condamnée, en dépit même des charlatans de la social-démocratie universelle, qui veulent la conserver pour s'en servir contre nous, lorsqu'ils auront fait partout *la conquête du pouvoir*!

Amérique. — Le 15 de ce mois, paraîtra à New-York le premier numéro d'un magazine anarchiste mensuel, sous le titre de *Mother Earth* (Notre mère la Terre). Les rédacteurs de cette Revue sont nos amis Max Baginsky et Emma Goldmann, dont l'adresse est P. O. Box 217, Madison Square Station, à New-York. — Nous faisons des vœux pour que cette Revue, écrite en langue anglaise, se répande rapidement et serve utilement à la propagande des idées libertaires aux Etats-Unis.

Le troisième petit volume des *Mémoires* de John Most a paru récemment. Il y raconte ses aventures de député au Reichstag ; la façon désopilante et spirituelle dont il relate son voyage à travers la *politique allemande* fait de ce troisième volume un véritable petit roman, très amusant à lire.

V. D.

BIBLIOGRAPHIE

M. Joseph Reinach termine son *Histoire de l'affaire Dreyfus* (1), par le tome V, qui paraît avec le sous-titre *Rennes*. C'est l'épilogue. Nous assistons aux diverses péripéties tant politiques découlant de l'affaire que de l'affaire elle-même qui précédèrent la revision; puis à la nouvelle comédie du conseil de guerre à Rennes, où Mercier réédita le tour de la pièce secrète, et où la justice militaire, quoiqu'un des siens ait affirmé qu'elle n'était pas l'autre, montra que, lorsque les intérêts de classe s'en mêlent, elle peut, tout aussi bien que la justice civile, juger avec ses préventions et son esprit decorps.

M. Reinach, dans ces cinq volumes, nous a fait passer par toutes les phases de cette affaire, et en a donné la physionomie, — tout autant qu'un politicien de son esprit pouvait la donner.

Mais ce qui rend ces cinq volumes surtout précieux, c'est que l'auteur soulève légèrement le voile des tripotages de coulisse. Et le lecteur naïf qui croit à l'indépendance des juges, à l'intégrité des gouvernants, au désintéressement des politiciens, peut voir dans ces pages comment, sans en avoir l'air, le gouvernement peut donner le coup de pouce à la balance de Thémis, combien de saletés la crainte des électeurs peut faire faire à un député. Quant à la conscience des juges, nous n'avons qu'à regarder en ce moment autour de nous ce qui se passe au sujet des antimilitaristes, pour voir que sous la pression du gouvernement, les juges font saisir des brochures couvertes par la prescription légale; en poursuivent les vendeurs et les condamnent, sans que les auteurs aient jamais été inquiétés; reconnaissent en plein prétoire l'illégalité des lois scélérates, mais les appliquent quand même parce qu'ils en sont requis; le personnel judiciaire, enfin, agissant au gré du gouvernement, tout comme s'il n'y avait pas de légalité, mais l'arbitraire et le bon plaisir.

Si, à Rennes, Waldeck-Rousseau n'obtint pas l'acquittement de Dreyfus — et encore le désirait-il? Il était bien trop politicien pour ne pas aimer les solutions bâtardes, telle que le fut celle-là — ce fut tout simplement parce que lui aussi, et tous ses collègues du gouvernement tenaient trop à ménager l'armée, ce dernier rempart des privilèges de la bourgeoisie capitaliste, dont il fut l'un des plus intelligents défenseurs, et qu'il préféra voir se consommer une fois de plus l'iniquité juridique, que de porter la lumière dans cet antre d'iniquités qu'étaient les bureaux de l'Etat Major.

Pour terminer, M. Reinach n'est pas, non plus, sans nous divulguer quelque peu les petites rivalités d'amour-propre qui surgirent parmi les défenseurs de Dreyfus.

Mais je crois qu'ici il suit peut être un peu trop certaines rancunes, en faisant jouer à ces rivalités un trop grand rôle dans la division qui s'opéra entre ceux qui voulaient que l'on dévoilât toute la vérité, stigmatisant bien haut les faussaires, sans s'occuper des conséquences politiques pouvant en découler, et ceux qui se firent humbles, suppliants, voulant ménager l'arche sacro-sainte, l'armée, couvrir les immondices qu'elle recèle, et demandant comme une grâce l'acquittement qu'ils devaient imposer par la proclamation de tout ce qu'ils savaient.

Ce furent ces derniers qui l'emportèrent; et, malgré la nouvelle condamnation qui s'ensuivit, M. Reinach justifie leur attitude. C'est que, pour beaucoup de défenseurs de Dreyfus, l'armée continuait à être la chose à laquelle il ne faut pas toucher.

Certes, depuis l'affaire, Laborie s'est bien rapetissé, les ambitions politiques l'ont bien diminué, mais il était dans le vrai, lorsqu'il ne voulait pas se laisser lier par des considérations étrangères à la vérité dont il voulait écraser les faussaires.

Dans ce dernier volume, M. Reinach s'est décidé enfin à parler quelque peu des anarchistes. Lorsqu'ils se contentent d'appuyer l'action des dreyfusards, se mettant aux ordres des manitous, il en parle en termes polis : « les libertaires firent ceci », « les libertaires, par-là ». Mais lorsqu'ils s'avisent d'exprimer leurs propres idées, d'agir selon leur propre impulsion, ce sont alors les « vociférations ignobles des anarchistes! »

De ceux-là, on peut être certain qu'ils ne passèrent pas à la caisse.

J. Grave.

(1) Cinq volumes à 7 fr. chacun chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Nous avons reçu :

Histoire du travail et des travailleurs, par P. Brisson; 1 vol. 4 francs, chez Delagrave, 15, rue Soufflot.

L'Entr'aide, par Pierre Kropotkine; 1 vol. 3 fr. 50, chez Hachette, 79, boulevard Saint-Germain.

Sébastien Roch, par Mirbeau, illus. de Ibels; 1 vol. 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Programa y plan de enseñanza racional, par la Asociacion « Trabajo y Voluntad »; Santa Cruz de Ténériffe.

La Question sociale, par S. Faure; 0 fr. 10, colonie d'Aiglemont.

Les Crofters d'Ecosse, par G. Lecarpentier; « Musée social », 5, rue Las Cases.

El Hombre y la Tierra, par E. Reclus; cuaderno 15 et 16, 2 reales chaque, chez A. Martin, calle Consejo de Ciento, 140, Barcelone.

VIENT DE PARAITRE

L'Entr'aide, par Kropotkine, traduction de L. Bréhal.

Dans ce volume dont nous avons publié autrefois des extraits dans le supplément de la *Révolte*, notre ami traite ce côté de la question de l'évolution laissé dans l'ombre : l'importance de l'aide mutuelle entre les espèces et individus, comme facteur de progrès et de survivance.

Prix, franco : 3 francs.

A travers les Revues

Revues Espérantistes. — *Espero Pacifista* (l'Espoir pacifiste) est une revue mensuelle récemment fondée par Gaston Moch, ancien capitaine d'artillerie devenu l'un des principaux militants du pacifisme et propagateurs de la « Langue Internationale » dite Esperanto. *Espero Pacifista* est entièrement rédigé dans cette langue, et sert d'organe à *Pacifisto*, société internationale espérantiste pour la paix.

Le numéro de décembre 1905 contient les renseignements suivants sur les pertes des Russes en Extrême-Orient :

« *L'Indépendance Belge* calcule que, d'après les chiffres publiés par le *Novoie Vremia*, la Russie a perdu 353.000 hommes dans la dernière guerre, sans compter les 70 ou 80.000 hommes qui étaient déjà en Extrême-Orient au début de la guerre, et dont la plus grande partie a été encore perdue.

« Tous les volontaires qui reviennent du pays de la guerre semblent des mendiants; vivres et habits leur manquent complètement, car ils n'ont reçu que 25 kopeks pour la nourriture quotidienne, et un demi-kilogramme de pain, en Mandchourie, coûtait 10 ou 12 kopeks! »

R. Ch.

Correspondances et Communications

Groupe La Liberté d'opinion. — Après entente avec les intéressés, il a été convenu que, provisoirement du moins, le trésorier du Groupe *La Liberté d'opinion* ne publierait pas le détail des sommes envoyées aux détenus ou à leurs familles.

Le groupe obéit ainsi à certaines considérations que tous les camarades comprendront.

Voici le premier bilan établi à la date du 5 mars :

Sommes reçues, 1.253 fr. 85.

Sommes versées aux familles auxquelles il faut ajouter quelques dépenses faites pour les camarades détenus, 315 fr. 15.

Il va falloir maintenant penser à recueillir les sommes nécessaires à payer les termes d'un certain nombre de camarades détenus. Ce sera un gros effort sur lequel va porter toute l'attention du groupe.

L'on trouvera plus loin le détail des sommes reçues directement par les *Temps Nouveaux*, sommes transmises en bloc au trésorier du groupe.

N. B. — Contrairement aux affirmations d'un journaliste de préfecture, contenues dans la *Raison* du 4 mars, le groupe *La Liberté d'opinion* est uniquement fondé pour saisir le public de tous les faits d'arbitraires ayant trait à la « liberté d'opinion » et pour apporter une aide efficace aux détenus et à leur famille.

Le groupe n'est *en rien* le prolongement de l'*Association Internationale Antimilitariste*, qui continue à fonctionner comme par le passé.

Le groupe ne se propose ni de publier des brochures, ni de faire de l'agitation antimilitariste. Son but est plus restreint : 1° Défense de la *liberté d'opinion* chaque fois que les gouvernants tentent de la violer; 2° Aide et secours aux détenus et à leurs familles.

Ceci pour remettre les choses au point et couper les ailes aux canards des journaux bourgeois et démocratiques, et aux divers renseignements que des journalistes (!) bien informés vont vraisemblablement puiser auprès des subordonnés de Lépine.

Le secrétaire du groupe :

P. Delesalle.

❖ ❖

2 mars 1906.

Monsieur,

Le dernier numéro des *Temps Nouveaux* contient une caricature « A Gustave Hervé » tellement ordurière, que je me refuse à recevoir le journal encore une fois dans mes appartements. Veuillez ainsi soigner à ce qu'il ne me soit plus expédié.

J'avais cru qu'on pouvait être anarchiste sans devenir voyou ; je constate que je me suis trompé. Je croyais qu'on pouvait être anarchiste sans se croire obligé à injurier les idées d'autrui ; je me suis lourdement trompé. Mais croyez-vous vraiment que l'on réussira à convaincre autrui de la justesse de ses idées, lorsque l'on ne trouve d'autres arguments que l'injure et la grossièreté?

Ce n'est que lorsqu'on n'a point d'arguments que l'on a recours à l'injure. Je suis plus libre que vous dans ma pensée. Mais précisément parce que je suis penseur libre, je n'insulte pas aux croyances des autres. J'ai de meilleurs arguments à ma disposition.

Veuillez agréer mes salutations.

G. CHATERTON HILL,
224, rue du Trône (Bruxelles).

P. S. — Je ne suppose pas pour un instant que votre journal publiera cette protestation — il est bien trop « libre » pour admettre que l'on ne soit pas d'accord avec lui.

Je pourrais faire remarquer à M. Hill qu'il n'y a qu'un moyen de respecter réellement les idées des autres: c'est de renoncer à propager celles que l'on prétend avoir.

Quant à ce qui est de l'intolérance, que l'on en juge : Nous insultons des emblèmes et des symboles, d'accord ; mais c'est parce que, pour nous, ces emblèmes représentent des siècles de tyrannie, d'hypocrisie, de misère morale et physique, d'obscurantisme et d'oppressions, que nous les abhorrons de tout notre être; mais comme nous savons que l'on peut être dans l'erreur tout en étant de très bonne foi, si nous sommes durs pour les erreurs, nous tâchons d'être courtois pour les individus.

M. Hill pense et fait tout le contraire.

× **Groupe de propagande par l'écrit.** — Mouvement de février :

Temps Nouveaux	400
Anarchie (Girard)	75
L'Enseignement libertaire et l'enseignement bourgeois (Grave)	75

Adresser fonds et communications à Froment, 129, route d'Orléans, Arcueil-Cachan (Seine).

× Un de nos abonnés voudrait se procurer le n° 1 de la *Revue Libertaire* 1903, contenant une poésie de Clovis Hugues, intitulée : *Satan*. Adresser les propositions au journal.

× COSNE (Nièvre). — Un Groupe d'Etudes sociales venant de se former pour l'action à faire dans la région, et comme nous sommes très peu de camarades, nous faisons appel aux amis qui pourraient nous venir en aide pour l'envoi de brochures qu'ils posséderaient. Ecrire au secrétaire Auguste Théjein, impasse du Sanitas.

× Le camarade Rousset-Galhauban, étant alité, ne peut s'occuper des listes qu'on lui envoie; mais il recevra avec plaisir toute lecture qu'on voudra lui faire parvenir.

CONVOCATIONS

× **Causeries populaires des V** **et XIII**, 37, rue Croulebarbe. — Samedi 10 mars, à 8 h. 1/2 : L'arbitraire légal et la méthode scientifique, par Paraf-Javal.

Jeudi 15 mars : Force et matière (suite).

× **Causeries Populaires du Solrésol** (Langue Universelle), 109, rue Saint-Maur (11e arr.). — Causerie explicative par le camarade Parette, le 11 mars, à 2 heures. — Tous les dimanches, à 2 heures, causerie par des camarades.

× **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 9 mars. — M. Morize : Principaux moments de la littérature française. III : La vie des idées au dix-huitième siècle; les précurseurs ; la lutte philosophique ; Voltaire et Rousseau.

Dimanche 11. — Soirée littéraire et artistique, suivie de sauterie (programme ultérieur). — Vestiaire obligatoire : 0 fr. 25.

Mercredi 14. — M. Micouleau : Les origines de la Terre et sa formation géologique.

Vendredi 16. — M. Zabloud : La vie ouvrière au Japon.

Tous les lundis, à 8 h. 1/2, cours d'espéranto, par M. Blangarin.

Tous les jeudis matin, de 10 h. 1/2 à midi, cours de piano, solfège, mandoline, dirigé par Mme Lebrun-Lagravier.

Le soir, de 3 à 5 heures, cours d'allemand, élémentaire, moyen, supérieur, dirigé par M. Silberstein.

× **A. I. A.** (Section du XVIIe). — Le mardi 13 mars, à 9 heures du soir, réunion des adhérents au siège de la section, 4, passage Davy (50, avenue de Saint-Ouen). Discussion sur une proposition très importante.

× **Syndicat des employés de l'Epicerie.** — Réunions : Salle des Voitures, 11, avenue des Ternes, le 12 mars; à l'Etoile d'or, 4, avenue d'Italie, le 13 mars; salle Raucaz, 19, Grand'-Rue, Asnières, le 14; salle Issaly, 133, rue Saint-Antoine, le 25.

× **Aurore du VIe.** — Vendredi 9 mars à 8 h. 1/2, salle du Livre, 12, rue de l'Ancienne-Comédie. — *Coup d'œil rétrospectif*, par Camille Tiercin.

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 9 mars. — Vulgus : Questions astronomiques (avec démonstration).

Mercredi 14. — Rousselet : Recettes pratiques et usuelles (suite).

Vendredi 16. — Duparchy : Ibsen, II : *La Dame de la Mer.*

× **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Vendredi 9 mars. — G. Oudinot : Le rire de Molière.

Mardi 13. — Jules Lermina : Le fait du jour.

× **Comité de défense sociale.** — Vendredi 9 mars, à 9 heures du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta, réunion de tous les camarades qui s'intéressent aux condamnés antimilitaristes. — Résultat financier. — Organisation d'un meeting. — Lecture de la correspondance.

Les condamnés de province ou leur famille sont priés d'écrire à Poignand pour les besoins de leur situation.

× AMIENS. — **Groupe libertaire féminin.** — Réunion tous les jeudis, à 8 h. 1/2, à *Germinal*, 26, rue Saint-Roch.

Jeudi, 8 mars. — Etude sur la société future. — Situation du pauvre dans la société bourgeoise. — La force, source du droit.

× COSNE. — Réunion libertaire, hôtel du Lion d'Or, place de la République. Causerie : Ce que nous pouvons faire, ce que nous devons faire, par un camarade.

× LILLE. — **Groupe d'études sociales.** — Réunion le mercredi 14 mars, à 8 heures du soir, au siège, 319, rue Léon Gambetta. Ordre du jour : Causerie par un camarade sur la magistrature. — Questions diverses.

Présence indispensable.

× LYON. — **Causeries Populaires.** — Soirée familiale, dimanche 11 mars, à 8 heures du soir, salle Charamande, 26, rue Paul Bert, causerie par un camarade.

× LYON. — **A. I. A.** (Section de Villeurbanne.) — Réunion le dimanche 11 mars, salle du Pré-aux-Clercs, cours Lafayette, 270, à 9 heures du matin.

Ordre du jour : Adhésions et cotisations. De la propagande, et la réorganisation de la section.

× MARSEILLE (ville et banlieues). — Grande fête familiale le dimanche 11 mars, à 3 heures de l'après-midi, dans la grande salle du « Café du Fortin », à la Madrague de Montredon, au bénéfice des familles des détenus antimilitaristes.

Concert, nombreux amateurs. Causerie par Marestan. Théâtre. — Vestiaire obligatoire : 0 fr. 15.

× LIÈGE. — Séance d'ouverture des causeries populaires, dimanche 11 mars, à 11 h. du matin, au Casino de l'Est, 21, rue Méau. Conférence par Thonar sur la situation politique et économique.

LONDRES. — **Germinal.** Groupe d'Etudes Sociales, 209, Hampstead Road, N. W. Conférence tous les jeudis à 9 heures. Bibliothèque. Brochures. Journaux.

Le prochain dessin sera signé : DELAW.

A NOS LECTEURS

Des camarades nous demandent si nous ne réunirons pas, en un tirage à part, les dessins parus dans l'année?

Cela nous pouvons le faire, si nous trouvons assez de souscripteurs.

Pour finir l'année, il reste encore sept numéros à paraître. Si d'ici là nous recevons assez d'adhésions pour couvrir les frais, nous réunirons les cinquante-deux dessins en album.

Que ceux qui en sont partisans nous le fassent savoir d'ici le 1er mai. Nous nous arrangerons pour que le prix ne dépasse pas 3 francs.

Que l'on n'envoie qu'une adhésion et pas d'argent; car la chose ne sera réalisée que s'il y a assez de souscripteurs.

* *

A la liste, donnée dans notre dernier numéro, des originaux en vente, il faut ajouter :

Dialogue des morts, de B. Naudin, paru dans le n° 7.

Notre prochain Supplément sera consacré au
MILITARISME

Petite Correspondance

G. L., Beaujeu. — *L'épouvante* a déjà été publiée dans le supplément; l'autre, je vais la lire. Non, il ne reste plus de numéros.

L., à Montbard. — Le colis a été expédié.

M., à Montner. — La commission est faite.

E. D., à Arras. — Non, je ne connais pas de groupes dans votre localité.

J. G., Marseille. — Connaissons pas la photographie ou dessin en question.

P. V., à Epernay; — *G., à Nieulle-sur-Seudre.* — Réexpédions les numéros, mais le service a été fait régulièrement. Réclamez en même temps à la poste si ça se renouvelle.

X., à Barlin. — Reçu le mandat. Que désirez-vous ?

P. T., à Marseille. — Je vais faire réimprimer votre bande, afin d'éviter toute erreur.

D. M., à Lille. — J'attends toujours les « Bibliographies » de Bruxelles.

D. D., Saulieu. — Faites monogr. Saulieu et veuillez compléter celle d'Arnay en ce qui concerne les tanneries et surtout la culture.

S., à Saint-Prix. — H. nous est inconnu. Entendu pour le reste.

M. à Beaurepaire. — Un peu insuffisante; la forme de vos vers.

S., à Choumla. — *Paix et Liberté* ne paraît plus.

Reçu pour les familles des détenus : N. P., Nouzon, 1 fr. 25. — M. A., à la Ciotat, 0 fr. 50. — P. P., à Aigues-Mortes, 0 fr. 50. — Beaucaire, collecte par C. L. 7 fr. 15. — Wilkin, 0 fr. 50; Merts, 0 fr. 50; Lepage, 1 fr. — Roanne, collecte au concert du Syndicat textile, 15 fr. 15. — Londres, collecte à la fête de *Germinal* et de l'alimentation, 20 fr. — Ensemble : 46 fr. 55. — Liste précédente : 89 fr. 10 — Ensemble : 136 fr. 65.

Reçu pour le journal : G. M., à Bruxelles, 3 fr. — L. C., 4 fr. — E. C., à Arras; 0 fr. 20. — Anonyme, 2 fr. — D. et T., à Marseille, 1 fr. — T., 2 fr., — B. J. et M. A., à Saint-Amand, 2 fr. — X., 0 fr. 50. — P., à Chaux-de-Fonds, 7 fr. 25. — Merci à tous.

H. M., à Reims. — C., à Reignac. — D., à Bruxelles. — T. L., à Verviers. — C., à Bel-Abbès. — B., à Londres. — K., à Hermes. — M., à Nimes. — L., à Carnières. — J. B., à Montbard. — L., à Barlin. — N. V., à San Paulo. — R., à Saint-Junien. — J. L., à Melle. — Jeunesse syndicaliste à Rive-de-Gier. — R., à Fonteneuilles. — D., à Cherbourg. — P., à Angicourt. — F. S., à Karld'horst. — J. B., à Bourges. — L., à Liège. — S., à Saint-Imier. — R., à Charlottenbourg. — Binche et Verviers. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

11e ANNÉE. — N° 46. 17 MARS 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50
LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »
LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la page 8 le dessin de Luce.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Pour cause du mauvais état chronique de la caisse, pas de supplément. Nous tâcherons cependant de le redonner encore au moins une fois dans le courant du mois. Ce mois-ci, il nous faut décrocher 5 numéros avant de toucher la vente du mois passé.

Un Crime capitaliste

Je viens de passer deux jours sur les lieux de la formidable catastrophe de Courrières. Ce n'est pas ici la place, — notre format ne nous le permet pas — de raconter, même dans ses détails importants, le drame farouche que viennent de vivre les populations ouvrières de Méricourt, Sallaumines et Billy-Montigny. Tant bien que mal, les quotidiens l'ont fait. Leur souci de voiler la responsabilité complète de la Compagnie minière et du Service de Contrôle des mines, les a généralement amenés à dénaturer les faits et à ne guère tenir compte des déclarations des ouvriers mineurs. Il est nécessaire pour nous de rétablir les faits essentiels, de déchirer les couronnes de louanges posées par la presse bourgeoise sur les têtes des responsables de ce massacre affreux, et de montrer, en signalant les causes de ces morts, les mesures immédiates à prendre pour que de telles hécatombes ne soient plus possibles désormais.

Des journaux ont prétendu que nous avions une Compagnie modèle et des mines modèles, celles de Courrières, et ont voulu, tout en pleurant avec nous, n'inculper de la responsabilité de ces morts entassés, que le destin et la fatalité. En cette occasion, comme en bien d'autres, mais avec une force plus considérable, le destin a été aidé par la rapacité et l'inclairvoyance de la classe capitaliste.

La fosse n° 3, située sur le territoire de la commune de Méricourt, n'était pas mieux partagée que les autres fosses de nos bassins houillers. Elle n'était pas grisouteuse, c'est vrai. Mais on s'est trop complu à ne voir que le grisou parmi les dangers menaçant violemment la vie de l'ouvrier mineur. Seul, le grisou avait jusqu'à ce jour fauché par grand nombre les malheureux exploités de la mine. Aujourd'hui *douze cents* travailleurs dorment du grand sommeil où les a couchés l'insouciance pour les vies ouvrières d'une Compagnie à qui il fallait, sans arrêt et par tous les moyens, extraire du charbon pour servir de fabuleux dividendes.

La fosse de Méricourt, le n° 3 de la concession de Courrières, se signalait par son manque d'aérage. Les ouvriers de cette fosse se plaignaient depuis toujours, d'être dans un air insuffisamment renouvelé et d'étouffer à la besogne. Le délégué-mineur Simon Pierre dit Ricq, dans chacun de ses rapports de visites a constaté ce pernicieux état de choses et réclamé qu'on y remédie. Nous avons eu la curiosité de parcourir les rapports de ces trois derniers mois établis par Ricq et régulièrement envoyés au préfet et au service du contrôle; il n'en est pas un où ce camarade ne se soit fait l'interprète de la souffrance des travailleurs qui l'avaient choisi pour délégué commis à leur sécurité. Dans son rapport du 3 mars il disait encore :

« Il serait urgent de faire une trouée dans les vieux remblais de trois mètres pour donner de l'air à Capon et à Fraquet.

« De plus, je n'ai jamais rien vu de si défectueux que la voie de peloton et la voie Fraquet.

« Monté la « thermisse ». La voie Lenel a plus de 40 mètres sans air et on y suffoque. »

Ces rapports n'ont amené aucun résultat. Le service de contrôle de l'État s'est bien gardé, s'il les a lus, de réclamer auprès des compagnies que les mesures signalées soient prises. Il en est d'ailleurs ainsi de tous les rapports de tous les délégués mineurs.

Les mineurs du n° 3 n'avaient pas seulement à souffrir du manque d'air et de la suffocation. La Compagnie n'était pas astreinte dans cette fosse — celle-ci n'étant pas grisouteuse — au remblaiement des veines d'où le charbon a été extrait. Ainsi, dans les veines abandonnées, s'accumulaient les gaz délétères très lourds, appelés « puteux » par les mineurs, que laissent filtrer les murs des voies de charbon.

Peu à peu ces veines délaissées, ces culs-de-sac souterrains, ces vastes poches se bourraient de « puteux ». Pour n'avoir pas à occuper de la main-d'œuvre à remblayer avec de la terre les endroits d'où l'on avait arraché la houille, la Compagnie laissait les gaz délétères s'accumuler et empoisonner le peu d'air environnant. Cette négligence avait encore pour résultat de produire des éboulements parfois dangereux. Voilà quelle était, rapidement présentée, la situation de la fosse n° 3 au moment où se déclara l'incendie qui a provoqué l'épouvantable explosion.

Les incendies ne sont pas rares dans les fosses. Avec cette habitude des compagnies de ne pas remblayer les veines délaissées, il arrive souvent que les vieux bois qui soutenaient les galeries prennent feu d'eux-mêmes. Le délégué Ricq avait réclamé que les vieux bois fussent enlevés dès qu'on cessait l'exploitation dans une veine; il le réclamait encore pour l'avenir dans son rapport du 8 mars à propos de l'incendie qui s'était déclaré et pour que ce danger ne se présente plus.

Sa voix n'avait pas été écoutée. Il fallait produire du charbon, il fallait jeter sur le marché des objets de vente; voilà ce qui importait. Les bras étaient employés pour tirer du combustible et non pour garantir la sécurité des ouvriers.

Lorsque l'incendie se déclara et que les premiers essais pour l'éteindre n'aboutirent pas, les ingénieurs de la fosse imaginèrent d'emprisonner l'incendie et de l'enfermer entre des serrages de ciment et de briques ignifuges. Le délégué mineur Ricq s'éleva contre ce moyen d'éteindre l'incendie, il essaya de faire comprendre aux ingénieurs que leur moyen était vain et leur demanda de procéder par l'inondation de la veine où se tenait l'incendie.

Du haut de leur hauteur d'hommes de science, les ingénieurs regardèrent avec pitié ce ridicule ouvrier qui voulait leur donner des conseils. Et quels conseils ? Une mesure qui aurait pour résultat d'arrêter l'extraction pendant au moins deux jours et dont la nouvelle parvenue à la

Bourse des valeurs de charbonnages produirait une impression défavorable sur le cours des actions de la *Compagnie*. On continua à édifier les barrages, malgré les protestations violentes et la douleur de Ricq. Le malheureux délégué ne *prévoyait pas* toute l'étendue que prendrait le désastre. Il ne le pouvait pas. Nul ne le pouvait, comme nul dans la région aux premières nouvelles ne voulait croire à tant de victimes.

Les serrages *n'étaient pas* encore terminés que l'air de l'incendie comprimé, cherchant une issue, renversait les barrages, envoyait une trombe de feu dans les galeries et exerçait une telle pression sur les parois du trou de fosse, qu'il faisait ployer le cuvelage. Cette trombe de feu ramassait sur son passage *toutes les poussières* de charbon qu'elle enflammait ; elle entraînait derrière elle tous les puteux, tous les gaz délétères. Elle semait la dévastation non seulement au n° 3, mais dans les fosses n° 2 de Billy-Montigny et le n° 4 de *Sallaumines*. Elle calcinait complètement les corps les plus proches pour brûler les autres en les recouvrant d'une couche noire de poussière de charbon enflammé. D'autres enfin, et les plus nombreux, aux dires des camarades mineurs, ont dû mourir asphyxiés par les gaz délétères.

L'explosion fut si forte que des ouvriers qui travaillaient au jour, sur les carreaux de fosse, furent renversés et que certains furent tués.

La nouvelle se répandit vite. De tous côtés vinrent des hommes prêts à se porter au secours des mineurs qui se trouvaient au fond. Angoissées, les familles accoururent sur les lieux recevoir ceux des leurs qu'on pourrait retirer vivants du gouffre. Des foules de femmes sont restées des nuits entières et plusieurs nuits de suite aux abords des puits, attendant, la douleur au cœur et les yeux brûlés, qu'on leur donne une parole d'espoir. Pour combien cette parole d'espoir n'est pas venue ? Il n'est pas un foyer dans les quatre cents corons du village de Méricourt, où on ne pleure la disparition de quelqu'un, soit du père, soit des fils.

Quelques mineurs ont pu, au prix de mille difficultés, gagner les puits n°s 10 et 11 qui n'avaient pas été atteints et par où l'on a tenté d'opérer les sauvetages. Impossible de descendre par le n° 3. La benne ne peut plus passer ; le cuvelage, sous la pression, a ployé. Des gaz méphitiques en outre s'échappent par les trois puits. Sur cinq cents mineurs, trente-trois seulement ont pu être sauvés à Méricourt. Seize ont gagné des galeries voisines et réussi à sortir. Les dix-sept autres, le délégué Ricq est allé les chercher, malgré les ingénieurs qui voulaient l'empêcher de descendre et malgré le directeur de la Compagnie qui n'a consenti qu'en lui disant que la Compagnie ne prenait pas la responsabilité de sa mort si elle survenait.

Ricq qui connaissait toutes les voies et détours de sa fosse, aidé de trois de ses camarades, a réussi à retrouver 17 vivants et à les remonter. Certains étaient tellement affaiblis qu'ils n'avaient plus la force de marcher et qu'on dut les porter sur les épaules. Ce sauvetage effectué, cette joie donnée à quelques familles alors que la foule des ingénieurs accourue ne tentait rien d'utile, Ricq voulait encore descendre. Mais on lui refusait des hommes. Quand on lui en donna, on ne lui permit d'aller que dans la voie qu'il avait déjà explorée.

Au n° 2 et au n° 4, grâce aussi aux délégués mineurs Hurbain et Dacheville, un certain nombre de familles auront été sauvées de la douleur et de la misère.

Les journaux se sont étendus sur le dévouement des ingénieurs et de quelques Madames. Les reporters n'ont pas vu du même œil que les mineurs ; l'impression de toute cette population atterrée sous le chagrin de cet événement était qu'on n'avait pas tenté tout ce qu'il était possible de tenter, et qu'ainsi on avait laissé périr nombre de travailleurs que la trombe d'air enflammé n'avait pas calcinés ni les mauvais gaz empoisonnés.

Ce sentiment s'est nettement manifesté aux enterrements des premiers cadavres qui ont eu lieu mardi dernier. A Méricourt, comme à Billy-Montigny, à Sallaumines, à Fouquières, les discours funèbres établissant la culpabilité de la Compagnie de Courrières et réclamant des mesures de sécurité, ou criant vengeance, ont été coupés de cris d'Assassins ! Bandits ! poussés par une foule sortant enfin de sa douleur muette, paraissant comprendre que ce n'était pas un simple *cauchemar* qui l'avait oppressée deux jours durant, que les morts étaient bien morts et qu'ils *l'étaient* par la faute de quelques hommes. J'ai vu, auprès du silo de Billy-Montigny dans lequel 31 cercueils étaient allongés côte à côte, l'ingénieur principal de la Compagnie, qui s'apprêtait à prononcer un discours, s'enfuir devant les protestations violentes de l'assistance.

La Compagnie, qui avait négligé de prendre les mesures les plus élémentaires de sécurité pendant le développement de l'incendie qui a entraîné 1.200 ouvriers — d'aucuns disent 1.600 — a mis peu d'empressement à s'enquérir des familles qui pouvaient se trouver dans la gêne. Et quand arrivera la question du règlement des retraites, on peut être assuré que la richissime Compagnie de Courrières usera de tous les moyens pour faire aux pauvres veuves affligées et aux orphelins sans soutien la part la plus maigre et le sort le plus précaire.

Mais il faut espérer que l'opinion publique et le prolétariat minier sauront imposer aux actionnaires de Courrières d'assurer le morceau de pain aux compagnes et aux enfants de ceux qui sont morts pour que 10 francs versés en 1857 leur rapportent cette année plus de 100 fr. — ces 100 francs qui furent l'an dernier le dividende de l'action primitivement payée 10 francs (1).

Il faut espérer que les travailleurs du bassin houiller sauront imposer à leurs patrons des conditions nouvelles de travail. Ce qui s'est produit à la Compagnie de Courrières aurait pu se produire dans n'importe quelle autre compagnie minière et se produira peut-être demain. Veut-on revoir de tels malheurs ?

Il faut changer le mode d'extraction. Il faut que dans les fosses non grisouteuses, comme cela se pratique déjà dans les fosses grisouteuses, on remblaye les veines abandonnées et qu'on en retire les vieux bois, cause essentielle des incendies. Il faut que l'aérage soit réel et que le mineur ne soit pas contraint d'accomplir son pénible effort dans un air empoisonné. Il faut que le mineur relève son corps meurtri sous l'exploitation capitaliste. Loin de s'améliorer, la condition de l'ouvrier mineur depuis dix ans est devenue plus dure, plus misérable. Les salaires ont diminué ; la journée de travail n'a fait que s'allonger et la domination morale, un moment secouée, s'est appesantie de nouveau.

A Billy-Montigny, j'ai rencontré un de nos camarades, trésorier de la section syndicale, qui n'a dû son salut qu'à son renvoi de la fosse n° 2, il y a une dizaine de jours. Aux dernières élections de délégués mineurs, il avait été le candidat du syndicat confédéré et, depuis, la Compagnie lui comptait des journées de 3 francs. Voulant vivre en travaillant, il avait pris son livret. Combien d'exemples de cette oppression morale de la Compagnie de Courrières ne m'a-t-on pas donnés !

Devant la vaste tombe qui s'est ouverte, devant les misères et les douleurs de toutes ces femmes et de tous ces enfants qui ne reverront plus leurs maris et leurs pères vivants, devant le sort de ce village de Méricourt où il ne reste pas cinquante hommes à l'heure actuelle, de toutes parts ont éclaté les cris de compassion. Mais il faut autre chose que de la pitié et des pièces de vingt sous. *Il faut que de tels crimes ne soient plus possibles.* L'émotion est grande dans tout le bassin houiller. Les mineurs réclameront-ils demain ou aujourd'hui qu'on prenne des mesures assurant réellement leur sécurité ? Il importe peu. Ce dont nous sommes sûr, c'est qu'un jour prochain, ils les réclameront et les conquerront.

Depuis plusieurs années, les mineurs du Pas-de-Calais, débandés, n'ayant plus confiance dans les hommes qui jadis les groupèrent en syndicat, et n'ayant pas encore assez de confiance en eux-mêmes, n'ont pu opposer aucune force véritable à la tyrannie économique et morale des Compagnies. Ils n'ont pu défendre leur salaire. Ils n'ont pas su défendre même leur existence. Le *mineur a une réputation* un peu méritée de docilité moutonnière. Il s'est laissé autrefois guider par des politiciens, il a mis tout son espoir en eux pendant des années, attendant d'eux qu'ils allègent le poids de ses chaînes et qu'un jour, ils lui ouvrent toutes grandes les portes de l'Eden socialiste. Il s'est aperçu, à un moment donné, que ces politiciens étaient devenus grands amis des patrons. Ç'a été une désillusion cruelle. Il s'est dégoûté de l'action syndicale et il a oublié son passé de luttes violentes. Les Compagnies ont fait de ces hommes ce qu'elles ont voulu.

Quelques militants tâchaient de remonter le courant, de faire comprendre aux mineurs que s'ils avaient été roulés et s'ils étaient maintenant déçus, c'était de leur faute, qu'ils avaient manqué d'initiative, qu'ils avaient confié à l'un d'eux le soin d'agir pour tous et que, sur les actes de celui-là, ils n'avaient jamais exercé de contrôle. Quelques camarades socialistes, révolutionnaires et libertaires formèrent un nouveau syndicat contre lequel se liguèrent compagnies et politiciens. Nombre de ces camarades ont dû, acculés à la misère, abandonner la lutte. Malgré tout, le nouveau syndicat grandissait en force et en influence. Mais il ne pouvait encore se dresser devant les Compagnies minières et entamer la lutte pour la fixation de conditions nouvelles de travail, il ne pouvait diminuer la domination des rois du charbon.

Les mineurs n'avaient pu défendre leurs salaires, ils n'ont pu, cette semaine, défendre leur vie. La Compagnie de Courrières, maîtresse de la destinée de ses ouvriers, uniquement préoccupée de profits à réaliser, ne tenant aucun compte des dangers qui se présentaient, a donné l'ordre à ses ouvriers de descendre dans la fosse où brûlait l'incendie, et ses ouvriers sont descendus. Beaucoup d'entre eux prévoyaient ce qui est survenu. Docilement, ils ont surmonté leurs craintes. Ils n'ont pas refusé d'eux-mêmes d'aller à la mort.

Peut-il en être de même aujourd'hui ? Je disais plus haut que les mineurs paraissaient décidés à réagir. Les Compagnies sont allées si loin que la docilité des mineurs me paraît chose d'hier. Les 1.200 cadavres qu'on remontera défigurés, des trous des fosses 2, 3 et 4 de Courrières, donnent une leçon cruelle mais significative aux mineurs du bassin houiller du Pas-de-Calais et d'ailleurs. Ils resteront longtemps devant les yeux de la classe ouvrière tout entière comme un exemple de la cupidité et de l'inclairvoyance capitalistes. Ils diront à tous ceux qui ont compris que pour éviter de telles catastrophes il était nécessaire de ne plus être des soumis, des isolés et des indifférents, quelle activité, quelle ardeur il faut apporter à la préparation de l'œuvre révolutionnaire qui aboutira à l'administration du travail par les travailleurs eux-mêmes.

P. Monatte.

---

(1) Voir, pour se renseigner exactement sur la catastrophe de Courrières, l'article de notre camarade P. Delesalle : *Les profits capitalistes* : Les mines de Courrières, paru dans le numéro 8 du 24 juin 1905.

ENCORE UN MARTYR

Le 1/14 février a été exécuté, dans la prison de Vilna, notre camarade Jacques Korotky. Il n'avait que 17 ans et a été condamné pour avoir jeté une bombe dans un groupe de policiers. Le procès avait eu lieu quatre jours avant, dans les murs de la même prison. Pendant le jugement comme devant la mort, l'attitude de notre jeune camarade a été fière et courageuse. Le martyrologe anarchiste s'allonge...

M. CORN.

SECTARISME!...

I

Le camarade Chaughi a cru bon de faire part à nos lecteurs, la semaine dernière, de la lettre furibarde du camarade Decrept, en y répondant comme il l'entendait. Mais, moi aussi j'ai quelque chose à dire, et le camarade Chaughi ne m'en voudra pas de prendre, à mon tour, la parole dans le débat.

Bigre! le camarade Decrept est pris d'une vertueuse indignation contre notre « sectarisme philosophique », et ne nous l'envoie pas dire.

Reste à savoir si le reproche est mérité.

Decrept est furieux d'une loi qui apporte une perturbation dans le commerce religieux, et fait que — dit-il — 200.000 ouvriers dont il fait partie, vont se trouver sur le pavé et être réduits à la misère. Et il nous accuse d'avoir trouvé la loi excellente — ou à peu près — de ne pas protester contre.

C'est, en somme, si on débarrasse sa lettre de toutes les autres accusations accessoires, notre principal crime.

Chaughi a démontré qu'il n'avait rien avancé qui pût justifier cette accusation. Et moi, loin de trouver parfaite cette séparation hybride que nous a bâclée le gouvernement, je la trouve trop timorée, trop incomplète. Si j'avais à protester, ça serait de ce qu'elle ne sépare pas assez. Il est vrai, qu'ici, sans doute, j'aggrave mon cas de sectarisme? Mais, même pour faire plaisir à un camarade, je n'irais pas dire le contraire de ce que je pense. Et en attendant que le désenténèbrement des cerveaux rende cette séparation complète en faisant déserter les églises, je considère tout de même comme un pas — oh! bien petit — que l'on ait commencé à rompre cette association de malfaiteurs: entre l'Eglise et l'Etat.

* *

Lorsque, sous prétexte d'anticléricalisme, le gouvernement fit voter les lois restrictives du droit d'enseigner, je n'attendis l'indignation de personne pour protester contre ces lois, et réclamer pour tous — y compris les cléricaux — la liberté d'enseigner selon leur foi, leurs conceptions. Il s'agissait là d'une véritable atteinte à la liberté de penser.

Mais lorsqu'il s'agit de savoir à qui appartiendront les églises, que me fait à moi que gouvernants et curés se bouffent le nez. Ce sont deux sortes de parasites qui n'ont jamais vécu que de l'exploitation des masses ignorantes qu'ils se sont évertués à abêtir! Associés pendant des siècles, se prêtant un mutuel appui pour maintenir ceux qu'ils opprimaient dans le respect, l'obéissance et la crainte de leurs dogmes, laissons-les se chamailler aujourd'hui que l'un se croit assez fort pour se débarrasser d'un complice qui a toujours été un concurrent. Et je ne demande qu'une chose, c'est qu'ils se fassent mutuellement le plus de mal qu'ils pourront. — Ainsi soit-il.

* *

Je ne suivrai pas Decrept sur le terrain des églises élevées des propres deniers des fidèles. Qu'elles appartiennent aux curés, qu'elles appartiennent à l'Etat, avec toutes les richesses qui y sont entassées, ces richesses ne sont que le produit de l'exploitation des générations passées tenues dans la servitude et l'ignorance par ces deux maîtres escrocs : l'Eglise et l'Etat. Et là, comme en beaucoup d'autres choses, ces richesses témoignent davantage du faste et de l'ostentation de leurs donateurs que de foi réelle, et représentent surtout l'exploitation des producteurs.

Et ici une remarque que Decrept a oublié de faire, c'est que ce n'est pas la défense des « croyants » qu'il entreprend, ce qui serait compréhensible, mais bien la défense d'un clergé insatiable, intolérant, qui, lorsqu'il avait le pouvoir, usa largement de la prison, de l'échafaud et de la confiscation contre ceux qui ne voulaient pas se soumettre à sa discipline, et n'aspire, encore aujourd'hui, qu'à se ressaisir du pouvoir pour user des mêmes armes contre l'esprit de critique et d'investigation.

Car, en somme, si l'Etat se prétend propriétaire en titre des biens de l'Eglise, c'est sa doctrine pour tout le sol français — il y a même un terme latin pour désigner ce droit — et s'il consent à n'en user qu'avec des restrictions à l'égard des biens des particuliers, il ne s'en désintéresse pas tout à fait par l'impôt dont il les frappe, ainsi que les droits de succession et de mutation, il l'exerce en son plein pour les édifices publics, et, de par le concordat, les églises entrent bien dans cette catégorie. Et en consentant à les remettre aux mains des fidèles érigés en associations cultuelles, il enlève de l'autorité aux curés, c'est vrai, en les plaçant — bien peu — sous le contrôle des fidèles. N'est-ce pas là le commencement de ce que Chaughi appelle « l'église aux fidèles ». N'est-ce pas un régime de faveur qu'il fait aux croyants?

Ça n'est pas encore ce que nous désirons, c'est entendu. Mais pour mon compte j'ai toujours dit qu'une loi ne pouvait être qu'arbitraire; car, faite pour contenter tout le monde, elle était forcée de prendre une moyenne qui ne satisfait personne. Seulement j'envisage avec satisfaction que le lien entre l'Eglise et l'Etat est rompu, et les temps prochains où nous ne paierons plus pour des cultes que nous ne professons pas.

Cela importe peu à Decrept. Ne payons-nous pas, dit-il, les dépenses en vue de la guerre? — Oui, et même pour un tas d'autres choses tout aussi inutiles et nuisibles, de même que nous continuons à subir l'exploitation. Est-ce une raison pour ne pas se débarrasser en cours de route de ce que l'on peut?

Lorsque nous serons débarrassés de la question cléricale, ça sera toujours cela de moins à s'occuper.

Les croyants paient bien pour l'éducation laïque, ajoute Decrept. Je lui ferai tout doucement observer que ce n'est pas de notre faute, et que nous combattons pour enlever à l'Etat ce monopole qu'il s'est arrogé — et que l'Eglise a toujours voulu garder pour elle — que l'éducation redevienne une affaire de famille pour que, non seulement nous ne payions pas pour une éducation que nous réprouvons, mais pour que nos enfants ne soient pas forcés de la subir.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

L'Agitation antimilitariste

S'il faut en croire les journaux la crise ministérielle non encore résolue à l'heure où j'écris, aurait une influence en ce qui concerne les poursuites engagées contre les antimilitaristes. Certains candidats ministres — Clemenceau entre autres, assure-t-on — auraient exprimé l'avis qu'il y avait lieu de suspendre les poursuites engagées qui à leur avis — le nôtre aussi du reste — ne peuvent que servir la cause antimilitariste.

Toujours est-il que jusqu'à ces jours derniers M. André juge d'instruction, n'avait fait appeler aucun des signataires de l'*affiche rouge*. C'est pourquoi je ne puis parvenir à comprendre l'empressement, stupide, à mon avis à remettre au policier Guichard — pourquoi à lui plutôt qu'à un autre? — les adresses des signataires, alors que quelques jours avant les intéressés eux-mêmes en avaient, paraît-il, décidé tout autrement. Il y avait lieu d'attendre que des poursuites fussent engagées contre un certain nombre de signataires, mais tant que rien n'avait été fait, la remise de 2.300 adresses à la police était loin de s'imposer.

Ce qui me confirme dans cette idée, c'est que ce n'est plus aujourd'hui M. André qui instruit, mais le sieur Fouquet, cet extraordinaire commissaire de police chargé de la « brigade des anarchistes ». ce Fouquet qui jadis fit avouer à une jeune bonne un vol qu'elle n'avait pas commis.

Plusieurs camarades signataires ont donc, à notre connaissance, été convoqués par le sieur Fouquet, qui se substitue ainsi au juge d'instruction. Les camarades n'ont pas à se déranger ni à répondre aux convocations de ce policier, qui sont pour le moins illégales. S'il y a poursuites c'est au juge d'instruction commis à l'effet d'instruire l'affaire et c'est seulement à celui-ci que les signataires ont affaire. Toute autre convocation policière est arbitraire; en tout cas les signataires feront bien, s'ils jugent à propos de se rendre aux convocations du policier — ce que nous ne leur conseillons pas — de s'y faire accompagner par un avocat.

Tel est le premier résultat de la remise intempestive des listes d'adresses des signataires de l'affiche.

Est-ce la perquisition opérée au domicile de Mlle Numieska qui a déterminé la remise de ces adresses. Si oui, m'est avis que la secrétaire de l'A. I. A. n'est guère taillée pour une lutte aussi décidée que celle poursuivie par les antimilitaristes, lutte où des gaffes aussi fortes demandent pour le moins d'être évitées.

❖ ❖

En attendant, poursuites et condamnations continuent en province.

A Nantes, c'est le camarade Hamelin qui vient d'être condamné à *un an de prison* et 200 francs d'amende pour avoir vendu la brochure *Aux Conscrits*. Hamelin est colporteur et vendeur de journaux, il n'est pas forcé de connaître le contenu de tout ce qu'il vend : c'est ce que n'ont pu comprendre les jugeurs de Nantes qui au lieu de se prononcer sur les faits qu'ils avaient à juger ont fait à Hamelin un véritable procès de tendance. La brochure *Aux Conscrits* est dix fois, cent fois moins violente — si violence il peut y avoir lorsqu'il s'agit de travailler à supprimer la guerre — que de nombreuses autres brochures ou volumes parus sur l'antimilitarisme, mais la justice est une chose si bizarre que le papier sur lequel sont imprimées certaines idées suffit seul à décider s'il doit y avoir ou non poursuites.

Hamelin, inutile de le dire, s'est pourvu en cassation de ce jugement à la fois inique et stupide.

A Epinal, c'est le 21 de ce mois que notre camarade Loquier passera aux assises également pour avoir vendu la brochure *Aux Conscrits*.

Notre ami Lafont présentera la défense de Loquier.

❖ ❖

Toujours sur mandat de M. André la police vient de recevoir l'ordre de saisir chez tous les libraires une brochure intitulée : *La Crosse en*

l'air éditée par le groupe de propagande Internationale. De plus, une perquisition a été faite à Charenton au siège du groupe. Bien entendu et suivant sa louable habitude la police a fait une rafle des publications du groupe. Nous les retrouverons un jour sur les quais.

C'est la manière de dame police de nous enseigner le respect de la propriété.



Quant aux poursuites contre la *Voix du Peuple* et le *Conscrit*, les inculpés n'ont pas été interrogés à nouveau. Il semble bien que M. André se rende compte de l'impossibilité d'engager des poursuites dont le ridicule et la stupidité apparaîtraient inévitablement au jour de l'audience.

❖ ❖

Signalons, pour terminer, une importante réunion de protestation contre la condamnation et l'application des *lois scélérates* à nos camarades Bastien et Lemaire, qui s'est tenue dimanche dernier à Amiens.

Notre camarade Griffuelhes est allé prêter son concours aux organisateurs de la réunion, qui s'est terminé par un ordre du jour de protestation contre l'inique condamnation qui a frappée Bastien et Lemaire et une demande d'abrogation des « lois scélérates ».

A l'issue de la réunion une manifestation a été organisée mais la police a empêché les groupes qui s'étaient formés d'aller manifester devant la prison où les deux camarades sont détenus.

❖ ❖

A Orthez, deux camarades ont été arrêtés pour avoir placardé des affiches de protestation contre la guerre. De l'avis de tous, rien ne peut, dans ces affiches humanitaires, justifier ces poursuites; mais qu'importe, dame police n'en est pas à une illégalité près. Ne faisait-elle pas arracher l'autre semaine, à Saint-Raphaël, des affiches signées du vieux pacifiste à l'eau de rose Frédéric Passy !

Les autorités d'Orthez ne s'en sont pas tenues là, et des perquisitions ont eu lieu chez les deux jeunes gens. Chez l'un d'eux, les policiers ont emporté triomphalement *La fin de notre ère*, de Tolstoï, et *Guerre-Militarisme*. L'on avouera que c'est plutôt maigre.

De plus, il est question de poursuivre ces camarades pour « provocations à des militaires », et ce en vertu des lois scéléralistes.

Enfin, le camarade J. Ducasse, de Pomarez dans les Landes, a été arrêté pour avoir vendu le *Manuel du soldat* à des conscrits.

La cour d'assises de la Seine, en acquittant Yvetot, a déclaré le *Manuel* absolument légal, mais les policiers de Anson qui ont arrêté le camarade n'ont que faire sans doute de la légalité.

Je doute toutefois que des poursuites puissent être exercées contre ce camarade, comme les autorités de l'endroit en font courir le bruit.

Et malgré toutes ces condamnations, poursuites et illégalités de toutes sortes, l'agitation ne s'en poursuit pas moins activement, car il faut bien que les dirigeants le sachent, l'ère des tueries a fait son temps.

P. Delesalle.

A Noyant-la-Gravoyère, et environs, 58 signataires de la seconde affiche ont été perquisitionnés et appelés chez le juge d'instruction.

Maintenant que nous avons un ministère radical-socialiste, nous allons voir s'il va continuer les procès d'opinion.

CROCS ET GRIFFES

Pour la bombe de Vaillant qui écorcha une colonne du Palais-Bourbon et quelque peu la peau de l'abbé Lemire, la Chambre des députés de 1894 renforça les pénalités des lois contre la presse, en vue d'atteindre les anarchistes dont la plupart avaient eu le mauvais goût d'approuver, ou tout au moins de ne pas protester contre un attentat qui visait les mandataires du peuple.

Toujours contre les anarchistes, on vota les lois scélérates, à l'occasion de quelques bombes ayant fait beaucoup de bruit sans aucun mal, et de celle d'Emile Henry qui blessa ou tua trois ou quatre personnes.

On se rappelle également le mouvement d'horreur que l'on souleva contre les idées anarchistes dont se réclamaient Vaillant, Emile Henry et leurs imitateurs.

En présence de la catastrophe qui vient de se produire à Lens, je me demande quelles mesures on va prendre contre les administrateurs, les ingénieurs et les actionnaires de ces mines, s'il est prouvé — comme le démontrent les rapports du délégué mineur Ricq — que cette catastrophe n'est due qu'à la rapacité d'une direction et d'une administration qui préféraient mettre en danger la vie de leurs ouvriers plutôt que de faire les dépenses qu'aurait nécessitées l'entretien de la mine.

Douze cents victimes, voilà qui laisse loin en arrière les attentats tant reprochés aux anarchistes. Et n'est-ce pas un véritable crime avec préméditation que cette incurie de la direction de la mine devant les réclamations du délégué, et si bien prévue que, paraît-il, des mineurs commençaient à refuser de descendre.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

Les lois scélérates. — Les amnisties, qui ont pour objet d'anéantir les condamnations ou d'annuler les poursuites, ne sauraient s'appliquer aux individus condamnés ou poursuivis en vertu des lois scélérates. Voilà ce qui vient d'être jugé par la chambre des appels correctionnels du tribunal de la Seine, statuant sur appel formé par le ministère public contre un jugement tout contraire rendu, voici deux mois, par les magistrats du premier ressort.

La « clémence » parlementaire ne vise, en effet, que les délits commis en matière politique; or la caractéristique des lois scélérates est précisément d'enlever tout caractère *politique* aux délits de presse et de parole — aux délits d'opinion, en un mot — qu'elles prétendent frapper.

C'est dans l'affaire de notre camarade Loizel que la chambre des appels correctionnels a jugé de cette sorte. Notre camarade Loizel était poursuivi pour avoir signé, en qualité de gérant, un numéro déjà bien ancien de l'*Espagne inquisitoriale*, petit journal qui se rédigeait à Paris et dont le titre exprime assez clairement le but et l'esprit.

Il faut noter que le procureur Rambaud avait négligé de faire citer Loizel. Les mauvais coups veulent qu'on les perpètre dans le silence et dans l'ombre. C'est par la presse que Loizel a connu la condamnation obtenue par défaut contre lui (un mois de prison et 100 francs d'amende). Il a fait appel aussitôt.

L'affaire reviendra contradictoirement dans quelques jours. M. Clemenceau sera alors ministre de l'Intérieur...

Am. D.

❖ ❖

MONOGRAPHIE

Ambazac (Haute-Vienne)

Ambazac (3.700 habitants) est un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Limoges, à vingt kilomètres de cette grande ville.

Aucune industrie. Cependant un étroit ruisseau fournit la force à un moulin à pâte, pour la porcelaine, où 7 ouvriers sont employés. Dans le bourg quelques ouvriers de métier, boulangers, tailleurs, forgerons-serruriers-maréchaux, qui gagnent, les premiers de 40 à 50 francs par mois, les autres de 10 à 30. Les journées, pour les boulangers, sont subordonnées au nombre de fournées qu'ils ont à faire, 2, 3 ou 3 1/2. Celles des tailleurs suivent l'abondance du travail. En bonne saison ils font jusqu'à quatorze et quinze heures, souvent même ils passent la nuit (sans salaire supplémentaire chez quelques uns). Les forgerons-serruriers-maréchaux ne font jamais moins de douze heures et font souvent plus. J'ai été à même d'observer les façons d'agir de certains petits patrons. Ils se lèvent le matin de bonne heure, font un bruit infernal afin d'éveiller leurs ouvriers et ainsi de les faire commencer le travail un peu plus tôt.

Dans la journée, le maître se repose, fait sa sieste : les autres turbinent. Ordinairement, le travail cesse à 7 heures du soir, mais alors le manège du matin recommence. Le patron commence un ouvrage qui nécessite deux heures de travail, il y fait s'occuper tout le monde, de façon à ce que tous ne soient relâchés que bien après les 7 heures. Ceci, ils le répètent le plus souvent qu'ils peuvent.

Il y a à Ambazac quelques journaliers, des manœuvres, qui, quand ils sont à la journée, touchent de 2 fr. à 2 fr. 50. S'ils travaillent au compte d'un entrepreneur, ou sur un chantier, ils sont payés à raison de 0 fr. 20 à 0 fr. 22 de l'heure. Sur le chemin de fer, ils gagnent un peu plus, jusqu'à 3 francs par jour, mais il faut aller si loin qu'ils ne peuvent rentrer chez eux chaque soir, ce qui occasionne un surcroît de dépense... Encore n'est-ce guère qu'une fois par an, que l'on embauche pour un temps plus ou moins prolongé, mais guère plus de deux ou trois mois.

Les ouvriers occupés dans le moulin à pâte ne sont que des manœuvres, des journaliers. Ils travaillent tous les jours et passent chacun une nuit par semaine mais; ce qu'il y a de particulier, c'est que cette nuit ils la passent après avoir terminé leur journée, et que le lendemain ils retravaillent encore, *faisant ainsi 36 heures consécutives*, à raison de 2 francs par jour et par nuit.

Dans les auberges, on ne prend pas de pensionnaires à moins de 60 francs par mois. La viande se vend : celle de porc 0 fr. 70 la livre, le veau et le mouton de 0 fr. 80 à 0 fr. 90; la charcuterie ordinaire 1 fr. 20. Le pain de froment 0 fr. 60 les 2 kilos; le pain de seigle 0 fr. 90 les 4 kilos. Les lapins se vendent de 0 fr. 30 à 0 fr. 35 la livre ; une paire de poulets de 3 fr. à 3 fr. 50; le beurre en moyenne 1 franc les 500 grammes; le lait 0 fr. 20 le litre ; la douzaine d'œufs de 0 fr. 80 à 1 fr. 20, selon la saison.

Une famille ne peut pas se loger à moins de 50 francs. Si elle comprend plusieurs membres et qu'il lui faille 2 ou 3 lits, il lui faudra mettre au logis de 70 à 100 fr., 2 pièces avec un petit bout de grenier et un carré de jardin.

Les travailleurs, à Ambazac, ne mènent donc pas une vie de cocagne. La classe ouvrière n'étant composée que de journaliers qui ont beaucoup à souffrir du chômage et du mauvais temps, ce n'est pas chez elle que l'on plume les poulets et qu'on met les gigots à la broche. On mange de la soupe au lard et des pommes de terre, on dort sur des paillassières souvent garnies avec des fougères ou des genêts, dans des chambres étroites, sombres, non aérées. Quand il pleut ou quand l'ouvrage manque, on va, en prenant bien garde de n'être pas pris, ramasser du bois mort qui brûle en faisant énormément de fumée sans chauffer beaucoup. Et les petits ont froid, le père grelotte dans ses habits mouillés. Le lendemain, il tousse, les jours suivants aussi. Dans ce pays, presque constamment embrumé, beaucoup s'en vont ainsi, travaillant jusqu'au bout, tant que l'on veut bien d'eux, sans avoir pu, ni même su, se soigner.

Dans les environs, en pleine campagne, la vie diffère peu de celle du bourg. De petits propriétaires, de petits fermiers, des métayers travaillent pour eux et surtout pour les autres les champs qui leur appartiennent ou qui appartiennent à leurs maîtres. Les propriétaires, fermiers, métayers, métayers surtout, sont à leur tour de seconds maîtres. Beaucoup emploient des domestiques et, quoique tout le monde vive en famille, ces derniers ne sont pas toujours choyés. Beaucoup de ces petits patrons ne valent guère plus que les gros et ne font pas moins sentir leur autorité.

Ici, on n'apprécie que les écus. Un domestique n'est estimé que s'il travaille beaucoup, s'il est « bien fort ! » Les engagements se font à Pâques, pour toute

une année, sur la place du bourg. On débat les prix, le preneur se basant sur la taille et la mine du sujet qu'il désire, sur la force présumée de ses membres, sur ce qu'il sait de sa *vaillance*, c'est-à-dire de son ardeur à l'ouvrage, etc.

Un jeune homme assez fort peut gagner de 250 à 300 francs par an; de quinze à vingt ans, il reçoit entre 150 et 250 francs.

Une jeune fille a de 100 à 150 francs par an.

La nourriture est toujours comprise dans le marché. Le domestique est logé et nourri. Le blanchissage et le raccommodage sont des accessoires que l'un s'efforce d'obtenir et l'autre de ne pas donner.

L'on vit à la campagne de soupe, de pommes de terre, de porc salé, d'œufs, de lait, de « galettous ».

Chaque maison fait son pain, du pain de seigle. Comme on en cuit une fournée entière à la fois, il devient très dur, aussi ne s'en sert-on guère que pour la soupe quand il a quelques jours.

Au repas, on mange du « galettou », espèce de galette faite avec de la farine de sarrazin ou *blé noir*.

En automne, on mange des châtaignes (quand il y en a), mais la récolte varie beaucoup d'une année à l'autre.

On les épluche et on les blanchit en les remuant dans l'eau chaude avec une sorte de tenaille en bois. Ensuite on les fait cuire dans un pot spécial que les quincailliers appellent « pot limousin ». On les mange le matin en place de soupe.

Politiquement, Ambazac peut être comparée à un temple dont le député Labussière serait le Dieu.

La municipalité est entièrement socialiste et tout le monde ici se dit socialiste, sauf dans le bourg où les fonctionnaires, les petits bourgeois, les commerçants forment une petite caste qui, si elle manque de bravoure et d'autorité, n'en a pas moins beaucoup de haine et le désir de l'assouvir.

Nous avons une société de « libre pensée » et un comité socialiste. Mais quels libres-penseurs et quels socialistes ils sont pour la plus grande partie!

Pourvu qu'on ne parle pas de révolution, d'expropriation, pas même de collectivisme, qu'au contraire, on crie : A bas la calotte! Vive Labussière! Vive la sociale! qu'on ne débine pas « leur Société » la « libre » comme ils disent, *on est des bons*. Cela suffit à leur socialisme.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

L'une des caractéristiques du mouvement syndical actuel est assurément l'entrée en ligne de certaines catégories d'ouvriers de la terre.

La venue de ces travailleurs dans le mouvement ouvrier, à côté de leurs camarades de l'industrie, est incontestablement l'un des faits économiques les plus important de ces dernières années.

Il est vrai que cela tient beaucoup à l'industrialisation de certaines parties de la production agricole telles que les travaux de la vigne où les grandes exploitations ont nécessairement créé un véritable prolétariat rural. Celui-ci n'a pas tardé à se mêler à l'agitation des ouvriers des villes, à en adopter les modes de propagande et les moyens d'action et ce, à la grande frayeur de nos économistes qui, dans leurs calculs n'avaient pas même soupçonné ce mouvement. Les récentes et importantes grèves du Midi — telle celle de Fleury-d'Aude qui vient de prendre fin par la victoire des grévistes — sont venues démontrer au monde bourgeois alarmé qu'il ne pouvait plus dorénavant ne pas tenir compte de ce réveil des travailleurs des champs.

Actuellement, cette organisation des travailleurs agricoles s'est encore limitée aux seules régions de grande production — encore qu'elle gagne d'autres régions — et ceux qui ont mis leurs espoirs dans la « sagesse » des « paysans » espèrent encore que le mouvement pourra facilement être circonscrit. C'est en cela justement qu'ils se trompent, car le mouvement fait tous les jours de nombreux progrès.

Et, je n'en veux comme preuve que l'organisation que, simultanément avec les travailleurs agricoles du midi, les ouvriers bûcherons du Cher et de la Nièvre ont su créer, faire vivre et prospérer dans ces dernières années.

Aujourd'hui, ces syndicats sont reliés entre eux, et une Fédération dont le siège est à La Guerche (Cher) existe. La Fédération a de plus des ramifications dans l'Yonne, dans l'Allier, dans le Loir et Cher, dans la Haute-Marne et jusque dans les Ardennes et la Seine-Inférieure, au total dans 16 départements et 98 syndicats ou sections syndicales comprenant de six à sept mille membres cotisants; et l'organisation ne fait chaque jour que prospérer.

De plus — et c'est justement ce fait qui me suggère ces réflexions — les ouvriers bûcherons viennent de faire paraître le premier numéro de l'organe de la Fédération, *Le Bûcheron* (1), qui deviendra à n'en pas douter un puissant lien de cohésion entre tous les travailleurs de la corporation.

Ce premier numéro, entièrement rédigé par des ouvriers de la corporation, ce qui n'est pas son moindre mérite, est remarquable à la fois par la hauteur de vues des principaux articles et par les nombreux et importants renseignements qu'il contient.

L'article de tête, signé : Le Comité fédéral, serait à citer en entier, car il montre bien mieux que je ne saurais le faire la haute compréhension du mouvement social à laquelle sont arrivés les ouvriers bûcherons, qui sont en même temps pour la plupart — et cela n'est pas sans importance — des ouvriers agricoles.

Je ne saurais mieux terminer cette trop courte notice sur ce mouvement capital, à mon sens, qu'en donnant ici les dernières lignes de l'article signé du *Comité fédéral*, où les espoirs et les aspirations des ouvriers bûcherons sont fortement résumés :

« *Le Bûcheron* remplira la mission qui lui est assignée, aidé en cela par tous ceux qui en ont assez de la tyrannie capitaliste et de l'exploitation de l'homme par l'homme, et avec les milliers et les milliers de bûcherons, nous répétons sans cesse la belle devise de l'Internationale :

« L'émancipation des travailleurs ne sera que « l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

⁂

Des incidents graves se sont, paraît-il, passés à Neuves-Maisons, où la grève des mineurs continue.

Les journaux bourgeois disent notamment que pour empêcher le minerai d'être évacué, les grévistes auraient fait sauter la voie du chemin de fer sur plusieurs points. L'on parle également d'un conflit entre les grévistes et des soldats du 37e de ligne. Tous ces incidents semblent graves, je préfère attendre des renseignements plus complets pour en parler.

Au Mans où les métallurgistes sont en grève, des bagarres ont eu lieu, quelques jaunes ayant continué à travailler. Les gendarmes ont chargé violemment les grévistes.

P. Delesalle.

⁂

ALLEMAGNE

Le tribunal correctionnel de Düsseldorf a condamné le camarade Junker, ouvrier serrurier, à huit mois de prison pour avoir répandu des pamphlets anarchistes le jour anniversaire du Dimanche rouge (21 janvier).

Devant le tribunal, le camarade Junker s'est déclaré bravement anarchiste. Une perquisition opérée à son domicile avait fait découvrir de nombreuse publications de propagande.

Il nous réjouit vivement de voir que le mouvement anarchiste allemand, si longtemps étouffé par le gouvernement et par la social-démocratie, est en pleine renaissance.

D.

⁂

RUSSIE

Même habitués au récit des combats tragiques qui, à toute heure presque, ont lieu en Russie, nous ne pouvons nous défendre contre le sentiment d'admiration devant le courage et le sang-froid dont ont fait preuve récemment nos camarades à Odessa, lors d'une descente de police. Pendant toute une nuit, trois anarchistes tinrent en respect plusieurs centaines de policiers, de cosaques et de soldats. Voici le récit de cet événement :

Dans la nuit du 11/24 février, la police qui depuis longtemps recherchait un groupe anarchiste ayant pris le nom de *Corbeau noir*, fit, sur une dénonciation, signalant comme suspects deux locataires — un jeune homme et une jeune fille — d'une maison de la ruelle Treuhokgolny, une descente dans cette maison. Les policiers arrivèrent à minuit, frappèrent à la porte de Ratner — le locataire suspect ; celui-ci ne leur ouvrit qu'au bout d'une dizaine de minutes. Aussitôt que l'inspecteur de police, les sergents de ville et le concierge qui les accompagnait eurent franchi le seuil, plusieurs détonations se firent entendre, blessant l'inspecteur et le concierge. Trois jeunes gens et une jeune fille qui se trouvaient dans la chambre purent alors, sans être arrêtés (les sergents de ville s'étant probablement sauvés), sortir de la chambre et descendre l'escalier. Dans l'escalier, ils rencontrent la fille du concierge que les cris de son père ont attirée; ils la menacent de leurs revolvers, elle les laisse passer. Mais ils paraissent avoir oublié quelque chose en haut, car ils remontent dans leur chambre pour se remplir les poches d'objets qu'on a su depuis avoir été des cartouches. En redescendant, nouvelle rencontre avec la femme du concierge; elle est blessée à son tour par un coup de revolver. Les détonations réveillent les locataires de la maison et des maisons voisines; tout le monde se précipite aux fenêtres. La police cependant, ne se sentant pas en force, fait téléphoner au commissariat pour demander du renfort.

Sans être inquiétés, Ratner et ses camarades arrivent à l'escalier de sauvetage et grimpent sur le toit d'un autre corps de bâtiment appartenant au même immeuble et comprenant deux étages. Pour les empêcher de s'échapper par le toit de la maison voisine (ce qui était encore possible à ce moment), la police, aidée des renforts arrivés, commence à tirer. Les anarchistes ripostent et une fusillade active commence. Dans l'obscurité de la nuit, les policiers, pour viser, ne pouvaient se guider que sur le feu de la cigarette de Ratner, qui n'a même pas pris la précaution de cesser de fumer. Mais ils avaient beau tirer sur lui, il restait invulnérable et insaisissable ; bientôt les coups de revolver obligèrent les policiers à battre en retraite et à cesser leur attaque. La police ne suffisant plus pour venir à bout du groupe posté sur le toit, on envoie chercher les troupes.

Une foule énorme se réunit dans la rue ; les bruits les plus fantaisistes courent. Cependant, les soldats et les cosaques arrivent; les troupes dispersent la foule, occupent les coins de la rue, empêchent qui que ce soit de s'approcher du champ de bataille; elles se placent de façon à entourer la maison de toutes parts, d'occuper toutes les rues sur lesquelles Ratner et ses camarades pourraient s'échapper. Placés sur le toit, ceux-ci voient tous les mouvements des troupes, mais ne manifestent aucune intention de se rendre. A l'arrivée des troupes, la fusillade recommence, mais le groupe tient bien. A un moment donné, les jeunes gens passent, sous une pluie de balles, sur le toit de la maison voisine; de là, par une espèce de galerie vitrée, ils pénètrent, en brisant les vitres, à l'intérieur de la maison, au grand effroi de tous les locataires réveillés au bruit. Les révolutionnaires essayent de demander asile à quelques locataires, mais ceux-ci ont trop peur et ils se heurtent partout à un refus. A ce moment, il n'y a plus qu'à continuer le combat ou à se laisser arrêter; ils préfèrent se battre jusqu'au bout. A l'aide de combinaisons assez compliquées, ils parviennent à arriver de nouveau jusqu'au toit; là, la fusillade recommence des deux côtés.

A un moment donné, sur un mot de Ratner, on voit un de ses camarades s'approcher du bord du toit et, en criant : « Voilà un cadeau pour vous! » lancer sur les policiers une bombe cylindrique. Débandade générale des policiers, mais l'explosion est relativement faible. Un instant après, une autre bombe est jetée ; cette fois elle fait explosion avec un fracas épouvantable, faisant trembler toutes les maisons du voisinage. Une panique indescriptible s'en suit parmi les locataires, mais la bombe ne fait presque pas de victimes (par suite, croit-on, de la façon dont elle était tombée, tout près d'un mur): seul, un concierge fut blessé.

C'est à ce moment qu'on fit intervenir les troupes. Les jeunes gens ne cessent de tirer, changeant à chaque instant de place, se trouvant tantôt sur le toit de la maison qu'ils habitaient, tantôt sur celui de la maison voisine. Dans l'obscurité, on ne les voit guère; les troupes ne peuvent tirer qu'aux moment où ils allument des cigarettes. Tout d'un coup les policiers voient qu'un des jeunes gens laisse son revolver tomber sur le toit; aussitôt une pluie de balles est dirigée sur cet endroit. Le jeune homme fait quelques pas en arrière, puis s'écrie : « J'en ai un autre! » et tire un nouveau coup. Aucun des anarchistes ne semble être blessé à ce moment. La police, en désespoir de cause, décide d'attendre le jour, pour pouvoir au moins viser.

(1) *Le Bûcheron*, mensuel, abonnement 1 franc par an; adresse : D. Veuillat, à La Chapelle Hugon, par La Guerche (Cher).

Aux premiers rayons du jour, ordre est donné par les autorités d'en finir coûte que coûte : obliger les anarchistes à se rendre, ou à les tuer. Deux officiers grimpent sur le toit par l'escalier de sauvetage; ils sont accueillis par un feu nourri de coups de revolver, pendant que les révolutionnaires se retirent, sous une pluie de balles, sur le toit voisin, s'approchant d'une lucarne de mansarde donnant sur ce toit. Tenir plus longtemps sur le toit, devient pour eux impossible. On les voit se concerter, puis pénétrer un à un dans la lucarne. L'un d'eux, en tombant, se blesse à la jambe; sans faire attention aux balles qui continuent à pleuvoir, les camarades se précipitent à son secours et l'aident à passer par la lucarne.

Alors la fusillade reprend pour la dernière fois, entre les révolutionnaires qui tirent par la lucarne et les soldats postés sur le toit. C'est un siège en règle, toutes les forces de la police et des troupes sont massées sur un même point, se protégeant contre les balles par une espèce de muraille qu'ils ont construite avec des tuiles enlevées au toit. Le toit démoli en partie, il leur était en même temps plus commode de tirer sur les assiégés. Ceux-ci sont bientôt obligés d'abandonner la lucarne; mais ils continuent à tirer par les trous du toit. Cependant le dénouement est proche. Vers 6 heures et demie, les coups de revolvers deviennent moins fréquents; des centaines de balles volent au-dessus des têtes des assiégés, mais sans en venir à bout par suite de la disposition de la mansarde. Bientôt cependant le toit et les murs deviennent un véritable crible, par lequel les combattants peuvent se voir. A un moment donné, on voit les assiégés tirer de leurs poches leurs passeports et les déchirer en petits morceaux. A la lumière du jour, on constate qu'ils sont au nombre de trois, dont une femme. Celle-ci, après avoir dit rapidement quelque chose à ses camarades, se dirigea tout d'un coup, en boitant, vers la corde sur laquelle sèche du linge, et s'y suspend. Les camarades ne cessent de la regarder, tout en continuant à tirer des coups de revolvers. Bientôt, les détonations de leur côté deviennent plus espacées; une nouvelle salve fait tomber un des anarchistes. L'autre envoie deux balles encore aux assiégeants et tombe à son tour sur le cadavre de son camarade. Subitement un silence de mort se fait... Pendant quelques instants, les soldats n'osent s'approcher, croyant à une ruse, craignant que les révolutionnaires ne se relèvent encore, des bombes à la main. Puis, concluant après une longue observation, qu'ils sont bien morts, ils descendent dans la mansarde.

Les cadavres portaient de nombreuses blessures. Les assiégés avaient été blessés pendant la fusillade et se faisaient mutuellement des pansements avec le linge étendu là. Ratner n'avait pas moins de dix blessures. La prétendue jeune fille (c'était un jeune homme habillé en femme) avait le pied fracassé par une balle, une blessure à la nuque, une autre au cou, traversé de part en part, d'autres encore. On a compté sur son corps vingt-sept blessures en tout. Le troisième compagnon, un jeune homme de 18 à 20 ans, portait quatre blessures. Au sujet du travestissement, voici ce que l'on suppose. Au moment de la descente de police, il y avait bien là une jeune fille (comme l'affirment le concierge qui est entré dans la pièce, et d'autres personnes), mais ses camarades auraient réussi à la faire échapper, et, pour détourner les soupçons, auraient habillé en femme l'un d'eux.

Dans la chambre de Ratner, on a trouvé des débris de papier, des armes, des bombes, des cartouches en grand nombre.

L'impression dans toute la ville est énorme. Les journaux locaux consacrent de longues colonnes au récit de ce siège extraordinaire.

⁂

ÉTATS-UNIS

L'affaire Steunenberg. — Charles H. Moyer, président; W. D. Haywood, secrétaire de la *Western Federation of Miners*, et Georges Pettibone, ancien membre de cette organisation ouvrière, ont été arrêtés à Denver (Colorado) sous l'accusation de complicité dans l'attentat à la dynamite qui, en décembre dernier, tua l'ex-gouverneur de l'Idaho, Steunenberg.

Cette triple arrestation fut opérée de nuit, et, au mépris des lois et de la constitution, les trois détenus furent aussitôt transférés dans l'Etat de l'Idaho. Ils refusèrent de répondre aux questions des magistrats. Leurs avocats protestèrent contre l'illégalité de leur arrestation. Traduits devant le grand jury, qui remplit ici le rôle du magistrat instructeur et de la chambre des mises en accusation, ils récusèrent tous les jurés, déclarant que la nomination de ceux-ci n'était pas en accord avec les lois.

Tous ceux qui connaissent le mouvement ouvrier de la grande Amérique s'écrient à l'unisson que nous nous trouvons en face d'un complot capitaliste ayant pour but, avec ses complices habituels ; la presse et la magistrature, de rééditer la tragédie de Chicago en 1887.

Nous savons que les arrestations furent décidées après entente entre l'Association des propriétaires miniers de l'Idaho et l'Association des propriétaires miniers du Colorado. Cette dernière aurait même déclaré qu'elle destinait un million de dollars pour prouver la complicité des représentants de la *Western Federation of Miners* dans l'affaire de l'ex-gouverneur Steunenberg.

La trame du complot capitaliste apparaît donc clairement dès à présent. Une tourbe de faux témoins, un juge apte aux besognes les plus criminelles, une bande de fripons choisie dans toutes les classes de la société et chargée de prononcer le verdict qu'on leur aura dicté et enfin une cour suprême entièrement vendue aux grands financiers : tels seront les agents du crime inqualifiable que prépare la bourgeoisie américaine pour essayer une fois de plus d'anéantir un prolétariat de plus en plus menaçant pour ceux dont l'existence n'est faite que d'iniquités et de crimes sans nombre et qui s'intitulent nos maîtres.

L'innocence des représentants de la *Western Federation of Miners* ne peut faire de doute pour personne; mais l'on sait que cette organisation ouvrière joue un grand rôle dans le développement du socialisme révolutionnaire aux Etats-Unis.

Le *Miners' Magazine*, hebdomadaire publié par la Fédération, est la publication socialiste la plus avancée de l'Union. Aussi il est facile de comprendre l'importance que la bourgeoisie américaine attache à la disparition d'un des meilleurs centres du socialisme révolutionnaire.

Un appel a été lancé à toutes les organisations ouvrières de l'Union ainsi qu'à tous ceux qui se disent inspirés d'un sentiment de justice et d'honnêteté.

Nous croyons qu'un grand mouvement va se produire en faveur de la *Western Federation of Miners*, mais il n'y a pas d'illusion à se faire : la vie ou la mort des représentants de cette organisation ouvrière est entre les mains du prolétariat : c'est sur lui seul que nous devons compter pour empêcher d'aboutir le complot ourdi injustement et illégament par la bourgeoisie.

Nous verrons si le sentiment solidariste a progressé depuis 1887, parmi les organisations ouvrières, et s'il est assez fort pour empêcher l'assinat des plus vaillants défenseurs de la cause du peuple et de révolution.

LAURENT CASAS.

THÉATRE

Malgré son titre, ce n'est pas une pièce anarchiste que *L'Attentat* de Descaves et Capus, que donne en ce moment la Gaîté. S'il y est question d'anarchie, c'est si peu, et les anarchistes en sont absents.

Donner l'analyse de la pièce, cela m'entraînerait trop loin. Voici donc en deux mots le principal.

Le protagoniste de la pièce, Montferran, fils de banquier, millionnaire, coureur, viveur, hâbleur, se grisant lui-même des phrases sonores qu'il dévide comme un robinet coule de l'eau, s'est lancé dans la politique, et comme la mode est au socialisme, il s'est fait nommer député socialiste.

Hâbleur par tempérament, mentant sans y attacher aucune importance, il n'est pas pris au sérieux par ses électeurs (voilà une circonscription diablement clairvoyante, et qui sera tôt acquise à l'abstention). Montferran sent branler sa candidature dans le manche ; il essaie de se faufiler dans celle [où] le père Marescot — un ancien combattant de la Commune — possède quelque influence, et s'en va lui passer de la pommade, en lui demandant de présider à une réunion qu'il donne, en faveur de la caisse de grève.

Et maître corbeau, non, Marescot, veux-je dire, flatté, est tout de suite acquis au citoyen Montferran, ce qui ne l'empêche pas de lui coller, comme second secrétaire, son fils sans emploi dont, comme tout révolutionnaire sur le retour, il avait voulu faire un bureaucrate, un bourgeois.

Mais Montferran est marié. Sa femme l'a quitté parce qu'il s'affiche avec une grue, Julia Dorfeuil, à qui il fait jouer *Phèdre* dans les réunions populaires; Mme Montferran a même entamé une action en divorce contre son mari.

Et il se trouve qu'elle est venue demeurer chez sa tante, dans le quartier de Marescot, et que le fils, Lazare, devient éperdûment amoureux d'elle, et lui fait sa déclaration.

Mme Montferran tâche de lui faire comprendre qu'elle est plus âgée que lui, qu'elle est mariée à Montferran dont il est le secrétaire, qu'elle avait abandonné pour certaines raisons, mais que la réconciliation vient de se faire, et qu'il n'a qu'à attendre, il va voir son patron. Elle l'engage à oublier un amour qui ne peut le mener à rien : qu'elle se taira, à condition qu'il en fasse autant.

C'est ce même jour qu'a eu lieu la représentation de *Phèdre*, présidée par Marescot père. Pour fêter le succès, Montferran paie à souper, en son hôtel, aux artistes, au président et à quelques amis choisis.

Lazare y arrive sous le coup de sa déception. Ses anciennes déclamations contre la société, car j'ai oublié de dire que, lorsqu'il était sans travail, Graffard, un ouvrier de son père, le pousse par jalousie dans la voie révolutionnaire, en lui prêtant des brochures anarchistes. Donc, sous l'empire de la déception, Lazare sent renaître en lui ses déclamations contre les bourgeois, et s'avise que la conduite de Montferran est tout le contraire de ce qu'il prêche; là-dessus arrive le père Marescot qui, pour monter, a dû se disputer avec le concierge qui ne le trouve pas assez sélect, et finit par avoir une prise de bec avec la Dorfeuil.

Le père et le fils ne veulent pas rester plus longtemps, malgré Montferran qui cherche à pacifier tout le monde. En prenant la pèlerine de son père, Lazare fait tomber un revolver de la poche. Apostrophe de Montferran qui l'accuse de vouloir l'assassiner, réplique de Lazare, et paf! une balle dans le bras au député trop bavard qui, après une syncope, cherche à exploiter la situation en posant à la victime des anarchistes. Et arrestation de Lazare qui, pour ne pas compromettre « l'objet de sa flamme », pose au justicier social.

Mais le juge d'instruction, assez retors, fait causer la petite Cécile, nièce du père Marescot et qui aime son cousin — ce qui est l'objet de la jalousie de Graffard.

Or, Cécile n'a pas été sans deviner l'amour de son cousin pour la « belle inconnue » — elle ignore que c'est la femme de Montferran. — Elle parle donc de cet amour malheureux au juge, qui apprend aussi la véritable identité de Mme Montferrand, et alors tout s'explique : Il n'y a pas d'attentat anarchiste, mais un simple amoureux évincé qui tire sur son rival.

Grande colère de Montferran, qui ne veut pas être ainsi dégringolé de son piédestal de victime politique. Et il fait comprendre au juge qu'en changeant ainsi le cours de son instruction il risque de faire croire qu'il a subi — j'allais dire de « hautes pressions » ! non — de hautes influences pour diminuer une affaire politique, et, à l'avocat, qu'il perd une belle occasion de se lancer, en laissant réduire la cause à défendre à une simple affaire passionnelle. Du reste, il leur promet qu'il ira réclamer lui-même au jury l'acquittement du coupable, qu'il obtient, du reste, haut la main.

Evidemment, si j'étudiais la pièce de Capus et Descaves au point de vue dramatique, il y aurait davantage à dire : elle est remplie d'action qui la fait très vivante, de détails, parfois charmants, amusants ou satiriques.

Mais si, au point de vue dramatique, la pièce est impeccable, si même elle était de Capus seul, je n'aurais rien à ajouter. Elle ne relèverait que de la critique littéraire, et ce n'est pas le point de vue qui nous préoccupe seul ici, si pourtant il doit entrer en ligne de compte.

Descaves, à tort ou à raison, passe pour côtoyer les anarchistes, sinon pour l'être lui-même. Et une pièce de lui, où l'on parle des anarchistes, prend tout de suite une signification.

Or, l'anarchie est très mal représentée dans l'*Attentat* : Graffard, une fripouille; Lazare, un inconscient.

Je sais que Descaves pourra me répondre qu'il n'a qu'à s'occuper de créer des personnages vivants.

D'accord. Et je dois reconnaître que les siens le sont.

Mais, comme je l'ai dit plus haut, Descaves n'est pas, pour beaucoup, le littérateur seulement, et

lorsqu'il traite dans ses pièces de ce qui touche à l'Idée, cela me gêne de les voir sous un faux jour. Il pouvait laisser ses personnages tels qu'ils sont, mais, à côté, y joindre quelque chose qui redresse la vision.

Quoi? Je n'en sais rien, ce n'est pas moi qui ai fait la pièce, mais quelque chose qui aurait fait que le spectateur, en s'en allant, emportât une impression autre que celle que lui laisse l'*Attentat*, que chez les anarchistes il n'y a que des inconscients ou des fripouilles.

Il est vrai que ça serait donner un caractère à la pièce qui aurait pu la faire refuser des directeurs.

Et alors!...

J. Grave.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les chrétiens et les philosophes, par Han Ryner; 1 vol., 2 fr., Librairie française, 4, place Saint-Michel.

Organisation des délégations cantonales, brochure au *Délégué cantonal*, à Pithiviers.

Correspondances et Communications

Le groupe *La Liberté d'opinion* fondé récemment par des militants syndicalistes et révolutionnaires, nous prie de déclarer qu'il est entièrement autonome et n'est rattaché par aucun lien avec les groupements similaires existants. Il a son action propre et indépendante.

Le dernier numéro de la *Voix du Peuple* a publié le détail des sommes reçues, y compris la somme de 434 fr. 10 provenant du syndicat des forgeurs de Levallois en dissolution.

Cette somme a été versée dans la caisse du Comité et sera répartie avec les autres aux détenus et à leurs familles.

Au 13 mars, l'encaisse du groupe était de 1.743 fr. 15. Le montant des sommes distribuées, de 521 fr. 40.

Le trésorier est le citoyen de Marmande, 3, rue d'Alençon, Paris (XVe).

Reçu pour les familles des détenus : Liste A. fils, 28 fr. — Berger, 5 fr. — Liste par Mariatte, à Maltéville, 13 fr. 20. — P. G., à Pontarlier, 2 fr. — B., 2 fr. — A. Etienne, 1 fr. — F. C., à Nantes, 1 fr. — R., le Vésinet, 1 fr. — Un groupe de camarades de l'Oise, 5 fr. — A. A., à Atchison, 5 fr. — C., 3 fr. — Ensemble : 66 fr. 40. — Listes précédentes : 136 fr. 65. — En tout : 203 fr. 05.

A. I. A. — La 18e Section (Montmartre) de l'Association internationale antimilitariste des travailleurs va être reconstituée à partir du 17 mars prochain. En conséquence, le citoyen Georges Régnier, secrétaire de la dite section, prie les camarades antimilitaristes et antipatriotes de vouloir bien lui envoyer leur adhésion à son domicile, 85, rue des Martyrs, avant le 17 mars, de façon qu'ils puissent être convoqués individuellement pour cette date.

Toulon. — Il vient de se former à Toulon un groupe en vue de faire de l'agitation antiélectorale.

Adresser les communications à Scajola Honoré, quartier du Temple, impasse Olivier.

A NOS LECTEURS

A la liste des originaux en vente, ajouter ceux de Maurice Robin :

La Terre, paru dans le n° 18; *Pour les patries et les sociales*, au 29.

Nous répondrons dans le courant de la semaine aux propositions qui ont été faites.

* *

Le dessin de l'ami Luce étant d'actualité, nous le donnons en place de celui de l'ami Delaw annoncé.

La catastrophe de Lens donnant de l'actualité au dessin de Couturier *Le Calvaire du Mineur*, paru dans nos lithos, nous en ferons un cliché pour la semaine prochaine.

L'ami Delaw nous excusera de reculer le sien qui, étant de tous temps, ne perdra rien de sa saveur.

CONVOCATIONS

Union ouvrière de l'Ameublement. — Dimanche 18 mars, grande matinée de propagande libertaire, salle du Progrès social, 92, rue Clignancourt, à 1 h. 1/4. Conférence par Tortelier; spectacle-concert avec le concours absolument certain des poètes-chansonniers montmartrois ; bal à grand orchestre.

Prix d'entrée : 0 fr. 50 par personne, gratuite pour les enfants au-dessous de sept ans.

La Fraternelle, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 16 mars. — M. Zabloud : La vie ouvrière au Japon.

Mardi 20. — Conseil d'administration.

Mercredi 21. — M. Elie Faure : Histoire de l'Art : III. L'Art hindou et indo-chinois (avec projections).

Vendredi 23. — M. Micouleau : Philosophie : IV. La Philosophie positive ; les principaux philosophes positivistes.

Tous les lundis, à 8 h. 1/2, cours d'espéranto, par M. Blangarin.

Tous les jeudis matin, de 10 h. 1/2 à midi, cours de piano, solfège, mandoline, dirigé par Mme Lebrun-Lagravier.

Le soir, de 3 à 5 heures, cours d'allemand, élémentaire, moyen, supérieur, dirigé par M. Silberstein.

Aurore du VIe. — Vendredi 16 mars à 8 h. 1/2, Local du Livre, 12, rue de l'Ancienne-Comédie. — Causerie sur La Liberté, par Vulgus.

A. I. A. (XVe section). — Réunion vendredi prochain, à 8 h. 1/2 du soir, salle Cano, 134, rue Saint-Charles.

Quêtes faites au profit des condamnés antimilitaristes, dans les réunions électorales des citoyens Aubriot et Chauvière, candidats du P. S. : chez Aubriot, 6 fr. 45, 7 fr. 35 ; chez Chauvière, 3 fr. 30, 4 fr. 75 ; pour les membres de la Section, 1 fr. 80.

L'Aube Sociale, 4, passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 16 mars. — Duparchy : Ibsen, II : *La Dame de la Mer*.

Dimanche 18. — A l'occasion de l'anniversaire de la Commune, soirée littéraire et musicale ; conférence par un ancien combattant (Le programme détaillé paraîtra dans les quotidiens).

Mercredi 21. — Leclerc de Pulligny : Comment nous bien porter?

La Semaille, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Vendredi 16 mars. — Discussion entre camarades sur Proudhon.

Mardi 20. — De Pachmann (de l'Association Ernest Renan) : Le rôle des étudiants et des étudiantes dans la Révolution russe.

A. I. A. (Section du XXe). — Réunion le lundi 19 mars, à 8 h. 1/2 du soir, 27, rue des Maronites. Appel est fait à tous les antimilitaristes de n'importe quelle école.

Nogent-le-Perreux. — L'A. I. A. et diverses organisations d'avant-garde organisent un meeting de protestation sur la violation du droit d'opinion pour le dimanche 25 mars, salle du Téléphone, à Nogent : Le délit d'opinion ; L'amnistie des condamnés politiques ; Les lois scélérates. Orateurs presque certains : Ch. Malato, E. Chauvelon, Marcel Sembat, Jules Lermina, Régnier, Luquet, etc.

Entrée gratuite. Vestiaire obligatoire, 0 fr. 25 au profit des familles des détenus.

Amiens. — **Groupe libertaire féminin**. — Réunion tous les jeudis, à 8 h. 1/2, à *Germinal*, 26, rue Saint-Roch.

Jeudi 22 mars. — La lutte contre la nature et l'appui mutuel.

Bordeaux. — Samedi 17 mars, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Cheval Blanc, rue Lebrun, 7, réunion publique et contradictoire sur les prochaines élections et l'attitude des divers partis politiques.

Lille. — **Groupe d'études sociales**. — Réunion le mercredi 21 mars, à 8 heures du soir, au siège, 319, rue Léon Gambetta. Ordre du jour : L'influence des milieux, par un camarade. Questions diverses.

Lyon. — **Groupe l'« Emancipation »**. — Grande soirée samedi 17 mars, à 8 heures du soir, salle du Chapeau-Rouge, 47, Grande rue de la Guillotière. Concert; conférence par le camarade Pierre Dumas sur le Mouvement communaliste de 1871. On jouera *Le Révolté*.

Lyon. — **Causeries Populaires de Lyon**. — Soirée familiale, salle du Chapeau-Rouge, 47, Grande rue de la Guillotière, samedi 17 mars, à 8 heures du soir. Cette fête comprendra un concert, une conférence qui sera faite par le camarade Pierre Dumas, puis *Le Révolté*, pièce en un acte de Maxime Gibault. Une sauterie terminera la fête.

Entrée : 0 fr. 30.

Saint-Nazaire. — **A. I. A.** (Section de Saint-Nazaire). — Réunion le samedi 17 mars, à 8 heures du soir, au local habituel. Questions urgentes.

Troyes. — Section de l'**A. I. A.** — Samedi 17 mars, à 8 h. 1/2, dans la grande salle de l'U. P., soirée familiale au profit des camarades emprisonnés et de leur famille. Causerie sur la Commune, par Gestalder, et sur l'Antipatriotisme, par Denizot.

A NOS LECTEURS

Nombre d'entre eux, lorqu'ils nous font une commande, se fiant à des lettres précédentes, négligent de nous rappeler leur commande, ce qui nous oblige à un échange de correspondance.

Nous leur demandons, lorsque, pour une raison ou une autre, ils n'ont pas été servis, de bien vouloir nous redonner le détail de ce qu'ils désirent, avec le rappel de leur adresse, car nous ne conservons jamais de lettres.

* *

Des camarades nous demandent si nous ne réunirons pas, en un tirage à part, les dessins parus dans l'année?

Cela nous pouvons le faire, si nous trouvons assez de souscripteurs.

Pour finir l'année, il reste encore six numéros à paraître. Si d'ici là nous recevons assez d'adhésions pour couvrir les frais, nous réunirons les cinquante-deux dessins en album.

Que ceux qui en sont partisans nous le fassent savoir d'ici le 1er mai. Nous nous arrangerons pour que le prix ne dépasse pas 3 francs.

Que l'on n'envoie qu'une adhésion et pas d'argent; car la chose ne sera réalisée que s'il y a assez de souscripteurs.

Petite Correspondance

B., à Saint-André-le-Gaz. — Faisons faire le service du journal à la gare. Prière de l'y prendre pendant deux ou trois semaines.

Jules, à Angicourt. — Pourrions vous le fournir à 4 fr. 25, plus les frais d'envoi.

P., à Reims. — 0 fr. 70.

P. N., à Varna. — Reçu le mandat de 5 francs. — Quel est son emploi?

L. L., à Versailles. — Il vous a été répondu directement.

E. S. et G. A., à Etampes. — Tout cela dépendra du nombre d'adhésions reçues.

E. S., à Cette. — *La Morale sans sanction*, 5 francs, franco.

L. R., à Bourges. — Non, le dessin de Villaume n'est pas tiré en lithographie.

M. R., La Ciotat. — Votre adresse exacte?

D., à Lille. — Vous devez avoir reçu à présent la Bibliographie.

A. B., à Genève. — Je n'ai pas conservé l'article. Il est brûlé.

Angicourt. — Comme brochure, en dehors de l'*Immoralité du mariage*, je ne connais rien sur la question. Non, la chanson n'a pas la musique.

O. H., Belgique. — Vous voyez que nous étudions la question plus à fond.

Reçu pour le journal : Berger, 5 fr. — A., 15 fr. — G. par A., 2 fr. — A. D., à Saint-Laurent, 20 fr. — R., Le Vésinet, 1 fr. — L., au Mans, 0 fr. 15. — Merci à tous.

R., au Bois de Raveau. — S., à Lorient. — S., à Montevideo. — B., à Genève. — M., à Nimes. — J., à Nouzon. S. de C., à Lisbonne. — B. et G., à Tunis. — F. J., à Paris. — R., à Chèvremont. — J. W., Morlanwelz. — A. B., à Chaux-de-Fonds. — B. C., à Mouscron. — H. D., à Londres. — D., à Agen. — Union des coopératives, à Montceau. — T. B., La Chapelle-lez-Herlaimont. — M., à Bruxelles. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente à Nantes, à la Librairie du Progrès, 37, Chaussée de la Madeleine.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.



Le 18 Mars, place Pigalle.

Dessin de LUCE.

11e ANNÉE. — N° 47. 24 MARS 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE		POUR L'EXTÉRIEUR	
Un An	6 »	Un An	8 »
Six Mois	3 »	Six Mois	4 »
Trois Mois	1 50	Trois Mois	2 »
LE NUMERO : 10 Centimes.		*LE NUMERO : 15 Centimes.*	

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la page 8 le dessin de Couturier.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Toujours pour les mêmes raisons, de plus en plus fortes, pas de Supplément cette semaine.

Lettre ouverte à M. Clemenceau

Sans me faire illusion sur les hommes au pouvoir, car, au-dessus de leur bonne volonté, il faut compter avec les possibilités, — le pouvoir les tenant plus qu'ils ne le tiennent, — mais étant données la compréhension philosophique plus large du problème social, dont vous avez fait preuve dans vos écrits, l'unité de votre ligne de conduite politique, j'aime à croire que vous voudrez exercer l'autorité un peu plus proprement que vos devanciers.

❖ ❖

Ce qui est indéniable, c'est que depuis une vingtaine d'années, — et cela est une chose dont les républicains devraient avoir honte — c'est que la véritable force gouvernementale, à l'heure actuelle, c'est la police, qui, devenue un Etat dans l'Etat, a fait du préfet de police et de son état-major de véritables proconsuls, auxquels tous les abus de pouvoir sont permis.

Les républicains qui, sous l'Empire, tonnaient contre les blouses blanches de Piétri, ont ressuscité les listes de suspects qui livrent ceux qui y sont inscrits à la merci du dernier des mouchards.

Vous nous aviez promis, autrefois, si on vous fournissait des faits, de mener une campagne contre cet envahissement de la police. Mais la crainte de voir accentuer contre eux les tracasseries policières, fit que très peu osèrent apporter leurs plaintes.

Aujourd'hui que vous êtes ministre, vous avez le droit de mettre le nez dans les dossiers, et, si vous savez passer par-dessus les chefs, vous pouvez vous enquérir comment sont obtenus lesdits dossiers.

❖ ❖

Plusieurs milliers de citoyens, vous ne l'ignorez pas, étiquetés, à tort ou à raison, comme anarchistes, coupables d'aucun autre délit que d'avoir exprimé leur façon de penser sur la société actuelle, sont actuellement sous le régime de la surveillance de haute police, de par la première dénonciation venue, sans même avoir eu affaire devant aucun tribunal.

Tous les jours, tous les deux jours, toutes les semaines — selon qu'ils sont étiquetés plus ou moins dangereux, ou selon le zèle du policier attaché à leur personne — ces citoyens sont mouchardés dans leur vie, dans leurs actes, par un policier qui passe chez leur concierge, chez leurs voisins, s'enquérant de ceux qu'ils reçoivent et de leur conduite.

Ainsi, pour mon compte, en dehors du policier qui, tous les deux ou trois jours, passe chez mon concierge s'enquérir si rien de nouveau ne s'est produit dans mon existence, le jour même où vous vous présentiez devant la Chambre — ce qui ne peut vous être imputable, par conséquent — un second policier se présentait venant mener une véritable enquête, pour savoir comment je vivais, ce que et qui je recevais, questionnant sur les choses les plus intimes de ma vie privée.

Chez le camarade Delesalle, on s'adresse aux voisins, lorsque le concierge est absent.

Nous ne réclamons pas pour nous. Nous ne nous soucions nullement de ce que peuvent penser de nous voisins ou propriétaires, nous ne relevons pas de patrons, notre gagne-pain ne peut en souffrir. Mais il y en a auxquels la moindre indiscrétion sur leurs idées peut être fort préjudiciable — cela s'est présenté — car on est allé jusque chez leurs employeurs pour les faire remercier (1).

Je ne suis étonné que d'une chose, c'est que les gredins qui font cette sale besogne — ou la commandent — n'aient pas encore trouvé le salaire de leurs vilenies. Pour mon compte, je me suis toujours promis, si jamais je me trouvais présent lors d'une de ces visites, et pouvais en être averti, de corriger le drôle de façon à lui ôter l'envie de revenir.

❖ ❖

Car, il y a plus, on va jusqu'à employer la menace. Chez le camarade Loizel, dont le concierge refusait de répondre aux questions, il fut donné trois jours pour réfléchir, avec menaces de poursuites.

Voilà le régime que vous êtes appelé à couvrir de votre autorité, si vous n'y mettez pas ordre.

Tolérerez-vous plus longtemps, sous votre administration, des procédés qui ne déshonorent que ceux qui les emploient ?

❖ ❖

Adversaire de toute autorité — de la vôtre aussi bien que de ceux qui vous précédèrent, comme de ceux qui vous succéderont — je ne viens pas vous demander, au nom de la liberté de penser, le retrait de toute loi qui entrave cette liberté. — Il n'y aurait plus de gouvernement possible.

Et il y a des fois où la liberté de penser entraîne à des actes qu'un gouvernement ne peut tolérer. Que l'on nous applique donc les lois lorsque nous les transgressons, nous ne récriminerons pas. Dans la lutte, lorsqu'on donne des coups, il faut savoir recevoir philosophiquement ceux qui vous atteignent. Que l'on nous applique ces lois, nous ne récriminerons pas. Il y a bien les lois scélérates, lois d'exception, lois de police, mais nous en reparlerons un autre jour.

Mais, puisque l'on veut bien reconnaître qu'il y a des délits politiques, que l'on nous traite en adversaires politiques ; que l'on ne

(1) N'oublions pas le cas de la *Voix du Peuple* — organe syndicaliste — où, à la suite de la saisie de sa liste d'abonnés, ces derniers ont reçu la visite des policiers.

Du reste, quand on sait qu'à la tête de la brigade spécialement affectée aux anarchistes, on a mis le sieur Fouquet, célèbre pour les aveux qu'il sait tirer de pauvres petites bonnes innocentes et sans défense, on peut se douter que tous les moyens seront employés pour terroriser.

prenne pas à tâche, par des tracasseries policières, de pousser les gens au désespoir, et qu'on laisse enfin aux rastaquouères et arrivistes de la politique, les armes louches de la police.

J. Grave.

A force de tourner et retourner la question, les robins ont fini par trouver le joint pour opérer la sélection parmi les 2.317 signataires de l'affiche.

A ceux qui ont répondu à l'appel Guichard et Fouquet, on a demandé s'ils approuvaient le texte de l'affiche, ou s'ils avaient signé seulement pour protester contre l'inique verdict du jury de la Seine. Et on a manœuvré pour obtenir cette dernière réponse.

D'autre part, les journaux annoncent que l'enquête est terminée et que sur les 500 signataires du département de la Seine, il y aurait plus de 200 fausses adresses.

Or, au comité de l'*A. I. A.* affluent les protestations de signataires qui, malgré leurs réclamations, n'ont pu parvenir encore à se faire convoquer.

Si on espère englober quelques individus seulement, on se trompe.

J. G.

CHEZ LES MINEURS

L'horrible catastrophe de Courrières a secoué les mineurs et la grève, qui couvait depuis un certain temps déjà, est déclarée dans tout le bassin. On estime à 50.000 le nombre des grévistes.

Notre camarade Monatte, après une courte enquête sur les lieux, a montré, la semaine dernière que toutes les responsabilités de la catastrophe remontaient directement à la Compagnie. Aujourd'hui il n'y a plus aucun doute à ce sujet. Les rapports du délégué mineur Simon, dit Ricq, sont là, accablants pour la Compagnie, qui ne voyait qu'une chose, extraire du charbon quand même et malgré tout.

Et quand les malheureux mineurs se sont rendu compte du peu de cas que font les exploiteurs de leurs existences, la révolte s'est vite propagée de coron en coron et en moins de trois jours la cessation du travail était complète dans tout le bassin.

* *

Mais pour bien comprendre ce mouvement, il y a lieu de dire quelques mots de la situation ouvrière et syndicale des mineurs dans ce bassin du Pas-de-Calais.

C'est d'abord le « vieux syndicat », dit syndicat Basly, entièrement inféodé à la politique du député-maire de Lens et dont les membres qui en font encore partie ne sont que des marionnettes dans ses mains. A peine y a-t-il quelques centaines de cotisants, et le syndicat n'assure ses services que grâce aux intérêts d'une somme assez importante, reliquat d'une ancienne grève.

Mais à côté du « vieux syndicat », s'est formée il y a quelques années une Fédération syndicale des mineurs du Pas-de-Calais qui malgré toutes les embûches de Basly et des politiciens ses amis, a vécu, a prospéré, et qui, par le canal de l'Union fédérale des mineurs dont le siège est à Montceau-les-Mines, adhère à la Confédération générale du Travail.

Alors que les membres du vieux syndicat sont vus d'un assez bon œil par les dirigeants des compagnies, les adhérents de l'Union fédérale sont considérés comme des mauvaises têtes, des révoltés, et plus d'un a dû même quitter la région devant l'impossibilité où il était de trouver du travail, simplement parce qu'il militait à la tête d'une des sections de l'Union Fédérale.

Il était indispensable de dire quelques mots de cette situation pour bien comprendre les divers incidents de ces derniers jours.

Un fait incontestable par exemple, c'est que c'est l'Union fédérale qui a mis en branle le mouvement actuel, et qu'à l'heure où j'écris, c'est la revendication simple, nette et claire de 8 francs pour 8 heures de travail qui prévaut partout.

* *

Ce qui caractérise surtout le vieux syndicat, c'est que les mineurs n'y sont jamais consultés; Basly et quelques-uns de ses sous-ordres décident et parlent ensuite au nom des mineurs. C'est ce qui s'est passé ces jours derniers encore; et la délégation qui est venue à Paris discuter avec les directeurs de compagnies n'avait pas pris la peine de consulter les mineurs sur leurs revendications et l'opportunité de certaines mesures.

Cela est fortement apparu au moment de la visite de Clemenceau. Alors que les militants de l'Union fédérale avaient déjà tenu réunions sur réunions, le vieux syndicat n'avait pas encore bougé. Basly, en recevant Clemenceau à la mairie, comptait lui exposer la situation à sa manière, et tout aurait été dit.

Mais justement à ce moment l'Union fédérale des mineurs qui, au dire de Basly, n'existait pas, tenait dans la grande salle de la Maison du Peuple, peu éloignée de la mairie, une réunion à laquelle assistaient 1.200 mineurs environ, et à la grande fureur de Basly, qui fit tout pour l'en empêcher — y compris le chantage patriotique, en signalant au ministre jacobin l'Union fédérale comme une organisation hervéiste!! — Clemenceau se rendit à la réunion.

A vrai dire, les mineurs furent tant soit peu surpris, mais aux appels au calme et à la promesse de se contenter de faire « protéger » les propriétés sans faire de démonstration militaire, les mineurs se contentèrent de répondre par les cris de « Vive la grève! » et d'accompagner la sortie du ministre du chant de l'*Internationale*. N'importe : aux yeux de ces grands enfants que sont les mineurs, la présence du ministre au sein d'une réunion de l'Union fédérale raviva la confiance en faveur de la jeune organisation et l'on peut dire qu'à l'heure actuelle, c'est celle-ci qui a la tête du mouvement et qui possède leur confiance.

* *

Quant à la réunion qui eut lieu à Paris entre les directeurs de compagnies et un certain nombre de membres du vieux syndicat, ses résultats ont été nuls. Certes les représentants des compagnies ont consenti à des améliorations qui, en d'autres temps, auraient pu paraître importantes, notamment le relèvement de la prime de 10 0/0, mais les mineurs se rendent trop bien compte à présent combien on les a roulés avec le système des primes. C'est à la suppression du système arbitraire du travail à la tâche, qui permet aux ingénieurs et aux porions d'avantager les uns au détriment des autres, que les mineurs entendent travailler. C'est pourquoi, dans les diverses réunions qui se tiennent journellement dans tout le bassin minier, ils rejettent non seulement les propositions des compagnies, mais aussi celles basées sur le vieux système des primes que leur proposent les dirigeants du vieux syndicat, pour se rallier au système préconisé par l'Union fédérale, plus clair et sans piège, d'un salaire fixe de 8 francs pour 8 heures de travail, auquel vient s'ajouter, avec d'autres revendications de détail — mais importantes quand même — le relèvement général des salaires des *galibots* ou apprentis.

* *

Telle est actuellement la situation. Bien entendu, la promesse faite par Clemenceau dans un élan de démagogie propre à tous les jacobins, de ne pas envoyer de troupes sur le théâtre de la grève, n'a pas été tenue devant les exigences des compagnies qui demandaient quand même à être « protégées ». A l'heure actuelle, le bassin minier est plein de troupes; toutes les fosses sont gardées militairement et un général a établi son quartier à Lens, d'où il dirige les opérations militaires.

* *

A l'heure actuelle, tout dépend de l'attitude que prendra le « vieux syndicat ». Certes, Basly fera tout pour ne pas s'avouer vaincu, mais il semble que l'active propagande menée par les militants de l'Union fédérale, qui chaque jour acquiert plus d'influence, l'emportera sur les combinaisons politiques de Basly.

Dans une réunion organisée à Lens par le vieux syndicat, l'assemblée — ce petit fait n'est pas sans importance en lui-même — désigna pour faire partie du bureau les militants de l'Union fédérale, acclama ses propositions, y compris la fusion des deux organisations, fusion qui implique la mise à l'écart de tous les éléments politiques qui sont à la tête du syndicat Basly; enfin l'adhésion immédiate de toutes les forces minières à la Confédération.

C'est un point important acquis, les mineurs devant le danger semblent fortement résolus à faire cesser les vieilles querelles qui, ils s'en rendent compte à présent, n'ont servi qu'aux combinaisons de quelques politiciens et à faire les affaires des compagnies; c'est pourquoi ils se rangent et bataillent sous la formule nette, claire, sans ambages et sans piège de l'Union fédérale des mineurs : 8 francs pour huit heures de travail.

⬥ ⬥

Mais, fait dont on saisira toute la portée, l'agitation semble ne pas vouloir se localiser aux seuls bassins miniers du Pas-de-Calais et du Nord, et dès dimanche dernier les mineurs de la Loire tenaient une importante réunion à la Bourse du travail de Saint-Etienne. Quoique les discussions aient été tenues secrètes, l'on sait toutefois que la question de la grève a été envisagée, et un ordre du jour motivé, notamment en ce qui concerne l'urgence d'un relèvement immédiat des salaires, adopté.

Une tournée de conférences va immédiatement commencer dans tout le bassin.

Enfin l'Union fédérale des mineurs adhérente à la Confédération a tenu ces jours-ci son congrès à Decazeville et d'importantes résolutions, notamment aussi en ce qui concerne le relèvement des salaires et l'application de la journée de 8 heures au 1er mai prochain, ont été également prises.

Le mouvement, comme l'on voit, ne fait que commencer. Les mineurs sont las de crever de misère en travaillant et de se faire tuer pour assurer les profits de quelques centaines de capitalistes; et nous allons vraisemblablement assister à une lutte terrible, grosse de conséquences, dont tous les résultats sont encore difficiles à prévoir.

P. Delesalle.

P. S. — Au dernier moment, j'apprends que Basly, pour venger l'échec de son syndicat fantômé, vient de faire arrêter et emprisonner notre camarade Broutchoux. Basly pourrait bien s'illusionner sur l'opportunité de cette mesure arbitraire qui pourrait être pour lui grosse de conséquences.

CROCS ET GRIFFES

Trois des officiers qui ont refusé d'obéir aux ordres qui leur étaient donnés d'agir contre les manifestants catholiques, ont comparu devant le conseil de guerre de Rennes qui en a condamné un à 30 jours, et les autres à un jour de prison, avec sursis.

Réclamant pour chacun le droit d'agir à sa guise, adversaires résolus de cette iniquité qui s'appelle un jugement, ce n'est pas nous qui récriminerons contre l'arrêt du conseil de guerre.

Seulement, si au 1er mai de pauvres soldats à un sou se refusent à charger contre leurs frères en exploitation, il est certain que le même conseil de guerre qui acquitte des officiers, n'aurait pas de peines assez fortes à appliquer aux simples pioupious qui voudraient les imiter, quoique l'insubordination d'un gradé — au point de vue militaire — soit plus grave.

Mais chacun sait que les officiers sont une caste à part.

J. GRAVE.

Révolte de Paysans

Un officier, revenant d'appuyer les agents du fisc chargés des inventaires dans les Cévennes, aurait, paraît-il, laissé échapper cette réflexion : « Si, un jour, les paysans s'avisaient d'opposer une pareille résistance au recouvrement des impôts, nous serions dans de jolis draps ! » — Il aurait pu ajouter : « et au service militaire... »

C'est évident qu'il suffirait de quelques gaillards déterminés, dans un village, pour entraîner la masse, et de quelques villages dans une région pour que, l'année suivante, des foyers de révolte s'allument en divers points du territoire, et rendent toute répression impossible. En fait, l'ancien gouvernement a dû capituler devant les défenseurs des curés, y a perdu le pouvoir, et le nouveau ne fera pas mieux, malgré l'appel à la rescousse de toutes les lumières de la démocratie.

Mais les autorités n'ont pas à craindre que, d'ici bien longtemps, les paysans se révoltent pour défendre leurs intérêts.

L'homme de la terre, qui ne se fie à personne qu'à lui-même pour acheter une vache, un cheval, ou louer un champ, s'en remet complètement aux bourgeois du soin de fixer les impôts qu'il aura à payer, le temps de service qu'il aura à faire, et, en général, de la direction de sa vie.

Autrefois, c'était le curé qui gouvernait complètement la campagne. Il reste encore maître dans les contrées où n'a pas pénétré la voie ferrée. Ailleurs, c'est le maire ou le député qui décident.

Le paysan se confie plus volontiers à eux qu'à ses voisins; il comprend bien que ces bourgeois le roulent, mais c'est dans l'ordre, ça a toujours été ainsi. Tandis qu'être roulé par ses égaux, par des gens aussi pauvres et aussi ignorants que lui, c'est une supposition insupportable, et cette crainte s'oppose à toute tentative de travail ou d'effort en commun.

D'ailleurs, le paysan ne comprend rien, et pour cause, à ces mots vides de sens : « honneur national, grandeur du pays, respect de la loi. » Ils créent chez lui une terreur superstitieuse remplaçant celle de l'enfer que lui a inculquée le curé.

Pour ne pas aller en enfer, il se bat contre les gendarmes qui viennent profaner l'église de son curé.

Par peur des gendarmes, il courbera longtemps encore la tête sous toutes les exigences de la loi.

Mais ceux d'entre nous qui attendent prochainement une révolte des prolétaires des campagnes devenus conscients de leurs droits et se refusant à être plus longtemps exploités, ceux-là se font illusion.

Entre un centre industriel et la campagne qui l'environne à une certaine distance, il y a la même différence de mentalité qu'entre un Parisien du dix-septième siècle et un du vingtième.

Ce n'est pas une raison pour renoncer à favoriser l'émancipation du peuple des campagnes ; bien au contraire !

Mais il faut savoir combien il y a à faire, et que les moyens d'action sont tout autres que ceux qui ont pu réussir dans le prolétariat industriel, concentré dans les villes et ayant été sevré de toute idée de propriété.

Il reste de quoi tenter des propagandistes observateurs, obstinés... et patients.

MICHEL PETIT.

Aveux et Documents

Un prêche de l'abbé Janvier.

M. l'abbé Janvier a fait hier sa première conférence à Notre-Dame sur l'excellence de la vertu.

Plus de deux mille personnes se pressaient dans la vaste nef de la cathédrale.

Le prédicateur a fait quelques allusions aux événements actuels.

Il dit que l'obéissance ne tue ni l'activité, ni la personnalité, et l'obéissance passive n'est ni une vertu humaine, ni une vertu chrétienne, car il n'est permis à aucune autorité de traiter l'homme comme une machine, et à aucun être intelligent de s'abandonner à tous les caprices d'un maître, car ce ne serait pas de l'obéissance, ce serait de la servitude. Il y a des limites à l'autorité, et s'il passait dans des cerveaux malades de législateurs qu'il faille tuer son père, fouler aux pieds les hosties, il faudrait obéir, parce que c'est la loi ?... Oh ! non, il y a une limite à notre obéissance.

— Notre plus grand malheur, ajoute-t-il, au dix-neuvième et au vingtième siècles, c'est d'avoir été livrés à des chefs sans valeur, qui ont laissé, par leur médiocrité, enfouir dans le sol les meilleurs esprits et, à leur profit, ils ont dévoré la substance de tous.

Et l'orateur, s'adressant à tous les fidèles, dit en terminant :

— Non, nous ne sommes pas de ceux qui professent cette doctrine avilissante que la loi est la loi... Ah ! non, la loi ne doit pas toujours être respectée et il y a des jours où la rébellion contre elle est le plus sacré de tous les devoirs !

(*Journal* du 6 mars.)

Mort de J. Most

Un télégramme de Cincinnati au *Journal* nous apporte une nouvelle affligeante autant qu'inattendue : notre camarade allemand Johann Most, éditeur de *Die Freiheit*, est mort dans cette ville le 17 mars dernier.

Johann Most avait soixante ans, étant né à Augsbourg (Bavière) en 1846, et l'on peut dire que sa vie tout entière a été consacrée à la révolution sociale. En 1868, il publiait à Berlin un organe révolutionnaire qui lui valut ses premières condamnations. Six ans plus tard, les électeurs de Chemnitz (Saxe) l'envoyèrent siéger au Reichstag, mais le parlementarisme ne put corrompre son énergie révolutionnaire. Lorsqu'en décembre 1878, il arriva à Londres, fuyant les persécutions bismarckiennes, la prison lui avait déjà pris cinq ans de sa vie.

C'est à Londres, — le 3 janvier 1879, si j'en crois Nettlau, — que parut le premier numéro de la *Freiheit* (la *Liberté*). En ce temps-là, Most se réclamait encore de la social-démocratie, mais auprès de lui, quelqu'un pouvait librement écrire des articles anarchistes, et celui-là était cet August Reinsdorf qui devait être, quelques années plus tard, décapité à Leipzig. A son contact, Most évolua, devint anarchiste. Quand les révolutionnaires russes abattirent le tsar Alexandre II, Most applaudit et fut, pour son geste, condamné à dix-huit mois de servitude pénale.

Sa peine expirée, il quitta l'Angleterre, passa quelques semaines en Suisse (octobre-novembre 1882), ne cessant pas d'écrire ; puis il alla se fixer à New-York, que la *Freiheit* et lui ne devaient pour ainsi dire plus quitter (décembre 1882).

Orateur autant qu'écrivain, Johann Most fut le type accompli de l'agitateur anarchiste. Par ses tournées de conférences, par ses innombrables articles et ses brochures de propagande, il a exercé durant vingt-quatre ans sur le mouvement anarchiste des Etats-Unis d'Amérique une influence considérable. Le futur historien de l'anarchisme international n'oubliera pas le nom de Most.

Les camarades français connaissaient surtout en Most l'ironique et verveux écrivain de la *Peste religieuse*, cette menue brochure de propagande dont il a été fait tant et tant d'éditions dans toutes les langues.

Johann Most est mort en rappelant que partout où il avait passé, en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, aux Etats-Unis, il avait souffert l'emprisonnement pour la cause de la liberté humaine. La perte d'un tel homme sera douloureusement ressentie partout. Nous saluons avec émotion le vaillant qui s'en va.

A. DUNOIS.

MOUVEMENT SOCIAL

L'Eglise et l'Etat. — Depuis plusieurs semaines, les catholiques sont en révolte contre la loi, et même en révolte armée, en véritable insurrection. Et le gouvernement, vis-à-vis d'eux, montre une patience, une prudence, une crainte du sang versé dont je le loue, mais dont j'aimerais lui voir faire preuve à égal degré dans les émeutes ouvrières.

Aux environs de Fougères, en Bretagne, une section du train des équipages, composée d'une quarantaine d'hommes et de deux officiers, allait en manœuvre pour faire du service en campagne. Les paysans crurent qu'elle venait pour l'inventaire et, au nombre de 200, armés de faux, de fourches, de briques, assaillirent la troupe. Les soldats durent s'abriter derrière leurs chevaux et leurs voitures. Le capitaine, le lieutenant, et une dizaine de soldats furent blessés, les voitures régimentaires brisées. La compagnie, au bout de vingt minutes, dut faire demi-tour et se retirer précipitamment.

Je suis ravi que les soldats n'aient pas fait usage de leurs armes, mais je voudrais bien qu'ils agissent de la même façon quand ils sont devant des grévistes qui leur lancent des pierres.

A Saint-Etienne-de-Mer-Morte, en Vendée, après le départ du receveur de l'enregistrement impuissant à faire l'inventaire, la foule, ayant, dit-on, le curé à sa tête, quitta l'église et alla envahir l'école en réclamant l'instituteur-adjoint pour lui faire un mauvais parti. Celui-ci s'enferma dans sa chambre. Quelques manifestants essayèrent d'enfoncer la porte, et d'autres commencèrent à faire une brèche dans le plancher. Les gendarmes, en arrivant, furent entourés, frappés, blessés, dont l'un gravement. Le curé aurait refusé d'intervenir pour calmer la foule.

A Montregard, près d'Yssingeaux, les gendarmes emmenant plusieurs émeutiers catholiques décrétés d'arrestation, et le maire ne répondant plus de la vie de l'instituteur, fréquemment menacé depuis les troubles, celui-ci dut déménager en toute hâte et suivre la troupe avec sa femme et ses quatre enfants.

Ainsi les catholiques ne se contentent pas de réclamer la liberté pour eux, ce qui serait fort bien, de protester contre l'intrusion du gouvernement dans leurs églises, ce qui serait parfait. Ils veulent

par surcroît lyncher les instituteurs laïques. Halte-là! Entre l'instituteur et le curé, nous n'hésitons pas. La liberté de l'instituteur, représentant de l'avenir, nous est plus chère que celle du curé, représentant du passé.

R. Ch.

❖ ❖

La commission centrale des ambulants de l'Association générale des agents des postes a communiqué aux journaux la note suivante :

Chez les postiers. — « Les agents ambulants des postes et des télégraphes protestent énergiquement contre les ordres qui leur ont été donnés de rechercher et d'intercepter certains journaux. Le personnel déclare hautement qu'il n'entend pas jouer le rôle d'auxiliaire de la préfecture de police, estimant que ses obligations professionnelles ne dépassent pas les prescriptions de l' « *Instruction générale* » et qu'elles ne comportent pas des besognes pour lesquelles les commissaires et agents de police sont désignés. »

Combien de fois n'avons-nous pas déploré le manque de dignité des postiers s'abaissant aveuglément aux fonctions d'auxiliaires de la police! Naguère encore, quand le juge André adressa aux receveurs des réquisitions à l'effet de saisir les imprimés révolutionnaires, nous nous étonnâmes que ce magistrat n'eût pas rencontré la moindre résistance de la part des agents réquisitionnés.

La note précitée nous procure donc une vive satisfaction.

Elle atteste fortement que le syndicalisme, parmi les « fonctionnaires », a franchi les bornes utilitaires que certains prétendaient lui assigner et qu'il se préoccupe de plus en plus de travailler au relèvement *moral* de ses affiliés. Le rôle, très noble, des postiers, notamment, est d'aider à la circulation des idées et non de l'entraver par de sales moyens de police : voilà la notion que le mouvement syndicaliste actuel tend à faire prévaloir. Nous nous en félicitons comme d'un important progrès.

Plus encore, nous espérons bien que les postiers ne s'en tiendront pas à la toute platonique protestation incluse en leur ordre du jour, mais qu'ils sont décidés *à ne plus tenir aucun compte*, à l'avenir, des humiliantes réquisitions du Parquet. Ainsi s'avèreront-ils mûrs pour cette séparation des Postes et de l'Etat à laquelle ils doivent tendre, dès aujourd'hui, de toute leur conscience professionnelle accrue et qui est le grand but, plus proche qu'on ne pense, du syndicalisme postal.

A. Dubois.

❖ ❖

MONOGRAPHIE

Créteil.

Créteil (Seine), 5.000 habitants, à 10 kilomètres de Paris.

Prix de la vie. — 1° *Logement.* — Les loyers sont assez élevés et ont tendance à monter davantage; 150 à 200 francs pour deux pièces; 250 à 300 francs pour trois pièces et cuisine. Logements assez sains, sauf dans quelques cours, vrais quartiers où vivent les familles les plus nombreuses et les plus malheureuses.

2° *Alimentation.* — Bœuf, de 0 fr. 70 à 1 fr. 60 la livre; veau, de 1 fr. 10 à 1 fr. 40; mouton, de 0 fr. 80 à 1 fr. 40; porc, 1 fr. 10; pain, 0 fr. 75 les 2 kilog.; beurre, 1 fr. 60 la livre. Les œufs et légumes suivant la saison; les commerçants du pays se fournissant aux halles de Paris, les cours subissent les mêmes fluctuations qu'à Paris. Le vin blanc, 0 fr. 40 le litre; le rouge, 0 fr. 25 chez les débitants à emporter.

Une société coopérative, formée depuis quatre ou cinq ans, comprend 70 membres, mais elle ne prospérera qu'en cherchant à réaliser des bénéfices.

Industrie. — Il y a peu d'industries à Créteil; une ferblanterie occupe une cinquantaine d'ouvriers avec salaires variant de 5 à 7 francs pour 10 h. 1/2 de travail; une maison d'orfèvrerie occupe une soixantaine d'ouvriers dont les salaires sont plus élevés que ceux des ferblantiers pour 10 heures de travail; je mets naturellement à part quelques ciseleurs et mécaniciens dont les salaires vont à 10 ou 12 francs par jour.

Les maçons forment la masse de la classe ouvrière, ils gagnent 0 fr. 70 de l'heure; les aides, 0 fr. 45; les limousins, faisant le gros œuvre des bâtiments, n'ont que 0 fr. 60.

Les menuisiers et serruriers, peu nombreux, reçoivent 0 fr. 70 de l'heure.

Les garçons jardiniers ou maraîchers, employés au mois ou à l'année, gagnent environ 50 francs par mois en hiver et 80 francs en été pour une journée qui va généralement du jour au jour.

Beaucoup d'ouvriers habitent Créteil et vont travailler à Paris; les avantages sont en général assez minimes, car le voyage quotidien revient en moyenne à 0 fr. 30 ou 0 fr. 35 par le tramway ouvrier ou le chemin de fer de Vincennes. Dans les deux cas, le trajet dure environ 1 heure, ce qui allonge bien la journée. Mais la femme et les enfants de ces ouvriers vivent à Créteil plus sainement qu'à Paris, et c'est là un avantage réel.

Aucun syndicat n'existe dans les différents corps d'état; la population est généralement très fermée à tout progrès. Quelques révolutionnaires plutôt perdus dans le pays ne font guère d'adhérents, et malgré leurs efforts, ils se heurtent à l'ignorance et au parti pris.

Une société de secours mutuels subventionnée par les commerçants et les gros bonnets du pays compte environ 120 membres. La fanfare, recevant une subvention de la commune, va plusieurs fois par an à la messe. Bien que la population ouvrière soit à Créteil en majorité, elle est dominée par les petits bourgeois et les commerçants qui forment le conseil municipal nationaliste du pays.

Le pays est assez propre, il est très fréquenté l'été par les Parisiens qui connaissent bien les bords de la Marne formant la seule promenade agréable de ce coin bien arriéré de la banlieue est de Paris.

Emile Chaufour.

❖ ❖

MOUVEMENT OUVRIER

Sans que l'on puisse discerner exactement pour quelles raisons — le coût de l'existence étant le même — les tarifs des salaires des imprimeries installées en dehors de l'enceinte de Paris sont 20 0/0 plus bas que ceux de la capitale, jusqu'à présent les divers syndicats du Livre ont trouvé cela tout naturel.

Par contre, les ouvriers imprimeurs de la maison Paul Dupont, à Clichy, viennent de se mettre en grève et réclament un salaire égal à celui des ouvriers de Paris.

Par solidarité, les ouvriers des autres catégories ont quitté le travail. Enfin ils ont réussi à entraîner dans leur mouvement un certain nombre d'ouvriers des ateliers P. Dupont de Paris.

A la suite d'une réunion générale, les grévistes ont décidé de formuler comme suit leurs revendications :

Augmentation de salaire pour Paris, l'application du tarif de Paris aux ouvriers de Clichy et l'engagement de M. Paul Dupont d'accorder à ses ouvriers la journée de neuf heures lorsque éclatera la grève générale qu'organise en ce moment le Comité central.

A Rive-de-Gier où la situation est loin d'être brillante depuis bien longtemps, on signale une vive agitation dans plusieurs corporations. C'est d'abord parmi les verriers où, sous prétexte de « four mort », la Société anonyme des Verreries tente une diminution de salaire, alors qu'une augmentation s'impose.

Aux fonderies d'Hornu, on signale une suspension partielle du travail.

Un certain nombre d'ouvriers, mécontents de l'attitude du directeur et de l'ingénieur à leur égard, ont refusé d'exécuter à prix fait les bouches de chauffage que fabrique cette fonderie pour les wagons construits aux chantiers de la Buire qui font partie de la même compagnie.

On craignait, d'autre part, un mouvement gréviste dans les mines de la Péronnière et de la Société anonyme des houillères, à la Grand'Croix.

Une augmentation de 25 centimes par jour ayant été accordée à chaque ouvrier de la Péronnière, la grève sera probablement évitée.

Ajoutons qu'une solution semblable sera vraisemblablement prise par la Société des houillères.

A Voyron (Isère), la grève est quasi générale dans les usines de soieries.

Quatre mille ouvrières tisseuses ont cessé le travail ; 17 usines sur 23 sont fermées. Des manifestations se sont produites contre l'usine Ruby, à Paviot, où se trouvent occupées de nombreuses ouvrières ; l'usine Ruby a été envahie par les grévistes. Les tisseuses réclament une augmentation de salaire qui ne leur a été accordée que par quelques patrons. Elles ont actuellement un salaire moyen de 1 fr. 75 par jour.

Le mouvement gréviste va vraisemblablement se généraliser et atteindre toutes les usines de la région. Ce sera plus de 15.000 ouvrières qui cesseront le travail.

On assure qu'une importante grève d'ouvriers jardiniers-maraîchers sera déclarée vendredi matin.

A Clichy, les ouvriers électriciens de l'*Ouest Lumière* sont en grève; différents services de tramways ont dû interrompre leur circulation.

Grève également chez les palefreniers de grande remise.

Grève d'ouvriers en limes à Paris.

A Angers, grève d'ouvriers filateurs. Plusieurs incidents graves ont marqué cette dernière.

Et j'en passe encore.

P. Delesalle.

❖ ❖

BOHÊME

Deux congrès tenus à la fin de 1905 marqueront dans l'histoire du mouvement anarchiste tchèque, parce qu'ils ont éclairci des questions importantes, aboli des malentendus parmi les camarades et unifié presque toutes nos forces.

Le premier congrès, tenu le 5 novembre à Bruch, par la *Fédération tchèque de toutes les professions* (*Ceskà Federace vsech odboru*), en adoptant, comme déclaration de principes, l'étude du camarade L. Knotek sur le rôle des syndicats dans la lutte ouvrière quotidienne et pour l'émancipation définitive du prolétariat, s'est prononcé ouvertement pour le terrorisme économique, pratiqué tant individuellement que collectivement, sous la forme de la grève générale. C'est là un fait très important, si l'on considère que les syndicats de Bohême subissent pour la plupart l'influence réactionnaire des politiciens socialistes, qu'ils soient social-démocrates ou nationalistes.

Le deuxième congrès, tenu à Prague du 24 au 26 décembre, par la *Fédération anarchiste tchèque* (*Ceskà anarchistickà Federace*), a déclaré que le syndicalisme était la tactique la plus efficace dans la lutte contre la société actuelle. Il a invité les camarades anarchistes à fonder partout des organisations ouvrières adhérentes à la *Fédération tchèque de toutes les professions* et, là où la chose ne serait pas possible, à pénétrer dans les organisations déjà existantes, quelles qu'elles soient, pour y faire de la propagande anarchiste et les pousser à l'action révolutionnaire.

C'est là encore un fait très important, car jusqu'à ces derniers temps un grand nombre d'anarchistes tchèques étaient les adversaires systématiques de l'action syndicale.

Voilà donc deux grandes Fédérations qui s'entendent intellectuellement et pratiquement. Par cette heureuse entente, le mouvement anarchiste a acquis en Bohême une force qu'il n'avait jamais connue.

Persécutions. — C'est que d'autre part, en effet, la propagande écrite est devenue plus puissante, surtout depuis que l'*Omladina* hebdomadaire s'est transformé en un organe bi-hebdomadaire.

Omladina fut fondé le 1er mai 1903 par notre camarade K. Vohryzek. D'abord bimensuel, il devint hebdomadaire au bout de six mois et il a paru comme tel, malgré toutes les persécutions, jusqu'à la fin de 1905 sans interruption. En novembre 1905, notre camarade L. Knotek se joignit à Vohryzek, et tous les deux pensèrent de suite à transférer *Omladina* de Bruch, où il paraissait depuis 1904, à *Prague* et à le faire paraître deux fois par semaine. Avec la collaboration des camarades St. K. Neumann et Fr. Sramek, ils purent réaliser leur idée et, le 5 janvier dernier, parut le premier numéro de la 1re année de l'*Omladina* devenu bi-hebdomadaire.

Omladina, qui voudrait être un journal de combat, de propagande et de discussion, publie dans tous ses numéros un article sur l'actualité, jugée du point de vue anarchiste, un article sur le mouvement syndical ou sur des questions ouvrières, des informations sur les événements du jour, sur le mouvement social et ouvrier et sur le mouvement anarchiste en particulier, puis une revue du mouvement révolutionnaire mondial, un feuilleton, etc., et en supplément, romans et études sociologiques.

Cet essor vigoureux de la presse anarchiste inquiétait les autorités ; la persécution reprit donc, enragée, contre les militants. Elle visa surtout l'*Omladina*, qu'il fallait détruire coûte que coûte. Le 16 janvier, le camarade Vohryzek fut arrêté à Prague et transporté à Most (au nord de la Bohême) pour y purger la peine de quatorze jours d'emprisonnement. Le même jour fut saisi le n° 4 de l'*Omladina* et interdiction fut donnée de le faire paraître à l'ave-

nir. Le même jour encore fut arrêté notre camarade Michal Kacha, le rédacteur de *Prace*. On le mit dans la prison, mais on dut le libérer le lendemain, son arrestation étant absolument arbitraire.

Immédiatement après l'interdiction de l'*Omladina*, notre camarade L. Knotek fit paraître *Plameny* (*Flambes*), qui n'eut qu'un numéro, et huit jours après il fondait un nouveau journal bi-hebdomadaire, *Nova Omladina*, qui continue l'œuvre de l'*Omladina* et dont, sur *dix* numéros parus à ce jour, *six* ont été saisis.

Un d'eux l'a été, par exemple, pour avoir reproduit textuellement, d'après un journal bourgeois libéral, la nouvelle du suicide d'un soldat.

Sorti de prison, le camarade Vohryzek fut expulsé des huit arrondissements miniers (Most, Duchcov, Teplice, Falknov, Zatec, Louny, Kladno, Slany) où jusque-là il avait fait de la propagande. Motifs de l'expulsion : « Vohryzek paraît être dangereux, par toute son activité publique, pour la paix et l'ordre publics. » Il a donc été frappé pour motifs politiques bien que le code autrichien ne reconnaisse pas de tels motifs d'expulsion. Mais ce ne sont pas les autorités qui doivent respecter les lois !

S'étant rendu à Prague, notre camarade y fut arrêté de nouveau le 8 février, à cause d'un article paru dans *Nova Omladina*, et il est actuellement en état de détention préventive ; la semaine prochaine, il passera devant la cour d'assises...

Malgré tout, les autorités n'ont pas réussi à affaiblir le mouvement. *Nova Omladina* n'a pas cessé de paraître ; il a été agrandi au contraire et il va combattre toujours plus activement contre l'oppression et l'exploitation sous toutes leurs formes, économique, civile et religieuse, et pour l'émancipation définitive de l'humanité.

L. Kn.

⁂

RUSSIE

Deux procès d'anarchistes viennent d'avoir lieu à Tchernigoff. Il s'agit, dans les deux cas, de résistance armée pendant l'arrestation. C'est d'abord le procès du camarade Gueletzky, condamné à 5 ans et 4 mois de travaux forcés, pour avoir tiré des coups de revolver contre le chef de la police et l'officier de gendarmerie de la petite ville de Niejine, où il habitait et où il a été arrêté. Le second procès est celui de quatre camarades qui, dans cette même ville de Niejine, ont opposé, en septembre dernier, une résistance désespérée à la police, résistance pendant laquelle un des leurs a été tué. Tous les quatre, ils sont condamnés à 6 ans et 8 mois de travaux forcés.

Il faut ajouter que les faits pour lesquels nos camarades ont été condamnés, datent d'une époque antérieure au manifeste du 30 octobre et à l'amnistie qui l'a suivi. Les actes terroristes en étaient exclus, il est vrai, mais les condamnations encourues devaient être moins rigoureuses. Et d'ailleurs les années de prison ou de travaux forcés ne comptent plus guère maintenant : pour le moment, il s'agit de *vivre*; quant au reste, la révolution ouvrira les prisons bien avant les termes assignés par les tribunaux. Personne, nous en sommes sûrs, ne fera les années de prison que le gouvernement distribue en ce moment avec tant de libéralité. C'est pourquoi à ceux qui partent nous pouvons dire avec certitude : A bientôt !

⁂

Voici, d'autre part, deux bonnes nouvelles. Deux camarades viennent de s'évader, échappant aux griffes du gouvernement. Le camarade Engelsohn est parvenu à franchir, à l'aide d'une échelle de corde, le mur de la maison d'arrêt de Bialostock, malgré la triple garde — gendarmes, policiers et soldats — de cette prison. Il était accusé d'avoir gardé chez lui une imprimerie clandestine et un certain nombre de bombes ; nous pouvons dire qu'il a échappé à une mort certaine.

La seconde évasion (dont nous publions la nouvelle d'après les journaux russes) est celle du camarade Fedoroff Zabrejneff, détenu à l'infirmerie de la prison de Boutyrny, à Moscou. Il aurait franchi la porte cochère en profitant du moment où une voiture d'ambulance y entrait. Son procès devait avoir lieu bientôt ; il était accusé d'attentat à la vie de l'officier de gendarmerie qui était venu l'arrêter.

M. Corn.

SUISSE

Devant la Cour pénale. — L'affaire de la rue Blanche, dont il fut parlé ici par deux fois, a donné lieu à un procès qui s'est déroulé devant la Cour pénale fédérale du 5 au 8 mars. Des deux accusés primitifs, l'un, Anna Markin, avait bénéficié d'une ordonnance de non-lieu ; l'autre comparaissait seul. C'était le révolutionnaire russe Boris Bilitte, chimiste, qui, blessé par l'explosion, a été, peu après son arrestation, amputé de la main gauche.

Le siège du ministère public était occupé par M. Navazza, remplaçant le procureur fédéral Kronauer, ivrogne invétéré. Tout l'effort de son réquisitoire a tendu à faire appliquer à Bilitte les lois d'exception de 1894 contre les anarchistes.

Bilitte a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement, sans déduction des trois mois de détention préventive qu'il a déjà faits, à 300 francs d'amende et au bannissement à perpétuité. Voilà une sentence qui ne fera pas honneur à la « libre » Helvétie !

VARIÉTÉ

Les Profits Capitalistes

Devant la catastrophe qui a tué 1.200 mineurs, nous croyons utile de reproduire l'article de notre collaborateur Delesalle sur les bénéfices de la Compagnie de Courrières.

Les mines de Courrières. — Comme les mines de Bruay dont j'ai parlé dans un précédent article, les mines de Courrières se trouvent situées dans le Pas-de-Calais. La concession a une superficie de 5.452 hectares et s'étend sous 18 communes au sud-est de Béthune. Courrières occupe la quatrième place au point de vue de l'étendue ; et sur les 15 concessions que comprend le bassin du Pas-de-Calais, elle n'est dépassée que par Nœux, Lens et Béthune.

Au point de vue de la production, elle vient immédiatement après Lens.

L'histoire financière des mines de Courrières est fort suggestive et aussi pleine d'intérêt que possible. Si jamais il fut vrai que le capital n'est que du travail accumulé, c'est bien en parlant de cette entreprise capitaliste qu'il faut le dire.

Fondée en 1852, la Société des *Mines de Courrières* fut lancée au capital de 2 millions primitivement divisés en 2.000 actions de 1.000 francs chacune. Mais le travail ouvrier fut si productif dès les débuts de l'entreprise, qu'il ne fut pas même nécessaire de faire appel au capital souscrit. Les bénéfices, résultats du taux peu élevé de la main-d'œuvre, furent si considérables que la Société se contenta d'un premier versement de 300 francs par titre et n'eut plus besoin de rien demander aux actionnaires qui furent considérés comme entièrement libérés. Dès 1857, pour un versement de 300 francs, les actionnaires commencèrent à toucher 16 francs de dividende. Puis nous voyons celui-ci monter progressivement et atteindre 600 francs, dix ans après, en 1867 ; 1.600 francs en 1873 ; 1.750 francs en 1874 ; puis redescendre un peu pour atteindre à nouveau 1.000 francs en 1882 ; 1.300 francs en 1888 ; 2.300 francs en 1891, etc., etc.

Mais en 1897 la Société de Courrières change de forme et devient anonyme. A cette occasion, chacune des actions anciennes fut divisée en 30 actions nouvelles, auxquelles il fut attribué une valeur nominale de 100 francs. Les 300 fr. primitivement versés s'étaient mués en 30000 fr.

Le capital se composa donc de 60.000 actions de 100 francs chacune et la Société le porta depuis au passif de ses bilans pour 6 millions de francs, alors qu'il n'a été versé en réalité en tout et pour tout par MM. les capitalistes que le dixième, c'est-à-dire 600.000 francs.

Depuis 1897, époque de ladite conversion, la situation — pour les capitalistes, s'entend — n'a fait que s'améliorer et pour 1/30e d'action, soit, si l'on s'en rapporte au capital initial, pour 10 francs effectivement versés, les possesseurs d'actions des mines de Courrières ont touché 90 francs en 1899 ; 125 francs en 1900 ; 110 fr. en 1901 ; 100 francs en 1903, ce qui n'empêche pas les compagnies de se plaindre continuellement de la mauvaise situation où se trouve le marché minier.

Que faut-il donc à la pieuvre capitaliste ?

De 1893 à 1903, le dividende a presque doublé. Cinq ans après la fondation de la Société, les actionnaires touchaient un dividende égal à 50 o/o de l'argent versé. Ils ont touché 1.000 o/o pour le dernier exercice et 1.250 o/o en 1900.

Et cela ne peut aller qu'en augmentant. Actuellement trois nouvelles fosses sont en fonçage et d'ici peu une quatrième sera mise en chantier, de sorte que dans trois ou quatre ans Courrières aura 14 fosses en exploitation.

En attendant, et c'est là un aveu de la Compagnie même, bon à retenir pour les ouvriers, « *celles qui sont exploitées actuellement continuent à produire chaque année davantage et en même temps le prix de revient du charbon diminue.* »

Cette situation plus que brillante ne s'arrêtera pas là, puisque les ouvriers, bien sages, semblent toujours disposés à se laisser voler.

On estime, dans le monde financier, que les dividendes augmenteront encore dans de larges proportions ; qu'ils atteindront 200 francs lorsque l'extraction parviendra à 3 millions de tonnes et qu'alors les actions, pour lesquelles il a été versé primitivement 10 francs — l'action actuelle étant 1/30e de l'action primitive — et qui valent aujourd'hui 2.895 francs, s'élèveront jusqu'à 4.000 francs.

Ce qui, bien entendu, ne fera pas augmenter d'un centime le salaire des ouvriers mineurs.

Et ce n'est pas tout. Si l'on examine le bilan, on s'aperçoit que cette société accuse un actif de 46.278.889 fr. 20 c., somme accumulée sur le produit du travail ouvrier, ce qui fait que non seulement les actionnaires touchent de forts dividendes, mais mettent encore « de l'argent de côté » sous forme de réserves.

Ainsi le fonds de roulement qui était de 11.180.230 fr. 28 en 1901 a passé à 15 millions 427.839 fr. 55 en 1903, soit plus de 3 millions d'augmentation en deux ans. De même pour les valeurs mobilières portées au bilan de 1903 pour 12 millions 838.541 fr. 03, alors qu'elles ne figuraient que pour 8.045.067 fr. 79 en 1901.

Ces chiffres sont tellement phénoménaux que l'on aurait peine à croire à leur exactitude s'ils n'étaient officiels et fournis par la Compagnie de Courrières elle-même.

Quant à la situation des ouvriers, elle est pareille à celle de toutes les autres compagnies minières. Mauvaises conditions de travail, hygiène déplorable, salaires réduits au strict minimum, pour un travail toujours plus intensif, puisque avec un personnel presque identique l'extraction a augmenté, dans ces huit dernières années seulement, de 40 o/o environ, comme on peut s'en rendre compte par le tableau ci-après :

Extraction (en tonnes).

1896	1.578.178
1897	1.670.463
1898	1.766.464
1899	1.904.512
1900	1.942.233
1901	1.944.997
1902	1.786.490
1903	2.188.741

Ce qui n'empêcherait pas la Compagnie de prétendre que le rendement de la mine est in-

suffisant, si les travailleurs s'avisaient de réclamer, à leur tour, un peu de cette richesse dont ils sont, en définitive, les seuls producteurs.

On reste vraiment confondu que les esclaves de la mine, qui, tout comme nous, peuvent connaître ces détails, ne se soient pas déjà révoltés en apprenant de quelles richesses on les frustre chaque jour, alors qu'eux et les leurs crèvent à peu près de misère dans leurs corons.

Les ouvriers se figurent qu'en continuant à élire des Basly et des Lamendin, anciens ouvriers traîtres à leur cause, ils viendront à bout de la puissance colossale des compagnies. Or, celles-ci s'en moquent et seront bien tranquilles tant qu'on ne leur opposera pas d'autres moyens de lutte. Elles favorisent en sous main l'élection de ces socialistes sans danger qui maintiennent le calme parmi les serfs de la mine et leur donnent l'illusion de la liberté. Elles savent bien que, si les mineurs ne le savent pas encore le suffrage universel et la conquête des pouvoirs sont encore aujourd'hui les meilleurs défenseurs de la société capitaliste.

P. DELESALLE.

Au dernier moment une dépêche nous apprend que le camarade Lagnier, poursuivi pour excitation à la désobéissance, est condamné à 6 mois de prison, 100 francs d'amende, sans sursis, par la cour d'assises d'Epinal.

S'il avait pensé à mettre une casquette galonnée il aurait été acquitté avec félicitations.

BIBLIOGRAPHIE

La *Cité des Idoles* (1) de M. Château se trouve dans une île qui, à la suite d'un cataclysme soudain qui engloutit tout le continent, se trouve tout à coup livrée à ses seules ressources, détachée de l'autorité centrale.

C'est le signal de la révolution. Les ouvriers commencent par débander l'armée; les autorités assistent, impuissantes, à la transgression des lois et à l'éclosion de l'organisation sociale nouvelle qui surgit. Et, la débâcle de la vieille société capitaliste accomplie, les plus réactionnaires sont bien forcés de se plier à la vie nouvelle, la hiérarchie, l'or et le capital n'ayant plus aucune valeur.

Mais ne trouvant pas les esprits assez évolués pour organiser une société anarchiste, les meneurs du mouvement se contentent d'établir une espèce de société collectiviste munie de ses bons de travail, de ses commissions, et de tout l'agencement *ad hoc*.

Cela marche assez bien pendant un certain temps. La vie s'organise peu à peu; l'état économique se développe et s'améliore. Et, par la seule force des choses ex-capitalistes et ex-gouvernants, malgré leurs répugnances, malgré leur secret désir de ramener l'ancien état de choses, viennent, un à un, chercher un emploi ressortissant au genre de services qu'ils peuvent rendre.

C'est dans ce cadre que l'auteur fait évoluer ses personnages, animés de leurs sentiments d'amour, de haine qui continuent à les impulser en l'état social nouveau, comme dans l'ancien.

Mais il y a un fou qui, un beau jour, s'amuse à parcourir les rues en criant qu'il voit le bon Dieu. Et le curé et les anciens gros bonnets de l'ordre capitaliste s'empressent de faire chorus avec lui. Et, à force de crier qu'ils ont vu, arrivent à persuader à nombre d'imbéciles qu'ils voient aussi, et on organise des processions et des pèlerinages à une grotte que l'on dévoue à la Vierge.

C'est un premier point acquis. A la suite de cette reviviscence de l'esprit religieux, les ex-autorités relèvent la tête, et, d'adjonction en adjonction, arrivent à restaurer l'ancien ordre de choses, en faisant supprimer les quelques esprits lucides qui peuvent résister à la contre-révolution.

L'idée de M. Chateau vaut ce qu'elle vaut; en tout cas elle est originale, et son roman est intéressant à lire.

Seulement, si j'avais eu à écrire la conclusion de son roman, ce n'est pas par la reviviscence de l'esprit religieux — que je crois absolument mort en France — que j'aurais amené la contre-révolution; mais bien par l'organisation *collectiviste elle-même* qui, en laissant subsister sous des noms nouveaux tous les rouages politiques, tous les inconvénients économiques de l'ancien état de choses, portait en elle-même ses germes de destruction qui, à bref délai, devaient la ramener à son point de départ.

(1) Un vol. illustré par Lobel-Riche, 3 fr. 50, chez Michaud, 168, boulevard Saint-Germain.

* *

La brochure du camarade Gayvallet, *Les députés contre les électeurs* (1), consacrée à la question électorale, contient tout un programme économique élaboré par l'auteur qui, en place du Parlement, voudrait voir les syndicats organiser la vie sociale politique et économique.

L'auteur, cependant, a prévu que la concurrence de la société capitaliste pouvait resurgir entre syndicats, car il a soin de déclarer que, pour que cela aille bien, les syndicats doivent se mettre en garde contre l'esprit de corps.

Le syndicat, groupement de lutte suscité par l'organisation économique actuelle, doit disparaître avec elle. Ce sont les besoins et les affinités qui doivent servir de base à l'organisation sociale future.

Mais où l'auteur n'est pas logique, c'est qu'après avoir reconnu que, même choisi dans l'élément ouvrier, le député ne pourra que faire des lois en faveur de la minorité privilégiée, il dit aux ouvriers: Mais si vous voulez voter, votez pour un ouvrier, c'est toujours un pauvre diable arraché à la misère. C'est l'élection philanthropique.

Il côtoie la vérité sans l'entrevoir complètement, lorsqu'il dit que les députés, lorsque l'opinion publique sait le vouloir fortement, finissent toujours par lui accorder satisfaction, et que les propagandistes devraient prendre des idées simples — la masse ne comprenant pas les idées générales — et y intéresser l'opinion afin de forcer les députés à voter les lois que l'on exigerait.

Oui, il y a de temps à autre des idées simples suscitées par les idées générales qui attirent davantage l'activité de certains groupes. Ce sont ces idées que l'on doit chercher à propager parmi les foules; mais sans s'occuper du sort législatif qu'elles pourront encourir.

Puisque les individus doivent vouloir fortement telle réforme qu'ils reconnaissent nécessaire, ils n'ont qu'à agir pour l'appliquer, sans s'occuper de ce rouage inutile: le député.

J. GRAVE.

(1) Une brochure, 0 fr. 05, imprimerie Demeaux, 33, rue Puyguerand, Marmande.

Nous avons reçu :

La femme dans l'industrie, par R. Gonnard; 1 vol., 2 fr. 50, chez Colin.

El niña y el adolescente, por M. Petit; 1 vol., 1 peseta; — *En Guerra*, por C. Malato; 40 centavos, à la *Escuela Moderna*, 56, calle de Bailen, Barcelone.

Les origines de l'Eglise chrétienne, par M. Verne, 157, faubourg Saint-Antoine.

La Divine Comédie, de Dante; — *Œuvres de Xavier de Maistre*, deux volumes de la série des meilleurs auteurs classiques à 0 fr. 95, chez Flammarion.

Le Mensonge patriotique, par E. Merle; 0 fr. 10 à l'Imprimerie communiste, 18, rue du Pile, Roubaix.

A lire :

Les conséquences économiques d'une guerre future; *Le Salut public* (Lyon), 3 mars.

A voir :

Dessins de Kupka, Delannoy, Roubille, Naudin; *Assiette au beurre*, n° 258, Conseil de revision.

Dessins de Roubille et Naudin; *Cri de Paris*, n° 476.

Les Retraites ouvrières, dessins de Grandjouan et Naudin; *Assiette au beurre*, n° 257.

A NOS LECTEURS

A la liste des originaux à vendre, joindre ceux de Delannoy :

La Crise socialiste,	paru dans le N°		4.
Le grand assassin,	—	—	14.
Qu'attendons-nous,	—	—	27.
Au pays des Basly,	—	—	40.

Et celui de Luce, paru dans le dernier numéro.

Nous enverrons cette semaine ceux qui restent aux derniers enchérisseurs.

Correspondances et Communications.

Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs (Comité National de France).

A M. le Directeur des *Temps Nouveaux*.

Monsieur le Directeur,

Dans le dernier numéro des *Temps Nouveaux*, un de vos rédacteurs, P. Delesalle, émet cette supposition que c'est *peut-être bien la perquisition opérée* à mon domicile qui m'a déterminée, — sans dessein préalable — à remettre à la police les fameuses listes d'adresses.

Je désire faire remarquer à M. Delesalle ainsi qu'à vos lecteurs :

1° Qu'au bas de l'affiche, il est dit que « l'on tient les adresses à la disposition du Parquet », que chacun en était dès longtemps informé, et que les signatures n'ont pas été recueillies, que je sache, pour être mises sous le boisseau;

2° Si votre rédacteur avait bien voulu se donner la peine de consulter quelques journaux assez répandus, tels que le *Petit Parisien*, la *Petite République*, le *Journal*, le *Matin*, etc., il aurait pu y lire une note ainsi conçue : « Conformément à la promesse faite au bas de la deuxième affiche rouge, le Comité National de l'A. I. A., dans sa séance du vendredi 2 mars, a décidé, d'accord avec l'ancien Comité actuellement détenu à la Santé et à Clairvaux, de charger son secrétaire actuel, la citoyenne Numietska, de tenir à la disposition de la justice la liste des adresses des signataires de ladite affiche. »

C'est cette note qui a déterminé la perquisition et non, comme votre rédacteur l'insinue, la perquisition qui a occasionné ce qu'il lui plaît de considérer comme une « gaffe ».

Au surplus, je tiens à faire savoir publiquement à Delesalle que, lorsque j'ai accepté le secrétariat de l'A. I. A., je n'ai été guidée à aucun degré par l'amour de la gloire (?) et que je suis prête à le céder sur l'heure, sans trop de regrets, à lui ou à tout autre camarade qui voudra bien en assumer la responsabilité. Mais si, quand il s'agit de critiquer avec plus ou moins d'urbanité, les camarades sont légion, il en est autrement quand il faut mettre la main à la pâte. L'expérience me le prouve chaque jour.

J'ose me flatter, Monsieur le Directeur, de pouvoir obtenir, sans sommations *légales*, l'insertion de cette lettre dans votre journal, et je vous prie de croire à mes sentiments bien fraternels.

FÉLICIE NUMIETSKA,
Secrétaire intérimaire du Comité National de l'A. I. A.

CLAIRVAUX. — Dans le dernier numéro des *Temps Nouveaux*, tu t'élèves contre la remise à la police des noms et adresses des signataires de l'appel *Aux soldats*. De ce fait — qui t'apparaît comme une « stupidité » — tu conclus que Numietska n'est pas « taillée » pour la lutte entreprise par l'A. I. A. Savais-tu, au moment où tu portais ce jugement, que les 23 camarades actuellement incarcérés tant à Clairvaux qu'à la Santé s'étaient mis d'accord, non seulement entre eux, mais avec le nouveau Comité national de l'A. I. A., sur cette solution? Numietska n'est pas seule impropre à la lutte...

Comprends bien qu'une décision de cette nature ne fut pas prise à la légère; que c'est après mûre réflexion que nous résolûmes de satisfaire à la promesse *inscrite au bas du manifeste*. Eût-il mieux valu laisser poursuivre et condamner deux ou trois douzaines de militants? Fallait-il laisser s'accréditer le bruit que nos 2.317 signatures étaient apocryphes? Tout bien pesé, nous en avons décidé autrement.

En recueillant les adhésions pour la seconde manifestation — qui n'est pas la dernière — de l'antimilitarisme agressif, nous avons pris le soin de prévenir les camarades des risques à courir. Nous eussions pu faire suivre les noms de leurs adresses. Le format du placard a été le seul empêchement. En faisant connaître à la justice l'identité des signataires, nous n'avons en aucune façon contrevenu aux engagements pris, et nous avons la certitude de faire échec au gouvernement qui nourrissait l'espoir d'étrangler notre propagande en frappant quelques militants isolés.

Tu le vois, ce n'est pas la perquisition opérée chez notre secrétaire qui a déterminé celle-ci à exécuter une décision à laquelle nous avions tous souscrit.

Veuille faire connaître aux lecteurs des *Temps Nouveaux* cette lettre qui n'a qu'un but : expliquer

une « maladresse » que nous sommes prêts à recommencer.

Cordialement.

Louis GRANDIDIER, Miguel ALMEREYDA, G. YVETOT, Gaston HERVÉ, Roger SADRIN, GARNERY, Em. COUTAN, BOUSQUET.

Je n'ai décidément pas les mêmes conceptions de la propagande que les camarades. Je pensais que les signatures appartenaient surtout à ceux qui les avaient données, et qu'il n'aurait peut-être pas été excessif de les consulter avant de les remettre au premier policier venu et non au juge commis dans l'affaire.

Il parait que je me suis trompé. Je m'en excuse notamment auprès de Mlle Numietska que j'ai froissée, volontairement, alors qu'elle n'a fait qu'appliquer une décision prise par des camarades qualifiés.

Toutefois ma « gaffe » provient surtout qu'ayant causé à la Santé de la remise des listes avec quelques camarades, je puis affirmer que certains d'entre eux ignoraient, contrairement à ce que dit la rectification, que les listes seraient remises dans de telles conditions.

J'ai eu tort de discuter l'opportunité d'une mesure qui, devant compromettre à des degrés différents 2.300 militants, ne s'imposait pas, à mon avis.

Je souhaite seulement que l'avenir ne me donne pas raison.

P. D.

× **Aux rédactions des journaux libertaires de toutes langues.** — La rédaction de *Nova Omladina*, journal anarchiste tchèque, voulant informer d'une façon parfaite les camarades tchèques sur le mouvement révolutionnaire du monde entier et surtout sur celui anarchiste, a invité les rédactions de tous les journaux libertaires à lui faire le service de l'échange et à lui envoyer tous les numéros de leurs publications tout de suite après leur apparition. Tous les quinze jours on trouvera dans notre journal une partie écrite en espéranto et contenant les informations sur le mouvement anarchiste tchèque et sur tous les événements intéressants de la vie tchèque.

Pour la rédaction : L. KNOTEK.

× On demande à se procurer :

Depuis le n° 2 jusqu'à fin décembre 1880 de la *Révolution sociale*, de Paris, et après le n° 40 de la 2e année s'il y en a.

Le n° 29 de l'*Egalité*, 2e série, 16 juin 1878, Paris.

Les nos 1, 3, 5 et 6 du *Pioupiou* de l'Yonne.

Les nos 3, 4 et 6 du *Conscrit*.

Le n° 3 de *Feuilles rouges*, de Reims.

Adresser les propositions au journal.

× Le camarade E. Chaufour (16, Grande-Rue, à Créteil, Seine) se met à la disposition des camarades qui exprimeraient le désir d'avoir sur Créteil et ses environs des renseignements plus circonstanciés que ceux inclus dans la monographie publiée plus haut.

CONVOCATIONS

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 23 mars. — **Madeleine Vernet : D'un système d'éducation.**

Mercredi 28. — **Hubert : Diderot et son œuvre.**

Vendredi 30. — **Séménoff : La Russie contemporaine.**

× Dimanche 25 mars, à la Maison du Peuple, 20, rue Charlemagne, réunion en vue de fonder une société ayant pour but de grouper ceux qui voudraient vivre dans une société communiste.

× **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 23 mars. — M. Micouleau : **Philosophie : IV. La Philosophie positive ; les principaux philosophes positivistes.**

Dimanche 25. — Soirée musicale et littéraire, suivie de sauterie (programme ultérieur). — Vestiaire obligatoire : 0 fr. 25.

Mercredi 28. — M. Zabloud : La Vie ouvrière au Japon.

Vendredi 30. — **M. Arbos : Découverte et Conquête de la Terre : IV. La Chine et le Japon (avec projections).**

Tous les lundis, à 8 h. 1/2, cours d'espéranto, par M. Blangarin.

Tous les jeudis matin, de 10 h. 1/2 à midi, cours de piano, solfège, mandoline, dirigé par Mme Lebrun-Lagravier.

Le soir, de 3 à 5 heures, cours d'allemand, élémentaire, moyen, supérieur, dirigé par M. Silberstein.

× **La Jeunesse socialiste révolutionnaire du XVe et La Liberté d'opinion.** — Samedi 24 mars, meeting de protestation, salle du Centenaire, 58, rue des Entrepreneurs. Orateurs inscrits : Sembat, Meslier, Luquet, Dormoy, Marmande, etc.

× **Cercle d'Etudes sociales d'Ivry.** — Samedi 24 courant, à 8 h. 1/2, salle Ducastel, 99, rue Molière, à Ivry-Port, réunion pour la création d'un groupe d'études sociales dans cette localité.

× NANTERRE. — **Germinal.** — Dimanche 25 mars à 1 h. 1/2, concert avec le concours du choral l'*Aurore* de Puteaux et des camarades de la Maison du Peuple du IVe arrondissement.

× NOGENT-SUR-MARNE. — Grand meeting de protestation, le dimanche 25 mars, à 2 heures, salle du Téléphone, 79, Grande Rue, organisé par les militants de divers groupes du canton de Nogent, socialistes, radicaux-socialistes, syndicats, libertaires, A. I. A., etc. Ordre du jour : L'abrogation des lois scélérates ; La liberté d'opinion ; La mise en liberté immédiate des condamnés et détenus politiques.

Entrée : 0 fr. 25, au profit des familles des enfermés.

Orateurs : E. Chauvelon, Malato, Lermina, Régnier, Luquet.

× NOGENT-LE-PERREUX. — **A. I. A.** — Dernière réunion, samedi 24, chez M. Ventru. Très important.

× AMIENS. — **Groupe libertaire féminin.** — Réunion tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir, 26, rue Saint-Roch, à *Germinal*.

Jeudi 29 mars. — Etude : L'appui mutuel (suite). — Les sociétés humaines ne doivent pas être un champ de bataille.

× LILLE. — **Groupe d'études sociales.** — Réunion mercredi 28 mars, à 8 heures du soir, au siège, 319, rue Léon Gambetta. Ordre du jour : Causerie par un camarade sur le Libre arbitre. — Questions diverses.

× LYON. — **Causeries Populaires.** — Soirée familiale, dimanche 25 mars, à 8 heures du soir, salle Chamarande, 26, rue Paul-Bert. Sujet traité : Après le 1er mai. L'œuvre nouvelle.

× LYON. — **A. I. A.** (Section de Villeurbanne). — Dimanche 25 courant, à 9 heures du matin, salle du Pré-aux-Clercs, cours Lafayette, 270, réunion de la section. Ordre du jour : Projet de fédération.

× MARSEILLE. — **Théâtre Libre.** — Dimanche 25 mars, à 3 heures de l'après-midi, au « Trianon », 12, boulevard de Roux-Chartreux (salle du 1er étage), matinée familiale.

1re partie : *La Matérielle*, pièce en un acte de Gabriel Astruc. — 2e partie : Intermède, poésies de Richepin, Tailhade, Rostand, etc. Causerie par Jean Marestan. — 3e partie : *Scrupules*, pièce en un acte d'Octave Mirbeau. — Vestiaire : 0 fr. 20.

× Dimanche 25 mars, à 9 heures du soir, bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, soirée familiale, même programme que la matinée. — Vestiaire 0 fr. 20.

ROUBAIX. — Réunion, dimanche 1er avril, salle du Palais du Travail, 8, rue du Pile, à 5 heures précises du soir. Sujet : 1° Le journal *Le Combat*, compte rendu financier ; 2° Proposition d'un camarade au sujet de l'Imprimerie communiste ; 3° La propagande abstentionniste dans la région.

A NOS LECTEURS

Des camarades nous ont demandé si nous ne réunirons pas, en un tirage à part, les dessins parus dans l'année ?

Cela nous pouvons le faire, si nous trouvons assez de souscripteurs.

Pour finir l'année, il reste encore six numéros à paraître. Si d'ici là nous recevons assez d'adhésions pour couvrir les frais, nous réunirons les cinquante-deux dessins en album.

Que ceux qui en sont partisans nous le fassent savoir d'ici le 1er mai. Nous nous arrangerons pour que le prix ne dépasse pas 3 francs.

Seulement, j'insiste pour faire remarquer à tous ceux qui en sont partisans de ne pas omettre d'envoyer leur adhésion s'ils veulent que le projet se réalise. Car ayant à combler le déficit des éditions précédentes, je ne mettrai à l'impression que si je suis sûr d'être couvert des frais.

Si je n'ai pas au moins trois cents adhésions au 1er mai, j'abandonne le projet.

Que l'on n'envoie qu'une adhésion et pas d'argent ; car la chose ne sera réalisée que s'il y a assez de souscripteurs.

A NOS LECTEURS

Tous ceux qui ont des enfants savent combien il est difficile de leur trouver des livres de lecture ne contenant pas d'idées fausses, préconçues, des axiomes de morale stupide ou asservissante.

C'est pour répondre à ce besoin que j'ai essayé de lancer le Coin des enfants, *où nous avons rassemblé ce que nous avons pu trouver de mieux dans la littérature de divers pays, pouvant amuser, instruire et faire réfléchir les petits lecteurs.*

Deux volumes sont parus, contenant des lectures amusantes pour des enfants de 9 à 15 ans, et dans lesquels les grands peuvent trouver également avantage et distraction, avec un grand nombre d'illustrations de Delannoy, Delaw, Hermann-Paul, Hénault, Iribe, Kupka, M. H. T., Naudin et Willaume.

J'insiste auprès de nos lecteurs pour leur recommander ces volumes dont la publication sera continuée si on nous aide à placer ceux déjà parus. Chaque volume, 3 francs ; 2 fr. 50 chacun, pour ceux qui prendront les deux.

Que ceux qui croient qu'il y a de la besogne à faire en ce sens, nous aident à les faire connaître.

Reçu pour les familles des détenus.

Liste par Lenglet, 16 fr. — Groupe libertaire d'Epinal, 5 fr. — Triskel, 3 fr. — New-York, 205, (deux dollars) 10 fr. — Un groupe de fourreurs de la Fédé : 4 fr. 05. — Un groupe d'employés de commerce, 9 fr. 35. — « Pensée libre » d'Arcueil, 4 fr. — Ensemble : 51 fr. 40. — Listes précédentes : 203 fr. 05. — En tout : 254 fr. 45.

Nous avons reçu pour les mineurs de Courrières, d'un anonyme, 5 fr., que nous transmettons au syndicat.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

L'A. B. C. de l'Astronomie, par Stackelberg, 2 fr.

L'Internationale (souvenirs et documents), par J. Guillaume, franco 4 fr. 30.

Plaidoirie de M. Yzouard dans le procès Vallina.

L'Entr'aide, par P. Kropotkine (étude sur l'évolution), franco. 3 fr. 25.

Petite Correspondance

A. E. 114 W. — Quand nous pouvons recommander quelque chose à nos lecteurs, c'est fait, soit dans les annonces, soit dans la Bibliographie. Votre abon. se termine fin juin.

Grond en Vrijheid. — *Tierra y Libertad*, 35, Ronda de Segovia, Madrid — *Terre et Liberté*, Saint-Cyr-les-Colons, Yonne. Les autres n'avons pas.

L'Action Directe, à Gilly. — Il nous manque les numéros 1 et 6. Pouvez-vous nous les envoyer ?

Germinal, Amiens. — Il nous manque les numéros 28, 29 et 30. Pouvez-vous nous les envoyer ?

Action Syndicale, à Toulouse. — Il nous manque les numéros 4 et 7. Pouvez-vous nous les envoyer ?

E. D. M. — Pouvons vous rendre ce qu'il y a.

Anonyme, Cologne. — Reçu carte postale. Très jolie. Merci.

M. C., à Florence. — Les brochures sont expédiées. Il ne reste que la Bibliographie que je vous expédierai sitôt que j'en aurai reçu de Bruxelles.

L. B. I. — Je n'ai rien reçu du tout ; justement j'étais pour vous écrire si vous vouliez continuer ?

Klémencic, à Tacoma. — Votre correspondance arrive trop tard. Avons publié sur la même affaire, celle de Casas au dernier numéro.

D., à Saulieu. — Reçu monographies. Les lirons.

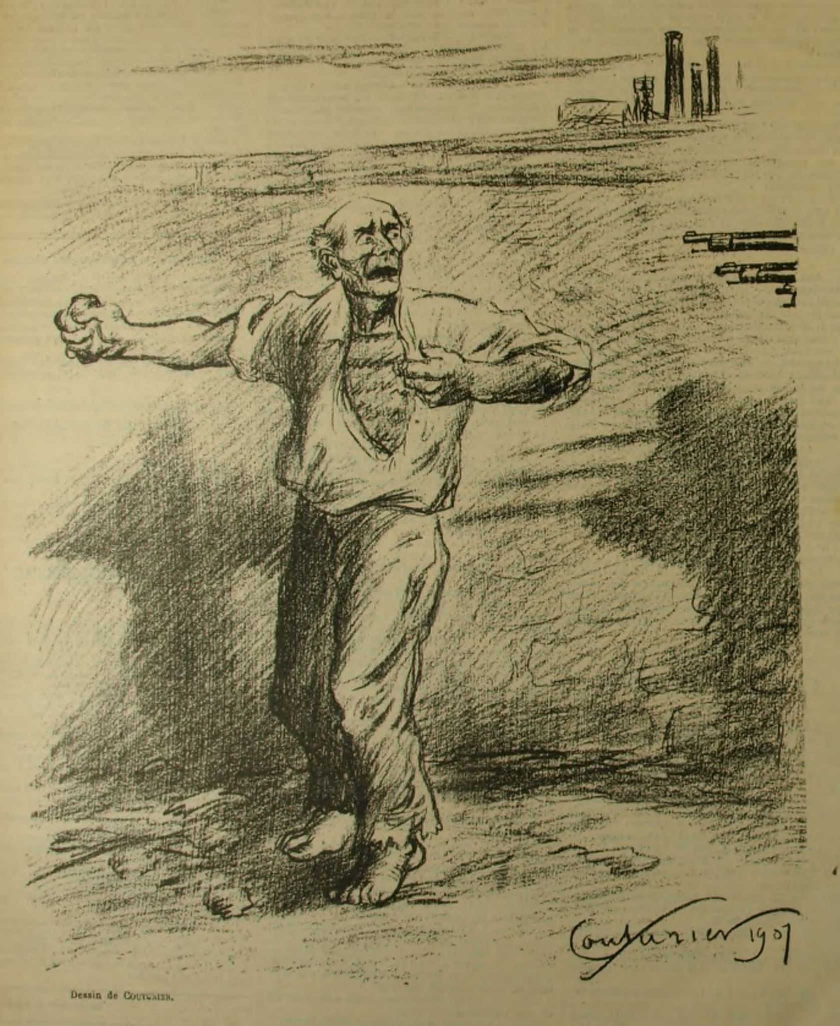
Le Nazairien. — Même réponse.

Reçu pour le journal : A. R., Tourcoing, 5 fr. — Un camarade, 1 fr. — B., 0 fr. 50. — L. G., 5 fr. — Merci à tous.

E., à Pont-Labbé. — B., à Amiens. — L. C., à Sospel. — B., à Loudéac. — B., à Zurich. — A. M., à Ambazac. — N., Le Pâtis. — M., à Philadelphia. — G. A., à Apt. — E. B., à Chantenay. — B., à Hanoï. — G., à Marseille. — A. B., à Limoges. — P., à Reims. — G. de M., à Braga. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.



Dessin de COUTURIER.

— *Tirez, salauds!... ça m'épargnera du « coup de grisou »!!!*

11e ANNÉE. — N° 48. 31 MARS 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE		POUR L'EXTÉRIEUR	
Un An	6 »	Un An	8 »
Six Mois	3 »	Six Mois	4 »
Trois Mois	1 50	Trois Mois	2 »
LE NUMERO : 10 Centimes.		LE NUMERO : 15 Centimes.	

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir à la page 8 les dessins de Gelner et Bradberry.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Vu l'état anémié de la caisse, pas de supplément cette semaine. Pour le prochain numéro, ayant touché la vente du mois, il sera donné sûrement. Il sera consacré au Militarisme.

AUX CAMARADES

A tout camarade qui nous enverra un abonnement de six mois, ou deux de trois mois à servir à des tiers, nous expédierons gratis, franco, nos deux albums Guerre-Militarisme, Patriotisme-Colonisation, *contenant chacun 10 gravures sur bois, d'après les dessins de Hermann-Paul, Roubille, Steinlen, etc.*

Nous affecterons 50 exemplaires à cette prime.

Il est bien entendu que l'abonnement est à servir à titre de propagande, aux adresses que nous enverra le bénéficiaire de la prime.

LETTRE OUVERTE

A

M. LE MINISTRE DE LA JUSTICE

Monsieur le Ministre,

Je ne sais, ma foi, pas comment vous vous nommez et n'ai pas le loisir de le rechercher. Il me suffit de savoir que vous remplacez un marchand de cognac, à moins que ce ne soit un avocat ou encore un médecin et que, comme eux, vous avez préféré à l'exercice d'un métier auquel vous vous sentiez inapte, celui qui consiste à vivre de la bêtise des électeurs, en l'exploitant.

Par ce moyen, vous vous êtes largement assuré, à Paris, une existence autrement fastueuse que celle que vous pouviez mener comme notable d'une petite ville de province. Mais l'appétit vient en mangeant, et à force de pourlécher l'assiette au beurre, vous avez fini par vous imaginer que c'était vous qui le fabriquiez. Je veux dire que, vous laissant prendre vous-même à vos propres pièges, vous avez pu croire, grâce à l'affaiblissement des facultés mentales inhérent au milieu, à l'âge et aux audiences données aux femmes de vos subordonnés, vous avez pu croire que vous étiez réellement un homme supérieur à vos concitoyens et que votre nom reproduit si souvent sur les actes officiels et les affiches administratives, resterait, après votre disparition, dans la mémoire des hommes.

Cela me peine de vous le dire, mais c'est une grosse erreur. Croyez-moi, il n'en sera rien. Il y en a eu tant avant vous, et il y en aura tant après qui n'ont et n'auront laissé de traces de leur passage que sur les registres du budget!

Cependant il y a un moyen de satisfaire votre sénile ambition; un moyen infaillible et que je vous livre pour rien. (Voilà comment nous sommes, nous autres anarchistes, membres actifs d'une association de malfaiteurs.)

Prenez votre bonne plume d'oie et transcrivez sur une feuille de papier ministre, en copiant bien exactement, ce qui suit :

« Monsieur le Président de la République,

« J'ai l'honneur de soumettre à votre haute appréciation le projet de décret suivant :

« Considérant que le principe avoué des lois qui nous régissent ne réside pas dans un but de vengeance, mais uniquement de répression;

« Qu'elles se proposent de frapper le coupable, tout en sauvegardant les innocents;

« Que, suivant les affirmations répétées de ceux qui font les lois et de ceux qui les appliquent, le père ne peut être rendu responsable des fautes du fils, ni les enfants des fautes du père, ni les conjoints des fautes du conjoint, alors qu'il est démontré qu'ils n'y ont en rien participé;

« Considérant que lorsqu'un individu est puni d'une peine d'emprisonnement, pour un crime ou un délit quelconque, et que sa famille vivait uniquement du travail de cet individu, il est conforme à l'esprit de nos lois que la société qui a cru, pour sa défense, devoir sévir contre cet individu, prenne à sa charge sa famille composée d'innocents, privés désormais de ressources.

« Sur la proposition du Garde des Sceaux, ministre de la Justice, le président de la République décrète que la famille de tout condamné, vivant uniquement de son travail, sera nourrie et entretenue aux frais de l'Etat pendant la durée de la peine à subir. »

Comme je ne suis pas très fort en fait de législation, qui m'indiffère, il est possible que cela ne puisse pas se trancher par un décret et que cela doive faire l'objet d'une loi.

Cependant, je vois que M. le Préfet de police ne s'embarrasse pas de ces questions de forme, qu'il empiète, quand bon lui semble, sur le domaine du juge d'instruction, et que personne ne s'en plaint... à part ses victimes, mais elles sont si peu intéressantes!

Quoi qu'il en soit, proposez toujours mon petit projet au président de la République, au Sénat ou à la Chambre, faites tout votre possible pour le faire aboutir et, si vous y réussissez avant d'avoir passé le maroquin à un autre, vous êtes assuré d'être à jamais tiré de l'oubli, je vous en réponds.

Dans une liste interminable de noms, parmi lesquels ne surnagent que ceux de quelques Baïhaut, Constans ou Delcassé, que leur maladresse ou leur particulière crapulerie a rendus notoires, le vôtre subsistera dans l'histoire et votre pays natal ornera sa place publique d'une statue pour célébrer ce fait sans précédent : un ministre de la justice ayant eu une pensée de Justice!

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mon hypothétique considération.

Michel Petit.

N. B. — Je ne suis pas membre de la Ligue des Droits de l'Homme et des citoyens et n'appartiens pas à la plus petite loge maçonnique.

CHEZ LES MINEURS

Grâce aux politiciens par qui ils se laissent encore trop facilement mener, les malheureux mineurs du Pas-de-Calais n'obtiendront pas encore cette fois la légitime satisfaction qui, après l'horrible catastrophe, leur était cependant bien due.

Quittant la mine spontanément au lendemain de l'hécatombe, les mineurs avaient immédiatement formulé des revendications simples et

claires : *Huit heures* et *Huit francs*, qui seules pouvaient mettre fin aux abus de tous genres dont ils sont les éternelles victimes. En place de ces revendications les politiciens qui, j'en ai la ferme conviction, agissent pour le compte des Compagnies minières, ont une fois encore réussi à persuader aux mineurs de continuer à travailler selon le vieux système dit « des primes » au moyen duquel on les gruge.

Et les mineurs incapables de réagir, d'imposer leurs volontés, se sont laissé une fois de plus prendre aux paroles trompeuses et intéressées de leurs mauvais bergers.

Car, il faut le dire, le système de travail « à la prime » actuellement en vigueur dans les mines du Pas-de-Calais est non seulement arbitraire, mais, contrairement à ce qu'affirment les journaux, il n'y a ni base, ni minimum fixe de salaire. C'est en réalité le travail à la tâche; c'est le maître porion qui fixe arbitrairement et suivant son bon plaisir la tâche à accomplir, c'est-à-dire le nombre de bennes de charbon à détacher pour pouvoir toucher le salaire de 4 fr. 80 qui est, non pas un minimum, mais en réalité un maximum peu souvent atteint. Suivant que le maître porion estime — estimation tout arbitraire puisqu'elle ne repose sur aucune base fixe et vérifiable — qu'il sera plus ou moins difficultueux de détacher le charbon de la veine, il fixe le nombre de bennes et il le fixe de telle manière que l'ouvrier mineur parvient rarement à accomplir sa tâche.

C'est du moins ce dont j'ai pu me rendre compte par les fiches de paye qui me sont passées sous les yeux. Seuls parviennent à atteindre, quelques rares fois, à dépasser le minimum, les amis des porions ou les créatures des compagnies.

L'on peut dire que la moyenne des salaires varie entre 4 francs, 4 fr. 25 et 4 fr. 40, plus la prime de 30 o/o, soit un salaire réel allant de 5 fr. 20 à 5 fr. 72 en moyenne au lieu et place du minimum de 6 fr. 24 soi-disant payé par les compagnies. J'ajoute que sur ces salaires, les mineurs subissent des retenues allant de 4 à 5 o/o pour alimenter les caisses de retraites ou de maladie.

La veuve d'un mineur de Courrières tué dans la catastrophe, le camarade G. D. dit Panchu, a touché vendredi dernier pour *neuf* journées de travail faites par son mari, exactement 47 fr. 30 *prime comprise*, ce qui met la journée de travail à 5 fr. 20; nous sommes donc loin du minimum de 6 fr. 24 que sont censés toucher les mineurs.

J'ajoute que *Panchu*, à ce que m'ont affirmé divers camarades, était ce que l'on peut appeler un *bon* mineur. C'est là un exemple; je pourrais le multiplier cent fois. Tel est rétabli, d'après l'enquête impartiale à laquelle je me suis livré sur place, le salaire d'un mineur à la veine dans le bassin du Pas-de-Calais. Je dois cependant ajouter que dans quelques rares concessions — à Bruay notamment — la moyenne est assez généralement atteinte et même quelquefois dépassée, mais c'est là, je le répète, *une exception*.

Quant aux autres ouvriers du fond, les rocheurs et boiseurs notamment, leur salaire varie entre 3 fr. 75 et 4 fr. 25, plus la prime de 30 o/o invariablement payée à *tous* les ouvriers. Les remblayeurs sont payés à raison de 3 fr. 25. Enfin les galibots — gamins qui exécutent un travail exténuant comme de tirer et conduire les chariots pleins de minerai à travers les galeries, débutent, à l'âge de 13 ou 14 ans, à 1 franc par jour, certains à 18 ans n'atteignent guère plus de 2 fr. 25.

Tels sont, en réalité, les salaires des mineurs et similaires dans la plupart des mines du bassin du Pas-de-Calais.

C'est donc arbitrairement que sont calculés les salaires de mineurs et l'on peut dire qu'ingénieurs et porions s'entendent en réalité pour fixer les salaires suivant leur bon plaisir. Salaires fixes, salaires minimum, primes, etc., — blagues que tout cela! le bon ou le mauvais vouloir et l'arbitraire patronal président seuls à la répartition des salaires des ouvriers mineurs.

Et c'est pourquoi le soi-disant sacrifice consenti par les Compagnies en présence du malheur qui vient de frapper la corporation minière, n'est au fond que du *battage*, qu'une fumisterie. L'augmentation de la prime de 10 o/o ne répond à rien, puisqu'il sera toujours loisible aux porions et aux ingénieurs d'augmenter *la tâche* dans des proportions identiques à celles de la prime. De même l'incorporation de la prime actuelle de 30 o/o au salaire de base, plus une nouvelle prime de 15 o/o, puisque le point de départ reste le même et que *la tâche* imposée au mineur reste soumise au bon vouloir des porions qui, dans l'avenir, continueront à la fixer.

C'est pour ces différentes raisons que seule pouvait être et peut être considérée comme une satisfaction effective la revendication première, simple, nette et claire — *huit heures, huit francs* — à laquelle, quoi qu'on fasse, reviendront un jour les mineurs.

* *

Il était, je crois, indispensable de fixer dans quelles conditions et comment s'établissent les salaires des mineurs pour bien se rendre compte de leur situation. Revenons maintenant au mouvement de grève actuel.

Il est incontestable, et personne — sauf les journaux réactionnaires, dans un but facile à comprendre — ne le nie à présent, la grève s'est déclarée d'une façon toute spontanée. Les mineurs, au lendemain de la terrible catastrophe qui a fauché 1.200 des leurs, ont eu un soubresaut de révolte et ont refusé de redescendre courir les risques d'une mort affreuse pour un salaire dérisoire. Livrés à eux-mêmes, la formule de *huit heures — huit francs* lancée par quelques camarades énergiques n'a pas tardé à devenir populaire.

Mais cela ne faisait pas l'affaire des compagnies, et les politiciens qui, je le répète avec conviction, ne sont que leurs agents, ont vite repris le dessus, et sont parvenus une fois de plus à tromper les malheureux mineurs.

Et, il faut bien le constater, les mineurs livrés à eux-mêmes sont à peu près incapables d'une action décisive. Ils obéissent et suivent ceux qui les mènent. A Liévin, les mêmes hommes qui, au cours d'une réunion, acclamaient Basly, applaudissaient et approuvaient une heure après le camarade Luquet, délégué de la Confédération du Travail, qui les mettait en garde contre celui qu'ils avaient précédemment acclamé.

Là gît le secret de ce mouvement qui, de loin, apparaît si désordonné et si incohérent. Qui leur parle, qui leur dit des phrases ronflantes a raison, les mineurs simplistes — sauf toutefois quelques exceptions — se laissent rouler par les mêmes politiciens qui les ont roulés depuis vingt-cinq ans.

* *

C'est pour tenter de réagir contre cette torpeur, qu'une poignée — malheureusement encore trop infime — de camarades se sont groupés et ont formé en face du vieux syndicat la jeune Fédération des mineurs du Pas-de-Calais. En réalité, la Fédération groupe dans son sein un nombre peut-être égal de syndiqués à celui du vieux syndicat dont Basly est le président, mais le syndicat Basly est en même temps une vaste officine électorale, qui, ayant l'appui incontestable des compagnies, parvient de ce fait à contrecarrer l'influence du jeune syndicat. Et si celui-ci ne manque pas d'hommes énergiques et résolus, il est cependant encore incapable de lutter avec la lâcheté, le jésuitisme et la mauvaise foi des dirigeants de l'organisation dont Basly est l'âme et où il commande en maître (1).

Tous ceux qui ne veulent pas plier sont brisés, et c'est ainsi que d'excellents militants qui s'étaient donné comme tâche de combattre l'influence de Basly, ont dû, après avoir été renvoyés de la mine, abandonner la partie, et devant l'impossibilité absolue où ils se trouvaient de pouvoir vivre, de quitter la région.

La plupart d'entre eux travaillent aujourd'hui comme mineurs, aux Etats-Unis, notamment.

Telle est la situation des militants révolutionnaires qui tentent de réagir contre l'influence néfaste de Basly. Cela semble exagéré et cependant cela est tel que je le décris ici. Basly possède dans chaque centre minier quelques créatures à lui qui ont acquis et qui ne peuvent conserver leur situation que s'il le veut bien : c'est son état-major. Et c'est contre cela que les mineurs sont, il ne faut pas avoir crainte de le dire, incapables présentement de réagir.

Il semble, en effet, que le travail pénible et abrutissant de la mine enlève aux malheureux ouvriers mineurs tout ressort pour la lutte. Les mineurs apparaissent comme de grands enfants se laissant mener par les plus hardis qui ont été les plus canailles; et ceux-ci n'ont jusqu'à présent reculé devant aucun moyen pour briser leurs adversaires, lesquels n'avaient pourtant qu'un but, ouvrir les yeux des mineurs et les éloigner des politiciens qui les grugent et vivent d'eux.

* *

Quand même, je crois qu'il ne faut pas désespérer; le mouvement actuel n'aura pas été inutile et il contribuera à ouvrir les yeux des forçats de la mine.

Quel que soit le résultat du referendum de mercredi, il a été organisé de telle sorte que les mineurs seront encore une fois dupés. Qu'ils acceptent ou repoussent les propositions des Compagnies, le principe du salaire fixe n'étant pas, dans leurs revendications, substitué au principe de la prime, rien ne sera changé, je l'ai démontré plus haut. Ils ne tarderont pas à s'en apercevoir, et ce jour-là peut-être seront ils capables de réagir et de se séparer de leurs mauvais bergers. Je l'espère et le souhaite. Ce sera la tâche des militants de la jeune Fédération des mineurs du Pas-de-Calais de grouper en dehors de toute compromission politique et électorale, les ouvriers mineurs, car seule la formation d'un solide bloc ouvrier minier pourra avoir raison un jour des richissimes compagnies.

* *

Un mot pour terminer. Lors de sa visite aux mineurs, M. Clemenceau les avait assurés qu'il n'enverrait pas de troupes sur le théâtre de la grève. Promesse de politicien, car tout le bassin minier, j'ai pu le constater, a plus l'aspect d'un camp retranché que d'une région ouvrière. Me rendant d'une fosse à une autre, je n'ai fait que rencontrer des patrouilles de soldats et de gendarmes; enfin, tous les puits sont gardés militairement. Cavaliers et fantas-

(1) Voici, à titre de document, la composition du bureau du *vieux syndicat* : Président *Basly*, député-maire de Lens; vice-président *Cadot*, marchand de liqueurs à Bruay, ce qui ne l'empêche pas d'habiter dans une maison appartenant à la Compagnie; secrétaire général *Lamendin*, député, maire de Liévin; secrétaire général adjoint *Evrard*, conseiller d'arrondissement; trésorier-comptable *Beugnet*, cabaretier, appointé du syndicat.

Voici de plus quelques membres du conseil de cet étrange « syndicat d'ouvriers mineurs » : *Jeanbart*, tient une maison de timbres-escompte; *Sorriaux*, cabaretier à Courrières; *Cardier*, commerçant à Carvin; *Huleux*, adjoint au maire, cabaretier; *Delcourt*, maire d'Avion propriétaire et cabaretier; *Degreaux*, cabaretier, tient de plus le bureau d'octroi; *Seilier*, ancien porion, piqueur de la ville de Liévin, etc., etc.

Tout commentaire est, je pense, superflu.

sins campent sur le carreau des mines, dans les usines, et protègent la propriété capitaliste.

Telle est, dans son application, la « stricte neutralité » promise.

Les politiciens se suivent et se ressemblent.

P. Delesalle.

La Réforme de l'Amour

La campagne entreprise depuis longtemps par les frères Margueritte contre les réglementations et complications légales ou administratives sans nombre qui hérissent l'institution du mariage, contre les chaînes qui l'enserrent étroitement et en font parfois une véritable cangue, commence à porter ses fruits.

Un comité s'est constitué en vue d'obtenir un élagage abondant de toutes ces ronces broussailleuses où, tout le long du chemin, tant de cœurs se déchirent et s'ensanglantent. Entre autres revendications, son programme comprend l'abolition des actes respectueux, l'abolition même du consentement paternel et maternel, la réduction des formalités à la simple déclaration des futurs et enfin l'établissement du divorce par consentement mutuel.

Sans doute, il est toujours consolant de voir surgir un effort contre une souffrance sociale, on ne peut qu'applaudir à toute initiative se dressant contre un abus, et les intentions des frères Margueritte et de leur comité sont on ne peut plus louables. Ils auront, certes, rendu un grand service à l'humanité en portant la hache dans cet édifice d'oppression et parfois de torture qu'est la famille légale.

Mais se sont-ils doutés que d'une telle atteinte l'édifice tout entier s'écroule, et que les quelques débris qu'ils prétendent en conserver ne sont plus qu'inutilité et superfétation que, somme toute, il vaut autant rejeter tout à fait?

Si, à leur gré, il ne doit plus dépendre que du consentement mutuel des intéressés de s'unir et de se séparer, pourquoi ces formalités administratives et judiciaires, déclaration et action en divorce, simples sanctions d'Etat qui, plus que partout ailleurs, me semblent déplacées dans le domaine du sentiment?

C'est, en effet, une chose vraiment extraordinaire que de voir l'Etat prétendre réglementer les questions d'ordre sentimental. Le sentiment, cette force toute d'impulsion, qui échappe, qu'on le veuille ou non, à tout contrôle de la volonté, qui paraît même au contraire se jouer à tel point de toute injonction qu'il est presque toujours au rebours des obligations, n'est-il pas suprêmement baroque de prétendre lui imposer tel ou tel frein, lui assigner telles ou telles barrières? Les mesures les plus draconiennes, les législations les plus féroces s'édictèrent en vain. Bravant menaces, châtiments et tortures, l'amour prohibé, l'amour « coupable » fut toujours plus fort, semblant même se rire du fouet, du pilori, de la mutilation et de la mort.

MM. Margueritte, émus de ce martyrologe de l'amour, veulent en alléger les chaînes. Mais s'ils lui facilitent la carrière, s'ils en élargissent le champ d'épanouissement par la démolition de quelques barrières, ils respectent le mur qui intercepte et barre le large horizon. Ce mur odieux dont l'autorité prétendit enclore le domaine de l'amour, leur raison insuffisamment libérée empêche leur cœur de le franchir. S'ils acceptent la liberté dans l'union et la liberté dans la séparation, pourquoi le maintien de cette sanction, toute de forme, de la mairie et du tribunal? Si ni la mairie ni le tribunal n'ont le pouvoir de mettre obstacle aux vœux des intéressés, pourquoi ce simulacre de soumission, cette comédie de subordination, pourquoi cette reconnaissance implicite du droit illégitime que s'est arrogé l'Etat de lier et de délier les choses d'amour?

L'ingérence de l'Etat est suffisamment multiple, elle s'exerce encore en un assez grand nombre de faits pour qu'elle soit ici totalement rejetée. Oppressive ailleurs, en matière de sentiment comme en matière de conscience elle est intolérable. Au nom des « droits imprescriptibles » de la conscience, on a séparé les religions de l'Etat; au nom des droits non moins imprescriptibles du sentiment, il faut opérer la séparation de l'Etat et de l'amour.

La réforme de MM. Margueritte se présente comme une réforme de charité, de commisération, mais non — quelles qu'en puissent être les conséquences profondes — comme une réforme sociale; car elle ne dénie pas les droits de contrôle, d'autorisation de l'Etat.

Ces droits, nous les dénions — en toute matière sans doute, mais au plus haut point encore en matière de sentiment. Nous dénions à l'Etat tout droit à s'immiscer dans notre vie affective.

La vie affective, c'est la source principale du bonheur humain. C'est dans l'échange le plus abondant des sentiments, dans les effusions réitérées d'amour, d'amitié, de sympathie ou de bonté que l'être trouve les joies les plus intenses d'expansion, qu'il atteint le plus parfaitement à cet intégral épanouissement de son émotivité qui constitue le bonheur.

N'est-ce pas assez que tant de notions fausses, d'idées mal conçues viennent entraver si fréquemment et briser le libre jeu de nos affections : préjugés sans nombre, us et convenances, aberrations de toutes sortes, méconnaissance ou trompeuses interprétations des hautes beautés de la nature, toutes infirmités et difformités lamentables dont tant d'oppressions, religieuses ou autres, affligèrent à travers les siècles la pauvre mentalité humaine?

N'est-ce pas assez que tant de contraintes si souvent injustifiées nous interdisent telle expansion, telle amitié, tel amour, qu'elles nous imposent le martyre de refouler, sous peine de réprobation, l'impétueux élan de tout notre être vers le bonheur entrevu, qu'elles nous commandent de nous taire quand tout crie en nous, de masquer sous un sourire de commande, sous un calme menteur l'affreux supplice qui nous déchire et impitoyablement nous ronge, nous tue à petit feu!

Oui, certes, assez de servitudes inhérentes à la faiblesse de l'intellect humain empoisonnent notre vie affective, sans qu'il faille encore y maintenir ce joug odieux d'une autorité qui n'a rien à voir en ce domaine tout personnel.

La liberté et toute la liberté, — en attendant que la pensée humaine s'affranchisse d'autres servitudes, — la liberté, dis-je, entière, absolue, pour les choses du cœur! L'Etat n'a pas à connaître de ces choses.

Les réformes proposées par MM. Margueritte, pour si bonnes que soient les intentions qui les dictent, sont insuffisantes.

L'amour ne se réforme pas, il se libère.

André Girard.

La Tyrannie de la Police

Grave a parlé la semaine dernière des pratiques de la police. J'en profite pour raconter mon cas et dire comment je fis connaissance avec la justice de mon pays.

Le samedi matin, 17 février, vers 9 h. 1/2, ayant à demander un renseignement à la Confédération du Travail et me trouvant à passer par là, je montai aux bureaux de la *Voix du Peuple*; c'était fermé. Je redescendais lorsque quelqu'un entre-bâillant la porte me fit signe de revenir. J'entrai donc et me voici au milieu d'un grand brouhaha avec une foule de gens inconnus. Avant que j'aie le temps de me reconnaître, un gaillard se précipite vers moi et m'ordonne de sortir. Naturellement je refuse. Il me dit alors qu'il est commissaire de police et qu'il emploiera la force si c'est nécessaire. Le monsieur très exalté, très énervé, tout en me parlant sous le nez, ne m'avait montré ni papier ni écharpe pouvant me démontrer sa qualité. Néanmoins je me dirige vers la porte, quand le même monsieur qui me suivait m'empêche de sortir et veut m'obliger à lui donner mon nom et mon adresse; enfin commence un interrogatoire. Impatienté, je finis par l'envoyer promener. J'ai maintenant l'impression très nette que l'intention était de me pousser à bout, et on y serait arrivé de toute façon.

Au premier mot vif prononcé, le personnage se mit à crier : « Je vous mets en arrestation. Vous autres, emmenez-le — et fouillez-le — complètement. » Il y avait dans ces paroles le ton de brutalité triomphante et de vengeance satisfaite de quelqu'un arrivé à ses fins. Je fus donc entraîné au dehors par deux hommes dont l'un me serrait le bras droit, tandis que l'autre me passait au poignet une chaîne d'acier, le *cabriolet*. Ayant dit naïvement que c'était inutile, le policier indigné répliqua que quand on s'était permis (*sic*) d'outrager un commissaire de police, on devait être traité comme on le méritait. Je fus mené de cette façon au poste de la mairie du Xe arrondissement. Je trouvai là grande foule : des gens qui avaient la mine et l'apparence de rabatteurs de bookmakers ou de joueurs de bonneteau. Mais j'observai très vite que ces individus parlaient fort, paraissaient chez eux; quelques-uns sortaient ou entraient librement. Je compris que c'était là une partie des policiers amenés par leur chef pour la perquisition de la *Voix du Peuple*.

Cependant j'avais été poussé dans le fond et invité sans politesse à me déshabiller. Je dois dire qu'on se contenta de fouiller mes poches lorsqu'on eut reconnu que j'étais médecin. Mais ce qui eut le plus d'effet, ce fut l'argent que j'avais sur moi. Ayant une somme assez forte à payer à quelques jours de là, j'avais par hasard quelques billets de banque que mes policiers mirent bien vingt minutes à compter. L'un voulait qu'on allât compter le tout sur la table, l'autre protestait en disant que c'était imbécile et qu'une partie serait certainement volée au milieu de tout le monde qui se trouvait là. Le tout le monde qui se trouvait là, c'était justement les camarades de mes gardes du corps.

Quand on eut compté et recompté, il fallut encore recompter devant le brigadier chef de poste qui allait devenir le détenteur de la « fouille ». L'un de mes fouilleurs me faisait remarquer à chaque instant le soin qu'il prenait à être exact et laissait entendre qu'il fallait se méfier de ma mauvaise foi et de ma malhonnêteté lors des redditions de compte. Tout en parlant, il reniflait sur l'argent comme un chat maigre devant un rôti.

Je fus renvoyé dans le fond sans avoir à faire connaissance avec le violon, mais surveillé constamment. J'entendais qu'on comptait encore mon argent et qu'on cherchait dans mes papiers. J'avais appris enfin que j'étais tombé à la *Voix du Peuple* au milieu de la perquisition judiciaire qui avait pour but de rechercher le numéro antimilitariste préparé pour la révision des conscrits.

Après une heure et demie d'attente, on vint me chercher pour me conduire au quai des Orfèvres en voiture à mes frais. Tout le monde m'avait dit et me disait qu'après admonestation je serais mis en liberté; mais je trouvais que l'admonestation se faisait attendre. La salle où j'étais, toujours sous surveillance, n'avait pour tout ornement qu'un tableau, le tableau d'honneur des policiers tués au service. La liste n'est pas très longue et ce qui attira mon attention, ce fut la désignation de deux policiers

ayant trouvé la mort lors du rétablissement de l'« ordre » en 1832 : il s'agissait tout simplement de la répression républicaine au cloître Saint-Merri contre le gouvernement de Louis-Philippe.

Ainsi la police ne reconnaît pas telle ou telle forme de gouvernement ; elle ne connaît que l'*ordre*. Elle constitue donc un service public supérieur au gouvernement lui-même dont la forme chancelante est à la merci des contingences, tandis que la Police reste immuable comme un Principe. *Elle* est supérieure à la Patrie même, car si la patrie actuelle disparaissait, il faudrait encore une police. L'histoire nous apprend dans ce cas que les mêmes policiers restent en fonctions et prêtent indifféremment serment de fidélité à tout gouvernement qui se respecte. Cela s'est vu toujours et partout, en France et à l'étranger, en Europe et aux colonies. La police est le soutien de l'Autorité, elle est plus sûre que l'armée (voyez la Russie) ; à la vérité, c'est l'Autorité elle-même.

Pendant que je faisais ces réflexions, le temps passait lentement. A midi parut le commissaire outragé, M. Blot, qui me dit brusquement : « C'est vous le médecin ? — Votre nom ? » Puis il disparut. Je demandai enfin à avertir ma famille, mais le commissaire outragé dans le service duquel je me trouvais prisonnier me fit répondre par un refus. A midi et demi on vint avertir que le dit commissaire était sorti pour déjeuner et que ma comparution était remise à deux heures de l'après midi.

Jusque-là j'avais eu assez de patience, mais je commençais à comprendre que j'étais comme une souris entre les griffes du chat et que je ne serais pas lâché aussi facilement que je l'avais cru. En attendant, je devais rester dans la compagnie de quelques policiers de service, de ceux qu'on décore du nom d'inspecteurs et qui font la besogne de police « proprement » dite : filatures, enquêtes, recherches de toutes sortes ; enfin ce sont ces gens que le public dénomme *mouchards*. Ils s'interpellaient familièrement, se tutoyant tous, sans s'inquiéter autrement de ma présence. « Eh bien ! nous as-tu rapporté quelque souvenir de ton expédition ? » L'autre répondit d'un ton méprisant : « Oh ! rien à faire. » Ces paroles sont restées pour moi inexplicables. Mais une autre conversation m'a paru tout au moins singulière. « Tu sais, le juge, un tel, nous l'avons fait nommer. — Allons donc ! il ne vaut rien. — Mais si, on en fait tout ce qu'on veut. Il donne toutes les commissions rogatoires possibles ; bien entendu, il faut que ça ait l'air de venir de lui. — Vrai, ça m'étonne. — Je t'assure, un chic type, toutes les commissions rogatoires que l'on veut. »

Ces gens vont, viennent dans une pièce qui ressemble à une salle d'études pour collégiens. Ils ouvrent leurs tiroirs, étalent sur les tables leurs dossiers où on voit inscrit en grosses lettres bleues : Commission rogatoire — Affaire un tel. « Voyez-vous, me dit l'un d'eux en veine de confidence, ce qu'il nous faut, c'est des affaires où il y a des vols, un crime ; une affaire politique ne nous rapporte rien. »

Cet homme a un mépris particulier pour les militants de la Bourse du Travail. « Vous ne connaissez pas cette bande, me dit-il, allez, ce sont des gens qui ne valent pas cher — Comment cela ? — Oui, des voyous, des escrocs. Tenez, en voici un, compris dans une affaire de perceurs de murailles et qui s'est tué au moment d'être arrêté. — Vraiment ? — Oh ! tous ces gens-là sont à surveiller. Voyez Garnery, il est dans toutes ces affaires-là. » Et je constate qu'on a fourré Garnery dans toutes les enquêtes engagées sur les vols dans les bijouteries ; je comprends qu'on veut arriver à perdre le malheureux Garnery, devenu la bête noire des administrateurs officiels de la Bourse comme des gens de police. On voudrait tellement qu'il soit compromis dans une affaire de vol, que sa complicité est devenue un article de foi. Le pauvre Garnery, conseiller prudhomme, il est pourtant *magistrat* lui aussi (1).

Ah ! qui dira le mépris de la police pour les militants de la Bourse du Travail, le mépris pour la propagande antimilitariste ? Car ces messieurs ont une morale, une morale spéciale. Chaque milieu a sa morale, c'est-à-dire ses règles de conduite, sa façon de concevoir la vie et les rapports sociaux. Chaque métier a ses déformations professionnelles. Un policier cherche des délits partout, et sa plus grande satisfaction est de faire emprisonner les gens. J'ai entendu un de mes gardes du corps se vanter d'avoir fait octroyer quinze mois de prison à un ouvrier gréviste de Saint-Denis, « un meneur », qui avait voulu entraîner les autres à s'opposer à l'arrestation d'un camarade. Une mentalité faite d'espionnage, de cruauté et d'insolence, avec l'obligation du servilisme le plus bas envers les chefs, font des policiers des êtres que le public considère comme abjects et méprisables. Mais cela n'empêche pas ces policiers d'avoir une tout autre opinion d'eux-mêmes, et, sentant l'hostilité du public, ils éprouvent une joie véritable à se venger sur les individus lorsqu'ils le peuvent et à se prouver à eux-mêmes leur « respectabilité » en faisant condamner ceux qui ont l'audace de s'indigner de leurs pratiques. Mais ce ne sont pas les condamnations qui changent la réputation de la police auprès du public. Les enfants continuent à applaudir Guignol rossant le commissaire, et les grandes personnes s'obstinent à mépriser les fonctionnaires hauts et bas du service de la sûreté. C'est un fait que je ne puis que constater.

(*A suivre.*) M. PIERROT.

(1) On m'a raconté depuis que les mouchards des deux préfectures avaient fait courir le bruit que Garnery était à la tête des perceurs de muraille. La calomnie avait été lancée dans les salles de rédaction, et Jaurès aurait été sur le point d'ajouter foi à ces racontars.

SECTARISME

(*Fin*) (2)

II

Mais j'arrive à la question qui, en définitive, fait le fond du débat, c'est que 200 000 ouvriers vont se trouver, eux et leurs familles, sur le pavé, et que l'Etat n'a rien fait pour parer à cette misère.

Si je répondais tout crûment à Decrept que les transformations sociales ne vont pas sans léser des intérêts, sans jeter le trouble et la perturbation dans certains milieux, mais que cela n'empêche pas le progrès d'être le progrès, il me répondrait certainement que cela me va bien d'accepter si stoïquement une nécessité douloureuse, surtout lorsque j'en reste indemne ; mais je pourrais lui rétorquer que, même si j'en étais la victime et que même lorsque j'en récriminerais tout autant et plus fort que les autres, cela ne prouverait qu'une chose : c'est qu'au lieu d'envisager la question au point de vue général, je ne l'apercevrais qu'à mon point de vue particulier. Ma conclusion évidemment en serait tout autre. En serait-elle plus vraie ?

* *

Selon Decrept, l'Etat aurait dû prévoir les conséquences de sa loi et pourvoir aux misères de ceux qu'il allait mettre sur le pavé !

Et Decrept nous cite Proudhon.

Proudhon a dit de fort excellentes choses, mais, en le cas, il a avancé une stupidité ; car, lorsqu'on détruit un ordre de choses mauvais, s'il faut en réédifier un autre pour éviter les réclamations de ceux qui en vivaient, il n'y a pas de raison pour que ça finisse.

Et pourquoi les métiers d'arts — ou soi-disant tels — seraient-ils plus protégés que les autres ? Lorsqu'une invention nouvelle survient dans l'industrie, supprimant l'emploi de milliers et de milliers d'ouvriers — et tous les jours on apporte à l'outillage des améliorations éliminant un certain nombre de travailleurs — demande-t-on à l'Etat de créer des industries similaires pour occuper les travailleurs que les progrès du machinisme laissent sans emploi ?

Le mal de l'un ne guérit pas celui de l'autre, me dira Decrept. Non : faut-il être artiste, et travailler pour l'Eglise pour commencer à être intéressant ?

Ces victimes du progrès se retournent comme elles peuvent, jusqu'à ce qu'elles se soient adaptées à une nouvelle situation. Il en sera de même pour ceux dont nous parle Decrept. Si les peintres en question ne peignent plus de barbes au Père Eternel et d'Immaculées Conceptions, ils se mettront à repeindre des devantures de boutiques, ou des caisses d'automobiles — dont l'industrie se développe en ce moment. Si les brodeurs ne brodent plus de chasubles, ils broderont des bannières pour la fanfare de Fouilly-les-Oies, les ferronniers travailleront pour les laïques. Il n'est pas prouvé que l'art y perdra.

En attendant de retrouver l'emploi de ses aptitudes, c'est la misère, d'accord. Mais si le progrès amène la misère pour une catégorie d'individus, alors qu'il devrait être un soulagement pour tous, c'est que l'organisation sociale est mauvaise ; mais cela, nous n'avons pas attendu la loi de séparation pour le constater, ni bien d'autres avant nous. C'est pourquoi nous combattons ceux qui veulent la perpétuer — y compris les cléricaux qui en ont été, et en sont, les plus énergiques défenseurs.

* *

Et puis, d'après les explications de Decrept lui-même, il me semble que la misère en expectative de ces 200.000 ouvriers n'est pas imputable seulement à l'Etat, puisque, nous dit-il, ce n'est pas par manque d'argent que le clergé se refuse à orner ses églises, mais parce qu'on ne lui laisse pas la propriété absolue de ces églises.

Ces 200.000 ouvriers — à part quelques exceptions — travaillant pour l'Eglise sont plus ou moins de la famille, car on sait que le clergé se garde bien de faire travailler les mécréants lorsqu'il les connaît.

C'est donc lui qui devrait avoir souci de ces misères que son abstention va créer. Puisqu'il se fait un inventaire de ce qui existe dans les églises, il doit y avoir, là, un moyen justement de mettre à l'abri ce qu'il y ajoutera. Mais il trouve de bonne guerre de couper les vivres à ceux qui vivent de lui, en leur disant que la faute en est à ses adversaires. Cela fait toujours 200.000 mécontents de plus qui sont avec lui.

C'est peut-être très adroit, mais ça manque d'esprit évangélique, et d'humanité, surtout.

* *

Du reste, le raisonnement de Decrept n'est que le raisonnement de tous les contempteurs du progrès, de tous ceux qui veulent empêcher que l'on change quelque chose à ce qui existe, sous prétexte que cela portera atteinte à quelque situation acquise.

Les adversaires des chemins de fer tonnaient contre, sous prétexte que cela allait tuer l'industrie des rouliers et des cabaretiers.

Les adversaires d'une transformation économique nous reprochent de risquer de compromettre un état social — défectueux peut-être — mais favorable en somme à l'ensemble de l'espèce, pour des améliorations problématiques.

Nous sommes grevés de 500.000 fonctionnaires dont nous crevons. Si, par impossible, on pou-

(2) Voir le numéro 46.

vait arriver à forcer l'Etat à se passer des services de la bonne moitié, faudrait-il y renoncer sous prétexte que cela réduirait à la famine 250.000 familles dont la plupart peuvent être très intéressantes, ou faudrait-il leur trouver une nouvelle occupation tout aussi inutile?

Il y a sous les armes 500.000 soldats. Il ne faut pas réclamer l'abolition des armées permanentes?

Il y a des centaines de mille ouvriers travaillant à l'armement et à l'outillage de guerre. Il ne faut pas souhaiter la disparition de la guerre, ces travailleurs n'auraient plus l'emploi de leurs forces.

Allons donc! certes la misère d'êtres humains est toujours regrettable, qu'elle atteigne amis ou ennemis; mais de ce que la société est mal organisée, de ce qu'elle ne peut être améliorée qu'en créant des crises de misère, s'ensuit-il qu'il faille continuer à la subir telle qu'elle?

Et la misère des fonctionnaires, la misère des soldats, la misère des ouvriers de l'armement, ne m'empêcheraient pas de reconnaître que la diminution du fonctionnarisme, la disparition de la lèpre militariste, l'extinction du fléau de la guerre, ne soient des progrès souhaitables, à la réalisation desquels on doit travailler. Tout comme la misère de travailleurs plus ou moins artistes ne m'empêche de trouver que la séparation de l'Eglise et de l'Etat, si boiteuse soit-elle, ne soit un progrès sur l'état antérieur.

* *

Mais la lettre de Decrept soulève une autre question : Lorsqu'on a certaines idées, doit-on accepter de faire, dans la société, n'importe quel travail?

Oh! je sais que dans l'état social présent, on ne fait pas toujours ce que l'on veut, et comme on veut, et que, le plus souvent, on gagne sa vie comme l'on peut.

D'autant plus que le choix d'un métier a lieu, alors que l'individu tout jeune n'est pas encore en état d'avoir aucune idée sociale. Je sais également combien il est difficile de changer de métier lorsqu'on est arrivé à l'âge où il faut gagner pour vivre.

Mais, pas que je sache, faire un tableau, de la broderie ou de la ferronnerie, ne change de procédé, que l'on travaille pour le clérical ou le laïque. Il n'y a là qu'un aiguillage de direction que l'on peut toujours faire, et n'empêche que la question se pose. Car ce n'est que lorsque les individus refuseront de coopérer plus longtemps à ce que, en eux-mêmes, ils considèrent mauvais, que l'état social commencera à crouler sérieusement. Et cela ouvre la compréhension, lorsqu'on ne se trouve pas pris par ce point de vue particulier.

J. Grave.

Quant aux événements de Saint-Claude, évidemment les anarchistes n'ont pas à se faire collaborateurs de la force armée. Mais lorsqu'on pense aux siècles d'oppression qu'a fait peser le clergé, quand on songe combien ils ont encore conservé de force dans certaines localités : et comme ils en usent pour rendre la vie difficile à ceux qui ne veulent pas se plier sous leur domination, si on n'approuve pas le geste des camarades de Saint-Claude, on le comprend aisément.

MOUVEMENT SOCIAL

Alors, supprimez-les! — Je lis dans les journaux que le ministre de la guerre a fait signer des décrets par lesquels les trois officiers qui ont comparu devant le conseil de guerre de Rennes, le commandant Héry et les capitaines Cléret-Langavant et Spiral, sont mis en disponibilité par retrait d'emploi.

C'est en effet l'usage que, lorsqu'un conseil de guerre a acquitté des officiers contrairement au gré du gouvernement, ou ne les a pas suffisamment condamnés à son gré, le gouvernement les frappe à son tour de peines disciplinaires. Et il est de fait qu'un gouvernement ne peut tolérer que les officiers rebelles s'acquittent entre eux ou se condamnent à des peines dérisoires équivalant à un acquittement; ou bien alors il ne serait plus le maître de ces officiers. Mais alors, puisqu'il se réserve le droit de les frapper lui-même, pourquoi commence-t-il par les confier à une autre juridiction? Que des gens soient frappés deux fois pour la même faute, ou bien pour la même faute acquittés par une juridiction et condamnés par une autre, cela est tout à fait étrange en régime républicain. Cela n'est pas supportable et il faut de toute nécessité que de ces deux juridictions une disparaisse. Laquelle? Ce ne peut être l'administrative, puisque sans elle le gouvernement n'existerait pas. Donc, supprimez les conseils de guerre.

Les ministres, en ne tenant pas compte des décisions des tribunaux militaires, montrent un singulier mépris de la « chose jugée ». Ils peuvent alléguer que ces tribunaux jugent trop mal, ce qui est vrai. Ces tribunaux sont trop doux aux chefs et trop durs aux soldats. Supprimez-les donc.

Ainsi le comité central de la Ligue des Droits de l'homme, prenant acte de l'arrêt du conseil de guerre de Rennes, qui a accordé le bénéfice de la loi de sursis aux officiers qui ont refusé d'obéir à la loi, rappelle avec raison « que le soldat Gontaudier, condamné par plusieurs conseils de guerre successifs au maximum de la peine, a fait près de six ans de prison parce que sa conscience religieuse lui interdisait, disait-il, de porter une arme ».

La comparaison de ces deux sentences suffit à juger les conseils de guerre. Ils rendent des jugements non seulement de classe, mais de caste. Ils sont les plus partiaux de tous les tribunaux. Supprimez les conseils de guerre!

R. Ch.

❖ ❖

Nantes. — Le jury de Nantes, on se le rappelle, a condamné notre camarade Hamelin à un an de prison pour avoir, étant marchand de journaux, vendu une brochure qui, paraît-il, excitait les soldats à la désobéissance.

Mardi dernier le conseil de guerre avait à juger deux officiers, un capitaine et un lieutenant, ayant refusé formellement d'exécuter un service commandé leur conscience ne leur permettant pas de participer à des actes qu'ils réprouvaient — il s'agissait de prêter main-forte aux agents du gouvernement pour les inventaires.

Les deux accusés ont revendiqué la responsabilité de leurs actes, le conseil de guerre les a acquittés.

Encore une fois, c'est très bien de n'obéir qu'à sa conscience, et de refuser d'obéir à des ordres que l'on réprouve, mais il ne faut pas se laisser prendre à des sentiments de façade; les deux rebelles qui comparaissaient devant le conseil de guerre, auraient eu à juger un simple soldat qui, pour obéir à sa conscience, aurait refusé de tirer sur des grévistes, ces deux soudards n'auraient pas hésité à lui appliquer le maximum. Et si au lieu d'avoir des officiers à juger, le conseil de guerre avait eu devant lui de simples pioupious, il les aurait également salés.

Si tous ces faits qui se multiplient, pouvaient seulement éclairer le populo, et lui démontrer que la discipline n'est impitoyable que pour les pauvres diables, et que l'armée n'a qu'un rôle: défendre les privilèges des parasites contre les réclamations des spoliés?

Travailleurs, c'est votre lâcheté qui vous fait esclaves. Quand donc en aurez-vous assez de ramper aux pieds de vos maîtres?!

J. Grave.

✠ ✠

MONOGRAPHIE

Sainte-Maxime (Var).

Petite commune (1.100 habitants) du canton de Grimaud, arrondissement de Draguignan, bâtie en une position idéale en plein midi, sur le petit golfe de Saint-Tropez.

Ce village, dont l'importance croît sans cesse depuis une dizaine d'années, est aujourd'hui la station hivernale et balnéaire la plus fréquentée des Maures. Pendant la saison on y compte environ 300 étrangers.

Aussi la vie y est-elle plus chère que dans les villes, le pain se vend 0 fr. 40 le kilo, le bœuf 2 fr. 65 le kilo, le mouton 2 fr. 75, le sucre 0 fr. 75 le kilo; les œufs 0 fr. 15 pièce, le lait 0 fr. 45 le litre; toutes les autres denrées se vendent de 15 à 20 centimes de plus que dans les villes. Les loyers sont très élevés pour un village; pour chambre et cuisine il faut mettre de 120 à 150 francs par an. Depuis un an fonctionne une coopérative qui vend à quelques centimes meilleur marché que les épiciers. (Cette coopérative fut anathématisée à son début, par le maire *socialiste* qui déclara que c'était faire œuvre antisocialiste que de faire concurrence aux épiciers!)

Ici la presque totalité des habitants ont un lopin de terre qu'ils cultivent eux-mêmes. Leur principale culture est la vigne. Cette année ils ont vendu leur raisin 7 fr. 50 et 8 francs les cent kilos, leur vin de 10 à 12 francs l'hectolitre. Quelques-uns font aussi des primeurs, et quand ils réussissent c'est là ce qui leur rapporte le plus. Quelques propriétaires ont des mimosas qu'ils expédient dans les villes. Ils récoltent aussi un peu de tout, pommes de terre et beaucoup d'autres légumes qu'ils gardent pour leurs provisions; le reste ils le vendent dans le pays.

Une dizaine de pêcheurs vivent du fruit de leur pêche. Il y a aussi quelques hommes et quelques femmes qui vont travailler à la journée; leurs salaires varient entre 3 à 3 fr. 50 pour les hommes et de 1 à 1 fr. 50 pour les femmes. Le maximum de la journée est de neuf heures et demie.

La presque totalité des habitants s'étiquettent socialistes et anticléricaux. Mais hélas! la majorité n'a pas la moindre notion du socialisme. Pour eux, socialisme signifie partage des biens et des terres et ils se soucient peu d'approfondir les doctrines dont ils se réclament. Tout leur anticléricalisme ne les empêche pas de faire baptiser et communier leur progéniture.

Pour tout cercle politique, il existe un groupe dit « d'études sociales » qui, en vérité, n'étudie rien du tout; tous ses membres sont plongés dans un paisible sommeil; à peine s'ils se réveillent une ou deux fois par an, prononcent quelques paroles d'un beau souffle démocratique, puis ils retombent dans leur sommeil.

Hélas, combien de groupes ressemblent à celui-là! Combien de camarades sommeillent lâchement, bien qu'ils nourrissent les mêmes idées que nous!... Quand donc se réveilleront-ils, pour faire de ce qu'on appelle nos utopies des réalités?

C'est à quoi nous devons travailler sans relâche, et peut-être grâce à nos efforts, à notre propagande incessante, arriverons-nous à avancer de quelques heures le grand réveil.

Jean Le Gueux.

✠ ✠

GRÈCE

Deux grèves. — Voici quelques renseignements sur deux grèves récentes, dont l'une est celle des ouvriers mécaniciens du Pirée, port d'Athènes, l'autre celle des ouvriers mécaniciens du chemin de fer du Péloponèse.

Les mécaniciens du Pirée demandaient une augmentation de salaires, la réduction des heures de travail et la double paie des heures supplémentaires.

Les grévistes se bornèrent d'abord à des manifestations pacifiques; ce n'est que devant l'intransigeance patronale qu'ils se décidèrent à faire montre d'énergie.

Le 17 mars au matin donc, ils se rendirent en masse dans les rues conduisant aux ateliers et firent si bien que pas un jaune ne put travailler ce jour-là.

Cela ne faisait pas l'affaire du patronat. Sur sa demande l'autorité, protectrice-née du capital, envoya soixante marins de l'arsenal prendre la place des grévistes dans les ateliers.

Les grévistes résolurent alors d'aller empêcher les marins de travailler, mais ils se heurtèrent à de la troupe. Déjà ils la menaçaient de leurs bâtons, quand l'officier qui la commandait donna l'ordre à ses hommes de se tenir prêts à faire feu. Les grévistes n'étaient pas armés. Ils se débandèrent pour éviter un massacre.

Hier, 18 mars, un meeting eut lieu. Les grévistes, un par un, jurèrent *sur l'Evangile* (ce fait montrera que les prolétaires hellènes ne sont pas encore arrivés à l'irréligion de leurs camarades de France) de ne pas céder au patronat et de poursuivre jusqu'au bout la lutte.

Quant aux mécaniciens en grève du chemin de fer du Péloponèse dont la principale revendication consistait dans le renvoi de l'ingénieur Coussidès

qui les maltraitait, ils jurèrent de leur côté de ne pas retourner au travail avant d'avoir obtenu satisfaction.

La grève s'est terminée aujourd'hui même. Les mécaniciens du Pirée ont obtenu tout ce qu'ils demandaient et même un peu plus. Quant à leurs camarades du chemin de fer, ils ont obtenu, avec le renvoi de l'ingénieur haï, une hausse de salaires.

AN-ANCHIOS.

⁂

RUSSIE

L'exécution de Schmidt. — Le 19 mars, le lieutenant Schmidt, qui dirigea la mémorable révolte des marins de Sébastopol, et trois matelots ayant pris activement part à cette révolte, ont été fusillés à Berezan, îlot absolument désert à 20 verstes d'Otchakov.

Schmidt, *Tchastnik*, Gladskov et Antonenko avaient été condamnés à mort trois semaines avant, après une monstrueuse parodie judiciaire et leur appel n'avait pas été transmis au tribunal compétent par l'amiral Tchoukhnine, commandant l'escadre de la mer Noire, lequel avait de sa propre autorité confirmé la sentence de ses sous-ordres.

La *Rouss* a publié un émouvant récit de la quadruple exécution. Le voici, traduit en français par le correspondant du *Journal*.

« La veille de l'exécution, à 2 heures de l'après-midi, arriva de Sébastopol la canonnière *Teretz*, avec la résolution de l'amiral Tchoukhnine. La seule faveur que celui-ci accorda à Schmidt fut d'être fusillé, au lieu d'être pendu, faveur qui trouve d'ailleurs son explication dans l'absence d'un bourreau spécialiste de la potence. A 3 heures, on fit connaître à Schmidt la sentence de l'amiral. Il pâlit, mais en écouta la lecture avec sang-froid. Les matelots se montrèrent résignés.

« Cela se passait sur le navire *Proute*. Un des avocats de Schmidt, M. Winberg, qui avait attendu à Otchakov le résultat de l'appel, se rendit aussitôt sur le navire. Il fut le dernier, parmi les amis de Schmidt, qui put le voir et demeurer auprès de lui durant quatre heures. Le lieutenant, les larmes aux yeux, parla longuement à son avocat des matelots condamnés avec lui, en disant qu'il avait fermement espéré leur grâce: « Ils sont si jeunes, si dévoués; ils n'y sont pour rien; ma consolation était de mourir seul. »

« Tout ému lui-même, M. Winberg chercha à calmer le lieutenant, mais celui-ci reprit : « Une autre pensée m'inquiète, c'est qu'on ajoutera foi à la calomnie qui m'attribue l'ordre de tirer du croiseur *Otchakov*. Je ne saurais mourir sans protester contre cette calomnie; dites bien de ma part que je n'ai pas tué un seul homme! »

« Le condamné passa ses dernières heures à écrire de nombreuses lettres, entre autres à sa sœur et à son fils. Pendant ce temps, on préparait les bières et les sacs dont on devait couvrir les suppliciés au moment de l'exécution. Vers trois heures du matin, les quatre condamnés furent embarqués sur une chaloupe et transportés sur l'île Berezan. Il était quatre heures du matin, quand on y accosta. La mer était calme. Les premières lueurs du jour commençaient à poindre et promettaient une journée tiède et claire. On avait fait venir auparavant sur l'île une escouade de chaque arme : mineurs, infanterie, artillerie. Il y avait également le commandant et les officiers du *Proute*, un officier de gendarmerie et un prêtre. Les condamnés devaient être fusillés par les matelots de la canonnière *Teretz*, au nombre de 60. Ils étaient postés à cinquante pas des poteaux d'exécution et avaient derrière eux les trois escouades de troupes.

« Schmidt s'approcha rapidement des poteaux et demanda tout d'abord pardon aux matelots qui devaient mourir avec lui. Puis, il s'adressa aux soldats et leur demanda de ne pas oublier le lieutenant Schmidt « qui donne sa vie pour le peuple russe, pour sa chère patrie, pour vous, mes frères! Des hommes comme moi sont nombreux; ils seront plus nombreux encore! » Il dit adieu à ses camarades, les officiers du *Proute*, et embrassa le commandant de ce navire. Enfin, il demanda de ne pas l'attacher au poteau, ni de lui couvrir la tête d'un sac.

« Le matelot Tchastnick s'écria : « Adieu, camarades! Voici la mort! pardonnez-moi! » Les deux autres pleuraient et refusaient de se confesser. Seul Schmidt avait le visage découvert et tenait la tête haute. Les tambours roulent, les matelots sont prêts à tirer. « Adieu, et tuez! » crie tout à coup Schmidt, les yeux grands ouverts. « Feu! » retentit le commandement. Une décharge, et deux matelots tombent comme fauchés. Il a fallu deux autres décharges pour que tombe le troisième matelot. Mais Schmidt demeure encore debout, les yeux hagards. Une nouvelle décharge, et enfin il tombe à la renverse, à son tour, tout criblé de balles et inondé de sang.

« Il était juste quatre heures et demie. Au lever du jour, les mineurs déposèrent les corps encore chauds dans les cercueils, les descendirent dans les fosses creusées à côté, qu'ils comblèrent rapidement. Les rayons dorés du soleil de midi se posèrent sur les tombes, en guise de couronnes.

« A midi, le *Proute* leva l'ancre, suivi du *Teretz*, et emportant les étudiants et les matelots condamnés aux travaux forcés. La tragédie prit fin. »

⁂

SUISSE

Impôts. — Il y a dans le canton de Neuchâtel, à Chaux-de-Fonds seulement, 3.800 contribuables en retard de deux ans pour le paiement de leurs impôts. C'est une véritable grève de contribuables, qui s'étend et offre un danger pour l'État.

La situation financière du canton étant inquiétante, et les déficits augmentant de cent mille francs en chiffres ronds chaque année, le gouvernement a cherché à boucher le trou et il présente de nouveaux impôts. Mais mal lui en a pris. Comme la loi devait être soumise aux votants, 12.300 électeurs ont repoussé les nouveaux impôts, qui ont trouvé grâce devant 2.100 électeurs seulement. Le referendum a trouvé des partisans dans toutes les classes de la population et pourtant les objurgations des politiciens n'ont pas manqué : les feuilles gouvernementales avaient mené vigoureusement campagne, rien n'y a fait.

⁂

NOUVELLE-CALÉDONIE

Ayant fait, comme l'on dit ici, le « tour de la côte » plus d'une fois, après douze ans de libération, j'ai vécu de tous les moyens légaux d'existence que l'on peut trouver dans ce pays, — le vrai paradis du capitaliste. Celui-ci met l'ouvrier en coupe réglée, et dans son exploitation éhontée, il est puissamment aidé par l'administration pénitentiaire, pour les libérés et les relégués, et par l'administration civile pour les émigrants.

Il y a encore une catégorie spéciale d'exploités : c'est le forçat, mais celui-ci n'a rien à revendiquer. Sa condamnation aux « travaux forcés » en le privant de tous ses droits d'homme et en l'écrasant de devoirs, implique qu'il sera soumis à toutes les exigences du régime capitaliste si le bon plaisir de l'administration pénitentiaire a été de le vendre, chair à labeur, aux sociétés minières, lesquelles, pour le plus grand profit de leurs actionnaires, usent et abusent de cet esclave douloureux qu'elles font travailler sous la menace perpétuelle des coups de revolver de la chiourme : le forçat...

Drôle de façon, on en conviendra, de ramener au bien des gens soi-disant pervertis!

Pourtant, lorsqu'une société condamne un de ses membres, elle assume de ce fait, semble-t-il, une formidable responsabilité envers lui.

Quand des hommes affublés d'une robe de juge en condamnent d'autres, on pourrait croire qu'ils prennent, vis-à-vis de ces condamnés, l'engagement moral de les rendre meilleurs, si réellement ils sont mauvais.

Or, qu'advient-il? Supposez par exemple un médecin qui enverrait à l'hôpital un syphilitique dont la présence parmi ses semblables serait un danger. Que penserait-on, si au bout de quelque temps 99 sur 100 des malades entrés à l'hôpital avec un mal bénin, en sortaient complètement contaminés? Tel est le cas pourtant avec le système pénitentiaire.

Des enfants de 16 ans (1), des jeunes gens de 17 à 20 ans sont envoyés annuellement par fournées dans les bagnes. Tous ne sont que des victimes de notre organisation sociale; beaucoup ont crevé de faim et de misère toute leur enfance. Arrivés à l'âge de raison, ils ont eu le jugement faussé, le cœur aigri par les souffrances et les privations endurées, par le souvenir des discussions auxquelles ils ont assisté entre le père et la mère. Le père gagnant 3 francs par jour, avait, avec ce gain insuffisant, sa femme et quelquefois plusieurs enfants à nourrir, se demandait, lorsqu'il avait touché sa quinzaine, comment il ferait pour solder le boulanger, l'épicier, le boucher? Vous le voyez, sortant de l'atelier un samedi de paie, calculant pouvoir donner un acompte à chacun, et encore non, il fallait une robe à sa femme, des souliers aux enfants et avec tout cela l'hiver qui approchait! L'homme était désespéré, il aimait sa famille, mais que faire devant l'impossibilité matérielle d'arriver à lui procurer seulement le nécessaire?

Chez un marchand de vins, des copains d'atelier, mieux partagés, n'étant pas mariés, étaient là en train de vider bouteille; ils l'appelaient; l'homme buvait un verre, en buvait deux, s'étourdissait, se délivrant de l'obsession qui l'étreignait. Puis il rendait la politesse aux camarades, et de bistros en bistros, de verre en verre, la paie y passait presque entière et l'homme rentrait saoul.

Oh! ligues antialcooliques, ramassis de bourgeois et d'exploiteurs, qui n'avez jamais connu ni la faim ni le froid, vous qui jamais n'avez vu ni ne verrez vos femmes et vos enfants croupir sur un grabat, supprimez donc la misère et vous verrez que vous n'aurez pas à combattre l'ivrognerie. Mais non, pour supprimer cette misère qui ronge le peuple et l'abrutit, il faudrait que vous fassiez le sacrifice de vos privilèges, et c'est à quoi vous ne voudrez jamais consentir. Si ce malheureux peuple avait de quoi se procurer le nécessaire pour lui et les siens, il est probable qu'il ne s'arrêterait pas chez le marchand de vins, il serait fier de pouvoir payer ce qu'il doit et heureux, en rentrant chez lui, de voir des visages souriants, il aimerait son intérieur.

Or, que veut-on que devienne l'enfant élevé ainsi dans la misère? Travailler? Pourquoi? Il a vu son père user sa vie au seul profit des capitalistes, peinant, suant sang et eau à l'atelier; il l'a vu rentrant le soir au logis, n'ayant souvent pour tout repas qu'une nourriture malsaine et insuffisante. Naturellement et avant même d'avoir touché un outil, il ressent la haine de ce travail qui ne nourrit pas son homme. Eh bien! lui ne se soumettra pas aux conventions sociales établies sous forme de lois; il les violera, ces lois qui sont toutes contre lui, car ce n'est qu'en les violant qu'il pourra vivre, les seules maisons d'assistance dont disposera la société envers lui, c'est la centrale et les pénitenciers du bagne.

Croyez-vous que le magistrat appelé à juger le cas du miséreux, inculpé de vol, se rend compte de l'enchaînement de circonstances qui l'a amené sur le « banc d'infamie »? Le juge ne voit qu'une chose, l'effraction d'un coffre-fort, l'infraction à la loi. Il condamne, son esprit ne va pas au delà, sans quoi il jetterait sa défroque à la face de la bourgeoisie, sa patronne.

Voilà ce que sont les forçats, des malheureux, des fils de malheureux, rien de plus. Puisque la société les retranche de son sein, comme pervers, au moins pourrait-elle s'occuper de faire d'eux des hommes moraux et normaux, en leur donnant le goût du travail. Mais elle préfère les transformer en esclaves en les vendant à des capitalistes sans entrailles qui se chargent avec l'aide de la chiourme de les pressurer jusqu'à la mort. Belle chose, ma foi, que la moralisation par le bagne.

X.

(1) Personnellement j'avais 16 ans et 7 mois quand je fus condamné par la cour de Douai à dix années de « travaux forcés » pour complicité dans une révolte à bord d'un trois-mâts français, la *Marie-Gabrielle*, révolte dans laquelle le capitaine, sorte de brute alcoolique, fut tué de plusieurs coups de revolver.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Doctrine des Égaux, de Babeuf, par A. Thomas; 1 broch., 0 fr. 50, chez Cornély, 101, rue de Vaugirard.

El Hombre y la Tierra, por E. Reclus, cuaderno 17 et 18, 2 reales chaque; chez A. Martin, calle Consejo de Ciento 140, Barcelone.

Traduction bulgare de *Documents socialistes* de Dal, à Razgrad.

La Goutte et les maladies qui s'y rattachent, par le Dr Krakauer; 1 broch., chez Georges Klemm, Berlin S.O. 26.

Pensamientos revolucionarios de Estévanez; libreria de Antonio Lopez, Rambla del Centro 20, Barcelone.

Stingy Frenchman ou le Vice français, par J. C. Claudel; 1 broch., 0 fr. 10, Imprimerie ouvrière, 68, rue de la Hache, Nancy.

Fin d'annee rouge, imprimerie Prosek frères, Sophia.

Teoria del prestamo usurario, par A. Blanqui; 0 fr. 15, chez J. Virès, à Madrid.

Correspondances et Communications

✕ **La Liberté d'opinion**, groupe de propagande, d'aide et de secours aux détenus et à leurs familles.

Depuis la fondation, le groupe a reçu au 25 mars une somme globale de 3.168 fr. 15.

Les dépenses se montent à 898 fr. 30.

Reste en caisse : 2.269 fr. 85.

Le terme approche, une somme importante va être nécessaire et le groupe croit devoir signaler cette situation aux camarades.

Le groupe a une gestion absolument indépendante de tous les groupes similaires existants. Sa commission de contrôle est composée exclusivement de militants syndicalistes et révolutionnaires connus.

Adresser les demandes de listes de souscription au camarade P. Delesalle, 4, rue Broca, Paris.

Les fonds devront être directement adressés au citoyen de Marmande, 3, rue d'Alençon, Paris.

Le journal *Terre et Liberté*, à Saint-Cyr-les-Colons (Yonne), tient à la disposition de ceux qui lui en feront la demande, des placards protestant contre la guerre, destinés à recueillir les adresses de femmes antimilitaristes.

S'adresser à la camarade Léontine Derbault, au bureau de *Terre et Liberté*.

CONVOCATIONS

✕ **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 30. — M. Arbos : Découverte et Conquête de la Terre : IV. La Chine et le Japon (avec projections).

Mardi 3 avril. — Réunion du conseil d'administration.

Mercredi 4. — M. Robès : Histoire du Parlementarisme.

Vendredi 6. — M. James Guillaume : Causerie sur la Révolution française : IV. Les trahisons de Mirabeau ; travaux de la constituante ; fuite de Louis XVI (20 juin 1791) et retour de Varennes.

Tous les lundis, à 8 h. 1/2, cours d'espéranto, par M. Blangarin.

Tous les jeudis matin, de 10 h. 1/2 à midi, cours de piano, solfège, mandoline, dirigé par Mme Lebrun-Lagravier.

Le soir, de 3 à 5 heures, cours d'allemand, élémentaire, moyen, supérieur, dirigé par M. Silberstein.

✕ **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 37, rue Croulebarbe. — Samedi 31 mars, à 8 h. 1/2 soir, causerie entre camarades sur la propagande antiélectorale et sur le mouvement local.

✕ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Mardi 3 avril. — Assemblée générale des adhérents.

✕ **Union ouvrière de l'Ameublement**, 12, rue Lagille. — Assemblée générale le mardi 3 avril, à 8 h. 1/2 : Compte rendu de la fête du 18 mars ; Organisation d'un meeting pour la journée de huit heures.

✕ Amiens. — **Groupe libertaire féminin.** — Réunion tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir, 26, rue Saint-Roch. Le 5 : Les sociétés humaines ne sont pas un champ de bataille.

✕ La Seyne. — **A. I. A. des travailleurs.** — Meeting de protestation antimilitariste dimanche 1er avril, à 5 heures du soir, au siège de l'*Aurore*, chez le camarade Fraschette, rue Hoche, 10. Les camarades signataires de l'affiche rouge sont priés d'être exacts.

✕ Marseille. — Fête familiale le dimanche 1er avril, à 3 heures précises de l'après-midi, dans la grande salle du Café du Fortin, à la Madrague de Montredon, au bénéfice du *Théâtre Libre* : 1e concert ; 2e causerie par Marestan ; 3e théâtre : *Le Gendarme est sans pitié*, de Courteline ; *La Matérielle*, de G. Astruc.

✕ Villeurbanne. — **A. I. A.** — Réunion le 1er avril, à 9 heures du matin, salle du *Pré-aux-Clercs*, 270, cours Lafayette.

✕ Liège. — **Cercle Libre.** — Tous les samedis réunion à 8 h. 1/2, chez Pluymen, 3, rue Méan.

Samedi prochain : Socialisme et Patrie, par Binet.

Tous les dimanches, à 10 heures, cours d'espéranto.

Souscription pour les familles des détenus.

L. Morel, 5 fr. ; L. Morel, 5 fr. ; P. Chartier, 5 fr. ; A. Farille, 5 fr. ; J. Griffoul, 5 fr. ; Ed. Farille, 5 fr. ; E. Debièrre, 5 fr. ; A. Marion, 5 fr. ; Vico Covi, 2 fr. 50 ; A. Jigou, 5 fr. ; Alb. Henri, 10 fr. ; H. C. 5 fr. ; L. C. A., 1 fr. 25 ; Al. Bigard, 1 fr. 25 ; Machelin, 1 fr. 25 ; Gust Vielinde, 2 fr. 50 ; E. Meresse, 2 fr. 50 ; Louis Dujardin, 5 fr. ; Pierre, 1 fr. 25 ; Peters, 1 fr. 25 ; Vraux, 2 fr. 50 ; Emile Dupont, 1 fr. 25 ; Louis Meresse, 1 fr. 25 ; John. Gilmand, 1 fr. 25 ; Oscar Vandewil, 1 fr. 25 ; Labitte Henri, 1 fr. 25 ; G. Caposiccio, 1 fr ; Silvio Sautarelli, 1 fr. 25 ; Picciso Pietro, 1 fr. 50 ; Aucelli, 1 fr. 25 ; Doro, 0 fr. 75 ; N. N. 0 fr. 75 ; Di Pitra, 1 fr. ; Lai, 0 fr. 50 ; C. Galato, 1 fr. 25 ; Aucelli, 0 fr. 75 ; G. C. 0 fr. 25 ; Picciso Pietro, 1 fr. 50 ; Berenato, 1 fr. 25 ; J. Marbri, 1 fr. 40 ; Louis Dujardin, 1 fr. 25 ; Lung. Bovone 0 fr. 75 ; Antonio Pepe, 0 fr. 75 ; Paciello, 1 fr. 25 ; A. Farille, 5 fr. : Ensemble de la liste 141 fr. 70. Mais le mandat était de 130 fr. G. à Le Hanaudais, 1 fr. ; M. à Malzéville, 5 fr.

Total 136 fr. Listes précédentes, 254 fr. 45. En tout 390 fr. 45.

Nous sommes heureux d'anoncer que notre prochain dessin sera signé Walter Crane, que le célèbre artiste anglais a bien voulu faire pour les *Temps Nouveaux*.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross.	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff.	» 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier.	» 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume.	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agard.	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault.	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyon, couv. de Daumont.	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac.	» 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton	» 15
La Mano-Negra, couv. de Luce.	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy	» 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard	» 15
L'Anarchie, par Malatesta	» 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier.	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck	» 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
Au Café, par Malatesta.	» 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
L'Anarchie, par Girard	» 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin.	» 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannet	» 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi	» 15
La Mano-Negra et l'opinion française, couv. de Hénault	» 10
La Mano-Negra, 8 dessins de Hermann Paul.	» 40
Documents socialistes, Dal.	» 40
Chansonnier révolutionnaire	» 35
Militarisme, Fischer.	» 35
Le Rôle de la femme, Fischer.	» 35
Entretien d'un Philosophe avec la Maréchale par Diderot, couverture de Grandjouan.	» 15
Les précurseurs de l'Internationale, par Tcherkesoff.	1.20

EN VENTE

En fouillant nos paperasses nous avons retrouvé un exemp. de :

La Théologie politique de Mazzini et l'Internationale, par Bakounine ; — *L'Empire knouto-germanique*, par Bakounine. Nous les mettons en vente au prix de 3 fr. chacun.

Manifeste aux ouvriers de St-Imier (1870) ; — *Des causes des crises industrielles et de leurs conséquences* ; — *La Question des services publics devant l'Internationale* ; — *Programme socialiste, au congrès jurassien de 1880 par le district de Courtelary* ; — *Les troubles universitaires en Russie* (1888) ; — *Rapport envoyé au congrès général de Bruxelles par la section de Genève* (1874) ; — *Manifeste adressé à toutes les associations par le congrès général de l'Internationale à Bruxelles*, 1874 ; — *La police politique fédérale*, petites brochures de 8 à 16 pages. — Nous les mettons en vente au prix de 0 fr. 50 l'une.

Comme nous n'avons qu'un exemplaire de chacune, n'envoyer l'argent qu'après réponse si elles ne sont pas prises.

Nous avons retrouvé également deux collections du *Supplément de la Révolte*, l'une en feuilles, avec les numéros du journal afférents, et l'autre brochée, en 3 volumes, le supplément seulement.

Nous les mettons en vente au prix de 30 fr. — Ce sont les seules collections qui existent, avec 3 autres du journal complet.

POUR PARAITRE

Nous venons de donner le bon à tirer de *L'Etat, son rôle historique*, de notre ami Kropotkine. Cette brochure sera mise en vente au prix de 0 fr. 25 franco, ou 12 francs le cent plus les frais d'envoi.

AUX CAMARADES DE PARIS

Nous les engageons fortement à demander le journal dans toutes les gares du Métro, afin de forcer la main aux libraires.

Petite Correspondance

S. F., à Athènes. — Avons utilisé une partie seulement de vos renseignements, les querelles entre l'Eglise et l'Etat, quelque heureux qu'en soit le résultat, ne nous intéressant pas. Envoyez, si vous pouvez, détails précis sur l'anarchisme en Grèce (presse, groupements, mouvement ouvrier).

Louis D., à Germantown. — Reçu la monographie.

P. T., à Quinton. — Vous ne nous avez pas donné votre changement d'adresse.

Germinal, Amiens. — Reçu les numéros. Merci.

A. G., à Toulon. — Convocation venue trop tard. Pour le mardi.

R., à Guérigny. — Non, il ne nous en reste plus. Demandez-leur directement.

Reims. — Reçu *Feuilles rouges*. Merci.

L'Insurgé, Liège. — Reçu les numéros. Merci.

G. H. — C'est un oubli. Mais du moment que vous avez reçu les livres.

D. G., Le Perreux. — Impossible d'insérer les ordres du jour des réunions. C'est tout ce que nous pouvons faire d'insérer les convocations.

X. L., à Liège. — Pouvons pas tenir comptabilité des convocations à insérer. Il faut l'envoyer chaque semaine.

J. V., à Lhauro. — Si l'occasion se présente, je ferai part de votre proposition.

Paris à Morat. — Ces deux exemplaires avaient bien été expédiés. Je rechange l'adresse.

Reçu pour les mineurs de Courrières : Union du bronze, 20 fr. Nous avons remis cette somme, avec les 5 fr. de la semaine dernière, au syndicat des mineurs.

Reçu pour le journal : L. D., à La Roche-sur-Foron, 1 fr. 50. — A. C., Bruxelles, 6 fr. — Abonné 183, 5 fr. — D., à Hermes, 2 fr. — M., rue Constance, 1 fr. — Désiré Roussel et Leleu, 1 fr. — Merci à tous.

A. M., à New-York. — F. G., à Balesmes. — N. A., à Villeneuve. — J. B. L. — W., à Morlanwelz. — E. F., à Istres. — I. V., à Lhauro. — R., à Saint-Claude. — B., à Redevès. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

Dessin de BRADBERRY.

— Je ne puis rien vous donner, vous n'avez même pas crié pour l'inventaire...

COURRIERES



Dessin de GELNER.

Qui meurt pour le charbon n'est pas un moindre héros que celui qui meurt pour la patrie. C'est toujours la même chose. Ce sont les mêmes dividendes.

11e ANNÉE. — N° 49.

7 AVRIL 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir au supplément le dessin de Walter Crane.

SOMMAIRE

LA CONVENTION

MONTAGNE ET GIRONDE

I

Le 21 septembre 1792 s'ouvrait enfin la Convention, cette assemblée que l'on a si souvent représentée comme le vrai type, l'idéal d'une assemblée révolutionnaire.

Les élections avaient été faites au suffrage presque universel, par tous les citoyens, actifs et passifs, mais toujours à deux degrés, c'est-à-dire tous les citoyens avaient d'abord élu les assemblées électorales, et celles-ci avaient nommé les délégués à la Convention. Ce mode d'élection était évidemment favorable aux riches, mais, comme les élections se firent en septembre, au milieu de l'effervescence générale produite par le triomphe du peuple au 10 août, et que beaucoup de contre-révolutionnaires, terrorisés par les événements du 2 septembre, préférèrent ne pas se montrer du tout aux élections, elles furent moins mauvaises : tout ce qu'il y avait de plus révolutionnaire, soit à Paris, soit dans les départements, trouva son chemin à la Convention. On y rencontre, en effet, tous les révolutionnaires connus du club des Cordeliers, des Jacobins et de la Gironde. A Paris, la liste de Marat passa en entier.

Cependant l'élément « modérantiste » dominait tout de même, et Marat écrivait, dès la première séance, qu'à voir la trempe de la plupart des délégués, il désespérait du salut public. Il prévoyait que leur opposition à l'esprit révolutionnaire allait plonger la France dans des luttes sans fin. « Ils achèveront de tout perdre, disait-il, si le petit nombre des défenseurs du peuple, appelés à les combattre, n'ont le dessus et ne parviennent à les écraser. » Nous verrons tout à l'heure combien il avait raison.

Mais les événements eux-mêmes poussaient la France vers la République. Lorsqu'on apprit que l'ennemi approchait de Paris — avec la connivence des Tuileries, — l'entraînement populaire fut tel, que les modérantistes de la Convention n'osèrent résister au courant qui emportait la royauté. Dès sa première séance, la Convention prononça l'abolition de la royauté en France et reconnut la République. Marseille, nous l'avons vu, ainsi que quelques autres villes de province, avaient déjà demandé la République avant le 10 août; Paris l'avait fait solennellement depuis le premier jour des élections, et le club des Jacobins s'était aussi décidé à se déclarer, enfin, républicain. Il le fit dans sa séance du 27 août, après la publication des papiers trouvés aux Tuileries dans l'armoire de fer. La Convention suivit Paris. Elle abolit la royauté et proclama la République dans sa première séance, le 21 septembre 1792 (1).

* *

Trois partis, bien distincts, se rencontrèrent dans la Convention : la Montagne, la Gironde et la Plaine, ou plutôt le Marais. Les Girondins y dominaient. Ils avaient déjà fourni au roi, dans la Législative, le ministère Roland, et ils briguaient la réputation « d'hommes d'Etat ». Composé d'hommes éduqués, élégants, fins et politiciens, le parti de la Gironde représentait les intérêts de la bourgeoisie industrielle, mercantile et foncière, qui se constituait rapidement sous le nouveau régime. Avec l'appui du Marais qui lui était acquis, ce parti devait nécessairement dominer dans une assemblée politique. C'est en effet parmi eux que fut pris le nouveau ministère républicain. Danton seul, dans ce ministère, représentait la révolution populaire : il appartenait au club des Cordeliers.

La Montagne, composée de Jacobins, comme Robespierre, Saint-Just et Cambon, de Cordeliers, comme Chaumette et Marat, et appuyée par les révolutionnaires populaires de la Commune, comme Hébert, ne s'était pas encore constituée comme parti politique : cela ne se fit que plus tard, par les événements mêmes. Pour le moment elle ralliait ceux qui voulaient marcher de l'avant et faire aboutir la Révolution à des résultats tangibles : c'est-à-dire détruire la royauté et le royalisme, écraser la force de l'aristocratie et du clergé, abolir le féodalisme, affermir la République.

Et enfin la Plaine, ou le Marais, c'étaient les indécis, sans convictions arrêtées, mais toujours propriétaires et conservateurs d'instinct, — ceux qui font la majorité dans toutes les assemblées représentatives. Soutenant aujourd'hui les Girondins, ils les lâcheront au moment du danger. La peur les fera soutenir ensuite la terreur rouge, avec Saint-Just et Robespierre, et plus tard ils feront la terreur blanche, lorsque le coup d'Etat de Thermidor aura envoyé Robespierre à l'échafaud.

L'ancien groupement par clubs, — les Feuillants, ou constitutionalistes-monarchistes, les Jacobins, les Cordeliers, — cède ainsi à de nouveaux groupements. Les Feuillants se dissimulent dans la Plaine et la Gironde; une forte partie des Jacobins est du parti de la Gironde, mais, d'autre part, un grand nombre de Cordeliers sont entrés au club des Jacobins et constituent, avec les plus avancés de ceux-ci, le parti de la Montagne.

* *

On eût pu croire que maintenant la Révolution allait se développer sans obstacles et suivre sa marche naturelle, dictée par la logique des événements. La déchéance du roi, la proclamation de la République, une constitution républicaine, pour remplacer celle de 1791, la guerre à outrance contre les envahisseurs; et, en même temps, l'abolition définitive de ce qui faisait la force de l'ancien régime : les droits féodaux, la puissance du clergé, l'organisation

(1) La royauté fut abolie par un décret spécial. Mais le mot « République » n'y était pas prononcé. Le régime républicain ne fut reconnu qu'incidemment, au cours d'une discussion sur le sceau d'une des administrations. Même avec le roi emprisonné au Temple, la majorité de la Convention se cramponnait encore au passé.

royaliste de l'administration provinciale. Tout cela découlait nécessairement de la situation.

Eh bien, *la* bourgeoisie, *arrivée* au pouvoir et représentée par « les hommes d'Etat » de la Gironde, n'en voulait pas.

La déchéance? — Mais pas du tout! Il y avait à la Convention un parti, très fort, qui voulait que l'on restituât au roi une partie, du moins, de ses attributions.

Quant à se débarrasser du traître qui avait amené les Allemands jusqu'aux portes de Paris, quant à exécuter Louis XVI, la Gironde s'y opposait de toutes ses forces. Plutôt la guerre civile que ce pas décisif! Non pas par peur des vengeances de l'étranger, puisque c'étaient les Girondins eux-mêmes qui avaient tenu à engager la guerre contre l'Europe, mais *par peur du peuple français*, et surtout du Paris révolutionnaire. Même lorsque le serrurier Gamain, qui avait fait pour le roi, au mois de mai, une armoire secrète dans un mur des Tuileries, afin d'y conserver des documents secrets, dénonça en novembre l'existence de cette armoire, et que l'on y trouva des documents qui prouvaient la duplicité du roi, — alors même la Gironde ne renonça pas à son espoir d'empêcher l'exécution de Louis XVI et elle l'aurait empêchée, si une partie du Marais, effrayée par l'attitude des faubourgs, n'avait voté avec les Montagnards.

Mais quoi! jusqu'au jour de l'exécution de Louis, il y eut dans la Convention des hommes qui espéraient pouvoir enlever la famille royale, emmener le roi hors de France et le mettre à la tête des armées étrangères! Et quand on pense que la trahison royaliste avait pénétré jusque dans la Commune de Paris, et que sur les deux membres que la Commune avait préposés à la garde de la famille royale dans le Temple, un s'était laissé acheter par le roi, on voit alors que ces plans n'étaient pas de pure fantaisie.

Au fond, la République répugnait à la bourgeoisie, et même parmi les révolutionnaires en vedette on parla de maintenir la royauté, en remplaçant Louis par un Orléans, — Philippe-Égalité. Un moment — on le croirait à peine — il y fut même question de Brunswick, l'envahisseur, et même du duc d'York, l'héritier du trône anglais! On parla aussi entre Girondins d'une république girondine dans le Midi, mise sous la protection de l'Angleterre. Tellement la bourgeoisie craignait l'avènement d'une république populaire (1)!

* *

Quatre mois se passèrent ainsi en hésitations, et lorsque la Convention se décida enfin, en décembre, à juger le roi, les Girondins employèrent tous les moyens pour empêcher la condamnation, et ensuite l'exécution du roi. Ils demandèrent d'abord l'appel aux assemblées primaires; puis, défendant le roi pas à pas, ils demandèrent la réclusion, au lieu de la peine de mort; le sursis de la peine, au cas où elle serait prononcée; l'appel au peuple pour confirmer la sentence... Il fallut que les faubourgs s'en mêlent en prenant une attitude menaçante, ce qui amena une partie de la Plaine à voter avec les Montagnards. Et encore la condamnation ne fut prononcée que par une majorité de 53 voix sur 721 votants, — de 26 voix seulement, si l'on exclut les votes conditionnels. Et ceci, à un moment où il était de toute évidence que laisser le roi vivre, c'était armer une moitié de la France contre l'autre moitié; c'était livrer une bonne partie de la France à l'invasion étrangère, et enfin, ce qui était le plus terrible, c'était arrêter la Révolution au moment où, après trois années de tourmentes, durant lesquelles rien de durable *n'avait* encore été *réalisé*, une ère nouvelle de régénération était sur le point de s'ouvrir pour la France.

On voit très bien aujourd'hui qu'au fond, non seulement la Plaine, mais les trois quarts des Girondins étaient tout aussi royalistes que les Feuillants. Si quelques-uns de leurs meneurs rêvaient une sorte de république antique, sans roi, mais avec un peuple docile aux lois faites par les riches et la gent éduquée, le grand nombre se faisait très bien à la royauté. Ils l'ont bien prouvé, après le 31 mai, en donnant appui aux soulèvements royalistes en Bretagne et dans le Midi, et en faisant si bon ménage avec les royalistes après le coup d'Etat de Thermidor.

Cela se comprend d'ailleurs très bien, puisque l'essentiel, pour eux, était *l'établissement du régime bourgeois*, qui se constituait alors, dans l'industrie et le commerce, sur les débris du féodalisme, — « le maintien des propriétés », comme Brissot aimait à s'exprimer.

De là aussi leur haine du peuple et leur amour de « l'ordre ».

Cette haine, cette méfiance du peuple éclate déjà lors des premières discussions sur la guerre. On sait que c'est eux qui avaient voulu et appelé la déclaration de la guerre à l'Autriche. Ils y voyaient le *seul* moyen de détruire le pouvoir de la Cour et d'arriver à un régime constitutionnel, — le seul moyen, parce qu'ils ne voulaient à aucun prix de l'appel à la révolution populaire. Quand Robespierre, qui combattait le parti de la guerre, leur disait que la guerre coûterait immensément, que l'Europe se coaliserait contre la France, et que la France serait trahie par ses généraux royalistes, — « Tant mieux! » répondaient les Girondins, « il nous faut des trahisons », ce sera le moyen de combattre la Cour. A quoi Marat, trouvant le vrai mot de la situation, leur disait : *C'est parce que vous ne voulez pas l'appel au peuple, à l'insurrection populaire, que vous voulez la guerre!* » Et comme c'était vrai! Les villes et les campagnes ravagées, — qu'est-ce que cela leur faisait, en effet, pourvu qu'eux arrivent au pouvoir! Le peuple en révolution leur faisait infiniment plus peur que la royauté. Et comme cela se voit bien aujourd'hui en Russie!

Aussi, au lendemain même du 10 août, le premier soin des Girondins fut de demander (et d'obtenir) la dissolution de la Commune révolutionnaire de Paris. Et quelques jours plus tard, lorsque le mouvement prit à Paris cette tournure farouche contre les royalistes qui amena au massacre des 2 et 3 septembre dans les prisons, les Girondins ne songèrent nullement à apaiser la colère et les soupçons du peuple. Leur unique pensée fut d'organiser une dictature anonyme *des sections riches de Paris*, pour garantir aux riches « *secours et défense des propriétés* ».

Voilà le parti qui dominait dans la Convention, — cette assemblée qui représente l'idéal des socialistes étatistes.

PIERRE KROPOTKINE.

(*A suivre.*)

(1) Les Girondins ont-ils réellement pensé un moment à Brunswick? La question, probablement, ne sera jamais tranchée. Mais ce qui est un fait, c'est que Carra, éditeur des *Annales patriotiques*, un des principaux organes de la Gironde, parla de Brunswick en ces termes, dans le numéro du 19 juillet 1792 : « Jamais, disait-il, les Prussiens n'ont voulu détruire les Jacobins ; les cours de Brandebourg et de Hanovre ne sont pas si maladroites »... Puis viennent des éloges au duc : « C'est le plus grand guerrier et le plus habile politique de l'Europe, que ce duc de Brunswick ; il est très instruit, très éclairé, très aimable : il ne lui manque, peut-être, qu'une couronne, je ne dis pas pour être le plus grand roi de la terre, mais pour être le véritable restaurateur de la liberté en Europe. S'il arrive à Paris, je gage que sa première démarche sera de venir aux Jacobins et d'y mettre le bonnet rouge. » Carra était-il seul à lancer ce ballon d'essai? Dans un parti dont les membres se voyaient continuellement et discutaient tout ensemble, ce ne serait pas probable.

CHEZ LES MINEURS

La mine a rendu des vivants; les mineurs, consultés sur la reprise du travail, ont décidé la continuation de la grève. Ces deux faits, d'une importance capitale, ont profondément modifié une situation qu'un moment l'on pouvait croire sans issue.

On avait pu craindre un instant, en effet, que les mineurs ne sachent pas profiter cette fois encore d'une situation on ne peut plus favorable à une amélioration de leur sort.

Tout d'abord, si l'imbécillité et l'ignorance des ingénieurs des mines éclata jamais, c'est bien le jour où, malgré leurs affirmations répétées qu'il n'y avait plus un seul être vivant dans la mine, les 13 survivants se sont présentés à l'accrochage.

Ce que Messieurs les ingénieurs ont dû les maudire, ces 13 courageux qui, après vingt jours et vingt nuits d'inimaginables souffrances, ont fait mentir leur prétendue science!

Car il n'y a pas à le nier, ingénieurs et directeurs n'ont absolument rien fait pour s'assurer que la mine ne recélait plus de survivants. Eteindre le feu, sauver par tous les moyens le *capital* que représente la mine, c'est la seule chose dont ils se soient préoccupés depuis le début de la catastrophe.

Froidement, ils ont sacrifié des vies humaines pour sauver les dividendes futurs.

Car, lorsqu'au lendemain de la catastrophe, le délégué Simon, dit Ricq, descendit — après que la Compagnie lui eut fait signer un papier comme quoi elle ne répondait pas de sa vie — et qu'il ramena 17 de ses camarades, les ingénieurs affirmaient déjà qu'il ne pouvait plus y avoir de survivants. Ricq fit tout pour redescendre mais ne put obtenir qu'on lui en fournit les moyens, malgré le rapport catégorique dans lequel il affirmait avoir entendu appeler :

« J'ai crié, dit Ricq dans ce rapport, dans le puits; personne n'a répondu. J'ai crié une seconde fois en disant que c'était moi, j'entendis répondre : « *Ricq, viens donc nous débarrasser!* »

« Nous avons essayé de nous approcher de l'endroit où le barrage avait été fait pour circonscrire le feu, à 40 mètres de l'accrochage. Nous n'avons pu approcher jusque-là. Nous avons essayé de descendre le burtia de 280 à 303 mètres, mais il n'y avait plus d'échelles... »

Il est à croire que les ingénieurs craignaient que les survivants ne fussent aussi des témoins de leur imprévoyance et de leur ignorance.

L'acharnement qu'ils mirent à combattre l'incendie, sans même se rendre compte — ce qui était faisable, puisque cela a été fait depuis la remonte des 13 survivants — que les autres parties de la mine ne recélaient plus de travailleurs vivants, est bien le fait le plus monstrueux que l'on puisse imaginer.

Que d'autres travailleurs qui auraient pu être facilement sauvés soient morts depuis cela ne fait aujourd'hui de doute pour personne. Ricq avait entre autres déconseillé de boucher le puits n° 3 et nul doute maintenant que des malheureux sont venus trouver la mort là où pouvait être le salut.

Même chose au puits n° 4 de Sallaumines, bouché depuis plus de quinze jours sous prétexte que l'air y était irrespirable et où, devant l'insistance de la population, des femmes notamment, le délégué mineur Dacheville a pu descendre lundi dernier et qu'il a exploré en partie.

J'avoue que les mots me manquent pour qualifier comme il le conviendrait l'attitude de tous ces ingénieurs que la foule exècre à tel point aujourd'hui, qu'ils ne peuvent plus s'éloigner du carreau de la mine et que les autorités doivent faire accompagner par des soldats, baïonnette au canon.

Oui, la vérité éclate aujourd'hui : les ingé-

nieurs ont tout fait — les pompiers de Paris et les sauveteurs allemands n'ont pas été occupés à autre chose — pour sauver la mine, à dire le capital; rien n'a été fait pour sauver les vies humaines, et jamais peut-être le dédain des capitalistes pour la vie des travailleurs n'est apparu aussi indéniable que dans cette triste et pénible circonstance.

Oh! je sais: il y a une commission d'enquête; mais l'on peut être tranquille, les loups capitalistes ne se mangent pas entre eux et l'on saura bien avoir raison des deux délégués mineurs — dont un est l'ami de Basly — représentant les ouvriers comme on a eu raison de l'entêtement de Ricq voulant quand même aller sauver ses camarades.

Je passe sous silence les palabres officiels, discours et remise de croix et ne puis formuler qu'un vœu : c'est que les mineurs ne se laissent pas duper par ces comédies qui n'ont au fond qu'un but, détourner leur attention de leurs véritables intérêts.

* *

Et ce qui me fait espérer qu'ils ne se laisseront pas si facilement duper, c'est que contrairement à l'attente générale, le referendum a donné une majorité considérable en faveur de la grève, au grand désappointement de Basly et de ses amis qui avaient bien cru, par ce moyen, l'enrayer.

Une grève au moment où la période électorale va s'ouvrir, c'est toujours de l'imprévu et Basly aurait tout fait pour l'éviter, comme le constatait Lozé dans un article de *L'Économiste Français* (1) paru la veille même de la catastrophe.

« Nos organisations ouvrières, écrivait M. Lozé, sont trop peu dégagées de préoccupations politiques pour qu'il en soit autrement. Ce serait gravement compromettre des candidatures que de les exposer au mécontentement suscité par les souffrances du chômage ou le désastre d'une grève non couronnée de succès. »

Et cela est exact, la grève continue contre la volonté des dirigeants du vieux syndicat et parce que, emportés par la tourmente, ils n'ont pas pu l'enrayer comme ils l'espéraient bien.

Pour assurer le succès, les camarades de la jeune Fédération ont abandonné, momentanément tout au moins, leurs revendications plus claires et plus nettes de 8 heures-8 francs. Il s'agit maintenant d'obtenir l'incorporation de la prime de 30 0/0 dans le salaire de base de 4 fr. 80 auquel on ajouterait une nouvelle prime de 15 0/0. J'ai essayé de démontrer la semaine dernière — et c'est l'avis de nombreux militants de la mine — que cela ne changerait pas grand'chose, mais les Compagnies se refusent quand même à céder.

La grève est à peu près générale dans les deux bassins du Nord et du Pas-de-Calais et l'on peut estimer à 50.000 pour le moins le nombre des mineurs en grève.

Et cette recrudescence du mouvement, et la participation effective des camarades les plus décidés faisant partie de la jeune Fédération, a redonné de la vigueur à la grève. Les mineurs, qui savent qu'ils ne peuvent vaincre que s'il y a unanimité parmi eux, font tout pour empêcher les jaunes, *les rouffions* comme ils les appellent, d'aller travailler. Des patrouilles nocturnes sont organisées et ceux qui tentent de se faire les complices des Compagnies sont entraînés par les *patrouilleurs*. C'est le meilleur moyen qu'ont trouvé les mineurs pour enrayer les petites lâchetés individuelles.

Les journaux bourgeois dévoués aux Compagnies font grand bruit autour de ce qu'ils appellent si pompeusement des « atteintes à la liberté du travail », mais ce ne sont là que des exagérations destinées à effrayer les bourgeois et à forcer la main aux gouvernants. La plupart du temps, j'ai pu m'en rendre compte par moi-même, les « débauchés » ne sont pas fâchés que leurs camarades leur fournissent un prétexte de se joindre à eux.

L'on signale bien quelques récalcitrants dont les carreaux auraient été cassés et la porte défoncée (1), mais, somme toute, il y a loin de la réalité au sombre tableau que font de la situation la plupart des journaux bourgeois. C'est ainsi qu'il a été fait justice de ces histoires de patrouilleurs empêchant les sauveteurs de se rendre à la mine. Cela est faux, archifaux, et les ingénieurs eux-mêmes ont dû convenir qu'ils avaient toujours eu suffisamment de personnel pour coopérer au sauvetage.

Les exagérations voulues des journaux bourgeois ont, par contre, servi à faire augmenter les mesures de répression. L'on ne rencontre plus autour des puits que patrouilles de gendarmes, de dragons ou de hussards, sans compter les lignards qui, baïonnette au canon, gardent les puits. Cela, bien entendu, n'a pas manqué de produire quelques conflits. Dans certains endroits, les grévistes, énervés par les patrouilles, ont tendu, dans les rues étroites des corons, des fils de fer sur lesquels les chevaux sont venus buter. Quelques charges, auxquelles les grévistes ont répondu en lançant des briques ou des pierres, ont eu lieu sur certains points, mais fort heureusement sans produire d'incidents graves.

L'on avouera cependant que la « stricte neutralité » du ministère radicalo-socialiste Clemenceau-Briand ressemble à s'y méprendre à la défense nettement capitaliste de n'importe quel gouvernement résolument bourgeois.

Enfin, certains journaux font grand bruit de quelques pétards qui auraient éclaté par-ci par-là. L'habitude professionnelle de se servir de dynamite est tellement grande chez les mineurs que, même au jour, ils n'y résistent pas, mais, somme toute, à part quelques rails endommagés, il n'y a rien de bien grave à signaler de ce côté-là non plus.

* *

En dernière heure, les Compagnies consultées à nouveau font répondre qu'elles se refusent à examiner à nouveau la situation, sous prétexte qu'elles ne peuvent aller au delà de ce qu'elles ont déjà concédé. Bien mieux, elles menacent de retirer ce qu'elles avaient d'abord promis.

C'est donc la grève à outrance.

* *

Dans la Loire, la grève est annoncée pour le 5 avril et il se pourrait que le mouvement s'étende aux mineurs du Gard, de l'Aveyron et de Montceau-les-Mines.

C'est partout, cette fois, le réveil des forçats de la mine.

P. Delesalle.

(1) Cité par P. Delaisi dans la *Revue de l'Opinion*.

(1) L'on a cependant à regretter un mort : un gréviste a été tué par un « rouffion » apeuré.

La Tyrannie de la Police

(*Suite*).

Arrêté vers 9 h. 1/2 du matin, j'attendais encore à 3 heures du soir ce que l'on voudrait bien faire de moi. Gardé à vue, on m'avait refusé de prévenir qui que ce soit. Enfin on me demande. Je suis introduit dans le cabinet du commissaire outragé. Il me fait étaler les papiers que j'ai dans mes poches, puis me dit de les reprendre. Et il m'interroge : mon nom, mon âge, mon domicile, etc., me demande de raconter la scène, comme s'il n'en avait pas été lui-même le principal acteur. Il dicte mes réponses à un secrétaire; mais ces réponses sont de simples propositions, il faut les relier, faire un peu de littérature; c'est l'interrogateur qui se charge de ce soin. Puis il me dit de signer. Je signe, je pense déjà être débarrassé. « Je suis obligé de vous déférer au Parquet, me dit-il. S'il ne tenait qu'à moi, l'affaire n'aurait pas de suite. » Je note comme banalité que dans tous les cas de ce genre la personne qui vous inculpe est toujours aux regrets, que c'est à son corps défendant, etc. « Mais M. le Procureur a voulu qu'il y ait un exemple. » Et s'animant légèrement : « Comment, vous, un médecin, venir m'insulter dans des conditions semblables, venir me déranger (*sic*) dans une opération si difficile, si énervante, quand j'avais affaire à une bande de gens, de gens malpropres qui se seraient moqués de moi si je n'avais pas fait preuve d'énergie. Et vous venez vous en mêler aussi! Mais alors le métier ne serait plus tenable, il n'est déjà pas si drôle. » Et en moi-même je me dis que c'est vrai, qu'il faut que chacun fasse en sorte que toutes les professions nuisibles deviennent intenables, qu'il faut que chacun rende impossible l'exercice de la répression étatiste et policière; alors s'écrouleront, comme la statue aux pieds d'argile, toutes les lois de coercition. Mais je garde mes réflexions pour moi, je suis dans la gueule du loup. Et ma victime termine indignée : « Eh bien! il faut réagir, il faut que force reste à la loi. »

Alors je m'aperçois que je viens d'être interrogé par celui que j'ai offensé et que l'interrogatoire a eu lieu hors de la présence d'un avocat. Mais la loi qui oblige chaque inculpé à être assisté? Ah! la loi, elle n'est sans doute pas faite pour les magistrats.

On m'emmène par des escaliers, des couloirs, un souterrain, et j'arrive à une salle des pas perdus où des gens minables attendent, escortés de gardes municipaux. Des avocats en robe et en toque sont çà et là dans des poses qui me rappellent les dessins de Daumier; et ce spectacle m'apparaît si ridicule que je ne crois plus être dans la réalité. Il me semble que j'ai été transporté dans un monde étrange, irréel, dont je ne comprends pas les mœurs et qui me paraît inconnu.

Mais nous entrons dans le cabinet du substitut de service, et ce monsieur recommence mon interrogatoire. Comme le commissaire, il prend la peine de rédiger mes réponses, d'ajouter par-ci par-là une conjonction, un adverbe, peut-être un bout de proposition. Je me rends compte que cette traduction est tout à fait différente de celle qui vient d'être faite par M. Blot; celle du substitut prend une tournure plus favorable.

Il faut encore signer et je vais attendre dans une pièce nue le moment de comparaître. Ce n'est pas long. Me voici enfin dans la salle de correctionnelle. Je regarde le président, c'est un monsieur aux moustaches cirées qui se donne les allures d'un officier de cavalerie (1).

Mais déjà M. Blot s'avance pour faire sa déposition ou plutôt son réquisitoire. Je remarque pour la première fois qu'il porte à sa boutonnière le ruban d'officier d'académie. Je n'ai pas le loisir de me demander pour quelle raison M. Blot a bien pu obtenir cette décoration; la question est sans intérêt. Je cherche à comprendre ce qu'il dit. Il termine en ajoutant qu'il n'a rien contre moi personnellement — le bon apôtre! Mais le président l'arrête immédiatement : « Vous n'avez qu'à faire respecter votre écharpe. »

C'est à mon tour. On me pose une ou deux questions; mais ce que je réponds n'a aucune importance, le président ne paraît s'être adressé à moi que pour la forme. J'avais cru que je pourrais m'expliquer, et je sens l'hostilité du tribunal. Je bredouille. Derrière moi un avocat bien intentionné me souffle une phrase de regret

(1) J'ai su ensuite que c'était le président Poncet, sur lequel le *Cri de Paris* du 4 mars 1906 donne quelques renseignements intéressants.

que je répète dans mon désarroi. Le juge me demande : « Voulez-vous la remise à huitaine? » Je réfléchis rapidement et j'établis que huit jours de répit, c'est huit jours de prison et huit jours d'angoisse. J'aime mieux que ce soit fini tout de suite. Après tout, je suis certain d'avoir le sursis. D'un air détaché le président me décoche quinze jours d'emprisonnement sans sursis.

Les gardes municipaux m'entraînent aussitôt. On me pousse au bout d'un petit couloir. Là s'ouvrent une série de petites boîtes grillagées qui donnent l'idée d'une ratière à loges multiples. On me fait entrer dans une de ces cellules et me voici seul dans l'obscurité, livré à mes réflexions.

La tristesse du lieu, les inquiétudes de la journée et la brutalité inattendue de la condamnation produisent en moi l'abattement le plus pénible que j'aie éprouvé dans cette journée. Je songe à ma famille que je n'ai pu prévenir, à l'angoisse de ma femme, et c'est cette préoccupation qui m'accable le plus. Je pense aussi aux conséquences matérielles qui vont résulter pour moi de cette aventure. Je n'ai pas besoin d'ajouter que je ne ressens aucune honte de ce qui vient de m'arriver.

D'ailleurs nous sommes habitués dans la famille aux désagréments de ce genre. Je suis le troisième personnage de ma race qui fait connaissance avec la prison. Le grand-père de ma grand'mère fut arrêté en 1793 pour avoir, comme maire d'un petit pays, délivré un passeport à un ci-devant; il est vrai qu'il fut acquitté. Le second, mon grand-père, fut envoyé au bagne en 1852 par le gouvernement impérial à cause de ses opinions républicaines. Je suis le troisième et le moins à plaindre. Mon trisaïeul a dû passer des heures d'angoisse terrible, car il avait les plus grandes chances d'être guillotiné. Mon aïeul, lui, a connu pendant plusieurs années les souffrances du ponton d'abord, de la déportation ensuite. Il avait conservé de ses malheurs une méfiance extrême des mouchards de tout acabit, qu'ils fussent au service de l'empire ou à celui de la République. J'ai hérité de cette aversion trop explicable et trop légitime vis-à-vis des gens de police.

Après un temps plus ou moins long on me tire de mon trou pour me faire monter avec une dizaine de pauvres diables dans le panier à salade. Auparavant je demande encore une fois à avertir ma famille. On me répond que c'est impossible et que je fasse ma réclamation à la prison de la Santé.

La voiture part. J'entends mes voisins se raconter en criant leurs impressions d'audience. Ce sont des souteneurs. L'un dit : « Si j'attrape plus de deux piges, je me marie avec Génie. Comme ça elle verra que je tiens à elle, que c'est sérieux, et elle m'attendra. » Du diable si je m'étais imaginé que les souteneurs avaient du mariage, lien légitime et inviolable, la même conception que les juges!

La Santé ! Nouvelles formalités. Je passe au greffe : mon nom, mon âge ? etc. Puis le scribe demande : « Quelle religion ? » Je suis ébahi. Est-ce que la loi de la séparation n'est pas votée ? Alors en quoi l'Etat est-il intéressé à connaître ma religion ? Pendant que je roule ces pensées, le scribe écrit un C. en disant : catholique ! — Mais je ne suis rien ! » On ne m'écoute pas, on m'entraîne à la toise. Et je pense que le commis greffier doit être un franc-maçon, joyeux d'inscrire comme catholique le plus de criminels possible, pour faire monter la statistique. Je me remémore l'histoire de ce juif de Russie condamné à être pendu et qui voulut, au pied de l'échafaud, se convertir à l'orthodoxie. Comme le bourreau s'étonnait d'une foi si subite, le condamné, avant de passer la tête dans le nœud coulant, se vanta que la honte d'un supplice ignominieux retomberait sur un orthodoxe et non pas sur un juif.

Les formalités accomplies, je demande à envoyer un télégramme à ma famille. C'est encore une fois impossible, il faut attendre au lendemain.

. . . .

Quatre jours ont passé. J'ai fait appel, et le mercredi soir on me relâche. Je suis en *liberté provisoire*, comme vous tous d'ailleurs, camarades. Le lendemain matin, j'apprends que je suis révoqué par la Compagnie d'assurance-vie qui m'emploie. Cette Compagnie est américaine; elle a été compromise avec les autres dans les tripotages scandaleux qui ont éclaté dernièrement aux Etats-Unis. Mais elle ne me trouve pas assez pur pour son service. Toutefois ce n'est pas tant mon arrestation qu'on me reproche que mes opinions politiques et surtout d'avoir écrit une brochure, *Syndicalisme et révolution*. Ces opinions peuvent être dangereuses pour une Compagnie étrangère, d'ailleurs elles sont intolérables (1).

Cependant je n'ai jamais caché mes opinions, tout le monde les connaissait. La police est certainement passée par là. Suivant sa tradition elle a dû aller trouver mes patrons, tout prêts d'ailleurs à obéir au chantage. Je retrouve dans la bouche de mes nouveaux accusateurs le reproche d'être en relation avec les fripouilles de la Bourse du Travail, et aussi d'avoir dans ma brochure excité la populace à supprimer les gens de police.

. . . .

Mercredi 28 mars. — Je suis convoqué à la chambre des appels de police correctionnelle. J'entends la lecture de l'acte d'accusation, le rapport du commissaire, sous-chef de la sûreté. J'apprends que M. Robert Blot était chargé de perquisitionner à la *Voix du Peuple* en vertu des poursuites exercées d'après la loi sur les menées anarchistes contre le sieur Griffuelhes, inculpé d'excitation au vol et au meurtre en bande. Je suis accusé d'avoir dit: Vous êtes commissaire de police, eh bien ! vous faites un sale métier! Je n'ai certainement pas prononcé une phrase aussi longue. Mais je n'ai rien à dire. Je suis confirmé dans mes quinze jours de prison avec application de la loi de sursis.

M. Pierrot.

(1) Celui qui me reproche ma propagande est, m'a-t-on dit, un des principaux actionnaires et un des administrateurs des usines d'Hennebont où une grève violente eut lieu, il y a deux ans. Réactionnaire et nationaliste, se réclamant à chaque instant de l'intérêt national et de la prospérité de l'industrie française, il a installé à Odessa en Russie une usine similaire pour faire concurrence à la main-d'œuvre française. Dame! en Russie les salaires sont plus bas, les ouvriers plus résignés, tout au moins jusqu'à présent, et incapables de faire appliquer les maigres lois de philanthropie qui sont censées les protéger. Notre homme ne se vantait-il pas cyniquement d'avoir pu donner des pourboires aux inspecteurs du travail jusqu'au début des événements révolutionnaires.

Le bon Juge doit être antimilitariste

M. Séré de Rivières publie dans le *Courrier Européen* des aperçus, relatifs à « La Crise du Mariage », qui méritent d'être signalés.

Nous y voyons que le nombre des divorces, en France, a été en moyenne entre 1896 et 1900 de 27 pour 1000 mariages ; en 1901, de 34 ; en 1902, de 37, qu'à Paris, il a été prononcé un divorce pour 10 mariages! C'est déjà coquet. Si la progression continue, la moitié bientôt de ceux qui ont pris un engagement « pour la vie » le rompront, pour le moins une fois, sinon deux ou trois, dans le cours de leur existence.

Tant mieux pour eux, et aussi pour la preuve palpable que les lois de la nature briseront toujours facilement le frêle échafaudage des règlements édifiés par les robins.

Mais il reste à résoudre la question galette, éternelle pierre d'achoppement de tous les essais d'émancipation.

Dans sa conscience de « bon juge », M. Séré de Rivières a essayé de la résoudre par une bonne loi en 12 articles dont l'application est, naturellement, confiée aux tribunaux.

Comment agirait-elle, dans un cas analogue à celui-ci, qui est loin d'être exceptionnel ?

Deux jeunes gens se plaisent ; un beau soir, ils se le prouvent. Rien de plus naturel ; puis, ce qui ne l'est pas moins, la jeune fille se trouve enceinte.

Selon la morale courante, qu'adopte dans ses termes mêmes M. Séré de Rivières, « les coupables sont tenus de réparer leur faute », c'est-à-dire de s'épouser, ou tout au moins de reconnaître l'enfant.

Oui, mais le jeune homme n'a pas encore satisfait aux exigences d'une autre loi, celle qui le force à tout abandonner pour passer deux ans à la caserne, au service de la patrie ou d'un des galonnés qui la représentent.

Est-ce avec sa solde qu'il subviendra aux besoins de sa femme et de son gosse ? Changé brusquement de milieu livré aux suggestions des paroles et des exemples de tous ceux qu'a déjà corrompus une vie anormale, il viendra de plus en plus rarement, écrira à de plus longs intervalles et, au bout de deux ans, aura presque fatalement oublié la créature qui lui a procuré un moment de plaisir, et les conséquences qui en sont résultées.

Pendant ce temps elle, la délaissée, a fui sa famille ou quitté sa place pour dissimuler au public les preuves impardonnables qu'elle est une créature humaine et qu'elle a accompli l'acte le plus essentiel qui soit imposé à tout être vivant ; mais qui, dans notre société, ne saurait se passer sans quelques petites formalités.

Faute de ne s'y être pas astreinte, elle se meurt de honte, de souffrance cachée et de misère, dans quelque coin. On la recueille, comme une vagabonde, pour qu'elle ne donne pas le scandale d accoucher dans la rue ; et puis... débrouille-toi, avec ton gosse.

Ecoutez M. Séré de Rivières : « Il est contraire à la justice et à la logique que ce soit l'enfant ou la collectivité qui supportent la charge des naissances irrégulières... »

C'est bien dit. Mais il est encore plus contraire à la justice et à la logique : 1° d'appeler certaines naissances régulières et d'autres irrégulières, à moins que les premières ne s'effectuent par la bouche ou par l'oreille, comme il advint, selon Rabelais, pour son héros ; 2° que la société mette les parents dans l'impossibilité de supporter les charges dont précisément elle ne veut pas s'embarrasser.

Supprimez le service militaire, rémunérez le travail à sa valeur réelle, ne déshonorez plus ceux qui procréent sans avoir prévenu Monsieur le Maire qu'ils se sentaient disposés à tenter de le faire, et la question sera résolue.

Il n'y aura besoin d'aucun nouveau texte de loi, ni d'augmenter le nombre des justiciers ; il suffira, au contraire, d'en supprimer beaucoup.

Conclusion : Si M. Séré de Rivières est conséquent avec lui-même, il doit lever bien haut l'étendard de l'antimilitarisme.

Et dire que les antimilitaristes le verront peut-être bientôt... de l'autre côté du comptoir qui supporte la balance de la justice !

Michel Petit.

SECTARISME

A la réponse que je lui ai faite, Decrept m'en envoie une autre qui tiendrait au [illegible] ns une bonne page du journal.

Au risque d'avoir l'air de justifier la renommée que de « bons amis » me font d'être un pape, un

sectaire, un jacobin, de n'admettre comme valables que les propres idées que j'exprime, je n'insérerai pas la lettre de Decrept.

Parce que je crois la question tellement bien tranchée pour tous les lecteurs des *Temps Nouveaux* que je ne vois pas la nécessité de prendre tant de temps et de place, quand d'autres questions bien plus urgentes nous sollicitent.

Ensuite, depuis très longtemps je suis convaincu qu'il n'y a que dans les brochures de propagande que l'on voit, à la fin de la discussion, l'un des contradicteurs donner raison à l'autre.

En réalité, chacun est tellement pris par son idée que, loin de peser la valeur des arguments de son contradicteur, il n'en cherche que le côté faible pour le « clouer ». Et, avec un peu de gymnastique, on y arrive facilement.

Il faut que le temps, la réflexion, et bien des choses aient passé par là-dessus pour que les convictions se modifient. Il n'y a que les dilettantes ou ceux qui n'ont pas d'idées pour se laisser convaincre par un seul raisonnement.

Je ne vois donc, pour ma part, d'utilité dans ces discussions, que celle de fournir, sur une question, l'occasion de soumettre au lecteur les arguments pour et contre. Et cela n'a d'intérêt pour lui qu'à ce point de vue.

Mais lorsque la discussion tourne à l'aigre, et que les contradicteurs ne font que ressasser leurs premiers arguments, cela perd tout intérêt.

Or, dans sa nouvelle lettre, Decrept, à l'appui de thèse, se contente de nier la valeur de mes arguments et d'ajouter seulement quelques pointes qui veulent être des méchancetés à mon adresse : je ne vois pas la nécessité de le suivre.

Il a fourni son point de vue. J'ai fourni le mien : au lecteur à conclure en tirant de son fonds propre, ce que nous avons pu oublier.

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

Jugements. — Notre camarade Loquier vient d'être condamné, par la cour d'assises d'Epinal, à *six mois de prison sans sursis.*

Il était poursuivi pour avoir donné une brochure antimilitariste à un conscrit, c'est-à-dire à un jeune homme vêtu en civil et dont la qualité de conscrit n'était pas inscrite sur le front. L'eût-elle été, que je me demande depuis quand il n'est plus permis de remettre à un citoyen qui n'est pas encore soldat un imprimé quelconque légalement paru ? O droits de l'homme, où êtes-vous ?

Les débats ont été étouffés ; les témoins à décharge n'ont pu déposer. Le verdict des jurés fut affirmatif sur toutes les questions. Il accordait cependant des circonstances atténuantes. Les jurés auraient, paraît-il, pris de remords, signé un recours en grâce.

Voilà comment les juges civils traitent les antimilitaristes pacifiques. Voici maintenant comment les juges militaires traitent les antimilitaristes guerriers :

A l'exemple des conseils de guerre de Rennes et de Nantes, celui de Bordeaux vient d'*acquitter* le capitaine Couderc-Foulongue, qui avait refusé de faire enfoncer la porte d'une église.

Le civil Loquier ne faisait qu'inciter les conscrits à réfléchir sur la discipline : aussi en a-t-il pour six mois. Le capitaine Couderc met l'indiscipline en pratique, il la prêche par ses actes, en donne l'exemple à ses hommes, il se livre à la propagande par le fait : aussi est-il acquitté.

Félicitons les conseils de guerre. Ils acquittent les chefs refusant d'enfoncer des portes d'églises : bravo ! Ils ne pourront moins faire, le cas échéant, que d'acquitter et même de décorer les soldats qui refuseront d'enfoncer des poitrines humaines. Bravo !

R. Ch.

❖ ❖

Les antimilitaristes. — Dans la Loire, le parquet continue l'enquête sur les signataires de l'affiche antimilitariste. Cinquante camarades environ de Saint-Etienne, la Ricamarie, Firminy, Le Chambon, Grand-Croix et Rive-de-Gier, sont poursuivis. On annonce que l'affaire passera aux prochaines assises de la Loire, et que pour éviter des manifestations, les accusés com[paraî]tront par petits paquets, ceux d'une même commune ensemble. Telle est du moins la nouvelle donnée par la presse locale.

B. G.

Chez les instituteurs. — Il y a quelque temps, le groupement « l'Emancipation de l'Instituteur », adhérant à la Bourse du travail de Nantes, a pris courageusement le titre de « Syndicat de la Loire-Inférieure ».

Parmi ses déclarations, nous relevons celle-ci : « Sortis du peuple, nous n'oublions pas nos origines et nous allons fraterniser dans la Bourse du travail avec toute la classe ouvrière. »

En un tel moment et dans cette contrée aux idées rétrogrades, ce mouvement des instituteurs méritait d'être signalé.

Félixio.

❖ ❖

A Lyon, il avait été fait une affiche, fin janvier, avec 83 signataires.

A Saint-Etienne, un texte analogue recueillit 85 signatures pour Saint-Chamond, Rive-de-Gier, Firminy.

A Lyon, les premiers mandats de comparution ont été lancés. A Saint-Etienne, où l'affiche avait paru trois semaines plus tard, les interrogatoires sont commencés depuis un mois. Les militants connus ont été interrogés. Personnellement étant signataire des affiches de Paris et de Saint-Etienne, j'ai été interrogé pour les deux.

Chose bizarre : Gallet, Dalié, Poncet et moi sommes menacés de la loi de 1894 et de la correctionnelle. Ceux dont les opinions anarchistes ne sont que supposées et point absolument notoires ne sont menacés que des lois de 1881 et de la cour d'assises. Ce ne serait pas banal, pour une même affiche, de voir les uns poursuivis d'une façon, et les autres différemment. Ceci pourrait permettre vis-à-vis des premiers des arrestations préventives à la veille du 1er mai.

❖ ❖

Port-Louis-du-Rhône, *2 avril.* — **Comment et de quelle façon la société bourgeoise cherche à détruire l'action syndicale.** — Les lecteurs des *Temps Nouveaux* connaissent la plupart des faits de la grève de Salins-de-Giraud, distant d'ici de 7 kilomètres. Voici quelques faits nouveaux.

A Port-Louis, la corporation des dockers est, dans son ensemble, animée de sentiments qui n'ont pas le don de plaire à leurs employeurs et aux officines préfectorales.

Aussi, lorsque les camarades de Salins-de-Giraud nous demandèrent d'y monter voir ce qui se passait, toute la presse qui se renseigne auprès du préfet : *Petit Marseillais, Petit Provençal, Lyon-Républicain*, rivalisèrent de calomnies pour effarer la population. Selon eux, les dockers de Port-Louis, descendus à Salins-de-Giraud, avaient tout saccagé et pillé.

Ils se rétractèrent ensuite, mais ils avaient réussi : le préfet était arrivé avec de la troupe, soi disant pour protéger les grévistes et faire respecter la liberté du travail.

Nous lui répondîmes que nous étions fixés sur ce genre de protection ; que nous suffisaient les exemples de Fourmies, Chalon, etc.

Devant l'attitude des hommes et des femmes qui se trouvaient là, le sous-préfet donna l'ordre aux gendarmes de charger, ordre qui, heureusement, ne fut pas exécuté, grâce à l'énergie des manifestants.

Entre temps, le député d'Arles, dans l'intention d'assurer sa réélection, interpella Dubief au sujet des secours aux familles nécessiteuses. Le fameux ministre répondit que les secours étaient en route. ...Et il envoya 600 hommes de troupe.

Les habitations appartenant à la Compagnie, les ouvriers furent expulsés de leurs logements ; on réquisitionna (ordre de guerre) chevaux et charrettes des propriétés voisines — qui avaient refusé de coopérer à cette infamie — pour enlever les meubles des expulsés. Ce furent les gendarmes qui accomplirent cette besogne.

Alors que la bourgeoisie verse des larmes de crocodile sur les victimes de Courrières, voilà 400 familles, 1.200 personnes qui sont, de par la volonté d'un capitaliste, sans travail et sans ressources, sans que personne en souffle mot, s'intéresse à elles.

Quant aux dockers de Port-Louis, on s'y prend d'une autre façon. On a fait courir le bruit qu'il existait un comité terroriste, ayant condamné à mort 19 notabilités. Le directeur d'une usine a même écrit à la direction de Paris que, n'étant plus en sûreté, on eût à pourvoir à son remplacement !

Que les organisations ouvrières ouvrent l'œil. Tous les moyens sont bons contre elles.

Edouard Barrat.

MOUVEMENT OUVRIER

Millerand et ses compères, dans un but électoral facile à comprendre, ont-ils fait assez de battage avec la loi sur les retraites ouvrières ?

Ils n'avaient guère abouti qu'à doter la classe ouvrière d'un nouvel impôt moyennant quoi les ouvriers ayant atteint 60 ans d'âge eussent touché de 0 fr. 75 à 1 franc par jour... à condition d'avoir versé l'impôt durant toute leur existence.

Mais patatras ! voilà que le Sénat menace de démolir la combinaison si difficultueusement élaborée.

Le Sénat vient en effet de nommer une commission pour examiner le fameux projet et le soumettre à l'approbation de la haute assemblée. Or, dans cette commission il se trouve que *treize* membres sont hostiles à l'obligation qui est la base même de la loi et que *quatre* membres seulement lui sont favorables ; de plus, présidents et secrétaires sont parmi les hostiles.

Tout est donc à recommencer. Les *retraites pour les morts*, suivant l'expression courante, ont vécu.

Millerand, homme habile, devra trouver autre chose pour sa campagne électorale.

❖ ❖

La grève des ouvriers verriers en verre noir de Rive-de-Gier continue malgré toutes les pressions patronales.

Les revendications de ces travailleurs ne sont cependant pas exagérées, puisqu'ils ne réclament que l'application du tarif dit de 1881, déjà en vigueur dans d'autres usines similaires de la région et qui comporte : Paiement de 1/10 en sus du cent sur les bouteilles dites à boudines et la casse des rebuts ; le chauffage gratuit et l'indemnité de logement, enfin une meilleure application de l'hygiène — que deviennent donc les fameuses « lois de protection ouvrière » ? — dans l'usine et dans les logements de la Société. Ces revendications sont, on en conviendra, on ne peut plus anodines.

Pour refuser à ces travailleurs ces trop légitimes améliorations, la direction de l'usine invoque je ne sais quel contrat draconien obtenu par des moyens qu'il est préférable de ne pas qualifier.

Pour résister à cet arbitraire patronal, les camarades verriers ont établi des *soupes communistes*. Ils me demandent, ce que je fais volontiers, de faire appel aux lecteurs des *Temps Nouveaux* en leur faveur.

Adresser les fonds au camarade Girod, secrétaire du comité de la grève, Bourse du Travail, Rive-de-Gier (Loire).

P. Delesalle.

❖ ❖

Chez les mineurs de la Loire. — On continue à parler de grève. Des réunions ont été données un peu partout dans le bassin et un peu partout aussi la grève a été votée en principe. Cependant on annonce que les compagnies consentiraient enfin à une entrevue avec les ouvriers. Seulement elles prétendent ne recevoir les délégués qu'à titre d'ouvriers et non comme délégués des chambres syndicales. Il est à remarquer qu'à chaque conflit cette reconnaissance des chambres syndicales se pose. Lors de l'arbitrage qui termina la grève de 1902, les compagnies traitèrent avec le comité fédéral et aujourd'hui elles ne le reconnaissent plus.

Je crois que les réclamations des ouvriers sont les suivantes : 1° Journée de 8 heures pour tous les ouvriers du fond (et non seulement pour les piqueurs, comme le comporte la loi Boudenoot) ; 2° Augmentation de salaire de 0 fr. 50 par jour ; 3° Retraite après vingt-cinq années de service sans condition d'âge.

Un congrès doit se réunir demain mardi, 3 avril, qui examinera la proposition d'entrevue des compagnies. Mais je doute fort que les syndicats consentent à se laisser évincer de l'entrevue.

Il paraît que l'entente est faite entre les syndicats adhérant à la Fédération nationale et ceux adhérant à la Confédération. Je voudrais que cet accord dure, mais...

Ce qui a occasionné la scission, c'est la question de tactique et celle-ci existe toujours.

C'est pour cela que je crains bien que l'accord ne dure guère entre les partisans de l'action directe et leurs adversaires.

Les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais nous le prouvent avec leur grève actuelle.

Il est vrai qu'ici l'accord est fait sur les réclama-

tions à formuler, ce qui est un avantage ; espérons que si grève il y a, il se maintiendra jusqu'à la victoire ouvrière.

ROUSSET-GALHAURAN.

⁂

BELGIQUE

L'antimilitarisme en Belgique. — C'est le 31 mars que s'est déroulé devant la cour d'assises du Hainaut, à Mons, le procès intenté à Henri Fuss-Amoré. Comme on le sait, notre camarade avait écrit un article intitulé : *Paroles de révolte et d'espoir*, dans un numéro antimilitariste spécial de l'*Action Directe*, organe syndicaliste révolutionnaire du pays de Charleroi, numéro qui fut distribué à profusion à l'occasion du tirage au sort, en février dernier. Conçu dans l'esprit qui présida à la rédaction des affiches antimilitaristes françaises, l'écrit incriminé développait cette idée qu'en cas de conflit entre l'armée et des grévistes en révolte, c'est un crime de la part des prolétaires en livrée, de fusiller des prolétaires en bourgeron ; mais comme au refus d'assassiner, les galonnés possèdent le droit de répondre par l'assassinat, il est préférable que les soldats se fassent, s'il le faut, homicides que fratricides. Tel est d'ailleurs le fond des brèves déclarations de notre camarade au jury.

Plusieurs bourgeois, ingénieurs, industriels, anciens camarades d'étude de Fuss, ont témoigné du très sympathique souvenir qu'ils ont gardé de l'accusé, de sa nature essentiellement bonne, généreuse, ardente. Louis de Brouckère, professeur à l'Université Nouvelle de Bruxelles et leader socialiste du Parti ouvrier belge, vint affirmer sa profonde estime et son admiration pour la sincérité et la droiture de la vie de Fuss. Louis de Brouckère expliqua que de toutes parts dans la classe ouvrière, l'irritation est profonde à l'idée d'une intervention possible de la troupe en cas de grève. George Dwelshauwers, professeur de philosophie à l'Université libre de Bruxelles, rappelant les bons rapports qu'il eut toujours avec l'inculpé, estime qu'il faut voir dans les violences de l'article des images inspirées par cette fougue et cette vigueur propres à la jeunesse, pour lesquelles il faut l'admirer et l'aimer ; l'article, d'ailleurs, n'est pas plus violent que bien d'autres écrits que l'on voit à toutes les montres de libraires, comme par exemple : *Le Salut est en nous*, de Tolstoï qui cependant, dans un pays d'oppression tsariste, reste un citoyen libre. Enfin, le frère de notre camarade, au nom de la liberté de conscience, demanda pourquoi l'on n'accordait pas aux ouvriers soldats le droit de refuser de marcher, alors qu'on l'accorde, — puisqu'on les acquitte, — comme en France, aux bourgeois officiers.

Le ministère public, visant à empêcher la propagande antimilitariste que favoriserait un acquittement, atténua avec une fausse indulgence la gravité du délit, afin d'être plus certain d'un verdict affirmatif.

C'est alors que Mᵉ Hector de Selys, premier défenseur, fait l'apologie de notre camarade avec une éloquence vibrante d'émotion spontanée. Il rappelle la vie d'étudiant, chercheur et ardent, de Fuss, provoquant sur son passage, partout, les discussions, les réflexions en même temps que la plus unanime sympathie, comment sa nature généreuse, tendue vers les misères des foules, comprit peu à peu l'inefficacité essentielle de tous les partis politiques à détruire la douleur universelle, comment dans sa droiture il rompit avec la classe à laquelle il appartenait de par la naissance et l'éducation, renonçant à une vie facile et peut être luxueuse pour descendre parmi les prolétaires, se faire prolétaire lui-même, vivre de leurs privations et de leurs souffrances. Comment, alors, oser jeter cet homme en prison ? Ce n'est pas avec des décrets de justice que l'on peut tuer une idée, c'est avec les armes de la libre discussion.

Avec un calme, dont le contraste avec l'éloquence empoignante de son confrère rend plus impressionnante la valeur de l'argumentation M. Pirard, député socialiste, professeur à l'Université Nouvelle de Bruxelles, deuxième défenseur, plaide sur le terrain du droit. Il réfute avec clarté et précision l'accusation de provocation *directe et méchante* au désordre. Point *directe*, puisque depuis plus de vingt ans il n'y a pas eu en Belgique de conflit entre l'armée et les grévistes et que l'on n'a pas le droit de prévoir d'ici longtemps, espérons-le, une telle éventualité. *Méchante* ? Mais le caractère et toute la vie de Fuss en prouve absolument l'impossibilité. Pirard, de plus, se basant sur le fait que la gravité d'un délit diminue en proportion de son caractère plus collectif, démontre, en s'aidant de nombreuses citations, prises dans le *Nouveau Manuel du Soldat* et autres écrits antimilitaristes français et belges, que Fuss n'a été en réalité que l'écho d'opinions très répandues dans le prolétariat.

A la suite de ces deux éloquentes plaidoiries, trop belles et trop élevées pour être comprises par un jury, Fuss, en quelques paroles brèves et nettes, établit l'antagonisme irréductible entre les intérêts prolétariens et les intérêts capitaliste. Il montre que de tels antagonismes appellent la lutte et la révolution ; si les bourgeois veulent l'éviter, qu'ils rompent. Si non, c'est la guerre civile, horrible, certes, mais préférable cependant à l'écrasante oppression actuelle, plus horrible encore. Après délibération du jury, notre vaillant camarade Fuss, se voit condamné à *trois mois d'emprisonnement*.

De très nombreux camarades avaient tenu à accompagner Fuss à Mons, pour lui témoigner leur vive sympathie. Le retour à Bruxelles se fit dans l'allégresse et le réconfort, au son des chants révolutionnaires : un *retour d'un jour de victoire*.

Un Syndicaliste révolutionnaire.

P. S. L'*Insurgé* a décidé l'impression d'un numéro spécial relatant le procès dans tous ses détails. Pour se fournir d'exemplaires, s'adresser à l'*Insurgé*, 97, rue Laixheau, Herstal, Belgique.

⁂

DANEMARK

Le Danemark est en ce moment envahi par des réfugiés russes qui, en général, sont bien accueillis. Ce n'est pourtant pas toujours le cas.

Ainsi, l'autre jour, un jeune homme nommé Kastan, déserteur de l'armée russe, a été arrêté à Aarhus, se trouvant sans moyens de subsistance. Il n'avait commis en Danemark aucun autre délit que celui d'être pauvre. La police locale l'a envoyé à Copenhague, d'où il a été expédié par le premier bateau à Mitau. Sur le quai, au moment de s'embarquer, Kastan a essayé une dernière fois de se sauver, mais en vain. Etant déserteur et révolutionnaire, il est probable qu'il aura, en revenant en Russie, de quinze à vingt ans de travaux forcés en Sibérie.

M. Georg Brandès écrit qu'en apprenant que le Danemark s'est ainsi fait le valet de bourreau du gouvernement russe, il n'a eu qu'un sentiment : celui d'une honte brûlante.

(*Le Courrier Européen*, 30 mars 1906.)

⁂

SUISSE

Pour les riches. — La « Société de l'Industrie du sucre », à Genève, a donné de 1902, 1903 à 1904 du 8 0/0. La « Société des Minoteries de Plainpalais », à Genève, de 1899 à 1904, du 12 0/0. L' « Usine de dégrossissage d'or », à Genève, pendant les six dernières années, du 7 1/2 au 8 1/2 0/0. La « Société de la Brasserie de Plainpalais », en 1903 et en 1904, du 8 0/0. La « Fabrique de papier de Perlen », à Lucerne, en 1902 et en 1903, du 7 0 0. La « Broderie Feldmühle », à Rorschach de 1902 à 1904 du 10 0/0. La « Société par actions de l'aluminium » à Neuhausen, de 1896 à 1904, du 10, du 12, du 13, du 15, du 16 et enfin du 18 0/0. La « Société de l'Industrie suisse », à Neuhausen, du 8 1/2 0/0. La « Fabrique de Machines de Rauschenbach », en 1904, du 8 0/0 ; aussi du 8 0/0 pour la « Fabrique de papier de Biberist ». Les « Usines Roll », à Soleure, de 1903 à 1904, du 10 0/0. La « Fabrique de conserves », à Saxon, du 7 0/0. L' « Anglo-Swiss Condensed Mill », à Cham, en 1897, du 100/0, puis du 12, en 1903 donna du 16 1/4 0/0 et en 1904 du 30 0/0 à ses actionnaires. Les « Farines Maggi », du 9 0/0. Les « Fabriques d'accumulateurs », à Oerliken, du 20 0/0 en 1900, et en 1904 du 15 0/0. La « Fabrique suisse de machines et locomotives », à Winterthur, de 1898 à 1904, du 10 0/0. La « Société Brown et Boveri », à Baden, du 16 0/0, en 1904 du 9 0/0. La « Fabrique de conserves de Lenzbourg », du 8 0/0. La « Brasserie de Rheinfelden » n'a distribué que du 6 0/0. Les « Forces motrices de Rheinfelden », du 6 1/2. La « Brasserie de Bâle », du 7 0/0 de 1895 à 1904. La « Société par actions Buss et Cie », à Bâle, en 1904, a réparti du 7 0/0. La « Société pour l'industrie chimique », à Bâle, depuis 1902 à 1904, du 12 0/0 avec un capital de 3.750.000 : cette société a eu 1.040.507 francs de bénéfice net. La « Société pour la matière ligneuse », à Bâle, a donné du 16 0/0 en 1903 et du 13 0/0 en 1904. Les « Magasins Cutler », à Bâle, ont réparti du 7 1/2 0/0. La « Société anonyme des chocolats, à Buc (Fribourg), du 10 0/0 en 1901, et du 15 0/0 en 1903. En 1904, le capital-actions de 2 millions a été payé, et on a créé 50.000 actions de jouissance qui ont touché 20 fr. chacune en 1904. Les « Frigorifiques de Genève » ont donné du 8 1/2 0/0. La Société anonyme de la *Tribune*, à Genève, a donné de 1902 à 1903 du 12 0/0 et en 1904 du 13 0/0. Et gageons que s'il éclate une grève dans l'une de ces usines, les journaux auront mille raisons pour justifier le refus d'une misérable augmentation de salaire due aux grévistes.

❖ ❖

BERNE. — Il y a peu de jours, le préfet de Lötiwill était informé que le fils d'un riche paysan avait assassiné une jeune servante. Le préfet refusa de procéder à une enquête. Un des gendarmes, ému de la situation, téléphona au préfet et lui demanda pourquoi il refusait de faire une enquête. « Mêlez-vous de ce qui vous regarde », lui répondit le magistrat nommé par le peuple bernois. Quant au médecin, mis en présence de la victime, il avait conclu qu' « il ne pouvait être question que d'un suicide ». Néanmoins, la voix publique se fit si bien entendre que le préfet dût malgré lui citer le fils du riche paysan ; le jeune homme — un dragon — a fini par avouer qu'il avait séduit la jeune fille âgée de quinze ans et qu' « il lui avait ensuite aidé à se pendre ». L'indignation est grande contre le préfet. C'est un exemple de plus à ajouter à tant d'autres. L'autorité est toujours prête à couvrir les crimes de ceux qui possèdent. Et quelle mentalité indique un pareil forfait ? Si la jeune servante, au lieu d'être pauvre avait possédé quelques sacs d'écus, ce n'est pas une corde que le dragon lui aurait passée autour du cou, mais il aurait passé à son doigt l'anneau d'or.

❖ ❖

Mlle Grosgroz avait cru bien faire en allant à l'hôpital cantonal de Genève, pour se débarrasser de quelques verrues. Aujourd'hui la malheureuse ne peut plus se servir de ses mains qui ont été brûlées dans le cabinet de radiographie de l'hôpital de Genève. Au lieu de confier l'emploi de l'instrument à un expérimentateur capable, c'est un photographe qui a opéré. Il eut été plus simple de brûler les verrues avec de la « pierre infernale », au moins, que le chef à qui incombe le service fût présent à l'opération. Mlle Grosgroz demande 24.087 francs de dommages-intérêts. Maintenant, à l'hôpital : ce n'est ni moi, ni moi, chacun se renvoie la responsabilité. Gageons que si une demoiselle Rothschild s'était présentée pour extirper des verrues, l'instrument n'aurait pas été confié à un ignorant.

❖ ❖

Dans la magistrature. — A Selnau, près de Zurich, un des juges du district boit comme un templier ; il passe sa nuit dans les auberges et arrive souvent à l'audience du matin en complet état d'ivresse. On a dû, plusieurs fois, le renvoyer chez lui cuver son vin. Dernièrement, lors d'un procès où il devait rapporter, il apparut complètement ivre et dormit pendant toute la séance. Enfin, on s'est décidé à lui appliquer la loi contre l'ivrognerie, et il a eu 50 francs d'amende. D'après le rapport du pasteur Pflüger, nombre de juges s'adonnent à l'ivrognerie ; il se réserve d'en publier les noms.

VARIÉTÉ

EN ALLEMAGNE

L'exposition du travail à domicile

Berlin, 31 janvier.

Il vient de s'ouvrir à Berlin une exposition des plus intéressantes : celle du travail à domicile, *Heimarbeit*, comme on dit ici. Quelques hommes appartenant aux corporations, aux syndicats, des socialistes, des associations chrétiennes, sous l'impulsion du sociologue docteur Franke, directeur de la revue sociale

Die Sociale Praxis, ont rassemblé des spécimens de tout ce que l'ouvrier produit à domicile, et les échantillons de cette industrie domestique ont été réunis *Unter den Linden*, dans quelques salles encore intactes de l'ancienne bibliothèque, actuellement en démolition. Chaque objet est muni d'une étiquette énonçant le prix dont sa confection est payée, le nombre d'heures nécessaires pour l'établir, et enfin le salaire par heure qu'il rapporte à son auteur.

L'exposition donne un aperçu des plus intéressants de la collaboration qu'apporte le travail à domicile à presque toutes les branches de l'industrie allemande. Il n'y a pas que la couture, la lingerie, la broderie et toutes les parties qui s'y rattachent, qui sont l'œuvre traditionnelle d'ouvriers en chambre. Mais dans les provinces, dans toute l'Allemagne, la serrurerie, l'horlogerie, les fabriques de jouets, la porcelaine, la ferblanterie, la cordonnerie, les tissages de soie et de velours, occupent de nombreux travailleurs à domicile.

Des photographies nous montrent des intérieurs familiaux où le métier, l'établi ou les machines à coudre voisinent entre le fourneau et le lit, depuis la chambrette de la couturière ou brodeuse berlinoise, jusqu'aux ateliers, à la fois cuisine et chambre, de la Silésie ou de la Harz, où autour du père et de la mère les enfants apprennent dès leur jeune âge à remplacer le jeu et les courses en plein air par de longues et laborieuses heures de travail dans un réduit!

La rémunération est trop modique pour qu'elle permette au chef de famille d'engager des salariés pour l'aider. Il s'adjoint cependant parfois des enfants du voisinage. C'est ainsi qu'une photographie nous montre un coin de cour où une femme entourée d'une dizaine d'enfants collent des boîtes de carton. Les pauvres petits, qui fournissent en dehors des heures de classe une moyenne de cinq heures de travail par jour, reçoivent pour cela de 2 à 4 marks par mois!

Le travail à domicile, qui consiste généralement à monter et finir des objets préparés à l'usine où les salaires sont au même niveau que chez nous, est souvent payé dans des conditions qui paraissent inconcevables. Cette main-d'œuvre incroyablement basse explique les prix inférieurs de nombreux articles allemands qui, établis à la grosse, taillés mécaniquement à l'usine, sont montés et finis par des familles d'ouvriers dont l'heure de travail n'est parfois pas payée un sou par tête!

En moyenne, le travail à domicile n'exigeant que de l'assiduité est payé de 8 à 10 pfennigs l'heure. Mais pour les hommes, lorsqu'une certaine adresse est nécessaire, l'heure rapporte généralement environ 20 pfennigs — et jusqu'à 40 et 50 pour quelques articles particulièrement favorisés et nécessitant un apprentissage prolongé.

Parmi les industries de luxe, les tulles perlés sont, malgré les soins, l'attention et la patience qu'exigent leurs dessins compliqués et leurs couleurs souvent délicates, d'un rendement particulièrement ingrat. L'ouvrière s'y fait de 16 à 20 pfennigs l'heure. Les tresseuses de chapeaux de paille de Dresde sont encore moins bien partagées, car elles n'arrivent à gagner que 12 pfennigs par heure au prix où on leur paye le chapeau ordinaire. La forme « chiffon » notamment leur est réglée 1 mark 35 pièce pour douze heures de travail.

La cartonnerie, la bimbeloterie, pour autant qu'elles sont l'œuvre de femmes et d'enfants, procurent des salaires de famine; par contre, d'autres articles, notamment dans la gainerie, donnent jusqu'à 50 et 60 pfennigs de l'heure à l'ouvrier qui connaît son métier. Mais il n'existe pas de tarif; le rapport dépend du lieu, des circonstances, de l'entente des industriels et des entrepreneurs en gros; il est aussi en relation directe avec la plus ou moins grande pauvreté de la région, ses moyens de communications et les facilités qui permettent à l'ouvrier de chercher à l'usine un travail plus rémunérateur. L'ouvrier qui travaille chez lui est en général sans défense, et il subit les prix que l'arbitraire ou la tradition a établis.

La salle des jouets est particulièrement suggestive sous ce rapport. La plus grande partie des jouets en bois viennent de la Harz et sont exécutés dans la montagne, où les chaumières sont presque autant d'ateliers. Un banc de tourneur sert à dégrossir les blocs, à creuser des gorges dans les planches, qui, détaillées à la scie ensuite, fourniront des régiments de chevaux, des pièces détachées d'armoires de poupées, de buffets, de chaises ou de tables minuscules. Un ménage composé du père et de la mère, peinant activement toute la journée et possédant cet atelier rudimentaire, arrive à gagner à ce travail 6 marks par semaine!

Des maisonnettes, des forts, qui exigent par douzaine un travail de quinze heures de la part d'une famille de quatre personnes, sont payés 2 marks les douze pièces. Le négociant en gros les vend 4 et le détaillant 6 marks. A Oberammergau, les christs taillés en bois avec un goût souvent assez artistique, sont payés 80 pfennigs pièce. Mari et femme, lorsqu'ils sont habiles, gagnent à ce métier 15 marks par semaine.

Les soldats de plomb, dont l'enfance fait une si grande consommation, sont payés d'après la taille, à Erfurth, de 75 pfennigs à 1 mark 80 la grosse. Or, une grosse exigeant de douze à quinze heures de travail, on voit que le rapport est de 6 à 12 pfennigs l'heure.

Dans certaines régions, 84 o/o des enfants en âge d'école aident leurs parents après les heures de classe à confectionner ces jouets qui sont pour eux sans joie, et ne représentent qu'un pénible labeur.

La confection de certains jouets rapporte davantage, il est vrai, et procure un salaire qui atteint jusqu'à 23 pfennigs par heure, d'après les localités ou des prix arbitrairement établis, et sans qu'on s'explique d'ailleurs ces anomalies. Celles-ci se retrouvent dans toutes les branches de l'industrie familiale. Un vêtement de chasse à plis, en étoffe dite imperméable, rapporte à Berlin 3 marks 75 à l'ouvrier qui le monte. A Munich, le même vêtement ne se paye que 2 marks. L'ouvrier berlinois s'est fait 40 pfennigs de l'heure, le Bavarois 25. Les vêtements que les confectionneurs donnent à monter aux tailleurs à domicile rapportent en général de 16 à 30 pfennigs de l'heure, parfois 40. Un pardessus à collet de velours, doublé, vaut 5 marks 1/2 de façon. Un ouvrier habile le termine en 14 heures, il gagne donc 38 pfennigs de l'heure.

Les vestons d'alpaga non doublés se payent des prix dérisoires : 56 pfennigs pièce à Herford, et il faut trois heures pour en faire un! Les façons des costumes d'enfants et de garçonnets varient de 85 pfennigs à 2 marks 1/2, et l'ouvrier y gagne de 15 à 20 pfennigs à l'heure.

Pour les confections de femmes et de fillettes, les conditions sont analogues et expliquent pourquoi tant d'entrepreneurs parisiens trouvent profit à envoyer leurs vêtements à coudre et à monter en Allemagne, où l'on arrive à confectionner un pantalon pour 85 pfennigs et un costume marin en piqué blanc pour fillette de cinq ans, jupe à plis et col garni, au prix de 1 mark 1/2.

Les fabriques d'horlogerie qui envoient leurs pièces à monter dans la Forêt-Noire payent 1 mark généralement par ouvrage de pendule. Les petites pendules dites de la « Forêt-Noire » se montent au prix de 10 marks le cent et à ce métier l'ouvrier arrive encore, grâce à une habile disposition des pièces, à se faire 20 pfennigs de l'heure.

On peut donc dire que l'industrie allemande, grâce à une méthodique préparation des matières premières à l'usine et aux salaires peu élevés des ouvriers à domicile, arrive à compenser les prix de l'atelier qui sont aussi élevés qu'ailleurs.

La catégorie des ouvriers en famille, sur laquelle l'attention du public se portait beaucoup moins que sur celle de l'usine, a pâti jusqu'ici du silence dont elle s'enveloppait. L'exposition du *Heimarbeit* à Berlin a été une sorte de révélation qui a fait dans la capitale un bruit énorme. L'impératrice a voulu voir de ses propres yeux, et elle a quitté les salles de l'ancienne bibliothèque très impressionnée, demandant elle-même aux organisateurs les mesures qu'ils préconisaient pour remédier à la situation misérable de ces travailleurs auxquels on s'est jusqu'à présent trop peu intéressé.

Le remède à l'exploitation dont leur isolement est la cause, est l'association que quelques corporations, celles des couturières et des tailleurs notamment, pratiquent déjà, pour leur plus grand avantage. La dispersion dont souffrent les ouvriers à domicile, la discrétion de leur vie laborieuse, leur misère sont autant d'obstacles qui retardent leur groupement. L'exposition actuelle qui attire tous ceux que préoccupent les questions sociales, y contribuera pour une large part.

Le public y apprend ce que gagne l'ouvrier qui confectionne les produits qu'on lui vend souvent fort cher, la misère qui entache l'origine de tant d'articles de luxe; et ses sympathies sont allées vivement à ces malheureux qui peinent dans des chambres ou des chaumières parce que l'atelier leur est défendu, ou qu'ils préfèrent le travail en famille à celui de l'usine.

Pour nous, elle nous apprend aussi le secret du bon marché inconcurrençable de certains articles allemands.

(*Le Temps.*)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De chez H. Daragon, 30, rue Duperré :

Chair d'amour, par A. R. d'Yvermont; 1 vol.; 3 fr. — *L'Impressionnisme et l'Esthétique*, par J. Libert, 1 vol., 3 fr.

Le Procès des quatre (Malato, Vallina, etc.); 1 broch., 0 fr. 15, au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel.

En communisme, par A. Monnier; 0 fr. 10 à la Colonie d'Aiglemont (Ardennes).

A Report to the State central committee of California of the socialist party of America and others documents; 1 broch., 0 fr. 20, chez Sanftleben, Box 504, Los Angeles Station, Cal.

Girella (ode), par Gavilli; 1 broch., 0 fr. 30, Tpografia Milanese, 1, via Campo Lodigiane, Milan.

Premier manuel de la langue esperanto, 0 fr. 10 — chez Hachette.

Clef esperanto.

L'Homme et la Terre, par E. Reclus, série 10, 2 fr. 50; Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

El hombre y la tierra, E. Reclus, cuadernos 19 et 20, chez A. Martin, calle Consejo de Ciento 140.

A NOS LECTEURS

Ils se rappellent sans doute la proposition que je leur faisais de faire tirer les dessins parus dans le journal au cours de l'année en album, si le prix du tirage permettait de l'établir à 3 fr. et si je trouvais un nombre suffisant de souscripteurs (300 environ) pour couvrir les frais.

A l'heure actuelle, il y a 40 adhésions!

Il nous reste encore 3 numéros à paraître pour finir l'année. Par acquit de conscience, je renouvellerai l'appel jusque-là. Mais, je le répète, l'affaire n'aura pas de suite, si je ne trouve pas un nombre suffisant de souscripteurs.

Correspondances et Communications

× **L'Affranchi**, organe de propagande libertaire bimensuel, vient de paraître à Bruxelles.

Eduquons ! dit le premier article, car « pour qu'un changement social puisse avoir d'utiles conséquences, il faut que tous les individus destinés à le subir soient à même de le comprendre ».

Ces lignes indiquent l'esprit de notre nouveau camarade de propagande, auquel nous envoyons nos bons souhaits.

Bureau : 74, rue des Six-Jetons, Bruxelles.

× **La Vie Ouvrière**, journal hebdomadaire d'éducation et d'action sociales, vient de publier son premier numéro. « Il puisera ses idées, nous dit-il, à même de la vie et de la lutte ouvrières... Il sera un lien pour les militants, un outil pour l'émancipation... »

Le numéro que nous avons sous les yeux contient un énergique articulet sur la catastrophe de Courrières, un poème de A. Pratelle sur la journée de huit heures et de copieux renseignements sur la vie ouvrière dans l'Oise et dans l'Aisne.

Rédaction : Baillet, à Saint-Quentin (Aisne), et Klemczinski à Hermes (Oise).

× **Groupe de propagande par l'écrit**. — Mouvement de mars :

Temps Nouveaux	400
Anarchie (Girard)	75
L'Enseignement libertaire et l'enseignement bourgeois (Grave)	75
Le Livre d'or des officiers (Chapoutot)	1

Adresser correspondance et fonds au camarade Froment, 129, route d'Orléans, Arcueil-Cachan (Seine).

Le prochain dessin sera signé : DELANNOY
Sur les mineurs.

CONVOCATIONS

× **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge :

Vendredi 6 avril. — M. James Guillaume : Causeries sur la Révolution Française ; IV. Les trahisons de Mirabeau ; travaux de la Constituante ; fuite de Louis XVI (20 juin 1791) et retour de Varennes.

Dimanche 8. — Soirée musicale et littéraire, suivie de sauterie (programme ultérieur). — Vestiaire obligatoire : 0 fr. 25.

Mercredi 11. — M. Emile Jamissen : L'éducation laïque.

Vendredi 13. — M. Morize : Principaux moments de la littérature française : V. La bataille romantique ; les adversaires ; Lamartine et Hugo ; transformation de l'idéal romantique.

Tous les lundis, à 8 h. 1/2, cours d'espéranto, par M. Blangarin.

Tous les jeudis matin, de 10 h. 1/2 à midi, cours de piano, solfège, mandoline, dirigé par Mme Lebrun-Lagravier.

Le soir, de 3 à 5 heures, cours d'allemand, élémentaire, moyen, supérieur, dirigé par M. Silberstein.

× **A. I. A.** (Section du 10e arrondissement). — Réunion générale des membres de l'A. I. A. des 8e, 9e et 10e arrondissements, salle Jules, boulevard Magenta, 6, le mercredi 11 avril à 8 h. 1/2 du soir. Urgence.

× Samedi 7 avril, à 8 h. 1/2, salle Allard, 37, rue de l'Ouest, fête-conférence pour l'amnistie au profit des familles des condamnés antimilitaristes. La conférence sera faite par Malato.

Entrée : 0 fr. 50, donnant droit à une tombola, où il sera tiré des toiles de Luce, Petitjean, Signac et Lebasque.

× **Association Internationale Antimilitariste.** (Section du 17e arrondissement). — Réunion le lundi 9 courant, à 9 heures du soir, au siège de la section, 4 passage Davy. Ordre du jour : Disposition à prendre pendant la période électorale au sujet de la candidature antipatriote.

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy. (18e arr.) :

Mardi 10 avril. — Kownacki : L'éducation de Herbert Spencer.

Vendredi 13. — Dr Pozerski, de l'Institut Pasteur : La digestion (avec démonstration).

× **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Vendredi 6 avril. — F. Challaye : Le Japon moderne.

Mardi 10 : Dr Manheimer Gomès : La timidité morbide.

× AMIENS. — **Groupe libertaire féminin.** — Jeudi 12 avril, à *Germinal*, rue Saint-Roch, 26.

Commentaires sur l'aide mutuelle.

× LYON. — **Groupe l'Emancipation.** — Réunion le mardi 10 avril, à 8 h. du soir, 150 rue Cuvier. Propagande abstentionniste.

Le 14, conférence par Bertoni, du *Réveil* de Genève. La salle sera désignée.

× LYON. — **Causeries Populaires.** — Soirée familiale dimanche 8 avril, à 8 heures du soir, salle du Pré-aux-Clercs, cours Lafayette, 270. Causerie par un camarade.

× MARSEILLE. — Dimanche 8 avril, à 9 h. du soir, bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, soirée familiale au bénéfice des familles des détenus. Concert, théâtre. Vestiaire : 0 fr. 20.

× MONTPELLIER. — **Le Groupe d'études sociales**, anciennement 7, rue Rambaud, a été transféré, rue Guillaume Pellicier, 26.

Tous les camarades détenant des volumes sont priés de vouloir bien les rapporter, afin de permettre la réorganisation de la bibliothèque.

Samedi 7 avril, à 8 h. 1/2, causerie par un camarade sur : Les variétés de l'anarchisme.

Souscription pour les familles des détenus.

A. à Grand-Croix, 2 fr ; L. F. à La Seyne, 0 fr. 50 ; D. à Amiens, 5 fr. ; Chinon, 2 fr. ; Beaucaire : C. Lacane, 0 fr. 50 ; Bis Pierre, 0 fr. 50 ; Liautaud, 0 fr. 30 ; Gouiraud, 0 fr. 50 ; Malaudron, 0 fr. 10 ; Ensemble, 1 fr. 90. — Un groupe de citoyennes de la Ciotat, 2 fr. ; Groupe d'Etudes sociales de Lille, 10 fr. ; J. B. T. à Mc Donald, 1 fr. 50 ; Collecte par la jeunesse syndicaliste de Rochefort, 9 fr. 45.

Total : 34 fr. 35. — Listes précédentes : 390 fr. 45. — Ensemble : 424 fr. 80.

Reçu pour les mineurs de Courrières : C. F., 3 fr.

DERNIÈRES PUBLICATIONS

L'Entr'aide, par Pierre Kropotkine, 2.80, franco 3 fr. 30.

L'A B C de l'Astronomie, par F. Stackelberg, 2 fr., franco 2 fr. 45.

Défense présentée par *Izouard* au procès Vallina, 0 fr. 30, franco 0 fr. 40.

L'Internationale (Souvenirs et documents), par J. Guillaume, 4 fr., franco 4 fr. 50.

Force et Matière, par Buchner, 2 fr., franco 2 fr. 30.

Les Enigmes de l'Univers Buchner 2 fr., franco 2 fr. 30.

A NOS LECTEURS

Tous ceux qui ont des enfants savent combien il est difficile de leur trouver des livres de lecture ne contenant pas d'idées fausses, préconçues, des axiomes de morale stupide ou asservissante.

C'est pour répondre à ce besoin que j'ai essayé de lancer le Coin des enfants, *où nous avons rassemblé ce que nous avons pu trouver de mieux dans la littérature de divers pays, pouvant amuser, instruire et faire réfléchir les petits lecteurs.*

Deux volumes sont parus, contenant des lectures amusantes pour des enfants de 9 à 15 ans, et dans lesquels les grands peuvent trouver également avantage et distraction, avec un grand nombre d'illustrations de Delannoy, Delaw, Hermann-Paul, Hénault, Iribe, Kupka, M. H. T., Naudin et Willaume.

J'insiste auprès de nos lecteurs pour leur recommander ces volumes dont la publication sera continuée si on nous aide à placer ceux déjà parus. Chaque volume, 3 francs ; 2 fr. 50 chacun, pour ceux qui prendront les deux.

Que ceux qui croient qu'il y a de la besogne à faire en ce sens, nous aident à les faire connaître.

ANTIMILITARISME

Puisque cette question est à l'ordre du jour, je rappelle que nous avons : *Guerre-Militarisme, Patriotisme-Colonisation*, deux volumes de plus de 400 pages chaque, contenant des extraits de plus de 300 auteurs anciens et modernes ayant écrit sur ces sujets :

Chaque volume, sur beau papier illustré, **7 fr. 50**, frais de poste en plus.

Edition sur papier ordinaire, sans illustration, franco **2 fr. 50**

THÉATRE

Quelques camarades nous demandent souvent quelles pièces ils pourraient jouer dans leurs soirées ?

Voici, parmi celles que nous connaissons, les titres de celles que nous pouvons leur recommander :

La Cage, en 1 acte, Descaves	1 50
Tiers Etat, id id	1 »
Les Chapons, 1 acte, Descaves et Darien	1 50
Les Balances, 1 acte, Courteline	1 »
Le Gendarme est sans pitié, 1 acte, Courteline	0 60
L'Epidemie, 1 acte, Mirbeau	1 »
Le Portefeuille, id. id	1 »
Le Fardeau de la liberté, 1 acte, Tristan Bernard	1 50
L'Election du maire, 1 acte, Léonard	0 15
Le Tréteau électoral, 1 acte, Léonard	0 15
La Première salve, 1 acte, Rouquès	1 »
En détresse, 1 acte, H. Fèvre	1 50
L'Outrage, 1 acte, Louis Charancle	1 »
Mais quelqu'un troubla la fête..., 1 acte, Marsolleau	1 »
Les Souliers, 1 acte, Verguth et Descaves	1 »
L'Echelle, 1 acte, Norès	1 »
Les Mauvais Bergers, 4 actes, Mirbeau	3 »
La Clairière, 4 actes, Donnay et Descaves	3 »
Responsabilités, 4 actes, J. Grave	2 »
La Vie publique, 4 actes, Fabre	3 »
La Poigne, 4 actes, J. Jullien	2 »
L'Ecolière, 5 actes, —	2 »
L'Oasis, 5 actes, —	2 »
Ces Messieurs, 4 actes, Ancey	3 »
Les Déblayeurs, 4 actes, par Mariel	2 »
Dimanche et lundi jours fériés, Rictus	2 »

Petite Correspondance

A., à Grand-Croix. — Le volume et la litho sont expédiés.

A. M., à New-York. — *In Russian and French Prisons* est épuisé. Vous pourriez vous adresser chez R. Hall, Clapel Place, Tunbridge Wells, Kent (Angleterre), qui, dernièrement, en avait d'occasion.

L'Action syndicale, Toulouse. — Reçu numéros. Merci.

P., à Saint-Raphaël. — Pouvez employer les invendus à la propagande dès à présent. L'année prochaine il y en aura d'autres.

L. C., à Bourg-Argental. — La brochure était déjà prise.

A. K., à Auray. — Non, c'est notre première année de dessins.

F. L., à Avignon. — Non, je ne connais pas de groupe dans votre localité.

R. E., à Pont-l'Evêque. — Le journal a été régulièrement expédié. Réclamez à la poste.

A. Pr. — Avant tous les vers doivent être *poétiques*, les vôtres ne sont trop souvent que de la prose rimée.

L'Affranchi, à Bruxelles. — *Nova Omladina*, Zizkov 1068, à Prague, Bohême (Autriche).

C., à Alger. — La brochure d'Hervé, 0 fr. 15 franco.

D., à Buzeu. — *L'Entr'aide*, franco, c'est 3 fr. 30. Redevez 0 fr. 30.

M. T. — Il y aurait mieux que la cour d'assises — qui ne ressuscitera pas les 1.200 morts — ce serait que les ouvriers, expropriant les rapaces ou incapables, s'emparent de la mine qu'ils sont les seuls, en réalité, à mettre en œuvre.

B., à la Montagne. — Bon.

J. G., à Millau. — *La Voix du Peuple*, adressez Cité Riverin, ça lui arrivera.

A. P., à Villeneuve-lès-Avignon. — Je ne connais pas les « abeilles ».

Reçu pour le journal : B., 1 fr. — L. C., 4 fr. 70. — Deux camarades à Honolulu, 30 fr. 90. — C. F., 5 fr. — J. P., à New-York, 12 fr. 60. — Merci à tous.

A. de N., à Funchal. — R. D., à Tours. — S., à Lorient. — J. P., à Saint-Paul-en-Jarey. — T. C., à New-York. — Persan. — C. F., à Epinay. — D., à Limoges. — F. B., à Buenos-Ayres. — V. B., à Paris. — S., à Genève. — B., à Veretz. — L., à Hodimont. — Reçu timbres et mandats.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente
à **Millau**,
Chez Granet, restaurant Garrigues,
boulevard Carnot.

Le Gérant : J. GRAVE.

PARIS. — IMP. CHAPONET (JEAN CUSSAC), RUE BLEUE, 7.

11e ANNÉE. — N° 50. 14 AVRIL 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

EX-JOURNAL "LA REVOLTE"

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE

Un An . . . . 6 »
Six Mois . . . . 3 »
Trois Mois 1 50

LE NUMERO : 10 Centimes.

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . 8 »
Six Mois . . . . 4 »
Trois Mois . . . . 2 »

LE NUMERO : 15 Centimes.

Administration & Rédaction : 4, Rue Broca — Paris-Ve

Voir au supplément le dessin de Delannoy.

SOMMAIRE

Le Mensonge électoral

I

Déjà, de toutes parts, s'agitent en foule ceux qui brûlent de se dévouer à la gestion des affaires du « peuple ». La période électorale est ouverte, déjà se mettent en avant ceux qui ont trouvé le moyen de « contenter tout le monde et leur père » ; ceux qui ont trouvé la formule qui va apporter bien-être et allégement de servitude à l'ouvrier, sans toucher aux bénéfices des exploiteurs du travail ; tous ceux qui ont trouvé le moyen de faire diminuer les impôts, tout en demandant à l'Etat de répartir sa manne bienfaisante sur un plus grand nombre de privilégiés, tout en le poussant à augmenter sa bureaucratie déjà trop lourde, en voulant à toute force le charger de fonctions nouvelles.

Et c'est parmi ces inventeurs de panacées, que le « peuple souverain » — car le peuple est souverain, on va le lui répéter assez au cours de la campagne électorale — va être appelé à choisir ceux qui seront chargés de lui confectionner les lois auxquelles il devra se soumettre, s'il ne veut pas être fourré au clou.

Car, la souveraineté attribuée au bon populo est de la même famille que ces souverainetés de Carnaval et de Mi-Carême ; elle ne dure qu'un jour. Le temps de glisser dans l'urne le petit bout de papier sur lequel il a couché le nom de celui qu'il a choisi pour manier le bâton qui doit le mater.

* *

Imbus du préjugé d'autorité, façonnés au poids du joug gouvernemental, convaincus qu'un état social ne peut fonctionner que s'il existe un pouvoir pour en régulariser la marche, pendant des siècles les gouvernés n'ont eu qu'un idéal : trouver le gouvernement qui puisse fonctionner sans trop les écraser.

C'est ce qui fait que des révolutions se sont opérées pour essayer de nouvelles formes de gouvernement qui, toutes, meilleures les unes que les autres avant d'être essayées, se trouvèrent à l'usage aussi oppressives que celles qu'elles avaient remplacées, ne laissant de libertés que celles auxquelles le développement général des esprits et des mœurs ne leur aurait pas permis de toucher sans que s'ensuivît une révolution nouvelle.

Ce qui revient à dire que, sous quelque gouvernement que ce fût, le peuple n'a jamais eu, en fait de libertés, que celles qu'il savait prendre et défendre.

* *

Car, tout en croyant à la nécessité d'un pouvoir protecteur, les individus dans leur idéal de « bon » gouvernement entendaient un gouvernement — qui, fort probablement, entraverait bien un tant soit peu le voisin malintentionné, mais — qui leur laisserait à eux toute liberté d'action.

Et c'est pour ne pas avoir compris toute cette inconséquence qu'ils en sont encore à la recherche du gouvernement qui, ayant à appliquer des lois ignorantes des diversités de caractères, de tempéraments, d'aptitudes et de compréhension, courbant la foule sous le même niveau, puisse, malgré cela, accorder à chacun la liberté d'agir selon ce qu'il pense.

C'est que la loi, faite d'après une conception moyenne, ne répond à aucune réalité, ne peut qu'empêcher tout le monde d'agir comme ils veulent. Elle est tout le contraire de la liberté. Et c'est à la recherche de cette absurdité : une loi respectant la liberté de chacun, que les générations usent inutilement leurs efforts.

C'est que le caractère de l'individu est ainsi fait : chacun, personnellement, se croit capable de se passer de lisières, mais ne voit pas sans inquiétude le voisin livré à sa seule responsabilité. Et c'est ce qui a fait le succès du suffrage universel basé sur les majorités. Le bon gouvernement a été celui de la coterie dont on faisait partie, et dont le poids devait retomber sur les coteries adverses.

Seulement, au milieu du conflit d'intérêts qui se heurtent dans l'état social actuel, les aspirants au pouvoir, s'ils croyaient bon d'être prodigues de promesses pour se hisser en haut de l'échelle sociale, une fois installés, avaient vite fait de les oublier, pour ne songer qu'aux avantages personnels que pouvait leur amener l'exercice de l'autorité, qu'ils ne pouvaient conserver qu'en se faisant les serviteurs de la classe qui possède, le véritable pouvoir étant celui que confère la possession de l'argent.

* *

Il en a été ainsi tant que les travailleurs ont accepté, comme une loi naturelle, l'exploitation des plus riches, ne criant que lorsqu'on les écorchait de trop près. Ils croyaient à l'amélioration de leur situation économique, par une meilleure administration, et par la conquête de quelques libertés politiques.

C'est ainsi que, malgré la faillite de 1789, ils se mirent à la remorque de la bourgeoisie libérale, espérant d'elle l'octroi desdites libertés.

Mais il se trouva que ces nouveaux maîtres furent encore plus féroces que les anciens. Que ce soit sous l'étiquette orléaniste, républicaine ou bonapartiste que la bourgeoisie ait exercé le pouvoir, son attitude à l'égard du peuple ne varia jamais. La Croix-Rousse, Transnonain, Rouen, Paris en juin 48, Saint-Aubin, La Ricamarie, et Mai 71, vinrent prouver aux travailleurs que les promesses de la bourgeoisie d'opposition n'avaient aucune valeur pour la bourgeoisie au pouvoir, et qu'en définitive, le pouvoir politique n'avait qu'une raison d'être : étouffer les réclamations contre le pouvoir économique, dans le sang au besoin, lorsque las de se plaindre, les spoliés entendaient agir.

Et c'est devant la faillite de tous les régimes politiques que quelques-uns en sont venus à comprendre que les libertés politiques — car, en cours de lutte, ils avaient su en arracher quelques-unes — ne valent que pour celui à qui sa situation économique permet d'en user, et que c'est cette dernière qu'il faut changer. La lutte changea de face. Les réclamations

économiques prirent le pas sur les revendications politiques; les travailleurs commencèrent à s'organiser économiquement, et à lutter directement contre le patronat par les grèves, en s'organisant en syndicats.

J. Grave.

(*A suivre.*)

LA CONVENTION

MONTAGNE ET GIRONDE

Suite (1)

II

Empêcher le déchaînement du peuple, constituer un gouvernement fort et faire respecter les propriétés, c'était, avons-nous dit, l'essentiel pour les Girondins ; et c'est faute d'avoir compris ce caractère fondamental du girondinisme que les historiens ont cherché tant d'autres circonstances secondaires, afin d'expliquer la lutte terrible qui s'engagea entre la Montagne et la Gironde.

Lorsque nous voyons les Girondins « répudier la loi agraire », « refuser de reconnaître l'égalité pour principe de législation républicaine », et « jurer de respecter les propriétés », nous pouvons trouver tout cela un peu trop abstrait. Mais nos formules actuelles, « l'abolition de l'Etat », ou « l'expropriation », sembleront aussi trop abstraites d'ici cent ans. Cependant, du temps de la Révolution ces formules avaient un sens très précis.

Repousser la loi agraire, signifiait alors repousser les tentatives de remettre le sol aux mains de ceux qui le cultivaient. C'était repousser l'idée, très populaire parmi les révolutionnaires sortis du peuple, qu'aucune propriété, qu'aucune ferme ne devrait avoir plus de 120 arpents (environ 40 hectares); que chaque citoyen avait droit à la terre; et qu'il fallait pour cela saisir les propriétés des émigrés et du clergé ainsi que toutes les grandes propriétés des riches, et les partager entre les cultivateurs pauvres qui ne possédaient rien.

« Jurer le respect des propriétés », c'était repousser la reprise par les communes rurales des terres qui leur avaient été enlevées en vertu de l'ordonnance royale de 1669, et s'opposer — en faveur des seigneurs et des récents acquéreurs bourgeois — à l'abolition des droits féodaux sans rachat.

Enfin, c'était s'opposer à toute tentative d'imposer les riches commerçants d'un impôt progressif et faire tomber les lourdes charges de la guerre et de la révolution sur les pauvres.

La formule abstraite avait, on le voit, alors un sens très tangible.

Eh bien, sur toutes ces questions la Montagne eut à soutenir une lutte acharnée contre les Girondins, si bien qu'elle sera forcée d'en appeler au peuple, à l'insurrection, et d'expulser les Girondins de la Convention, avant de pouvoir faire les premiers pas dans la voie indiquée.

Pour le moment, ce « respect des propriétés » s'affirme chez les Girondins jusque dans les plus petites choses, jusqu'à faire inscrire *Liberté, Egalité, Propriété* au pied des statues que l'on promène dans une fête; jusqu'à courir embrasser Danton, lorsqu'il dit dans la première séance de la Convention : « Déclarons que toutes les propriétés, territoriales, individuelles et industrielles, seront éternellement respectées. » Sur quoi le Girondiste Kersaint lui saute au cou, en disant : « Je me repens de vous avoir appelé ce matin un factieux. » Ce qui voulait dire : « Une fois que vous promettez de respecter les propriétés bourgeoises, passons l'éponge sur votre responsabilité dans les massacres de septembre! »

* *

Tandis que les Girondins voulaient organiser la république bourgeoise et poser les fondements de l'enrichissement de la bourgeoisie, sur le modèle donné par l'Angleterre après sa révolution de 1648, les Montagnards — ou, du moins, le groupe avancé des Montagnards, qui bientôt prit le dessus sur la fraction modérée, représentée par Robespierre — esquissaient déjà à grands traits les fondations d'une société socialiste — n'en déplaise à ceux de nos contemporains qui en réclament à tort la priorité. Ils voulaient, d'abord, abolir jusqu'aux derniers vestiges du féodalisme, puis niveler les propriétés, détruire les grandes propriétés foncières, donner la terre à tous, jusqu'aux plus pauvres cultivateurs, et, au moyen de l'impôt, manié comme une arme de combat, faire la guerre à outrance au « commerçantisme » — à cette race de riches agioteurs, banquiers, commerçants, chefs d'industrie, égoïstes, qui se multipliait déjà dans les villes et contre laquelle ils tonnaient déjà avec toute la vigueur de l'éloquence.

Ils déclaraient en même temps, dès 1793, « le droit à l'aisance universelle », l'aisance pour tous, — ce que les socialistes modernes ont appelé le droit au travail. Ainsi Bernard (de l'Yonne), rapporteur du Comité des secours publics, disait qu'un axiome manquait à la Déclaration des droits de l'homme, c'était celui-ci : « Tout homme a droit à sa subsistance — par le travail s'il est valide, — par des secours gratuits s'il est hors d'état de travailler. »

Il est évident que même les plus avancés des Girondins étaient trop empêtrés dans leur éducation bourgeoise pour comprendre ceux qui tenaient ce langage, — tout comme nous, lorsque nous parlons communisme, restons incompris par les bourgeois et les travailleurs embourgeoisés.

En général, les Girondins étaient décrits par leurs contemporains comme « un parti de gens fins, subtils, intrigants et surtout ambitieux ». « Ils veulent la République », disait Couthon, « mais ils veulent l'aristocratie. » Ils montraient beaucoup de sensibilité, mais une sensibilité, disait Robespierre, « qui gémit presque exclusivement pour les ennemis de la liberté ».

Le peuple leur répugnait; ils en avaient peur.

* *

Au moment où se réunissait la Convention on ne se rendait pas encore bien compte de l'abîme qui séparait les Girondins des Montagnards. On n'y voyait qu'une querelle personnelle entre Brissot et Robespierre. Mme Jullien, par exemple, une vraie Montagnarde de sentiment, en appelle, dans ses lettres, aux deux rivaux pour cesser leur lutte fratricide. Mais c'était déjà une lutte de deux principes opposés : le parti de l'ordre, et le parti de la Révolution.

Le peuple, à une époque de lutte, et plus tard les historiens aussi, aiment à personnifier la lutte dans deux rivaux. C'est plus court, plus commode dans la conversation, et c'est aussi plus « roman », plus « drame ». C'est pourquoi la lutte de ces deux partis fut souvent représentée comme une lutte de deux ambitions, celle de Brissot et celle de Robespierre. Comme toujours, les deux héros dans lesquels le peuple a personnifié la lutte, sont bien choisis. Ils sont typiques, Mais, en réalité, Robespierre ne fut pas aussi égalitaire dans ses principes que le fut la Montagne après la chute des Girondins. Il appartenait au groupe modéré. En mars et mai 1793, il comprit, sans doute, que s'il voulait le triomphe de la Révolution commencée, il devait se mettre avec le peuple qui demandait des mesures d'expropriation, et c'est ce qu'il fit, — quitte à guillotiner plus tard l'aile gauche de la Montagne, « les Enragés ».

* *

On comprend quelle lutte devait s'engager entre le parti de l'ordre bourgeois et celui de la révolution populaire.

D'une part, ceux qui, arrivés au pouvoir, voulaient que tout rentrât dans l'ordre; que la révolution, avec ses procédés révolutionnaires, cessât, dès que eux étaient au pouvoir. Plus de tumulte dans la rue; tout se fera désormais sur les ordres des ministères, nommés par un parlement docile. Et d'autre part — ceux qui voulaient que la révolution aboutît à des changements qui changeraient réellement la condition de la France : celle des paysans (plus des deux tiers de la population) et celle des gens miséreux dans les villes; des changements qui rendraient le retour vers un passé royal et féodal absolument impossible.

Un jour, d'ici un an, deux ans, la révolution s'apaiserait; le peuple, épuisé, rentrerait dans ses cabanes et ses taudis; les émigrés reviendraient... Eh bien, il faut qu'à ce moment-là ils trouvent tout changé en France : la terre en d'autres mains, déjà arrosée de la sueur de son nouveau possesseur; et ce possesseur, se considérant, lui-même non pas comme un intrus, mais comme ayant droit de creuser le sillon sur cette terre et de la moissonner. Toute la France changée dans ses mœurs, ses habitudes, son langage, — une terre où chacun se considérerait l'égal de n'importe qui, du moment où il manie la charrue, la bêche, ou l'outil. Pour cela, il faut donc que la révolution continue, dût-elle passer sur le corps de la plupart de ceux que le peuple avait nommés ses représentants, en les envoyant à la Convention.

* *

Nécessairement, ce devait être une lutte à mort. Car, il ne faut pas l'oublier : hommes d'ordre, hommes de gouvernement, les Girondins considéraient néanmoins le tribunal révolutionnaire et la guillotine comme un des rouages les plus efficaces du gouvernement.

Déjà, le 24 octobre 1792, lorsque Brissot lança son premier pamphlet, dans lequel il demandait un coup d'Etat contre « les désorganisateurs », « les anarchistes », et « la roche Tarpéienne » pour Robespierre (1); déjà du jour (le 29 octobre) où Louvet eut prononcé son discours d'accusation, dans lequel il demandait la tête de Robespierre, les Girondins suspendaient le couperet de la guillotine sur les têtes des « niveleurs, des fauteurs de désordre, des anarchistes », qui avaient eu l'audace de se ranger avec le peuple de Paris et sa commune révolutionnaire (2).

---

(1) Voyez le n° 49 du 7 avril 1906.

(1) « Trois révolutions étaient nécessaires pour sauver la France : La première a renversé le despotisme; la seconde anéantit la royauté; la troisième doit abattre l'anarchie! et c'est à cette dernière révolution que, *depuis le 11 Août*, j'ai consacré ma plume et tous mes efforts... »

(J. P. Brissot, *député à la Convention Nationale, à tous les républicains de France, sur la Société des Jacobins de Paris*, pamphlet daté du 24 octobre 1792.

(2) Louvet ne se dissimulait nullement le vrai sens de sa « Robespierride ». Lorsqu'il vit que le coup, monté par lui et ses amis, avait raté, et que la Convention n'avait pas fait mettre Robespierre en accusation, il dit, en rentrant, à sa femme Lodoïska : « Il faut de loin nous tenir prêts à l'échafaud ou à l'exil. » Il le dit dans ses *Mémoires* (p. 74). Il sentit que l'arme qu'il dirigeait contre les Montagnards se tournait contre lui.

Et depuis ce jour-là, les Girondins ne cessèrent de diriger leurs efforts pour envoyer les Montagnards à la guillotine. Le 21 mars 1793, lorsqu'on apprend la défaite de Dumouriez à Neerwinden, et que Marat vient accuser de trahison ce ministre, ami des Girondins, ils manquent de l'écharper à la Convention. Il n'est sauvé que par sa froide audace. Trois semaines plus tard (le 12 avril), ils reviennent à la charge et finissent par obtenir de la Convention qu'on envoie Marat devant le tribunal du Châtelet. Et six semaines plus tard (le 24 mai) ce sera le tour d'Hébert, le substitut de la Commune, de Varlet, le prédicateur ouvrier socialiste et d'autres « anarchistes », qu'ils feront arrêter dans l'espoir de les envoyer à l'échafaud... Bref, c'est une campagne en règle pour jeter les Montagnards hors de la Convention et leur faire monter « la roche Tarpéienne ».

Partout les Girondins organisent des comités contre-révolutionnaires; continuellement ils font arriver à la Convention une série ininterrompue de pétitions, venant de gens qui se qualifient « amis des lois et de la liberté » — on sait aujourd'hui ce que cela veut dire! Ils écrivent en province des lettres, remplies de fiel, contre la Montagne et surtout contre la population révolutionnaire de Paris. Bien avant Hébert, Brissot mène dans son *Patriote français* une campagne à mort contre les révolutionnaires. Les Girondins demandent — ils insistent — pour obtenir la dispersion de la Commune révolutionnaire de Paris; — ils vont jusqu'à demander la dissolution de la Convention et l'élection d'une nouvelle assemblée, dans laquelle aucun des anciens membres ne puisse entrer, — et ils nomment enfin la Commission des Douze qui guette le moment pour un coup de Jarnac qui enverrait la Montagne à l'échafaud. C'est à leur corps défendant que les révolutionnaires font l'insurrection du 31 mai, par laquelle ils gagnent un sursis de dix-huit mois. Sans cela, le 9 thermidor, le coup d'Etat de la réaction royaliste et girondine, était fait dès les premiers mois de 1793.

PIERRE KROPOTKINE.

(*A suivre.*)

CHEZ LES MINEURS

A l'heure où nous mettons sous presse, je n'ai pas encore suffisamment de renseignements exacts pour parler comme il conviendrait des résultats du congrès tenu mardi dernier à Lens par les délégués du syndicat Basly, non plus que sur l'application par les mineurs de la Loire et du centre, de la décision du congrès de Saint-Etienne.

Dans le Pas-de-Calais et le Nord, une chose apparaît certaine, c'est que Basly continuant son jeu de politicien, essaie de faire avaler aux mineurs les dernières propositions des Compagnies.

L'on sait que ces propositions, élaborées dans les sphères gouvernementales entre les ministres, les représentants des Compagnies et avec la collaboration de Basly consistent à augmenter le salaire du bas fixé avant la grève à 4 fr. 80, de 20 0/0, c'est-à-dire de le porter à 5 fr. 76, auxquels viendrait s'adjoindre la prime fixée cette fois à 17 0/0, ce qui porterait le salaire, prime comprise, à 6 fr. 74.

J'ai démontré dans un précédent article combien toutes ces combinaisons sont en réalité arbitraires, attendu qu'elles laissent toujours subsister le travail à la tâche, et que la tâche à accomplir pour atteindre le prétendu salaire continuerait à être fixée par les porions ou les ingénieurs. Et cela est tellement vrai que le *Grand Echo*, l'un des principaux journaux patronaux du Nord, en annonçant à ses lecteurs la prétendue concession des Compagnies, ne craignait pas de dire la vérité, qu'il résumait ainsi :

Même salaire; autre répartition.

Et cela est l'exacte vérité, l'on ne le répétera jamais assez; « salaires de base », prime et surprime, blagues que tout cela.

Une amélioration véritable n'aura eu lieu que le jour où les mineurs auront enfin obtenu, avec la suppression du travail aux pièces et des primes, un salaire rémunérateur à la journée. La journée de 7 fr. 18 qui comporte encore le système de prime et qui semble être réclamée à l'heure actuelle par la majorité des mineurs, ne me semble pas, quant à moi, être une solution.

C'est ce que la jeune Fédération des mineurs du Pas-de-Calais a bien compris et c'est pourquoi elle engage ses adhérents chaque jour plus nombreux à faire campagne pour un salaire fixe de 7 fr. 18 qui a eu la majorité lors du referendum.

Quant à Basly, qui n'a pas réussi à faire adopter par les mineurs la dernière proposition des Compagnies conservant le système des primes et fixant le salaire à 4 fr. 76 plus 17 0/0, soit 6 fr. 74, il s'en venge suivant son habitude en versant l'injure sur les militants qui essaient de réagir et de combattre sa trop néfaste influence.

* *

Des incidents divers et multiples qui continuent à se produire, je ne puis en réalité dire que quelques mots. Le plus important m'apparaît comme la part active prise au mouvement ces jours derniers par les femmes, qui, à plusieurs reprises, ont organisé plusieurs grandes manifestations.

Egalement en ce qui concerne les opérations de sauvetage si stupidement menées, il s'en est fallu de peu qu'à plusieurs reprises les femmes ne fissent un mauvais parti aux ingénieurs qui ne durent leur salut qu'à la protection de la troupe.

L'imbécillité, l'incapacité et aussi la canaillerie de ces ingénieurs — qui ont toujours songé à sauver la mine et jamais les mineurs ensevelis — est apparue aux yeux de tous à tel point que le gouvernement lui-même a dû faire ouvrir une enquête pour tenter de calmer les esprits.

Que des centaines de mineurs aient trouvé la mort de par la faute des dits ingénieurs cela ne fait à l'heure actuelle de doute pour personne. La remonte des treize « écappés », puis celle de Berthou parvenu par deux fois à l'accrochage du puits de Salaumines qu'il trouva bouché parlent plus haut que toutes les dissertations possibles.

Les ingénieurs n'ont eu absolument qu'une chose en vue, remettre la mine en état pour permettre à nouveau l'extraction du charbon. De la vie des mineurs ils ne s'en sont pas préoccupés, cela est un fait incontestable, puisque ce n'est qu'à la suite de la remonte de Berthou que l'on a songé à explorer les galeries qu'il avait parcourues et que l'on avait laissées complètement abandonnées pendant près de trois semaines.

L'on voit par là combien la fureur des malheureuses femmes qui ont perdu dans la catastrophes, mari, fils ou père, est ou ne peut plus justifiée.

Quant aux attentats dont la presse réactionnaire fait grand bruit, ils se résument en réalité à quelques portes et carreaux brisés chez des « rouffions » qui font le jeu des Compagnies.

J'aurai, je l'espère, l'occasion d'y revenir un peu plus longuement. Egalement sur certaines manifestations importantes.

P. DELESALLE.

P. S. — Le congrès qui s'est tenu mardi à Lens a décidé de demander une nouvelle entrevue aux directeurs des Compagnies et de maintenir le salaire de 7 fr. 18. C'est un échec pour Basly qui, à n'en pas douter, avait négocié les dernières propositions des Compagnies.

Toutefois négocier n'est pas vaincre et il est à craindre par-dessus tout, qu'il n'y ait là qu'une manœuvre destinée à abattre l'énergie des mineurs. Voici, en effet, plus d'un mois que la grève dure et la misère commence à se faire terriblement sentir dans les corons. C'est pourquoi tous ces contretemps ne peuvent que faire le jeu des Compagnies. Toutefois c'est là un jeu auquel Basly et les dirigeants du vieux syndicat, cabaretiers et autres, pourraient bien perdre des plumes, car, il n'y a pas à en douter, un revirement se fait dans l'esprit des mineurs qui commencent à se rendre compte de la triste comédie que leur font jouer leurs dirigeants.

* *

Dans la Loire, à Saint-Etienne notamment, la grève est effective : il n'y a eu mardi matin que 269 descentes sur un personnel de 1.469 ouvriers.

A Alais, grève également. Enfin, à l'heure où paraîtront ces lignes, je ne serais pas surpris que la grève ait éclaté à Montceau-les-Mines.

Les forçats de la mine partout se réveillent.

P. D.

MOUVEMENT SOCIAL

Conseils de guerre. — Les conseils de guerre continuent à acquitter les officiers coupables d'avoir refusé d'obtempérer aux réquisitions de l'autorité civile pour faire ouvrir les portes des églises à inventorier. A Nantes, le capitaine de Larminat est acquitté. A Nancy, le lieutenant Le Tricornot de Rose est acquitté.

Ces officiers rebelles sont des « nobles », presque toujours. Il n'y a pas grand chose de changé, depuis l'ancien régime : aujourd'hui comme alors, les gentilshommes sont les chefs des roturiers ; si, dans la vie ordinaire (et dans les villes, tout au moins) ils ont à peu près perdu l'autorité grande qu'ils avaient sur eux, ils la retrouvent toute entière dans les casernes. Ils les commandent, les jugent, les condamnent. Quant à eux, ils méprisent les lois faites par les roturiers, refusent d'y obéir ; puis ils se jugent plaisamment entre eux et s'acquittent, aux applaudissements de l'assistance composée de gentilshommes-officiers et de leurs femmes.

Les journaux républicains ont coutume de mettre en doute la sincérité religieuse de ces refus d'obéissance. Ce manque de sincérité est possible, il n'est pas certain. Ce qui est certain, c'est qu'en agissant ainsi, les officiers rebelles nuisent à leurs intérêts, puisque, acquittés par leurs camarades, il sont mis à pied par le gouvernement. Il est d'ailleurs mesquin de supposer toujours la mauvaise foi chez des adversaires. J'admets donc volontiers, pour ma part, la réalité des scrupules religieux de ces officiers, et si je les blâme d'être catholiques, je les loue, étant catholiques, de se refuser à des actes contraires à leurs croyances.

Il est seulement regrettable que leur catholicisme, qui les empêche de faire ouvrir une porte, ne les empêche pas de tirer sur une foule. Singularité des scrupules religieux !

En les acquittant, les juges militaires montrent qu'ils ont un grand respect des choses de la conscience. Je les en loue, et je les en louerais surtout bien davantage si je ne voyais ce malheureux Gontaudier qu'ils tiennent emprisonné depuis six ans, parce qu'il refuse d'obéir, lui aussi, au nom de scrupules religieux !

R. Ch.

❖ ❖

FIRMINY. — **Chez les mineurs.** — Lorsque vous recevrez ces lignes, la grève sera peut-être déclarée dans le bassin de la Loire. J'ai dit dans le dernier numéro des *Temps Nouveaux* quelles étaient les revendications des mineurs sur les instances du préfet, et que les Compagnies avaient accepté de faire trancher le différend par un arbitrage. Les délégués

ouvriers demandèrent à prendre l'avis de la Corporation. Des réunions ont donc eu lieu cette semaine dernière et hier dimanche, 8 *avril*, les délégués ouvriers se réunissaient de nouveau en congrès à Saint-Etienne. Des communications qui ont été faites à la presse il résulte que la majorité des syndicats est opposée à l'arbitrage et demande la grève immédiate si les Compagnies ne font pas, aujourd'hui lundi, des concessions suffisantes. L'entrevue a lieu entre délégués ouvriers et Compagnies à 3 heures de l'après-midi. Une réunion des syndicats aura lieu ensuite et la grève sera peut-être décidée pour demain mardi ou pour mercredi.

La Fédération de la Loire (C. N.) penchait pour l'arbitrage, tandis que les syndicats adhérant à la C. G. d. T. sont pour la grève immédiate.

Des télégrammes parvenus du Gard et de Montceau les-Mines annoncent que là aussi les mineurs sont prêts à engager la lutte.

Au prochain numéro, de nouveaux détails.

ROUSSET-GALHAUBAN.

MONOGRAPHIE

Arnay-le-Duc et Saulieu (Côte-d'Or).

Arnay-le-Duc, chef-lieu de canton du département de la Côte-d'Or, est une petite ville de 2.666 habitants traversée par l'Arroux, affluent de la Loire, et reliée à la grande ligne du chemin de fer P. L. M. par l'embranchement Épinac-Les Laumes, et le tramway Beaune-Semur.

Son industrie consiste dans la culture, dans la fabrication de la lime, et dans deux ou trois tanneries jadis très prospères et qui, après avoir occupé un grand nombre de salariés, sont tombées à deux ou trois ouvriers chacune, et sont appelées à disparaître complètement sous la concurrence des grandes tanneries modernes.

Le cultivateur est généralement fermier et pratique particulièrement l'élevage, parce qu'il est à la fois moins pénible et moins onéreux. Il est moins pénible, et cela se conçoit : avec une faucheuse, une rateleuse, on coupe, ramasse et rentre les foins pour l'hivernage du bétail. Moins onéreux parce qu'il supprime de la main d'œuvre et réduit les frais d'instruments aratoires, et par conséquent, il est plus rémunérateur.

Autrefois les blés étaient battus pendant l'hiver et vendus directement au consommateur tous les jeudis à la halle au grain. Mais aujourd'hui, aussitôt la moisson finie, tout est battu à la machine et vendu en gros aux grainetiers, ce qui favorise un agiotage autrefois impossible.

Les battages durent environ un mois, deux au plus. Par suite de la raréfaction des journaliers, les fermiers ont imaginé de s'entr'aider comme suit : Quand l'un d'eux bat son blé, les autres lui fournissent chacun un de leurs domestiques, ce qui fait qu'il n'est pas rare de voir des domestiques faire 20 journées de battages chez 20 différents fermiers.

Les journées sont de 14 à 15 heures, et le journalier nourri gagne 2 fr. 50 ; pendant la fauchaison et la moisson, il a de 3 à 4 francs également nourri.

Les fermiers emploient ordinairement une bonne et un ou deux domestiques loués à l'année, sur la place du marché. Ce louage a lieu le 1er mars de chaque année — jour de fête pour les valets. — Le fermier se rend au marché, où sont pêle-mêle les filles et les garçons qui veulent *se louer* chez un *maître*. C'est un curieux spectacle. Le fermier parcourt la place, inspectant du coin de l'œil la chair à travail étalée. Puis vous le voyez aborder un jeune gars, lui demandant *combien il vaut*. Celui-ci dit son prix et alors le marché s'engage, comme pour un bœuf ou un cochon. Le fermier, au prix demandé, regimbe, déclare que le garçon n'est pas fort, qu'il ne peut faire telle ou telle besogne et qu'il ne vaut pas plus de tant. Après des pourparlers interminables, on finit par tomber d'accord et le patron donne des arrhes à son nouveau domestique. A midi, la louée est terminée et la fête foraine bat son plein. Les garçons s'enrubannent pour parcourir les rues, bras dessus, bras dessous, en chantant, ils vont ainsi de bal en bal où ils retrouvent les payses qui, elles aussi, après marchandage, ont trouvé acquéreur. Un domestique de 20 à 25 ans gagne de 400 à 500 francs par an, nourri, couché (le plus souvent à l'écurie sur un grabat). Une bonne de 16 à 20 ans gagne de 200 à 250 francs nourrie et logée.

La fabrication de la lime concentrée en une seule usine est l'élément économique essentiel de la localité. Cette usine, fondée en 1845, emploie environ 350 ouvriers. Ceux-ci fondèrent, le 15 janvier 1882, une chambre syndicale, laquelle soutint, en 1887, une grève que le manque d'entente fit échouer. En 1902, le syndicat ne donnait plus signe de vie, quelques camarades voulurent le faire revivre. Un article parut dans le *Bulletin de la Métallurgie* conseillant aux camarades d'Arnay de se grouper. Un des secrétaires de la Fédération de la métallurgie au congrès de Montpellier donna une conférence à Arnay. Assez vite le syndicat grandit. C'en était trop aux yeux du patronat, l'usine fut fermée et 350 ouvriers se trouvèrent sur le pavé. C'est alors que le président du syndicat, connaissant l'auteur de l'article paru dans le *Bulletin de la Métallurgie* ainsi que l'auteur d'affiches apposées nuitamment sur les grilles de l'usine, les somma, en une assemblée extraordinaire, de se nommer afin de sauver le syndicat compromis. Ils se nommèrent. Aussitôt un ordre du jour de flétrissure fut rédigé contre eux et porté, chapeau bas, à un des patrons de l'usine qui le reçut avec le mépris qui convenait. L'usine fut réouverte et tout le monde fut repris, sauf douze ouvriers parmi lesquels... le président du syndicat! Ainsi fut tué le syndicat des ouvriers en limes d'Arnay-le-Duc.

Les ouvriers aux pièces (la grande généralité) gagnent en moyenne 80 à 100 francs par mois; mais qu'on leur demande ce qu'ils gagnent, ils répondront facilement 5 francs par jour. Les ouvriers à la journée gagnent 3 francs et 3 fr. 50, assez rarement 4 francs pour 10 heures de travail. Les femmes gagnent en moyenne 1 fr. 50 pour 9 h. 1/2. Presque chaque jour, sur le coup de 3 heures, les ouvriers sortent boire une chopine et très souvent ils en boivent deux. Celui qui ne peut boire son litre n'est pas digne d'être un ouvrier en limes.

En politique, on est républicain, anticlérical, vaguement teinté de socialisme. Un comité radical socialiste fonctionne tous les quatre ans quand s'ouvre la période électorale.

Le reste de la localité est fait de petits commerçants. La vie est relativement assez chère; le pain vaut 0 fr. 35 le kilo, le veau 1 fr. 80, le bœuf 1 fr. 60, le mouton, 1 fr. 80 et 2 francs, le lait 0 fr. 20 le litre, le beurre 1 franc la livre (0 fr. 80 après le carême, 1 fr. 25 à 1 fr. 40 en hiver). Le loyer vaut de 125 à 140 francs les deux pièces avec jardins.

D. D.

MOUVEMENT OUVRIER

Dans le but d'examiner les résultats de la propagande intensive menée par la Confédération depuis dix-huit mois en faveur de la journée de 8 heures, une importante réunion s'est tenue la semaine dernière à la nouvelle *Maison des Fédérations*.

Les délégués de chaque organisation ont rendu compte de la situation dans leur corporation respective et, dans la plupart, des résultats tangibles sont à espérer.

La conférence a ensuite examiné de quelle façon l'action serait engagée au 1er mai prochain ; enfin, après une discussion parfois longue et passionnée, un ordre du jour, qui contient surtout des indications sur la tactique à suivre, a été adopté.

Voici cet ordre du jour qui, sans phrases inutiles, donne bien aux travailleurs les indications qu'il faut.

La conférence décide :

« D'engager les travailleurs à dresser — si ce n'est déjà chose faite — leurs cahiers de revendications portant sur la diminution du temps de travail et sur toutes autres améliorations particulières à leur corporation, pour être soumis aux patrons, leur fixant un délai qui devra ne pas dépasser le 1er mai 1906.

« D'inviter les travailleurs à participer le jour du 1er mai à un chômage de solidarité, qui sera une manifestation de la puissance d'action du prolétariat organisé.

« D'autre part, la conférence indique aux organisations comme mode d'action pour la réalisation de leurs cahiers de revendications, les deux formes suivantes :

« Ou bien la cessation du travail la huitième heure accomplie, ou bien arrêt complet du travail jusqu'à satisfaction.

« Dans le premier cas, les travailleurs, les huit heures faites, quitteront l'usine, l'atelier ou le chantier.

« Dans le second cas, c'est la grève se poursuivant jusqu'à complète satisfaction.

« Entre ces deux tactiques, la conférence laisse le choix aux organisations qui auront à s'inspirer des nécessités de leur milieu.

« Mais elle leur rappelle que la diminution du temps de travail ne doit pas entraîner une diminution du salaire. »

La tactique *ainsi* définie est donc la suivante :

1° « Présenter *immédiatement* dans chaque usine un cahier de revendications au patron » ;

2° Chômage complet le 1er mai ;

3° Quitter le travail la huitième heure accomplie, dès le 2 mai, là où le patron n'aura pas, bien entendu, fait droit aux revendications ouvrières;

4° Engager la grève là où les patrons tenteront de résister.

L'échéance approche et je ne saurais trop recommander à nos camarades de tenter un dernier effort de propagande.

La diminution du temps de travail est une première conquête indispensable. Moins surmenés et ayant un peu plus de liberté, il sera alors facile aux travailleurs de s'organiser solidement. Plus l'assaut donné au patronat sera un mouvement d'ensemble, plus grandes seront les chances d'obtenir satisfaction, et une fois franchie cette étape utile, nécessaire, indispensable, le prolétariat, plus conscient de sa force, pourra alors se préparer à des conquêtes qui l'amèneront vite à son émancipation définitive.

❖ ❖

Voici, à titre de document, le cahier des revendications présenté à tous les patrons de la corporation par le syndicat des ouvriers lithographes de la Seine :

« 1° Reconnaissance officielle des syndicats ouvriers lithographiques du département de la Seine par les patrons lithographes de la région ;

« 2° La journée de travail est fixée à 8 heures pour tous les ouvriers, sans distinction de spécialité;

« 3° La réduction des heures de travail n'entraîne aucune diminution de salaire ; il est bien entendu que le tarif des huit heures est le même que pour les dix heures actuelles ;

« 4° En cas de chômage dans une maison, le travail sera réparti également entre tous les ouvriers de même spécialité ; toute journée commencée sera terminée;

« 5° Suppression du travail aux pièces pour tous les lithographes travaillant dans les imprimeries, y compris les écrivains-graveurs;

« 6° Les montants, grises et retouches, faisant partie des attributions des écrivains-graveurs, devront exclusivement être exécutés par ces derniers;

« 7° Les heures supplémentaires sont interdites;

« 8° Le repos hebdomadaire est obligatoire;

« 9° Respect, par le patron, des lois sur l'hygiène susceptibles de garantir la vie des ouvriers. »

C'est là une indication qui peut servir de base à tous les syndicats qui formuleront des revendications. Celles des camarades lithographes ont l'avantage d'être très précises et de ne rien laisser au hasard, c'est pourquoi je crois devoir le donner tout au long comme un cahier-type.

❖ ❖

S'il existe en France une région où les travailleurs sont durement exploités, où les salaires sont réduits au plus strict minimum, permettant juste de ne pas crever de faim, c'est bien dans cette partie du département de la Somme qui comprend les agglomérations de Béthencourt, Feuquière, Friville-Escarbotin, Woincourt, Fressenneville, etc.

C'est principalement les travaux de petite serrurerie et de machines-outils qui y sont exécutés.

Les salaires y sont en moyenne, tant à l'usine qu'à domicile, de 9 à 15 francs par semaine, et c'est *exceptionnellement* qu'ils atteignent 18 et 20 francs.

Longtemps, trop longtemps, les malheureux travailleurs de ces régions sont restés sous le joug, ce qui a permis à leurs exploiteurs de faire de rapides et colossales fortunes. A différentes reprises, ces exploités tentèrent bien de réagir et de se grouper, mais toujours les exploiteurs, qui se rendaient bien compte qu'une fois groupés, leurs ouvriers ne manqueraient pas de leur demander d'améliorer leur situation, brisèrent aussitôt que formées les tentatives de groupement qui furent faites.

C'est principalement à Fressenneville que la situation des travailleurs était des plus misérables. Non seulement pesait sur eux la servitude économique, mais l'exploiteur Ricquier était maire de la localité, ayant de plus un de ses gardes-chiourmes comme adjoint.

Malgré cette servitude, un syndicat d'ouvriers métallurgistes réussit à se former, ce qu'apprenant l'exploiteur Ricquier — malgré toutes les dénégations qu'il a faites depuis — tenta de briser le syndicat naissant en renvoyant l'un des principaux militants, travaillant à l'usine depuis neuf ans. Las d'être ainsi traités en esclaves, les ouvriers se soli-

darisèrent avec leur camarade, et le patron ayant refusé de le reprendre, tous, environ 460, quittèrent immédiatement le travail.

Il n'en fallait pas plus pour donner toute son expansion aux colères contenues qui couvaient depuis trop longtemps.

Aussitôt la grève déclarée, le mouvement gréviste prit une allure vraiment révolutionnaire. Les grévistes brisèrent les carreaux des fenêtres de l'usine et des bâtiments de la machine à vapeur. On arrêta la machine et les mécaniciens furent licenciés.

Une manifestation, à laquelle prit bientôt part toute la population, parcourut le bourg, drapeau rouge en tête, et se rendit devant le château du patron.

Là, l'exaspération devint à son comble, et en moins de temps qu'il n'en faut certainement pour l'écrire, les carreaux étaient brisés, les portes sautaient, l'immeuble était envahi, et les meubles jetés par les fenêtres. De plus en plus exaspérés et refoulant en un jour vingt années de misère et de rancunes contenues, les grévistes envahirent le château de l'autre patron, où ils organisèrent un pillage en règle, brisant tout de la cave au grenier, jetant les meubles par les fenêtres. Puis ils mirent le feu à la maison dévastée et empêchèrent les pompiers d'éteindre l'incendie.

Tels sont les faits qui en disent plus sur les misères qu'ont pu endurer ces malheureux, que tous les longs exposés que je pourrais en faire.

Aujourd'hui, la soldatesque a envahi la cité de malheur et cavaliers et fantassins campent dans les usines abandonnées.

Les exploiteurs, pour donner le change, veulent faire croire aujourd'hui qu'ils ignoraient que l'ouvrier qu'ils avaient eux-mêmes qualifié de « meneur » était l'un des principaux membres du syndicat. Pour essayer de faire courber à nouveau les fronts, ils font courir le bruit qu'ils abandonnent leur fabrication et que l'usine ne sera pas rouverte.

Les travailleurs organisent chaque jour des manifestations et vont tenter de provoquer une grève générale dans toute la région.

En attendant, comme il faut que femmes et enfants mangent, des *soupes communistes* ont été organisées.

Les camarades font un pressant appel à tout le prolétariat et je me ferai personnellement un devoir et un plaisir de leur faire parvenir ce que nos lecteurs voudront bien m'adresser en leur nom.

❖ ❖

La presse a fait grand bruit autour de la grève des garçons limonadiers de Toulon. Les travailleurs toulonnais n'ont en effet pas peur de la rue et des manifestations grandioses ayant été organisées, la frousse s'est étalée tout au long des colonnes des journaux.

Quelques devantures de cafés où se réunissent d'ordinaire les bourgeois ont bien été mises à mal et il n'en a pas fallu plus pour représenter Toulon comme en révolution.

Cependant, il y a un mort, mais celui-ci est un gréviste qui a été tué par un jaune qui continuait à travailler. Cela explique en partie l'exaspération des grévistes que le meurtre d'un des leurs, on le concevra facilement, n'était pas fait pour calmer.

C'est à la suite de cet assassinat voulu et prémédité, à ce qu'affirment les intéressés, qu'un manifeste qui a tant exaspéré certaine presse fut placardé et distribué. En voici les principaux passages :

« Une fois de plus, le patronat vient de faire dans nos rangs une victime. Trop lâche pour assumer lui-même la responsabilité des crimes, il fait accomplir ses forfaits tantôt par des soldats abrutis par la discipline et l'épouvante, tantôt par des employés vendus à leur cause et indignes du nom de prolétaires.

« Certes, ce douloureux événement ne se fût pas produit si, au lieu d'être intransigeants et féroces comme ils l'ont été jusqu'à ce jour, les patrons avaient consenti à discuter avec leurs malheureux employés.

« La responsabilité de ce crime leur retombera tout entière. »

A signaler également l'incarcération pendant quelques heures dans les locaux de la Bourse du travail d'un commissaire de police et que les grévistes, bonnes âmes, n'ont même pas songé à « *passer à tabac* ».

En attendant, la grève continue et également les manifestations. Il est à peu près certain que devant la solidarité dont font preuve tous les travailleurs toulonnais envers leurs camarades, les patrons devront accorder entière satisfaction aux grévistes.

❖ ❖

Le mouvement gréviste a pris ces temps derniers une telle importance que force m'est de signaler seulement la plupart des conflits actuellement engagés et dont quelques-uns pour le moins sont cependant des plus importants.

La grève de l'imprimerie Paul Dupont dure depuis un mois sans que de grands changements se soient opérés dans la situation, mais il ne fait à présent de doute pour personne que le patron sera amené à capituler.

Chez les maraîchers-horticulteurs, la grève est terminée, et d'importantes améliorations ont été obtenues.

A Billancourt, grève des ouvriers mécaniciens de la maison Renault, fabricant d'automobiles. Les grévistes sont au nombre de 1.200.

Grève également chez les mécaniciens de la maison Mors, qui exigent le renvoi d'un garde-chiourme attaché à l'établissement.

A Aubagne, près Marseille, grève d'ouvriers charretiers.

Grève également chez les corroyeurs de la Seine.

Enfin je signalerai la grève des cochers-postiers de la Seine qui n'a duré que quelques heures, mais qui a suffi pour faire obtenir à ces travailleurs d'importantes améliorations vainement réclamées par eux depuis des années.

P. Delesalle.

P. S. — Au moment de mettre sous presse, les facteurs d'imprimés et une partie des ambulants de certains réseaux sont en grève.

P. D.

❖ ❖

BELGIQUE

Dans le *Courrier Européen*, G. Fuss-Amoré a consacré deux correspondances au profit de son frère, notre vaillant camarade Henri Fuss-Amoré. Dans la seconde, il a publié un abrégé des déclarations faites par le rédacteur de *l'Action directe*, lesquelles sont en quelques sortes un exposé des principes de ce syndicalisme révolutionnaire belge, « dont la naissance et les premières manifestations sont singulièrement faites pour inquiéter le parti socialiste dont les tendances réformistes et électorales s'accentuent chaque jour ».

Voici, d'après le *Courrier Européen*, un aperçu des déclarations d'Henri Fuss :

« Nous n'attendons rien du parlementarisme ; les réformes, les prétendues *lois sociales* votées avec la coopération des bourgeois ne sont que des leurres. En résumé toute action est funeste qui tend à obscurcir la notion de la lutte des classes.

« Cette lutte nous ne la créons pas, nous la constatons. Elle est un fait. Deux forces sont en présence : les exploiteurs et les exploités. Celui qui aura le poing le plus solide sera le maître...

« Pas de bourgeois, pas de politiciens dans nos rangs, mais seulement des travailleurs manuels groupés pour la conquête d'avantages concrets, comme par exemple la journée de huit heures ou le minimum de salaire.

« Une fois ce groupement réalisé, le conflit éclatera et la place sera aux plus forts. »

On s'est justement étonné de la faiblesse de la peine prononcée contre Fuss. A quel mobile attribuer l'indulgence de la Cour, se demande le *Courrier ?* « Tout uniquement à l'esprit de classe. Quoique ouvrier, Henri Fuss est issu de la bourgeoisie, petit-fils et parent de magistrats et d'avocats. S'il avait été enfant de prolétaire, il ne s'en fût pas tiré à moins de deux ans. La constation doit être faite, car elle apporte un argument en plus à sa thèse. »

❖ ❖

Les plus ennuyés de l'affaire, il paraît que ce ne sont pas les syndicalistes, dont la cause s'est servie des assises comme d'une tribune, mais les socialistes parlementaires. « Leur ennui se traduit malheureusement par des mesures qui ne font pas honneur à leur esprit de liberté. C'est ainsi qu'ils ont interdit l'entrée du café de la Maison du Peuple de Bruxelles à l'*Action directe*.

Du coup les voilà privés du droit de protester contre l'ostracisme dont l'administration des chemins de fer de l'État frappe leurs propres journaux. »

RUSSIE

Tsarisme assassin. — L'enquête ordonnée par le conseil des ministres sur le pogrome du 27 janvier, à Homel, — duquel il a été question ici — a abouti à un rapport de M. Savitch, haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur.

Il ressort de l'enquête que le pogrome constitue un nouveau crime à la charge du gouvernement russe. M. Savitch a constaté que l'œuvre dévastatrice a été accomplie par une bande d'une quinzaine d'individus armés et conduits par l'employé de banque Gollobkine. « Cette bande, dit la *Correspondance russe*, a agi sous la protection et avec l'aide des cosaques et des troupes d'infanterie casernés dans la ville. Les soldats étaient sous-officiers ; ils faisaient feu de tous les côtés à la fois. On vit même des pompiers appelés sur les lieux prendre part au pillage. »

L'enquête spéciale du général Fallenberg a démontré que les massacres avaient été organisés par deux individus fort connus à Homel « sous la direction et avec le concours financier de la Société des patriotes russes, fondée par le chef de la police secrète de Homel, le comte Pogdoriatchine. Or, celui-ci agissait sous l'inspiration directe de Timoveieff, haut fonctionnaire de la police ; précédemment jurisconsulte de Trépof à Moscou et à Pétersbourg.

Il faut noter qu'après que Savitch eut quitté Homel, le Pogdoriatchine a été appelé à une haute situation, à Yalta, le tsarisme ayant reconnu en ce bandit un bon et loyal serviteur. Et c'est le policier Chipailo, organisateur des massacres d'Orcha, qui lui a succédé à Homel.

Cette première constatation de la part prise par les autorités russes aux massacres antijuifs, prête une particulière importance à certain fait précédemment établi : *à Pétersbourg, en un bâtiment de l'État, fonctionne une imprimerie secrète*, dirigée par l'officier Komissarof, *sous la haute surveillance du sous-directeur du département de la police ; cette imprimerie répand à profusion, par toute la Russie, des proclamations excitant au meurtre des juifs et des intellectuels.* Bien que l'attention du premier ministre Witte ait été attirée sur ces excitations criminelles, il est certain que le 9 février dernier, le sous-directeur de la police, qui se nomme Ratchkovsky, s'est vu attribuer 75.000 roubles sur les fonds d'État pour les dépenses de son imprimerie.

En d'autres termes, il est d'évidence que le gouvernement russe est l'inspirateur des massacres et des pillages qu'opèrent depuis des mois, au nom de l'*ordre*, les bandes antijuives.

Et s'il était besoin d'une preuve de plus, elle serait fournie par le sinistre ministre de l'intérieur, Dournovo, qui, assistant l'autre jour à l'audience du Sénat où se jugeaient les affaires de l'ancien préfet d'Odessa, Neidhardt, et du gouverneur de Minsk, Kourlov, organisateur des inoubliables pogromes d'octobre 1905, a déclaré que ces deux fonctionnaires avaient agi *conformément aux vues de l'État*, de sorte qu'il n'était pas possible de les poursuivre en justice.

« A la suite de cette déclaration, dit la *Correspondance russe* du 3 avril, le Sénat a résolu le non-lieu et a décidé d'ouvrir des poursuites contre le juge d'instruction de Minsk qui avait demandé la mise en jugement du gouverneur Kourlov. »

Patience ! La Russie finira bien par se lasser.

❖ ❖

Sur l'exécution de Schmidt. — Sur l'exécution du lieutenant Schmidt, dont la vie et la mort sont en train d'atteindre en Russie aux proportions de la légende, M. Pierre Struve, l'écrivain démocrate-constitutionnaliste, a publié dans son journal l'*Étoile Polaire*, un fort bel article.

En voici quelques lignes qui pourraient s'appliquer, non pas au seul tsarisme, meurtrier de Schmidt, mais aux classes dirigeantes et aux gouvernements de tous les pays.

« Mais *eux* (les maîtres actuels de la Russie) n'entendent rien et n'entendront jamais. Pour eux, le lieutenant Schmidt est un émeutier. Pour cela, mais surtout pour faire un exemple, on l'a fait fusiller. L'intimidation, voilà l'alpha et l'oméga de leur sagesse politique. *Ils ont foi dans la force de l'intimidation et ils n'ont pas foi dans celle du martyre.*

« Schmidt et sa mort sont devenus des symboles nationaux, formidables et poignants.

« Pour eux, c'est là une bagatelle. Ils intimident les autres, mais eux-mêmes n'ont peur de rien.

« Les gouttes tombent sans qu'ils entendent le bruit sinistre de leur chute. C'est leur destin. »

Pour Marie Spiridonof. — On se rappelle le martyre de Mlle Marie Spiridonof, la jeune héroïne de l'attentat de Tambov : nous avons publié ici même, en son temps, une traduction malheureusement incomplète de sa lettre à la *Rouss*, qui en contenait le récit.

A la suite d'un vibrant appel adressé aux femmes de France par M. Wladimirof, rédacteur à la *Rouss*, un comité de protestation s'est constitué à Paris, par l'initiative des frères Margueritte. Il a lancé à son tour à l'opinion française un émouvant appel. En voici le texte :

« Les tortures qu'une jeune fille russe, Marie Spiridonof, vient de subir ont fait frémir d'indignation toute la Russie. Nouvelle Charlotte Corday, son crime était d'avoir tué une brute infâme, le vice-gouverneur de Tambow, Lujenovski, qui faisait périr sous les nagaïkas des villages entiers et fusiller les gens sans enquête ni jugement. Marie Spiridonof fut soumise à un véritable supplice, digne du moyen âge. Elle fut traînée par les jambes du haut en bas d'un escalier, la tête heurtant contre les marches, elle fut jetée toute nue dans un cachot glacé, elle fut fouettée pendant qu'on la tenait suspendue par sa chevelure, puis ses cheveux furent arrachés, un de ses yeux fut crevé, ses bourreaux, des cosaques, marbrèrent son corps des brûlures de leurs cigarettes, et avec leurs ongles lui arrachèrent des lambeaux de peau; enfin, quand à bout de forces, elle fut sans résistance, l'officier Abramoff la viola.

« Tous ces faits ont été établis et vérifiés par une enquête faite par M. Vladimiroff, rédacteur à la *Rouss*, par la déposition du médecin de la prison et par l'acte d'accusation, l'avocat général lui-même ayant plaidé les circonstances atténuantes.

« Or, malgré cela, Marie Spiridonof a été condamnée à mort. Elle sera exécutée par la pendaison, si on ne parvient pas à arracher aux bourreaux son pauvre corps déjà mutilé. Il ne faut pas que cela soit, que ce défi à la conscience publique aille jusqu'au bout.

« Les soussignés croient donc de leur devoir de protester contre le rétablissement de la torture en Russie, et espèrent que le gouvernement russe ne voulant pas se rendre complice de ces abominations renoncera à l'exécution de Marie Spiridinof. »

⁂

NOUVELLE-CALÉDONIE

L'exploitation capitaliste. — Il existe, je crois, peu de contrées où l'ouvrier soit plus désarmé qu'en Calédonie contre la rapacité des exploiteurs. Cela tient à ce que la diversité d'origine de la main-d'œuvre empêche toute entente des prolétaires entre eux.

La « libération » et la « relégation » ont été longtemps les principales sources de la main-d'œuvre en Calédonie.

Pour le libéré, il faut considérer que, toute terminée que soit sa peine, il n'est pas tenu quitte par l'administration pénitentiaire ; s'il a fait une peine de cinq à huit ans, il doit ce que l'on appelle le *doublage*, c'est-à-dire qu'il est astreint à résider dans la colonie pendant un nouveau laps de cinq à huit ans; si la peine a dépassé huit ans, l'obligation de résidence est perpétuelle.

Bien peu de ceux qui se trouvent dans le premier cas sont à même d'en profiter. A moins, ce qui est rare, qu'il n'ait de l'argent de sa famille, le condamné, lors de sa libération, n'a pas le sou; c'est à peine si les plus favorisés possèdent un pécule d'une centaine de francs, juste de quoi s'habiller et chercher du travail; et encore faut-il n'être pas trop longtemps à en trouver, car la vie est chère dans le pays : commercialement, la pièce de cent sous n'a guère plus de valeur que celle de quarante sous en France, surtout pour l'ouvrier obligé de travailler sur les exploitations agricoles ou minières de la brousse.

Voilà des gens qui sortent du bagne plus ou moins démoralisés, la chiourme ayant généralement réussi à anéantir en eux toutes les facultés qui en faisaient des hommes, et si par hasard un d'eux se croyant libre, sa dette étant payée, essaye de relever la tête, la poigne de fer de l'administration est là pour la lui faire baisser et lui rappeler brutalement qu'il n'est qu'un forçat libéré. A n'importe quel prix il faut que le libéré accepte du travail.

A sa sortie du bagne, la *Pénitentiaire* l'a doté d'un livret sur lequel tous ses changements de résidence doivent être visés par la gendarmerie, ainsi que tous les engagements de travail; un mois sans occupation et l'ouvrier tombe sous le coup de la loi sur le « vagabondage spécial », loi scélérate s'il en est, permettant aux tribunaux de distribuer des mois de prison pour vagabondage à des gens qui parfois ont un peu d'argent dans leur poche et ont souvent des moyens d'existence certes plus honorables que ceux des justiciards. Il est clair que dans ces conditions les patrons ont toute latitude pour l'exploitation du libéré, qui reste complètement sans défense vis-à-vis d'eux; forcé le plus souvent d'accepter du travail à vil prix pour éviter de tomber sous le coup de la loi.

Telle est la situation de l'ouvrier libéré, telle est également celle de l'ouvrier relégué et encore je la considère comme plus défectueuse. Le libéré, une fois sa peine terminée, ne peut plus être reintégré au bagne, sauf nouvelle condamnation; il n'en est pas de même pour le relégué qui, lui, n'est jamais qu'en liberté conditionnelle, c'est-à-dire que suivant le bon plaisir de l'administration ou de l'exploiteur qui l'a engagé, il peut être sous n'importe quel prétexte réintégré au pénitencier; il faut pour l'affranchir complètement du bagne un jugement de la cour d'appel de Nouméa le relevant de la relégation.

Vous voyez que la situation faite à ces deux catégories d'ouvriers ne leur permet aucune revendication de leurs droits. Cette situation a forcément sa répercussion sur ce que l'on appelle la *main-d'œuvre libre* représentée par les émigrants français et étrangers attirés comme ouvriers par les exploitants de mines, comme colons par le gouvernement. Inutile de dire qu'exploitants et gouvernement n'ont qu'un but : tromper les malheureux qui se sont laissé prendre à leurs promesses au plus grand profit de quelques capitalistes.

Tous les ouvriers qui sont venus en Calédonie embauchés par les soins de l'Office colonial avaient eu promesse d'engagements avec salaires minimum de 7 et 8 francs par jour. Jugez du désappointement de ces gens lorsque arrivés à Nouméa, ils ne trouvèrent à s'employer que sur les travaux du chemin de fer à raison de 4 fr. 50 à 5 fr. par jour et que, seuls, quelques-uns furent engagés dans les mines pour 7 francs par jour! A force de réclamations les plus malins réussirent à se faire rapatrier aux frais de la colonie, mais le plus grand nombre de ces malheureux durent se résigner; l'administration leur fit même comprendre qu'ils étaient des privilégiés les libérés travaillant, eux pour 4 francs sans augmentation. De là, au seul profit des exploiteurs, cette dissidence entre émigrants et libérés, ceux-là ne comprenant pas que ceux-ci fussent forcés de travailler à bas prix, et ceux-ci disant aux émigrants qu'ils étaient venus en Calédonie pour faire baisser leurs salaires. Aucune entente ne paraît actuellement possible entre ces deux catégories de travailleurs.

Actuellement avec la crise minière que nous traversons, — il est triste de le dire et pourtant c'est réel, — émigrants et libérés s'arrachent le pain de la bouche ; c'est à qui travaillera au plus bas prix ; sur les quelques mines qui sont encore exploitées, d'aucuns s'offrent à travailler pour leur nourriture. Jugez si les capitalistes acceptent l'aubaine.

Je ne veux vous citer qu'un exemple par celui-là vous jugerez.

La plus riche mine de chrome qui soit en exploitation se trouve actuellement en Calédonie : « La Tiebaghi ». Le contrat d'exploitation de cette mine, passé au début par un petit particulier, a été vendu, il y a deux ans, 1.200.000 francs à un groupe de capitalistes français et anglais parmi lesquels figurent le fameux capitaine Triponé (l'homme du procès de la mélinite) et ses fils sous le nom de Chalas et Cie.

Cette mine donne un rendement mensuel de 5.000 tonnes de minerai d'une teneur moyenne de 54 0/0. En prenant le plus bas prix de vente, 80 fr. la tonne à 50 0/0, plus 3 francs par unité au-dessus la valeur du minerai extrait représente 460.000 fr. par mois. La tonne de minerai rendue sous palan à bord des navires représente en frais d'extraction, de transport, usure de matériel, etc., environ 10 fr. si nous ajoutons à ces 10 francs, 15 francs de royalty par tonne, versés aux propriétaires de la mine comme droit d'exploitation, plus au MAXIMUM, 50 francs de la tonne pour droits, fret, assurances et divers frais de transport de Calédonie en Europe, nous arrivons à un déboursé de 75 francs par tonne, lesquels déduits du prix de vente MINIMUM de 92 francs, laissent un bénéfice net de 17 francs par tonne, soit 85.000 francs par mois.

Avant la crise qui sévit sur le pays, les journées d'un ouvrier travaillant à la mine étaient de 7 et 8 francs, les marchandises du magasin n'étaient pas trop chères bref; l'homme pouvait vivre et mettre quelques sous de côté. Mais, arriva la crise et, qui pis est, le père Chalas. On connaissait peu en Calédonie le type du grand capitaliste européen; nous en vîmes un spécimen de choix.

Je vois encore cet homme discutant les salaires, le corps voûté, ramassé sur ses grandes jambes, étendant ses deux longs bras, ouvrant ses mains aux doigts crochus en un geste de reprendre, arracher le peu de gain que quelques malheureux qui s'esquintaient au travail pouvaient réaliser sur leurs journées.

— Comment! nous continuerions à payer des hommes 7 et 8 francs, quand la misère règne dans le pays ! Non, la loi de l'offre et de la demande, je ne connais que ça : il y a surcroît d'ouvriers, il doit y avoir baisse des salaires, nous avons une bonne affaire en mains, c'est vrai, nous serons généreux : au lieu d'embaucher à quatre francs, nous embaucherons à cent sous.

Les journées furent mises à cinq francs, et pour cinq francs il fallut que l'ouvrier travaillât plus qu'il ne faisait pour huit, puisqu'on diminua la main-d'œuvre tout en exigeant le même rendement. Si les hommes ne marchent pas, s'ils ne se crèvent pas au travail, on les mettra à la porte ; on en a dix pour un, il y a du choix ; et puis, qu'est-ce que cette main-d'œuvre de libérés et de relégués, quelle considération peut-on avoir pour ces gens-là !

Non, Triponé, il n'y a pas de considération à avoir pour cette main-d'œuvre, il n'y a pas de considération à avoir pour les victimes de votre organisation sociale, mais à vous l'agioteur galonné de l'affaire Turpin, qui avez trahi votre caste, c'est à vous que la considération et le respect sont dus!

Les Chambres de commerce de Paris et de Londres tiennent à honneur à compter Triponé parmi leurs membres : qui se ressemble s'assemble. La Chambre de commerce et la municipalité de Nouméa se sont mises en frais pour le recevoir, les journaux locaux y ont été de leur petit article, toute la pègre capitaliste a fêté son passage dans le pays, et à son départ, dans un geste solennel, il a laissé tomber à grand fracas un millier de francs dans l'escarcelle de l'assistance publique. Les économies réalisées sur les salaires de ses ouvriers lui permettaient certes bien cette générosité.

A l'heure actuelle, il y a en Calédonie des centaines de malheureux qui roulent la côte, crevant de faim, cherchant du travail, ne fût-ce que pour une croûte de pain, et n'en trouvant pas, pendant qu'une association internationale de voleurs est en train de ramasser des millions en exploitant la plus riche mine du pays et cela sans profit pour ce pays lui-même puisque, sur 300 personnes qu'emploie l'exploitation, il y a 250 engagés chez les Canaques, Tonkinois, Javanais, etc. Mais de quel droit ces Birch et ces Chalas viennent-ils accaparer la richesse d'un pays pour leur profit personnel ? Cette mine ils ne l'avaient pas dans leur berceau en venant au monde, ils n'ont même pas le mérite de l'avoir découverte. Non, c'est la force du capital, c'est la puissance de leur argent qui les en a rendus maîtres. Eh bien! quand dans une société de pareils abus peuvent se produire, il faut que cette société disparaisse, si elle est incapable de faire disparaître les abus.

X.

VARIÉTÉ

Les Syndicats Chinois

Les Trois Relations.

C'est avec une inconscience parfaite que la civilisation occidentale entreprend de s'imposer à la nation chinoise. Nous mettons à la disposition de ce peuple immense tous les moyens techniques qui nous ont permis d'atteindre le degré de supériorité (d'ailleurs tout extérieure) qui soulève notre enthousiasme admiratif et complaisant. Les Chinois ne feront point de difficultés pour accepter ce cadeau précieux. Ils se l'approprieront avec empressement, conscients qu'ils sont que toutes les merveilles du génie occidental, depuis la pompe à vapeur jusqu'à la fabrication du papier,

depuis les armes à feu jusqu'à l'imprimerie, sont pour eux de toutes vieilles connaissances qui leur reviennent sous une forme plus élégante. Mais il ne faut pas croire qu'en échange des bienfaits de la technique moderne que l'Europe leur offre, ils feront profiter l'Occident de leur incontestable et millénaire supériorité en matière sociale.

On ne conçoit pas en Europe que nous puissions avoir quelque chose à apprendre des Chinois. On ne sait pas que la Chine, merveilleusement organisée au point de vue économique, n'a plus, depuis longtemps, à chercher une solution au problèmme difficile qui s'appelle la question sociale. On ne connaît pas le vrai péril jaune. On ne se doute pas qu'au moment où, dans le domaine entier du monde occidental capitaliste, une grande crise viendrait surprendre la production, la Chine, outillée à l'européenne, mais se prévalant de son système social supérieur, pourrait ruiner et annihiler l'Europe, non pas avec des canons mais par la seule force de son travail. Cela est vrai pourtant ; la Chine nous est supérieure socialement et toutes nos discussions de principes sociaux, toutes nos tentatives de réformes sociales resteront forcément privées d'une base de comparaison solide aussi longtemps que nous omettrons de regarder le vénérable exemple de la Chine.

On ne pouvait guère songer en Europe à aller chercher en Chine un exemple quelconque. Elle est restée cachée jusqu'à présent sous un impénétrable voile d'ignorance et de préjugés. Notre histoire occidentale ne nous paraît intéressante que par les innombrables catastrophes, les chocs pernicieux, les cataclysmes palpitants, les épopées grandioses et souvent ridicules qui ont rempli et affligé la vie des peuples dits civilisés. Or, en Chine, de telles convulsions nationales ou dynastiques n'ont jamais eu d'importance. Les quelques grandes guerres et révolutions sanglantes, consignées dans les annales des empereurs, ont à peine effleuré l'inaltérable continuité de l'évolution sociale. Et voilà pourquoi, en Occident, on est convaincu que l'histoire chinoise est vide et dénuée d'intérêt. C'est qu'on ne comprend pas que la gigantesque nation d'Extrême-Orient possède une histoire sociale et presque pas d'histoire politique, tandis que nous autres n'avons qu'une histoire politique et tout au plus un embryon d'histoire sociale.

Il serait malaisé d'expliquer en quelques mots cette différence capitale. Qu'il nous suffise pour le moment, de la constater. Elle se fait jour surtout dans le fait suivant. Chez nous, la vie sociale dépend en première ligne des hasards politiques qui bouleversent la vie des Etats. En Chine, elle dépend uniquement d'un principe philosophique dont elle n'est que la manifestation palpable.

C'est à cela que tient la supériorité sociale des Chinois. Leur principe social ne leur a pas été imposé de force par des législateurs ; il se manifeste d'une façon toute spontanée. Il est entré depuis des milliers d'années dans la mentalité des foules. Mais il n'en est pas pour cela plus facile à étudier. Les préjugés sur la Chine, implantés chez nous par des missionnaires bornés, des commerçants ignorants et des diplomates naïfs, ont si bien tenu jusqu'à présent, que tout le monde en est encore à croire que la nation chinoise est morte incapable de tout progrès et réfractaire à toute réforme. Et l'on reste convaincu que la faute en est au règne d'un principe d'immuable et ridicule autorité familiale.

Or, c'est absolument faux. Le système patriarcal qui a certainement existé chez les Chinois comme partout, s'est transformé depuis à peu près trois douzaines de siècles et a peu à peu disparu. Une organisation capitaliste analogue à la nôtre lui a d'abord succédé. Mais la Chine a su depuis longtemps se débarrasser de ce capitalisme qui, chez nous, règne encore en maître, et elle l'a remplacé par un système de plus en plus développé de production coopérative.

Cette transformation aurait évidemment été impossible si, comme se l'imagine obstinément la majorité des Européens, la famille et l'autorité patriarcale immobilisaient dans la vie économique ou intellectuelle des Chinois toutes les initiatives personnelles. En réalité, le principe qui plane au-dessus de leur vie sociale est d'une envergure autrement considérable.

Le Chinois est symboliste. Sa langue et son écriture le forcent à l'être, ou plutôt, s'il ne l'était pas, il n'aurait ni sa langue, ni son écriture, ni, à plus forte raison, sa tournure d'esprit. Ainsi, fait pour découvrir des symboles partout, il a vu dans la famille, — association primitive et naturelle, — le symbole d'un principe de l'ordre qui règne dans toutes les relations possibles entre les individus.

Dans la famille, réduite à sa plus simple expression, c'est-à-dire dans le groupe composé de l'homme, de la femme et de l'enfant, le Chinois observe trois genres de relations : celle entre les parents et l'enfant, celle entre l'homme et la femme et celle entre celui qui dirige et celui qui se laisse diriger. Philosophiquement parlant, il observe dans le système familial (lequel deviendra par élargissement le système social), trois catégories d'associés : celle d'associés par nécessité logique, celle d'associés par sentiment et celle d'associés par coopération de volontés. Ces *trois relations*, créateur-créature, ami-ami, dirigeant-dirigé, résument tous les cas possibles de la position qu'un individu peut occuper dans un groupe. Chaque individu a sa place à la fois dans chacune d'elles, et sa place exacte dans le groupe se trouve parfaitement définie par la place qu'il occupe respectivement dans ces catégories. Tout le monde a des créateurs, tant intellectuels que physiques ; tout le monde a des affections ; tout le monde se trouve dans l'engrenage du dirigeant-dirigé. Bien mieux, en dehors de cet ensemble de relations, personne n'a rien et n'est rien dans la société.

Et voici que, d'une inspiration sublime, les philosophes chinois ont vu, dans cette triple déterminante, le corollaire des trois dimensions de l'espace physique, et ils se sont aventurés à constater que la vie sociale remplit un « espace social », comme les objets matériels remplissent l'espace à trois dimensions qui nous entoure ! Les *Trois Relations* acquièrent ainsi une valeur mathématique, et un philosophe d'il y a vingt cinq siècles, qui déjà avait conçu, quarante générations avant Descartes, les principes de la géométrie analytique, a exprimé cette idée prodigieuse que les *Trois Relations* constituent les coordonnées qui fixent la place de l'homme dans l'espace social !

L'idéal social des Chinois découle directement de cette conception. La société idéale est celle où chacun est tenu par les *Trois Relations* en parfait équilibre, au milieu de la foule des obligations que lui dicte sa raison, son sentiment et sa volonté.

Ce qui est curieux avant tout, — et ce qui m'excusera de ces explications quelque peu abstraites, c'est que cette théorie philosophique n'est point seulement, comme c'est la règle chez nous, un jeu spirituel destiné à fournir la matière à des discussions oiseuses. Elle est, au contraire, la formule générale à laquelle obéit dans la vie réelle l'ensemble des forces qui meut à l'heure actuelle, comme il y a trente siècles, le gigantesque organisme coopératif de la société chinoise.

L'histoire de cet organisme est compliquée et d'un intérêt purement scientifique. Elle ne nous enseignerait pas grand'chose d'utile. Les résultats que son développement graduel a comportés pour la vie sociale en Chine peuvent, certes, nous servir de modèles pour nos efforts en matière de réformes sociales. Mais nous ne pourrions jamais, en vue de ces résultats, employer chez nous des moyens empruntés aux Chinois. Les conditions sociales, en Chine, ont, de tout temps, été radicalement différentes des nôtres.

Il y a eu, en Chine, dès le commencement, le principe de l'égalité des individus, principe qui se trouve, au fond, impliqué dans celui des *Trois Relations*. Or, l'égalité veut, évidemment, que tous les individus occupent une place identique en face des trésors de la nature (terrains, eau, gibier, poisson, minéraux, etc., etc.). Et l'application de ce principe devait avoir pour conséquence la décentralisation absolue dans la vie économique. Quand, primordialement, le père disposait, par exemple, d'un certain terrain à l'usage de toute la famille, il ne pouvait pas, grâce au principe en question, qui lui semblait probablement absolument naturel, le donner à un enfant au préjudice des autres. La propriété se trouvait donc très tôt divisée en parties infinitésimales, mais toutes pourvues des mêmes titres de droit et de propriété indépendante.

Or, la base d'existence de la nation chinoise est l'agriculture. Avec l'accroissement de la densité de la population et la subdivision progressive des terrains, il devait arriver un moment où l'avantage d'avoir de la propriété devenait entièrement illusoire, et cela non seulement pour les agriculteurs eux-mêmes, mais aussi pour les commerçants et les industriels qui, issus tous des milieux agricoles, n'avaient plus ni le capital ni le crédit suffisant pour exister par eux-mêmes. C'est au courant de cette crise très ancienne que le principe de l'association prit son essor. Poussé par la nécessité, on créa, en concordance avec les immuables principes premiers, des *familles économiques* qui, fondées non plus sur les liens du sang, mais *sur l'intérêt commun*, prenaient pour domaine spécial *la solution de la question de l'existence matérielle*.

Il serait oiseux de préciser. Ce qui vient d'être dit suffit pour montrer que la question sociale s'est posée en Chine dans une forme infiniment plus bénigne que chez nous ; car il n'y a jamais eu lutte de classes, les capitalistes étant, au moment décisif, tout aussi bien prolétaires que les prolétaires eux-mêmes. Nous ne pouvons tirer de cette évolution lointaine aucun enseignement utile à la sociologie occidentale.

Si, au contraire, nous analysons le résultat de cette évolution tels qu'ils s'observent à l'heure actuelle, c'est-à-dire l'organisation syndicale de la production chinoise, nous aurons une riche moisson de données qui seront d'une notable importance pratique pour l'étude et la mise en valeur du principe de la coopération en Occident.

ALEXANDRE ULAR.

(*La Dépêche*, 29 août 1903.)

BIBLIOGRAPHIE

Le mensonge patriotique. — En trente pages, où manquent bien un peu les aperçus personnels, mais où les exemples choisis sont probants et clairs, Eugène Merle, l'un des vingt-six condamnés du récent procès antimilitariste, défend cette thèse que « la patrie est une fiction, habilement exploitée par les dirigeants pour empêcher le peuple d'orienter ses actions vers de meilleurs devenirs ».

Il est bien un tantinet simpliste de prétendre que la patrie soit fiction toute pure. La France, l'Allemagne, l'Italie, ce ne sont pas là des fictions, mais des réalités historiques et géographiques, que le cosmopolitisme croissant n'abolira probablement jamais, mais qu'il modifiera très sûrement.

Ce qu'il sied de condamner avec la dernière énergie, ce n'est pas à mon gré la patrie, ni même le sentiment de patrie, mais la déformation et l'exploitation fructueuse de la patrie et du sentiment *patrial* par l'Etat. Nos maîtres ont fait de la patrie une idole et du patriotisme une religion. Avec cette conception *étatiste*, et partant oppressive et criminelle, il n'est plus d'accommodement possible ; elle légitime le militarisme et la guerre vis-à-vis desquels il n'y a qu'une attitude recommandable : la révolte.

* *

Dieu n'existe pas. — Sous ce titre bien sonnant, nos amis de Limoges, éditeurs du journal communiste-anarchiste *l'Ordre*, publient une brochure de 16 pages qui contient un article de Dikran Elmassian : *La Fiction Dieu*, et quelques extraits de Bakounine, Proudhon, S. Faure, Büchner. La brochure est fort agréable aux yeux et intéressante à lire.

AM. D.

Nous avons reçu :

De chez Flammarion :

Théâtre de Corneille, 2 volumes de la collection des auteurs classiques, à 0 fr. 95 le volume ;

Le Portrait de M. W. H., par Oscar Wilde ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Hygiène des sédentaires, par le Dr C. Pagès ; 1 vol., 3 fr. 50, Librairie Universelle, 37, rue de Provence.

Les retraites ouvrières devant le Parlement, par J. Siegfried.

La grève générale et la Révolution, par A. Briand ; une broch., 0 fr. 10, au *Progrès du Havre*.

Les déchets de liège, Hilbig.

Le prochain dessin sera signé : DELAW.

Correspondances et Communications

✕ **Groupe La Liberté d'opinion.** — Le total des sommes reçues par le groupe au lundi 9 avril se montait à 4.095 fr. 50, les dépenses étant de 1.939 fr. 50. Reste en caisse : 2.156 francs.

Un gros effort a dû être fait pour payer les termes des camarades détenus qui en ont fait la demande, de là provient surtout l'augmentation des dépenses que présente le présent bilan.

N. B. — Les sommes qui parviennent au groupe pour les détenus et leurs familles sont intégralement versées à la caisse. Les frais divers et de propagande sont entièrement couverts par une cotisation spéciale de 0 fr. 50 par mois versée par chaque adhérent.

✕ Les **groupes antimilitaristes** de Saint-Etienne, St-Chamond, Grand-Croix, Dôle, St-Claude, Oyonnax, St Rambert, Tenay, en un mot tous les groupes de la région, sont priés de se mettre en relations avec Camille Favier, 19, rue Cité-Delassalle, Lyon-Charpenne.

✕ Le camarade Broutchoux, pour occuper les loisirs que lui procure le gouvernement, demande aux camarades de lui adresser de la lecture, journaux, etc. Lui adresser :

Broutchoux, prison de Béthune, P.-de-C.

✕ **L'A. I. A.** prévient les camarades qu'il lui reste encore 10.000 exemplaires du manifeste aux soldats, contre les signataires duquel des poursuites sont engagées. Elle peut les fournir à 5 fr. le mille pour Paris, 6 fr. port compris pour la province.

Adresser les commandes au siège de l'A. I. A., 103, quai Valmy.

✕ **La Fédération néerlandaise, communiste, libertaire** désire entrer en correspondance avec tous les groupes de l'univers. S'adresser au secrétaire J. J. Lodewijk, La Haye (Hollande).

CONVOCATIONS

✕ **Association Internationale Antimilitariste** (Section du XVIIe). — Réunion le lundi 16 avril, à 9 heures du soir, au siège de la section, 4, passage Davy. Ordre du jour : Dispositions à prendre pour la candidature antimilitariste ; question des affiches.

✕ **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy (18e arr.) :

Vendredi 13 avril. — Dr Pozerski, de l'Institut Pasteur : La digestion (avec démonstration).

Mardi 17. — Laval : L'action syndicale.

Vendredi 20. — G. Etienne : La situation sociale faite aux enfants des travailleurs.

✕ **La Semaille**, 21, rue Boyer (20e arr.) :

Vendredi 13 avril. — Vulgus : Origine des vices.

Mardi 17. — C. Dubois : Spéculation et spéculateurs.

✕ SAINT-DENIS. — **Association Internationale Antimilitariste** (Section de Saint-Denis). — Grande fête familiale le samedi 21 avril, à 8 h. 1/2 du soir, salle Rey (anciennement Chavonin), 4, quai de la Marine (Ile Saint-Denis) :

Conférence par Charles Malato : A la veille du 1er mai, l'Antimilitarisme et la Grève, et par E. Klemczinski sur l'Action syndicale et la journée de 8 heures. Récits, chants et poésies par des camarades amateurs et par les poètes chansonniers révolutionnaires.

Prix d'entrée : 0 fr. 30 par personne.

✕ CHERBOURG. — Réunions du groupe les mardi et vendredi, 56, rue de la Duche, en vue de la propagande antiélectorale.

✕ LYON. — **Internationale Antimilitariste.** — Les camarades signataires de l'affiche sont invités à une réunion qui aura lieu le mardi 17 avril, 150, rue Cuvier. Il sera causé du procès et du choix des avocats.

✕ LIÈGE. — **Cercle libre d'études sociales.** — Samedi, à 8 h. 1/2, rue Méan, 3, chez Phymens, causerie suivie de discussion sur la formation de la terre, par Xavier, étudiant.

Tous les dimanches, à 10 heures, cours d'espéranto par une camarade.

EN VENTE AUX TEMPS NOUVEAUX

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul . . . . » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross. » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce . . . . » 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissarro . . . . » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff. . . . . » 30
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel. . . . . » 15
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier . . . . » 10
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy . . . . » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier. . . . . » 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Willaume. . . . . » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache . . . . » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, ill. de Agard. . . . . » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault. » 15
L'Anarchie et l'Eglise, Reclus et Guyon, couv. de Daumont. . . . . » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couv. de Roubille . . . . » 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couv. de Signac. . . . . » 15
L'Election du Maire, par Léonard, couv. de Vallotton . . . . » 15
La Mano-Negra, couv. de Luce. . . . . . . » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couv. de Delannoy » 15
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couv. de Lochard . . . . » 15
L'Anarchie, par Malatesta . . . . » 20
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couv. de Couturier. . . . . » 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couv. de Heidbrinck . . . . » 15
L'Art et la Société, par Ch. Albert . . . . » 20
Au Café, par Malatesta. . . . . » 25
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille . . . . » 15
L'Anarchie, par Girard . . . . » 10
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin. . . » 60
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe . . . . » 15
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannet . . . . » 15
L'Immoralité du mariage, par Chaughi . . » 15
La Mano-Negra et l'opinion française, couv. de Hénault . . . . » 10
La Mano-Negra, 8 dessins de Hermann Paul. » 40
Documents socialistes, Dal. . . . . » 40
Chansonnier révolutionnaire. . . . . » 35
Militarisme, Fischer. . . . . » 35
Le Rôle de la femme, Fischer. . . . . » 35
Entretien d'un Philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couverture de Grandjouan. » 15
Les précurseurs de l'Internationale, par Tcherkesoff. 1.20

Souscription pour les familles des détenus.

Libre pensée du Chambon-Feugerolles, 6 fr. — E. D., à Melun, 3 fr. — P. L., à Paris, 0 fr. 50. — Roanne, collecte entre quelques camarades par D., 5 fr. — De la part d'Auguste et Marianne, 0 fr. 50. — Total : 15 fr ; — Listes précédentes ; 424 fr. 80. — En tout : 439 fr. 80.

Nous avons reçu pour les grévistes mineurs : P. L., à Paris, 0 fr. 50.

Notre prochain Supplément sera consacré à la
PROPRIÉTÉ

AVIS

Les camarades de Bruxelles nous avertissent que la *Bibliographie* de Nettlau est épuisée. Nous prévenons donc nos lecteurs qu'il nous sera impossible de leur fournir ce volume dès ce jour.

Un de nos camarades nous avait expédié pour le numéro passé un long article sur Most : cet article s'étant « perdu » à la poste, notre camarade nous le refera pour la semaine prochaine.

A NOS LECTEURS

Ils se rappellent sans doute la proposition que je leur faisais de faire tirer les dessins parus dans le journal au cours de l'année en album, si le prix du tirage permettait de l'établir à 3 fr. et si je trouvais un nombre suffisant de souscripteurs (300 environ) pour couvrir les frais.

A l'heure actuelle, il y a 60 adhésions !

Il nous reste encore 3 numéros à paraître pour finir l'année. Par acquit de conscience, je renouvellerai l'appel jusque-là. Mais, je le répète, l'affaire n'aura pas de suite, si je ne trouve pas un nombre suffisant de souscripteurs.

Petite Correspondance

C. S., à Tunis. — Toutes les brochures annoncées ont été vendues aussitôt.

B., La Montagne. — Le journal est expédié aussitôt que l'imprimeur nous le livre.

J. R., à Toulon. — Nous ne demanderions pas mieux que de faire réimprimer ces brochures. Il n'y a qu'un empêchement, c'est le manque d'argent.

H. L., à Verviers. — Non.

H. M. — La *Faillite du socialisme* ; trop faible.

Chaumont. — Avons *La libératrice* et portraits de Kropotk. Bakounine, Cafiero et Proudhon.

Auguste et Marianne. — Faisons faire le service à la gare d'Abbeville.

E B., à Port-Louis. — Au siège de l'A. I. A., quai de Valmy, 103.

Reçu pour le journal : C. J., à Marseille, 0 fr. 75. — H. B., à Montcherrier, 0 fr. 30. — M. R., 2 fr. — V., à Paris, 0 fr. 50. — T., à Lorient, 1 fr. — De la part d'Auguste et Marianne, 1 fr.

De New-York : Auguste, 5 dollars ; Emile, 5 ; C. Dante, 2 ; Foucher, 1 ; A. Bernachot, 4 ; J. Ténégal, 2 ; C. Grellet, 2 ; Ocio Georges, 2 ; H. Furth, 2 ; G. Martin, 1 ; Raymond, 1 ; J. Pianas, 2 ; Risot et Cie, 2 ; Risot, 1 d. 50 ; H. Delpierre, 1 ; Paul Sabry, 1 ; H. Ranglé, 1 ; Paul Robert, 1 ; Dubois, 1 ; Tony Charret, 1 ; Louis Pollack, 1 ; Marcel Penault, 1 ; Bosquet, 1 d 50. Ensemble 42 dollars (à déduire 12 fr. d'abon.) reste, avec le change, 200 fr. dont moitié pour les *Temps Nouveaux*, moitié pour la propagande antimilitariste, que nous faisons parvenir à l'A. I. A. — Merci à tous.

C. S., à Neuchâtel. — H., au Havre. — G., à Alger. — S., à Etretat. — J., à Nouzon. — P. V., à Coutances. — W., à Paris. — M., à Glencoe. — L. A., à Saleux. — D., à Cherbourg. — G. L., à Verviers. — N. V., à San Paulo. — S., à Lardières. — P. P., à Epernay. — B., Le Sap. — S., à Auvelais. — Jeanquimarche. — M., à Chaux-de-Fonds. — L. C., à San Francisco. — L. B., à Cavignac. — L. D., à Limoges. — J. L. C. — Chinon. — T. — G., à Vaux. — G. A., à Marseille. — Rue Juge. — L. M., à St-Quentin. — M., à Incheville. — R., à Alger. — P., à Bollène. — B., à Port-Louis. — C., à Lunay. — J., à Chatelineau. — V., à Morlanwelz. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie CHAPONET (JEAN CUSSAC), rue Bleue, 7, Paris.

11e ANNÉE. — Nos 51-52. PRIX : 20 centimes 21-28 AVRIL 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an. . . . . 6 »
Six mois. . . . . 3 »
Trois mois. 1 50

LE NUMÉRO : 10 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an. . . . . 8 »
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à l'intérieur le dessin de Steinlen

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Pris par la grève, nous n'avons pu paraître la semaine passée.

Pour compenser ce numéro manquant, nous rajoutons 4 pages à celui-ci. Seulement, nous sommes forcés de le mettre à 20 centimes, l'état de notre caisse ne nous permettant pas de subir la perte d'un numéro.

D'autant plus que les nouveaux tarifs allant augmenter notre déficit, la lutte va être plus difficile. Nous ne voudrions pas augmenter le prix du numéro. Aux camarades à nous aider à étendre la vente.

LA POSTE AUX POSTIERS

L'esprit d'individualisme et de révolte gagne de proche en proche toutes les couches prolétariennes. Un vouloir-vivre incompressible s'empare aujourd'hui, sans distinction, de tous les « petits de la terre » et la grève des facteurs d'imprimés, éclatant un beau matin, tout inattendue, dans Paris, est apparue comme un avertissement.

Voici seulement quelques années, qui donc eût pu prévoir qu'un jour viendrait où des « fonctionnaires » eux-mêmes, des instituteurs et des postiers, petits bourgeois médiocres et paisibles, oseraient revendiquer contre le plus puissant et le plus dur des maîtres, contre l'Etat, le droit au bien-être et à la liberté?

Qui donc eût pu prévoir qu'on verrait des « fonctionnaires » nourris dans le respect des traditions césariennes de l'administration — des « fonctionnaires », c'est-à-dire, si vous entendez bien, des esclaves entre les esclaves — oser faire front à l'arbitraire et, contre le despotisme gouvernemental et bureaucratique, exiger résolument quelque garantie?

— C'est l'anarchie! s'écrient, dans la terreur du demi-jour crépusculaire où nous marchons parmi les idoles effondrées, les derniers tenants d'un passé qui s'éloigne. Hélas! non, Messieurs, ce n'est pas encore l'anarchie, mais, que vous l'acceptiez ou non, ce n'est déjà plus l'autorité sans limitation ni contrôle, qui a pesé si longtemps sur nous. L'antique hiérarchie, la terrible machine à opprimer les hommes, craque de toutes parts. Un courant d'insoumission nous emporte : parti du prolétariat des villes, ce révolutionnaire-né, il a gagné peu à peu toutes les régions sociales. Qu'est-ce que cette grève de dix-huit cents facteurs auprès de celle qui, peut-être, éclatera demain, disloquant cette fois la généralité des services d'Etat, cependant qu'en bas la grève générale industrielle tarira les sources de toute la production?

Tout cela est aujourd'hui fatal et ne peut plus être arrêté. Voilà ce que M. Clemenceau, s'il n'était pas ministre, expliquerait très bien aux partisans de la répression à outrance. Mais M. Clemenceau étant ministre, participe à son tour à la défense sociale. Tel est M. Clemenceau.

— « Nous ne permettrons jamais!... » s'exclame aux applaudissements d'une majorité compacte, un ministricule rageur, et d'un trait de plume trois cents pères de famille sont jetés sur le pavé. Quoi donc? Le Gouvernement français espère-t-il refréner dans les hommes modernes le besoin d'être libre? Le tsarisme l'avait essayé en Russie et le tsarisme sera brisé comme verre. Le Gouvernement français, malgré que M. Barthou y maintienne les anciennes pratiques autoritaires et que M. Clemenceau ne soit plus journaliste, est sans doute beaucoup moins fort que le tsarisme russe, mais sa démence est égale.

Ce qu'il est advenu de la grève des facteurs, on le sait. Le Gouvernement l'a emporté cette fois encore et les « rebelles » ont dû, sans conditions, reprendre le travail. Mais le Gouvernement, s'il peut triompher d'une grève, ne peut raisonnablement songer à vaincre, dans le syndicalisme postal, non plus que dans le syndicalisme scolaire, la révolte d'un prolétariat, sans doute assez différent de l'autre, mais qui en a, lui aussi, assez d'être asservi et humilié.

Ce syndicalisme demeure. Une défaite ne saurait l'abattre, et cette défaite même pourrait devenir un bienfait si elle contribuait à hausser à la conscience de lui-même le prolétariat des agents et des sous-agents et à l'éclairer sur les fins véritables du mouvement qu'il a entrepris.

Jusqu'ici, ce syndicalisme, encore ignorant de lui-même, avait paru marqué au coin d'un utilitarisme assez fâcheux — l'utilitarisme du petit bourgeois soucieux de petits profits plus que de liberté et de justice, et de faveurs plus que de droits. Un salaire meilleur, moins de surmenage et des limitations à l'arbitraire bureaucratique, voilà tout ce que souhaitaient au fond les postiers syndiqués. Ils n'étaient pas révolutionnaires, ils avaient même la superstition de la légalité; ils croyaient à la bienveillance de leurs chefs, comme les ouvriers syndicalistes de 1875 à l'entente du capital et du travail.

Ils sont cruellement détrompés.

La chimère d'une solution étatiste de la question postale est aujourd'hui apparue à tous. L'Etat est un despote implacable et jaloux. Sans doute, il n'a pas osé dissoudre par un coup de force, conformément à son principe de violence, les syndicats de fonctionnaires qui s'étaient spontanément formés; seulement il a refusé de les reconnaître et de nouer des relations avec eux, il leur a fait une guerre de tous les instants. Dans ce syndicalisme pacifique et conciliant qu'était à l'origine le syndicalisme des postes, il s'est obstiné à voir un « essai de révolution sociale ». Il n'avait devant lui que des mécontents; il les a traités en rebelles; qu'il craigne d'en avoir fait des révolutionnaires, ne comptant plus désormais que sur eux-mêmes et capables d'opposer, demain peut être, la force à la force.

Oui, qu'il le craigne! Ce que veulent les postiers, c'est ce que veulent aujourd'hui tous les hommes : être les maîtres chez eux, et quoi qu'il arrive, ils le seront tôt ou tard. Mais ils

ne le seront que lorsque l'Etat en aura été chassé par eux.

C'est donc à la séparation des postes et de l'Etat que doit tendre, désormais, d'une énergie grandissante en dépit des défaites d'un jour, le prolétariat postal. La poste aux postiers par l'expropriation de l'Etat, voilà le but lointain auquel doit être subordonné résolument leur action. Par un syndicalisme de combat, il faut qu'agents et sous-agents se préparent à faire la révolution dans les postes. Ils concourront ainsi à la révolution sociale et à l'avènement de la libre société de demain.

AMÉDÉE DUNOIS.

CROCS & GRIFFES

On raconte que la grève des facteurs aurait des dessous politiques. Qu'y a-t-il de vrai dans ce que l'on raconte, je n'en sais rien ; mais il y a une chose certaine, c'est que voilà des années que les facteurs réclament une amélioration et qu'on ne la leur accorde pas ; mais, de plus, sous prétexte qu'ils font un service public, on leur refuse le droit de se syndiquer, et, par conséquent, de présenter collectivement leurs réclamations !

N'est-ce pas les traiter en parias ?

D'autant plus que, dans le même ministère, aux ateliers du boulevard Brune, il ont vu, du temps du ministère Millerand, déjà, accorder augmentation de salaires, diminution des heures de travail, etc., etc.

Il est vrai que, là, paraît-il, on case les électeurs influents, les frères et amis.

Cette grève atteignant principalement commerçants et industriels, il va sans dire qu'elle n'a pas eu les sympathies du public qui use le plus de la poste. Mais les travailleurs qui, à tous instants, peuvent être appelés à user de ce moyen de lutte, devraient y être sympathiques.

Et pourraient y intervenir de façon à embêter l'administration. Ca serait de charger le service en mettant sous bande tout ce que l'on a sous la main, et de l'envoyer à ses amis ; 1, 2 centimes d'affranchissement, c'est un moyen peu coûteux. Pratiqué chaque jour par des milliers d'individus, cela représenterait un beau chiffre.

Les lettres recommandées, c'est trop cher ; mais les échantillons sans valeur ne coûtent que 0 fr. 10 de recommandation et un sou d'affranchissement par 50 grammes : voilà un moyen de compliquer le service.

Evidemment, il est un peu tard aujourd'hui, pour l'employer efficacement. Mais il faut bien espérer que cette tentative aura montré au personnel des postes, qu'il suffirait de la volonté et de la solidarité de tous les services pour imposer ses revendications et que ce n'est que partie remise.

⁂

Quant au ministère radical-socialiste, qui ne devait pas faire intervenir les troupes dans les grèves, il a non seulement fait garder les bureaux de poste par des soldats en tenue de campagne, mais force des soldats à prendre la place des grévistes.

Que, pris par l'engrenage, il ne fasse ni plus ni moins que ses devanciers, c'est le contraire qui m'étonnerait.

La machine est montée pour défendre le capital, la propriété et l'autorité ; quels que soient les conducteurs, ils ne lui feront pas rendre autre chose

Mais l'intelligence de Clemenceau me faisait espérer quelque chose de neuf dans la façon d'opérer.

⁂

VERTUEUSE INDIGNATION. — *L'heure des discours est passée : il est impossible de laisser se continuer les assommades auxquelles, depuis quatre jours la France assiste les bras croisés, et où quelques citoyens, dont il serait intéressant de connaître les inspirateurs, s'arrogent avec impunité le droit de démolir de pauvres soldats, dont la plupart sont pourtant peut-être à la fois des ouvriers d'hier ou de demain.*

Dans l'intérêt même de la République, il est temps que ceux qui ont assumé la lourde responsabilité de l'ordre et de la tranquilité dans la rue, puisque les exhortations sont maintenant sans effet, passent aux actes !...

STÉPHANE LAUZANNE.

(Le « *Matin* » 21 avril)

Le « Matin » *jouant à l'émotion ! le* « Matin » *indigné ! le* « Matin » *se posant en champion de la loi ! Pour qui connaît les coulisses de la presse cela serait risible, si le public était moins bête.*

Mais quand on est assez fort pour obtenir des excuses de la magistrature, on peut se moquer du public.

J. GRAVE.

⁂

Le ministère tout entier est d'accord sur les mesures qui ont été prises, *répondait l'autre jour Barthou au député socialiste qui l'interpellait au sujet de la grève des facteurs.*

Même M. Briand ? lançait un député.

Le ministère tout entier ! Telle fut la réponse.

Eh bien ! nous pouvons affirmer presque avec certitude qu'au sein du Conseil des minitres, alors que Clemenceau et Sarrien étaient pour les concessions, ce fut le socialiste Briand qui, en invoquant sa parfaite connaissance des milieux ouvriers, amena le ministre compétent à sévir et à signer les 300 premières révocations.

*Et ce n'est certes pas les rédacteurs de l'*Humanité *qui pestaient si fortement l'autre soir contre leur ex-camarade qui démentiront ces faits !*

Les ouvriers qui sont la majorité dans le collège électoral de la Loire, circonscription de M. Briand, savent à quoi s'en tenir à présent.

A leur première velléité de grève, ils seront matés et fortement par leur maître socialiste.

P. D.

GLANES

(Au Pays Noir)

Comme si le bruit de l'explosion qui exterminait un millier et plus des leurs les avait tirés de leur torpeur morale, les forçats de la mine sont remontés au jour, des entrailles de la terre où ils rampaient, pareils à des bêtes, ignorants des joies légitimes de la vie, à force d'en être privés, et sourds à ses appels...

Les voilà par la campagne, sous l'étendard rouge, emplissant leurs yeux sombres de lumière... Sans doute, ayant obtenu ou non des compagnies les augmentations de salaires qu'ils réclament, ils redescendront dans le puits ; mais ils se seront dégourdi un peu les jambes là-haut et fortifiés au grand air.

⁂

Dans le désarroi momentané qui a lieu, aussi souvent qu'une brusque éventualité, en se produisant, bouleverse l'apparente harmonie de l'organisation capitaliste, des incompétences, des lâchetés et des cupidités complices se révèlent qui n'échappent pas aux moins clairvoyants.

Par les fissures de la façade que l'accident lézarde, on entrevoit à l'intérieur du monument le jeu des intérêts criminels et la hideur ou l'imbécillité des visages, dépouillés des masques.

De même que l'affaire Dreyfus a fait perdre aux militaires la réputation d'honneur dont ils jouissaient, la catastrophe de Courrières privera les ingénieurs du renom d'intégrité qu'ils devaient, en partie, à l'admiration de M. George Ohnet. Désormais, on ne saura s'il faudra croire davantage à l'ignorance qu'à la vilenie des savants officiels. Il est permis, en tous cas, d'espérer que leur présence dans des entreprises industrielles n'inspirera plus la même naïve sécurité aux travailleurs au salut desquels ils seront censés veiller. Ce ne sera un secret pour personne qu'un diplôme n'est qu'un pavillon à couvrir la marchandise...

⁂

Quand je songe que le gouvernement a nommé une commission d'enquête pour établir les responsabilités du crime de Courrières, je me réjouis d'avance de penser que cette commission ne relèvera rien à la charge de la Compagnie et du service de contrôle des mines. J'ai une assez bonne opinion de l'intelligence de ceux qui veulent que justice soit faite pour souhaiter que le gouvernement procure aux coupables le moyen d'échapper à leur châtiment... Cela me contrarierait qu'il fût assez adroit pour les condamner... Mais il y a tout à parier qu'il ne pourra faire autrement que de se compromettre...

⁂

La presse s'est faite l'écho des admirations que la classe bourgeoise s'est prodiguées au sujet de ce qu'elle a appelé son grand mouvement de compassion et de générosité, en faveur des sinistrés. Elle a presque autant parlé de sa bonté que de l'infortune des victimes de la catastrophe. Cependant, le total de toutes les aumônes additionnées est loin — très loin, n'est-ce pas ? — d'atteindre celui des bénéfices réalisés par la Société de Courrières qui — grâce à la perpétuation de la misère laborieuse de ses ouvriers — accuse un actif de 46.278.889 fr. 20...

Si ceux que les mineurs ont enrichis restituaient seulement la moitié de cette somme aux familles de ceux ensevelis sous la mine, elles n'auraient pas besoin qu'on leur fît la charité de toutes parts...

⁂

Et Nény ?... On en a fait un héros pour empêcher les mineurs de penser que ceux qui n'ayant pas pu, comme lui, remonter au jour, ont été des martyrs. « Rescapé » malgré la lourde indifférence qui a pesé sur sa tête, il n'a pas tenu pour un acte de politique d'être récompensé de n'avoir pas péri victime du criminel entêtement capitaliste à préférer sauver la mine que les mineurs.

Il a accepté, au nom de ses frères morts, le remboursement d'une croix contre toutes celles qu'on a plantées et qu'on plantera encore, au cimetière de Courrières...

Il pouvait être la voix tragique de la mine que les ingénieurs avaient bâillonnée et qui trouvait, après vingt jours d'étouffement, le moyen de parler encore...

Bon diable crédule et vaniteux qui signait de son nouveau titre, une lettre digne de Joseph Prud'homme, aux sauveteurs allemands, il n'a donné qu'un bel exemple de fermeté d'attache à la vie — il a prouvé qu'il avait *la vie dure*, ni plus ni moins qu'un coléoptère aux mains cruelles d'un enfant...

JOHN-L. CHARPENTIER.

Chez les Mineurs

Il ne faudrait cependant pas, sous prétexte que quelques galonnés, dont le métier consiste justement à sabrer et à tuer, ont trouvé devant eux des hommes exaspérés prêts à se défendre et à rispoter, que l'on oublie les 1.200 cadavres dus à la rapacité des Compagnies minières.

Un officier au cours d'une charge, et plus accidentellement somme toute que du fait des grévistes, a trouvé la mort, et aussitôt la presse bourgeoise et capitaliste faisant un monstrueux silence sur les morts et les "rescappés" qu'ignominieusement elle exploitait la semaine précédente, change subitement d'attitude et exploite contre les malheureux mineurs le cadavre de l'officier. Que la presse bourgeoise au service des Compagnies essaie de donner le change à l'opinion publique, presse d'affaires et de profits, elle fait sa triste et basse besogne.

Notre rôle est tout autre et si même les mineurs justement révoltés, en se défendant contre la soldatesque envoyée pour les mater, se sont défendus et ont riposté, nous n'oublions pas, nous, que 1.200 des leurs sont restés au fond des puits pour le seul profit et la rapacité des Compagnies.

Et puis quoi de plus naturel que ces hommes, qui, se rendant compte des risques de leur profession, veulent après l'hécatombe qui a fauché en quelques minutes 1 200 de leurs camarades, se refusent à recommencer à extraire du charbon pour fournir de gros dividendes aux actionnaires pendant qu'eux-mêmes crèveront à la tâche.

Las d'être exploités par les Compagnies, dupés par les politiciens, ces travailleurs se révoltent enfin et réclament à leurs maîtres un salaire qui leur permette au moins de vivre en travaillant. C'est pour un salaire minimum fixe que les mineurs luttent à l'heure actuelle, car ils se rendent à présent parfaitement compte que tant qu'ils ne l'auront pas obtenu rien n'aura été fait pour améliorer leur sort. Primes, augmentation du pourcentage de la prime, surprime, etc., etc., je n'ai cessé de le répéter depuis le commencement de la grève, blagues que tout cela, si avant toute autre chose il n'est pas spécifié un salaire fixe minimum.

Et si les mineurs résistent encore si vaillamment à l'heure actuelle ce n'est cependant pas faute que les politiciens du vieux syndicat n'aient essayé de les rouler, quand après les diverses entrevues qu'ils ont eues avec les représentants des Compagnies, ils ont tenté de leur faire croire qu'ils obtenaient quelque chose par l'augmentation de la prime. Contrairement à l'attente des Basly et consorts, les mineurs ont refusé de se laisser rouler une fois de plus. Et c'est pour cela, qu'exaspérés ils ont envahi la maison du Directeur de la Compagnie et l'ont mise au pillage.

C'est que la catastrophe de Courrières en faisant sortir des puits plus de 40.000 mineurs, mettait en même temps en lumière la triste situation dans laquelle depuis trop longtemps ils se débattent.

Quoi d'étonnant alors qu'après tant de misères passivement subies ils se révoltent aujourd'hui et tentent de résister avec tant d'âpreté et de courage.

C'est qu'ils sentent bien que s'ils sont vaincus encore cette fois c'est à nouveau le dur esclavage et ce, sans espérance de pouvoir recommencer de longtemps la lutte contre les Compagnies.

Et si (à l'heure actuelle) celles-ci n'ont pas encore vaincu, l'on peut dire que ce n'est cependant pas que le gouvernement radical et socialiste de M. Clemenceau n'ait tout fait, tout employé pour intimider les grévistes et les faire rentrer au travail. Jamais, sous aucun ministère je crois, l'on a pu voir dans une région en grève un déploiement de force aussi considérable. La soldatesque est partout, et les centres miniers sont traités comme pays conquis. C'est depuis huit jours la répression violente, impitoyable. Pas un coron qui ne soit gardé militairement, des patrouilles circulent jours et nuits à travers tout le pays minier. Et avec cela une gendarmerie provocante et des officiers heureux de pouvoir sabrer des "vilains".

Quoi d'étonnant dans ces conditions que des collisions se soient produites et que les grévistes se soient défendus? Aurait-on voulu qu'ils se laissassent sabrer sans protester?

Et puis s'il y a quelques officiers et gendarmes plus ou moins blessés, que le gouvernement s'est empressé de gratifier de croix et de médailles, il ne faut pas oublier non plus, parce que la presse bourgeoise, largement arrosée par les Compagnies, le cache habilement, que plus nombreux encore sont les grévistes blessés de coups de sabre, ou femmes et enfants ayant roulé sous les sabots des chevaux au cours des charges de cavalerie. Or les corons sont pleins de blessés, mais de ceux-là l'on ne parle pas.

Le gouvernement, on peut le dire, fait tout pour terroriser les grévistes et leur faire reprendre le travail, et c'est après avoir demandé des troupes que Basly pour donner le change fait mine de les refuser.

A Lens les salles ont été transformées en dortoirs pour les soldats afin que les grévistes ne puissent plus tenir de réunions. C'est partout la répression la plus ignominieuse.

Mais ce n'est pas tout. Non content d'avoir fait sabrer les grévistes, le gouvernement se met à opérer des arrestations. A Liévin une trentaine ont été opérées pour le sac du château du Directeur de la Compagnie. Des familles entières ont été arrêtées au milieu de la nuit.

Sur la dénonciation du *Réveil du Nord* et du mouchard-député Basly; son second, le commissaire spécial Rodière, a perquisitionné chez Broutchoux et a arrêté notre camarade P. Monatte qui en l'absence de Broutchoux s'occupait, à la grande colère de Basly, de faire paraître *Le Réveil Syndical* de Lens. Monier d'Avion, quoique du vieux syndicat, mais soupçonné d'être sympathique à la jeune Fédération des mineurs, a été pour ce fait également arrêté et transféré avec Monatte à la prison de Béthune. Enfin une perquisition a été faite à Feuquières-lès-Lens chez le camarade Falempin, secrétaire de la Fédération des mineurs. C'est une première satisfaction donnée par Clemenceau au mouchard Basly qui depuis le début du mouvement n'avait cessé de réclamer l'arrestation de nos camarades, et de les dénoncer dans d'ignobles placards.

Que va-t-il arriver maintenant? Le gouvernement s'est décidé pour la répression à outrance, ce que voyant les Compagnies menacent déjà de retirer les semblants de concessions qu'elles avaient consentis. La soldatesque est maîtresse et la région, traitée en pays conquis à tel point que les grévistes n'osent même plus sortir de chez eux.

A Lens ceux qui essaient de circuler en ville après 9 heures du soir sont arrêtés et fouillés. Toute la vie est suspendue. Et cela, il est certain ne peut durer. Voilà plus de 40 jours que la grève dure, la faim qui se fait sentir violemment dans les corons s'est déjà traduite par le sac de quelques marchés. Mais les précautions sont prises. "L'Ordre", a assuré M. Clemenceau, sera respecté à tout prix.

Il ne reste donc aux mineurs en grève que de se faire tuer, de crever de faim dans leurs corons ou bien de retourner au travail suer des dividendes aux actionnaires.

Triste perspective d'où, quoi qu'il arrive, la société capitaliste ne sortira pas en tous cas grandie.

P. Delesalle.

MOUCHARDS SOCIALISTES!

Lundi matin paraissait dans le *Réveil socialiste du Nord* un article signé *Le Réveil* intitulé *Le rôle des anarchos*. Cet article dont l'on trouvera ci-dessous un court extrait qui ne donne qu'imparfaitement une idée de l'ensemble demandait nettement l'arrestation des militants de la jeune *Fédération des Mineurs du Pas-de-Calais*.

Le même jour à midi la police aux ordres des socialistes du *Réveil* arrêtait les camarades Monatte et Monier et perquisitionnait chez Falempin et chez un certain nombre d'autres militants.

Les mouchards socialistes du *Réveil du Nord* avaient satisfaction.

D'autre part, les journaux annoncent que pour *faits de grève* nos camarades sont poursuivis en vertu des *Lois scélérates*.

Cela nous ne pouvons le croire et nous espérons que la classe ouvrière et les socialistes restés propres se lèveront avec nous pour protester.

P. D.

Voici le passage de l'article en question (1) :

Il sera dit que la bande de misérables anarchistes envoyés dans le Pas-de-Calais par la Confédération générale du Travail n'aura pas laissé passer une occasion de semer la division dans le prolétariat minier et d'attaquer traîtreusement par derrière les vaillants représentants du Syndicat des Mineurs, pendant que ceux-ci font front aux Compagnies exploiteuses et menteuses.

Le referendum les avait anéantis, et, en même temps que les Lévy et les Sorgue francfilaient vers Paris, les Monatte et les Delzant allaient essayer ailleurs leurs talents pour la propagande de l'incendie, du cambriolage et de la mendicité à main armée.

Grâce à eux aujourd'hui, grâce à leurs excitations sur des galibots inflammables et sur des jeunes gens sans expérience, le mouvement d'émancipation des mineurs, si puissant dans son calme d'autrefois, a pris les allures d'une invasion désordonnée de barbares ; et par eux, par les criminelles exhortations de cette horde de bandits, délégués dans le Nord par le syndicat des professions innommables de Paris, la sympathie publique se détourne peu à peu de la grève des mineurs, en même temps que, pour la plus grande joie des Compagnies, le gouvernement est amené à donner des ordres de répression auxquels il se refusait au début.

Quelle joie pour les Broutchoux et pour les Monatte si un nouveau Fourmies survenait! Ce n'est pas eux, qu'on en soit sûr, qui écoperaient dans l'effusion du sang!

Les journaux nous apprennent que le camarade Monatte va être poursuivi en vertu des « lois sur les menées anarchistes (euphémisme élégant pour désigner les lois scélérates) ».

Or le rôle de Monatte s'est borné à assurer l'apparition de l'*Action syndicale*, que l'on avait cru tuer, déjà, en arrêtant Broutchoux au milieu de ses camarades, sur l'indication de Basly, et condamné pour tumulte, sans que rien dans sa conduite eût justifié l'arrestation, ni la condamnation. Mais il fallait le faire disparaître quelque temps pour laisser à Basly, l'homme des Compagnies, le champ libre à sa trahison.

J'ai lu l'*Action syndicale* et n'y ai remarqué aucune violence, ni rien qui justifiât les poursuites. L'arrestation de Monatte, comme celle de Broutchoux, ne sont que des manœuvres politiques, pour désorganiser la défense des mineurs, et les livrer pieds et poings liés aux Compagnies.

Décidément, le pouvoir abrutit, même les plus intelligents. Clémenceau est en train de démontrer qu'à l'action il ne sait pas mieux faire qu'un Dupuy.

J. G.

---

(1) *La Voix du Peuple* de cette semaine la publie en entier.

FINI DE RIRE

Les mineurs manquent décidément de savoir-vivre. Ils ont eu une belle catastrophe, de celles qui doublent le tirage des grands quotidiens, provoquent des échanges de condoléances entre souverains, et motivent des ventes et bals de charité où se lancent des sensationnelles toilettes, et c'est à peine si deux ou trois d'entre eux ont consenti, de mauvaise grâce, à se laisser montrer comme des bêtes curieuses. Encore, à leur retour au pays, ont-ils reçu un accueil plutôt froid de la part des camarades.

Tous les bons citoyens se sont cotisés pour venir en aide aux pauvres actionnaires de la Compagnie de Courrières, et leurs victimes refusent cette aumône pour réclamer leur dû.

Enfin, la grève éclate. C'est un phénomène auquel d'ordinaire personne, hormi les intéressés, ne prête plus attention. Chacun sait d'avance comment ça se passera : réunions de délégués ouvriers et de délégués patronaux, discussions interminables, ruptures et reprises des pourparlers, puis finalement intervention d'un politicien qui solutionne le conflit à la plus grande gloire du régime parlementaire, au plus grand profit des patrons, et au dommage des ouvriers qui ne s'expliquent pas comment on leur donne gain de cause tout en leur accordant un peu moins qu'avant la grève.

Tel est le petit jeu de la grève pour rire, dont les règles ont été soigneusement fixées par les entremetteurs officiels du capital, et auxquelles les ouvriers bien sages se conforment soigneusement.

Dans les grèves de Lens, ça n'est plus du tout cela. Les mineurs se fichent de la légalité, n'écoutent plus leur Basly qui les a cependant bien mis en garde contre « les énergumènes venus du dehors (naturellement) et les anarchistes (toujours) fauteurs de désordres ».

Leur lieu de réunion c'est la rue, leurs discours sont de simples cris, leurs entrevues avec les patrons ont lieu au domicile même de ces derniers qu'ils envahissent et endommagent quelque peu, en cas d'absence, et au lieu d'implorer l'aide du public, ils prennent eux-mêmes ce dont ils ont besoin.

Enfin ils ont l'audace de ne pas fuir devant les baïonnettes et à la menace d'être fusillés, de répondre par des pierres.

Il y a eu morts d'hommes, à qui la faute? M. Clemenceau avait demandé aux patrons quelques petites concessions, au nom de la patrie. « Ça ne prend pas, lui ont répondu les représentants des actionnaires. Tu veux maintenir ta vieille réputation de débrouillard à nos dépens, nous n'entendons pas sacrifier nos dividendes à ta gloire. Mais nous exigeons d'être protégés, sinon nous te faisons passer pour un ministre incapable d'assurer l'ordre. »

Et voilà le ministre obligé de marcher, c'est-à-dire de faire marcher les troupes.

Mais les officiers pouvaient se soustraire à ce rôle. En invoquant, devant un conseil de guerre, les scrupules de leur conscience qui leur interdit de tirer sur des concitoyens, ils étaient sûrs d'un acquittement élogieux, conformément à la jurisprudence établie par de nombreux jugements récents.

Seuls les soldats qui refusent d'obéir risquent beaucoup; mais ne risquent-ils pas davantage, en obéissant? Car alors, ou bien ils peuvent être tués par une pierre qui aurait été mal dirigée ou bien ils peuvent être amenés à tuer un ouvrier qui défend sa vie, sa famille, son pain, les intérêts de toute la classe ouvrière à laquelle il appartient, lui soldat. Entre les dangers de tomber pour la défense des dividendes de la Compagnie minière et celui de tomber pour la cause des ouvriers affamés, entre rester l'instrument des bourreaux ou se faire le soutien des victimes, entre diriger son arme contre des frères de misère désarmés ou la mettre au service de leur cause commune, le soldat est obligé de choisir.

Car, dans la grève qui n'est plus un jeu, chacun est mis au pied du mur, est obligé de prendre nettement position. Il n'y a plus moyen de se dérober.

Le bon public voit sa chère tranquillité menacée. Les commerçants doivent fermer boutique sous peine de la voir envahie par des clients trop pressés pour prendre le temps de payer.

Les voyageurs voient leur train arrêté, ou lapidé au passage.

Les affaires ne vont plus, les bourgeois ne gagnent plus d'argent.

C'est un désastre qui provoque des lamentations sans fin dans toute la presse. « Qu'allons-nous devenir si les grévistes ne respectent plus la légalité, c'est-à-dire les règles du jeu? »

Ils vont devenir les maîtres de la situation, parbleu.

MICHEL PETIT.

LE PREMIER MAI

Deux jours encore nous séparent du 1er Mai. Ce qu'affirmeront mardi les travailleurs industriels accourus à l'appel des organisations syndicales, ce ne sera plus, comme les années précédentes, leur foi inerte et passive dans le triomphe futur de la revendication de justice; ce sera la légitime révolte de leur classe contre le capital et contre l'autorité.

Qu'ils reçoivent à l'avance notre salut fraternel.

Beaucoup d'ailleurs n'ont pas attendu pour se lever la date fixée par le Congrès de Bourges. A Paris, les typographes sont en grève, et les bijoutiers aussi. Dans le Nord, ce sont les mineurs qui essaient enfin de rompre la double chaîne de résignation et de misère; à Lorient, la grève des corporations est absolument générale. Le 1er Mai 1906 s'annonce bien.

Nous en avions assez des 1er Mai de fête auxquels en nous avait habitués jusqu'ici. Les travailleurs ont enfin compris quelle duperie c'était de célébrer le travail. Ils ont compris qu'il n'est pas digne de célébrer l'esclavage, la spoliation et la misère.

Dans la cité du travail libre et fraternel, dans la société de demain, le 1er Mai, enguirlandé de toutes les fleurs et de tous les feuillages du printemps, pourra célébrer sans remords le travailleur créateur du bien-être. Il ne peut aujourd'hui qu'exprimer, par la grève générale, la révolte irrépressible des damnés de la terre.

Notre prochain supplément sera consacré aux *élections*.

Le Mensonge électoral

(*Suite*) (1)

II

Mais tous ceux qui vivent de l'ignorance et de la crédulité des exploités, ne pouvaient laisser échapper ainsi un moyen si profitable d'exploitation. Puisque des réclamations, sinon nouvelles, mais laissées dans l'ombre jusque-là, venaient s'imposer au premier plan, pourquoi ne s'en feraient-ils pas les porte-paroles? Pour ce que coûtent les promesses, à quoi bon avoir crainte d'en faire! Aussi, s'empressèrent-ils d'arborer le drapeau nouveau. Et le socialisme, après être resté longtemps une conception de gens cherchant, en dehors de l'arène politique, la formule d'une société meilleure, devint le tremplin de gens uniquement pressés de transformer leur propre situation, en promettant de changer celle des autres.

Et après avoir eu la Royauté, l'Empire, la République sans républicains, la République opportuniste, la République radicale, nous sommes en train de prendre un avant-goût de la République sociale, par l'entrée des socialistes au ministère, en attendant qu'ils puissent se glisser dans toutes les fonctions.

⁂

Oh! l'entrée des réclamations économiques dans l'arène politique, n'a pas été sans laisser des traces le long du Code.

En voyant les travailleurs s'organiser économiquement, en dehors la loi — les syndicats existaient bien avant que la loi de 1884 leur reconnût le droit à l'existence — la bourgeoisie qui comprenait qu'il fallait bien avoir l'air de faire quelque chose en faveur de ses esclaves, qui la submergeront lorsqu'ils auront pris conscience de leur propre force, s'empressa de codifier les libertés prises qu'elle ne pouvait plus briser, mais dans l'espérance de canaliser le mouvement, et de le diriger.

Et depuis quelques années, les lois « en faveur de l'ouvrier » se multiplient d'une façon inquiétante... pour lui. Chacun veut faire preuve du zèle qu'il apporte à adoucir le sort d'une classe « si intéressante ». Il n'y a pas de candidat qui n'ait en poche différents projets devant apporter joie et abondance au foyer du travailleur. Et les propositions s'ajoutent aux propositions; les lois s'ajoutent aux lois. Il n'y a que la situation du travailleur qui aille s'aggravant par suite des transformations économiques qui, elles, ne tiennent aucun compte des lois politiques.

⁂

Car, lorsqu'on ne se laisse pas prendre à la musique des mots et que l'on étudie les choses de près, il ressort clairement que les lois vraiment efficaces n'ont fait que consacrer un état de choses qui s'était établi sans elles — telle, par exemple, la loi sur les syndicats — ou bien, si elles apportaient véritablement quelque légère amélioration sur l'état existant, les ouvriers, pour en obtenir l'application — la pénalité encourue par les patrons délinquants étant dérisoire lorsqu'ils sont poursuivis — furent ou sont encore obligés de se mettre en grève pour en obtenir l'application, ce qui est une occasion au gouvernement — même composé de socialistes — de mettre l'armée, la police, et la magistrature répressive au service des exploiteurs qui refusent de se soumettre à la loi.

Et il ne peut faire autrement. Chargé d'assurer l'ordre, le respect de la propriété, base de tout le système politique et économique actuel, il remplit sa fonction : tant pis pour ceux qui ne sont pas contents de ce qui existe.

En d'autres cas, sous prétexte d'amélioration, les lois nouvelles n'étaient qu'une régression sur l'état existant. Telles, par exemple, la loi Colliard-Millerand permettant aux industriels dirigeant des établissements mixtes de faire faire dix heures et demie de travail aux femmes qui n'en faisaient que dix auparavant; la loi sur les accidents qui eut pour effet qu'en certaines professions les patrons ne voulurent plus employer les hommes d'une certaine catégorie, d'âge et de situation.

⁂

C'est que, en réalité, dans l'organisation sociale actuelle, le véritable maître c'est celui qui possède. Qui a de l'argent est au-dessus des lois. La sanction n'est pas la même — lorsque les influences n'ont pu le soustraire à la comparution devant le juge — pour celui qui se pré-

(1) Voir le numéro 50 du 14 avril précédent.

sente en la redingote sortant de chez le bon faiseur, et le pauvre diable en haillons.

Quelques lois que l'on fasse en faveur des travailleurs, elles n'auront d'efficacité qu'autant qu'ils sauront eux-mêmes en imposer l'obligation à leurs exploiteurs.

Or, si après avoir lutté des années et des années pour obtenir une majorité parlementaire favorable à une loi pour laquelle il faut, transportant les armes sur le terrain économique, reprendre la lutte pour en imposer l'observance aux barons de l'industrie, à quoi bon envoyer aux pourrissoirs que sont les Chambres et les fonctions gouvernementales, les plus énergiques des siens!

Le prolétariat n'a qu'à passer en revue la liste de tous ceux que, sur leurs promesses, il a hissés au pouvoir. Il verra combien lui restèrent fidèles.

⁂

De plus — un socialiste le constatait dernièrement, dans un livre intitulé *Socialisme d'opposition, socialisme de gouvernement* — il y a des réclamations que l'on peut formuler tant que l'on fait partie des opposants, mais que l'on est forcé de combattre comme inopportunes, lorsque, une fois hissé au pouvoir, on a à tenir compte de chaque intérêt en conflit demandant sa part de protection, et que ne peut lui refuser un gouvernement qui veut durer.

Il faut donc que tous ceux qui désirent un véritable changement dans l'ordre politique et économique, se refusent énergiquement à participer aux luttes parlementaires, renoncent à envoyer les leurs dans les fonctions publiques, car le pouvoir politique ayant charge de faire respecter ce qui existe ne peut nullement aider à le transformer.

Si l'on veut mener une lutte efficace contre les institutions existantes, il faut rester en dehors de leur sphère d'attraction. C'est de dehors qu'il faut leur porter les coups. C'est un sophisme et un mensonge de dire qu'il faut y pénétrer pour les démanteler.

L'histoire, l'expérience nous prouvent que tous ceux qui y pénétrèrent n'en sortirent jamais de bon gré.

J. GRAVE.

(*A suivre.*)

Nous présentons toutes nos excuses à l'ami Delaw, mais par suite de la non apparition du numéro, son dessin n'a pu paraître, et nous sommes repris par l'actualité.

Le prochain dessin sera signé Bradberry.

MOUVEMENT SOCIAL

Autre justice. — Nous avons vu, à Rennes, à Nantes, à Bordeaux, à Nancy, comment les officiers jugent leurs camarades coupables de refus d'obéissance : ils les acquittent, et tout l'auditoire applaudit. J'étais impatient, je l'avoue, de voir comment ils traiteraient les soldats qui se mettraient dans des cas analogues. « S'ils acquittent avec félicitations ceux qui ne veulent pas ouvrir de force la porte d'une église, ils décoreront sûrement ceux qui ne voudront pas marcher contre leurs pères, leurs frères, leurs amis, » pensais-je.

Je m'étais trompé. Un soldat a refusé de marcher contre des grévistes et on ne l'a pas décoré. Non seulement on ne l'a pas décoré, mais on l'a puni.

C'est le soldat Bonace. Il appartient au 8e d'infanterie coloniale, en garnison à Toulon. Les garçons limonadiers de Toulon sont en grève. L'autre jour, on consigna toute la garnison, afin qu'elle se tînt prête à marcher contre les grévistes. Tout comme le commandant Héry, le capitaine Cléret-Langavant, le capitaine Spiral, le capitaine de Croy, le lieutenant Potiron de Boisfleury, le capitaine Couderc-Foulongne, le capitaine de Larminat, le lieutenant de Tricornot de Rose, — le soldat Bonace a une conscience. Cela peut paraître bizarre au premier abord, car enfin le soldat Bonace n'est ni commandant, ni capitaine, ni même lieutenant; il n'est que soldat; et dans ces conditions, c'est bien hardi à lui d'avoir une conscience. Néanmoins, c'est là un fait, et, tout extraordinaire, tout antihiérarchique qu'il soit, nous sommes obligés de l'admettre.

Donc le soldat Bonace a une conscience. Et si cette conscience le laisse tranquille relativement aux portes des églises (ce que j'ignore), elle lui interdit par contre de molester, blesser ou tuer un compatriote, un gréviste, un camarade. J'appelle ça un brave homme, et même un bon Français.

L'honnête Bonace se voyait donc consigné avec toute la garnison pour marcher, baïonnette au canon, cartouchière garnie, contre des Français, des prolétaires, des frères. Son intérêt lui disait : Marche! Sa conscience (puisqu'il a l'aplomb d'en avoir une) lui disait : Ne marche pas!

Alors que fit-il? Il fut adroit : il quitta le casernement malgré la consigne, et s'octroya un jour de congé, de façon à ne se trouver exposé ni à accomplir un acte criminel, ni à refuser d'obéir. A son retour, le colonel lui infligea une première punition, à laquelle le général ajouta sept jours de prison en en faisant rédiger ainsi le motif :

« Le régiment étant consigné, ce soldat a manqué à l'appel prescrit par la place et aux appels suivants pendant vingt heures, dans le but avoué par lui de se soustraire au service de maintien de l'ordre, auquel il aurait pu être appelé à concourir, et a déclaré que sa conscience lui défendait de marcher contre des compatriotes grévistes. »

Il me reste un espoir : le gouvernement, mécontent de la justice militaire, frappe les officiers acquittés par leurs collègues. Sans doute voudra-t-il, pour les mêmes raisons, récompenser ce soldat puni par ses chefs? Ou bien, si comme eux il le juge coupable, qu'il le frappe de la même peine que les officiers rebelles; qu'il le mette en non-activité par retrait d'emploi. J'attends avec confiance la décision du ministre.

R. CH.

⁂

MONOGRAPHIE

Saulieu.

Saulieu (3.583 hab.) est aussi un chef-lieu de canton. D'origine celtique, cette petite ville morvandelle est bâtie à plus de 500 mètres d'altitude, sur un plateau granitique très froid. Le commerce et l'industrie y furent jadis très florissants. On comptait encore 22 tanneries en 1696 et 12 en 1740. Saulieu est à 20 kilomètres de Semur, à 30 d'Arnay-le-Duc, à 32 d'Autun, et à 64 de Dijon.

Relié aux embranchements Laroche-Nevers et Étang-Chagny par Autun-Cravant, puis à l'embranchement Avallon-les-Laumes et la grande ligne de Bourgogne par le tramway Beaune-Semur, et enfin à l'embranchement Clamecy-Cercy-la-Tour par le tramway Corbigny-Saulieu.

Son industrie est de beaucoup diminuée. Six tanneries seulement, occupant un ensemble d'une centaine d'ouvriers. Ils gagnent au début 2 francs par jour, puis 3 francs et 3 fr. 50 pour 11 heures de travail, avec une heure de corvée le dimanche matin. Ils travaillent dans l'eau l'hiver, et l'été dans une pourriture où les asticots pullulent. La putréfaction des chairs, par les chaleurs, dégage une odeur infecte qui vous prend à la gorge et vous fait reculer malgré vous. C'est un dur métier que celui de tanneur. L'ouvrier vit dans des taudis infects d'une ou deux pièces à raison de 100 à 120 francs l'an. Il se nourrit très mal, vu le travail exténuant et repoussant. Il ignore le groupement sur le terrain économique, et nul frein n'entrave l'exploitation patronale. Et cependant la main-d'œuvre est très disputée. Une nouvelle usine construite tout récemment appellera bientôt une trentaine d'ouvriers à la besogne. Seulement, vu l'ignorance et la timidité de l'ouvrier, on peut douter de la possibilité d'un syndicat.

L'ouvrier lit fort peu. Après la corvée du dimanche, il fait des mottes(1), qu'il vend à raison de 8 francs le mille.

Les bûcherons habitant plutôt les environs au nombre peut-être de 150, sont d'une moralité bien différente. Souvent propriétaires d'un lopin de terre, ils vont au bois l'hiver, et une partie de l'été, une fois les gros travaux des champs terminés. Ils habitent par petits villages dans de basses chaumières humides, au toit de paille mousseux avec une seule porte, une seule fenêtre, et une seule pièce, très souvent pas carrelée. Un vieux buffet, 2 ou 3 chaises mal paillées et 2 ou 3 mauvais lits meublent la chaumière. Un vieux grand-père fumant sa bouffarde au coin de l'âtre vous y reçoit tout chancelant. Cependant, dans ces vieux taudis, vous êtes surpris quelquefois de découvrir du Kropotkine ou du Grave. D'ici peu on verra surgir un syndicat de bûcherons. Pourquoi la propagande est-elle si délaissée dans ces campagnes où les bons germes pousseraient si facilement?

Quelques petits artisans possèdent chacun leur échoppe : sabotier, serrurier, maréchal, etc.

Les fermiers et petits propriétaires emploient chacun un domestique ou deux, payés de 300 à 500 francs suivant l'âge, et une bonne de 250 à 350 francs. On cultive le blé, le sarrasin, l'avoine, la pomme de terre; celle-ci se vend en gros pour les féculeries à raison de 3 francs à 3 fr. 50 les 100 kilogr. Les petits commerçants de Saulieu souffrent beaucoup de la concurrence des grands magasins. Ils luttent âprement contre la dégringolade fatale, ambitieux d'élever leurs enfants autrement que ceux des ouvriers.

Le conseil est républicain « progressiste ». A noter qu'une bibliothèque populaire récemment créée aux frais des abonnés fonctionne assez bien sans subvention municipale.

Saulieu possède 14 foires annuelles, très importantes, où il se fait un grand commerce de bétail. Ceci s'explique par la proximité des pâturages du Morvan. En automne, grand débit de navets et petits navets très renommés, récoltés principalement à Alligny.

Marché tous les samedis. Les œufs y valent 0 fr. 90 la douzaine, le beurre de 1 franc à 1 fr. 25 la livre, le veau 2 francs le kilogramme, le bœuf 1 fr. 60 à 1 fr. 80, le mouton 1 fr. 90, le porc frais de 1 fr. 60 à 1 fr. 80, le lard 1 fr. 50, le pain de quatre livres est à 0 fr. 65.

Aux environs, plusieurs scieries mécaniques. Beaucoup d'étangs poissonneux (mais gardés) appartenant aux châteaux (à noter celui de Thoisy-la-Berchère, riche en tableaux, tapisseries et meubles antiques). Et enfin quelques moulins.

(1) *Motte* : écorce de tanin mouillée et pressurée dans un anneau de fer de 20 centimètres de diamètre et 3 ou 4 d'épaisseur, et séchée avant la vente.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

La multiplicité des grèves auxquelles nous assistons depuis un certain temps montre que la classe ouvrière commence à être lasse de l'exploitation éhontée qui pèse si fortement sur elle en régime capitaliste.

De toutes parts, les travailleurs secouent le joug pour un mieux-être. Là, pour une amélioration de salaire ou pour une diminution des heures de travail, autre part pour conquérir un peu plus de dignité et de liberté au sein même du bagne capitaliste.

Partout c'est un réveil de la conscience ouvrière dont commencent à s'effrayer les feuilles bourgeoises, et qui ne peut, nous, que nous réjouir.

Les événements de Fressenneville, « la Jacquerie ouvrière », comme l'appellent les journaux qui font tout pour exciter le gouvernement à sévir contre les « fauteurs de désordres » que sont les secrétaires des grandes organisations ouvrières; l'approche du 1er mai qui, il n'y a plus à en douter, sera cette année une grande journée prolétarienne; tout cela concourt à jeter le trouble et surtout la peur parmi les défenseurs de la bourgeoisie exploiteuse.

Il semble que l'on ait « fini de rire » de ces organisations ouvrières qui, à entendre leurs détracteurs, « n'existent que sur le papier ». L'on s'aperçoit aujourd'hui, mais peut-être un peu tard, qu'elles représentent une force, une puissance réelle, que le mouvement ouvrier de ces temps derniers n'a fait que mettre définitivement en lumière. Et la bourgeoisie s'en effraie d'autant plus qu'elle l'avait moins soupçonnée.

Que la multiplicité des grèves actuelles se rapporte à l'agitation engagée en vue du 1er mai, la chose est incontestable. Dans certaines corporations — je pourrais citer des faits précis — les employeurs ont essayé, soit de tenter une pression sur leurs salariés, soit de se prémunir d'une façon ou d'une autre contre leurs réclamations. Là, les patrons font tout pour garnir leurs magasins, ailleurs ils ont arrêté net la production, etc., etc. Et

c'est pour ne pas être les dupes de ces manœuvres que les travailleurs présentent prématurément leurs cahiers de revendications.

L'on peut donc dire que, dès maintenant, la période d'agitation, qu'avec une activité inlassable les organisations syndicales ont préparée depuis dix-huit mois, est ouverte, et cela ne peut aller maintenant qu'en augmentant.

La classe ouvrière a enfin secoué la torpeur où depuis trop longtemps elle semblait se complaire, et je ne puis, à mon grand regret, que signaler à la hâte quelques-uns seulement des conflits engagés et des luttes entreprises de toutes parts contre le patronat. Et il en sera ainsi, j'ose l'espérer, pendant un certain temps.

L'heure de *l'action* et de la lutte pour un meilleur avenir, pour plus de bien-être et de liberté est venue.

Travailleurs, en avant !

⁂

Au hasard, sans que l'on puisse savoir pourquoi plutôt ceux-là que d'autres, puisque tous les ouvriers sans exception, dans un moment d'exaspération trop légitime, ont collaboré au même acte, le parquet d'Abbeville vient de faire procéder à une vingtaine d'arrestations parmi les travailleurs de Fressenneville.

Parmi les arrêtés, Depoilly, le collecteur du syndicat congédié par les exploiteurs Bicquier, ce qui a été cause du mouvement de révolte, est au premier rang.

Des perquisitions qui n'ont donné aucun résultat ont été faites chez les inculpés. En montant dans le train qui les emmenait à la prison d'Abbeville, l'un d'eux a entonné l'*Internationale* reprise en chœur par tous, ce qui prouve que contrairement à ce que dit certaine presse, ces travailleurs semblent être loin de « regretter leur acte ».

D'autre part, les exploiteurs Bicquier continuent à faire courir le bruit qu'ils ferment pour toujours les usines où s'est élaborée leur scandaleuse fortune et qu'ils ne reviendront plus à Fressenneville.

En attendant, les grévistes font chaque jour des manifestations; ils ont de plus installé des *soupes communistes* et ils comptent sur la solidarité ouvrière pour les alimenter.

Envoyer les fonds au camarade Morel, secrétaire de la Bourse du travail d'Amiens.

⁂

A Toulon, la grève des limonadiers, quoi qu'en disent les journaux, continue et des manifestations ont lieu chaque jour. Dans le but de les exaspérer contre les grévistes, les soldats en garnison à Toulon sont toujours consignés et soumis à une discipline rigoureuse.

Les gendarmes, qui opèrent contre les grévistes avec une brutalité toute « républicaine » font de plus de nombreuses arrestations, mais sans parvenir à lasser l'énergie des grévistes.

Le secrétaire de la Bourse du travail Doria a été appelé chez un juge d'instruction qui lui a annoncé qu'il était poursuivi pour « séquestration » d'un commissaire de police et outrages.

Les grévistes ont tenu une réunion à la Bourse du travail avec tous les délégués des syndicats. La question de la grève générale de tous les corps de métier de la ville a été agitée. La décision a été remise, mais ne fait aucun doute.

Si une entente n'intervient pas tous les travailleurs toulonnais seront en grève ces jours-ci.

⁂

Les 300 ouvriers des carrières situées entre Scaer et Bannalec, près de Brest, sont en grève. Ils réclament la journée de huit heures avec augmentation de salaire.

Les maçons de Bannalec, au nombre de 60 environ, ont déclaré à leurs patrons que dimanche ils commenceront la grève avec les mêmes revendications que les carriers.

A Lorient, les ouvriers de l'usine Lemauff pour la fabrication des boîtes de conserves sont en grève. Ils réclament une augmentation de salaire.

A Clermont-Ferrand les ouvriers menuisiers en bâtiment réunis à la Bourse du travail ont décidé de se mettre en grève. Ils demandent une augmentation de salaires.

La grève des plâtriers peintres continue.

A Voiron, les ouvriers du textile continuent la grève. Plusieurs collisions ont eu lieu entre les grévistes et les gendarmes et ceux-ci n'ont pas toujours eu le dernier mot.

Les manifestants lancèrent des pierres sur les gendarmes, frappèrent les chevaux, firent partir des fusées. Les cavaliers furent désarçonnés.

L'exaspération est grande parmi les grévistes.

P. Delesalle.

⁂

Chez les mineurs. — *Jeudi 12 avril.* — La grève des mineurs commencée mardi à St-Etienne s'est terminée avant de s'être propagée aux alentours.

Voyant que les mineurs étaient décidés à la grève, les Compagnies minières avaient accepté de traiter avec le Comité fédéral. Elles avaient accepté la solution proposée par le préfet et qui consistait à soumettre le différend à un arbitrage. Mais les ouvriers dans leurs réunions avaient rejeté celui-ci et maintenaient leur revendication en ce qui concernait l'augmentation des salaires.

Dans l'entrevue que les délégués ouvriers eurent avec le comité des houillères le lundi, des concessions réciproques eurent lieu. Les mineurs abaissèrent leur demande à 0 fr. 40; de leur côté, les Compagnies acceptaient de donner 0 fr. 20 aux ouvriers de l'intérieur et 0 fr. 10 à ceux de l'extérieur, mais en supprimant la prime de 1 1/2 pour 100 qu'elle donnait encore. C'était insignifiant.

Le même soir, les mineurs de Saint-Etienne, réunis à la Bourse du travail, décidaient de se mettre en grève dès le lendemain. Le mardi, en effet, les trois quarts d'entre eux chômaient. Cependant la grève n'avait pas été décidée par le Congrès ou réunion des délégués de syndicats et ne s'étendait pas aux autres fosses des environs de Saint-Etienne. Néanmoins, le mercredi, le nombre de grévistes était plus considérable dans Saint-Etienne. Des fosses qui n'avaient pas été atteintes la veille, telle celle du Cros, ne comptaient presque pas de descentes ce jour-là. Il fallait en finir, empêcher que la grève ne fît tâche d'huile; d'autant plus que des nouvelles du Gard annonçaient la grève des mines de Rochebelle. De nouvelles entrevues eurent lieu par l'entremise du préfet et, le soir, on annonçait que de nouvelles concessions avaient été faites de part et d'autre. L'entente se serait faite aux conditions suivantes : 0 fr. 30 pour l'intérieur, 0 fr. 20 pour les ouvriers de l'extérieur au-dessus de 18 ans et 0 fr. 15 pour les femmes et les enfants. Ces conditions ayant été acceptées par les mineurs de Firminy, Villars, la Ricamarie, etc., ceux de Saint-Etienne les acceptaient aussi et, mercredi soir, un compromis était signé par les deux parties sur les bases citées plus haut et dont la durée a été fixée ainsi : du 1er avril 1906 au 30 juin 1908.

Tels sont succinctement résumés les détails sur l'agitation des mineurs de la Loire.

⁂

Samedi 14. — Il eût été surprenant que la presse, pour paraître bien informée, ne lançât pas quelque stupidité à propos de cette grève.

C'est la presse républicaine ou, pour mieux dire, blocarde et ministérielle, qui s'est attaquée aux prétendus meneurs de cette grève. Le *Lyon républicain*, dans un article reproduit par la non moins républicaine *Tribune* de la Loire, nous apprend en effet que les éléments qui ont fait grève n'avaient pas d'autre but que d'embêter Briand et lui créer de l'embarras. Infortuné Briand !... Insatiables mineurs ! qui ne vous déclarez pas satisfaits de ce qu'un socialiste est au pouvoir. Il est vrai que vous ne vous en êtes pas encore aperçus au contenu de la marmite, et alors comme celle-ci vous intéresse bien plus que les racontars des journaux, fussent-ils ministériels, vous avez mis les pieds dans le plat, comme on dit, et avez obtenu par la menace ce que l'on ne voulait pas vous donner de bon gré.

Seulement le correspondant du *Lyon* n'a pas songé qu'en retournant l'argument, sa calomnie lui retombait sur le nez. Il prétend que c'est l'argent des nationalistes qui payait les chefs de la grève. Prétendre qu'Escalier, Bouille, Beauregard, etc., sont à la solde des *blancs*, ne sera pas aisé à faire croire aux mineurs. Mais ceux-ci à leur tour pourraient prétendre que leurs adversaires n'ont si énergiquement refusé la grève que parce que, puisant aux fonds secrets, ils ne voulaient pas, eux, embêter Briand. Cela paraîtrait tout aussi vraisemblable et même plus que le canard du *Lyon*, et serait tout aussi faux.

Que le préfet en offrant ses bons offices et en s'efforçant de trouver un terrain d'entente, ait eu en vue de calmer une agitation qui, par ses suites, pouvait occasionner des soucis au gouvernement et à lui-même, cela est très probable. Mais je veux croire, en ce qui concerne les militants des syndicats, qu'ils n'ont en vue que l'intérêt des mineurs.

Enfin je constate que depuis que nous avons l'ineffable bonheur de posséder au Parlement un bloc républicain, il n'est plus permis aux ouvriers de se mettre en grève. Ah ! si Méline était au pouvoir ! ou Jules Roche, ou de Mun. Oh ! alors, leurs revendications seraient légitimes; mais avec Millerand ou Briand dans le gouvernement : *prenez patience et surtout soyez sages.*

Rousset-Galhauban.

⁂

Sabre et goupillon. — Après l'exercice, une compagnie du 51e de ligne, en garnison à Beauvais prend un repos de quelques minutes sous les ombrages bordant le champ de manœuvres. Un ratichon vient à passer à bicyclette sur la grand'route. A sa vue, un des bleus s'exclame : « Coin ! coin ! coin ! » Son capitaine l'entend et séance tenante lui flanque deux mois de prison.

Soldats, il est interdit d'effaroucher les corbeaux. Seule la chasse aux grévistes est autorisée.

A. P.

⁂

ROUMANIE

Aussi bien que son collègue du Danemark, notre gouvernement roumain pratique l'abject métier de chien de garde au profit du tsarisme assassin.

Mlle Estera Moscovitch, citoyenne russe de Kichineff pourchassée par les autorités tsariennes pour ses opinions révolutionnaires, a été tout récemment arrêtée à Jassy par la police roumaine et *expulsée en Russie*.

Vous entendez bien : *expulsée en Russie*. Sous le masque de l'expulsion, c'est une véritable extradition en matière politique qu'a opérée l'hypocrite gouvernement que subit la Roumanie. Mlle Moscovitch saura ce qu'il en coûte d'ajouter foi aux garanties que semble promettre aux réfugiés politiques un régime constitutionnel comme est le nôtre.

D'autre part, les journaux d'aujourd'hui 12 avril annoncent que Matuschenko, le chef des matelots révoltés du *Potemkine*, vient d'être arrêté par les agents de la sûreté de Bukarest et transféré à Constanza, où l'attend un décret d'expulsion. Conformément à la loi, Matuschenko aura du moins licence de choisir la frontière qu'il lui agréera de franchir. C'est que le peuple entier connaît le révolté du *Potemkine* et que l'opinion publique avertie se fût révoltée contre une expulsion qui n'eût été qu'une extradition déguisée. Tandis que nul ne connaissait le pauvre Estera Moscovitch que le gouvernement a pu impunément livrer aux bourreaux russes.

Il paraît que la décision gouvernementale relative à Matuschenko se fonde sur le fait que le hardi marin se livrait à une ardente propagande révolutionnaire parmi les Russes de Roumanie.

⁂

Le mouvement ouvrier est fort bien dirigé depuis quelques mois en Roumanie. Il a à sa tête le groupement socialiste *Romania Muncitoare* (*Roumanie ouvrière*), possédant un organe hebdomadaire homonyme.

Quoique social-démocrate en principe, ce groupement se rapproche beaucoup plus des anarchistes que la social-démocratie allemande et que vos socialistes français. Dans leur journal paraissent parfois des articles anarchistes.

Quant à notre camarade P. Musoiu, sa revue *Revista Ideei* vient d'entrer dans la sixième année de son existence et porte fièrement le pavillon de l'anarchisme dans notre pays.

Jules Negulesco.

⁂

RUSSIE

D'un vibrant appel de Maxime Gorki, nous détachons le passage suivant qui indique assez nettement qu'en dépit des affirmations intéressées de la presse bourgeoise, le tsarisme que « des millions de cœur ont déjà condamné à mort » n'a pu réussir encore à vaincre la révolution populaire.

Pendant la période qui s'étend du 17 octobre 1905 jusqu'à ce jour, 397 personnes ont été frappées par les décisions des conseils de guerre, 18.000

ont été arrêtées et exilées en Sibérie, 79 journaux en province et 57 dans les deux capitales ont été suspendus. Mais combien d'hommes du peuple furent simplement fusillés, il est difficile de le dire; il faut sûrement les compter par milliers.

Ces arrestations, ces exils, ces massacres, ces fleuves répandus de chaud sang populaire ont élargi l'abîme entre le peuple et le parti des violents; ils n'ont fait qu'exalter encore l'ardeur révolutionnaire du peuple, et la famine, à son tour, la famine qui règne en maîtresse dans 22 districts, a contribué à accroître la haine contre le gouvernement.

La force du peuple grandit. Toujours va plus se développant dans les masses la conscience de leur situation et d'une manière toujours plus décidée, elles désignent l'unique voie qui leur permettra d'en sortir...

Dans les masses paysannes et ouvrières se forment des organisations et la discipline s'accroît. L'oppression unit; 140.000.000 d'êtres doués de raison s'élèvent comme une vague rapide et menaçante pour anéantir enfin la puissance mauvaise et sombre qui les a si longtemps asservis.

Justice. — On annonce que la brute ignoble, l'officier de cosaques Abramof, qui avait torturé et violé Marie Spiridowna, a été blessé hier, au centre de la ville de Tambov, de trois coups de revolver que lui a tirés un inconnu qui a pris la fuite. Il a succombé ce matin à ses blessures.

C'est un soulagement pour la conscience que d'apprendre ces justes représailles.

* *

SUISSE

Contre la liberté de la presse. — C'est fait : le Conseil national et le Conseil des Etats ont tour à tour voté l'article 52 *bis* du code pénal fédéral dont il a été déjà question en cette place. Cette nouvelle loi punit de l'emprisonnement « celui qui publiquement incite à commettre des crimes anarchistes ou donne des instructions pour les commettre ou fait publiquement l'apologie de crimes de ce genre dans l'intention d'inciter autrui à commettre de tels actes ».

Revenu devant le Conseil national (la Chambre des députés suisses), ce noble texte y a été adopté par 86 voix contre 4. Le voilà donc entré dans le code, pour l'enrichissement d'icelui.

Nous nous serions tus sur cet incident négligeable en soi, et dont les conséquences ne seront vraisemblablement pas celles qu'en espère la bourgeoisie des vingt-deux cantons, si nous n'y découvrions avec quelque bonheur l'indice de la grand-sainte terreur où les idées anarchistes d'action directe, d'antimilitarisme et de grève générale jettent cette bonne et respectable bourgeoisie.

Ecoutez plutôt les paroles du conseiller fédéral (ministre) Brenner défendant le projet de loi devant les conseillers nationaux :

« La presse anarchiste a, au cours de ces dernières années, perdu le peu de retenue qu'elle avait encore. Il ne s'agit pas, croyez-le bien, de quelques pamphlets isolés et obscurs, mais de nombreux écrits distribués par milliers dans la population. On y glorifie systématiquement le crime commis contre l'individu, la propriété, l'Etat. Voulez vous plus longtemps tolérer un pareil état de faits? »

Non, non! Les conseillers nationaux ne le veulent pas et par 86 voix contre 4 ils nous l'ont fait entendre. Le malheur est que la volonté d'un conseiller national, fût-il multiplié par 86, ne pèse pas lourd contre certains faits sociaux ni contre les idées phisolophiques qui les expriment. Nous doutons fort de l'efficacité du pauvre article 52 *bis*.

« Loi nouvelle, abus nouveaux, tout cela passera écrit éloquemment, dans le *Réveil*, notre ami G. Herzig, mais de plus en plus les hommes voudront vivre. L'article 52 *bis* n'est pas une barrière suffisante à cette poussée des individus vers la lumière et vers une justice qu'ils ne vous demanderont plus, faiseurs de loi! ».

* *

Contre l'arbitraire. — Un *Comité socialiste d'agitation contre les expulsions politiques* vient de se constituer à Zurich. Cela était devenu nécessaire et urgent, en cette ci-devant libre Helvétie qui, de plus en plus, se fait inhospitalière et rude aux révolutionnaires étrangers habitant son territoire.

Dans sa réunion du 10 avril courant, ce Comité, à la tête duquel se trouve le docteur Brupbacher, a résolu de publier *Ribelliamoci*, numéro unique de protestation, et de lancer 12,000 exemplaires d'un manifeste incitant le prolétariat à la grève générale, au cas où des expulsions seraient opérées lors de la venue du roi Victor-Emmanuel.

Une grande réunion, qui aura lieu au Vélodrome de Zurich, ouvrira l'agitation. Notre camarade Brupbacher y prendra la parole en allemand, tandis que l'employé postal, Louis Gobbi, qui vient d'être révoqué par le Conseil fédéral pour sa propagande antimilitariste, haranguera les Italiens.

Leur libéralisme. — Les socialistes suisses valent les bourgeois qu'ils font semblant de combattre. L'un de leurs chefs, M. Faehurich, secrétaire du *Typographenbund* vient, avec violence, de dénoncer Mme Faas, employée de la Fédération suisse des syndicats professionnels, qui s'est fait remarquer par sa propagande en faveur de l'action directe. M. Faehurich, qui n'y va pas par quatre chemins, réclame la destitution de Mme Faas.

Celle-ci, on le reconnaît, « déclare se livrer à la propagande pour l'action directe en sa qualité de personne privée », mais une telle raison est absolument irrecevable! « Le Comité central du Typographenbund ne comprend pas que l'on puisse être au service de la Fédération des syndicats et travailler en même temps contre les intérêts les plus élevés de celle-ci. »

Les socialistes suisses sont mûrs pour le pouvoir.

* *

Un homme. — C'est le camarade Clovis Pignat qui, le 24 mars, a été incarcéré à Erlach (canton de Berne) pour avoir refusé de participer à un cours de répétition militaire. Ce propagandiste a voulu joindre le fait à la parole et l'aggravation des pénalités récemment imposée aux juges militaires par le Conseil fédéral n'a pu vaincre sa volonté de donner l'exemple. C'est un brave.

* *

La propriété. — « Tous les jours, la propriété, divinité jamais rassasiée, exige des sacrifices humains, nous dit le *Réveil*. Dans le canton de Vaud, c'est un pauvre diable condamné à vingt ans de réclusion. Il avait pris dans un bois mis à ban un fagot de bois valant à dire d'experts cinquante centimes, pas davantage, lorsqu'il fut surpris par le garde forestier. Une lutte s'engage entre les deux hommes. Le garde est tué. Deux vies sacrifiées pour le principe de propriété et le pauvre fagot était destiné à la famille du condamné, dans une détresse noire. C'est la mort pour cette famille, dont le fils faisait son possible pour soulager l'infortune. »

A Genève, dit encore notre camarade, une maîtresse de pension constate que son vin disparaît. Elle aposte une nuit dans sa cave sa gérante, un cuisinier et un garçon d'office, lesquels attendent, transis de peur, que le voleur se présente. Le voici... Les trois misérables serfs se précipitent sur lui, qui se trouvait être le concierge de l'immeuble, et tandis que l'un l'assomme à coups de bouteille, un autre le larde de son coutelas. Le concierge (était-il seulement venu pour voler ?) tombe, le ventre ouvert. Il est aujourd'hui à l'hôpital, mourant et prisonnier.

Les assassins, un moment arrêtés, ont vite été relâchés et leur patronne, instigatrice de l'assassinat, n'a pas été inquiétée. C'est dans l'ordre.

AM. D.

* *

TURQUIE

L'affaire Jooris. — Elle traîne en longueur et nul fait nouveau ne peut être enregistré. M. Georges Lorand, qui s'est institué en Belgique le défenseur, infatigable, d'Edouard Jooris, l'anarchiste condamné à mort pour complicité dans le dernier attentat contre le sultan, était dernièrement à Paris, où il a eu des entrevues avec quelques politiciens notoires, Clemenceau, Jaurès, Pressensé, engagés depuis longtemps dans la lutte internationale contre le régime hamidien.

Selon M. Lorand, l'affaire Jooris est en bonne voie. « Au surplus, a-t-il déclaré, à l'heure qu'il est, la Turquie n'oserait plus exécuter Jooris, la condamnation remontant à trop loin. Or, il ne peut y avoir que deux alternatives : l'exécution ou la mise en liberté. »

ARMÉNIE

L'affaire d'Arvarintche. — On écrit de Van au *Pro Armenia* que le 1er octobre dernier, dès l'aube, le village d'Arvarintche se trouva soudainement bloqué par des soldats turcs au nombre de 3.000, sous les ordres d'officiers de Moush. Ils se précipitèrent sur le village sous prétexte d'y rechercher quelque révolutionnaires arméniens et fusillèrent tous les passants qu'ils rencontraient.

Puis ils allumèrent l'incendie aux quatre coins d'Arvarintche et jetèrent dans les flammes des femmes, des enfants, des vieillards. Le drame dura jusqu'au lendemain matin.

Pro Armenia enregistre la liste des victimes : 95 hommes, 22 enfants et 13 femmes.

Et cependant l'Europe regarde faire. La vie humaine ne compte point aux yeux de la civilisation bourgeoise.

ESPAGNE

Pour le 1er mai. — L'Union locale des Sociétés ouvrières de Barcelone vient d'envoyer une circulaire, aux Sociétés de résistance de la Catalogne et des Baléares.

De cette circulaire, relative à l'attitude à prendre au 1er mai, nous extrayons cette phrase :

« Il s'agit, non de demander la journée de huit heures, non de l'exiger, mais de la prendre. »

El porvenir de l'Obrero dit ceci aux ouvriers :

« Dès le 1er Mai 1906, tous les ouvriers espagnols, dans n'importe quelle corporation, ne doivent plus travailler que huit heures par jour ».

Au reste, toute la presse ouvrière espagnole est unanime à conseiller, aux Sociétés de résistance, de suivre l'exemple des Syndicats français, pour l'établissement de la journée de huit heures par une action purement directe.

R. FROMENT.

* *

ÉTATS-UNIS

Les camarades français et italiens de Philadelphie ont donné le 26 mars une grande soirée de fête. Ce fut un véritable succès : plus de 800 personnes étaient présentes. Les camarades italiens représentèrent *La Faim*, de R. Ovidi et *La Rébellion* de Nelly Roussel. Les camarades français : *Mais quelqu'un troubla la fête*, de Louis Marsolleau. Etant donné le succès de cette fête, les organisateurs ont décidé d'en donner une autre bientôt.

Cette soirée a rapporté 182 dollars (910 francs) qui ont été répartis ainsi, 30 dollars ont été attribués au camarade Pimpino qui a entrepris une tournée de conférences à travers les Etats-Unis; les camarades français ont décidé d'envoyer 70 dollars aux familles des antimilitaristes en prison actuellement et 6 dollars à un camarade au bagne, les camarades italiens ont envoyé 76 dollars à la propagande libertaire italienne.

L. M.

* *

ANGLETERRE

La vieille hospitalité anglaise. — L'*Alien's act*, ayant pour objet d'empêcher l'immigration en Angleterre, des étrangers non désirables (*undesirable*), est entré en activité le 1er janvier dernier.

Désormais les étrangers pourront se voir interdire l'entrée du Royaume-Uni : 1° s'ils sont aliénés ou idiots; 2° s'ils ne justifient pas de moyens d'existence convenables; 3° s'ils ont été condamnés pour un fait susceptible d'entraîner, en Angleterre, l'extradition.

De plus, les étrangers établis dans le Royaume-Uni pourront, à l'avenir, en être expulsés : 1° s'ils ont été convaincus d'un crime grave (l'expulsion ayant alors été prononcée par le tribunal); 2° s'ils ont reçu depuis un an, des secours publics; s'ils ont été trouvés en état de vagabondage; ou bien encore s'ils vivent malsainement, en des logements surpeuplés.

Les passagers de 1re classe seront seuls exemptés, dans les ports d'arrivée, des formalités d'inspection. Toutefois des exemptions seront accordées aux Compagnies maritimes qui s'engageront à ne pas transporter de passagers *undesirables* ou ne possédant pas une somme de 125 francs pour eux-mêmes et de 50 francs pour chacun des membres de leur famille.

Tel est l'*Alien's act*. Le gouvernement conservateur l'a fait voter; c'est un gouvernement libéral qui l'appliquera, nous verrons de quelle manière.

On ne peut s'empêcher de remarquer que cette loi liberticide est surtout dirigée contre les pauvres. Quelqu'un a parlé du *crime d'être pauvre*. Avec combien de raison!

⁂

Le mouvement socialiste anglais commence à lever la tête et à se donner des airs d'importance.

Le " Comité de la Représentation du Travail " a eu une vingtaine de ses membres élus aux dernières élections. — Ils se sont aussitôt formés en " Labour Party " avec Keir Hardie comme *leader*.

Les efforts des socialistes autoritaires ont pu être mesurés, il y a quelques jours, quand les deux principales organisations socialistes anglaises, l'*Independant Labour Party* et la *Social Democratic Federation*, ont tenu leurs congrès respectifs.

Après plusieurs résolutions prises au sujet d'affaires locales plus ou moins intéressantes, chacune de ces organisations passa à la discussion des questions importantes.

Pour l' " Independant Labour Party " ce furent: 1°) le nom que le parti devrait porter maintenant qu'il n'est plus indépendant. (Le parti a en effet aidé le parti libéral dans plusieurs élections, en échange du même service de la part des libéraux); 2°) **l'unité socialiste** nécessaire pour une propagande plus fertile et plus forte des idées socialistes.

La " Social Democratic Federation " a discuté de son côté : 1°) la couleur de la cravate qu'ils doivent porter (le rouge étant devenu la couleur préférée de la famille royale) et 2°) **l'unité socialiste**.

Les questions de nom et de couleur étant d'importance capitale, et ne pouvant être résolues séance tenante, des commissions spéciales ont été chargées de rapporter sur ces questions aux congrès de l'année prochaine.

Pour ce qui est de l'unité socialiste, les deux partis sont d'accord — mais.... « nous ne pouvons en parler, avant que l'*autre* parti nous fasse « des ouvertures ». Et ainsi l'unité socialiste va son train, d'année en année.

⁂

A côté de ces comédies d'unité et de cravates, le mouvement syndical révolutionnaire commence à pénétrer dans la masse ouvrière anglaise, jusqu'ici profondément conservatrice. — Dans l'East End de Londres, imprégné des idées révolutionnaires importées de Russie, les ouvriers juifs vont mener une lutte énergique contre leurs exploiteurs.

Les *trade-unions* juives, jusqu'ici si faibles, ont soudainement pris feu au contact des étincelles arrivant de France et d'Espagne. De nouvelles *trade-unions* surgissent de tous côtés. Les membres se comptent par milliers, et la décision que tous ces syndicats viennent de prendre est le premier éclair d'un orage peu lointain : arrêt complet de la production le 1er Mai ! Pas de travail ce jour-là, mais on se rendra en masse autour des demeures des patrons, et... gare à eux !

Cette décision n'est que le prélude d'un mouvement plus sérieux et plus large — de la grève générale. L'idée en est devenue familière, tout le monde en parle, et la désire ; elle est le seul espoir pour les syndicats de l'East End de mettre fin à l'exploitation sans nom qui y sévit. Tout ceci indique assez que les syndicats sont imbus d'un pur esprit révolutionnaire, d'une volonté ferme de briser, coûte que coûte, le cercle d'esclavage qui les entoure depuis de longues années!

Plus de parlementarisme ! Délivrons-nous nous-mêmes ! Vive la Grève Générale! Voilà les cris que l'on entend dans toutes les réunions ouvrières.

Ce mouvement est devenu si grand, grâce à la propagande de nos camarades anarchistes et à leurs efforts continus, dans les réunions publiques, au sein des syndicats, aussi bien que dans l'organe hebdomadaire des anarchistes de langue juive « *The Worker's Friend* ».

. . . .

De grands jours nous attendent. Nous souhaitons que l'idée de Grève Générale soit pour les ouvriers anglais, un guide dans leurs luttes incessantes contre la tyrannie des patrons, comme elle est, à l'heure présente, le guide de la plupart des ouvriers du monde civilisé ! A. S.

VIENT DE PARAITRE

L'Etat, son rôle historique, par P. Kropotkine; une brochure, 0 fr. 25 par la poste.

Dans cette brochure, notre ami traite, en passant, du rôle des communes et des corporations et jette un peu de clarté sur ces questions tant embrouillées par les historiens bourgeois.

A titre de propagande, nous la laisserons à 12 francs le cent.

Le Salon des Indépendants

Il y a là tant de tendances diverses, tant d'expressions encore indécises qu'il est bien difficile de formuler sur ce Salon une opinion d'ensemble. Cette réunion de toiles ne peut guère que nous suggérer quelques réflexions qui pourront peut-être sembler intéressantes.

Le métier.

Le Salon des Indépendants renferme un certain nombre de productions qui ne marquent chez leurs auteurs pas plus de respect pour le public que de conscience vis-à-vis d'eux-mêmes. Il y a des gribouillages qui ne permettent pas qu'on les examine; cela offusque les yeux, dédaigne les notions d'art les plus rudimentaires et blesse l'idée la plus fruste qu'un homme peut avoir de la beauté. Laissons ces plaisanteries de côté. Elles peuvent paraître amusantes pendant un an, mais n'allez pas croire que la conception harmonieuse de l'art pensée par un anarchiste puisse avoir rien de commun avec la manie ridicule d'épater le passant par des hardiesses un peu trop faciles à réaliser. Je déteste ceux qui, sous prétexte d'indépendance, se livrent à des excentricités que l'on retient et dont on fait grief aux véritables novateurs. Beaucoup de gens se font une fausse idée de nos doctrines parce qu'ils n'en connaissent que les expressions dénaturées, mais combien d'autres au-si savent la vérité de nos enseignements et sont trop heureux d'en produire la caricature aux auditeurs bénévoles.

Mais je distingue bien ici les hommes de valeur vraie qui, eux, possèdent un savoir-faire incontestable dont plusieurs sont les dupes. C'est que la manière doit être l'instrument de l'idée, et quand nous regardons une œuvre, l'impression que nous en ressentons doit être exactement celle que nous donneraient la nature ou l'humanité dans la mesure où elles se retrouvent dans une transposition d'art. Or, si nous nous arrêtons devant telle toile qui montre évidemment la main d'un artiste de talent, nous voyons surtout le procédé dont s'est servi l'artisan; la trame est plus visible que le dessin et c'est un peu comme si l'on nous conviait à admirer des tapisseries à l'envers. Nous sommes obligés d'aller chercher le charme de tel tableau derrière mille taches dont on ne s'explique pas tout d'abord la raison. Regardez au contraire une mère de Solario, une tête de Léonard, une vierge de Ghirlandajo : comme les moyens sont les serviteurs de l'esprit qui conçoit, comme l'amour, la douceur, l'émotion, nous arrivent franchement sans être arrêtés par le voile d'un métier trop accapareur. Serait-ce une concession que de le tenir au point où il n'absorberait plus votre concept initial et que votre raison plus éclairée fixerait à nouveau ?

La figure humaine.

Elle est ici bien faiblement représentée. Pauvre figure humaine, combien négligée maintenant ! Et pourtant quel incomparable miroir d'émotions diverses, de joies et de douleurs, de peines et de plaisirs. A combien de maîtres n'a-t-elle pas donné les inspirations les plus hautes ! Pour ne la situer que comme un détail à peine plus significatif qu'un autre dans l'ensemble d'un tableau, faut-il que les artistes d'aujourd'hui aient oublié les leçons de leurs anciens ou, ce qui serait bien plus pénible, qu'ils aient cessé d'être des hommes sensibles pour n'être plus que des gens de métier. Les jeunes mères d'à présent ne montrent-elles donc plus la même tendresse qu'autrefois, l'amour ne met-il plus sur les visages les mêmes émois ou les mêmes ravissements inscrits sur tant de chefs-d'œuvre ? On le croirait à voir les hommes et les femmes perdus dans le décor, faisant tache sans plus d'importance que le fauteuil voisin ou l'arbre d'auprès. Que, dans un paysage, l'être humain ne doive compter que pour sa stricte capacité atomique, cela me semble vrai et les exceptions sont rares où les personnages détachés ne donnent pas à l'œuvre une manière de genre mièvre et sans intérêt. Mais différemment, tout doit être subordonné à la figure humaine. C'est elle qui doit animer la toile, lui donner sa signification, c'est en elle que nous devons chercher son esprit. C'est une source d'émotions où nous nous retrouvons essentiels et ce serait vraiment dommage qu'elle fût tarie. L'abandon de sa représentation psychique découle de la pénurie d'émotion où la recherche d'une originalité non native a laissé nos peintres. Je ne dis pas indigence de pensée, car il est possible que beaucoup, en faisant de lamentables choses, aient eu l'*intention* d'en représenter de très hautes, bien lointaines de la réalisation. S'ils avaient regardé autour d'eux, ils auraient vu, comme nous, des êtres douloureux, d'autres joyeux, des lueurs de détresse, des flammes d'espérance, des misères exténuées près de luxes dérisoires et je pense que cela leur aurait inspiré autre chose que ce qu'il y a trop souvent là.

Le paysage.

En général, on sent plus le dessein d'appliquer une technique, d'ailleurs un peu servile, que la joie de transcrire une belle émotion. On aimerait sentir plus de sympathie, plus d'amour pour le ciel et l'eau, la forêt et le village; je cherche un vrai paysan comme Millet ou Pissaro, un maître de la lumière comme Monet, mais c'est en vain car je ne retrouve point ces ciels profonds, cette atmosphère respirable, cet air léger, cette lumière diaphane qui font qu'en plein Paris on sente monter jusqu'à nos lèvres, rien qu'à regarder une simple toile, tous les parfums de la terre.

Quelques artistes.

Les plus anciens indépendants tâchent vraiment d'honorer le beau nom qu'ils ont choisi.

C'est un vrai plaisir que de voir les belles toiles ardentes de Rysselberghe, d'une tonalité si chaude et d'une si sobre tenue.

Les *marines* de Signac d'un coloris frais et robuste et les *belles rues de Paris* par Luce, *Notre-Dame* toute baignée d'une tendre lumière. Hermann-Paul n'est pas, je crois du moins, de cette vieille phalange. Il a envoyé quatre beaux dessins qui ont l'apparence tranquille et sûre des dessins de maîtres. Les plus grands noms viennent naturellement à l'esprit quand on regarde ces têtes d'une venue si sincère, les deux femmes dont le regard est d'un esprit si moderne me reportent au sourire malicieux de la Camargo du musée de Saint-Quentin. Hermann-Paul a dessiné bien des laideurs, il nous a montré bien des bassesses gravées sur des faces vaguement humaines, mais vraiment ce n'était pas un misanthrope de parti pris qui consignait toutes ces hideurs. Ce qu'il déteste, c'est la vanité, le bas égoïsme, le mensonge, l'argent, mais ce n'est pas la disgrâce physique, car il sait qu'elle peut s'amender et même s'embellir si les êtres qui la portent ont la volonté d'être libres dans leur conscience, aimables et bons. Après tout, ces femmes ne diffèrent pas tant que cela, si l'on ne considère que les lignes de leur visage des êtres repoussants qu'a fixés le crayon de l'artiste. Mais les fausses prétentions, les idées mesquines ne contrarient pas l'agrément naturel de leurs personnes et nous sommes alors en présence de créatures aimables, pleines de grâces et de séduction.

Hermann-Paul, si âpre, si pessimiste parfois, semble réserver toute la douceur de son crayon aux faiblesses féminines. On dirait qu'il préfère la femme lorsqu'elle est un peu souffrante et il est vrai que c'est alors qu'elle nous touche le plus. Celle qu'il nous montre, couchée, les draps ramenés au menton, est tout à fait délicieuse. Est-ce une convalescente, une paresseuse qui fait la grasse matinée, je ne puis dire, mais qu'elle soit charmante, avec sa tête brune mise en valeur parmi la tonalité discrète de la chambre cela est tout à fait certain.

Finissons sur d'agréables impressions.

J. Denauroy.

Nous avons reçu *la Grève Générale* de Briand, éditée par le *Progrès* du Havre.

Nous la tenons à la disposition de nos lecteurs, franco, 0 fr. 10.

Le cent : 3 francs. S'adresser au *Progrès*, rue de Bordeaux, 20, au Havre.

Nous rappelons aux camarades que nous avons en vente *Le Coin des enfants*, 1re et 2e séries, livres de lecture pour les enfants de 12 à 16 ans. Et pour les grands aussi. 3 francs chaque.

VARIÉTÉS

Les Syndicats Chinois

Les sociétés politiques secrètes, comme les Grands-Poings ou « Boxers » de triste mémoire, reposent en Chine entièrement sur un entraînement mystique et nullement sur l'intérêt personnel de leurs membres. Ce fait prouve que, de façon générale, le Chinois est éminemment accessible à la suggestion et qu'il obéit, par conséquent avec une grande facilité, à l'instinct social qui domine sa vie mentale.

Il est ainsi naturel de voir, dans les cas où cet instinct social seconde, non plus de vagues projets ténébreux, mais des considérations économiques pratiques naître, des associations économiques d'une cohérence à peine imaginable en Occident. L'instinct social, renforcé par l'intérêt commun, crée la solidarité, et cette solidarité, qui gouverne l'âme chinoise beaucoup plus efficacement que l'âme européenne, est à la fois la source, la raison d'être et le but de l'organisation syndicale qui régit le travail national en Chine.

Les syndicats chinois, immenses et puissants ne sont point comme les nôtres, des associations de classe. Ils embrassent à la fois ce que nous appelons ouvriers, patrons et intermédiaires. Il n'y a pas entre leurs membres des différences essentielles de condition sociale. Ils sont à la fois employés et employeurs, tous ont moralement les mêmes droits ; tous, enfin, sont propriétaires et salariés au même titre. Bref, le syndicat est, en conformité avec le principe des *Trois Relations*, une *famille artificielle* créée dans le but de suppléer aux difficultés économiques que la famille consanguinaire n'est plus capable de vaincre. C'est, en un mot, la *famille du travail*, comme l'autre est la famille du sang.

Il serait facile de pousser l'analogie entre la famille et le syndicat chinois jusque dans les plus petits détails. Mais il nous importe surtout de dégager ici les quelques points généraux qui peuvent nous servir d'enseignement social.

Nous examinerons, d'ailleurs, plus tard, en un exemple précis, le fonctionnement de ces merveilleux mécanismes économiques.

Ce qui doit, au point de vue européen, être considéré dans l'organisation de ces syndicats comme l'avantage principal, c'est la non-existence du salariat dans le sens occidental du mot. Cette absence n'est naturellement pas absolue dans toute la Chine ; il y a de grandes exceptions à toute règle, et dans les ports de mer et les grands centres commerciaux, qui ont été jusqu'à présent à peu près les seuls endroits de la Chine bien observés et le plus souvent par des Occidentaux mal préparés pour une tâche aussi difficile, dans les grandes villes où, en Chine comme partout, le pays déverse la lie et le trop-plein de la population et où la vie populaire, très instable, se déroule dans des conditions perpétuellement anormales, les syndicats ne jouent souvent qu'un rôle assez effacé, et le capitalisme individualiste sévit toujours, parasite vivant sur le sol pourri de l'incertitude économique. Son contre-coup est le salariat.

D'ailleurs, dans ces centres, c'est d'échanges qu'on s'occupe plutôt que de production, et c'est dans la production, non dans l'échange, que l'association chinoise produit ses plus beaux résultats.

Mais partout où la Chine *produit*, l'association règne. L'Européen pourtant le remarque rarement, parce qu'il n'est pas au courant de la langue et des institutions du pays et surtout parce que chaque membre d'une association chinoise paraît agir individuellement comme un véritable capitaliste.

Et ce fait est la preuve la plus concluante de la supériorité de la civilisation chinoise sur la nôtre. Une solidarité, une bonne foi, une honnêteté telles qu'on ne les trouve guère chez nous que dans les précis de morale, règnent dans la vie économique de là-bas. Chaque associé — et il y en a parfois des milliers — peut agir comme pour son propre compte et engager, par là, en réalité, la responsabilité du syndicat entier ; et, malgré cela, il n'arrive jamais que le syndicat soit frustré des bénéfices qu'un membre a pu réaliser individuellement en agissant au nom de la société !

C'est le principe de la réciprocité poussé à l'extrême limite du réalisable. Le salariat se trouve virtuellement remplacé par la participation ; c'est la coopération de tous au profit de tous. Chacun a de ce chef un intérêt vital à ce que tous les autres travaillent et produisent le maximum. Lui-même en profitera. Il n'a donc, pour gagner le maximum, que le seul moyen de produire le maximum dans son pouvoir.

La participation dans les bénéfices se règle très précisément, d'une part, d'après les apports de chaque membre au capital social (si l'on peut appeler ainsi l'ensemble des moyens de production qui se trouvent à la disposition de l'ensemble des membres) ; d'autre part, d'après l'intensité du travail de chacun, lorsqu'elle peut être appréciée (c'est surtout le cas dans le commerce où l'importance, où le nombre des marchés conclus est facile à vérifier pour chaque sociétaire). Il ne faut pas croire, du reste, que ce soient les plus gros capitalistes, initiateurs de la raison sociale, qui la dirigent et qui en profitent le plus. Dans la plupart des cas, la majorité des sociétaires n'a pas le moindre capital au moment de l'affiliation. Ces prolétaires sont considérés ou se considèrent entre eux comme emprunteurs de moyens de production ; ils sont entretenus par la société et leur travail est calculé ; le rendement de ce travail ou plutôt la quote-part du rendement social qui leur revient est, en tant qu'elle excède les frais d'entretien, retenue par la société et constitue dorénavant la part du prolétaire dans le capital social. Celui qui n'avait rien est maintenant co-propriétaire !

Ce truc de prestidigitation sociale serait encore impossible en Occident. La raison principale parmi une foule d'autres, en est dans les habitudes séculaires qui régissent le travail occidental. L'Européen a la prétention de se mettre en dehors et au-dessus de la nature ; au lieu des résultats de ses actions, qui seuls importent, il se regarde lui-même. Il se met au centre de l'Univers et calcule... le temps, c'est-à-dire la *dépense de vie* qu'il lui faut pour arriver à un résultat ; il se refuse à évaluer ce résultat même. D'abstraction en abstraction, il est enfin arrivé par un cercle fatal au-dessous du point d'où il était parti. Il est redevenu esclave. Il se vend lui-même, il vend son temps au lieu de vendre le produit de son temps. Il est arrivé à cette abomination (au point de vue chinois) qu'il cherche à se faire payer le maximum de valeur pour le minimum de temps employé à réaliser un minimum de résultats.

C'est notre esclavage du salariat. Son trait caractéristique est, comme tout le monde le sait, la rémunération non du travail, mais de la bête humaine, et la séparation absolue de l'individu et du produit de son travail. Cet état de choses qu'on ose à peine stigmatiser chez nous, comme étant contre nature, semble, dans sa généralité, si absurde aux Chinois, qu'ils se refusent à croire à son existence et qu'il leur est à peu près impossible de comprendre les différends entre patrons et ouvriers qui créent en Occident cet incident lamentable et... et intraduisible en chinois, que nous appelons grève.

Fort du principe de la participation, le Chinois ne saurait comprendre qu'il puisse être dans l'intérêt de quelqu'un d'abréger les heures de travail et de réglementer la production des ouvriers. Il ne sort pas de cette idée que moins on travaille et moins on gagne, et il est incapable de croire à la réalité de ce fait que celui qui en trois heures peut accomplir le travail qu'un autre fait en six, doit également passer six heures pour gagner autant.

J'ai à maintes reprises causé question sociale avec mon vénérable ami Hsi-fai yuan, qui dirige la branche de Mongolie d'un des plus importants syndicats théicoles de Chine. Et rien ne saurait rendre l'indignation et la pitié avec laquelle cet homme remarquable parlait de notre organisation économique.

J'ai passé des heures entières à lui expliquer ce que c'est qu'une grève et à lui faire comprendre les raisons du mécontentement des ouvriers européens. Quand je lui dis que les ouvriers chez nous se sont syndiqués pour mieux défendre leurs intérêts contre les patrons et qu'ils s'adressent même aux gouvernements dans ce but, il a littéralement bondi :

— Comment ! Mais alors, au lieu de travailler, ils veulent piller ! Ils font des sociétés sectètes ! Ils sont fous. Pourquoi ne travaillent-ils pas s'ils veulent améliorer leur situation ? Ils demandent l'aumône. Ils n'avaient qu'à augmenter l'intensité de leur travail pour que le rendement fût plus considérable...

J'eus toutes les peines du monde à le convaincre qu'un rendement plus grand profiterait exclusivement aux patrons qui, dans la plupart des cas, ne travaillent même pas dans le négoce, mais prêtent simplement leur argent.

— Si c'est comme vous dites, répondit-il enfin, le mode de payement des ouvriers constitue chez vous une véritable prime à la paresse.

Et — ajouta-t-il en riant — l'on pourrait même imaginer le cas où, poussés par une espèce de solidarité à rebours, les ouvriers se concertent entre eux non seulement pour ne jamais se faire payer d'après leur travail, mais toujours d'après leur temps, mais encore pour ne jamais excéder dans un temps donné une certaine somme de production. Ce serait alors la prime à l'infériorité associée à la prime à la paresse.

Quand je lui démontrais par des faits que sa folle hypothèse, exhilarante et utopique, se trouvait déjà réalisée par exemple dans les « trades-unions » anglaises, il resta bouche bée. Et enfin il s'indigna.

— Eh bien ! vous êtes tout de même pitoyablement arriérés. J'ai vraiment pitié de vous. Supposez, ce qui arrivera, que nous utilisions vos moyens techniques. Comment voulez-vous alors exister contre nous ? Vous avez de l'argent, nous n'avons pas de monnaie. Mais en faut-il ? Il faut trouver ses moyens de subsistance ; on ne mange pas de l'or. Si je travaille, si je produis, et alors seulement je vaux quel-

que chose, et l'on me fait subsister. On n'a pas besoin d'or pour cela. La valeur de mon travail suffit. Chez nous, on paie en travail, et l'on est payé en crédit. Pour cela, il faut de l'honnêteté, évidemment. Or, vous n'en avez pas, puisque chez vous on cherche à subsister le mieux possible par le minimum d'effort vendu frauduleusement comme le maximum réalisable. Chez vous, on lutte; chez nous, on travaille ensemble. Chez vous, c'est du vol; chez nous, c'est du produit. Pourquoi chez vous se vend-on soi-même et non ses produits ? Pourquoi ne s'associe-t-on pas ? Et vous parlez de science sociale et de supériorité ! Tenez, mon ami, cela me désole et... parlons d'autre chose...

Et je parlais de notre paix armée...

ALEXANDRE ULAR.

(*La Dépêche*, 30 août 1903.)

BIBLIOGRAPHIE

Après un grand effort intellectuel, dépensé à l'étude des questions sociales, Graham s'est endormi, et tellement bien endormi, qu'il ne s'éveille que deux siècle après.

Pendant ce sommeil il a fait deux héritages. Puisqu'il dormait, il ne pouvait s'occuper de ses affaires, on lui a donc donné, en attendant qu'il s'éveille, un conseil de tutelle qui doit gérer sa fortune et prendre soin de ses intérêts.

Et ledit conseil prend tellement bien soin des intérêts de celui qui dort, que ce dernier finit par devenir propriétaire de presque tout le globe, et être le seul maître politique et économique de l'univers.

Les deux héritages déposés à la banque en son nom, sont si bien gérés, qu'en fructifiant, ils finissent par absorber tous les moyens d'activité humaine : production, consommation, échange, transports, sol, sous-sol; Graham, est le propriétaire unique. Et c'est son conseil de tutelle qui gouverne et administre en son lieu et place... puisqu'il dort.

Pendant ce temps, le progrès a continué à marcher. Les progrès en mécanique sont incommensurables, le transport de la force électrique a permis de réaliser les rêves les plus inconcevables. Les villes, — qui ont absorbé presque toute la population, — devenues colossales, sont machinées comme des dessous de théâtre, closes comme des serres; elles sont soustraites aux fluctuations des saisons. Le problème de la navigation aérienne résolu, a fourni un moyen de communication rapide entre les points les plus éloignés.

Et, à l'ombre de la fortune colossale de Graham, se sont élevées d'autres fortunes de privilégiés; les riches sont devenus plus riches, les pauvres sont devenus plus pauvres, plus misérables, plus asservis. Celui qui cherchait un remède à l'exploitation des masses, est devenu sans le savoir, le grand maître d'une exploitation plus féroce et plus intense.

Car c'est sur l'existence de Graham, qui dort en une des salles du palais du conseil, que repose l'autorité des maîtres intérimaires; mais c'est en lui aussi que réside l'espoir des exploités : *Quand le dormeur s'éveillera* (1), c'est le dicton par lequel les misérables, opprimés émettent leur espoir en un changement, en un avenir meilleur, et c'est le titre que M. Wells a donné au roman qui nous occupe.

C'est en dehors d'eux, et d'au-dessus d'eux que les misérables attendent un changement à leur sort : « quand le dormeur s'éveillera », il brisera leurs chaînes, il adoucira leur exploitation. C'est en celui au nom duquel on les exploite que se sont portés leurs espoirs. « Quand le dormeur s'éveillera !... »

Mais en attendant qu'il s'éveille, il y en a qui voudraient bien prendre la place de ceux qui exercent l'autorité, et Graham s'éveille justement au moment où va éclater une émeute populaire.

Son réveil ne fait que précipiter les choses. Grand émoi de part et d'autre lorsqu'on s'aperçoit qu'il est sorti de sa léthargie. Des deux côtés on cherche à l'accaparer pour s'en faire un drapeau. Le conseil tente de le retenir prisonnier, mais il lui échappe des mains pour se mettre avec les révoltés.

Mais, ignorant de la nouvelle vie, pendant qu'il cherche à s'instruire, il n'a fait que changer de maîtres, et n'est qu'un drapeau aux mains de celui qui dirige l'émeute, et veut se substituer aux maîtres de la veille.

Cependant une femme arrive à lui faire entrevoir quelques lambeaux de vérité. Graham essaie de réagir contre ces nouveaux maîtres. Il réussit même à déjouer quelques-unes de leurs tentatives, de mater l'insurrection qu'ils ont déchaînée, mais qui tend à dépasser les limites qu'ils voudraient lui assigner. Un combat s'engage même entre Graham et Ostrog, le nouveau tyran; Graham est même victorieux. Mais ce n'est qu'une victoire temporaire, Ostrog ayant réussi à fuir, peut revenir à la tête de troupes plus nombreuses qu'il fait venir de toutes parts.

Et cela, — je ne sais par exemple si cela a bien été l'intention de l'auteur — nous représente assez bien ce bon populo qui devrait être le maître de tout, puisqu'il produit tout, que l'on pressure, que l'on exploite et que l'on opprime en son propre nom, qui fait des révolutions pour se donner de nouveaux maîtres, en croyant s'affranchir, et ne s'aperçoit de sa méprise que lorsqu'il est à nouveau entravé. Et cela, surtout, parce que, au lieu de n'avoir confiance qu'en lui-même, il a toujours placé ses espoirs en des hommes providentiels.

« Quand le dormeur s'éveillera... », c'est-à-dire quand le peuple saura, ce sera, cette fois, pour se débarrasser de tous les parasites qui veulent l'affranchir. Espérons-le.

* *

Veillées d'Auvergne (1) est un volume où Jean Ajalbert a réuni des nouvelles et récits dont l'action se passe dans les montagnes du Cantal, et dont quelques-uns nous initient à la vie triste et solitaire des « buronniers », ces vachers qui passent tout l'été en des cabanes isolées, perdues en la montagne, soignant le troupeau, afbriquant la *fourme*.

* *

Je crois qu'il est superflu de présenter à nos lecteurs, qui tous le connaissent certainement, le livre de Mirbeau : *Sébastien Roch*. Je me borne donc à leur signaler une réédition (2) de ce roman, avec illustrations d'Ibels.

J. GRAVE.

Nous avons reçu :

Histoire de la fameuse colonie américaine, Honeda Commune, par Allan Estlek, 1 vol. à « l'Anglo-Russian », 21, Paternoster sq., London E. C.

Les Cent et un moyens de faire fortune, par James Claysson, traduit par H. d'Orcines; 1 vol., 1 fr. 50, Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

Die Urheberichaft des kommunistischen Manifests, herausgegeben von Pierre Ramus, à *Freier Arbeiter*, Berlin.

El hombre y la tierra, por E. Reclus, cuadernos 21 et 22, 2 reales chaque, calle Consejo de Ciento, 140, Barcelone.

Les retraites ouvrières, par Persil et Barbier, une brochure 0 fr. 60, chez Cornély, 101, rue de Vaugirard.

Le syndicat des fonctionnaires, par J. Paul-Boncour, 1 brochure, 1 fr. même librairie.

A lire :

Ça va bien, M. Allard : *L'Humanité*, 13 avril.

Les Drames du continent noir, par Jacques Dhur : *Le Journal*, 13 et 15 avril.

(1) Un vol., 3 fr. 50, au *Mercure de France*, 26, rue de Condé.

(1) Un vol., 3 fr. 50, Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

(2) Un vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Correspondances et Communications

Lettre ouverte au ministre de la Guerre.

Monsieur,

Il y a près de Lyon une vaste plaine, appelée le Grand-Camp, qui sert de champ de manœuvre; depuis un temps immémorial le public traversait cette plaine et les ménagères de Lyon et de Villeurbanne venaient ramasser à travers l'herbe rabougrie constamment piétinée par les chevaux et les personnes, les rares herbes potagères qui parviennent à pousser dans cette vaste étendue de terrain. Si trente années d'usage établissent la la prescription, ce droit d'usage était donc acquis pour les habitants.

L'on serait tenté de croire que les militaires ne connaissent point le Code, eux à qui les pouvoirs publics ont recours pour défendre la propriété individuelle, lorsque les dépossédés veulent reconquérir leurs droits naturels, qu'une civilisation spoliatrice leur a extorqués.

Il est vrai que ce n'est pas chez le militariste qu'il faut aller chercher la logique, aussi, pour satisfaire sa fantaisie dominatrice, l'autorité militaire interdit le passage et le droit de cueillette aux habitants.

Pour que cette interdiction soit efficace, un cavalier de service monte la garde, traverse au galop la vaste étendue de terrain qui le sépare de la silhouette humaine qu'il peut apercevoir, l'oblige à revenir sur ses pas, lorsque souvent il avait déjà accompli plus des trois quarts de la distance, pourchasse les mères de famille venant ramasser les quelques herbes alimentaires qui auraient pu augmenter leur frugal repas.

Ces mesures vexatoires auraient peut être paru (?) plausibles si les personnes avaient été une gêne pour le mouvement des manœuvres : il n'en est rien, leur nombre est presque nul à comparer à l'étendue.

Pourtant, ces terrains sont des biens nationaux : pourquoi le militariste aurait-il le droit de se les approprier aux dépens des habitants de la nation, si les habitants de la nation n'ont même plus aucun droit — bien minime — de jouissance sur des herbes sauvages, que devient pour eux la Patrie, s'ils n'ont plus de patrimoine : une vaste blague et le patriotisme une mystification.

Par mes observations personnelles, je constate que les antimilitaristes ont raison, c'est ce que je vais m'efforcer de faire comprendre à tous ceux qui ne le savent point.

Sans que j'espère une mesure d'équité, recevez, Monsieur le ministre, mes salutations.

CLAUDIUS SIMON,
Propriétaire, rue de Jonage, 42.
(Villeurbanne).

× Le camarade Cayol, se trouvant forcé de liquider sa bibliothèque, laisserait ses volumes à bon compte.

S'adresser à Cayol Marius, 39, boulevard Gazzino, Marseille pour les propositions et obtenir la liste des ouvrages en vente.

× Un camarade nous a envoyé 1 franc pour faire parvenir au soldat Bonace qui, à Toulon, a refusé de marcher contre les grévistes.

Nous le faisons passer au groupe *La Liberté d'opinion*, pour qu'il arrondisse la somme.

Le Comité national de l'A. I. A., 103, quai Valmy. — Avertit toute les sections de banlieue et de province ainsi que les camarades propagandistes de l'idée qu'il tient à leur disposition des brochures aux mères et pères de famille à 1 fr. 50 le cent, ainsi que des étiquettes antimilitaristes toutes gommées à 0 fr. 15 le cent.

L'affiche des femmes. — Un manifeste anti-militariste recueillant cette fois spécialement les signatures féministes, est en préparation et sera lancé au moment de la comparution des signataires poursuivis.

Demander les listes pour signatures à la camarade Léontine Derbault, aux bureaux de Terre et Liberté à Saint-Cyr-les-Colons (Yonne).

LYON. — **Aux groupes antimilitaristes de la région.** — Les groupes qui veulent se mettre en relation avec la section de Lyon (A propos de l'appel paru dans le

dernier numéro) sont priés d'adresser la correspondance à Camille Favier, 18 (non pas 19) rue Citée-Delassalle, Lyon-Charpenne.

Groupe la liberté d'opinion. — Il a été reçu à ce jour une somme de 4880 fr. 85 ; les dépenses se montent à 2326 francs, reste donc en caisse 2554 fr. 85.

Le détail des sommes reçues par le trésorier est publié chaque semaine dans *la Voix du Peuple*.

Nous publions de notre côté les sommes reçues par le journal.

Un groupe de camarades du Japon, désireux de pratiquer un travail indépendant, voudrait se livrer à la fabrication des enveloppes. Ils nous demandent où ils pourraient se procurer une machine qui sert à les fabriquer?

Quelque camarade pourrait-il nous procurer des adresses.

Les camarades de Roubaix nous prient d'annoncer qu'ils ont reçu de Lawrence (États-Unis), 77 fr. 25 et 250 francs des camarades de Philadelphie (E.-U.) pour la libération du camarade forçat, Schonard Marlo.

Souscription pour les familles des détenus.

M., à Jucheville, 1 fr. — T., à Alger, 1 fr. 75. — New-York, par Duellan-Ruellan, 5 fr. — V., Lentini, 1 fr. 25. = L. Blondiau, 2 fr. 50 et 1 fr. 25. — Scarrone, 1 fr. 25. — Nosarco, 1 fr. 25. — C., Pessoute, 2 fr. 50. — Wild, 2 fr. 50. — Belitvaind, 1 fr. 25. — V., Sena, 2 fr. 50. — Nubre, 1 fr. 25. — P. Varnier, 2 fr. 50. — J. B., 1 fr. 25. — Lhlothan, 2 fr. — G. Barbier, 1 fr. 25. — L. Perrin, 1 fr. 25. — Ensemble : 30 fr. 75. — Un groupe d'antimilitarisme, 4 fr. 25. — X. L. 0 fr. 50. — Franssen, 5 fr.

Rive-de-Gier : liste de la Jeunesse Syndicaliste, 1 fr. 45. — Liste de la section de Nevers, 12 fr. 30. — Philadelphie, produit de la fête dont il est parlé plus haut, 356 fr. 65. — En tout : 413 fr. 65. — Listes précédentes : 439 fr. 80. — Ensemble : 853 fr. 45.

Reçu pour les mineurs grévistes X. L., 0 fr. 50.

CONVOCATIONS

La Fraternelle, 45, rue de Saintonge. — Vendredi 27 avril. M. Micouleau. Philosophie : V. La morale suivant Darwin.

Dimanche 29 avril. Fête anniversaire de l'U. P. Soirée artistique et littéraire. On jouera le 3e acte des *Oiseaux de Passage*, de MM. Descaves et M. Donnay.

Vestiaire obligatoire 0 fr. 50.

Mardi 1er mai. Conseil d'administration.

Mercredi 2 mai. M. P. Rispal. Les écrivains animaliers.

Vendredi 4 mai. M. James Guillaume. Causerie sur la Révolution française : V. Le massacre du Champ de Mars (17 juillet 1791) ; la coalition ; fin de la Constituante.

Tous les lundis à 8 h. 1/2, cours d'Espéranto par M. Blangarin.

Tous les jeudis, de 3 h. à 5 h. cours, d'allemand : élémentaire, moyen, supérieur, dirigé par M. Silberstein.

Montpellier. — **Groupe d'Etudes Sociales.** — Samedi 28 avril à 8 h. 1/2 au siège du Groupe, 26, rue Guillaume-Pellicier, causerie par un camarade. La morale utilitaire.

A. I. A. — Section du dixième arrondissement. — Une réunion ayant pour objet la constitution d'une section de l'Associaton Internationale Antimilitariste dans le 10e arrondissement aura lieu le vendredi 27 avril à 8 heures 1/2 du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta.

La Semaille, 21, rue Boyer. — Mardi 1er mai, Commission d'administration.

Marseille (Ville). — **A. I. A.** — Dimanche 29 avril à 6 heures du soir au bar Frédéric, 11, rue d'Aubagne, réunion urgente.

Les camarades qui désirent se charger d'afficher les affiches pour la liberté d'opinion dans leurs quartiers respectifs sont priés d'y assister pour les retirer.

Marseille. — **Théâtre Libre.** — Dimanche 29 avril. Grande soirée familiale, salle Frédéric, 11, rue d'Aubagne, à 9 heures du soir.

1re partie. Concert.

2e partie. Théâtre : *La Fille Elisa* (2e acte). *La plaidoierie.*

Petite Correspondance

T. B., à la Chapelle. — *De Ravachol à Caserio*, 3 fr. franco.

J. D., à Bans. — Non, pas d'abonnés dans votre localité.

Toucouxa. — Reçu le cliché.

La Riforma à La Corogne. — Avons fait passer votre lettre au syndicat des mineurs de Courrières.

Reçu pour le journal : F. C., à Lunay. — D. A., à Alger, 2 fr. — A. R., à Tourcoing, 3 fr. — P. M., à Bayonne, 1 fr. — Merci à tous.

N., à Vatan. — A. F. — G., à Brest. — F. T., à Galeata. — G. C., à Gien. — N. D., à Saint-Etienne. — R., à Pont-l'Evêque. — A. D., à Buenos-Ayres. — M. D., à Buzeu. — *Grido della Folla*. — J. B., à Monteeau-les-Mines. — R. D., à Romieux. P. P., à La Machine. — L., à Montelus. — A. L., à La Salle. — L., à Neuilly. — M. J., à Luché. — L. J., à Essonnes. — C. B., à Pouleux-Chinon.

L. E., à Noyant-la-Gravoyère. — M. B., à Cholet. — S., à Lorient. — G., à Millau. — C. S., à Neuchâtel. — S., à Narbonne. — M. B., au Hâvre. — L. C., à Pela-Canale. — M., à Torchefilon. — F. G., au Muy. — E. V., à Chalon. — L. A. L. à Bécon. — L. P., à St-Raphaël. — E. B., à Port-Louis. — R. B., à Blaye. — S. à St-Didier. — Paris à Morat.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : H. D. à Kimkempois, 1 fr. — B., à Thézilleu, 0 fr. 50. — A. P., à Cardif, 1 fr. — B., à Migennes, 0 fr. 50. — E. M., 5 fr. — P., à Arcueil, 0 fr. 50. — T., à Paris, 2 fr. — B., 2 fr.

Merci à tous.

Mario C., à Florence. — Entendu.

Marseille. — Cela est une affaire purement personnelle.

Loquier, à Epinal. — L'abon. avait été oublié. Excusez-nous. Nous réparons.

A. Pr. — *Exigeons des loisirs :* Article bien trop long et manquant de vue neuves. Nous ne voyons, pour nous dans les 8 heures, qu'un levier d'agitation.

Un camarade de Lille. — Bien reçu les journaux. Excusez-nous d'avoir oublié d'accuser réception.

Hre L. à Rochefort. — Je vous ai écrit, rue Paul Broca, la lettre est revenue avec la mention « inconnu ».

VIENT DE PARAITRE

L'Entr'aide, par P. Kropotkine.

C'est une étude sur le rôle que l'aide mutuelle joue dans l'évolution.

Prix : *franco* **3 fr. 30**

TABLE DES MATIÈRES DE LA 11e ANNÉE

DESSINS

BIBLIOGRAPHIE

THÉATRES

ERRATUM : n° 14 (page 2, colonne 3).

Le Gérant : J. GRAVE.

MOUSSEYE IMPRIMERIE, 9, rue Abel-Hovelacque, Paris.